

École doctorale de l'EHESS

Centre d'études sociologiques et politiques Raymond-Aron

Doctorat

Discipline : Histoire et civilisations

David SERFASS

Le gouvernement collaborateur de Wang Jingwei

*Aspects de l'État d'occupation durant la guerre sino-japonaise
1940-1945*

VOLUME I

Thèse dirigée par M. Yves CHEVRIER

Date de soutenance : le 20 novembre 2017

Rapporteurs 1 Mme Xiaohong Xiao-Planes, INALCO
2 M. Alain Roux, INALCO

Jury 1 Mme Xiaohong Xiao-Planes, professeur des universités, INALCO
2 M. Marc Olivier Baruch, directeur d'études, EHESS
3 M. Yves Chevrier, directeur d'études, EHESS
4 M. Barak Kushner, Reader in Japanese History, University of Cambridge
5 M. Rana Mitter, Professor of the History and Politics of Modern China, University of Oxford
6 M. Alain Roux, professeur des universités émérite, INALCO

Remerciements

Je voudrais, en premier lieu, exprimer toute ma reconnaissance envers mon directeur, Yves Chevrier, qui a accompagné mes recherches depuis leurs tâtonnements. Ses orientations m'ont permis, après une longue décantation, de hiérarchiser un matériau empirique qui apparaissait sans fin. En outre, je n'aurais pu aborder une grande partie de ce matériau s'il n'avait eu la patience de me laisser suivre un cursus de japonais pendant quatre ans.

Je remercie les membres du jury d'avoir bien voulu passer du temps à lire mon travail.

J'éprouve une gratitude toute particulière à l'égard de Xavier Paulès, qui a été ma bonne étoile depuis qu'il m'a proposé, en 2013, de l'assister dans son séminaire sur la Chine républicaine. Ses conseils et son soutien m'ont été d'un grand secours.

Mes remerciements à Christian Lamouroux, qui fut mon premier tuteur à l'EHESS et n'a cessé depuis de m'encourager. Merci à Xiaohong Xiao-Planes pour sa gentillesse et son aide.

J'ai pu compter sur mes *senpai* Park Sang-soo, Christine Vidal, Emmanuel Jourda, Paul Charon, Ma Jun, Victor Louzon et Pan Yu-jen. Un immense merci, en particulier, à Emmanuel et Victor qui ont consacré de longues heures à relire et commenter mon manuscrit.

Plus largement, je remercie tous les chercheurs, étudiants et personnels du Centre Chine (CECMC), notamment Samia Ferhat, Stéphanie Homola, Françoise Kreissler, Isabelle Landry-Deron, Françoise Sabban, Delphine Spicq, Aël Théry, Vincent Durand-Dastès, Laurent Galy, Pierre-Emmanuel Roux, Alain Roux, Sebastian Veg et Pierre-Étienne Will.

Merci également au Centre de recherche historique et au Centre d'études sociologiques et politiques Raymond-Aron auxquels j'ai été successivement rattaché durant mon doctorat.

Mes remerciements aux équipes de l'AFEC et d'*Études chinoises* qui ont bien voulu m'accueillir en leur sein, et notamment à mes compagnons de CR, Guillaume Dutournier et Damien Morier-Genoud. J'en profite pour dire toute mon amitié à Alice Bianchi et Zhang Chao.

Durant mon doctorat, j'ai bénéficié des conseils et des encouragements de nombreux chercheurs que je remercie : Marie-Claire Bergère, Paola Calanca, Lea Wakeman, Wang Jiao, Margherita Zanasi, Laure Zhang, Adam Baczko, Marc Olivier Baruch, Alain Delissen, Gilles Dorronsoro, Samuel Guex, Sébastien Lechevalier, Barak Kushner, Rana Mitter, Victor Pan ou encore Seiji Shirane. J'ai une pensée spéciale pour Brian G. Martin, dont j'ai admiré les travaux avant d'apprendre à apprécier l'homme dans un pub de Toronto. Sur ce dernier point, je peux en dire autant de Toby Lincoln et Paul O'Shea.

Cette thèse au long cours a reçu le soutien financier de plusieurs institutions auxquelles je suis redevable : le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, la Japan Student Services Organization, le Centre d'études chinoises (CCS) de la Bibliothèque nationale de Taiwan (NCL), la Fondation Chiang Ching-kuo, le CESPRA et le GIS Asie.

La générosité proverbiale de Taiwan envers les chercheurs étrangers n'est pas que financière mais aussi humaine. Je tiens à remercier le personnel de la Bibliothèque nationale qui a été aux petits soins avec moi pendant mon séjour de six mois en 2015, les archivistes du Guoshiguan, ainsi que les chercheurs de l'Institut d'histoire moderne de l'Academia Sinica, en particulier Chang Ning, Wu Jen-shu et Syu Siou-meng.

Je remercie François Colodiet qui, le premier, m'a fait prendre goût au métier d'historien, ainsi qu'aux nombreux enseignants qui m'ont formé à Paris 1, aux Langues O', à l'École des hautes études, à Shida et à Waseda.

Je salue mes amis en France : Mathieu, Benjamin, Sébastien et Siegfried ; Michael, Joulia, Marlon, Émilie, Nathan, Guillaume et Ningsi ; Jérémie ; Aline et Guy ; Jou-an, San-Yu. Ainsi qu'à l'étranger : Chih-ling, Tchie, Hsiao-lan, Tsai Mao, Xiawei et, *last but not least*, Jamie. J'embrasse ma famille, de Berkeley à Genève en passant par Londres, Menton, Pau et Grenoble.

Enfin, rien n'eut été possible sans le soutien et l'affection de mes grands-parents et de mes parents. Cette thèse leur est dédiée.

Résumé

Le gouvernement collaborateur de Wang Jingwei : aspects de l'État d'occupation durant la guerre sino-japonaise, 1940-1945

Cette thèse se propose d'étudier le gouvernement collaborateur dirigé par Wang Jingwei (1940-1945) à la croisée de deux trajectoires : celle de l'État chinois moderne et celle de l'Empire japonais. Au-delà d'un approfondissement des connaissances sur l'occupation japonaise en Chine, mon travail ambitionne d'enrichir le champ des études sur l'État lui-même. Une telle approche ne va pas de soi, tant le caractère « fantoche » attribué à ce régime par l'historiographie chinoise l'a longtemps isolé du reste de la période et cantonné à une histoire des tenants idéologiques de la collaboration. Sans évacuer cet aspect, mon approche consiste à l'inscrire dans une étude politique et sociale du gouvernement et de l'administration, afin de saisir le fonctionnement réel de la machine étatique en zone occupée. Pour ce faire, je développe le concept d'État d'occupation, qui désigne l'ensemble formé par les organisations japonaises (institutions militaires et civiles) et chinoises (gouvernements collaborateurs locaux), établies afin d'administrer la Chine occupée. La construction de cet État, qui visa, à partir de 1940, à intégrer ces organisations derrière la façade du gouvernement de Wang Jingwei, fut détournée par des logiques de formation, nées des contradictions entre ses différents acteurs. Ce processus est examiné en adoptant des focales différentes. La première partie étudie la mise en place de l'État d'occupation du point de vue japonais, en montrant l'impact qu'eurent, l'un sur l'autre, centre et périphérie au sein de l'Empire nippon. Je reviens ensuite sur la genèse de cet État d'occupation, jusqu'à la formation du gouvernement de Wang Jingwei. La deuxième partie réduit la focale pour s'intéresser à l'organisation particulière de ce dernier, dont la spécificité, par rapport aux autres régimes collaborateurs, provenait de l'ambition qu'avait le groupe de Wang de restaurer le Gouvernement nationaliste légitime dans le cadre d'un « retour à la capitale ». La troisième partie, enfin, se penche sur le cas de la fonction publique en zone occupée, dont le cadre institutionnel et idéologique est mis en regard avec les conditions de vie des agents.

Mots clés : Wang Jingwei ; Collaboration ; Occupation ; Guerre sino-japonaise ; Seconde Guerre mondiale ; Impérialisme japonais ; Guomindang ; Construction de l'État.

Abstract

Wang Jingwei's Collaboration Government: Aspects of the Occupation State during the Sino-Japanese War, 1940-1945

This dissertation studies the collaboration government headed by Wang Jingwei (1940-1945) at the crossroads of two trajectories: those of China's modern state and Japan's Empire. More broadly, my work aims at enriching the field of state-building research. Such an approach may seem counter-intuitive, as this regime is still labelled a "puppet" by Chinese historiography, which has cast it aside from the rest of the period and confined it to an ideological history of collaboration. I consider it within the context of a political and social study of government and administration, which tries to grasp the real functioning of the state machine in the occupied zone. For this purpose, I develop the concept of occupation state, i.e. a larger apparatus than the sole collaboration regimes, which included Japanese military and civilian agencies as well as Chinese local governments. From 1940 on, the state-building process aimed at integrating these organizations behind the façade of the Wang Jingwei government. However, it was diverted by a formation process, which resulted from the contradictions between its different actors. I explore this process from three different angles. The first part studies the establishment of the occupation state from the Japanese point of view, showing the mutual impact of centre and periphery within the Japanese Empire. Then, it follows the genesis of the occupation state up to the establishment of the Wang Jingwei government. The second part focuses on the experience of the latter, whose specificity, compared to other pro-Japanese regimes, was the ambition of the Wang group to restore the legitimate nationalist government as part of a "return to the capital". Thirdly, I look at the administrative personnel's institutional and ideological framework as well as their living conditions.

Keywords: Wang Jingwei; Collaboration; Occupation; Sino-Japanese War; Second World War; Japanese Imperialism; Guomindang; State-building.

Table des matières

Remerciements.....	3
Résumé	5
Table des matières	7
Table des tableaux et figures	13
Conventions d'écriture.....	15
Abréviations	19
Introduction	23
Histoires de la collaboration sino-japonaise.....	25
L'État d'occupation : définition d'un objet de recherche.....	47
Méthode et sources	67
Organisation de la thèse.....	76
Première partie	
L'État d'occupation dans l'Empire	81
Chap. 1. L'occupation de la Chine : un défi pour le Japon	83
1.1. Situation militaire.....	83
1.1.1. Conquête (1937-1938).....	83
1.1.2. Enlisements (1939-1942)	86
1.1.3. Nouvelles offensives face au déclin (1943-1945).....	89
1.2. Situation diplomatique.....	92
1.2.1. L'impact international de la création du gouvernement de Wang Jingwei.....	92
1.2.1.1. La Chine dans les relations du Japon avec les autres puissances	92
1.2.1.2. La réaction des démocraties occidentales.....	94
1.2.1.3. L'Axe Rome-Berlin-Tokyo à l'épreuve de la guerre sino-japonaise	100
1.2.1.4. Le cas français	104
1.2.2. La recherche d'une solution négociée au début de la guerre	107
1.2.2.1. L' « Opération Funatsu » (3-10 août 1937).....	110
1.2.2.2. La « Médiation Trautmann » (30 octobre 1937-16 janvier 1938).....	112
1.2.2.3. Les négociations entre Ugaki et Kong Xiangxi (juin-septembre 1938)	115
1.2.2.4. Les canaux visant Chongqing après la défection de Wang Jingwei (1939-1940)...	118
1.2.3. Les initiatives de paix japonaises après le Traité de base (1941-1945).....	123
1.2.3.1. Les « Opérations politiques vis-à-vis de Chongqing » (1943-1944).....	125
1.2.3.2. L' « Opération Miao Bin » (mars-avril 1945) et la fin de la guerre	128
1.3. Situation politique	132
1.3.1. Occupation de la Chine et transformations de l'État japonais	132
1.3.1.1. De nouvelles institutions	134
1.3.1.2. Le cabinet Konoe et la genèse du gouvernement de Wang Jingwei	145
1.3.1.3. La « Nouvelle politique » et la fronde anti-Tōjō de 1943	150
1.3.2. Le gouvernement de Nanjing dans le débat parlementaire japonais	151
1.3.2.1. La charge de Saitō Takao (2 février 1940).....	153

1.3.2.2. Les doutes d'Andō Masazumi (8 février 1940).....	157
1.3.3. L'implication de la société de l' « intérieur ».....	159
1.3.3.1. Jiang Jieshi : l'ennemi public n°1.....	161
1.3.3.2. Wang Jingwei : le visage de la « nouvelle Chine ».....	163
1.3.3.3. Une décision de politique intérieure ?.....	166
1.3.3.4. Une remise en cause des fondements de la politique de collaboration.....	169
1.3.3.5. La lassitude de la population face à l'impasse chinoise.....	176
Chap. 2. La formation de l'État d'occupation avant 1940.....	181
2.1. Une construction éclatée.....	185
2.1.1. Chine du Nord.....	187
2.1.1.1. Beijing, capitale présomptive de l'État d'occupation.....	188
2.1.1.2. Le Gouvernement provisoire.....	190
2.1.1.3. Intégration des organisations locales.....	193
2.1.2. Chine centrale.....	196
2.1.2.1. Les premières structures locales.....	197
2.1.2.2. Le Gouvernement réformé de Nanjing.....	201
2.1.2.3. Une tentative de centralisation régionale.....	205
2.1.3. Chine méridionale et intérieure.....	209
2.1.3.1. La parcelle cantonaise.....	209
2.1.3.2. Wuhan et le Hubei.....	218
2.2. La résistible centralisation de l'État d'occupation : première phase.....	230
2.2.1. Une centralisation décentralisée.....	232
2.2.1.1. Le projet de « nouveau gouvernement central ».....	232
2.2.1.2. Le Conseil d'union.....	236
2.2.1.3. Wu Peifu, président des États-Unis de Chine ?.....	239
2.2.2. Us et abus du modèle (con)fédéral.....	244
2.2.2.1. Les tubercules de la paix du commandant Tōwaki.....	244
2.2.2.2. Les <i>Shinatsū</i> : évolutions d'une intelligence japonaise de la Chine.....	254
2.2.2.3. La République confédérale chinoise non advenue.....	257
2.3. Deuxième phase : la formation du gouvernement de Wang Jingwei.....	260
2.3.1. De Chongqing à Shanghai : la genèse du Mouvement de paix.....	260
2.3.1.1. Ton bas contre ton haut.....	260
2.3.1.2. Les négociations du Chongguangtang (novembre 1938).....	264
2.3.1.3. Le départ pour Hanoï et le choix de la collaboration.....	266
2.3.2. La dent et la prune : montée en puissance de l' « Opération Wang Jingwei ».....	274
2.3.2.1. Un ticket avec Wu Peifu à la tête d'une Chine confédérale.....	275
2.3.2.2. L'Agence de la prune : Kagesa à la manœuvre.....	280
2.3.3. Un marathon de négociations.....	285
2.3.3.1. « Grosses têtes » récalcitrantes et partenaires japonais inflexibles.....	286
2.3.3.2. Huis clos amer rue Yuyuan (novembre 1939).....	291
2.3.3.3. Dernière mise au point : la conférence de Qingdao (janvier 1940).....	296

Deuxième partie

Le gouvernement de Wang Jingwei dans l'État d'occupation.....	301
Chap. 3. Sens, matérialité et contradictions du « retour à la capitale ».....	303
3.1. Huandu rituel et matériel.....	303
3.1.1. La liturgie du Mouvement de paix.....	303

3.1.1.1. Le <i>huandu</i> : une tradition nationaliste	303
3.1.1.2. Les cérémonies de mars et avril 1940	305
3.1.1.3. Calendriers et horloges : le temps de la collaboration.....	307
3.1.2. Topographie du gouvernement collaborateur	310
3.1.2.1. Réinvestir les lieux : enjeux politiques des locaux administratifs.....	310
3.1.2.2. Domicile privé et privatisation du pouvoir.....	315
3.1.2.3. Derrière les hauts murs : insécurité et pratiques gouvernementales.....	318
3.2. <i>Huandu</i> juridique : restaurer le Gouvernement national.....	326
3.2.1. Spécificité du cas chinois.....	326
3.2.1.1. Le manteau du pouvoir à Vichy et à Nanjing.....	326
3.2.1.2. Entre légalité et légitimité : la nature incertaine du <i>fatong</i> républicain	327
3.2.2. Continuer le <i>fatong</i> dans la collaboration	329
3.2.2.1. Revendication de la légitimité nationaliste.....	329
3.2.2.2. Reconduction et adaptations du corpus législatif d'avant-guerre.....	331
3.2.3. Un cas exemplaire : le débat à propos de la charge de <i>zhuxi</i>	335
3.2.3.1. Lin Sen, président malgré lui.....	335
3.2.3.2. Les réticences de Zhou Fohai et la question de la finalité du régime.....	336
3.2.3.3. Résurgences du débat après 1940.....	340
3.3. <i>Huandu</i> nationaliste : Nanjing en représentant légitime du GMD.....	343
3.3.1. Les attributs du <i>dangtong</i>	343
3.3.1.1. Doctrine : le retour des Trois principes du peuple en Chine occupée	345
3.3.1.2. Drapeau : la flamme de la discorde	353
3.3.1.3. Saint Père : le culte rendu à Sun Yat-sen	358
3.3.2. Reconstruire le GMD en zone occupée : les limites de l'orthodoxie.....	370
3.3.2.1. Le 6 ^e congrès d'août 1939	371
3.3.2.2. Une expansion contrariée et superficielle.....	376
3.3.2.3. Régénérer le GMD « orthodoxe »	381
3.3.3. Programme constitutionnel et front (dés)uni des collaborateurs.....	383
3.3.3.1. Le retour du serpent de mer constitutionnel	384
3.3.3.2. Le GMD « orthodoxe » comme force centrale.....	402
3.3.3.3. La Parti contre la démocratie : critiques et parades.....	412
Chap. 4. Architecture institutionnelle et emprise territoriale.....	421
4.1. Anatomie du gouvernement central.....	421
4.1.1. Le système des conseillers japonais.....	421
4.1.1.1. L'institutionnalisation du « guidage interne » au début de la guerre	423
4.1.1.2. Nature et fonctionnement de la tutelle nippone après 1940	428
4.1.1.3. La réforme de 1943 : tout changer pour que rien ne change	446
4.1.2. Fondements	451
4.1.2.1. Le modèle d'avant-guerre.....	451
4.1.2.2. Configuration initiale du gouvernement de Wang Jingwei.....	456
4.1.3. Réorganisations.....	464
4.1.3.1. Le remaniement d'août 1941	465
4.1.3.2. La grande refonte de janvier 1943 : prélude, mesures et suites.....	471
4.2. Une histoire institutionnelle et politique de l'administration locale.....	486
4.2.1. Les réformes successives des structures territoriales.....	487
4.2.1.1. Intégration (1940-1942).....	487
4.2.1.2. Renforcement (1943-1945)	496
4.2.2. Tableau par province	501
4.2.2.1. Jiangnan et Guangdong : le noyau territorial du régime de Nanjing.....	502
4.2.2.2. Hubei et Jiangxi : les marches rétives du grand Ouest.....	513

4.2.2.3. Huaihai : vers une nouvelle carte de la Chine centrale ?.....	525
4.2.3. La Campagne de pacification rurale	532
4.2.3.1. Circulations d'une technique administrative.....	533
4.2.3.2. Suppression des « bandits » et construction de l'État	540
4.2.3.3. Une arme à double tranchant : <i>qingxiang</i> et formation de l'État	550

Volume II

Troisième partie

Servir l'État d'occupation : le personnel administratif chinois entre discours et pratiques.....	557
---	------------

Chap. 5. Reconstruire la fonction publique en zone occupée	561
---	------------

5.1. Administrer l'administration	561
--	------------

5.1.1. Les institutions	561
--------------------------------------	------------

5.1.1.1. L'héritage de la « décennie de Nankin »	561
--	-----

5.1.1.2. Le système des examens et de gestion du personnel sous l'occupation	564
--	-----

5.1.2. La « voie régulière » au défi de la formation de l'État.....	570
--	------------

5.1.2.1. Idéal et pratiques du Yuan d'examen	570
--	-----

5.1.2.2. Le mémoire de Shi Nai (juin 1941).....	573
---	-----

5.1.3. L'entreprise de recrutement.....	580
--	------------

5.1.3.1. L'appel aux fonctionnaires du Gouvernement nationaliste.....	580
---	-----

5.1.3.2. Intégrer le personnel en place.....	584
--	-----

5.2. Le personnel administratif du gouvernement de Wang Jingwei	587
--	------------

5.2.1. Périmètre et taille de la fonction publique	587
---	------------

5.2.1.1. La question du statut.....	587
-------------------------------------	-----

5.2.1.2. Effectifs	590
--------------------------	-----

5.2.2. Prosopographie de l'administration locale	594
---	------------

5.2.2.1. Le personnel des gouvernements de district.....	595
--	-----

5.2.2.2. Le personnel semi-bureaucratique.....	605
--	-----

5.2.3. Trois portraits de magistrats de district sous l'occupation	608
---	------------

5.2.3.1. Guo Zengji ou la continuité de l'État à l'époque républicaine.....	608
---	-----

5.2.3.2. Ma Yunteng, le collaborateur chrétien	610
--	-----

5.2.3.3. Zhou Mingqin : itinéraire d'un opportuniste	611
--	-----

5.3. Formation, sélection et évaluation des fonctionnaires	614
---	------------

5.3.1. Former des agents loyaux et compétents.....	614
---	------------

5.3.1.1. <i>Xunlian</i> et construction de l'État	614
---	-----

5.3.1.2. La formation des fonctionnaires de district.....	616
---	-----

5.3.1.3. Les autres types de formations	627
---	-----

5.3.2. Sélectionner une élite : les concours de la fonction publique	636
---	------------

5.3.2.1. Renaissance et déclin du <i>gaokao</i>	636
---	-----

5.3.2.2. Débouchés du <i>gaokao</i> et identification à la « voie régulière ».....	644
--	-----

5.3.3. Évaluer pour mieux contrôler	649
--	------------

5.3.3.1. Obstacles et retards dans le contexte de l'occupation	649
--	-----

5.3.3.2. Une décentralisation partielle de l'administration du personnel	653
--	-----

5.3.3.3. Évaluation des fonctionnaires et formation de l'État	656
---	-----

Chap. 6. Vertu administrative et misères du métier de fonctionnaire	661
--	------------

6.1. Discours : le fonctionnaire, à la fois bouc émissaire et modèle	661
---	------------

6.1.1. Une idéologie administrative originale ?	661
--	------------

6.1.1.1. Mise en contexte.....	663
--------------------------------	-----

6.1.1.2. Retour à un sens impérial de l'État ?	667
6.1.1.3. Le rôle de la presse administrative	681
6.1.2. La figure du fonctionnaire au cœur de la crise de l'État d'occupation	689
6.1.2.1. Usages rhétoriques de la corruption bureaucratique	689
6.1.2.2. Campagnes de masse et transformation des agents de l'État	691
6.1.2.3. Opium, frugalité et uniforme : aspects de la mobilisation.....	698
6.2. Réalité : le niveau de vie des fonctionnaires en zone occupée	715
6.2.1. Contexte économique	715
6.2.1.1. Une inflation galopante	715
6.2.1.2. Difficultés budgétaires des administrations.....	720
6.2.2. Le salaire des fonctionnaires	722
6.2.2.1. Le maquis du système de traitement et de protection sociale	722
6.2.2.2. Doléances des agents	727
6.2.2.3. Augmentation des traitements et privilèges	731
6.3. Discipline : crimes et châtements dans la fonction publique.....	738
6.3.1. Le cadre institutionnel	738
6.3.1.1. Un système d'avant-guerre fragmenté et peu efficace	738
6.3.1.2. Une lente reconstruction sous l'occupation.....	740
6.3.2. Petits et grands scandales de corruption	742
6.3.2.1. L'affaire du Comité de gestion des vivres (hiver 1942-1943)	743
6.3.2.2. Le scandale du ministère des Vivres (octobre 1943-mars 1944)	746
6.3.2.3. Ordinaire de la justice administrative.....	756
Conclusion	
D'un Nankin l'autre : sortie d'occupation	759
L'État d'occupation entre sortie de guerre et sortie d'empire.....	760
Remobilisations	763
Épurations.....	768
Mémoires.....	779
Annexe 1 – Cartes.....	785
Annexe 2 – Tableaux et organigrammes	799
Annexe 3 – Dictionnaire biographique sommaire de l'État d'occupation	837

Sources et bibliographie

1. Sources primaires	925
1.1. Archives	925
1.1.1. Archives consultées sur place.....	925
1.1.2. Archives en ligne	927
1.1.3. Archives publiées	932
1.2. Journaux officiels (<i>gongbao</i>).....	934
1.3. Publications contemporaines et recueils de discours	934
1.4. Presse	937
1.5. Journaux personnels, mémoires, correspondance, <i>wenshi ziliao</i>	952
1.6. Monographies locales	961
1.7. Films d'actualité	964
2. Sources secondaires	966

2.1. Travaux en langues occidentales	966
2.2. Travaux en chinois	987
2.3. Travaux en japonais	1000
Index des noms de personnes	1005

Table des tableaux et figures

Tableau 1.1. Synthèse des principaux canaux de négociations	130
Tableau 1.2. Cabinets ministériels japonais et État d'occupation en Chine	133
Tableau 1.3. Conférences impériales et État d'occupation en Chine.....	135
Tableau 1.4. Principaux dirigeants du ministère de la Grande Asie orientale	144
Figure 2.1. Organigramme du Gouvernement provisoire de la République de Chine	191
Tableau 2.1. Principaux plans relatifs à la centralisation de l'État d'occupation.....	231
Tableau 2.2. Opérations de déstabilisation planifiées par le Japon à l'été 1938	233
Figure 2.2. Projet de gouvernement central dans le cadre de l'Opération Wu Peifu (nov. 1938).....	241
Figure 2.3. Allégorie végétale du projet d'État chinois confédéral.....	246
Figure 2.4. Plan japonais pour le nouveau gouvernement central chinois (juin 1939)	278
Tableau 3.1. Emplacement des principaux organes du gouvernement de Wang Jingwei à Nanjing	313
Figure 3.1. Instructions relatives au drapeau du gouvernement de Wang Jingwei	354
Tableau 4.1. Effectifs et répartition des conseillers japonais du Gouvernement réformé (août 1939)	427
Tableau 4.2. Conseillers japonais suprêmes du gouvernement de Wang Jingwei	434
Tableau 4.3. Effectifs des employés japonais civils du gouvernement de Wang Jingwei (janv. 1944).....	440
Tableau 4.4. Composition du Conseil suprême de défense nationale (janvier 1943-août 1945)	482
Tableau 4.5. Projet de redécoupage des provinces du Jiangsu, du Zhejiang et de l'Anhui (déc. 1943)	530
Tableau 4.6. Direction du bureau à Suzhou du Comité de pacification rurale (juillet 1941).....	539
Tableau 4.7. Chronologie de la Campagne de pacification rurale en Chine centrale (1941-1943)	542
Tableau 4.8. Structures semi-bureaucratiques mises en place au début du <i>qingxiang</i> (été 1941)	544
Tableau 5.1. Direction du Yuan d'examen du gouvernement de Wang Jingwei	568
Tableau 5.2. Répartition et moyenne par âge des magistrats de district du Jiangsu (1940-1945)	600
Tableau 5.3. Répartition par lieu d'origine des magistrats de district du Jiangsu (1941-1945).....	600
Tableau 5.4. Catégories socio-professionnelles des présidents de CMO de Chongyang (Hubei)	603
Tableau 5.5. Professions avant-guerre des premiers magistrats de district du Hubei	604
Tableau 5.6. Bilan des <i>gaokao</i> organisés par le gouvernement de Wang Jingwei.....	638
Figure 6.1. Croquis du costume national ordinaire et de cérémonie	710
Tableau 6.1. Indices des prix et du coût de la vie à Shanghai (1936-1945).....	715
Tableau 6.2. Prix des produits alimentaires de base à Shanghai (1937-1944)	718
Tableau 6.3. Direction du Yuan de contrôle sous le gouvernement de Wang Jingwei	740
Annexe 1.1. Carte de l'Empire japonais avant 1945	786
Annexe 1.2. Carte de la zone d'occupation japonaise en Chine (1939).....	787
Annexe 1.3. Carte de l'occupation japonaise et des bases communistes en Chine (1945)	788
Annexe 1.4. Carte de la zone d'influence des principaux gouvernements pro-japonais en Chine	789
Annexe 1.5. Carte du Jiangsu et des municipalités spéciales de Nanjing et Shanghai	790
Annexe 1.6. Carte du Nord-Jiangsu et de la nouvelle province du Huaihai	791
Annexe 1.7. Carte du Zhejiang	792
Annexe 1.8. Carte de l'Anhui	793
Annexe 1.9. Carte de la région de Canton	794
Annexe 1.10. Carte du Hubei et de la municipalité spéciale de Wuhan	795
Annexe 1.11. Carte du Jiangxi	796
Annexe 1.12. Carte des zones de pacification rurale en Chine centrale (1941-1943).....	797
Annexe 1.13. Carte de Nanjing en 1943.....	798

Annexe 2.1. Mise en place locale de l'État d'occupation en Chine centrale (1937-1940)	799
Annexe 2.2. Mise en place locale de l'État d'occupation dans la région de Canton (1938-1941).....	801
Annexe 2.3. Mise en place locale de l'État d'occupation dans le Hubei (1938-1945)	801
Annexe 2.4. Membres du Comité politique central du régime de Wang Jingwei.....	803
Annexe 2.5. Direction du gouvernement de Nanjing (mars 1940 - août 1945)	804
Annexe 2.6. Gouverneurs de province et maires de municipalité spéciale (mars 1940-août 1945)	807
Annexe 2.7. Bureaux central et locaux du GMD de Wang Jingwei.....	808
Annexe 2.8. Curriculum de vingt-sept magistrats de district du Jiangsu (novembre 1941)	809
Annexe 2.9. Curriculum de trente-deux magistrats de district du Jiangsu (1942-1945).....	812
Annexe 2.10. Curriculum de trente-deux des premiers magistrats de district du Hubei.....	815
Annexe 2.11. Curriculum des agents du Siège de l'administration provisoire du district de Tianmen (Hubei) en 1940.....	817
Annexe 2.12. Évolution du salaire fixe mensuel des fonctionnaires (mars 1940-décembre 1943)	820
Annexe 2.13. Augmentation du salaire fixe mensuel des fonctionnaires en janvier 1944.....	822
Annexe 2.14. Verdicts rendus par le Comité disciplinaire central des fonctionnaires (1941-1945).....	823
Annexe 2.15. Factions au sein du gouvernement de Wang Jingwei (30 mars 1944).....	825
Annexe 2.16. Organigramme sommaire du gouvernement de Wang Jingwei à sa fondation.....	828
Annexe 2.17. Organigramme sommaire du gouvernement de Wang Jingwei (août 1941)	829
Annexe 2.18. Organigramme sommaire du gouvernement de Wang Jingwei (janvier 1943)	830
Annexe 2.19. Tableau comparatif du nombre de villes et districts avant-guerre et en février 1944.....	831
Annexe 2.20. Districts contrôlés par le gouvernement provincial du Jiangsu	832
Annexe 2.21. Districts contrôlés par le gouvernement provincial du Zhejiang	833
Annexe 2.22. Districts contrôlés par le gouvernement provincial de l'Anhui	834
Annexe 2.23. Districts contrôlés par le gouvernement provincial du Jiangxi.....	835
Annexe 2.24. Districts contrôlés par le gouvernement provincial du Huaihai.....	835
Annexe 2.25. Organigramme de la Campagne de pacification rurale (juillet 1941).....	836

Conventions d'écriture

- **Translittérations**

Chinois

Utilisation du *pinyin* à l'exception de quelques rares noms propres conservés dans leur transcription la plus connue (Sun Yat-sen, Taipei, Canton, Nankin uniquement dans l'expression « décennie de Nankin »), ainsi que pour les noms des historiens taïwanais dont nous respectons la forme romanisée d'usage.

Le classement alphabétique des mots transcrits en *pinyin* suit le découpage des caractères chinois (par exemple, Jintan 金壇 précède Jingjiang 靖江).

Japonais

Utilisation du système Hephburn modifié, sauf pour Tokyo.

Bien que les sources japonaises utilisées soient antérieures à la simplification des *kanji*, les citations suivront les normes en vigueur actuellement. Toutefois, afin de restituer la forme originale des archives, aucune ponctuation ne sera ajoutée et, le cas échéant, l'écriture des *okurigana* en *katakana* sera conservée.

Concernant les noms de personnes, il arrive que le nom personnel soit transcrit alternativement en lecture chinoise (*on.yomi*) ou japonaise (*kun.yomi*). Le cas échéant, nous indiquerons les deux lectures à la première occurrence (par exemple, Nagano Shushin/Osami 長野修身).

- **Références bibliographiques**

Sauf indication contraire, le lieu d'édition est Tokyo pour les ouvrages japonais et Paris pour les ouvrages français. Pour les références à des documents en ligne, nous ne mentionnons pas la date de consultation pour les sites des grandes institutions de recherche (JACAR, Bibliothèque de la Diète, etc.) peu susceptibles de devenir obsolètes. Pour les ouvrages en plusieurs volumes, nous n'indiquons pas le numéro de volume lorsque la pagination est continue.

- **Renvois aux annexes et noms de personnes**

Les personnes dont le nom est précédé d'un * à la première occurrence font l'objet d'une notice biographique dans l'Annexe 3. Nous indiquons les caractères chinois des noms de personnes à la première occurrence et les dates de naissance et de mort lorsqu'elles sont connues (sauf pour les personnes ayant une notice dans l'Annexe 3).

- **Citations**

Dans le but de ne pas surcharger le texte ni les annexes, il a été choisi de ne pas reproduire *in extenso* les sources utilisées. Un certain nombre d'entre elles sont, du reste, facilement consultables (notamment les archives japonaises JACAR). Afin que le lecteur puisse, malgré tout, apprécier les différents types de discours – du style parfois très oral des *wenshi ziliao* à la langue classique pétrifiée de la paperasse bureaucratique, en passant par le jargon hybride des officiers nippons – nous ajouterons régulièrement des passages du texte original entre crochets, en

particulier lorsque les nécessités de la traduction ne rendent pas justice à ce dernier. Cette méthode permet, en outre, de faire apparaître un certain nombre de mots-clés qui témoignent de la circulation de concepts et de pratiques le long des deux trajectoires (constructions de l'État chinois moderne et de l'empire colonial japonais) à l'intersection desquelles se forma l'État d'occupation. Les crochets [] sont utilisés à l'intérieur d'une traduction, par opposition aux parenthèses () qui servent à préciser les termes en chinois ou japonais des expressions, titres, etc. Pour les citations des sources diplomatiques françaises, nous reproduisons tels quels la ponctuation parfois fautive, l'usage des majuscules pour certains noms propres et la romanisation changeante du chinois (en ajoutant le *pinyin* si nécessaire). Les longues citations apparaissent sans guillemets, dans une police plus petite et avec une marge supplémentaire. Les sources trop longues à citer en entier sont résumées dans une police plus petite, mais sans marge supplémentaire.

- **Appellations des gouvernements étudiés**

Le gouvernement de collaboration fondé à Nanjing en 1940 sur lequel porte cette thèse a été désigné de différentes manières selon les époques et les langues (nous reviendrons sur le sens de ces usages). Par souci de clarté, il sera la plupart du temps désigné par l'expression « gouvernement de Wang Jingwei » ou, pour éviter les répétitions, par « Nanjing », « (nouveau) gouvernement central », etc. Sauf dans les citations, nous n'utiliserons pas à son sujet l'appellation « Gouvernement national » ou « nationaliste » (*guomin zhengfu*) qui sera réservée au gouvernement dirigé par Jiang Jieshi (Chiang Kai-shek) avant et pendant la guerre. Cette dernière appellation sera traduite par « Gouvernement nationaliste », sauf dans les citations des sources de l'époque dans lesquelles elle avait le sens, aussi bien pour le régime de Jiang que pour celui de Wang, de « Gouvernement national » (voir la partie 3.1.1.2 sur les implications de cette nuance). De manière générale, nous utilisons une majuscule lorsqu'il s'agit de la traduction française d'une appellation officielle par opposition à un nom d'usage parmi les historiens (Gouvernement réformé/gouvernement de Wang Jingwei). Nous mettrons également une majuscule aux Nationalistes (GMD) et aux Communistes (PCC). En ce qui concerne, enfin, les appellations propres au champ historiographique de la Seconde Guerre mondiale, nous avons choisi de ne pas mettre de majuscules à « occupation » et à « résistance » afin de ne pas créer de confusions avec le contexte français qui a vu naître ces notions.

- **Toponymes**

Nous parlerons de Chine du Nord à propos de la région de Beijing, de Chine centrale pour la région de Nanjing-Shanghai, de Chine intérieure pour la région de Wuhan et de Chine méridionale (ou du Sud) pour la région de Canton.

La notion de « Chine centrale », en particulier, prête facilement à confusion, car elle a pris des sens différents au fil du temps. Nous l'emploierons dans le sens que lui donnaient les Japonais pendant la guerre, qui utilisaient le terme *chūshi* 中支 (*huazhong* 華中 en chinois) pour désigner le delta du Yangzi, c'est-à-dire la région située à l'embouchure du Yangzi avec comme principales villes Shanghai, Nanjing, Suzhou et Hangzhou. Ces dernières étant toutes situées sur la rive sud du fleuve, cette zone correspondait à l'une des acceptions du terme Jiangnan 江南 (sud du fleuve) régulièrement employé en chinois. Suivant un découpage horizontal, la notion de Chine centrale à l'époque républicaine comprenait également les régions situées en amont du Yangzi (jusqu'à Wuhan pour la zone occupée). Dans le découpage vertical en vigueur aujourd'hui, *huazhong* désigne les provinces centrales (Henan, Hubei, Henan et Jiangxi) tandis que le delta du Yangzi fait partie de l'« Est de la Chine » (*huadong* 華東).

Concernant l'appellation du fleuve le long duquel se constitua, principalement, la zone d'influence du régime de Wang Jingwei, nous suivrons l'usage anglo-saxon consistant à utiliser le terme Yangzi (*Yangzijiang* 揚子江) pour désigner l'ensemble du Changjiang 長江, dont

« Yangzi » ne désigne à l'origine que le tronçon le plus en aval. Après avoir hésité avec le terme « Fleuve bleu », un peu désuet, nous avons opté pour le nom le plus court.

Nous utiliserons le terme Beijing 北京 (Pékin, « capitale du Nord ») plutôt que Beiping 北平 (« paix du Nord »), sauf à propos de l'avant-guerre, dans les citations et lorsque le second apparaît dans des noms d'organisations. En installant leur capitale à Nanjing (Nankin, « capitale du Sud ») en 1927, les Nationalistes firent perdre à Beijing – rebaptisée Beiping – son statut de capitale. Elle retrouva son appellation d'origine lors de la mise en place du Gouvernement provisoire en 1937, dont les patrons japonais entendaient faire de Beijing la capitale de l'État d'occupation. Le rétablissement de l'appellation nationaliste après la formation du gouvernement de Wang Jingwei, en mars 1940, n'empêcha pas la persistance de l'emploi de « Beijing » dans les documents officiels de Chine du Nord, autonome dans les faits.

- **Principaux grades militaires japonais**

Grades	Armée de terre (<i>rikugun</i> 陸軍)	Marine (<i>kaigun</i> 海軍)
<i>taishō</i> 大将	Général d'armée	Amiral
<i>chūjō</i> 中将	Général de division	Vice-amiral
<i>shōshō</i> 少将	Général de brigade	Contre-amiral
<i>taisa</i> 大佐	Colonel	Capitaine de vaisseau
<i>chūsa</i> 中佐	Lieutenant-colonel	Capitaine de frégate
<i>shōsa</i> 少佐	Commandant	Capitaine de corvette
<i>tai.i</i> 大尉	Capitaine	Lieutenant
<i>chūi</i> 中尉	Lieutenant	Sous-lieutenant
<i>shōi</i> 少尉	Sous-lieutenant	Enseigne

Abréviations

Note : Ne sont indiquées ici que les abréviations des sources régulièrement citées. Peu d'abréviations sont utilisées dans le corps du texte à l'exception des plus connues : principalement GMD pour Guomindang (Parti nationaliste chinois, KMT) et PCC pour Parti communiste chinois. Lorsque d'autres abréviations sont nécessaires de manière ponctuelle (dans les tableaux notamment), leur sens est indiqué en note. Il est également fait usage, par commodité, de deux noms propres japonais très répandus : Gaimushō (外務省 : ministère des Affaires étrangères) et Mantetsu (滿鉄 : acronyme de *Minami Manshū tetsudō kabushiki-gaisha* 南滿州鉄道株式会社 ou Compagnie du chemin de fer sud-mandchourien). De la même façon, certaines abréviations chinoises bien connues (et expliquées dans la thèse) sont parfois utilisées : *qingxiang* (清鄉 : campagne de pacification rurale), Juntong (軍統 : services secrets militaires de Chongqing dirigés par Dai Li), Zhongtong (中統 : services secrets civils dirigés par Chen Lifu), Beida (北大 : Université de Beijing). Enfin, il sera souvent question du « n°76 » qui désigne, par métonymie, la police secrète du régime de Wang Jingwei, dont le siège était situé au 76 Jessfield Road à Shanghai.

- ADF Archives diplomatiques françaises, Ambassade de Pékin, série A (suivi du n° de carton).
- AH Academia Historica (Guoshiguan 國史館), Wang Zhaoming shiliao 汪兆銘史料 (fonds Wang Jingwei)
- AS *Asahi shinbun* 朝日新聞.
- BDRC Howard L. Boorman, *Biographical Dictionary of Republican China*, New York : Columbia University Press, 1967, 4 vol.
- CIA Central Intelligence Agency (archives des services secrets américains).
- CIG Xingzhengyuan xuanchuanju 行政院宣傳局 (Bureau de la propagande, Yuan exécutif), *Chūkaminokoku ishinseifu gaishi* 中華民國維新政府概史 (Histoire générale du Gouvernement réformé de République de Chine), Nanjing : Weixin zhengfu, 1940.
- DX *Difang xingzheng* 地方行政 (Administration locale).
- FO Foreign Office Files for China (archives diplomatiques britanniques).
- GR *Grand dictionnaire Ricci de la langue chinoise*, Desclée de Brouwer, 2001, 7 vol.
- HG *Hubei shengzhengfu gongbao* 湖北省政府公報, (Journal officiel du gouvernement provincial du Hubei), Hubei : Hubei shengzhengfu mishuting, 1940.
- HSN Hata Shunroku 畑俊六, *Hata Shunroku nisshi* 畑俊六日誌 (Journal personnel de Hata Shunroku), in Itō Takashi 伊藤隆, Teruyama Yasutaki 照沼康 (dir.), *Soku-Gendai shi shiryō* 続・現代史資料. 4 (Sources de l'histoire contemporaine), Mizuzu shohō, 1983.
- HSRZ *Hubei shengzhi renwu zhigao* 湖北省志人物志稿 (Monographie de la province du Hubei : biographies), Beijing : Guangming ribao chubanshe, 1989.
- IMTFE International Military Tribunal for the Far East (= Procès de Tokyo), « Judgment of 12 November 1948 » (entre parenthèses, la page correspondante dans la version papier : John Pritchard, Sonia M. Zaide (éd.), *The Tokyo War Crimes Trial*, New York : Garland, 1981, vol. 22).
- JACAR Japan Center for Asian Historical Record : A= archives nationales ; B = archives diplomatiques ; C = archives de l'armée.

- JG* Tian Qi 天奇, Huang Ping 黃萍 (éd.), *Minguo shiqi jiancha shiliao huibian* 民國時期監察史料彙編 (Compilation de documents historiques du Yuan de contrôle à l'époque républicaine), Beijing : Guojia tushuguan chubanshe, 2013, 8 vol. (vol. 6-8 : Journal officiel du Yuan de contrôle du gouvernement de Wang Jingwei). Sauf indication contraire, le numéro et la pagination indiqués sont ceux du *Jianchayuan gongbao* du gouvernement de Wang Jingwei.
- JR* *Jiangsu ribao* 江蘇日報 (Quotidien du Jiangsu).
- KG* Kaoshiyuan mishuchu 考試院秘書處 (Secrétariat du Yuan d'examen) (éd.), *Kaoshiyuan gongbao* 考試院公報 (Journal officiel du Yuan d'examen), Beijing : Guojia tushuguan chubanshe, 2012, 30 vol. (vol. 27-30 : gouvernement de Wang Jingwei). Sauf indication contraire, le numéro et la pagination indiqués sont ceux du *Kaoshiyuan gongbao* du gouvernement de Wang Jingwei.
- KSDJ* *Kokushi dai jiten* 国史大辞典 (Encyclopédie historique du Japon), Yoshikawa kokubunkan, 1979-1997, 17 vol.
- LWZJ* Tu Wenxue 涂文學 (éd.), *Lunxian shiqi Wuhan de zhengzhi yu junshi* 淪陷時期武漢的政治與軍事 (Affaires politiques et militaires à Wuhan sous l'occupation), Wuhan : Wuhan chubanshe, 2007 (*Wuhan lunxian shiqi shiliao congbian 2* 武漢淪陷時期史料叢編 2 [Sources historiques de Wuhan sous l'occupation, vol. 2]).
- MAITRON Lucien Bianco, Yves Chevrier (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international : la Chine*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985.
- MFJ* Cai Hongyuan 蔡鴻源 (éd.), *Minguo fagui jicheng* 民國法規集成 (Compilation des lois et règlements de l'époque républicaine), Hefei : Huangshan shushe, 1999, 100 vol.
- MRDC* Xu Youchun 徐友春 (dir.), *Minguo renwu dacidian* 民國人物大辭典 (Grand dictionnaire biographique de l'époque républicaine), Shijiazhuang : Hebei renmin chubanshe, 1991.
- MZN* Liu Shoulin 劉壽林 *et al.*, *Minguo zhiguan nianbiao* 民國職官年表 (Tableau chronologique des postes administratifs à l'époque républicaine), Beijing : Zhonghua shuju, 1995.
- NG* *Minguo shiqi neizheng gongbao sanzong* 民國時期內政公報三種 (Trois journaux officiels du ministère de l'Intérieur à l'époque républicaine), Beijing : Guojia tushuguan chubanshe, 2012, 48 vol. (vol. 43-45 : Gouvernement réformé ; vol. 46-48 : Gouvernement de Wang Jingwei). Sauf indication contraire, le numéro et la pagination indiqués sont ceux du *Neizheng gongbao* du gouvernement de Wang Jingwei.
- RQGD* Zhang Zhonghua 張中華 (éd.), *Rijun qinlüe Guangdong dang'an shiliao xuanbian* 日軍侵略廣東檔案史料選編 (Anthologie de sources historiques sur l'invasion du Guangdong par l'armée japonaise), Beijing : Zhongguo dang'an, 2005.
- RWQX* Zhongyang dang'anguan 中央檔案館 *et al.* (éd.), *Ri-Wang de qingxiang* 日汪的清鄉 (La pacification rurale du Japon et du régime de Wang Jingwei), Beijing : Zhonghua shuju, 1995.
- SWHB* Nanjingshi dang'anguan 南京市檔案館 (Bureau des archives de la ville de Nanjing), *Shenxun Wangwei hanjian bilu* 審訊汪偽漢奸筆錄 (Les procès-verbaux des procès des traîtres du régime fantoche de Wang Jingwei), [1992] Nanjing : Fenghuang chubanshe, 2004, 2 vol.
- NJDJ* *Nihon jinmei daijiten* 日本人名大辭典 (Dictionnaire biographique du Japon), Kōdansha, 2001.
- SKJ* Gaimushō Tōakyoku (Bureau Asie orientale du Gaimushō) 外務省東亞局, *Shin kokuminseifu jinmeikan* 新國民政府人名鑑 (Biographies des membres du nouveau gouvernement nationaliste), Gaimushō Tōakyoku, 1940.

- SSY Tōa mondai chōsakai 東亜問題調査会 (Association de recherche sur la question de l'Asie orientale), *Saishin Shina yōjinden* 最新支那人伝 (Biographies les plus récentes de personnalités chinoises importantes), Asahi shinbunsha, 1941. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1123795>>
- WGC Huang Meizhen 黃美真, Zhang Yun 張雲 (éd.), *Wang Jingwei Guomin zhengfu chengli* 汪精衛國民政府成立 (La fondation du gouvernement nationaliste de Wang Jingwei), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 1984 (*Wang weizhengquan ziliao xuanbian* 汪偽政權資料選編 [Anthologie de sources sur le régime fantoche de Wang Jingwei]).
- WGQY Yu Zidao 余子道 *et al.* (éd.), *Wang Jingwei Guomin zhengfu "qingxiang" yundong* 汪精衛國民政府“清鄉”運動 (La Campagne de “pacification rurale” du gouvernement de Wang Jingwei), Shanghai : Shanghai renmin, 1985 (*Wang weizhengquan ziliao xuanbian* 汪偽政權資料選編 [Anthologie de sources sur le régime fantoche de Wang Jingwei]).
- WHJY Wang Jingwei 汪精衛, *Wang zhuxi heping jianguo yanlunji* 汪主席和平建國言論集 (Recueil de discours du président Wang sur la reconstruction nationale par la paix), Nanjing : Xuanchuanbu, 1940.
- WJT Huang Meizhen, Zhang Yun (éd.), *Wang Jingwei jituan toudi* 汪精衛集團投敵 (La passage à l'ennemi du groupe de Wang Jingwei), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 1984 (*Wang weizhengquan ziliao xuanbian* 汪偽政權資料選編 [Anthologie de sources sur le régime fantoche de Wang Jingwei]).
- WKS Zhu Zijia 朱子家 (Jin Xiongbai 金雄白), *Wangzhengquan de kaichang yu shouchang* 汪政權的開場與收場 (Essor et chute du régime de Wang Jingwei), [1964] Zhonghe : Gufeng chubanshe, 1986, 3 vol.
- WXM Chen Peng-jen 陳鵬仁 (trad.), *Wang Jingwei xiangri midang* 汪精衛降日秘檔 (Archives secrètes de la capitulation de Wang Jingwei face au Japon), Taipei : Lianjing, 1999.
- WYW Wan Renyuan 萬仁元 (éd.), *Wang Jingwei yu Wang weizhengfu* 汪精衛與汪偽政府 (Wang Jingwei et son gouvernement fantoche), Hongkong : Shangwu yinshuguan, 1994, 2 vol. (*Zhongguo jindai zhenzang tupian ku* 中國近代珍藏圖片庫 [Archives photographiques sur la Chine moderne]).
- WZQS Yu Zidao *et al.*, *Wang weizhengquan quanshi* 汪偽政權全史 (Histoire complète du régime fantoche de Wang Jingwei), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 2006, 2 vol.
- XH Zhongguo di'er lishi dang'an guan 中國第二歷史檔案館 (éd.), *Wang weizhengfu xingzhengyuan huiyilu* 汪偽政府行政院會議錄 (Comptes rendus du Conseil du Yuan exécutif du gouvernement fantoche de Wang Jingwei), Nanjing : Dang'an chubanshe, 1992, 31 vol.
- XY *Xianzheng yanjiu* 縣政研究 (Études sur l'administration de district).
- ZG Zhongguo di'er lishi dang'an guan 中國第二歷史檔案館 (éd.), *Wang wei guomin zhengfu gongbao* 汪偽國民政府公報 (Journal officiel du gouvernement fantoche de Wang Jingwei), Nanjing : Jiangsu guji chubanshe, 1991, 14 vol. (vol. 13-14 : Gouvernement réformé). Sauf indication contraire, le numéro et la pagination indiqués sont ceux du *Zhengfu gongbao* du gouvernement de Wang Jingwei.
- ZGBR Liu Guoming 劉國銘 (dir.), *Zhongguo guomindang bainian renwu quanshu* 中國國民黨百年人物全書 (Dictionnaire biographique des personnalités du GMD durant un siècle), Beijing : Tuanjie chubanshe, 2005, 2 vol.
- ZKD Zhongguo di'er lishi dang'an guan 中國第二歷史檔案館 (éd.), *Zhongguo kangri zhanzheng dacidian* 中國抗日戰爭大辭典 (Encyclopédie de la guerre de résistance de la Chine contre le Japon), Wuhan : Hubei jiaoyu chubanshe, 1995.
- ZMSD Zhang Xianwen 張憲文 *et al.* (dir.), *Zhonghua minguo shi dacidian* 中華民國史大辭典 (Encyclopédie historique de la République de Chine), Nanjing : Jiangsu guji chubanshe, 2001.

- ZR Zhou Fohai 周佛海, *Zhou Fohai riji quanbian* 周佛海日記全編 (Édition complète du journal personnel de Zhou Fohai), éd. par Cai Dejin 蔡德金, Beijing : Zhongguo wenlian chubanshe, 2003.
- ZZSC Qin Xiaoyi 秦孝儀 (éd.). *Zhonghuaminguo zhongyao shiliao chuban : duiRikangzhan shiqi* 中華民國重要史料初版：對日抗戰時期 (Première édition des documents historiques importants de la République de Chine : la période de la Guerre de résistance contre le Japon). Taipei : Guomindangdangshihui, 1981, 26 vol. divisés en 7 tomes thématiques (nous indiquons le n° de tome suivi du vol.).
- ZZW Zhongguo di'er lishi dang'an guan 中國第二歷史檔案館 (éd.), *Wangwei zhongyang zhengzhi weiyuanhui ji zuigao guofang huiyi huiyilu* 汪偽中央政治委員會暨最高國防會議會議錄 (Comptes rendus du Comité politique central et du Conseil suprême de défense nationale du gouvernement fantoche de Wang Jingwei), Guilin : Guangxi shifan daxue chubanshe, 2002, 25 vol.

Introduction

We find ourselves in a Möbius strip in which our disdain for forced ideology produces its opposite, confirmation of the natural legitimacy of state sovereignty. If we accept that no state is ethnically, culturally, or politically natural, then we must remove ourselves from this cul-de-sac and recognize that all states rely on fictions, some gentle and some fierce, to obscure their invariable incompleteness, their compromises with external interests, and their reliance on coercion to discipline state populations into notional national identities. To dwell too much on the occupation state's fictionality threatens to obscure seeing what was actually going on.¹

Dans la nuit du 21 janvier 1946, une forte détonation se fit entendre depuis le Mont d'Or Pourpre (*zijinshan* 紫金山) au nord-est de Nanjing. Sur ordre du général He Yingqin 何應欽 (1890-1987), représentant de la Chine nationaliste lors de la reddition du Japon le 9 septembre 1945, un groupe de soldats venait d'éventrer la tombe de Wang Jingwei 汪精衛 (1883-1944) au moyen d'une puissante charge d'explosif. Chef du gouvernement collaborateur établi en 1940 à l'initiative des autorités d'occupation japonaises, Wang avait fini ses jours dans un hôpital de Nagoya avant d'être enterré dans ce haut lieu du nationalisme chinois, entre le tombeau du fondateur de la dynastie Ming, Zhu Yuanzhang 朱元璋 (1328-1398), et le mausolée de son mentor, Sun Yat-sen 孫逸仙 (1866-1925)². Dans les heures qui suivirent l'explosion, la dépouille mortelle de Wang fut réduite en cendres dans un four crématoire à l'ouest de la ville³. Cet épisode peu glorieux, sur lequel la presse officielle resta silencieuse, visait à faire place nette avant le « retour à la capitale » (*huandu* 還都) du Gouvernement nationaliste de Jiang Jieshi 蔣介石 (Chiang Kai-shek, 1887-1975), proclamé le 5 mai 1946⁴. Après huit années de résistance depuis

¹ Timothy Brook, *Collaboration: Japanese Agents and Local Elites in Wartime China*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2005, p. 223-224.

² Voir Annexe 1.13.

³ Zhang Rongsheng 張容生, « Mi zha Wang Jingwei mu shimo 秘炸汪精衛墓始末 (La destruction secrète à l'explosif de la tombe de Wang Jingwei) », *Zhongshan fengyu* 鍾山風雨, 2002, n°4, p. 55. Voir la partie 3.3.1.3.

⁴ Voir partie 3.1.

sa capitale de guerre, Chongqing, le Gouvernement nationaliste affirmait ainsi sa mainmise retrouvée sur le centre économique et politique du pays, face à un pouvoir communiste revigoré par la guerre. Ce faisant, il s'efforçait également de faire oublier un autre *huandu* : celui qu'avaient voulu réaliser Wang Jingwei et une poignée de dirigeants issus des rangs nationalistes en inaugurant, le 30 mars 1940 à Nanjing, un régime contestant à Chongqing l'héritage légitime du Parti nationaliste chinois (*guomindang* 國民黨, GMD) fondé trois décennies plus tôt par Sun Yat-sen. Ce gouvernement « fantoche » ou, comme nous préférons l'appeler, « collaborateur », fut l'une des organisations sur lesquelles le Japon s'appuya pour administrer les territoires qu'il occupa en Chine¹.

L'invasion de la Mandchourie par l'armée japonaise à la fin de l'année 1931 fut suivie par la mise en place d'un État contrôlé par l'occupant qui plaça à sa tête le dernier empereur Puyi 溥儀 (1906-1967). Les années 1930 virent se multiplier les incidents sino-japonais réglés aux dépens de la souveraineté chinoise. Le 7 juillet 1937, un nouvel incident dégénéra en un conflit à l'échelle de la Chine qui se conclut par la conquête japonaise des principaux centres économiques du pays. Réfugié en amont du Yangzi – à Wuhan puis à Chongqing – le Gouvernement nationaliste de Jiang Jieshi, allié aux Communistes dans le cadre d'un nouveau Front uni scellé à la veille de l'invasion, refusa de rendre les armes dans l'espoir d'une intervention étrangère. En zone occupée, les Japonais cherchèrent d'emblée à développer des structures de gouvernement avec l'aide de collaborateurs chinois, à la fois au niveau des bourgs et dans les grandes villes². Conscients du manque de légitimité de ces collaborateurs de la première heure, et désireux de se sortir du borbier chinois en négociant une paix avantageuse avec Chongqing, ils établirent divers canaux de négociation secrète afin de recruter une figure chinoise de premier plan. Cet effort aboutit en décembre 1938 à la défection du numéro deux du régime nationaliste, Wang Jingwei, qui inaugura le 30 mars 1940 à Nanjing un gouvernement organisé sur le modèle de celui qu'il avait dirigé aux côtés de Jiang Jieshi durant la « décennie de Nankin » (1927-1937). La politique de collaboration fut actée, avec retard, par la signature d'un « Traité de base », le 30 novembre 1940³. Suite à l'adoption, en décembre 1942, d'une « nouvelle politique chinoise » par un Japon déjà affaibli dans la Guerre du Pacifique, il fut remplacé, le 30 octobre 1943, par un « Traité d'alliance » (*Hua-Ri tongmeng tiaoyue* 華日同盟條約), censé offrir une plus grande autonomie à Nanjing. En principe, le régime de Wang Jingwei centralisait sous son autorité l'ensemble des

¹ Voir les cartes de l'Annexe 1.

² Notamment le Gouvernement provisoire (*Zhonghua minguo linshi zhengfu* 中華民國臨時政府) fondé le 14 décembre 1937 à Beiping et le Gouvernement réformé (*Zhonghua minguo weixin zhengfu* 中華民國維新政府) fondé le 28 mars 1938 à Nanjing.

³ C'est ainsi que nous traduirons le « Traité sur les relations de base sino-japonaises » (*Hua-Ri jiben guanxi tiaoyue* 中日基本關係條約).

gouvernements de collaboration locaux existants. En réalité, il ne contrôla que la vallée du Yangzi (une partie des provinces du Jiangsu, Zhejiang, Anhui et Hubei) et quelques parcelles de la Chine méridionale telle la région de Canton. Au demeurant, cette autorité fut largement affaiblie, tout au long de la guerre, par les ingérences japonaises et les luttes intestines que se livrèrent les collaborateurs, et resta contestée par la résistance des guérillas nationaliste et communiste. Le gouvernement de Wang Jingwei – décédé entretemps – fut dissous le 16 août 1945, au lendemain de la capitulation japonaise. Ses principaux dirigeants furent, pour la plupart, arrêtés, jugés et condamnés à mort. Ce verdict judiciaire est devenu un verdict historique qui stigmatise les collaborateurs par l'étiquette infamante de *hanjian* 漢奸 (traître à la nation)¹.

Peu de périodes de l'histoire récente font l'objet d'un tel consensus en Chine où le ressentiment à l'égard des collaborateurs a survécu, voire s'est renforcé, en dépit des profonds bouleversements politiques et sociaux qu'a connus le pays depuis la fin de la guerre. De sorte que le dicton chinois voulant qu'« un jugement définitif soit prononcé une fois le cercueil refermé » (*gaiguan lunding* 蓋棺論定) semble être particulièrement adapté aux collaborateurs. Exhumer ce passé est une tâche délicate, tant les plaies ouvertes par le conflit sino-japonais peinent à cicatriser. Toute nuance apportée à la lecture manichéenne de l'occupation (résistants *versus* traîtres) est suspectée d'atténuer l'ampleur des crimes commis par l'armée impériale et ses valets. L'observateur français est pourtant bien placé pour savoir qu'en matière de collaboration, le jugement historique ne saurait être définitif et qu'il gagne à être remis en cause, notamment par des historiens étrangers². Cette entreprise est déjà en cours, comme en témoigne le nombre croissant de travaux scientifiques de qualité sur l'occupation japonaise, y compris en Chine. Avant de préciser quelle contribution souhaite apporter notre travail, il convient de nous situer dans ce champ historiographique en revenant sur les principaux jalons de sa formation.

Histoires de la collaboration sino-japonaise

Objet des études sur la seconde guerre sino-japonaise (1937-1945) au même titre que la zone communiste dirigée depuis Yan'an et la zone nationaliste prenant Chongqing pour capitale, la zone occupée a longtemps fait figure de parent pauvre comparée à la première dont le Parti communiste chinois (PCC) a fait un lieu de mémoire essentiel à sa légitimité mais aussi à la seconde qui, après avoir joué un rôle semblable pour le GMD à Taiwan, a pris une place croissante dans la mémoire de la guerre en Chine continentale. Au sein même des études sur la

¹ Sur cette notion ancienne, voir notre article en ligne : « *Hanjian* 漢奸 : définir la Chine à travers ses traîtres », *SinoPolis*, juillet 2010, <<https://www.academia.edu/10887878>> (consulté le 22 février 2016).

² Ce fut le cas pour l'historiographie du régime de Vichy, qui connut un tournant avec la publication par Robert O. Paxton de *La France de Vichy, 1940-1944* (trad. par Claude Bertrand, Seuil, 1973).

zone occupée, la question de la collaboration est quelque peu éclipsée par celle des exactions japonaises, centrée sur le massacre de Nankin (hiver 1937-1938), dans le contexte de tensions politiques et mémorielles qui opposent le Japon à la Chine depuis le milieu des années 1980. Le développement des études sur la collaboration chinoise a, en outre, longtemps été freiné par la difficulté qu'ont rencontrée les historiens occidentaux, japonais ou même taïwanais à établir un dialogue constructif avec des chercheurs chinois disposant d'un accès privilégié à une documentation toujours plus riche mais produisant un discours historien enserré dans un carcan nationaliste. Cette difficulté s'est manifestée dès la constitution des études sur la collaboration en un champ historiographique autonome.

Formation d'un champ historiographique

Les historiens chinois de l'après-guerre consacrèrent quelques travaux au régime de Wang Jingwei avant le déclenchement de la Révolution culturelle en 1965 et l'arrêt de toute recherche historique jusqu'à la fin des années 1970¹. C'est durant cette période que parut aux États-Unis *China and Japan at War, 1937-1945: The Politics of Collaboration* (1972) de John Hunter Boyle, le premier ouvrage de référence sur la question². Tout en reconnaissant le caractère « fantoche » (*puppet*) de Wang Jingwei, Boyle refuse de voir en lui un simple traître. Il compare la trajectoire de Wang à celle d'autres dirigeants asiatiques ayant collaboré avec le Japon, tels que le père de l'indépendance indonésienne Sukarno (1901-1970). Son ouvrage se concentre sur les tractations entre dirigeants chinois et japonais sans vraiment aborder le fonctionnement concret des institutions nées de ce processus. Il a néanmoins le grand mérite de replacer le gouvernement de Nanjing dans le cadre plus large des tentatives du Japon pour régler l'« Incident de Chine » et de prendre en compte les divisions au sein du camp japonais. Ayant exploré une grande part des maigres sources alors disponibles, l'œuvre pionnière de Boyle resta sans lendemain en Occident³.

Elle fut critiquée à partir des années 1980 par la première génération d'historiens chinois à se spécialiser dans l'étude de la collaboration, qui lui reprocha de chercher à réhabiliter les

¹ Yu Zidao 余子道 estime à seulement une dizaine le nombre de publications portant sur la zone occupée et les régimes fantoches entre 1949 et 1965 (« Huimou yu zhanwang : Jianguo yilai de lunxianqu he wei zhengquan yanjiu 回眸與展望：建國以來的淪陷區和偽政權研究 (Rétrospective et perspective : les études sur la zone occupée et les régimes fantoches depuis 1949) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 1999, n°3, p. 103).

² J.H. Boyle, *China and Japan at War, 1937-1945: The Politics of Collaboration*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 1972. La même année parut une autre thèse remaniée sur un sujet identique mais souffrant de la comparaison avec celle de Boyle (Gerald E. Bunker, *The Peace Conspiracy: Wang Ching-wei and the China War, 1937-1941*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1972). Une coïncidence de date et de thème rapproche l'ouvrage de Boyle de celui de Paxton, qui publia la même année son fameux *Vichy France: Old Guard and New Order, 1940-1944* (New York, Knopf, 1972).

³ Outre le courant révisionniste (voir note suivante), la collaboration fut, à la même époque, abordée dans d'autres travaux, sans donner lieu à des publications notables. Voir par exemple, Tao Chia-lin pao, « The Role of Wang Ching-wei during the Sino-Japanese War », Ph.D. diss., Indiana University, 1971.

« traîtres »¹. Publié en 1982, le premier ouvrage chinois couvrant l'histoire complète du gouvernement de Nanjing présente Wang Jingwei comme un « complice sans vergogne et un instrument diabolique de l'impérialisme nippon qui réduisit en esclavage et exploita cruellement le peuple chinois dans les territoires occupés »². Bénéficiant de l'ouverture des archives dans le contexte des réformes post-maoïstes plus favorable à l'héritage de la période républicaine (1912-1949), les chercheurs chinois enrichissent d'un point de vue documentaire le champ des études sur la collaboration en publiant plusieurs collections de sources inédites sur lesquelles s'appuyaient leurs travaux³. Aujourd'hui pléthorique, cette production cache mal cependant le faible renouvellement des problématiques, voire un emploi souvent paresseux des sources⁴. Elle est soutenue par une forte demande sociale à laquelle répondent de nombreuses rééditions généralement peu rigoureuses⁵. Décuplé par le succès en 2007 du film *Lust, Caution* (*Se, Jie* 色戒) du réalisateur taïwanais Ang Lee 李安 (Li An, 1954-), cet intérêt, dont témoigne le foisonnement des blogs sur le sujet, s'attache en particulier aux aspects les plus sulfureux de la collaboration⁶.

Un discours stéréotypé qui cache certaines évolutions de fond

¹ Le plus célèbre historien chinois dans le domaine, Cai Dejin 蔡德金, écrit ainsi à propos du livre de John Boyle : « Monsieur Boyle est américain, il ne comprend pas le sentiment des Chinois, il ne comprend pas leur haine implacable à l'égard de Wang Jingwei » (Cai Dejin, *Wang Jingwei pinglun* (Biographie commentée de Wang Jingwei), Chengdu, Sichuan renminchubanshe, 1988, p. 491). Si Boyle ne peut être taxé de révisionnisme sur le sujet, une réhabilitation du régime de Wang fut effectivement tentée aux États-Unis, mais ce courant éphémère resta confidentiel (voir Lin Hansheng, « Wang Ching-wei and the Japanese Peace Efforts », Ph.D. diss., University of Pennsylvania, 1967 ; Susan H. Marsh, « Chou Fo-hai: The Making of a Collaborator », in Iriye Akira (dir.), *The Chinese and the Japanese: Essays in Political and Cultural Interactions*, Princeton, NJ., Princeton University Press, 1980, p. 304-327).

² Cai Dejin, Li Huixian 李惠賢, *Wang Jingwei wei guomin zhengfu jishi* 汪精衛國民政府紀事 (Chronique du Gouvernement national de Wang Jingwei), Beijing, Zhongguo shehui kexue chubanshe, 1982, p. 1 (cité par Wang Ke-wen, « Irreversible Verdict ? Historical Assessments of Wang Jingwei in the People's Republic and Taiwan », *Twentieth-Century China*, vol. 28, n°1, nov. 2002, p. 62).

³ Selon Yu Zidao, la production historiographique sur le sujet pour les seules années 1980-1990 représente plus de 500 articles, 60 ouvrages, une trentaine de collections d'archives et une dizaine de traductions d'ouvrages étrangers (« Huimou yu zhanwang... », art. cit., p. 104).

⁴ Voir Yu Zidao et al., *Wangwei zhengquan quanshi* 汪偽政權全史 (Histoire complète du régime fantoche de Wang Jingwei), Shanghai, Shanghai renmin chubanshe, 2006, 2 vol. Somme de deux décennies d'historiographie chinoise sur le régime de Nanjing, cet ouvrage de plus de 1600 pages semble exhaustif par la diversité des sujets traités mais se révèle souvent décevant dans le détail de l'analyse. Il constitue néanmoins un outil de travail commode, notamment grâce à sa longue chronologie en annexe.

⁵ C'est le cas en particulier des *wenshi ziliao* 文史資料 (collections de témoignages compilées après-guerre dans chaque province) dont plusieurs dizaines concernent le gouvernement de Wang Jingwei. Réédités à part sous des titres accrocheurs, les témoignages des anciens collaborateurs ne sont le plus souvent accompagnés d'aucun appareil critique permettant de connaître ne serait-ce que leur date.

⁶ Production sino-américaine, *Lust, Caution* est l'adaptation d'une nouvelle d'Eileen Chang (Zhang Ailing 張愛玲, 1920-1995) inspirée d'un fait divers impliquant un chef de la police secrète du régime de Wang Jingwei, dont le mari de Zhang fut un proche conseiller (voir les notices de Ding Mocun et de Hu Lancheng, Annexe 3). Cette érotisation des années noires n'est en rien une spécificité chinoise. Cf. par exemple la fascination ambiguë qu'exerce le sujet sur Patrick Buisson, auteur du livre à succès *1940-1945 Années érotiques* (Albin Michel, 2008, 2 vol.).

Malgré ses défauts, l'historiographie chinoise ne saurait être négligée. Le ton exalté qu'adoptent les historiens chinois pour condamner les « traîtres » est certes rebutant pour des lecteurs occidentaux, mais ce discours homogène dans la forme cache des évolutions de fond, une relative diversité des approches et, plus récemment, une multiplication des thématiques.

On peut ainsi distinguer, parmi les pionniers, un pôle pékinois au style virulent, dont Cai Dejin fut le principal représentant, d'un pôle shanghaien plus analytique autour de Huang Meizhen¹. De même, si la conclusion générale à laquelle arrivent les historiens chinois est la même (la collaboration est une faute morale), les chemins empruntés pour y parvenir différent parfois, suscitant des débats. Ce fut le cas, par exemple, entre Ye Gang 葉崗 et Wang Shihua 王士花 au milieu des années 1990. Dans un article cherchant à comprendre pourquoi le groupe de Wang Jingwei avait fait défection, Ye Gang osa affirmer que ces « avocats de la paix » espéraient sincèrement sauver le pays en négociant avec le Japon – espoir illusoire précise-t-il – et que l'idée de former un gouvernement en zone occupée ne s'imposa à eux que plus tard². Dans sa réponse, Wang Shihua reproche à Ye de n'apporter aucun élément nouveau et défend la thèse selon laquelle Wang avait prévu bien avant sa défection de prendre la tête d'un gouvernement de collaboration, son choix s'expliquant par son défaitisme et son ambition frustrée³.

Outre la claire distinction faite, dès les années 1980, entre Jiang Jieshi et Wang Jingwei, jusque-là accusés de collusion secrète contre le PCC, la principale évolution de fond qu'ont connue les études sur l'occupation japonaise en Chine tient à la complexification croissante de l'analyse historique. À la vision simpliste d'un gouvernement fantoche obéissant servilement à ses maîtres japonais s'est substituée une analyse qui s'efforce de prendre en compte les éventuelles contradictions entre collaborateurs chinois et occupants japonais. C'est le cas par exemple d'un ouvrage collectif publié par de jeunes chercheurs en 2003 consacré aux relations entre Japonais et

¹ La distinction est certes subtile tant ces historiens se rejoignent dans la condamnation sans nuance des collaborateurs. Si Cai Dejin peut apparaître comme le meilleur représentant d'un « style stéréotypé » (*bagu* 八股), truffé d'épithètes peu amènes à l'égard des « traîtres », il possédait une connaissance encyclopédique du sujet et contribua, plus qu'aucun autre historien, à former ce champ de recherche. On sait, par ailleurs, qu'il lui arriva de regretter, en privé, ce style en partie imposé par l'environnement politique, mémoriel et institutionnel dans lequel il évoluait (Shao Ming-Huang 邵銘煌, « Zhuiji yu Cai Dejin jiaoshou de yi duan xueshu yinyuan 追記與蔡德金教授的一段學術因緣 (En souvenir du professeur Cai Dejin) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, n° 131, 1999, p. 227).

² Ye Gang, « Wang jingwei daodi weihe cong Chongqing chuzou 汪精衛到底為何從重慶出走 (Une bonne fois pour toute : pourquoi Wang Jingwei est-il parti de Chongqing ?) », *Kangri zhanzheng yanjiu*, 1994, n° 3, p. 166-179.

³ Wang Shihua, « Ye tan Wang Jingwei weihe cong Chongqing chuzou : yu Ye Gang tongzhi shangque 也談汪精衛為何從重慶出走：與葉崗同志商榷 (Retour sur les motifs du départ de Wang Jingwei de Chongqing : débat avec le camarade Ye Gang) », *Kangri zhanzheng yanjiu*, 1996, n° 2, p. 235-242. Le fait que la réponse de Wang ait été précédée d'une critique cinglante de Cai Dejin (citée par Wang Ke-wen, « Irreversible Verdict... », art. cit., p. 64) peut toutefois laisser penser qu'en fait de débat, il s'agissait plutôt de rappeler à l'ordre un collègue s'étant aventuré trop loin de la ligne officielle.

« fantoches » en Chine centrale. Il montre comment le gouvernement de Wang Jingwei a constamment cherché à accroître son autonomie vis-à-vis du Japon¹. La nécessité d'une analyse plus fine des gouvernements de collaboration semble s'être imposée pour relever le défi que représentent l'historiographie étrangère et une réécriture chinoise des événements – véhiculée en dehors des sentiers académiques, notamment par internet – qualifiée d'« école du sentimentalisme historique » (*lishi qinggan pai* 歷史情感派), et accusée de « réviser le verdict historique » (*fan'an* 翻案) en sympathisant avec les traîtres². Il existe une dernière raison de voir dans l'historiographie chinoise une production indispensable : les ressources considérables des instituts de recherche en Chine les placent en position de développer des projets de grande ampleur, qui sont les seuls à pouvoir prétendre étudier systématiquement la question³. Les résultats sont, on l'a dit, sinon très originaux, du moins fort utiles. Outre l'*Histoire complète* (Yu Zidao *et al.*, *Wang weizhengquan quanshi*, 2006) déjà citée, on peut ranger dans cette catégorie la « Collection du Centre de recherche d'histoire sino-japonaise de l'Académie chinoise des sciences sociales » (*Zhongguo shehui kexueyuan Zhong-Ri lishi yanjiu zhongxin wenku* 中國社會科學院中日歷史研究中心文庫) dont les premières publications sur l'occupation japonaise représentent déjà plusieurs forts volumes⁴.

¹ Zhang Sheng 張生 *et al.*, *Riwei guanxi yanjiu : yi huadong diqu wei zhongxin* 日偽關係研究：以華東地區為中心 (Étude des relations entre Japonais et fantoches en Chine centrale), Nanjing, Nanjing chubanshe, 2003. Certains chapitres de ce livre collectif constituent les prémices d'une remise en cause possible de l'historiographie orthodoxe. La qualité de ces quelques contributions tranche avec le discours convenu des premiers chapitres où il est rappelé que « comprendre » le choix de Wang Jingwei revient à nier les souffrances des victimes de la guerre (p. 3). Au sein même de ces contributions, l'analyse nuancée dans le détail est parfois masquée par des conclusions orthodoxes ; preuve supplémentaire que l'historiographie de Chine continentale gagne à être mobilisée au-delà des apparences qu'elle veut (ou doit) se donner.

² Voir la recension de l'ouvrage de Zhang Sheng *et al.* par Zhang Lianhong 張連紅 (*Kangri zhanzheng yanjiu*, 2005, n°1, p. 246-253). Ce « révisionnisme » porte atteinte à un nationalisme chinois qui s'est en grande partie construit contre le Japon (et donc *a fortiori* contre ceux qui collaborèrent avec lui), mais ne menace pas le pouvoir communiste lui-même qui n'a pas grand-chose à se reprocher en la matière. L'un des seuls cadavres dans le placard du PCC est le passé trouble de son ancien dirigeant Jiang Zemin 江澤民 (1926-), dont le père, Jiang Shidun 江世俊 (1895-1973), fut membre du gouvernement de Wang Jingwei (voir la notice de Zhou Naiwen, Annexe 3). Auteur en 2009 d'un article dans lequel il dénonçait les mensonges de Jiang sur son passé, Lü Jiaping 呂加平 a été condamné en 2011 à dix ans de prison avant de bénéficier d'une libération anticipée en 2015 (<<https://zh.wikipedia.org/wiki/吕加平>>, page consultée le 7 mars 2016). La situation de la Chine est donc très différente de celle de la Corée où l'historiographie de la collaboration et, plus largement, la mémoire de la colonisation sont loin de faire consensus (voir Koen De Ceuster, « The Nation Exorcised: The Historiography of Collaboration in South Korea », *Korean Studies*, vol. 25, n°2, 2002, p. 207-242).

³ L'institutionnalisation des études sur les gouvernements de collaboration s'est principalement faite à travers la création de groupes de recherche à l'Institut d'histoire moderne de l'Académie chinoise des sciences sociales (*Zhongguo shehui kexueyuan Jindaishi yanjiusuo* 中國社會科學院近代史研究所), dans plusieurs universités importantes comme l'Université normale de Beijing (*Beijing shifan daxue* 北京師範大學) et l'Université Fudan de Shanghai (*Fudan daxue* 復旦大學) ainsi qu'aux Archives historiques n°2 de Nanjing (*Di'er lishi dang'anguan* 第二歷史檔案館) qui conserve la majorité des sources sur le sujet.

⁴ Notamment, Huang Meizhen (dir.), *Riwei dui Huazhong lunxianqu jingji de lüeduo yu tongzhi* 日偽對華中淪陷區經濟的掠奪與統治 (Pillage et contrôle de l'économie dans la zone occupée de Chine centrale par le Japon et ses fantoches), Beijing, Shehuikexue wenxian chubanshe, 2005 ; Guo Guiru 郭貴儒 *et al.*, *Huabei*

Éducation patriotique et nouvelle mémoire de la Guerre de résistance

La croissance du champ des études sur la collaboration a profité de celle qu'a connue l'histoire de la Guerre de résistance contre le Japon (*kangri zhanzheng* 抗日戰爭). Épousant l'explosion générale de la production historiographique, cette croissance tient, peut-on penser, au fait que la mémoire officielle de la guerre joua un rôle clé dans le tour de passe-passe par lequel le PCC parvint à jeter l'eau du bain maoïste en sauvant le parti-État communiste¹. Se posant désormais en représentant de la Nation et non plus de la Révolution, ce dernier fit de la mémoire de la guerre le sujet par excellence de la campagne nationale d'« éducation patriotique » (*aiguo zhuyi jiaoyu* 愛國主義教育) lancée au début des années 1990 pour détourner la jeunesse chinoise des idées subversives réprimées à Tian'anmen². L'importance accordée à cette période s'accrut encore avec la dégradation des relations sino-japonaises. Rompant avec une diplomatie maoïste ayant fait de la réconciliation avec le Japon – entérinée en 1972 – la priorité de sa stratégie dans la région (quitte à ne pas trop insister sur le passé), Jiang Zemin exigea des excuses pour les crimes de guerre lors de sa visite dans l'archipel en 1998³. Attisées par une partie de la classe politique japonaise, ces tensions continuent, à l'heure du différend territorial qui oppose les deux pays, à se cristalliser autour d'une mémoire conflictuelle de la guerre.

Cette évolution s'accompagna d'une « nouvelle mémoire » de la contribution du GMD dans la guerre⁴. Alors que l'historiographie maoïste célébrait le rôle déterminant du PCC dans la défaite

weizhengquan shigao : cong "Linshi zhengfu" dao "Huabei zhengwu weiyuanhui" 華北偽政權史稿：從"臨時政府"到"華北政務委員會" (Histoire des régimes fantoches en Chine du Nord : du "Gouvernement provisoire" au "Comité des affaires politiques de Chine du nord"), *idem*, 2007. Financée en partie par le Japon, cette collection est née du réchauffement diplomatique sino-japonais suite à la reconnaissance des souffrances causées par le Japon lors du discours du premier ministre Murayama Tomiichi 村山富市 (1924-) à l'occasion du cinquantenaire de la capitulation japonaise. Ce réchauffement fut de courte durée.

¹ Nous parlerons, aussi bien pour le GMD que pour le PCC, de « parti-État » et non d'« État-parti », car, dans un cas, comme dans l'autre, la construction du Parti précède celle de l'État.

² Rana Mitter, « Old Ghosts, New Memories: China's Changing War History in the Era of Post-Mao Politics », *Journal of Contemporary History*, vol. 38, n° 1, janv. 2003, p. 117-131. Le principal périodique chinois consacré à la Guerre de résistance, *Kangri zhanzheng yanjiu*, dans lequel a été publiée la majorité des articles chinois sur le gouvernement de Wang Jingwei, a ainsi pour devise : « Étudier l'histoire de la Guerre de résistance afin de renforcer l'éducation patriotique ».

³ Park M. Coble, « China's "New Remembering" of the Anti-Japanese War of Resistance, 1937-1945 », *The China Quarterly*, n° 190, juin 2007, p. 405. Les dissensions sino-japonaises concernant la mémoire de la guerre étaient apparues au début des années 1980 à propos des manuels scolaires japonais. Moins présente durant la période précédente, la mémoire de la guerre n'en demeurait pas moins un élément central des relations bilatérales. Voir Chan Yang, « Ruthless Manipulation of Benevolent Amnesia? The role of the history of the Fifteen-year War in China's diplomacy towards Japan before the 1982 Textbook Incident », *Modern Asian Studies*, vol. 50, n°5, 2016, p. 1705-1747.

⁴ Arthur Waldron, « China's New Remembering of World War II: The Case of Zhang Zizhong », *Modern Asian Studies*, vol. 30, n° 4, octobre 1996, p. 945-978. S'il est ici question des vecteurs savants de la mémoire, cette évolution dépasse la seule recherche universitaire pour s'inscrire dans une refonte générale de la mémoire nationale. Voir Samia Ferhat, « Guerre de résistance en Chine et à Taïwan : diffuence et incarnations de la mémoire », in *Idem et Sandrine Marchand (dir.), Taïwan, île de mémoires*, Lyon, Tigre de papier, 2011, p. 147-188. Cet *aggiornamento* historiographique avait été préparé par la renaissance, à partir de 1979, des études sur

du Japon en condamnant l'impuissance coupable de Jiang Jieshi, cette relecture réhabilite en partie les Nationalistes. La publication en septembre 2014 d'une liste des 300 martyrs de la Guerre de résistance par le ministère des Affaires civiles (*minzhengbu* 民政部) permet de se faire une idée de la place qu'accorde actuellement le PCC à la contribution du GMD : un tiers de ces martyrs sont issus des rangs nationalistes¹. De retour dans le concert des grandes nations, la Chine se plaît ainsi – non sans raison d'ailleurs – à rappeler le rôle de Chongqing dans la victoire alliée contre le fascisme aux côtés de Moscou, Londres et Washington². Aussi, la thèse d'une entente secrète entre Jiang Jieshi et Wang Jingwei, longtemps entretenue par l'historiographie communiste, fut-elle réfutée avec force par les historiens de Chine populaire dès les années 1980³.

Un fossé grandissant entre les deux rives du détroit de Formose

Destinée à l'origine à donner des gages à Taiwan dans la perspective d'une réunification pacifique avec le bastion nationaliste, cette réévaluation ne concerna pas les collaborateurs : ces derniers servirent plus que jamais de repoussoirs dans un contexte de surenchère nationaliste, attisée par les tensions mémorielles avec le Japon. Mais la démocratisation était en marche de l'autre côté du détroit. Certains historiens taïwanais n'hésitaient plus à poser un regard dépassionné sur des points sensibles de l'histoire tels que la collaboration. Lorsque son existence n'était pas occultée⁴, Wang Jingwei avait, jusque-là, fait l'objet de travaux qui adoptaient une approche psychologisante consistant à expliquer sa trahison par son caractère⁵. Cette analyse, qui conduisait à exclure Wang Jingwei et les collaborateurs issus du GMD de l'histoire des luttes de

Sun Yat-sen, afin de donner une caution historique et nationaliste aux réformes économiques de Deng Xiaoping (Marie-Claire Bergère, « L'Effet Sun Yat-sen : Quand Orient et Occident se tournent le dos », *Études chinoises*, vol. 11, n°1, 1992, p. 88-107).

¹ Cité par J. Michael Cole, « The Chinese Civil War Continues », 11 sept. 2014, <<http://thinking-taiwan.com/the-chinese-civil-war-continues/>> (consulté le 25 juin 2015). Cette réhabilitation des héros nationalistes n'est pas sans risque pour le PCC qui voit la sympathie suscitée par ces derniers se retourner contre lui. Voir Zhang Qiang, Robert Weatherley, « Owning up to the Past: the KMT's Role in the War against Japan and the Impact on CCP Legitimacy », *The Pacific Review*, vol. 26, n°3, 2013, p. 221-242. La réaction du PCC contre ce révisionnisme qu'il a lui-même enclenché est susceptible de s'intensifier dans le contexte de repli idéologique qui prévaut depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping 習近平 (1953-).

² Carol Gluck, Rana Mitter, Charles K. Armstrong, « The Seventieth Anniversary of World War II's End in Asia: Three Perspectives », *The Journal of Asian Studies*, juin 2015, p. 1-7.

³ Furumaya Tadao 古厩忠夫, « Ō Seiei seiken mondai gakujutsu tōronkai ni omou 汪精衛政權問題學術討論会に想う (Réflexions sur le colloque *La question du régime fantoche de Wang Jingwei*) », *Rekishi hyōron* 歴史評論, n°458, juin 1988, p. 87. Cette évolution ne résulte pas seulement du changement de ligne du PCC mais doit également être portée au crédit des historiens chinois disposant, on l'a vu, de nouvelles sources et soucieux de traiter celles-ci avec objectivité (de manière, certes, sélective).

⁴ « Official yearbooks published by the Republic of China (Taiwan) [...] simply pretend that there was no person named Wang Jingwei in modern Chinese history » (Andrew Cheung, « Slogans, Symbols, and Legitimacy: The Case of Wang Jingwei's Nanjing Regime », *Indiana East Asian Paper Series*, n°6, juillet 1995, p. 1).

⁵ Pour un exemple récent, voir Lin Neng-shih 林能士, « Qiantan yunyong xinli shixue (Psychohistory) yanjiu Wang Jingwei 淺談運用心裡史學(Psychohistory)研究汪精衛 (Quelques mots à propos de l'usage de la psychohistoire dans l'étude de Wang Jingwei) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, vol. 128, déc. 1998, p. 60-62.

factions au sein du parti, fut longtemps le seul angle sous lequel les historiens pouvaient étudier la collaboration en République de Chine. Membre éminent du GMD depuis son origine, Wang ne pouvait être attaqué sans qu'à travers lui le parti, toujours au pouvoir et dans les institutions duquel travaillaient souvent ces chercheurs, ne vît son image ternie. Cette « *character thesis* » fut reprise par les historiens de Chine continentale qui virent en elle un substitut à l'analyse de classe selon laquelle la rupture de Jiang Jieshi et de Wang Jingwei en 1938 correspondait à des intérêts divergents au sein de la classe des grands propriétaires fonciers entre les agents de l'impérialisme anglo-saxon et ceux de l'impérialisme nippon¹. Ils se firent ainsi psychologues pour démontrer que c'étaient son « caractère timide et indécis ainsi que son complexe d'infériorité », résultats d'une enfance difficile, qui avaient poussé Wang à toujours chercher le compromis en politique avant de le conduire à la « capitulation »². Aux yeux d'historiens comme Cai Dejin, la principale raison de la défection de Wang et de sa clique était en effet leur idéologie « capitularde »³.

Toutefois, à partir de la fin des années 1980, l'historiographie taïwanaise produisit à propos de la collaboration plusieurs études sérieuses adoptant un ton plus neutre caractérisé notamment par un emploi modéré de l'étiquette *hanjian*⁴. L'écart entre l'historiographie continentale et celle de Taiwan devint manifeste lors d'un colloque consacré au régime de Wang Jingwei en septembre 1998 à Beijing⁵. Le climat politique de démocratisation que connaissait l'île à cette époque

¹ Wang Ke-wen, « Irreversible Verdict... », art. cit., p. 65. Cette psychanalyse de Wang Jingwei n'était pas nouvelle. Dès 1940, Fu Sinian 傅斯年 (1896-1950) expliquait sa trahison par un besoin de reconnaissance résultant d'une éducation féminine propre aux cadets de famille. À la mort de Wang, Hu Shi 胡適 (1891-1962) parla à son sujet de « complexe du martyr » (*lieshi qingjie* 烈士情結). Voir Li Zhiyu 李志毓, *Jingxian : Wang Jingwei de zhengzhi shengya* 驚弦：汪精衛的政治生涯 (Oiseau craintif : la carrière politique de Wang Jingwei), Hongkong, Oxford University Press, 2014, p. 126 sqq.

² Voir Xiao Shuchun 肖書椿, « Shixi Wang Jingwei lunwei hanjian de gexing yinsu 試析汪精衛淪為漢奸的個性因素 (Étude sommaire des facteurs de la personnalité de Wang Jingwei qui le poussèrent à devenir un traître) », *Minguo dang'an* 民國檔案, n° 3, 1998, p. 69-73 (cité par Wang Ke-wen, « Irreversible Verdict... », art. cit., p. 63).

³ Leur « défaitisme » (*minzu shibai zhuyi* 民族失敗主義) se transforma en « capitulationnisme » (*minzu touxiang zhuyi* 民族投降主義) (Cai Dejin, *Lishi de guaitai : Wang Jingwei guomin zhengfu* 歷史的怪胎：汪精衛國民政府 (Une aberration de l'histoire : le gouvernement national de Wang Jingwei), Guilin, Guangxi shifan daxue chubanshe, 1993, p. 2-3). L'ajout systématique du terme *minzu* est là pour souligner que les collaborateurs ne trahirent pas seulement leur camp mais la nation tout entière.

⁴ Celles notamment de Shao Ming-huang qui défendit en 1989 une thèse sur le régime de Wang Jingwei avant de publier plusieurs articles importants sur le sujet dans les années 1990 (« Wang weizhengquan zhi jianli ji fuwang 汪偽政權之建立及覆亡 (Fondation et chute du régime fantoche de Wang Jingwei) », thèse de doctorat, Zhongguo wenhua daxue, 1989).

⁵ Les actes furent publiés en 1999 dans la revue *Kangri zhanzheng yanjiu* (n°1). Les historiens taïwanais présents s'employèrent à nuancer la vision manichéenne de la guerre défendue par leurs homologues continentaux. Shao Ming-huang alla même jusqu'à reprocher aux historiens chinois leur usage sélectif des sources (Liu Bing 劉兵, « Kangri zhanzheng shiqi de Wang Jingwei yu Wang weizhengquan yanjiu xueshu zuotanhui zongshu 抗日戰爭時期的汪精衛與汪偽政權研究學術座談會綜述 (Résumé de la conférence Wang Jingwei pendant la Guerre de résistance contre le Japon et les études sur son régime fantoche) », *Kangri zhanzheng yanjiu*, 1998, n°4, p. 200-206). Depuis son lit d'hôpital, Cai Dejin fit lire un texte rappelant que Wang Jingwei ne pouvait en aucun cas être considéré comme un patriote et que sa condamnation était nécessaire pour donner une éducation patriotique à la jeunesse chinoise, dans laquelle il prit soin d'inclure la jeunesse taïwanaise (« Guanyu kangzhan shiqi Wang

favorisa par ailleurs l'émergence d'un courant plus audacieux encore, incarné par des historiens formés dans des universités anglo-saxonnes¹, où, vingt ans après John Boyle, on vit émerger à nouveau le thème de la collaboration.

Le renouveau des études occidentales

Cet essor durable des études occidentales sur l'occupation japonaise en Chine devint possible grâce à l'apparition de nouvelles sources chinoises et surtout à un engouement sans précédent pour l'étude de la période républicaine. L'approche téléologique de la révolution laissa en effet place à une réévaluation de cette période, dès lors perçue comme un moment pivot dans la modernisation de la Chine, entre les Nouvelles politiques (*xinzheng* 新政) de la fin de l'empire (1901-1910), et les réformes lancées par Deng Xiaoping 鄧小平 (1904-1997) au début des années 1980, après la parenthèse maoïste². Épicentre de cette modernité chinoise, Shanghai devint l'objet privilégié des études républicaines. Il n'est donc pas surprenant que la recherche sur l'occupation japonaise se soit en grande partie développée comme une sous-catégorie d'une histoire urbaine essentiellement shanghaienne³. Le gouvernement de Wang Jingwei n'y figure bien souvent qu'en arrière-fond d'études catégorielles de la collaboration⁴. Certes, l'histoire politique des régimes de collaboration fut abordée lors du colloque « Reassessing the Sino-Japanese War (1937-1945): New Sources and Interpretations » organisé en 1995 à Vancouver⁵. Toutefois, aucune monographie consacrée spécifiquement au gouvernement de Wang Jingwei (sans parler des autres gouvernements de collaboration) n'est parue dans une langue occidentale à ce jour.

Jingwei yu Wang weizhengquan de ji ge wenti zhi wo jian 關於抗戰時期汪精衛與汪偽政權的幾個問題之我見 (Mon opinion sur quelques questions concernant Wang Jingwei et son régime fantoche) », *ibid.*, 1999, n°1, p. 7).

¹ C'est le cas notamment de Wang Ke-wen 王克文 et Lo Jiu-jung 羅久蓉 qui doublèrent leur analyse des faits d'une réflexion historiographique questionnant le biais nationaliste de leurs collègues. Voir leur dossier « Hanjian wenti da fan'an? Tansuo lishi de huise didai 漢奸問題大翻案? 探索歷史的灰色地帶 (Une relecture complète de la question des traîtres? Exploration des zones grises de l'histoire) », *Mingbao yuekan* 明報月刊, vol. 31, mai 1996, p. 25-32.

² Cette redécouverte de la période républicaine donna notamment lieu au numéro thématique « Reappraising Republican China » de la revue *The China Quarterly* (n° 150, juin 1997).

³ Voir notamment Christian Henriot et Yeh Wen-hsin (dir.), *In the Shadow of the Rising Sun: Shanghai under Japanese Occupation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004. On trouvera une bonne synthèse de la place de l'histoire urbaine dans le champ des études sur l'occupation japonaise dans Wu Jen-shu 巫仁恕, « Kangzhan shiqi lunxianqu de chengshi shenghuo : yi Suzhou caiguanye de xingshuai wei li 抗戰時期淪陷區的城市生活：以蘇州菜館業的興衰為例 (City Life in the Occupied Areas during the Period of the Anti-Japanese War: The Restaurant Business in Suzhou) », *Xinshixue* 新史學, vol. 25, n°4, déc. 2014, p. 165-217.

⁴ Voir par exemple Fu Poshek, *Passivity, Resistance, and Collaboration: Intellectual Choices in Occupied Shanghai, 1937-1945*, Stanford, Stanford University Press, 1993 ; Park M. Coble, *Chinese Capitalists in Japan's New Order: The Occupied Lower Yangzi, 1937-1945*, Berkeley, University of California Press, 2003.

⁵ Ses actes parurent en deux volumes dont l'un consacré à la collaboration : David Barrett, Lawrence Shyu (dir.), *Chinese Collaboration with Japan, 1932-1945: The Limits of Accommodation*. Les principaux spécialistes chinois (Huang Meizhen) et taiwanais (Wang Ke-wen, Lo Jiu-jung) figurent parmi les contributeurs.

Le seul travail allant dans ce sens est la thèse soutenue en 1999 à l'Université Duke par le Sud-Coréen Hwang Dongyoun sur l'idéologie du régime de Nanjing. Il y récuse l'idée que Wang aurait trahi son pays en reprenant l'argument des collaborateurs eux-mêmes selon lesquels leur association avec le Japon s'apparentait à celles du GMD avec les États-Unis et du PCC avec l'Union soviétique¹. Héritière des études postcoloniales, cette réflexion sur la collaboration comme tentative de construction d'un nationalisme chinois alternatif s'articulant au panasiatisme prenait le risque de privilégier la cohérence d'un discours souvent produit *a posteriori*, au détriment de l'analyse du fonctionnement concret des gouvernements de collaboration². Sans aller aussi loin que Hwang, plusieurs historiens occidentaux cherchèrent également à comprendre les tenants idéologiques de la collaboration.

C'est le cas notamment de Timothy Brook qui développa, dans ses premiers travaux sur la question, le concept de *collaborationist nationalism* en plaidant pour une prise en compte des collaborateurs dans l'histoire du nationalisme chinois³. Ce faisant, Brook décloisonnait un champ de recherche quelque peu replié sur lui-même pour l'inscrire dans un temps plus long que la guerre sino-japonaise. Il devenait ainsi pleinement légitime de considérer la collaboration comme un pan de l'histoire du nationalisme et, nous y reviendrons, de l'État⁴. On voit ici s'ébaucher la thèse centrale de Brook que viendra préciser son ouvrage de 2005, dont l'extrait mis en exergue de cette introduction condense la teneur : isoler ou négliger l'occupation et la collaboration au motif qu'elles n'auraient produit que des idéologies et des institutions fabriquées de toutes pièces revient à se méprendre sur la nature même du nationalisme et de l'État qui sont tous deux des

¹ Hwang Dongyoun, « Wang Jingwei, the Nanjing Government and the Problem of Collaboration », Ph.D. diss., Duke University, 1999.

² Cette sympathie affichée pour les collaborateurs de Nanjing participerait, selon Chen Jian-Yue, d'une réévaluation générale de la colonisation japonaise en Asie orientale dans laquelle certains virent l'une des raisons du développement économique spectaculaire des anciennes colonies japonaises par contraste avec le bilan désastreux des anciennes colonies occidentales (« American Studies of Wang Jingwei: Defining Nationalism », *World History Review*, vol. 2, n°1, 2004, p. 2-34). Lui-même auteur d'une thèse sur le bras droit de Wang Jingwei (« Chen Gongbo (1892-1946) and Chinese National Salvation », University of Toledo, 1999), Chen s'inscrit explicitement dans ce courant révisionniste. Dénonçant, à la suite de Lin Han-sheng, la confiscation du nationalisme chinois par le PCC et le GMD, il fait un éloge appuyé du patriotisme de Wang Jingwei jusque dans la collaboration. Principal architecte du programme économique défendu dans les années 1930 par Wang, *Chen Gongbo 陳公博 est également au centre de l'ouvrage de Margherita Zanasi, *Saving the Nation: Economic Modernity in Republican China* (Chicago, University of Chicago Press, 2006) selon lequel le programme de reconstruction nationale défendu par Wang s'inspirait du nationalisme économique de Mussolini par opposition au militarisme d'inspiration germanique de Jiang Jieshi. Cette divergence expliquerait en partie, selon elle, le choix de la collaboration auquel elle consacre le dernier chapitre de son livre.

³ Brook, « Collaborationist Nationalism in Occupied Wartime China » in Idem et Andre Schmid (dir.), *Nation Work: Nationalism in Asia since 1850*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 2000, p. 159-190. Brook se focalise sur le Gouvernement réformé de Nanjing (1938-1940) qui précéda celui de Wang Jinwei.

⁴ Brook montre que les deux sont intimement liés puisque les définitions successives et contradictoires données à ce « nationalisme collaborationniste » par les collaborateurs et leurs patrons japonais se superposent aux transformations institutionnelles de l'État d'occupation. Ainsi le discours anti-GMD du Gouvernement réformé fut-il corrigé dès la fin de l'année 1938, contre la volonté des collaborateurs de la première heure, pour y intégrer les Trois principes du peuple, ceci afin de préparer le recrutement de Wang Jingwei (*ibid.*, p. 177 sqq.).

produits de l'histoire. Par conséquent, il devenait possible, et même profitable d'un point de vue heuristique, de placer sur un même plan les formes successives et concurrentes que prirent, dans la Chine post-impériale, le nationalisme et l'État, qu'elles soient ou non « fantoches »¹.

La réflexion de Brook sur le nationalisme des collaborateurs relevait aussi, plus classiquement, d'une volonté de rompre avec la description binaire, présente dans l'historiographie chinoise, qui fait de la collaboration le revers symétrique de la résistance. On retrouve ce souci de la nuance aussi bien dans une histoire « par le haut » de la collaboration, qui s'attache à décrire l'action des dirigeants, que dans une histoire « par le bas » portant sur l'attitude de la population sous l'occupation.

La première fut suscitée par un constat simple : certains collaborateurs prirent une part active à la résistance. Ces faits concernent non pas une hypothétique entente secrète entre Jiang Jieshi et Wang Jingwei dès 1938², mais la participation avérée de plusieurs dirigeants du gouvernement de Nanjing aux activités antijaponaises de Chongqing. C'est le cas notamment de *Zhou Fohai 周佛海, homme fort du régime de Wang Jingwei qui fut l'interlocuteur privilégié des Japonais en même temps que le plus puissant contact des services secrets nationalistes en Chine centrale. Soulignée par le courant révisionniste dans les années 1970³, cette ambivalence fait aujourd'hui l'objet d'une recherche approfondie de Brian G. Martin, dont on attend sous peu un ouvrage centré sur Zhou Fohai, après plusieurs articles remarquables sur la question⁴. Cette résistance dans la collaboration n'est pas niée par l'historiographie chinoise mais critiquée comme étant un volet de la stratégie anticommuniste de Chongqing consistant à « sauver le pays par des voies détournées » (*quxian jiuguo* 曲綫救國)⁵ ou, plus simplement, comme la marque de l'opportunisme des résistants de la onzième heure face à la défaite annoncée du Japon⁶.

¹ Pour ce qui est du nationalisme, Brook explique en conclusion de son article que l'échec du nationalisme collaborationniste et, *a contrario*, le succès de la Nation telle qu'elle fut construite pendant la guerre par le GMD et le PCC tiennent moins à leur contenu qu'à l'occupation sanglante par l'armée japonaise qui contredisait le nationalisme des collaborateurs en même temps qu'elle galvanisait celui des résistants (*ibid.*, p. 189).

² Thèse, on l'a dit, réfutée par les historiens chinois à partir du milieu des années 1980. Sur sa généalogie, voir Lo Jiu-jung, « Zhongri zhanzheng shiqi Jiang Wang shuanghuang lunshu 中日戰爭時期蔣汪雙簧論述 (La théorie du double jeu de Jiang Jieshi et Wang Jingwei pendant la guerre sino-japonaise) », *Xinshixue* 新史學, vol. 15, n° 3, septembre 2004, p. 147-201.

³ Lin Han-sheng, « Chou Fo-hai: The Diplomacy of Survival », in R. Burns, E. Benett (dir.), *Diplomats in Crisis: U.S.-Chinese-Japanese Relations, 1919-1941*, Santa Barbara, ABC-Clio, 1974, p. 171-193. ; Marsh, « Chou Fohai », art. cit.

⁴ Notamment « Collaboration within Collaboration: Zhou Fohai's Relations with the Chongqing Government, 1942-1945 », *Twentieth-Century China*, vol. 34, n°2, avril 2008, p. 55-88. Ce travail est le prolongement des recherches de Martin sur les services secrets de Nanjing, dont il sera question plus bas, qui prolongent, elles-mêmes, celles qu'il a consacrées à la pègre shanghaienne.

⁵ Le GMD est notamment accusé d'avoir autorisé la défection d'une petite partie de ses troupes au profit des armées « fantoches », afin de renforcer la répression des Communistes à laquelle se livraient ces dernières.

⁶ Par contraste, l'historiographie chinoise célèbre le courage des collaborateurs qui servirent la résistance communiste. Ce ne fut pas toujours le cas comme le montre l'« affaire Pan Hannian et Yang Fan » (*Pan-Yang shijian* 潘揚事件) en 1955 qui, outre le fameux Pan Hannian 潘漢年 (1906-1977), jeté en prison par Mao au

L'histoire « par le bas » de la collaboration a, elle aussi, permis de complexifier le tableau de l'occupation en montrant qu'au-delà d'une typologie graduelle et statique fondée sur l'habituel triptyque collaboration-passivité-résistance, la collaboration s'imposa comme une modalité nécessaire des interactions prenant place quotidiennement sous l'occupation¹. Restituant aux individus leur capacité d'action (*agency*), Brook rappelle ainsi qu'il faut se garder de figer dans des catégories ce qui participait d'un répertoire de discours et de comportements².

L'historiographie japonaise

Reste à aborder le pan japonais des études sur le gouvernement de Wang Jingwei qui sont mal connues ou du moins peu citées par les historiens occidentaux et chinois. Contrairement à la situation en Chine, l'historiographie japonaise de la guerre s'est en partie construite à l'écart, voire contre la mémoire dominante dans l'archipel³. La recherche historique sur la période de la guerre concerna d'abord essentiellement les zones contrôlées par le GMD et le PCC. Les premiers travaux sur la zone occupée portèrent plutôt sur l'économie que sur l'histoire politique, dans le cadre de l'histoire coloniale japonaise, tandis que les études sur les gouvernements de collaboration relevaient de l'histoire moderne chinoise. Si la plupart des historiens japonais d'après-guerre adoptèrent une attitude critique à l'égard du militarisme, ils éprouvaient une certaine sympathie pour les efforts de Wang Jingwei en faveur de la paix⁴. C'est du moins la perception qu'eurent de ces travaux les historiens chinois qui purent débattre avec leurs collègues japonais lors du premier colloque consacré au régime de Wang organisé à Beijing en 1986. Les uns et les autres ne réussirent pas à s'entendre à propos du degré de sincérité des Japonais qui

prétexte qu'il avait rencontré Wang Jingwei en 1943, visa *Yuan Shu 袁殊. Cadre important du régime de Nanjing, ce dernier ne fut réhabilité qu'en 1982. Il avait été pendant la guerre un « agent quintuple » (*wufang tewu* 五方特務) qui collabora avec le GMD, le PCC, le Komintern, le groupe de Wang Jingwei et les Japonais. Sur cette affaire, voir Xiaohong Xiao-Planes, « L'affaire Pan Hannian et les luttes politiques au sommet du PCC (1953-1955) », *Perspectives chinoises*, n°113, 2010, p. 124-136.

¹ C'est précisément la raison pour laquelle Brook insiste d'emblée sur la nécessité de circonscrire la catégorie des collaborateurs aux seuls détenteurs du pouvoir en zone occupée (nous reviendrons plus bas sur ce point important).

² Prenant l'exemple d'une lettre envoyée en janvier 1939 par un groupe de résidents de Shanghai au gouvernement pro-japonais local dans laquelle ses auteurs reprennent la rhétorique du « Nouvel ordre » diffusée par la propagande japonaise, Brook explique que ce « langage de la collaboration » est avant tout la trace d'un échange et conclut : « Occupation creates collaboration, but the need to collaborate in turn creates the appearance of collaborating » (*Occupation, op. cit.*, p. 9).

³ Longtemps dominé par une culture de gauche, le monde universitaire de l'après-guerre a développé un discours historique très critique à l'égard du Japon moderne qui l'a isolé de la mémoire collective dont la vision de la guerre fut déformée par le traumatisme provoqué par les bombardements américains. Voir Matsunuma Miho, « Historiographie japonaise de la guerre de 1931 à 1945 : état des recherches jusqu'à nos jours », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2013/1, n° 249, p. 33-48.

⁴ Xu Yuming 許育銘, « Riben youguan Wang Zhaoming ji Wang weizhengquan zhi yanjiu zhuangkuang 日本有關汪兆銘及汪偽政權之研究狀況 (L'état de la recherche sur Wang Jingwei et son régime fantoche au Japon) », *Kangri zhanzheng yanjiu*, n° 1, 1999, p. 172-180. Les historiens japonais et, plus rarement taïwanais, appellent Wang Jingwei par son nom de naissance Zhaoming, plutôt que par son nom de plume Jingwei.

participèrent aux négociations avec Wang Jingwei. Les premiers refusèrent en effet de voir dans ces négociations et le gouvernement qui en résulta autre chose qu'une tactique délibérée consistant pour l'Empire nippon à « utiliser les Chinois pour contrôler les Chinois » (*yihua zhihua* 以華制華), en l'occurrence : profiter du défaitisme de Wang Jingwei pour en faire une marionnette au service des intérêts nippons¹. L'intérêt que portaient les historiens japonais pour la genèse du gouvernement de Wang Jingwei et, plus largement, pour les efforts de la puissance occupante visant à régler l'« Incident de Chine » s'explique sans doute par leur accès aisé aux mémoires des acteurs japonais très actifs durant cette période². Deux thèses s'affrontent à propos des origines du gouvernement de collaboration de Nanjing. Selon Tobe Ryōichi, c'est seulement au cours des négociations qui suivirent la défection de Wang Jingwei, le 18 décembre 1938, que le mouvement en faveur de la paix de Wang changea de nature pour devenir un projet étatique en zone occupée³. Le chercheur d'origine chinoise Liu Jie considère, quant à lui, que l'opération japonaise qui aboutit à la défection de Wang puis à la création d'un « nouveau gouvernement central » dont il prit la tête participait d'un projet plus large apparu dès le début de l'année 1938⁴. Réfutant la thèse selon laquelle l'« Opération Wang Jingwei » (*Ō Chōmei kōsaku* 汪兆銘工作) aurait été le prolongement des négociations visant le Gouvernement nationaliste, Liu Jie distingue deux grandes phases dans la politique chinoise du Japon au début de la guerre : une phase initiale durant laquelle cette politique prit pour objectif le Gouvernement nationaliste (*kokuminseifu chūshin ron* 國民政府中心論) et une phase ultérieure, déclenchée par l'échec de la médiation allemande à l'hiver 1937-1938, qui vit s'imposer l'idée que le meilleur moyen d'obtenir un changement d'attitude de la Chine à l'égard du Japon était de créer un nouveau gouvernement chinois (*shin seiken chūshin ron* 新政權中心論). L'« Opération Wang Jingwei » participerait selon lui de cette seconde phase, au même titre que la création du Gouvernement provisoire de

¹ On trouvera un compte-rendu du débat du point de vue des historiens chinois dans Cai Dejin et Li Huixian 李惠賢, « Guanyu Wang weizhengquan wenti xueshu taolunhui zongshu 關於汪偽政權問題學術討論會綜述 (Synthèse du colloque *La question du régime fantoche de Wang Jingwei*) », *Lishi yanjiu* 歷史研究, n° 5, 1986, p. 185-190. Pour un point de vue japonais, voir Furumaya, « Ō Seiei seiken... », art. cit., p. 85-86.

² Pour ne citer que les principaux ayant laissé un témoignage : *Kagesa Sadaaki 影佐禎昭, *Inukai Ken 犬養健 ou encore *Imai Takeo 今井武夫.

³ Tobe Ryōichi 戸部良一, *Pīsu fūrā : Shina jihen wahei kōsaku no gunzō* ピース・フィーラー : 支那事變和平工作の群像 (Envoyés de paix : portrait du groupe en charge des opérations pour régler pacifiquement l'Incident de Chine), Ronsōsha, 1991. Voir aussi son article « Ō Chōmei no Hanoi dasshutsu o megutte : kankeisha no kaisō to gaimushō kiroku 汪兆銘のハノイ脱出をめぐる一関係者の回想と外務省記録—(L'évasion de Wang Jingwei pour Hanoï dans les Mémoires des participants et dans les archives du ministère des Affaires étrangères), *Gaikō shiryōkanhō* 外交史料館報, n°19, 2005, p. 117-132. Pour une présentation succincte des thèses de Tobe, voir David Serfass, « Résister ou négocier face au Japon : La genèse du gouvernement de collaboration de Nankin (janvier 1938-avril 1939) », *Vingtième Siècle*, 2015/1, p. 121-132.

⁴ Liu Jie 劉傑, *Nitchū sensō ka no gaikō* 日中戦争下の外交 (La diplomatie pendant la guerre sino-japonaise), Yoshikawakōbunkan, 1995, not. chap. 5.

Beijing et du Gouvernement réformé de Nanjing¹. L'ouvrage de Liu Jie, qui porte sur la période précédant le « retour à la capitale » du groupe de Wang Jingwei, a depuis été complété par la thèse de Lee Jen-jer 李仁哲, un Taïwanais diplômé de l'Université de Tsukuba 筑波大学². Adoptant, lui aussi, la vision « par le haut » des plans japonais et des traités diplomatiques entre Tokyo et Nanjing, Lee analyse la politique chinoise du Japon pendant la guerre, en soulignant à la fois son évolution vers un plus grand respect de la souveraineté du régime collaborateur et ses contradictions persistantes.

Les études sur la collaboration et, plus particulièrement sur le régime de Nanjing pendant la guerre, connaissent ces dernières années un regain d'intérêt dans l'archipel. Malheureusement, il s'agit le plus souvent de travaux trop généraux pour proposer une analyse neuve³. La parution récente d'écrits davantage spécialisés, dont il sera question plus loin, laisse néanmoins espérer que le relatif isolement dans lequel se trouve l'historiographie japonaise est provisoire. Ce dynamisme est notamment porté par l'Université Aichi 愛知大学 – héritière du Tōa Dōbunshoin 東亜同文書院 fondé en 1901 à Shanghai, qui fut l'un des principaux centres de production du savoir japonais sur la Chine jusqu'à la guerre⁴. Sous la houlette de Miyoshi Akira 三好章, elle est à l'origine du projet « Tai-Nichi kyōryoku seiken to sono shūhen 対日協力政権と其の周辺 (Les régimes de collaboration pro-japonais et leur périphérie) » (2012-2014) qui a donné lieu à plusieurs ateliers traitant notamment du gouvernement de Wang Jingwei⁵. Ce projet fait suite au

¹ Par ailleurs, à l'expression « opérations pour la paix » (*wahei kōsaku* 和平工作), généralement utilisée pour désigner les différents canaux de négociations ouverts pendant la guerre par les Japonais, Liu Jie préfère celle d'« opérations vis-à-vis de la Chine » (*taika kōsaku* 対華工作), afin de ne pas confondre la première avec le sens qu'elle a pris aujourd'hui. En fait de « paix », ces opérations visèrent en effet, le plus souvent, à affaiblir l'adversaire nationaliste pour mieux gagner la guerre (*ibid.*, p. 1-2). Par commodité, nous emploierons souvent le mot « paix », en gardant toutefois à l'esprit le sens bien particulier qu'il avait à l'époque.

² Lee Jen-jer 李仁哲, « Senjiki Nitchū kankei no henyō : Nikka kihon jōyaku kara Nikka dōmei jōyaku e 戦時期中日関係の変容 : 日華基本条約から日華同盟条約へ (L'évolution formelle des relations sino-japonaises pendant la guerre : du Traité de base au Traité d'alliance) », thèse de doctorat, Université de Tsukuba, 2013.

³ Par exemple, Kobayashi Hideo 小林英夫, *Nitchū sensō to Ō Chōmei* 日中戦争と汪兆銘 (La guerre sino-japonaise et Wang Jingwei), Yoshikawakōbunkan, 2003 ; Shibata Tetsuo 柴田哲雄, *Kyōryoku, teikō, chinmoku : Ō Seiei Nankin seifu no ideorogī ni taisuru hikakushiteki apurōchi* 協力・抵抗・沈黙 : 汪精衛南京政府のイデオロギーに対する比較史的アプローチ (Collaboration, résistance, passivité : approche comparatiste de l'idéologie du gouvernement de Wang Jingwei à Nanjing), Seibundō, 2009 ; Tsuchiya Mitsuyoshi 土屋光芳, « Ō Chōmei seiken » ron : hikaku koraborēshon ni yoru kōsatsu 「汪兆銘政権」論 : 比較コラボレーションによる考察 (Le « régime de Wang Jingwei » : étude comparée de la collaboration) », Ningen'nokagakushinsha, 2011.

⁴ Voir Douglas Reynolds, « Training Young China Hands: Tōa Dōbun Shoin and Its Precursors, 1886-1945 », in P. Duus et al. (dir.), *The Japanese Informal Empire in China, 1895-1937*, Princeton, Princeton University Press, 1989, p. 210-271.

⁵ Voir <<https://www.aichi-u.ac.jp/information/pdf/kokken1122.pdf>> (consulté le 28 février 2016). Miyoshi Akira est le meilleur spécialiste japonais de la Campagne de pacification rurale (*qingxiang yundong* 清鄉運動) lancée par le régime de Wang Jingwei en 1941.

numéro de la revue *Chūgoku 21* éditée par l'Université Aichi consacré aux gouvernements coloniaux et de collaboration au sein de l'Empire nippon¹.

Cette spécialisation croissante de la recherche japonaise est un apport précieux au champ des études sur la collaboration dont l'évolution la plus marquante ces dernières années est sans doute l'accent mis sur le fonctionnement et le rôle de l'État en zone occupée².

La collaboration au prisme de l'État : vers une nouvelle histoire de l'occupation ?

Prise seule, la réflexion sur le « pourquoi » de la collaboration apparaît aujourd'hui comme un peu vaine aux yeux de certains historiens, dans la mesure où elle conduit, au mieux, à un catalogue nuancé mais forcément déterministe des facteurs expliquant ce choix et, au pire, à une réponse tranchée dans un sens (condamnation morale des *hanjian*) comme dans l'autre (réhabilitation des collaborateurs comme patriotes incompris). Un moyen de contourner cette aporie a été de s'intéresser plutôt au « comment », c'est-à-dire au processus effectif (« what was actually going on » pour reprendre les mots de Brook). Ce déplacement supposait notamment de substituer à l'étude des seuls tenants idéologiques, voire moraux, de la collaboration celle des organisations formées durant l'occupation. Naturellement, ces deux problématiques (pourquoi/comment) ne s'excluent pas l'une et l'autre. Confronté tôt ou tard à la première, l'historien est amené à complexifier la réponse qu'il lui apporte en intégrant l'apport de la seconde, à savoir l'historicisation de l'objet « collaboration ».

Le passage de l'un à l'autre a conduit à se déprendre d'une histoire centrée sur les individus dont découle l'idée, sous-jacente dans l'historiographie orthodoxe chinoise, selon laquelle la collaboration fut une aberration circonscrite à un groupe bien défini de personnes (les *hanjian*)³. La rupture avec un récit historique centré sur les individus ne signifie pas pour autant une occultation de ces derniers mais l'intégration des trajectoires biographiques dans une analyse contextualisée des relations de pouvoir entre acteurs au sein des différents champs de la collaboration.

Certes l'étude du fonctionnement, ou devrait-on plutôt dire du dysfonctionnement, des institutions du gouvernement de Nanjing pendant l'occupation n'est pas absente des travaux antérieurs. Ce qui change, c'est l'inscription de cet objet dans un temps long de l'État chinois et donc le recours

¹ *Chūgoku 21* 中国21, vol. 31, mai 2009, n° spécial « Teikoku no shūhen : tai Nichi kyōryoku seiken · shokuminchi · dōmeikoku 帝国の周辺:対日協力政権・植民地・同盟国 (Périphéries d'un empire : régime de collaboration pro-japonais, colonies et pays alliés) ».

² La notion d'État est problématique, mais il est difficile de s'en passer. Nous tenterons de résoudre ce dilemme en précisant plus bas la définition que nous en donnons.

³ L'idée d'aberration est également appliquée au gouvernement de collaboration lui-même qui est conçu comme une importation japonaise extérieure à l'histoire linéaire des régimes successifs qu'a connus la Chine avant 1949 (Cai Dejin, *Lishi de guaitai...*, *op. cit.*, p. 3). Nous traduisons ici par « aberration » le terme chinois *guaitai* 怪胎 qui signifie, de manière plus péjorative encore, un embryon anormal ou l'être difforme qui en résulte.

à des outils conceptuels et des thématiques qui ne sont pas propres au champ d'étude de la collaboration. En d'autres termes, ce déplacement consiste à faire des gouvernements collaborateurs un objet historique (presque) comme les autres.

À partir des années 2000, l'accent fut donc mis de manière croissante sur le « comment » de la collaboration à la fois en Chine, au Japon et en Occident. Outre l'apport de nouvelles sources, une telle évolution s'explique par la croissance et donc la spécialisation de ce champ d'études. Étayés par de solides recherches dans les archives, des travaux rompant avec une histoire centrée sur les seuls dirigeants ont ainsi pu voir le jour. Dans le cas des historiens chinois, le choix de thèmes très spécifiques tels que l'administration locale ou les finances publiques est sans doute aussi un moyen de s'éloigner prudemment de l'étude des grandes figures politiques, au sujet desquelles toute nuance paraît suspecte, pour traiter de manière factuelle du fonctionnement des institutions elles-mêmes. Ces monographies délaissant la diatribe et son emploi systématique d'étiquettes telles que *hanjian* traduisent enfin l'éclosion d'une génération de chercheurs moins impliquée émotionnellement que celle de leurs aînés¹. C'est dans ce contexte marqué donc un apport documentaire, une spécialisation des thématiques et un renouvellement générationnel qu'est apparue au début des années 2000 une historienne comme Pan Min 潘敏 dont le travail sur l'administration locale dans la province du Jiangsu sous l'occupation japonaise est jusqu'ici la meilleure contribution chinoise à ce nouveau courant centré sur l'État². La place de Pan Min est d'autant plus centrale dans ce courant que c'est elle qui fait le pont avec son versant occidental incarné par l'ouvrage de Brook, dont elle a récemment publié une traduction en chinois³.

L'importance de la contribution de Brook aux études sur la collaboration tient d'abord au fait qu'il inscrive celles-ci dans une école historiographique initiée par Philip Kuhn dont il est avec Prasenjit Duara – un autre disciple de Kuhn à Harvard –, l'un des plus fameux héritiers. Cette école prend pour objet l'État impérial tardif et post-impérial considéré dans ses interactions

¹ Directeur du Centre de recherche historique sur la Chine républicaine de l'Université de Nanjing et principal orchestrateur de l'immense chantier éditorial commémorant le massacre de Nankin, Zhang Xianwen 張憲文 (1934-) revendique cette charge émotionnelle. Lors d'une discussion en juillet 2011 à propos du gouvernement de Wang Jingwei, il nous expliquait ainsi qu'il ne pouvait penser aux collaborateurs sans se remémorer les exactions japonaises contre la population civile dont il avait été témoin dans son enfance.

² Pan Min, *Jiangsu Riwei jiceng zhengquan yanjiu* 江蘇日偽基層政權研究 (1937-1945) (Étude de l'échelon local de l'administration fantoche pro-japonaise du Jiangsu, 1937-1945), Shanghai, Shanghai renmin chubanshe, 2006.

³ Bu Zhengming 卜正民 (Brook), *Zhixu de lunxian : Kangzhan chuqi de Jiangnan wu cheng* 秩序的淪陷：抗戰初期的江南五城 (Une occupation ordonnée : cinq villes du Jiangnan au début de la Guerre de résistance), trad. par Pan Min, Shanghai, Shangwu yinshuguan, 2015. Le choix du titre, qui fait référence aux cinq localités étudiées par Brook (Zhenjiang, Nanjing, Shanghai et les districts de Jiading et de Chongming), s'explique sans doute par la parution deux mois plus tôt à Taiwan d'une autre traduction reprenant, elle, le titre original : *Tongdi : Erzhan Zhongguo de Riben tewu yu difang jingying* 通敵：二戰中國的日本特務與地方菁英, trad. par Lin Tiangui 林添貴, Taipei, Yuan-Liou, 2015.

avec la société locale¹. L'histoire de l'État d'occupation se trouve ainsi insérée dans celle de la Chine post-impériale qui vit se multiplier, dans le temps comme dans l'espace, des tentatives – longtemps disqualifiées par l'historiographie car « avortées » – de reconstruire un État à l'échelle locale ou nationale sur les cendres de l'État impérial. En enjambant la coupure de 1937, Prasenjit Duara a cherché à démontrer comment, du point de vue de la reconfiguration, à l'échelle des communautés villageoises, des réseaux de pouvoir (*cultural nexus of power*) du fait d'une pénétration sans précédent de l'État à l'époque républicaine, l'arrivée des Japonais dans le Nord-Est entraîna non pas un arrêt brutal de la formation de l'État mais plutôt l'intensification d'un processus paradoxal qui se traduisait, simultanément, par une expansion du pouvoir de l'État – matérialisée entre autres par l'extraction fiscale – et par une augmentation des facteurs d'anarchie freinant cette expansion – le pouvoir des intermédiaires (*entrepreneurial brokers*) chargés notamment de prélever l'impôt. Une situation caractéristique de cette période que Duara qualifie de *state involution*². Complétant cette analyse, Brook conclut que l'intensification sous l'occupation japonaise du processus qui vit l'État s'appuyer sur des intermédiaires incompetents (« the worst of the old elites or the least of the new »³), favorisa, après-guerre, l'essor de l'État communiste⁴. Bien connus en Chine, les travaux de Duara se sont vus reprochés de généraliser à l'ensemble de la Chine du premier XX^e siècle un modèle théorique fondé sur l'étude de quelques villages frontaliers du Nord-Est via des sources japonaises⁵.

¹ Cette volonté d'embrasser l'histoire de l'État chinois moderne dans toute sa durée, y compris sous l'occupation japonaise, est déjà visible dans les premiers travaux de Kuhn lorsqu'il écrit que « The difficulties that the Nanking government experienced in building an effective pattern of local control were inherited by the Japanese invaders, who found themselves essentially no better off than the indigenous governments through which they attempted to govern. Indeed, their difficulties in controlling rural areas from urban bases recall the difficulties of the Taipings a century earlier » (*Rebellion and its Enemies in Late Imperial China: Militarization and Social Structure, 1796-1864*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970, p. 225).

² « Japanese rule often simply intensified these problems [local bullies, corruption, and heavy taxation] by driving the involutory process even harder. This is not to overlook the monstrous violence that Japanese army perpetrated in the countryside, but to suggest that in certain equally important respects, the effects of the Japanese regime in North China should not be too sharply differentiated from those of its native predecessors. Although the Japanese regime was able to force through rationalizing measures, the draconian nature of these measures ensured that only entrepreneurial brokers would undertake their implementation. In the end, state involution was the common mode of expansion in all Republican-era regimes » (Duara, *Culture, Power and the State: Rural North China, 1900-1942*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 1988, p. 253).

³ Brook, *Collaboration*, *op. cit.*, p. 238.

⁴ « The occupation certainly sped the process up by delegitimizing the officials and elites who stayed behind, even those who did not collaborate, leaving the returning Nationalists without reliable linkages to local power. The outcome would be the Communist state: sufficiently disciplined to exact conformity to policy all the way down to the bottom of society without needing to borrow the authority of local elites, and sufficiently powerful to replace them once the emergency of civil war gave way to the normalization of political control. In this outcome, collaboration played its part » (*ibid.*, p. 239).

⁵ Ces critiques, qui visent également Philip Huang, ont notamment été formulées par Kenneth Pomeranz. Pour un point rapide sur ce débat en Chine et en Occident, voir Yang Hongyun 楊紅運, *Fu er bu xing : Zhanqian Jiangsusheng baojia zhidu yanjiu (1927-1937) 復而不興：戰前江蘇省保甲制度研究 (1927-1937)* (Étude du système du *baojia* dans la province du Jiangsu avant-guerre), Taiyuan, Shanxi renmin chubanshe, 2013, p. 5-6 et 12-13.

Cette critique est reprise par Pan Min pour qui l'analyse de Philip Huang et Prasenjit Duara, si elle est convaincante pour le cas particulier de la Chine du Nord, ne permet pas de comprendre les limites de la pénétration de l'État d'occupation en Chine centrale¹. Bien qu'elle demeure assez vague, cette critique témoigne chez Pan Min d'un souci, rare chez les spécialistes chinois de la collaboration, de conceptualiser ce que Brook nomme « État d'occupation » et que l'on pourrait définir, provisoirement, comme l'ensemble des organisations qui furent mises en place en zone occupée, aussi bien chinoises (les gouvernements locaux et régionaux dirigés par des collaborateurs chinois sous le contrôle de leurs conseillers japonais) que japonaises (les agences plus ou moins autonomes des centres de pouvoir militaires et civils métropolitains). Absente de sa thèse remaniée de 2006, cette réflexion est ébauchée par Pan Min dans sa contribution à l'ouvrage dirigé par Zhang Sheng en 2003². Cherchant à « théoriser la collaboration et ses contradictions », Pan Min considère la zone occupée comme une entité historique (*lishi zhengti* 歷史整體), c'est-à-dire un organisme social formé de différentes composantes³. Ce faisant, elle se situe au croisement de deux approches qu'elle énonce : d'une part, l'approche fonctionnaliste qui voit dans toute société un organisme dont les composantes ont chacune une fonction et collaborent entre elles pour former un système ; d'autre part, la théorie du conflit qui postule qu'une société ne résulte pas d'une coordination de ses composantes mais au contraire d'un conflit entre ses acteurs pour l'accès aux ressources rares. Si, poursuit Pan Min, cette articulation entre collaboration et conflit a déjà été appliquée à la zone occupée, notamment à propos des relations entre les capitalistes chinois et les forces d'occupation, elle ne l'a pas été en ce qui concerne les relations, au sein même de l'appareil étatique, entre les Japonais et les collaborateurs chinois. Quoique clairement inégales, ces relations ne sauraient toutefois, selon Pan Min, être réduites à un rapport dominants-dominés dans lequel les seconds obéiraient docilement aux premiers. Sinon toujours réelle, du moins souvent recherchée par les collaborateurs eux-mêmes, l'autonomie par rapport aux maîtres japonais était rendue possible par l'interdépendance des uns aux autres ; les Japonais ayant beaucoup à perdre d'une défection de leurs principaux alliés chinois qui, eux-mêmes, ne devaient leur position qu'au bon vouloir de l'occupant⁴. Aussi la collaboration, peut apparaître – théoriquement du moins – comme reposant sur une tension dialectique entre autonomie et contrôle : le Japon devait se résoudre à donner une plus grande

¹ Pan Min, *Jiangsu Riwei jiceng zhengquan...*, *op. cit.*, p. 8.

² Pan Min, « Huadong diqu Riwei guanxi shizheng yanjiu zhi yi : yi “qingxiang” wei li 華東地區日偽關係實證研究之一：以“清鄉”為例 (Une étude concrète des relations entre Japonais et fantoches en Chine centrale : le cas de la “pacification rurale”) », in Zhang Sheng *et al.*, *Riwei guanxi yanjiu...*, *op. cit.*, p. 66-102.

³ Première partie de sa contribution : « *Hezuo yu chongtu de lilun fenxi* 合作與衝突的理論分析 », *ibid.*, p. 66-70.

⁴ Ainsi le chantage à la démission était-il l'une des principales armes dont disposait Wang Jingwei dans ses bras de fer avec l'occupant.

autonomie au régime de Nanjing s'il voulait renforcer son contrôle sur la société chinoise, par son intermédiaire ; contrôle qui lui échappait à mesure qu'il lâchait la bride, puisque le régime de Nanjing renforçait alors son autonomie à ses dépens. Cette tension était particulièrement prégnante en Chine centrale où le système de contrôle japonais, incarné par les conseillers (*guwen* 顧問), était moins intégré au gouvernement de Nanjing qu'il ne l'était en Chine du Nord. Autrement dit, l'État d'occupation n'était homogène ni dans le temps (évolution des relations de pouvoir), ni dans l'espace (degré et velléité d'autonomie différents en Chine du Nord et Chine centrale).

Volontairement schématique (les contradictions au sein de chaque composante ne sont pas ici prises en compte) et sans doute un peu datée, la théorisation de Pan Min a néanmoins pour mérite de penser l'État d'occupation comme une organisation complexe devant être analysée comme telle et non plus uniquement comme un artefact institutionnel à travers lequel le Japon aurait administré la Chine avec l'aide de collaborateurs chinois dénués de toute capacité d'action (*agency*). D'un point de vue épistémologique, l'État en zone occupée devient ainsi un objet d'étude en soi et non plus le simple cadre d'une histoire idéologique de la collaboration.

Cette convergence de vue autour de la question de l'État en zone occupée entre l'un des meilleurs représentants de l'historiographie anglo-saxonne (Brook) et un pur produit de l'école historique chinoise (Pan Min) montre que le fossé qui séparait, il y a quarante ans, John H. Boyle et Cai Dejin, n'est désormais plus infranchissable. Certes, il serait sans doute un peu exagéré de parler d'une « nouvelle histoire », tant ce tropisme étatique prend la suite logique de travaux antérieurs. Néanmoins, il est indéniable qu'une telle approche contribue à dépasser certaines des apories propres à ce champ historiographique. Dans le cas chinois en particulier, elle constitue une rupture discrète avec le discours manichéen encore dominant.

Plusieurs travaux sont parus ces dernières années qui ont pour point commun d'éclairer certains aspects méconnus de la machine étatique en zone occupée, notamment sous le gouvernement collaborateur de Nanjing.

Travaux récents sur le gouvernement de Wang Jingwei¹

Ces travaux portent à la fois sur l'État comme organisation (la formation et le fonctionnement de son administration centrale et locale) et comme acteur (extraction fiscale, mobilisation, entretien des voies fluviales)².

¹ On trouvera une recension plus complète des travaux présentés ci-dessous *in* Serfass, « Occupation japonaise et collaboration chinoise : tendances historiographiques récentes », *Revue historique*, vol. n° 680, oct. 2016, p. 955-965.

² Ce rapide tour d'horizon n'est pas exhaustif. Il laisse de côté des travaux bien connus ; notamment au sujet du maintien de l'ordre par l'armée et la police politique (voir respectivement l'ouvrage de référence de Liu Shih-

La description la plus détaillée de l'architecture institutionnelle du régime de Wang Jingwei existante est sans doute la thèse de doctorat non publiée de Zeng Zhinong dont l'une des rares copies est consultable à la bibliothèque de la Faculté des lettres de l'Université de Tokyo¹. S'appuyant presque exclusivement sur les comptes rendus des réunions du conseil du Yuan exécutif du gouvernement de Wang Jingwei (l'équivalent de notre conseil des ministres)², ce travail couvre un large spectre du périmètre étatique³. Critiquant le caractère biaisé et peu scientifique des travaux sur la question, Zeng Zhinong décrit d'un ton neutre les efforts du régime de Wang Jingwei pour rétablir « l'ordre social » en zone occupée. Il le fait selon un angle presque purement institutionnel, c'est-à-dire en auscultant les rouages formels de l'État dont il démêle pour nous les nombreuses refontes (créations, suppressions et fusions des ministères et autres comités). Du fait de son usage volontairement restreint des sources et de l'ampleur de son objet d'étude, ce travail s'en tient plus à la forme juridique des organisations étatiques et des missions qui leurs furent confiées qu'il ne cherche à restituer l'épaisseur politique et sociologique de leur fonctionnement. Pour autant, cette thèse constitue une excellente base pour situer l'expérience du gouvernement de Wang Jingwei dans l'histoire de l'État à l'époque républicaine. La thèse de Zeng Zhinong permet ainsi de se faire une idée assez précise des institutions centrales du régime de Nanjing, au sujet desquelles aucune monographie n'est encore parue si ce n'est un court article descriptif de Chen Hongmin et Chen Shumei à propos du Yuan législatif⁴.

ming 劉熙明, *Weijun : Qiangquan jinzhu xia de zuzi (1937-1949)* 偽軍：強權競逐下的卒子 (1937-1949) (The "Puppet" Forces: Pawns Vacillating Among Hegemonic Powers, 1937-1949), Taipei, Daoxiang chubanshe, 2002, et les travaux de Brian G. Martin comme « Shield of Collaboration: The Wang Jingwei Regime's Security Service, 1939-1945 », *Intelligence and National Security*, vol. 16, n°4, hiver 2001, p. 89-148). Autre aspect important de l'État d'occupation, la question du ravitaillement bien traitée par Christian Henriot (« Rice, Power and People: The Politics of Food Supply in Wartime Shanghai (1937-1945) », *Twentieth-Century China* 26, n° 1, 2000, p. 41-84) et Lin May-li 林美莉 (« RiWangzhengquan de mianliang tongzhi yu liangzheng jiguan de bianqian 日汪政權的米糧統制與糧政機關的變遷 (La politique de contrôle du riz et les changements apportés aux organes chargés de gérer le riz sous le régime pro-japonais de Wang Jingwei) », *Zhongyangyanjiuyuan jindaishiyuanjishuo jikan* 中央研究院近代史研究所集刊, vol. 37, juin 2002, p. 145-184).

¹ Zeng Zhinong 曾支農, « Ō seiken ni yoru "rinkanku" shakai chitsujo no saiken katei ni kan suru kenkyū : Ōgiseifu gyōseiin kaigiroku no bunseki o chūshin to shite 汪政權による「淪陷区」社会秩序の再建過程に関する研究 : 『汪偽政府行政院會議録』の分析を中心として (Étude du processus de reconstruction de l'ordre social en zone occupée sous le régime de Wang Jingwei à partir des *Comptes rendus du Conseil du yuan exécutif du gouvernement fantoche de Wang Jingwei*) », Thèse de doctorat, Université de Tokyo, 2001. Certains chapitres de la thèse sont reproduits à l'identique sous forme d'articles dans la revue *Chikaki ni arite* 近きに在りて (not. vol. 36, déc. 1999 ; vol. 40, déc. 2001).

² XH.

³ Il est divisé en quatre grandes parties : l'administration, le maintien de l'ordre, l'économie et l'éducation. À cela s'ajoute, dans le corps du texte et en annexe, pas moins de 185 organigrammes et tableaux.

⁴ Chen Hongmin 陳紅民, Chen Shumei 陳書梅, « Ō gi seiken rippō in no shoho teki bunseki 汪偽政權立法院の初歩的分析 (Analyse préliminaire du Yuan législatif sous le régime fantoche de Wang Jingwei) », *Chūgoku* 中国21, vol. 31, 2009, p. 217-230.

Pan Min quitte ce point de vue surplombant pour étudier l'administration en zone occupée à ses échelons les plus bas¹. Malgré son apparence modeste, cet ouvrage constitue une contribution capitale à la compréhension de l'État d'occupation dans son ensemble. En analysant l'origine et le parcours des petits collaborateurs, elle démontre que la formation de l'administration locale n'épousa pas les ruptures de surface que constituèrent les réorganisations successives du pouvoir central. Celles-ci n'atteignirent que progressivement les strates inférieures de l'État, lorsque la nouvelle équipe gouvernementale était en mesure de remplacer les collaborateurs de la première heure. Complexifiant l'analyse de l'appareil étatique en zone occupée, Pan Min interroge également la pénétration de cet appareil dans la société. Au niveau le plus local, elle montre que la frontière entre collaboration et résistance était en permanence brouillée par le jeu des allégeances changeantes, voire simultanées, des notables aux différentes forces en présence (représentants de Nanjing, Chongqing ou Yan'an) qui étaient autant les unes que les autres des forces extérieures rencontrant les mêmes difficultés pour s'implanter durablement. À rebours d'une historiographie célébrant la résistance presque unanime du peuple chinois² et son soutien à la cause révolutionnaire, Pan Min propose une analyse nuancée de la collaboration qui fait écho à celle de Brook sur les débuts de l'occupation.

Autre aspect majeur de l'État, la question des finances publiques est traitée par Pan Jian qui nuance les rares travaux chinois sur la question³. Certes, convient-elle, le gouvernement de Nanjing n'était pas maître de sa politique fiscale et monétaire. Les décisions dans ce domaine étaient, en effet, largement prises par les conseillers japonais. Cette absence de souveraineté en matière fiscale était aggravée par l'indépendance de fait du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord (*Huabei zhengwu weiyuanhui* 華北政務委員會, avatar du Gouvernement provisoire de Beijing après 1940) dont seule une fraction des revenus fiscaux était reversée à Nanjing. Pour autant, la politique fiscale du gouvernement de Wang Jingwei remporta un certain succès à ses débuts et chercha à s'émanciper de la tutelle japonaise. Mais l'entrée en guerre du Japon contre les Alliés à la fin de l'année 1941 entraîna une détérioration rapide de la situation financière. Tout en affirmant en introduction vouloir, par le biais de l'étude de ses finances, « prouver de manière plus poussée le fait que le régime de Wang Jingwei était un régime traître et

¹ Pan Min, *Jiangsu Riwei jiceng zhengquan...*, op. cit..

² Cf. le concept de résistancialisme forgé par Henry Rousso, défini comme un processus mémoriel caractérisé par trois aspects : une minoration systématique de l'emprise du gouvernement collaborateur sur la société ; la construction de la « Résistance » comme objet de mémoire « dépassant de très loin la somme algébrique des minorités agissantes que furent les résistants » ; et « l'assimilation de cette "Résistance" à l'ensemble de la nation » (Rousso, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, [1987] Seuil, 1990, p. 19).

³ Pan Jian 潘健, *Wang weizhengquan caizheng yanjiu* 汪偽政權財政研究 (Étude des finances du régime fantoche de Wang Jingwei), Beijing, Zhongguo shehuikexue chubanshe, 2009.

fantôme », Pan Jian met au jour les nombreuses contradictions qui apparurent entre Nanjing et les Japonais¹.

Aspect important de l'État chinois à l'époque républicaine en général et de l'État d'occupation en particulier, le recours à la mobilisation des masses a fait l'objet d'un ouvrage de Horii Kōichirō². Si son titre semble circonscrire cette étude au seul Mouvement des nouveaux citoyens (*xinguomin yundong* 新國民運動) lancé par le régime de Wang Jingwei en 1942, il couvre en réalité une bonne partie de l'appareil de mobilisation des masses (*minshū sōdōin taisei* 民衆総動員体制) sous l'occupation. Généralement traitée par les historiens chinois du seul point de vue idéologique comme un moyen pour l'occupant d'« asservir » (*nuhua* 奴化) la population, cette mobilisation est ici replacée dans son cadre institutionnel. En historicisant celui-ci, Horii montre que les organisations de masse qui se succédèrent (et bien souvent se chevauchèrent), tout au long de la guerre, furent moins des instruments de légitimation vis-à-vis de la population – un objectif que les Japonais, comme leurs collaborateurs chinois, savaient difficile à atteindre – que des outils à usage interne dans les luttes d'appareil.

Sujet par excellence des études sur l'État chinois, la maîtrise des fleuves est traitée par Ogasawara Tsuyoshi, dans une thèse remaniée consacrée aux travaux d'entretien et de mise en valeur du réseau hydrographique durant l'occupation³. Ces infrastructures constituent un bon marqueur car leur construction et leur déclin épousent les évolutions de l'État. En poursuivant les travaux débutés avant-guerre et en lançant de nouveaux projets ambitieux, le gouvernement de Wang Jingwei chercha clairement, selon l'auteur, à inscrire son action dans cette continuité étatique et à améliorer le sort de la population. Ce dernier point était en effet l'une des principales justifications données par le groupe de Wang au choix qu'il fit de collaborer avec le Japon⁴. Cette dimension matérielle de la contribution des gouvernements de collaboration dans le domaine de

¹ Sur les finances et, plus particulièrement, la question monétaire, voir également Zhu Peixi, *Jisheng yu gongsheng : Wangwei zhongyang chubei yinhang yanjiu* 寄生與共生 : 汪偽中央儲備銀行研究 (Parasitisme et symbiose : Étude de la Banque centrale de réserve du régime fantôme de Wang Jingwei), Shanghai, Tongji daxue chubanshe, 2012.

² Horii Kōichirō 堀井弘一郎, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō : dōin sareru minshū* 汪兆銘政權と新国民運動 : 動員される民衆 (Le gouvernement de Wang Jingwei et le Mouvement des nouveaux citoyens : le peuple mobilisé), Sōdosha, 2011.

³ Ogasawara Tsuyoshi 小笠原強, *Nitchū sensōki ni okeru Ō Seiei seiken no seisaku tenkai to jittai : suiri seisaku no tenkai o chūshin ni* 日中戦争期における汪精衛政權の政策展開と実態 : 水利政策の展開を中心に (Policy Deployment and Actual Conditions of the Wang Jing-Wei Regime in the Sino-Japanese War Centering on Flood Control and Irrigation Policy), Senshū daigaku shuppanyoku, 2014.

⁴ L'hydrographie des plaines orientales eut un impact majeur sur les populations en zone occupée, notamment à la suite de la destruction des digues du Huanghe par les troupes nationalistes, en juin 1938, pour ralentir l'avancée japonaise.

l'aménagement du territoire est également abordée par Toby Lincoln dans une partie de son travail sur Wuxi, plus grand centre manufacturier de Chine centrale après Shanghai¹.

Notre thèse ambitionne de prendre la suite de ces travaux plaçant la question de l'État au cœur de la réflexion sur la collaboration en temps de guerre. Tout en cherchant à approfondir certains aspects que les recherches antérieures n'ont pas abordés, il nous semble nécessaire de prendre du recul afin de considérer ces aspects dans un cadre historique plus large auquel il convient de donner une définition précise.

L'État d'occupation : définition d'un objet de recherche

Le gouvernement collaborateur de Nanjing (1940-1945) constitue l'une des intersections de deux trajectoires : la formation de l'État chinois moderne et la constitution d'un empire hétéroclite par le Japon. La période de l'occupation a longtemps été isolée de l'une comme de l'autre. D'une part, parce que le caractère « fantoche » des institutions des gouvernements de collaboration les rendraient indignes d'être traitées sur le même plan que les autres formes étatiques (nationaliste et communiste notamment) qu'a connu la Chine. D'autre part, en raison du discours dominant après-guerre opposant empire colonial (1895-1910) et empire de guerre (1931-1945). Or, si ces distinctions sont en partie fondées, elles ne permettent pas de comprendre les passerelles qui existaient entre ces différentes expériences dont le dénominateur commun est la nécessité pour toute autorité politique – japonaise ou indigène – de combler le fossé plus ou moins grand existant entre son emprise territoriale nominale et la réalité du contrôle qu'elle exerce sur ce territoire. Le croisement de ces deux trajectoires se concrétisa dans ce que nous appellerons, à la suite de Timothy Brook, un « État d'occupation ». Ce dernier justifie l'emploi de ce terme de la manière suivante :

Occupation is the imposition by military force of control by a state over a territory originally subject to another sovereignty; an occupation state is the political regime installed to administer that territory. I prefer to designate it an "occupation state" rather than a "collaboration state" to stress the prior condition of occupation from which all arrangements under collaboration must follow².

Brook ne cherche cependant pas véritablement à conceptualiser cette notion afin qu'elle puisse s'appliquer à l'occupation japonaise dans son ensemble, en incluant le gouvernement de Wang Jingwei. Tout en reprenant ce terme nous l'employons dans un sens particulier : non pas comme

¹ Toby Lincoln, *Urbanizing China in War and Peace: The Case of Wuxi County*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2015. À cet égard, l'État d'occupation fut bien, par certains aspects, un État développeur (*developmental state*).

² Brook, *Collaboration*, *op. cit.*, p. 222.

synonyme de « gouvernement de collaboration »¹ mais pour désigner *un* ensemble plus large composé, entre autres, de gouvernements collaborateurs. Aussi, l'État d'occupation en Chine peut-il être défini comme l'ensemble formé par les organisations créées à l'instigation des autorités nippones, suite à l'invasion militaire débutée en juillet 1937². Ces organisations étaient chargées d'administrer, au sens large, la zone occupée : maintien de l'ordre, ravitaillement, contrôle de l'économie, etc. Elles pouvaient être directement gérées par les autorités d'occupation. C'était le cas, en particulier, d'agences au sein de l'armée japonaise spécifiquement chargées de mettre en place la politique de collaboration. Elles pouvaient également employer des acteurs locaux (les « collaborateurs ») encadrés par des conseillers japonais. Ce second grand type d'organisations correspond à ce qu'on entend généralement par « gouvernement de collaboration », qu'il s'agisse de structures très locales (les premiers comités de maintien de l'ordre créés dans les premiers jours de l'occupation) ou de vastes appareils politico-administratifs (le gouvernement de Wang Jingwei qui était censé centraliser tous les gouvernements locaux existants). La somme de ces organisations formait un *État* – nous reviendrons sur cette notion problématique entre toutes – possédant donc une composante japonaise et une composante chinoise étroitement imbriquées. Les gouvernements régionaux successifs mis en place à l'initiative du Japon et dirigés par des personnalités chinoises, parmi lesquelles Wang Jingwei, constituèrent les façades successives de cet État. L'étude de ce dernier ne doit donc pas se limiter à celle de ces institutions formelles mais replacer ces dernières dans un champ plus grand fait d'éléments divers dont l'intégration suivit plusieurs phases parfois contradictoires. Ce mouvement d'intégration alla dans le sens d'une rationalisation et d'une centralisation accrue des différentes entités constituant l'État d'occupation. Il concerna aussi bien la composante japonaise (création de nouvelles structures administratives devant concentrer les pouvoirs éclatés entre les autorités d'occupation civiles et militaires) que chinoise (centralisation des organisations locales dont le gouvernement de Wang Jingwei devait être l'aboutissement). Du fait des contradictions persistant entre les acteurs de l'État d'occupation³, ce processus d'intégration fut lent et largement inabouti. Cette définition générale n'est bien sûr qu'une reconstruction théorique visant à rendre visible les articulations et les évolutions d'une réalité par définition complexe. Avant de soumettre le concept d'État d'occupation à l'épreuve de l'analyse historique, quelques précisions s'imposent.

¹ Brook parle ainsi d'« occupation states » au sujet des gouvernements de collaboration successifs apparus en Chine occupée (« Occupation State Building », in S. MacKinnon *et al.* (dir.), *China at War: Regions of China, 1937-1945*, Stanford, Stanford University Press, 2007, p. 23).

² Nous reviendrons dans le chapitre 2 sur les bornes chronologiques à donner à cet État d'occupation.

³ Par « acteurs » nous entendons non seulement les individus mais aussi les institutions.

Terminologie

Le choix des noms donnés aux gouvernements de collaborations est loin d'être anodin. Plusieurs notions sont utilisées par les historiens de la guerre sino-japonaise pour qualifier les régimes politiques qui furent mis en place en zone occupée. En chinois, les plus courantes sont *wei* 偽, qui signifie littéralement « passer pour (ce que l'on n'est pas) », et *kuilei* 傀儡 (pantin, fantoche)¹. Ainsi, la formule consacrée en Chine pour désigner le régime de Wang Jingwei est *Wang weizhengquan* 汪偽政權 (pseudo-régime ou régime fantoche de Wang Jingwei, abrégé *Wangwei*)². Ces épithètes péjoratives correspondent au français « fantoche » et à l'anglais « puppet » ou « bogus ». Leur usage pose problème car il présuppose une absence totale d'autonomie chez ces régimes et leurs dirigeants qui n'auraient été que des fantoches manipulés par un marionnettiste unique et tout puissant, en l'occurrence le Japon. Cette terminologie est problématique, ensuite, parce qu'elle implique de juger l'objet qu'elle qualifie à l'aune d'une vision morale de la guerre fondée sur une dichotomie manichéenne opposant les résistants aux traîtres ou *hanjian* 漢奸³. Un vocabulaire plus neutre est donc nécessaire si l'on veut être en mesure de poser un regard dépassionné sur ces questions toujours sensibles. Une possibilité serait de reprendre telle quelle l'appellation officielle de ces organisations politiques. C'est ce que nous ferons pour le Gouvernement provisoire et le Gouvernement réformé⁴. Dans le cas du régime de Wang Jingwei, en revanche, cette solution risquerait de créer une confusion avec le Gouvernement national/nationaliste⁵ (*guomin zhengfu* 國民政府) de Nanjing avant-guerre et de Chongqing à partir de 1938. L'historiographie anglo-saxonne résout ce problème en parlant de *Reorganized Nationalist Government* (RNG)⁶. Plutôt que de recourir à un acronyme, nous nous

¹ *Wei* peut notamment être traduit par « illégitime ». Son usage était déjà répandu pendant la guerre où chaque camp faisait un procès en légitimité à ses rivaux. Nationalistes et Communistes s'en servaient pour stigmatiser les institutions pro-japonaises. En sens inverse, le gouvernement de Wang Jingwei parlait des « fantoches de Chongqing [Yu wei 渝偽] » (*RWQX*, p. 259), mais aussi des « bandits fantoches [weifei 偽匪] » à propos des Communistes (*WGQY*, p. 302). De même, les médias japonais employaient ce terme au sujet de l'administration locale de Chongqing qui subsista aux marges des zones contrôlées par l'armée nippone (« Kanton giseifu samayou 広東偽政府さまよふ (Le gouvernement fantoche de Canton contraint à l'errance) », *AS*, 10 janv. 1939, p. 2). Ils accusaient, par ailleurs, le régime de Jiang Jieshi d'être le « pantin » (*kairai* 傀儡) du PCC (Iiechika Ryōko 家近亮子, *Shō Kaiseki no gaikō senryaku to Nitchū sensō* 蒋介石の外交戦略と日中戦争 (La stratégie diplomatique de Jiang Jieshi et la guerre sino-japonaise), Iwanami, 2012, p. 220).

² Cette appellation est l'une de celles qui étaient en usage durant la guerre, parmi d'autres : « *Wangni* 汪逆 [gouvernement du traître Wang] » (*ZZSC* 6.3, p. 421), « *Ningwei* 寧偽 [gouvernement fantoche de Nanjing] » (*ibid.*, p. 425) ou encore « *Wang weizuzhi* 汪偽組織 [organisation fantoche de Wang] » (*ibid.*, p. 423).

³ Notons, toutefois, que le recours à l'épithète *wei* peut avoir son utilité dans le cas du gouvernement de Wang Jingwei car il permet de distinguer au premier coup d'œil les institutions de celui-ci de leurs homonymes dans le Gouvernement nationaliste réfugié à Chongqing.

⁴ Sans toutefois reprendre leur nom complet qui contient « République de Chine » (*Zhonghua minguo*).

⁵ Voir la rubrique « Appellations des gouvernements étudiés » dans les Conventions d'écriture en début de thèse.

⁶ Voir par exemple Zanasi, « Collaboration, Resistance and Accommodation in Northeast Asia », in R. Bosworth, J. Maiolo (dir.), *The Cambridge History of the Second World War, Volume III*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 509-532. Le terme « réorganisation » (*gaizu* 改組) utilisé en 1940 n'était

contenterons de parler de « gouvernement (collaborateur) de Wang Jingwei » pour désigner les institutions centrales de Nanjing après mars 1940¹. Ce gouvernement était distinct des autres organisations administratives locales qu'il était censé contrôler. En son sein même, nous distinguerons un « groupe de Wang Jingwei » composé des dirigeants nationalistes qui firent défection à la suite de Wang en décembre 1938 pour lancer un « Mouvement pour la paix et la reconstruction nationale » (*heping jianguo yundong* 和平建國運動)². Ce groupe, qui abritait lui-même des divisions héritées des luttes de factions internes au GMD, dut collaborer non seulement avec l'occupant mais aussi avec d'autres groupes de collaborateurs chinois souvent hostiles au GMD³.

Si les épithètes péjoratives sont donc à proscrire, la notion de *collaboration* est, elle, incontournable. Comme le rappelle Timothy Brook, ce terme prit un sens particulier après la convention d'armistice du 22 juin 1940, par laquelle le gouvernement français s'engageait à « se conformer aux réglementations des autorités militaires allemandes et à collaborer avec ces dernières d'une manière correcte »⁴. Le 30 octobre 1940, Philippe Pétain déclara, six jours après sa rencontre avec Adolph Hitler à Montoire : « une collaboration a été envisagée entre nos deux pays »⁵. Durant les négociations entre le Japon et le groupe de Wang Jingwei, l'idée de « collaboration » était rendue par l'euphémisme *teikei* 提携⁶. Preuve toutefois de l'influence de la

pas sans rappeler l'Association pour la réorganisation du GMD (*guomindang gaizu tongzhihui* 國民黨改組同志會) lancé par les proches de Wang Jingwei en 1928 pour défendre un modèle de Gouvernement nationaliste respectant la réorganisation originelle voulue par Sun Yat-sen en 1924, par opposition au virage militariste incarné par Jiang Jieshi (*ibid.*, p. 528 ; notice Chen Gongbo, Annexe 3).

¹ Nous serons naturellement amenés à varier afin d'éviter les répétitions, en veillant toutefois à ne pas perdre le lecteur. Il sera ainsi souvent question de « régime de Wang Jingwei ». Cette notion n'implique ici aucune connotation péjorative, mais traduit le caractère incertain des lieux de pouvoir au sein des institutions nationalistes (gouvernement, parti, armée) que rétablirent les collaborateurs du groupe de Wang Jingwei (cf. Lloyd Eastman, *Seeds of Destruction: Nationalist China in War and Revolution, 1937-1949*, Stanford, Stanford University Press, 1984, p. 2). Notons que cette nuance péjorative existe également en chinois. Le terme *zhengquan* 政權, que nous traduisons par régime, est souvent préféré à celui de *zhengfu* 政府 (gouvernement) par les historiens chinois pour parler des organisations pro-japonaises. Le premier renvoie à l'idée de « pouvoir » dans un sens parfois négatif (*quan* peut vouloir dire « fomenter une révolte »), tandis que le second désigne, de manière plus neutre, le lieu du pouvoir (*fu*, le palais).

² L'appellation « Mouvement pour la paix et la reconstruction nationale » n'apparut qu'après l'installation du groupe de Wang à Shanghai au printemps 1939. Nous utiliserons l'expression « Mouvement de paix » pour désigner, plus largement, l'action publique en faveur de négociations avec le Japon que lança, de fait, Wang Jingwei en prenant position en ce sens, le 31 décembre 1938.

³ Il est difficile de chiffrer précisément les effectifs du groupe de Wang Jingwei, mais ses membres qui occupèrent un poste après 1940 n'excèdent pas quelques dizaines de personnes

⁴ Brook, *Collaboration*, *op. cit.*, p. 1. Texte français cité à partir de <<http://mjp.univ-perp.fr/france/1940armistice.htm>> (consulté le 1^{er} déc. 2016).

⁵ Cité à partir de Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Seuil, 1995, p. 108.

⁶ Ce terme est, par exemple, utilisé par Tada Shun/Hayao 多田駿 (1882-1948), le 4 juillet 1938, lors d'une discussion avec Gao Zongwu à l'origine de la défection de Wang Jingwei six mois plus tard (rapport de Gao cité in Shao Ming-huang, « Gao Zongwu zhanshi sifang Riben tanhe midang : Dongdu riji, huiyi jilu, geren guangan 高宗武戰時私訪日本探和秘檔：東渡日記、會議記錄、個人觀感 (Les archives secrètes du voyage privé effectué par Gao Zongwu au Japon pour négocier la paix : le journal de la traversée vers l'Est, le procès-verbal des entretiens et ses impressions personnelles) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, n° 129, 1999, p. 113-133). Le

terminologie française sur les études consacrées à la Seconde Guerre mondiale, les historiens japonais utilisent aujourd'hui la transcription du terme anglais *collaboration* (コラボレーション)¹. L'internationalisation du discours sur la collaboration toucha également très tôt la Chine², mais donna un sens nouveau à des termes anciens, en particulier celui de *hanjian* 漢奸 (traître aux Han), plutôt qu'elle ne produisit des équivalents littéraux tels que *hezuo zhe* 合作者 (collaborateur) qui restent beaucoup plus rares³. Dans le cas d'un travail en français, le choix des mots se situe entre « collaboration » et « collaborationnisme » ; le second terme contenant l'idée d'un soutien actif à l'occupant et donc d'une compromission plus grande des « collabos ». La frontière entre ces deux catégories est floue et poreuse, notamment dans le cas de l'administration en Chine centrale, qui nous occupera tout particulièrement : l'adhésion idéologique et le soutien effectif à l'occupant varièrent grandement selon les groupes et les époques⁴. Aussi parlerons-nous, à propos du régime de Wang Jingwei, de « gouvernement collaborateur » et non pas « collaborationniste » afin de prendre en compte cette diversité.

La notion d'« État d'occupation » ne va, elle non plus, pas de soi. Nous aurions pu lui préférer des équivalents tels que, par exemple, « appareil d'occupation ». Ce dernier terme donne son titre à un chapitre du livre de Philippe Burrin sur l'occupation allemande en France dans lequel son auteur ausculte les différents organes administratifs et politiques de l'occupant⁵. Si la notion d'« appareil » s'applique effectivement au cas de la France, pour distinguer les agences militaires et administratives allemandes en zone occupée des institutions de l'État français en zone libre, il est plus juste de parler d'un « État d'occupation » *unique* à propos du cas chinois, car les organisations administratives en Chine occupée, qu'elles soient japonaises ou qu'elles relèvent des institutions formelles du gouvernement de Nanjing notamment, procédaient toutes de l'occupation. En effet, le gouvernement de Wang Jingwei est l'une des formes que prit l'État

composé d'origine chinoise *teikei* est généralement traduit par « coopération », mais contient une nuance paternaliste puisqu'il signifie, littéralement, « conduire par la main ». La collaboration sino-japonaise envisagée par la puissance occupante traduisait l'inversement du rapport de force entre les deux pays au tournant du XX^e siècle : l'ancien pays tributaire avait pris l'ascendant sur la Chine, devenue le « vieil homme malade » de l'Asie orientale.

¹ Voir par exemple Tsuchiya, “*Ō Chōmei seiken*” ron : *hikaku koraborēshon ni yoru kōsatsu*, *op. cit.*

² Margherita Zanasi date ce processus du procès, en avril 1946, de Chen Gongbo, qui avait succédé à Wang Jingwei à la tête du gouvernement de Nanjing en novembre 1944. Le GMD s'inspira, selon elle, du procès de Philippe Pétain, en juillet 1945, pour produire, à travers ce « rituel politique », un récit manichéen de l'occupation (« Globalizing Hanjian: The Suzhou Trials and the Post-World War II Discourse on Collaboration », *The American Historical Review*, vol. 113, n°3, juin 2008, p. 731-751).

³ Sur l'évolution sémantique du terme *hanjian*, voir Serfass, « Hanjian », art. cit. On trouve parfois des équivalents tels que *tongdizhe* 通敵者 qui renvoie à l'idée d'« intelligence avec l'ennemi ». Cf. l'usage par les historiens coréens du terme plus neutre de *hyeomnyeokja* 협력자 tiré du composé chinois *xieli* 協力 (litt. : unir ses forces).

⁴ Nous verrons plus bas pourquoi nous limitons la catégorie des « collaborateurs » aux seuls détenteurs du pouvoir exercé dans le cadre de l'État d'occupation.

⁵ Burrin, *La France à l'heure allemande*, *op. cit.*, p. 92-104.

d'occupation mis en place par les Japonais en Chine tandis que le gouvernement du Maréchal Pétain incarnait une certaine continuité avec l'État républicain¹. Autrement dit, l'État français en zone libre eut une genèse distincte de celle de l'appareil d'occupation allemand en zone occupée, ce qui justifie l'emploi de deux termes différents pour l'un et l'autre. À l'inverse, le régime de Wang Jingwei fut le prolongement direct des gouvernements collaborateurs établis au début de la guerre, en même temps que l'appareil institutionnel japonais chargé de les « guider », ce qui justifie de les englober sous un terme unique. Entre Vichy et Nanjing, la situation était à première vue symétriquement inverse : rupture idéologique (la Révolution nationale) mais continuité administrative (les fonctionnaires restent les mêmes²) à Vichy ; continuité idéologique (les principes de Sun Yat-sen) mais rupture administrative (peu de défections dans les rangs nationalistes) à Nanjing³. Cette rapide comparaison n'a d'autre but ici que de montrer à quel point la catégorie de « régime fantoche » dans laquelle sont placées de nombreuses organisations politiques apparues durant la Seconde Guerre mondiale repose sur une définition simpliste ne permettant pas de comprendre ce qui caractérise la formation et le fonctionnement de chacune de ces organisations.

Se plaçant dans une perspective plus large que celle de Philippe Burrin, le grand spécialiste de l'occupation allemande en Pologne, Czesław Madajczyk, parle quant à lui de « système d'occupation » pour en comparer les différents types (allemand, italien, japonais) au sein de l'Axe⁴. Plutôt que de reprendre ce concept de « système », nous préférons recourir à celui d'« État », dont il est, dans une certaine mesure, le synonyme, pour souligner l'inscription de notre étude dans le champ de l'histoire de l'État.

Historicité d'un concept

Adopter une approche centrée sur l'histoire de l'État pour l'appliquer aux gouvernements de collaboration établis pendant la guerre ne va pas de soi tant semble ténue la marge d'autonomie

¹ Voir Marc Olivier Baruch, *Servir l'État français : l'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997.

² À l'exception tragique des fonctionnaires victimes de l'épuration visant notamment les juifs et les francs-maçons (voir *ibid.*, p. 127 et *passim*).

³ La comparaison entre cas français et cas chinois aurait été plus pertinente si Jiang Jieshi avait accepté de collaborer avec les Japonais depuis Chongqing, après avoir signé un armistice, ou du moins son équivalent puisque la guerre ne fut officiellement déclarée qu'au lendemain de l'attaque de Pearl Harbor, le 8 décembre 1941. Brian G. Martin, qui s'essaie à une telle comparaison, distingue des similitudes (une propagande présentant la collaboration comme un sacrifice pour protéger la population ; une emprise territoriale limitée ; la participation à un « nouvel ordre » supra-national ; l'emploi de la terreur ; un fort anticommunisme) et des différences (celles que nous venons d'évoquer et les lois antisémites françaises) (« Patriotic Collaboration?: Zhou Fohai and the Wang Jingwei Government during the Second Sino-Japanese War », in M. Caprio, Ch. De Matos (dir.), *Japan as the Occupier and the Occupied*, New York, Palgrave Macmillan, 2015, p. 153-154). Cf. les points communs entre Nanjing et Vichy analysés par Boyle (*China and Japan at War, op. cit.*, p. 352-358).

⁴ Czesław Madajczyk, « Die Besatzungssysteme der Achsenmächte : Versuch einer komparatistischen Analyse (Les systèmes d'occupation des puissances de l'Axe : Essai d'analyse comparée) », *Studia Historiae Oeconomicae*, vol. 14, 1979, p. 105-122. S'il évoque rapidement les cas italiens et japonais, Madajczyk y traite essentiellement de l'occupation allemande.

que laissèrent les Japonais aux collaborateurs. Autrement dit, il peut sembler vain d'appliquer à des institutions « fantoches » les outils forgés par les historiens de l'État. Un gouvernement de collaboration ne serait – toujours selon cette perspective – qu'une façade cachant mal l'exploitation pure et simple des vaincus par leurs vainqueurs. Mieux vaudrait donc s'en tenir au domaine des idées en analysant l'idéologie véhiculée par l'abondante propagande nécessaire au maintien de cette façade. Le moyen de dépasser ce constat consiste justement à montrer que cette façade ne fut que l'un des aspects d'un plus vaste édifice : l'État d'occupation. Reste à définir le cadre à l'intérieur duquel nous l'étudierons. L'objectif n'est pas ici de s'appesantir sur l'aspect théorique de notre sujet avec l'idée de définir un idéal-type à partir du cas chinois. Il s'agit plutôt d'identifier les outils théoriques pouvant contribuer à améliorer la compréhension de l'objet particulier qui nous intéresse : le gouvernement de Wang Jingwei.

Pour reprendre la définition de Brook citée plus haut, l'État d'occupation est un régime politique installé par une force étrangère pour contrôler et administrer un territoire jusque-là soumis à une autre souveraineté que la sienne. Très large, cette définition ne nous informe pas sur la nature du régime politique mis en place. En effet, l'administration d'un territoire occupé peut prendre des formes différentes selon le degré d'implication de l'occupant dans la gestion des affaires locales et donc selon le cadre institutionnel qu'il souhaite donner à son occupation. Ainsi, la prise de contrôle d'un territoire – qu'elle passe par une conquête militaire ou d'autres voies, notamment économiques – peut se traduire par le maintien en place d'autorités locales conciliantes (gouvernement « fantoche », protectorat, État satellite) ou bien par l'implication directe – du moins pour ce qui est des échelons supérieurs de l'administration – de l'occupant (colonie).

Parmi les nombreux travaux consacrés aux régimes politiques établis par des forces d'occupation, en particulier durant la Seconde Guerre mondiale, rares sont ceux qui cherchent à conceptualiser leur objet. Ceci non sans raison, tant les données empiriques sont disparates. Si certains historiens comme Madajczyk ont tenté d'ouvrir cette voie, il faut se tourner vers les travaux des politologues et autres spécialistes des relations internationales pour trouver une volonté de s'extraire du cadre monographique. Certes, les outils développés par ces derniers peuvent se révéler d'un usage limité pour l'historien lorsque conceptualisation rime avec simplification¹. Certains ont, du moins, le mérite d'offrir une perspective plus large que celle du seul terrain asiatique. Ils permettent

¹ Voir, par exemple, l'étude de Ja Ian Chong, *External Intervention and the Politics of State Formation: China, Indonesia, and Thailand, 1893-1952* (Cambridge, Cambridge University Press, 2012), qui consiste à expliquer le degré d'implication des puissances étrangères en Chine par la seule variable coût/bénéfice ; le régime de Wang Jingwei étant présenté, selon cette logique, comme le simple instrument d'une politique japonaise rationnelle fondée sur la poursuite d'un « full denial of access over China » (p. 117-118). La thèse principale de Chong est que l'État-nation souverain en Chine n'est pas l'enfant du nationalisme autochtone mais le produit par défaut des rivalités entre puissances impérialistes.

notamment de comprendre que, si les régimes mis en place par une force d'occupation ne sont pas une invention de la Seconde Guerre mondiale¹, celle-ci s'accompagna d'une multiplication de ces derniers, à tel point qu'il fallut, dans le cadre des Conventions de Genève de 1949, modifier la définition légale de l'occupation militaire telle qu'elle avait été conçue à la conférence de La Haye (1907)². Instruits par les cas tchécoslovaques et danois, mais sans doute aussi par l'expérience chinoise, les législateurs dissocièrent « occupation » et « déclaration de guerre » ; la première pouvant exister sans la seconde³. De même, ils prirent en compte le fait que le maintien ou la mise en place d'institutions politiques dirigées par des personnalités locales, comme c'est le cas pour les régimes « fantoches », pouvait légalement s'apparenter à une situation d'occupation⁴.

Ces considérations juridiques suggèrent l'historicité de la conceptualisation elle-même. La multiplication des régimes « fantoches » mis en place notamment par l'Allemagne et le Japon à partir des années 1930 amena les contemporains à concevoir ces organisations comme relevant d'un type particulier de souveraineté en distinguant souveraineté nominale ou juridique et souveraineté de fait. Cette distinction apparaissait d'autant plus clairement dans l'entre-deux-guerre que jamais le concept de souveraineté n'avait été si présent dans l'esprit des peuples. Devenue avec le système westphalien un attribut cardinal des États, la souveraineté se trouva consacrée en 1919 avec le système de Versailles et son idée qu'à *une* nation devait correspondre *un* État. À cet égard, le Manzhouguo – État créé de toute pièce par l'Armée du Guandong (*Kantōgun* 關東軍) après l'invasion du Nord-Est de la Chine à l'automne 1931 – est considéré par les politologues et les spécialistes du droit international comme le prototype du *puppet state*⁵. Sa création déclencha un tollé à la Société des nations, devenant, avant Munich, le symbole de l'impuissance des tenants du droit international à faire respecter les principes de celui-ci. Le Manzhouguo fut aussi un prototype du point de vue de la réaction de la communauté internationale. C'est ainsi en réaction à l'invasion japonaise que les États-Unis adoptèrent la

¹ On trouvera une bonne synthèse de l'histoire de l'occupation militaire depuis les guerres napoléoniennes dans Peter M. Stirk, *The Politics of Military Occupation*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 2009, p. 61-95.

² Adam Roberts, « What Is a Military Occupation? », *British Yearbook of International Law*, vol. 55, n°1, 1984, p. 251 *sqq.*

³ *Ibid.*

⁴ L'article 47 de la 4^e Convention de 1949 prend ainsi en compte le cas « d'un changement quelconque intervenu du fait de l'occupation dans les institutions ou le gouvernement du territoire en question » et celui d'un « accord passé entre les autorités du territoire occupé et la Puissance occupante » (cité par Roberts, *ibid.*, p. 285). Cet article n'interdit cependant pas la création de tels régimes (voir James Crawford, « The Criteria of Statehood in International Law », *British Yearbook of International Law*, vol. 48, n°1, 1976, p. 180-181).

⁵ Ersun N. Kurtulus, *State Sovereignty: Concept, Phenomenon and Ramifications*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, p. 135-136. Paradoxalement, les concepteurs du Manzhouguo avaient justement cherché à éviter que cet État ne soit considéré comme fantoche par les analystes, en faisant de son statut supposé d'État idéal une source de légitimité. Dans un texte de propagande publié lors de sa création, il est ainsi écrit que « The emergence of Manzhouguo is a phenomenon which introduces a new model of morality, the freshest of political form in the world, and the world's political scientists will have to develop a new political theory for Manzhouguo » (cité in Yamamuro Shin'ichi, *Manchuria under Japanese Dominion*, trad. par J.A. Fogel, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2006, p. 85 ; voir aussi p. 215).

« doctrine Stimson », qui posa comme principe la non-reconnaissance de territoires acquis en violation du droit international¹. L'occupation japonaise de la Chine « propre »² après 1937 vint préciser la crainte des observateurs que le Japon utilise la création de *puppet governments* – une méthode moins choquante que l'annexion territoriale pure et simple – pour installer en Chine une nouvelle souveraineté, faute de réussir à l'emporter contre le gouvernement souverain de Jiang Jieshi³.

Le concept de souveraineté est donc l'un des angles sous lesquels peut être défini notre objet. Ersun Kurtulus, dans une synthèse critique des nombreux travaux sur cette question, revient sur la catégorie *puppet state*, elle-même rangée dans la liste des États « ou entités similaires » soumis à une « influence politique » ou à un « contrôle politique » extérieur⁴. Des quatre types d'entités susceptibles d'être non-souveraines de fait (« puppet states, satellite states, entities subject to imposed-unequal treaties, and coercively neutralized states »⁵), seul le premier apparaît clairement comme faisant l'objet d'un « contrôle politique ». Ce contrôle se caractérise notamment par la présence aux postes-clés du *puppet state* – souvent au titre de conseillers – de ressortissants de la puissance dominante⁶. Une telle définition apparaît toutefois limitée si l'on se contente de considérer que cette puissance dominante – le Japon dans le cas qui nous intéresse – forme un tout homogène agissant comme un acteur rationnel. Autrement dit, il ne suffit pas d'affirmer que la manipulation du « fantoche » passe par la présence sur place de conseillers, encore faut-il se demander si ces derniers ne sont qu'une émanation du pouvoir central (le gouvernement à Tokyo). Or nous verrons que, dans les faits, les hommes *sur place* (conseillers du gouvernement de Nanjing, officiers de l'armée impériale, etc.) – eux-mêmes divisés en groupes d'intérêt rivaux – agissaient parfois contre le pouvoir qu'ils étaient censés représenter⁷. La

¹ Voir Heiko Meiertöns, *The Doctrines of US Security Policy: An Evaluation under International Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 83-99.

² Par commodité, on distingue la « Chine propre », délimitée au Nord par la grande muraille, de la « Chine » telle que la définissait juridiquement le régime nationaliste, c'est-à-dire en incluant la Mandchourie. Nous verrons, au sujet des rivalités au sein de l'armée japonaise pour le contrôle de la région située entre la Mongolie intérieure et Beijing, que cette délimitation imposée par l'occupant ne suivait pas exactement les frontières ethniques (depuis longtemps brouillées par les flux migratoires, au demeurant) entre les Han (Chine propre) et les ethnies septentrionales (Mongols et Mandchous).

³ Voir Franz Michael, « The Significance of Puppet Governments », *Pacific Affairs*, vol. 12, n° 4, déc. 1939, p. 400-412.

⁴ Kurtulus, *State Sovereignty...*, *op. cit.*, p. 166 sqq.

⁵ *Ibid.*, p. 135.

⁶ « The crucial element is the staffing of all the key positions in a state's decision-making apparatus by nationals of another state, those nationals being known to be there for the purpose of seeing that the will of their state is done. The key positions in this sense will not, of course, necessarily be those with the greatest outward importance. It will be enough if those who formally take the decisions do so on the advice of nationals of the dominant state who are always at their side » (Alan James, *Sovereign Statehood: The Basis of International Society*, Londres, Allen & Unwin Publishers Ltd., 1986, p.140, cité *ibid.*, p. 168).

⁷ Comprendre ces contradictions, aussi bien du côté japonais que du côté chinois, suppose de restituer la spécificité sociologique de chacun des acteurs en présence. Nous expliquerons plus loin qui étaient ces acteurs –

souveraineté était donc fragmentée, laissant apparaître des interstices nés des conflits entre le centre et la périphérie, dans lesquels les collaborateurs chinois purent se dégager une marge d'autonomie.

On voit que l'angle « macro » adopté généralement par les spécialistes des relations internationales n'est pas suffisant. Une analyse « micro » des dynamiques de pouvoir au sein du *puppet state* mais aussi de la puissance dominante est nécessaire. Plutôt que dans ces travaux avant tout soucieux de taxinomie, c'est dans le champ des études coloniales – sans doute l'un des plus dynamiques ces dernières années – que l'on peut trouver des outils théoriques adéquats. Sans préjuger des différences et des similitudes entre notre objet et le cas de l'administration coloniale, force est de constater que les études coloniales constituent un détour nécessaire et fécond pour conceptualiser l'État d'occupation¹. En effet, l'étude de l'État colonial – « État » sinon au sens juridique, puisque la colonie dépend de la métropole, du moins au sens sociologique du terme² – a contribué à renouveler l'histoire de l'État dans son ensemble. L'objet colonial apparaît ainsi comme un révélateur du fonctionnement de l'État, du fait même qu'il présente une forme excessive de celui-ci.

L'histoire de l'État d'occupation comme contribution à l'histoire de l'État

On peut donc retourner la citation de Timothy Brook placée en exergue : si l'État d'occupation est un État comme les autres, son étude peut potentiellement nous aider à mieux comprendre l'État lui-même. Autrement dit, cet objet a non seulement toute sa place dans le champ d'étude de l'État, mais il se pourrait même qu'il contribue à l'enrichir, comme l'a fait ces dernières années l'État colonial.

Le concept d'« État » est l'une, sinon la principale pierre d'achoppement à laquelle se trouve confronté tout chercheur en sciences sociales. Si nous ne prétendons évidemment pas venir à bout du défi que constitue sa conceptualisation, ni même d'ailleurs résumer le débat que suscite cette quête, ce serait partir sur de mauvaises bases que d'analyser le gouvernement de Nanjing comme partie prenante d'un « État d'occupation » tout en faisant comme si la notion d'« État » renvoyait à un phénomène social clairement défini. Le fait même d'évoquer ce débat permettra d'enrichir la problématisation de notre objet, en revenant notamment sur la contribution des études coloniales.

individus, agences gouvernementales, factions – et comment nous comptons analyser les relations de pouvoir qu'ils entretenaient.

¹ Colonisation et occupation diffèrent, en particulier, du point de vue de leurs horizons temporels et donc de leurs finalités. La première vise à installer, sans limite dans le temps, un appareil administratif dont les principaux postes formels de direction sont réservés au personnel de la puissance dominante, qui considère les colonisés comme incapables de se gouverner. La seconde se présente, au contraire, comme devant prendre fin une fois qu'un gouvernement indigène répondant aux attentes de l'occupant sera fonctionnel.

² Voir Sylvie Thénault, « L'État colonial : une question de domination » in Pierre Singaravélou (dir.), *Les empires coloniaux (XIXe-XXe siècle)*, Seuil (Points), 2013, p. 215-216.

Qu'est-ce que l'État ? La définition la plus souvent citée est sans doute celle avancée par Max Weber selon qui l'État, en tant qu'idéal-type, est une organisation politique pérenne dont le personnel administratif est en mesure de revendiquer le monopole de la violence légitime sur un territoire donné¹. Pour la résumer de manière très schématique, la critique faite à cette définition, mais aussi à la définition marxiste de l'État², est double : faire de lui une entité substantielle et considérer cette entité comme étant détachée de la société qu'elle domine.

Dans son premier volet, cette critique conduit à voir dans l'État une illusion recouvrant, pour reprendre l'analyse de Philip Abrams, l'État en tant que système (les institutions matérielles du gouvernement et de l'administration) et l'État en tant qu'idée (le discours donnant de la cohérence à ces institutions et formant ainsi l'illusion de l'État)³. Sans qu'il soit besoin d'aller se perdre plus avant dans ce dédale conceptuel⁴, nous pouvons reprendre à notre compte cette distinction entre structures objectives et structures subjectives. Que l'on se rassure : il ne s'agit nullement d'étudier le gouvernement de Wang Jingwei à travers sa seule idéologie mais bien d'analyser en priorité ses structures matérielles de manière concrète. Pour autant, on ne peut évacuer totalement la dimension immatérielle de cet objet. En effet, l'État d'occupation existait également en tant qu'idée, ou devrait-on dire *idées* tant l'écart était grand entre sa représentation dans le discours du Japon et des collaborateurs et celles qu'en donnaient les Nationalistes et les Communistes – chacun contribuant à rendre cohérent, pour le priser ou le flétrir, ce qui, dans la pratique, ne l'était pas.

L'État d'occupation, tel qu'il apparaît à travers sa façade (le gouvernement de Nanjing à partir de 1940), constitue un bon révélateur de ce qu'est l'État du fait même qu'il se pose, en pratique,

¹ Max Weber, *Economie et société, tome 1 : Les Catégories de la sociologie*, [1921] trad. dir. par J. Chavy et E. de Dampierre [1971], Pocket, 2003, p. 96.

² L'approche marxiste est bien sûr différente de l'approche wébérienne. Voir notamment Marc Abélès, *Anthropologie de l'État*, [1990] Petite bibliothèque Payot, 2005, p. 108.

³ « The state is not the reality which stands behind the mask of political practice. It is itself the mask which prevents our seeing political practice as it is. There is a *state-system*: a palpable nexus of practice and institutional structure centred in government and more or less extensive, unified and dominant in any given society. There is, too, a *state-idea*, projected, purveyed and variously believed in in different societies at different times. We are only making difficulties for ourselves in supposing that we have also to study the state – an entity, agent, function or relation over and above the state-system and the state-idea » (Philip Abrams, « Notes on the Difficulty of Studying the State (1977) », *Journal of Historical Sociology*, vol. 1, n° 1, 1988, p. 58, nous soulignons). Une telle conception avait déjà été esquissée par Weber lorsqu'il écrit que les structures collectives comme l'État « sont des représentations de quelque chose qui est, pour une part, de l'étant, pour une autre part du devant-être, qui flotte dans la tête des hommes réels » (*op. cit.*, p. 13). On retrouve une distinction similaire chez Pierre Bourdieu qui, pour cette raison, refusa longtemps d'utiliser le mot « État » (voir Rémi Lenoir, « L'État selon Pierre Bourdieu », *Sociétés contemporaines*, 2012/3 n° 87, not. p. 133). Cela ne va pas sans poser des problèmes de langage. Pierre-Étienne Will note ainsi que « la tentation d'en parler comme d'une entité autonome et agissante est irrésistible – parce que c'est tellement plus pratique en Chine comme ailleurs » (« Bourdieu, l'État et l'expérience chinoise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°201-202, 2014/1, p. 94). Pierre Rosanvallon, quant à lui, rappelle que « l'État n'est pas seulement un appareil administratif, il est également une figure politique abstraite, en tant qu'il incarne le principe de souveraineté. Il est une *forme efficace de représentation sociale* » (*L'État en France de 1789 à nos jours*, Seuil, 1990, p. 14).

⁴ On en trouvera une bonne synthèse dans Bob Jessop, « Bringing the State Back In (Yet Again): Reviews, Revisions, Rejections, and Redirections », *International Review of Sociology*, vol. 11, n° 2, 2001, p. 149-173.

comme l'un des cas de figure s'écartant le plus des critères de l'idéal-type wébérien. Plus profond que dans le cas d'un État « normal », le fossé entre la pratique et le discours rend ainsi visible, derrière le voile de la cohérence difficilement entretenu par la propagande, cette double nature de l'État, matérielle et idéale. Analysée à travers l'État – compris ici dans sa dimension matérielle – l'idéologie apparaît pour ce qu'elle est : un liant produisant de la cohérence. Faire le chemin inverse conduit à surestimer cette cohérence, que ce soit en faveur ou en défaveur de l'objet en question¹. Comprendre ce qu'était l'État d'occupation en Chine suppose donc de déconstruire cette réification non pas en opposant structures matérielles et structures mentales mais en historicisant leur relation².

Si la prise en compte de cette dimension immatérielle de l'État d'occupation est donc nécessaire, elle ne saurait reléguer au second plan l'étude empirique des processus concrets de sa formation. En somme, comme l'écrit très justement Timothy Brook, il apparaît évident que l'État d'occupation était un *imagined state*, mais s'arrêter à ce constat reviendrait à se méprendre sur la nature de l'État en général et à appauvrir notre compréhension du fonctionnement des structures étatiques en zone occupée³.

Le second volet de la critique faite de la définition « classique » de l'État, mais aussi de celle du courant néo-étatiste⁴, porte sur sa conception du rapport entre État et société. En effet, réifier l'État revient à réifier la société et donc à tracer une frontière étanche entre les deux. Or, nous éclaire Pierre Rosanvallon,

[l'État] n'est pas un objet qui aurait en lui-même sa consistance propre, extérieur à la société, mais la résultante d'une interaction permanente avec elle. [...] Faire l'histoire de l'État consiste à analyser les conditions dans lesquelles se sont formées des figures du rapport État/société. Car il n'y a pas d'histoire de l'État hors de la saisie de cette relation : l'État n'existe que par rapport à la société⁵.

Le risque d'opposer systématiquement État et société est d'autant plus grand dans le cas de l'État d'occupation en Chine que le premier apparaît comme une superstructure créée de toutes pièces par l'occupant japonais afin de servir d'intermédiaire dans la domination et l'exploitation de la

¹ De fait, ce reproche s'applique aussi bien à l'historiographie orthodoxe dénonçant les traîtres, qu'à une historiographie beaucoup plus minoritaire (et absente de Chine continentale) présentant la collaboration sous un jour favorable (voir notamment la thèse de Hwang Dongyoun citée plus haut).

² « [one should not try to] separate the material forms of the state from the ideological, or the real from the illusory. The state-idea and the state-system are better seen as two aspects of the same process.... The phenomenon we name "the state" arises from techniques that enable mundane practices to take on the appearance of an abstract, nonmaterial form. Any attempt to distinguish the abstract or ideal appearance of the state from its material reality, in taking for granted this distinction, will fail to understand it. The task of a theory of the state is not to clarify such distinctions but to historicize them » (Timothy Mitchell, « Society, Economy, and the State Effect », in George Steinmetz (dir.), *State/Culture: State Formation after the Cultural Turn*, Ithaca, N.Y.: Cornell University Press, 1999, p. 77, cité par Tuong Vu, « Studying the State through State Formation », *World Politics*, vol. 62, n°1, janv. 2010, p. 167).

³ Brook, *Collaboration*, *op. cit.*, p. 223.

⁴ Voir Jessop, « Bringing the State Back In (Yet Again) » art. cit., p. 152-155.

⁵ Rosanvallon, *L'État en France*, *op. cit.*, p. 14-15.

seconde. Le même risque existe encore plus clairement dans le cas de l'administration coloniale, qui ne se donne même pas l'apparence d'être issue de la société qu'elle domine. Une telle conception de l'État d'occupation fait toutefois l'impasse sur le fait que celui-ci ne se réduit pas à une structure institutionnelle construite de l'extérieur par la puissance occupante mais procède avant tout d'interactions quotidiennes entre l'appareil d'État et la société dont il est partie prenante. Nous pouvons profiter, dans ce domaine, des acquis de l'histoire de l'État colonial qui s'est enrichie à partir des années 1980 de l'apport des *Subaltern Studies* ; un courant des *Colonial studies* né d'une volonté de décentrer la problématisation des sociétés coloniales en intégrant le point de vue et le rôle des colonisés dans une histoire « par le bas »¹. Ce décentrement a permis d'affiner notre compréhension des interactions sociales dans les colonies². James C. Scott, notamment, a développé les concepts de « texte public » (*public transcript*) et de « texte privé » (*hidden transcript*)³. Produit par les dominants pour légitimer leur pouvoir, le « texte public » est repris par les dominés comme façade derrière laquelle persiste un « texte privé » par lequel les dominés résistent, au quotidien, aux dominants, à travers diverses stratégies (critiques voilées, manque de zèle, etc.). Analysant le vécu des habitants de Nanjing sous l'occupation à travers les concepts de Scott, Mark S. Eykholt montre que textes publics et privés n'étaient pas toujours clairement séparés. Il donne l'exemple des personnes venues assister en nombre à la cérémonie d'inauguration du gouvernement de Wang Jingwei, le 30 mars 1940 : une partie d'entre elles formaient, certes, une claque rémunérée ou forcée, mais la majorité étaient venues d'elles-mêmes pour profiter des festivités⁴. Penser la construction du sujet « occupé » conduit donc à considérer la reconfiguration indéniable de la société induite par la présence étrangère en Chine, sans pour autant l'exagérer. De même que Romain Bertrand souligne la nécessité de prendre en compte les

¹ Voir David Ludden, « Introduction : A Brief History of Subalternity », in Idem (dir.), *Reading Subaltern Studies: Critical History, Contested Meaning, and the Globalisation of South Asia*, Londres, Wimbledon Publishing Company, 2002, p. 1-39. Les « études subalternes » s'attachent à montrer que la « domination coloniale n'est pas seulement imposée par les colonisateurs mais également instrumentalisées par des groupes autochtones qui confortent ainsi leurs positions sociale et politique, et coproduisent avec les colonisateurs un consensus idéologique et politique » (Singaravélou, *Les empires coloniaux, op. cit.*, p. 31).

² « La capacité d'action des populations colonisées (*agency*) focalise l'attention des nouvelles *Colonial Studies* qui, à partir des années 1990, ont tenté de restituer la complexité des interactions sociales en situation coloniale : les indigènes, loin d'être enfermés dans l'alternative collaboration ou résistance, ont pu adopter des stratégies individuelles ou collectives d'évitement ou d'accommodement. [...] Ces différentes pratiques de coopération, de résistance et de contournement, loin de s'exclure, constituent un répertoire d'action mobilisables en fonction des rapports de force internes et externes » (*ibid.*, p. 32).

³ Scott, *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven, Yale University Press, 1990.

⁴ Eykholt, « Living the Limits of Occupation in Nanjing, China. 1937-1945 », Ph.D. diss., University of California, San Diego, 1998, p. 9. Il ajoute : « By always trying to read occupied Nanjing in terms of collaboration and resistance, we miss these aspects where the hidden and public transcripts interact to provide an alternative reading that has more to do with life and less to do with occupation. » (*ibid.*). Voir aussi l'usage que fait Eric Han des concepts de Scott pour étudier l'attitude de la communauté chinoise de Yokohama pendant la guerre. Il montre que les représentants de cette communauté, qui reprirent le discours des autorités sur l'amitié sino-japonaise, n'étaient pas de simples pantins. Même dans l'archipel, l'hégémonie japonaise se heurta au « texte privé » de la population chinoise (« A True Sino-Japanese Amity? Collaborationism and the Yokohama Chinese (1937-1945) », *The Journal of Asian Studies*, vol. 72, n°3, août 2013, p. 587-609).

« en-dehors indigènes du “fait colonial” », l'étude de la société chinoise occupée doit rendre aux sujets indigènes une *agency* qui ne soit pas uniquement définie en *réaction* à la puissance occupante¹. Cette pluralité des horizons d'expérience peut se vérifier jusque dans la sphère étatique. Nous montrerons ainsi que les comportements des fonctionnaires du gouvernement de Wang Jingwei n'étaient pas seulement régis par le cadre de la collaboration, mais participaient également de registres antérieurs à celle-ci². C'est précisément pourquoi l'historicité de l'État d'occupation ne saurait être réduite à la seule période de la guerre.

Les interactions entre occupants et occupés sont considérées – souvent pour les stigmatiser – comme relevant de la « collaboration ». Centrale pour l'étude de l'occupation durant la Seconde Guerre mondiale, la notion de « collaboration » n'est apparue dans les études coloniales qu'avec l'abandon du point de vue ethno-centré consistant à étudier les colonies comme des projections de la métropole³. La collaboration est consubstantielle à toute situation d'occupation – que celle-ci prenne la forme d'un gouvernement « fantoche » ou d'une administration coloniale. L'évidence de ce constat tient à la nature même de la domination – et donc de l'État – qui ne peut se reproduire si elle est uniquement verticale et ne fonctionne que dans un sens ; pour être effective, la contrainte doit être intégrée par le sujet. Là encore, on voit que, s'il en présente une forme excessive, l'État d'occupation ou colonial n'est pas d'une nature différente de celle de l'État wébérien. En d'autres termes, tout représentant, étranger ou non, d'un État qui veut faire reconnaître sa légitimité – condition *sine qua non* à son existence durable – doit entrer dans une forme de *collaboration* avec la population⁴. La formation d'un État se fonde ainsi sur une reconfiguration des rapports de pouvoir à tous les échelons d'une société donnée⁵. L'État d'occupation en Chine ne fait pas exception, quand bien même ce processus apparaîtrait comme

¹ Bertrand, « Politiques du moment colonial : Historicités indigènes et rapports vernaculaires au politique en “situation coloniale” », CERI, *Questions de recherche*, n°26, oct. 2008, p. 15. Merci à Victor Louzon qui nous a conseillé cette lecture.

² Par exemple, des processus de légitimation corporatistes fondés sur les différentes voies d'accès aux charges bureaucratiques.

³ Dans un texte programmatique, Ronald Robinson utilisa le concept de collaboration en suggérant ce qui semble aujourd'hui une évidence : « Any new theory must recognise that imperialism was as much a function of its victims' collaboration or non-collaboration—of their indigenous politics, as it was of European expansion » (« Non-European Foundations of European Imperialism: Sketch for a Theory of Collaboration », in R. Owen, R. Sutcliffe (dir.), *Studies in the Theory of Imperialism*, Londres, Longman, 1972, p. 118).

⁴ Nous verrons qu'il faut distinguer plusieurs types de légitimités : avant même de chercher à être légitime aux yeux de la population, un régime politique doit s'assurer une légitimité interne, notamment auprès de ses fonctionnaires. Dans le cas du gouvernement de Wang Jingwei, ce processus de légitimation visait également le Japon.

⁵ Considéré du point de vue de la genèse étatique, l'emploi au singulier de la notion de formation, dont il sera question plus bas, présente le défaut de simplifier un processus qui doit conduire à « penser l'histoire de l'État comme un phénomène *plurigénétique* : une suite de nombreuses “petites genèses” qui s'imbriquent et s'empilent de telle sorte que l'agencement étatique tel qu'il se présente à un moment donné apparaît comme un composé historique dans lequel sont amalgamées des temporalités très différentes, comme le feuilleté provisoire des mémoires générées par ces multiples genèses » (Dominique Linhardt, « Avant-propos : épreuves d'État », *Quaderni*, vol. 78, printemps 2012, p. 14). Merci à Victor Louzon de nous avoir signalé ce travail.

plus rapide, si on le compare à la lente infusion dont sont issus les États européens – objets privilégiés de l’histoire de l’État. C’est pourtant par leur artificialité même que les gouvernements « fantoches » éclairent l’historicité du phénomène étatique.

Généraliser ainsi la notion de collaboration présente toutefois le risque de banaliser ce qui fait la spécificité de gouvernements comme celui de Wang Jingwei, et d’uniformiser l’expérience de l’occupation en assignant l’étiquette de collaborateur à toutes les personnes ayant coopéré d’une manière ou d’une autre avec l’occupant. On retomberait alors dans la vision manichéenne de l’historiographie orthodoxe chinoise. Afin d’éviter cet écueil, nous suivons une nouvelle fois Timothy Brook, qui restreint sa définition du terme « collaboration » :

Those who collaborate must exercise power to be said to have collaborate. [...] My own method will be to reserve the term for those who were actively engaged in promoting the creation and maintenance of the occupation state¹.

Considérée dans le cadre d’une histoire de l’État, la collaboration ne doit pas être simplement analysée selon une échelle d’intensité qui irait de la compromission totale (le collaborationnisme) à la résistance héroïque en passant par la passivité, mais en termes de pouvoir. Le pouvoir n’est pas ici traité comme une entité objectivable caractérisant la domination unilatérale des forts par les faibles mais, à la manière de Michel Foucault notamment, comme une relation dans laquelle une partie cherche à « gouverner » l’autre. Il nous faut donc dépasser la dichotomie résistance/collaboration mais aussi Chinois/Japonais. En effet, les interactions entre occupés et occupants (entre collaborateurs et autorités d’occupation dans le cas qui nous intéresse) peuvent être saisies plus largement comme participant des relations de pouvoir se tissant entre chaque acteur, qu’il soit chinois ou japonais – ces relations opposant également les Chinois entre eux et les Japonais entre eux. Ce réseau se déploie en une mécanique subtile dont l’État d’occupation tire sa substance. Un bon moyen de visualiser ce dernier est de l’analyser en termes de champ.

L’État d’occupation en tant que champ

Ce détour par Pierre Bourdieu est utile à condition de ne pas faire de la théorie une fin mais seulement un moyen pour clarifier notre objet. Les relations de pouvoir au sein de l’État d’occupation étaient rendues particulièrement complexes du fait de la situation de polycratie née de la coexistence d’autorités rivales en Chine occupée. La composante japonaise, d’une part, était fragmentée selon un factionnalisme souvent antérieur à la guerre (rivalités entre les différentes armées, entre l’armée de terre et la marine, entre pouvoirs militaires et civils). À ces divisions horizontales entre les autorités d’occupation, s’ajoutaient des divisions verticales entre ces dernières et les autorités centrales à Tokyo, elles-mêmes fragmentées. La composante chinoise,

¹ Brook, *Collaboration, op. cit.*, p. 13.

d'autre part, était rendue extrêmement hétérogène par la participation d'un grand nombre de groupes politiques apparus pendant la période républicaine (anciens bureaucrates Beiyang¹, diverses factions GMD, petits partis, etc.). Les relations qu'ils développèrent entre eux sous l'occupation découlaient à la fois de cet arrière-plan historique mais aussi de sa réactivation dans un nouveau cadre (formation de gouvernements de collaboration rivaux). Pour compliquer le tout, les liens développés entre les acteurs de ces deux composantes connurent un enchevêtrement croissant à mesure de la formation de l'État d'occupation². Là encore, les études coloniales fournissent des outils théoriques pertinents.

George Steinmetz propose de conceptualiser l'État colonial en tant que « champ de lutte »³. À partir du cas de trois colonies allemandes (Afrique du Sud-Ouest, Qingdao et Samoa), il définit l'État colonial comme un champ relativement autonome de la métropole, façonné par plusieurs types d'acteurs (noblesse, bourgeoisie capitaliste et bourgeoisie cultivée), eux-mêmes issus d'autres champs en métropole⁴. Steinmetz décrit le *champ de l'État colonial*, dans lequel ne sont incluses que « les personnes occupant un poste rétribué au sein de l'appareil bureaucratique ou occupant des fonctions officielles à la demande de l'État »⁵, comme étant encastré dans le *champ du pouvoir colonial*, un « espace regroupant les agents européens non-officiels tels que les missionnaires, les colons et les planteurs »⁶, lui-même partie prenante de l'*espace social colonial* qui regroupe aussi bien les colons que les colonisés. Cet ensemble est mis en regard avec celui de la métropole dont il reflète, par réfraction, les relations de pouvoir⁷. Le modèle interprétatif élaboré par Steinmetz s'intéresse donc principalement aux représentations qui structurent l'État colonial étudié dans sa dimension idéale – chaque acteur rivalisant pour déterminer ce que devrait être la colonie –, même si ces représentations se traduisaient par des politiques coloniales aux conséquences bien réelles⁸.

Ce modèle est-il applicable à l'État d'occupation ? Notons d'abord qu'il a le mérite d'analyser la puissance dominante dans sa complexité en expliquant les dynamiques qui la

¹ C'est-à-dire ayant occupé une position officielle dans le gouvernement de Beijing avant son remplacement, en 1928, par celui de Nanjing.

² Pour donner un exemple concret, il arriva qu'un conseiller civil du gouvernement de Wang Jingwei prenne fait et cause pour ce dernier auprès des autorités centrales de Tokyo, contre les officiers de l'armée d'occupation (voir la notice d'Aoki Kazuo, Annexe 3).

³ Steinmetz, « Le champ de l'État colonial : le cas des colonies allemandes (Afrique du Sud-Ouest, Qingdao, Samoa) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2008/1, n° 171-172, p. 122-143.

⁴ Ce champ s'organise autour d'un capital symbolique – le capital ethnographique – pour lequel luttent ses agents.

⁵ *Ibid.*, p. 129. Cette délimitation épouse celle que nous avons adoptée pour les collaborateurs.

⁶ *Ibid.*, p. 135.

⁷ Voir son schéma p. 136.

⁸ Il a été reproché à cette approche de surestimer le poids des représentations et de ne pas prendre assez en compte l'action des colonisés (voir Thénault, « L'État colonial », art. cit., p. 227). Steinmetz a néanmoins conscience de ce second écueil lorsqu'il écrit, à propos de la colonie de Qingdao, que « la société chinoise peut également être analysée en tant que champ ou multitude de champs » (art. cit., p. 135, n. 55).

structurent. Nous avons vu que, de manière similaire, les acteurs japonais de l'État d'occupation n'étaient pas les représentants d'une politique uniforme en Chine mais cherchaient chacun à imposer leur vision de la forme que devait prendre l'occupation. Ces rivalités renvoyaient notamment à des représentations plurielles de la Chine, largement préexistantes à l'occupation elle-même¹. Ainsi, l'État d'occupation établi en Chine reflétait-il, dans une certaine mesure, des idées préconçues et divergentes de ce que devait être l'État en Chine du point de vue des intérêts japonais². Ces idées se matérialisèrent notamment dans les nombreux plans qu'élaborèrent les autorités militaires et civiles japonaises pour reconstruire l'administration en zone occupée³. Ces représentations rivales aux implications politiques concrètes s'incarnaient dans des acteurs pouvant se prévaloir d'une certaine « science » de la Chine. On trouvait parmi eux les *Shinatsū* 支那通 (spécialistes de la Chine) de l'Armée de terre, qui jouèrent un rôle central dans la mise en place de l'État d'occupation, ainsi que plusieurs catégories d'acteurs civils ayant une bonne connaissance de la Chine (diplomates, économistes, agents de la Mantetsu 満鉄, etc.)⁴. Ces acteurs et leurs savoirs participaient de circulations impériales, non seulement entre la métropole et la Chine, mais aussi entre les différentes composantes de l'empire, qu'il s'agisse du Manzhouguo établi quelques années plus tôt ou de colonies plus anciennes comme Taiwan⁵. C'est

¹ Selon Steinmetz, les représentations précoloniales surdéterminaient le champ de l'État colonial (« Le champ de l'État colonial », art. cit., p. 142). Il écrit ainsi que « l'ensemble des matériaux idéologiques utilisés par les décideurs pour élaborer la politique indigène était issu du stock hérité de représentations des cultures indigènes » (*ibid.*, p. 128). Il nuance toutefois cette explication discursive de la politique coloniale – héritière des travaux d'Edward Saïd – en précisant que « l'ethnographie précoloniale européenne était trop plurivoque pour autoriser un court-circuit explicatif menant directement du discours ethnographique à la pratique coloniale » (*ibid.*). C'est justement parce qu'il était plurivoque que ce discours surdéterminait des représentations divergentes de l'État colonial. Si l'on peut donc appliquer sur ce point l'analyse de Steinmetz afin d'expliquer la spécificité sociologique de chacun des acteurs japonais et les différentes finalités qu'ils donnèrent à l'État d'occupation, il paraît difficile de plaquer telle quelle sa sociologie des discours coloniaux dans son ensemble. Non pas qu'une telle explication soit impossible dans le cas chinois, mais elle supposerait de prendre en compte le fait que la relation qu'entretenaient les Japonais aux Chinois n'avait rien à voir avec le regard porté par les Européens sur les sociétés colonisées. Un tel travail nous éloignerait de notre objectif qui n'est pas de faire l'histoire de l'État d'occupation tel que se le représentaient ses acteurs mais, plus simplement, de prendre en compte ces représentations dans le cadre d'une histoire politique et sociale des structures matérielles de l'occupation.

² En effet, si le camp japonais était divisé, il ne faut, pour autant, jamais perdre de vue le fait que chacun de ses acteurs œuvrait avant tout dans l'intérêt du Japon.

³ L'articulation entre ces finalités multiples et leur adaptations suggère un point crucial de notre analyse, dont il sera question dans un instant : la nécessité d'appréhender l'État d'occupation à la fois dans sa construction et dans sa formation.

⁴ Une étude complète de cette question supposerait de prendre en compte le *champ du pouvoir en zone occupée*. Autrement dit, de mesurer également le rôle joué par les ressortissants japonais ne relevant pas directement de l'État d'occupation. Il y aurait eu, à la fin de la guerre, 504 000 civils japonais en « Chine » (Hongkong compris). Chiffre à comparer avec les 1 550 000 civils présents dans la seule Mandchourie (Singaravélou, « Des empires en mouvements ? Impacts et limites des migrations coloniales », in Idem, *Les empires coloniaux*, op. cit., p. 141). L'influence de ces acteurs se fit particulièrement sentir dans la sphère économique qui fut le lieu par excellence d'un chevauchement de plusieurs champs au sein et à l'extérieur de l'État d'occupation, comme dans le cas des conglomérats industriels japonais semi-privés. Déjà bien traitées dans l'historiographie japonaise, ces questions nécessiteraient une seconde thèse. Nous nous contenterons donc de les évoquer au fil de l'analyse.

⁵ Beaucoup des « spécialistes de la Chine » qui conçurent l'État d'occupation après 1937 avaient été en poste en Mandchourie et y retournèrent, pour certains, pendant la guerre. De même, l'administration coloniale à Taiwan

la raison pour laquelle nous affirmons plus haut que l'État d'occupation en Chine gagne à être analysé comme partie prenante d'une trajectoire impériale n'excluant pas la dimension coloniale¹. Ceci non pas pour confondre ce qui relève du fait colonial, d'une part, et de la guerre entre puissances, d'autre part, mais afin d'enrichir la compréhension de ces deux aspects de l'empire hétéroclite constitué par le Japon avant 1945. Dans le cas de la Chine, cette meilleure compréhension passe par l'articulation du champ de l'État d'occupation en Chine avec les autres parties de l'empire, grâce à la prise en compte de ces circulations impériales.

Il conviendra donc d'inclure également dans cette étude la métropole, non seulement dans sa composante étatique – le gouvernement japonais et l'administration jouèrent évidemment un rôle central dans la conception et la mise en place de l'État d'occupation en Chine – mais aussi en ce qui concerne le champ du pouvoir et, plus largement, l'espace social métropolitains. La politique japonaise en Chine, et donc la forme que prit l'occupation, fut en effet influencées, dans une certaine mesure, par un débat auquel prirent part des hommes politiques et des intellectuels, mais aussi l'opinion japonaise dans son ensemble, qui exerçait une forme de pression. Cette dynamique n'était pas à sens unique mais réciproque : la situation en Chine influença en retour les champs métropolitains, de même que la formation de l'État d'occupation contribua à transformer l'État central japonais².

La différence majeure, toutefois, entre notre analyse et celle de Steinmetz – due à celle existant entre colonisation et occupation – est l'importance équivalente voire supérieure que nous donnerons aux acteurs indigènes (les collaborateurs). La composante chinoise était d'autant moins homogène que certains de ses protagonistes étaient, on l'a dit, de vieux ennemis amenés à collaborer entre eux par les circonstances de l'occupation³. Aussi, le champ de l'État d'occupation se structura-t-il en suivant l'entrecroisement des relations de pouvoir qui liaient les collaborateurs

joua un rôle important dans la genèse des gouvernements collaborateurs en Chine méridionale. Cette circulation se prolongea en Asie du Sud-Est après décembre 1941. Des officiers qui avaient travaillé en Chine, comme conseillers du régime de Wang Jingwei notamment, s'inspirèrent de leur expérience pour administrer ces nouveaux territoires avec l'aide de collaborateurs locaux. À cette circulation des personnes se superposait donc une circulation des savoirs. Nous verrons que ce fut notamment le cas pour les politiques de maintien de l'ordre en zone rurale qui relevaient d'une science coloniale japonaise largement imprégnée de techniques chinoises.

¹ L'opposition entre empire colonial moderne (Taiwan, Corée) et empire de guerre japonais (Mandchourie, Chine, Asie du Sud-Est) est présente dans le discours produit par les vainqueurs après 1945. Afin d'éviter que le Procès de Tokyo (1946-1948) – équivalent du Procès de Nuremberg –, ne devienne celui de la colonisation, ces derniers éludèrent la dimension coloniale d'une partie de l'expansion japonaise après 1931, en attribuant cette dernière aux militaristes accusés de complot contre la paix. Or, l'invasion de la Mandchourie fut moins le point de départ d'une « guerre de quinze ans » (1931-1945) que « l'aboutissement d'un processus de consolidation de l'empire colonial sur le continent » (Arnaud Nanta, « Pour réintégrer le Japon au sein de l'histoire mondiale », *Cipango*, n°15, 2008, p. 46).

² Notamment à travers la création de nouvelles agences gouvernementales transétatiques, dont les prérogatives empiétaient sur celles des autres administrations. Ce fut le cas, en particulier, du Kōa.in 興亜院 ou Asia Development Board établi le 16 décembre 1938.

³ « A key issue is understanding whether collaboration is superimposed on pre-existing political cleavages and whether it creates new ones (again, not a mutually exclusive dichotomy) » (Stathis N. Kalyvas, « Collaboration in comparative perspective », *European Review of History*, vol. 15, n° 2, 2008, p. 109-110).

entre eux tout autant qu'avec les acteurs japonais. Il était polarisé en divers centres de pouvoir qu'essayaient de monopoliser ces acteurs chinois, par exemple en obtenant le contrôle d'une administration. Entraient également en jeu des liens de clientèle tissés avec le reste de la société (« l'espace social »)¹. Ces relations de pouvoir se prolongeaient en dehors de la sphère de l'État d'occupation jusqu'à Tokyo. Plus discrètement, elles reliaient également la zone occupée à Chongqing, dont les services secrets militaires, le Juntong, communiquaient quotidiennement avec ses agents sur place et certains des principaux collaborateurs, tels Zhou Fohai. Dans une moindre mesure, des réseaux communistes étaient également présents dans le gouvernement de Wang Jingwei. Cette porosité de la ligne de démarcation était plus patente encore au niveau local où les représentants de Nanjing devaient parfois prêter simultanément allégeance à Yan'an et Chongqing.

Cet écheveau de relations de pouvoir évolua dans le temps, selon un processus de formation qui contribua à dévier les tentatives successives de construire rationnellement un État en Chine occupée.

Constructions et formation

Dans leurs travaux sur la colonisation britannique de ce qui devint le Kenya, Bruce Berman et John Lonsdale proposent de faire la part entre la construction de l'État, qui relève d'un « effort conscient de créer un appareil de contrôle » et la formation de l'État qu'ils décrivent comme un « processus historique largement inconscient et contradictoire de conflits, de négociations et de compromis entre divers groupes »². Cette distinction permet d'inclure dans l'analyse de l'État colonial le rôle jusque-là négligé des populations indigènes, en affirmant que cet État n'est pas une entité à la forme prédéterminée qui serait extérieure à la société, mais une entité à la forme contingente produite par les interactions entre ses acteurs³. Une telle analyse peut être adaptée à l'État d'occupation en Chine, à condition de préciser ce qui différencie ces deux cas. Berman et Lonsdale décrivent un processus relativement long (1888-1962) et se focalisent sur l'aspect économique de la déformation de l'État colonial, en montrant comment l'appareil de contrôle que cherchèrent à mettre en place les administrateurs coloniaux fut subverti à la base par les colons britanniques et leurs fermiers africains selon un processus de « vulgarisation du

¹ Entre autres avec les milieux d'affaires, les syndicats, les journalistes mais aussi avec les sociétés secrètes. Ces liens s'élargirent à d'autres sphères de la société chinoise dans le cadre des organisations de masse dont se dotèrent les différents groupes de collaborateurs et leurs patrons japonais.

² Berman, Lonsdale, *Unhappy Valley: Conflict in Kenya and Africa*, Londres, James Currey, 1992, vol. 1, p. 5, cité par Jean-François Bayart, « L'historicité de l'État importé », *Les Cahiers du CERI*, n°15, 1996, p. 14.

³ « Un récit historique considérant l'État colonial comme le produit d'interactions ne peut, en effet, que restituer le jeu des acteurs multiples qui contribuèrent, volontairement ou inconsciemment, à le façonner ; des acteurs dont les accords ou les conflits, les consensus ou les contradictions confèrent à cette histoire une forte part d'incertitude. Ainsi cet État apparaît-il comme le résultat d'un processus contingent, jamais entièrement maîtrisé » (Thénault, « L'État colonial », art. cit., p. 228-229).

pouvoir »¹. L'État d'occupation en Chine disparut, quant à lui, moins d'une décennie après le début de sa construction.

Autre différence majeure, la construction de l'État d'occupation en Chine fut plurielle. Outre les finalités divergentes que lui donnèrent les acteurs japonais, elle n'était pas le fait de la seule puissance occupante, mais également des collaborateurs locaux que celle-ci porta au pouvoir. C'est le cas en particulier du groupe de Wang Jingwei qui, plus encore que les collaborateurs de la première heure, chercha à imposer un programme étatique censé prendre la suite de la reconstruction nationale voulue par Sun Yat-sen. La greffe de cette organisation en partie copiée sur la « décennie de Nankin » prit difficilement. Loin d'entraîner le remplacement de l'État d'occupation initial, l'inauguration du nouveau gouvernement central en mars 1940 ne provoqua qu'une rupture de surface, dont la répercussion à tous les échelons de l'administration et de la société prit des mois, voire des années. De même que les premiers gouvernements collaborateurs formés à Beijing et Nanjing au début de la guerre avaient eu du mal à étendre leur contrôle sur les structures bureaucratiques locales, le nouveau gouvernement central fut confronté à une forte résistance des acteurs chinois et japonais déjà en place. Les phases successives de cette formation par accrétion constituaient autant de strates ; chaque strate venant modifier l'équilibre d'ensemble sans pour autant supprimer celles qui l'avaient précédée².

Cette spécificité justifie que nous accordions une plus grande attention à l'appareil étatique dont les contradictions furent, avant même les déformations apportées par la base, la principale cause du décalage entre les intentions des concepteurs de l'État d'occupation et le fonctionnement réel de ce dernier. Qu'un tel décalage exista est une évidence, tant il est le corollaire de toute pratique du pouvoir, quel que soit le type de régime concerné. Encore faut-il comprendre pourquoi et comment s'opéra ce décalage. Dans le cas d'un gouvernement dit « fantoche », qui disparut avec la fin de la guerre, une telle approche est particulièrement pertinente, car elle conduit à se déprendre du biais téléologique. Restituer la part de contingence de l'État d'occupation permet ainsi de réévaluer les intentions et les actions de ses acteurs, chinois comme japonais.

¹ Voir le chap. 2, notamment p. 36-39. L'accent mis sur l'aspect économique s'explique par la spécificité de la colonisation britannique en Afrique, mais aussi par l'influence de l'analyse marxiste que revendiquent les auteurs en introduction (p. 3).

² La résilience des strates initiales de l'État d'occupation est notamment visible dans le maintien en poste à l'échelon local des collaborateurs recrutés durant les premiers mois de la guerre. Leur remplacement fut retardé par le soutien des autorités japonaises à l'origine de leur recrutement. Certaines strates initiales persistèrent jusqu'à la fin de la guerre, comme dans le cas du gouvernement de Beijing, théoriquement placé sous l'autorité de Nanjing en 1940 mais qui maintint son autonomie malgré les nombreuses tentatives du groupe de Wang Jingwei pour y mettre fin.

Méthode et sources

L'approfondissement, voire le renouvellement, des études sur le gouvernement collaborateur de Wang Jingwei exige d'analyser cet objet d'une manière à la fois plus serrée et plus large. Plus serrée, car l'examen de l'État d'occupation en Chine doit nous amener à affiner l'analyse de sa formation et de ses acteurs. Plus large, car cette période ne saurait être isolée comme une anomalie, ainsi que la décrit l'historiographie orthodoxe chinoise¹. Nous chercherons à démontrer que l'histoire politique et sociale de la zone occupée est, au contraire, partie prenante de celle de la Chine moderne et contemporaine, dont l'une des dominantes fut et reste la construction de l'État-nation. Plus large aussi, parce que cette histoire de la collaboration gagnerait à prendre en compte – cela semble une évidence – l'histoire du Japon. Non pas le Japon tel qu'il apparaît dans cette même historiographie, sous les traits d'un monstre froid déterminé à soumettre l'Asie à son joug, mais un Japon pluriel, déjà bien analysé par les japonologues. S'il provoqua effectivement chez les populations soumises des souffrances dont on trouve peu d'équivalents, l'impérialisme nippon, loin de former un appareil de domination homogène, ne cessa tout au long de son expansion sur le continent d'être traversé d'oppositions en son sein. L'étude du régime de Nanjing doit donc, entre autres, permettre de mettre au jour ces contradictions pour mieux voir en quoi elles structurèrent la forme et le fonctionnement de ce régime en même temps que celui-ci les alimentait².

Autrement dit, il s'agit de traiter des politiques de collaboration dans le cadre d'une histoire de l'État d'occupation, en variant la focale afin de saisir ce dernier de l'intérieur, comme une organisation complexe, et dans sa globalité, comme une entité historique s'inscrivant à l'intersection de trajectoires à la fois chinoise et japonaise. Une telle approche est inédite, sinon par son objet, du moins par le traitement de celui-ci. Certes John H. Boyle (1972) a magistra-

¹ Un moyen simple de vérifier cette exclusion des gouvernements collaborateurs de l'histoire nationale chinoise est de lire les monographies locales (*difangzhi* 地方志), qui constituent depuis des siècles une trace constante de cette orthodoxie, car elles se conforment à un canon historiographique fondé sur l'idée de continuité légitime de l'autorité politique. Chacune de ces monographies comprend un chapitre consacré aux organisations administratives successives de la circonscription traitée. Les organisations « fantoches » n'y figurent qu'en « annexe » (*fu* 附), afin de ne pas briser cette continuité. Notons que la volonté sinon d'effacer tout à fait, du moins d'exclure du récit national un gouvernement jugé indigne, fut également présente en France. Lors du procès de Pétain, le procureur André Mornet parla, à propos de Vichy, de « quatre ans à rayer de notre histoire » et, le général de Gaulle, d'un régime « nul et non avenue » (Burrin, « Vichy », in P. Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire, III. Les France, I. Conflits et partages*, Gallimard, 1992, p. 337-338).

² Ces contradictions ne doivent pas pour autant être exagérées par excès de problématisation. Les guerres de factions et autres corporatismes ne remettaient pas fondamentalement en cause un nationalisme largement partagé par les différents acteurs japonais. C'est moins sur les fins que sur les moyens que portaient ces clivages. De même, les contradictions, réelles, entre collaborateurs et autorités d'occupation doivent être envisagées en gardant à l'esprit, cette formule qu'eut, en 1941, l'aventurier et diplomate André Guibaut (1903-1966), alors membre des Forces françaises libres en Chine : « Certains prétendent que notre désaccord avec Vichy n'est que superficiel. Je n'en veux rien croire. *Le désaccord c'est la bagatelle de la collaboration* » (cité in Nicole Bensacq-Tixier, *La France en Chine de Sun Yat-sen à Mao Zedong 1918-1953*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 278, nous soulignons).

lement remplacé la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei dans la politique générale du Japon en Chine, mais n'a pu traiter du fonctionnement interne de ce gouvernement, faute d'avoir accès à ses archives. Timothy Brook (2005) a renouvelé l'étude de la collaboration, mais ne s'est intéressé qu'à la première phase de l'occupation. Pan Min (2006) a prolongé avec bonheur cette approche, sans toutefois sortir du cadre local donné à sa monographie. Shao Ming-huang (1989) et Zeng Zhinong (2001), enfin, ont adopté une approche plus large, mais qui reste avant tout descriptive, malgré les qualités indéniables de leurs travaux respectifs. La présente thèse a pour ambition de faire tenir ensemble ces deux bouts de l'analyse, afin d'envisager l'État d'occupation japonais en Chine pour ce qu'il fut : à la fois un artéfact géopolitique apparu dans le contexte spécifique de la guerre sino-japonaise, mais aussi un épisode du processus plus long et plus profond par lequel se forma l'État chinois moderne. Un tel programme nécessite toutefois de faire des choix de cadrage.

Délimitation du sujet

La première limite que nous donnerons à notre travail est chronologique et géographique. Il sera, en effet, avant tout question du gouvernement de Wang Jingwei, c'est-à-dire de la période 1940-1945 et de la zone d'influence de ce gouvernement en Chine centrale et méridionale. Naturellement, la borne de 1940 n'a de sens que du point de vue des institutions formelles de l'État d'occupation, dans la mesure où l'établissement du nouveau gouvernement central fut moins un tournant qu'une étape dans un processus, plus lent, de formation. Aussi serons-nous régulièrement amenés à l'enjamber, afin de mettre en regard la période 1940-1945 avec les deux premières années de l'occupation, mais aussi avec l'avant-guerre. De même, il sera régulièrement question de la Chine du Nord, avant comme après 1940. Néanmoins, le régime de Wang constitue un objet distinct. Par la finalité que lui donnèrent ses principaux dirigeants chinois – poursuivre la reconstruction nationale qu'ils avaient eux-mêmes conduite dans les années 1930 –, il se distinguait des gouvernements de collaboration qui le précédèrent. Quelle que soit la profondeur du fossé qui séparait cette finalité affichée de l'exercice concret du pouvoir en zone occupée et de ses résultats, l'existence même de ce projet rend mieux visible que dans les formes antérieures de l'État d'occupation les dynamiques à l'œuvre dans le processus de formation de cet État.

La deuxième limite concerne les aspects traités. Afin ne pas diluer l'analyse dans un propos trop général – pris au sens large, l'État est un objet presque inépuisable –, il est nécessaire de circonscrire notre étude. Certains aspects majeurs de l'État d'occupation, tels que l'économie et les finances ou encore l'armée, se trouveront ainsi placés au second plan. L'accent sera mis sur les institutions et le personnel civil du gouvernement et de l'administration.

Une dernière limite – celle-ci involontaire – tient aux sources disponibles, qui s’amenuisent à mesure que l’on descend dans les profondeurs de la société, empêchant d’échapper totalement à une vision quelque peu surplombante de l’État d’occupation.

Sources¹

Si l’usage des sources primaires est problématique pour toute recherche en histoire, la chose est particulièrement vraie dans le cas d’un gouvernement de collaboration comme celui de Nanjing. Tout d’abord parce que les archives produites par ce dernier sont davantage sujettes à caution qu’à l’ordinaire. Elles participaient d’un discours visant à légitimer le régime de Wang Jingwei en occultant l’ingérence japonaise et en maintenant la fiction d’une continuité orthodoxe avec la « décennie de Nankin ». Aussi ne permettent-elles que rarement de saisir la part informelle des relations de pouvoir, dont la connaissance est pourtant indispensable pour comprendre le fonctionnement réel des institutions. Autre conséquence de la nature du régime sur les sources qu’il généra : les dysfonctionnements de sa bureaucratie expliquent la nature souvent lacunaire des données disponibles, notamment en ce qui concerne les statistiques. Ces lacunes furent aggravées par le contexte de la guerre qui entraîna la destruction de nombreuses archives, quoi qu’il soit difficile de mesurer avec certitude l’étendue de ces pertes. Ceci dit, il reste largement de quoi faire.

Un moyen de pallier ces défauts est de s’appuyer également sur les sources produites par les individus, notamment les témoignages d’après-guerre qui contiennent des informations précieuses sur les liens informels sous l’occupation. Ces sources mémorielles ont néanmoins des limites évidentes. Quantitativement, elles ne concernent qu’une partie des personnes impliquées, en raison de l’épuration dont furent victimes les « traîtres ». Qualitativement, elles pâtiennent du biais téléologique et de l’opprobre attaché à la collaboration. Elles sont ainsi surdéterminées, dans le fond comme dans la forme, par une vision manichéenne qui conduit leurs auteurs à dénoncer (le plus souvent) ou à excuser (plus rarement) les collaborateurs.

Pour ne rien arranger, une partie des sources relatives au gouvernement de Wang Jingwei est actuellement inaccessible. Cette situation découle du caractère sensible de cette question et, surtout, de la politique aléatoire de la Chine en matière d’archives. Plus encore que dans les années 1990 et 2000, mener des recherches dans les fonds chinois est devenu un véritable parcours du combattant, comme nous avons pu en faire l’expérience lors d’un séjour de repérage de six semaines à Nanjing pendant l’été 2011². Nous avons certes eu accès aux archives

¹ Des précisions sur l’aspect matériel des sources utilisées sont données dans les notes de la bibliographie.

² On trouvera une bonne description de la situation actuelle pour la recherche dans les archives chinoises dans Charles Kraus, « Researching the History of the People’s Republic of China », *CWIHP Working Paper*, n° 79,

provinciales du Jiangsu¹ et au fonds municipal de l'ancienne capitale² – tous deux d'un intérêt limité –, non d'ailleurs sans nous heurter à certains obstacles³. Le gros du butin, toutefois, est resté hors de portée. En l'occurrence, les Archives historiques n°2 dans lesquelles ont été versées les archives de l'administration centrale du gouvernement de Wang Jingwei⁴. Ces dernières sont invisibles depuis septembre 2010, pour cause (officielle) de numérisation.

D'une certaine manière, ce manque s'est avéré être une chance, en nous obligeant à élargir la collecte des sources et, avec elle, l'angle d'analyse. Cette ouverture s'est faite d'abord en direction des ressources documentaires japonaises, dont la place dans les études sur l'occupation a décliné depuis les années 1980. Jusqu'alors, l'archipel était le poste avancé des historiens occidentaux, en raison de la fermeture de la Chine populaire et, dans une moindre mesure, de la Chine nationaliste (Taiwan). Outre les témoignages laissés par les acteurs japonais ayant côtoyé Wang Jingwei pendant la guerre, une sélection des principales archives fut publiée à partir du début des années 1960⁵. Ceci explique que le meilleur ouvrage sur la collaboration publié à cette époque soit le fait d'un japonologue (John Boyle). Ce déséquilibre en faveur du Japon s'est inversé avec l'ouverture des archives chinoises dans les années 1980, qui a conduit les chercheurs chinois et occidentaux à délaisser quelque peu les sources de l'ancienne puissance occupante. Or, les trésors que renferment les archives japonaises sont loin d'avoir été tous exhumés. La mise en ligne, ces dernières années, de plusieurs millions de documents est l'occasion de poursuivre les recherches. Contrastant avec la politique actuelle des autorités chinoises, ce formidable effort du Japon fait mentir l'image d'un pays refusant d'être confronté à son passé impérial. Initié par le premier ministre Murayama en août 1994, afin d'apaiser les tensions mémorielles, un an avant le cinquantième anniversaire de la fin de la guerre, le Japan Center for Asian Historical Records ou JACAR (*Ajia rekishi shiryō sentā* アジア歴史資料センター) a été ouvert en novembre 2001. Il publie sur internet des documents numérisés tirés de trois fonds (Archives nationales, ministère

avril 2016, <<https://www.wilsoncenter.org/publication/researching-the-history-the-peoples-republic-china>>, (consulté le 16 février 2017).

¹ Jiangsusheng dang'anguan 江蘇檔案館.

² Nanjingshi dang'anguan 南京市檔案館. Pour la période 1940-1945, il comprend 23 lots qui touchent aux différents aspects de l'administration de la ville (hygiène, cadastre, finances, police, éducation, etc.).

³ Catalogue illisible, reprographie kafkaïenne, obligation d'indiquer précisément les informations recherchées avant d'avoir eu accès aux documents contenant lesdites informations, etc.

⁴ Ces dernières furent récupérées en août 1945 par des employés du Comité d'histoire du GMD, avant d'être abandonnées à Nanjing au moment de la retraite de 1949 (Li Yunhan 李雲漢, « Guoshihui qishinian 國史會七十年 (Les Soixante-dix années du Comité d'histoire du GMD) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, n° 140, 2000, p. 114). Le catalogue permet de se faire une idée de l'importance de ce fonds qui comprend environ 70 000 volumes (*juan* 卷) sur les seuls gouvernements de collaboration (voir Zhao Zengyue 趙曾越 (dir.), *Zhongguo di'er lishi dang'anguan zhinan* 中國第二歷史檔案館指南 (Guide des archives historiques n°2), Beijing, Zhongguo dang'an chubanshe, 1994).

⁵ Notamment dans la collection *Gendaishi shiryō* 現代史資料 (Matériaux sur l'histoire contemporaine), Misuzu Shobō, 1962-1973, 45 vol. + 1980, 1 vol. Une suite lui fut donnée en 12 volumes, entre 1984 et 1986, sous le titre *Soku-Gendai shi shiryō* 続・現代史資料.

des Affaires étrangères, ministère de la Défense) portant sur les relations entre le Japon et ses voisins, du début de la période Meiji (1868-1912) jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale¹. Nous avons fait grand usage de ces sources trop peu exploitées par les historiens de la Chine. Elles permettent, entre autres, de suivre la construction de l'État d'occupation à travers les nombreuses versions annotées des différents plans de l'armée et autres mémorandums, les télégrammes échangés entre Tokyo et ses représentants sur le continent ou encore les minutes des négociations avec le groupe de Wang Jingwei, avant et après la création du gouvernement de Nanjing.

Parallèlement à ces archives produites par les autorités d'occupation et le gouvernement central nippon, nous avons mis à profit des sources à la première personne, telles que le journal personnel de Hata Shunroku 畑俊六 (1879-1962), l'un des principaux dirigeants militaires japonais en poste à Tokyo et en Chine pendant la guerre² ou encore les mémoires des conseillers japonais du régime de Wang Jingwei³.

Afin d'analyser la perception qu'avait de ce dernier la société japonaise de l'époque, nous avons, enfin, eu recours aux publications contemporaines, notamment aux nombreux essais sur la situation en Chine à travers lesquels s'exprimèrent des voix discordantes sur les finalités à donner à la politique de collaboration⁴. Ce point de vue de Tokyo est également visible dans les pages du quotidien *Asahi shinbun* 朝日新聞 que nous citerons régulièrement⁵.

Ce retour au Japon ne signifie pas pour autant que nous ayons fait l'impasse sur les sources chinoises. Dans ce domaine, nos recherches ont bénéficié des nombreuses publications qui viennent, en partie, compenser la fermeture des archives. Outre l'incontournable collection *Wang weizhengquan ziliao xuanbian* 汪偽政權資料選編 (Anthologie de sources sur le régime fantoche de Wang Jingwei) parue dans les années 1980⁶, nous nous sommes appuyés sur les monumentales séries de facsimilés des comptes rendus manuscrits des deux principales instances

¹ Le nombre de documents accessibles depuis le site <www.jacar.go.jp> représentait 30 millions d'images en avril 2016.

² HSN.

³ Nous n'indiquons ici que le nom de l'auteur et la date de la première édition (voir Bibliographie 1.5) : Kagesa Sadaaki (1943, publié en 1964), Haruke Yoshitane (1951), Inukai Ken (1960), Nishi Yoshiaki (1962), Tsukamoto Makoto (1971), Okada Yūji (1974), Imai Takeo (1980), Aoki Kazuo (1981), Ogawa Tetsuo (1985) et Fukuda Takeo (1995).

⁴ Voir Bibliographie 1.3.

⁵ Le choix du *Asahi*, plutôt que d'autres quotidiens tels que le *Mainichi* 毎日 ou le *Yomiuri* 読売, découle avant tout de l'accès aisé à ses archives numérisées offert par la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (BULAC) mais aussi, nous le verrons, de la position particulière de ce journal qui fut impliqué dans la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei.

⁶ Elle contient des discours, des extraits de Mémoires chinois et japonais, des plans, etc. Les deux premiers volumes ont été rendus un peu obsolètes par les publications ultérieures (*WJT* et *WGC*, 1984). Nous avons davantage utilisé le troisième volume, sur la Campagne de pacification rurale (*WGQY*, 1985), en le complétant avec *RWQX* (1995).

centrales du régime de Wang Jingwei (le Comité politique central¹ et le Conseil du Yuan exécutif²) publiées par les Archives historiques n°2. Toutefois, notre analyse de l'appareil bureaucratique en zone occupée s'est surtout basée sur les journaux officiels (*gongbao* 公報), dont beaucoup n'ont presque jamais été exploités : si celui du gouvernement est déjà bien connu³, ceux du Yuan d'examen⁴, du Yuan de contrôle⁵ et du ministère de l'Intérieur⁶ viennent seulement de paraître. Ce type de sources n'est certes pas comparable aux archives brutes, dans la mesure où les journaux officiels étaient publiés et servaient donc de vitrine au régime. Néanmoins, ils contiennent, en plus de tous les décrets et autres directives, des milliers de courriers échangés entre les différentes administrations, ainsi que des pétitions adressées par des petits fonctionnaires. Pour qui prend la peine de les lire minutieusement, ces documents officiels se révèlent riches en informations au sujet de la difficile greffe des institutions nationalistes sur l'État d'occupation ou encore des contradictions au sein de ce dernier⁷. Nous compléterons ce corpus avec l'aide de la presse en citant aussi bien des quotidiens⁸ que des périodiques, notamment ceux relatifs à l'administration⁹. Par ailleurs, les données relatives à la chronologie des organisations administratives de l'État d'occupation à l'échelon des districts ont été trouvées dans les monographies locales (*difangzhi* 地方志)¹⁰. Enfin, nous ferons quelques renvois aux archives photographiques relatives au régime de Wang Jingwei compilées dans deux volumes de la collection *Zhongguo jindai zhenzang tupian ku* 中國近代珍藏圖片庫 (Archives photographiques sur la Chine moderne)¹¹, ainsi qu'à des films d'actualité¹².

Un deuxième grand ensemble de sources primaires chinoises est constitué par les témoignages à la première personne laissés par des membres du gouvernement collaborateur de Nanjing. Le document le plus précieux dans ce domaine est sans conteste le journal personnel de l'homme fort du régime, Zhou Fohai, débuté en 1937 et tenu, sans interruption, jusqu'en juillet

¹ *ZZW*, 2002, 25 vol.

² *XH*, 1992, 31 vol.

³ *ZG*, 1991, 14 vol.

⁴ *KG*, 2012, 4 vol. sur le gouvernement de Wang Jingwei.

⁵ *JG*, 2013, 3 vol. sur le gouvernement de Wang Jingwei.

⁶ *NG*, 2012, 6 vol. sur les deux gouvernements de collaboration de Nanjing.

⁷ Le cadre juridique des institutions du gouvernement de Wang Jingwei sera mis en perspective avec celui de l'avant-guerre grâce à *MFJ*, 1999, 100 vol.

⁸ Outre le principale organe de presse du régime (le *Zhonghua ribao* 中華日報), nous nous appuyons en particulier sur les journaux de Suzhou (*Suzhou xinbao* 蘇州新報 ; *Jiangsu ribao* 江蘇日報), dont l'utilisation est facilitée par leur numérisation à l'initiative de Wu Jen-shu de l'Institut d'histoire moderne de l'Academia Sinica.

⁹ *Zhengzhi yuekan* 政治月刊 ; *Xianzheng yanjiu* 縣政研究 ; *Difang xingzheng* 地方行政.

¹⁰ Voir Bibliographie 1.6.

¹¹ *WYW*, 1994. Afin de ne pas surcharger une thèse déjà épaisse, nous avons choisi de ne pas ajouter des photographies en annexe. Le lecteur désireux de connaître le visage des personnalités évoquées les trouvera aisément sur internet.

¹² Voir Bibliographie 1.7.

1945¹. Comme Zhou, les principaux collaborateurs n'ont guère survécu à la fin de la guerre, puisqu'ils furent le plus souvent jugés et condamnés à mort. Bien qu'elle ait été expéditive, la procédure judiciaire a produit des sources sous formes de confessions et d'interrogatoires². Ces dernières sont naturellement à utiliser avec une précaution toute particulière, mais fournissent des éléments biographiques sur les accusés et permettent de comprendre l'image qu'ils souhaitaient donner de leur action sous l'occupation. Elles révèlent, par ailleurs, les soutiens dont bénéficièrent plusieurs d'entre eux dans le gouvernement de Chongqing, dont plusieurs membres éminents adressèrent des courriers attestant des activités secrètes de résistance pouvant être porté au crédit des accusés, dont certains échappèrent ainsi à la peine capitale.

Le gros des témoignages sur lesquels nous nous sommes appuyés provient cependant des collaborateurs de moindre importance ayant échappé au peloton d'exécution. On peut ranger dans cette catégorie le fort volume de *Jin Xiongbai 金雄白³. Des textes plus courts, mais très utiles pour saisir les arcanes du régime, ont également été laissés par des dirigeants de second rang⁴. Ils s'apparentent aux fameux *wenshi ziliao* 文史資料 (matériaux pour la culture et l'histoire) qui viendront régulièrement étayer notre propos⁵. Explicitement à charge et parsemés d'erreurs, ces témoignages sont néanmoins indispensables pour étoffer l'analyse avec des études de cas. Croisés avec d'autres sources, ils permettent de descendre très bas dans les échelons de la bureaucratie et de connaître le vécu des collaborateurs⁶.

La part informelle de l'exercice du pouvoir au sommet de l'État d'occupation peut, enfin, être étudiée à travers les sources épistolaires. Une partie de la correspondance entre les principaux dirigeants du gouvernement collaborateur de Nanjing est conservée dans le fonds Wang Jingwei (*Wang Zhaoming shiliao* 汪兆銘史料) de l'Academia Historica (*Guoshiguan* 國史館) de Taipei⁷. D'un usage parfois malaisé en raison de leur forme (écriture cursive) et de leur caractère allusif, ces lettres et télégrammes dévoilent, par endroits, les coulisses des négociations entre acteurs chinois et japonais, révélant ainsi les luttes d'appareil derrière la propagande.

À côté des sources primaires japonaises et chinoises, nous avons mis à profit notre connaissance du français pour porter sur notre objet un regard extérieur et en grande partie inédit,

¹ ZR. Sur l'histoire pleine de rebondissements de ce Journal après la guerre, voir la fin de la notice de Zhou Fohai, Annexe 3.

² *SWHB*, 1992, 2 vol.

³ *WKS*, 1964, 3 vol. (pour une présentation de cette source hybride signée sous le pseudonyme de Zhu Zijia, voir la notice de son auteur, Annexe 3).

⁴ Compilés notamment dans Huang Meizhen 黃美真 (éd.), *Weiting youying lu : dui Wang weizhengquan de huiyi* 偽廷幽影錄：對汪偽政權的回憶 (La face cachée de la cour fantoche : Mémoires sur le régime fantoche de Wang Jingwei), [1991] Beijing, Dongfang chubanshe, 2010.

⁵ Voir Bibliographie 1.5. Nous avons dépouillé en priorité les *wenshi ziliao* des provinces contrôlées par le gouvernement de Wang Jingwei.

⁶ Les *wenshi ziliao* seront souvent mis à contribution pour notre dictionnaire biographique (Annexe 3).

⁷ AH.

grâce aux archives de l'ambassade de France de Beijing conservées à Nantes. L'importance de ces dernières tient à la position singulière qu'occupait la France en Chine pendant la guerre. Très impliquée dans la région du fait de ses possessions dans le pays (les concessions) et à sa périphérie (la colonie indochinoise), la France suivit avec attention la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei, qui coïncida avec son propre basculement dans l'orbite allemande. Son statut d'allié d'une puissance de l'Axe permit à ses diplomates en Chine d'échapper à la répression dont furent victimes leurs homologues anglo-saxons, après le déclenchement de la Guerre du Pacifique en décembre 1941. Pour autant, la politique chinoise de la France ne s'aligna jamais tout à fait sur celle de Berlin ou de Tokyo, contrairement à celle de l'Italie ou de l'Espagne par exemple. Marianne Bastid-Bruguière a déjà consacré plusieurs travaux à cette question en s'appuyant sur certaines de ces sources¹. Nous tenterons de les compléter en les croisant avec les archives diplomatiques chinoises², japonaises³ et britanniques⁴. Outre cet aspect diplomatique à proprement parler, le fonds nantais recèle de nombreuses informations concernant le fonctionnement interne du régime de Wang Jingwei. C'est le cas, en particulier, des longs rapports mensuels rédigés par le responsable du consulat de Nanjing, Pierre Salade (1903-retraité 1967)⁵. Excellent observateur, ce dernier bénéficia de renseignements précieux obtenus par l'intermédiaire de ses contacts dans l'entourage francophile de Wang. L'analyse presque au jour le jour de la vie politique à Nanjing et dans le reste de la zone occupée (à Canton notamment) que l'on trouve dans ces sources comporte certes son lot d'approximations

¹ Voir ses articles cités dans la partie 1.2.1.4., ainsi que Bastid-Bruguière, « You Faguo waijiao dang'an kan 1942-1945 nian jian de Zhong Ri hezuo 由法國外交檔案看1942-1945年間的中日合作 (La collaboration chinoise vue par les Français en Chine occupée en 1942-1945) », in Etō Shinkichi 衛藤藩吉 (dir.), *Kyōsei kara tekita e : dai yonkai nitchū kankeishi kokusai shinpojiumu ronbunshū* 共生から敵対へ：第4回日中関係史国際シンポジウム論文集 (De la coexistence à l'antagonisme : actes du 4^e colloque international sur l'histoire des relations sino-japonaises), Tōhō shoten, 2000, p. 427-444.

² Les principales sources du Gouvernement nationaliste pendant la guerre ont été publiées dans ZZSC, 1981, 26 vol. Outre les volumes consacrés à la diplomatie (tome 4 en 3 vol.), nous avons utilisé le tome 6 portant sur les gouvernements de collaboration (4 vol.)

³ JACAR.

⁴ FO.

⁵ Brillamment diplômé en chinois de l'École des langues orientales en 1931, Salade est nommé secrétaire-interprète d'Extrême-Orient de 3^e classe à la légation de Beijing, avant d'être détaché à Nanjing en 1933. La guerre éclate alors qu'il est en poste dans le Yunnan. En décembre 1937, il se voit confier la gestion du consulat de Nanjing, alors que la ville est à feu et à sang. Il est promu secrétaire-interprète de 2^e classe en août 1938. Avec les autres représentants français, il suit ce même mois le Gouvernement nationaliste à Chongqing. Après un long séjour en France, il rejoint le consulat de Nanjing en août 1940. On attend de lui qu'il soit le représentant officieux de Vichy auprès du gouvernement de Wang Jingwei et un observateur politique attentif. Promu secrétaire-interprète de 1^{re} classe en février 1941, il ne devient consul de 1^{re} classe qu'en février 1944. Entretemps, il est officiellement chargé du consulat de Nanjing en août 1942. Après le coup de force japonais en Indochine dans la nuit du 9 au 10 mars 1945, Salade est placé en résidence surveillée avant d'être autorisé à quitter Nanjing en mai. Il finit sa carrière comme ministre plénipotentiaire à Rangoon puis en Zambie (Bensacq-Tixier, *Dictionnaire biographique des diplomates et consuls en Chine, 1918-1953*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, p. 386-389).

et de rumeurs infondées. Ce regard est néanmoins passionnant à la fois par son caractère relativement objectif et, surtout, parce qu'il est vierge de tout biais téléologique.

Enfin, nous nous appuyerons ponctuellement sur les rapports des services secrets américains (OSS) au sujet des autorités militaires japonaises¹ ainsi que sur le jugement du Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient, plus connu sous le nom de Procès de Tokyo².

En ce qui concerne les sources secondaires utilisées, trois grands corpus historiographiques se dégagent. Ils épousent notre approche consistant à traiter d'un objet particulier (le gouvernement de Wang Jingwei) au croisement de deux trajectoires (chinoise et japonaise). Le premier est constitué par l'abondante production chinoise, taïwanaise, japonaise et occidentale sur le gouvernement de Wang Jingwei et la zone occupée, dont les principaux titres ont été présentés plus haut. Le deuxième est composé des travaux portant sur les autres territoires de l'Empire japonais ainsi que sur la métropole. Cet apport permettra de caractériser l'occupation en Chine, tout en faisant ressortir les circulations impériales qui la traversèrent. Le troisième corpus, enfin, concerne l'historiographie de l'État chinois envisagé dans un temps relativement long. Outre l'incontournable Julia C. Strauss et les nombreuses monographies publiées ces dernières années en Chine sur l'administration à l'époque républicaine³, nous nous référerons souvent à l'œuvre de Pierre-Étienne Will, qui constitue un viatique indispensable pour s'aventurer dans les méandres de la bureaucratie impériale tardive.

À ce triple corpus s'ajoute une littérature mobilisée en amont pour cerner notre objet. Il s'agit, d'une part, des travaux plus théoriques sur l'État, notamment colonial, qui ont servi à définir le cadre théorique de la thèse et, d'autre part, de l'historiographie des gouvernements de collaboration européens, à commencer par le régime de Vichy⁴.

¹ CIA. Notamment un rapport de plus de 200 pages du Strategic Services Unit (agence de contre-espionnage créée à partir d'une branche de l'OSS, en octobre 1945, et intégrée dans la CIA en 1947) sur les différentes agences japonaises de renseignement pendant la guerre (« Japanese Intelligence Organizations in China », 4 juin 1946). Malgré un certain nombre d'erreurs, ce document permet de s'y retrouver un peu dans l'écheveau de ces organisations dépendant de corps différents (Armée de terre, Marine, Gaimushō) et dont les compétences se chevauchaient les unes les autres.

² IMTFE.

³ Notamment les thèses remaniées portant sur l'administration du Gouvernement nationaliste telles que Xiao Ruping 肖如平, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu* 國民政府考試院研究 (Étude du Yuan d'examen sous le Gouvernement nationaliste), Beijing, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2008.

⁴ En particulier la thèse remaniée de Marc Olivier Baruch (*Servir l'État français, op. cit.*), dont ce travail ambitionnait à l'origine de prendre la suite. Si la spécificité du cas chinois et les sources disponibles nous ont conduits à donner une importance plus grande au point de vue de l'occupant, l'idée centrale est bien restée la même : ouvrir la salle des machines étatique pour comprendre la collaboration à travers le fonctionnement des rouages administratifs.

Objectifs

Forts de cette solide base documentaire, nous tenterons d'étudier à nouveaux frais cet épisode en apparence bien connu, mais dont le potentiel heuristique est loin d'avoir été épuisé et dont nombre des aspects restent en friche.

Suivant les conseils de Timothy Brook placés en exergue, notre thèse se donne pour premier objectif de chercher à comprendre, derrière le voile idéologique produit pour justifier la collaboration, comment fonctionna concrètement cet État d'occupation, à travers le cas du gouvernement de Wang Jingwei. On s'interrogera, en particulier, sur l'articulation dans l'espace et dans le temps de ses différentes composantes. Si l'aspect idéologique sera omniprésent dans l'analyse, nous tenterons en permanence de le confronter aux enjeux politiques précis qu'il recouvrait.

Cette connaissance plus fine du gouvernement collaborateur de Nanjing nous permettra – second objectif – d'interroger à travers lui un temps historique dépassant la seule guerre sino-japonaise, en l'occurrence celui de l'État moderne et de sa construction en Chine, mais aussi celui de l'expansionnisme japonais. Au-delà de l'étude des continuités et des ruptures, cet exercice devrait permettre d'éclairer d'un jour nouveau les jalons de cette double trajectoire. Si personne ne conteste que la guerre sino-japonaise constitua un tournant majeur de cette histoire en accélérant, de part et d'autre, les constructions étatiques et nationales, un pan entier de cette période – la collaboration – demeure dans l'ombre de ce récit principal. Prenant la suite de travaux fondateurs, notre thèse souhaite contribuer à corriger cet oubli.

Organisation de la thèse

Pour ce faire, nous articulerons notre propos en trois parties qui adoptent, chacune, une focale différente. La **première partie** étudie la mise en place de l'État d'occupation du point de vue japonais.

Le **chapitre 1** inscrit ce processus dans un triple environnement. Après un bref rappel de la situation militaire, nous montrerons comment la création du gouvernement de Wang Jingwei donna lieu à de nombreuses tractations entre Tokyo et les autres puissances, Chine nationaliste comprise. S'il faut en passer par l'histoire diplomatique, ce n'est là qu'un moyen et non une fin. Le but est moins d'ajouter un nouveau chapitre à l'histoire des relations internationales au début de la Seconde Guerre mondiale, que d'enrichir à travers celle-ci la compréhension de notre objet, dont l'un des aspects fut, nous l'avons dit, d'être un artefact géopolitique utilisé par le Japon dans le jeu diplomatique. Cette mise en contexte se penchera, enfin, sur la situation dans l'archipel, en montrant comment l'occupation de la Chine entraîna la création de nouvelles institutions au

sommet de l'État japonais et l'apparition de tensions politiques au sein du gouvernement mais aussi de la société dans son ensemble.

Dans le **chapitre 2**, nous retournerons en Chine pour broser la genèse de l'État d'occupation avant 1940, dans les différentes parties du pays conquises par l'armée japonaise. L'analyse s'attachera à hiérarchiser, dans le temps et dans l'espace, les nombreux plans produits par le Japon au cours de cette période pour organiser, avec l'aide des collaborateurs chinois, des gouvernements locaux, dont nous suivrons, dans le même temps, la mise en place concrète. Ce processus de rationalisation de l'État d'occupation ne mit pas fin aux velléités autonomistes des différentes armées nippones et de leurs clients chinois, et ce malgré l'avènement d'un « nouveau gouvernement central » à la tête duquel fut porté, non sans difficultés, Wang Jingwei.

La **deuxième partie** réduit la focale pour s'intéresser à l'expérience particulière du gouvernement de Wang Jingwei.

Le **chapitre 3** cherchera à comprendre la manière dont Wang et ses associés issus du GMD conçurent leur collaboration avec le Japon comme devant permettre un « retour à la capitale » (*huandu*) du Gouvernement nationaliste. Cette notion-clef sera conceptualisée pour décrypter les motivations et les contradictions de ce groupe. L'établissement du régime en mars 1940 apparaîtra ainsi non pas seulement comme un événement ponctuel, mais comme un lent processus, dont nous étudierons les aspects rituels, matériels ou encore juridiques. La greffe du projet étatique hérité de la « décennie de Nankin » sur l'État d'occupation déjà en place transforma ce dernier, tout en modifiant ce projet initial au fil de ses adaptations. À cet égard, la symbolique nationaliste attachée au *huandu* sera analysée à la fois comme participant de la façade construite par la propagande et comme partie prenante d'une lutte politique qui vit le groupe de Wang tenter d'imposer son hégémonie aux dépens des autres factions en présence.

Le **chapitre 4** inscrit ce questionnement de la légitimité et de la souveraineté fragiles du gouvernement de Wang Jingwei dans l'étude de son appareil administratif, dont seront présentés les différents échelons et la tutelle qu'exerçait sur eux le Japon. Cette anatomie soulignera le caractère changeant de ces institutions qui connurent plusieurs réformes au cours de la guerre. Elles allèrent dans le sens d'une meilleure intégration de cet appareil et d'une expansion de l'emprise territoriale du régime. Ce processus fut toutefois parsemé d'embûches, que ce soit à l'échelon local de l'administration régulière (aux niveaux des provinces et des districts) ou dans les organisations semi-bureaucratiques qui se développèrent sous l'occupation à la faveur de la Campagne de pacification rurale (*qingxiang yundong*) visant à combler le fossé existant entre contrôle nominal et réel. Nous verrons que cette entreprise centralisatrice, menée au détriment des collaborateurs de la première heure, favorisa des phénomènes d'involution à la base, tout en suscitant de nouvelles divisions au sommet de l'État.

La **troisième partie** sera consacrée à un secteur particulier du gouvernement de Wang Jingwei : ses fonctionnaires civils.

Dans le **chapitre 5**, nous mettrons en perspective la reconstitution de la fonction publique en Chine centrale après 1940 avec la situation prévalant au début de l'occupation et durant la « décennie de Nankin ». Le manque de défections dans les rangs de l'administration nationaliste et la nécessité d'intégrer le personnel déjà en place sous les gouvernements collaborateurs précédents mirent à mal la « voie régulière » prônée par le système d'examen et de gestion des carrières administratives rétabli en 1940. S'il y eut donc bien une rupture entre le Gouvernement nationaliste d'avant-guerre et celui de Wang Jingwei, le processus de formation étatique de ce dernier présente certaines similarités avec la situation que connut le GMD au moment du « retour à la capitale » quelque dix années plus tôt. En outre, cette rupture sera relativisée par la prosopographie de l'administration locale qui révèle une image plus complexe de la transition entre les gouvernements qui se succédèrent en Chine avant et pendant l'occupation. La composition particulièrement hétéroclite du personnel bureaucratique et son accès souvent irrégulier aux charges administratives constituèrent un défi pour le régime de Wang Jingwei qui tenta de réduire ces disparités de plusieurs façons : à travers des programmes de formation destinés à produire des agents compétents et loyaux ; dans le rétablissement des concours pour hauts fonctionnaires ; et dans l'évaluation des agents déjà en poste. Particulièrement impliqués dans cette entreprise, le ministère de l'Intérieur et le Yuan d'examen rencontrèrent des difficultés dans l'application de ces mesures, en raison de l'intégration déficiente des différents organes de l'administration.

Après le cadre institutionnel, le **chapitre 6** s'attaquera aux conditions dans lesquelles les agents de l'État exercèrent leur métier sous l'occupation. Nous distinguerons, dans ce but, trois aspects. Le premier a trait à la figure du fonctionnaire qui occupa une place centrale et paradoxale sous le régime de Wang Jingwei, servant tour à tour de bouc émissaire et de modèle. Les gouvernements collaborateurs chinois sont souvent présentés comme porteurs d'une idéologie administrative réactionnaire. Une enquête minutieuse nuancera cette affirmation en mettant au jour la pluralité du discours produit par et sur les agents. Elle replacera également l'expérience du gouvernement de Nanjing dans un processus plus long marqué par l'émergence des partis-États léninistes en Chine (GMD et PCC). L'une des caractéristiques de ces derniers fut de placer les fonctionnaires à l'avant-garde de la reconfiguration des rapports entre État et société, dont l'un des principaux vecteurs fut la mobilisation de masse. Afin de confronter à la réalité ce discours axé sur la corruption des agents, nous traiterons ensuite des conditions matérielles difficiles auxquelles furent confrontés ces derniers. Ce deuxième aspect sera l'occasion de revenir sur le contexte économique de l'occupation et de voir comment le gouvernement de Nanjing adapta le

système de traitement d'avant-guerre pour faire face à l'inflation. Enfin, le troisième aspect concernera la corruption des fonctionnaires elle-même, à travers l'étude des principaux scandales que connut le régime de Wang Jingwei en la matière.

Cette thèse s'accompagne de trois **annexes**. Les deux premières contiennent les cartes, tableaux et organigrammes trop volumineux pour être inclus dans le corps du texte. La troisième est un dictionnaire biographique sommaire des principales personnalités chinoises et japonaises évoquées au fil des chapitres. Le lecteur est invité à s'y référer non seulement à la première occurrence de ces dernières, mais aussi à chaque fois que des précisions seront nécessaires pour comprendre le contexte historique et personnel de leurs actions pendant la guerre. Les notices de ce dictionnaire sont pensées comme parties prenantes de l'analyse générale de la thèse. Les deux trajectoires, chinoise et japonaise, à l'intersection desquelles se forma le gouvernement de Wang Jingwei recouvrent, en effet, une multitude de trajectoires individuelles. Leur croisement révèle les affinités politiques ou géographiques qui structuraient l'État d'occupation, ainsi que les liens secrets qu'entretenaient un certain nombre de collaborateurs avec la résistance nationaliste ou communiste.

Première partie

L'État d'occupation dans l'Empire

実に此の度の事変は、名は事変と称するけれども、其の実は戦争である、而も建国以来未だ曾て経験せざる所の大戦争であります[...]今日の現状を以て見ますならば、我軍の占領地域は実に日本全土の二倍以上に跨って居るのであります。¹

Bien que précédée par plusieurs années d'expansion depuis le Nord, l'invasion en l'espace de quelques mois de la Chine « utile » par l'armée impériale constitua un défi considérable pour le Japon. Ses dirigeants eurent très tôt conscience, avant de répéter la même erreur cinq ans plus tard, qu'une dilatation si brutale de l'Empire, aussi grisante soit-elle, était susceptible d'amener celui-ci à sa perte. Défi d'autant plus grand qu'il était inédit. Certes, au fil de sa montée en puissance dans la région, le Japon avait accumulé une certaine expérience dans l'administration de territoires ultramarins. Cette expérience s'incarnait dans des institutions et un personnel spécifiques à travers lesquels Tokyo projetait sa puissance, mais également dans les transformations intérieures qu'occasionna en retour cette expansion. Comme ce fut le cas pour les autres empires, le Japon se trouva en effet presque autant transformé par ses colonies qu'il ne les transforma. Pourtant, ni la colonisation de Taiwan puis de la Corée, ni la mise en place d'un gouvernement pro-japonais en Mandchourie n'avaient préparé le Japon à occuper un territoire aussi grand, peuplé par une population aussi nombreuse et défendu par une résistance aussi

¹ « Si on lui donne le nom d'incident, il s'agit en réalité bien d'une guerre. Une guerre comme le Japon n'en a jamais connue depuis sa fondation. [...] On voit qu'actuellement, la zone occupée par notre armée représente plus du double de l'ensemble du territoire japonais ». Extrait du discours prononcé le 2 février 1940 devant la Chambre des représentants par le député Saitō Takao 齋藤隆夫. Reproduit in *Kanpō* 官報 (journal officiel), n° hors-série, 3-4 fév. 1940, p. 40-43, <http://www.ndl.go.jp/modern/img_1/S028/S028-0011.html> (consulté le 30 avril 2016). Ce discours est analysé dans la partie 1.3.2.1.

féroce¹. La finalité que donna le Japon à cette guerre qui ne disait pas son nom – il ne s’agissait jusqu’en décembre 1941 que d’un « incident » – ne cessa d’évoluer et, avec elle, la forme que prit l’occupation. Ceci d’autant plus que cette finalité était plurielle ; chaque courant au sein du camp japonais cherchant à imposer la sienne, quand bien même le dénominateur commun restait l’intérêt national, en l’occurrence un règlement du conflit aboutissant à un changement d’attitude de la Chine à l’égard du Japon. Autrement dit, si l’État d’occupation fut bien une construction, les plans à partir desquels il fut bâti évoluèrent tout au long des travaux. Cette contingence résultait d’abord du contexte extrêmement instable dans lequel il se mit en place : instabilité à l’échelle locale (la Chine en proie aux combats), métropolitaine (les bouleversements politiques nés de la crise chinoise) et mondiale (la reconstitution de blocs ennemis). Le déclenchement de la guerre en Europe puis dans le reste du monde, notamment en Extrême-Orient en décembre 1941, aggrava par la suite cette instabilité, de sorte que l’État d’occupation ne cessa de se transformer tout au long de son existence.

L’histoire de ces transformations du point de vue de l’Empire japonais nécessite d’abord de replacer la mise en place de l’État d’occupation dans son environnement direct (militaire, diplomatique et politique) avant de retracer la genèse de l’État d’occupation jusqu’à sa centralisation théorique sous l’autorité du gouvernement de Wang Jingwei en mars 1940.

¹ Selon les chiffres américains (Département de la Guerre) de 1943, la zone occupée représentait près de 900 000 km² dont environ 21 000 km² directement contrôlés par le Japon. La zone occupée au sens large représentait une population de 183 millions de personnes dont 70 millions vivant dans les zones contrôlées par le Japon (Boyle, *China and Japan at War, op. cit.*, p. 315). Voir Annexes 1.1, 1.2., 1.3.

Chap. 1. L'occupation de la Chine : un défi pour le Japon

Les réponses apportées par le Japon au défi représenté par l'occupation de la Chine évoluèrent en fonction d'un triple contexte militaire, diplomatique et politique. Il s'agira de comprendre la situation de l'État d'occupation au sein de ce contexte, c'est-à-dire de voir comment il fut défini, se constitua et se transforma du fait de cet environnement mais aussi comment, en retour, cet environnement changea en fonction de lui.

1.1. Situation militaire

La dimension militaire de l'expansion japonaise en Chine étant déjà bien connue, elle ne nécessite pas d'être présentée ici en détail¹. L'objet de cette partie est de relire dans ses grandes lignes l'évolution du rapport de force entre belligérants à travers l'impact qu'il eut sur l'évolution de l'État d'occupation, en particulier pour ce qui concerne la mise en place et les refontes du gouvernement de Wang Jingwei. La position du Japon dans la guerre sino-japonaise puis mondiale eut en effet des conséquences directes sur les finalités et la forme institutionnelle données aux organisations chargées d'administrer la zone occupée. Pour faire simple, on peut distinguer trois grandes phases de la guerre correspondant à trois étapes importantes dans l'histoire de l'État d'occupation : une phase de conquête aux dépens des forces nationalistes de l'été 1937 à l'hiver 1938, qui s'accompagna de la formation précipitée d'un certain nombre de gouvernements locaux de collaboration ; une deuxième phase, de 1939 à fin 1942 durant laquelle, confronté à l'enlisement du conflit, le Japon réorganisa l'État d'occupation dans l'espoir sinon de régler l'« Incident de Chine » du moins d'alléger le fardeau de l'occupation ; une troisième phase, de 1943 à la fin de la guerre, qui vit une détérioration rapide de l'ascendant éphémère acquis par le Japon après le coup de force de décembre 1941 contre les Alliés ; déclin face auquel le Japon redéfini sa stratégie en Chine sur le plan politique (renforcement du gouvernement de Nanjing en 1943) et militaire (Opération Ichigō en 1944).

1.1.1. Conquête (1937-1938)

Alors qu'il n'aurait pu être qu'un nouvel incident régional dans le contexte de frictions récurrentes entre garnisons japonaises et troupes chinoises en Chine du Nord, l'incident du Pont

¹ Parmi l'abondante bibliographie sur le sujet, on recommandera une bonne synthèse récente, sur laquelle nous nous appuyons ici : Mark Peattie *et al.* (dir.), *The Battle for China: Essays on the Military History of the Sino-Japanese War of 1937-1945*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 2010.

Marco-Polo, le 7 juillet 1937, dégénéra le mois suivant en un conflit de grande ampleur avec l'ouverture d'un nouveau front à Shanghai où l'élite des troupes chinoises opposa aux armées japonaises une résistance meurtrière pour les deux camps¹. Le régime nationaliste disposait, au début de la guerre, de forces régulières représentant entre 1,7 et 2,2 millions d'hommes contre environ 700 000 soldats japonais déployés fin 1937². Le front de Chine centrale remonta ensuite vers Nanjing qui tomba le 13 décembre dans un déchaînement de violence contre la population civile. La prise de la capitale nationaliste n'aboutit pas, comme l'espérait Tokyo, à la recherche d'un compromis de la part du gouvernement chinois réfugié en amont du Yangzi, à Wuhan. Préparant le siège cette ville, l'armée japonaise envoya, en avril 1938, 300 000 hommes pour s'emparer de Xuzhou, nœud ferroviaire stratégique entre la Chine du Nord et du centre. Cette manœuvre fut prise dans ce qui est restée comme la plus célèbre bataille de la guerre. Tombée dans le guet-apens tendu par Li Zongren 李宗仁 (1891-1969) et Bai Chongxi 白崇禧 (1893-1966) à Taierzhuang 台兒莊, l'armée japonaise perdit près de 20 000 hommes³. Symbole fort pour la résistance chinoise car elle brisa le mythe de l'invincibilité japonaise, cette bataille n'empêcha pas la prise de Xuzhou le 19 mai. C'est depuis cette ville que l'armée japonaise coordonna la campagne contre Wuhan. Cherchant à ralentir cette avancée, Jiang Jieshi fit bombarder, au début du mois de juin, les digues du Huanghe 黃河 (Fleuve jaune)⁴. Parallèlement à cette offensive, l'état-major japonais ordonna la prise de Guangzhou (Canton) afin de couper la résistance chinoise à la fois de ses bases en Chine centrale et du ravitaillement en provenance de la côte méridionale⁵. À la fin du mois d'octobre 1938, Guangzhou (le 21) puis Wuhan (le 27) tombèrent l'une après l'autre. La poussée japonaise vers l'Ouest se stabilisa tandis que le régime nationaliste s'installait jusqu'en 1945 à Chongqing.

¹ La seule Bataille de Shanghai (août-nov. 1937) fit 40 000 morts côté japonais et près de 200 000 côté chinois (E.J. Drea, H. van de Ven, « An Overview of Major Military Campaigns during the Sino-Japanese War, 1937-1945 », in Mark Peattie *et al.* (dir.), *The Battle for China*, *op. cit.*, p. 30).

² Edward J. Drea, *In the Service of the Emperor: Essays on the Imperial Japanese Army*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1998, p. 30. « Patchwork » (L. Eastman) dont les coutures ne tardèrent pas à s'effiloche, l'armée placée sous le commandement suprême de Jiang Jieshi comprenait, outre treize divisions (300 000 hommes) bien formées qui furent décimées dans la Bataille de Shanghai, des troupes hétéroclites plus ou moins contrôlées par Jiang, composées, pour partie, des armées provinciales dirigées par des chefs militaires locaux patriotes mais peu enclins à abandonner leurs prérogatives, et, dans une moindre mesure, par l'Armée rouge (*hongjun* 紅軍) devenue, notamment, la Huitième armée de route (*balujun* 八路軍) (Stephen R. Mackinnon, *Wuhan 1938: War, Refugees, and the Making of Modern China*, Berkeley, University of California Press, 2008, p. 22).

³ Voir S. Mackinnon, « The Defense of the Central Yangtze », in Mark Peattie *et al.* (dir.), *The Battle for China*, *op. cit.*, p. 181-206.

⁴ Cette stratégie audacieuse provoqua un changement du cours du fleuve qui tua plusieurs centaines de milliers de civils et laissa des millions d'autres sans logement. Voir Diana Lary, « Drowned Earth: The Strategic Breaching of the Yellow River Dyke, 1938 », *War in History*, vol. 8, n° 2, 2001, p. 191-207. La « politique de la terre brûlée » (*jiaotu zhengce* 焦土政策), qui prit également la forme de grands incendies déclenchés à Canton et surtout à Changsha à la fin de l'année 1938, fut l'un des raisons qui poussèrent Wang Jingwei à faire défection.

⁵ E.J. Drea, H. van de Ven, « An Overview ... », in Mark Peattie *et al.* (dir.), *The Battle for China*, *op. cit.*, p. 35.

Dans ses grandes lignes, cette première phase de la guerre apparaît donc comme celle d'une avancée presque irrésistible de troupes japonaises moins nombreuses mais technologiquement supérieures. Celles-ci réussirent, en un peu plus d'un an, à conquérir les régions les plus riches de la Chine : les plaines du Nord, le Jiangnan et, en amont du Yangzi, Wuhan, ainsi que Guangzhou dans le Sud. En réalité, faute d'une stratégie générale, le Japon fut incapable d'obtenir une capitulation rapide de l'armée nationaliste et se retrouva à devoir gérer un territoire immense dont il ne contrôlait qu'une partie ; contrôle menacé en permanence par l'existence de nombreuses poches de résistance derrière ses lignes. Quand bien même le fardeau de l'occupation et de la poursuite des combats risquait d'handicaper définitivement le Japon dans la perspective d'un conflit contre l'URSS, le coût financier et humain de la conquête même rendait inacceptable une paix avantageuse pour la Chine. Un tel effort n'aurait été consenti en vain que s'il aboutissait à une consolidation de la position du Japon. Consolidation qui passait par le prolongement en Chine du Nord de son *Lebensraum* continental et par la mise en place d'un gouvernement chinois reconnaissant l'hégémonie nipponne en Asie (le « Nouvel ordre »). À la contingence du déroulement du conflit armé, qui ne suivit pas, d'un côté comme de l'autre, un plan d'ensemble mais consista en une suite de campagnes *ad hoc*¹, répondit on va le voir, la contingence d'un État d'occupation dont apparaissent déjà certaines virtualités². La tournure que prit le conflit, et avec lui l'occupation, résultait en partie du système de prise de décision au sein de l'armée japonaise. Si Jiang Jieshi était à la tête d'une armée hétéroclite, le camp nippon n'était, lui-même, pas exempt de divisions internes gênant la mise en place d'une stratégie globale cohérente, ou du moins son application. Le haut commandement à Tokyo, conscient des risques d'une extension trop rapide du front ne parvint pas à contrôler les officiers sur le terrain qui prenaient l'initiative d'offensives censées annihiler les armées chinoises³. Acculé dans la province du Sichuan, dont la situation offrait néanmoins une protection naturelle contre une offensive terrestre, le régime nationaliste changea de stratégie, limitant dorénavant les batailles rangées. Si la guerre était loin de son terme à la fin de l'année 1938, la position respective des forces en présence ne connut plus de changements notables jusqu'à la fin des hostilités, près de sept années plus tard.

¹ *Ibid.*, p. 27.

² L'évocation de ces « appels du possible » (Arlette Farge) ne vise pas à faire une histoire des futurs non advenus de l'État d'occupation mais seulement à souligner, à rebours du discours téléologique qui caractérise à la fois le verdict des vainqueurs (le procès de Tokyo) et l'historiographie nationaliste chinoise, que les formes que prit l'occupation japonaise répondit moins à un plan cohérent du début à la fin qu'à un empilement de plans s'adaptant à une situation mouvante, du fait notamment de l'évolution du conflit armé. À cet égard, l'ouverture d'un nouveau front en Chine centrale et la résilience des Nationalistes donnèrent à l'occupation une envergure toute autre que si les Japonais avaient pu se contenter d'affermir leur présence dans le Nord via un gouvernement pro-japonais local.

³ *Ibid.*, p. 31.

1.1.2. Enlisements (1939-1942)

Par contraste avec une première phase marquée par le déplacement rapide vers l'Ouest d'une ligne de front décousue, la deuxième phase de la guerre est généralement décrite, avec le recul, comme celle d'un enlèvement du conflit. Du point de vue des contemporains cependant, l'horizon d'une défaite prochaine du camp adverse restait d'actualité, quand bien même le haut commandement japonais avait réalisé dès la fin de l'année 1937 que la guerre éclair risquait de s'éterniser¹. Plutôt que d'un enlèvement continu, il serait ainsi plus juste de parler d'enlèvements successifs faisant suite à des offensives de part et d'autre qui, si elles furent audacieuses, ne purent être décisives faute de moyens suffisants de chaque côté².

Côté chinois, les forces restantes furent réparties de manière à protéger les principaux axes de communication dont dépendait la survie du camp retranché de Chongqing : vers le Nord avec l'Union soviétique qui devint le principal soutien de la Chine après la défection de l'Allemagne en avril 1938, vers le Sud avec la Birmanie et l'Indochine française³. Cette solidification morcelée du front à l'échelle de la Chine empêcha le Japon de concentrer ses troupes sur un objectif unique. Bien décidé à transformer le conflit en une guerre d'attrition, Jiang Jieshi forma une partie de ses effectifs à la guérilla afin d'harcéler l'ennemi derrière ses lignes. Cette tactique était déjà utilisée par l'allié communiste⁴. Le camp chinois ne sut cependant pas mettre pleinement à profit cette stratégie du fait des frictions croissantes au sein du Front uni qui donnèrent lieu à des combats sanglants entre troupes nationalistes et communistes à partir de janvier 1941⁵.

¹ Le deuxième bureau de l'état-major, chargé du renseignement, produisit le 23 novembre 1937 un rapport intitulé « Shina ga chōki teikō ni hairu baai no jōsei handan 支那カ長期抵抗ニ入る場合ノ情勢判断 (Appréciation de la situation si la Chine devait résister sur le long terme) » qui prévoyait notamment la mise en place d'un nouveau gouvernement central à Beijing (JACAR B02030548200, *Shina jihen kankei ikken* 支那事変關係一件 (Documents relatifs à l'Incident de Chine), vol. 18.6).

² De ce manque de moyens, en termes d'effectifs notamment, découlait une paralysie stratégique. Michel Vié remarque ainsi que « l' "enlèvement" n'efface pas les dispositions mentales de l' "incident". Il en généralise au contraire et aggrave les effets : la fragmentation des initiatives et la prépondérance du court terme. » (*Le Japon et le monde au XXe siècle*, Masson, 1995, p. 191).

³ E.J. Drea, H. van de Ven, « An Overview ... », in Mark Peattie *et al.* (dir.), *The Battle for China*, *op. cit.*, p. 35. Au sujet de l'aide étrangère au régime de Jiang Jieshi, principalement russe à partir de 1938 puis américaine à partir de 1942, voir Zhang Baijia, « China's Quest for Foreign Military Aid », in *ibid.*, p. 283-307.

⁴ Voir Yang Kuisong, « Nationalist and Communist Guerrilla Warfare in North China », in *ibid.*, p. 308-327. Cette stratégie ne fut pas menée avec le même succès par les nationalistes et les communistes. Alors qu'au bout de deux ans l'essentiel de la guérilla nationaliste avait battu en retraite, fait défection en faveur des collaborateurs ou avait été défait par les communistes, ces derniers virent leurs forces passer de 20 000 hommes au début de la guerre à près d'un million en 1945. Selon Yang Kuisong, cet échec s'explique non pas par un manque de combattivité du GMD mais par son incapacité à se débarrasser de son habitude de la guerre classique (défense de larges territoires par de nombreuses unités) et à gagner le soutien de la population.

⁵ La politique du Front uni national de résistance au Japon (*quanminzu kangri tongyi zhanxian* 全民族抗日統一戰線) adoptée en février 1937 était très différente de celle du premier Front uni de 1924, qui avait pris la forme d'une fusion partielle des deux partis jusqu'aux purges sanglantes de 1927, suivies d'une guerre civile sans merci dont le PCC réchappa de peu grâce à l'imminence du conflit avec le Japon. Marquée d'emblée par une profonde méfiance réciproque, cette nouvelle alliance, à laquelle participaient également les partis politiques

Côté japonais, la lutte contre Chongqing prit la forme de raids aériens meurtriers¹ tandis qu'au sol l'armée impériale cherchait à couper la nouvelle capitale nationaliste de ses sources de ravitaillement. Le Japon fit pression sur la Grande Bretagne pour qu'elle accepte de fermer la route de Birmanie en juillet 1940 et, en septembre, imposa ses troupes en Indochine française afin de contrôler la ligne de chemin de fer en direction du Yunnan. Dans les premiers mois de 1941, des forces importantes furent engagées sur la côte cantonaise dans l'espoir de verrouiller le blocus méridional². Parallèlement, l'armée japonaise chercha à consolider son emprise sur la zone occupée en colmatant les brèches sans cesse ouvertes par la résistance chinoise et en accélérant l'organisation de gouvernements et d'armées chinoises pro-japonais. De fait, Tokyo était décidé à réduire la voilure en Chine. Ce projet, qui prévoyait une diminution de moitié des troupes stationnées (de 850 000 à 400 000) et un rétrécissement de la zone occupée (afin de la limiter à la Chine du Nord et au delta de Shanghai), n'aboutit jamais en raison de la résistance des officiers sur le terrain³.

Le fardeau chinois semblait d'autant plus pesant que Tokyo anticipait une guerre contre l'Union soviétique. En effet, la situation militaire en Chine évoluait aussi en fonction du contexte régional (la perspective d'un conflit russo-japonais) et mondial (le déclenchement de la guerre en Europe). La guerre totale contre l'ennemi soviétique, horizon aussi certain durant l'entre-deux-guerres que ne l'était la guerre franco-allemande, n'eut jamais lieu mais demeura pour le Japon comme une épée de Damoclès au-dessus du conflit sino-japonais, au moins dans ses premières années. Outre la guerre indirecte menée par Moscou contre Tokyo par le biais de l'aide à Chongqing, un accrochage près du village de Nomonhan, à la frontière entre la Mongolie extérieure et la Mandchourie, dégénéra en une guerre non-déclarée entre mai et septembre 1939, qui se solda par une cuisante défaite japonaise. L'issue de cette bataille eut des conséquences importantes : elle permit à l'Union soviétique de privilégier son front occidental et conduisit le Japon à reporter ses ambitions sur l'Asie du Sud où se concentraient les intérêts des puissances alliées⁴. L'évolution de la situation en Europe puis le déclenchement de la Guerre du Pacifique aggravèrent la situation d'enlisement : d'une part, en confirmant l'espoir que plaçait Jiang Jieshi dans

minoritaires, vola en éclat à plusieurs reprises sur le champ de bataille tout en perdurant en principe, avant que la guerre civile ne reprenne en 1946, cette fois à l'avantage du PCC.

¹ Répartie entre l'Armée de terre et la Marine, la flotte aérienne japonaise connut un développement sans précédent au début de la guerre sino-japonaise avant de jouer un rôle central dans la Guerre du Pacifique. Malgré sa supériorité dans le domaine, le Japon ne réussit cependant jamais à prendre dans les airs un ascendant décisif contre Chongqing qui put compter sur l'aide des pilotes soviétiques puis des *Flying Tigers* américains. Voir Hagiwara Mitsuru, « The Japanese Air Campaigns in China, 1937-1945 » et Edna Tow, « The Great Bombing of Chongqing and the Anti-Japanese War, 1937-1945 », in *ibid.*, p. 237-282.

² E.J. Drea, H. van de Ven, « An Overview ... », in *ibid.*, p. 38 sq.

³ *Ibid.*, p. 39.

⁴ Voir Alvin D. Coox, *Nomonhan: Japan Against Russia, 1939*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 1985. Le pacte de non-agression signé le 13 avril 1941 se prolongea jusqu'à la déclaration de guerre de l'URSS contre le Japon, le 8 août 1945.

l'internationalisation du conflit sino-japonais, d'autre part, en dispersant l'attention japonaise¹. L'attaque contre la flotte américaine à Hawaï et les colonies occidentales en Asie du Sud Est à partir du 7 décembre 1941 fit en effet entrer le conflit sino-japonais dans une autre dimension. Le sort de la Chine, libre comme occupée, fut désormais plus que jamais lié à la situation hors de ses frontières. La formidable avancée japonaise en Asie du Sud-Est se poursuivit durant la première moitié de l'année 1942. La situation commença à s'inverser à partir de juin avec la victoire américaine dans la Bataille de Midway.

Le passage d'une phase d'escalade rapide du conflit à une phase d'enlèvement s'accompagna d'une nécessaire consolidation des positions respectives des belligérants. De même que Chongqing s'organisa pour supporter un siège potentiellement durable, le Japon dut envisager à plus long terme l'occupation de la Chine. Les plans élaborés à Tokyo pour rationaliser le règlement de la question chinoise se heurtèrent cependant aux résistances internes et à une conjoncture internationale particulièrement versatile, de sorte que l'effort pour réorganiser l'État d'occupation autour d'un gouvernement central dirigé par Wang Jingwei fut à plusieurs reprises suspendu et réorienté². Ces hésitations tout au long de l'année 1940 sapèrent d'emblée le peu d'autorité dont pouvait espérer disposer le groupe de Wang. La situation s'améliora à partir de l'année suivante lorsque la volonté des autorités japonaises de mieux contrôler la zone occupée coïncida, nous y reviendrons, avec un renforcement de l'administration chinoise pro-japonaise dans le cadre de la Campagne de pacification rurale (*qingxiang yundong* 清鄉運動) lancée par Nanjing en juillet 1941. Mais la décision prise par Tokyo, sans en informer Nanjing, d'entrer en guerre contre les Alliés en décembre de la même année constitua un choc dont le gouvernement de Wang Jingwei ne se remit jamais tout à fait : sur le plan de la propagande, l'implication des Alliés en Asie orientale donnait raison à Jiang Jieshi dans son choix de la résistance ; sur le plan économique, le redressement relatif de la zone occupée fit long feu sous l'effet de l'arrêt du

¹ Ainsi, la stratégie ambitieuse qu'élabora le commandant de la 11^e armée, le général de division Anami Korechika 阿南惟幾 (1887-1945), pour porter un coup décisif à Chongqing, fut-elle gênée par le contexte international. D'abord en juin 1941 lorsque l'opération Barbarossa entraîna une suspension de sa campagne contre Changsha dans l'attente d'une possible attaque japonaise contre l'Union soviétique ; ensuite en septembre 1942 lorsque son vaste projet d'offensive contre Chongqing dut être abandonné afin d'envoyer des troupes dans le Pacifique (E.J. Drea, H. van de Ven, « An Overview ... », in Mark Peattie *et al.* (dir.), *The Battle for China*, *op. cit.*, p. 41 et 43).

² Le projet de gouvernement central en Chine était pour le Japon un enjeu intérieur (rationalisation de l'occupation contre les factionnalismes au sein de l'armée) et extérieur (consolidation de sa position sur la scène internationale) : « Le JAPON songeait depuis longtemps à donner aux territoires passés sous son contrôle, un gouvernement unique, d'estampille chinoise, qui ait une apparence de légalité, et avec lequel les tierces puissances, mises en confiance, puissent négocier. Mais les difficultés [internes] se révélaient nombreuses. [...] Par ailleurs, la situation internationale évolue : l'URSS, un instant distraite du théâtre asiatique par son "coup" en Finlande, redevient inquiétante. Or le JAPON ne peut, sans compromettre sérieusement sa position de grande puissance en Extrême-Orient, continuer à user ses forces, à diminuer son potentiel militaire, dans l'aventure continentale où il s'est engagé. La création du nouveau régime sera donc pour lui l'arme nouvelle dont il compte se servir sans délai. » Capitaine de frégate Jouan, Compte rendu de renseignements n°8, « La situation en Chine en avril 1940 », Bord « Lamotte-Piquet », 6 mai 1940, p. 4-5, ADF 503.

commerce international et de l'explosion des dépenses liées à la guerre. Dans ce contexte marqué par l'inflation et les pénuries, la capacité de l'État d'occupation à se financer et donc à fonctionner correctement se trouva irrémédiablement amoindrie. Si l'entrée en guerre du Japon contre les Alliés marque donc un tournant décisif pour l'État d'occupation – tournant dont les effets négatifs devinrent évidents dans la seconde moitié de l'année 1942 –, la période qui suivit ne se résume pas à un déclin inéluctable. Aussi bien sur le plan militaire que du point de vue de l'État d'occupation, d'importants efforts furent entrepris pour tenter de renverser la situation en Chine.

1.1.3. Nouvelles offensives face au déclin (1943-1945)

Désormais impliqué dans une guerre totale contre la première puissance mondiale, le Japon était plus que jamais pressé de se sortir du borbier chinois. L'année 1943 fut marquée par de grandes opérations contre les troupes communistes et nationalistes dans le Hebei et le Shanxi (février-mars), le Henan et le Hubei (mai-juin) et dans le Hunan (novembre-décembre). Ces campagnes infligèrent de lourdes pertes au camp chinois mais restèrent sans lendemain, faute, pour le Japon, de pouvoir occuper durablement les vastes territoires conquis¹.

Tokyo lança l'année suivante la plus importante campagne militaire de l'histoire de l'armée japonaise : l'Opération Ichigō (*Ichigō sakusen* 一号作戦 : Opération numéro un)². Un demi-million de soldats fut déployé, entre avril 1944 et février 1945, le long des grands axes ferroviaires Beijing-Hankou, Hankou-Guangzhou et Hunan-Guangxi. L'objectif était double : détruire les bases aériennes depuis lesquelles l'archipel japonais était à la portée des bombardiers américains d'une part, connecter la partie septentrionale de l'Empire aux territoires récemment conquis dans le Sud via un corridor traversant la Chine depuis la Corée jusqu'à l'Indochine française d'autre part. Si ces deux objectifs furent bien atteints à la fin de l'année 1944, ils ne permirent pas de renverser la situation. Les bases aériennes détruites sur le continent furent remplacées par celles établies dans les îles du Pacifique tandis que le cordon Nord-Sud ne permit pas de soutenir le front méridional, faute d'infrastructures de transport utilisables, l'aviation américaine ayant détruit les principales routes et voies ferroviaires. L'Opération Ichigō eut néanmoins des conséquences importantes. Infligeant des pertes estimées à 750 000 hommes dans les rangs chinois, elle finit d'affaiblir l'armée nationaliste à la veille de la guerre civile. La concentration des troupes nationalistes et japonaises dans le Sud laissa par ailleurs le champ libre aux Communistes dans le Nord. À l'image de la guerre dans son ensemble, « l'offensive Ichigō

¹ E.J. Drea, H. van de Ven, « An Overview ... », in Mark Peattie *et al.* (dir.), *The Battle for China*, *op. cit.*, p. 43 *sq.*

² Ce paragraphe s'appuie sur Hara Takeshi, « The Ichigō Offensive », in Mark Peattie *et al.* (dir.), *The Battle for China*, *op. cit.*, p. 392-402.

fut un désastre aussi bien pour l'armée japonaise que pour les Nationalistes. Les seuls gagnants furent les Communistes »¹. Néanmoins, lorsque les soldats japonais en poste sur le continent entendirent, le 15 août 1945 au matin, l'allocution radiophonique de l'empereur annonçant la capitulation, ils pouvaient estimer avoir perdu la guerre de Chine en ayant gagné la majorité de ses batailles². Ce n'est pas en Chine que se décida l'issue de la guerre mais dans le Pacifique.

Le bilan général de la guerre sino-japonaise donne une idée de son ampleur, pour autant que le nombre de victimes soit un indicateur suffisant en la matière. Dans les rangs japonais, les huit années de combats tuèrent environ 410 000 soldats et en blessèrent 920 000. Les estimations des pertes chinoises sont plus vagues mais vont jusqu'à dix millions de soldats tués et autant, voire le double, de victimes civiles, sans compter les dizaines de millions de personnes déplacées³.

La stratégie militaire volontariste du Japon durant cette troisième phase est également visible en ce qui concerne l'État d'occupation. Sur le plan politique, la volonté japonaise de transformer le borbier chinois en ce qu'il aurait toujours dû être (une base continentale sur laquelle puisse s'appuyer la métropole), entraîna une redéfinition des relations entre les autorités d'occupation et le gouvernement de Nanjing. Cette « nouvelle politique à l'égard de la Chine » (*taishi shin seisaku* 对支新政策), adoptée à la fin de l'année 1942 puis mise en œuvre au cours de l'année suivante, consista à renforcer l'autonomie et la légitimité de la composante chinoise de l'État d'occupation, notamment en limitant l'ingérence des conseillers japonais et en rendant à Nanjing les concessions étrangères occupées par le Japon à la suite du coup de force de décembre 1941. Comme durant la phase précédente, l'affermissement de l'autorité de Nanjing avait pour principal objectif, du point de vue japonais, d'en faire un instrument plus efficace pour l'exploitation des ressources chinoises et l'administration de la zone occupée. Ce souci d'efficacité était partagé, pour d'autres raisons, par la direction du régime de Nanjing qui engagea, début 1943, une vaste refonte de ses institutions qui, nous y reviendrons, accéléra le processus de rationalisation de l'appareil étatique. Rationalisation toute relative cependant tant l'inflation bureaucratique de l'État d'occupation se poursuivit. C'est le cas, par exemple, avec la bureaucratisation, à partir de 1943, du Mouvement des nouveaux citoyens (*xinguomin yundong*) ; organisation de masse censée mobiliser la population en faveur de l'effort de guerre commun avec le Japon. De fait, l'entrée en guerre de Nanjing aux côtés de Tokyo en janvier 1943 servit de

¹ *Ibid.*, p. 402.

² La défaite fut moins un événement qu'un long processus dont les effets se font encore sentir aujourd'hui. Voir Barak Kushner, *Men to Devils, Devils to Men: Japanese War Crimes and Chinese Justice*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2015, not. chap. 1 « Defeat in Denial ».

³ E.J. Drea, H. van de Ven, « An Overview ... », in Mark Peattie *et al.* (dir.), *The Battle for China*, *op. cit.*, p. 46. Dans une conclusion glaçante, les auteurs rappellent que : « While a general overview of the military operations can place the war in context, it cannot hope to describe the misery and suffering wrought by the continental conflict. Who can describe the panic and horror in a Chinese village as an armed Japanese foraging party approached? The Chinese people lived with that terror for more than eight years as their nation was torn asunder » (*ibid.*, p. 47).

prétexte à une intensification de la mobilisation de la société par l'État d'occupation, et donc à une extension du périmètre de ce dernier, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Par ailleurs, si la participation de Nanjing à la « guerre sainte » japonaise contre les Alliés fut essentiellement symbolique et n'eut donc aucune incidence sur le cours du conflit mondial, les gouvernements de collaboration – Nanjing en particulier – formèrent de larges armées qui jouèrent un rôle de supplétif aux troupes japonaises pour le maintien de l'ordre et la lutte anticommuniste en zone occupée. Toutefois, la crainte persistante de la part des autorités d'occupation d'armer des soldats à la loyauté incertaine, le caractère extrêmement hétéroclite de ces troupes et la réticence de Nanjing à porter les armes contre Chongqing limitèrent l'utilité de cette force militaire pour le Japon¹. Ces troupes eurent tout de même un impact sur la guerre et sur ses suites : les troupes « fantoches » furent en effet pardonnées et réintégrées après-guerre dans les armées nationalistes et, dans une moindre mesure, communistes, en préparation de la guerre civile. Le lien entre l'évolution de la guerre et celle de l'État d'occupation apparaît donc très clairement, et ce jusque dans leur dénouement commun. Déclarant vouloir partager « les joies et les peines » (*tonggan gongku* 同甘共苦) de l'occupant², le régime de Nanjing eut surtout à subir les secondes et disparut le jour où le Japon déposa les armes.

¹ Voir Liu Shih-ming, *Weijun*, *op. cit.*

² ZG n°297 (2 mars 1942), p. 7.

1.2. Situation diplomatique

À côté de ce contexte militaire, l'État d'occupation évolua également en fonction d'un contexte diplomatique complexe. La notion de « diplomatie » n'est pas ici restreinte aux seules relations entre pays, telles qu'elles sont définies par les normes et coutumes des relations internationales, mais comprend aussi les négociations informelles qui s'engagèrent entre Japonais et Chinois, parfois par l'intermédiaire d'un pays tiers, pour tenter de régler l'« Incident de Chine » autrement que par les armes. Là encore, le sujet étant très vaste, il s'agira d'être concis en ne traitant que les aspects de ce contexte directement liés à l'institutionnalisation de la collaboration en zone occupée. Nous analyserons, dans un premier temps, l'impact qu'eut la mise en place du gouvernement collaborateur de Nanjing sur la scène internationale, puis nous traiterons des tentatives successives de Tokyo pour trouver une solution négociée à l'« Incident de Chine » entre le début de la guerre et la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei en 1940. Enfin, nous tenterons de démêler le fil souvent interrompu des tractations secrètes que chercha à mener le Japon avec Chongqing jusqu'à la fin de la guerre¹.

1.2.1. L'impact international de la création du gouvernement de Wang Jingwei

1.2.1.1. La Chine dans les relations du Japon avec les autres puissances

Dans son acception la plus large, le contexte diplomatique de l'État d'occupation japonais en Chine doit prendre en compte la situation du Japon sur la scène internationale dans l'entre-deux-guerres. En effet, l'expansionnisme nippon en Chine et la forme institutionnelle qu'il prit sont directement liés à un environnement diplomatique particulier qui, pour le dire simplement, procède de la Première Guerre mondiale. Certes, le projet continental du Japon est plus ancien puisqu'il remonte, pour s'en tenir à l'époque moderne, à la fin du XIX^e siècle. L'implantation d'un empire « informel » japonais dans la péninsule coréenne constituait une brèche dans la zone d'influence chinoise et menaçait les ambitions russes dans la région. Ce double antagonisme se solda par deux victoires japonaises – contre les Qing en 1895 et contre la Russie tsariste en 1905 – qui donnèrent à l'archipel un nouveau statut. Dans l'espace asiatique, le Japon ravit à la Chine sa place de première puissance régionale. Dans l'espace international, il passa du statut de proie des puissances occidentales à celui de puissance coloniale. Pour autant, l'expansion coloniale nippone à Taiwan (1895) puis en Corée (1910) restait en périphérie des intérêts occidentaux concentrés en Chine.

¹ Nous avons publié une version raccourcie de la partie qui suit (Serfass, « Le dilemme de Nankin : tergiversations autour de la reconnaissance du gouvernement de collaboration chinois (1940-1945) », *Vingtième siècle*, n°133, janv.-mars 2017, p. 99-111.).

La première guerre mondiale constitua à cet égard un tournant important. Le désengagement temporaire des puissances en Extrême-Orient profita au Japon sur le plan économique et aiguisa son appétit en Chine, ceci d'autant plus que cette dernière entraînait au même moment dans une phase de désintégration accélérée faisant suite à la Révolution de 1911. L'engagement du Japon aux côtés des Alliés lui permit d'annexer le territoire à bail allemand du Shandong. Dans le même temps, Tokyo imposa en janvier 1915 ses « Vingt et une demandes » (*taika nijūikka jō yōkyū* 對華21ヶ条要求) à Beijing¹. Cette revendication heurta et galvanisa le nationalisme chinois qui s'exprima notamment lors des manifestations du 4 mai 1919. Face à cette montée du nationalisme en Chine, qui se traduisit politiquement par l'avènement en 1927 d'un gouvernement central prônant la réunification et l'abrogation des traités inégaux, le Japon prit une pente inverse de celle empruntée par les autres puissances. Tout en essayant de freiner le plus possible le déclin de leur influence en Chine, des pays comme la France ou la Grande-Bretagne comprirent après-guerre qu'il pouvait être dans leur intérêt de soutenir le renforcement du Gouvernement nationaliste². Favorable dans un premier temps à la révolution nationaliste chinoise, dont il avait hébergé les militants, le Japon se montra au contraire de plus en plus hostile à la reconstruction d'un État central en Chine dans lequel il voyait une menace pour ses intérêts³. L'ambition du Japon en Chine se trouva frustrée par le veto occidental lors de la Conférence de Washington (1921-22) à l'issue de laquelle fut signé le Traité des Neuf puissances qui réaffirmait le respect de la souveraineté chinoise et la doctrine de la « porte ouverte » interdisant à une puissance de monopoliser le marché chinois. Soucieux de maintenir sa légitimité sur la scène internationale, Tokyo consentit à rendre le Shandong tout en maintenant son implantation en Mandchourie. C'est dans cette dernière région qu'intervint la rupture avec l'ordre international d'après-guerre, moins au moment de l'Incident de Mukden (18 septembre 1931) qu'avec la reconnaissance *de jure* de l'État de Mandchourie (15 septembre 1932) et le retrait de la Société des Nations (mars 1933) qui s'ensuivit⁴. Le passage à une « diplomatie indépendante » (M. Vié)

¹ Pour une présentation plus nuancée de la politique chinoise du Japon à l'époque, voir Michel Vié, « Le Japon pendant la Première Guerre mondiale : fonctionnement de l'État et politique extérieure », *Ebisu*, n°53, 2016, p. 62-65.

² « [His Majesty's Government] would point out that, until the outbreak of the present hostilities, the beneficial effects which the [Nine-Power] Treaty was expected to produce were steadily being realised. The Chinese people were maintaining and developing for themselves an effective and stable government, and the principle of equal opportunity for the commerce and industry of all nations, was bringing prosperity to China and to her international trade, including that with Japan. », JACAR B02030574900, Lettre de l'amb. R.L. Craigie au Min. des Aff. étrangères Arita Hachirō (14 janv. 1939), *Shina jihen kankei ikken*, vol. 32, n°4.2. « Teikoku no dai tōa shin chitsujo kensetsu no seimei ni tai suru Bei Ei no hantai 帝国ノ大東亜新秩序建設ノ声明ニ対スル米英ノ反対 / 2 (Réaction des États-Unis et de la Grande-Bretagne aux discours concernant la construction d'un nouvel ordre en Asie orientale par l'Empire japonais) », p. 236.

³ Cette « pente » de la politique chinoise du Japon dans l'entre-deux-guerres ne fut pas à sens unique (voir par exemple la « diplomatie Shidehara » dans les années 1920 et l'effort de normalisation en 1935), même si une tendance générale se dégage.

⁴ M. Vié, *Le Japon et le monde...*, *op. cit.*, p. 161.

s'accompagna d'une poussée expansionniste progressive en Chine du Nord qui, on l'a dit, changea brutalement d'échelle au cours de l'été 1937¹.

Malgré ces ruptures, la forme institutionnelle que prit cet expansionnisme n'en fut pas moins tributaire d'un ordre international trouvant sa source dans le Traité de Versailles (1919) et dont le principe fondamental, on l'a dit en introduction, était qu'à une Nation devait correspondre un État. Si cet ordre rendit l'établissement de nouvelles colonies anachronique, la domination de type impérialiste ne disparut pas pour autant, mais prit de nouvelles formes. Les traités internationaux qui, à la suite de Versailles, avaient voulu tirer les leçons de la boucherie de 14-18 en rendant la guerre illégale, favorisèrent involontairement cette évolution qui enfanta le Manzhouguo : un régime créé et contrôlé par l'armée japonaise à la suite d'une guerre non déclarée qui prit les oripeaux d'un État indépendant et souverain répondant aux aspirations d'une Nation multiethnique. Un contexte similaire présida à la formation de l'État d'occupation à partir de 1937².

1.2.1.2. La réaction des démocraties occidentales

L'occupation par le Japon des principales villes où se concentraient les intérêts occidentaux (Beijing, Tianjin, Shanghai, Hankou, Canton) suscita l'ire des puissances étrangères telles que la Grande-Bretagne qui reprochèrent à Tokyo de violer la souveraineté chinoise et la doctrine de la « porte ouverte » qu'était censé garantir le Traité des neuf puissances. Pointant les contradictions du discours japonais, elles comprirent qu'un nouveau Manzhouguo risquait de se former en Chine propre³. Face à ces critiques, le Japon se justifia en arguant de son droit

¹ Réfutant la vision téléologique de la Guerre de quinze ans (1931-1945), M. Vié écrit que « La “diplomatie indépendante” fut mise au service non d'un programme mais d'une volonté d'exploitation des chances. Cette disposition d'esprit n'était pas vraiment nouvelle, puisqu'elle avait guidé la politique extérieure du Japon entre 1911 et 1918. Mais cette fois-ci le Japon n'a plus d'allié et l'isolement génère la peur et l'audace. » (*ibid.*, p. 164).

² Il ne s'agit bien sûr là que d'un facteur parmi d'autres expliquant le choix fait par le Japon de mettre en place des institutions « fantoches ». D'autres considérations entrèrent en jeu. Ainsi, la configuration géographique, démographique et politique de la Chine était-elle naturellement moins propice à une domination de type colonial que ne l'était celle de la Corée ou de Taiwan. Il apparaît néanmoins que l'expérience mandchoue, la longue présence occidentale en Chine (qui se prolongea dans les concessions) ainsi que le caractère progressif et opportuniste de l'occupation japonaise forment autant de raisons expliquant la forme que prit cette institutionnalisation.

³ « His Majesty's Government are at loss to understand how Prince Konoye's assurance that Japan seeks no territory and respects the sovereignty of China can be reconciled with the declared intention of the Japanese Government to compel the Chinese people by force of arms to accept conditions involving the surrender of their political, economic and cultural life to Japanese control ». JACAR B02030574900, Lettre de l'amb. R.L. Craigie au Min. des Aff. étrangères Arita Hachirō (14 janv. 1939) *Shina jihen kankei ikken*, vol. 32, n°4.2., p. 235. Le précédent mandchou était souvent cité, moins pour protester contre la violation de l'intégrité territoriale chinoise qu'en raison de l'avantage commercial qu'il donnait au Japon. Un courrier de l'ambassadeur américain établit ainsi un parallèle entre la situation d'occupation militaire de la Chine et celle en Mandchourie pour exprimer ses craintes quant à ses conséquences néfastes pour les commerçants américains en Chine. JACAR B02030574800, « Shōwa jūsan nen jū gatsu muika no Shina ni okeru menko kaihō kikai kintō shugi no yōgo ni kanren

d'appliquer sa propre doctrine Monroe en Extrême-Orient¹. Ce rejet de l'« ingérence » occidentale concernait en particulier l'aide directe ou indirecte apportée par les autres pays au Gouvernement nationaliste, accusée de retarder l'inéluctable capitulation de Chongqing et donc la paix². Laissant planer le doute sur l'avancée de ses négociations secrètes avec les Nationalistes (voir partie suivante) et la possibilité d'une fusion entre Chongqing et le nouveau gouvernement de Nanjing, Tokyo présenta en effet la mise en place d'un gouvernement central de collaboration comme le meilleur moyen de mettre fin à la guerre³. Les puissances occidentales ne se plièrent cependant pas aux desiderata japonais, malgré l'offensive allemande à l'Ouest en mai 1940⁴. Elles répondirent en cela aux attentes de Chongqing qui mit en garde les ambassades étrangères dans une note remise le jour même de l'inauguration du nouveau gouvernement de Nanjing :

After nearly three years of China's resistance the Japanese militarists have in despair manoeuvred to establish at Nanking an organization purporting to be the "National Government of the Republic of China." It is nothing more than a puppet organization created and controlled by the Japanese militarists as an instrument for usurping China's sovereign rights and destroying her independence and territorial and administrative integrity. It will also be used by the Japanese to overthrow international law and order, to nullify the Nine Powers treaty and to eliminate all commerce and interests of the third powers in China [...] The Chinese Government is convinced that all self-respecting States will uphold law and justice in the conduct of international relations and will never accord *de jure* or *de facto* recognition to Japan's puppet organization in China. Any manifestation of such recognition in whatever form or manner would be a violation of international law and treaties and would be considered as an act most unfriendly to the Chinese nation for the consequences of which the recognizing party must bear full responsibility.⁵

Comme en 1932 avec l'État de Mandchourie, la mise en place en mars 1940 d'un gouvernement de collaboration ayant vocation, contrairement à ceux établis au début de la guerre qui ne furent

seshimataru zai Shi Beikoku keneki kakuho no mōshiire 昭和十三年十月六日ノ支那ニ於ケル門戸開放機会均等主義ノ擁護ニ關聯セシメタル在支米國權益確保ノ申入 (Demande du 6 oct. 1938 pour que soient assurés les droits et intérêts américains en Chine concernant la protection de la doctrine de la porte ouverte en Chine) », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 32, n°4.1, p. 166.

¹ Sur l'historique de cette « doctrine Monroe asiatique » régulièrement ressortie par Tokyo pour revendiquer une hégémonie sur la région, voir Hotta Eri, *Pan-Asianism and Japan's War 1931-1945*, New York, Palgrave Macmillan, 2007, p. 95-97.

² Outre l'aide militaire déjà évoquée, une aide financière fut apportée sous la forme de prêts ou de politique monétaire visant à aider la zone libre. Un mémorandum remis par le groupe de Wang Jingwei aux diplomates britanniques explique ainsi : « We know that British Financial assistance to China is out of friendly intentions ; but when General Chiang uses the fund to prolong his futile and calamitous war, such assistance really hurts the Chinese people. », 7 août 1939, FO 676/410.

³ « Les Japonais peuvent donc prétendre à la fois qu'une combinaison [à savoir la fusion des gouvernements de Chongqing et Nanjing] qui permettrait de mettre fin à la guerre est prête et que nous l'empêchons de se réaliser. Ce sont précisément les conditions nécessaires à cette réalisation que le Japon cherche à créer lorsqu'il invite la France et l'Angleterre à faciliter la politique japonaise, en bloquant la Chine, ce qui paralysera l'assistance américaine, et en menaçant l'U.R.S.S. pour l'inciter à ne plus soutenir le Gouvernement de Tchongking qui isolé devra abandonner la lutte. » Guillaume Georges-Picot (Shanghai) à Paris, « M. WANG CHING WEI », télégramme n°191-197, 10 mars 1940, ADF 503.

⁴ « Le Gouvernement de Tokyo, après avoir espéré que la guerre en Europe mettrait fin à l'appui que les démocraties prêtaient à Chungking, est profondément déçu. » Capitaine de frégate Jouan, archive citée, 6 mai 1940, p. 2 ADF 503.

⁵ « Text of a translation of a statement by the Chinese government regarding the establishment of a puppet regime in Nanking under Wang Ching-wei » FO 371/24660. Version chinoise in ZZSC 6.3, p. 416.

jamais reconnus par Tokyo, à remplacer le Gouvernement nationaliste de Chongqing constitua une rupture importante du point de vue des normes internationales. Cette rupture fut confirmée lors de la reconnaissance officielle du régime de Wang Jingwei par le Japon en novembre de la même année¹. Elle contribua, en particulier, à envenimer les relations nippo-américaines à un moment crucial de négociations dont l'échec eut des conséquences considérables. Dans le « message en quatorze parties » remis par l'ambassadeur japonais au secrétaire d'État américain le 7 décembre 1941, alors que l'aviation japonaise s'apprêtait à fondre sur Pearl Harbor, on peut ainsi lire :

The attitude of the American Government in demanding Japan not to support militarily, politically or economically any regime other than the regime at Chungking, disregarding thereby the existence of the Nanking Government, shatters the very basis of the present negotiations. This demand of the American Government falling, as it does, in line with its above-mentioned refusal to cease from aiding the Chungking regime, demonstrates clearly the intention of the American Government to obstruct the restoration of normal relations between Japan and China and the return of peace to East Asia².

Dès janvier 1932, avant même la déclaration d'indépendance de la Mandchourie, les États-Unis avaient adopté une position très claire en posant pour principe la non-reconnaissance de territoires acquis en violation du droit international³. C'est dans la continuité de cette politique, connue sous le nom de « doctrine Stimson », que le secrétaire d'État américain Cordell Hull déclara début 1940 :

À la lumière de ce qui s'est produit dans diverses parties de la Chine, depuis 1931, la formation du nouveau régime de Nankin donne l'apparence d'un nouveau pas en avant dans le programme d'un pays cherchant à imposer sa volonté à un pays voisin et à empêcher une vaste étendue du monde d'avoir des relations économiques et politiques normales avec le reste du monde.⁴

Tokyo réagit en faisant de la question de Nanjing un enjeu de ses négociations en cours avec Washington :

¹ Les relations diplomatiques du gouvernement de Nanjing avec les autres pays seront analysées dans le chapitre 3. Il n'est ici question que de l'impact de sa création sur les relations entre le Japon et les autres puissances. Autrement dit, la reconnaissance ou non de Nanjing est ici traitée comme enjeu pour l'Empire japonais. Dans la deuxième partie de la thèse, elle sera traitée comme enjeu pour la souveraineté extérieure du gouvernement de Nanjing qui, dans une certaine mesure, chercha à développer ses liens avec les diplomaties occidentales pour gagner en indépendance vis-à-vis du Japon.

² « Japanese Note to the United States United States December 7, 1941 », *Department of State Bulletin*, Vol. V, n°129, 13 déc. 1941, <<http://avalon.law.yale.edu/wwii/p3.asp>> (consulté le 30 mars 2016).

³ Voir Heiko Meiertöns, *The Doctrines of US Security Policy: An Evaluation under International Law*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 83-99.

⁴ Cité dans « Tchang Kai Chek et non Wang Ching Wei dit l'Amérique ; Washington refuse de reconnaître le gouvernement chinois de Nankin », *Paris-soir*, 1^{er} avril 1940, p. 4. Comme pour le Manzhouguo, la politique américaine de non-reconnaissance fut reprise par les pays d'Amérique latine, en application de la doctrine Monroe. JACAR B02031749100, Consul Uchida 内田 (Xiamen) au Min. Arita 有田, télégramme n°78, 20 mars 1940, *Shina jihen ni sai shi shin Shina chūō seifu seiritsu ikken ; kakkoku no taido oyobi shōnin mondai* 支那事変ニ際シ新支那中央政府成立一件／各国ノ態度及承認問題 (Fondation du nouveau gouvernement central chinois pendant l'Incident de Chine ; Attitudes des différents pays et question de la reconnaissance), p. 120. Voir aussi *ibid.*, p. 175-176 (attitude du Mexique), p. 180-181 (Venezuela), p. 183-184 (Pérou), p. 311-312 (Chili), p. 314 (Brésil), p. 316-318 (Uruguay), p. 320-329 (Cuba et République dominicaine).

À la suite de la déclaration de M. Cordell Hull [...] le porte-parole du Ministère des Affaires étrangères à Tokio a remarqué : 1° Que la déclaration de M. Cordell Hull était en contradiction avec les assurances [...] selon lesquelles les Etats-Unis étaient disposés à ouvrir des négociations avec le Japon dans un esprit constructif. [...] 2° Le gouvernement de Washington ne tient pas compte des efforts et de la sincérité du Japon pour essayer d'améliorer les relations avec les Etats-Unis ainsi que des assurances et des garanties données par le Japon. C'est ainsi que M. Cordell Hull affirme que le Japon est en train de créer un bloc économique en Extrême-Orient. Ceci n'est pas exact, a remarqué le porte-parole qui a ajouté que si telle était l'impression des nations étrangères, c'était simplement parce que la situation actuelle en Extrême-Orient était temporaire. 3° Aucune nation ne doit se dissimuler ces faits, a conclu le porte-parole du Gaimusho. Le Gouvernement de Wang Ching Wei contrôle 95% des revenus chinois et la plus importante part de la vie administrative et économique de la Chine. Le gouvernement de Washington devrait reconnaître cet état des choses et faire la preuve de l'état d'esprit que révélait la note américaine de décembre 1938, dans laquelle le gouvernement de Washington se montrait conscient des changements qui s'accomplissaient en Extrême-Orient.¹

L'espoir que les luttes intestines au sein du gouvernement japonais tourneraient en faveur d'une attitude plus conciliante vis-à-vis de Washington fut refroidi par la création du gouvernement de Nanjing qui apparaissait comme un obstacle à l'apaisement des relations bilatérales. Un télégramme du Quai d'Orsay envoyé au représentant français à Shanghai rapporte les discussions en cours à Washington à la veille de l'inauguration du nouveau gouvernement :

J'ai dit à M. ROOSEVELT que suivant nos renseignements les (partisans) à Tokyo de relations plus confiantes entre l'Angleterre et la France et principalement les Etats-Unis semblaient l'emporter sur les extrémistes. Il s'agissait de savoir m'a répondu le Président si une semblable amélioration serait facilitée par la conduite qu'adopteraient les Japonais en Chine car c'était dans ce pays et non au Japon qu'étaient nées les difficultés et qu'elles pourraient être résolues ou devenir plus importantes².

À cet égard, la position des puissances coloniales européennes vis-à-vis de la question chinoise différait légèrement de la position américaine ; discordance qu'entendait bien exploiter Tokyo³. Tout en cherchant à rassurer Chongqing⁴, la Grande-Bretagne, qui avait plus à perdre en Chine

¹ Cité dans « Un différend américano-japonais ; Tokio s'émeut de la décision des États-Unis de ne pas reconnaître le nouveau gouvernement chinois », *L'Écho d'Alger*, 2 avril 1940, p. 2.

² « Attitude du Gouvernement américain à l'égard du Gouvernement WANG-CHING-WEI », télégramme n°141-143, 30 mars 1940, ADF 503.

³ « On peut voir des différences entre l'attitude des États-Unis et celle de la Grande-Bretagne et de la France [dont] on peut dire qu'elles iront en s'aggravant. [...] Nous devons assurément prendre des mesures pour les utiliser en ce qui concerne le nouveau gouvernement et la question de la politique vis-à-vis de Chongqing ». JACAR B02030667000, Consul Miura Yoshiaki 三浦義秋 (Shanghai) au Min. Arita, télégramme n°152, 3 avril 1940, *Shina jihen kankei ikken ; zengō sochi (wahei kōshō o fukumu)* 支那事変關係一件／善後措置 (和平交渉ヲ含ム) (Documents relatifs à l'Incident de Chine ; mesures pour régler l'Incident – y compris négociations de paix), [s.d.], p. 273 sq.

⁴ L'ambassadeur chinois à Londres Guo Taiqi 郭泰祺 écrit ainsi : « Hier Churchill m'a convié à déjeuner. Il m'a dit que si l'Angleterre souhaitait éviter à tout prix un conflit avec le Japon, elle n'était pas prête à sacrifier la Chine et qu'elle ne ferait aucun cas du soit disant régime de Wang. Il a marqué un profond mépris pour Wang qu'il a comparé à Kusinen [Otto Wille Kuusinen n.d.t.] en Finlande, en ajoutant qu'il regrettait de ne pas pouvoir encore soutenir la Chine de manière plus active. » Amb. Guo Taiqi à Chongqing, télégramme n°991, 18 mars 1940, ZZSC 3.2, p. 35-36. La Chine n'obtint cependant pas du ministre des affaires étrangères britannique qu'il désavoue publiquement le discours plus ambigu de son ambassadeur au Japon, R.L. Craigie. Voir télégramme n°1004, 3 avril 1940, ZZSC 3.2, p. 37. On trouvera une étude fouillée de l'attitude britannique à l'égard du gouvernement de Wang Jingwei, d'un point de vue juridique, dans Usuki Eiichi 臼杵英一, « Ō Chōmei "Nankin kokumin seifu" no hō teki chii to nitchū sensō : Eikoku ni yori fu shōnin to kokusai hō, Eikoku gaimushō bunsho

que les États-Unis, se montra moins tranchante que ces derniers et chercha à convaincre la France d'adopter la même retenue :

Des télégrammes de notre Ambassadeur à Londres [...] retransmis de TOKYO [...] font allusion à des instructions qui vous auraient été envoyées ainsi qu'à notre Ambassadeur à Washington concernant l'attitude à tenir à l'égard du Gouvernement de M. WANG CHING WEI. [...] Le Chef du Département d'Extrême-Orient du Foreign Office a indiqué à titre personnel à notre Ambassadeur qu'il doutait qu'il fut opportun d'affirmer notre solidarité avec les Américains au point de faire connaître dès maintenant au Gouvernement japonais que nous le tiendrons, le cas échéant, responsable des difficultés que pourrait susciter le nouveau Gouvernement chinois. La défense de nos intérêts et de nos principes en Chine exigeait selon lui que nous restions sur la réserve, il estimait "qu'au moment où pour organiser en Extrême-Orient un contrôle de la contrebande soviétique les Alliés ont décidé de chercher à s'assurer la collaboration tacite du Japon il importerait peut-être d'agir avec prudence." [...] On a noté d'autre part avec satisfaction au Département d'Extrême-Orient du Foreign Office que la Secrétairerie d'Etat à Washington paraissait disposée à régler en douceur et sans entamer de controverse juridique les incidents qui pourraient se produire, méthode qui répond aux vues des services britanniques.¹

L'argumentation britannique montre que la politique anticommuniste de Tokyo venait renforcer cette prudence, en même temps qu'elle lui servait de prétexte. Ceci d'autant mieux que le Japon usait sciemment de son rôle de garde-fou oriental contre le bolchevisme pour faire pression sur les démocraties européennes qu'inquiétait la place croissante prise à Chongqing par les communistes chinois et les conseillers soviétiques². La Grande-Bretagne était particulièrement sensible à cet argument³. Tokyo jouait également de la promesse que le nouveau régime serait démocratique⁴.

Cependant, la préoccupation principale de Londres comme de Paris était la protection des concessions en zone occupée. Chongqing l'avait bien compris et agita la menace d'une rétrocession forcée pour tenter de convaincre les pays tiers de ne pas reconnaître le gouvernement de Wang Jingwei :

no kentō 汪兆銘「南京国民政府」の法的地位と日中戦争:英国による不承認と国際法～英国外務省の検討 (La situation juridique du "Gouvernement nationaliste de Nanjing" de Wang Jingwei et la guerre sino-japonaise : la non reconnaissance par la Grande-Bretagne et le droit international ; étude du *Foreign Office*) », *Gunji shigaku* 軍事史学, vol. 43, n°3-4, mars 2008, p. 197-222.

¹ Georges-Picot (Shanghai) à Chongqing, « Gouvernement WANG CHING WEI », télégramme n°328-330, 16 avril 1940, ADF 503. De son côté l'ambassadeur de Chine à Londres affirma dans un rapport que c'était les Américains qui avait « demandé à l'Angleterre d'adopter une attitude mesurée en l'invitant, par ailleurs, à persuader l'Italie de ne pas reconnaître l'organisation fantoche, afin de préserver le Traité des neuf puissances ». Londres aurait répondu n'avoir « malheureusement aucun pouvoir sur l'Italie. » (Amb. Guo Taiqi à Chongqing, télégramme n°1000, 30 mars 1940, ZZSC 3.2, p. 36).

² Quite à exagérer cette menace : « L'influence bolchevique en Chine nationaliste n'a pas l'importance que prétendent les Japonais. » (Capitaine de frégate Jouan, archive citée, 6 mai 1940, p. 9, ADF 503).

³ Une note au sujet de négociations en cours avec Chongqing, citée dans le journal personnel de Hata Shunroku 畑俊六 à la date du 26 février 1940, rapporte que « l'ambassadeur britannique craint une bolchevisation (*sekka* 赤化) du gouvernement de Chongqing » et discute des conditions de paix exigées par le Japon. *HSN*, p. 247. C'est dans la perspective d'un accord anglo-japonais contre l'Union soviétique que l'ambassadeur à Londres Shigemitsu Mamoru 重光葵 s'entretint début mars avec le vice-*Foreign Secretary* qui, tout en réaffirmant l'impossibilité pour la Grande-Bretagne de reconnaître un nouveau gouvernement chinois dans l'immédiat, dit espérer le succès de la résolution de l'« Incident de Chine » selon les principes définis par Konoé, dont le gouvernement de Nanjing était la pièce centrale. IMTFE {48,910}.

⁴ Craigie (amb. Tokyo), 27 mars 1940, FO 371/24660. Nous verrons ce qu'il en fut réellement (partie 3.3.3).

Général TCHOU CHE MING vient de me faire parvenir ainsi qu'à l'Ambassade d'Angleterre un rapport confidentiel du service de renseignements chinois à Shanghai dont voici le résumé :

Le Gouvernement de WANG CHING WEI se prépare à saisir les concessions étrangères de Shanghai. Un comité comprenant les principaux membres du Gouvernement fantoche a été constitué à cet effet et aurait adopté le plan suivant :

1°) WANG demanderait aux militaires japonais et italiens d'exiger des autorités franco-britanniques, sous menace d'une intervention armée, la remise de leurs pouvoirs administratifs et l'évacuation de leurs troupes ;

2°) des mercenaires chinois, sous le couvert d'un prétendu mouvement populaire, saboteraient les services d'électricité et de l'eau courante et organiseraient un blocus alimentaire rigoureux.

Les militaires japonais auraient approuvé en principe ce plan mais attendraient pour l'exécution l'entrée en guerre de l'Italie¹.

Si la question des concessions fut bien évoquée, nous le verrons, lors des négociations entre Wang Jingwei et le Japon, rien dans les sources dont nous disposons ne suggère l'imminence d'un tel coup de force au milieu de l'année 1940². Les Japonais n'avaient aucune raison de braquer la France et la Grande-Bretagne au moment même où ils espéraient, sinon une reconnaissance de Nanjing, du moins un arrêt de leur soutien à Chongqing, afin d'obliger Jiang Jieshi à négocier la paix. Du reste, ce rapport confidentiel ne pouvait que conforter l'attentisme britannique et français, ceci d'autant plus qu'une victoire de Chongqing se serait de toute façon faite au détriment des intérêts occidentaux en Chine³.

La préservation de ces intérêts était d'abord une question juridique. On craignait en effet que la création d'un nouveau gouvernement se déclarant juridiquement souverain en Chine n'entraîne une remise en cause des traités définissant les intérêts occidentaux. Le consul général japonais à Shanghai chercha à rassurer les « pays tiers », notamment lors d'une conférence de presse le 18 mars 1940, à laquelle participèrent des correspondants étrangers. À la question de savoir si, concernant leurs intérêts en Chine, ces pays devaient négocier avec Tokyo ou avec Nanjing, il fut répondu qu'à l'exception des questions relatives aux opérations militaires, toutes les négociations devaient être menées avec Nanjing comme du temps de l'ancien Gouvernement national. Le consul expliqua ensuite que le Japon respectait l'indépendance et la souveraineté du nouveau gouvernement qui, de son côté, respecterait les « intérêts des puissances étrangères en Chine tels qu'ils étaient définis par la loi [*rekoku no gōhō teki zai Shi ken.eki* 列国ノ合法的在支權益] ». Il

¹ Secrétaire-interprète Armand Gandon (Chongqing) à Shanghai, « Gouvernement WANG CHING WEI et Concessions de Changhai », télégramme n°261-262, 5 juin 1940, ADF 503.

² À cet égard, la création du Comité pour la rétrocession des concessions (*zujie jieshou weiyuanhui* 租界接收委員會) participait sans doute moins d'un complot savamment ourdi que de l'inflation bureaucratique qui accompagna la création du régime de Nanjing. Le coup de force eut bien lieu mais seulement à la fin de l'année 1941, lorsque le Japon déclara la guerre aux Alliés.

³ « A l'heure actuelle, une crise intérieure au JAPON serait immédiatement suivie de la disparition du Gouvernement de Nankin, et l'on assisterait peut-être à l'unification de la Chine, si souvent tentée, jamais réalisée. Ce serait sans aucun doute la fin des concessions, des territoires à bail, des avantages de toute nature dont bénéficient les puissances : ces dernières ne doivent pas l'oublier. » (Capitaine de frégate Jouan, archive citée, 6 mai 1940, p. 10, ADF 503).

précisa néanmoins que les traités étaient comparables aux vêtements : il faut en changer à mesure qu'on grandit¹.

À cela s'ajoutait l'inquiétude que suscitait la perspective d'une reconnaissance du nouveau régime par les régimes fascistes européens et donc le risque qu'ils prennent de cette manière l'ascendant en Chine². Cette reconnaissance fut pourtant moins rapide que prévue.

1.2.1.3. L'Axe Rome-Berlin-Tokyo à l'épreuve de la guerre sino-japonaise

L'inauguration du gouvernement de Nanjing puis la période de latence qui précéda sa reconnaissance par Tokyo en novembre 1940 provoquèrent donc des tensions entre le Japon et les démocraties occidentales. Elles constituèrent également une épreuve pour les liens censés unir le Japon avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, alors que fut signé, le 27 septembre 1940, le Pacte tripartite officialisant l'Axe Rome-Berlin-Tokyo³. On peut penser que la colère affichée par le Japon devant le refus des démocraties occidentales de reconnaître Nanjing était en grande partie feinte dans le but de donner de la « face » au nouveau régime, tant une telle reconnaissance semblait peu probable. Il en allait autrement avec ces pays amis dont Tokyo attendait qu'ils établissent des liens diplomatiques avec le nouveau gouvernement de Nanjing comme gage de leur soutien à la politique japonaise en Asie⁴. Un tel espoir n'était pas déplacé puisque le Manzhouguo avait déjà été reconnu par l'Italie en novembre 1937⁵ et par l'Allemagne en mai 1938 ; décalage s'expliquant par le souci qu'avaient les Allemands de ménager les Nationalistes, dont ils furent un allié important jusque dans les premiers mois de la guerre sino-japonaise⁶. Le Japon avait vu dans cette reconnaissance formelle du Manzhouguo la prise en compte par Berlin

¹ JACAR B02031748400, Consul Miura 三浦 (Shanghai) au Min. Arita, télégramme n°545, 19 mars 1940, *Shina jihen ni sai shi shin Shina chūō seifu seiritsu ikken ; kakkoku no taido...*, p. 11-12.

² À propos des négociations en cours à Rome au sujet de la reconnaissance de Nanjing : « La collusion qui s'établirait entre la Chine de M. WANG CHING WEI, l'Allemagne et l'Italie serait de nature à compromettre gravement l'équilibre de nos concessions. » Cosme à Paris, « M. WANG CHING WEI, l'Italie et l'Allemagne », télégramme n°441, 12 juin 1940, ADF 503.

³ Son article 2 prévoyait que « Germany and Italy recognize and respect the leadership of Japan in the establishment of a new order in greater East Asia. », « Three-Power Pact Between Germany, Italy, and Japan, Signed at Berlin, September 27, 1940 », <<http://avalon.law.yale.edu/wwii/triparti.asp>> (consulté le 2 avril 2016).

⁴ En juillet 1939 déjà, la reconnaissance du nouveau gouvernement par l'Allemagne et l'Italie semblait aller de soi. Il faudrait « pour les autres puissances, que le Japon travaille activement ». JACAR B02031750600, Consul Miura (Shanghai) au Min. Arita, télégramme n°1849, 4 juill. 1939, *Shina jihen ni sai shi shin Shina chūō seifu seiritsu ikken ; kakkoku no taido...*, p. 344.

⁵ Le rapprochement entre Rome et Tokyo s'était amorcé fin 1936 avec la décision du Japon de ne plus s'opposer à l'invasion de l'Éthiopie. Voir Guido Samarini, « The Evolution of Fascist Italian Diplomacy During the Sino-Japanese War, 1937-1943 », in David P. Barrett, Larry N. Shyu (dir.), *China in the Anti-Japanese War, 1937-1945: Politics, Culture, and Society*, New York, Peter Lang, 2001, p. 67.

⁶ Voir Chou Whei-ming 周惠民, « Deguo dui “Manzhouguo” ji “Wang zhengquan” de waijiao taido 德國對「滿洲國」及「汪政權」的外交態度 (La diplomatie allemande vis-à-vis du “Manzhouguo” et du “Gouvernement de Wang Jingwei”) », *Guoli zhengzhi daxue lishi xuebao* 國立政治大學歷史學報, n°23, mai 2005, p. 153 sqq.

de la « situation réelle en Chine », à savoir le caractère erroné de la politique antijaponaise des Nationalistes qui freinait l'établissement d'une « paix éternelle en Asie orientale ». Cette prise de conscience devait permettre « l'établissement progressif de nouveaux gouvernements dans plusieurs localités »¹. En réalité, Berlin ne voyait pas dans la reconnaissance du Manzhouguo une remise en cause de l'autorité de Jiang Jieshi sur la Chine propre ; considérant que la Mandchourie était de longue date contrôlée par le Japon². L'espoir d'une reconnaissance allemande était néanmoins rendu ténu par le manque de confiance qu'inspirait le Reich au Japon, notamment depuis la signature du Pacte germano-soviétique (23 août 1939) qui avait été accueillie avec incrédulité à Tokyo, dont le rapprochement avec Berlin reposait précisément sur le Pacte anti-Komintern (25 novembre 1936) et qui combattait au même moment les troupes soviétiques à Nomonhan³. Les tensions entre les deux pays n'étaient pas nouvelles. Elles s'étaient accentuées après l'invasion de la Chine à partir de l'été 1937. Berlin reprochait à Tokyo de faire le jeu du bolchevisme en attaquant la Chine au risque d'y renforcer les Communistes et de favoriser le rapprochement des Nationalistes avec Moscou⁴. De fait, l'Allemagne refusa, dans un premier temps, de reconnaître le gouvernement de Nanjing, provoquant « une certaine rancœur » chez les Japonais⁵. Les raisons invoquées par Berlin étaient de deux ordres : (1) le manque de visibilité qu'offrait l'avenir du nouveau gouvernement en raison de la situation en Chine et des discours, au Japon même, remettant en cause son existence ; (2) l'importance des bonnes relations de l'Allemagne avec Chongqing pour l'approvisionnement en matériaux nécessaires en temps de guerre⁶. La presse allemande publia la dépêche concernant le refus des États-Unis et de la Grande-Bretagne de reconnaître le gouvernement de Nanjing mais pas celle annonçant son inauguration⁷. Ce faux-bond de son plus puissant allié sapait l'effet que souhaitait produire Tokyo en imposant un régime concurrent à celui de Chongqing⁸. La faute n'en revenait toutefois pas uniquement à

¹ JACAR B02030590000, « *Shina jihen to teikoku gaikō* 支那事変と帝国外交 (L'Incident de Chine et la diplomatie impériale) », août 1938, in *Shina jihen kankei ikken ; yoron nami shinbun ronchō ; honbō no bu* 支那事変関係一件／輿論並新聞論調／本邦ノ部 (Documents relatifs à l'Incident de Chine ; Opinion publique et presse ; Japon), vol. 1, p. 76.

² Chou Whei-ming, « Deguo dui “Manzhouguo” ... », art. cit., p. 162.

³ « La volte-face du Reich, se solidarisant avec les Soviétiques, ne saurait être oubliée de sitôt, et, tandis que les militaires japonais s'étonnent de l'inaction de l'armée allemande le long du Rhin, les diplomates en veulent à l'Allemagne de cette semi-immobilité, qui empêche le JAPON d'avoir les mains libres en Extrême-Orient. », Capitaine de frégate Jouan, archive citée, 6 mai 1940, p. 2, ADF 503.

⁴ Chou Whei-ming, « Deguo dui “Manzhouguo” ... », art. cit., p. 159.

⁵ Capitaine de frégate Jouan, archive citée, 6 mai 1940, p. 7, ADF 503.

⁶ JACAR B02031750800, Amb. Kusuru Saburō 来栖三郎 (Berlin) au Min. Arita, télégramme n°321, 5 avril 1940, *Shina jihen ni sai shi shin Shina chūō seifu seiritsu ikken ; kakkoku no taido...*, p. 409.

⁷ Amb. Chen Jie 陳介 (Berlin) à Chongqing, télégramme n°1179, 4 avril 1940, ZZSC 6.3, p. 417.

⁸ Ce qui n'allait pas sans arranger les soutiens de Chongqing : « The Japanese press and Chinese publicists [...] renew the hopes often previously expressed, of a sharp discrimination being made between nationals of those countries which continue to support Chiang Kai Shek and those which are sympathetic to the new regime: these hopes must have been somewhat dashed by the failure of the Axis powers to recognise the new government. », Consul Ogden (Nanjing) à Amb. Kerr (Shanghai), télégramme n°118, 14 déc. 1940, FO 371/27668.

l'Allemagne. Une partie des dirigeants japonais voyait en effet dans la mise en place du gouvernement de Nanjing un moyen de faire pression sur Jiang Jieshi pour qu'il accepte de négocier la paix. Faute d'avoir fait plier Chongqing avant le 30 mars 1940, ils ne souhaitaient pas se priver définitivement de ce débouché en reconnaissant formellement Nanjing. La possibilité de telles négociations était, on va le voir, entretenue par l'attitude ambiguë de Chongqing qui cherchait, par ce moyen, à empêcher la création puis la reconnaissance d'un gouvernement rival. L'attentisme allemand eut pour effet secondaire de contraindre l'Italie et l'Espagne à faire machine arrière¹.

Le régime mussolinien, dont les liens avec Wang Jingwei remontaient au début des années 1930, s'était en effet montré très enthousiaste à l'égard du nouveau gouvernement. Le 21 janvier 1940, le chef de la diplomatie italienne, Galeazzo Ciano, avait envoyé un télégramme à Wang pour le féliciter de l'inauguration prochaine de son gouvernement et lui garantir « que l'Italie fasciste [lui] donnera[it] sa coopération amicale dans [ses] efforts pour reconstruire la Chine »². Soutien précoce dans lequel les chancelleries virent un moyen pour Rome de se poser en garant de la coalition antibolchevique³. À la veille de l'inauguration du gouvernement de Nanjing, la reconnaissance prochaine de l'Italie et de l'Espagne semblait donc assurée⁴. C'était compter sans l'opposition allemande dont témoigne le journal personnel de Ciano, à la date du 30 mars 1940 :

Les Allemands font opposition à notre reconnaissance du gouvernement Wang Jingwei. C'est trop tard maintenant que j'ai envoyé à celui-ci un télégramme, dans l'intention d'élargir toujours plus le fossé qui sépare notre politique de celle de la Russie. J'en parle au Duce, auquel je démontre les dangers qui en résulteraient pour nous, si nous encourions le déplaisir du Japon. Il est d'accord et s'irrite contre Ribbentrop qu'il appelle "un homme vraiment néfaste parce que imbécile et présomptueux"⁵.

¹ Au sortir de la guerre civile, conclue le 1^{er} avril 1939 par la victoire du général Franco, l'Espagne avait deux objectifs en Chine : rétablir sa présence diplomatique et recouvrer ses droits extraterritoriaux dont l'avait privé Chongqing en reconnaissant le gouvernement républicain. Si Madrid adopta une attitude suiviste vis-à-vis de Rome et Berlin, son principal représentant en Chine, Pedro de Ygual, était, lui, fortement opposé à une reconnaissance du gouvernement de Wang Jingwei. En destituant de Ygual le 9 novembre 1940, Madrid acheva d'aligner sa politique extérieure sur celle de l'Axe, dominée par l'Allemagne (Florentino Rodao, « España y el gobierno chino de Wang Jingwei (L'Espagne et le gouvernement chinois de Wang Jingwei) », *Encuentros en Cathay*, vol. 11, 1997, p. 117-145).

² Cité dans « Échange de messages entre le comte Ciano et Wang Ching Wei », *Le Temps*, 22 janvier 1940, p. 4.
³ « Comme on le sait, l'Italie, depuis la collusion germano-russe, c'est-à-dire malgré la défection germanique, est restée fidèle au pacte antikomintern. Aujourd'hui, par la dépêche du comte Ciano au nouveau gouvernement chinois de Wang Ching Wei, elle manifeste de nouveau, publiquement, officiellement, son intention de persévérer dans son attitude, et c'est un peu comme si, avec l'appui de l'Italie, la nouvelle Chine prenait, au sein de l'antikomintern, la place laissée libre par le départ du Reich. » *Le Temps*, 25 janvier 1940, p. 4 (*Le Temps* est souvent vu comme l'organe informel du Quai d'Orsay pendant la guerre). Une autre raison, moins connue, expliquant la chaleur du courrier de Ciano était les liens d'amitié personnels qu'entretenait le gendre du Duce, consul en Chine de 1930 à 1935, avec Wang Jingwei.

⁴ « L'Italie et l'Espagne [...] auraient décidé de reconnaître de concert et très prochainement le nouveau gouvernement central chinois, afin de donner ainsi un gage de bonne volonté au Japon, tout en affirmant leur fidélité au pacte antikomintern et à ses principes. » L'Ambassadeur de France à Rome à S.E. Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, « L'Italie et le nouveau gouvernement central chinois », télégramme n°390, 29 mars 1940, ADF 503.

⁵ Galeazzo Ciano, *Journal (1939-1943)*, La Baconnière/Payot, 2013, p. 310.

Ciano dut pourtant avaler cet affront et se plier à la ligne diplomatique imposée par Joachim von Ribbentrop qui, jusqu'à la rupture avec Moscou en juin 1941, reporta la reconnaissance de Nanjing¹. L'harmonie au sein de l'Axe, ou du moins son apparence, était donc également en jeu :

L'Allemagne ferait pression sur l'Italie pour que la reconnaissance de Nankin par les deux puissances de l'Axe ait lieu simultanément. Une reconnaissance prématurée de la part de l'Italie ferait naître des doutes sur l'accord qui règne entre les partenaires de l'Axe en ce qui concerne l'Extrême-Orient².

Source de trouble inutile avant l'Opération Barbarossa (22 juin 1941), cette reconnaissance (1^{er} juillet 1941) devint un atout pour le réchauffement des relations entre l'Allemagne et le Japon³. Berlin était désormais prêt à mécontenter Chongqing pour satisfaire Tokyo, craignant que l'accord tripartite fraîchement signé ne soit rendu caduc par le rapprochement du Japon avec les deux principaux ennemis de l'Axe : l'Union soviétique avec laquelle Tokyo avait signé un pacte de non-agression le 13 avril 1941⁴ et les États-Unis avec lesquels le Japon menait des négociations pour mettre fin aux sanctions⁵. À partir de mars 1941, le consul allemand de Shanghai se rendit à Nanjing pour préparer l'ouverture d'une ambassade⁶. Fin juin, l'ambassade et le consulat de Chongqing reçurent des instructions secrètes en vue de la reconnaissance du gouvernement de Nanjing, à laquelle les diplomates allemands étaient opposés. Comme pour le Manzhouguo, Berlin souhaitait maintenir son personnel diplomatique à Chongqing tout en se faisant représenter à Nanjing par son consul de Shanghai⁷. Dans une note du 27 juin 1941, l'attaché militaire nationaliste à Berlin, Gui Yongqing 桂永清, écrit ainsi :

Afin de couper l'aide anglo-saxonne à la Russie, l'Allemagne reconnaîtra début juillet le [gouvernement du] traître Wang [*Wang ni* 汪逆], satisfaisant ainsi la requête du Japon qui sera

¹ Comme l'affirma, début 1941, un diplomate allemand au gouvernement de Nanjing, « il était en effet essentiel aux yeux de Berlin d'éviter tout geste propre de troubler les rapports germano-soviétiques. » Consul général Roland de Margerie (Shanghai) à Pékin, « Reconnaissance Gouvernement de Nankin par l'Allemagne », télégramme n°24, 11 janv. 1941, ADF 327. De son côté, l'Union soviétique avait adopté la position américaine de non-reconnaissance, déclarant que la création du nouveau gouvernement constituait « une attaque spirituelle contre la Chine ». JACAR B02031749300, Consul Kubota Kan.ichirō 久保田貫一郎 (Harbin) au Min. Arita, télégramme n°104, 11 mars 1940, *Shina jihen ni sai shi shin Shina chūō seifu seiritsu ikken ; kakkoku no taido...*, p. 163.

² Salade (consulat de Nanjing), « Reconnaissance gouvernement de Nankin par Allemagne et Italie », télégramme n°21, 31 déc. 1940, ADF 503.

³ « L'impression dominante, à Nankin, est que cette reconnaissance est en relation avec le conflit germano-russe et constitue une satisfaction donnée au Japon dans un marché dont on ne connaît pas encore tous les termes. » P. Salade (consulat de Nanjing) à Pékin, « Gouvernement de Nankin » (13 juillet 1941), ADF 327. Le jour même de la reconnaissance allemande, Ribbentrop envoya un télégramme urgent à son homologue Matsuoka Yōsuke 松岡洋右 demandant, en vain, que le Japon attaque immédiatement l'Union soviétique (Samarini, « The Evolution of Fascist Italian Diplomacy... », art. cit., p. 73).

⁴ « Pact of neutrality between Union of Soviet Socialist Republics and Japan », <<http://avalon.law.yale.edu/wwii/sl.asp>> (consulté le 2 avril 2016).

⁵ Chou Whei-ming, « Deguo dui “Manzhouguo” ... », art. cit., p. 163.

⁶ Sauf indication contraire, le paragraphe suivant s'appuie sur *ibid.*, p. 164 *sqq.*

⁷ La question du niveau de la représentation diplomatique à Nanjing provoqua de nouvelles tensions entre Berlin et Rome. Les Allemands comptaient n'envoyer qu'un chargé d'affaire alors que l'Italie avait déjà prévu de se faire représenter par l'ambassadeur Francesco Taliani. G. Samarini, « The Evolution of Fascist Italian Diplomacy... », art. cit., p. 74-75.

contraint de déchirer son pacte de neutralité avec la Russie. Mais une coopération économique avec la Chine étant profitable pour prévenir la montée en puissance de la Russie, il est espéré que notre pays pardonnera l'Allemagne d'utiliser provisoirement le Japon et ne rompra pas ses relations diplomatiques. Si elles devaient être rompues, l'Allemagne souhaite que des échanges d'informations soient maintenus en secret¹.

Mais le généralissime refusa tout compromis, d'autant plus fermement que la formalisation des liens diplomatiques entre le Reich et Nanjing entraînerait celle de ses satellites. De fait, la reconnaissance allemande, annoncée le 1^{er} juillet 1941, fut suivie de celle de huit autres pays européens : l'Italie, la Roumanie, la Slovaquie, la Croatie, la Hongrie, la Bulgarie, l'Espagne et le Danemark².

1.2.1.4. Le cas français

De son côté, la France était dans une position rendue délicate par la crainte que ses intérêts en Chine (la concession de Shanghai notamment) et dans la région (sa colonie indochinoise) ne pâtissent d'une décision dans un sens ou dans l'autre. Ses tergiversations étaient renforcées par les divisions au sein du corps diplomatique en Chine entre les fonctionnaires fidèles à Vichy et les partisans de la France libre, plus nombreux. Tokyo utilisa l'Indochine française comme moyen de pression, notamment au sujet de la reconnaissance de Nanjing. Au lendemain de la défaite, la France avait dû se résoudre à signer le 30 août 1940 un accord avec le Japon reconnaissant sa domination en Asie orientale et autorisant le stationnement de troupes japonaises en Indochine française afin de contrôler la frontière avec la Chine³. Sensible à ces pressions, l'ambassadeur français en Chine, Henry Cosme, défendait depuis sa nomination en novembre 1938 une entente avec le Japon ; position qui l'amena à se faire, un temps, l'avocat d'une reconnaissance du gouvernement de Wang Jingwei⁴. Cette ligne resta néanmoins minoritaire aussi bien parmi les

¹ ZZSC 6.3, p. 421. Le lendemain, l'ambassade allemande à Beijing reçut pour instruction de communiquer confidentiellement avec ses agents en poste à Chongqing à partir de 30 juin. Ce même jour, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, Ernst von Weizsäcker (1882-1951), envoya une circulaire aux ambassades de Rome et Madrid, ainsi qu'aux légations d'Europe centrale, pour les avertir que les relations avec le régime de Chongqing ne seraient pas automatiquement rompues du fait de cette reconnaissance ; ajoutant, sans trop d'espoir toutefois, qu'il fallait attendre la réaction de Jiang Jieshi (Mechthild Leutner *et al.* (éd.), *Deutschland und China 1937-1949 : Politik, Militär, Wirtschaft, Kultur: eine Quellensammlung* (L'Allemagne et la Chine 1937-49 : Politique, affaires militaires, économie, culture : un recueil de sources), Berlin, Akademie Verlag, 1998, p. 208).

² Voir WZQS, p. 491-495.

³ Voir Marianne Bastid-Bruguière, « France's Deluded Quest for Allies: Safeguarding Territorial Sovereignty and the Balance of Power in East Asia, 1931-1945 », in Hans van de Ven *et al.* (dir.), *Negotiating China's Destiny in World War II*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 2015, p. 32. Pour un point de vue japonais sur la question indochinoise, voir Franck Michelin, « L'Indochine française et l'expansion vers le sud du Japon à l'orée de la Guerre du Pacifique : Politique étrangère et processus de décision, 29 juin 1940 - 8 décembre 1941 », thèse de doctorat, Université Paris-Sorbonne, 2014.

⁴ Marianne Bastid-Bruguière réévalue le rôle de Cosme, dont la mauvaise image tient beaucoup au fait qu'il fut « limogé, traduit en justice et condamné précisément sous le chef d'accusation d'avoir prêché le défaitisme, la soumission totale au Japon, la rupture avec Jiang Jieshi et la reconnaissance du gouvernement de Wang

diplomates en Chine qu'au ministère¹. L'attitude à adopter face à la formation du gouvernement de Nanjing n'en créa pas moins des dissensions au sein du corps diplomatique français². Soucieux d'entretenir de bonnes relations avec Tokyo, Vichy avait décidé de rouvrir un consulat à Nanjing, auquel fut affecté le 19 août 1940 le secrétaire-interprète de 2^e classe Pierre Salade³. L'ambassade, repliée à Shanghai, fut réinstallée fin septembre à Beijing, ce qui était une façon de ne pas choisir entre Chongqing et Nanjing⁴. Bien que tombée dans l'orbite allemande quatre mois après l'inauguration du nouveau gouvernement chinois, la France de Vichy ne reconnut pas Nanjing avec les autres satellites allemands à l'été 1941. Cherchant à empêcher une telle décision, le représentant du Gouvernement nationaliste à Vichy, Guo Zefan 郭則范, s'activa début juillet auprès du ministère des Affaires étrangères et du ministère des Colonies⁵. Avec succès, puisque le 5 juillet 1941 le porte-parole du gouvernement français déclara lors d'une conférence de presse que l'attitude de la France vis-à-vis du gouvernement chinois (Chongqing) n'avait pas changé⁶. Le message transmis peu avant au Japon avait été encore plus explicite :

L'Ambassadeur du Japon a signalé à l'Amiral DARLAN l'intérêt qu'attacherait le Gouvernement nippon à ce que la France reconnaisse le Gouvernement de M. WANG CHIN WEI. L'Amiral a répondu que la France avait en Chine des positions concrètes et entre la Chine libre et l'Indochine une frontière à défendre et que sa situation ne pouvait à cet égard être comparée à celle de l'Allemagne ou de l'Italie. En conclusion la demande du Gouvernement japonais n'a pas été accueillie.⁷

Jingwei ». En réalité, le principal avocat de cette ligne fut l'ambassadeur à Tokyo, Arsène-Henry, décédé en novembre 1943. Cosme « ne s'affiche partisan déterminé de la reconnaissance que d'avril à novembre 1943. Il y est totalement hostile jusqu'au 8 décembre 1941. À partir de cette date et jusqu'en avril 1943, il ne l'envisage qu'à titre d'hypothèse, dans le cas d'une menace de la part des Japonais et dans des conditions qui permettent le maintien de relations avec Chongqing » (« Les relations entre l'Indochine de Decoux et le gouvernement de Wang Jingwei pendant la deuxième guerre mondiale », in L. Cesari et D. Varaschin (dir.), *Les relations franco-chinoises au vingtième siècle et leurs antécédents*, Arras, Artois Presses Université, 2003, p. 239 sqq.).

¹ *Ibid.*, p. 29. En septembre 1939, Édouard Daladier (1884-1970) avait télégraphié à Cosme que le gouvernement de Wang Jingwei ne serait qu'un « autre Manchukuo » (cité *ibid.*, p. 30). Premier ministre des Affaires étrangères de Vichy, Paul Baudoin (1894-1964) affirma néanmoins à l'ambassadeur japonais que la France envisagerait de reconnaître Nanjing à la suite du Japon. Il prit la précaution de préciser que ce n'était là que son opinion personnelle (JACAR B02031748800, Sawada Renzō 沢田廉三 (Vichy) au Min. Matsuoka, télégramme n°767, 29 septembre [1940], *Shina jihen ni sai shi shin Shina chūō seifu seiritsu ikken ; kakkoku no taido...*, p. 56-57).

² La détestation suscitée par Cosme mit en péril l'unité de la représentation française et nécessita quelques mutations : « la constitution du gouvernement Wang Ching Wei va soulever de nombreux problèmes tant théoriques que pratiques, en présence desquels il importe de ne pas laisser subsister au sein de l'ambassade de France des conflits de doctrine de nature à porter atteinte à l'autorité de l'ambassadeur » (cité in Bensacq-Tixier, *Dictionnaire biographique...*, *op. cit.*, p. 193).

³ Bensacq-Tixier, *La France en Chine...*, *op. cit.*, p. 337. Observateur politique et représentant officieux de la France auprès du gouvernement de Wang Jingwei, Salade ne fut officiellement chargé du consulat que le 30 août 1942 (N. Bensacq-Tixier, *Dictionnaire biographique...*, *op. cit.*, p. 388). Ses nombreux rapports jusqu'à la capitulation japonaise sont une source précieuse sur laquelle nous nous appuyerons souvent.

⁴ N. Bensacq-Tixier, *La France en Chine...*, *op. cit.*, p. 340.

⁵ Guo Zefan à Chongqing, télégramme n°387, 4 juillet 1941, ZZSC 6.3, p. 425.

⁶ ZZSC 6.3, p. 431.

⁷ Cosme au Gouverneur général (Hanoï), télégramme n°60-S, 10 juillet 1941, ADF 327. Cette décision aurait produit à Chongqing « un véritable choc psychologique », entraînant « une amélioration sérieuse dans les intentions du Gouvernement chinois » à l'égard de la France (Cosme à Vichy, télégramme n°135-S, 12 juillet 1941, ADF 327). La rencontre entre Darlan et l'ambassadeur japonais Katō avait eu lieu le 1^{er} juillet (JACAR

Début août, le directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères Ernest Lagarde confia à Guo Zefan que le Japon avait renouvelé sa demande de reconnaissance mais que le gouvernement français avait refusé. Son ministère était résolu à maintenir ce refus mais craignait de devoir céder face aux pressions japonaises¹. Vichy continua, pour cette raison, à laisser espérer aux Japonais une reconnaissance prochaine de Nanjing. Lors d'un entretien avec l'ambassadeur Katō Sōmatsu 加藤外松, le 5 septembre 1941, Darlan déclara que la France n'avait pas la moindre objection concernant une telle décision mais que le choix du moment pour le faire lui revenait. Il évoqua, par ailleurs, les négociations qui allaient débiter sous peu entre Vichy et l'Allemagne et dont le résultat attendu était une redéfinition des relations entre l'État français et les forces de l'Axe. Si ces négociations aboutissaient, elles pourraient être suivies d'une reconnaissance de Nanjing². Il n'en fut rien cependant, alors même que la pression japonaise s'était encore accrue avec l'occupation des concessions étrangères à partir du 8 décembre 1941. La France de Vichy n'étant pas dans le camp des Alliés, ses diplomates en Chine n'eurent pas à subir les vexations dont furent victimes leurs homologues anglo-saxons. La « nouvelle politique chinoise » du Japon, adoptée fin 1942, qui visait à renforcer le gouvernement de Nanjing, s'accompagna, nous y reviendrons, d'une rétrocession des concessions étrangères désormais occupées par les Japonais. Contrainte d'en faire autant, la France souhaita toutefois adresser la rétrocession de ses propres concessions à la nation chinoise dans son ensemble, afin d'éviter que cette décision ne soit perçue comme une reconnaissance *de facto* de Nanjing. C'est pourtant bien ainsi que le Gouvernement nationaliste prit la chose. Au lendemain de la cérémonie de rétrocession de la concession de Shanghai, le 30 juillet 1943, Chongqing rompit ses relations diplomatiques avec Vichy et se rapprocha de la France libre dont il reçut les lettres de créances en janvier 1945³. Du reste, cette reconnaissance *de facto* ne protégea pas les intérêts français très longtemps. Le 9 mars 1945, le Japon s'empara dans la violence du joyau indochinois sur lequel la France ne rétablit jamais tout à fait son emprise⁴.

Au total, seuls quinze gouvernements établirent des relations diplomatiques formelles avec Nanjing, encore que ce nombre soit gonflé par les satellites des deux principales puissances

B02031748900, Katō (Vichy) à Matsuoka, télégramme n°336, 2 juillet 1941, *Shina jihen ni sai shi shin Shina chūō seifu seiritsu ikken ; kakkoku no taido...*, p. 71-75).

¹ Guo Zefan à Chongqing, télégramme n°413, 7 août 1941, ZZSC 6.3, p. 425. Le 14 juillet 1941, Katō avait brandit la menace d'une occupation totale de l'Indochine si la France n'autorisait pas une présence militaire japonaise plus importante (Bensacq-Tixier, *La France en Chine...*, *op. cit.*, p. 352).

² JACAR B02031748900, Katō au Min. Toyoda Teijirō 豊田貞次郎, télégramme n°492, 6 sept. 1941, *Shina jihen ni sai shi shin Shina chūō seifu seiritsu ikken ; kakkoku no taido...*, p. 89-91.

³ Voir Bensacq-Tixier, *La France en Chine...*, *op. cit.*, p. 406 *et passim*.

⁴ Voir *ibid.*, p. 453-463.

de l'Axe : l'Allemagne et le Japon¹. Sur la scène internationale, Nanjing ne fut qu'un pion que Tokyo plaça pour faire pression sur Chongqing puis comme gage des intentions des autres puissances de l'Axe à son égard, enfin comme pièce maîtresse de sa « sphère de coprosperité de la grande Asie orientale ».

Vue d'Europe, l'apparition du gouvernement de Nanjing eut un impact limité mais néanmoins révélateur des divergences existant entre les différentes puissances au sein de chacun des deux grands blocs en formation. Si les Alliés refusèrent d'emblée de reconnaître Nanjing, ils ne le firent pas de la même manière selon la nature de leurs intérêts en Chine. Du côté des forces de l'Axe, le dilemme de Nanjing provoqua des frictions entre Berlin et Rome, dont l'issue ne laisse guère de doute quant à l'ascendant pris par le Reich. Passée d'un camp à l'autre, la France chercha à louvoyer pour préserver sa position en Extrême-Orient mais échoua autant en Chine qu'en Indochine.

Vue d'Asie, la « question chinoise », dont les régimes de collaboration constituaient un aspect important, eut un impact bien plus capital. Prélude de la Guerre du Pacifique, l'« Incident de Chine » dans lequel s'enferra le Japon fut au cœur des tensions croissantes entre Tokyo et Washington. Isolé et affaibli par le borbier chinois, le Japon crut pouvoir relancer la machine impériale en s'emparant des colonies occidentales en Asie du sud-est. Ce coup de dés, qui impliqua la Chine dans une guerre désormais mondiale, s'avéra suicidaire.

Cependant, avant d'être un enjeu sur la scène internationale, la formation de l'État d'occupation japonais influa d'abord, et plus directement, sur la manière dont le Japon chercha à négocier, en Chine même, une issue au conflit parallèlement à l'invasion militaire. Négociations dont l'échec affecta la politique de collaboration en zone occupée.

1.2.2. La recherche d'une solution négociée au début de la guerre

La part que prirent ces négociations au début du conflit était d'autant plus importante que le Japon et la Chine ne furent juridiquement en guerre qu'à compter du 9 décembre 1941. Une déclaration de guerre en bonne et due forme aurait en effet entraîné, aussi bien pour la Chine que pour le Japon, un arrêt automatique des importations de matériaux stratégiques en vertu des *Neutrality Acts*². Elle aurait, par ailleurs, donné un caractère officiel à l'agression japonaise qui se

¹ Outre les neuf pays européens déjà cités, s'ajoutaient le Japon et les gouvernements de collaboration de son empire : le Manzhouguo (nov. 1940), le Royaume de Thaïlande (juil. 1942), la République des Philippines (fév. 1943), l'État de Birmanie (août 1943) et le Gouvernement provisoire de l'Inde libre (nov. 1943). Les gouvernements mis en place par le Japon après celui de Nanjing furent reconnus pas ce dernier (voir *WZQS*, p. 1176-1181).

² Analysant cette question du point de vue chinois, Tsuchida Akio propose cependant une explication différente. Contrairement au Japon, ce n'était pas la crainte du *Neutrality Act* qui amena le Gouvernement nationaliste à reporter la déclaration de guerre mais des raisons de politique intérieure ; en l'occurrence le débat interne entre

présentait comme une campagne visant à défendre les intérêts japonais en Chine que menaçait la politique prétendument agressive de Jiang Jieshi¹. C'est la raison pour laquelle le gouvernement japonais donna à cette guerre le nom d'« Incident de Chine » (*Shina jihen* 支那事變)². Ce flou juridique initial eut des conséquences durables sur l'État d'occupation. L'attitude ambiguë de Tokyo à l'égard des gouvernements de collaborations chinois jusqu'à la fin de la guerre provient en effet d'une hésitation fondamentale, et jamais véritablement surmontée, de sa part : fallait-il traiter avec le Gouvernement nationaliste ou bien avec un gouvernement pro-japonais créé à cet effet ? De cette hésitation découle la lenteur avec laquelle se stabilisa l'État d'occupation et la persistance des tractations japonaises en direction de Chongqing. On peut distinguer trois grandes phases dans l'évolution de la « diplomatie » japonaise en Chine pendant la guerre : (1) une tentative précoce de traiter directement puis indirectement avec le Gouvernement nationaliste, (2) une politique centrée sur la mise en place d'un « nouveau gouvernement chinois », (3) la poursuite de négociations secrètes visant à trouver un accord avec Chongqing après 1940³.

Jiang Jieshi et Wang Jingwei. Favorable à une déclaration de guerre dès 1938 pour mieux isoler Wang qui y était opposé, Jiang abandonna cette stratégie une fois que la défection de Wang l'eut rendue inutile (Tsuchida Akio, « Declaring War as an Issue in Chinese Wartime Diplomacy », in Hans van de Ven *et al.* (dir.), *Negotiating China's Destiny...*, *op. cit.*, p. 111-126). Cette particularité de la guerre sino-japonaise s'explique également par la mise hors la loi de la guerre (au sens juridique du terme) par le Pacte Briand-Kellogg (ou Pacte de Paris) signé le 27 août 1928 par le Japon. Voir H. Meiertöns, *The Doctrines of US Security Policy...*, *op. cit.*, p. 90 *sqq.*

¹ « Afin de punir la politique antijaponaise erronée du régime de Jiang Jieshi, le Japon a été contraint de choisir la force militaire. De ceci, on ne peut qu'être triste pour la civilisation orientale » (JACAR B02030590000, « *Shina jihen to teikoku gaikō...* », août 1938, p. 7). Autrement dit, les deux camps se posaient en victimes contraintes de se défendre. À mesure que le conflit gagnait en ampleur, la finalité et donc la justification que lui donnait le Japon évolua. Une note de l'armée remise le 25 novembre 1938 au gouvernement, en plein lancement de la propagande sur le « Nouvel ordre », explique ainsi que « Le présent incident est, de manière passive, la dernière bataille de l'Incident de Mandchourie et, de manière active, la première bataille pour la libération de l'Asie orientale » (JACAR B02030548800, *Shina jihen kankei ikken*, vol. 18.12, p. 117).

² Cette terminologie, qui témoignait de l'extension de « Incident de Chine du Nord » (*Hoku-Shi jihen* 北支事變) à l'ensemble du pays, fut adoptée officiellement le 2 septembre 1937 (JACAR B02030512000, « *Shina jihen no meishō* 支那事變の名称 (L'appellation de l'Incident de Chine) », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 1.7, p. 2). Elle fut remplacée à la fin de l'année 1941 par la « Guerre de la Grande Asie orientale » (*Dai tōa sensō* 大東亜戦争). En décembre 1945, cette dernière dénomination, qui renvoyait à l'idée d'une libération des peuples asiatiques du joug occidental, fut interdite par l'occupant américain qui imposa celle de « Guerre du Pacifique » (*Tai heiyō sensō* 太平洋戦争), dont se trouvait exclue la guerre sino-japonaise. Cet oubli fut réparé avec la généralisation, à partir du milieu des années 1980, de l'expression « guerre d'Asie-Pacifique » (*Ajia Tai heiyō sensō* アジア太平洋戦争). Voir Matsunuma Miho, « Historiographie japonaise de la guerre de 1931 à 1945 : état des recherches jusqu'à nos jours », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2013/1, n° 249, p. 40 *sq.* ; Jun'ichiro Shoji, « What Should the "Pacific War" be Named? A Study of the Debate in Japan », *NIDS Journal of Defense and Security*, n°12, 2011, p. 45-81. Côté chinois, le terme « guerre de résistance » (*kangzhan* 抗戰) fut employé dès le début du conflit. Il a subsisté jusqu'à aujourd'hui, généralement sous sa forme longue « *kangri zhanzheng* 抗日戰爭 ».

³ Afin de ne pas alourdir cette partie, les négociations entre le Japon et les futurs dirigeants des gouvernements de collaboration (phase 2) seront traitées dans le chap. 2. Ce découpage reprend et complète celui proposé dans l'ouvrage de référence sur la question, qui s'arrête en 1940 : Liu Jie, *Nitchū sensō...*, *op. cit.* Ces différentes phases se chevauchent (la diplomatie en direction de Chongqing ne fut jamais tout à fait abandonnée), voire se confondent (l'une des finalités du gouvernement de Nanjing fut de servir d'intermédiaire dans de potentielles négociations entre Tokyo et Chongqing). Nous verrons par ailleurs que si ces négociations furent souvent initiées

Le 4 septembre 1937, l'empereur Hirohito 裕仁 (1901-1989)¹ déclara devant la Diète (*kokkai* 国会) que « l'unique raison pour laquelle [s]es soldats combatt[aient] loyalement en dépit de nombreuses difficultés [était] de pousser la Chine à reconsidérer et à rétablir la paix »². L'objectif général, partagé par tous les acteurs japonais, était d'obtenir du Gouvernement nationaliste qu'il adopte une politique favorable aux intérêts du Japon ; condition *sine qua non* à une *pax asiatica* assurant la domination de ce dernier³.

Cet objectif donna notamment son nom à la « Politique d'ajustement des nouvelles relations sino-japonaises » (*Nisshi shin kankei chōsei hōshin* 日支新關係調整方針) qui servit de base à toutes les négociations menées par Tokyo aussi bien avec Chongqing qu'avec le groupe de Wang Jingwei à partir de la fin de l'année 1938⁴. Elle s'inscrivait dans la lignée des exigences sous forme de liste initiée par les « Vingt et une demandes » de 1915 et reprenait les objectifs de la politique nationale vis-à-vis de la Chine tels qu'ils avaient été définis à la veille de la guerre⁵. Cette volonté d'infléchir l'attitude de la Chine à l'égard du Japon n'était en effet pas nouvelle. Elle épousait la « pente » évoquée plus haut, qui vit le Japon durcir progressivement sa position face au Gouvernement nationaliste⁶. L'invasion militaire après juillet 1937 élargit les conditions exigées par le Japon, en même temps que leur objectif (le glacis antibolchévique notamment) lui servait de prétexte. La stabilisation du front à la fin de l'année 1938 s'accompagna d'une formulation plus précise de ces conditions, déjà en germe avant même 1937. En novembre 1938, les principes de cette politique furent définis de la manière suivante : « Le Japon, le Manzhouguo

par le Japon, la partie chinoise fut loin d'être passive, ne serait-ce qu'en faisant un usage stratégique de son ambiguïté.

¹ L'usage au Japon est de désigner le souverain décédé par son nom de règne (Shōwa tennō 昭和天皇) et non pas par son nom personnel (Hirohito). Ce dernier étant plus connu du lecteur occidental, nous nous permettons cette impolitesse.

² Cité par Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 153.

³ « L'exercice de la force militaire par le Japon n'a en rien pour objectif d'annexer le territoire et de conquérir la population chinoise. Ce que cherche à faire le Japon en Chine est de supprimer définitivement la faction antijaponaise perverse [*jama naru ichibu kōnichi seiryoku* 邪魔なる一部抗日勢力] afin que nos deux peuples coopèrent sur un pied d'égalité et de réciprocité [...] et qu'un front uni [*daidō danketsu* 大同団結] se forme pour faire progresser la paix en Asie orientale » (JACAR B02030590000, « Shina jihen to teikoku gaikō... », août 1938, p. 8).

⁴ Nous traduisons *Nisshi* pas « sino-japonais », plus agréable à l'oreille que « nippon-chinois », mais les documents japonais plaçaient toujours le Japon avant la Chine et utilisaient l'abréviation *Shi* (pour *Shina*) ; terme péjoratif en chinois. Lorsqu'un document était transmis à la partie chinoise, l'abréviation *Nikka* 日華 était préférée.

⁵ Trois textes définissant les positions respectives de la Marine, de l'Armée de terre et du gouvernement sur la question furent rédigés entre avril et août 1936. S'ils différaient grandement sur certains points – la Marine demandait que la souveraineté chinoise soit respectée en Chine du Nord alors que l'Armée planifiait une « restructuration » devant produire une « nouvelle Chine » –, ces plans s'accordent sur la nécessité d'un réajustement des relations sino-japonaises. Voir leur traduction in Joyce C. Lebra (dir.), *Japan's Greater East Asia Co-Prosperity Sphere in World War II: Selected Readings and Documents*, Kuala Lumpur, Oxford University Press, 1975, p. 58-67.

⁶ Quand bien même, nous verrons (1.1.3.1.) que le texte en question était jugé trop généreux par les tenants japonais d'une ligne dure à l'égard de la Chine.

et la Chine doivent se donner pour objectif commun la construction d'un nouvel ordre en Asie orientale et nouer des liens de bon voisinage qui seront le pivot de la paix en Orient ». Le texte poursuit en énumérant les différentes modalités de ces « nouvelles relations » : (1) le bon voisinage, l'anticommunisme et la coopération économique du Japon, du Manzhouguo et de la Chine ; (2) La reconnaissance mutuelle de la Chine et du Manzhouguo, ainsi que le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la Chine par le Japon ; (3) Une coopération contre le communisme passant par la mise en place d'une zone tampon spéciale à proximité de la frontière avec l'Union soviétique ; (4) une coopération économique étroite donnant au Japon des privilèges en Chine ; (5) La liberté de s'établir et de faire des affaires en Chine pour les ressortissants japonais en échange de la promesse de réfléchir à une abrogation de l'extraterritorialité et à une rétrocession des concessions¹.

Des divergences apparurent quant au meilleur moyen d'atteindre cet objectif déjà ancien. Face à ceux – nombreux dans l'armée – qui voulaient imposer la paix par les armes², un groupe de dirigeants chercha à donner la priorité aux négociations³. Ces négociations directes avec le Gouvernement nationaliste dans les premiers mois de la guerre donnèrent lieu à deux tentatives, aussi infructueuses l'une que l'autre : l'« Opération Funatsu » (*Funatsu kōsaku* 船津工作) et la « Médiation Trautmann » (*Torautoman chūkai* トラウトマン仲介).

1.2.2.1. L'« Opération Funatsu » (3-10 août 1937)

De même que le camp japonais s'était polarisé entre une « ligne dure » favorable à une approche purement militaire et une « ligne douce » jugeant les moyens diplomatiques plus efficaces pour faire plier le gouvernement nationaliste, le camp chinois vit rapidement apparaître en son sein une mise en doute de la « résistance jusqu'au bout » (*kangzhan daodi* 抗戰到底) prônée dans le discours officiel. Elle était incarnée par des personnalités aux profils divers issus de l'entourage de Jiang Jieshi (Zhou Fohai), du ministère des Affaires étrangères (*Gao Zongwu 高宗武) ou encore des intellectuels proches du pouvoir tels que Hu Shi 胡適 (1891-1962)⁴. Le 20 juillet 1937, Zhou Fohai écrit dans son journal personnel qu'« il semble encore possible

¹ JACAR B02030549400, *Shina jihen kankei ikken*, vol. 18.18, p. 147-148. Approuvé définitivement à la fin de l'année 1938, ce texte circulait au sein de l'administration militaire depuis l'été. Voir Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 215

² « Écrasons les Chinois en trois mois et ils supplieront pour la paix » aurait déclaré le ministre de la guerre Sugiyama Hajime/Gen 杉山元 (1880-1945) (cité par Lawrence N. Shyu, « China's "Wartime Parliament" : The People's Political Council, 1938-1945 », in Paul Kwang Tsien Sih (dir.), *Nationalist China During the Sino-Japanese War, 1937-1945*, Hicksville, N.Y., Exposition Press, 1977, p. 280).

³ Nous reviendrons dans la partie 1.1.3.1 sur cette opposition.

⁴ Les deux premiers devinrent les principaux acteurs du Mouvement de paix de Wang Jingwei (voir la partie 2.3.1.1).

d'espérer la paix »¹. Il venait de lire la réponse de l'ambassade japonaise à une lettre transmise par l'adjoint de Gao, Dong Daoning 董道寧 (1902 - c.1940), dans laquelle la Chine disait souhaiter une désescalade du conflit et proposait au Japon de s'entendre sur une trêve². Contrairement à ce qui allait se produire par la suite, les contacts qui s'établirent dans les premières semaines de la guerre suivaient encore la voie (presque) normale des chancelleries. Ce cadre diplomatique était défendu par le Gaimushō qui échoua, à ce moment précis, à imposer ses vues sur la question du règlement de l'« Incident de Chine » ; échec qui sonna glas de sa perte d'influence dans les affaires chinoises pour les années à venir³. L'urgence qu'il y avait à trouver une solution au conflit se fit plus pressante avec la prise de Beiping et de Tianjin le 30 juillet 1937. Le lendemain, Zhou Fohai note que les « avocats de la paix » considèrent « tous qu'il faut activer sur le champ la voie diplomatique »⁴. Au même moment, les tenants japonais d'une solution diplomatique, menés au Gaimushō par *Ishii Itarō 石射猪太郎 et dans l'armée par *Ishiwara Kanji 石原莞爾, organisaient la prise de contact avec le gouvernement chinois afin d'obtenir que ce dernier qu'il demande la paix – l'inverse aurait fait perdre la face à l'armée impériale⁵. Le 3 août 1937, ils confièrent cette mission informelle à *Funatsu Tatsuichirō 船津辰一郎, un ancien diplomate en Chine choisi pour ses liens d'amitié avec Gao Zongwu⁶. Il ne s'agissait pas encore de négociations, mais d'un premier contact pour sonder les intentions de la partie adverse. Malgré les instructions données par Ishii aux diplomates sur le terrain, cette « Opération Funatsu » fut d'emblée court-circuitée⁷. Jaloux de ses prérogatives, l'ambassadeur japonais en Chine, Kawagoe Shigeru 川越茂 (1881-1969), avait en effet envoyé son conseiller *Hidaka Shinrokurō 日高信六郎 pour qu'il rencontre Gao Zongwu, le 1^{er} août 1937. Resté à Tianjin, Kawagoe adressa une note au ministre japonais des Affaires étrangères dans laquelle il envisageait trois scénarios pour le futur : (1) une guerre longue qui obligerait le Japon à établir un régime placé sous sa tutelle ; (2) une répétition des incidents en Chine du Nord entre 1933 et 1937 avec des négociations aboutissant à la mise en place dans le Nord d'une structure politique locale pro-japonaise ; (3) une reconnaissance formelle du Manzhouguo par le gouvernement chinois et un réajustement complet

¹ ZR, p. 53.

² Cité *ibid.*, n. 1.

³ Voir Barbara J. Brooks, *Japan's Imperial Diplomacy: Consuls, Treaty Ports, and War in China, 1895-1938*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2000 ; et notre partie 1.3.1.1.

⁴ ZR, p. 55.

⁵ Etō Shinkichi, « Japanese Maneuvers for Peace with China, 1937-1940 », in D. Barrett, L. Shyu (dir.), *China in the Anti-Japanese War...*, *op. cit.*, p. 49.

⁶ Liu Jie, *Nitchū sensō...*, *op. cit.*, p. 85.

⁷ Brooks, *Japan's Imperial Diplomacy*, *op. cit.*, p. 186. Outre l'initiative parallèle de Kawagoe, le premier ministre Konoe chercha, au même moment, à établir un contact avec Jiang Jieshi via la médiation de Miyazaki Ryūsuke 宮崎龍介 (1892-1971) – fils de Miyazaki Tōten 宮崎滔天 (1870-1922), le plus célèbre « aventurier du continent » ayant aidé Sun Yat-sen. Miyazaki fut arrêté par l'armée alors qu'il était sur le point d'embarquer pour Shanghai (*ibid.* et *KSDJ*).

des relations sino-japonaises¹. Après un bref entretien avec Gao le 9 août, Funatsu fut écarté par Kawagoe qui, arrivé à Shanghai, rencontra Gao le jour même². Le déclenchement de la Bataille de Shanghai, trois jours plus tard, mit fin aux discussions.

Cet échec annonçait celui des nombreuses tentatives de négociation ultérieures. Avant même que les termes d'une éventuelle négociation ne soient discutés, la multiplication des initiatives japonaises représenta un obstacle. De la même manière que l'État d'occupation fut d'abord une construction sur le papier, sans cesse recommencée par une bureaucratie japonaise dont le métier était de produire des plans, les projets de négociation avaient une existence en propre, distincte de leur mise en pratique éventuelle³. L'« Opération Funatsu » n'avait cependant pour contexte que le seul « Incident de Chine du Nord ». Le changement d'échelle du conflit, le 13 août 1937, s'accompagna d'un changement d'échelle des tentatives pour y mettre fin.

1.2.2.2. La « Médiation Trautmann » (30 octobre 1937-16 janvier 1938)⁴

Le 21 octobre 1937, le Japon engagea des discussions avec l'Allemagne en vue de négociations bilatérales avec la Chine, afin de court-circuiter ce qu'il considérait comme une ingérence internationale⁵. Le 28 septembre, la Société des Nations avait en effet voté deux résolutions. La première dénonçait l'avancée des troupes nippones comme étant une infraction du Traité des neuf puissances et du Pacte Briand-Kellogg. La seconde invitait le Japon à régler le conflit dans le cadre de la Conférence des neuf puissances⁶. Le Japon refusa et fit pression sur l'Allemagne et l'Italie pour qu'elles en fassent de même. Le 1^{er} octobre 1931, un conseil réunissant le premier ministre japonais et les trois principaux ministères impliqués (armée de

¹ Cité in Liu Jie, *Nitchū sensō...*, *op. cit.*, p. 85-88.

² Funatsu prit en note cet entretien dans un « Journal sur l'échec de l'opération visant à régler par la paix l'Incident de Chine du Nord » (*Hoku-Shi jihen heiwa kōsaku shippai nikki* 北支事變平和工作失敗日記) dont on trouve un résumé dans Zaika nihon bōseki dōgyōkai 在華日本紡績同業会 (éd.), *Funatsu Tatsuichirō* 船津辰一郎, Tōhō kenkyūkai, 1958, p. 193-196.

³ Le vice-ministre des affaires étrangères de l'époque, Horinouchi Kensuke 堀内謙介 (1886-1979), devait ainsi écrire dans ses Mémoires que « Although there were so many declarations, peace plans, guidelines, conditions, and the like drawn up at that time, all were just items written out on paper » (cité in Brooks, *Japan's Imperial Diplomacy*, *op. cit.*, p. 185).

⁴ Par souci de brièveté, nous ne reviendrons que sur les principales étapes de cet épisode bien connu mais dont le rappel est néanmoins indispensable pour comprendre la genèse du régime de Wang Jingwei. Pour une analyse détaillée, voir Liu Jie, *Nitchū sensō...*, *op. cit.*, p. 126-166.

⁵ La nature de l'implication allemande fait débat. Selon Brian G. Martin, bien que les documents chinois comme japonais parlent d'une « médiation » allemande, le Reich refusa en réalité de s'ingérer dans le conflit et se contenta de jouer les messagers entre Tokyo et Nanjing (« The Dilemmas of a Civilian Politician in Time of War: Zhou Fohai and the First Stage of the Sino-Japanese War, July-December 1937 », *Twentieth-Century China*, vol. 39, n° 2, mai 2014, p. 145, n.1). Selon l'analyse de Liu Jie, l'Allemagne prit l'initiative de cette médiation afin de protéger l'important investissement qu'elle avait signé en avril 1936 pour financer la fabrication d'armes en Chine (*op. cit.*, p. 127).

⁶ Hu Xian 胡獻, « Jianping Tao Deman “tiaoting” qijian Jiang Jieshi de dui ri lichang 簡評陶德曼 “調停” 期間蔣介石的對日立場 (Quelques commentaires sur la position de Jiang Jieshi vis-à-vis du Japon pendant la “médiation” Trautmann) », *Kangzhi zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 1994, n°3, p. 122.

terre, marine, affaires étrangères) décida d'un « Plan pour régler l'Incident de Chine » (*Shina jihen taisho yōkō* 支那事變対処要綱). Ce plan, qui devait servir de base aux négociations à venir, appelait à mettre rapidement un terme au conflit en alliant « résultats des opérations militaires et dispositions diplomatiques opportunes » ; dispositions dont le but était « d'inciter la Chine à se repentir [*hansei* 反省] »¹. L'Allemagne accepta de servir d'intermédiaire à travers son ambassadeur en Chine, Oskar P. Trautmann (1877-1950), qui rencontra le ministre chinois des affaires étrangères le 30 octobre 1937 pour lui demander de traiter directement avec le Japon sans passer par la Conférence des neuf puissances. Le 5 novembre, Trautmann fut reçu par Jiang Jieshi à qui il remit les conditions de paix japonaises assorties d'une menace de destruction totale en cas de refus². Les termes de la paix proposée par le Japon comprenaient la création d'un gouvernement autonome en Mongolie intérieure, une coopération contre le bolchevisme, un arrêt de la politique antijaponaise, la création et l'extension de zones démilitarisées ainsi que des avantages économiques pour le Japon. Jiang déclara que la Chine était d'accord pour prendre ces points comme base de négociations sur un pied d'égalité entre les deux pays. Enhardie par la prise de Nanjing le 13 décembre 1937, la faction pro-guerre de l'armée, qui était hostile à la médiation depuis le début, chercha à la faire échouer en obtenant l'ajout d'une nouvelle série de conditions prévoyant, notamment, une reconnaissance officielle du Manzhouguo et le versement d'indemnités³. Ces demandes furent accompagnées d'un ultimatum qui arrivait à échéance le 16 janvier 1938. Suite au refus du régime nationaliste de s'engager dans un processus de négociation, le premier ministre japonais *Konoe Fumimaro 近衛文麿 déclara ce même jour :

Alors que le gouvernement impérial a, jusqu'à aujourd'hui, offert au gouvernement nationaliste chinois une dernière occasion de se repentir, et ce même après la prise de Nanjing, celui-ci n'a pas compris les vraies intentions de l'Empire et poursuit sa guerre de résistance sans se soucier de la détresse de son peuple ni de la paix en Asie orientale. Par conséquent, le gouvernement impérial ne traitera dorénavant plus avec le gouvernement nationaliste⁴. Il espère la formation d'un nouveau gouvernement qui coopèrera [*teikei* 提携] sincèrement avec l'Empire. Nos deux pays pourront alors réajuster leurs relations et collaborer [*kyōryoku* 協力] à la construction d'une nouvelle Chine

¹ JACAR B02030518300, « Shina jihen shori ni kankei suru jūyō kettei/2. Shina jihen taisho yōkō 支那事變対処要綱ニ関スル重要決定／2、支那事變対処要綱 (Décisions importantes concernant le règlement de l'Incident de Chine/2. le Plan pour régler l'Incident de Chine) », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 3.2, p. 39-49.

² Hu Xian, « Jianping Tao Deman... », art. cit., p. 123 sq.

³ « Nisshi kōwa kōshō jōken saimoku 日支媾和交渉条件細目 (Détail des conditions pour les négociations de paix nippo-chinoises) » 21 déc. 1937, in JACAR B02030666700, « Torautoman chūshi Doitsu taishi chūkai ni yoru wahei kōshō トラウトマン駐支ドイツ大使仲介ニヨル和平交渉 (Négociations de paix via l'ambassadeur allemand en Chine Trautmann) », *Shina jihen kankei ikken ; zengō sochi...*, p. 254-255. La clause sur la reconnaissance formelle du Manzhouguo était déjà contenue dans le « Plan pour régler l'Incident de Chine » évoqué plus haut.

⁴ Ce discours est généralement mentionné sous le nom de « *aite ni sezu* » (litt. : ne plus prendre comme interlocuteur). La version que nous avons consultée diffère cependant (*aite* est suivi de la particule *to*) : « *kokumin seifu o aite to sezu* 国民政府を对手とせず ».

régénérée. Naturellement, l'Empire continuera à respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté chinoise ainsi que les intérêts des puissances en Chine. [...]¹

Premier des trois grands discours posant les bases du projet japonais en zone occupée que prononça Konoe en 1938 (les 16 janvier, 3 novembre, 22 décembre), cette déclaration représenta un jalon important². L'échec des négociations directes accéléra en effet la centralisation déjà en cours de l'État d'occupation. Cette centralisation ne visait plus seulement à rationaliser l'organisation éclatée des gouvernements de collaboration mais à l'intégrer dans un gouvernement central alternatif. Par son existence même, la « médiation Trautmann » avait suscité un certain espoir chez les dirigeants chinois pessimistes quant à l'issue de la guerre³. Ces mêmes dirigeants – Kong Xiangxi et Wang Jingwei pour ne citer que les principaux – furent par la suite impliqués dans les négociations secrètes qui prirent place au cours de l'année 1938. Ces négociations ayant fait l'objet de nombreux travaux, il est inutile de les analyser ici en détail. Nous reviendrons plus longuement dans le chapitre 3 sur celles concernant Wang Jingwei car elles touchent directement à la construction de l'État d'occupation⁴. On peut néanmoins présenter rapidement les autres canaux de négociation afin de prendre en compte les « appels du possible » de 1938⁵ ; une année charnière pour l'État d'occupation⁶. Du point de vue du contexte diplomatique, cette période allant du discours du 16 janvier à la défection de Wang Jingwei le 18 décembre constitue en effet un point de bifurcation. Malgré la décision prise par le gouvernement japonais de ne plus traiter avec le gouvernement nationaliste, des tractations visant ce dernier se poursuivirent entre Chongqing et Tokyo, parallèlement aux opérations visant à centraliser l'État d'occupation. Ces

¹ JACAR B02030534800, « Shina jihen kankei seimei 1 支那事變關係聲明1 (Recueil de discours relatifs à l'Incident de Chine) », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 12.2, 18 mai 1939, p. 75. La promesse répétée du Japon de ne pas s'en prendre aux intérêts économiques étrangers en Chine étaient, au même moment, démentis par les faits (Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 118).

² Hata Shunroku devait y voir l'une des trois étapes décisives de la guerre, entre l'incident du 7 juillet et la création du gouvernement de Wang Jingwei (*HSN*, 27 nov. 1939, p. 238). Nous montrerons dans la partie 1.1.3.1. dans quel contexte politique elle intervint.

³ Grand argentier du régime nationaliste, Kong Xiangxi 孔祥熙 (1881-1967) écrivit à son beau-frère Jiang Jieshi : « C'est une occasion en or offerte par le Ciel qu'il ne faut manquer à aucun prix [*tianci liangji, jue bu ke shi* 天賜良機, 絕不可失] ». Cité par Shao Ming-huang 邵銘煌, « Zhidao huxue midang : jiedu Dong Daoning zhanshi qianfang Riben citan baogao 直蹈虎穴秘檔 : 解讀董道寧戰時潛訪日本刺探報告 (Analyse du rapport de Dong Daoning sur sa visite secrète au Japon pendant la guerre pour recueillir des renseignements) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, n° 137, 2000, p. 185.

⁴ La distinction opérée par le plan de notre thèse entre l'« Opération Wang Jingwei » (traitée dans la partie 2.3 comme partie prenante de la centralisation de l'État d'occupation) et les autres canaux de négociation n'ayant pas abouti (analysés ici dans le contexte « diplomatique ») peut sembler arbitraire, voire téléologique. Elle s'explique plus prosaïquement par le souci de ne pas perdre le lecteur et d'éviter les répétitions.

⁵ Nous empruntons ce concept à Arlette Farge (Stany Grelet, Philippe Mangeot, « Le siècle mineur : entretien avec Arlette Farge », *Vacarme*, n°15, 2 avril 2001, <<http://www.vacarme.org/article156.html>>, consulté le 14 nov. 2014).

⁶ 1938 fut également une année charnière pour le régime nationaliste. Voir David Serfass, « Le Guomindang en 1938 : retour sur la crise d'un parti politique », Mémoire de master, EHESS, 2009.

tractations furent notamment encouragées par le ministre des affaires étrangères Ugaki Kazushige 宇垣一成.

1.2.2.3. Les négociations entre Ugaki et Kong Xiangxi (juin-septembre 1938)

Nommé à ce poste le 25 mai 1938, dans le cadre du remaniement du cabinet Konoe sur lequel nous reviendrons, le général Ugaki est souvent vu comme un libéral favorable à des négociations de paix directes avec Jiang Jieshi, qui aurait reçu le portefeuille des affaires étrangères afin de réparer l'erreur stratégique de la rupture du 16 janvier¹. Liu Jie montre, à partir de citations de son journal personnel, que si Ugaki intégra bien le gouvernement avec l'idée de régler l'« Incident de Chine », il était en faveur, comme la plupart des dirigeants civils et militaires au Japon, d'une politique visant à saper le gouvernement nationaliste en le divisant. Réaliste, il savait que seul Jiang Jieshi était en mesure de mettre fin à la guerre. Cherchant à concilier cette nécessité avec l'opinion générale sur le gouvernement chinois, il chercha à établir un contact avec Chongqing tout en faisant de la démission de Jiang une condition *sine qua non* à l'ouverture de négociations². Plutôt que de viser des personnalités réputées proches du Japon (*shinnichi* 親日), Ugaki porta son dévolu sur Kong Xiangxi³. Plus exactement, il favorisa parmi les différents canaux de négociation déjà ouverts ceux qui visaient Kong Xiangxi ; canaux qui demeurèrent en place après la démission d'Ugaki le 29 septembre.

Le contact s'établit avec Kong par l'intermédiaire d'anciens « aventuriers de la Chine » ayant aidé le mouvement révolutionnaire de Sun Yat-sen et qui, pour cette raison, jouissaient de liens particuliers avec la direction du GMD⁴. Après un échange épistolaire avec *Tōyama Mitsuru 頭山満 à la fin du mois de janvier, Kong fut contacté au printemps 1938 par Kayano Nagatomo 萱野

¹ Voir Bunker, *The Peace Conspiracy*, *op. cit.*, p. 78. B. Brooks parle d'une « Ugaki's pro-Jiang policy » (*Japan's Imperial Diplomacy*, *op. cit.*, p. 190).

² Liu Jie, *Nitchū sensō...*, *op. cit.*, p. 231.

³ *Ibid.*, p. 232. Au lendemain de sa nomination, Ugaki avait reçu une lettre de félicitations de son vieil ami, le général nationaliste Zhang Qun 張群 (1889-1990). Invité par Ugaki à se positionner en faveur de la paix, Zhang proposa d'engager, aux côtés de Wang Jingwei, des discussions avec le Japon. Ugaki déclina poliment cette proposition. Il considérait en effet que, si le camp chinois était représenté par des dirigeants réputés pro-japonais, ils seraient considérés comme des traîtres et feraient échouer les négociations. Shao Ming-huang, « Kong Xiangxi yu kangzhan chuqi de mouhe shitan 孔祥熙與抗戰初期的謀和試探 (Kong Xiangxi et les négociations de paix au début de la Guerre de résistance) », in *Zhongguo jindaishi xuehui 中國近代史學會 et al., Qingzhu kangzhan shengli wushi zhounian : liang'an xueshu yantaohui lunwenji 慶祝抗戰勝利五十週年：兩岸學術研討會論文集 (Célébration du cinquantième anniversaire de la victoire de la Guerre de résistance : actes du colloque sino-taiwanais)*, Taipei, Jindaishi xuehui chuban, 1996, p. 122.

⁴ Nous avons vu plus haut le rôle éphémère joué par le fils de Miyazaki Tōten. Il sera régulièrement question dans cette thèse du groupe des « spécialistes de la Chine » dont les différentes générations furent au cœur de la politique chinoise du Japon pendant la guerre.

長知 (1873-1947)¹, via Jia Cunde 賈存德². Répondant favorablement à la demande de Kayano pour qu'il s'engage dans un mouvement en faveur de la paix, Kong lui confia une lettre pour Tōyama que Kayano rapporta à Tokyo début juin. Il rencontra à cette occasion le premier ministre Konoe et son nouveau ministre des affaires étrangères, Ugaki, qui prit alors en main les tractations visant Kong Xiangxi³. Des négociations plus formelles furent organisées à Hongkong du 23 juin au 19 juillet puis du 17 août au 1^{er} septembre 1938. Ugaki se fit représenter par le consul Nakamura Toyokazu 中村豊一 tandis que Kong envoya l'un de ses secrétaires, Qiao Fusan 喬輔三. C'est lors de ces réunions que la question de la démission de Jiang Jieshi – condition entérinée par le gouvernement japonais le 12 juillet⁴ – fut abordée. La réorganisation de la direction du gouvernement nationaliste devait être le signe de la volonté chinoise d'engager des pourparlers officiels⁵. Avant de repartir au Japon pour consulter Ugaki, Nakamura reçut de Qiao une liste de sept propositions formulées par Kong⁶. Ugaki demanda à Nakamura de prévenir la partie chinoise qu'il serait prêt à organiser un sommet de paix à Taiwan ou à Nagasaki avec Kong Xiangxi⁷.

¹ Ancien compagnon de route de Sun Yat-sen lui aussi, Kayano fut chargé, en août 1937, de négocier avec Tang Shaoyi 唐紹儀 (1862-1938) en vue de la création d'un nouveau régime. Les discussions ayant tournées court, il se consacra au « canal Kong Xiangxi » (Shao Ming-huang, « Kong Xiangxi yu kangzhan », art. cit., p. 115). On voit ici que la stratégie touchant à la construction d'un nouveau gouvernement et celle visant la direction du GMD étaient étroitement liées.

² À l'époque, Jia fournissait Kong Xiangxi en renseignements par l'intermédiaire de Kong Lingkan 孔令侃 (1916-1992), chargé de centraliser à Hongkong les rapports des différents agents en poste à Shanghai et à Hongkong pour les faire remonter à son père. Shao Ming-huang « Kong Xiangxi... », art. cit., p. 116. Jia a laissé un témoignage de son rôle dans le « canal Kong Xiangxi » : Jia Cunde, « Kong Xiangxi yu Rikou goujie huodong de pianduan 孔祥熙與日寇勾結活動的片斷 (Esquisse des tractations entre Kong Xiangxi et les bandits japonais) », in *Wenshiziliao xuanji di 29 ji* 文史資料選輯第29輯 (Recueil des matériaux pour la culture et l'histoire, vol. 29), Beijing, Zhongguo wenshi chubanshe, 1980, p. 67-78.

³ Le choix fait par Ugaki d'encourager les négociations avec Kong intervenait au moment précis où le canal visant Gao Zongwu, et plus tard Wang Jingwei, se concrétisa avec la visite secrète de Gao au Japon à partir du 23 juin (voir *infra*).

⁴ Feng Qing 馮青, « Shō Kaiseki no Nitchū Sensōki heiwa kōshō e no ninshiki to taiō : Shō Kaiseki nikki ni motozuku ichi kōsaku 蔣介石の日中戦争期平和交渉への認識と対応 : 『蔣介石日記』に基づく一考察 (L'attitude de Jiang Jieshi vis-à-vis des négociations de paix pendant la guerre sino-japonaise : réflexion à partir du *Journal de Jiang Jieshi*) », *Genji shigaku* 軍事史学, vol. 45, n°4, mars 2010, p. 73.

⁵ Shao Ming-huang « Kong Xiangxi... », art. cit., p. 125.

⁶ Notamment un accord tripartite entre la Chine, le Japon et le Manzhouguo (autrement dit une reconnaissance indirecte de ce dernier par la Chine) et l'absence d'indemnités. Qian ajouta qu'il serait difficile de négocier la paix si Wuhan tombait aux mains du Japon et que Kong était prêt à démissionner à la place de Jiang. Nakamura jugea ces propositions insuffisantes (voir *ibid.*, p. 125 *sq.*).

⁷ *Ibid.* Yang Tianshi affirme, lui, que c'est Kong Xiangxi qui proposa de rencontrer Ugaki (« Kong Xiangxi yu kangzhan qianqi de zhongri mimi jiaoshe 孔祥熙與抗戰前期的中日秘密交涉 (Kong Xiangxi et les négociations secrètes sino-japonaises au début de la Guerre de résistance), in [s. a.]. *Kangzhan shengli wushizhounian guoji yantaohui lunwenji* 抗戰勝利五十周年國際研討會論文集 (Actes du colloque international pour le cinquantième anniversaire de la victoire de la Guerre de résistance), Xindian, Guoshiguan, 1997, p. 35). Quoiqu'il en soit, la démission d'Ugaki fin septembre, fit avorter ce projet.

Parallèlement à ces discussions entre Nakamura et Qiao, Kayano rencontra à Hongkong un autre représentant de Kong Xiangxi, Ma Boyuan 馬伯援 (1884-1939)¹. Kayano promit notamment qu'une fois la paix rétablie, Jiang Jieshi pourrait reprendre ses fonctions. Avant de repartir le 22 juillet avec Nakamura, Kayano reçut trois conditions : Ma exigea que le gouvernement japonais annule la déclaration du 16 janvier, renonce à la démission de Jiang et prenne l'initiative des négociations. Les discussions entre Kayano et Jia Cunde reprirent début septembre mais s'achevèrent sans résultat².

Quel fut le degré d'implication de Jiang Jieshi dans ces négociations ? Ses échanges avec Kong Xiangxi et les passages de son journal personnel concernant les tractations de ce dernier avec le Japon montrent qu'il intima régulièrement à son beau-frère l'ordre de couper ses contacts avec Tokyo³. Mais s'il tenta d'arrêter les activités de Kong et de Gao Zongwu lorsqu'il sentit qu'il ne les contrôlait plus, Jiang était suffisamment pragmatique pour ne pas priver son jeu de cette carte – quand bien même il avait tout à perdre dans des négociations de paix avec le Japon. À la fin du mois d'août 1938, il envoya Xiao Zhenying 蕭振瀛 (1890-1947)⁴ à Hongkong pour qu'il entre en rapport avec *Wachi Takaji 和知鷹二 en lui donnant pour consigne d'exiger le respect de la souveraineté chinoise (selon les limites prévalant avant la guerre) comme préalable à tout engagement du régime nationaliste dans des négociations de paix⁵. Début octobre, Jiang fit rédiger l'ébauche d'une déclaration de paix (*heping xuanyan* 和平宣言) qu'il corrigea lui-même⁶. Le camp chinois rédigea également un projet d'armistice (*tingzhan xieding* 停戰協定) dont la publication devrait être suivie d'un retrait en trois mois des troupes nippones⁷.

¹ Diplômé en 1910 de l'université Waseda, membre de la Ligue jurée, Ma devient secrétaire de Sun Yat-sen en 1912 et le suit dans son exil japonais. Au début des années 1920, il joue les intermédiaires entre Sun Yat-sen et Feng Yuxiang 馮玉祥 (Hubeisheng 1989, p. 146-148).

² Shao Ming-huang « Kong Xiangxi... », art. cit., p. 128-129.

³ Pour une analyse plus détaillée de cette implication, voir Serfass, « Le Guomindang en 1938 », *op.cit.*, p. 93-99.

⁴ Ancien de la *Guominjun* 國民軍 de Feng Yuxiang, maire de Xi'an puis de Tianjin, Xiao avait été en rapport, avant guerre, avec des haut gradés japonais. Lorsque Wachi, un ami de longue date, arriva à Hongkong à la fin du mois de juillet 1938, Jiang Jieshi pensa à Xiao pour le représenter (Yang Tianshi, *Zhaoxun zhenshi de Jiang Jieshi : Jiang Jieshi riji jiedu* 找尋真實的蔣介石：蔣介石日記解讀 (À la recherche du vrai Jiang Jieshi : lecture commentée du journal personnel de Jiang Jieshi), Hongkong, Sanlian shudian, 2008, p. 254).

⁵ Jiang demanda à He Yingqin 何應欽 (1890-1987) de superviser directement les négociations menées par Xiao. Ceci explique que ces dernières aient longtemps été considérées comme prenant pour cadre un « canal He Yingqin ». Connu pour son profond anticommunisme, He fut tout au long la guerre l'objet de nombreux rapports des services secrets militaires japonais qui, déçus par Wang Jingwei, espéraient faire de lui le déclencheur d'une crise politique à Chongqing. Un de ces rapports fait même état d'un complot entre He Yingqin et Nanjing visant à forcer Jiang Jieshi à s'exiler en Inde ou en Iran (Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 310 sq.).

⁶ Cette déclaration reprenait les conditions de la Chine, telles qu'elles avaient été exprimées par Xiao Zhenying (citée in Yang Tianshi, *Zhaoxun zhenshi de Jiang...*, *op. cit.*, p. 259).

⁷ Ce document fut lui aussi directement annoté par Jiang Jieshi. Il prévoyait notamment que le Japon pourrait conserver ses privilèges en Mandchourie s'il reconnaissait la souveraineté du régime nationaliste sur ce territoire et que la Chine reconnaît l'autonomie des quatre provinces de l'Est (*ibid.*).

D'autres canaux encore se mirent en place à Hongkong durant cette période sur lesquels il serait trop long de revenir¹. Bien qu'Ugaki ne soit resté que quelques mois au Gaimushō, il impulsa donc de nouvelles tentatives de négocier avec Chongqing en dépit de la rupture annoncée officiellement le 16 janvier 1938. Finalement, conclut Liu Jie, l'objectif ultime de la diplomatie d'Ugaki était la formation d'un gouvernement chinois pro-japonais ; la question de savoir si cet objectif devait passer ou non par des négociations avec Jiang Jieshi n'étant que secondaire². Autrement dit, qu'elle vise à transformer le gouvernement nationaliste existant ou à mettre sur pied un nouveau gouvernement, la stratégie éclatée du camp japonais en 1938 restait fondamentalement nourrie par l'idée d'un « réajustement » nécessaire des relations sino-japonaises. L'échec de la « diplomatie Ugaki » n'empêcha pas que se poursuivent, parallèlement à l' « Opération Wang Jingwei », désormais liée à la politique de centralisation de l'État d'occupation, des tentatives de négocier avec Chongqing.

1.2.2.4. Les canaux visant Chongqing après la défection de Wang Jingwei (1939-1940)

La défection de Wang Jingwei le 18 décembre 1938 fut suivie d'une période d'incertitude sur la suite qu'allait prendre son Mouvement de paix. Son départ de Hanoï pour Shanghai, fin avril 1939, lança véritablement le processus de négociation entre le groupe de Wang et le Japon dont le point final ne fut pas l'inauguration du nouveau gouvernement, le 30 mars 1940, mais la signature du Traité de base, huit mois plus tard. Si les canaux de négociation initiés par le Japon en direction de Chongqing durant cette période sont dans le prolongement direct de ceux que nous venons d'aborder, la perspective d'un gouvernement central dirigé par l'ancien numéro deux du GMD leur donna un nouvel enjeu. Côté japonais, la défection de Wang constituait un levier supplémentaire pour faire pression sur Jiang Jieshi. Côté chinois, la crainte de voir se former un nouveau gouvernement central amena Chongqing à jouer de son ambiguïté dans l'espoir de repousser cette échéance.

Comme durant l'année 1938, ces négociations passèrent d'abord principalement par le « canal Kong Xiangxi ». À côté du contact qui s'était établi avec les représentants d'Ugaki, Kong avait également entamé, à partir de juillet 1938, des négociations avec le ministre de la Guerre *Itagaki Seishirō 板垣征四郎, qui partageait jusqu'à un certain point la position d'Ugaki mais resta plus longtemps en poste (voir 1.1.3.1.). Kong se fit représenter par Hu Egong 胡鄂公 (1884-1951)³ dont le contact avec la faction d'Ishiwara Kanji passa, comme ce fut le cas pour le « canal

¹ On trouvera une synthèse relativement complète dans Liu Jie, *Nitchū sensō...*, *op. cit.*, p. 195-234.

² Liu Jie, *Nitchū sensō...*, *op. cit.*, p. 234.

³ Originaire du Hubei, ingénieur agronome très actif durant la révolution de 1911, membre du Parti républicain, il est élu député en 1913. Il intègre le PCC en 1921, passe par les geôles nationalistes avant de devenir conseiller

Gao Zongwu », par la Mantetsu (Compagnie des chemins de fer de Mandchourie méridionale). Hu rencontra ainsi Itō Takeo 伊藤武雄 (1895-1984), employé de la Mantetsu avec qui il organisa les discussions. Il fut décidé que le camp chinois serait représenté par Tang Shaoyi et Wu Peifu (en fait leurs représentants respectifs) et l'armée impériale par Ishiwara, *Shibayama Kaneshirō 柴山兼四郎, Tsuda Shizue 津田静枝 (1883-1964) et Banzai Rihachirō 坂西利八郎 (1871-1950)¹. Ce projet intervint alors que Tang et Wu étaient l'objet, nous le verrons, de l'une des opérations visant à recruter une figure politique importante pour prendre la tête d'un gouvernement central de collaboration. Les rencontres entre Hu Egong et Tsuda Shizue s'étalèrent de la fin du mois de novembre 1938 à septembre 1939². Après la défection de Wang Jingwei, Hu reçut pour mission de bloquer le Mouvement de paix. Il expliqua à Tsuda que Wang avait perdu toute crédibilité et que jamais Wu Peifu n'accepterait de se compromettre à ses côtés. À la fin de l'année 1939, alors que l'inauguration du gouvernement de Wang Jingwei apparaissait imminente, les Japonais tentèrent de faire passer par ce canal l'idée d'une fusion entre Nanjing et Chongqing. Mais Hu Egong répondit que c'était justement le soutien apporté par le Japon à Wang qui rendait impossible toute négociation de paix³.

Outre Hu Egong, Kong Xiangxi s'appuya par la suite sur deux autres représentants : Fan Guang 樊光 et Wang Zihui 王子惠. Intime de Kong ayant travaillé un temps pour le ministère des Affaires étrangères, Fan Guang négocia au printemps 1939 avec *Kita Seiichi 喜多誠一 puis avec *Imai Takeo 今井武夫⁴. Ancien collègue de Jia Cunde dans le Zhejiang, devenu ministre de l'Industrie du Gouvernement réformé de Nanjing, Wang Zihui démissionna de son poste à la demande de Kong Xiangxi et se rendit à Tokyo d'où il rapporta, en avril 1940, une lettre d'Itagaki comportant un projet d'accord⁵.

Outre le « canal Kong Xiangxi », des négociations impliquèrent l'entourage le plus direct de Jiang, en l'occurrence son épouse. Le 4 mars 1939, Jiang envoya un long télégramme à Du

économique de Kong Xiangxi en 1937. Il joue, pendant la guerre, les intermédiaires entre le GMD et le PCC (Hubeisheng 1989, p. 151-154 ; Yang Tianshi 1997, p. 35, n. 21).

¹ *Ibid.*, p. 35. Proche d'Ishiwara, Shibayama fut celui qui lança, au début de la guerre, l'« Opération Funatsu ». Le vice-amiral Tsuda Shizue est évoqué par Itō Takeo dans ses mémoires comme le principal interlocuteur de Hu, notamment parce qu'il était le seul à comprendre son fort accent du Hubei (*Life along the South Manchurian Railway: the Memoirs of Itō Takeo*, Armonk, N.Y., M.E. Sharpe, 1988, p. 184 sq.). Ancien conseiller de Yuan Shikai, Banzai Rihachirō fut « sans doute le *shina-tsū* [spécialiste de la Chine] le plus influent de sa génération » (Samuel Guex, « Les « Spécialistes de la Chine » et l'armée impériale : le cas de Sasaki Tōichi », *Ebisu*, n°35, printemps-été 2006, p. 143).

² Yang Tianshi, 1997, *op. cit.*, p. 36.

³ Huang Meizhen, Yang Hanqing, « Nationalist China's Negotiating Position during the Stalemate, 1938-1945 », in D. Barrett, L. Shui (dir.), *Chinese Collaboration with Japan, 1932-1945: The Limits of Accommodation*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 2001, p. 59.

⁴ Yang Tianshi, 1997, *op. cit.*, p. 37-40.

⁵ Ce projet prévoyait, notamment, la suppression du régime de Wang Jingwei et le retrait des troupes. Malgré ces avancées, rien ne fut signé et le projet fut abandonné en août 1940. Yang Tianshi, 1997, *op. cit.*, p. 43.

Shishan 杜石山, agent de Dai Li 戴笠 (1897-1946) en mission à Hongkong, comportant un message pour Kayano¹. De retour du Japon le 10 mars, ce dernier proposa que les représentants des gouvernements chinois et japonais se réunissent pour négocier. Le 16 mars, l'épouse de Jiang, Song Meiling 宋美齡 (1898-2003), arriva à Hongkong pour superviser les réunions. Le 29 mars, *Ogawa Heikichi 小川平吉 se joignit aux négociations. Il témoigna du soutien du gouvernement Hiranuma et demanda de sa part que Jiang envoie à Hongkong une personnalité importante pour représenter le régime nationaliste. Parmi les principales exigences japonaises sur lesquelles achoppaient les différents canaux de négociation – démission de Jiang Jieshi, reconnaissance du Manzhouguo, rupture du front uni et stationnement de troupes japonaises – la mise en place du gouvernement dirigé par Wang Jingwei devint le principal enjeu des pourparlers, notamment avec la visite de Wang à Tokyo en juin 1939. Jiang Jieshi écrivit personnellement à Kayano que si le Japon laissait Wang Jingwei fonder son gouvernement, tout espoir de négocier la paix disparaîtrait².

En réalité, l'inauguration du nouveau régime fut rapidement suivie d'une reprise des contacts entre le Japon et Chongqing, dont l'enjeu était désormais la reconnaissance formelle de Nanjing par Tokyo. En juin 1940, Jiang Jieshi prit ainsi l'initiative de réactiver les négociations entre Du Shishan et Kayano mais ce dernier fut empêché de quitter le Japon car il risquait de gêner deux autres canaux de négociation en cours : l'« Opération Kiri » (février – octobre 1940) soutenue par l'ancien ministre de la guerre Itagaki et l'« Opération Sen » (juillet – novembre 1940) dans laquelle s'impliqua le ministre des Affaires étrangères Matsuoka³. En effet, la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei n'ayant pas eu l'effet escompté (fracture du gouvernement de Chongqing ou fusion entre les deux régimes), de nouvelles opérations furent lancées pour entrer en contact direct avec Chongqing en contournant Nanjing.

L'« Opération Kiri » (*Kiri kōsaku* 桐工作) fut menée par Imai Takeo dont le témoignage constitue la principale source sur le sujet⁴. L'interlocuteur d'Imai était un agent de Dai Li se faisant passer pour Song Ziliang 宋子良 (1899-1983), le cadet de la belle-famille de Jiang Jieshi. Ouvert peu avant l'inauguration du régime de Wang Jingwei, ce canal suscita un espoir suffisant

¹ Dai Li fut le principal maître-espion de Jiang Jieshi pendant la guerre et dirigea un réseau de plusieurs milliers d'agents dont les ramifications s'étendirent jusque dans le premier cercle des dirigeants du gouvernement de Wang Jingwei (Wakeman, *Spymaster: Dai Li and the Chinese Secret Service*, Berkeley, University of California Press, 2003). Pour une présentation succincte des services spéciaux nationalistes, voir la partie 4.1.2.1.

² Cité in Huang, Yang, « Nationalist Chinas Negotiating Position... », art. cit., p. 63.

³ *Ibid.*

⁴ Imai Takeo, *Shina Jihen no kaisō* 支那事変の回想 (Mémoires de l'Incident de Chine), Misuzushobō, 1980. Consulté dans sa traduction chinoise : *Jinjing Wufu huiyilu* 今井武夫回憶錄, Beijing, Zhongguo wenshi chubanshe, 1987, p. 122-163.

chez les négociateurs japonais pour que la cérémonie, prévue à l'origine le 26 mars, soit reportée¹. Craignant un subterfuge, Tokyo imposa finalement la date du 30 mars 1940². Les discussions reprirent de manière plus formelle en mai. Bien que les Japonais n'aient pas tardé à découvrir qu'ils avaient été trompés³, ils poursuivirent l'opération qui entra néanmoins dans une impasse au sujet de la reconnaissance du Manzhouguo. Alors que les deux parties s'étaient entendues sur une rencontre à Shanghai en août entre Jiang Jieshi et Itagaki (Chongqing avait exclu d'inclure Wang Jingwei comme l'espérait Tokyo), Jiang annula au dernier moment. L'état-major décida de mettre un terme à l'« Opération Kiri » le 8 octobre 1940⁴.

Parallèlement à ce canal initié par l'armée de terre, une autre opération fut lancée par Matsuoka Yōsuke 松岡洋右, le ministre des Affaires étrangères du deuxième cabinet Konoe, formé le 22 juillet 1940. La situation internationale ouvrait alors une fenêtre favorable à un accord avec Chongqing dont les soutiens occidentaux apparaissaient plus diminués que jamais : après Paris, Londres semblait sur le point de tomber aux mains des Allemands tandis que le Japon avait obtenu que soient bloquées les voies de ravitaillement vers Chongqing contrôlées par la Grande-Bretagne (route de Birmanie et frontière de Hongkong fermées le 18 juillet) et par la France (accord sur la frontière indochinoise le 30 août). Le moment était jugé critique par le Japon qui organisa le 27 juillet, pour la première fois en deux ans, un Conseil de liaison (réunion des chefs d'états-majors et du gouvernement)⁵ qui décida que si le Japon ne parvenait pas à atteindre ses objectifs en Asie par la voie diplomatique, il serait contraint de recourir à la force⁶. Il en allait de même à Chongqing où plusieurs textes préparatoires à un traité de paix avec le Japon furent rédigés au mois de juillet⁷.

¹ Inukai Ken n'avertit Zhou Fohai de ces discussions que le 19 mars. Celles-ci étant censée aboutir à un accord le 23 ou le 24 mars, des militaires japonais recommandèrent que l'inauguration du nouveau gouvernement soit reportée au 15 avril. Zhou exigea que l'inauguration ait lieu le 31 mars au plus tard. Il nota ce même jour : « J'ai été extrêmement surpris d'apprendre cette nouvelle. [...] On ne peut qu'être amené à douter de la sincérité des Japonais » (ZR, p. 265).

² Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 291.

³ « Song Ziliang » fut photographié par un trou de serrure ce qui permit à Zhou Fohai et Chen Gongbo de le démasquer (*ibid.*, p. 292 ; ZR, 26 juill. 1940, p. 327 ; AH 118-010100-0007-096).

⁴ Huang, Yang, « Nationalist China's Negotiating Position... », art. cit., p. 66.

⁵ Dai hon.ei seifu renraku kaigi 大本營政府連絡會議.

⁶ Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 300. Cette conférence est considérée comme une étape déterminante du basculement de l'Empire dans la « Guerre de la grande Asie orientale » (*ibid.*)

⁷ Notamment le *Zhong-Ri liangguo heping huiyu jiben banfa* 中日兩國和平恢復基本辦法 (Décret fondamental sur le rétablissement de la paix entre la Chine et le Japon). Voir Wang Jianlang 王建朗, « Chenfeng xia de zhenxiang : jiedu Jiang Jieshi qinzi xiugai de yizu duiyi yihé wenjian 塵封下的真相 : 解讀蔣介石親自修改的一組對日議和文件 (Une vérité restée enfouie : lecture commentée d'un ensemble de documents préparés par Jiang Jieshi lui-même en vue de négociations de paix avec le Japon) », *Kangri zhanzheng yanjiu*, n° 2, 2004, p. 1-19. Les dirigeants du gouvernement de Wang Jingwei suivaient avec attention ces échanges. Le 20 août 1940, Zhou Fohai reçut la visite du colonel Usui Shigeki 臼井茂樹 (?-1942), chef de la 8^e section du Bureau de l'état-major fondée par Kagesa. Ce dernier l'avertit que Chongqing venait d'écrire à Tokyo en demandant que, dans le cas où Konoe ne pourrait pas revenir publiquement sur sa décision de ne plus traiter avec le régime de Jiang

Dès son arrivée en poste, Matsuoka demanda qu'on lui prépare un projet d'accord avec Chongqing dont les termes étaient très généreux – la démission de Jiang Jieshi n'était par exemple plus mentionnée¹. Au même moment, le représentant de Matsuoka, *Nishi Yoshiaki 西義顕, rencontra à Hongkong Qian Yongming 錢永銘 (1885-1958) ; un banquier et homme politique proche de Jiang Jieshi qui donna son nom à l' « Opération Sen » (*Sen kōsaku* 錢工作). Après avoir pris connaissance des conditions de Qian (fusion de Chongqing et Nanjing, retrait complet de l'armée japonaise et traité de défense mutuel sino-japonais), Matsuoka envoya en octobre Nishi, *Tajiri Aigi/Akiyoshi 田尻愛義 et Funatsu Tatsuichirō à Hongkong². Une lettre destinée à Jiang Jieshi comportait les propositions suivantes : reconnaissance secrète du Manzhouguo, défense commune contre le communisme, coopération économique, retrait des troupes japonaises à l'exception de quelques régions sensibles (mais hors Chine centrale qui deviendrait une zone démilitarisée) et suppression de la demande d'une démission de Jiang³. Recevant des télégrammes optimistes de ses représentants à Hongkong, Matsuoka chercha à repousser la signature du Traité de base et la reconnaissance formelle du nouveau gouvernement par le Japon⁴. Il se heurta cependant au lobby des dirigeants du régime de Nanjing et de leurs conseillers japonais dont la légitimité était en jeu. Arrivé le 18 novembre 1940 à Tokyo accompagné des principales autorités japonaises en Chine centrale (*Kagesa Sadaaki 影佐禎昭 et Abe notamment), Zhou Fohai chercha à s'assurer que le traité serait bien signé. Apprenant, le 21 novembre, que Chongqing venait de répondre positivement aux propositions de Matsuoka, Kagesa s'opposa à ce que la signature soit repoussée d'une semaine comme le souhaitait Matsuoka⁵. Elle eut lieu le 30 novembre 1940.

Jieshi, il envoie au moins une lettre allant dans ce sens à Chongqing. Jiang y répondrait alors personnellement (ZR, p. 338).

¹ David Lu, *Agony of Choice: Matsuoka Yōsuke and the Rise and Fall of the Japanese Empire*, Lanham, Lexington Books, 2003, p. 177. Là encore, il faut comprendre ces plans en prenant en compte le fonctionnement de la bureaucratie japonaise : « It had no basis in fact, but the bureaucratic practices had momentum of their own. As one memorandum was replaced by another, analysis of a given situation became slightly favorable to Japan. Fed by this step-by-step self-deception, each policy recommendation reaching Matsuoka gave an unrealistically rosy picture. » (*ibid.*)

² Huang, Yang, « Nationalist China's Negotiating Position... », art. cit., p. 67. On se souvient que Funatsu avait été l'un des premiers émissaires japonais à l'été 1937.

³ *Ibid.*

⁴ « Nishi's optimistic reports were in part an attempt to prove his own importance » (Lu, *Agony of Choice*, *op. cit.*, p. 179). David Lu touche là un point essentiel : l'articulation du champ politique de l'État d'occupation en Chine et de celui de la métropole se fonde sur des logiques de légitimation interne. C'est le cas par exemple du lobby pro-Nanjing dont il va être question : la légitimité de Kagesa au sein de l'armée était désormais dépendante de la réussite du projet de gouvernement central dont il avait été le principal artisan.

⁵ ZR, p. 382.

Chongqing chercha jusqu'au dernier moment à obtenir un report de la reconnaissance de Nanjing¹. Néanmoins, si le témoignage des négociateurs japonais de l' « Opération Sen » laisse penser qu'une vraie occasion de négocier la paix fut manquée de peu², la part de manipulation chez Jiang Jieshi était sans doute plus importante que sa part d'hésitation. La patience du Généralissime fut d'ailleurs récompensée : le jour même de la signature du Traité de base, Washington annonça qu'il mettait à la disposition de la Chine cent millions de dollars et que cinquante avions de chasse seraient envoyés sur le champ³. Cette décision ne fit qu'aggraver le différent nippo-américain.

Matsuoka ne s'avoua pas vaincu pour autant : le soir de la signature du Traité de base, il envoya un télégramme à Jiang Jieshi pour lui expliquer qu'il regrettait de n'avoir pas été en mesure d'empêcher la reconnaissance du gouvernement de Wang Jingwei, mais qu'il espérait le rencontrer pour discuter de l'avenir des relations sino-japonaises⁴. Ce même jour, l'empereur aurait ordonné au chef d'état-major Sugiyama de trouver un moyen de négocier la paix avec Chongqing⁵. De fait, les tractations japonaises en direction du Gouvernement nationaliste se poursuivirent.

1.2.3. Les initiatives de paix japonaises après le Traité de base (1941-1945)

La nature des opérations menées entre la reconnaissance du gouvernement de Wang Jingwei à l'hiver 1940 et le déclenchement de la guerre du Pacifique, un an plus tard, n'est pas très claire. Le ministre des affaires étrangères Matsuoka, dont on vient de voir qu'il n'entendait pas renoncer à négocier avec Chongqing, semble avoir poursuivi ce type d'opérations. Un télégramme de son ambassadeur à Nanjing, Honda Kumatarō 本多熊太郎 (1874-1948), fait ainsi état de contacts à Shanghai entre un certain Yamazaki 山崎 et des représentants de Chongqing dans le but de « sonder l'atmosphère de la partie adverse »⁶. Les termes proposés étaient au

¹ À la demande de Jiang, Du Shishan chercha à repousser une nouvelle fois l'échéance en écrivant au Gaimushō que le gouvernement nationaliste venait d'ordonner le retrait des troupes communistes au nord du Yangzi. Huang, Yang, « Nationalist China's Negotiating Position... », art. cit., p. 63 sq.

² Voir notamment Funatsu, « *Nanka kōshō shippai nikki* 南華交渉失敗日記 (Journal sur l'échec des négociations en Chine du Nord) in *Zaika nihon...*, Funatsu, *op. cit.*, p. 229.

³ Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 304.

⁴ Lu, *Agony of Choice*, *op. cit.*, p. 180. Peu après la signature du traité, Matsuoka aurait déclaré à l'ambassadeur de France : « Maintenant [...] je vais m'attaquer à une négociation directe et sans intermédiaire avec Tchang Kai-Chek. Je suis décidé à lui faire des concessions considérables, si considérables qu'elles étonneront tout le monde lorsqu'elles seront connues ; c'est une nécessité absolue pour nous de s'entendre avec lui et j'espère y arriver. » Arsène-Henry à Cosme (Pékin), télégramme n°12, 4 déc. 1940, ADF 503.

⁵ Lu, *Agony of Choice*, *op. cit.*, p. 180.

⁶ Le 1^{er} mai 1941, Zhou Fohai discuta avec Honda des rumeurs au sujet de nouveaux contacts entre Tokyo et Chongqing. Tout en réaffirmant que Nanjing ne se mettrait pas en travers d'un accord de paix, il se plaignit d'être laissé dans l'ignorance de ces tentatives de négociation. Honda lui répondit qu'il n'était au courant de rien et que le Japon n'avait pas l'intention d'intriguer dans le dos de ses alliés de Nanjing. Zhou décrit Honda comme

nombre de trois : (1) Démission et voyage à l'étranger de Wang Jingwei, (2) Retrait total des troupes japonaises ; (3) Reconnaissance du Manzhouguo¹. Il évoque également une mission en cours à Qingdao où serait arrivé un agent japonais cherchant à « utiliser [*ugokashite* 動かシテ] » Wang Kemin dans une opération visant Chongqing². On sait par ailleurs qu'une nouvelle médiation allemande fut tentée à l'hiver 1941, sans succès³.

Le déclenchement de la guerre du Pacifique éloigna encore la possibilité d'un accord de paix. En devenant un enjeu de la guerre mondiale, le conflit sino-japonais perdit son caractère régional et, avec lui, la possibilité d'être résolu de manière bilatérale entre Chongqing et Tokyo. C'est du moins ce que laissaient penser les textes internationaux successifs que signèrent chacun des belligérants dans le cadre de la consolidation des deux blocs. Tokyo signa le Pacte tripartite le 27 septembre 1940 tandis que la Chine fut reconnue comme une grande puissance au moment de l'entrée en guerre des États-Unis⁴. Outre qu'en renforçant la position de Chongqing, cette reconnaissance et l'aide des Alliés privaient un éventuel accord de paix sino-japonais de sa principale raison d'être (sauver le gouvernement nationaliste d'une destruction imminente), elle s'accompagna de clauses qui interdisaient un tel accord. Ainsi, le 1^{er} janvier 1942, la Chine prit part à la « Déclaration des Nation Unies » par laquelle elle s'engageait notamment à ne pas « signer un armistice ou une paix séparée avec les ennemis »⁵. La « Déclaration du Caire » du 1^{er} décembre 1943 enfonça le clou en faisant de la restitution de la Mandchourie à la Chine l'un des principaux objectifs de guerre des Alliés, alors même que la reconnaissance du Manzhouguo par Chongqing était l'une des seules conditions de paix à laquelle le Japon ne renonça jamais⁶. De son côté, Tokyo fit également de l'arrêt des négociations avec Chongqing un gage de son soutien à Nanjing. Un texte du 3 décembre 1942 intitulé « *Taishi shori yōkō* 対支処理要綱 (Plan général de la politique à l'égard de la Chine) », qui préparait l'adoption, le 21 décembre, d'une

« extrêmement sincère [*qi taidu shen cheng* 其態度甚誠] » (ZR, p. 458)). Il s'avère donc qu'il n'en était rien et que Honda mentit à Zhou ce jour-là.

¹ Honda à Matsuoka, télégramme n°261, 24 avril 1941, JACAR B02030602600, *Shina jihen kankei ikken ; Shina jihen ni tomonau jōkyō hōkoku ; Shina kakuchi hōkoku* 支那事變關係一件／支那事變ニ伴フ狀況報告／支那各地報告 (Documents relatifs à l'Incident de Chine ; Rapports sur la situation liée à l'Incident de Chine ; Rapports sur chaque région de la Chine), p. 122-123. Honda rapporte que la troisième clause avait été accueillie par un « ricanement ».

² *Ibid.* Wang Kemin avait déjà joué les intermédiaires en vue de négociations avec Chongqing, notamment en recommandant aux Japonais les services de son ami John Leighton Stuart 司徒雷登 (1876-1962), dont la mission, à la veille de la fondation du gouvernement de Wang Jingwei, échoua (voir la notice de Wang Kemin, Annexe 3).

³ JACAR B02030667100, « Doitsu gawa no Nisshi chōtei gankei ドイツ側の日支調停關係 (À propos de la médiation nippo-chinoise de l'Allemagne) », 29 nov. 1941, *Shina jihen kankei ikken ; zengō Sotchi...*, p. 627 sq.

⁴ Huang, Yang, « Nationalist Chinas Negotiating Position... », art. cit., p. 69.

⁵ « Declaration by United Nations », 1^{er} janv. 1942 <<http://www.loc.gov/law/help/us-treaties/bevans/must000003-0697.pdf>> (consulté le 15 avril 2016).

⁶ Huang, Yang, « Nationalist Chinas Negotiating Position... », art. cit., p. 69. Voir « Cairo Conference 1943 », <<http://avalon.law.yale.edu/wwii/cairo.asp>> (consulté le 15 avril 2016).

« nouvelle politique à l'égard de la Chine », annonce ainsi dans son préambule qu' « À l'occasion de l'entrée en guerre du Gouvernement national, l'Empire liquidera [*seisan* 清算] toutes les initiatives de paix [*sekkyoku teki wahei kito* 積極的和平企図] en direction de Chongqing »¹. Cette annonce était, en soi, un aveu d'échec puisqu'elle réitérait une décision similaire prise le 15 novembre 1940, à la veille de la signature du Traité de base, qui ordonnait l'arrêt de « toutes les opérations militaires ou civiles visant à faire la paix »². De fait, après le déclenchement de la guerre du Pacifique, le Conseil de liaison avait adopté une résolution qui prévoyait la reprise d'opérations visant à soumettre Chongqing au moyen de « complots politiques [*sei bōryaku* 政謀略] »³. Bien que ces opérations soient censées se limiter à la collecte de renseignements, leur existence rendait la position du Japon équivoque. Leur arrêt en décembre 1943 fut ainsi justifiée par le fait que le Japon ayant abandonné tout espoir de faire la paix avec Chongqing – littéralement, « ayant liquidé ses regrets [*miren o seisan shi* 未練ヲ清算シ] » – était désormais décidé à unifier sa stratégie pour « ne faire qu'un [*ittaiika* 一体化] avec une Chine véritablement régénérée »⁴. En creux, il fallait donc comprendre que le soutien du Japon à Nanjing n'avait pas été complet jusque-là, du fait des opérations visant Chongqing. Du reste, ces bonnes résolutions n'empêchèrent pas une nouvelle initiative de paix japonaise.

1.2.3.1. Les « Opérations politiques vis-à-vis de Chongqing » (1943-1944)

Le 21 septembre 1943, un mois avant la signature du Traité d'alliance qui redéfinit les termes de la collaboration entre Tokyo et Nanjing, le Conseil de liaison relança officiellement les opérations de paix⁵. En préparation depuis l'été, cette décision se voulait dans l'esprit de la « nouvelle politique » puisqu'elle affirmait ne pas vouloir s'ingérer dans les affaires internes de la Chine en laissant à Nanjing le soin de négocier la paix avec Chongqing. Un « document relatif aux opérations politiques visant Chongqing [*Tai Jūkei seiji kōsaku ni kan suru ken* 対重慶政治工作ニ関スル件] » adopté par le Conseil de liaison le 18 septembre 1943 prévoyait que le Japon demanderait au « Gouvernement national de lancer une opération politique [*seiji kōsaku* 政治工

¹ JACAR B02030578600, *Shina jihen kankei ikken*, vol. 33, p. 116.

² « Tai-Jūkei hōsaku ni suite 対重慶方策ニ就テ (À propos de la politique vis-à-vis de Chongqing) », 17 déc. 1943, *ibid.*, p. 157.

³ « Jōsei no suii ni tomonau Jūkei kuppuku kōsaku ni kansuru ken 情勢ノ推移ニ伴ウ重慶屈伏工作ニ関スル件 (Document à propos des opérations visant à soumettre Chongqing suite à l'évolution de la situation) », 24 décembre 1941. JACAR B02032985500, *Dai tōa sensō kankei ikken ; honpō no tai Jūkei kōsaku kankei* 大東亞戦争関係一件／本邦ノ対重慶工作関係 (Documents relatifs à la guerre de la Grande Asie orientale ; Opérations du Japon vis-à-vis de Chongqing), p. 415.

⁴ *Ibid.*, p. 160.

⁵ Huang, Yang, « Nationalist China's Negotiating Position... », art. cit., p. 69.

作] visant Chongqing »¹. Selon ce même texte, Chongqing témoignerait de son désir sincère d'aboutir à une « paix complète » entre les deux pays en rompant ses relations avec les États-Unis et la Grande-Bretagne ; rupture qui serait jugée effective une fois que les troupes anglo-saxonnes auraient quitté le territoire chinois et que la communication avec les Alliés aurait été interrompue. Enfin, s'il n'était pas nécessaire que Chongqing déclare la guerre aux Alliés à la suite de Nanjing, sa « coopération substantielle à la victoire de l'Empire dans la guerre de la grande Asie orientale » était exigée². La relance des « opérations de paix » suscita un certain espoir chez les diplomates français dont l'analyse de la situation n'était toutefois étayée que par des rumeurs souvent infondées transmises par l'ambassade de Tokyo³. Parallèlement à ces opérations lancées par le gouvernement, plusieurs initiatives « privées » vinrent, une nouvelle fois, court-circuiter le canal « officiel ». C'est le cas par exemple de l'opération lancée en juin 1943 par le chef d'état-major de la Marine, Nagano Shushin/Osami 長野修身 (1880-1947), qui envoya un émissaire en Chine pour y établir une « agence du cerisier » (*sakura kikan* 桜機関) dans le but de négocier la paix avec Chongqing⁴.

Le nouveau gouvernement que forma le général Koiso Koniaki 小磯國昭 (1880-1950), après la chute du cabinet Tōjō le 22 juillet 1944, relança l' « opération Chongqing ». Selon le Conseil suprême de direction de la guerre (nouveau nom du Conseil de liaison)⁵, cette opération n'était pas un nouveau « stratagème [*bōryaku* 謀略] » mais se présentait comme devant aboutir à la « restauration de relations normales [*seijō no kankai* 正常ノ關係] entre le Japon et la Chine »⁶.

¹ JACAR B02032985600, *Dai tōa sensō kankei ikken ; honpō no tai Jūkei...*, p. 428. La forme factitive du verbe, difficile à rendre en français, laissait toutefois peu de doute sur le fait que, derrière Nanjing, c'était bien Tokyo qui était à la manœuvre.

² *Ibid.* Un texte préparé par l'état-major de la Marine (*gunreibu* 軍令部) anticipait les « conditions que ne manquerait pas d'exiger Chongqing » (retrait immédiat des troupes, aide économique, protection contre les attaques des Alliés, rétrocession de la Mandchourie). « Jūkei to no ma ni okeru wahei seiritsu katei seraruru baai no jōken 重慶トノ間ニ於ケル和平成立假定セラルル場合ノ条件 (Conditions en cas d'un accord de paix avec Chongqing) », 20 sept. 1943. *Ibid.*, p. 431 sq.

³ « Selon des rumeurs recueillies aussi bien à Tokio qu'à Pékin ou Shanghai des pourparlers assez avancés seraient en effet en cours entre le Gouvernement Japonais et Tchongking ». Cosme à Salade, télégramme n°119, 4 oct. 1943, ADF 311. « D'après tous les renseignements qui me sont parvenus ces derniers jours l'accord entre le Japon et Tchongking est manqué pour le moment. Il n'en a pas moins été plus près de se faire qu'en aucune autre des précédentes occasions et l'on peut je crois se dire que chacune des crises rapproche de la solution finale ». Arsène-Henry (Tokyo) à Cosme, télégramme n°234, 8 oct. 1943, ADF 311. L'ambassadeur de France au Japon n'était pas une source très fiable puisqu'il affirmait peu avant : « Il m'est revenu ces derniers jours de trois sources entièrement différentes qu'un accord complet serait intervenu entre le Japon, NANKIN et TCHONGKING. » (Idem, télégramme n°216, 26 sept. 1943, ADF 311).

⁴ Ce plan prévoyait de faire parvenir en Chine un nombre important de lingots d'or pour acheter les dirigeants de petits partis afin qu'il fasse pression sur Jiang Jieshi. Ayant eu vent de l'opération, Wang Jingwei protesta auprès de Tōjō qui ordonna à Nagano d'y mettre un terme. Le *Sakura kikan* arrêta de fonctionner en novembre 1943 (Strategic Services unit, « Japanese Intelligence Organizations in China », 4 juin 1946, Section I, p. 52-53, CIA).

⁵ *Seikō sensō shidō kaigi* 最高戦争指導会議.

⁶ « Jūkei kōsaku jisshi ni kan suru ken 重慶工作実施ニ関スル件 (Document relatif à l'exécution de l'opération Chongqing) », 31 août 1944. JACAR B02032986000, *Dai tōa sensō kankei ikken ; honpō no tai Jūkei...*, p. 452.

Dans l'une de ses premières moutures, cette proposition de paix se montrait d'une générosité sans précédent. Ainsi pouvait-on lire : « il est reconnu que le Manzhouguo appartient en dernier lieu au territoire chinois (rétrocession du territoire à bail du Guandong comprise) mais, en ce qui concerne le traitement du Manzhouguo, il est nécessaire de prendre en considération les relations avec l'Union soviétique »¹. Cette clause disparaît d'une autre version du même texte datée du même jour², avant de réapparaître modifiée : « Concernant le Manzhouguo, le statu quo est conservé, mais il est envisagé d'offrir en compensation un territoire dans le Sud [*nanpō chiiki* 南方地域] »³. Si les conditions se durcissent donc au fil des brouillons, elles témoignaient des concessions qu'était prêt à faire le Japon. La rupture de la Chine avec les puissances anglo-saxonnes laissait place à une « neutralité bienveillante [*kōi teki chūritsu* 好意的中立] » s'accompagnant d'un « retrait des troupes anglo-saxonnes à l'initiative de la Chine ». Toujours selon les termes de cet accord, Jiang Jieshi rentrerait à Nanjing pour prendre la tête d'un gouvernement réuni ; les modalités de la fusion étant une affaire intérieure chinoise, elles seraient négociées directement entre Nanjing et Chongqing (autrement dit, Tokyo lâchait Wang Jingwei). Le Traité d'alliance qu'avait signé le gouvernement de Nanjing avec le Japon le 30 octobre 1943 serait abrogé et remplacé par un nouveau traité de paix éternelle. Le Japon s'engageait à supprimer toute forme d'ingérence en Chine. Enfin, les troupes japonaises se retireraient après le départ des troupes anglo-saxonnes⁴. Il semble toutefois que, d'emblée, le Japon ne se soit pas fait beaucoup d'illusions sur les chances de succès d'une telle « opération politique »⁵. Les propositions japonaises, qui devaient être transmises par l'intermédiaire de Nanjing, furent communiquées par deux émissaires de marque engagés dans les négociations de paix depuis le début de la guerre : le vice-ministre de la guerre Shibayama Kaneshirō et l'ancien ministre des affaires étrangères Ugaki Kazushige⁶.

Autre ancien dirigeant favorable à une résolution négociée de la guerre, Konoe Fumimaro menait au même moment, dans le secret, une opération visant à conclure une paix avec la Chine et les Alliés en 1945. Il était représenté par son jeune frère, le baron Miyagawa Tadamaro 永谷川忠麿

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, p. 458.

³ « Tai Jūkei seiji kōsaku no jisshi ni kan suru ken 対重慶政治工作ノ実施ニ関スル件 (Document relatif à l'exécution de l'opération politique visant Chongqing) », 2 sept. 1944, JACAR B02032986100, *Dai tōa sensō kankei ikken ; honpō no tai Jūkei...*, p. 476. Dans une version du 5 septembre, la mention d'une compensation est supprimée (*ibid.*, p. 494).

⁴ *Ibid.*, p. 493 sq.

⁵ À la rubrique « Chances de succès des négociations », on peut lire qu'« amener Chongqing à accepter les propositions avancées par le Japon est une chose extrêmement difficile ». « Tai Jūkei kōsaku ni kan suru obogaki 対重慶工作ニ関スル覚書 (Memorandum sur la mission vis-à-vis de Chongqing) », 23 août 1944. JACAR B02032986000, *Dai tōa sensō kankei ikken ; honpō no tai Jūkei...*, p. 445.

⁶ Huang, Yang, « Nationalist Chinas Negotiating Position... », art. cit., p. 70. « Au cours de son séjour à Changhai, [Ugaki] n'a fait aucun mystère du mépris que lui inspirent les dirigeants de Nankin » (Margerie (Shanghai) à Tokyo, « Gouvernement de Nankin », télégramme n°442-444, 26 oct. 1944, ADF 327).

(1902-1961), qui arriva à Shanghai le 14 octobre 1944. Cette opération trouvait son origine dans un vaste complot débuté au lendemain de l'attaque de Pearl Harbor dans le but de renverser Tōjō et de mettre fin à la guerre, jugée suicidaire, contre les États-Unis. Les contacts établis dans l'entourage de Jiang Jieshi ne permirent toutefois pas aux agents japonais d'atteindre le Généralissime lui-même, et encore moins de s'assurer que la partie chinoise avait communiqué ce plan de paix aux Alliés¹.

L'espoir que plaçait le cabinet Koiso dans une résolution rapide du conflit fut rapidement relancé par un nouveau canal établi par *Miao Bin 繆斌 ; personnage au parcours sinueux qui avait la particularité, parmi les dirigeants du régime de Wang Jingwei, d'être à la fois un ancien responsable du GMD et un collaborateur de la première heure.

1.2.3.2. L' « Opération Miao Bin » (mars-avril 1945) et la fin de la guerre

En fait d' « opération », le canal que chercha à établir Miao Bin entre Tokyo et Chongqing disparut avant même d'avoir servi. Les bornes retenues encadrent l'arrivée de Miao Bin à Tokyo, le 16 mars 1945, à l'invitation du premier ministre Koiso et la démission de ce dernier, le 5 avril, suite au rejet de ce projet². Après l'échec des opérations de paix de 1944 au moyen desquelles Koiso avait cru pouvoir mettre un terme à la guerre, l'apparition d'un homme se présentant comme l'émissaire informel de Jiang Jieshi suscita chez le premier ministre l'espoir d'établir une ligne de dialogue directe avec Chongqing sans en passer par Nanjing. En effet, le principe de « non-ingérence », adopté au moment de la relance des initiatives de paix censées passer par Nanjing qui accompagna la signature du Traité d'alliance fin 1943, avait fait long feu. On vient de voir le peu de cas que faisait Koiso du sort du gouvernement de collaboration et de ses dirigeants³. L'erreur la plus grave de Koiso fut d'avoir, en outre, cherché à contourner les institutions gouvernementales japonaises en ne consultant pas le ministère de la Guerre et le Gaimushō. Or, le vice-ministre de la guerre Shibayama Kaneshirō et le ministre des affaires étrangères Shigemitsu Mamoru étaient tout deux très proches du gouvernement de Nanjing, auprès duquel ils avaient travaillé respectivement comme conseiller militaire suprême et ambassadeur⁴. Le canal Miao Bin

¹ Void Wesley R. Fishes, « A Japanese Peace Maneuver in 1944 », *The Far Eastern Quarterly*, vol. 8, n°4, août 1949, p. 386-397.

² Voir Akashi Yogi, « A Botched Peace Effort: The Miao Pin *Kōsaku*, 1944-1945 », in Alvin D. Coox, Hilary Conroy (dir.), *China and Japan: A Search for Balance Since World War I*, Santa Barbara, Calif., ABC-Clio Books, 1978, p. 267-288.

³ Il suivait en cela son mentor Ugaki Kazushige qui, de retour de sa mission en Chine, avait conseillé de dissoudre le régime de Nanjing ; conseil cohérent avec la politique de négociations directes qu'il avait appliquée, on l'a dit, lorsqu'il était à la tête du Gaimushō (*ibid.*, p. 269).

⁴ On trouve là un nouvel exemple de ce lobby pro-Nanjing déjà évoqué qui, à l'occasion, transcendait les rivalités entre militaires et diplomates. Nous verrons qu'à travers Nanjing, ces acteurs japonais de l'État d'occupation défendaient surtout leur propre autorité : en s'opposant, pour l'armée, à des négociations prévoyant le retrait des troupes et en cherchant à prévenir, pour le Gaimushō, toute forme de diplomatie parallèle. Il est à

trouvait son origine dans la rencontre à Shanghai à l'automne 1943 de ce dernier avec un ancien reporter de l'*Asahi shinbun*, Tamura Shinsaku 田村真作¹. Koiso crut en lui car, si la victoire finale des États-Unis faisait désormais peu de doutes, la capitulation brutale du Japon dans les mois à venir n'était pas encore prévisible. Or, Jiang Jieshi voulait, selon Miao, éviter à tout prix que les Alliés et le Japon ne livrent bataille sur le sol chinois, car il craignait que le PCC n'en tire profit. Miao Bin n'inspirait, en revanche, aucune confiance aux dirigeants japonais opposés à la politique de Koiso. Ils voyaient dans celui qui se disait l'envoyé informel de Jiang Jieshi un opportuniste désireux de nuire au gouvernement de Nanjing, voire (non sans raison) un agent de Dai Li cherchant à soutirer des renseignements stratégiques. Face à ce tir de barrage, Koiso fit remonter l'affaire jusqu'à l'empereur qui ordonna que l'opération soit suspendue et Miao Bin renvoyé en Chine. Désavoué, Koiso démissionna trois jours plus tard.

Durant ces derniers mois de la guerre, d'autres contacts sans lendemain furent établis en vue de négociations de paix. Le plus prometteur, car approuvé par Jiang Jieshi, fut le canal entre Imai Takeo et le général He Zhuguo 何柱國 (1897-1985), vice-commandant en chef de la dixième zone de guerre². Après la démission de Koiso, il fut décidé que les négociations directes avec Chongqing seraient confiées à l'Armée de Chine centrale, ce qui était une manière d'officialiser ce nouveau canal ouvert en février 1945. En mai, la partie chinoise fit parvenir un projet d'accord de paix en trois points : (1) Retrait sans condition des troupes japonaises entre la passe de Shanhai (extrémité septentrionale de la Grande Muraille) et le Guangdong ; (2) démilitarisation de la Mandchourie ; (3) la Chine s'engage à ne pas intervenir dans les opérations militaires menées par le Japon en dehors de son territoire. Le 9 juillet 1945, Imai rencontra He Zhuguo au Henan. Il engagea le dialogue en affirmant que le Japon était prêt à négocier un accord de paix à condition que Chongqing s'engage à « ne pas contrevenir à la morale »³ dans son traitement du Manzhouguo et du gouvernement de Nanjing. Il lui fut répondu que la Chine s'en tenait à la déclaration du Caire (rétrocession de la Mandchourie, de Taiwan, etc.) mais ne désirait pas la destruction du Japon. Jiang espérait notamment que le système impérial serait maintenu et que le Japon puisse jouer un rôle important en Asie orientale après la guerre. Faute, une nouvelle fois, de s'entendre sur les termes d'un accord de paix, la discussion en resta là. Un mois plus tard, le Japon capitulait.

noter également que la rencontre entre Koiso et Miao Bin avait été retardée par la résistance des militaires japonais en Chine dont le contrôle de la circulation entre la Chine et le Japon était un moyen régulièrement utilisé pour bloquer les personnes indésirables (*ibid.* p. 270). De la même manière que, durant l'« Opération Sen » à l'hiver 1940 (voir *supra*), l'Armée de Chine centrale avait intercepté les télégrammes entre Tajiri et Matsuoka, ce qui avait contribué à faire échouer ce plan de paix (Lu, *Agony of Choice*, *op. cit.*, p. 180).

¹ Auteur de Mémoires sur cette opération : *Myōhin kōsaku* 繆斌工作, San'eishuppansha, 1953.

² Voir Imai Takeo, *Jinjing Wufu huiyilu...*, *op. cit.*, p. 195-206.

³ [*bu weibei daoyi* 不違背道義] (*ibid.*, p. 203). Imai voulait, semble-t-il, s'assurer que le personnel japonais et chinois des deux régimes ne serait pas passé par les armes sur le champ ou maltraité.

Tableau 1.1. Synthèse des principaux canaux de négociations

Nom	Dates	Initiateurs japonais	Émissaires du Japon	Émissaires de la Chine	Cibles chinoises
Opération Funatsu	08/37	Ishii	Funatsu	Gao Zongwu	GN
Médiation Trautmann	10/37-01/38	Hirota	Trautmann		GN
Opération Watanabe (Gao Zongwu) puis Utagaki (Wang Jingwei)	01/38-03/40	Kagesa Imai	Nishi Itō Matsumoto Inukai	Dong Daoning Gao Zongwu Mei Siping	Wang Jingwei
Opération Wu Peifu	05/38-02/39	Doihara	Oseki Kawamoto		Wu Peifu
Opérations Kong Xiangxi	06/38-04/40	Ugaki	Kayano Nakamura	Qiao Fusan Jia Cunde Wang Zihui	Kong Xiangxi
Opération Kiri	02/40-10/40	Itagaki	Imai	« Song Ziliang »	GN
Opération Sen	07/40-11/40	Matsuoka	Nishi Tajiri Funatsu	Qian Yongming	GN
Opérations Chongqing	09/43-09/44	Koiso	Shibayama Ugaki		GN
Opération Miao Bin	03/45-04/45	Koiso		Miao Bin	GN
Discussions du Henan	02/45-07/45	Suzuki	Imai	He Zhuguo	GN

Sources : Boyle 1972 ; Akashi 1978 ; Wou 1978 ; Imai 1987 ; Hu 1994 ; Liu 1995 ; Etō 2001 ; Huang, Yang 2001 ; Lu 2003 ; Yang 2008. *Abréviation* : GN = Gouvernement nationaliste dirigé par Jiang Jieshi.

La guerre prit donc fin sans qu'aucun des nombreux plans de paix et des innombrables canaux de négociation entre Tokyo et Chongqing n'aboutisse. Les causes de ces échecs répétés à trouver ne serait-ce qu'un terrain d'entente sur lequel fonder des pourparlers officiels sont multiples. La plus fondamentale est sans doute qu'aucune des parties en présence ne sut jamais tout à fait quelle part de sincérité et de manipulation le camp adverse entendait mettre dans ces tentatives. A fortiori quand, d'une part, l'évolution de la conjoncture modifiait les rapports de force en cours de route et, d'autre part, la multiplicité des acteurs impliqués de chaque côté brouillait le dialogue.

Pourtant, par leur existence même, ces plans de paix sont révélateurs des finalités changeantes de l'État d'occupation et donc des virtualités successives de ce dernier. La forme que prit la collaboration entre Nanjing et le Japon est directement liée à la persistance de ces « opérations » qui cantonnèrent Wang Jingwei dans la position inconfortable du « choix par défaut » ou, pour reprendre la métaphore employée par Inukai Ken, celle de l'« hôte n'ayant pas été invité qui participerait à un banquet où l'arrivée de l'invité d'honneur aurait été retardée » ; la « pièce de résistance (les concessions maximum qu'était prêt à offrir le Japon à la Chine) » étant gardée pour l'invité d'honneur (Jiang Jieshi)¹. Si le gouvernement de Wang Jingwei ne se résume pas, nous le

¹ Cité in Boyle, « The Road to Sino-Japanese Collaboration: The Background to the Defection of Wang Ching-Wei », *Monumenta Nipponica*, vol. 25, n° 3/4, 1970, p. 270.

verrons, à cette fonction, il doit en partie être compris comme le produit de ce dialogue intermittent entre Tokyo et Chongqing qui le façonna : engendré par la volonté de Tokyo de rompre ce dialogue, il fut utilisé à sa naissance pour le rétablir avant que sa croissance ne devienne un obstacle. Bref, le régime de Nanjing eut à la fois une existence propre, sur laquelle nous reviendrons longuement, mais aussi une existence extérieure à lui-même : celle d'un pion que Tokyo déplaça à son gré, quoique sans grands résultats.

Pour finir de comprendre cette double dynamique – impact de son environnement sur l'État d'occupation et impact de l'État d'occupation sur son environnement – il nous faut aborder un troisième contexte : le champ politique japonais.

1.3. Situation politique

Bien que sa genèse et sa gestion échappèrent en partie au contrôle de la métropole, l'État d'occupation n'en resta pas moins directement influencé par la situation politique à Tokyo, de même que celle-ci évolua, à certains égards, en fonction de la situation en zone occupée. S'il apparaît évident que l'« Incident de Chine » constitua une question centrale pour les gouvernements japonais successifs et le débat parlementaire, peu de choses ont été écrites sur le cas particulier de l'État d'occupation en Chine, et notamment sur le débat nippon-japonais qui entoura la création et le développement du gouvernement collaborateur de Wang Jingwei. Ce débat intervint principalement à trois niveaux : au sommet de l'État, où cette question joua un rôle, sinon central, du moins non négligeable dans l'instabilité ministérielle et les transformations institutionnelles que connut le Japon ; au niveau de la sphère politique, notamment au parlement, où des voix s'élevèrent contre la construction de l'État d'occupation ; dans le débat politique au sens large, enfin, à travers un grand nombre d'articles de presse et de publications sur le sujet.

1.3.1. Occupation de la Chine et transformations de l'État japonais

Lorsque l'on analyse le fonctionnement du sommet de l'État dans le Japon du premier XX^e siècle à travers le processus de décision, il est nécessaire de prendre en compte à la fois ce qui relève du cadre institutionnel et de pratiques plus ou moins institutionnalisées¹. Si la Constitution Meiji (1889) fit de l'institution impériale le lieu de pouvoir suprême, ce pouvoir n'intervenait qu'à l'issue du processus de décision afin de légitimer celle-ci. Ce processus voyait s'opposer différentes institutions aux compétences souvent mal définies, d'où la nécessité – particulièrement en matière de politique extérieure – d'aboutir à un consensus². Cette synthèse s'incarnait dans le gouvernement (*naikaku* 内閣 ; souvent traduit « cabinet ») à qui revenait la tâche de définir la politique générale du pays.

¹ Nous reprenons ici l'analyse de M. Vié, *Le Japon et le monde*, *op. cit.*, p. 49-57.

² M. Vié distingue quatre institutions principales : le gouvernement, les autorités militaires, les autorités coloniales et le parlement (*ibid.*, p. 51-54).

Tableau 1.2. Cabinets ministériels japonais et État d'occupation en Chine¹

Dates	Premier ministre	Gaimushō	Min. de la Guerre	État d'occupation
04/06/37 - 05/01/39	Konoe Fumimaro	Hirota Kōki Ugaki Kazushige Konoe Fumimaro Arita Hachirō	Sugiyama Hajime Itagaki Seishirō	12/37 Gouv. provisoire 03/38 Gouv. réformé 12/38 Défection de WJW Kōa.in
05/01/39 - 30/08/39	Hiranuma Kiichirō	Arita	Itagaki	08/39 6 ^e congrès
30/08/39 - 16/01/40	Abe Nobuyuki	Abe Nobuyuki Nomura Kichisaburō	Hata Shunroku	
16/01/40 - 22/07/40	Yonai Mitsumasa	Arita	Hata	03/40 Gouv. « central »
22/07/40 - 18/07/41	Konoe	Matsuoka Yōsuke	Tōjō Hideki	11/40 Traité de base 07/41 <i>Qingxiang</i>
18/07/41 - 18/10/41	Konoe	Toyoda Teijirō	Tōjō	
18/10/41 - 22/07/44	Tōjō Hideki	Tōgō Shigenori Tōjō Hideki Tani Masayuki Shigemitsu Mamoru	Tōjō	12/42 Nouvelle politique 01/43 Réorganisation du gouv. de Nanjing 10/43 Traité d'alliance
22/07/44 - 07/04/45	Koiso Kuniaki	Suzuki Kantarō	Sugiyama	11/44 Mort de WJW
07/04/45 - 17/08/45	Suzuki Kantarō	Tōgō	Anami Korechika	08/45 Dissolution

Source : Peter Duus (dir.), *The Cambridge History of Japan, vol. 6: The Twentieth Century*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988 p. 100 *et passim*.

Note : Le nom personnel des ministres n'est indiqué qu'une fois par colonne ; WJW = Wang Jingwei.

Bien qu'il bénéficia d'une grande autonomie, puisqu'il n'était pas responsable devant le parlement et ne subissait pas, dans les faits, l'ingérence de l'empereur, le gouvernement était rendu instable par l'obligation qu'il avait de prendre ses décisions à l'unanimité. Or, les ministres furent de plus en plus les représentants de la corporation bureaucratique dont ils avaient la tutelle. Présent dans la sphère civile – le ministre des Affaires étrangères était généralement un diplomate –, ce phénomène expliquait également le poids croissant que prit l'armée. En effet, les ministres de la Guerre (armée de terre) et de la Marine étant systématiquement choisis parmi les généraux et les amiraux actifs (*gunbu daijin gen.eki bukan sei* 軍部大臣現役武官制), leur corps d'origine pouvait obtenir la chute du gouvernement en demandant à leur ministre de se désolidariser du premier ministre². Avant d'aborder la place que prit l'occupation de la Chine dans le débat au sommet de l'État, un rappel de l'influence de ces tensions entre pouvoirs civil et militaire est

¹ Ce tableau vise seulement à placer sur le même plan la chronologie ministérielle et celle de l'État d'occupation, afin de donner au lecteur une vision claire de la situation politique. Cette juxtaposition n'implique pas une relation de cause à effet, dans un sens comme dans l'autre. Faute de place, seuls le ministre des Affaires étrangères et celui de la Guerre sont indiqués car ce sont eux qui exerçaient l'influence la plus grande sur la politique extérieure du Japon. Nous reviendrons sur d'autres institutions également importantes telles que le ministère de la Grande Asie orientale à partir de novembre 1942.

² Lincoln Li, *The Japanese Army in North-China 1937-1941: Problems of Political and Economic Control*, Tokyo, Oxford University Press, 1975, p. 67.

nécessaire pour comprendre le cadre institutionnel, souvent extra-constitutionnel, dans lequel eut lieu ce débat. Ce cadre institutionnel évolua avec la mise en place de l'État d'occupation en Chine, qui suscita l'apparition de nouvelles organisations bureaucratiques chargées de coordonner l'action du Japon entre Tokyo et la Chine.

1.3.1.1. De nouvelles institutions

Parallèle à l'expansion de l'Empire, la montée en puissance de l'armée durant l'entre-deux-guerres s'était caractérisée par une affirmation croissante de l'indépendance du commandement militaire vis-à-vis du gouvernement civil (*tōsuiken no dokuritsu* 統帥権の独立)¹. Au cours de la guerre sino-japonaise, plusieurs institutions furent mises en place pour faciliter la recherche du consensus entre ces deux pôles. En fait de consensus, ces réformes exacerbèrent les luttes d'appareil. Choisi pour réconcilier les forces en présence au sommet de l'État, Konoe Fumimaro chercha à unifier la politique du Japon en Chine en réorganisant le Quartier général impérial (*daihon.ei* 大本營) en novembre 1937². Au sein de ce dernier se réunissait le Conseil de liaison (*dai hon.ei seifu renraku kaigi* 大本營政府連絡會議)³. La résistance de l'armée face à ce qu'elle voyait comme une ingérence du pouvoir civil provoqua de vives tensions et le Conseil de liaison ne fut plus réuni avant le retour de Konoe aux affaires en 1940. Entretemps (janvier 1939 – juillet 1940), les cabinets successifs (Hiranuma, Abe, Yonai), s'appuyèrent sur une institution plus modeste, le Conseil des cinq ministres (*goshōkaigi* 五相會議) réunissant autour du chef du gouvernement les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et des Finances (*ōkura daijin* 大藏大臣). Avec le retour au pouvoir de Konoe, le Conseil de liaison fit sa réapparition, tandis que des réunions hebdomadaires entre membres du Conseil visèrent à prévenir les dissensions. L'avènement en octobre 1941 de Tōjō, qui cumulait le poste de ministre de la Guerre, contribua encore à diminuer ces dissensions en permettant un rapprochement sans précédent entre le gouvernement et l'armée. Ce rapprochement s'accrut encore en février 1944,

¹ Le gouvernement comprenant un nombre croissant de militaires, l'opposition se situait moins entre pouvoirs civil et militaire qu'entre « affaires de l'État » (*kokumu* 国務) et commandement des opérations militaires (*tōsui* 統帥). Ce paragraphe, qui se veut une très brève synthèse d'un sujet bien connu, s'appuiera notamment sur Takeyama Morio 竹山護夫, *Senji naikaku to gunbu* 戦時内閣と軍部 (Le gouvernement et l'armée pendant la guerre), Meicho Kankōkai, 2007, p. 9-16.

² Sur les circonstances précises de cette réforme, voir Hsiao Li-chu 蕭李居, « Zhongri zhanzheng chuqi Riben de zhengzhi biange yu quanli zhi zheng 中日戰爭初期日本の政治變革與權力之爭 (1937-1938) (Réformes politiques et luttes de pouvoir au Japon au début de la guerre sino-japonaise, 1937-38) », *Guoshiguan xueshu jikan* 國史館學術集刊, n°9, sept. 2006, p. 112-124.

³ Ses principaux membres étaient : le premier ministre (*sōri daijin* 総理大臣), le ministre des Affaires étrangères (*gaimu daijin* 外務大臣), le ministre de la Guerre (*rikugun daijin* 陸軍大臣), le ministre de la Marine (*kaigun daijin* 海軍大臣), le chef d'état-major de l'Armée de terre (*sanbō sōchō* 參謀總長) et le chef d'état-major de la Marine (*gunryōbu sōchō* 軍令部總長) ; ces deux derniers étant généralement représentés par leurs adjoints.

après la perte des Îles Marshall, lorsque Tōjō s’octroya le poste de chef d’état-major de l’armée. Sans précédent depuis la restauration Meiji (1868), ce cumul des plus hautes fonctions civiles et militaires (après celles de l’empereur) provoqua une vive opposition et ne survécut pas à la chute de Tōjō, cinq mois plus tard. Si Koiso chercha à maintenir l’union sacrée entre gouvernement et armée en reconduisant le Conseil de liaison – rebaptisé Conseil suprême de direction de la guerre (*seiko sensō shidō kaigi* 最高戦争指導会議) –, le premier ministre n’exerçait dans les faits aucune tutelle sur le haut commandement. La fracture se poursuivit sous le cabinet Suzuki et ne put être surmontée que par l’intervention personnelle de l’empereur, qui ne se contenta pas d’approuver une décision déjà prise, comme il le faisait généralement, mais s’exprima en faveur de la capitulation lors de la dernière Conférence impériale (*gozen kaigi* 御前会議). En effet, pour les grandes orientations politiques (Pacte tripartite, déclaration de guerre aux Alliés ou nouvelle politique à l’égard de la Chine), les membres du Conseil de liaison se réunissaient devant l’empereur qui, par sa présence, sanctionnait et légitimait la décision prise. Plusieurs de ces grandes orientations eurent des conséquences notables sur la forme que prit l’État d’occupation ; à commencer par celle prise, lors de la Conférence impériale du 11 janvier 1938, de favoriser la formation d’un nouveau gouvernement central en Chine¹.

Tableau 1.3. Conférences impériales et État d'occupation en Chine

N°	Date	Textes adoptés	Décisions principales relatives à l'État d'occupation en Chine
1.	11/01/38	Orientations fondamentales pour gérer l'Incident de Chine 支那事変処理根本方針	Si le GN refuse de négocier, le Japon s'entendra avec un nouveau gouvernement central.
2.	30/11/38	Politique d'ajustement des relations sino-japonaises 日支新関係調整方針	Termes de l'accord de paix que souhaite signer le Japon avec le nouveau gouvernement chinois.
4.	13/11/40	Plan général pour gérer l'Incident de Chine 支那事変処理要綱 Déclaration commune Japon-Manzhouguo-Chine ; Traité de base et annexes 日滿華共同宣言案並日華間基本条約案及付属文書案	Relations diplomatiques formelles entre le Japon, le Manzhouguo et la Chine (Nanjing). Cadre juridique de la collaboration sino-japonaise.
10.	21/12/42	Orientations fondamentales de la politique à l'égard de la Chine pour gagner la guerre de la grande Asie orientale 大東亜戦争完遂ノ為ノ対支処理根本方針	Nouvelle politique à l'égard du régime de Nanjing (arrêt de l'ingérence, respect de la souveraineté, nouveau traité d'alliance, etc.).
11.	31/05/43	Programme directeur de la politique pour la Grande Asie orientale 大東亜政略指導大綱	Remplacement du Traité de base par le Traité d'alliance.

Source : Satō Motoei 佐藤元英, *Gozen kaigi to taigai seiryaku 1 : Shina jihen shori kara daitōa sensō shūketsu made, 1, Shōwa Tennō gozen kaigi kiroku bunsho* 御前会議と対外政略：「支那事変」処理から「大東亜戦争」終結まで, 1, 昭和天皇御前会議記録文書 (Conférences impériales et politique étrangère 1 : De la gestion

¹ Cette Conférence impériale était la première depuis celle convoquée lors de la guerre russo-japonaise en 1905 (Boyle, *China and Japan at war, op. cit.*, p. 76).

de l' « Incident de Chine » au dénouement de la « Guerre de la grande Asie orientale ; Archives des Conférences impériales sous l'empereur Shōwa, 1^{ère} partie), Hara Shobō, 2011.

Note : Ne sont indiquées que les Conférences impériales portant spécifiquement sur la situation en Chine. Entre 1938 et 1945, il y eut en tout dix-sept Conférences impériales ; GN = Gouvernement nationaliste de Jiang Jieshi.

L'autre grande transformation institutionnelle de l'État central japonais provoquée par le prolongement de guerre fut la mise en place d'organisations transétatiques, présentes à Tokyo et dans les territoires occupés. Elles furent conçues pour centraliser les différentes compétences relatives à l'occupation, en matière de politique économique notamment, et pour faciliter la coordination administrative entre la Chine et la métropole. La création de telles agences étatiques se fit essentiellement au détriment du Gaimushō, qui vit ses prérogatives progressivement rognées à mesure que l'Empire s'étendait sur le continent et que l'établissement de gouvernements pro-japonais directement guidés de l'intérieur rendait inutile la voie diplomatique¹. Débutée après l'Incident de Mukden avec la formation, en 1934, du Bureau des affaires mandchoues (*taiman jimukyoku* 対滿事務局), cette évolution s'amplifia après juillet 1937².

Le Kōa.in

Le besoin pour le Japon de se doter d'une organisation centrale traitant spécifiquement des affaires chinoises se fit ressentir dès l'automne 1937, alors que se posait la question de la relance économique des vastes territoires désormais contrôlés par l'armée impériale et du financement de l'État d'occupation en construction. Cette évolution participait, plus largement, d'une vague « réformiste », portée en particulier par les technocrates nippons passés par le Manzhouguo. Ces derniers multipliaient les plans grandioses visant à transformer le Japon en même temps que la Chine³. Le mot d'ordre de cette réforme de l'État japonais était l' « unification » (*ichigenka* 一元化) des compétences éparpillées entre les différents ministères, afin de rationaliser et de rendre plus efficace l'action gouvernementale. Lorsqu'ils aboutirent, ces projets furent souvent détournés par l'armée pour renforcer son pouvoir. Ils échouèrent au passage à réaliser l'unification espérée, ajoutant au contraire des doublons dans le processus décisionnel.

Le 25 octobre 1937, le gouvernement se dota d'un bureau de planification, le Kikaku.in 企画院, devant l'aider à trouver le cap face au défi chinois. Un comité dédié aux questions économiques en Chine fut créé en son sein. Il fut toutefois rapidement débordé par l'ampleur de la tâche, qui

¹ Ceci d'autant plus que les premiers gouvernements collaborateurs en Chine n'entretenaient pas de relations diplomatiques avec le Japon, qui ne reconnut officiellement que le Manzhouguo et le régime de Wang Jingwei.

² Brooks, *Japan's Imperial Diplomacy*, op. cit., p. 164.

³ Voir Janis Mimura, *Planning for Empire: Reform Bureaucrats and the Japanese Wartime State*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 2011, p. 130 sqq.

s'alourdie après la chute de Nanjing en décembre¹. Le 19 janvier 1938, le Kikaku.in soumit un plan pour la création d'un Bureau des affaires d'Asie orientale (*tōa jimukyoku* 東亜事務局), dont les compétences se limiteraient à l'économie et à la culture. Cette proposition suscita une vive réaction du Gaimushō, qui craignait que cette organisation ne soit utilisée par l'Armée de terre pour s'arroger ses prérogatives. Arguant du fait que le renforcement de la position économique japonaise en Chine était indissociable du maintien de bonnes relations avec les puissances tierces, le Gaimushō proposa, le 27 janvier 1938, que soit créé un Bureau pour le développement économique en Chine (*Shina keizai kaihatsu jimukyoku* 支那經濟開發事務局) placé sous son autorité. Un tel projet fut jugé bien trop modeste au regard des attentes qu'avait suscitées le discours du 16 janvier, par lequel le Japon s'engageait à soutenir la formation d'un nouveau gouvernement chinois. Des voix s'élevèrent en faveur de la création d'un Ministère de l'Asie orientale (*tōashō* 東亜省), qui devint le Bureau pour la Chine (*taishikyoku* 対支局) dans un plan remis le 9 mars par le Bureau législatif (*hōseikyoku* 法制局) du gouvernement. Outre l'économie et la culture, ce nouvel organe devait se voir également attribuer les affaires politiques en Chine. Cette perspective alarma des diplomates comme Ishii Itarō, qui compara le projet à la « province de la conquête orientale » (*zhengdong xingsheng* 征東行省) établie par la dynastie mongole des Yuan dans la péninsule coréenne, en vue de l'invasion du Japon en 1281². Profitant de l'affaiblissement passager de l'armée au printemps 1938, à la suite de la bataille de Tai'erzhuang, le Gaimushō repartit à l'offensive, sans grand succès. Cet intense débat connut son épilogue en septembre, lorsqu'il fut décidé d'instituer le Taishi.in 対支院 (Bureau pour la Chine). Une dernière passe d'arme opposa alors le Gaimushō à l'Armée de terre au sujet des compétences du nouvel organisme. Celui-ci centraliserait, dans la zone occupée, les prérogatives économiques, culturelles et politiques, à l'exception des négociations relevant des affaires étrangères. Or l'armée chercha à restreindre au maximum le périmètre de ces dernières, en les cantonnant aux tâches consulaires. L'enjeu derrière cette opposition avait directement à voir avec la construction de l'État d'occupation : le Gaimushō souhaitait avoir les mains libres pour poursuivre ses négociations secrètes avec Chongqing, tandis que l'Armée voulait accélérer la mise en place d'un nouveau gouvernement. Konoé ayant donné raison à cette dernière, le ministre des Affaires étrangères Ugaki rendit son portefeuille le 29 septembre, en guise de protestation contre ce recul sans précédent des attributions du Gaimushō. La fondation du Taishi.in, le 1^{er} octobre 1938, ne mit cependant pas fin au débat. Son nom, en particulier, laissait craindre qu'il ne suscite un rejet

¹ Hsiao Li-chu, « Zhongri zhanzheng chuqi Riben de zhengzhi biange... », art. cit., p. 125.

² *Ibid.*, p. 128.

dans l'opinion chinoise¹. On lui préféra celui de Kōa.in 興亜院 (Institut pour le développement de l'Asie), qui fut adopté le 16 décembre 1938².

Celui-ci était, en théorie, placé sous l'autorité du pouvoir civil, puisqu'il avait pour président (*sōsai* 総裁) le premier ministre et pour vice-présidents les ministres des Affaires étrangères, de la Guerre, de la Marine et des Finances. Sa gestion revenait à un directeur général, choisi, comme pour la plupart des autres postes de direction, dans les rangs de l'Armée de terre et, dans une moindre mesure, de la Marine³. Bien qu'il n'ait pas un rang ministériel – le Gaimushō s'y étant opposé –, le Kōa.in en possédait, de fait, les prérogatives. Son directeur général participait au Conseil des cinq ministres à chaque fois qu'il y était question de la Chine et, nous le verrons, répondait aux parlementaires lors des questions au gouvernement. L'organisation tripartite du Kōa.in (affaires politiques, économiques, culturelles) était reproduite dans chacune de ses branches en Chine (*zaishi genchi kikō* 在支現地機構)⁴. Appelées bureaux de liaison (*renrakubu* 連絡部), celles-ci étaient au nombre de cinq : Chine du Nord, Mengjiang, Chine centrale, Xiamen et Guangdong⁵. Comme leur nom l'indique, ces bureaux devaient servir de courroies de transmission entre Tokyo et les gouvernements collaborateurs locaux⁶. Autrement dit, le Kōa.in fut conçu pour coordonner, depuis Tokyo, l'action des différents acteurs civils et militaires impliqués dans la construction de l'État d'occupation. En principe, le siège de Tokyo définissait les politiques qui étaient ensuite appliquées par les Bureaux de liaison, ou transmises par ces derniers aux gouvernements collaborateurs afin de respecter, en apparence, leur souveraineté. Cette volonté centralisatrice se heurta à un double écueil.

¹ *Tai* possédait une nuance belliqueuse et *shi* était le diminutif de *Shina*, terme considéré comme péjoratif en Chine.

² *Ibid.*, p. 136. Il est connu en anglais sous le nom d'Asia Development Board.

³ Hsiao Li-chu, « Riben de zhanzheng tizhi : yi Xingyayuan wei li de taotan 日本的戰爭體制：以興亞院為例的討探 (1938-1942) (Étude du régime de guerre japonais à travers le cas du Kōa.in) », Mémoire de master, NCCU, 2001, p. 90 *sqq.* Trois généraux de l'Armée de terre se succédèrent au poste de directeur général (date de nomination) : Yanagawa Heisuke 柳川平助 (16/12/38), Suzuki Teiichi 鈴木貞一 (23/12/40), Ogawa Genshichi 及川源七 (16/04/41).

⁴ Afin de ne pas scinder la présentation du Kōa.in, nous abordons ici succinctement ses branches locales, que nous étudierons à l'œuvre dans le chapitre suivant, avec les autres acteurs formant la composante japonaise de l'État d'occupation.

⁵ *Ibid.*, p. 103. Il existait également, à Qingdao (Shandong), une sous-branche du Bureau de liaison de Chine du Nord, dont le siège était à Beijing. Les effectifs respectifs des différents organes en 1940 étaient les suivants : Tokyo (141), Chine du Nord (298), Mengjiang (73), Chine centrale (199), Xiamen (46), Guangdong (?). Le personnel comprenait des secrétaires, des chercheurs, des employés d'administration ou encore des spécialistes (opérateurs télégraphe, interprètes) (Kubo Toru, « The Koa-in », in MacKinnon *et al.* (dir.), *China at War, op. cit.*, p. 47).

⁶ IMTFE {49,280}. Nous nous intéresserons principalement au Bureau de liaison de Beijing, chargé de superviser le Gouvernement provisoire, et à celui de Shanghai, qui participa à la mise en place du Gouvernement réformé puis du gouvernement de Wang Jingwei. Le premier fut successivement dirigé par (date de nomination) : Kita Seiichi 喜多誠一 (10/03/39), Morioka Susumu 森岡臯 (09/03/40) et Shiozawa Kiyonobu 塩沢清宣 (01/03/41). Le second par : Tsuda Shizue (10/03/39) et Ōta Taiji 太田泰治 (07/05/41) (Strategic Services unit, « Japanese Intelligence Organizations in China », 4 juin 1946, Section III, p. 22, CIA).

D'une part, le principe même d'une agence transversale réunissant en un corps administratif unique les différentes compétences nécessaires à l'occupation de la Chine fut contredit par la reproduction, en son sein (à Tokyo comme en Chine), des rivalités corporatistes traditionnelles. En effet, faute de pouvoir recruter du jour au lendemain un nombre suffisant d'employés, le Kōa.in dut se tourner vers les différents ministères (Finances, Commerce, Affaires étrangères, etc.) qui lui envoyèrent des agents détachés, en espérant ainsi exercer un certain contrôle sur la politique chinoise du Japon. Plutôt que de coordonner leurs compétences afin de rendre l'action du Kōa.in la plus efficace possible, ces agents se soucièrent avant tout d'agir au profit de leur ministère d'origine. Ils avaient d'autant plus intérêt à le faire que la nouvelle organisation étant conçue pour être provisoire, leur détachement l'était aussi¹.

D'autre part, l'objectif premier du Kōa.in – centraliser les compétences économiques, culturelles et politiques jusque-là exercées par les différentes armées japonaises en Chine, afin de laisser celles-ci se concentrer sur les opérations militaires – ne fut que partiellement atteint. Dès le début de la guerre, la gestion des aspects ne relevant pas des opérations purement militaires mais de l'occupation des territoires au sens large (recrutement des collaborateurs chinois, mise en place des gouvernements locaux de collaboration, relance de l'économie, propagande, etc.) fut confiée au Bureau des services spéciaux (*tokumubu* 特務部) de chacune des armées d'occupation (Chine du Nord, Chine centrale, etc.), qui possédaient, eux-mêmes, des agences dans chaque localité occupée (*tokumu kikan* 特務機関). Les services spéciaux des armées d'occupation contrôlaient étroitement les différents gouvernements collaborateurs à travers les conseillers japonais qu'ils avaient placés en leur sein². Afin que ce contrôle soit transféré au Kōa.in, les Bureaux de liaison de ce dernier étaient censés remplacer les bureaux de services spéciaux des armées japonaises en Chine. C'est ce qui se produisit en Chine du Nord, où le Bureau des services spéciaux fut supprimé le 31 décembre 1938. Cependant, l'Armée japonaise de Chine du Nord ajouta, dès le lendemain, une 4^e section à son état-major, qui continua à avoir le dernier mot pour tout ce qui touchait aux affaires « politiques » (c'est-à-dire aux relations avec les collaborateurs chinois)³. En Chine centrale, la situation était rendue plus difficile encore par le fait que le siège du Bureau de liaison était à Shanghai, alors que celui du Gouvernement provisoire se trouvait à Nanjing. Lorsqu'il voulait transmettre les directives reçues de Tokyo aux dirigeants de ce dernier, le chef du Bureau de liaison, Tsuda, devait passer par l'Agence des services spéciaux de l'armée japonaise de Chine centrale, dont les hommes étaient, eux, présents à Nanjing⁴. Autrement dit, au lieu d'unifier la ligne de commandement de la politique de collaboration et de centraliser à Tokyo

¹ Hsiao Li-chu, « Riben de zhanzheng tizhi », *op. cit.*, p. 105 *sqq.*

² Le système des conseillers sera présenté en détail dans la partie 4.1.1.

³ *Ibid.*, p. 116.

⁴ *Ibid.*, p. 115.

les prises de décision, le Kōa.in créa des doublons et fut souvent réduit à suivre la ligne de commandement, par le bas, des états-majors respectifs des armées d'occupation, eux-mêmes largement autonomes par rapport au commandement militaire central à Tokyo¹. Paradoxalement, la création du Kōa.in renforça donc davantage les états-majors des armées d'occupation qu'il ne permit une véritable centralisation de la politique de collaboration, sinon en apparence².

S'il se trouva donc souvent écarté du « pilotage interne » des gouvernements collaborateurs, le Kōa.in joua, en revanche, un rôle capital dans le domaine économique, pour lequel les armées régionales japonaises en Chine lui laissèrent une plus grande marge de manœuvre³. Ce fut en particulier le cas dans le trafic d'opium, dont les revenus constituèrent une source importante de financement pour l'État d'occupation⁴.

Le Kōa.in produisit, en outre, une grande quantité d'enquêtes sur la Chine, touchant à des sujets aussi variés que les infrastructures portuaires, la prévention de la malaria ou encore les mesures d'urgences pour faire face aux inondations provoquées par le Fleuve jaune⁵. Il mena également des enquêtes d'opinion⁶.

Se révélant incapable d'unifier la politique chinoise du Japon, le Kōa.in fit l'objet de plusieurs plans de réforme à partir de 1940, qui aboutirent à son remplacement par le ministère de la Grande Asie orientale, le 1^{er} novembre 1942.

Le ministère de la Grande Asie orientale

En août 1940, peu après la première mention du projet de « sphère de co-prospérité de la Grande Asie orientale » (*daitōa kyōeiken* 東亜共栄圏) par Matsuoka Yōsuke, le Gaimushō pointa l'échec du Kōa.in et recommanda qu'une véritable unification de la politique chinoise soit réalisée, sous son égide, à travers la création d'un organe spécifique, dont la direction serait cumulée par le ministre des Affaires étrangères⁷. Sous pression, le Kōa.in finit par adopter, le 17 décembre 1940, un « Programme d'ajustement des organes traitant de la Chine à la suite de la reconnaissance du Gouvernement national » (*kokumin seifu shōnin ni tomonau taishi kikō chōsei*

¹ À ce doublon s'ajoutait le maintien du réseau des bureaux de représentation du Gaimushō.

² « the Tokyo Government had the satisfaction of retaining formal policy control and the overseas commands succeeded in voicing their views to the cabinet without going through the service ministries before formal policy decisions were made public. The arrangement thus facilitated the execution of policies arrived at by the overseas commands; they could be given formal approval by Tokyo to maintain a façade of centralized control so as to minimize friction between Tokyo, and the overseas commands. » (Li, *The Japanese Army in North-China...*, *op. cit.*, p. 72).

³ Hsiao Li-chu, « Riben de zhanzheng tizhi », *op. cit.*, p. 120.

⁴ Voir la partie 6.1.2.3.

⁵ Kubo, « The Koa-in », *art. cit.*, p. 50.

⁶ À Qingdao, il fut demandé à vingt élèves de collège de donner leur avis sur Jiang Jieshi et Wang Jingwei en leur assurant qu'ils pouvaient s'exprimer librement, sans crainte des conséquences. Tous répondirent que Jiang était meilleur que Wang (*ibid.*, p. 57-58, Kubo ne précise pas la date de cette enquête).

⁷ Hsiao Li-chu, « Riben de zhanzheng tizhi », *op. cit.*, p. 175.

yōkō 国民政府承認ニ伴フ対支機構調整要綱)¹. Si le Gaimushō et le Kōa.in s'entendaient sur la nécessité de parachever l'unification institutionnelle, ils en donnaient chacun une définition opposée. Le premier souhaitait que cette unification se fasse en son sein et permette aux civils de reprendre le contrôle de la politique d'occupation. Le second prônait, au contraire, la création d'un ministère géant dans lequel le Gaimushō serait intégré et dont la direction serait confiée aux militaires². Dans les mois qui suivirent, plusieurs plans furent ébauchés. La chute du troisième cabinet Konoe, le 18 octobre 1941, et l'avènement de Tōjō laissèrent espérer aux tenants d'une unification aux dépens du Gaimushō un arbitrage en leur faveur. Souhaitant éviter une nouvelle crise politique, alors que les relations avec les États-Unis s'étaient fortement dégradées, Tōjō temporisa³. Soutenu par la Marine et le Kikaku.in, le Kōa.in revint à l'assaut le 10 février 1942 avec un vaste plan prévoyant une réforme en deux étapes : dans un premier temps, le Kōa.in intégrerait progressivement une partie des compétences des autres organes afin d'aider l'armée ; une fois la guerre terminée, le pouvoir civil reprendrait le dessus dans le cadre d'un ministère pour l'Essor de l'Asie (*kōashō* 興亜省)⁴. Le 17 juillet 1942, le gouvernement proposa à son tour la création d'un ministère de l'Asie orientale (*tōashō* 東亜省), assez proche de la proposition de février, mais laissant au Gaimushō les « affaires étrangères pures » (*jun gaikō* 純外交).

Ce plan servit de base à celui du 1^{er} septembre 1942 qui aboutit à la formation d'un ministère de la Grande Asie orientale (*daitōashō* 大東亜省). Le périmètre de ce dernier devait englober tous les pays de la « sphère de co-prospérité », à l'exception de la métropole, de Taiwan, de la Corée et de Karafuto (partie sud de l'île Sakhaline) qui relèveraient du ministère de l'Intérieur. Pour ce faire, le ministère de la Grande Asie orientale fusionna en son sein le Kōa.in, le Bureau des affaires mandchoues, le Bureau Asie du Gaimushō (*tōakyoku* 東亜局) ainsi que le ministère des Colonies (*takumushō* 拓務省)⁵. Le ministre des Affaires étrangères Tōgō Shigenori 東郷茂徳 (1882-1950) tenta de bloquer l'adoption du plan. Il argua, en particulier, du fait que les pays asiatiques concernés – au premier rang desquels la Chine – verraient d'un mauvais œil cette réforme qui les

¹ Baba Akira 馬場明, *Nitchū kankei to gaisei kikō no kenkyū : Taishō Shōwa ki* 日中関係と外政機構の研究 : 大正・昭和期 (Étude des relations sino-japonaises et des organes de la politique extérieure, 1912-1945), Harashobō, 1983, p. 384.

² Hsiao Li-chu, « Riben de zhanzheng tizhi », *op. cit.*, p. 177.

³ *Ibid.*, p. 181.

⁴ *Ibid.*, p. 182.

⁵ *Ibid.*, p. 186. En 1929, le cabinet Tanaka avait établi le ministère des Colonies dans un souci, déjà, d'unifier la politique japonaise dans les territoires colonisés et occupés. Il fut conçu pour superviser les colonies (Taiwan, Corée, Karafuto et Micronésie japonaise), les autorités en Mandchourie (Mantetsu et Kantōchō) et, de manière indirecte, les consulats relevant du Gaimushō. Ce dernier chercha à faire barrage à ce projet accusé d'« expansionnisme » (*naichi enchō shugi* 内地延長主義). Il n'eut pas gain de cause, mais le ministère des Colonies rencontra, après sa fondation, une forte opposition du gouvernorat général de Corée. En 1931, le cabinet Wakatsuki demanda sa suppression. Si elle n'aboutit pas, cette demande fut suivie d'un déclin du ministère qui vit son périmètre et son budget réduits (Brooks, *Japan's Imperial Diplomacy*, *op. cit.*, p. 130, 244).

plaçaient sur un plan différent de celui des autres nations¹. Arrivée le lendemain à Nanjing, la nouvelle fit l'effet d'une douche froide. Wang Jingwei dépêcha immédiatement son ministre des Affaires étrangères, Chu Minyi, afin qu'il s'enquiert du contenu précis de la réforme auprès de l'ambassadeur Shigemitsu². Malgré l'intervention de l'empereur, qui envoya le ministre de la Marine pour infléchir la position de Tōgō, la situation ne put être débloquée qu'avec la démission de ce dernier, comme au moment de la formation du Taishi.in puis du Kōa.in à la fin de l'année 1938³. Après plusieurs semaines de débats intenses⁴, le plan du 1^{er} septembre donna naissance, le 1^{er} novembre, au ministère de la Grande Asie orientale, qui installa ses bureaux dans l'ancien ministère des Colonies⁵. Celui-ci prit la troisième place dans l'ordre protocolaire, après les ministères de la Guerre et de la Marine, mais devant le Gaimushō. Il s'agissait, rien de moins, que de la plus importante réorganisation de l'État japonais depuis la Constitution de 1889⁶. Outre un bureau des Affaires générales (*sōmukyoku* 総務局), l'administration centrale du nouveau ministère fut organisée selon les ères géographiques : bureau des Affaires mandchoues (*Manshū jimukyoku* 滿州事務局), bureau des Affaires chinoises (*Shina jimukyoku* 支那事務局), et bureau des Affaires des mers du Sud (*Nan.yō jimukyoku* 南洋事務局)⁷.

En ce qui concernait les branches locales du nouvel organisme, en Chine notamment, l'Armée et le Kōa.in souhaitaient fusionner les bureaux de représentation diplomatique

¹ S'il déclarait qu'il était dans l'intérêt du Japon de respecter la souveraineté de ses voisins, Tōgō cherchait surtout à protéger les prérogatives du Gaimushō dans ces pays. Cet argument fut balayé par Tōjō aux yeux duquel ce plan visait précisément à signifier le statut particulier des pays inclus dans la « sphère de prospérité » (Hsiao Li-chu, « Riben de zhanzheng tizhi », *op. cit.*, p. 187, 189).

² Ogasawara, *Nitchū sensōki ni okeru Ō Seiei seiken...*, *op. cit.*, p. 109. Le 2 septembre, Zhou Fohai se demandait encore si ce nouveau ministère coexisterait avec le Kōa.in ou bien fusionnerait avec lui. Le 18, il déclara à des officiers de la Marine japonaise : « S'il administre la Chine comme une colonie, le Japon sera forcément défait » (ZR, p. 644, 649). Shigemitsu chercha à rassurer Nanjing, mais souligna dans son rapport combien le pessimisme des collaborateurs chinois était palpable, qu'« ils s'inquiètent que le Japon transforme la Chine en une colonie ou bien qu'ils s'imaginent que de la politique chinoise du Japon allait connaître un tournant majeur » (cité in Baba, *Nitchū kankei to gaisei kikō...*, *op. cit.*, p. 440). Au-delà de la question du nouveau ministère, une grande incertitude régnait alors. La démission de Tōgō, proche de Konoe, était perçue comme une victoire de la ligne dure et laissait craindre une attaque prochaine de l'URSS, à laquelle Tokyo était poussée par Berlin. À long terme, un affrontement entre le Japon et l'Allemagne était même anticipé, une fois que les fronts occidentaux et orientaux se seraient rejoints dans une Russie vaincue. Cette perspective donnait un certain poids aux arguments des modérés, favorables à un arrêt de l'expansion, afin de mieux exploiter les acquis territoriaux. Rapportant ces prévisions, dont aucune ne se réalisa, Salade concluait avec prudence : « Je laisse à mes informateurs la responsabilité des indications qui précèdent, que je ne suis pas en mesure de vérifier » (Salade à l'Amb., « Nouveau Ministère japonais et Gouvernement de NANKIN », 4 oct. 1942, télégrammes n°112-115, ADF 327).

³ Hsiao Li-chu, « Riben de zhanzheng tizhi », *op. cit.*, p. 188.

⁴ En particulier lors d'une séance du Conseil privé (*sūmitsu.in* 枢密院), le 28 octobre 1942, dont plusieurs membres reprochèrent au ministère de la Grande Asie orientale de créer une double diplomatie. Tōjō finit par hausser le ton : la sphère de la Grande Asie orientale ne relevait pas des affaires étrangères (Baba, *Nitchū kankei to gaisei kikō...*, *op. cit.*, p. 460-465).

⁵ *Ibid.*, p. 448.

⁶ William C. Johnstone, « Japan's "New" China Policy », *Far Eastern Survey*, vol. 12, n°19, 22 sept. 1943, p. 187.

⁷ Ce dernier était responsable des nouveaux territoires conquis en Asie du Sud-Est, tels que les Philippines (Strategic Services unit, « Japanese Intelligence Organizations in China », 4 juin 1946, Section III, p. 27, CIA).

(ambassade et consulats) avec les états-majors de l'Armée expéditionnaire de Chine. La Marine s'opposa à cette mesure qui donnait les pleins pouvoirs à l'Armée de terre en Chine¹. Un compromis fut trouvé, qui témoignait de la différence de traitement en vigueur à l'intérieur de l'État d'occupation entre la Chine centrale, où un semblant de souveraineté devait être respecté, et le Nord plus étroitement contrôlé par l'armée : l'ambassadeur du Japon auprès du gouvernement de Wang Jingwei serait un civil, de même que le consul général de Shanghai, tandis que la représentation japonaise à Beijing serait assurée par l'ancien chef du Bureau de liaison du Kōa.in². Ce dernier ne serait pas placé sous les ordres de l'ambassadeur à Nanjing, mais directement sous l'autorité du ministre de la Grande Asie orientale³.

Pour ce qui était des services spéciaux de l'armée (*tokumu*), dont nous avons vu qu'ils avaient survécu à la tentative du Kōa.in de les remplacer par ses bureaux de liaison, ils resteraient en place pour le moment, mais verraient leurs compétences transférées aux branches locales du ministère de la Grande Asie orientale, à l'exception du maintien de l'ordre⁴.

Le profil des dirigeants du nouveau ministère conduit à relativiser l'affaiblissement du Gaimushō provoqué par sa création. Certes, celui-ci connut une réduction drastique de sa taille et vit ses meilleurs fonctionnaires être recrutés par le ministère de la Grande Asie orientale⁵. L'affaiblissement politique des militaires, à la suite des défaites dans le Pacifique, permit toutefois aux diplomates de prendre leur revanche à la fin de la guerre. Shigemitsu Mamoru fut nommé ministre en juillet 1944, suivi de Tōgō Shigenori en avril 1945, puis à de nouveau Shigemitsu au moment de la transition qui suivit la reddition⁶. Il faut également noter que le choix des ministres compensait l'affront que pouvait représenter l'existence d'un tel ministère aux yeux de Nanjing. En effet, *Aoki Kazuo 青木一男 et Shigemitsu étaient tous deux proches du gouvernement de Wang Jingwei, auprès duquel le premier avait travaillé comme conseiller économique suprême et le second comme ambassadeur. Ils s'étaient, à l'occasion, opposés aux militaires en défendant une politique de collaboration plus respectueuse de la souveraineté du régime de Nanjing⁷.

¹ Hsiao Li-chu, « Riben de zhanzheng tizhi », *op. cit.*, p. 190.

² Baba, *Nitchū kankei to gaisei kikō...*, *op. cit.*, p. 448.

³ Tout en reconnaissant l'importance que revêtait l'autonomie du Nord pour le Japon, l'ambassadeur à Nanjing, Shigemitsu, protesta contre cette perspective qui, selon lui, produirait de la confusion. Il préconisa, au contraire, que l'ambassadeur à Nanjing ait pleine autorité sur le bureau de représentation de Beijing (*ibid.*, p. 452).

⁴ *Ibid.*, p. 468.

⁵ Ce transfert de personnel représenta 97 agents issus du siège de Tokyo et 313 agents en poste à l'étranger (*ibid.*, p. 469).

⁶ Shigemitsu et Tōgō cumulaient le poste de ministre des Affaires étrangères. L'amiral Suzuki Kantarō occupa le poste de ministre pendant deux jours au moment en avril 1945 lorsqu'il fut nommé premier ministre (Strategic Services Unit, « Japanese Intelligence Organizations in China », 4 juin 1946, Section III, p. 26, CIA).

⁷ En apprenant la future nomination d'Aoki, Zhou Fohai écrivit, le 18 septembre 1942 : « Aoki éprouve une grande sympathie pour notre gouvernement et le connaît très bien. Il sera peut-être un peu plus facile de travailler à l'avenir, mais je suis, de toute façon, incapable d'infléchir la politique du Japon. ». Le 2 octobre, Aoki expliqua à Zhou qu'il lui serait difficile de réformer la politique de collaboration imposée par les militaires, mais qu'une

Tableau 1.4. Principaux dirigeants du ministère de la Grande Asie orientale

Poste	Nom (entrée en fonction)	Corps d'origine
Ministre 大東亜大臣	Aoki Kazuo 01/11/42	Min. des Finances
	Shigemitsu Mamoru 22/07/44	Gaimushō
	Suzuki Kantarō 07/04/45	Marine
	Tōgō Shigenori 09/04/45	Gaimushō
	Shigemitsu 17/08/45	Gaimushō
Vice-ministre 大東亜次官	Yamamoto Kuma.ichi 01/11/42	Gaimushō
	Takeuchi Shinpei 23/08/44	Min. des Finances (BAM)
	Tajiri Aigi 13/05/45	Gaimushō
Chef du bureau des Aff. chinoises 支那事務局長	Usami Huzuhiko 01/11/42	Min. de l'Agri. et du Com. (KAI)
	Sugihara Arata 15/03/44	Gaimushō
	Umekita Suhehatsu ?	?
Ambassadeur en Chine (Nanjing) ¹ 在中華民國大使	Shigemitsu 20/12/41	Gaimushō
	Tani Masayuki 28/04/43	Gaimushō
Ministre du bureau de Beijing 北京駐在公使	Shiozawa Kiyosada 01/11/42	Armée de terre
	Kusumoto Sanetaka 14/10/44	Armée de terre
Ministre du bureau de Shanghai 上海駐在公使	Akiyoshi 01/11/42	Gaimushō
	Usami 15/03/44	Min. de l'Agri. et du Com. (KAI)
	Tsuchida Yutaka 11/11/44	Gaimushō

Sources : Baba 1983, p. 469 ; Strategic Services unit, « Japanese Intelligence Organizations in China », 4 juin 1946, Section III, p. 26, CIA ; Wikipedia ; *AS*, 20/12/41, 16/03/44, 12/11/44.

Note : Le nom personnel n'est indiqué qu'une fois ; Les « ministres » de Beijing et de Shanghai sont des « envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires » (*tokumei zenken kōshi* 特命全權公使), situés un rang au-dessous de l'ambassadeur.

Abr. : BAM = Bureau des Affaires mandchoues ; KAI = Kōa.in

Si cet antagonisme entre le gouvernement et le haut commandement permet d'expliquer la réforme des instances décisionnelles dans le cadre desquelles furent adoptées les grandes politiques relatives à l'État d'occupation et, notamment, le rôle nécessaire de l'empereur pour fixer un consensus, la nature de ces politiques procédait de relations de pouvoir qui dépassaient le clivage civil/militaire ou gouvernement/haut commandement. L'établissement du Kōa.in, puis du ministère de la Grande Asie orientale, montre comment l'ampleur croissante du défi posé par l'occupation de la Chine conduisit l'État central japonais à se transformer. Ces réformes institutionnelles reflétaient elles-mêmes l'équilibre politique complexe et changeant qui existait entre les différents acteurs japonais impliqués (Gaimushō, dirigeants militaires à des postes civils, haut commandement militaire, états-majors des armées d'occupation, etc.).

Les luttes d'appareil qui les opposaient portèrent non seulement sur la façon d'administrer au mieux l'État d'occupation depuis Tokyo, mais aussi sur la forme que devait prendre cet État ; luttes sur lesquelles il est nécessaire de revenir. Nous avons déjà évoqué le rôle que jouèrent les

fois en poste au ministère de la Grande Asie Orientale, il pourrait s'assurer que le régime de Nanjing ne ferait pas l'objet de vexations trop importantes (ZR, p. 649, 654).

¹ Les ambassadeurs japonais (ou équivalent) auprès de Nanjing depuis 1940 avaient été le général des armées Abe Nobuyuki 阿部信行 (avril 1940), puis Honda Kumatarō (décembre 1940).

remaniements ministériels dans le cours heurté de la « diplomatie » japonaise en Chine. Cette évolution eut naturellement une incidence sur les finalités et donc sur la forme que prit l'État d'occupation. Sans qu'il soit nécessaire d'entrer trop avant dans le détail des débats internes au gouvernement concernant la politique du Japon en Chine – déjà bien étudiés par ailleurs¹ –, on peut en rappeler les principaux jalons.

1.3.1.2. Le cabinet Konoe et la genèse du gouvernement de Wang Jingwei

Le premier cabinet Konoe fut le théâtre d'une lutte ouverte opposant deux groupes transcendant l'opposition entre pouvoir civil et militaire, dont l'objet était de déterminer la suite que devrait prendre l'« Incident de Chine ». Cette opposition a longtemps été analysée en fonction d'une ligne de clivage située entre une « faction expansionniste » (*kakudai ha* 拡大派) et une « faction non-expansionniste » (*fukakudai ha* 不拡大派)². Liu Jie conteste cette analyse car elle conduit à opposer les faucons aux colombes alors qu'à ses yeux le principal débat, jusqu'à l'échec de la « médiation Trautmann », portait non pas sur le choix entre guerre et paix mais entre moyens militaires (*buryoku kōshi ha* 武力行使派) et moyens diplomatiques (*gaikō kōshō ha* 外交交渉派) pour atteindre le même objectif : modifier la politique du Gouvernement nationaliste³. S'il ne fait aucun doute que les dirigeants japonais – quelle que soit leur vision de la Chine – privilégiaient avant tout l'intérêt de leur pays, la compréhension qu'ils avaient de ce dernier différaient. Majoritaire dans l'armée, le camp hostile à la recherche d'un compromis avec Jiang Jieshi était notamment représenté par le futur premier ministre Tōjō Hideki – alors chef d'état-major de l'Armée du Guandong – mais également par des dirigeants civils tels que le ministre des Affaires étrangères *Hirota Kōki 廣田弘毅, dont la passivité face à la faction pro-guerre faisait de lui l'allié de cette dernière. Le camp adverse était principalement structuré, dans l'armée, autour de la figure d'Ishiwara dont l'influence à Tokyo fut bridée par sa mutation en Chine dès septembre 1937, mais aussi autour du vice-chef d'état-major de l'armée, Tada Shun 多田駿

¹ Notamment par Boyle (chap. 4 et 8) dont l'ouvrage, sur ce point en particulier, reste incontournable. Pour une synthèse générale sur la période, voir Richard Sims, *Japanese Political History since the Meiji Renovation, 1868-2000*, New York, Palgrave, 2001, p. 205-237.

² Voir notamment Boyle (chap. 3) qui écrit : « One of the more frustrating tasks the student of the Sino-Japanese War can undertake is to try to define who where the “expansionists” of that war and who the “anti-expansionists,” or, in moderne parlance, to separate the hawks from the doves » (p. 44).

³ Voir Liu Jie, *Nitchū sensō...*, *op. cit.*, p. 62-79. Cette dénomination différente adoptée par Liu Jie vise à prendre en compte l'opinion générale partagée par chaque faction. Pour autant, la composition de ces groupes ne diffère pas de l'analyse « classique ». Aussi minime soit-elle, la nuance apportée par Liu Jie n'est pas futile : elle nous rappelle qu'à trop vouloir opposer, pour les besoins de l'analyse historique, les factions politiques entre elles, on en oublie de considérer la ligne générale du Japon à l'époque. Certes, les origines chinoises de l'auteur peuvent laisser penser qu'il reprend à son compte une vision nationaliste du conflit l'amenant à reprocher à ses collègues japonais d'isoler une faction « dure » qui serait, seule, responsable de la guerre (une critique qui concerne notamment, on va le voir, l'analyse classique du rôle des acteurs japonais du Mouvement de paix). Toutefois, ce reproche est contredit par la rigueur de son analyse et la diversité de ses sources.

(1882-1948)¹. Cette composante militaire de la faction pro-négociation trouvait son pendant civil dans des diplomates comme Ishii Itarō et des grandes figures libérales comme Saionji Kinmochi 西園寺公望 (1849-1940)². Chargé, en tant que chef du gouvernement, de faire la synthèse de ces lignes contradictoires, Konoe ne parvint qu'à louvoyer de l'une à l'autre. Après avoir semblé favorable à des négociations avec le GMD dans les premiers mois de la guerre tout en approuvant l'envoi de renforts, il adopta une ligne dure en prononçant, le 16 janvier 1938, son fameux discours *aite to sezu*³. La décision de ne plus traiter avec Jiang Jieshi et de lancer la formation d'un gouvernement central alternatif fut, on l'a dit, rapidement remise en cause. Favorable à la poursuite des négociations, Tada obtint l'appui de l'empereur dès le 16 février 1938⁴. Ce même jour, la rencontre entre Kagesa Sadaaki et Dong Daoning à Tokyo marquait le véritable lancement de ce qui allait devenir l'« Opération Wang Jingwei »⁵. Les difficultés de l'armée japonaise durant la Campagne de Xuzhou au printemps 1938 renforcèrent encore la position de cette ligne et convainquirent Konoe de la justesse des vues d'Ishiwara quant aux risques d'enlèvement⁶. Cette évolution se traduisit au niveau gouvernemental par un remaniement en mai et juin 1938 dont le

¹ On a vu que l'état-major à Tokyo s'inquiétait de voir la situation en Chine lui échapper en raison des initiatives des officiers sur le terrain.

² Fâché contre Konoe qui avait été son protégé, le prince Saionji aurait déclaré « It is indispensable to make him [Chiang Kai-shek] into a legitimate negotiating partner. [...] The Chinese negotiator for the settlement of the Sino-Japanese War [of 1894–95] Li Hongzhang too had a terrible reputation in Japan. But then, there was only him to be dealt with in China. So one makes do with what one has got. There is nothing else to do other than to identify who is at the top, and then negotiate with that person. » (cité in Hotta, *Pan-Asianism...*, *op. cit.*, p. 163).

³ La position personnelle de Konoe est assez floue. Ses convictions panasiatiques le rapprochaient d'un Ishiwara et on a parfois présenté son discours du 16 janvier comme lui ayant été imposé par les militaires refusant tout compromis avec Chongqing. Pourtant, selon Hotta Eri, loin d'être une erreur de parcours, cette déclaration était cohérente avec sa vision d'un monde dans lequel le Japon ne pouvait faire preuve d'aucune faiblesse (*ibid.*). Pour Boyle, Konoe manipula la Conférence impériale du 11 janvier pour faire prévaloir ses vues, bien qu'il affirme le contraire dans ses Mémoires (*China and Japan at war*, *op. cit.*, p. 77). Bref, on comprend que Marius Jansen dise de Konoe que l'« histoire japonaise moderne n'a pas connu d'homme plus énigmatique que lui » (cité in Hotta, *op. cit.*, p. 156). Tout aussi paradoxal fut le rôle de l'Association de recherche Shōwa (*Shōwa kenkyūkai* 昭和研究会), dont Konoe tira les principaux concepts de sa politique chinoise, notamment en matière de collaboration avec le groupe de Wang Jingwei. Ce *brain trust* réunissant la fine fleur d'une intelligentsia japonaise hétéroclite (libéraux, ultranationalistes, communistes, marxistes) vit le jour en novembre 1936 pour conseiller Konoe, qui apparaissait alors comme le meilleur rempart contre les militaristes. Prônant une coopération pan-asiatique par opposition à l'impérialisme raciste de l'armée, ses membres finirent pourtant par fournir à celle-ci les slogans justifiant l'occupation de la Chine. Elle fut dissoute en octobre 1940 (Chalmers A. Johnson, *An Instance of Treason: Ozaki Hotsumi and the Sorge Spy Ring*, Stanford, Stanford University Press, 1964, p. 114 *sqq.*).

⁴ Boyle, *China and Japan at war*, *op. cit.*, p. 136.

⁵ Voir la partie 2.3.1.1.

⁶ *Ibid.*, p. 139. Cette évolution de la position de Konoe s'explique également par l'influence de son Conseil de cabinet (*naikaku sangi* 内閣参議) dans lequel siégeait son futur ministre des Affaires étrangères, Ugaki (*ibid.*, p. 140). Créé le 15 octobre 1937 afin de contourner les lenteurs du processus gouvernemental, ce conseil faisait partie des nouvelles institutions voulues par Konoe pour adapter l'État japonais à la guerre (voir Hsiao, « Zhongri zhanzheng... », art. cit., p. 109-124). Dans le même temps, la politique de collaboration fut élaborée dans le cadre plus informel de la Société du petit-déjeuner (*asameshikai* 朝飯会, aussi appelée *suiyōkai* 水曜会 ou Société du mercredi). Formé à l'automne 1937, ce groupe de discussion réunissant de jeunes membres du cabinet Konoe et des intellectuels de l'Association de recherche Shōwa joua un rôle crucial dans la genèse du gouvernement de Wang Jingwei (Johnson, *An Instance of Treason*, *op. cit.*, p. 125-126).

but était clairement d'exclure les ministres jugés responsables du discours du 16 janvier, en l'occurrence le ministre des Affaires étrangères Hirota Kōki et le ministre de la guerre Sugiyama Hajime¹. Le remplacement du premier se fit sans trop de heurts avec l'arrivée au Gaimushō du général Ugaki. Le remaniement fut plus délicat en ce qui concernait le poste de ministre de la Guerre : Konoe trouva dans Itagaki Seishirō un candidat acceptable car proche des idées d'Ishiwara tout en n'appartenant à aucune des cliques de l'armée. Toutefois, il dut se résoudre à nommer au poste de vice-ministre le plus fervent opposant à toute forme de compromis : Tōjō². Remanié dans le but de trouver une solution à la situation en Chine, le cabinet Konoe multiplia les initiatives durant la seconde moitié de l'année 1938 qui vit, selon Liu Jie, s'imposer un nouveau paradigme dans le traitement de la question chinoise. La ligne de clivage entre factions pro-guerre et pro-négociations – l'une comme l'autre prenant Chongqing comme « interlocuteur » – se déplaça après l'échec de la médiation allemande. Elle opposa désormais cette première position, centrée donc sur le Gouvernement nationaliste (*kokuminseifu chūshin ron* 国民政府中心論), à une politique visant à établir un nouveau gouvernement chinois (*shin seiken chūshin ron* 新政權中心論)³. L'une comme l'autre de ces tendances étaient représentées au sein du gouvernement. On a vu comment Ugaki chercha à relancer les négociations directes avec Chongqing via le canal visant Kong Xiangxi (voir 1.1.2.2.). Cette approche était soutenue par Ishii qui, en juin 1938, rédigea à l'attention de son nouveau ministre un long mémorandum resté fameux⁴. À la même époque, Kagesa, qui avait été recommandé par Ishiwara, devint le bras droit d'Itagaki au ministère de la Guerre et disposa d'un fonds secret pour organiser les négociations avec Gao Zongwu⁵. Contrairement à Ugaki, Itagaki semble avoir été proche de la ligne dure défendue par Tōjō, ce qui laisse penser que son soutien aux opérations visant Gao Zongwu visait moins à négocier directement avec Chongqing qu'à créer un nouveau gouvernement, ou, du moins au début, à

¹ Boyle, *China and Japan at war*, *op. cit.*, p. 145.

² *Ibid.*, p. 147.

³ Liu Jie, *Nitchū sensō...*, *op. cit.*. Cette analyse conduit à critiquer l'historiographie japonaise classique qui voit dans l'« Opération Wang Jingwei » le débouché inattendu des efforts de paix en direction de Chongqing. Pour Liu Jie, cette opération s'inscrit d'emblée dans un projet de centralisation de l'État d'occupation.

⁴ Connu sous le nom d'« Ikensho 意見書 (lettre d'opinion) », ce document s'intitule en réalité « Kongo no jihen taisaku ni tsuite no kōan 今後ノ事変対策ニ付テノ考案 (Réflexions sur les mesures à prendre dorénavant pour faire face à l'Incident) » (JACAR B02030513200, *Shina jihen kankei ikken*, vol. 2, p. 114-182). Selon Ishii, le Japon avait quatre options : (1) tenter de consolider sa position en cas de victoire dans la campagne de Hankou, ce qui ne pourrait aboutir qu'à la reprise des combats contre Chongqing ; (2) fusionner le Gouvernement provisoire et le Gouvernement réformé en un gouvernement central dirigé par une figure telle que Wu Peifu ou Tang Shaoyi – opération alors en cours (voir *infra*) – dont Ishii souligne le manque de légitimité ; (3) fusionner ces deux mêmes gouvernements avec celui de Chongqing – projet qu'il juge irréalisable ; (4) reprendre les négociations directes avec Chongqing en offrant à Jiang Jieshi une « paix bismarckienne ». C'est cette dernière option que recommandait Ishii. Voir Boyle, *China and Japan at war*, *op. cit.*, p. 148-155.

⁵ Bunker, *The Peace Conspiracy*, *op. cit.*, p. 78-79. L'« Opération Watanabe » (*Watanabe kōsaku* 渡辺工作) – nom de code donné à Gao – se transforma en « Opération Wang Jingwei » après l'implication de ce dernier (voir la partie 2.3.1).

provoquer une fracture du camp nationaliste¹. On voit donc que la nouvelle équipe gouvernementale n'était pas unie derrière la politique de rétablissement du lien rompu avec Chongqing.

Elle partageait néanmoins la même intransigeance concernant la démission de Jiang Jieshi, sur laquelle achoppèrent les négociations secrètes. Cette condition, qui vouait toute tentative de reprise des négociations directes à l'échec, était un moyen pour les tenants de la ligne dure de tuer dans l'œuf un compromis avec Chongqing. Pour ceux qui espéraient une résolution rapide du conflit, la focalisation sur Jiang apparaissait comme un moyen de sortir de l'impasse dans laquelle s'était engagé le Japon avec la déclaration du 16 janvier, sans pour autant renier totalement celle-ci : le Japon ne refusait plus de traiter avec le gouvernement chinois en général mais avec son chef en particulier².

C'était là le principal message que fit passer Konoe dans son discours du 3 novembre 1938. Il contenait un vague programme pour un « Nouvel ordre en Asie orientale » (*tōa shin chitsujo* 東亜新秩序) fondé sur une coopération entre le Japon, le Manzhouguo et la Chine et visant à établir la justice en Asie orientale, à lutter de concert contre le communisme, à créer une nouvelle culture et à réaliser une union économique. Qualifié dès la deuxième phrase de « régime local parmi d'autres », le Gouvernement nationaliste pourrait prendre part à cette entreprise, à condition de « se régénérer en modifiant la composition de son personnel [*jin teki kōsō o kaitai shite* 人的構想を改替して] »³.

Le discours suivant, prononcé le 22 décembre 1938, était adressé aux « hommes de discernement partageant la même inquiétude [*dōyū gugan no shi* 同憂具眼の士] » en Chine⁴. Il précisait quelque peu la nature de ce « Nouvel ordre » en le fondant sur trois principes : amitié réciproque entre voisins (*sōgō ni zenrin yūkō* 相互に善隣友好), défense commune contre le communisme (*kyōdō bōkyō* 共同防共) et coopération économique (*keizai teikei* 經濟提携). Par « bon voisinage », il fallait comprendre, poursuivait Konoe, l'arrêt de la politique antijaponaise et la reconnaissance du Manzhouguo. De même, la lutte commune contre les « forces du Komintern » supposait, dans la situation actuelle, le maintien de troupes japonaises dans des

¹ IMTFE {48,757}.

² Nouveau consensus qui avait pour toile de fond les progrès décisifs faits par l'« Opération Gao Zongwu » concrétisés par la signature d'un premier accord lors de négociations à Shanghai en octobre 1938 prévoyant la défection de Wang Jingwei (voir la partie 2.3.1.2).

³ JACAR B02030534800, « Shina jihen kankei seimei 1 支那事變關係声明1 (Recueil de discours relatifs à l'Incident de Chine) », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 12.2, 18 mai 1939, p. 86 sq.

⁴ Nous verrons qu'il s'agissait en l'occurrence de Wang Jingwei, dont l'entourage s'était entendu avec les négociateurs japonais pour que Konoe fasse écho, dans un discours, à leur défection quelques jours plus tôt (partie 2.3.1.2).

« lieux définis »¹. La « coopération économique », enfin, ne se traduirait pas par un monopole du Japon même si, « du fait des relations économiques historiques » entre les deux pays, celui-ci exigeait certains privilèges dans l'exploitation des ressources en Chine du Nord. Magnanime, le Japon renonçait toutefois à demander des compensations territoriales ou financières. Son souci, concluait Konoe, était que la souveraineté de la Chine soit respectée. L'abolition des droits extraterritoriaux et la rétrocession des concessions seraient ainsi sérieusement envisagées².

Le contenu de ce discours déplut aussi bien aux dirigeants chinois prêts à collaborer avec le Japon (le groupe de Wang Jingwei), qui le trouvèrent trop dur, qu'aux dirigeants japonais hostiles à toute concession envers la Chine. Il était l'expression publique d'une décision entérinée par la Conférence impériale de 30 novembre 1938 avec l'adoption de la « politique d'ajustement des nouvelles relations nippono-chinoises »³. Qu'elle soit subie ou non par Konoe, la pression de la ligne dure de l'armée sur la politique japonaise en Chine éloigna donc toute possibilité de négocier la paix avec Chongqing en même temps qu'elle privait le Mouvement de paix naissant de ses meilleurs arguments (la promesse d'un retrait des troupes en particulier). La création du Kōa.in le 16 décembre 1938 marquait, nous l'avons dit, une victoire pour les militaires favorables à la construction d'un État d'occupation en Chine et la défaite des diplomates comme Ishii.

Si la démission de Konoe, le 4 janvier 1939, ne put qu'affaiblir davantage la position de Wang Jingwei, alors réfugié à Hanoi⁴, elle ne marqua pas une rupture significative dans la politique de construction de l'État d'occupation. S'inscrivant dans le prolongement du précédent cabinet, le gouvernement d'Hiranuma Kiichirō 平沼騏一郎 (1867-1952) déclara vouloir consacrer toute son énergie à la gestion de la situation en Chine⁵. Les négociations qui préparèrent, tout au long de l'année 1939, la « centralisation » de l'État d'occupation sous la houlette de Wang Jingwei n'eurent que peu d'incidence directe sur l'équilibre gouvernemental au Japon, dont le

¹ Konoe ne mentionna, en revanche, à aucun moment le retrait des troupes en cas d'accord de paix, trahissant ainsi la promesse faite au groupe de Wang Jingwei lors des négociations secrètes de novembre 1938 (partie 2.3.1.2).

² « Konoe naikaku sōri daijin dan 近衛内閣総理大臣 (Propos du premier ministre Konoe) », *AS*, 23 déc. 1938, p. 2.

³ Voir 1.1.2.2. Ce texte était l'œuvre du lieutenant-colonel Horiba Kazuo 堀場一雄 (1900-1953), chef de la Section de direction de la guerre (*sensō shidō ka* 戦争指導課) créée par Ishiwara au sein du 1^{er} Bureau de l'État-major central et qui faisait figure de principal bastion de la « faction anti-expansionniste » (Boyle, *op. cit.*, p. 44). Sa rédaction avait débuté en avril 1938, lorsque la défaite de Taierzhuang avait calmé les ardeurs expansionnistes. Le document avait ensuite circulé d'un bureau à l'autre pour être approuvé, selon la pratique chère à la bureaucratie japonaise du *ringiseido* 稟議制度 (système d'examen des rapports). Ce processus n'était pas allé sans heurts, tant ce plan apparaissait à un grand nombre de militaires comme une perte de face pour le Japon en le faisant renoncer par exemple à des indemnités (*ibid.*, p. 215 *sqq.*).

⁴ Comme à de nombreuses reprises depuis le début de son mandat, Konoe avait déjà tenté de démissionner à la mi-décembre 1938. Itagaki s'y était opposé, arguant qu'une telle décision aurait un impact négatif sur l'« Opération Wang Jingwei » en cours (Yagami, *Konoe...*, *op. cit.*, p. 72). Cette désinvolture à l'égard de Wang Jingwei, qui risquait alors sa vie et sa réputation, est une constante chez Konoe (voir Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 219 *sq.*).

⁵ Takeyama, *Senji naikaku...*, *op. cit.*, p. 78.

caractère précaire (trois cabinets se succédèrent entre janvier 1939 et juillet 1940) tenait plus aux tensions qui accompagnèrent la définition de la politique japonaise au sein de l’Axe qu’à la situation en Chine¹. Celle-ci avait, néanmoins, directement à voir avec l’avenir des relations entre le Japon et les États-Unis, dans laquelle la Chine tenait une place importante. Ce fut le cas à la fin de l’année 1940 lorsque la signature du Traité de base et la reconnaissance du gouvernement de Nanjing provoquèrent, on l’a dit (1.1.2.2.), de nouveaux remous au sein de l’équipe gouvernementale en raison de l’opposition du ministre des Affaires Étrangères Matsuoka à cette décision qui aggrava le différend nippon-américain.

1.3.1.3. La « Nouvelle politique » et la fronde anti-Tōjō de 1943

L’adoption d’une nouvelle politique à l’égard de la Chine (décembre 1942) et la signature d’un Traité d’alliance avec Nanjing (novembre 1943) suscitèrent également des dissensions au sommet de l’État mais pour une toute autre raison. Dans un contexte d’opposition croissante à la semi-dictature du premier ministre Tōjō Hideki – opposition diverse mêlant jalousies corporatistes et scrupules libéraux –, les conditions moins sévères (en apparence) faites aux collaborateurs chinois servirent de prétexte à une tentative de déstabilisation du cabinet en place :

Un mécontentement accru se manifesterait dans le [*sic*] milieux politiques et militaires nippons au sujet de l’actuelle conduite de la politique extérieure japonaise ; les partis HAYASHI [Senjūrō 林銑十郎 (1876-1943)] (Fédération pour Développement de l’Asie [*dai Nippon kōa dōmei* 大日本興亜同盟]) et ABE [Nobuyuki] (Association de soutien au Trône [*taisei yokusankai* 大政翼賛会]) seraient acharnés contre le Général TOJO, qui, malgré l’appui du Mikado, paraît acculer [*sic*] à un remaniement ministériel à brève échéance. L’orientation de la politique à l’égard du gouvernement de NANKIN susciterait ce mécontentement. Les (1 faux) politiques japonaises trouveraient que l’évolution des événements dépasse trop rapidement le cadre des concessions qui avait été envisagées en contrepartie d’une collaboration substantielle de la part du gouvernement chinois. A ce sujet le général HAYASHI aurait récemment représenté que la politique trop libérale à l’égard de NANKIN neutraliserait en quelques mois les résultats de six années de guerre en Chine. Devant la recrudescence de cette opposition, M. WANG et son entourage s’efforceraient d’accélérer la réalisation de leur programme dans la crainte qu’un remaniement ministériel ne leur enlève à brève échéance leur chance actuelle de succès.²

Il était pour le moins ironique que Tōjō se retrouvât accusé d’être trop laxiste à l’égard du gouvernement de Nanjing ; lui qui représentait depuis le début de la guerre la frange la plus dure de l’armée. Même un intellectuel favorable à ces concessions comme Kiyosawa Kiyoshi 清沢洌 (1890-1945) notait que « d’un point de vue politique, la Chine fait ici ressortir les points faibles du Japon »³. Au demeurant, nous verrons que cette politique « libérale » n’était en rien une

¹ Voir IMTFE {48,834} *et passim*.

² Margerie (Shanghai) à l’ambassadeur de France en Chine, « Politique japonaise en Chine », télégramme n°276-277, 9 avril 1943, ADF 311.

³ Kiyosawa, *A Diary of Darkness: the Wartime Diary of Kiyosawa Kiyoshi*, trad. par E. Sowiak, T. Kamiyama, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1999. Faute d’avoir encore pu consulter la version originale du

initiative du premier ministre, ce qui montre bien que ces attaques relevaient d'une instrumentalisation de la question chinoise à des fins de politique intérieure. La dernière phrase du télégramme montre que les collaborateurs chinois étaient au fait des guerres intestines du milieu politico-militaire de Tokyo et adaptaient leurs politiques en conséquence¹.

L'intrication des champs politiques chinois et japonais du fait de la collaboration est également visible dans le débat parlementaire que suscita la mise en place du régime de Wang Jingwei.

1.3.2. Le gouvernement de Nanjing dans le débat parlementaire japonais

Le fait que la politique extérieure du Japon soit principalement définie par le gouvernement et l'armée n'empêchait pas le Parlement de jouer un rôle non négligeable dans le débat politique, et ce même durant la guerre². À cet égard, la pente autoritaire que connut le pays à partir des années 1930 et les réformes d'inspiration fasciste adoptées dans les années 1940 ne parvinrent jamais tout à fait à supprimer le système pluraliste qui avait connu son apogée dans les années 1920³. Bien que la politique chinoise du Japon bénéficiât d'un certain consensus entre les partis en 1940, la Chambre des représentants fut l'un des derniers lieux où le gouvernement fut

Ankoku nikki 暗黒日記 (9 décembre 1942 - 5 mai 1945), nous tentons de rendre dans un français compréhensible sa traduction anglaise qui l'est beaucoup moins.

¹ La fragilisation de Tōjō fut notamment exploitée par le gouvernement de Wang Jingwei pour arracher aux autorités d'occupation le contrôle qu'elles exerçaient sur le monopole de l'opium (voir partie 6.1.2.2).

² Établi par la constitution Meiji, le Parlement japonais ou Diète (*kokkai* 国会) comprenait une chambre haute – la Chambre des pairs (*kizokuin* 貴族院) – et une chambre basse – la Chambre des représentants (*shūgiin* 衆議院). On trouvera une bonne synthèse du système des partis politiques pendant la guerre dans Edward J. Drea, *The 1942 Japanese General Election: Political Mobilization in Wartime Japan*, Lawrence, Center for East Asian Studies, University of Kansas, 1979, p. 1-18.

³ Entre 1924 et 1932, le chef du parti majoritaire à la Chambre des représentants était généralement choisi comme premier ministre. Voir Mitani Taichirō, « The Establishment of party cabinets, 1898-1932 », in Duus, *The Cambridge History of Japan*, *op. cit.*, p. 55-96. Le projet de parti unique défendu au début de la guerre par Konoe souleva de vives critiques avant même de voir le jour sous le nom d'Association de soutien au Trône (*taisei yokusankai*). Le « Nouvel ordre » qu'était censé organiser cette structure politique établie le 12 octobre 1940 ne connut jamais un succès comparable à celui de ses modèles italien et allemand (Drea, *The 1942 Japanese General Election*, *op. cit.*, p. 5-12). Dans les faits, l'Association de soutien au Trône s'apparenta davantage à l'Association Concordia (*xiehehui*) au Manzhouguo et à la Xinminhui en Chine du Nord, dont elle s'inspira en partie (Johnson, *An Instance of Treason*, *op. cit.*, p. 121, 138) ; preuve que les institutions créées par le Japon pour occuper la Chine influencèrent en retour l'État central en métropole. Selon Ozaki Hotsumi, l'un de ses principaux concepteurs, l'idée d'une réorganisation de la structure politique japonaise commença à être envisagée par le Cabinet Konoe après la prise de Canton et Wuhan à l'automne 1938. L'Association de soutien au Trône fut d'abord pensée comme un moyen pour les autorités civiles de brider les militaires afin de pouvoir régler la guerre sino-japonaise en soutenant la fondation d'un gouvernement central chinois légitime sans ingérence de l'Armée. Ce projet fit long feu en raison de la démission de Konoe début 1939 et du refus des militaires de participer à l'Association (*ibid.*, p. 130). Paradoxalement, celle-ci devint, sous Tōjō, un instrument de l'Armée (F.C Jones, *Japan's New Order in East Asia: Its Rise and Fall, 1937-45*, Londres, Oxford University Press, 1954, p. 421). Réduire cette politique à un virage fasciste du Japon revient donc à négliger la grande diversité des finalités que donnèrent les acteurs japonais aux institutions qui virent le jour au Japon et en Chine pendant la guerre. Si elle ne fut jamais un parti unique, l'Association parvint à embrigader une grande partie de la société à travers un système de guildes professionnelles, notamment les artistes et écrivains dont elle toléra les « divergences marginales » pour mieux les rallier à la cause impériale (Michael Lucken, *Les Japonais et la guerre, 1937-1952*, Fayard, 2013, p. 65-73).

publiquement attaqué au sujet du gouvernement de Wang Jingwei dont la première finalité, du point de vue de la politique intérieure japonaise, était de convaincre la représentation nationale que la résolution de l' « Incident de Chine » était sur le point d'aboutir. Un diplomate anglais notait ainsi, à la veille de l'inauguration du nouveau régime :

if the new regime is about to be announced, it is not so much an indication that these difficulties have been overcome as evidence of the urgent necessity for the Japanese Government to be able to present their own people in Japan with some accomplishment that can be described as a definite step towards the termination of the China incident. The Japanese are weary of the fruitless hostilities, and their dissatisfaction is finding expression in interpellations by rebellious members of the Diet. The establishment of a new Chinese government with whom Japan can make a satisfactory peace will doubtless be given full value in internal politics.¹

Aux affaires durant la période précédant l'inauguration du gouvernement de Nanjing, le premier ministre Abe Nobuyuki prit le soin de recevoir, le 4 décembre 1939, les chefs de quatre partis politiques afin, notamment, de les consulter au sujet de la mise en place du nouveau gouvernement chinois. Outre les dirigeants des deux principaux partis – le Rikken Minseitō 立憲民政党 (Parti démocratique constitutionnel) et le Rikken Seiyūkai 立憲政友会 (Association des amis du gouvernement constitutionnel) –, étaient présents les chefs du Kokumin dōmei 国民同盟 (Alliance nationale) et du Shakai taishūtō 社会大衆党 (Parti socialiste des masses). Machida Chūji 町田忠治 (1863-1946) du Minseitō demanda que le gouvernement de Wang Jingwei soit établi au plus vite, quitte à faire des concessions. Le chef du Seiyūkai, Nakajima Chikuhei 中島知久平 (1884-1949), déclara quant à lui que c'était la gestion du gouvernement après sa fondation qui devrait être l'objet de toutes les attentions². Ces marques d'égard envers les députés n'empêchèrent pas le cabinet Abe de chuter, quelques semaines plus tard, après un vote de défiance³.

Le point d'orgue du débat parlementaire accompagnant le règlement de l' « Incident de Chine » en général et la fondation du gouvernement de Wang Jingwei en particulier fut le discours d'une heure et demie que prononça, le 2 février 1940, le député Saitō Takao 齋藤隆夫 (1870-1949). Il fut suivi, le 8 février, par de nouvelles questions au gouvernement du député Andō Masazumi 安藤正純 (1876-1955), exprimant les doutes d'un grand nombre de ses collègues sur la pertinence du régime de Wang Jingwei.

¹ J. Brenan, « Attitude to be adopted towards the projected Wang Ching-wei government », 26 mars 1940, FO 371/24660. Nous allons voir dans un instant qui étaient ces « rebellious members of the Diet ».

² HSN, p. 239.

³ Sims, *Japanese Political History...*, *op. cit.*, p. 214.

1.3.2.1. La charge de Saitō Takao (2 février 1940)

Si ce discours a déjà fait l'objet de plusieurs travaux, aucun ne l'a étudié du point de vue spécifique de la formation du nouveau gouvernement central chinois qui constituait pourtant son contexte direct, comme le montrent les longs passages du discours consacrés à cette question que nous traduisons ci-dessous¹. Devenu, avec le « Ikensho » d'Ishii Itarō, l'un des symboles de la résistance intérieure contre la politique militariste en Chine, le discours de Saitō est resté dans l'histoire sous le nom de « Discours anti-militariste » (*hangun enzetsu* 反軍演説)². Pourtant, son argumentation au sujet du gouvernement de Nanjing rejoignait paradoxalement celle des tenants de la ligne dure au sein de l'armée. Juriste formé à Yale et député du Minseitō depuis 1912, Saitō s'était déjà fait un nom grâce à un premier discours fleuve, le 7 mai 1936, dans lequel il dénonçait, peu après l'Incident du 26 février³, l'ingérence croissante de l'armée dans la vie politique et l'hypocrisie de la diplomatie japonaise⁴. Comme celui de 1936, dans lequel il s'en prenait au concept vide de « rénovation » (*kakushin* 革新), son discours de 1940 consista en une attaque en règle de slogans jugés creux tels que « Nouvel ordre » ou « paix éternelle » qui ne servaient qu'à travestir, selon lui, l'imposition de la domination japonaise par les armes⁵. Choqué par les témoignages des citoyens de sa circonscription qui avaient perdu leur fils sur le front – plus de 100 000 soldats japonais avaient été tués en Chine à cette date⁶ –, il interrogea sans ambages le nouveau premier ministre, l'amiral Yonai Mitsumasa 米内光政 (1880-1948), sur le sens qu'avait cette guerre qui, loin d'être un simple « incident », était le conflit le plus grave dans

¹ Seul le premier tiers du discours fut publié dans le *Kanpō* 官報 (journal officiel), n° hors-série, 3-4 fév. 1940, p. 40-43, <http://www.ndl.go.jp/modern/img_1/S028/S028-0011.html> (consulté le 30 avril 2016). La partie censurée ainsi que des remarques faites à la suite du discours sont reproduites in Saitō Takao, « Saitō Takao daigishi shitsumon enzetsu sokki 齋藤隆夫代議士質問演説速記 (Verbatim du discours du député Saitō Takao) », in Usui Katsumi 臼井勝美 (éd.), *Gendaishi shiryō* 現代史資料 (Matériaux sur l'histoire contemporaine), vol. 13, *Nitchu Sensō* 日中戦争 (la guerre sino-japonaise), vol. 5, Misuzu Shobō, 1966, p. 336-348. On trouvera la transcription de l'intégralité du discours sur <http://www.inaco.co.jp/isaac/shiryō/china/saito_19400202.htm> (idem).

² C'est sous ce titre qu'il est présenté sur le site de la Bibliothèque de la Diète : <<http://www.ndl.go.jp/modern/cha4/description10.html>> (idem). Il est aussi connu sous le nom de « Shina jihen shori ni kansuru shitsumon enzetsu 支那事変処理に関する質問演説 (Questions à propos de la gestion de l'Incident de Chine) ».

³ Tentative de coup d'État de grande ampleur menée par de jeunes officiers ultranationalistes à la tête de plus d'un millier d'hommes, au cours de laquelle plusieurs ministres furent assassinés. Arrêtés le 29 février, ils furent, pour dix-sept d'entre eux, jugés et exécutés. Leur maître à penser, Kita Ikki 北一輝 (1883-1937), partisan d'un national socialisme japonais, subit le même sort (Sims, *Japanese Political History...*, *op. cit.*, p. 195-197 ; Hotta, *Pan-Asianism...*, *op. cit.*, p. 62-65).

⁴ « Shukugun ni kansuru enzetsu 肅軍に関する演説 (Discours sur le rétablissement de la discipline dans l'armée) ». Voir Laurence Fouraker, « Saitō Takao and Parliamentary Politics in 1930s Japan », *Sino-Japanese Studies*, vol. 12, n°2, 2000, p. 4-11.

⁵ *Ibid.*, p. 24.

⁶ Kenneth J. Ruoff, *Imperial Japan at Its Zenith: The Wartime Celebration of the Empire's 2,600th Anniversary*, Ithaca, Cornell University Press, 2010, p. 17.

lequel s'était jamais trouvé mêlé le Japon depuis sa fondation¹. Sa critique de l'incapacité du gouvernement à trouver une issue à l'« Incident de Chine » porta en particulier sur la création du gouvernement de Nanjing qui devait aboutir le mois suivant. Démontant point par point les principes énoncés par Konoe dans ses discours de 1938, sur lesquels était fondé le projet de nouveau gouvernement central en Chine, Saitō démontra que, non seulement ce projet rendait vains les sacrifices consentis par le Japon depuis le début de la guerre mais qu'il ne pourrait que les alourdir à l'avenir.

Dans la partie de son discours qui ne serait pas censurée, Saitō reprit à son compte certains des arguments avancés par les militaires opposés aux conditions de paix offertes par Konoe en vue des négociations avec les dirigeants du futur gouvernement de Nanjing² :

Je ne comprends pas très bien où le Japon trouvera l'argent pour financer l'Incident de Chine sans obtenir des territoires et des indemnités. [...] Pas le moindre centime de ces dépenses militaires ne sera financé par la Chine. La totalité sera à la charge du peuple japonais. [...] Si le nouveau gouvernement réussit ses opérations de paix [*heiwa kōsaku* 平和工作], l'armée japonaise se retirera de la zone occupée en Chine. À l'exception de la Chine du Nord et de la Mongolie intérieure, l'ensemble des troupes japonaises sera évacué. Cela veut dire que l'armée impériale devra quitter la zone occupée pour laquelle elle s'est battue dans la souffrance avec le soutien de la nation toute entière durant deux ans et demi.³

Contrairement aux militaires, Saitō s'inquiétait moins, semble-t-il, de la « perte de face » que de tels renoncements feraient subir au Japon, que des conséquences concrètes du coût de la guerre pour la population. Cette argumentation ne visait pas tant à justifier, comme chez les militaires, la poursuite de la guerre mais plutôt à souligner l'absurdité du discours sur le « Nouvel ordre »⁴. L'attaque contre le projet de gouvernement central chinois se fit plus précise dans la partie censurée du discours. Aux yeux de Saitō, le choix de confier la réunification de la Chine à un dirigeant civil comme Wang Jingwei revenait à faire fi des enseignements les plus élémentaires de l'Histoire :

En août dernier [...], le bruit a couru qu'un nouveau gouvernement dirigé par Wang Jingwei était sur le point de voir le jour, mais les choses ont trainé en longueur jusqu'à aujourd'hui. On entend, cependant, que l'aboutissement de ce projet est pour bientôt. Ce n'est vraiment pas une bonne chose pour le Japon et la Chine. [...] De quel pouvoir peut bien disposer ce nouveau gouvernement ? Ce point demeure un mystère pour moi. Il va sans dire que, sur la scène internationale et du point de vue du droit international, un gouvernement ne peut être reconnu comme tel s'il est incapable de remplir deux conditions : disposer, à l'intérieur, d'une force suffisante pour contrôler son territoire et être en mesure, à l'extérieur, d'assurer ses responsabilités

¹ Dont le 11 février 1940 devait marquer le 2600^e anniversaire (voir *ibid.* et partie 1.3.3.3).

² Ces critiques s'étaient manifestées durant l'élaboration du texte d'Horiba sur lequel se fondaient les déclarations de Konoe à l'hiver 1938 (voir 1.1.3.1.).

³ *Kanpō* 官報, n° hors-série, 3-4 fév. 1940, p. 42. On a vu que la promesse de retirer les troupes de Chine était absente du texte de la déclaration du 22 décembre 1938. Saitō fait ici référence au discours de Konoe prononcé dans l'enceinte de l'assemblée et non pas à sa version écrite officielle dont cette partie aurait été biffée sous pression de l'armée. Fouraker, « Saitō Takao... », art. cit., p. 16, n. 22.

⁴ Hata, alors ministre de la guerre, note dans son journal que « le discours de Saitō Takao n'est pas dirigé contre l'armée mais contre la guerre sainte » (*HSN*, 2 fév. 1940, p. 245). Aussi audacieux soit-il, Saitō savait pertinemment qu'il ne pouvait pas, dans le climat politique de l'époque, s'en prendre frontalement à l'armée. Il dirigea donc plutôt son attaque contre le gouvernement, quand bien même la politique de celui-ci reflétait dans une large mesure les volontés de l'armée.

internationales. De quelle force s'agit-il ? De la force militaire. [...] Quels que soit son corpus législatif, sa structure politique et l'habileté de sa propagande, un gouvernement ne disposant pas d'une force militaire est dépourvu d'autorité. C'est particulièrement vrai lorsqu'on regarde l'histoire de la formation des dynasties en Chine. Celui qui renverse l'ancienne dynastie pour en créer une nouvelle, celui qui met à bas un régime pour établir un nouveau régime est toujours un militaire. [...] Pour admirable que soit l'énergie investie tout au long de sa vie par Sun Yat-sen dans la révolution, pourquoi a-t-il été incapable de mener à bien cette entreprise ? Parce qu'il n'était pas un militaire [...]. À l'inverse, pourquoi son successeur Jiang Jieshi a-t-il réussi, même temporairement, à unifier la Chine ? Parce qu'il est un militaire [...]. Si l'on regarde la situation en Chine dernièrement, ne serait-ce que dans la zone occupée par notre armée et que devrait contrôler le nouveau régime, on voit que celle-ci est infestée de bandits et de soldats démobilisés. Il est donc impossible d'y maintenir parfaitement l'ordre. Si, en outre, on ne détruit pas le gouvernement de Chongqing avec lequel le nouveau gouvernement est totalement incompatible, alors ce dernier ne pourra être établi sur des bases solides. [...] Ce nouveau gouvernement possèdera-t-il oui ou non cette force militaire ?¹

Il critiqua ensuite le fardeau que représenterait une telle entreprise pour le Japon. Cet effort n'était d'ailleurs pas assuré, selon lui, d'être récompensé en retour :

Mettons que ce nouveau gouvernement voit le jour : quoi qu'il en coûte, le Japon sera bien obligé de le reconnaître. Or, cette reconnaissance devra s'accompagner d'un soutien le plus grand possible à son développement. [...] Il faudra aider ce nouveau gouvernement politiquement, militairement, économiquement et consentir à d'autres sacrifices encore. Autre question cruciale : si à l'avenir il parvient à s'imposer véritablement comme un gouvernement entièrement indépendant, maintiendra-t-il des relations absolument pacifiques avec le Japon ?²

Partant de l'hypothèse que le gouvernement allait voir le jour, il s'interrogea sur sa finalité, notamment en ce qui concernerait ses relations avec Chongqing :

Une fois que le nouveau gouvernement aura été établi, quelles seront ses relations avec le gouvernement de Chongqing ? [Selon les déclarations de l'ancien premier ministre Abe dans la presse], le nouveau gouvernement devrait influencer le gouvernement de Chongqing. Si l'objectif du nouveau gouvernement est atteint, le gouvernement de Chongqing se joindra à l'entreprise de paix et de reconstruction nationale. [...] Il apparaît [pourtant] improbable que le nouveau gouvernement et celui de Chongqing coopèrent dans le futur.³

Cette finalité était d'autant plus problématique, poursuivait-il, qu'elle contredisait les plans de l'armée en Chine dont il cita un extrait :

“Il est certain que Jiang Jieshi ne baissera pas les armes malgré la mise en place du nouveau gouvernement. Tant que le gouvernement de Chongqing n'aura pas capitulé, l'armée japonaise poursuivra jusqu'au bout sa marche pour conquérir Chongqing [...]” Voici, sans l'ombre d'un doute, la politique de l'armée. [...] Il semble [donc] que le gouvernement et l'armée aient un avis différent sur la politique fondamentale pour gérer l'Incident de Chine [*Shinajihen shori no konpon hōshin* 支那事変処理の根本方針]⁴.

Bref, le Japon s'apprêtait, en plus du fardeau que représentait la guerre contre Chongqing, à en ajouter un second en portant à bout de bras un régime qui ne pourrait être que défaillant dans un pays « grand comme plus de quinze fois le Japon, avec une population d'un demi milliard de

¹ Saitō, « Saitō Takao daigishi... », art. cit., p. 339.

² *Ibid.*, p. 339-340.

³ *Ibid.*, p. 340.

⁴ *Ibid.*, p. 340-341.

personnes »¹. Quelle que soit l'issue de la guerre, le « Nouvel ordre » appelé de ses vœux par Konoe n'avait aucune chance de se réaliser :

La question ne se pose même pas si le Japon ne parvient pas à battre Jiang Jieshi. À supposer qu'il y parvienne, que se passera-t-il ensuite ? Le nouveau gouvernement aura-t-il la force d'unifier la Chine ? [...] Le pays sera fragmenté en divers gouvernements locaux entre qui apparaîtront des frictions. La construction du Nouvel ordre ne sera alors qu'une chimère².

À travers sa critique des contradictions du projet de Konoe, Saitō s'en prenait de manière implicite à la politique d'occupation de l'armée japonaise en Chine, en l'occurrence l'idéologie du *bunji gassaku* 分治合作 (administration divisée et coopération)³.

Les réactions des députés durant le discours de Saitō furent contrastées comme en témoigne, dans son verbatim, les indications d'applaudissements et de huées. La réponse du premier ministre Yonai fut brève et très vague. Elle porta spécifiquement sur la question du gouvernement de Wang Jingwei dont il assura, au moyen d'une tautologie, qu'il disposerait de l'autorité suffisante⁴. La déflagration produite par les propos de Saitō ne se fit pas sentir immédiatement, même si on trouve des traces de réactions outrées⁵. Il lui fut notamment reproché de « prêter assistance à Jiang Jieshi »⁶. Afin de ne pas porter tort à son parti, Saitō proposa au président de l'assemblée, Koyama Shōju 小山松寿 (1876-1959), de censurer une partie du discours⁷. L'ordre envoyé à la presse ayant été trop lent, celui-ci fut reproduit en intégralité dans plusieurs journaux de province et des comptes rendus parurent dans la presse internationale, notamment américaine et chinoise⁸. Au cours du mois de février, le débat à l'Assemblée porta sur

¹ *Ibid.*, p. 341.

² *Ibid.*, p. 341-342.

³ Au delà de sa finalité première consistant à diviser pour régner sous couvert de fédéralisme (ou plutôt de confédéralisme, comme nous le verrons), cette notion renvoyait à l'idée que la Chine n'était pas un État ; une conception répandue dans le Japon de l'époque, notamment chez certains des officiers chargés de planifier l'occupation du pays (voir la partie 2.2.1.1).

⁴ « Since the new central government under Mr. Wang has the same idea about the establishment of a New Order in East Asia as the Imperial Government, we expect that it will have real power and the ability to adjust relations among nations, and we will actively assist its formation and development. [Applause] » (cité in Fouraker, « Saitō Takao... », art. cit., p. 20). Il ajouta : « Je pense qu'il est impossible d'empêcher une opposition entre le régime de Chongqing et le nouveau gouvernement, mais j'espère que le régime de Chongqing sera dissous [*kaitai* 解体] au plus vite et participera au nouveau gouvernement » (*AS*, 3 fév. 1940, p. 2).

⁵ « What the hell is this speech by MP Saitō? He has blasphemed the 'holy war' [*seisen o bōtoku*]! This is the ultimate in casting an evil shadow on the struggling Nanking government just as we had got it set up! » se serait écrié un membre de la Commission du ministère de la Guerre (*Rikugunshō no seifu iinshitsu* 陸軍省の政府委員室). Cité in Earl H. Kinmonth, « The Mouse That Roared: Saitō Takao, Conservative Critic of Japan's "Holy War" in China », *Journal of Japanese Studies*, vol. 25, n° 2, été 1999, p. 340-341.

⁶ James B. Crowley, « A New Asian Order: Some Notes on Prewar Japanese Nationalism », in S. Large (dir.), *Shōwa Japan: Political, Economic and Social History, 1926-1989*, vol. 1 1926-1941, Londres : Routledge, 1998, p. 195.

⁷ Kinmonth, « The Mouse That Roared », art. cit., p. 341. Incidemment, Koyama représenta les députés japonais le mois suivant lors de la cérémonie de « retour à la capitale » du gouvernement de Wang Jingwei (*KSDJ*).

⁸ Kinmonth, « The Mouse That Roared », art. cit., p. 341. On peut ainsi lire, dans une revue de presse interne du gouvernement, un compte rendu de l'article consacré au discours de Saitō paru le 3 février 1940 dans le *New York Herald Tribune*. Tout en saluant le courage du député, son auteur prévoyait que son discours aurait une

le sort qui devait être réservé au député¹. Finalement, un vote fut organisé le 7 mars 1940 : à la question de savoir si Saitō devait être démis de sa charge de député, seuls sept membres votèrent « non »². Le choc produit par la charge de Saitō et la large coalition qui se forma contre lui à la Chambre favorisèrent l'avènement d'un « nouveau grand parti » qui aboutit, quelques mois plus tard, avec l'Association de soutien au Trône³.

Dans la population, le discours de Saitō suscita sinon un fort soutien, du moins un grand intérêt, dont témoignent le courrier qu'il reçut ainsi que le succès rencontré par le *Kanpō* (Journal officiel) dont le numéro contenant la portion non censurée du discours s'arracha⁴. Saitō fut réélu triomphalement lors des élections de 1942⁵. Si cette réhabilitation dans les urnes montre que le Japon des années 1940 ne fut pas le régime totalitaire décrit par certains, elle ne s'accompagna pas d'une relance du débat, pour autant que le terme « débat » soit approprié, tant on a vu à travers les réponses apportées aux questions de Saitō, qu'il s'agissait en réalité d'un dialogue de sourds. La remise en cause frontale de la politique chinoise du Japon exprimée par Saitō ne trouva pas de relais à la Chambre. Pour autant, ses membres continuèrent, dans les semaines qui suivirent, à mettre en doute la décision de soutenir un nouveau gouvernement de collaboration. Ce fut notamment le cas du député Andō Masazumi.

1.3.2.2. Les doutes d'Andō Masazumi (8 février 1940)

Ancien journaliste au *Asahi shinbun*, élu à la Chambre des représentants depuis 1920, Andō était, à cette époque, l'un des ténors de la faction Kuhara, au sein du Seiyūkai⁶. Très

influence minimale (« Saitō enzetsu wa kanjō no bakhatsu 齊藤演説は感情の爆発 (Le discours de Saitō est un cri du cœur) », JACAR A03024566600, *Kakujū jōhō shiryō/jōhō* 各種情報資料・情報 (Matériaux divers sur l'actualité/Nouvelles), fév. 1940).

¹ Un groupe de soutien en faveur de Saitō se forma (*HSN*, 11 fév. 1940, p. 245). Il comptait dans ses rangs la direction du Minseitō menée par Machida Chūji, le groupe de Hatoyama Ichirō 鳩山一郎 (1883-1959) au sein du Seiyūka et les membres les moins nationalistes du Shakai taishūtō (Sims, *Japanese Political History...*, op. cit., p. 215).

² Kinmonth, « The Mouse That Roared », art. cit., p. 342 sq. Les quelques députés Seiyūkai qui votèrent « non » furent expulsés du parti, comme le furent les dix membres du Shakai taishūtō qui ne siégèrent pas en signe de protestation. Lorsque ces derniers tentèrent de fonder un nouveau parti ouvrier, ils en furent empêchés par le ministère de l'Intérieur au prétexte, notamment, qu'ils avaient agi contre la solidarité nationale (Sims, *Japanese Political History...*, op. cit., p. 215).

³ Au lendemain de l'expulsion de Saitō cette coalition s'organisa en une ligue de soutien à la guerre sainte (*ibid.*).

⁴ Kinmonth, « The Mouse That Roared », art. cit., p. 343-344. À propos de ce courrier, voir la partie suivante.

⁵ Et ce malgré les groupes d'extrême-droite qui perturbèrent ses meetings et la police qui saisit ses tracts (Drea, *The 1942 Japanese General Election*, op. cit., p. 130).

⁶ *KSDJ*. Le Seiyūkai était alors divisé entre les partisans de son nouveau président, Nakajima Chikuhei, et ceux de Kuhara Fusanosuke 久原房之助 (1869-1965). Les premiers souhaitaient faire de leur parti le noyau d'une nouvelle organisation pro-gouvernementale, tandis que les seconds y étaient opposés. À la suite du scandale provoqué par le discours de Saitō, Kuhara fut pourtant l'un des meneurs de la coalition qui se forma en faveur de l'expulsion de ce dernier, puis de la mise en place du parti unique voulu par Konoe. À l'inverse, Andō compta

impliqué dans le débat sur la politique chinoise du Japon, il avait déjà interrogé le cabinet Hiranuma en janvier 1939, au lendemain de la défection de Wang Jingwei, au sujet de la réhabilitation en cours des Trois principes du peuple, doctrine fondamentale du GMD¹. Le 26 novembre 1939, il avait été envoyé par son parti pour un voyage d'observation d'un mois en Chine centrale et du Nord, au cours duquel il s'était notamment entretenu avec Wang Jingwei, Wang Kemin et Liang Hongzhi². Fort de cette connaissance de première main de la situation en zone occupée, Andō interrogea les membres du gouvernement à ce sujet lors d'une réunion sur le budget à la Chambre des représentants, le 8 février 1940³. Il commença par demander au premier ministre Yonai quelles étaient les chances de succès de la politique visant à soutenir le gouvernement de Nanjing et à détruire celui de Chongqing. Yonai remit à plus tard sa réponse, en s'excusant⁴. Andō attaqua ensuite sur la question du soutien concret – militaire et financier – qui serait apporté au régime de Wang Jingwei, avant qu'il ne soit en mesure d'administrer la Chine en toute souveraineté. Ce point n'était pas anodin, alors que la Chambre des représentants était sur le point de voter une révision majeure du système des impôts dans l'archipel, devant se traduire par une augmentation sensible de l'ensemble des taxes⁵. Yonai n'apporta, une nouvelle fois, aucune réponse dans l'immédiat. Le ministre de la guerre Hata expliqua que les troupes stationnées en Chine soutiendraient, autant que possible le nouveau gouvernement. Faisant alors référence à l'allocution de Wang Jingwei, le 24 janvier 1940, dans laquelle il avait déclaré que son régime serait le continuateur légal (*fatong* 法統) du Gouvernement nationaliste⁶, Andō demanda des éclaircissements : le Japon comptait-il accepter cette revendication, alors même que la population japonaise ne pouvait accepter que soit reconnu, sans condition, un nouveau gouvernement central qui serait le prolongement à l'identique de l'ancien régime GMD ? Yonai le rassura en affirmant que la doctrine du GMD adoptée par Nanjing ne serait pas un obstacle à la construction du « nouvel ordre en Asie orientale », à condition qu'elle soit débarrassée de toute trace de

parmi les opposants, avec Hatoyama Ichirō, de l'Association de soutien au Trône (Sims, *Japanese Political History...*, *op. cit.*, p.211 ; *KSDJ*).

¹ Voir la partie 3.1.3.1.

² « Andō Masazumi shi Shina shisatsu 安藤正純氏支那視察 (Voyage d'observation d'Andō Masazumi en Chine) », *AS*, 26 nov. 1939, p. 2 ; « Andō Masazumi shi kikyō 安藤正純氏帰京 (Andō Masazumi de retour à Tokyo) », *AS*, 23 déc. 1939, p. 2.

³ Question et réponses reproduites in « Shin seifu no shidō genri jūdai gigi ari ; Andō Masazumi, surudoï tsuikyū 新政府の指導原理重大疑義あり 安藤正純、鋭い追究 (D'importants doutes sur les principes directeurs du nouveau gouvernement ; les questions incisives d'Andō Masazumi) », *AS*, 9 fév. 1940 (soir), p. 1.

⁴ Le gouvernement réservait ses réponses pour la « réunion à huis clos » (*himitsukai* 秘密会) prévue le 10 février (« Junsei sanmin shugi kenji ; shin seifu no dōkō kanshi 純正三民主義堅持 新政府の動向監視 (Maintien des Trois principes du peuple ; vigilance sur l'attitude future du nouveau gouvernement) », *AS*, 9 fév. 1940 (soir), p. 1).

⁵ « Kakki teki zeikaku daizō zei an 画期的税革・大增税案 (Plan historique de réforme fiscale et d'augmentation des impôts) », *AS*, 9 fév. 1940 (soir), p. 1 ; Sims, *Japanese Political History...*, *op. cit.*, p. 215.

⁶ Sur cette notion centrale du « retour à la capitale », impliquant que le nouveau régime serait juridiquement identique au Gouvernement nationaliste, voir la partie 3.1.2.2.

communisme et de résistance au Japon. Ces arguments ne suffirent pas à convaincre tout à fait Andō qu'inquiétait, on l'a dit, la réhabilitation des Trois principes du peuple.

Dans les semaines qui suivirent, les questions au gouvernement et les réunions à huis clos portèrent notamment sur les éclaircissements exigés par Andō¹. Le député Minseitō Nakajima Yadanji 中島弥団次 (1886-1962) réitéra les questions d'Andō, en demandant au directeur général du Kōa.in, le lieutenant général Yanagawa Heisuke 柳川平助 (1879-1945), quel était le plan du gouvernement pour mettre un terme au conflit². En réponse à ces interrogations, la politique de collaboration avec Nanjing fut explicitée deux semaines plus tard.

Ces séances de questions au gouvernement, dans les semaines qui précédèrent l'inauguration du régime de Wang Jingwei, laissèrent transparaître un scepticisme profond chez les députés de tous bords quant à la capacité du Japon à se sortir du borbier chinois à travers son soutien à Nanjing. Néanmoins, elles s'inscrivaient dans le cadre d'un débat parlementaire mesuré ne remettant pas en cause frontalement la politique gouvernementale, contrairement à la charge de Saitō Takao. La sphère politique japonaise connue par la suite d'autres critiques contre la ligne gouvernementale vis-à-vis des gouvernements de collaboration chinois. Elles furent portées non pas par des libéraux comme Saitō mais par des groupes d'extrême-droite. Ceux-ci, nous allons le voir, instrumentalisèrent la politique de collaboration pour faire un procès en faiblesse du gouvernement. La dissolution des partis politiques à la suite de la création de l'Association de soutien au Trône n'entraîna pas leur disparition. Ils se transformèrent en associations culturelles et maintinrent leur influence dans le débat public. Au-delà de la sphère étatique, ce débat impliqua la société japonaise dans son ensemble³.

1.3.3. L'implication de la société de l' « intérieur »

Louise Young note au sujet de la relation dialectique existant entre modernité et empire : « The political revolution of the nation-state represented a key element in this relationship, transforming the meaning of imperialism in the nineteenth century. The rise of nations and nationalism meant that imperialism was increasingly an enterprise of both nation and state »⁴. Si

¹ « Shin seifu shori jikō no shitsumon 新政府処理事項の質問 (Questions sur la gestion du nouveau gouvernement) », *AS*, 16 fév. 1940, p. 2.

² « Jihen shūryō jiki no nintei ; Yanagawa chōkan kijun o hyōmei 事変終了時期の認定 柳川長官基準を表明 (Assurances apportées sur une date pour la fin de l'Incident ; le directeur général Yanagawa indique des critères clairs) », *AS*, 18 fév. 1940 (soir), p. 1.

³ On trouvera une excellente étude en français du contexte culturel et social japonais durant la guerre et ses suites, dans Lucken, *Les Japonais et la guerre*, *op. cit.*

⁴ Louise Young, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley, University of California Press, 1998, p. 12.

on laisse de côté les implications larges de ce constat¹, on peut y voir le rappel que la construction de l'Empire japonais fut, à côté de sa dimension étatique, une entreprise populaire². Non pas seulement au sens où des colons japonais se firent les agents de cet impérialisme, mais aussi parce que celui-ci se développa en une véritable « culture » dans laquelle baigna la société de l'« intérieur » (*naichi* 内地 ; nom donné à la métropole). Naturellement, l'analyse de Young concerne le cas particulier de la Mandchourie qui, bien avant la mise en place du Manzhouguo dans les années 1930, constituait déjà un horizon pour la nation japonaise et occupa, pour cette raison, une place centrale dans les consciences³. Le cas de la Chine propre n'est sans doute pas comparable. Le rôle que joua l'opinion publique japonaise dans la construction de l'État d'occupation en Chine ne saurait pourtant être négligé⁴. La façon dont l'État japonais chercha à résoudre l'« Incident de Chine » résultait en partie de la pression populaire – dont on pourra se demander dans quelle mesure elle était construite pour justifier telle ou telle politique. De la même manière, les publications de l'époque au sujet du gouvernement de Wang Jingwei témoignent par leur nombre à la fois d'une forte demande sociale mais aussi du besoin qu'avaient les dirigeants japonais de convaincre la population du bien fondé de cette entreprise. Dans un cas comme dans l'autre, l'opinion publique japonaise fut impliquée dans la mise en place de l'État d'occupation, ne serait-ce que comme discours prêté à ladite opinion pour légitimer ou critiquer cette politique. Cette implication est visible à plusieurs étapes cruciales de ce processus : le rejet de Jiang Jieshi et donc le choix de traiter avec un gouvernement alternatif ; l'avènement de Wang

¹ Pour faire simple : l'expansion impériale était le produit du développement de l'État-nation en même temps qu'elle influait sur ce développement en modifiant les relations entre l'État et la société en métropole (voir *ibid.*)

² Cette prise en compte du rôle de la population japonaise marque une rupture avec l'historiographie d'après-guerre : « Whether narrated by Japanese or non-Japanese, from the political left or right, the agents of Japan's wartime history were Japan's political, military, and economic elites, the impersonal structures and forces of socioeconomics, and/or "the Japanese" conceived as a single ethnocultural whole. Up to the present day, these conceptual and political frameworks have inhibited a deeper, more nuanced understanding and assessment of the subjective war experience and role of the mass of the Japanese people themselves » (Ethan Mark, « Translator's Introduction: The People in the War », in Yoshimi Yoshiaki, *Grassroots Fascism: the War Experience of the Japanese People*, New York, Columbia University Press, 2015, p. 5).

³ *A fortiori* au moment de l'Incident de Mukden, en septembre 1931, et la crise diplomatique qui s'ensuivit. Sur le sujet, voir Sandra Wilson, *The Manchurian Crisis and Japanese Society, 1931–33*, Londres, Routledge, 2002.

⁴ Chercher à objectiver l'opinion publique revient à « tenter de saisir l'insaisissable » ; sans pour autant qu'il faille y renoncer (Pierre Laborie, « De l'opinion publique à l'imaginaire social », *Vingtième siècle*, n°18, avril-juin 1988, p. 101-117). Le principal écueil est celui des sources venant étayer cette analyse : à moins de disposer d'enquêtes d'opinion – elles-mêmes sujettes à caution – ou encore de pouvoir interroger directement des témoins, on doit se contenter principalement de la presse et des publications de l'époque, dont le discours ne doit pas être confondu avec l'opinion publique. Il est, à tout le moins, possible de se faire une idée relativement précise de l'image que pouvait avoir un Japonais de l'époque de la mise en place de l'État d'occupation en lisant la presse. C'est là l'objectif, plus modeste, que se donne cette partie. Si elle se voulut le reflet de l'opinion japonaise, la presse – tout comme les dirigeants politiques – se servit le plus souvent de celle-ci comme d'un alibi en parlant à sa place, sans qu'il soit possible, d'ailleurs, d'affirmer que la première faisait mentir la seconde. Il faut du reste se garder de confondre l'intérêt que suscita la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei dans la presse avec celui que manifesta son lectorat. À cet égard, rappelons qu'à partir de 1937, les médias de l'archipel furent contrôlés et organisés de manière croissante par l'administration (voir Gregory J. Kasza, *The State and the Mass Media in Japan, 1918-1945*, Berkeley, University of California Press, 1988, not. partie 2).

Jingwei comme héraut d'une Chine pro-japonaise ; et l'établissement d'un gouvernement « central » à Nanjing comme signal (illusoire) d'une sortie de crise.

1.3.3.1. Jiang Jieshi : l'ennemi public n°1

L'intransigeance initiale d'une grande partie des dirigeants japonais à l'égard de la Chine en général et de Jiang Jieshi en particulier, dont on a vu les conséquences pour l'État d'occupation, fut souvent justifiée au nom des attentes du peuple japonais. Au moment de la Médiation Trautmann à l'hiver 1937-38, le ministre des affaires étrangères Hirota justifia le durcissement des conditions exigées par le fait que, au vu de l'évolution de la situation militaire (i.e. la prise de Nanjing), l'« opinion publique » japonaise ne pouvait se contenter des termes initiaux¹. Dans son « Ikensho » (juin 1938), Ishii Itarō se plaint du fait que les louanges des « voix superficielles de l'opinion publique », qu'avait suscitées le discours *aite to sezu* (16 janvier 1938), empêchaient de critiquer ce dernier². La faute en revenait selon lui aux journalistes japonais qui avaient rendu impossible toute solution pacifique du différend sino-japonais en donnant une fausse image de Jiang Jieshi³. On a vu que la volonté de la nouvelle équipe gouvernementale de rétablir le contact avec Chongqing n'empêcha pas, malgré les exhortations d'Ishii, le maintien de la clause exigeant la démission de Jiang. Là encore, la volonté populaire fut invoquée pour justifier l'intransigeance du Japon sur ce point⁴. Si la part d'instrumentalisation de ce « peuple japonais » évoqué à tout bout de champ doit être prise en compte, il est certain que Jiang Jieshi ne bénéficiait pas d'une bonne image au Japon, bien avant d'être rendu responsable de l'« Incident de Chine ».

Jiang Jieshi s'était imposé dans l'imaginaire social japonais comme la personnification de la Chine vers le milieu des années 1930, en même temps qu'il avait consolidé son autorité à la tête du régime nationaliste⁵. Les publications japonaises au sujet de Jiang explosèrent à partir de 1935,

¹ Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 72. Boyle ajoute en note : « The “public opinion” rationale was not entirely a contrived one. Baron Harada's journal entry for November 19, 1937, records an example of the “expectations” of the people – in this case a prominent businessman, who warned Harada that in view of the great sacrifices Japan had made in the war, “there will be terrible unrest if we do not go all out in securing compensation [from China]”. [...] General Kawabe also noted the “public's hard line attitude”. Indeed, in his opinion “the people were the most hard-line [*ichiban tsuyoki*] of all. The Government was next, and the Army General Staff took the weakest position in the nation” » (*ibid.*)

² Cité *ibid.*, p. 149.

³ Brooks, *Japan's Imperial Diplomacy*, *op. cit.*, p. 192. Au sujet du traitement du discours du 16 janvier dans la presse, il écrit dans son journal : « Miserables médias ! » (cité *ibid.*)

⁴ Ugaki écrivit ainsi à Kong Xiangxi : « The Japanese people view Chiang Kai-shek as an enemy, and they have said that they will not deal with him. They bear no ill will for the Chinese people, but since it is Chiang who has been in command of the country while the present situation developed, the majority of Japanese hate him » (cité dans Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 158).

⁵ Dans un chapitre intitulé « Shina no Shō Kaiseki ka Shō Kaiseki no Shina ka 支那の蒋介石か蒋介石の支那か » (Est-ce Jiang Jieshi qui est chinois ou la Chine qui est jiangjieshienne ?), on pouvait ainsi lire : « Lorsqu'on

à la suite de la parution de son article, signé par son secrétaire Xu Daolin 徐道隣 (1907-1973), « Di hu ? You hu ? Zhong-Ri guanxi zhi jiantao 敵乎？友乎？中日關係之檢討 (Ennemi ou ami ? Examen des relations sino-japonaises) » (20 décembre 1934) qui suscita un grand débat dans les médias de l’archipel¹. Favorable dans un premier temps au discours de Jiang Jieshi, l’opinion publique japonaise ne tarda pas à se retourner contre lui, à mesure que son attitude à l’égard du Japon se durcissait, dans le climat antijaponais croissant que connaissait alors la Chine². Il était décrit au Japon comme un dictateur dont l’hostilité vis-à-vis du Japon s’expliquait par son rapprochement avec Moscou ; et ce avant même l’Incident de Xi’an (décembre 1936)³. L’échec des négociations au début de la guerre fut attribué à l’obstination de Jiang⁴. Au moment de la prise de Nanjing, sa démission apparut ainsi comme le seul moyen de trouver une issue à la guerre⁵. Dès lors, les appels à la démission se multiplièrent dans la presse sans qu’il soit possible de distinguer ce qui relevait d’un mouvement d’opinion et ce qui n’était que pure propagande visant à justifier la politique gouvernementale. L’un des principaux organes de cette propagande d’État était la revue *Shashin shūhō* 写真週報 (Nouvelles hebdomadaires en photographies)⁶. À la veille de la prise de Wuhan, capitale provisoire du régime nationaliste, un numéro de la revue titra « Shō Kaiseki yo saraba ! 蔣介石よさらば ! (Adieu Jiang Jieshi !) » avec, en couverture, la photographie d’un mannequin à l’effigie du Généralissime ceint d’une écharpe sur laquelle on

évoque la Chine, on pense à Jiang Jieshi » (Gotō Sōyō 後藤蒼洋, *Gisō no shinnichi o abaku* 偽装の親日を曝く (Les faux pro-Japon dévoilés), Shina jijō kenkyūkai, 1935, p. 4).

¹ Iechika Ryōko, *Shō Kaiseki no gaikō senryaku to Nitchū sensō* 蔣介石の外交戦略と日中戦争 (La stratégie diplomatique de Jiang Jieshi et la guerre sino-japonaise), Iwanami, 2012, p. 9 et 69-73. Tout en critiquant l’inefficacité de la politique « résister d’un côté, négocier de l’autre » menée par Wang Jingwei, Jiang y attaquait l’idée selon laquelle la Chine devrait combattre le Japon. Rappelant le lien qui unissait Sun Yat-sen et le GMD au Japon, il défendait la recherche d’une paix véritable et durable. Voir Liu Weikai 劉維開, « “Di hu ? You hu ? Zhong-Ri guanxi zhi jiantao” xintan “敵乎？友乎？中日關係之檢討” 新探 (Nouveau regard sur “Ennemi ou ami ? Examen des relations sino-japonaises)” », *Kangri zhanzheng yanjiu*, 2012, n°1, p. 142-151.

² Iechika, *op. cit.*, p. 9.

³ Voir par exemple Yoshioka Bunroku 吉岡文六, *Shō Kaiseki to gendai Shina* 蔣介石と現代支那 (Jiang Jieshi et la Chine contemporaine), Tōhakudō, 1936.

⁴ L’une des raisons avancées, dans un essai cherchant à comprendre pourquoi la guerre s’était prolongée, était l’obstination (*ganmei* 頑冥) de Jiang qui « faisait preuve d’un entêtement d’une force rare pour un Chinois » (Matsumoto Sōkichi 松本鎗吉, *Shina mondai no kaibō* 支那問題の解剖 (Autopsie de la question chinoise), Kōashoin, 1942, p. 41). La trahison n’était pas du côté des collaborateurs mais des résistants dont le chef était qualifié de « *dahanjian* 大漢奸 » (Tsuda Motonori 津田元徳, *Shina jihen hishi* 支那事變秘史 (Histoire secrète de l’Incident de Chine), Dalian, Ōsaka yagō shoten, 1941, p. 112).

⁵ Énumérant les différentes options possibles alors que la chute imminente de Nanjing était vue comme un tournant de la guerre, un article conclut qu’ « il n’existe pas d’autres solutions que la démission personnelle de Jiang Jieshi dont le commandement consiste à prolonger la guerre de résistance » (« Shō no geya zetsu taitō 蔣の下野説擡頭 (La théorie d’une démission de Jiang se développe) », *AS*, 8 déc. 1937, p. 2).

⁶ 375 numéros parurent entre février 1938 et juillet 1945 de ce magazine publié par le Service d’information du Cabinet (*Naikaku jōhō bu* 内閣情報部). Voir « A Window into the Early Showa Period: Shashin Shuhō – Weekly Photographical Journal » <<http://www.jacar.go.jp/english/shuhou-english/home.html>> (consulté le 7 mai 2016). Pour une analyse détaillée de son iconographie, voir David C. Earhart, *Certain Victory: Images of World War II in the Japanese Media*, Armonk, M.E. Sharpe, 2008. La majorité de ses numéros est consultable en ligne : JACAR A06031059500.

pouvait lire : « Jiang Jieshi : une calamité pour son pays et son peuple [*huoguo yangmin de Jiang Jieshi* 禍國殃民的蔣介石] ». Cette photographie avait été prise, apprenait-on dans le reportage, lors d'une manifestation en Chine du Nord du « Mouvement pour pousser Jiang à la démission » (*Cu Jiang xiaye yundong dahui* 促蔣下野運動大會)¹. L'hostilité de la population japonaise à l'égard de Jiang Jieshi était par ailleurs visible dans le succès que rencontraient des troupes itinérantes tournant en dérision le chef du gouvernement chinois et son armée².

Adversaire politique de longue date de Jiang, connu pour être favorable à une entente avec le Japon, Wang Jingwei apparaissait *a contrario* comme le visage d'une Chine compatible avec le « Nouvel ordre » nippon.

1.3.3.2. Wang Jingwei : le visage de la « nouvelle Chine »

Cet intérêt croissant de l'opinion japonaise pour Wang Jingwei redoubla après la défection de ce dernier, le 18 décembre 1938³. Les Japonais furent dès lors quotidiennement informés du sort de Wang par la presse. Les premières rumeurs concernant sa défection apparurent le 24 décembre, avant d'être rapidement confirmées⁴. Le sujet, qui ne faisait l'objet que d'entre-filets, ne tarda pas à occuper les grands titres avec la publication de la traduction intégrale du télégramme envoyé par Wang Jingwei le 29 décembre pour expliquer son choix⁵. La tentative d'assassinat par les services secrets de Chongqing, dont Wang fut victime le 20 mars 1939 et dans laquelle son fidèle secrétaire *Zeng Zhongming 曾仲鳴 perdit la vie, transforma la chronique du Mouvement

¹ JACAR A06031063000, *Shashin shūhō*, n°35, 12 oct. 1938. Selon Iechika Ryōkō, qui cite également ce numéro, la manifestation en question aurait eu lieu à Jinan dans le Shandong, le 13 septembre 1938 (*Shō Kaiseki no gaikō...*, *op. cit.*, p. 211). Elle avait très certainement été organisée par les autorités d'occupation. Pour les Japonais, Jinan n'était pas une ville comme les autres : c'est là que s'était déroulé, en mai 1928, l'« Incident de Jinan » (*Sainan jiken* 濟南事件) qui brisa l'élan de sympathie qu'avait suscitée l'Expédition du Nord au Japon. La mort de douze Japonais aux mains de soldats nationalistes fut suivie du massacre de plusieurs milliers de civils chinois.

² Barak Kushner, *The Thought War: Japanese Imperial Propaganda*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2006, p. 103.

³ La riche actualité internationale, notamment en Chine, faisait alors les affaires de la presse japonaise, dont le taux de pénétration dans la population était considérable : « À partir des années 1920, plus de 80 % des foyers ouvriers et ruraux étaient abonnés au moins à un quotidien » (Lucken, *Les Japonais et la guerre*, *op. cit.*, p. 40). Par exemple, le tirage du *Asahi*, en croissance constante depuis l'« Incident de Mandchourie », connut une soudaine augmentation en 1939-1940, passant de 2,5 à 3 millions de copies en quelques mois (Yamamoto Taketoshi 山本武利, *Asahi shinbun no chūgoku shinryaku* 朝日新聞の中国侵略 (L'invasion de la Chine du journal *Asahi*), Bungeishunjū, 2011, p. 46). Cette explosion de la demande, qui se poursuivit jusqu'en 1942, n'est évidemment pas à mettre sur le seul compte de l'intérêt suscité par Wang Jingwei. De même, l'équipement en postes de radio explosa, passant de 18,1% en 1935 à 39,9% en 1940, tandis que la fréquentation des salles de cinéma, où étaient projetées des bandes d'actualité sur la guerre (voir Bibliographie 1.7), bondit de 290 millions de places payantes en 1937 à 440 millions en 1940 (Lucken, *Les Japonais et la guerre*, *op. cit.*, p. 40-41).

⁴ « Ō no dasshutsu keiro 汪の脱出経路 (Itinéraire de l'évasion de Wang) », *AS*, 24 déc. 1938, p. 2.

⁵ « Shō Kaiseki tō ippa ni taishi Ō Chōmei jūdai seimei happyō : hayaka ni kōsen o yameyo 蔣介石等一派に対し汪兆銘重大声明発表—速かに抗戦を止めよ (Publication du grand discours de Wang Jingwei à la clique de Jiang Jieshi : Il faut mettre fin rapidement à la guerre de résistance) », *AS*, 31 déc. 1938, p. 2.

de paix en un véritable feuilleton¹. La presse japonaise se passionna pour l'affaire et envoya des correspondants à Hanoï pour réaliser des reportages écrits et filmés². Le nom et le visage du nouveau chef de file des avocats de la paix chinois devinrent connus de tous les Japonais grâce aux médias qui diffusèrent l'idée fautive que Wang était représentatif d'un courant pro-japonais majoritaire dans son pays. Les grandes revues japonaises telles que la *Chūō kōron* 中央公論 (Le Débat central) multiplièrent les articles sur Wang Jingwei qui dépassèrent en nombre ceux consacrés à Jiang Jieshi³. Wang y était dépeint sous les traits d'un « héros » et d'un « patriote » qui « sans se soucier du jugement des autres, sans craindre pour sa sûreté, quitte ses amis, abandonne ses camarades et, sans trembler, se coupe de sa mère patrie »⁴. En juillet 1939, un éditorial de la revue *Nihon hyōron* 日本評論 (La Critique japonaise) appela le gouvernement à accélérer les négociations avec Wang Jingwei⁵. En défendant la paix, Wang donnait corps à un horizon d'attente alors largement partagé dans l'archipel, celui d'un « après-guerre » (*senjo* 戦後 ou *jihengo* 事変後) pensé dans le cadre d'une *pax japonica* idéale. Répondant au slogan officiel selon lequel le Japon faisait « la guerre pour la paix » (*heiwa no tame no sensō* 平和の為の戦争), beaucoup d'artistes consacrèrent des œuvres à ce thème après la prise de Nanjing en décembre 1937⁶.

D'autres voix se firent néanmoins plus critiques à l'égard de Wang Jingwei. Dans le journal *Mainichi* 毎日 d'Osaka, le journaliste spécialiste de la Chine Matsumoto Sōkichi, précédemment cité, fit un portrait peu amène de Wang qu'il voyait comme un choix par défaut pour le Japon :

Wang Jingwei n'est pas un homme politique exceptionnel. Son parcours politique se résume à une suite d'échecs. Bien qu'animé d'une certaine ardeur, il n'inspire pas confiance [*hōyōryoku wa yowai* 包容力は弱い]. Il manque également de ténacité. Toutefois, le Japon doit l'aider à obtenir le soutien du peuple chinois, et notamment des couches éduquées de la jeunesse.⁷

¹ « Ō Chōmei osowaru Sō Chūmei fusai wa jūshō 汪兆銘襲わる 曾仲鳴夫妻は重傷 (Wang Jingwei victime d'une attaque ; Les époux Zeng Zhongming dans un état grave) », *AS*, 22 mars 1939, p. 2.

² Iechika, *Shō Kaiseki no gaikō...*, *op. cit.*, p. 220.

³ *Ibid.* Une revue de presse à charge, parue en septembre 1939, dresse une liste partielle de ces articles (Li Chunqing 李純青, « Ribenren lun Wang Zhaoming 日本人論汪兆銘 (Le discours tenu par les Japonais au sujet de Wang Jingwei) », *Dagongbao (Chongqing ban)* 大公報 (重慶版), 1^{er} sept. 1939).

⁴ Cité *ibid.*

⁵ « Nous ne voulons pas voir cet homme politique tragique et sublime se faire tuer ! Répondez-lui et ce sera un grand pas vers la résolution de l'Incident » (cité *ibid.*).

⁶ Par exemple, une peinture à l'huile de Kobayashi Shinji 小林真二 (1890-1965) intitulée « L'avènement de la paix » (*Heiwa rai* 平和来) montrant une ruelle chinoise où la vie reprend son cours (Lucken, « Histoire et prophétie : l'après-guerre vu depuis les années 1930 », in J.-J. Tschudin, Cl. Hamon (éd.), *La Société japonaise devant la montée du militarisme : Culture populaire et contrôle social dans les années 1930*, Arles, Éd. Philippe Picquier, 2007, p. 215-216).

⁷ Cité in Tobe Ryōichi 戸部良一, « Nihonjin wa Nitchū sensō o donoyōni mite. ita no ka 日本人は日中戦争をどのように見ていたのか (Comment les Japonais voyaient-ils la guerre sino-japonaise ?) », *Gaikō shiryōkanbō* 外交史料館報, n° 29, mars 2016, p. 12. Après l'inauguration du gouvernement de Nanjing, le même Matsumoto

Le choix de faire de Wang le principal partenaire du Japon était critiqué en raison de la faiblesse politique et militaire de celui-ci : « Étant donné que Wang ne dispose pas d'un pouvoir effectif et qu'il est suivi par peu de gens dans son action, on ne peut pas nourrir de trop grandes espérances quant à l'avenir »¹. D'autres, tels Nishimoto Yūhei 梨本祐平 (1900- ?), remirent en cause le discours tenu par les Nationalistes favorables à la paix :

La pensée de Wang Jingwei reste prisonnière du carcan de la démocratie bourgeoise. Il rabâche machinalement les mots "territoire" et "souveraineté" alors que le plus important, aujourd'hui, c'est la fin de l'Incident et la construction du "Nouvel ordre en Asie orientale". M. Wang a encore une connaissance superficielle de ces questions².

Comme plusieurs auteurs d'articles sur Wang Jingwei, Nishimoto était partie prenante de la construction de l'État d'occupation³.

De fait, les groupes de presse japonais ne se contentaient pas d'informer leurs lecteurs sur la situation en Chine mais se trouvaient, pour certains d'entre eux, directement impliqués dans cette entreprise. C'est le cas notamment du prestigieux journal *Asahi* dont l'un des dirigeants de l'époque, Ogata Taketora 緒方竹虎 (1888-1956), entretenait des liens étroits avec le principal architecte du gouvernement de Wang Jingwei, Kagesa Sadaaki⁴. Ogata avait fondé en 1934, au sein du *Asahi*, l'Association de recherche sur la question de l'Asie orientale (*tōa mondai chosa kai* 東亜問題調査会) à laquelle Kagesa avait participé⁵. L'histoire officielle du *Asahi*, dans laquelle le journal de centre-gauche bat pourtant sa coulpe à propos de la « souillure » que représenta pour lui la période de la guerre sino-japonaise, affirme qu'il s'opposa à l'« Opération

devait écrire : « les Chinois sur place font preuve d'une parfaite indifférence, d'une absence d'enthousiasme vis-à-vis du régime de Wang. Ils ne manifestent aucun soutien » (cité *ibid.*).

¹ Ōta Unosuke 太田宇之助, « *Ō Chōmei no eikyō* 汪兆銘の影響 (L'influence de Wang Jingwei) », *Gaikō jihō* 外交時報, 1^{er} mai 1939, cité *ibid.*, p. 33.

² Cité in Li Chunqing, « Ribenren lun... », art. cit.. Les rares attaques frontales contre Wang Jingwei furent, semble-t-il, censurées. Si l'on en croit Li Chunqing, un article de Kojima Yasuhiko 小島安彦 intitulé « Baku Ō seimei 駁汪声明 (Réfutation du discours de Wang Jingwei) », publié en février 1939 dans la revue *Inochi* 命, aurait ainsi été entièrement censuré. Li cite également un article de Murofuse Kōshin 室伏高信 paru le même mois dans *Nihon hyōron* (*ibid.*).

³ Il travaillait en effet comme conseiller économique du Gouvernement provisoire de Beijing, qui était hostile à la formation d'un gouvernement central à Nanjing (Park Sang-soo 朴尚洙, « Nitchū sensō ki no Pekin ni okeru "kyōryōku" seiken no keisei to sono kyōryōku no riron 日中戦争期の北京における「協力」政権の形成とその協力の論理 (Formation du régime de "collaboration" de Beijing et son discours sur la collaboration pendant la guerre sino-japonaise) », article non publié aimablement fourni par l'auteur, p. 11).

⁴ Voir Yamamoto, *Asahi shinbun...*, *op. cit.*, chap. 9.

⁵ L'Association publia plusieurs séries traitant de la situation en Chine qui diffusaient l'idéologie du « Nouvel ordre » de Konoe dont Ogata était proche. Voir par exemple « Chūgoku kokumintō to Ō Chōmei kōsu 中国国民党と汪兆銘コース (Le GMD et la trajectoire de Wang Jingwei) », *Asahi tōa ripōto* 朝日東亜リポート, n°7, déc. 1939.

Wang Jingwei »¹. En réalité, il y prit une part active au point de compter parmi les acteurs japonais de l'État d'occupation². Fin communicant, Kagesa fit du *Asahi* un allié afin d'imposer son projet de gouvernement centré sur Wang alors en concurrence avec d'autres « opérations »³. Cet enthousiasme d'une partie de la presse pour Wang Jingwei était également visible dans le secteur de l'édition qui connut, grâce à Wang, quelques beaux succès de librairie, notamment avec la biographie que consacra à ce dernier Sawada Ken dont les publicités présentaient Wang comme le « sauveur de quatre cents millions de personnes, la clé de voûte de la nouvelle Asie »⁴. Plusieurs recueils des discours de Wang furent par ailleurs publiés à cette époque⁵. Si le succès remporté par les publications ayant trait à Wang Jingwei témoigne donc d'une demande réelle dans la population japonaise, la multiplication de ces publications à mesure que se concrétisait le projet de nouveau gouvernement s'inscrivait clairement dans une campagne médiatique orchestrée par le gouvernement qui cherchait à « vendre » l'établissement du régime de Wang comme une preuve de ses progrès dans la résolution de l'« Incident de Chine ».

1.3.3.3. Une décision de politique intérieure ?

En effet, la mise en place du gouvernement « central » de Nanjing apparaissait, à certains égards, comme une réponse à l'impatience de la population japonaise devant l'absence de résultats en Chine. Ce sentiment découlait moins de considérations humanistes quant au sort de la population chinoise qu'il ne relevait de préoccupations liées à l'impact de la guerre sur les conditions de vie dans l'archipel. Un rapport de l'armée sur la situation dans la première moitié de l'année 1940 faisait ainsi état d'une « lassitude liée à la guerre » et de l'augmentation des « insultes proférées contre les autorités militaires »⁶. Les autorités nippones étaient d'autant plus

¹ *Asahi shinbun hyakunen shi henshū iinkai* 朝日新聞百年史編修委員会 (éd.), *Asahi shinbun shashi. Taishō Shōwasenzen pen* 朝日新聞社史. 大正・昭和戦前編 (Histoire du journal *Asahi* : ères Taishō et Shōwa jusqu'à la fin de la guerre), Asahi shinbunsha, 1991 (cité in Yamamoto, *Asahi shinbun...*, *op. cit.*, p. 149).

² Notamment en lançant, à l'initiative de Kagesa, le quotidien *Tairiku shinpō* 大陸新報 (*Le Continental*) qui fut le principal titre de la presse japonaise en Chine centrale et un organe important de la propagande pro-Nanjing, quoiqu'il n'hésita pas à critiquer le gouvernement de Wang Jingwei.

³ *Ibid.*

⁴ Sawada Ken 澤田謙, *Joden Ō Chōmei* 叙伝汪兆銘 (Wang Jingwei : biographie), Shunjūsha, 1939 (cité in Iechika, *Shō Kaiseki no gaikō...*, *op. cit.*, p. 220).

⁵ Par exemple, Nakayama Somao 中山樵夫 (éd. et trad.), *Ō Chōmei genronshū : Nikka ryōbun* 汪兆銘言論集 : 日華両文 (Recueil bilingue des discours de Wang Jingwei), Sanseidō, 1939. Encart publicitaire, *AS*, 15 déc. 1939, p. 1.

⁶ Yoshimi, *Grassroots Fascism*, *op. cit.*, p. 59. « Around 1940, popular discontent flourished, and despite strict controls on expression, it was starting to seep out through rumors and other informal channels. In agricultural villages, laborers were expropriated by the military, and with additional people leaving home to work in the well-paid military industries, agricultural labor was in short supply. Horses too were drafted into service; agricultural implements, oil, and fertilizer became difficult to come by; and prices rose, with the result that food production fell short of expectations. In the cities too, goods were scarce, black market trading grew, merchandise declined in quality, and prices rose. Rice in particular tended to run short. By the end of February

désireuses de présenter à sa population une solution au borbier chinois que l'année 1940 fut marquée par les célébrations sans précédent organisées pour le 2600^e anniversaire du couronnement de l'empereur Jinmu 神武, le 11 février 660 a.C. ; date mythique de la fondation du Japon¹.

Dans ce contexte, le discours officiel accompagnant la formation du régime de Wang Jingwei fit de celui-ci un tournant de la guerre. Alors même que les dirigeants japonais étaient souvent les premiers à douter de l'utilité du nouveau gouvernement, la cérémonie du « retour à la capitale », le 30 mars 1940, fut présentée comme la preuve tangible que l'objectif donné *a posteriori* à la guerre sino-japonaise (le « Nouvel ordre ») était en voie de réalisation et donc que les sacrifices consentis dans la « guerre sainte » avaient un sens². Le jour de l'inauguration du gouvernement de Nanjing, le vice-amiral Tsuda Shizue, chef du Bureau de liaison du Kōa.in en Chine centrale, déclara ainsi à la presse :

L'Empire ne peut contenir sa joie en voyant aujourd'hui la formation du gouvernement central qui est la concrétisation du mouvement de paix mené en Chine par des hommes de discernement désireux de contribuer à la paix dans le monde en fondant le nouvel ordre en Asie orientale afin de sauver du malheur la population chinoise, ce qui est le sens de la guerre sainte impériale [*teikoku seisen no igi* 帝国聖戦の意義]³.

Certes, le soutien au nouveau régime nécessitait un investissement conséquent de la part du Japon, mais son succès devait consolider la « puissance nationale [*kokuryoku* 国力] »⁴. Par ailleurs,

1940, the number of personnel monitoring infractions of the various Control Laws had mushroomed to 3,030,000 » (*ibid.*, p. 58).

¹ Plus de 12 000 événements furent organisés dans tous l'Empire avant la grande cérémonie du 10 novembre 1940 (Ruoff, *Imperial Japan at Its Zenith*, *op. cit.*, p. 15). Cent participants chinois furent invités à cette occasion, dont soixante-dix pour la Chine propre. Les délégués devant financer eux-même le voyage, seuls quarante membres du gouvernement de Wang Jingwei se portèrent candidats (*NG*, n°6, p. 13-14 ; n°7, p. 35). Trois calendriers étaient alors en usage au Japon : celui par ère impériale (15^e année de l'ère Shōwa), celui fondé sur l'origine mythique de la lignée impériale (2600) et le calendrier grégorien (1940). « Les années qu'on appela 2601, 2602, 2603, doivent être comprises comme des années 1, 2 et 3 d'une nouvelle ère nationale » (Lucken, *Les Japonais et la guerre*, *op. cit.*, p. 48).

² On peut se faire une idée des critiques à l'égard de la « guerre sainte » à partir des 700 et quelques lettres (la plupart de soutien) reçues par Saitō Takao entre février et avril 1940. Selon Yoshimi Yoshiaki, les avis de leurs auteurs à ce sujet se divisaient en deux camps. D'un côté, ceux pour qui les objectifs de la guerre étaient clairs et positifs mais qui se montraient critiques de la manière dont elle était menée. De l'autre, un groupe bien plus nombreux qui, comme Saitō, remettait en cause l'idéologie de la « guerre sainte » (*Grassroots Fascism*, *op. cit.*, p. 59-60).

³ « Fuhen teki wahei jitsugen e : Tsuda renrakubu chōkan dan 普遍的和平実現へ 津田連絡部長官談 (Vers la réalisation de la paix universelle : entretien avec le chef du bureau de liaison Tsuda) », *AS*, 30 mars 1940, p. 2. Les expressions telles que la périphrase « des hommes de discernement » (*gugan no shi* 具眼の士), systématiquement utilisée pour désigner les avocats de la paix chinois, étaient ce que nous appellerions aujourd'hui des « éléments de langage » produisant un discours cohérent sur la politique chinoise du gouvernement et contaminant la langue journalistique qui les reprenait telles quelles.

⁴ « Si tous les moyens sont mis en œuvre pour réussir cette entreprise historique sans précédent qu'est la construction du nouvel ordre en Asie orientale et si la puissance nationale du Japon soutient ce gouvernement chinois, je suis certain que nous verrons la puissance nationale s'accroître considérablement », déclara ainsi Hata Shunroku (« Seigyō kansui kongo ni ari ; kokumin ni ichidan to doryoku yōbō ; Hata rikushō dan 聖業完遂今後にあり 国民に一段と努力要望 畑陸相談 (La réussite de l'entreprise sacrée dépend de l'avenir ; un effort supplémentaire est demandé au peuple ; entretien avec le ministre de la guerre Hata) », *AS*, 1^{er} avril 1940, p. 2).

l'importance accordée à la propagande panasiatique visait peut-être moins à convaincre la population chinoise des bonnes intentions de l'occupant et des collaborateurs qu'à satisfaire l'opinion japonaise¹. À défaut d'obtenir des territoires et des indemnités pour les sacrifices consentis, le Japon pouvait au moins se targuer de privilégier la morale (*dōgi* 道義) aux intérêts (*ken.eki* 權益)². L'idéologie panasiatique du « nouvel ordre » et de la « communauté est-asiatique » (*dōa kyōdōtai* 同亜共同体) contenue dans le discours de Konoe de décembre 1938 fut saluée par certains journalistes. Voyant dans le nationalisme la raison pour laquelle un pays divisé politiquement et faible militairement et économiquement comme la Chine parvenait à tenir tête au Japon, Ozaki Hotsumi 尾崎秀実 (1901-1944) loua une politique généreuse qui, en renonçant à l'annexion de territoires (*hi heigō* 非併合) et à des indemnités (*mu baishō* 無賠償), rendait possible une intégration du nationalisme chinois dans le panasiatisme³.

Les origines et l'organisation du nouveau gouvernement furent expliquées au public japonais dans un certain nombre de publications éditées par les principales institutions de l'État. Un mois avant l'inauguration du régime de Nanjing, le Service d'information du Cabinet (*Naikaku jōhō bu* 内閣情報部) fit par exemple paraître un ouvrage contenant un bref historique du Mouvement de paix et de la mise en place du gouvernement central ainsi que les principaux discours sur le sujet prononcés par Wang Jingwei et par les dirigeants japonais⁴. La genèse du gouvernement de

¹ De manière révélatrice, le plan du Service d'information du Cabinet organisant la propagande censée convaincre l'opinion japonaise, chinoise et internationale de soutenir le nouveau régime consacre sa première et plus longue partie à l'opinion japonaise (JACAR A15060363600, « Shina shin chūō seifu seiritsu ni kansuru yoron shidō yōkō 支那新中央政府成立ニ関スル輿論指導要綱 (Plan pour diriger l'opinion au sujet de la formation du nouveau gouvernement central chinois) », 4 déc. 1939, *Jōhōbu jōmubukai shorui (kokumin seishin sōdōin)* 情報部常務部会書類 (国民精神総動員) (Documents des réunions des affaires courantes du bureau de l'Information ; mobilisation générale de l'esprit national), 1937-40).

² Cette thèse est défendue par Shibata Tetsuo 柴田哲雄 à propos de la Ligue asiatique (*Tōa renmei* 東亜連盟). Cité par Horii Kōichirō 堀井弘一郎, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō : dōin sareru minshū* 汪兆銘政權と新国民運動 : 動員される民衆 (Le gouvernement de Wang Jingwei et le Mouvement des nouveaux citoyens : le peuple mobilisé), Sōdosha, 2011, p. 132.

³ Ozaki, « “Tōa kyōdōtai” no rinen to sono seiritsu no kyakukan teki kiso 「東亜共同体」の理念とその成立の客観的基礎 (Bases objectives de l'idée de “communauté est-asiatique” et de sa formation) », *Chūō kōron*, janv. 1939 (cité in Tobe, « Nihonjin wa Nitchū sensō... », art. cit., p. 10 sq.). Il n'était pas étonnant qu'Ozaki Hotsumi défendit la politique de Konoe puisqu'il en était l'un des concepteurs au sein de la Société de recherche Shōwa (*Shōwa kenkyūkai* 昭和研究会). Il est resté célèbre comme étant l'informateur de l'espion soviétique Richard Sorge (1895-1944). Ozaki participa indirectement à la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei aux côtés d'Inukai Ken notamment. Ce dernier fut impliqué malgré lui dans le réseau Sorge en communiquant à Ozaki, début 1940, le brouillon du traité entre le Japon et Nanjing qui serait signé en novembre. Cette information était de première importance pour Moscou qui craignait que Tokyo ne fasse trop de compromis en faveur de la Chine et parvienne ainsi à s'entendre avec Jiang Jieshi, ce qui aurait laissé au Japon le champ libre pour attaquer l'Union soviétique (Johnson, *An Instance of Treason*, op. cit., p. 133 et 153).

⁴ Naikaku jōhō bu 内閣情報部 (éd.), *Shina shin chūō seifu seiritsu no keii* 支那新中央政府成立の経緯 (Historique de la formation du nouveau gouvernement central chinois), Naikaku jōhō bu, fév. 1940.

Nanjing, depuis la défection de Wang Jingwei, y était présentée – contre toute vraisemblance – comme « une opération ayant progressé d’une manière extrêmement satisfaisante »¹.

Cette vision idyllique de la situation fut cependant nuancée par d’autres publications qui, tout en saluant l’établissement du gouvernement de Nanjing comme une étape importante dans la résolution de l’« Incident de Chine », soulignèrent l’obstacle que représentait la résistance de Chongqing. Une analyse se demandant jusqu’à quand Jiang Jieshi combattrait expliquait ainsi qu’étant donné la faiblesse du nouveau gouvernement, un retrait prématuré des troupes japonaises entraînerait la destruction immédiate de ce gouvernement par Chongqing. L’unification de la Chine sous l’autorité du gouvernement pro-japonais restait donc un vœu pieux². C’est également ce message réaliste que chercha à faire passer le service de communication de l’Armée de terre. Un ouvrage présentant les « objectifs de l’armée » préfacé par un agent du bureau de l’Information du ministère de la Guerre et s’appuyant sur les déclarations de dirigeants militaires titra ainsi l’un de ses chapitres « Shinseiken seiritsu wa jihen no kaiketsu ni arazu 新政権成立は事變の解決にあらず (La formation du nouveau régime ne résout pas l’incident) »³. Plus d’un an après l’inauguration du gouvernement de Nanjing, le bilan était sans appel :

La réorganisation et le retour à la capitale du gouvernement nationaliste ont donné aux dirigeants et au peuple japonais [*Nihon kokunai chōya* 日本国内朝野] la fausse impression que la paix était restaurée et que la guerre prendrait fin. L’ouverture du Comité politique central puis la cérémonie de retour à la capitale du gouvernement nationaliste et l’envoi d’une délégation pour féliciter celui-ci ont fait croire à beaucoup de Japonais qu’ils pouvaient s’exclamer avec enthousiasme “voici venue la paix !”⁴.

Par conséquent, la priorité du Japon ne devait pas être de réajuster les relations sino-japonaises mais de faire la guerre⁵. À côté de ce discours réaliste mais dans la continuité de la ligne gouvernementale, des critiques plus virulentes se firent entendre qui remettaient en cause les fondements mêmes de la politique de collaboration.

1.3.3.4. Une remise en cause des fondements de la politique de collaboration

Aboutissement de cette politique initiée par Kono en 1938, la formation du gouvernement de Nanjing s’accompagna dans une partie de la société japonaise d’un mécontentement dont se fit écho la presse. On trouve une analyse en profondeur de ce sentiment

¹ *Ibid.*, p. 1.

² Jōhoku Sanshi 城北散史, *Ō seiken no seiritsu : Shō Kaiseki wa itsumade tatakau* 汪権政の成立：蒋介石はいつ迄戦ふ? (Formation du régime de Wang Jingwei : jusqu’à quand Jiang Jieshi va-t-il combattre ?), Jōhōsha, janv. 1940, p. 27-29.

³ Mishima Sukeharu 三島助治, *Gunbu no mokuhyō* 軍部の目標 (Les objectifs de l’armée), Kokumin seiji keizai kenkyūjo, juin 1941 (1^{er} éd), avril 1942 (2nd éd.), p. 233-239.

⁴ *Ibid.*, p. 236-237.

⁵ *Ibid.*, p. 238-239.

dans un long article du journaliste Naomi Zenzō 直海善三 paru dans le périodique *Gaikō jihō* 外交時報 (Revue diplomatique)¹. Un mois après l'esclandre de Saitō Takao à la Chambre des représentants, auquel il se réfère à plusieurs reprises, Naomi critiqua l'opacité avec laquelle le gouvernement avait mené les négociations préparant la mise en place du gouvernement de Nanjing². Il voyait dans ce goût du secret la raison pour laquelle une partie de l'opinion japonaise était hostile aux conditions accordées par le Japon aux collaborateurs menés par Wang Jingwei. Tout en présentant les avis favorables à ce projet et en considérant, pour sa part, ces conditions « généreuses » comme un mal nécessaire, Naomi consacra l'essentiel de son article à rapporter les critiques émises à l'encontre de la politique de collaboration. Selon lui, le « peuple japonais » s'interrogeait sur la pertinence du soutien apporté par le Japon à un régime qui semblait voué à n'être qu'un « fantôme » :

On peut se poser la question de savoir si l'objectif final de l'Incident qui est d'obtenir la chute du régime antijaponais de Chongqing pourra ou non être atteint [avec cette stratégie]. Comme celle-ci risque d'avoir un effet contraire en exacerbant l'animosité du peuple chinois, un tel régime d'opérette [*happyaku chōgeki* 八百長劇] n'aura pas la moindre autorité. Non seulement, une telle politique laisse augurer un résultat insignifiant, mais il est inévitable qu'elle aura une influence extrêmement néfaste sur la résolution de l'Incident³.

La concrétisation de la politique de collaboration au début de l'année 1940 conduisit certains Japonais à remettre en cause les décisions gouvernementales arrêtées à la fin de l'année 1938 :

Ces derniers temps, on entend régulièrement dans la rue [*kōkan* 巷間] des critiques contre les déclarations de Konoe auxquelles il est reproché d'être trop généreuses. [...] On ne peut s'empêcher de regretter profondément que, face à ce mécontentement, notre gouvernement se soit contenté d'exiger notre soutien et notre coopération entière pour sa gestion de l'Incident, sans chercher à clarifier aimablement les choses. [...] Après l'incident provoqué par les paroles malheureuses du député Saitō Takao à la Chambre des représentants le 2 février, pourquoi le gouvernement n'a-t-il pas saisi l'occasion d'exprimer clairement son soutien aux déclarations de Konoe ? [...] C'était, semble-t-il, une occasion parfaite de rectifier la compréhension [*ninshiki* 認識] qu'a le peuple du nouveau régime. Le meilleur moyen de faire en sorte que la population

¹ Selon Tobe Ryōichi, dont l'article s'appuie principalement sur ces deux revues sans toutefois mentionner Naomi, la *Gaikō jihō* et la *Chūō kōron* incarnaient un conservatisme modéré, représentatif de l'opinion dominante à l'époque. Il note que la *Gaikō jihō* publiait régulièrement des articles adoptant une ligne plus dure que celle du gouvernement et, parfois même, que celle de l'armée (Tobe, « Nihonjin wa Nitchū sensō... », art. cit., p. 2 et 16).

² Naomi Zenzō 直海善三, « Wagi no shutai to shite no shin seiken ninshiki no zehi 和議の主体としての新政权認識の是非 (Le problème de la compréhension du nouveau régime comme matrice de la paix) », *Gaikō jihō*, 1^{er} mars 1940, in Shūgiin chōsabu 衆議院調査部 (Bureau de recherche de la Chambre des représentants) (éd.), *Shin Shina chūō seiken ni kansuru ronchō* 新支那中央政権に関する論調 (Revue de presse à propos du nouveau gouvernement central chinois), *Chōsa shiryō* 調査資料, n°40, juillet 1940, p. 114-127. Le recueil édité par la Chambre des représentants dans lequel est reproduit cet article comprend plusieurs dizaines d'articles et d'éditoriaux parus dans la presse japonaise au sujet de la mise en place du gouvernement de Nanjing ainsi qu'une revue de presse étrangère (États-Unis, France, Allemagne, Angleterre, Union soviétique) suivie d'une vingtaine de discours de dirigeants chinois et japonais. On trouvera une brève analyse de cette source in Imai Seiichi 今井清一, « Senjika Nihon no Chūgokuron 戦時下日本の中国論 (Le débat japonais au sujet de la Chine durant la guerre) », *Chikaki ni arite* 近きに在りて, n°16, nov. 1989, p. 26-32.

³ Naomi, « Wagi no shutai... », art. cit., p. 114-115.

coopère avec son gouvernement est de lui dire la vérité. Nous ne savons absolument rien du contenu des conditions de paix négociées entre M. Wang Jingwei et notre gouvernement¹.

Le principal reproche fait aux déclarations de Kono était d'être anachroniques : prononcées plus d'un an auparavant, elles ne tenaient pas compte, explique Naomi, des nombreux sacrifices consentis par le Japon entretemps². Ce mécontentement populaire était d'autant plus grand que les sacrifices provoqués par l'« Incident » ne se limitaient pas aux pertes sur le front mais touchaient également l'archipel dont les habitants n'avaient « pas de riz, pas de charbon et [devaient] porter des vêtements rapiécés »³. Outre le discours de Saitō, cet article fut écrit peu après la divulgation par la presse de Chongqing des conditions de paix en cours de négociation suite à la défection de Gao Zongwu et *Tao Xisheng 陶希聖, le 3 janvier 1940⁴. Que ces révélations puissent être considérées par l'opinion publique chinoise comme un coup dur pour la légitimité du Mouvement de paix étonnait les Japonais dont un grand nombre, explique Naomi, considérait les exigences incriminées comme « allant de soi »⁵.

Cette analyse de l'opinion publique japonaise autorise à penser que les réticences d'une partie de l'armée, quant à la supposée générosité des termes de paix contenus dans la déclaration de Kono en décembre 1938, étaient largement répandues dans la population. Ceci alors même que certains de ces termes étaient jugés humiliants par les collaborateurs chinois eux-mêmes. Il existait en quelque sorte un décalage cognitif, une incapacité fondamentale pour beaucoup de Japonais à comprendre la position de Wang Jingwei, et *a fortiori*, celle de l'opinion chinoise dominante. C'est, semble-t-il, cette nécessité de compréhension (*ninshiki*) que souhaite souligner Naomi en reprochant au gouvernement de ne pas avoir expliqué clairement la situation. À travers la question de la résolution de l'« Incident de Chine », c'est donc la gouvernance du pays qui est ici remise en cause, et plus particulièrement la mauvaise gestion imputée au « contrôle bureaucratique

¹ *Ibid.*, p. 116 et 120-121. Le fait que Naomi emploie l'expression systématiquement utilisée pour évoquer le discours de Saitō – *shitsugen* 失言 (paroles malheureuses) – ne l'empêche pas de reprendre, parfois mot pour mot, certains des arguments du député frondeur.

² *Ibid.*, p. 117.

³ *Ibid.*, p. 120. « Un système de rationnement et de contrôle des prix se mit progressivement en place. Le coton commença à être limité à partir de 1938 ; l'électricité et le pétrole, à partir de fin 1939 ; dans certaines régions, des coupons de rationnement commencèrent à être distribués dès avril 1940 pour des produits de base, comme le riz, le *miso*, le sel, le charbon, le sucre ou encore les allumettes » (Lucken, *Les Japonais et la guerre, op. cit.*, p. 45)

⁴ Voir les notices de Gao et Tao dans l'Annexe 3. Cette affaire est évoquée par Naomi, p. 121.

⁵ *Ibid.* Dans une des lettres envoyées à Saitō, un habitant de la préfecture de Nagano signant du nom de « patriote né » allait même plus loin : « More than one hundred thousand precious lives have been offered up, several hundred thousand officers and men have been wounded, more than ten billion from the national treasury spent, for their part the Japanese people have been forced to endure the suffering of material shortages, and what's the result of it all? If we don't seize land, don't take reparations, don't monopolize the Chinese economy, don't violate Chinese sovereignty or the rights and privileges of other countries, and in the end we withdraw, then the fruits of battle may as well be seen as next to nothing. . . . I don't want these huge, precious sacrifices to end in futility » (cité in Yoshimi, *Grassroots Fascism, op. cit.*, p. 62).

[*kanryō tōsei* 官僚統制] »¹. Ce contrôle s'était accru dans le contexte de guerre qui avait favorisé la montée en puissance des « bureaucrates réformistes » (*kakushin kanryō* 革新官僚) partisans d'un État davantage centralisé et d'un gouvernement laissé à la discrétion des experts². La charge de Naomi restait néanmoins toute relative : outre qu'il ne manquait jamais une occasion de flatter l'armée impériale, son article se révèle au final en faveur de la politique gouvernementale. Du reste, même les journalistes rangés dans la « faction dure » (*kyōkōha* 強硬派), se prononcèrent en faveur de conditions de paix ménageant le nationalisme des collaborateurs³. De sorte que l'on peut se demander s'il n'existait pas, au sujet du gouvernement de Wang Jingwei, une fracture entre des élites éclairées et une population « n'ayant pas le loisir d'examiner ces choses en profondeur »⁴.

Ce « jingoïsme » populaire n'était cependant pas totalement absent des publications de l'époque, qui renvoyaient dos à dos les promoteurs du Mouvement de paix, chinois comme japonais⁵. On le trouve notamment exprimé dans certains pamphlets édités par des groupes d'extrême-droite qui se situaient à la jonction de la sphère étatique et de la sphère publique⁶. C'est le cas, par exemple, de l'Institut d'études en sciences de l'esprit (*Seishin kagaku kenkyūjo* 精神科学研究所) qui s'en prit à la politique de collaboration dans le cadre d'une remise en cause plus générale du discours panasiatique utilisé pour justifier cette dernière⁷. En février 1941, l'Institut publia un pamphlet dénonçant l'emploi des notions vagues de « ligue d'Asie orientale » (*tōa renmei* 東亜聯盟) et de « sphère de co-prospérité d'Asie orientale » (*tōa kyōeiken* 東亜共栄圏)

¹ Naomi, « Wagi no shutai... », art. cit., p. 120.

² Voir Janis Mimura, *Planning for Empire*, op. cit. Sur ce point encore, Naomi Zenzō rejoignait Saitō Takao dont on a vu qu'il avait remis en cause l'idéologie « réformiste » dès 1936.

³ Tobe Ryōichi donne l'exemple du rédacteur en chef du *Gaikō jihō*, Hanzawa Gyokujō 半沢玉城 (1887-1953) (Tobe, « Nihonjin wa Nitchū sensō... », art. cit., p. 13 et 34).

⁴ Naomi, « Wagi no shutai... », art. cit., p. 117.

⁵ Kagesa Sadaaki l'avait bien compris, qui déclara à Zhou Fohai : « Une partie des Chinois considère que Wang Jingwei et ses camarades sont des traîtres à la nation [*hanjian*], tandis que les tenants de l'impérialisme nippon voient dans Itagaki ou moi-même des traîtres à la patrie [*guozei* 國賊]. Nous devons collaborer jusqu'au bout sans faillir. Dans dix ans, les Chinois seront reconnaissants envers Wang et les Japonais envers nous » (ZR, 16 janv. 1940, p. 231-232).

⁶ On estime qu'en 1938, les organisations politiques de droite (*uyoku dantai* 右翼団体) étaient au nombre de 634 et comptaient 122 000 membres. Hori Yukio 堀幸雄, *Saishin uyoku jiten* 最新右翼辞典 (Nouveau dictionnaire de la droite), Kashiwa Shobō, 2006, p. 280.

⁷ Cet institut trouvait son origine dans un cercle universitaire de droite organisé au sein de la faculté des sciences humaines de l'Université impériale de Tokyo entre 1938 et 1941, le Groupe d'étude en sciences de l'esprit (traduction de *Geisteswissenschaft*) qui était né d'un conflit avec la direction de l'université et avait servi de matrice à une organisation étudiante à l'échelle nationale : l'Association des étudiants du Japon (*Nihon gakusei kyōkai* 日本学生協会). Voir Urabe Kenshi 占部賢志, « Tōkyō teikoku daigaku ni okeru gakusei shisō mondai to gakunai kanri ni kan suru kenkyū : gakusei dantai “Seishin kagaku kenkyūkai” o chūshin ni 東京帝国大学における学生思想問題と学内管理に関する研究—学生団体「精神科学研究会」を中心に— (Étude de la pensée étudiante et de l'administration interne de l'Université impériale de Tokyo : le Groupe d'étude en sciences de l'esprit) », *Kyūshū daigaku daigakuin kyōikugaku kōsu insei ronbunshū* 九州大学大学院教育学コース院生論文集, 2004, vol. 4, p. 67-93.

prônées par le gouvernement et les principales institutions de l'État d'occupation comme le Kōa.in. Elles visaient, selon lui, à détourner l'attention d'un peuple japonais exaspéré par l'incapacité de ses dirigeants à mettre fin à la guerre¹. Le coupable était le fondateur de la Ligue d'Asie orientale, le général Ishiwara Kanji, dont la théorie sur la « guerre mondiale finale » est qualifiée de « gauchiste » et de « matérialiste »². Deux chapitres, en particulier, sont consacrés aux dirigeants du gouvernement de Nanjing dont l'usage du discours panasiatique ne servait, selon l'auteur, qu'à réaliser un objectif : abattre l'impérialisme pour reconstruire une Chine forte et indépendante³. Partant, les promoteurs japonais d'une doctrine panasiatique prônant non pas la destruction du nationalisme chinois mais son intégration au « nouvel ordre » sont accusés de faire le jeu de la Chine aux dépens des intérêts nippons :

On peut conclure que la Ligue d'Asie orientale est une façon pacifique pour le GMD de poursuivre la guerre de résistance contre le Japon⁴, un complot fomenté en collaboration avec les Japonais qui participent à sa mise en œuvre. [...] Les avocats de la Ligue d'Asie orientale qui persistent craintivement à courber d'eux-mêmes l'échine comme des perdants [*haibokusha teki jikutsu taiei no taido* 敗北者的自屈退嬰の態度], mais aussi le peuple japonais qui reste les bras croisés en laissant faire, que sont-ils sinon fautifs ?⁵

Prenant au pied de la lettre les articles publiés par Zhou Fohai dans la presse japonaise pour appeler au respect de la souveraineté chinoise, l'auteur voit en lui un habile stratège :

Plus que tout, il espère la victoire de la Chine sur le Japon et il est prêt à endurer toutes les peines pour y parvenir. Mais lorsqu'il a compris que cela était impossible, il a réfléchi à la manière d'éviter que la Chine soit sous le contrôle du Japon. Il a alors découvert un moyen : les « négociations de paix ».⁶

¹ Seishin kagaku kenkyūjo 精神科学研究所 (éd.), *Shina jihen no kaiketsu o sogai suru mono : Tōa renmei ron to wa nani ka* 支那事變の解決を阻害するもの：東亞聯盟論とは何か (Un obstacle à la résolution de l'Incident de Chine : Qu'est-ce que la doctrine de la Ligue d'Asie orientale ?), Seishin kagaku kenkyūjo, 1941, p. 2.

² *Ibid.*, p. 3-4. On a vu que cette théorie avait conduit Ishiwara à prôner, au début de la guerre, des négociations avec le GMD et que son influence s'était poursuivie à travers Kagesa Sadaaki et l'« Opération Wang Jingwei ». L'accusation de « gauchisme » visait le courant « réformiste » des technocrates civils et militaires prônant un État planificateur (voir Mimura, *Planning for Empire*, *op. cit.*). Ce courant s'était développé parallèlement à la construction du Manzhouguo, dont Ishiwara fut l'un des pères fondateurs. Sur le rôle d'Ishiwara dans la genèse de cette organisation, voir sa notice dans l'Annexe 3.

³ Seishin kagaku kenkyūshō, *Shina jihen...*, *op. cit.*, chap. 7 : « Ō Chōmei shi no minkoku kakumei irai ikkan futō no ishi 汪兆銘氏の民國革命以來一貫不撓の意志 (La volonté inébranlable de Wang Jingwei depuis la révolution républicaine) » ; chap. 8 : « Nihon chōya no shisō teki kangeki o shunbin ni dōsatsu suru Shū Futsukai shi no genron 日本朝野の思想的間隙を俊敏に洞察せる周佛海氏の言論 (Le discours de Zhou Fohai qui perce avec talent la brèche idéologique entre le gouvernement et le peuple japonais) ». On retrouve ici l'idée, évoquée plus haut, d'une fracture entre l'opinion et les élites au sujet de la politique de collaboration.

⁴ Nous verrons dans la partie 3.3.2.2. que le groupe de Wang Jingwei utilisa effectivement la Ligue pour imposer son GMD en Chine centrale, aux dépens des autres organisations de masse. Bien qu'il se prétende « orthodoxe », ce GMD de Nanjing n'était toutefois pas engagé dans la résistance contre le Japon, comme l'affirme ce pamphlet, contrairement au GMD de Chongqing.

⁵ *Ibid.*, p. 87 sq. Comme toutes les critiques japonaises portant sur les termes de la collaboration, il est question ici des relations théoriques entre Nanjing et les autorités d'occupation. Nous verrons que les concessions faites à Nanjing sur le papier étaient rarement appliquées. Autrement dit, si l'analyse est juste au sujet des collaborateurs (l'objectif premier de Wang et Zhou était bien le renforcement de la Chine et non pas la réussite de la « guerre sainte »), elle est inexacte en ce qui concerne la collaboration elle-même.

⁶ *Ibid.*, p. 91.

Selon cette logique, les véritables coupables sont donc moins les collaborateurs chinois, auxquels on peut au moins reconnaître une certaine franchise, que les Japonais promouvant les discours de Konoe :

Dépourvus de convictions et de pensée, l'intelligentsia et le journalisme japonais substituent à la défense des intérêts de leur pays un égalitarisme factice [*kyomō minzoku byōdō shugi* 虚妄民族平等主義] et une pensée humaniste hypocrite [*gizen jinruiai shugi* 偽善人類愛思想] conduisant le peuple japonais à perdre de vue le sens premier de la guerre sainte. [...] Ce n'est pas le moment de faire preuve d'un sentimentalisme à deux sous à l'égard du patriotisme de l'ennemi¹.

Tout compromis avec l'ennemi chinois, qu'il se dise prêt à collaborer ou non, est donc vu comme une trahison des soldats morts au champ d'honneur mais aussi, plus largement, du corps national (*kokutai* 国体) dans son ensemble². L'objectif de la « guerre sainte » ne doit pas être, conclut l'ouvrage, de négocier une alliance d'égal à égal avec les vaincus, mais d'intégrer la Chine au sein d'une « sphère japonisée d'Asie orientale [*Tōa kōka ken* 東亞皇化圈] » par opposition à la « sphère de co-prospérité »³. Sur ce point, l'Institut d'études en sciences de l'esprit s'inscrivait dans un courant politique dont le chef de file était le colonel à la retraite Hashimoto Kingorō 橋本欣五郎 (1890-1957). Fondateur en 1930 de la Sakurakai 桜会 (société des cerisiers), une société secrète ultranationaliste au sein de l'armée, Hashimoto publia en septembre 1941 un « Programme de construction de la sphère japonisée de la grande Asie orientale »⁴. Les attaques de l'Institut

¹ *Ibid.*, p. 101 sq.

² À travers la politique de collaboration, ce n'était donc pas seulement le « réformisme » d'Ishiwara qui était attaqué, mais son idée de la nation japonaise et de son rôle en Asie orientale. Au panasiatisme prôné par la « doctrine de la Ligue d'Asie orientale », qui produit un « esprit de relâchement » devant être « entièrement purifié par exorcisme [*kiyomehara* 被潔] devant l'âme des ancêtres » (*ibid.*, p. 102), l'auteur oppose un nationalisme autochtone pur, c'est-à-dire expurgé de toute influence chinoise, dans la lignée des « Études nationales » (*kokugaku* 国学) de Motoori Norinaga 本居宣長 (1730-1801). Pour reprendre la typologie de Hotta Eri, cet ultra-nationalisme concevait le panasiatisme non pas comme devant conduire à une alliance (*dōmei* 同盟 ou *renmei* 聯盟) entre les nations asiatiques (notamment entre le Japon et la Chine ; raison pour laquelle elle parle également de *Sinic Pan-Asianism*), mais à une domination du Japon (*meishuron* 盟主論). Voir Hotta, *Pan-Asianism...*, *op. cit.*, p. 44 sqq.

³ *Seishin kagaku kenkyūshō, Shina jihen...*, *op. cit.*, p. 139 sqq. C'est cette même vision d'une culture japonaise supérieure dans laquelle devaient être assimilées les populations des territoires occupés qui présida au « mouvement de transformation en sujets de l'empereur » (*Kōminka undō* 皇民化運動) lancé durant la guerre en Corée et à Taiwan. Voir Chou Wan-yao, « The *Kōminka* Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretations », in Peter Duus *et al.* (dir.), *The Japanese Wartime Empire, 1931-1945*, Princeton, Princeton University Press, 1996, p. 40-68. Nous nous intéresserons plutôt à l'aspect institutionnel, mais on voit ici que, du point de vue idéologique également, la domination du Japon dans ses colonies différait de celle en vigueur en Chine.

⁴ Dai Nippon sekiseikai 大日本赤誠会 (Association de la sincérité du grand Japon), *Dai tōa kōka ken kensetsu taikō* 大東亞皇化圈建設大綱 (Programme de construction de la sphère japonisée de la grande Asie orientale), Dai Nippon sekiseikai honbu, 1941. Son plan pour résoudre l'« Incident de Chine » consistait à « exterminer les forces antijaponaises au moyen d'un conflit armé total, tout en amenant le peuple chinois à prendre conscience de la mission commune du Japon et de la Chine » ; prise de conscience devant conduire à l'« unification [*ittaiika* 一体化] » des deux pays (*ibid.*, p. 14 sq.).

d'études en sciences de l'esprit suscitèrent des réactions tout aussi violentes dans le climat de surenchère que connaissait la société japonaise des années 1940¹.

Le contexte politique dans lequel fut publié le pamphlet de février 1940 invite toutefois à relativiser l'opposition qui pouvait exister entre le gouvernement et des groupes d'extrême droite tels que l'Institut d'études en sciences de l'esprit. Si ces critiques contre Ishiwara et sa Ligue d'Asie orientale marquaient bien une remise en cause de la politique de collaboration telle qu'elle avait été conçue en 1938, et sur la base de laquelle avait été lancé le Mouvement de paix de Wang Jingwei, elles participaient, dans une certaine mesure, d'une campagne politique menée par la frange la plus dure du Cabinet Konoé. Sous la pression de son ministre de la guerre, Tōjō Hideki, qui n'avait eu de cesse depuis la fin des années 1930 de saper les efforts d'Ishiwara en faveur d'une politique de paix en Chine, le gouvernement était revenu sur son soutien en faveur de la Ligue d'Asie orientale. Dans une résolution adoptée le 14 janvier 1941, il affirma qu'elle menaçait l'autorité impériale en prônant la formation d'un État supranational dans lequel Japon, Manzhouguo et Chine seraient égaux². Cette critique essaima dans les cercles d'extrême droite, qui se déchainèrent contre Ishiwara le mois suivant³. On comprend donc la difficulté qu'il y a à distinguer, de manière nette, acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux dans ce débat sur la politique de collaboration en Chine. Une chose est certaine : la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei fut partie prenante de la recomposition de l'espace politique japonais. Les voix dénonçant les mesures jugées trop favorables envers Nanjing virent leur poids fluctuer en fonction de la situation internationale. Celle-ci fut marquée par un affaiblissement de la position du Japon à partir du milieu de l'année 1942, qui favorisa l'adoption d'une « nouvelle politique chinoise » en décembre de la même année. Cette modification de la politique de collaboration fut, comme les précédentes, « vendue » à la population de l'archipel à l'occasion d'une visite d'État de Wang Jingwei. Censée attester, une fois encore, que la résolution de l'« Incident de Chine » était en

¹ Voir notamment Mizuno Masatsugu 水野正次, *Seishin kagaku kenkyūjo no kyōgyakusei : Tadakoro Hiroyasu ippa no inbō o utsu* 精神科学研究所の凶逆性 : 田所広泰一派の陰謀を撃つ (La scélératesse de l'Institut d'études en sciences de l'esprit : Attaque contre le complot de la clique de Tadakoro Hiroyasu), Kokumin hyōronsha, 1943. Mizuno accuse l'Institut de saper l'effort de guerre en faisant régner la terreur intellectuelle par ses accusations infondées de marxisme lancées contre des dirigeants (*ibid.*, p. 1-2).

² Peattie, *Ishiwara...*, *op. cit.*, p. 327-328. Peattie mentionne un article paru le lendemain dans le *Asahi*, qui, « taking its cue from the cabinet's decision » (*ibid.*), dénonça le caractère « surréaliste » du programme d'Ishiwara. À la lecture du passage en question, cependant, il semble que le journaliste ne reprenne pas à son compte ces critiques, mais qu'il les cite comme un exemple de surenchère nationaliste. Celles-ci, explique-t-il, visent Wang Jingwei et la branche chinoise de la Ligue, alors même qu'ils « ne sont pas le moins du monde en contradiction avec la politique japonaise » (« Kōa sho dantai no tōsei shin tō ittai keissei e 興亜諸団体の統制新統一体結成へ (Vers une unification de la direction des différents groupes pour l'essor de l'Asie) », *AS*, 15 janv. 1941, p. 1). Cette position nuancée reflétait sans doute celle d'une partie au moins du Cabinet Konoé, qui ne souhaitait pas antagoniser Wang Jingwei, tout en cherchant à écarter l'imprévisible Ishiwara. La branche chinoise de sa Ligue fut intégrées dans l'Alliance pour l'essor de l'Asie (*kōa dōmei* 興亜同盟), qui reprit la propagande panasiatiste d'Ishiwara, mais pour mieux la mettre au service de la domination japonaise sur le continent.

³ Peattie, *Ishiwara...*, *op. cit.*, p. 328.

bonne voie, ce type de propagande témoignait, en creux, de la profonde lassitude qu'inspirait l'impasse chinoise dans la société.

1.3.3.5. La lassitude de la population face à l'impasse chinoise

L'absence de résultat en Chine, malgré la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei, atténua quelque peu l'enthousiasme initial qu'avait suscité – ou du moins cherché à susciter – cette entreprise. Dans le même temps, la virulence du discours visant Jiang Jieshi s'adoucit. L'ambassadeur de France au Japon signale, dès juin 1940, « des indices laissant à penser que l'opinion japonaise évolue ». Il en veut pour preuve un article, dont il joint la traduction, du « publiciste le plus connu du Japon » publié dans le *Nichinichi shinbun* 日日新聞, « c'est-à-dire un journal qui à la fois est lu par des millions de lecteurs et qui passe pour être dans les meilleurs termes avec l'armée japonaise »¹. L'article en question, signé par Tokutomi Sohō 徳富蘇峰 (1863-1957), prend la forme d'une lettre adressée à Jiang Jieshi. Tokutomi n'appelle pas à l'extermination des forces antijaponaises et à la punition de leur chef mais à une solution sauvant l'honneur des vaincus² :

Durant ces trois années, à travers mille vicissitudes, Chiang Kai Shek, vous avez fait brillamment la preuve de votre patiente endurance. Mais vos efforts d'endurance sont suffisants maintenant et le temps de renoncer est venu. [...] Nous ne parlerons pas du passé. [...] Nous ne sommes pas des ennemis irréconciliables. [...] Si, regrettant le passé et ouvrant votre cœur au Japon, vous vous unissez au Gouvernement de Nankin et à M. Wang pour collaborer avec nous, [...] nous vous ouvrirons nos bras et ne refuseront [*sic*] point de vous embrasser. [...] Entendons-nous. Je ne vous dis pas : “Soumettez-vous au Gouvernement de Nankin”, mais simplement : “Unissez-vous à ce gouvernement!”³

Malgré son ton plus conciliant, ce discours ne tranchait pas, sur le fond, avec l'idée que Jiang était responsable de la guerre – il lui faudrait faire acte de repentance –, pas plus qu'il n'appelait à des négociations directes avec Chongqing⁴. En janvier 1941, l'« Incident de l'Anhui », au cours duquel les troupes nationalistes tuèrent un grand nombre de soldats de la Nouvelle 4^e Armée communiste, fut largement commenté au Japon, certains journalistes n'hésitant pas à féliciter Jiang pour sa politique d'endiguement du communisme⁵.

¹ Arsène-Henry (Tokyo) au Min. des aff. étrangères, « Évolution de l'opinion japonaise », 1^{er} juin 1940, ADF 311.

² Tokutomi ne pouvait pourtant pas être accusé de manquer de patriotisme. Il était un fervent défenseur de l'expansionnisme nippon et, pour cette raison, fut jugé après-guerre comme criminel de guerre de classe A. Voir John D. Pierson, *Tokutomi Sohō 1863-1957: A Journalist for Modern Japan*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1980.

³ Article paru le 20 mai 1940 traduit in Arsène-Henry, archive citée ci-dessus.

⁴ Bien qu'au même moment, on l'a vu, des tractations aient lieu en coulisse, les négociations de paix avec Jiang Jieshi demeuraient un sujet tabou dans les médias. Tobe, « Nihonjin wa Nitchū sensō... », art. cit., p. 21.

⁵ *Ibid.*, p. 14.

Conscient de cette évolution de l'opinion, le gouvernement japonais chercha à mettre en scène le succès de sa politique de collaboration, notamment lors de la visite officielle de Wang Jingwei en juin 1941¹. Dans un éditorial, le *Asahi* qualifia celle-ci de « grand pas dans l'histoire de l'essor asiatique » et cita le premier ministre Konoe qui déclara en recevant Wang : « La paix complète pourra être atteinte grâce aux efforts de votre gouvernement et à la coopération chaleureuse d'une société japonaise unie [*waga chōya ittai* わが朝野一体] »². Précédant de quelques jours le lancement de la Campagne de pacification rurale, cette visite eut pour principal thème le renforcement du régime de Nanjing³. Autrement dit, tout fut mis en œuvre pour démentir l'image d'immobilisme et de faiblesse qu'avait ce dernier dans l'opinion japonaise. Cette politique volontariste répondait aux nombreux appels dans la presse en faveur de nouvelles mesures allant dans ce sens⁴.

La visite suivante de Wang Jingwei, du 19 au 27 décembre 1942, donna lieu à une campagne de communication similaire⁵. Le Japon ayant, entretemps, déclaré la guerre aux Alliés, un geste fort dans la politique de collaboration était attendu par le public japonais⁶. Le thème principal de cette visite fut la question de l'entrée en guerre de Nanjing aux côtés du Japon, elle-même liée à la révision des termes de la collaboration dans le sens d'un renforcement du gouvernement chinois (la « nouvelle politique » déjà évoquée). Purement symbolique d'un point

¹ « Il me semble qu'en recevant officiellement le Président du Gouvernement de Nankin, le Gouvernement Impérial veut en premier lieu pouvoir dire au public japonais que les quatre années de guerre ont tout de même donné un résultat tangible. Le voyage de M. WANG aura lieu en effet peu de jours avant le 7 juillet, anniversaire du début de l'incident de Chine. Il semble aussi que l'annonce de ce voyage à présenter comme un succès sera une utile contrepartie aux yeux du public japonais de la passivité du Gouvernement dans la question des Indes Néerlandaises. » Arsène-Henry (Tokyo) à Pékin, « Voyage de M. WANG CHING WEI au Japon », télégramme n°67, 14 juin 1941, ADF 327. La visite de Wang eut lieu du 17 au 28 juin 1941 (*WZQS*, p. 1564).

² « Kōa shijō no isshin kiroku 興亜史上の一新記録 (Un grand pas dans l'histoire de l'essor asiatique) », *AS*, 21 juin 1941, p. 2. Le gouvernement japonais distinguait la « paix complète » (*zenmen heiwa* 全面平和), devant inclure Chongqing, de la « paix partielle » (*kyokubu heiwa* 局部平和) signée avec Nanjing (Tobe, « Nihonjin wa Nitchū sensō... », art. cit., p. 21).

³ « Kokufu kyōka no gutai hōsaku, teikoku seifu chikaku kōhyō sen 国府強化の具体方策、帝国政府近く公表せん (Le gouvernement impérial sur le point d'annoncer des mesures concrètes pour le renforcement du gouvernement national) », *AS*, 22 juin 1941, p. 1.

⁴ « La demande aujourd'hui d'un renforcement précoce de ce gouvernement vient principalement du fait que son prétendu développement [*hatsu.iku furi* 発育振り] a déçu les attentes générales placées en lui » (Matsumoto Sōkichi, « Nankin seifu no kyōka to kiso to no kankei 南京政府の強化と基礎との関係 (Le rapport entre le renforcement du gouvernement de Nanjing et ses fondations) », *Gaikō jihō*, 1^{er} avril 1941, cité in Tobe, « Nihonjin wa Nitchū sensō... », art. cit., p. 36).

⁵ Voir cette bande d'actualité japonaise revenant sur la visite : « Nikka teikei kyōka e Ō shuseki raihō 日華提携強化へ汪主席来訪 (Visite du président Wang pour le renforcement de la coopération sino-japonaise) », Nichiei, 1942, <<https://www.youtube.com/watch?v=C5ITIX692CU>> (consultée le 15 décembre 2016).

⁶ Attente sans doute créée en partie par les médias : « Comme toujours une campagne de presse bien orchestrée a précédé les actions politiques importantes. Depuis une quinzaine de jours les journaux ont publié des articles réclamant une collaboration plus étroite de la Chine de Nankin. Ils mettent le gouvernement de WANG CHING WEI en demeure de participer à la guerre contre Tchongking par une aide financière et militaire au lieu de s'en tenir à des discours comme il l'avait fait jusqu'ici. » (Arsène-Henry (Tokyo) à Pékin, « Le Japon et le gouvernement de Nankin », télégramme n° 212-215, 20 déc. 1942, ADF 327).

de vue militaire, la participation de Nanjing au conflit visait donc notamment à démontrer aux Japonais que la politique de collaboration était un atout pour leur pays et à redorer l'image du gouvernement. À cet égard, on peut penser que l'accord organisant l'entrée en guerre, signé le 6 janvier, relevait en partie de la politique intérieure du gouvernement japonais¹. Dans un éditorial, le *Asahi* salua le renforcement de la collaboration sino-japonaise et remercia le gouvernement de Nanjing de prendre part à l'effort de guerre en partageant « les joies et les peines [*dōkan kyōku* 同甘共苦] » du Japon. Toutefois, poursuit le journal, on pouvait craindre que la population chinoise n'adhère pas aux objectifs de la « Guerre de la Grande Asie orientale »².

En faisant mine de normaliser ses relations avec les collaborateurs chinois au moyen d'une « nouvelle politique » censée acter l'autonomie de Nanjing, le gouvernement japonais espérait renforcer la légitimité du régime de Wang Jingwei en Chine mais également la sienne au Japon³.

L'examen de la situation de l'État d'occupation japonais en Chine au sein de ce triple contexte (militaire, diplomatique et politique) confirme l'intrication des différentes échelles étudiées (chinoise, impériale, mondiale). Ceci est particulièrement visible au moment de la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei qui, tout en prolongeant dans les faits la construction de l'État d'occupation, témoignait d'une certaine évolution de la finalité donnée à ce dernier. Militairement, le besoin de consolider les structures de gouvernement en zone occupée découlait du passage d'une phase de conquête à une phase d'enlèvement. Diplomatiquement, la volonté de Tokyo de créer un gouvernement souverain et légitime reconnu comme tel sur la scène internationale traduisait son incapacité à traiter avec Chongqing. Politiquement, la finalité donnée *a posteriori* à l'occupation de la Chine, dont le gouvernement de Nanjing fut la matérialisation, répondait en partie à des préoccupations de politique intérieure et fut, pour cette raison, partie prenante d'un débat politique plus large touchant à la gouvernance du pays dans le contexte de la guerre. Si l'objet principal de notre thèse sera de replacer l'État d'occupation dans un temps plus

¹ « Tout cela paraît bien minime après la campagne de presse lancée à grand fracas au début de Décembre dernier et qui faisait envisager une participation bien plus effective de la Chine de Nankin à la guerre de la Grande Asie Orientale. [...] Depuis quelques mois l'opinion publique laisse percer quelque mauvaise humeur : on trouve que la guerre est longue, que la vie est difficile, que le Gouvernement demande sans cesse des sacrifices nouveaux et qu'il ne tient pas ses promesses de victoire [...]. La session de la Diète s'approche et si aucune critique ne sera portée à la tribune, les mécontents de toutes les provinces pourront se compter dans les couloirs. Il me paraît que le Gouvernement a voulu avoir un succès quelconque à annoncer. » Arsène-Henry (Tokyo) à Pékin, « Accord sino-japonais du 6 janvier 1943 », télégramme n°3-11, 12 janv. 1943, ADF 311.

² « Shina no sensō ishiki kōyō 支那の戦争意識昂揚 (Exalter l'esprit combatif en Chine) », *AS*, 8 janv. 1943, p. 2.

³ « D'après des renseignements de secrète source chinoise et japonaise, la popularité du Général TOJO serait de plus en plus atteinte au Japon, et sa nouvelle politique chinoise s'expliquerait en grande partie par le désir de persuader l'opinion japonaise que l'incident de Chine est clos et qu'il est en mesure de compter désormais sur un allié sure [*sic*] et puissant en Asie. » Margerie (Shanghai) à Pékin, « Politique japonaise en Chine », télégramme n°258, 5 avril 1943, ADF 311.

long, ce rapport d'influences réciproques qui le lie à ce triple environnement montre sa nature d'abord conjoncturelle. Produit géopolitique de ce temps court, cet État s'inscrit néanmoins dans un temps plus long ; celui de cette double trajectoire chinoise et japonaise dont il tire sa substance. Autrement dit, si la construction de l'État d'occupation s'explique par ce contexte direct, la forme qu'elle prit trouve sa source et son prolongement dans un processus historique plus large.

Chap. 2. La formation de l'État d'occupation avant 1940

Si le gouvernement de Wang Jingwei, fondé le 30 mars 1940, vit l'avènement d'une nouvelle équipe de collaborateurs chinois, il fut, en grande partie, le produit des organisations pro-japonaises apparues durant les quelque trente mois qui s'étaient écoulés depuis le début de l'occupation. Cette continuité concerna non seulement le personnel politique et administratif qui fut intégré dans le nouveau gouvernement, mais également l'organisation générale de l'État d'occupation. Planifiée par les autorités japonaises à partir de 1938, la centralisation de celui-ci, dont le régime de Wang Jingwei devait marquer l'aboutissement, fut largement théorique, dans la mesure où elle ne remit pas en cause l'autonomie de la Chine du Nord, notamment. Comprendre le fonctionnement et l'emprise territoriale du gouvernement de Nanjing après 1940 nécessite donc d'analyser la formation de l'État d'occupation avant cette date. Nous montrerons, dans un premier temps, comment la mise en place des différents gouvernements collaborateurs locaux au début de la guerre épousa le découpage de l'armée japonaise en corps distincts. La rivalité entre ces derniers gêna la politique de centralisation, dont nous verrons, dans un deuxième temps, qu'elle fut pensée selon un modèle confédéral. Le projet étatique du Mouvement de paix lancé en 1939 par Wang Jingwei se voulait à l'opposé de cette vision d'une Chine fragmentée. Il prônait au contraire une véritable centralisation, sur le modèle du Gouvernement nationaliste d'avant-guerre. Nous étudierons, dans un troisième temps, comment le Mouvement de paix fut intégré au cours de l'année 1939 dans le plan de réorganisation de l'État d'occupation. La seconde phase de centralisation qui s'amorça alors resta largement tributaire du modèle confédéral, contraignant le groupe de Wang à faire de nombreuses concessions. Avant d'aborder la genèse de l'État d'occupation, il convient toutefois de s'interroger sur son point de départ.

Quand faire débiter l'État d'occupation ?

Comme nous l'avons dit, nous entendons par « État d'occupation » non pas une entité cohérente du début à la fin mais un ensemble hétéroclite de structures politiques dont l'intégration, notamment sous l'autorité nominale du gouvernement de Nanjing après 1940, évolua tout au long de la guerre. Certaines de ces structures trouvaient leur origine dans des organisations établies à l'initiative de l'armée japonaise avant l'Incident du pont Marco Polo. Ce constat conduit à s'interroger sur la pertinence des bornes chronologiques données jusqu'ici à notre objet. Faut-il faire débiter l'État d'occupation en Chine en 1937 ou plus tôt ? Cette question implique un problème plus large : celui de la périodisation de l'expansion continentale du Japon et

donc de la cohérence du projet impérialiste japonais¹. La succession régulière, à partir des années 1920, d'incidents fomentés par l'armée nippone, suivis presque systématiquement d'une institutionnalisation de la domination nippone à travers la création de gouvernements locaux pro-japonais, peut légitimement sembler relever d'un dessein impérialiste, dont l'invasion de la Chine à partir de l'été 1937, puis de l'Asie du sud-est fin 1941, serait l'aboutissement. C'est du moins ainsi que l'historiographie chinoise analyse la genèse de l'État d'occupation en Chine du Nord². Michel Vié préfère, quant à lui, parler, à propos de la période intermédiaire 1933-1937, d'une « dynamique de l'hésitation » afin de prendre en compte la part d'imprévu du processus aboutissant au déclenchement d'une guerre de grande échelle entre les deux pays³. Aussi hésitante soit-elle cette dynamique alla clairement dans le sens d'un morcellement de la Chine du Nord au profit du Japon et se concrétisa dans des organisations politiques plus tard intégrées au gouvernement de collaboration de Beijing, lui-même théoriquement partie prenante du gouvernement de Nanjing à partir de 1940.

On peut, à cet égard, distinguer les prémices de l'État d'occupation en Chine « propre » du volet mandchou et mongol (*manmō* 滿蒙) de l'expansion continentale japonaise, qui vit la création du Manzhouguo en 1932 et du Gouvernement fédéré autonome de Mongolie (*Mōko renmei jichi seifu* 蒙古聯盟自治政府) en octobre 1937⁴. Cette distinction fut entérinée lors de la Conférence

¹ Incidemment, on retrouve ici l'éternelle question des bornes chronologiques de la seconde guerre sino-japonaise elle-même. L'historiographie japonaise se divise entre les historiens parlant d'une « guerre de huit ans » (1937-45) et les tenants de la « guerre de quinze ans » (1931-45). Les premiers refusent de voir un lien de causalité inévitable entre l'expansion en Mandchourie et l'invasion de la Chine propre. Sans tomber dans une vision déterministe de l'histoire, les seconds divisent la période en trois phases (1931-37 ; 1937-41 ; 1941-45). Les historiens chinois, quant à eux, ne considèrent pas la période précédant l'Incident de juillet 1937 comme relevant à proprement parler de la guerre sino-japonaise, mais comme une phase préparatoire, selon une vision téléologique des événements. Voir Duan Ruicong, « Japanese Scholarship on the Sino-Japanese War: Principle Trends and Achievements, 2007–2012 », *Cross-Currents: East Asian History and Culture Review*, E-Journal n°10, mars 2014, p. 121, <<https://cross-currents.berkeley.edu/e-journal/issue-10/sino-japanese-war>> (consulté le 25 mai 2016).

² Voir notamment Guo Guiru 郭貴儒 *et al*, *Huabei weizhengquan shigao : cong "Linshi zhengfu" dao "Huabei zhengwu weiyuanhui"* 華北偽政權史稿：從"臨時政府"到"華北政務委員會" (Histoire des régimes fantoches en Chine du Nord : du "Gouvernement provisoire" au "Conseil des affaires politiques de Chine du Nord"), Beijing, Shehuikexue wenxian chubanshe, 2007, chap. 1.

³ Vié, *Le Japon et le monde...*, *op. cit.*, p. 169. Hésitation découlant, selon lui, d'une double décentralisation : au niveau de l'action politique, côté japonais, en raison des prises de décision des officiers sur le terrain sans consentement préalable de Tokyo ; au niveau territorial, côté chinois, où la réunification inachevée du pays par le GMD gêna la résistance au Japon (*ibid.*).

⁴ Sur la politique mandchoue du Japon, voir notamment Yamamuro, *Manchuria under Japanese Dominion*, *op. cit.*. Sur la politique mongole du Japon, voir James Boyd, *Japanese-Mongolian Relations, 1873-1945: Faith, Race and Strategy*, Folkestone, Global Oriental, 2011. On trouvera une synthèse récente à propos du gouvernement de collaboration mongol in Lu Minghui, « The Inner Mongolian "United Autonomous Government" », in MacKinnon *et al.* (dir.), *China at War*, *op. cit.*, p. 148-171.

orientale (*Tōhō kaigi* 東方會議) réunie en juin-juillet 1927 par le premier ministre Tanaka Giichi 田中義一 (1864-1929)¹.

La matrice de l'État d'occupation en Chine du Nord (1935-1937)

Si l'on s'en tient donc à la seule Chine « propre », il faut faire remonter l'État d'occupation japonais à 1935, date de la création du Gouvernement autonome anticommuniste du Hebei oriental (*Jidong fangong zizhi zhengfu* 冀東防共自治政府) et du Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar (*Ji-Cha zhengwu weiyuanhui* 冀察政務委員會)². La Trêve de Tanggu (*Tanku kyōtei* 塘沽協定), signée le 31 mai 1933 entre l'armée chinoise et l'armée du Guandong (*Kantōgun* 關東軍)³, avait mis fin à l'invasion militaire japonaise en Mandchourie et créé une zone démilitarisée en Chine du Nord. Autrement dit, elle privait Nanjing de son contrôle sur une partie de la région située entre Beiping et la Grande muraille⁴. Cette situation rendit possible une ingérence croissante des militaires japonais dans la politique locale. Ces derniers firent échouer les efforts en faveur de la paix qui se traduisirent notamment par l'échange d'ambassadeurs entre Tokyo et Nanjing annoncé le 18 mai 1935⁵. Forte de son expérience en Mandchourie, l'armée chercha à contrer la politique centralisatrice de Nanjing en favorisant l'émergence de gouvernements locaux autonomes⁶. Cette politique de subversion fut incarnée par *Doihara Kenji 土肥原賢二, alors chef du Bureau des services spéciaux (*tokumubu* 特務部) à Fengtian (Mukden, act. Shenyang). Le plan de l'Armée du Guandong visait à pousser les

¹ *Ibid.*, p. 150. Cette conférence suscita bien des fantasmes à l'origine de la vision téléologique d'un « complot japonais contre la paix ». Elle aurait en effet donné lieu à un mémoire au trône de Tanaka (*Tanaka jōsōbun* 田中上奏文) planifiant l'invasion de la Mandchourie puis de la Chine. Utilisé par la propagande chinoise puis américaine, ce document est généralement considéré comme un faux. Voir John J. Stephan, « The Tanaka Memorial (1927): Authentic or Spurious? », *Modern Asian Studies*, vol. 7, n° 4, 1973, p. 733-745. Il est pourtant cité dans les travaux chinois les plus sérieux, par exemple Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, *op. cit.*, p. 2 et Lu Minghui, « The Inner Mongolian... », art. cit., p. 150.

² Le terme *weiyuanhui* est généralement traduit par « comité » mais parfois aussi par « conseil » ou « commission ». Nous le traduirons par « conseil » lorsqu'il désigne une organisation politique dont l'autorité est censée s'exercer sur un large territoire et par « comité » pour les autres cas.

³ Créée en 1906 après la victoire sur la Russie pour assurer la sécurité des chemins de fer japonais en Mandchourie, l'armée du Guandong se transforma progressivement en une force presque autonome. Une fois bâti le Manzhouguo, elle participa aux opérations visant à établir des gouvernements locaux de collaboration. Voir Coox, « The Kwantung Army Dimension », in Duus et al. (dir.), *The Japanese Informal Empire in China...*, *op. cit.*, p. 395-428.

⁴ Ce retrait de la souveraineté du gouvernement nationaliste en Chine du Nord fut aggravé en 1935 par deux accords : l'accord He-Umezu (*Umezu-Ka Ōkin kyōtei* 梅津・何応欽協定) le 10 juin et l'accord Qin-Doihara (*Doihara-Shin Tokujun kyōtei* 土肥原・秦德純協定) le 27 juin.

⁵ Winston B. Kahn, « Doihara Kenji and the North China Autonomy Movement 1935-1936 », in A. Coox, H. Conroy (dir.), *China and Japan: A Search for Balance Since World War I*, Santa Barbara, Calif., ABC-Clio Books, 1978, p. 178 *sqq.*

⁶ Par souci de brièveté, nous laissons de côté la rivalité entre l'Armée du Guandong et la Garnison de Tianjin (*Tenshingun* 天津軍 dont le nom officiel était *Shina chūtongun* 支那駐屯軍) dans la mise en œuvre de cette politique. Sur le sujet, voir *ibid.*, p. 184 *et passim*. On peut cependant noter que, dès le départ, le développement de l'État d'occupation japonais en Chine fut tributaire des luttes internes de l'armée impériale.

principaux dirigeants de cinq provinces septentrionales (Chahar, Suiyuan, Shanxi, Hebei, Shandong), tels que le seigneur de la guerre Yan Xishan 閻錫山 (1883-1960), à faire sécession de Nanjing en formant un gouvernement autonome¹. Les difficultés de ces potentats locaux à s'entendre entre eux et, surtout, les efforts politiques et financiers déployés par Nanjing pour s'assurer de leur fidélité firent échouer cette entreprise². Doihara dut se rabattre sur *Yin Rugeng 殷汝耕 tout en espérant encore rallier des dirigeants de plus grande envergure, notamment le général Song Zheyuan 宋哲元 (1885-1940)³.

Le 25 novembre 1935, Yin Rugeng proclama la sécession de vingt-deux districts (*xian*) – la zone démilitarisée et quatre districts voisins – sous la direction d'un Conseil autonome anticommuniste du Hebei oriental (*Jidong fanggong zizhi weiyuanhui*)⁴. Le programme du nouveau gouvernement prévoyait de « s'opposer à la dictature du parti unique du GMD, rétablir le drapeau à cinq couleurs, reconstruire le système gouvernemental de la République de Chine, s'opposer au communisme, travailler pour l'amitié entre le Japon, le Manzhouguo et la Chine en diffusant la culture d'Asie orientale et promouvoir la paix dans la région »⁵.

Au même moment, des tractations avaient lieu entre Doihara, Song Zheyuan et une délégation envoyée par Nanjing. Doihara n'avait pas renoncé à faire de Song la pièce maîtresse du mouvement d'autonomie en Chine du Nord malgré son soutien affiché au gouvernement central. Jugeant qu'un gouvernement autonome dirigé par Song était préférable au fantoche Yin Rugeng, Nanjing autorisa la création d'un Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar qui fut inauguré en catimini à Beiping le 18 décembre 1935⁶.

Ces deux organisations rivales comptaient dans leurs rangs plusieurs futurs dirigeants des organisations politiques pro-japonaises établies après 1937⁷. Outre Yin Rugeng, on trouvait ainsi dans le Conseil autonome anticommuniste du Hebei oriental des collaborateurs tels que *Zhang Renli 張仁蠡 et *Wang Xiakai 王廈材. Le Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar, quant à lui, avait notamment comme membres les deux principaux futurs présidents du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord (Wang Kemin et Wang Yitang), ainsi que des collaborateurs notables tels que *Men Zhizhong 門致中 et *Xia Suchu 夏肅初. Bien qu'établi avec l'aval de

¹ Kahn, « Doihara Kenji », art. cit., p. 185.

² *Ibid.*, p. 186.

³ Sur le rôle de Song Zheyuan et ses relations conflictuelles avec Nanjing, voir Marjorie E. Dryburgh, « Song Zheyuan, the Nanjing Government and the North China Question in Sino-Japanese Relations, 1935-1937 », Ph.D. dissertation, Durham University, 1993.

⁴ Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, op. cit., p. 35 et 38. Le 25 décembre, ce Conseil fut renommé « Gouvernement ». Kahn, « Doihara Kenji », art. cit., p. 193.

⁵ Cité in JACAR C12120147900, *Kitō bōkyō jichi seifu ni tsuite* 冀東防共自治政府に就て (À propos du Gouvernement autonome anticommuniste du Hebei oriental), p. 953.

⁶ Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, op. cit., p. 41 sqq.

⁷ On trouvera une liste des ces dirigeants in *ibid.*, p. 57 et *SWHB*, p. 1167 sqq.

Nanjing dans le but de faire obstacle à l'organisation de Yin Rugeng, le Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar fut donc, par ses membres, la véritable matrice du Gouvernement provisoire de Beijing, qui conserva son autonomie après 1940 sous le nom de Conseil des affaires politiques de Chine du Nord.

Dès les premiers jours de l'année 1936, des négociations s'engagèrent entre les militaires japonais et Song Zheyuan. Chaque partie espérait une fusion des deux organisations mais pour des raisons différentes : Doihara souhaitait consolider l'autonomie de la Chine du Nord à travers une structure politique unique placée sous tutelle japonaise tandis que Song visait une suppression du Conseil autonome anticommuniste du Hebei oriental¹. L'échec de ces négociations précipita celui de la politique de morcellement en Chine du Nord dont l'abandon s'imposa à partir du départ de Doihara – muté à Tokyo en mars 1936 – avant d'être officialisé en janvier 1937².

Autrement dit, si les organisations politiques apparues en Chine du Nord au milieu des années 1930 sous l'influence directe ou indirecte de l'armée japonaise constituèrent bien la matrice de l'État d'occupation – elles furent dissoutes et intégrées au Gouvernement provisoire de Beijing à la fin de l'année 1937 –, la politique consistant à diviser pour régner à l'origine de leur formation fut remise en cause par le Japon lui-même. Il n'y a donc pas lieu de parler d'un plan cohérent visant à construire un État d'occupation appliqué sans discontinuité avant et après juillet 1937³. Si cohérence il y eut entre ces deux périodes, ce fut justement dans l'absence de cohérence, tant l'État d'occupation en temps de guerre fut lui aussi tributaire de la planification changeante d'une armée japonaise divisée.

2.1. Une construction éclatée

La construction de l'État d'occupation en Chine propre après juillet 1937 se fit à deux niveaux. Au niveau local des bourgs, des organisations *ad hoc* furent établies pour combler le vide administratif provoqué par la fuite des fonctionnaires devant l'avancée des troupes nippones. Au niveau des grands centres urbains, Beijing et Nanjing principalement, des gouvernements d'envergure régionale furent progressivement mis en place. L'intégration de ces deux niveaux fonctionna mal aussi bien verticalement (les organisations locales censées devenir les échelons administratifs de base de ces gouvernements régionaux cherchèrent à conserver leur autonomie)

¹ Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, *op. cit.*, p. 65. En mars 1936, Doihara déclara à la presse japonaise : « Japan does not aim at making North China a second "Manchukuo," completely separated from Nanking, but is seeking to make the region an experimental ground for actual Sino-Japanese rapprochement by means of economic and military cooperation ». Cité in Kahn, « Doihara Kenji », art. cit., p. 199.

² Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, *op. cit.*, p. 91.

³ L'historiographie chinoise souligne, au contraire, le lien de cause à effet entre l'échec de la politique de morcellement et l'Incident du pont Marco Polo qui aurait été provoqué dans le but de poursuivre ce plan. Voir *ibid.*, p. 92.

qu'horizontalement (la centralisation de l'État d'occupation par une fusion des principaux gouvernements régionaux fut gênée par les finalités rivales données à ce projet). Ces dysfonctionnements furent essentiellement le fait des divisions au sein de l'armée japonaise. En effet, la construction de l'État d'occupation, dans les premiers mois de la guerre, se fit de manière éclatée, épousant en cela la fragmentation de l'Armée de terre japonaise en corps rivaux. Cette organisation prit forme à mesure que la guerre, en se prolongeant, rendait nécessaire l'envoi de renforts successifs et donc une réorganisation de l'organigramme militaire. Ainsi, dans le Nord, la Garnison de Tianjin, dont les effectifs furent démultipliés, devint l'Armée régionale de Chine du Nord (*kita Shina hōmen gun* 北支那方面軍) en août 1937. En Chine centrale, l'Armée expéditionnaire de Shanghai (*Shanghai haken gun* 上海派遣軍), activée en août, devint en octobre l'Armée régionale de Chine centrale (*naka Shina hōmen gun* 中支那方面軍) qui, à son tour, forma l'Armée expéditionnaire de Chine centrale (*naka Shina haken gun* 中支那派遣軍) en février 1938¹. Cette polarisation Nord/Sud prit en principe fin avec la fusion des deux armées en septembre 1939 pour former l'Armée expéditionnaire de Chine (*Shina haken gun* 支那派遣軍), dont le quartier général était basé à Nanjing. Parallèle à la centralisation de l'État d'occupation, cette fusion n'empêcha pas, comme ce fut le cas pour ce dernier, le maintien d'une autonomie de fait du Nord. Enfin, l'invasion de parcelles méridionales, la région de Canton notamment, vit la formation d'une Armée expéditionnaire de Chine du Sud (*Nanshi hakengun* 南支派遣軍).

Chaque commandement des armées japonaises en Chine comprenait un Bureau des services spéciaux (*tokumubu* 特務部), lui-même responsable d'agences des services spéciaux (*tokumu kikan* 特務機関)². Ces organisations furent au cœur de la construction de l'État d'occupation. Elles trouvaient leur origine dans les activités d'espionnage menées par l'Armée de terre³. Celles-ci étaient placées sous l'autorité du 2nd Bureau (*dai ni ka* 第二課) de l'État-major central (*sanbō honbu* 參謀本部) chargé du renseignement⁴, qui comprenait notamment une Section Chine (*Shina ka* 支那課). La collecte de renseignements en Chine fut longtemps l'affaire des attachés militaires (*zuki bukan* 付武官) auprès de la légation de Beijing (devenue une

¹ Edward J. Drea, *Japan's Imperial Army: Its Rise and Fall, 1853-1945*, Lawrence, University of Kansas, 2009, p. 195-196.

² Nous avons mentionné ces organisations à propos de Kōa.in (partie 1.3.1.1). Chaque agence des services spéciaux comprenait un bureau des Affaires générales (*sōmubu* 総務部) et trois sections (*ka* 課) : (1) affaires politiques ; (2) maintien de l'ordre ; (3) culture, économie, idéologie, propagande, renseignement.

³ Pour une présentation générale synthétique, voir Michael A. Barnhart, « Japanese Intelligence Before the Second World War: 'Best Case' Analysis », in Ernest R. May (dir.), *Knowing One's Enemies: Intelligence Assessment Before the Two World Wars*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1984, p. 424-455.

⁴ Par opposition au 1^{er} Bureau qui supervisait les opérations militaires.

ambassade en 1935), ainsi qu'à Shanghai, Jinan, Nanjing, Fuzhou, Canton et Hankou¹. Dans les années 1930, des agences de services spéciaux (*tokumu kikan*), placées directement sous l'autorité de l'État-major central, furent également créées dans différentes localités de Chine. Après le début des hostilités, à l'été 1937, l'Armée de terre supprima ses attachés militaires, qui ne firent leur retour qu'après la formation du gouvernement de Wang Jingwei. Les agences des services spéciaux passèrent sous l'autorité des commandements des armées régionales présentées ci-dessus (Chine du Nord, Chine centrale et, plus tard, Chine méridionale). En 1938, le nom « bureau des services spéciaux » (*tokumubu*) fut adopté ; les agences (*kikan*) désignant désormais les branches locales de ces derniers. Ce changement de nom ne concerna cependant pas les agences de Shanghai et Nanjing². En fait d'espionnage et de contre-espionnage, la tâche principale de ces organisations consista à recruter, organiser et protéger les collaborateurs chinois. Pour ce faire, elles s'appuyèrent, dans un premier temps, sur des corps de pacification (*senbu han* 宣撫班) composés de civils parlant chinois. Dans le cas de la Chine centrale, il y avait, en janvier 1938, 8 agences des services spéciaux (à Shanghai, Suzhou, Jiaxing, Zhenjiang, Hangzhou, Nanjing, Huzhou, Wuhu) qui supervisaient 37 corps de pacification³.

2.1.1. Chine du Nord

La construction de l'État d'occupation en Chine du Nord se fit principalement à partir de Beiping et de Tianjin où les bureaux des services spéciaux militaires japonais (*tokumubu*) avaient préparé la mise en place de gouvernements locaux avant même l'entrée des troupes⁴. À Beiping (rapidement rebaptisée Beijing pour affirmer son autonomie par rapport à Nanjing), le Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar de Song Zheyuan perdit le contrôle de la ville au profit du Comité local de maintien de l'ordre de Beiping (*Beiping difang zhi'an weichihui* 北平地方治安維持會) formé le 30 juillet 1937 à l'initiative d'Imai Takeo notamment. Dirigé par *Jiang Chaozong 江朝宗, il était composé de dirigeants civils, dont certains étaient issus de l'administration précédente⁵. De la même manière, un Comité de maintien de l'ordre de Tianjin (*Tianjinshi zhi'an weichihui*) présidé par *Gao Lingwei 高凌霨 vit le jour le 1^{er} août⁶. Parallèlement, une dizaine de comités semblables furent établis dans le Hebei, le Shanxi, le

¹ Kotani Ken 小谷賢, *Nihon gun interijensu : naze jōhō ga ikasarenai no ka* 日本軍インテリジェンス:なぜ情報が活かされないのか (Le renseignement militaire japonais et pourquoi il a échoué), Kōdansha, 2007, p. 60.

² Strategic Services unit, « Japanese Intelligence Organizations in China », 4 juin 1946, Section II, CIA. L'organisation spécifique des services spéciaux militaires dans les deux villes s'expliquait par la présence étrangère (Brook, *Collaboration, op. cit.*, p. 129).

³ *Ibid.*, p. 59-60.

⁴ *WZQS*, p. 102.

⁵ Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao, op. cit.*, p. 140.

⁶ *Ibid.*, p. 145.

Shandong ou encore le Henan à mesure de l'avancée des troupes japonaises¹. À ce stade, aucun effort ne fut entrepris pour centraliser ces organisations provisoires². Les premiers signes d'un tel projet apparurent à l'automne avec la formation, le 22 septembre, d'une Fédération des comités locaux de maintien de l'ordre de Beiping et Tianjin (*Ping-Jin difang zhi'an weichihui lianhehui* 平津地方治安維持會聯合會). Présidée par Gao Lingwei, cette organisation fit aussi la liaison avec le Gouvernement autonome anticommuniste du Hebei oriental dont le siège avait quitté la banlieue de Beiping pour la ville de Tangshan 唐山 au nord-est de Tianjin, après la Mutinerie de Tongzhou en juillet³.

Ce premier projet d'un gouvernement de collaboration à l'échelle du Hebei fut gêné par les ambitions intactes de l'Armée du Guandong qui n'avait par renoncé à son projet de gouvernement fédéral autonome regroupant les cinq provinces du Nord. Plus largement, ses dirigeants tels le futur premier ministre Tōjō Hideki étaient en faveur d'une Chine divisée en gouvernements locaux⁴. Forte de son expérience en Mandchourie, l'Armée du Guandong envoya des Corps de pacification (*senbu han*) composés d'employés de la Mantetsu dont la mission était d'assurer la protection des voies ferrées en organisant des milices locales de paysans mais aussi d'assister l'armée dans d'autres domaines relatifs à la « pacification », notamment en matière de propagande. L'Armée régionale de Chine du Nord ne tarda cependant pas à prendre le contrôle de ces corps qui furent, par la suite, intégrés dans la Xinminhui, principale organisation de masse en Chine du Nord dont il sera question plus bas⁵.

2.1.1.1. Beijing, capitale présomptive de l'État d'occupation

L'ascendant pris par l'Armée de Chine du Nord sur la construction de l'État d'occupation s'affirma à l'issue d'un remaniement à sa tête qui vit l'arrivée du général de division *Kita Seiichi 喜多誠一. Ce dernier s'employa à mettre en place un gouvernement de collaboration placé sous la tutelle exclusive des services spéciaux de l'Armée de Chine du Nord créés début septembre pour supplanter ceux à l'origine de la Fédération des comités locaux de maintien de l'ordre de Beiping et Tianjin⁶. L'objectif, exprimé dans un plan d'octobre 1937, était ambitieux : « Le nouveau régime qu'il faut établir dans le Nord ne doit pas être un gouvernement régional en

¹ *Ibid.*, p. 154.

² Li, *The Japanese Army in North-China*, *op. cit.*, p. 49.

³ *Ibid.*, p. 50.

⁴ Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 88.

⁵ Li, *The Japanese Army in North-China*, *op. cit.*, p. 51 sq. ; Yamaguchi Noboru, « An Unexpected Encounter with Hybrid Warfare: the Japanese Experience in North China, 1937–45 », in Williamson Murray, Peter R. Mansoor (dir.), *Hybrid Warfare: Fighting Complex Opponents from the Ancient World to the Present*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 234 sqq.

⁶ Li, *The Japanese Army in North-China*, *op. cit.*, p. 52 sq.

Chine du Nord mais un gouvernement central remplaçant le gouvernement de Nanjing »¹. Trois raisons, selon ce document, justifiaient de donner au nouveau régime une envergure nationale : (1) aucun dirigeant chinois de premier plan n'accepterait de diriger un gouvernement local ; (2) un gouvernement local subirait la pression de la politique « d'unification pour la survie de la patrie [tōitsu zuson seisaku 統一図存政策] » du gouvernement de Nanjing ; (3) il donnerait à la population chinoise le sentiment que le Japon cherchait à dépecer la Chine². Autre raison, sans doute : faire de la Chine du Nord le centre de l'État d'occupation en devançant l'Armée régionale de Chine centrale qui, au même moment, menait un chantier similaire dans la vallée du bas-Yangzi. Vis-à-vis du pouvoir central japonais, enfin, la formation d'un gouvernement chinois en théorie indépendant offrait à l'Armée régionale de Chine du Nord la possibilité d'exercer de manière autonome son pouvoir dans la région³. Défini sur le papier au fil des plans circulant entre les différentes administrations de l'armée et se concrétisant sur le terrain selon les circonstances locales, ce projet s'imposa progressivement malgré les critiques qu'il suscitait⁴.

Pour diriger ce nouveau gouvernement, Kita chercha à recruter des collaborateurs chinois qui devraient avoir occupé des fonctions de premier plan par le passé sans s'être trop compromis avec le GMD⁵. Dès cette époque le nom de Wu Peifu fut évoqué mais, faute de mieux, l'armée jeta son dévolu sur Wang Kemin que l'on fit venir de Hongkong au début du mois de décembre 1937⁶. Dotés d'un profil similaire, les collaborateurs recrutés pour diriger le futur gouvernement étaient comme Wang Kemin d'anciens ministres du Gouvernement Beiyang. Beaucoup avaient commencé leur carrière dans l'administration Qing et avaient pris l'habitude de travailler avec les militaires japonais en tant que membres du Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar⁷. L'homogénéité de ce directoire était toutefois loin d'être parfaite, notamment parce que ce dernier prolongeait en son sein les fractures de la période des seigneurs de la guerre (1916-1928) dont les collaborateurs du Nord étaient pour beaucoup d'anciens bras droits. La principale ligne de clivage

¹ JACAR B02030551900, « Hokushi seiken juritsu ni kansuru ichibu no kenkyū 北支政權樹立ニ関スル一部ノ研究 (Étude partielle au sujet de l'établissement d'un régime en Chine du Nord) », *Shina jihen kankei ikken*, op. cit., vol. 18, 28 oct. 1937, p. 305. Également mentionné in Li, *The Japanese Army in North-China*, op. cit., p. 54.

² « Hokushi seiken juritsu... », art. cit., p. 305.

³ Li, *The Japanese Army in North-China*, op. cit., p. 70. En cela, le discours sur le respect par le Japon de la souveraineté du nouveau gouvernement était compris par les officiers de l'Armée de Chine du Nord comme devant garantir leur propre autonomie vis-à-vis de Tokyo. Ils ne faisaient là que reprendre la stratégie employée en Mandchourie par l'Armée du Guandong. Voir à ce sujet Han Suk-Jung, « The Problem of Sovereignty: Manchukuo, 1932-1937 », *Positions: East Asia Cultures Critique*, vol. 12, n° 2, automne 2004, p. 457-478.

⁴ Un amiral de la marine écrivit par exemple à son vice-ministre en mars 1938 pour le mettre en garde contre les risques que représentait pour le Japon la transformation de la Chine du Nord en une « seconde Mandchourie » (cité in Brook, *Collaboration*, op. cit., p. 34).

⁵ Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, op. cit., p. 157 sq.

⁶ *Ibid.*, p. 159.

⁷ Boyle écrit que ce casting « included some of the least memorable names in Chinese history » (*China and Japan at War*, op. cit., p. 89). Certes, il s'agissait pour l'essentiel de vieilles gloires, mais certains d'entre eux avaient tout de même joué un rôle important dans la modernisation du pays, comme le montrent leurs notices biographiques (voir Annexe 3).

opposait les membres de la clique du Zhili (*Zhixi* 直系) à ceux de la clique de l'Anhui (*Wanxi* 皖系)¹. Cette opposition, que les Japonais ne manquèrent pas d'instrumentaliser, explique en partie la forte rivalité qui exista entre les deux principaux dirigeants de Chine du Nord, Wang Kemin et *Wang Yitang 王揖唐, qui étaient issus respectivement de l'une et de l'autre².

2.1.1.2. Le Gouvernement provisoire

Le 14 décembre 1937, au lendemain de la prise de Nanjing, le Gouvernement provisoire de la République de Chine (*Zhonghua minguo linshi zhengfu* 中華民國臨時政府) fut inauguré à Beijing dans l'ancienne résidence de Yuan Shikai³. Mis sur pied dans la précipitation, ce nouveau gouvernement ne disposa de bureaux opérationnels qu'en janvier 1938⁴. Le gouvernement japonais aurait appris la nouvelle de l'inauguration dans la presse⁵. Comme son nom l'indiquait, il était conçu comme la matrice provisoire d'un nouveau gouvernement central chinois (dont l'Armée de Chine du Nord entendait faire de Beijing la capitale) et avait donc vocation à intégrer les gouvernements de collaboration déjà existants en Chine du Nord⁶. Le jour de son inauguration, la Fédération des comités locaux de maintien de la paix de Beiping et Tianjin annonça ainsi sa dissolution⁷. En ce qui concernait le Gouvernement autonome anticommuniste du Hebei oriental, le gouvernement japonais adopta le 24 décembre un décret prévoyant sa suppression, mais il fallut plusieurs semaines de négociations sous la houlette de Kita pour que soient annoncée, le 1^{er} février 1938, sa dissolution et sa fusion avec le Gouvernement provisoire⁸. Preuve supplémentaire du caractère temporaire de ce nouveau gouvernement, son poste suprême de chef de l'État (*yuanshou* 元首) fut laissé vacant en attendant de trouver un dirigeant chinois digne de ce rang⁹. En effet, Wang Kemin n'était qu'une sorte de premier ministre au sein d'une direction collégiale qui comprenait également Wang Yitang, *Tang Erhe 湯爾和, *Dong Kang 董康, *Zhu Shen 朱

¹ Aussi connue comme la « clique Anfu » du nom de son aile politique.

² Li, *The Japanese Army in North-China*, *op. cit.*, p. 81.

³ *Ibid.* L'inauguration était prévue pour le 1^{er} janvier 1938 mais la prise de la capitale nationaliste amena ses organisateurs à l'avancer dans l'espoir de faire du nouveau gouvernement le dépositaire symbolique du pouvoir délaissé par le GMD dans sa fuite. Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, *op. cit.*, p. 163.

⁴ Li, *The Japanese Army in North-China*, *op. cit.*, p. 54.

⁵ Si l'on en croit le chef de cabinet de Konoe, Kazami Akira 風見章 (1886-1961), cité in Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 145.

⁶ « Le gouvernement impérial est déterminé à faire du Gouvernement provisoire de la République de Chine le noyau d'une Chine nouvelle [*shinkō Shina no chūshin seiryoku* 新興支那ノ中心勢力] ». JACAR B02030573200, « Ishii bunsho 石射文書 (Documents Ishii), 2 » [s.d.], *Shina jihen kankei ikken*, vol. 30, p. 352.

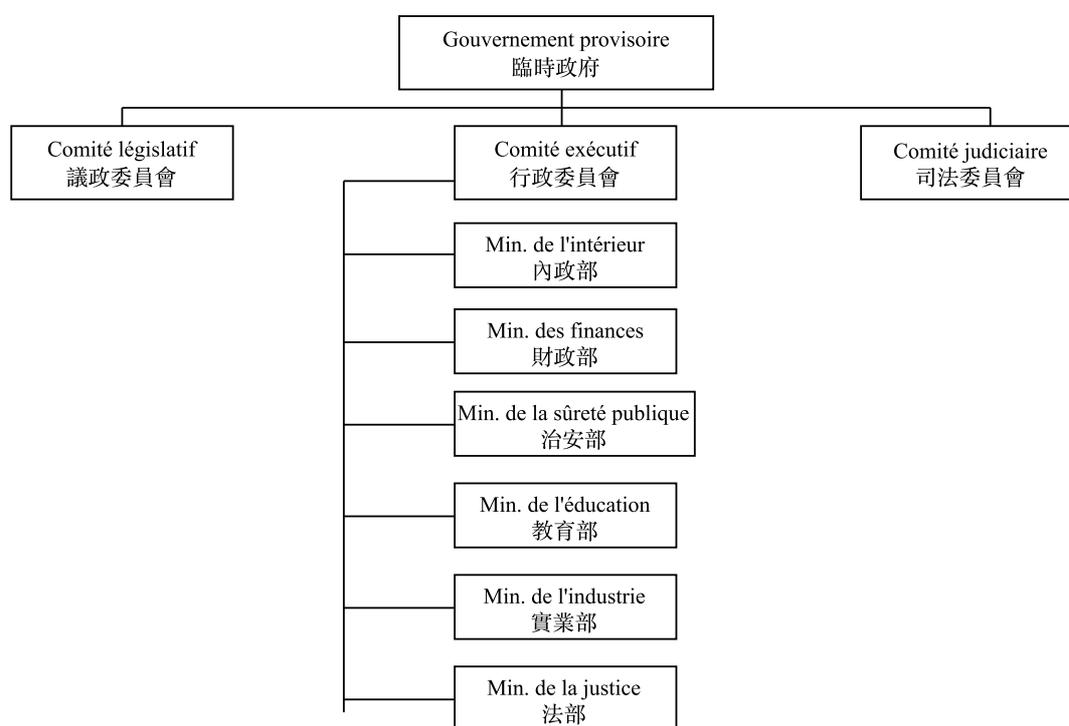
⁷ Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, *op. cit.*, p. 169 sq.

⁸ *Ibid.*, p. 170 et 579.

⁹ *Ibid.*, p. 163. Cette nature transitoire des gouvernements de collaboration allait être l'une des constantes de l'État d'occupation. Incapable d'établir un pouvoir chinois efficace sur lequel il puisse s'appuyer, l'occupant espérait toujours trouver mieux. Ce manque de confiance dans les institutions qu'il avait lui-même créées fut – on l'a vu à propos de la poursuite des contacts entre Tokyo et Chongqing – une source d'affaiblissement supplémentaire pour l'autorité de ces gouvernements.

深, *Qi Xieyuan 齊燮元, Jiang Chaozong et Gao Lingwei¹. À son sommet, le Gouvernement provisoire était organisé en trois comités (législatif, exécutif et judiciaire) dirigés respectivement par Tang Erhe, Wang Kemin et Dong Kang selon une apparente séparation tripartite des pouvoirs². En réalité, l'autorité que voulait bien déléguer l'Armée de Chine du Nord aux dirigeants de Beijing était concentrée dans le Comité exécutif qui supervisait les principaux ministères et bureaux tandis que les deux autres comités se trouvaient de fait placés sous son contrôle³.

Figure 2.1. Organigramme du Gouvernement provisoire de la République de Chine



Source : adapté de Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, op. cit., p. 166.

Note : Nous présentons ici une version simplifiée de cet organigramme, correspondant à l'organisation du Gouvernement provisoire après la suppression du ministère de l'Administration (*xingzhengbu* 行政部) en octobre 1938.

Le dernier mot revenait à l'Armée de Chine du Nord qui « guidait de l'intérieur » (*naimen shidō* 內面指導) le gouvernement de Beijing via ses services spéciaux, dont les agents servaient comme

¹ MZN, p. 1019. Sa composition témoignait de l'intégration des gouvernements de collaboration initiaux représentés par les présidents des comités de maintien de l'ordre de Beijing et de Tianjin, Jiang Chaozong et Gao Lingmei.

² « Gentaru sanken bunritsu ; Shinseifu soshiki taikō 嚴たる三権分立 ; 新政府組織大綱 (Une séparation stricte des trois pouvoirs ; Organisation générale du nouveau gouvernement) », *AS*, 14 déc. 1937, p. 3.

³ Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 90 ; Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, op. cit., p. 165.

conseillers en son sein¹. Aussi, chaque ministère était en mesure de remporter un arbitrage contre le Comité exécutif si ses conseillers japonais le décidaient².

Dirigé par des hommes qui avaient dû quitter le pouvoir après la victoire des Nationalistes en 1928, le Gouvernement provisoire se voulait, sur le plan idéologique, l'opposé du Gouvernement nationaliste. Outre l'anticommunisme, la propagande du nouveau régime se focalisa ainsi sur la dénonciation du caractère néfaste des « trois principes du peuple » (*sanminzhuyi* 三民主義) auxquels était opposée l'idéologie confucéenne de la « Voie royale » (*wangdao* 王道)³. Rejetant la « décennie de Nankin », le nouveau régime chercha à s'inscrire dans la continuité du Gouvernement Beiyang, voire de la dynastie Qing⁴. Encouragé par les Japonais, ce rejet était visible dans le nom de certains organes administratifs⁵ ou encore dans l'utilisation du « drapeau à cinq couleurs » (*wuseqi* 五色旗)⁶. Ce discours conservateur fut diffusé par le biais d'une organisation dont le nom cherchait à lui donner un vernis moderne : la Xinminhui 新民會 (Association du nouveau peuple)⁷. Conçue par le général Kita sur le modèle de l'Association Concordia (*xiehehui* 協和會) en Mandchourie⁸, la Xinminhui chercha à organiser tous les aspects

¹ Nous reviendrons sur la question des conseillers dans la partie 4.1.1. On peut déjà noter que ce contrôle se voulant indirect (par opposition à un gouvernement de type colonial) n'empêcha pas une certaine résistance de la part de dirigeants comme Wang Kemin, qui négocia en avril 1938 un accord plus favorable sur le sujet (*ibid.*, p. 96).

² Li, *The Japanese Army in North-China*, *op. cit.*, p. 80 sq.

³ *Ibid.*, p. 92. Vieux concept chinois touchant à la bonne gouvernance sanctionnée par l'obtention du mandat céleste, la Voie royale (*ōdō* en japonais) fut repris par les promoteurs de l'impérialisme japonais en Mandchourie puis en Chine propre. Voir Hotta, *Pan-Asianism...*, *op. cit.*, p. 117 sqq. ; Mitter, *The Manchurian Myth: Nationalism, Resistance, and Collaboration in Modern China*, Berkeley, University of California Press, 2000, p. 95-100.

⁴ Nous reviendrons sur ce *Ch'ing revival* (Joseph Levenson cité in Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 92) au sujet de l'idéologie administrative (partie 6.1.1.2).

⁵ C'est le cas par exemple de l'échelon intermédiaire du « circuit » (*dao* 道), placé entre l'échelon provincial et les districts, utilisé à la fin des Qing et au début de la République, avant d'être rétabli sous le nom de « zone d'inspection administrative » (*xingzheng ducha zhuanyuan qu* 行政督察專員區) par les Nationalistes et, nous le verrons dans la partie 4.2.1, par le gouvernement de Wang Jingwei. La nature symbolique de cette terminologie était d'autant plus évidente dans le cas du Gouvernement provisoire que ce dernier ne disposa jamais d'une administration locale effective (*ibid.* ; « Shinseifu "dō" o fukkatsu 新政府「道」を復活 (Le nouveau gouvernement restaure le "circuit") », *AS*, 19 déc. 1937, p. 2).

⁶ « Hokushi ni umareta "Rinji seifu" no kokki 北支に生れた「臨時政府」の国旗 (Le drapeau du "Gouvernement provisoire" né en Chine du Nord) », *AS*, 19 déc. 1937, p. 6. Drapeau originel de la République après 1911, il fut intégré dans le drapeau du Manzhouguo avec lequel le Gouvernement provisoire soulignait ainsi sa proximité. La question du drapeau fut au cœur des négociations préparant la formation du gouvernement de Wang Jingwei dont la symbolique nationaliste ne parvint pas, en Chine du Nord, à supplanter celle du régime de Beijing.

⁷ Sur l'étymologie de ce nom, voir *infra*, partie 6.1.1.2.

⁸ Cette organisation fut conçue pour diffuser la propagande pro-japonaise, tout en faisant le lien entre les structures bureaucratiques et la population, notamment dans les zones rurales. Voir Xie Xueshi, « The Organization and Grassroots Structure of the Manzhouguo Regime », in MacKinnon *et al.* (dir.), *China at War*, *op. cit.*, p. 136-140.

de la société en Chine du Nord, au point de supplanter le Gouvernement provisoire comme principale entité politique dans la région¹.

2.1.1.3. Intégration des organisations locales

L'emprise territoriale théorique du nouveau gouvernement fut définie par le Japon dans un « Plan général pour gérer l'Incident de Chine » (*Jihen taisho yōkō* 事變対処要綱) adopté par le gouvernement le 24 décembre 1937 mais en gestation au sein de l'armée depuis plusieurs mois. Après avoir précisé que « le nouveau gouvernement ne se limitait pas à la Chine du Nord mais devrait chercher à se rendre populaire en Chine centrale et méridionale » en recrutant ses dirigeants dans l'ensemble du pays et en limitant l'ingérence japonaise, il définit la région sur laquelle s'exercerait l'autorité du Gouvernement provisoire, qui devrait s'étendre à mesure de l'avancée de la ligne de front, comme incluant « les trois provinces du Hebei, Shandong et Shanxi ainsi qu'une partie du Chahar »². Outre l'enclave contrôlée par le Gouvernement autonome anticommuniste du Hebei oriental, il était prévu d'intégrer au Gouvernement provisoire les gouvernements autonomes du Sud-Chahar (*Cha'nán zizhi zhengfu* 察南自治政府) et du Nord-Shanxi (*Jinbei zizhi zhengfu* 晉北自治政府) établis respectivement le 27 août et le 15 octobre par l'Armée du Guandong³. Mais cette dernière obtint de les fusionner avec le Gouvernement autonome uni de Mongolie (*Menggu lianmeng zizhi zhengfu* 蒙古聯盟自治政府), fondé le 28 octobre 1937, pour former, le 1^{er} septembre 1939, le Gouvernement autonome uni du Mengjiang (*Mengjiang lianmeng zizhi zhengfu* 蒙疆聯盟自治政府 ; ci-après abr. Mengjiang)⁴. La volonté de l'Armée du Guandong de défendre son pré-carré en Chine du Nord aux dépens du plan général de construction de l'État d'occupation explique que le projet de fusion du Gouvernement de Mongolie avec le Gouvernement de Beijing n'ait jamais eu lieu. Cette fusion avait notamment été

¹ « It was not a mass organization [...] but rather a tight-knit organization in which discipline and order were achieved through the time-honored Confucian system of collective responsibility (the *pao-chia* [保甲] system) and through an Orwellian complex of suborganizations. [...] The total population of North China was estimated [...] (in 1945) to be a little over 100,000,000. The Hsin-min Hui was estimated to have a total membership of 550,000 (as for 1943), but only 50,000 “full-fledged members” » (Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 93). Nous verrons que la Xinminhui servit aux collaborateurs de Beijing comme d'un rempart contre l'ingérence du GMD de Wang Jingwei après 1940 (partie 3.3.2.2). Pour une étude plus détaillée, voir Horii, « Shinminkai to Kahoku senryō seisaku 新民会と華北占領政策 (La Xinminhui et la politique d'occupation en Chine du Nord) », *Chūgoku kenkyū geppō* 中国研究月報, n°539-541, janv.-mars 1993, p. 1-20, 1-20, 1-13.

² JACAR B02030509700, « Shina jihen jūyō kiroku 支那事變重要記録 (Archives importantes relatives à l'Incident de Chine) », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 1, p. 119.

³ Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, *op. cit.*, p. 175. Sur les raisons de l'intérêt qu'avait l'Armée du Guandong pour la région du Sud-Chahar et du Nord-Shanxi – stratégique par la richesse de son sol et le passage de la ligne de chemin de fer Beiping-Suiyuan –, voir Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 128 *sqq.*

⁴ Lu Minghui, « The Inner Mongolian... », art. cit., p. 155 *sqq.* Le « *jiang* » (frontière) dans Mengjiang ne renvoyait pas au Xinjiang mais désignait la « frontière mongole » comprenant la Mongolie intérieure et la région non-mongole du Sud-Chahar et du Nord-Shanxi arrachée à la Chine propre (comprendre : Han) par l'Armée du Guandong (Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 131).

envisagée dans le rapport, précédemment cité, du deuxième bureau de l'état-major (23 novembre 1937) sur les mesures à prendre dans le cas où la résistance chinoise se prolongerait :

Au moment jugé opportun, la suzeraineté [*sōshuken* 宗主權] du gouvernement de Beijing devra être affirmée par l'unification du régime de Chine du Nord et du Gouvernement autonome de Mongolie intérieure sous la direction des services spéciaux de Chine du Nord [...]. De plus, à mesure que la situation évoluera, les gouvernements pro-japonais et anti-GMD établis dans le Jiangsu, le Zhejiang, le Fujian ou encore le Guangdong devront fusionner avec le gouvernement de Beijing¹.

Ce vaste projet ne prit jamais forme : dans le Nord-Ouest il fut donc gêné par l'Armée du Guangdong tandis que, dans le Sud, il se heurta, nous allons le voir, à un projet de gouvernement central prenant la région du Jiangnan comme noyau. L'existence d'un tel plan, dont les versions successives circulèrent entre les différentes administrations et corps de l'armée et du gouvernement, doit néanmoins être mentionnée afin de rendre compte, une nouvelle fois, des différentes virtualités de l'État d'occupation. Le projet de gouvernement central chinois alternatif annoncé par Konoé dans son discours du 16 janvier 1938, présenté comme une conséquence de l'entêtement des Nationalistes, était donc déjà en germe depuis plusieurs mois mais sous une forme différente de celle sous laquelle il se concrétiserait finalement (formation d'un gouvernement nationaliste pro-japonais à Nanjing). Le rapport cité ci-dessus précise en effet que « si le Gouvernement nationaliste prolonge la guerre de résistance, un gouvernement central de la nouvelle Chine régénérée [*sosei shin Shina no chūō seifu* 甦生新支那ノ中央政府] (appelé provisoirement gouvernement de Beijing ci-dessous) » serait mis en place².

Dans le principe du moins, l'administration locale du Gouvernement provisoire devait être construite à partir des organisations déjà existantes et s'étendre progressivement³. Son organigramme adopté en mars 1938 comprenait trois échelons : (1) Bureaux provinciaux (*sheng gongshu* 省公署) et Bureaux des municipalités spéciales (*tebieshi gongshu* 特別市公署) ; (2) Bureaux de circuit (*dao gongshu* 道公署) et Bureaux municipaux (*shi gongshu* 市公署) ; (3) Bureaux de district (*xian gongshu* 縣公署)⁴. Le gouvernement provincial du Hebei fut établi le 17 janvier 1938 à partir du Comité local de maintien de l'ordre de Tianjin dont l'ancien président, Gao Lingwei, fut nommé gouverneur tandis que *Pan Yugui 潘毓桂 prenait sa place comme

¹ « Shina ga chōki... », art. cit., JACAR B02030548200, *Shina jihen kankei ikken*, vol. 18.6, p. 6914 sq.

² *Ibid.*

³ « Chihō jichi seiken mo subete gōryū ; shin Shina no kensetsu taigyō e 地方自治政權もすべて合流 ; 新支那の建設大業へ (Fusion de l'ensemble des régimes autonomes locaux ; La grande entreprise de construction de la nouvelle Chine) », *AS*, 14 déc. 1937, p. 3.

⁴ Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, *op. cit.*, p. 176 et 179-181. Sous les districts, des structures semi-bureaucratiques sur le modèle du *baojia* visant à renforcer le contrôle des zones rurales virent le jour dans les villages : cinq foyers formaient un *lin* 鄰, cinq *lin* un *lū* 閭 (Li, *The Japanese Army in North-China*, *op. cit.*, p. 84).

maire de la municipalité spéciale de Tianjin¹. Au Shandong, des comités de maintien de l'ordre furent créés à Qingdao et Jinan en janvier 1938. Le président de ce dernier, *Ma Liang 馬良, accéda au rang de gouverneur en avril avant d'être remplacé par *Tang Yangdu 唐仰杜 l'année suivante². Au Henan, Doihara Kenji mit sur pied en novembre 1937 un gouvernement autonome composé d'anciens fonctionnaires du Manzhouguo qui fut rattaché au Gouvernement provisoire le 1^{er} mai 1938³. Au Shanxi, enfin, un Gouvernement provisoire de la province du Shanxi (*Shanxi sheng linshi zhengfu*) avait été mis en place le 10 décembre 1937 qui intégra l'administration du Beijing sous la direction de *Su Tiren 蘇體仁 le 21 juin 1938⁴.

Le rattachement de ces gouvernements locaux à l'organigramme du Gouvernement provisoire ne signifiait pas, en pratique, que l'autorité de ce dernier s'exerçait au-delà de sa base urbaine initiale (Beijing et, dans une moindre mesure, Tianjin). Si une organisation centralisée prit effectivement forme progressivement, c'était plutôt celle des services spéciaux de l'Armée régionale de Chine du Nord qui étaient en mesure de transmettre des ordres jusque dans les gouvernements locaux⁵. Au niveau des districts, notamment dans les zones rurales, l'influence de Beijing était quasi-nulle et les bouleversements d'organigramme successifs que connut l'État d'occupation eurent moins d'effet que les luttes que se livraient entre elles les forces locales en présence⁶.

Il existait donc un écart flagrant entre le projet général discuté à Tokyo de construction d'un nouveau gouvernement central chinois à partir de Beijing et la réalité d'un État d'occupation fortement décentralisé aussi bien à l'échelle de la Chine occupée (centralisation parallèle à partir du Jiangnan) qu'à l'échelle régionale (incapacité du Gouvernement provisoire à exercer un contrôle effectif sur les organes placés en principe sous son autorité). Cette décentralisation perdura non pas seulement en raison des difficultés rencontrées par l'armée japonaise dans l'occupation de la région mais d'abord parce que l'appareil d'occupation japonais, qui se superposait à celui du Gouvernement provisoire à travers l'omniprésence des conseillers, était conçu de manière à prévenir toute concentration de pouvoir dont l'Armée de Chine du Nord

¹ *Ibid.*, p. 178. Ces nominations permettaient à Wang Kemin de faire d'une pierre deux coups : d'une part, il affaiblissait Gao en le privant de la base de pouvoir qu'il s'était constitué du temps du Comité de Tianjin et, d'autre part, il éloignait Pan de Beijing où, chef de la police, il risquait de faire de l'ombre à Wang. Li, *The Japanese Army in North-China*, *op. cit.*, p. 56 sq. Un processus similaire serait à l'œuvre après la formation du gouvernement de Wang Jingwei : chaque nouvelle strate de l'État d'occupation cherchait à supplanter les précédentes par le jeu des nominations tout en étant contrainte de cohabiter avec elles.

² Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, *op. cit.*, p. 178.

³ *Ibid.*, p. 177 sq. ; Chen Lan 陳蘭, « Riwei shiqi Henan shenggongshu zhiyuan jiegou ji yingxiang 日偽時期河南省公署職員結構及影響 (Structure et impact des fonctionnaires du Bureau provincial fantoche du Henan) », *Shenzhen zhiye jishu xueyuan xuebao* 深圳職業技術學院學報, 2014, n°4, p. 56-60.

⁴ Guo Guiru, *Huabei weizhengquan shigao*, *op. cit.*, p. 178.

⁵ Li, *The Japanese Army in North-China*, *op. cit.*, p. 86.

⁶ Voir par exemple l'étude du cas de Neihuang 內黃 dans le nord du Henan in Peter J. Seybolt, « The War Within a War: A Case Study of a County on the North China Plain », in D. Barrett, L. Shyu (dir.), *Chinese Collaboration with Japan*, *op. cit.*, p. 201-225.

pourrait pâtir. Ce refus de conférer aux collaborateurs de Beijing une réelle autorité était visible dans le fait que le Gouvernement provisoire ne disposa jamais d'une véritable armée¹. Un processus similaire prenait place au même moment en Chine centrale.

2.1.2. Chine centrale

La construction de l'État d'occupation en Chine centrale fut à la fois dans la continuité de celle en Chine du Nord et différente de celle-ci. Une certaine similitude existait en effet dans la forme et la nomenclature des organisations politiques mises en place au niveau local dès les premiers jours de l'occupation. Elles furent modelées sur celles en vigueur en Chine du Nord qui, elles-mêmes, étaient héritières de l'expérience japonaise en Mandchourie. Continuité également de la composante japonaise de l'État d'occupation (les services spéciaux de l'armée notamment) qui se structura à mesure que se précisait le rôle respectif des différentes agences civiles et militaires des autorités d'occupation chargées de mettre sur pied ces organisations puis d'en assurer la tutelle. Continuité, enfin, du processus général de construction qui se fit d'abord par le bas, avec l'établissement de gouvernements locaux, puis par le haut avec l'intégration théorique de ces organisations dans l'administration d'un gouvernement régional installé à Nanjing.

Des différences notables existaient néanmoins. La première provenait de la situation politique et économique de la région. Déjà affaiblie par deux décennies de luttes politiques et militaires (1912-1928), la Chine du Nord et sa capitale Beijing s'étaient, durant la « décennie de Nankin », trouvées déclassées par la victoire des Nationalistes et divisées sous la pression croissante des Japonais. La Chine centrale était devenue le cœur politique du pays, en plus d'être son cœur économique. Cette évolution historique était étroitement liée à la place différente qu'occupaient les deux régions dans la politique impérialiste du Japon. Située dans le prolongement naturel de la base continentale que s'était constitué le Japon à partir de la Corée, la première était conçue comme une zone à usage exclusif devant renforcer le glacis protégeant les intérêts nippons de l'expansionnisme soviétique au nord-ouest et de la politique de réunification du GMD au sud. La seconde faisait l'objet d'une convoitise plus mesurée en raison du contrôle étroit exercé sur la région par le gouvernement de Nanjing et de la forte présence occidentale. Cette particularité explique la finalité différente qui fut donnée, dans un premier temps, à l'État d'occupation en Chine centrale. Si le Gouvernement provisoire de Beijing prolongeait les organisations politiques

¹ Li, *The Japanese Army in North-China*, *op. cit.*, p. 85. Li explique cette politique par le fait que les militaires japonais gardaient en mémoire la récente mutinerie de Tongzhou. Dans une étude plus approfondie sur la question, Li Shih-ming montre que le Gouvernement provisoire possédait tout de même une armée de taille modeste (environ 5000 hommes) à vocation uniquement défensive, placée sous le commandement nominal de Qi Xieyuan mais contrôlée en réalité par l'occupant. Toutefois, il n'était pas prévu à l'époque de former une armée régulière sur le modèle de celle du Manzhouguo (Liu Shih-ming, *Weijun*, *op. cit.*, p. 14-15).

établies à partir de 1935, rien de tel n’existait dans le delta du Yangzi où, par le passé, les Japonais n’avaient eu d’autre ambition que de faire respecter leurs intérêts économiques comme le prouve l’empressement avec lequel ils s’étaient retirés après l’Incident de Shanghai de 1932. Outre le décalage dans le temps entre le début de la construction de l’État d’occupation dans le Nord et dans le delta du Yangzi, cette différence de finalité initiale expliquait que la Chine centrale n’ait pas été conçue, contrairement à celle du Nord, comme le cœur du nouveau gouvernement central chinois. Ce n’est que plus tard, avec l’arrivée de Wang Jingwei, dont la légitimité potentielle dépendait du « retour à la capitale » nationaliste, que cette finalité initiale de l’État d’occupation évolua sans pour autant remettre en cause, dans les faits, le particularisme du Nord.

2.1.2.1. Les premières structures locales

Comme dans le Nord, l’invasion militaire fut rapidement suivie par la mise en place d’organisations politiques locales gérées par des collaborateurs chinois. De manière générale, ces organisations, établies à mesure de l’avancée des troupes japonaises depuis Shanghai, prirent dans un premier temps le nom de Comité local de maintien de l’ordre (*difang zhi’an weichihui* 地方治安維持會) puis de Comité local de gouvernement autonome (*difang zizhi weiyuanhui* 地方自治委員會) avant d’être renommées Bureau de district (*xian gongshu* 縣公署), au moment de leur intégration dans l’administration du Gouvernement réformé de Nanjing¹. Le premier Comité de maintien de l’ordre fut organisé vers le 23 septembre 1937 dans le district de Baoshan 寶山, au nord du centre-ville de Shanghai². Le « maintien de l’ordre » en question consistait en des tâches bien concrètes visant à faciliter l’occupation : nettoyage des rues et diffusion de l’étiquette à respecter en présence des soldats japonais, services de traduction, relance et contrôle de l’économie locale, etc.³ La durée moyenne de la phase initiale de « maintien de l’ordre », avant le passage à la deuxième phase (gouvernement autonome), n’est pas très claire mais semble avoir été

¹ Brook, *Collaboration, op. cit.*, p. 52 sq.

² *Ibid.*, p. 41. La date de formation et l’appellation exacte de l’organisation établie à Baoshan ne sont pas très claires. La presse japonaise parle, le 19 septembre, d’un « comité de maintien de l’ordre », tandis d’autres sources datent du 23 septembre l’inauguration du Comité de gouvernement autonome. « Shanhai ni hatsu no jikai Hōsan ni heiwa kyō 上海に初の治維会 宝山に平和郷 (Premier comité de maintien de l’ordre à Shanghai ; la paix rétablie à Baoshan) », *AS*, 19 sept. 1937, p. 3 ; *CIG*, p. 4. La proximité dans le temps entre la première et la deuxième phase (quelques jours pour Baoshan semble-t-il), ainsi que la faible institutionnalisation des Comités de maintien de l’ordre sont autant de raisons expliquant le flou qui entoure la mise en place des premières structures locales.

³ Brook, *Collaboration, op. cit.*, p. 50. Pan Min cite un rapport décrivant le travail effectué par le Comité de gouvernement autonome de Kunshan 崑山 dans le Jiangsu durant les six premiers mois de l’occupation. Étroitement encadré par les Japonais, le comité fut notamment chargé d’aider au ravitaillement de l’armée impériale et de gérer le retour de la population qui avait pris la fuite à l’approche de celle-ci (Pan Min, *Jiangsu Riwei, op. cit.*, p. 53 sq.).

courte¹. Pour prendre l'exemple de la ville de Suzhou, tombée le 19 novembre 1937, un comité de maintien de l'ordre fut organisé dès le 24 novembre avant qu'un comité de gouvernement autonome ne soit inauguré le 1^{er} décembre². En tout, une quarantaine de comités furent créés dans le delta du Yangzi avant avril 1938³. Bien qu'ils soient présentés par les Japonais comme ayant « vu le jour spontanément »⁴, ces comités locaux furent en réalité formés à l'initiative de l'occupant dans la plupart des cas⁵. Ce travail fut supervisé, comme dans le Nord, par le Bureau des services spéciaux (*tokumubu*) de l'Armée régionale de Chine centrale, qui s'appuya sur des Corps de pacification (*senbu han*) envoyés par la Mantetsu⁶. Peu nombreux, mais escortés par l'armée, ces agents de « pacification » parlant chinois furent chargés de rebâtir les structures administratives d'une société locale bouleversée par la fuite de ses cadres et la brutalité des soldats japonais⁷.

Le cas de Hangzhou

Le processus par lequel se mirent en place, au niveau local, les premières structures de l'État d'occupation en Chine centrale peut être illustré par le cas de Hangzhou⁸. La prise de la

¹ Pan Min n'éclaircit pas vraiment cette question. Elle écrit que les comités de maintien de l'ordre du Sud-Jiangsu prirent le nom de comité de gouvernement autonome en février 1938. Ailleurs, elle explique que le changement de nom général s'opéra après juin 1938 (*ibid.*, p. 48 et 73 n. 5). On voit, pourtant, que l'appellation « comité de gouvernement autonome » intervint bien plus tôt dans certains cas.

² Ces deux dates sont tirées respectivement de : « Soshū ni chian ijikai 蘇州に治安維持会 (Un comité de maintien de l'ordre à Suzhou) », *AS*, 25 nov. 1937, p. 3 et de *CIG*, p. 4. Là encore, les sources diffèrent. Ainsi Brook date l'inauguration du Comité de gouvernement autonome de Suzhou du 7 décembre (*op. cit.*, p. 227), tandis que la monographie locale de Suzhou indique la date du 3 décembre, en précisant que le Comité local de gouvernement autonome était « communément appelé [*sucheng* 俗稱] Comité de maintien de l'ordre de Suzhou » (*Suzhou shi zhi* 蘇州市志 (Monographie locale de la ville de Suzhou), Nanjing, Jiangsu renmin chubanshe, 1995, vol. 1, p. 31 et vol. 3, p. 106). Dans le cas de Suzhou, deux comités furent créés le 1^{er} décembre – un comité de Suzhou et un comité de Wuxian 吳縣, du nom du district dont Suzhou était le chef-lieu (*WZQS*, p. 124) – ce qui ajoute à la confusion. Pour une présentation détaillée, voir Wu Jen-shu, *Jiehou tiantang : kangzhan lunxian hou de Suzhou chengshi shenghuo* 劫後天堂：抗戰淪陷後的蘇州城市生活 (Un paradis après la catastrophe : vie urbaine à Suzhou sous l'occupation durant la guerre de résistance), Taipei, Institut d'histoire moderne, Academia sinica (ouvrage à paraître en juillet 2017), chap. 2.

³ *WZQS*, p. 124. Une partie de ces comités apparaît dans le tableau de l'Annexe 2.1.

⁴ « Shanghai ni hatsu no jikai... », art. cit.

⁵ Il arriva toutefois que des notables locaux prennent l'initiative de s'organiser avant l'entrée des troupes japonaises. Voir par exemple le cas des environs de Hangzhou (He Zupei 何祖培, « Banian lunxian hua Hangxian 八年淪陷話杭縣 (Récit de huit années d'occupation à Hangxian) », *Zhejiang wenshiziliao xuanji* 浙江文史資料選輯, vol. 2, 1962, p. 173).

⁶ Voir Brook, *Collaboration*, *op. cit.*, chap. 2 « The Plan ».

⁷ Il y avait, en janvier 1938, 119 agents dont 67 envoyés par la Mantetsu, répartis en 27 équipes (*ibid.*, p. 54 et 60).

⁸ Capitale du Zhejiang, Hangzhou présente le double avantage d'être présente dans de nombreuses sources et de ne pas être traitée dans les deux principaux ouvrages sur la genèse de l'État d'occupation en Chine centrale (Brook 2005 et Pan Min 2006). Pour une (brève) vue d'ensemble de l'occupation du Zhejiang, voir Zheng Jianfeng 鄭建鋒, « Kangzhan shiqi Zhejiang wei zhengquan zuzhi kaocha 抗戰時期浙江偽政權組織考察 (Étude des organisations fantoches du Zhejiang durant la guerre de résistance) », *Shaoxing wenli xueyuan xuebao* 紹興文理學院學報, vol. 24, n°3, juin 2004, p. 15-19. Très bon connaisseur de la région, Keith Schoppa devrait publier prochainement une courte contribution intitulée « Japanese Plans, Chinese Realities: The

ville, le 24 décembre 1937, marqua la fin de la conquête du Jiangnan, ou tout du moins de ses principales agglomérations¹. Une semaine auparavant, les autorités nationalistes avaient pris la fuite, suivies d'une partie de la population². L'entrée des troupes impériales se fit dans un calme relatif avant que l'arrivée, le troisième jour, de la gendarmerie ou police militaire (*kenpeitai* 憲兵隊) n'entraîne de nombreuses exactions (pillages, viols, etc.)³. Rapidement, les préparatifs en vue de l'organisation d'un comité de maintien de l'ordre débutèrent. Côté japonais, ils furent supervisés par le lieutenant-colonel Nakai 中井, chef de l'agence locale des services spéciaux de l'armée⁴. Outre l'aide d'une équipe de pacification composée de sept membres majoritairement issus de la Mantetsu⁵, Nakai s'appuya sur l'interprète du consulat japonais de Hangzhou, Dong Xiling 董錫齡, pour recruter des collaborateurs chinois⁶. Ce recrutement visa ceux, parmi les notables locaux encore présents, qui trouvaient le plus grand intérêt au maintien de l'ordre et dont l'aide serait la plus efficace. C'était le cas du président de la Chambre de commerce (*shishanghui* 市商會), Xie Hucheng 謝虎丞, que Nakai rencontra à l'hôpital britannique de Guangji 廣濟 où il s'était réfugié⁷. À la veille de l'entrée de l'armée nippone, Xie Hucheng s'était déjà entendu avec Wang Wuquan 王五權, chef du Corps des pompiers (*jiuhuohui* 救火會), qui dépendait de la

Occupation in Hangzhou and Northern Zhejiang » dans l'ouvrage *Routledge Handbook of Revolutionary Chinese History* dirigé par Alan Baumler. Nous n'avons pas encore pu la consulter, mais elle constituera très certainement une excellente synthèse sur la question.

¹ « Kōgun·Kōshūjō o senryō 皇軍·杭州城を占領 (L'armée impériale occupe Hangzhou) », *AS*, 25 déc. 1937, p. 2.

² He Zhiping 何治平, « Zhejiang he Hangzhou diwei zuzhi de xingxing sese 浙江和杭州敵偽組織的形形色色 (Les différents aspects des organisations fantoches du Zhejiang et de Hangzhou) », *Zhejiang wenshi jicui : Zhengzhi junshi juan* 浙江文史集粹:政治軍事卷 (Recueil du meilleur des matériaux pour la culture et l'histoire du Zhejiang : affaires politiques et militaires), Hangzhou, Zhejiang renmin chubanshe, 1996, vol. 1, p. 493. Hangzhou serait passée de 500 000 à 300 000 habitants avant de retrouver sa population initiale, un an plus tard (*ibid.*, p. 493 et 495). Ce *wenshi ziliao* s'appuie principalement sur le témoignage de He Zhiping qui était membre du Juntong. Ayant reçu l'ordre de rester à Hangzhou au moment de l'invasion japonaise, il occupa durant la guerre des fonctions dans la propagande pro-japonaise, notamment comme rédacteur en chef du *Zhejiang ribao* 浙江日報, tout en travaillant pour la police secrète du gouvernement de Nanjing (*ibid.*, p. 492).

³ *Ibid.*, p. 493 sq.

⁴ « Nisshōki·ryōjikan ni senzen Kōshū shinsoku no chian kōsaku 日章旗・領事館に燦然 杭州・神速の治安工作 (L'étendard au soleil levant illumine le consulat ; Rapide sécurisation de Hangzhou) », *AS*, 26 déc. 1937, p. 2.

⁵ Brook, *Collaboration*, *op. cit.*, p. 60.

⁶ Isolé depuis cent quarante jours dans un consulat vidé de son personnel japonais, Dong « accueillit l'entrée de l'armée impériale en versant des larmes de joie et d'émotion » écrit le journaliste du *Asahi* qui l'interviewa le soir de Noël. Occupant ce poste depuis 1912, il craignait pour sa vie alors que résonnaient dans la ville les appels à « tuer les traîtres [*hanjian bi sha* 漢奸必殺] » (« Ichidaku hyaku yonjū nichi no rōjō “kankan hissatsu” mo Kōshū ryōjikan no Tō tsūyaku 一諾百四十日の籠城 “漢奸必殺”も覚悟 杭州領事館の董通訳 (Cent quarante jours de siège aux cris de “mort aux traîtres” ; Dong, l'interprète du consulat de Hangzhou) », *AS*, 26 déc. 1937, p. 11).

⁷ Chen Dingwen 陳鼎文, « Hangzhou lunxian shiqi qunchou lu 杭州淪陷時期群醜錄 (Chronique des démons de Hangzhou sous l'occupation) », *Zhejiang wenshiziliao xuanji* 浙江文史資料選輯, vol. 21, 1982, p. 203. Chen Dingwen était un avocat qui travailla pour le Comité de maintien de l'ordre de Hangzhou comme chef de la section de garde (*jingweike* 警衛科) (*ibid.*, p. 204).

chambre de commerce, pour organiser des patrouilles dans la ville¹. Xie Hucheng et d'autres notables de la ville – pour beaucoup d'anciens fonctionnaires du gouvernement Beiyang – avaient également établi, dans le cadre de la Shanghai Cosmopolitan Red Cross (*Shanghai wanguo hongshizihui* 上海萬國紅十字會), un camp de réfugiés (*nanmin shourong suo* 難民收容所) avec l'aide de missionnaires anglais, américains et français². Comme c'était le cas au même moment à Nanjing, la principale urgence était de venir en aide aux réfugiés et aux blessés, mais aussi d'organiser la collecte des cadavres afin de prévenir les épidémies³. Ces opérations de secours fournirent souvent son cadre initial à la collaboration des élites locales avec l'occupant, qui utilisa ces hommes et leurs organisations pour rétablir l'ordre⁴.

Le 1^{er} janvier 1938, un comité de maintien de l'ordre fut établi. Le poste de président échut à Gao Yincheng 高懿丞 (1862-1946), un vieillard qui s'était lancé dans la finance au début du siècle en jouant de ses relations (il était un parent éloigné de Li Hongzhang)⁵. En réalité, c'était Xie Hucheng, nommé vice-président, qui était le véritable dirigeant de l'organisation⁶. Les notables déjà associés à Xie dans l'organisation du camp de réfugiés vinrent compléter la

¹ Xu Shucen 徐曙岑, « Guanyu Hangzhou lunxian shiqi de ji dian huiyi 關於杭州淪陷時期的幾點回憶 (Quelques souvenirs de Hangzhou sous l'occupation) », *Zhejiang wenshiziliao xuanji* 浙江文史資料選輯, vol. 6, 1963, p. 118. Xu Shucen, qui allait occuper le poste de secrétaire général du Comité de maintien de l'ordre de Hangzhou, était un ancien fonctionnaire du ministère des Finances du gouvernement Beiyang qui avait, par la suite, dirigé la Banque de développement de l'Asie du Zhejiang (Chen Dingwen, « Hangzhou lunxian... », art. cit., p. 204). Wang Wuquan et les hommes qui patrouillaient pour lui étaient tous membres de la même société secrète (*banghui* 幫會), ce qui fait dire à Chen Dingwen qu'ils profitèrent de leur statut pour piller la population (*ibid.*, p. 200).

² Xu Shucen, « Guanyu Hangzhou... », art. cit., p. 118 ; He Zhiping, « Zhejiang he Hangzhou... », art. cit., p. 494. Bien que la *kenpeitai* ait interdit l'entrée du camp, des soldats japonais y pénétraient régulièrement de force la nuit venue. Faute de financement, le camp fut dissous moins de deux mois plus tard (*ibid.*, p. 493). Sur la mise en place des camps de réfugiés au début de la guerre, voir Schoppa, *In a Sea of Bitterness: Refugees during the Sino-Japanese War*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2011, chap. 2.

³ Cette dernière tâche revint généralement à la Société du svastika rouge (*hongwanzihui* 紅卍字會), équivalent chinois de la Croix-rouge (Brook, *Collaboration*, op. cit., p. 94). Sur l'importante question de la gestion des cadavres, voir Christian Henriot, « Scythe and Sojourning in Wartime Shanghai », *Karunungan - A Journal of Philosophy*, vol. 27, sept. 2007, p. 117-148.

⁴ De fait, un certain nombre des premiers collaborateurs étaient issus de la Société du svastika rouge. À Hefei 合肥 dans l'Anhui, par exemple, le président du comité de maintien de l'ordre, Yuan Zhuozhai 袁琢齋, était le chef de la branche locale de cette société (Li Yongbin 李用賓, « Anhui lunxian diqu riwei zuzhi shikuang 安徽淪陷地區日偽組織實況 (Situation réelle des organisations fantoches pro-japonaises de la zone occupée de l'Anhui) », *Anhui wenshiziliao xuanji* 安徽文史資料選輯, vol. 1, 1964, p. 168). Voir également le cas de Ma Yunteng, également dans l'Anhui (partie 5.1.2.3). L'emploi de la catégorie « élites locales », qui a remplacé celle de *gentry* dans l'historiographie, appelle naturellement un certain nombre de précautions. Au risque d'une certaine naïveté, on peut ranger dans cette catégorie volontairement lâche les individus disposés, du fait de leur capital symbolique et économique, à occuper un rôle d'intermédiaire entre leurs compatriotes « directs » (à l'échelle d'un village, d'un bourg voire d'une ville) et l'État. Ce rôle était en particulier visible lors des périodes de catastrophe (inondations, sécheresses, guerres). Pour une définition plus précise, voir notamment J. Esherick, M. Rankin (dir.), *Chinese Local Elites and Patterns of Dominance*, Berkeley, University of California Press, 1990, p. 9-24.

⁵ <<http://baike.baidu.com/view/1130097.htm>> (consulté le 30 juin 2016).

⁶ Xu Shucen, « Guanyu Hangzhou... », art. cit., p. 119.

direction du comité, tandis que Wang Wuquan obtint un poste de chef de section, moins prestigieux mais sans doute plus lucratif¹.

Le 1^{er} mars 1938, l'agence des services spéciaux de l'armée à Hangzhou réorganisa le comité qui prit le nom de Comité de gouvernement autonome de Hangzhou (*Hangzhoushi zizhi weiyuanhui*)². Le personnel resta en place, à l'exception du président qui fut remplacé par un ancien chef du bureau des Affaires civiles du gouvernement provincial du Zhejiang, Xiao Jiancheng 肖劍丞³. L'intégration de cette organisation dans l'administration du Gouvernement réformé de Nanjing n'intervint qu'au mois de juin 1938. Ce processus de centralisation à l'échelle régionale était en cours de réalisation depuis plusieurs mois déjà.

2.1.2.2. Le Gouvernement réformé de Nanjing

Cherchant à intégrer les structures locales *ad hoc* créées au début de l'occupation dans une organisation régionale, les services spéciaux ébauchèrent un plan daté du 18 janvier 1938, soit deux jours après le discours *aite to sezu*. Ce plan élargissait à la Chine centrale le projet de gouvernement chinois alternatif devant remplacer le Gouvernement nationaliste, en même temps qu'il contredisait les assurances données par Konoé aux puissances étrangères⁴. L'objectif était, en effet, de « fonder un régime fortement uni au Japon et de supprimer progressivement l'influence occidentale afin d'en faire la base régionale d'une Chine dirigée par le Japon [*Nihon o meishu to suru Shina* 日本ヲ盟主トスル支那] » ; régime destiné à « fusionner totalement [*enman setsugō* 圓滿接合] avec le régime de Chine du Nord ». Le dixième point prévoyait que « les comités de gouvernement autonome dans chaque localité [seraient] progressivement supprimés à mesure de la préparation des organes administratifs » du nouveau gouvernement régional⁵. Ce plan servit de base à un « Plan pour la fondation d'un nouveau régime en Chine centrale », daté du 27 janvier 1938, en forme de cahier des charges⁶. Manifestement inspiré de son équivalent

¹ On trouvera une liste de la vingtaine de membres du comité avec leur poste et un bref curriculum dans Chen Dingwen, « Hangzhou lunxian... », art. cit., p. 204 *sq.* Selon les sources (*ibid.* et Xu Shucen), Wang Wuquan occupa le poste de chef de la Section de la collecte (*zhengjike* 徵集科) ou de la Section d'aide aux sinistrés (*jiujike* 救濟科).

² « Kōshū ni jichikai seiritsu 杭州に自治会成立 (Formation du Comité de gouvernement autonome de Hangzhou) », *AS*, 2 mars 1938, p. 2.

³ Chen Dingwen, « Hangzhou lunxian... », art. cit., p. 205. Voir la liste des membres et de leurs postes in *ibid.*, p. 206 *sq.*

⁴ « Chūshi seimu shidō hōan 中支政務指導方案 (Plan pour la direction des affaires politiques en Chine centrale) », JACAR B02030523900, « Jūyō kokusaku kankei (Shina jihen chū) 重要国策關係 (支那事変中) (Politiques nationales importantes au cours de l'Incident de Chine) », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 4.12, p. 177-180.

⁵ *Ibid.* Également cité in Brook, *Collaboration*, *op. cit.*, p. 54.

⁶ « Chūshi shin seiken juritsu hōan 中支新政權樹立方案 (Plan pour la fondation d'un nouveau régime en Chine centrale) », JACAR B02030524000, « Jūyō kokusaku... », *Shina jihen kankei ikken*, *op. cit.*, vol. 4.13, p. 184-187.

dans le Nord, le nouveau régime, dont le siège serait établi à Shanghai puis à Nanjing, devrait prendre le nom de « Gouvernement provisoire de Chine centrale » (*Huazhong linshi zhengfu* 華中臨時政府) et, pour emblème, le drapeau à cinq couleurs. À son sommet, il était prévu d'organiser le gouvernement principalement autour de ses organes législatif et exécutif en intégrant le gouvernement municipal de Shanghai¹.

En effet, parallèlement à la mise en place de comités destinés à gérer un territoire et une population de tailles restreintes, les forces d'occupation avaient créé une organisation plus importante à Shanghai. Inauguré le 5 décembre 1937, le Gouvernement municipal de la Grande voie (*dadao shizhengfu* 大道市政府) se distinguait des autres organisations politiques de Chine centrale par sa prétention à être plus qu'un simple comité local². Tirant son nom du Livre des rites (*lijing* 禮經), il fut doté d'une idéologie³ et étendit son autorité, du moins sur le papier, à l'ensemble des circonscriptions de l'ancienne municipalité spéciale de Shanghai, dont certaines, telles Baoshan, possédaient déjà un comité de gouvernement autonome⁴. Autre particularité, le Gouvernement de la Grande voie était dirigé par une équipe de collaborateurs n'ayant pas été recrutée au sein de la population locale⁵. Présidé par *Su Xiwen 蘇錫文, il était l'œuvre du responsable des services spéciaux à Shanghai, Nishimura Tenzō 西村展蔵 (1889-1962), qui avait déjà collaboré avec Su au début des années 1930⁶. Son inauguration précipitée s'explique par la rivalité opposant l'Armée régionale de Chine centrale à son homologue du Nord. Après que, le 1^{er} décembre 1937, l'État-major central eut autorisé l'Armée régionale de Chine du Nord à créer le Gouvernement provisoire et l'Armée régionale de Chine centrale à s'emparer de Nanjing, cette dernière aurait cherché, selon l'analyse de T. Brook, à prendre de court la première⁷. De fait, le Gouvernement de la Grande voie fut d'emblée intégré dans le nouveau gouvernement mis en place en Chine centrale. Au-delà des questions de légitimité, cette fusion devait, selon le plan du

¹ *Ibid.*, p. 184 et 186.

² Ce gouvernement est traité en détail dans Brook, *Collaboration, op. cit.*, chap. 6.

³ Voir son manifeste reproduit in *CIG*, p. 405 et partiellement traduit in Brook, *Collaboration, op. cit.*, p. 163.

⁴ *Ibid.*, p. 169 ; *WZQS*, p. 126.

⁵ Brook, *Collaboration, op. cit.*, p. 169.

⁶ Le travail de Nishimura dans la conception du discours sur la « Grande voie » s'inscrivait dans une réflexion plus large autour de l'idée d'« une famille sous le Ciel » (*tenka ikka* 天下一家) qui inspira la Ligue religieuse de Chine centrale fondée en février 1939 par les services spéciaux de l'armée afin de superviser les organisations religieuses chinoises et de promouvoir leur coopération avec le Japon. Voir Matsutani Yōsuke 松谷暉介, « Nitchū sensō ki ni okeru Chūgoku senryō chiiki ni taisuru Nihon no shūkyō seisaku : Chūshi shūkyō daidō renmei o meguru sho mondai 日中戦争期における中国占領地域に対する日本の宗教政策 : 中支宗教大同連盟をめぐる諸問題 (La politique religieuse du Japon en zone occupée durant la guerre sino-japonaise : quelques questions relatives à la Ligue religieuse de Chine centrale) », *Shakai shisutemu kenkyū* 社会システム研究, n°26, mars 2013, p. 49-81.

⁷ « Every day that the NCAA [North China Area Army] gained for a Beijing regime, however provisional, was potentially a day of legitimacy lost for whatever regime the CCAA [Central China Area Army] might sponsor. The two armies were in a race to control China's future » (Brook, *Collaboration, op. cit.*, p. 169).

27 janvier 1938, « viser à récupérer [*kaishū* 回收] les forces spécifiques à Shanghai telles que la Bande verte et la Bande rouge »¹. De plus, « à mesure que le nouveau régime se renforce[ait], le pouvoir du Japon s'implanter[ait] dans les concessions »².

De même qu'à Beijing, la mise en pratique différa du plan initial. Le processus qui aboutit à l'inauguration du Gouvernement réformé de la République de Chine (*Zhonghua minguo weixin zhengfu* 中華民國維新政府), le 28 mars 1938, fut même plus difficile encore que celui ayant conduit à la formation du Gouvernement provisoire. En effet, le projet de gouvernement de l'Armée régionale de Chine centrale (rebaptisée Armée expéditionnaire de Chine centrale en février) dut surmonter trois obstacles : une grande difficulté à recruter les dirigeants du futur régime ainsi que la résistance de Beijing, d'une part et de Tokyo d'autre part³.

Le premier choix du général Matsui Iwane 松井石根 (1878-1948), commandant de l'Armée de Chine centrale, s'était porté sur Tang Shaoyi 唐紹儀 (1861-1938), éphémère premier ministre de Yuan Shikai qui avait par la suite rallié Sun Yat-sen avant de s'opposer à lui dans les années 1920. Le refus de Tang de cohabiter avec les collaborateurs de Beijing obligea les Japonais à se rabattre sur des figures de second plan. La direction du futur gouvernement fut ainsi confiée à *Liang Hongzhi 梁鴻志, non sans hésitation de la part de ce dernier qui se retira un temps à Hongkong dans le but, semble-t-il, de sonder les représentants du GMD. Lui furent adjoints des hommes politiques tels que *Wen Zongyao 溫宗堯 et *Chen Qun 陳群, dont le point commun, outre qu'ils étaient pour la plupart originaires du Fujian et du Guangdong, était d'avoir été exclus du pouvoir⁴.

Une fois les plans de la nouvelle organisation dressés et son équipe dirigeante formée, l'Armée de Chine centrale chercha à obtenir le feu vert de l'État-major central et du gouvernement à Tokyo qui se fit attendre en raison, d'abord, de l'opposition de Beijing. Le projet d'un nouveau gouvernement susceptible de revendiquer la légitimité politique et les revenus fiscaux de l'ancienne base nationaliste constituait, en effet, une double menace aussi bien pour l'Armée régionale de Chine du Nord, dont on a vu qu'elle prônait une centralisation de l'État d'occupation

¹ JACAR B02030524000, « Jūyō kokusaku... », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 4.13, p. 186. Principales organisations mafieuses de l'époque, la Bande verte (*qingbang* 青幫) et rouge (*hongbang* 紅幫) innervèrent l'ensemble de la société urbaine chinoise et, pour cette raison, constituaient des partenaires incontournables pour les pouvoirs cherchant à prendre pied dans la région, qu'ils soient étrangers (le Japon mais aussi la France par exemple) ou indigène (la direction du GMD de Jiang Jieshi était en partie issue de la Bande verte et s'appuya sur elle pour s'implanter en Chine centrale).

² *Ibid.*, p. 187.

³ Voir l'excellent article de Brook, « The Creation of the Reformed Government in Central China, 1938 », in D. Barrett, L. Shyu (dir.), *Chinese Collaboration with Japan, 1932-1945: The Limits of Accommodation*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 2001, p. 79-101, sur lequel nous nous appuyons, sauf indications contraires, pour décrire ce processus.

⁴ Nous verrons plus bas, à propos du recrutement du maire de Wuhan, que cette dernière particularité était un critère explicite de la politique de collaboration qui faisait du ressentiment contre Jiang Jieshi un gage de fidélité au Japon.

à partir de Beijing, que pour les collaborateurs tels Wang Kemin qui menaça de dissoudre le Gouvernement provisoire pour faire pression sur Tokyo¹. Cette première résistance fut surmontée grâce à des négociations à Beijing entre les représentants chinois et japonais des deux régimes qui aboutirent le 20 mars 1938.

Le compromis trouvé fut cependant immédiatement remis en cause à Tokyo où le débat porta sur la place à donner au nouveau gouvernement par rapport à celui de Beijing, autrement dit sur l'équilibre interne de l'État d'occupation à moyen terme, une fois opérée la fusion entre les deux régimes. Le gouvernement penchait en faveur d'une prédominance de l'Armée régionale de Chine du Nord² mais fut contesté sans succès par ceux, notamment dans la marine et au Gaimushō, qui craignaient que celle-ci n'en profite pour établir un second Manzhouguo, au risque de prolonger indéfiniment la guerre. Grâce à un usage ambigu des mots et à l'exploitation astucieuse du chassé-croisé des télégrammes, dont Brook restitue avec bonheur les subtilités, le chef des services spéciaux de l'Armée de Chine centrale, le général de division *Harada Kumakichi 原田熊吉, parvint néanmoins à imposer, sur le terrain, ce qu'il avait échoué à obtenir à Tokyo. De cette manière, il assura à son armée le contrôle du nouveau gouvernement et de ses revenus fiscaux tout en laissant en suspens la question de la fusion qui, selon les circonstances à venir, pourrait se faire au profit du Nord ou du Centre³.

Le « Manifeste » (*xuanchuan* 宣傳) et le « Programme politique » (*zhenggang* 政綱) du nouveau gouvernement rappelait celui du Gouvernement provisoire aussi bien du point de vue de son idéologie (dénonciation du GMD et du PCC) que de celui de son organisation (trois pouvoirs)⁴.

¹ HSN, 14 mars 1938, p. 127.

² « Le nouveau régime de Chine centrale est établi en tant que régime local alors que le Gouvernement provisoire de la République de Chine doit devenir le gouvernement central », « Hokushi oyobi Chūshi seiken kankei chōsei yōryō 北支及中支政權關係調整要領 (Principaux points de l'ajustement des relations entre les régimes de Chine du Nord et du centre) », 24 mars 1938, JACAR B02030545200 « Shina jihen ni okeru seiken kankei jūyō kettei jikō (sono ichi) 支那事變ニ於ケル政策關係重要決定事項(其一) (Décisions importantes relatives aux régimes pendant l'Incident de Chine) », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 16.1, p. 10.

³ En suivant l'évolution des débats internes qui accompagnèrent la création du Gouvernement réformé, l'analyse de Brook nuance celle de Boyle qui décrit la politique japonaise de manière plus monolithique. Certes, Boyle a raison d'avancer que « The Ambition for an autonomous Hua-pei Kuo [華北國 ; État de Chine du Nord, n.d.t.], so cherished in certain quarters of the Imperial Army, had no counterpart in Central and South China-land », mais l'Armée de Chine centrale n'en chercha pas moins, sinon à prendre le dessus sur son homologue du Nord, du moins à prévenir que celui-ci n'y parvienne (*China and Japan at War, op. cit.*, p. 111). Brook rejoint sur ce point des historiens japonais tels que Tobe Ryōichi. Ce dernier inscrit la relation entre les officiers japonais (Kita et Harada) et leurs poulains respectifs (Wang Kemin et Liang Hongzhi) dans la tradition des relations entre *Shinatsū* et potentats locaux, en se demandant qui manipulait qui pour servir quels intérêts (Tobe, *Nihon rikugun to Chūgoku* : « *Shinatsū* » ni miru yume to satetsu 日本陸軍と中国 : 「支那通」にみる夢と蹉跎 (L'armée de terre japonaise et la Chine : rêve et échec des « spécialistes de la Chine »), Kōdansha, 1999, p. 203).

⁴ *Zhengfu gongbao* 政府公報 (Journal officiel [du Gouvernement réformé]), n°1, 11 avril 1938, p. 1-3, in ZG, vol. 13. Pour une analyse du manifeste, voir Brook, « The Creation of the Reformed Government... », art. cit., p. 85. L'organigramme du Gouvernement réformé étant très proche de celui du Gouvernement provisoire, se reporter à la Figure 2.1. Seuls les noms des principales institutions centrales différaient en reprenant la nomenclature nationaliste : Yuan exécutif (contrôlant sept ministères), Yuan législatif et Yuan judiciaire (ce dernier ne fut jamais établi et le ministère de la Justice fut placé sous le Yuan exécutif) (*CIG*, p. 16 sq.). Boyle

Le manifeste donnait également une définition modeste de l'emprise territoriale du régime de Nanjing, d'abord limitée au Jiangsu et au Zhejiang

2.1.2.3. Une tentative de centralisation régionale

En réalité, le Gouvernement réformé ne fut même pas en mesure, dans un premier temps, de s'installer dans sa capitale. Deux jours après avoir participé à la cérémonie d'inauguration à Nanjing, les dirigeants du nouveau gouvernement rentrèrent à Shanghai où leurs protecteurs japonais les avaient installés dans un hôtel du quartier japonais de Hongkou 虹口¹. Sur le papier, l'administration locale du Gouvernement réformé était, comme celle de Chine du Nord, articulée en trois échelons (provinces, circuits, districts) mais l'échelon intermédiaire du circuit (*dao*) ne vit jamais le jour². La mise en place d'une administration locale rattachée au gouvernement de Nanjing passa par la création de gouvernements provinciaux et par l'intégration des comités de gouvernement autonome. Les premiers ne posèrent pas trop de difficultés dans la mesure où ils ne venaient pas remplacer des organisations déjà existantes³. Le processus fut néanmoins ralenti du fait des conditions particulièrement difficiles dans lesquelles il prit place. Dans le Zhejiang, par exemple, l'inauguration du gouvernement provincial fut retardée par l'assassinat, le 7 mars 1938 à Shanghai, du responsable des affaires militaires au sein du Gouvernement réformé, Zhou Fengqi 周鳳岐 (1879-1938), alors en discussion avec les services spéciaux japonais pour reprendre le poste de gouverneur qu'il avait brièvement occupé en 1927⁴.

Au niveau des districts, en revanche, l'« assemblage de l'État d'occupation », pour citer Timothy Brook, fut plus lent en raison notamment de la résistance qu'opposèrent les autorités locales, chinoises comme japonaises, à l'entreprise centralisatrice de Nanjing⁵. Comme ce serait de

note toutefois une particularité par rapport à Beijing : la création d'un ministère des Affaires étrangères dont l'utilité semblait nulle puisqu'il ne fut jamais question pour Tokyo de reconnaître officiellement le Gouvernement réformé. Les autorités japonaises, explique Boyle, se justifièrent en affirmant que « though the Provisional Government would eventually have control of foreign affairs, the Reformed Government would act as its "proxy" until such time as the two regimes were amalgamated » (*China and Japan at War, op. cit.*, p. 114).

¹ Ce qui valut au nouveau régime d'être surnommé le « gouvernement hôtelier » (*fandian zhengfu* 飯店政府). *WZQS*, p. 136.

² *CIG*, p. 20.

³ Dans le cas du Zhejiang, cependant, un Comité de gouvernement autonome de la province du Zhejiang (Zhejiangsheng zizhi weiyuanhui) avait été créé le 1^{er} février 1938 à Hangzhou qui abritait à la fois l'administration provinciale et municipale (Shen Guoying 沈國英, « Hanjian shizhang He Zan bei zhu ji 漢奸市長何瓚被誅記 (Chronique de l'exécution du traître He Zan, maire [de Hangzhou]) », *Zhejiang wenshi jicui : Zhengzhi junshi juan* 浙江文史集粹:政治軍事卷 (Recueil du meilleur des matériaux pour la culture et l'histoire du Zhejiang : affaires politiques et militaires), Hangzhou, Zhejiang renmin chubanshe, 1996, vol. 1, p. 540).

⁴ Chen Dingwen, « Hangzhou lunxian... », art. cit., p. 205 ; *MRDC*, p. 533. Il fut remplacé par Wang Ruikai 汪瑞闓 (1875-1941) qui fut maintenu comme gouverneur au début du gouvernement de Wang Jingwei, jusqu'à son décès (*MZN*, p. 1109 sq.).

⁵ Ce processus est décrit dans le dernier chapitre de l'ouvrage de Brook (« Assembling the Occupation State ») : « The original SGC [Self-Government Committee] members were not eager to see their organizations

nouveau le cas dans les années à venir, la création d'une nouvelle structure dirigée par de nouveaux acteurs (le Gouvernement réformé) accéléra la formation de l'État d'occupation ; formation qui se traduisit par l'effacement progressif de la strate initiale (les premiers collaborateurs et leurs comités locaux) au profit d'une nouvelle strate qui, à son tour, allait devoir négocier, avec plus de succès, son maintien en place au moment de l'arrivée au pouvoir du groupe de Wang Jingwei, deux ans plus tard. La volonté de Nanjing de prendre le contrôle des organisations locales se matérialisa par la convocation des présidents de la quarantaine de comités locaux existant à une réunion organisée à Nanjing par Chen Qun, le ministre de l'intérieur du Gouvernement réformé. Afin de faciliter la transformation des comités de gouvernement autonome en bureaux de district (*xian gongshu* 縣公署), les dirigeants locaux en place reçurent de l'argent et l'assurance de conserver leur poste¹. Le processus débuta véritablement en juin 1938.

À Hangzhou, le Comité de gouvernement autonome fut officiellement rattaché au Gouvernement réformé le 10 juin 1938 avant que le Bureau municipal (*Shizheng gongshu* 市政公署) ne soit inauguré en même temps que le Bureau provincial du Zhejiang lors d'une cérémonie organisée le 20 juin². Le rattachement au Gouvernement réformé entraîna un renouvellement important du personnel. Alors que les premiers collaborateurs, dont Xie Hucheng, étaient presque tous originaires de Hangzhou, la nouvelle équipe dirigeante, menée par le maire *He Zan 何瓚, venait de la province du Fujian, et plus précisément du district de Minhou 閩侯³. Bien que la biographie officielle de He Zan explique ce parachutage par le fait qu'il vivait retiré sur un mont proche de Hangzhou au début de la guerre⁴, ce n'était certainement pas un hasard si le ministre de l'intérieur du Gouvernement réformé, Chen Qun, sous la tutelle duquel était placée l'administration territoriale, se trouvait être lui aussi originaire de Minhou⁵. Après que He Zan eut

dismantled and their power curtailed, nor were the pacification agents happy to see what they had worked so hard to create removed in favor of arrangements they might not so easily control » (*Collaboration, op. cit.*, p. 224).

¹ *Ibid.*, p. 225 sq. Comme le note Brook, les sources ne permettent pas toujours de savoir si cette dernière promesse fut tenue. Dans la dernière colonne du tableau de l'Annexe 2.1, nous indiquons, lorsque c'est possible, si le président du comité local fut nommé magistrat de district. Quand bien même c'était le cas, beaucoup d'anciens présidents de comité nommés magistrats furent par la suite remplacés.

² *CIG*, p. 329.

³ La dizaine d'hommes arrivés à Hangzhou avec le nouveau maire étaient des camarades de promotion de He Zan du temps de ses études au Japon (He Zhiping, « Zhejiang he Hangzhou... », art. cit., p. 498).

⁴ *CIG*, p. 348.

⁵ Wu Jiping 吳寄萍, « Wo suo zhidao de wei Jiangsu shengzhang Chen Qun er san shi 我所知道的偽江蘇省長陳群二三事 (Deux trois choses que je sais sur le gouverneur fantoche du Jiangsu Chen Qun) », *Pingjiang wenshi* 平江文史, vol. 1, 1997, p. 159-161. Wu Jinping, dont le père était un camarade de promotion de Chen Qun, habita chez ce dernier durant ses études à Shanghai. Cette « *Minhou connection* » perdura tout au long de la guerre. Ainsi, le secrétaire général de He Zan, Xie Ke 謝恪, travailla par la suite pour Chen Qun au ministère de l'Intérieur avant de le suivre dans le gouvernement provincial du Jiangsu en 1943 puis au Yuan d'Examen (Li Wenbin 李文濱, « Chen Qun qi ren 陳群其人 (Portrait de Chen Qun) », *Huadong qishengshi...* (éd), *Wangwei qunjian...*, *op. cit.*, 1993, p. 174 et 176).

été assassiné le 22 juin 1939¹, il fut d'ailleurs remplacé par un autre compatriote, Wu Nianzhong 吳念中². Pour autant, les deux hommes forts du Comité de maintien de l'ordre de Hangzhou ne disparurent pas tout à fait de la circulation : Xie Hucheng retrouva son poste de président de la Chambre de commerce, tandis que Wang Wuquan prit la tête de la coopérative de crédit locale (*hezuoshe* 合作社)³.

Au sein des trois provinces revendiquées par le Gouvernement réformé (Jiangsu, Zhejiang, Anhui), auxquelles s'ajoutaient deux municipalités spéciales ayant rang de province (Shanghai et Nanjing), un grand nombre de districts n'étaient pas contrôlés par l'armée japonaise, notamment dans le Nord-Jiangsu (Subei 蘇北), le sud du Zhejiang ainsi que dans l'Anhui où la ligne de front se déplaçait au même moment vers l'ouest en direction de Wuhan qui tomba en octobre 1938. Dans les zones qui passèrent de manière intermittente, sous contrôle japonais, l'État d'occupation se fit et se défit en fonction du flux et du reflux des troupes japonaises, souvent au grand dam des collaborateurs. Ce fut le cas, par exemple, du district de Wuhe 五河 dans l'Anhui, situé à l'est de la principale ville au nord de la province, Bengbu 蚌埠, où le Gouvernement réformé installa l'administration provinciale en octobre 1938⁴. Durement touchée par les inondations provoquées par la rupture des digues du Huanghe et par les bombardements de l'aviation nipponne, Wuhe tomba en novembre 1938 aux mains de l'armée impériale qui établit un comité de maintien de l'ordre dirigé par Chao Lanjie 超蘭階. Dès le mois suivant, le district fut repris par les Nationalistes qui nommèrent un nouveau magistrat. À la faveur d'une contre-attaque japonaise, Chao Lanjie, qui s'était réfugié à Bengbu, fit son retour le 20 mai 1939. Bien mal lui en prit puisqu'il fut arrêté et exécuté deux jours plus tard, quelques heures seulement avant l'arrivée des troupes japonaises qui reprirent le contrôle du district. Nanjing nomma un magistrat de district en octobre qui inaugura le bureau de district le 10 décembre 1939⁵.

Certains des comités locaux de collaboration n'intégrèrent jamais l'administration locale du Gouvernement réformé et ne furent rattachés à un gouvernement central qu'après la formation du

¹ He Zan fut abattu le 22 janvier 1939, sous les yeux de sa famille, par deux agents du Zhongtong, aidés par un adolescent qui fit, après-guerre, le récit de cette opération (Shen Guoying, « Hanjian shizhang... », art. cit.).

² Chen Dingwen, « Hangzhou lunxian... », art. cit., p. 208. Conseiller au ministère de l'Intérieur, Wu Nianzhong était ami avec la septième concubine de Chen Qun (He Zhiping, « Zhejiang he Hangzhou... », art. cit., p. 499).

³ *Ibid.*, p. 498. Pour une présentation contemporaine de ces organisations, voir Shi Boheng 施伯珩, « Hezuo jiangzuo (xu) 合作講座(繼續) (Conférence sur la coopération, suite) », XY, vol. 3, n°4, avril 1941, p. 17-21. Bien qu'elles n'emploient que des Chinois, ces coopératives étaient placées sous la tutelle directe des bureaux du renseignement militaire japonaise (*tokumubu*) en vertu d'une loi d'août 1938. En juillet 1943, ce contrôle fut transféré au Yuan exécutif du gouvernement de Wang Jingwei qui ne s'écarta cependant pas de l'orientation donnée par le Japon. Il existait à cette date 70 coopératives possédant 618 succursales pour plus d'un million de sociétaires. Ces organisations étaient utilisées par le Japon pour se procurer de grandes quantités de matières premières (Huang Meizhen, *Riwei dui Huazhong lunxianqu jingji...*, op. cit., p. 487-489).

⁴ *Bengbu shizhi* (Monographie de la ville de Bengbu).

⁵ *Wuhe xianzhi* (Monographie du district de Wuhe) ; CIG, p. 355.

gouvernement de Wang Jingwei¹. Le district de Tianzhang 天長, par exemple, situé à l'extrémité orientale de la partie nord de l'Anhui inaugura son comité de maintien de l'ordre le 24 janvier 1939 avant qu'il ne soit rebaptisé « Comité de gouvernement autonome » en juillet. Son président, Liu Xingbo 劉星伯, resta alors en place jusqu'en juillet 1943, lorsque Tianzhang acquit finalement le statut de gouvernement de district sous le régime de Wang Jingwei².

Autre point à noter, la construction de l'administration territoriale du Gouvernement réformé puis du gouvernement de Wang Jingwei se fit parallèlement à celle du Gouvernement nationaliste, qui chercha à reprendre pied en zone occupée après la fuite de ses agents au début des combats³, ainsi que du gouvernement communiste installé à Yan'an, qui était lui aussi désireux de formaliser sa présence derrière les lignes ennemies⁴.

Il est difficile de connaître avec exactitude le nombre de districts effectivement rattachés durant cette période tant les chiffres et les dates varient d'une source à l'autre. En croisant celles-ci, on peut tout de même établir un tableau qui permet de se faire une idée générale de cette vaste entreprise (voir Annexe 2.1. – Mise en place locale de l'État d'occupation en Chine centrale).

Au delà de la Chine centrale, qui allait constituer le noyau du gouvernement de Wang Jingwei, les campagnes militaires simultanées visant Canton et Wuhan aboutirent également à la création de gouvernements locaux de collaboration rattachés plus tard au régime de Nanjing. Ces opérations « politiques » furent elles aussi pensées conjointement.

¹ Brook, *Collaboration*, *op. cit.*, p. 229.

² *Tianzhang xianzhi* (Monographie du district de Tianzhang).

³ Ce retour de l'administration nationaliste se fit, lui aussi, progressivement avec la mise en place, dans un premier temps, de comités d'action (*xingdong weiyuanhui* 行動委員會) regroupant parfois plusieurs districts avant que les gouvernements de district (*xian zhengfu* 縣政府) ne soient rétablis. Voir, pour le cas du Zhejiang, Fang Xinde 方新德, *Guomin zhengfu shiqi Zhejiang xianzheng yanjiu* 國民政府時期浙江縣政研究 (Étude des gouvernements de district au Zhejiang sous le Gouvernement nationaliste), Hangzhou, Zhejiang daxue chubanshe, 2012, p. 51 *sqq.* Les magistrats de district obligés de fuir devant l'avancée des troupes japonaises furent surnommés les « magistrats au balluchon » (*beibao xianzhang*) car ils emportèrent dans leurs bagages le sceau du gouvernement de district. Voir le cas de dix *xianzhang* du Jiangsu contraints de se réfugier à la frontière du Zhejiang et de l'Anhui (Yu Renling 余仁齡, « Kangzhan qijian liuwang zai Zhangzhu de "beibao" xianzhang 抗戰期間流亡在張渚的“背包”縣長 (Les magistrats de district “au balluchon” réfugiés à Zhangzhu pendant la guerre) », *Yixing wenshiziliao* 宜興文史資料, vol. 13, 1987, p. 107-108).

⁴ « wherever the occupation state reached, it did because the Japanese army made it so. When that reach could not go far beyond the walls of a county seat, as was often the case, one county could end up hosting competing administrations appointed by up to three different states: the occupation state inside the county city and Communist and Nationalist administrations somewhere out in the hills » (Brook, *Collaboration*, *op. cit.*, p. 229 *sq.*). Nous reviendrons sur la question du chevauchement des souverainetés au niveau local dans la troisième partie de la thèse.

2.1.3. Chine méridionale et intérieure

2.1.3.1. La parcelle cantonaise

Sur la carte de la Chine occupée à la fin de l'année 1938, la région de Canton (Guangzhou) apparaissait isolée du vaste ensemble – certes lui-même troué de poches inoccupées – sur lequel s'exerçait le contrôle de l'armée impériale, depuis la frontière mandchoue jusqu'au Jiangnan. Cet isolement demeura inchangé avant que l'Opération Ichigō, lancée en 1944, n'établisse un corridor éphémère entre les deux¹. Principale porte d'entrée de la Chine méridionale, le delta de la rivière des perles était stratégique à plus d'un titre. Il formait un carrefour où se croisaient les sphères d'influence britannique (Hongkong), française (Indochine) ou encore nationaliste (Chongqing), auxquelles s'ajoutait la vaste diaspora chinoise dont une partie était originaire de la région. Le lancement de l'offensive contre Canton fut décidé le 7 septembre 1938 afin de consolider l'avantage japonais dans la campagne de Wuhan, en coupant le Gouvernement nationaliste de la côte méridionale². Le 21 octobre 1938, les troupes nippones firent leur entrée dans la capitale du Guangdong transformée en un immense brasier et vidée de ses élites économiques réfugiées à Hongkong ou Macao³. Ce même jour, un « Plan général pour la gestion des affaires politiques devant accompagner les opérations militaires en Chine du Sud » était élaboré conjointement par le Gaimushō, le ministère de la Guerre et celui de la Marine⁴. Bien que proche des plans appliqués dans le reste du pays, il prenait en compte la spécificité de ce berceau du nationalisme chinois qui, contrairement au reste de la zone occupée, notamment en Chine du Nord, n'avait jamais été sous influence japonaise⁵. Ce plan prévoyait de déléguer les

¹ Isolement relatif toutefois, tant cette parcelle cantonaise, nous allons le voir, fonctionnait en synergie avec la colonie japonaise de Taiwan.

² Chen Musha 陳木杉, *Cong handian shiliao guan kangzhan shiqi Wang Jingwei jituan zhi Yue gengai* 從函電史料觀抗戰時期汪精衛集團治粵梗概 (L'administration du Guangdong par le groupe de Wang Jingwei à travers les sources épistolaires), Taipei, Taiwan xuesheng shuju, 1996, p. 19.

³ L'incendie, déclenché par les Nationalistes en application de la stratégie de la terre brûlée, fit rage trois nuits durant, détruisant environ un tiers des habitations du centre-ville (Chu Te-lan 朱德蘭, « Ri-Wang hezuo yu Guangdong shengzhengfu guanxi : yi ge cemiao de kaocha 日汪合作與廣東省政府關係：一個側面的考察 (Étude de la collaboration entre le Japon et le régime de Wang Jingwei à travers le cas du gouvernement provincial du Guangdong) », *Renwen ji shehuikexue jikan* 人文及社會科學集刊, vol. 12, n°4, déc. 2000, p. 638). Ce drame joua sans doute un rôle non négligeable dans la défection de Wang Jingwei quelques semaines plus tard. Il eut un retentissement important que la presse japonaise ne manqua pas de relayer. Le *Asahi* fait ainsi état d'un éditorial paru dans le *Xin Zhongguo bao* 新中國報, journal des Chinois de Hawaï, dont beaucoup étaient originaires du Guangdong, appelant Jiang Jieshi à se suicider pour expier son crime (« “Shō Kaiseki jisatsu subeshi” “蔣介石自殺すべし” (Jiang Jieshi doit se suicider) », *AS*, 2 nov. 1938 (soir), p. 1).

⁴ « Nanshi sakusen ni tomonau seimu shori yōkō 南支作戰ニ伴ウ政務処理要綱 », JACAR B02030524600, « Jūyō kokusaku kankei... », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 4.19, p. 24 sqq.

⁵ « les fonctionnaires et la population [*kanmin* 官民] de Chine du Sud ne connaissent pas encore la puissance de l'armée impériale et de notre nation. Afin de prendre en compte cette disposition particulière, il faudra s'efforcer de démontrer leur nécessaire dépendance à l'égard du Japon en inspirant au peuple un sentiment de sécurité, notamment par le déploiement de notre force militaire » (*ibid.*). Les exactions de l'armée vinrent contredire dans les faits ces directives qui se traduisirent, comme dans le reste de la zone occupée, par une propagande sous

affaires politiques à la « partie chinoise » à qui devait revenir l'initiative d'établir des régimes locaux¹. On a vu précédemment que la part d'initiative et le caractère spontané des comités locaux étaient très limités. À un journaliste de l'agence Reuters qui l'interrogeait, le 4 novembre 1938, au sujet de la remise sur pied d'une administration locale pour faire face au désastre matériel et humain que connaissait Canton, un gradé de l'armée n'hésita pourtant pas à répondre :

Concernant cette question, l'armée japonaise n'a pas de plan ni même d'opinion [...], nous ne savons pas comment sera la nouvelle administration. *A fortiori*, l'identité des personnes nommées à sa tête n'est pas notre affaire.²

En réalité, un plan existait bien et il nuançait, dans la même phrase, l'autonomie laissée aux collaborateurs chinois en précisant qu'ils devraient être guidés par un Conseil de liaison armée-marine-Gaimushō pour le Guangdong (*Riku-kai-gai Kanton renkaku kaigi* 陸海外広東連絡会議)³ travaillant en étroite collaboration avec les services spéciaux de l'armée⁴.

En effet, contrairement à la situation en Chine du Nord et, dans une moindre mesure, en Chine centrale, où les armées régionales respectives étaient parvenues à monopoliser le contrôle des ressources et des relations avec les collaborateurs locaux, la construction de l'État d'occupation dans la région de Canton ne fut pas la chasse gardée de l'Armée de terre⁵. La conquête du Guangdong s'étant d'abord faite par les airs et la mer, l'armée de terre ne pouvait prétendre aux mêmes privilèges que dans d'autres parties de la zone occupée. En outre, Canton n'étant pas susceptible, contrairement à Beijing et Nanjing, de devenir la capitale de l'État d'occupation, l'Armée expéditionnaire de Chine du Sud ne rivalisa pas, dans un premier temps, avec ses

forme d'affiches en chinois affirmant qu'« il va de soi que l'armée japonaise, se fondant sur les déclarations successives du gouvernement impérial, se garde de traiter le peuple en ennemi. Aussi, il convient que la population locale, qui est innocente, vive en paix et travaille dans la joie [*an ju le ye* 安居樂業] » (cité in Chu Te-lan, « Ri-Wang hezuo yu Guangdong... », art. cit., p. 638).

¹ Littéralement : « confier la naissance de la fondation des régimes locaux à la partie chinoise [*chihō seiken no juritsu wa Shina gawa no hassei ni makasu* 地方政權ノ樹立ハ支那側ノ發生ニ委ス] ». Cette formulation redondante fut corrigée à la main sur la première mouture du plan mais conservée dans les versions suivantes. « Nanshi sakusen ni tomonau... », art. cit.

² « Butaichō no kaitō Kanton fukkō mondai gaijin kisha to kaiken 部隊長の快答 広東復興問題、外人記者と会見 (Réponses rapides d'un commandant à un journaliste étranger à propos de la renaissance de Canton) », *AS*, 5 nov. 1938, p. 2.

³ De la même manière que les Français donnent à Guangzhou 廣州 le nom de la province dont elle est la capitale (le Guangdong 廣東 qui donne Canton), les Japonais utilisent le nom *Kanton* 広東 pour désigner à la fois la ville et la province (le terme *Kōshū* 広州 existe également mais on le trouve plus rarement dans les sources de l'époque). En cas de doute, nous traduisons *Kanton* par Guangdong.

⁴ « Nanshi sakusen ni tomonau... », art. cit. En mars 1939, un porte-parole de l'armée sans doute moins soucieux des apparences déclara à un journaliste que « le devoir des comités de maintien de l'ordre est d'appliquer les ordres donnés par l'agence formée par les représentants de l'Armée de terre, de la Marine et du consulat » (Guangdong Maritime Customs House, *Kanton Events and Current Rumours*, 16-31 mars 1939, cité en chinois in *RQGD*, p. 283).

⁵ L'Armée expéditionnaire de Chine du Sud (*Nanshi hakengun*) formée à cette occasion comprenait des divisions terrestres mais aussi une forte composante maritime (Chen Musha, *Cong handian shiliao guan kangzhan shiqi Wang Jingwei jituan zhi Yue gengai*, op. cit., p. 19).

homologues dans la course à la centralisation lancée depuis près d'un an déjà¹. Cet équilibre entre les deux corps de l'armée profita au Gaimushō qui avança très tôt ses pions². Afin d'éviter les frictions, une répartition des tâches s'opéra : au Gaimushō revenait les relations du Guangdong avec les puissances étrangères, au ministère de la Marine étaient confiées la gestion des douanes et la surveillance du delta de la rivière des perles tandis que tout le reste revenait au ministère de la Guerre. Les « affaires politiques » (c'est-à-dire la collaboration), en particulier, restait dans l'escarcelle des services spéciaux de l'Armée de terre³.

Cette influence fut néanmoins tempérée par l'implication d'un quatrième acteur : le gouvernorat général de Taiwan (*Taiwan sōtokufu* 台湾總督府). À la différence du Nord-Est et du Jiangnan, la politique de collaboration en Chine méridionale fut, en effet, principalement l'œuvre d'agents formés dans la colonie taïwanaise et non pas en Mandchourie⁴. Dès le début de l'occupation, le gouvernorat général de Taiwan envoya ainsi des hommes pour établir un bureau à Canton chargé de coordonner la politique d'occupation entre Taipei et les autorités militaires⁵. De même que l'occupation du Nord et du Jiangnan avait profité du savoir colonial accumulé par la Mantetsu, celle du littoral méridional, qui formait un chapelet allant de Hainan à Xiamen en passant par Canton, put s'appuyer sur cette institution dont la connaissance de la région et les liens avec les marchands taïwanais et japonais susceptibles de relancer l'économie dans la région étaient sans pareil au sein de l'État impérial⁶. Les agents du gouvernorat général furent ainsi au centre du rétablissement de l'ordre à Canton, que ce soit en supervisant la réparation du réseau

¹ Les choses évoluèrent néanmoins avec la défection de Wang Jingwei et son passage à Canton à l'été 1939 (voir *infra*).

² Devant l'imminence d'une offensive militaire, le Gaimushō demanda, dès le 3 octobre 1938, l'autorisation de préparer la réouverture du consulat de Canton pour lequel il obtint de réunir une équipe de diplomates et de policiers parlant le cantonais et l'anglais qui fut envoyée depuis Taiwan à la fin du mois de novembre (JACAR B14090352700, « Zai Kanton sōryōjikan 在廣東總領事館 (Consulat de Canton) », *Zai Shi teikoku kōkan kankei zakken / saikai kankei* 在支帝國公館關係雜件／再開關係 (Documents divers relatifs aux résidences officielles de l'empire en Chine / Au sujet des réouvertures), 1938).

³ Chu Te-lan, « Ri-Wang hezuo yu Guangdong... », art. cit., p. 639.

⁴ C'est là une preuve supplémentaire que l'entreprise impériale japonaise fut multipolaire et que des passerelles existaient entre zones occupées et colonies qu'il ne faut donc pas étudier séparément. Voir les travaux de Seiji Shirane qui décrit Taiwan comme un « wartime hub that mediated Japanese administration in occupied South China ». Selon lui, « Although the Government-General of Taiwan initially failed to achieve its greater political ambitions for direct rule over occupied South China, it maintained Taiwan's strategic relevance for Japan's southern expansion by deploying Taiwanese with relevant linguistic skills and expertise to help administer Xiamen » (« Taiwanese Colonial Subjects as Imperial Intermediaries in Occupied Xiamen, 1938-1945 », papier présenté à la conférence annuelle de l'Association for Asian Studies, Toronto, 19 mars 2017, p. 3 et 21).

⁵ Chu Te-lan, « Ri-Wang hezuo yu Guangdong... », art. cit., p. 639.

⁶ Fruit de nombreuses enquêtes, ce savoir colonial couvrant des domaines aussi variés que la géographie, l'ethnographie ou encore l'économie fut diffusé sous forme de publications. Voir par exemple, JACAR A06032515100, Taiwan sōtokufu gajibu 台灣總督府外事部 (Bureau des affaires étrangères du gouvernorat général de Taiwan), *Minami Shina sōran* 南支那綜覽 (Panorama de la Chine méridionale), Taiwan sōtoku gajibu chōsa, n°97, 1943 (p. 470 *sqq.* sur la mise en place de l'État d'occupation dans le Guangdong). On sait, par ailleurs, que l'état-major de l'armée comportait une section spécifiquement dédiée à la rédaction d'études géographiques, sous forme de « guides de pays », afin de recenser les ressources disponibles en Chine notamment (Jean Esmein, *1/2+ Un demi plus*, Fondation pour les études de la défense nationale, 1983, p. 158).

électrique¹ ou le bon fonctionnement de l'administration locale. En effet, le Comité de maintien de l'ordre de Canton fut placé sous la tutelle de Nishimura Takae 西村高兄 (1900-1988) qui, bien que nommé en tant que conseiller de l'Armée de terre, était issu du bureau des Affaires intérieures du gouvernorat général de Taiwan (*naimukyoku* 内務局)².

Les institutions de la collaboration

L'établissement d'une administration locale pro-japonaise à Canton fut relativement tardif. Soixante jours s'écoulèrent en effet entre l'entrée des troupes impériales et l'inauguration d'un comité. Durant cette période, toutefois, des structures furent mises en place en vue de la formation de ce dernier. Ainsi des milices portant le nom de Groupes d'autodéfense (*ziweituan* 自衛團) virent le jour dans les premières semaines de l'occupation pour assister la police militaire japonaise et s'organisèrent, le 9 novembre 1938, en une Fédération provisoire des groupes d'autodéfense des arrondissements de Canton (*Guangzhoushi gequ linshi ziweituan lianhehui* 廣州市各區臨時自衛團聯合會)³. D'autres organisations furent créées au même moment qui, en institutionnalisant la collaboration de différents groupes avec l'occupant, devaient renforcer l'emprise de ce dernier sur la société cantonaise. Ce fut le cas, par exemple, du Comité de sauvegarde des femmes de Canton (*Guangzhou funü weichihui* 廣州婦女維持會) qui lança le 16 novembre un appel, affiché sur les murs de la ville, exhortant la population à coopérer avec le Japon⁴. L'action de ces différentes structures était coordonnée par l'armée japonaise lors d'assemblées réunissant leurs représentants respectifs⁵. La dernière étape avant l'inauguration du Comité de maintien de l'ordre fut la création, le 27 novembre 1938, d'un Comité préparatoire (*choubei weihuanhui* 籌備委員會) au sein duquel siégeaient plusieurs de ses futurs membres chinois ainsi que des représentants japonais⁶. Le 20 décembre, enfin, une grande cérémonie d'inauguration se tint dans l'enceinte du mausolée de Sun Yat-sen en présence de la direction

¹ « Kanton ni dentō kagayaku 広東に電燈輝く (La lumière est rétablie à Canton) », *AS*, 11 déc. 1938, p. 2.

² Chu Te-lan, « Ri-Wang hezuo yu Guangdong... », art. cit., p. 639. Nishimura était chargé de superviser le travail des autres conseillers, envoyés comme lui par le gouvernorat général (*ibid.*).

³ À cette date, il existait 42 groupes pour un total de plus de 2000 miliciens (« Kanton jian iji asu jieie rengōkai 広東治維持 あす自衛聯合会 (Maintien de l'ordre à Canton ; une fédération des groupes d'autodéfense réunie demain) », *AS*, 9 nov. 1938, p. 1).

⁴ « Yūshoku shimai ni tsgu kōnichī wa kakū teki seden Kōshū fujo ijikai 有職姉妹に告ぐ 抗日は架空の宣伝 廣州婦女維持会 (Appel aux sœurs actives ; la résistance contre le Japon est une propagande trompeuse ; un Comité de sauvegarde des femmes de Canton) », *AS*, 17 nov. 1938, p. 11.

⁵ Le 17 novembre, une assemblée au siège de la police militaire réunit, outre les représentants des groupes d'autodéfense, une cinquantaine de membres des « classes moyennes et intellectuelles [*chūsan interi kaikyū* 中産インテリ階級] » ainsi que deux « dames [*joshi* 女史] » du Comité de sauvegarde des femmes de Canton (« Kanton jieidan rengōkai 広東自衛團聯合会 (la Fédération des groupes d'autodéfense de Canton) », *AS*, 18 nov. 1938, p. 2).

⁶ « Kanton ni jikikai chūbi iinkai seiritsusu 広東に治維会籌備委員会成立す (Formation d'un Comité préparatoire au comité de maintien de l'ordre à Canton) », *AS*, 28 nov. 1938, p. 2.

chinoise du comité et des chefs du triumvirat japonais (Armée de terre, Marine, Gaimushō), alors qu'une foule de « trente mille personnes » se pressait sur la place faisant face au mausolée¹. Après la cérémonie d'inauguration à proprement parler, plusieurs discours furent prononcés par les dirigeants chinois et les représentants des autorités d'occupation. Comme dans les autres cérémonies du même type en zone occupée, les premiers commencèrent par dénoncer la politique erronée de Jiang Jieshi dont les Cantonais avaient payé le prix fort avant d'exalter la bienveillance de l'armée japonaise, comparée à l'Empereur de jade, dont « l'étendard de justice s'est heureusement porté vers le Sud, dégageant le brouillard pour laisser apparaître un ciel clair »². La présidence du Comité fut confiée à *Peng Dongyuan 彭東原, tandis que le président du Comité préparatoire, *Lü Chunrong 呂春榮, obtint la vice-présidence³. Les dix membres de la direction étaient tous originaires du Guangdong et avaient souvent exercé par le passé des fonctions dans l'administration locale⁴. À un journaliste qui lui demandait quelles seraient les relations du Comité avec les gouvernements de Beijing et de Nanjing, Peng Dongyuan déclara que leur objectif commun étant d'assurer une bonne entente avec le Japon, Canton pourrait se joindre à eux une fois leur fusion réalisée, ajoutant qu'il entretenait des liens d'amitiés avec les dirigeants du Gouvernement provisoire tels que Wang Kemin⁵.

Un rapport de la police secrète nationaliste, daté de novembre 1940, dresse la liste des organisations pro-japonaises établies dans la Guangdong au début de l'occupation⁶. Dans la région de Canton, douze districts limitrophes de la capitale régionale furent occupés et administrés par des organisations de type comité de maintien de l'ordre, avec souvent plusieurs comités par circonscription⁷. Ce fut le cas, par exemple, dans le district natal de Wang Jingwei,

¹ « Iyoyiyo dai Kanton kensetsu e jikai hanabanashiku tanjō 愈々大広東建設へ 治維会華々しく誕生 (La construction d'un grand Canton s'engage enfin ; inauguration somptueuse du Comité de maintien de l'ordre) », *AS*, 21 déc. 1938, p. 1. D'autres sources datent du 10 décembre l'établissement de ce comité et du 21 décembre celui du gouvernement provincial (*Guangzhou shizhi 廣州市志* (Monographie de la ville de Canton), Canton, Guangzhou chubanshe, 1999, vol. 1, p. 243 sq.).

² « Iyoyiyo dai Kanton... », art.cit.

³ À la différence du cas de Hangzhou, précédemment cité, où le poste de président était honorifique, le Comité de Canton fut le théâtre, dès sa formation, de luttes d'appareil opposant Peng à Lü par factions interposées (*RQGD*, p. 243).

⁴ On trouvera leur liste et leurs biographies succinctes in Chu Te-lan, « Ri-Wang hezuo yu Guangdong... », art. cit., p. 639 sq. Voir aussi la liste d'une centaine des principaux collaborateurs de Canton avec leur poste in *RQGD*, p. 248-255.

⁵ « Shinseiken to teikei junbi ari Hō Kanton jiikaichō kataru 新政権と提携準備あり 彭広東治維会長語る (« Nous sommes prêts à collaborer avec le nouveau régime » déclare le président du Comité de maintien de l'ordre Peng) », *AS*, 21 déc. 1938, p. 2.

⁶ « Guangdongsheng jianwei dongtai diaocha zhuanbao 廣東省奸偽動態調查專報 (Rapport spécial sur les activités des traîtres et fantoches dans la province du Guangdong) », 1^{er} novembre 1940, in *RQGD*, p. 241-280. Ce rapport n'est pas signé, mais semble avoir été produit, selon Zhang Zhonghua, par le bureau provincial des services secrets civils du GMD (Zhongtong).

⁷ Nanhai 南海, Panyu 番禺, Shunde 順德, Dongwan 東莞, Zhongshan 中山, Xinhui 新會, Sanshui 三水, Baoan 寶安, Conghua 從化, Boluo 博羅, Zengcheng 增城, Huaxian 花縣. *Ibid.*

Sanshui 三水 (Samsui), au nord-ouest de Canton, où une Fédération des comités de sauvegarde de Sanshui (*Sanshui weichi lianhehui* 三水維持聯合會), dirigée par Zheng Rihua 鄭日華 fut établie pour centraliser les différentes organisations créées dans le district¹. À Foshan 佛山, deuxième ville du Guangdong, un comité de maintien de l'ordre fut créé dès le 3 novembre 1938 en présence de plus de 260 notables². Une partie des habitants de Canton ayant fui la ville pour se réfugier aux alentours, ces comités servirent d'abord à gérer cet afflux. Ce fut le cas des comités de Yanbu 鹽步 fondé le 8 novembre et de Rongbian 溶邊 formé le 11 novembre à partir des comités de six villages de la banlieue de Canton³ (Voir Annexe 2.2. – Mise en place locale de l'État d'occupation dans la région de Canton).

En dehors de la capitale régionale et des districts du delta, le Japon occupa à partir de l'été 1939 la zone de Chaoshan 潮汕, à la frontière avec le Fujian et donc plus proche de Xiamen (Amoy), conquise dès mai 1938⁴. Faute de parvenir à recruter des collaborateurs locaux, même parmi la classe marchande, l'occupant fit venir un membre du Comité de maintien de l'ordre de Canton, *Chen Juemin 陳覺民, afin de diriger celui de Shantou, fondé le 1^{er} juillet 1939⁵. Le développement de cette organisation étant gêné par l'absentéisme de Chen Juemin, qui préférait rester à Canton, les Japonais la remplacèrent, le 15 août, par un Comité de reconstruction (*shanhou weiyuanhui* 善後委員會) dont la gestion fut confiée à un groupe d'hommes originaires de Xiamen dirigé par Zhou Zhizhen 周之禎⁶. L'un des principaux objectifs de l'occupation de la région, et plus généralement de la Chine méridionale, était de capter au profit du Japon les

¹ *Ibid.*, p. 262. Comme un certain nombre de collaborateurs locaux, Zheng avait changé de nom (il s'appelait Zheng Yichu 鄭溢初 à l'origine) lorsqu'il avait commencé à travailler avec l'occupant. Ses bonnes relations avec les Japonais auraient débutées avant-guerre, quand ce marchand de Canton, un temps à la tête de la Chambre de commerce de la ville, avait continué à vendre des produits japonais, malgré le boycott, en les étiquetant comme des produits chinois. Ces affinités furent, de plus, favorisées par son épouse qui parlait couramment le japonais pour avoir fait ses études dans l'archipel (He Guanghai 何廣海, « Hanjian wei xianzhang Zheng Rihua qiren 漢奸偽縣長鄭日華其人 (Le préfet traître Zheng Rihua) », *Sanshui wenshi* 三水文史, vol. 11, 1985, p. 41).

² « Nanshi ni jikakai Butsuzan ni seiritsusu 南支に治維会 仏山に成立し (Un comité de maintien de l'ordre en Chine du Sud formé à Foshan) », *AS*, 6 nov. 1938, p. 2.

³ Ce dernier était dirigé par un certain Chen Hua 陳華, né à Yokohama et ayant vécu au Japon jusqu'en 1931 (« Kanton fukin ni jikakai 広東附近に治維会 (Comités de maintien de l'ordre dans les environs de Canton) », *AS*, 12 nov. 1938, p. 2).

⁴ La zone de Chaoshan comprenait la ville de Shantou 汕頭 (Swatow) et cinq districts : Chao'an 潮安, Chenghai 澄海, Chaoyang 潮陽, Jieyang 揭陽, Nan'ao 南澳 (*RQGD*, p. 265-275).

⁵ « Sentō jikakai seiritsu 汕頭治維会成立 (Formation du Comité de maintien de l'ordre de Shantou) », *AS*, 3 juill. 1939, p. 2.

⁶ Zhongguo Guomindang zhongyang zhixing weiyuanhui Yue-Min qu xuanchuan zhuanyuan banshichu 中國國民黨中央執行委員會粵閩區宣傳專員辦事處 (Bureau du commissaire de la propagande de la zone Guangdong-Fujian du Comité exécutif central du GMD), *Chaoshan lunxianqu baogao* 潮汕淪陷區報告 (Rapport sur la zone occupée de Chaoshan), Diaocha ziliao, vol. 2, mars 1940, p. 6-7 et 17 <<http://tieba.baidu.com/p/1090389841>> (consulté le 11 juill. 2016).

importants flux d'argent provenant des Chinois d'outre-mer sous forme de mandats (*huikuan* 匯款) afin d'obtenir des devises étrangères tout en affaiblissant Chongqing¹.

Comme en Chine centrale, le Gouvernement nationaliste chercha à priver les nouvelles organisations pro-japonaises de la légitimité que le vide laissé par la fuite de sa propre administration aurait pu créer, en annonçant une réorganisation à la tête de la province quelques heures avant l'inauguration du Comité de maintien de l'ordre du Guangdong². En réponse, le président du Comité de maintien de l'ordre de Canton, Peng Dongyuan lança, en mai 1939, un appel à coopérer au gouverneur nationaliste du Guangdong, le général Li Hanhun 李漢魂 (1895-1987)³.

Une base pour le Mouvement de paix

Nous avons vu que le gouvernement de collaboration de Canton, dont le Comité de maintien de l'ordre était la première forme, ne fut pas d'emblée conçu comme une organisation destinée à étendre son autorité à l'échelle régionale en intégrant dans son administration les comités locaux, voire à l'échelle nationale comme le Gouvernement provisoire de Beijing. Ce manque d'ambition initial, qui s'expliquait par la situation géographique ainsi que par la surface politique limitée des acteurs japonais et chinois impliqués, évolua au cours de l'année 1939, à mesure que le projet politique du groupe de Wang Jingwei prenait forme.

Le futur gouvernement central chinois, tel qu'il était alors conçu par les Japonais, devait laisser une grande part d'autonomie à ses différentes composantes. À l'origine, l'opération visant Wang Jingwei prévoyait de développer son mouvement en Chine méridionale afin de gagner l'appui militaire des seigneurs de la guerre dans la région⁴. Ce projet s'inscrivait lui-même dans une stratégie japonaise déclinée en une multitude de plans plus ou moins fantaisistes⁵. Si le groupe de

¹ La question des mandats fit l'objet d'une compétition acharnée avec Chongqing qui se poursuivit après la fondation du gouvernement de Wang Jingwei (Kawashima Shin, « Reassessing the Wang Jingwei Puppet Regime's Value to Japan: The Case of Overseas Chinese Remittance to Occupied South China », papier présenté à la conférence annuelle de l'Association for Asian Studies, Toronto, 19 mars 2017).

² « Kanton seifu no yūrei soshiki 廣東政府の幽霊組織 (L'organisation fantôme du gouvernement du Guangdong) », *AS*, 22 déc. 1938, p. 1.

³ *RQGD*, p. 283.

⁴ Bien que ce projet ait été tué dans l'œuf par le refus de Long Yun 龍雲 (1884-1962), Wang continuait à laisser espérer aux Japonais qu'il était en passe de rallier le général Zhang Fakui 張發奎 (1896-1980) avec lequel il avait déjà établi un gouvernement anti-Jiang à Canton en 1931.

⁵ Bastion hostile au pouvoir central de Jiang Jieshi tout au long de la « décennie de Nankin », le Sud-ouest apparaissait comme le lieu idéal pour susciter des dissidences afin d'affaiblir le gouvernement de Jiang, dont l'autorité dans la région dépendait de l'alliance récente et fragile passée avec les militaires locaux. Avant même la prise de Canton, les services spéciaux japonais étaient déjà à pied d'œuvre. Wachi Takaji et son Agence de l'orchidée (*ran kikan* 蘭機關) cherchèrent ainsi en vain à former un gouvernement dirigé par Li Jishen 李濟深 (1885-1959) tandis qu'un mouvement indépendantiste centré sur Chen Mingshu 陳銘樞 (1889-1965) était également dans les cartons. Au même moment, Tokyo envisageait de recruter Yu Hanmou 余漢謀 (1896-1941) (*HSN*, 10 sept. 1938, p. 157). Sur ces opérations de déstabilisation, voir le Tableau 2.5.

Wang Jingwei insista, dès février 1939, pour fonder son gouvernement à Nanjing, il attachait une importance toute particulière à la région de Canton, qui était le berceau familial de Wang et sa principale base politique. À la différence des autres parties de la zone occupée où l'État d'occupation, et donc le pouvoir des militaires japonais et de leurs clients chinois, se trouvait à un stade plus avancé de consolidation, Canton apparaissait au groupe de Wang comme le lieu idéal pour se constituer une assise territoriale qu'il n'aurait pas à partager avec les collaborateurs de la première heure.

Ce plan visant à faire de Canton l'un des principaux pôles du Mouvement de paix fut accueilli avec enthousiasme par les officiers de la 21^e armée – composante terrestre de l'Armée expéditionnaire de Chine du Sud – qui y virent un moyen inespéré de peser dans la construction du « nouveau gouvernement central » face aux armées de Chine du Nord et de Chine centrale. Ils rencontrèrent Wang Jingwei lors de la visite qu'effectua celui-ci à Canton du 23 juillet au 14 août 1939¹. Dans un discours radiodiffusé, Wang accusa Jiang Jieshi d'avoir ordonné le déclenchement de l'incendie de Canton à la veille de l'entrée des troupes nippones ; une stratégie dont les habitants avaient eu à souffrir grandement sans, concluait-il, qu'elle n'empêche la prise de la ville². Il évoqua ensuite ses discussions avec le commandant en chef de l'Armée expéditionnaire de Chine du Sud, le général Andō Rikichi 安藤利吉 (1884-1946), dont il loua la sincérité visible, selon lui, dans le fait qu'il avait rapidement rendu l'administration locale aux habitants de la province. Wang ajouta, qu'en accord avec Andō, il souhaitait « mettre en place un armistice partiel [*bufen de tingzhan* 不分的停戰] au Guangdong pour l'étendre ensuite, de sorte que la paix soit rétablie dans l'ensemble du pays [*quanguo heping* 全國和平] »³. Cette distinction entre paix partielle et paix complète renvoyait à celle faite par les Japonais, on l'a vu, entre *kyokubu heiwa* 局部平和 et *zenmen heiwa* 全面平和. La seconde ne serait achevée que lorsqu'un gouvernement central pro-japonais s'étendrait à la zone libre. Aussi, la fusion des gouvernements collaborateurs en zone occupée fut toujours conçue comme l'étape intermédiaire d'un processus qui prendrait fin en même temps que la guerre. Cette conception explique que les organisations en zone occupée – non seulement les premiers gouvernements de Beijing et Nanjing mais aussi le gouvernement « central » de Wang Jingwei – aient été pensées comme la forme provisoire d'un gouvernement chinois idéal (pour les Japonais) qui ne vit jamais le jour. Wang Jingwei et Andō passèrent un accord secret afin de renforcer la base cantonaise aux dépens des autres gouvernements de

¹ Joseph K.S. Yick, « “Pre-Collaboration”: The Political Activity and Influence of Chen Bijun in Wartime China, January 1938–May 1940 », *Southeast Review of Asian Studies*, vol. 36, 2014, p. 67.

² « Zenmeyang shixian heping ? 怎麼樣實現和平 ? (Comment réaliser la paix ?) », 9 août 1939, *WHJY*, p. 61.

³ *Ibid.*, p. 64.

collaboration¹. Le projet d'un gouvernement autonome à Canton fut cependant rapidement abandonné, notamment après que Zhang Fakui et d'autres généraux cantonnais eurent envoyé, le 16 août, un télégramme dénonçant le Mouvement de paix². Ce nouvel échec ne modifia cependant en rien les visées de Wang sur la région.

L'irruption à Canton d'une figure politique aussi célèbre que Wang Jingwei n'alla pas sans créer des remous du côté des collaborateurs chinois locaux. Si Peng Dongyuan apporta publiquement son soutien à Wang³, il chercha dans le même temps à consolider sa position à la tête de l'administration municipale. Celle-ci était clairement menacée par l'entourage de Wang, à commencer par sa femme Chen Bijun, qui allait tout faire pour accaparer l'administration cantonnaise au profit de sa famille. En septembre 1939, Wang et Andō créèrent un Comité des affaires politiques du Guangdong (*Guangdongsheng zhengwu weiyuanhui* 廣東省政務委員會) dans lequel Peng n'était qu'un membre parmi d'autres. Ce dernier réagit en abolissant le Comité de maintien de l'ordre le 18 novembre pour le remplacer par un Bureau municipal de Canton (*Guangzhoushi gongshu*) dont il prit la tête⁴. En mai 1940, cette administration changea encore de forme lors de son intégration dans le gouvernement de Wang Jingwei.

La construction de l'État d'occupation dans la parcelle cantonnaise se caractérisa donc par son caractère plus tardif – elle intervint plus d'un an après l'occupation de la Chine du Nord et du Jiangnan – mais aussi par la situation géographique et politique de la région. Ces particularités expliquent notamment pourquoi elle ne vit pas la formation rapide d'un gouvernement régional à vocation nationale. Si un projet de gouvernement autonome centré sur Canton fut effectivement élaboré au milieu de l'année 1939 après l'arrivée de Wang Jingwei, il ne se concrétisa pas en raison du pouvoir limité de ses promoteurs : Wang n'obtint pas le soutien des seigneurs de la guerre locaux tandis que l'Armée expéditionnaire de Chine du Sud ne disposa jamais de l'envergure politique et militaire de son homologue du Nord. Cette dernière, en effet, fut la seule à même d'imposer aux autorités de Tokyo et aux dirigeants chinois un régime local qui demeura autonome tout au long de la guerre. Le gouvernement cantonnais ne fut pas pour autant dissous

¹ « Public security, police, political, and economic powers would gradually transfer from the Japanese to the Guangzhou based southern government which would have more authority and power than the puppet regimes in north and central China. Wang's South China government was expected to eventually expand into a central government for all of China » (Yick, « "Pre-Collaboration" », art. cit., p. 68). S'il fut bien question, lors des discussions entre Wang et Andō de mettre en place un gouvernement en Chine du Sud, Yick ne semble pas prendre en compte le fait que le Mouvement de paix avait, depuis plusieurs mois, abandonné l'idée de faire de la région sa base principale, en insistant auprès des négociateurs japonais pour pouvoir gouverner depuis Nanjing (voir la partie 2.3.1.3).

² *Ibid.* Le télégramme est reproduit in ZZSC 6.3, p. 156.

³ « Ō seimei hankyō ; Kanton jikakai seimei 汪声明反響 ; 廣東治維會声明 (Réactions au discours de Wang ; le discours du Comité de maintien de l'ordre de Canton) », *AS*, 11 août 1939, p. 1 ; « Zenkoku minshū taibō Kanton jikakai Hō inchō seimei 全国民衆待望 彭員長声明 (La population dans tout le pays attend : discours du président du Comité de maintien de l'ordre de Canton Peng) », *AS*, 23 sept. 1939, p. 3.

⁴ Yick, « "Pre-Collaboration" », art. cit., p. 68.

dans l'État d'occupation. Il acquit, nous le verrons, un statut à part du fait de l'emprise qu'exerçait l'entourage de Wang Jingwei sur son administration.

L'occupation de Canton fut, nous l'avons dit, conçue en parallèle de la campagne visant Wuhan. Aussi, le processus par lequel s'institutionnalisa l'occupation de la province du Hubei fut, à certains égards, semblable à celle du Guangdong.

2.1.3.2. Wuhan et le Hubei

Agglomération comprenant trois villes (Wuchang 武昌, Hankou 漢口 et Hanyang 漢陽), bordées chacune par une rive de la fourche formée par le Yangzi et la rivière Han, Wuhan changea de statut avec la guerre. Dernière métropole en amont du Yangzi, la « Chicago chinoise » devint la première capitale du Gouvernement nationaliste en exil après la chute de Nanjing en décembre 1937. Un an durant, elle fut le cœur politique de la résistance, animée par un « esprit de Wuhan » transcendant les clivages, mais aussi une base militaire et un camp de réfugié géants¹. Principale cible des armées nippones, qui convergèrent dans sa direction au cours de l'année 1938, Wuhan tomba peu après Canton, le 25 octobre 1938².

Le lendemain, un « Plan général pour la gestion des affaires politiques dans la région de Hankou » fut ébauché³. Identique en de nombreux points à celui de Canton, ce plan subit des corrections manuscrites. Ainsi, le deuxième point stipulait à l'origine qu'« un régime local coexistant [*heiritsu* 併立] avec les régimes déjà formés [c.-à.-d. les gouvernements de Beijing et de Nanjing, n.d.t.] sera[ait] établi ». Le début de la phrase est barré et corrigé par : « Pour le moment, la priorité est de former un comité de maintien de l'ordre et, lorsque la situation sera stabilisée, un régime local anticommuniste pourra être établi »⁴. Sans doute apportée au bout de la chaîne bureaucratique à Tokyo, cette correction tempérerait le plan des officiers sur le terrain qui souhaitait créer à Wuhan un gouvernement régional pouvant traiter d'égal à égal avec le Gouvernement

¹ Voir Mackinnon, *Wuhan 1938*, *op. cit.*

² La conquête et l'occupation de Wuhan furent confiées à la 11^e armée – aussi connue sous son nom de code « Groupe *ryo* » (*Ryo shūdan* 呂集團) – formée sous la direction d'Okamura Yasuji 岡村寧次 (1884-1966) au sein de l'Armée régionale de Chine centrale. Voir Tobe, « The Japanese Eleventh Army in Central China, 1938-1941 », in Mark Peattie *et al.* (dir.), *The Battle for China*, *op. cit.*, p. 207-229. La politique de collaboration fut pilotée par le bureau des services spéciaux de l'Armée de terre de Hankou établi le 28 octobre. La marine tenta de s'ingérer dans le processus en créant son propre bureau des services spéciaux, tandis que le Gaimushō remit sur pied sa représentation locale, mais leur position en Chine intérieure était trop faible pour qu'ils puissent peser dans la construction de l'État d'occupation (Xu Xuyang 徐旭陽, *Hubei guotongqu he lunxianqu shehui yanjiu* 湖北國統區和淪陷區社會研究 (Étude de la société du Hubei dans la zone contrôlée par le GMD et en zone occupée), Beijing, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2007, p. 380).

³ « Kankō hōmen seimu shori yōkō 漢口方面政務處理要綱 », 26 oct. 1938, JACAR B02030524600, « Jūyō kokusaku kankei... », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 4.19, p. 46 *sqq.* Le document typographié est daté du 22 octobre, mais le 2 a été remplacé à la main par un 6. Faut-il voir dans ce changement de date un moyen pour les militaires japonais de ne pas donner l'impression que le projet de gouvernement pro-japonais était antérieur à la prise de la ville avec, derrière, l'idée qu'il n'y avait pas de plan ?

⁴ *Ibid.*, p. 46.

provisoire et le Gouvernement réformé. La zone gouvernée par ce régime, poursuit le plan, devait s'étendre aux « provinces du Jiangxi, du Hunan et du Hubei et pourra[ait] être élargie en fonction de la situation »¹. Avant d'analyser les raisons de l'échec de ce projet de gouvernement transprovincial, il nous faut revenir au début de l'occupation de Wuhan.

Un nouveau pôle régional ?

Comme à Nanjing ou Hangzhou, les premières structures à travers lesquelles se développa la collaboration entre les Japonais et la population locale furent celles établies pour protéger les réfugiés. Début novembre, une « Fédération des différentes classes de Wuhan » (*Wuhan gejie lianhehui* 武漢各界聯合會) fut ainsi organisée au sein de la zone où étaient concentrés les réfugiés. Les services spéciaux japonais confièrent sa gestion effective à un ancien employé de la succursale locale de la Banque Sumitomo 住友, Lan Xizhou 藍熙周². D'emblée les préparatifs furent lancés pour former un comité de maintien de l'ordre conçu comme la matrice d'une future « Municipalité spéciale du grand Hankou » fusionnant Hankou et les districts de Wuchang et de Hanyang ; gouvernement qui serait appelé, aux côtés de ceux de Beijing et Nanjing à jouer un rôle central dans l'édification à venir de la « nouvelle Chine [*shinkō Shina* 新興支那] »³. L'inauguration du Comité de maintien de l'ordre de Wuhan eut lieu le 25 novembre 1938 pour marquer le premier mois d'occupation. La cérémonie suivit la procédure désormais habituelle : drapeau à cinq couleurs, discours dénonçant les crimes de Jiang Jieshi, etc.⁴ Un petit commerçant comme Lan Xizhou n'ayant pas l'envergure suffisante pour diriger ce comité, les Japonais se mirent en quête d'une personnalité locale plus importante mais, faute de candidats adéquats, durent se contenter de *Ji Guozhen 計國楨 qui, à défaut d'être connu, avait le mérite d'être un chef de la Bande verte wuhanaise ; une qualité non négligeable tant, on l'a dit, la pègre était un

¹ *Ibid.* La fin de la phrase est barrée après « Hubei » et remplacé par un point final ; preuve une nouvelle fois de la volonté de poser des limites à ce projet trop ambitieux.

² Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, *op. cit.*, p. 426. Une autre source décrit Lan comme un homme de près de 70 ans ayant un magasin vendant des articles de papeterie destinés aux cérémonies et qui connaissait donc bien les marchands de la ville (Cheng Hua 程華, « Lunxian shiqi Wuhan diwei zhengquan de yanbian 淪陷時期武漢敵偽政權的演變 (Évolution du régime fantoche pro-japonais de Wuhan durant l'occupation) », *Wuhan dashi xuanlu* 武漢大事選錄 (1898-1949) (Grands événements à Wuhan, 1898-1949), Wuhan, Wuhanshi zhengxie wenshiziliao weiyuanhui, 1990, p. 323).

³ « Bukan no fukkō chakuchaku susumi ; hayaku mo shin seiken no taidō 武漢の復興着々進み 早くも新政権の胎動 (La renaissance de Wuhan est en marche ; le nouveau régime est déjà en gestation) », *AS*, 2 nov. 1938, p. 1. Cet article publié quelques jours seulement après l'entrée des troupes nippones décrivait déjà avec un luxe de détail l'organisation du futur comité de maintien de l'ordre dans lequel devrait fusionner les organisations existantes comme l'Association du svastika rouge locale et dont les membres devraient être choisis parmi des personnalités « nouvelles et éclairées », autrement dit l'exact contraire des hommes qui furent bien souvent recrutés dans les faits.

⁴ « Shin Bukan seitan no yorokobi ; kyō jikai hakkaishiki 新武漢の歓び けふ治維会発会式 (Naissance dans la joie de la nouvelle Wuhan ; Cérémonie d'inauguration du comité de maintien de l'ordre aujourd'hui) », *AS*, 26 nov. 1938, p. 3.

relais nécessaire pour qui souhaitait étendre son contrôle sur la société locale¹. Comme dans le reste de la zone occupée, les services spéciaux de l'Armée de terre ne se contentaient pas d'encadrer l'action des comités de maintien de l'ordre mais les géraient souvent directement. C'était le cas à Wuhan où le chef de la première section du Bureau des services spéciaux, le colonel Asami 浅見, présidait les réunions du Comité auquel participait, par ailleurs, une dizaine de conseillers japonais². Devant le manque de résultats du Comité, dont la principale mission était de relancer l'économie et d'organiser le secours aux réfugiés, le Japon décida de passer rapidement à l'étape suivante en le transformant en un véritable gouvernement municipal en avril 1939³.

Le processus de recrutement du futur maire débuta à la fin de l'année 1938. Un document décrivant le profil recherché, produit par le Comité de liaison des ministères de la Guerre, de la marine et des affaires étrangères à Wuhan (*genchi rikukaigai sanshō renraku kaigi* 現地陸海外三省連絡会議), permet de se faire une idée assez précise des objectifs de la politique de collaboration en matière de personnel, à Wuhan et ailleurs :

Le chef du gouvernement municipal de Wuhan (maire) doit posséder des liens avec la région de Wuhan et être respecté par la population de la ville. Sous sa houlette, un certain nombre d'hommes issus des forces vives [*chūkensō jinzai* 中堅層人材] tels que les anciens étudiants au Japon [...] seront réunis pour former le noyau du gouvernement auquel viendront s'ajouter des personnes opposées à Jiang [Jieshi]. [...] Pour éviter tout risque, ce noyau ne sera pas simplement formé en recrutant des hommes compétents aux profils divers mais devra privilégier [les personnes inspirant] une *confiance totale* [*purein torasuto* プレーントラスト = *plain trust*] pour ce qui est de la bonne entente avec le Japon et de l'opposition au PCC et au GMD. Dans ce but, un groupe composé d'éléments profondément anti-Jiang sera réuni parmi les personnes compétentes ayant eut à souffrir de nombreuses années sous le joug de la clique de l'Académie militaire de Huangpu et de

¹ Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, *op. cit.*, p. 426. Bien que les informations sur le sujet soient un peu confuses, il semble que le choix de Ji Guozhen ait participé de la mise en place, avec l'aide des services spéciaux japonais, d'une branche de la Bande verte à Wuhan dont les membres, à l'exception de Ji, étaient des militaires possédant une longue expérience du maintien de l'ordre en Chine du Nord ; une expérience particulièrement recherchée à Wuhan en raison des spécificités de la ville : « Recognizing the enormous problems of controlling the volatile dockworker and boatman population of a major river port like Hankou, occupation authorities had seized on the expedient of sponsoring their own puppet secret society, based on one with proven appeal to this class of persons. » (William T. Rowe, « The Qingbang and Collaboration under the Japanese, 1939-1945: Materials in the Wuhan Municipal Archives », *Modern China*, vol. 8, n° 4, oct. 1982, p. 495).

² LWZJ, p. 1 *et passim*. Un interprète chinois travaillant pour la première section a laissé un témoignage décrivant le fonctionnement des services spéciaux à Wuhan. Cette section était spécifiquement chargée de former et de diriger les organisations politiques de la ville (Yuan Fanyu 袁範宇, « Wuhan lunxian shiqi Rijun tewubu de yixie qingkuang 武漢淪陷時期日軍特務部的一些情況 (Quelques informations sur le bureau des services spéciaux de l'armée japonaise à Wuhan sous l'occupation) », *Hubei wenshiziliao* 湖北文史資料, vol. 40, 1990, p. 67-74).

³ « Bukan tokubetsushi seifu juritsu ni kanshi daijin no goshō kaigi ni taisuru setsume no yōkō 武漢特別市政府樹立ニ関シ大臣ノ五相會議ニ対スル説明ノ要綱 (Principaux points d'explication du Conseil des cinq ministres au sujet de la fondation de la Municipalité spéciale de Wuhan) », 7 avril 1939, JACAR C04120816200, « Bukan tokubetsushi seifu juritsu ni kansuru ken 武漢特別市政府ニ関スル件 (Documents relatifs à la fondation de la Municipalité spéciale de Wuhan) », *Shōwa jūyonnen Rikushi...*, n°16.2, p. 153.

la clique pro-occidentale du régime de Jiang et parmi les diplômés de l'École d'officiers de l'armée de terre [japonaise]¹.

Ce portrait-type du collaborateur idéal est suivi d'une liste de trois candidats envisagés pour le poste de maire de Wuhan. Placé en première position, Zhang Houwan 張厚琬 (1886- ?), décrit comme le « petit-fils de Zhang Zidong 張子洞 [sic, en fait Zhang Zhidong 張之洞 (1837-1909)] », est loué pour sa jeunesse et sa gentillesse. Il est suivi de son oncle, Zhang Yanqing 張燕卿 (1898-1951) dont le tempérament inspire quelques réserves mais qui a pour lui un solide CV de collaborateur, puisqu'il a été ministre du Manzhouguo et vice-président de la Xinminhui. En troisième position, on trouve Chen Yi 陳宥 (1870-1943), un vieux général du Hubei inactif depuis deux décennies qui avait déjà été approché sans succès par le Gouvernement provisoire. C'est finalement un autre descendant du célèbre ministre de la fin de l'empire qui fut recruté. Pour diriger Wuhan, le colonel Asami fit en effet venir Zhang Renli, dont nous avons vu qu'il avait déjà collaboré avec les Japonais au sein du Conseil autonome anticommuniste du Hebei oriental². Ce dernier avait été recommandé par son demi-frère Zhang Yanqing, à qui les Japonais avaient d'abord proposé le poste³.

La Municipalité spéciale de Wuhan (*Wuhan tebie shizhengfu* 武漢特別市政府) fut inaugurée le 20 avril 1939. Plus qu'une simple organisation locale, elle prit la forme d'un véritable régime doté d'une administration pléthorique⁴. Outre l'importance de la population à administrer, cette particularité s'expliquait par le fait que ce gouvernement ne dépendait d'aucune administration supérieure (sinon celle des services spéciaux japonais) et qu'il était, nous l'avons dit, partie prenante d'un projet plus ambitieux de gouvernement autonome transprovincial voulu

¹ « Bukan seiken juritsu kōsaku yōkō 武漢政權樹立工作要綱 (Plan général de la mission pour fonder un régime de Wuhan) », 24 déc. 1938, JACAR C04120709100, « Bukan seiken juritsu kōsaku yōkō hōkoku "sōfuku" no ken 武漢政權樹立工作要領報告「送付」の件 (Documents attachés au rapport sur le plan général de la mission pour fonder un régime de Wuhan) », 28 déc. 1938, *Shōwa jūyonnen Rikushi...*, n°2.1, p. 51 sq.

² Outre ces gages de fidélité, Zhang présentait l'avantage d'être né à Wuchang ce qui permettait de remplir le premier critère du plan du 24 décembre, bien qu'il ne soit pas issu de la scène politique locale. Plus que son lieu de naissance, sa légitimité supposée aux yeux de la population du Hubei venait du fait qu'il était le fils de Zhang Zhidong qui avait occupé le poste de gouverneur général du Hubei-Hunan à trois reprises entre 1889 et 1907. Sur le rôle de Zhang Zhidong dans le Hubei, notamment dans le domaine éducatif, voir Li Xizhu 李細珠, *Zhang Zhidong yu Qingmo xinzheng yanjiu* 張之洞與清末新政研究 (Zhang Zhidong et les nouvelles politiques de la fin des Qing), Shanghai, Shanghai shudian chubanshe, 2003, not. p. 111 sqq.

³ On ne sait pas ce qu'il advint de Zhang Houwan. Zhang Yanqing déclina l'offre car Doihara Kenji lui avait fait miroiter un poste de premier ministre dans le futur gouvernement central s'il parvenait à inciter Wu Peifu à en prendre la tête (Cheng Hua 程華, « Zhang Renli shi zenyang qieju hanjian shizhang de 張仁蠡是怎樣竊據漢奸市長的 (Comment le traître Zhang Renli a-t-il usurpé le poste de maire de Wuhan) », *Wuhan wenshiziliao* 武漢文史資料, vol. 1, 1985, p. 85-87). Le père de Cheng Hua avait été secrétaire de Zhang Zhidong ce qui l'amena à fréquenter les fils de ce dernier pendant la guerre. Il est l'auteur de plusieurs *wenshi ziliao* sur les organisations pro-japonaises de Wuhan.

⁴ Voir son organigramme qui comprenait notamment des bureaux à Beijing et Nanjing (Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, op. cit., p. 428 sqq.). Le corpus législatif organisant le nouveau gouvernement fut copié sur celui du Manzhouguo (Cheng Hua, « Lunxian shiqi Wuhan... », art. cit., p. 325).

par la 11^e armée¹. Ce projet se concrétisa avec la création, au sein de l'administration municipale, d'un Comité préparatoire à la fondation du régime de Wuhan (*Wuhan zhengquan shuli zhunbei weiyuanhui* 武漢政權樹立準備委員會), le 22 septembre 1939². Il rencontra cependant deux obstacles rédhibitoires. D'une part, la position militaire du Japon dans cette région, à la frontière avec la zone libre, était bien moins ferme que dans le Nord et l'Est du pays. Aussi, le territoire que contrôlait effectivement l'armée impériale au printemps 1939 (une vingtaine de districts) était trop modeste pour justifier l'établissement d'un régime équivalent de celui de Beijing et Nanjing. D'autre part, le projet de gouvernement central dirigé par Wang Jingwei, dont les appuis au plus haut sommet de l'État japonais favorisaient les progrès, risquait de rendre caduques les efforts des officiers du « Groupe *ryo* »³. Comme à Canton, bien que la situation y diffère en raison de l'implication de Wang Jingwei, les autorités d'occupation défendaient ce projet de gouvernement autonome, sur le modèle de celui de Beijing, non pas dans le but d'empêcher la création d'un nouveau gouvernement central, mais afin de s'assurer une position locale suffisamment solide, appuyée sur des institutions et une clientèle chinoises, pour être en mesure de peser dans le nouvel équilibre des forces induit par la centralisation de l'État d'occupation. Pris de court par l'avancée du Mouvement de paix, les promoteurs de ce régime cherchèrent à accélérer sa formation en sautant la phase « préparatoire » : le projet fut désormais piloté par un Comité pour la fondation du régime de Wuhan (*Wuhan zhengquan weiyuanhui*), qui donna au futur gouvernement le nom de Conseil des affaires politiques du Hunan-Hubei-Jiangxi (*Xiang-E-Gan zhengwu weiyuanhui* 湘鄂贛政務委員會)⁴. Mais le train était déjà en marche. L'Agence de la

¹ Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, *op. cit.*, p. 428. Selon Luo Junqiang, le désir d'autonomie des officiers du « Groupe *ryo* » était plus grand encore que celui de leurs homologues de Chine du Nord (Luo Junqiang 羅君強, « Weiting youying lu : dui Wang weizhengquan de huiyi jishi 偽廷幽影錄：對汪偽政權的回憶紀實 (La face cachée de la cour fantôme : Mémoires véridiques sur le régime fantôme de Wang Jingwei) », in Huang Meizhen 黃美真 (éd.), *Weiting youying lu : dui Wang weizhengquan de huiyi 偽廷幽影錄：對汪偽政權的回憶 (La face cachée de la cour fantôme : Mémoires sur le régime fantôme de Wang Jingwei)*, [1991] Beijing, Dongfang chubanshe, 2010, p. 51). L'idée d'un gouvernement régional à Wuhan était déjà en germe dès le milieu de l'année 1938. En août, Wang Kemin, comme à son habitude sensible à tout ce qui pouvait diminuer sa propre position au sein de l'État d'occupation, avait qualifié d'« inutile » un tel projet (*HSN*, 22 août 1938, p. 153).

² Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, *op. cit.*, p. 371 ; « Bukan seimu iinkai junbikai seiritsu shi 武漢政務委員會準備會成立 (Formation du Comité préparatoire du Conseil des affaires politiques de Wuhan) », *AS*, 23 sept. 1939, p. 3. Ce comité préparatoire était déjà évoqué dans le plan du 24 décembre 1938 qui prévoyait de faire participer les comités de maintien de l'ordre locaux à un Conseil pour promouvoir la fondation du régime de Wuhan (*Bukan seiken juritsu sokushin kaigi* 武漢政權樹立促進會議) (*JACAR* C04120709100, « Bukan seiken juritsu kōsaku yōkō... », p. 54). Il apparaît généralement dans les sources chinoises sous le nom de « *Canyifu* 參議府 », du nom du bureau des Conseillers de la Municipalité de Wuhan qui lui servait de cadre.

³ Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, *op. cit.*, p. 372.

⁴ *Ibid.* Signe que les promoteurs du régime de Wuhan anticipaient son intégration dans le futur gouvernement central, ils reprirent le nom du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord adopté à la même époque pour remplacer le Gouvernement provisoire (Cheng Hua, « Lunxian shiqi Hubei wei zhengquan de qianqian houhou 淪陷時期湖北偽政權的前前後後 (Tenants et aboutissants du régime fantôme du Hubei) », *Hubei wenshiziliao* 湖北文史資料, vol. 16, 1986, p. 24). L'annonce de la création prochaine d'un régime couvrant trois provinces en Chine intérieure fit les titres de la presse nationale le 10 octobre 1939 (*LWZJ*, p. 44).

prune (*Ume kikan*) de Kagesa Sadaaki, qui dirigeait au même moment l'« Opération Wang Jingwei », avait désormais la haute main sur l'orientation à donner à la politique de collaboration¹. Voyant dans le Conseil du Hunan-Hubei-Jiangxi une menace pour la réussite du gouvernement central de Nanjing, elle obtint que les officiers de Wuhan revoient leurs ambitions à la baisse. Ces derniers proposèrent alors de le remplacer par un Conseil des affaires politiques de Wuhan dont la presse japonaise annonça l'inauguration pour début novembre². Même sous cette forme, ils essayèrent un refus et durent se contenter d'un gouvernement provincial³.

Le gouvernement provincial du Hubei (*Hubeisheng zhengfu* 湖北省政府) fut inauguré le 5 novembre 1939. Les services spéciaux de Hankou placèrent à sa tête *He Peirong 何佩瑤 qui formait, avec *Shi Xingchuan 石星川, un binôme déjà impliqué dans le projet de régime autonome au sein du Comité préparatoire⁴. Les deux hommes correspondaient parfaitement au profil décrit dans le plan du 24 décembre (à tel point qu'on peut se demander s'il n'avait pas été écrit pour eux) : tous deux étaient originaires du Hubei, étaient sortis diplômés de la même promotion de l'École d'officiers de l'armée de terre au Japon, et avaient connu une traversée du désert durant la « décennie de Nankin ».

La coexistence de cette nouvelle administration avec la Municipalité spéciale de Wuhan, placée en principe sous son autorité, n'alla pas sans heurt. Zhang Renli n'entendait pas jouer les seconds rôles et le fit savoir à ses patrons des services spéciaux qui n'avaient, de toute façon, jamais souhaité donner trop de pouvoir à He et Shi⁵. Comme toujours, le conflit entre les deux administrations se cristallisa autour de la question des revenus fiscaux. Au moment de sa formation, la Municipalité avait récupéré les revenus conséquents générés par l'impôt sur le sel et l'opium. Décidé à recevoir son dû, He Peirong obtint des Japonais de pouvoir participer à la gestion de ces impôts⁶.

¹ Voir la partie 2.3.2.2.

² « Bukan seimu iinkai raigetsu shojun Kankō ni tanjō 武漢政務委員会来月初旬漢口に誕生 (Le Conseil des affaires politiques de Wuhan verra le jour au début du mois prochain à Hankou) », *AS*, 21 oct. 1939, p. 3.

³ Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, *op. cit.*, p. 372. Un mémorandum de l'Agence de la prune daté du 26 octobre 1939 s'inquiète que les hésitations au sein du groupe de Wang Jingwei et le retard pris dans la mise en place du gouvernement central en raison des difficultés posées par l'existence des régimes de Beijing et Nanjing ne soient encore accrus par la création d'un nouveau régime à Wuhan (JACAR C04121519700, « Shin chūō seifu juritsu undō ni kansuru ken 新中央政府樹立運動ニ関スル件 (Documents relatifs au mouvement pour la fondation d'un nouveau gouvernement central) », *Shōwa jūyōnen Rikushi...*, n°68, p. 1524).

⁴ Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, *op. cit.*, p. 371.

⁵ *Ibid.*, p. 432.

⁶ *Ibid.*, p. 433. Cette lutte pour le contrôle des revenus ne tarda pas à opposer l'administration du Hubei au gouvernement central de Nanjing, une fois que celui-ci fut en place (Cheng Hua, « Riwei Hankou shizhang Shi Xingchuan 日偽漢口市長石星川 (Le maire fantoche de Hankou Shi Xingchuan) », *Wuhan wenshiziliao* 武漢文史資料, vol. 32, 1988, p. 55).

À sa naissance, le gouvernement provincial du Hubei avait en principe sous son autorité une quarantaine de districts, dont quelques circonscriptions limitrophes situées à l'origine dans les provinces voisines (Hunan, Henan et Jiangxi)¹.

Les organisations locales dans le reste de la province

Comme ailleurs en zone occupée, l'administration au niveau des districts avait été assurée, dans un premier temps, par des comités de maintien de l'ordre. Contrairement à ce qui s'était produit en Chine du Nord sous le Gouvernement provisoire et en Chine centrale sous le Gouvernement réformé cependant, la construction de l'État d'occupation dans le Hubei ne passa pas par quatre étapes marquées par le changement de nom des organisations administratives (comité de maintien de l'ordre puis comité de gouvernement autonome ; intégration au gouvernement régional sous le nom de bureau de district puis au gouvernement central sous le nom de gouvernement de district). Le processus fut néanmoins assez semblable. Dans les premiers mois de l'occupation, des comités de maintien de l'ordre furent établis, parfois plusieurs dizaines pour un seul district². À partir de l'été 1939, alors que le projet de gouvernement régional (puis provincial) progressait, l'intégration de ces comités à l'échelle des districts s'engagea avec la fondation, dans chaque circonscription occupée, d'un siège provisoire de l'administration de district (*xianzheng choubu* 縣政籌備處). Troisième étape, enfin, ces organisations provisoires prirent le titre de gouvernement de district (*xianzhengfu*) qui demeura inchangé jusqu'à la fin de la guerre³. Du fait de l'évolution des limites de la zone occupée dans le Hubei qui était scindé du nord au sud par une ligne de démarcation mouvante, des écarts chronologiques importants existent entre les premiers districts occupés à la fin de l'année 1938 et ceux qui ne le furent, parfois, qu'en 1943. Le *modus operandi* en trois étapes fut cependant généralement respecté (voir Annexe 2.3. – Mise en place locale de l'État d'occupation dans le Hubei).

Si ces appellations administratives successives témoignent de la façon dont se construisit l'État d'occupation, elles ne nous disent pas grand chose du processus de formation, c'est-à-dire des relations de pouvoir que recouvrait cette nomenclature. De fait, l'intégration effective des organisations locales suivit un processus plus lent que celui décrété par les autorités d'occupation et les dirigeants chinois. Nous verrons ainsi que le gouvernement de Wang Jingwei n'étendit son emprise sur l'administration locale du Hubei qu'à partir de l'été 1942, bien que celle-ci eut été rattachée au gouvernement de Nanjing en octobre 1940. Durant la période initiale qui nous intéresse ici, le rattachement des gouvernements de district au Gouvernement provincial du Hubei

¹ Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, op. cit., p. 373.

² Le district de Chongyang 崇陽, par exemple, comptait pas moins de vingt comités (*ibid.*, p. 352 sq.).

³ *Ibid.*, p. 347.

fut largement théorique puisque le pouvoir demeurerait entre les mains des garnisons japonaises dont dépendait l'administration de chaque district¹.

Étude de cas : genèse de l'État d'occupation à Yichang

Pour illustrer l'occupation au niveau local, on peut prendre l'exemple de Yichang 宜昌, principale ville portuaire entre Hankou et Chongqing, donnant son nom à un district situé à l'extrémité occidentale de la zone occupée du Hubei². Après la chute de Wuhan en octobre 1938, Yichang devint un point stratégique sur la ligne de front. Décidé à faire sauter ce verrou à partir duquel ils pensaient pouvoir écraser les Nationalistes à Chongqing, les Japonais lancèrent une vaste offensive le 1^{er} mai 1940³. L'armée impériale fit son entrée dans Yichang le 12 juin et, après plusieurs contre-attaques du camp adverse, s'empara définitivement de la ville sans réussir, au début, à étendre son contrôle en dehors de ses murs⁴.

Sous la menace directe des troupes nationalistes, les Japonais divisèrent la ville en trois zones : une zone militaire (*junshiqu* 軍事區) dans laquelle aucun Chinois ne pouvait pénétrer sous peine de mort ; une zone mixte sino-japonaise (*rihuaqu* 日華區) prévue pour accueillir les échanges commerciaux entre occupants et occupés mais dans laquelle peu de Chinois osaient s'aventurer ; une zone pour les réfugiés (*nanminqu* 難民區) où furent rassemblées quelque dix mille personnes dont la circulation était contrôlée au moyen de « certificats de bon citoyens » (*liangminzheng* 良民證)⁵. De manière classique, les autorités d'occupation étaient principalement composées de trois groupes : la police militaire chargée notamment d'empêcher les soldats japonais d'entrer dans le camp de réfugiés ; l'agence des services spéciaux de l'armée (*tokumu*

¹ *Ibid.*

² Le cas de Yichang sort légèrement du cadre chronologique du chapitre, ce qui n'enlève toutefois rien à la pertinence de cet exemple. Comme on vient de le voir, la procédure générale par laquelle se mit en place l'État d'occupation au niveau local resta en effet sensiblement la même quelle que soit la date. Nous l'avons choisi car il n'est pas traité par Xu Xuyang et parce que nous disposons de nombreux *wenshi ziliao* à son sujet.

³ La campagne de Yichang fit débat au sein du camp japonais. Le général Okamura, commandant en chef de la 11^e armée jusqu'en mars 1940 était favorable à une occupation permanente de la ville, de même que la marine qui souhaitait faire de Yichang une base aérienne pour bombarder Chongqing. Le Quartier général impérial et une partie de la 11^e armée prônaient, à l'inverse, une attaque contre Yichang sans occupation, de crainte que celle-ci ne constitue un fardeau trop lourd. Le contexte international joua dans la décision de relancer l'attaque le 31 mai : après le début de l'offensive allemande, le 10 mai, et alors que des négociations secrètes avec Chongqing étaient en cours, le Japon espérait pousser Jiang Jieshi à abandonner le combat. Le renforcement du gouvernement de Wang Jingwei, fraîchement établi, entra également en considération (Tobe, « The Japanese Eleventh Army... », art. cit., p. 221 *sqq.*).

⁴ [Chronologie, 1840-1949], *Yichangshi wenshiziliao* 宜昌市文史資料, vol. 15, 1994, p. 273 ; Rong Hu 榮祜, « Rikou dui Yichang pohuai yu hanjian lieji 日寇對宜昌破壞與漢奸劣蹟 (Destructions des bandits japonais à Yichang et méfaits des traîtres) », *Yichangshi wenshiziliao*, vol. 4, 1985, p. 166.

⁵ Hu Zuozhi 胡作之, « Lunxian hou de Yichang riwei zuzhi 淪陷後的宜昌日偽組織 (Les organisations japonaises et fantoches de Yichang sous l'occupation) », *Yichangshi wenshiziliao*, vol. 4, 1985, p. 182 *sq.* Nous reviendrons sur l'usage des différents sauf-conduits utilisés par l'occupant tout au long de la guerre. L'auteur de ce *wenshiziliao*, Hu Zuozhi, fut l'un des principaux collaborateurs de Yichang, notamment en tant que chef du bureau local du GMD pro-japonais.

kikan) et une équipe de pacification (*senbuhan*) qui se mirent toutes deux à pied d'œuvre pour recruter des collaborateurs et diffuser la propagande japonaise¹. Il ressort des sources que des Coréens (qui étaient des citoyens japonais) participèrent à l'occupation de Yichang. Ainsi, la police militaire comptait-elle un grand nombre de Coréens habillés en civils parlant couramment le japonais et le chinois². L'agence des services spéciaux établie à Yichang en juillet 1940 comprenait, quant à elle, trois employés coréens sur un total de quinze hommes³. Elle supervisa la mise en place, le 22 juin 1940, du Comité central de maintien de l'ordre du district de Yichang (*Yichangxian zhongyang zhi'anweichihui* 宜昌縣中央治安維持會) à la tête duquel fut placé Lan Zhenbai 藍禎白 (1893-1965)⁴. S'il faut rester prudent sur la véracité du témoignage laissé par ce dernier, son acquittement après-guerre atteste qu'il fit partie de ces notables locaux qui acceptèrent de collaborer quelquefois par sens du devoir et souvent pour ne pas subir les représailles des militaires japonais⁵. Le recrutement de Lan Zhenbai se fit par l'intermédiaire de la petite communauté occidentale de Yichang que Lan connaissait pour avoir travaillé de nombreuses années en tant que comprador. Comme dans beaucoup de villes chinoises occupées, les Occidentaux furent en effet amenés à négocier avec l'armée japonaise pour protéger leurs intérêts mais aussi les milliers de Chinois venus se placer sous leur protection⁶. Ainsi, les

¹ *Ibid.*, p. 183 sqq.

² *Ibid.*, p. 183. Hu Zuozhi ajoute que les Coréens de la police militaire étaient « fourrés jour et nuit dans les fumeries d'opium et les tavernes ». On sait, par ailleurs, que des Coréens furent impliqués dans l'ouverture, à l'automne 1940, de trois maisons closes destinées à l'armée, accueillant les tristement célèbres « femmes de réconfort » (*ianfu* 慰安婦) (Qiu Peipei *et al.*, *Chinese Comfort Women: Testimonies from Imperial Japan's Sex Slaves*, Hongkong, Hong Kong University Press, 2013, p. 55).

³ Li Zhecheng 李著成, « Rijun Yichang tewu jiguan 日軍宜昌特務機關 (L'agence des services spéciaux de l'armée japonaise à Yichang) », *Yichangshi wenshiziliao*, vol. 11, 1990, p. 25. Li Zhicheng était l'un des quatorze coolies travaillant pour cette agence.

⁴ *Yichangshi wenshiziliao*, vol. 15, p. 274.

⁵ Lan Zhenbai 藍禎白, « Wo zenme churen weichihuizhang 我怎麼出任維持會長的 (Comment je me suis retrouvé président du comité de maintien de l'ordre) », *Yichangshi wenshiziliao*, vol. 4, 1985, p. 205-207. Voir également la courte hagiographie écrite par un proche de Lan : Deng Shizhi 鄧實之, « Lan Zhenbai ren weichihuizhang qianhou 藍禎白任維持會長前後 (Comment Lan Zhenbai a été nommé président du comité de maintien de l'ordre) », *Yichangshi wenshiziliao*, vol. 4, 1985, p. 208-212.

⁶ Le cas le plus connu est celui de l'homme d'affaire allemand John Rabe (1882-1950) qui organisa la protection des réfugiés à Nanjing au moment du sac de la ville. Le système des zones de sécurité s'était développé à partir de la zone de Shanghai mise en place par le Père Jacquinet (1878-1946) à partir de l'automne 1937 (Marcia R. Ristaino, *The Jacquinet Safe Zone: Wartime Refugees in Shanghai*, Stanford, Stanford University Press, 2008). À l'approche des troupes japonaises, de nombreux drapeaux anglais, américains ainsi que des croix gammées peintes recouvraient les toits des habitations ce qui fit dire à deux célèbres poètes anglais de passage : « Nous imaginâmes un dessin humoristique montrant un observateur japonais consciencieux, baissant les yeux, du haut d'un bombardier, vers une véritable jungle de drapeaux neutres, apercevant enfin une minuscule parcelle chinoise que rien ne protégeait et demandant : "Vous ne croyez pas qu'on pourrait arriver à en caser une toute petite juste là ?" » (W.H. Auden, Christopher Isherwood, *Journal de guerre en Chine*, [1939] Monaco, Éd. du Rocher, 2003, p. 27, voir aussi p. 103 sur la procédure suivie par les missionnaires à l'arrivée des troupes japonaises). Ce rôle joué par les Occidentaux a fait l'objet de nombreux travaux. Il ne faudrait toutefois pas que ce tropisme, favorisé par un accès plus aisé aux sources, ne conduise à négliger la contribution, bien plus grande à l'échelle du pays, des organisations indigènes, qui participait du rôle historique des élites locales dans les périodes d'anomie.

bâtiments gérés par les Britanniques et les Américains (hôpital, église, usines) accueillirent plus de 20 000 réfugiés au plus fort des combats¹. Le 16 juin, une délégation formée par un homme d'affaires anglais, également consul intérimaire, un médecin et un prêtre alla à la rencontre de l'occupant qui exigea que des Chinois se portent volontaires pour rétablir l'ordre. Un certain Chen Ronghua 陳榮華 fut présenté aux Japonais qui rejetèrent sa candidature au prétexte qu'il était « illettré ». C'est alors qu'un groupe d'une vingtaine de personnes serait venu demandé à Lan Zhenbai d'être le représentant de la communauté chinoise. Les préparatifs du futur comité de maintien de l'ordre débutèrent le jour même et aboutirent six jours plus tard. Placé dans un premier temps sous les ordres du chef de l'équipe de pacification, Nakazawa 中沢, le Comité de maintien de l'ordre de Yichang passa sous la direction de l'agence des services spéciaux après que celle-ci eut été établie au début du mois de juillet².

D'autres organisations virent parallèlement le jour sous le Comité de maintien de l'ordre afin d'aider les autorités d'occupation à établir leur contrôle sur la population. Ainsi une force de police comprenant une trentaine d'agents fut créée dans la zone pour les réfugiés. Le profil des quatre hommes qui se succédèrent à sa tête durant l'occupation est assez caractéristique de l'équilibre précaire sur lequel reposait la collaboration. Le bon fonctionnement de celle-ci dépendait en effet d'un certain nombre de qualités rarement réunies dans un seul collaborateur : familiarité avec le terrain, compétences dans l'administration, capacité à s'entendre avec les différents acteurs locaux et affinités avec les autorités. Le premier, Zou Shaowu 鄒紹武, était un agent de la préfecture de police nationaliste de Yichang qui fut rapidement écarté par les Japonais. Le deuxième, Liu Tiehai 劉鐵海, un commandant de régiment nationaliste originaire du Shandong fait prisonnier et envoyé par le bureau de police du gouvernement provincial, ne parvint pas à se fondre dans les arcanes de la société locale en raison de sa probité et d'une certaine rigidité militaire. Le troisième, Jian Fanglin 簡芳鄰, un homme du Guangdong ayant vécu plusieurs années à Taiwan, adopta une attitude inverse en s'acoquinant d'emblée avec la pègre de Yichang. Le dernier, enfin, Luo Desan 羅德三, dut sa longévité au poste de chef de la police au fait qu'il était un compatriote du magistrat de district³. À cette force de police s'ajouta bientôt une force militaire formée par les Japonais à partir d'une centaine de soldats nationalistes capturés⁴. Par ailleurs, la crise des réfugiés étant appelée à durer, les œuvres de bienfaisance

¹ Lan Zhenbai, « Wo zenme churen... », art. cit., p. 206. La ville comptait environ 100 000 habitants avant-guerre (Qu Nengshen 屈能伸, Zhu Zhixing 竺致行, « Rikou yingquan hanjian lu 日寇鷹犬漢奸錄 (Les traîtres au services des bandits japonais) », *Yichangshi wenshiziliao*, vol. 11, 1990, p. 38).

² *Ibid.*, p. 206 sq.

³ Li Zhecheng 李著成, « Ji riwei Yichangxian jingchaju 記日偽宜昌縣警察局 (Le bureau de la police fantoche du district de Yichang) », *Yichangshi wenshiziliao* 宜昌市文史資料, vol. 13, 1992, p. 39-43.

⁴ Li Zhecheng, « Ji wei Yichangxian baoan dadui 記偽宜昌縣保安大隊 (La grande brigade de maintien de l'ordre fantoche de Yichang) », *Yichangshi wenshiziliao*, vol. 11, 1990, p. 30-36.

s'institutionnalisèrent sous le Comité de maintien de l'ordre à la demande des Japonais. Pour remédier à la famine qui fit plusieurs morts dans les premiers jours de l'occupation, une soupe populaire – plus exactement un « réfectoire pour la bouillie de riz » (*xifanchang* 稀飯場) – fut organisée. Elle continua à fonctionner jusqu'en mars 1941 lorsque fut créé un Institut de secours (*jiujisuo* 救濟所 puis *jiujiyuan* 救濟院)¹.

Le 19 février 1941, l'agence des services spéciaux réunit le président du Comité central de maintien de l'ordre de Yichang et les chefs des différents sous-comités afin d'établir le Siège provisoire de l'administration de district dont la direction fut confiée à Song Zhongjia 宋仲佳². Plutôt que de nommer Lan Zhenbai magistrat de district (*xianzhang* 縣長), les Japonais allèrent en effet chercher jusque dans le bourg de Shuangliansi 雙連寺, au sud-ouest de Wuhan, cet ancien étudiant au Japon âgé de plus de 70 ans³. Lan Zhenbai fut recasé à la tête de la coopérative de crédit (*hezuoshe*) locale⁴. Ces efforts s'avérèrent vains, puisque Song Zhongjia mourut seulement trois mois après l'inauguration du gouvernement de district le 30 mars 1941, des suites d'une altercation avec un soldat japonais en faction que Song avait oublié de saluer respectueusement comme le voulait l'étiquette⁵. Il fut remplacé par le secrétaire du gouvernement de district et ancien vice-président du Comité central de maintien de l'ordre, Wang Xuyuan 王虛原⁶. Contrairement à ses prédécesseurs, ce dernier est présenté dans les sources comme un collaborateur de la pire espèce⁷. Durant son mandat, qui ne prit fin qu'avec la capitulation

¹ Cao Guangrong 曹光榮, « Yichang lunxian jienanlu 宜昌淪陷劫難錄 (Récit des calamités de l'occupation de Yichang) », *Yichangshi wenshiziliao*, vol. 4, 1985, p. 140. La direction de cette organisation était notamment assurée par un groupe de « vieilles filles » chrétiennes qui entretenaient des rapports très cordiaux avec le personnel de l'agence des services spéciaux. Voir leurs biographies, *ibid.*, p. 141 *sqq.*

² *Yichangshi wenshiziliao*, vol. 15, p. 282.

³ Ce choix constitua une énigme pour la population, selon Hu Zuozhi. Ce dernier explique avoir découvert avec effroi, deux ans plus tard, un ouvrage japonais de 1921 intitulé *Gishō kikō* 宜昌紀行 (Journal de voyage à Yichang) dans lequel était répertoriée une foule d'informations sur la ville, jusqu'au nom, âge et diplômes de chaque instituteur. Il en conclut que les Japonais avaient une idée très précise de ce qu'ils faisaient (Hu Zuozhi, « Lunxian hou de Yichang riwei zuzhi », art. cit., p. 186). Un autre *wenshi ziliao* rapporte que la fille de Song Zhongjia épousa le lieutenant Horikawa Yoshio 堀川芳雄 (dans toutes les sources chinoises son nom est écrit avec le caractère 崛), chef de l'agence des services spéciaux de Yichang, sans que l'on sache si Horikawa et Song se connaissaient avant l'arrivée du premier à Yichang (Cao Guangrong, « Yichang lunxian jienanlu », art. cit., p. 146).

⁴ Li Zhecheng, « Ji riwei Yichangxian jingchaju », art. cit., p. 39.

⁵ Hu Zuozhi, « Lunxian hou de Yichang riwei zuzhi », art. cit., p. 186. Le choix du 30 mars pour la cérémonie d'inauguration n'était pas fortuit puisque c'était le jour du premier anniversaire de la fondation du gouvernement central de Nanjing. C'est la preuve qu'à défaut d'une centralisation effective jusque dans ce district situé à l'extrémité de la zone occupée, le régime de Wang Jingwei imposait déjà son existence au niveau symbolique : l'État d'occupation comme entité idéale cohérente prenait forme.

⁶ Lors de son entrée en fonction dans l'administration du district, Wang avait modifié son prénom (Xiaoquan 筱泉) en Xuyuan 虛原 (litt. « Sans-origine ») (Qu Nengshen, Zhu Zhixing, « Rikou yingquan... », art. cit., p. 37). Avant-guerre, il avait notamment occupé le poste de chef de la section des affaires générales du bureau de la Police de Yichang (*ibid.*).

⁷ À la différence de Lan Zhenbai, Wang fut, après la guerre, d'abord condamné à la prison à perpétuité par les Nationalistes, puis à mort par les Communistes (*ibid.*, p. 40).

japonaise, Wang se fit bien voir de l'occupant en diffusant la propagande avec zèle et en réalisant, aux dépens de la population réquisitionnée, de nombreux travaux publics (ponts, aéroport, etc.)¹.

La construction de l'État d'occupation dans la province du Hubei partage donc certains points communs avec la situation du Guangdong, à savoir un processus débuté plus tardivement qui n'eut pas le temps d'aboutir à la formation d'un gouvernement régional autonome. Bien que frustrée par l'avancée du projet de gouvernement central, l'ambition des officiers du « Groupe *ryo* » porta en partie ses fruits néanmoins, dans la mesure où le Hubei conserva, nous le verrons, une certaine autonomie durant les premières années du gouvernement central de Nanjing. Le cas du Hubei est à cet égard riche en enseignements quant au processus général de construction de l'État d'occupation dans la mesure où il diffère des trois autres ensembles considérés. En effet, il n'était pas le prolongement d'un projet autonomiste antérieur à la guerre comme l'était l'État d'occupation en Chine du Nord, pas plus qu'il n'était destiné à servir de base naturelle au nouveau gouvernement central comme l'étaient la Chine centrale (base territoriale de ce dernier) et la parcelle cantonaise (apanage du clan de Wang Jingwei). L'évolution du projet autonomiste de la 11^e armée à Wuhan, dont témoignent les noms successifs donnés à l'organisation qu'elle soutenait, montre que la centralisation de l'État d'occupation déjà en marche eut un impact sur la forme que prirent les organisations locales sans pour autant freiner totalement les velléités autonomistes de ces dernières. Autrement dit, centralisation et autonomie fonctionnèrent de concert : la première sur le papier, la seconde dans les faits. Ce hiatus explique qu'à l'inauguration de son gouvernement, Wang Jingwei se trouvait (nominalement) à la tête d'un « État patchwork », pour paraphraser Lloyd Eastman². Après avoir décrit l'apparition de ses différentes pièces, il est temps d'analyser comment ce patchwork fut réalisé, en montrant que la forme qu'il devait prendre évolua au fil du travail de couture.

¹ *Ibid.*, p. 38. Nous le recroiserons dans la partie 3.3.1.3. à propos des célébrations qu'il organisa pour les 60 ans de Wang Jingwei en mai 1942.

² Eastman qualifie l'armée de Jiang Jieshi pendant la guerre de « *patchwork army* » pour souligner sa composition hétéroclite car réunissant les troupes des différents potentats locaux (*Seeds of Destruction, op. cit.*, p. 132).

2.2. La résistant centralisation de l'État d'occupation : première phase

L'inauguration du gouvernement de Wang Jingwei en mars 1940 marquait, en théorie du moins, l'aboutissement du processus débuté dans les premiers mois de l'occupation, qui vit la myriade d'organisations locales être assemblée en un État centralisé. Après avoir brossé la genèse des différents ensembles régionaux qui se formèrent à mesure de l'élargissement de la zone occupée, il est temps d'aborder ce qui aurait dû être l'étape finale du « plan » japonais. Comme nous l'avons vu, toutefois, il y eut moins *un* plan qu'une multitude de plans, partageant certes une même finalité – pérenniser la domination du Japon sur la Chine –, mais dépendant d'intérêts contradictoires et d'un contexte changeant. À cet égard, la construction de l'État d'occupation est indissociable de sa formation : l'évolution de sa planification épousait celle des relations de pouvoir en son sein. Plus concrètement, l'avantage pris initialement par l'Armée régionale de Chine du Nord se traduisit par un plan de centralisation à partir de Beijing (octobre 1937). Cette prépondérance fut cependant rapidement remise en cause par le développement d'organisations politiques dans les nouveaux territoires conquis (Jiangnan puis régions de Canton et de Wuhan) qui conduisit, à la fin de l'année 1938, à concevoir cette centralisation sur un modèle confédéral : le *hōren seifu* 邦聯政府 (gouvernement confédéral), traduction institutionnelle du *bunji gassaku* 分治合作 (littéralement : « administration divisée et coopération »). Cette formule constituait un compromis qui limitait le monopole de l'Armée régionale de Chine du Nord sur l'État d'occupation, tout en assurant à celle-ci une grande autonomie. Dominée par une conception « nordiste », cette première phase dans la planification du « nouveau gouvernement central », laissa place, après la défection de Wang Jingwei en décembre 1938 et le lancement de son Mouvement de paix, à une seconde phase au cours de laquelle le plan évolua pour s'adapter au discours contraire du « retour à la capitale » d'un parti-État central ne souffrant, en principe, l'existence d'aucune autonomie locale. Cette évolution fut néanmoins toute relative puisque la conception « nordiste » ne disparut pas pour autant. Elle subsista sous de nouvelles formes : si les institutions de Nanjing s'affichaient comme « centrales » (*zhongyang* 中央), l'autonomie locale persista dans les faits et fut justifiée au moyen d'euphémismes soulignant le « caractère spécial de la Chine du Nord ». Ces conceptions contradictoires de l'État d'occupation expliquent en partie que, même sur le papier, la centralisation de ce dernier ait prit si longtemps : trois ans s'écoulèrent entre le plan d'octobre 1937 et la signature du Traité de base définissant juridiquement l'organisation du nouveau régime. L'autre raison de cette lenteur, on l'a vu, était l'incertitude quant au destin du Gouvernement nationaliste. Ces deux freins fonctionnèrent de concert : les plans du « nouveau gouvernement central » furent toujours écrits au conditionnel afin de

n'exclure aucune option, dans l'espoir d'une inflexion de la résistance de Chongqing. Si, au niveau local, la construction de l'État d'occupation était une réalité déjà bien tangible en 1940, sa centralisation avant cette date fut donc largement théorique, n'existant pour l'essentiel que sous forme de plans ou d'institutions vidées de toute substance comme le Conseil d'union, censé fusionner les gouvernements de Beijing et de Nanjing. Ce processus n'en demeura pas moins déterminant pour le fonctionnement de l'État après 1940 et mérite donc d'être analysé.

Tableau 2.1. Principaux plans relatifs à la centralisation de l'État d'occupation

Titre	Date	Contenu relatif au futur gouvernement central
Plan général pour gérer l'Incident de Chine 事変対処要綱	24/12/37	Le GP ne se limite pas à la Chine du Nord mais doit chercher à se rendre populaire en Chine centrale et méridionale
Plan pour la fondation d'un nouveau régime en Chine centrale 中支新政権樹立方案	27/01/38	Le GR est destiné à fusionner avec le GP
Principaux points de l'ajustement des relations entre les régimes de Chine du Nord et du centre 北支及中支政権関係調整要領	16/04/38	Le GR est établi en tant que régime local alors que le GP doit devenir le gouvernement central
Politique dans le cas où le gouvernement central chinois actuel capitulerait 支那現中央政府屈伏ノ場合ノ対策 Politique dans le cas où le gouvernement central chinois actuel ne capitulerait pas 支那現中央政府ノシテ屈伏セサル場合ノ対策	08/07/38	En cas de capitulation du GN, fusion de celui-ci avec le nouveau gouv. central. Dans le cas contraire, les gouv. pro-japonais seront réunis dans les plus brefs délais pour former un régime qui deviendra le véritable gouv. central chinois
Plan directeur pour la fondation du nouveau gouvernement central chinois 支那新中央政府樹立指導方案	15/07/38	Nouveau gouv. organisé selon le <i>bunji gassaku</i> ; création d'un Conseil d'union devant aboutir au gouv. central
Plan général pour le guidage interne du régime chinois 支那政権内面指導大綱	19/07/38	Le gouv. central aura un personnel chinois et des conseillers jap. ; sa politique extérieure suivra celle du Japon.
Plan pour la fondation du Conseil d'union 聯合委員会樹立要綱	09/09/38	Conseil d'union basé à Beijing réunissant le GP, le GR et, à terme, le Mengjiang
Orientations pour la fondation du nouveau gouv. central 新中央政府樹立方針	06/06/39	Le gouv. central sera composé de Wang Jingwei, Wu Peifu, des gouv. existants et du GN s'il change de politique.
Objectifs relatifs à la fondation du nouveau gouvernement central chinois 支那新中央政府樹立ニ関連スル処理方針	08/01/40	Des négociations formelles au sujet de l'ajustement des relations sino-japonaises seront entamées avec le nouveau gouv.

Sources : JACAR B02030509700, B02030509800, B02030519000, B02030519400

Note : chaque plan ayant fait l'objet de nombreuses versions, la date indiquée est celle de leur adoption par le gouvernement japonais ; GP = Gouv. provisoire, GR= Gouv. réformé, GN=Gouv. nationaliste de Jiang Jieshi.

2.2.1. Une centralisation décentralisée

2.2.1.1. Le projet de « nouveau gouvernement central »

Bien que son contenu et ses finalités aient changé au fil du temps, il y eut bien, dès les premiers mois de l'occupation, un projet de « nouveau gouvernement central » (*shin chūō seifu*). De fait, nous avons vu qu'au moment de l'intégration des organisations locales en Chine du Nord et alors que l'occupation du Jiangnan débutait à peine, des plans virent le jour dans le but de donner une cohérence au réseau de comités locaux établis ou en passe de l'être. Cette rationalisation recouvrait des enjeux de pouvoir, à savoir la volonté de l'Armée régionale de Chine du Nord d'assurer sa prééminence en Chine. Prenant le Gouvernement provisoire de Beijing comme matrice, ce projet fut intégré dans la conception du Gouvernement réformé de Nanjing qui, sinon dans les faits, du moins en principe, fut explicitement placé en deçà du premier. C'est au cours des négociations accompagnant, au début de l'année 1938, la définition des relations entre les deux gouvernements que se développa le plan pour un futur gouvernement central dont la première expression publique fut le discours *aite to sezu* du 16 janvier. Bien que le texte auquel aboutirent ces négociations, qui prévoyait une fusion des deux gouvernements, soit à l'avantage de Beijing¹, son application fut laissée en suspens en raison de la mauvaise volonté de l'Armée de Chine centrale qui espérait un changement dans la situation générale afin d'obtenir une fusion selon des termes plus avantageux pour le Gouvernement réformé.

La situation évolua au début de l'été avec le lancement de la grande offensive contre Wuhan. Le 17 juin 1938, le Quartier général impérial adopta un « plan stratégique adapté à la situation pour la deuxième phase [de la guerre] » (*jikyoku ni tomonau dainiki bōryaku keikaku* 時局ニ伴ウ第二期謀略計画) visant à obtenir la chute du régime de Jiang Jieshi, ou du moins la démission de ce dernier, afin d'accélérer la résolution de l'« Incident »². Cet objectif devait être atteint au moyen d'un certain nombre d'« opérations » de déstabilisation³.

¹ « Hokushi oyobi Chūshi seiken kankei chōsei yōryō 北支及中支政權關係調整要領 (Principaux points de l'ajustement des relations entre les régimes de Chine du Nord et du centre) » adopté par le gouvernement japonais le 16 avril 1938 (voir la partie 2.1.2.2).

² HSN, 25 juin 1938, p. 141.

³ Le plan distingue les « opérations volatiles (*tori kōsaku* 鳥工作) », visant à établir des gouvernements de collaboration et à susciter des divisions, des « opérations quadrupèdes » (*kemono kōsaku* 獸工作) cherchant à obtenir la défection d'armées ennemies, auxquelles s'ajoutent deux autres opérations spécifiques (voir Tableau 2.2).

Tableau 2.2. Opérations de déstabilisation planifiées par le Japon à l'été 1938

Nom de l'opération	Objectif
Opération pigeon / <i>hato kōsaku</i> 鳥工作	renforcer la convergence du GP, GR et autres gouv. anti-Jiang
Opération faucon / <i>taka kōsaku</i> 鷹工作	susciter un mouvement anti-Jiang au sein du GN et de la population
Opération héron / <i>sagi kōsaku</i> 鷺工作	diviser les généraux et les politiciens du GN
Opération aigle / <i>washi kōsaku</i> 鷲工作	créer une tendance anti-PCC et pro-paix au sein du GN
Opération milan / <i>tobi kōsaku</i> 鳶工作	créer une tendance favorable à la fondation d'un régime du Sud-ouest
Opération renard / <i>kitsune kōsaku</i> 狐工作	capitulation de l'armée de Song Zheyuan
Opération chien / <i>inu kōsaku</i> 狗工作	capitulation de l'ancienne armée du Nord-Est
Opération chat / <i>neko kōsaku</i> 猫工作	capitulation de l'armée de Shi Yousan 石友三
Opération bœuf / <i>ushi kōsaku</i> 牛工作	capitulation de l'armée de Xu Yuanquan 徐源泉
Opération lapin / <i>usagi kōsaku</i> 兔工作	capitulation d'armées diverses
Opération montagne / <i>yama kōsaku</i> 山工作	recruter Li Zongren 李宗仁 et Bai Chongxi pour fonder un gouv.
Opération mer / <i>umi kōsaku</i> 海工作	provoquer une crise du <i>fabi</i> 法幣 (monnaie du GN)

Source : HSN, 25 juin 1938, p. 141.

Abréviations : GP = Gouv. provisoire ; GR = Gouv. réformé ; GN = Gouv. nationaliste de Jiang Jieshi.

La première de ces opérations consisterait à recruter des personnalités de premier plan telles que Tang Shaoyi et Wu Peifu, afin de préparer le terrain pour un régime fort né de la fusion du Gouvernement provisoire, du Gouvernement réformé et des autres régimes opposés à Jiang¹. La supervision de ces opérations fut centralisée, le 26 juillet 1938, sous la direction d'un Comité spécial pour la Chine (*taishi tokubetsu iinkai* 对支特别委员会) rattaché directement au Conseil des cinq ministres et dirigé par Doihara Kenji². Ce comité avait avant tout une fonction de conseil, tandis que les opérations de subversion en Chine étaient pilotées par une organisation connue sous le nom d'« Agence Doihara » (*Doihara kikan* 土肥原機関)³. Doihara reçut un ordre de mission du premier ministre lui demandant de mettre toute son énergie à préparer l'établissement du nouveau gouvernement et ordonnant à l'Armée régionale de Chine du Nord et à l'Armée expéditionnaire de Chine centrale de coopérer secrètement avec lui⁴.

¹ *Ibid.* La formulation telle qu'elle est reproduite dans HSN (« *sonota oyobi Shō seiken* 其他及蔣政權 ») semble fautive. Elle est traduite, à partir d'une autre source, dans WZQS (p. 145) par « ...維新政權及其他蔣政權 [...le gouvernement réformé et les autres régimes de Jiang] » ce qui ne contribue pas à la rendre plus claire. Il s'agit sans doute d'une coquille due à la ressemblance entre 及 (et) et 反 (anti). On peut donc comprendre qu'il est, au contraire, question des « régime *opposés* à Jiang », ce qui fait sens.

² IMTFE {49, 268-269}. Hata note au sujet de ce comité qu'il avait été imposé d'en haut et ne manquerait donc pas de provoquer des frictions (HSN, 5 août 1938, p. 150). De fait, la volonté de centraliser, ne serait-ce qu'en apparence, l'État d'occupation provenait essentiellement du Conseil des cinq ministres. Outre Doihara, ce comité comptait dans ses rangs la crème des *Shinatsū* avec Banzai Rihachirō et Shibayama Kaneshirō ainsi que le vice-amiral Tsuda Shizue (HSN, 2 sept. 1938, p. 155).

³ Tobe, *Nihon rikugun to Chūgoku*, op. cit., p. 206 ; Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 162.

⁴ JACAR B02030549900, « Doihara chūjō ni atauru ninmu no ken 土肥原中将ニ与フル任務ノ件 (Mission donnée au général de division Doihara) », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 18.23, [s.d.], p. 164-165. Le 7 octobre 1938, Doihara reçut un nouvel ordre de mission plus explicite. Il contenait une liste des « opérations » dont il devait assurer la supervision, parmi lesquelles celles visant à recruter Wu Peifu, à négocier avec Gao Zongwu et à « détruire » le régime de Jiang Jieshi (reproduit en chinois dans WXM, p. 77).

Le texte issu de cette nouvelle stratégie montre que la mise en place d'un nouveau gouvernement central était encore conçue, de manière très théorique, comme une arme dans la guerre psychologique que livrait le Japon contre le gouvernement de Jiang Jieshi : « Recruter des personnalités chinoises de premier plan afin d'affaiblir l'esprit de résistance du régime de Jiang et de la population chinoise ainsi que pour créer un contexte favorable à la formation d'un nouveau régime fort [*shinkō seiken seiritsu no kiun wo jōseisu* 新興政權成立ノ氣運ヲ醸成ス] »¹. Le caractère encore hypothétique de la forme que devrait prendre ce nouveau régime fut confirmé par l'adoption, le 8 juillet 1938, de deux plans envisageant la politique à suivre selon que le Gouvernement nationaliste capitulerait ou non². Dans le premier cas de figure, il fusionnerait avec le « nouveau gouvernement central chinois » ou, si ce dernier n'avait pas encore vu le jour, avec « les régimes pro-japonais déjà existants »³. Dans le cas contraire, « les différents régimes pro-japonais devr[aient] être étendus et renforcés, et réunis dans les plus brefs délais pour former un régime qui deviendra[it] le véritable gouvernement central chinois » et serait reconnu comme tel « en Chine comme à l'étranger »⁴.

Le 15 juillet 1938, enfin, le Conseil des cinq ministres adopta un « Plan directeur pour la fondation du nouveau gouvernement central chinois » (*Shina shin chūō seifu juritsu shidō hōsaku* 支那新中央政府樹立指導方策)⁵. Ce texte marqua un cap important car il entérinait une nouvelle conception de l'État d'occupation dont la finalité ne serait plus seulement d'aider localement à l'administration des territoires occupés mais de transformer, de manière pérenne, l'État chinois :

Le nouveau gouvernement central chinois ne se limite pas à la gestion du présent Incident par des responsables chinois mais doit permettre de mettre fin à toutes les contradictions dont souffraient les relations diplomatiques sino-japonaises par le passé en adoptant une vision large [*daijōteki kenchi* 大乘的見地] pour faire du gouvernement national chinois le pilier du bon voisinage [*zenrin* 善隣]⁶.

¹ JACAR B02030538700, « Jikyoku ni tomonau taishi bōryaku 時局ニ伴ウ対支謀略 (Stratégie vis-à-vis de la Chine adaptée à la situation) », 24 juin 1938, *Shina jihen kankei ikken*, vol. 14.12. Ce texte fut adopté le 12 juillet par le Conseil des cinq ministres.

² « Shina gen chūō seifu kuppuku no baiiai no taisaku 支那現中央政府屈伏ノ場合ノ対策 (Politique dans le cas où le gouvernement central chinois actuel capitulerait) » ; « Shina gen chūōseifu ni shite kuppuku sezarū baiiai no taisaku 支那現中央政府ノシテ屈伏セサル場合ノ対策 (Politique dans le cas où le gouvernement central chinois actuel ne capitulerait pas) », JACAR B02030509800, « Shina jihen jūyō kiroku », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 1, p. 78-82. On note que le Gouvernement nationaliste était, à cette date, toujours considéré par le Japon comme le « gouvernement central chinois » ; l'emploi de l'adjectif « actuel » soulignait néanmoins qu'il ne devrait pas le rester très longtemps.

³ *Ibid.*, p. 78.

⁴ *Ibid.*, p. 81.

⁵ JACAR B02030509800, « Shina jihen jūyō kiroku », p. 86-88.

⁶ *Ibid.*, p. 86. L'expression « *daijōteki* 大乘的 » vient du bouddhisme mahāyāna ou « du grand véhicule » (*Daijō bukkyō* 大乘仏教). Elle induit l'idée de magnanimité : l'État d'occupation est présenté non pas comme un outil de guerre mais de paix.

Ce plan prévoyait que le nouveau gouvernement central serait principalement établi par les Chinois eux-mêmes, mais que le Japon jouerait un rôle « d'intermédiaire interne [*naimenteki assenshi* 内面的斡旋シ] ». La « forme politique adoptée » serait celle – point essentiel – de « la doctrine “administration divisée et coopération [*bunji gassaku shugi* 分治合作主義] »¹.

La seconde partie du plan définit les étapes successives à suivre dans la construction de ce gouvernement centralisé. Dans un premier temps, le Gouvernement provisoire et le Gouvernement réformé devraient coopérer, dès que possible, au sein d'un Conseil d'union, avant d'être rejoints par le Mengjiang. Par la suite, chacun de ces trois régimes absorberait progressivement les différentes forces existantes [*sho seiryoku o kyūshū* 諸勢力ヲ吸収] ou bien coopérerait avec elles afin de former un véritable gouvernement central. Reprenant le plan du 8 juillet, les points suivants anticipaient la situation à l'issue de la campagne de Wuhan : attendre un remaniement du Gouvernement nationaliste en cas de chute de ce dernier ; fonder immédiatement le nouveau gouvernement central dans le cas contraire². Le dernier point énumérait les termes de l'accord futur « ajustant » les relations entre le Japon et le nouveau gouvernement central : exploitation des ressources minières en Chine du Nord ; établissement d'une zone de coopération sino-japonaise renforcée en Chine du Nord et dans la région du bas-Yangzi, et rôle spécial du Mengjiang dans la lutte contre l'Union soviétique ; reconnaissance du Manzhouguo. Ces objectifs devaient être atteints grâce au « guidage interne » (*naimen shidō* 内面指導) du Japon qui ferait l'objet d'un document à part³. Celui-ci fut adopté le 19 juillet 1938 sous le titre « Shina seiken naimen shidō taikō 支那政權内面指導大綱 » (Plan général pour le guidage interne du régime chinois)⁴. Il définissait de manière plus détaillée le contenu de la politique de collaboration divisée en quatre domaines dont voici un résumé :

(1) affaires militaires : encourager la capitulation des armées chinoises ; stationnement de troupes japonaises le long des principaux axes de communication et dans les zones importantes pour l'approvisionnement en matières premières, et formation de groupes armés chinois pour maintenir l'ordre dans les zones plus reculées ; signature d'une alliance anticommuniste et formation progressive d'une armée en limitant ses effectifs au minimum nécessaire pour la défense nationale⁵.

(2) politique et diplomatie : de même que sous le Conseil d'union, le nouveau gouvernement central respectera les particularités de chacun des gouvernements locaux le composant, qui disposeront d'une grande autonomie selon le principe “administration divisée et coopération” ; le personnel administratif de chacun de ces régimes sera chinois mais un petit nombre de conseillers japonais sera déployé ou des fonctionnaires japonais seront recrutés afin de faciliter le guidage interne ; chacun de ces régimes contribuera à exacerber les divisions internes des forces ennemies ; la politique extérieure suivra celle du Japon.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 87.

⁴ JACAR B02030509800, « Shina jihen jūyō kiroku », p. 89-91.

⁵ On a évoqué le dilemme de l'armée japonaise, craignant d'un côté que ces troupes chinoises se retournent contre elle, et obligée, d'un autre côté, de s'appuyer sur celles-ci pour maintenir l'ordre sur un territoire bien trop vaste pour ses effectifs.

(3) économie, transports et secours : relance de l'économie grâce aux échanges entre le Japon, la Mandchourie et la Chine ; contrôle étroit des infrastructures de transport par le Japon ; politique économique donnant la priorité à la défense en Chine centrale et du Nord, et aux intérêts de la population en Chine du Sud ; entraide économique entre le Japon, la Mandchourie et la Chine pour former un bloc tout en respectant les droits déjà existants des pays tiers et en ne les empêchant pas de contribuer au développement économique ; travaux hydrauliques et d'aménagement pour développer l'agriculture et améliorer le sort de la population, notamment à travers une meilleure distribution du grain.

(4) culture, religion et éducation : Respect de la culture spécifique de l'ethnie han et de la culture commune sino-japonaise pour faire revivre la civilisation spirituelle de l'Asie orientale et éradiquer le discours antijaponais en promouvant la collaboration sino-japonaise ; chaque régime doit fonder son idéologie sur la réalisation de la collaboration sino-japonaise et renforcer la formation d'organisations de masse pour servir de terreau à cette idéologie ; le PCC doit être absolument rejeté tandis que le GMD pourra être progressivement intégré au nouveau gouvernement central en corrigeant la doctrine des Trois principes du peuple¹ ; liberté religieuse à condition de promouvoir la collaboration ; amadouer les enseignants et développer le confucianisme ; développer les sciences appliquées pour faciliter l'essor industriel.

La troisième partie du Plan directeur du 15 juillet revenait sur la première étape dans la formation du nouveau gouvernement central : la création d'un Conseil d'union de la République de Chine (*Zhonghua minguo lianhe weiyuanhui* 中華民國聯合委員會) au sein duquel seraient représentés le Gouvernement provisoire, le Gouvernement réformé et le Mengjiang². Pour reprendre les mots de John H. Boyle, ce Conseil fut « the first and only significant effort at unifying the puppet regimes prior to the Wang Ching-wei experiment »³. Du fait de la rivalité entre les différents acteurs de l'État d'occupation, cette centralisation se fit, paradoxalement, de manière décentralisée.

2.2.1.2. Le Conseil d'union

Initiée par le Conseil des cinq ministres qui cherchait à obtenir des résultats concrets dans la résolution de l'« Incident de Chine », cette politique de centralisation fut acceptée, sans enthousiasme, par les différentes parties concernées, quand bien même son ambition restait bien modeste puisqu'elle ne remettait pas en cause l'autonomie des gouvernements de collaboration existants. De retour d'une visite en août 1938 à Beijing, où il s'était entretenu avec Harada Kumakichi, *Ren Yuandao 任援道 rapporta ainsi que Wang Kemin ne semblait pas trop inquiet par le « rapprochement » (*heliu* 合流) entre le Gouvernement provisoire et le Gouvernement réformé, utilisant à ce propos le proverbe « l'eau du fleuve n'envahit pas l'eau du puits » (*heshui bu fan jingshui* 河水不犯井水), manière de dire que chacun continuerait à s'occuper de ses

¹ Ce point allait être d'une grande importance pour la suite car il ouvrait la porte aux modifications institutionnelles et idéologiques apportées par le groupe de Wang Jingwei au « GMD » afin de permettre sa greffe sur l'État d'occupation (à savoir l'intégration des collaborateurs de la première heure au sein de ses instances dirigeantes et l'accent mis sur l'aspect panasiatique du discours suniste). Voir la partie 3.1.3.1.

² JACAR B02030509800, « Shina jihen jūyō kiroku », p. 188.

³ Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 120.

propres affaires sans se mêler de celles des autres. Ren notait, cependant, que Wang évitait de se prononcer clairement sur la date à laquelle serait inauguré le Conseil d'union et qu'il avait eu des mots très durs contre Tang Shaoyi, l'un des candidats potentiels au poste de président du futur gouvernement central dont le Conseil d'union devait être la matrice¹. Les préparatifs en vue de cette inauguration furent discutés à la fin du mois d'août, lors d'une réunion à Fukuoka des principaux acteurs japonais concernés, sans que les collaborateurs chinois aient leur mot à dire².

Le 9 septembre 1938, le Conseil des cinq ministres adopta un « Plan pour la fondation du Conseil d'union » (*Rengō iinkai juritsu yōkō 聯合委員会樹立要綱*)³. Il prévoyait que le Conseil serait, pour le moment, basé à Beijing – signe que l'Armée régionale de Chine du Nord n'avait pas perdu son ascendant. Chaque gouvernement devait envoyer trois délégués (soit un total de six membres, dans un premier temps, et neuf à terme avec la participation attendue du Mengjiang) formant un comité permanent dont le pouvoir ne serait que consultatif⁴. La véritable centralisation découlerait, en principe, d'une coopération étroite dans la direction du Conseil d'union entre, d'une part, les services spéciaux de Beijing et Nanjing et, d'autre part, le Comité spécial pour la Chine de Doihara. La gestion au quotidien resterait néanmoins aux mains des services spéciaux de Chine du Nord, même si les décisions importantes devraient attendre l'aval de Tokyo⁵.

Ce même jour, Doihara réunit à Dalian les représentants des trois gouvernements mais fut incapable de les mettre d'accord en raison du refus de l'Armée du Guandong de transiger sur l'indépendance du Mengjiang, de la résistance des officiers de l'Armée de Chine centrale et de l'absence d'un consensus concernant la liste des membres du Conseil⁶. L'obstacle posé par le Mengjiang fut contourné en reportant l'intégration de celui-ci dans le Conseil d'union à une date indéterminée⁷.

¹ *HSN*, 22 août 1938, p. 153.

² *HSN*, 2 sept. 1938, p. 155.

³ JACAR B02030509800, « Shina jihen jūyō kiroku », p. 92-94.

⁴ Ce point marquait un léger recul par rapport à la troisième partie du plan du 15 juillet selon lequel la définition des principales politiques se ferait sous le contrôle du Conseil d'union qui laisserait toutefois aux gouvernements locaux le soin de les appliquer (*ibid.*, p. 88).

⁵ *Ibid.*, p. 92-94.

⁶ *WZQS*, p. 147. Liang Hongzhi était mécontent de l'avantage donné à Wang Kemin. En effet, bien que le choix du président du Conseil d'union fasse l'objet d'un vote, une clause précisait initialement que tous les votes devaient aller au candidat proposé par le Gouvernement provisoire (*ibid.*, p. 149). Il semble qu'un compromis ait été trouvé en appliquant un système d'alternance : lorsque le Conseil se réunirait à Beijing, son président serait désigné par le Gouvernement provisoire et, lorsqu'il serait réuni à Nanjing, par le Gouvernement réformé. En revanche, le comité permanent restait, lui, à Beijing (« Shuseki ni Ō Kokubin shi ; Iinkai no kikō 首席に王克敏氏 委員会の機構 (Wang Kemin président ; Composition du Conseil) », *AS*, 21 sept. 1938, p. 2).

⁷ « Mōkyō no kamei wa okuren 蒙疆の加盟は遅れん (La participation du Mengjiang repoussée) », *AS*, 21 sept. 1938, p. 2.

Après de nouvelles négociations entre les responsables de Beijing et Nanjing, le Conseil d'union fut finalement inauguré à Zhongnanhai le 22 septembre 1938¹. La presse japonaise se félicita de la rapidité avec laquelle les gouvernements de Beijing et de Nanjing, quelques mois après leur création, étaient parvenus à « unifier parfaitement leur point de vue » pour franchir ensemble cette étape décisive dans la réunification de la Chine². En réalité, la première réunion du Conseil, qui eut lieu le lendemain, ne déboucha sur aucune décision concrète et vit les dirigeants chinois de chaque bord se lancer des piques³.

Lors de la deuxième session, réunie le 2 novembre à Nanjing, un projet d'« assemblée nationale représentative » (*quanguo daibiao dahui* 全國代表大會) fut débattu par les délégués qui décidèrent finalement d'organiser des assemblées chacun de leur côté⁴. Le 6 novembre, une centaine de représentants des districts du Jiangsu, du Zhejiang et de l'Anhui se réunirent au siège du Yuan exécutif du Gouvernement réformé pour discuter d'un gouvernement inspiré du modèle des États-Unis d'Amérique⁵. De retour à Beijing, Wang Kemin convoqua les gouverneurs du Hebei, Henan, Shandong et Shanxi à une « assemblée anticomuniste de salut national » (*fangong jiuguo dahui* 反共救國大會) organisée le 16 novembre⁶. Le 28 novembre, le Gouvernement provisoire ouvrit une « assemblée générale représentative pour promouvoir la fondation du gouvernement central » (*zhongyang zhengfu shuli cujin quanti daibiao dahui* 中央政府樹立促進全體代表大會) qui rassembla plus de trois cent délégués venus des trois provinces

¹ « Aki soratakaki koto Pekin shinsei Chūgoku no seiten 秋空高き古都北京新生中国の盛典 (Cérémonie solennelle pour la nouvelle Chine sous le ciel automnal de l'ancienne capitale Beijing) », *AS*, 23 sept. 1938 (soir), p. 1. « Observers noted that Imperial Army officers outnumbered the members of the United Council itself at the inauguration ceremonies ; that imbalance aptly symbolized the character of the Council » (Boyle, *China and Japan at War, op. cit.*, p. 120).

² « Shin Shina tōitsu no dai ichi po 新支那統一の第一歩 (Un premier pas vers l'unification de la nouvelle Chine) », *AS*, 21 sept. 1938, p. 3. Un autre article faisait preuve du même optimisme en saluant le rôle historique de Wang Kemin et Liang Hongzhi qui, une fois n'est pas coutume, arboraient un large sourire (« Chūō seiken kiso naru ; Ō, Ryō ryōshi yorokobi o kataru 中央政權基礎成る 王、梁両氏喜びを語る (Le fondement du gouvernement central ; Wang et Liang expriment leur joie) », *AS*, 23 sept. 1938, p. 3).

³ *WZQS*, p. 150.

⁴ *Ibid.*, p. 151. Ce projet d'assemblée trouvait son origine dans les tentatives japonaises pour recruter Tang Shaoyi et Wu Peifu. Un plan du 14 décembre 1937, au sujet de la formation du Gouvernement provisoire, envisageait ainsi de créer, à partir de chaque province, un « Conseil populaire urgent de salut national de la République de Chine » (*Zhonghuaminguo guomin jinji jiuguo huiyi* 中華民國國民緊急救國會) chargé d'appeler Tang et Wu à sortir de leur retraite (JACAR B02031725200, « Chūka minkoku rinji seifu 中華民國臨時政府 (le Gouvernement provisoire) », *Shina jihen ni saishi Shina shin seifu juritsu kankei ikken ; Chūka minkoku rinji seifu* 支那事変ニ際シ支那新政府樹立關係一件 / 中華民國臨時政府 (Documents relatifs à la fondation du nouveau gouvernement chinois durant l'Incident de Chine ; Gouvernement provisoire de République de Chine), p. 3). Nous verrons, dans la partie 3.3.3.1, l'usage que fit le groupe de Wang Jingwei, en 1939-1940, de la promesse de réunir une Assemblée nationale.

⁵ « Chūshi kakuken minshū daihyō, “hōren seifu” o kensaku 中支各県民衆代表、“邦聯政府”を建築 (Les représentants du peuple de chaque district de Chine centrale pour un “gouvernement confédéral”) », *AS*, 7 nov. 1938, p. 2. Si le modèle américain (fédéral) était régulièrement invoqué, nous verrons que c'était, en réalité, d'une organisation confédérale qu'il s'agissait.

⁶ « Shin chūō seiken e no kyōho 新中央政權への巨歩 (Un pas de géant vers le nouveau régime central) », *AS*, 8 nov. 1938, p. 2.

contrôlées par Nanjing, mais aussi du Hubei, du Shandong, du Guangdong et du Fujian¹. Au bout de trois jours de discours, une déclaration fut adoptée qui appelait à la formation d'un gouvernement central organisé selon un système confédéral en application du système « administration divisée et coopération »². Portée par cette mobilisation populaire (orchestrée par les Japonais), et alors que la chute de Canton et Wuhan à la fin du mois d'octobre et la deuxième déclaration de Konoé sur le « Nouvel ordre », le 3 novembre, semblaient marquer un tournant dans la guerre, la rumeur se répandit à partir du milieu du mois de novembre que l'établissement d'un gouvernement dirigé par Wu Peifu était imminent³.

2.2.1.3. Wu Peifu, président des États-Unis de Chine ?

Évoqué, on l'a vu, au moment de la formation du Gouvernement provisoire de Beijing, le nom de Wu Peifu fut de nouveau sur toutes les lèvres grâce au travail de propagande de Doihara⁴. Une « Opération Wu Peifu » (*Go Haifu kōsaku* 吳佩孚工作) avait été lancée en mai 1938, au moment du remaniement du Cabinet Konoé. Les agents de Doihara étaient entrés en contact avec Wu durant l'été pour lui proposer de travailler de concert avec Tang Shaoyi au rétablissement de la paix. Sans opposer un refus catégorique, Wu avait cherché à gagner du temps en exigeant de pouvoir recruter une armée de 300 000 hommes dirigée par lui, ainsi que le retrait des troupes japonaises de Chine et le renoncement du Japon à toute ingérence dans son futur gouvernement. Ces conditions avaient été immédiatement rejetées par le général Kita Seiichi, patron du Gouvernement provisoire⁵. Doihara n'avait pourtant pas renoncé à obtenir la collaboration de Wu Peifu, désormais seul candidat potentiel au poste de président du gouvernement central après que Tang Shaoyi eut été assassiné par des agents de Dai Li le 30 septembre. À la fin de l'année 1938, il relança son stratagème visant à faire passer le recrutement du « maréchal de jade » pour une initiative populaire.

¹ « Min.i koko ni han.ei ; Chūshi taikai no seikyō 民意ここに反映 中支大会の盛況 (Reflet de la volonté du peuple ; une assemblée de Chine centrale grandiose) », *AS*, 29 nov. 1938 (soir), p. 1.

² « Hōren seifu soshiki e ; Shin Chūgoku kensetsu o sengen 邦聯政府組織へ 新中国建設を宣言 (Vers l'organisation d'un gouvernement confédéral ; la construction de la nouvelle Chine proclamée) », *AS*, 1^{er} déc. 1938 (soir), p. 1.

³ *WZQS*, p. 151 ; « Shina tōitsu no seiji undō ; Go Haifu shi tsuini kekkisu 支那統一の政治運動 吳佩孚氏遂に蹶起す (Un mouvement politique pour unifier la Chine ; Wu Peifu va enfin prendre ses responsabilités) » *AS*, 15 nov. 1938, p. 2.

⁴ Les premières tentatives japonaises pour rallier Wu Peifu remontaient à 1929. Considérant qu'il était « le meilleur candidat dans l'histoire de la Chine contemporaine pour maintenir l'ordre politique en Chine », Doihara souhaitait le placer à la tête de son mouvement autonomiste de Chine du Nord en 1935 (Odoric Y. K. Wou, *Militarism in Modern China: The Career of Wu P'ei-Fu, 1916-39*, Canberra, Australian National University Press, 1978, p. 246 *sqq.*).

⁵ *Ibid.*, p. 254 *sq.*

L' « Opération Wu Peifu » devait se faire en deux étapes : une « opération pour la paix et le salut national » (*wahei kyūkoku kōsaku* 和平救国工作) puis, en fonction des résultats de celle-ci, une « opération de construction étatique » (*kenkoku kōsaku* 建国工作)¹. Des groupes de notables à Shanghai, Beijing et Tianjin seraient chargés d'envoyer des télégrammes appelant Wu à sortir de sa retraite. Wu Peifu prendrait alors la tête d'une Association pour l'arrêt de la guerre et le salut national (*mizhan jiuguo hui* 弭戰救國會) à Beijing qui devait converger avec les assemblées populaires organisées au même moment par les gouvernements de Beijing et de Nanjing. Ces dernières demanderaient à Wu de prendre la tête d'un Conseil de pacification et de salut national (*jiuguo suijing weiyuanhui* 救國綏靖委員會) qui formerait une armée. Enfin, les différentes assemblées convoqueraient une Assemblée nationale (*guomin dahui* 國民大會) à Beijing qui appellerait à la formation d'un gouvernement².

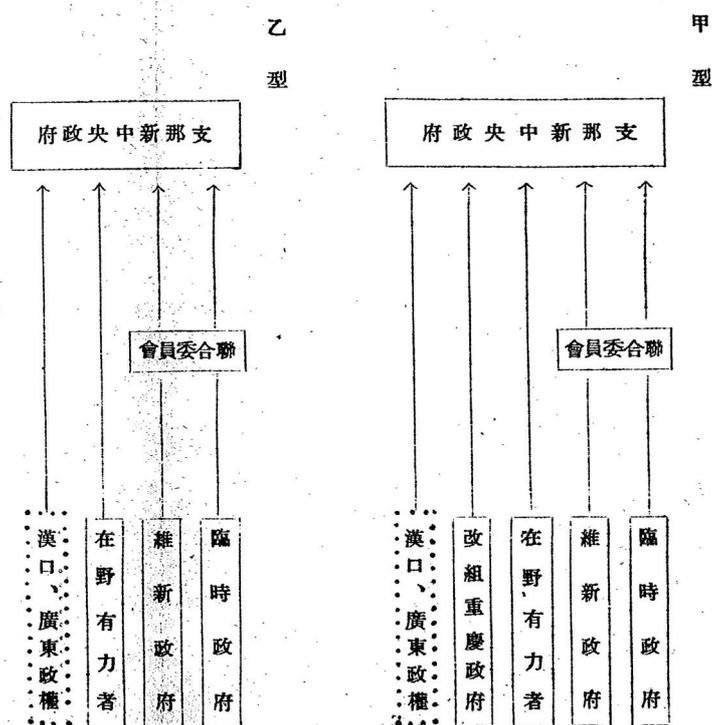
Le 24 novembre 1938, le ministère de la Guerre remit un mémorandum intitulé « Principaux points de l'opération pour la fondation du nouveau gouvernement central chinois »³. Prenant pour base le « Plan directeur pour la fondation du nouveau gouvernement central chinois » adopté le 15 juillet 1938 par le Conseil des cinq ministres, il prévoyait que les opérations menées par Doihara en vue de la fondation d'un gouvernement central en Chine devaient se limiter au stade des préparatifs, en ajoutant que les commandements de l'Armée régionale de Chine du Nord et de l'Armée expéditionnaire de Chine centrale étaient invités à coopérer secrètement avec Doihara. Ce document proposait, second point, un schéma du futur gouvernement central, en envisageant deux formes possibles (voir Figure 2.2). Dans la Forme 1, un « gouvernement de Chongqing réorganisé » prendrait part au nouveau régime aux côtés des gouvernements de Beijing et Nanjing d'abord unifiés dans le Conseil d'union, ainsi que d'une « personnalité puissante de l'opposition » (Wu Peifu) et, en pointillés (car ils venaient juste de rejoindre la zone occupée), des régimes établis à Hankou (Hubei) et Canton. Tous les efforts devaient être consacrés à réaliser cette première option. Toutefois, si Chongqing refusait de se plier au remaniement exigé par le Japon, il était prévu de passer à la Forme 2, identique à la première, mis à part la non participation de Chongqing au futur gouvernement central.

¹ JACAR B02030547900, « Go Haifu kōsaku taiyō an 吳佩孚工作大要案 (Résumé de la mission Wu Peifu) », 17 nov. 1938, *Shina jihen kankei ikken*, vol. 18.3.

² « Go Haifu kōsaku taiyō an », art. cit.

³ « Shina shin chūō seifu juritsu kōsaku yōryō 支那新中央政府樹立工作要領 (Principaux points de l'opération pour la fondation du nouveau gouvernement central chinois) », JACAR C04120903100, « Shina shin chūō seifu juritsu ni kan suru ken 支那新中央政府樹立に関する件 (Documents relatifs à la fondation du nouveau gouvernement central chinois) », *Shōwa jūyonnen Rikushi...*, n°24.2, p. 743-749.

Figure 2.2. Projet de gouvernement central dans le cadre de l'Opération Wu Peifu (novembre 1938)



Source : JACAR C04120903100, p. 744.

Trad. (de haut en bas et de droite à gauche) : Forme 1 [甲型] : Nouveau gouvernement central chinois ; Conseil d'union ; Gouvernement provisoire ; Gouvernement réformé ; Personnalité influente de l'opposition ; Gouvernement de Chongqing réorganisé ; Régime de Hankou et du Guangdong ; Forme 2 [乙型] [identique à la Forme 1, moins le gouvernement de Chongqing réorganisé].¹

Dans un cas comme dans l'autre, le Conseil d'union serait dissous au moment de la fondation du nouveau gouvernement central. La date et les modalités de l'intégration du Mengjiang devraient être déterminées ultérieurement. Le troisième point revenait sur les principales étapes du projet en reprenant le plan de l'« Opération Wu Peifu ». Le passage de l'« opération pour la paix et le salut national » à l'« opération de construction étatique », était-il précisé, dépendrait de l'écroulement ou de la capitulation du gouvernement de Chongqing. Une évolution en ce sens était prévue pour janvier ou février 1939 ; date à laquelle le gouvernement central japonais prendrait une décision. En attendant, il fallait « fabriquer un sentiment général anti-guerre [*sensen kūki no unjō* 反戦空気 / 醞釀] et convaincre la population » au moyen des assemblées organisées par les gouvernements de Beijing et Nanjing². Si cette mobilisation visait à favoriser la collaboration de Wu Peifu, le

¹ Une autre version de ce schéma existe contenant une case supplémentaire pour le Mengjiang et des pointillés pour inclure celui-ci dans le Conseil d'union. Aucune date n'est indiquée, mais il est sans doute antérieur de quelques mois à celui de la Figure 2.2, lorsque la participation du Mengjiang au Conseil d'union et au futur gouvernement central pouvait encore être envisagée (JACAR B02030549700, « Shina shin chūō seifu juritsu ni kan suru ken (an) 支那新中央政府樹立ニ關スル件(案) (Documents relatifs à la fondation du nouveau gouvernement central chinois, brouillon) », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 18, p. 158).

² « Shina shin chūō seifu juritsu kōsaku yōryō », p. 745.

plan lui-même insistait sur le fait qu'il fallait éviter, dans l'immédiat, de prendre une décision au sujet du futur dirigeant du nouveau gouvernement central¹.

En apparence, ce plan fonctionna comme prévu : les télégrammes invitant Wu Peifu à agir affluèrent de tout le pays² et, fin janvier 1939, les dirigeants du Gouvernement provisoire et du Gouvernement réformé organisèrent une Association pour la paix et le salut national (*heping jiuguo hui* 和平救國會) qui nomma Wu Peifu chef d'un Comité de pacification (*suijing weiyuanhui* 綏靖委員會) devant s'établir à Kaifeng³. On annonçait déjà que Wu formerait début février un comité composé de vingt membres⁴.

En réalité, Doihara n'était pas parvenu à obtenir un accord clair de la part de Wu qui, parallèlement, cherchait à rassurer Chongqing sur ses intentions⁵. Sous la pression, Wu finit par accepter de tenir une conférence de presse le 31 janvier 1939 au cours de laquelle il était censé accepter la proposition qui lui était faite. L'événement se solda par un fiasco : Wu déclara qu'il s'engagerait pour la paix une fois que le Japon aurait rendu le pouvoir politique réel aux Chinois, alors même que la version papier de la déclaration distribuée préalablement par les Japonais aux journalistes affirmait qu'il accomplirait son devoir comme on le lui demandait⁶.

Cet échec fut d'abord celui de Doihara dont l'empressement à imposer l'« Opération Wu Peifu » avait provoqué de vives tensions entre son agence et les autorités d'occupation qui voyaient en elle une attaque contre les gouvernements de Beijing et de Nanjing. Un compromis avait été trouvé en décembre 1938 qui établissait une distinction claire entre cette opération, dont l'objectif serait de former une force chinoise anti-GMD *en dehors* de la zone occupée, et l'établissement d'un gouvernement central⁷.

Bien qu'ils apparaissent dans la presse comme complémentaires, d'où l'idée d'États-Unis de Chine dirigés par Wu Peifu, le projet de gouvernement confédéral et l'« Opération Wu » relevaient, en effet, de visions différentes de la construction de l'État d'occupation. Dominé par une conception « nordiste » fondée sur la doctrine du *bunji gassaku*, le premier visait à assurer une forte autonomie au Gouvernement provisoire, à défaut d'obtenir une centralisation au seul

¹ *Ibid.*

² Zhang Yanqing, dont nous avons vu qu'il refusa la mairie de Wuhan dans l'espoir d'être le numéro deux de Wu, organisa des Sociétés pour le salut de la nation dans ce but (Wou, *Militarism in Modern China*, *op. cit.*, p. 255).

³ « Wahei kyūkokkai•Sengen o happyō ; Go shi undō no dōkō kettei 和平救国会・宣言を發表 吳氏運動の動向決定 (l'Association pour la paix et le salut national publie une déclaration ; Décision sur l'orientation du mouvement de Wu) », *AS*, 31 janv. 1939, p. 2.

⁴ « Go Haifu shōgun asu shutsuba sengen 吳佩孚將軍あす出馬宣言 (Le général Wu Peifu annoncera demain son engagement) », *AS*, 30 janv. 1939, p. 2.

⁵ Wou, *Militarism in Modern China*, *op. cit.*, p. 256.

⁶ *Ibid.*, p. 256 *sq.* ; « Go shōgun kekki•Chūgai ni senmeisu 吳將軍蹶起・中外に宣明す (Le général Wu s'engage dans une déclaration claire adressée à la Chine et à l'étranger) », *AS*, 1^{er} fév., 1939 (soir), p. 1.

⁷ *HSN*, 10 déc. 1938, p. 176.

profit de Beijing. La seconde trouvait, au contraire, son origine dans la volonté chez Banzai Rihachirō, membre du Comité spécial pour la Chine de Doihara et mentor de ce dernier, de construire une Chine unifiée sous un chef étroitement « conseillé »¹. Les déclarations de Wu Peifu en faveur du GMD, auquel il refusait d'imputer la responsabilité de la guerre, laissaient craindre aux collaborateurs de la première heure qu'un futur gouvernement unifié sous la présidence de Wu se fasse au profit du GMD et donc aux dépens de ceux qui le dénonçaient². Contraints, sur demande expresse de Tokyo, de coopérer avec Doihara, les membres du Conseil d'union s'exécutèrent en réunissant l'Association pour la paix et le salut national. Ils prirent toutefois soin, le jour même où fut lancé l'appel à Wu Peifu, de distinguer clairement le mouvement politique dont ce dernier devait prendre la tête du projet de nouveau gouvernement³. La presse japonaise se fit l'écho de cette ambition revue à la baisse en expliquant que le mouvement que devait lancer Wu Peifu n'aurait « pas de liens directs avec les Gouvernements provisoire et réformé »⁴.

Bien qu'il n'ait jamais existé sinon dans les faits, du moins juridiquement, ce gouvernement confédéral sous lequel l'État d'occupation semblait être sur le point d'être réorganisé à la fin de l'année 1938, a laissé des traces qu'il nous faut analyser pour comprendre en quoi le modèle du parti-État GMD, que suivit finalement cette centralisation, n'avait rien d'inévitable mais surtout, nous l'avons dit, parce que le modèle confédéral eut, dans les faits, une influence durable sur l'organisation de l'État d'occupation après 1940. Conçu dans le prolongement des premiers gouvernements de collaboration, qui se voulaient l'antithèse du Gouvernement nationaliste, le projet de gouvernement confédéral se réclama explicitement de l'héritage du mouvement fédéraliste chinois (*liansheng zizhi yundong* 聯省自治運動), par opposition à la centralisation du pouvoir (*zhongyang jiquan* 中央集權) prônée par le parti-État nationaliste⁵.

¹ Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 162. La grande proximité de Banzai avec Yuan Shikai, au début du siècle, avait fait de lui le « spécialiste de la Chine » le plus puissant du pays. Wu Peifu pouvait apparaître, à ses yeux, comme un nouveau Yuan Shikai.

² *Ibid.*, p. 166.

³ « Kyūkokukai no seishitsu ; Chūō seiken no botai ni arazu 救国会の性質 中央政權の母体にあらず (La nature de l'Association de salut national n'est pas d'être la matrice du régime central), *AS*, 31 janv. 1939, p. 2.

⁴ « *Go Haifu shōgun asu...* » art. cit.

⁵ « Shin Shina tōitsu no dai ichi po », art. cit. Sur le mouvement fédéraliste, voir notamment Jean Chesneaux, « Le mouvement fédéraliste en Chine, 1920-1923 », *Revue Historique*, oct.-déc. 1966, p. 347-384.

2.2.2. Us et abus du modèle (con)fédéral

La rumeur d'une réorganisation de la zone occupée donna lieu, fin novembre 1938, à un mémorandum du bureau des services spéciaux adressé au ministère de la Guerre¹. Ce document mérite d'être analysé en détail car il synthétise, en une dizaine de pages, le projet étatique japonais en Chine – ou du moins le discours dominant alors sur le sujet –, en inscrivant celui-ci dans une tradition intellectuelle qui, pour la résumer grossièrement, participait d'un orientalisme japonais. Celui-ci influença les agents de l'impérialisme nippon en Chine, qui développèrent néanmoins une vision plurielle de ce que devait être l'État chinois idéal. Une fois effectué ce détour nécessaire par l'imaginaire et la trajectoire collective des concepteurs japonais de l'État d'occupation, il sera temps de revenir à l'actualité politique au tournant de l'année 1939, lorsqu'une République confédérale chinoise sembla sur le point de voir le jour.

2.2.2.1. Les tubercules de la paix du commandant Tōwaki

Dans l'introduction de son mémorandum de novembre 1938 consacré à « La question du nouveau régime central et du système confédéral », le commandant Tōwaki Mitsuo 堂脇光雄 (1893-1945), revient sur le contexte direct de la chute de Canton et de Wuhan, suite à laquelle, écrit-il, la population chinoise espère l'établissement d'un nouveau gouvernement central (p. 198-199)². Cette volonté populaire est relayée par le Gouvernement réformé, dont une grande

¹ JACAR C04120663700, « “Shin chūō seiken to hōrensei no mondai” sōfu no ken 「新中央政權ト邦聯制ノ問題」送付の件 (Pièce-jointe “La question du nouveau régime central et du système confédéral”) » 24 nov. 1938, *Shōwa jūsanen Rikushi mitsu dai nikki* 昭和13年「陸支密大日記」(Grand journal secret du ministère de la guerre sur les opérations en Chine, 1938), n°65, p. 196-208. La préface précise que ce document fut rédigé par le commandant Tōwaki afin d'expliquer aux chefs des différentes agences des services spéciaux le concept de « système confédéral » devenu un sujet de conversation répandu dans la population en Chine centrale (*ibid.*, p. 197). Pour ne pas multiplier les notes, nous indiquerons la pagination des passages cités directement dans le corps du texte.

² Nous faisons l'hypothèse que l'auteur est Tōwaki Mitsuo, bien que seul son patronyme soit ici indiqué. Peu d'informations existent au sujet de ce dernier. Un rapport d'avril 1937 du consulat japonais de Hangzhou indique qu'il est alors en poste à Nanjing au grade de capitaine (JACAR B02031670100). On le retrouve, en décembre de la même année, au grade de commandant, dans l'état-major de la 10^e armée, envoyée en renfort à l'automne 1937 à Shanghai, qui participa à la Bataille de Nanjing et aux terribles massacres qui s'ensuivirent (<http://www.history.gr.jp/koa_kan_non/2_06.html>, 22 juill. 2017). Après la dissolution de la 10^e armée, il semble qu'il ait été nommé dans l'Armée régionale de Chine du Nord. C'est du moins ce que laisse penser un ordre de cette dernière, daté du 2 juillet 1939, qui le charge de faire la liaison avec la 35^e division (JACAR C1111691800). Durant ses années à Beijing, il fréquenta des intellectuels taïwanais tels que Zhang Shenqie 張深切 (Chang Shen-Chieh, 1904-1965), eux-mêmes proches de *Zhou Zuoren 周作人 (Shen Hsin-hung 沈信宏, « Dongya liudong zhong Taiwan wenhuaren de wenhua shenfen yu weizhi : yi Hong Yanqiu wei li 東亞流動中臺灣文化人的文化身分與位置：以洪炎秋為例 (Identité et statut culturels des intellectuels taïwanais dans l'Asie orientale en mouvement : le cas de Hung Yen-Chiu) », Mémoire de master, Université Tsing Hua, 2013, p. 155). Par la suite, il rentra à Tokyo comme chef de la section des affaires générales au sein du Bureau des affaires chinoises du ministère de la Grande Asie orientale. Une brève nous apprend qu'il effectua, en mars 1943, une tournée devant le conduire de Hongkong à Nanjing en passant par Xiamen (« Tōwaki kachō toshi 堂脇課長渡支 (Le chef de section Tōwaki se rend en Chine) », *AS*, 13 mars 1943, p. 2).

assemblée sera réunie le 28 novembre¹. Face à la mise en place successive de gouvernements locaux, les quatre-cents cinquante millions de Chinois s'interrogent sur la façon dont ces derniers seront organisés dans le futur gouvernement central. C'est dans ce contexte, explique Tōwaki, que s'est répandue la notion de « *hōren* 邦聯 » (ch. *banglian*) qu'il s'applique à définir dans la deuxième partie du mémorandum (p. 199-200). Le terme *hōren* aurait été utilisé en juin 1938 par un penseur chinois connu (mais dont il préfère taire le nom). Ce néologisme peut être défini par opposition au composé inverse *renpō* 聯邦 (ch. *lianbang*) : le premier induit une union (*ren*) libre et spontanée (*jidō* 自動) des entités politiques concernées (*hō*), alors que le second repose sur une union subie (*judō* 受動) imposée par le centre. La troisième partie (p. 200-201) précise cette distinction fondamentale entre confédération (*hōren*) et fédération (*renpō*), c'est-à-dire entre, d'une part, une organisation politique dans laquelle le pouvoir des gouvernements locaux prime sur celui du gouvernement central et, d'autre part, l'organisation inverse. Cette précision n'était pas superflue car, au même moment, un usage assez flou de *banglian/hōren* était fait en Chine et dans les médias japonais, notamment dans la comparaison établie entre le futur gouvernement et les États-Unis d'Amérique dont la constitution est pourtant fédérale².

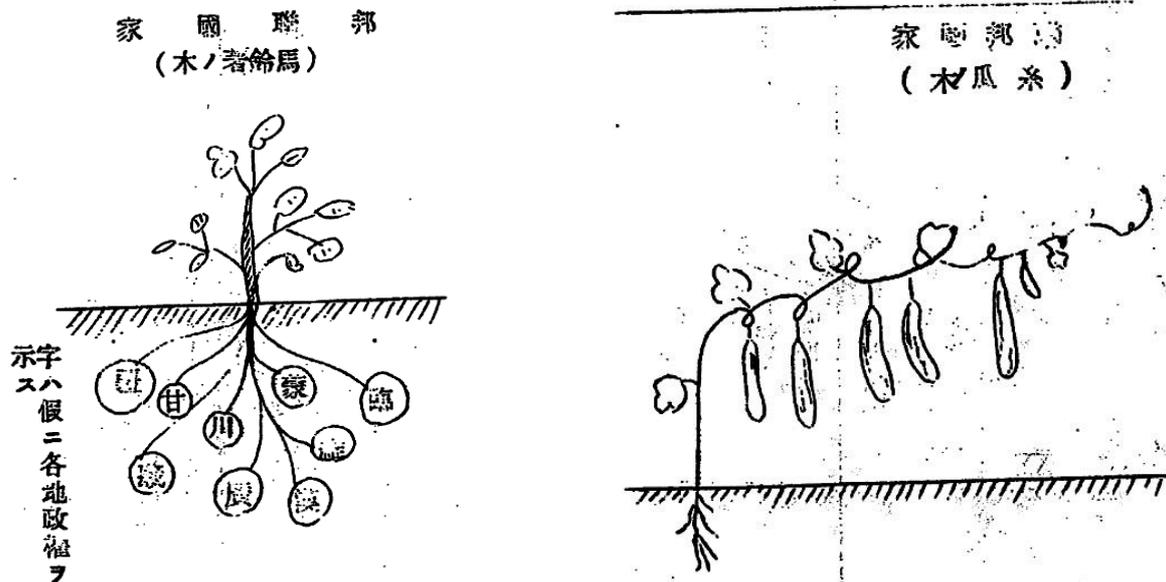
Afin de bien se faire comprendre, Tōwaki a ensuite recours à une allégorie végétale. Le système confédéral, affirme-t-il, peut être comparé à la pomme de terre, tandis que le système fédéral s'apparente à la courge éponge³. Le premier se compose de tubercules (les gouvernements locaux) se prolongeant dans une tige (le gouvernement central) alors que, dans le second, ce sont les courges qui dépendent de la tige.

¹ Il s'agit de l'Assemblée générale représentative pour promouvoir la fondation du gouvernement central évoquée plus haut.

² Nous avons vu que, le 6 novembre, les délégués des assemblées locales avaient demandé au Gouvernement réformé la formation d'un « *banglian zhengfu* 邦聯政府 ». Le journaliste du *Asahi* ajoute : « ils entendent par *banglian* un système comparable à celui des États-Unis d'Amérique [*amerika gasshūkoku* アメリカ合衆国] » (« *Chūshi kakuken minshū...* », art. cit.). Fin septembre, un éditorial du *Asahi* comparait la formation du nouveau gouvernement central à l'« organisation fédérale américaine [*amerika no renpō soshiki* アメリカの聯邦組織] » (« *Shin Shina tōitsu no dai ichi po* », art. cit.), sans que l'on sache très bien s'il entendait par là l'organisation confédérale au lendemain de la Guerre d'indépendance puis avec les *Confederate States* de la guerre civile, ou bien l'organisation fédérale en vigueur depuis la constitution de 1789.

³ Le choix des légumes est déjà une indication du système privilégié par l'auteur. En effet la courge éponge ou luffa (*hechima* 丝瓜) sert également à désigner en japonais quelque chose d'inutile.

Figure 2.3. Allégorie végétale du projet d'État chinois confédéral



Source : JACAR C04120663700 « “Shin chūō seiken to hōrensei no mondai”, p. 200.

Trad. : [à gauche] État confédéral (pommes de terre) ; [dans les tubercules de d. à g.] Gouv. provisoire [臨], Gouv. réformé [維], Mengjiang [蒙], Hankou [漢], Canton [廣], Sichuan [川], Gansu [甘], Tibet [藏 ?], Xinjiang [疆], [verticalement] les caractères désignent provisoirement chaque gouvernement local ; [à droite] État fédéral (courges éponges)

Il file alors la métaphore afin de démontrer la supériorité de la pomme de terre et donc du système confédéral. Contrairement aux courges éponges dont la survie dépend de la tige qui les relie entre-elles, les pommes de terre possèdent une vitalité autonome : si l'une d'elles est arrachée ou mangée par les vers, les autres ne sont pas affectées et le plant continue à germer. Pour ce qui est de la répartition des pouvoirs et des ressources, les pommes de terre forment un ensemble équilibré dans lequel la tige aérienne fournit aux tubercules oxygène et azote tandis que ces derniers hydratent la tige. À l'inverse, la tige des courges éponges monopolise les fonctions vitales.

Dans la quatrième partie (p. 201-207), Tōwaki applique cette démonstration botanique à la « Nouvelle Chine » qui, à l'en croire, constituerait paradoxalement un retour à la vraie nature du pays puisque :

l'organisation étatique de la Chine était, de fait, fondée à l'origine sur ce système confédéral. Depuis l'Incident de Mandchourie, certaines personnes vont jusqu'à dire que “la Chine n'est pas un État [Shina wa kokka ni arazu 支那ハ国家ニ非ス]”. En effet, sur de nombreux points, la Chine ne peut être vue comme un État. On peut toutefois penser que le néologisme *hōren* reconnaît à la Chine sa nature étatique [p. 201].

Ce passage est remarquable à double titre. Tout d'abord, il rattache explicitement la planification de l'État d'occupation par les militaires japonais à une tradition intellectuelle remontant à la fin du

XIX^e siècle dont est issue l'idée que « la Chine n'est pas un État », quand bien même ce discours est ici décrit comme récent (« depuis l'Incident de Mandchourie », soit 1931).

« *La Chine n'est pas un État* »

Fondée sur l'idée que la Chine, contrairement au Japon et aux pays occidentaux, ne pouvait prétendre au rang d'État-nation moderne, cette théorie (*Chūgoku hikoku ron* 中国非国論) trouva l'une de ses premières formulations en 1918 chez Uchida Ryōhei 内田良平 (1874-1937)¹. Le discours lui-même était plus ancien et se développa notamment au sein de l'école dite de l'« Histoire de l'Asie orientale » (*tōyōshi* 東洋史)² dont on peut dater la naissance en 1894 ; année, précisément, où débuta la première guerre sino-japonaise dont l'issue fit entrer le Japon dans le camp des puissances coloniales modernes³. Comme en Occident, en effet, les sciences humaines et sociales (histoire, géographie, ethnographie, etc.) participèrent d'un impérialisme culturel qui nourrit l'entreprise coloniale en même temps qu'elles s'appuyaient sur celle-ci pour se développer⁴. Ce courant historiographique apparut dans un double contexte inédit : contexte intérieur de grands bouleversements sociaux provoqués par la restauration Meiji en 1868, que la notion de progrès inscrite dans une conception positiviste de l'histoire permettait d'appréhender ; contexte extérieur d'affaiblissement de la Chine qui, en rebattant les cartes de l'ordre géopolitique en Asie amena le Japon à s'interroger sur son rôle dans la région⁵. D'un point de vue

¹ Miwa Kimitada, « Japanese Policies and Concepts for a Regional Order in Asia, 1938-1940 », in James W. White *et al.* (dir.), *The Ambivalence of Nationalism: Modern Japan between East and West*, Lanham, University Press of America, 1990, p. 135 sq. Uchida avait fondé, en 1901, la Société du fleuve Amour (*Kokuryūkai* 黒龍会), organisation ultra-nationaliste qui avait financé les mouvements nationalistes dans la région, notamment celui de Sun Yat-sen.

² La notion de *tōyō* peut prêter à confusion car, bien qu'écrite de la même manière, c'est-à-dire avec les caractères chinois « est » et « océan », elle a pris des sens différents en Chine et au Japon. En effet, si ce terme sert à désigner au Japon l'(extrême) Orient par opposition à l'Occident (*seiyō*), elle était utilisée en Chine, notamment depuis l'époque Qing jusqu'à la fin de la guerre sino-japonaise, pour désigner le Japon. Sur l'histoire de ces concepts géographiques, voir Philippe Pelletier, *L'Extrême-Orient : l'invention d'une histoire et d'une géographie*, Gallimard, 2011, not. p. 538 sqq. et 579 sqq.

³ Stefan Tanaka, *Japan's Orient: Rendering Pasts Into History*, Berkeley, University of California Press, 1993, p. 48.

⁴ En 1908 par exemple, le père de l'école *tōyōshi*, Shiratori Kurakichi 白鳥庫吉 (1865-1942), réussit à convaincre le directeur de la Mantetsu, le fameux Gotō Shinpei 後藤新平 (1857-1929), connu pour son rôle dans la colonisation de Taiwan, de créer un centre de recherche spécialisé dans l'histoire et la géographie de la Mandchourie et de la Corée. Ce centre, qui prit le nom de Bureau de recherche de la Mantetsu (*Mantetsu chōsabu* 満鉄調査部), devint l'un des principaux pôles d'expertise japonais sur la Chine (Hakada Takashi 旗田巍, « Nihon ni okeru tōyōshigaku no dentō 日本における東洋史学の伝統 (La tradition des Études historiques orientales au Japon) », *Rekishigaku kenkyū* 歴史学研究, n°270, 1962, reproduit dans Nozawa Yutaka 野沢豊 (éd.), *Ajia no henkaku* アジアの変革 (La transformation de l'Asie), Azekura shobō, 1980, vol. 2, p. 42).

⁵ Cette dimension introspective rend pertinent l'usage du concept d'« orientalisme » appliqué au Japon par Stefan Tanaka : l'idée qu'une civilisation politiquement dominante (l'Occident chez Edward Saïd, le Japon chez Tanaka) produit différentes sortes de discours (littéraire, scientifique, etc.) qui décrivent moins un objet (le Moyen-Orient ou l'Asie orientale) – lui-même délimité de manière arbitraire – qu'ils ne créent une image déformée de cet objet qui en dit moins sur l'objet lui-même que sur celui qui le produit (Tanaka, *Japan's Orient*,

épistémologique, cette nouvelle histoire procédait d'un double rejet : rejet de la sinologie classique (*kangaku* 漢学), qui dominait jusque-là les études dans ce domaine, et rejet de l'historiographie occidentale fondée sur une notion du progrès qui reléguait le Japon, avec le reste de l'Asie, à la marge de l'histoire et dont la *tōyōshi* était pourtant l'héritière directe¹. C'est donc contre cette histoire occidentalocentrée (*seiyōshi* 西洋史) que naquit la volonté d'étudier une histoire proprement orientale (*tōyōshi*)². Cette dernière traduisait en termes scientifiques, en même temps qu'elle le produisait, le discours dominant sur la Chine dans le Japon du premier XX^e siècle. Comparable, *mutatis mutandis*, à celui des Européens de l'Ouest sur la Grèce, ce discours mêlait, d'une part, un profond respect pour la civilisation chinoise antique et son héritage culturel et, d'autre part, un mépris pour l'incapacité des descendants de cette civilisation à se gouverner rationnellement³. Cette vision romantique et paternaliste d'une civilisation chinoise n'ayant pas été capable d'engendrer un État moderne nourrit un discours historien – appliqué par ailleurs à d'autres pays d'Asie orientale – établissant une distinction claire entre État (*kokka* 国家) et nation ; celle-ci étant définie selon le critère flou d'ethnie (*minzoku* 民族). Dans le cas de la Chine, ce discours prit la forme d'une histoire éclatée en cinq récits parallèles correspondant chacun à une ethnie différente (han, manchoue, mongole, ouïgoure et tibétaine)⁴. Il aboutissait à la conclusion que, à l'exception du Japon, la forme politique de l'État moderne indépendant ne pouvait s'appliquer aux pays d'Asie orientale. Il revenait donc au Japon de réorganiser la région en la transformant en une zone de coopération. Loin de se limiter à la sphère universitaire, ce discours imprégna la politique étrangère du Japon et servit à justifier son entreprise impérialiste⁵.

op. cit.). Comme pour celle de Saïd, la thèse de Tanaka a suscité de nombreuses critiques (celles de Joshua Fogel notamment) lui reprochant son manque de nuances.

¹ Cet héritage fut transmis par l'historien allemand Ludwig Riess (1861-1928), un ancien élève de Leopold von Ranke (1779-1886), qui fut embauché par l'Université impériale de Tokyo, au moment de la création en 1887 du département d'histoire (Tanaka, *Japan's Orient, op. cit.*, p. 25).

² Ce double rejet reflétait l'ambivalence du nationalisme japonais à la fin du XIX^e siècle, alors que le Japon cherchait à la fois à se différencier des autres pays asiatiques, et notamment de la Chine, en prétendant au rang de puissance moderne au même titre que les puissances occidentales, tout en rejetant la domination de celles-ci sur la région

³ Dans le cas du Japon et de la Chine, l'opposition entre admiration et mépris était d'autant plus grande que l'influence de la civilisation chinoise sur le Japon était considérable tandis que l'instabilité politique du pays semblait inextricable. C'est justement parce qu'il devait tant à la Chine que le Japon se sentait le devoir (et le droit) d'épauler le « vieil homme malade ».

⁴ Selon cette perspective, l'histoire chinoise se résumait à l'incapacité de l'ethnie majoritaire (celle des Han) à contrôler l'État. Sa dépossession du pouvoir par les ethnies minoritaires, notamment les Mongols et les Mandchous, formaient autant de cycles qui rendaient impossible une progression linéaire vers l'État moderne sur le modèle occidental. À cet égard, la révolution nationaliste de 1911, qui pouvait être vue comme marquant l'entrée de la Chine dans l'histoire moderne, n'apparaissait, aux yeux de nombreux historiens japonais, que comme un nouvel épisode de la lutte entre Han et Mandchous (Kevin Doak, « Narrating China, Ordering East Asia: The Discourse of Nation and Ethnicity in Imperial Japan », in Chow Kai-wing *et al.* (dir.), *Constructing Nationhood in Modern East Asia*, Ann Harbor, University of Michigan Press, 2001, p. 94 *sqq.*).

⁵ « In March 1933, when notifying its withdrawal from the League of Nations, Japan had asserted that in its present chaotic condition China could not be regarded as 'an organized state'. Therefore 'the general principles of international law which govern the ordinary relations between nations' had to be 'considerably modified in

En effet, ce regard sur l'Asie orientale à partir duquel se construisit le nationalisme japonais s'articula avec un transnationalisme (le panasiatisme) dont l'un des courants, on l'a vu, prônait un morcellement de la Chine pour mieux l'intégrer au sein d'une sphère régionale dominée par le Japon.

Passage remarquable, ensuite, parce qu'il reprend à son compte cette théorie (« sur de nombreux points, la Chine ne peut être vue comme un État ») tout en la nuancant au moyen du concept de confédération. Ce dernier permet à Tōwaki de concilier la conception d'une Chine morcelée pour mieux être intégrée à une fédération transnationale (l'Empire nippon) avec le projet de gouvernement central alternatif (discours *aite to sezu*). L'usage du néologisme *hōren* (par opposition à *renpō*) trahit néanmoins la contradiction fondamentale d'un projet étatique prétendant respecter la souveraineté du nouveau gouvernement central tout en privant celui-ci de tous ses pouvoirs au profit de gouvernements locaux inféodés aux autorités d'occupation. Conscient de cette contradiction, l'auteur anticipe les critiques qu'il réfute en arguant de la bonne foi du Japon :

Certaines personnes pensent sans doute que ce n'est là qu'un préambule avant que le Japon ne récolte les pommes de terre les unes après les autres. Le Japon peut rétorquer que s'il voulait les récolter plus tard, pourquoi ne le ferait-il pas immédiatement. Le Gouvernement provisoire et le Gouvernement réformé sont nés de la volonté de construire une nouvelle Chine et d'atteindre l'objectif de coopération véritable entre la Chine et le Japon et de paix en Asie orientale. Si le Japon était guidé par l'ambition de s'emparer de territoires, il n'aurait pas mis en place des gouvernements mais aurait commencé par exterminer la population et installé progressivement des Japonais [p. 204-205].

Selon Tōwaki, non seulement cette politique n'a pas pour but de dépecer la Chine pour la coloniser mais elle permettrait au pays de réaliser une véritable révolution aux deux sens du terme : revenir à l'âge d'or des gouvernements autonomes tout en faisant de la Chine une véritable démocratie. Ce double argument – historiciste et démocratique – se présente comme répondant au programme du mouvement fédéraliste chinois, ce qui ne pouvait que renforcer sa légitimité.

Le mythe primitiviste des communautés autarciques

L'argument historiciste consistait à expliquer la formation de gouvernements autonomes comme découlant d'une disposition atavique des Chinois pour ce type d'organisation :

dans un pays possédant un territoire aussi large que la Chine, cette organisation est naturelle [*shizen* 自然]. De plus, comme chaque région – Nord, Centre, Sud, Sud-ouest, Nord-ouest – diffère grandement par ses religions, ses mœurs, ses coutumes ou encore ses traditions alimentaires,

their operations as far as China is concerned' » (William G. Beasley, *Japanese Imperialism, 1894-1945*, Oxford, Clarendon Press, 1991, p. 200).

vestimentaires et architecturales [...], la formation de gouvernements autonomes [*jichi seifu* 自治政府] apparaît comme une évidence [p. 202 sq.]¹

Politiquement, cet atavisme se serait épanoui durant un âge d'or antique où la Chine était un « paradis pour la Voie royale [*ōdō rakudo* 王道樂土] » dans lequel les hommes vivaient sans entrave et respectaient les dirigeants locaux qui assuraient la « protection des frontières et la paix du peuple [*hokyō anmin* 保境安民] » (p. 204), répondant ainsi à l'aspiration de chaque Chinois à « vivre en paix et travailler dans la joie [*ankyō rakugyō* 安居樂業] » (p. 202)². Cette vision primitiviste d'une société agraire organisée en communautés autarciques remontait à l'École des Agrariens (*nongjia* 農家) apparue à l'époque des Royaumes combattants (Ve s.-221 a.C.)³. Elle occupait une place centrale dans l'analyse historique de la Chine produite par les experts japonais de l'époque qui cherchaient à comprendre la société locale chinoise pour améliorer l'efficacité de l'État d'occupation⁴. Par opposition à une conscience nationale à l'échelle du pays, cette solidarité

¹ À la même époque, le futur ambassadeur auprès du gouvernement de Wang Jingwei, Honda Kumatarō 本多熊太郎 (1874-1948), répondait ainsi à deux journalistes anglais : « Selon vous, l'arrivée de l'armée japonaise en un lieu se traduit inévitablement par l'apparition d'un comité de maintien de l'ordre. [...] Je suis ce qu'on appelle un *Old China Hand*, et je crois donc mieux connaître la Chine que vous. À mes yeux, la particularité ethnique des Chinois est leur capacité prodigieuse à se gouverner eux-mêmes [*jichi no nōryoku* 自治の能力]. Si on les laisse faire, ils établissent spontanément une organisation autonome adaptée à la situation. Ce comité de maintien de l'ordre se développe ensuite jusqu'à devenir naturellement un régime local. [...] Tout au long de l'histoire chinoise, l'unification de l'ensemble du pays par un pouvoir central n'est intervenue qu'à l'avènement d'un nouveau pouvoir. Une fois passées une ou deux générations, le pays retombait dans l'anarchie. C'est là le propre de la Chine [*kunigara* 国柄]. [...] Ces régimes locaux pourront, à terme, s'unifier en une fédération [*federēshon* フェデレーション] du type "autonomie des provinces unies [*renshō jichi* 聯省自治] " [...] et, par conséquent, cela ne signifie en aucun cas qu'un gouvernement [national] ne puisse voir le jour. » (Honda Kumatarō 本多熊太郎, *Nisshijihen gaikōkan* 日支事変外交観 (Point de vue diplomatique sur l'Incident sino-japonais), Chikurashobō, 1938, p. 187-188).

² On a vu que ce syntagme, tiré du *Hanshu* 漢書 (Annales des Han antérieurs ; « Huozhi 貨殖 »), était omniprésent dans la rhétorique des Corps de pacification au moment de la mise en place des comités de maintien de l'ordre. Comme le note Brook, son emploi visait à convaincre la population de reprendre une vie normale et productive (*Collaboration, op. cit.*, p. 38). Il renvoyait donc également, en sous-texte, à cet idéal primitiviste dont les comités locaux se voulaient l'application.

³ Anne Cheng, *Histoire de la pensée chinoise*, Points Seuil, 1997, p. 211 n.21. Cf. le passage du *Daodejing* 道德經 (Livre de la Voie et de la vertu) de Laozi 老子 : « C'est un petit pays sans guerre d'habitants [...] [Ils trouvent] leurs demeures commodes, leurs coutumes plaisantes [*an qi ju, le qi su* 安其居, 樂其俗] » (§ 80). Cité *ibid.*, p. 202. On peut se demander quelle fut l'éventuelle influence sur des hommes comme Tōwaki de l'agrarisme « par le haut » de Yasuoka Masahiro 安岡正篤 (1898-1983). On sait, par ailleurs, que beaucoup d'officiers de l'armée impériale étaient issus d'un milieu rural. Voir Eddy Dufourmont, « Des chemises vertes confucéennes ? Autour de l'agrarisme de Yasuoka Masahiro », in N. Berlinguez-Kōno, B. Thomann (dir.), *Japon pluriel 8 : La modernité japonaise en perspective*, Arles, Éd. Philippe Picquier, 2011, p. 377-385. La réflexion sur l'agrarisme s'était notamment développée en Mandchourie dans les années 1930 chez des intellectuels comme Tachibana Shiraki 橘樸 (Lincoln Li, *The China Factor in Modern Japanese Thought: The Case of Tachibana Shiraki, 1881-1945*, New York, State University of New York Press, 1996, chap. 5).

⁴ Voir par exemple la notice « Sonraku soshiki 村落組織 » (organisations villageoises) écrite par Ōgami Suehiro 大上末広 (1903-1944), un disciple de Tachibana Shiraki, pour le *Shina mondai jiten* 支那問題辞典 (Dictionnaire de la question chinoise), 1942 (in Nozawa, *Ajia no henkaku, op. cit.*, vol. 1, p. 29-52) dans lequel l'auteur explique qu'« en Chine, l'État [*kokka*] est incapable de contrôler la société » qui repose sur des communautés villageoises autonomes (*ibid.*, p. 51). Ōgami fut emprisonné en 1942 au moment de l'« Incident du Bureau de recherche de la Mantetsu » (*Mantetsu chōsabu jiken* 満鉄調査部事件) au cours duquel plusieurs

locale, explique Tōwaki, avait subsisté sous la forme des associations régionalistes (*tongxianghui* 同鄉會) qui s'étaient multipliées dans les grandes villes chinoises (p. 202).

Cet argument historiciste faisait effectivement écho au discours du mouvement fédéraliste chinois, mais en escamotant un élément central de celui-ci : le nationalisme. En effet, la réflexion de certains penseurs chinois au tournant du XX^e siècle sur l'identité provinciale était partie prenante d'une réflexion plus large sur le devenir de la Chine comme nation dans un contexte intellectuel dominé par le darwinisme social. La difficulté des Chinois à se penser comme formant un tout – voir l'image des grains de sables employée par Sun Yat-sen – conduisit certains à s'écarter de la vision centralisatrice perpétuée par l'idéologie étatique, en privilégiant une consolidation au niveau des provinces. Pour autant, les partisans du fédéralisme étaient soucieux de ne pas apparaître comme favorables à une fragmentation du pays, synonyme d'affaiblissement face aux puissances impérialistes. C'est la raison pour laquelle le terme *lianbang* fut critiqué au sein même du mouvement : *bang* signifiant « État », il pouvait laisser croire que le fédéralisme soutenait la formation d'État locaux souverains¹. Autrement dit, le « mouvement fédéraliste dans les provinces ne contestait pas la nécessité d'une réunification nationale »². Le système confédéral défendu par Tōwaki était donc en contradiction avec ce système fédéral conciliant autonomie locale et nationalisme chinois³.

On note à cet égard qu'à la différence du mouvement fédéraliste chinois, les contours territoriaux du projet confédéral japonais respectaient moins les particularismes régionaux, qui avaient fini par épouser les frontières administratives des provinces, qu'ils ne justifiaient, *a posteriori*, le découpage de la zone occupée imposé arbitrairement par l'armée impériale selon sa propre division en corps régionaux⁴. En d'autres termes, bien qu'il chercha à se donner une couleur

dizaines d'employés de la Compagnie furent accusés de répandre des idées marxistes (*NJDJ*). Bien que les intellectuels de gauche aient été contraints avant-guerre de faire une apostasie idéologique (*tenkō* 転向), leurs conceptions politiques et économiques nourrirent la réflexion du courant « réformiste » prônant un État planificateur, dont nous avons vu qu'il fut, pour cette raison, accusé de gauchisme pendant la guerre. Certains relaps ou « faux convertis » (*gisō tenkōsha* 偽裝転向者) restèrent toutefois fidèles à leurs idées, tel Ōgami qui chercha à améliorer le sort de la paysannerie chinoise sous prétexte d'augmenter ses rendements dans l'intérêt des autorités d'occupation (Young, *Japan's Total Empire*, *op. cit.*, p. 277).

¹ Prasenjit Duara, *Rescuing History from the Nation: Questioning Narratives of Modern China*, Chicago, University of Chicago Press, 1995, p. 185. Zhang Binglin 章炳麟 (1868-1936) le remplaça en 1920 par celui de « gouvernement autonome des provinces unies » (*liansheng zizhi* 聯省自治) (*ibid.*, p. 187).

² Xiaohong Xiao-Planes, « Constitutions et constitutionnalisme : les efforts pour bâtir un nouvel ordre politique (1908-1949) » in M. Delmas-Marty, P.É. Will (dir.), *La Chine et la démocratie*, Fayard, 2007, p. 274.

³ Si Tōwaki est précis dans son usage des mots (« ce n'est pas le *renpō* qui est bien mais le *hōren* », p. 9), on a vu que ce n'était pas le cas de beaucoup de Japonais, qui assimilaient le *hōren/banglian* au *liansheng zizhi*.

⁴ Certaines des pommes de terre du schéma de Tōwaki représentent certes des provinces (Sichuan, Gansu) mais elles n'existent qu'à l'état de projets dans le cas où la zone occupée aurait été étendue plus à l'ouest (ce qui ne fut pas le cas). Les tubercules représentant des gouvernements locaux existant (Gouvernements provisoire et réformé, Mengjiang) correspondent aux zones d'influences respectives des armées japonaises. Nous verrons plus bas comment un compromis fut trouvé entre ces deux types de découpages (prenant les provinces ou les gouvernements locaux comme unité de base), grâce à l'institution d'un Conseil confédéral.

locale, ce projet était bien celui du *bunji gassaku* que la notion de *hōren*, conclut l’auteur, était appelée à remplacer (p. 208)¹.

Le peuple comme racine

L’autre argument du programme fédéraliste détourné par Tōwaki était celui de la souveraineté populaire :

Le système confédéral est bon parce qu’il est le mieux adapté à un gouvernement donnant la primauté au peuple [*minshū hon.i* 民衆本位] en limitant au maximum l’oppression [*sakushu* 搾取] du gouvernement [p. 205].

La notion de *minshū hon.i*, par opposition à *seifu hon.i* 政府本位 (primauté du gouvernement), faisait référence au concept confucéen de *minben* 民本 (le peuple comme racine) développé par Mencius 孟子 (372-289 a.C.) et formalisé par Jia Yi 賈誼 (201-168 a.C.). Ce concept avait suscité un regain d’intérêt à partir du début du XX^e siècle lorsque la Chine était devenue un objet du débat sur la démocratie et, plus tard, sur les droits de l’homme². Les penseurs chinois du fédéralisme voyaient également dans l’État centralisé la cause du despotisme impérial³. Après l’échec du projet constitutionnel au début de la période républicaine puis du Mouvement du 4-mai, l’État nationaliste avait laissé en suspens cette thématique pour les besoins de la reconstruction nationale puis de la résistance. Cette aspiration frustrée pouvait, selon Tōwaki, être le terreau de la conquête des intellectuels chinois par le Japon. Il conclut ainsi son mémorandum en affirmant que l’« organisation confédérale est espérée par la majorité de l’élite [*jinsi* 人士] chinoise préoccupée, d’une manière ou d’une autre, par la notion de primauté du peuple » (p. 208). Si une telle aspiration existait, en effet, la soumission à l’empereur du Japon ne pouvait apparaître aux Chinois que comme un remède bien pire que le mal. Cette rhétorique visant à donner un lustre démocratique à l’État d’occupation était appelée à se développer, nous y reviendrons, au moment de la formation du gouvernement de Wang Jingwei, qui présenta l’ouverture de son GMD aux autres groupes de collaborateurs comme annonçant la réalisation du programme constitutionnel.

Ce double argument en faveur du système confédéral permettait d’attaquer la légitimité du GMD :

¹ Notons d’ailleurs que la notion de *bunji gassaku* (ch. *fenzhi hezuo*) fut utilisée en Chine, à la fin des années 1920, par des personnalités comme Li Shizeng 李石曾 (1881-1973), pour défendre un *modus vivendi* entre le GMD et les potentats régionaux, dans l’esprit du *liansheng zizhi*. Le principal adversaire de cette politique, à l’époque, fut un vieux camarade de Li : Wang Jingwei (Li Zhiyu, *Jingxian*, *op. cit.*, p. 117).

² Elisa Sabattini, « “People as Root” (*min ben*) Rhetoric in the New Writings by Jia Yi (200-168) », *Extrême-Orient Extrême-Occident*, vol. 34, 2012, p. 167. Comme la notion de démocratie, dont il devint l’un des équivalents chinois (*minben zhuyi* 民本主義), ce concept prit un sens différent, voire contradictoire, à l’époque moderne par rapport à celui qu’il avait dans le champ politique de la Chine antique (*ibid.*).

³ Duara, *Rescuing History from the Nation*, *op. cit.*, p. 186.

Depuis la Révolution, le GMD n'a tenu compte ni de la morale est-asiatique [*tōyō dōtoku* 東洋道徳] ni de la spécificité de la Chine, en établissant, en vain, un pouvoir centralisé modelé sur les organisations communistes et occidentales [...]. Prenant appui sur ce pouvoir centralisé, le GMD a cherché à unifier le pays mais a été incapable de parvenir à ses fins en raison des nombreuses contradictions rencontrées. Partant de ce constat, on comprend en quoi le pouvoir centralisé est irrationnel [*fugōri* 不合理] [p. 203].

Comme le feront les historiens américains après-guerre, Tōwaki reproche donc au GMD à la fois sa politique dictatoriale et son incapacité à l'appliquer. Il énumère les provinces où l'autorité de Nanjing n'avait pas prise avant d'ajouter : « Quel que soit le héros qui se dresse en Chine, un tel pouvoir centralisé est quasiment impossible pour le moment » (p. 203). Il fait ici allusion à Jiang Jieshi, mais peut-être aussi à Wu Peifu, que Doihara cherchait à imposer, malgré lui et malgré l'hostilité des officiers japonais, comme l'homme providentiel de la « Nouvelle Chine ». Sans crainte de contredire son discours primitiviste sur la capacité des Chinois à se gouverner eux-mêmes dans le cadre de petites communautés, Tōwaki ne nie pas la nécessité d'un souverain tout puissant, à condition qu'il soit japonais :

Certains se lamenteront : “de cette manière, la Chine retombera dans la période des seigneurs de la guerre [*gun.yū kakkyō jidai* 群雄割拠時代]”. Le présent incident est, au contraire, l'occasion pour le Japon, en tant que chef, de fait, de l'alliance [*meishu* 盟主] de l'Asie orientale, d'utiliser sa puissance pour empêcher la guerre civile en menant du mieux qu'il peut une politique de désarmement. Au final, c'est un moyen de priver les Occidentaux de prétextes pour critiquer le Japon [p. 206-207].

En d'autres termes, cette confédération chinoise dépourvue d'un gouvernement central fort était destinée à intégrer une alliance est-asiatique (*tōa renmei* 東亞聯盟) dominée par le Japon, sur laquelle la bienveillance du Mikado rayonnerait selon le principe de la « Voie royale ».

Il faut néanmoins se garder de simplifier à outrance ce discours et, plus largement, la position de l'armée japonaise vis-à-vis de la question de la centralisation étatique en Chine. Quand bien même le système confédéral limite les pouvoirs du centre, le simple fait que Tōwaki fasse mention d'un « gouvernement central » signalait, on l'a dit, sinon une rupture, du moins un amendement du programme « nordiste » du *bunji gassaku*. Cette dernière notion était loin de faire l'unanimité au sein de l'armée, et plus particulièrement des spécialistes de la Chine de l'Armée de terre (*Shinatsū* 支那通) qui furent les principaux concepteurs de l'État d'occupation. Afin de bien comprendre la position ambiguë de ceux-ci vis-à-vis de la Chine, il est nécessaire de revenir d'abord très brièvement sur leur histoire¹.

¹ Sauf indication contraire, la partie suivante s'appuie sur Tobe, *Nihon rikugun to Chūgoku*, *op. cit.*

2.2.2.2. Les *Shinatsū* : évolutions d'une intelligence japonaise de la Chine

Bien que ne formant pas un groupe cohérent, doté d'un esprit de corps spécifique, les *Shinatsū* se connaissaient entre eux pour avoir suivi la même formation¹ et s'être succédés aux mêmes postes². On peut les diviser schématiquement en trois générations.

La première apparut dans les années 1870 avec le besoin pour l'armée d'implanter son activité de renseignement en Chine, au moment où les vues du Japon sur la Corée et Taiwan se précisaient. Ce système d'envoi d'officiers-espions prit fin avec la guerre sino-japonaise de 1894-95 mais se perpétua à travers les postes d'attachés militaires depuis lesquels la collecte de renseignements se poursuivit. Dominée par la figure de Banzai Rihachirō, cette première génération accompagna le basculement de la Chine dans la période républicaine.

La deuxième génération des *Shinatsū* critiqua les méthodes de leurs prédécesseurs tels Banzai en raison de leur trop grande proximité avec les seigneurs de la guerre qu'ils conseillaient. Elle fut notamment représentée par Sasaki Tōichi 佐々木到一 (1886-1955). Attaché militaire à Canton au début des années 1920, celui-ci fut l'un des premiers à soutenir l'entreprise de réunification lancée en 1926 avec l'Expédition du Nord. Comparé aux *Shinatsū* de la génération précédente qui s'étaient spécialisés dans un seigneur de la guerre ou une région, Sasaki avait une compréhension générale de la Chine qui épousait le projet nationaliste. Cet enthousiasme initial pour le GMD laissa toutefois rapidement place à un sentiment de trahison lorsque le mouvement nationaliste fit du Japon le principal adversaire de la Chine³. Dans un contexte de forte politisation de l'armée qui vit se former en son sein des clubs ultranationalistes auxquels participèrent les *Shinatsū*, la tendance déjà ancienne de ces derniers à prendre des initiatives sur le terrain en

¹ Les principaux *Shinatsū* étaient tous diplômés de l'Académie de l'armée de terre (*rikugun daigakkō* 陸軍大学校), établissement d'élite par lequel passaient les meilleurs cadets de l'École d'officiers de l'armée de terre (*rikugun shikan gakkō* 陸軍士官学校). Devenir un *Shinatsū* – choix qui supposait notamment de prendre le chinois comme langue principale pendant ses études – n'était pas considéré comme la voie royale. Voir Kitaoka Shin'ichi, « Army's China Specialists », in P. Duus *et al.*, *The Japanese Informal Empire in China, 1895-1937*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1989, p. 330-368. « The best officers in the Imperial Army went to western posts, particularly Germany and Russia. To be posted to China was a black mark on one's career, a sign that an officer was not suited to learn from German methods or prepare for the real war to come against the Soviets. » (Barnhart, « Japanese Intelligence Before the Second World War », art. cit., p. 432).

² Outre la Section Chine (*Shinaka* 支那課), c'est-à-dire la 7^e section du 2nd bureau de l'état-major (chargé du renseignement extérieur par opposition au 1^{er} bureau consacré aux opérations militaires), les *Shinatsū* étaient amenés, avant-guerre, à occuper des postes dans les différents corps stationnés en Chine (Garnison de Chine, Armée du Guandong, Corps expéditionnaire de Hankou et Corps de garde de Qingdao), mais aussi comme attaché militaire auprès de la légation de Beijing (*Chūgoku kōshikan zuki bukan* 中国公使館付武官), ainsi qu'à Shanghai, Jinan, Nanjing, Fuzhou, Canton et Hankou, ou encore, à la fin de la période, dans les différents Bureaux des services spéciaux (*tokumubu*).

³ Dans le cas de Sasaki, ce sentiment de trahison fut provoqué par son arrestation humiliante par des soldats chinois en mai 1928. Voir Samuel Guex, « Les "Spécialistes de la Chine" et l'armée impériale : le cas de Sasaki Tōichi », *Ebisu*, n°35, printemps-été 2006, p. 139-155. Cette « trahison » de 1928 rappelait celle de 1912, lorsque les « aventuriers du continent » ayant aidé les révolutionnaires avaient déchanté suite au rapprochement de Sun Yat-sen avec les Occidentaux.

plaçant leur hiérarchie devant le fait accompli se renforça. Incarnée par un Doihara Kenji, cette tendance atteint son apogée avec l'Incident de Mandchourie en 1931.

Parmi ces « nouveaux *Shinatsū* », un groupe plus jeune, que l'on peut considérer comme formant une troisième génération, commença à occuper des postes importants dans les années 1930. Possédant une expertise plus poussée encore sur la Chine pour être passés par le système de formation des « Chercheurs sur la Chine » (*Shina kenkyūin* 支那研究員) mis en place par l'armée entre 1922 et 1936, ces officiers avaient pour points communs de ne pas avoir baigné dans la politique des seigneurs de la guerre et de ne pas avoir vécu la « trahison » de 1928. Principal représentant de cette génération, Kagesa Sadaaki éprouva ainsi d'emblée une grande méfiance à l'égard du GMD¹. Partisans de la « ligne dure » vis-à-vis de la Chine, certains de ces officiers évoluèrent cependant dans la seconde moitié des années 1930, sous l'influence d'Ishiwara Kanji, jusqu'à remettre en cause la politique du *bunji gassaku*.

Outre Kagesa, une telle évolution est visible chez *Okada Yūji 岡田西次, lui aussi un *Shinatsū* ayant joué un rôle de premier plan dans le gouvernement de Wang Jingwei et qui a laissé plusieurs textes à ce sujet. Dans sa préface aux Mémoires d'Okada, *Matsumoto Shigeharu 松本重治 souligne le soutien de ce dernier à l'« idéologie du Fleuve bleu » (*Chōkō ideorogī* 長江イデオロギー) depuis son premier séjour en Chine en 1935, lorsqu'il fut chargé par la Section Chine de visiter le pays pour rédiger un rapport sur son économie². Selon Okada lui-même, cette « idéologie » partagée par de nombreux Occidentaux et Japonais résidant en Chine était favorable à la politique de réunification de la Chine mais réprouvait son contenu antijaponais. Elle était violemment attaquée par les militaires japonais de Chine du Nord favorables au *bunji gassaku* qui préféraient traiter avec des potentats locaux plutôt qu'avec le pouvoir nationaliste³. De fait, dans un article publié après son premier séjour en Chine, Okada avait décrit en termes favorables la politique de réunification du gouvernement de Nanjing à travers l'exemple de la grande réforme monétaire lancée en novembre 1935, qui visait notamment à empêcher le morcellement des provinces du Nord dans le contexte, on l'a vu, du mouvement autonomiste orchestré par Doihara⁴. Cette marche vers l'unification, explique Okada, n'était pas seulement imposée par la dictature

¹ D'une manière plus générale, le mépris des *Shinatsū* à l'égard du GMD en général et de Jiang Jieshi en particulier explique qu'ils aient sous-estimé les capacités de résistance de son armée alors même que l'intelligence du Japon sur la question reposait sur leur expertise.

² Okada Yūji, *Nitchū sensō urakataki* 日中戦争裏方記 (Les coulisses de la guerre sino-japonaise), Tōyō keizai shinpōsha, 1974, p. 2. Nous faisons ici une exception à notre règle sur l'appellation du Yangzi (voir Conventions d'écriture), car l'opposition analysée par Matsumoto entre Chine du Nord et Jiangnan renvoie à celle entre « Chine jaune » et « Chine bleue ».

³ *Ibid.*, p. 41.

⁴ Okada, « Shina tōitsu keikō to taishi saininshiki : toshi dai ichi inshō 支那統一傾向と対支再認識: 渡支第一印象 (Tendance à l'unification de la Chine et réévaluation de la politique à l'égard de la Chine : premières impressions de mon voyage en Chine) », Tōyō Keizai shinpō, 3 oct. 1936, in Idem, *Nitchū sensō urakataki, op. cit.*, p. 357-363.

militaire de Jiang Jieshi mais portée par un véritable nationalisme populaire qu'il ne fallait pas sous-estimer. Il s'en prend à ceux, au Japon, qui considéraient de manière erronée que la Chine constituait une exception dans un monde où soufflait un vent de nationalisme et qui, pour cette raison, prônaient une politique visant à abattre le gouvernement central en « utilisant des seigneurs de la guerre locaux au moyen de stratagèmes »¹. D'un autre côté, il déplore que Jiang Jieshi subordonne la reconstruction économique aux questions militaires, prenant pour exemple le fait que le Comité économique national (*quanguo jingji weiyuanhui* 全國經濟委員會) soit placé sous les ordres du Comité des affaires militaires (*junshi weiyuanhui* 軍事委員會)². Or, cette organisation transétatique dirigée par Song Ziwen fut, au début des années 1930, la principale institution à travers laquelle Wang Jingwei et Chen Gongbo cherchèrent à imposer une politique économique spécifique³. Ce serait faire un raccourci que d'affirmer que cet article de 1936 annonçait la collaboration entre Okada et Wang Jingwei à partir de 1940. On ne peut toutefois nier qu'une proximité intellectuelle existait entre les deux hommes qui explique sinon le choix de nommer Okada conseiller économique, du moins sa longévité à ce poste qu'il occupa jusqu'à la fin de la guerre.

Le fait qu'Okada ait écrit cet article avant-guerre atteste du fait qu'il avait une conception de la Chine différente de celle alors dominante dans l'armée. Des divergences existaient donc parmi les *Shinatsū* quant à la forme politique que devait prendre la Chine. Il serait faux néanmoins d'opposer trop nettement cette « idéologie du Fleuve bleu », favorable à un gouvernement central fort (à condition qu'il ne soit pas antijaponais), à une « idéologie nordiste » prônant le *bunji gassaku*. Le cas de Doihara montre bien que la frontière entre ces différentes conceptions était souvent floue et mouvante : alors même qu'il était le *Shinatsū* ayant le plus œuvré au morcèlement de la Chine du temps où il était sur le terrain (en Manchourie puis en Chine du Nord), Doihara tentait, fin 1938, de faire taire les revendications autonomistes de l'Armée régionale de Chine du Nord pour imposer Wu Peifu à la tête d'un gouvernement central. Cette évolution résultait sans doute moins d'un examen de conscience que de la carrière militaire : nommé à un poste taillé pour lui, afin de centraliser la politique de collaboration, Doihara n'avait plus les mêmes priorités que lorsqu'il intriguait à l'échelle locale⁴. Par ailleurs, l'idée selon

¹ *Ibid.*, p. 358. Dans ses Mémoires, Okada explique que cette attaque frontale contre la politique de *bunji gassaku* allant à l'encontre de l'opinion dominante alors au Japon, il avait dû renoncer à donner une suite à cet essai qui était initialement conçu comme le premier d'une série d'articles sur le sujet (*ibid.*, p. 357).

² *Ibid.*, p. 361.

³ Voir Margherita Zanasi, *Saving the Nation: Economic Modernity in Republican China*, Chicago, University of Chicago Press, 2006, notamment le chap. 3.

⁴ Nous trouverons la confirmation de cette analyse dans les mots d'un autre *Shinatsū*, Shibayama Kaneshirō, qui, après avoir agi en faveur du morcèlement de la Chine lorsqu'il était en poste à Hankou, déclara vouloir consacrer toute son énergie à la réunification du pays après sa nomination comme conseiller militaire suprême du gouvernement de Wang Jingwei (voir la partie 4.1.1.2). Zhou Fohai réagit à cette promesse sur un ton

laquelle le groupe de Japonais à l'origine du gouvernement de Wang Jingwei mené par Kagesa aurait défendu une politique chinoise d'une nature différente – la thèse de la « sincérité » adoptée on l'a vu par les historiens japonais et qui leur fut reprochée en Chine – est en partie une construction *a posteriori* issue des témoignages de ces acteurs après-guerre, dont l'une des raisons d'être était précisément d'absoudre leurs auteurs en les présentant comme des partisans sincères de la paix. Du reste, la critique émise contre le *bunji gassaku* par Okada n'était pas exceptionnelle pour l'époque. En effet, la théorie selon laquelle « la Chine n'est pas un État » était perçue par beaucoup de Japonais comme passéiste et se voyait opposer une conception « moderniste » de la Chine. Celle-ci n'était, pour autant, pas favorable au gouvernement de Jiang Jieshi, considéré comme un frein pour la modernisation du pays car dictatorial¹. Wang Jingwei, à l'inverse, apparaissait, on l'a dit, davantage comme un démocrate. Dans un cas comme dans l'autre, l'objectif final demeurait le même : obtenir de la Chine qu'elle adopte une politique plus favorable à l'égard du Japon.

Ces discussions internes du camp japonais trouvèrent leur expression publique dans le discours tenu par les collaborateurs chinois et suscitèrent l'ébauche d'une constitution.

2.2.2.3. La République confédérale chinoise non advenue

Ce fut notamment le cas des dirigeants du Gouvernement réformé de Nanjing, que le projet enthousiasmait manifestement plus que leurs homologues du Nord. Le 23 novembre 1938, le président du Yuan législatif du Gouvernement réformé, Wen Zongyao, reprit presque mot pour mot le mémorandum de Tōwaki devant un groupe de journalistes japonais, expliquant que la Chine étant un grand pays aux coutumes diverses, une organisation confédérale était préférable à une unification sous un gouvernement central. Il dressa, par ailleurs, le profil type du président idéal pour ce gouvernement (caractère, carrière, expérience et confiance de la population) tout en affirmant qu'il était trop tôt pour donner un nom, bien qu'il ait déjà une idée sur la question². À l'occasion de sa venue à Beijing pour une session du Conseil d'union début décembre, Wen réitéra ces propos, affirmant de manière catégorique que la formation prochaine du gouvernement confédéral était chose sûre. Il argua des problèmes de transport en Chine qui rendait selon lui difficile une administration centrale et donc nécessaire le système du *bunji gassaku*. En ce qui

désabusé : « Les Japonais sont tous pareils ! Ils changent d'avis en changeant de poste [*Riren yin renwu bu tong, zhuzhang ji yi, jun ru ci ye* 日人因任務不同, 主張即異, 均如此也!] » (ZR, 26 avril 1943, p. 738).

¹ Tobe, « Nihonjin wa Nitchū sensō... », art. cit., p. 23 sq.

² « Horensai ga hitsuyō On Sōgyō inchō wa kataru 邦聯制が必要 温宗堯院長は語る (Le système confédéral est nécessaire déclare Wen Zongyao) », AS, 24 nov. 1938, p. 2.

concernait le nom du futur régime (« gouvernement central » ou « conseil gouvernemental »), il ferait l'objet d'une décision sous peu¹.

Le 16 février 1939, le *Asahi* consacra sa Une à la future « république confédérale [*hōren kyōwa* 邦聯共和] » qui, bien que « fondée sur le *bunji gassaku* » était présentée comme marquant une « nouvelle ère historique dans l'unification du pays »². Le choix de la forme confédérale résultait « des nombreuses recherches menées par les hommes politiques de Chine centrale et du Nord ». Les institutions du futur gouvernement étaient décrites sous la forme d'une ébauche de Constitution. Le chef de l'État (*dazongtong* 大總統) serait nommé par un Conseil confédéral (*banglian canyihui* 邦聯參議會) pour exercer un mandat limité dans le temps. Les régimes du « Mengjiang, de Chine du Nord, de Chine centrale et de Chine du Sud » disposeraient d'un « haut degré d'autonomie » et d'une représentation au sein du Conseil confédéral. En effet, chaque province enverrait un délégué au Conseil « représentant directement la population de sa province », de sorte que les « différents régimes locaux seront représentés indirectement ». Comme ces « régime ne couvrent chacun pas le même nombre de provinces, le poids de leur représentation est donc lui aussi inégal ». Autrement dit, ce Conseil confédéral devait permettre de résoudre le problème du découpage territorial encore présent, on l'a vu, dans le mémorandum de Tōwaki. Tout en conservant le découpage de fait des gouvernements de collaboration régionaux, épousant la division de l'armée japonaise en corps autonomes, ce Conseil prenait en compte un découpage provincial inspiré du mouvement fédéraliste chinois. Si, poursuivait l'article, l'opinion dominante était favorable à ce que les revenus des douanes maritimes reviennent au gouvernement central, les impôts sur les marchandises (*tongshui* 統稅) et sur le sel (*yanshui* 鹽稅), qui constituaient les deux grandes sources de revenu, seraient du ressort des gouvernements locaux³.

La première tentative de centralisation de l'État d'occupation ne prit donc pas la forme d'États-Unis de Chine présidés par Wu Peifu. Bien que régulièrement invoquée, la Constitution fédérale américaine était contraire à l'idéologie confédérale du *bunji gassaku*. Privilégiant un gouvernement central faible, cette dernière était par ailleurs hostile à la candidature de Wu Peifu, lui préférant des politiciens locaux sans poids militaire. Cette ébauche de Constitution confédérale disparut toutefois avec l'avènement du Mouvement de paix, qui vit le groupe de Wang Jingwei

¹ « Hōrensei no jitsugen, sudeni ketteiteki Ishinseifu, On Sōgyō shi dan 邦聯制の実現、既に決定的 維新政府、温宗堯氏談 (La réalisation du système confédéral est décidée ; discussion avec Wen Zongyao du Gouvernement réformé) », *AS*, 3 déc. 1938, p. 2.

² « Chūō seifu no kihon keishiki, hōren kyōwa sei ni kiitsu su 中央政府の基本形式、邦聯共和制に帰一す (Le gouvernement central prendra la forme d'une république confédérale) », *AS*, 16 fév. 1939, p. 2.

³ *Ibid.*

conditionner sa collaboration au retour de l'État nationaliste – ou tout du moins de sa forme – en Chine occupée.

2.3. Deuxième phase : la formation du gouvernement de Wang Jingwei

2.3.1. De Chongqing à Shanghai : la genèse du Mouvement de paix

Les circonstances dans lesquelles un groupe de dirigeants nationalistes, mené par Wang Jingwei, quitta secrètement Chongqing en décembre 1938 et se prononça publiquement en faveur de la recherche d'un accord de paix avec le Japon, avant de lancer, depuis Shanghai, les préparatifs qui aboutirent, le 30 mars 1940, à l'inauguration d'un nouveau gouvernement collaborateur, est l'aspect le plus traité par les travaux sur la collaboration¹. Plutôt que de revenir en détail sur cette genèse déjà bien connue, nous en proposerons ici une synthèse permettant de comprendre les spécificités du groupe de Wang Jingwei par rapport aux autres acteurs chinois de l'État d'occupation².

2.3.1.1. Ton bas contre ton haut

Au début de la guerre, plusieurs membres du régime nationaliste qui se voulaient réalistes face à la menace japonaise prirent l'habitude de se réunir chez Zhou Fohai. Membre fondateur du PCC en 1921, Zhou avait rejoint les rangs du GMD où il était devenu un proche de Jiang Jieshi et un anticommuniste fervent. Adversaire politique de Wang Jingwei dans les luttes de factions du Parti, Zhou se rapprocha de ce dernier au début de la guerre. Tous deux partageaient le sentiment que la politique du Généralissime menait la Chine à sa perte. Adeptes d'une histoire téléologique de la collaboration, les historiens chinois voient dans ce « club du ton bas » (*didiao julebu* 低調俱樂部) réuni chez Zhou, la matrice du futur régime collaborateur de Nanjing³. Or, il s'agissait plutôt, à ce stade (automne et hiver 1937), de réunions informelles entre partisans de la paix que d'une société secrète complotant en faveur de l'ennemi. À la tête du bureau de la propagande du GMD (*xuanchuanbu* 宣傳部), Zhou Fohai cherchait, par ailleurs, à lutter contre la diffusion des idées communistes. La principale crainte des partisans d'un compromis avec le Japon était, en

¹ Voir notamment ceux de John H. Boyle (1972), Gerald Bunker (1972), Liu Jie (1995) ou encore Shao Ming-huang (1989, etc.). Une partie de notre mémoire de master est consacrée à ce sujet (Serfass 2009, chap. 2). La présente synthèse reprend, en les modifiant, plusieurs passages de notre article de 2015, lui-même tiré de ce mémoire (« Résister ou négocier face au Japon », art. cit.).

² Outre les travaux susmentionnés, nous renvoyons le lecteur à l'Annexe 3 dans lequel sont présentés les itinéraires respectifs des membres du groupe de Wang, durant l'année charnière de 1939 (voir, en particulier, les notices de Wang Jingwei et de Zhou Fohai).

³ Ce nom viendrait d'une boutade du célèbre intellectuel Hu Shi 胡適 (1891-1962) qui remarqua que le « ton bas » des habitués, dont il était, contrastait avec le « ton haut » (*gaodiao* 高調) des va-t-en-guerre (*SWHB*, p. 117). Wang Jingwei ne participa jamais à ces réunions.

effet, qu'une guerre prolongée ne permette au PCC de supplanter le GMD ; seul point sur lequel l'Histoire leur donna raison¹.

Le 14 janvier 1938, Zhou fonda l'Association de recherche en art et littérature (*yiwén yánjiúhuì* 藝文研究會) avec l'aide de Tao Xisheng ; un proche de Wang Jingwei qui favorisa le rapprochement entre Wang et Zhou. Autorisé par Jiang Jieshi, ce projet devait être chapeauté par Wang. Outre la lutte contre les idées communistes, il visait à façonner l'opinion de manière à ce qu'elle laisse au gouvernement le choix entre la résistance et les négociations de paix². L'Association publia ainsi des articles qui opposaient la raison (les négociations) aux émotions (la résistance fleur au fusil)³. Parmi ses différentes antennes, celle de Hongkong servit de cadre aux activités de Gao Zongwu, chef du service Asie du ministère des Affaires étrangères, à qui Jiang avait donné pour mission de rassembler des informations sur le Japon et de prendre contact avec des représentants du camp adverse⁴. Les rapports de Gao alimentaient un « cercle de conseil » (*cányìshì* 參議室) au service du Comité des Affaires militaires (*jūnshì wéiyuánhui* 軍事委員會) dirigé par Jiang⁵. Ces échanges réguliers permirent la formation d'un groupe d'« avocats de la paix » autour de Wang Jingwei.

Ce dernier avait tenté à plusieurs reprises de convaincre Jiang de négocier la paix, notamment après s'être entretenu avec Zhou Fohai le 30 août 1937. À leur grand désespoir, cependant, le Généralissime avait toujours refusé⁶. La proximité entre Wang et Zhou se renforça dans le cadre semi-officiel de l'Association de recherche en art et littérature, dont les membres formèrent, sous la houlette du second puis du premier, le groupe à l'origine du Mouvement de paix. Chacun d'eux disposant toutefois d'une certaine marge de manœuvre, ils purent prendre des initiatives indépendamment de Wang. Menée par Gao Zongwu, la prise de contact et les négociations secrètes avec le Japon au cours de l'année 1938 se firent en trois grandes étapes.

¹ Notons que cette crainte était partagée par Jiang Jieshi, qui finança les activités anticommunistes de Zhou en 1938. Comme pour beaucoup de « facteurs explicatifs » du choix de la collaboration (séjour d'étude au Japon et admiration pour ce dernier, politique de compromis dans les années 1930, nationalisme anti-anglosaxon), l'anticommunisme était une caractéristique partagée par beaucoup de dirigeants qui ne firent pas ce choix.

² Voir la lettre de Tao expliquant à Hu Shi, fin 1938, la genèse du Mouvement de paix (Hu Shi, *Hu Shi mizang shuxin xuan* 胡適秘藏書信選 (Sélection de lettres secrètes de Hu Shi), Taipei, Yuanjing chubanshe, 1982, p. 170). Sur la « diplomatie » secrète entre Tokyo et Chongqing, voir la partie 1.2.2.

³ Huang Meizhen, Zhang Yun, *Wang Jingwei jituan panguo toudi ji* 汪精衛集團叛國投敵記 (Chronique de la trahison et de la collaboration avec l'ennemi de la clique de Wang Jingwei), [1987], Henan, Henan renmin chubanshe, 1992, p. 44-45.

⁴ Shao Minghuang, « Zhidao huxue midang », art. cit., p. 185.

⁵ Chen Tsun-kung 陳存恭, Yin Wenquan 尹文泉 (dir.), *Tao Xisheng xiansheng fangwen jilu* 陶希聖先生訪問記錄 (Entretiens avec Tao Xisheng), Taipei, Guofangbu shizhengbianyiju, 1994, p. 69.

⁶ *ZR*, p. 65.

Premiers contacts avec le Japon (janvier-juillet 1938)

En janvier 1938, Gao envoya son adjoint Dong Daoning à Shanghai pour qu'il cherche à obtenir les conditions de paix précises exigées par le Japon dans le cadre de la médiation Trautmann¹. Entre le 26 février et le 10 mars 1938, Dong Daoning effectua un séjour au Japon au cours duquel il rencontra notamment le colonel Kagesa Sadaaki, qui dirigeait alors la Section propagande et stratégie (*senden bōryaku ka* 宣伝謀略課) au sein du 2nd Bureau de l'État-major central. L'une des conditions transmises à Dong pour que des négociations soient possibles était que Jiang Jieshi démissionne. De retour en Chine, Dong fit son rapport à Gao qui le présenta à Zhou Fohai, Wang Jingwei et Jiang Jieshi².

La deuxième étape prit la forme d'un nouveau séjour au Japon qu'effectua Gao Zongwu lui-même entre le 23 juin et le 9 juillet 1938. Gao put notamment s'entretenir avec le premier ministre Konoé ainsi qu'avec ses ministres des Affaires étrangères (Ugaki Kazushige) et de la Guerre (Itagaki Seishirō). Il annonça d'emblée qu'ayant démissionné de son poste au ministère des Affaires étrangères, il ne représentait pas le gouvernement chinois. Les termes d'un éventuel accord de paix lui furent transmis, parmi lesquels la démission des principaux dirigeants chinois ou encore la reconnaissance du Manzhouguo³. Lorsque Jiang Jieshi prit connaissance du rapport de Gao, il fut pris d'une grande colère et ordonna que soit dorénavant coupé tout contact avec lui⁴. Amorcé avec les activités de l'Association de recherche en art et littérature qui, tout en étant tolérées par Jiang, allaient à l'encontre de la politique du régime nationaliste, le détachement du GMD du groupe de Zhou Fohai et Gao Zongwu se matérialisa avec la décision du Généralissime de rompre avec Gao.

À mesure de l'avancée des troupes nippones, la position des partisans de la paix et de ceux refusant tout compromis s'accroissait. Le 21 octobre 1938, Wang Jingwei déclara à l'agence Reuters qu'il était prêt à négocier la paix si les conditions japonaises ne portaient pas préjudice à

¹ Shao Minghuang, « Gao Zongwu dui Ri mouhe huodong 高宗武對日謀和活動 (Les négociations de paix avec le Japon menées par Gao Zongwu) », in *Zhongyang yanjiuyuan jindaishi yanjiusuo, Jindai Zhongguo lishi renwu lunwenji* (Recueil d'articles sur les personnalités historiques de la Chine moderne), Taipei, Zhongyang yanjiuyuan jindaishi yanjiusuo, 1993, p. 402. Sur cette médiation, voir la partie 1.2.2.2.

² Shao Minghuang, « Zhidao huxue midang », art. cit., p. 185. Le voyage de Dong aurait été autorisé par Gao (*ibid.* ; *WZQS*, p. 234). Pourtant, l'un des principaux témoignages dont on dispose du côté japonais sur cet épisode montre que Gao fut placé devant le fait accompli (Matsumoto Shigeharu, *Shanghai jidai : jānarisuto no kaisō* 上海時代 : ジャーナリストの回想 (Mes années à Shanghai : les Mémoires d'un journaliste), Chūo kōron sha, 1975, vol. 3, p. 269). L'omission de ce détail, qui contredit l'idée d'un complot des « traîtres » minutieusement préparé, est d'autant plus flagrante dans *WZQS*, que cet ouvrage s'appuie principalement sur les mémoires de Matsumoto pour faire le récit de cet épisode.

³ Shao Minghuang, « Gao Zongwu zhanshi sifang Riben tanhe midang », art. cit., p. 113-133.

⁴ Yang Kuisong 楊奎松, « Jiang Jieshi kangri taidu zhi yanjiu : yi kangzhan qianqi zhongri mimi jiaoshe wei li 蔣介石抗日態度之研究: 以抗戰前期中日秘密交涉為例 (Étude de l'attitude de Jiang Jieshi dans la résistance contre le Japon : le cas des négociations secrètes sino-japonaises au début de la Guerre de résistance) », *Kangri zhanzheng yanjiu*, 2000, n° 4, p. 68.

la Chine. Le même jour, l'armée impériale entra dans Canton avant de s'emparer de Wuhan, six jours plus tard. La pression sur les « avocats de la paix » se fit plus forte. Réuni à Chongqing pour sa deuxième session, le Conseil politique du peuple (*guomin canzhenghui* 國民參政會) reçut, le 28 octobre, un télégramme du représentant de Singapour, Chen Jiageng 陳嘉庚 (Tan Kah Kee, 1874-1961), proposant que soit voté un texte déclarant que « tant que l'ennemi ne se sera pas retiré du territoire national, tout représentant de l'État se déclarant en faveur de la paix sera considéré comme un traître à la patrie [*hanjian guozei* 漢奸國賊] »¹. Après avoir fini la lecture du télégramme, le président du Conseil, qui n'était autre que Wang Jingwei, serait devenu blême en voyant le texte voté avec enthousiasme par ses collègues².

Ayant pris connaissance des discussions qui se poursuivaient entre Gao Zongwu et les Japonais, Wang décida, le 30 octobre, de se faire représenter par Gao lors des négociations qui se tinrent du 12 au 20 novembre au Chongguangtang 重光堂, dans le quartier japonais de Shanghai³. Entretemps, Konoé avait prononcé, le 3 novembre, un discours dans lequel il revenait sur sa déclaration du 16 janvier en acceptant de traiter avec le GMD, à condition que sa direction soit remaniée.

C'est sur les engagements pris à Shanghai que Wang Jingwei fonda son choix de faire défection. L'écart important qui exista entre ces engagements et la réalité du Mouvement de paix montre combien il importe de replacer chaque décision prise par les futurs collaborateurs dans leur contexte précis, afin d'être en mesure de comprendre le cheminement par lequel des dirigeants nationalistes acceptèrent, d'abord, de contester la politique de résistance de Chongqing, puis, dans un second temps, de fonder en zone occupée un gouvernement collaborateur⁴.

¹ Cité par Shao Minghuang, « Wang weizhengquan zhi jianli ji fuwang », *op. cit.*, p. 44.

² Shao Minghuang s'appuie sur les mémoires du délégué d'outre-mer en question publiés en 1946 (*ibid.*). Outre qu'il n'était pas présent ce jour-là, Chen Jiageng avait tout intérêt à se présenter comme celui qui avait poussé Wang à laisser paraître sa trahison. Ce témoignage *a posteriori* n'est donc pas d'une grande valeur, sinon qu'il traduit l'atmosphère de surenchère qui régnait à l'époque (le texte de loi voté ce jour-là en est, lui, la preuve bien tangible).

³ Shao Minghuang, « Gao Zongwu dui Ri mouhe huodong », *art. cit.*, p. 408-409. Gao affirma dans les années 1960 que Wang n'était pas au courant (Bunker, *The Peace Conspiracy*, *op. cit.*, p. 97 et 101). Si on ne voit pas très bien quel intérêt il avait de mentir, sinon pour ne pas passer pour un agent de Wang, est-il plausible qu'il ait préparé sa défection sans que ce dernier soit au courant ? Certes, Wang ne savait sans doute que ce que Zhou voulait bien lui dire des activités de Gao. Zhou lui-même déclara qu'il s'agissait d'une initiative de Gao, dont Wang n'avait pas eu connaissance avant que la rencontre n'ait lieu (*SWHB*, p. 117).

⁴ Nous reprenons, dans la partie suivante, un passage de notre mémoire de Master, car il nous semble important de préciser quels furent ces engagements (Serfass, « Le Guomindang en 1938 », *op. cit.*, p. 55-59).

2.3.1.2. Les négociations du Chongguangtang (novembre 1938)

Ces négociations se déroulèrent en deux parties : une réunion préparatoire du 12 au 14 novembre puis des négociations à proprement parler, du 19 au 20 novembre¹. La partie chinoise était représentée par Gao Zongwu et Mei Siping. Face à eux, le camp japonais avait pour représentants Imai Takeo assisté d'Itō Yoshio 伊藤芳男². Zhou Longxiang, Nishi Yoshiaki et Inukai Ken assistèrent, à leurs côtés, aux négociations³. Les réunions préparatoires, du 12 au 14 novembre portèrent sur un texte intitulé « Projet d'action de la partie chinoise » (*Zhongguo fangmian de xingdong jihua* 中國方面的行動計劃)⁴ prévoyant trois étapes :

(1) après avoir abouti à un accord sur les « conditions réglant la paix » (*heping jiejie tiaotian* 和平解決條件), et une fois le texte de cet accord approuvé par le gouvernement japonais, Wang Jingwei trouverait un prétexte pour se rendre à Kunming puis, de là, à Hongkong en passant par Hanoï, accompagné de Chen Gongbo et de Tao Xisheng. Le gouvernement japonais rendrait alors publiques les « conditions réglant la paix », suite à quoi Wang ferait une déclaration dans laquelle il romprait avec Jiang Jieshi et lancerait un appel en faveur d'un mouvement de paix à destination de la population. Au même moment, le Yunnan proclamerait son « indépendance en opposition à Jiang » (*fanJiang duli* 反蔣獨立) suivi par les troupes du Sichuan ;

(2) le Mouvement de paix établirait ensuite un gouvernement indépendant et une nouvelle armée en zone libre (dans le Yunnan et le Sichuan) et, une fois que l'armée japonaise se serait retirée du Guangdong et du Guangxi, le « nouveau gouvernement » (*xin zhengfu* 新政府) de Wang Jingwei couvrirait quatre provinces ;

(3) ce « nouveau gouvernement » mènerait une politique de « coopération » avec le Japon, mettrait en place les principes du « nouvel ordre en Asie orientale » et s'entourerait de conseillers militaires japonais⁵.

Les négociateurs discutèrent ensuite de deux textes préparés depuis la fin de l'été à Hongkong. Gao et Mei se dirent en accord avec le premier document, intitulé « Traité secret d'alliance sino-japonais » (*Rihua mimi tongmeng tiaoyue* 日華秘密同盟條約), mais refusèrent de l'approuver formellement sans l'accord de Wang Jingwei. Intitulé « Politique du nouveau gouvernement à l'égard du Japon » (*xinzhengfu de duiri zhengce* 新政府的對日政策), le second texte correspondait aux « conditions réglant la paix » mentionnées par le premier point du « Projet

¹ La nature des discussions qui se tinrent durant cette période est principalement connue grâce au rapport officiel rédigé par Imai Takeo à l'issue de la conférence (Shao Minghuang, « Gao Zongwu dui Ri mouhe huodong », art. cit., p. 410). Nous nous appuyons sur le résumé en chinois que propose Shao Minghuang de ce rapport (dans sa thèse de 1989 et dans son article de 1993). On le trouvera reproduit en deux exemplaires dans *WJT*, p. 282-289 et 290-297. Le premier est celui tel qu'il a été publié par Imai lui-même dans ses mémoires, le second est l'original conservé dans les archives du Gaimushō.

² On sait peu de choses d'Itō. Diplômé de l'Université de Londres, il avait obtenu, grâce à l'appui de Matsuoka, un poste de représentant officieux du Manzhouguo à Nanjing avant-guerre. Cette position le rendant *persona non grata* aux yeux du Gouvernement nationaliste, il était devenu, avec l'aide de Nishi Yoshiaki, employé du bureau local de la Mantetsu (Bunker, *The Peace Conspiracy*, op. cit., p. 72). Après la fondation du gouvernement de Wang Jingwei, il occupa des fonctions à l'ambassade du Manzhouguo à Nanjing, comme responsable des échanges commerciaux (« Chūka Manshūkoku taishikan jinji 駐華滿州国大使館人事 (Le personnel de l'ambassade du Manzhouguo en Chine) », *AS*, 17 janv. 1941, p. 2).

³ Shao Minghuang, « Gao Zongwu dui Ri mouhe huodong », art. cit., p. 409.

⁴ Nous reprenons la traduction contemporaine chinoise des différents titres.

⁵ Les points de ce projet sont tirés du journal de Zhou Fohai sur lequel s'appuie Shao Minghuang (« Wang weizhengquan zhi jianli ji fuwang », op. cit., p. 47-48).

d'action de la partie chinoise ». En attendant l'approbation définitive de leurs supérieurs, les négociateurs approuvèrent provisoirement les six conditions devant apparaître dans l'accord de paix :

- (1) une alliance sino-japonaise contre le communisme basée sur le pacte anti-Komintern signé entre l'Allemagne et le Japon ;
- (2) la reconnaissance du Manzhouguo par la Chine ;
- (3) la reconnaissance par la Chine du droit des Japonais de résider et d'exercer un commerce sur son territoire en échange de quoi, le Japon promettait de réfléchir à la suppression de ses privilèges extraterritoriaux et à la rétrocession de ses concessions ;
- (4) la mise en place d'une coopération (*hezuo* 合作) économique sur un pied d'égalité ;
- (5) le droit pour les troupes nippones de stationner en Mongolie intérieure pour une période donnée ;
- (6) le retrait des troupes japonaises des territoires occupés à l'exception de la Mongolie intérieure, après la mise en place des conditions de paix, puis leur retrait total une fois le calme rétabli en Chine.

Avant de se séparer, les deux camps revinrent notamment sur le problème des gouvernements de Beijing et de Nanjing. Ils décidèrent que ces gouvernements seraient dissous après la création du « nouveau gouvernement »¹.

Le 15 novembre 1938, Imai Takeo et ses assistants rapportèrent les documents à Tokyo et revinrent le lendemain accompagnés de Kagesa Sadaaki. À la reprise des négociations, le 19 novembre au soir, le camp japonais apporta quelques modifications au texte discuté les jours précédents. Kagesa et Imai s'appuyaient non pas sur ce texte mais sur le projet de « Orientations pour l'ajustement des nouvelles relations sino-japonaises » (*Nisshi shin kankei chōsei hōshin* 日支新關係調整方針) en discussion à Tokyo depuis la fin du mois d'août 1938². Finalement, un accord en trois parties fut signé le 20 novembre. Il regroupait, sous le nom d'« Accords secrets du Chongguangtang » (*Chongguangtang miyue* 重光堂密約), les « Notes de l'accord sino-japonais » (*Rihua xieyi jilu* 日華協議記錄) accompagnées de deux documents annexes : les « Points de concession des notes de l'accord sino-japonais » (*Rihua xieyi jilu liangjie shixiang* 日華協議記錄諒解事項) et les « Clauses secrètes de l'accord sino-japonais » (*Rihua mimi xieyi jilu* 日華秘密協議記錄).

Le premier document reprenait les six conditions discutées au début de la conférence en y ajoutant certains détails. Ainsi le cinquième point (le stationnement des troupes japonaises en Mongolie intérieure) était fusionné avec le premier et remplacé par l'obligation pour la Chine de compenser les dommages subis par le Japon en échange de quoi le Japon s'engageait à ne pas demander d'indemnités de guerre. Autre modification : la coopération économique (troisième point) donnait

¹ *Ibid.* Considérant que les Gouvernements provisoire et réformé étaient des régimes fantoches, Gao Zongwu et Mei Siping refusèrent, dans un premier temps, qu'ils fusionnent avec le gouvernement de Wang et exigèrent leur dissolution. Arguant que le Japon entretenait des liens d'amitiés avec ces gouvernements locaux, les émissaires japonais refusèrent de s'engager sur ce point. Finalement, un compromis fut trouvé : leur dissolution ferait l'objet de négociations directes entre eux et le groupe de Wang, sans que le Japon ne prenne parti (Liu Jie, *Nitchū sensō...*, *op. cit.*, p. 348).

² Il s'agissait du projet rédigé par le colonel Horiba Kazuo déjà évoqué (voir la partie 1.3.1.2).

au Japon la priorité, dans l'exploitation des ressources minières notamment. Par ailleurs, le retrait total des troupes japonaises était fixé à deux ans à compter du rétablissement du calme en Chine. Ces six conditions étaient encadrées par les trois principes du « Nouvel ordre » (relations amicales entre les deux pays, lutte commune contre les Communistes et coopération économique)¹ et par l'engagement pris par Wang de faire défection.

Le premier document annexe précisait certains points de l'accord et contenait la promesse que le Japon viendrait en aide aux victimes civiles de la guerre. Le second prévoyait une coopération militaire contre l'URSS, une aide du Japon dans la suppression des traités inégaux ou encore la nomination de dirigeants adaptés à cette nouvelle politique (*weipai biyao de weiyuan* 委派必要的委員).²

Après avoir signé les documents de l'accord, les négociateurs japonais offrirent à leurs homologues chinois le brouillon de la déclaration que ferait le premier ministre japonais au lendemain de la défection de Wang Jingwei³. Lors de ces deux journées de négociations finales, Gao Zongwu et Mei Siping précisèrent les conditions dans lesquelles se feraient la défection et l'établissement du nouveau régime. Ils demandèrent que les troupes japonaises protègent d'une attaque de Chongqing les régions du Sichuan et du Yunnan où serait basé le gouvernement de Wang, que les régimes de Nanjing et de Beijing soient dissous et, enfin, que Tokyo n'apporte pas tout de suite un soutien excessif à Wang Jingwei, afin d'éviter qu'il ne soit considéré comme un *hanjian*. Les participants s'entendirent sur le déroulement des opérations : autour du 3 décembre, les deux camps s'échangeraient des télégrammes pour une dernière confirmation et, avant le 5 décembre, Wang Jingwei quitterait Chongqing. Une fois la nouvelle de sa défection confirmée, le premier ministre japonais ferait une déclaration, suite à laquelle Wang romprait avec Jiang Jieshi. En cas d'imprévu, la défection serait reportée après le 20 décembre⁴.

2.3.1.3. Le départ pour Hanoï et le choix de la collaboration

L'heure du choix avait sonné pour Wang Jingwei qui réunit à Chongqing ses proches – notamment Chen Gongbo – pour discuter de la marche à suivre. Après plusieurs reports, Wang s'envola finalement pour Hanoï le 18 décembre 1938⁵. Il fit escale à Kunming où l'attendait le général Long Yun que Wang espérait rallier à sa cause. Gouverneur du Yunnan depuis une décennie, Long Yun rechignait à soutenir l'effort de guerre contre le Japon avec ses propres

¹ Ces trois principes étaient ceux prévus par le projet de Horiba, que Konoe allait reprendre dans sa troisième déclaration, le 22 décembre 1938.

² Shao Minghuang, « Wang weizhengquan zhi jianli ji fuwang », *op. cit.*, p. 51.

³ *Ibid.*, p. 49.

⁴ *Ibid.*, p. 53.

⁵ On trouvera un récit détaillé de ce « vol vers l'inconnu » dans Mitter, *China's War with Japan, 1937-1945: The Struggle for Survival*, Londres, Allen Lane, 2013, chap. 11.

troupes bien qu'il ait prêté allégeance au gouvernement central. Il resta toutefois évasif face aux demandes de Wang et choisit finalement de rester fidèle à Chongqing¹.

La nouvelle de la défection ayant atteint Tokyo, Konoe prononça, le 22 décembre, sa troisième déclaration, énonçant les trois principes du « Nouvel ordre » – relations amicales entre les deux pays, lutte contre les Communistes et coopération économique – ainsi que les conditions d'un accord de paix, sans toutefois mentionner le retrait des troupes japonaises². Malgré cette trahison, qui privait Wang Jingwei de son principal argument, ce dernier respecta l'engagement pris au Chongguantang en envoyant, le 29 décembre 1938, un message adressé au « Bureau central du GMD à Chongqing, au président Jiang et aux membres du Comité central de contrôle » dans lequel il apportait son soutien aux trois principes de Konoe. Connu sous le nom de *yandian* 艷電, ce télégramme fut ensuite publié à Hongkong le 31 décembre³. Cette prise de position publique suscita un débat parmi les membres du groupe de Wang, laissant apparaître un clivage entre Zhou Fohai, favorable à l'envoi du *yandian*, et les autres membres, notamment Chen Gongbo et Tao Xisheng qui firent le voyage à Hongkong avec Zhou pour porter le *yandian* à *Lin Bosheng 林柏生 pour publication⁴. Ce télégramme s'accompagna de nombreux autres courriers envoyés par Wang, Zhou Fohai ou Tao Xisheng aux personnalités importantes du régime, afin de les convaincre de leur bonne foi et les appeler à œuvrer ensemble pour le salut de la Chine⁵.

Face à ce discours d'union, Jiang ne gagnait rien à passer pour celui qui divise. Si sa réaction avait été trop vive, on aurait pu l'accuser de condamner Wang sans preuve et certains auraient

¹ Le 19 décembre, Long Yun envoya un télégramme à Jiang Jieshi, alors en inspection à Xi'an, pour le prévenir du passage de Wang (reproduit in ZZSC 6.4, p. 46). Au début de l'année 1939, des banquiers de Hongkong, favorables aux idées de Wang, envoyèrent 3 millions de yuans à Kunming pour aider le programme provincial de réforme financière. Bien conscient que, sans appui militaire chinois, il perdrait tout poids face à Chongqing mais aussi face à Tokyo, Wang tenta le 3 février de relancer Long Yun pour qu'il se déclare publiquement en faveur de ses propositions pour la paix. Le 10 février, Long Yun publia une première déclaration ambiguë dans laquelle il affirmait ne pas être associé à Wang et soutenir la résistance tout en ajoutant qu'il n'était pas opposé au Mouvement de paix. Le 2 mai, il envoya une lettre ouverte à Wang dans laquelle il l'accusait de chercher à détruire l'unité nationale (Eastman, *Seeds of Destruction, op. cit.*, p. 21 ; Cai Dejin, « Relations Between Chiang Kai-shek and Wang Ching-wei During the War Against Japan: An Examination of Some Problems », trad. par Lloyd Eastman, *Republican China*, vol. 14, n° 2, avril 1989, p. 8).

² Voir la partie 1.3.1.2.

³ ZZSC 6.4, p. 52-54. Ce document tire son nom du jour de son envoi, qui, dans le système phonologique traditionnel utilisé en poésie, correspond au caractère *yan*.

⁴ Bunker, *The Peace Conspiracy, op. cit.*, p. 119 ; Hwang Dongyoun, *Some Reflections on Wartime Collaboration in China: Wang Jingwei and his Group in Hanoi*, Durham, N.C., Asian/Pacific Studies Institute, Duke University, 1998, p. 22.

⁵ Voir par exemple le télégramme de Zhou Fohai à Chen Guofu (cité *ibid.*, p. 24), la lettre de Tao à Hu Shi évoquée plus haut, ou encore le télégramme envoyé par Wang Jingwei à Zhang Qun (cité par Zhang Sheng 張生, Chai Lin 柴林, « Jiang Jieshi dui Wang Jingwei toudi chiwei gongkai dingxing yu biaotai yuanyin tanxi 蔣介石對汪精衛投敵遲未公開定性與表態原因探析 (Analyse des raisons pour lesquelles Jiang Jieshi a tardé à s'exprimer publiquement et de manière claire à propos de la défection de Wang Jingwei en faveur de l'ennemi) », *Kangri zhanzheng yanjiu*, 2003, n°2, p. 194).

même pu y voir une manœuvre politique contre son éternel rival¹. À la différence de nombreux dirigeants nationalistes qui dénoncèrent immédiatement Wang Jingwei, Jiang Jieshi attendit le 1^{er} octobre 1939 pour qualifier publiquement Wang de traître². Quelques jours après la défection de ce dernier, le Généralissime avait envoyé Gu Zhengding 谷正鼎 (1903-1974) à Hanoï pour qu'il remette de l'argent à Wang, dans l'espoir qu'il décide de s'exiler en Europe, comme il en avait l'habitude, avant-guerre, à chaque fois qu'une crise politique le mettait en difficulté³. Lors du débat qui précéda le vote en faveur de l'exclusion à vie de Wang du GMD, le 1^{er} janvier 1939, Jiang aurait tenté de freiner la rupture définitive avec lui en proposant d'« écrire personnellement à Wang pour le convaincre ou que le gouvernement envoie un avertissement », ajoutant que « publier un mandat d'arrêt n'avait aucun sens »⁴. Finalement, le mandat ne fut publié que le 8 juin 1939⁵.

À peine né, le Mouvement de paix se trouvait déjà dans une impasse. Incapable, d'une part, de rallier des soutiens dans les rangs de Chongqing et des seigneurs de la guerre, il apparaissait isolé. Alors que le Rubicon avait été franchi sur la base de l'accord du Chongguangtang, les Japonais se révélaient, d'autre part, des partenaires sans ligne de conduite claire, *a fortiori* après la chute du cabinet Konoe, le 5 janvier 1939. Que faire dans ces conditions ? Trois choix se présentaient : partir pour l'Europe, au risque d'un exil sans gloire et peut-être sans retour ; continuer à défendre la paix en terrain neutre, au risque d'être inaudible ; se jeter dans la gueule du loup et fonder un gouvernement en zone occupée, au risque d'être un pantin. Un événement brutal précipita le choix de Wang en faveur de la troisième option. Dans la nuit du 20 mars 1939, un commando du Juntong chargé de l'assassiner pénétra dans sa villa et tua un homme qui se révéla être Zeng Zhongming⁶. Bouleversé par la mort de son fidèle secrétaire,

¹ *Ibid.*, p. 194-195. Les auteurs ajoutent que Jiang aurait perdu la face en dénonçant Wang. Ces raisons ne sont naturellement valables que pour le lendemain de la défection, lorsque le projet du Mouvement de paix était encore incertain.

² En des termes très violents : « Il apparaît clairement que le traître Wang Jingwei s'est vendu au Japon [*Wangni maishen xiangri* 汪逆賣身降日]. Son crime n'est plus à démontrer. Il s'est lui-même entièrement coupé de la République de Chine. Chaque citoyen est en droit de mettre à mort ce traître [*quanguo guomin dui ci hanjian zuifan, renren deqi er zhu zhi* 全國國民對此漢奸罪犯，人人得起而誅之] » (cité dans Chen Musha, *Cong handian shiliao guan kangri shiqi de Jiang Wang guanxi* 從函電史料觀抗日時期的蔣汪關係 (Étude des relations entre Jiang Jieshi et Wang Jingwei pendant la période de résistance contre le Japon à partir de leur correspondance), Taipei, Taiwan xuesheng shuju, 1995, p. 80).

³ *WJT*, p. 364.

⁴ Wang Shijie 王世杰 (1891-1981) cité par Chiang Yung-ching 蔣永敬, « Wang Jingwei cong “heping” yundong dao touri : Wang Shijie riji zhong de renwu yu shishi (si) 汪精衛從“和平”運動到投日：王世杰日記中的人物與史事 (四) (Wang Jingwei depuis le Mouvement de “paix” jusqu'à la collaboration avec le Japon : les personnalités et les faits historiques dans le journal personnel de Wang Shijie – quatrième partie) », *Zhuanji wenxue* 傳記文學, vol. 62, fév. 1993, p. 73.

⁵ *ZZSC* 6.4, p. 124-126.

⁶ Chen Gongshu 陳恭澍, *Henei Wang'an shimo* 河內汪案始末 (La tentative d'assassinat visant Wang Jingwei à Hanoï), Taipei, Zhuanji wenxue, 1983. Chen Gongshu (1907-1969) fut le chef de ce commando. Pour ce qui est du point de vue du groupe de Wang, on trouvera le témoignage le plus détaillé de ce drame dans les mémoires du

Wang exprima sa déception et sa colère envers Chongqing en publiant, le 28 mars, l'article « Ju yige li 舉一個例 (Un exemple) » dans lequel il s'appuyait sur les minutes confidentielles d'une réunion tenue en plein milieu de la médiation Trautmann pour dénoncer l'hypocrisie des dirigeants nationalistes qui partageaient ses vues quelques mois plus tôt¹.

Le drame du 20 mars agit davantage comme un accélérateur qu'il ne constitua un tournant dans le choix de la collaboration. Si l'assassinat de Zeng Zhongming poussa Wang dans cette direction et obligea les Japonais à l'exfiltrer d'urgence, le projet de fonder un gouvernement en zone occupée était déjà présent dans les négociations que menait alors Gao Zongwu pour le compte de Wang Jingwei.

Fonder un gouvernement à Nanjing : une initiative chinoise

À cette époque, Gao était encore le principal porte-parole de la partie chinoise, avant d'être supplanté par Zhou Fohai au printemps 1939. Afin de faciliter ses discussions avec les Japonais, il avait demandé que son vieil ami Tajiri Aigi soit nommé consul à Hongkong, ce qui fut fait le 2 décembre 1938². Dans ses mémoires, Tajiri affirme que, lorsqu'il reçut son ordre de mission, il demanda à Kagesa Sadaaki : « Est-ce que des négociations de paix sont envisagées avec Chongqing, ou bien s'agit-il d'un stratagème destiné à gagner la guerre ? ». Ce à quoi, Kagesa aurait répondu qu'il s'agissait bien d'un « stratagème [*bōryaku* 謀略] »³. Arrivé le 10 décembre à Hongkong, Tajiri se montra d'emblée pessimiste quant aux chances de succès de l'« Opération Wang Jingwei »⁴. Après la publication du *yandian*, il fit un rapport dans lequel il préconisait que le Japon cherche à instiller le doute sur l'implication de Jiang Jieshi aux côtés de Wang, dans le but de fragiliser le Front uni et de diviser le GMD. La rumeur d'une entente secrète

beau-frère de Wang, *Chen Changzu 陳昌祖 (Chan Cheong-choo, *Memoirs of a Citizen of Early XXth Century China*, [1978] publication à compte d'auteur, 1992, p. 108-113). Voir également la notice de Zeng Zhongming, Annexe 3.

¹ Cette publication valut à Wang d'être accusé de dévoiler des secrets d'État. Voir Chiang Yung-ching, « Wang Jingwei “Ju yi ge li” suo she kangzhan “mimi” zhi zhenxiang 汪精衛 “舉一個例” 所涉抗戰 “秘密” 之真象 (Dans quelle mesure l'article “Un exemple” de Wang Jingwei contient les “secrets” de la Guerre de résistance), *Zhuhai xuebao* 珠海學報, vol. 16, oct. 1988, p. 595-612.

² Tobe, « Ō Chōmei no Hanoi dasshutsu o megutte », art. cit., p. 118. La partie des mémoires de Tajiri consacrée à l'« Opération Wang Jingwei » est traduite dans *WXM*, p. 255-268.

³ Cité dans Tobe, « Ō Chōmei no Hanoi dasshutsu o megutte », art. cit., p. 118. Critiqué pour avoir trop cru en la sincérité des « avocats de la paix » japonais, Tobe Ryōichi ajoute, dans son article plus récent, que cette réponse de Kagesa reflétait l'état d'esprit général de l'Armée de terre qui considérait effectivement l'« Opération Wang Jingwei » comme un stratagème (*ibid.*). Quant à l'opinion personnelle de Kagesa, nous allons voir que les discussions prolongées qu'il eut avec Wang Jingwei dans les mois qui suivirent modifièrent sans doute la nature de son implication dans le Mouvement de paix. D'un plan parmi d'autres, élaboré à Tokyo pour affaiblir Chongqing, cette opération devint, sur le terrain, un projet commun fondé sur des relations d'amitié et d'admiration réciproques liant Kagesa aux membres du groupe de Wang.

⁴ Les Japonais utilisaient des noms de code pour désigner l'objectif de cette opération : jusqu'au printemps 1939, ils parlèrent d'« Opération Watanabe » (*Watanabe kōsaku* 渡辺工作), pseudonyme de Gao Zongwu, puis d'« Opération Takeuchi » (*Takeuchi kōsaku* 竹内工作), pour Wang Jingwei.

entre Jiang et Wang, expliquait-il, amènerait les Communistes à redouter une répétition de la purge sanglante de 1927¹. En dépit de ce pessimisme, Tajiri défendit le maintien de l'opération visant Wang face à ceux qui demandaient déjà qu'elle soit abandonnée au profit d'un canal plus prometteur, comme celui établi avec l'entourage de Kong Xiangxi. Il défendit également une plus grande participation du Gaimushō dans l'opération, dominée par l'Armée de terre. Dans ses mémoires, Tajiri affirme qu'il souhaitait, de cette manière, détourner le stratagème des militaires de sa « voie diabolique [*jadō* 邪道] » pour la réorienter vers la réalisation d'une paix véritable ; une justification donnée *a posteriori* qui est contredite par les nombreux rapports envoyés durant cette période par le diplomate, dans lesquels il insistait, au contraire, pour exploiter au mieux ce stratagème aux dépens de Chongqing. À la mi-janvier 1939, Gao Zongwu écrivit à Tajiri pour lui demander que l'effort militaire japonais s'intensifie afin d'accélérer la défection des généraux chinois du Sud-Ouest². Le 1^{er} février, Gao arriva à Hanoï où, jusqu'au 5 février, il s'entretint jusqu'à huit heures par jour avec Wang Jingwei³. Ces discussions aboutirent à une proposition sous forme de trois hypothèses conçues pour obliger les Japonais à préciser leur position⁴ :

(1) si le Japon choisissait de poursuivre ses négociations avec Jiang Jieshi, Wang Jingwei ne pourrait pas rétablir une alliance politique avec ce dernier, mais apporterait tout son soutien à cette solution ;

(2) si Tokyo privilégiait, au contraire, une réunification de la Chine sous l'égide de Wang Kemin, Liang Hongzhi, Wu Peifu et d'autres acteurs, Wang se tiendrait à l'écart, tout en apportant, là encore, son soutien ;

(3) si, enfin, le Japon reconnaissait en Wang la « personne la plus apte à mettre en ordre la situation actuelle »⁵, alors il était prêt à : (a) former une « Ligue jurée anticommuniste pour le salut national » qui établirait des branches en zone occupée (à Hankou et Canton) ainsi qu'en zone libre ; (b) prononcer un discours, lorsque l'armée japonaise serait aux portes de Xi'an, Yichang et Nanning⁶. Contrairement aux précédents discours qui étaient des appels en faveur de la paix visant à convaincre Jiang Jieshi, celui-ci verrait Wang proposer de diriger lui-même le rétablissement de l'ordre. Long Yun se rallierait alors à Wang, suivi des autres généraux du Sud-Ouest⁷ ; (c) fonder un gouvernement central. Il serait inauguré le jour de la fête nationale (10 octobre 1939) et suivi de la dissolution de la Ligue jurée, ainsi que de celle des Gouvernements provisoire et réformé dont le personnel intégrerait le nouveau gouvernement. Ce dernier coopérerait avec le Japon et le Manzhouguo et rétablirait ses relations avec les nations étrangères⁸.

¹ *Ibid.*, p. 119. Nous avons vu qu'une telle rumeur, connue en Chine sous le nom de « double jeu » (*shuanghuang* 雙簧) se développa effectivement à cette époque et subsista jusqu'à la fin des années 1980, lorsque les historiens chinois se mirent à la réfuter.

² *Ibid.*, p. 120.

³ Liu Jie, *Nitchū sensō...*, *op. cit.*, p. 354.

⁴ Selon l'analyse qu'en fit Tajiri à Kagesa, ces trois points étaient un moyen pour le groupe de Wang de tester la volonté des Japonais (Tobe, « Ō Chōmei no Hanoi dasshutsu o megutte », art. cit., p. 121).

⁵ [*jikyoku no shūshū saiteki ninsha* 時局收拾の最適任者]. Nous verrons que l'expression « mettre en ordre la situation actuelle » – euphémisme pour « prendre la tête d'un gouvernement collaborateur » – revient régulièrement.

⁶ Il s'agissait, dans les trois cas, de la dernière grande ville avant Yan'an (PCC), Chongqing (GMD) et Kunming (Long Yun).

⁷ À cette date, Long Yun n'avait pas encore pris position publiquement contre Wang Jingwei.

⁸ JACAR C11110699800, Lieutenant-colonel Imai Takeo, « Watanabe kōsaku (dai ni ki keikaku) 渡辺工作(第二期計画) (Opération Gao Zongwu, plan pour la 2nd phase) », fév. 1939 (également cité in Liu Jie, *Nitchū sensō...*, *op. cit.*, p. 354-355).

La préférence de la partie chinoise allait clairement à la troisième option, pour laquelle un plan détaillé avait été préparé. Le contenu de ce dernier conduit à réévaluer la thèse, présente chez Gerald Bunker notamment, voulant que le groupe de Wang Jingwei ait été alors divisé en deux lignes : la ligne prudente de Gao Zongwu, préconisant ne pas s'engager trop avant dans la collaboration en se contentant de défendre la cause de la paix, contre la ligne volontariste de Zhou Fohai, favorable à la fondation d'un gouvernement collaborateur en zone occupée¹. La ligne de Zhou l'aurait emporté à la fin du mois de mars 1939. Or, il apparaît que ce plan prévoyant un gouvernement à Nanjing fut arrêté dès le début du mois de février et défendu par Gao Zongwu². Dans ses témoignages d'après-guerre, Gao ne mentionna pas ce point, laissant croire qu'il n'était pas lié à l'idée d'un gouvernement en zone occupée et que celle-ci n'était apparue qu'après l'assassinat de Zeng Zhongming, le 21 mars³. Le plan du groupe de Wang rédigé début février prouve qu'il n'en fut rien.

Tajiri, rentré le 3 février au Japon au chevet de son épouse mourante, rapporta qu'Imai lui avait fait part, le 17 février, de ses interrogations au sujet du souhait exprimé par Gao de voir un gouvernement établi à Nanjing⁴. Imai Takeo préférerait que l'éventuel gouvernement de Wang

¹ Cette division du groupe de Wang en deux « lignes » (*kōtei* 行程) est présente dans les mémoires de Nishi Yoshiaki, qui avait été le premier interlocuteur de Gao (Nishi, *Rihua "heping gongzuo" mishi* 日華"和平工作"秘史 (Histoire secrète des « opérations de paix » sino-japonaises), [1962] trad. par Ren Changyi 任常毅, Nanjing, Jiangsu guji chubanshe, 1992, p. 146 *sqq.*). Voir l'analyse qu'en donne Tobe (« Ō Chōmei no Hanoi dasshutsu o megutte », art. cit., p. 127).

² À moins que l'année 1939 du journal de Zhou Fohai ne soit un jour retrouvée, il est difficile de déterminer le rôle que joua ce dernier dans l'élaboration de ce plan. Bien que le projet d'un gouvernement à Nanjing ait été défendu par Gao devant les Japonais, on peut penser qu'il ne faisait que répéter la décision prise par le groupe de Wang, dont Zhou était déjà une personnalité influente. Dans ce cas, l'idée d'une « ligne Zhou » tiendrait toujours, mais son apparition devrait être avancée dans le temps. Les remarques ci-dessous montrent toutefois que Gao chercha à dissimuler son implication dans le projet de la « ligne Zhou », preuve peut-être qu'il ne lui était pas si étranger.

³ Ceci explique que Bunker, dont Gao est la principale source, écrive à propos de la réaction de Wang à la mort de son ami : « Wang's first hysterical move was to send a telegram to Kao and others in Hong Kong stating his desire to go immediately to Peking to assist Wang K'o-min, chairman of the North China Provisional Government and an old friend. Kao was able to persuade Wang of the impracticality of such a notion. Wang abandoned it only to seize upon another, wilder one. Prior to Tseng's death, Wang had not considered associating himself with a regime in Japanese-occupied territory, much less establishing his own metamorphosis of the Kuomintang "central government" in Nanking. This notion first appeared in the councils of the Wang group in the few weeks following Tseng's assassination. The instrumentality for planting and nourishing this seed seems to have been Chou Fo-hai » (*The Peace Conspiracy, op. cit.*, 132). On note au passage que la description qui est faite ici des rapports entre Wang Jingwei et son « vieil ami » Wang Kemin semble pour le moins étrange, lorsque l'on sait les vives tensions qui existèrent entre les deux hommes tout au long de la guerre.

⁴ Lors de son passage à Hongkong, à partir du 8 février, Gao n'avait pas donné à Imai une version écrite du projet, préférant le transmettre oralement une fois qu'il serait au Japon. Selon Imai, la principale information qui était ressortie de leur discussion ce jour-là était que Gao insistait pour qu'un « gouvernement central soit fondé à Nanjing le plus rapidement possible » (Tajiri Aigi, « Ō Seiei mondai 汪精衛問題 (Le problème Wang Jingwei) », in JACAR B02031743300, *Shina jihen ni saishi Shina shin seifu juritsu kankei ikken ; Ō Seiei kankei dai ni kan* 支那事変ニ際シ支那新政府樹立關係一件／汪精衛關係 第二卷 (Documents relatifs à la fondation du nouveau gouvernement chinois durant l'Incident de Chine ; Wang Jingwei, vol. 2), 10 fév.-5 mars 1939, p. 474-478 ; également cité *ibid.*).

prenne Canton pour base, dans un premier temps¹. Arrivé à Nagasaki le 21 février, Gao vint présenter ce plan² au Japon, au cours de discussions qu'il eut avec Imai et Kagesa dans un hôtel de Hakone, à partir du 26 février. Kagesa déclara qu'il apporterait son soutien au projet du groupe de Wang. Lors de ces entretiens, il fut notamment question de l'intensification des opérations militaires japonaises en Chine du Sud, à la fois pour pousser les chefs de guerre locaux à rejoindre Wang Jingwei, mais aussi pour sécuriser la zone où Imai souhaitait voir établi le futur gouvernement de Wang Jingwei. L'idée, déjà évoquée au Chongguantang, était de développer le Mouvement de paix en « zone neutre » (*chūritsu chitai* 中立地帶). Gao continua, au contraire, à insister pour que le gouvernement soit fondé à Nanjing³. Ce projet constitua, selon Tobe Ryōichi, une surprise pour la partie japonaise et un tournant majeur dans l'opération japonaise visant Wang Jingwei⁴. Certes, nous avons vu que de nombreux plans visant à centraliser l'État d'occupation avaient été élaborés depuis le début de l'année 1938. Toutefois, le dernier plan en date, produit par le ministère de la Guerre le 24 novembre 1938 pour accompagner l'« Opération Wu Peifu », visait surtout à concilier celle-ci avec les velléités autonomistes des différentes armées japonaises stationnées en Chine et de leurs gouvernements collaborateurs respectifs⁵. Suivant ce schéma (Figure 2.2), le groupe de Wang Jingwei pouvait favoriser la réorganisation du régime de Chongqing ou, à la limite, participer au gouvernement local de Canton. Une remise en cause de ce schéma, dont la mise en œuvre était déjà rendue difficile par la mauvaise volonté de Beijing et les attermolements de Wu Peifu, ne pourrait que compliquer les choses ; d'où, sans doute, le peu d'enthousiasme affiché par Imai devant la proposition de Gao⁶. Il faut cependant noter que, dès le 10 février 1939, le lieutenant-colonel *Haruke Yoshitane 晴氣慶胤 de l'Agence Doihara avait reçu de Tokyo l'accord pour qu'une aide financière soit versée à *Ding Mocun 丁默邨 et *Li Shiqun 李士群. Elle devait servir à financer la création à Shanghai d'une agence de

¹ Tobe, « Ō Chōmei no Hanoi dasshutsu o megutte », art. cit., p. 121.

² Ce texte de février 1939 est connu sous le nom de « moyens concrets pour mettre en ordre la situation actuelle » (*shoushi shiju juti de banfa* 收拾時局具體的辦法). Il en sera de nouveau question dans la partie 3.2.2.2.

³ Ce désaccord au sujet de l'emplacement du futur gouvernement provenait peut-être du fait que la partie japonaise entretenait encore l'espoir d'un ralliement des seigneurs de la guerre méridionaux, que le groupe de Wang, mieux informé, savait déjà illusoire. Anticipant le désintérêt qu'éprouverait le Japon à l'égard du Mouvement de paix une fois son manque d'influence (vis-à-vis de Chongqing et des généraux du Sud) avéré, le groupe de Wang chercha peut-être à obtenir, le plus vite possible, un engagement ferme de la part de Tokyo en faveur d'un projet gouvernemental dont il serait l'acteur principal.

⁴ *Ibid.*

⁵ Voir la partie 2.2.1.3.

⁶ Cette réaction prudente tenait, semble-t-il, également de la personnalité de Gao Zongwu, dont les négociateurs japonais se méfiaient. Son attitude flagorneuse le desservait ; renforçant les doutes d'Imai et Kagesa sur sa sincérité. Ils craignaient notamment que les propos de Gao ne reflètent pas exactement la volonté de Wang Jingwei (*ibid.*, p. 122 ; Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 381). Plus qu'une opposition de « ligne », cet aspect explique peut-être, en partie, la marginalisation de Gao en faveur de Zhou Fohai, à partir du printemps 1939.

renseignement et de protection destinée, notamment, à coopérer avec le Mouvement de paix de Wang¹ ; preuve que l'ancrage de ce dernier dans le Jiangnan occupé était déjà planifié par le Japon.

La « surprise » de la partie japonaise, analysée par Tobe, ne concernait donc pas tant le projet général de « nouveau gouvernement central » que l'initiative du groupe de Wang en faveur de l'établissement rapide d'un gouvernement à Nanjing. L'idée de départ, fixée au Chongguangtang et sur laquelle se basait Imai, était de commencer par une mobilisation en faveur de la paix, puis, éventuellement, la formation d'un gouvernement dans le Sud-Ouest². Liu Jie insiste, de son côté, pour inscrire, dès le départ, l'« Opération Wang Jingwei » dans le cadre du plan pour la mise en place du « nouveau gouvernement central ». Il réfute la thèse selon laquelle cette mission aurait changé de nature en cours de route, passant d'un simple stratagème visant à diviser Chongqing à un vaste projet étatique³. Ces deux analyses ne sont pas irréconciliables. Comme tous les plans japonais esquissés durant cette période, celui concernant Wang Jingwei évolua en permanence, quand bien même la finalité générale restait la même : favoriser l'avènement d'un gouvernement chinois conciliant. L'expression « nouveau gouvernement central » ne cessa de prendre des sens différents, s'adaptant à un contexte qu'il faut examiner à la semaine près. Ainsi, les discussions menées par Gao Zongwu au mois de février prirent place au moment même où l'« Opération Wu Peifu » entraînait dans une impasse, après le fiasco de la conférence de presse du 31 janvier 1939⁴. Dans les semaines qui suivirent, l'« Opération Wang Jingwei » put apparaître, sinon comme une solution de rechange, du moins comme susceptible de donner plus de poids à une centralisation de l'État d'occupation à partir de la Chine centrale. Le 25 février, durant la visite de Gao Zongwu, Doihara Kenji rendit visite à Hata Shunroku. Principal partisan de l'« Opération Wu Peifu », à laquelle s'opposait Bejing, Doihara rapporta que la rumeur à Shanghai voulait que, dans le cas où le Japon respecterait la déclaration de Konoe à l'origine de la défection de Wang Jingwei, la politique de collaboration s'organiserait de la manière suivante : Wu Peifu au nord du Yangzi et Wang Jingwei au sud⁵.

En mars 1939, le ministère de la Guerre soumit un nouveau projet au Conseil des cinq ministres qui reprenait une partie des propositions contenues dans le plan apporté par Gao Zongwu. Il prévoyait notamment de consolider le soutien apporté au groupe de Wang Jingwei et de lancer une « Ligue jurée anticommuniste pour le salut national ». Toutefois, l'expression « nouveau

¹ Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 99.

² Tobe, « Ō Chōmei no Hanoi dasshutsu o megutte », art. cit., p. 121.

³ Liu Jie, « Ō Chōmei seiken no juritsu to Nihon no tai Chū seisaku kōsō 汪兆銘政權の樹立と日本の対中政策構想 (La fondation du régime de Wang Jingwei et la planification de la politique japonaise en Chine) », *Waseda jinbun shizen kagaku kenkyū* 早稲田人文自然科学研究, n°50, 1996, p. 113.

⁴ Voir la partie 2.2.1.3.

⁵ HSN, p. 188.

gouvernement central » n’y apparaissait qu’accompagnée d’une formulation très vague – sa fondation était « espérée » –, et il n’était pas question, à ce stade, d’une politique de collaboration centrée sur Wang Jingwei. Quoi qu’il en soit, le plan ne fut pas adopté du fait d’un contexte alors très incertain, qui poussa le gouvernement à la prudence¹.

Après l’attentat du 20 mars 1939, dans lequel Zeng Zhongming avait trouvé la mort, Wang Jingwei transmet une demande d’aide au représentant du ministère de la Guerre à Hanoï. Dès sa réception à Tokyo, une mission visant à exfiltrer Wang et ses acolytes fut mise sur pied par le Conseil des cinq ministres.

De même que le drame du 20 mars ne fut pas déterminant dans le choix fait par le groupe de Wang de collaborer, il ne constitua pas un tournant dans l’attitude japonaise vis-à-vis de ce dernier, et ce malgré la quasi coïncidence des dates. Le 19 mars, en effet, Hata Shunroku rapportait dans son journal qu’en raison des exigences de Wu Peifu, il avait été décidé d’abandonner l’opération le visant et de muter Doihara Kenji. À sa place, Kagesa prendrait la tête d’une agence placée sous l’autorité directe du gouvernement et serait envoyé à Shanghai pour diriger l’« Opération Wang Jingwei » qui était désormais jugée prioritaire². Kagesa demanda à pouvoir s’entourer d’une équipe dans laquelle seraient représentées les différentes forces en présence au sommet de l’État japonais : Armée de terre (Kagesa), Marine (Suga Hikojiro 須賀彦次郎), Gaimushō et Kōa.in (Yano Seiki 矢野征記) et Parlement (Inukai Ken)³. Cette opération de « pacification » se transforma en mission de sauvetage. Yano arriva à Hanoï le 11 avril, tandis que Kagesa et Inukai, partis le 8 avril à bord du *Hokkōmaru* 北光丸 (Lumière du Nord), mouillèrent à Hải Phòng le 17 avril. Les trois hommes se rendirent chez Wang Jingwei le lendemain. Ce dernier demanda à pouvoir s’installer à Shanghai où l’organisation du Mouvement de paix serait plus facile qu’en Indochine. Wang Jingwei s’embarqua finalement le 25 avril à l’aube à bord du *Von-Vollenhoven* avant d’être transféré, au large de Hainan, sur le *Hokkōmaru*. Durant le trajet, marqué par une escale à Taiwan, Wang put faire plus ample connaissance avec Kagesa Sadaaki et Inukai Ken. Ils arrivèrent le 7 mai 1939 à Shanghai⁴.

2.3.2. La dent et la prune : montée en puissance de l’« Opération Wang Jingwei »

Avant même qu’il n’ait posé le pied à Shanghai, Wang Jingwei suscitait déjà une vive opposition dans les rangs de l’armée japonaise, non seulement parmi les autorités d’occupation, mais aussi à Tokyo. Après avoir rencontré Doihara le 16 avril 1939, Hata nota qu’il s’opposerait

¹ Tobe, « Ō Chōmei no Hanoi dasshutsu o megutte », art. cit., p. 122.

² *HSN*, p. 189. Hata eut confirmation de la nouvelle le 2 avril (*ibid.*, p. 194-195).

³ *Ibid.*, p. 123. Cette équipe constitua la matrice de ce qui allait devenir l’Agence de la prune (*ume kikan*) dont il sera question dans la partie suivante.

⁴ *Ibid.*, p. 123-125.

de toutes ses forces à un gouvernement central dirigé par Wang¹. C'est dans ce contexte que Wu Peifu se trouva à nouveau au centre du projet japonais en Chine, dans le cadre d'une « Opération Wang et Wu ». La mauvaise volonté de Wu puis sa mort à cause d'une dent mal soignée empêchèrent cet hypothétique tandem pensé dans le cadre d'un État confédéral. Il laissa place à une opération centrée sur le seul Wang Jingwei, que pilota Kagesa Sadaaki à la tête d'une nouvelle organisation : l'Agence de la prune.

2.3.2.1. Un ticket avec Wu Peifu à la tête d'une Chine confédérale

Le 17 mai 1939, l'ancien ministre de la Guerre, désormais chef d'état-major de l'Armée expéditionnaire de Chine, Itagaki Seishirō, lança une nouvelle politique visant à faire collaborer ensemble Wang Jingwei et Wu Peifu. Le lendemain, la 8^e Section du 2nd Bureau de l'État-major central rédigea un « Plan directeur pour les opérations Wang Jingwei et Wu Peifu » (*Ō, Go kōsaku shidō fuku.an* 「汪」、「吳」工作指導腹案). Ce texte préparait la visite de Wang à Tokyo et affirmait que la priorité du Japon devrait être, pour le moment, d'affaiblir Chongqing en recrutant des figures puissantes, militairement ou financièrement, dans la perspective d'établir un nouveau gouvernement. Il prévoyait que ce dernier serait établi dans la région de Wuhan et de Canton². Obtenu par Doihara qui n'avait pas renoncé à peser sur la politique chinoise, ce retour de Wu Peifu dans la discussion, quelques semaines seulement après la suspension de l'opération le visant, constituait un camouflet pour le premier ministre Hiranuma qui venait seulement de défendre l'idée d'une opération uniquement centrée sur Wang Jingwei. Pour éviter qu'il ne perde la face, il était prévu que cette énième réorientation soit progressive. Wang et Wu feraient une déclaration commune en juin ou en juillet, avant que le nouveau gouvernement ne soit inauguré à l'automne 1939. Des doutes importants subsistaient néanmoins quant à la capacité des deux hommes à coopérer³. Le 22 mai, Wang écrivit à Wu qu'il souhaitait que soit formé un « gouvernement uni, puissant et indépendant » afin que la paix soit restaurée. Dans sa réponse du 7 juin, Wu resta vague, affirmant qu'il espérait également la paix, à condition que la souveraineté chinoise soit respectée. Selon lui, il faudrait pour cela que les Japonais s'inspirent de l'attitude des Allemands à l'égard de Franco, en commençant par retirer leurs troupes⁴.

À Tokyo, un nouveau plan était en cours d'élaboration depuis le début du mois de mai, tandis qu'à Shanghai, le groupe de Wang préparait ses propres propositions basées sur le texte discuté au Japon par Gao Zongwu à la fin du mois de février. Aux yeux du haut commandement

¹ *HSN*, p. 196. Hata comptait alors sur un coup d'État contre Jiang Jieshi fomenté par Kong Xiangxi, Zhang Qun ou encore He Yingqin, qui rendrait possible des négociations entre Tokyo et Chongqing (*ibid.*).

² *WZQS*, p. 315 ; Wou, *Militarism in Modern China*, *op. cit.*, p. 259.

³ *HSN*, 17 mai 1939, p. 199.

⁴ Wou, *Militarism in Modern China*, *op. cit.*, p. 258-259.

japonais, la réussite du futur gouvernement central restait étroitement liée à l'effondrement de Chongqing. Lors d'une visite au ministre des Affaires étrangères Arita le 29 mai 1939, le lieutenant Nagai Yatsuji 永井八津次 (1901-1970), membre du bureau des Affaires militaires (*gunmukyoku* 軍務局) au ministère de la Guerre, expliqua que la formation du nouveau gouvernement était susceptible de prendre deux formes. Si, comme l'espérait l'armée, le régime de Jiang Jieshi se désintégrait, la nouvelle organisation deviendrait le seul gouvernement chinois en fusionnant avec Chongqing. Dans le cas contraire, une rivalité entre Chongqing et le nouveau gouvernement s'installerait, qui ferait du second un régime fantoche et rendrait impossible la résolution de l'« Incident de Chine ». Aussi, le plan en préparation restait-il très vague quant à la composition du nouveau gouvernement et à la date à laquelle il serait établi. L'une comme l'autre devaient être déterminées par le Japon, selon l'évolution de la situation, et non pas par Wang Jingwei¹.

La venue au Japon de Wang était prévue pour la fin mai, sans que la partie japonaise ne se soit entendue sur la façon de traiter ses demandes. Tokyo tenta de repousser la visite, mais Kagesa protesta, affirmant qu'un report risquait de faire échouer l'opération. Le 28 mai, le groupe de Wang avait arrêté un plan intitulé « À propos des moyens concrets pour mettre en ordre la situation actuelle » (*guanyu shoushi shiju juti de banfa* 關於收拾時局具體的辦法)² qui contenait les exigences du groupe de Wang. Celles-ci devaient permettre un « retour à la capitale » respectant les formes légales du GMD (institutions, drapeau, etc.) et donc assurer au groupe de Wang qu'il aurait la haute main sur l'organisation du futur régime³. Composée de onze personnes, la délégation chinoise menée par Wang Jingwei arriva au Japon le 31 mai 1939 pour une visite qui se prolongea jusqu'au 18 juin⁴. Elle dut patienter dix jours avant de pouvoir débiter des discussions formelles avec les dirigeants japonais⁵.

Entretemps ces derniers s'activaient pour définir une position commune. L'Armée de terre, la Marine, le Gaimushō et le Kōa.in convoquèrent leurs représentants en Chine pour une série de réunions qui se tinrent les 2 et 3 juin à Tokyo. Acteur le plus impliqué dans la politique de collaboration, l'Armée de terre insista sur la nécessité de poursuivre les opérations visant les généraux comme Wu Peifu, afin de pallier le manque de poids militaire de Wang. Si un nouveau gouvernement devait être établi, plus de pouvoirs devaient être donnés à l'encadrement de l'« Opération Wang Jingwei », afin d'éviter qu'elle ne soit gênée par les autres opérations en

¹ WZQS, p. 316.

² Là encore, il s'agit de la traduction chinoise contemporaine d'usage.

³ Ce « retour à la capitale » orthodoxe sera traité dans le chapitre 3.

⁴ Gao Zongwu fut logé seul, à plusieurs kilomètres du reste du groupe de Wang. Si ce traitement spécial pouvait s'expliquer par sa condition de tuberculeux, elle fut perçue par l'intéressé comme le signe de sa marginalisation forcée par la partie japonaise, dont il avait perdu la confiance (Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 249).

⁵ WZQS, p. 326.

cours. Les représentants des différentes armées d'occupation ne s'opposèrent pas à ces mesures en faveur de Wang, mais demandèrent des garanties afin que les intérêts des gouvernements collaborateurs déjà en place (c'est-à-dire, les leurs) soient respectés¹. Ayant pris connaissance des propositions apportées par Wang Jingwei, l'Armée de terre leur répondit par une série de demandes qui remplaçait le groupe de Wang à sa place en l'obligeant à partager le pouvoir avec les autres groupes de collaborateurs déjà au pouvoir ou susceptibles d'être recrutés, comme celui de Wu Peifu².

Ces négociations internes du camp japonais aboutirent, le 6 juin 1939, à l'adoption par le Conseil des cinq ministres d'un plan intitulé « Orientations pour la fondation du nouveau gouvernement central » (*shin chūō seifu juritsu hōshin* 新中央政府樹立方針)³. Son premier point prévoyait que le nouveau gouvernement central serait formé par « Wang, Wu, les régimes existants ou encore le gouvernement de Chongqing, à condition qu'il change d'état d'esprit [*hon.i kaitai* 翻意改替] »⁴. La capitale du futur régime n'était pas précisée⁵, pas plus que sa date de formation. Une chose était sûre, en revanche : il devrait suivre la doctrine « administration divisée et coopération [*bunji gassaku shugi*] » qui était jugée la mieux adaptée, aussi bien du point de vue l'histoire chinoise que de la situation à l'époque⁶. Autrement dit, le Mouvement de paix de Wang Jingwei viendrait compléter l'organisation confédérale telle qu'elle était déjà planifiée depuis plusieurs mois. Les termes imposés par le Japon étaient encore plus durs que ceux de la « Politique d'ajustement des nouvelles relations sino-japonaises » du 30 novembre 1938. En outre, Wang était traité avec un mépris évident. Le « Plan directeur pour l'opérations Wang Jingwei » (*Ō kōsaku shidō fuku.an* 「汪」工作指導腹案), attaché aux « Orientations » résumait ainsi l'attitude du Japon à l'égard de Wang :

Le cap donné à la gestion de l'Incident de Chine sera maintenu en toute indépendance [par le Japon] et Wang devra se soumettre à ses politiques fondamentales [*Ō wo shite fukujū seshimuru* 汪ヲシテ服従セシムル]⁷. Néanmoins, pour les autres aspects [de moindre importance], les vœux de Wang pourront être exaucés afin qu'il ait l'impression d'un avenir radieux et une confiance absolue [en nous] [*zento no kōmei to zettai shinrai no inshō to wo fuyo su* 前途ノ光明ト絶対信頼ノ印象トヲ附与ス].⁸

¹ *Ibid.*, p. 317-318.

² *Ibid.*, p. 319.

³ JACAR B02030519000, « Shin chūō seifu juritsu hōshin 新中央政府樹立方針 (Orientations pour la fondation du nouveau gouvernement central) », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 3, p. 1371-1372.

⁴ *Ibid.*, p. 1371.

⁵ L'absence totale d'indication concernant la ville dans laquelle s'installerait l'administration centrale du futur gouvernement permettait de ne contredire ni le groupe de Wang, pour qui le retour à Nanjing n'était pas négociable, ni les militaires japonais, qui continuaient à privilégier, on l'a vu, la région de Wuhan et Canton.

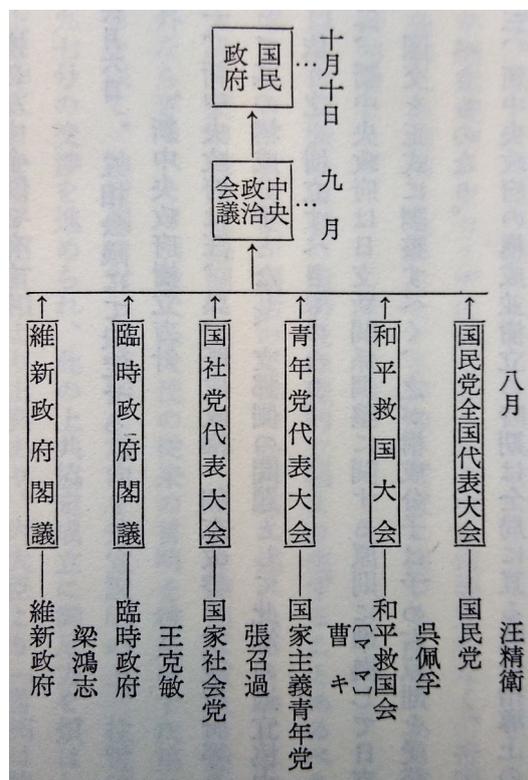
⁶ *Ibid.*

⁷ L'usage du factitif pour tous les verbes concernant Wang Jingwei montrait bien le peu de cas qui était fait de sa liberté d'action.

⁸ *Ibid.*, p. 1376 (également cité in Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 243). « Had Wang known the details of that policy or the extent of skepticism and indifference to his cause – some say Premier Hiranuma did

Dans son journal personnel, Hata Shunroku reproduisit, à la date du 7 juin 1939, un schéma apportant des informations supplémentaires sur la façon dont les militaires japonais entendaient alors procéder (Figure 2.4).

Figure 2.4. Plan japonais pour le nouveau gouvernement central chinois (juin 1939)



Source : HSN, p. 210.

Note : Le contenu de ce plan est traduit dans l'analyse que nous en donnons ci-dessous.

Organisé chronologiquement, ce schéma se lit de bas en haut et de droite à gauche. Dans le registre inférieur, six acteurs chinois de la collaboration (ou présumés tels) étaient mis sur le même plan : le GMD de Wang Jingwei ; l'« Association pour la paix et le salut national » de Wu Peifu ; le « Parti de la jeunesse nationaliste » d'un certain « Sō Ki 曹キ »¹ ; le Parti national socialiste de « Zhang Zhaoguo 張召過 »² ; le Gouvernement provisoire de Wang Kemin et le Gouvernement réformé de Liang Hongzhi³. Il était prévu qu'en août 1939, chacun de ces partis et

not even know Wang had been invited to Tokyo – his trust in Japan would surely have been badly shaken » (*ibid.*, p. 242).

¹ Le terme « mama ママ », à droite de ce nom, a été ajouté par l'éditeur du journal de Hata. Il correspond à notre « sic ». Hata fait ici vraisemblablement référence au fondateur du Parti de la jeunesse chinoise, Zeng Qi 曾琦 (1892-1951), dont nous verrons qu'il refusa de participer au gouvernement de Wang Jingwei (partie 3.3.3.2 et fiche de Zhao Yusong, Annexe 3).

² Ce nom est introuvable, mais la logique voudrait qu'il s'agisse du fondateur de ce parti, le célèbre Zhang Junmai 張君勱 (Carson Chang, 1886-1969). Lui aussi refusa de collaborer (partie 3.3.3.2).

³ On remarque l'absence du Gouvernement nationaliste de Chongqing, pourtant mentionné dans les « Orientations » adoptées la veille.

groupes réunirait sa propre assemblée, notamment le « 6^e Congrès » du GMD de Wang Jingwei. Chacun d'eux serait représenté – registre central du schéma – dans un Conseil politique central réuni en septembre avant que ne soit établi – registre supérieur – un Gouvernement national le jour de la Fête du double-dix (10 octobre 1939)¹. Ce découpage en trois phases reprenait, en partie, les demandes du groupe de Wang qui, pour respecter les formes légales du « retour à la capitale », prévoyait de réunir un Congrès du GMD, puis un Conseil politique central, avant de fonder un régime devant porter le nom « Gouvernement national »². Bien qu'il soit placé en premier, le groupe de Wang Jingwei n'apparaissait toutefois que comme une composante parmi d'autres du futur régime et non pas comme la force politique centrale qu'il prétendait incarner. Cette question de la hiérarchie entre les différents acteurs chinois de la collaboration n'était pas anodine. Elle contribua à faire échouer le projet d'un « ticket Wu Peifu/Wang Jingwei ».

Malgré la poursuite de leur correspondance, débutée en mai 1939, et l'envoi d'émissaires, les négociations entre Wu Peifu et Wang Jingwei se heurtèrent à des querelles protocolaires. Arrivé à Beijing le 27 juin 1939, Wang proposa à Wu de le rencontrer dans les bureaux de Sugiyama Hajime, alors à la tête de l'Armée régionale de Chine du Nord, mais Wu refusa de mettre les pieds dans une concession étrangère. Il proposa, à la place, que Wang lui rende visite chez lui, ce que ce dernier accepta à condition que Wu lui rende la pareille. Wu ne donna pas suite³. L'autre point sur lequel les deux hommes ne parvenaient pas à s'entendre concernait le poste qu'occuperait Wu. Celui-ci exigeait d'être nommé président (*zhuxi*) ; une charge que Wang souhaitait réserver au président en poste à Chongqing, Lin Sen⁴. De même que les exigences volontairement démesurées qu'il opposait aux Japonais, l'attitude de Wu vis-à-vis de Wang relevait sans doute, en partie, d'une stratégie visant à gagner du temps. À la même époque, Wu contracta une septicémie en raison d'une dent infectée. Refusant de se faire soigner dans un hôpital moderne de la concession étrangère, il décéda le 4 décembre 1939. Sa mort mit un terme définitif au projet de centralisation de l'État d'occupation initié par Doihara Kenji en mai 1938, dégageant une marge de manœuvre plus importante pour l'« Opération Wang Jingwei » dirigée par Kagesa Sadaaki.

¹ Figure 2.4.

² Voir chapitre 3.

³ JACAR C04121159700, « Ō, Go kaiken ni kan suru ken 汪、呉会见ニ関スル件 (Document relatif à la rencontre entre Wang Jingwei et Wu Peifu) », 27 juin 1939, *Shōwa jūyōnen Rikushi...*, n°42, p. 170-175 ; Wou, *Militarism in Modern China*, *op. cit.*, p. 260.

⁴ Sur les raisons pour lesquelles Lin Sen fut effectivement nommé président du gouvernement de Wang Jingwei malgré lui, voir la partie 3.2.3.1. Dans sa réponse à une lettre du 9 octobre 1939, dans laquelle Wang lui expliquait pourquoi le choix de Lin Sen était indispensable, Wu lui conseilla abruptement de retourner à Chongqing, ajoutant que l'existence de deux gouvernements centraux serait illégale (*ibid.*, p. 260).

2.3.2.2. L'Agence de la prune : Kagesa à la manœuvre

Lors de la réunion du 2 juin 1939, le haut commandement de l'Armée de terre avait demandé une réorganisation des organes chargés des « stratagèmes » (*bōryaku*) dans le cas où l'« Opération Wang Jingwei » devenait l'objectif central du Japon en Chine occupée¹. Ce fut chose faite le 22 août 1939², lorsque Kagesa fonda une organisation bientôt connue sous le nom d'« Agence de la prune » (*ume kikan* 梅機関), car elle installa ses bureaux dans le Hall des fleurs de prunier (*baikadō* 梅華堂), situé dans le quartier japonais de Shanghai. Contrairement aux apparences, il ne s'agissait pas d'une nouvelle agence des services spéciaux placée sous l'autorité de l'état-major de l'Armée de terre en Chine centrale, mais d'un organe recevant ses ordres directement du Conseil des cinq ministres à Tokyo³. Affublé d'un nom de code (*ume*), à la différence des agences des services spéciaux ordinaires, elle s'inscrivait dans le processus qui vit se structurer les opérations de subversion (Tableau 2.2) sous la houlette de Doihara Kenji. Celles-ci donnèrent naissance à plusieurs agences portant un nom de végétal⁴.

L'Agence du bambou (*take kikan* 竹機関) avait été lancée à l'initiative de Doihara en juillet 1938⁵. Dirigée par le général de brigade Ōsako Michisada 大迫通貞 (1890-1974), puis par le colonel Kawamoto Yoshitarō 川本芳太郎 (1898-1975), elle visait principalement, nous l'avons vu, à recruter Wu Peifu⁶. Ayant perdu sa raison d'être après la mort de ce dernier, en décembre 1939, l'« Opération bambou » fut officiellement arrêtée le 5 janvier 1940 et l'agence du même nom dissoute. Une partie de ses activités furent transférées à l'Armée régionale de Chine du Nord⁷.

L'Agence de l'orchidée (*ran kikan* 蘭機関) fut dirigée de 1938 à 1942 par Wachi Takaji, un autre membre de l'Agence Doihara. Elle avait pour objectif de déstabiliser Chongqing en

¹ WZQS, p. 317.

² Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 25.

³ Kagesa, « Sozorogaki 曾走路我記 (Notes sur le chemin parcouru) », in Usui Katsumi (éd.), *Gendaishi shiryō*, op. cit., vol. 13, 1966, p. 373 (on en trouvera une traduction intégrale en chinois dans WXM, p. 2-76).

⁴ Les historiens chinois listent généralement quatre agences de ce type (prune, orchidée, bambou, chrysanthème ou pin selon les versions) en expliquant que chacune d'elle était spécialisée dans une région de la Chine ; donnant ainsi l'impression d'une structure claire et rationnelle. En réalité, il existait un écheveau d'organisations de ce type, qu'il est difficile de démêler en raison des informations limitées et souvent contradictoires existant à leur sujet. Nous présentons ci-dessous les plus célèbres.

⁵ L'Agence du bambou et l'Agence Doihara sont souvent confondues (par exemple Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 162). Il semble toutefois que la première ne soit, à l'origine, qu'une branche de la seconde, confiée par Doihara à Ōsako. Très investi dans les négociations avec Wu, Doihara fut contraint de laisser la main à Ōsako et Kawamoto durant la seconde phase de l'opération (juin-décembre 1939). (Wou, *Militarism in Modern China*, op. cit., p. 254, 259 ; Wou transcrit le nom d'Ōsako par Oseki).

⁶ L'appellation *take kikan* provenait du nom de code de l'opération visant Wu Peifu (*take kōsaku*)

⁷ Outre la mission liée spécifiquement à Wu Peifu, cette opération avait cherché à organiser douze groupes à Beijing, Tianjin ou encore Hankou. On note que le nom Armée régionale de Chine du Nord était toujours utilisé quatre mois après la création de l'Armée expéditionnaire de Chine (JACAR C04121767700, « Take kōsaku chūshi meirei no ken 竹機関工作中止命令ノ件 (Ordre d'arrêter l'opération Bambou) », 5 janv. 1940, *Shōwa jūgonen Rikushi mitsu dai nikki*, n°3, p. 1166-1177).

recrutant des anciens de la clique du Guangxi, mais resta de taille modeste et ne donna aucun résultat notable¹.

L'Agence du pin (*matsu kikan* 松機関) fut établie en janvier 1940 à Shanghai par Kawamoto Yoshitarō et dirigée par le lieutenant-colonel Okada Yoshimasa 岡田芳政². Elle visa d'abord à collecter des informations sur des personnalités en zone libre pouvant servir à obtenir leur défection en faveur du gouvernement de Wang Jingwei. Par la suite, elle chercha à obtenir de l'or en exportant des produits chinois et mit en circulation de la fausse monnaie pour affaiblir Chongqing. Il semble qu'elle ait été dissoute en 1943³.

L'Agence du chrysanthème (*kiku kikan* 菊機関) basée à Taiwan et dirigée par le colonel Yamamoto Tsunoru 山本募, un camarade de promotion de Wachi et de Kagesa, se concentra, quant à elle, sur les opérations dans le Fujian visant notamment le général Huang Dawei 黃大偉 (1886-1944), qui collabora avec Wang Jingwei⁴.

Par le rôle qu'elle joua et sa durée, l'organisation de Kagesa fut la plus importante de ces agences⁵. Chargée de piloter l'« Opération Wang Jingwei », l'Agence de la prune était composée de membres aux profils divers. À sa création, Kagesa s'entoura d'officiers de l'Armée de terre tels que le lieutenant-colonel Ichida Jirō 一田次郎 (1894-1962), par la suite remplacé par le colonel Yahagi Nakao 谷萩那華雄 (1895-1949), le lieutenant-colonel Haruke Yoshitane venu de l'Agence Doihara, le commandant Tsukamoto Makoto 塚本誠 (1903-1975) ou encore *Okada Yūji 岡田酉次, officier spécialisé en économie, passé par le Kōa.in⁶. La Marine était représentée par le contre-amiral Suga Hikojirō et le capitaine de corvette Ōgi Kazuto 扇一登 (1901-2004). Parmi les civils, on trouvait des diplomates, tels Yano Seiki et *Shimizu Tōzō 清水董三, ainsi que l'incontournable Inukai Ken⁷. Au fil des semaines, cette équipe s'étoffait pour atteindre une trentaine de membres. On y trouvait notamment des économistes, comme Kitayama Fukujirō 北山富久二郎 (1901-1984) et Suehiro Kōjirō 末広幸次郎 (1891-1967), et des journalistes tels que Kamio Shigeru 神尾茂 (?-1946)⁸ et Hata Hiroshi 波多博¹. Le Gaimushō envoya, par la suite,

¹ « Wachi Takaji », CIA.

² JACAR C04121824400, Imai Takeo au vice-ministre de la Guerre Anami Korechika, « Matsu kikan kaisetsu no ken 松機関開設ノ件 (Documents relatifs à l'établissement de l'Agence du pin) », 28 janv. 1940, *Shōwa jūgonen Rikushi mitsu dai nikki*, n°9, p. 679-680 ; Tobe, *Nihon rikugun to Chūgoku*, *op. cit.*, p. 209 ; Kotani, *Nihon gun interijensu*, *op. cit.*, p. 61.

³ Strategic Services unit, « Japanese Intelligence Organizations in China », 4 juin 1946, Section II, CIA.

⁴ Tsukamoto Makoto 塚本誠, *Aru jōhō shōkō no kiroku* 或る情報将校の記録 (Souvenirs d'un officier du renseignement), Chūō kōron jigyō shuppan, 1971, p. 221.

⁵ Martin, « Shield of Collaboration », *art. cit.*, p. 93.

⁶ Okada, *Nitchū sensō urakataki*, *op. cit.*, p. 201 ; Kagesa, « Sozorogaki », *art. cit.*, p. 373.

⁷ *Ibid.*

⁸ Ancien correspondant du *Asahi shinbun* à Nanjing, Kamio avait fait la connaissance de Kagesa dans le cadre de l'Association de recherche sur la question de l'Asie orientale organisée par Ogata Taketora. En 1938, ce dernier

d'autres agents comme Ōta Ichirō 太田一郎 (1902- ?)², Nakane Naosuke 中根直介 ou encore Sugihara Arata 杉原荒太 (1899-1982)³.

Si l'Agence de la prune était étroitement associée à son chef, au point d'être souvent appelée « Agence Kagesa », elle ne fonctionnait pas selon une hiérarchie pyramidale. Les militaires et les diplomates recevaient leurs ordres de leur corps d'origine, tandis que les membres issus de la société civile (*minkanjin* 民間人) avaient un statut d'indépendant. De même, son financement était réparti entre ses différentes composantes : l'Armée de terre payait les frais de bureau et le salaire de ses officiers, mais le traitement des autres fonctionnaires détachés et leurs frais de transport étaient à la charge de leurs ministères respectifs⁴. Les « civils » étaient parfois obligés de se financer eux-mêmes⁵.

Cette organisation éclatée n'empêcha pas, si l'on en croit Kagesa, qu'un esprit de corps se développe sous sa houlette. Cette unité ne se fissura qu'une seule fois, fin 1939, lorsque la Marine demanda que Suga puisse négocier seul avec le groupe de Wang au sujet de points touchant à ses intérêts spécifiques⁶. Dans ses mémoires, Kagesa présente l'Agence de la prune comme un bastion à l'intérieur du camp nippon cherchant à faire appliquer les principes de Konoe. Il résume sa mission en une phrase : faire en sorte que le « gouvernement de Wang ne soit pas un fantoche du Japon [*Nihon no karai tarashimezaru koto* 日本の傀儡たらしめざること] »⁷. La question de la sincérité des interlocuteurs japonais du Mouvement de paix, déjà posée au moment de la défection de Wang, réapparaît ici. En affirmant à plusieurs reprises que son Agence de la prune n'avait rien de commun avec les bureaux des services spéciaux de l'armée, dont le but était précisément de

avait envoyé Kamio à Hongkong pour des négociations secrètes avec le rédacteur en chef du *Dagongbao*, Zhang Jiluan 張季鸞 (1888-1941). Le recrutement de Kamio par Kagesa en 1939 visait à gagner le soutien du *Asahi* à la cause du gouvernement de Wang Jingwei et à développer une presse favorable à Nanjing en Chine (voir la partie 1.3.3.2).

¹ Camarade de promotion de Kamio au Tōa Dōbun shoin, Hata était le rédacteur en chef du *Shanghai nippō* 上海日報 (Le Quotidien de Shanghai), qui fusionna le 1^{er} janvier 1939 avec d'autres titres de la presse japonaise en Chine pour donner naissance au *Tairiku shinpō* (Yamamoto, *Asahi shinbun...*, *op. cit.*, p. 147).

² Ōta avait été détaché par le Gaimushō au Bureau de liaison de Beijing du Kōa.in, le 11 mars 1939 (JACAR A04018540700, Konoe Fumimaro (directeur du Kōa.in) à Konoe Fumimaro (premier ministre), « Kōa.in shokikan shōyo 興亜院書記官賞与 (Récompense au secrétaire du Kōa.in) », 17 sept. 1940, *Kōbun zassan Shōwa 15 nen Dai 8 ken Naikaku Kakuchō kōtōkan shōyo ichi* 公文雜纂・昭和十五年・第八卷・内閣・各庁高等官賞与一 (Documents divers, 1940, vol. 8, Cabinet, récompenses pour les hauts fonctionnaires de chaque bureau), 1940).

³ Kagesa n'indiquant que le patronyme des membres de l'agence, des doutes subsistent sur l'identité de certains d'entre eux. C'est le cas notamment de Sugihara.

⁴ Kagesa, « Sozorogaki », art. cit., p. 373.

⁵ C'était le cas d'Inukai Ken (voir sa fiche, Annexe 3). Kamio était, quant à lui, payé directement par Kagesa, sur les fonds de l'Armée de terre. Après l'inauguration du gouvernement de Wang Jingwei, Kagesa demanda au *Asahi* de verser un salaire à Kamio alors qu'il travaillait au service de propagande de l'ambassade. En récompense de ses services rendus, Kamio fut investi par l'Association de soutien au Trône aux élections législatives de 1942 et siégea par la suite comme député de la Chambre des représentants (Yamamoto, *Asahi shinbun...*, *op. cit.*, p. 150).

⁶ Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 239.

⁷ Kagesa, « Sozorogaki », art. cit., p. 374 (également cité in Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 238).

former des régimes fantoches, Kagesa cherchait à se donner l'image d'un « avocat de la paix », dans la lignée des négociateurs japonais actifs dans les premiers mois de la guerre¹. Cette image fut renforcée par les témoignages d'après-guerre des autres membres de l'Agence de la prune, qui cherchèrent, à leur tour, à se différencier des tenants d'une ligne dure pour qui l'« Opération Wang Jingwei » n'était qu'un stratagème parmi d'autres visant à soumettre la Chine². Il ne fait pas de doute qu'en s'identifiant de manière croissante à la cause du groupe de Wang, Kagesa et ses hommes furent amenés, on l'a dit, à prendre sa défense contre les autorités japonaises en Chine et à Tokyo. Comme l'a bien montré Boyle, cette prise de position, qui n'alla pas sans créer des frictions entre Kagesa et sa hiérarchie, n'était pas forcément en contradiction avec le nationalisme des membres du Ume kikan ; le respect de la parole donnée à Wang Jingwei apparaissant, à leurs yeux, comme compatible avec l'intérêt du Japon à long terme³.

Si les finalités données par Kagesa à son travail en faveur du Mouvement de paix semblent sincères, il est moins disert sur les moyens mis en œuvre dans la seconde moitié de l'année 1939 pour imposer le groupe de Wang en Chine centrale. Il n'évoque qu'en passant les liens étroits unissant son agence à la police secrète de Ding Mocun et Li Shiqun, qui recevait ses ordres de Kagesa à travers Haruke et Tsukamoto⁴. Celle-ci ne se contenta pas de protéger les collaborateurs du Mouvement de paix, mais multiplia les assassinats et les exactions pour obtenir le soutien de la population locale. Alors qu'elle devait incarner une rupture avec les mauvaises pratiques de l'Agence Doihara, l'Agence Kagesa poursuivit, pour une large part, l'œuvre de cette dernière.

Officiellement, l'Agence de la prune fut dissoute au moment de l'inauguration du gouvernement de Wang Jingwei et ses principaux membres (Kagesa, Inukai, Haruke) nommés conseillers auprès de ce dernier, tandis que les autres intégraient la délégation d'Abe Nobuyuki⁵. En réalité, elle ne disparut pas et continua à piloter certains secteurs stratégiques du nouveau

¹ C'est ainsi que le voyait le principal d'entre eux, Matsumoto Shigeharu, pour qui Kagesa était « du côté de la paix » (Yamamoto, *Asahi shinbun...*, *op. cit.*, p. 164).

² La question de la sincérité des Japonais fut au cœur d'un article publié le 1^{er} janvier 1940 par Zhou Fohai sous le titre « Guanyu zuzhi zhongyang zhengfu 關於組織中央政府 (À propos de l'organisation du gouvernement central) », dans lequel on pouvait lire : « Je pense que nous ne devrions considérer que le Japon manque totalement de sincérité. Si nous mettons fondamentalement en doute cette sincérité, alors il ne reste plus qu'à combattre pour toujours, sans jamais négocier la paix. [...] Il suffit que les plus hautes autorités japonaises soient sincères pour qu'elles contraignent les échelons intermédiaires et inférieurs à appliquer [les termes négociés] » (*Shidai wenxuan* 時代文選, vol. 1, n°10, reproduit in *WGC*, p. 798).

³ « I have found no reason to doubt the universal judgment of his former associates that Kagesa was an eminently honest officer who was determined to justify Wang's trust in him. Kagesa's openness with Wang extended to at least one unauthorized disclosure of secret papers to Wang's followers, an act that earned him much criticism in the Army General Staff. But from his memoirs it is clear that he felt his role as a loyal officer of the Emperor was completely compatible with his attempts to secure for Wang the best peace terms Japan could reasonably offer » (Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 238-239).

⁴ Yamamoto, *Asahi shinbun...*, *op. cit.*, p. 166-170.

⁵ Kagesa, « Sozorogaki », art. cit., p. 382.

régime, tout en menant des activités de renseignement classiques¹. Le 7 avril 1940, son siège fut provisoirement transféré à l'Hôtel de la capitale (*shoudu fandan* 首都飯店) de Nanjing, occupé par l'armée japonaise depuis le début de la guerre². Bien que sa taille ait été réduite, l'Agence de la prune resta très active, en particulier dans la supervision du n°76. Au milieu de l'année 1941, elle établit un bureau à Suzhou pour garder le contrôle sur Li Shiqun et son Comité de pacification rurale³. L'Agence de la prune subsista jusqu'à la fin de la guerre. En juillet 1945, notamment, elle envoya un télégramme confidentiel aux principales instances dirigeantes de l'armée à Tokyo et en Chine au sujet du partage territorial après-guerre de la Corée, tel qu'il était envisagé par les Soviétiques⁴.

De même que Doihara s'était heurté aux velléités autonomistes des autorités d'occupation et de leurs clients chinois, qui avaient débouché sur le plan d'État confédéral, Kagesa rencontra des difficultés à imposer le groupe de Wang Jingwei. Il put néanmoins compter sur une conjoncture favorable. La défaite japonaise contre les troupes soviétiques à Nomonhan, entre juillet et septembre 1939, et la signature, le 23 août du Pacte germano-soviétique eurent des conséquences à Tokyo comme en Chine. Attaché à la politique en faveur de l'Axe, le cabinet Hiranuma fut remplacé, le 30 août, par celui d'Abe Nobuyuki, dont la sympathie pour Wang Jingwei était connue. En Chine, un frein fut mis à l'autonomie des états-majors dans le Nord, tenus responsables de l'initiative désastreuse de Nomonhan. Le chef d'état-major de l'armée du Guandong, Ueda Kenkichi 植田謙吉 (1875-1962), farouche partisan du *bunji gassaku*, fut rappelé à Tokyo début septembre. Au même moment, la fusion des armées régionales de Chine du Nord et de Chine centrale en une Armée expéditionnaire de Chine commandée depuis Nanjing marqua, sinon l'affaiblissement de Beijing, du moins un renforcement de Nanjing dans le processus de construction de l'État d'occupation. La nomination à sa tête de l'ancien ministre de la Guerre Itagaki Seishirō, dont Kagesa était proche, ne put qu'affermir la position de ce dernier⁵. En dépit de cette évolution, un long chemin restait néanmoins à parcourir avant l'inauguration du

¹ *Ibid.*, p. 173 (Yamamoto cite la source suivante : Army Staff, « Report on the Ume Kikan », 1947, RG319 Box1793). Un autre rapport des services secrets américain, daté du 10 avril 1944, la qualifie de « Japanese Super Spy Organization » (*ibid.*, p. 175).

² JACAR C04121945200, « Ume kikan iten ni kansuru ken 梅機関移転ニ関スル件 (Transfert de l'Agence de la prune) », 6 avril 1940, *Shōwa jūgonen Rikushi mitsu dai nikki*, n°14.2, p. 862.

³ Ce bureau fut dirigé par le lieutenant-colonel Kaneko Shunji 金子俊治, puis par le capitaine Nakajima Nobuichi 中島信一 (Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 130). À l'automne 1943, Nakajima ouvrit une nouvelle branche de l'agence à Hangzhou (*ibid.*, p. 137).

⁴ Koshiro Yukiko, *Imperial Eclipse: Japan's Strategic Thinking about Continental Asia before August 1945*, Ithaca, Cornell University Press, 2013, p. 217-219. Ce travail d'espionnage était partie prenante d'une stratégie plus large qui vit le Japon retirer un grand nombre de divisions de l'Armée du Guandong à la frontière soviétique, dans les derniers mois de la guerre. Cette décision est généralement interprétée comme une erreur de jugement du commandement nippon. Selon Koshiro, il s'agissait au contraire d'une stratégie à long terme visant à faciliter l'avancée des troupes soviétiques afin de limiter l'hégémonie américaine dans la région après la guerre.

⁵ Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 257-258.

nouveau gouvernement. Outre le contexte diplomatique et politique, déjà étudié dans le chapitre 1, cette lenteur s'explique par la mauvaise volonté qu'opposèrent les autres acteurs de l'État d'occupation à une centralisation sous l'égide de Wang et Kagesa.

2.3.3. Un marathon de négociations

Après son retour du Japon, fin juin 1939, Wang Jingwei fit plusieurs déplacements afin d'entamer des négociations avec les collaborateurs déjà en place. Il se rendit à Beijing le 27 juin où il échoua à rencontrer Wu Peifu, mais put discuter avec Wang Kemin. Forcé par sa tutelle japonaise d'accepter l'entretien, ce dernier ne refusa pas de participer au futur régime, mais demanda à pouvoir rester à Beijing¹. Début juillet, ce fut au tour des dirigeants du Gouvernement réformé de Nanjing. Wang reçut un accueil assez froid de la part de Liang Hongzhi, qui craignait, avec raison, d'être le plus mal servi, la Chine centrale ne pouvant prétendre au statut « spécial » (comprendre « autonome »), de la Chine du Nord et du Mengjiang². En revanche, il trouva en Chen Qun un partenaire plus désireux de s'engager dans le « retour à la capitale » souhaité par le groupe de Wang³. Le 23 juillet, Wang Jingwei se rendit à Canton pour y poser ses marques. Il s'entendit avec les autorités japonaises locales pour développer un gouvernement régional dont il allait faire un pré carré familial jusqu'à la fin de la guerre⁴.

Suivant le plan discuté en juin, le groupe de Wang Jingwei réunit ensuite, du 28 au 30 août 1939, un « 6^e Congrès » qui donna naissance au GMD « orthodoxe »⁵. Une fois franchie cette étape destinée à donner une forme « légale » à la modification des statuts du GMD en vue de la fondation du nouveau gouvernement, il restait au Mouvement de paix à s'entendre avec les autres forces en présence afin qu'elles acceptent de siéger au Conseil politique central ; dernière étape avec l'inauguration du régime de Nanjing.

¹ *WZQS*, p. 336.

² *Ibid.*, p. 337-338.

³ Lors de discussion le 7 juillet 1939, Chen Qun déclara à Wang : « Comme je suis un membre du GMD et un disciple de Sun Yat-sen, j'ai souvent été peiné, depuis que j'ai pris mes fonctions au sein du Gouvernement réformé, par les politiques anti-GMD et anti-Trois principes du peuple de ce dernier » (cité in *WZQS*, p. 340). Nous verrons que Chen Qun joua effectivement un rôle important dans la transition entre le Gouvernement réformé et son successeur (parties 5.3.1.2 et 6.1.1.2).

⁴ Voir la partie 2.1.3.1.

⁵ Voir la partie 3.3.2.1. Ce congrès sera abordé dans le cadre de notre étude du « retour à la capitale » par lequel le groupe de Wang tenta d'imposer sa légitimité à la fois contre Chongqing, mais également contre le projet confédéral dans lequel souhaitait le cantonner une grande partie des acteurs de l'État d'occupation. C'est ce dernier aspect – la planification japonaise plutôt que son détournement par le groupe de Wang – qui nous intéresse ici.

2.3.3.1. « Grosses têtes » récalcitrantes et partenaires japonais inflexibles

Accompagné de ses principaux lieutenants (Zhou Fohai, Mei Siping, Tao Xisheng, Gao Zongwu), à l'exception de Chen Gongbo, Wang Jingwei profita d'une réunion du Conseil d'union organisé à Nanjing entre les dirigeants de Beijing et de Nanjing, pour tenir un premier sommet entre les « trois grands » (*san jutou* 三巨頭), du 19 au 21 septembre 1939. Chacun d'eux était soutenu par sa tutelle japonaise : Kagesa Sadaaki pour Wang Jingwei, Kita Seiichi pour Wang Kemin et Harada Kumakichi pour Liang Hongzhi¹. Le chef du bureau des Affaires politiques du Kōa.in, le général de brigade Suzuki Teiichi 鈴木貞一 (1888-1889), avait également fait le déplacement de Tokyo. Devant le peu d'enthousiasme affiché par Wang Kemin et Liang Hongzhi à l'idée de siéger dans un Conseil politique central largement dominé par le GMD « orthodoxe », Kagesa mit en avant le soutien apporté par le nouveau premier ministre Abe Nobuyuki au projet du Mouvement de paix. Rien n'y fit : le soir même, les deux hommes rendirent visite à Wang pour lui annoncer qu'ils n'étaient d'accord ni avec la composition de la future direction, ni avec le rétablissement du drapeau nationaliste et autres symboles du GMD². Après de nouvelles tractations entre les conseillers japonais, un accord fut trouvé le 21 septembre 1939 qui laissait toutefois l'essentiel en suspens. Si le principe d'un Conseil politique central fut acté, de nombreux points devraient faire l'objet de délibérations ultérieures (le nom du gouvernement, le choix de sa capitale ou encore son drapeau). Surtout, la question des pouvoirs dévolus à Beijing et des conditions concrètes dans lesquelles se ferait l'établissement du nouveau régime n'avait pas été abordée, alors même que la date initialement arrêtée pour sa fondation était le 10 octobre³. Autrement dit, ce premier sommet fut un « échec [*fushubi* 不首尾] »⁴.

Comme le note Kagesa dans ses mémoires, jusqu'à cette date, « la troisième déclaration de Konoe [le 22 décembre 1938] était le seul document dont avait connaissance Wang Jingwei au sujet des demandes du Japon. Mais il était très abstrait », quand bien même il avait pu se faire une idée de la position japonaise lors des négociations de Tokyo en juin⁵. Tous les plans évoqués plus haut étaient en effet tenus secrets par les Japonais, dont nous avons vu qu'ils cherchaient sciemment à maintenir Wang dans le flou quant à leurs intentions. Début octobre 1939, l'Agence

¹ JACAR, C04121393400, Chef d'état-major du groupe i (*i shūdan sanbōchō* 伊集団参謀長) au vice-ministre de la Guerre, « San kyotō kaigi...三巨頭会議... (Réunion des trois grands) », 22 sept. 1939, *Shōwa jūyonnen Rikushi...*, n°61, p. 659-661 ; *WZQS*, p. 374. L'expression « *jutou/kyotō* » employée par les Japonais (« grosses têtes, grosses légumes ») comportait sans doute une connotation ironique. Les véritables « grosses têtes » étaient Kagesa, Kita et Harada. Il est à noter que Kagesa venait juste d'être promu général de brigade, alors que Kita et Harada étaient déjà généraux de division. Kagesa disposait cependant de l'appui du premier ministre, comme nous allons le voir.

² *Ibid.*, p. 374-375. Nous traiterons dans la partie 3.3.1 de ces symboles qui revêtirent une importance toute particulière dans le « retour à la capitale ».

³ *Ibid.*, p. 376.

⁴ Kagesa, « Sozorogaki », art. cit., p. 375.

⁵ *Ibid.*, p. 376.

de la prune et le Kōa.in organisèrent un voyage de Zhou Fohai au Japon. Si le but affiché de cette visite était de transmettre les félicitations de Wang Jingwei au nouveau cabinet Abe, il s'agissait pour les Japonais de rassurer le groupe de Wang, en le poussant à intensifier ses efforts pour recruter des personnalités chinoises, et pour Zhou Fohai d'obtenir des engagements précis sur les revendications du Mouvement de paix concernant l'abolition des gouvernements collaborateurs existants et la constitution d'une force militaire indépendante. Dans les deux cas, Zhou n'obtint pas gain de cause. La rencontre de Wang Jingwei avec Itagaki et Kita, le 21 octobre, ne donna pas plus de résultats¹.

Cependant, la position du Japon était en passe de se clarifier. Au cours du mois de septembre 1939, Wang Jingwei avait demandé à ses partenaires nippons de se prononcer clairement sur une liste de conditions qu'il mettait à sa collaboration. Elle avait déjà été soumise, le 13 juin 1939, lors de la visite de Wang à Tokyo, mais les Japonais n'y avaient pas donné suite, faute d'avoir pris une décision définitive au sujet de l'« Opération Wang Jingwei »². Intitulée « Attentes vis-à-vis du Japon concernant l'application de principes respectueux de la souveraineté chinoise »³, elle était accompagnée d'un texte dédié spécifiquement aux questions financières⁴ et d'un autre, plus court, traitant de l'ouverture du Yangzi au commerce et de la ligne de chemin de fer Shanghai-Nanjing⁵. Les Japonais renvoyèrent une première liste incomplète de réponses le 24 octobre 1939, à laquelle le groupe de Wang répondit à son tour. Le 30 octobre, enfin, l'instance centrale du Kōa.in rendit un verdict sans concessions connu sous le nom de « Principaux points de réponse » (*kaitō yōshi* 回答要旨)⁶. La liste principale des « attentes » comportait trois parties (affaires intérieures, militaires et économiques). Nous résumons ci-dessous la première partie, particulièrement intéressante pour comprendre les termes de la collaboration en ce qui concerne le fonctionnement de l'administration, en ajoutant à la suite de chaque point la réponse donnée par le Kōa.in :

¹ Martin, « “My Life has been Worthwhile!” », art. cit., p. 22.

² *WZQS*, p. 379.

³ « Chūgoku shuken sonchō gensoku jikkō ni kan shi Nihon ni tai suru kibō 中国主權尊重原則実行ニ関シ日本ニ対スル希望 ».

⁴ « Shin chūō seifu zaisei mondai ni kanren shi Nihon gawa ni tai suru kibō 新中央政府財政問題ニ關聯シ日本側ニ対スル希望 (Attentes vis-à-vis de la partie japonaise liées à la question des finances du nouveau gouvernement central) ».

⁵ « Nihon gawa ni kibō suru zakken 日本側ニ希望雜件 (Attentes diverses vis-à-vis de la partie japo-naise) ».

⁶ JACAR B02030529100, « Chūgoku shuken sonchō gensoku jikkō tō ni kan suru Chūgoku gawa kibō oyobi kore ni tai suru Nihon gawa kaitō yōshi 中国主權尊重原則実行等ニ關スル中国側希望及之ニ対スル日本側回答要旨 (Attentes de la partie chinoise concernant l'application de principes respectueux de la souveraineté chinoise et principaux points de réponse de la partie japonaise) », 1^{er} nov. 1939, *Shina jihen kankei ikken*, vol. 6.5, p. 191-210. Chen Peng-jen en propose une traduction chinoise intégrale mettant côte à côte les demandes initiales, la première réplique japonaise, les réponses chinoises et la décision finale du Kōa.in (*WXM*, p. 198-227, tiré de Usui, *Gendaishi shiryō*, op. cit., vol. 13, 1966, chap. 10).

I. Politique intérieure :

1. La Chine s'engage à interdire les discours antijaponais et à promouvoir une éducation favorable à un rapprochement avec le Japon. En échange nous espérons que le Japon supprime le sentiment anti-chinois dans l'archipel.

Réponse : Pas d'objection. La diffusion du bon voisinage entre Chine et Japon ne doit pas concerner que la pensée, mais également la diplomatie, la propagande et le commerce.

2. Afin d'éviter les soupçons d'ingérence, aucun poste de conseiller politique (*seiji komon* 政治顧問) ou assimilé ne sera institué (*moukuru* 設クル) au sein de l'administration centrale. Les discussions entre les deux pays se feront entièrement par l'intermédiaire de l'ambassade de Chine au Japon.

3. Il convient que les Yuans et les ministères chargés des affaires administratives n'emploient aucun Japonais. Les organes nécessitant des compétences dans les sciences naturelles pourront engager des experts japonais, à condition que ces derniers ne s'ingèrent pas dans les affaires administratives. La nomination et les fonctions de ces experts seront du seul ressort du Gouvernement national.

Réponse (2 et 3) : Il n'est pas du tout dans l'intention du Japon de s'ingérer dans les affaires administratives de la Chine. Si les discussions passeront par l'ambassade du Japon en Chine, la collaboration entre les deux pays ne doit pas concerner que les sciences naturelles, mais également les finances ou encore l'économie. Aussi nous considérons comme indispensable et avantageux (*hitsuyō katsu yūri* 必要且有利) que des experts, tels que des enseignants ou des spécialistes des douanes, soient invités (*shōhei* 招聘)¹ par le gouvernement central. L'emploi et les fonctions des conseillers japonais se feront avec l'accord de la partie japonaise.

4. Pour les mêmes raisons, aucun poste de conseiller politique ne sera institué dans les gouvernements provinciaux et les municipalités spéciales. Avant le retrait de l'armée japonaise, des agents de liaison temporaires pourront être employés pour les négociations entre ces administrations locales et les troupes japonaises stationnées. Si ces dernières ont besoin de la coopération des gouvernements provinciaux sur un point, elles devront suivre les formalités diplomatiques et, en aucun cas, donner un ordre oral ou écrit.

Réponse : Le Japon n'a pas l'intention d'installer des conseillers politiques dans les administrations locales. Cependant, il est nécessaire et avantageux de mettre en place (*oku* 置ク) des conseillers japonais dans les zones de coopération renforcée (*kyōdo setsugō chitai* 日支強度接合地帯) et autres régions spéciales. Concernant les discussions avec les troupes stationnées, nous ne voyons pas d'objection à ce que la partie chinoise emploie des préposés aux négociations (*kōshō sen.in* 交渉専員). Nous sommes d'accord en principe pour que des ordres ne soient pas donnés, mais nous espérons pouvoir trouver une solution prenant en compte le contexte particulier de guerre prolongée.

5. Les gouvernements de district et les villes ordinaires étant au contact direct de la population, il ne faut surtout pas qu'elles emploient le moindre Japonais, afin d'éviter que la population ne doute de la puissance amie. Les gouvernements de district pourront instaurer un secrétaire préposé aux négociations. Les troupes stationnées ne pourront pas donner d'ordre. À l'exception des zones de combat, les corps de pacification (*senbuhān* 宣撫班) devront être supprimés dans tous les districts².

Réponse : Pas d'objection, mais la partie chinoise doit reconnaître la situation spéciale qui prévaut dans certaines zones du fait de la guerre.

6. Avant le retrait de l'armée japonaise, les troupes stationnées devront désigner une personne préposée aux discussions avec les gouvernements provinciaux et de district.

Réponse : Une réflexion est encore nécessaire pour savoir comment répondre à cette demande.

¹ Si le Japon imposait bien l'emploi de conseillers, il cherchait à sauver la face du futur gouvernement chinois par un simple changement de verbe : les conseillers ne seraient pas « institués » par le Japon, mais « invités » par la Chine.

² On a vu que ces équipes avaient mis en place les premiers comités collaborateurs au début de l'occupation et avait conservé une influence importante sur l'administration locale issue de ces derniers.

7. Afin de rendre visible l'indépendance en matière de politique fiscale, aucune organisation ou individu japonais ne pourra accaparer ou diriger un organe administratif de perception en Chine, que ce soit directement ou indirectement. Dans les cas particuliers liés aux affaires militaires (la gabelle par exemple), les organes concernés devront être rapidement rendus à la Chine.

Réponse : Le Japon n'a pas l'intention d'accaparer ou de diriger les organes de perception. En ce qui concerne les circonstances particulières liées aux affaires militaires, nous espérons pouvoir répondre à vos demandes une fois que le calme sera rétabli.

8. Nous espérons que les comportements insultants (*bujoku* 侮辱) des militaires et civils japonais (de rang subalterne) à l'égard de la population chinoise pourront être corrigés. Ces incidents mineurs constituent un obstacle aux bonnes relations entre nos deux peuples¹.

Réponse : Nous nous efforcerons d'éradiquer ces comportements. Dans le même temps, nous espérons que vous en ferez autant pour supprimer les incidents qui les suscitent.²

La partie consacrée aux affaires militaires s'ouvrait également sur la question des conseillers. Le groupe de Wang acceptait leur présence dans les instances dirigeantes de l'armée du futur gouvernement et dans les académies militaires. Il était toutefois précisé qu'ils ne devraient pas seulement être japonais, mais également allemands et italiens, ceux-ci représentant la moitié des effectifs et les conseillers japonais l'autre moitié³. La réponse du Kōa.in fut sans appel : la collaboration militaire entre la Chine et le Japon ne tolérait pas la participation de puissances tierces. L'emploi éventuel de conseillers étrangers dans des domaines non stratégiques pourrait faire l'objet de discussions ultérieures⁴.

La troisième partie, sur l'économie, concernait notamment les entreprises et usines spoliées par l'occupant, dont la rétrocession rapide était espérée. Recourant aux mêmes euphémismes pour atténuer la brutalité de son refus, la partie japonaise s'engagea à réfléchir au moyen le plus adéquat de rétrocéder progressivement ces biens à la Chine, à l'exception de ceux appartenant à l'ennemi ou nécessaires à l'armée japonaise⁵.

En résumé, chaque attente formulée par le groupe de Wang pour que soit respectée la souveraineté chinoise, dont dépendaient la crédibilité et la légitimité du futur gouvernement, fut plus ou moins poliment rejetée par le Kōa.in et, derrière lui, l'armée japonaise. L'importance accordée à la question des conseillers japonais montre que le groupe de Wang souhaitait rompre avec le « guidage interne » en vigueur dans les premiers gouvernements de collaboration, afin de ne pas apparaître comme un régime fantoche⁶.

¹ « Un rapport japonais confidentiel de 1940 dresse un constat très sévère de l'attitude des ressortissants nippons en Chine du Nord. Il évoque un "sentiment de supériorité" généralisé à l'égard des Chinois et de "nombreux actes humiliants qui nourrissent le ressentiment", ainsi qu'une "tendance à être sous l'emprise de la xénophobie". Aucune catégorie n'est épargnée, ni les colons, ni les fonctionnaires, qui sont décrits comme avides de profits immédiats et ayant perdu toute vergogne du fait de la supériorité de l'armée japonaise et de l'éloignement de la métropole » (Lucken, *Les Japonais et la guerre*, op. cit., p. 56).

² JACAR B02030529100, « Chūgoku shuken sonchō gensoku... », p. 193-195, 202-204.

³ *Ibid.*, p. 196.

⁴ *Ibid.*, p. 204.

⁵ *Ibid.*, p. 205.

⁶ Nous étudierons, dans la partie 4.1.1, le fonctionnement concret du système des conseillers sous le gouvernement de Wang Jingwei.

De son côté, Kagesa affirme avoir été très surpris lorsqu'il prit connaissance, début octobre 1939, des nouveaux termes de la collaboration exigés par son pays. Ceux-ci résultaient d'un processus qu'il avait lui-même enclenché. Souhaitant disposer d'un document plus concret que la troisième déclaration de Konoe, il avait conseillé à ses supérieurs, à l'été 1939, de préparer un accord qui pourrait être signé avec Wang Jingwei. Les instances centrales du Kōa.in planchèrent alors sur la question. Kagesa s'attendait à ce que leur texte reprenne fidèlement la « Politique d'ajustement des nouvelles relations sino-japonaises » (*Nisshi shin kankei chōsei hōshin* 日支新關係調整方針) élaborée par le lieutenant-colonel Horiba Kazuo à partir de l'été 1938 et approuvée le 30 novembre 1938 par la Conférence impériale¹. Or, début octobre 1939, Horiba arriva à Shanghai avec le document préparé par le Kōa.in, certes basé sur sa « Politique d'ajustement », mais agrémenté de nouvelles clauses². À en croire Kagesa, Horiba lui demanda alors si, dans ces conditions, Wang avait une chance de gagner le soutien de la population. « Aucune » aurait-il répondu³. Malgré sa colère contre le Kōa.in, Kagesa choisit de ne pas s'opposer frontalement à ses supérieurs et décida de remettre l'ébauche d'accord telle quelle à Wang Jingwei pour connaître son avis sur le sujet et apporter d'éventuelles modifications. Reprenant les « Principaux points de réponse » du 30 octobre, l'ébauche en question, que Kagesa désigne sous le nom de « texte de base des négociations » (*kōshō gen.an* 交渉原案)⁴ était organisé en plusieurs documents. Les principaux étaient le « Plan général pour l'ajustement des relations sino-japonaises » définissant les grandes lignes de la politique de collaboration (« bon voisinage », lutte contre le communisme, coopération économique)⁵, et les « Points d'accord secrets concernant la nouvelle situation sino-japonaise » portant notamment sur la question des gouvernements collaborateurs déjà existants ainsi que celle des conseillers⁶.

¹ Voir la partie 1.2.2 et le Tableau 1.3. Nous avons vu que ce texte, qui avait servi de base au discours du 22 décembre 1938, était déjà plus dur que les termes discutés quelques semaines plutôt au Chongguangtang et sur la foi desquels Wang avait fait défection.

² Kagesa donne quelques exemples : le rattachement de treize districts du Nord-Shanxi au Mengjiang, un très fort renforcement de l'autonomie de la Chine du Nord, le passage sous mandat japonais d'importantes lignes de chemin de fer, l'expansion des zones de lutte anticommuniste où pourraient stationner les troupes japonaises indéfiniment, de nouveaux privilèges en faveur du Japon sur l'île de Hainan. Outre la persistance d'une ligne dure, Kagesa explique ce décalage entre les attentes de Wang et le texte préparé à Tokyo par le fonctionnement de la bureaucratie japonaise. Le contenu des négociations de juin entre Wang et le premier ministre n'avait pas forcément été diffusé dans les échelons inférieurs chargés de la rédaction des plans pour la Chine. Or, une fois rédigés, ces plans étaient approuvés au sommet de l'État sans être modifiés (*ibid.*, p. 376-377).

³ *Ibid.*

⁴ Kagesa, « Sozorogaki », art. cit., p. 378.

⁵ JACAR B02030542700, « Nisshi shin kankei chōsei yōkō 日支新關係調整要綱 (Plan général pour l'ajustement des relations sino-japonaises) », *Shina jihen kankei ikken*, vol. 14.52. Ce dossier contient les versions antérieures du texte, depuis août 1938. Celle transmise au groupe de Wang avait été approuvée le 25 octobre par le Conseil des cinq ministres (*ibid.*, p. 318 *sqq.*). Pour la traduction chinoise, voir *WGC*, p. 421-427.

⁶ JACAR B02031753500, « Nisshi jitai ni kan suru himitsu ryōkai jikō 日支新事態ニ関スル秘密諒解事項 (Points d'accord secrets concernant la nouvelle situation sino-japonaise) », 15 nov. 1939, *Shina jihen ni saishi shin Shina chūō seifu seiritsu ikken ; Ume kikan to Ō Seiei gawa to sesshō chū no kaku dankai ni okeru jōbun*

2.3.3.2. Huis clos amer rue Yuyuan (novembre 1939)

Ce projet d'accord fit l'objet d'âpres négociations entre les représentants de Wang Jingwei (Zhou Fohai, Mei Siping, Tao Xisheng, Zhou Longxiang, Lin Bosheng) et les principaux membres de l'Agence de la prune. Elles se déroulèrent en sept sessions, du 1^{er} au 12 novembre 1939, dans l'enceinte du camp retranché du Mouvement de paix, au n°1136 de la rue Yuyuan à Shanghai¹. Les discussions portèrent principalement sur quatre sujets majeurs : les conseillers, le développement économique, les affaires militaires et les zones spéciales telles que la Chine du Nord². Elles révélèrent des désaccords importants sur chacun de ces points. La partie chinoise tenta, sans succès, d'imposer que seul les termes déjà présents dans l'accord de Shanghai de novembre 1938, la troisième déclaration de Konoé et les discussions de juin 1939 soient négociés³. Si, pour la première et la dernière fois, le groupe de Wang fut en mesure d'influer véritablement sur les fondements de la politique chinoise du Japon, il échoua à imposer ses vues, sinon dans le choix des mots et quelques aspects mineurs. Bien décidée à maintenir et étendre son réseau de conseillers à tous les échelons de l'État d'occupation, la partie japonaise réitéra sa position sur le sur le sujet⁴.

La collaboration économique devrait, elle, inclure des « avantages spéciaux » (*tokubetsu ben.eki* 特別便益) en faveur du Japon, notamment pour l'exploitation des ressources minières en Chine du Nord et au Mengjiang. Zhou Fohai demanda que cette clause soit supprimée au motif que la partie chinoise avait déjà accordé au Japon des « droits préférentiels » (*yūsenken* 優先權) dans tout le pays. C'était trop peu pour Kagesa, qui céda seulement sur le terme employé : il ne serait plus question d'avantages spéciaux mais de « facilités spéciales » (*tokubetsu bengi* 特別便宜)⁵.

kankei 支那事変ニ際シ新支那中央政府成立一件ノ梅機關ト汪精衛側トノ折衝中ノ各段階ニ於ケル条文關係 (Documents sur la formation du nouveau gouvernement central chinois pendant l'Incident de Chine ; Documents de chaque étape des négociations entre l'Agence de la prune et le groupe de Wang Jingwei) ; voir aussi JACAR B02030529000 (annexe du texte précédent, intitulée à l'origine « Points d'accord concernant le recrutement de conseillers et d'agents de liaison japonais »). Il semble que ce titre ait été donné par l'Agence de la prune à l'issue des négociations traitées ci-dessous.

¹ Ces négociations sont parmi les mieux connues de la période, car nous disposons des minutes détaillées prises par les participants japonais, qui permettent de suivre les interventions de chacune des personnes présentes. Ces minutes sont reproduites dans JACAR B02030569200, *Shina jihen kankei ikken*, vol. 6,4,5,6,7. On en trouvera des traductions chinoises dans *WGC*, p. 444-523 et *WXM*, p. 80-169. La « Yü Yuan Road Conference » ayant déjà fait l'objet d'excellentes études en anglais, nous nous contenterons ici d'en proposer une courte synthèse (voir Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 261-276 ; Martin, « "My Life has been Worthwhile!" », *art. cit.*, p. 23-30 ; pour une analyse chinoise, voir *WZQS*, p. 383-392).

² Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 263.

³ *WXM*, p. 85.

⁴ *WZQS*, p. 498 *sqq.*

⁵ Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 266.

Concernant la question capitale de l'étendue et de la durée du stationnement des troupes japonaises, le groupe de Wang eut la mauvaise surprise de découvrir que les engagements de novembre 1938 ne tenaient plus. Cette présence militaire ne concernerait pas seulement le Mengjiang et le corridor Beijing-Tianjin, comme prévu initialement, mais « différents points de Chine du Nord » afin de s'adapter à l'expansion de la guérilla communiste depuis un an¹. La Nouvelle 4^e armée venait de faire son apparition au sud du Yangzi, nota Zhou Fohai, qui redoutait que l'adaptation à la « situation changeante » demandée par les Japonais, ne justifie une présence militaire nipponne sans limite dans l'espace et dans le temps. Aussi exigea-t-il que les garnisons anticommunistes et les troupes régulières fassent l'objet de deux clauses distinctes. Kagesa refusa, arguant que, de toute manière, la population ne saurait rien de ces clauses qui resteraient secrètes. Zhou eut beau répondre que la présence de soldats japonais ne pourrait, elle, être tenue secrète, rien n'y fit². Kagesa pointa, du reste, la nécessité de maintenir des troupes japonaises pour pallier aux insuffisances du Mouvement de paix, qui s'était révélé incapable de rallier des chefs militaires, comme promis au Chongguangtang³. La seule satisfaction accordée au groupe de Wang fut de planifier un retrait des troupes chargées du maintien de l'ordre dans les deux ans suivant le rétablissement de la paix⁴.

Le problème de la souveraineté territoriale, enfin, occupa une part importante des débats. Le Mengjiang ne posait pas problème, en soi, sinon, on l'a dit, au sujet des treize districts du Nord-Shanxi que le Japon souhaitait désormais rattacher au gouvernement collaborateur mongol. Tao Xisheng, en particulier, s'inquiéta que des populations han puissent passer sous l'autorité d'une autre ethnie, parlant à ce sujet de « conflit racial », dans un de ses longs développements historiques délivrés sur un ton professoral qui avaient le don d'agacer Kagesa⁵. Ce dernier

¹ Une distinction était faite entre les garnisons anticommunistes (*bōkyō chūton* 防共駐屯), destinées à stationner durablement dans les zones exposées à la menace rouge, et les troupes ordinaires dont la présence dans l'ensemble de la zone occupée était justifiée par le maintien de l'ordre. Or les nouvelles propositions japonaises abordaient dans un même point ces deux catégories, faisant craindre aux négociateurs chinois l'établissement définitif de garnisons aux quatre coins du pays (*ibid.*, p. 268).

² *Ibid.*, p. 268-269.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 270.

⁵ Martin, « "My Life has been Worthwhile!" », art. cit., p. 26 ; *WXM*, p. 121. Ce point suggère un non-dit, également présent à propos de la Mandchourie, qui traduit le cadre flou de la nation chinoise à l'époque républicaine. La Chine du XX^e siècle, comme l'Inde ou la Russie par exemple, peut être rangée dans la catégorie des « downstream imperial polities », pour reprendre le concept de Timothy Brook, à savoir un État-nation ayant hérité des frontières d'un empire et englobant donc d'autres ethnies (Tibétains, Mongols, Ouïghours, etc.) (« Great States », *The Journal of Asian Studies*, vol. 75, n°4, nov. 2016, p. 957-972). L'État central chinois post-impérial, qu'il soit contrôlé par le GMD ou, aujourd'hui, par le PCC, a souvent rencontré des difficultés à concilier nationalisme han et maintien de son autorités dans les anciennes marches de l'empire Qing. La solution trouvée par le PCC après 1949, inspirée du modèle soviétique, a été d'instituer plusieurs niveaux de souveraineté entre la Chine « propre » (comprendre « han ») et les territoires majoritairement habités par des « minorités ethniques » (définies arbitrairement pour la plupart), jouissant, en théorie, d'un certain degré d'autonomie. Ce système a prouvé ses limites, laissant à ces minorités le choix entre assimilation et répression. Le GMD d'avant-guerre était, lui, l'héritier d'un nationalisme « classique » faisant correspondre à un État une nation, pour mieux

contredit Tao en affirmant que le Mengjiang ne fondait pas son autonomie sur la race, mais sur l'objectif de la lutte anticommuniste. Aussi la coexistence des Han et des Mongols en son sein ne devait pas poser problème. Si l'anticommunisme seul était en jeu, répliqua Tao, alors pourquoi vouloir détacher le Nord-Shanxi de la Chine du Nord, dont l'autonomie était, elle-même, justifiée par le concept de glacis protecteur contre le communisme¹.

La Chine du Nord constituait la principale pierre d'achoppement entre les deux camps. Son contrôle par le futur régime de Nanjing était une condition *sine qua non* à l'existence d'un gouvernement véritablement « national ». Si celui-ci était prêt à lui accorder un haut degré d'autonomie, le groupe de Wang demandait à pouvoir nommer les membres du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord, qui avait tout d'un gouvernement indépendant sauf le nom. Il exigeait aussi le droit de veto sur ses décisions et de pouvoir déterminer sa politique fiscale. La partie japonaise ne fit de concession sur aucune de ces demandes². Autre point litigieux : la délimitation de la Chine du Nord, et donc de la zone d'influence du nouveau gouvernement de Nanjing. Plus raisonnable que la définition qu'en donnaient les officiers nippons de Beijing, pour qui celle-ci devait s'étendre jusqu'au Zhejiang, le plan du Kōa.in prévoyait tout de même d'inclure dans cette région autonome la ligne de chemin de fer Longhai 隴海, raccordant d'est en ouest, au sud du Fleuve jaune, Xuzhou à Xi'an. Zhou Fohai considérant cette démarcation comme totalement inacceptable, Kagesa fit, une fois n'est pas coutume, des concessions sur ce point. Il fut décidé que la Chine du Nord comprendrait les provinces du Hebei, du Chahar et du Shandong³.

Parmi les autres « zones spéciales », le groupe de Wang protesta, en particulier, contre la clause concernant Shanghai, où le Japon souhaitait maintenir une municipalité quasi autonome, étroitement pilotée par ses conseillers. Au bout du compte, la partie chinoise dut accepter de soumettre un grand nombre de décisions concernant l'administration de Shanghai à des

dénoncer le caractère allogène des dynasties mandchoues. En dépit de cette conception d'une souveraineté homogène à l'intérieur des frontières nationales, le GMD n'en a pas moins continué à revendiquer les frontières Qing (quand bien même il ne contrôlait que la Chine orientale), en tolérant la coexistence d'un discours sur les « cinq ethnies ». Cette ambiguïté du nationalisme chinois explique la plus grande facilité avec laquelle le groupe de Wang, mais aussi Jiang Jieshi, qui était prêt à transiger sur la Mandchourie, acceptèrent l'emprise nipponne sur ces territoires, dont le recouvrement était jugé moins prioritaire que celui de la Chine du Nord notamment. L'importance prise par la Mandchourie dans le discours nationaliste des années 1930, qui en fit une Alsace-Lorraine chinoise, fut d'abord le fait d'activistes locaux exilés qui pressèrent Nanjing de reconquérir les provinces perdues. Ce faisant, ils rattachèrent cette périphérie au territoire national et, plus largement, contribuèrent à construire le nationalisme chinois lui-même à travers le mythe de la résistance contre l'envahisseur nippon. Ce mythe et son envers (la collaboration) sont aujourd'hui encore au cœur de l'imaginaire national en Chine (Mitter, *The Manchurian Myth*, *op. cit.* ; voir aussi Duara, *Sovereignty and Authenticity: Manchukuo and the East Asian Modern*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2003, chap. 5).

¹ WXM, p. 122.

² Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 271.

³ *Ibid.*, p. 272.

« consultation préalables » et à employer de nombreux conseillers dans le gouvernement municipal.

La question de l'île de Hainan, qui ne s'était pas posée en 1938, mais qui était désormais cruciale pour la Marine japonaise et son projet d' « avance vers le Sud » (*nanshin* 南進), fit l'objet, nous l'avons dit, de négociations à part entre Chen Gongbo et Suga Hikojiro¹.

L'amertume gagna rapidement le camp chinois, qui prit, durant ces journées de négociations, la pleine mesure du cynisme des autorités japonaises, dont Kagesa, malgré ses réticences à endosser cette ligne dure, se fit le porte-parole. Lors de la séance du 12 novembre, Zhou Fohai demanda que tous les points abordés le soient à nouveau afin de rééquilibrer la balance des avantages concédés, qui penchait très fortement en faveur de la partie japonaise. Kagesa préconisa, au contraire, de s'entendre rapidement sur les grandes orientations, afin de pouvoir réunir le Conseil politique central au plus vite avant de fonder le nouveau gouvernement. Face à cette impasse, qui menaçait le Mouvement de paix dans son ensemble, Kagesa rentra à Tokyo le 16 novembre, à la demande de Wang Jingwei. Celui-ci dit craindre que le décalage trop grand entre les engagements pris par le Japon fin 1938 et les conditions du Kōa.in ne poussent certains de ses « camarades » à quitter le navire². Kagesa s'adressa directement au ministre de la Guerre, Hata Shunroku, dont il découvrit qu'il n'avait qu'une connaissance très vague des négociations en cours à Shanghai. Il plaida pour un adoucissement des conditions japonaises, afin que l'accord signé avec Wang Jingwei prouve à Chongqing et aux Chinois que le Japon n'était en rien animé par un esprit de conquête. Kagesa se heurta aux tenants de la ligne dure au sein de l'État-major central³. Des concessions n'étaient pas totalement exclues, mais Tokyo préférait les réserver pour Jiang Jieshi⁴. Hata renvoya Kagesa à Shanghai avec l'ordre d'aboutir à un accord. Après de nouvelles discussions, toutes aussi difficiles, les deux parties signèrent, le 31 décembre 1939, une version modifiée des textes préparés par le Kōa.in. Cet « accord secret » (*naiyaku* 内約), nom que lui donne Kagesa, apparaît dans les archives sous le titre de « Documents relatifs à l'ajustement des relations sino-japonaises » (*Nisshi shinkankei chōsei ni kan suru shorui* 日支新

¹ *Ibid.*, p. 274. Ces négociations eurent lieu du 18 au 24 décembre 1939 (les minutes sont traduites dans *WXM*, p. 172-195). Chen Gongbo, qui garda une certaine distance avec le Mouvement de paix jusqu'à la veille du « retour à la capitale » n'avait pas pris part aux négociations début novembre.

² Kagesa, « Sozorogaki », art. cit., p. 378-379.

³ Cette ligne était notamment représentée par le général de division Tominaga Kyōji 富永恭次 (1892-1960), membre du 1^{er} Bureau de l'état-major (Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 262).

⁴ *Ibid.* ; Kagesa, « Sozorogaki », art. cit., p. 378-379.

關係調整ニ関スル協議書類)¹. Son contenu fut repris, à peu de choses près, dans le Traité de base signé le 30 novembre 1940².

La crainte exprimée par Wang Jingwei le 15 novembre ne tarda pas à se réaliser. Le 3 janvier 1940, Gao Zongwu et Tao Xisheng s'enfuirent pour Hongkong. Le 21 janvier, le *Dagongbao* 大公報 (L'Impartial) publia en Une l'« accord secret », dont Gao avait subtilisé une copie avant de partir³. Il s'agissait, en réalité, du « texte de base des négociations » (*kōshō gen.an*), c'est-à-dire les conditions très dures du Kōa.in avant les modifications, certes limitées, obtenues de haute lutte par le groupe de Wang⁴. Dès le lendemain, la presse chinoise et anglaise de Shanghai publia à son tour le texte. Itagaki ne put qu'ordonner aux journaux japonais de ne pas dire un mot de l'affaire⁵.

Si les compromis auxquels avait dû se résoudre Wang en signant l'« accord secret » devait l'handicaper jusqu'à la fin de la guerre, la révélation du contenu de celui-ci, a *fortiori* dans sa version non amendée, eut un effet immédiatement dévastateur pour l'image du Mouvement de paix⁶. Blessés et furieux de cette trahison, les dirigeants du Mouvement de paix accusèrent le coup. Zhou Fohai crut néanmoins pouvoir tirer profit de cette affaire. Le 28 janvier 1940, il écrivit une longue lettre à Wang Jingwei en ce sens :

Trois points positifs peuvent être tirés de l'affaire Gao-Tao. Le premier est qu'elle porte un coup aux négociations directes entre Tokyo et Chongqing⁷. Le deuxième est que, dorénavant, le Japon sera contraint d'appliquer à la lettre les conditions [de l'accord]⁸, faute de quoi cela signifierait que

¹ JACAR B04013461600, « *Nisshi shinkankei chōsei ni kan suru shorui* 日支新關係調整ニ関スル協議書類 (Documents relatifs à l'ajustement des relations sino-japonaises) », 31 déc. 1939, *Nikka kihon jōyaku oyobi Nitchi-Man-Ka kyōdō sengen kankei ikken*, vol. 1, p. 59-107.

² Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 261.

³ Sur les circonstances de l'« Affaire Tao-Gao » (*Tao, Gao shijian* 陶高事件), voir leurs notices respectives dans l'Annexe 3 et *WZQS*, p. 392-393.

⁴ Kagesa, « Sozorogaki », art. cit., p. 379.

⁵ JACAR C04121835400, Chef d'état-major de l'Armée expéditionnaire de Chine au chef du Bureau de l'information, 22 janv. 1940, *Shōwa jūgonen Rikushi mitsu dai nikki*, n°4.1, p. 319-320.

⁶ Le 28 janvier 1940, Mao Zedong donna pour directive au PCC d'organiser une « grande réunion publique d'opposition à l'accord signé par Wang Jingwei pour vendre son pays [*fandui Wang Jingwei maiguo xieding de minzhong dahui* 反對汪精衛賣國協定的民眾大會] ». Connue sous le nom de « Grande réunion des masses de Yan'an pour dénoncer Wang Jingwei » (*Yan'an minzhong tao Wang dahui* 延安民眾討汪大會), elle eut lieu le 1^{er} février et devait être suivie d'un « mouvement anti-Wang » (*fan Wang yundong* 反汪運動) dans chaque localité. Ce mouvement était également dirigé contre le GMD. Distinguant les « bons » des « mauvais » Nationalistes, Mao assimila l'anticommunisme de ces derniers à celui de Wang Jingwei, en les présentant comme des « traîtres cachés [*anzang de hanjian* 暗藏的漢奸] » (« Kefu toudi weixian, lizheng shiju haozhuan 克服投敵危險, 力爭時局好轉 (Surmonter le danger de la trahison et lutter pour retourner la situation en notre faveur) », 28 janv. 1940, <<http://www.dudj.net/hongsejingdian/27/806.html>> ; « Tuanjie yiqie kangri liliang, fandui fangong gangupai 團結一切抗日力量, 反對反共頑固派 (Unir toutes les forces de la résistance contre le Japon et s'opposer à la clique réactionnaire anticommuniste) », 1^{er} fév. 1940, <<http://www.dudj.net/hongsejingdian/27/807.html>>, consulté le 30 août 2017. Merci à Song Ningsi d'avoir attiré notre attention sur ces textes traduits dans les *Œuvres choisies de Mao Tse-toung*, Beijing, Éditions en langues étrangères, t. 2, 1967, p. 413-423).

⁷ Zhou Fohai n'était pas opposé à ces négociations, mais souhaitait imposer le groupe de Wang comme intermédiaire.

⁸ C'est-à-dire les maigres concessions obtenues lors des négociations de novembre 1939.

les termes publiés par Gao et Tao sont véridiques [...]. Le dernier point est qu'auparavant, le Japon espérait que Chongqing s'écroulerait dès la fondation [du nouveau gouvernement] et qu'un grand nombre de ses troupes ferait défection. Maintenant que Gao et Tao ont publié ce document, nous aurons, à l'avenir, une bonne excuse si les attentes du Japon ne se réalisent pas immédiatement¹.

Zhou espérait, en outre, obtenir trois nouvelles concessions grâce au scandale : supprimer le fanion imposé par les Japonais au-dessus du drapeau national², accélérer la remise des lettres de créance de l'ambassadeur japonais au nouveau gouvernement et obtenir que le quartier général de l'Armée expéditionnaire de Chine s'installe ailleurs qu'à Nanjing³. C'était, une nouvelle fois, accorder une confiance trop grande dans le souci qu'avait la puissance occupante de la « face » du nouveau gouvernement : les lettres de créances n'arrivèrent que le 30 novembre 1940, tandis que le quartier général et le fanion restèrent en place.

Un accord ayant été trouvé entre le groupe de Wang Jingwei et le Japon, il ne restait plus qu'à formaliser l'entente entre les « trois grosses têtes ».

2.3.3.3. Dernière mise au point : la conférence de Qingdao (janvier 1940)

Ne souhaitant pas répéter l'échec du sommet de Nanjing, en septembre 1939, qui avait vu Wang Kemin et Liang Hongzhi n'adhérer au projet de nouveau gouvernement central que du bout des lèvres, sans prendre d'engagements concrets sur la nature de leur union avec le groupe de Wang, Tokyo décida qu'un nouveau sommet aurait lieu à Qingdao en janvier 1940. D'importants préparatifs furent réalisés en amont pour s'assurer que cette rencontre ne serait qu'une formalité. Il s'agirait pour les trois dirigeants de signer les différents textes définissant l'organisation du futur régime⁴. La principale question qui se posait aux acteurs de l'« Opération Wang Jingwei » était de savoir si le contenu de l'« accord secret » signé le 31 décembre devrait ou non être divulgué aux dirigeants déjà en place à Beijing et Nanjing. Le 2 janvier, un plan de l'armée intitulé « Directives pour la réunion des trois grands » distingua trois types de contenus parmi les différents « Documents relatifs à l'ajustement des relations sino-japonaises ». Les textes définissant les grandes lignes de la politique de collaboration (« Plan général pour l'ajustement des relations sino-japonaises » notamment) pourraient être communiqués dans leur intégralité. En revanche, seul certains des « Points d'accord secrets » étaient divulguables. Les questions relatives aux « gouvernements déjà établis », qui les intéressaient au premier chef, ne pourraient être abordés qu'oralement avec eux. Enfin, il était strictement interdit de leur transmettre les « Points

¹ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 28 janv. 1940, AH 118-010100-0033-048. Cf. ZR, 27 janv., p. 237-238.

² Voir la partie 3.3.1.2.

³ *Ibid.*

⁴ Notamment le « Plan général pour l'organisation du Conseil politique central » (*zhongyang zhengzhi huiyi zuzhi yaogang* 中央政治會議組織要綱), le « Règlement organique du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord » (*huabei zhengwu weiyuanhui zuzhi tiaoli* 華北政務委員會組織條例) ou encore le « Programme politique du Gouvernement national » (*guomin zhengfu zhenggang* 國民政府政綱) (WZQS, p. 403).

d'accord particulièrement confidentiels (*kimitsu ryōkai jikō* 機密諒解事項)¹. Ces précautions se révélèrent inutiles après la publication, le 20 janvier, du projet d'accord par Gao Zongwu et Tao Xisheng. Le document précisait, par ailleurs, que l'Agence de la prune était chargée de la direction du sommet de Qingdao ; manière de dire qu'elle aurait le dernier mot si de nouveaux désaccords devaient apparaître avec les officiers de Chine du Nord, également présents². Afin de lisser les différents avant la conférence, les responsables de l'armée d'occupation au Mengjiang, en Chine du Nord et ailleurs furent convoqués le 11 janvier 1940 à Nanjing³.

À Tokyo, le Kōa.in adopta, le 6 janvier, un « Plan général relatif à la fondation du gouvernement central » prenant acte des accords passés en vue de la formation du nouveau régime. Il précisait que le groupe de Wang devrait « s'efforcer de coopérer avec la partie japonaise pour obtenir la capitulation rapide de Chongqing »⁴. Deux jours plus tard, le gouvernement japonais approuva les « Objectifs relatifs à la fondation du nouveau gouvernement central chinois », qui reprenaient les décisions du Kōa.in et prévoyaient d'entamer des négociations diplomatiques formelles avec le nouveau régime chinois, une fois que son développement et la situation le permettraient⁵.

La conférence, à proprement parler, se tint du 23 au 26 janvier 1940. Contrairement au sommet de Nanjing, en septembre, les conseillers japonais n'assistèrent pas aux réunions, afin de sauver les apparences, alors que de nombreux journalistes chinois et étrangers étaient présents. Wang Jingwei, Wang Kemin, Liang Hongzhi et le représentant du Mengjiang, Li Shouxin 李守信 (1892-1970), n'en furent pas moins étroitement encadrés par leurs chaperons japonais, qui s'assurèrent que le script était suivi à la lettre. Ces derniers avaient veillé à ce que ce sommet ne soit pas un lieu de débat mais une simple chambre d'enregistrement, ainsi que l'occasion de prononcer des discours et de tenir des conférences de presse. Ainsi, la question de la répartition des postes dans le nouveau gouvernement, qui préoccupait tout particulièrement les collaborateurs

¹ Ceux-ci concernaient notamment l'emplacement des garnisons anticommunistes ou encore les questions financières et monétaires (JACAR B02030519300, « “Nisshi shinkankei chōsei ni kan suru shorui” no hi (ki) mitsu no toriatsukai ni kan suru ken 「日支新関係調整ニ関スル協議書類」ノ秘(機)密取扱ニ関スル件 (Traitement de passages secrets et top secrets des “Documents relatifs à l'ajustement des relations sino-japonaises”) », 6 janv. 1940, *Shina jihen kankei ikken*, vol.3.2, p. 295-296).

² JACAR C12120064300, « San kyotō kaigi no shidō 三巨頭会議ノ指導 (Instructions pour la réunion des trois grands) », top secret, 2 janv. 1940, *Shina jihen sensō shidō kankei shiryōtsuzuri (Shina hakengun no bu)* 支那事変戦争指導関係資料綴(支那派遣軍の部)(Compilation d'instructions pour la guerre sino-japonaise ; Armée expéditionnaire de Chine), 27 juill. 1937-1^{er} juin 1941, p. 15-16.

³ JACAR C04121734800, Itagaki (chef d'état-major de l'Armée expéditionnaire de Chine) au vice-ministre de la guerre, top secret, 3 janv. 1940, *Shōwa jūgonen Rikushi mitsu dai nikki*, n°1.3, p. 1773-1774 ; *WZQS* (p. 403) parle d'une réunion organisée le 12 janvier par le directeur général du Kōa.in, Yanagawa Heisuke.

⁴ JACAR B02030519300, « Chūō seiken juritsu ni kanren suru taisho yōkō 中央政權樹立ニ關聯スル対処要綱 (Plan général relatif à la fondation du gouvernement central) », 6 janv. 1940, *Shina jihen kankei ikken*, vol. 3, p. 291-295.

⁵ JACAR B02030519400, « Shina shin chūō seifu juritsu ni kanren suru shori hōshin 支那新中央政府樹立ニ關聯スル処理方針 (Objectifs relatifs à la fondation du nouveau gouvernement central chinois) », 8 janv. 1940, *Shina jihen kankei ikken*, vol. 3, p. 298.

de la première heure, ne devrait pas être traitée durant les réunions. Elle ferait l'objet de discussions informelles ultérieures¹.

La réorganisation de l'État d'occupation entérinée à Qingdao venait conclure un processus débuté à la fin de l'année 1937. Durant plus de deux ans, une multitude de plans se succédèrent, dans un échange incessant d'ébauches retravaillées au fil de leur circulation entre les états-majors et autres agences en Chine et les différents organes à Tokyo. Pour autant, une certaine continuité exista dans la finalité donnée par le Japon à la guerre – « ajuster » les relations sino-japonaises –, qui se retrouvait dans les conditions de paix exigées lors des différentes négociations visant à résoudre l'« Incident de Chine » (reconnaissance du Manzhouguo, zones spéciales réservées au Japon, privilèges économiques, etc.). Cette constance explique qu'il n'y ait pas lieu d'opposer systématiquement les recherches d'une paix négociée et les stratagèmes visant à affaiblir Chongqing. Si les différents émissaires nippons chargés de les mettre en œuvre ne partageaient pas la même vision de la politique à suivre, ces divergences concernaient moins ce nécessaire « ajustement » que les moyens de l'atteindre. Aux partisans d'une domination sans concessions s'opposait une ligne soucieuse de donner une certaine légitimité au futur gouvernement central chinois, afin d'en faire un partenaire durable pour le Japon.

Peu après la mise en place des premiers gouvernements collaborateurs locaux, en Chine du Nord puis en Chine centrale, un effort de centralisation s'amorça à l'échelle régionale, visant à coordonner les comités de maintien de l'ordre avec le Gouvernement provisoire à Beijing et le Gouvernement réformé à Nanjing. Cet assemblage des organisations chinoises se fit parallèlement à l'institutionnalisation des autorités d'occupation. De fait, le découpage administratif de l'Armée de terre japonaise contribua largement à dessiner celui de l'État d'occupation. L'impulsion brouillonne donnée par le discours du premier ministre Konoé, le 16 janvier 1938, refusant tout dialogue avec Jiang Jieshi et annonçant l'établissement prochain d'un nouveau gouvernement central en Chine, attisa la rivalité entre l'Armée régionale de Chine du Nord et l'Armée expéditionnaire de Chine centrale. Chacune cherchait à peser sur la centralisation de l'État d'occupation en défendant les intérêts de ses clients chinois et du gouvernement qu'ils dirigeaient. La première eut d'abord l'avantage, laissant croire un temps que Beijing serait la future capitale de la Chine occupée. Le développement d'un gouvernement régional à Shanghai puis à Nanjing empêcha ce projet, tandis que la prise de Wuhan et Canton, à l'automne 1938, compliquèrent encore la situation en ajoutant de nouveaux pôles régionaux. Ceux-ci restèrent à l'écart d'une première phase de centralisation, à l'échelle de la zone occupée, débutée peu avant avec la

¹ WZQS, p. 405.

création d'un Conseil d'union devant permettre la fusion des gouvernements de Beijing et de Nanjing, mais qui n'eut aucun effet concret.

Parmi toutes les opérations des services secrets militaires nippons visant à déstabiliser Chongqing, plusieurs semblèrent porter leurs fruits à la fin de l'année 1938, notamment celles visant Wu Peifu et Wang Jingwei. La centralisation alors envisagée devait permettre d'intégrer ces nouveaux venus et, plus tard, un Gouvernement nationaliste soumis, sans remettre en cause l'autonomie des gouvernements régionaux déjà existant. Dominée par la doctrine du *bunji gassaku* (administrations séparées et coopération), cette vision japonaise de la Chine nouvelle fut pensée selon un modèle confédéral. Le Mouvement de paix lancé par Wang Jingwei en 1939 fut, d'emblée, affaibli par un manque de soutiens, notamment militaires, en Chine et par le peu d'égards dont firent preuve les Japonais à son endroit. L'obstination de Jiang Jieshi et la disparition de Wu Peifu imposèrent pourtant Wang comme la seule personnalité chinoise d'envergure sur laquelle pouvait compter Tokyo. Encore pensé, à l'été 1939, comme une composante parmi d'autres du futur gouvernement confédéral, le Mouvement de paix gagna ainsi en importance, sans pour autant remettre en cause ce modèle. En effet, malgré ses efforts, le groupe de Wang ne parvint pas à imposer aux négociateurs japonais la Chine souveraine et unifiée qu'il souhaitait gouverner depuis Nanjing et dut se plier à la plupart des termes prévus pour l'« ajustement des relations sino-japonaises ». Les concessions faites en novembre 1939 compromirent les chances du nouveau régime d'incarner un Gouvernement nationaliste légitime. En faisant son « retour à la capitale », le 30 mars 1940, le groupe de Wang Jingwei ne renonça cependant pas à imposer sa vision étatique héritée de l'avant-guerre, contre les acteurs chinois et japonais présents en zone occupée.

Deuxième partie

Le gouvernement de Wang Jingwei dans l'État d'occupation

國民政府此次還都南京, 為統一全國,
使向於實現和平實施憲政之大道, 勇猛前進,
全國內, 祇有此唯一的合法的中央政府¹

En annonçant le « retour à la capitale » du parti-État nationaliste et en prétendant au titre de seul gouvernement légal et central, le régime de Wang Jingwei ne fit pas que contester à Chongqing l'héritage de Sun Yat-sen. Il s'affirmait, dans le même temps, comme l'unique autorité légitime au sein de l'État d'occupation. La fragilité de l'argument juridique selon lequel il était le successeur légal du Gouvernement national conduira à nous interroger sur la notion même de légitimité politique à l'époque républicaine. Cette centralité revendiquée par Nanjing lui était contestée de toutes parts : à Chongqing bien sûr, mais également parmi les collaborateurs chinois déjà en place et leurs soutiens japonais. Ces derniers, dans le Nord notamment, n'avaient pas renoncé à poursuivre la construction d'un État d'occupation de type confédéral, dans lequel chaque gouvernement local conserverait son autonomie. À Nanjing même, le maintien au pouvoir des dirigeants du Gouvernement réformé et le ralliement de transfuges issus des petits partis contraignirent le GMD « orthodoxe » de Wang Jingwei à l'ouverture.

Celle-ci prit la forme, s'il l'on peut dire, d'un front uni des collaborateurs, qui vit des personnalités extérieures au GMD siéger dans ses plus hautes instances et occuper des postes ministériels, alors même que le Mouvement de paix n'avait pas renoncé à la tutelle du Parti sur le

¹ « Le Gouvernement national rentre aujourd'hui dans sa capitale de Nanjing, afin de réunifier le pays. Il se lance courageusement sur la grande voie devant conduire à la paix et au gouvernement constitutionnel. Dans tout le pays, il est le seul à être légal et à pouvoir prétendre au titre de gouvernement central » (« Guomin zhengfu huandu xuanyan 國民政府還都宣言 (Manifeste du retour à la capitale du Gouvernement national) », 30 mars 1940, ZG, n°1, p. 2).

gouvernement. Afin de justifier cette politique hétérodoxe, le « retour à la capitale » se donna pour objectif, outre la paix, de réaliser le passage au gouvernement constitutionnel, promesse non tenue des Nationalistes. Nous montrerons que ce discours laissa rapidement place à une entreprise visant à imposer l'hégémonie du GMD « orthodoxe » aux autres partis et groupes ayant rallié le Mouvement de paix. Cette politique, qui consista à acheter le soutien de ces derniers et à détourner un mouvement panasiatique importé du Japon, fonctionna bien en Chine centrale, mais se heurta, en Chine du Nord, à la résistance de l'organisation de masse locale, la Xinminhui.

La mobilisation des symboles nationalistes se fit aussi en direction de la zone libre. À force de réduire la propagande du groupe de Wang Jingwei à la gesticulation d'un fantoche, on a perdu de vue la menace qu'elle fit planer sur Chongqing. Certes, la presse du Gouvernement nationaliste ne manqua pas de dénoncer la duplicité des « traîtres ». Néanmoins, l'argument n'était pas à l'avantage du régime de Jiang Jieshi, lui-même accusé de dérives fascistes par ses adversaires communistes. Ces derniers ne se privèrent pas, dans leur campagne de dénonciation des collaborateurs, de s'en prendre aux « traîtres cachés » du GMD. En cela, l'étude du gouvernement de Wang Jingwei doit nous amener à reconsidérer la rivalité entre Chongqing et Yan'an pendant la guerre sino-japonaise à l'aune de ce troisième acteur.

Une fois décryptés, dans le chapitre 3, les enjeux politiques de la façade que se donna le gouvernement de Wang Jingwei, il sera temps, dans le chapitre 4, d'explorer ses institutions centrales et locales, dont nous expliquerons les transformations successives. L'inflation de l'appareil bureaucratique qui accompagna le « retour à la capitale » alimenta, en Chine comme au Japon, un discours sur la nécessité de « renforcer » le régime de Nanjing, en rationalisant son organisation et son fonctionnement. De multiples réformes et ajustements furent entrepris tout au long de la guerre, sans que cette construction sans cesse recommencée de l'État d'occupation ne parvienne à régler ses dysfonctionnements. Ceux-ci résultaient d'un phénomène de formation caractérisé notamment par la création d'organismes gouvernementaux visant à apaiser les tensions entre les différentes factions en distribuant des prébendes. Cette exploration de l'anatomie du régime de Nanjing prendra également en compte le rôle de la tutelle japonaise. Omniprésente, elle s'incarna dans des « conseillers » fort influents, mais dont nous montrerons qu'ils agirent, pour certains, dans l'intérêt du gouvernement de Wang Jingwei, plus que dans celui des autorités d'occupation.

Chap. 3. Sens, matérialité et contradictions du « retour à la capitale »

Le « retour à la capitale » ou *huandu* 還都 peut, au sens large, être appréhendé, sous des angles et à des échelles temporelles différents, comme un concept permettant de saisir la greffe du Mouvement de paix de Wang Jingwei sur l'État d'occupation. Autrement dit, le *huandu* doit être considéré non pas seulement comme une étape ponctuelle dans la construction de l'État d'occupation – marquée par l'inauguration du « nouveau gouvernement central » en mars 1940 – mais comme un processus entamé au printemps 1939 et qui se prolongea bien après 1940. On peut même aller jusqu'à dire que, par sa brièveté, le régime de Wang Jingwei disparut avant d'avoir mené à bien le « retour à la capitale » tel que ses dirigeants l'envisagèrent.

Avant de suivre ses développements dans les prochains chapitres, dont il constituera le fil rouge, il nous faut ici comprendre la manière dont le *huandu* se manifesta à travers trois aspects principaux : le retour rituel et physique du régime dans la capitale, le rétablissement juridique du Gouvernement national et l'organisation d'un Parti nationaliste se voulant « orthodoxe ».

3.1. *Huandu* rituel et matériel

3.1.1. La liturgie du Mouvement de paix

3.1.1.1. Le *huandu* : une tradition nationaliste

Il a été question, en ouverture de cette thèse, du « retour à la capitale » célébré par le Gouvernement nationaliste de Jiang Jieshi, lors des cérémonies du 5 mai 1946¹. Ce retour s'inscrivait dans un rituel de clôture de la guerre et, plus spécifiquement, de recouvrement de la souveraineté après des années d'occupation². Dans le cas chinois, le concept de *huandu* renvoyait,

¹ Wu Xueqing 吳雪晴, « Kangzhan shengli hou Guomin zhengfu huandu jishi 抗戰勝利後國民政府還都紀實 (Le retour à la capitale du Gouvernement nationaliste après la victoire de la Guerre de résistance) », *Shiji* 世紀, p. 32-34.

² On retrouve un rituel similaire dans d'autres capitales. Cf. la fameuse tirade du général de Gaulle, le 25 août 1944 : « Paris outragé ! Paris brisé ! Paris martyrisé mais Paris libéré ! ». En France, également, la ritualisation du retour à la capitale recouvrait des enjeux politiques directs, à savoir la monopolisation de la victoire (aux dépens d'une partie de la Résistance, notamment communiste, et des forces alliées) et donc de ses bénéfices politiques attendus. Symboliquement, il s'agissait pour de Gaulle d'incarner seul l'État et donc sa continuité : « En gagnant le ministère [de la Guerre] d'où il est parti en 1940, il renoue symboliquement la chaîne des temps, place l'origine de sa légitimité dans les fonctions ministérielles qu'il occupait en 1940, affirmant au passage que Vichy doit être rayé des mémoires » (Serge Berstein, « L'arrivée de De Gaulle à Paris », in Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine, 1944*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1996, p. 366).

en outre, à une signification particulière, liée à l'histoire du GMD¹. Alors même que le transfert de l'administration nationaliste de Chongqing à Nanjing avait débuté depuis plusieurs mois, la date choisie pour cette procession menée par le Généralissime, qui gravit les marches du mausolée du « père de la nation », n'était pas anodine. Elle renvoyait au 5 mai 1921, date de l'intronisation de Sun Yat-sen comme « président extraordinaire » (*feichang dazongtong* 非常大總統) du nouveau gouvernement de Canton². Elle s'inscrivait, plus largement, dans la lignée des retours successifs à la capitale qui ponctuent l'histoire du mouvement nationaliste chinois³. Le premier avait été l'établissement éphémère, en janvier 1912, de la République dans la première capitale Ming, rendant à celle-ci son statut de centre politique par opposition à la « capitale du Nord » mandchoue. Le deuxième, le 18 avril 1927, avait vu la reconquête de ce centre durant l'Expédition du Nord. En prenant l'initiative de « restaurer la capitale »⁴, Jiang Jieshi chercha alors à s'imposer à la tête du GMD, provoquant une scission avec la capitale provisoire de Wuhan (*Ning-Han fenlie* 寧漢分裂). La « décennie de Nankin » fut marquée par le *huandu* du 1^{er} décembre 1932, lorsque le Gouvernement nationaliste se présenta au mausolée de Sun Yat-sen pour annoncer son retour de Luoyang où il s'était abrité de la menace japonaise⁵.

On comprend par conséquent l'enjeu symbolique considérable que revêtait l'emploi de cette notion par le gouvernement de Wang Jingwei, au moment de son inauguration le 30 mars 1940. Parmi les dirigeants du Mouvement de paix, Zhou Fohai fut particulièrement opiniâtre dans la promotion d'un « retour à la capitale » qu'il voulait le plus orthodoxe possible. Dès avril 1939, il expliqua à Mei Siping qu'un nouveau gouvernement ne serait possible qu'à la condition que soient rétablis : « les Trois principes du peuple, le GMD, le drapeau nationaliste et le Gouvernement national »⁶. En présentant la politique de collaboration dans le cadre du *huandu*, le groupe de Wang contestait à Chongqing son statut de dépositaire de la légitimité et de la souveraineté attachées au Gouvernement nationaliste. Cette revendication devint, dès lors, la clé de voûte de la façade donnée à l'État d'occupation, derrière laquelle subsista pourtant un pouvoir politique divisé et largement inféodé aux forces japonaises.

¹ Nous nous limitons ici au contexte direct, sans remonter le fil étymologique de cette notion qui apparaît à des époques plus anciennes de l'histoire de Chine.

² Wu Xueqing, « Kangzhan shengli hou Guomin zhengfu huandu jishi », art. cit., p. 34.

³ Sur l'histoire des Nationalistes du point de vue de Nanjing, voir Charles D. Musgrove, *China's Contested Capital: Architecture, Ritual, and Response in Nanjing*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2013, chap. 1.

⁴ Le verbe *huan* peut également être traduit à la forme transitive, dans le sens de « faire revenir, restaurer ». *Huandu* signifie donc à la fois « retour à la capitale » et « retour de la capitale ».

⁵ *Ibid.*, p. 248. Cet épisode raviva le débat concernant la vulnérabilité de Nanjing face à la menace nipponne. La solution trouvée consista à rétablir un système de capitales multiples comprenant la capitale principale (*shoudu* 首都) et des capitales auxiliaires (*peidu* 陪都), notamment Xi'an, la « capitale de l'Ouest » (*xijing* 西京). Musgrove remarque qu'avec la montée en puissance de Jiang Jieshi, ce dernier devint un centre de pouvoir à lui tout seul, de sorte que Nanjing n'était plus vraiment la capitale en son absence (*ibid.*)

⁶ *ZR*, p. 272. Zhou rapporta cette discussion au soir du *huandu*, le 30 mars 1940 (également cité in Martin, « "My Life has been Worthwhile!" », art. cit., p. 4).

3.1.1.2. Les cérémonies de mars et avril 1940

Au sens restreint du terme, le *huandu* qui nous intéresse renvoie à la fondation du « Gouvernement national réorganisé » (*gaizu guomin zhengfu* 改組國民政府), marquée par des cérémonies qui prirent place fin mars, puis fin avril 1940, dans la capitale et les principales villes de la zone occupée. Le 30 mars 1940 à 9 heures, 70 dirigeants du nouveau régime firent leur entrée, à la suite de Wang Jingwei, dans la Grande salle de cérémonie (*Dalitang* 大禮堂) de Nanjing, où ce dernier récita le *Testament* de Sun Yat-sen puis le « Manifeste du retour à la capitale »¹. L'enthousiasme de la population fut sans doute moins bruyant et sincère que ne le décrivit la presse officielle, mais donna tout de même lieu à des manifestations relativement importantes². Appuyant son étude sur une quarantaine d'entretiens réalisés dans les années 1990 auprès de personnes ayant vécu à Nanjing sous l'occupation, Mark S. Eykholt écrit :

At the inauguration of the Wang Jingwei government in March 1940, many people were coerced and bribed to line the streets in pretended celebration. Other people attended on their own. They did not go out to support the government, but they also did not go out grudgingly. Rather, the parade and celebration were a break from the drudgery of working life and an excuse to witness a public spectacle. The parade was popular because it allowed people to enjoy themselves, but the government had little to do with this other than to provide such an opportunity.³

Il en alla tout autrement dans le reste du pays, où l'événement suscita peu d'engouement, réel comme factice. Certes, des réunions furent organisées dans la ville chinoise de Shanghai, pavoisée pour l'occasion, et où un feu d'artifice fut tiré le soir. Vues des concessions, toutefois, les contre-manifestations de la jeunesse favorable à Chongqing retinrent davantage l'attention⁴. À Hankou, les fêtes ne revêtirent « aucun éclat », ne donnant lieu qu'à une réunion de « deux à trois cents invités », au cours de laquelle quelques discours furent prononcés « sans enthousiasme »⁵. Même son de cloche à Xiamen, où seuls les représentants des diverses administrations locales et

¹ « Guomin zhengfu huandu da dian 國民政府還都大典 (Grande cérémonie pour le retour à la capitale du Gouvernement national) », *Zhonghua ribao*, 31 mars 1940, p.1.

² En l'absence de l'irremplaçable Pierre Salade, nous manquons d'un témoignage objectif et contemporain sur l'attitude de la population nankinoise. À en croire la presse, « au moins mille personnes », issues « de différents milieux » furent réunies par le Bureau local du GMD « orthodoxe » au moment de la cérémonie au Dalitang et « de nombreux habitants [firent] sauter des pétards » (« Quan shi relie qingzhu 全市熱烈慶祝 (Célébrations enthousiastes dans toute la ville) », *ibid.*, p. 4). Des représentants de l'administration locale, venus spécialement, assistèrent aux célébrations. Ce fut le cas, notamment, de fonctionnaires de Shantou (Guangdong) qui, à leur retour de Nanjing, en livrèrent un récit détaillé qui fit forte impression. À tel point que certains crurent, un temps, que le Japon avait cédé ses pouvoirs au nouveau gouvernement (Kawashima, « Reassessing the Wang Jingwei Puppets Regime's Value to Japan », art. cit., p. 6-7).

³ Eykholt, « Living the Limits of Occupation in Nanjing », *op. cit.*, p. 9 (voir notre Introduction sur l'analyse que fait l'auteur de cette ambivalence en termes de *public* et *hidden transcripts*).

⁴ Consul général Marcel Baudez (Shanghai) à l'ambassadeur de France, « Manifestations à Changhai à l'occasion de l'inauguration du Gouvernement WANG CHING WEI », avril 1940, ADF 503.

⁵ Consul Fernand Roy (Hankou) à l'ambassadeur de France, « Province du HOU PEI et Gouvernement WANG CHING WEI », 9 avril 1940, ADF 503.

une poignée d'écoliers furent mobilisés, tandis que la population resta chez elle ou se rendit dans les cinémas de la ville qui avaient reçu l'ordre d'ouvrir gratuitement pour l'occasion¹. À Beijing, enfin, l'indifférence de la population² se doubla de celle des autorités locales, notoirement opposées à l'avènement d'un nouveau gouvernement central :

The great day has come and gone. It was something of a disappointment here in Peiping, where the inauguration of Mr. Wang Ching-wei's "Reformed Government"³ passed off almost completely unnoticed. The city was not beflagged or decorated in any way [...]. And one had to walk for nearly half an hour before one saw an occasional new flag flying over some official building or other. The complete lack of interest shown by the general public is a very good indication of the official attitude, for public demonstrations here are always made to order.⁴

Le gouvernement de Wang Jingwei tenta de rattraper cet échec patent en organisant, du 26 au 28 avril 1940, de nouvelles festivités en l'honneur du « retour à la capitale »⁵. Une grande cérémonie se tint le 26 avril à 11 heures au Temple du coq chantant (*Jimingsi* 鷄鳴寺) de Nanjing, en présence d'une délégation japonaise menée par l'ancien premier ministre Abe Nobuyuki, qui lut une déclaration devant le gouvernement chinois au grand complet⁶. Dans le reste de la zone occupée, les autorités d'occupation vinrent prêter main forte afin que la liesse populaire soit cette fois-ci au rendez-vous. Le but étant, notamment, de convaincre les puissances occidentales de la légitimité du gouvernement de Nanjing :

Depuis ces dernières semaines et en prévision des fêtes qui doivent avoir lieu les 26, 27 et 28 Avril [...], les Autorités Japonaises ont montré une grande activité à Amoy et à Kulangsu en essayant de créer parmi la population un courant d'opinion en faveur du nouveau régime. [...] A Kulangsu, les Autorités Nipponnes sont intervenues officieusement auprès des diverses organisation locales : Chambre de Commerce, écoles, boutiques, pour constituer un Comité des Fêtes et préparer de nombreuses processions. Afin de ne pas attirer l'attention des étrangers, les agents Japonais ont agi

¹ Raoul-Gustave Blondeau (Amoy) à l'ambassadeur de France, « Situation Politique Inauguration du Gouvernement de M. Wang Tsing Wei », 4 avril 1940, ADF 503.

² Un sondage réalisé par les autorités d'occupation en décembre 1941 en Chine du Nord devait affirmer que 20% des Chinois interrogés soutenaient l'alliance de Wang Jingwei avec le Japon, 40% la désapprouvaient et 40% se disaient indifférents (Cheung, « Slogans, Symbols, and Legitimacy », art. cit., p. 21).

³ Traduction du terme « *gaizu* » (réorganisé). Par ce choix de traduction, le journaliste donne au nouveau régime le nom de son prédécesseur à Nanjing (le Gouvernement réformé) ; soulignant ainsi (involontairement ?) son caractère régional, dont attestait le peu d'écho que suscita son inauguration dans le Nord.

⁴ L'article souligne le contraste qu'offraient les célébrations du 30 mars 1940 avec celles, fastueuses, qui avaient marqué l'inauguration du Gouvernement provisoire, le 15 décembre 1938 (« Little Enthusiasm in North », *North China Daily News*, 7 avril 1940, coupure de presse in JACAR B02030605100, Consul Miura Yoshiaki (Shanghai) au Ministre Arita, télégramme n°986, 10 avril 1940, *Shina jihen kankei ikken / Shina jihen ni tomonau jōkyō hōkoku / Shina kakuji hōkoku / Shanhai jōhō* 支那事變關係一件 / 支那事變ニ伴フ狀況報告 / 支那各地報告 / 上海情報 (Documents relatifs à l'Incident de Chine ; Rapports sur la situation en Chine ; Rapport sur chaque région de la Chine ; Renseignements sur Shanghai), vol. 2, p. 448-452). Basé à Shanghai, le *North China Daily News* était l'un des journaux les plus influents de l'époque.

⁵ « Nankin kanto shukuten nijūroku nichi ni kettei 南京還都祝典廿六日に決定 (Les célébrations pour le retour à la capitale Nanjing fixées au 26) », *AS*, 7 avril 1940, p. 2.

⁶ « Kūzen no ichidai seigi Kokufu kanto no keishuku tenrei 空前の一大盛儀 国府還都の慶祝典礼 (Une cérémonie d'une ampleur inédite ; Célébration pour le retour à la capitale du Gouvernement national) », *Tairiku shinpō*, 27 avril 1940, p. 1.

directement auprès des Chinois qui par crainte de représailles leur ont donné une approbation tacite de participer aux manifestations prévues.¹

À Shanghai, également, la présence des fonctionnaires et des étudiants fut requise lors des cérémonies². Ces précautions n'empêchèrent pas que se répète, dans les villes rétives à Nanjing, le spectacle d'un désintérêt confinant à l'opposition. À Hankou, les festivités se résumèrent à une simple réunion d'une vingtaine de minutes³. À Beijing, Wang Kemin prononça un discours et des manifestations importantes eurent bien lieu, mais pour mieux contredire le sens même de la formation d'un gouvernement supposément central :

M. Wang Ke-min termina son allocution sur une note pessimiste [...]. Cette réunion fut suivie de manifestations organisées par la Municipalité et la Sin Min Houei [Xinminhui] : représentations théâtrales, meetings en plein air, discours des Autorités insistant sur l'importance du maintien du statut spécial de la Chine du Nord, défilés d'étudiants et de corps de jeunesse chinoise porteurs de l'oriflamme aux cinq couleurs de l'ancien Gouvernement provisoire devenu l'emblème de la Sin Min Houei. L'absence manifeste à ces cérémonies du drapeau du Kouomintang orthodoxe, qui avait été arboré sur les seuls édifices de l'administration locale, mérite d'être soulignée.⁴

Par la suite, le 30 mars devint une date anniversaire qui donna lieu, chaque année, à des cérémonies commémorant le « retour à la capitale ». Elles furent l'occasion pour le gouvernement central de mettre en scène son autorité aux quatre coins de la zone occupée, notamment dans le fief méridional de Wang Jingwei. Le 30 mars 1941, six mille participants se réunirent devant le mémorial de Sun Yat-sen à Canton pour écouter des discours, avant que cent mille rations de pain ne soient distribuées aux nécessiteux⁵. Lorsqu'elle découvrit que le maire de Canton, Peng Dongyuan, avait institué un jour férié pour commémorer la prise de la ville par le Japon, Chen Bijun admonesta Peng et fit annuler toutes les célébrations prévues⁶. Outre qu'une telle fête apparaissait déplacée au regard des souffrances qu'avait endurées la population en octobre 1938, elle menaçait le monopole symbolique imposé par le groupe de Wang Jingwei sur l'État d'occupation, aux dépens des collaborateurs déjà en poste.

3.1.1.3. Calendriers et horloges : le temps de la collaboration

Ce monopole passa par la création d'une liturgie politique propre au Mouvement de paix, mêlant symboles nationalistes d'avant-guerre et nouveaux symboles liés à la collaboration. Cette

¹ Blondeau (Amoy) à l'ambassadeur de France, « Situation Politique Nouveau Drapeau Chinois de Nankin », 25 avril 1940, ADF 503.

² Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 244.

³ Consul Roy (Hankou) à l'ambassadeur de France, « Gouvernement WANG CHING WEI », télégramme n°73-74, 29 avril 1940, ADF 503.

⁴ Secrétaire d'ambassade Robert de Boisseson (Pékin) à l'ambassadeur de France, « Manifestations à l'occasion de l'établissement à Nankin du Gouvernement de Wang Ching-wei », 30 avril 1940, ADF 503.

⁵ « Canton Celebrates "Return Of Government to Nanking" », *The Canton Daily Sun*, 31 mars 1941, coupure envoyée par le consul Philippe Simon à l'ambassadeur de France, accompagnée de plusieurs tracts de propagande en faveur de Nanjing (ADF 327).

⁶ *WKS*, p. 440. Sur la situation à Canton avant le *huandu*, voir la partie 2.1.3.1.

liturgie fut inscrite dans le temps à travers la redéfinition du cycle calendaire ; attribut majeur de la souveraineté revendiquée par le nouveau régime.

Aménagements du cycle calendaire nationaliste

La date du 30 mars fut ainsi inscrite dans le calendrier des commémorations nationales (*guoding jinian ribiao* 國定紀念日表) publié en septembre 1940¹. Ce calendrier prenait pour base celui en vigueur durant la « décennie de Nankin » (*guominli* 國民曆), c'est-à-dire le calendrier républicain, marqué notamment par la Fête nationale du « double-dix », commémorant le soulèvement de Wuchang (10 octobre 1911), augmenté de célébrations propres à l'histoire du GMD, supprimées par les premiers gouvernements collaborateurs, tels que l'anniversaire de la naissance et de la mort de Sun Yat-sen (12 novembre et 12 mars)². Il fut modifié par le gouvernement de Wang Jingwei qui, pour des raisons évidentes, supprima le « Jour de l'humiliation nationale » (*guochi jinianri* 國恥紀念日). Institué par le Gouvernement nationaliste le 1^{er} juillet 1929, cette journée commémorait la date du 9 mai 1915, à laquelle Yuan Shikai avait accepté les « Vingt et une demandes » japonaises³. Par ailleurs, des commémorations spécifiques au contexte de la collaboration furent ajoutées⁴. Avec le temps, l'importance du cycle propre au Mouvement de paix prit le pas sur celui issu de l'avant-guerre. Une révision du calendrier des commémorations nationales, en avril 1942, transforma le 30 mars en jour férié et supprima plusieurs fêtes issues du cycle nationaliste : celle du 5 mai, en hommage au Gouvernement révolutionnaire de Canton, dont Sun Yat-sen avait pris, ce jour-là, la tête en 1921, et celle du 9 juillet, pour le lancement de l'Expédition du Nord en 1926⁵. Certes, ces suppressions relevaient, en partie, d'un souci de réaliser des économies dans le contexte de crise économique qui suivit le déclenchement de la Guerre du Pacifique. Elles traduisaient, néanmoins, la volonté du gouvernement de Nanjing d'accélérer la naturalisation du Mouvement de paix.

Cette volonté était également visible dans une directive gouvernementale du 21 juillet 1942 ordonnant à tous les organes centraux et locaux de l'administration de réunir les « matériaux historiques concernant la Révolution [*geming shiliao* 革命史料] », qui avaient été dispersés en raison de la guerre, mais également de collecter les « traces historiques laissées par les camarades

¹ *KG*, n°6, p. 58. Un Comité d'édition du calendrier (*bianli weiyuanhui* 編曆委員會), placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation, était chargé de sa diffusion. Celle-ci fut rendue difficile, après le déclenchement de la Guerre du Pacifique, par la hausse des prix du papier, mais aussi en raison des difficultés rencontrées par le comité pour trouver les calendriers occidentaux utilisés comme modèles (*NG*, n°6, p. 37 ; n°24, p. 11).

² Henrietta Harrison, *The Making of the Republican Citizen: Political Ceremonies and Symbols in China, 1911-1929*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 156-157 ; Musgrove, *China's Contested Capital, op. cit.*, p. 170.

³ Paul Cohen, « Remembering and Forgetting National Humiliation in Twentieth-Century China », *Twentieth-Century China*, vol. 27, n°2, avril 2002, p. 1-39.

⁴ Outre l'anniversaire du *huandu*, nous verrons, dans la partie suivante, que le 1^{er} septembre fut déclaré férié en hommage aux martyrs du Mouvement de paix.

⁵ *KG*, n°312, p. 3-4.

du Mouvement de paix [*heyun tongzhi zhi shiji* 和運同志之史蹟] »¹. Cette collecte était étendue à l'étranger, où les ambassades et la diaspora chinoise furent appelées à contribution². Tous ces matériaux devaient être remis au Comité central de compilation des sources historiques du GMD (*zhongyang dangshi shiliao bianzuan weiyuanhui* 中央黨史史料編纂委員會)³. Il s'agissait donc pour le gouvernement de Wang Jingwei d'inscrire *littéralement* le Mouvement de paix dans l'histoire de la Révolution ; soit exactement l'inverse de ce que firent le GMD et le PCC après la guerre, en excluant le chapitre de la collaboration du roman national chinois⁴.

Plus encore que dans le calendrier ou l'écriture de l'histoire, toutefois, le temps de la collaboration trouva son expression la plus répandue dans le marquage quotidien de l'heure.

La Chine à l'heure japonaise

Si le *huandu* marqua un rétablissement presque à l'identique des jalons calendaires nationalistes, en partie supprimés par les premiers gouvernements collaborateurs, le fuseau horaire japonais (+1h), imposé sous le Gouvernement réformé, resta, lui, en vigueur de fait⁵. L'usage simultané de l'« heure chinoise » (*Zhongguo zhong* 中國鐘) et de l'« heure japonaise » (*Riben zhong*) fut source de confusion. Un jour qu'un fonctionnaire cantonais demandait à Chen Bijun si la réunion qu'elle avait fixée débiterait à l'une ou à l'autre, l'épouse de Wang Jingwei se serait écriée, outrée : « Nous sommes un pays indépendant ! Qu'est-ce que cette heure japonaise ?! ». Elle imposa par la suite l'usage de la première dans l'administration de Canton⁶. Pourtant, le fuseau horaire japonais fut officiellement imposé en février 1942, d'abord à Shanghai puis dans l'ensemble de la zone occupée, au nom des économies en électricité rendues nécessaires par la guerre (*riguang jieyue* 日光節約)⁷. Suivre l'« ancienne heure » (*jiu shijian* 舊時間 ou *laozhong* 老鐘) fut, dès lors, un signe discret de résistance à l'occupant, comme en témoigne la première

¹ NG, n°28, p. 18

² Nous verrons dans la partie 3.3.1.3. que les Japonais s'emparèrent, en 1942 notamment, de nombreux objets et documents ayant appartenu à Sun Yat-sen, que le gouvernement de Wang Jingwei chercha à récupérer.

³ *Ibid.*

⁴ Nous avons dit que cette exclusion est notamment visible dans les monographies locales d'après-guerre, qui indiquent les organisations « fantoches » dans une rubrique à part. Ces dernières avaient, elles-mêmes, compilé de telles monographies, non sans difficultés. Le 24 septembre 1940, par exemple, le Bureau des monographies (*tongzhiju* 通志局) du Jiangsu envoya une pétition au ministère de l'Intérieur du gouvernement de Wang Jingwei. Fondé en novembre 1939, ce bureau était censé finir ses travaux en octobre 1940. Confronté à des difficultés financières liées notamment à la hausse du prix du papier, il demandait un délai d'un an (NG, n°6, p. 50-51).

⁵ Pour une présentation générale sur le sujet, voir Guo Qingsheng 郭慶生, « Zhongguo biao zhun shizhi kao 中國標準時制考 (Réflexions sur le système horaire standard en Chine) », *Zhongguo keji shiliao* 中國科技史料, vol. 22, n°3, 2001, p. 269-280.

⁶ Chen Boheng 陳伯衡, « Jianguan zhong zhong 奸官種種 (Portraits de traîtres dans la bureaucratie) », <http://www.gzxw.gov.cn/gzws/cg/cgml/cg4/200808/t20080827_5168_1.htm>, consulté le 29 avril 2017.

⁷ NG, n°22, p. 10 ; ZG, n°404, p. 6.

phrase d'un célèbre roman de 1943 : « à Shanghai, on avait avancé les horloges d'une heure ; mais dans la résidence des Pai, on disait : “Chez nous, on utilise l'ancienne heure” »¹.

À l'image du calendrier et de l'heure, le *huandu* de 1940 fut, tout à la fois, un processus visant à légitimer le nouveau régime en le calquant sur son modèle d'avant-guerre et la transformation de ce modèle au cours de sa greffe sur l'État d'occupation. Avant d'aborder le *huandu* dans le sens que nous venons de lui donner, c'est-à-dire comme concept légitimant, il convient de s'arrêter un instant sur le « retour à la capitale » pris dans son sens le plus prosaïque, à savoir l'installation concrète d'hommes et d'institutions dans les lieux abandonnés plus de deux ans auparavant par le Gouvernement nationaliste.

3.1.2. Topographie du gouvernement collaborateur

Loin d'être anecdotique, la prise en compte de l'espace matériel est indispensable pour comprendre le fonctionnement même de l'État². La question des lieux (matériels) *du* pouvoir a, en effet, directement à voir avec celle des lieux (immatériels) *de* pouvoir. Les données contenues à ce sujet dans les sources ne permettent malheureusement pas de dresser une topographie extrêmement précise et dynamique³. Elles fournissent, néanmoins, certaines informations précieuses au sujet des relations entre les acteurs de l'État d'occupation et de leur pratique quotidienne du pouvoir.

3.1.2.1. Réinvestir les lieux : enjeux politiques des locaux administratifs

En prenant ses quartiers dans la capitale d'avant-guerre, le gouvernement de Wang Jingwei investit un lieu chargé d'histoire : celle du GMD, qui avait redessiné la ville durant la décennie précédente, mais aussi celle, toute récente, de l'État d'occupation, qui avait fait de Nanjing la capitale du Gouvernement réformé⁴. De fait, les bâtiments officiels laissés vacants à

¹ Eileen Chang (Zhang Ailing), *Love in a Fallen City*, [1943] trad. par E. Péchenart, Zulma, 2014, p. 9.

² Cf. la « topographie vichyssoise » évoquée par Marc Olivier Baruch (*Servir l'État français*, *op. cit.*, p. 319).

³ Une étude exhaustive de la question aurait notamment nécessité la réalisation de cartes. Faute de mieux, nous renvoyons le lecteur à la carte de Nanjing en 1943 (Annexe 1.13). Il manque également de sources sur l'emplacement exact des agences civiles et militaires des autorités d'occupation.

⁴ La situation en Chine centrale était donc différente de celle que connaissait la capitale du Manzhouguo, Xijing 新京 (« Nouvelle capitale », act. Changchun), qui était un lieu relativement vierge comparé à Nanjing, mais où l'utilisation de l'espace n'en était pas moins éminemment politique. David Tucker remarque à ce propos : « Its builders aimed to make Manchukuo's capital a rival of Paris or Washington, filling it with monuments, plazas, imposing government offices, and other symbols of state authority. Yet they did not bother to complete the integration into the capital of an embodiment of sovereignty, the head of state, Puyi. They laid out a site for an impressive palace but left it vacant for years and confined him to a “temporary” palace that had once been an office complex of the former regime. [...] Puyi's Japanese handlers let him know his place in many ways. » (« Colonial Sovereignty in Manchuria and Manchukuo », in D. Howland, L. White (dir.), *The State of Sovereignty: Territories, Laws, Populations*, Bloomington, Indiana University Press, p. 89). Ce retard s'explique

l'hiver 1937 avaient été occupés, avant 1940, par les organisations politiques successives mises en place par le Japon. Avant même que la légitimité et la souveraineté qu'il était censé symboliser ne soient contredites dans les faits, le *huandu* fut donc confronté à l'épineux problème du recouvrement et de la répartition des bureaux qui se révéla un véritable casse-tête. À un peu plus de deux mois du « retour à la capitale », tout restait à faire, comme le déplorait Zhou Fohai :

Comment va se passer le recouvrement et la mise en place de chaque organe ? Comment va-t-on répartir les bâtiments ? Comment le personnel va-t-il se rendre à Nanjing et où va-t-il loger ? Toutes ces tâches sont extrêmement complexes. Or, jusqu'ici personne n'y a réfléchi. Nous devons planifier la chose.¹

Cette mission fut confiée à l'un des bras droits de Zhou, *Luo Junqiang 羅君強, en tant que chef du Groupe d'installation (*buzhizu* 佈置組)² au sein du Comité de préparation au retour à la capitale du Gouvernement national (*guofu huandu choubai weiyuanhui* 國府還都籌備委員會). Ce comité avait pour secrétaire général le beau-frère de Wang Jingwei, *Chu Minyi 褚民誼. Dans ses rangs, qui reflétaient l'équilibre des forces au sein du futur régime, on trouvait des cadres de la police secrète (Ding Mocun, Su Chengde 蘇成德), des proches de Wang Jingwei (*Chen Chunpu 陳春圃, Lin Bosheng) et de Zhou Fohai (*Mei Siping 梅思平), des anciens du Gouvernement réformé (*Chen Qun 陳群, *Gao Guanwu 高冠吾) ou encore des militaires (Ren Yuandao, *Yang Kuiyi 楊揆一)³. Luo partit en éclaireur à Nanjing avec plusieurs assistants afin de prendre possession des bâtiments⁴. Il négocia ce transfert avec un représentant de l'état-major de l'Armée expéditionnaire de Chine, le lieutenant-colonel Hamada 浜田⁵. Chaque bâtiment rendu à la partie

par le conflit qui opposa Puyi à l'armée du Guandong sur la forme et l'emplacement du palais et donc sur la symbolique politique attachée au lieu (Guo Qinghua, « Changchun: Unfinished Capital Planning of Manzhouguo, 1932-42 », *Urban History*, vol. 31, n°1 01, mai 2004, p 100-117).

Pour une étude détaillée de cette question, voir

¹ ZR, 14 janv. 1940, p. 230-231.

² C'est le nom donné par Luo lui-même à ce groupe, mais Shao Ming-huang parle de Groupe pour la prise de possession (*jieshouzu* 接收組) et attribue la direction du *buzhizu* à *Gao Guanwu 高冠吾 (Shao Ming-huang, « Wang weizhengquan zhi jianli ji fuwang », *op. cit.*, p. 158).

³ *Ibid.* Après une première aide japonaise de 1,5 million de yuans en juillet 1939, le financement du « retour à la capitale » fut placé, à partir de septembre 1939, sous le contrôle d'un Comité des finances dirigé par Zhou Fohai. Il retirait chaque mois entre deux et trois millions de yuans auprès de la Yokohama Specie Bank (*Yokohama shōkin ginkō* 橫濱正金銀行) (Martin, « "My Life has been Worthwhile!" Zhou Fohai and the Creation of the "Peace Government", 1939-1940 », papier présenté à la Historians of Twentieth Century China and the Chinese Academy of Social Sciences Joint Conference: « Modern China in World Affairs: Interaction and Mutual Influence », Beijing, 20-21 août 2016, p. 13).

⁴ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 30. Le groupe de Wang Jingwei était encore installé à Shanghai.

⁵ En l'absence de nom personnel et d'autres indications, nous ne sommes pas sûr de l'identité de cet officier. Il s'agit peut-être de Hamada Tokukai 浜田德海 qui servit comme conseiller pour le Gouvernement réformé puis pour le gouvernement de Wang Jingwei, ou bien d'un autre futur conseiller, Hamada Hiroshi 浜田弘. Les autorités d'occupation avaient classé les biens immobiliers saisis selon trois catégories : biens ennemis (*dichan* 敵產), biens de rebelles (*nichan* 逆產) et biens de personnes dociles (*shunchan* 順產) (*SWHB*, p. 575-576).

chinoise était photographié et faisait l'objet d'une attestation signée, à l'exception des locaux déjà utilisés par le Gouvernement réformé¹.

La logique aurait voulu que les ministères du nouveau gouvernement – dont l'organigramme était quasiment identique à celui d'avant-guerre – récupèrent chacun « leurs » bureaux². C'était compter sans la mauvaise volonté des locataires déjà en place, l'une des formes que prit la résilience des strates initiales de l'États d'occupation. L'exemple le plus parlant est celui de Liang Hongzhi. Lorsqu'il était à la tête du Gouvernement réformé, Liang avait installé ses bureaux dans l'ancien siège du Gouvernement nationaliste. Au moment de la formation du nouveau régime, il refusa obstinément de s'en faire déloger³. Sa participation au nouveau gouvernement, récompensée par un poste honorifique de président du Yuan de contrôle, étant cruciale, il eut finalement gain de cause, compensant ainsi sa relégation politique par son maintien dans le cœur géographique du pouvoir. Cette décision déboucha sur un cas de figure paradoxal qui vit les Yuans d'examen et de contrôle installer leurs bureaux dans les bâtiments les plus prestigieux de Nanjing, alors que le Gouvernement nationaliste de Wang Jingwei dut, lui, se contenter des anciens bâtiments du Yuan d'examen (voir Tableau 3.1).

¹ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 30. Le groupe de Luo se chargea également de la répartition des meubles ou encore des automobiles (*ibid.*).

² Sur l'histoire des locaux du Gouvernement nationaliste à Nanjing, voir Chen Jimin 陳濟民 *et al.* (dir.), *Minguo guanfu* 民國官府 (Les bâtiments officiels de l'époque républicaine), Nanjing, Jinling shushe, 1992, p. 33-150.

³ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 33.

Tableau 3.1. Emplacement des principaux organes du gouvernement de Wang Jingwei à Nanjing

Organes du Gouvernement de Wang Jingwei	Bâtiments d'avant-guerre utilisés comme siège
Comité politique central Gouvernement Yuan législatif Yuan exécutif Min. des Affaires étrangères	Yuan d'examen
Yuan judiciaire Min. de l'Intérieur	Mairie de Nanjing
Yuan d'examen Yuan de contrôle	Gouvernement national
Min. des Finances	Min. des Finances
Min. de l'Éducation	Comité sino-anglais du fonds d'indemnisation des Boxers
Min. de la Guerre Min. des Affaires sociales Min. de la Formation militaire Comité des Aff. des Chinois d'outre-mer Comité des zones frontalières	Bureau central du GMD
Min. de la Marine	Min. de la Marine
Min. de l'Industrie et du Commerce	Min. de l'Éducation
Min. de l'Agriculture et des Mines	Zhongnan yinhang (China and Southsea Bank)
Min. des Transports	Yuan exécutif (bâtiment arrière)
Min. des Chemins de fer	Min. des Transports (bâtiment avant)
Min. de la Propagande	Guohuo yinhang (Banque des produits nationaux)
Min. de la Justice	Bâtiment nouvellement construit
Min. de la Police	Academia Sinica
Comité des affaires militaires	Musée national des beaux arts
Comité d'application du gouvernement constitutionnel	Assemblée nationale

Source : adapté de ZZSC 6.3., p. 260-261.

Note : Pour le nom chinois des organes, se reporter à l'Annexe 2.5.

À côté de ces querelles d'égos entre collaborateurs, le refus des autorités japonaises de rendre certains biens réquisitionnés pour leur propre usage constitua un obstacle supplémentaire. Ce fut notamment le cas des bâtiments de l'Université centrale, du ministère de Chemins de fer et du ministère des Affaires étrangères¹. Ce dernier, en particulier, constituait une perte importante pour le nouveau régime. Construit entre 1932 et 1933, il était considéré par les contemporains comme le symbole d'une architecture bureaucratique combinant rationalité occidentale et références à la tradition chinoise². Le ministère des Affaires étrangères du nouveau

¹ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 30. Fin 1942, les locaux de l'ex-ministère des Chemins de fer, occupés depuis la prise de la ville par le quartier général japonais de la défense, furent restitués au gouvernement de Wang Jingwei qui y installa sa Commission des affaires militaires. Le QG japonais déménagea dans l'ancienne université américaine pour fille, le Ginling College (*Jinling nüzi daxue* 金陵女子大學) (Salade à l'ambassadeur de France, « Gouvernement de Nankin », 30 nov. 1942, ADF 327).

² Musgrove, *China's Contested Capital*, op. cit., p. 108-115. « This blending of progress and history into a new Chinese space, free from a "superstitious" past, is what Chinese planners hoped for when they called for "the best of East and West". Meanwhile, they expected the subject who occupied the space would be infected with the rationalism and efficiency of the arrangement, that in the regulated, segmented, and specialized spaces a new social being would emerge: the modern citizen, whose role in the national machine would be determined by his working environment » (*ibid.*, p. 115).

gouvernement, dirigé par Chu Minyi, fut relégué dans l'aile Est de l'ancien Yuan d'examen qui concentra ainsi les principaux organes contrôlés par l'entourage direct de Wang Jingwei¹.

Cette répartition différente de celle en vigueur avant 1937 trahissait l'inadéquation qui existait entre l'organigramme nationaliste et la réalité du pouvoir en zone occupée. Administration toute puissante avant-guerre dans le contexte de reconquête diplomatique du Gouvernement nationaliste, le ministère des Affaires étrangères avait perdu sinon tout à fait son prestige du moins une grande part de son utilité dans le contexte de la collaboration. Si le gouvernement de Wang Jingwei ne cessa en effet d'insister sur la nécessité pour Tokyo d'en passer par la voie diplomatique dans ses relations avec Nanjing – gage du respect de sa souveraineté –, cette voie fut largement court-circuitée par l'ingérence des conseillers japonais. En revanche, le ministère des Finances du puissant Zhou Fohai, qui allait être amené à jouer un rôle central dans la nouvelle administration, fut l'un des seuls à recouvrer les bureaux de son homologue d'avant-guerre².

Certaines administrations eurent le plus grand mal à se loger et se trouvaient encore dans une situation précaire plusieurs mois après le « retour à la capitale ». Ce fut notamment le cas du ministère de la Formation militaire (*junshi xunlian bu* 軍事訓練部) qui fit remonter, de l'un de ses départements, une pétition, datée du 1^{er} septembre 1940 :

Depuis notre fondation, nous occupons des bureaux provisoires. Nous n'avons cessé d'envoyer des gens de toutes parts à la recherche de locaux. Notre projet initial était de choisir un bâtiment public [*gongchan* 公產] dans l'espoir de faire des économies sur le loyer. Mais la plupart des bâtiments publics sont déjà utilisés par d'autres administrations. Les quelques lieux que nous avons pu trouver sont en ruine [*huihuai guo shen* 毀壞過甚]. [...] Nous avons donc dû chercher du côté des habitations privées [*minfang* 民房], mais à la suite des événements qu'a connus la ville, plus de la moitié d'entre eux sont endommagés et ne peuvent donc pas être utilisés. Les locaux en bon état sont aussi rares que les plumes du phénix et la corne de la licorne [*fengmao linjiao* 鳳毛麟角]³.

Des bureaux avaient finalement été trouvés mais leur loyer de 60 yuans par mois excédait de 10 yuans le budget de l'administration en question prévu pour son logement. En outre, ajoutait le ministère, qui joignait un devis de 3394 yens, de nombreuses réparations étaient nécessaires⁴.

Autre point important pour comprendre l'inscription spatiale du gouvernement : la prise en compte de Shanghai qui faisait office de capitale bis. Comme en 1938 au moment de la fondation du Gouvernement provisoire, les préparatifs du nouveau gouvernement central se firent depuis Shanghai où s'était installé le groupe de Wang Jingwei après avoir quitté Hanoi⁵. Même après le « retour à la capitale », Shanghai demeura un lieu de pouvoir incontournable, ne serait-ce

¹ Voir Tableau 3.1.

² Voir Tableau 3.1.

³ *JG*, n°13, p. 29.

⁴ *Ibid.* L'aide financière demandée fut accordée.

⁵ Les dirigeants du nouveau gouvernement ne s'installèrent à Nanjing que quelques jours avant son inauguration : Wang Jingwei le 17 mars et Zhou Fohai le 18 (*ZR*, p. 264-265).

que parce que l'une des plus puissantes organisations du régime y avait son siège : la police secrète installée au 76, Jessfield Road.

Cette situation de dyarchie entre les deux villes ne diminua pas au fil du temps et, à la fin de la guerre, se renforça même au profit de Shanghai, d'abord avec le recouvrement des concessions étrangères puis avec l'installation de Zhou Fohai au siège de maire, après la mort de Wang Jingwei. Comme Zhou, beaucoup de dirigeants passaient une partie importante de leur temps à Shanghai et empruntaient donc très régulièrement la ligne de train entre les deux villes, ou prenaient l'avion¹. Certains, comme *Hu Lancheng 胡蘭成, résidaient à Shanghai bien qu'ils disposassent d'un logement de fonction à Nanjing².

3.1.2.2. Domicile privé et privatisation du pouvoir

Comme celle des bureaux de l'administration, la question du lieu de résidence du personnel politique fut au centre des attentions au moment du « retour à la capitale ». En raison des bombardements et des ravages de l'invasion, beaucoup de logements de la capitale étaient devenus inhabitables. C'était notamment le cas de celui de Zang Zhuo 臧卓 (1890-1975), l'un des cadres militaires du nouveau régime, qui s'adressa d'abord au principal conseiller japonais, Kagesa Sadaaki, pour qu'il l'aide à se reloger. Finalement, il dénicha une habitation grâce à son camarade de promotion à l'académie militaire, Gao Guanwu, qui se trouvait être le maire de Nanjing à l'époque³.

Plus que de simples logements, les domiciles des dirigeants devinrent des lieux de pouvoir à part entière, entre les murs duquel se déroulait une grande partie de la négociation permanente au sommet de l'État. C'était en particulier le cas des résidences officielles de Wang Jingwei et Zhou Fohai.

À la table du président : phénomène de cour au Palais

Alors qu'il occupait, dans les années 1930, des appartements au sein de l'« Immeuble de Sun Ke » (*Sun Ke lou* 孫科樓), où se trouvaient également les bureaux du Yuan exécutif qu'il

¹ À partir du poste de ministre, ils voyageaient gratuitement en train (Wang Manyun 汪曼雲, « Qianli aihong shuo "qingxiang" 千里哀鴻說“清鄉”(Récit affligé de la “pacification rurale”) », in Huang Meizhen (éd.), *Weiting you yinglu*, op. cit., p. 276). Ce phénomène existait déjà pendant la « décennie de Nankin » : « during the early part of the period, rumors often circulated that the capital would move again, usually to Shanghai. Part of the reason for these rumors was the fact that for the first few years, due to the lack of facilities in Nanjing, many officials actually lived in Shanghai. Most ministries operated branch offices in Shanghai, where more work seemed to be conducted than in the main office in the capital » (Musgrove, *China's Contested Capital*, op. cit., p. 247).

² Hu Lancheng, *Jin sheng jin shi* 今生今世 (Une vie, une époque), [1959] Taipei, Yuanjing, 2009, p. 197.

³ Zang Zhuo, *Wo zai Jiang Jieshi yu Wang Jingwei shen bian de rizi* 我在蔣介石與汪精衛身邊的日子 (Mes jours aux côtés de Jiang Jieshi et Wang Jingwei), Taipei, Duli zuojia chuban, 2013, p. 213.

dirigeait, Wang s'installa en 1940 dans la villa de son beau-frère Chu Minyi, au 38 de la rue Yihe 頤和, au nord-ouest de la capitale¹. Cette superbe bâtisse s'élevant sur deux étages ne tarda pas à devenir l'un des centres politiques de Nanjing et donna même son nom à la faction formée par l'entourage de Wang : la « clique du Palais » (*gongguanpai* 公館派)². Celle-ci formait un sérail cantonais dont la cohérence était renforcée par l'usage d'un dialecte commun que ne maîtrisaient pas les personnes extérieures, et par les liens de parenté, directs ou par alliance, qui unissaient ses membres. S'il fut reproché à Wang de se laisser contrôler par cet entourage, son poids politique et son rang hiérarchique le plaçaient au-dessus des luttes de factions.

Aussi limité que soit son pouvoir réel après 1940, Wang Jingwei possédait, en effet, une stature sans équivalent en Chine occupée³. Politiquement, ce prestige lui donnait le dernier mot sur les décisions qui relevaient du domaine de compétence que lui laissaient les Japonais. L'accès à sa villa devint, pour cette raison, un objet de convoitise pour qui voulait consolider son capital politique au sein du régime. Aussi, un phénomène de cour se développa autour de la personne de Wang qui se caractérisa par un idiome spécifique et se matérialisa dans l'espace de sa résidence. Le degré de proximité avec le maître des lieux s'exprimait immédiatement par les termes d'adresses utilisés. Selon Jin Xiongbai, Wang Jingwei employait cinq types d'appellation : « Monsieur » (*xiansheng* 先生) suivi du nom de famille, pour les personnes ordinaires ; le surnom (*hao* 號) suivi de « Monsieur », pour ceux qu'il connaissait mieux ; « camarade » (*tongzhi* 同志) pour ceux encore plus proches ; « grand frère » (*xiong* 兄)⁴ pour les très proches et « petit frère » (*di* 弟) pour les intimes⁵. Cette gradation était également visible dans la pièce à laquelle pouvait accéder le visiteur. *Chen Bijun tirait une partie de son pouvoir du fait qu'elle contrôlait l'accès physique à son mari, notamment durant les périodes où il était souffrant, n'hésitant pas à barrer la porte aux impétrants qui n'avaient pas ses faveurs. La résidence privée était donc le lieu par

¹ Chen Jimin *et al.*, *Minguo guanfu*, *op. cit.*, p. 199. Après la guerre, elle servit de local à un club de l'armée américaine en raison de sa proximité avec l'ambassade des États-Unis (*ibid.*, p. 200).

² Nous utilisons la traduction la plus courante. Littéralement, *gongguan* désigne la « résidence officielle d'un dirigeant ». Les notions de « faction » et, *a fortiori*, de « clique » sont problématiques car elles tendent à essentialiser au sein d'une typologie fixe un réseau constitué par des relations de pouvoir mouvantes. L'omniprésence des *paixi* 派系 dans l'analyse historique de la Chine moderne découle de la faible institutionnalisation de l'État post-impérial qui favorisa le pouvoir informel. Dans le cas de l'historiographie chinoise, cet usage relève également d'un étiquetage visant à délégitimer les adversaires du PCC. Pour toutes ces raisons, Stéphanie Balme préfère parler de « groupe » ou encore de « réseau » (*Entre soi : l'élite du pouvoir dans la Chine contemporaine*, Fayard, 2004, p. 187 *et passim*). Tout en tenant compte de ces mises en garde, nous utiliserons néanmoins (quoiqu'avec parcimonie) la catégorisation en factions du gouvernement de Wang Jingwei, car elle a l'avantage de donner une représentation claire de la polarisation complexe du champ politique en zone occupée. Le nom et la composition de ces factions apparaissent déjà dans les sources contemporaines, comme cet organigramme réalisé par le Gaimushō le 30 novembre 1944, que nous adaptons dans l'Annexe 2.15.

³ Voir le passage sur son exercice du pouvoir dans sa notice de l'Annexe 3.

⁴ L'appellation « grand frère » n'était pas liée à l'âge puisque Wang, par exemple, appelait ainsi son cadet Jiang Jieshi qui lui rendait la pareille dans leur correspondance.

⁵ *WKS*, p. 379. Wang appelait Chen Gongbo et Zhou Fohai, « Monsieur » (Hu Lancheng, *Jin sheng jin shi*, *op. cit.*, p. 197).

excellence d'une pratique informelle du pouvoir qui se substituait souvent au fonctionnement formel des institutions dans l'espace public des bureaux de l'administration¹. Être régulièrement convié aux repas qui se tenaient au « Palais » était une marque d'estime recherchée qui était souvent suivie d'une promotion rapide dans l'administration². Preuve de l'enjeu politique de ces repas, ils furent cités lors des procès d'après-guerre. Cherchant à minimiser son implication dans le fonctionnement du gouvernement collaborateur, l'ancien ministre de la Justice et de l'Éducation *Li Shengwu 李聖五 expliqua ainsi aux juges que Wang Jingwei lui avait reproché de n'être pas venu déjeuner chez lui alors qu'il avait été invité à trois reprises, ajoutant qu'il ne participait qu'« une à deux fois par mois à ces repas »³.

Collaboration de salon : Zhou Fohai au centre de l'échiquier politique

Moins ritualisées, les visites que recevait Zhou Fohai à son domicile jouaient un rôle au moins aussi important. En 1932, ce dernier s'était fait construire une villa au n°8 de l'allée Xiuliu (*xiliu wan* 西流灣), à quelques centaines de mètres au nord de la future villa de Wang Jingwei⁴. Un abri sous-terrain y avait été aménagé au début de la guerre, où se retrouvaient chaque soir les « camarades du ton bas »⁵. Dans les jours qui suivirent son retour à Nanjing, le 18 mars 1940, Zhou retrouva sa maison en partie détruite et envahie par les herbes sauvages. Après sa rénovation, Zhou et sa famille s'y installèrent le 6 juillet 1940. Ils en furent chassés par un incendie, le 11 janvier 1943. Wang Jingwei leur attribua alors un logement de fonction, à proximité, qu'ils occupèrent jusqu'à leur retour, allée Xiliu, le 16 mai 1944⁶. Il suffit de feuilleter le journal personnel de Zhou pour comprendre l'importance de son domicile. De nombreux dirigeants chinois s'y rendaient quotidiennement, de même que les conseillers japonais, dont Zhou était l'interlocuteur privilégié. C'est là que se décidaient la plupart des grandes orientations politiques, économiques et financières du gouvernement de Nanjing avant d'être avalisées par Wang Jingwei et transmises aux ministères concernés. Le salon de Zhou, à Nanjing mais surtout à Shanghai, ne servait pas seulement d'interface avec la composante japonaise de l'État d'occupation, mais également de point de contact avec la zone libre. C'est en effet chez lui que

¹ Vice-ministre chargé des affaires politiques au ministère de la Propagande jusqu'en août 1941, Hu Lancheng dit qu'il ne se rendait presque jamais dans ses bureaux, ne venant qu'une ou deux fois par mois à Nanjing pour rendre visite à Wang chez lui (*ibid.* ; *MZN*, p. 1082).

² Ce fut, par exemple, le cas de *Gu Baoheng 顧寶衡, nommé à la tête de la politique de ravitaillement après avoir été invité plusieurs fois à la table du président (voir partie 6.3.2). Dans ses Mémoires, Hu Lancheng décrit le plan de table habituel (*Jin sheng jin shi*, *op. cit.*, p. 198). Selon Jin Xiongbai, ces repas étaient aussi l'occasion pour Wang de faire montre de son charme légendaire envers ses hôtes (*WKS*, p. 309-310 et 378).

³ *SWHB*, p. 593 et 622. Li ne fut condamné qu'à quinze ans de réclusion ; une peine clémente pour un dirigeant de son importance.

⁴ Chen Jimin *et al.*, *Minguo guanfu*, *op. cit.*, p. 260.

⁵ Voir la notice de Zhou, Annexe 3.

⁶ Chen Jimin *et al.*, *Minguo guanfu*, *op. cit.*, p. 262-263 (cf. les entrées aux dates correspondantes dans *ZR*).

Zhou recevait les agents de Chongqing et, plus rarement, de Yan'an, et qu'il finit par installer, en 1943, un transmetteur lui permettant de communiquer directement avec Dai Li¹. Comme chez Wang, le bureau de Zhou renfermait des documents importants². Jin Xiongbai, prétend ainsi qu'il réussit à faire libérer des agents de Chongqing en regardant en cachette les listes de noms de prisonniers sur le bureau de Zhou³.

Plus généralement, les résidences des dirigeants du gouvernement de Wang Jingwei se caractérisaient par leur magnificence et leur aspect de forteresse imprenable, qui traduisaient à la fois le confort matériel certain qui accompagna le « retour à la capitale », mais aussi les risques encourus par les collaborateurs et leurs proches.

3.1.2.3. Derrière les hauts murs : insécurité et pratiques gouvernementales

Se remémorant les premières années de sa vie passées dans les fastes de la collaboration avant de connaître les taudis où durent croupir les familles des « traîtres » au lendemain de la guerre, le fils de Li Shengwu écrit :

I was born in 1940. Until I was five, I lived in Father's giant mansion in Nanjing. Father's mansion was surrounded by tall brick walls in a grim shade of dark gray. From the streets, the walls made the entire compound look like a prison. Even more suggestive of a penitentiary was the gate: made of solid iron, it was formidable, forbidding, consisting of two halves with a small door on one side for pedestrians. When both halves of the gate opened up, a bus could pass through with room to spare. Inside the gate, a row of stately Roman cypresses shielded a meticulously maintained garden from the driveway. The garden was dominated by a spacious, manicured lawn with geometrically shaped borders of colorful flowers; in the center, an ornate, circular fountain with four full-length figures of Apollo, each carved from granite, spouted water from their mouths. The living room of the mansion opened onto the garden through a large veranda and descending marble steps. Behind the mansion were two separate buildings that housed an enormous kitchen and the living quarters for more than a dozen servants. I was strictly forbidden to step out of the compound—a rule laid down by Father and enforced by the armed guard sitting in the little guardhouse by the enormous metal doors. Even when I got sick, I didn't go out. A doctor came to the mansion to treat me instead.⁴

¹ Voir Martin, « Collaboration within Collaboration », art. cit. et le résumé que nous en donnons dans la notice de Zhou, Annexe 3.

² On se souvient que, fin 1939, Gao Zongwu avait subtilisé pour le copier l'accord sino-japonais en préparation dans le bureau de Wang avant de le faire publier à Hongkong en janvier 1940 (voir sa notice, Annexe 3).

³ WKS.

⁴ Charles N. Li, *The Bitter Sea: Coming of Age in a China before Mao*, New York, Harpers-Collins, 2008, p. 18-19 (merci à Françoise Sabban de nous avoir fait découvrir cet ouvrage passionnant). Selon Charles Li, cette demeure, située au n°66 de la rue de Beiping, appartenait au « vice-président du régime de Nanjing », c'est-à-dire Chen Gongbo qui habitait au n°64 (*ibid.*, p. 21 ; *SWHB*, p. 568, 38). Lors d'un interrogatoire le 10 mai 1946, Li Shengwu expliqua que sa résidence avait été classée comme « bien ennemi » par l'occupant ; ajoutant : « si j'avais trahi en faveur de l'ennemi [*tongdi* 通敵] comment expliquer qu'il ait classé ma maison dans la catégorie des biens ennemis ? » (ce classement ayant eu lieu avant le lancement du Mouvement de paix, la défense de Li sur ce point ne tenait pas). Le juge lui demanda également pourquoi il avait demandé la restitution de ladite maison sous le prête-nom de son subalterne Gao Shuo 高朔. Ce à quoi, Li expliqua que c'était un moyen de ne pas avoir à demander une faveur aux Japonais (*SWHB*, p. 575-576).

Cette double caractéristique – luxe et protection – ne pouvait que couper les dirigeants de la population qu'ils prétendaient gouverner. De fait, la pratique du pouvoir en zone occupée était influencée par cet environnement physique. Les vagues d'assassinats visant les collaborateurs avaient créé un véritable syndrome de la citadelle assiégée parmi ces derniers¹.

Le syndrome de la citadelle assiégée

Wang Jingwei qui avait réchappé à un nouvel attentat à Hanoï, le 21 mars 1939, après celui du 1^{er} novembre 1935, faisait l'objet de mesures de sécurité draconiennes. Il était en permanence protégé par une armée de gardes du corps armés jusqu'aux dents. Le 15 mai 1939, le directeur adjoint pour les services politiques et de sûreté de la concession française de Shanghai avait envoyé un rapport confidentiel faisant état d'une demande de permis de port d'arme par Chu Minyi pour les dix gardes de Wang. Ces permis devraient être délivrés sans examen des armes, car celles-ci étaient enterrées dans le jardin de la belle-mère de Wang, au cœur du secteur britannique de la concession internationale (!). Perspicace, le fonctionnaire français concluait :

autant qu'on puisse se diriger à travers les explications tortueuses qu'il donne, la venue de Wang Ching Wei à Changhai est certainement décidée [...] et je suis persuadé que ce dernier [...] essayera par tous les moyens de venir habiter sur la concession, quitte à y venir à notre insu et à nous placer devant le fait accompli. Il y aurait lieu de demander à l'Indochine de nous informer des déplacements de Wang Ching Wei.²

Il ne croyait pas si bien dire. Wang était arrivé le 8 mai à Shanghai et avait effectivement exigé des Japonais de pouvoir s'installer dans la concession française en assurant sa propre sécurité, et non pas dans le quartier japonais comme le souhaitaient ces derniers : la sécurité était aussi affaire de souveraineté³. Par la suite, Chen Bijun recruta une centaine d'hommes originaires du Guangdong – gage de loyauté – et plaça à leur tête Gui Lianxuan 桂聯軒, déjà au service de Wang depuis plusieurs années⁴. Reçu à dîner chez Wang, le 14 mars 1940, le représentant de l'agence Reuters, Kenneth Selby-Walker (1911-1942), écrivit dans son rapport :

¹ Sur le contexte de ces attentats, voir Wakeman, « *Hanjian (Traitor)! Collaboration and Retribution in Wartime Shanghai* », in Ye Wen-hsin (dir.), *Becoming Chinese: Passages to Modernity and Beyond*, Berkeley, University of California Press, 2000, p. 298-341. La presse française rapporta un attentat commis contre un wagon conduisant une délégation d'officiels chinois et japonais de Shanghai à Nanjing pour la signature du Traité de base qui aurait fait 200 morts (« La Chine et le nouvel ordre nippon », *La Croix*, 7 déc. 1940, p. 2). L'ambassadeur Cosme cite également la presse de Chongqing qui insista sur cet attentat pour compenser la mauvaise nouvelle de la reconnaissance de Nanjing par Tokyo (Cosme au Min. des Affaires étrangères, « Position prise par la presse chinoise lors de la signature du traité sino-japonais de Nankin », 10 déc. 1940, ADF 503). Nous n'en avons trouvé aucune mention dans les sources chinoises ou japonaises.

² Rapport confidentiel, 80/D.A./9, ADF 503.

³ « Wang was not ready to accept the stigma of being protected by the Imperial Army » (Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 281).

⁴ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 27. Notons qu'un personnage secondaire comme Jin Xiongbai employait, à cette époque, pas moins de 36 gardes et qu'il dit n'être presque pas sorti de chez lui pendant un an (*WKS*, p. 87).

The precautions are absolutely amazing. After going through about five groups of plain-clothes and uniformed bodyguards and two enormous iron gates with men at peep-holes watching out, one finally comes to the front door. [...] The reception room has little glass peep-holes at various points with armed men looking in all the times. The dining room has a verandah outside it, bordered by steel bars instead of usual mosquito wiring, and on the verandah are four more armed men: two of these have machine-guns which are pointed out into the grounds, the other two look inwards and watch Wang and his guests. [...] It was hardly the most friendly atmosphere for enjoying one's dinner. Still, as I said, the wine was excellent and that made up for a lot.¹

Chacun des séjours en province de Wang Jingwei entraînait un branle-bas général. Lors de ses voyages à Canton, par exemple, toutes les lumières de la ville devaient être éteintes après 21 heures afin d'éviter un bombardement de Chongqing². Un décret réglementait les déplacements de Wang en automobile, qui donnaient lieu à un cérémonial mettant en scène sa majesté tout en assurant sa sûreté. Une voiture parée de drapeaux à « soleil blanc sur ciel bleu » ouvrait le cortège. À sa vue, tous les fonctionnaires civils et militaires devaient immédiatement s'écarter et attendre, « dans une position de salut respectueux », que la voiture présidentielle soit passée³.

Ces mesures n'étaient pas superflues puisqu'elles permirent de déjouer plusieurs attentats. Au cours de l'année 1939, alors que Chongqing tentait par tous les moyens de bloquer la création d'un gouvernement rival, les services secrets militaires (Juntong) de Dai Li envoyèrent des dizaines d'agents à Shanghai. Ils formaient des escadrons de tueurs connus sous le nom des « groupes d'acier et de sang pour l'élimination des traîtres » (*tiexue chujian tuan* 鐵血鋤奸團)⁴. Ils perpétrèrent plus de 150 assassinats dans la seule ville de Shanghai entre août 1937 et octobre 1941⁵. Un certain nombre d'entre eux furent arrêtés par le contre-espionnage japonais et le n°76⁶. Le danger était d'autant plus grand que le « retour à la capitale » s'accompagna de nombreux

¹ Cosme au min. des Affaires étrangères, « A.s. de M. WANG CHING WEI », 11 avril 1940, ADF 503. La date et la description laisse penser qu'il s'agissait de l'une des résidences sises au n°1136 de la rue Yuyuan, dans les *badlands* de l'Ouest shanghaien. Sorte de Zhongnanhai des collaborateurs, ce vaste complexe hébergea la plupart des membres du Mouvement de paix avant l'installation à Nanjing (Chan Cheong-choo, *Memoirs of a Citizen...*, *op. cit.*, p. 119). Cf. la description que donne Brian Martin de la transformation du n°76 en forteresse (« Shield of Collaboration », *art. cit.*, p. 106).

² Simon (Canton) à l'Amb., « voyage de M. WANG CHING WEI à Canton », 23 juin 1942, télégrammes n°7-9s, ADF 327.

³ « Guomin zhengfu zhuxi chengche suihe banfa 國民政府主席乘車隨扈辦法 (Décret sur l'escorte automobile du président du Gouvernement national) », 1^{er} mai 1941, ZG, n°173, p. 3-5.

⁴ Cette appellation faisait référence au discours prononcé en 1862 par Otto von Bismarck (1815-1898) dans lequel il défendit le renforcement militaire de la Prusse pour réaliser l'unification allemande. Seul comptait, expliqua-t-il, « l'acier et le sang » (*Eisen und Blut*). Jiang Jieshi fit de cette politique son crédo dans les années 1930 (Roux, *Chiang Kai-shek*, *op. cit.*, p. 39, 194). Le 28 février 1932, Jiang avait fait passer à un groupe de cadets de l'Académie de Huangpu un examen écrit sur ce thème pour sélectionner les membres de la *Lixingshe* 力行社 (Société de la pratique vigoureuse), dont étaient issus les cadres des services secrets militaires à l'origine de ces groupes (Wakeman, *Spymaster*, *op. cit.*, p. 62).

⁵ Wakeman, « *Hanjian* (Traitor)! », *art. cit.*, p. 315.

⁶ Notamment le groupe également responsable de l'assassinat, le 19 février 1939, du ministre des Affaires étrangères du Gouvernement réformé, Chen Lu 陳籙 (1877-1939) (Wakeman, *The Shanghai Badlands: Wartime Terrorism and Urban Crime, 1937-1941*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996, p. 88-92).

recrutements qui permirent aux agents de Chongqing d'infiltrer les rangs du nouveau régime¹. Quelques années plus tard Chongqing se targua de ces tentatives d'assassinat contre Wang, qui lui permettaient d'apparaître comme l'adversaire des collaborateurs, alors que le PCC profitait de la confusion entre les deux régimes nationalistes. On put ainsi lire jusque dans la presse française :

Le ministre de l'Information de la capitale de Tchong Kaï Chek a publié hier soir un communiqué disant que de 1939 à 1941, au moins six membres du service secret ont été envoyés à Nankin pour assassiner le président Wang Ching Wei. Ces six agents furent arrêtés et fusillés avant qu'ils aient pu mener à bien leur attentat contre le chef de la Chine nationale.²

Le choix de la collaboration faisait également courir aux familles des dirigeants de Nanjing résidant en dehors de la zone occupée le risque sinon d'être assassinées, du moins d'être prises en otages. Ce fut le cas pour plusieurs parents de Zhou Fohai, dont sa mère, que Dai Li fit interner dans un camp de concentration du Guizhou, dès que la nouvelle de sa défection fut confirmée³. Pour cette raison, la sœur aînée de Wang Jingwei, âgée de 69 ans, fut exfiltrée le 20 mars 1940 de la région de Wuhan par des soldats japonais⁴.

Mourir pour la paix : les martyrs de la collaboration

Ces nombreux morts firent l'objet de commémorations organisées par le gouvernement de Wang Jingwei qui prit la suite de son prédécesseur :

Some regime might have wanted to hide the fact that their personnel were being killed. The Reformed Government took a different tack. Its approach was to turn their deaths to advantage by publicizing them. The martyrs got their names entered on a published honor roll, and their families received compensation. Collaborationist officials were almost as useful dead as they were alive, for they were the evidence that people were willing to die for the new order.⁵

Lors de la session inaugurale du Comité politique central, le 30 mars 1940, les premiers mots de Wang furent pour son ancien secrétaire Zeng Zhongming et son neveu Shen Song 沈崧 (1894-

¹ Voir notamment les cas de Dai Xingbing 戴星炳 et d'un Russe blanc évoqués par Luo Junqiang (« Weiting youying lu », art. cit., p. 60-61). Nombre de ces agents furent retournés par le n°76, ce qui facilita par la suite la coopération secrète de part et d'autre de la ligne de démarcation. Même le chef du commando responsable de l'attentat d'Hanoï, Chen Gongshu, fut embauché par Li Shiqun après son arrestation en octobre 1941. Des précautions durent dès lors être prises pour que l'irascible Chen Bijun, toujours accompagnée de la veuve de Zeng Zhongming, ne croisent pas la route de l'assassin de ce dernier, qu'elle aurait aimé voir fusillé sur le champ (Wang Manyun, « Qianli aihong shuo "qingxiang" », art. cit., p. 280).

² « Six agents secrets chargés d'assassiner le président de la Chine nationale ont été fusillés », *Paris-Soir*, 22 janv. 1944, p. 1. À l'inverse, Zhou Fohai souligna que le Mouvement de paix n'avait, lui, jamais envoyé d'assassins à Chongqing (« Guanyu zuzhi zhongyang zhengfu », art. cit., 1^{er} janv. 1940, *WGC*, p. 803)

³ Peu après, le chef du Juntong fit parvenir à Zhou une lettre par l'intermédiaire de Du Yuesheng pour l'avertir que ses proches seraient bien traités. Par la suite, il lui envoya régulièrement des nouvelles de sa mère afin de maintenir la pression. Si la coopération de Zhou avec Chongqing s'expliquait par son patriotisme, ce chantage tacite ne put que la favoriser (Martin, « Collaboration within Collaboration », art. cit., p. 60-61).

⁴ « Sukuwarete tōkame Ō Chōga san Kankō e 救はれて十日目 汪兆娥さん漢口へ (Dix jours après son sauvetage, Mme Wang Zhao'e en route pour Hankou) », *Tairiku shinpō*, 2 avril 1940, p. 2. Le 14 avril, Wang écrivit à Shibayama Kaneshirō, alors chef de l'agence des services spéciaux de Hankou, pour le remercier d'avoir aidé sa sœur, qui venait d'arriver saine et sauve à Nanjing (AH 118-010100-0008-033).

⁵ Brook, *Collaboration*, *op. cit.*, p. 185.

1939)¹, tous deux assassinés l'année précédente². Le 21 mars 1940, une cérémonie s'était tenue à Nanjing pour l'anniversaire du meurtre de Zeng à Hanoi³. Premier mort du Mouvement de paix, ce dernier inspira le développement d'une martyrologie spécifique à la collaboration⁴. En effet, la fête nationale en hommage aux « martyrs du Mouvement pour la paix, l'anticommunisme et la reconstruction nationale morts pour la patrie » (*heping fangong jianguo yundong zhu xianlie xunguo jinian* 和平反共建國運動諸先烈殉國紀念), le 1^{er} septembre, était distincte du « Jour des martyrs de la Révolution » (*geming xianlie jinian* 革命先烈紀念), fixé avant-guerre au 29 mars⁵. La date du 1^{er} septembre fut choisie par Chu Minyi car elle marquait la refondation du GMD « orthodoxe », un jour après la clôture du « 6^e congrès »⁶. Comme le Gouvernement nationaliste avant lui, le groupe de Wang Jingwei vit dans l'ajout de nouvelles fêtes au calendrier républicain un moyen de façonner la mémoire historique à son profit contre Chongqing et contre les collaborateurs de la première heure⁷. En célébrant ses martyrs le 1^{er} septembre, le Mouvement de paix s'inscrivait dans la geste révolutionnaire, tout en faisant de son GMD le dépositaire légitime du pouvoir au sein de l'État d'occupation⁸. L'assassinat, le 28 juin 1940, du célèbre romancier *Mu Shiyong 穆時英 suscita un hommage de son collègue au ministère de la Propagande, *Tang Liangli 湯良禮, dont la teneur résume bien le discours que développa le Mouvement de paix sur ses martyrs :

Under the leadership of President Wang Ching-Wei, the soldiers of Peace are ready to sacrifice their lives so that the nation may live forever. Thus Comrade Mo Shih-Ying [Mu Shiyong] [...] sacrificed himself on the field of duty. [...] Comrade Mo exposed the colossal swindle of the Chungking family régime and told the people the truth. Thus he was killed by the Blue Shirts

¹ Militaire et fonctionnaire cantonnais, Shen avait rejoint le Mouvement de paix à ses débuts, communiquant à Wang des renseignements sur le déploiement des troupes nationalistes dans le Sud. Il fut assassiné le 22 août 1939 à Hongkong (<<http://wangjingwei.org/en/associates-en/shen-song/>>, consulté le 29 avril 2017).

² « Zhongyang zhengzhi weiyuanhui juxing di yi ci huiyi 中央政治委員會舉行第一次會議 (Le Comité politique centrale se réunit pour la première fois) », *Zhonghua ribao*, 31 mars 1940, p. 2. Cette mise à l'honneur des deux hommes tenait en partie du sentiment de culpabilité que ressentait Wang Jingwei, notamment dans le cas de Zeng qui était mort à sa place et sous ses yeux.

³ « Zeng Zhongming xiansheng zhuidaohui de huaxu 曾仲鳴先生追悼會的花絮 (Aperçu du service commémoratif en l'honneur de Zeng Zhongming) », *Shoudu xunkan* 首都旬刊, n°1, mars 1940, p. 28.

⁴ Sur les origines du culte républicain rendu aux martyrs (les *zhonglie* 忠烈 morts par loyauté envers le peuple Han ou la République et les *xianlie* 先烈 s'étant sacrifiés pour l'avènement de la République), voir Harrison, *The Making of the Republican Citizen*, *op. cit.*, p. 106-107.

⁵ *KG*, n°6, p. 58. Le « Jour des martyrs de la Révolution » commémorait les 72 révolutionnaires tués lors du second soulèvement de Canton, en avril 1911. Cet événement servit à légitimer le GMD en soulignant la contribution de Sun Yat-sen dans la Révolution et, plus tard, les différentes factions, au sein du Parti nationaliste, qui se réclamaient de sa symbolique (Harrison, *The Making of the Republican Citizen*, *op. cit.*, p. 152-155).

⁶ « Jinian heyun xunnan de zhu xianlie 紀念和運殉難的諸先烈 (Commémoration des martyrs du Mouvement de paix tombés au champ d'honneur) », *Minguo ribao*, 3 sept. 1943, [s.d.].

⁷ Cf. Harrison, *The Making of the Republican Citizen*, *op. cit.*, p. 151-157. La place prééminente donnée au martyre de Zeng Zhongming montre que ces cérémonies furent conçues avant tout pour légitimer le groupe de Wang Jingwei. La prise en compte des collaborateurs de la première heure intervint surtout au niveau, plus discret, du maintien, par le nouveau gouvernement, des pensions versées à leur famille (voir la partie 6.2.2.1).

⁸ Les services commémoratifs en hommage aux martyrs du Mouvement de paix furent d'ailleurs organisés par le Bureau central du GMD « orthodoxe » (« Jinian heyun xunnan de zhu xianlie », art. cit.).

operating under the direct orders of Chiang Kai-Shek and under the direct protection of the foreign Settlement authorities [...]. But the employment of the despicable method of political assassination by the Chungking servants of foreign Imperialism can never intimidate the Peace Movement. The soldiers of Peace have taken the solemn vow to place interests of the nation before their personal safety. [...] following the death of Mr. Mo Shih-Ying, we may expect more intellectuals, journalists and authors, to join the Peace Movement. Alive, the Peace Martyrs serve the Movement; dead, their service to the cause of Peace is even greater.¹

Rengaine classique de la propagande des gouvernements de collaboration, le thème du sacrifice était particulièrement prégnant dans celle du Mouvement de paix². Personnifié par ses martyrs, il s'incarnait dans son chef, Wang Jingwei ; une figure connue dans toute la Chine pour son sens du sacrifice. Wang n'avait-il pas, en 1910, risqué sa vie pour la Révolution en tentant d'assassiner le prince régent ? Une bravoure restée gravée dans les mémoires grâce à ses poèmes composés en prison, qui furent réédités sous l'occupation³. En faisant défection trois décennies plus tard, il risquait de nouveau sa vie et sa réputation pour protéger les populations abandonnées en zone occupée⁴. La construction d'une « mystique Wang Jingwei »⁵, renvoyant à la jeunesse de ce dernier, se fit également par l'usage de précédents historiques valorisant les figures de négociateurs, à commencer par Li Hongzhang 李鴻章 (1823-1901), accusé de trahison par ses contemporains avant de s'imposer, dans la mémoire collective, comme un grand serviteur de l'État chinois⁶. À l'inverse, Jiang Jieshi fut notamment comparé à Ye Mingchen 葉名琛 (1807-1859), dont l'intransigeance face aux Britanniques, pendant les Guerres de l'opium, était tournée en ridicule comme consistant à « ne pas combattre, ne pas faire la paix, ne pas défendre, ne pas mourir, ne pas se rendre, ne pas fuir (*bu zhan, bu he, bu shou, bu si, bu xiang, bu zou* 不戰, 不和,

¹ [Tang Liangli, auteur présumé], « In Memory of Comrade Mo Shih-ying », *The People's Tribune*, vol. 29, fév. 1940, p. 1-2.

² Cf. le message radiodiffusé du 17 juin 1940, dans lequel Pétain déclara faire « don de sa personne » à la France (Paxton, *La France de Vichy*, *op. cit.*, p. 47).

³ Dans le recueil *Shuang zhao lou shici gao* 雙照樓詩詞藁 (Collection de poèmes de la Tour au double éclat). Nous citons ses vers les plus connus, dans lesquels Wang se dit prêt à mourir pour ses convictions (voir sa notice, Annexe 3).

⁴ Nous avons vu en Introduction, à propos de la psychohistoire appliquée à Wang, que Hu Shi pointa chez ce dernier un « complexe du martyr » (*lieshi qingjie* 烈士情結), qui aurait expliqué son choix de la collaboration.

⁵ Cf. Baruch, *Servir l'État français*, *op. cit.*, p. 48-49.

⁶ Fu Poshek, *Passivity, Resistance, and Collaboration*, *op. cit.*, 118. Wang se comparait régulièrement à Li Hongzhang (Hu Lancheng, *Jin sheng jin shi*, *op. cit.*, p. 182, 194). Une référence que l'on retrouve également chez Zhou Fohai (Martin, « The Dilemmas of a Civilian Politician... », art. cit., p. 154). Wang resta surtout associé à la figure de négociateur la plus honnie d'entre toutes avant lui ; celle de Qin Hui 秦檜 (1090-1155). Après avoir été libéré par les Jin qui l'avaient capturé, Qin Hui convainquit l'empereur Gaozong 高宗 (r. 1127-1162) de négocier avec eux. Ces négociations furent rendues possibles par l'exécution du valeureux général Yue Fei 岳飛 (1103-1142). Durant la guerre sino-japonaise, des statues agenouillées de Wang et de Chen Bijun nus, prenant modèles sur celles de Qin Hui et de son épouse, furent fabriquées à Guiyang. Apprenant la nouvelle, Chen Bijun déclara que les passants pouvaient bien uriner sur ces effigies, elle n'en perdrait pas l'appétit pour autant (Hu Lancheng, *Jin sheng jin shi*, *op. cit.*, p. 191). Plusieurs statues de ce type existent encore en Chine aujourd'hui et subissent le même sort.

不守, 不死, 不降, 不走) »¹. L'idée de sacrifice était corrélée à l'image du collaborateur en chef comme « bouclier » entre l'occupant et la population ; une image quelque peu brouillée par la forme concrète que prit ce bouclier.

Retranchés dans des zones qu'on dirait aujourd'hui « sanctuarisées », les collaborateurs circulaient de l'une à l'autre en véhicules blindés, pour autant qu'ils en aient les moyens². Ce mode de vie et donc de gouvernement, dicté à tout instant par la menace d'un attentat, eut des conséquences multiples et profondes. Il renvoyait à la population l'image d'un régime retranché derrière ses hauts murs et sous la protection des forces d'occupation. Si la collaboration était justifiée par la protection du peuple, les moyens de l'État semblaient surtout mis au service de la protection des collaborateurs. Cette obsession sécuritaire influa également sur l'équilibre politique du nouveau régime au sein duquel la police secrète du n°76 acquit un poids considérable qui s'accrut encore avec l'ascension fulgurante de Li Shiqun. Ce service tirait son nom du numéro de son siège, rue Jessfield à Shanghai. Formée à partir de février 1939, la police secrète du Mouvement de paix fut organisée en août, à l'occasion du 6^e Congrès, en trois services rattachés au Comité exécutif central du GMD « orthodoxe » : le Comité des services spéciaux (*tewu weiyuanhui* 特務委員會), le Quartier général des services spéciaux (*tewu gongzuo zongzhihuibu* 特務工作總指揮部) et le Comité pour l'élimination des contre-révolutionnaires (*sufan weiyuanhui* 肅反委員會). Dirigé par Ding Mocun secondé par Li Shiqun, le Quartier général des services spéciaux – le n°76 – était la plus importante de ces trois organisations et le resta jusqu'à la chute de Li Shiqun en 1943³.

La prise de contrôle de la concession internationale de Shanghai, le 8 décembre 1941, marqua la fin des attaques terroristes et fut suivie d'une chute importante des homicides⁴. Les agents de Chongqing ne purent désormais plus y trouver refuge, tandis que les Japonais interdirent au n°76 d'y commettre des attaques. Désormais maîtres des lieux, les autorités d'occupation voulaient y maintenir l'ordre afin de prouver que la domination japonaise était la plus efficace⁵. En outre, l'entrée en guerre du Japon contre les Alliés marqua un tournant psychologique pour des

¹ Xu Xiqing 許錫慶, « Ye Mingchen yu Jiang Jieshi 葉名琛與蔣介石 (Ye Mingchen et Jiang Jieshi) », *Zhonghua ribao*, 14 déc. 1942, p. 1.

² Lorsque Chen Gongbo succéda comme maire de Shanghai à *Fu Xiao'an 傅筱庵, assassiné par son cuisinier, il exigea une voiture blindée. Cette dépense extraordinaire obligea le ministère des Finances à demander un ordre écrit de Wang Jingwei (AH 118-010100-0037-042). Les fonctionnaires ordinaires, eux, devaient se défendre par leurs propres moyens. La police chinoise de Nanjing s'inquiéta auprès de l'administration centrale du fait que beaucoup de ses agents circulaient armés, alors même qu'ils ne possédaient pas de permis. Il était à craindre que « les militaires et policiers du pays ami ne se méprennent sur leur compte lors des contrôles » (*JG*, n°7, déc. 1940, p. 56).

³ Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 101-102.

⁴ Le nombre de meurtres commis dans la concession internationale passa de 76 en 1941 à 14 en 1942 (Jiang Jie, « La criminalité à Shanghai pendant la guerre sino-japonaise, 1937-1942 », Thèse de doctorat, ENS Lyon, 2014, p. 208).

⁵ *Ibid.*

collaborateurs comme Zhou Fohai, qui rétablirent peu après des contacts avec Chongqing. Cette « collaboration dans la collaboration » (Brian G. Martin) contribua à pacifier les relations entre les services secrets des deux régimes, dont de nombreux agents avaient été collègues avant-guerre. Cette évolution ne diminua pourtant en rien l'importance des services de sécurité dans le régime de Nanjing. En reproduisant les travers d'un pouvoir livré à ses sbires – pratique que s'était vu reprocher Jiang Jieshi –, le gouvernement de Wang Jingwei contredisait quotidiennement sa propre propagande. Celle-ci présentait, en effet, le *huandu* comme marquant le retour d'un Gouvernement nationaliste légitime par opposition à un régime de Chongqing ayant perdu cette légitimité en poursuivant la résistance à outrance et en s'alliant avec le PCC. Affirmant reprendre le flambeau allumé par Sun Yat-sen, le groupe de Wang Jingwei inscrivit son gouvernement dans une triple continuité : du point de vue de la forme de l'État (*huandu* juridique), du GMD (*huandu* nationaliste) et du rôle de celui-ci dans la démocratisation de la Chine (programme constitutionnel). Étroitement liés, ces aspects du « retour à la capitale » sont disqualifiés par les historiens chinois comme n'étant que de simples slogans à étudier comme tels. Sans nier cette fonction de propagande, il nous semble important de les considérer dans un temps plus long. Le gouvernement de Wang Jingwei apparaît alors comme le révélateur d'un processus de formation étatique dépassant la seule période de l'occupation : institutionnalisation incomplète, contestation du GMD et, pour ces deux raisons, résurgence régulière de la question constitutionnelle.

3.2. *Huandu* juridique : restaurer le Gouvernement national

3.2.1. Spécificité du cas chinois

3.2.1.1. Le manteau du pouvoir à Vichy et à Nanjing

La question de la conformité d'un gouvernement collaborateur avec le droit (objectif) et celle de la continuité étatique qu'il incarne avec les régimes immédiatement antérieurs et postérieurs à l'occupation ne sont pas uniquement affaires de juristes. Elles concernent également l'historien intéressé par les enjeux de légitimité et de souveraineté qu'elles induisent, pendant comme après la guerre. Cette question est prégnante dans le cas du régime de Vichy qui vit le jour à la suite du vote par l'Assemblée de la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940. Elle donnait « tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à l'effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle Constitution de l'État français. Cette Constitution devra[it] garantir les droits du Travail, de la Famille et de la Patrie »¹. S'il abrogea la République le lendemain, l'État français fut donc le successeur légal d'institutions définies soixante-cinq années auparavant². Comme l'écrit Robert Paxton, « Le maréchal ne s'empare pas du pouvoir, à l'été 1940. C'est le pouvoir qui l'enveloppe de ses plis, comme un manteau »³.

En mars 1942, un texte de propagande affirma, de la même manière, que le « manteau de Sun Yat-sen » était tombé sur les épaules de Wang Jingwei ; signifiant ainsi que ce dernier était le détenteur légitime du pouvoir⁴. Considérée d'un point de vue purement juridique, cette continuité légitime revendiquée par Wang Jingwei et son gouvernement était pourtant bien plus litigieuse qu'elle ne l'était pour Pétain : d'une part, parce que la formation de ce gouvernement se fit *contre* les instances du gouvernement légal dont il prétendait prendre la suite ; d'autre part, parce que la légalité même de ce référent nationaliste était contestable et contestée. Autrement dit, la base juridique du « nouveau gouvernement central » était d'autant plus bancal qu'elle était bâtie sur du sable ; en l'occurrence, la légalité friable du Gouvernement nationaliste.

¹ Cité in Marcel Prelot, « La révision et les actes constitutionnels : la figure politique et juridique du chef de l'État français », in Fondation nationale des sciences politiques, *Le gouvernement de Vichy 1940-1942 : institutions et politiques*, Armand Colin, 1972, p. 25. « Hormis quelques aspects secondaires, la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940 était adoptée dans des conditions certaines de correction formelle » (*ibid.*).

² À cet égard, le débat sur la conformité de l'État français avec le droit porte moins sur sa naissance que sur son exercice du pouvoir. Sur ce sujet, voir notamment Marc Olivier Baruch, « À propos de Vichy et de l'État de droit », *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem*, n°6, printemps 2000, p. 53-68.

³ Paxton, *La France de Vichy*, op. cit., p. 182.

⁴ Nous citons ce texte dans la partie 3.3.1.3.

L'idée d'une autorité politique émanant d'un ordre juridique continu existait bien dans la Chine de 1940. Elle était exprimée par le concept de *fatong* 法統¹ qui, historiquement, désignait

un ensemble de lois et d'institutions régissant l'organisation de l'État dynastique : traditionnellement, un *fatong* est créé par le fondateur d'une dynastie, puis maintenu par ses descendants. Un changement de dynastie marquait son interruption, même si les emprunts institutionnels d'une dynastie à l'autre pouvaient être nombreux. Intimement rattachée à la figure de l'empereur, la notion de *fatong* incarnait l'orthodoxie juridico-politique. Sous la République, elle continue de marquer la mentalité et la rhétorique du monde politique.²

Dans les faits, les fondements juridiques de l'autorité à l'époque républicaine restèrent bien fragiles ; donnant au concept de *fatong* un sens pour le moins incertain.

3.2.1.2. Entre légalité et légitimité : la nature incertaine du *fatong* républicain

Tout au long du premier XX^e siècle, la notion de *fatong* fut au cœur du débat constitutionnel qui se cristallisa autour de clivages successifs, notamment celui opposant monarchistes constitutionnalistes et révolutionnaires à la fin des Qing et, dans les années 1930, défenseurs et adversaires de la monopolisation du pouvoir par le GMD³. Dans son sens moderne, le *fatong* tendait donc à se rapprocher de la définition juridique du pouvoir telle qu'elle existait en Occident. La situation dans la Chine post-impériale différait toutefois grandement de celle que connaissait la France : d'une part, parce que la continuité étatique n'y trouvait pas d'institutions suffisamment pérennes pour s'incarner durablement ; d'autre part, parce que le dépositaire de cette continuité imparfaite ne cessa d'être contesté⁴. L'institutionnalisation avortée au lendemain de la Révolution de 1911 et la suspension, de fait, du programme constitutionnel sous la tutelle du GMD empêcha l'émergence d'un ordre constitutionnel positif clairement défini. Aussi, le *fatong* gardait-il le sens vague, car très relatif, de « légitimité »⁵. Ce flou était entretenu par la

¹ Étymologiquement, *tong* signifie « extrémité d'un fil » et, par extension, « succession » mais aussi « gouverner ». Le caractère *fa* désigne indistinctement le droit et la loi (*GR*).

² Xiao-Planes, « Constitutions et constitutionnalisme », art. cit., p. 260-261. Pour une présentation de cette notion, voir Jiang Xiaowei 蔣曉偉, « Lun Zhongguo de “fatong” 論中國的“法統” (On China's “legally Constituted Authority”) », *Harbin gongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 哈爾濱工業大學學報 (社會科學版), vol. 15, n°1, janv. 2013, p. 80-84.

³ Nous reviendrons rapidement sur cette histoire dans la partie 3.3.3.1.

⁴ Les historiens de la III^e République pourront nous reprocher de donner une image bien trop monolithique de cette période qui fut, elle aussi, le théâtre d'une institutionnalisation freinée et modifiée par les luttes politiques. Cette simplification vise à souligner le contraste avec la situation en Chine. On notera, par ailleurs, que cette mise en parallèle de deux trajectoires si éloignées en apparence pourrait se justifier, si c'était là notre objet, par le fait que la Constitution provisoire chinoise de 1912 fut modelée sur celle de 1875 (Xiao-Planes, « Constitutions et constitutionnalisme », art. cit., p. 267).

⁵ C'est la traduction qu'en donne Ma Jun, « Liang Qichao et la trajectoire politique moderne de la Chine : les aléas de l'institutionnalisation républicaine, 1912-1917 », thèse de doctorat, EHESS, 2013, p. 415. Par conséquent, l'analyse de la *huandu* de 1940 n'est pas en mesure de distinguer *légalité* et *légitimité* comme peuvent le faire les travaux sur la dévolution des pleins pouvoirs à Pétain. Face à cette incertitude, nous choisissons la solution de facilité en utilisant ici le terme chinois sans le traduire, afin de ne pas exclure l'un ou l'autre de ces sens. Si le *fatong* donna lieu, nous le verrons à propos des lois promulguées en 1940, à des dispositions

fragmentation politique que connut la Chine tout au long de la période républicaine. Au fil de ses transformations successives, le Parti nationaliste ne cessa de revendiquer le *fatong* républicain ; considérant tirer cette légitimité de sa victoire aux élections législatives de l'hiver 1912-1913, volée par Yuan Shikai¹. Après plusieurs années d'exil, Sun Yat-sen réaffirma cette revendication en lui donnant une base institutionnelle et territoriale à Canton, alors même que le représentant juridique de la République de Chine (*zhonghua minguo*) aux yeux des puissances étrangères était le gouvernement Beiyang établi à Beijing². Selon Zhang Sheng, c'est précisément « parce qu'ils avaient été longtemps écartés du pouvoir politique central chinois [*Zhongguo zhuliu zhengzhi* 中國主流政治], que les dirigeants du GMD accordaient une importance si grande à leur "légitimité" [*zhengtong* 正統] au regard de l'histoire républicaine »³. En dépit de l'Expédition du Nord souhaitée par Sun et réalisée par Jiang Jieshi en 1926-1928, le GMD ne parvint jamais tout à fait à résorber cette fragmentation politique et, avec elle, son déficit de légitimité. Durant la « décennie de Nankin », le *fatong* dont se prévalait le parti-État fut contesté à l'extérieur par les partis rivaux et à l'intérieur par les factions écartées du pouvoir central par Jiang Jieshi⁴. Ces divisions donnaient des arguments aux adversaires du GMD. Le PCC, notamment, considérait que le Gouvernement nationaliste des années 1930 était né d'une usurpation du pouvoir légitime par Jiang Jieshi au printemps 1927. En fondant alors un gouvernement à Nanjing non reconnu par les instances légales du GMD à Wuhan, Jiang aurait rompu le *fatong*⁵. Selon cette vision, l'aile

juridiques précises, il s'apparente presque, dans son usage courant, à une sorte de mandat céleste (*tianming* 天命), alors même que la Révolution de 1911 était un *geming* 革命 au sens moderne du terme (une « révolution » et non pas une « révocation du mandat céleste »).

¹ Ce dernier fit assassiner Song Jiaoren 宋教仁 (1882-1913), fondateur du GMD « parlementaire » et premier ministre pressenti, suite à la victoire de son parti aux élections. Bien que le second s'inscrive dans la lignée du premier, ce Parti nationaliste ne doit pas être confondu avec le GMD de Sun Yat-sen, fondé à la fin des années 1910 (Xiao-Planes, « Constitutions et constitutionnalisme », art. cit., p. 268, n.1).

² « For years Sun [has] seen his Guangzhou government as a bastion of legitimacy in a country ridden with illegitimate warlords » (Harrison, *The Making of the Republican Citizen*, op. cit., p. 133).

³ Zhang Sheng, « Lun Wangwei dui Guomindang zhengzhi fuhao de zhengduo 論汪偽對國民黨政治符號的爭奪 (Le combat du régime fantoche de Wang Jingwei pour s'approprier les symboles politiques du GMD) », *Kangrizhazheng yanjiu*, 2005, n°2, p. 3.

⁴ Cette lutte interne au GMD relevait du *dangtong* 黨統 (légitimité au sein du parti). Bien qu'ils soient étroitement liés en raison de la prétention du GMD à incarner seul l'État-nation en vertu de la « direction du parti sur l'État » (*yi dang zhi guo* 以黨治國), *fatong* et *dangtong* peuvent être étudiés séparément (nous traiterons du second dans la partie suivante). L'un comme l'autre étaient fondés sur l'idée de *zhengtong* 正統 (succession légitime, orthodoxie).

⁵ La réhabilitation du rôle de Jiang durant la guerre par l'historiographie chinoise n'a pas modifié ce discours sur l'usurpation de 1927. Voir, par exemple, Kong Qingtai 孔慶泰, *Guomindang zhengfu zhengzhi zhidu shi* 國民黨政府政治制度史 (Histoire du système politique sous le gouvernement du GMD), Hefei, Anhui jiaoyu chubanshe, 1998, p. 2. L'analyse orthodoxe en Chine populaire oppose deux *fatong* : celui de la « Révolution et de la Nouvelle démocratie » (*xin minzhu zhuyi geming fatong* 新民主主義革命法統) sous la direction du PCC et le « *fatong* réactionnaire de la classe des propriétaires terriens, notables despotiques et compradors » (*dizhu haoshen maiban jieji de fandong fatong* 地主豪紳買辦階級的反動法統) des seigneurs de la guerre et du Gouvernement nationaliste de Nanjing (Zhang Xipo 張希坡, « Feichu wei "fatong" jiu shi feichu yi Guomindang liufa quanshu wei daibiao de yiqie fandong falü 廢除偽“法統”就是廢除以國民黨“六法全書”

gauche du GMD, menée à l'époque par Wang Jingwei, n'était pas pour autant détentrice de ce *fatong* puisqu'elle avait, à son tour, brisé le Front uni et s'était, plus tard, faite l'alliée de Jiang¹. On comprend, à cet égard, qu'il eut été impossible pour Wang d'invoquer en 1940 cette rupture du *fatong* en 1927 pour renforcer sa légitimité face à Chongqing. Ceci d'autant plus que le bras droit de Wang, Zhou Fohai, avait activement contribué, après 1927, à promouvoir la légitimité du Généralissime.

Ce discours sur la dictature de Jiang et, plus largement, du GMD était également présent chez les politiciens de la période Beiyang, privés du pouvoir en 1928. Il servit de socle, avec l'anticommunisme, à l'idéologie des premiers gouvernements de collaboration². Le second Front uni adopté par le GMD à la veille de la guerre rendit ce discours inoffensif en partageant le *fatong* avec les différents partis politiques, à commencer par le PCC, et en offrant à Jiang Jieshi une légitimité sans précédent. Deux ans plus tard, cependant, cette légitimité gagnée par le GMD dans la résistance au Japon s'était émoussée au fil des défaites militaires tandis que le Front uni commençait à se fissurer. C'est durant cette nouvelle période d'incertitude quant au *fatong* que le groupe de Wang Jingwei lança son Mouvement de paix.

3.2.2. Continuer le *fatong* dans la collaboration

3.2.2.1. Revendication de la légitimité nationaliste

Le « retour à la capitale » auquel aboutit le Mouvement de paix ne fut en rien approuvé par le Gouvernement nationaliste « légal » puisque ce dernier exclut de ses instances ses membres ayant fait défection et émit à leur encontre des mandats d'arrêt. Dans le même temps, beaucoup d'acteurs chinois et japonais en zone occupée n'étaient pas favorables à ce que Wang Jingwei se voit offrir le « manteau du pouvoir » à leurs dépens. Pour le groupe de Wang Jingwei, le défi était donc double : affirmer sa légitimité à représenter le GMD (*dangtong*) et celle du GMD à représenter la Chine (*fatong*)³. Ce second aspect avait pour arrière-plan les négociations entre le

為代表的一切反動法律 (To Abolish the “Puppet Legally Constituted Authority” is to Annul all Reactionary Laws Represented by Kuomintang’s Six Laws Pandect) », *Faxue zazhi* 法學雜誌, 2005, n°1, p. 123). Le concept de *fatong* est aujourd'hui utilisé pour justifier l'appartenance des « deux rives et quatre territoires » (*liang'an sidi* 兩岸四地) à une seule et même Chine (Jiang Xiaowei, « Lun Zhongguo de “fatong” », art. cit., p. 83).

¹ Ce faisant, le Gouvernement nationaliste avait fondé un nouveau *fatong* caractérisé par la tutelle du parti sur l'État (*ibid.*, p. 82). Pour une présentation du contexte politique durant cette période, voir la notice de Wang Jingwei, Annexe 3.

² Voir les parties 2.1. et 3.3.3.1.

³ Pour mieux comprendre cette distinction, on peut assimiler le *dangtong* au « Gouvernement nationaliste » et le *fatong* au « Gouvernement national » ; le problème étant que le terme chinois *guomin zhengfu* peut être traduit par l'un ou par l'autre, ce qui oblige à faire un choix (voir à ce sujet nos Conventions d'écriture). Il en va de même pour les historiens chinois qui, en utilisant le terme *guomin zhengfu*, prennent le risque de légitimer, après 1927, le Gouvernement nationaliste comme représentant de l'État-nation. Kong Qingtai rappelle à ce sujet que

groupe de Wang et les collaborateurs de la première heure qui aboutirent à la conférence de Qingdao en janvier 1940. Au cours de celle-ci, Wang fit une déclaration au sujet de « la question du *fatong* »¹. Il y expliqua qu'il existait deux façons d'établir un gouvernement central capable de réunifier la Chine. La première consistait à « abandonner l'ancien *fatong* [*jiu fatong* 舊法統] pour en fonder un nouveau » au moyen d'une Révolution. Une telle extrémité n'était pas nécessaire selon lui dans la mesure où la situation actuelle trouvait sa cause « dans la politique inadéquate du GMD par le passé et non pas dans un mauvais système politique [*zhengzhi* 政制] ». La seconde façon, qui trouvait grâce à ses yeux, était de « prendre la suite [*chengxi* 承襲] de l'ancien *fatong* en le corrigeant légèrement [*lüeshi xiuzheng* 略事修正] »². Une telle « correction » devait prendre la forme d'un renoncement du GMD à la dictature du parti unique par l'ouverture de ses instances à des personnes extérieures et le passage à la phase constitutionnelle³. Autrement dit, il s'agissait de maintenir la place prédominante du GMD dans le *fatong* en prônant la paix et le multipartisme. Ces arguments avaient été définis par Zhou Fohai dans un article rédigé en août 1939 pour le « 6^e Congrès ». Il y précisait notamment pourquoi le projet porté par le Mouvement de paix ne revenait pas à remettre en cause, rétrospectivement, la légitimité du GMD au début de la guerre :

I do not share the view that the waging of this war of resistance constitutes a crime on the part of Kuo-Min Tang. Although I am devoted to the cause of peace now, yet I do not by any means say that the war of resistance was meaningless and unworthy. Should I make the slightest suggestion of this kind, I could hardly face the hundreds of thousands of our brave warriors who have [...] laid down their lives for the country [...]. My judgment is this: should the Kuo-Min Tang have failed to advocate a policy of resistance at the outset, it would have betrayed the public confidence in it [*wu yi dui guomin* 無以對國民]. Should it, however, refrain from negotiating peace now, it would also have been failing in its duty to the people.⁴

En justifiant ainsi les choix successifs de la guerre *et* de la paix, Zhou arrimait le nouveau gouvernement à une légitimité émanant non pas de la collaboration mais du Gouvernement nationaliste⁵. Restait à formaliser juridiquement cette continuité, par-delà le passage de la

Mao Zedong parlait du « gouvernement GMD de Jiang Jieshi » (*Jiang Jieshi Guomindang zhengfu* 蔣介石國民政府) ou encore du « gouvernement réactionnaire de Nanjing » (*Nanjing fandong zhengfu* 南京反動政府). Kong opte, lui-même, pour *guomindang zhengfu* à la place de *guomin zhengfu* (*ibid.*).

¹ Wang Jingwei, « Fatong wenti 法統問題 (La question du fatong) », 24 janv. 1940, *WHJY*, p. 172-173. Sur les réactions à ce discours dans le débat parlementaire japonais, voir la partie 1.3.2.2.

² *Ibid.*

³ Cet aspect sera traité dans la partie 3.3.3.1.

⁴ « Zhongguo Guomindang guoqu de gongzui yu jinhou de diwei 中國國民黨過去的功罪與今後的地位 (Le GMD : ses erreurs et succès passés, sa position à l'avenir) », 27 août 1939 (*WGC*, p. 312-323). Cité dans sa version anglaise : Chow Fu-Hai [Zhou Fohai], « The Kuo-Min Tang—Its Past and Future », *The People's Tribune*, vol. 29, fév. 1940, p. 102-113. Le fait que cet article soit traduit en anglais montre que son message sur la nature du *fatong* revendiqué par le Mouvement de paix s'adressait également aux puissances étrangères. La question de la continuité juridique que prétendait incarner Nanjing se posait en particulier du point de vue de sa reconnaissance officielle par les chancelleries étrangères (voir la partie 1.2.1).

⁵ L'attachement

résistance à la paix ; autrement dit à déterminer précisément la date à laquelle le Gouvernement nationaliste de Jiang Jieshi avait cessé de représenter juridiquement la Chine.

3.2.2.2. Reconstitution et adaptations du corpus législatif d'avant-guerre

Le « manifeste du retour à la capitale » soulignait que « Dans toute la Chine, il n'existe qu'un seul gouvernement central légal [*hefa de* 合法的]. Il va donc de soi que les lois et décrets que pourrait promulguer Chongqing pour le pays et les traités qu'il pourrait signer avec l'étranger sont tous nuls »¹. Le 22 mars 1940, le Conseil politique central adopta un « texte en trois points sur la façon de prendre la suite du gouvernement de Chongqing »² qui déclarait comme juridiquement nulles toutes les mesures prises par ce dernier à compter du *huandu*. Il donna lieu à l'adoption, le 6 avril, d'« adaptations et amendements des lois et décrets antérieurs au retour à la capitale du Gouvernement national » (*Guomin zhengfu huandu qian faling zhi shiying ji xiuding an* 國民政府還都前法令之適應及修訂案)³. Ce texte prévoyait que : (1) l'ensemble des lois et décrets devait se conformer à ce qui était en vigueur avant le 19 novembre 1937 ; (2) dans le cas où les lois et décrets du nouveau gouvernement central porteraient atteinte aux droits et intérêts acquis par des personnes grâce à d'autres lois et décrets antérieurs au retour à la capitale, les différents organismes administratifs et judiciaires devraient trouver une solution appropriée et les organismes administratifs et diplomatiques modifier ladite législation rapidement ; (3) les lois et décrets du Gouvernement nationaliste antérieurs au retour à la capitale, qui ne seraient pas compatibles avec le programme politique désormais en vigueur, devraient être amendés en fonction de ce dernier par le Yuan exécutif et le Yuan législatif⁴.

Reconstitution : « faire État » à tout prix

Le point 1 signifiait que le corpus législatif du Gouvernement nationaliste d'avant-guerre serait, en principe, plaqué sur l'État d'occupation et donc sur la forme de ses institutions telles qu'elles étaient définies par leurs lois organiques (*zuzhifa* 組織法) respectives. En reproduisant, en grande partie, l'organigramme de la « décennie de Nankin », le régime de Wang Jingwei cherchait avant tout à démontrer son orthodoxie du point de vue du *fatong*, plutôt qu'à gouverner la région sur laquelle s'étendait son autorité le plus efficacement possible. Cette copie presque conforme participait d'une volonté et d'un besoin de « faire État », sans attendre. En qualifiant de « central » (*zhongyang* 中央) un grand nombre des organes du nouveau régime, la nomenclature

¹ ZG, n°1, p. 2.

² « Dui Chongqing zhengfu shanhou fangfa san xiang 對重慶政府善後方法三項 ». L'expression *shanhou* signifie littéralement « remédier aux suites d'un accident ».

³ Chen Hongmin, Chen Shumei, « Ō gi seiken rippō.in... », p. 223.

⁴ *Ibid.*, p. 223-224.

administrative tentait de faire oublier que le centre s'était déplacé à Chongqing et, qu'au sein même de la zone occupée, le régime de Wang Jingwei n'était, de fait, qu'un gouvernement régional¹. Cette symbolique attachée au nom des organismes bureaucratiques visait d'abord les fonctionnaires, issus pour la plupart des gouvernements collaborateurs déjà existants : en s'identifiant au bureau rebaptisé en mars 1940 dans lequel ils travaillaient, ils reconnaîtraient plus facilement la légitimité du nouveau gouvernement². Elle concernait ensuite la population qui, retrouvant les noms d'avant-guerre, pouvait croire, pour paraphraser de Gaulle, que l'État était effectivement « rentré chez lui »³. En circulant d'un bureau à l'autre, la paperasse administrative, qui avait retrouvé les en-têtes et les sceaux en vigueur sous le Gouvernement nationaliste, renforçait chez les agents le sentiment d'appartenir à ce dernier, quand bien même certains échanges de courrier s'apparentaient à une « comédie de gouvernement », peu en prise avec le réel⁴. Cette diffusion interne se prolongeait dans les contenus destinés à informer les administrés sur l'organisation et le travail de l'État (presse, journaux officiels, radio, etc.). Au sommet de l'organigramme nationaliste, le nom « Gouvernement national » fit, d'emblée, l'objet d'une attention toute particulière. Son utilisation fut exigée par le groupe de Wang Jingwei lors des négociations menées à Tokyo entre la fin mai et la mi-juin 1939, dans un plan du 28 mai intitulé « À propos des moyens concrets pour mettre en ordre la situation actuelle » (*guanyu shoushi shiju juti de banfa* 關於收拾時局具體的辦法)⁵. Ces négociations achoppèrent notamment sur cette dénomination qui risquait, selon la partie japonaise, d'entraîner une confusion entre le nouveau gouvernement et celui de Chongqing⁶. Sans attendre l'accord formel du Japon sur ce point, Wang Jingwei télégraphia, fin juillet 1939, à la rédaction du *Nanhua ribao* 南華日報, organe de propagande du Mouvement de paix à Hongkong, les instructions suivantes : dorénavant, le régime

¹ Cette affirmation nominale de la centralité comme moyen de la réaliser en pratique était déjà présente après le *huandu* de 1927 : « The new National Government had sought to control China's progress from the center; one should try sometime to count the extraordinary number of party and government institutions founded in 1927-28 that began with the term *zhongyang*, or "central." » (William Kirby, « Engineering China: Birth of the Developmental State, 1928-1937 », in Ye Wen-hsin (dir.), *Becoming Chinese, op. cit.*, p. 152). « One way to make sense of Wang's efforts at self-legitimation is to view them as attempts to capture what Clifford Geertz refers to as society's symbolic "center" » (Cheung, « Slogans, Symbols, and Legitimacy », art. cit., p. 19).

² Nous reviendrons longuement, dans la partie 6.1, sur l'idéologie administrative et sur la rivalité entre le groupe de Wang Jingwei et les autres factions en présence pour influencer sur son contenu.

³ Cité in Baruch, « Le rétablissement de la légalité républicaine », *Vingtième Siècle*, n°47, juill.-sept. 1995, p. 199.

⁴ Expression empruntée à Will, « La paperasse au secours de l'homme : Communication et militantisme, 1600-1850 », *Études chinoises*, vol. 13, n°1-2, 1994, p. 70. Nous verrons, dans la partie 6.1.1.2, quels enjeux recouvrait la forme des documents administratifs définie par la réglementation rétablie à l'occasion du *huandu*.

⁵ Hsiao Li-chu 蕭李居, « Biandiao de Guomin zhengfu : Wang, Ri dui zhengquan zhengtongxing de zhechong 變調的國民政府：汪、日對新政權正統性的折衝 (Negotiation over the Legitimate Symbols of the Nanjing Nationalist Government between the Wang Regime and the Japanese Government) », *Guoli zhengzhi daxue lishi xuebao* 國立政治大學歷史學報, vol. 32, nov. 2009, p. 143-145. Ce plan venait préciser les conditions plus conciliantes contenues dans le plan sur les « moyens concrets pour mettre en ordre la situation actuelle » (*shoushi shiju juti de banfa* 收拾時局具體的辦法), transmis par Gao Zongwu aux Japonais fin février 1939.

⁶ On verra dans la partie suivante que ce même argument fut également utilisé à propos du drapeau.

de Chongqing ne devrait plus être nommé « Gouvernement national » ou « gouvernement central », ni être désigné par l'expression « les autorités chinoises [*wo guo dangju* 我國當局] », mais par « gouvernement de Chongqing [*Chongqing zhengfu* 重慶政府 ou *Yufu* 渝府] »¹. Avant de fournir les outils administratifs grâce auxquels le groupe de Wang Jingwei espérait poursuivre la reconstruction nationale, le *huandu* juridique eut donc, d'abord, une finalité performative : celle d'assimiler le nouveau régime au Gouvernement national de la République de Chine.

Cette priorité donnée à la forme aux dépens du fonctionnement de l'État entraîna le maintien d'un certain nombre d'organes inutiles auxquels vinrent s'ajouter des ministères nouvellement créés, entraînant une inflation bureaucratique aggravée par l'intérêt politique qu'il y avait à offrir des prébendes. En effet, cette architecture institutionnelle, qui fonctionnait déjà mal dans les années 1930, nécessita de nombreuses adaptations (prévues par les points 2 et 3). Elle suscita des tensions entre Nanjing et les autorités d'occupation au sujet des réformes visant à la rationaliser au risque de remettre en cause le discours sur le *fatong* dont elle était l'incarnation². La date du 19 novembre 1937, mentionnée dans le point 1, était celle à laquelle le Gouvernement nationaliste avait été officiellement transféré à Chongqing³. Le choix de cette date permettait au régime de Wang Jingwei d'ancrer le *fatong* à Nanjing ; faisant de l'occupant des lieux son seul détenteur. Ce choix permettait également de prendre pour référence le Gouvernement nationaliste avant qu'il ne soit dévoyé par la centralisation sans précédent des pouvoirs accordée à Jiang Jieshi lors du Congrès extraordinaire de 1938. Afin de ne créer aucun vide juridique, toutefois, les textes officiels promulgués par Chongqing jusqu'au 30 mars 1940 étaient reconnus comme valides. Ces deux dates (19 novembre 1937 et 30 mars 1940) délimitaient la période durant laquelle le Gouvernement provisoire et le Gouvernement réformé avaient été établis en zone occupée.

Adaptations : la nécessaire transition avec les gouvernements existants

Le point 2 traduisait juridiquement le rapport de force politique qui existait entre le groupe de Wang Jingwei et les collaborateurs de la première heure. En l'occurrence, la nécessité pour le premier d'intégrer les seconds dans le nouveau gouvernement. Si cette intégration était rendue possible, on va le voir, par l'ouvertures des instances du GMD « orthodoxe » aux personnalités

¹ *Ibid.*, p. 145-148. Lors de la deuxième séance de négociation entre Liang Hongzhi et Wang Jingwei, le 5 juillet 1939, Liang dit qu'à l'appellation « *guomin zhengfu* » pour le futur gouvernement, il préférerait celle de « *weiyuanhui* » (comité), plus provisoire. Wang répondit : « si nous l'appelons Comité, il est peu probable que Lin Sen y participe » (*WZQS*, p. 338).

² Notamment la sacro-sainte organisation en cinq Yuans. Nous traiterons des tentatives successives de rationaliser l'appareil étatique dans le chapitre 4.

³ Wuhan n'était pas la capitale officielle bien qu'une grande partie du personnel politique s'y soit replié jusqu'à l'automne 1938. C'est la raison pour laquelle les cérémonies d'ouverture et de clôture du Congrès extraordinaire, organisé du 29 mars au 2 avril 1938, se tinrent à Chongqing (Li Yunhan 李雲漢, *Zhongguo Guomindang shishu* 中國國民黨史述 (Histoire du Parti nationaliste chinois), Taipei, Guomindang dangshihui, 1994, vol. 3, p. 420).

extérieures, la prise en compte du cadre légal mis en place par les premiers gouvernements de collaboration risquait en revanche de contredire le *huandu* juridique. Le « manifeste du retour à la capitale » préparait cette difficile transition en reconnaissant la contribution de ces régimes :

Concernant l'établissement successif du Gouvernement provisoire et du Gouvernement réformé depuis le déclenchement de l'Incident, afin de maintenir en vie le pays et le peuple [*baocun guomai, weichi minming* 保存國脈, 維持民命], ces derniers [...] se sont astreints à leur tâche sans épargner aucun effort [*jugong jin cui* 鞠躬盡瘁], [...]. Aujourd'hui, d'un commun accord, ils sont unifiés sous le Gouvernement national. En ce qui concerne les mesures qu'ils ont prises [*qi suo ban shixiang* 其所辦事項], elles seront maintenues provisoirement avant d'être rapidement ajustées en fonction de la politique fondamentale du gouvernement [*dazheng fangzhen* 大政方針]

C'est sur ces quelques lignes et sur la loi du 6 avril (points 2 et 3) que se fonda dès lors l'adaptation progressive du corpus législatif nationaliste afin qu'il puisse fonctionner dans le cadre de l'État d'occupation. Nous montrerons ainsi, dans la partie 5.1.3.2, comment la question de la titularisation du personnel administratif déjà en poste avant le *huandu* obligea le gouvernement à préciser, en mars 1942, la place qu'il accordait aux premiers gouvernements de collaboration. Cette adaptation prit la forme d'une mise en récit de la formation de ces derniers qui attribuait leur genèse au seul peuple chinois, en occultant le rôle pourtant prépondérant des autorités d'occupation. Une telle interprétation laissait entendre que le régime de Jiang Jieshi avait rompu le *fatong* en abandonnant la population à son sort. Elle ménageait, par ailleurs, une continuité entre ce dernier (jusqu'en novembre 1937) et le gouvernement de Wang Jingwei en présentant ces premiers régimes comme une expression de la souveraineté populaire, tout en ajoutant qu'ils n'avaient cessé d'être « sous l'autorité du Gouvernement national [*Guofu tongzhi zhi xia* 國府統治之下] »². Cette relecture fantaisiste de l'histoire – ces régimes avaient été créés par le Japon *contre* le Gouvernement nationaliste – faisait d'une pierre deux coups : elle les intégrait dans le *fatong*, tout en rattachant le gouvernement de Wang Jingwei à ce dernier.

Comprendre le contexte précis dans lequel ces adaptations successives prirent place permettra de révéler, derrière ces arguties qui peuvent apparaître dérisoires au vue de la situation en Chine, l'arrière-plan politique très concret qui les motiva. Plus largement, cet exemple montre bien que si le *huandu* juridique fut virtuellement immédiat, le *huandu* réel de son application prit, lui, la forme d'un lent processus. L'un des points qui posa le plus rapidement problème fut celui concernant le poste suprême de président (*zhuxi* 主席).

¹ ZG, n°1, p. 2.

² KG, n°23, p. 23-24. La tutelle politique, en vigueur durant la « décennie de Nankin », distinguait la « souveraineté » (*zhuquan* 主權), qui appartenait au peuple, du « pouvoir de gouverner » (*tongzhiquan* 統治權), dont le GMD était dépositaire.

3.2.3. Un cas exemplaire : le débat à propos de la charge de *zhuxi*

3.2.3.1. Lin Sen, président malgré lui

Pour bien saisir le débat qui agita le groupe de Wang Jingwei à ce sujet au cours de l'année 1940, il est nécessaire de revenir rapidement sur l'histoire de cette institution. Ses attributions évoluèrent tout au long de la « décennie de Nankin ». En août 1928, Hu Hanmin et Sun Ke proposèrent de mettre en place la séparation du gouvernement en cinq Yuans – système que Sun Yat-sen n'avait prévu d'appliquer qu'à partir de la phase de gouvernement constitutionnel – afin d'éviter que les pouvoirs ne soient concentrés entre les mains d'une seule personne¹. Cette organisation, dans laquelle le *zhuxi* et les présidents de Yuan avaient un pouvoir égal en principe, fut remise en cause par Jiang Jieshi après sa victoire dans la Bataille des plaines centrales en septembre 1930. Les prérogatives du *zhuxi* (sorte de chef de l'État) et du président du Yuan exécutif (sorte de premier ministre) furent accrues au profit de Jiang qui cumulait ces deux postes. La révision de la loi organique du gouvernement, en juin 1931, renforça encore ces dispositions en élevant la charge de *zhuxi* au-dessus de celle de président du Yuan exécutif. Cette remise en cause du principe de direction collégiale du parti-État suscita une forte opposition parmi les autres dirigeants, tels que Wang Jingwei, qui venaient de fonder un gouvernement sécessionniste à Canton. Après la démission de Jiang Jieshi en décembre, la loi organique fut de nouveau révisée afin de rétablir l'équilibre des pouvoirs. La charge de *zhuxi* devint honorifique, ne donnant qu'un rôle de représentation à son titulaire, qui ne pouvait la cumuler avec d'autres fonctions. Le 1^{er} janvier 1932, Lin Sen 林森 (1868-1943) succéda à Jiang comme *zhuxi* et conserva ce poste jusqu'à sa mort en 1943².

L'un des signes fort du *huandu* juridique de mars 1940 fut le maintien, malgré lui, de Lin Sen au poste de *zhuxi* ; Wang Jingwei se contentant d'occuper la charge par intérim (*daili zhuxi* 代理主席). Dans un discours prononcé à la veille de l'inauguration du nouveau gouvernement, Wang déclara :

Nous espérons aujourd'hui que le président Lin Sen rentrera bientôt à Nanjing. En attendant son retour, nous ne pouvons que suivre la décision du Conseil politique central et nous efforcer d'agir en son absence.³

La réponse de l'intéressé, citée dans la presse française, ne se fit pas attendre :

¹ Xiao Ruping 肖如平, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu* 國民政府考試院研究 (Étude du Yuan d'examen sous le Gouvernement nationaliste), Beijing, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2008, p. 49-52.

² Dong Yingying 董穎穎, « Qianxi xunzheng shiqi Guomin zhengfu zhuxi de diwei yu quanxian 淺析訓政時期國民政府主席的地位與權限 (Brève analyse du statut et des attributions du président du Gouvernement nationaliste pendant la période de tutelle politique) », *Fazhi yu shehui* 法制與社會, 2016, n°7, p. 140-142.

³ Wang Jingwei, « Guomin zhengfu huandu de zhongda shiming 國民政府還都的重大使命 (La lourde mission du Gouvernement national de retour à la capitale) », 23 mars 1940, *WHJY*, p. 191-198. Wang envoya un télégramme à Lin Sen l'invitant à prendre ses fonctions à Nanjing (*WKS*, p. 116).

Dans un discours radiodiffusé au peuple chinois, le président Lin Sen vient de flétrir Wang Ching Wei : L'ennemi japonais se sert de traîtres pour poursuivre sous une nouvelle forme l'agression qu'il ne peut mener à bonne fin par la force militaire. L'agresseur est effectivement presque épuisé, alors que la Chine a progressivement organisé la résistance et est actuellement plus forte que jamais. Wang Ching Wei et les traîtres qui l'entourent usurpent le nom du Kuomintang pour masquer leurs mauvaises actions contre la nation chinoise. Wang Ching Wei a déjà été expulsé du parti et placé sous mandat d'arrêt. Placé à la tête de la nation chinoise par la volonté du peuple, je suis en plein accord avec le maréchal Tchiang Kai Chek pour continuer à guider la nation dans la lutte pour la liberté et l'intégrité de la Chine.¹

Les deux principaux lieutenants de Wang Jingwei avaient un avis différent quant à la pertinence de poursuivre ou non cette fiction. Chen Gongbo préconisa dès la formation du régime de nommer formellement Wang à la présidence et de renforcer ses pouvoirs comme *zhuxi*. Tout en comprenant les arguments avancés par Chen, Zhou Fohai pensait qu'une telle décision réduirait encore les maigres chances qu'avait Nanjing de s'entendre avec Chongqing². Ce désaccord était révélateur d'une divergence plus profonde entre deux visions du Mouvement de paix et de la finalité donnée au gouvernement collaborateur de Nanjing sur laquelle il est indispensable de s'attarder un instant pour saisir l'arrière-plan politique de ce débat juridique à propos du poste de *zhuxi*.

3.2.3.2. Les réticences de Zhou Fohai et la question de la finalité du régime

Zhou Fohai joua un rôle décisif dans la mise en place du nouveau gouvernement qu'il chercha à rendre le plus proche possible de son modèle nationaliste³. À ses yeux, Nanjing devait constituer un pont entre Tokyo et le régime de Chongqing avant de fusionner avec ce dernier une fois trouvé un accord pour réaliser la « paix complète » (*quanmian heping* 全面和平)⁴. Cette finalité était soutenue par une grande partie du camp japonais, quoique pour une raison différente : Tokyo espérait que Nanjing pousserait Chongqing à entendre raison au sujet des exigences japonaises, tandis que Zhou comptait œuvrer pour le bien de son pays en obtenant des termes de paix justes. Dans cette perspective, le nouveau régime n'avait vocation qu'à exister de manière temporaire. Ce caractère provisoire fut accentué par le fait que le *huandu* du 30 mars 1940 ne fut qu'une première étape d'un processus de formalisation qui aboutit le 30 novembre avec la signature du Traité de base et la reconnaissance du Japon. Une telle vision n'était, au demeurant, pas propre à Zhou Fohai. On la retrouvait chez Wang Jingwei sous la forme d'un pessimisme profond quant à la viabilité du projet gouvernemental, comme le rapportait Kenneth Selby-Walker

¹ « Un discours du président Lin Sen », *Le Temps*, 31 mars 1940, p. 2.

² *ZR*, 17 août 1940, p. 336-337.

³ Au lendemain de l'inauguration du régime, Zhou écrivit dans un accès d'orgueil : « Le retour à la capitale du Gouvernement national [...] est entièrement de mon fait [*wanquan xi yu yi ren suo faqi* 完全系余一人所發起] » (*ZR*, 31 mars 1940, p. 273, également cité par Martin, note suivante).

⁴ Voir Martin, « "My Life has been Worthwhile!" », art. cit., p. 34.

à l'issue d'un entretien avec Wang le 14 mars 1940 : « He was extremely non-comittal about the inauguration of his “government”, saying that it was one thing to start a government, but quite another thing to get one working »¹. L'attitude de Wang vis-à-vis de son vieux rival Jiang Jieshi, qu'il considérait comme un obstacle à la paix, différait néanmoins de celle de Zhou qui ne critiquait jamais son ancien chef².

Dans les mois qui suivirent le *huandu*, Zhou s'efforça de rétablir ses liens avec l'entourage de Jiang afin d'obtenir du Généralissime qu'il s'entende avec Wang Jingwei. Dès le 20 avril 1940, il mentionna dans son journal une discussion avec Chen Xiaoci 陳肖賜 (alias Chen Baohua 陳寶驊, 1907-1975) qui travaillait alors comme agent de renseignement pour Chongqing. Zhou lui demanda de faire parvenir aux frères Chen (Guofu et Lifu) et à Jiang sa proposition d'œuvrer de concert à la paix³. S'il n'avait pas encore perdu tout espoir à la fin de l'été⁴, Zhou se montra de plus en plus pessimiste quant à la possibilité d'aboutir à la paix. Le 17 septembre, néanmoins, il réitéra encore à *Hidaka Shinrokurō 日高信六郎 son avis concernant la nomination formelle de Wang au poste de *zhuxi* :

Je lui ai dit qu'il ne serait pas convenable pour moi de m'y opposer [*weibian fandui* 未便反對], mais que je pensais toujours qu'en laissant à titre provisoire Lin Sen comme président, la réunification entre Nanjing et Chongqing [*Ning-Yu tongyi* 寧渝統一] serait facilitée. Se retrouver avec deux présidents formellement nommés pour un même pays constituerait un obstacle supplémentaire pour ce projet.⁵

Le 20 septembre 1940, il apprit que sa tentative de contacter Jiang Jieshi avait échoué :

[Li] Shiqun prétend avoir reçu un télégramme de Dai Li dans lequel celui-ci explique ne pas oser transmettre à Jiang la lettre que je lui destinais. Il dit aussi qu'il cessera dorénavant tout contact avec Shiqun. Je crains qu'actuellement Chongqing n'ait pas l'intention de faire la paix⁶.

Comprenant qu'aucun accord ne pourrait être passé dans l'immédiat entre Nanjing et Chongqing, Zhou infléchit sa position en donnant une nouvelle finalité au gouvernement de Wang Jingwei :

¹ Cosme au min. des Affaires étrangères, « A.s. de M. Wang Ching Wei », 11 avril 1940, ADF 503. De nombreuses sources de l'époque témoignent de ce pessimisme qui, en privé, prenait parfois la forme de lamentations accompagnées de pleurs. Son expression publique constituait, dans le même temps, une stratégie dans la négociation en cours avec le Japon : en laissant planer la possibilité d'un désistement de la partie chinoise en cas de termes trop durs, Wang espérait obtenir plus de concessions.

² Ogasawara, *Nitchū sensōki ni okeru Ō Seiei seiken...*, *op. cit.*, p. 42.

³ Cité *ibid.*, p. 43 ; ZR, p. 283. Chen Baohua était le cousin des frères Chen (Martin, « Collaboration within Collaboration », art. cit., p. 73).

⁴ ZR, 20 août, p. 338.

⁵ ZR, p. 351.

⁶ ZR, p. 353. Sur les contacts secrets de Zhou avec le Juntong et le Zhongtong, voir sa notice, Annexe 3. Le 8 décembre 1940, Zhou reçut la visite de Chen Jingzhou 陳警洲 qui revenait de Chongqing où il s'était entretenu à deux reprises avec Dai Li en octobre. Selon lui, Chongqing cherchait, sur le plan intérieur, à utiliser Zhou pour faire tomber Wang Jingwei et, sur le plan extérieur, à attendre de voir comment évoluerait la situation internationale, sans chercher à négocier la paix de manière isolée. Il ajouta que Jiang Jieshi n'était pas prêt à pardonner leur trahison à Zhou et Wang. Aussi, le projet d'une coopération entre Jiang et Wang n'avait aucune chance de se réaliser. Zhou nota, après cette entrevue, « le sens du devoir que j'éprouvais par bonté envers Jiang est aujourd'hui épuisé » (ZR, p. 390).

celle de reconstruire un parti-État nationaliste en zone occupée, indépendamment de Chongqing, et non plus seulement de préparer la réunification. Il se plaignit alors auprès des Japonais que rien n'ait été fait depuis le « retour à la capitale » et insista pour qu'ils aident au renforcement du régime en lui donnant plus de moyens et d'autonomie¹. Cette évolution conduisit Zhou à se ranger, à contrecœur, derrière l'avis de Chen Gongbo sur le poste de *zhuxi* après une réunion le 27 octobre 1940 :

À l'origine, je n'étais pas d'accord car je voulais laisser une marge de manœuvre en vue d'une coopération entre Nanjing et Chongqing. Aujourd'hui Chongqing ne compte pas parler de paix tandis que mes camarades issus de la clique réorganisationniste² et nos alliés japonais [*youbang* 友邦] préconisent avec force [cette réforme]. Je suis incapable de les en empêcher ! Si encore Chongqing montrait la moindre volonté de faire la paix, je pourrais essayer de la différer. Mais dans la situation actuelle, le mieux est de la mener à bien au plus vite.³

Le lendemain Zhou écrivit à Wang Jingwei pour lui dire qu'Hidaka et le colonel Kawamoto Yoshitarō espéraient que la nomination de Wang aurait lieu avant la signature du Traité de base. Zhou proposa que la cérémonie prenne place lors d'une session extraordinaire du Comité politique central réuni le 12 novembre pour l'anniversaire de la naissance de Sun Yat-sen⁴.

L'ingérence des Japonais dans ce qui était jusque-là un débat interne au groupe de Wang Jingwei dénotait une certaine inquiétude chez eux quant à la valeur juridique des traités qu'ils s'apprêtaient à signer avec Nanjing. Quatre jours plus tôt, un mémorandum avait été rédigé à ce sujet par le Gaimushō⁵. Du point de vue du droit international, expliquait-il, la légalité du nouveau régime devait être assurée par la reconnaissance du Japon et celle, espérée, d'autres puissances⁶. Sur le plan du droit national chinois, cette légalité reposait sur celle du poste occupé par le signataire : Wang Jingwei. Le ton se voulait rassurant mais révélait un certain flou. L'auteur du mémorandum affirmait, en substance, qu'il importait peu que Wang soit *zhuxi* ou seulement *daili zhuxi* puisqu'il était « de fait, le dirigeant [*shusaisha* 主宰者] du gouvernement de Nanjing » et, par conséquent, à même de signer un traité avec Tokyo. Il était rappelé les précautions prises par

¹ Ogasawara, *Nitchū sensōki ni okeru Ō Seiei seiken...*, *op. cit.*, p. 45.

² Sur la *gaizupai* 改組派, principale faction nationaliste d'avant-guerre opposée à Jiang Jieshi et donc à Zhou, voir la notice de Chen Gongbo, Annexe 3. L'emploi de cette étiquette par Zhou suggère que l'opposition ancienne de Chen et des proches de Wang Jingwei à Jiang Jieshi, mais aussi au très conservateur Lin Sen, n'était pas étrangère à leur volonté de remplacer ce dernier par Wang, quitte à altérer un aspect non négligeable du *huandu* juridique. Nous verrons plus bas qu'il s'agissait sans doute, avant tout, d'imposer l'autorité de Wang face aux autres factions de collaborateurs mais aussi face aux Japonais.

³ ZR, p. 370-371.

⁴ AH 118-010100-0037-041 ; ZR, p. 370.

⁵ JACAR B04013465000, « Ō seiken ni okeru jōyaku teiketsu ken no mondai ni tsuite 汪政權ニ於ケル條約締結權ニ付テ (Au sujet de la question du pouvoir de conclure des traités du régime de Wang) », 24 oct. 1940, in *Nikka kihon jōyaku oyobi Nitchi-Man-Ka kyōdō sengen kankei ikken (Abe tokuha taishi haken wo fukumu)* 日華基本條約及日滿華共同宣言關係一件 (阿部特派大使派遣關係ヲ含ム) (Documents relatifs au Traité de base sino-japonais et à la Déclaration commune entre le Japon, le Manzhouguo et la Chine ; y compris au sujet de la mission de l'ambassadeur spécial Abe), vol. 6.

⁶ *Ibid.*, p. 513. Sur les efforts de Tokyo pour imposer la légalité du régime de Nanjing sur la scène internationale, voir la partie 1.2.

le Comité politique central dans sa définition des prérogatives de Wang ; preuve que celles-ci posaient problème. Lors de sa première session, il avait précisé qu'en l'absence du président, ses pouvoirs seraient suspendus et attribués à son remplaçant. Cette clause pouvant « facilement susciter des doutes », elle avait été révisée quelques jours plus tard afin d'ajouter qu'en cas d'absence ou d'empêchement du *zhuxi*, celui-ci devrait être remplacé par le président du Yuan exécutif, c'est-à-dire Wang¹. Ces assurances ne devaient pas être suffisantes car il fut décidé de ne laisser aucune place au doute en désignant Wang président de plein droit.

Signe que cette décision marquait un (nouveau) point de non-retour, Wang Jingwei envoya le 27 novembre 1940 un dernier télégramme à Jiang Jieshi, l'appelant à mettre fin à la guerre. Le même jour, rapporte Zhou Fohai, Wang fut soudain prit de scrupules². Tout au long de sa carrière, en effet, il avait toujours affecté, avec une certaine sincérité du reste, de n'être pas intéressé par le pouvoir. Afin de ne pas donner l'impression que Wang usurpait le poste de *zhuxi* par ambition, cette entorse au *huandu* juridique prit la forme d'une pétition signée par vingt-deux dirigeants du gouvernement et soumise au Comité politique central le 28 novembre :

Depuis six mois que le Gouvernement national est revenu à la capitale, la charge de président est toujours occupée par intérim. À l'origine, le Conseil politique central espérait que les partisans de la guerre de résistance [*kangzhan fenzi* 抗戰分子] à Chongqing ne tarderaient pas à prendre conscience [*juewu* 覺悟] que la paix complète était réalisable sous peu. Mais sept mois sont passés et les éléments obtus de Chongqing s'obstinent toujours dans leur erreur [*Yufang wanqiang fenzi yijiu zhimi* 渝方頑強份子依舊執迷]. [...] Le président du Gouvernement national représente celui-ci à l'extérieur comme à l'intérieur et il est le chef de l'État [*guojia yuanshou* 國家元首]. Aussi, il ne convient pas que ce poste reste vacant. Aujourd'hui, nous proposons d'élire par acclamation [*gongtui* 公推] Monsieur Wang Zhaoming [Wang Jingwei] à la fonction de président du Gouvernement national³.

Pour la première et la dernière fois, il fut en outre décidé d'amender la « loi organique du Gouvernement national »⁴. Un passage de son article 11 prévoyant que le *zhuxi* « n'exerce pas de responsabilités politiques réelles » fut supprimé au prétexte qu'il était prévu dans le cadre « de la Constitution nationale avec un système parlementaire [*neigezhi guojia xianfa* 內閣制國家憲法] » et ne convenait donc pas à la « situation politique de la Chine ». L'article 12 interdisant au *zhuxi* de cumuler d'autres fonctions fut également supprimé⁵. La cérémonie de prise de fonction eut lieu le lendemain⁶. Alors même que le régime de Nanjing ne manquait jamais de donner l'écho le plus

¹ *Ibid.*, p. 517.

² ZR, p. 384-385.

³ KG, n°8, p. 9-10.

⁴ La version révisée parut au *Journal officiel* le 2 décembre (ZG, n°106, p. 2-6).

⁵ KG, n°8, p. 12. Le soir, Zhou Fohai nota dans son journal que ce tournant « marquait la fin de six mois exténuants [*bannian kuxin, yu ci gao yiduan luo* 半年苦心, 於此告一段落] » (ZR, p. 385).

⁶ *Ibid.* À cette occasion, Wang envoya une circulaire à tous les organes de l'administration afin de justifier cette décision par la nécessité de sauver le pays en collaborant avec le Japon (« Guomin zhengfu zhuxi jiuzhi tongdian 國民政府主席就職通電 (Circulaire télégraphique à l'occasion de la prise de fonction du président du Gouvernement national) », ZG, n°106, p. 1).

large possible à ce type d'événements, des instructions furent données pour que la cérémonie se tienne en petit comité et sans photographe¹. Si ces mesures visaient à mieux assurer la sécurité des dirigeants présents, elles témoignaient sans doute aussi de la gêne suscitée chez ces derniers par cette décision qui contrevenait au *huandu* juridique. Peu après, Zhou Fohai demanda à Wang Jingwei d'expliquer « sans ambages »² aux Japonais le nouveau fonctionnement des institutions qui concentrait les pouvoirs entre ses mains, faute de quoi leur fonctionnement risquait d'être gêné³.

3.2.3.3. Résurgences du débat après 1940

L'intronisation de Wang Jingwei ne mit pas un terme au débat soulevé par la question du poste de *zhuxi*. Le 15 juin 1942, le consulat français de Nanjing rapportait ainsi :

M. WANG TSING WEI lui-même ne désire pas abandonner la présidence du Yuan Exécutif car cette solution équivaldrait pour lui à une semi-retraite de la politique active : il rencontre sur ce point une double opposition. Certains milieux chinois, en effet, estiment que les fonctions de Chef de l'État et celles de Chef du Gouvernement ne devraient pas être réunies sur une même personne. Ils s'appuient sur des principes de droit constitutionnel et sur des exemples pratiques tirés notamment du récent voyage de M. WANG TSING WEI au Mandchoukouo⁴. Certains calculs personnels, aussi jouent un rôle dans la formation de cette position de principe, l'arrivée au Yuan Exécutif d'un nouveau président devant normalement s'accompagner de profonds changements de personnel à tous les degrés de l'administration. Par ailleurs, les autorités d'occupation seraient heureuses de faire entrer dans la pratique la nomination au Yuan Exécutif d'une personne autre que le Chef de l'État. Il leur serait ainsi possible d'apporter, selon les circonstances, des modifications radicales à la composition du Gouvernement de Nankin sans risquer de voir attribuer à ces changements une importance excessive.⁵

Pour autant que les informations de Pierre Salade soient véridiques⁶, elles laissaient entrevoir l'une des principales raisons pour lesquelles des proches de Wang comme Chen Gongbo et Chen Bijun avaient cherché à ce que Wang occupe le poste de chef de l'État en plus de celui de chef du gouvernement, tout en renforçant les attributions du premier, alors même que Wang s'était opposé, avant-guerre, à des réformes semblables en faveur de Jiang Jieshi. Cette concentration des pouvoirs visait à affermir l'autorité de Wang que menaçaient les autres factions de collaborateurs.

¹ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 27 nov. 1940, AH 118-010100-0037-017.

² [*hao bu keqi* 毫不客氣], litt. : « sans la moindre politesse ». L'expression est employée à deux reprises dans la lettre. Elle dénote un certain agacement chez Zhou pour l'affabilité bien connue de Wang Jingwei, qu'il voyait comme une faiblesse dans les négociations avec les autorités japonaises.

³ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 8 déc. 1940, AH 118-010100-0036-013.

⁴ « Bien qu'il ait été expressément stipulé que M. WANG CHING WEI devait cette visite officielle en qualité de Président du Yuan Exécutif et non comme Chef de l'État, certains milieux chinois estiment que cette réserve ne sauvegarde pas suffisamment le prestige du Gouvernement de NANKIN et manifestent une vive opposition à ce voyage » (Salade à l'Amb., « Voyage de M. WANG CHING WEI au Mandchoukouo », télégramme n°36, 30 avril 1942, ADF 327).

⁵ Salade à l'Amb., « Gouvernement de Nankin », télégramme n°57-60, ADF 327.

⁶ Il commence son télégramme par : « Dans la masse de rumeurs et d'informations fantaisistes et contradictoires qui circulent actuellement à Nankin, il semble que l'on puisse dès maintenant déceler certaines des tendances d'où résulteront éventuellement les changements de personnel prévus dans le Gouvernement » (*ibid.*).

Elle imposait également Wang comme un acteur incontournable face aux autorités d'occupation qui auraient préféré qu'il se contente d'être le visage de l'État d'occupation¹. Les « milieux chinois » en question faisaient peut-être, en partie, référence à Zhou Fohai, qui avait exprimé sa vive opposition au voyage de Wang au Manzhouguo². Le jour du retour de ce dernier, le 11 mai 1942, Zhou avait eu des discussions au sujet d'un « remaniement des organes de l'État »³. Pour autant, il semble peu vraisemblable que Zhou ait alors intrigué en faveur d'une marginalisation de Wang. Les divergences persistantes concernant la question du *zhuxi* provenaient, là encore, de l'importance plus grande qu'accordait Zhou au maintien du lien avec Chongqing et à la continuité du *fatong*.

La mort de Lin Sen à Chongqing, le 1^{er} août 1943, donna lieu à une dernière passe d'armes feutrée sur le sujet. Le 5 août, Zhou envoya un télégramme à Wang lui demandant que la mémoire de Lin soit honorée au nom du Gouvernement national ou du GMD⁴. Il reçut, le soir même, la réponse suivante de Wang :

Depuis le déclenchement de la Guerre de la grande Asie orientale, le président à Chongqing [Yufang zhuxi 渝方主席] appartient au camp ennemi [yi cheng didui xingzhi 已成敵對性質]. Par conséquent, il ne convient pas de lui rendre hommage [aidao bu yi juxing 哀悼不宜舉行]⁵.

Revenant sur ce refus quelques jours plus tard, Zhou écrit dans son journal :

Conscient que nos vues divergent, j'ai décidé d'en rester là [yi renzhe jian ren, zhizhe jianzhe, yi guzhi zhi 以仁者見仁智者見智, 亦姑置之]. Mais, en découvrant, le lendemain matin, que la presse titrait : "L'administration centrale [zhongshu 中樞] ne rend aucun hommage à Lin Sen", je n'ai pu m'empêcher d'être indigné ! Ne rien faire est une chose, mais à quoi bon l'annoncer dans les journaux ? C'est une faute à la fois morale et politique.⁶

Certains journaux rendirent néanmoins hommage à Lin Sen, mais pour mieux faire la propagande du gouvernement de Nanjing. On pouvait ainsi lire, à la suite d'une courte nécrologie rappelant la contribution de Lin à la révolution nationaliste, que, sous la pression de Chongqing, il n'avait malheureusement pas pu agir librement et rallier le Mouvement de paix⁷.

¹ Wang voulait être Pétain *et* Laval.

² ZR, 2 mai 1942, p. 599. Initialement prévu à l'automne 1941, ce voyage avait été repoussé par le conseiller suprême Kagesa Sadaaki. Celui-ci redoutait que les dirigeants de Nanjing n'ayant pas accepté la reconnaissance du Manzhouguo et tenant les fonctionnaires de Xinjing pour des laquais du Japon ne provoquent un incident « diplomatique » à cette occasion (Kagesa, « Sozorogaki », art. cit., p. 389, 291).

³ ZR, p. 602. Le lendemain (12 mai), la nouvelle de la mutation prochaine de Kagesa avait créé un choc parmi les dirigeants de Nanjing (*ibid.*). Ce départ favorisa sans doute les rumeurs de remaniement. La réorganisation du gouvernement intervint, nous le verrons, en janvier 1943, sans remettre en cause, bien au contraire, la concentration des pouvoirs en faveur de Wang.

⁴ ZR, p. 782.

⁵ AH 118-010100-0030-027.

⁶ ZR, p. 782.

⁷ « Lin Sen shishi gefang bu sheng daoxi 林森逝世 各方均不勝悼惜 (Décès de Lin Sen ; on déplore sa mort de toutes parts) », *Minguo ribao*, 5 août 1943, [s.p.].

Après l'hospitalisation de Wang Jingwei à Nagoya en mars 1944, la question de sa succession et donc de la passation du titre de *zhuxi* se posa. Chen Gongbo fut nommé *daili zhuxi* le 22 mars¹ puis *zhuxi* le 15 novembre, mais, par respect pour Wang, demanda à ce que seul le premier titre soit utilisé².

Le débat auquel donna lieu la charge de *zhuxi* est caractéristique des contradictions du *huandu* juridique. Contradiction tout d'abord entre le souci de donner une façade légale au nouveau régime et la réalité politique d'une rupture irrémédiable entre Nanjing et Chongqing, d'une part, et de la volonté du groupe de Wang Jingwei de monopoliser le pouvoir aux dépens des autres groupes de collaborateurs et de résister aux ingérences japonaises, d'autre part. Contradiction (moins prononcée), ensuite, entre le clan de Wang Jingwei et Zhou Fohai quant à la finalité donnée au gouvernement et à ses liens avec Chongqing.

Tel qu'il était conçu par le parti-État nationaliste, dont le gouvernement de Wang Jingwei se réclamait, le *fatong* que devait garantir le *huandu* juridique, était indissociable du *dangtong*. Ce dernier fut revendiqué à travers ce que nous appellerons un *huandu* nationaliste.

¹ Dans un courrier à Chen Bijun, le 16 mars, il dit trouver le titre de *daili zhuxi* trop lourd à porter (AH 118-010100-0013-014).

² Voir sa notice, Annexe 3.

3.3. *Huandu* nationaliste : Nanjing en représentant légitime du GMD

En s'autoproclamant représentant légitime du parti fondé par Sun Yat-sen, le groupe de Wang Jingwei allait contre le GMD de Chongqing, qu'il présentait ainsi comme un « faux » (*wei* 偽) GMD, mais également contre une partie des acteurs chinois et japonais déjà présents à la tête de l'État d'occupation. De ce double défi résulta un paradoxe : le GMD de Nanjing se voulait plus orthodoxe que celui de Chongqing, tout en modifiant les institutions et la ligne du parti unique pour y intégrer les collaborateurs de la première heure et l'adapter au discours panasiatique. Cette « orthodoxie » s'affirma à travers un certain nombre d'attributs dont la mobilisation n'alla pas sans créer des tensions entre les différentes composantes de l'État d'occupation. L'intégration des dirigeants extérieurs au GMD passa par la mise en avant du programme constitutionnel qui se révéla être un leurre.

3.3.1. Les attributs du *dangtong*

La question de l'usage des symboles nationalistes, tels que le drapeau, par le gouvernement collaborateur de Nanjing a déjà fait l'objet de plusieurs études contrastées. L'historiographie chinoise classique voit dans cette appropriation une « farce [*naoju* 鬧劇] » vouée à l'échec, par laquelle le groupe de Wang Jingwei chercha sciemment à « duper [*qipian* 欺騙] » la population, chez qui « le concept de continuité légitime [*zhengtong guannian* 正統觀念] » était profondément ancré¹. D'autres travaux, plus poussés, soulignent, à des degrés divers, les contradictions que suscita cette question entre le groupe de Wang Jingwei et le Japon, durant les négociations qui accompagnèrent la formation du gouvernement de Nanjing². Représentant du courant révisionniste, Hwang Dongyoun considère, lui, que ces symboles furent mis au service d'une idéologie cohérente et originale, fondée sur un nationalisme radicalement différent de celui défendu à Chongqing³.

Avant toute chose, il est bon de rappeler quelques points. Le premier est que, artificielle ou non, l'utilisation de la symbolique nationaliste par le Mouvement de paix représentait une véritable

¹ Fang Yanhua 方艷華, Liu Zhipeng 劉志鵬, « Kangzhan shiqi Wang weizhengquan suzao “zhengtong” xingxiang lunlüe 抗戰時期汪偽政權塑造“正統”形象論略 (La fabrication d'une image “légitime” par le régime fantoche de Wang Jingwei pendant la guerre de résistance) », *Chongqing jiaoyu xueyuan xuebao* 重慶教育學院學報, vol. 21, n°5, sept. 2008, p. 83-85.

² Zhang Sheng, « Lun Wangwei dui Guomindang zhengzhi fuhao de zhengduo », art. cit. ; Hsiao Li-chu, « Biandiao de Guomin zhengfu », art. cit.

³ Hwang, « Wang Jingwei, the Nanjing Government... », *op. cit.*

menace pour Chongqing et fut ressentie comme telle en 1940¹. Mêlée d'anticommunisme, l'idéologie du GMD pro-japonais fragilisait un Front uni déjà mal en point ; sapant la légitimité de Jiang Jieshi sinon au profit de Wang Jingwei, du moins de Mao Zedong, du fait de la confusion possible entre les régimes de Nanjing et de Chongqing². Ce danger tenait, second point, à la personne même des dirigeants du gouvernement collaborateur. Loin des seconds couteaux de l'époque Beiyang recrutés au début de l'occupation, certains d'entre eux comptaient parmi les hommes les plus capables du GMD en matière de mobilisation de la symbolique nationaliste. Concernant, enfin, les finalités données par le Mouvement de paix à cette symbolique, elles ne sauraient être réduites à l'un ou l'autre des extrêmes évoqués ci-dessus : cet usage ne relevait ni d'une simple supercherie, ni de la construction d'une nouvelle idéologie. Il est, en outre, indispensable de prendre en compte – ce que ne font aucun des travaux précités, sinon celui de Hsiao Li-chu – la part spécifiquement japonaise de ce processus de restauration des attributs de la légitimité nationaliste. Avant même la défection de Wang Jingwei, cette question fit l'objet d'un débat au sein du camp japonais, entre directives de Tokyo visant à intégrer ces attributs dans la politique de collaboration et réticences des autorités d'occupation patronnant des gouvernements locaux construits précisément *contre* le GMD. Les discussions théoriques auxquelles donnèrent lieu ce débat puis les négociations entre le groupe de Wang et les autres acteurs furent, à cet égard, révélatrices de la recomposition des relations de pouvoir qu'entraîna la réorganisation de l'État d'occupation au moment du *huandu*.

Autrement dit, les efforts déployés par le groupe de Wang Jingwei pour inscrire son Mouvement de paix dans la lignée du GMD ne se résumaient pas à un stratagème conçu pour maquiller le déficit de légitimité dont souffrait l'État d'occupation. Si cette finalité cynique exista bien dans une partie du camp nippon, elle n'exclut pas que les collaborateurs issus du GMD aient été animés de la conviction sincère d'être en droit de revendiquer l'héritage de Sun Yat-sen. Leur parcours avant-guerre donnait un certain crédit à cette revendication. Wang Jingwei pouvait, en effet, se prévaloir d'antécédents en matière de *dangtong* sans guère d'équivalent ; depuis ses faits d'arme politiques aux côtés du « père de la nation », jusqu'à son rôle dans la préservation du *dangtong*, après le schisme de 1926. Durant cette période de luttes des factions, qui déboucha sur une alliance avec son rival Jiang Jieshi en 1932, Wang gagna même le sobriquet de « Monsieur discipline du Parti » (*dangji xiansheng* 黨紀先生), pour la façon obsessionnelle qu'il avait

¹ Voir les efforts de propagande déployés par Chongqing pour décrédibiliser le projet de Wang sur la scène intérieure et internationale évoqué dans la partie 1.2, notamment.

² Lucien Bianco écrit à propos de la propagande anticommuniste des Japonais et des collaborateurs : « Judicieusement utilisée par la presse et la propagande orale de Yan'an (capitale communiste), elle a persuadé de nombreux paysans que le sens de ce terme nouveau "communisme", n'était autre que "résistant". Assimilation d'autant plus naturelle qu'une terminologie identique les conduit fréquemment à confondre le Guomindang de Chongqing (Chine libre) et le Guomindang de Nankin (collaborateur) » (*Les Origines de la révolution chinoise, 1915-1947*, [1967] Gallimard, 2007, p. 236-237).

d'invoquer le *dangtong*¹. Certes, le bilan du gouvernement qu'il dirigea jusqu'en 1935 entama quelque peu ce crédit, au fil des avantages territoriaux concédés au Japon. Néanmoins, les interviews menées par Mark Eykholt à Nanjing ont montré qu'une partie de la légitimité acquise par l'ancien *golden boy* de la Révolution avait subsisté et s'était reportée sur son gouvernement, du moins à ses débuts :

Wang's arrival was an emotional lift for the people of Nanjing. Amid the uncertainty of occupation and war, people looked for continuities and traces of the past, all of which Wang Jingwei and his government provided.²

À cette légitimité historique qu'avait Wang de se réclamer du *dangtong*, s'ajoutait son expertise dans la diffusion de celui-ci, à travers les outils de la propagande moderne (presse, discours radiophoniques, meetings de masse).

Sur ce dernier point, il trouvait son égal dans Zhou Fohai, à qui revint le premier rôle dans la promotion et l'organisation d'un GMD orthodoxe en zone occupée, au moment du « retour à la capitale ». Zhou était particulièrement qualifié pour cette tâche : homme d'appareil chevronné, il faisait également figure de principale autorité dans l'exégèse du canon suniste³.

Cette revendication de l'héritage légitime du GMD s'attacha principalement à trois de ses principaux attributs : la doctrine des Trois principes du peuple, le drapeau et le culte rendu au « père de la nation ».

3.3.1.1. Doctrine : le retour des Trois principes du peuple en Chine occupée

Les « Trois principes du peuple » (*sanmin zhuyi* 三民主義), aussi appelés « Triple démisme » ou « tridémisme », constituent le fondement de l'idéologie officielle du GMD telle qu'elle fut fixée à la mort de Sun Yat-sen en 1925. Ces principes – *minzu zhuyi* 民族主義 (nationalisme), *minquan zhuyi* 民權主義 (démocratie) et *minsheng zhuyi* 民生主義 (bien-être du peuple) – ont fait l'objet d'interprétations différentes au fil du temps⁴. S'ils furent énoncés pour la première fois en 1905, ils ne prirent la forme d'un véritable programme qu'en 1924, au cours d'une série de conférences que donna Sun Yat-sen. Se sachant condamné par la maladie, Sun fut

¹ So Wai Chor, « The Origins of the “Wang-Chiang Cooperation” in 1932 », *Modern Asian Studies*, vol. 25, n° 1, fév. 1991, p. 187. Ce surnom lui fut attribué par son ancien camarade anarchiste Wu Zhihui 吳稚暉 (1865-1953), qui était devenu l'un des piliers de l'aile droite du GMD. La « discipline du Parti » devait, selon Wang, permettre de limiter le pouvoir des militaires dans les affaires du pays, à l'extérieur (seigneurs de la guerre) comme à l'intérieur (Jiang Jieshi) du GMD (Li Zhiyu, *Jingxian*, *op. cit.*, p. 116-122).

² Eykholt, « Living the Limits of Occupation in Nanjing », *op. cit.*, p. 14. C'était sans doute moins vrai en dehors de la capitale, particulièrement éprouvée par les exactions nippones de l'hiver 1937-1938.

³ Il avait publié, en 1928, l'ouvrage de référence sur la question (voir sa notice, Annexe 3).

⁴ Pour les résumer grossièrement, le premier renvoie à l'égalité entre les nations afin de sauver la Chine du péril impérialiste ; le deuxième aux droits des citoyens chinois ; le troisième à la réduction des inégalités sociales (Harrison, *The Making of the Republican Citizen*, *op. cit.*, p. 189). On trouvera la meilleure analyse sur le sujet dans Bergère, *Sun Yat-sen*, Fayard, 1994, p. 174-195 et 400-450.

pressé de diffuser son message auprès du public, quitte à présenter celui-ci de manière brouillonne, comme il en convint lui-même¹. Durant la « décennie de Nankin », le tridémisme exista moins pour son contenu, même si on a dit qu'il fit l'objet d'études comme celles de Zhou Fohai, que comme slogan. Il était omniprésent dans l'iconographie et jusque dans le premier couplet de l'hymne officiel adopté en 1928². C'est derrière la bannière du tridémisme – devenu le symbole de la légitimité du GMD – que se rangèrent les autres partis politiques au moment du second Front uni³.

Dans son *yandian* – le télégramme par lequel il rendit public, le 31 décembre 1938, sa volonté de négocier la paix avec le Japon –, Wang Jingwei déclara :

Les Communistes chinois ont proclamé vouloir lutter pour la réalisation des Trois principes du peuple. Aussi, le PCC devrait-il être définitivement dissous, de même que ses organisations spéciales que sont le gouvernement de la zone frontalière [à Yan'an] et ses troupes⁴ ; ceci afin que soit entièrement respecté le système légal [*falü zhidu* 法律制度] de la République de Chine. Les Trois principes du peuple sont le fondement suprême sur lequel a été bâtie la République de Chine [*liguo zhi zui gao yuanze* 立國之最高原則]. Je me devais de prendre l'initiative de m'opposer activement à une organisation et à une propagande allant toutes entières contre ce principe suprême. C'est là mon devoir pour protéger la République de Chine.⁵

Dans les mois qui suivirent, le tridémisme fut effectivement au cœur du discours produit par le Mouvement de paix, mais aussi des négociations menées entre le groupe de Wang et les Japonais. Celles-ci se focalisèrent sur la compatibilité entre la restauration des Trois principes en zone occupée et la lutte contre le communisme, qui constituait la principale justification donnée à l'invasion de la Chine. Le 11 juin 1939, au cours des discussions menées à Tokyo entre Wang Jingwei et le gouvernement nippon, le ministre de la Guerre, Itagaki Seishirō, expliqua à ce dernier :

¹ Audrey Wells, *The Political Thought of Sun Yat-sen: Development and Impact*, New York, Palgrave, 2001, p. 22 et 61-62. Le caractère inachevé et hétéroclite du tridémisme suscita par la suite des interprétations radicalement différentes, qu'il s'agisse de légitimer la Révolution communiste ou, au contraire, l'impérialisme nippon et son idéologie réactionnaire.

² Harrison, *The Making of the Republican Citizen*, *op. cit.*, p. 196. La trinité suniste imprégna de manière croissante la symbolique politique, par exemple en donnant, *a posteriori*, son sens au drapeau tricolore.

³ Le serment prêté le 22 septembre 1937 par les membres PCC, dans le cadre du second Front unit, prévoyait notamment qu'ils adopteraient les Trois principes du peuple (Shyu, « China's "Wartime Parliament" », art. cit., p. 283-284).

⁴ Nous allons voir que l'idée d'un Front uni destiné à supprimer le communisme chinois en l'intégrant dans le GMD fut une manière de justifier la « compromission » de Sun Yat-sen avec le PCC et le Komintern en 1924 : le « père de la nation » aurait soutenu cette politique non pas pour réaliser le communisme mais pour empêcher qu'il ne se développe en Chine. Or, contrairement au premier Front uni, qui donna lieu à une fusion du PCC dans le GMD (*ronggong* 容共), le second Front uni vit le PCC, échaudé par la purge de 1927, garder son autonomie.

⁵ *WJT*, p. 374. La tentative de Wang d'apparaître comme le tenant légitime de la doctrine suniste fut rapidement contrée en zone libre. À l'occasion du 5^e plénum du 5^e Congrès, du 21 au 30 janvier 1939, Jiang Jieshi déclara vouloir unifier l'interprétation du tridémisme afin d'éviter les confusions, alors que, quelques jours plus tôt, Zhou Enlai avait défendu, dans la même phrase, les Trois principes et l'anti-capitalisme (« Sanmin shugi ni shin kaisetsu 三民主義に新解釈 (Une nouvelle interprétation des Trois principes du peuple) », *AS*, 21 janv. 1939 ; « Sanmin shugi jissen rikisetsu 三民主義実践力説 (Accent mis sur la mise en pratique des Trois principes du peuple) », *AS*, 14 janv. 1939 (soir), p. 1).

Le Japon considère que les Trois principes du peuple sont une chose dangereuse, surtout en raison du Principe du bien-être du peuple qui peut être confondu avec le communisme.¹

La question du retour du système suniste en zone occupée n'était pourtant pas nouvelle pour le Japon qui l'envisagea avant même la défection de Wang Jingwei.

Les corrections japonaises apportées au tridémisme

Profondément ancré dans l'esprit des officiers de l'armée impériale comme dans celui des collaborateurs de la première heure, le rejet du tridémisme exprimé par Itagaki était au cœur de l'idéologie développée par les gouvernements de collaborations mis en place à partir de la fin de l'année 1937². L'infléchissement de sa politique chinoise au cours de l'année 1938, conduisit cependant le gouvernement japonais à revoir sa position sur le tridémisme³. Le refus de traiter avec le GMD, exprimé par le discours *aite to sezu* du 16 janvier 1938, laissa place à une stratégie visant à négocier la paix avec Chongqing ou, à défaut, à recruter certains de ses dirigeants. Dans cette perspective, il était indispensable de réhabiliter les Trois principes du peuple, en les modifiant toutefois, afin d'atténuer la volte-face idéologique. Inukai Ken raconte ainsi que la priorité donnée au groupe de recherche réuni pour conseiller le premier ministre Konoe sur la Chine fut d'étudier cette doctrine pour la rendre soluble dans le « Nouvel ordre » prôné par ce dernier. Inukai s'attela à la traduction de l'ouvrage de Zhou Fohai, *Sanmin zhuyi de jiben wenti* 三民主義的基本問題 (Le problème fondamental des Trois principes du peuple, 1931), que la maison d'édition Iwanami publia en trois volumes en 1939-1940⁴.

La première trace que nous ayons trouvée de cette inflexion en faveur du tridémisme se trouve dans le « Plan général pour le guidage interne du régime chinois » (*Shina seiken naimen shidō taikō*) du 19 juillet 1938, déjà cité à propos de l'élaboration du futur gouvernement central⁵. Parmi les axes donnés à la nouvelle politique de collaboration en matière de « culture, religion et éducation », on peut lire : « le PCC doit absolument être rejeté tandis que le GMD pourra être progressivement intégré au nouveau gouvernement central en corrigeant [*shūsei* 修正] la doctrine

¹ Cité in Hsiao Li-chu, « Biandiao de Guomin zhengfu », art. cit., p. 153.

² Voir partie 2.1.1.2. L'une des premières mesures prises au lendemain de l'occupation de Beijing fut la suppression du tridémisme dans l'enseignement scolaire (« Sanmin shugi massatsu o kaku gakkō ni genmei 三民主義抹殺を各学校厳命 (Ordre strict à toutes les écoles de supprimer les Trois principes du peuple) », *AS*, 11 août 1937, p. 2).

³ Sur le contexte politique, marqué par le remaniement du cabinet Konoe en mai, voir la partie 1.3.1.2.

⁴ Inukai, *Yōsukō wa ima mo nagarete iru* 揚子江は今も流れている (Le Yangzi coule encore), [1960] Chūō kōronsha, 1984, p. 34-35. Ce groupe de recherche de cinq à six personnes travaillait dans un « Bureau de recherche sur la Chine » (*Shina kenkyū shitsu* シナ研究室). Inukai ne précise pas son affiliation exacte mais ce groupe faisait sans doute partie des *think tanks*, tels que la Société du petit-déjeuner, qui se mirent en place au début de la guerre pour concevoir ce qui deviendrait le gouvernement de Wang Jingwei (voir la partie 1.3.1.2).

⁵ Voir la partie 2.2.1.1. Brook mentionne un document secret des services spéciaux au sujet de cette « correction », daté d'octobre 1938 (*Collaboration, op. cit.*, p. 177). On voit ici que cette réforme fut, en réalité, envisagée dès le milieu de l'année.

des Trois principes du peuple »¹. Le 5 août, le gouvernement japonais adopta un plan spécifique intitulé « Principaux points concernant la correction des Trois principes du peuples » (*sanmin shugi shūsei yōryō* 三民主義修正要領)². S'inscrivant dans l'esprit du « Plan directeur pour la fondation du nouveau gouvernement central chinois » (*Shina shin chūō seifu juritsu shidō hōsaku*), adopté le 15 juillet 1938, l'orientation générale de cette correction devait être de résoudre l'« incident sino-japonais » en adoptant un « point de vue magnanime [*daijōteki kenchi* 大乘的見地] ». Un tridémisme amendé pourrait conserver sa vocation première – le « salut de la Chine [*Shina kyūsai* 支那救済] » – tout en faisant figure d'« idéologie panasiatiste [*dai ajia shugi ideorogī* 大亞細亞主義的イデオロギー] ». Cette dernière finalité impliquait, en ce qui concernait le premier Principe (le nationalisme), d'insister sur la nécessaire « restauration [*fukko* 復古] de la culture spirituelle chinoise en matière de politique et de moral, afin d'éradiquer [*kuchiku* 驅逐] la pression politique et l'influence de l'homme blanc visant au développement de la culture matérielle ». Il ne s'agissait-là, était-il précisé, que de « revenir à l'idéal d'origine de Sun Yat-sen »³.

Le deuxième Principe (démocratie), est expédié en une phrase expliquant que son esprit et sa mise en pratique passent par la « Constitution en cinq pouvoirs » (correspondant aux cinq Yuans).

Le troisième Principe (bien-être du peuple) apparaissait, lui, bien plus problématique en raison, on l'a dit, de l'interprétation communiste qui pouvait en être fait. Le plan de correction visa à rendre le *minsheng zhuyi* tolérable en niant tout ce qui le rattachait au PCC et à son programme révolutionnaire⁴. Cette nouvelle orientation finit par transpirer dans le débat politique japonais.

¹ JACAR B02030509800, « Shina jihen jūyō kiroku », p. 91.

² Reproduit en intégralité par Hata dans son journal (*HSN*, 27-28 sept. 1938, p. 161).

³ *Ibid.* L'accent mis sur le « retour à l'antique » (*fugu*) était présent dans le dernier discours prononcé par Sun sur le nationalisme, le 2 mars 1924. Il y fut, toutefois, également question du Japon, dont Sun jugea qu'il était inférieur à la Chine pour ce qui était de son sens de la loyauté et de la justice sur la scène internationale (Wells, *The Political Thought of Sun Yat-sen, op. cit.*, p. 67-68).

⁴ *HSN*, p. 161-162. Dans un article japonais écrit plus d'un an après le *huandu*, dans lequel son auteur (anonyme) constatait l'incapacité du gouvernement de Wang Jingwei à se renforcer, on pouvait lire : « Si Sun Yat-sen a employé le sophisme trompeur voulant que le communisme soit une partie du tridémisme, c'était avant tout pour vendre ses Trois principes du peuple comme un moyen de réaliser la Révolution, sans qu'on aille les analyser et les critiquer. Les Trois principes ont commencé à décliner presque aussitôt après leur naissance. [...] On peut penser que cette doctrine est déjà passée de mode. Lors de la fondation du régime de Wang, des voix japonaises se sont fait entendre de toutes parts pour qu'elle soit corrigée. Les pédants sans cervelle qui dissertent pour disserter ne manquent jamais d'être rétrogrades. Corriger inutilement, plus de dix ans après, les vieux slogans révolutionnaires employés par Sun Yat-sen, voilà qui a dû faire les gorges chaudes au GMD. Les Trois principes du peuple sont les dernières volontés de Sun Yat-sen. Ils constituent une sorte de Bible. Ce n'est donc pas aux personnes extérieures de s'en emparer. En même temps, corriger et éclaircir cette doctrine ne représente en aucun cas une planche de salut pour le renforcement du régime de Wang » (*Tōa*, vol. 14, n°8, août 1941, p. 10-15, cité à partir de la traduction chinoise dans *RWQX*, p. 30-31).

Un sujet débattu à la Diète

Après des mois de guerre et des milliers de soldats tués, la réhabilitation de l'idéologie nationaliste chinoise, contre laquelle ces derniers s'étaient battus, passait mal¹. Lors de la séance des questions au gouvernement du 21 janvier 1939, le député Seiyūkai Andō Masazumi interpella le gouvernement sur les Trois principes du peuple : puisque l'anticommunisme était la priorité du Japon sur le continent et que beaucoup de Chinois croyaient dans les Trois principes, qu'Andō qualifia de « doctrine socialo-communiste », il était urgent de les rejeter et de les remplacer par une autre doctrine². Le ministre de la Guerre Itagaki répondit, le lendemain, qu'il était d'accord avec Andō pour dire que le « Nouvel ordre en Asie orientale » ne pourrait être édifié si le tridémisme n'était pas rejeté. Il ajouta, cependant, que les Trois principes pourraient être intégrés dans le « Nouvel ordre », à condition d'être corrigés pour être en harmonie avec l'idéal de ce dernier³. Un an plus tard, lors des questions au gouvernement du 8 février 1940, le même Andō exprima les « doutes sérieux » que lui inspiraient les « principes directeurs du gouvernement de Wang »⁴. Depuis sa défection, Wang Jingwei n'avait cessé, expliqua-t-il, de se réclamer des Trois principes du peuple. Or Sun Yat-sen était mort avant d'avoir fini d'expliquer ce que signifiait le « bien-être du peuple ». Plus généralement, ses Principes étaient un véritable fourre-tout idéologique dont le sens dépendait de la personne qui les interprétait. À l'avenir, il faudrait donc se montrer particulièrement vigilant à leur sujet. Le ministre de la Guerre, Hata Shunroku, répondit que le tridémisme posait effectivement un grave problème du point de vue idéologique. Il préféra donc céder la parole au directeur général du Kōa.in, le lieutenant général Yanagawa Heisuke. Celui-ci tenta de rassurer Andō : ayant tiré les leçons des erreurs d'interprétation passées, Wang Jingwei avait adopté un « tridémisme pur [*junsei sanmin shugi* 純正三民主義] ». Sans succès, car Andō répliqua que l'enseignement du tridémisme dans les écoles chinoises avait profondément enraciné le communisme et la résistance au Japon dans la population. Aussi, son utilisation par le régime de Wang restait-il problématique à ses yeux⁵.

L'intérêt que suscitait cette question au Japon même était également visible dans les nombreuses publications qui lui furent consacrées. Le Centre de recherche sur l'Asie orientale (*tōa kenkyūjo* 東亜研究所), par exemple, publia un fort volume en juin 1941 qui analysait en détail le

¹ Sur ce contexte politique, voir la partie 1.2.

² « Munin shō mondai 無任相問題 (Le problème des ministres sans portefeuille) », *AS*, 21 janv. 1939, p. 2.

³ « Sanmin shugi shūsei Rikushō no tōben 三民主義修正 陸相の答弁 (Réponses du ministre de la Guerre sur la correction des Trois principes du peuple) », *AS*, 23 janv. 1939, p. 2. Dans ses Mémoires, Kagesa revient sur ce débat, sans que l'on sache très bien s'il fait référence à la question d'Andō (« Sozorogaki », art. cit., p. 362-363).

⁴ « Shin seifu no shidō genri jūdai gigi ari... », art. cit. Cette séance de question au cabinet Yonai est traitée dans la partie 1.3.2.2.

⁵ *Ibid.*

nationalisme chinois à travers le tridémisme¹. Sun Yat-sen y était cité pour contredire l'anti-impérialisme visant le Japon tiré de son œuvre, y compris dans les analyses de Zhou Fohai, qualifiées à certains endroits de « naïves »².

Cette ouverture, toute relative, initiée par Tokyo à partir du milieu de l'année 1938, n'empêcha pas que se poursuive, en Chine occupée, un discours dénonçant le tridémisme.

Résistances des forces d'occupation et des collaborateurs de la première heure

En juillet 1938, le chef du Bureau des services spéciaux de l'armée (*tokumubu*) en Chine centrale, Harada Kumakichi, avait transmis un mémorandum sur le contenu des manuels scolaires devant être édités par le Gouvernement réformé de Nanjing pour la rentrée de septembre 1938. Parmi les directives visant à diffuser auprès des écoliers la propagande pro-japonaise, il était prévu de :

rejeter le communisme et les Trois principes du peuple tels qu'ils ont été pervertis³, en prenant la Voie impériale [*kōdō* 皇道]⁴ comme base pour promouvoir la morale d'Asie orientale tirée du confucianisme, du bouddhisme et du taoïsme.⁵

Ce rejet était plus systématique encore à Beijing, où la Xinminhui (l'organisation de masse sur laquelle s'appuyait le Gouvernement provisoire) continua de faire du tridémisme sa cible

¹ *Sanmin shugi minzoku riron ni kansuru kenkyū* 三民主義民族理論に関する研究 (Étude de la théorie nationaliste dans les Trois principes du peuple), Tōa kenkyūjo, 1941. Le Centre de recherche sur l'Asie orientale était un *think tank* rattaché au Kikaku.in (bureau de planification du gouvernement).

² *Ibid.*, p. 352.

³ [*waikyoku* 歪曲] : l'usage de cette expression annonçait l'opposition qui serait faite entre le GMD de Chongqing, dévoyé par son alliance avec le PCC, et le GMD pur ou orthodoxe du Mouvement paix (cf. « Junsei sanmin shugi 純正三民主義 (Les Trois principes du peuples purs) », *AS*, 7 nov. 1939, p. 2). Si la directive de Harada ne fermait pas totalement la porte à un tridémisme modifié, elle ne demandait pas, pour autant, de faire de la propagande en faveur de celui-ci.

⁴ Cette notion est ici utilisée dans un sens proche de celle de « Voie royale » déjà étudiée. La définition suivante en fut donnée lors du Procès de Tokyo : « The reputed date of the foundation of the Empire of Japan is 660 B.C. Japanese historians ascribe to that date an Imperial Rescript said to have been issued by the first Emperor, Jimmu Tenno. In this document occur two classic phrases upon which there gradually accumulated a mass of mystical thought and interpretation. The first is "Hakko Ichiu" [*hakkō ichiu* 八紘一宇] which meant the bringing together of the corners of the world under one roof, or the making of the world one family. This was the alleged ideal of the foundation of the Empire; and in its traditional context meant no more than a universal principle of humanity, which was destined ultimately to pervade the whole universe. The second Principle of conduct was the principle of "Kodo" a contraction for an ancient phrase which meant literally, "The oneness of the Imperial Way." The way to the realization of Hakko Ichiu was through the benign rule of the Emperor; and therefore the "way of the Emperor" – the "Imperial" or the "Kingly way" – was a concept of virtue, and a maxim of conduct. Hakko Ichiu was the moral goal, and loyalty to the Emperor was the road which led to it. These two ideas were again associated with the Imperial dynasty after the Meiji Restoration. That Emperor proclaimed them in an Imperial Rescript issued in 1871. They then represented a constitutional rallying-point, and an appeal to the patriotism of the Japanese people » (IMTFE {48,514,515}).

⁵ JACAR C07090855600, Harada Kumakichi, « *Ishin seifu kyōkasho hensan ni kansuru ken* 維新政府教科書編纂ニ関スル件 (Document relatif à l'édition des manuels scolaires du Gouvernement réformé) », 30 juill. 1938, *Rikushi uke dai nikki* 陸支受大日記 (Grand journal du ministère de la Guerre sur les opérations en Chine), 1-26 août 1938.

prioritaire¹. Ces attaques relevaient d'un effort concerté de propagande de la part des armées d'occupation. Il trouvait son origine dans le discours sur la « Voie royale » développé au moment de la formation du Manzhouguo dans le but, déjà, de contrer les Trois principes du peuple². La trace de ce discours était encore visible à la veille du *huandu*. En février 1940, un guide édité par un bureau des services spéciaux japonais, en forme de recueil de discours à utiliser pour la propagande, dénonçait le tridémisme comme

une doctrine qui, bien que dénuée de la moindre valeur, a envahi le cerveau des gens ordinaires en les trompant au moyen d'une éducation assujettie au GMD [*tōka kyōiku* 党化教育]. [...] les Trois principes du peuple trouvent leur origine dans les principes de l'Américain Lincoln : « du peuple, par le peuple, pour le peuple »³. Leur créateur, Sun Yat-sen a un jour déclaré que le tridémisme était une « doctrine pour faire fortune [*hassai shugi* 發財主義] »⁴. C'était là une grave erreur, car les dirigeants du GMD se sont enrichis grâce au parti-État⁵.

Un autre texte de propagande expliquait que « le nationalisme, c'est la Voie du tyran [*hodō* 霸道]; la démocratie, c'est la dictature [*dokusai* 独裁]; le bien-être du peuple, c'est le communisme »⁶.

Négociations sino-japonaises et révision de la doctrine suniste

Au même moment, les négociations entre le groupe de Wang Jingwei et le Japon se poursuivaient, notamment sur la nature de la « correction » qui devait être apportée aux Trois principes⁷. Lors de ses pourparlers avec Gao Zongwu, fin février 1939, Kagesa Sadaaki dit espérer que le groupe de Wang serait prêt à modifier le tridémisme afin de souligner ses contradictions avec le communisme et en y intégrant l'idée de communauté est-asiatique et l'esprit panasiatique. Gao donna son accord mais fut contredit par le reste du groupe qui insista pour qu'aucune modification ne soit apportée. Une simple explication du sens véritable des deux

¹ « Sanmin shugi o tsūgeki 三民主義を痛撃 (Sévères attaques contre les Trois principes du peuple) », *AS*, 22 oct. 1938 (soir), p. 1.

² Yamamuro, *Manchuria under Japanese Dominion*, *op. cit.*, p. 88 sqq.

³ [*minyū minji minkyō* 民有、民治、民享] : passage célèbre du discours de Gettysburg, prononcé le 19 novembre 1863 par Abraham Lincoln (1809-1965). « Sun's phrase 'The Three People's Principles' clearly shows the influence both of Abraham Lincoln's 'of the people, by the people, and for the people' and of the French Revolution's 'Liberty, Equality and Fraternity' » (Wells, *The Political Thought of Sun Yat-sen*, *op. cit.*, p. 34).

⁴ Lors de la deuxième conférence consacrée au *minquan zhuyi*, le 16 mars 1924, Sun avait effectivement évoqué l'idée de « faire fortune », pour expliquer qu'en raison de la pauvreté qui sévissait en Chine, ses habitants étaient davantage prêts à se battre pour faire fortune que pour gagner leur liberté. Mais, ajoutait-il, le *minquan* ne saurait être réduit à cette idée (<<http://folkdoc.com/classic/p02/ba/ba01/c2.htm>>, consulté le 5 mai 2017).

⁵ JACAR C13032542900, « Sanmin shugi no sakugo 三民主義の錯誤 (Les erreurs des Trois principes du peuple) », Sugiyama butai hōdōka 杉山部隊報道課 (Département de l'information de l'unité Sugiyama) (éd.), *Senden senbu sankō techō* 宣伝宣撫参考手帳 (Matériaux pour la propagande et la pacification), fév. 1940, p. 64-69.

⁶ « Sanmin shugi wa bōkoku shugi nari 三民主義ハ亡国主義ナリ (Les Trois principes du peuple conduisent la nation à sa ruine) », *ibid.*, p. 130-132.

⁷ Les minutes de ces discussions sont reproduites dans *WGC*, p. 88-116.

Principes problématiques (nationalisme et bien-être du peuple) suffirait¹. Autrement dit, si le groupe de Wang et le gouvernement japonais s'accordaient sur les thèmes à défendre (panasiatisme et anticommunisme), la partie chinoise tenait à ce que leur promotion ne donne pas l'impression d'un détournement du programme suniste. Il fallait, au contraire, insister sur la pureté et donc la légitimité de cette interprétation, pour mieux souligner le dévoiement du *dangtong* en cours à Chongqing.

Dans les mois qui suivirent, Wang chercha à diffuser le plus largement possible cette interprétation, non seulement auprès du public chinois mais aussi, et surtout, auprès du public japonais. Ainsi, son principal discours sur la question fut-il prononcé, le 23 novembre 1939, devant les conseillers en propagande de l'Armée expéditionnaire de Chine², avant d'être traduit pour être publié dans la presse japonaise. Une brochure intitulée *Sanmin shugi no shintai* 三民主義の真諦 (Le véritable sens des Trois principes du peuple) fut également éditée par le département de la Propagande du bureau central du GMD de Nanjing³. Citant des déclarations de Sun Yat-sen en 1907 et 1924, Wang chercha à démontrer que ce dernier avait toujours été en faveur d'une alliance entre la Chine et le Japon. L'interprétation panasiatiste, axe principal avec l'anticommunisme du tridémisme orthodoxe, trouvait en effet un argument de poids dans l'un des derniers discours du « père de la nation », prononcé le 28 novembre 1924 à Kōbe⁴. L'accent mis par la propagande de Nanjing sur le panasiatisme de Sun Yat-sen visait à rassurer le Japon quant à la compatibilité des Trois principes du peuple avec la politique de collaboration. Cet effort n'empêcha pas que persiste un double discours d'un pays à l'autre. Ainsi, certains des textes sur le panasiatisme de Wang Jingwei et de *Zhou Huaren 周化人, l'un des principaux propagandistes en la matière, furent modifiés dans leur traduction japonaise, afin de gommer toute référence aux aspirations du nationalisme chinois⁵.

¹ Hsiao Li-chu, « Biandiao de Guomin zhengfu », art. cit., p. 152-154.

² Wang Jingwei, « Sanmin zhuyi zhi lilun yu shiji 三民主義之理論與實際 (Théorie et pratique des Trois principes du peuple) », *WHJY*, p. 113-125.

³ « Ō ha tōshi ni kiku 汪派闘士に聴く (Entretiens avec les champions du groupe de Wang Jingwei) », *AS*, 20 janv. 1940, p. 2.

⁴ Sur ce discours intitulé « Riben ying zhu Zhongguo feichu bu pingdeng tiaoyue 日本應助中國廢除不平等條約 (Le Japon doit aider la Chine à abroger les traités inégaux) », voir Marius Jansen, *The Japanese and Sun Yat-sen*, [1954] Stanford, Stanford University Press, 1970, p. 199. Sur l'usage du panasiatisme de Sun pour justifier la politique de collaboration, voir Torsten Weber, « Nanjing's Greater Asianism: Wang Jingwei and Zhou Huaren, 1940 », in S. Saaler ; Ch. Szpilman (dir.), *Pan-Asianism: A Documentary History, Volume 2: 1920-Present*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2011, p. 209-219.

⁵ *Ibid.*, p. 212. Weber traduit en anglais deux textes représentatifs : « Minzuzhuyi yu da yazhouzhuyi 民族主義與大亞洲主義 (Nationalisme et panasiatisme) », prononcé par Wang le 12 novembre 1940 (jour de l'anniversaire de Sun Yat-sen) et « Da yazhouzhuyi yu sanminzhuyi 大亞洲主義與三民主義 (Panasiatisme et tridémisme) » publié un mois plus tôt par Zhou Huaren dans le mensuel *Da yazhouzhuyi* ; l'un des périodiques édités pour diffuser cette propagande (*ibid.*, p. 213-219).

Voir dans cette interprétation le noyau d'un nationalisme nouveau, comme le fait Hwang Dongyoun, semble pour le moins exagéré¹. D'une part, parce que malgré tous ses accommodements avec les Japonais, mais aussi avec les Anglo-saxons et les Français, Sun Yat-sen n'avait jamais prôné un panasiatisme similaire à celui de la propagande de Nanjing en 1940. D'autre part, parce que ce serait donner trop de cohérence à ce discours, qui visait d'abord à rendre possible l'intégration du groupe de Wang Jingwei dans l'État d'occupation. Si ce dernier et les promoteurs au sein du camp japonais d'un tridémisme amendé s'entendirent assez facilement sur l'interprétation à donner au programme suniste – interprétation qui fut ensuite martelée par la propagande pour légitimer le nouveau régime aux yeux de la population, mais surtout des acteurs chinois et japonais de l'État d'occupation –, cela ne signifie pas pour autant qu'ils lui donnaient la même finalité. Comme Sun Yat-sen avant lui, Wang Jingwei cherchait sincèrement à « sauver la nation » (*jiuguo* 救國) et à achever la « reconstruction nationale » (*jianguo* 建國). Une fois enclenché le mécanisme de la collaboration, il lui fut difficile d'échapper aux compromissions que celle-ci impliquait et qui empêchèrent, en grande partie, la mise en pratique de ces objectifs. Ces derniers existèrent donc d'abord comme des slogans.

De manière plus directe encore que les Trois principes du peuple, le signe le plus apparent de cette volonté qu'avait le nouveau gouvernement de Nanjing d'incarner une version orthodoxe du GMD, mais également des compromis auxquels il fut contraint pour faire accepter cette revendication, est l'usage du drapeau.

3.3.1.2. Drapeau : la flamme de la discorde

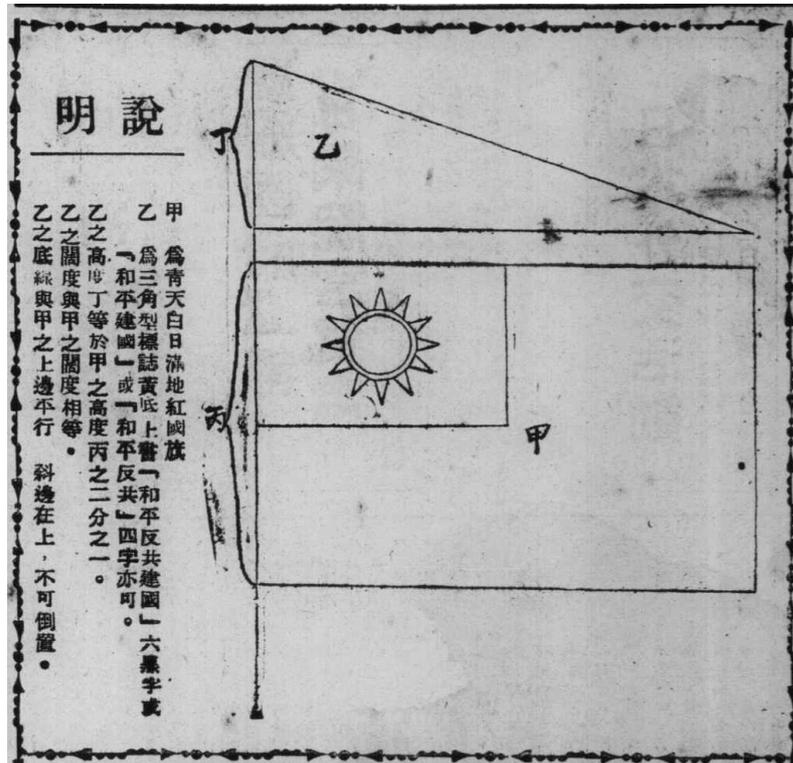
En Une de son premier numéro après le « retour à la capitale », le *Zhonghua ribao* publia un croquis du drapeau, dont le nouveau gouvernement avait pavoisé la ville, accompagné d'une explication (Figure 3.1). Le drapeau lui-même n'en nécessitait aucune, puisqu'il s'agissait de l'étendard au « soleil blanc sur ciel bleu et sol rouge » (*qingtian bairi mandihong qi* 青天白日滿地紅旗) adopté par le GMD, le 30 juin 1924, comme emblème de la République de Chine. Après le succès de l'Expédition du Nord, quatre ans plus tard, il flotta aux quatre coins du pays à la place du « pavillon aux cinq couleurs » (*wuseqi* 五色旗) adopté en 1912. Ce drapeau avait été conçu en 1905 par Sun Yat-sen à partir de celui dessiné en 1895 par Lu Haodong 陸皓東 (1868-1895)². Ce dernier, dit « aux deux couleurs » (bleu et blanc) était resté l'emblème du GMD, tandis que celui « aux trois couleurs » servit comme drapeau du Gouvernement nationaliste¹.

¹ Hwang, « Wang Jingwei, the Nanjing Government... », *op. cit.*

² Zhang Jialong 張加龍, « “Qingtian bairi qi” yu “qingtian bairi mandihong qi” zhi bian “青天白日起” 與 “青天白日滿地紅旗” 之辯 (Les différences entre le “drapeau au soleil blanc sur ciel bleu” et celui “au soleil

Si une explication était nécessaire, ce 1^{er} avril 1940, c'est que ce symbole de l'orthodoxie nationaliste, dont se paraît le nouveau régime pour affirmer sa légitimité, était assorti d'une nouveauté : un fanion jaune barré de la devise « Reconstruction nationale et anticommunisme par la paix » (*heping fangong jianguo* 和平反共建國)².

Figure 3.1. Instructions relatives au drapeau du gouvernement de Wang Jingwei



Source : *Zhonghua ribao*, 1^{er} avril 1940, p. 1.

Trad. : [Le croquis est numéroté au moyen des troncs célestes du cycle sexagésimal : 1 (*jia* 甲) 2 (*yi* 乙) 3 (*bing* 丙) 4 (*ding* 丁). Nous ne retraduisons pas les deux premiers points de l'explication]. La hauteur du fanion équivaut à la moitié de celle du drapeau ; leur largeur est identique ; la base du fanion doit être parallèle au bord supérieur du drapeau ; l'hypoténuse du fanion est au-dessus et ne peut pas être placée à l'envers.

blanc sur ciel bleu et sol rouge») », *Wenshi yuekan* 文史月刊, oct. 2012, p. 59-61. Voir aussi Harrison, *The Making of the Republican Citizen*, op. cit., p. 98-106, 188-190.

¹ L'étendard tricolore peut donc être considéré comme un attribut du *fatong*, tandis que l'emblème bicolore renvoie plus spécifiquement au *dangtong*. Nous avons choisi de les traiter ensemble pour éviter les redites et parce qu'ils furent utilisés ensemble par le gouvernement de Wang Jingwei.

² Cette devise est souvent traduite par « paix, anticommunisme et reconstruction nationale ». L'explication dans la Figure 3.1. précise qu'elle peut être réduite à quatre caractères : *heping jianguo* 和平建國 ou *heping fangong* 和平反共. La « paix » (synonyme de collaboration) est donc le complément circonstanciel de moyen des deux finalités que sont la « reconstruction nationale » et l'« anticommunisme ». La notion de *jianguo*, avait été utilisée par Sun Yat-sen dans ses « Fondements de la reconstruction nationale » (*jianguo dagang* 國民政府建國大綱). Elle renvoyait à l'un des deux versants du projet révolutionnaire des Nationalistes : sauver le pays de l'impérialisme (*jiuguo*) et reconstruire l'État-nation sur les ruines de l'empire (*jianguo*). En associant cette reconstruction à la paix, le groupe de Wang se situait à l'opposé du gouvernement de Chongqing, qui avait adopté, en 1938, un « Plan reconstruction nationale par la guerre de résistance » (*kangzhan jianguo gangling* 抗戰建國綱領), formalisant le Front uni (Li Yunhan, *Zhongguo Guomindang shishu*, op. cit., vol. 3, p. 428-429).

Emblème du gouvernement de Wang Jingwei, ce drapeau surmonté d'un fanion est également emblématique de la forme que prit la collaboration ; entre intérêts communs, contradictions et compromis. À ce titre, il mérite qu'on s'attarde un peu sur sa genèse et son sort après 1940, qui sont révélateurs à la fois de la volonté qu'avait ce gouvernement d'affirmer sa légitimité et des difficultés qu'il rencontra à imposer cette volonté à la puissance occupante et aux collaborateurs de la première heure¹. Loin de n'être qu'un détail, la question du drapeau fut en effet l'un des principaux sujets de tension entre le groupe de Wang et les Japonais au moment du *huandu*.

Du refus au compromis : la proposition japonaise en faveur du fanion

Dans le plan du 28 mai 1939, rédigé par le groupe de Wang pour expliquer au gouvernement japonais comment il comptait organiser le « retour à la capitale », on pouvait lire :

Il est compréhensible que notre volonté de ne modifier ni le *fatong* ni le drapeau national pose encore de nombreuses difficultés à la partie japonaise. Néanmoins, le point essentiel de ce plan étant de gagner le soutien de la population [*shoulan renxin* 收攬人心], le maintien du *fatong* et du drapeau national est donc indispensable. Aussi, nous espérons que cette demande sera approuvée chaleureusement [*reqie yuyi biaoshi zantong* 熱切予以表示贊同].²

De fait, dans son « plan directeur pour les opérations Wang Jingwei et Wu Peifu » (*Ō, Go kōsaku shidō fuku.an* 「汪」、「吳」工作指導腹案) du 18 mai 1939, le commandement central de l'Armée de terre nipponne avait clairement affirmé qu'il ne tolérerait pas le drapeau au soleil blanc sur fond bleu en zone occupée³. À la veille des négociations de Tokyo au début du mois suivant, Kagesa Sadaaki avait prévenu Zhou Fohai que le drapeau risquait de poser problème : d'une part, parce qu'il était perçu par les Japonais comme l'emblème de la résistance au Japon ; d'autre part, parce qu'il créerait la confusion sur le champ de bataille parmi les troupes d'occupation qui ne sauraient plus si elles avaient affaire à l'armée amie ou à celle de Chongqing. Wang Jingwei lui répondit qu'il ne reviendrait pas sur le maintien du drapeau national car sa modification signifierait la soumission du Mouvement de paix au Japon⁴. Les 2 et 3 juin 1939, lors des réunions visant unifier la position japonaise au sujet du futur gouvernement central chinois, l'Armée de terre accepta finalement le compromis suivant : le drapeau nationaliste pourrait être utilisé à condition qu'il soit

¹ Ces derniers n'avaient pas ménagé leurs efforts pour supprimer le drapeau nationaliste. Le 31 octobre 1938, une campagne fut organisée dans les rues de Beijing pour saisir jusqu'au dernier d'entre eux. Ils furent ensuite brûlés lors d'une cérémonie devant marquer la fin du Gouvernement nationaliste, qui venait de perdre Canton et Wuhan, au profit d'une nouvelle page de l'Histoire placée sous la bannière aux cinq couleurs. Le 12 mars 1939, le maire de Shanghai, Fu Xiao'an, exigea des autorités des concessions internationale et française qu'elles interdisent l'utilisation de l'étendard honni, sortis à l'occasion de la commémoration de la mort de Sun Yat-sen. Ces dernières obtempérèrent (« Seiten hakujitsu ki o shōkyaku 青天白日旗を焼却 (Incinération de drapeaux nationalistes) », *AS*, 31 octobre 1938, p. 2 ; « Seiten hakujitsu ki no tekkyo o keikoku 青天白日旗の撤去を警告 (Avertissement sur la suppression du drapeau nationaliste) », *AS*, 13 mars 1939, p. 2).

² Cité in Hsiao Li-chu, « Biandiao de Guomin zhengfu », art. cit., p. 144-145.

³ *Ibid.*, p. 156.

⁴ Kagesa, « Sozorogaki », art. cit., p. 368-369 (également cité in Hsiao Li-chu, « Biandiao de Guomin zhengfu », art. cit., p. 155).

surmonté d'un fanion jaune portant l'inscription « anticomunisme et salut national » (*fangong jiuguo* 反共救國)¹. Cette décision fut discutée le 15 juin, au cours de la seconde rencontre entre le ministre de la Guerre Itagaki et Wang Jingwei. En plus de l'ajout du fanion, Itagaki exigea que les troupes de Nanjing n'utilisent que celui-ci, car la vue du drapeau nationaliste risquait de provoquer la colère des soldats japonais. Wang ne s'exprima pas sur l'ajout d'une flamme, mais répliqua qu'il serait scandaleux que l'armée de Nanjing ne puisse utiliser que celle-ci. Les deux hommes ne furent d'accord que sur le fait que de nouvelles négociations seraient nécessaires avant que ne soit réuni le Conseil politique central qui déciderait officiellement quel drapeau serait adopté². Pendant ce temps, l'ancien premier ministre Konoe et Zhou Fohai s'opposèrent de longues heures sur le sujet. Après avoir exigé un nouveau drapeau, Konoe se rabattit sur le compromis du fanion. Zhou rétorqua qu'un tel ajout empêcherait le nouveau gouvernement d'obtenir le soutien de la population et qu'il n'était donc pas dans l'intérêt du Japon de l'imposer. Le lendemain, toutefois, Konoe obtint de Wang Jingwei son accord au sujet du fanion, à la grande déception de Zhou³.

Du compromis au refus : Zhou Fohai et la queue de cochon

Ce dernier ne renonça toutefois pas à supprimer cette atteinte à la pureté du drapeau nationaliste qu'il comparait à une « queue de cochon [*zhu weiba* 豬尾巴] »⁴. À la suite de la trahison de Gao Zongwu et Tao Xisheng, qui s'enfuirent de Shanghai le 3 janvier 1940 et firent paraître le projet de traité entre Tokyo et Nanjing le 21 janvier, Zhou crut pouvoir retourner le scandale provoqué par cette publication au profit de sa cause : le meilleur moyen qu'avait Tokyo de démentir la véracité de ce document compromettant était de ne pas en appliquer les mesures les plus visibles, notamment celle prévoyant l'ajout du fanion⁵. Dans ce but, il multiplia les discussions à ce sujet avec Kagesa et Inukai Ken. Le 10 février 1940, ce dernier lui affirma, avant de prendre l'avion pour Tokyo, qu'il craignait de ne pouvoir l'aider sur ce point. Dans la soirée, Zhou confia à Kagesa : « si je n'arrive pas à régler cette affaire [de drapeau comme je le souhaite], l'intérêt que je trouve à participer au gouvernement central s'en trouvera diminué »⁶. Le 15 février, Zhou dit espérer que le fanion puisse au moins être retiré dans la zone Shanghai-

¹ *Ibid.*, p. 156-157. Hsiao Li-chu démontre ainsi que l'initiative d'ajouter une flamme jaune au drapeau fut le fait des Japonais et non pas du groupe de Wang Jingwei, comme l'affirme Zhang Sheng pour souligner l'hypocrisie des collaborateurs. La seule part que prit la partie chinoise dans la conception du fanion fut dans le choix de la devise, en remplaçant « salut national » par « reconstruction nationale » (*ibid.*, p. 127, 161 ; Zhang Sheng, « Lun Wangwei dui Guomindang zhengzhi fuhao de zhengduo », art. cit., p. 20).

² Cité in Hsiao Li-chu, « Biandiao de Guomin zhengfu », art. cit., p. 157-158.

³ *Ibid.*, p. 158.

⁴ Inukai, *Yōsukō wa ima mo nagarete iru*, op. cit., p. 193.

⁵ ZR, 27 janv. 1940, p. 238 ; Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei (28 janv. 1940), AH 118-010100-0033-048.

⁶ ZR, p. 244 (également cité in Martin, « "My Life has been Worthwhile!" », art. cit., p. 7).

Nanjing. Kagesa promet de faire de son mieux¹. Une semaine plus tard, il réitéra cette demande à Inukai, après avoir appris de Chu Minyi que l'Italie reverrait sa décision de reconnaître le gouvernement de Nanjing si celui-ci devait modifier son drapeau². Faute d'obtenir gain de cause, Zhou chercha, en dernier recours, à faire pression, début mars, sur Wang Jingwei en le poussant à conditionner la réunion du Conseil politique central – dernière étape avant la formation du nouveau régime – à la suppression du fanion³. Il comprit pourtant que Wang ne reviendrait pas sur la promesse faite en juin 1939, lors des négociations à Tokyo⁴. Zhou n'en continua pas moins à harceler Kagesa et Inukai sur le sujet. Le 13 mars, ils finirent par le rassurer en affirmant que le Japon espérait seulement que la maudite flamme serait hissée, « à titre provisoire, pendant un ou deux jours après la formation du gouvernement »⁵. Peut-être est-ce ce fléchissement de dernière minute de la position japonaise qui donna à Zhou Fohai l'audace de résoudre le problème de sa propre initiative : lors des cérémonies du « retour à la capitale », le 30 mars, le drapeau nationaliste flotta sans sa flamme à Nanjing, ce qui provoqua la colère des autorités japonaises⁶. La question ne se posa pas à Beijing. Comme nous l'avons vu en début de chapitre, les autorités locales, hostiles à Nanjing, continuèrent à arborer l'oriflamme aux cinq couleurs, cher aux anciens bureaucrates du gouvernement Beiyang. Cette dérogation, qui niait la souveraineté du gouvernement central, reçut l'aval des Japonais. Dès le 1^{er} novembre 1939, le Kōa.in avait décidé qu'« afin de maintenir l'ordre public et pour éviter de troubler la population, l'ancien drapeau pourra[it] continuer à être arboré dans les zones spéciales [*tokutei chiiki* 特定地域] »⁷. À Hankou, les militaires japonais interdirent, dans un premier temps, le nouveau drapeau⁸. Lors des cérémonies du *huandu*, fin avril, les diplomates occidentaux à Amoy refusèrent le nouveau drapeau, en vertu de la mesure d'interdiction « prise en 1939 à l'égard du drapeau du Kouomintang ». Placé devant cette contradiction entre les nouvelles mesures japonaises et les

¹ ZR, p. 246. Kagesa savait le sujet particulièrement sensible. L'un de ses camarades de promotion, le colonel Iwasaki, qui travaillait alors comme instructeur auprès des cadets de la future armée de Nanjing, exigea un jour que le drapeau nationaliste soit retiré de sa salle de classe, car c'était celui de l'ennemi Jiang Jieshi. Plus tard dénoncé pour corruption, il fut démis de ses fonctions par Kagesa et se suicida (Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 28).

² ZR, 22 fév. 1940, p. 250. Nous avons vu dans la partie 1.2.1.3 que Ciano avait envoyé, le 21 janvier, un télégramme de soutien à Wang Jingwei, avant de devoir renier sa promesse de reconnaître son gouvernement, sous la pression de Ribbentrop. Faut-il voir dans cette condition liée au drapeau un prétexte trouvé par l'Italie pour sauver la face ?

³ ZR, 3 mars 1940, p. 256.

⁴ ZR, 5 mars, 1940 p. 257 (également cité in Hsiao Li-chu, « Biandiao de Guomin zhengfu », art. cit., p. 159).

⁵ ZR, p. 261.

⁶ Rapportant l'événement dans son journal, Zhou dit en assumer toute la responsabilité. En note, Cai Dejin précise que Wang fut contraint de faire hisser en hâte le fanion (ZR, p. 272).

⁷ « Shin Shina no kokki ni kan suru ken 新支那ノ国旗ニ関スル件 (Au sujet du drapeau national de la nouvelle Chine) », 1^{er} nov. 1939, JACAR B02030579600, *Shōwa jūyonnen, jūyichi ikō jihen shori* 昭和十四年十一以降 事変処理 1 (Gestion de l'Incident, à partir de novembre 1939, 1).

⁸ Roy (Hankou) à l'Amb., « Province du Houpé et Gouvernement WANG CHING WEI », télégramme n°54, 9 avril 1940, ADF 503.

anciennes, le consul japonais décida de ne pas arborer le drapeau de Nanjing et réduisit « le programme des réjouissances dans une notable proportion »¹.

La question du drapeau resurgit au début de l'année 1943, à la faveur de la « nouvelle politique chinoise » du Japon. En janvier, les autorités militaires japonaises acceptèrent que le fanion soit supprimé, sauf pour les troupes militaires et la police de Nanjing, afin d'éviter toute confusion². Après des discussions entre Hata Shunroku et Wang Jingwei, le fanion jaune fut officiellement abrogé le 5 février³. Zhou Fohai se félicita qu'« une année de douleurs et d'efforts » de sa part ait enfin porté ses fruits⁴. Peu après, le Japon donna satisfaction, sur la forme, au régime de Wang Jingwei au sujet de Beijing. Alors que Nanjing espérait un remaniement du Conseil des affaires politiques en faveur du gouvernement central et, à moyen terme, une suppression pure et simple de cet organisme autonome de fait, les autorités d'occupation se contentèrent de remplacer, en février 1943, son président Wang Yitang par Zhu Shen et de supprimer le drapeau aux cinq couleurs⁵.

Le tridémisme comme le drapeau étaient des attributs indispensables du *huandu* nationaliste car tous deux renvoyaient à la figure légitimante par excellence : le « père de la nation ».

3.3.1.3. Saint Père : le culte rendu à Sun Yat-sen

L'importance prise par Sun Yat-sen après sa mort contraste avec le rôle qu'il joua de son vivant. Acteur parmi d'autres du mouvement révolutionnaire, président éphémère de la jeune République de Chine et théoricien parfois confus, Sun en est pourtant venu à personnifier le nationalisme chinois et à faire l'objet d'un culte intense, non seulement sous le GMD, mais également sous le PCC⁶. Les raisons de ce paradoxe sont bien connues⁷. La principale est l'usage politique qui pouvait être fait de cette figure élevée au rang de symbole. Dans un contexte de fragmentation du pouvoir à l'échelle du pays, alors en pleine période des seigneurs de la guerre, et à l'échelle du GMD, théâtre d'une lutte de factions entre ses héritiers, Sun apparaissait comme la principale source de légitimité. Ses funérailles à Beijing en 1925, puis, quatre ans plus tard, à

¹ Blondeau (Amoy) à l'Amb., « Situation politique Nouveau drapeau chinois de Nankin », 25 avril 1940, ADF 503.

² ZR, 15 janv. 1943, p. 695-696.

³ Lettre de Wang Jingwei à Zhou Fohai, 2 fév. 1943, AH 118-010100-0030-009 ; HSN, 1^{er} fév., 5 fév., 8 fév. 1943, p. 396-397. L'abandon du fanion visait à « augmenter l'efficacité de la politique d'entrée en guerre du Gouvernement national » (*ibid.*).

⁴ ZR, 3 fév. 1943, p. 703 (également cité in Hsiao Li-chu, « Biandiao de Guomin zhengfu », art. cit., p. 161).

⁵ Deuxième secrétaire de l'Ambassade Guy Dorget (Pékin) à l'Amb. Cosme, « Nomination de M. TCHOU CHEN à la tête du Conseil politique de Chine du Nord », 13 fév. 1943, valise, ADF 327.

⁶ Sun incarnait le *fatong* dont se réclama le PCC après 1927. Plus largement, il représentait la Révolution bourgeoise dans le schéma marxiste.

⁷ Sur la figure posthume de Sun, voir principalement Xavier Paulès, « The afterlife of Sun Yat-sen during the Republic (1925-1949) », in Alan Baumler (dir.), *Routledge Handbook of Revolutionary Chinese History*, à paraître ; Bergère, « L'effet Sun Yat-sen », art. cit.

Nanjing, où la construction d'un immense mausolée fut achevée en 1931, servirent de base à la liturgie politique du GMD durant la « décennie de Nankin »¹. Cette quasi divinisation de Sun Yat-sen fut, en particulier, encouragée par Jiang Jieshi. Ce dernier cherchait, de cette manière, à compenser le déficit de légitimité dont il souffrait par rapport à Hu Hanmin et, surtout, Wang Jingwei². Après le *huandu* d'avril 1927, la dépouille mortelle de Sun put être rapportée à Nanjing, en mai 1929 par un « train de la propagande », avant d'être placée dans son mausolée au terme d'une grande procession, le 1^{er} juin. À la tête du cortège, Jiang Jieshi prit symboliquement l'avantage sur Wang, qui était absent³. En affirmant son lien avec le « père de la nation » – lien devenu familial après son mariage avec la belle-sœur de ce dernier en 1927 –, Jiang profita du développement d'un culte à sa personne⁴.

La poursuite de ce culte par Wang Jingwei lors de son propre « retour à la capitale », en 1940, relevait d'un triple enjeu : contester à Jiang la légitimité qu'il tirait de celui-ci ; affermir son autorité contre les collaborateurs de la première heure, qui s'étaient opposés au tridémisme, et justifier la collaboration en rappelant la proximité de Sun avec le Japon. Ce faisant, le Mouvement de paix ne se contenta pas de rétablir à l'identique la liturgie des années 1930, mais la transforma. Par ailleurs, la rivalité entre Chongqing et Nanjing pour le contrôle de ce culte contribua à renforcer celui-ci. Le 21 mars 1940, les instances centrales du GMD de Chongqing adoptèrent une résolution officialisant l'usage de l'appellation « père de la nation » (*guofu* 國父), qui s'appliqua à partir du 1^{er} avril⁵. Ce n'est sûrement pas un hasard si ces deux dates coïncidaient avec le *huandu* en cours à Nanjing, marqué par la première réunion du Conseil politique central du GMD « orthodoxe », le 20 mars, et l'inauguration du nouveau gouvernement, le 30 mars. En formalisant cet usage, Jiang Jieshi tentait de préempter le culte rendu au *guofu*, dont il souhaitait s'arroger l'exclusivité. Cette décision vient confirmer ce que nous disions de la menace que représentait aux

¹ Sur les funérailles et le mausolée, inspirés par les précédents de Lincoln et de Lénine, voir Rudolf G. Wagner, « Ritual, Architecture, Politics and Publicity during the Republic: Enshrining Sun Yat-sen », in J. Cody *et al.* (dir.), *Chinese Architecture and the Beaux-Arts*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2011, p. 223-278 ; Harrison, *The Making of the Republican Citizen*, *op. cit.*, chap. 6.

² Sur les liens entre Sun et Wang, voir la notice de ce dernier, Annexe 3.

³ *Ibid.*, p. 229 *sqq.*

⁴ Nous empruntons cette idée d'un culte de la personnalité par procuration à Xavier Paulès (« The afterlife of Sun Yat-sen... », art. cit.).

⁵ Yang Fei 楊飛, Lu Shanzhi 盧山之, « Sun Zhongshan zhi hou, Guomindang weihe quxiao zongli 孫中山之後, 國民黨為何取消總理 (Pourquoi le GMD a-t-il supprimé le titre de *zongli* après la mort de Sun Yat-sen ?) », *Wenshi bolan* 文史博覽, 2011, n°7, p. 27. Une nouvelle directive, le 29 mai 1940, précisa que l'appellation *zongli* 總理 (président du parti), attribuée à Sun en 1924, serait remplacée par celle de *guofu* dans tous les organismes gouvernementaux et les organisations de masse. Elle ne pourrait être utilisée, en parallèle, qu'à l'intérieur du GMD (*ibid.*). La notion de *guofu* était déjà en usage à propos de Sun Yat-sen de son vivant. Il semble qu'elle ait été introduite en Chine par le missionnaire américain Elijah Coleman Bridgman (1801-1861) dans un ouvrage en chinois de 1834 sur l'histoire des États-Unis, dans lequel il l'utilisa à propos du Père fondateur George Washington (1732-1799). (Wang Erh-min 王爾敏, « Guoshi suotan 國史瑣談 (一) (Discussion à bâtons rompus sur l'histoire nationale, 1) », *Guoshi yanjiu tongxun* 國史研究通訊, n°2, juin 2012, p. 135).

yeux de Chongqing l'avènement d'un Gouvernement nationaliste alternatif dirigé par Wang Jingwei. La course à l'orthodoxie ne fut donc pas seulement le fait de ce dernier, mais aussi de son rival en zone libre.

Une surenchère dans la piété

L'implantation du nouveau régime à Nanjing constituait un avantage pour Wang dans cette course, car la capitale avait été conçue pour servir d'écrin à la liturgie nationaliste centrée sur le Mausolée. Comme il le ferait en 1949, au moment de son exil à Taiwan, Jiang Jieshi avait envisagé, en 1937, de transférer le corps de Sun Yat-sen à Chongqing, avant d'y renoncer¹. Disposant désormais de Nanjing pour lui tout seul, Wang Jingwei gravit, le 19 mars 1940, les marches conduisant au cercueil de son mentor. Il s'inscrivait, à cette occasion, dans la tradition de la « visite au tombeau » (*yeling* 謁陵), qui s'était imposée dans les années 1930 comme un pèlerinage obligé avant chaque événement important². Zhou Fohai nota le soir même dans son journal :

J'ai accompagné Monsieur Wang à l'hommage au mausolée [*yeling*], battu par la pluie et le vent. Nous avons fait de même, le 20 novembre 1937, lorsque nous étions venus prendre congé avant de quitter la capitale [*lijing ciling* 離京辭陵]. Le temps s'est depuis écoulé comme dans un rêve. Monsieur Wang a lu le *Testament* en laissant couler des larmes. J'ai, moi-même, étouffé un sanglot. À la fin de la cérémonie, le soleil a fait une soudaine apparition. Faut-il y voir le présage d'un avenir radieux ?³

Le calendrier nationaliste ayant été rétabli, le 12 novembre et le 12 mars furent l'occasion pour le groupe de Wang de revendiquer l'héritage du grand homme. Le 12 novembre 1939, Wang Jingwei prononça un discours pour l'anniversaire de la naissance de Sun, dans lequel il expliqua que ce dernier aurait été favorable à la recherche de la paix avec le Japon, dès lors que l'objectif de ce dernier n'était pas la disparition de la Chine⁴. Le 12 mars 1940, de grandes cérémonies furent organisées pour le quinzième anniversaire de sa mort, au cours desquelles le chef du Comité de préparation au retour à la capitale, Chu Minyi, accompagné d'une trentaine de dirigeants, vint présenter son rapport à la statue de Sun Yat-sen⁵.

¹ Wagner, « Ritual, Architecture... », art. cit., p. 264 et 266.

² Musgrove, *China's Contested Capital*, op. cit., p. 139. Sun Yat-sen avait lancé cette tradition de son vivant en visitant le tombeau du premier empereur Ming en février 1912 (Wagner, « Ritual, Architecture... », art. cit., p. 227).

³ ZR, p. 265 (également cité in Cheung, « Slogans, Symbols, and Legitimacy », art. cit., p. 7).

⁴ Wang Jingwei, « Zongli danchen jinianri yanjiangci 總理誕辰紀念日演講詞 (Discours à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du Président) », *WHJY*, p. 109-112.

⁵ « Nankin no Son Bun kinenbi 南京の孫文記念日 (Journée de commémoration à Nanjing en hommage à Sun Yat-sen) », *AS*, 13 mars 1940 (soir), p. 2 ; « Shin tōa no reimei Son Bun ni hōkoku 新東亜の黎明 孫文に報告 (L'aube se lève pour la nouvelle Asie ; Rapport présenté à Sun Yat-sen) », *AS*, 14 mars 1940, p. 2. Les Japonais appellent Sun par son nom de naissance Wen (prononcé Bun).

Chaque jalon de la mise en place du nouveau régime fut rattaché à la personne du *guofu* : l'inauguration de la Banque centrale de réserve (*zhongyang choubai yinhang* 中央籌備銀行) fut repoussée au 12 novembre 1940 et, le 3 décembre, Wang Jingwei se rendit de nouveau au mausolée pour présenter le Traité de base, signé un mois plus tôt¹. Dès le 15 décembre 1940, une nouvelle « visite au tombeau » fut organisée à l'occasion du 3^e plénum du GMD « orthodoxe ». Pour la première fois depuis le *huandu*, la cérémonie se tint à l'intérieur de la chambre mortuaire (*lingtang* 靈堂), ce qui suscita une vive émotion chez les époux Wang Jingwei et Zhou Fohai².

Après deux années durant lesquelles le Gouvernement réformé avait supprimé toute référence à Sun, sa figure redevint omniprésente en Chine occupée, depuis sa photographie, suivie de celle de Wang, qui ornait la première page des publications officielles telles que les *gongbao*, jusqu'au culte de Confucius qui fut modifié pour célébrer la continuité entre ce dernier et le « père de la nation »³. Le papier-monnaie de la Banque centrale de réserve fut naturellement illustré de son visage, déjà présent sur le *fabi* du Gouvernement nationaliste à partir de 1935, mais qui avait disparu des devises émises par les gouvernements pro-japonais en 1937-1940⁴.

Doublée par Chongqing sur l'officialisation du nom *guofu*, Nanjing attendit le 29 mai 1941 pour promulguer son propre « décret en hommage au révérend père de la nation de la République de Chine » (*zunchong Zhonghua minguo guofu zhijing banfa* 尊崇中華民國國父致敬辦法). Outre l'obligation d'utiliser cette appellation, le texte prévoyait que toutes les réunions formelles devaient débiter par une triple révérence devant le portrait de Sun. Elle allait plus loin que la directive du 21 mars 1940 : alors que celle-ci précisait qu'il n'était pas nécessaire de modifier les documents déjà imprimés utilisant le terme *zongli*, le décret du 29 mai rendait cette modification obligatoire⁵.

Le renforcement du culte à Sun Yat-sen se manifesta également par un rappel à l'ordre, le 4 septembre 1941, pour que soit respectée la directive du 25 janvier 1930 rendant obligatoire, avant

¹ Cheung, « Slogans, Symbols, and Legitimacy », art. cit., p. 10 ; « Son Bun no rei yo nemure ; shinsei no hōkoku ni namida suru Ō shuseki 孫文の靈よ眠れ 新生の報告に 涙する汪主席 (L'âme de Sun Yat-sen peut désormais reposer en paix ; En pleurs, le président Wang présente son rapport sur la renaissance de la Chine) », *AS*, 4 déc. 1940, p. 7.

² *ZR*, p. 393.

³ Voir la partie 6.1.1.2.

⁴ *WYW*, vol. 1, p. 104-106. La monnaie de la Banque fédérale de réserve (*lianhe zhunbei yinhang* 聯合準備銀行) du Gouvernement provisoire, le *lianyinquan* 聯銀券, qui entra en circulation au début de l'année 1938 et fut utilisé dans le Nord jusqu'en 1945, était illustré de sites célèbres comme la Grande muraille et de figures historiques et mythiques telles que l'Empereur jaune (Huangdi 皇帝), Confucius, Guan Yu 關羽 (160-220) ou encore Yue Fei (Dong Xiao 董嘯, « Huabei lunxian shiqi de wei Zhongguo lianhe zhunbei yinhang yu lianyinquan 華北淪陷時期的偽中國聯合準備銀行與聯銀券 (La Banque fédérale de réserve et sa monnaie sous l'occupation en Chine du Nord) », *Shandong xingzheng xueyuan xuebao* 山東行政學院學報, vol. 144, oct. 2015, p. 81). Sur l'usage d'une symbolique pré-GMD par les autres groupes de collaborateurs, voir la partie 6.1.1.2. Sur la situation monétaire en zone occupée, voir la partie 6.2.1.1.

⁵ Yang Fei, « Sun Zhongshan zhi hou... », art. cit., p. 27 ; *KG*, n°14, p. 39 ; *ZZW*, session n°59, vol. 5, p. 462-464.

chaque réunion, la lecture des quatre caractères « Testament du père de la nation » (*guofu yizhu* 國府遺囑), puis du *Testament* lui-même¹. Ce court texte s'était imposé depuis 1925 comme la pièce maîtresse de la liturgie nationaliste, notamment lors des « commémorations hebdomadaires du Président » (*zongli jinian zhou* 總理紀念週)². Il était d'autant plus important pour le gouvernement collaborateur de Nanjing que Wang Jingwei en était l'auteur ; Sun Yat-sen s'étant contenté de le signer à la veille de son décès. C'était pourtant Wang lui-même qui, pour simplifier le travail gouvernemental en 1940, avait déclaré que ce rituel n'était pas indispensable³. Son retour en vigueur se fit dans un contexte d'affermissement de la position du groupe de Wang dans l'État d'occupation, à la faveur de la Campagne de pacification rurale puis du lancement du Mouvement des nouveaux citoyens. Il rencontra toutefois des résistances, notamment en Chine du Nord. Ainsi, le 30 juillet 1942, le gouvernement central envoya des instructions au Conseil des affaires politiques de Chine du Nord lui rappelant que tous ses organes avaient l'obligation de suivre scrupuleusement le rituel en l'honneur de Sun⁴.

Le culte autour de Sun Yat-sen atteignit son paroxysme lors du deuxième anniversaire du « retour à la capitale », le 30 mars 1942. Ce jour-là, les viscères du *guofu*, dont Chu Minyi avait été chargé de superviser le transport depuis Beijing⁵, furent placés dans le mausolée de Nanjing⁶. À défaut d'avoir pris part à la cérémonie de 1929, Wang Jingwei tenta de tirer un même bénéfice politique de ce transfert des reliques du *guofu*⁷. Dans le communiqué indigeste de l'agence de presse officielle, on pouvait lire :

¹ ZG, n°224, 8 sept. 1941, p. 14-15. Cette obligation ne concernait que les réunions gouvernementales et du GMD. Le 5 septembre, une nouvelle directive ordonna que des mesures soient prises afin que cesse la façon « irrespectueuse [*qingxie lanyong* 輕褻濫用] » dont ce rituel était mené lors des cérémonies nuptiales et funéraires privées. Une loi avait été adoptée à ce sujet, le 17 décembre 1929, mais « depuis le début de la guerre, l'ordre dans les différentes localités n'a pas encore été rétabli. Par conséquent, nous ne savons souvent pas ce qu'il se passe dans les salles des fêtes [*youyi yule changsuo* 遊藝娛樂場所] », où les manquements au respect dû au GMD et au *guofu* devaient être nombreux (ZG, n°225, p. 16-17).

² Contrairement à ce que son nom chinois laisse croire, il semble bien qu'il s'agissait d'une cérémonie hebdomadaire et non pas d'une « semaine commémorative » une fois par an. Sur la rédaction de ce *Testament* et son usage cérémoniel, voir Harrison, *The Making of the Republican Citizen, op. cit.*, p. 135-137 et 157-159.

³ Chen Hongmin, Chen Shumei, « Ō gi seiken rippō. in... », p. 225.

⁴ ZG, n°363, p. 11.

⁵ Parmi les nombreuses charges qu'il cumulait, Chu était responsable du Comité de gestion du mausolée du père de la nation (*guofu lingyuan guanli weiyuanhui* 國府陵園管理委員會). Sur la composition et les attributions de ce comité, voir ZG, n°319, p. 1-2. À en croire certaines sources, Chu aurait volé ces viscères à la fin de la guerre pour tenter d'obtenir une commutation de peine en échange de leur restitution (voir sa notice, Annexe 3).

⁶ Suite à l'embaumement de Sun, en 1925, son cerveau et ses entrailles étaient demeurés au Peking Union Medical College. Après avoir pris le contrôle de l'hôpital, au début de l'année 1942, les Japonais firent part de leur découverte à Nanjing. Dans le contexte de la Guerre du Pacifique, Wang Jingwei réparait ainsi l'affront fait à la nation chinoise par les impérialistes anglo-saxons, qui s'étaient injustement appropriés une partie du corps divin (Wagner, « Ritual, Architecture... », art. cit., p. 264). L'intégrité du corps, vivant comme mort, est un devoir vis-à-vis de ses ancêtres dans la tradition confucéenne et une nécessité pour échapper aux limbes de la malemort.

⁷ La finalité politique évidente des cérémonies de 1929 et de 1942 n'enlève rien à la dévotion sincère qu'éprouvaient Jiang et Wang envers Sun Yat-sen.

Hardly had any single event in the country since the death of the Father of the Republic aroused so great and warm a respect for the memory of the departed Leader than the ceremony that was performed here yesterday. [...] The sight of the receptacle [of the viscera] filled those who were present to view it with unforgettable memories of the past, for it belonged to the great Leader and great Patriot, whose Will has become the great Bible of the millions of his countrymen. It has become almost the sole inspiration of his immediate and faithful revolutionary followers, among who is President Wang Ching-Wei, on whom the mantle of the Father of the Republic has now fallen¹, [...]. It seemed fitting that President Wang, who personally transcribed the Will [...] was there to lead the large procession [...]. As Leader of New China and trustee of Dr. Sun's revolutionary heritage, President Wang Ching-Wei, perhaps more than any of his countrymen, [...] felt the true kinship that bound him to the Late Leader, to whom he had been collaborator throughout the latter's revolutionary career.²

L'aide apportée par le Japon dans l'organisation de ce transfert s'inscrivait dans une politique à l'égard de la figure de Sun Yat-sen qui évolua au fil de l'occupation, entre souci de respecter celle-ci et volonté d'éradiquer tout ce qui pouvait apparaître comme un soutien à Chongqing.

L'attitude des autorités d'occupation à l'égard du culte de Sun Yat-sen

Plus qu'aucun autre Chinois de son temps, Sun Yat-sen occupait une place particulière dans l'imaginaire japonais du premier XX^e siècle. Alors même que la résistance antijaponaise se faisait en son nom, il conservait dans l'archipel un capital de sympathie conséquent ; à tel point qu'il existait, pour ainsi dire, un *guofu* chinois et un Sun Yat-sen nippon. Le second était le visage d'une Chine désireuse d'entretenir des liens fraternels avec son voisin ; celle-là même qu'incarna Wang Jingwei pendant la guerre. Cette familiarité et cette sympathie découlaient de la longue relation qu'avait entretenue Sun avec le Japon, où il avait trouvé ses principaux soutiens et un refuge lors de ses années d'exil. Certains de ces anciens soutiens, notamment Inukai Tsuyoshi et Tōyama Mitsuru, avaient été invités aux funérailles du 1^{er} juin 1929³. Largement couvert par la presse japonaise de l'époque, ce voyage fit également l'objet d'un récit publié la même année par le député Seiyūkai, Kondō Tatsuji 近藤達児 (1875-1931)⁴. Au début de la guerre, les survivants de cette génération (Tōyama), ou leurs descendants (Inukai Ken) mirent leurs liens privilégiés avec la direction du GMD au service des tentatives de négociations, tout en comptant, pour le premier, parmi les tenants les plus radicaux de l'impérialisme nippon⁵. Cette place particulière explique que Sun ait été révééré jusque dans les cercles les plus illuminés des partisans de la

¹ Cf. la formule de Paxton citée en introduction de la partie 3.2. sur le « manteau du pouvoir » qui enveloppa Pétain de ses plis en 1940. On ne pouvait mieux signifier que Sun Yat-sen personnifiait le *fatong* et le *dangtong*.

² Central Press Service in China, « Viscera of Dr. Sun Yat-Sen Placed in Chunchshan Mausoleum » 31 mars 1942, copie jointe à la lettre n°10 de Salade (Nanjing) à l'Amb., « Transfert à Nankin des viscères du Dr. Sun Yat-sen », 4 avril 1942, ADF 327.

³ Voir Jansen, *The Japanese and Sun Yat-sen, op. cit.*, p. 5.

⁴ Joshua Fogel, *The Literature of Travel in the Japanese Rediscovery of China, 1862-1945*, Stanford, Stanford University Press, 1996, p. 227 ; Kondō Tatsuji 近藤達児, *Shin Shina ryokō ki Fu-Son Bun iraisai no ki* 新支那旅行の記 附-孫文移靈際の記 (Journal de voyage dans la nouvelle Chine ; Récit de la cérémonie de transfert de Sun Yat-sen dans son Mausolée), Taguchi shoten, 1929, not. p. 34-40.

⁵ Voir la partie 1.2.2.3.

« guerre sainte ». Le 29 novembre 1937, l'Association des affaires militaires impériales (*teikoku gunji kyōkai* 帝国軍事協会) – un groupe spiritualiste d'extrême-droite proche des milieux de l'armée¹ – publia une brochure que son préfacier, Kameoka Toyoji 龜岡豊二 (1869-1943), dédia à l' « âme défunte de Sun Yat-sen [*Son Bun no reizen* 孫文の霊前] ». Il s'agissait d'un appel aux « quatre cent millions de Chinois » par Iino Kichisaburō 飯野吉三郎 (1867-1944), pour qu'ils accueillent à bras ouverts le « pays des dieux [*shinkoku* 神国] »². Iino y citait un « serment » que Sun lui avait envoyé le 13 novembre 1913, dans lequel celui-ci – alors aux abois – prônait une collaboration exclusive entre la Chine et le Japon³. Présent parmi les officiers⁴, ce sentiment favorable à Sun conduisit l'Armée impériale à prendre des dispositions spéciales lorsque ses troupes déferlèrent dans les lieux saints du nationalisme chinois.

Le 10 décembre 1937, à la veille de la prise de Nanjing, des ordres furent ainsi donnés interdisant toute destruction sur le site du Mausolée de Sun Yat-sen ; une précaution que n'eurent pas les états-majors nippons à l'égard du reste de la ville et de ses habitants⁵. Toutefois, la résistance féroce des troupes nationalistes entama quelque peu la tolérance que pouvaient avoir ces mêmes officiers pour un culte encouragé par Chongqing. En janvier 1939, le chef de l'Agence des services spéciaux (*tokumukikan*) à Canton, le colonel Miyazaki Shigesaburō 宮崎繁三郎 (1892-1965), rédigea des instructions organisant l'occupation de ce berceau du GMD, où la figure de Sun était omniprésente. Les statues à son effigie seraient laissées en place, tandis que les photographies « ayant un sens cultuel [*reihai teki imi* 礼拝的意味] » accrochées dans les bâtiments publics devraient être retirées et stockées à l'abri des regards ou brûlées « en secret ». Il

¹ Oleg Benesch, *Inventing the Way of the Samurai: Nationalism, Internationalism, and Bushidō in Modern Japan*, Oxford, Oxford University Press, 2014, p. 121.

² Surnommé le « Raspoutine japonais », Iino était l'un des plus célèbres devins du pays. Il s'était illustré en prédisant le lieu et la date de la victoire du Japon contre la Russie tsariste lors de la Bataille de Tsushima (27-28 mai 1905). Cet exploit lui avait valu de gagner des adeptes jusqu'à la Cour impériale. Fortune faite grâce à ses investissements en Mandchourie, il avait acquis une immense propriété dans le quartier d'Onden (Tokyo) pour y installer son Groupe spirituel du Grand Japon (*Dai Nippon seishin dan* 大日本精神団). Impliqué dans une affaire de fraude, Iino finit par tomber en disgrâce auprès de la Cour (Wikipedia ; *KSDJ*).

³ Iino Kichisaburō, *Son Bun no seiyaku ni yori Onden no kamisama Shina yon oku minshū ni tsugu* 孫文との誓約により穂田の神様支那四億民衆に告ぐ (Appel aux 400 millions de Chinois du dieu d'Onden à partir du serment de Sun Yat-sen), Tōkyō chōya shinbun shuppanbu, 1937.

⁴ Pas tous, comme le montre cette anecdote rapportée par Inukai Ken à propos de Kagesa Sadaaki. Avant de devenir, pendant la guerre, le principal tenant d'une collaboration (relativement) respectueuse de l'autonomie du régime de Wang Jingwei, Kagesa avait été, dans sa jeunesse, un représentant typique de la ligne dure des officiers ultra-nationalistes. Vers 1933, alors qu'il était l'adjoint de l'attaché militaire en Chine, Isogai Rensuke 磯谷廉介 (1886-1967), Kagesa accompagna ce dernier au Mausolée de Sun Yat-sen mais refusa d'effectuer le rituel d'hommage, ce qui lui valut une remontrance d'Isogai (Inukai, *Yōsukō wa ima mo nagarete iru*, op. cit., p. 129).

⁵ « Chūzan ryō o hōgo 中山陵を保護 (Protection du Mausolée de Sun Yat-sen) », *AS*, 14 déc. 1937, p. 2.

en irait de même pour les photographies trouvées chez les habitants, mais « sans usage de la force » à l'encontre de ces derniers¹.

Après qu'ils eurent pris le contrôle des concessions étrangères, dans la foulée de Pearl Harbor, les Japonais se préoccupèrent de récupérer les biens liés à Sun Yat-sen qui leur échappaient jusqu'alors. Ce fut le cas, on vient de le voir, de ses viscères à Beijing, mais également de sa villa, dans la concession française de Shanghai. En septembre 1942, la *kenpeitai* envoya des hommes à trois reprises au numéro 29 de la rue Molière, afin de prendre possession de documents et d'objets ayant appartenu à Sun. Le butin fut ensuite envoyé à l'ambassade du Japon à Nanjing qui en fit don au gouvernement de Wang Jingwei, au nom de l'amitié sino-japonaise (et au service de sa propagande)² ; exception faite des documents les plus précieux – notamment le manuscrit des *Trois principes du peuple* – qui furent envoyés secrètement au Japon³. Si les autorités d'occupation favorisèrent donc le culte à Sun Yat-sen à partir de 1940, dans l'espoir de renforcer la légitimité du régime de Wang Jingwei, certains désaccords mineurs subsistèrent sur ce point. En octobre 1942, par exemple, les Japonais refusèrent que l'Université nationale de Shanghai (*guoli Shanghai daxue*) soit rebaptisée *Zhongshan daxue*⁴.

Le développement d'un culte de la personnalité en faveur de Wang Jingwei

En mars 1943, le ministère de l'Industrie relança le « mouvement de reforestation en commémoration de la mort du père de la nation » (*guofu shishi jinian zaolin yundong* 國父逝世紀念造林運動辦法), qui avait transformé la Fête de la plantation des arbres (*zhishujie* 植樹節) en

¹ JACAR C04120733300, Miyazaki Shigesaburō au vice-ministre de la Guerre Yamawaki Masataka 山脇正隆, « Son Bun no zō to shashin ni tai suru taisaku no ken hōkoku 孫文ノ像ト写真ニ対スル対策ノ件報告 (Rapport sur les mesures prises vis-à-vis des sculptures et des photographies de Sun Yat-sen) », 24 janv. 1939, *Shōwa jūyonnen Rikushi...*, n°5.2, p. 901-902.

² Jing Shenghong 經盛鴻, *Nanjing lunxian banian shi* 南京淪陷八年史 (1937年12月13日至1945年9月9日) (Histoire des huit années d'occupation de Nanjing, 13 déc. 1937-9 sept. 1945), [2005] Beijing, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2013, p. 774. Parmi les 22 objets saisis, on trouvait le brouillon des « Fondements de la reconstruction nationale » ou encore un sabre offert par Kuhara Fusanosuke. Ils furent conservés par le Comité de préservation des biens culturels (*wenwu baoguan weiyuanhui* 文物保管委員會), dans le Temple du Coq chantant, à proximité des bâtiments du gouvernement central (*ibid.*).

³ *Ibid.* Lorsqu'il eu vent de l'affaire, Wang Jingwei tenta, en vain, de faire revenir ces trésors par l'intermédiaire d'« aventuriers du continent » (compagnons de route japonais des Nationalistes). Par la suite, des agents du GMD de Chongqing en Mandchourie usèrent des mêmes contacts, avec plus de succès. L'un d'entre eux, Guo Zhenhua 郭振華, se rendit au Japon où il racheta les documents pour 20 000 yens. Ils arrivèrent le 13 janvier 1945 à Tianjin, avant d'être transférés à Chongqing en décembre (*ibid.*, p. 774-775).

⁴ Nous ne connaissons pas les raisons de ce refus, sinon que les Japonais estimaient avoir déjà fait suffisamment de concessions au sujet de cet établissement (Lettre de Wang Jingwei à Chen Gongbo, 15 oct. 1942, AH 118-010100-0039-058). La multiplication des universités nommées en l'honneur de Sun Yat-sen après sa mort avait entraîné une certaine confusion. Au début de l'année 1928, le Gouvernement nationaliste décida que seules les universités fondées par Sun Yat-sen en personne pourraient conserver le nom *Zhongshan daxue* (Paulès, « The afterlife of Sun Yat-sen... », art. cit., p. 4). Wang Jingwei contrevenait donc à cette décision, puisque l'Université de Shanghai fut créée en septembre 1942. Sur cet établissement, voir la notice de son directeur *Zhao Zhengping 趙正平, Annexe 3.

une véritable campagne de masse, dotée d'un encadrement bureaucratique prévoyant de planter au moins cinq milles arbres dans chaque grande ville¹. La mobilisation de la population lors des grandes campagnes (pacification rurale, Mouvement des nouveaux citoyens²) accéléra la diffusion d'une propagande centrée sur la figure du *guofu*, tout en s'accompagnant de la mise en place d'un véritable culte de la personnalité au bénéfice de Wang Jingwei. En délaissant de plus en plus le culte par procuration, Wang suivait, là encore, les traces de son rival Jiang Jieshi³. Comme ce dernier, qui refusait les statues à son effigie avant de s'y résoudre durant son exil formosan, Wang affectait certes de déclinier toute personnalisation de la propagande. Pour son soixantième anniversaire, le 4 mai 1942, Wang demanda qu'aucune festivité ne soit organisée⁴. Il ne fut pas écouté, puisque des cérémonies eurent lieu dans de nombreuses villes et bourgs. Ce fut notamment le cas à Yichang (Hubei) ; district le plus à l'ouest de la zone occupée⁵. Comme les autres magistrats de district de la province, Wang Xuyuan chercha à se faire bien voir en fêtant l'événement en grande pompe⁶. Si Wang ne contrôlait donc pas toujours les manifestations de ce culte, qu'utilisaient les acteurs locaux pour légitimer leur propre pouvoir, il ne fit rien pour empêcher que son portrait devienne omniprésent dans l'espace public, ou encore que les fonctionnaires soient obligés de lui prêter allégeance. En juillet 1941, par exemple, une cérémonie avait été organisée pour le lancement de la Campagne de pacification rurale (*qingxiang*), au cours de laquelle tous les fonctionnaires du Bureau du *qingxiang* à Suzhou (à l'exception des Japonais) prêtèrent un serment de loyauté personnel à Wang Jingwei⁷. Ceci alors même que Wang s'était, tout au long de sa carrière, montré très critique à l'égard de cette pratique introduite par Sun Yat-sen après l'échec de la seconde révolution en 1913 et reprise, de manière officieuse, par Jiang Jieshi.

¹ ZG, n°450, p. 9-10. Sur les origines et l'historique de cette fête, voir Chen Yunqian 陳蘊茜, « Zhishujie yu Sun Zhongshan chongbai 植樹節與孫中山崇拜 (La Fête de la plantation des arbres et le culte de Sun Yat-sen) », *Nanjing daxue xuebao (zhexue renwen kexue shehui kexue)* 南京大學學報(哲學人文科學社會科學), 2006, n°5, p. 76-90.

² Nous traiterons de ce mouvement de masse dans la partie 6.1.2.2.

³ Voir Jeremy E. Taylor, « The Production of the Chiang Kai-Shek Personality Cult, 1929-1975 », *The China Quarterly*, n°185, mars 2006, p. 96-110.

⁴ Lettre de Wang Jingwei à Chen Bijun, 27 avril 1942, AH 118-010100-0026-014 (Wang avait 60 *sui* en 1942, leur décompte commençant à la naissance). Dans son discours du 12 novembre 1939, Wang avait rappelé que Sun Yat-sen n'organisait jamais rien pour son anniversaire, préférant passer la soirée simplement avec quelques proches. En laissant entendre qu'il comptait parmi ces derniers, Wang soulignait au passage son intimité avec le *guofu* (« Zongli danchen jinianri yanjiangci », art. cit.).

⁵ Nous lui avons consacré une étude de cas dans la partie 2.1.3.2.

⁶ Qu Nengshen, Zhu Zhixing, « Rikou yingquan hanjian lu », art. cit., p. 39. À Canton, où Wang effectua une visite durant la même période, les autorités locales étroitement contrôlées par Chen Bijun organisèrent, pour l'occasion, une vente spéciale de riz à bas prix pendant une semaine (Simon à l'Amb., « Voyage de M. Wang Ching-wei à Canton », lettre n°49, 24 juin 1942, ADF 327).

⁷ Tang Shengming 唐生明, *Feng Jiang Jieshi zhi ming "qianfu" 奉蔣介石之命 "潛伏"* (Infiltré sur ordre de Jiang Jieshi), [1963] Beijing, Zhongguo wenshi, 2012, p. 51. Cf. le serment de fidélité prêté au maréchal Pétain par les fonctionnaires de Vichy à partir de janvier 1941 (Baruch, *Servir l'État français*, op. cit., p. 309-315).

Le 12 novembre 1943, Wang Jingwei inaugura une statue en bronze du *guofu* en redingote, placée au centre du principal carrefour de Nanjing¹. Ce fut la dernière occasion qu'eut Wang Jingwei d'officier dans l'une de ces nombreuses cérémonies en l'honneur du « père de la nation » qui ponctuèrent sa présidence sous l'occupation. Opéré en décembre 1943, il fut transféré en mars à Nagoya où il resta hospitalisé jusqu'à sa mort, le 10 novembre 1944². Les funérailles de Wang furent, plus que jamais, l'occasion de souligner son lien privilégié avec le « père de la nation ».

La mise au tombeau de Wang au côté du Père

La nouvelle du décès de Wang Jingwei parut dans les journaux de Nanjing le 13 novembre, au lendemain de l'anniversaire de Sun Yat-sen. Sa nécrologie ne manqua pas de rappeler que sa carrière avait débuté aux côtés du « père de la nation »³. La mort de Wang eut un grand retentissement au Japon ; supérieur même, écrivit Kiyosawa Kiyoshi sur un ton légèrement sarcastique, au traitement médiatique qu'aurait reçu celle d'un premier ministre japonais⁴. Le chef du gouvernement Tōjō, son prédécesseur Kono et le ministre des Affaires étrangères Shigemitsu se rendirent à Nagoya pour rendre un dernier hommage à Wang qui fut décoré de l'ordre du Chrysanthème (*kikkashō* 菊花章) ; la plus haute distinction du pays⁵. Il est difficile de mesurer l'impression que produisit la mort de Wang dans la population en zone occupée, mais la nouvelle

¹ Salade (Nanjing) à l'Amb., « Gouvernement de Nankin », lettre n°29, 30 nov. 1942, ADF 327. Cette statue avait été commandée en mars 1929 par le producteur de cinéma et soutien de Sun Yat-sen, Umeya Shōkichi 梅屋庄吉 (1868-1934). Elle se dressait, à l'origine, dans l'enceinte de l'Académie militaire centrale du GMD à Nanjing, tandis que trois autres exemplaires de cette œuvre étaient installés à Canton (à l'Université Sun Yat-sen, à l'Académie de Huanpu et au Mémorial Sun Yat-sen). En 1942, Wang Jingwei ordonna que la statue de Nanjing soit déplacée sur la place Xinjiekou. En 1966, sur ordre de Zhou Enlai, la municipalité la protégea des gardes rouges en la cachant au Mausolée, où elle fut de nouveau exposée à partir de juin 1968. Pour le soixantième anniversaire de la mort de Sun, en novembre 1985, elle fut installée devant la bibliothèque du Mausolée, où elle se trouve toujours aujourd'hui. Une statue de plus de cinq mètres, inspirée de l'originale, fut installée sur la place Xinjiekou en 1996 (<<http://baike.baidu.com/item/南京孙中山铜像>>, consulté le 13 mai 2017).

² Cette période de plusieurs mois donna lieu à toutes sortes de rumeurs, colportées notamment par la presse française : « Les échecs japonais dans le Pacifique et les victoires alliées en Europe ont affaibli considérablement l'autorité du “Quisling” chinois Wang Ching Wei. Le chef du gouvernement fantoche de Nankin, qui s'était rendu, il y a deux mois, à Tokio pour y subir une opération, demeure au Japon, quoique maintenant parfaitement rétabli, et le bruit court qu'il est retenu comme “otage” garantissant “la bonne conduite” de ses collaborateurs restés à Nankin. » (« Le chef du gouvernement de Nankin serait retenu comme otage à Tokio », *L'Écho d'Alger*, 20 avril 1944, p. 1). Par la suite, différentes thèses fantaisistes circulèrent : Wang aurait été assassiné par ses hôtes japonais ou, à l'inverse, par des agents de Jiang Jieshi envoyés au Japon. Certains allèrent même jusqu'à affirmer que Wang était secrètement rentré en Chine en août 1944 pour être hospitalisé à Shanghai où il avait été tué par les hommes de Dai Li (Wen Shaohua 聞少華, « Wang Jingwei shi Ribenren haisi de ma ? 汪精衛是日本人害死的嗎? (Est-ce les Japonais qui ont tué Wang Jingwei ?) », *Jiangnan luntan* 江漢論壇, 1990, n°10, p. 54-55 ; Idem, « Wang Jingwei si yu Shanghai ? Yu Wu xiansheng shangque 汪精衛是死於上海嗎? 與吳越先生商榷 (Wang Jingwei est-il mort à Shanghai? Discussion avec M. Wu Yue) », *Kangri zhanzheng yanjiu*, 2010, n°2, p. 145-148).

³ « Shengping jilüe 生平記略 (Biographie sommaire) », *Zhonghua ribao*, 13 nov., p. 1.

⁴ Kiyosawa, *A Diary of Darkness*, *op. cit.*, p. 281. Tous les citoyens japonais furent invités à porter un brassard noir en signe de deuil (Charles N. Li, *The Bitter Sea*, *op. cit.*, p. 151).

⁵ *Ibid.*

fut sans doute accueillie avec un certain désintérêt. Apprenti dans une quincaillerie de Shanghai, Yan Bin 顏濱 (1923- ?) n'en fit pas la moindre mention dans son journal personnel¹. Un Comité funéraire du président Wang (*Wang zhuxi aidian weiyuanhui* 汪主席哀典委員會), dirigé par Chen Gongbo et Chu Minyi, s'organisa rapidement. Il décréta que les drapeaux seraient mis en berne pendant un mois et que « tout amusement serait proscrit [*chuole* 輟樂] » pendant une semaine². Wang fut provisoirement mis en bière le 13 novembre à Nanjing pour laisser le temps au comité d'organiser des funérailles devant « comporter une grande solennité »³. La cérémonie eut finalement lieu le 23 novembre en présence de plus de 500 000 personnes, selon la presse officielle⁴. Elle prit la forme d'une longue procession débutée à l'aube au cours de laquelle le cercueil de Wang fut conduit de la Grande salle de cérémonie, au centre de Nanjing, jusqu'à son mausolée⁵.

En prévision d'éventuelles représailles, la tombe de Wang fut scellée avec une dalle de béton armé, dans l'espoir de préserver le corps et l'héritage du défunt⁶. Le lieu de sépulture, derrière la « Porte Zhongshan », au-dessus du tombeau du premier empereur Ming, Zhu Yuanzhang, mais en dessous de celui de Sun Yat-sen, est souvent présenté comme un choix fait par Wang, visant à établir pour toujours son lien avec le *guofu*⁷. Si ses funérailles sur le Mont d'Or pourpre furent effectivement conçues dans ce but, cet enterrement était, lui-même, provisoire. Chen Bijun transmit en effet au Comité funéraire les dernières volontés de son époux, qui étaient être inhumé au pied de la Montagne des Nuages blanc (*baiyunshan* 白雲山), près de Canton, aux côtés de ses anciens camarades morts pour la Révolution⁸. Il avait lui-même décidé de l'emplacement. Des

¹ Yan Bin, *1942-1945 : Wo de Shanghai lunxian shenghuo* 1942-1945: 我的上海淪陷生活 (1942-1945 : ma vie dans Shanghai occupé), Beijing, Renmin chubanshe, 2015, p. 270 *sqq.*

² « Guofu ji zhongyang dangbu zuzhi aidian weiyuanhui 國府及中央黨部組織哀典委員會 (Le Gouvernement national et le Bureau central du Parti forment un Comité funéraire) », *Zhonghua ribao*, 13 nov. 1944, p. 1.

³ Min. des Affaires étrangères du Gouvernement national à Pierre Salade, 22 nov. 1944, ADF 327. Venu accueillir la dépouille de Wang à l'aéroport de Nanjing, le 12 novembre, avec les autres dirigeants, Zhou Fohai était resté allongé dans sa voiture en raison d'une crise de malaria. Les journalistes couvrant l'événement le crurent absent, ce qui déclencha une tempête de rumeurs aux quatre coins de la Chine (*ZR*, 22 nov., p. 952).

⁴ « Wang zhuxi anzang da dian zuo zai jing sumu juxing 汪主席安葬大典昨在京肅穆舉行 (Grande cérémonie d'enterrement du président Wang organisée hier à la capitale dans une profonde solennité) », *Zhonghua ribao*, 24 nov. 1944, p. 1.

⁵ Voir cette bande d'actualité japonaise revenant sur les différentes cérémonies : « Ko Ō Seiei shi ansō 故汪精衛氏安葬 (Les funérailles de feu M. Wang Jingwei) », 1944, <https://www.youtube.com/watch?v=yxsXo_06_S0> (consulté le 18 mai 2017). On y aperçoit notamment le successeur de Wang, Chen Gongbo, en uniforme noir, marchant en tête de la procession, puis recouvrant le cercueil d'un drapeau au soleil blanc sur ciel bleu.

⁶ Wagner, « Ritual, Architecture... », art. cit., p. 265. Nous avons vu, en Introduction, que ce sarcophage renforcé ne résista pas à la TNT employée le 21 janvier 1946 par les soldats de Jiang Jieshi.

⁷ Voir, par exemple, *ibid.*

⁸ C'est là aussi qu'avaient été enterrés Wang Jing 汪靖, le fils de Wang Jingwei mort peu après sa naissance aux États-Unis en 1923, et Fang Junying 方君瑛 (1884-1923), sœur aînée de l'épouse de Zeng Zhongming. Dans son ouvrage *Wang Jingwei lian'ai shi* 汪精衛戀愛史 (La vie amoureuse de Wang Jingwei), publié en 1961, Li Yansheng 李焰生 prétendra que Fang Junying avait formé un ménage à trois avec Wang et Chen Bijun, à la grande colère de leurs proches (<<http://wangjingwei.org/en/associates-en/fang-junbi/>>, consulté le 30 juin 2017).

funérailles nationales devraient y avoir lieu une fois que « l'ensemble du pays serait pacifié et réuni »¹.

Wang Jingwei post-mortem

En attendant ce jour qui ne vint jamais, le culte du président défunt se poursuivit, notamment à travers le « Mausolée de Monsieur Wang » (*Wang xiansheng jiniantang* 汪先生紀念堂), dont les frais de fonctionnement s'élevaient à 526 250 yuans par mois selon une estimation de janvier 1945². Ce dernier devint un passage obligé du pèlerinage des dirigeants de Nanjing qui se rendait au Mausolée de Sun Yat-sen³. Ce culte se perpétua également à travers des publications comme l'hagiographie que consacra Lin Bosheng à Wang peu après⁴. Celle-ci avait la particularité de dater les étapes de la vie de Wang en prenant comme référence la vie de Sun Yat-sen⁵. Le texte lui-même soulignait le lien entre les deux hommes :

Chairman Wang was the only man in China who followed and realized Sun Yat-sen's will. Wang, who was loyal to Sanmin zhuyi, devoted his whole life to [the Chinese] revolution. He enjoyed a long relationship with Sun and contributed very much to political construction in China. Internally, Wang stuck to the Guofu's will and tried his best to materialize Sanmin zhuyi. Externally, Wang secured China's independence and freedom by keeping his promises to Japan. Chairman Wang was the only leader of the Chinese revolution who succeeded the Guofu.⁶

Jiang Jieshi ne voyait naturellement pas les choses d'un même œil. Il s'empressa, l'année suivante, de faire disparaître toute trace du « traître » Wang Jingwei sur le mont sacré où reposait le Saint Père des Nationalistes⁷. Il avait fait de même dans son fameux pensum *Zhongguo zhi mingyun* 中國之命運 (Le Destin de la Chine) publié en 1943, qui présentait le Généralissime comme le seul véritable héritier de Sun à avoir réalisé son projet de reconstruction nationale⁸. Wang n'y était mentionné qu'à deux reprises, à propos de son alliance avec le PCC en 1927, qui faillit détruire le GMD⁹, et de sa collaboration avec le Japon pendant la guerre :

Traitors such as Wang Ching-wei even borrowed the names of the Kuomintang and the Nationalist Government, and the names of the Three People's Principles and the Nationalist Revolutionary

¹ ZZW, 18 nov. 1944, session n°142, vol. 18, p. 406.

² Session n°67 du Conseil suprême de défense, ZZW, vol. 25, p. 116-118.

³ Voir, par exemple, ZR, 1^{er} avril 1945, p. 1000.

⁴ *Wang xiansheng shengping fendou shi* 汪先生生平奮鬥史 (Histoire des combats de M. Wang), vraisemblablement publié en 1945.

⁵ « The Chairman [Wang Jingwei] was born seventeen years after the Guofu was born. He died nineteen years after the Guofu passed away » (*ibid.*, p. 5-6, cité à partir de Cheung, « Slogans, Symbols, and Legitimacy », art. cit., p. 10). Sun Yat-sen avait, après tout, l'habitude de se comparer au Christ !

⁶ Cité *ibid.*, p. 9-10.

⁷ Pour qu'il redevienne sacré et retrouve sa puissance légitimante, il fallait que le Mausolée de Sun Yat-sen soit purifié de la souillure des collaborateurs (Wagner, « Ritual, Architecture... », art. cit., p. 265). Nous avons vu que ces mêmes collaborateurs s'étaient eux-mêmes réclamés d'un GMD orthodoxe ou pur.

⁸ Chiang Kai-shek, *China's Destiny and Chinese Economic Theory*, New York, Roy Publishers, 1947.

⁹ *Ibid.*, p. 120-121.

Army, in an effort to destroy the Kuomintang and the Three People's Principles and undermine the Nationalist Revolution.¹

L'ironie de l'histoire voulait que ces lignes aient été écrites par le « nègre » de Jiang Jieshi. Il s'agissait en l'occurrence de Tao Xisheng, qui avait pris une part active dans la mobilisation des symboles nationalistes par le Mouvement de paix en 1939, avant de trahir celui-ci en retournant à Chongqing².

3.3.2. Reconstruire le GMD en zone occupée : les limites de l'orthodoxie

Au-delà de la revendication des attributs du *dangtong*, le *huandu* nationaliste se matérialisa dans l'organisation d'un nouveau GMD, qui servit de noyau au régime de Wang Jingwei. Avant mars 1940, la formation du premier est donc indissociable de celle du second. Par la suite, ce parti fut loin d'être en symbiose avec les structures administratives régulières et peut donc être étudié à part. Cet échec résultait des finalités contradictoires de cette organisation, visibles dans le sens ambigu donné à l'orthodoxie dont elle se parait. Le groupe de Wang chercha, d'un côté, à maintenir la forme du *dangtong* – gage d'orthodoxie –, en obtenant du Japon que le GMD soit la force centrale du nouveau régime. Il ne cessa, ensuite, de vouloir étendre son pouvoir aux dépens des autres acteurs de l'État d'occupation. D'un autre côté, cette orthodoxie servit à justifier l'affaiblissement de ce même GMD, par le maintien de forces extérieures dans les instances de l'État d'occupation³. C'est parce qu'il mettait fin au dévoiement de ses institutions par Jiang Jieshi, en promettant de réaliser enfin le passage de la phase de tutelle politique à celle de gouvernement constitutionnel, que ce GMD pouvait se dire « orthodoxe ».

Il sera ici principalement question de cette première interprétation de l'orthodoxie nationaliste revendiquée par le groupe de Wang Jingwei ; à savoir les tentatives successives d'imposer en zone occupée l'organisation héritée de la « décennie de Nankin ». La question du passage à la phase constitutionnelle et des relations du GMD « orthodoxe » avec les autres partis et faction fera l'objet de la partie suivante.

Nous reviendrons, dans un premier temps, sur la genèse de ce parti politique, qui vit le jour en août 1939, avant de suivre sa difficile construction institutionnelle au niveau central et local. Enfin, nous traiterons de ses relations avec les autres organisations en zone occupée avec lesquels se forma une sorte de front uni des collaborateurs.

¹ *Ibid.*, p. 130.

² Voir sa notice, Annexe 3.

³ Les dirigeants des premiers gouvernements collaborateurs, notamment, qui purent siéger au Comité politique central de Nanjing.

3.3.2.1. Le 6^e congrès d'août 1939

De même que pour les autres aspects du *huandu* nationaliste, la reformation en zone occupée du GMD – ou tout du moins d'une version alternative de celui-ci – rencontra des résistances parmi les acteurs en place. L'Armée de terre japonaise, en particulier, chercha d'emblée à limiter le rôle joué par ce parti dans la mise en place du « nouveau gouvernement central ». Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que le groupe de Wang fut longtemps considéré par les officiers japonais comme une des forces devant participer, au même titre que le groupe de Wu Peifu, à la recomposition de l'État d'occupation¹. Aussi fut-il d'abord question de créer une Ligue jurée pour le salut national et l'anticommunisme (*jiuguo fangong tongmenghui* 救國反共同盟會), dont le GMD de Wang Jingwei ne serait qu'un acteur parmi d'autres. Ce projet fut abordé, les 26 et 27 février 1939, par Kagesa Sadaaki lors de ses négociations avec Gao Zongwu². Le plan discuté à cette occasion prévoyait de dissoudre les gouvernements de Beijing et de Nanjing puis de former ladite Ligue jurée qui réunirait, à son tour, un Conseil national (*guomin huiyi* 國民會議) chargé d'établir le nouveau gouvernement. Sous l'influence de Zhou Fohai, plus attaché à l'orthodoxie du GMD, la position du groupe de Wang se durcit dans les mois suivants. Le projet de Ligue jurée ne figura ainsi pas dans le plan arrêté le 28 mai 1939, que Wang alla défendre à Tokyo au début du mois de juin. À la place, il était demandé que soit réuni le Congrès du GMD (*Guomindang quanguo daibiao dahui* 國民黨全國代表大會)³. Dans le cadre de la tutelle politique exercée par le GMD sur le gouvernement⁴, toute modification juridique devait passer par les instances du Parti et donc par la tenue d'un Congrès. Celui-ci pourrait former un Conseil politique central (*zhongyang zhengzhi huiyi* 中央政治會議) dans lequel siègeraient des personnalités extérieures au GMD⁵. Autrement dit, le groupe de Wang ne s'opposa pas à la participation des collaborateurs de la première heure (il n'avait guère le choix), mais tenta de sauver, autant qu'il le pouvait, les formes juridiques du parti dont il était issu, dans le but déclaré d'apparaître comme le représentant légitime du GMD aux yeux de la population. Ce fut pourtant bien un nouveau GMD qui vit le jour à l'occasion d'un Congrès présenté comme étant le sixième

¹ Voir la partie 2.3.2.1.

² Hsiao Li-chu, « Biandiao de Guomin zhengfu », art. cit., p. 148-149.

³ *Ibid.*, p. 150. Instance suprême du Parti nationaliste, le Congrès avait lieu, en principe, tous les deux ans. Le dernier Congrès régulier – le 5^e – s'était tenu en 1935. Le Congrès d'avril 1938 fut « extraordinaire » et il fallut attendre mai 1945 pour que le GMD de Chongqing ne réunisse un 6^e Congrès.

⁴ En vertu de la « Constitution pour la période de tutelle » (*Zhonghua minguo xunzheng shiqi yuefa* 中華民國訓政時期約法) du 1^{er} juin 1931 (Xiao-Planes, « Constitutions et constitutionnalisme », art. cit., p. 280).

⁵ Hsiao Li-chu, « Biandiao de Guomin zhengfu », art. cit., p. 150-151. Le Conseil politique central du groupe de Wang, réuni le 20 mars 1940, ne doit pas être confondu avec le Comité politique central (*zhongyang zhengzhi weiyuanhui*). Organisation provisoire, le premier était destiné à former le gouvernement, tandis que le second ne commença à se réunir qu'après l'inauguration de ce gouvernement (Zhang Lushan 張魯山, « Zhongyang zhengzhi huiyi de xingzhi 中央政治會議的性質 (La nature du Conseil politique central) », *Shoudu xunkan*, n°1, mars 1940, p. 1-2).

du genre, et dont Hu Lancheng devait affirmer plus tard qu'il ne fut qu'un instrument de propagande¹.

Le recrutement des délégués

Réuni à Shanghai du 28 au 30 août 1939, ce 6^e Congrès² servit, en quelque sorte, de répétition à la réorganisation ratée du Gouvernement nationaliste, sept mois plus tard. Ses promoteurs eurent en effet le plus grand mal à trouver des membres du GMD acceptant de siéger en son sein. Sur les 300 délégués attendus, 233 siégèrent finalement³. La composition de l'assemblée traduisait le manque d'attrait du Mouvement de paix et annonçait les luttes de factions internes que connaîtrait le régime de Nanjing. Wang Jingwei ayant échoué à convaincre la plupart des anciens de la clique réorganisationniste de le rallier dans la collaboration, il dut largement compter sur sa parentèle et celle de son épouse, ainsi que sur quelques proches, eux aussi originaires du Guangdong pour la plupart⁴.

Zhou Fohai eut plus de succès. Avec l'aide de Ding Mocun, Mei Siping et Luo Junqiang, il parvint à recruter un certain nombre de délégués parmi les membres du GMD proches de la clique CC, restés dans le Jiangnan⁵. Ce fut le cas notamment de 36 cadres nationalistes du bureau de Shanghai, tels que Cai Hongtian 蔡洪田 (1901- ?), qui signèrent une lettre ouverte dans laquelle ils déclaraient leur opposition à Jiang Jieshi et leur soutien à Wang Jingwei⁶. Cet afflux de collaborateurs issus d'un bord politique opposé à celui de Wang au sein du GMD d'avant-guerre influa sur l'équilibre interne du futur régime⁷. Ces hommes trouvèrent, pour beaucoup, à se placer dans des lieux de pouvoir tels que le n°76. Proche de Zhou Fohai également, Jin Xiongbai fut

¹ Hu Lancheng, *Jin sheng jin shi*, *op. cit.*, p. 182.

² Afin de ne pas le confondre avec le 6^e Congrès « légal », réuni par le GMD de Jiang Jieshi en mai 1945, il est d'usage de marquer le caractère « fantôme » de celui d'août 1939 d'une manière (l'étiquette *wei* en chinois) ou d'une autre (l'usage de guillemets ou du préfixe « pseudo-»). Comme il n'y a pas de confusion possible dans cette thèse, qui ne traite que du Congrès de 1939, nous nous passerons dorénavant des guillemets, dont il est déjà fait un grand usage.

³ *WGC*, p. 335 ; *WZQS*, p. 363. Ailleurs, Mei Siping parle de « plus de 240 délégués » (*WGC*, p. 340). Ce flou découle, on va le voir, du fait que la liste des représentants fut tenue secrète. Les historiens chinois avancent, quant à eux, un chiffre bien moindre d'une centaine de délégués effectivement présents (*WZQS*, p. 1539).

⁴ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 23. Parmi les délégués, on trouvait la ribambelle des Chen, parmi lesquels les frères cadets de Chen Bijun, *Chen Yaozu 陳耀祖 et Chen Changzu, ainsi que ses neveux *Chen Chunpu 陳春圃, Chen Guoqi 陳國琦, Chen Guoqiang 陳國強 et Chen Guofeng 陳國豐. De son côté, Li Shengwu mobilisa sa femme, son beau-frère et un neveu pour la bonne cause (*ibid.*).

⁵ La clique CC tirait son nom du Central Club (*zhongyang julebu* 中央俱樂部) fondé en 1927 par les frères Chen Guofu 陳果夫 (1892-1951) et Chen Lifu 陳立夫 (1900-2001) qui étaient les neveux de Chen Qimei 陳其美 (1878-1916), le mentor de Jiang Jieshi. Ils jouèrent un rôle crucial dans l'organisation du parti-État nationaliste au service de Jiang.

⁶ *Ibid.* Après l'occupation de la ville chinoise par les Japonais, le bureau local du GMD à Shanghai avait maintenu son activité de manière clandestine. L'ensemble de ses membres firent défection en faveur du Mouvement de paix en mai 1939, à la suite de *Wang Manyun 汪曼雲 (*ZR*, p. 337).

⁷ Sur les luttes de factions entre Wang Jingwei et les différentes cliques proches de Jiang Jieshi, voir la notice de Wang, Annexe 3.

amené à représenter deux circonscriptions, ce qu'il trouva d'autant plus gênant qu'il n'était même pas membre du GMD !¹

Un Congrès du GMD étant censé représenter les bureaux locaux du parti dans l'ensemble de la Chine, Wang dépêcha secrètement *Chen Yunwen 陳允文 et Zhou Huaren dans le Nord, où il recrutèrent 42 délégués à qui furent attribués les sièges de provinces aussi éloignées que le Xinjiang². Cette distribution largement fictive n'en provoqua pas moins l'ire des Japonais lorsqu'ils découvrirent que les provinces formant depuis près de dix ans le Manzhouguo (Liaoning, Jiling et Heilongjiang) seraient représentées. Inukai Ken fut envoyé en urgence auprès du secrétaire général du Congrès, Mei Siping, qui présenta ses excuses en prétendant que l'erreur provenait de ce que la liste des délégués avait été dressée à partir d'un tableau d'avant-guerre³.

À en croire Luo Junqiang, son rival Li Shiqun aurait été à l'origine de la fuite en transmettant la liste en question à son protecteur japonais Haruke Yoshitane⁴. Des mesures drastiques avaient pourtant été prises pour éviter que les documents rédigés durant le Congrès ne soient divulgués. Il en allait de l'image publique du Mouvement de paix, dont les difficultés à recruter des membres du GMD contredisait sa revendication du *dangtong*. Plus concrètement, il en allait aussi de la sécurité des participants qui risquaient leur vie en s'affichant aux côtés de Wang Jingwei⁵. À la fin de chaque séance, les délégués avaient l'obligation de rendre tous les imprimés au secrétariat du Congrès, qui les comptait avant de laisser sortir les personnes présentes⁶.

Les résolutions adoptées au Congrès

De même que l'article de Zhou Fohai du 27 août, le « Manifeste du 6^e Congrès » (*Zhongguo Guomindang di liu ci quanguo daibiao dahui xuanyan* 中國國民黨第六次全國代表大會宣言), publié le 30 août 1939, ne distinguait pas encore le « GMD de Chongqing » d'un « GMD orthodoxe ». Ce long texte présentant les principaux axes de la politique gouvernementale prônée par le Mouvement de paix était en effet rédigé comme si le groupe de Wang parlait au

¹ WKS, p. 46.

² Gao Baishi 高拜石, *Xinbian gu chun feng lou suo ji* 新編古春風樓瑣記 (Nouvelle version des notes éparses du pavillon de l'ancien vent printanier), Xindian, Zhengzhong, 2002, , p. 102.

³ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 25. Nous recroiserons plus loin ce problème posé par l'utilisation de documents administratifs anciens (quoi qu'il s'agissait plus vraisemblablement ici de tester les Japonais sur la question mandchoue ou de donner des gages de patriotisme en provoquant volontairement la colère de l'occupant).

⁴ *Ibid.*

⁵ Pour assurer un niveau de sécurité maximal, le Congrès eut lieu dans l'enceinte des services spéciaux, au n°76 de la Jessfield Road (*WGC*, p. 361-364). Pour reprendre notre topographie esquissée plus haut, ce choix ne pouvait mieux illustrer le fait que le n°76 fut moins la création du gouvernement de Wang Jingwei que l'une de ses matrices.

⁶ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 24.

nom du Parti nationaliste fondé par Sun Yat-sen¹. S'inscrivant à la suite des Congrès précédents, le 6^e Congrès était présenté comme suivant scrupuleusement le Manifeste adopté lors du Congrès extraordinaire du printemps 1938, qui affirmait que le GMD était prêt à faire la paix avec le Japon si celui-ci renonçait à envahir la Chine, mais qu'il poursuivrait la résistance dans le cas contraire². Une grande partie du « Manifeste » de 1939 était consacrée à la duplicité du PCC, accusé de feindre la résistance au Japon dans le but de transformer la Chine en un satellite soviétique, une fois que les troupes nationalistes et japonaises se seraient mutuellement anéanties³. Coupable de les laisser faire, le « camarade Jiang » avait perdu la confiance du peuple et des militants nationalistes. Le 6^e Congrès avait donc décidé de le relever de son poste de *zongcai* 總裁 créé lors du Congrès extraordinaire de 1938. Le système du *zongcai* fut supprimé au profit de celui du *zhuxi*, dont le rétablissement se fit, on l'a dit, au profit du « camarade Wang »⁴. L'autre grand changement apporté au fonctionnement du GMD était la modification des statuts du Comité politique central. Jusque là réservé aux seuls membres du GMD, cette instance serait désormais ouverte à toutes les sensibilités politiques du pays, à l'exception du PCC⁵.

Depuis la réorganisation du GMD sur le modèle du centralisme démocratique léniniste en 1924, le Comité exécutif central (*zhongyang zhixing weiyuanhui* 中央執行委員會) était l'organisation suprême du GMD, car il exerçait le pouvoir du Congrès entre deux sessions. En raison de l'augmentation de ses effectifs, qui passèrent de 24 membres en 1924 à 119 en 1935, il était lui-même représenté par un Comité permanent (*changwu weiyuanhui* 常務委員會). Ce dernier avait autorité sur le Comité politique central, à travers lequel le GMD exerçait sa tutelle sur le Gouvernement national. En pratique, le Comité permanent s'occupait principalement des affaires internes au Parti, sans interférer dans les affaires politiques. C'était donc le Comité politique central qui était la vraie instance dirigeante du régime⁶. Cette répartition des tâches était toutefois relative, dans la mesure où le dernier mot revenait à une poignée de dirigeants cumulant un grand nombre de postes au sommet du Parti et du gouvernement. Dans le GMD du Mouvement

¹ *WGC*, p. 324-332. Ses principaux points furent résumés dans le « Programme politique révisé du Parti nationaliste chinois » (*Xiuding Zhongguo Guomindang zhenggang* 修訂中國國民黨政綱), publié le même jour (*ibid.*, p. 333-334).

² *Ibid.*, p. 324. Dans un article publié le 10 janvier 1940 dans le *Zhonghua ribao*, Wang Jingwei revint sur l'histoire des sept Congrès successifs du GMD (1924, 1926, 1929, 1931, 1935, 1938, 1940), rappelant qu'il avait personnellement rédigé le Manifeste de quatre d'entre eux et qu'il savait donc de quoi il parlait (*ibid.*, p. 352-357).

³ *Ibid.*, p. 326. Les véritables traîtres « vendant leur patrie [*chumai zuguo* 出賣祖國] » étaient donc communistes (*ibid.*).

⁴ *Ibid.*, p. 327.

⁵ *Ibid.*, p. 329.

⁶ Wang Qisheng, *Dangyuan, dangquan yu dangzheng*, *op. cit.*, p. 160.

de paix, le Comité exécutif s'effaça – en principe comme en pratique –, au profit d'un Comité politique central ouvert aux autres partis, qui était censé incarner la fin de la dictature du GMD¹.

Le 30 août toujours, le « groupe dirigeant » du Congrès adressa une lettre ouverte au secrétaire du Comité exécutif central de Chongqing, Zhu Jiahua 朱家驊 (1893-1963), pour lui donner le détail de la réorganisation du GMD décidé lors du Congrès². Les membres du Comité exécutif central restés à Chongqing se trouvant « sous la contrainte du PCC [*wei Gongchandang suo xiechi* 為共產黨所脅持], ils ne peuvent exercer leurs fonctions en toute liberté », affirmait le courrier, en ajoutant : « le *dangtong* et les organes vitaux du pays ne tiennent plus qu'à un fil [*dangtong guomai, bu jue ru lu* 黨統國脈, 不絕如縷] ». Par conséquent, toutes les décisions prises par ledit Comité étaient décrétées nulles à compter du 1^{er} janvier 1939. Cette date n'avait pas été choisie au hasard : ce jour-là, 64 membres du Comité exécutif central, sur les 68 présents, avaient voté en faveur d'une exclusion à vie de Wang Jingwei du GMD³. Présentée comme ayant été dictée par le PCC, cette décision était donc annulée, permettant à Wang Jingwei et aux autres transfuges de Chongqing d'être « officiellement » réintégrés dans le GMD (ou plutôt de faire comme si cette exclusion n'avait pas eu lieu). Les membres du Comité exécutif central et du Comité central de contrôle (*zhongyang jiancha weiyuanhui* 中央監察委員會)⁴ nommés lors du 5^e Congrès avaient été maintenus par le 6^e Congrès, qui s'était contenté d'en ajouter de nouveaux : 38 membres de plein droit et 20 membres postulants (*houbu weiyuan* 候補委員) pour le Comité exécutif central (sur 120 et 60 élus en 1935), 26 et 16 pour le Comité central de contrôle (sur 50 et 30 en 1935)⁵. Ces membres, en place depuis 1935, « demeurés à Chongqing ou dans d'autres lieux placés sous la férule du PCC » étaient invités à « se réunir sur le champ à Shanghai pour s'y concerter au sujet des affaires de l'État [*gongshang guoshi* 共商國是] »⁶. En attendant leur arrivée, un vote à la majorité des membres *présents* était suffisante pour l'adoption de futures résolutions ; moyen pour la minorité issue 6^e Congrès d'être majoritaire. Ce type d'acrobaties juridiques s'inscrivait dans la tradition déjà longue des scissions internes au GMD, dont Wang Jingwei et consorts étaient des praticiens confirmés⁷. Le Comité exécutif central de Shanghai

¹ Voir sa composition dans l'Annexe 2.4.

² *WGC*, p. 335-336.

³ *ZZSC* 6.4, p. 124-125.

⁴ Placé au même rang que le Comité exécutif central, cet organe était destiné à définir et à faire respecter la discipline interne du GMD. Voir He Zhiming 何志明, « Guomindang zhongyang jiancha weiyuanhui de lailong qumai 國民黨中央監察委員會的來龍去脈 (Histoire du Comité central de contrôle du GMD) », *Wenshi tiandi* 文史天地, avril 2014, p. 4-10.

⁵ *WGC*, p. 335.

⁶ *Ibid.*

⁷ Lorsque Jiang Jieshi avait fondé un GMD illégal à Nanjing en 1927, provoquant le schisme avec Wuhan, il n'avait pas l'appui d'une majorité de membres du Comité exécutif central (Wang Qisheng, *Dangyuan, dangquan yu dangzheng*, *op. cit.*, p. 150). La situation était toutefois très différente, car la fausse majorité de Wang en 1939 avait été élue par un Congrès dont beaucoup de délégués n'étaient, à l'origine, pas membres du GMD.

s'arrogea, en outre, le pouvoir de suspendre l'activité de tous les organes centraux et locaux du GMD, dans l'attente d'une « réorganisation [*gaizu*] » sous sa direction¹.

Sans surprise, la presse officielle de Chongqing dénia au Congrès toute forme de légitimité, affirmant qu'il fallait « mettre en pièce cette tentative de la clique de Wang de mystifier l'opinion publique en se faisant passer pour le GMD »².

En fait de réorganisation, il s'agissait bien de créer de toutes pièces un nouveau Parti nationaliste en zone occupée, quoique le Mouvement de paix pût pour cela s'appuyer sur l'expérience d'anciens cadres nationalistes et sur certaines structures déjà existantes, à Shanghai notamment. En raison de son échec à se constituer en un appareil servant de colonne vertébrale à l'administration régulière et en une organisation de masse enracinant le nouveau régime dans la société, le GMD de Nanjing est traité comme quantité négligeable par les historiens, à quelques exceptions près³. Il est difficile de les contredire : le GMD de Wang Jingwei fut effectivement, pour une large part, une coquille vide. Un rapide tableau des circonstances de cet échec s'impose néanmoins pour mieux comprendre la position du groupe de Wang Jingwei au sein de l'État d'occupation et les moyens qu'il employa pour l'affermir et l'étendre.

3.3.2.2. Une expansion contrariée et superficielle

Dans sa forme la plus aboutie – le PCC actuel –, un parti-État léniniste se caractérise par un déséquilibre entre le Parti et le gouvernement au net avantage du premier : un ministre du gouvernement de la République populaire de Chine, par exemple, occupe un rang protocolaire et détient un pouvoir bien moindre qu'un membre du Comité permanent du Bureau politique du PCC⁴. À l'inverse, la faiblesse du GMD⁵ au sein du régime collaborateur de Wang Jingwei était visible au fait que seul des personnalités de second, voire de troisième rang s'impliquèrent effectivement dans sa gestion. L'un de ses principaux responsables, en tant que vice-chef du Département central d'organisation⁶, *Dai Yingfu 戴英夫, en a donné cette description :

¹ *WGC*, p. 335.

² « Chi Wang ni wei Guomindang quandaohui 斥汪逆偽國民黨全代大會 (Rejetons le Congrès du GMD fantoche réuni par le traître Wang Jingwei) », *Xinhua ribao (Chongqing ban)* 新華日報(重慶版), 5 sept. 1939, [s.p.].

³ Horii Kōichirō, notamment, auquel nous nous référerons souvent.

⁴ Ryan Manuel, « Using Party rules to analyse China's political system », Conférence à l'EHESS, 29 mai 2017.

⁵ Sauf mention contraire, il sera ici question du GMD créé par le groupe de Wang Jingwei en août 1939.

⁶ Outre le Comité exécutif central et le Comité central de contrôle, les instances centrales du GMD comprenait notamment un Département central d'organisation (*zhongyang zuzhibu* 中央組織部), un Département central de la propagande (*zhongyang xuanchuanbu* 中央宣傳部), un Département central des affaires sociales (*zhongyang shehuibu* 中央社會部) et un Secrétariat central (*zhongyang mishuting* 中央秘書廳). Ces différents organes formaient le Bureau central du GMD (*zhongyang dangbu* 中央黨部) (Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 91).

En ce qui concerne l'activité du GMD fantoche, le Comité permanent [du Comité exécutif central] n'était réuni qu'une ou deux fois par quinzaine au domicile de Wang Jingwei. Wang venait présider un peu la séance, mais on entendait rarement de ses nouvelles le reste du temps. Pour prendre l'exemple de Mei Siping, il n'est venu qu'une fois au Département d'organisation, alors même qu'il en a été le chef pendant trois ans et demi. Hormis les questions de personnel et d'argent, pour lesquelles Mei Siping prenait les décisions, tout le reste était géré par Dai Yingfu¹. [...] Bien que notre Département compte quatre bureaux [*chu* 處], en additionnant tous les chefs de bureau, les chefs de section, les agents [...], on n'atteignait pas 50 personnes. Il arrivait fréquemment qu'il n'y ait rien à faire de toute la journée. Mis à part assister [*liexi* 列席] au Comité permanent, notre travail comme vice-chefs du Département² consistait à passer chaque jour au bureau, à l'heure convenue, pour boire deux tasses de thé, répondre à quelques lettres et régler les affaires courantes, avant de s'en aller. La situation était à peu près la même dans tous les autres bureaux. C'est pourquoi, le Bureau central du Parti était, à l'époque, surnommé la « maison de retraite [*yanglaoyuan* 養老院] ».³

Il est possible que Dai Yingfu ait volontairement grossit le trait, afin de minimiser son rôle dans la collaboration. Comme le firent presque systématiquement les collaborateurs dans leurs témoignages d'après-guerre, Dai insista, en outre, sur le fait qu'il ne collaborait pas avec l'ennemi puisqu'il n'avait jamais affaires aux autorités d'occupation : « Durant les plus de trois années pendant lesquelles j'ai travaillé au Département d'organisation, jamais un seul Japonais n'est venu discuter des affaires du Parti »⁴. Sur ce point, il disait en partie vrai. Le groupe de Wang réussit effectivement à limiter au maximum l'ingérence japonaise dans le fonctionnement de son GMD. Cette volonté explique les nombreux obstacles que rencontra le Parti dans son développement à l'intérieur de l'État d'occupation. Dans le texte qu'il écrivit en décembre 1945, après son arrestation par les autorités nationalistes, Mei Siping fait de l'entreprise de reconstruction du GMD la première cause de friction entre le groupe de Wang et les Japonais :

À l'origine, le Japon espérait construire en zone occupée un GMD qui soit semblable à l'Association Concordia ou à la Xinminhui⁵. Bien que les camarades du Parti soient peu nombreux en zone occupée, et que l'organisation soit loin d'être parfaite, nous n'avons rien lâché sur ce point : les activités du Parti à l'échelon central comme dans les provinces et les villes n'ont jamais subi d'ingérence de la part du Japon. Les camarades des échelons inférieurs ne comprenaient pas que les dirigeants fassent des concessions pour éviter un plus grand mal [*wei qu qiu quan* 委曲求全]. Leurs actes et leur discours étaient souvent proches de ceux de la zone libre⁶. Un grand nombre de camarades clandestins venus de zone libre se sont infiltrés dans les bureaux du GMD [de la zone occupée]. Les Japonais continuaient, pour cette raison, à voir le GMD comme une

¹ Comme souvent dans les *wenshi ziliao*, l'auteur parle de lui à la troisième personne.

² Dai Yingfu fut d'abord en binôme avec Liu Yangshan 劉仰山, puis avec Wu Lanxi 巫蘭溪 ; tous deux proches de Chen Gongbo.

³ Dai Yingfu, « Wang Jingwei xinguomin yundong neimu 汪精衛新國民運動內幕 (Les dessous du Mouvement des nouveaux citoyens de Wang Jingwei) », *Jiangsu wenshi ziliao* 江蘇文史資料, vol. 29, 1989, p. 265-266 (également cité dans Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 96 et passim).

⁴ Dai Yingfu, « Wang Jingwei xinguomin yundong neimu », art. cit., p. 266.

⁵ Nous avons vu que ces organisations de masse avaient respectivement servi de base à la construction de l'État d'occupation en Mandchourie et en Chine du Nord. Elles étaient étroitement contrôlées de l'intérieur par leurs conseillers japonais.

⁶ [*houfang* 後方] litt. : l'« Arrière », c'est-à-dire « Chongqing » au sens large de « zone contrôlée par le Gouvernement nationaliste ». Mei Siping employait en 1945 la terminologie des vainqueurs. Un texte du gouvernement de Wang Jingwei aurait parlé de *Yufang* 渝方 (litt. : le « côté de Chongqing », Yu étant l'ancien nom de la rivière Jialing qui se jette dans le Yangzi à Chongqing).

organisation « ennemie »¹. Par conséquent, le développement du Parti en zone occupée a été grandement freiné. L'occupant laissait faire, pour la forme [*fuyan menmian* 敷衍門面], uniquement les bureaux de Nanjing, Shanghai, du Jiangsu, du Zhejiang, de l'Anhui et du Guangdong. En Chine du Nord et à Wuhan, il était presque impossible de mener des activités.²

Cette description doit, bien entendu, être replacée dans son contexte : à la différence de Dai Yingfu, qui écrivit son *wenshi ziliao* sous les Communistes, Mei cherchait ici à convaincre ses juges nationalistes que l'organisation dont il était l'un des responsables était un foyer de résistance pro-Chongqing. Malgré ce biais évident, elle montre bien les finalités contradictoires que donnèrent au GMD les acteurs en présence : autorités d'occupation, dirigeants du régime de Nanjing et membres des échelons locaux du GMD. En se contredisant, ces finalités s'annulèrent. Les Japonais ne réussirent pas à reproduire en Chine centrale l'organisation de masse tentaculaire sur laquelle s'était appuyé leur contrôle en Mandchourie et en Chine du Nord. En cherchant à ne pas fâcher sa tutelle nipponne tout en refusant un « guidage interne » du GMD par cette dernière, le groupe de Wang Jingwei ne parvint, de son côté, qu'à créer une coquille vide ; laquelle rendit en partie vain son éventuel noyautage par Chongqing.

Il faut, néanmoins, revenir rapidement sur le développement du GMD, afin de délimiter la zone d'influence de Nanjing dans la Chine occupée. Lors du 3^e plénum du Comité exécutif central, en décembre 1940, les dirigeants du GMD tirèrent un premier bilan de la reconstruction du Parti. Plus d'un an après le 6^e Congrès, ils regrettèrent que son implantation dans les différentes provinces ne soit pas encore achevée³. Ils notèrent que les bureaux locaux les plus anciens – ceux du Jiangsu et de Shanghai, établis dès la mi-septembre 1939 –, étaient encore loin de leur situation d'avant-guerre⁴.

¹ On peut effectivement lire dans un rapport japonais : « Le GMD orthodoxe est encore lié au GMD de Chongqing. Ses organes locaux participent au mouvement de résistance anti-japonais mené par l'appareil du GMD de Chongqing et le vieil état d'esprit [*kyū shisō* 旧思想] n'a pas été totalement supprimé » (Zai Shanhai Nihon taishikan Chūshi keimubu 在上海日本大使館中支警務部 (Bureau de la police de Chine centrale de l'ambassade du Japon à Shanghai) « Seigō chiku nai ni okeru jūnsei Kokumintō no jōkyō 清郷地区内ニ於ケル純正国民党ノ状況 (Situation du GMD orthodoxe dans les zones de pacification rurale) », 31 août 1942, p. 1, JACAR B02030602600, Chūshi/1 shōwa 16 nen 4 gatsu 16 nichi kara shōwa 17 nen 10 gatsu 7 nichi 中支／1 昭和16年4月16日から昭和17年10月7日 (Chine centrale, 16 avril 1941-7 octobre 1942), *Shina jihen kankei ikken* ; *Shina jihen ni tomonau jōkyō hōkoku* ; *Shina kakuchi hōkoku* 支那事変關係一件／支那事変ニ伴フ状況報告／支那各地報告 (Documents relatifs à l'Incident de Chine ; Rapports sur la situation liée à l'Incident de Chine ; Rapports sur chaque région de la Chine), [s.d.]).

² Mei Siping, « Heping yundong shimo ji 和平運動始末記 (Les tenants et les aboutissants du Mouvement de paix) », 15 déc. 1945, *SWHB*, p. 403.

³ Pour une synthèse de ce processus, voir notre tableau Bureaux central et locaux du GMD de Wang Jingwei (Annexe 2.7)

⁴ *WZQS*, p. 578.

Implantation locale du GMD

D'abord implanté dans le Jiangsu, le Zhejiang et le Guangdong, le GMD ouvrit des bureaux spéciaux sur les principales lignes de chemins de fer de la région (Shanghai-Nanjing ; Shanghai-Hangzhou-Ningbo et Tianjin-Nanjing), puis, à la fin de l'année 1939, dans les quatre municipalités spéciales (Nanjing, Tianjin, Hankou et Beijing), ainsi qu'au Hebei. Entre l'été 1940 et le printemps 1941, cette expansion se poursuivit dans l'Anhui et le Henan, puis, plus tard, dans le Hubei, le Hunan et même le Sichuan¹. Cette progression cachait néanmoins une grande disparité dans le caractère effectif de cette implantation et de fortes divisions internes.

Logiquement, le GMD eut plus de facilités à se développer dans les zones les mieux contrôlées par le nouveau régime. Ce fut le cas à Shanghai, où le bureau local fut confié aux cadres déjà en place avant 1939, comme Cai Hongtian. Étroitement encadrés par Ding Mocun, leur implantation dans les différents arrondissements de la ville profita de leurs liens étroits avec la pègre locale². La fragmentation de la clique CC de Zhou Fohai, dès 1940, se répercuta cependant à tous les échelons, et notamment dans l'appareil du GMD. Ce fut, par exemple, le cas à Suzhou, où le vice-consul japonais Ichikawa Sūzō 市川修三 nota dans un rapport que des dissensions étaient apparues entre le bureau du Jiangsu, contrôlé par Zhou Fohai, et l'« équipe de travail spéciale du GMD » (*Guomindang tewu gongzuodui* 國民黨特務工作隊) patronnée par Ding Mocun³. Bien que les menées de Ding agaçassent Zhou Fohai, auprès duquel venaient se plaindre les conseillers japonais, ces luttes d'appareil étaient souvent plus fortes à la base qu'au sommet. Le 28 septembre 1940, Zhou réprimanda l'un des dirigeants du bureau du Jiangsu et ancien du Zhongtong, Mao Ziming 茅子明, qu'il tenait responsable du « comportement puéril » des cadres locaux, et lui enjoignit de mieux tenir ses hommes dorénavant⁴. L'assise populaire du bureau provincial était, du reste, fort limitée. Ichikawa rapporta ainsi que l'assistance du meeting organisé en mai 1940 pour fêter le « retour au Jiangsu » du GMD se limitait aux quelque 70 membres du bureau local ; la population de Suzhou de même que les agents de l'administration régulière n'ayant pas fait le déplacement⁵.

Dans les régions mal tenues par Nanjing, l'arrivée du GMD ne remit pas en cause les pouvoirs en place. Ce fut le cas au Hubei, où le bureau des services spéciaux de l'armée nippone s'ingéra dans

¹ Annexe 2.7.

² *WZQS*, p. 578 ; Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 101-102.

³ *Ibid.*, p. 100.

⁴ *ZR*, p. 260, 357. Rencontrant Wang Manyun et Cai Hongtian le lendemain, Zhou leur dit qu'il fallait que « les camarades du GMD aient l'air inoffensif tout en étant soumis à une discipline stricte [*waiyuan neifang* 外圓內方], afin d'éviter de susciter l'hostilité » des autres acteurs, notamment japonais (*ibid.*).

⁵ Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 100-101.

le choix des cadres nationalistes locaux et chercha à limiter les activités du Parti nationaliste¹. La situation à Wuhan était pourtant loin d'être aussi défavorable qu'à Beijing, où la Xinminhui empêcha les tentatives successives de Nanjing d'étendre son autorité en Chine du Nord par le biais du GMD².

Le maillage des organisations locales fut resserré grâce à la Campagne de pacification rurale lancée à l'été 1941³. De nouvelles tensions apparurent cependant avec la mise en place d'agences locales du Parti (*dangwu banshichu* 黨務辦事處) dans les zones de pacification. Contrôlées par des fidèles de Li Shiqun, elles entrèrent en conflit avec les bureaux du GMD déjà en place au niveau des districts. Dans le rapport envoyé en 1942 par le consul général Horiuchi Tateki 堀内干城 (1889-1951) aux différents organes japonais de l'État d'occupation en Chine centrale ainsi qu'au Gaimushō, on pouvait lire l'analyse suivante :

À l'origine, la plupart des membres du GMD au sein du gouvernement provincial du Jiangsu et dans les différents bureaux locaux de la province étaient directement liés à Zhou Fohai. Comme ce dernier dirigeait le bureau des Construction du gouvernement provincial avant l'Incident [du 7 juillet 1937], le Jiangsu était son pré carré [*yūryoku naru jiban* 有力ナル地盤]. Toutefois, après avoir accédé au poste de gouverneur du Jiangsu, Li Shiqun a nettoyé les zones de pacification des membres du GMD proches de Zhou⁴.

Le personnel du GMD « régulier » reprit l'avantage avec le déclin des institutions du Comité de pacification rurale, dans la seconde moitié de l'année 1943. À un échelon plus bas encore, des bureaux d'arrondissement (*qudangbu* 區黨部) virent le jour⁵.

Évalué par Ding Mocun à 60 000 en février 1940⁶, le nombre de militants du Parti doubla en trois ans. Du seul point de vue des effectifs, donc, le fossé avec le GMD d'avant-guerre ne semblait pas énorme. Dans certains cas, ces effectifs furent mêmes plus importants pendant l'occupation. Si on compare les chiffres indiqués dans l'Annexe 2.7 avec ceux de décembre 1936, on trouve, par exemple : 33 199 membres en 1943 contre 17 233 en 1936 au Jiangsu ; 14 198 contre 7 712 à Shanghai. À l'inverse, ils étaient 6 228 contre 97 953 au Guangdong. Certes, le total de 129 034 adhérents, auquel aboutit Horii, représente seulement la moitié des 389 982 militants de 1936, mais reste honorable au regard de l'emprise territoriale et politique du régime de Wang Jingwei et de la durée d'existence de celui-ci. Ces chiffres ne disent pourtant pas grand chose de l'activité réelle des branches locales du GMD « orthodoxe » et furent souvent gonflés.

¹ Cheng Hua, « Lunxian shiqi Hubei de Wang wei Guomindang zuzhi 淪陷時期華北的汪偽國民黨組織 (L'organisation du GMD du régime fantoche de Wang Jingwei au Hubei sous l'occupation) », *Hubei wenshi ziliao*, 1986, vol. 16, p. 57-60.

² Nous reviendrons sur ce point dans la partie 3.3.3.2.

³ Cette campagne fera l'objet de la partie 4.3.

⁴ Bureau de la police de Chine centrale de l'ambassade du Japon à Shanghai, « Seigō chiku nai ni okeru jūnsei Kokumintō no jōkyō », JACAR B02030602600.

⁵ Pan Min, *Jiangsu riwei...*, op. cit., p. 32.

⁶ Estimation réfutée par la revue *Tōa* qui avança le chiffre de 32 000 membres en mai 1941 (Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 100).

Un employé du Département d'organisation du Bureau central, *Xu Buwu 許卜五, explique ainsi que les responsables locaux inscrivait de nombreux membres imaginaires sur les listes qu'ils remettaient aux cadres de Nanjing envoyés en inspection. Ces derniers faisaient mine de ne rien voir, afin de ne pas se mettre à dos les patrons des cadres locaux, tels Zhou Fohai ou Ding Mocun¹.

Sclérosé par l'empilement des organisations à tous les échelons de l'État, l'appareil du GMD suscita très tôt un discours sur sa nécessaire régénération.

3.3.2.3. Régénérer le GMD « orthodoxe »

Alors même que le 6^e Congrès de 1939 devait marquer le lancement d'un GMD rénové, il apparut assez rapidement aux dirigeants chinois comme japonais qu'en fait de rénovation, cette organisation politique ne faisait que reproduire, en pire, les travers du GMD d'avant-guerre. Imitant son rival Jiang Jieshi, qui avait lancé le Mouvement de la nouvelle vie en 1934 et le Corps des jeunes des Trois principes du peuple en 1938, Wang Jingwei tenta de régénérer son GMD en créant une organisation de masse parallèle au Parti, censée lui apporter du sang neuf :

Wang Jingwei considérait que le GMD n'était pas un instrument fiable. Aussi, ne cessait-il de réfléchir à un autre moyen de sortir de cette impasse, en façonnant un nouvel instrument. C'est ainsi qu'est né le Mouvement des nouveaux citoyens [*xinguomin yundong* 新國民運動].²

Le lancement de ce Mouvement, le 1^{er} janvier 1942, eut pour contexte direct l'entrée en guerre du Japon contre les Alliés, le 8 décembre 1941. Elle se développa au cours de l'année 1942 pour servir à la mobilisation de la Chine occupée, en vue de la participation de Nanjing au conflit³. Sa genèse est pourtant directement liée à l'échec du GMD. Le Mouvement des nouveaux citoyens fut évoqué officiellement pour la première fois lors du 4^e plénum du Comité exécutif central, en novembre 1941. L'ordre du jour fut consacré à la renaissance des organisations du Parti à tous ses échelons. La formation des membres du GMD et les moyens financiers de ce dernier devraient être renforcés. Des voix s'exprimèrent également pour que soient corrigées les relations entre le Parti et le gouvernement, déplorant le déclin de son pouvoir et le contrôle croissant exercé sur lui par l'administration. Il fut demandé que ses prérogatives soient élargies afin qu'il puisse jouer un rôle plus politique. Bref, le GMD devait retrouver la place qui était la sienne : au-dessus du gouvernement et de l'administration. C'est précisément dans le cadre de ces revendications que fut proposé le lancement du Mouvement des nouveaux citoyens. Celui-ci n'était pas appelé à

¹ *Ibid.*, p. 101.

² Dai Yingfu, « Wang Jingwei xinguomin yundong neimu », art. cit., p. 266.

³ Nous traiterons plus en détail de ce mouvement dans la partie 6.1.2.2. à propos de la mobilisation des fonctionnaires. Nous nous intéressons ici à lui du point de vue de l'histoire du GMD « orthodoxe ».

remplacer le GMD mais devait contribuer à son redressement¹. Son texte fondateur prit d'ailleurs soin de préciser que « le Mouvement des nouveaux citoyens ne prône pas une nouvelle doctrine [*bu ling biao zhuyi* 不另標主義], car nous avons déjà les Trois principes du peuple »².

Cet effort de régénération propre au GMD se poursuivit après le lancement du Mouvement des nouveaux citoyens. Il prit la forme de « réunions de travail sur les affaires du Parti » (*dangwu gongzuo huiyi* 黨務工作會議). Celle de mai 1942 fit le constat que « les activités du Parti dans les différents organes du gouvernement sont bien trop insuffisantes [...] la population n'a aucune idée des recommandations de notre Parti et de ses mesures politiques »³. En décembre 1943, une nouvelle réunion, cette fois qualifiée de « nationale » (*quanguo* 全國), adopta des résolutions prévoyant d'appliquer une nouvelle orientation dans les relations entre le Parti et le gouvernement afin de mettre un terme à la « bureaucratisation du Parti » et à l'« opposition entre gouvernement et parti ». La presse officielle eut beau multiplier les éditoriaux sur le sujet, rien n'y fit⁴.

À son arrivée à la tête du gouvernement, après la mort de Wang Jingwei en novembre 1944, Chen Gongbo fit du GMD l'une de ses priorités en appelant à « mettre de l'ordre dans les affaires du Parti [*zhengli dangwu* 整理黨務] ». Il prit la tête du Département d'organisation du GMD et nomma comme adjoint un ancien de la clique réorganisationniste, *Wu Lanxi 巫蘭溪. En janvier 1945, Chen lança le slogan « Le Parti ne peut être divisé, le pays doit être réunifié [*dang bu ke fen, guo bi tongyi* 黨不可分, 國必統一] » qui témoignait du changement de ton de la propagande, parallèle au déclin de la puissance nipponne. Selon Wu Lanxi, Chen cherchait alors à favoriser un rapprochement avec Chongqing (« *Ning-Yu heliu* 寧渝合流 »)⁵. La dénonciation du dévoiement du GMD par Jiang Jieshi et les appels à réaliser le rêve panasiatique de Sun Yat-sen laissèrent place au rappel du rôle du Parti dans le salut de la nation et la sortie du féodalisme⁶. Cette tentative de gagner la clémence de Chongqing ne fut pas couronnée de succès.

La réforme du GMD voulue par Chen Gongbo consista d'abord à donner une meilleure visibilité aux différentes branches du parti en zone occupée. Des représentants du bureau central furent

¹ Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 112-113.

² « Xinguomin yundong gangyao 新國民運動綱要 (Programme du Mouvement des nouveaux citoyens) », 1^{er} janv. 1942, in *WGQY*, p. 371.

³ *WZQS*, p. 582 (également cité in Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 113-114).

⁴ Par exemple, à l'occasion du 5^e plénum, « Fahui dang de lilian 發揮黨的力量 (Déployons la force du Parti) », *Zhonghua ribao*, 15 janv. 1943, p. 1.

⁵ Wu Lanxi, « Wang weizhengfu mori ji 汪偽政府末日記 (Les derniers jours du gouvernement fantoche de Wang Jingwei) », in Huang Meizhen, *Weiting youying lu*, op. cit., 2010, p. 288 (également cité dans *WZQS*, p. 1331-1333).

⁶ Cinq jours avant la défaite du Japon, on lisait dans le *Zhonghua ribao* : « Ces derniers jours, un très grand nombre d'articles sont parus dans la presse au sujet du GMD. Tous soulignent que le Parti bénéficie toujours de la sollicitude de la population chinoise qui place en lui un espoir immense » (« Dang yu minzhong 黨與民眾 (Le Parti et le peuple) », *Zhonghua ribao*, 10 août 1945, p. 1).

envoyés dans chaque bureau local afin d'y relancer l'activité et veiller à ce que le nom de la cellule apparaisse clairement sur le fronton de ses locaux. Les registres d'adhésion furent ensuite vérifiés systématiquement et les faux membres supprimés, afin de recenser les effectifs exacts du parti. L'objectif était de réunir un nouveau Congrès du GMD, grâce auquel Chen Gongbo espérait organiser la fusion entre le GMD de Nanjing et celui de Chongqing. En juillet 1945, près de 90% des délégués du futur congrès avaient déjà été élus¹. Étroitement contrôlé par Chen, ce processus rencontra une forte opposition de la clique CC, jusque-là dominante dans les instances du GMD.

La reconstruction du GMD en zone occupée à partir de septembre 1939 fut symptomatique de l'entreprise plus large en faveur du *huandu* nationaliste. Si le groupe de Wang parvint à imposer le principe d'une orthodoxie formelle, celle-ci atteignit rapidement ses limites. Le GMD de Nanjing ne parvint à se développer qu'à l'intérieur du périmètre étroit de la zone d'influence du gouvernement « central ». À cette première limite vint s'en ajouter une autre, plus rhédibitoire encore : la bureaucratisation et les luttes d'appareil qui affaiblirent le Parti. Ironiquement, ce fut donc dans ses travers que le GMD de Nanjing se montra le plus orthodoxe. Par son existence même, toutefois, il permit au groupe de Wang sinon de mobiliser la population en sa faveur, du moins d'empêcher qu'elle le soit par des organisations issues de factions extérieures. C'est là un point crucial du « retour à la capitale » : la cohabitation entre le GMD de Wang Jingwei et les autres partis et factions au sein de l'État d'occupation. La participation au gouvernement des différents acteurs chinois en présence, et derrière eux de leurs patrons japonais respectifs, passa par un programme constitutionnel.

3.3.3. Programme constitutionnel et front (dés)uni des collaborateurs

La question constitutionnelle occupa une place centrale dans le « retour à la capitale » pour deux raisons. Elle constituait, d'une part, le principal argument, avec l'anticommunisme et le rétablissement de la paix, dont disposait le groupe de Wang pour se démarquer de Chongqing, sans remettre en cause le GMD dont il tirait sa légitimité². Elle permettait, d'autre part, de présenter le maintien au pouvoir des collaborateurs de la première heure comme un abandon du système du parti unique, plutôt que pour ce qu'il était : une exigence des autorités d'occupation et une nécessité pour pallier le manque de défections dans les rangs nationalistes.

De tous les slogans dont fit usage le régime de Wang Jingwei, le passage au gouvernement constitutionnel est sans doute celui qui sonne aujourd'hui le plus creux, au regard des avancées

¹ *WZQS*, p. 1331-1333.

² Chongqing ayant relancé son propre programme constitutionnel, Nanjing chercha à affirmer sa différence en promettant une mise en œuvre réelle de celui-ci.

réelles accomplies dans ce domaine. Ce constat n'enlève rien à l'intérêt historique de ce programme, à travers lequel peuvent être analysées les relations de pouvoir au sein de l'État d'occupation et au-delà (rivalité de Nanjing avec Chongqing et Yan'an, point de vue de Tokyo). Les différents acteurs chinois et japonais donnèrent, en effet, des finalités très différentes à ce projet, qu'il s'agisse de renforcer la place du groupe de Wang Jingwei ou au contraire de contester celle-ci. Autrement dit, si la question constitutionnelle est généralement abordée sous l'angle de la propagande, elle recouvre des enjeux politiques très concrets qu'il convient de mettre au jour pour comprendre la forme que prit le gouvernement collaborateur de Nanjing.

Il s'agira, dans un premier temps, d'analyser l'émergence de ce discours au début de la guerre, en montrant son rôle dans la recomposition politique de l'État d'occupation, mais aussi en le replaçant dans le contexte plus large du mouvement constitutionnaliste chinois avant et pendant la guerre. Le principal enjeu de ce projet constitutionnel étant de justifier et d'organiser la cohabitation des factions antagonistes au sein du gouvernement, nous étudierons, dans un deuxième temps, les conditions concrètes de cette cohabitation ; lesquelles contredisaient le pluralisme affiché. Enfin, nous reviendrons sur la manière dont ces contradictions persistèrent dans les dernières années de la guerre, qui virent de nouvelles initiatives supposément démocratiques être lancées à Nanjing.

3.3.3.1. Le retour du serpent de mer constitutionnel

L'argument constitutionnel et démocratique – les deux allaient ensemble¹ – est antérieur au « retour à la capitale » de 1940, puisqu'on le trouve déjà dans le « Programme politique » (*zhenggang* 政綱), promulgué par le Gouvernement réformé au moment de sa fondation en mars 1938. Le premier objectif de ce programme était de « réaliser un gouvernement constitutionnel fondé sur une séparation tripartite des pouvoirs [*sanquan ding li* 三權鼎立], en supprimant la dictature du parti unique [*yi dang zhuanzheng* 一黨專政] »². Cette ambition relevait avant tout d'une propagande visant à affaiblir la légitimité du Gouvernement nationaliste réfugié à Chongqing, en dénonçant le pouvoir dictatorial de Jiang Jieshi.

Bien que la rhétorique constitutionnaliste du Mouvement de paix ciblat également Chongqing, elle était d'une nature différente, dans la mesure où elle consista, pour le groupe de Wang, à contester le *dangtong* au GMD de Jiang Jieshi. Contrairement aux collaborateurs de la première heure, il ne s'agissait donc pas de remettre en cause le Parti nationaliste lui-même, mais seulement

¹ Du moins dans le discours officiel, qui entretint cette confusion, comme nous le verrons à la fin de la partie.

² *Zhengfu gongbao* (Journal officiel [du Gouvernement réformé]), n°1, 11 avril 1938, p. 3, in *ZG*, vol. 13. Cet argument était déjà présent au moment de la fondation du Manzhouguo, qui promit de se doter rapidement d'une Constitution, mais se contenta finalement de conserver sa loi organique (Yamamuro, *Manchuria under Japanese Dominion*, *op. cit.*, p. 108).

l'orientation dictatoriale qui lui avait été donnée. Ce discours participait du *huandu* nationaliste à la fois contre Chongqing, mais aussi vis-à-vis des autres groupes de collaborateurs. En affirmant vouloir réaliser l'objectif constitutionnel donné par Sun Yat-sen au GMD, Wang Jingwei se posait en représentant orthodoxe de ce dernier par opposition à Chongqing. Par ailleurs, la future Constitution envisagée par le groupe de Wang devant être basée sur celle laissée dans les cartons par le GMD d'avant-guerre, elle comporterait une forte coloration nationaliste, dont témoignait le premier Article du texte de 1936 : « La République de Chine est la république des Trois principes du peuple [*Zhonghua minguo wei sanmin zhuyi gongheguo* 中華民國為三民主義共和國] »¹.

Le retour de la question constitutionnelle semblait inscrire le projet politique du Mouvement de paix dans la continuité des combats passés de Wang Jingwei. En examinant ceux-ci, on peut cependant s'interroger sur la part respective de conviction et d'opportunisme à l'œuvre chez celui que l'on surnomma, un temps, le « Gambetta chinois »².

Wang Jingwei : démocrate sincère ou opportuniste ?

Considérant que le peuple chinois n'était pas suffisamment éduqué pour exercer sa souveraineté dans l'immédiat, Sun Yat-sen avait planifié une période de transition en trois phases. La première était celle du gouvernement militaire (*junzheng* 軍政), durant laquelle l'Armée nationaliste devait réunifier le pays contre les seigneurs de la guerre. Dans un deuxième temps, le GMD exercerait une tutelle politique (*xunzheng* 訓政) pour préparer le passage à la phase finale ; celle d'un gouvernement constitutionnel (*xianzheng* 憲政), assurant le fonctionnement démocratique des institutions dans un régime pluraliste. Appliquant ce programme, le GMD avait promulgué, le 1^{er} juillet 1925, une première loi organique fixant le principe de la direction du Parti sur l'État (*yi dang zhi guo* 以黨治國). C'est dans le cadre de celle-ci que le GMD lança l'Expédition du Nord en 1926, afin de réunifier la Chine par les armes. Son achèvement fut marqué par la promulgation, le 8 octobre 1928, d'une nouvelle loi organique annonçant la fin du gouvernement militaire et le début de la phase de tutelle politique, dont la durée fut fixée à six ans en juin 1929³. Les luttes de pouvoir qui s'ensuivirent, entre les trois principaux héritiers de Sun (Jiang Jieshi, Wang Jingwei et Hu Hanmin), portèrent notamment sur les interprétations divergentes qu'avaient ceux-ci de la forme constitutionnelle que devait prendre la phase de tutelle. Wang Jingwei chercha à former un gouvernement scissionniste dans le Nord, au milieu de l'année 1930, en s'alliant avec les seigneurs de la guerre Feng Yuxiang et Yan Xishan, avant que ces

¹ <<https://zh.wikisource.org/wiki/五五憲草>>, consulté le 13 juin 2017.

² L'expression fut employée par l'historien Jiang Tingfu 蔣廷黻 (1895-1965) en 1932 (Edmund S. K. Fung, *In Search of Chinese Democracy: Civil Opposition in Nationalist China, 1929-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 92)

³ Xiao-Planes, « Constitutions et constitutionnalisme », art. cit., p. 279.

derniers ne soient battus par Jiang lors de la Bataille des plaines centrales. Les rebelles avaient promulgué à l'automne un « Projet de Constitution de Taiyuan » (*Taiyuan yuefa* 太原約法), considéré comme l'un des plus démocratiques jamais rédigés en Chine. Il reflétait l'engagement de Wang Jingwei, depuis ses jeunes années, en faveur d'une démocratisation de la Chine¹. De son côté, Jiang fit adopter une « Constitution pour la période de tutelle » (*Zhonghua minguo xunzheng shiqi yuefa* 中華民國訓政時期約法), le 1^{er} juin 1931, qui vint légitimer son pouvoir personnel². Durant la période de coalition entre Wang et Jiang, de 1932 à 1935, plusieurs projets de Constitution furent rédigés sous l'impulsion de Sun Ke, le fils de Sun Yat-sen. Ces propositions furent toutefois rejetées par le Comité politique central au prétexte que le pouvoir exécutif ne devait pas être affaibli dans un contexte de menace extérieure (expansionnisme nippon depuis le Nord) et intérieure (dissidence communiste). Afin de calmer la forte mobilisation à son encontre, le Gouvernement nationaliste adopta finalement un « Projet de Constitution du 5 mai » 1936 (*wuwu xiancao* 五五憲草), qui définissait un régime présidentiel fort et prévoyait la formation d'une Assemblée nationale (*guomin dahui* 國民大會). Celle-ci devait compter 1200 députés élus, ainsi que 600 membres de droit, directement nommés par le GMD. Des élections eurent lieu en 1936-1937, mais sous le contrôle étroit du parti-État qui imposa ses candidats³.

Le silence de Wang Jingwei, après 1932, face à ce déni de l'idéal démocratique dont il s'était fait un si ardent défenseur dans les années 1920, a conduit les historiens à s'interroger sur la sincérité du projet constitutionnel qu'il avait porté jusque-là. L'abandon de ce projet, après l'accession de Wang au pouvoir, n'apportait-il pas la preuve que, n'ayant été qu'un prétexte dans la lutte contre Jiang, il avait perdu sa raison d'être après la formation en 1932 d'un duumvirat (déséquilibré) avec le Généralissime ? Si certains expliquent ce revirement par l'impuissance de Wang face au camp de Jiang et par sa conviction que le système du Parti unique était alors nécessaire pour faire aboutir la démocratie⁴, beaucoup y voit un énième renoncement, annonciateur de la trahison finale à venir⁵. Ce procès en opportunisme fait à Wang pour son repositionnement au début des années 1930 pose la question de sa sincérité, dix ans plus tard, lorsqu'il eut de nouveau recours à la rhétorique constitutionnaliste, après sa rupture avec Jiang le

¹ *Ibid.*, p. 280 ; Tsuchiya Mitsuyoshi 土屋光芳, *Ō Seiei to minshuka no kuwadate* 汪精衛と民主化の企て (Wang Jingwei et le projet de démocratisation), Ningenshō Kagakusha, 2000, p. 265.

² Xiao-Planes, « Constitutions et constitutionnalisme », art. cit., p. 280.

³ *Ibid.*, p. 281.

⁴ Tsuchiya, *Ō Seiei to minshuka...*, *op. cit.*, p. 265-268.

⁵ « For his own political survival, Wang, notorious for his opportunism and capriciousness, abandoned whatever democratic ideals he might have had before, now supporting the status quo and political tutelage » (Fung, *In Search of Chinese Democracy*, *op. cit.*, p. 87). Cette défense par Wang d'une tutelle politique synonyme de monopole du GMD sur l'État s'exprima à l'occasion de la Conférence de l'urgence nationale (*guonan huiyi* 國難會議) qu'il présida en 1932. Le GMD y avait convié les autres partis et groupes pour constituer une sorte d'Union sacrée contre la menace nipponne. Le refus du parti-État de partager le pouvoir transforma la Conférence en caisse de résonance des revendications contestant sa légitimité à assumer seul la tutelle du peuple (*ibid.*).

18 décembre 1938. Posée en ces termes, cette question peut difficilement être résolue. Il est certes indéniable que Wang fit du projet constitutionnel une arme politique dans les années 1920 comme dans les années 1940. L'étude de cette dernière période montre toutefois que cette instrumentalisation et les revirements successifs de Wang recouvrent une certaine constance sur le fond : la volonté chez Wang de toujours placer le GMD au centre de la reconstruction nationale et l'orgueil de se croire le mieux à même de déterminer ce qui était bon pour le Parti. Cette constance trouva une nouvelle illustration au moment du « retour à la capitale » de 1940, qui vit le groupe de Wang adapter son discours aux circonstances pour imposer son GMD « orthodoxe » comme la principale force politique au sein de l'État d'occupation.

La promesse ambiguë d'un passage futur au gouvernement constitutionnel

Absent des premiers discours de Wang, au lendemain de sa défection, l'argument constitutionnel devint central au milieu de l'année 1939, lorsque le projet gouvernemental du Mouvement de paix se précisa avec la reformation d'un GMD « orthodoxe », lors du 6^e Congrès de Shanghai. Il est au cœur de l'essai en forme d'inventaire des erreurs du GMD publié par Zhou Fohai le 27 août 1939. Usant de la contrition pour mieux convaincre, Zhou y affirmait, nous l'avons dit, la légitimité du GMD à prendre la tête du Mouvement de paix dans la formation du nouveau gouvernement central. La principale faute de son Parti qu'il reconnaissait, était d'avoir abusé de sa position durant la phase de tutelle. Afin de faire d'une pierre deux coups, la cause de ce mal était attribuée aux Communistes :

To the best of my knowledge, the term 'Party Dictatorship' [*yi dang zhuanzheng*] was not invented by the Kuo-Min Tang, because it has never been the intention of the Kuo-Min Tang to monopolize politics permanently. The system of single Party dictatorship was introduced by the Communists into China from U.S.S.R., after the policy was adopted of accepting the Communists as party members in 1924.¹

Et Zhou Fohai de citer Sun Yat-sen pour rappeler que la phase de tutelle politique du GMD n'était pas censée être synonyme de dictature du Parti. Elle ne l'avait d'ailleurs pas été en pratique. Il en voulait pour preuve le fait que, durant la « décennie de Nankin », les membres du gouvernement et de l'administration n'étaient pas tous issus du GMD ; oubliant au passage que les décisions étaient prises dans les cénacles nationalistes, dont les anciens bureaucrates Beiyang étaient exclus. Certes, admettait-il, « certains membres puérils des bureaux locaux du GMD ont confondu la politique de tutelle avec une dictature du Parti, commettant d'innombrables méfaits en son nom », mais ces abus avaient été freinés à partir de 1932, lorsque Jiang Jieshi et Wang Jingwei s'étaient

¹ Zhou, « The Kuo-Min Tang—Its Past and Future », art. cit., p. 102 ; *WGC*, p. 312. On se souvient qu'il s'agit là de la traduction anglaise d'un texte publié à la veille du 6^e Congrès d'août 1939, dans lequel Zhou définit la ligne du Mouvement de paix vis-à-vis du GMD.

alliés pour gouverner le pays¹. On note que Zhou prenait soin de ne jamais relier ces pratiques dictatoriales à Jiang Jieshi, préférant rejeter la faute sur l'inexpérience des petits cadres nationalistes. Le but était de préserver les chances de fusion entre le Mouvement de paix et Chongqing ; une finalité d'autant plus chère à Zhou qu'il était lui-même issu de la faction du Généralissime. La traduction anglaise du texte, parue en février 1940, montre néanmoins une évolution sur ce point. Dans la phrase citée ci-dessus, les « membres puérils des bureaux locaux [xijia dangbu de youzhi dangyuan 下級黨部的幼稚黨員] » devinrent des « leading Party members »². Plus loin, les « nombreux comportements inappropriés, voire criminels » qui, dans le texte d'origine, étaient attribués à des « individus au sein du Parti [dangyuan geren 黨員個人] », le furent désormais à des « Party members or even leaders »³. Durant les six mois qui séparent une version de l'autre, les chances de voir le groupe de Wang faire office de pont dans les négociations de paix, s'étaient encore amenuisées et, avec elles, les égards pour Chongqing⁴. Une fois démontrées les bonnes intentions du GMD, Zhou Fohai affirmait que son parti était prêt à mettre en œuvre la Constitution ébauchée en mai 1936 et à convoquer l'Assemblée nationale (*guomin dahui*), dont la formation avait été empêchée par la guerre :

The period of political tutelage is definite [*you yiding qixian* 有一定期限]. As a matter of fact, active preparations have been made for the convening of the National Assembly in the hope of concluding the period of political tutelage and embarking on the period of Constitutional Government. Therefore legally the Kuo-Min Tang at present as well as in the near future will still be the responsible party for political tutelage, still be the Party that politically executes the authority of the people as provided by the Constitution [*genju yuefa daibiao renmin xingshi zhengquan* 根據約法代表人民行使政權]. The Kuo-Min Tang has completed almost 90% of the work for the convening of the National Assembly and is ready to embark on the period of Constitutional Government. The Kuo-Min Tang is also ready to withdraw from its special position of the period of political tutelage to one of an ordinary political party. Further, it is prepared to hand over the political authority to the people. Before the convention of the National Assembly, however, the position of the Kuo-Min Tang remains the same. Its authority and present legal position is derived from the Constitution. It has been established as the legal tradition [*fatong* 法統] and political structure [*zhengzhi zhidu* 政治制度] in China. Such a legal tradition and political structure can only be altered by the National Assembly. It is utterly impossible to alter this legal tradition and this political structure because of the war with Japan [*he Riben da le yi zhang* 和日本打了一仗].⁵

¹ *WGC*, p. 314.

² Zhou, « The Kuo-Min Tang—Its Past and Future », art. cit., p. 104.

³ *Ibid.*, p. 109 ; *WGC*, p. 318.

⁴ Pas totalement toutefois, puisqu'on a vu que Zhou Fohai continua à espérer un rapprochement avec Chongqing jusqu'à l'automne 1940 (partie 3.2.3.2). Jiang Jieshi n'est d'ailleurs pas mentionné dans la version anglaise, qui se contente de parler des « leaders » au pluriel. On peut se demander si Zhou est responsable de ces modifications, ou bien si elles sont le seul fait du traducteur. La version anglaise n'est pas signée, mais elle fut très certainement supervisée, sinon réalisée, par le rédacteur en chef de la revue, Tang Liangli, qui avait moins de scrupules à impliquer la direction du GMD. Quoi qu'il en soit, Zhou tenait, en privé, des propos peu amènes à l'égard du Généralissime : « Jiang est devenu un véritable dictateur, personne à Chongqing ne peut parler librement devant lui » (*ZR*, 12 sept. 1940, p. 349).

⁵ Zhou, « The Kuo-Min Tang—Its Past and Future », art. cit., p. 111 ; *WGC*, p. 320-321. La traduction anglaise tend à gommer le ton quelque peu abrupt de cette dernière phrase. Employant une rhétorique que l'on retrouvera souvent, Zhou laisse d'abord entendre que le Japon serait responsable de la rupture du *fatong* s'il remettait en

La promesse faite de renoncer à la tutelle politique ne s'accompagnait toutefois d'aucune date précise. Une seule chose était sûre : « pour le moment et dans le futur proche », le GMD resterait la force politique principale dans la formation du nouveau gouvernement.

Cette ambiguïté était présente dans le « Manifeste » du 6^e Congrès. Adopté trois jours plus tard, il comprenait un passage sur le programme constitutionnel, à l'intérieur du paragraphe consacré au deuxième Principe du peuple (*minquan*). Il s'ouvrait par une critique du Conseil politique du peuple, qualifié d'organisation de « façade servant à couvrir l'aggravation d'un système de dictature personnelle [*gai geren ducai bian ben jia li* 蓋個人獨裁變本加厲] »¹. Réuni pour la première fois le 6 juillet 1938, ce « Parlement en temps de guerre », n'avait le pouvoir que d'approuver les décisions importantes, de faire des propositions, d'entendre des rapports du gouvernement et de l'interpeller². Wang Jingwei ayant été son président et Zhou Fohai son maître d'œuvre en coulisses, cette critique du Conseil ne manquait pas d'ironie³. En soulignant, toutefois, le fait que les « camarades dans les instances centrales du Parti » n'étaient pas « libres de s'exprimer » et que le Conseil politique du peuple n'avait donc pas pu « réaliser son grand dessein » démocratique⁴, le « Manifeste » présentait le Mouvement de paix comme le moyen pour Wang de mettre en œuvre ce programme de démocratisation entravé par la dictature de Jiang Jieshi. Une série de mesures concrètes furent annoncées. Tout d'abord, la suppression de l'interdiction faite aux personnalités extérieures au GMD de siéger au Comité politique central, ceci afin de « réunir les hommes de talent de tout le pays ». Ensuite, la « proclamation solennelle qu'à l'exception du PCC, le peuple dans son ensemble dispose de la liberté de réunion, d'association, d'expression et de publication »⁵. Enfin,

cause la tutelle (provisoire) du GMD de Wang Jingwei (« *bei Riben ba fatong daduan* 被日本把法統打斷 »), avant de faire référence aux trois discours de Konoe pour assurer, faussement candide, qu'il n'était pas dans l'intention du Japon de détruire la Chine ; plaçant ainsi les autorités d'occupation devant leurs propres contradictions (*ibid.*).

¹ *Ibid.*, p. 329. La référence à la dictature de Jiang Jieshi, absente du texte de Zhou Fohai, est ici plus explicite. Cette différence dans le choix des mots traduisait les divergences existant au sein du Mouvement de paix, entre l'entourage de Wang Jingwei, contre qui s'était exercée cette dictature par le passé, et Zhou Fohai, qui en avait été l'un des bénéficiaires.

² Il était l'héritier des assemblées successives réunies par le GMD pour mettre en scène sa coopération avec les autres partis, depuis la Conférence de l'urgence nationale en 1932, jusqu'au Conseil consultatif de défense nationale (*guofang canyihui* 國防參議會) formé en août 1937, à la suite de la Conférence de Lushan (Fung, *In Search of Chinese Democracy*, *op. cit.*, p. 154). Lors de sa cérémonie d'inauguration, Jiang Jieshi avait déclaré « Le Conseil politique du peuple n'est évidemment pas une assemblée [*yihui* 議會]. Mais, en évitant de reproduire les échecs des assemblées précédentes en matière de démocratie, il doit chercher à poser les bases d'un véritable régime démocratique » (cité in Li Yunhan, *Zhongguo Guomindang shishu*, *op. cit.*, vol. 3, p. 461). En réalité, le Généralissime souhaitait fusionner tous les partis en un parti unique, mais essuya un refus du PCC (*ibid.*, p. 439-440).

³ Selon Chen Lifu, Wang aurait insisté pour que le Conseil voit le jour (*The Storm Clouds Clear over China: The Memoir of Ch'en Li-fu, 1900-1993*, Stanford, Hoover Press, 1994, p. 136-137).

⁴ *WGC*, p. 329.

⁵ *Ibid.*

plus important que tout, la guerre ayant cessé [*zhanzheng ji xi* 戰爭既息], il n'est plus nécessaire de reporter la convocation de l'Assemblée nationale et la promulgation de la Constitution. Nous ferons tout pour que la paix soit rétablie dans le pays le plus rapidement possible, pour que l'Assemblée nationale soit convoquée et que la Constitution soit promulguée. La tutelle politique prendra alors fin pour laisser place au gouvernement constitutionnel, et la phase démocratique sera atteinte [*wancheng minquan zhuyi zhi jieduan* 完成民權主義之階段].¹

Là encore, toute l'ambiguïté reposait sur le caractère flou de ce futur proche, qui devait voir l'avènement du gouvernement constitutionnel. La formulation employée montre que cet objectif était conditionné à la convocation d'une Assemblée constituante, qui ne serait, elle-même, possible qu'après le rétablissement de la paix complète. Nous avons vu que cette dernière, par opposition à la paix partielle permise par la collaboration en zone occupée, supposait un accord signé par Chongqing. On comprend donc que l'organisation politique en germe lors du 6^e Congrès était conçue par ses membres comme transitoire. Durant cette transition, la tutelle politique du GMD « orthodoxe » serait maintenue, assurant la prééminence du groupe de Wang Jingwei sur les autres factions de collaborateurs. Toutefois, le pluralisme et la démocratisation n'attendraient pas le passage à la phase constitutionnelle (en principe tout du moins). Le Comité politique central était ouvert aux autres partis et les libertés, d'expression notamment, instaurées. Ce dernier point apparaissait particulièrement hypocrite dans le contexte d'une occupation militaire japonaise faisant régner l'arbitraire et réprimant toute contestation. Le Mouvement de paix, lui-même, ne tolérait pas la critique et s'appuya sur son bras armé du n°76 pour s'en prendre physiquement aux journalistes ne chantant pas ses louanges². Arrivé au pouvoir, il s'empressa de rétablir des lois limitant la liberté d'expression³.

¹ *Ibid.*

² Le règne de terreur établi en 1939 par les hommes de Li Shiqun et Ding Mocun à Shanghai visa en particulier les journalistes, et ce jusque dans les concessions étrangères. Le 30 août 1939, jour de la publication du « Manifeste », un éditeur du quotidien sino-américain *Da Mei wanbao* 大美晚報 (*Shanghai Evening Post and Mercury*), Zhu Xingong 朱惺公 (1900-1939), auteur d'un supplément dénonçant les « traîtres », fut battu à mort. Ce n'était que l'une des nombreuses attaques dont fut victime ce journal prenant position en faveur de la résistance. Le 24 juillet, une attaque à la mitrailleuse et à la grenade, menée dans les bureaux de sa rédaction, avait fait une dizaine de blessés. Par la suite, plusieurs de ses journalistes furent abattus (Cai Dejin, *Moku : Wangwei tegong zongbu 76 hao* 魔窟：汪偽特工總部76號 (L'antre du démon : le n°76, quartier général de la police secrète du régime fantoche de Wang Jingwei), Beijing, Zhongguo wenshi chubanshe, 1986, p. 58-69 ; Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 108). Son propriétaire, le richissime Cornelius V. Starr (1892-1968), était l'une des bêtes noires du Mouvement de paix. En juillet 1940, le gouvernement de Nanjing rédigea un texte prévoyant d'émettre des mandats d'arrêt contre les étrangers, comme C.V. Starr, participant « publiquement à des activités menaçant la République de Chine ». Bien que ces derniers soient protégés par la justice extraterritoriale, de tels mandats devaient avoir « un effet certain », en attendant l'abrogation de ces privilèges (Lettre de Wang Jingwei à Fu Xiao'an, 14 juill. 1940, AH 118-010100-0007-079).

³ Par exemple, la « loi sur l'inspection des films » (*dianying jiancha fa* 電影檢察法) du 25 novembre 1940. Un comité de censure spécifique placé sous l'autorité du ministère de la Propagande pouvait refuser son visa aux films ne respectant par la nation chinoise, allant contre les Trois principes du peuple ou portant atteinte aux bonnes mœurs et à l'ordre public (*ZG*, n°105, p. 1-2). Un tel comité existait déjà avant-guerre, sous l'égide des ministères de l'Éducation et de l'Intérieur (février 1931) puis du Comité exécutif central du GMD (Anne Kerlan, « Filmer pour la Nation : le cinéma d'actualité et la constitution d'une mémoire visuelle en Chine, 1911-1941 », *Études chinoises*, vol. 31-2, 2012, p. 132).

La rhétorique constitutionnaliste dans la rivalité avec Chongqing et Yan'an

Le programme constitutionnel du Mouvement de paix se précisa en janvier 1940, à l'occasion de la Conférence de Qingdao, au cours de laquelle les trois principaux groupes en présence (celui de Wang Jingwei, le Gouvernement provisoire et le Gouvernement réformé) négocièrent leur place respective dans le futur régime. Lors de la conférence de presse qu'il donna le 19 janvier, Wang fut interrogé au sujet de ses intentions dans ce domaine, alors que le régime de Chongqing avait proclamé, peu avant, qu'il allait mettre en œuvre le gouvernement constitutionnel ». Il répondit qu'il s'agissait là que d'une pure propagande¹.

Au même moment, en effet, le Gouvernement nationaliste de Chongqing multipliait les annonces concernant ses mesures en faveur de la démocratie. La principale d'entre elles était la planification, à partir de juin 1939, du « système des nouveaux districts » (*xin xian zhi* 新縣制). Il visait à accroître le maillage administratif local en développant notamment le système de surveillance mutuelle du *baojia*, mais fut présenté comme devant permettre de réaliser l'autonomie locale (*difang zizhi* 地方自治), en préparation du passage au stade constitutionnel². En novembre 1939, à l'occasion de son 6^e plénum, le GMD de Chongqing promet de convoquer une Assemblée nationale le 12 novembre 1940, jour anniversaire de la naissance de Sun Yat-sen, afin de préparer le passage à la phase constitutionnelle³. Promesse une nouvelle fois non tenue, on va le voir.

Les annonces de l'hiver 1939-1940 répondaient aux revendications du PCC, qui s'était emparé de l'argument constitutionnel pour contester l'hégémonie du GMD dans le Front uni. Entre octobre et décembre 1939, Yan'an ordonna aux branches locales du Parti communiste d'organiser des « comités pour la promotion du gouvernement constitutionnel » (*cujin xianzheng weiyuanhui* 促進憲政委員會), afin de faire pression sur le Généralissime. Le 9 janvier 1940,

¹ *WGC*, p. 659. La seconde question porta sur le contenu de la future Constitution : serait-il basé sur celui du projet de mai 1936 ? Wang répondit qu'il reviendrait à l'Assemblée nationale de se prononcer sur ce point, mais qu'à ses yeux, la chose était possible (*ibid.*).

² Xin Ping 忻平, « Lun xin xian zhi 論新縣制 (Le système des nouveaux districts) », *Kangri zhanzheng yanjiu*, 1991, n°2, p. 182. Les « Fondements de la reconstruction nationale » de Sun Yat-sen prévoyait en effet que la période de tutelle politique devait servir à mettre en place l'autonomie locale, avec l'élection des fonctionnaires par leurs administrés. Le système du *baojia*, tel qu'il fut réinstauré par Jiang Jieshi dans les années 1930, avait laissé de côté l'aspect démocratique du projet d'autonomie locale contenu dans le programme suniste. Le système des nouveaux *xian* était censé combiner les deux : contrôle du centre et organes de représentation de la population locale (Zeng Shaodong 曾紹東, *Nanjing Guomin zhengfu difang zizhi yanjiu : yi hou suqu shidai de Gan nan wei zhongxin* 南京國民政府地方自治研究:以後蘇區時代的贛南為中心1939-1949 (Étude de l'autonomie locale sous le Gouvernement nationaliste de Nanjing : le cas du Jiangxi méridional durant la période tardive des soviets, 1939-1949), Beijing, Zhongguo shehui kexue chubanshe, 2012, p. 4). Nous reviendrons dans la partie 3.3.3.3 sur l'établissement des organes de représentation locaux par Chongqing et Nanjing.

³ « Kenseiki e no ikō sokushin 憲政期への移行促進 (Passage accéléré vers la phase de gouvernement constitutionnel) », *AS*, 21 nov. 1939 (soir), p. 1.

Mao Zedong publia son fameux « Essai sur la nouvelle démocratie » (*Xin minzhu zhuyi lun* 新民主主義論)¹. Il y attaquait Chongqing à travers Nanjing, assimilant le refus du GMD de partager le pouvoir, par crainte du PCC, à l'anticommunisme du Mouvement de paix de Wang Jingwei :

Ne s'est-il pas trouvé déjà un homme au pied léger qui a devancé tout le monde et s'est hardiment chargé de cette nouvelle entreprise d'« extermination des communistes » ? Oui, c'est Wang Tsingwei, le célèbre anticommuniste d'un nouveau genre. Celui qui veut entrer dans sa bande est parfaitement libre de le faire, mais alors, ne sera-t-il pas encore plus gênant pour lui de chanter, entre autres, les mérites de la dictature bourgeoise, de la société capitaliste, du kémalisme, de l'État moderne, de la dictature d'un seul parti, de la « doctrine unique » ?².

Le 28 janvier, Mao transmet au Comité central du PCC des instructions pour le lancement d'un « Mouvement anti-Wang Jingwei » (*fan Wang yundong* 反汪運動), dont le sixième objectif serait de « réformer la politique intérieure, développer le mouvement pour le gouvernement constitutionnel et instaurer la démocratie [*shuli minzhu zhengzhi* 樹立民主政治] »³. Le 20 février 1940 à Yan'an, il prononça le discours inaugural du « Comité de tous les milieux pour la promotion du gouvernement constitutionnel » (*gejie cujin xianzheng weiyuanhui*) devant plus de mille participants, déclarant au sujet des Nationalistes et de leur promesse de Constitution : « Ils exposent la tête de mouton du régime constitutionnel mais vendent la viande de chien de la dictature d'un seul parti »⁴. La « nouvelle démocratie » que Mao appelait de ses vœux n'était pourtant, elle-même, qu'une « feuille de vigne de la dictature » du prolétariat⁵.

Cette rhétorique constitutionnaliste est généralement analysée, non sans raison, comme partie prenante de la rivalité entre GMD et PCC au sein du Front uni. La prise en compte du Mouvement de paix montre qu'il s'agissait en réalité d'une lutte, par propagande interposée, entre trois acteurs, quand bien même Nanjing était à la traîne des deux premiers.

Signe de l'importance prise par cet aspect dans la propagande du régime de Wang Jingwei, le « Manifeste du retour à la capitale », du 30 mars 1940, affirmait en introduction que les deux grands objectifs du nouveau gouvernement seraient de « réaliser la paix et de mettre en pratique le gouvernement constitutionnel »⁶. Cette devise servit de titre au discours prononcé par Wang à Wuhan le 17 avril 1940, dans lequel il annonça la création d'un Comité d'application du

¹ Xiao-Planes, « Constitutions et constitutionnalisme », art. cit., p. 284.

² Mao Zedong, « La démocratie nouvelle », in Idem, *Œuvres choisies de Mao Tse-toung, op. cit.*, p. 381-382. L'idée que Jiang Jieshi n'allait pas tarder à rallier Wang Jingwei, et qu'un « Munich extrême-oriental » – potentiellement catastrophique pour le PCC – se préparait, revenait régulièrement chez Mao depuis juin 1939 (Roux, *Le Singe et le Tigre : Mao, un destin chinois*, Larousse, 2009, p. 404).

³ « Kefu toudi weixian, lizheng shiju haozhuan », art. cit.

⁴ Guo Shidong 郭世東, « Xianzheng cujinhui cuqi de di yi ci xianzheng yundong 憲政促進會促起的第一次憲政運動 (Le 1^{er} mouvement constitutionnel impulsé par le Comité pour la promotion du gouvernement constitutionnel) », *Jianghuai fazhi* 江淮法制, 2008, n°13, p. 58-59 ; Mao Zedong, « Le régime constitutionnel de démocratie nouvelle », in Idem, *Œuvres choisies..., op. cit.*, p. 443.

⁵ Roux, *Le Singe et le Tigre, op. cit.*, p. 414.

⁶ ZG, n°1, p. 1. Le sixième point du « Programme politique » prévoyait la convocation de l'Assemblée nationale et la mise en place du gouvernement constitutionnel (*ibid.*, p. 3).

gouvernement constitutionnel (*xianzheng shishi weiyuanhui* 憲政實施委員會)¹. Sa mission serait de réfléchir aux moyens concrets de réaliser cet objectif, qui ne devait surtout pas devenir un slogan creux, comme c'était le cas à Chongqing, expliqua le ministre de la Propagande Lin Bosheng². Il s'agissait pourtant bien d'un slogan, employé à l'envi par la presse officielle³. Ce slogan était présent également dans les journaux japonais, qui suivirent presque au jour le jour la formation du Comité d'application du gouvernement constitutionnel⁴. Fondé le 27 juin 1940, celui-ci tint sa séance inaugurale le 29 juillet⁵. Lors de sa première session plénière, le 9 septembre 1940, le Comité adopta une résolution conseillant au gouvernement de convoquer une Assemblée nationale le 1^{er} janvier 1941⁶.

La question constitutionnelle chinoise vue du Japon

Les autorités japonaises prirent suffisamment au sérieux ces différents projets constitutionnels pour produire une série de rapports sur la question. Intitulé « Mesures à prendre vis-à-vis de la récente question constitutionnelle en République de Chine », le plus complet d'entre eux fut rédigé en octobre 1940 par la 2^e section du Bureau de recherche⁷ du Gaimushō⁸. Il notait que l'intense propagande des derniers mois autour de la question constitutionnelle

¹ Wang Jingwei, « Shixian heping shishi xianzheng 實現和平事實憲政 (Réaliser la paix et mettre en pratique le gouvernement constitutionnel) », *WHJY*, p. 209-210. La création de ce comité avait été décidée le 25 janvier 1940, lors de la deuxième session de la Conférence de Qingdao (*WGC*, p. 681).

² « Kensei chūbi iinkai to shin seifu no kikō 憲政籌備委員會と新政府の機構 (Le comité préparatoire au gouvernement constitutionnel et l'organisation du nouveau gouvernement) », *AS*, 19 mars 1940, p. 2.

³ L'éphémère revue de la branche du GMD au sein de la municipalité de Nanjing, en particulier, publia plusieurs articles replaçant cette politique dans l'histoire du mouvement constitutionnaliste depuis la fin des Qing. Voir par exemple, Wang Hanwei 王漢威, « Shishi xianzheng yu baozhang xianfa 實施憲政與保障憲法 (Mettre en pratique le gouvernement constitutionnel et sauvegarder la Constitution) », *Shoudu xunkan*, n°3/4, mai 1940, p. 3-4.

⁴ Par exemple, « Kensei jisshi junbi ni chakushu 憲政實施準備に着手 (Mise en route des préparatifs pour la mise en application du gouvernement constitutionnel) », *AS*, 6 avril 1940 (soir), p. 1. Lors de la séance inaugurale du Comité politique central, le 30 mars 1940, Wang Jingwei avait demandé aux présidents de Yuan et au ministre de l'Intérieur de rédiger le règlement organique du futur comité (« Mazu kensei jisshi e 先づ憲政實施へ (Priorité à la mise en œuvre du gouvernement constitutionnel) », *AS*, 31 mars 1940, p. 2).

⁵ « Kensei jisshi iinkai seiritsu shikiten 憲政實施委員會成立式典 (Cérémonie inaugurale du Comité d'application du gouvernement constitutionnel) », *AS*, 30 juill. 1940, p. 2. Présidé par Wang Jingwei, il avait 9 membres permanents, dont les présidents de Yuan, pour un total de 18 membres comprenant des « représentants des différents partis et groupes, des personnes liées au gouvernement, et des personnalités de la société civile » (« Iinchō ni Ō Seiei shi kensei jisshi iin kimaru 委員長に汪精衛氏憲政實施委員決る (Désignation des membres du Comité d'application du gouvernement constitutionnel présidé par Wang Jingwei) », *AS*, 28 juin 1940, p. 3).

⁶ « Kensei jisshi no kokumin taikai myōnen ganjitsu shōshū 憲政實施の国民大会明年元日招集 (L'Assemblée nationale constituante convoquée le 1^{er} janvier prochain) », *AS*, 11 sept. 1940 (soir), p. 1.

⁷ Créé en 1933, ce bureau était né de la volonté des réformistes du Gaimushō de doter celui-ci d'une sorte d'état-major, avec des branches sur le continent. Signe de la perte de pouvoir des diplomates dans les affaires chinoises, le Conseil privé réduisit considérablement ce projet ambitieux en limitant ce bureau à un rôle de conseil (Brooks, *Japan's Imperial Diplomacy*, *op. cit.*, p. 163).

⁸ JACAR B10070433100, Gaimushō chōsabu dai ni ka 外務省調査部第二課, « Saikin no Chūka minkoku kenpō mondai taisaku an 最近ノ中華民國憲法問題対策案 (Mesures à prendre vis-à-vis de la récente question constitutionnelle en République de Chine) », n°71, oct. 1940.

témoignait de la guerre idéologique que se livraient le GMD de Chongqing et le PCC pour apparaître chacun comme le mieux à même de représenter le peuple¹. La principale préoccupation des auteurs du rapport concernait l'Article 4 du préambule du « Projet de constitution du 5 mai » 1936, qui devait servir de base aux Constitutions discutées à Chongqing comme à Nanjing. Il stipulait que le territoire national de la République de Chine comprenait « par nature [*guyou* 固有] » 30 provinces, qui étaient énumérées du Jiangsu jusqu'au Tibet, en passant par celles formant le Manzhouguo. Il prévoyait que les limites de ce territoire ne pourraient être modifiées que par l'Assemblée nationale². L'existence ou non de cette clause aurait « une influence immense sur la résolution de l'Incident de Chine », était-il précisé. En effet, ce point risquait de constituer un obstacle majeur aux négociations espérées par le Gaimushō, alors qu'« une partie du Japon [avait] perdu tout espoir dans le régime de Wang et ne s'attend[ait] plus au succès d'une attaque militaire contre la Chine »³. Pour que ces négociations ne soient pas rendues impossibles par l'Article 4, les auteurs préconisaient de faire en sorte qu'il ne prenne pas la forme d'une énumération exhaustive des provinces comprises dans la définition du territoire national, ceci afin de maintenir le flou permettant à chaque partie de faire comme si la Mandchourie leur appartenait. Heureusement, ajoutaient-ils, le projet de Constitution ne pouvait pas être modifié pour le moment – l'Assemblée nationale n'ayant pas encore été convoquée par Chongqing – ; échéance qu'ils faudrait tenter de repousser le plus longtemps possible⁴.

La question constitutionnelle était ensuite envisagée du point de vue de la réunification future de Nanjing et Chongqing, présentée comme inévitable, bien qu'il soit difficile de prévoir « quand et comment ». La compatibilité des Constitutions adoptées auparavant par l'un et l'autre régime risquait de poser problème. En attendant, il était crucial que Nanjing rattrape son retard dans le processus constitutionnel, estimé à environ six mois. Ses moyens supérieurs en matière de propagande devaient lui permettre de remporter la bataille des idées contre les experts en droit constitutionnel de Chongqing⁵. Le Japon aurait un rôle à jouer dans cette bataille. Premièrement, la promulgation d'une Constitution étant un grand accomplissement pour le gouvernement de Nanjing, le Japon ne devait pas se contenter de présenter ses félicitations, mais orchestrer une vaste campagne médiatique centrée sur la question constitutionnelle. Les auteurs du rapport appelaient, deuxièmement, leur pays à envoyer en Chine ses meilleurs juristes, afin qu'ils participent aux travaux du Comité d'application. Troisième recommandation : organiser dans

¹ *Ibid.*, p. 5.

² *Ibid.*, p. 8, annexe, p. 50 (une traduction du texte de 1936 est joint au rapport, annexe, p. 50-79).

³ *Ibid.*, p. 8-9. On se souvient que le ministre des Affaires étrangères, Matsuoka Yōsuke, intensifiait au même moment les efforts en vue de négociations avec Chongqing, à la veille de la signature du Traité de base en novembre 1940 (partie 1.2.2.4).

⁴ *Ibid.*, p. 10.

⁵ *Ibid.*, p. 12-13.

chaque localité de la zone occupée des « mouvements pour le gouvernement constitutionnel [*kensei undō* 憲政運動] » mettant en avant les points forts de la Constitution de Nanjing, afin de faire oublier la clause territoriale. Enfin, il était indispensable que le Japon apporte clairement son soutien à Nanjing et qu'il s'investisse dans les délibérations concernant la future Constitution, afin de résoudre ses points problématiques avant qu'elle ne soit promulguée. Le Bureau de recherche prenait l'exemple de la question de la présidence (Lin Sen ou Wang Jingwei ?), sur laquelle il faudrait se pencher avant de voter le texte¹.

En conclusion, le rapport pointait deux écueils majeurs auquel le programme constitutionnel de Nanjing risquait de se heurter. Le premier concernait l'Article 4 et la définition du territoire national. *Wu Kaisheng 吳凱聲 était cité à ce sujet². Juriste de formation et diplomate de profession, ce proche de Wang Jingwei avait été nommé vice-président du Comité d'application du gouvernement constitutionnel. Il expliquait la nécessité d'énumérer le nom de l'ensemble des provinces par les Traités inégaux : graver dans le marbre les territoires revendiqués par la République de Chine était le meilleur moyen de pouvoir les récupérer un jour. Toutefois, le projet de Constitution de 1936 avait le défaut de ne nommer que les provinces. Or les villes comme Shanghai ou Beijing, qui concentraient une grande partie des concessions étrangères, avaient un rang de province (elles dépendaient directement du gouvernement central) et devaient donc également apparaître dans la liste de l'Article 4³. Quand bien même elle était antérieure à la guerre et à la collaboration, cette prise de position de l'un des rédacteurs pressentis de la future Constitution semblait quelque peu inquiéter le Bureau de recherche du Gaimushō. Il notait plus haut dans son rapport que le Comité d'application n'avait pour l'instant fourni aucun document permettant de connaître avec certitude la manière dont serait amendé le texte de 1936 ; point de départ probable des constitutionnalistes de Nanjing⁴. L'Article 4 apparaissait aux diplomates japonais comme la quadrature du cercle. Comment, en effet, résoudre le dilemme posé par la question Mandchoue ? Le gouvernement de Nanjing devait-il inscrire dans l'Article 4 la zone qu'il contrôlait de fait ou bien l'ensemble du territoire national ? Mentionner les provinces perdues du Nord était inacceptable pour le Japon, mais une Constitution sans une définition large de la souveraineté chinoise ne ferait qu'ajouter au discrédit de Nanjing dans la population chinoise. Les auteurs du rapport avaient bien conscience que le gouvernement de Wang Jingwei

¹ *Ibid.*, p. 14-16. Sur la question du poste de président, voir la partie 3.2.3.

² *Ibid.*, p. 47-49. La référence n'est pas précisée, mais la citation était peut-être tirée de son ouvrage *Woguo bu pingdeng tiaoyue zhi xiuding* 我國不平等條約之修訂 (La révision des Traités inégaux signés par la Chine) publié en janvier 1940 aux presses commerciales de Shanghai. À moins qu'il ne s'agisse de son long article sur la Constitution publié le 29 juillet 1940 dans le *Zhonghua ribao*.

³ Gaimushō chōsabu dai ni ka, « Saikin no Chūka minkoku kenpō... », p. 47.

⁴ *Ibid.*, p. 45.

s'efforçait de « maintenir la façade¹ faisant de lui le continuateur légitime du Gouvernement national [*Kokumin seifu no seitō de aru to iu mentsu o tamochi tsu tsu* 国民政府ノ正統デアルトイフ面子ヲ保チツツ] »².

À cette équation insoluble s'ajoutait un second écueil, qui menaçait l'entreprise dans son ensemble : comment convoquer l'Assemblée constituante et choisir ses députés ? Pour promulguer la Constitution et l'amender, le texte de 1936 avait fixé un quorum devant dépasser trois quart des députés présents et deux tiers des votes. Or, comme le régime de Wang Jingwei ne contrôlait qu'une partie très limitée des circonscriptions représentées, la chose paraissait difficile.

La volonté du Gaimushō que les experts japonais s'intéressent à cet enjeu fut entendue, et même certainement devancée, comme le montre un essai publié en décembre 1940 par le Bureau d'enquête de l'Association orientale³. Il revenait, en autres, sur les récents projets constitutionnels à Chongqing, Yan'an et Nanjing, en analysant la lutte politique entre ces différents pôles, mais également les divergences existant au sein même du gouvernement de Nanjing à ce sujet. Ces divergences contribuèrent à faire échouer le projet constitutionnel avant même qu'il ne prenne forme.

Débat à Nanjing autour d'un projet vite enterré

Le battage médiatique entourant la mise en place du Comité d'application du gouvernement constitutionnel, à partir de mars 1940, s'essouffla à l'automne pour disparaître tout à fait après la signature du Traité de base en novembre. Pour une bonne raison : l'Assemblée nationale promise pour le 1^{er} janvier 1941 ne fut jamais convoquée, pas plus d'ailleurs que celle de Chongqing⁴. Le 9 novembre 1940, quelques jours avant la date à laquelle aurait dû se tenir cette dernière, le *Asahi* publia un entretien réalisé la veille en « off » avec un « certain haut responsable » du gouvernement de Nanjing. Ce dernier y affirmait :

La mise en application du gouvernement constitutionnel à Chongqing n'est qu'une promesse en l'air destinée à faire les titres. Ils n'envisagent pas véritablement de la mener à bien. C'est la raison pour laquelle Jiang Jieshi a reporté *sine die* la tenue de l'Assemblée nationale promise pour le 13 novembre [*sic*] de cette année. Ils craignent que la dictature du GMD ne soit balayée par l'entrée en vigueur d'un gouvernement constitutionnel. Pour notre part, nous n'appliquons pas la dictature du parti unique et nous avons déjà posé les bases d'un système démocratique. Aussi, seul le

¹ Littéralement, sa « face ».

² *Ibid.*, annexe p. 48.

³ Tōyō kyōkai chōsabu 東洋協会調査部, *Shina kensei mondai* 支那憲政問題 (La question du gouvernement constitutionnel en Chine), Tōyō kyōkai, 1940. Ce bureau de recherche était né en 1907 de la fusion de la Tōyō kyōkai de Katsura Tarō 桂太郎 (1848-1913) avec l'Association asiatique (*Ajia gakkai*) de Shiratori Kurakichi (Tanaka, *Japan's Orient, op. cit.*, p. 234) Nous avons vu que Shiratori fut le principal tenant de l'école historique orientaliste (partie 2.2.2.1).

⁴ Fin septembre 1940, le bureau permanent du Comité exécutif central du GMD de Chongqing avait déclaré la chose impossible, en raison des difficultés de transports causées par la guerre qui empêchaient les députés de siéger (« Shō seiken kokumin taikai kaisai funō 蔣政權国民大会開催不能 (Le régime de Jiang Jieshi est incapable de tenir une Assemblée nationale) », *AS*, 27 sept. 1940 (soir), p. 1).

nouveau gouvernement est en mesure de convoquer une Assemblée nationale et de mettre en œuvre le gouvernement constitutionnel. Bien que la tenue de l'Assemblée nationale promise pour le 1^{er} janvier 1941, au moment du retour à la capitale et de la réorganisation du gouvernement, risque d'être reportée un petit peu, nous ferons tout pour qu'elle ait lieu avant, ou peu après, le premier anniversaire du retour à la capitale¹.

Ce « léger report » ne fut pas le dernier. Lors de sa 3^e session plénière, le 10 janvier 1941, le Comité d'application du gouvernement constitutionnel de Nanjing décida de ne rien décider, en arguant de la nécessité de mener de nouvelles discussions². Dans son rapport à Matsuoka, le ministre plénipotentiaire de Shanghai, Hidaka Shinrokurō, expliqua ces tergiversations par le clivage existant entre, d'une part, un groupe mené par Zhou Fohai, qui considérait la tenue d'une Assemblée inutile en ces temps de guerre, et, d'autre part, le Parti de la jeunesse chinoise (*Zhongguo qingnian dang* 中國青年黨) de *Zhao Yusong 趙毓松³. Ce dernier pensait au contraire que Nanjing avait tout intérêt à accélérer le passage à la phase constitutionnelle, afin de prendre l'avantage sur Chongqing⁴.

Les réticences à l'égard du programme constitutionnel au sein du groupe de Wang Jingwei s'étaient exprimées dès la mise en place du Comité d'application à l'été 1940. Peu après la première session plénière de celui-ci, lors de laquelle avait été faite la promesse de tenir une Assemblée le 1^{er} janvier 1941, Zhou Fohai déclara à Wang Jingwei : « la population n'accorde pas la moindre importance [à la tenue de cette Assemblée]. Je suis donc extrêmement réservé à ce sujet [*shen jue lengdan* 甚覺冷淡] »⁵. Chen Gongbo qui, contrairement à Zhou, siégeait au Comité d'application en tant que membre de droit (car président de Yuan), avait lui aussi donné des signes peu encourageants. Tout en réaffirmant sa volonté de réaliser le gouvernement constitutionnel au plus vite, il hésitait à démarrer le processus immédiatement, en raison du risque d'aboutir à une Constitution inapplicable⁶.

Reflet des différentes tendances au sein du régime de Nanjing, le Comité d'application comptait dans ses rangs des personnalités aussi contrastées que Miao Bin, Wu Kaisheng ou *Yuan Shu 袁殊.

Dans un article de septembre 1938, paru dans l'organe de presse de la Xinminhui, dont il était alors le vice-président, Miao Bin avait appelé à l'éradication des Trois principes du peuple. Il reprochait à la doctrine de Sun Yat-sen de conduire à la démocratie, dont les exemples

¹ « Shin jōyaku to kokumin seifu no zento 新条約と国民政府の前途 (Le nouvel accord et l'avenir du Gouvernement national) », *AS*, 9 nov. 1940, p. 1.

² Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 84.

³ Nous présenterons le Parti de la jeunesse chinoise dans la partie suivante, avec les autres organisations minoritaires participant au gouvernement de Wang Jingwei.

⁴ Cité *ibid.*, p. 84-85.

⁵ *ZR*, 17 sept. 1940, p. 351.

⁶ Propos non datés, vraisemblablement tenus au milieu de l'année 1940, cités dans Tōyō kyōkai chōsabu, *Shina kensei mondai*, *op. cit.*, p. 79.

occidentaux avaient démontré les effets délétères. Rejetant le parlementarisme, il prônait le « gouvernement des hommes de bien [*junzi zhengzhi* 君子政治] » qui se fondait non pas sur une Constitution mais sur des « principes moraux [*daoyi* 道義] ». À ses yeux, la souveraineté n'était pas située dans le peuple, mais dans la Voie du Ciel (*tiandao* 天道). Ce dont avait besoin la Chine, ce n'était donc pas de la « Constitution des cinq pouvoirs »¹ et des Trois principes du peuple, mais de la « Constitution des cinq relations² » et des « Trois rites³ »⁴. Cette pensée réactionnaire, dans la lignée de la propagande centrée sur la Voie royale diffusée par les autorités japonaises en Mandchourie et en Chine du Nord, évolua après le « retour à la capitale » du GMD de Wang Jingwei. En juin 1940, dans le premier numéro de la revue *Dongya lianmeng* 東亞聯盟 (Ligue d'Asie orientale), organe de l'organisation du même nom, dont il avait pris la tête en Chine du Nord, Miao s'adaptait à la nouvelle donne politique, tout en essayant de ne pas renier ses prises de position antérieures⁵. Le tridémisme, expliquait-il en substance, est l'héritier d'une « morale intrinsèquement chinoise » et l'esprit révolutionnaire de Sun Yat-sen est, en réalité, identique à la « vertu lumineuse » et à la « rénovation du peuple »⁶. Par conséquent, la démocratie (*minzhu zhuyi*) de Sun était différente de son équivalent occidental, car la souveraineté populaire (*minquan* 民權) sur laquelle elle reposait était celle de l'époque des empereurs légendaires Yao 堯 et Shun 舜. La démocratie, concluait-il, est une nécessité pour la Chine, mais ne doit pas être confondue avec l'individualisme libéral des sociétés occidentales⁷.

Wu Kaisheng, dont on vu plus haut qu'il avait été choisi comme vice-président du Comité d'application pour son expertise en droit constitutionnel et sa proximité avec Wang Jingwei, pointa, dans un article du 29 juillet 1940, l'un des principaux points d'achoppement de la Constitution envisagée, aussi bien à Nanjing qu'à Chongqing⁸. Le texte de 1936, qui devait lui servir de base, s'ouvrait, on l'a dit, par la phrase « La République de Chine est la république des Trois principes du peuple », donnant sa coloration nationaliste à la Constitution. Certains, selon Wu, demandaient que cette phrase soit supprimée, car le tridémisme était le programme politique

¹ C'est-à-dire la Constitution nationaliste prévoyant l'organisation du gouvernement en cinq Yuans.

² Dans la vision confucéenne de la société, les cinq relations (*wulun* 五倫) correspondent aux devoirs moraux réciproques entre Prince et sujet, père et fils, aîné et cadet, époux et épouse, et entre amis.

³ C'est-à-dire des trois ouvrages de l'Antiquité traitant des rites : le *Zhouli* 周禮 (Rituel des Zhou), le *Yili* 儀禮 (Cérémonial) et le *Liji* 禮記 (Mémoire sur les rites).

⁴ Cité dans Tōyō kyōkai chōsabu, *Shina kensei mondai*, op. cit., p. 79-80.

⁵ Nous verrons dans la partie suivante comment le groupe de Wang s'appuya sur Miao Bin et la Ligue d'Asie orientale pour développer son GMD « orthodoxe » aux dépens de la Xinminhui.

⁶ *Ibid.*, p. 80. La « vertu lumineuse » (*mingde* 明德) et la « rénovation du peuple » (*xinmin* 新民), qui avait donné son nom à la Xinminhui, sont des notions tirées du *Daxue* 大學 (Grande étude), un des quatre livres du canon confucéen, et de sa glose à l'époque des Song. Nous reviendrons sur ces questions dans la partie 6.1.1.2.

⁷ *Ibid.*

⁸ « Xianfa cao'an zhi pingshu 憲法草案之評述 (Commentaire sur le projet de Constitution) », paru dans le *Zhonghua ribao* du 29 juillet 1940 et dans *XY*, vol. 2, n°9, sept. 1940, p. 7-18.

du GMD et ne pouvait donc pas servir de loi fondamentale dans un régime pluraliste. Wu leur répondait que les Trois principes du peuple étaient la doctrine dont dépendait le salut national et la reconstruction du pays. Toute modification de ce point était donc inacceptable¹. Cette intransigeance quant au rôle central que devait réserver la Constitution au GMD annonçait le discours qu'allait tenir un mois plus tard Wang Jingwei et, plus largement, la tournure que prirent les relations « contractuelles » entre les différents partis collaborateurs. En effet, dans un contexte d'occupation japonaise et d'anomie des pouvoirs publics chinois, la réalisation de la démocratie restait un vœu pieu. Outre la rivalité avec Chongqing, le véritable sujet de ce débat constitutionnel était plutôt le partage du pouvoir au sein du gouvernement de Nanjing. Avant de voir, dans la partie suivante, comment s'effectua ce partage, il nous faut revenir un instant sur le troisième protagoniste évoqué : Yuan Shu.

Agent secret communiste infiltré dans le régime de Wang Jingwei, Yuan Shu était alors l'une des principales voix en faveur du passage au gouvernement constitutionnel, notamment dans la revue *Xianzheng yuekan* 憲政月刊 (Mensuel du gouvernement constitutionnel) lancée en septembre 1940². Celle-ci servait de vitrine au « Mouvement pour l'essor de l'Asie et la reconstruction nationale » (*xingya jianguo yundong* 興亞建國運動) animé par Yuan Shu pour le compte du chef des services secrets du Gaimushō à Shanghai, *Iwai Eiichi 岩井英一. Ce mouvement avait germé dans l'esprit de Kagesa Sadaaki au moment de la défection de Wang Jingwei en 1938, afin de servir de base politique au groupe de Wang et, plus tard, pour offrir un cadre au front uni des collaborateurs³. Son organisation fut confiée à Iwai qui se constitua, à travers lui, un vaste réseau dans différents milieux (journalistes, universitaires, Bande rouge, services secrets). Lancé en septembre 1939, le mouvement d'Iwai affirmait avoir mobilisé plus de 10 000 étudiants et 500 000 ouvriers au moment de sa dissolution en décembre 1940⁴. Avant même la création du *Xianzheng yuekan*, le Mouvement pour l'essor de l'Asie multiplia les publications en chinois pressant le nouveau gouvernement de Nanjing de promulguer une Constitution. Dans l'une d'elles, datée de février 1940, on pouvait lire :

Je souhaite que Wang Jingwei commence par s'exprimer rapidement et de manière concrète au sujet de l'organisme chargé d'élaborer la Constitution et la manière dont cela sera fait, en assurant à la population qu'il n'y sera pas question de dictature personnelle et de monopole d'un parti unique [*hitori dokusen, ittō rōdan* 一人独専、一党壟断]⁵.

¹ *Ibid.*, p. 7-8.

² Seki Tomohide 關智英, « En Shu to Kōa kenkoku undō : Ō Seiei seiken seiritsu zengo no tainichi wahei jin.ei no ugoki 袁殊と興亞建國運動 : 汪精衛政權成立前後の対日和平陣營の動き (Yuan Shu and the Movement for Asiatic Regeneration and National Reconstruction: The Activities of Pro-Peace Advocates Before and After the Formation of the Wang Jingwei regime) », *Tōyō gakuho* 東洋学報, vol. 94, n°1, juin 2012, p. 109.

³ *Ibid.*, p. 97.

⁴ *Ibid.*, p. 108-109.

⁵ Nous nous appuyons sur la traduction japonaise de cet article. Peng Ximing 彭義明, « Shin chūō seifu no kenpō mondai 新中央政府の憲法問題 (La question constitutionnelle du nouveau gouvernement central) », *in*

Agent double communiste actif dans le mouvement d'Iwai, *Chen Fumu 陳孚木 se permettait même, en octobre 1940, de reprendre presque mot pour mot la critique faite par Mao Zedong au constitutionalisme de façade du GMD, qu'il qualifiait, à son tour, de « tête de mouton et viande de chien ». Mettant en avant les combats passés de Wang Jingwei contre Jiang et en faveur de la démocratie, Chen insistait sur la nécessité d'adopter un gouvernement démocratique. Contrairement à celui de la résistance, le camp de la paix, faisait-il mine de croire, n'aurait pas recours « à la tyrannie et au machiavélisme [*hadō to kenbō jussū* 霸道と権謀術数] »¹.

Il s'agissait là de critiques à peine voilées contre le reniement par le groupe de Wang Jingwei de sa promesse démocratique, dont une nouvelle étape avait été franchie par Wang lui-même, dans un discours prononcé le 27 août 1940 au sujet du deuxième Principe du peuple². Il y exprimait clairement sa conception d'une démocratie qui prolongerait la tutelle politique du GMD :

Un pays dépourvu d'une force centrale [*zhongxin shili* 中心勢力] capable de le faire fonctionner dans son ensemble progressera difficilement et aura du mal à subsister. L'existence de cette force centrale n'entre-t-elle cependant pas en contradiction avec le gouvernement démocratique [*minzhu zhengzhi* 民主政治] ?³

Wang s'employait à réfuter cette contradiction pointée par les partis refusant le maintien d'un quasi-monopole du GMD sur le gouvernement. Pour ce faire, il déployait ses talents de pédagogue, revenant sur les différentes formes de démocratie (directe et représentative). Les défauts de cette dernière étaient illustrés par le cas du parlement français, dans lequel se dressait une « forêt de petits partis » rendant impossible une majorité stable⁴. Le bipartisme anglo-saxon, expliquait-il, pouvait apparaître comme un remède à cette instabilité. Il aurait toutefois été dangereux pour la Chine de l'imiter à tout prix car, faute d'un État et d'une société dotés de « bases solides », un tel système risquait de la diviser. La principale raison, selon Wang, pour laquelle le Japon avait devancé la Chine dans la modernité était que l'État et la société prenaient « l'empereur comme centre ». La dynastie mandchoue ne pouvant faire office de centre, la

Shanghai-Nihon sōryōjikan tokubetsu chōsahan 上海・日本総領事館特別調査班 (éd. et trad.), *Kōa kenkoku undō no riron to shuchō* 興亜建国運動の理論と主張 (Théories et opinions du Mouvement pour l'essor de l'Asie et la reconstruction nationale), [Shanghai], Nihon sōryōjikan tokubetsu chōsahan, 1942, p. 320-326. À partir d'avril 1940, Peng Ximing siégea au Yuan législatif, dont il devint le secrétaire général de mai 1942 à janvier 1945 (MZN, p. 1039-1041).

¹ Chen Fumu, « Kensei ni taisuru warera no iken 憲政に対する我等の意見 (Notre avis sur le gouvernement constitutionnel) », oct. 1940, in Shanghai-Nihon sōryōjikan..., *Kōa kenkoku undō...*, op. cit., p. 303-308.

² Wang Jingwei, « Minquan zhuyi qiantu zhi zhanwang 民權主義前途之展望 (Perspectives futures du principe démocratique) », *WHJY*, p. 243-246.

³ *Ibid.*, p. 243.

⁴ *Ibid.*, p. 245.

Révolution avait été nécessaire. À la suite de cette dernière, il avait été difficile de reconstituer une force politique centrale en Chine¹. Ce rappel historique effectué, Wang pouvait conclure :

Nous aspirons à la démocratie et nous nous opposons à la dictature. Comment faire, toutefois, pour que les abus entravant la démocratie ne se répandent pas au point de nous faire retomber dans l'arbitraire de la dictature ? Je pense qu'il convient de prendre un parti et une doctrine comme centre [*yi ge dang yi ge zhuyi wei zhongxin* 一個黨一個主義為中心], en fédérant les autres partis et courants [*lianhe qita ge dang ge pai* 聯合其他各黨各派]. [...] L'esprit fondamental de la démocratie sera adopté : la minorité obéira à la majorité et la majorité respectera la minorité. [...] Bien que les autres partis et courants soient minoritaires, leur opinion n'en sera pas moins écoutée².

La vision qu'avait Wang Jingwei du gouvernement constitutionnel ne semblait donc guère différente de celle de Jiang Jieshi, sinon par le primat que le premier donnait au pouvoir civil sur le militaire au sein du GMD³. Ce discours d'août 1940 reflétait, avant tout, le processus de recomposition politique en cours au sein de l'État d'occupation, par lequel le GMD « orthodoxe » chercha à s'imposer comme son nouveau « centre ». Il témoignait, plus largement, de la pensée politique développée par Wang depuis son choix, au début des années 1920, de la construction étatique comme meilleur moyen de sauver la Chine. Face aux divisions internes et aux menaces externes auxquelles faisait face le pays, le GMD restait, à ses yeux, la seule force à même de garantir le salut national. Il usa, certes, du programme constitutionnel comme d'une arme politique pour promouvoir sa cause. Néanmoins, les renoncements successifs à ce programme dont il se rendit coupable, dans les années 1930 puis, à nouveau, en 1940, découlaient peut-être moins de son opportunisme que de sa conviction constante dans le rôle historique du GMD et donc dans la place privilégiée qui devait rester la sienne à la tête de l'État.

S'il est difficile de mesurer le degré de sincérité de ce discours, on peut tout du moins poursuivre l'analyse de sa mise en pratique, dans le contexte du « retour à la capitale ». Derrière le débat constitutionnel, la cuisine politique battait son plein. Elle vit se mettre lentement en place une sorte de « Front uni » des collaborateurs qui consista pour le GMD « orthodoxe » à s'assurer du soutien des autres groupes de collaborateurs. Au cours de ce marchandage, le projet constitutionnel disparut tout fait au profit d'une organisation de masse censée assurer l'hégémonie du GMD, mais qui s'avéra inopérante hors de la zone d'influence du régime de Nanjing.

¹ *Ibid.*, p. 245-246.

² *Ibid.*, p. 246.

³ Autrement dit, en accusant Chongqing d'avoir instauré un « système de dictature obscure » (*ibid.*), Wang ne remettait pas en cause le quasi-monopole exercé par le GMD sur le Front uni, mais le monopole exercé par Jiang Jieshi sur le GMD. La réalisation du *minquan zhuyi* devait passer, à ses yeux, par un rétablissement du centralisme démocratique (*minzhu jiquan* 民主集權) de 1924, caractérisé par une pratique collégiale du pouvoir et la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil. Ce retour à la réorganisation de 1924 était une vieille revendication de Wang. Elle avait donné son nom à la clique réorganisationniste formée par ses soutiens (cf. *WGQY*, p. 372).

3.3.3.2. Le GMD « orthodoxe » comme force centrale

La « fédération des petits partis et mouvances » qu'appelait de ses vœux Wang Jingwei dans son discours du 27 août 1940, en lieu et place du système pluraliste promis lors de la Conférence de Qingdao, se mit en place progressivement dans les mois qui suivirent le « retour à la capitale ». Le grand orchestrateur de ce rapprochement fut Zhou Fohai, qui reprenait ainsi le rôle qui avait été le sien, au début de la guerre, dans la formation du second Front uni¹. En tant que ministre des Finances, il était, en outre, le mieux placé pour distribuer les « subventions » au moyen desquelles le groupe de Wang acheta la loyauté de ces différentes organisations. Parmi elles, on trouvait des partis politiques « classiques », plus ou moins liés aux « partis de la troisième voie » (c'est-à-dire ne relevant ni du GMD ni du PCC), également présents à Chongqing, ainsi que des organisations de masse nées avec l'occupation.

Les petits partis collaborateurs

Nous avons évoqué plus haut le clivage qui existait entre Zhou Fohai et le Parti de la jeunesse chinoise au sujet du calendrier constitutionnel. Ce parti avait été fondé à Paris en décembre 1923 par un groupe d'étudiants chinois résolument anticommunistes et opposés au système du parti unique². Il comptait, en 1938, parmi les partis minoritaires représentés au Conseil politique du peuple. De même que le groupe de Wang Jingwei n'était pas parvenu à susciter beaucoup de vocations de collaborateur au sein du GMD, seuls quelques cadres du Parti de la jeunesse rallièrent le « camp de la paix » au printemps 1939. Le principal de ces transfuges était Zhao Yusong, qui échoua à convaincre les autres dirigeants du parti de le suivre. Dans une lettre envoyée dans ce but (et en vain) à Zuo Shunsheng 左舜生 (1893-1969) et Li Huang 李璜 (1895-1891), Zhao justifiait son choix de la collaboration par son refus de la dictature de Jiang Jieshi et du GMD. Il y dénonçait les contradictions de Chongqing qui, d'un côté, rendait obligatoire pour tous les fonctionnaires et enseignants de prendre la carte du Parti nationaliste à partir de mars et, de l'autre, promettait de tenir une Assemblée nationale l'hiver prochain. Wang Jingwei, lui, allait réaliser le gouvernement constitutionnel, assurait-il³. En novembre 1939, Zhao organisa à Shanghai le Comité d'action politique central du Parti de la jeunesse chinoise (*Zhongguo qingniandang zhongyang zhengzhi xingdong weiyuanhui* 中國青年黨中央政治行動委員會), dont il prit la tête. Comme pour les autres partis, sa représentation au sein du futur Comité

¹ Martin, « The Dilemmas of a Civilian Politician... », art. cit., p. 149-153.

² Fung, « The Alternative of Loyal Opposition: The Chinese Youth Party and Chinese Democracy, 1937-1949 », *Modern China*, vol. 17, n°2, avril 1991, p. 260-289.

³ Lettre non datée, mais vraisemblablement envoyée début 1940, reproduite dans *Zhongguo di'er lishi dang'anguan* (éd.), *Zhongguo qingniandang* 中國青年黨, Beijing, Dang'an chubanshe, 1988, p. 211-214.

politique central du gouvernement de Nanjing fut conditionnée à la publication, le 14 mars 1940, d'un communiqué de soutien au Mouvement de paix¹.

La participation de Zhao Yusong au gouvernement de Nanjing suscita de vives protestations de la part d'un certain Liu Hsiao-Kun², qui se disait le représentant par intérim du Parti de la jeunesse. Le 6 avril 1940, il organisa une conférence de presse à Beijing pour annoncer que Zhao n'était pas le représentant de son parti et pour dénoncer le régime de Wang qu'il accusa de reproduire la dictature du GMD. Le fait que cette attaque ait été publiée dans le journal officiel de la Xinminhui laisse penser qu'il s'agissait d'un moyen pour cette dernière et ses patrons japonais d'affaiblir le nouveau régime au lendemain de son inauguration³.

En dépit de l'importance qu'il semblait accorder au programme constitutionnel, Zhao Yunsong resta fidèle au gouvernement de Nanjing après que ce programme eut été enterré. Outre des postes bien rémunérés pour ses cadres, l'organisation de Zhao bénéficia du système de financement mis en place par le groupe de Wang pour s'assurer de la loyauté des petits partis, nécessaire pour maintenir la façade du multipartisme⁴. Cette entente passa également par des échanges de bons procédés. Zhao Yusong envoya, par exemple, une pétition au Yuan judiciaire demandant la libération de Yang Congren 楊從仁. Ce membre du Parti de la jeunesse avait été condamné à la prison à vie pour complicité dans un homicide commis en juin 1933. Sa peine avait été réduite à quinze ans par une amnistie prononcée au moment du « retour à la capitale ». Rappelant que Yang avait lutté contre le PCC pendant près de dix ans, Zhao ajouta que le Parti de la jeunesse faisant aujourd'hui partie du gouvernement, sa libération serait bénéfique en raison du « besoin urgent d'hommes de talent [*xu cai kong yin* 需才孔殷] ». Il fut gracié le 5 mars 1941⁵.

Le Parti national-socialiste chinois (*guojia shehui dang* 國家社會黨) connut un cas de figure assez similaire. Fondé par Zhang Junmai 張君勱 (Carson Chang, 1886-1969) en 1932, ce parti social-démocrate était très attaché au gouvernement constitutionnel⁶. Il fut représenté au sein

¹ Zhao Yusong rendit plusieurs fois visite à Zhou Fohai au cours du mois de février 1940. Il exigea des postes pour son parti au sein du nouveau régime (ZR, p. 240, 243). Ce communiqué prit la forme d'une analyse pessimiste de la guerre (Zhongguo di'er lishi dang'anguan (éd.), *Zhongguo qingniandang, op. cit.*, p. 214-217).

² Nous n'avons pas retrouvé son nom en chinois.

³ Boisseson (Beijing) à Cosme (Shanghai), « Attaque du Parti de la Jeune Chine contre M. Wang Ching Wei », 9 avril 1940, valise n°161, ADF 503. Au sein même de son Comité d'action politique, Zhao Yusong fut contesté au cours de luttes intestines, comme l'apprit un de ses membres, He Tingliu 何庭流 (1895- ?), à Zhou Fohai (ZR, 6 fév. 1941, p. 420 ; 8 mars 1941, p. 433).

⁴ En 1943, Zhao Yusong se plaignit que le budget mensuel de 90 000 yuans de son parti n'était pas suffisant et demanda une augmentation (Lettre de Wang Jingwei à Zhou Fohai, 19 juill. [1943], AH 118-010100-0030-018).

⁵ ZG, n°146, p. 1.

⁶ Son homonymie malencontreuse avec le Parti nazi trompa les observateurs les plus avertis. Léon Jankélévitch (frère de Vladimir), alors secrétaire-interprète chargé du consulat de Chongqing, écrivit ainsi, d'un ton assuré, que cette « formation politique intrigante » avait été fondée « dans l'intention avouée de travailler à l'instauration en Chine de méthodes et d'idéaux plus ou moins inspirés de ceux du redoutable parti allemand », ajoutant que « M. Wang Ts'ing-wei, dont l'esprit chagrin et tourmenté cherchait déjà sa voie dans mille intrigues

du Mouvement de paix par un vieux compagnon de Zhang, *Zhu Qinglai 諸青來. Lui aussi officialisa son ralliement à Wang Jingwei le 13 avril 1940, obtint une sinécure dans le gouvernement et fut traité d'imposteur par ses anciens compagnons, à commencer par Zhang Junmai dont la position à Chongqing s'en trouva affaiblie¹.

Autre formation politique du Mouvement de paix parée d'un nom célèbre, le Parti républicain (*gonghedang* 共和黨) vit le jour en avril 1940. Bien que ses fondateurs se réclamassent du parti créé en mai 1912 par Li Yuanhong 黎元洪 (1864-1928), il s'agissait en réalité d'une organisation *ad hoc* constituée avec l'aide des militaires japonais locaux pour renforcer le poids des collaborateurs de Wuhan, menés par He Peirong et Shi Xingchuan, face au nouveau gouvernement de Nanjing². Soucieux de ne pas laisser se développer une force dissidente au Hubei, Zhou exigea que le Parti républicain prête « allégeance aux Trois principes du peuple dans son manifeste en soutenant le GMD et prenne modèle sur le Parti de la jeunesse et le Parti national-socialiste en soumettant le brouillon de ce manifeste au gouvernement central pour qu'il soit examiné »³. Contrairement à ces derniers et malgré son nom, le Parti républicain s'apparentait toutefois plus à une organisation de masse, encore embryonnaire, comme les Japonais en avait créées à Beijing (Xinminhui) et en Chine centrale (Daminhui). C'est sans doute la raison pour laquelle, le GMD de Nanjing chercha par la suite à le dissoudre, en intégrant dans ses rangs les 40 000 membres revendiqués par le Parti républicain⁴. Cette politique hégémonique du GMD se fit dans le cadre de la Ligue d'Asie orientale, qui vint se substituer au programme constitutionnel, avant d'être abandonnée à son tour.

Une centralisation au profit du GMD dans le cadre de la Ligue d'Asie orientale

Lors du 3^e plénum de son Comité exécutif central, le 15 décembre 1940, le GMD souligna l'importance qu'il y avait à ce qu'il soit la « seule force politique centrale [*weiyi zhi zhongxin shili*

latérales, [avait] été en coquetterie avec le mouvement » avant sa défection (Jankélévitch à Cosme, « Parti national-socialiste chinois », 21 mars 1940, ADF 503).

¹ Nous passons vite sur le parti de Zhu Qinglai, dont l'implication dans le gouvernement collaborateur de Nanjing a déjà fait l'objet d'une étude par Roger B. Jeans, « Third-Party Collaborators in Wartime China: The Case of the Chinese National Socialists Party », in Barrett, Shyu (dir.), *China in the Anti-Japanese War*, op. cit., 2001, p. 113-133.

² ZR, p. 393. Voir la partie 2.1.3.2. Comme le nota Kagesa Sadaaki, l'appel du Mouvement de paix à former un gouvernement intégrant en son sein les différents « partis et mouvances » fut suivi d'une « floraison [*zokusei* 簇生] » d'organisations locales qui envoyèrent des représentants à Nanjing pour peser dans les nouvelles instances. Beaucoup d'entre elles, ajoute-t-il, représentaient les intérêts des « autorités militaires [*gunkanken* 軍官憲] » japonaises (Kagesa, « Sozrogaki », art. cit., p. 375).

³ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, ? 1940, AH 118-010100-0035-051.

⁴ Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 102.

唯一之中心勢力] », formalisant ainsi le discours prononcé par Wang Jingwei le 27 août¹. Cette volonté du GMD de s'imposer à l'intérieur de l'État d'occupation se matérialisa par le biais du Mouvement de la Ligue d'Asie orientale (*dongya lianmeng yundong* 東亞聯盟運動)².

Lancée à Tokyo à l'automne 1939 afin de diffuser au Japon et sur le continent le projet panasiatique d'Ishiwara Kanji, cette Ligue se développa en Chine au cours de l'année 1940. En mai, Miao Bin fonda à Beijing la branche chinoise de l'Association de la Ligue d'Asie orientale³. Une lettre de Chen Yaozu adressée à son beau-frère Wang Jingwei, en juillet 1940 depuis Canton, où il occupait le siège de gouverneur, atteste de l'attitude pragmatique adoptée par le groupe de Wang Jingwei vis-à-vis de cette nouvelle organisation. Le chef de l'agence locale des services spéciaux militaires, *Yazaki Kanjū 矢崎勘十, était venu trouver Chen pour lui annoncer que le président de la Ligue, Kimura Takeo 木村武雄 (1902-1983), visiterait Canton dans les prochains jours et qu'il espérait vivement qu'une association locale puisse voir le jour afin de promouvoir un « plan centenaire pour l'Asie orientale [*dongya bainian daji* 東亞百年大計] ». Celle-ci, avait-il précisé, n'aurait aucun lien avec la branche ouverte par Miao Bin et sa forme ne serait décidée qu'après consultation de la partie chinoise. Chen concluait son courrier sur ce conseil :

Les Japonais accordent une grande importance à cette organisation. Si personne parmi nous ne se charge de la mettre en place, je crains que Peng Dongyuan ou une autre personnalité extérieure au GMD n'utilise le Plan centenaire d'Asie orientale pour acquérir une position égale à la nôtre⁴.

L'Association de la Ligue à Canton fut établie le 9 septembre 1940, sous la direction de Lin Ruheng 林汝珩 (1907-1959), filleul de Wang Jingwei⁵. Le groupe de Wang vit le profit qu'il pourrait tirer de la Ligue : plutôt que de la combattre, mieux valait s'assurer le contrôle de ses branches en Chine et l'utiliser pour fusionner les différentes organisations politiques sous la houlette du GMD. L'effervescence constitutionnelle et démocratique, qui avait accompagné le

¹ *WZQS*, p. 580. Conscient du triste spectacle qu'offrirait ce GMD « orthodoxe », Zhou nota le soir : « En me remémorant les plénums successifs organisés par le passé, je ne peux m'empêcher de penser à quel point les choses ont changé [*bujin cansang zhi gan* 不禁滄桑之感] » (*ZR*, p. 393).

² Nous avons déjà évoqué cette organisation, dans la partie 1.3.3.4. Pour une synthèse à son sujet, voir la notice de son fondateur, Ishiwara Kanji (Annexe 3).

³ Bae Kyoungghan 裴京漢, « Zhongri zhanzheng shiqi Zhongguo de dongya lianmeng yundong yu “zhengzhi duli” 中日戰爭時期中國的東亞聯盟運動與“政治獨立” (Le Mouvement de la Ligue d'Asie orientale en Chine pendant la guerre sino-japonaise et l'“indépendance politique”) », in *Zhongguo shehuikexueyuan zhongri lishi yanjiu zhongxin* 中國社會科學院中日歷史研究中心 (dir.), *Jiuyiba shibian yu jindai zhongri guanxi : Jiuyiba shibian qishi zhounian guoji xuzshu taolunhui wenji* 九一八事變與近代中日關係 : 九一八事變70周年國際學術討論會論文集 (L'Incident de Mandchourie et les rapports sino-japonais à l'époque moderne : Actes du colloque international pour le 70^e anniversaire de l'Incident de Mandchourie), Beijing : Sheke wenxian chubanshe, 2004, p. 638.

⁴ Lettre de Chen Yaozu à Wang Jingwei, 23-25 juill. 1940, AH 118-010100-0008-107. Nous avons vu dans la partie 2.1.3.1 que l'une des priorités du clan familial de Wang Jingwei fut de supplanter les collaborateurs cantonnais de la première heure comme Peng Dongyuan.

⁵ Bae Kyoungghan, « Zhongri zhanzheng shiqi Zhongguo de dongya lianmeng yundong... », art. cit., p. 639 ; Simon (Canton) à Cosme (Beijing), « Gouvernement provincial de Canton », 24 déc. 1942, ADF 327.

huandu de mars 1940, laissa rapidement place à un discours sur la nécessité d'un « centre politique ». Il faisait écho au « Mouvement pour une nouvelle structure » (*shin taisei undō* 新体制運動), alors à son apogée dans l'archipel. Nous avons dit que celui-ci aboutit, le 12 octobre 1940, à la formation de l'Association de soutien au Trône (*taisei yokusankai*), dont le premier ministre Konoé espérait faire un parti unique dans lequel viendraient se fondre tous les autres partis¹. Dans l'entretien en « off » donné par un responsable de Nanjing au *Asahi*, le 8 novembre 1940, pour repousser la tenue de l'Assemblée nationale, il fut ainsi question du « Mouvement pour une nouvelle structure », dont il dit souhaiter la réussite. Cette évolution apparaissait clairement aux contemporains. Le 19 décembre 1940, un quotidien japonais de Shanghai nota que les discours sur la suppression du « système du Parti unique [*ittō sensei* 一党專制] » invoqué au début de l'année relevait d'un idéal qui, confronté à la réalité d'un renforcement nécessaire du nouveau régime, avait laissé place au « discours sur le Parti unique comme centre ». Celui-ci était, selon la même analyse, « grandement influencé par la prise de conscience de l'impuissance des gouvernements démocratiques et le développement au Japon du Mouvement pour une nouvelle structure »².

Outre la fédération des petits partis autour du GMD, le Mouvement de la Ligue d'Asie orientale permit d'accélérer la dissolution des organisations de masses présentes dans la zone d'influence du groupe de Wang Jingwei. La principale d'entre elles était la Daminhui 大民會 (Association du grand peuple), établie sous le Gouvernement réformé³. Sans jamais connaître, en Chine centrale, un développement comparable à celui de la Xinminhui en Chine du Nord, la Daminhui comptait tout de même, en juillet 1940, 13 branches et 40 sous-branches, pour 150 000 adhérents revendiqués⁴. Sa prise de contrôle par le groupe de Wang fut effective en juin 1940, lorsque le Comité de direction des mouvements sociaux (*shehui yundong zhidao weiyuanhui* 社會運動指導委員會), placé sous le ministère des Affaires sociales de Ding Mocun, réorganisa la Daminhui, rebaptisée Zhongguo daminhui 中國大民會 (Association chinoise du grand peuple)⁵.

¹ Voir la partie 1.3.2.

² Cité in Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 86-87.

³ Fondée le 15 juillet 1938, la Daminhui émanait de la Xingyahui 興亞會 (Association pour l'essor de l'Asie), qui avait été formée en janvier 1938 par des membres de la pègre. Cette dernière fut impliquée dans des opérations terroristes en soutien aux Japonais, avant d'être réorganisée, en mars 1938, pour devenir un organisme de propagande. Déçus par ses résultats, les autorités d'occupation décidèrent de la remplacer par la Daminhui (Liu Jie 劉潔, « Kangzhan chuqi Huadong lunxianqu wei zuzhi Daminhui kaolun 抗戰初期華東淪陷區偽組織大民會考論 (L'organisation fantoche de l'Association du grand peuple dans la zone occupée de Chine orientale au début de la Guerre de résistance) », *Minguo dang'an*, 2016, n°4, p. 98-108).

⁴ Strategic Services unit, « Japanese Intelligence Organizations in China », 4 juin 1946, Section III, p. 33, CIA ; Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 129. À la différence notable du GMD de Wang Jingwei, la présence de conseillers japonais était visible dans son organigramme (*CIG*, p. 521).

⁵ *Ibid.*, p. 62. Sa direction fut également remaniée. Si Liang Hongzhi et Wen Zongyao restèrent comme présidents honoraires, ils partagèrent ce poste avec Chen Gongbo. De même, la gestion effective de la Daminhui

Ce n'était là qu'une première étape avant sa dissolution, qui intervint le 17 décembre 1940, une fois signé le Traité de base.

Au même moment, deux autres organisations annoncèrent, on l'a dit, leur fusion avec le GMD : le Parti républicain de He Peirong et le Mouvement pour l'essor de l'Asie et la reconstruction nationale d'Iwai Eiichi. Ce dernier, en particulier, fit l'objet d'intenses négociations, dont on peut suivre le fil dans le journal personnel de Zhou Fohai. Le 3 juin 1940, ce dernier notait à la suite d'une rencontre avec Iwai et Yuan Shu :

ils prévoient d'organiser un parti de masse [*dazhongdang* 大眾黨], ce qui pourrait nous gêner. [...] Ils comptent sur mon aide. Comme il vaut mieux s'en faire des amis que des ennemis, j'ai accepté de les soutenir. Ils étaient satisfaits¹.

L'aide en question fut précisée le 18 juillet : Zhou promit de leur verser 30 000 yuans par mois ; ajoutant, pour lui : « au moins, ils ne s'opposeront plus à nous, à compter d'aujourd'hui »². La confiance qu'avait Zhou dans cette méthode, qui avait fait ses preuves pour les autres partis, s'éroda toutefois au cours de l'été, à mesure que le Mouvement pour l'essor de l'Asie prenait de l'ampleur, et avec elle la propagande de sa presse en faveur du gouvernement constitutionnel. Après une visite de Yuan Shu, le 11 août, Zhou exprima sa méfiance envers les intentions du Mouvement d'Iwai et Yuan Shu :

ils prétendent vouloir être dirigé par le gouvernement, mais se tiennent en marge du GMD. Ils affirment vouloir surtout se placer sous mon patronage [*geng yuan shou yu zhi lingdao* 更願受余之領導]. Je crains toutefois qu'ils ne cherchent qu'à profiter de moi pour un temps, car cette organisation est utilisée par les Japonais pour entraver le GMD [*Riren yong yi qianzhi Guomindang zhe* 日人用以牽制國民黨者].³

Zhou n'en continua pas moins de chercher à gagner leur soutien, affirmant le 22 septembre, à propos de la discussion qu'il venait d'avoir avec Iwai : « je compte bien le recruter [*ni wangluo zhi* 擬網羅之] »⁴. Le vice-consul de Shanghai était cependant d'un autre calibre que les collaborateurs chinois ralliés au GMD de Nanjing. Nous verrons qu'il continua à poser problème au gouvernement de Wang Jingwei. Après avoir fait courir le bruit que le Mouvement d'Iwai aidait le PCC⁵, Zhou obtint finalement de Kagesa qu'il soit, lui aussi, dissout⁶. En guise de récompense, les dirigeants de ces différentes organisations intégrèrent le Comité exécutif central

revint à des personnalités issues du Gouvernement réformé, mais compatibles avec le nouveau régime, comme Chen Qun et *Kong Xiankeng 孔憲鏗, épaulées par Tang Huimin 唐惠民, un lieutenant de Ding Mocun et Li Shiqun. Le général de brigade Matsumuro Atsuyoshi 松室温良 fut désigné conseiller en chef (Liu Jie, « Kangzhan chuqi Huadong lunxianqu wei zuzhi Daminhui kaolun », art. cit., p. 101).

¹ ZR, p. 304.

² ZR, p. 323.

³ ZR, p. 334.

⁴ ZR, p. 354.

⁵ Ce qui était le cas à travers le réseau de Yuan Shu, mais Zhou ne le savait sans doute pas.

⁶ Seki, « En Shu to Kōa kenkoku undō », art. cit., p. 99.

du GMD comme membres suppléants, à l'occasion du 3^e plénum du 15 décembre¹. S'il invita donc des personnalités extérieures au GMD à siéger dans les instances de celui-ci, le groupe de Wang veilla à se tailler la plus large part du gâteau. La répartition équitable promise à Qingdao (1/3 des postes pour le GMD, 1/3 pour les anciens dirigeants des Gouvernements provisoire et réformé, 1/3 pour les autres groupes) ne fut pas respectée. Sur les 27 principaux postes du gouvernement dans les mois qui suivirent le *huandu*, seuls 6 étaient occupés par des personnalités extérieures au GMD².

Accompagnant la centralisation politique au profit de Nanjing, les différentes branches du Mouvement de la Ligue d'Asie orientale en Chine fusionnèrent le 1^{er} février 1941 en une Association générale chinoise de la Ligue d'Asie orientale (*Dongya lianmeng Zhongguo zonghui* 東亞聯盟中國總會) présidée par Wang Jingwei³. Seconde étape, après la fusion des petits partis dans le GMD en décembre, cette Association générale fut définie par Lin Bosheng comme devant présider au « mouvement populaire centré sur le GMD »⁴. L'implication de Nanjing dans l'organisation de ce mouvement visait également à mettre en avant son programme panasiatiste pour mieux défendre l'indépendance politique de la Chine⁵. Au même moment, cependant, Ishiwara Kanji et sa Ligue tombèrent en disgrâce, suite à une décision du gouvernement le 14 janvier 1941⁶. Autrement dit, les autorités japonaises déclarèrent illégales les activités de la Ligue qu'ils avaient incité Wang Jingwei à développer en Chine, à l'instant même où ce dernier venait de lancer l'Association générale dans le cadre d'une vaste campagne de propagande. Le Mouvement de la Ligue ne disparut pas pour autant en Chine et continua son développement, notamment à Canton⁷. Plus encore que le GMD, son Association générale resta à l'état de coquille

¹ *WZQS*, p. 580. Parmi eux : He Peirong et Shi Xinghua pour le Parti républicain, Chen Fumu et Yuan Shu pour le Mouvement d'Iwai, ainsi que Kong Xiankeng et *Xia Qifeng 夏奇峯 pour la Daminhui (*ibid.*).

² Wang Yitang, Wen Zongyao, Liang Hongzhi, Jiang Kanghu, Zhao Yusong et Fu Shishuo (Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 88). Nous avons renoncé à distinguer dans les tableaux des Annexes 2.3.A et 2.4 l'étiquette politique de chacun ou à en tirer des données statistiques sur la répartition des forces au sein du gouvernement. La prise en compte des différences de parcours entre les personnalités partageant un profil de collaborateur en apparence identique obligerait en effet à un trop grand nombre d'exceptions, rendant impossible toute typologie rigide. En outre, le caractère largement informel du pouvoir ne permet pas de déduire l'influence donnée d'un individu en fonction de sa position protocolaire. Zhou Fohai, par exemple, ne siégea jamais au bureau permanent du Comité politique central, alors même qu'une grande partie des décisions se prenaient dans son salon.

³ Voir la composition de sa direction, largement dominée par le groupe de Wang, dans *ZR*, p. 418, n.1.

⁴ Bae Kyoungan, « Zhongri zhanzheng shiqi Zhongguo de dongya lianmeng yundong... », *art. cit.*, p. 641.

⁵ Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 136. Les quatre axes donnés au Mouvement en Chine étaient l'indépendance politique (*zhengzhi duli* 政治獨立), la coopération économique (*jingji hezuo* 經濟合作), l'alliance militaire (*jundui tongmeng* 軍隊同盟) et les échanges culturels (*wenhua goutong* 文化溝通) (*RQGD*, p. 470).

⁶ Voir la notice d'Ishiwara, Annexe 3.

⁷ Dans son rapport du 6 août 1941, Li Ruheng se félicita des 80 000 personnes ayant déjà adhéré à la branche cantonnaise de ce qui était désormais « un mouvement idéologique et non plus un mouvement politique » (*RQGD*, p. 470-471).

vide, seules une ou deux personnes y travaillant réellement¹. En outre, la branche pékinoise de la Ligue n'intégra jamais l'Association générale, que les officiers japonais de Beijing voyaient comme un moyen pour Nanjing d'affaiblir la Xinminhui au profit du GMD².

Le GMD tenu en échec par la Xinminhui dans le Nord

Dans la foulée de la dissolution des organisations rivales comme la Daminhui, le groupe de Wang chercha à faire de même en Chine du Nord, en utilisant le Mouvement de la Ligue d'Asie orientale comme un cheval de Troie pour imposer le GMD. On peut ainsi lire, dans un rapport français de décembre 1940 :

Il résulte d'informations recueillies dans les milieux locaux et d'indications relevées dans la presse de Pékin que l'administration de M. Wang Ching-wei, encouragée par certaine clique militaire japonaise, aurait récemment, à la faveur des manifestations qui ont entouré la reconnaissance du Gouvernement de Nankin par le Japon, tenté d'étendre son autorité aux provinces de Chine du Nord. A cette fin, le parti du Kouomintang réformé, [...] aurait essayé d'absorber la Sin Min Houei [Xinminhui] [...] et son affilié le parti de la Jeunesse chinoise³. Cette tentative aurait été favorisée par Wang Ching-wei lui-même qui dans le dessein de la faire aboutir aurait utilisé M. Miao Pin, Vice-Président de la Sin Min Houei, et ancien membre du Kouomintang, parti pour Nankin en octobre dernier : elle a été dénoncée à l'entourage de Wang Yi-tang [...]. Miao Pin a donné aussitôt (le 13 décembre) sa démission de Vice-Président [...]. Un communiqué du Yong Pao⁴ de Tientsin du 19 décembre déclare que « si les factions politiques de Chine centrale⁵ ont été dissoutes et intégrées dans le parti Koumintang, il n'a pu en être de même pour la Sin Min Houei qui n'est pas une organisation politique et continuera d'exercer, de même que le parti de la jeunesse chinoise, une activité indépendante et conforme aux exigences que réclame le statut spécial de la Chine du Nord ».⁶

Les diplomates français étaient bien renseignés. Les sources chinoises confirment, en effet, que Miao Bin joua un rôle-clé dans ce stratagème. Depuis 1938, Miao avait été le principal idéologue de la Xinminhui, publiant plusieurs brochures et prononçant de nombreux discours à son sujet⁷. Le 26 juillet 1940, Zhou Fohai écrivit à Wang :

Il est nécessaire de gagner le soutien [*longluo* 籠絡] de Miao Bin. Je souhaite demander que 20 ou 30 000 yuans lui soient versés secrètement chaque mois⁸. Il faut éviter à tout prix, cependant, que les Japonais ne l'apprennent [...] Cette somme peut être prise sur les dépenses extraordinaires [*linshifei* 臨時費] du ministère des Finances⁹.

¹ Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 136.

² Bae Kyoungan, « Zhongri zhanzheng shiqi Zhongguo de dongya lianmeng yundong... », art. cit., p. 642.

³ Il s'agissait du groupe de Liu Hsiao-Kun, évoqué plus haut, qui s'était opposé publiquement au Parti de la jeunesse de Zhao Yusong (voir partie 3.3.3.2).

⁴ Le *Yongbao* 庸報, tiré à 200 000 exemplaires, était le quotidien chinois le plus important de Chine du Nord. Il était alors contrôlé par l'armée japonaise.

⁵ La Daminhui notamment.

⁶ [s.a.], « Le Gouvernement de Nankin et le statut spécial de la Chine du Nord », 21 déc. 1940, ADF 503.

⁷ Iriye Akira, « Toward a New Cultural Order: the Hsin-min Hui », in Idem (dir.), *The Chinese and the Japanese*, op. cit., p. 261.

⁸ Soit une somme identique à celle promise par Zhou à Iwai Eiichi (voir partie précédente).

⁹ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 26 juill. [1940], AH 118-010100-0035-061. Nous avons vu qu'en juin 1940, Miao Bin avait déjà fait un pas vers Nanjing avec son article soulignant la compatibilité de la doctrine de Sun Yat-sen avec celle de la Xinminhui, qui contredisait ses prises de position anti-GMD du début de la guerre (Tōyō kyōkai chōsabū, *Shina kensei mondai*, op. cit., p. 80).

Le lendemain, Zhou reçut la visite de Miao avec qui il discuta de la situation en Chine du Nord, et de l'enveloppe de « 10 000 yuans » mensuels qu'il recevrait¹. Les tensions entre Nanjing et Beijing redoublèrent le mois suivant, à la suite d'un discours du président de la Xinminhui et du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord, Wang Yitang. Le 21 août, Zhou Fohai écrivit à Wang Jingwei :

J'ai discuté hier avec [Chen] Gongbo et [Mei] Siping du discours radiodiffusé de Wang Yitang, au cours duquel il a laissé échapper des propos malheureux [*shiyān* 失言], en affirmant que la Xinminhui était l'égale du GMD et que le Conseil des affaires politiques de Chine du Nord était né de la Xinminhui tout comme le Gouvernement national était né du GMD. Je compte proposer qu'une mise en garde soit adoptée demain par le Comité politique central. J'en ai parlé ce matin à Kagesa, qui m'a assuré de son total accord [...]. Il a déjà télégraphié [à Tokyo] pour demander si des Japonais étaient à l'origine [de ces déclarations]².

Le 26 octobre puis le 1^{er} décembre 1940, Miao Bin vint de Beijing pour discuter avec Zhou de la Ligue d'Asie orientale, dont il avait fondé la branche locale en mai³. Ces tractations étaient connues des autorités de Beijing, qui cherchèrent à y mettre un terme :

Inukai est venu pour me dire que ceux de Chine du Nord n'approuvaient pas le fait que Miao Bin supervise les affaires internes [*neiwu duban* 內務督辦]. La raison avancée est que Miao Bin ne devrait pas mener des activités à Nanjing [*lai Jing huodong* 來京活動]. Il s'agit sans aucun doute d'un coup bas de Wang Yitang [*ci chun xi Wang Yitang zhi guiguai* 此純系王揖唐之鬼怪] ! Tant qu'on ne se sera pas débarrassé de cet enragé [*ci liao bu qu* 此獠不去], il sera impossible d'atténuer le particularisme croissant [*teshuhua* 特殊化] de la Chine du Nord.⁴

Fort de ses soutiens dans l'Armée de Chine du Nord et le Kōa.in, l'« enragé » tint bon, mettant en échec la centralisation voulue par Nanjing. La Xinminhui poursuivit son extension, passant de 674 057 membres en décembre 1940 à 1 787 659 un an plus tard et 3 643 199 en octobre 1942⁵.

Ne s'avouant pas battu, le groupe de Wang Jingwei tenta à nouveau de s'implanter en Chine du Nord en 1942, cette fois par le biais du Mouvement des nouveaux citoyens. Du 25 au 29 octobre 1942, Wang Jingwei effectua sa première visite officielle à Beijing depuis le « retour à la capitale », à l'occasion d'une assemblée générale de la Xinminhui (*Xinminhui quanti lianhe xieyihui* 新民會全體聯合協議會). La presse de Nanjing souligna l'importance de l'événement qui montrait « la volonté d'une unification entre le centre et la Xinminhui »⁶. Au cours de son

¹ ZR, p. 328.

² Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 21 août 1940, AH 118-010100-0035-011.

³ ZR, p. 370, 387.

⁴ ZR, p. 388.

⁵ Horii, « Shinminkai to Kahoku senryō seisaku » art. cit., n°539, p.11.

⁶ « Zhuxi chuxun Huabei yiyi zhongda Zhongyang yu difang guanxi jiang yizhen miqie 主席出巡華北意義重大中央與地方關係將益臻密切 (La tournée du président en Chine du Nord revêt une importance considérable Vers un resserrement des liens entre le gouvernement central et Beijing) », *Minguo ribao*, 23 oct. 1942, [s.p.]. L'ambassadeur français fit le rapport suivant : « La présence de M. Wang Ching Wei à la séance inaugurale du congrès de cette Association, dont les traditions lui sont pourtant peu sympathiques, a été interprétée comme marquant la volonté du Président du Gouvernement de Nankin de conserver la Chine du Nord dans son obédience. Cette impression a été confirmée par les discours où M. Wang Ching Wei, tout en reconnaissant le

assemblée générale, la Xinminhui adopta trois principes directeurs, dont le dernier prévoyait de favoriser le développement du Mouvement des nouveaux citoyens ; l'objectif final étant de former une organisation nationale unique¹. Le 20 janvier 1943, l'assemblée générale de la Xinminhui se réunit en session extraordinaire et annonça vouloir « mettre en pratique le Mouvement des nouveaux citoyens ». Le lendemain, Wang Jingwei fut nommé président honoraire de la Xinminhui, tandis que Wang Yitang et le célèbre intellectuel Zhou Zuoren, entraient au bureau permanent du Comité de promotion du Mouvement des nouveaux citoyens². Cette évolution avait pour contexte la « nouvelle politique chinoise », adoptée en décembre 1942, par laquelle Tokyo accéda, en théorie, à plusieurs demandes de Nanjing, parmi lesquelles celle d'une moins grande autonomie de Beijing³.

Cette victoire de Nanjing ne fut qu'apparente. Dans les faits, le Mouvement des nouveaux citoyens ne parvint pas plus à s'étendre en Chine du Nord que ne l'avait fait le GMD⁴. En acceptant d'être son président d'honneur, Wang avait reconnu publiquement l'existence de la Xinminhui. En retour, celle-ci ne modifia pas une idéologie foncièrement hostile aux Trois principes du peuple, qu'elle continua à diffuser largement à travers son vaste réseau éducatif⁵. Elle continua, en outre, à critiquer le GMD, pointant dans ses publications l'impuissance de ce dernier à fédérer les autres partis autour de lui et à mobiliser la population⁶. Pour ainsi dire, Beijing fut à Nanjing ce que Yan'an fut à Chongqing. Cette dissidence septentrionale au projet centralisateur de Wang Jingwei fut soutenue, en Chine centrale, par la persistance d'une opposition qui continua à instrumentaliser la question démocratique.

rôle spécial dévolu aux provinces septentrionales, a constamment parlé au nom de la Grande Chine de 400 millions d'habitants. » (Cosme (Beijing) à Vichy, « Visite de M. Wang Ching Wei à Pékin », télégramme n°1452-1453, 1^{er} nov. 1942, ADF 327).

¹ Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 173.

² *Ibid.*, p. 174.

³ Outre la reprise du projet de fusion entre GMD et Xinminhui, Nanjing obtint enfin la tête de Wang Yitang qui fut remplacé par Zhu Shen à la présidence du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord (Ambassade de France en Chine, « Situation politique en Chine », Beijing, 28 mai 1943, p. 4, ADF 77).

⁴ Les textes organisant le Mouvement des nouveaux citoyens à Beijing étaient dépourvus de la moindre allusion au gouvernement central ou aux Trois principes du peuple. Il y était seulement question d'être « loyal envers son pays et aimer l'Asie orientale pour la renaissance de la Chine » (Qian Zongchao 錢宗超, « Jingchaju lingfa shi zonghui xinguomin yundong shijian yaogang ji shishi xize 警察局令發市總會新國民運動實踐要綱及實施細則 (Programme général d'application du Mouvement des nouveaux citoyens et règlement détaillé d'application du Conseil municipal émis par le bureau de Police) », 20 juill. 1943, reproduit dans Beijing shi dang'an guan (éd.), *Riwei Beijing Xinminhui* 日偽北京新民會 (La Xinminhui des autorités fantoches pro-japonaises de Beijing), Beijing, Guangming ribao, 1989, p. 279-285).

⁵ Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 175.

⁶ *Ibid.*, p. 272-273.

3.3.3.3. La Parti contre la démocratie : critiques et parades

Si le programme constitutionnel promis à Chongqing et à Nanjing en 1940 fit long feu, cette question ne disparut pas pour autant du débat politique. En zone occupée, la centralisation des différents partis et mouvances autour du GMD « orthodoxe », réalisé au tournant de l'année 1941, continua à être contestée en Chine centrale.

Une critique persistante du GMD en Chine centrale

Cette dissidence fut notamment entretenue par le vice-consul de Shanghai, Iwai Eiichi, malgré la dissolution du Mouvement pour l'essor de l'Asie et la reconstruction nationale. En mars 1942, Iwai publia dans sa revue *Zhengzhi yuekan* 政治月刊 (Mensuel politique), qui avait pris la suite du *Xianzheng yuekan* en janvier 1941, un long article intitulé « Le renforcement du gouvernement national et le Mouvement des nouveaux citoyens »¹. Parmi les nombreux reproches qu'il faisait au régime de Wang Jingwei, l'attaque la plus frontale visait le GMD :

Au moment du retour à la capitale, le Gouvernement national a pris l'apparence [*tatema* 建前] d'une coopération comprenant les différents partis et mouvances ainsi que les personnalités hors-partis [*kaku tō kaku ha mu tō mu ha no kyōryoku* 各党各派無党無派ノ協力]. Par la suite, toutefois, ce gouvernement a malheureusement mis en œuvre une politique consistant à exercer un contrôle centralisé [*ichigen teki tōsei* 一元的統制]. [...] Le centralisme [*chūshin shugi* 中心主義] du GMD s'est progressivement affirmé, connaissant un tournant avec la mise en place du Mouvement de la Ligue d'Asie orientale, et aboutissant, de fait, à une quasi dictature du GMD [*Kokumintō dokusai* 国民党独裁]. [...] Après la dissolution des différents partis et mouvances, le GMD a fait exactement la même chose que l'ancien GMD. Des luttes intestines l'ont divisé, des partis dans le Parti se sont formés et les malversations se sont multipliées [*heigai hyakushutsu* 弊害百出] [...] La position du président Wang se détache progressivement et fait l'objet d'un culte croissant [*gūzōka* 偶像化]².

Dans un courrier envoyé en août à Tokyo, accompagné de la version japonaise de l'article en question, Iwai expliqua à ses supérieurs avoir reçu des lettres de soutien et rencontré des dirigeants de petits partis à son sujet. C'était le cas notamment de Zeng Qi 曾琦 (1892-1951), fondateur du Parti de la jeunesse, que Zhao Yusong avait pourtant échoué à rallier au Mouvement de paix. Lors de son arrivée à Shanghai, en provenance de Hongkong, Zeng avait dit à Iwai qu'il s'était procuré une dizaine d'exemplaires de la revue pour la distribuer aux militants de son parti³.

¹ Nous nous appuyons sur sa version japonaise : JACAR B02030601400, Iwai Eiichi, « Kokuminseifu no kyōka to shinkokumin undō 国民政府の強化と新国民運動 (Le renforcement du Gouvernement national et le Mouvement des nouveaux citoyens) », 37 p. [rédigé en mars 1942, transmis à Tokyo en août 1942], *Shina jihen kankei ikken* ; *Shina jihen ni tomonau jōkyō hōkoku* ; *Shina kakuchi hōkoku*.

² *Ibid.*, p. 24 et 27. Une partie de cet extrait est également citée dans Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 110-111.

³ L'attitude de Zeng Qi n'est pas très claire. Le 17 juillet 1941, Zhou Fohai reçut la visite de Zhao Yusong accompagné d'un certain Li, envoyé par Zeng Qi. Il expliqua à Zhou que Zeng, aidé par le seigneur de la guerre yunnanais Long Yun, s'était rendu de Kunming à Hongkong, « pour y œuvrer en faveur de la paix [*ni cedong heping* 擬策動和平] » (ZR, p. 493). Le 8 mars 1942, Zhou rencontra Zeng Qi à Nanjing. Leur conversation, qui

Iwai ajouta que, six semaines après la parution de l'article, Wang Jingwei s'était plaint auprès du ministre plénipotentiaire de Shanghai, Hidaka Shinrokurō, qui avait admonesté son adjoint Iwai. Cette remontrance n'empêcha pas ce dernier de diffuser plus largement l'article, en japonais, dans le souci, écrivait-il, d'améliorer une situation qu'il jugeait catastrophique¹. Le fait que l'article d'Iwai en appelle à un « renforcement » du gouvernement de Nanjing – un thème récurrent sur lequel nous reviendrons – montre que la relance du débat sur la forme du gouvernement (multipartisme contre monopole du GMD) était indissociable de la critique plus large contre la corruption et le manque d'efficacité du régime.

Jugeant que le GMD de Wang Jingwei était tombé dans les mêmes travers que son prédécesseur, plusieurs voix se firent entendre pour exiger des réformes démocratiques. Ces critiques s'exprimèrent en particulier dans le *Tairiku shinpō* ; principal quotidien en langue japonaise de la zone occupée que patronnait Iwai Eiichi. En décembre 1943, notamment, Chen Binhe 陳彬龢 (1897-1945), un proche d'Iwai placé à la tête du *Shenbao* 申報 par les Japonais en 1942, et l'économiste Ishihama Tomoyuki 石浜知行 (1895-1950), auteur de plusieurs ouvrages sur la Chine pendant la guerre, publièrent un article intitulé « La politique et le peuple en Chine ». Ils y critiquaient le fossé existant entre État et société en raison de l'absence d'institutions de représentation, permettant de faire « remonter la volonté du peuple [*ka.i jōtatsu* 下意上達] ». Ils rappelaient que le GMD de Jiang Jieshi avait, lui, promis d'instaurer un système de représentation, dans le cadre de l'« autonomie locale », se traduisant notamment par l'élection des chefs de *baojia*. Ils appelaient le gouvernement de Wang Jingwei à réaliser cette représentation locale². On voit ici que le thème du gouvernement constitutionnel, omniprésent en 1939-1940, avait laissé place à celui de l'autonomie locale. Dans le programme de Sun Yat-sen, celle-ci devait, nous l'avons dit, servir de fondement à la démocratisation de la Chine³. Le fait que cette campagne médiatique de décembre 1943 soit le fait de l'entourage d'Iwai conduit toutefois à s'interroger sur les motivations de ses auteurs. Exprimaient-ils une volonté sincère de démocratisation ou bien cet argument n'était-il utilisé qu'à des fins politiciennes ? On se souvient en effet que la rhétorique constitutionnaliste employée par Iwai au moment du *huandu* visait

dura une heure et demie, porta sur le renforcement du gouvernement de Wang Jingwei et sur la situation dans le Sud-Ouest (ZR, p. 580-581).

¹ JACAR B02030601400, Iwai Eiichi, « Kokuminseifu no kyōka... », p. ii.

² « Chūgoku no seiji to minshū 中国の政治と民衆 (La politique et le peuple en Chine) », *Tairiku shinpō*, 3-4 déc. 1943 (soir), cité dans Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 275-276.

³ Le 8^e point du « Plan de reconstruction nationale » de Sun Yat-sen prévoyait l'envoi par le gouvernement central d'agents compétents pour aider la population des districts à préparer l'autonomie locale. Ces préparatifs comprenaient, entre autres, le recensement des foyers, le relevé du cadastre, l'organisation d'une milice locale, la réparation des maisons et des routes, ainsi que la formation des habitants à l'usage des quatre pouvoirs : élire les fonctionnaires, les révoquer, susciter les lois et les réviser par référendum (<<https://zh.wikisource.org/zh-hant/國民政府建國大綱>>, consulté le 20 juin 2017).

d'abord à contester le monopole du groupe de Wang. Il fut aidé par des associés chinois comme Yuan Shu, dont les critiques à l'égard de Wang Jingwei n'étaient sans doute pas étrangères à leur qualité d'espions communistes. À cette contestation intérieure, s'ajoutait la relance du programme constitutionnel à Chongqing, qui soulignait cruellement l'échec de Nanjing en la matière.

La relance du programme constitutionnel à Chongqing

Sous la pression de son allié américain, Jiang Jieshi promit, le 18 novembre 1943, de réunir une Assemblée constituante dans l'année qui suivrait la fin de la guerre¹. De manière attendue, la presse de Nanjing dénonça sans attendre cette annonce. Elle révélait, selon un article, la volonté chez Jiang d'établir la dictature du GMD et de renforcer son pouvoir personnel. La preuve en était qu'il s'était arrogé le poste de *zhuxi* laissé vacant après le décès de Lin Sen en août. Cet argument était pour le moins étrange : Wang Jingwei ne s'était-il pas, lui-même, autoproclamé *zhuxi* dès novembre 1940² ? Les promesses de Jiang étaient considérées comme destinées non seulement à freiner la popularité croissante du PCC, mais aussi à rallier la population des « zones pacifiées » (c'est-à-dire occupées). Ces belles paroles revenaient à « peindre des gâteaux pour calmer la faim », par opposition à la politique du gouvernement de Wang Jingwei qui avait, rappelait l'article, établi un comité en vue de la mise en place du gouvernement constitutionnel³. Là encore, l'argument tombait complètement à plat, plus de deux ans après l'enterrement du projet constitutionnel à Nanjing.

La réaction fut également japonaise. Le 24 septembre 1943, lors d'une conférence de presse, le général de brigade Yahagi Nakao, alors chef du bureau de l'information de l'Armée de terre, aborda le sujet avec des correspondants chinois. Selon lui, il n'était pas dans l'intérêt de la Chine de se précipiter dans la voie constitutionnelle. Les deux objectifs donnés au pays par Sun Yat-sen – abrogation des Traités inégaux et instauration d'un régime constitutionnel – étaient réalisés à moitié. N'écouter que son « sens moral [*daoyi* 道義] », le Japon avait, en effet, déjà permis à la Chine d'atteindre le premier en lui rendant les concessions étrangères quelques semaines plus tôt. Le second ne pourrait être accompli qu'une fois l'ordre rétabli (comprendre : à condition que Jiang Jieshi capitule). Appliquer le gouvernement constitutionnel avant la paix complète, comme

¹ Xiao-Planes, « Constitutions et constitutionnalisme », art. cit., p. 285. Voir aussi Chen Xiao, « Debating Constitutionalism and Democracy: The Constitutional Movement during Late Wartime China, 1943-1944 », in J. Esherick, M. Combs (dir.), *1943: China at the Crossroads*, Ithaca, NYC, Cornell University Press, 2015, p. 242-281. En mars 1943, Jiang Jieshi écrivit dans son journal personnel que le modèle idéal pour la Chine d'après-guerre serait la démocratie constitutionnelle. Pour autant, « Chiang was not always a consistent thinker » (Mitter, « Imperialism, Transnationalism and the Reconstruction of Postwar China: UNRRA in China, 1944-7 », *Past and Present*, 2013, supplément 8, p. 58).

² Voir la partie 3.2.3.2.

³ « Yu fang jitu chongzhen minxin gaochang shishi xianzheng 渝方冀圖重振民心高唱實施憲政 (Chongqing cherche à regagner le soutien de la population en claironnant que le gouvernement constitutionnel va entrer en vigueur) », *Minguo ribao*, 14 sept. 1943, [s.p.].

prétendait le faire Chongqing¹, revenait à « grimper aux arbres pour pêcher le poisson [*yuanmu qiuyu* 緣木求魚] »².

Chongqing fut contraint de précipiter son calendrier constitutionnel à la fin de la guerre en raison d'une nouvelle initiative communiste visant à mettre le GMD sous pression. Le 15 septembre 1944, le PCC proposa de former un gouvernement de coalition ; demande soutenue par la Ligue démocratique des petits partis. Jiang Jieshi crut trouver la parade en annonçant, le 1^{er} avril 1945, que l'Assemblée constituante serait réunie le 12 novembre 1945. Cette décision fut immédiatement contestée en raison de la composition de l'Assemblée élue avant-guerre, totalement acquise au GMD³. Lors de son 6^e plénum, en mai 1945, le Parti nationaliste de Chongqing reconnut la liberté d'expression, de réunion et d'association⁴. Dans son journal personnel, Zhou Fohai déplora cette décision « prise sous la pression du PCC et des États-Unis », qui conduisait le GMD à reconnaître la légalité des autres partis politiques⁵. À l'aune de cette opinion, on comprend mieux quelle avait pu être sa vision du pluralisme et du projet constitutionnel au moment du « retour à la capitale », pour lequel il avait, on s'en souvient, montré peu d'enthousiasme.

Initiatives tardives à Nanjing dans le cadre des campagnes de masse

Le gouvernement de Nanjing ne resta pas sourd aux appels en faveur d'une meilleure représentation de la volonté du peuple et à la propagande de Chongqing sur la démocratisation. Dans le cadre de sa politique de mobilisation de masse – Campagne de pacification rurale à partir de juillet 1941 et Mouvement des nouveaux citoyens à partir de l'année suivante –, Nanjing promit de réinstaurer les institutions embryonnaires d'autonomie locale, et donc de représentation, existant avant-guerre⁶. Déjà présente au lendemain du *huandu*⁷, la question de l'autonomie locale

¹ Ce n'était pas le cas, puisque Jiang avait, à l'origine, prévu de tenir l'Assemblée nationale dans l'année qui suivrait la fin de la guerre. Seule la définition de cette dernière différait.

² « Yu fang “shishi xianzheng” wuyi yuanmu qiuyu ; Riben Gudi shaojiang tanhua 渝方「實施憲政」無異緣木求魚 日本谷荻少將談話 (La promesse de Chongqing d'appliquer le gouvernement constitutionnel revient à grimper à l'arbre pour pêcher le poisson ; Entretien avec le général japonais Yahagi) », *Minguo ribao*, 25 sept. 1943, [s.p.]. Citant un banquier américain, Yahagi prédisait, plus loin, que les États-Unis allaient se transformer en une dictature socialiste (*ibid.*).

³ Xiao-Planes, « Constitutions et constitutionnalisme », art. cit., p. 286-287 ; Li Jinxiu 李進修, *Zhongguo jindai zhengzhi zhidu shigang* 中國近代政治制度史綱 (Compendium historique du système politique chinois moderne), Beijing, Qiushi chubanshe, 1988, p. 349.

⁴ « Rikkensei no kakuritsu roku zen taikai no ketsugi 立憲制の確立 六全大会の決議 (Résolution du 6^e plénum sur l'établissement d'un système constitutionnel) », *AS*, 22 mai 1945, p. 2.

⁵ *ZR*, 21 mai 1945, p. 1019.

⁶ Nous évoquons ici rapidement le rôle de ces campagnes de masse dans le débat constitutionnel. Les campagnes elles-mêmes feront l'objet de parties ultérieures (4.2.3. et 6.1.2.2).

⁷ Tang Yifang 湯義方, « Tuijin difang zizhi wei shishi xianzheng zhi jichu 推行地方自治為實施憲政之基礎 (Promouvoir l'autonomie locale pour poser les bases du gouvernement constitutionnel) », *XY*, vol. 2, n°10, oct. 1940, p. 78-79.

comme forme idéale de proto-démocratie réapparut lorsque le gouvernement de Wang Jingwei se donna les moyens d'étendre le contrôle bureaucratique au-delà des districts (*xian* 縣)¹. Chen Gongbo qualifia ainsi l'autonomie locale d'« objectif fondamental » de la Campagne de pacification rurale². L'autonomie fut, en principe, réalisée à partir des cantons (*xiang* 鄉) et bourgs (*zhen* 鎮) – premier échelon sous les districts. Lorsque la chose était possible, des assemblées populaires de canton (*xiangmin dahui* 鄉民大會) ou de bourg devaient se tenir pour élire les responsables locaux. Dans les faits, de telles élections furent rares sous l'occupation³. Quand bien même elles auraient été nombreuses, ces élections n'auraient en rien signifié une démocratisation par le bas, mais bien plutôt un renforcement de l'État par le haut⁴. Si la confusion entre Constitution et démocratisation existait bien dans la propagande de Nanjing, elle cacha toujours un programme de construction avant tout *étatique*. Dans un premier temps, la promesse constitutionnelle visa à fédérer les autres groupes autour du GMD « orthodoxe ». Dans un second temps, le discours sur la représentation populaire par l'autonomie locale accompagna l'expansion de l'État central hors de son noyau urbain. Ce décalage entre discours et pratique, idéal démocratique et réalisme étatique, relevait moins d'un stratagème cynique qu'il ne reposait sur la conviction chez Wang ou Zhou Fohai que le GMD, débarrassé de l'emprise des militaires, était la seule force à même de réaliser la « reconstruction nationale ».

L'une des réponses apportées par le gouvernement aux appels en faveur d'une meilleure prise en compte de la « volonté du peuple » (*minyì* 民意) consista, nous y reviendrons, à lancer des campagnes contre la corruption des fonctionnaires, dans le cadre du Mouvement des nouveaux citoyens⁵. Un effort tardif d'institutionnalisation de la représentation populaire fut

¹ Placé sous celui des provinces, l'échelon des districts était, traditionnellement, la base de la bureaucratie en Chine. La mise en place de structures semi-bureaucratiques sous cet échelon permit au gouvernement central d'enraciner le contrôle administratif plus profondément dans la société. Nous traiterons de cet aspect dans les chapitres suivants.

² Chen Gongbo, « Dui Hushi qingxiang fabiao tanhua 對滬市清鄉發表談話 (Propos sur la pacification rurale à Shanghai) », *Zhonghua ribao*, 17 août 1942, cité à partir de *WZQS*, p. 815.

³ Pan Min, *Jiangsu riwei...*, *op. cit.*, p. 67.

⁴ Cf. la façon dont le parti-État communiste parvient aujourd'hui à pérenniser son régime autoritaire localement par le biais d'« élections au village ». Sur le sujet, voir Paul Charon, « Le vote contre la démocratie : Construction de l'État et processus de politisation dans la Chine rurale post-maoïste », thèse de doctorat, EHESS, 2012. Dans le cas du gouvernement de Wang Jingwei, toutefois, ce système fut généralement incapable de renforcer l'État central, là où il fut appliqué. Comme le notait la presse officielle de l'époque, elle-même, le « suffrage populaire [*minxuan* 民選] » sous l'échelon des cantons, présenté comme la règle et non l'exception, était en principe le meilleur moyen de placer des personnes sages aux postes de responsabilité. En zone occupée, cependant, celles-ci étaient « rares comme les plumes du phénix et la corne de la licorne » et, surtout, ne désiraient pas être élues. Les seuls intéressés étaient les « rejets de familles mandarinales ruinées [*bailuo jinshen renjia de zidi* 敗落縉紳人家的子弟] » et les « gredins locaux [*tugun dipi* 土棍地痞] » (« Lun jinri de xiangzhen baojia zhang 論今日的鄉鎮保甲長 (Les chefs de canton, de bourg et de *baojia* aujourd'hui) », *Minguo ribao*, 7 août 1944, [s.p.]). Nous aborderons le problème de la compétence des collaborateurs locaux dans la partie 5.2.2.2.

⁵ Voir la partie 6.1.2.

également entrepris, afin de donner un nouveau souffle au Mouvement, dont l'objectif (mobiliser la jeunesse et les fonctionnaires) fut élargi à l'ensemble de la population¹. Le 28 mars 1945, à la veille du cinquième anniversaire du « retour à la capitale », Chen Gongbo inaugura à Nanjing l'« Assemblée représentative du peuple en temps de guerre dans les différentes provinces et villes » (*ge sheng shi zhanshi minzhong daibiao dahui* 各省市戰時民眾代表大會). Elle fut présentée comme devant marquer une « nouvelle ère dans l'histoire des mouvements de masse en Chine », faisant ainsi écho au projet d'organisation nationale unique évoqué en octobre 1942 dans le but de venir à bout du particularisme pékinois de la Xinminhui. Cette dernière, ainsi que le Mouvement des nouveaux citoyens et la Ligue d'Asie orientale télégraphièrent leurs vœux de réussite à la nouvelle assemblée. Celle-ci se donna pour double objectif de « poursuivre l'héritage du père de la nation en parachevant la Révolution nationaliste », d'une part, et de « protéger la liberté d'expression et d'établir des organes de la volonté populaire [*minyi jigou* 民意機構] » d'autre part². Elle fut suivie, à partir du 21 avril 1945, de la tenue, dans les différentes villes de la zone occupée, d'« assemblées du peuple du Mouvement pour la réunification et le salut national » (*tongyi jiuguo yundong minzhong dahui* 統一救國運動民眾大會). Leur mot d'ordre était de « prendre les Trois principes du peuple comme principes directeurs » et d'« abandonner l'état d'esprit partisan et les préjugés régionalistes, afin de former une Ligue de réunification et de salut national fédérant les différents partis et mouvances ainsi que les différentes régions et milieux³ pour l'intérêt supérieur de l'État et de la nation »⁴. Le slogan de la réunification s'adressait aux acteurs de l'État d'occupation, mais aussi à Chongqing. En fédérant les premiers sous son autorité, le GMD de Nanjing cherchait à apparaître utile (et donc pardonnable) au GMD de Chongqing, dans la perspective, illusoire, d'une fusion devant faciliter la sortie de guerre prochaine⁵.

Suite à la défaite japonaise, l'arlésienne constitutionnelle du GMD prit fin le 1^{er} janvier 1947, avec la promulgation par le Gouvernement nationaliste d'une Constitution devant entrer en application le 25 décembre de la même année⁶. Elle ne tenait nul compte des propositions formulées par les autres partis et contribua à émousser davantage le peu de légitimité dont disposait encore le GMD.

¹ Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 282.

² *Ibid.*, p. 283.

³ L'élargissement du Mouvement des nouveaux citoyens à partir de mars avait donné lieu à l'organisation de plusieurs groupes corporatistes (ouvriers, journalistes, avocats, femmes, etc.) représentés dans ces assemblées (*ibid.*, p. 282-283).

⁴ *Ibid.*, p. 283-284.

⁵ La relance de la centralisation en zone occupée concerna également le Mouvement des nouveaux citoyens qui fut intégré au GMD, en juillet 1945 (*ibid.*, p. 284).

⁶ Xiao-Planes, « Constitutions et constitutionnalisme », *art. cit.*, p. 289.

Considérée sous l'angle du *huandu*, la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei conduit à nous interroger sur la *forme de l'État* dans la Chine post-impériale. La difficulté qu'il y a à saisir cet objet tient à la fois à son abstraction et à sa nature ambivalente. Greffée sur celle d'un pouvoir collaborateur, l'histoire du *huandu*, dans sa matérialité et par les processus politiques qu'elle met en jeu, donne un tour concret à la « figure abstraite » (P. Rosanvallon) de l'État. L'ambivalence est illustrée par la subtilité du *fatong*. Cette *forme* échappe, en effet, largement à la définition objective qu'en donne le droit, de même qu'elle ne saurait être réduite à l'agencement institutionnel. Pour autant, elle n'est pas que du « sens ». Nous avons cherché à surmonter cet écueil en historicisant le « retour à la capitale », c'est-à-dire en suivant, pas à pas, la façon dont les relations de pouvoir, et l'action politique en général, affectèrent la figure et la facture de l'État d'occupation. Il en ressort non seulement une compréhension plus nuancée de la collaboration entre Chinois et Japonais, ainsi que des relations entre les différents groupes de collaborateurs, mais aussi, en retournant l'approche, le fait que ces relations mettent en évidence ce à quoi elles concourent : une *formation politique de l'État* qui diffère notablement des intentions proclamées par le pouvoir de Nanjing, ainsi que des objectifs suivis par les principaux dirigeants.

La question constitutionnelle et démocratique, en particulier, est significative du caractère équivoque de la construction étatique en Chine. À cet égard, le cas de figure « excessif » du régime de Wang Jingwei agit comme le révélateur d'un processus dépassant largement la période de la guerre. La promesse du Mouvement de paix de faire franchir à la Chine l'ultime étape du programme étatique de Sun Yat-sen, en la dotant d'un gouvernement constitutionnel, peut sembler n'être qu'un simple slogan au regard du contexte dans lequel elle fut prononcée et de ses résultats. Si, toutefois, on l'inscrit dans la formation de l'État d'occupation impulsée par le « retour à la capitale », elle apparaît comme un instrument politique mobilisé par le groupe de Wang Jingwei à deux fins complémentaires : modifier la forme de l'État nationaliste pour réussir sa greffe sur l'État d'occupation, mais aussi transformer ce dernier afin de lui imprimer la forme de l'État nationaliste.

Autrement dit, l'argument constitutionnaliste fut un moyen pour le Mouvement de paix de justifier l'hétérodoxie de son GMD « orthodoxe », rendue nécessaire par le front uni des collaborateurs. En sens inverse, il servit à détourner ce même front uni du sens que lui avait donné ses concepteurs nippons – formaliser l'équilibre entre les forces en présence au sein de l'État d'occupation de sorte qu'aucune d'elles ne soit lésée par l'arrivée au pouvoir du groupe de Wang. De fait, le projet constitutionnaliste se mua rapidement en une entreprise de centralisation des différents partis et groupes collaborateurs sous la tutelle hégémonique du GMD « orthodoxe ». Quoique largement inabouti en raison de la fragilité du gouvernement central de Nanjing (visible

dans la minceur de son Parti en tant qu'appareil politique), ce processus n'est pas d'une nature différente des constructions hégémoniques opérées, au même moment, par le GMD de Jiang Jieshi au sein de son propre front uni, mais aussi par le PCC, depuis la « Nouvelle démocratie » maoïste des années 1940-1950, jusqu'à la remise au goût du jour du front uni, lors de la sortie du maoïsme et de la Révolution au tournant des années 1980-1990¹. Au sein du projet constitutionnaliste, la promesse floue de la démocratisation fut contredite par l'usage que les trois régimes considérés (GMD, gouvernement de Wang Jingwei et PCC) firent (ou tentèrent de faire) de l'autonomie locale².

Décrit en termes de *construction* étatique, ce processus hégémonique pourrait laisser croire que ses auteurs – le groupe de Wang Jingwei dans le cas ici étudié – firent de la Constitution promise un piège machiavélique. Outre qu'il ne faut pas évacuer totalement la part de sincérité à l'œuvre chez Wang (moins chez Zhou Fohai, certes), notre analyse en termes de *formation*, a tôt fait d'écarter cette simplification. D'une part, parce que ce processus releva moins d'une stratégie cohérente que d'un positionnement mouvant, s'adaptant aux réactions des protagonistes et à la conjoncture politique, comme le montre la forme changeante que donna le groupe de Wang à son projet de mobilisation (GMD, Mouvement des nouveaux citoyens, Ligue de réunification et de salut national). D'autre part, parce que les autres acteurs de l'État d'occupation détournèrent, à leur tour, la finalité donnée à cette construction hégémonique. En témoigne, par exemple, le rôle du consul Iwai Eiichi, qui joua, à coups de tribunes, la carte démocratique pour mieux contester le monopole du pouvoir revendiqué par le groupe de Wang, ou encore celui de la Xinminhui à Beijing, dont l'adhésion tardive (et feinte) au Mouvement des nouveaux citoyens favorisa son institutionnalisation au détriment de Nanjing.

En se bornant à une histoire idéologique de la collaboration, certains historiens chinois ne peuvent que constater la vacuité des slogans produits pendant l'occupation et décrire les positionnements successifs des différents acteurs comme un théâtre d'ombres grotesque (cf. la métaphore de la farce citée dans la partie 3.3.1). À l'inverse, les rares thuriféraires du régime de Wang, comme Hwang Dongyoun, surinterprètent ces slogans, faute de s'intéresser au contexte politique de leur production. L'aporie de tels diagnostics doit être dépassée en réinsufflant de l'historicité dans

¹ Sur ces deux périodes, voir respectivement Christine Vidal, « D'un régime à l'autre : les intellectuels ralliés au pouvoir communiste, 1948-1952 », *Études chinoises*, vol. 27, 2008, p. 41-85 ; Emmanuel Jourda, « Les usages postrévolutionnaires d'un canon orthodoxe : le Front Uni et l'invention politique de l'après-révolution en Chine (1978-2008) », thèse de doctorat, EHESS, 2012. Si ce processus ne fut pas d'une nature différente, il prit des formes propres au contexte de l'occupation. Son principal instigateur, Zhou Fohai, activa ses liens avec l'occupant et – parfois à l'insu de celui-ci – fit un usage discrétionnaire des fonds gouvernementaux, pour obtenir le soutien des autres collaborateurs. Ces pratiques semblent bien prosaïques, si on les compare à l'hégémonie culturelle du PCC analysée par Christine Vidal.

² Cf. l'idée du « vote contre la démocratie » (Paul Charon).

l'analyse, comme nous avons tenté de le faire en montrant que ces slogans participèrent, avant tout, de la production du politique pendant la guerre¹.

Le champ politique de l'État d'occupation ayant été balisé, il convient maintenant de lui donner de la verticalité, en replaçant les relations de pouvoir dans le cadre institutionnel de l'appareil étatique, depuis le sommet du gouvernement central de Nanjing, jusqu'aux groupes de voisinage.

¹ Le contexte de contrainte militaire qui caractérisa l'occupation japonaise n'était pas nouveau en Chine. On peut ainsi risquer un rapprochement avec ce que fut la vie politique chinoise durant la période des seigneurs de la guerre (1917-1927).

Chap. 4. Architecture institutionnelle et emprise territoriale

4.1. Anatomie du gouvernement central

Avant de présenter l'appareil gouvernemental et administratif du régime de Wang Jingwei, il est nécessaire d'aborder ce qui constitua, en quelque sorte, un gouvernement dans le gouvernement : le système des conseillers japonais et autres agents de la tutelle exercée par la puissance occupante sur les collaborateurs chinois.

4.1.1. Le système des conseillers japonais

La présence de ressortissants d'une puissance étrangère dans les rouages politiques et administratifs d'un pays est souvent considérée comme un signe de la soumission dudit pays à cette puissance, en particulier dans le cas d'un gouvernement collaborateur, dont les conseillers apparaissent comme autant de fils reliant le marionnettiste à son fantoche. Cette généralité recouvre cependant des réalités bien différentes. Pour nous en tenir à la Chine, on peut rappeler qu'il ne s'agit en rien d'une situation propre aux régimes qualifiés de « fantoches ». La modernisation de l'État chinois s'accompagna d'une présence massive de conseillers étrangers, notamment japonais. Ces derniers transmirent à la Chine l'expérience acquise durant la modernisation spectaculaire amorcée à l'époque Meiji (1868-1912), qui s'était elle-même beaucoup appuyée sur des experts occidentaux. Le nombre de conseillers japonais travaillant pour le gouvernement chinois passa de 1 en 1896 à 116 en 1902, pour atteindre 555 en 1908. Il tomba à 159 au lendemain de la Révolution de 1911, avant de remonter à 430 en 1918¹. Cette « politique des conseillers » fut dénoncée par Liang Qichao 梁啟超 (1873-1929) en 1905 comme une « humiliation pour les Chinois [*Zhongguoren chi* 中國人恥] »². Le délitement politique de la

¹ Tobe, *Nihon rikugun to Chūgoku*, *op. cit.*, p. 35. Li Tingjiang distingue quatre périodes dans l'emploi de conseillers japonais en Chine : une première phase de recrutement par Li Hongzhang, entre 1882 et 1896, dans le cadre du Mouvement d'auto-renforcement ; l'adaptation de modèles japonais entre 1897 et 1911 ; une troisième phase, de 1912 à 1931, marquée par un changement de leur rôle qui, de technique, devint politique ; enfin, la période 1932-1945, qui vit des Japonais participer aux prises de décision à la tête des gouvernements collaborateurs (« The Role of the Japanese Advisor in Early Republican China: A Consideration of Ariga Nagao », *Twentieth-Century China*, vol. 23, n°2, avril 1998, p. 71).

² Liang Qichao, « Guwen zhengzhi 顧問政治 (La politique des conseillers) », *Xinmin congbao* 新民叢報, vol. 3, n°15, janv. 1905, p. 89-90. Liang fait référence au cas de la Corée. Son article parut en pleine guerre russo-japonaise, laquelle aboutit à la transformation de la péninsule en protectorat nippon, puis en colonie cinq ans plus tard. En août 1904, le gouvernement coréen avait signé un accord nommant des conseillers financiers et diplomatiques recommandés par le Japon. Ces derniers apparaissaient comme le signe avant-coureur de la perte

Chine post-impériale et l'avènement des seigneurs de la guerre permirent à certains Japonais d'exercer une influence sans précédent sur la politique intérieure du pays¹. Ce fut en particulier le cas des « spécialistes de la Chine » (*Shinatsū*), tels que Banzai Rihachirō, qui assista successivement Yuan Shikai et Zhang Zuolin². Ces pratiques s'intensifièrent dans les zones occupées par l'armée nippone en Mandchourie, puis dans le reste de la Chine³. Le système des conseillers japonais au sein du Manzhouguo s'inspirait de celui déjà établi en Corée au début du siècle qui, lui-même, fut peut-être influencé par l'organisation de la tutelle britannique en Egypte⁴. Contrairement à la situation en Mandchourie où une part importante des postes de l'administration du Manzhouguo était occupée par des Japonais⁵, le gouvernement de Wang Jingwei n'employa, dans son administration régulière (hors conseillers « invités »), que des agents chinois ou presque.

Avant d'analyser la manière dont évolua le système des conseillers japonais au sein du gouvernement de Wang Jingwei, il convient de revenir sur sa genèse en Chine centrale sous le Gouvernement réformé. Nous nous appuyerons pour cela sur des sources japonaises qui offrent un aperçu saisissant des mécanismes administratifs de la collaboration.

de souveraineté au profit des puissances coloniales (Duus, *The Abacus and the Sword: The Japanese Penetration of Korea, 1895-1910*, Berkeley, University of California Press, 1995, p. 187).

¹ Jusqu'à un quart des officiers de l'armée du Fengtian avait des conseillers japonais, tandis que leur chef, Zhang Zuolin, en eut 14, voire même 50 selon certaines sources (Waldron, *From War to Nationalism: China's Turning Point, 1924-1925*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 204). Le pouvoir acquis par ces hommes n'était pas à sens unique, et des *Shinatsū* se virent reprocher au Japon d'être manipulés par les seigneurs de la guerre chinois pour servir leurs intérêts.

² Voir la partie 2.2.2.2 et Tobe, *Nihon rikugun to Chūgoku*, *op. cit.*. Pour une présentation détaillée des *Shinatsū*, au delà des figures les plus connues, voir Yang Tian-kun 楊典錕, « Kindai Chūgoku ni okeru Nihonjin gunji komon kyōkan oyobi ni tokubetsu kikan no kenkyū 近代中国における日本人軍事顧問・教官並びに特務機関の研究 (1898~1945) (Étude des conseillers et instructeurs militaires japonais ainsi que des agences des services spéciaux en Chine, 1898-1945) », Thèse de doctorat, Université de Tokyo, 2008 (nous n'avons eu accès, pour l'instant, qu'à son résumé).

³ Voir le tableau chronologique des principaux conseillers militaires des différents gouvernements installés en Chine entre 1931 et 1945 dans Nihon kindai shiryō kenkyūkai 日本近代史料研究会, *Nihon riku kaigun no seido soshiki jinji* 日本陸海軍の制度・組織・人事 (Institutions, organisation et personnel de l'Armée de terre et de la Marine japonaises), Tōkyō daigaku shuppankai, 1971, p. 217.

⁴ En juillet 1907, le troisième accord nippo-coréen avait mis fin au contrôle indirect exercé par le Japon sur la péninsule par l'intermédiaire de ses conseillers, pour le remplacer par un contrôle direct permis par le recrutement de fonctionnaires japonais dans l'administration coréenne (Yamamuro Shin.ichi, « Shokumin teikoku Nihon no kōsei to Manshukoku : Tōchi yōshiki no sen'i to tōchi jinsai no shūryū 植民帝国・日本の構成と満洲国：統治様式の遷移と統治人材の周流 (Empire colonial, organisation du Japon et Manzhouguo : évolution des modes de gouvernance et circulation du personnel dirigeant) », in P. Duus, Kobayashi H. 小林英夫 (dir.), *Teikoku to iu gensō : Daitōa kyōeiken no shisō to genjitsu* 帝国という幻想「大東亜共栄圏」の思想と現実 (The Illusion of Empire : Ideology and Practice in the Greater East Asia), Aoki Shoten, 1998, p. 167-170).

⁵ En 1935, plus de la moitié des postes du gouvernement central étaient occupés par des Japonais. Dans certains secteurs, comme l'administration des chemins de fer, le ratio atteignait 90%. Par ailleurs, de nombreux conseillers japonais étaient également présents. En 1933, ils étaient déjà 224 (Li Yaqin, « “Bandit Suppression” in Manchukuo (1932-45) », Ph.D. diss., Princeton University, 2012, p. 120).

4.1.1.1. L'institutionnalisation du « guidage interne » au début de la guerre

Le système des conseillers s'institutionnalisa progressivement en Chine centrale au cours de la lente mise en place du Gouvernement réformé à partir du printemps 1938. Selon le récit qu'en fit l'année suivante son Bureau des conseillers, ce processus connut quelques ratés, en raison des rivalités qui existaient au sein du camp japonais¹. En mai 1938, soit un peu plus d'un mois après l'inauguration du nouveau régime, la « nécessité d'installer [*setchi* 設置] des conseillers japonais aux postes importants des différents Yuans et ministères du gouvernement s'était faite douloureusement ressentir [*tsūkan* 痛感] ». Il avait été décidé de s'inspirer du Gouvernement provisoire de Beijing, dont le numéro un, Wang Kemin, avait passé un accord, en avril 1938, avec la plus haute autorité militaire de Chine du Nord, le général des armées Terauchi Hisaichi 寺内寿一 (1879-1946), prévoyant l'envoi de conseillers. Wang avait obtenu que le système du Manzhouguo, avec « son armée de petits bureaucrates japonais placés dans les différents départements et bureaux », soit remplacé, en Chine du Nord, au profit d'un nombre limité de conseillers². Un accord semblable fut préparé pour être signé par Hata Shunroku, alors commandant en chef de l'Armée expéditionnaire de Chine centrale, et le président du Yuan exécutif Liang Hongzhi³. L'envoi d'agents japonais dans l'administration de Nanjing y était présenté comme répondant à la demande des autorités chinoises. Appelés à mener, dans l'administration centrale comme locale, des « réformes substantielles et à maintenir l'unité de la République de Chine », ces conseillers seraient compétents dans les affaires administratives, juridiques ou encore militaires. L'accord prévoyait qu'ils seraient « recommandés par le plus haut officier militaire japonais [*you Ribenjun zui gao zhihuiguan tuijian* 由日本軍最高指揮官推薦] », avant d'être « invités » par le Gouvernement réformé⁴. La première annexe précisait les modalités du recrutement des conseillers. Leur traitement serait versé par la partie chinoise, tandis que leur recrutement et leur révocation seraient décidés d'un commun accord entre le chef des services spéciaux (Harada Kumakichi) et le président du Yuan exécutif (Liang Hongzhi)⁵. La deuxième annexe abordait la répartition des conseillers et de leurs assistants (*hosakan* 補佐官) : un

¹ JACAR B02031736500, Bureau des conseillers du Gouvernement réformé, « *Ishin seifu komonbu setchi no keii* 維新政府顧問部設置ノ経緯 (Histoire de l'établissement du Bureau des conseillers du Gouvernement réformé) », 18 sept. 1939, *Shina jihen ni saishi Shina shin seifu juritsu kankei ikken ; Shina chūō seiken juritsu mondai...* 支那事変ニ際シ支那新政府樹立關係一件ノ支那中央政權樹立問題… (Documents relatifs à la fondation du nouveau gouvernement chinois durant l'Incident de Chine ; la question de la fondation du régime central chinois...), p. 1593.

² Boyle, *China and Japan at War*, op. cit., p. 96.

³ « *Chūka minkoku ishin seifu komon yakujō* 中華民國維新政府顧問約定 (Accord sur les conseillers du Gouvernement réformé de la République de Chine) » (JACAR B02031736500, p. 1598-1606 en japonais et p. 1608-1614 dans sa version chinoise).

⁴ *Ibid.*, p. 1608.

⁵ *Ibid.*, p. 1611-1612. Cette dernière phrase comporte une coquille dans sa version chinoise (*xieshe* 協設 au lieu de *xieyi* 協議) ; sans doute le signe que ces textes furent rédigés par l'armée japonaise.

conseiller serait nommé dans chacun des principaux organes du gouvernement, accompagné d'un nombre déterminé mais variable d'assistants, ainsi que d'un effectif indéterminé de traducteurs et d'employés (*jimuin* 事務員)¹. Le total, sans prendre en compte ces derniers, était de 40 personnes (8 conseillers et 32 assistants).

La signature de cet accord fut toutefois suspendue, faute d'obtenir l'assentiment du Gaimushō et de la Marine qui, contrairement à ce qu'il s'était passé en Chine du Nord, avaient leur mot à dire du fait « de la situation spéciale en Chine centrale »². La Marine, en particulier, demanda que l'Armée de terre ne soit pas la seule représentée dans le système des conseillers de Nanjing. Un compromis fut trouvé : l'accord ne serait pas signé avec le commandant en chef de l'Armée expéditionnaire de Chine centrale (Hata), mais avec le chef de l'Agence des services spéciaux (Harada), ce qui fut fait le 1^{er} août 1938³. Le processus débuta en octobre, avec l'envoi de conseillers dans divers ministères (Pacification, Intérieur, Éducation, Finances). « Affligé [*shinyū* 深憂] » par l'annonce la mutation de Harada Kumakichi au Japon en décembre 1938, Liang Hongzhi écrivit à Hata Shunroku pour lui demander que Harada puisse rester en Chine comme conseiller suprême du Gouvernement réformé⁴. Le 5 janvier 1939, Harada reçut un ordre de mission de ses supérieurs japonais l'enjoignant de consacrer ses efforts au « guidage interne » du régime, aussi bien dans ses aspects « politiques, économiques que culturels »⁵.

Le 8 février, les conseillers reçurent, à leur tour, des instructions détaillées⁶. Ils devraient « s'efforcer d'éviter de s'ingérer ou de japoniser [*nihonka* 日本化], en déployant un esprit sincère de coopération pour la renaissance et la reconstruction de la Chine ». Leur travail se ferait en rapport étroit et constant avec le conseiller suprême ou le chef de l'Agence des services spéciaux. Ils adopteraient une attitude « tempérée et amicale » à l'égard de leurs collègues chinois. Les « conseillers en chef [*komon shuseki* 顧問主席] » auraient la direction des affaires de l'administration dans laquelle ils étaient affectés, tout en étant les assistants du conseiller suprême.

¹ La répartition prévue était la suivante (nombre des conseillers + assistants) : Yuan exécutif (1+5) ; Yuan législatif (1+3) ; ministère de la Pacification (*suijingbu* 綏靖部) (1+4) ; gouvernements provinciaux et municipalités spéciales (1+4 x 5). Nous comptons trois provinces (Jiangsu, Zhejiang, Anhui) et deux municipalités spéciales (Nanjing et Tianjin). Preuve que le précédent pékinois servit de modèle, les appellations administratives utilisées dans ce projet étaient celles du Gouvernement provisoire (le projet emploie le terme « bureaux provinciaux », alors que le Gouvernement réformé employa l'appellation « gouvernement provinciaux »).

² *Ibid.*, p. 1593. À la différence de l'Armée régionale de Chine du Nord, qui avait les mains libres à Beijing, l'Armée expéditionnaire de Chine centrale devait composer avec une meilleure implantation du Gaimushō dans la région et la Marine qui entendait bien mettre à profit l'aide déterminante qu'elle avait apportée à l'Armée de terre en pilonnant les positions chinoises durant la Bataille de Shanghai à l'automne 1937.

³ *Ibid.*, p. 1594, 1615-1616.

⁴ *Ibid.*, p. 1594. Le 28 décembre 1938, Hata Shunroku prit « note [*ryōshō su* 諒承ス] » de cette demande (*ibid.*, p. 1619). Nous revenons plus bas sur les raisons pour lesquelles la mutation de Harada fut annoncée, avant d'être annulée.

⁵ On se souvient qu'il avait, par exemple, déjà décidé du contenu des manuels scolaires (partie 3.3.3.2).

⁶ « *Komon fukumu yōkō* 顧問服務要綱 (Principaux points du travail de conseiller) » (*ibid.*, p. 1621-1625).

Lorsque les « différents organes de la partie japonaise » auraient des « requêtes [yōbō 要望] » à transmettre à la partie chinoise, ils passeraient par les conseillers. À l'inverse, si un projet était initié par l'administration chinoise ou par ses conseillers, dans le cadre du « guidage interne », il devrait faire l'objet d'une demande à l'organe japonais concerné pour obtenir son aval. Dans le cas de décisions de routine, la voie formelle des documents officiels n'était pas nécessaire, un simple contact à l'oral ou par télégramme avec les autorités d'occupation était suffisant. Le verrouillage de l'action administrative par la tutelle japonaise se faisait aussi en interne : toute communication entre les différentes administrations chinoises seraient nécessairement portées à la connaissance de leurs conseillers japonais respectifs. Pour les affaires importantes, ces derniers avertiraient le conseiller suprême et les autorités japonaises afin d'obtenir leur autorisation. Les gouvernements provinciaux et municipaux, dans lesquels des conseillers n'avaient pas encore été affectés, auraient pour conseiller en chef le responsable de l'Agence des services spéciaux locale¹. Le 1^{er} juin 1939, le conseiller suprême Harada Kumakichi écrivit à Liang Hongzhi au sujet des conseillers dans l'administration locale : seul l'un d'entre eux avait déjà été affecté à la municipalité spéciale de Shanghai. Les autres conseillers recommandés seraient envoyés en poste rapidement².

L'institutionnalisation du système des conseillers consista donc à intégrer dans les gouvernements collaborateurs la tutelle jusque-là exercée par les forces d'occupation. Cette évolution résultait de la complexification des appareils bureaucratiques et de la relance d'une action administrative qui, dans les premières semaines de l'occupation, s'était limitée au strict minimum (la gestion des réfugiés en particulier).

Après la Marine en 1938, les services spéciaux de l'Armée de terre en Chine centrale durent faire faire à un nouveau rival au cours de l'année 1939 : le Bureau de liaison (*renrakubu*) du Kōa.in³. L'annonce de la mutation au Japon de Harada, en décembre 1938, prit pour cadre la suppression prévue des services spéciaux de l'armée, que devaient remplacer les différents bureaux de liaison du Kōa.in. Nous avons vu que cette réforme échoua à unifier la coordination de la politique de collaboration depuis Tokyo, notamment pour ce qui était de la Chine centrale. Harada et ses hommes conservèrent, en effet, une influence intacte au sein du Gouvernement réformé qu'ils pilotaient de l'intérieur à Nanjing, tandis que le Bureau de liaison, dont le vice-amiral Tsuda Shizue prit la tête en mars 1939 (la Marine restait dans la course), était installé à Shanghai et devait donc passer par Harada pour transmettre ses instructions aux collaborateurs

¹ *Ibid.* Ces instructions sont suivies d'explications plus détaillées encore sur le fonctionnement du système des conseillers (p. 1627-1630), ainsi que sur les questions salariales et budgétaires (p. 1632-1645).

² Harada fournit leurs effectifs : 4 à Shanghai, 4 à Nanjing et 4 dans chaque province, soit un total de 20, légèrement inférieur aux effectifs prévus dans le projet d'accord de mai 1938 présenté plus haut (*ibid.*, p. 1646-1647).

³ Sur la création de cette nouvelle administration transversale, voir la partie 1.3.1.1.

chinois¹. Formellement toutefois, le système des conseillers passa dans le giron du Kōa.in. Le 1^{er} août 1939, Tsuda signa avec Liang Hongzhi un accord quasiment identique à celui ébauché par les services spéciaux en mai 1938 (présenté ci-dessus), sinon que la partie japonaise n'était plus « le plus haut officier de l'armée japonaise »², mais « le chef du Bureau de liaison du Kōa.in »³. En annexe de l'accord, on trouvait de nouvelles clauses. Elles prévoyaient notamment que le contrat des conseillers serait d'une durée de deux ans, mais qu'il pourrait être prolongé par le Gouvernement réformé si l'agent avait donné satisfaction. Contrairement au projet initial, le salaire des conseillers n'était pas versé par la partie chinoise mais par le Kōa.in, le Gouvernement réformé ne payant que les notes de frais⁴. Un tableau précisait ensuite la répartition des conseillers et de leurs assistants.

¹ Dans un télégramme secret envoyé au ministère de la Guerre, début 1939, les services spéciaux annoncèrent que des conseillers japonais seraient affectés dans chaque ministère du Yuan exécutif du Gouvernement réformé, en même temps que la mise en place du Bureau de liaison du Kōa.in, sans que l'on comprenne très bien de qui venait l'initiative (JACAR C04120766900, Branche [à Nanjing] de l'Agence des services spéciaux de Shanghai (*Shanghai tokumu kikan shutchōjo* 上海特務機関出張所) au vice-ministre de la Guerre, 31 janv. 1939, télégramme n°954, *Shōwa jūyonnen Rikushi...*, n°12.3, p. 1812-1813). On ne sait pas trop quelles relations entretenaient Harada et Tsuda. En théorie, les sujets de mésentente entre les deux hommes ne manquaient pas. À la rivalité entre l'Armée de terre et la Marine s'ajoutait le fait que Tsuda avait siégé au Comité spécial pour la Chine, créé le 26 juillet 1938 par le Conseil des cinq ministres pour centraliser les opérations visant à recruter une personnalité chinoise susceptible de prendre la tête du nouveau gouvernement central (partie 2.2.1.1). Cherchant à défendre les intérêts de « ses » collaborateurs (le Gouvernement réformé), Harada fut l'un des plus féroces adversaires des efforts en faveur d'une centralisation de l'État d'occupation, allant même, selon certaines sources, jusqu'à planifier l'assassinat de Wang Jingwei en 1939 (Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 84, 372).

² « *Ishin seifu komonbu setchi no kei* », p. 1598.

³ « *Chūka minkoku ishin seifu komon ni kan suru zankō yakujō* 中華民國維新政府顧問ニ関スル暫行約定 (Accord provisoire sur les conseillers du Gouvernement réformé de la République de Chine) », JACAR B02031736300, « *Ishin seifu komon yakujō sōfu no ken* 維新政府顧問約定送付ノ件 (Documents envoyés au sujet de l'accord sur les conseillers du Gouvernement provisoire) », 11 oct. 1939, *Shina jihen ni saishi Shina shin seifu juritsu kankei ikken ; Shina chūō seiken juritsu mondai...*, vol. 9, p. 1506-1508.

⁴ *Ibid.*, p. 1511. Il était précisé plus loin que ce système de traitement ne concernait que les agents du Kōa.in. Les autres conseillers continueraient, pour le moment, à être rémunérés selon le système en place jusque-là (*ibid.*, p. 1514).

Tableau 4.1. Effectifs et répartition des conseillers japonais du Gouvernement réformé (août 1939)

Organes administratifs 區分	Nombre de conseillers 顧問
Gouvernement central 中央政府 (total : 30 conseillers)	
Yuan exécutif 行政院	3
Ministère de l'Intérieur 內政部	4
Ministère des Finances 財政部	5
Ministère du Commerce et de l'Industrie 實業部	4
Ministère des Communications 交通部	4
Ministère des Affaires étrangères 外交部	2
Ministère de l'Éducation 教育部	3
Yuan législatif 立法院	2
Ministère de la Justice 司法行政部	3
Gouvernements locaux 地方政府 (total : 20 conseillers)	
Gouvernement provincial du Jiangsu 江蘇省政府	4
Gouvernement provincial du Zhejiang 浙江省政府	4
Gouvernement provincial de l'Anhui 安徽省政府	4
Municipalité spéciale de Shanghai 上海特別市政府	4
Municipalité spéciale de Nanjing 南京特別市政府	4
Total : 50 conseillers	

Source : JACAR B02031736300, p. 1513-1514.

Note (traduite des notes du tableau original) : Le conseiller en chef du Yuan exécutif fait office de conseiller suprême ; la répartition et le nombre de conseillers est susceptible d'évoluer après consultation [...].

Les textes concernant le « service [*fukumu*] » des conseillers ne s'embarraient plus de considérations morales sur la non-ingérence et la politesse. Ils étaient divisés par domaines de compétences : conseillers exécutifs [*gyōsei* 行政], juridiques [*hōsei* 法制], militaires [*gunji* 軍事], ainsi que pour les gouvernements provinciaux et les municipalités spéciales¹.

Débutée en mai 1938, l'institutionnalisation du système des conseillers en Chine centrale n'aboutit qu'à l'automne 1939, peu avant la dissolution du Gouvernement réformé dans le « nouveau gouvernement central ». Le Mouvement de paix de Wang Jingwei souhaitait rompre avec ce système, qui servit pourtant de base à l'organisation de la tutelle nippone après le « retour à la capitale »². Rouages indispensables de la politique de collaboration, les conseillers continuèrent à contrôler de l'intérieur le régime collaborateur de Nanjing après mars 1940.

¹ *Ibid.*, p. 1516-1526.

² Zhou Fohai exprima clairement ce désir de rupture lors des négociations de la rue Yuyuan, en novembre 1939, lorsqu'il déclara à Kagesa : « les Chinois ordinaires ont mal à la tête en voyant le général Kita en Chine du Nord et le général Harada en Chine centrale » (Shao Minghuang, « Wang Jingwei zhengquan zhong Riben guwen de pinyong 汪精衛政權中日本顧問之聘用 (L'emploi de conseillers japonais dans le régime de Wang Jingwei) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, n° 119, juin 1997, p. 77).

4.1.1.2. Nature et fonctionnement de la tutelle nipponne après 1940

Le statut, le nombre et le rôle des conseillers japonais furent, nous l'avons dit, au centre des négociations menées à la fin de l'année 1939 en vue de la formation du « nouveau gouvernement central »¹. Afin de ne pas être assimilé au Manzhouguo et aux régimes collaborateurs existants, le groupe de Wang Jingwei insista pour que les experts japonais assistant le nouveau régime n'aient pas une fonction politique – synonyme d'ingérence –, mais seulement technique. On connaît la suite : le Japon ne céda que sur la forme en jouant sur les mots. D'autres mesures furent prises, au moment du « retour à la capitale », pour renforcer l'impression que la nouvelle équipe au pouvoir rompait avec les pratiques en cours jusque-là, comme le notait Marcel Baudez :

C'est à partir du 30 mars dernier, date de l'inauguration du nouveau gouvernement que, selon des nouvelles de source japonaise, tous les conseillers japonais du Gouvernement Réformé et de la Mairie [de Shanghai] auraient été licenciés [...]. Il est dit dans les milieux intéressés que cette décision aurait été prise à la suite de la demande de M. WANG CHING WEI qui aurait posé comme condition sine qua non de sa prise de pouvoir la démission des conseillers japonais attachés aux différentes administrations chinoises. [...] En agréant à la demande de M. WANG CHING WEI les Autorités militaires nipponnes ont pensé qu'elles contribueraient à renforcer le crédit de son Gouvernement auprès de la population chinoise. Toutefois, cette décision des Japonais serait rien de moins que symbolique. On dit déjà dans les milieux nippons que le général ABE, ambassadeur du Japon auprès du nouveau Gouvernement Central², serait accompagné d'un personnel qui remplacerait les conseillers les plus importants. Le nombre de ces conseillers serait, néanmoins, considérablement réduit. D'après des renseignements de sources américaines, la suppression des conseillers japonais aurait été acceptée par les Autorités nipponnes à titre d'essai. Si, dans le délai de deux mois, les fonctionnaires du nouveau Gouvernement se montrent incompetents, le département des conseillers serait rétabli. Il est à noter d'autre par que l'on parle dans les milieux liés avec le nouveau Gouvernement de M. WANG CHING WEI, de la possibilité d'engager des conseillers étrangers autres que Japonais. [...] L'avenir nous montrera sans doute quelle est la portée exacte de cette indépendance à l'égard des Nippons et quelles [*sic*] est la sincérité de cette collaboration avec des Blancs.³

De fait, l'Agence de la prune de Kagesa Sadaaki fut officiellement dissoute et ses principaux membres issus de l'Armée de terre et de la Marine « embauchés » comme conseillers militaires par le nouveau gouvernement⁴. Les autres devinrent, sur le papier, « attachés » (*zuiin* 隨員) dans la délégation d'Abe Nobuyuki, qui leur servit de couverture⁵. Cette pratique permettait de maintenir juridiquement l'illusion que les relations entre la « Chine » et le Japon passaient par la voie diplomatique, comme l'avait exigé Wang Jingwei. Elle se perpétua tout au long de l'occupation. C'est ainsi que *Fukuda Takeo 福田赳夫, haut fonctionnaire du ministère des

¹ Partie 2.3.3.1.

² En fait, Abe Nobuyuki avait le statut d'« envoyé spécial plénipotentiaire » et non pas d'ambassadeur à proprement parler, car Nanjing ne fut officiellement reconnue par Tokyo que le 30 novembre 1940.

³ Baudez (Consul général à Shanghai) au ministre des Aff. étrangères, « A.s. de la dissolution du Département des conseillers japonais auprès du Gouvernement Réformé de Nankin et du Bureau des conseillers auprès de la Mairie du Plus Grand Shanghai », 8 avril 1940, ADF 503.

⁴ Voir la partie 2.3.2.2.

⁵ Autrement dit, il ne furent pas « remplacés », comme l'écrit Baudez, mais se succédèrent à eux-mêmes, sous un autre statut.

Finances, promis à un bel avenir, se retrouva muté au bureau Asie orientale du Gaimushō lorsqu'il commença à travailler comme conseiller à Nanjing en 1941¹.

Le rapport de Baudez est inexact, en revanche, pour ce qui est du recrutement d'étrangers non japonais. Désireux de sortir du tête-à-tête forcé avec le Japon, le groupe de Wang cherchait effectivement à développer ses relations avec les puissances occidentales, notamment à travers l'emploi de consultants militaires allemands et italiens. Cette demande avait toutefois été rejetée par le Kōa.in². Si quelques civils occidentaux fréquentèrent le Mouvement de paix, aucun n'influa sur la politique du régime³.

Autre point contestable, les effectifs des conseillers, qui auraient été « considérablement réduits » par rapport au gouvernement collaborateur en place. Le Gouvernement municipal de la Grande Voie, fondé le 5 décembre 1937 à Shanghai, comptait 34 conseillers japonais⁴. Il fusionna au printemps 1938 avec le Gouvernement réformé qui employait, nous l'avons vu 50 conseillers et assistants (Tableau 4.1). Le nombre exact de Japonais travaillant dans le régime de Wang Jingwei est difficile à déterminer exactement mais fut important comme l'attestent les sources éparses existant à ce sujet. Celles-ci ont le défaut de concerner surtout les trois dernières années de la guerre, à une époque où le Japon réduisit le nombre de ses représentants en Chine centrale⁵.

¹ Fukuda Takeo, *Huigu jiu shi nian : Futian Jiufu huiyilu* 回顧九十年：福田赳夫回憶錄 (Retour sur les neuf décennies de ma vie : les Mémoires de Fukuda Takeo), [1995] trad. par Xie Qin 謝秦, Beijing, Dongfang chubanshe, 2008, p. 30-31.

² « Les conseillers militaires d'un pays tiers ne sont pas autorisés à participer à la coopération militaire sino-japonaise » (JACAR B02030529000, « Nihonjin komon, shokuin shohei saiyō kankei jikō 日本人顧問、職員招聘採用關係事項 (Points concernant l'invitation de conseillers et de personnel japonais) », nov. 1939, *Shina jihen kankei ikken*, vol. 6, p. 172).

³ Dans son rapport, Baudez prédit la nomination imminente d'Hilaire du Berrier (1905-2002) comme sous-directeur de la future école d'aviation de Nanjing. Pilote de cirque américain, du Berrier avait participé à la guerre civile espagnole avant de rejoindre Shanghai où il gagnait sa vie du racket. Il semble qu'il ait plus tard travaillé comme agent des services secrets nippons, tout en écrivant pour la revue *XXth Century* financée par Goebbels. Dans ses mémoires, il affirme avoir été arrêté et torturé par les Japonais en 1943 (Bernard Wasserstein, « Ambiguities of Occupation: Foreign Resisters and Collaborators in Wartime Shanghai », in Yeh Wen-hsin (dir.), *Wartime Shanghai*, Londres, Routledge, 1998, p. 34). Sur cette école d'aviation, voir la notice de Chen Changzu (Annexe 3). Il est également fait mention, dans les sources françaises, d'un certain « M. ALLEN, citoyen français bien connu en Indochine, qui est lié d'amitié avec M. WANG CHING WEI » qui serait « devenu Conseiller économique du Gouvernement de Nankin » (Consul-général de Shanghai Margerie à l'ambassadeur de France, « A.s. M. Allen », télégramme n°468, 10 avril 1942, ADF 327). L'année précédente, déjà, Philippe Simon avait souligné la présence constante M. Allen aux côtés de Wang Jingwei, lors d'une visite de celui-ci à Canton (Consul Simon à l'ambassadeur de France, « A.s. du voyage de M. Wang Ching-wei à Canton », 8 août 1941, ADF 327).

⁴ Ils étaient issus du Corps de pacification local. Ce chiffre, trouvé par Brook dans les archives japonaises, était tenu secret. Une publication de ce même gouvernement présentait Nishimura Tenzō comme son conseiller en chef et prétendait que seul deux conseillers Japonais travaillaient en son sein (Brook, *Collaboration, op. cit.*, p. 164-165).

⁵ Nous verrons que la « nouvelle politique chinoise » adoptée par le Japon en décembre 1942, qui aboutit au Traité d'alliance d'octobre 1943, porta notamment sur la fin (théorique) de l'ingérence japonaise et s'accompagna d'une baisse du nombre des Japonais présents dans l'administration chinoise. Dans le gouvernement municipale de Qingdao, par exemple, ils passèrent de 200 à 125 au cours de l'année 1943 (Wang Xiang 王翔, « Wang weizhengfu suo pin Riben guwen wenti pingxi 汪偽政府所聘日本顧問問題評

Ogasawara Tsuyoshi évoque le chiffre de 68 conseillers ou employés japonais pour le seul gouvernement central de Nanjing et 88 pour sa Banque centrale de réserve, sans compter ceux de l'administration locale¹. Une liste produite par le Yuan exécutif du gouvernement de Wang Jingwei en janvier 1943 au sujet des seuls conseillers militaires contenait 80 noms². Début 1944, un autre document évoquait le chiffre de 200 personnes travaillant pour le conseiller militaire suprême japonais³. En ce qui concerne les conseillers des administrations civiles (Comité économique national, Banque centrale de réserve, ministère de la Propagande, etc.), un tableau de janvier 1944 contient 168 noms⁴. Autrement dit, il y eut bien une inflation importante des effectifs par rapport à la période du Gouvernement réformé (1938-1939), bien qu'elle ne se soit pas forcément traduite par une hausse proportionnelle, eut égard à la taille croissante du personnel bureaucratique chinois après 1940.

Les conseillers centraux : représentants du Japon ou de Nanjing ?

Malgré cette présence massive, le principal conseiller japonais du gouvernement de Wang Jingwei durant ses premières années – Kagesa Sadaaki – devait affirmer que celui-ci n'était pas un gouvernement fantoche, en revenant sur le fonctionnement du système qu'il dirigeait :

Un régime fantoche nécessite la mise en place d'une structure de direction [*shidō kikō* 指導機構] ou de supervision [*kantoku kikō* 監督機構]. Or, rien de tel n'existait dans le cas du gouvernement de Wang Jingwei. Bien qu'il y ait des conseillers pour le Comité des affaires militaires et le Comité économique, le conseiller économique suprême Aoki [Kazuo] comme moi-même, le conseiller militaire suprême, avons été désignés [*shimei* 指名] et invités [*shōhei* 招聘] par Wang Jingwei. Il ne s'agissait en rien du résultat d'une quelconque pression de la part du Japon. Ces conseillers agissaient en fonction d'un contrat [*komon yakujō* 顧問約定]. Ils répondaient aux questions et exprimaient leur avis au moment adéquat, mais sans jamais donner d'ordres, s'ingérer ou inspecter. Non seulement leur accord n'était pas requis pour prendre une mesure, mais ils dépensaient beaucoup d'énergie à intercéder auprès du Japon en faveur du gouvernement de Wang Jingwei afin que lesdites mesures puissent être appliquées [*seisaku suikō wo assen suru* 政策遂行を斡旋する]. La seule fois où un conseiller économique s'est montré directif, le ministre des

析 (Analyse critique de la question du recrutement de conseillers japonais par le gouvernement fantoche de Wang Jingwei) », *Lishi jiaoxue* 歷史教學, 2009, n°16, p. 33).

¹ Communication lors d'un colloque en 2007, citée dans Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 217, n.58. Ces statistiques ne sont pas datées.

² Wang Xiang, « Wang weizhengfu suo pin Riben guwen wenti pingxi », art. cit., p. 33.

³ Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 32. À l'occasion du cinquième anniversaire du *huandu*, pas moins de 146 conseillers militaires japonais furent décorés de l'ordre de la Gloire nationale (*guoguang xunzhang* 國光勳章), plus haute distinction du Gouvernement nationaliste pour la contribution à la défense nationale (« Yazaki chūjō ra kokufu zōkun 矢崎中将ら国府贈勳 (Le général de division Yazaki Kanjū et d'autres récompensés par le Gouvernement nationaliste) », *AS*, 31 mars 1945, p. 1).

⁴ Tani Masayuki (ambassadeur) à Aoki Kazuo (min. de la Grande Asie orientale), « Kokumin seifu kikan heiyō nikkei shokuin hyō 国民政府機関聘用日系職員表 (Tableau du personnel japonais employé dans les organes du Gouvernement national) », 9 mai 1944, JACAR B02031705600, *Shina chūō seikyō kankei zassan ; kanri ninmen kankei ; nikkei kanri shokuin chōsahyō* 支那中央政況關係雜纂／官吏任免關係／日系官吏職員調査表 (Compilation de documents divers relatifs à la situation politique centrale en Chine ; nominations et révocations des fonctionnaires ; tableau des fonctionnaires et du personnel japonais), vol. 1 (reproduit dans le Tableau 4.3).

Finances [Zhou Fohai] s'en est ému, conduisant le conseiller économique suprême à un changement immédiat de personnel. C'est bien la preuve que le Japon n'avait pas l'intention de diriger le gouvernement de Wang à travers ses conseillers. Bref, ces derniers préféraient adopter une attitude presque trop effacée, plutôt que de risquer de tomber dans les travers de l'ingérence [*kanshō no hei* 干涉の弊]. [...] Cependant, il y avait le problème des administrations provinciales, où il arrivait que les chefs des agences des services spéciaux [*tokumu kikan chō* 特務機関長] de l'Armée de terre s'ingèrent dans les affaires des fonctionnaires locaux chinois. Ces comportements étaient regrettables, mais n'étaient pas voulus par les autorités militaires centrales et les officiers supérieurs. Par la suite le cabinet Tōjō a corrigé ce problème en faisant passer les négociations par l'ambassade¹. L'organisation et l'attribution des postes du gouvernement de Wang Jingwei étaient décidées librement par la partie chinoise, sans que le Japon ne lui mette des bâtons dans les roues [*seichū wo kuwaenakatta* 掣肘を加えなかつた]. C'était la même chose pour le processus de décision concernant les politiques à mettre en œuvre. Dans beaucoup de cas, les autorités japonaises n'étaient averties qu'une fois la décision prise. Toutefois, il était inévitable que certaines mesures voulues par le gouvernement de Wang ne puissent être appliquées en raison des contraintes militaires [*gunji no seiyaku* 軍事の制約]. Néanmoins, on ne peut pas nier que l'armée japonaise cherchait à aider le gouvernement de Wang à mener sa politique autant que les circonstances le permettaient. Le budget, également, était décidé par la partie chinoise en toute souveraineté. Les conseillers économiques se démenaient pour obtenir plus de ressources, en négociant des emprunts [auprès des banques japonaises]. La politique chinoise du Japon passait par la voie diplomatique normale [*seijō no gaikō shudan* 正常の外交手段] de son ambassade en Chine [...]. Les questions relatives au stationnement des troupes [*jun gunji teki bumon* 純軍事的部門] étaient négociées entre les autorités militaires respectives du Japon et de la Chine. Non seulement celles-ci ne comportaient aucune forme d'ingérence ou de directives, mais les conseillers militaires intercédèrent souvent [en faveur du gouvernement de Wang Jingwei].

Ce plaidoyer *pro domo* de Kagesa, rédigé en 1943 et qu'il répéterait presque mot pour mot dans sa déposition au Procès de Tokyo², est en partie contredit par les faits : les conseillers japonais – Kagesa le premier – s'immiscèrent bien dans les prises de décision au sommet du gouvernement de Wang Jingwei, comme aux différents échelons de son administration locale. L'un des principaux conseillers militaires sous Kagesa, Haruke Yoshitane, affirme ainsi dans ses mémoires que ce derniers « jouait en réalité un rôle de conseiller politique, en donnant son cap [au gouvernement] à la place de Wang Jingwei »³.

Cette ingérence concerna autant la répartition des portefeuilles ministériels que les mesures politiques adoptées. Par exemple, le 22 août 1943 – c'est-à-dire après la fin supposée de toute forme d'immixtion – Zhou Fohai écrivit à Wang Jingwei pour l'avertir que la nomination de *Shen Erqiao 沈爾喬 au poste de ministre du Personnel venait d'être « approuvée [*zancheng* 贊

¹ Il s'agit de la « nouvelle politique chinoise » adoptée en décembre 1942. Cette décision était la preuve que les « négociations » ne passaient pas par la voie diplomatique auparavant, quand bien même beaucoup de conseillers étaient attachés à l'ambassade japonaise de Nanjing. Voir l'affirmation contradictoire de Kagesa à la fin du passage cité.

² Il y comparut en qualité de témoin et non pas d'accusé. Sa déposition est reproduite dans Masui Yasuichi 益井康一, *Kankan saibanshi* 漢奸裁判史1946-1948 (Histoire des procès contre les traîtres, 1946-1948), [1977] Misuzushobō, 2009, p. 299-317.

³ Haruke Yoshitane 晴氣慶胤, *Huxi "76 hao" tegong neimu* 滬西“76號”特工内幕 (Les coulisses des services spéciaux du “n°76” dans l'ouest shanghaien), [1951] trad. Zhu Agen 朱阿根, Sun Zhimin 孫志民, Mao Lianghong 毛良鴻, Shanghai, Shanghai yiwen chubanshe, 1985

成] » par le conseiller militaire suprême de l'époque, Shibayama Kaneshirō¹. Que le feu vert de la plus haute autorité japonaise attachée au gouvernement de Nanjing soit nécessaire pour une décision aussi peu importante², ne laisse guère de doute quant au degré d'intervention de ladite autorité dans les affaires du régime. Ce document démontre, en outre, que les compétences des conseillers militaires dépassaient largement la seule question de l'armée ; le ministère du Personnel ne concernant que l'administration civile. Autre exemple parlant : le 8 août 1942, Zhou écrivit à Wang pour le prévenir que le Comité économique national avait l'intention de proposer, le lendemain, l'émission de bons d'emprunt agricoles (*nongye gongzhai* 農業公債) et l'organisation d'une Banque des paysans (*nongmin yinhang* 農民銀行). Il le mit en garde :

Les précédents montrent que le mieux est de contacter d'abord le conseiller Aoki pour le consulter à ce sujet avant de mettre ce projet à l'ordre du jour, afin d'éviter qu'une fois voté, il ne puisse être réalisé en raison de l'opposition des Japonais, portant ainsi atteinte au prestige du gouvernement.³

La volonté de l'occupant prévalait. Cet état de fait provoquait souvent des vexations dans le camp chinois. Par leur attitude même, les Japonais rappelaient aux fonctionnaires locaux la place subalterne à laquelle ils étaient tenus⁴. *Tang Shengming 唐生明 note toutefois que les conseillers militaires étaient plus polis que les officiers de l'armée⁵.

Plus largement, le fonctionnement des affaires courantes dépendait le plus souvent du bon vouloir des forces d'occupation, et ce même après les réformes de 1943 :

Il m'a été fait état à Nankin de la nouvelle politique inaugurée par M. SHIGEMITSU pour développer l'autonomie du Gouvernement de Nankin. [...] En fait, et pour le moment, le régime de M. WANG CHING WEI reste [...] un régime de protectorat. L'Ambassade du Japon est tenue soigneusement au courant de toute initiative chinoise et son agrément est nécessaire à l'adoption de toute décision même sur des points de détail. A Nankin même, [...] l'occupation militaire japonaise se manifeste d'une façon particulièrement évidente. [...] On ne peut obtenir la location d'une maison, la distribution du courant électrique, une liaison téléphonique, un permis de voyage, etc... [*sic*] sans s'adresser à l'administration japonaise compétente. Les Chinois appartenant aux milieux officiels se plaignent souvent de cet état de choses et plusieurs fois ils m'ont déclaré que leur situation était analogue à celle des Français sous l'occupation allemande.⁶

S'ils donnent donc une image faussée de la réalité, les souvenirs de Kagesa ont cependant un mérite. Ils restituent bien la complexité de la tutelle nipponne, dont les contradictions internes entre ses différents échelons (gouvernement central à Tokyo, conseillers et autorités militaires à

¹ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 22 août 1943, AH 118-010100-0036-031.

² Nous verrons dans le chapitre suivant que les pouvoirs du ministère du Personnel étaient très limités.

³ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 8 août [1942 ou 1941 ?], AH 118-010100-0034-007.

⁴ « M. Dufour revient de Nankin, où il s'était rendu pour assister aux fêtes célébrées à l'occasion de l'anniversaire du Gouvernement de Wang Ching Wei. Il se montre extrêmement frappé du découragement des dirigeants chinois et du sans-çaçon avec lequel ils sont traités par les autorités japonaises » (Margerie (Consulat-général de Shanghai) à l'ambassadeur de France, « A.S. Gouvernement de Nankin », 2 avril 1942, ADF 327).

⁵ Ancien officier supérieur de l'armée nationaliste, Tang avait l'habitude d'arborer son grade de général de division. Comme les conseillers, à l'exception de Kagesa, n'avaient qu'un grade de colonel ou de lieutenant-colonel, il lui arriva de porter des insignes équivalents pour éviter de leur faire perdre la face (Tang Shengming, *Feng Jiang Jieshi zhi ming*, op. cit., p. 50, 60).

⁶ Boisseson, « Observations sur le Gouvernement de NANKIN », 26 mai 1943, p. 10-11, ADF 327.

Nanjing et aux échelons locaux de l'État d'occupation) doivent nous conduire à nuancer l'analyse de son rôle. Les exemples des tensions nées de ces contradictions abondent. Paraphrasant Kagesa, Fukuda Takeo, qui œuvra aux côtés d'Aoki Kazuo et de Zhou Fohai pour imposer la réforme monétaire aux dépens du yen militaire, décrit sa mission à Nanjing comme consistant à « empêcher que les autorités militaires japonaises occupant Nanjing de s'ingèrent trop dans les affaires du nouveau gouvernement afin de préserver la face et l'autorité de ce dernier »¹. Si cette vision *a posteriori* de la politique de collaboration fut certainement un moyen pour les anciens conseillers de rejeter la responsabilité des plus mauvais aspects de l'occupation sur l'armée, elle traduit un rapport de force que confirment les sources chinoises. Lorsque le gouvernement de Nanjing chercha, durant l'été 1940, à prendre le contrôle de la gestion de l'approvisionnement en grain, détenu par l'armée japonaise, Kagesa joua effectivement les intercesseurs, comme le rapporte un ancien fonctionnaire :

J'ai su plus tard que Mei Siping et le général de brigade Kagesa avaient mené de nombreuses négociations. Kagesa préconisait que l'administration du grain [*liangshi shiwu* 糧食食物] soit transférée à l'organisation fantoche de Wang Jingwei, mais ses supérieurs dans l'armée n'étaient pas du tout de cet avis, tandis que les officiers subalternes contrevenaient à ses ordres à son insu [*yang feng yin wei* 陽奉陰違]. Il n'arrivait pas à résoudre le problème. La raison en était que les bandits japonais [*riko* 日寇] ne voulaient pas abandonner les secteurs les plus profitables.²

Comme dans d'autres domaines, Kagesa eut finalement gain de cause, sans pour autant que les intérêts de l'armée japonaise ne soient véritablement remis en cause³.

Ce rapport de force conduisait parfois les conseillers japonais centraux à s'entendre avec les dirigeants chinois de Nanjing dans le dos de leurs supérieurs. En décembre 1942, par exemple, Zhou Fohai transmet à Wang Jingwei la demande suivante. Les conseillers japonais étaient d'accord avec le gouvernement de Nanjing pour s'opposer à ce que le futur Conseil suprême de défense nationale – instance qui devait supplanter le Comité politique central après l'entrée en guerre de Nanjing – ne soit contraint de soumettre toutes ses décisions à l'aval des autorités nippones. Le bureau des conseillers insistait toutefois pour que, lors de ses entretiens avec l'ambassadeur Shigemitsu Mamoru et le chef de l'Armée expéditionnaire de Chine, Hata Shunroku, Wang Jingwei n'exprime l'opposition que de son seul gouvernement, le « suppliant » de ne surtout pas révéler la leur⁴.

¹ Fukuda, *Huigu jiu shi nian*, *op. cit.*, p. 31.

² Jiang Nanchun 江楠春, « Wangwei shiqi “liangzheng” genggai 汪偽時期“糧政”梗概 (Synthèse de la “politique de ravitaillement” sous le gouvernement fantoche de Wang Jingwei) », [1964] *Jiangsu wenshiziliao xuanji* 江蘇文史資料選輯, vol. 3, 1981, p. 104.

³ Nous reviendrons sur cette réforme dans la partie 6.2.1.1.

⁴ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 14 déc. 1942, AH 118-010100-0036-053. À partir du 19 décembre, Wang et les principaux dirigeants chinois effectuèrent une visite à Tokyo pour négocier les réformes à venir. Cette demande s'appliquait donc sans doute aussi aux autorités centrales nippones.

Si la tutelle japonaise fut autrement plus intrusive que ne la décrit Kagesa, elle le fut à des degrés divers selon les échelons et ne fut pas toujours mal vécue par les collaborateurs chinois. Au niveau central, les principaux conseillers et les dirigeants chinois nouèrent de véritables liens d'amitié au fil des mois qu'ils passèrent à travailler ensemble. Dans leurs mémoires, les anciens conseillers japonais se remémorent avec émotion les marques d'affection qu'ils reçurent de Wang Jingwei lors de leur départ de Nanjing¹. Celui de Kagesa Sadaaki, muté dans le nord de la Mandchourie à l'été 1942, en représailles, peut-être², de l'énergie trop grande avec laquelle il défendait les intérêts du gouvernement de Wang Jingwei, fut vécu comme un déchirement par les dirigeants de Nanjing ; preuve que son rôle comme conseiller militaire suprême était apprécié par ces derniers. Lorsqu'il apprit la nouvelle, Zhou Fohai se lamenta que ses « amis japonais des débuts du Mouvement de paix se dispersent comme des nuages emportés par le vent [*fengliu yunsan* 風流雲散] ». Wang Jingwei téléphona au premier ministre Tōjō Hideki pour tenter d'annuler cette mutation, mais rien n'y fit³. Les liens entre Zhou et Kagesa ne cessèrent pas pour autant, puisque les deux hommes continuèrent à s'écrire et parvinrent à se rencontrer secrètement à Harbin les 13 et 14 avril 1943⁴.

Affaires militaires

Le système des conseillers japonais au sein du gouvernement collaborateur de Nanjing s'organisait principalement en deux ensembles touchant respectivement aux affaires militaires et économiques, chacun dirigé par un conseiller suprême.

Tableau 4.2. Conseillers japonais suprêmes du gouvernement de Wang Jingwei

Conseillers militaires suprêmes 最高軍事顧問	Conseillers économiques suprêmes 最高經濟顧問
Kagesa Sadaaki 影佐禎昭 06/04/40	Aoki Kazuo 青木一男 18/02/41
Matsui Takurō 松井太一郎 11/05/42	Ishiwata Sōtarō 石渡莊太郎 29/10/42
Shibayama Kaneshirō 柴山兼四郎 08/04/43	Ogura Masatsune 小倉正恒 02/03/44
Yazaki Kanjū 矢崎堪什 30/08/44	
Asami Kikuo 浅海喜久雄 23/04/45	

Sources : Shao Minghuang 1997 ; *Generals.dk* ; Aoki 1981, p. 160 ; *AS* 30/10/42, 03/03/44 ; *WZQS*, p. 1560.

Note : 06/04/40 = date de la nomination (les conseillers se succèdent sans vacance du poste).

¹ Voir la notice de Fukuda Takeo (Annexe 3). Wang était connu pour être toujours gracieux avec ses interlocuteurs chinois comme étrangers. Cette attitude n'était pas désintéressée et comportait sans doute une part d'hypocrisie, comme le montre la mésaventure de Fukuda.

² La durée de son mandat comme conseiller suprême laisse penser qu'il s'agissait d'une mutation de routine suivant le renouvellement habituel des cadres dirigeants, qui circulaient d'un poste à l'autre dans l'empire. La destination de cette mutation, toutefois, ne pouvait être considérée comme une promotion pour un personnage de l'envergure de Kagesa.

³ *ZR*, 12 mai 1942, p. 602.

⁴ *ZR*, p. 731-732. Lors du changement de conseiller suprême, en août 1944, Zhou renouvela en vain sa demande que Kagesa soit nommé à Nanjing. Ce nouveau refus lui inspira ces mots : « Je ne reverrai pas Kagesa dans cette vie, il ne reviendra pas. Hélas ! [*aizai* 哀哉] » (*ZR*, 29 août 1944, p. 919).

En dépit de ces dénominations, le conseiller militaire suprême avait le dessus et, nous l'avons dit, son périmètre d'action dépassait largement les seules affaires militaires. Principal orchestrateur japonais de l'« Opération Wang Jingwei », Kagesa Sadaaki reprit le poste créé pour Harada Kumakichi et resta en place plus de deux ans. Signe des circulations impériales à l'œuvre, il fut remplacé, au milieu de l'année 1942, par le général de division *Matsui Takurō 松井太久郎, ancien conseiller militaire suprême du Manzhouguo, qui avait également dirigé des agences des services spéciaux en Chine du Nord. Son successeur, Shibayama Kaneshirō avait, quant à lui, été à la tête des services spéciaux de Wuhan, où il avait résisté aux tentatives du régime de Wang Jingwei d'étendre son influence dans le Hubei¹. Lors de sa prise de fonction, en avril 1943, Shibayama affirma à Zhou Fohai que les différends qu'il avait pu avoir avec Nanjing par le passé n'avaient plus de raison d'être. Il promit qu'il avait changé de caractère et de mission : maintenant qu'il ne conseillait plus un gouvernement local mais le gouvernement central, il œuvrerait pour la réunification de la Chine². Le quatrième conseiller militaire suprême, le général de division Yazaki Kanjū, qui arriva à la fin de l'été 1944, témoignait de la volonté qu'avait le Japon de contenter Nanjing. À défaut d'un retour de Kagesa, Yazaki apparaissait en effet comme la meilleure option possible aux yeux de Zhou Fohai en raison de son « grand respect pour la Chine » et de sa proximité avec Wang Jingwei et son épouse, Chen Bijun, laquelle avait coopéré avec lui lorsqu'il dirigeait l'Agence des services spéciaux de Canton³. Le dernier officier nommé à ce poste fut le général de brigade Asami Kikuo 浅海喜久雄 (1895-1967), qui avait succédé à Shibayama Kaneshirō en janvier 1940 comme chef des services spéciaux de Tianjin⁴. Il était déjà conseiller militaire auprès du gouvernement de Nanjing depuis mai 1944 lorsqu'il fut promu conseiller suprême en avril 1945⁵.

Les principaux conseillers militaires étaient rattachés non pas à l'ambassade japonaise mais à l'état-major de l'Armée expéditionnaire de Chine. En avril 1940, l'Agence de la prune avait officiellement laissé place au Bureau des conseillers en affaires militaires du Gouvernement national (*guomin zhengfu junshi guwenbu* 國民政府軍事顧問部)⁶. En vertu de l'accord du 31 décembre 1939, il ne devait y avoir ni conseillers politiques, ni de Japonais attachés aux forces armées et à la police du nouveau régime. Dans les faits, les compétences étendues des conseillers

¹ Voir la partie 4.2.2.2.

² ZR, 26 avril 1943, p. 738. Cf. notre analyse de l'évolution de Doihara Kenji qui, après avoir tout fait pour morceler la Chine, devint un défenseur de la centralisation de l'État d'occupation (partie 2.2.2.2).

³ ZR, 29 août 1944, p. 919.

⁴ Tianjin shi difangzhi bianxiu weiyuanhui 天津市地方志編修委員會 (Comité d'édition des monographies locales de Tianjin), *Zhongguo Tianjin tongjian* 中國天津通鑿 (Annales complètes de Tianjin), Beijing, Zhongguo qingnian chubanshe, p. 267.

⁵ ZR, 29 mai 1944, p. 884.

⁶ Wang Xiang, « Wang weizhengfu suo pin Riben guwen wenti pingxi », art. cit., p. 31. On trouve aussi souvent le nom de « Bureau du conseiller militaire suprême » (*zuigao junshi guwen bu*).

militaires en faisaient des conseillers politiques, tandis que les autorités d'occupation cherchèrent à contourner les clauses de l'accord à leur avantage. Zhou Fohai eut ainsi la surprise de découvrir, lors d'une discussion avec le colonel Hamada Tokukai 浜田徳海, que la clause prévoyant qu'aucun conseiller ne serait institué dans la police était interprétée par les Japonais comme « ne devant s'appliquer qu'une fois l'ordre rétabli [*zhian queli yi hou* 治安確立以後] ». Il s'opposa à cette lecture de l'accord en rappelant qu'il n'en avait jamais été question lors des négociations de novembre 1939. Après « une heure de débat houleux », Hamada serait finalement resté « sans voix » selon Zhou¹.

Le réseau des conseillers militaires s'étendait à de nombreux organes du gouvernement de Wang Jingwei. Selon la liste de 80 noms produite en janvier 1943 par le Yuan exécutif, évoquée plus haut, ils étaient présents dans de nombreuses provinces et villes où étaient stationnées les troupes du régime². Les conseillers et assistants étaient classés en deux catégories : ceux en service dans le gouvernement central (*zhongyang fuwu zhe* 中央服務者) et les envoyés en mission (*paiqianzhe* 派遣者). Le bureau des conseillers militaires possédait des branches au ministère de l'Intérieur, au Bureau d'enquêtes et de statistiques, ou encore dans les trois académies militaires et de police. En 1941, un Comité de liaison (*lianluo weiyuanhui* 聯絡委員會) fut mis en place qui réunissait les principaux conseillers japonais et dirigeants chinois. Il se réunissait une fois par semaine pour décider des grandes politiques du régime³.

Nommé conseiller militaire et conseiller-assistant pour l'économie en 1942, *Ogawa Tetsuo 小川哲雄 se souvient que le bureau des conseillers militaires était installé dans un ensemble de bâtiment blancs, comprenant des bureaux et des logements, situé à quelques encablures du quartier général de l'Armée expéditionnaire de Chine, qui avait réquisitionné les locaux du ministère des Affaires étrangères, au nord-ouest de la Tour de l'horloge (*gulou* 鼓樓)⁴. Le premier logement occupé par Ogawa avait été celui de la célèbre romancière américaine Pearl

¹ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, [s.d. mais vraisemblablement envoyée début 1940], AH 118-010100-0033-092. On ne sait pas grande chose de Hamada Tokukai, sinon qu'il avait déjà servi comme conseiller sous le Gouvernement réformé. Il avait supervisé la prise de contrôle du trafic d'opium par le Kōa.in, posant les bases d'un système qui perdura jusqu'en 1943. Dans le gouvernement de Wang Jingwei, il travaillait pour le Bureau des conseillers militaires tout en étant conseiller économique (ZR, p. 290, n.1 ; Kobayashi Motohiro, « An Opium Tug-of-War: Japan versus the Wang Jingwei Regime » in Brook, Wakabayashi (dir.), *Opium Regimes: China, Britain, and Japan, 1839-1952*, Berkeley, University of California Press, 2000, p. 345).

² Guangdong, Shanghai, Nanjing, Suzhou, Taixian, Zhenjiang, Kaifeng, Guide, Wuhan, Hangzhou, Ningpo, Haizhou, Bengbu et Wuhu (Wang Xiang, « Wang weizhengfu suo pin Riben guwen wenti pingxi », art. cit., p. 33).

³ *Ibid.*

⁴ Ogawa Tetsuo, *Nitchū shūsen shiwa : Nankin kokumin seifu shuseki Shin Kōhaku no Nihon bōmei* 日中終戰史話 : 南京国民政府主席陳公博の日本亡命 (Histoire de la fin de la guerre sino-japonaise : l'exil au Japon du président du Gouvernement nationaliste de Nanjing Chen Gongbo), Hara Shobō, 1985, p. 23. Dans la perspective de la topographie nankinoise ébauchée au début du chapitre précédent, on notera que les conseillers militaires étaient donc physiquement plus proches de leur corps d'origine que du gouvernement collaborateur pour lequel ils travaillaient.

Buck (1892-1973). Comme de nombreux Japonais de sa génération, Ogawa avait lu *The Good Earth* (1931, *La Terre chinoise*)¹. Chargé d'enquêter sur les conséquences de la grande sécheresse qui s'abattit en 1943 de l'Anhui jusqu'au Henan, Ogawa dit avoir compris que les terribles famines décrites par Buck n'étaient pas une œuvre de l'imagination².

Économie et finances

L'autre domaine dans lequel s'exerça tout particulièrement le contrôle du Japon était les affaires économiques et financières. Contrairement à Kagesa, qui avait participé au Mouvement de paix dès sa genèse, le premier conseiller économique suprême, Aoki Kazuo, n'arriva à Nanjing qu'en avril 1940, comme membre de la délégation d'Abe Nobuyuki, détaché du ministère des Finances, qu'il avait dirigé entre août 1939 et janvier 1940. Lorsque la mission d'Abe prit fin avec la signature du Traité de base, le 30 novembre 1940, Wang Jingwei proposa à Aoki de rester à Nanjing comme conseiller suprême. Soucieux d'opposer une personnalité de poids à l'Armée de terre dans la politique économique en Chine centrale, le premier ministre Kono Fumimaro et l'ambassade du Japon à Nanjing firent également pression sur Aoki pour qu'il accepte³. De fait, l'équipe réunie autour d'Aoki entra rapidement en conflit avec l'Armée expéditionnaire de Chine à propos de la question monétaire⁴. De même que Kagesa, Aoki développa des liens étroits avec Zhou Fohai, qui tirait une grande fierté d'être traité en égal par la crème de la technocratie nipponne⁵. Cette proximité n'empêchait pas Zhou de se plaindre de leurs pouvoirs à Nanjing : « En matière de finances publiques, les conseillers ont un grand pouvoir d'ingérence [*dayou ganyu zhi shi* 大有干預之勢]. C'est vraiment difficile à supporter »⁶.

Appelé à prendre la tête du ministère de la Grande Asie orientale, qui remplaça le Kōa.in en novembre 1942, Aoki laissa sa place à son ami Ishiwata Sōtarō 石渡莊太郎 (1891-1950), lui aussi un ancien ministre des Finances (janvier-août 1939). Comme les autres conseillers économiques, Ishiwata changea d'affectation pour désormais relever du Gaimushō⁷. Il connaissait

¹ Selon une enquête du ministère de l'Éducation japonais en 1938, cet ouvrage occupait la première place des romans occidentaux les plus appréciés des étudiants japonais, devant *Gone with the Wind* (1936) de Margaret Mitchell et *Jean Christophe* (1904-1912) de Romain Rolland (Lucken, *Les Japonais et la guerre*, op. cit., p. 86). L'« intelligence » japonaise de la Chine qu'apportèrent avec eux les *Shinatsū* de l'État d'occupation trouvait donc notamment sa source dans la vision qu'en avait donnée une fille de missionnaires presbytériens.

² Ogawa, *Nitchū shūsen shiwa*, op. cit., p. 23-24.

³ C'est du moins ainsi qu'il présente les choses : Aoki, *Waga kujūnen no shōgai o kaerimite* わが九十年の生涯を顧みて (Retour sur les neuf décennies de ma vie), Kōdansha, 1981, p. 159. Il ne fut officiellement recruté que le 18 février 1941 (*WZQS*, p. 1560).

⁴ Nous présenterons rapidement cet aspect dans la partie 6.2.1.1. Voir également la notice d'Aoki dans l'Annexe 3.

⁵ Sur ce complexe d'infériorité, voir la notice de Zhou, Annexe 3.

⁶ *ZR*, 7 oct. 1942, p. 656.

⁷ « Gaikō komon ni Ishiwata shi 外交顧問に石渡氏 (Ishiwata nommé conseiller diplomatique) », *AS*, 29 oct. 1942 (soir), p. 1.

bien la situation en Chine pour avoir été envoyé par Aoki comme conseiller du Mouvement de paix à Shanghai en 1939¹. Zhou Fohai, qui l'appréciait, pria Wang Jingwei de demander à Tokyo qu'il soit nommé pour prendre la succession d'Aoki². La nouvelle de son arrivée à Nanjing fut accueillie avec enthousiasme³. Une fois encore, les conseillers centraux apparaissent comme des alliés du gouvernement de Nanjing, ou tout du moins ce dernier voyait-il en eux un moindre mal par rapport à la ligne dure prônée par une partie des autorités d'occupation. Ishiwata laissa son poste en février 1944 pour retrouver le portefeuille des Finances. Il fut remplacé par Ogura Masatsune 小倉正恒 (1875-1961), ancien président du groupe Sumitomo 住友, l'un des plus importants *zaibatsu* 財閥 (conglomérat) et ministre des Finances éphémère en 1941. Il n'était pas le premier choix de Wang Jingwei, qui aurait souhaité Kaya Okinori (1899-1977), ministre des Finances d'octobre 1941 à février 1944. Cette option fut écartée en raison des mauvaises relations qu'entretenaient Kaya et Aoki, alors ministre de la Grande Asie orientale⁴.

L'institutionnalisation du système des conseillers économiques accompagna celle du gouvernement de Nanjing. Le 19 décembre 1940, celui-ci se dota d'un Comité économique national (*quanguo jingji weiyuanhui* 全國經濟委員會) destiné à centraliser la prise de décision dans ce domaine⁵. Un « groupe de conseillers économiques » (*jingji guwen tuan* 經濟顧問團) fut institué en son sein. Zhou Fohai fit, à l'époque, l'analyse suivante : « en les concentrant de la sorte, il semble qu'il sera plus facile de les contrôler que s'ils étaient recrutés par chaque ministère »⁶. C'est l'inverse qui se produisit : concentrés dans le Comité économique, les conseillers japonais purent mieux contrôler l'action des ministères. Luo Junqiang affirme ainsi que le Comité n'était rien d'autre qu'une courroie de transmission, relayant les ordres du bureau des conseillers aux différentes administrations⁷.

L'évolution précise des effectifs du groupe des conseillers économiques n'est pas connue, mais ceux-ci s'élevaient, en janvier 1944, à 22 personnes, conseiller économique suprême compris, pour le seul gouvernement central. S'y ajoutaient des conseillers économiques et leurs assistants

¹ Lorsqu'Aoki rechigna, en 1940, à participer à la mission Abe, Ishiwata, qui était alors chef de cabinet du premier ministre Yonai, lui rappela que lui-même avait été obligé par Aoki, à l'époque ministre des Finances, d'aller en Chine (*ibid.*, p. 155). Un poste de conseiller auprès de Wang Jingwei n'était pas attractif pour des hauts fonctionnaires comme eux.

² ZR, 18 sept. 1942, p. 649.

³ Fukuda, *Huigu jiu shi nian*, *op. cit.*, p. 33.

⁴ ZR, 20 fév. 1944, p. 855.

⁵ Zeng Zhinong, « Ô seiken ni yoru... », *op. cit.*, p. 17. D'abord rattaché au Yuan exécutif, ce comité passa sous l'autorité directe du gouvernement, le 13 janvier 1943 (MZN, p. 1089).

⁶ ZR, 2 déc. 1940, p. 387. En réalité, des conseillers furent affectés dans les ministères touchant à l'économie (voir le Tableau 4.3).

⁷ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », *art. cit.*, p. 43.

dans les principales villes de province, telles Shanghai (13 personnes) et Hankou (4), soit 34 conseillers pour un total de 56¹.

De nombreux conseillers spécialisés en finances furent également engagés, dans le cadre de la mise en place de la Banque centrale de réserve au tournant de l'année 1941. Prévues dans le « Programme politique » promulgué le 30 mars, la fondation d'une banque centrale et l'émission d'une nouvelle monnaie se heurtèrent à la résistance de l'armée d'occupation et du ministère des Finances japonais. À défaut de bloquer totalement ce projet, le Japon chercha à s'assurer un contrôle complet de la future institution. Son principal promoteur, Zhou Fohai, fut outré lorsqu'Inukai Ken, devenu entretemps conseiller économique, lui présenta un projet d'accord sino-japonais pour la fondation de la nouvelle banque prévoyant un nombre considérable de conseillers aux attributions très étendues. Zhou lui répondit que si c'était pour fonder une banque fantoche, mieux valait tout arrêter². Après de nouvelles négociations, Zhou signa le 17 décembre un « Protocole d'accord sur l'établissement de la Banque centrale de réserve » (*guanyu sheli zhongyang choubai yinhang zhi jueshu* 關於設立中央銀行之決書) avec le conseiller d'ambassade Hidaka Shinrokurō. Son deuxième article prévoyait le recrutement de conseillers japonais et énumérait les points pour lesquels l'avis de ces derniers serait nécessaire : le fonctionnement de l'établissement, son conseil d'administration, le taux de change avec les devises étrangères, les relations avec les banques étrangères, les anciennes monnaies chinoises comme le *fabi*, le yen militaire, la monnaie japonaise, ainsi que tout ce qui touchait au Conseil des affaires politiques de Chine du Nord. Bref, peu d'aspects échappaient à la tutelle nippone³. Elle fut incarnée par le conseiller en chef de la Banque centrale de réserve, *Kimura Masutarō 木村増太郎. Bien que d'un rang inférieur à celui de conseiller économique suprême, Kimura imprima durablement sa marque sur la politique financière du régime du fait de sa longévité à son poste, qu'il occupa du 8 janvier 1941 à la fin de la guerre⁴.

Les conditions de vie des conseillers japonais étaient particulièrement confortables. Aoki Kazuo se vit offrir une magnifique villa et un chef cuisinier de premier ordre. Fukuda Takeo se trouva, quant à lui, logé avec trois autres collègues du ministère des Finances japonais dans une résidence dont le jardin était suffisamment spacieux pour qu'on puisse y jouer au golf⁵. Les

¹ Pour la répartition détaillée, voir le Tableau 4.3.

² Shao Minghuang, « Wang Jingwei zhengquan zhong Riben guwen de pinyong », art. cit., p. 81.

³ *Ibid.*

⁴ Concernant le nombre de conseillers japonais travaillant pour la Banque centrale de réserve, nous avons dit qu'Ogasawara avançait le chiffre de 88 personnes sans que nous sachions à quelle date. Les seules statistiques fiables que nous ayons trouvées font état, en janvier 1944, de 27 personnes (Tableau 4.3) Cette différence s'explique peut-être par la baisse du nombre de conseillers après 1943. Kimura apparaît à la fois parmi les conseillers du Comité économique national et parmi ceux de la Banque centrale de réserve. On trouvera une liste contenant 37 noms dans Zhu Peixi, *Jisheng yu gongsheng*, op. cit., p. 161-163

⁵ Fukuda, *Huigu jiu shi nian*, op. cit., p. 31.

émoluments des conseillers étaient à la hauteur, comme le révèle une lettre dans laquelle Zhou Fohai demande que le salaire mensuel d’Inukai Ken soit augmenté : il touchait 2000 yuans contre 3000 pour Kimura, soit ¹. Le seul budget du Bureau des conseillers (*guwenshi* 顧問室) du Comité économique national était presque équivalent à celui d’un ministère².

Tableau 4.3. Effectifs des employés japonais civils du gouvernement de Wang Jingwei (janvier 1944)

Organismes gouvernementaux	Nombre de conseillers
Comité économique national 全國經濟委員會	Total : 56 (Nanjing 22 ; Shanghai 13 ; Suzhou 3 ; Hangzhou 3 ; Bengbu 3 ; Wuhu 1 ; ? 1 ; Jiujiang 3 ; Hankou 4 ; Canton 3)
Banque centrale de réserve 中央儲備銀行	27
Comité de préservation des biens culturels 文物保管委員會	28
Ministère de l’Éducation 教育部 (1)	11
Société de radiodiffusion chinoise 中國放送協會 (2)	17
Service d’administration de la station de radiodiffusion du ministère de la Propagande 宣傳部 中央放業經理處	15
Agence de dépêche centrale 中央電訊社	5
Comité pour la promotion du Mouvement des nouveaux citoyens 新國民運動促進委員會	4
Ministère des Vivres 糧食部	3
Ministère des Travaux publics 建設部	1
Ministère du Commerce et de l’Industrie 實業部	1
Total	168

Source : JACAR B02031705600, « Kokumin seifu kikan heiyō nikkei shokuin hyō 国民政府機關聘用日系職員表 »

Note : Le total indiqué comptabilise le nombre de postes qui n’est pas exactement identique au nombre de personnes, certains noms figurant dans plusieurs rubriques. Ces effectifs comprennent principalement les conseillers (*komon* 顧問), leurs assistants (*komon hosa* 顧問補佐) et attachés (*komon zuiin* 顧問隨員), mais aussi d’autres appellations telles que *sanji* 參事 (conseiller) ou encore *sen.in* 專員 (spécialiste) ; ? = source illisible ; (1) Hors enseignants de langue envoyés du Japon (*haken nichigo kyōin* 派遣日語教員). Il s’agit pour l’essentiel de professeurs à l’Université centrale ; (2) Une note à la fin du tableau précise que s’ajoutent à ces conseillers 126 employés japonais.

¹ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 30 avril 1941, AH 118-010100-0038-031. Le salaire des fonctionnaires de Nanjing allait, à cette époque, de 55 à 680 yuans (800 yuans pour les dirigeants), auxquels s’ajoutaient des indemnités souvent plus importantes que le salaire, dont bénéficiaient également les conseillers (voir Annexe 2.12).

² En janvier 1942, ses frais généraux (*jingchangfei* 經常費), dont le Yuan exécutif demanda qu’ils soient augmentés, étaient de 55 000 yuans par mois (ZG, n°300, p. 5). À titre de comparaison, le budget mensuel du ministère des Affaires sociales était de 50 000 yuans en juillet 1940, tandis que celui du ministère de la Justice s’élevait à 64 500 yuans, à la même époque. Étant donné l’augmentation continue de ces budgets, ils devaient être plus élevés en janvier 1942 (JG, n°7, p. 13-14). En octobre 1943, le budget mensuel du Bureau des conseillers économiques était d’environ 73 000 yuans (ZG, n°633, p. 7).

Propagande

Outre ces deux pôles – affaires militaires et économiques –, le système des conseillers s'étendait en particulier aux organes de la propagande, dont nous avons vu qu'elle était l'une des priorités des autorités chinoises comme japonaises. C'était le cas de la Société de radiodiffusion chinoise (*Zhongguo fangsong xiehui* 中國放送協會) qui comptait 17 cadres japonais en janvier 1944 dans sa direction, auxquels s'ajoutaient 126 employés japonais¹. On voit ici que le « guidage interne » exercé par le Japon sur le gouvernement collaborateur de Nanjing ne passa pas uniquement par des conseillers *stricto sensu*, mais également par la présence d'employés dans des organismes cogérés par les autorités chinoises et japonaises. La Société de radiodiffusion chinoise est, à cet égard, exemplaire de la manière dont certaines structures de l'appareil d'occupation nippon furent progressivement intégrées dans l'administration chinoise, tout en conservant une forte composante japonaise en leur sein. Afin de comprendre la nature de la tutelle japonaise sur la propagande du gouvernement de Nanjing, il est nécessaire de revenir un instant sur l'historique de cet organisme qui, sans relever de l'administration régulière, constituait une branche importante de l'appareil de propagande gouvernemental.

En décembre 1937, l'armée nipponne avait établi à Shanghai une station de radio, avant de faire de même, à mesure de son avancée, à Nanjing, Hankou, Hangzhou et Suzhou. Les émissions diffusées visaient à convaincre la population des bonnes intentions du Japon et à démoraliser l'ennemi. Des messages de réconfort pour les soldats japonais étaient également diffusés. Au fil de la construction de l'État d'occupation, ces stations furent transférées aux gouvernements collaborateurs sous la forme d'organismes juridiquement chinois, mais dont les statuts prévoyaient un étroit contrôle japonais². C'est ainsi que, le 17 mai 1940, le Bureau de liaison du Kōa.in à Shanghai, remit un projet pour la fondation de la Société de radiodiffusion de Chine centrale (*Huazhong fangsong xiehui* 華中放送協會)³. Cofinancée par le Japon et la Chine, la Société, dont les bureaux resteraient à Shanghai, devait avoir le monopole de son secteur dans la

¹ Tableau 4.3.

² *Nihon hōsō nenkan* 日本放送年鑑 (Annuaire japonais de la radiophonie [titre probable recréé à partir du chinois]), 1942 (reproduit en chinois dans Zhao Yuming 趙玉明 (éd.), *Riben qinhua guangbo shiliao xuanbian* 日本侵華廣播史料選編 (Sélection de sources sur l'histoire de la radio durant l'invasion de la Chine par le Japon), Beijing, Zhongguo guangbo yingshi chubanshe, 2015, p. 57).

³ JACAR C04122121200, « Kachū hōsō kyōkai juritsu ni kan suru ken 華中放送協會設立ニ関スル件 (Documents relatifs à la fondation de la Société de radiodiffusion de Chine centrale) », 20 mai 1940, *Shōwa jūgonen Rikushi mitsu dai nikki*, n°24.3, p. 626-637. Nous transcrivons en *pinyin* car cette appellation fut conçue pour pouvoir être utilisée par le gouvernement de Nanjing (dans le cas contraire « Chine centrale » aurait été écrit *Chūshi* 中支), mais il s'agit vraisemblablement d'une appellation japonaise, « radiodiffusion » se disant plutôt *guangbo* 廣播 que *fangsong*, dont l'usage est plus répandu en japonais. Elle avait son équivalent en Chine du Nord (JACAR C04122205900, « Kahoku hōsō kyōkai juritsu ni kan suru ken 華北放送協會設立ニ関スル件 (Documents relatifs à la fondation de la Société de radiodiffusion de Chine du Nord) », 4 juin 1940, *Shōwa jūgonen Rikushi mitsu dai nikki*, n°24.1, p. 645-655).

région et son personnel compter autant de Chinois que de Japonais. L'aval du gouvernement de Nanjing serait nécessaire pour les décisions importantes (budget, ressources humaines, etc.), après consultation des autorités japonaises. L'armée d'occupation, en particulier, conserverait le pouvoir d'imposer ses exigences en cas de « nécessités militaires [*gunji jō no hitsuyō* 軍事上の必要] »¹. Ce transfert juridique, que le Kōa.in voulait rapide, mit plus de temps que prévu, puisqu'il fallut attendre décembre 1940 pour que le ministre de la Propagande, Lin Bosheng, signe avec le chef du Bureau des nouvelles (*hōdōbu* 報道部)² de l'Armée expéditionnaire de Chine un « Protocole d'accord sur le projet de réorganisation des stations de radiodiffusion » (*guangbo wuxian diantai gaizu jihua jueshu* 廣播無線電台改組計劃決書)³. Il prévoyait notamment que la future structure serait supervisée directement par le ministère de la Propagande, représenté en son sein. La Chine du Nord et le Mengjiang posséderaient chacun un organisme radiophonique autonome, contrôlé par les gouvernements collaborateurs locaux. Il serait interdit pour la population de posséder des postes de radio pouvant capter d'autres signaux que celui de la station officielle⁴.

Cette réorganisation aboutit à la fondation, le 22 février 1941, de la Société de radiodiffusion chinoise (*Zhongguo fangsong xiehui*)⁵, dont le financement fut conjointement assuré par le gouvernement de Nanjing et la Société de radiodiffusion japonaise (*Nippon hōsō kyōkai* 日本放送協会, plus connue sous son acronyme NHK)⁶. Douze des dix-sept employés japonais travaillant

¹ *Ibid.*

² Ce bureau fut créé en septembre 1939 au moment de la centralisation des armées d'occupation. Il prit la suite des corps de pacification (*senbuhān*) en supervisant la diffusion de la propagande japonaise en Chine à travers différents supports (tracts, journaux, radio, etc.), tout en tenant informé quotidiennement le ministère de la Guerre des dernières nouvelles dans le pays (Zhang Shaoqian, « Combat and Collaboration: The Clash of Propaganda Prints between the Chinese Guomindang and the Japanese Empire in the 1930s-1940s », *Transcultural Studies*, 2014, n°1, p. 100-101).

³ JACAR C04122795700, « Kachū hōsō kyōkai juritsu ni kan suru ken 華中放送協会設立ニ関スル件 (Documents relatifs à la fondation de la Société de radiodiffusion de Chine centrale) », 7 fév. 1941, *Shōwa jūrokunen Rikushi mitsu dai nikki* 昭和16年「陸支密大日記」(Grand journal secret du ministère de la Guerre sur les opérations en Chine, 1942), n°5.3, p. 1092.

⁴ *WZQS*, p. 869.

⁵ Elle débuta officiellement ses activités le 15 mars 1941. Son nom complet en chinois était Association pour l'organisation de l'industrie radiophonique chinoise (*Zhongguo guangbo shiye jianshe xiehui* 中國廣播事業建設協會) (JACAR C04122962600, Chef du Bureau des nouvelles de l'Armée expéditionnaire de Chine au vice-ministre de la Guerre, « Chūgoku kyōkai juritsu ni kan suru ken hōkoku 中国放送協会設立ニ関スル件報告 (Documents relatifs à la fondation de la Société (Rapport sur la fondation de la Société de radiodiffusion chinoise) », 25 avril 1941, *Shōwa jūrokunen Rikushi mitsu dai nikki*, n°14.3, p. 955).

⁶ Il était prévu que chaque partie apporterait 420 000 yens au capital, puis financerait la Société à hauteur de 120 000 yuans par mois chacune (Amb. Honda au min. des Aff. étrangère Konoe, 16 avril 1941, JACAR B02030602600, *Shina* (Chine), 1^{er} avril 1941-7 oct. 1942, *Shina jihen kankei ikken* ; *Shina jihen ni tomonau jōkyō hōkoku* ; *Shina kakuchi hōkoku*, p. 114-115). Sur les origines de la NHK et la politique radiophonique du Japon pendant la guerre, voir Kasza, *The State and the Mass Media in Japan*, op. cit., chap. 4 et 10. La NHK fut l'un des principaux instruments de la propagande extérieure du Japon pendant la guerre, à travers ses programmes en langues étrangères connus sous le nom de Radio-Tokio. Le Gaimushō publia en 1943 ces

pour la Société de radiodiffusion chinoise étaient issus de la NHK¹. En mars 1941, le ministère de la Propagande se dota d'un Service d'administration de la station de radiodiffusion (*guangbo wuxian diantai guanlichu* 廣播無線電台管理處) chargé de superviser la Société de radiodiffusion chinoise, et dans lequel des Japonais étaient également présents². Preuve de la continuité qui exista entre le système des conseillers du Gouvernement réformé et celui du régime de Wang Jingwei, sept des quinze employés japonais de ce service avaient précédemment travaillé pour le ministère de la Propagande du Gouvernement réformé³. Comme le notait un rapport de l'ambassadeur Shigemitsu en juillet 1942, l'administration radiophonique était bien sous le « contrôle [*kontorōru* コントロール] » des Japonais⁴.

À partir de 1942, la propagande de Nanjing passa notamment par le Mouvement des nouveaux citoyens. Son Comité de promotion (*xin guomin yundong cujin weiyuanhui* 新國民運動促進委員會) fut établi le 1^{er} juillet 1942 et dirigé par le ministre de la Propagande Lin Bosheng, nommé secrétaire général⁵. On trouvait, parmi les quatre « membres pour la planification » (*sheji weiyuan* 設計委員) nommés fin 1942, Miyamoto Morio 宮本守雄 (1905-1972), qui dirigeait jusque-là les corps de jeunesse du Grand Japon (*dai nippon sei shō nen dan* 大日本青少年団). Les techniques de mobilisation utilisées par le gouvernement de Wang Jingwei profitèrent ainsi de l'expérience japonaise en la matière⁶.

Le système des conseillers et autres employés japonais n'était cependant que l'une des facettes de la tutelle qu'exerçait l'occupant sur le gouvernement de Nanjing. Celle-ci passait, également, par la présence d'un grand nombre d'agents de liaison (*lianluoyuan* 聯絡員) de l'Armée de terre, à tous les échelons de l'administration. Dans ses mémoires, l'ancien secrétaire privé de Wang Jingwei, Hu Lancheng écrit que s'il n'y avait pas des conseillers japonais dans chaque organe du gouvernement, il y avait en revanche des agents de liaison, « même dans la résidence du président Wang ». Contrairement aux conseillers, dont le « pouvoir était à mi chemin

« causeries radiodiffusée » en anglais et en français, sous le titre *La Guerre des ondes courtes* (2 vol : JACAR B10070366900, B10070367100).

¹ JACAR B02031705600, « Kokumin seifu kikan heiyō nikkei shokuin hyō », p. 14-15.

² *WZQS*, p. 870. Ce service apparaît dans le Tableau 4.3 sous son appellation japonaise que nous traduisons en chinois. Il comptait pas moins de 15 conseillers en 1944.

³ JACAR B02031705600, « Kokumin seifu kikan heiyō nikkei shokuin hyō », p. 16-17.

⁴ Shigemitsu au min. des Aff. étrangères Tōgō Shigenori, « Tai Kokumin seifu hōsō kankei shakkan ni kan suru ken 対国民政府放送関係借款ニ関スル件 (Prêts aux gouvernement chinois relatifs à la radiodiffusion) », télégramme n°941, 10 juill. 1942, JACAR B10074985100, *Kakkoku musen denwa kankei zakken ; Shina no bu ; Tai Kokumin seifu hōsō shakkan kankei* 各国無線電話関係雑件 / 支那ノ部 / 対国民政府放送借款関係 (Documents divers sur la radiophonie dans chaque pays ; Chine ; Prêts au gouvernement chinois relatifs à la radiodiffusion), p. 12.

⁵ *WZQS*, p. 1121.

⁶ On sait, par ailleurs, que des voyages d'observation réciproques furent organisés par les responsables chinois et japonais des corps de jeunesse et du Mouvement des nouveaux citoyens. En octobre 1942, notamment, Lin Bosheng se rendit au Japon dans ce but (Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 208, 226).

entre la consultation et la décision », les agents de liaison ne donnaient pas leur avis, mais étaient là, selon Hu, pour espionner¹. Omniprésents dans l'administration locale, ces agents avaient mauvaise réputation chez les collaborateurs chinois. Les autorités centrales d'occupation cherchèrent à réformer ces comportements jugés nuisibles.

Éduquer les cadres japonais de la collaboration

Consciente que l'efficacité de l'appareil de contrôle japonais sur les administrations chinoises en zone occupée dépendait de la qualité des agents chargés d'incarner cette tutelle, l'Armée expéditionnaire de Chine décida de mettre en place, début 1941, une formation spécifique, en dotant ses services spéciaux d'une Unité d'instruction (*Shina hakengun tokumu kyōiku tai* 支那派遣軍特務教育隊), également connue sous le nom d'Unité de Nanjing (*Kōnei butai* 江寧部隊)². L'objectif de cette nouvelle organisation était de produire des agents capables de communiquer en chinois, tout en ayant une bonne connaissance du terrain et sachant se montrer respectueux à l'égard des fonctionnaires chinois et du reste de la population. Ces agents étaient destinés à travailler dans les différentes agences des services spéciaux ou dans l'administration du gouvernement de Wang Jingwei, notamment aux échelons locaux. Preuve de l'importance qu'accordait l'armée à cette unité, elle confia sa direction au général de division Tsuchihashi Yūitsu 土橋勇逸 (1891-1972), vice-chef d'état-major de l'Armée expéditionnaire et attaché militaire auprès du gouvernement de Nanjing³. Il fut remplacé en décembre par le général de division Noda Kengo 野田謙吾 (1891-1961), à qui succéda, en décembre 1942, le colonel Torikai Tsuneo 鳥飼恒男 (1895- ?). L'Unité d'instruction installa ses salles de classe dans l'ancienne Académie de l'armée de terre (*lujun daxue* 陸軍大學), rue de Hankou à Nanjing. Elle organisa, en tout, trois formations (septembre-décembre 1941, décembre 1941-mars 1942 et juin-décembre 1942) par lesquelles passèrent 707 étudiants sélectionnés parmi les officiers de réserve diplômés de l'université ou d'une école professionnelle. L'enseignement fut assuré par des professeurs et des fonctionnaires japonais spécialistes de la Chine, ainsi que par des dirigeants chinois du gouvernement de Nanjing. Parmi les premiers, issus pour beaucoup du Tōa Dōbun

¹ Hu Lancheng, *Jin sheng jin shi*, op. cit., p. 190.

² Sauf indication contraire, ce paragraphe s'appuie sur Wang Weixing 王衛星, « Qinhua zhanzheng zhong de Rijun "Jiangning budui" 侵華戰爭中的日軍 "江寧部隊" (L'"Unité de Nanjing" de l'armée japonaise durant la guerre d'invasion de la Chine) », *Shihai tanji* 史海探迹, 2008, n°8, p. 45-44.

³ Tsuchihashi n'était pas un « spécialiste de la Chine », mais de la France. Formé à la langue de Molière, il officia comme attaché à Paris puis à Bruxelles entre août 1937 et août 1939. À l'automne 1941, il fut nommé commandant en chef de la 48^e division. D'abord stationnée à Taiwan, elle joua un rôle important dans la conquête des Philippines et du Timor. Tsuchihashi fut l'un des principaux responsables du coup de force sanglant contre les autorités françaises d'Indochine en mars 1945 (*generals.dk* ; Stephen C. Mercado, *The Shadow Warriors of Nakano: A History of the Imperial Japanese Army's Elite Intelligence School*, Washington D.C., Potomac Books, 2002, p. 111-112).

shoin ou de Beida, on trouvait Nakayama Masaru 中山優 (1894-1973), ambassadeur au Manzhouguo et essayiste prolix sur la Chine, ou encore Shigemitsu Osamu 重光蔵 (1904-1988), frère cadet de Shigemitsu Mamoru. Des membres de l'ambassade du Japon vinrent également donner des cours. Parmi les dirigeants chinois, l'Unité d'instruction invita le ministre de la Propagande, Lin Bosheng, et le ministre de l'Intérieur, Chen Qun, pour qu'ils donnent des conférences. Nous verrons dans la partie 5.3.1.1 que ce dernier était, au même moment, très actif dans la formation des fonctionnaires locaux chinois. Ce lien montre que la collaboration produisit un cadre éducatif commun, par certains aspects, pour les agents de l'État d'occupation, qu'ils soient chinois ou japonais.

L'enseignement reçu par les élèves de l'Unité d'instruction devait les rendre aptes à « diriger politiquement » (*seimu shidō* 政務指導) l'administration chinoise, pour reprendre les termes employés par leurs professeurs (n'en déplaise à Kagesa)¹. Les cours des 10 et 12 septembre 1941, notamment, portèrent sur les institutions de cette « direction politique ». L'organisation des agences des services spéciaux y fut présentée, ainsi que les difficultés rencontrées dans l'unification de cette « direction » en raison des tensions existant entre ces agences et les autres autorités japonaises (consulats ou encore gendarmerie). L'enseignant insista sur la nécessité d'éviter toute « ingérence sous la menace » et de « respecter l'opinion et les coutumes des Chinois »². Il exposa ensuite, de manière plus concrète, le travail des services spéciaux, qui concernait surtout la direction des gouvernements de district. Ces derniers, les avertit-il, comptaient beaucoup de « bureaucrates fantômes [*yūrei riin* 幽霊吏員] ». Leur rôle serait donc décisif dans la remise sur pied des finances ou du *baojia*³. Les « organes directeurs » chinois furent également présentés, afin que les élèves comprennent le sens du « retour à la capitale » et les raisons pour lesquelles le gouvernement de Nanjing semblait identique à celui de Chongqing⁴. Bref, l'organisation et le fonctionnement de l'État d'occupation ne devaient plus avoir aucun secret pour eux, au bout des trois mois que durait la formation.

¹ JACAR C11110502400, *Shina hakengun tokumu kyōiku chōkōroku* 支那派遣軍特務教育聴講録 (Notes de cours de l'Unité d'instruction des services spéciaux de l'Armée expéditionnaire de Chine), sept. 1941. La formation comprenait des cours sur la géopolitique (sphère de co-prospérité, situation en Europe et au Proche-Orient, le conflit sino-japonais dans l'opinion mondiale), les différents aspects généraux de l'administration en Chine (finances, police, administration locale), et sur ceux spécifiques à la période (campagne de pacification rurale, mesure anticommunistes) (*ibid.*).

² JACAR C11110503800, « Zenpan teki seimu shidō no chakuganten 全般的政務指導の着眼点 (Panorama du guidage des affaires politique) », *ibid.*, p. 1065.

³ *Ibid.*, p. 1066 *sqq.*

⁴ JACAR C11110504000, « Chūgoku seimu shidō ni tsuite 中国政務指導に就いて (À propos du guidage des affaires politique en Chine) », *ibid.*, p. 1088.

Wang Jingwei fut convié par l'Unité d'instruction pour entendre, en personne, un rapport sur le travail accompli. La formation était également physique : en plein hiver, Torikai Tsuneo exigea que les étudiants se frictionnent tous les matins à l'aube avec une serviette humide.

Néanmoins, comme le nota son prédécesseur, Noda Kengo, l'apprentissage était trop court pour offrir une connaissance approfondie à ces officiers. Afin d'y remédier, un voyage scolaire fut organisé lors de la deuxième session, en février 1942. Il passa par Suzhou pour une immersion dans l'administration de la pacification rurale, puis à Shanghai, où le maire Chen Gongbo fit une présentation. Enfin, le groupe se rendit dans le district de Xinxiang 新鄉 (Henan) pour y rencontrer les différents acteurs locaux (agences des services spéciaux, autorités chinoises, armées japonaises et chinoises). Tout au long du voyage, les étudiants furent invités à pratiquer au maximum leur chinois oral.

Cette école, qui visait à corriger les défauts de l'encadrement japonais, ne connut pas de quatrième promotion. En mettant fin, sur le papier, à l'ingérence de l'armée d'occupation dans l'administration chinoise, la « nouvelle politique chinoise », adoptée le 21 décembre 1942 par la Conférence impériale, priva l'Unité d'instruction des services spéciaux de sa raison d'être.

4.1.1.3. La réforme de 1943 : tout changer pour que rien ne change

Le remplacement du Kōa.in par le ministère de la Grande Asie orientale en novembre 1942¹, suivi, en décembre, par la décision de renforcer l'autonomie de Nanjing, à l'occasion de son entrée en guerre aux côtés de Tokyo, vinrent en effet modifier, au cours de l'année 1943, la forme de la tutelle qu'exerçait le Japon sur le gouvernement collaborateur chinois. Dans un mémorandum daté du 18 décembre 1942, la 4^e section de l'état-major de l'Armée expéditionnaire tenta de tirer au clair le sens des réformes à venir en précisant l'interprétation qu'elle comptait en faire². L'esprit général de ces réformes était de transférer les compétences « politiques » (la direction de l'administration chinoise) des autorités militaires en Chine aux organes locaux du ministère de la Grande Asie, notamment en Chine centrale. Les relations entre l'armée d'occupation et le Gouvernement de Wang Jingwei, qui étaient jusqu'ici de la compétence (de fait) des agences des services spéciaux, relèveraient désormais des organismes diplomatiques et consulaires³. L'auteur précisait néanmoins que « les volontés de l'armée pourr[ai]ent toujours être

¹ Voir la partie 1.3.1.1.

² Traduit en chinois dans *RWQX*, p. 46-57.

³ Nous avons vu que ces derniers ne dépendaient plus du Gaimushō mais du ministère de la Grande Asie orientale. Ils étaient, par ailleurs, de natures différentes en Chine du Nord et en Chine centrale. À Beijing, un militaire prit la tête du bureau de représentation, placé sous l'autorité directe de Tokyo et non pas celle de l'ambassade de Nanjing, tandis que cette dernière et le consulat général de Shanghai étaient dirigés par des diplomates. Ce compromis visait à ménager, d'une part, la position privilégiée de l'Armée de terre dans le Nord et, d'autre part, la souveraineté du régime de Wang Jingwei.

appliquées » à travers ces derniers, mais aussi à travers les conseillers, dont le rôle serait renforcé¹. Il ajoutait : « Bref, nous devons nous efforcer d'atténuer notre poids, mais, quoi qu'il en soit, ils ne pourront pas aller contre la volonté de l'armée »². Une liste des mesures à prendre, datée du 12 décembre, était attachée au mémorandum. On pouvait notamment y lire que le « renforcement de la collaboration administrative » devait passer par la « suppression des abus liés à l'ingérence directe connue sous le nom de guidage interne »³. La multitude d'organismes japonais chargés d'encadrer l'administration chinoise serait remplacée par une tutelle unifiée passant par les conseillers. Une attention particulière serait accordée au choix de ces derniers, qui devrait être basée sur leur capacité à collaborer avec le gouvernement de Nanjing. Leur sélection et leur recommandation dépendraient de la seule ambassade. Leur mandat serait supérieur à trois ans⁴.

À Shanghai, par exemple, les agents de liaison de l'armée furent relevés de leurs fonctions dans le gouvernement municipal. Tous les contacts avec les autorités japonaises locales passèrent dorénavant par le consulat général⁵. Dans le reste de la zone occupée, les différentes agences des services spéciaux furent intégrées aux états-majors locaux, sous le nom de bureaux de liaison (*renrakubu* 聯絡部). Leur rôle devait se limiter, en principe, à faciliter les échanges entre les garnisons japonaises et les gouvernements locaux au sujet des affaires ayant trait au maintien de l'ordre (*zhi'an* 治安)⁶.

Le décalage entre les beaux principes de la « nouvelle politique chinoise » et la réalité de sa mise en pratique par les autorités d'occupation trouve une illustration frappante dans la juxtaposition de deux discours postérieurs à la réforme de la tutelle nippone.

Le premier est le cours que donna, le 5 janvier 1944, un certain « Wakasugi 若杉 » à une centaine d'officiers supérieurs du Bureau des conseillers militaires et de l'Armée expéditionnaire de Chine, réunis au quartier général de Nanjing. Derrière ce pseudonyme se cachait le prince de Mikasa (Mikasa no miya Takahito 三笠宮崇仁, 1915-2016), frère cadet de l'empereur Hirohito⁷. Parlant

¹ *Ibid.*, p. 47.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 55.

⁴ *Ibid.*, p. 57.

⁵ Wang Xiang, « Wang weizhengfu suo pin Riben guwen wenti pingxi », art. cit., p. 33.

⁶ Lettre de Chen Bijun à Chen Yaozu, 11 mars 1943, AH 118-010100-0028-014. Dans ce courrier, Chen Bijun rapporte à son frère Chen Yaozu, gouverneur du Guangdong, que le chef de l'agence des services spéciaux, Yazaki Kanjū, l'avait avertie que cette réorganisation aurait lieu en juillet. Le poste de chef du Bureau de liaison étant trop bas pour Yazaki, il ne pourrait l'occuper (*ibid.*). Il devint, l'année suivante, conseiller militaire suprême à Nanjing (Tableau 4.2).

⁷ Diplômé, en décembre 1941, de l'Académie de l'armée de terre, il avait été affecté à l'état-major de l'Armée expéditionnaire de Chine. Arrivé à Nanjing, sous un nom d'emprunt, le 14 janvier 1943, il resta à ce poste jusqu'à sa mutation au 2nd Bureau de l'État-major central, le 10 janvier 1944 (Shibata Shin.ichi 柴田紳一, « "Taishi shin seisaku" ne kettei : Wakasugi sanbō (Mikasa no miya) no Chūgoku haken 「対支新政策」の決定 : 若杉参謀 (三笠宮) の中国派遣 (L'adoption de la Nouvelle politique chinoise et l'envoi en Chine du prince de

devant un tableau noir où avaient été affichés, en gros caractères, les mots « examen de conscience » (*hansei* 反省) et « humilité » (*kenjō* 謙讓), le prince fit la leçon, pendant deux heures, aux principaux représentants de l'Armée de terre en Chine. À ses yeux, les deux points les plus difficiles à réaliser dans la « nouvelle politique chinoise » – comprise dans sa « conception originelle [*honshitsu teki rinen* 本質的理念] » – étaient le passage, d'une part, de la « tyrannie [*hadō shugi* 霸道主義] » à la « Voie royale [*ōdō shugi* 王道主義] » et, d'autre part, de la « doctrine du tirer [*hiku shugi* 引ク主義] » à celle du « pousser [*osu shugi* 押ス主義] ». Cette formule étrange lui servit à expliquer la nature que devrait prendre la présence japonaise auprès du gouvernement de Nanjing : il ne s'agirait plus de donner des ordres, mais d'apporter une « aide bien intentionnée [*kōi teki shien* 好意的支援] », et ce, même si beaucoup dans l'armée trouvaient la chose « difficile » ou « inadaptée aux circonstances [*gu.ai ga warui* 具合ガ悪イ] »¹.

Le témoignage du chef de l'un des bureaux de liaison montre ce qu'il en fut réellement :

Bien qu'il soit question de déléguer à la partie chinoise l'ensemble des affaires, cette dernière était incapable d'accomplir une telle tâche. C'était donc à nous de nous en charger. Si nous les avions laissé faire, ils n'auraient pas été capables de répondre à nos besoins, ce qui aurait compliqué les choses. Aussi, les instructions étaient d'apporter, à tout moment, une « aide bien intentionnée ». La soi-disant fin du « guidage » ne signifiait pas du tout que nous devions rester silencieux. En réalité, il nous était demandé d'être encore plus présents que par le passé, afin de manœuvrer habilement le zèle des fonctionnaires chinois².

Autrement dit, la réforme qui entra en vigueur en 1943 entraîna moins un desserrement de la tutelle nipponne qu'une modification de ses principes et de son organisation formelle. Il s'agissait, en fait, d'appliquer le système des conseillers tels qu'il était censé fonctionner depuis 1940. La promesse faite d'« éviter autant que possible de s'ingérer dans les affaires du Gouvernement national [*Kokumin seifu taishi tsutomete kanshō wo sake* 国民政府対シ勉メテ干渉ヲ避ケ] »³ et le renforcement du rôle des organes diplomatiques aux dépens de l'armée était, en

Mikasa (alias officier Wakasugi) en Chine) », *Meiji seitoku kinen gakkai kiyō* 明治聖徳記念學會紀要, n°3 (fukkan 復刊), oct. 1990, p. 40-41, 47). Shibata présente le prince de Mikasa comme l'envoyé de Hirohito pour s'assurer que l'armée appliquerait bien la « nouvelle politique chinoise ». L'empereur apparaît dans l'article comme la bienveillance incarnée, ce qui s'explique peut-être par le fait que celui-ci ait été publié dans la revue de l'« Association d'étude pour commémorer la vertu parfaite de l'empereur Meiji ».

¹ *Ibid.*, p. 52.

² Cité dans Wang Xiang, « Wang weizhengfu suo pin Riben guwen wenti pingxi », art. cit., p. 34. Si l'on en croit la description qu'en donne Huang Qingzhong 黃慶中, bras droit de Ding Mocun qui suivit celui-ci à Hangzhou lorsqu'il devint gouverneur du Zhejiang en mars 1945, les chefs des bureaux de liaison continuaient à se comporter en satrapes (Huang Qingzhong, « Zhejiang hanjian shengzhang Ding Mocun 浙江漢奸省長丁默邨 (Le gouverneur fantoche du Zhejiang, Ding Mocun) », *Zhejiang wenshiziliao xuanji* 浙江文史資料選輯, vol. 12, 1979, p. 87.).

³ JACAR C12120061200, « Dai tōa sensō kansui no tame no taishi shori konpon hōshin (gozen kaigi gidai) 大東亞戦争完遂ノ為ノ対支処理根本方針(御前會議議題) (Orientations fondamentales de la politique à l'égard de la Chine pour gagner la guerre de la grande Asie orientale ; Ordre du jour de la Conférence impériale) », 21 déc. 1942, *Shina jihen sensō shidō kankei tsuzuri sono 2* 支那事変戦争指導關係綴 其の2 (Compilation sur la direction de la guerre en Chine, 2), janv. 1938- nov. 1942, p. 667.

effet, déjà présente au moment du « retour à la capitale ». Les sources japonaises montrent que l'objectif réel de cette réforme, fut de rendre cette ingérence plus efficace, notamment dans l'administration locale. Ce transfert théorique de souveraineté en faveur de Nanjing ne trompa guère les observateurs :

Depuis la dissolution du « China Affairs Board » [Kōa.in], dont les pouvoirs sont passés aux organismes diplomatiques et consulaires japonais, c'est par le Ministère des Affaires Étrangères que devraient théoriquement s'établir tous les contacts entre l'administration chinoise et les services nippons locaux. En fait le Wai Kiao Pou est loin de posséder le monopole de cette liaison. Des conseillers nippons officiels ou camouflés subsistent à tous les degrés de l'administration chinoise.¹

Pour autant, les autorités centrales japonaises cherchèrent véritablement à renforcer le gouvernement de Wang Jingwei, contre l'ingérence des autorités militaires locales qui empêchaient une intégration réelle de l'appareil bureaucratique. Le 9 décembre 1942, le colonel Nagai Yatsuji, qui dirigeait depuis juin 1941 la 4^e section de l'état-major de l'Armée expéditionnaire de Chine, avait tenu les propos suivants à Zhou Fohai :

Selon le ministère de la Guerre, le gouvernement central chinois [*Guofu zhongyang* 國府中央] ne parvient pas à contrôler les provinces qui, elles-mêmes, ne contrôlent pas les districts en raison du rôle néfaste joué, au niveau provincial, par les agences des services spéciaux japonais et par les agents de liaison. Supprimer ces derniers est impossible en temps de guerre. Par conséquent, nous projetons d'envoyer des conseillers économiques du Gouvernement national dans les provinces et les districts afin de renforcer le contrôle du centre.²

Nagai demanda l'avis de Zhou sur la question, qui approuva à deux conditions : les agences des services spéciaux et les agents de liaison devraient arrêter leurs activités, sans quoi cela ne ferait que créer un doublon ; seul des conseillers de premier choix seraient envoyés et leur nomination et révocation relèveraient de la seule autorité du Gouvernement national³. Qu'un officier de l'Armée de terre propose d'envoyer des fonctionnaires civils (les conseillers économiques étaient pour beaucoup issus du ministère des Finances) pour contrôler d'autres militaires montre bien la complexité des relations de pouvoir au sein de l'État d'occupation et, plus largement, de l'État impérial nippon. Le fait, toutefois, que cette même 4^e section soit l'auteur du mémorandum du 18 décembre 1942, cité en début de paragraphe, conduit à relativiser la volonté affichée du commandement militaire central de relâcher son emprise sur le gouvernement de Wang Jingwei⁴. L'affirmation contenue dans ce mémorandum, selon laquelle « quoi qu'il en soit » l'armée aurait

¹ Boisseson, « Observations sur le Gouvernement de NANKIN », 26 mai 1943, p. 6, ADF 327.

² ZR, p. 677 (également cité dans Ogasawara, *Nitchū sensōki ni okeru Ō Seiei seiken...*, op. cit., p. 120 n. 40).

³ ZR, p. 677-678.

⁴ Plus largement, cette attitude était partagée les autorités de Tokyo : « le gouvernement japonais ne s'engage qu'avec prudence dans la voie des concessions effectives. Tout récemment, M. YAMAMOTO [Kuma.ichi], vice-ministre des affaires de la plus grande Asie a fait devant la Diète une déclaration qui donne à penser que certains Japonais ne voient pas sans appréhension un dessaisissement trop rapide des autorités japonaises en faveur des autorités chinoises. Plus les difficultés nées de la guerre se feront sentir au Japon, plus grands, semblent-ils, devront être les apaisements que le gouvernement japonais devra donner à cette catégorie de l'opinion publique » (Salade, « Note sur la situation politique en Chine », fév. 1944, p. 11, ADF 77).

le dernier mot, n'entraînait pas en contradiction avec les propos tenus par Nagai à Zhou quelques jours plus tôt. De la capacité du gouvernement central chinois à contrôler son administration locale dépendait celle des autorités centrales d'occupation à contrôler efficacement ce même gouvernement et les échelons de la tutelle nipponne.

Fin 1944, l'Armée de terre chercha d'ailleurs à réorganiser, à son avantage, le système des conseillers centraux :

Concernant le projet de transférer l'autorité politique [*zhengzhi* 政治] du Yuan exécutif au Comité des affaires militaires et de renforcer le Bureau des conseillers en instituant, sous le conseiller suprême, un bureau des affaires militaires et un autre pour l'économie, la rumeur veut qu'il ait été proposé par Shibayama¹. Shigemitsu² s'y est opposé. Cela relève de la lutte d'appareil entre le ministère de la Guerre et l'ambassade. Les Japonais ne nous ont encore rien communiqué.³

Cette nouvelle réforme aurait eut pour effet de placer les conseillers économiques sous l'autorité formelle du conseiller militaire suprême. Il est intéressant de voir le continuum qui existait entre les relations de pouvoir au sein de l'État d'occupation et au sommet de l'État japonais. Shibayama et Shigemitsu avaient, tous deux, servi peu avant à Nanjing et continuaient, dans leurs nouvelles fonctions, à défendre deux visions contradictoires de la tutelle japonaise en Chine. Incidemment, la dernière phrase de la lettre montre bien que les plus hauts dirigeants du gouvernement de Wang Jingwei en étaient réduits à faire des suppositions quant aux transformations que comptaient apporter le Japon aux instances de leur propre gouvernement ; preuve, s'il en était besoin, que la réforme de 1943 n'avait pas mis fin à l'ingérence.

Le gouvernement de Nanjing entendait pourtant bien profiter de cette réforme pour se dégager de l'appareil de contrôle opaque en place depuis ses débuts. Il le fit en poursuivant la normalisation du système des conseillers, qui intégra la législation du régime avec la promulgation, le 13 décembre 1943, d'un « Règlement provisoire sur les papiers d'identité des conseillers, assistants et attachés étrangers travaillant dans l'administration du Gouvernement national » (*Guomin zhengfu suo shu jiguan waiji guwen ji fuzuo suiyuan shenfenzheng zanxing tiaoli* 國民政府所屬機關外籍顧問及輔佐隨員身分證暫行條例). Les conseillers étrangers

¹ Conseiller militaire suprême à Nanjing jusqu'en août 1944, Shibayama Kaneshirō occupait alors le poste de vice-ministre de la Guerre.

² Shigemitsu Mamoru, ancien ambassadeur auprès du gouvernement de Wang Jingwei, alors ministre de la Grande Asie orientale, dont dépendait désormais l'ambassade de Nanjing.

³ Lettre de Zhou Fohai à Chen Bijun, 1^{er} nov. [1944], AH 118-010100-0033-087. L'année est illisible mais nous faisons l'hypothèse qu'il s'agit de 1944 pour deux raisons. Cette lettre fut adressée à Chen Bijun et non pas à Wang Jingwei, ce qui peut s'expliquer par le fait que ce dernier étant sur le point de mourir à Nagoya, les communications entre lui et les dirigeants de Nanjing passaient alors par son épouse. Par ailleurs, Zhou Fohai reçut, ce même 1^{er} novembre 1944, la visite du conseiller militaire suprême Yazaki Kanjū qui revenait de Tokyo avec une lettre de Shibayama (ZR, p. 945). Il est donc fort possible que la « rumeur » évoquée par Zhou dans sa lettre provienne de Yazaki. C'est par ce moyen que les dirigeants de Nanjing étaient en mesure de suivre, de l'intérieur, les tractations au sommet de l'État japonais, dont dépendait, pour beaucoup, leur propre gouvernement.

(c'est-à-dire japonais) devraient porter sur eux une attestation et se conformer aux lois de la République de Chine en la présentant lors des contrôles¹.

Quoi qu'il en soit, les transformations que connut le système des conseillers en 1943 ne changèrent pas fondamentalement l'attitude des autorités d'occupation vis-à-vis des fonctionnaires chinois ou du reste de la population. Comme l'écrivait le représentant de la France à Nanjing : « En bref, tandis qu'à Tokyo on proclame la volonté toujours plus arrêtée de traiter le gouvernement de Nankin d'égal à égal, l'indigène ici a le sentiment que l'occupant japonais continue de le traiter de Turc à Maure »².

Les transformations de cette tutelle accompagnèrent celles du gouvernement qu'elle encadrait.

4.1.2. Fondements

L'adaptation de l'organisation du Gouvernement nationaliste à l'État d'occupation, dans le cadre du « retour à la capitale », n'attendit pas la mise en fonctionnement des organes administratifs. S'il a, en effet, été question dans le chapitre précédent de la volonté chez Wang Jingwei et ses associés de reproduire quasiment à l'identique le parti-État GMD dont ils étaient issus, ce « quasiment » se traduisit d'emblée par un certain nombre d'innovations institutionnelles apportées à l'organigramme du Gouvernement national lors de sa fondation au printemps 1940. Avant d'essayer de comprendre les raisons et les effets de ces ajouts, il convient de présenter, dans ses grandes lignes, le modèle institutionnel de la « décennie de Nankin ».

4.1.2.1. Le modèle d'avant-guerre

L'organisation du Gouvernement nationaliste en cinq Yuans fut officiellement proclamée à Nanjing le 10 octobre 1928³. Elle comprenait un Yuan exécutif (*xingzhengyuan* 行政院)⁴ sous l'autorité duquel étaient placés la plupart des ministères, un Yuan législatif (*lifayuan* 立法院) et un Yuan judiciaire (*sifayuan* 司法院), ainsi que deux branches ajoutées par Sun Yat-sen pour améliorer la répartition tripartite d'inspiration occidentale : le Yuan d'examen (*kaoshiyuan* 考試院) et le Yuan de contrôle (*jianchayuan* 監察院)⁵. Outre sa subordination au GMD, dans le cadre

¹ ZG, n°575, p. 2.

² Salade, « Note sur la situation politique en Chine », 30 avril 1944, p. 5, ADF 77.

³ Li Jinxiu, *Zhongguo jindai zhengzhi...*, op. cit., p. 290.

⁴ *Xingzheng* n'est traduit par « exécutif » que dans *xingzhengyuan*, en référence à la définition par Montesquieu des trois pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire). Ce terme sert, le reste du temps, à désigner l'« administration ». Il signifie, littéralement, l'« exercice du gouvernement ».

⁵ Nous ne traiterons pas de ces deux derniers dans ce chapitre, car ils seront présentés en détail dans le chap. 5 et dans la partie 6.3.1.1, respectivement.

de la tutelle politique entrée officiellement en vigueur le 3 octobre 1928¹, la principale source de confusion pour l'observateur occidental réside dans l'emplacement exact de ce que nous entendons par « gouvernement »². Ce terme étant généralement attaché au pouvoir exécutif, il correspond, dans le cas chinois, au Yuan exécutif qui présente effectivement ses caractéristiques, de sorte que l'on décrit souvent son président (*xingzhengyuan zhang* 行政院長) comme le « chef du gouvernement ».

Or, l'appellation « Gouvernement national » désignait un organisme distinct, dirigé par un président (le *zhuxi* présenté dans la partie 3.2.3) et sous l'autorité duquel était placés les cinq Yuans. Selon la « loi organique du Gouvernement national » (*guomin zhengfu zuzhifa* 國民政府組織法), le Gouvernement concentrait tous les pouvoirs (*zonglan zhiquan* 總攬治權), qu'il revenait aux Yuans de mettre à exécution (*zhixing zhiquan* 執行治權)³. Le Gouvernement *stricto sensu* comportait plusieurs organes internes. Le principal était le Comité du gouvernement national (*guomin zhengfu weiyuanhui* 國民政府委員會) au sein duquel siégeait le *zhuxi* et un nombre variable de membres (*weiyuan*)⁴. Les attributions de ce comité allèrent en déclinant. À l'origine, il lui revenait de traiter des « affaires de l'État dans son ensemble » (*quanguo shiwu* 全國事務) et de résoudre les différends apparus entre les différents Yuans. Les lois promulguées par le gouvernement devaient également passer par lui. À partir de 1931, toutefois, il perdit ses pouvoirs au profit du Conseil du Yuan exécutif (*xingzhengyuan huiyi* 行政院會議), qui devint le véritable équivalent de notre Conseil des ministres⁵.

Les affaires internes du Gouvernement étaient gérées par trois bureaux : le Secrétariat général (*wenguanchu* 文官處) s'occupait de la correspondance, du sceau et de l'emploi du temps ; le Bureau de comptabilité (*zhujichu* 主計處) contrôlait le budget de chaque organe du Gouvernement ; le Bureau des conseillers militaires (*canjunchu* 參軍處) se bornait essentiellement à organiser les cérémonies militaires⁶.

¹ Nous ne revenons pas sur cette question déjà présentée dans la partie 3.3.2.1.

² Une troisième source de confusion est le caractère flou de la frontière entre gouvernement et administration qui sera abordée à propos des agents de l'État dans le chapitre suivant.

³ *Ibid.*, p. 291.

⁴ Ses effectifs varièrent avec le temps : de 12 à 16 membres en 1928, il passa à une fourchette de 23 à 36 en décembre 1931, pour atteindre un plafond de 40 membres en 1947. Le nom de ce comité changea également : d'abord nommé Conseil des affaires de l'État (*guowu huiyi* 國務會議), il fut rebaptisé Conseil du gouvernement national (*guomin zhengfu huiyi* 國民政府會議) en novembre 1930, puis Comité du gouvernement national (*guomin zhengfu weiyuanhui*) en décembre 1931. Il garda ensuite ce nom, repris par le régime de Wang Jingwei (*ibid.*, p. 292).

⁵ *Ibid.* Sur l'organisation du Conseil du Yuan exécutif et ses attributions, voir Liu Dayu 劉大禹, *Guomin zhengfu xingzhengyuan de zhidu bianqian yanjiu* 國民政府行政院的制度變遷研究, (1928-1937) (Étude de l'évolution du Yuan exécutif du Gouvernement nationaliste, 1928-1937), Beijing, Shehui kexue wenxian chubanshe, 2012, p. 109-114.

⁶ Li Jinxiu, *Zhongguo jindai zhengzhi...*, *op. cit.*, p. 292-293.

Hormis les cinq Yuans, un certain nombre d'organismes étaient placés directement sous l'autorité du Gouvernement. Le principal d'entre eux était le Comité des affaires militaires (*junshi weiyuanhui* 軍事委員會), rétabli après l'invasion de la Mandchourie en septembre 1931 pour réunir les différents organes créés en 1928¹. Il se dota à l'été 1932 d'un Bureau d'enquêtes et de statistiques (*diaocha tongji ju* 調查統計局) destiné à coordonner les différentes agences des services secrets, afin de mettre un terme aux luttes de factions qui divisaient l'entourage du Généralissime². Plusieurs institutions civiles relevaient également de l'autorité directe du Gouvernement, telles que l'Academia sinica (*zhongyang yanjiu yuan* 中央研究院), le Musée du Palais (*gugong bowuyuan* 故宮博物院) ou encore le Comité de construction de la capitale (*shoudu jianshe weiyuanhui* 首都建設委員會), qui devint, en novembre 1932, le Comité économique national (*quanguo jingji weiyuanhui* 全國經濟委員會)³.

Nous avons vu que le choix de diviser le gouvernement *lato sensu* en cinq branches principales (les Yuans) dès la période de tutelle politique, et non après le passage à la phase constitutionnelle comme prévu initialement, visait à contrebalancer le poids politique du *zhuxi* et du président du Yuan exécutif⁴. Dans les faits, la branche exécutive fut la seule à exercer un véritable pouvoir au sein du gouvernement.

¹ L'État-major général (*canmoubu* 參謀部), l'Inspection générale de l'instruction militaire (*xunlian zongjianbu* 訓練總監部) et le Conseil supérieur de la guerre (*junshi canyiyuan* 軍事參議院).

² Trois agences principales se mirent en place dans les années 1930. Dirigée par Xu Enceng 徐恩曾 (1896-1985), la première trouvait son origine dans les services secrets de la clique CC des frères Chen Guofu et Chen Lifu, qui avaient fondé, en 1927, la Section d'enquête des affaires du Parti du département d'organisation central du GMD (*guomindang zhongyang zuzhibu dangwu diaocha ke* 國民黨中央組織部黨務調查科), rebaptisée en 1935 Bureau d'enquête des affaires du Parti (*dangwu diaocha chu*). Dirigée par Dai Li, la deuxième agence représentait la faction adverse, la Lixingshe (les « Chemises bleues ») formée par les cadets de l'Académie militaire de Huangpu. Elle donnait une existence formelle au Bureau des services spéciaux (*tewuchu* 特務處), branche militaire de l'appareil d'espionnage personnel de Jiang Jieshi. Dirigée dans un premier temps par Ding Mocun, la troisième fut établie en 1937. Elle devait superviser l'Inspection postale et télégraphique (*youdian jiancha ju* 郵電檢查局), avec laquelle elle fusionna par la suite pour former le Bureau spécial d'inspection (*tejianchu* 特檢處). Au début de la guerre, les deux premières branches furent réorganisées et considérablement renforcées. Elles furent désormais connues par leurs abréviations respectives : Zhongtong et Juntong. Le premier vit officiellement le jour le 29 mars 1938, avec la création du Bureau d'enquêtes et de statistiques du Comité exécutif central du GMD (*guomindang zhongyang zhixing weiyuanhui diaocha tongji ju* 國民黨中央執行委員會調查統計局), tandis que le second fut créé, en août 1938, sous le nom de Bureau d'enquêtes et de statistiques du Comité des affaires militaires du Gouvernement national (*guomin zhengfu junshi weiyuanhui diaocha tongji ju* 國民政府軍事委員會調查統計局). La genèse de l'un et de l'autre durant les années 1930, et leur place exacte dans l'organigramme du parti-État, ne sont pas très claires, comme en témoignent les informations souvent contradictoires données par les spécialistes de la question (Wakeman, *Spymaster*, *op. cit.*, p. 42 *et passim* ; Martin, « Shield of Collaboration », *art. cit.*, p. 98 ; Lü Zhiwei 呂志偉, « Guomindang de Zhongtong yu Juntong 國民黨的“中統”與“軍統”(Le Zhongtong et le Juntong du GMD) », *Baike zhishi* 百科知識, sept. 2007, n°17, p. 54-55).

³ Li Jinxiu, *Zhongguo jindai zhengzhi...*, *op. cit.*, p. 294.

⁴ Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, *op. cit.*, p. 50.

Le Yuan exécutif avait autorité sur la plupart des ministères et comités. L'organigramme varia au cours de la « décennie de Nankin », mais ces derniers furent généralement au nombre de onze et de quatre respectivement¹ :

Ministères : de l'Intérieur (*neizhengbu* 內政部) ; des Affaires étrangères (*waijiaobu* 外交部) ; de la Guerre (*junzhengbu* 軍政部) ; de la Marine (*haijunbu* 海軍部) ; des Finances (*caizhengbu* 財政部) ; du Commerce et de l'Industrie (*shiyebu* 實業部)² ; de l'Éducation (*jiaoyubu* 教育部) ; des Communications (*jiaotongbu* 交通部)³ ; des Chemins de fer (*tiedaobu* 鐵道部) ; de la Santé publique (*weishengbu* 衛生部) ; de la Justice (*sifa xingzheng bu* 司法行政部)⁴.

Comités : de la Mongolie et du Tibet (*mengzang weiyuanhui* 蒙藏委員會) ; des Affaires des Chinois d'outre-mer (*qiaowu weiyuanhui* 僑務委員會)⁵ ; de la Reconstruction nationale (*jianshe weiyuanhui* 建設委員會)⁶ ; de Prohibition de l'opium (*jinyan weiyuanhui* 禁煙委員會)⁷.

Le Yuan législatif était défini par la « loi organique du gouvernement » d'octobre 1928 comme l'organe législatif suprême à qui revenait les décisions relatives à la législation, au budget, aux amnisties, aux déclarations de guerre et de paix, ainsi qu'aux autres affaires internationales importantes⁸. Destiné à devenir une chambre représentative, une fois franchi le stade constitutionnel (ce qu'il est aujourd'hui à Taiwan), le Yuan législatif vit son rôle parlementaire restreint par la tutelle politique du Parti nationaliste. Il comprenait un Comité législatif (*lifa weiyuanhui*) dont les membres étaient nommés pour deux ans⁹. Ceux-ci étaient choisis par le Comité politique central¹⁰ du GMD selon des critères comprenant la « fidélité au parti-État » et des compétences en droit, politique et économie¹¹. Ils ne comptaient dans leurs rangs aucune personnalité politique importante, car leur charge ne pouvait être cumulée avec un autre poste dans l'administration, afin que soit respectée la séparation entre les branches exécutive et

¹ La liste suivante et les notes s'appuient sur Liu Dayu, *Guomin zhengfu xingzhengyuan...*, *op. cit.*, p. 125-129.

² Formé à partir de la fusion du ministère de l'Agriculture et des Mines (*nongkuangbu* 農礦部) et de celui de l'Industrie et du Commerce (*gongshangbu* 工商部) en janvier 1931.

³ Cette traduction est préférable à celle de ministère des Transports car ses compétences touchaient notamment à l'administration des télécommunications et des postes.

⁴ Nous allons voir qu'il passa successivement sous l'autorité du Yuan judiciaire et du Yuan exécutif.

⁵ Il fut successivement rattaché au Yuan exécutif et au Comité exécutif central du GMD (entre juin 1929 et août 1932).

⁶ Rattaché au Gouvernement peu après sa création.

⁷ Il fut supprimé le 5 juin 1935 et ses compétences transférées au Comité des affaires militaires.

⁸ Pour une synthèse récente sur le sujet, voir Nie Xin 聶鑫, « Guomin zhengfu shiqi lifayuan de diwei yu quanxian 國民政府時期立法院的地位與權限 (Statuts et pouvoirs du Yuan législatif sous le Gouvernement nationaliste) », *Lishi yanjiu* 歷史研究, 2014, n°6, p. 147-192.

⁹ Li Jinxu, *Zhongguo jindai zhengzhi...*, *op. cit.*, p. 296.

¹⁰ Entre février 1928 et décembre 1935, le Comité politique central (*zhongyang zhengzhi weiyuanhui*) fut appelé Conseil politique central (*zhongyang zhengzhi huiyi*). Comme ce tableau général de la période se veut très général, et pour ne pas ajouter à la confusion, nous n'emploierons que la première appellation.

¹¹ Xie Zhenmin 謝振民, *Zhonghua minguo lifa shi* 中華民國立法史 (Histoire de la législation de la République de Chine), Beijing, Zhongguo zhengfa daxue chubanshe, 1999, p. 218.

législative du gouvernement¹. Leur nombre augmenta au cours de la période, mais resta très restreint comparé aux corps législatifs des autres pays, passant de 49 membres en décembre 1928 à 90 sous la présidence de Sun Ke, qui dirigea le Yuan législatif sans interruption de janvier 1932 à décembre 1948². Un texte de mai 1929 précisait que toute loi (*falü* 法律) devait passer en troisième lecture (*sandu* 三讀) par le Yuan législatif avant d'être promulguée par le Gouvernement national. En réalité, de nombreux textes législatifs entrèrent en vigueur sans avoir été votés par lui. Il arrivait fréquemment que le Comité politique central ou le Comité des affaires militaires légifèrent directement par des ordonnances, qui ne nécessitaient pas une troisième lecture³. Lorsqu'elle était suivie, la procédure législative comprenait quatre étapes. La proposition de loi était, en principe, émise par le Comité législatif, qui consultait les ministères concernés. En réalité, les lois étaient initiées par les organes du Yuan exécutifs ou par ceux dépendants directement du gouvernement. Venait ensuite la rédaction de la loi pour laquelle la décision finale revenait au Comité politique central. Hormis pour les décisions secrètes, celui-ci était tenu de transmettre tout projet de loi au Yuan législatif pour délibération. Toutefois ce dernier n'avait le droit d'apporter aucune modification et ne pouvait que signaler ses points de désaccord au Comité politique central qui n'était pas obligé d'en tenir compte⁴. Dans un troisième temps, la loi était adoptée par le Yuan législatif mais pouvait encore être modifiée par le Comité politique central avant sa promulgation par le gouvernement. Enfin, la loi était promulguée et entrait en vigueur à compter de sa publication au *Journal officiel*. Autrement dit, le Comité politique central – à qui revenait d'exercer la tutelle du GMD sur le gouvernement – était bien le véritable organe législatif suprême, le Yuan législatif n'étant bien souvent qu'une chambre d'enregistrement⁵.

Dans sa configuration initiale, le Yuan judiciaire comprenait principalement quatre entités de rang égal : le ministère de la Justice (*sifa xingzheng bu* 司法行政部), la Cour suprême de

¹ William L. Tung, *The Political Institutions of Modern China*, [1964] La Hague, Martinus Nijhoff, 1968, p. 121.

² Xu Jun 徐駿, « Nanjing guomin zhengfu lifayuan de jingyingxing ji minzhu zhuanxing : yi lifayuan weiyuan wei zhongxin de kaocha 南京國民政府立法院的精英性及民主轉型:以立法委員為中心的考察 (Élitisme et démocratisation du Yuan législatif du Gouvernement nationaliste : les membres du Comité législatif) », *Jinan xuebao (zhexue shehui kexue ban)* 暨南學報 (哲學社會科學版), 2013, n°11, p. 85. Tout comme celle de Lin Sen au poste de *zhuxi*, cette longévité témoignait du poids symbolique du fils de Sun Yat-sen, mais aussi du peu de pouvoir attaché à sa charge, qui lui servit de lot de consolation après le retour de Jiang Jieshi et de Wang Jingwei à la tête du gouvernement.

³ C'était également le cas des autres types de textes, inférieurs aux lois dans la hiérarchie des normes, tels que les règlements (*zhangcheng* 章程), mais aussi les ordres écrits (*shouyu* 手諭), dont Jiang Jieshi faisait un grand usage pour court-circuiter l'appareil décisionnel (Li Jinxiu, *Zhongguo jindai zhengzhi...*, *op. cit.*, p. 386).

⁴ Cette fonction de conseil s'exerçait également dans le domaine des affaires étrangères, dont nous avons vu qu'elles relevaient de la compétence du Yuan législatif. En février 1933, par exemple, ce dernier adopta une résolution secrète conseillant au gouvernement de rompre ses relations diplomatiques avec le Japon en réaction à la mise en place du Manzhouguo. Il ne fut pas entendu (Nie Xin, « Guomin zhengfu shiqi lifayuan... », art. cit., p. 163).

⁵ Li Jinxiu, *Zhongguo jindai zhengzhi...*, *op. cit.*, p. 386-388.

justice (*zui gao fayuan* 最高法院), la Cour administrative d'appel (*xingzheng fayuan* 行政法院)¹ et le Comité disciplinaire des fonctionnaires (*gongwuyuan chengjie weiyuanhui* 公務員懲戒委員會)². Le principal débat au sujet de l'organisation du Yuan judiciaire durant la « décennie de Nankin » concerna le rattachement du ministère de la Justice, dont dépendait la plus ou moins grande indépendance de la branche judiciaire par rapport à la branche exécutive. D'abord placé sous l'autorité du Yuan judiciaire, il passa dans le giron du Yuan exécutif en janvier 1932, avant de retrouver son rattachement d'origine en octobre 1934³. Le ministère de la Justice était chargé de l'administration des tribunaux locaux et de la nomination de leurs juges. Lorsqu'il dépendait du Yuan exécutif, les compétences du Yuan judiciaire concernaient principalement la Cour suprême⁴. Suivant le modèle européen, l'ordre judiciaire chinois était divisé en trois degrés de juridiction : tribunaux locaux (*difang fayuan* 地方法院), de première instance, au niveau des villes et districts ; hautes cours (*gaodeng fayuan* 高等法院), de deuxième instance, au niveau provincial ; et Cour suprême de dernière instance à Nanjing⁵. Outre l'autorité de rattachement du ministère de la Justice, l'évolution la plus notable que connut le système judiciaire durant la « décennie de Nankin » fut sa « partisation » (*danghua* 黨化). Entre 1928 et 1931, son personnel était majoritairement composé de juristes déjà en poste sous le gouvernement Beiyang. Il fut remplacé, entre 1932 et 1935, par des membres du GMD, qui se firent les tenants d'une politisation de la justice. Cette pénétration du Parti concerna toutefois essentiellement le sommet de l'appareil judiciaire et non pas ses échelons intermédiaires et inférieurs, qui virent se maintenir un personnel et des pratiques hérités de la période Beiyang⁶.

4.1.2.2. Configuration initiale du gouvernement de Wang Jingwei

L'organigramme général de la « décennie de Nankin », en cinq branches, fut rétabli le 30 mars 1940 par le gouvernement de Wang Jingwei, mettant fin au système tripartite en vigueur

¹ Elle commença à fonctionner en septembre 1933 et devait permettre à la population de faire appel des décisions administratives jugées abusives. Voir Qiu Zhixiu 邱之岫, *Minguo chuqi xingzheng fayuan fazhanshi yanjiu* 民國初期行政法院發展史研究 (Étude du développement de la Cour administrative d'appel à l'époque républicaine), Beijing, Zhishi chanquan chubanshe, 2014, chap. 4.

² Nie Xin, « *Minguo sifayuan : jindai zui gao sifa jiguan de xin fanshi* 民國司法院：近代最高司法機關的新範式 (Le Yuan judiciaire à l'époque républicaine : un nouveau paradigme pour l'organisation judiciaire suprême moderne) », *Zhongguo shehui kexue* 中國社會科學, 2007, n°6, p. 145 *et passim*. Il sera question de ce dernier, établi en avril 1932, dans la partie 6.3.1.1.

³ En janvier 1943, le gouvernement de Chongqing le transféra de nouveau au Yuan exécutif. Cette nouvelle réforme devait permettre d'augmenter l'efficacité du système judiciaire ; contrepartie de l'abolition de la juridiction consulaire consentie par les puissances alliées (*ibid.*)

⁴ Li Zaiquan, « The development of party rule in the judiciary: personnel changes and political transformation of the Nanjing government's judicial center, 1927-1937 », *Journal of Modern Chinese History*, vol. 8, n°1, 2014, p. 106.

⁵ Tung, *The Political Institutions of Modern China*, *op. cit.*, p. 133.

⁶ Li Zaiquan, « The development of party rule in the judiciary », *art. cit.*

sous le Gouvernement réformé¹. Les lois organiques du gouvernement et des différents Yuans furent successivement promulguées, sans que leur contenu soit modifié par rapport à celles d'avant-guerre, à l'exception de quelques changements de mots sans grande importance². La seule modification notable concerna les statuts du *zhuxi*, le 28 novembre 1940³. Le Gouvernement *stricto sensu* se dota d'un Comité (*guomin zhengfu weiyuanhui*), dont les membres étaient nommés par le Comité politique central pour une durée indéterminée. Comme son prédécesseur des années 1930, ses effectifs étaient limités à 36 personnes et il était dépourvu de tout pouvoir⁴. À lire la liste de ses membres on comprend vite son utilité : offrir un salaire et un statut prestigieux aux collaborateurs extérieurs au groupe de Wang Jingwei, notamment lorsqu'ils étaient écartés d'un poste ministériel⁵.

La première différence importante avec l'organigramme d'avant-guerre était la présence, parmi les organes placés sous l'autorité directe du Gouvernement, du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord (*Huabei zhengwu weiyuanhui* 華北政務委員會). Bien que située au même niveau que les cinq Yuans, il s'agissait en réalité d'une organisation autonome par laquelle se perpétua l'autonomie de la Chine du Nord.

La deuxième différence résidait dans le nombre de ministères attachés au Yuan exécutif. Alors même que le Yuan exécutif de Chongqing ne comptait que 8 ministères et 3 comités, tandis que celui d'avant-guerre n'avait jamais dépassé les 11 ministères, celui de Nanjing comprenait, à sa création, 14 ministères et 4 comités⁶. Cette inflation ne répondait pas à une augmentation du travail administratif – le territoire et la population administrés par Nanjing étaient bien moindres qu'avant-guerre – mais à deux impératifs politiques propres au « retour à la capitale » de 1940. Il s'agissait, d'une part, de créer suffisamment de postes hauts placés pour contenter les différents groupes de collaborateurs, et, d'autre part, d'ajouter de nouvelles administrations censées résoudre le déficit de légitimité dont souffrait le nouveau gouvernement⁷.

Nous avons vu que la question de la répartition des postes avait été abordée fin 1939-début 1940, lors des négociations qui précédèrent la formation du gouvernement de Wang

¹ Voir la partie 2.1.2.2 et notre organigramme du gouvernement de Wang Jingwei à sa fondation (Annexe 2.16).

² *WZQS*, p. 463.

³ Voir la partie 3.2.3.2.

⁴ *WZQS*, p. 473-474.

⁵ Des proches importants de Wang, seul Chu Minyi siégea au Comité. Parmi ses membres, souvent d'un âge avancé, on trouvait des collaborateurs de Beijing (Wang Kemin, Wang Yitang, Zhou Zuoren) de l'ancien Gouvernement réformé (*Ni Daolang 倪道娘, Chen Qun, Dong Kang, *Yang Shoumei 楊壽楣), ou encore du Parti de la jeunesse chinoise (Zhao Yusong, Zhang Yinghua). Ses effectifs passèrent de 5 membres en 1940 à 22 en 1944 (*MZN*, p. 1033-1035).

⁶ Ogasawara Tsuyoshi, « Ō Seiei seiken gyōseiin kara mita seiken no jittai ni tsuite : kikō jinji men kara 汪精衛政權行政院からみた政権の実態について—機構・人事面から (Étude de la réalité du gouvernement à travers le cas de l'organisation et du personnel du Yuan exécutif du régime de Wang Jingwei) », *Senshū shigaku* 専修史学, n°38, mars 2005, p. 108-109 ; Annexe 2.16.

⁷ *Ibid.*, p. 109-111.

Jingwei. Afin d'éviter que la conférence de Qingdao, qui devait servir de vitrine à la bonne entente entre le Mouvement de paix et les gouvernements de Beijing et Nanjing, ne tourne au pugilat, il avait été décidé que cette question serait réglée ultérieurement¹. On trouve des traces de ces tractations dans la correspondance de Wang Jingwei, ainsi que dans le journal personnel de Zhou Fohai. Ce dernier fut particulièrement actif dans ce domaine². La question des postes était étroitement liée à celle du nombre des futurs ministères, comme l'expliqua Zhou Fohai lui-même :

J'ai rendu visite à M. Wang afin de discuter avec lui du choix des présidents de Yuans et des ministres, ainsi que de l'organisation des différents ministères du Yuan exécutif. J'ai de nouveau insisté pour que le ministère de l'Industrie soit divisé entre un ministère de l'Industrie et du Commerce et un ministère de l'Agriculture et des Mines, et que le ministère des Communications soit remplacé par un ministère des Chemins de fer et un autre des Communications. Un tel découpage s'impose non seulement parce qu'il est préférable de répartir les tâches pour mieux négocier avec le Japon³, mais aussi parce qu'il est nécessaire de créer plus d'organes pour des raisons de personnel [*renshi shang yi ying duo she jiguan* 人事上亦應多設機關]. Cela présente toutefois le défaut d'augmenter quelque peu les frais d'administration.⁴

Ces discussions furent notamment menées auprès du ministre de l'Intérieur du Gouvernement réformé, Chen Qun, que son passé au GMD disposait à jouer les intermédiaires. Zhou le rencontra par exemple, le soir du 16 janvier, pour discuter des exigences des collaborateurs en poste à Nanjing. Il était alors question de nommer Liang Hongzhi à la présidence du Yuan législatif et Wen Zongyao à celle du Yuan judiciaire, tandis que Chen Qun se verrait attribuer la vice-présidence du Yuan exécutif et un portefeuille ministériel⁵.

Wang Jingwei dressa une liste de noms des membres du Gouvernement réformé qui pourraient être nommés dans le nouveau régime. Refusant de trop partager le pouvoir avec les collaborateurs de la première heure, Zhou Fohai prévint Inukai Ken, le 29 février 1940, qu'il considérait cette liste comme un *numerus clausus* au-delà duquel il refuserait de participer au gouvernement, même si Wang Jingwei acceptait de nouvelles concessions⁶.

Des tractations avaient également lieu dans l'entourage de Wang Jingwei, en particulier autour de Chen Gongbo, qui avait préféré rester à Canton et semblait encore hésiter à s'engager dans le Mouvement de paix, faisant craindre à Wang qu'il ne tourne casaque comme Gao Zongwu et Tao Xisheng. Wang était favorable à ce qu'il soit nommé président du Yuan législatif ou vice-président du Yuan exécutif, ainsi qu'à la tête d'un ministère⁷. Présente à Canton, Chen Bijun se

¹ Voir la partie 2.3.3.3.

² Durant les deux mois précédant le « retour à la capitale », il mentionne très souvent dans son journal le « problème du personnel après la restauration [*renshi shanhou wenti* 人事善後問題] ».

³ [*dui Ri jiaoshe shang ying ru ci fengong* 對日交涉上應如此分工]. Les prérogatives de chaque organe de l'État devant faire l'objet de négociations avec les autorités d'occupation afin qu'elles acceptent de les rendre au gouvernement de Nanjing, une division des tâches était jugée bénéfique pour la partie chinoise.

⁴ ZR, 11 janv. 1940, p. 228 (également cité dans Ogasawara, « Ō Seiei seiken gyōseihin... », art. cit., p. 109-110).

⁵ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 17 janv. 1940, AH 118-010100-0033-032 ; ZR, 16 janv., p. 232.

⁶ ZR, p. 254. C'était incidemment la preuve de l'ingérence des conseillers japonais dans ces discussions.

⁷ Lettre de Wang Jingwei à Chen Bijun, 2 fév. 1940, AH 118-010100-0008-066.

chargea de négocier avec Chen Gongbo. Elle lui proposa de choisir entre la présidence du Yuan exécutif et celle du Yuan législatif. Le 23 février, Wang Jingwei écrivit à Chen Gongbo pour lui proposer à nouveau le poste de numéro un du gouvernement (la présidence du Yuan exécutif) ainsi que le ministère des Affaires étrangères¹. Chen déclina l'offre, en expliquant qu'il était trop « jeune et insignifiant [*wangqian* 望淺] » pour mériter un tel honneur et qu'il préférerait que Wang occupe ces charges². Chen Bijun était favorable à ce que Chen Gongbo se voit confier les Affaires étrangères et chercha à convaincre son mari de ne pas cumuler ce poste :

Je pense qu'il n'y a personne de mieux placé que Chen Gongbo³ pour être ministre des Affaires étrangères. D'une intelligence rare, il connaît la situation mondiale et sait que si on ne résiste pas au Japon il faut s'allier à lui [*fei kangri ji lianri* 非抗日即聯日]. En outre, il a une excellente connaissance de l'Occident et il est fidèle à son clan au besoin [*keyi zuo lanzai* 可以做爛仔]. De nos jours, les affaires étrangères requièrent quelqu'un comme lui qui soit malicieux [*popi* 潑皮] et en même temps digne de confiance⁴.

Finalement, la répartition des postes de président de Yuan fut la suivante : Wang Jingwei prit la tête du Yuan exécutif, Chen Gongbo celle du Yuan législatif, tandis que les principaux dirigeants du Gouvernement réformé, Wen Zongyao et Liang Hongzhi, obtenaient respectivement les Yuans judiciaire et de contrôle. Le numéro deux de Beijing, Wang Yitang, reçut le Yuan d'examen. Cette répartition resta (presque) inchangée jusqu'en 1943⁵.

Outre l'équilibre politique au sein de la composante chinoise de l'État d'occupation, la répartition des postes devait prendre en compte la volonté de l'occupant et le respect (théorique) de la séparation des pouvoirs. C'est ainsi que la nomination au poste de gouverneur du Guangdong de Chen Gongbo suscita des mécontentements à la fois parmi les « camarades » du Mouvement de paix, mais aussi, semble-t-il, de la part du vice-chef d'état-major de l'Armée expéditionnaire de Chine du Sud, le colonel Satō Kenryō 佐藤賢了 (1895-1975). Wang demanda au conseiller militaire suprême, Kagesa Sadaaki, de contacter Satō pour régler ce problème. La solution trouvée consista à ce que le frère de Chen Bijun, Chen Yaozu, exerce la réalité de la charge de gouverneur⁶. L'une des critiques émises contre le cumul de Chen Gongbo avait une base juridique : était-il en droit d'occuper un poste exécutif comme gouverneur tout en dirigeant le Yuan législatif ?⁷ Wang Jingwei répondit que des précédents existaient. Du reste, expliqua-t-il, le

¹ Lettre de Wang Jingwei à Chen Gongbo, 23 fév. 1940, AH 118-010100-0008-052.

² Lettre de Chen Gongbo à Wang Jingwei, 23 fév. 1940, AH 118-010100-0052-031.

³ Dans sa correspondance avec Wang, Chen Bijun nomme Chen Gongbo « Qun 羣 ». Nous n'avons pas encore réussi à comprendre pourquoi. Il semble que Chen Gongbo utilisait également ce caractère pour signer certaines de ses lettres.

⁴ Lettre de Chen Bijun à Wang Jingwei, 26 fév. 1940, AH 118-010100-0013-035.

⁵ Voir Annexe 2.5.

⁶ Lettre de Wang Jingwei à ?, 16 avril 1940, AH 118-010100-0008-026.

⁷ Lettre de Chen Bijun à Wang Jingwei, 26 avril 1940, AH 118-010100-0008-012.

poste de président de Yuan était de nature exécutive, contrairement à celle de membre du Comité législatif¹.

Le second impératif politique derrière l'inflation du nombre de ministères découlait, nous l'avons dit, du déficit de légitimité que connaissait le nouveau gouvernement. Trois ministères inédits furent ajoutés à l'organigramme pour y remédier au moyen de ce qui constitua incontestablement les trois piliers de l'État d'occupation en Chine centrale : la propagande, la mobilisation sociale et la police.

La propagande occupait une place très importante dans le Gouvernement nationaliste des années 1930, mais elle était l'affaire du Parti, dont le Bureau permanent du Comité exécutif central était doté d'un Département de la propagande (*xuanchuanbu* 宣傳部)². Tout en conservant ce dernier, le gouvernement collaborateur de Nanjing créa un ministère spécifique, dont la direction revint logiquement au maître d'œuvre des organes de presse du Mouvement de paix, Lin Bosheng, qui s'entoura d'une équipe presque exclusivement cantonnaise³.

Dans un discours prononcé le 23 mars 1940, Wang Jingwei justifia l'ajout de ce ministère « très important, car grâce à lui la population dans tout le pays comprendra[ait] la politique et la doctrine » du gouvernement : une telle réforme permettrait, d'une part, de mettre fin aux complications nées de la double autorité Parti-gouvernement et, d'autre part, de traduire dans les faits l'abandon de la dictature du Parti promis par le nouveau régime⁴. Preuve que tout était bon pour faire la promotion du nouveau régime, la création de son ministère de la Propagande vint donc, elle-même, alimenter le discours selon lequel le « retour à la capitale » devait permettre de « rendre le pouvoir politique au peuple » (*huan zheng yu min* 還政於民)⁵. Pour marteler ce type de slogans, l'appareil de propagande de Nanjing reçut des moyens financiers très importants⁶.

L'autre ajout, évoqué par Wang dans ce même discours, était le ministère des Affaires sociales (*shehuibu* 社會部) qui, à l'origine, existait, lui aussi, comme département du GMD. Dans son discours du 23 mars, Wang Jingwei rappela que ce dernier était auparavant appelé Département de formation des masses (*minzhong xunlian bu* 民眾訓練部) et qu'il s'occupait de mobiliser « les ouvriers, les agriculteurs, les marchands, les étudiants et les femmes »⁷. C'est à

¹ Lettre de Wang Jingwei à Chen Bijun, 29 avril 1949, idem.

² Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », op. cit., p. 14.

³ Voir la fiche de Hu Lancheng, l'un des seuls non Cantonais du ministère (Annexe 3). Dans les sources françaises de l'époque, *xuanchuanbu* 宣傳部 est souvent traduit par « ministère de la Publicité ».

⁴ Wang Jingwei, « Guomin zhengfu huandu de zhongda shiming », *WHJY*, p. 195.

⁵ Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », op. cit., p. 14.

⁶ « Pour provoquer les adhésions massives, Tokyo n'a pas hésité à allouer à WANG CHING WEI des fonds de propagande dont le chiffre considérable – près de 10 millions de francs par mois –, montre bien l'importance attachée à l'opération » (Capitaine de frégate Jouan, Compte rendu de renseignements n°8, « La situation en Chine en avril 1940 », Bord « Lamotte-Piquet », 6 mai 1940, p. 6, ADF 503). Pour une présentation détaillée des activités du ministère de la Propagande, voir *WZQS*, chap. 8.

⁷ Wang Jingwei, « Guomin zhengfu huandu de zhongda shiming », *WHJY*, p. 195.

travers lui que se fit, dans un premier temps, la mobilisation sociale au profit du Mouvement de paix. Le ministère comprenait notamment un Comité de direction des mouvements sociaux (*shehui yundong zhidao weiyuanhui* 社会運動指導委員會) qui réorganisa, en juin 1940, la Daminhui – l’organisation de masse du Gouvernement réformé – au profit du groupe de Wang¹. Ce comité en vint à encadrer plus de 600 organisations de la société civile à Shanghai, à travers lesquelles le gouvernement chercha à recruter des soutiens, en usant de la force si nécessaire². Dirigé par Ding Mocun, le ministère des Affaires sociales était issu de l’une des branches des services spéciaux pro-japonais – le n°76 – établis par Ding et Li Shiqun l’année précédente. Celle-ci s’inspirait, elle-même, des activités sociales de la clique CC, à laquelle appartenait Ding, dans les années 1930. En octobre 1939, le n°76 avait créé le Mouvement de coopération du mouvement ouvrier chinois (*Zhonghua gongyun xiejinhui* 中華工運協進會), afin de prendre le contrôle des syndicats ouvriers de Shanghai³. Ding plaça à sa tête Zhang Kechang 張克昌 (1905-1953), qui avait été l’un des responsables du Syndicat des employés des postes de Shanghai (*Shanghai youwu gonghui* 上海郵務工會) entre 1927 et 1937⁴. Zhang et d’autres leaders syndicaux réorganisèrent le mouvement ouvrier au profit du gouvernement de Wang Jingwei⁵. À partir de l’automne 1940, Zhang Kechang occupa des postes au sein du ministère des Affaires sociales, notamment comme membre du Comité de direction des mouvements sociaux⁶.

La création du ministère des Affaires sociales était étroitement liée à celle du ministère de la Police (*jingzhengbu* 警政部) – autre organisation inédite prolongeant les services spéciaux du n°76. Durant la « décennie de Nankin », l’administration policière du Gouvernement nationaliste relevait du bureau de la Sûreté publique (*gong’anju* 公安局) au sein du ministère de l’Intérieur⁷. Lors de son arrivée à Shanghai au printemps 1939, le groupe de Wang Jingwei avait été placé sous la protection des services spéciaux du n°76, eux-mêmes financés et contrôlés par Haruke Yoshitane pour le compte de Kagesa Sadaaki. Ses principaux dirigeants, Ding Mocun et Li Shiqun, avaient posé deux conditions à leur ralliement au Mouvement de paix : que leur police secrète soit conservée telle quelle et qu’ils obtiennent, une fois le nouveau gouvernement formé, les postes de ministre de l’Intérieur, de maire de Shanghai et de gouverneur du Jiangsu. Ils se

¹ Voir la partie 3.3.3.2.

² Horii, *Ô Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 62.

³ Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 111.

⁴ *Zhonghua quanguo zonggonghui* 中華全國總工會 (éd.), *Zhongguo gonghui baike quanshu* 中國工會百科全書 (Encyclopédie des syndicats chinois), Beijing, Jingji guanli chubanshe, 1998, p. 687. Voir également la notice d’Alain Roux dans le MAITRON. Condamné à sept années de prison par le GMD en 1945, Zhang fut libéré en février 1949, avant d’être rejugé par le PCC en juin 1953, condamné à mort et exécuté.

⁵ Voir Alain Roux, « From Revenge to Treason: Political Ambivalence among Wang Jingwei’s Labor Union Supporters », in Henriot, Yeh, *In the Shadow of the Rising Sun*, op. cit., p. 209-228.

⁶ MZN, p. 1085.

⁷ Zeng Zhinong, « Ô seiken ni yoru... », op. cit., p. 66.

virent opposer un refus poli de Wang Jingwei, qui accepta cependant que les compétences relevant de l'administration policière soient détachées des services spéciaux et chapeautées par un nouveau ministère, dont Ding et Li pourraient prendre la tête¹. Pressé de sortir de l'ombre de Ding, l'ambitieux Li intrigua contre lui pour l'empêcher d'accéder au poste de ministre de la Police. Afin de mettre un terme à une crise qui menaçait le « retour à la capitale », Zhou Fohai proposa, en février 1940, que Li prenne la direction des services spéciaux en compensation de la nomination de Ding comme ministre. Li refusa par l'intermédiaire de Haruke. C'est ainsi qu'il fut décidé de détacher les activités sociales des services spéciaux pour former un ministère des Affaires sociales. Le compromis trouvé pour sauver la face de tout le monde consista donc à confier ce dernier à Ding, tandis que Zhou Fohai devenait ministre de la Police en laissant la réalité du pouvoir à son vice-ministre, Li Shiqun, qui obtenait, en sus, la direction du n°76, devenu la branche shanghaienne du bureau de la Police politique (*zhengzhi jingcha shu* 政治警察署) au sein du ministère². Le 19 décembre 1940, il devint ministre de plein droit. Suite à la décision d'envoyer Chu Minyi comme ambassadeur au Japon, Zhou Fohai fut invité à remplacer ce dernier comme vice-président du Yuan exécutif³. Il demanda alors à pouvoir démissionner du ministère de la Police, au motif qu'il cumulait déjà trop de postes, et proposa que Li Shiqun prenne sa place⁴.

Outre ces trois ministères inédits (Propagande, Affaires sociales et Police), le Yuan exécutif du gouvernement de Wang Jingwei comprenait deux ministères absents de l'organigramme de Chongqing : ceux de la Marine et de la Justice. La flotte chinoise ayant été presque entièrement détruite dans les premiers mois de la guerre, le ministère de la Marine (*haijunbu* 海軍部) avait été supprimé en janvier 1938 et remplacé par un simple sous-comité du Comité des affaires militaires. Son rétablissement par le Mouvement de paix se voulait un signe fort de la souveraineté recouvrée lors du *huandu*. En réalité, le gouvernement de Nanjing ne disposait alors que de quelques croiseurs et canonnières hérités du Gouvernement réformé et d'une Académie navale centrale (*zhongyang haijun xuexiao* 中央海軍學校) formée à partir de l'École de patrouille fluviale (*shuixun xiao* 水巡校) de ce dernier⁵. Wang Jingwei cumula le poste

¹ Haruke, *Huxi "76 hao" tegong neimu*, *op. cit.*, p. 105 (également cité *ibid.*).

² Martin, « Shield of Collaboration », *art. cit.*, p. 113-114.

³ *Ibid.*, p. 114 ; ZR, 12 déc. 1940, p. 392.

⁴ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 11 déc. 1940, AH 118-010100-0035-001. En devenant ministre, Li laissa la direction du bureau de la Police politique à Ma Xiaotian 馬嘯天 (1903- ?) (*MZN*, p. 1075).

⁵ WZQS, p. 646-648 ; Zhang Li 張力, « Wangwei qianqi haijun renshi de fenxi 汪偽前期海軍人事的分析 (Analyse du personnel de la Marine du régime fantoche de Wang Jingwei à ses débuts) », *Jindai zhongguo* 近代中國, déc. 1998, p. 77-80. Au printemps 1941, la Marine de Nanjing commandait six bases navales, à Nanjing et Canton notamment, et une flotte de 18 navires (Lieutenant Jacques Guillermaz (adjoint à l'attaché militaire) à l'État-Major de l'Armée, 2^e Bureau, « La Marine du Gouvernement de Nankin », 20 mars 1941, ADF 327).

de ministre de la Marine, que Ren Yuandao occupa par intérim avant de devenir ministre en septembre 1942¹.

Le ministère de la Justice fut, quant à lui, placé d'emblée sous l'égide de la branche exécutive plutôt que sous celle du Yuan judiciaire, comme c'était alors le cas à Chongqing. Nous verrons que la reconstruction et la modernisation de l'appareil judiciaire furent parmi les principales missions que se donna le gouvernement de Wang Jingwei².

Il est inutile de s'étendre sur le Yuan législatif, qui fut plus faible encore sous l'occupation qu'il ne l'était durant la « décennie de Nankin ». Sa principale mission consista à voter des lois d'avant-guerre en changeant quelques mots. Cheville ouvrière du *huandu* juridique, il recevait de la branche exécutive les lois organiques des administrations, après que celles-ci eurent été mises en place. Cantonné à un simple rôle consultatif, il n'en chercha pas moins à accomplir cette mission le mieux possible. Dans une pétition adressée le 2 avril 1941 au Comité politique central, le Yuan législatif expliqua qu'il voulait former un Comité de réforme des lois et règlements (*fagui zhengbian weiuianhui* 法規整編委員會), afin de faire face aux difficultés rencontrées dans la révision des lois organiques. Prévoyant que de nouvelles modifications seraient nécessaires pour répondre aux besoins des différents ministères, dont les tâches administratives et donc l'organisation évoluaient avec le temps, il demandait qu'elles soient traitées par ce comité spécifique³. Son rôle consista donc à adapter le corpus législatif d'avant-guerre, sans toutefois contribuer à son renouvellement. Jusqu'en 1945, on ne trouve ainsi pas un seul exemple d'une loi votée de manière autonome par le Yuan législatif dans son *Journal officiel*⁴. Le 9 janvier 1943, le Comité politique central modifia ses statuts sous prétexte de gagner en réactivité : il n'avait désormais plus la possibilité de discuter le contenu des lois et devait se contenter de les adopter directement⁵. Son comité législatif comptait 50 membres nommés par le Comité politique central en avril 1940, puis 60 membres lors des législatures débutées en 1942 et 1944⁶. Seuls huit membres du Comité législatif d'avant-guerre rallièrent le Mouvement de paix, dont deux,

¹ Dans son discours du 23 mars 1940, Wang justifia ce cumul par le fait que le gouvernement n'ayant pas trouvé la bonne personne, il était normal que son chef occupe provisoirement ce poste, comme c'était l'usage dans les autres pays (Wang Jingwei, « Guomin zhengfu huandu de zhongda shiming », *WHJY*, p. 197).

² Voir la partie 3.3.3.2.

³ Le ministère de la Justice étant responsable des tribunaux locaux, nous aborderons cette question à propos de l'administration locale dans la partie 4.2. Le centre du système judiciaire étant situé dans le Yuan exécutif, nous ne traitons pas du Yuan judiciaire.

⁴ *JG*, n°18, p. 38-40.

⁵ Chen Hongmin, Chen Shumei, « Ō gi seiken rippō.in... », art. cit., p. 226.

⁶ *Ibid.*, p. 226-227.

⁷ *Ibid.*, p. 220.

seulement, « retrouvèrent » leur siège¹. Le président du Yuan, Chen Gongbo, fit nommer un certain nombre de ses proches et quelques anciens de la clique réorganisationniste².

Si le Yuan législatif ne connut pas de grands changements jusqu'en 1945, il en alla autrement pour le reste du gouvernement, en particulier pour sa branche principale, le Yuan exécutif.

4.1.3. Réorganisations

Le gouvernement de Wang Jingwei fut un chantier institutionnel presque permanent, dont les dirigeants chinois semblèrent plus souvent les maîtres d'œuvre que les architectes, tant les restructurations successives de l'appareil étatique chinois furent impulsées par le Japon. Sur les vingt ministères créés au sein du Yuan exécutif, seuls six ne furent jamais supprimés, tandis que pas moins d'une quarantaine de comités virent le jour entre 1940 et 1945³.

La forme changeante de l'organigramme de Nanjing fut influencée de l'extérieur, aussi bien par les critiques récurrentes émises par l'occupant que par le nouveau contexte impérial né de l'entrée en guerre du Japon contre les Alliés en décembre 1941. Néanmoins, les maîtres d'œuvre chinois poursuivaient leurs propres intérêts et cette pression extérieure servit généralement de prétexte à des arrangements internes. En outre, les réformes menées prirent avant tout modèle sur celles qu'avait connu le Gouvernement nationaliste entre 1928 et 1938.

Le discours sur la réforme de l'État en zone occupée fut dominé, comme partout ailleurs, par la volonté affichée de rationaliser son organisation. Il prit la forme d'un dialogue entre Tokyo et Nanjing. Côté japonais, les appels en ce sens se firent rapidement entendre. Ils participaient d'un sentiment plus large de déception à l'égard de la politique de collaboration et renvoyaient, de manière sous-jacente, à l'idée que les Chinois étaient incapables de se gouverner eux-mêmes de manière efficace. Ces critiques s'intensifièrent à partir de 1942, lorsque l'entrée en guerre du Japon contre les Alliés accentua l'impression que le soutien financier et humain apporté au régime de Wang Jingwei constituait un fardeau pour l'Empire nippon. Elles se traduisirent par des plans de réforme, visant à « renforcer » (*kyōka* 強化) le régime, qui allèrent jusqu'à remettre en cause la sacro-sainte organisation en cinq Yuans. Nécessaire en 1940 pour donner au régime sa façade « orthodoxe », l'organigramme conçu par Sun Yat-sen se révéla, en effet, plus inadapté encore à la situation en zone occupée, qu'il ne l'avait été durant la « décennie de Nankin ».

¹ *Ibid.*, p. 223. Il s'agissait de Zhou Wei 周緯 (1883-1949), docteur en droit de la Sorbonne qui avait représenté la Chine à la SDN avant d'enseigner à Beida, et de Hang Jinshou 杭錦壽, dont on ne sait pas grand chose, sinon qu'il était d'ethnie mongole et qu'il avait pris ses fonctions au Yuan législatif en janvier 1935 (*ZGBR*, p. 1586, 1482).

² Chen Hongmin, Chen Shumei, « Ō gi seiken rippō.in... », art. cit., p. 220-222.

³ Voir Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, p. 11-12.

Côté chinois, s'il ne fut jamais question de toucher aux fondements institutionnels du « retour à la capitale », l'« efficacité administrative » (*xingzheng xiaoli* 行政效率) devint, également, un *Leitmotiv* chez les collaborateurs¹. Ce discours sur la construction de l'État était néanmoins contredit par la pratique. La résistance du Mouvement de paix à toute réforme en profondeur tenait non seulement au besoin qu'il avait de maintenir sa façade nationaliste, mais surtout à des considérations politiciennes visant à préserver l'équilibre au sein du front uni des collaborateurs. Aussi, les remaniements successifs auquel se livra Nanjing apparaissent-ils comme une lutte sans cesse recommencée pour débarrasser l'appareil administratif de ses organes superflus nés d'une logique de formation étatique consistant à créer des postes pour apaiser les différends entre les factions en présence. Comme l'écrit Horii Kōichirō, au lieu de créer des organismes pour traiter de missions nécessaires, le gouvernement collaborateur de Nanjing en arriva plus souvent à créer des missions pour justifier l'ajout de nouveaux organismes².

La fabrique de l'État d'occupation en Chine centrale doit donc être appréhendée au travers de cette dialectique entre construction et formation : rationaliser l'appareil bureaucratique suppose de modifier l'équilibre politique, lequel n'est rétabli qu'au détriment de l'efficacité administrative, alimentant en retour un discours sur un nécessaire renforcement de l'État. Nous distinguerons, pour ce faire, deux jalons principaux dans ce processus : la réforme d'août 1941, par laquelle le gouvernement de Wang Jingwei tenta de remédier aux dysfonctionnements nés du « retour à la capitale », et celle de janvier 1943, dont nous analyserons les tenants et les aboutissants.

4.1.3.1. Le remaniement d'août 1941

Le 17 juin 1941, Wang Jingwei et les principaux dirigeants de son régime arrivèrent à Tokyo pour dix jours de discussions lors desquelles il fut question de « renforcer » le gouvernement de Nanjing³. Ce projet portait, d'une part, sur la création d'une nouvelle administration chargée de superviser la Campagne de pacification rurale, dont il sera question plus loin, et, d'autre part, de simplifier la structure administrative du régime. Il semble que le voyage ait été organisé à l'initiative de l'ambassadeur Honda Kumatarō, « dont les opinions [étaient] bien connues, et qui [...] essay[ait] de faire adopter par le Gouvernement japonais un

¹ Les thèmes du « renforcement » et de l'« efficacité » seront traités ici du seul point de vue de l'organisation institutionnelle, même si celle-ci est étroitement liée aux effectifs de la fonction publique. Nous verrons, dans les chapitres 5 et 6, comment ces thèmes furent mobilisés par le discours sur les agents de l'État, que ce soit pour dénoncer leur surnombre (partie 5.2.1.2), justifier leur formation (5.3.1.3) ou les stigmatiser pour leur paresse (6.1.2.2). Nous évoquerons également le sujet à propos de la presse administrative, qui leur consacra de nombreux articles (6.1.1.3).

² Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 38.

³ *WZQS*, p. 1764 ; *ZR*, 19 juin 1941, p. 479. Zhou ne rentra, lui que le 8 juillet, après avoir rencontré des représentants du monde économique et de l'armée (Ogasawara, « Ō Seiei seiken gyōseiin... », *art. cit.*, p. 112).

plan de collaboration sino-nippone dont le principe directeur serait le soutien à fond du Gouvernement de Nankin »¹.

Durant cette visite, le bureau des Affaires militaires (*gunmukyoku* 軍務局) du ministère de la Guerre rédigea une note interne reprochant à l'appareil bureaucratique de Nanjing de n'être qu'une « forme [*keitai* 形体] » sans « substance [*jisshitsu* 実質] ». Il était donc urgent, concluait-elle, de donner du contenu à cette coquille vide². En juin toujours, le Département des affaires politiques du Kōa.in fit un constat similaire dans un document préparant les discussions à venir avec les dirigeants de Nanjing. Il contenait des « demandes liées au gigantisme de l'appareil gouvernemental [*seifu kikō no bōdai* 政府機構の龐大], qui n'[était] pas adapté à la situation réelle ». Parmi les organes pointés du doigt, le bureau gérant la ligne Shanghai-Hangzhou-Ningpo, créé au sein du ministère des Chemins de fer, était jugé inutile en temps de guerre. Ce dernier était lui-même rangé dans la catégorie des organes « dotés d'un nom mais dépourvus de substance » (*you ming wu shi* 有名無實), pour reprendre l'expression chinoise consacrée. En effet, le domaine ferroviaire était la chasse gardée de l'armée d'occupation³. Ces exigences du Japon en matière de réforme accompagnèrent le soutien accru qu'il apporta au régime, sous la forme d'un nouveau prêt de 300 millions de yens⁴. C'est dans ce contexte général que prit place le premier grand remaniement à Nanjing. La mise en pratique de celui-ci toucha, toutefois, à des questions de politique intérieure.

De retour en Chine, Zhou Fohai discuta avec Wang Jingwei et Kagesa Sadaaki du renforcement des institutions et du problème de la répartition des postes⁵. Afin de résoudre ce dernier, Wang et Zhou envisagèrent de supprimer le ministère de la Propagande, qui serait remplacé par un Comité de la propagande, dont Wang prendrait la présidence, en laissant sa direction effective à Lin Bosheng, nommé secrétaire général. Zhou s'entretint ensuite avec Kagesa, selon qui il ne fallait « pas laisser une personne acquérir un pouvoir trop grand [*bu ke shi mou yi ge ren quan tai da* 不可某一人權太大] ». À ses yeux, le régime était menacé par « deux cancers [*ai* 癌] » :

¹ Salade (consulat de Nanjing), Note, 25 juin 1941, ADF 327. Cette analyse semble confirmée par le fait que le texte du Kōa.in cité ci-dessous fut rédigé « en réponse à l'ambassadeur Honda » (à moins que ce dernier n'ait fait que transmettre à Tokyo les demandes du gouvernement de Wang Jingwei).

² Cité dans Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 38.

³ Cité *ibid.* « À l'exception de la ligne Shanghai-Nankin qui, pour des raisons de prestige, est théoriquement rétrocédée au gouvernement de M. WANG TSING WEI (mais affermée aux Japonais pour, dit-on, le loyer dérisoire de 100.000 dollars par mois), tous les Chemins de fer sont exploités par des Compagnies relevant de l'armée japonaise » (Salade (consulat de Nanjing), Note, 25 juin 1941, ADF 327.).

⁴ Ogasawara, « Ō Seiei seiken gyōseiin... », *art. cit.*, p. 112. Si l'on ajoute la reconnaissance de Nanjing par l'Allemagne et l'Italie, ainsi que le lancement d'une nouvelle monnaie par la Banque centrale de réserve, l'été 1941 apparaît comme un tournant important pour le gouvernement de Wang Jingwei.

⁵ Voir notamment ZR, 20 juill. 1941, p. 494.

Li Shiqun et Ren Yuandao. Ren a un pouvoir de nuisance limité [*haixiao* 害小], mais Li pose un gros problème [*huoda* 禍大]. Si nous ne prenons pas des mesures contre lui, nous allons à la catastrophe [*jianglai bi you dahuan* 將來必有大患]. Aussi je préconise de supprimer le ministère de la Police.¹

La rationalisation de l'organigramme, qui relevait du domaine de la construction étatique, fut donc étroitement liée à un phénomène de formation : la création du ministère de la Police en mars 1940 avait été un moyen de régler le conflit qui couvait entre Li Shiqun et Ding Mocun, sa suppression devait prévenir le danger plus grand encore, que faisait courir la montée en puissance de Li Shiqun. Ce dernier venait, en effet, d'obtenir le secrétariat général du Comité de pacification rurale, poste qui servit de tremplin à son ascension. Zhou Fohai approuva la sagesse de Kagesa (« *qi guan cha shen ke* 其觀察深刻 »)², dont la prophétie n'allait pas tarder à prendre forme, malgré ces précautions. Le meilleur moyen de faire accepter à Li Shiqun la décision de supprimer le ministère de la Police fut débattu le lendemain au « Palais ». Wang Jingwei, dont Li avait su s'attirer les faveurs, prit sa défense, au grand agacement de Zhou Fohai :

M. Wang semble prêt à fléchir [*you ruan hua qingxiang* 有軟化傾向]. Il craint sans doute les services secrets [du n°76]. Ce manque de courage ne sied pas à un dirigeant [*danxiao ru ci, si fei lingxiu suo yi you* 膽小如此, 似非領袖所宜有].³

Kagesa exhorta Wang à appliquer cette réforme, sans quoi « le gouvernement perdrait tout prestige [*weixin jiang saodi* 威信將掃地] ». Il ajouta que si Li s'appuyait sur les services secrets pour se protéger, il serait encore temps de profiter que ses pouvoirs étaient limités, pour le « dompter [*yizhi* 抑制] ». Wang finit par se ranger de leur côté⁴. En apprenant la nouvelle, Li Shiqun se montra beau joueur, allant même jusqu'à réunir ses hommes pour leur demander de démissionner sans faire de vague si le ministère était dissous⁵.

Le 16 août 1941, le Comité politique central, réuni pour sa 58^e session, adopta un « Projet de réforme de l'appareil administratif et de remaniement de son personnel » (*gaige xingzheng jigou ji tiaozheng renxuan an* 改革行政機構及調整人選案)⁶. Il consista principalement dans la suppression de plusieurs des ministères ajoutés au moment du « retour à la capitale » (Annexe 2.17). Si celui de la Propagande resta finalement en place, le ministère de la Police fut, lui, intégré dans le ministère de l'Intérieur pour devenir le bureau général de l'Administration policière

¹ ZR, 31 juill. 1941, p. 498-499.

² *Ibid.*

³ ZR, 1^{er} août 1941, p. 499.

⁴ *Ibid.*

⁵ ZR, 3 août 1941, p. 500. Rassuré quant à la loyauté de Li malgré ce coup de semonce, Zhou ajouta : « la peur qu'éprouve M. Wang à son égard et la protection des Japonais sont la cause principale de son arrogance grandissante » (*ibid.*).

⁶ WZQS, p. 1566.

(*jingzheng zongshu* 警政總署)¹. Il perdit au passage les services spéciaux, qui furent rattachés au Comité des affaires militaires au sein du nouveau Bureau d'enquêtes et de statistiques (*diaocha tongji bu* 調查統計部)². De même, le ministère des Affaires sociales disparut. Comme celle de Li Shiqun, l'influence grandissante de Ding Mocun, notamment à travers son réseau d'obligés au sein du GMD « orthodoxe »³, était ressentie comme une menace par l'entourage de Wang Jingwei, en particulier par le ministre de la Propagande, Lin Bosheng, qui cherchait lui aussi à appuyer son pouvoir sur la mobilisation de la population⁴. Pour se protéger, Ding accepta que le ministère des Affaires sociales soit remplacé par le seul Comité de direction des mouvements sociaux, à la tête duquel fut nommé Zhou Fohai, bien que Ding continua à en être le chef effectif. Dans le cas du ministère de la Police comme dans celui des Affaires sociales, la réforme exigée à Tokyo fut donc l'occasion de régler des comptes relevant des luttes d'appareil nankinoises. La suppression des organes superflus ne fut pas pour autant oubliée. Le ministère de l'Industrie et du Commerce et celui de l'Agriculture et des Mines fusionnèrent pour former le ministère du Commerce et de l'Industrie (*shiyebu* 實業部)⁵, tandis que celui des Chemins de fer, décrié par le Kōa.in, devint un simple bureau du ministère des Communications⁶.

Cette réorganisation, qui réduisit le nombre de ministères de 14 à 10 (mais qui vit l'ajout d'un comité – celui des mouvements sociaux – aux 7 déjà existants), s'accompagna d'un coup de rabot, visant à ce que les compressions administratives se traduisent financièrement : le budget d'un nouvel organe né de la fusion de deux ministères ne devrait pas dépasser 80% du budget cumulé de ces derniers⁷.

Les critiques japonaises à l'encontre de la taille excessive de l'administration chinoise ne disparurent pas pour autant. Dans son numéro de novembre 1941, la revue *Tōa* 東亞 (Asie orientale) publia un article intitulé « Kokumin seifu no kikō kaikaku ni tsuite 國民政府の機構改

¹ Sa direction fut confiée à Su Chengde 蘇成德 (1900-1947), un ancien agent du Zhongtong retourné par le n°76 en septembre 1939. Devenu proche de Zhou Fohai et de Wang Jingwei, il se disputa avec ses deux anciens patrons. Ding Mocun l'accusa d'avoir tué son frère Ding Shijun 丁時俊, tandis que Li Shiqun tenta de l'assassiner (*MZN*, p. 1073 ; Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p.103, 131-133 ; Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 58). En septembre 1942, ce bureau fut remplacé, toujours au sein du ministère de l'Intérieur, par un Service de l'administration policière (*jingzheng si* 警政司), dirigé successivement par Zhao Zhihe 趙志賀, Zhang Jun 章駿 et Shen Tong 沈同 (*MZN*, p. 1073-1074).

² Zeng Zhihong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, p. 68.

³ Voir la partie 3.3.2.2. Zhou Fohai le sermonna le 13 août sur la mauvaise habitude qu'il avait prise de recruter des fidèles pour affermir sa position (*ZR*, p. 503).

⁴ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 55.

⁵ Une fusion identique à celle menée en janvier 1931 (cf. la partie 4.1.2.1).

⁶ Zeng Zhihong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, p. 8. Ding Mocun devint ministre des Communication, une manière de compenser la perte de son statut ministériel à la suite de la suppression du portefeuille des Affaires sociales.

⁷ *Ibid.*

革に就いて (À propos de la réforme structurelle du Gouvernement national) »¹. Il y était notamment question de la présence, au sein de chaque ministère, de deux postes de vice-ministre : l'un pour les affaires politiques (*zhengwu cizhang* 政務次長) et l'autre pour les affaires courantes (*changwu cizhang* 常務次長). Tout en reconnaissant la complexité des tâches respectives de ces postes, l'article s'interrogeait sur la nécessité d'un tel dédoublement dans chacun des ministères. La première raison derrière celui-ci, ajoutait-il, était le besoin qu'avait le régime de Nanjing de satisfaire chacune des factions qui le composaient². Wang Jingwei avait d'ailleurs conscience des pesanteurs que venaient ajouter ce dédoublement aux rouages administratifs, sans compter son poids budgétaire. En 1942, il chercha à simplifier l'organisation en ne gardant qu'un seul vice-ministre, mais comme aucun des hauts dirigeants concernés ne souhaitait perdre sa place, la réforme fut repoussée³. Elle aboutit finalement le 10 février 1943, au moment de la grande refonte de l'appareil gouvernemental, dont il sera question dans la partie suivante⁴.

Cette volonté chez les dirigeants chinois de rationaliser l'appareil bureaucratique et d'augmenter son efficacité se traduisit, non sans un certain paradoxe, par la création, le 3 février 1942, d'un nouvel organe spécifiquement dédié à cette mission au sein du Yuan exécutif : le Comité de promotion de l'efficacité administrative (*xingzheng xiaolü cujin weiyuanhui* 行政效率促進委員會). Ses effectifs, hors assistants, furent limités à quelques membres entourés d'experts, tous travaillant à titre bénévole, quoique des indemnités soient prévues pour les plus assidus⁵. Sa mission principale était de réfléchir à la manière de « faire des économies en ressources humaines et matérielles [*jiesheng renli wuli* 節省人力物力] », un thème dans l'air du temps, alors que le lancement au même moment du Mouvement des nouveaux citoyens et l'effort de guerre commun avec le Japon s'accompagnaient d'un discours prônant une politique d'austérité⁶. Une liste de dix points à traiter étaient fournie, parmi lesquels la « forme et la gestion des documents officiels [*gongwen chengshi ji chuli* 公文程式及處理] »⁷, la distribution des tâches administratives ou

¹ La revue *Tōa* était éditée par l'Association de l'Asie orientale (*Tōakai* 東亜会), issue du Bureau d'enquête économique sur l'Asie orientale (*Tōa keizai chōsa kyoku* 東亜經濟調査局). Fondé en 1908 par la Mantetsu, au sein de sa branche à Tokyo, ce bureau avait pris son indépendance du conglomérat mandchourien en 1929, avant de retourner dans son giron en 1939 (Wikipedia). De même que l'envoi d'agents de la Mantetsu pour organiser les premiers gouvernements collaborateurs en Chine propre, cet arrière-plan nous rappelle que l'État d'occupation japonais en Mandchourie contribua à la construction de son équivalent chinois.

² Cité dans Ogasawara, « Ō Seiei seiken gyōseiin... », art. cit., p. 110.

³ Li Wenbin, « Chen Qun qi ren », art. cit., p. 172.

⁴ MZN.

⁵ « *Xingzhengyuan xingzheng xiaolü cujin weiyuanhui zuzhi guicheng* 行政院行政效率促進委員會組織規程 (Statuts organiques du Comité de promotion de l'efficacité administrative du Yuan exécutif) » (ZG, n°188, p. 4-5) Voir également ses révisions en juillet 1942 (ZG, n°362, p. 3) et en mars 1943 (ZG, n°467, p. 1-2).

⁶ Voir le paragraphe consacré à la frugalité des fonctionnaires dans la partie 6.1.2.3.

⁷ Nous reviendrons sur cette question à propos des enjeux idéologiques et politiques que recouvrait la forme des documents officiels (partie 6.1.1.2), ainsi que sur les conséquences des pénuries de papier sur leur mise en page et leur diffusion (partie 6.2.1.2).

encore la réduction des agents inutiles. Chacun de ces objectifs devraient faire l'objet d'une proposition écrite (*jianyishu* 建議書) soumise au président du Yuan exécutif. Le travail concret du comité se fonderait sur des enquêtes (*diao cha* 調查) réalisées par ses membres à partir de la documentation écrite fournie par chaque organe (tableaux statistiques, organigrammes, fiches de renseignement et de notation des agents) ou, sur le terrain, lors de visites effectuées dans les différentes administrations. Dans le cas où ces dernières rechigneraient à divulguer leur documentation, il était même prévu d'organiser des « enquêtes secrètes ». L'attention du Comité devrait se porter dans un premier temps sur les organes du Yuan exécutif et ensuite sur ceux de l'administration locale¹. La création d'un tel organisme était, en soi, l'aveu du profond dysfonctionnement de l'administration en zone occupée. Ses attributions empiétaient en effet sur celles du ministère du Personnel, qui rencontrait alors les plus grandes difficultés à faire valoir ses prérogatives en matière de gestion des carrières administratives et finit, l'année suivante, par être transféré du Yuan d'examen au Yuan exécutif².

La création du Comité fut saluée dans la presse comme marquant le rétablissement de l'Association de recherche sur l'efficacité administrative (*xingzheng xiaolü yanjiuhui* 行政效率研究會)³. Fondée en 1934 par Gan Naiguang 甘乃光 (1897-1956), celle-ci avait rapidement été rebaptisée Comité de recherche sur l'efficacité administrative⁴. Gan avait conçu un intérêt pour la réforme de l'État alors qu'il étudiait l'administration publique à l'Université de Chicago à la fin des années 1920. C'est lui qui importa en Chine les théories sur l'amélioration de l'efficacité administrative développées par Leonard D. White (1891-1958) dans son ouvrage *Introduction to the Study of Public Administration* (1926)⁵. Proche de Chen Gongbo et de Wang Jingwei, qui fut son mentor, Gan Naiguang avait refusé leur invitation à rejoindre le Mouvement de paix⁶. Son activisme en faveur de la modernisation des rouages administratifs inspira néanmoins ces derniers au sein de l'État d'occupation⁷.

¹ « *Xingzhengyuan xingzheng xiaolü cujin weiyuanhui zuzhi guicheng cujin xingzheng xiaolü jihua dagang* 行政院行政效率促進委員會促進行政效率計劃大綱 (Programme général du Comité de promotion de l'efficacité administrative du Yuan exécutif) » (*ZG*, n°188, p. 5-8).

² Cette question sera traitée en détail dans le chapitre 5.

³ « *Xingzhengyuan huifu zushe Xingzheng xiaolü yanjiuhui* 行政院恢復組設行政效率研究會 (Le Yuan exécutif restaure l'Association de recherche sur l'efficacité administrative) », *JR*, 23 mars 1942, p. 1.

⁴ Morris L. Bian, « Building State Structure: Guomindang Institutional Rationalization during the Sino-Japanese War, 1937-1945 », *Modern China*, vol. 31, n° 1, janv. 2005, p. 42.

⁵ *Ibid.*, p. 39. Il sera de nouveau question de Gan Naiguang à propos du Yuan d'examen (partie 5.1.2.2). Sur l'évolution idéologique de Gan, qui fut proche des idées communistes avant 1927, voir la notice d'Yves Chevrier dans le MAITRON

⁶ Lane J. Harris, « Defining the Nationalist Party Center: The Text and Context of Gan Naiguang's *Outline of Sun Wenism* », *Southeast Review of Asian Studies*, vol. 34, 2012, p. 93.

⁷ Voir la diffusion que fit Chen Gongbo de ces idées à la fin de la guerre, à travers la revue administrative qu'il patronnait (partie 6.1.1.3).

Par ailleurs, les réformes menées à la même époque au Japon en la matière étaient également scrutées à Nanjing, comme le montre un article sur le programme de rationalisation adopté en juin 1942¹. Outre l'influence des conseillers japonais, cette circulation se fit à travers des voyages d'observation effectués par des dirigeants et hauts fonctionnaires chinois dans l'archipel².

De fait, les réformes administratives menées par le gouvernement de Wang Jingwei s'inscrivaient à la fois dans la continuité de celles promues par Gan Naiguang, mais aussi dans le contexte de la mue que connut l'Empire japonais après le lancement de la Guerre du Pacifique. Cette dernière fut à l'origine d'une relance du programme de « renforcement » du régime de Nanjing, qui aboutit à sa refonte en 1943.

4.1.3.2. La grande refonte de janvier 1943 : prélude, mesures et suites

À la suite de son entrée en guerre contre les Alliés en décembre 1941, le Japon fut amené à repenser l'organisation administrative des différentes parties de son empire. Considérée du point de vue nippon, la « nouvelle politique chinoise » adoptée le 21 décembre 1942, doit être considérée dans la perspective de cette transformation plus large. Le programme de rationalisation adopté dans l'archipel en juin 1942, dont il vient d'être question, fut le prélude à une réforme du lien bureaucratique qui unissait Tokyo à ses colonies. En septembre, le Japon lança un plan d'« unification administrative entre la métropole et les territoires d'outre-mer » (*naigaichi gyōsei ichigenka* 内外地行政一元化). Il visait à mieux intégrer ces derniers (Taiwan, Corée et Karafuto) avec le centre³. Cette intégration des colonies, qui étaient désormais supervisées par le ministère

¹ « Xingzheng jiansuhua, caijian guanyuan, gaishan daiyu ; Rigeyi zhengshi jue ding 行政簡素化, 裁減官員, 改善待遇 日閣議正式決定 (Le gouvernement japonais adopte formellement un plan portant sur la simplification administrative, la réduction des effectifs et l'amélioration des traitements) », *Minguo ribao*, 12 août 1942, [s.p.].

² Dans le même numéro du *Minguo ribao*, on trouvait ainsi un article à propos de la mission confiée le 11 août par le Comité politique central au maire de Nanjing, Zhou Xuechang 周學昌 (1898-1952), afin qu'il étudie l'administration municipale des principales villes japonaises. Il effectua, à son retour, un crochet par Xinjing, la capitale du Manzhouguo, pour participer à la Réunion des métropoles de la grande Asie orientale (*da dongya dushi dahui* 大東亞都市大會); signe que cette circulation se fit aussi entre les différentes périphéries de l'Empire (« Zhou shizhang yuemiao dongdu kaocha Riben shizheng 周市長月杪東渡考察日本市政 (Le maire Zhou Xuechang se rend au Japon à la fin du mois pour y examiner l'administration municipale) », *Minguo ribao*, 12 août 1942, [s.p.]; « Fu Ri kaocha renwu wanbi Zhou shizhang zuo fanjing 赴日考察任務完畢周市長昨返京 (Le maire Zhou Xuechang est rentré hier à Nanjing après la fin de sa mission d'observation au Japon) », *ibid.*, 24 sept. 1942 [s.p.]). Des voyages d'observation furent également organisés pour des fonctionnaires de moindre importance (voir la partie 5.3.1.3).

³ Hui-yu Caroline Ts'ai, *Taiwan in Japan's Empire Building: An Institutional Approach to Colonial Engineering*, Londres, Routledge, 2009, p. 192-193. Cet effort de centralisation, qui accompagna l'entrée dans la guerre totale, se fit en trois étapes. Pour prendre le cas de Taiwan, il débuta en novembre 1942 avec le *ichigenka* (unification), qui consista à transformer les principales administrations de l'île pour les rendre conformes à celles de la métropole. La deuxième étape, en 1943, visa à augmenter la rapidité des rouages bureaucratiques (*seifu binsokuka* 政府敏速化). La troisième, en 1944, porta sur l'amélioration de la condition des colonisés (*taigū kaizen* 待遇改善). Le 26 mars 1945 marqua la fin officielle de l'entreprise d'intégration avec l'abandon de l'appellation « territoire d'outre-mer » (*gaichi*) (*ibid.*, p. 193).

de l'Intérieur, passa, pour ce qui était des autres périphéries de l'Empire, par la création du ministère de la Grande Asie orientale, en novembre 1942. Celui-ci concentra en son sein les prérogatives jusqu'ici réparties dans les différents organes chargés de la politique extérieure (Gaimushō, Kōa.in, ministère des Colonie)¹.

Principal objectif affiché par la « nouvelle politique chinoise », le « renforcement » du gouvernement de Wang Jingwei devait conduire à l'amélioration de son appareil bureaucratique dans le sens d'une plus grande centralisation, à un regain de sa légitimité en Chine par des transferts de souveraineté en sa faveur (réforme du système des conseillers et abrogation des traités inégaux, notamment) et, plus largement, à un renforcement de la « coopération sino-japonaise » dans l'effort de guerre commun.

Dans ses principes, cette « nouvelle politique » décidée à Tokyo rejoignait les demandes exprimées par les dirigeants chinois, soutenus par les conseillers et diplomates japonais de Nanjing, depuis plusieurs mois. Les négociations sur ce point, tout au long de l'année 1942, sont indissociables de la question de l'entrée en guerre de la « Chine » (de Wang Jingwei) aux côtés du Japon, elle-même liée à celle de la rétrocession des concessions ; signe le plus fort du renforcement souhaité. La refonte institutionnelle du 13 janvier 1943 eut, en effet, pour prétexte la déclaration de guerre du 9 janvier et accompagna l'abolition des privilèges extraterritoriaux et des concessions en juillet 1943. Avant d'analyser cette refonte, il est donc nécessaire de revenir sur ces deux aspects entremêlés.

Participer à la guerre pour en récolter les fruits

Lorsque le 8 décembre 1941, le commandant en chef de l'Armée expéditionnaire de Chine, Hata Shunroku, vint annoncer à Wang Jingwei que son pays venait d'attaquer les États-Unis et de lancer l'assaut contre les possessions des puissances alliées en Chine, Wang lui déclara, sur un ton solennel, que le peuple chinois partagerait désormais les joies et les souffrances du Japon et qu'il espérait pouvoir participer à la guerre². Le Japon n'était toutefois pas prêt à accepter cette proposition. Selon Kagesa, cette réticence provenait du fait que Tokyo jugeait inopportun que la Chine déclare la guerre aux Alliés avant le Manzhouguo. Or, le Japon ne souhaitait pas que ce dernier participe au conflit, par crainte de provoquer l'Union soviétique³. Outre ce facteur géopolitique, le refus du Japon tenait à la politique de collaboration, qu'une participation à la guerre de Nanjing serait venue modifier, en s'accompagnant de nouvelles concessions des forces d'occupation. De fait, les dirigeants chinois associèrent d'emblée l'entrée en guerre de leur gouvernement à son « renforcement », dans le sens d'une plus grande autonomie. Le 8 décembre,

¹ Voir la partie 1.3.1.1.

² Kagesa, « Sozorogaki », art. cit., p. 389.

³ *Ibid.*

Zhou Fohai notait que « dans cette guerre, il va de soi qu'un plein soutien au Japon de la part du Gouvernement national serait profitable pour sa position et ses intérêts [*wei zishen lichang ji lihaji* 為自身立場及利害計] »¹. Le 12 décembre, Zhou se montra toutefois pessimiste à propos des avantages qu'il espérait tirer de la nouvelle situation :

Dans la concession [internationale] de Shanghai, le Japon ne laisse pas notre gouvernement participer [à l'administration], au nom de l'occupation militaire². [...] Cela conduit vraiment à mettre en doute la volonté sincère du Japon de renforcer le Gouvernement national.³

Alors que la victoire éclair du Japon contre la Grande-Bretagne fut saluée à Nanjing comme annonçant l'émancipation de l'Asie du joug occidental⁴, la crainte de voir un impérialisme chasser l'autre était palpable chez les dirigeants de Nanjing, qui tentèrent en vain de rétablir la souveraineté chinoise dans les anciennes enclaves étrangères, avec l'espoir qu'elles ne seraient pas traitées en butin de guerre par l'armée impériale. Les tensions sino-japonaises apparues à cette occasion donnèrent lieu à des situations particulièrement embarrassantes pour le régime de Wang Jingwei, comme put en témoigner le représentant français à Shanghai :

L'attitude des autorités japonaises vis-à-vis des représentants du Gouvernement de NANKIN est de plus en plus curieuse à observer. Lors de l'occupation de la concession internationale, M. WANG CHING WEI avait nommé de nouveaux juges à la Cour du premier district, pour remplacer les fonctionnaires qui obéissaient encore à TCHONGKING. La réouverture de la Cour a eu lieu néanmoins avec les anciens juges, en présence des personnalités japonaises compétentes, après qu'elles eussent prévenu Nankin [...] qu'elles préféreraient des magistrats compétents même dévoués à Tchongking, aux créatures incapables désignées par le Gouvernement National. [...] On affirme ici que M. Wang Ching Wei, désireux de venir à Changhai il y a quelques jours, en aurait été empêché par les autorités japonaises, qui entendent bien se réserver le monopole des avantages qui découlent pour elles de l'occupation du Settlement.⁵

Aux doutes justifiés de Zhou Fohai quant aux intentions nippones répondait une certaine défiance, tout aussi fondée, de l'occupant quant au caractère désintéressé de la participation de Nanjing à la guerre :

Les Japonais se montrent méfiants. Ils soupçonnent notre gouvernement de vouloir profiter de la situation⁶. Cet état d'esprit est vraiment un obstacle de taille à la collaboration entre nos deux pays. Il faut le faire disparaître sur le champ.⁷

Le 27 décembre, Hata Shunroku confirmait, dans son propre journal, l'analyse de Zhou :

¹ ZR, p. 548.

² Après avoir pris possession de la concession internationale, les autorités japonaises y établirent une « organisation administrative spéciale » (*tebie xingzheng zuzhi* 特別行政組織), sur laquelle le gouvernement de Nanjing n'avait aucune autorité (voir la partie suivante).

³ ZR, p. 550.

⁴ Le 17 décembre, Wang Jingwei déclara, à propos de la prise de Hongkong, que « la chute, en ce jour, du berceau de l'impérialisme britannique, vieux d'un siècle, [constituait] une contribution majeure à la protection de l'Asie orientale » (*WZQS*, p. 1147).

⁵ Margerie à l'ambassadeur de France en Chine, « Gouvernement de NANKIN », télégrammes n°938-940, 28 déc. 1941, ADF 327. Le 18 février 1942, les concessions britanniques de Canton et Tianjin passèrent sous l'autorité nominale du gouvernement de Wang Jingwei, mais restèrent de fait sous le contrôle de l'armée japonaise (*WZQS*, p. 1158).

⁶ [*chen huo da jie* 趁火打劫] litt. : « profiter de l'incendie pour se livrer au pillage ».

⁷ ZR, 13 déc., p. 550-551.

Deux opinions s'opposent au sommet du gouvernement de Wang Jingwei à propos de la participation à la guerre : ceux considérant que cela n'a pas de sens avec si peu de forces ; ceux qui, pour unifier l'opinion et pour partager les souffrances et les joies du Japon, y sont favorables. Ces derniers ont des paroles mielleuses, mais leur but est de récupérer les possessions alliées et de s'assurer un siège à la table des vainqueurs. Wang fait incontestablement partie des seconds, de même que Kagesa et [l'ambassadeur] Hidaka¹.

Il est à noter que l'insistance de Nanjing, en coulisses, pour être autorisé à déclarer la guerre, contredisait l'analyse faite au même moment par les diplomates français, preuve que ceux-ci étaient mal informés ou que le gouvernement collaborateur parvint à dissimuler ce refus humiliant². Si Roland de Margerie rapporta fidèlement la position japonaise³, Pierre Salade plaça au contraire le refus du côté chinois⁴. Cette contrevérité, répétée tout au long de l'année 1942 dans les télégrammes de Salade, était peut-être le signe que le responsable du consulat de Nanjing était tombé dans le travers menaçant tout diplomate : broder un rapport avec le peu de sources disponibles, en se donnant l'air d'être bien informé. Le journal personnel de Zhou Fohai fournit, toutefois, une autre explication. Le 10 janvier 1943, au lendemain de la déclaration de guerre, Zhou confia à Mei Siping que Chongqing lui avait donné l'ordre suivant : prétendre que Nanjing avait été contraint par Tokyo de déclarer la guerre, afin de laisser penser que le Japon était déjà à « bout de force [*qiangnu zhi mo* 強弩之末] »⁵. Cet ordre n'est pas daté, mais il pourrait permettre de résoudre cette énigme (et laver l'honneur de Salade, qui était un observateur particulièrement consciencieux par ailleurs). Il révèle, quoi qu'il en soit, l'usage que firent les services spéciaux nationalistes de leurs contacts au sommet du gouvernement collaborateur de Nanjing, dans la guerre psychologique qu'ils livraient contre l'occupant.

La situation évolua au cours de l'été 1942, lequel fut marqué par la défaite du Japon dans l'atoll de Midway, le 6 juin, qui constitua un tournant⁶. Au cours de sa visite au Japon, entre le 12 et le 30 juillet, Zhou Fohai rapporta ainsi que Tōjō était toujours opposé à l'entrée en guerre de

¹ *HSN*, p. 330 (également cité dans Ogasawara, *Nitchū sensōki ni okeru Ō Seiei seiken...*, *op. cit.*, p. 129).

² On retrouve une analyse similaire dans l'historiographie chinoise. On peut ainsi lire, dans *WZQS* (p. 1147), que le « gouvernement de Wang Jingwei n'a pas du tout abordé la question de la participation à la guerre immédiatement » et qu'il n'aurait changé d'avis qu'en juillet 1942.

³ « Au cours d'entretiens d'hier [*sic*], j'ai demandé à M. Soné quel rôle le Gouvernement Japonais assignait au Gouvernement de Nankin dans les événements actuels : "Absolument aucun", m'a-t-il répondu de la façon la plus décidée » (Consulat de Shanghai à l'ambassadeur de France, « Conflit du Pacifique et Gouvernement de Nankin »), télégramme n°887, 19 déc. 1941, ADF 327.

⁴ « D'après mes informations, M. Hidaka a fait auprès du Dr. Tsu Min-yee [Chu Minyi], en vue d'une déclaration de guerre, plusieurs pressantes démarches qui son restées sans résultat. [...] M. Wang Tsing-wei se serait borné, pour justifier sa décision, à faire remarquer que le Gouvernement de Nankin n'était en mesure d'apporter aucune assistance militaire au Japon. Il est possible aussi qu'il ait compris qu'une déclaration de guerre contre des pays qui ont persisté à l'ignorer n'aurait fait qu'ajouter au ridicule de sa situation. Quoi qu'il en soit, il s'est obstiné dans son attitude, sursaut d'indépendance qui a dû quelque peu surprendre les autorités japonaises » (Consulat de Nanjing à l'ambassadeur de France, « Situation politique à Nankin », 31 déc. 1941, ADF 327).

⁵ *ZR*, 10 janv. 1943, p. 693. Zhou ajoute qu'il ne fut pas surpris d'entendre la propagande de Chongqing reprendre à la radio cette désinformation à partir du 10 janvier.

⁶ Okada, *Nitchū sensō urakataki*, *op. cit.*, p. 298.

Nanjing, mais que les officiers de rang intermédiaire du ministère de la Guerre y étaient désormais extrêmement favorables et s'efforçaient de promouvoir cette politique. « Nous pouvons espérer que celle-ci pourra être réalisée dans de brefs délais », concluait Zhou¹. Lors d'un nouvel entretien avec le premier ministre, le 24 juillet, ce dernier affirma à Zhou que, non seulement, la volonté du Japon de renforcer le gouvernement de Nanjing n'avait pas changé, mais que celui-ci mettrait toute son énergie à l'appliquer. Zhou réitéra sa demande concernant la participation à la guerre, qu'il définît comme « l'un des moyens de renforcer le Gouvernement [*canzhan ji qianghua Guofu zhi yi fa* 參戰即強化國府之一法] »². Tōjō promit d'étudier la question³.

Fort de cette promesse, le gouvernement de Nanjing unifia ses institutions militaires le 20 août 1942, afin de montrer au Japon qu'il était prêt à déclarer la guerre aux Alliés. Les ministères de la Guerre et de la Marine⁴, qui relevaient jusque-là du Yuan exécutif, passèrent sous l'autorité du Comité des affaires militaires, tandis que ce dernier remplaça l'État-major général (*canmou benbu* 參謀本部), le Bureau de l'entraînement militaire (*junshi xunlian bu* 軍事訓練部) et le Bureau de l'entraînement politique (*zhengzhi xunlian bu* 政治訓練部) par deux nouveaux organes : le Bureau d'état-major de l'administration militaire (*canmou wuguan gongshu* 參謀武官公署) et le Bureau de l'inspection générale de formation et d'entraînement de l'armée de terre (*lujun bianlian zongjian gongshu* 陸軍編練總監公署)⁵.

Le 29 octobre 1942, le Conseil de liaison du Quartier général impérial se prononça en faveur d'une déclaration de guerre rapide de Nanjing, dans le cadre d'un renforcement de la coopération sino-japonaise afin de remporter la Guerre de la Grande Asie orientale⁶. Le 27 novembre, il fut décidé que l'entrée en guerre de la Chine se ferait en janvier 1943⁷. Une « Exposition sur la Guerre de la Grande Asie orientale » (*da dongya zhanzheng bolanhui* 大東亞

¹ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 20-21 juill. 1942, AH 118-010100-0025-042.

² Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 25-26 juill. 1942, AH 118-010100-0025-043.

³ ZR, 24 juill. 1942, p. 630.

⁴ Le premier changea son nom *junzhengbu* 軍政部 (litt. : ministère de l'Administration militaire) en *lujunbu* 陸軍部 (ministère de l'Armée de terre). En dépit de ce transfert, les responsables des deux ministères continuèrent à siéger au Conseil du Yuan exécutif jusqu'à la fin de la guerre (Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, p. 24, n. 23). Cette particularité explique que *WZQS* (p. 1193) les présente comme appartenant toujours au Yuan exécutif.

⁵ Ogasawara, « Ō Seiei seiken gyōseiin... », art. cit., p. 114.

⁶ « L'Empire consent à ce que l'espoir exprimé par le Gouvernement national de pouvoir participer à la guerre soit exaucé [*sansen kibō wo ire* 參戰希望ヲ容レ] » (JACAR C12120060700, Dai hon.ei renraku kaigi 大本營聯絡會議, « Kokumin seifu no sansen narabi ni kore ni tomonau taishi sochi ni kan suru ken 國民政府ノ參戰並ニ之ニ伴フ對支措置ニ關スル件 (Documents relatifs à la participation du Gouvernement national à la guerre et aux mesures prises à cet effet) », 29 oct. 1942, *Shina jihen sensō shidō kankei tsuzuri sono 2*, p. 644). Les mesures en question concernaient notamment la rétrocession future des concessions étrangères au gouvernement de Wang Jingwei.

⁷ *WZQS*, p. 1148.

戰爭博覽會) ouvrit ses portes à Nanjing¹. La propagande s'intensifia à l'approche de la date fatidique pour présenter l'évènement comme marquant un tournant dans la guerre². Le Japon ne faisait pourtant pas mystère du rôle limité qui serait dévolu à son partenaire chinois. Le quotidien japonais *Mainichi shinbun* expliqua ainsi, le 10 janvier 1943, que Nanjing était trop faible pour combattre en première ligne³. L'apport du régime de Wang Jingwei serait non pas militaire, mais principalement économique⁴. Déclaration de guerre ou non, le Japon se serait de toute façon approprié les ressources chinoises. En présentant cette contribution forcée comme partie prenante de la « guerre commune » contre les puissances anglo-saxonnes, Nanjing espérait faire bonne figure et en tirer des avantages en matière de souveraineté territoriale (rétrocession) et politique (autonomie accrue)⁵.

D'abord fixée au 15 janvier, la déclaration de guerre fut avancée au 9 janvier, après que les services de renseignement japonais eut appris que Chongqing s'apprêtait à signer de nouveaux accords par lesquels les États-Unis et la Grande-Bretagne s'engageaient à abroger leurs privilèges en Chine⁶. Bloquée par l'intransigeance de la Grande-Bretagne, qui refusait d'inclure Hongkong dans son propre traité avec Chongqing, l'accord n'aboutit que le 11 janvier. Cela ne put qu'agacer Jiang Jieshi, contraint de voir son rival Wang Jingwei s'attribuer, avant lui, la réalisation du principal objectif que s'était donné le GMD à sa fondation⁷.

¹ Zhou Fohai la visita le 1^{er} novembre 1942 (ZR, p. 665).

² Ce discours fut repris par les autres puissances de l'Axe, sans grande conviction. Le ministre des Affaires étrangères italien, Galeazzo Ciano, observait ainsi, le 9 janvier 1943 : « Wang Jingwei a déclaré la guerre aux puissances alliées. L'évènement n'a aucune portée pratique, même si nous cherchons à lui donner de l'importance en l'annonçant par des titres larges de huit colonnes. Je le dis clairement au Duce. L'Italie, elle, y perd la concession de Tianjin, qui n'était pas grand chose en soi, mais constituait tout de même un héritage du passé, et qui, à moi, m'était particulièrement chère » (*Journal, op. cit.*, p. 713).

³ Cité dans *WZQS*, p. 1150.

⁴ « Le Conseiller de l'Ambassade du Japon m'a dit que la déclaration de guerre du Gouvernement de Nankin [...] n'avait qu'un caractère symbolique et qu'il n'était pas exact, comme le bruit en a couru, qu'une mobilisation générale dût être décrétée en Chine occupée. La décision [...] constitue cependant [...] un acte d'importance en ce sens qu'elle marque la volonté commune des Gouvernements de Tokyo et de Nankin de resserrer leurs liens économiques et de fortifier leur alliance » (Ambassadeur Henry Cosme au ministre des Affaires étrangères Pierre Laval, « Déclaration de guerre du Gouvernement de Nankin aux États-Unis et à l'Angleterre », télégramme n°42, 14 janv. 1943, ADF 327).

⁵ C'est ainsi que Chen Gongbo expliqua cette décision lors de son procès en 1946. Il ajouta que Nanjing n'avait pas pris la moindre part aux combats contre Chongqing (cité dans *WZQS*, p. 1151-1152).

⁶ *WZQS*, p. 1148. Connu sous le nom abrégé de « Nouvel accord sino-américain » (*Zhong-Mei xinyue* 中美新約), ce texte était intitulé, dans sa version chinoise, « Zhong-Mei guanyu quxiao Meiguo zai Hua zhiwai faquan ji chuli you guan wenti tiaoyue 中美關於取消美國在華治外法權及處理有關問題條約 ». Dans le même temps, Londres et Chongqing signèrent le « Treaty Between His Majesty In Respect Of The United Kingdom And India And His Excellency The President Of The National Government Of The Republic Of China For The Relinquishment Of Extra-Territorial Rights In China And The Regulation Of Related Matters ».

⁷ Joseph W. Esherick, « Prologue: China and the World in 1943 », in Idem, Matthew Combs (dir.), 1943: *China at the Crossroads*, *op. cit.*, p. 25. Sur les traités signés par Chongqing le 11 janvier, voir Li Shian, « The Extraterritoriality Negotiations of 1943 and the New Territories », *Modern Asian Studies*, vol. 30, n°3, juill. 1996, p. 617-650. À Nanjing, la nouvelle des traités signés par Chongqing fut accueillie avec joie par Zhou Fohai, qui vit là l'occasion d'obtenir plus de concessions du Japon, qui ne pourrait plus prendre l'impérialisme occidental comme prétexte (ZR, 13 janv., p. 694-695).

L'annonce de l'entrée en guerre de Nanjing, le 9 janvier, fut en effet assortie de la signature, entre Wang Jingwei et l'ambassadeur Shigemitsu Mamoru, d'un « Accord sur la rétrocession des concessions et l'abolition des droits extraterritoriaux » (*guanyu huan zujie ji chefei zhiwai faquan zhi xieding* 關於還租界及撤廢治外法權之協定). L'abrogation du système des Traités inégaux était au fondement du Mouvement de paix. La promesse faite par le Japon de « réfléchir » à cette abrogation apparaissait déjà dans l'accord signé au Chongquantang, le 20 novembre 1938, dans l'« accord secret » du 30 décembre 1939 et dans le Traité de base du 30 novembre 1940¹. Elle prit une autre dimension après la prise de contrôle des concessions par le Japon en décembre 1941. Si la volonté de coiffer les Alliés sur le poteau explique que la date de la signature de l'Accord de rétrocession ait été avancée dans le temps, son principe était déjà contenu dans le plan adopté le 21 décembre 1942 au sujet de la « nouvelle politique chinoise »².

Comme toujours dans le gouvernement de Wang Jingwei, ce fut l'occasion, le 12 juin 1943, de créer de nouveaux organes : le Comité de recouvrement des concessions (*zujie jieshou weiyuanhui* 租界接受委員會), présidé par le ministre des Affaires étrangères Chu Minyi, et le Comité d'abolition des droit extraterritoriaux (*zhiwai faquan chifei weiyuanhui* 治外法權撤廢委員會) dirigé par le ministre de la Justice, Luo Junqiang³.

Après de longues négociations, la fin des concessions fut officialisée au cours de l'été 1943, notamment lors d'une cérémonie, le 1^{er} août, pour marquer la fin de la plus emblématique enclave étrangère en Chine – la concession internationale de Shanghai –, à la grande satisfaction de Zhou Fohai :

Le mot « concession étrangère » appartient désormais au passé. L'avenir dira si le Mouvement de paix a réussi ou échoué, mais, rien que pour cela, on peut dire qu'il aura mérité sa place dans l'Histoire ! [*dui lishi zong ke suan you yi bi jiaodai yi* 對歷史總可算有一筆交代矣].⁴

La déclaration de guerre du 9 janvier fut, également, l'occasion de lancer la plus vaste réorganisation institutionnelle que connut le gouvernement de Wang Jingwei.

Muscler l'État central pour la guerre

Parallèlement aux négociations autour de l'entrée en guerre, Nanjing chercha à obtenir de Tokyo le « renforcement » espéré. Pour autant, la refonte institutionnelle qui en résulta ne peut être attribuée à la seule initiative des collaborateurs chinois. Elle prit pour cadre le jeu de pressions réciproques qu'exerçaient chaque partie sur l'autre : Tokyo, par presse ou conseiller interposés, exigeant que le régime de Wang Jingwei rationalise un appareil bureaucratique

¹ *WZQS*, p. 1158-1159.

² JACAR C12120061200, « Dai tōa sensō kansui no tame no taishi shori konpon hōshin », p. 668.

³ Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, Annexe, p. 14.

⁴ *ZR*, 1^{er} août 1943, p. 778.

inadapté ; ce dernier demandant à obtenir les moyens politiques et financiers nécessaires à cette réforme¹. Si la forme institutionnelle que prit ce renforcement fut d'abord conçue à Nanjing, la décision finale quant à son contenu et à sa mise en pratique vint de Tokyo, laissant les dirigeants chinois incertains du sens que prendrait ce remaniement : un renforcement véritable de l'autorité chinoise ou bien une consolidation de la « coopération sino-japonaise », synonyme d'une emprise accrue de la puissance occupante.

Illustré par l'article du vice-consul de Shanghai, Iwai Eiichi, sur « Le renforcement du Gouvernement national et le Mouvement des nouveaux citoyens », publié en mars 1942², la critique des institutions de Nanjing par les autorités nippones alimenta les rumeurs au sujet d'une réorganisation profonde de l'architecture institutionnelle. Celle-ci se baserait non plus sur des impératifs politiques et idéologiques (trouver des postes pour tout le monde et reproduire l'organigramme nationaliste défini par Sun Yat-sen), mais sur le seul critère de l'efficacité, qui supposait notamment de tenir compte de la concentration des pouvoirs par le Yuan exécutif. En juin 1942, le représentant de la France à Nanjing rapporta ainsi le bruit qui courait à propos de la suppression prochaine de plusieurs organes centraux, parmi lesquels le Yuan de contrôle et le Yuan d'examen, qui « seraient fondus en un seul organisme »³. Le 20 juillet, Wang Jingwei écrivit à Chen Gongbo que le conseiller militaire suprême Matsui Takurō lui avait déclaré être « tout à fait d'accord avec le projet de réorganisation [*gaizu an* 改組案] », qu'il souhaitait voir ratifié rapidement⁴. Cet activisme chinois, soutenu par les conseillers japonais, ne signifiait pas que les collaborateurs étaient maîtres de la réforme à venir. S'il était certain que Tokyo pèserait sur celle-ci, restait à connaître son contenu.

Les choses semblèrent se préciser à l'automne, avec l'annonce de l'envoi par Tokyo d'une mission japonaise chargée de réfléchir au renforcement du régime de Nanjing :

Certains Chinois sont assez inquiets sur le sens que les Japonais donnent au mot “renforcement”. Ils craignent qu'il ne s'agisse en fait d'un regroupement encore plus complet des leviers de commande entre les mains des autorités d'occupation. Celles-ci estimeraient en effet que le mécanisme gouvernemental et administratif du régime WANG TSING WEI est compliqué, trop vaste et hors de proportion avec le travail effectif qu'il a à fournir. On redoute donc des suggestions dans

¹ Le 23 octobre 1942, Zhou Fohai déclara à l'ambassadeur Shigemitsu : « la Chine et le Japon devraient chacun faire leur autocritique [*fanxing zize* 反省自責], plutôt que de rejeter la faute sur l'autre et de se critiquer mutuellement. Aux Japonais affirmant que nous n'agissons pas ou que nous sommes des incapables, je réponds que leur pays ne nous laisse pas la liberté d'agir. C'est un débat sans fin qui ne règle rien [*xunhuan lunzheng, yu shi wuji* 循環論爭, 於事無濟] ». Shigemitsu opina du chef (ZR, p. 661).

² Voir la partie 3.3.3.3.

³ Salade (Nanjing) à l'ambassadeur de France en Chine, « Gouvernement de Nankin », télégrammes n°62-66, 25 juin 1942, ADF 327. La rumeur sur ces « compressions administratives » (*ibid.*) imminentes accompagna celle concernant le remplacement de Wang Jingwei à la présidence du Yuan exécutif pour mettre fin au cumul de cette charge avec celle de *zhuxi* (partie 3.2.3.3).

⁴ Lettre de Wang Jingwei à Chen Gongbo, 20 juill. 1942, AH 118-010100-0039-043.

le sens de la suppression de certains yuans, de la réduction du nombre de fonctionnaires et de l'introduction de nouveaux conseillers japonais dans les administrations chinoises.¹

Cette incertitude quant aux réformes institutionnelles à venir en Chine était liée à celles en cours à Tokyo. Les dirigeants de Nanjing venaient d'apprendre, le 2 septembre, la création du ministère de la Grande Asie orientale sans connaître la politique qu'il mènerait². Le 9 septembre 1942, Zhou Fohai reçut la visite du conseiller économique suprême Aoki Kazuo, qui ne savait pas encore qu'il allait prendre la tête de ce dernier, ou tout du moins fit comme si c'était le cas. Il déclara à Zhou :

Concernant la position du gouvernement [de Nanjing], il ne faut pas se réjouir trop vite. Certes, cette centralisation [sous le ministère de la Grande Asie orientale] marque un progrès, car elle réduit vos interlocuteurs dans la négociation. Cependant, si les dirigeants [de ce ministère] ne comprennent pas ce qu'est la collaboration sino-japonaise au sens noble du terme³, et ne connaissent pas l'essence de la politique de renforcement du Gouvernement national [*bu an guofu qianghua zhi yaozhi* 不諳國府強化之要旨], alors je crains que la domination japonaise sur la Chine [*Zhongguo zhi tongzhi* 中國之統制] ne soit encore accrue. Pour savoir ce qu'il en sera, il nous faut attendre de connaître le nom du futur ministre⁴.

On comprend ici qu'au sein même du camp japonais, le « renforcement » avait un sens différent selon qu'il était défendu par des proches du gouvernement de Nanjing, tel Aoki, ou par des partisans d'une ligne plus dure, pour qui ces réformes ne viseraient qu'à renforcer l'emprise du Japon sur la Chine. Zhou répondit à Aoki que, si la politique chinoise du Japon était déjà arrêtée, alors n'importe quelle personne convenait. À l'entendre, toutefois, il avait le sentiment que Tokyo ne s'était pas encore décidé au sujet du renforcement de Nanjing. Aoki le rassura sur ce point, en révélant au passage l'hypocrisie de son pays jusqu'ici :

Le Japon a déjà fixé le cap en faveur d'un renforcement du Gouvernement national. Par le passé, il ne s'agissait que d'un slogan de propagande. En réalité, absolument rien n'a été fait pour un véritable renforcement [*shiji hao wu qianghua shishi* 實際毫無強化事實]. Tout ça est de la faute des dirigeants, en particulier du fait que les fonctionnaires de rangs intermédiaire et inférieur ne comprennent pas la politique [qui devrait être appliquée] [*zhong xia ji shiwuguan bu ming zhengce* 中下級事務官不明政策]⁵.

La mission évoquée par Pierre Salade fut annoncée le 28 août 1942 et quitta Tokyo le 17 septembre⁶. Cette délégation spéciale était menée par l'ancien premier ministre Hiranuma Kiichirō, l'ancien ministre des Affaires étrangères Arita Hachirō, et l'ancien ministre des

¹ Salade (Nanjing) à l'ambassadeur de France en Chine, « Gouvernement de Nankin », télégrammes n°95-96, 15 sept. 1942, ADF 327.

² Sur leur réaction, voir la partie 1.3.1.1.

³ [*bu ming Zhong-Ri hezuo zhi datu* 不明中日合作之大體]. Il semble que Zhou traduisent les propos d'Aoki en utilisant la notion de *datu* dans le sens de « noble part », c'est-à-dire, chez Mencius, la part du cœur, par opposition aux sens, ou « moindre part » (*xiaoti* 小體) (*GR*). Autrement dit, une politique de collaboration généreuse par opposition à un chauvinisme privilégiant les seuls intérêts nippons.

⁴ *ZR*, p. 646.

⁵ *Ibid.*

⁶ *ZR*, p. 647, n.2.

Colonies Nagai Ryūtarō (1881-1944)¹. Elle comprenait en tout 18 membres issus du Kōa.in, du Gaimushō, du ministère des Finances, et des ministères de la Guerre et de la Marine².

Durant leur séjour à Nanjing, les délégués participèrent à de nombreuses discussions avec les responsables chinois. Le 26 septembre, notamment, Zhou Fohai affirme leur avoir déclaré que son gouvernement n'était « pas pleinement libre dans le choix de son personnel et dans son administration ». Si les choses ne changeaient pas, poursuivit-il, il serait impossible de le renforcer. Il soumit un certain nombre de propositions pour y remédier³.

Le rapport que fit Pierre Salade de la mission Hiranuma, étayé par « quelques informations de caractère confidentiel [...] obtenues d'une source généralement bien informée », révèle des divergences quant au contenu du « renforcement » :

Touchant la nécessité d'une réforme administrative, les suggestions japonaises ont trouvé les milieux politiques de Nankin préparés [...]. On s'est efforcé d'opposer une fin de non recevoir catégorique aux conseils de la mission japonaise mais on espère, tout en paraissant les suivre, conserver aux prochaines modifications un caractère aussi limité que possible : on se contenterait d'incorporer certaines commissions, jusqu'alors autonomes, aux ministères dont elles devraient normalement dépendre. Les réductions de personnel seraient ainsi peu importantes. Une manœuvre, qui a échoué, avait été tentée pour supprimer au moins un yuan en faisant offrir à M. WEN TSONG YAO [Wen Zongyao], président du yuan judiciaire, le poste d'ambassadeur à Tokio, qu'il a décliné. On estime que les cinq yuans seront très probablement maintenus.⁴

À en croire l'informateur de Salade, les négociateurs chinois voulaient donc éviter que le « renforcement » ne prenne la forme d'un remaniement drastique remettant en cause le système des cinq Yuans et l'équilibre politique assuré par la distribution de prébendes. Plus qu'une réorganisation institutionnelle, le groupe de Wang espérait une réforme politique dans le sens d'un accroissement de son autonomie.

La décision de lancer la politique de « renforcement » se fit le 20 novembre 1942 à Tokyo, lors d'une réunion entre le premier ministre Tōjō Hideki, le ministre fraîchement nommé de la Grande Asie orientale, Aoki Kazuo, l'ambassadeur auprès de Nanjing, Shigemitsu Mamoru ainsi que le chef de la mission envoyée en septembre, Hiranuma Kiichirō. Peu après, Wang Jingwei fut invité

¹ Il dirigeait alors le Département pour l'essor de l'Asie au sein de l'Association de soutien au Trône (*taisei yokusankai kōakyoku* 大政翼賛会興亜局).

² « Kokumin seifu e tōhō shisetsu 国民政府へ答訪使節 (Envoi d'une délégation auprès du gouvernement chinois) », *AS*, 29 août 1942, p. 1 ; Henry Cosme à Vichy, « Mission Hiranuma à Nankin », télégrammes n°1209-1211, 18 sept. 1942, ADF 327. L'expression « *tōhō* 答訪 » (litt. : visite en réponse) provenait du fait que cette délégation fut présentée comme retournant les visites effectuées par Wang Jingwei en juin 1941 et par Chu Minyi au printemps 1942. Venant s'ajouter aux articles sur l'« excitation extraordinaire » des Chinois à l'annonce de l'ambassade, ce prétexte visait à donner l'impression que celle-ci n'était pas l'expression d'un *Diktat* nippon (« Nankin no kangei junbi ; Jūkei e no eikyō shinkoku 南京の歡迎準備 重慶への影響深刻 (Préparatifs pour accueillir la délégation à Nanjing ; un sérieux coup porté à Chongqing) », *AS*, 29 août 1942, p. 1).

³ *ZR*, 26 sept. 1942, p. 652.

⁴ Salade (consulat de Nanjing) à l'ambassadeur de France, « Mission japonaise à Nankin », télégrammes n°106-110, 2 oct. 1942, ADF 327.

à se rendre au Japon pour mettre au point la « nouvelle politique chinoise », ce qu'il fit du 19 au 27 décembre¹.

À Nanjing, le flou régnait encore au sujet des modalités de la transformation du gouvernement de Wang Jingwei en un « régime de guerre » (*zhanshi tizhi* 戰時體制). Revenant sur ses hypothèses de l'automne, Pierre Salade affirma, en fin d'année, que :

Les réformes administratives et les changements de personnel qui doivent accompagner l'entrée en guerre du Gouvernement de NANKIN donnent lieu à de nombreuses suppositions souvent contradictoires. Selon la majorité de l'opinion, les projets japonais, qui ne coïncident pas absolument avec les désirs chinois seraient les suivants : Des cinq yuans existant actuellement, un seul, le Yuan Exécutif, subsisterait. Un nouveau Yuan, le « Yuan de projets » serait créé.²

Ces prédictions ne se réalisèrent pas : le système des cinq Yuans survécut à la refonte de 1943.

Celle-ci débuta le 9 janvier, jour de la déclaration de guerre, par la décision de former un Conseil suprême de défense nationale (*zui gao guofang huiyi* 最高國防會議). Le Comité politique central ne se réunirait désormais plus qu'une seule fois par mois, remettant le reste du temps ses pouvoirs au Conseil suprême, qui tiendrait ses sessions à un rythme hebdomadaire. Ses prérogatives législatives furent renforcées, formalisant la concentration des pouvoirs déjà exercée par le Comité politique central. Les dirigeants des principaux organes du GMD, de l'armée et du gouvernement y siégeaient (Tableau 4.4). Les postes de secrétaire général (*mishuzhang*) et de vice-secrétaires furent assurés par ceux du Comité politique central, à savoir Zhou Fohai pour le premier, Chen Chunpu et Luo Junqiang pour les seconds³

Cette réforme s'inspirait de celle opérée au début de la guerre sino-japonaise par le Gouvernement nationaliste. Le 11 août 1937, il s'était doté, lui aussi, d'un Conseil suprême de défense nationale⁴, dans le but de centraliser les prises de décision des trois grandes sphères du régime (parti, gouvernement et armée), afin de rendre la chaîne de commandement plus simple et plus efficace⁵.

¹ WZQS, p. 1580-1581.

² Salade (Nanjing) à l'ambassadeur de France, « Gouvernement de NANKIN », télégrammes n°143-145, 29 déc. 1942, ADF 327.

³ « Zuigao guofang huiyi zuzhi gangyao 最高國防會議組織綱要 (Principes de l'organisation du Conseil suprême de défense nationale) », 13 janv. 1943 (ZG, n°434, p. 7-8).

⁴ *Guofang zuigao huiyi* 國防最高會議. On note l'emplacement différent du mot « suprême », peut-être destiné à ne pas confondre les deux.

⁵ Li Yunhan, *Zhongguo Guomindang shishu*, op. cit., vol. 3, p. 375-376. Le Comité suprême de défense nationale d'août 1937 était une version améliorée du Conseil de défense nationale (*guofang huiyi* 國防會議), créé le 13 juillet 1936, dont les décisions touchaient à tout ce qui avait trait à l'armée, la mobilisation générale, etc. Ce dernier était lui-même l'héritier du Comité de défense nationale (*guofang weiyuanhui* 國防委員會), créé le 1^{er} janvier 1933. Le Conseil de défense nationale prit de l'importance à la suite d'une loi votée le 4 mars 1937, qui lui conférait, notamment, le pouvoir de donner directement des ordres au gouvernement en matière d'affaires militaires. Pour autant, son rôle était mineur à côté de celui conféré au Conseil suprême (voir Chen Yan 陳雁, *Kangri zhanzheng shiqi Zhongguo waijiao zhidu yanjiu* 抗日戰爭時期中國外交制度研究 (Étude des institutions diplomatiques chinoises durant la Guerre de résistance contre le Japon), Shanghai, Fudan daxue chubanshe, 2002, p. 41-44).

Tableau 4.4. Composition du Conseil suprême de défense nationale (janvier 1943-août 1945)

Nom	Titre	Fonctions au sein du régime de Nanjing	Successeurs
Wang Jingwei	Président 主席	Président du Comité politique central, Président du Yuan exécutif, Président du CAM	Chen Gongbo
Chen Gongbo	Membres 委員	Membre permanent du CAM	–
Zhou Fohai		Vice-pdt du Yuan exécutif, Min. des Finances	–
Wang Yitang		Président du Conseil des aff. politiques de Ch. du N.	Wang Kemin, Wang Yintai
Bao Wenyue		Chef de l'état-major général	Hu Yukun
Ye Peng		Ministre de la Guerre	Xiao Shuxuan
Ren Yuandao		Ministre de la Marine	Ling Xiao
Chen Qun		Ministre de l'Intérieur	Mei Siping
Chu Minyi		Ministre des Affaires étrangères	Li Shengwu
Mei Siping		Ministre du Commerce et de l'Industrie	Chen Junhui
Lin Bosheng		Ministre de la Propagande	Zhao Zunyue

Source : adapté de Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, p. 6.

Note : Les fonctions indiquées sont celles donnant droit à un siège au Conseil suprême de défense. Pour la date à laquelle s'effectuèrent les remplacements, voir l'Annexe 2.5. CAM = Comité des affaires militaires.

Lors de sa session inaugurale, le 13 janvier 1943, le Conseil suprême de défense nationale adopta un « Projet de réforme de la structure administrative » (*gaige xingzheng jigou an* 改革行政機構案)¹. Il se donnait pour principes de favoriser un « système unifié [*danyi zhi* 單一制] » afin de « clarifier les responsabilités de chacun [*ming zeren* 明責任] » et de gagner en « rapidité [*minjie* 敏捷] », le tout sans augmenter les effectifs².

Ce programme se traduisit, tout d'abord, par le transfert du Comité économique national et du Comité de promotion du Mouvement des nouveaux citoyens, qui quittèrent le Yuan exécutif pour être directement rattachés au Gouvernement. Dans le cas de ce dernier, cette réforme participait de la relance d'une politique centralisatrice aux dépens de la Xinminhui en Chine du Nord³. Par ailleurs, le ministère du Personnel passa sous le contrôle du Yuan exécutif⁴.

Le deuxième aspect de la refonte de janvier 1943, fut la diminution du nombre de comités, dont plusieurs furent transformés en ministères, tandis que d'autres étaient supprimés. Le Comité de direction des mouvements sociaux, qui avait remplacé le ministère des Affaires sociales en août 1941, fusionna avec le Comité de secours aux sinistrés (*zhenwu weiyuanhui* 賑務委員會) pour former le ministère du Bien-être social (*shehui fuli bu* 社會福利部)⁵. Tout en espérant reprendre la main sur la mobilisation sociale, son ministre, Ding Mocun, comptait faire de lui un équivalent

¹ ZG, n°435, p. 5-7 (également cité dans *WZQS*, p. 1192-1193).

² ZG, n°435, p. 5. Voir l'organigramme sur lequel déboucha la réforme (Annexe 2.18)

³ Il fallait que « la population dans son ensemble exécute les ordres de manière uniforme [*quanguo guomin yizhi fengxing* 全國國民一致奉行] ». Dans ce but, des membres du bureau de l'Éducation du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord et de la Xinminhui furent invités à siéger dans le Comité de promotion du Mouvement des nouveaux citoyens. Nous avons vu que cette tentative d'absorption fut un échec (partie 3.3.3.2).

⁴ Voir la partie 5.1.1.2.

⁵ *Ibid.*, p. 5.

chinois du ministère de la Santé et du Bien-être (*Kōseishō* 厚生省), créé en 1938 pour administrer l'État-providence nippon¹. De même, le Comité de gestion des vivres (*liangshi guanli weiyuanhui* 糧食管理委員會), créé en juillet 1940, fut promu au rang de ministère des Vivres (*liangshibu* 糧食部)², tandis que le Comité d'hydraulique (*shuili weiyuanhui* 水利委員會)³ fusionna avec le ministère des Communications pour donner naissance au ministère des Travaux publics (*jianshebu* 建設部). À l'inverse, les comités faisant figures de coquilles vides furent supprimés pour devenir de simples bureaux : le Comité des zones frontalières (*bianjiang weiyuanhui* 邊疆委員會) devint le bureau des Affaires frontalières (*bianwu ju* 邊務局), au sein du ministère de l'Intérieur⁴, et le Comité des Affaires des Chinois d'outre-mer (*qiaowu weiyuanhui* 僑務委員會) garda le même nom, mais comme simple bureau du ministère des Affaires étrangères.

Le troisième aspect de la réforme concerna la fusion des organes du Yuan exécutif *stricto sensu* – Secrétariat (*mishuchu* 秘書處), bureau des Affaires juridiques (*fazhiju* 法制局) et bureau des Conseillers (*canshiting* 參事廳) – sous la direction d'un secrétaire général (*mishuzhang* 秘書長)⁵. En outre, la simplification des postes de vice-ministres (un par ministère au lieu de deux), dont il a déjà été question, put enfin être appliquée. Si elle supprima un rouage, cette dernière réforme n'allégea pas pour autant la part du budget de l'État consacrée au salaire de ses dirigeants. Lors du 3^e Conseil suprême de défense nationale, le 28 janvier 1943, Wang Jingwei s'inquiéta du nombre de personnes concernées par la suppression des postes de vice-ministre, et proposa de recaser les plus anciens d'entre eux (« *zishenzhe* 資深者») comme commissaires aux affaires politiques du Yuan exécutif (*xingzhengyuan zhengwu weiyuan* 行政院政務委員)⁶. Cette charge « prestigieuse mais dénuée de pouvoir » (*wei zhong quan jing* 位重權輕) avait été créée lors de la réforme d'août 1941 afin d'éviter les dissensions nées du remaniement⁷. En tout, elle fut attribuée à dix personnes⁸. Zhou Fohai s'opposa à cette proposition au motif qu'il ne convenait pas d'« ajouter

¹ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 55.

² Voir les parties 6.2 et 6.3.

³ À son sujet, voir la thèse remaniée d'Ogasawara, *Nitchū sensōki ni okeru Ō Seiei seiken...*, *op. cit.*.

⁴ Son inutilité n'était pas dissimulée, puisque le projet de réforme justifiait ce changement de statut par le fait que ce comité était « extrêmement oisif [*ji xian* 極清閑] » (ZG, n°435, p. 5).

⁵ *Ibid.*, p. 6.

⁶ ZR, 28 janv. 1943, p. 700.

⁷ Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, p. 9.

⁸ Fu Shishuo, Li Shiqun, *Chen Junhui 陳君慧, *Zhao Zunyue 趙尊嶽, *Chen Jicheng 陳濟成, *Cai Pei 蔡培, Wang Manyun, Su Chengde, Dai Yingfu et Gu Jiwu 顧繼武 (1901- ?) (*ibid.*). On note qu'à l'exception de Chen Jicheng et Chen Junhui, tous deux proches de Wang Jingwei, la majorité d'entre eux étaient issues de la faction de Zhou Fohai et possédaient un pouvoir de nuisance important du fait de leur rôle dans les services spéciaux du régime (Li Shiqun, Su Chengde, Wang Manyun et Gu Jiwu notamment). En leur attribuant une prébende en compensation d'un changement de poste, Wang cherchait à se protéger. Cf. la critique de Zhou Fohai contre le manque de courage de Wang, lors de la suppression du poste de ministre de la Police en août 1941 (partie 4.1.3.1). C'est là une nouvelle preuve du poids qu'avait le n°76 en Chine centrale.

un nombre excessif de postes redondants [*lan yi rongyuan* 濫以冗員] » au sein du Yuan exécutif, notant que la moitié des six commissaires étaient également ministres. Il préconisa de supprimer ce poste et de le remplacer par une nouvelle charge au sein du Gouvernement *stricto sensu*¹. Ce fut chose faite, peu après, avec la création du poste de conseiller en affaires politiques (*zhengwu canzan* 政務), qui vint s'ajouter à celui de conseiller (*canshi* 參事), déjà occupé par plusieurs dizaines de personnes².

Autre contribution de Zhou Fohai, il proposa le 10 janvier, que les nouveaux ministères formés à partir de la fusion de deux organismes ne puissent recruter leur personnel que parmi les agents employés par ces derniers, ceci afin d'« éviter les conflits » qui s'étaient produits lors des précédents remaniements³.

La simplification de la structure administrative annoncée le 13 janvier 1943 fut donc toute relative. Du reste, l'organigramme ne tarda pas à s'étoffer de nouveau, au cours de l'année. Par exemple, les compétences du Service de l'hygiène (*weishengsi* 衛生司), au sein du ministère de l'Intérieur, furent renforcées avec la création, le 20 avril 1943, d'un Bureau de l'hygiène (*weishengshu* 衛生署) sous l'autorité directe du Yuan exécutif⁴. Par ailleurs, la création de comités reprit de plus belle. Au moment du dernier remaniement, le 30 mai 1945, la structure du seul Yuan exécutif était plus importante que jamais, avec pas moins de 34 organes⁵.

Cette inflation fit l'objet de nouvelles critiques japonaises, par l'intermédiaire du principal quotidien nippon en Chine, le *Tairiku shinpō*. Dressant, en mars 1944, le bilan du gouvernement de Wang Jingwei en matière de rationalisation administrative, celui-ci revint sur les réformes successives. Il conclut que, dans la situation actuelle, de nombreux progrès restaient à accomplir. Le *Tairiku* dénonça, en particulier, le fait que la mission de certains ministères aurait pu être remplie par de simples bureaux. Plus grave, des organismes n'avaient « pas la moindre tâche à accomplir, par exemple les organes ne relevant pas du Yuan exécutif et du Comité politique central »⁶. Dans son éditorial du 1^{er} mai 1944, intitulé « Augmentons l'efficacité du gouvernement » (*kokufu kinō no nōritsuka* 国府機能の能率化), le journal attribua ces dysfonctionnements au besoin qu'avait eu le régime de Nanjing de « faire État » au moment de sa création : « lors du retour à la capitale, le Gouvernement national devait nécessairement donner à ses organes centraux une taille imposante afin d'impressionner [*iyō wo shimesu* 威容を示す] ».

¹ ZR, 28 janv. 1943, p. 700-701.

² MZN, p. 1034.

³ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 10 janv. 1943, AH 118-010100-0036-060. Cette proposition fut reprise dans le dernier point du « Projet de réforme » adopté le 13 janvier (ZG, n°435, p. 7).

⁴ Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, p. 16.

⁵ 11 ministères, 4 bureaux (*shu* 署 et *ju* 局), 2 centres (*suo* 所) et 17 comités (*ibid.*, p. 11).

⁶ « Gyōsei no kansōka wo sokushin 行政の簡素化を促進 (Accélérons la simplification de l'administration) », *Tairiku shinpō*, 2 mars 1944, p. 2.

C'est de là, selon l'éditorial, qu'était partie l'inflation continue de l'appareil et des effectifs bureaucratiques¹.

La fin de la guerre fut l'occasion d'une dernière tentative de répondre à ces critiques.

La bataille décisive (et perdue) de la simplification administrative

Alors que la défaite allemande semblait inéluctable et que le front de la Guerre du Pacifique se rapprochait de l'archipel, laissant présager un débarquement allié, le Japon se prépara à la « bataille décisive pour le territoire national » (*hondo kessen* 本土決戰). Comme après décembre 1941, cette intensification de l'état de guerre nippon se traduisit, en Chine, par une nouvelle réforme administrative. Le 30 mai 1945, le Conseil suprême de défense nationale examina le « Projet de réforme de la structure du Yuan exécutif et des organes dépendant de lui pour la période de guerre décisive » (*juezhhan shiqi xingzhengyuan ji suo shu ge bu shu fushu jigou gaige fang'an* 決戰時期行政院及所屬各部署附屬機構改革方案), adopté par le Conseil du Yuan exécutif le 22 mai². Comme son prédécesseur de janvier 1943, ce plan visait essentiellement à débarrasser l'organigramme des nombreux comités qui s'étaient créés depuis, en les intégrant à un ministère. Parmi eux, le Comité pour la promotion de l'efficacité administrative serait supprimé et sa mission remplie par un seul de ses membres au sein du secrétariat du Yuan exécutif³. Certaines des compressions administratives déjà réalisées en 1943 furent poussées à leur terme, comme dans le cas du bureau des Affaires frontalières, qui fut supprimé pour la bonne raison qu'il ne serait pas en mesure de remplir sa mission d'inspection du Tibet et du Xinjiang avant la réalisation de la « paix complète »⁴. Contrairement à ses prédécesseurs, ce plan de réforme n'eut pas le temps d'échouer. Il était encore à l'état de projet lorsque le gouvernement collaborateur de Nanjing fut dissous.

¹ Cité dans Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 38.

² *ZZW*, vol. 25, p. 230-242 ; *XH*, vol. 31, p. 46-57 (également cité dans Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, p. 11).

³ *XH*, vol. 31, p. 48.

⁴ *Ibid.*, p. 49.

4.2. Une histoire institutionnelle et politique de l'administration locale

À l'image du régime nationaliste réfugié après 1949 à Taiwan, qui prolongea durant plusieurs décennies la fiction selon laquelle il contrôlait l'ensemble de la Chine, il existait un décalage flagrant entre le territoire sur lequel était censé s'exercer l'autorité du gouvernement de Wang Jingwei et l'îlot qu'il contrôlait de fait¹. Ce décalage n'échappait pas aux contemporains, comme en témoignent les difficultés qu'eut le gouvernement de Nanjing à trouver un candidat pour le poste de directeur du Comité des zones frontalières (*bianjiang weiyuanhui*), dont la taille ne cessa, nous l'avons vu, d'être réduite, jusqu'à ce qu'il disparaisse tout à fait. Ce comité était le sujet de moqueries jusque dans les rangs des dirigeants chinois et japonais de l'État d'occupation, qui avaient bien conscience que ces « frontières » n'excédaient guère, en mars 1940, les murailles de la capitale².

La construction de l'administration territoriale sous le gouvernement de Wang Jingwei, après le « retour à la capitale », consista d'abord dans la prise de contrôle des structures locales existantes. Débutée sans grand succès par le Gouvernement réformé entre 1938 et 1940, cette entreprise de centralisation s'intensifia, mais rencontra de nombreux obstacles. Comme au sommet de l'État, le groupe de Wang Jingwei dut composer avec la présence des collaborateurs de la première heure et de leurs patrons japonais. À ce processus d'intégration, s'ajouta par la suite un processus d'expansion, à la fois vertical (mise en place des structures semi-bureaucratiques sous l'échelon du district, à l'occasion notamment du *qingxiang*) et horizontal (création de nouveaux gouvernements de district dans les zones rendues par l'armée japonaise).

Nous tenterons, dans un premier temps, de dégager les principales tendances de ce processus en analysant les nombreuses réformes institutionnelles que connut l'administration locale entre 1940 et 1945. Il conviendra, ensuite, de quitter ce point de vue formel pour écrire une histoire politique de l'expansion du régime de Nanjing dans les provinces placées sous son autorité théorique. Enfin, nous reviendrons sur l'épisode le plus marquant de cette histoire – la Campagne de pacification rurale – qui fut une tentative de repousser non seulement les limites du centre dans l'État, mais celles de l'État, lui-même, dans la société.

¹ Voir notre carte des zones d'influence des gouvernements collaborateurs (Annexe 1.4) ainsi que le tableau comparatif du nombre de villes et districts contrôlés officiellement par le Gouvernement nationaliste avant-guerre (11 villes/1793 districts) et par le gouvernement de Wang Jingwei (5/168), ainsi que par le Conseil des affaires politiques de Chine du Nord (7/344) en février 1944 (Annexe 2.19).

² *WKS*, p. 119.

4.2.1. Les réformes successives des structures territoriales

La pertinence d'une approche consistant à replacer la formation de l'État d'occupation dans un temps plus long que celui de la seule guerre sino-japonaise apparaît de manière évidente dans l'étude institutionnelle de l'administration locale. En suivant les réformes des structures bureaucratiques menées par le gouvernement de Wang Jingwei, il est possible de dégager des cycles de centralisation, à l'échelon central ou aux échelons locaux, qui révèlent les continuités existant entre l'avant-guerre, la période de l'occupation et l'après-guerre. Dans le même temps, cette approche met au jour certaines innovations institutionnelles apportées par les collaborateurs et donc leur contribution à la construction de l'État chinois moderne. Nous verrons d'abord comment le *huandu* juridique fut progressivement étendu au niveau local en 1940, avant d'analyser les réformes adoptées à partir de 1943 pour rationaliser et renforcer les échelons de l'administration territoriale.

4.2.1.1. Intégration (1940-1942)

L'organisation de l'administration locale à l'époque républicaine peut se résumer à deux variables principales : d'une part, le découpage binaire ou ternaire de sa structure, selon qu'un échelon intermédiaire était ajouté ou non entre les provinces et les districts ; d'autre part, l'organisation interne de ces échelons, selon que le pouvoir y était collégial ou centralisé. L'une et l'autre de ces variables avaient directement à voir avec la nature du contrôle exercé par le gouvernement central sur son administration locale et donc sur l'autonomie de cette dernière. Au sein de chaque variable, le passage d'une organisation à l'autre (structure binaire ou ternaire ; pouvoir collégial ou centralisé) forme des cycles que l'on peut utiliser comme autant de marqueurs de la construction de l'État¹. L'existence même de ces cycles traduit le dilemme auquel se trouvait confrontée toute autorité politique centrale dans la Chine post-impériale :

Early twentieth-century China was both a “disintegrating” territorial state and an “involutionary” one – a state in which territorial partition coincided with a chronic breakdown in differentiation and bureaucratization of the local state apparatus. On the one hand, any central government that failed to retain strong control over its provincial territories ran the risk of surrendering authority to competing political, ideological and military forces. On the other, every central regime was under pressure to grant provinces sufficient authority, skills and resources to enable them to oversee the greater state-building project at county, town and village levels. As a result, although each national regime sought to create a modern, differentiated and bureaucratic national state on the site of an (increasingly remote) imperial one, not all showed similar enthusiasm for surrendering sufficient autonomy to provinces to penetrate the smallest units of human settlement in pursuit of local community mobilization and efficient revenue collection. [...] Throughout the Republic, successive central governments tried to reduce the number of administrative echelons from three to two, and to

¹ Sur les origines de ces variables à l'époque impériale, voir John Fitzgerald, « The province in History », in Idem (dir.), *Rethinking China's Provinces*, Londres, Routledge, 2002, p. 16 *sqq.*

place strict limits on the autonomy of the province, with the aim of establishing more direct communications between the center and the counties.¹

Avant d'expliquer la manière dont le gouvernement de Wang Jingwei s'inscrivit dans ce processus, il est nécessaire de revenir sur la situation qui prévalait avant l'occupation.

Dialectique de la structure bureaucratique dans la Chine d'avant-guerre

Sous Yuan Shikai, le passage à deux niveaux fut tenté avant que l'échelon intermédiaire du circuit (*dao* 道) ne soit réintroduit en 1914. Le programme étatique de Sun Yat-sen privilégiait un système binaire dans lequel les gouvernements provinciaux étaient affaiblis au profit d'un lien fort entre le centre et les districts. À partir de 1928, le Gouvernement nationaliste appliqua ce programme en supprimant l'échelon du circuit et en organisant les gouvernements provinciaux selon le système collégial du comité (*shengzhengfu weiyuanhui* 省政府委員會)². Sélectionné par le gouvernement central parmi les membres du comité, son président (*zhuxi* 主席) faisait figure de *primus inter pares*. Ces membres cumulaient souvent la direction de l'un des organes exécutifs du gouvernement provincial. L'affaiblissement de cet échelon provenait du fait que ces organes fonctionnaient de manière décentralisée. Ils étaient sous l'autorité directe des organes correspondants du gouvernement central : le ministère des Finances (*caizhengbu* 財政部), par exemple, communiquait directement ses ordres au bureau provincial des Finances (*caizhengting* 財政廳), sans passer par le président du gouvernement provincial. Les bureaux provinciaux, servaient, eux-mêmes, de courroies de transmission entre les ministères du gouvernement central et les bureaux (*ju* 局) correspondants à l'échelon des villes et des districts. Autrement dit, la décentralisation de l'échelon provincial favorisait une centralisation au profit du Yuan exécutif. Toutefois, le système du comité (*weiyuanzhi* 委員制) ne fonctionnait bien que dans les limites de la province servant de siège au Gouvernement nationaliste : le Guangdong de 1925 à 1927, le Jiangsu de 1927 à 1937, le Sichuan de 1938 à 1945 et Taiwan après 1949. En revanche, il manquait d'efficacité dans les provinces moins bien contrôlées par le centre³. Ce fut le cas dans le Jiangxi et les autres provinces où Jiang Jieshi mena, à partir de novembre 1930, plusieurs campagnes d'encerclement et de suppression (*weijiao* 圍剿) contre les soviets du PCC. Dans le cadre de ces opérations militaires, son quartier général rétablit un échelon intermédiaire entre le gouvernement provincial et les districts. En juillet 1932, les provinces du Hunan, du Hubei et de l'Anhui furent ainsi divisées en zones d'inspection administrative (*xingzheng ducha qu* 行政督察區). Le mois suivant, cette mesure fut étendue par le Yuan exécutif aux provinces voisines, dont

¹ *Ibid.*, p. 21.

² *Ibid.*, p. 22.

³ *Ibid.*, p. 23.

les gouvernements locaux purent établir des bureaux d'inspection administrative (*xingzheng ducha zhuanyuan gongshu* 行政督察專員公署)¹. Deux systèmes coexistèrent dès lors : celui en vigueur dans les zones de combat, où cet échelon intermédiaire permettait au quartier général de Jiang Jieshi d'exercer un contrôle étroit sur les districts, et son équivalent civil dans les autres provinces, où il était une extension des gouvernements provinciaux². Afin de ne pas remettre en cause le système à deux échelons cher à Sun Yat-sen, le caractère provisoire de ces organismes *ad hoc* était souligné par l'emploi d'une terminologie différente pour les désigner : *xingzhengqu ducha* 行政區督察 au Jiangsu, *shouxi xianzhang* 首席縣長 dans l'Anhui ou encore *xianzhang ducha zhuanyuan* 縣長督察專員 au Zhejiang³. En mars 1936, le Gouvernement nationaliste unifia ces systèmes militaire et civil et, le 15 octobre, révisa en profondeur l'organisation des gouvernements provinciaux pour leur donner une plus grande autonomie. L'échelon provincial fut centralisé ce qui entraîna un renforcement sensible des pouvoirs des présidents de comité. Désormais, toutes les communications administratives entre les bureaux provinciaux et le gouvernement central devaient passer par eux. Nanjing n'eut pas le temps d'étendre cette réorganisation à toutes les provinces avant que la guerre sino-japonaise n'éclate en juillet 1937⁴. Dans l'analyse qu'en donne John Fitzgerald, l'évolution de la politique du Gouvernement nationaliste en matière d'administration locale au cours de la « décennie de Nankin » forme un cycle :

Each new centralizing regime, on its accession to power, tried to constrain provincial governments but later sought to enlist them in the struggle to maintain regime credibility. So there is a detectable pattern of centralization and relaxation in central-provincial relations from the start to the end of the Republican and Nationalist periods. The Republican Government of 1912 and the Nationalist Government of 1928 each tried to establish strong central control immediately on accession before settling into a modified centralist model that eliminated some of the excesses of over-centralization.⁵

Il s'agit maintenant de tester ce modèle sur le cas du gouvernement collaborateur de Nanjing.

¹ Cet échelon intermédiaire ne relevait pas seulement d'une construction étatique par le haut. Dans beaucoup de provinces, cette construction revint, en réalité, à formaliser des institutions créées par les gouvernements provinciaux, mais qui n'étaient jusque-là pas reconnues comme légales par le Yuan législatif. Voir l'étude très complète de Shen Huai-yu 沈懷玉, « Xingzheng ducha zhuanyuan zhidu zhi chuangshe, yanbian ji gongneng 行政督察專員制度之創設、演變及功能 (Création, évolution et fonctions du système des inspecteurs administratifs) », *Zhongyang yanjiuyuan jindaishi yanjiusuo jikan*, vol. 22, juin 1993, p. 423-459.

² *Ibid.*, p. 23-24.

³ Li Jinxiu, *Zhongguo jindai zhengzhi...*, *op. cit.*, p. 328.

⁴ Fitzgerald, « The province in History », *art. cit.*, p. 24.

⁵ Fitzgerald ajoute que ce relâchement du contrôle exercé par le centre sur les provinces se renforça encore à la toute fin de chaque cycle par une « décentralisation d'autorité de dernière minute », que ce soit, en 1923, par la Constitution de Cao Kun 曹錕 (1862-1938) en pleine fièvre fédéraliste, ou par celle de Jiang Jieshi en 1946. Il suggère que ce cycle fut reproduit par les Communistes après 1949 (*ibid.*, p. 35).

Les gouvernements provinciaux

En 1940, le régime de Wang Jingwei rétablit le système du comité de gouvernement provincial, mettant fin à celui du gouverneur de province (*shengzhang zhi* 省長制) qui était officiellement en vigueur sous le Gouvernement réformé¹. Justifiées par le « retour à la capitale », ces mesures ne furent, toutefois, adoptées que progressivement et s'accompagnèrent de quelques modifications notables par rapport à la législation d'avant-guerre. L'organisation de l'administration locale héritée du Gouvernement réformé resta en effet en place pendant plusieurs mois après le *huandu*, signe de la lente institutionnalisation du régime. Bastion du clan familial de Wang Jingwei, le Guangdong fit exception, puisque le système collégial y fut réintroduit dès le 24 avril 1940. Cette réorganisation attendit le 20 juin pour le Jiangsu, le 19 septembre pour l'Anhui, et le 3 octobre pour le Zhejiang et le Hubei². Nous verrons que, dans ce dernier cas, cette intégration formelle ne s'accompagna pas d'une prise de contrôle effective de l'administration de Wuhan par Nanjing. Le 5 novembre 1940, enfin, le gouvernement de Wang Jingwei adopta formellement la « Loi organique des gouvernements provinciaux » (*sheng zhengfu zuzhifa* 省政府組織法)³. Désireux de prendre rapidement le contrôle des structures locales aux dépens des collaborateurs de la première heure, il privilégia une organisation semblable à celle conçue au début de la « décennie de Nankin », censée faire des gouvernements provinciaux l'échelon le plus bas du gouvernement central plutôt que le sommet de l'administration locale.

Une des modifications apportées par le régime de Wang Jingwei consista à augmenter les effectifs des comités provinciaux, à des fins clientélistes. De 7 à 9 membres dans la loi organique de 1928, ceux-ci passèrent de 9 à 11 en 1940. Outre un comité, les gouvernements provinciaux devaient comprendre un secrétariat (*mishuchu* 秘書處), un bureau des Affaires civiles (*minzhengting* 民政廳)⁴, des Finances (*caizhengting* 財政廳), de l'Éducation (*jiaoyuting* 教育廳), des Travaux publics (*jiansheting* 建設廳), ainsi qu'un bureau du Commerce et de l'Industrie (*shiyeting* 實業廳) si nécessaire. Chacun de ces organes était dirigé par un chef de bureau (*tingzhang* 廳長) sélectionné par le Yuan exécutif parmi les candidats recommandés par le Comité du

¹ Sur l'organisation formelle de l'administration provinciale sous le Gouvernement réformé, voir son « Règlement organique des gouvernements provinciaux » (*sheng zhengfu zuzhi tiaoli* 省政府組織條例) promulgué en juin 1938 (*Zhengfu gongbao* 政府公報 (Journal officiel [du Gouvernement réformé]), n°9, 6 juin 1938, p. 5-9).

² Zeng Zhinong, « Ō Chōmei Nankin seifu no chihō seiken ni kan suru ichi kōsatsu : Kachū chiiki gyōsei shisutemu no saiken katei wo megutte 汪兆銘南京政府の地方政權に関する一考察：華中地域行政システムの再建過程をめぐって (Une étude de l'administration locale du gouvernement de Wang Jingwei : le processus de reconstruction du système administratif en Chine centrale) », *Chikaki ni arite* 近きに在りて, n°40, déc. 2001, p. 27-29.

³ *WZQS*, p. 523.

⁴ Cet organe était une sorte de ministère de l'Intérieur local. C'est par lui que passaient les nominations et révocations des fonctionnaires de district, ainsi que la gestion de la police, de l'hygiène, etc. (*ibid.*, p. 524).

gouvernement provincial et approuvé par le gouvernement central¹. D'autres organes virent le jour au moment de la première grande réforme de ce dernier, en août 1941² : des branches provinciales du Comité de direction des mouvements sociaux (*shehui yundong zhidao weiyuanhui sheng fen hui* 社會運動指導委員會省分會) furent instituées à partir du 16 août, puis des bureaux de gestion des Vivres (*liangshi guanli ju* 糧食管理局) à partir du 23 septembre³. Comme en 1928, la forte décentralisation de l'échelon provincial devait permettre à chaque ministère de transmettre ses ordres aux bureaux correspondants des gouvernements provinciaux et de district⁴.

Dans le cadre du *huandu* juridique, le « Règlement organique provisoire des bureaux d'inspection administrative » (*xingzheng ducha zhuan yuan zuzhi zanxing tiaoli* 行政督察專員組織條例) du 15 octobre 1936 fut rétabli. L'ajout d'un échelon intermédiaire, déjà présent théoriquement dans l'administration locale du Gouvernement réformé⁵, n'entra véritablement dans les faits qu'avec la réforme de cette institution en mai 1944⁶.

L'échelon provincial comprenait également les municipalités spéciales (*tebie shizhengfu* 特別市政府).

Les municipalités

La « Loi organique des villes » (*shi zuzhi fa* 市組織法), adoptée le 3 juillet 1928 et révisée le 20 mai 1930, sur laquelle s'appuya le gouvernement de Wang Jingwei, distinguait deux types de villes : les villes ordinaires relevant, comme les districts, du gouvernement provincial (*sheng guanxia shi* 省管轄市), et celles placées, comme les gouvernements provinciaux, sous l'autorité directe du Yuan exécutif (*xingzhengyuan guanxia shi* 行政院管轄市)⁷. Une circonscription accédait au rang de ville, devenant ainsi autonome par rapport au district dans lequel elle était située, si sa population excédait 300 000 habitants, ou 200 000 mais à condition de remplir un certain nombre de critères en matière de ressources fiscales et de développement économique. Le statut de municipalité spéciale était réservé à la capitale et aux villes comptant plus d'un million

¹ *Ibid.*

² Réforme présentée dans la partie 4.1.3.1.

³ Zeng Zhinong, « Ō Chōmei Nankin seifu no chihō seiken... », art. cit., p. 40. Au sujet de ces derniers, qui devaient assurer la prise de contrôle de la politique de ravitaillement par Nanjing, nous verrons qu'ils restèrent souvent inactifs au début, en raison d'une forte résistance des autorités militaires japonaises locales (partie 6.2.1.1).

⁴ Zeng Zhinong, « Ō Chōmei Nankin seifu no chihō seiken... », art. cit., p. 40.

⁵ Ce dernier avait copié le Gouvernement provisoire en restaurant les circuits (*dao*). Il n'eut, cependant, ni le temps ni les moyens de les mettre en place (parties 2.1.2.2 et 2.1.2.3).

⁶ Comme dans les années 1930, cet échelon intermédiaire fut d'abord introduit dans le cadre des campagnes de répression (le *qingxiang* en l'occurrence), avant d'être généralisé à la fin de la période.

⁷ *WZQS*, p. 530. Pour une présentation des lois municipales durant la « décennie de Nankin », voir Christian Henriot, *Shanghai 1927-1937 : élites locales et modernisation dans la Chine nationaliste*, Éd. de l'EHESS, 1991, chap. 2.

d'habitants ou bien jouant un rôle politique ou économique particulier. Selon la législation d'avant-guerre, l'administration municipale devait théoriquement comprendre quatre échelons de gouvernement autonome (*zizhi* 自治) sous la mairie : les arrondissements (*qu* 區), les quartiers (*fang* 坊), les grandes unités de voisinage (*lü* 閭) et les petites (*lin* 鄰)¹. En 1934, le Yuan législatif révisa la « loi organique des villes » et adopta, en troisième lecture, la « Loi sur le gouvernement autonome des villes » (*shi zizhi fa* 市自治法), mais le Gouvernement national ne promulgua jamais cette dernière².

Ayant reconduit telle quelle cette législation, le gouvernement de Wang Jingwei ne la mit pas plus à exécution. Le président du Yuan législatif et maire de Shanghai, Chen Gongbo, demanda qu'elle soit révisée pour gagner en souplesse et, ainsi, être mieux adaptée à la réalité³. Le 4 juillet 1941, Nanjing promulgua un « règlement organique provisoire des villes » (*shi zuzhi zanxing tiaoli* 市組織暫行條例) qui apporta des modifications notables⁴. Là première concernait la terminologie employée : le nom « ville spéciale » (*tebieshi*), déjà utilisé avant 1930, remplaça celui de « ville sous l'autorité directe du Yuan [exécutif] » (*yuan zhi xia shi* 院直轄市)⁵. Plus important, la coloration « autonome » donnée par le gouvernement d'avant-guerre à sa législation municipale fut supprimée⁶. Ce principe de réalité entraîna, par ailleurs, la suppression de la structure en cinq échelons au profit d'un organigramme simplifié en deux échelons (gouvernement municipal et arrondissements). Enfin, les maires des villes spéciales montèrent en grade afin de renforcer la particularité de ces dernières : de rang 2 (*jianren* 簡任) dans la loi de 1928, ils devaient désormais être de rang 1 (*teren* 特任), par opposition aux maires des villes ordinaires qui restaient, eux, de rang 2 ou 3 (*jianren* 薦任)⁷. Ces amendements visaient à accroître le contrôle du gouvernement central sur les métropoles de la zone occupée, dans le contexte de construction étatique intense qui accompagna le « retour à la capitale » du groupe de Wang. En ce qui concernait l'organisation interne des gouvernements municipaux, elle comprenait six bureaux : Affaires sociales (*shehuiju*

¹ 1 *lin* = 5 foyers (*hu* 戶) ; 1 *lü* = 5 *lin* ; 1 *fang* = 20 *lü* ; 1 *qu* = 10 *fang* (Zeng Zhinong, « Ō Chōmei Nankin seifu no chihō seiken... », art. cit., p. 36).

² *Ibid.*, p. 37. Nous avons vu que l'autonomie locale était l'une des principales promesses non tenues du Gouvernement nationaliste (partie 3.3.3.1).

³ *Ibid.*

⁴ ZG, n°198, p. 8-13.

⁵ Une terminologie similaire avait déjà été rétablie par le Gouvernement réformé dans son « règlement organique des municipalités spéciales » (*tebieshi zuzhi tiaoli*) (*Zhengfu gongbao* (Journal officiel [du Gouvernement réformé]), n°9, 28 nov. 1938, p. 2-4).

⁶ Ce point explique que le règlement organique soit présenté comme « provisoire ». De cette manière, le régime de Wang Jingwei ne reniait pas la promesse d'autonomie locale contenue dans le programme étatique de Sun Yat-sen, mais le remettait à plus tard (Zeng Zhinong, « Ō Chōmei Nankin seifu no chihō seiken... », art. cit., p. 37).

⁷ Nous reviendrons, dans le chapitre suivant, sur la hiérarchie de la fonction publique. Pour un premier aperçu, voir l'Annexe 2.12.

社會局), Police (*jingchaju* 警察局), Finances (*caizhengju* 財政局), Travaux publics (*gongwujū* 工務局), Éducation (*jiaoyujū* 教育局) et Hygiène (*weishengju* 衛生局). À la différence des villes ordinaires, les municipalités spéciales comportaient, en outre, un bureau de la Propagande (*xuanchuanchu* 宣傳處)¹. Le statut de ville spéciale fut décerné à Nanjing, Shanghai, Canton, Wuhan et Xiamen, pour la zone d'influence du gouvernement de Nanjing, et à Beijing, Tianjin et Qingdao, pour celle du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord².

Les gouvernements de district

L'organisation des gouvernements de district (*xian zhengfu*) s'appuya sur la « Loi organique des districts » (*xian zuzhifa* 縣組織法) révisée du 7 juillet 1930. Poursuivant le travail d'« assemblage » débuté par le Gouvernement réformé au printemps 1938, le nouveau régime chercha à uniformiser, en les rattachant à sa structure administrative, les organisations aux formes diverses établies au niveau des districts depuis les premiers comités de maintien de l'ordre formés à l'initiative des forces d'occupation au début de la guerre³. La lenteur de ce processus, que nous étudierons dans le chapitre suivant à travers une prosopographie des fonctionnaires de district, explique que la première modification importante apportée par le gouvernement de Wang Jingwei à l'organisation de cet échelon n'intervint qu'avec l'adoption, le 15 août 1942, du « Règlement organique provisoire des gouvernements de district » (*xian zhengfu zuzhi zanxing tiaoli* 縣政府組織暫行條例). Il visait à clarifier la division, existant avant-guerre, des districts selon trois rangs (*deng* 等), en rationalisant les critères sur lesquels se fondaient ces catégories. Plus largement, il s'agissait de poursuivre l'uniformisation de l'administration de district, dont l'hétérogénéité ne découlait pas seulement de sa reconstruction sous l'État d'occupation, mais existait déjà avant-guerre⁴. Les districts furent évalués en fonction de leur superficie, population et ressources fiscales (*caifu* 財賦). Chacun de ces critères représentait un certain nombre de points au moyen desquels l'ensemble des districts furent classés dans l'une de ces trois catégories. Les circonscriptions présentant une situation particulière, du fait de leur emplacement dans une zone stratégique militairement ou du point de vue des transports, pouvaient être promues d'un rang⁵. À chaque catégorie correspondait une organisation différente : les rangs 1 et 2 comportaient chacun

¹ *WZQS*, p. 532.

² Hankou se vit retirer ce titre à plusieurs reprises et Xiamen ne le reçut qu'en mars 1943 (Annexe 2.6).

³ Voir les annexes 2.1 à 2.3.

⁴ Zeng Zhinong, « Ō Chōmei Nankin seifu no chihō seiken... », art. cit., p. 34.

⁵ *ZG*, n°370, p. 3-13 (également cité dans *WZSQ*, p. 538-539).

trois sections (*ke* 科), contre deux pour les district de rang 3, mais ceux de rang 1 comprenaient plus d'agents par section¹. Cette rationalisation fut également appliquée sous les districts.

Les organisations semi-bureaucratiques

Le terme un peu abscons de « semi-bureaucratie » désigne les échelons de l'administration locale situés en dehors de celle-ci (qui s'arrête aux districts), mais ayant été progressivement intégrés, de manière imparfaite et intermittente, depuis le début du siècle ; raison pour laquelle nous préférons employer cette notion plutôt que celles d'« extra-bureaucratie » ou de « bureaucratie informelle », que l'on trouve parfois. La structure des échelons semi-bureaucratiques évolua tout au long de la « décennie de Nankin », du fait de la contradiction entre le principe d'autonomie locale (*zizhi* 自治), au cœur du programme étatique de Sun Yat-sen, et la construction étatique par le haut menée par le GMD de Jiang Jieshi, qui développa les structures locales pour mieux étendre son contrôle bureaucratique (*guan zhi* 官治)². La « Loi organique des districts » de septembre 1928 prévoyait une organisation en quatre échelons, déjà évoquée plus haut au sujet des municipalités (de rang égal aux districts) : arrondissements (*qu* 區), villages (*cun* 村) ou hameaux (*li* 里), grandes unités de voisinage (*lü* 閭) et petites unités de voisinage (*lin* 鄰). En juin 1929, les villages furent remplacés par les cantons (*xiang* 鄉), qui regroupaient cent foyers pour moins de 50 000 habitants, et les hameaux par des bourgs (*zhen* 鎮) représentant également cent foyers mais plus de 50 000 habitants. Ces réorganisations décidées à Nanjing ne furent appliquées que par un nombre réduit de districts, tandis que d'autres appellations perdurèrent jusque tard dans la décennie³.

En février 1934, la législation sur le gouvernement autonome supprima l'échelon des arrondissements et déclara comme autonomes les trois niveaux inférieurs. Paradoxalement, dans les provinces concernées par les campagnes d'encerclement, Jiang Jieshi institutionnalisait au même moment les arrondissements comme niveau le plus bas de l'administration, en établissant des bureaux d'arrondissements (*qushu* 區署), dont les chefs reçurent un meilleur salaire et un statut de fonctionnaire. Dès janvier 1935, toutefois, le Yuan exécutif demanda que le « Programme de division des districts en arrondissements et d'établissement de bureaux » (*ge xian fen qu she shu banfa dagang* 各縣分區設署辦法大綱), promulgué par Jiang, soit étendu à

¹ ZG, n°370, p. 8-13.

² Philip Kuhn a écrit d'excellentes synthèses au sujet de cette contradiction entre autonomie et contrôle bureaucratique. Voir notamment « Local Self-Government under the Republic: Problems of Control, Autonomy, and Mobilization », in F. Wakeman Jr., C. Grant (dir.), *Conflict and Control in Late Imperial China*, Berkeley, University of California press, 1975, p. 257-298.

³ *Ibid.*, p. 35 ; Wang Qisheng, « Zhanqian Zhongguo de quxiang xingzheng : yi Jiangsu sheng wei zhongxin 戰前中國的區鄉行政：以江蘇省為中心 (L'administration à l'échelon de l'arrondissement et du canton dans la Chine d'avant-guerre à partir du cas de la province du Jiangsu) », *Minguo dang'an*, 2006, n°1, p. 68.

toutes les provinces. Avant même que ces mesures n'aient eu le temps d'être appliquées, une révision de la « Loi sur le gouvernement autonome », en septembre 1936, réorganisa l'administration semi-bureaucratique en trois échelons : cantons (bourgs) ; *bao* 保 ; *jia* 甲¹.

En octobre 1938, l'armée japonaise réinstitua des structures homonymes au Jiangsu, en supprimant toutefois l'échelon de l'arrondissement. Peu après, le Gouvernement réformé adopta des « Statuts organiques provisoires des chefs-lieux et cantons des différents districts » (*ge xian cheng xiang zuzhi zanxing zhangcheng* 各縣城鄉組織暫行章程), qui prévoyaient une structure à quatre niveaux, dont les appellations mêlaient période Beiyang et période nationaliste : chefs-lieux (*cheng* 城) et canton ruraux (*xiang*) ; villages et quartiers (*fang* 坊) ; *bao* ; *jia*².

Ce système, qui n'existait que sur le papier, fut remplacé à partir de juin 1940, par le gouvernement de Wang Jingwei. En vertu du « nouveau rayonnement du *fatong* [*fatong chongguang* 法統重光] », le système d'avant-guerre (arrondissements ; cantons/bourgs ; *bao* ; *jia*) fut rétabli³.

Le 24 octobre 1942, Nanjing promulgua le « Règlement organique provisoire des bureaux d'arrondissement dans chaque district » (*ge xian qushu zuzhi zanxing guicheng* 各縣區署組織暫行規程) destiné à unifier un système encore disparate. Comme le plan de rationalisation des gouvernements de district du 15 août 1942, ce règlement prévoyait un redécoupage de la zone effectivement contrôlée par ces derniers, en fonction d'une série de critères (superficie, population, topographie, transports, situation économique ou encore coutumes locales). Il fixa le nombre des arrondissements de trois à six par district. Le rôle des chefs de bureau d'arrondissement fut lui aussi précisé, tandis que leur contrôle par le magistrat de district se trouva renforcé. Le premier devrait envoyer un rapport mensuel au second, qui était tenu d'inspecter chaque arrondissement de son district au moins une fois par mois⁴.

De même qu'au niveau du gouvernement central, l'année 1942 marqua un tournant dans la réorganisation de l'administration locale. Après les ajustements de la législation d'avant-guerre, durant les deux premières années qui avaient suivi le « retour à la capitale », d'importants changements eurent lieu à partir de 1943.

¹ *Ibid.*, p. 69. Les *bao* et les *jia* fonctionnaient selon le même principe que les *li* et les *lin*, à savoir qu'ils formaient des regroupements de voisinages basés sur un système de surveillance et de responsabilité mutuelles. Comme la notion de *baojia* est bien connue, nous l'utilisons telle quelle.

² Pan Min, *Jiangsu riwei...*, *op. cit.*, p. 62.

³ *Ibid.*, p. 63.

⁴ *WZQS*, p. 540-541.

4.2.1.2. Renforcement (1943-1945)

La grande refonte de l'administration centrale, qui accompagna l'entrée en guerre du gouvernement de Nanjing en janvier 1943, fut étendue à l'administration locale, notamment à l'échelon provincial.

Les gouvernements provinciaux

Lors de sa deuxième session, le 20 janvier, le Conseil suprême de défense nationale adopta un « Projet de modification des gouvernement provinciaux établissant le système du gouverneur » (*sheng zhengfu gaishe shengzhang zhi an* 省政府改設省長制案)¹. Cette réforme était justifiée par la volonté de mettre en place un « système unique [*danyi zhi* 單一制] », alors que jusqu'ici, l'échelon provincial était organisé selon le système du comité, contrairement aux villes et districts qui avaient, respectivement, un maire (*shizhang* 市長) et un magistrat de district (*xianzhang* 縣長). Cette situation provoquait la « confusion quant aux responsabilités de chacun [*zeren bu ming* 責任不明] » et n'avait « pas fait ses preuves en matière d'efficacité [*xiaolü nan zhang* 效率難彰] »². Le poste de président de comité provincial (*sheng zhengfu weiyuanhui zhuxi*) fut remplacé par celui de gouverneur (*shengzhang*). Celui-ci était désormais le seul fonctionnaire provincial de rang 1 (*teren*), et non plus un *primus inter pares*. Il était directement responsable devant le président du Yuan exécutif et concentrait tous les pouvoirs au sein du gouvernement provincial. Par ailleurs, le comité de gouvernement provincial fut supprimé. Ses membres qui cumulaient un autre poste n'occuperaient désormais que celui-ci³. Afin de ne pas priver les autres d'un statut et d'un salaire, quatre à six postes de conseillers (*canshi* 參事) furent créés pour eux⁴. Peu après, le Conseil suprême réorganisa l'organigramme provincial, en remplaçant, notamment le secrétariat (*mishuchu*) et le bureau des Affaires civiles par un bureau des Affaires politiques (*zhengwuting* 政務廳)⁵. Enfin, un Conseil de l'administration provinciale (*shengzheng huiyi* 省政會議) fut créé, de même que dans les villes (*shizheng huiyi*) et les districts (*xianzheng huiyi*). Présidé par le gouverneur, il était composé des chefs des différents bureaux,

¹ ZZW, vol. 20, p. 151.

² *Ibid.*

³ Ce point montre que la « Loi organique des gouvernements provinciaux » de novembre 1940 n'était pas respectée. En effet, elle interdisait aux membres du comité de cumuler une fonction exécutive (*WZQS*, p. 523).

⁴ ZZW, vol. 20, p. 151 (également cité dans *WZQS*, p. 525).

⁵ *Ibid.* Les gouvernements provinciaux comprenaient désormais les organes suivants : quatre bureaux (*ting* 廳) pour les Affaires politiques, l'Éducation, les Finances, les Travaux publics ; quatre divisions (*chu* 處) pour la Sûreté publique (*bao'an* 保安), la Police, la Propagande et la Vérification des comptes (*shenji* 審計) ; ainsi que trois départements (*ju* 局) pour le Bien-être social (*shehui fuli* 社會福利), l'Économie (*jingji* 經濟) les Vivres (*liangshi* 糧食) et la Pacification rurale (*qingxiang shiwu* 清鄉事務) (*WZQS*, p. 527).

divisions et départements, ainsi que des conseillers. Il délibérait des différents aspects de l'action gouvernementale locale¹.

Ce premier effort de renforcement de l'échelon provincial fut suivi d'une deuxième réforme, le 16 mai 1944, qui augmenta encore les pouvoirs des gouverneurs et simplifia l'organigramme. Ce « Plan de réforme de la structure administrative des provinces » (*sheng xingzheng jigou gaige fang'an* 省行政機構改革方案) supprima l'organisation décentralisée, qui voyait chaque bureau communiquer directement avec les organes correspondants au niveau central et à l'échelon des districts. Celle-ci laissa place à une organisation centralisée dans laquelle tous les documents officiels devaient être signés par le gouverneur. Les compressions administratives entraînent la suppression des départements de l'Économie et des Vivres², dont la mission fut transférée au bureau des Travaux publics, ainsi que des divisions de la Propagande, du Bien-être social et de l'Hygiène³.

Le 26 mai 1945, le ministre de l'Intérieur Mei Siping envoya au Yuan exécutif une pétition en faveur d'une révision de la « Loi organique des gouvernements provinciaux » qui fut approuvée lors de son conseil du 29 mai, puis lors de la 71^e session du Conseil suprême de défense nationale, le lendemain. Cette révision visait à adapter la loi organique au plan de réforme du 16 mai 1944, déjà entré en application⁴. Elle comportait quelques changements par rapport à ce dernier, comme le rétablissement des secrétariats (*mishuchu*). La nouvelle loi organique fut promulguée le 26 juillet 1945, quelques semaines seulement avant la dissolution du gouvernement⁵.

Le renforcement de l'échelon provincial passa également par une réforme des bureaux d'inspection.

Les bureaux d'inspection administrative

Le 7 juillet 1944, le « Règlement organique provisoire des bureaux d'inspection administrative » du 15 octobre 1936, qui avait été reconduit tel quel par le gouvernement de Wang Jingwei, fut remplacé par un « Règlement organique des bureaux d'inspection administrative » (*xingzheng ducha zhuanyuan gongshu zuzhi tiaoli* 行政督察專員公署組織條例)⁶. Comme son nom l'indiquait, ce texte marquait un tournant dans l'institutionnalisation de cet échelon intermédiaire, qui fut généralisé et perdit son caractère provisoire visant à respecter la volonté du

¹ *Ibid.*

² Nous verrons que le ministère des Vivres avait été supprimé le 14 avril 1944, à la suite d'un scandale de corruption (partie 6.3.2.2).

³ Zeng Zhinong, « Ō Chōmei Nankin seifu no chihō seiken... », art. cit., p. 31. Cette dernière n'est pourtant pas mentionnée par les sources au moment de la réforme de janvier 1943.

⁴ *ZZW*, vol. 25, p. 255-262.

⁵ « Xiuzheng sheng zhengfu zuzhifa 修正省政府組織法 (Loi organique révisée des gouvernements provinciaux) », *Zhonghua ribao*, 1^{er} août 1945, p. 1.

⁶ *ZG*, n°664, p. 2-3.

« père de la nation »¹. Les bureaux d'inspection étaient nommés par leur numéro. Le nombre de districts et villes placés sous leur autorité devait être compris entre trois et sept. Signe que, tout en renforçant le pouvoir et donc l'autonomie des gouvernements provinciaux, Nanjing souhaitait surveiller de près les administrations de district, le règlement organique de juillet définissait la position des inspecteurs administratifs dans la hiérarchie bureaucratique de la manière suivante :

[Ils] reçoivent leurs ordres du gouvernement central [*cheng zhongyang zhi ming* 承中央之命] pour vérifier [*shicha* 視察] que l'action de l'administration locale est conforme à la volonté du gouvernement et reçoivent leurs ordres du gouvernement provincial pour surveiller [*jiandu* 監督] l'administration locale des districts et des villes relevant de leur circonscription.²

Ils n'étaient pas habilités à prendre des mesures de leur propre initiative, mais seulement par « délégation spéciale [*tebie weituo* 特別委託] » du gouvernement provincial. L'organisme qu'ils dirigeaient fut allégé. Outre deux secrétaires, ses effectifs comprendraient de deux à quatre surveillants et de six à dix autres fonctionnaires. Tous les trois mois, ils devaient tenir un Conseil administratif de zone (*qu xingzheng huiyi* 區行政會議) réunissant tous les magistrats de district et les maires de leur circonscription. Le règlement prévoyait que les plaintes à leur encontre par les agents de district seraient envoyées au gouvernement provincial. Autre point important : les documents officiels (ordres vers le bas, pétitions vers le haut) entre l'échelon provincial et les districts ne passaient pas par lui, à l'exception de certains ordres provinciaux qui devaient lui être transmis en même temps qu'aux villes et districts³. Le 30 janvier 1945, le Conseil du Yuan exécutif décida que les inspecteurs devaient désormais cumuler le poste de magistrat du district dans lequel se trouvait leur bureau. Entre juillet 1944 et août 1945, 37 bureaux d'inspection administrative furent établis dans les provinces et municipalités spéciales contrôlées par Nanjing : 9 dans le Jiangsu, 7 au Zhejiang, 8 dans l'Anhui, 5 dans le Guangdong, 6 au Huaihai et 2 à Shanghai⁴.

Les gouvernements de district

À l'échelon le plus bas de la bureaucratie régulière, celui des districts, l'effort de renforcement donna lieu, le 20 juin 1944, à un « Plan de réforme de la structure administrative des

¹ Cette mesure contredisait les « Principes de réajustement de la structure administrative locale » (*difang xingzheng jigou tiaozheng yuanze* 地方行政機構調整原則) adoptés par le Comité politique central lors de sa 130^e session, le 2 décembre 1943 (ZZW, vol. 17, p. 278). Ce plan prévoyait, en effet, de supprimer le système des bureaux d'inspection administrative. On peut comprendre cette contradiction de deux manières : soit le gouvernement de Wang Jingwei renonça à ce plan, soit il n'eut pas le temps de le mettre en œuvre, auquel cas il prévoyait, à moyen terme, de revenir à une structure à deux échelons. Nous verrons, dans la partie 4.2.2.3, que ce plan envisageait également un redécoupage important des trois provinces principales contrôlées par le régime, qui ne fut suivi que pour la création de la province du Huaihai en janvier 1944.

² ZG, n°664, p. 2.

³ *Ibid.*, p. 3.

⁴ WZQS, p. 542.

districts » (*xian xingzheng jigou gaige fang'an* 縣行政機構改革方案). Les pouvoirs au sein des gouvernements de district furent davantage centralisés au profit des magistrats. Ces derniers ne devaient désormais recevoir d'ordre que du gouverneur et de l'inspecteur administratif. Ils gagnèrent également en autonomie, l'administration centrale et provinciale leur laissant un plus grand « pouvoir discrétionnaire [*ziyou cailiang quan* 自由裁量權] » quant à l'application des directives. Ce renforcement passa aussi par une revalorisation du métier de fonctionnaire de district avec une augmentation des traitements, afin d'attirer plus de talents¹.

Par ailleurs, le 31 octobre 1944, un « Règlement organique des districts expérimentaux de reconstruction rurale » (*xiangcun jianshe shiyanxian xianzhengfu zuzhi guicheng* 鄉村建設實驗縣縣政府組織規程) fut adopté par le Conseil du Yuan exécutif². Ces districts expérimentaux avaient pour origine le Mouvement de reconstruction rurale (*xiangcun jianshe yundong*) lancé dans les années 1920 par l'éducateur chrétien Yan Yangchu 晏陽初 (Y. C. James Yen, 1890-1990) et le confucéen Liang Shuming 梁漱溟 (1893-1988), notamment³. Cherchant à récupérer ce mouvement dans le but de faire pièce aux Communistes, le ministère de l'Intérieur du Gouvernement nationaliste ordonna, en 1933, que toutes les provinces établissent un district expérimental supervisé par un institut, afin de tester de nouvelles méthodes de gouvernance et pour servir de lieu de formation pour les fonctionnaires locaux. Cette mesure fut appliquée dans les districts de Dingxian 定縣 (Hebei), où Yan Yangchu avait débuté son expérience en 1926, à Heze 荷澤 (Shandong), terrain d'étude de Liang Shuming, et à Jiangning 江寧 (Jiangsu) au sud de la Capitale⁴.

Relancé par le gouvernement de Wang Jingwei en 1944, ce programme devait être appliqué dans cinq districts : Jiangning et Kunshan (Jiangsu), Jiashan (Zhejiang), Dangtu (Anhui) et Jiading (Shanghai)⁵. Outre sa proximité directe avec Nanjing, le choix de Jiangning s'expliquait sans doute par le fait que le ministre de l'Intérieur, Mei Siping, avait été chargé d'y mettre en place la

¹ Zeng Zhinong, « Ō Chōmei Nankin seifu no chihō seiken... », art. cit., p. 35. Nous verrons qu'au même moment, le Yuan d'examen organisa un concours extraordinaire de la haute fonction publique (*linshi gaokao* 臨時高考) destiné à ne recruter que des agents de district (partie 5.3.2.1).

² *Ibid.*, p. 38.

³ Voir la notice que consacre à ce dernier Yves Chevrier dans le MAITRON.

⁴ Kate Merkel-Hess, *The Rural Modern: Reconstructing the Self and State in Republican China*, Chicago, The University of Chicago Press, 2015, p. 130. « The GMD's effort to integrate rural reconstruction into its agenda was a strategic move to build on rural reconstruction's embryonic populist engagement and neutralize a movement that was, in some cases at least, advocating self-governance in order to ward off the penetrating control of the central state and that it worried (mainly without cause) was harboring Communists. [...] For the Nationalists, rural reform, as exemplified at Jiangning, became instead a top-down imposition of new political ideas on backward, resistant peasants, enacting the GMD's authoritarian agenda of transformation and insisting on political control of the reform process. » (*ibid.*, p. 137-138).

⁵ Zeng Zhinong, « Ō Chōmei Nankin seifu no chihō seiken... », art. cit., p. 38.

reconstruction rurale, dans les années 1930, alors qu'il était magistrat de ce district¹. Ces zones expérimentales se distinguaient des gouvernements de district ordinaires par le fait qu'elles ne relevaient pas de l'autorité de l'échelon provincial, mais directement du Comité d'application de la reconstruction rurale (*xiangcun jianshe shishi weiyuanhui* 鄉村建設實施委員會) attaché au Yuan exécutif. En outre, elles disposaient d'une fiscalité autonome et leurs magistrats étaient soumis à un système de récompense et de punition spécifique².

Comme ceux des années 1930, les districts expérimentaux de reconstruction rurale se voulaient les instruments d'une ingénierie sociale par le haut, censée bénéficier au gouvernement central. Cette volonté d'enraciner plus profondément l'appareil administratif dans la société fut plus largement incarnée par les nouvelles mesures concernant les structures semi-bureaucratiques.

Les organisations semi-bureaucratiques

Le 31 mars 1943, le Conseil du Yuan exécutif adopta un « Règlement provisoire sur le recensement des foyers dans les *baojia* de chaque district » (*ge xian biancha baojia huji zanxing tiaoli* 各縣編查保甲戶籍暫行條例) qui supprima l'échelon des cantons et bourgs au profit d'une structure ternaire (arrondissements ; *bao* ; *jia*)³. Cette organisation différait de celles en place avant-guerre et dans les zones contrôlées par Chongqing. Contrairement à celles-ci, elle ne présentait les organisations sous les districts comme étant de nature bureaucratique et non pas autonome.

Face au manque de résultats, cette organisation fut amendée le 20 juin 1944, dans le cadre du « Plan de réforme de la structure administrative des districts », puis le 7 novembre 1944 avec la « Loi sur les cantons, bourgs, *bao* et *jia* » (*xiangzhen baojia fa* 鄉鎮保甲法) qui supprima les arrondissements et rétablit les cantons et bourgs pour faire de ces derniers l'échelon le plus haut sous les districts. Cette réforme allait dans le sens de l'autonomie accrue dévolue aux échelons de l'administration territoriale, en réintroduisant une dose de gouvernement autonome. Contrairement aux bureaux d'arrondissement qui apparaissaient comme des branches du gouvernement de district, les cantons et bourgs faisaient figure d'organisations formées « par le bas » et donc incarnant mieux l'autonomie locale⁴.

L'évolution de la politique du gouvernement de Wang Jingwei à l'égard de son administration locale connut des évolutions importantes entre 1940 et 1945. Durant une première phase (1940-1942), le nouveau centre chercha à intégrer juridiquement les structures hétérogènes apparues au début de l'occupation tout en adaptant la législation nationaliste dans le but d'asseoir

¹ Merkel-Hess, *The Rural Modern*, *op. cit.*, p. 120.

² Zeng Zhinong, « Ō Chōmei Nankin seifu no chihō seiken... », art. cit., p. 39.

³ *Ibid.*, p. 35.

⁴ *Ibid.*, p. 36.

son autorité. Ce processus de construction dans le sens d'une centralisation accrue passa par un affaiblissement de l'échelon provincial. Durant la seconde phase (1942-1945), Nanjing chercha, au contraire, à renforcer l'administration locale en opérant une centralisation des gouvernements provinciaux, avec l'abandon du système collégial pour celui du gouverneur, ou encore en institutionnalisant l'échelon intermédiaire des zones d'inspection administrative. On observe donc bien la reproduction du cycle administratif décrit par John Fitzgerald, dont l'étude ne tient pas compte de l'État d'occupation. Il est néanmoins important de noter que la dévolution plus grande des pouvoirs consentie par le centre aux administrations locales à partir de 1943 n'intervint qu'une fois que le renouvellement du personnel, à l'occasion de la Campagne de pacification rurale notamment, eut assuré que ces plus grands pouvoirs seraient confiés à des hommes de confiance. Marqueurs de la construction étatique, les réformes juridiques doivent être adossées à une histoire politique et sociale de l'administration. Avant d'analyser le renouvellement du personnel bureaucratique au niveau le plus local dans la partie 5.2.2, il convient ici de reconstituer le processus politique par lequel le gouvernement de Wang Jingwei chercha à étendre son emprise territoriale dans les différentes provinces.

4.2.2. Tableau par province

À la fin de la guerre, l'administration locale du régime collaborateur de Nanjing comprenait sept gouvernements provinciaux (Jiangsu, Zhejiang, Anhui, Jiangxi, Hubei, Guangdong et Huaihai), auxquels s'ajoutaient quatre municipalités spéciales de rang provincial (Nanjing, Shanghai, Canton et Xiamen). Cette énumération ne dit pas grand-chose de la nature de l'emprise territoriale du gouvernement « central ». Celle-ci varie, selon le lieu et le moment considéré, en fonction des relations de pouvoir qui existaient entre le gouvernement central, les gouvernements provinciaux et les élites locales. La tutelle éclatée de l'occupant se fit également sentir à tous les niveaux, que ce soit pour promouvoir la centralisation, la gêner ou régler les conflits entre acteurs chinois. En dépit de cette grande hétérogénéité dans l'espace comme dans le temps, nous tenterons de hiérarchiser l'emprise territoriale du gouvernement de Wang Jingwei en distinguant trois types de territoires : une base héritée du Gouvernement réformé en Chine centrale et augmentée de la parcelle cantonaise, sur laquelle son assise fut la plus solide ; la province rebelle du Hubei qui retarda la naissance de sa voisine du Jiangxi ; et la nouvelle province du Huaihai, ébauche d'une redéfinition inaboutie de la carte administrative.

4.2.2.1. Jiangnan et Guangdong : le noyau territorial du régime de Nanjing

Le gouvernement de Wang Jingwei hérita à sa naissance de la zone d'influence du Gouvernement réformé. Limitée aux environs de Nanjing et de Shanghai, celle-ci couvrait essentiellement 26 districts dans le Sud-Jiangsu¹, 13 dans le nord du Zhejiang² et 27 dans l'Anhui³. À Shanghai même, une part importante de la ville échappa, jusqu'en 1943, au régime de Nanjing : la concession internationale et la concession française, qui servirent de refuges aux dissidents et à une presse critique. À la différence du Gouvernement réformé, toutefois, le groupe de Wang Jingwei ajouta à ce noyau en Chine centrale, la parcelle cantonaise, composée d'une dizaine de districts⁴. C'est là que le clan de Wang Jingwei – à ne pas confondre avec son groupe, qui comprenait des personnalités extérieures à ce clan telles Zhou Fohai – s'implanta le plus rapidement après le « retour à la capitale »⁵.

Le royaume cantonais de Madame Wang

Nous avons vu, dans la partie 2.1.3.1 comment débuta la transition avec les collaborateurs de la première heure placés à la tête du gouvernement local par les Japonais. En septembre 1939, Wang Jingwei établit, avec le soutien des autorités militaires d'occupation, un Comité des affaires politiques du Guangdong (*Guangdongsheng zhengwu weiyuanhui* 廣東省政務委員會) dont l'une des fonctions était de marginaliser Peng Dongyuan. Face à cette menace, celui-ci accéléra, en novembre 1939, l'institutionnalisation du gouvernement local en remplaçant le Comité de maintien de l'ordre par un bureau municipal de Canton (*Guangzhou shi gongshu* 廣州市公署). En décembre, Wang Jingwei nomma son épouse Chen Bijun « superviseur politique du Guangdong » (*Guangdong zhengzhi zhidaoyuan* 廣東政治指導員). Dès lors, elle alterna les séjours de deux mois à Canton et à Nanjing. Par ailleurs, des branches cantonaises des institutions militaires centrales – le Comité préparatoire des affaires militaires et l'Académie militaire notamment – furent établies dès cette époque, afin d'arrimer plus solidement la lointaine province au nouveau régime⁶. Le 24 avril 1940, le Yuan exécutif de Nanjing ordonna la formation du gouvernement provincial du Guangdong qui eut lieu le 10 mai. Les Japonais proposèrent à Wang Jingwei de prendre sa tête, arguant que Jiang Jieshi était dans une situation similaire au Sichuan.

¹ Voir les annexes 1.5 et 2.20.

² Voir les annexes 1.7 et 2.21.

³ Voir les annexes 1.8 et 2.22.

⁴ Le Guangdong contrôlé par Nanjing comprenait les environs de Canton et une parcelle, plus réduite encore, autour de Shantou. Voir les annexes 1.9 et 2.2

⁵ Responsable des finances du régime, Zhou Fohai manqua se disputer avec Wang et Chen à propos de l'important budget que ceux-ci souhaitaient consacrer au Guangdong (Yick, « "Self-serving Collaboration": the Political Legacy of "Madame Wang" in Guangdong Province, 1940-1945 », *American Journal of Chinese Studies*, vol. 21, n°2, oct. 2014, p. 222).

⁶ Chu Te-lan, « Ri-Wang hezuo yu Guangdong... », art. cit., p. 641.

Jugeant ce cumul impossible, Wang recommanda son fidèle lieutenant Chen Gongbo, qui était une figure bien connue des Cantonais¹. Chen demeurant à Nanjing, l'intérim fut assuré par le frère de Chen Bijun, Chen Yaozu, qui devint président du comité de gouvernement provincial en novembre 1940, et demeura à la tête de la province jusqu'à sa mort en avril 1944. Les autres postes clés du gouvernement local furent confiés à des membres de la clique du Palais : Zhou Yingxiang 周應湘, secrétaire général jusqu'en juillet 1945 ; Wang Yingru 王英儒, chef du bureau des Affaires civiles jusqu'en juillet 1942 ; Wang Zongzhun 汪宗準, neveu de Wang Jingwei, qui dirigea le bureau des Finances jusqu'à la fin de la guerre ; Lin Ruheng 林汝珩, secrétaire anglophone et filleul de Wang, responsable de l'éducation tout au long de l'occupation². Peng Dongyuan conserva néanmoins un certain pouvoir, en se maintenant à la tête de la municipalité de Canton et en plaçant son protégé Li Daoxuan 李道軒 aux postes de chef du bureau de la Police au sein du gouvernement provincial et de préfet de police de la ville³. Ils en furent délogés, l'un et l'autre, le 16 janvier 1941, après que Chen Bijun se fut assurée le soutien des autorités japonaises en obtenant le remplacement de ses principaux responsables à Canton par l'entremise de Kagesa Sadaaki⁴. En guise de mise au placard, Peng se vit proposer le consulat de Kobe, qu'il refusa⁵. Il fut remplacé au poste de maire par un « admirateur de M. Wang Chingwei », Guan Zhongxi 關仲羲⁶, auquel succéda, le 21 octobre, Zhou Huaren, un fidèle de Wang⁷. Li Daoxuan céda, quant à lui, son poste au neveu de ce dernier, Wang Qi 汪杞, qui fut nommé maire à la place de Zhou Huaren, le 5 juin 1942.

La principale tâche assignée à Chen Yaozu fut de réorganiser le système fiscal. Il s'y employa avec un certain succès, en supprimant les taxes imposées au niveau des districts qui n'avaient pas été approuvées par son gouvernement provincial et en rationalisant les bureaux du fisc pour les

¹ Chen Musha, *Cong handian shiliao guan kangzhan shiqi Wang Jingwei jituan zhi Yue gengai*, op. cit., p. 84-85.

² Yick, «“Self-serving Collaboration”», art. cit., p. 223 ; *MZN*, p. 1122-1124 ; Simon à l'ambassadeur de France en Chine, « A.s. Gouvernement provincial de Canton », 24 déc. 1942, ADF 327.

³ Le consul Philippe Simon note que l'influence de Li Daoxuan provenait moins de la première charge, élevée mais sans pouvoir, que de celle de préfet de police, « emploi très lucratif et fort envié » (Simon à l'ambassadeur de France en Chine, « A.s du gouvernement réformé chinois de Canton », 31 janv.1941, ADF 327.

⁴ Nous avons vu que Chen trouva dans Yazaki Kanjū, le nouveau chef de l'agence des services spéciaux, un allié précieux.

⁵ Simon à l'ambassadeur de France en Chine, « A.s changements dans le gouvernement local chinois de Canton », 17 fév. 1941, ADF 327.

⁶ Simon à l'ambassadeur de France en Chine, « A.s du gouvernement réformé chinois de Canton », 31 janv.1941, ADF 327. « M. Kwan, le nouveau maire, ne fut jamais un politicien. C'est un commerçant qui a fait un long séjour au Japon et qui en parle parfaitement bien la langue. Il a été, avant d'être élevé à ce poste, directeur-adjoint de la “Banque provinciale du Kouangtong”, établissement nouvellement créé par le gouvernement réformé. Bien qu'occupant à la mairie le fauteuil directeur, M. Kwan n'a aucun pouvoir sur les directeurs des bureaux du gouvernement municipal [...]. Ceux-ci sont nommés directement par Mme Wang Ching-wei. C'est en acceptant ce rôle secondaire qu'il a mérité d'être choisi par M. Wang Ching-wei pour diriger la ville. » (« A.s changements dans le gouvernement local chinois de Canton », 17 fév. 1941, ADF 327.).

⁷ *MZN*, p. 1143.

intégrer à une structure centralisée. Alors même que, de mai à juillet 1940, le Guangdong dépendait des subsides de Nanjing, ceux-ci cessèrent en août et, à partir de novembre, Canton commença à reverser de l'argent au gouvernement central¹.

Si le clan de Wang parvint donc à s'imposer dans l'administration cantonaise, la forte présence militaire japonaise dans la région empêchait que ce contrôle soit synonyme de souveraineté. Début août 1941, Wang Jingwei effectua une visite à Canton pour prononcer le discours inaugural de la « Grande réunion des journalistes d'Asie orientale » (*dongya jizhe dahui* 東亞記者大會)². À lire les rapports du consul français, il s'agissait d'un prétexte pour mener une mission plus importante :

Le but du voyage de M. WANG TSING WEI à Canton est d'obtenir du Commandement japonais l'évacuation de cette ville et sa remise aux autorités chinoises. Les Japonais seraient assez enclins à accéder à la demande qui leur est faite ; mais le Gouverneur provincial, M. CHEN YAO-TSO [Chen Yaozu], y serait opposé car il craint de ne pouvoir assurer l'ordre dans Canton étant donné l'armement réduit dont il dispose (2 cartouches par soldat). Les Japonais demandent le renvoi de M. CHEN et des changements dans le gouvernement provincial. M. WANG TSING WEI essaie de concilier les différents points de vue et d'obtenir de l'armée d'occupation des armes et des munitions pour les troupes cantonaises. Les Japonais hésitent à lui donner satisfaction ayant peu de confiance dans leurs alliés.³

Les négociations n'aboutirent pas au résultat escompté :

si les Japonais acceptent de retirer leurs troupes de Canton, ils exigent en revanche que leur gendarmerie continue à assurer l'ordre de cette ville et M. WANG CHING WEI se refuse à accepter cette condition. Il a alors, pour concilier les choses, proposé que, à titre d'essai, la sécurité de Canton soit pendant trois mois confiée à des troupes chinoises. L'Etat-major du corps d'occupation s'est contenté de répondre qu'il allait étudier la question.⁴

L'opposition entre Chen Yaozu et son beau-frère au sujet du retrait des troupes nippones tenait peut-être, en partie, d'une stratégie visant à obtenir plus d'armes de la part de ces dernières. Elle suggérait, néanmoins, que des tensions purent exister, au sein même de la clique du Palais, entre la famille de Chen Bijun et Wang Jingwei. Ce dernier se rendit une nouvelle fois à Canton, du 13 au 20 juin 1942. Sa venue fut présentée comme annonçant le remplacement prochain de Chen Yaozu par Chu Minyi et une vaste refonte des institutions locales⁵. Il rencontra cependant des résistances, qui ne furent pas que japonaises :

¹ Chu Te-lan, « Ri-Wang hezuo yu Guangdong... », art. cit., p. 645.

² *WZQS*, p. 1565.

³ Simon à l'ambassadeur de France, « WANG TSING WEI et situation au Kouangtong », télégrammes n°42-43, ADF 327. Dans un autre rapport, Philippe Simon nota que, « encore qu'ils le souhaitent ardemment, les habitants s'effrayent du départ des troupes nippones. L'ordre pourra-t-il être maintenu dans la cité par le "Pao An Toui" [*bao'an dui* 保安隊] ? L'effectif de cette milice, composé de jeunes gens chez qui la prétention remplace l'expérience, et de gens sans aveu, qui se sont engagés pour assurer leur nourriture et le cas échéant satisfaire leurs vices, n'inspire pas grande confiance aux paisibles Cantonais » (Simon à l'ambassadeur de France, « A.s. du voyage de M. Wang Ching-wei à Canton », 8 août 1941, ADF 327)

⁴ Simon à l'ambassadeur de France, « A.s. du voyage de M. WANG CHING-WEI à Canton », télégramme n°45, 16 août 1941, ADF 327.

⁵ Simon à l'ambassadeur de France, « Voyage de M. Wang Tsing Wei à Canton », télégramme n°78, 16 mai 1942, ADF 327.

M. WANG CHING WEI n'a pu procéder aux réformes administratives, qu'il se proposait de faire en venant ici étant donné les difficultés auxquelles il s'est heurté, l'opposition provenant surtout de sa femme qui tient à maintenir dans leurs fonctions les créatures qu'elle y a placées. C'est elle qui dirige les gouvernements provincial et municipal.¹

Les autorités d'occupation se montrèrent plus conciliantes. Le 25 mars 1942, elles avaient rétrocédé la concession britannique de Canton au régime de Nanjing. En juin, elles remirent à Wang d'autres parcelles de souveraineté en guise de bienvenue et de cadeau pour son soixantième anniversaire :

des armes et des munitions, le droit de censure sur les journaux et les théâtres chinois qui étaient jusqu'ici [exercé] par le comité de « co-prospérité » dirigé par les Japonais, l'Université de Li-Gnun avec sa bibliothèque et l'hôpital américain.²

Ces mesures ne purent que renforcer le lien privilégié qui unissait Nanjing à Canton, au sujet duquel Pierre Salade écrivit à la même époque :

En fait, on a l'impression que, politiquement, le Kwangtong est au moins aussi près de Nankin que la région de Hankeou [Hankou], par exemple, et beaucoup plus près que Pékin. Le régime monétaire en vigueur est souvent un indice à cet égard et Canton, où une succursale de la Banque Centrale de Réserve va s'ouvrir, suit beaucoup plus docilement la politique monétaire de la capitale que d'autres régions géographiquement beaucoup plus proches.³

Cette domination n'alla pas sans attirer l'attention de Chongqing, dont les services secrets du Juntong ourdirent plusieurs complots. Ils furent aidés par Li Fuqun 李輔群 (1911-1959), l'un des principaux généraux de l'armée de Nanjing au Guangdong, qui fit assassiner Chen Yaozu, le 4 avril 1944⁴. Sa sœur, Chen Bijun, qui était alors au chevet de Wang Jingwei à Nagoya, demanda à Chen Gongbo et Zhou Fohai de nommer son neveu Chen Chunpu gouverneur, ce qui fut fait⁵. Affaibli à Nanjing, après la mort de Wang Jingwei en novembre 1944, la clique du Palais trouva en Canton une base de repli. Chen Bijun s'y installa de façon permanente à partir du 11 mars 1945 et continua à imposer sa volonté. Chen Chunpu ayant dû laisser le poste de gouverneur pour

¹ Simon à l'ambassadeur de France, « A.s. voyage de M. WANG CHING-WEI à Canton », télégramme n°7-9-S, 23 juin 1942, ADF 327.

² *Ibid.* (télégramme n°7-9-S). Les institutions américaines évoquées par Simon sont la Lingnan University et le Hackett Hospital. Sur la question militaire, cependant, les Japonais maintinrent leur position : « M. Wang aurait voulu que l'armée japonaise se retirât de Canton et confiât la défense de la ville aux troupes chinoises de l'« armée pacificatrice », mais l'une des trois brigades de cette armée, employée par les Japonais aux opérations sur les rivières du Nord et de l'Ouest, ayant fait défection et passé à l'ennemi, aucune suite ne put être donnée au désir exprimé par M. Wang » (Simon à l'ambassadeur de France, « Visite de Wang Ching Wei à Canton », télégramme n°10-S, 23 juin 1942, ADF 327)

³ Salade (Nanjing) à l'ambassadeur de France, « Gouvernement de Nankin », 30 juin 1942, ADF 327. La nouvelle monnaie de la Banque centrale de réserve était entrée en circulation en Chine méridionale le 30 mai (WZQS, p. 1575).

⁴ Afin de ne pas trahir ses liens avec Chongqing, Li Fukun aurait fait empoisonner les auteurs de l'attentat après leur arrestation. Bien qu'il ait été responsable de la mort de nombreux résistants, ses relations avec l'agence de Dai Li permirent à Li – étiqueté comme l'un des « quatre grands traîtres du Guangdong » – d'être protégé par le GMD après-guerre (*Guangzhou shizhi* 廣州市志 (Monographie de la ville de Canton), Canton, Guangzhou chubanshe, 1996, p. 158 ; Wakeman, « *Hanjian* (Traitor) ! », art. cit., p. 323 ; Yick, « "Self-serving Collaboration" », art. cit., p. 225).

⁵ *Ibid.*, p. 226.

s'occuper de son épouse malade, Chen Bijun choisit Chu Minyi, lui aussi un parent, pour le remplacer. Comme le successeur de Wang Jingwei, Chen Gongbo, mettait une certaine mauvaise volonté dans cette nomination, Chen Bijun s'envola pour Nanjing et obtint gain de cause. Grâce à son statut de « superviseur politique du Guangdong », Chen Bijun assura l'intérim jusqu'à ce que Chu Minyi ne prenne ses fonctions le 9 juillet 1945¹.

Huandu provinciaux dans l'Anhui et le Jiangsu

La prise de contrôle des administrations provinciales par le groupe de Wang Jingwei en Chine centrale, aux dépens des dirigeants nommés par le Gouvernement réformé, fut plus tardive que leur intégration juridique, étudiée précédemment. Dans un premier temps, ces dirigeants furent conservés, à contrecœur, dans leurs fonctions².

Si Chen Zemin, qui occupait le poste de gouverneur du Jiangsu depuis avril 1938, fut remplacé dès juin 1940, ce fut par un autre homme issu des rangs de l'ancien gouvernement collaborateur de Nanjing, Gao Guanwu. Comme le ministre de l'Intérieur Chen Qun, Gao avait été proche de Hu Hanmin et, bien qu'appartenant donc à une faction adverse, partageait certaines affinités politiques avec le groupe de Wang. Du reste, après la réorganisation de l'administration locale à partir de mars 1940, la charge de gouverneur ne s'accompagnait pas de pouvoirs importants, *a fortiori* dans une province à proximité directe de la capitale. Cette faiblesse des gouverneurs tenait, plus encore, à la façon même dont s'était construit l'État d'occupation, par le bas au niveau des districts, et par le haut depuis les capitales régionales. Situé entre les deux, l'échelon provincial ne fut ajouté que dans un second temps, afin de raccorder les deux extrémités de la structure administrative³.

Dans l'Anhui, Ni Daolang conserva le poste de gouverneur auquel il avait été nommé le 23 juillet 1938 par le Gouvernement réformé. Élevé par son oncle, le seigneur de la guerre Ni Sichong 倪嗣衝 (1868-1924), ce sexagénaire avait été recommandé aux Japonais par son ami Wang Yitang. Après plusieurs mois de préparatifs depuis Shanghai, Ni Daolang n'avait prit officiellement ses fonctions que le 28 octobre 1938. Alors qu'il n'avait eut de cesse, comme les autres collaborateurs au début de la guerre, de dénoncer le GMD, il se rallia au nouveau GMD de Wang Jingwei en donnant des gages de loyauté au Mouvement de paix⁴. Le 21 août 1940, il rencontra Zhou Fohai pour négocier la composition de son gouvernement provincial après sa réorganisation, qui eut lieu

¹ *Ibid.*

² « Gongbo et Siping sont venus discuter. Je leur ai dit qu'il fallait changer les gens en place au Jiangsu, au Zhejiang et à Shanghai. Malheureusement, personne ne convient. Que faire ? » (ZR, 10 mai 1940, p. 292).

³ Nous passons vite sur le cas du Jiangsu, car il en sera question dans la partie 4.2.3 à propos de la Campagne de pacification rurale.

⁴ Xu Zehao 徐則浩 (dir.), *Anhui kangri zhanzheng shi* 安徽抗日戰爭史 (Histoire de l'Anhui durant la Guerre de résistance contre le Japon), Hefei, Anhui renmin chubanshe, 2005, p. 271-272.

le 19 septembre¹. Nanjing chercha à s'assurer de cette fidélité en plaçant des hommes de confiance dans l'administration de la province, tels Zhang Gongchen 張拱辰 (1895- ?)², Lin Yangxi 林仰奚, Lin Zhongsheng 林忠盛³. Par ailleurs, les services secrets établirent des agences locales à Bengbu et Wuhu à la fin de l'année 1940⁴. Le jour de la prise officielle de fonction de Ni Daolang, le 10 octobre 1940⁵, une cérémonie de « retour à la capitale » se tint dans la salle de cérémonie de Bengbu en présence des dirigeants chinois de la province et des principales autorités japonaises locales (le chef de l'agence des services spéciaux et celui de la gendarmerie, notamment). Les premiers étaient assis à la place d'honneur, en direction du sud, tandis que les seconds faisaient face au nord⁶.

Au Jiangsu comme dans l'Anhui, le choix de la capitale provinciale (*shenghui* 省會), dans laquelle serait établi le gouvernement local, fit l'objet d'un vif débat. En 1938, le Gouvernement réformé avait souhaité que le siège du gouvernement provincial de l'Anhui soit situé à Wuhu, au sud-est de la province, sur la même rive du Yangzi que Nanjing. Ni Daolang ne tint pas compte de ce choix et établit son administration à Bengbu, ville plus au nord, longée par la rivière Huai, d'où sa famille était originaire⁷. Au moment de l'arrivée au pouvoir du groupe de Wang Jingwei, début 1940, deux groupes de pression locaux contestèrent cet emplacement. Le premier était l'Association régionaliste de l'Anhui à Nanjing (*Anhui lüjing tongxiang hui* 安徽旅京同鄉會)⁸.

¹ ZR, p. 338.

² Zhang était un vétéran du GMD à Shanghai. Il intégra le comité de gouvernement provincial de l'Anhui le 20 septembre 1940 (ZGBR, p. 1236 ; MZN, p. 1114).

³ He Guotao 何國濤, « Wangwei jujian neihong jianwen 汪偽巨奸內鬩見聞 (Récit des luttes de factions des grands traîtres du régime de Wang Jingwei) », *Zhejiang wenshiziliao xuanji* 浙江文史資料選輯, vol. 6, 1963, p. 33.

⁴ Xu Zehao, *Anhui kangri zhanzheng shi*, op. cit., p. 273.

⁵ *Ibid.*, p. 272.

⁶ Shen Bole 沈伯樂, « Wo zai Anhui canjia diwei de wunian 我在安徽參加敵偽的五年 (Mes cinq années passées comme fonctionnaire de l'administration fantoche pro-japonaise dans l'Anhui) », *Langxi wenshi ziliao* 郎溪文史資料, vol. 1, 1986, p. 98. Engagé dans le gouvernement provincial de Ni Daolang en 1938, Shen Bole devint secrétaire sur recommandation de Liang Hongzhi, qui était un ami de son père. Après le remplacement de Ni au poste de gouverneur, en décembre 1941, Shen devint chef de la 2^e section du bureau des Vivres. En août 1942, il fut nommé secrétaire en chef du marché central de Shanghai (*Shanghai shi zhongyang shichang* 上海市中央市場). Épargné par l'épuration, il travailla après-guerre comme conseiller du ministère de la Défense du Gouvernement nationaliste au Zhejiang. Acculé à la pointe du Zhejiang en mai 1949, il échoua à s'embarquer pour Taiwan. Il fut condamné par le PCC en août 1950 et incarcéré à Shanghai. À sa libération, en 1975, Shen trouva un emploi d'enseignant dans un collège de Langxi (Anhui) (*ibid.*).

⁷ *Ibid.*, p. 90. Son oncle Ni Sichong avait déjà fait de Bengbu le siège provincial en 1913, à la demande de Yuan Shikai. La capitale de l'Anhui a souvent changé depuis la création de la province en 1661. Elle fut établie à Anqing entre 1760 et 1914 (sauf entre 1853 et 1862), puis de manière intermittente durant la période républicaine, notamment entre 1929 et 1938. Wuhu n'occupa cette position que brièvement en 1927, et Bengbu plus longuement (1913-1920, 1925-1927, 1929). Depuis 1952, l'Anhui est gouverné depuis Hefei, située en son centre (Zhang Liang 張亮, « Anhui shenghui xuanzhi de bianqian 安徽省會選址的變遷 (L'évolution de l'emplacement de la capitale provinciale de l'Anhui) », *Jianghuai wenshi* 江淮文史, mars 2008, p. 140-149).

⁸ Cette association avait été formée en 1927 à l'initiative de Wang Yaqiao 王亞樵 (1887-1936), le « roi des assassins », tué en 1936 par le Juntong pour son implication dans l'attentat manqué contre Wang Jingwei, le 30 novembre 1935 (Wang Shuqiao 王述樵, « Wang Yaqiao shengping huodong jilue 王亞樵生平活動記略

Celle-ci envoya une pétition à Wang Jingwei pour se plaindre que la gestion de la province depuis Bengbu favorisait le nord de la province. Anqing, la capitale historique de l'Anhui, située en amont du Yangzi, au sud-ouest, n'avait pas non plus ses faveurs, car elle était jugée inadaptée au contexte particulier de la guerre, malgré sa légitimité. L'Association proposait, à la place, que le siège du gouvernement soit installé à Wuhu, décrite comme un choix évident du fait de sa centralité à tous points de vue (politique, économique, militaire et culturel)¹. Au même moment, un Groupe en faveur du transfert de la capitale provinciale de l'Anhui (*Anhui qiansheng qingyuan tuan* 安徽遷省情願團) s'organisa autour d'un certain Wu Tingya 吳挺崖². Il envoya également une pétition à Wang Jingwei pour demander que le siège de l'administration de l'Anhui retourne à Anqing. Cette requête fut accompagnée d'accusation de corruption contre Ni Daolang³. Chargé de trouver une solution, le ministère de l'Intérieur se prononça en faveur d'Anqing, considérant que le maintien du gouvernement provincial à Bengbu ne saurait être qu'un « expédient [*yishi quanyi* 一時權宜] », le principe du « retour à la capitale » devant, en effet, s'appliquer également aux capitales provinciales. Cependant, comme en 1938, Ni Daolang chercha à rester à Bengbu, conscient qu'un déménagement lui ferait perdre les appuis dont il disposait dans la population locale. Ayant envoyé des représentants à Anqing pour évaluer la situation, Bengbu répondit que l'ancienne capitale provinciale n'était pas en état de le redevenir. Le rapport rendu par Ni Daolang présentait la ville comme trop proche du Yangzi, enserrée par une enceinte étroite, posée sur un sol stérile. Aussi, poursuivait-il, « un transfert à Bengbu était déjà envisagé avant-guerre ». Depuis le début des « événements », plus de la moitié des bâtiments administratifs avaient été détruits et l'accès à la ville était rendu difficile car le trafic sur le Yangzi n'avait pas encore été rétabli. En ce qui concernait Wuhu, ajoutait le rapport, malgré son développement économique, sa situation géographique ne lui permettait pas d'administrer l'ensemble de l'Anhui. À l'inverse, Bengbu était décrite comme un « carrefour fluvial et terrestre contrôlant les communications entre le sud et le nord [*shuilu yaochong guangu nanbei jiaotong* 水陸要衝, 縮轂南北交通] », une ville économiquement prospère, qui, bien que dépourvue de murs d'enceinte, était parvenue, en deux ans, à retrouver une certaine stabilité. Par conséquent, concluait-il, « le gouvernement de l'Anhui

(Biographie courte de Wang Yaqiao) », in *Junfa huo Wan* 軍閥禍皖 (Les malheurs causés à l'Anhui par les seigneurs de la guerre), Hefei, Anhui renmin chubanshe, 1987, p. 216 ; Wakeman, *Spymaster*, *op. cit.*, p. 184-186).

¹ *NG*, n°2, mai 1940, p. 56.

² Nous n'avons pas trouvé d'informations sur lui, ni sur ce groupe. Il est possible toutefois qu'ils soient liés à la Chambre de commerce générale d'Anqing (*Anqing zong shanghui* 安慶總商會), dont le ministère de l'Intérieur explique, dans sa réponse au courrier de l'Association régionaliste de l'Anhui à Nanjing, qu'elle avait écrit pour exiger qu'Anqing redeviene la capitale provinciale (*ibid.*, p. 55).

³ Wang Tinglian 王廷連 (éd.) *Fenghuo kangzhan : Bengbu kangri zhanzheng shiliao xuan* 烽火抗戰：蚌埠抗日戰爭史料選 (Sélection de matériaux historiques sur la Guerre de résistance à Bengbu), Hefei, Anhui daxue chubanshe, 1995, p. 162.

ne compte pas déménager pour le moment ». Finalement, le gouvernement de Wang Jingwei donna raison à Ni Daolang, tout en prévoyant de réexaminer la situation à l'avenir pour effectuer le retour à Anqing. Il n'en fit rien, et le gouvernement provincial de l'Anhui demeura à Bengbu jusqu'à la fin de la guerre¹.

Un débat similaire vit le jour, quelques mois plus tard, au Jiangsu. Le 18 juillet 1940, le Comité des différents milieux de Zhenjiang en faveur du retour du gouvernement provincial à Zhenjiang (*Zhenjiang gejie shengfu huan Zhen cujin weiyuanhui* 鎮江各界省府還鎮促進委員會) envoya une pétition au ministère de l'Intérieur pour réclamer que la capitale du Jiangsu quitte Suzhou pour revenir à Zhenjiang, à l'est de Nanjing². Pour comprendre les tenants de cette revendication, il est nécessaire de revenir un peu en arrière.

Plus encore que pour l'Anhui, l'emplacement de la capitale du Jiangsu était un débat déjà ancien qui trouvait sa source au début de la dynastie Qing. Après la division du Jiangnan, en 1661, la province du Jiangsu fut gouvernée selon le système dyarchique des commissions de gestion du Jiangnan (*Jiangnan buzheng shisi* 江南布政使司) : celle de droite, qui administrait le Jiangsu occidental depuis Jiangning (où se trouvait Nanjing), et celle de gauche, établie à Suzhou. Cette division perdura par la suite à travers le système des circuits (*dao*). Alors qu'une centralisation au profit de Jiangning avait débuté en 1908, la Révolution de 1911 relança la querelle entre les deux villes³. Le principal enjeu de cette rivalité était la sécurité : le siège du gouvernement provincial étant mieux protégé, les notables de l'industrie soyeuse cherchèrent, de part et d'autre, à obtenir que la centralisation administrative se fasse au profit de leur ville. Après avoir brièvement abrité le siège de la province en 1912-1913, Suzhou le perdit au profit de Nanjing, mais obtint que le Commandement militaire provincial (*dudu* 都督) reste sur place⁴. Dès lors installé à Nanjing, le gouvernement du Jiangsu y resta après l'arrivée du GMD en 1927. Le 17 juillet 1928, toutefois, son comité vota une résolution en faveur d'un transfert hors de la nouvelle capitale nationale.

¹ *Ibid.* Nous verrons dans la partie 4.2.2.3 que le manque de cohérence territoriale au sein de la province, où la zone d'influence de Nanjing se limitait à une bande verticale nord-sud, conduisit le gouvernement à envisager de scinder l'Anhui en deux provinces, dont les chefs-lieux respectifs auraient été Bengbu et Wuhu. Ce manque de cohérence découlait de la zone occupée par le Japon, qui épousait les axes ferroviaires Tianjin-Pukou 津浦鐵路, Nanjing-Wuhu 寧蕪鐵路 et la ligne Huainan traversant du nord au sud la partie orientale de la province, ainsi que le cours du Yangzi au sud et celui de la Huai au nord (*WZQS*, p. 528).

² *NG*, n°4, juill. 1940, p. 53-54. Parmi ses signataires, on trouvait : Cao Pu'an 曹樸安, président de la Chambre de commerce de Dantu ; Lu Boying 陸伯英, membre du bureau local du GMD « orthodoxe » ; He Kezhi 胡克之, chef de la branche locale de la Daminhui ; Qiu Fengyi 邱逢宜, représentant à Zhenjiang de la Ligue Anqing (*anqing tongmenghui* 安清同盟會), société de gangsters pro-japonais issue de la Bande verte ; Wang Guangxie 王光燮, président du tribunal local ; Zhuge Qiao 諸葛樵, chef du bureau de suppression de l'opium ; ou encore Hu Jiefu 胡介夫, président(e ?) de l'Association des femmes de Zhenjiang (*ibid.*, p. 54).

³ Ji Haopeng 紀浩鵬, « Ning shu haishi Su shu : Ningren zhi ji Jiangsu shenghui zhi zheng 寧屬還是蘇屬 : 辛壬之際江蘇省會之爭 (Nanjing ou Suzhou ? : La querelle au sujet de l'emplacement de la capitale provinciale du Jiangsu au moment de la Révolution de 1911) », *Jiangsu shehui kexue* 江蘇社會科學, 2017, n°2, p. 239-240.

⁴ *Ibid.*, p. 243-246.

Suzhou ne recueillit qu'un vote, contre six pour Zhenjiang, dont Sun Yat-sen avait fait l'éloge dans son « Plan de reconstruction nationale » (*jianguo fanglüe* 建國方略) et qui présentait l'avantage d'occuper une position centrale, tout en étant proche de Nanjing¹. Devenue la nouvelle capitale du Jiangsu en février 1929, Zhenjiang connut une période faste qui prit fin avec l'invasion japonaise². Sous l'occupation, Suzhou bénéficia d'un essor économique lié à l'installation de l'administration provinciale à laquelle s'ajouta, en 1941, celle de la Campagne de pacification rurale³. Grandement éprouvée par l'arrivée des Japonais à l'hiver 1937, Zhenjiang crut pouvoir, à la faveur du « retour à la capitale » du régime de Wang Jingwei, retrouver la position privilégiée qu'elle occupait durant la « décennie de Nankin ». De même que ceux d'Anqing avant eux, les notables de Zhenjiang s'activèrent donc au moment de la réorganisation du gouvernement provincial, dans l'espoir de supplanter Suzhou. Dans sa lettre du 18 juillet, le comité hétéroclite de Zhenjiang appela le gouvernement à « poursuivre le *fatong* en opérant le transfert de Suzhou à Zhenjiang, afin de répondre aux espoirs de la population dans toute la province [*yi wei quan sheng renmin yongyong zhi wang* 以慰全省人民嚶嚶之望] ». Les pétitionnaires rappelèrent que les différents groupes de la ville avaient déjà envoyé des télégrammes au ministère de l'Intérieur et qu'ils attendaient respectueusement ses instructions. Ils se permettaient néanmoins de relancer Nanjing, en soulignant que la position excentrée de Suzhou portait préjudice à l'ouest de la province. Comme il l'avait fait pour l'Anhui, le ministère de l'Intérieur botta en touche : le gouvernement était favorable à ce que Zhenjiang redevienne la capitale du Jiangsu, mais le contexte particulier l'empêchait d'accéder immédiatement à leur demande⁴.

Les débats qui accompagnèrent les *huandu* provinciaux dans l'Anhui et au Jiangsu sont révélateurs de la façon dont la période de la guerre s'inscrit dans le temps plus long de la construction étatique en Chine. L'accession de Bengbu et de Suzhou au rang de capitales provinciales au début de l'occupation fut, certes, le résultat direct des conditions dans lesquelles se mit en place l'État d'occupation. Leur statut de pôles régionaux, favorisé par l'installation d'une agence des services spéciaux de l'armée japonaise dans chacune d'elle⁵, ne fut pas remis en cause par le « retour à la capitale », alors même que celui-ci devait, en principe, s'accompagner d'une réorganisation de l'administration locale identique à ce qu'elle était en 1937. Ce temps

¹ Tian Tiemin 田鐵民, « Minguo Jiangsu shenghui Zhenjiang guihua jianshe yanjiu 民國江蘇省會鎮江規劃建設研究 (Étude de l'aménagement de la ville de Zhenjiang lorsqu'elle était le chef-lieu du Jiangsu à l'époque républicaine) », *Zhongguo mingcheng* 中國名城, déc. 2014, p. 47-48.

² Timothy Brook consacre un chapitre à Zhenjiang au début de l'occupation (*Collaboration, op. cit.*, chap. 5).

³ Nous reviendrons sur le rôle de Suzhou comme capitale des plaisirs pour les fonctionnaires du régime (partie 6.1.2.3).

⁴ *NG*, n°4, p. 53.

⁵ Brook, *Collaboration, op. cit.*, p. 60. Ce n'était pas là le seul facteur, car une agence fut également établie à Anqing (*ibid.*).

court de l'occupation cache toutefois un temps plus long, proprement chinois ; celui de la compétition intra-provinciale entre les villes pour l'accueil du siège administratif qui, depuis le début des Qing, contribua à la formation de l'État local. Si la guerre n'épargna aucune cité, l'occupation en favorisa certaines, comme le montre le cas de Suzhou. Sans remonter si loin, l'exemple de Bengbu illustre les continuités qui existèrent entre le début et la fin de la période républicaine. Bien que le GMD ait officiellement mis fin à la période des seigneurs de la guerre en 1928, les pouvoirs locaux qui s'étaient construits durant cette dernière persistèrent. Pâle reflet de son oncle, Ni Daolang n'en prolongea pas moins son influence dans la région. S'estimant lésés, les notables d'Anqing et de Zhenjiang se structurèrent en groupes de pression, dont l'existence met au jour des solidarités citadines transcendant les différences politiques et sociales¹.

Morts opportunes à Shanghai et au Zhejiang

La question du *huandu* se posa différemment à Shanghai et à Hangzhou (capitale du Zhejiang). Dans un cas comme dans l'autre, la mort du dirigeant nommé sous le Gouvernement réformé accéléra la prise de contrôle directe par le groupe de Wang Jingwei. À Shanghai, l'assassinat particulièrement brutal du maire Fu Xiao'an, dans la nuit du 10 octobre 1940², glaça le sang des dirigeants de Nanjing, mais eut l'avantage de libérer un poste particulièrement stratégique. Fort de ses appuis japonais et de sa stature dans le milieu bancaire, Fu avait continué à gouverner de manière autonome la principale métropole de Chine centrale. Le jour même, Zhou Fohai discuta avec Wang Jingwei de la personne qui pourrait lui succéder. Wang proposa Chu Minyi, tandis que Zhou était favorable à ce que Chen Gongbo devienne maire. Arrivé de Shanghai, Li Shiqun conseilla à Zhou de prendre lui-même le poste, ou, sinon, de nommer quelqu'un dont « on soit absolument sûr qu'il écouterait[it] » les ordres de Zhou. Comme à son habitude, Chen Gongbo se fit désirer, tentant de se faire remplacer par Mei Siping³. Chen prit ses fonctions le 20 novembre 1940 et occupa le poste jusqu'en décembre 1944, lorsqu'il le céda à Zhou Fohai.

À Hangzhou, où avaient été établis le gouvernement municipal et le siège de l'administration provinciale du Zhejiang⁴, le gouverneur Wang Ruikuai fut laissé en place, mais le poste clé de chef du bureau des Affaires civiles fut attribué à Shen Erqiao. Natif de la ville, Shen était proche du puissant ministre de l'Industrie et du Commerce, Mei Siping, originaire du Zhejiang et lui-même très lié à Zhou Fohai. Ce dernier plaça également d'autres fidèles, comme

¹ Cf. le travail de Toby Lincoln sur Wuxi (*Urbanizing China in War and Peace: The Case of Wuxi County*, Honolulu, University of Hawaii Press, 2015).

² Sur ordre de Chongqing, son cuisinier, qui était à son service depuis dix ans, le poignarda dans son sommeil, avant de le décapiter.

³ ZR, 11 oct. 1940, p. 363-364.

⁴ Nous avons présenté les premières années de l'occupation à Hangzhou dans les parties 2.1.2.1 et 2.1.2.3.

Fei Gongxia 費公俠, au bureau des Finances, et Xu Jidun 徐季敦 à l'Éducation¹. La domination de Mei Siping, qui s'appuya sur d'autres proches tels que Wang Xiakai et Tang Yinghuang 湯應煌, se confirma à la mort de Wang Ruikuai, de maladie, le 24 janvier 1941. Mei Siping lui succéda, mais confia, dans un premier temps l'intérim à Shen Erqiao. Le 22 août, il fit nommer son compatriote Fu Shishuo², qui venait de perdre le portefeuille des Chemins de fer lors de la compression administrative du 16 août. Avec l'accord de Mei Siping, Fu remania le gouvernement provincial au profit de ses soutiens, comme Bu Yu 卜愈, qui avait été son étudiant à l'Université Daxia 大夏³, Wang Zhigang 王志剛, ou encore Tan Shukui 譚書奎, qui succéda à Tang Yinghuang à la mairie de Hangzhou⁴. Comme l'ancien maire He Zan en janvier 1939, Tan fut assassiné quelques mois plus tard. Le successeur de He Zan, Wu Nianzhong, reprit du service et conserva la mairie jusqu'à la fin de la guerre. Ce proche du ministre de l'Intérieur, Chen Qun, fut l'un des derniers représentants du groupe d'hommes originaires de Minhou (Fujian) que Chen avait nommés dans l'administration du Zhejiang au début de la guerre. En effet, Fu Shishuo renouvela également les magistrats de district de la province⁵. Privé du siège de gouverneur, Shen Erqiao reçut, en compensation, la direction de la Zone administrative du Zhejiang oriental (*Zhedong xingzheng qu* 浙東行政區), créée en juin 1942 pour superviser l'intégration de six nouveaux districts⁶.

Les relations qu'entretenait Fu Shishuo avec les autorités japonaises locales furent plus difficiles que celles de Wang Ruikuai. Parlant un excellent japonais pour avoir étudié plus de dix ans à Tokyo, Fu avait l'habitude de négocier directement avec les officiers hauts placés, ce qui obligeait leurs subalternes à lui laisser une plus grande marge de manœuvre. Alors que Wang Ruikuai soumettait chaque décision à l'aval de ses conseillers nippons, Fu Shishuo nomma de nouveaux magistrats de district sans en référer à sa tutelle⁷. Début 1944, le gouvernement de Nanjing contrôlait 33 districts au Zhejiang, soit un peu moins de la moitié de la province dans ses limites d'avant-guerre⁸.

¹ Chen Dingwen, « Hangzhou lunxian... », art. cit., p. 213.

² Ils étaient tous deux originaires de la région de Wenzhou (Zhejiang), Mei étant né à Yongjia et Fu dans le district voisin de Leqing (Annexe 3).

³ Établissement privé de Shanghai, également connu sous le nom anglais de « The Great China University », l'Université Daxia avait été fondée en 1924 par un groupe de professeurs de l'Université de Xiamen, parmi lesquels Fu Shishuo, en soutien à la révolte de leurs étudiants (Yeh Wen-Hsin, *The Alienated Academy: Culture and Politics in Republican China, 1919-1937*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1990, p. 103).

⁴ Chen Dingwen, « Hangzhou lunxian... », art. cit., p. 214.

⁵ He Zhiping, « Zhejiang he Hangzhou... », art. cit., p. 499, 501.

⁶ Yuyao, Cixi, Fenghua, Zhenhai, Yinxian et Xiaoshan. En mars 1943, deux districts furent ajoutés (Shangyu et Dinghai) à cette zone qui devint la 1^{ère} zone d'inspection administrative (*WZQS*, p. 1501 ; Annexe 2.21).

⁷ He Zhiping, « Zhejiang he Hangzhou... », art. cit., p. 501.

⁸ Voir Annexe 2.19.

Nommé gouverneur en novembre 1944 à la place de Fu Shishuo, *Xiang Zhizhuang 項致莊 fut plus étroitement contrôlé par l'occupant, en raison de son profil particulier¹. Proche de Chen Guofu et donc de Zhou Fohai, ce militaire originaire de Hangzhou n'avait rejoint le gouvernement de Wang Jingwei qu'en 1943. Lorsqu'il reçut, en mars 1945, l'ordre de céder le Zhejiang à Ding Mocun, Xiang s'« accrocha à sa charge » (*lianzhan* 戀棧) en menaçant Nanjing de mobiliser les troupes stationnées dans la province pour s'opposer à cette décision. Chen Gongbo demanda alors aux Japonais de faire pression sur Xiang, lequel dut se résoudre à envoyer un télégramme de bienvenue à Ding Mocun. Après avoir dépêché son bras droit Huang Qingzhong en éclaireur, Ding arriva à Hangzhou le 24 mai 1945².

Le gouvernement provincial du Zhejiang est exemplaire de la manière dont les relations de pouvoir s'articulaient en fonction des différents réseaux impliqués dans le choix du personnel dirigeant local. Mei Siping parvint à supplanter Chen Qun pour devenir l'homme fort de sa province natale grâce à son affinité politique avec Zhou Fohai. Il se fit représenter à Hangzhou par ses lieutenants Shen Erqiao et Fu Shishuo, avec lesquels il était lié par une affinité géographique. Fu Shishuo activa, lui-même, son réseau personnel d'anciens de l'Université Daxia³. À la fin de la guerre, Zhou Fohai fit successivement nommer Xiang Zhizhuang puis Ding Mocun, issus comme lui de la clique CC, mais qui furent également choisis en fonction d'affinités géographiques : le premier avec Hangzhou, dont il était natif ; le second avec Zhou, Hunanais comme lui. La résistance opposée par Xiang à sa révocation en mars 1945, montre que les remaniements n'étaient pas chose facile, même au sein d'une même faction. Comme bien souvent, les autorités japonaises servirent d'intermédiaire dans la résolution du conflit entre collaborateurs chinois.

4.2.2.2. Hubei et Jiangxi : les marches rétives du grand Ouest

À l'échelle modeste du gouvernement de Wang Jingwei, les provinces du Hubei et du Jiangxi pouvaient apparaître comme bien lointaines. La première resta autonome, de fait, plusieurs années après le « retour à la capitale » et rechigna à laisser se former un gouvernement provincial dans la seconde, dont la plupart des districts occupés par le Japon avaient été placés sous son autorité.

¹ *Ibid.*

² Huang Qingzhong, « Zhejiang hanjian shengzhang Ding Mocun », art. cit., p. 81.

³ Sous la houlette de Fu Shishuo, une dizaine de professeurs et d'étudiants de l'Université Daxia rallièrent le Mouvement de paix (Yan Youwen 嚴幼文, « Wei jiaoyu buzhang Zhao Zhengping 偽教育部長趙正平 (Le ministre de l'Éducation fantoche, Zhao Zhenping) », in *Huadong...*, *Wangwei qunjian...*, op. cit., 1993, p. 202).

Autonomisme wuhanais contre irrédentisme nankinois

Débutée plus tardivement qu'en Chine orientale, la construction de l'État d'occupation au Hubei s'y était faite indépendamment des gouvernements collaborateurs de Beijing et Nanjing. Par ailleurs, Wang Jingwei ne disposait pas, dans la région, des liens privilégiés qui avaient fait de Canton – plus lointaine pourtant – son bastion le plus sûr. Les autorités japonaises locales avaient placé He Peirong à la tête du gouvernement provincial du Hubei, qui comprenait, à sa fondation, le 5 novembre 1939, 40 districts imparfaitement contrôlés, dont 10 étaient situés dans les provinces voisines, au Jiangxi notamment¹. Les dirigeants du Mouvement de paix s'employèrent, dès le « retour à la capitale », à intégrer le Hubei dans l'administration locale du gouvernement de Nanjing.

À son retour de Canton, Wang Jingwei effectua une visite d'une journée à Wuhan, entre le 17 et le 18 avril 1940². Il prononça, à cette occasion, un discours radiodiffusé dans lequel il souligna que, lors de sa participation à la première session du Conseil politique central, le 20 mars, le gouverneur He Peirong avait exprimé son envie d' « agir de concert [*tongxin xieli* 同心協力] » avec le nouveau régime³. Wang fit ensuite l'éloge de la ville, située au centre de la Chine et dont la population, par « sa pensée et ses actes, influen[çait] le pays dans son ensemble ». Il appela les habitants de Wuhan à soutenir, eux aussi, le Mouvement de paix⁴. Après ces belles paroles, il rencontra les autorités japonaises locales sans l'appui desquelles le rattachement du Hubei à l'administration de Nanjing resterait un vœu pieux. Il fut, semble-t-il, question de l'installation prochaine d'un quartier général de l'armée chinoise et de la création d'un bureau local du GMD « orthodoxe », ainsi que de la réorganisation des administrations provinciale et

¹ Voir la partie 2.1.3.2, ainsi que les annexes 1.10 et 2.3.

² Afin de ne pas perdre le lecteur, nous n'utilisons ici que le nom de Wuhan, sauf lorsque les sources parlent de Hankou (ou Hankéou dans la romanisation changeante des diplomates français).

³ Le consul de France à Hankou, Fernand Roy, rapportait que He Peirong était « revenu par avion le 30 mars au soir n'ayant été autorisé qu'à assister au Conseil Central politique, participation qu'il a déclinée ». Sans doute s'agissait-il du Comité politique central du 30 mars et non pas du Conseil, tenu le 20 mars. Quoi qu'il en soit, ce retour précipité annonçait le degré de sincérité que comptait mettre He dans l'action « de concert » avec Nanjing (Roy à l'ambassadeur de France en Chine, « Province du HOU PEI et Gouvernement WANG CHING WEI », télégramme n°53, 9 avril 1940, ADF 503). Dans ses mémoires, Chen Chupu rapporte, que, poussés par leurs patrons japonais, les gouvernements locaux de Wuhan et Canton avaient exigé de pouvoir participer au Conseil politique central et envoyé leurs représentants dans la capitale, sans attendre l'autorisation de Nanjing. C'est ainsi qu'il avait fallu au dernier moment, ajouter des sièges, de simples auditeurs (*liexi* 列席), pour He Peirong et Peng Dongyuan (Chen Chunpu, « Wang Jingwei jituan toudi neimu 汪精衛集團投敵內幕 (Les coulisses de la défection du groupe de Wang Jingwei en faveur de l'ennemi) », in Huang Meizhen, *Weiting youying lu, op. cit.*, 2010, p. 94). L'attitude des autorités de Wuhan, mêlant hostilité à l'égard du projet centralisateur de Nanjing et volonté de peser en son sein, s'était exprimée lors de la cérémonie de « retour à la capitale » à Wuhan (partie 3.1.1.2) et dans la création d'un « Parti républicain » visant à concurrencer le GMD « orthodoxe » (partie 3.3.3.2).

⁴ Wang Jingwei, « Shixian heping shishi xianzheng », *WHJY*, p. 209-210.

municipale¹. Le mois suivant, Zhou Fohai fit, à son tour, le voyage jusqu'à Wuhan. Une semaine avant, il écrivait à propos de cette visite :

si je n'obtiens aucun résultat, cela ne portera pas seulement atteinte à l'autorité du gouvernement central, mais aussi à ma propre réputation [*yu zhi shengyu* 余之聲譽]. Je dois donc bien me préparer. Toutefois, la clé du problème reste les militaires japonais sur place. Les ordres du haut-commandement n'ont aucun effet sur eux, ce qui suffit à montrer les dysfonctionnements qui existent d'un bout à l'autre de la chaîne de commandement nipponne [*zu jian Riben shangxia zhi bu guan che ye* 足見日本上下之不貫徹也]².

En tant que ministre des Finances, Zhou était particulièrement préoccupé par les velléités autonomistes de Wuhan en matière fiscale. Le lendemain, il discuta de cette question avec Inukai Ken et Shen Zhuhen 沈竹痕, qui dirigeait alors le Bureau de suppression de l'opium à Wuhan³. Il interrogea ce dernier sur la situation précise dans la capitale du Hubei, et sur les moyens à la disposition du gouvernement central pour recouvrer l'impôt⁴. En raison du caractère récent de la reconstruction étatique au Hubei, l'extraction fiscale y reposait principalement sur la gabelle (*yanshui* 鹽稅) et l'impôt sur l'opium (*yapianshui* 鴉片稅). Tous deux étaient considérés par Nanjing comme des impôts d'État (*guoshui* 國稅), devant être perçus par le gouvernement central. Cette revendication vint se superposer aux luttes locales déjà en cours pour le contrôle des recettes fiscales⁵.

Zhou s'envola pour Wuhan le 12 mai en compagnie de Li Shiqun notamment⁶. Il fut accueilli sur le tarmac par le chef du Bureau des services spéciaux, Shibayama Kaneshirō, avant d'effectuer une tournée de la ville en compagnie des dirigeants chinois. Flanqué de son conseiller militaire Kawamoto Yoshitarō, Zhou mena, dans la soirée, des négociations au sujet de la réunification fiscale⁷. Shibayama ne s'opposa pas à une telle perspective mais tenta d'en repousser l'échéance : Zhou demanda que Wuhan commence à reverser à Nanjing un pourcentage fixe de l'impôt dès le mois suivant, alors que Shibayama exigea que les versements ne débutent que six mois plus tard

¹ Fernand Roy (consulat de Hankou) à l'ambassadeur de France en Chine, « Situation à Hankéou », télégrammes n°61-63, 19 avril 1940, ADF 503.

² ZR, 7 mai 1940, p. 290-291.

³ Sur le trafic d'opium au Hubei et le rôle de Shen, voir Xia Guoyao 夏國堯, Huang Shaonian 黃少唸, « Riwei Wuhan jieyanju de heimu 日偽武漢戒煙局的黑幕 (Les dessous du Bureau de suppression de l'opium des fantoches pro-japonais à Wuhan) », *Wuhan wenshi ziliao*, vol. 7, 1982, p. 76-82. Shen Zhuhen y est présenté comme un « vagabond sans emploi » ayant déjà trempé dans le trafic d'opium avant-guerre (*ibid.*, p. 77). Sa présence au domicile nankinois de Zhou ce jour là suggère toutefois qu'il n'était pas qu'un acteur local, ou du moins qu'il cherchait à se faire bien voir des nouvelles autorités centrales. Après avoir régné en maître, Shen mourut d'un cancer avant la fin de la guerre (*ibid.*, p. 81).

⁴ ZR, 8 mai 1940, p. 291.

⁵ Cheng Hua, « Riwei Hankou shizhang Shi Xingchuan », art. cit., p. 55. Il a été question de ces luttes au moment de la création du gouvernement provincial en novembre 1939 (partie 2.1.3.2).

⁶ WZQS, p. 1550.

⁷ Zhou ne mentionne à aucun moment la présence des collaborateurs chinois de Wuhan durant ces négociations, ce qui montre bien où se situait le véritable pouvoir.

et que leur montant soit renégocié chaque mois en fonction des circonstances¹. Le surlendemain, Shibayama réunit devant Zhou les responsables provinciaux et municipaux du fisc, ainsi que leurs conseillers japonais, pour leur expliquer la nouvelle « orientation de la politique fiscale et l'esprit qu'ils devaient adopter »².

Dès son retour à Nanjing, Zhou convoqua Yu Cai 俞裁, son chef du bureau des Affaires générales au ministère des Finances, dont il avait décidé de faire son représentant à Wuhan, en le plaçant à la tête du Comité provisoire pour la régularisation de la politique fiscale au Hunan-Hubei-Jiangxi (*Xiang-E-Gan linshi caizheng zhengli weiyuanhui* 湘鄂贛臨時財政整理委員會), dont le but était de superviser l'intégration du fisc wuhanais dans le système central³. Il l'exhorta à se monter « particulièrement strict » dans la réalisation de sa mission qui visait à accélérer la « réunification de Wuhan avec le gouvernement central [*Wuhan tongyi yu zhongyang* 武漢統一於中央] ». En tant que « premier représentant envoyé par le gouvernement central, il ne pouvait pas déshonorer sa mission [*bu ke you ru shiming* 不可有辱使命] ». Il devrait, pour cela, prendre garde à ne pas « se laisser gagner par la corruption ambiante [*tong liu he wu* 同流合污] »⁴. Malgré ces propos solennels, on peut se demander si Yu Cai, second couteau qui occupait déjà ce poste au ministère des Finances sous le Gouvernement réformé⁵, ne fut pas choisi par Zhou pour « essayer les plâtres » de la réunification. Le 2 août 1940, Zhou nomma son beau-frère *Yang Xinghua 楊惺華 au ministère, à la place de Yu Cai⁶. Dans sa mission à Wuhan, ce dernier ne donna pas satisfaction à son supérieur :

J'ai convoqué Yu Cai pour l'interroger sur la situation fiscale au Hunan-Hubei-Jiangxi. Apprenant qu'il avait signé un accord avec Shibayama sans mon autorisation [*shanzi* 擅自], je l'ai réprimandé. Je vais le révoquer et le mettre en examen [*mianzhi chaban* 免職查辦]⁷

Ces mauvaises nouvelles venaient contrarier l'effort de centralisation mené par Zhou Fohai, qui, le 1^{er} novembre 1940, avait convoqué à Nanjing, une « conférence sur la régularisation de la politique fiscale locale », à laquelle assistèrent les chefs de bureau des Finances des différents

¹ Avant d'aller se coucher, Zhou nota que Kawamoto l'avait soutenu face à Shibayama, une preuve selon lui du « caractère particulier [*tezhi* 特質] » des Japonais (ZR, 12 mai 1940, p. 293).

² ZR, 14 mai 1940, p. 294.

³ La création de ce comité avait été obtenue par Zhou à Wuhan. Outre Yu Cai, il comptait parmi ses membres permanents le trafiquant d'opium Shen Zhuhen, dont il vient d'être question (ZR, p. 295, n.1).

⁴ ZR, 16 mai 1940, p. 295.

⁵ CIG, p. 167.

⁶ MZN, p. 1078.

⁷ ZR, 10 nov. 1940, p. 376. Zhou n'était pas au bout de ses peines. Il reçut le même jour Yi Zhonghan 易鍾漢, alors secrétaire au ministère, pour qu'il l'informe de la situation fiscale à Canton. Il tira de l'entrevue le constat suivant : « La bande de Madame Wang considère le Guangdong comme sa propriété privée [*Wang furen yi xi shi Guangdong wei sichan* 汪夫人一系視廣東為私產] et cherche à gagner en autonomie. C'est affligeant » (*ibid.*). Cette remarque nous conduit à relativiser l'efficacité du contrôle fiscal exercé par Nanjing sur Canton évoqué dans la partie précédente. Si la province fut bien l'empire de Chen Bijun, elle ne chercha pas forcément à en faire profiter le régime dans son ensemble.

gouvernements provinciaux et municipalités spéciales (Jiangsu, Zhejiang, Anhui, Hubei, Shanghai, Nanjing et Wuhan)¹.

Parallèlement, Nanjing chercha à étendre son emprise sur le Hubei à travers l'incorporation des troupes chinoises locales dans son armée en formation et l'établissement d'une branche locale de l'Académie militaire centrale. Originaire de la province, le général *Ye Peng 葉蓬 fut envoyé par le Comité des affaires militaires en tant que Commissaire à la pacification de Wuhan (*Wuhan sui jing zhuren gongshu* 武漢綏靖主任公署). Son arrivée le 8 mai 1940, quelques jours avant Zhou Fohai, inspira au consul français le rapport suivant :

Il a peu de chances de réussir dans sa mission, les Japonais n'ayant pas l'intention de lui laisser prendre la direction des troupes chinoises de la Chine centrale, direction qu'ils veulent placer sous leurs ordres. Il ne restera que quelques jours à Hankéou et rentrera à Nanking. Il est peu probable qu'il revienne ici².

De fait, Ye Peng se heurta à l'étroite tutelle des conseillers nippons. Il obtint, néanmoins, que les soldats japonais cessent de patrouiller dans la ville³. À en croire l'un de ses biographes, les relations difficiles qu'entretenait Ye Peng avec les autorités d'occupation locales tenaient à un différend vieux de quatre ans qui l'opposait à Shibayama et qui aurait conduit ce dernier à le gifler lors de leur première entrevue en 1940⁴.

La position de Ye Peng à Wuhan fut, par ailleurs, menacée par son vieil ami et compatriote, Yang Kuiyi, qu'il avait pourtant recommandé à Wang Jingwei. Aidé par son épouse, qui traitait Chen Bijun en mère adoptive, Yang sut gagner les faveurs de Wang et lui révéla que le Juntong avait contacté Ye Peng pour qu'il l'assassine⁵. Après le décès brutal du gouverneur He Peirong, le 5 juin 1942⁶, Ye fut écarté du poste de gouverneur au profit de Yang Kuiyi, qui fut également nommé à la tête des troupes chinoises de la région⁷. Comme à Shanghai et à Hangzhou, la mort de

¹ ZR, 1^{er} nov. 1940, p. 373 ; WZQS, p. 734.

² Roy à l'ambassadeur de France en Chine, « Commissaire Pacificateur Wuhan », télégrammes n°81-82, 10 mai 1940, ADF 503.

³ Lan Shuxuan 藍恕軒, « Ye Peng qiren qishi 葉蓬其人其事 (Biographie de Ye Peng) », *Hubei wenshiziliao* 湖北文史資料, vol. 40, 1992, p. 161.

⁴ Wu Ming 吳名, « Gualian xianchi de da hanjian Ye Peng 寡廉鮮恥的大漢奸葉蓬 (Le grand traître sans honte ni pudeur, Ye Peng) », in Huadong..., *Wangwei qunjian...*, op. cit., 1993, p. 277-278. Nous rapportons les tenants et les aboutissants de cette anecdote savoureuse dans la notice de Ye Peng (Annexe 3). Il est fort possible que cet épisode, venant accentuer le destin tragicomique du pauvre Ye, soit apocryphe, car on ne le trouve mentionné dans aucun autre *wenshi ziliao*. Wu Ming, le nom donné par l'auteur de celui-ci n'inspire d'ailleurs pas confiance : il peut être lu comme signifiant « sans nom » (*wuming* 無名).

⁵ Lan Shuxuan, « Ye Peng qiren qishi », art. cit. p. 162.

⁶ Les circonstances de sa mort ne sont pas claires. Selon les sources, He fut, au choix, empoisonné par les Japonais, par sa femme, ou mourut plus simplement de maladie. He était un opiomane invétéré, tout comme son successeur Yang Kuiyi, qui parvenait néanmoins à garder la forme (Cheng Hua, « Lunxian shiqi Hubei wei zhengquan de qianqian houhou », art. cit., p. 28-29).

⁷ Le 16 juillet 1942, le Comité politique central supprima le poste de Commissaire à la pacification de Wuhan, par celui de chef d'état-major du quartier général du Comité des affaires militaires à Wuhan (*junshi weiyuanhui Wuhan xingying canmouzhang* 軍事委員會行營參謀長) (WZQS, p. 1576-1577).

l'homme « fort » de Wuhan marqua un tournant dans le rattachement du Hubei à la zone d'influence du régime de Nanjing. Yang Kuiyi fut choisi pour incarner cette intégration :

Il semble être arrivé de Nankin avec des instructions précises concernant l'administration de cette province, dont il est d'ailleurs originaire. Si l'on rapproche cette nomination de l'introduction dans la région de Han-k'ou du dollar CRB¹, qui porte un coup sensible à la politique autonomiste des autorités tant japonaises que chinoises de cette ville, on retire l'impression d'un net affermissement de l'influence du Gouvernement de Nankin dans la Chine centrale. En outre, le bruit court que de nouveaux changements de personnes vont avoir lieu ici.²

En effet, l'arrivée de Yang Kuiyi s'accompagna du remplacement de cinq membres du comité de gouvernement provincial (sur onze sièges), qui étaient pour la plupart des collaborateurs déjà en place avant 1940³. Avant cette date, Nanjing n'avait pas été en mesure de peser sur les nominations au sein du gouvernement provincial, sinon à l'occasion de dissensions internes. Le poste de chef du bureau de l'Éducation, occupé depuis octobre 1940 par Huang Shiguang 黃實光, était convoité par le directeur de l'École normale du Hubei, Li Jingbang 李經邦. Le premier pouvait se prévaloir de ses liens anciens avec le gouverneur He Peirong, tandis que le second, qui était diplômé de l'Université des lettres et sciences (Bunrika daigaku 東京文理科大学) de Tokyo et avait épousé une Japonaise, avait ses entrées auprès des autorités militaires japonaises de Wuhan. La querelle prit de telles proportions, qu'il fut décidé de démettre les deux hommes, le 19 mai 1942. Invité à choisir le nouveau responsable de l'Éducation, en application de la loi organique, le gouvernement de Nanjing envoya He Tingliu 何庭流, ancien vice-ministre de l'Agriculture et des Mines chargé des affaires générales, qui avait perdu sa charge lors du remaniement d'août 1941⁴.

Peu après son arrivée à Wuhan, Yang Kuiyi conseilla à Nanjing de rétrograder la ville au rang de municipalité ordinaire, afin de refléter le caractère modeste de ses rentrées fiscales et faire des économies⁵. Ye Peng fit son retour, comme gouverneur, en mars 1945.

Du fait de la proximité de la ligne de démarcation avec la zone contrôlée par Chongqing, le nombre des districts placés sous l'autorité du gouvernement provincial évolua tout au long de la guerre. Cette particularité explique que certaines circonscriptions ne furent rattachées à l'État

¹ La branche wuhanaise de la Banque centrale de réserve fut établie le 3 août 1942. Elle prenait la suite des succursales fondées à Suzhou (10 février), Hangzhou (3 mars), Bengbu (19 mai) et Canton en mai. La nouvelle monnaie émise par la banque de Nanjing devint la seule autorisée à compter du 27 mai 1942 (*WZQS*, p. 1575, 1577 ; Zhu Peixi, *Jisheng yu gongsheng*, *op. cit.*, p. 85 ; Zhi Jiu 志久, « Wangwei zhongyang chubei yinhang Hankou fenheng shimo 汪偽中央儲備銀行漢口分行始末 (Histoire de la succursale à Hankou de la Banque centrale de réserve du régime fantoche de Wang Jingwei) », *Wuhan wenshi ziliao*, vol. 6, 1982, p. 84-93).

² Robert Germain (consulat de Hankou) à l'ambassadeur de France en Chine, « Entrée en fonctions du nouveau Gouverneur », 8 août 1942, ADF 327. Fernand Roy avait transmis sa charge à Germain le 20 juin 1941 (Bensacq-Tixier, *Dictionnaire biographique des diplomates et consuls en Chine*, *op. cit.*, p. 377).

³ *MZN*, p. 1120. Nous ne comptons pas le siège de He Peirong qui, étrangement, apparaît toujours pour l'année 1943.

⁴ *MZN*, p. 1119 ; Cheng Hua, « Lunxian shiqi Hubei wei zhengquan de qianqian houhou », art. cit., p. 27.

⁵ *Ibid.*

d'occupation qu'à la toute fin du conflit. Ce fut le cas, au nord-ouest de la province, du district de Guanghua, fondé en juin 1945¹. Au nord de Jingmen, les Japonais établirent un Comité de maintien de l'ordre dans la zone de Huji 胡集, 33 jours seulement avant la reddition². On voit ainsi que l'État d'occupation continua sa construction en suivant le *modus operandi* décrit dans le chapitre 2, consistant à recruter sur place des collaborateurs et à fonder des organisations locales.

Naissance d'un gouvernement local au Jiangxi : une gestation mouvementée

L'autonomie de fait du gouvernement provincial du Hubei fut la principale raison pour laquelle le régime de Wang Jingwei attendit juin 1943 pour établir formellement un gouvernement dans la province voisine du Jiangxi³. Le nord du Jiangxi fut occupé par l'armée japonaise au moment de la campagne de Wuhan, entre le milieu de l'année 1938 et début 1939. Des comités locaux virent le jour, avant d'être transformés en sièges provisoires d'administration de district (*xianzheng choubeichu* 縣政籌備處), entre septembre 1939 et début 1940⁴. Neuf d'entre eux⁵ furent placés sous l'autorité du gouvernement provincial du Hubei et deux autres (Pengze et Hukou), sous celui de l'Anhui. Cette division provenait du fait que les troupes stationnées dans les premiers relevaient du quartier général de Wuhan, tandis que les seconds étaient contrôlés par les autorités de l'Armée de terre et de la Marine installées à Anqing (Anhui)⁶. Le plan des officiers de Wuhan, visant à fonder un gouvernement régional sur le modèle de celui de Beijing, fut contrecarré par les autorités japonaises et chinoises de Nanjing⁷. Dès le « retour à la capitale », le régime de Wang Jingwei projeta de fonder un gouvernement provincial au Jiangxi. L'administration de He Peirong à Wuhan et ses soutiens japonais n'entendaient cependant pas voir leur zone d'influence amputée de ces districts peuplés qui constituaient une source importante de recettes fiscales.

En juin 1940, Nanjing envoya Wang Daonan 王道南 à Jiujiang pour qu'il y fonde un bureau local du GMD « orthodoxe ». Jusqu'en novembre, des cellules (*dangyuan tongxunchu* 黨員通訊處) furent établies dans les différents districts. Unique organisation représentant le régime de Wang Jingwei au Jiangxi, le bureau du GMD n'avait cependant aucun pouvoir sur

¹ Annexe 2.3. Guanghua est situé trop au nord pour apparaître sur notre carte (Annexe 1.10).

² Huang Liexian 黃烈顯, « Huji diqu de Riwei weichihui 胡集地區的日偽維持會 (Le Comité de maintien de l'ordre des fantoches pro-japonais dans la zone de Huji) », *Zhongxiang kangri fenghuo lu* 鐘祥抗日烽火錄 (Souvenirs sur le district de Zhongxiang pendant la Guerre de résistance), vol. 12, 1992, p. 25-32.

³ Voir l'Annexe 1.11.

⁴ Voir l'Annexe 2.23.

⁵ Ruichang, Jiujiang, De'an, Xingzi, Yongxiu, An'yi, Xinjian, Nanchang et la zone spéciale de Lushan, située entre Jiujiang et Xingzi, qui avait rang de district (*WZQS*, p. 1504).

⁶ Chen Ronghua 陳榮華 (dir.), *Jiangxi kangri zhanzheng shi* 江西抗日戰爭史 (Histoire de la Guerre de résistance contre le Japon au Jiangxi), Nanchang, Jiangxi renmin chubanshe, 2005, p. 191-192.

⁷ Voir la partie 2.1.3.2.

l'administration locale. En novembre, Wang Daonan écrivit au gouvernement central pour demander qu'un gouvernement provincial du Jiangxi soit créé. Soulignant la grande hétérogénéité des organisations établies dans chaque district, il affirma que ces conditions rendaient difficile la construction de l'appareil local du GMD. Dans son courrier, Wang pointa également l'influence néfaste des autorités du Hubei, qui « n'hésit[aient] pas à s'immiscer dans les affaires locales¹ ». À ses yeux, « former sur le champ un gouvernement provincial permettrait de mettre à bas l'esprit du Bureau du Hunan-Hubei-Jiangxi² »³.

L'activisme de Wang Daonan suscita, au Jiangxi comme à Nanjing, un engouement pour le projet de gouvernement provincial. En février 1941, un certain Zhu Youtang 朱友棠, envoya deux télégrammes à Wang Jingwei, au nom des notables locaux, pour l'exhorter de fonder un gouvernement au Jiangxi. Il recommanda au poste de gouverneur *Xu Suzhong 徐蘇中, originaire de la province. Cette dernière requête fut rejetée par Nanjing au motif que Xu était alors secrétaire à la présidence (*wenguanzhang* 文官長), ce qui l'empêchait d'occuper un poste si lointain. Dans sa seconde missive, Zhu Youtang insista, en rappelant que Chen Gongbo et Mei Siping cumulaient respectivement la direction de Shanghai et du Zhejiang. Il proposa qu'en l'absence de Xu, l'intérim soit assuré par le président du Siège provisoire de l'administration de Nanchang, Wan Xi 萬熙. Il conclut sa pétition sur un ton légèrement menaçant : « La volonté du peuple ne saurait être empêchée et les affectations aux hautes fonctions rester en suspens [*renmin bu ke da e, daren bu ke jiu xuan* 人民不可大過, 大任不可久懸] »⁴.

Le 15 février 1941, le secrétariat de Wang Jingwei répondit à Zhu Youtang que sa demande serait examinée. Or, le même jour, Wang Jingwei ordonna au Yuan exécutif de débiter le processus de formation du gouvernement provincial du Jiangxi, après que la proposition de Wang Nandao en novembre eut été adoptée⁵. Le fait que cette information, connue depuis plusieurs semaines, ne soit pas communiquée à Zhu Youtang montre que Nanjing n'entendait pas se faire dicter ses décisions par les notables de Nanchang. Ces derniers cherchaient manifestement à placer l'un des leurs au poste de gouverneur, tout en conseillant que la charge nominale soit attribuée à Xu Suzhong, en espérant que ce compatriote proche de Wang Jingwei défendrait leurs intérêts à Nanjing.

En février 1941 toujours, le président du Comité pour l'accélération de la formation du gouvernement provincial du Jiangxi (*Jiangxi shengzheng cucheng weiyuanhui* 江西省政促成委

¹ [*Yue zu dai pao* 越俎代庖] « (Dans un sacrifice) enjamber les plateaux d'offrandes pour remplacer le cuisinier (d'après Zhuang zi) : sortir de ses attributions ; se mêler des affaires d'autrui » (*GR*).

² [*Xiang-E-Gan jubu sixiang* 湘鄂贛局部思想] : le projet de gouvernement régional soutenu par les autorités de Wuhan.

³ Cité dans Chen Ronghua, *Jiangxi kangri zhanzheng shi*, *op. cit.*, p. 195-196.

⁴ Cité *ibid.*, p. 196.

⁵ *Ibid.*

員會), Liu Bingdeng 劉冰澄, envoya une autre pétition à Nanjing, dans laquelle il dénonça l'attitude du gouvernement de He Peirong, « qui ne cess[ait] de clamer les liens naturels unissant le Hubei et le Jiangxi et s'activ[ait] dans l'ombre [*meng bei wangwei* 蒙背妄為], dans le but de créer un Conseil des affaires politiques de Chine intérieure [*Huazhong zhengweu weiyuanhui* 華中政務委員會], contrôlant les trois provinces »¹. Liu Bingdeng ajouta que He Peirong avait « accaparé l'administration du Jiangxi pour la placer sous sa direction personnelle [*juequ Gan zheng si wei lingdao* 攫取贛政私為領導] ». Ses représentants géraient en son nom toutes les affaires locales, en particulier les impôts. Ils montraient « non seulement du mépris pour les habitants du Jiangxi », mais ne faisaient « aucun cas du gouvernement central [*mosha zhongyang* 抹殺中央] »². En jouant ainsi la carte de Nanjing contre Wuhan, les notables du Jiangxi comptaient, sans doute, recouvrer leur souveraineté locale, en matière fiscale notamment. Ils pensaient pouvoir mieux protéger celle-ci des velléités centralisatrices du lointain gouvernement de Nanjing, que de leurs voisins du Hubei et de leurs puissants appuis nippons. L'attitude prudente de Wang Jingwei face à la pétition de Zhu Youtang laisse penser qu'il était bien conscient de cette finalité régionaliste, que cherchait à dissimuler le discours en faveur du Mouvement de paix et de la centralisation.

Face à la menace d'une coalition des collaborateurs du Jiangxi et de Nanjing, le gouvernement du Hubei réagit en projetant de créer un « Comité des affaires politiques du Jiangxi » (*Jiangxi zhengwu weiyuanhui* 江西政務委員會), par le truchement duquel son contrôle de l'administration du Nord-Jiangxi serait plus efficace. Afin de s'assurer auparavant qu'il obtiendrait le plein soutien des dirigeants locaux, il procéda en deux temps. Tout d'abord, Wuhan transforma les sièges provisoires d'administration de district du Jiangxi en gouvernements de district (*xian zhengfu* 縣政府). La chose faite, He Peirong put, le 1^{er} août 1941, nommer l'ensemble des magistrats des neuf districts du Jiangxi placés sous l'autorité de son gouvernement, avant de les convoquer pour qu'ils se mettent au rapport. Dans un second temps, Wuhan envoya, dans chaque district, un commissaire chargé de « surveiller les politiques menées [*jianshi zhengce* 監視政策] »³.

À la fin de l'année 1941, la mise en place du gouvernement provincial du Jiangxi connut un nouveau rebondissement : l'« Affaire Xiao Shuyu »⁴. Originaire de Yongxin au Jiangxi et ancien étudiant en France, Xiao Shuyu 蕭淑宇 (?-1941) était un proche de Chen Gongbo. Après

¹ Les trois provinces en question sont le Hubei, le Hunan et le Jiangxi. Nous traduisons *Huazhong* par « Chine intérieure » plutôt que « Chine centrale » pour éviter les confusions avec le Jiangnan (voir les Conventions d'écriture).

² Cité *ibid.*, p. 193.

³ *Ibid.*, p. 194.

⁴ *Ibid.*, p. 199-200.

l'occupation de Nanchang, il avait fondé l'École de la reconstruction nationale (*jianguo zhongxue* 建國中學) dans le district de Ji'an, où le général Xiong Shihui 熊式輝 (1893-1974), gouverneur du Jiangxi (nommé par Chongqing), avait installé ses bureaux. À en croire les mémoires d'un ancien responsable du Juntong au Jiangxi pendant la guerre, Xiao Shuyu diffusait dans son école une propagande pessimiste, favorable au Mouvement de paix et communiquait secrètement avec Chen Gongbo. Le Juntong découvrit rapidement la chose et acheta les services de Qin Jing 秦鏡, responsable de l'éducation physique au sein de l'école, pour être tenu informé¹. Les services secrets de Chongqing découvrirent ainsi que Wang Jingwei cherchait, par l'intermédiaire de Xiao Shuyu, à obtenir le ralliement de Xiong Shihui. À l'automne 1941, ce dernier envoya à Nanjing son bras droit Xiong Bin 熊濱 (un parent de l'épouse de Xiao Shuyu) avec une lettre pour Wang Jingwei. Xiong Bin se rendit chez Wang en compagnie de Ding Mocun, dont il avait été le camarade de classe². Choisi, semble-t-il, par Nanjing pour être le futur gouverneur du Jiangxi, Xiao Shuyu s'appêtait, le 27 décembre 1941, à partir pour Nanchang, lorsqu'il réalisa que des agents du Juntong allaient l'arrêter. Selon les versions, il aurait été abattu en essayant de s'échapper ou se serait suicidé³. Sa mort est généralement considérée comme la cause principale du retard pris dans la mise en place du gouvernement provincial au Jiangxi. Or, un document plus tardif minore l'influence de l'affaire Xu Shuyu sur ce processus. Il atteste en effet que Nanjing tenta de mettre à exécution ce projet en janvier 1942, après avoir essuyé un premier échec en juillet 1941. Le document en question est une pétition envoyée le 20 octobre 1942 par Liu Zichi 劉子池, qui siégeait alors parmi les conseillers de la présidence (dirigés par Xu Suzhong) et qui était à la tête de l'Association pour la promotion du Mouvement de paix au Jiangxi (*Jiangxi sheng heping yundong cujin hui* 江西省和平運動促進會)⁴.

La principale cause de ce retard restait l'obstruction exercée par Wuhan. La mort de He Peirong en juin 1942 et son remplacement par Yang Kuiyi ne débloquent pas la situation au Jiangxi ; une nouvelle illustration du fait que le problème ne venait pas tant des dirigeants chinois

¹ Chen Da 陳達, « Wo suo zhidao de hanjian Xiao Shuyu an de neimu 我所知道的漢奸肖淑宇案的內幕 (Ce que je sais des dessous de l'affaire du traître Xiao Shuyu) », *Jiangxi wenshi ziliao xuanji* 江西文史資料選輯, vol. 1, 1983, p. 164. Les sources citent souvent le patronyme de Xiao Shuyu dans sa forme vulgaire (肖 au lieu de 蕭).

² *Ibid.*, p. 166.

³ *Ibid.*, p. 167 ; Chen Ronghua, *Jiangxi kangri zhanzheng shi, op. cit.*, p. 200.

⁴ *Ibid.* À moins qu'il ne s'agisse d'un homonyme, Liu Zichi avait été l'un des meneurs du mouvement étudiant au Jiangxi au début des années 1920. Il avait participé, en mars 1923, à la fondation de la Ligue du mouvement démocratique (*minquan yundong datongmeng* 民權運動大同盟), un groupe révolutionnaire créé à Nanchang sous la houlette de Yuan Yubing 袁玉冰 (1897-1927), premier membre du PCC originaire de la province. Cet activisme fut rapidement réprimé par les autorités locales et Liu se trouva parmi les premiers arrêtés pour trouble à l'ordre public. Son nom disparaît ensuite des sources pour réapparaître le 14 juillet 1942, date à laquelle il fut nommé conseiller (*canshi* 參事) au sein du régime de Wang Jingwei. Il le resta jusqu'en 1945 (Zeng Zhigong 曾志鞏, *Zhao Xingnong zhuan* 趙醒儂傳 (Biographie de Zhao Xingnong), Nanchang, Jiangxi renmin chubanshe, 2014, p. 93-94 ; *MZN*, p. 1033 *sqq.*).

du Hubei que des officiers japonais qui les encadraient. À la même époque, les notables de Nanchang revinrent à la charge, par l'intermédiaire de Tao Jianhua 陶建華, fonctionnaire à Nanjing originaire du Jiangxi. Il écrivit à Wang Jingwei pour lui demander d'accélérer le processus et pour soutenir, une nouvelle fois, la nomination du « vénérable compatriote du Jiangxi [wo Gan sheng xiangzhang 我贛省鄉長] Xu Suzhong » au poste de gouverneur, laquelle, affirma-t-il, était unanimement soutenue par les militaires en poste au Jiangxi, les élites locales et les officiers nippons¹.

Le projet gouvernemental au Jiangxi ne se concrétisa qu'en 1943. Le 25 février, Wang Daonan, qui représentait toujours le GMD « orthodoxe » dans la région, avertit Nanjing que les autorités japonaises de Wuhan venaient de donner leur aval pour la création d'un gouvernement au Jiangxi². La « nouvelle politique chinoise » adoptée par le Japon en décembre 1942, qui commença à s'appliquer le mois suivant, n'était sans doute pas étrangère à ce soudain changement d'attitude. Nous avons vu, par ailleurs, que Shibayama Kaneshirō, jusque-là chef de l'agence des services spéciaux de Wuhan, fut nommé conseiller militaire suprême à Nanjing le 8 mars 1943 et promit à Zhou Fohai qu'il était désormais en faveur de la centralisation³.

Le 6 mai, le Comité politique central vota la création du nouveau gouvernement provincial et nomma à sa tête *Deng Zuyu 鄧祖禹, un militaire originaire du Jiangxi qui comptait parmi les responsables de la police du régime de Wang Jingwei⁴. Le 19 juin, une grande cérémonie fut organisée à Jiujiang pour la fondation officielle du gouvernement local. Outre l'administration de la province au grand complet, magistrats de district compris, ainsi que les différentes autorités japonaises, Xu Suzhong y participa en tant que représentant du gouvernement central⁵. C'était sans doute là une manière de donner un peu de « face » aux élites locales, dont les pétitions répétées en faveur de la nomination de Xu Suzhong n'avaient pas été prises en compte.

Deng Zuyu ne resta pas longtemps en place. Il démissionna le 30 décembre 1943 et fut remplacé par Gao Guanwu, gouverneur itinérant qui, après avoir dirigé le Jiangsu et l'Anhui, prit la tête du Jiangxi jusqu'en mars 1945. Il céda alors son poste à *Huang Ziqiang 黃自強, brillant militaire originaire de Taiwan, dont la nomination à Jiujiang fut un moyen de l'écarter de Nanjing à la suite des luttes d'appareil apparues au sein des services secrets que pilotait Huang depuis la mort de Li Shiqun.

¹ Chen Ronghua, *Jiangxi kangri zhanzheng shi*, op. cit., p. 201.

² *Ibid.*, p. 202.

³ Voir la partie 4.1.1.2.

⁴ *Ibid.* Le 5 avril 1943, Zhou Fohai avait rencontré Deng au sujet de sa future nomination. Ce dernier souhaitait que le siège du gouvernement provincial soit établi à Jiujiang, tandis que Zhou était en faveur de Nanchang (ZR, p. 727). Jiujiang fut finalement retenu.

⁵ Chen Ronghua, *Jiangxi kangri zhanzheng shi*, op. cit., p. 203.

La lente et mouvementée gestation du projet gouvernemental au Jiangxi se devait d'être traitée à la suite de notre étude de la résistible extension de la souveraineté du régime de Wang Jingwei dans la province voisine du Hubei. Cette lenteur – plus de deux années s'écoulèrent entre le lancement du processus à Nanjing en février 1941 et l'inauguration du gouvernement provincial en juin 1943 – fut en effet largement imputable au veto des officiers japonais en poste au Hubei. Né au moment de la campagne victorieuse de Wuhan, à l'automne 1938, leur rêve d'un gouvernement régional autonome, inspiré de celui de Beijing, n'avait pas disparu avec le « retour à la capitale ». Il persista à travers l'étroit contrôle imposé par le gouvernement provincial de He Peirong aux districts du Jiangxi rattachés au Hubei.

Cette ingérence fut mal vécue par les élites locales, qui multiplièrent les pétitions à l'adresse de Wang Jingwei pour qu'il accélère la création d'un gouvernement au Jiangxi, dans l'espoir d'y être mieux représentées. Ces doléances trouvèrent peu d'échos à Nanjing, faute de relais puissants dans le gouvernement. À la différence des réseaux régionalistes cantonais (Wang Jingwei), hunanais (Zhou Fohai) ou encore du Zhejiang (Mei Siping), très peu de dirigeants étaient en effet originaires du Jiangxi. Seuls trois d'entre eux figurent dans notre Dictionnaire biographique : Deng Zuyu, qui fut finalement choisi comme gouverneur ; Xu Suzhong, que cherchèrent à faire nommer les notables locaux ; et Jiang Kanghu. D'une envergure politique incomparable aux deux premiers, Jiang aurait pu prétendre au poste, mais ses liens avec le Jiangxi étaient minces (il avait été élevé à Beijing) et, surtout, il n'appartenait pas au groupe de Wang Jingwei. Les seuls relais internes à la cause des élites du Jiangxi – Liu Zichi et Tao Jianhua – n'avaient, quant à eux, guère de poids politique.

Si le gouvernement de Nanjing partageait la préoccupation de ces derniers quant aux ambitions de Wuhan au Jiangxi, il le faisait dans la perspective d'un recouvrement de la souveraineté nationale et, non pas, d'une souveraineté provinciale. Cette différence et le manque de relais expliquent que la pression exercée par les notables de Nanchang n'ait été qu'en partie effective. Leurs volontés concernant le personnel administratif ne furent pas entendues et le siège du gouvernement provincial fut établi à Jiujiang, c'est-à-dire à l'opposé de Nanchang. La fondation d'un gouvernement local constituait néanmoins une victoire pour eux. Elle n'allait pas de soi, eu égard à l'emprise très réduite de Nanjing sur la province (10 districts sur les 88 que comptait le Jiangxi avant-guerre).

Ce décalage flagrant entre la souveraineté nominale du « Gouvernement national » pro-japonais et l'étendue de son influence réelle constitua un dilemme pour Nanjing : fallait-il s'obstiner à conserver la carte du territoire national, dont le découpage était inadapté à la situation, ou bien la redessiner au risque de rendre plus manifeste encore le fossé séparant l'orthodoxie affichée du régime de sa pratique du pouvoir ?

4.2.2.3. Huaihai : vers une nouvelle carte de la Chine centrale ?

Le problème s'était déjà posé pour les Japonais en Mandchourie, sans pour autant constituer un dilemme comparable. Contrairement au régime de Wang Jingwei, qui était tributaire de la légitimité de la République de Chine, dont le découpage administratif était l'un des aspects, le Manzhouguo tirait justement sa légitimité à la fois de son statut d'État non chinois, héritier du royaume mandchou, mais aussi d'État neuf et multi-ethnique, cadre de l'utopie panasiatiste. Sa carte administrative avait été redessinée, d'abord en 1934 (passage de quatre à dix provinces), puis de nouveau en 1941 (de dix à dix-neuf)¹. Ce redécoupage prit notamment pour cadre les campagnes « anti-bandits ». Rationaliser l'organisation du territoire était, en effet, l'une des principales conditions pour que s'exerce une coercition efficace de l'État. Ce n'est donc pas un hasard si un processus semblable intervint en Chine centrale au moment de la Campagne de pacification rurale lancée en juillet 1941. Elle fut l'occasion d'un redécoupage provisoire des provinces contrôlées par Nanjing en « zones de pacification » (*qingxiangqu* 清鄉區), comme nous le montrerons dans la partie suivante. Le fait que, à une exception près – la création de la province du Huaihai 淮海 en janvier 1944 –, et contrairement au cas du Manzhouguo, de nouvelles provinces n'aient pas été officiellement créées semble témoigner de l'importance plus grande que revêtait pour Nanjing le maintien de la carte administrative nationale. Un plan de démembrement de la Chine centrale par la création de nouvelles provinces plus petites, discuté à la fin de l'année 1943, remet toutefois en cause cette assertion, en suggérant qu'il aurait pu en être autrement si le gouvernement de Wang Jingwei avait été moins éphémère.

Nation et Empire : des cartographies contradictoires

La fétichisation du territoire et de ses frontières est un phénomène commun à tous les nationalismes. Il se traduit par la constitution de cartes modernes, dont la précision topographique tranche avec la forme mouvante des représentations traditionnelles. Les lignes tracées sur le papier traduisent une conception nouvelle de la souveraineté, non plus concentrique (diffusée à partir du centre politique), mais homogène, délimitée par des frontières précises. Dans sa forme la plus aboutie, cette fétichisation s'exprime dans la conception de la carte comme logo, l'État-nation devenant reconnaissable à sa seule silhouette². Dans le cas de la Chine, ce processus de fixation de la carte-logo de l'État-nation à partir des frontières héritées de l'Empire mandchou est

¹ Voir Li Yaqin, « “Bandit Suppression” in Manchukuo (1932-45) », *op. cit.*, p. 121-122.

² Voir Benedict Anderson, *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, [1983] trad. par Pierre-Emmanuel Dauzat, La Découverte, 2002, p. 174-181.

relativement récent. La guerre sino-japonaise puis la guerre civile ont indéniablement contribué à son accélération en donnant une dimension performative à la représentation graphique des territoires perdus comme parties prenantes de la carte nationale : dessiner la Mandchourie après 1931 et la Chine continentale après 1949 fut, pour le GMD, un moyen de revendiquer sa souveraineté sur ces dernières.

Le régime de Wang Jingwei se trouvait, pour sa part, en porte-à-faux entre cette cartographie nationaliste et son implication dans l'Empire japonais, dont l'expansion entraîna un démembrement de la Chine, d'abord en Manchourie, puis en Chine « propre » avec l'application du *bunji gassaku* (administration divisée et coopération). La vision japonaise, selon laquelle la Chine n'était pas un État-nation, était en parfaite contradiction avec le « nationalisme centripète » (R. Mitter) du GMD, dont le Mouvement de paix se voulait pourtant le continuateur. Ce hiatus entre deux façons de se représenter la « Chine » pourrait expliquer l'absence totale de cartes dans les sources du gouvernement collaborateur que nous avons pu consulter. Incapable de choisir, le régime de Nanjing préféra s'abstenir.

L'État d'occupation nippon ne remit pas seulement en cause la forme générale de la Chine, mais également son découpage interne en provinces, lui-même issu d'un processus historique parfois récent¹. Le confédéralisme des autorités d'occupation fut justifié, nous l'avons dit, par le respect des particularismes locaux auxquels correspondaient, plus ou moins, les limites administratives des provinces. Or, le découpage imposé de fait par le Japon découlait surtout de sa propre division en différentes armées rivalisant pour le contrôle du territoire. Ce fut le cas notamment de l'Armée régionale de Chine du Nord qui, même après sa fusion avec son homologue de Chine centrale en septembre 1939 et la formation du gouvernement central de Wang Jingwei, parvint à imposer l'autonomie de la région qu'elle administrait par collaborateurs interposés. Malgré son soutien à Nanjing, Tokyo ne revint que marginalement sur cette autonomie. Celle-ci découlait d'une cartographie impériale faisant de la Chine du Nord un contrefort de la Manchourie et de la Corée.

Le Subei : construire l'État dans une zone d'interface

Il n'est donc pas surprenant que la tension existant entre ce découpage territorial et celui revendiqué par le gouvernement de Wang Jingwei soit particulièrement visible dans le Nord-Jiangsu (Subei 蘇北), qui faisait figure d'interface entre la zone d'influence de Nanjing et celle de

¹ Le phénomène de fixation en « carte-logo » s'applique également, quoique dans une moindre mesure, aux provinces. La diffusion de cette représentation passe aujourd'hui, notamment, par les bulletins météorologiques sur les chaînes de télévisions locales, qui présentent souvent la carte de la province seule.

Beijing¹. Éloigné de l'un comme de l'autre de ces centres politiques, le Nord-Jiangsu abritait de nombreuses bases communistes². Ces deux facteurs (tensions entre Beijing et Nanjing ; poches de résistance) expliquent que cette région soit celle qui ait connu le plus de redécoupages administratifs sous l'occupation : à la fois en raison de l'extension de la zone d'influence de Nanjing aux dépens de celle de Beijing, mais aussi parce que la lutte contre les « bandits communistes » nécessita la création successive de différentes zones administratives spéciales. Si le Nord-Jiangsu fut officiellement rattaché au gouvernement de Wang Jingwei à sa création, il était de fait contrôlé par les autorités de Chine du Nord. Ce flou, qui profitait à Beijing, laissa place, au lendemain du déclenchement de la Guerre du Pacifique, à une démarcation plus précise. Le 10 décembre 1941, l'Armée expéditionnaire de Chine adopta un « Plan général de gestion de la zone limitrophe entre la Chine du Nord et la Chine centrale » (*hoku chū Shi setsujō chitai shori yōkō* 北中支接壤地帯処理要綱)³. Il prévoyait de rendre à Nanjing le « circuit de Xu-Hai » (*xuhai dao* 徐海道) et la rive nord de la Huai (*Huaibei diqu* 淮北地區), c'est-à-dire la région comprenant le nord du Jiangsu et de l'Anhui, à compter de janvier 1942. Pour autant, cette zone conserverait un statut spécial permettant le maintien des troupes japonaises relevant de l'Armée de Chine du Nord et un encadrement étroit de l'administration chinoise par l'agence des services spéciaux de Xuzhou, elle aussi rattachée aux autorités de Beijing. En outre, la monnaie du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord (le *lianyinquan* 聯銀券) resterait en circulation dans la zone, sous prétexte de ne pas bouleverser la situation économique locale et pour éviter une fluctuation du cours de cette monnaie qui pourrait avoir des conséquences pour tout le nord de la Chine⁴.

Le 15 janvier 1942, le gouvernement de Wang Jingwei fonda la Zone spéciale du Suhuai (*Suhuai tebie qu* 蘇淮特別區), à cheval sur le Jiangsu et l'Anhui. Placée sous l'autorité directe du Yuan exécutif, elle comprenait 1 ville et 21 districts⁵. Le siège de son administration (*xingzheng gongshu* 行政公署) fut établi à Xuzhou et sa direction confiée à Hao Peng 郝鵬 (1881- ?), un

¹ Ces tensions éclatèrent dès les négociations menées par le groupe de Wang Jingwei à la fin de l'année 1939 à propos de la délimitation entre Chine du Nord et Chine centrale (voir la partie 2.3.3.2).

² Stratégique militairement, le Nord-Jiangsu l'était aussi économiquement en raison de ses ressources agricoles, de ses salines et de son réseau hydraulique, qui en faisaient un axe de transport important (*WZQS*, p. 1210).

³ Nous n'avons pas retrouvé ce plan dans les archives japonaises ni son intitulé complet. Nous le citons à partir de *WZQS* (p. 1210), qui en donne une traduction chinoise modifiée pour ne pas reprendre le terme péjoratif *Shi(na)*.

⁴ *Ibid.*

⁵ La ville de Xuzhou et les districts de Tongshan, Fengxian, Peixian, Dangshan, Pixian, Xiaoxian, Suqian, Suining, Donghai, Guanyun, Shuyang, Ganyu, Siyang, Huai'an, Huaiyang, Lianshui, Funing, Suxian, Sixian, Lingbi et Boxian. Quinze de ces districts formaient jusque-là la Zone administrative du Nord-Jiangsu (*Subei xingzhengqu* 蘇北行政區) placée sous l'autorité du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord.

membre du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord, ancien bureaucrate du ministère des Finances sous le gouvernement Beiyang et gouverneur de l'Anhui en 1926¹.

Profitant de la « nouvelle politique chinoise » adoptée en décembre 1942 par le Japon, Nanjing chercha à mettre fin à l'ingérence des autorités de Chine du Nord dans cette zone. Les 18 et 19 janvier 1943, Wang Jingwei effectua une tournée d'inspection à Xuzhou au cours de laquelle il manifesta, lors d'un discours, la volonté de son gouvernement de recouvrer une pleine souveraineté dans la région (ou, tout du moins, une souveraineté placée sous la tutelle des autorités japonaises de Nanjing et non plus de Beijing).

Plus au sud, dans les districts du Jiangsu situés sur la rive nord du Yangzi, le gouvernement de Wang Jingwei avait déjà créé, en septembre 1941, le Quartier général du Nord-Jiangsu (*Subei xingying* 蘇北行營) dirigé par Zang Zhuo. Directement rattaché au Comité des affaires militaires, il comprenait 16 districts². En dépit de ce statut particulier, lié au fait que la région restait une zone de combat, cette extension de la zone d'influence de Nanjing participa de la construction de l'État en vue de l'intégration des structures locales dans l'administration régulière du Jiangsu. Fin 1941, Zang Zhuo écrivit ainsi au ministère de l'Intérieur au sujet des districts de Xinghua, Baoying et Dongtai, qui étaient encore administrés par des comités de gouvernement autonome³. Lors de la première réunion administrative (*xingzheng huiyi* 行政會議) réunie par le Quartier général, les présidents de ces comités avaient fait un rapport sur la situation dans leur circonscription. Elle fut jugée suffisamment stable pour que soient mis en place des gouvernements de district. En attendant la nomination formelle de magistrats de district, Zang Zhuo avait chargé ces présidents de comité de l'intérim. Comme ceux-ci ne disposaient pas encore du sceau officiel de district (*xianyin* 縣印), le Quartier général du Nord-Jiangsu leur avait confectionné des sceaux en bois. De la même manière, les fonctionnaires utilisèrent leur sceau personnel (*sizhang* 私章), en attendant de recevoir celui attaché à leur charge⁴.

En janvier 1942, deux des districts relevant du Quartier général (Funing et Huai'an) furent rattachés à la Zone administrative spéciale du Suhuai, qui venait d'être créée. En avril, l'île-district de Yanzhong passa sous l'autorité du Quartier général du Nord-Jiangsu. À cette date, la province du Jiangsu était donc administrativement divisée entre la rive nord et sud du Yangzi⁵. En

¹ MRDC, p. 665. Il ne doit pas être confondu avec *Hao Pengju 郝鵬舉, un militaire aux allégeances changeantes, qui obéissait alors à Nanjing. L'erreur est d'autant plus facile que ce dernier lui succéda à la tête de la Zone spéciale du Suhuai en septembre 1943 (MZN, p. 1107).

² Taixian, Dongtai, Yancheng, Funing, Xinghua, Huai'an, Baoying, Gaoyou, Jiangdu, Yizheng, Taixing, Jingjiang, Runie, Nantong, Haimen, Qidong (WZQS, p. 1499).

³ NG, n°22, janv. 1942, p. 9.

⁴ Ibid.

⁵ Seuls faisaient exceptions les districts de Jiangpu et de Liuhe, situés en face de Nanjing.

avril 1943, toutefois, les 15 districts du Quartier général furent réintégrés dans la province du Jiangsu (pour un temps seulement).

Ces redécoupages incessants se firent parallèlement à ceux de l'Anhui et à la création de la province du Jiangxi, traitée précédemment. Ils étaient certes directement liés à la formation de l'État d'occupation, mais s'inscrivaient plus largement dans l'histoire des évolutions de la carte des provinces chinoises¹. Ces évolutions concernèrent notamment la région sur laquelle s'étendait la plus grande partie de la zone d'influence du régime de Wang Jingwei, entre Shanghai et Wuhan². Nous avons vu, à propos des rivalités suscitées par le choix de l'emplacement du siège des gouvernements provinciaux, que les effets de la création de nouvelles provinces dans le Jiangnan, au début de la dynastie Qing, se faisaient encore sentir dans les années 1940. L'autre grand clivage de la région opposait, de longue date, Jiangnan et Jiangbei. Ce dernier terme, qui signifie « nord du fleuve » est un équivalent ancien de Subei³. Plus exactement, le Jiangsu était divisé en trois : le Sunan 蘇南 au sud du Yangzi, le Suzhong 蘇中 sur la rive nord et le Subei 蘇北 dans la partie la plus septentrionale, traversée par la rivière Huai. Ce découpage fut utilisé par les Communistes pour distinguer leurs bases au Jiangsu sous l'occupation japonaise⁴. On le retrouve dans les délimitations administratives opérées par le gouvernement de Wang Jingwei dans la province, avec, du sud au nord, le gouvernement du Jiangsu, le Quartier général du Nord-Jiangsu et la Zone spéciale du Suhuai.

Création du Huaihai : premier essai d'un redécoupage inachevé

Cet arrière-plan historique permet de comprendre le redécoupage alors envisagé afin d'ajuster la carte administrative à l'emprise territoriale réelle exercée par le régime de Nanjing. Le 2 décembre 1943, le Comité politique central adopta un texte intitulé « Principes de réajustement de la structure administrative locale » (*difang xingzheng jigou diaozheng yuanze* 地方行政機構調整原則) qui s'ouvrait sur les points suivants :

¹ On trouvera une bonne synthèse de cette histoire, traitée sous l'angle de la question récurrente de la réduction de la taille des provinces, dans Hua Linfu 華林甫, Cheng Chongde 成崇德, « Zhongguo lidai fensheng moshi tantao 中國歷代分省模式探討 (La division des provinces en Chine aux différentes époques) », *Zhongguo renmin daxue xuebao* 中國人民大學學報, 2006, n°4, p. 146-152.

² Voir la carte de l'Annexe 1.4.

³ Ce clivage était en particulier social, les habitants de la région prospère du Sunan, à Shanghai notamment, ayant souvent un profond mépris pour ceux originaires du Subei (Antonia Finnane, « The Origins of Prejudice: The Malintegration of Subei in Late Imperial China », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 35, n°2, avril 1993, p. 216). Cherchant l'origine de ce mépris – analysé par Emily Honig comme relevant d'une construction culturelle du Subei comme ethnie –, Antonia Finnane montre comment, à la fin de la période impériale, le commerce du sel et l'administration hydraulique transformèrent le Subei en une « colonie interne » du Sunan. Ce discours s'inversa durant la guerre en raison du rôle crucial que joua la région pour la résistance et la diffusion de la révolution communiste (Janet Y. Chen, « Will the Real Refugee Please Stand Up?: War, Revolution, and the Politics of the Subei Refugee Crisis, 1940-1948 », *Twentieth-Century China*, vol. 38, n°2, mai 2013, p. 101-102).

⁴ *Ibid.*

1. La taille des provinces doit être réduite [*sheng zhi quyu ying xing suoxiao* 省之區域應行縮小], pour qu'il y ait entre 15 à 25 districts par province.
2. Cette réduction de la taille des provinces sera d'abord testée au Jiangsu, au Zhejiang et dans l'Anhui.¹

Ce plan s'accompagnait d'un « Programme de division des provinces du Jiangsu, du Zhejiang et de l'Anhui » qui annonçait un bouleversement de la carte administrative dans la région (Tableau 4.5).

Tableau 4.5. Projet de redécoupage des provinces du Jiangsu, du Zhejiang et de l'Anhui (décembre 1943)

Nom de la province	Zone concernée	Siège
Jiangsu 江蘇省	Districts du Jiangsu actuel au sud du Yangzi 現蘇省江南各縣	Wuxian 吳縣 (Suzhou 蘇州)
Jiangbei 江北省	Districts du Jiangsu au nord du Yangzi 蘇北各縣	Jiangdu 江都 (Yangzhou 揚州)
Huaibei 淮北省	Zone spéciale du Suhuai 蘇淮特別區	Xuzhou 徐州
Huainan 淮南省	Districts du nord de l'Anhui 皖北各縣	Bengbu 蚌埠
Anhui 安徽省	Districts du sud de l'Anhui 皖南各縣	Wuhu 蕪湖
Zhejiang 浙江省	Districts de l'ouest du Zhejiang 浙西各縣	Hangzhou 杭州
Guiji 會稽省	Districts de Ningshao (Ningbo, Shaoxing, Taizhou) et Jinhua 甯紹及金華各縣	Yinxian 鄞縣 (Ningbo 寧波)
Shanghai 上海市	Inchangé	Shanghai 上海
Nanjing 南京市	Ajout des districts de Jiangning (à considérer) 江甯府各縣酌量劃入南京市	Nanjing 南京

Source : « Su-Zhe-Wan fensheng jihua dagang 蘇浙皖分省計劃大綱 (Programme de division des provinces du Jiangsu, du Zhejiang et de l'Anhui) », Comité politique central, session n°130, 2 déc. 1943 (ZZW, vol. 17, p. 279).

Note : Nous reproduisons la graphie de *ning* (dans Ningshao et Jiangning) utilisée dans la source (甯), bien que ce caractère s'écrive généralement 寧. Nous ajoutons les capitales de province probables, lorsque seul le nom du district est indiqué comme siège.

On retrouvait dans ce programme le découpage « naturel »² du Jiangsu. Cette dernière appellation était réservée au seul Sunan, tandis que le Suzhong et le Subei devaient chacun former une province distincte (le Jiangbei et le Huaibei). De même, la difficile intégration de l'Anhui en raison de sa configuration verticale, que traduisait le débat sur l'emplacement de son chef-lieu opposant les représentants d'Anqing, Wuhu et Bengbu, devait être réglée par une division de la province en deux. Au Zhejiang, enfin, le nouvelle carte prenait en compte la réalité d'une zone

¹ ZZW, vol. 17, p. 278.

² Plus encore qu'ailleurs, l'emploi du terme « naturel » est malaisé pour la Chine, tant l'empreinte de l'homme y est omniprésente et ancienne. C'est notamment le cas des fleuves et rivières qui structurent le territoire, dont le cours fut grandement influencé par l'homme, que ce soit par la construction d'ouvrages hydrauliques, le creusement de canaux ou, à l'inverse, la destruction des digues comme ce fut le cas pour le Fleuve jaune en 1938.

d'influence scindée entre le nord de la province, autour de Hangzhou, et les districts intégrés plus tardivement entre Shaoxing et Ningbo¹.

Ce programme déboucha sur la décision du Comité politique central, le 13 janvier 1944, de fonder une nouvelle province dans le Nord-Jiangsu. Le caractère expérimental de cette mesure fut souligné dans la pétition du Yuan exécutif approuvée ce jour-là : « afin d'étudier la division des provinces [*yanjiu huafen shengqu* 研究劃分省區], nous prévoyons d'établir une province dans la zone du Suhuai et préconisons de remettre à plus tard les [autres nouvelles provinces] ». Il fut décidé de lui donner le nom de Huaihai, de supprimer le Bureau administratif de la zone spéciale du Suhuai et de nommer Hao Pengju au poste de gouverneur². La nouvelle province comprenait une ville (Xuzhou) et 21 districts³.

La régularisation des structures administratives du Nord-Jiangsu par leur intégration dans l'administration régulière traduisait la volonté du gouvernement de Nanjing de poursuivre l'extension de sa souveraineté à la faveur du Traité d'alliance – traduction juridique de la « nouvelle politique chinoise » – signé le 30 octobre précédent. Comme dans les autres provinces, cette emprise passa également par la souveraineté monétaire. Le 19 février 1944, le ministre des Finances Zhou Fohai annonça que l'émission des billets de la Banque fédéral de réserve (le *lianyinquan* de Beijing) serait interdite au Huaihai à compter du 1^{er} mars. En octobre, enfin, Nanjing obtint une pleine souveraineté en prohibant la circulation de la devise du Nord dans la zone ; une victoire bien tardive et qui ne remit pas en cause la division monétaire de la zone occupée⁴.

Le cas du Huaihai témoigne des évolutions importantes que connut l'emprise territoriale du régime de Nanjing, non pas tant en termes de superficie – même si la zone d'influence s'étendit vers l'ouest (Hubei), le nord (Subei) et le sud (Zhejiang et même le Fujian, avec la ville de Xiamen) – qu'au niveau de l'intégration des structures locales de l'État d'occupation dans son administration. Ce processus de construction étatique fut, là encore, indissociable d'un phénomène de formation propre à l'occupation. Dans la zone limitrophe du Subei, les tensions entre Nanjing et Beijing, tout autant que la résistance communiste, trouvèrent leur traduction institutionnelle dans des organisations spécifiques qui évoluèrent à mesure des concessions faites aux collaborateurs de Nanjing. Comme le Jiangxi dans les années 1930, le Subei fut un lieu d'expérimentation pour l'État, du fait de son statut particulier. Ce fut le cas des zones administratives spéciales qui y virent le jour, avant d'être reproduites dans le reste de la région

¹ Guiji 會稽 était le nom de Shaoxing dans l'Antiquité.

² ZG, 21 janv. 1944, n°591, p. 6.

³ Voir les annexes 1.6 et 2.24. Six de ces districts avaient été détachés de l'Anhui en janvier 1942, au moment de la création de la Zone spéciale du Suhuai (Annexe 2.22).

⁴ WZQS, p. 1211.

contrôlée par Nanjing, ainsi que de l'ambitieux projet de redécoupage des provinces qui resta inachevé après la création du Huaihai. Outre la volonté d'étendre l'emprise territoriale du gouvernement supposément central, les mœurs de l'administration locale visèrent à adapter son organisation institutionnelle à la réalité d'une zone d'influence aux contours bien différents de la carte administrative théorique. Pour le dire de manière plus imagée, il s'agissait pour le gouvernement de Wang Jingwei de retailer le costume trop grand qu'il avait endossé au moment du « retour à la capitale ». Souveraineté et rationalisation allaient de pair : la centralisation des gouvernements provinciaux n'avait de sens que si les districts placés sous leur autorité étaient intégrés à la structure bureaucratique.

Si le contexte militaire et politique de l'occupation permet donc d'expliquer ces évolutions, celles-ci ne peuvent être comprises sans tenir compte de la profondeur historique de l'État chinois. Les redécoupages administratifs visant à adapter le Gouvernement national collaborateur à l'État d'occupation épousèrent des lignes de démarcations géographiques, politiques et sociales préexistantes. En d'autres termes, la formation de l'État d'occupation s'inscrivait pleinement dans celle de l'État chinois. L'articulation de cette trajectoire avec celle de l'impérialisme nippon est particulièrement visible dans la Campagne de pacification rurale.

4.2.3. La Campagne de pacification rurale

Le terme *qingxiang* 清鄉 (littéralement : « nettoyer la campagne ») est traduit par « pacification rurale » bien qu'il s'agisse, semble-t-il, d'un acronyme de *qingcha sixiang* 清查四鄉 (inspection en détail des campagnes environnantes)¹. Quoi qu'il en soit, nettoyage et contrôle allèrent ensemble dans ce qui fut, sans conteste, l'entreprise politique la plus ambitieuse menée par l'occupant japonais et ses collaborateurs chinois. Elle comprenait un volet militaire, consistant à stationner des troupes dans des zones délimitées afin d'en éradiquer les poches de résistance, et un volet politique visant à resserrer, dans ces mêmes zones, le maillage administratif à travers la mise en place de structures semi-bureaucratiques telles que le *baojia*². Son lancement intervint le 1^{er} juillet 1941, soit plus d'un an après le « retour à la capitale ». Par sa durée, son ampleur et son relatif succès, la Campagne de pacification rurale (ci-après *qingxiang*) constitua un tournant pour

¹ On parle aujourd'hui le plus souvent de *qingxiang yundong* 清鄉運動 (mouvement ou campagne de pacification rurale), bien que son équivalent *qingxiang gongzuo* 清鄉工作 (travail ou opérations de...) apparaisse plus fréquemment dans les sources.

² Dix foyers (*hu* 戶) forment un *jia* ; dix *jia* forment un *bao*. Des formes similaires d'organisation locale existent depuis l'Antiquité, mais c'est à partir des réformes de Wang Anshi 王安石 (1021-1086), à la fin du XI^e siècle, que le nom de *baojia* est apparu (Wen Juntian 聞鈞天, *Zhongguo baojia zhidu* 中國保甲制度 (Le système du *baojia* en Chine), [1935] Shanghai, Shanghai shudian, 1991).

la formation de l'État d'occupation. Aucune des techniques de coercition et d'ingénierie sociale systématisées durant le *qingxiang* n'était inédite. Déjà appliquées par le Japon depuis le début de l'occupation, elles formaient une « science », constituée au fil de l'expansion coloniale nipponne, qui s'inspirait directement de pratiques locales chinoises. Il convient donc de revenir, d'abord, sur sa généalogie qui l'inscrit dans une double trajectoire sino-japonaise, avant de présenter le contenu et la mise en œuvre de cette politique à partir de 1941. Enfin, nous verrons en quoi elle s'avéra une arme à double tranchant pour le régime de Nanjing¹.

4.2.3.1. Circulations d'une technique administrative

Il faut certes se garder de surinterpréter les coïncidences de forme : il n'existe pas, après tout, un nombre infini de techniques de contrôle ni de termes pour les nommer. Toutefois, il apparaît manifeste, ne serait-ce que dans l'usage conscient que firent les dirigeants chinois et japonais de l'État d'occupation des précédents historiques, que le *qingxiang* puisa à un répertoire sino-japonais antérieur à la guerre.

Science coloniale japonaise et expérience chinoise

Conçue, nous allons le voir, par les *Shinatsū* (spécialistes de la Chine) travaillant comme conseillers militaires du régime de Wang Jingwei, cette politique participait d'un savoir colonial qui avait circulé, avec eux, de Taiwan à la Chine « propre », en passant par la Mandchourie. Dans sa composante politique, le *qingxiang* réactiva une technique administrative qui consistait à pérenniser le contrôle d'un territoire après sa conquête militaire en organisant la population au moyen de structures du type *baojia*. Elle avait fait ses preuves au début de la colonisation de Taiwan, où les Japonais avait, en 1898, relancé le *baojia* (jap. *hokō*), qui avait été introduit dans l'île par l'administration Qing en 1733². Le *hokō* s'intégra d'autant mieux à l'administration coloniale qu'il avait un équivalent en métropole : l'organisation en groupes de cinq foyers (*gonin-gumi* 五人組), mis en place à partir du modèle chinois à l'époque d'Edo (1603-1868) et restauré

¹ Cette partie reprend, en les développant, des passages de notre note de recherche « L'occupation japonaise comme objet pour l'histoire de l'État chinois : l'exemple de la campagne de pacification rurale du gouvernement de Wang Jingwei, 1941-45 », *Études chinoises*, vol. 35-2, 2016, p. 123-137. Les meilleurs travaux sur le sujet sont, en chinois, Pan Min, « Huadong diqu Riwei... », art. cit. et *WZQS*, p. 787-847 ; en anglais, Chen Yung-fa, *Making Revolution: the Communist Movement in Eastern and Central China, 1937-1945*, Berkeley, University of California press, 1986, chap. 2 et Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 122 *sqq.* Les principales sources chinoises et japonaises (archives, presse, mémoires) relatives au *qingxiang* ont été compilées dans deux recueils : *WGQY* et *RWQX*.

² Voir Chen Ching-chih, « The Japanese Adaptation of the *Pao-Chia* system in Taiwan, 1895-1945 », *The Journal of Asian Studies*, vol. 34, n°2, février 1975, p. 391-416 ; Ts'ai, *Taiwan in Japan's Empire Building*, *op. cit.*, p. 98 *sqq.*

en septembre 1940 par le ministère de l'Intérieur sous le nom d' « association de voisinage » (*tonari-gumi* 隣組)¹.

De même, dès le début de l'occupation de la Mandchourie fin 1931, des comités de pacification rurale (*qingxiang weiyuanhui* 清鄉委員會) furent établis en coordination avec l'Armée du Guandong, afin de contrôler et de mettre à profit les organisations d'auto-défense et de gouvernement autonome². À ces structures initiales succéda le système du *baojia*, que les Japonais instaurèrent le 22 décembre 1933 dans 163 districts³. Cette évolution traduisait la continuité existant entre répression des « bandits » (*fei* 匪) et construction de l'État⁴. Comme à Taiwan, cette construction se greffa sur les institutions indigènes, ce qui explique qu'on ne trouve pas l'équivalent du *baojia* en Corée⁵.

L'emploi du terme *fei* s'était imposé dans les documents officiels des Qing pour désigner les rebelles remettant en cause l'autorité de l'État central et l'ordre social (la propriété notamment) lors des grandes révoltes du milieu du XIX^e siècle. Il fut utilisé pour stigmatiser le révolutionnaire Sun Yat-sen, qualifié de *tufei* 土匪, et servit, plus tard, aux héritiers de celui-ci pour délégitimer les Communistes⁶. À partir des années 1930, cette étiquette devint récurrente dans le discours du GMD, dont les campagnes de répression contre le PCC furent clairement une source d'inspiration pour les Japonais en Mandchourie puis en Chine même⁷.

De fait, le modèle principal du *qingxiang* mené par le gouvernement de Wang Jingwei était la cinquième campagne d'encerclement et de suppression menée par Jiang Jieshi contre les bases communistes du Jiangxi (septembre 1933-novembre 1934). Échaudé par l'échec des premières campagnes (1930-1931), le Généralissime comprit que les soviets ne pourraient être éradiqués sans que les opérations militaires ne s'accompagnent d'une réforme de l'administration

¹ Voir Hozumi Shigetoo 穂積重遠, *Gonin-gumi to daitōa kyōeiken* 五人組と大東亜共栄圏 (Le *gonin-gumi* et la sphère de co-prospérité de la grande Asie orientale), Keimeikai, 1943. Hozumi établit un parallèle entre la renaissance simultanée du *tonari-gumi* et du *baojia* (p. 25-26). Notons que ce type d'organisation n'est pas propre à l'aire culturelle chinoise (cf. le *frankpledge* anglo-saxon).

² Li Yaqin, « "Bandit Suppression" in Manchukuo (1932-45) », *op. cit.*, p. 124.

³ Xie Xueshi, « The Organization and Grassroots Structure of the Manzhouguo Regime », art. cit., p. 141. Alors que le *baojia* était à l'origine conçu pour protéger les communautés locales, les Japonais en firent tout un instrument de contre-insurrection en lui donnant trois fonctions : surveillance mutuelle, unité d'auto-défense et punition collective (*lianzuo* 連坐) (*ibid.*). Ce dernier aspect n'était pas une invention japonaise. La notion de *lianzuo* était utilisée dans l'Antiquité pour désigner la nature héréditaire du crime. Cette conception conduisait à faire subir aux fils le châtement infligé à leur père (Karla W. Simon, *Civil Society in China: The Legal Framework from Ancient Times to the New Reform Era*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 30, n.8).

⁴ *Ibid.*

⁵ Edward I-te Chen, « Japanese Colonialism in Korea and Formosa: A Comparison of the Systems of Political Control », *Harvard Journal of Asiatic Studies*, vol. 30, 1970, p. 144.

⁶ Phil Billingsley, *Bandits in Republican China*, Stanford, Stanford University Press, 1988, p. 10.

⁷ Li Yaqin, « "Bandit Suppression" in Manchukuo (1932-45) », *op. cit.*, p. 39 et 78. À son tour, Wang Jingwei fit de la suppression des « bandits communistes » (*gongfei* 共匪 ou *feigong* 匪共) l'objectif à court terme du *qingxiang* tandis que l'objectif à long terme était la construction de l'État ou *jianguo* 建國 (Discours du 6 sept. 1941, *WGQY*, p. 4).

locale ; une stratégie annoncée comme devant être à « 30 % militaire et 70 % politique » (*sanfen junshi qifen zhengzhi* 三分軍事七分政治)¹. Elle prit notamment la forme de la tactique dite des « trois *bao* » : extension du contrôle bureaucratique dans les campagnes grâce au *baojia*, mobilisation de milices locales (*baoweituan* 保衛團) et construction de blockhaus (*baolei* 堡壘)². Le modèle invoqué par Jiang Jieshi était la stratégie employée avec succès par Zeng Guofan 曾國藩 (1811-1872) contre les rebelles Nian 捻 (1851-1858) et Taiping 太平 (1851-1864). Cette stratégie était, elle-même, issue d'une technique remontant au XVII^e siècle connue sous le nom de *jianbi qingye* 堅壁清野 (consolider les murailles et nettoyer la campagne), qui consistait à réunir la population et les ressources alimentaires dans des villages fortifiés, afin d'asphyxier les rebelles, et à organiser des milices locales (*tuan* 團)³. Le *qingxiang* des années 1940 fut présenté par ses dirigeants comme l'héritier de cette stratégie⁴ et sa filiation avec la politique de Zeng Guofan fut commentée à l'époque⁵. De même, les références à la stratégie de Jiang Jieshi étaient omniprésentes, comme par exemple, dans cet essai japonais qui revient sur le rôle des campagnes

¹ William Wei, *Counterrevolution in China: The Nationalists in Jiangxi during the Soviet Period*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1985, p. 50-64. .

² *Ibid.*, p. 60 et *passim*.

³ Cette tactique aurait été forgée par Lu Xiangsheng 盧象昇 (1600-1639) vers 1634, puis reprise en 1797 par Fang Ji 方積 (c.1765-c.1815), magistrat de district au Sichuan, pour réprimer la révolte du Lotus blanc (*bailianjiao* 白蓮教). À la différence de Lu, Fang prit appui sur les structures existantes du *baojia* et développa cette stratégie en un système de contrôle local et d'enregistrement des populations. D'abord rejeté par la cour mandchoue, qui privilégiait une stratégie militaire classique, le *jianbi qingye* fut officiellement adopté, le 3 juin 1799, par l'empereur Jiaqing 嘉慶 (r. 1796-1820). Il fut relancé et étendu vers 1850 (Kuhn, *Rebellion and its Enemies in Late Imperial China: Militarization and Social Structure, 1796-1864*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1970, p. 41 *sqq.*, 142 *sqq.* ; Wang Wensheng, *White Lotus Rebels and South China Pirates: Crisis and Reform in the Qing Empire*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2014, p. 198-200). On trouve des exemples de cette stratégie dans d'autres pays et à d'autres époques. Connue sous le nom de « villagisation », elle a notamment été appliquée par le Sud-Viêtname et ses conseillers anglo-saxons au début des années 1960 (voir Philip E. Catton, « Counter-Insurgency and Nation Building: The Strategic Hamlet Programme in South Vietnam, 1961-1963 », *The International History Review*, vol. 21, n°4, déc. 1999, p. 918-940).

⁴ Les instructions données pour la troisième période du *qingxiang* plaçaient le *jianbi qingye* au premier rang des méthodes à employer, au même titre que « la collaboration sino-japonaise et l'administration conjointe civile et militaire (Lettre de Li Shiqun à Zhou Fohai, 11 fév. 1942, *RWQX*, p. 308).

⁵ Dian Yuan 點元, « Zeng Guofan yu qingxiang 曾國藩與清鄉 (Zeng Guofan et la pacification rurale) », *Zhengzhi yuekan*, vol. 2, n°2, août 1941, p. 66-71. Victor Louzon a raison de nuancer la filiation que nous établissons, de manière il est vrai un peu grossière, dans notre note de recherche entre *jianbi qingye*, d'une part, et campagnes d'encerclement des années 1930 et *qingxiang* des années 1940, d'autre part. Il est vrai que le premier relevait davantage d'une politique de terre brûlée que d'une stratégie à long terme de construction étatique sous l'échelon des districts, comme dans le cas des seconds. Néanmoins, Kuhn montre que le *jianbi qingye* et ses corollaires (milice et *baojia*) furent conçus par la bureaucratie Qing comme un moyen de contrôler la militarisation locale. Le *baojia*, en particulier, visait à désintégrer les communautés villageoises « naturelles » en surimposant une organisation artificielle fondée sur une division décimale de la population. Il était prévu d'écarter les élites locales des postes de direction du *baojia* afin de limiter leur influence considérée comme un obstacle à la pénétration verticale de la bureaucratie. Il y a donc bien lieu de parler de construction étatique dès cette époque, quand bien même il ne s'agissait là que des prodromes d'une conception moderne de l'État qui trouva une expression plus affirmée au XX^e siècle (Louzon, « L'Incident du 28 février 1947, dernière bataille de la guerre sino-japonaise ? Legs colonial, sortie de guerre et violence politique à Taiwan », thèse de doctorat, IEP de Paris, 2016, p. 461 ; Wang Wensheng, *White Lotus Rebels and South China Pirates*, *op. ci.*, p. 198).

d'encerclement dans la construction étatique¹. Déjà utilisé en décembre 1938 par Wen Zongyao sous le Gouvernement réformé², le slogan « 30 % militaire et 70 % politique » fut repris tel quel en 1941 et devint une sorte de mantra appliqué à toutes sortes de domaines du *qingxiang*. Le GMD « orthodoxe », par exemple, prévoyait que la propagande du *qingxiang* passerait à « 30 % par des médiums matériels [*wu de meijie* 物的媒介] et à 70 % par la mobilisation des personnes [*ren de huodong* 人的活動] » et qu'il faudrait employer « à 30 % l'écriture et, à 70 %, les différentes façons pour se faire comprendre des analphabètes [*ge zhong wenmang lijie zhi fangfa* 各種文盲理解之方法] »³.

Genèse du *qingxiang*

L'idée d'appliquer une telle politique en Chine centrale était dans l'air, avant même le « retour à la capitale »⁴. Le Gouvernement réformé avait ainsi promulgué, dès 1938, un texte prévoyant l'organisation du *baojia* dans des zones de pacification⁵. Dans les faits, l'aspect militaire fut privilégié et la « pacification » prit la forme de campagnes de « nettoyage » ponctuelles (*saodang* 掃蕩). En tout une vingtaine de campagnes de ce type furent menées en Chine centrale, entre août 1939 et le printemps 1940⁶. Elles ne donnèrent pas beaucoup de résultats si l'on en croit le lieutenant-colonel Haruke Yoshitane, principal concepteur japonais du *qingxiang*. Dans ses mémoires, il rapporte qu'au moment de l'inauguration du gouvernement de Wang Jingwei, l'armée japonaise ne contrôlait que les grandes villes. Dès qu'on en sortait, « tous le territoire était aux mains de l'ennemi. Celui-ci apparaissait jusqu'aux portes de Nanjing ». La guérilla communiste, ajoute-t-il, était présente dans les districts comme Jurong ou Danyang, tandis que l'Armée loyale de salut national (*zhongyi jiuguo jun* 忠義救國軍) de Chongqing menait des opérations plus à l'ouest⁷.

Les sources diffèrent quant aux circonstances exactes dans lesquelles l'idée du *qingxiang* fut conçue. Selon le bras droit de Zhou Fohai, Luo Junqiang, la 13^e armée, aussi connue sous le

¹ Nankai Kizō 南海喜三, « Qingxiang gongzuo de lishi yiyi 清鄉工作的歷史意義 (Le sens historique des opérations de pacification rurale) », *Manshū hyōron* 滿州評論, août 1941, vol. 21, n°7, p. 12-27 ; n°8, p. 17-25 (traduit dans *RWQX*, p. 70-95. Nous n'avons pas retrouvé le titre original japonais).

² Wang Zhensheng 王振聲, « Xianzheng zhi toushi he zhanwang 縣政之透視和展望 (Examen et perspectives de l'administration de district) », *XY*, vol. 1, n°2, fév. 1939, p. 5.

³ « Guomindang zhongyang zhixing weiyuanhui xuanchuanbu gongzuo baogao jielu 國民黨中央執行委員會宣傳部工作報告節錄 (Résumé du rapport de travail du Département de la propagande du Comité exécutif central du GMD) », oct. 1941 (*RWQX*, p. 507).

⁴ Voir par exemple Lin Lan 林蘭, « Dangqian zhi jiaofei qingxiang wenti 當前之剿匪清鄉問題 (La question actuelle de l'extermination des bandits et de la pacification rurale) », *XY*, vol. 2, n°1, janv. 1940, p. 83-88.

⁵ « Qingxiangqu nei ge xian bian cha baojia hukou zanzheng tiaoli 清鄉區內各縣編查保甲戶口暫行條例 (Ordonnance provisoire relative à l'organisation et au contrôle du *baojia* et du recensement dans chaque district des zones de pacification rurale) », *Zhengfu gongbao*, n°8, 30 mai 1938, p. 3-11 (*ZG*, vol. 13).

⁶ *WZQS*, p. 793-794.

⁷ Haruke, *Huxi "76 hao" tegong neimu*, *op. cit.*, p. 169.

nom de « groupe Noboru » (*noboru shūdan* 登集團), transmet à l'automne 1940 un « Plan de liquidation » (*suqing fang'an* 肅清方案) au gouvernement de Nanjing, par l'intermédiaire du Bureau des conseillers militaires. Luo Junqiang aurait été pressenti pour prendre la direction de cette campagne et c'est lui, soutient-il, qui aurait suggéré de remplacer l'expression *suqing* par celle de *qingxiang*, jugée moins agressive. Il aurait alors été supplanté par le chef des services secrets, Li Shiqun, qui préparait déjà son propre plan, avec le soutien de Haruke Yoshitane¹. De fait, les Japonais savaient qu'ils devraient compter avec les services secrets du n°76, s'ils voulaient éradiquer avec succès la résistance en Chine centrale. Début 1941, l'Agence de la prune organisa une réunion entre Li Shiqun et Kagesa Sadaaki dans un hôtel de Taipei afin de s'assurer de son soutien². Kagesa transmet ensuite le plan à Wang Jingwei. Quelles que soient les versions, il apparaît clairement que les Japonais prirent l'initiative du *qingxiang*.

La finalité donnée à celui-ci par le Japon était de rendre possible une occupation prolongée de la Chine en renforçant le régime de Wang Jingwei. Le rétablissement de l'ordre (c'est-à-dire la suppression des poches de résistance) visait tout particulièrement à mieux contrôler les ressources du pays, afin de soutenir l'effort de guerre. Ces objectifs avaient été fixés dans le « Programme général pour gérer l'Incident de Chine » (*Shina jihen shori yokō* 支那事變處理要綱) adopté le 13 novembre 1940³. Le *qingxiang* devait permettre de mettre en œuvre ce programme.

Si l'initiative fut donc bien japonaise, les dirigeants chinois se montrèrent très motivés et modifièrent le plan initial en obtenant une plus grande autonomie dans l'administration du *qingxiang*⁴. Ils voyaient dans cette politique un moyen d'éliminer les résistances au sens large : extérieures (forces de Yan'an et de Chongqing) mais aussi intérieures, en renforçant le contrôle de Nanjing sur les administrations de district aux dépens des collaborateurs de la première heure et de leur tutelle japonaise. Le *qingxiang* devait aussi accélérer la construction de l'appareil du GMD « orthodoxe » au niveau local. Dans un discours prononcé le 6 septembre 1941, Wang n'hésita pas à faire le parallèle entre sa situation et celle de Sun Yat-sen, lorsque celui-ci appelait, au début des années 1920, à réunifier la Chine depuis sa base cantonaise⁵. La « pacification » devait permettre d'homogénéiser la zone d'influence de Nanjing, qui se limitait alors aux « lignes » et « points » que contrôlaient les garnisons nippones, stationnées le long des principaux axes de

¹ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 44-45.

² Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 123.

³ JACAR C12120181800, *Shina jihen shori yokō Gozenkaigi gijiroku* 支那事變處理要綱 御前會議議事錄 (Plan général pour gérer l'Incident de Chine, minutes de la Conférence impériale), 13 nov. 1940 (également cité dans *WZQS*, p. 788-789). Nous avons vu que ce plan précéda la signature du Traité de base et la reconnaissance de Nanjing par Tokyo.

⁴ Selon Pan Min, l'idée selon laquelle le régime de Wang Jingwei ne fit qu'obéir aux ordres du Japon, présente dans les *wenshi ziliao* de Luo Junqiang et Wang Manyun, est le produit de l'époque à laquelle ces témoignages furent rédigés (« Huadong diqu Riwei... », art. cit., p. 74).

⁵ *WGQY*, p. 5.

transport et dans les bourgs¹. L'objectif final était le recouvrement de la souveraineté ; promesse à l'origine de l'engagement de Wang Jingwei dans la collaboration :

Du succès de notre travail de pacification, dépendra le rétablissement de l'ordre public ainsi que l'amélioration de la situation économique et des conditions de vie. Si ces conditions sont réunies, il est certain que le Japon retirera ses troupes. [...] Alors seulement sera-t-il possible de parler d'un partage avec le Japon de la responsabilité de construire le Nouvel ordre en Asie orientale².

Le 24 mars 1941, le Comité politique central vota la formation d'un Comité de pacification rurale (*qingxiang weiyuanhui* 清鄉委員會). Wang Jingwei prit sa tête, avec Zhou Fohai et Chen Gongbo comme vice-présidents. Sa direction effective fut confiée à Li Shiqun, nommé secrétaire-général³. Rattaché directement au Gouvernement, il était d'un rang égal aux Yuans et au Comité des affaires militaires⁴. Dans les mois qui suivirent, le Comité de pacification rurale commença à rédiger les nombreux règlements organisant le *qingxiang* et recruta un grand nombre d'agents⁵. Leur formation accélérée se fonda explicitement sur la « formation de Lushan » (*Lushan xunlian* 廬山訓練) utilisée dans les années 1930 pour les agents des campagnes d'encerclement de Jiang Jieshi⁶. Le *qingxiang* fut mené depuis Suzhou par Li Shiqun qui établit un bureau local dans la capitale du Jiangsu (*zhu Su banshichu* 駐蘇辦事處). Maintenu à Nanjing pour des raisons légales, le Comité fut d'emblée une coquille vide⁷. Les principaux postes du Bureau de Suzhou furent principalement répartis au profit des lieutenants de Zhou Fohai (Tableau 4.6). Li Shiqun s'entoura de Chen Guangzhong 陳光中 (1897-1949) qui avait servi sous ses ordres comme chef du bureau des Affaires générales au ministère de la Police⁸, et de Ma Xiaotian, un ancien agent du

¹ Lin Chunhui 林春暉, « Yi nian lai qingxiang gongzuo de huigu 一年來清鄉工作的回顧 (Retour sur un an de pacification rurale) », *Qingxiang qianxian* 清鄉前線, n°1, 15 sept. 1942, *WGQY*, p. 65.

² Citation d'un discours de Li Shiqun (cité *ibid.*).

³ Les autres membres du comité étaient : Chen Qun, Mei Siping, Yang Kuiyi, Bao Wenyue, Ren Yuandao, Zhao Zhengping, Li Shengwu, Lin Bosheng, Ding Mocun, Zhao Yusong, Luo Junqiang, Cen Deguang, Chen Chunpu (*WZQS*, p. 799).

⁴ Wang Jingwei cumulant la présidence des trois principaux organes du gouvernement (Yuan exécutif, Comité des affaires militaires et Comité de pacification rurale), ce dernier put donner des instructions aux ministères et bureaux dépendants des premiers (Wang Manyun, « Qianli aihong shuo "qingxiang" », art. cit., p. 242).

⁵ Des dizaines de décrets furent produits, qui portaient sur l'organisation du *baojia*, le recensement ou encore la circulation des marchandises (Wang Manyun, « Qianli aihong shuo "qingxiang" », art. cit., p. 246).

⁶ *WZQS*, p. 803. Le nom officiel de la formation de Lushan était « groupe de formation des officiers de l'armée d'extermination des Communistes de la route du nord » (*beilu jiaogong jun junguan xunlian tuan* 北路剿共軍軍官訓練團). Elle fut lancée en 1933 par Jiang Jieshi, qui en confia la direction à Chen Cheng 陳誠 (1898-1965). Son objectif était de produire des officiers non seulement compétents mais loyaux au GMD et capables d'endoctriner la population (Chen Cheng, Ho Chih-lin 何智霖 (éd.), *Chen Cheng xiansheng huilu liushi zishu* 陳誠先生回憶錄 六十自述 (Mémoires de Chen Cheng), Taipei, Guoshiguan, 2012, p. 33). Voir aussi la partie 5.5.1.3.

⁷ Wang Manyun, « Qianli aihong shuo "qingxiang" », art. cit., p. 243.

⁸ Chen était issu de la deuxième promotion de la « formation de Lushan ». Encore un exemple des circulations à l'œuvre entre campagnes d'encerclement des années 1930 et *qingxiang* des années 1940. Nommé par Jiang Jieshi à la tête de l'Armée anticommuniste de salut national du peuple chinois (*Zhongguo renmin fangong jiuguo jun* 中國人民反共救國軍) en août 1949, il tomba le 6 décembre aux mains de l'Armée populaire de libération qui l'exécuta à Shenyang quelques jours plus tard (*ZGBR*, p. 1343 ; *ZKD*, p. 399).

Zhongtong retourné par le n°76 en septembre 1939¹. Ding Mocun fut représenté par le responsable de l'organisation du GMD « orthodoxe » Dai Yingfu et par son bras droit au ministère des Affaires sociales Peng Nian 彭年 (1900- ?) ; Luo Junqiang par son protégé Zhang Zhonghuan 張仲寰 (1900- ?). La politique économique et la propagande furent confiées à des Cantonais de la clique du Palais, Chen Junhui et *Feng Jie 馮節. Considéré comme un « spécialiste de la pacification rurale » en raison de son rôle au Jiangxi dans les années 1930, Zhang Beisheng fut nommé chef du bureau de la Police du gouvernement provincial du Jiangsu et à la tête du bureau d'inspection de la pacification rurale pour la zone de Suzhou. Enfin deux postes clés de l'armée et de la mobilisation politique revinrent à des agents infiltrés : Tang Shengming pour Chongqing et Yuan Shu pour Yan'an.

Tableau 4.6. Direction du bureau à Suzhou du Comité de pacification rurale (juillet 1941)

Poste	Nom
Directeur 主任	Li Shiqun 李士群
Vice-directeur 副主任	Wang Manyun 汪曼雲
Chef du 1 ^{er} bureau 第一處長	Chen Guangzhong 陳光中
Chef du 2 ^e bureau 第二處長	Yu Bailu 余百魯
Chef du 3 ^e bureau 第三處長	Tang Shengming 唐生明
Chef du 4 ^e bureau 第四處長	Peng Nian 彭年
Chef de l'état-major 參謀團主任	Tang Shengming
Pdt du Comité de recherche locale 地方研究委員會主任委員	Zhang Zhonghuan 張仲寰
Pdt. du Comité de formation des masses 民眾訓練委員會主任委員	Dai Yingfu 戴英夫
Pdt. du Comité de planification économique 經濟設計委員會主任委員	Chen Junhui 陳君慧
Pdt. du Comité de l'éducation spéciale 特種教育委員會主任委員	Zhang Zhonghuan
Pdt. du Comité de propagande 宣傳委員會主任委員	Feng Jie 馮節
Pdt. du Comité de recrutement des troupes ennemies 招撫整編委員會主任委員	Tang Shengming
Chef des groupes de travail politique 政治工作團團長	Yuan Shu 袁殊
Commandant en chef du régiment des braves pour la paix 和平義勇總隊隊長	Ma Xiaotian 馬嘯天
Commandant en chef de la police de pacification rurale 清鄉警察總隊隊長	Zong Zhiqiang 宗志強
Chef du Bureau de gestion des blocus 封鎖管理處處長	Xie Xuesun 謝雪蓀
Chef du Bureau des taxes et de lutte contre la fraude 稅務查緝處處長	Xie Xuesun
Chef du Bureau du fisc 賦稅管理處處長	Yu Bailu
Inspecteur de la pacification rurale 清鄉督察專員	Zhang Beisheng 張北生

Source : WZSQ, p. 806-807. Note : Cf. l'Annexe 2.25.

De leur côté, les autorités japonaises adaptèrent leur organisation pour encadrer étroitement le *qingxiang*. La 13^e armée créa, à Suzhou, un Commandement de la pacification rurale (*qingxiang zhihuibu* 清鄉指揮部)², tandis que le Bureau des conseillers militaires fonda une branche dirigée

¹ Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 103, 114, 120.

² Faute d'avoir trouvé l'appellation japonaise, nous employons celle donnée par la source chinoise. Il s'agit sans doute du Quartier général du groupe Noboru pour les opérations de pacification rurale (*Noboru shūdan seigyō kōsaku shirei sho* 登集团清鄉工作司令所) qui produisit des statistiques détaillées sur la pacification rurale. Voir, par exemple, JACAR A03032017000, *Seigyō kōsaku kakushu tōkei narabini sankō shiryō* 清鄉工作各種

par Haruke et le commandant Ogasawara Kiyoshi 小笠原清. Celle-ci était officiellement chargée de faire la liaison entre la 13^e armée et le bureau de Li Shiqun, mais servit le plus souvent à transmettre les ordres de la première au second. L'Agence de la prune établit également une branche (*shutchōjo* 出張所) à Suzhou¹. Le 1^{er} juin 1941, la Campagne de pacification rurale fut officiellement lancée.

4.2.3.2. Suppression des « bandits » et construction de l'État

Chaque zone dans laquelle était appliqué le *qingxiang* passait par trois étapes. Elle était d'abord appelée « zone de pacification » (*qingxiang qu* 清鄉區), durant la phase initiale de « nettoyage » et de mise en place d'un blocus. Elle devenait ensuite une « zone d'auto-défense » (*ziwei qu* 自衛區), dans laquelle pouvait débiter le travail « politique » de construction des structures du contrôle social comme le *baojia*. Une fois cette seconde étape achevée, elle était considérée comme une « zone de *baojia* » (*baojia qu* 保甲區)². Avant de s'intéresser à cet aspect du *qingxiang*, nous reviendrons sur la manière dont cette campagne se déploya dans le temps et dans l'espace.

Temps et espace de la « pacification »

Les opérations du *qingxiang* furent d'abord concentrées dans le Sud-Jiangsu, le long de la ligne de chemin de fer Nanjing-Shanghai³. Une première « zone de pacification » de 1 800 km² fut délimitée. Elle couvrait une grande partie des districts de Taicang et Kunshan, ainsi qu'une portion de ceux de Changshu et Wuxian. Cette région au sol particulièrement fertile abritait alors environ 11 000 résistants armés, nationalistes et communistes. Le 3 juillet 1941, 15 000 soldats japonais occupèrent les bourgs de la zone et débutèrent la construction d'une enceinte de bambous longue de 125 km, renforcée par endroits avec du fil barbelé électrifié⁴. Des tours de guet furent

統計並ニ参考資料 (Statistiques diverses et documentation sur les opérations de pacification rurale), 17 sept. 1941.

¹ Wang Manyun, « Qianli aihong shuo “qingxiang” », art. cit., p. 244-245.

² WZQS, p. 833-834. Ces étapes systématiques distinguaient le *qingxiang* de son équivalent en Chine du Nord, où les Japonais lancèrent cinq campagnes de « renforcement de la sûreté publique » (*qianghua zhi'an* 強化治安) entre 1941 et 1942. Trois types de zones furent créés selon le degré auquel l'ordre avait été rétabli : complètement (*zhi'an diqu* 治安地區), imparfaitement (*zhun zhi'an diqu* 准治安地區) et pas encore (*fei zhi'an diqu* 非治安地區). Le volet « politique » n'était appliqué que dans le premier et le deuxième cas, précédé du volet militaire pour ce dernier (Jiang Pei 江沛, *Riwei “Zhi'an qianghua yundong” yanjiu* 日偽 “治安強化運動” 研究 (Étude du “Mouvement de renforcement de la sûreté publique” des fantoches pro-japonais), Tianjin, Nankai daxue chubanshe, 2006, p. 265).

³ Voir le Tableau 4.8 et les annexes 1.12. et 2.25.

⁴ Ces travaux demandèrent une logistique importante. À Wujin, par exemple, l'enceinte longue de 75 km nécessita 50 000 bambous épais, 1 417 600 bambous fins et 4 825 troncs d'arbres. Des organismes spécifiques

érigées à intervalle régulier et des postes de contrôle (*jianwensuo* 檢問所) établis à chaque entrée de la zone. Le dispositif militaire nippon fut rapidement renforcé par un nombre équivalent de soldats chinois et 2 000 policiers. Il y avait alors 1 soldat pour 51 habitants¹.

Il était prévu que les forces armées chinoises seraient placées, pendant la phase militaire du *qingxiang*, sous le commandement direct de l'armée japonaise. Dans les faits, cette dernière ne remit jamais son commandement à la partie chinoise. L'occupant fut confronté au même dilemme vis-à-vis des troupes « fantoches » qu'en Chine du Nord, entre nécessité de s'appuyer sur ces dernières et crainte qu'elles ne se retournent contre lui². L'inflation des effectifs des armées chinoises dépendant des gouvernements collaborateurs était proportionnelle à la mauvaise qualité de ses soldats. L'un des objectifs donnés par le Japon au *qingxiang* fut précisément de réduire les troupes de Nanjing afin de mieux les contrôler et de les rendre plus efficaces. Celles dans lesquelles les officiers nippons n'avaient pas confiance furent désarmées ou affaiblies, notamment en les envoyant en première ligne³. Dans ses mémoires, Tang Shengming affirme qu'il reçut de Jiang Jieshi l'ordre d'utiliser le *qingxiang* pour attaquer la Nouvelle 4^e armée (PCC). Tang transmettait aux Japonais les renseignements fournis par Dai Li sur les positions des Communistes. Toutefois, ces derniers semblaient toujours avoir un coup d'avance, signe qu'ils avaient leurs propres agents infiltrés⁴. Durant les deux premiers mois du *qingxiang*, les troupes japonaises et chinoises firent 237 tués, 2 008 prisonniers et obtinrent la défection de 776 soldats⁵. Si la « pacification » porta, surtout au début, un grand coup à la résistance, elle ne la fit disparaître que temporairement. Comme le voulait l'adage « lorsque les soldats arrivent, les bandits partent ; lorsque les soldats partent, les bandits arrivent » (*bing lai fei qu, bing qu fei lai* 兵來匪去, 兵去匪來).

Les opérations de pacification reprirent à l'automne 1941 et se poursuivirent jusqu'à la fin du printemps 1942 dans les districts alentours.

La deuxième phase, de juillet 1942 à mars 1943, concerna les districts du Jiangsu et du Zhejiang situés au sud-est du Lac Tai. Le 15 septembre 1942, un bureau local du Comité de pacification rurale, sur le modèle de celui de Suzhou, fut établi à Jiaying (Zhejiang). Dans le même temps, le *qingxiang* fut étendu à Shanghai en août 1942. Dans un discours en mai, Wang Jingwei avait justifié l'extension aux villes d'une politique conçue pour les campagnes :

furent créés, comme le Comité de collecte des bambous (*zhengji zhugan weiyuanhui* 徵集竹竿委員會) dans l'une des zones de Wuxian (Pan Min, *Jiangsu riwei...*, *op. cit.*, p. 45, n. 65).

¹ Chen Yung-fa, *Making Revolution*, *op. cit.*, p. 84.

² Les Japonais avaient encore en mémoire la mutinerie de Tongzhou, le 29 juillet 1937 (voir la partie 2.1.2 et la notice de Yin Rugeng dans l'Annexe 3).

³ Pan Min, « Huadong diqu Riwei... », *art. cit.*, p. 84.

⁴ Tang Shengming, *Feng Jiang Jieshi zhi ming*, *op. cit.*, p. 52-53.

⁵ Chen Yung-fa, *Making Revolution*, *op. cit.*, p. 84. Voir aussi le cas, plus tardif, de Bao Jianhua 包建華 (1912-?), commandant de la Nouvelle 4^e armée retourné par Nanjing avec ses troupes (notice de Wu Lanxi, Annexe 3).

Pourquoi appliquer la pacification rurale aux villes ? Parce que celles-ci sont plus susceptibles de servir d'abris à la canaille [*cangou nawu* 藏垢納污]. Si les méchants [*huairen* 壞人] ne quittent pas les villes, il est certain que les villages en subiront directement ou indirectement les conséquences. Pour autant, les opérations de pacification rurale dans les villes sont différentes de celles menées dans les villages, où le maintien de l'ordre consiste à empêcher les bandits communistes de revenir après qu'ils ont été chassés. Aussi l'emploi de la force militaire y est nécessaire. En ville, les bandits communistes ne sont pas légion [*mei you chengqun de feigong* 沒有成群的匪共]. Il n'y a que quelques méchants incapables de se dissimuler totalement et qui suscitent des difficultés [*cangtou louwei, cong zhong zuo sui* 藏頭露尾, 從中作祟]. Par conséquent, le travail de la police y est primordial.¹

Du reste, la métropole shanghaienne comprenait de nombreuses zones non urbaines. Les opérations de pacification à Shanghai touchèrent principalement Pudong, sur la rive opposée au centre-ville. Déclaré fini en mars 1943, le *qingxiang* fut relancé dans les arrondissements de Chongming, Jiading et Baoshan, le 1^{er} mai. Comme dans le reste de la région, un blocus fut instauré dans chaque zone au moyen d'une enceinte en bambou².

Durant sa troisième phase, le *qingxiang* concerna notamment le district de Zhenjiang et le Nord-Jiangsu, sous la houlette respective de Yuan Shu et de Zhang Beisheng³.

Tableau 4.7. Chronologie de la Campagne de pacification rurale en Chine centrale (1941-1943)

Phases	Périodes	Dates	Zones pacifiées (provinces et districts concernés)
1	1	juill.-sept. 1941	Jiangsu : Taicang, Kunshan, Changshu, Wuxian (partiel)
	2	oct. 1941-fév. 1942	Jiangsu : Wuxian (N-O), Changshu (O), Jiangyin (E) ; Wuxi (N)
	3	fév.-mai 1942	Jiangsu : Kunshan, Wuxian, Wuxi (au S de la ligne de chemin de fer) ; Jiangyin, Wujin (partiel)
2	1	juill.-sept. 1942	Jiangsu : Qingpu, Wujiang, Songjiang, Kunshan, Wuxian Zhejiang : Jiaxing, Jiashan
	2	oct. 1942-avril 1943	Idem
		sept. 1942-mars 1943	Shanghai
3		fév. 1943	Zhejiang : Yuyao
		1 ^{er} avril-sept. 1943	Jiangsu : Zhenjiang, Danyang, Yangzhong ; Wujin, Wuxi
		10 avril-fin sept. 1943	Jiangsu (Subei) : Runie, Nantong, Haimen, Qidong
4		oct. 1943-mars 1944	Jiangsu : Wujiang
		10 oct. 1943	Zhejiang : Jiaxing, Tongxiang, Chongde, Haining
		fin mars 1943	Anhui : Wuhu, Dangtu

Source : adapté de Jiang Pei, *Riwei "Zhi'an qianghua yundong" yanjiu, op. cit.*, p. 263-264.

Notes : les zones pacifiées ne couvrent pas toujours la totalité des districts indiqués, ce qui explique qu'un même district puisse apparaître plusieurs fois. Lorsqu'elle est indiquée, nous précisons la portion comprise dans la zone pacifiée (S=Sud ; N=Nord ; O=Ouest ; etc.). Cf. Annexe 1.12.

Après avoir connu son apogée au début de l'année 1943, la Campagne de pacification rurale s'essouffla, sous l'effet notamment des déboires de son chef, Li Shiqun, dont il sera question dans la partie suivante. Il y eut bien des tentatives de donner une nouvelle vie à cette stratégie à travers

¹ Wang Jingwei, « Di san qi qingxiang zhi tezhi 第三期清鄉之特質 (La particularité de la troisième période de la pacification rurale) », 10 mai 1942 (*RWQX*, p. 314).

² *WZQS*, p. 813-817.

³ *Ibid.*, p. 818-820.

ce que les Américains appelleraient aujourd'hui un « *surge* » et qui prit le nom de « pacification renouvelée » (*shuaxin qingxiang* 刷新清鄉) ou « de haute intensité » (*gaodu qingxiang* 高度清鄉). Les opérations furent, par ailleurs, élargies à d'autres provinces.

En février 1943, le colonel Saitō Yoshio 齋藤美夫 (1890- ?), conseiller du ministère de l'Intérieur et des bureaux de la Police de Shanghai, du Jiangsu et de l'Anhui, fut envoyé à Canton pour y superviser le lancement du *qingxiang*¹. Il avait une longue expérience des techniques contre-insurrectionnelles, forgée à partir de 1935 en Mandchourie dans la gendarmerie (*kenpeitai*)². Il avait également été choisi pour sa connaissance du terrain. Saitō avait en effet dirigé la gendarmerie de l'Armée expéditionnaire de Chine du Sud entre le 1^{er} août 1940 et le 30 juin 1943³. Fin avril 1943, Li Shiqun arriva à son tour à Canton pour discuter avec le gouverneur Chen Yaozu du plan des opérations⁴. Le beau-frère de Wang Jingwei chercha cependant à reporter leur lancement au motif que la situation du Guangdong était particulière et que la formation au *qingxiang* des soldats, policiers et fonctionnaires était insuffisante⁵. En décembre, un bureau local fut établi (*Guangdongsheng qingxiang shiwu ju* 廣東省清鄉事務局), mais les opérations ne débutèrent qu'en avril 1944, date à laquelle Chen Yaozu fut assassiné⁶.

C'est également au printemps 1944 que le *qingxiang* fut appliqué dans la province de l'Anhui, où un bureau local avait été créé à Bengbu dès le 23 mars 1943. Une « zone de pacification » fut établie dans la région de Wuhu.

En ce qui concerne le Hubei, la Campagne de pacification y fut mise en œuvre plus tardivement et avec moins de succès encore. Impliqués dans le *qingxiang* dès ses débuts, le colonel Kaneko Shunji et le capitaine Ariyoshi Satoru 有吉悟 arrivèrent à Wuhan en mars 1944⁷. Les opérations touchèrent essentiellement les districts proches de la capitale provinciale (Hanyang et Wuchang notamment)⁸.

¹ *Ibid.*, p. 825 ; Zhongguo dang'an guan 中國檔案館 *et al.*, *Wang weizhengquan* 汪偽政權 (Le régime fantoche de Wang Jingwei), Beijing, Zhonghua shuju, 2004, p. 815.

² Fushun zhanfan guanlisuo 撫順戰犯管理所 (éd.), *Riben zhanfan de zaisheng zhi di : Zhongguo Fushun zhanfan guanlisuo* 日本戰犯的再生之地 : 中國撫順戰犯管理所 (Un lieu de renaissance pour les criminels de guerre nippons : le Centre de traitement des criminels de guerre de Fushun), Beijing, Wuzhou chuanbo chubanshe, 2005, p. 12.

³ « Zhaiteng Meifu gongshushu 齋藤美夫供述書 (Déposition de Saitō Yoshio) », Fushun, 20 août 1954, *RQGD*, p. 163. Libéré par la Chine en avril 1964, Saitō fut l'un des trois derniers criminels de guerre à rentrer dans l'archipel. Comme d'autres anciens prisonniers rééduqués par le PCC, il exprima par la suite sa reconnaissance envers la Chine et son repentir pour les crimes commis par son pays (Kushner, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*, p. 286).

⁴ *WZQS*, p. 825.

⁵ Chu Te-lan, « Ri-Wang hezuo yu Guangdong... », art. cit., p. 637. Voir les lettres échangées entre Chen Yaozu et Wang Jingwei en juin et juillet 1943 (*RWQX*, p. 999-1000).

⁶ *WZQS*, p. 825.

⁷ Lettre de Wang Manyun à Wang Jingwei, 28 mars 1944, *RWQX*, p. 994-995.

⁸ *WZQS*, p. 826.

Les 10 et 11 février 1944, le Yuan exécutif organisa une grande réunion pour faire le point sur la Campagne de pacification rurale. Les gouverneurs et maires de chaque province et ville y participèrent, ainsi que les responsables du *qingxiang*. Au dire du principal d'entre eux, Wang Manyun, les beaux discours prononcés à cette occasion visaient à dissimuler l'échec général de cette politique¹.

Si le *qingxiang* ne permit effectivement pas aux collaborateurs et à l'occupant de l'emporter durablement en Chine, il constitua un effort sans précédent de construction étatique au niveau local.

Extension du domaine de l'État

Fondé sur une technique contre-insurrectionnelle comportant un volet « politique » important, le *qingxiang* allia techniques de contrôle et institutionnalisation des structures semi-bureaucratiques. Identique dans son organisation à celui d'avant-guerre, le système du *baojia* sous le régime de Wang Jingwei se distinguait par le fait que ses fonctions furent poussées plus loin qu'elles ne l'avaient jamais été, permettant un contrôle social extrêmement serré, du moins en principe. Chaque échelon faisait remonter quotidiennement des rapports dans lesquels était inscrit le moindre événement². Zhang Beisheng fut chargé de mettre en place les structures semi-bureaucratiques à quatre échelons dans la première zone de pacification (Tableau 4.8).

Tableau 4.8. Structures semi-bureaucratiques mises en place au début du *qingxiang* (été 1941)

Zones spéciales 特別區公署	Nombre de <i>qu</i> 區	Nombre de <i>xiang</i> 鄉	Nombre de <i>bao</i> 保	Nombre de <i>jia</i> 甲	Nombre de <i>hu</i> 戶	Population
Wuxian 吳縣	3	41	295	2 870	29 710	116 931
Changshu 常熟	6	134	1 291	12 897	132 866	537 896
Kunshan 崑山	4	23	128	1 321	14 355	63 841
Taicang 太倉	6	94	699	6 883	71 503	298 805
Total	19	292	2 413	23 971	248 434	1 017 473

Source : Comité de pacification rurale, 1942 (adapté de Chen Yung-fa, *Making Revolution, op. cit.*, p. 85).

Note : *qu* = arrondissements ; *xiang* = cantons ; *baojia* = unités de voisinage ; *hu* = foyers.

Le *baojia* fut conçu comme un moyen de pérenniser le contrôle exercé sur la population dans le cadre du blocus (*fengsuo* 封鎖) établi au moment du *qingxiang*. Ce blocus avait pour but premier de trier la population d'une zone donnée en distinguant les « bons citoyens » des « bandits ». Un

¹ Wang Manyun, « Qianli aihong shuo “qingxiang” », art. cit., p. 283-284 (également cité *ibid.*).

² Pan Min, « Huadong diqu Riwei... », art. cit., p. 88. On peut donner l'exemple suivant, qui ne relève pas du *qingxiang* mais permet de se faire une idée du niveau de précision des informations produites par le système du *baojia* (lorsqu'il fonctionnait bien). Dans un rapport sur les derniers événements survenus dans le quartier de Andemen 安德門 à Nanjing (début 1944), on peut lire que des enfants de paysans ont été enlevés par des bandits et qu'un homme à vélo a été aperçu en train d'observer la caserne de pompier de l'« armée amie ». Un rapport a été transmis aux Japonais pour qu'ils placent une sentinelle (Nanjingshi dang'anguan, 1007-1-47).

système contraignant de sauf-conduits, dont le plus courant était le « certificat de bon citoyen » (*liangminzheng* 良民證), fut imposé à tous les habitants âgés de plus de 13 ans¹. La distribution des sauf-conduits fut retardée faute de pouvoir s'appuyer sur le réseau du *baojia*, en cours de restauration². En effet, un recensement des foyers (*hukou diaocha* 戶口調查) était effectué au préalable, à partir duquel était formé les *bao* et les *jia*³. C'est seulement alors que les « certificats de bon citoyen » pouvaient être délivrés par les chefs de ces derniers. À chaque fois qu'une personne voulait sortir hors de sa zone, elle devait laisser son certificat aux autorités locales, obtenir un permis de sortie et un autre permis de retour, pour entrer à nouveau dans la zone où elle habitait. L'obtention de chacun de ces sauf-conduits était payante⁴.

Cette distribution fut également ralentie du fait des difficultés rencontrées par les autorités pour introduire dans les villages des techniques de contrôle modernes. Chaque sauf-conduit devait comporter une photographie de son propriétaire⁵. Or, il était non seulement difficile de trouver un photographe dans certaines zones, mais beaucoup de gens n'avaient pas les moyens de s'offrir ses services. Il était certes prévu d'accorder des aides à ceux qui se déclaraient dans ce cas, mais encore fallait-il s'assurer qu'ils disaient vrai⁶.

Les foyers jugés suspects, car habitant des zones anciennement occupées par la guérilla antijaponaise, furent classés comme « devant se réformer » (*zixinhu* 自新戶). Ils devaient, dans les quinze jours, faire des démarches auprès du chef de canton attestant qu'ils se « constituaient prisonniers » (*zishou* 自首). Après vérification par l'armée japonaise, les hommes qui échappaient à la prison étaient soumis à un régime de semi-liberté. Tous les cinq jours, les suspects à réformer

¹ Il existait huit types de papiers : *tebie tongxingzheng* 特別通行證 (sauf-conduit spécial pour les fonctionnaires) ; *liangminzheng* 良民證 ; *yuminzheng* 漁民證 (pour les pêcheurs) ; *luxingzheng* 旅行證 (autorisation de sortie d'une zone pour ses habitants) ; *xianqi luxingzheng* 限期旅行證 (autorisation de traverser une zone pour les personnes extérieures) ; *guixiangzheng* 歸鄉證 (pour rentrer dans sa zone) ; *shenfenzheng* 身分證 (sauf-conduit pour les fonctionnaires et agents de transport traversant régulièrement les limites d'une zone) ; *jianzha* 鑒札 (permis de traverser une zone pour les bateaux et véhicules) (Fengsuo zongban shichu 封鎖總辦事處, « Fengsuo jieshuo 封鎖解說 (Explication du blocus) », *Qingxiang ribao* 清鄉日報, 31 juill.-1^{er} août 1941, *WGQY*, p. 229-232. Le Bureau de Suzhou édita son propre quotidien sous le titre de *Qingxiang ribao* (juill.-déc. 1941) puis de *Qingxiang xinbao* (janv.-déc. 1942). Comme les autres organes de presse de l'administration, il s'agissait moins d'un vecteur de propagande à destination du public que d'un outil de communication à destination des agents chargés de mettre en œuvre cette politique. Voir Miyoshi Akira (éd.), *Seigō nippō kiji mokuroku* 『清鄉日報』記事目録 (Sommaire des articles du *Qingxiang ribao*), Fukuoka, Chūgokushoten, 2005. D'autres périodiques consacrés au *qingxiang* parurent pendant la guerre, tels que le *Qingxiang qianxian* 清鄉前線, le *Qingxiang xunbao* 清鄉旬報 ou encore le *Qingxiang huabao* 清鄉畫報 (*WZQS*, p. 844)

² Zhang Beisheng, discours lors de la 1^{ère} réunion des chefs de bureau de zone spéciale, 10 août 1941, *RWQX*, p. 328.

³ Chaque foyer devait accrocher, à gauche de son entrée principale, une affiche détaillant sa composition (Pan Min, « Huadong diqu Riwei... », art. cit., p. 88).

⁴ Huang Renfan 黃人范, « “Qingxiang” wei dadao yuqi mudi “清鄉” 未達到預期目的 (La “pacification rurale” n'a pas atteint ses objectifs dans les temps) », *Guangmingbao* 光明報, 22-23 sept. 1941, *RWQX*, p. 332.

⁵ *WGQY*, p. 230.

⁶ Pétition de Wang Manyun, 29 août 1942, *RWQX*, p. 813.

(*zixinzhe* 自新者) étaient dans l'obligation d'avoir une « conversation » avec leur chef de *bao*, afin que celui-ci « teste leurs convictions [*ceyan qi sixiang* 測驗其思想] » et vérifie leurs faits et gestes, avant d'envoyer un rapport au chef de canton. Ce dernier menait, à son tour, une « conversation » tous les dix jours avec le suspect et envoyait un rapport au chef d'arrondissement. Une fois par mois, celui-ci réunissait les suspects et prononçait devant eux un « discours d'endoctrinement [*jingshen jianghua* 精神講話] » à l'issue duquel il vérifiait la loyauté de son auditoire, avant d'envoyer un rapport au Bureau de la zone spéciale (*tebiequ gongshu* 特別區公署). Le chef de la zone spéciale faisait de même, tous les deux mois, et transmettait les résultats au Bureau d'inspection (*ducha zhuanyuan gongshu* 督察專員公署)¹. Bien qu'il se réfère par son nom à la clause de « reddition volontaire » (*zishou* 自首) présente dans la tradition judiciaire confucéenne et qu'il fasse écho à des pratiques perfectionnées par le PCC, ce système de liberté conditionnelle extrêmement contraignant visa sans doute plus, en pratique, à contrôler les corps que les esprits².

Avant même le tri de la population, une attention particulière était accordée au personnel du *baojia*. Dans son rapport de février 1942, le général communiste Chen Yi 陳毅 (1901-1972) revient sur le fonctionnement du « *qingxiang* administratif » :

Pour établir un nouveau système de *baojia* dans les zones où il existe déjà, les agents de *baojia* et d'arrondissement sont tous envoyés à Nanjing pour suivre une formation à l'arrivée de l'armée ennemie [*dikou* 敵寇]. Pas un seul ne reste. En un jour, ils sont tous remplacés par de nouveaux agents. La raison en est que l'ennemi craint que des membres de l'administration fantoche [*weifang ren yuan* 偽方人員], à ses différents échelons, n'entretiennent des relations avec nous. Il utilise donc cette méthode drastique [*jieding duantie* 截釘斷鐵] pour rompre tous les liens. À cause d'elle nous n'obtenons plus aucun renseignement et nous n'avons plus la moindre occasion d'agir.³

Une fois le système *baojia* mis en place, les « groupes de travail politique » (*zhengzhi gongzuo tuan* 政治工作團) s'appuyaient sur lui pour mobiliser la population en faveur du

¹ « Qingxiang diqu ge tebiequ guanli zixinhu zanxing banfa 清鄉地區各特別區管理自新戶暫行辦法 (décret provisoire sur la gestion des foyers à réformer dans les zones spéciales de pacification rurale) », 11 août 1942, *Qingxiang xinbao* 清鄉新報, *WGQY*, p. 282-283 (également cité dans *WZQS*, p. 837).

² La reddition volontaire, souvent associée à l'idée d' « amende honorable » ou « réforme de soi » (*zixin*) occupait une place centrale dans le système judiciaire impérial et fut reprise dans le code pénal japonais. Elle subsista sous le GMD, mais de manière plus informelle comme un moyen d'obtenir une réduction de peine. Le PCC fit de la confession une institution non plus seulement judiciaire mais avant tout politique, dans son projet de transformation de la société (W. Allyn Rickett, « Voluntary Surrender and Confession in Chinese Law: The Problem of Continuity », *The Journal of Asian Studies*, vol. 30, n°4, août 1971, p. 797-814). Sur l'usage de cette institution par les autorités nationalistes à Taiwan pour résoudre l'insurrection de 1947, voir Louzon, « L'Incident du 28 février 1947... », *op. cit.*, p. 480 *sqq.*

³ Chen Yi, « Sunan fan “qingxiang” douzheng de zongjie 蘇南反“清鄉”鬥爭的總結 (Bilan de la lutte contre la “pacification rurale” dans le Sud-Jiangsu) », *Xianfeng* 先鋒, vol. 18, 7 fév. 1942, *RWQX*, p. 116.

gouvernement de Wang Jingwei¹. Composé d'agents éduqués, ces groupes laissèrent, le plus souvent, une bonne impression dans la population². Les hommes aptes de 18 à 45 ans devaient suivre une formation à la sortie de laquelle ils étaient incorporés dans des milices locales connues sous le nom de « groupes d'auto-défense » (*ziweituan* 自衛團)³. Les groupes de travail formèrent également, dans chaque canton, des « associations pour l'amour du pays natal » (*aixianghui* 愛鄉會) qui comprenaient environ soixante membres âgés de 18 à 45 ans⁴. Plusieurs groupes du même type virent le jour : associations de femmes (*funü xiehui* 婦女協會), chambres de commerce (*shanghui* 商會), ou encore comités pour la renaissance locale (*fuxing weiyuanhui* 復興委員會)⁵. Au début de l'année 1943, le Comité de pacification rurale se félicita d'avoir réorganisé 11 districts du Jiangsu, créé 82 bureaux d'arrondissement, 1 262 bureaux de canton et bourg, organisé 12 000 *bao* et 120 000 *jia*, ainsi que 800 associations pour l'amour du pays natal comptant 800 000 membres⁶.

Ces chiffres masquaient toutefois une mobilisation qui resta largement imparfaite. Dans le rapport qu'il rédigea après une inspection du *qingxiang* à l'été 1942, l'économiste Ishihama Tomoyuki 石浜知行 (1895-1950) nota le manque d'activité des agents au niveau des cantons et bourgs⁷. Certes, il y avait 759 associations de masse au Jiangsu en septembre 1942, mais seule 19 d'entre elles étaient classées comme paysannes, ce qui laisse penser que la pénétration dans les zones rurales était limitée. En outre, beaucoup de ces associations existaient déjà avant-guerre et ne firent que reconduire les groupes d'intérêt antérieurs⁸.

Le manque de soutien des habitants n'empêcha pas que les dirigeants de Nanjing se pressent pour visiter les zones pacifiées, contribuant à rendre mieux visible la présence du nouvel État central aux populations concernées mais, surtout, de réaliser des reportages de propagande à destination du reste du pays et du Japon. Wang Jingwei inspecta à quatre reprises les zones pacifiées, en septembre et décembre 1941 et en avril et septembre 1942⁹. Accompagné de son

¹ D'abord rattachés au Comité de pacification rurale, ces groupes furent placés, à partir de janvier 1942, sous les bureaux des affaires du partis des zones de pacification du GMD « orthodoxe » (*Zhongguo Guomindang qingxiang dangwu banshichu* 中國國民黨清鄉黨務辦事處) (Pan Min, *Jiangsu riwei...*, *op. cit.*, p. 93).

² Ce point fut même noté par la presse antijaponaise de l'époque (*ibid.*, p. 95).

³ *Ibid.* Ils étaient appelés *jingfangtuan* 警防團 à Shanghai et *zijingtuan* 自警團 dans l'Anhui (*WZQS*, p. 834).

⁴ Chen Yung-fa, *Making Revolution*, *op. cit.*, p. 87. Nous allons voir tout de suite que d'autres statistiques avancent le chiffre de 100 membres par association.

⁵ Pan Min, *Jiangsu riwei...*, *op. cit.*, p. 94.

⁶ Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 125.

⁷ Il publia en 1944 un ouvrage intitulé *Seigō chiku* 清鄉地区 (cité par Chen Yung-fa, *Making Revolution*, *op. cit.*, p. 86).

⁸ *Ibid.*

⁹ *WZQS*, p. 1567, 1569, 1574, 1579. Pour une analyse de sa première tournée d'inspection, voir Miyoshi Akira, « Ō Chōmei no "seigō" shisatsu : 1941 nen 9 gatsu 汪兆銘の"清郷"視察：一九四一年九月 (La tournée d'inspection de la "pacification rurale" par Wang Jingwei en septembre 1941) », *Chūgoku 21*, vol. 31, mai 2009, p. 231-254.

ministre de la Propagande, Lin Bosheng, et d'une flopée de hauts fonctionnaires, de conseillers japonais et de journalistes, Wang put étrenner ses costumes militaires. Tang Shengming, qui connaissait Wang depuis une dizaine d'années, eut ainsi la surprise de le découvrir pour la première fois en uniforme, lors de sa visite de septembre 1941. Il portait l'insigne du GMD pour bien signifier que le Parti dirigeait le gouvernement et l'armée, ainsi que trois étoiles dorées indiquant son grade de chef des armées¹. Le *qingxiang* fut au cœur de l'effort des organes de propagande du régime pour donner à Wang une stature martiale, afin qu'il puisse rivaliser avec Jiang Jieshi. Wang poussa le mimétisme avec le Généralissime jusqu'à se faire appeler « Président du comité » (des affaires militaires) ou « leader » (*lingxiu* 領袖), plutôt que *zhuxi*, qu'il n'aimait pas². Tang Shengming eut des sueurs froides en observant Wang mimer maladroitement la gestuelle militaire. Levant la main à sa casquette pour saluer, il manquait à chaque fois de se découvrir. Tang craignait que les officiers japonais n'éclatent de rire ou, pire, que les sous-fifres chinois sous sa responsabilité ne lui fassent perdre la face³. À la descente du train, déjà, Wang avait salué les militaires de la main gauche⁴. Désireux de flatter Wang Jingwei, Li Shiqun lui organisa d'imposantes parades militaires. Le public enthousiaste venu l'accueillir était requis de force⁵.

Si le *qingxiang* échoua à mobiliser la population en faveur du gouvernement, même après le lancement du Mouvement des nouveaux citoyens en 1942, il permit au régime de Nanjing d'affermir son assise fiscale. Dans un discours en forme de bilan à l'occasion du deuxième anniversaire du lancement du *qingxiang*, Wang Manyun affirma que celui-ci avait permis une augmentation spectaculaire des recettes de l'État. Il avança les chiffres de 50 millions de yuans récoltés la première année (soit 6 millions de plus que celle d'avant) et plus de 200 millions la deuxième année, soit une multiplication par quatre⁶. En 1942 déjà, Wang Jingwei avait déclaré que les revenus du fisc dans les zones de pacification étaient 35 fois supérieurs à ce qu'ils étaient dans le reste du pays⁷. Un écart important existait effectivement. Bien que plus vastes, les régions où le *qingxiang* n'avait pas été appliqué ne contribuaient qu'à 39,4% de la recette fiscale totale du Jiangsu en 1942, contre 60,6% pour les « zones de pacification »⁸. Dans le cas de Wuxi, ces revenus furent multipliés par 305 entre l'année précédant le *qingxiang* et la période allant de

¹ Tang Shengming, *Feng Jiang Jieshi zhi ming*, *op. cit.*, p. 59.

² *Ibid.*, p. 60. Selon Luo Junqiang, le ministre de la Propagande Lin Bosheng rêvait de faire de Wang un leader fasciste (« Weiting youying lu », art. cit., p. 49).

³ Tang Shengming, *Feng Jiang Jieshi zhi ming*, *op. cit.*, p. 61-62.

⁴ Wang Manyun, « Qianli aihong shuo “qingxiang” », art. cit., p. 256.

⁵ C'est du moins ce qu'affirme Wang Manyun à propos de la visite de Wang au Zhejiang (*ibid.*, p. 272).

⁶ Wang Manyun, « Qingxiang gongzuo de huigu yu qianzhan 清鄉工作的回頭與前瞻 (Bilan et perspectives des opérations de pacification rurale) », *Minguo ribao*, 4 juill. 1943 [s.p.].

⁷ Pan Min, *Jiangsu riwei...*, *op. cit.*, p. 135.

⁸ Outre l'efficacité du *qingxiang*, cet écart s'expliquait par le fait que les « zones de pacification » avaient été choisies précisément parce qu'elles concentraient le plus de ressources.

juillet à décembre 1941 et entre 1934 et cette dernière ; preuve que, du point de vue des impôts, le *qingxiang* ne marqua pas seulement un progrès par rapport au début de l'occupation, mais aussi par rapport à la « décennie de Nankin »¹. Ces résultats peuvent s'expliquer par la mise en place d'un système de prélèvement, supervisé par un bureau du fisc (*fushui guanlichu* 賦稅管理處) dans chaque zone, qui fut plus efficace que son équivalent dans l'administration régulière (les *caizhengju* 財政局 de chaque district). L'autre raison principale est l'augmentation importante de la pression fiscale à travers la création de nouvelles taxes (il y en eut jusqu'à 53 dans certains endroits)².

À ces impôts venaient s'ajouter les nombreuses dépenses occasionnées par le *qingxiang*. Outre le coût des sauf-conduits, les déplacements nécessitaient souvent le versement de bakchichs lors des passages aux postes de contrôle³. La population en vint à rebaptiser la Campagne de pacification au moyen du jeu de mot « *qingxiang* 清箱 » (vider les caisses)⁴.

Cette prédation économique s'accompagna-t-elle de violences et d'exactions contre la population ? Dans un article de février 1942, Chen Yi écrit, à propos de la « pacification » dans le Sud-Jiangsu :

Comme ces zones sont riches et fertiles [*caifu fengrao* 財富豐饒], l'ennemi n'emploie pas une politique de destruction cruelle [*canku de cuihui zhengce* 殘酷的摧毀政策]. Son objectif est de pouvoir réquisitionner et exploiter les ressources de ces zones, une fois qu'elles sont occupées. Aussi, la pacification rurale dans le Sud-Jiangsu est-elle différente des « nettoyages » féroces que connaît la Chine du Nord. L'ennemi privilégie un *qingxiang* pacifique, qui ne fait pas couler le sang. Une fois la période initiale de la « pacification rurale » achevée, un *qingxiang* à long terme est mis en place qui cherche à tromper en usant de la manière douce [*huairou qipian* 懷柔欺騙].⁵

¹ *Ibid.*, p. 139.

² *Ibid.*, p. 139-140.

³ Lors d'une tournée d'inspection en octobre 1943, Wang Manyun dit avoir été témoin de ces pratiques (« Qianli aihong shuo "qingxiang" », art. cit., p. 250).

⁴ *WZQS*, p. 839.

⁵ Chen Yi, « Sunan fan "qingxiang" douzheng de zongjie », art. cit., *RWQX*, p. 115. Ce contraste entre les méthodes employées dans le nord et au Jiangnan explique peut-être l'évolution de l'État d'occupation en Malaisie. Du 18 février au 4 mars 1942, une campagne de « nettoyage » (*sook ching* 肅清) sanglante visa les hommes d'origines chinoises de Singapour. Elle fut conçue par *Tsuji Masanobu 辻政信 et Yamashita Tomoyuki 山下奉文 (1885-1946). Chef d'état-major de l'Armée provinciale de Chine du Nord en 1938-1939, ce dernier fit ensuite un passage par la Mandchourie, où il eut recours à la stratégie des « trois tout » (*sankō seisaku* 三光政策 : tuer tout, piller tout, brûler tout). Cette circulation impériale passa également par le colonel Watanabe Wataru 渡辺渡 (1896-1969), qui fut pendant dix ans l'un des responsables, d'abord au Bureau des services spéciaux puis au Kōain, de l'administration militaire en Chine du Nord. En 1942, il devint le numéro deux du gouvernement militaire à Singapour et prôna une politique très dure à l'égard de la communauté chinoise locale, accusée d'avoir servi l'impérialisme britannique. Cette politique cessa après la nomination, en janvier 1944, du colonel Hamada Hiroshi 浜田弘, qui chercha à améliorer les relations de l'occupant avec les Chinois d'outre-mer en ouvrant des lieux de rencontre – les salles publiques de lecture (*eppōsho* 閱報處) – directement inspirés par l'organisation du même nom créée par Sun Yat-sen à Penang. La conception opposée qu'avaient Watanabe et Hamada des relations sino-japonaises vient peut-être du fait qu'ayant servi comme conseiller militaire du gouvernement de Wang Jingwei, le second était porteur d'une autre vision de l'État d'occupation (Akashi Yoji, Yoshimura Mako (dir.), *New Perspectives on the Japanese Occupation in Malaya and Singapore, 1941-1945*, Singapour, National University of Singapore Press, 2008, p. 5, 33-64, 164-167, 234-249).

D'autres sources rapportent néanmoins des violences. En juin 1944, dans les districts de Haimen et Qidong, à la pointe orientale du Nord-Jiangsu, des dizaines de femmes furent violées, parmi lesquelles des femmes enceintes et une fillette de 14 ans¹. Dans le cas ici évoqué, ces crimes furent, semble-t-il, commis par des soldats chinois. Une recherche plus poussée serait nécessaire, mais la comparaison entre le rapport de Chen Yi et ce témoignage suggère que la « pacification » fut plus violente dans le Nord-Jiangsu. Ce contraste peut s'expliquer par l'intensité des combats dans cette zone qui favorisa une « brutalisation » du *qingxiang*.

Plus largement, cette politique ajouta aux souffrances de la population. Le blocus, en particulier, nécessita une importante main d'œuvre forcée pour construire les enceintes. À Zhenjiang, par exemple, la collecte et l'assemblage d'un million de bambous nécessitèrent l'équivalent de plus de 30 000 jours de travail². Dans sa correspondance avec des parents réfugiés en zone libre, un résident de Jiangyin (Sud-Jiangsu) décrit la vie dans une « zone pacifiée ». Les inspections régulières du foyer pour vérifier que le nombre de personnes présentes correspondait à celui affiché sur la porte, les tracasseries liées aux différents sauf-conduits, l'impact du blocus sur la circulation du courrier et son influence néfaste sur les affaires furent autant de tracasseries en plus dans un quotidien déjà pénible³.

Malgré son succès indéniable en matière de construction étatique, le *qinxgiang* se révéla contre-productif à long terme, que ce soit à l'échelon local ou au sommet du régime de Nanjing.

4.2.3.3. Une arme à double tranchant : *qingxiang* et formation de l'État

L'essor et le déclin du *qingxiang* épousent la trajectoire de son principal dirigeant, Li Shiqun. Acteur aux multiples ressources – il était issu de la faction de Zhou Fohai mais cultiva ses propres appuis en gagnant la confiance de Haruke Yoshitane et de Wang Jingwei –, Li les mit à profit pour concentrer les pouvoirs entre ses mains dans les « zones de pacification ». Cette volonté centralisatrice fut visible dès les prémices du *qingxiang*, sur lesquelles il est nécessaire de revenir pour comprendre comment ce vaste projet de construction étatique fut détourné de sa finalité initiale.

¹ « Bannian lai di Wang zai Haiqi zuo le xie shenme (Ce qu'ont fait l'ennemi et le régime de Wang Jingwei dans la région de Haimen et Qidong ces six derniers mois) », *Xuexing de qizhi* 血腥的旗幟, août 1945, *RWQX*, p. 769.

² *WZQS*, p. 830.

³ Wang Cheng-hua 王正華, « Guanshan wanliqing : Jiashu zhong de zhanshi shenghuo 關山萬里情：家書中的戰時生活 (1937-1945) (Loin des yeux, près du cœur : La vie pendant la guerre sino-japonaise dans la correspondance d'une famille, 1937-45) », *Guoshiguan xueshu jikan* 國史館學術季刊, n°17, sept. 2008, p. 85-128. Cf. un rapport de février 1942 sur la zone de Jiangyin et Wuxi, qui corrobore ce témoignage (*RWQX*, p. 306).

Si le périmètre des zones à pacifier ne fit pas débat entre le gouvernement de Nanjing et les autorités japonaises, il n'en alla pas de même pour le périmètre de l'autorité dévolue au Comité de pacification rurale. Lors de la première réunion préparatoire de ce comité, le 14 avril 1941, Li Shiqun critiqua le principe d'administration parallèle (*eryuanhua* 二元化), qui devait voir le Comité de pacification codiriger l'administration locale et semi-bureaucratique avec le gouvernement provincial du Jiangsu. Préconisé par Haruke Yoshitane, ce principe ne pourrait, selon Li Shiqun, « qu'affaiblir le travail de pacification rurale et susciter des difficultés et des querelles ». Il exigea, au contraire, une intégration (*yiyuanhua* 一元化) des principales tâches administratives sous le Comité de pacification¹. Li Shiqun parlait au nom du groupe de Wang Jingwei qui ne voulait pas partager le pouvoir avec les gouvernements locaux, mais faire au contraire du *qingxiang* un moyen de contourner les structures et le personnel administratifs hérités des deux premières années de l'occupation. L'objectif était, nous l'avons dit, de remplacer les collaborateurs de la première heure et de diminuer l'ingérence japonaise. Haruke répondit que cette question importante méritait d'être discutée, mais imposa au final une organisation allant dans le sens du *eryuanhua*. Le texte voté prévoyait en effet que le gouvernement provincial du Jiangsu et les bureaux d'inspection (*ducha zhuanyuan gongshu*) – échelon intermédiaire représentant le Comité de pacification à la tête de chaque grande zone – coordonneraient leur action. Comme la première et la deuxième phase du *qingxiang* devaient concerner les campagnes et non pas les villes, le chef-lieu de chaque district continuerait à être administré par l'administration régulière des gouvernements de district. Li Shiqun obtint néanmoins que, à l'intérieur des « zones de pacification », les bureaux d'inspection aient le pouvoir de commander ces derniers en répondant aux ordres directs du Bureau de Suzhou, sans passer par le gouvernement provincial. Toutefois, lors de la mise en œuvre du *qingxiang* à partir de juillet 1941, Li Shiqun appliqua le *yiyuanhua* en privant de tout pouvoir l'administration régulière : le bureau d'inspection de la 1^{ère} zone supplanta le gouvernement provincial de Gao Guanwu, tandis que les bureaux de zone spéciale (*tebiequ gongshu* 特別區公署) remplacèrent, de fait, les gouvernements de district. Cet abus de pouvoir, par rapport aux textes votés au printemps, était particulièrement visible dans l'administration policière. En principe, le bureau d'inspection n'avait autorité que sur les nouveaux bureaux de police créés dans les « zones de pacification »². En réalité, la police initialement placée sous l'administration provinciale passa sous le contrôle du Bureau de Suzhou. Le pouvoir de Li Shiqun en la matière était d'autant plus grand qu'il occupait alors le poste de ministre de la Police. C'est dans ce contexte que Kagesa fit pression sur Wang Jingwei pour affaiblir Li Shiqun en supprimant son ministère lors du remaniement du 16 août

¹ *WGQY*, p. 128 (également cité dans Pan Min, « Huadong diqu Riwei... », art. cit., p. 76-77).

² *Ibid.*

1941¹. Li resta néanmoins à la tête des services secrets, en tant que chef du Bureau d'enquêtes et de statistiques du Comité des affaires militaires. Le rôle prépondérant joué par ces derniers depuis le lancement du Mouvement de paix se renforça encore à travers le *qingxiang*. Dans son étude fouillée sur le sujet, Brian G. Martin a bien montré pourquoi et comment le n°76 accapara la pacification rurale. En privant le Juntong de son principal refuge, l'occupation de la concession internationale par le Japon à partir de décembre 1941 constitua un tournant pour les services secrets du régime de Wang Jingwei. Leur rôle premier avait été d'assurer la sécurité des collaborateurs. Celle-ci n'étant plus menacée comme elle l'était en 1939-1941, les services spéciaux concentrèrent leur attention sur le *qingxiang*². Ils établirent des branches à chaque échelon de l'administration du Comité de pacification, jusqu'aux stations (*zhan 站*) dans les « zone de pacification » qui étaient au nombre de 23 en 1943³. Non content d'empiéter sur les prérogatives de l'administration régulière, Li Shiqun intrigua pour remplacer Gao Guanwu du poste de gouverneur du Jiangsu en décembre 1941 et pour s'enrichir aux dépens des marchands japonais⁴.

La montée en puissance de Li Shiqun finit par faire de l'ombre à ses patrons chinois (Zhou Fohai) comme japonais (Haruke). De la même manière, le Bureau de Suzhou apparaissait désormais moins comme un atout pour le gouvernement central que comme une menace. Excroissance de l'organigramme orthodoxe restauré au moment du « retour à la capitale », l'administration chargée de mettre en œuvre le *qingxiang* s'était transformée en un véritable État dans l'État. Luo Junqiang affirme ainsi que « par son gigantisme et le nombre de ses agents, le Comité de pacification rurale ressemblait presque à un gouvernement »⁵. Selon Wang Manyun, Zhou Fohai déplorait le fait que « plus la pacification rurale prend de l'importance, plus le pouvoir du Yuan exécutif est réduit »⁶. La disgrâce de Li Shiqun se déroula en deux temps. Le 20 mai 1943, le Conseil suprême de défense nationale vota la dissolution du Comité de pacification rurale et l'intégration de ses compétences dans l'administration régulière. Le *qingxiang* fut désormais du ressort du Yuan exécutif, qui se dota d'un Bureau des affaires de la pacification rurale (*qingxiang shiwu ju 清鄉事務局*) dirigé par Wang Manyun. Des bureaux équivalents furent créés au sein des gouvernements provinciaux, municipaux et de district⁷.

Le règlement habituel des conflits nés d'un remaniement ministériel – le « recasage » des dirigeants lésés – ne s'appliqua pas à Li Shiqun. Le pouvoir considérable qu'il avait acquis depuis

¹ Voir la partie 4.1.3.1.

² Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 122.

³ *Ibid.*, p. 124.

⁴ Voir les notices de Li et Gao dans l'Annexe 3.

⁵ Luo Junqiang, « Weiting youying lu », art. cit., p. 45.

⁶ Wang Manyun, « Qianli aihong shuo “qingxiang” », art. cit., p. 244.

⁷ ZR, p. 747.

1939, grâce aux services secrets et à leur armée de tueurs, faisait courir un danger trop important aux dirigeants de Nanjing. Depuis plusieurs mois déjà, Zhou Fohai avait reçu l'ordre de Dai Li de préparer l'assassinat de Li Shiqun, dont les méthodes avaient décimé les rangs du Juntong. Il fut devancé par le Japon, dont les plus hautes instances décidèrent son élimination. Malgré les précautions qu'il prenait pour assurer sa sécurité, Li Shiqun fut empoisonné durant un repas chez un dirigeant de la gendarmerie japonaise, le 9 septembre 1943¹.

Au delà du cas de Li Shiqun, symptomatique du fonctionnement de l'État d'occupation, la Campagne de pacification rurale constitue un bon exemple de la manière dont la construction de ce dernier fut subvertie par des logiques de formation. En effet, la centralisation rendue possible par cette politique fut à double tranchant pour le gouvernement de Nanjing. Dans un premier temps, elle accéléra la prise de contrôle de la nouvelle équipe dirigeante aux dépens des strates initiales de l'État d'occupation². Toutefois, cette centralisation profita surtout à Li Shiqun³. Au niveau central, la reconfiguration institutionnelle et donc le rééquilibrage du pouvoir au sein de l'État d'occupation que supposait une campagne de cette envergure exacerba la lutte des factions, nuisant à la pleine réalisation de cette politique. Au niveau local, cette construction verticale de l'État, aussi efficace soit-elle, nourrit des logiques d'« involution » (P. Duara). Les intermédiaires locaux, sur lesquels le centre s'appuya pour maintenir son contrôle sur les zones « pacifiées », en profitèrent, on l'a vu, pour rançonner la population⁴.

Par ailleurs, si la mise en place du système du *baojia* permit de donner au centre une meilleure prise sur la population, elle renforça paradoxalement la guérilla communiste là où celle-ci parvint à noyauter sa structure. Les représentants de Yan'an reçurent pour instruction de ne pas chercher à détruire les « organisations fantoches anticomunistes » mais à les retourner au profit de leur cause⁵. La propagande du PCC en direction des agents du *qingxiang* et de leur famille se révéla efficace. On trouve, par exemple, une illustration de ce succès dans les rapports rédigés par la Nouvelle 4^e armée au sujet de Nantong (Jiangsu) où les agents de canton et de *baojia* de trois

¹ Voir sa notice, Annexe 3.

² Ce processus sera analysé dans le chapitre suivant, à travers une prosopographie des fonctionnaires de district dont le renouvellement n'intervint qu'au moment du *qingxiang* (partie 5.2.2.1).

³ On note ici que les mêmes causes conduisirent aux mêmes effets. Si les campagnes d'encerclement contre les Communistes au milieu des années 1930 accélérèrent la centralisation de l'État nationaliste, elles le firent plus au profit du QG de Jiang Jieshi à Nanchang que du gouvernement de Nanjing. La comparaison s'arrête là : le Généralissime n'avait personne au-dessus de lui, ce qui n'était pas le cas de Li Shiqun, qui tomba dès que ses appuis japonais le lâchèrent.

⁴ On peut lire dans une analyse contemporaine du *qingxiang* qu'« étant donné le grand nombre d'[agents impliqués dans la campagne], le bon grain et l'ivraie se trouvent inévitablement mêlés [*gyokuseki kongō* 玉石混合] » (Tang Zhen 唐震, « Seigō suishin wa kenkoku no moto : kōsaku no gijutsu teki kekkan o tadase 清郷推進は建国の基 : 工作の技術的缺陷を匡せ (L'application de la pacification rurale est la base de la reconstruction nationale : les défauts techniques de la campagne doivent être rectifiés) », *Tairiku shinbō* 大陸新報, 3 mars 1944, p. 2).

⁵ Miyoshi, Seigō nippō *kiji mokuroku*, *op. cit.*, p. 14.

arrondissements s'étaient « rendus volontairement » (*zishou* 自首) aux autorités communistes locales :

Un grand nombre de membres des groupes de travail politique de la pacification rurale a déserté [*kai xiaochai* 開小差]. Nous avons reçu plein de lettres de leur famille nous demandant de leur pardonner. La mère de l'un d'entre eux a écrit : « Mon fils est devenu un traître à la patrie pour ne pas tomber dans la misère [*shenghuo suo po* 生活所迫]. Qui eut cru que devenir un petit *hanjian* ne rapportait pas d'argent. À quoi bon alors porter cette étiquette infamante ! » [...]. Quelques traîtres se sont rendus. Ils ont été libérés sur le champ et sont retournés chez eux. Ils ont ainsi pu diffuser le message que « la Nouvelle 4^e armée tient ses promesses [*shuo yi jiu yi, shuo er jiu er* 說一就一, 說二就二], et qu'il suffit de se réformer [*zixin* 自新] pour ne pas être tué ».¹

La récupération à son profit du *baojia* et de la pratique de la « reddition volontaire » montre que le PCC retourna contre le régime de Wang Jingwei ses propres méthodes pour gagner le soutien de la population². Dans le même texte, les résistants communistes expliquent comment, même dans les zones où le « *qingxiang* politique » était particulièrement poussé et l'armée japonaise en position de force absolue, ils réussirent à contrôler des agents ayant fait « double allégeance » (*liangmianpai* 兩面派) en « maniant la carotte et le bâton [*kuanda yu zhenya* 寬大與鎮壓] avec les chefs de canton et de *bao* fantoches »³. Cette stratégie fonctionna :

Beaucoup de chefs de canton et de *bao* [...] font en sorte d'être lents et de bâcler leur travail [*tuoyan fuyan de banfa* 拖延敷衍的辦法]. Par exemple, un chef de canton a promis au gouvernement fantoche qu'il allait constituer le registre de la population [*hukouce* 戶口冊]. La première fois, il leur a dit : « je suis en train de le faire ». La deuxième fois : « plus que quelques jours ». La troisième fois : « je vous l'apporte bientôt ». Au final, il a envoyé un bon milicien près de la place forte pour brûler un faux registre. Ensuite, il est allé voir les fonctionnaires du gouvernement fantoche pour leur dire : « J'ai constitué le registre, mais en vous l'apportant, j'ai été arrêté par des hommes de la Nouvelle 4^e armée qui l'ont brûlé. Comment faire ? »⁴.

On parlait de « triple allégeance » (*sanmianpai*), pour les représentants du régime de Nanjing qui obéissaient également aux agents de Chongqing. Avec le temps, le PCC développa une classification selon le degré de loyauté des chefs de canton et de *bao*. Ceux qui cherchaient, avant tout, à sauver leur peau d'un camp comme de l'autre étaient qualifiés de « purs » (*chuncui lianmianpai* 純粹兩面派), tandis que ceux qui étaient des agents du PCC étaient appelés « révolutionnaires (*geming de liangmianpai* 革命的兩面派)⁵.

Il serait exagéré de faire du *qingxiang* un accélérateur de la révolution communiste dans les campagnes de Chine centrale. On peut néanmoins penser que la construction étatique intense

¹ *Zhenli* 真理, 1945, n°17, *RWQX*, p. 793.

² Du reste, nous avons vu que ces méthodes n'étaient pas propres au *qingxiang* de Nanjing, tout particulièrement la « réforme de soi », qui était au cœur du projet de société communiste. De même qu'il y eut une circulation des techniques contre-insurrectionnelles entre le GMD d'avant-guerre et celui de Wang Jingwei, on peut se demander si le PCC ne perfectionna pas, dans les années 1940, sa résistance aux dites techniques à partir de l'expérience acquise lors des campagnes d'encerclement des années 1930. Le manuel du bon résistant, cité ici, suggère que le PCC cherchait à conserver les traces de cette expérience pour mieux la diffuser.

³ *Ibid.*, p. 794.

⁴ *Ibid.*

⁵ Liu Shih-ming, *Weijun*, *op. cit.*, p. 66.

qu'il mena sous l'échelon des districts favorisa à moyen et à long terme la conquête du pouvoir par le PCC. À court terme, la « pacification » gêna considérablement l'activisme des Communistes. Elle réorganisa la société des campagnes et des petits bourgs selon le système décimal du *baojia*, dont les possibilités en matière de contrôle furent poussées à un stade inédit. Cette extension du périmètre de l'État fut certes largement inopérant du fait du processus d'involution évoqué plus haut. À moyen terme, toutefois, il permit au PCC d'étendre son propre pouvoir. Comme l'écrit courageusement Pan Min, le PCC était tout autant une force extérieure que le GMD ou que les collaborateurs de Nanjing¹. Son appareil chercha, lui aussi, à pénétrer sous l'échelon des districts et rencontra des difficultés similaires. L'ingénierie sociale de grande ampleur entreprise par le régime de Wang Jingwei lui « mâcha », pour ainsi dire, le travail, en construisant des structures semi-bureaucratiques et des organisations de masse qu'il put, ensuite, noyauter². Cependant, c'est surtout à long terme que le *qingxiang* favorisa l'essor du parti-État communiste en poursuivant la redéfinition des rapports entre État et société débutée sous le parti-État nationaliste. Les bouleversements propres à la guerre et à l'occupation accélérèrent ce processus, notamment en affaiblissant les élites locales qui, lorsqu'elles ne prirent pas la fuite avec le Gouvernement nationaliste, affaiblirent leur légitimité en collaborant avec l'occupant³. Sans constituer une étape décisive de ce processus, le régime de Wang Jingwei et son *qingxiang* méritent d'être pris en compte dans l'analyse générale. Par cet aspect, entre autres, le gouvernement collaborateur de Nanjing apporta sa pierre à l'édification de l'État chinois moderne.

Ce qui se joua dans le « retour à la capitale », aussi bien au niveau de la recomposition du champ politique, analysée dans le chapitre 3, que dans la restructuration de l'architecture institutionnelle et de l'emprise territoriale, traitées par le chapitre 4, ce fut la quête de légitimité et de souveraineté poursuivie par le groupe de Wang Jingwei. Cette finalité constitua le principal moteur de la construction de l'État après 1940. De ce point de vue, le gouvernement collaborateur de Nanjing se trouva dans une situation similaire à celle de toute nouvelle autorité politique désireuse de s'imposer à la tête d'un appareil bureaucratique et d'un territoire. Les relations de pouvoir propres à l'occupation – contestation de la légitimité du nouveau régime par Chongqing et Yan'an, ingérence de la tutelle nipponne – rendirent toutefois ce processus particulièrement difficile. Les logiques de formation à l'œuvre n'en sont que plus visibles. Par ses dysfonctionnements mêmes, l'État d'occupation permet ainsi de mieux comprendre comment

¹ Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, p. 70.

² Pan Min montre, toutefois, que le PCC eut bien plus de mal à s'implanter dans le Sud-Jiangsu que dans le Nord-Jiangsu (*ibid.*, p. 71).

³ Cf. l'analyse de Brook citée en introduction (*Collaboration*, op. cit., p. 239).

fonctionne un État « tout court ». À lui seul, néanmoins, cet intérêt heuristique du gouvernement de Wang Jingwei ne justifierait pas toutes ces pages. C'est bien parce qu'il constitue un chapitre trop longtemps négligé de la période républicaine – moment pivot de la modernisation chinoise – qu'il convenait d'explorer ses rouages, en veillant à les inscrire dans un temps plus long que la seule guerre sino-japonaise. Par sa nature et son fonctionnement, le régime de Wang Jingwei nécessitait de s'attarder sur le sommet de l'État, tout en montrant comment le centre chercha à étendre son pouvoir jusqu'à l'échelon local. Reste maintenant à se pencher sur les agents chargés d'actionner ces rouages au quotidien.

Troisième partie

Servir l'État d'occupation : le personnel administratif chinois entre discours et pratiques

國家之敗由官邪也¹

Il est souvent difficile de s'extraire tout à fait de l'image déformée que donnent d'un État les textes juridiques qui le définissent – en particulier lorsque cette déformation est volontairement accentuée dans des buts de propagande. Au final, la trace la plus tangible laissée par une organisation politique éphémère telle que le gouvernement de Nanjing est celle des hommes qui la servirent. Aussi impuissante qu'elle fut à s'affranchir de la tutelle de ses maîtres japonais et à obtenir la coopération des populations placées sous son autorité, cette organisation n'en demeurait pas moins une structure complexe nécessitant un personnel nombreux qui possède une histoire propre et ne saurait donc être réduite à une simple coquille vide servant de façade à la domination de l'occupant.

Cette histoire fut d'abord celle d'une reconstruction. L'invasion militaire à partir de l'été 1937 conduisit un grand nombre de fonctionnaires, à tous les échelons de l'État nationaliste, à abandonner leur poste. On a vu dans le chapitre 2 comment la mise en place de structures locales de gouvernement durant les premiers mois de l'occupation passa par le recrutement d'hommes chargés de suppléer les forces nippones. À mesure que l'État d'occupation s'étoffa, ce corps hétéroclite d'agents chinois – les collaborateurs – se développa et se renouvela². L'apparition de gouvernements régionaux s'appuyant sur un appareil administratif complexe nécessita en effet une augmentation quantitative et qualitative de leur personnel. Cette augmentation fut gérée par

¹ « La ruine d'un pays vient des vices de ses fonctionnaires ». Extrait du *Zuozhuan* 左傳 (commentaire des *Annales des Printemps et Automnes*, 2^e année du duc Huan 桓, 710 a.C.) cité par le ministre de l'Intérieur Chen Qun dans un discours radiodiffusé, le 11 février 1942 (« Xinguomin yundong yu neizheng 新國民運動與內政 (Le Mouvement des nouveaux citoyens et la politique intérieure) », reproduit in *NG*, n°23, p. 29-30).

² Nous utilisons ici la notion de « corps » sans préjuger de l'existence ou non d'un esprit de corps parmi les fonctionnaires du régime. Nous verrons que des formes de corporatismes ont bien existé (partie 5.3.2.2).

plusieurs institutions chargées des ressources humaines de l'administration, notamment le Yuan d'examen ou encore le ministère de l'Intérieur. La formation d'une fonction publique au service de l'État d'occupation était en partie distinct du processus politique plus rapide qui vit se succéder et coexister plusieurs groupes de dirigeants chinois à sa tête¹. Ces ruptures de surface, telles que l'avènement du groupe de dirigeants nationalistes menés par Wang Jingwei, eurent un impact différé sur la composition et l'organisation du corps des fonctionnaires. La nouvelle équipe dirigeante chercha à s'assurer la loyauté des agents placés sous sa direction tout en s'efforçant d'accroître l'efficacité et donc les compétences de ces derniers. Dans les faits, cette double exigence – loyauté politique et compétence administrative – ne fut jamais pleinement satisfaite en raison, d'une part, de la fragmentation du pouvoir politique au sommet de l'État et, d'autre part, des difficultés rencontrées dans le recrutement des agents, non pas tant quantitativement que qualitativement. Cet échec justifie-t-il d'évacuer en quelques lignes l'analyse des institutions chargées de gérer une organisation comptant plusieurs milliers d'agents ?² La consultation de sources inédites produites par cette « administration de l'administration » sous le gouvernement de Wang Jingwei permet de réviser ce jugement historique en démontrant que ce gouvernement et l'administration dépendant de lui furent animés par une volonté non seulement de restaurer mais de poursuivre l'effort de construction étatique d'avant-guerre en particulier pour ce qui était des fonctionnaires³. De fait, cet effort se fit dans la lignée directe de la politique de construction étatique menée avant-guerre, notamment durant la « décennie de Nankin ». Peut-on pour autant parler d'une continuité de l'État par delà la coupure de 1937 ? Le contexte de l'occupation – collaboration avec les Japonais mais également entre les collaborateurs chinois eux-mêmes – produisit, en ce qui concerne les fonctionnaires, un ensemble d'institutions, de normes et de pratiques calquées sur celles de la période précédente, mais comportant néanmoins un certain

¹ Cette distinction entre le domaine du politique et celui de l'administratif requiert quelques précisions. Marc Olivier Baruch note que « Sans que l'administration se confonde juridiquement avec l'État, elle en constitue l'ossature, comme le rappelle sa définition contemporaine d' "ensemble des services et agents chargés d'assurer l'application des lois et la marche des services publics conformément aux directives du gouvernement" » (*Servir l'État français, op. cit.*, p. 14). Si cette distinction entre administration et gouvernement s'applique au cas français, elle fonctionne mal pour la Chine, en particulier durant la période qui nous intéresse. En effet, le gouvernement de Wang Jingwei chercha à exercer sur son administration une tutelle politique définie par le centralisme démocratique d'inspiration soviétique, à laquelle se superposait, à tous les échelons, la tutelle des autorités d'occupation. Pour autant, il est possible de distinguer, comme nous le ferons ci-dessous, différents degrés de responsabilités parmi les agents de l'État et donc de faire la part entre une sphère dirigeante jouant un rôle proprement politique et un fonctionnariat destiné aux tâches techniques sur lequel portera ce chapitre.

² L'*Histoire complète du régime fantoche de Wang Jingwei* ne consacre, par exemple, que seize lignes (sur plus de 1600 pages) au Yuan d'examen (*WZQS*, p. 481). Parmi les rares exceptions à ce désintérêt général, on trouve un court article descriptif sur le système des examens : Feng Min 馮敏, « Wangwei wenguan kaoshi zhidu shulüe 汪偽文官考試制度述略 (Présentation sommaire du système d'examen des fonctionnaires civils du gouvernement fantoche de Wang Jingwei) », *Minguo dang'an* 民國檔案, 1993, n°2, p. 112-116.

³ Ce chapitre s'appuiera notamment sur les journaux officiels du Yuan d'examen (*Kaoshiyuan gongbao*, abr. *KG*), du Yuan de contrôle (*Jianchayuan gongbao*, abr. *JG*), du ministère de l'Intérieur (*Neizheng gongbao*, abr. *NG*) et du gouvernement (*Guomin zhengfu gongbao*, abr. *ZG*), avec lequel ils fusionnèrent fin 1942.

nombre de différences qu'il s'agira de dégager. Ce travail devrait nous permettre à la fois de faire ressortir ce qui constituait l'originalité de l'expérience étatique en zone occupée, mais également de pointer un grand nombre de constantes. Comprendre l'État d'occupation revient donc aussi à mieux appréhender la construction de l'État chinois en général et de l'État nationaliste en particulier. On pourra le vérifier en traçant un parallèle entre la constitution du fonctionnariat au lendemain de l'Expédition du Nord et au moment de la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei. À cet égard, notre travail constitue une exploration inédite d'un angle mort de l'historiographie chinoise comme étrangère sur les transformations de l'appareil bureaucratique dans la Chine du XX^e siècle. Si ce thème a fait l'objet de travaux pour la période d'avant-guerre¹ et pour la zone libre², aucune étude générale n'existe sur le sujet en ce qui concerne la zone occupée.

Le problème de la continuité se pose aussi à propos des hommes. Vu de haut, le gouvernement de collaboration de Nanjing présente, on l'a dit en introduction, une image symétriquement opposée à celle de son exact contemporain à Vichy : continuité idéologique et discontinuité étatique dans le cas chinois, rupture idéologique et continuité étatique, notamment pour le personnel administratif (à l'exception tragique des fonctionnaires victimes de l'épuration), dans le cas français. En descendant dans les échelons subalternes de l'administration en Chine centrale, on constate cependant que cette discontinuité provoquée par l'exil intérieur du gouvernement nationaliste et le nombre dérisoire de défections parmi ses dirigeants n'empêcha pas une certaine forme de continuité incarnée par les fonctionnaires intermédiaires et locaux dont beaucoup étaient issus de l'administration d'avant-guerre³. En nous appuyant notamment sur l'étude prosopographique consacrée par Pan Min aux agents locaux du Jiangsu, nous chercherons à mieux comprendre les principales évolutions que connut le corps des fonctionnaires sous le gouvernement de collaboration de Nanjing. Au-delà de ces tendances statistiques, cette sociologie du fonctionnariat s'attachera à retracer le parcours, les conditions de travail et le système de valeurs de ces hommes en s'arrêtant sur des cas précis, exhumés des sources souvent lacunaires à leur sujet.

Le chapitre 5 portera sur la politique de reconstruction en analysant les principales institutions chargées d'organiser et de gérer la fonction publique avant d'analyser le corps des fonctionnaires

¹ Ceux de Julia C. Strauss que nous citerons régulièrement.

² Par exemple, Bian, « Building State Structure », art. cit., p. 35-71.

³ Cette catégorisation volontairement grossière sera précisée dans la partie 5.1.2.1. La notion de « fonctionnaire intermédiaire » est empruntée à Jean Le Bihan (*Au service de l'État : Les fonctionnaires intermédiaires au XX^e siècle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008). Elle désigne les agents de l'État dont le degré de responsabilité les distinguait des fonctionnaires supérieurs qui étaient, eux, au contact direct du gouvernement, bien que la frontière entre sphères politique et administrative soit, on vient de le dire, particulièrement floue dans le cas chinois. Nous ajoutons une troisième catégorie générale, celle des fonctionnaires locaux, au contact avec la population, notamment à l'échelon des districts (*xian*). Il sera ici question exclusivement de la bureaucratie civile.

puis les modalités de leur sélection. Le chapitre 6 se penchera sur le métier bureaucratique en zone occupée en considérant son aspect discursif, afin de comprendre comment les fonctionnaires étaient représentés et se représentaient au sein de l'État d'occupation puis son aspect pratique, à travers notamment le problème central des traitements, avant de croiser discours et pratiques en explorant la question de la corruption et des solutions disciplinaires qui lui furent apportées.

Chap. 5. Reconstruire la fonction publique en zone occupée

5.1. Administrer l'administration

5.1.1. Les institutions

5.1.1.1. L'héritage de la « décennie de Nankin »

Avant même de prétendre administrer un territoire et sa population, toute organisation politique doit être en mesure de s'administrer elle-même. Ce lieu commun fait particulièrement sens dans le cas d'un gouvernement de collaboration comme celui établi à Nanjing en mars 1940. En effet, il conduit à reconsidérer la problématique centrale de la légitimité : avant d'espérer légitimer leur action politique aux yeux de la population (un objectif qu'ils savaient difficilement atteignable), les dirigeants recrutés par les Japonais pour prendre la tête de ces organisations devaient s'assurer la loyauté et le soutien des agents travaillant sous leurs ordres. Disqualifier l'étude des administrations « fantoches » sous prétexte qu'elles étaient illégitimes revient donc à occulter cet enjeu de légitimité interne dont l'analyse est nécessaire pour comprendre la formation de l'État d'occupation. Dans sa définition idéal-typique de la bureaucratie moderne, Max Weber distingue trois conditions requises pour que les agents assurent de manière optimale « la perpétuation de la mécanisation de l'appareil bureaucratique »¹ : (1) un salaire assuré ; (2) des perspectives de carrière n'étant pas soumises à des critères arbitraires ; (3) une discipline et un contrôle stricts mais respectueux du sens de l'honneur des fonctionnaires et du développement d'un sentiment de prestige attaché à l'appartenance à un corps statutaire².

Au sein du parti-État nationaliste tel qu'il avait été conçu dans les années 1910-1920 par Sun Yat-sen et dont se réclamait le gouvernement de Wang Jingwei, la réalisation de cette « perpétuation » relevait en principe de la compétence du Yuan d'examen (*kaoshiyuan* 考試院) et du Yuan de contrôle (*jianchayuan* 監察院). Parmi les « cinq pouvoirs constitutionnels » (*wuquan xianfa* 五權憲法), les pouvoirs d'examen et de contrôle se voulaient une amélioration de la division tripartite des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) d'inspiration occidentale, jugée insuffisante par Sun³. Ils renvoyaient, en effet, respectivement aux fonctions assurées, à l'époque impériale, par le système de recrutement par examen (*keju zhidu* 科舉制度) et le ministère de la

¹ Max Weber, *La domination* [trad. partielle de *Wirtschaft und Gesellschaft*], La Découverte/Poche, 2015, p. 77.

² *Ibid.* Cité à partir de Prasenjit Duara, *Culture, Power and the State: Rural North China, 1900-1942*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 1988, p. 60.

³ Voir Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, *op. cit.*, p. 33 sqq.

Fonction publique (*libu* 吏部) d'une part, et par le Censorat (*yushitai* 御史台) et le service des remontrances (*jianguan* 諫官) d'autre part¹. Le projet constitutionnel du GMD à ce sujet s'inscrivait lui-même dans un processus institutionnel né de l'abolition en 1905 du système impérial des examens et poursuivi au début de la période républicaine².

Les Yuans d'examen et de contrôle du gouvernement de Wang Jingwei furent modelés sur ceux de la « décennie de Nankin »³. Avant d'étudier le premier, il convient donc de rappeler très rapidement son histoire afin d'en définir les caractéristiques qui serviront, dans la suite du chapitre, à mieux comprendre la fonction publique en zone occupée.

Le Yuan d'examen avait été inauguré le 6 janvier 1930. L'article 5 de la « loi organique du gouvernement national de la République de Chine » (*zhonghuaminguo Guomin zhengfu zuzhifa* 中華民國國民政府組織法), promulguée le 8 octobre 1928, en faisait la plus haute instance d'examen du gouvernement. Ses compétences touchaient d'une part à la sélection par examen (*kaoxuan* 考選) et, d'autre part, à la gestion du personnel administratif (*quanxu* 銓敘⁴). En vertu de sa loi organique (*kaoshiyuan zuzhifa* 考試院組織法), promulguée le 20 octobre 1928, le Yuan d'examen était structuré selon ces deux pôles auxquels correspondaient deux entités principales en son sein : le Comité d'examen et de sélection (*kaoxuan weiyuanhui* 考選委員會) et le ministère du Personnel (*quanxubu* 銓敘部)⁵. Le premier faisait passer les épreuves des différents types d'examens⁶ tandis que le second gisait les ressources humaines de la fonction publique⁷. Comme l'a montré le travail pionnier de Julia C. Strauss, ce rôle central dévolu au

¹ *Ibid.*, p. 21-25 ; Liu Yunhong 劉雲虹, *Guomin zhengfu jianchayuan yanjiu 1931-1949* 國民政府監察院研究 1931-1949 (Étude du Yuan de contrôle sous le gouvernement nationaliste, 1931-49), Shanghai, Shanghai sanlian shudian, 2012, p. 90-92.

² « Yuan Shikai and successor Beiyang government (1916-1927) attempted to build a strong central civil service that was both highly responsive to the executive and recruited on the objective bases of experience and examination success. These interlocking ideals of strong executive control over the prospective agents of the state, attracting talented “men of ability” to central government service, and determination of excellence on objective criteria were identifiably part of official central government policy in China as early as 1913-1914, remained constant throughout the 1920s, and were substantially incorporated by the young GMD regime in 1927-28. » (Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State: The Examination Yuan in the 1930s », *Modern China*, vol. 20, n°2, mars 1994, p. 214).

³ Afin d'éviter les redites, nous laissons pour l'instant de côté le Yuan de contrôle que nous traiterons, à propos de la discipline, dans la partie 6.3.1.

⁴ Littéralement, *quan* signifie « évaluer » et *xu* « fixer le rang ». *Xu* est également écrit 叙 et 敘 (cette dernière forme est celle retenue dans l'écriture simplifiée).

⁵ Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, *op. cit.*, p. 52.

⁶ La « loi sur les examens » (*kaoshifa* 考試法), promulguée le 1^{er} août 1929, distinguait trois catégories d'examens : ceux destinés aux hauts fonctionnaires (*gaodeng kaoshi* 高等考試 ou *gaokao*), les examens ordinaires (*putongkaoshi* 普通考試 ou *putongkao*) et les examens spéciaux (*tezhongkaoshi* 特種考試 ou *tekao*) (*ibid.*, p. 82 *sqq.*). Il serait plus juste de parler de « concours » puisque les candidats étaient mis en compétition pour un nombre prédéterminé de postes. Toutefois, comme le terme chinois *kaoshi* est généralement traduit par « examen » (en particulier pour *kaoshiyuan*), nous ne ferons pas cette distinction.

⁷ *Ibid.*, p. 54-57. Cette gestion recouvrait dix types de compétences : évaluation (*zhenbie* 甄別) ; enregistrement (*dengji* 登記) ; titularisation (*renyong* 任用) ; affectation (*fenfa* 分發) ; rangs et traitements (*guandeng guanfeng*

Yuan d'examen dans le fonctionnement de l'État nationaliste n'exista longtemps que sur le papier :

If it had functioned as its regulations stipulated, the Examination Yuan would have exerted a strong influence in the national government for quality control and standardization as the vigorous supporting arm of the central executive. In reality, the Examination Yuan was a weak organization without a substantial independent base of power, whose organizational goals collided with numerous vested interests elsewhere in the state bureaucracy and in the Nationalist Party. Thus, the steps it took toward achieving its organizational goals were hesitant, modest, and piecemeal throughout the 1930s.¹

Par sa nature même, en effet, le Yuan d'examen avait vocation à s'ingérer dans le fonctionnement des autres organisations administratives que ce soit pour attribuer, en leur sein, des postes aux nouveaux fonctionnaires ayant réussi les examens ou encore pour exiger qu'elles lui envoient les formulaires d'évaluation de leurs agents en poste ; ingérence vécue par ces organisations comme autant d'empiètements sur les prérogatives qu'elles cherchaient jalousement à préserver. Aussi, les différents services de l'administration centrale et locale rechignaient-ils souvent à coopérer avec le Yuan d'examen². L'impuissance de ce dernier à mettre en œuvre sa mission était à la mesure de la taille très modeste de ses effectifs avant-guerre³. L'institutionnalisation du « système des examens et de gestion du personnel administratif » (*kaoquan zhidu* 考銓制度) au sein de l'État nationaliste – c'est-à-dire non seulement l'établissement de cette institution mais également l'assimilation de ses prérogatives par l'État et donc leur mise en pratique – connut certes quelques progrès au cours de la « décennie de Nankin ». Julia Strauss note ainsi que le prestige attaché à la titularisation (sanctionnée officiellement par le ministère du Personnel par opposition à une nomination interne par l'administration concernée) constitua de manière croissante un moyen de pression dont usait le Yuan d'examen pour obtenir des autres ministères qu'ils se plient à ses

官等官俸) ; contrôle périodique (*kaoji* 考績) ; remise de décorations (*shouxun* 授勳) ; pensions et indemnités (*fixu* 撫卹) ; cours de soutien (*buxi jiaoyu* 補習教育) ; retraites (*tuixiu* 退休) (Li Jinxiu, *Zhongguo jindai zhengzhi...*, *op. cit.*, p. 377-385). Nous reviendrons dans les parties suivantes sur la nature exacte et la mise en application de ces tâches.

¹ Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 216 *sq.*

² En ce qui concerne l'administration locale, la « loi organique des districts » promulguée en 1928 prévoyait que les magistrats de district (*xianzhang*) soient nommés par le gouvernement provincial. Cette loi fut révisée en juin 1929 dans le sens d'une centralisation accrue : deux à trois candidats par poste étaient proposés par le chef du bureau des Affaires civiles (*minzhengting*) du gouvernement provincial au gouverneur qui en sélectionnait un avant de soumettre le dossier du candidat au ministère de l'Intérieur qui le transmettait pour évaluation au ministère du Personnel. Dans les faits, toutefois, seule une minorité des magistrats de district étaient titularisés selon cette procédure (Wang Qisheng, « Minguo shiqi xianzhang de qunti goucheng yu renshi shandi : yi 1927 nian zhi 1949 nian changjiang liuyu shengfen wei zhongxin 民國時期縣長的群體構成與人事嬗遞：以1927年至1949年長江流域省份為中心 (Constitution et évolutions du corps des magistrats de district à l'époque républicaine : le cas des provinces du bassin du Yangzi de 1927 à 1949) », *Lishi yanjiu* 歷史研究, 1999, n°2, p. 98).

³ Strauss cite le chiffre de 200 fonctionnaires réguliers pour autant de commis jusqu'à la fin des années 1930 (« Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 217). Dans son étude statistique plus détaillée, Xiao Ruping arrive à un résultat à peu près équivalent (*Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, *op. cit.*, p. 69).

demandes¹. Néanmoins, l'incapacité du Yuan à appliquer les principes qui le fondaient, à commencer par la sélection des agents, fut actée dans la révision de la loi organique en 1934 qui supprima l'article obligeant tous les fonctionnaires à passer un examen avant d'être nommés à un poste². Durant la guerre, le Yuan d'examen du gouvernement de Chongqing vit sa taille s'accroître³. Dans le même temps, toutefois, son idéologie rationaliste faisant de la compétence le principal critère d'évaluation des fonctionnaires perdit du terrain face à l'intensification de la « partisiation » (*danghua*) de l'État qui privilégiait la loyauté des agents au chef suprême (Jiang Jieshi)⁴. Pendant la « décennie de Nankin », le Yuan d'examen eut donc les plus grandes difficultés à combler le fossé qui séparait ses intentions de ses résultats. Qu'en fut-il sous les gouvernements de collaboration ?

5.1.1.2. Le système des examens et de gestion du personnel sous l'occupation

Si le rétablissement du système des cinq pouvoirs en Chine occupée participait pour partie d'une entreprise de propagande visant à apporter à l'État d'occupation un lustre de légitimité en lui donnant pour façade des institutions se voulant l'incarnation orthodoxe du gouvernement national chinois, elle témoignait également d'une volonté de restaurer une administration du personnel censée encadrer le ralliement espéré de nombreux fonctionnaires au Mouvement de paix. Sur ce point, le gouvernement de Wang Jingwei se distinguait du Gouvernement réformé et du Gouvernement provisoire qui n'avaient pas eu le temps d'institutionnaliser une gestion centralisée du fonctionnariat comme le montre l'absence d'organisations bureaucratiques spécifiquement dédiées à cette tâche dans leur organigramme. Pour nous en tenir au Gouvernement réformé, qui servit de matrice au gouvernement de Wang Jingwei, son organigramme prévoyait certes un bureau du Personnel (*quanxuju* 銓敘局) et un bureau des Examens (*kaoshiju* 考試局), placés sous l'autorité directe du Yuan exécutif. Fait révélateur des priorités données à ce régime, ces deux bureaux ne virent toutefois jamais le jour, contrairement au bureau de la Propagande (*xuanchuanju* 宣傳局)⁵. Dans sa gestion du fonctionnariat, le

¹ Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 228.

² *Ibid.*, p. 230.

³ Pour atteindre environ 600 agents (Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, op. cit., p. 62). Cette augmentation témoignait de l'explosion de la taille de l'administration nationaliste durant la période. J. Strauss écrit que les seuls effectifs du ministère du Personnel, qui comptait moins de 100 agents avant-guerre, furent multipliés par quinze, soit bien plus que le chiffre donné par Xiao. Cette différence s'explique peut-être par la prise en compte des agents non titulaires (« The Evolution of Republican Government », *The China Quarterly*, n°150, juin 1997, p. 346 n. 38).

⁴ Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 232.

⁵ *CIG*, p. 63. On trouve néanmoins des traces d'une gestion du personnel apparemment effective, quoique limitée, dans le cas du ministère de l'Intérieur du Gouvernement réformé qui, de mars à août 1939, nomma 137 magistrats de districts (*xian zhishi* 縣知事) à l'issue d'une procédure comprenant leur enregistrement et leur

Gouvernement réformé accorda en revanche une certaine importance au volet répressif, ou du moins s'en donna-t-il l'air. Son programme politique (*zhenggang*) annonçait ainsi vouloir « punir sévèrement les fonctionnaires corrompus, révoquer et promouvoir les agents en appliquant rigoureusement un contrôle périodique [*kaoji* 考績] et supprimer ou fusionner les organes superflus afin de nettoyer l'administration en charge des fonctionnaires [*su lizhi* 肅吏治] » (art. 10)¹. Le 16 août 1939, soit plus d'un an après la fondation du Gouvernement réformé, le président du Yuan exécutif, Liang Hongzhi, envoya une ordonnance aux administrations provinciales pour leur rappeler que « la mise à neuf de la Voie du fonctionnaire [*lidao shuaxin* 吏道刷新] » dépendait d'une application stricte des récompenses et punitions. Il appelait en conséquence ces administrations à évaluer leurs agents au cours de l'automne afin de distinguer, parmi eux, « les vertueux des corrompus et les diligents des paresseux [*xianfou qinduo* 賢否勤惰] »². Ces exhortations donnèrent lieu à une législation visant à discipliner la fonction publique qui n'eut pas le temps d'être appliquée avant la formation du « nouveau gouvernement central » en mars 1940³.

Cherchant à attirer les fonctionnaires ayant suivi Jiang Jieshi à Chongqing, le gouvernement de Wang Jingwei présenta un visage moins répressif au moment de son inauguration, tout en soulignant, à son tour, sa volonté de s'appuyer sur une administration assainie :

Le gouvernement national [de Nanjing] sera attentif dans la gestion de son personnel administratif [*jin dang shuai qi liaoshu* 謹當率其僚屬], se montrant incorruptible et courageux en travaillant dur sans se soucier des critiques [*renlao ren yuan* 任勞任怨], partageant les joies et les peines du peuple chinois rescapé du désastre [*yu wo jieyi zhi renmin tong ganku* 與我子遺之人民同甘苦]⁵.

À cette fin, le nouveau régime organisa les Yuans d'examen et de contrôle en commençant par nommer leur direction. Équilibre politique oblige, les postes de présidents revinrent à deux des principales figures de la collaboration avant l'arrivée du groupe de Wang. La direction du Yuan d'examen fut confiée à Wang Yitang tandis que celle du Yuan de contrôle revint à Liang

évaluation (*NG*, n°7, oct. 1940, p. 38). De fait, ce ministère joua un rôle important dans la transition avec le gouvernement de Wang Jingwei (voir partie 5.3.1.2).

¹ *Zhengfu gongbao* 政府公報 (Journal officiel [du Gouvernement réformé]), n°1, 11 avril 1938, p. 3, in *ZG*, vol. 13. Nous traduisons *lizhi* par son sens littéral d'« administration des fonctionnaires ». Pierre-Étienne Will comprend cette notion dans son acception plus large de « discipline bureaucratique », « autrement dit le déroulement ordonné des procédures prescrites par la réglementation, le respect des délais, l'intégrité et l'impartialité des administrateurs, le fait que chacun reste à sa place et que le personnel subalterne est tenu en main, etc. » (« La réglementation administrative et le code pénal mis en tableaux », *Études Chinoises*, vol. 22, 2003, p. 94).

² Cité in *CIG*, p. 62.

³ Sur l'institutionnalisation éphémère de ce système disciplinaire sous le Gouvernement réformé, voir la partie 6.3.1.

⁴ Le composé *liaoshu* désigne les employés subalternes de l'administration, mais peut ici être compris comme signifiant « les fonctionnaires et leurs subordonnés », c'est-à-dire l'ensemble du personnel étatique, régulier et auxiliaire (nous reviendrons plus bas sur cette distinction).

⁵ « Manifeste du retour à la capitale du Gouvernement national », 30 mars 1940, *ZG*, n°1, p. 2.

Hongzhi¹. Ces nominations témoignaient du rôle marginal dans lequel Wang Jingwei entendait confiner les anciens dirigeants collaborationnistes en Chine centrale, en même temps qu'elles soulignaient le poids politique secondaire de ces administrations au sein du nouveau régime (les fonctions dotées d'un pouvoir réel étant réservées au groupe de Wang)². La nature honorifique de ces postes était particulièrement visible dans le cas de Wang Yitang. Résidant à Beijing, il se faisait remplacer dans ses fonctions par le vice-président du Yuan d'examen, *Jiang Kanghu 江亢虎, comme le prévoyait la « loi organique du gouvernement »³. S'il tenta, au début, de sauver les apparences, expliquant notamment qu'il avait été retenu dans le Nord par l'organisation du premier examen de la haute fonction publique⁴, Wang Yitang se désintéressa, semble-t-il, rapidement de ce poste auquel il préférerait celui de président du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord qu'il avait ravi à Wang Kemin en juin 1940⁵. À tel point qu'il chercha dès l'année suivante à démissionner au risque de remettre en cause l'équilibre fragile entre les différents groupes de collaborateurs⁶. Au bout de trois demandes de démission, Wang Yitang fut finalement remplacé en mars 1942 par Jiang Kanghu qui resta en poste jusqu'à ce que Chen Qun lui succède en novembre 1944⁷. Cumulant également durant cette période la fonction de ministre du Personnel, Jiang fut donc le véritable maître d'œuvre du Yuan d'examen sous l'occupation.

Sans présumer du travail accompli par cette administration et de la compétence de ses dirigeants, force est donc de constater que sa direction fut choisie en fonction d'impératifs politiques afin d'offrir des postes (et le traitement allant avec) aux chefs de file des factions rivales issues du Gouvernement provisoire (Wang Yitang, Xia Suchu, Miao Bin), du Gouvernement réformé (Chen

¹ *Ibid.*, p. 4.

² Poids secondaire dont témoignait la faiblesse des moyens financiers alloués à ces administrations. À en croire Jiang Kanghu, les agents du ministère du Personnel étaient les plus mal payés du régime de Nanjing ; le budget du ministère (20 000 yuans/mois) étant le plus modeste de tous les ministères (*KG*, n°2, p. 62). De même, dès juin 1940, Liang Hongzhi se plaignit que le Yuan de contrôle ne disposait que d'un budget de 40 000 yuans par mois, jugé insuffisant. Il exigea une augmentation de 10 000 yuans par mois (*ZG*, n°34, p. 5). Paradoxalement, on a vu que cette relégation politique n'empêcha pas ces deux Yuans d'occuper les bâtiments les plus prestigieux de Nanjing (voir partie 3.1.1.1).

³ « lorsque le président du Yuan d'examen est empêché pour une raison [*shigu* 事故] d'exercer sa charge, il est remplacé par le vice-président » (*ZG*, n°106, p. 6). Jiang Kanghu porta ainsi d'emblée le titre de président par intérim (*daiyuanzhang* 代院長). Wang Yitang rencontra pour la première fois les agents travaillant sous sa direction lors d'un bref passage à Nanjing à l'occasion de la première réunion hebdomadaire du Yuan d'examen, le 17 juillet 1940 (*KG*, n°3, p. 65).

⁴ *Ibid.* Sur cet examen, voir la partie 5.3.2.1.

⁵ Cet absentéisme n'alla pas sans poser problème. Se disant écrasé par la charge de travail supplémentaire laissée par Wang qui ne venait jamais à Nanjing et tardait à répondre aux courriers, Jiang Kanghu demanda un congé au Comité politique central (Lettre de Wang Jingwei à Wang Yitang, 5 mai 1941, AH 118-010100-0020-020).

⁶ Le consul japonais de Beijing rapporte ainsi que Wang Yitang, considérant que sa fonction de président du Yuan d'examen était purement nominative, désirait démissionner. Wang Jingwei, poursuit-il, aurait hésité à accepter cette requête de crainte qu'elle n'apparaisse comme une rupture entre Nanjing et Beijing, à moins que Wang Kemin n'accepte de prendre la suite de Wang Yitang (Consul Tsuchida Yutaka 土田豊 (Beijing) au ministre Konoe, télégramme n°278, 22 avril 1941, JACAR B02030602800, « Kita Shina 北支那 (Chine du Nord) », *Shina jihen kankei ikken ; Shina jihen ni tomonau jōkyō hōkoku ; Shina kakuchi hōkoku*, p. 162 sq.).

⁷ *KG*, n°23, p. 3-4 ; *ZG*, n°717, p. 6.

Qun), du Parti socialiste chinois (Jiang Kanghu), du Parti de la jeunesse chinoise (Zhao Yusong), ou encore pour recaser de nouvelles recrues telles que Yan Degui 顏德桂¹. La situation était un peu différente en ce qui concerne le Comité des examens où furent nommées des figures plus proches du groupe de Wang Jingwei, telles que *Jiao Ying 焦瑩 et Wu Kaisheng. Dans les échelons inférieurs, on trouvait notamment d'anciens fonctionnaires intermédiaires du Manzhouguo tels que le secrétaire général Hong Zhu 洪鑄 (1883- ?) et le conseiller Shi Nai, dont il sera question plus bas². Reste la question du rôle de l'occupant dans le fonctionnement du Yuan d'examen. Si les sources japonaises attestent d'un certain intérêt pour les activités du Yuan³, il ne semble pas y avoir eu d'ingérence dans le domaine de l'examen des fonctionnaires et de la gestion des carrières administratives⁴.

¹ Dans un courrier du 24 septembre 1943, Mei Siping demande à Zhou Fohai si Yan Degui pourrait se voir attribuer ce poste en guise de récompense pour avoir quitté le gouvernement de Chongqing qu'il représentait pour la zone de Nanjing (AH 118-010100-0019-061). Cette demande aboutit (*MZN*, p. 1050).

² Le recrutement d'un fonctionnaire du Manzhouguo comme Shi Nai était sans doute moins le signe d'une ingérence de l'occupant que des relations personnelles qu'entretenait celui-ci avec Jiang Kanghu. C'est du moins l'hypothèse qui peut être faite à partir des coïncidences de dates dans la biographie des deux hommes : Shi Nai avait été étudiant au Jingshi daxuetang 京師大學堂 au début du siècle, alors même que Jiang y enseignait, et il avait à son tour enseigné dans une école normale pour fille tandis Jiang fondait, à la même époque et dans la même ville, trois écoles de ce type (voir leur notice biographique dans l'Annexe 3).

³ Le *Journal officiel* du Yuan d'examen fit ainsi l'objet de traductions par le Kōa.in. Voir par exemple JACAR B02030691800, « Kachū chōsa sokuhō sōfu no ken 華中調查速報送付ノ件 (Bulletins d'enquête sur la Chine centrale) », 2 déc. 1940, *Taishi chūō kikan setchi mondai ikken (Kōa.in)* ; *zaishi renrakubu chōsa hōkoku dai san ken* 对支中央機關設置問題一件(興亜院) / 在支連絡部調査報告 第三卷 (Documents relatifs à la question de l'établissement des institutions centrales en Chine centrale (Kōa.in) ; Rapports d'enquête du Bureau de liaison en Chine, vol. 3).

⁴ Pour la bonne raison que cette ingérence était inutile : les postes stratégiques dans l'administration avait été attribués en amont avec l'accord des Japonais. Cette particularité fut mise en avant par la défense de Jiang Kanghu durant son procès de 1946 qui souligna que les compétences du Yuan d'examen « n'étant pas liées à la politique intérieure, extérieure, économique et militaire, il n'était pas placé sous le commandement de l'ennemi et ne se trouvait donc pas en situation de collaboration avec l'ennemi ». Cette défense fut en partie rejetée par les juges qui rappelèrent que le Yuan d'examen avait contribué au fonctionnement des autres administrations sans toutefois réfuter l'argument concernant la collaboration. La clémence relative du verdict (prison à vie) s'explique sans doute en partie par ce point (« Shoudu gaodeng fayuan tezhong xingshi zaiding 首都高等法院特種刑事裁定 (Verdict sur l'affaire pénale spéciale du Tribunal de grande instance de la capitale) », 8 mai 1947, *SWHB*, p. 374-376).

Tableau 5.1. Direction du Yuan d'examen du gouvernement de Wang Jingwei

Postes	Titulaires
Président 院長	Wang Yitang (30.03.40-11.03.42), Jiang Kanghu (11.03.42-02.11.44), Chen Qun (02.11.44-16.08.45)
Vice-président 副院長 Secrétaire général 秘書長	Jiang Kanghu (30.03.40-11.03.42), Miao Bin (20.08.42-16.08.45) Jiang Hanshan (01.04.40-03.05.40), Xia Suchu (03.05.40-15.07.41), Hong Zhu (15.07.41-13.12.44), Xie Ke (14.03.45-16.08.45)
Min. du Personnel 銓敘部長 (sous le YE à partir de 1943) Vice-chef des affaires politiques ¹ 銓敘部政務次長 Vice-chef des affaires courantes 銓敘部常務次長	Jiang Kanghu (30.03.40-11.03.42), Zhao Yusong (11.03.42-26.08.43), Shen Erqiao (26.08.43-16.08.45) Huang Xianggu (30.03.40-04.04.42), Guan Zuobin (04.04.42-23.01.43) Xia Suchu (30.03.40-03.05.40), Li Jingwu (03.05.40-25.05.42), Li Shouhei (25.05.42-23.01.43)
Pdt. du Comité des examens 考選委員會委員長 Vice-pdt. du Comité des examens 考選委員會副委員長	Jiao Ying (30.03.40-05.42) Wu Kaisheng (30.03.40-05.42)

Sources : MZN, p. 1049-1051 ; ZG, n°717, p. 6 ; KG, n°1, p. 5. Abr. : YE = Yuan exécutif.

Les institutions du Yuan d'examen virent le jour peu après l'inauguration du nouveau gouvernement, bien qu'il fallut plusieurs semaines avant que le travail effectif ne débute², et plusieurs mois avant que la forme juridique de ces organisations ne soient fixées. Les lois organiques révisées³ du Yuan d'examen, du Comité d'examen et de sélection et du ministère du Personnel promulguées le 4 novembre 1940 limitaient à environ 130 le nombre de postes à pourvoir⁴. Cependant, le nombre de « plus de 200 agents », donné par Wang Yitang un an plus tard, est sans doute plus proche de la réalité⁵. L'organisation et les compétences des trois entités formant le Yuan d'examen peuvent être résumées comme suit :

- **Présidence** : dirige le travail du Yuan et surveille chacun de ses organes. Elle est aidée dans sa tâche par un secrétariat (*mishuchu* 秘書處) et un bureau des Conseillers (*canshichu* 參事處), ainsi que par des agents comptables et statisticiens.

¹ Le ministre du personnel était secondé par deux adjoints, l'un préposé aux affaires politiques, l'autre aux affaires courantes (KG, n°7, p. 26). Après le passage du ministère du Personnel dans le giron du Yuan exécutif en janvier 1943, ces postes furent remplacés par le celui de vice-ministre dans le cadre de la réforme générale qui introduisit le poste de vice-ministre.

² Deux mois après la création du Yuan d'examen, Jiang Kanghu déclarait encore à propos du ministère du Personnel : « le travail d'évaluation de ce ministère n'a pas encore officiellement débuté. Bien qu'il y ait une petite partie des agents qui semble s'activer, la grande majorité se tourne les pouces [*wu suo shi shi* 無所事事]. [...] Dans les jours à venir, le travail va s'intensifier » (KG, n°2, p. 62).

³ Entre avril et novembre 1940, le Yuan d'examen appliqua les lois en vigueur avant le 19 novembre 1937 (Feng Min, « Wangwei wenguan kaoshi... », art. cit., p. 114).

⁴ KG, n°7, p. 348-353. Les lois organiques donnent une fourchette du nombre d'agents pour chaque section : présidence (25-41), Comité d'examen et de sélection (43-73, y compris des experts embauchés ponctuellement), ministère du Personnel (9-11+nombre non spécifié, voir ci-dessous).

⁵ Minutes de la 32^e réunion hebdomadaire, 16 avril 1941, KG, n°12, p. 55. De fait, Jiang Kanghu dénombrait déjà, en mai 1940, entre 70 et 80 agents pour le seul ministère du Personnel, soit les effectifs les plus importants des trois organismes que comprenait le Yuan d'examen (KG, n°2, p. 62). Ces effectifs ne comprenaient pas les assistants subalternes (*zuoli ren yuan* 佐理人員) dont la loi organique prévoyait qu'ils pourraient être embauchés en fonction des besoins de chaque bureau.

- Comité d'examen et de sélection : chargé de la sélection des différents types de fonctionnaires et de réunir la Comité d'organisation des examens (*dianshi weiyuanhui* 典試委員會).
- Ministère du Personnel : comprend quatre bureaux chargés respectivement de la gestion des documents et du personnel du ministère (bureau des Affaires générales, *zongwusi* 總務司), de l'enregistrement des fonctionnaires et des candidats aux examens (bureau des Enregistrements, *dengjisi* 登記司), de l'évaluation des fonctionnaires et de leurs changements de postes (bureau des Évaluations, *zhenhesi* 甄核司) et des traitements, pensions et cours de soutien des fonctionnaires (bureau de la Formation des talents, *yucaisi* 育才司) ; un Comité d'inspection de la gestion du personnel (*quanxu shencha weiyuanhui* 銓敘審查委員會) qui vérifiait les affaires traitées par ces deux derniers bureaux.

Autrement dit, l'organisation (organigramme et effectifs) du Yuan d'examen du gouvernement de Wang Jingwei fut calquée sur celle en vigueur durant la « décennie de Nankin »¹. Contrairement toutefois au Gouvernement nationaliste des années 1930 qui, tout en prenant acte de l'institutionnalisation incomplète du pouvoir d'examen et de gestion du personnel en 1934, ne remit jamais en cause l'organisation du Yuan d'examen, le gouvernement de Wang Jingwei choisit de le démanteler en 1943. Nous avons vu que le système des cinq yuans fut très tôt l'objet de critiques, notamment dans le camp japonais, en raison de son déséquilibre en faveur du Yuan exécutif². Ces critiques visaient en particulier les institutions jugées superflues telles que le Yuan d'examen. Dans un télégramme au sujet de Wang Yitang, le consul Tsuchida Yutaka explique ainsi que la demande de démission de Wang aurait enfin été acceptée car Nanjing prévoyait, comme « premier pas dans la rectification de son organisation [*kikō seiri* 機構整理] », de supprimer le Yuan d'examen en transférant ses compétences à un simple comité³. Cette réforme radicale qui aurait remis en cause le système défini par Sun Yat-sen n'eut jamais lieu mais son esprit inspira bien les deux principales réformes que connut le Yuan d'examen. La première intervint en mai 1942. Faute d'un nombre suffisant d'épreuves à organiser pour justifier son existence, le Comité d'examen et de sélection fut dissous et remplacé par un bureau des Examens (*shiwuchu* 試務處) rattaché directement à la présidence du Yuan⁴.

Plus profonde encore, la seconde réforme eut lieu en janvier 1943, au moment de la grande refonte institutionnelle. Elle consista à faire passer le ministère du Personnel sous l'autorité du

¹ On trouvera une synthèse des différentes révisions de la « loi organique du Yuan d'examen » dans les années 1930 in Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, op. cit., p. 52-56.

² Voir la partie 4.1.3.

³ Consul Tsuchida (Beijing) au ministre Tōgō, télégramme n°200, 5 mars 1943, JACAR B02031691300, « Ō seifu kankei 汪政府關係 (relatif au gouvernement de Wang) », p. 2, *Shina chūō seikyō kankei zassan ; Kokumin seifu kankei* 支那中央政況關係雜纂 / 國民政府關係 (Compilation de documents divers relatifs à la situation politique en Chine centrale ; gouvernement national).

⁴ *KG*, n°26, p. 14 ; *KG*, n°27, p. 27-28 ; Feng Min, « Wangwei wenguan kaoshi... », art. cit., p. 115.

Yuan exécutif, ce qui priva le Yuan d'examen de sa compétence la plus sollicitée, le réduisant ainsi quasiment à l'état d'ectoplasme administratif¹.

Au-delà des contradictions existant entre façade nationaliste et souci d'efficacité administrative, ce désaveu venait sanctionner l'échec du Yuan d'examen. Cette issue ne doit pourtant pas nous amener à considérer comme nuls les efforts déployés par cette administration dans la reconstruction de la fonction publique en zone occupée. Par ses réalisations comme par ses échecs, le Yuan d'examen constitue un excellent poste d'observation pour comprendre le fonctionnement du gouvernement de Nanjing. Avant d'aborder les conditions concrètes dans lesquelles se fit le recrutement des fonctionnaires, il convient d'analyser l'idéologie que sous-tendait le système d'examen et de gestion du personnel et la réflexion développée par les agents du Yuan d'examen à propos de leur travail durant l'occupation.

5.1.2. La « voie régulière » au défi de la formation de l'État

5.1.2.1. Idéal et pratiques du Yuan d'examen

La fonction publique impériale telle qu'elle s'institutionnalisa, notamment sous les Ming et les Qing, opposait la « voie régulière » (*zhengtú* 正途) d'accès aux charges publiques fondée sur le système méritocratique des concours mandarinaux, à la « voie irrégulière » (*yítú* 異途) que suivaient ceux qui contournaient cette dure épreuve en achetant leur charge ou en l'obtenant grâce à leurs relations. L'influence rationaliste des organisations bureaucratiques modernes venue d'Occident et du Japon vint renforcer cet idéal qui survécut ainsi à la disparition du système politique dont il dépendait :

Even after the abolition of the imperial civil service examinations in 1904-1905 definitively broke the cultural and power base for continued mutual identification between local elites and the central state, the ideal of a national civil service based on open examinations as the *zhengtú* (regular path) continued to be extraordinarily powerful throughout the subsequent Republican period.²

Cet idéal constitua ainsi la raison d'être du Yuan d'examen établi par le GMD en 1930 et repris par le régime de Wang Jingwei en 1940. Dans les années 1930, il se heurta à ce que Julia C. Strauss nomme des « parochial power considerations » et ne fut donc pas en mesure d'attribuer les postes administratifs en suivant cette « voie régulière »³. La bureaucratie du régime fraîchement installé à Nanjing à l'issue de l'Expédition du Nord était en effet composée des agents déjà présents à Canton mais aussi d'une masse de fonctionnaires qui travaillaient

¹ *WZQS*, p. 481 ; *ZZW*, vol. 22, p. 242-245. Nous verrons que quelques examens de taille réduite furent tout de même organisés après cette réforme.

² Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 217.

³ *Ibid.*, p. 217 sq.

auparavant pour le gouvernement Beiyang¹. Outre des considérations pratiques (la continuité du service de l'État ne pouvait être suspendue), cet état de fait provenait du contexte politique dans lequel se mit en place le nouveau régime. Bien qu'il soit dirigé par le GMD, ce dernier s'apparentait en effet à un gouvernement de coalition tant les divisions au sein du parti s'étaient exacerbées depuis la mort de Sun Yat-sen en 1925. En outre, le ralliement de plusieurs seigneurs de la guerre provoqua un afflux d'hommes supplémentaires. Aussi, le nécessaire compromis entre les différentes factions en présence passa par la recherche d'un équilibre politique qui se répercuta dans les rangs de l'administration dont les postes furent attribués en fonction de cet équilibre ; chaque dirigeant cherchant à recommander ses clients².

La mise en place du gouvernement de Wang Jingwei en 1940 s'accompagna d'un processus de formation comparable. Là encore, la pratique du pouvoir vint contredire ses principes : en venant se greffer sur une administration déjà en cours de formation, l'organisation nationaliste du groupe de Wang dut s'adapter. Nous avons vu comment, au sommet de l'État, cette adaptation prit la forme d'une collaboration entre collaborateurs se traduisant par une répartition des postes de direction reflétant le poids politique de chaque faction ; processus compliqué par l'ingérence japonaise. Cet équilibre de coalition fut étendu à la fonction publique en général, dont les agents restèrent en poste non seulement en vertu de considérations politiques mais aussi en raison de l'échec de l'entreprise de recrutement visant les fonctionnaires de Chongqing. Autrement dit, si le décalage entre la construction théorique de l'État suivant les principes incarnés par le Yuan d'examen et le processus effectif de formation n'était pas spécifique au contexte de l'occupation, celle-ci fut clairement un facteur aggravant.

Ce décalage entre principes et pratiques ne mériterait pas qu'on s'y attarde – tant il est consubstantiel de l'exercice du pouvoir en général – s'il n'avait nourri la réflexion du Yuan d'examen en zone occupée sur ses propres défaillances. Certes, on sait que les dirigeants chinois n'hésitaient pas à porter un regard lucide sur les manquements de l'administration, sans que leurs discours n'entraînent d'améliorations notables dans les faits. Cette réflexion témoignait

¹ Wang Qisheng 王奇生, *Dangyuan, dangquan yu dangzheng : 1924-1949 nian Zhongguo Guomindang de zuzhi xingtai* 黨員, 黨權與黨爭:1924-1949年中國國民黨的組織形態 (Militants, pouvoir et luttes au sein du parti : l'organisation du Guomindang entre 1924 et 1949), Shanghai, Shanghai shudian chubanshe, 2003, p. 212. Dans un article traduit en anglais, Zhou Fohai écrivait ainsi : « In reality, since the establishment of the Government in Nanking, 1927, at least half of the staffs of the Yuans and Ministries have not been Party members and most of them came from the former Peking régime. Therefore a popular saying to the effect that "militarily, it was a northern expedition but politically it was the conquest of the South," was often heard among the Party workers of a lower rank at that time. This saying has clearly shown that the whole Peking Government including its staffs was transferred to Nanking. » (Chow Fu-Hai, « The Kuo-Min Tang—Its Past and Future », art. cit., *The People's Tribune*, vol. 29, fév. 1940, p. 104).

² « By 1928-1929, the central government ministries and commissions were fairly bursting with excess personnel of highly divergent backgrounds [...]. Both the highly qualified and the completely unqualified in the Nationalist bureaucracy ultimately depended on the same factor: the degree to which they were able to tap into the personalistic *guanxi* networks of those with the power to allocate positions. » (Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 225 *sq.*).

néanmoins chez les collaborateurs d'une volonté de rétablir le bon fonctionnement de l'État, voire même de remédier à certains de ses dysfonctionnements, et donc de contribuer à une entreprise de construction dont ils se considéraient partie prenante, au même titre que leurs prédécesseurs.

Dès la mise en place du Yuan d'examen, son principal dirigeant fit un constat sévère et réaliste de la situation. Dans un entretien avec la presse, le 23 avril 1940, qui fut reproduit dans le premier numéro du *Journal officiel*, Jiang Kanghu expliqua ainsi que la politique générale du nouveau gouvernement était pour l'instant tributaire d'un problème plus urgent : celui du personnel administratif. Ce problème lui causait, poursuivit-il, les plus grands tracassés :

les lettres de recommandations pleuvent de toutes parts [*gefang jianhan xuepian fen lai* 各方薦函雪片紛來], parents et vieux amis s'abattent sur moi comme un essaim d'abeilles, [...] un phénomène, je le crains, commun à toutes les administrations¹.

Tout en rappelant l'importance du système des examens, il admit que le règlement organisant objectivement l'évaluation et le classement des fonctionnaires (*quanxu* 銓敘) devait être « adapté [*tongrong banfa* 通融辦法] » au contexte politique. Relevant un paradoxe sur lequel il reviendrait à plusieurs reprises au cours de son mandat, Jiang déclara : « ce qu'il y a de plus regrettable, c'est que le personnel du Yuan d'examen ne soit pas entièrement issu des examens et que celui du ministère du Personnel n'ait pas entièrement fait l'objet d'une évaluation ». Déplorant cet état de fait, il dit espérer que,

une fois la paix rétablie, la construction institutionnelle aboutira [*jianshe youcheng* 建設有成], le Yuan d'examen et le ministère du Personnel seront à peu près mis en ordre [*cu ju guimo* 粗具規模] et la politique gouvernementale sera de nouveau sur les rails [*zhengshi chong shang guidao* 政事重上軌道²].

Ces concessions inévitables avec les principes du Yuan d'examen ne devaient pas, ajouta-t-il, conduire à délaissier le critère de compétence au profit de la logique politicienne. Prenant son propre cas en exemple, Jiang rappela alors qu'il était le fondateur du Parti socialiste chinois ressuscité dans le cadre du front uni des collaborateurs. Pour autant, concluait-il :

Je ne laisserai en rien les considérations partisans influencer [*juebu shao cun dangjian* 決不稍存黨見] l'administration du personnel, et je ne me servirai certainement pas du Yuan d'examen et du ministère du Personnel pour m'entourer des militants de mon parti. Vous l'aurez compris : j'entends respecter l'esprit des examens et de la gestion des fonctionnaires.³

¹ *KG*, n°1, p. 52 (de même que pour les citations suivantes).

² Au sens figuré, *guidao* désigne « suivre la règle » et renvoie donc à la « voie régulière » dont le contournement, en raison de la situation extraordinaire que connaissait le pays, ne devait être que provisoire.

³ Lors de ses réunions avec les employés du Yuan, Jiang Kanghu manquait rarement une occasion de rappeler son rôle éminent dans l'Histoire et sa connaissance du vaste monde. Cette suffisance l'emportait parfois dans des digressions dont on peut imaginer qu'elles suscitaient chez ses subalternes des bâillements interloqués (les réunions débutaient à 8h). Le 21 août 1940, par exemple, il se lança, sur un ton professoral, dans une analyse de la situation sur le front européen qui ne tarda pas à se transformer en une interminable histoire générale du Canada, sous prétexte qu'il avait séjourné dans le pays (*KG*, n°4, p. 64-66). Ces homélies participaient peut-être de la formation des agents dont on verra (5.1.3.1) qu'elle comprenait des discussions sur la situation dans le monde.

Un mois plus tard, Jiang Kanghu précisa de vive voix ces critiques aux agents du Yuan au cours d'une « exhortation » (*xunhua* 訓話) dans laquelle il s'en prit aux pratiques de recrutement dans sa propre administration :

les recommandations venues de partout arrivent en un flot continu [*fenzhi talai* 紛至沓來]. Certaines relèvent d'affinités régionales [*xiangqing* 鄉情], de liens d'amitié ou encore de soutiens puissants [*jie shili* 藉勢力]. [...] Au début, je considérais qu'il n'y avait pas de mal à accepter une recommandation sur dix, mais je sais que le nombre de postes est limité. Les intrigants sont légion [*mou fu kong duo* 謀夫孔多]¹.

On comprend alors sa déclaration du 8 août 1940 dans laquelle il regrette que, dans le contexte de la guerre, « le recrutement de son personnel par le gouvernement [*zhengfu qushi yongren* 政府取士用人] n'a pas pu se faire entièrement selon la voie régulière des examens et de l'évaluation des fonctionnaires [*kaoshi quanxu zhi zhengtu* 考試銓敘之正途] ». Soulignant une nouvelle fois le paradoxe auquel se trouvait confronté le Yuan d'examen dont les agents ne sont eux-mêmes pas, pour la plupart, issus de cette « voie régulière », il demanda que l'on commence à appliquer ses principes au sein de sa propre administration, dont les agents devraient être scrupuleusement évalués².

5.1.2.2. Le mémoire de Shi Nai (juin 1941)

Le diagnostic de Jiang Kanghu était partagé au sein du Yuan d'examen, notamment par les experts réunis dans son bureau des Conseillers. L'un de ces hommes, du nom de *Shi Nai 史鼐, soumit, en juin 1941, une pétition en forme de programme pour réformer le système des examens et de gestion du personnel³. Ce texte, dont nous traduisons ci-dessous les passages intéressants, est une bonne synthèse de la façon dont les administrateurs du Yuan d'examen du gouvernement de Wang Jingwei conçurent la mission de ce dernier dans le contexte de l'État d'occupation, en convoquant (explicitement ou non) d'autres modèles. Il offre, en outre, un aperçu des principales tâches dévolues au Yuan d'examen dont nous étudierons la mise en pratique à partir d'exemples précis dans les parties suivantes.

Dans les premiers temps après le retour à la capitale, le Mouvement de paix avait un grand besoin d'hommes. Aussi a-t-on été contraints, faute de mieux et de façon temporaire [*quanyi* 權宜], d'utiliser les agents déjà en poste dans les différentes administrations pour aider dans cette tâche. Le temps s'est écoulé imperceptiblement et, après plus d'une année [*renran nianyu* 荏苒年餘], nous n'avons toujours pas eu le temps de mener des ajustements afin d'obtenir des fonctionnaires

¹ *KG*, n°2, p. 61.

² *KG*, n°4, p. 61. De fait, nous verrons que les agents des différents organes du Yuan d'examen furent les premiers à être évalués.

³ Shi Nai, « Gexin kaoquan zhengce chengwen 革新考銓政策呈文 (Mémoire en faveur d'une réforme de la politique des examens et de gestion du personnel) », 18 juin 1941, *KG*, n°15, p. 49-51.

en place qu'ils démissionnent [*weihuang tiaozheng xun zhishi* 未遑調整馴致仕]. En nous écartant ainsi de la voie normale [*changgui* 常軌], nous serons bientôt submergés par un trop grand nombre [de fonctionnaires]. Les anciens règlements en matière de sélection et de gestion des carrières peuvent difficilement donner des résultats substantiels. Je sou mets donc solennellement ce projet de réforme pour adoption.¹

Ce projet s'articule en six points portant respectivement sur : (1) la législation relative à l'évaluation des fonctionnaires en poste, (2) l'organisation de l'administration chargée de la gestion du personnel, (3) les modalités de l'évaluation des agents, (4) la formation continue de ces derniers, (5) les concours de la fonction publique et (6) le système électoral.

(1) Au sujet de la rectification rigoureuse des dispositions légales relatives à l'attribution des charges administratives [*renyong facheng* 任用法程], il appert que le règlement en vigueur concernant l'évaluation des fonctionnaires [*zhenbie shencha tiaoli* 甄別審查條例], qui a été provisoirement révisé et adopté après le retour à la capitale, ne soit pas du tout durable. Depuis sa promulgation le 1^{er} juillet 1940², il a déjà été prolongé à plusieurs reprises et ce jusqu'à fin septembre 1941. Durant sa période d'application, la loi sur la titularisation des fonctionnaires [*gongwuyuan renyong fa* 公務員任用法] est suspendue³ et les diverses procédures légales [*fading chengxu* 法定程序] relatives à l'emploi des agents ne sont pas appliquées. Or, le fait que les fonctionnaires soient sages ou sots, vertueux ou mauvais [*zhi yu xian buxiao* 智愚賢不肖] influe considérablement sur l'avenir de la politique nationale [*guozheng qiantu* 國政前途]. L'examen sévère des agents déjà en poste ne vaut pas un examen méticuleux précédant leur embauche [*yanhe yu renyong zhi hou bu ru shenzhong yu renyong zhi xian* 嚴核於任用之後不如慎重於任用之先]. En effet, bien que les critères déjà promulgués fixant l'attribution des postes prévoient une évaluation minutieuse [*xiangxi zhenhe* 詳細甄核], il est à craindre que, dans les faits, cette évaluation ne soit pas menée consciencieusement. Il semble qu'il faille recourir à des mesures drastiques [*fu di chou xin* 釜底抽薪] : abroger rapidement le règlement sur l'évaluation [*zhenshen tiaoli* 甄審條例] en ne le renouvelant pas à expiration et rectifier la loi sur l'attribution des postes susmentionnée en la complétant si nécessaire. Ce n'est qu'au moyen d'un examen d'ensemble sévère et répété visant à faire correspondre les discours avec les faits que l'on réussira progressivement à classer en toute clarté les fonctionnaires [*wu cong yange shu kan zonghe mingshi jian cheng guan fang deng xu zhi gong* 務從嚴格庶堪綜覈名實漸程官方澄叙之功].⁴

Ce premier paragraphe pointe la principale entorse du gouvernement collaborateur de Nanjing à la « voie régulière » de la fonction publique, à savoir l'emploi d'agents n'étant passés, pour un grand nombre d'entre eux, ni par le filtre des examens (*kaoshi*) ni par celui de l'évaluation (*zhenbie*) ; ce second filtre étant jugé inférieur au premier car il concernait des agents déjà en poste et était donc susceptible de n'être pas appliqué consciencieusement. Par conséquent, la promulgation de la législation ne suffit pas, il faut également que l'« administration de l'administration » soit réorganisée pour que la mise à exécution de cette législation devienne effective :

(2) Au sujet du renforcement de l'organisation gérant le personnel administratif [*renshi jigou* 人事機構], il appert que la voie de l'attribution des charges [*yongren zhi dao* 用人之道] est d'une grande complexité [*duanxu fenfan tiaoli jingmi* 端緒紛繁條理精密]. Cette tâche étant

¹ *Ibid.*, p. 49.

² Il s'agit du « règlement sur l'évaluation des fonctionnaires occupant un poste » (*xianren gongwuyuan zhenbie shencha tiaoli* 現任公務員甄別審查條例) publié dans le *KG*, n°3, p. 33-35.

³ Voir notre explication du point 3.

⁴ *KG*, n°15, p. 49.

extrêmement lourde, elle ne doit pas être la responsabilité spécifique d'un organisme inapproprié. Par contraste, tous les organes administratifs de notre pays ami le Japon [*youbang Riben* 友邦日本] comprennent actuellement une section chargée des ressources humaines afin que soient gérées, selon la loi, des compétences [*zhiquan* 職權] telles que les examens, les titularisations et révocations, les récompenses et blâmes. Par conséquent, la sélection des fonctionnaires a atteint un grand niveau de perfection. Il est urgent que notre pays applique des bonnes lois de ce type. Le Yuan d'examen devrait adresser une pétition au ¹Gouvernement national afin que soit adoptée une loi permettant à chaque Yuan, ministère et comité ainsi qu'à chaque province et municipalité d'établir en son sein une section chargée des ressources humaines. Il faudra préciser la fonction [*zhizhang* 職掌] de cette section, soupeser son pouvoir [*shiquan* 事權] et clarifier ses responsabilités. Le Yuan d'examen devra modifier et promulguer la législation organisant la gestion des ressources humaines. Le ministère du Personnel devra être consciencieux [*shi shi qiu shi* 實事求是] dans la gestion du personnel et faire en sorte que tous les agents chargés de l'administration du personnel soient sélectionnés par examen ou évaluation. De la sorte, l'esprit sera concentré tandis que le bras et les doigts fonctionneront de concert [*jingshen guanzhu zhibi xiangcong* 精神貫注指臂相從]. Les fonctions [*jineng* 機能] relatives à l'administration des carrières administratives seront ainsi déployées au mieux ce qui facilitera l'accroissement de l'efficacité.²

Shi Nai recommande de prendre pour modèle les « bonnes lois [*liang fa* 良法] » organisant l'administration japonaise. Cette référence au « pays ami », qui contrastait avec l'absence quasi totale de mentions au sujet de l'occupant dans les documents administratifs du gouvernement de Wang Jingwei, tenait sans doute autant de la flagornerie qu'elle relevait d'une tradition déjà bien établie chez les concepteurs chinois du système d'examen et de gestion des carrières administratives³. Du reste, cette idée n'était pas totalement neuve en Chine, du moins en ce qui concernait l'administration locale⁴. Le système proposé par Shi Nai tentait de concilier la vocation centralisatrice du Yuan d'examen avec la nécessaire décentralisation de ses compétences, sous la forme de sections spécifiquement chargées de la gestion des ressources humaines dans chaque administration. La métaphore organique sur laquelle s'achève le paragraphe ne lève toutefois pas les doutes sur les modalités concrètes de cette délégation de pouvoir : certes les agents travaillant

¹ Le mot « gouvernement national [*guofu* 國府] » est précédé d'un espace vide en signe de respect. C'est le cas aussi pour des mots tels que « président » (*zhuxi* 主席) pour lesquels il arrive également que le texte passe à la ligne.

² *KG*, n°15, p. 49.

³ Ainsi, lorsqu'il avait reçu en 1928 la mission de rédiger le brouillon de la « loi sur la titularisation des fonctionnaires », Lei Zhen 雷震 (1897-1979) – connu plus tard pour son activisme en faveur d'une démocratie constitutionnelle qui lui valut d'être emprisonné à Taiwan en 1960 –, avait eu les plus grandes difficultés à trouver des matériaux chinois sur lesquels s'appuyer. Cet ancien étudiant de l'Université impériale de Kyōto s'était alors fait envoyer par son ancien professeur les lois japonaises correspondantes et avait emprunté à la bibliothèque les trois volumes du *Kanrigaku* 官吏学 (Études administratives) de Hoshi Hajime 星一 (1873-1952) parus à partir de 1918 (Fan Hong 范泓, *Minzhu de tongxiang : Lei Zhen xiansheng zhuan* 民主的銅像：雷震先生傳 (La statue de bronze de la démocratie : biographie de Lei Zhen), Taipei, Xiuwei zixun keji chubanshe, 2008, p. 80-81). Pour une présentation de la fonction publique japonaise, voir notamment Robert M. Spaulding, « The Bureaucracy as a Political Force, 1920–1945 », in James Morley (dir.), *Dilemmas of Growth in Pre-war Japan*, Princeton, Princeton University Press, 1971, p. 33-80.

⁴ Le « règlement organique des bureaux du Personnel » (*quanxuchu zuzhi tiaoli* 銓敘處組織條例), promulgué le 15 juin 1936, prévoyait déjà la mise en place d'un bureau dépendant du ministère du Personnel (*quanxuchu* 銓敘處) dans chaque administration provinciale (*MFJ*, vol. 34, p. 216-217). Cette mesure ne fut appliquée qu'à partir de 1940 en zone libre (Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, op. cit., p. 64-65).

dans ces sections devraient être soumis à une évaluation drastique par le Yuan d'examen, mais on ne comprend pas trop s'ils seraient placés directement sous l'autorité de ce dernier ou bien sous celle des organisations dont dépendrait leur section¹. À défaut d'être précis sur ce point, Shi Nai rappelle dans le paragraphe suivant le déroulement de cette évaluation :

(3) Au sujet de l'évaluation extraordinaire [*linshi kaoke* 臨時考課], il appert que la méthode de notation des fonctionnaires [*kaogong keli zhi fa* 考功課吏之法] remonte à l'époque des Han. Depuis les Tang, l'établissement des règles [*liding* 釐訂] lui a permis de gagner en précision. [...] Aujourd'hui, avant que la loi sur la titularisation des fonctionnaires ne soit appliquée, il semble indiqué de s'inspirer de la notation des fonctionnaires dans les générations passées [*si yi canzhao lidai keli chengfa* 似宜參照歷代課吏成法]. Tous les fonctionnaires sous le rang de *jianren* [薦任], exceptés ceux qui ont été jugés aptes par une évaluation précédente [*zhenshen hege* 甄審合格] et ceux reçus à l'examen supérieur [*gaokao*] ou ordinaire [*putongkao*], doivent faire l'objet d'une évaluation extraordinaire par leur supérieur hiérarchique le plus élevé dans les trois mois suivants leur entrée en fonction. Celle-ci prendra la forme d'un examen écrit et oral sévère visant à s'assurer qu'ils possèdent les connaissances [*zhishi* 知識] et compétences [*jineng* 技能] requises ainsi que l'expérience [*jingyan* 經驗] et les mérites [*laoji* 勞績] nécessaires. Les agents qualifiés retrouveront leur poste. Ceux qui se distingueront par leur excellence [*youyizhe* 優異者] pourront éventuellement être promus, ce qui devra faire l'objet d'une demande d'évaluation par le ministère du Personnel. Les agents non qualifiés ou n'ayant pas été évalués sans raison valable devront être rétrogradés ou révoqués. Après l'entrée en vigueur de la loi sur la titularisation des fonctionnaires, un contrôle périodique [*kaoji* 考績] se tiendra à la fin de chaque année [...].²

Ce troisième point propose de remédier à la situation dans laquelle se trouve l'administration (hétérogénéité dans la qualification des agents) par une évaluation extraordinaire permettant de standardiser le fonctionnariat avant le retour au fonctionnement normal qu'était censé apporter la promulgation de la « loi sur la titularisation des fonctionnaires ». Féru d'histoire³, Shi Nai se réfère à ce sujet à une longue tradition qu'il fait remonter au Han sans mentionner, paradoxalement, le Gouvernement nationaliste des années 1930 dont il se contente pourtant de répéter la réglementation. En effet, la restauration administrative à Nanjing qui suivit l'Expédition du Nord avait pris la forme d'un long processus, notamment en matière de gestion du personnel administratif. Avant que ne soit adoptée la « loi sur la titularisation des fonctionnaires » prévoyant notamment un contrôle périodique annuel, un « règlement sur l'évaluation des fonctionnaires en poste » (*xianxing gongwuyuan zhenbie shencha tiaoli* 現行公務員甄別審查條例) entra en vigueur en octobre 1929 afin de commencer la standardisation du niveau des agents. Débutée en juin 1930, cette tâche censée prendre un an ne fut déclarée terminée qu'en mars 1934⁴. La loi sur

¹ Dans ce second cas de figure, la gestion du personnel échapperait donc toujours au Yuan d'examen et risquerait de ne pas respecter les critères prônés par ce dernier (notamment, l'évaluation objective des agents) ; la défense des intérêts corporatistes de chaque organisation prévalant sur l'application de ces critères.

² *KG*, n°15, p. 49-50.

³ Il fut notamment l'auteur d'une « Étude sur l'administration locale sous les Han, les Tang et les Song » (« Han Tang Song difang zhidu zhi yanjiu 漢唐宋地方制度之研究 ») parue en 1941 dans la revue *Guoxue congkan* 國學叢刊.

⁴ Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, op. cit., p. 177.

les titularisations, promulguée en mars 1933 témoignait d'une adaptation de l'idéal de la « voie régulière » à la réalité d'un État en formation¹.

De la même manière, le gouvernement de Wang Jingwei n'appliqua pas d'emblée la « loi sur la titularisation » faute d'être en mesure de le faire. Ce n'est que le 16 août 1941 que le Comité politique central ébaucha une révision de cette loi en se basant sur la version du 13 novembre 1935². Les comptes rendus de la 58^e session du Comité politique central contiennent ainsi une liste comparant les articles originaux de la loi avec le projet d'amendement correspondant, suivie d'une explication générale de ces amendements dont le but était d'adapter le texte de 1935 à la situation de 1941³. C'était le cas, en particulier, au sujet des nominations par intérim (*daili* 代理), c'est-à-dire l'attribution provisoire d'un poste dans l'attente de la titularisation que seul le ministère du Personnel pouvait délivrer. Ce statut intermédiaire était courant car il permettait de contourner le Yuan d'examen⁴. La durée maximum de cet intérim passa de trois mois dans la version de 1935 à six mois dans celle de 1941 ; signe d'un nouveau compromis avec la réalité⁵. La loi fut promulguée le 1^{er} janvier 1942⁶.

À lire Shi Nai, on comprend qu'à ses yeux, le système de gestion du personnel ne fonctionnerait vraiment qu'avec la mise en œuvre d'un contrôle périodique commun à toutes les organisations administratives. Cet objectif était déjà celui au groupe de réformateurs, évoqué dans la partie 4.1.3.1, auquel Julia Strauss donne le nom d'« administrative efficiency » school »⁷.

Plus spécifique, le quatrième point concerne la « formation continue [*pingshi xunlian* 平時訓練] » des agents chargés du système d'examen et de gestion des carrières, sur le modèle des

¹ *Ibid.*, p. 185. « The specifics of the Law on Civil Service Appointments betrayed the inherent weaknesses of the regime in its continued inclusion of those whose support it felt it could not do without. If anything, the criteria for a formal civil service appointment in the Law on Civil Service Appointments were even more inclusive than analogous laws under the Yuan Shikai and Beiyang governments. » (Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 226).

² Reproduite in *ZZW*, vol. 7, p. 260-264. Pour les différentes versions de cette loi avant-guerre, voir *MFJ*, vol. 37, p. 104-108.

³ *ZZW*, vol. 7, p. 252-253.

⁴ Julia Strauss note au sujet de la situation dans les années 1930 que « The Ministry of Personnel had no means to directly force a dismissal or a demotion in the Executive Yuan ministries. An individual whom a ministry really wanted to retain could always be given a temporary “acting” (*daili*) position, thus avoiding the scrutiny of the Ministry of Personnel, whose review procedures did not extend to temporary appointments. » Elle ajoute toutefois que cette titularisation devint de plus en plus recherchée car rester au poste de *daili* était de manière croissante ressentie comme une perte de face. C'est la preuve, selon elle, des progrès fait par le Yuan d'examen durant la « décennie de Nankin » (« Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 227-228).

⁵ *ZZW*, vol. 7, p. 253. Compromis qui contredisait le plan de réforme de Shi Nai dont on vient de voir qu'il imposait, comme dans la loi de 1935, une évaluation et donc une titularisation dans les trois mois.

⁶ *KG*, n°21, p. 42 ; *MFJ*, vol. 92, p. 185-186.

⁷ Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 228. Elle précise en note : « The “administrative efficiency” school was an informal coalition of reform minded academics, commentators and civil service bureaucrats. With Gan Naiguang of the Ministry of Interior as their best known advocate, the group published Chinese and English versions of a journal entitled *Xingzheng xiaolü* (Administrative Efficiency) in the mid-1930s. As a group, they were committed to applying the principles of scientific management, standardization and centralization to the Nationalist bureaucracy, thus serving as the natural allies of the Examination Yuan. » (*ibid.*, p. 236).

« classes de formation [*xunlianban* 訓練班] » créées dans les autres administrations, afin de leur enseigner l'histoire de ce système depuis les Tang jusqu'au Qing qui a « inspiré des pays modernes comme le Japon, l'Allemagne, les États-Unis et l'Angleterre »¹. De la même manière, il est inutile de présenter en détail le cinquième point sur les concours administratifs qui ne contient que des considérations très générales sur le sujet.

Plus intéressant, le dernier paragraphe du mémoire de Shi Nai relie son projet de réforme du Yuan d'examen à un thème central du projet de construction étatique du gouvernement de Wang Jingwei (bien qu'il soit demeuré à l'état de théorie) : le passage à la phase constitutionnelle.

(6) Au sujet de l'amélioration de l'ancien système électoral [*xuanju jiu zhi* 選舉舊制], il appert que la mise en place du gouvernement constitutionnel est aujourd'hui l'un des points importants de la politique du gouvernement. Cependant, un pays souhaitant se doter d'une Constitution doit disposer de parlementaires [*yiyuan* 議員] élus par le peuple. Tant que l'éducation n'aura pas été généralisée et le niveau culturel augmenté, les citoyens ordinaires [*yiban renmin* 一般人民] n'auront pas les connaissances nécessaires à la participation politique, notamment pour savoir comment voter. L'ancien système électoral est souvent tombé dans le ridicule et les malversations se sont multipliées. À la lumière de ces faits historiques datant du début de la République² et en observant calmement la situation sociale actuelle, je pense qu'il convient de placer l'examen au cœur du processus électoral [*yu kaoshi yu xuanju zhi zhong* 寓考試於選舉之中]. Alors seulement sera-t-il possible de recruter de véritables talents et de mettre un terme aux mauvaises habitudes. Bien que les examens ne soient pas totalement exempts d'abus et de corruption, ces travers peuvent être évités par des mesures disciplinaires exécutées strictement et sans délais [*leili fengxing* 雷厲風行], de sorte que les avantages seront supérieurs aux inconvénients. Ainsi les examens permettront-ils de compenser le biais des élections et de les sauver de leurs défauts [...].³

Une nouvelle fois, Shi Nai s'approprie sans les citer les idées à l'origine du Yuan d'examen tel qu'il avait été conçu par Sun Yat-sen et mis en place par le GMD dans les années 1930. Pointant en mars 1921 les défauts du système américain dans lequel une partie des fonctionnaires étaient élus par le peuple, Sun Yat-sen prônait, comme remède, une « méthode ancienne [*gufa* 古法] » propre à la Chine : les examens. Ceux-ci permettraient, dans le cadre de la future Constitution chinoise, de présenter au suffrage du peuple des candidats aux charges administratives dont les compétences auraient préalablement été vérifiées par un examen, éliminant ainsi ceux qui auraient pu obtenir des votes grâce à leurs talents oratoires par exemple⁴. Ce système électoral devait être établi dès la phase de tutelle mais ne le fut qu'à partir de 1941 à Chongqing⁵. On voit donc comment la réflexion sur le rôle du Yuan d'examen touchait plus largement à une conception d'un

¹ *KG*, n°15, p. 50. On remarque qu'une nouvelle fois, Shi Nai ne mentionne pas la période républicaine.

² Shi Nai fait ici vraisemblablement allusion aux élections législatives de 1913 qui, aussi imparfaites soient-elles, restent, à ce jour, les plus larges et les plus démocratiques qu'ait connus la Chine.

³ *KG*, n°15, p. 50-51.

⁴ Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, op. cit., p. 151. Paradoxalement, ce furent ses talents de tribun, et non pas son vague diplôme de médecin, qui permirent à Sun Yat-sen d'accéder aux plus hautes charges. On notera d'ailleurs que cette défense passionnée des examens comme remède contre les dangers de l'« éloquence [*kokai* 口才] » prit pour cadre un discours devant le Conseil pour l'éducation du Guangdong. Sur les talents de communicant de Sun Yat-sen, voir David Strand, *An Unfinished Republic: Leading by Word and Deed in Modern China*, Berkeley, University of California Press, 2011.

⁵ Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, op. cit., p. 152 sqq.

« gouvernement des experts » censé concilier représentation politique et préservation de l'État ; un discours toujours d'actualité dans la Chine post-maoïste¹.

Ce mémoire de Shi Nai et plus largement l'élaboration par les administrateurs du Yuan d'examen d'un discours sur leur mission dont Jiang Kanghu fut le principal porte-parole, brillent donc moins par leur originalité qu'ils ne sont significatifs de la formation de l'État d'occupation qui conduisit des dirigeants de tous bords à cohabiter dans le même gouvernement. Placés à la tête d'un yuan de moindre importance politiquement mais symboliquement essentiel à la légitimité du nouveau régime, ces responsables investirent cette institution d'un discours mêlant les considérations traditionalistes les plus éculées à des propositions plus concrètes visant à moderniser l'administration du personnel. Ce faisant, ils évacuèrent en grande partie de ce discours toute référence à l'expérience nationaliste des années 1930 dans la lignée directe de laquelle l'institution qu'ils dirigeaient était pourtant censée s'inscrire². L'origine de ce non-dit est sans doute à chercher dans les parcours divers de ces hommes dont le dénominateur commun était, pour beaucoup, de ne pas partager les références du groupe de Wang Jingwei dans lequel ils voyaient un rival. Bien qu'elle ne soit pas mentionnée, cette expérience de la « décennie de Nankin » est omniprésente dans ce discours. À travers l'actualisation de la « voie régulière », des hommes comme Shi Nai, prirent part, comme leurs prédécesseurs, à la conception d'un rouage primordial de l'administration, considéré comme la clé de voute de la continuité étatique chinoise à travers les siècles³. Les dysfonctionnements du système des examens sous la République apparaissaient ainsi comme un marqueur important des lents progrès accomplis dans la reconstruction de l'État chinois. En cela, ces hommes ne sauraient être réduits à leur seule condition de collaborateur et, partant, l'État d'occupation mérite d'être considéré, notamment, au prisme de ce temps étatique.

¹ Voir Yves Chevrier, « Le génie du confucianisme », *Le Monde.fr*, 14 mai 2010. Cette mise au point historique est une réponse à un article de Daniel A. Bell (« Après Mao, Confucius ? », *Le Monde*, 3 mai 2010, p. 13) faisant l'apologie des critiques de Beijing contre la démocratie libérale ; discours dont on comprend qu'il était lui-même issu d'une conception de la politique déjà ancienne, dont Shi Nai fut l'un des obscurs représentants. Pour une discussion de ces thèses, voir Paul Charon, « Le vote contre la démocratie », *op. cit.*, p. 377 *sqq.*

² Nous verrons plus bas (6.1.1.2) que cette occultation de l'héritage nationaliste de la part du Yuan d'examen se matérialisa notamment dans un discours édificateur à destination des agents fondé non plus sur la parole du « Père de la nation » mais sur celle des grands administrateurs de l'État impérial.

³ « Depuis la fondation de la Chine [*Zhongguo liguó* 中國立國] il y a plusieurs millénaires, les dynasties se sont succédées. Comment, dans ces circonstances, l'État [*guojia* 國家] a-t-il pu subsister ? [...] La principale raison en est que, depuis deux mille ans, le système des examens a été appliqué » (Discours de Jiang Kanghu lors de la remise des diplômes du *gakaō* de la capitale de 1940, *KG*, n°7, p. 46). Une fois n'est pas coutume, Jiang mentionna ce jour-là la contribution du « président Sun » au système des examens. Le fait que son discours ait été prononcé en présence de Wang Jingwei explique peut être cette particularité.

5.1.3. L'entreprise de recrutement

5.1.3.1. L'appel aux fonctionnaires du Gouvernement nationaliste

Si le recrutement de responsables politiques par le Mouvement de paix prit la forme de tractations qui s'étalèrent sur de nombreux mois avant l'inauguration du nouveau régime, celui des fonctionnaires intermédiaires passa, en premier lieu, par un appel lancé le 30 mars 1940 :

Aux fonctionnaires en service à Chongqing et ailleurs, [...] nous proclamons en toute sincérité que chaque fonctionnaire doit, à compter de cette déclaration, rentrer à Nanjing et se faire connaître [*huijing baodao* 回京報到] dans les plus brefs délais. Après vérification, les personnes s'étant présentées, retrouveront toutes, sans exception, leur poste, rang et traitement d'origine.¹

Autrement dit, de la même manière que le gouvernement nationaliste faisait son « retour à la capitale », ses fonctionnaires étaient invités à rejoindre le poste qu'ils avaient laissé vacant en suivant le gouvernement de Jiang Jieshi à Chongqing². À cet effet, un « décret sur la titularisation des fonctionnaires s'étant présentés à la capitale » (*gongwuyuan fanjing baodao ji renyong banfa* 公務員返京報到及任用辦法) fut promulgué le 24 août 1940³. Reprenant les termes du manifeste, il restreignait cette mesure aux seuls « fonctionnaires actuellement en service à Chongqing et ailleurs [*xianzai Chongqing ji ge di fuwu zhong* 現在重慶及各地服務中] », excluant les « dispersés [*shusanzhe* 疏散者] » ayant perdu leur poste entre temps. Les premiers devaient se présenter à leur bureau d'origine avant le 30 septembre 1940 et fournir les documents attestant de leur bon droit. Les agents à partir du rang de *jianren* devaient, en outre, produire une garantie signée⁴. Une fois accomplies ces formalités, ils seraient « mis à l'essai [*shiyong* 試用] » pendant deux mois. Si, à l'issue de cette période, ils présentaient d'« excellentes notes et un comportement irréprochable [*chengji youliang pinxing duanzheng* 成績優良品行端正] », leurs supérieurs pourraient envoyer les documents les concernant au ministère du Personnel afin qu'ils soient titularisés⁵.

Les sources ne permettent pas de déterminer le nombre de fonctionnaires recrutés de cette manière mais on peut, sans risque de se tromper, affirmer qu'il fut insignifiant, voire nul⁶. La

¹ « Guomin zhengfu huandu xuanyan 國民政府還都宣言 (Manifeste du gouvernement national de retour à la capitale) », 30 mars 1940, ZG, n°1, p. 2. Cet appel fut largement diffusé puisqu'on le retrouve jusque dans les pages internationales de la presse française (« Décisions de la conférence centrale politique », *Le Temps*, 31 mars 1940, p. 2).

² Si l'on ne tenait pas ce « retour à la capitale » pour fictif, le terme « recrutement » serait donc impropre. C'est précisément parce que les fonctionnaires passés par cette voie (et incarnant par conséquent, plus que toute mesure législative, cette continuité étatique revendiquée par Nanjing) étaient peu nombreux, qu'il y a lieu de considérer le *huandu* comme une fiction.

³ KG, n°4, p. 32.

⁴ *Ibid.* L'existence d'un garant permettait au régime de s'assurer de la loyauté des fonctionnaires ayant des responsabilités (très limitées dans le cas des *jianren*).

⁵ *Ibid.*

⁶ Dans le cas contraire, la propagande du régime n'aurait pas manqué de se féliciter de ce nombre qui serait ainsi apparu dans les sources.

responsabilité de cet échec fut officiellement rejetée sur Chongqing, accusée de « bloquer les routes et de couper les lignes de transport, empêchant ainsi les nombreux fonctionnaires de tous rangs aspirant à la paix [*xinxiang heping* 心向和平] de rentrer à la capitale pour occuper leur poste [*gongzhi* 供職] »¹.

En visant spécifiquement les agents en poste à Chongqing, le régime de Nanjing cherchait non seulement à matérialiser son statut revendiqué de continuateur légitime du gouvernement d'avant-guerre, mais également à affaiblir concrètement le camp adverse en le privant de son personnel. Lors d'une discussion à ce sujet avec Chen Qun, le 7 juillet 1939, Wang Jingwei avait d'ailleurs affirmé que le recrutement de ces fonctionnaires « aurait pour fonction de déstabiliser le gouvernement de Chongqing »².

Si cette politique connut donc un échec patent en ce qui concerne les agents en poste à Chongqing, elle attira en revanche un certain nombre de « fonctionnaires maintenus en poste sans solde en raison des incidents [*yin shibian er liuzhi tingxin* 因事變而留職停薪]³ ». Ces agents en congé forcé formaient la catégorie intermédiaire des fonctionnaires perdus en route, qui n'avaient ni retrouvé un emploi en zone libre ni intégré l'administration des premiers gouvernements de collaboration et qui étaient, pour cette raison, davantage susceptibles de chercher un emploi⁴. Un document du Yuan d'examen de juillet 1940 traitant de leur titularisation les présente comme « des hommes de talent ayant une longue expérience [*fuwu yousu* 服務有素] qui peuvent donc servir »⁵. Bien que moins désirable que celle des agents en poste à Chongqing, cette sous-catégorie des fonctionnaires « de retour à la capitale » était néanmoins clairement distincte de celle des « dispersés » ; preuve que le Yuan d'examen n'entendait pas transiger avec la réglementation censée garantir la continuité de l'État. Par exemple, la demande de réaffectation d'un certain Yin Maozhang 殷懋張 revendiquant le statut de « fonctionnaire maintenu en poste sans salaire suite à la guerre » fut rejetée le 21 mai 1941 par le ministère du Personnel car il s'était

¹ *KG*, n°8, p. 9. Citation extraite de la demande faite le 28 novembre 1940 lors de la 28^e session du Comité politique central par 22 dirigeants à Wang Jingwei pour qu'il « accepte » d'être nommé président (*zhuxi*). Nous avons vu que cette nomination, concomitante à la signature du Traité de base, marquait une rupture partielle avec la fiction du *huandu*, qu'avait notamment symbolisé le maintien (malgré lui) de Lin Sen au poste de *zhuxi* (partie 3.1.1.2). La reconnaissance voilée de l'échec du retour des fonctionnaires de Chongqing était donc partie prenante de cette rupture.

² *WGC*, p. 160-161.

³ L'emploi en chinois du terme officiel japonais *jihen* (incident ou incidents), et non pas celui de « guerre de résistance », traduisait chez les collaborateurs une euphémisation de la guerre semblable à celle en cours au Japon, qui visait à ne pas accabler le « pays ami ». Le terme *Shina*, très péjoratif en chinois, était toutefois absent.

, évacuant ainsi non seulement l'implication du « pays ami » mais aussi celle du GMD dont l'administration de Nanjing se réclamait.

⁴ Leur cas correspondait donc, dans le décret du 24 août 1940, aux agents en poste (du moins officiellement) dans « différents lieux [*ge di* 各地] ».

⁵ *KG*, n°3, p. 17.

avéré que le requérant avait perdu son poste depuis trois ans (c'est-à-dire depuis le transfert du gouvernement) et relevait donc de la catégorie des « dispersés »¹.

Dans certains cas, les fonctionnaires souhaitant bénéficier du décret ne pouvaient le faire car leur service d'origine se trouvait en dehors de la zone occupée. Ainsi, Liu Enfu 劉恩福, reçu au *gaokao* de 1935 dans la catégorie travaux publics (*jianshe* 建設) et spécialisé dans la pisciculture (*shuichan* 水產), explique dans une pétition avoir travaillé au rang de *jianren* 薦任 dans l'administration provinciale du Fujian jusqu'en août 1938 ; date à laquelle toutes les infrastructures côtières avaient cessé de fonctionner :

Convaincu que la guerre allait se prolonger et que les forces du pays s'étaient effondrées, j'éprouvais un grand désespoir. J'ai alors quitté la zone des combats car j'avais foi dans le salut national par la paix [*heping jiuguo* 和平救國]. En avril dernier [1940], après avoir envoyé mon dossier au Yuan d'examen et au ministère du Personnel pour vérification, j'ai reçu du Yuan d'examen une confirmation légale de ma qualification [*fading zige* 法定資格]. Cette année, le Gouvernement national est rentré à la capitale, rétablissant le gouvernement légitime [*chongguang fatong* 重光法統]. [...] mais le gouvernement provincial du Fujian n'a pour l'instant pas encore été restauré et la province est toujours dans la zone des combats. Aussi m'est-il impossible de retrouver mon poste.²

Ayant vu que le *gaokao* organisé par le gouvernement de Nanjing en 1940 comprenait des épreuves dans sa spécialité, Liu Enfu demande s'il pourrait obtenir un poste au ministère de l'Agriculture et des Mines ou bien au Conseil des affaires politiques de Chine du Nord³.

Dans certains cas, le recrutement de membres du GMD et, plus largement, de personnalités de la société civile, se fit de manière forcée sous la menace des services de sécurité du régime. Le 9 septembre 1940, le gouvernement répondit ainsi à une demande du ministère de la Police qui avait reçu un courrier de Fan Zhongyun 樊仲雲, vice-ministre de l'Éducation et président de l'Université centrale, transmettant la pétition de Jin Moyun 金摩雲 qui était sous le coup d'un

¹ *KG*, n°13, p. 30. La réponse (*pi* 批) à la pétition (*cheng* 呈) de Yin Maozhang conseillait à ce dernier de se présenter à son ancien service pour faire une demande d'aide financière (*ibid.*).

² *KG*, n°7, p. 39. La reprise par Liu Enfu du discours officiel pour mieux défendre sa cause rappelle ce « langage de la collaboration » évoqué par Brook à propos d'une lettre envoyée en janvier 1939 par un groupe de résidents de Shanghai au gouvernement pro-japonais local, dans laquelle ses auteurs reprennent la rhétorique du « Nouvel ordre » diffusée par la propagande japonaise : « This was a transaction between two parties [...] Someone in the chain of communication may have believed every word written, but we have no evidence of that. [...] Look at this rhetoric instead as an exchange. Managing needs and interests within the new order might well mean parroting the hyperboles of Japanese propaganda in order to get what one needed. Guaranteeing that one's language was politically appropriate to the occasion for asking and giving favors was simply what one did to get things done in the new environment. [...] Occupation creates collaboration, but the need to collaborate in turn creates the appearance of collaborating » (*Occupation, op. cit.*, p. 8-9). Cf. les concepts de *public* et *hidden transcripts* de James C. Scott évoqués en Introduction.

³ *Ibid.* Nous verrons que le *gaokao* dont il est ici question fut organisé à Beijing ce qui explique que Liu Enfu pense trouver un poste dans le Nord. Le ministère du Personnel transmit sa pétition au Yuan d'examen en indiquant, à la suite de celle-ci, qu'en vertu du « règlement sur l'affectation des reçus au *gaokao* » d'octobre 1933, cette demande de réaffectation était recevable. Il était cependant à craindre, poursuit le commentaire, qu'en raison du grand nombre de personnes reçues au *gaokao* ayant perdu leur emploi à cause de la guerre, des demandes de ce type posent problème (*ibid.*). On ne sait pas quelles furent les suites de ce courrier.

mandat d'arrêt lancé contre lui par le nouveau régime¹. Dans un long plaidoyer *pro domo*, Jin revient sur sa carrière depuis son engagement en faveur du GMD durant ses années d'études à Fudan qui l'avait amené, après 1926, à participer à la purge des Communistes avant d'être nommé au bureau local du GMD à Taicang (Jiangsu). Il avait ensuite repris des études de droit à l'Université Dongwu (Suzhou) et commencé à travailler pour un journal. Dès la publication du télégramme du 31 décembre 1938 à l'origine du Mouvement de paix, Jin avait été impressionné, écrit-il, par la « perspicacité du président Wang [*Wang zhuxi yi xianzhi xianjue zhi jingshen* 汪主席以先知先覺之精神] »², mais, influencé par son entourage et trompé par la presse, il ne s'était pas engagé en faveur de la paix. Ce n'est qu'après la publication du mandat d'arrêt à son encontre qu'il avait compris son erreur. Sur les conseils d'amis travaillant déjà pour le gouvernement – Fan Zhongyun et son adjoint Qian Weizong 錢慰宗 – Jin avait donc quitté la profession de journaliste et s'était rendu aux autorités afin de « venir à la capitale pour occuper un poste [*laijing renzhi* 來京任職] »³. Constatant les « remords sincères » de Jin, le gouvernement de Wang Jingwei leva le mandat⁴.

Parallèlement à cette entreprise de recrutement des agents de l'administration *stricto sensu*, des efforts furent entrepris en direction de catégories spécifiques de la fonction publique, en particulier des enseignants. Ces derniers avaient déjà fait l'objet de toutes les attentions (et parfois de menaces) à la veille de la formation du nouveau gouvernement en 1939. Une campagne de communication les visant fut de nouveau lancée en janvier 1942. Elle était menée par Chu Minyi et Ding Mocun, dont le ministère des Affaires sociales était la cheville ouvrière de l'entreprise de recrutement et, plus généralement, de mobilisation des différents corps de la société en faveur du gouvernement⁵.

La continuité étatique *légitime* censée découler du ralliement des fonctionnaires du Gouvernement nationaliste en poste au moment du *huandu* et de membres du GMD fut donc bien maigre. Si continuité il y eut, ce fut d'abord celle de l'État d'occupation lui-même. Ce second type de continuité n'était pas antithétique au premier puisque de nombreux fonctionnaires intermédiaires employés par les gouvernements de collaboration au début de la guerre étaient issus de l'administration nationaliste. Il existait donc bien, dans une certaine mesure, une

¹ ZG, n°72, p. 3-5. Les raisons de ce mandat ne sont pas précisées mais on comprend que Jin avait dû critiquer le Mouvement de paix dans la presse.

² *Ibid.*, p. 4.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 5.

⁵ Margerie (Shanghai) à Pékin, « Activités du Gouvernement de Nankin à Shanghai », télégramme n°44, 10 janv. 1942, ADF 327. Nous verrons plus bas à propos de l'administration locale que le corps enseignant fournit une partie des effectifs aux gouvernements de district en raison de la fermeture de nombreuses écoles au début de la guerre. Nanjing chercha à reconstruire le système éducatif en zone occupée dans lequel il voyait, à raison, un moyen de rétablir l'ordre social et un instrument pour gagner, à terme, la loyauté de la jeunesse (voir Pan Min, *Jiangsu riwei...*, *op. cit.*, p. 79-86 et Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, chap. 4).

continuité de fait entre l'État d'avant-guerre et l'État d'occupation. Cependant, la notion de *fatong* (gouvernement légitime) reposait sur l'absence de rupture. Or des fonctionnaires ayant travaillé pour les premiers gouvernements de collaboration incarnaient cette rupture par opposition à ceux visés par le décret du 24 août 1940. Nous allons voir comment le nouveau régime eut recours à une « rustine légale » afin de concilier le *huandu* juridique avec les contraintes nées de la formation de l'État d'occupation.

5.1.3.2. Intégrer le personnel en place

L'intégration dans le cadre juridique du nouveau régime des fonctionnaires travaillant sous les premiers gouvernements de collaboration fit l'objet d'une décision adoptée lors de la 2^e session du Comité politique central (6 avril 1940) prévoyant que « les fonctionnaires du Gouvernement réformé ser[ai]ent titularisés par le nouveau gouvernement central dans la mesure du possible [*jinliang renyong 盡量任用*] »¹. Il en allait de même pour les agents du Gouvernement provisoire qui intégreraient, « dans la mesure du possible », le Conseil des affaires politiques de Chine du Nord². Cette décision, qui allait à l'encontre du *huandu* juridique, entraîna au fil des mois de nombreux problèmes dans la gestion des carrières administratives, comme nous le montrerons plus bas à propos des évaluations et des indemnisations. En cherchant à résoudre ces problèmes de manière pragmatique, le ministère du Personnel contribua au bricolage juridique par lequel Nanjing s'efforça de sauver le discours selon lequel il incarnait le gouvernement légitime (*fatong*)³. La plus importante faille juridique menaçant cette revendication concernait en effet la « loi sur la titularisation des fonctionnaires » dont on a vu, dans la partie précédente, qu'elle constituait le pilier du système de gestion du personnel. Autrement dit, titulariser des agents issus des premiers gouvernements de collaboration aurait contraint le gouvernement nationaliste de Wang Jinwei à reconnaître une rupture du *fatong*. La « rustine légale » utilisée pour dissimuler cette rupture consista en une intégration *a posteriori* des premiers gouvernements de collaborations dans le *fatong* au moyen d'une réécriture de l'histoire de l'État d'occupation :

Le Gouvernement provisoire et le Gouvernement réformé trouvent leur origine dans les régimes locaux mis en place par la population [*renmin suo zucheng zhi yi zhong difang zhengquan 人民所組成之一種地方政權*] durant la période comprise entre le transfert du Gouvernement national à l'Ouest [*guofu xiqian 國府西遷*] et le retour à la capitale afin de maintenir l'ordre et de venir en aide aux réfugiés. Au moment du retour à la capitale, ils se sont immédiatement unifiés sous l'autorité du Gouvernement national [*tongyi yu guofu 統一於國府*]. Par conséquent, on peut considérer que, durant leur période d'existence, le Gouvernement provisoire et le Gouvernement réformé sont toujours restés sous l'autorité du Gouvernement national [*guofu tongzhi zhi xia 國府統治之下*]. Aussi, le ministère du Personnel propose que soit reconnu aux anciens agents du

¹ KG, n°7, p. 29.

² ZG, n°24, p. 3.

³ Voir partie 3.1.2.2.

Gouvernement provisoire et du Gouvernement réformé le droit de bénéficier de l'article 6 du règlement détaillé d'application de la loi sur les titularisations [*renyongfa shixing xize* 任用法施行細則]¹.

Suite à l'approbation du Yuan d'examen, le ministère du Personnel envoya à l'ensemble des organes de l'État une lettre officielle (*gonghan* 公函), le 9 juin 1942, précisant l'interprétation qui devait être faite de cet article 6. Celui-ci stipulait que « la loi sur les titularisations considère comme ayant occupé un poste [*zengren zhiwu* 曾任職務] les seuls agents l'ayant fait sous l'autorité du Gouvernement national »². Selon ce même courrier, l'inclusion des fonctionnaires des anciens gouvernements dans cette catégorie grâce à l'interprétation citée plus haut prenait pour base juridique un passage du « Manifeste du retour à la capitale » saluant le rôle de ces gouvernements³. Peu de temps après, la municipalité spéciale de Wuhan, dont on a vu (2.2.3.2) qu'elle avait été formée, au cours de l'année 1939, indépendamment des gouvernements provinciaux de Beijing et Nanjing, demanda à son tour que cette interprétation soit étendue à ses agents⁴.

La question du recrutement des fonctionnaires est donc révélatrice de la façon dont se déroula la greffe du système nationaliste sur l'État d'occupation entamée en 1939. Loin d'avoir abouti au moment de l'inauguration du régime, en mars 1940, l'intégration des organisations politiques dans ce nouveau moule prit la forme d'un lent processus d'adaptation au cours duquel le moule lui-même se déforma plus souvent qu'il ne parvint à contraindre son objet. Ce fut le cas, de manière exemplaire, des institutions du système de gestion du personnel administratif. Le cadre juridique censé garantir un recrutement des fonctionnaires conforme au *fatong* se révéla largement inutile faute de candidats. Le droit administratif hérité de la « décennie de Nankin » fut néanmoins appliqué tel quel (ou presque), avant que sa mise en pratique ne mette au jour un grand nombre de failles menaçant de faire s'effondrer la fiction du *huandu* et, plus simplement, de compliquer le travail bureaucratique en conduisant dans des impasses de nombreuses procédures, à commencer par la titularisation des agents. Les « rustines légales » apposées sur ces failles consistèrent

¹ Directive du Yuan d'examen approuvant cette pétition du ministère du Personnel le 4 mars 1942 (*KG*, n°23, p. 23-24). Nous avons déjà présenté les considérations juridiques

² *KG*, n°26, p. 31-32. En d'autres termes, les fonctionnaires issus des anciens gouvernements de collaboration souhaitant faire valoir leurs états de services (*zili* 資歷) lors de l'évaluation préalable à la titularisation se trouvaient exclus de cette clause.

³ Voir partie 3.1.2.2.

⁴ Pétition transmise le 13 août 1942 par le Yuan d'examen au gouvernement qui l'approuva le 27 août (*KG*, n°28, p. 22-23 et 7). On trouve, là encore, une réécriture des événements visant à rattacher l'État d'occupation du Hubei au *fatong* : « après le déclenchement des incidents en 1938, comme il n'y avait plus aucun responsable sur place, des personnalités locales ont organisé le Comité de maintien de l'ordre de Wuhan [...]. Avec le soutien de la population locale, le gouvernement de la municipalité spéciale de Wuhan a été établi en avril 1939. Il a réprimé les bandits et restauré la sécurité [...] Ces circonstances étant identiques à celles du Gouvernement provisoire et du Gouvernement réformé, le gouvernement de Wuhan était, lui aussi, un régime local provisoire » (*ibid.*, p. 23).

notamment en une mise en récit de l'État d'occupation par lui-même visant à interposer ses strates initiales dans le fil supposément ininterrompu de la légitimité de l'État nationaliste. Ce processus d'adaptation fut souvent le résultat des revendications exprimées par les acteurs de l'État d'occupation se trouvant lésés par la réorganisation de ce dernier. À cet égard, ces revendications participèrent de la formation de l'État d'occupation. Leur étude conduit donc à mettre au jour les points de suture de la greffe de l'État légal d'avant-guerre sur ce dernier. Par ailleurs, elles témoignaient des progrès réalisés par le nouveau gouvernement central dans l'unification sous son autorité d'une partie de l'administration en zone occupée. On a vu que Julia C. Strauss interprétait l'importance croissante accordée par les fonctionnaires à la titularisation par le Yuan d'examen comme une preuve de l'institutionnalisation de ce dernier au milieu des années 1930. De la même manière, on peut considérer que la pétition de l'administration municipale de Wuhan pour que ses agents bénéficient de cette même titularisation était le signe de tels progrès, plus de deux ans après le « retour à la capitale ».

Cette adaptation des institutions ne constitue cependant que l'un des aspects de l'histoire de la formation de l'État d'occupation dont la véritable substance, on l'a dit, est à chercher dans les hommes qui le firent fonctionner.

5.2. Le personnel administratif du gouvernement de Wang Jingwei

5.2.1. Périmètre et taille de la fonction publique

5.2.1.1. La question du statut

L'étude des fonctionnaires du gouvernement de Wang Jingwei en tant que groupe social suppose, tout d'abord, d'en déterminer le périmètre et la taille. Avant même de chercher à quantifier ce groupe, il est impératif d'en tracer les limites et donc de définir ce que recouvrait la notion de « fonctionnaire » sous le gouvernement de Nanjing. La définition officielle donnée par ce dernier, sur le modèle d'avant-guerre, était la suivante : « Le terme fonctionnaire [*gongwuyuan* 公務員]¹ désigne les personnes occupant les charges de *jianren* [簡任], *jianren* [薦任] et *weiren* [委任] placées sous l'autorité du gouvernement national ». La fonction publique régulière était en effet divisée en trois rangs dont les titres respectifs dépendaient de l'autorité qui les nommait :

1. *jianren* 簡任 : sélectionné par le président ou le président du Yuan exécutif ;
2. *jianren* 薦任 : recommandé par son supérieur au président² ;
3. *weiren* 委任 : nommé par son supérieur sans approbation supérieure nécessaire³.

L'accès à chacun de ces rangs dépendait d'un certain nombre de conditions (ancienneté, contribution à la cause nationaliste, réussite aux concours, etc.) stipulées dans la « loi sur la titularisation des fonctionnaires »⁴. À son sommet, ce corps était délimité par la frontière, souvent floue, séparant la sphère des dirigeants chargés des « affaires politiques » (*zhengwuguan* 政務官), de celle des agents d'exécution (*shiwuguan* 事務官)⁵. À sa base, il était distinct du groupe mal

¹ Le terme *gongwuyuan* était le plus fréquent dans l'administration nationaliste mais pas le seul puisqu'il était également fait usage de : *gongzhi ren yuan* 公職人員, *zhiyuan* 職員, *shiwu ren yuan* 事務人員, *xingzheng ren yuan* 行政人員. Il s'était imposé sous l'influence de l'effort de standardisation soutenu par l'« école de l'efficacité administrative » et les agents du Yuan d'examen (Strauss, « *Wenguan* ("Lettered Official"), *Gongwuyuan* ("Public Servant"), and *Ganbu* ("Cadre"): The Politics of Labelling State Administrator in Republican China », *Indiana East Asian Paper Series*, n°6, juillet 1995, p. 40 sqq.). Nous verrons que les différents termes utilisés pour désigner les fonctionnaires participaient d'idéologies administratives spécifiques (partie 6.1.1.2).

² La transcription des deux premiers rangs étant identique (*jianren*), nous indiquerons les caractères 簡任 lorsqu'il est (moins fréquemment) question du rang 1 et la transcription seule pour le rang 2.

³ ZG, n°318, p. 7. Deux rangs supérieurs – *xuanren* 選任 et *teren* 特任 – existaient également. À l'exception de ces deux derniers, chaque rang (*renbie* 任別) était subdivisé en grades (*jibie* 級別) correspondant chacun à un salaire spécifique (voir Annexe 2.12). Le système *jian-jian-wei* avait été adopté en 1906 dans le cadre des *xinzheng* afin d'intégrer une partie de la bureaucratie informelle des clerks (Luca Gabbiani, « 'The Redemption of the Rascals': The Xinzheng Reforms and the Transformation of the Status of Lower-Level Central Administration Personnel », *Modern Asian Studies*, vol. 37, n° 4, oct. 2003, p. 812).

⁴ Nous avons vu que le gouvernement de Wang Jingwei s'était inspiré de la version de 1935 de cette loi en modifiant légèrement certains articles (ZZW, vol. 7, p. 252-264).

⁵ Cette délimitation posait problème dans le cas des agents de rang *jianren* 簡任 dont une partie appartenait à la catégorie des *zhengwuguan*, exemptée d'évaluation, comme le montre une directive du Yuan exécutif du 16 septembre 1940. Celle-ci rappelle qu'en vertu d'une directive du Comité politique central de 1930, sont considérés comme *zhengwuguan* les agents dont la nomination passe par une décision de ce même Comité, à

défini des assistants (*zuoli renyuan* 佐理人員 ou *zuozhi renyuan* 佐治人員¹) sur lesquels s'appuyaient les fonctionnaires et dont l'embauche par chaque bureau n'était pas fixée par un quota comme c'était le cas des postes formels². Ce groupe subalterne et hétérogène qui comprenait aussi bien des clercs chargés des travaux d'écriture, des techniciens ou encore des agents d'entretien était donc défini, en creux, par le fait que ces derniers n'étaient pas titularisés à l'issue d'un examen mais étaient simplement des « engagés » (*pinren* 聘任) ou « employés » (*guyuan* 僱員)³. La catégorie des fonctionnaires *stricto sensu* ne représentait, par conséquent, qu'une petite partie de l'ensemble des personnes travaillant sous le gouvernement de Nanjing. Cherchant, on l'a vu, à étendre son périmètre d'intervention plus loin que ne l'avaient jamais fait les gouvernements chinois précédents, ce dernier s'appuya, sous l'échelon du district, sur des milliers d'agents n'appartenant pas à la catégorie des fonctionnaires mais qui n'en étaient pas moins, aux yeux de la population, les représentants de l'appareil bureaucratique composite sur

savoir : le président (*zhuxi*), les présidents et vice-présidents de chaque Yuan, les ministres, les présidents de comité, les gouverneurs et chef de bureau (*tingzhang* 廳長) de chaque province, les maires des villes spéciales, les ambassadeurs et autres envoyés spéciaux (*teren tepai guan* 特任特派官). Par la suite, cette catégorie fut étendue aux vice-chefs des Affaires politiques (*zhengwu cizhang* 政務次長), vice-ministres et vice-présidents de comité. Le document ajoute que, « bien que le périmètre de la catégorie *zhengwuguan* n'ait pas fait l'objet d'une nouvelle décision depuis le retour à la capitale, les nominations successives de fonctionnaires par le Comité politique central n'ont pas outrepassé les limites de la catégorie telles qu'elles avaient été définies auparavant (hormis dans le cas de la nomination des vice-chefs des Affaires courantes de chaque ministère) » (*NG*, n°6, p. 12). L'introduction de cette distinction vers 1930 témoignait de la volonté de créer un corps dépolitisé de techniciens de l'État : « administrative reformers in the newly constituted Guomintang state attempted, without great success, to institute an American-style hard-and-fast division in the state bureaucracy between political appointees (*zhengwuguan*), who would invariably be Guomintang party members, and "careers" or "functional" appointees (*shiwuguan*), who, chosen on the basis of their technical or practical knowledge, might well not be Party members » (Strauss, « *Wenguan...* », art. cit., p. 36). Reste la question des magistrats de district dont le statut continua à faire débat sous l'occupation. Considérant qu'ils jouaient un rôle de première importance, notamment lorsque leurs pouvoirs furent augmentés par Nanjing au milieu de l'année 1944, certains souhaitaient leur donner le statut de *zhengwuguan*. Leurs contradicteurs considéraient, au contraire, qu'il était préférable qu'ils restent des *shiwuguan* afin que les changements politiques au sommet de l'État n'affectent pas la continuité de l'administration au niveau local (He Zhongying 何仲英, « *Xianzhang wenti* 縣長問題 (La question des magistrats de district) », *Zhengzhi yuekan*, vol. 7, n°4, avril 1944, p. 7).

¹ La définition de cette dernière catégorie n'est pas très claire. Elle semble par endroit concerner la bureaucratie informelle mais est parfois utilisée pour désigner le personnel formel. Ainsi, l'École de formation pour l'administration de district comportait une classe de *xian zuozhi* destinée à former les futurs chefs de bureau et de section (voir 5.3.1.2).

² On l'a vu dans le cas du Yuan d'examen (*KG*, n°7, p. 348-353.). Comme à l'époque impériale, la question des assistants était particulièrement prégnante dans le cas des administrations de district qui, en raison de l'étendue des compétences confiées aux magistrats de district (collecte des impôts, justice, maintien de l'ordre, etc.) ne pouvaient fonctionner sans ce personnel subalterne. Dans la lignée des *xinzheng*, le Gouvernement nationaliste avait poursuivi l'intégration de ce personnel, notamment en définissant plus clairement dans le « règlement sur la titularisation du personnel administratif des district » (7 déc. 1935) la gestion des carrières pour les chefs de bureau, de section et leurs subalternes. Dans les faits, leur embauche était restée à la discrétion des magistrats de district. Le débat concernant leur formation, leur promotion et la sécurité de leur emploi (qui dépendait donc de la bonne volonté du *xianzhang*) se poursuivait au sein de l'État d'occupation comme le montre cet article qui dresse le bilan et trace les perspectives de ce débat : He Zhongying, « *Xian zuozhi renyuan wenti* 縣佐治人員問題 (La question des assistants de district) », *Zhengzhi yuekan*, vol. 7, n°5, mai 1944, p. 49-53.

³ Au ministère de l'Éducation qui lui demandait si les fonctionnaires de la Bibliothèque nationale (*Guoli tushuguan* 國立圖書館) devaient passer une évaluation, le ministère du Personnel répondit ainsi, en août 1940, par la négative au motif que ces employés relevaient du type *pinren* (*KG*, n°5, p. 64-65).

lequel le centre tentait d'exercer son contrôle. À cet égard, la situation du gouvernement de Wang Jingwei était peu ou prou semblable à celle qui prévalait avant-guerre.

Le processus de formation particulier à l'État d'occupation obligea cependant l'administration de Nanjing à prendre en compte certaines catégories extérieures au corps des fonctionnaires tout en veillant à préserver l'intégrité statutaire de ce dernier. Ce fut le cas par exemple des collaborateurs locaux qui cherchèrent à profiter des avantages attachés au statut de fonctionnaire, comme le montre un courrier du ministère de l'Intérieur adressé le 7 avril 1941 au Yuan exécutif au sujet d'une pétition envoyée par le chef du siège provisoire de l'administration du district de Xinjian 新建 au Jiangxi, Li Huajue 李華覺¹. Ce dernier y recommandait un certain Hu Rong 胡容 du village de Lehua pour une pension de décès en récompense de ses services (*baoxu* 褒卹). La demande avait été, dans un premier temps, rejetée au motif que, Hu Rong n'étant pas « titulaire d'une charge de fonctionnaire [*fei xianren gongwuyuan* 非現任公務員] », son cas ne relevait pas du « règlement sur les pensions spéciales accordées aux fonctionnaires » (*gongwuyuan tezhong fuxu tiaoli* 公務員特種撫卹條例). Le ministère ajouta cependant que, sous réserve de fournir de nouvelles pièces au dossier, la demande était susceptible d'être acceptée dans la mesure où Hu Rong avait « œuvré de toutes ses forces pour le Mouvement de paix [*xuanli heyun* 宣力和運], organisé les secours [*banli jiuji* 辦理救濟] et réconforté les réfugiés [*fujū liuwang* 撫輯流亡] »²; bonnes actions qui pouvaient être couvertes par le « règlement sur les récompenses » (*baoyang tiaoli* 褒揚條例).

Autre exemple révélateur de la frontière qu'imposa la constitution, au sein de l'État d'occupation, d'une administration délimitée par les lois calquées sur la période d'avant-guerre : la question du statut des militants de la Ligue d'Asie orientale. Le bureau central (*zonghui*) de la Ligue soumit une demande au Yuan d'examen à propos de l'évaluation de la « qualification d'administrateur de son personnel [*gongzuo renyuan congzheng zige* 工作人員從政資格] » et de la possibilité d'ajuster le traitement de ce dernier sur celui du GMD³. Le bureau des Conseillers du Yuan d'examen répondit que la Ligue étant une « organisation de masse [*minzhong tuanti* 民眾團體] » assimilée légalement à une « personne morale [*shetuan faren* 社團法人] », ses agents n'étaient ni des fonctionnaires ni des employés du GMD et ne pouvait donc se voir appliquer la réglementation réservée à ces derniers⁴. La question de la frontière légale entre les différents corps

¹ *NG*, n°13, p. 31.

² *Ibid.*

³ *KG*, n°28, p. 28 (28 août 1942).

⁴ Se jugeant incompetent au sujet de la demande d'augmentation des salaires, le Yuan d'examen consulta le Comité politique central sans que l'on sache ce qu'il advint de cette demande. Le document rappelle que le décret sur l'évaluation des fonctionnaires avait déjà été abrogé (suite à l'adoption de la loi sur la titularisation) mais ne mentionne pas son équivalent pour le personnel du GMD (*dangwu gongzuo renyuan congzheng zige*

qui composaient la fonction publique au sens le plus large du terme n'était pas neuve. À partir du début du siècle, les distinctions statutaires de l'époque impériale avaient été, en partie, fondues dans de nouvelles catégories. Bien que plus poreuses, ces dernières ne signifiaient pas pour autant la disparition des oppositions formelles (en particulier entre fonctionnaires titulaires et employés). Les phases successives d'extension verticale de l'État au-delà de l'échelon du district, parmi lesquelles le *qingxiang* des années 1940, accélérèrent la massification de la fonction publique en visant à enraciner l'État central dans la société grâce à des milliers de structures semi-bureaucratiques. La formation de l'État dans le contexte des différentes tentatives de réunifier le pays, au tournant des années 1930 notamment, ajouta à la confusion en creusant le fossé séparant l'organisation formelle de l'administration et la réalité d'une bureaucratie dans laquelle seule une partie des agents en poste étaient titulaires. Le gouvernement de Wang Jingwei hérita de toutes ces difficultés auxquelles vinrent s'ajouter, on l'a dit, des circonstances aggravantes : intégration avortée de gouvernements rivaux, échec de l'entreprise de recrutement et, englobant le tout, ingérence à tous les niveaux d'une puissance étrangère. À cette confusion des statuts venait s'ajouter celle des effectifs.

5.2.1.2. Effectifs

La question du nombre des agents de l'État est centrale à la fois parce qu'elle est corrélée aux poids et périmètre de celui-ci mais également parce que le calcul et la perception de ce nombre sont révélateurs d'un « souci de soi de l'État »¹. Ces aspects sont, l'un comme l'autre, indissociables de la modernisation des organisations bureaucratiques dont l'une des principales caractéristiques est le développement de la technique statistique appliquée à l'action publique en général et au fonctionnement interne de l'administration en particulier. Émilien Ruiz rappelle ainsi que « le développement de l'État et la construction d'une statistique administrative sont les deux faces d'un même processus », avant de résumer son propos en deux formules limpides : « l'État doit *compter pour gouverner* » et « l'État doit *se gouverner pour gouverner* »². On retrouve là l'une des raisons d'être du Yuan d'examen qui fut notamment créé pour accompagner la massification du fonctionariat que connut la Chine du premier XX^e siècle. En effet, l'un des traits les plus saillants de l'État chinois durant cette période fut le changement de paradigme qu'il opéra par rapport à l'État impérial quant à son poids idéal. Pour autant qu'il soit possible de

zhenshen tiaoli 黨務工作人員從政資格甄審條例) pourtant publié dans le *Journal officiel* deux mois plus tôt et identique à sa version d'octobre 1936 (*KG*, n°26, p. 41-42). Ce dernier montre que le personnel de l'administration du GMD était intégré au système *jian-jian-ren* (art. 7-9).

¹ Philippe Bezes, *Réinventer l'État : Les réformes de l'administration française (1962-2008)*, Presses Universitaires de France, 2009, p. 61, cité in Émilien Ruiz, « Trop de fonctionnaires ? Contribution à une histoire de l'État par ses effectifs (France, 1850-1950) », thèse de doctorat, EHESS, 2013, p. 698.

² *Ibid.*, p. 44-45.

résumer plusieurs siècles d'évolution en une phrase, l'État impérial faisait rimer efficacité avec légèreté en ne s'appuyant, formellement, que sur un nombre très réduit d'agents et en prélevant peu d'impôts¹. Ce type de gouvernance n'était, dans les faits, possible qu'au prix d'un grand décalage entre « l'image idéale de l'État non interventionniste »² et la réalité des pratiques administratives : emploi d'un nombre important de fonctionnaires informels et prévarication systémique³. Par contraste, l'État chinois tel qu'il se développa à partir de la première décennie du XX^{ème} siècle chercha à étendre son périmètre d'intervention, ce qui supposait un accroissement du poids de la machine étatique (densification du maillage administratif nécessitant plus de fonctionnaires et donc plus d'impôts). Bien que ce phénomène soit bien documenté et analysé pour la période de la « décennie de Nankin », il n'existe aucun chiffre exact des effectifs de la bureaucratie du Gouvernement nationaliste dans son ensemble (personnel semi-bureaucratique compris)⁴. Cette tendance s'accéléra après le déclenchement de la guerre sino-japonaise⁵. La hausse du nombre d'agents fut particulièrement sensible dans l'administration locale que l'État nationaliste, dans la lignée de ses prédécesseurs, tenta d'étendre au-delà de l'échelon du district (*xian*)⁶.

Qu'en fut-il sous l'occupation ? Apporter une réponse précise à une telle question supposerait de pouvoir s'appuyer sur des statistiques fiables et complètes. Or, plus encore que pour la « décennie de Nankin », celles-ci sont douteuses et lacunaires du fait de la nature même d'un État d'occupation composé d'organisations disparates dont une partie des archives a été

¹ Les estimations varient d'une période à l'autre. Concernant la fin du XIX^e s., l'État Qing aurait compté un total d'environ 23 000 agents titulaires (2 622 dans l'administration centrale, 13 007 dans l'administration locale et 7 464 fonctionnaires militaires), soit, en moyenne, 300 000 administrés par magistrat de district (contre un fonctionnaire pour 3000 administrés en France à la veille de la Révolution). Chiffres donnés par Wang Qisheng, « Zhanqian Zhongguo de quxiang xingzheng », art. cit., p. 69-70.

² Pierre-Étienne Will, « Appareil d'État et infrastructure économique dans la Chine prémoderne », in Roland Lew (dir.), *Bureaucraties chinoises*, l'Harmattan, 1986, p. 16.

³ Sur ce décalage qui varia selon les périodes, voir notamment Will, « Bureaucratie officielle et bureaucratie réelle : Sur quelques dilemmes de l'administration impériale à l'époque des Qing », *Études chinoises*, vol. 8, n°1, 1989, p. 69-142.

⁴ Strauss, « The Evolution of Republican Government », art. cit., p. 346. En revanche, les effectifs précis des fonctionnaires *stricto sensu* existent bien. Il y aurait eu 46 266 agents en 1932, 214 227 en 1935, 326 201 en 1937, 550 149 en 1941, 774 097 en 1945 et 998 045 en 1949. Voir les statistiques complètes comparées à la population totale in He Jiawei 何家偉, *Guomin zhengfu gongwuyuan fengji fuli zhidu yanjiu* 國民政府公務員俸給福利制度研究1928-1929 (Étude du système de traitement et de protection sociale des fonctionnaires du Gouvernement nationaliste, 1928-49), Fuzhou, Fujian renmin chubanshe, 2010, p. 283.

⁵ Le nombre d'agents dépendant du gouvernement de Chongqing aurait été multiplié par quatre ou cinq, voire plus, par rapport aux effectifs d'avant-guerre (*ibid.*).

⁶ Dans un article paru en décembre 1942 dans la revue *Renshi xingzheng* 人事行政 (administration du personnel), Gan Naiguang, dont on vient de voir le rôle au sein de l'« école de l'efficacité administrative », estimait à 13 millions le nombre d'agents nécessaires pour faire fonctionner une telle administration sous les districts à l'échelle du pays (cité in Wang Qisheng, « Zhanqian Zhongguo de quxiang... », art. cit., p. 70). Au moment du lancement du « système des nouveaux districts » (*xinxianzhi*) en 1939, le Gouvernement nationaliste avait estimé que 8,5 à 9 millions d'agents seraient nécessaires pour administrer les 1 300 districts du pays : 1 302 magistrats de district ; 52 180 fonctionnaires ; 237 272 chefs de cantons ; 6 559 817 chefs de *baojia* ; 2 millions d'enseignants, policiers, etc. (Ch'i Hsi-sheng, *Nationalist China at War: Military Defeats and Political Collapse, 1937-45*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1982, p. 135-136).

détruite. À lui seul, le cas du gouvernement de Wang Jingwei pose problème comme le montre les rares estimations souvent très vagues le concernant. Zeng Zhinong se risque à donner le chiffre global de « près d'un million de fonctionnaires »¹. À défaut d'être en mesure d'assembler ce puzzle statistique, il est possible d'en inventorier quelques unes des pièces trouvées çà et là. Par exemple, au moment de sa formation, à l'été 1941, l'administration du *qingxiang* aurait recruté mille agents². Autre exemple parlant, dans les derniers mois de la guerre, le seul gouvernement provincial du Zhejiang comprenait, là encore, pas moins de mille personnes³. On ne dispose pas de statistiques complètes, par province, pour l'échelon du district, sinon pour le Shandong (hors du contrôle de Nanjing) qui comptait 3806 agents pour 59 districts en 1942⁴. Il serait certes théoriquement possible d'additionner le nombre de postes prévus par la loi organique de chaque organisme administratif (*renyuan ding'e* 人員定額 ou *yuan'e*) mais il faudrait alors prendre en compte les innombrables refontes de l'administration pour n'aboutir, en fin de compte, qu'à un chiffre dont on serait incapable de déterminer la distance avec celui des effectifs réels⁵.

Cette difficulté à connaître le nombre de fonctionnaires travaillant sous le gouvernement de Nanjing n'est, du reste, pas nouvelle : avant comme pendant l'occupation, les institutions chargées d'accomplir ce recensement n'y parvinrent jamais tout à fait. Dans une circulaire envoyée durant l'été 1941, le ministère du Personnel écrit ainsi qu'il est urgent de connaître le

¹ Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, p. 179. L'auteur n'étaye cette estimation sur aucune source. Il avance également, dans la même phrase, les chiffres de 200 millions d'habitants vivant sous l'autorité du gouvernement de Wang Jingwei et celui de 600 000 soldats. Nous ne traiterons ici que des fonctionnaires civils, mais nous pouvons tout de même donner, au sujet de l'armée, une estimation différente, fournie par l'ambassadeur Cosme début 1943 : « près de 300 000 hommes (non compris 20 000 auxiliaires et 50 000 policiers) », répartis de la manière suivante (nous résumons) : Chine du Nord (50 000 hommes encadrés par 3000 officiers) ; Chine centrale et Chine du Sud (100 000 près de Nanjing, 60 000 dans le nord du Hunan et au Jiangsu, 20 000 à Hankou, 30 000 à Canton) (Cosme (Beijing) à Pierre Laval (Vichy), « Forces militaires de Nankin », télégramme n°172-177, 11 mars 1943, ADF 327). À titre de comparaison, le total des effectifs de police revendiqués en 1940 par le Gouvernement réformé pour Shanghai, le Jiangsu, le Zhejiang et l'Anhui était de 31 943 hommes (*CIG*, p. 141).

² Wang Manyun, « Qianli aihong shuo “qingxiang” », *art. cit.*, p. 242.

³ Huang Qingzhong, « Zhejiang hanjian shengzhang Ding Mocun », *art. cit.*, p. 86. Ce chiffre ne semble pas comprendre les agents travaillant à l'échelon des districts.

⁴ Soit 64,5 agents par district en moyenne (20 si on ne compte que les agents directement attachés à l'administration du district). Rapport du gouvernement provincial du Shanxi cité par Jiang Pei, *Riwei “zhi'an qianghua yundong” yanjiu*, *op. cit.*, p. 159-160. Pan Min, dont l'ouvrage ne manque pourtant pas de tableaux statistiques, ne donne, sauf erreur, aucun effectif total pour le Jiangsu, sinon de manière catégorielle. Par exemple, le ministère de l'Éducation du gouvernement de Nanjing dénombrait, en 1942, 10 867 enseignants pour 330 734 étudiants au Jiangsu, soit environ 30 étudiants par enseignant : 36 dans l'enseignement primaire (301 891 pour 8 377), 12 dans le secondaire (20 314 pour 1 662) et...2 étudiants par enseignant en moyenne dans le supérieur (76 pour 162) (Pan Min, *Jiangsu riwei...*, *op. cit.*, p. 81). On peut comparer ces chiffres avec ceux du Gouvernement réformé : 4 015 enseignants dans le primaire pour 130 389 étudiants soit une moyenne comparable de 32,5 (*CIG*, p. 205).

⁵ En effet, les effectifs légaux ou budgétaires ne disent pas grand chose des effectifs réels (on laisse ici de côté la question de l'administration informelle) ; un poste budgétaire pouvant être occupé par plusieurs agents, ou un agent pouvant cumuler plusieurs charges. On pourra se faire une idée des discussions internes au sujet des effectifs légaux et budgétaires en consultant, par exemple, le compte rendu de la 77^e session du Conseil du Yuan exécutif (16 sept. 1941) qui traite de la demande faite par le ministère de la Justice de pouvoir créer un nouveau poste dans les limites de son budget (*XH*, vol. 9, p. 22).

nombre des agents en poste devant être évalués ; preuve que, plus d'un an après sa fondation, le régime était incapable de fixer le nombre de ses fonctionnaires¹. À côté de cette volonté réelle de mener à bien un travail de recensement et de standardisation qui était la raison d'être d'organisations comme le ministère du Personnel, l'usage de la technique statistique appliquée aux fonctionnaires dans l'administration centrale et locale du régime de Nanjing participa en partie de cette volonté de « faire État » que nous évoquions dans le chapitre 3, en tant qu'il était le signe par excellence de la modernité bureaucratique². Les journaux officiels comprennent ainsi de nombreux tableaux et graphiques classant les agents par âge ou encore par lieu d'origine, dont la forme soignée n'a parfois d'équivalent que l'inanité³.

Paradoxalement, ce flou permanent sur le nombre des fonctionnaires n'empêcha pas cette question d'être au cœur du débat interne et public au sujet de la réforme de l'État⁴. La dénonciation des effectifs jugés inutilement pléthoriques de l'administration en zone occupée était en effet l'un des thèmes récurrents du discours sur la nécessité de réformer le régime de Nanjing afin de le rationaliser⁵. Si la crainte d'être « submergé par un trop grand nombre de fonctionnaires » fut invoquée par certains membres de l'administration⁶, ce thème était avant tout présent du côté de l'occupant qui chercha à plusieurs reprises à imposer une cure de minceur au gouvernement de Nanjing au nom du « renforcement » (*qianghua* 強化). Ainsi, l'arrivée en septembre 1942 d'une mission japonaise chargée de « renforcer » le gouvernement de Nanjing laissait prévoir une « réduction du nombre des fonctionnaires » selon le consul Pierre Salade qui ajoute :

¹ *JG*, n°6, p. 63. Nous verrons que ce recensement par le biais de l'évaluation se poursuivit jusqu'en 1945. Le ministère du Personnel avait connu des difficultés similaires au début des années 1930 (Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 225).

² Plus prosaïquement, établir ces diagrammes savants (en apparence) permettait à leur auteur de prouver leur utilité alors que dominait, on va le voir, un discours dénonçant les fonctionnaires inutiles.

³ Voir, par exemple, les magnifiques graphiques en couleurs produits par le gouvernement provincial du Hubei début 1940 (*HG*, n°1, [s.p.]) ou encore les diagrammes parfois illisibles du Comité d'examen et de sélection (*KG*, n°10, p. 61-66 ; n°11, p. 43-45). Une comparaison rapide montre toutefois que le nombre de tableaux et graphiques statistiques publiés dans le *Journal officiel* du Yuan d'examen du gouvernement de Wang Jingwei était bien moindre que durant la « décennie de Nankin ». Cette différence est révélatrice du recul sensible de la collecte de données et donc de l'efficacité de cette administration. De manière plus générale, les autorités d'occupation (armée, Kōa.in, Mantetstu notamment) furent le principal producteur d'analyses statistiques, et non pas les gouvernements de collaboration.

⁴ Cette situation n'était en rien spécifique au cas dysfonctionnel de l'État d'occupation. Le discours sur la nécessité d'un « dégraissage » de la fonction publique est ainsi une constante du débat politique français, de Saint-Just à Nicolas Sarkozy, comme le montre bien E. Ruiz qui pointe à ce sujet la persistance d'un « double discours contradictoire : d'un côté, la France compterait trop de fonctionnaires ; de l'autre, l'État serait lui-même incapable de compter ses serviteurs. » (*Trop de fonctionnaires ?*, op. cit., p. 7-10).

⁵ Volonté affichée de rationaliser l'appareil étatique qui contribuait à la stigmatisation des bureaucrates (voir 6.1).

⁶ Shi Nai, « Gexin kaoquan... », art. cit., *KG*, n°15, p. 49.

Le Gouvernement de Nankin entend, le cas échéant, s'opposer dans la mesure du possible à la diminution du nombre de fonctionnaires en faisant remarquer que la plupart des agents licenciés passeraient selon toute probabilité du côté de Tchongking.¹

Cette pression s'exprimait également dans la presse japonaise qui dénonçait la création irraisonnable de postes pour satisfaire les différentes factions politiques de Nanjing² et l'inflation du nombre de fonctionnaires inutiles³.

Si nous sommes donc incapables de fournir une estimation quantitative précise des fonctionnaires du régime de Wang Jingwei, il est tout de même possible d'en proposer une analyse qualitative.

5.2.2. Prosopographie de l'administration locale

L'approche prosopographique appliquée à la période de l'occupation n'est pas neuve. Elle constitue même la méthode privilégiée d'une historiographie classique cherchant à connaître le « pourquoi » de la collaboration. Cette approche a longtemps été utilisée à propos des dirigeants du gouvernement de Nanjing dont le parcours, bien documenté, devait permettre de déterminer les causes de leur choix face à l'occupant⁴. L'apport documentaire et la spécialisation du champ historiographique ont entraîné un élargissement de l'approche prosopographique aux collaborateurs de moindre importance, notamment les agents de l'administration locale. Le peu d'informations disponibles à leur sujet est compensé par leur nombre qui permet de dégager, au moyen de la méthode statistique, certaines tendances de fond dans la formation de l'État d'occupation. Connaître le parcours avant et pendant la guerre de plusieurs milliers de petits fonctionnaires devrait, en effet, permettre d'approfondir notre compréhension de l'État d'occupation au-delà, on l'a répété, des scissions que constituèrent les étapes successives de la construction formelle de cet État. Plus largement, cette méthode est indispensable pour mettre au jour les continuités et les ruptures de ce dernier avec l'État chinois d'avant-guerre. Beaucoup reste

¹ Salade (Nanjing) à l'ambassadeur de France en Chine, « Gouvernement de Nankin », télégramme n°95-96, 15 sept. 1942, ADF 327. De fait, les dirigeants de Nanjing craignaient à la même époque que le Japon ne conditionne, comme il l'avait laissé entendre, l'augmentation du traitement des agents à une diminution des effectifs (Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 21 sept. 1942, AH 118-010100-0034-026).

² « Kokumin seifu no kikō kaikaku ni tsuite 国民政府の機構改革に就いて (La réforme des institutions du gouvernement nationaliste) », *Tōa* 東亜, n°9, 1941 (cité in Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 38).

³ « Kokufu kinō no nōritsuka 国府機能の能率化 (Rendre efficace le gouvernement nationaliste) », *Tairiku shinpō*, 1^{er} mai 1944 (cité *ibid.*).

⁴ Dans le cas du premier d'entre eux (Wang Jingwei), cette quête mena certains jusqu'au berceau du futur *hanjian*, comme on l'a vu au sujet de la psychohistoire. Pour une analyse prosopographique et statistique de la direction chinoise de l'État d'occupation, voir Wang Chaoguang 王朝光, « Kangzhan shiqi wei zhengquan gaoji guanyuan qingkuang de tongji yu fenxi 抗戰時期偽政權高級官員情況的統計與分析 (Analyse statistique des dirigeants des régimes fantoches pendant la guerre de résistance) », *Kangri zhanzheng yanjiu*, 1999, n°1, p. 68-88.

à faire cependant dans ce domaine, pour autant que les archives le permettent¹. On peut néanmoins se réjouir de l'existence de l'étude pionnière, quoique mal connue, de Pan Min sur l'administration locale du Jiangsu, dont il sera fait grand usage dans cette partie².

5.2.2.1. Le personnel des gouvernements de district

Faute de données précises, l'impression générale des historiens sur le personnel politique et administratif de l'État d'occupation a longtemps été, pour la résumer grossièrement, de considérer que le vide créé par le transfert de l'administration nationaliste à l'ouest avait été comblé, au sommet comme à la base, par une foule d'arrivistes profitant de l'anomie générale aux dépens de la population. Bien qu'en partie justifiée, cette image demande à être nuancée. La principale conclusion à laquelle arrive Pan Min au sujet des agents à l'échelon du district dans le Jiangsu – échantillon le plus complet car cette province, dans sa partie centrale et méridionale, constituait la principale assise territoriale du régime – est la suivante : l'invasion japonaise priva effectivement la Chine centrale de ses élites administratives locales, mais le personnel des gouvernements de district sous l'occupation resta en majorité issu des échelons intermédiaires et inférieurs de l'administration nationaliste d'avant-guerre. Autrement dit, il est inexact de parler d'une rupture complète entre l'État nationaliste d'avant-guerre et l'État d'occupation en ce qui concerne le personnel de l'administration de district (hors magistrats de district³). Cette continuité partielle est d'autant plus remarquable que le Gouvernement réformé de Nanjing s'efforça, au début de l'année 1938, de rompre avec le système politique de la « décennie de Nankin ». On a vu en effet qu'à l'image de son équivalent dans le Nord, le premier gouvernement régional de collaboration en Chine centrale fit de la dénonciation du GMD le thème principal de sa propagande. Au niveau administratif, cette rupture idéologique se traduit par le rétablissement des dénominations antérieures à 1927 et par une stigmatisation officielle des fonctionnaires du Gouvernement nationaliste d'avant-guerre. L'interdiction faite aux membres du GMD d'occuper un poste dans l'administration n'empêcha toutefois pas, dans les faits, un grand nombre de petits

¹ Nous allons voir que les quelques recherches dans ce domaine sont loin de couvrir l'ensemble de la fonction publique en zone occupée en raison de l'état lacunaire des sources et de l'immensité de la tâche. Paradoxalement, nous disposons à l'heure actuelle de plus de données biographiques sur les agents de l'administration locale que sur ceux de l'administration centrale (à l'exception bien sûr des fonctionnaires occupant les postes importants). La réouverture espérée des archives du ministère du Personnel aux Archives n°2 de Nanjing devrait permettre de combler cette lacune.

² Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.* La partie prosopographique de l'ouvrage est concentrée dans le chap. 5 (les fonctionnaires à l'échelon des districts) et le chap. 6 (les chefs d'arrondissement, de canton et de *baojia*).

³ Par commodité, nous utilisons ici le terme de « magistrat de district » pour désigner le fonctionnaire en charge de l'administration de chaque district (*xianzhengfu*) sans faire de distinction, pour le moment, entre son titre sous le Gouvernement provisoire (*xianzhishi*) et sous le Gouvernement de Wang Jingwei (*xianzhang*), puisque nous verrons que le passage de l'un à l'autre de ces gouvernements n'entraîna pas, dans l'immédiat, un renouvellement général du personnel à ce poste.

fonctionnaires nationalistes de reprendre du service dans leur bureau d'origine au moment de la mise en place des bureaux de district avant de voir leur qualité de membre réhabilitée avec l'avènement du gouvernement de Wang Jingwei deux ans plus tard¹.

À côté de ce profil majoritaire et, pourrait-on dire, « naturel », Pan Min montre que le deuxième type de provenance du personnel des administrations de district était l'entourage des magistrats. Ce népotisme était régulièrement critiqué par les Japonais qui, non sans raison, voyaient dans cette pratique l'une des principales causes de l'incompétence de l'administration locale sur laquelle ils comptaient pour faciliter l'occupation. Cette situation perdura malgré le remplacement de nombreux magistrats de district dans le cadre de la Campagne de pacification rurale (*qingxiang*)².

Autre profil répandu : celui d'enseignant du primaire et du secondaire. En effet, l'invasion japonaise avait entraîné la fermeture de nombreux établissements scolaires, ce qui amena les enseignants à chercher une place dans l'administration, à laquelle les destinait un niveau d'éducation supérieur à la moyenne de la population restée sur place³. On trouvait également un certain nombre de commerçants, dont nous avons vu (chap. 2) qu'ils avaient souvent participé aux organisations locales de maintien de l'ordre dans les premiers mois de la guerre. Les postes restants revinrent à cette nouvelle classe née de l'occupation, composée d'individus souvent peu recommandables. Ce personnel intermédiaire et subalterne des administrations de district changea peu au cours de la guerre, contrairement aux postes supérieurs.

Un renouvellement des magistrats de district

C'était le cas en particulier des magistrats de district dont on peut établir un tableau plus précis, toujours en nous appuyant sur l'étude de Pan Min au sujet du Jiangsu. Durant toute la durée de l'occupation, le gouvernement central eut peu de prise sur leur nomination. D'un point de vue légal, il est possible de distinguer deux périodes à ce sujet. Dans un premier temps, la nomination des magistrats de district fut théoriquement centralisée par le Gouvernement réformé : les gouvernements provinciaux sélectionnaient un candidat censé obtenir l'aval du ministère de l'Intérieur et du Yuan exécutif. Cette centralisation théorique resta en place après la formation du

¹ *Ibid.*, p. 164. Les sources ne permettent pas de déterminer la proportion des fonctionnaires membres du GMD avant-guerre, mais on connaît, en sens inverse, la proportion des membres du GMD rangés dans la catégorie « fonction publique » (*gongwu*), quoiqu'il n'existe pas de statistiques à l'échelle du pays. Hors armée, cette catégorie était la plus représentée au sein du GMD avec celle des enseignants : 51,9 % des 14 471 membres à Nanjing en 1932 par exemple (Wang Qisheng, *Dangyuan, dangquan yu dangzheng*, *op. cit.*, p. 251 et 265).

² Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.*, p. 164-165.

³ *Ibid.*

gouvernement de Wang Jingwei¹ avant d'être remplacée, en août 1942, par une nouvelle procédure donnant les pleins pouvoirs en la matière aux gouverneurs, dans le cadre du renforcement de l'échelon provincial. Du point de vue de la pratique, le tournant ne s'amorça, là encore, qu'après le « retour à la capitale ». Sous le Gouvernement réformé, la procédure fut détournée, à la base, par l'ingérence des autorités locales d'occupation (équipes de pacification notamment) qui cherchèrent, on l'a vu, à maintenir en place les responsables des comités locaux. Cette autonomie de fait commença à être remise en cause après la création du nouveau gouvernement central en 1940 avec l'appui duquel le gouvernement provincial du Jiangsu obtint notamment le remplacement de trois magistrats de district entre mars et mai 1940 (ceux de Wuxi, Yangzhou et Kunshan) mais ce n'est qu'après le lancement du *qingxiang*, dans la seconde moitié de l'année 1941, que s'opéra un vaste renouvellement des magistrats de district sous l'influence de Li Shiqun². Ce tournant majeur dans la formation de l'État d'occupation, puisqu'il entraîna une baisse d'influence des anciens dirigeants du Gouvernement réformé et plus largement des strates initiales de cet État, constitua également une rupture importante du point de vue du profil sociologique des fonctionnaires. Une nouvelle vague de remplacements intervint après la chute de Li Shiqun et la nomination de Chen Qun au poste de gouverneur du Jiangsu en septembre 1943. Les renouvellements successifs de ce groupe pour des raisons politiques expliquent que, contrairement au personnel intermédiaire et subalterne, les magistrats de district furent soumis à une rotation importante qui s'accéléra à partir du *qingxiang*³. Pan Min fournit les chiffres suivants concernant 38 districts du Jiangsu pour toute la durée de l'occupation : 162 mandats, soit une moyenne de 4,3 par district⁴.

¹ Sauf dans le cas du Nord-Jiangsu dont les 15 districts furent placés sous l'autorité directe du ministère de l'Intérieur en raison de l'influence jugée trop grande de l'Armée de Chine du Nord sur la région. Le Jiangsu central et méridional comptait, pour sa part, 26 districts (*ibid.*, p. 168).

² Li Shiqun opéra 26 remplacements entre janvier 1942 et juin 1943 (voir leur liste, *ibid.*, p. 38). L'ingérence des autorités japonaises dans le choix des magistrats de district ne s'arrêta pas avec le *qingxiang* mais diminua par rapport aux premières années de l'occupation (elle fut officiellement proscrite en 1943 avec la « nouvelle politique »). Pan Min donne l'exemple du district de Jurong où Li Shiqun souhaitait remplacer Chen Xizhou 陳希周 ; un enfant du pays en place depuis février 1938. Les officiers japonais locaux s'y opposèrent, arguant du fait que le maintien de ce fonctionnaire apprécié était préférable. Li finit pourtant par l'emporter en imposant Wang Jie 王杰, originaire de l'Anhui, qui prit ses fonctions en avril 1943. Il semble que Wang ait gagné les faveurs de Li en échange de 30 000 yuans. Ce type de conflit n'était pourtant pas la règle. Li Shiqun était relativement libre dans ses choix, notamment parce que les Japonais étaient trop occupés pour s'ingérer dans des affaires mineures (*ibid.*, p. 167 sq., 178, 180). On note au passage que le cas de Jurong incarne bien ce que fut le *qingxiang* : une administration parallèle toute puissante créée dans le but, côté chinois, de renforcer l'emprise de Nanjing et, côté japonais, d'améliorer l'administration locale, qui fut en partie détournée de ses objectifs pour aboutir, dans le cas de Jurong, au renforcement du pouvoir personnel de Li Shiqun et à une baisse potentielle de la qualité de l'administration du district.

³ Alors que la plupart des mandats dépassaient deux ans avant le *qingxiang*, une telle durée fut très rarement atteinte par la suite. La durée moyenne était de moins de 20 mois (*ibid.*, p. 170 et 168).

⁴ Le nombre de mandats ne correspond pas exactement au nombre de magistrats de district, car il arrivait qu'une même personne exerce cette charge à deux reprises dans le même district (Tian Ai 田璦 à Liuhe 六合 par exemple) ou passe d'un district à l'autre (Chen Zhenru 陳振如 à Jintan 金壇 puis à Wuxian 吳縣 par exemple).

Il est toutefois difficile d'établir avec précision une comparaison entre la période du Gouvernement réformé et celle du gouvernement de Wang Jingwei car le premier n'eut ni le temps ni les moyens de collecter des statistiques détaillées sur ses agents. Pour la période allant d'avril 1940 à août 1945, plus de matériaux sont disponibles, bien qu'ils restent lacunaires¹. Leur analyse est néanmoins intéressante puisque, comme nous venons de le dire, la principale évolution du point de vue de la prosopographie des fonctionnaires locaux eut lieu non pas au moment du changement de régime mais plus tard, notamment en 1942-1943. Ainsi, en novembre 1941, il restait encore 9 magistrats de district entrés en fonction sous le Gouvernement réformé, sur les 27 étudiés². La majorité d'entre eux restèrent encore en place quelques mois. Si on prend, en effet, les 26 remplacements opérés par Li Shiqun entre janvier 1942 et juin 1943, au plus fort du *qingxiang*, on observe que 7 magistrats de districts destitués avaient été nommés entre juin 1938 et juillet 1939³. Ces 9 magistrats toujours en poste fin 1941 constituent donc le meilleur échantillon disponible au sujet du Gouvernement réformé, et ce grâce aux statistiques produites par le gouvernement de Wang Jingwei. Leur principale caractéristique était d'être des vétérans de la bureaucratie du gouvernement Beiyang et de ne pas avoir exercé de charges publiques sous le Gouvernement nationaliste, ou du moins peu de temps⁴. C'est le cas notamment de Chen Xizhou, déjà mentionné. Après avoir servi dans le Comité de mise en ordre de l'impôt sur les terres cultivables du district de Lishui, dépendant du bureau des Finances du gouvernement provincial du Jiangsu, Chen avait quitté son poste en 1932⁵.

Le parcours des 27 magistrats de district recensés en novembre 1941 est connu mais ne permet pas toujours de déterminer si leur carrière de fonctionnaire s'était ou non arrêtée avec l'arrivée du GMD au pouvoir, autrement dit de mesurer dans quelle mesure l'administration locale du Jiangsu pendant la guerre s'inscrivait, au niveau de son personnel, dans la continuité de l'administration de l'immédiat avant-guerre⁶. Une chose est certaine : la totalité des magistrats de district du

Le record fut atteint à Peixian 沛縣, situé à l'extrémité nord-ouest de la province, avec 9 magistrats différents. Voir le tableau pour chaque district (*ibid.*, p. 169-170).

¹ Pan Min parvient néanmoins à saisir plusieurs « instantanés ». Pour la période 1940-42, un premier échantillon se limitant à l'âge de 26 individus en février 1940, c'est-à-dire à la fin du Gouvernement réformé et, un second, plus complet, concernant 27 individus en novembre 1941, avant que les effets du *qingxiang* ne se soient fait sentir. Pour la période 1942-45, elle n'est pas en mesure d'étudier un groupe à un moment précis et base donc son analyse sur 32 fonctionnaires ayant effectué un mandat durant cette période, ce qui diminue naturellement la valeur de cet échantillon (*ibid.*, p. 184, n. 30).

² *Ibid.*, p. 175 (voir les lignes grisées du tableau, Annexe 2.8).

³ *Ibid.*, p. 38-39.

⁴ On a dit que, du point de vue du personnel administratif, il existait une grande porosité entre la période Beiyang et la période nationaliste. Dans beaucoup de cas, des fonctionnaires Beiyang avaient poursuivi leur carrière après 1928 mais, en raison de leur âge ou des relations qu'ils entretenaient avec leur nouvelle hiérarchie, avaient quitté leurs fonctions au début des années 1930.

⁵ *Ibid.*, p. 175.

⁶ Si certaines différences dans les dénominations administratives avant et après 1928 (notamment, *xianzhishi* pour la période Beiyang contre *xianzhang* pour la période nationaliste) permettent de mesurer ce degré de continuité, c'est parfois difficile. Pan Min présente, dans deux tableaux, le CV des 27 fonctionnaires du groupe

groupe de 1941 avait une expérience dans l'administration locale d'avant-guerre à l'échelon provincial et/ou de district. Cette proportion est à comparer avec celle des présidents des comités de maintien de l'ordre établis au Jiangsu dans les premiers mois de la guerre. Sur les 22 présidents de comité recensés par Pan Min, 7 (soit 31,8%) étaient des marchands ou « petits capitalistes », dont 4 avaient exercé des responsabilités dans des chambres de commerce, 5 (22,8%) étaient d'anciens fonctionnaires sous le Gouvernement nationaliste et 3 (13,6%) d'anciens bureaucrates du gouvernement Beiyang¹. Elle ajoute que 4 (18,2%) d'entre eux avaient étudié au Japon². Parmi eux, seul Shen Wuben, président du Comité de maintien de l'ordre de Liyang, avait exercé avant-guerre une charge de magistrat de district à Zhenjiang³. Dans le groupe de novembre 1941, on trouve 9 individus ayant déjà dirigé un district que ce soit du temps du gouvernement Beiyang (4 anciens *xianzhishi*, ayant tous repris des fonctions sous le Gouvernement réformé) ou sous le gouvernement nationaliste (5 anciens *xianzhang*)⁴. Ils sont 6 *xianzhang* d'avant-guerre dans le groupe de 1942-1945 qui ne compte, en revanche, aucun ancien *xianzhishi*⁵. Outre cet effacement des bureaucrates Beiyang après 1942, ce dernier groupe comprend une grande proportion de fonctionnaires ayant exercé des charges dans l'administration de l'État d'occupation, en particulier dans l'organisation de la Campagne de pacification rurale (10 sur 32, soit 31,3%). Cette évolution est visible à travers d'autres variables. Liés du fait des bouleversements qu'avait connus la Chine au début du siècle, le facteur de l'âge et de l'éducation distinguaient en effet assez nettement les deux groupes qui se succédèrent lors de la vague de remplacements de 1942. Différence dont témoigne également le lieu d'origine. Entre la cohorte de février 1940 et celle de la période post-*qingxiang*, l'âge moyen diminue de plus de dix ans.

de novembre 1941 et celui des 32 du groupe 1942-45 (voir Annexes 2.8 et 2.9). Toutefois, contrairement à l'âge, la formation, et le lieu d'origine, elle ne propose aucun tableau spécifique pour le parcours professionnel de ces magistrats de district avant-guerre et reste très vague sur la proportion de ceux ayant servi sous le seul gouvernement Beiyang par opposition aux anciens fonctionnaires du Gouvernement nationaliste. Ce flou provient sans doute des sources elles-mêmes. En effet, lorsqu'ils renseignaient la rubrique « CV » (*jingli* 經歷) de leur fiche personnelle, les agents ne spécifiaient pas toujours les dates des mandats exercés, se contentant d'une liste de postes. De même la distinction entre les postes occupés avant-guerre et sous le gouvernement de Wang Jingwei n'apparaît pas toujours clairement car l'épithète *wei* 偽 (pseudo-) n'était évidemment pas utilisée. Nos propres recherches dans les *wenshi ziliao* pour combler cette lacune n'ont malheureusement pas été couronnées de succès.

¹ Cette dernière catégorie est un peu schématique dans la mesure où le gouvernement Beiyang, *stricto sensu*, se limitait essentiellement à Beijing. Certains « anciens bureaucrates Beiyang » étaient en réalité issus de l'administration locale qui n'était que nominalement sous l'autorité de Beijing. Pour autant, l'avènement du Gouvernement nationaliste en 1927-28 marqua bien un tournant, ce qui justifie qu'on distingue la période précédente au moyen de cette catégorie.

² *Ibid.*, p. 50-51.

³ Signe que son expérience lui permit de durer dans l'État d'occupation, il retrouva un poste de *xianzhang*, cette fois à Gaoyou, en février 1944 (voir Annexe 2.9).

⁴ Indiqués en gras dans le tableau de l'Annexe 2.8.

⁵ Indiqués en gras dans le tableau de l'Annexe 2.9.

Tableau 5.2. Répartition et moyenne par âge des magistrats de district du Jiangsu (1940-1945)

Groupes étudiés (nombre d'individus)	30-39 ans	40-49 ans	50-59 ans	Plus de 60 ans	Le plus âgé	Le plus jeune	Âge moyen
février 1940 (26)	2	6	10	8	76	36	52,9
novembre 1941 (27)	5	8	10	4	77	36	50,2
1942-1945 (32)	16	9	7	0	59	31	40,1

Source : adapté de Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.*, p. 172.

Note : L'âge est indiqué en *sui* 歲 ce qui ajoute un an selon l'usage ancien de cette mesure qui veut que le nouveau-né ait un an. Pan Min ne précise pas dans quel sens elle l'utilise. Dans le doute, nous reprenons ses chiffres tels quels.

Du point de vue de l'éducation, le groupe 1942-1945 se caractérise par une plus grande homogénéité et un niveau d'étude supérieur : alors que la formation des magistrats de district du début de l'occupation était plus variée et, en moyenne, moins poussée, leurs successeurs étaient presque systématiquement passés soit par une université chinoise (12 sur 32, 37,5%) ou japonaise (6, 18,8%)¹, soit par une académie militaire ou de police (11 soit 34,4%)².

En ce qui concerne, enfin, le lieu d'origine (*jiguan* 籍貫), la variable la plus notable est le pourcentage des *xianzhang* exerçant leur charge dans leur district d'origine, qui est divisé par 4 d'un groupe à l'autre⁴.

Tableau 5.3. Répartition par lieu d'origine des magistrats de district du Jiangsu (1941-1945)

Groupes étudiés (nombre d'individus)	Originaires du même district	Originaires du Jiangsu	Originaires d'une autre province
novembre 1941 (27)	17 (62,9%)	22 (81,5%)	5 (18,5%)
1942-1945 (32)	5 (15,6%)	22 (68,8%)	10 (31,3%)

Source : adapté de Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.*, p. 172.

¹ Ils n'étaient que deux dans ce cas en 1941, auxquels on peut ajouter Shen Daoshu (Taixian) qui avait effectué ses études au Tōa dōbun sho.in ; université japonaise créée à Shanghai par le père du premier ministre Kono Fumimaro pour former des experts bilingues et qui fournit notamment une part importante de son personnel à la Mantetsu (Annexe 2.8).

² Si on ajoute à cela les magistrats de district ayant une expérience dans l'armée et la police, on arrive à 16, soit 50% du groupe considéré. Cette surreprésentation s'expliquait par le contexte de troubles qui favorisait les profils de ce type (Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.*, p. 176). Bien que les deux échantillons ne se valent pas, on peut comparer ce chiffre avec celui des *xianzhang* ayant reçu une formation militaire ou policière avant guerre qui représentait 14,7 % en 1932 dans le Jiangsu (Wang Qisheng, « *Minguo shiqi xianzhang...* », art. cit., p. 100).

³ Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.*, p. 175-176. Il pourrait ici être reproché à Pan Min ne pas prendre en compte (du moins explicitement) la question des catégories statistiques. En effet, certaines évolutions peuvent potentiellement s'expliquer par un éventuel changement des formulaires utilisés pour enregistrer le CV des agents. Il semble que ce ne soit pas le cas, du moins pour la comparaison entre le groupe de 1941 et celui de 1942-45 car une ordonnance de mai 1940 du ministère de l'Intérieur, dont dépendait l'administration locale, imposa un formulaire unique à la place des différents formulaires existant (NG, n°2, p. 11).

⁴ En revanche la différence entre les magistrats de district originaires ou nom du Jiangsu est la même (22 pour chaque groupe) ; l'écart entre le nombre de ceux originaires d'une autre province (5 contre 10) pouvant s'expliquer par celui des effectifs de chaque groupe considéré (27 contre 32 soit un écart similaire de 5) (Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.*, p. 172).

Cette évolution marquait-elle un progrès dans l'application de la règle d'évitement (*huibi* 迴避) interdisant à un fonctionnaire de servir dans sa région d'origine afin de garantir son indépendance des intérêts locaux ? Sous les Qing, cette règle s'appliquait dans un rayon de 500 *li* (environ 300 km)¹. L'affaiblissement de l'État central à l'époque républicaine et l'essor de l'autonomie locale (*difang zizhi*) la mirent à mal. Un décret de 1933, toujours en vigueur sous le gouvernement de Wang Jingwei, la réduisit pour ne l'appliquer qu'à l'échelle du district et non plus à celui de la province². Si cet affaiblissement de la règle d'évitement n'était donc pas propre à la zone occupée, un progrès notable dans son application réduite aux districts est du moins visible sous le gouvernement de Wang Jingwei par rapport au début de la guerre. Cette évolution suivait celle des structures locales de l'État d'occupation construites d'abord par le bas en employant les collaborateurs présents sur place puis, de manière croissante, par le haut avec un personnel extérieur.

Pour résumer, le remplacement des magistrats de district voulu par la nouvelle équipe dirigeante s'amorça certes dès 1940, mais n'entraîna un renouvellement quantitatif et qualitatif notable qu'après le lancement du *qingxiang* dont les effets se firent sentir à partir de janvier 1942. Ce tournant entraîna un changement assez net du profil type du magistrat de district dans le Jiangsu. Avant 1942, il s'agissait d'un homme né dans la dernière décennie du XIX^e siècle, ayant connu les débuts du nouveau système éducatif à l'époque des *xinzheng* s'il n'avait pas suivi, plus tôt, la formation classique devant mener aux concours mandarinaux. Sa carrière politique, débutée sous le gouvernement Beiyang, s'était heurtée à l'avènement du Gouvernement nationaliste, ce qui l'avait amené à se reconvertir dans les affaires³. Soucieux de protéger le capital ainsi accumulé, il était resté en zone occupée et avait été recruté au moment de la mise en place d'un gouvernement local dans son district d'origine. Après 1942, le magistrat de district type était né avec le siècle et avait reçu une éducation moderne et plus poussée dans une université chinoise et, bien souvent, japonaise. Sa jeune carrière avait profité de l'occupation. Il avait déjà occupé plusieurs postes dans l'administration du gouvernement de Wang Jingwei avant d'être nommé à la tête d'un district dont il n'était pas originaire⁴. Autrement dit, les magistrats de district après le *qingxiang* étaient plus jeunes, plus compétents, plus nombreux à avoir étudié au Japon et davantage loyaux envers leur hiérarchie à laquelle ils devaient leur nomination dans un district où

¹ Soit plus que la largeur, d'est en ouest, d'une région comme le Sud-Jiangsu (le *li* représentait entre 537 et 645 mètres sous les Qing).

² Wang Qisheng, « Minguo shiqi xianzhang... », art. cit., p. 103-104. Le pourcentage de *xianzhang* du Jiangsu servant dans leur province d'origine passa ainsi de 58,7% en 1932 à 88,3% en 1946 (*ibid.*).

³ Si la proportion de marchands et membres des chambres de commerce est connue pour les présidents de comités de maintien de la paix, on sait en revanche moins de choses sur l'activité des anciens fonctionnaires Beiyang du groupe de novembre 1941 durant la « décennie de Nankin ». Les cas évoqués dans le chapitre 2 montrent néanmoins clairement qu'un grand nombre des personnes partageant un profil similaire s'était effectivement reconverti dans les affaires durant les années 1930.

⁴ Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.*, p. 175-182.

ils n'entretenaient pas de liens préalables avec les élites locales¹. La variable « japonaise », en particulier, retient l'attention dans le contexte de la collaboration. Pan Min l'analyse en recourant à la notion de « complexe nippophile » (*lianri qingjie* 戀日情節) : les personnes ayant étudié au Japon étaient plus susceptibles d'éprouver de la sympathie pour les autorités d'occupation, voire même d'entretenir des liens d'amitié personnels avec leurs représentants qui, en retour, appuyaient plus volontiers leur accession à la charge de magistrat de district². Outre que l'échantillon statistique utilisé ici est trop peu représentatif pour tirer une conclusion générale et dynamique dans le temps (il faudrait pour cela disposer du CV de tous les magistrats pour la période 1937-1945), cet argument doit être nuancé. En effet, beaucoup d'anciens étudiants au Japon – ces derniers étaient alors nombreux en Chine parmi les personnes cultivées autour de la cinquantaine – ne firent pas le choix de la collaboration. Si la logique du phénomène décrit par Pan Min ne fait, pour autant, pas de doute (la question de l'affinité entre japonisants et occupants japonais étant effectivement pertinente dans la compréhension de la formation de l'État), on peut se demander si elle ne devrait pas plutôt être analysée en termes de *professionnalisation* : à mesure que l'État d'occupation se formait, les premiers collaborateurs choisis localement – en raison parfois de cette affinité, mais plus généralement parce qu'ils avaient le mérite d'être là – furent remplacés par des agents mieux formés et donc plus susceptibles, statistiquement parlant, d'avoir fait leurs études au Japon³. Ce fonctionnaire idéal, plus compétent et, pour ainsi dire, « parlant couramment la collaboration », répondait aux attentes aussi bien du gouvernement central que des autorités japonaises locales. Bien que les sources, en l'état, ne permettent pas d'être aussi catégorique, on constate que ce fonctionnaire idéal constituait sinon une espèce répandue, du moins un objectif manifeste du gouvernement de Nanjing⁴. L'échec de ce dernier en la matière s'explique donc en partie par sa durée d'existence. Contraint de puiser son personnel dans un « stock » préexistant (les fonctionnaires d'avant-guerre, notamment du gouvernement Beiyang), le nouveau gouvernement n'eut pas le temps de former une nouvelle génération d'agents sur laquelle s'appuyer même si les prémices de celle-ci sont visibles.

¹ Ce dernier point n'était pas forcément un gage de bon gouvernement, en particulier dans le contexte de l'occupation. En effet, un fonctionnaire n'étant pas lié à la population locale avait parfois moins de scrupules à l'extorquer. Si les fonctionnaires locaux furent donc de mieux en mieux adaptés à l'État d'occupation (niveau de japonais, expérience dans le maintien de l'ordre, loyauté au gouvernement central), ils ne furent pas forcément de meilleurs administrateurs.

² Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.*, p. 176.

³ Si progrès il y eut dans ce domaine, il ne fut pas constant. Brook montre bien comment, dans les premiers mois de l'occupation, les personnalités locales recrutées plus ou moins de force par les Japonais pour former des comités furent nombreuses à quitter rapidement leur poste qui ne présentait que des inconvénients. Elles furent bien souvent remplacées par des opportunistes davantage incompetents et corrompus (*Collaboration, op. cit.*).

⁴ Nous le verrons dans la partie 5.3.1. à propos de la formation des magistrats de district et des cours de japonais qui furent imposés à une bonne partie de la fonction publique.

Comparaison avec le cas du Hubei

Outre la présence plus ancienne des structures de l'État d'occupation, le cas du Jiangsu central et méridional fut donc marqué par la Campagne de pacification rurale dont les effets se firent sentir plus fortement que dans les autres provinces placées sous l'autorité de Nanjing. Il est donc intéressant de comparer le Jiangsu avec le Hubei ; province où ces structures apparurent avec un an de décalage et où le *qingxiang* fut tardif (1943) et bien moins effectif. Notre analyse est, là encore, tributaire d'un travail existant¹. À partir d'une comparaison sommaire du profil socioprofessionnel du personnel des comités de maintien de l'ordre d'une part et des gouvernements de district après 1940 d'autre part, Xu Xuyang constate également une certaine professionnalisation des agents locaux sous le gouvernement de Wang Jingwei². Le groupe des premiers fonctionnaires à occuper le poste de magistrat de district lors de l'établissement de chacun d'entre eux sous le gouvernement de Nanjing³ se caractérisait notamment par l'importance du nombre de fonctionnaires issus de l'administration nationaliste d'avant-guerre et, dans une moindre mesure, par celui des anciens étudiants au Japon⁴. Si l'on compare ce premier groupe (32 personnes) aux 36 présidents de comité de maintien de l'ordre pour le seul district de Chongde⁵, on observe là aussi un retour du personnel administratif d'avant-guerre, notamment d'anciens magistrats de district (6 sur 32).

Tableau 5.4. Catégories socio-professionnelles des présidents de CMO de Chongyang (Hubei)

	Professions libérales	Enseignants	Villageois	Militaire	Anciens chefs de <i>bao</i>	Lettrés et intellectuels	Marges
Nombre (total = 36)	7	6	13	1	3	2	4
Pourcentage	19,4	16,7	36,1	2,8	8,3	5,6	11,1

Source des données : Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, op. cit., p. 352-353.

Note : CMO = Comités de maintien de l'ordre. Nous créons nos propres catégories en regroupant celles fournies par Xu ce qui oblige à faire des choix parfois contestables : Professions libérales = *shangren* 商人 (marchand), *shanghai huizhang* 商會會長 (président de la chambre de commerce), *tufu* 屠夫 (boucher) ; Enseignants = (*qian*) *jiaoyuan* (前)教員 ((Ancien) enseignant) ; Villageois = *xiangmin* 鄉民 (villageois), *laoxiu* 老朽 (vieillard)

¹ En l'occurrence, la première partie du chapitre 7 de la monographie de Xu Xuyang (*Hubei guotongqu...*, op. cit., p. 343-371).

² Il formule la chose différemment, comparant le personnel des comités de maintien de l'ordre à une « troupe de théâtre itinérante [*caotaibanzi* 草台班子] » (*ibid.*, p. 360).

³ Voir Annexe 2.3.

⁴ Voir Annexe 2.10.

⁵ Ce dernier échantillon a le défaut de ne prendre en compte qu'un seul district tandis que celui des *xianzhang* après 1940 concerne 32 districts différents. La grande homogénéité dans la répartition par catégorie du personnel des premiers gouvernements locaux autorise cependant cette entorse.

sénile) ; Militaire (*junren* 軍人) ; Anciens chefs de bao (*qian baozhang* 前保長) ; Lettrés et intellectuels = *xiucai* 秀才 (bachelier), *zhishifenzi* 知識分子 (intellectuel) ; Marges = *dipi* 地痞 (gredin qui opprime une localité), *shikuai* 市儈 (trafiquant), *songgun* 訟棍 (maître de chicane)¹.

Tableau 5.5. Professions avant-guerre des premiers magistrats de district du Hubei

	Fonctionnaires du GN	Anciens fonctionnaires	Marchands	Militaires et policiers	Divers
Nombre (total = 32)	12	4	4	6	6
Pourcentage	37,5	12,5	12,5	18,8	18,8

Source des données : Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, op. cit., p. 361-362, complété avec : *Hubei shengzhi renwu zhigao*, p. 1673 ; <<http://baike.baidu.com/item/孟丹溪>> (4/11/16).

Note : Nous créons nos propres catégories à partir des notices biographiques sommaires fournies par Xu. Il arrive qu'une même personne ait appartenu successivement à plusieurs catégories. Le cas échéant, nous retenons sa dernière profession avant-guerre. GN = Gouvernement nationaliste ; Divers = marges (4 individus), vieillard (1), profession inconnue (1).

Le fait qu'il reste dans ce groupe (Tableau 5.5) 6 anciens présidents de comité de maintien de l'ordre et, contrairement, au groupe de novembre 1941 pour le Jiangsu, des individus n'ayant pas travaillé comme fonctionnaires avant-guerre, s'explique par la composition de l'échantillon qui ne concerne que les premiers magistrats de district, plus susceptibles de présenter ce type de profil². Par comparaison avec le groupe de novembre 1941, on se trouve donc ici face à un stade moins avancé de professionnalisation, même si la maigreur des informations biographiques disponibles invite à la prudence. En ce qui concerne la proportion des anciens étudiants au Japon, ils étaient 8 sur 32 (25%).

Comme dans le Jiangsu, le personnel des gouvernements de district, hors *xianzhang*, fut recruté essentiellement dans les rangs intermédiaires et subalternes de l'administration locale nationaliste d'avant-guerre et, dans une moindre mesure, parmi les marchands et enseignants³. Xu présente le cas du Siège de l'administration provisoire de Tianmen établi le 5 janvier 1941 et qui n'acquies le titre officiel de gouvernement de district qu'en avril 1941. Sans qu'il soit utile d'analyser en détail

¹ Connus aussi sous le nom de « maître des plaintes » (*songshi* 訟師), il s'agissait de juristes privés engagés comme conseils par des particuliers. Ils jouaient un rôle important d'intermédiaire entre la population et la bureaucratie. Apparus sous les Song, ils furent longtemps tolérés quoique méprisés par les lettrés qui leur reprochaient d'attiser les conflits. Au cours du XVIII^e siècle, leur activité devint sévèrement punie par la loi (Bourgon Jérôme. « "Sauver la vie" : De la fraude judiciaire en Chine à la fin de l'empire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 133, juin 2000, p. 33). Ils subsistèrent néanmoins jusqu'à la période républicaine durant laquelle ils furent également appelés « avocats véreux » (*fei lüshi* 非律師) (Michael H.K. Ng, *Legal Transplantation in Early Twentieth-Century China: Practicing law in Republican Beijing (1910s-1930s)*, Londres, Routledge, 2014, p. 77 sqq.). Si leur marginalisation sociale justifie donc que nous les rangions dans cette catégorie, leur activité s'apparentait plutôt à une profession libérale.

² Voir Annexe 2.10, parties grisées et en gras.

³ Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, op. cit., p. 363.

ce tableau (voir Annexe 2.11), un simple coup d'œil permet de constater le caractère local du recrutement des agents (28 sur 31 sont originaires du district), une certaine continuité avec les structures initiales de l'État d'occupation (7 anciens membres du comité de maintien de l'ordre) et, on l'a dit, une grande majorité de personnes ayant travaillé dans l'administration d'avant-guerre¹.

5.2.2.2. Le personnel semi-bureaucratique

Sous l'échelon des districts, la sociologie du personnel semi-bureaucratique, composé (par ordre descendant) des chefs d'arrondissement (*quzhang* 區長), chefs de canton et bourg (*xiangzhengzhang* 鄉鎮長) et chefs de *bao* et de *jia* (*baojiazhang* 保甲長), connut également une évolution importante sous l'influence de la Campagne de pacification rurale. Avant cette dernière, l'État d'occupation n'était pas en mesure d'étendre son pouvoir jusque dans les villages. Le *qingxiang* entraîna une augmentation sans précédent de leurs effectifs et de leur pouvoir².

Les chefs d'arrondissement

Les chefs d'arrondissement³ avaient un niveau d'éducation relativement élevé et étaient, eux aussi, principalement issus, d'une part, de l'administration et de la police locale d'avant-guerre et, d'autre part, du corps enseignant⁴. Le gouvernement de Wang Jingwei chercha à assainir leurs rangs afin d'exclure les mauvais éléments qui s'étaient multipliés à la faveur de l'occupation. Il le fit en imposant des critères de sélection plus drastiques et en organisant des stages de formation⁵. Par ailleurs, le recrutement parmi les élites locales fut encouragé. Un éditorial du *Suzhou xinbao* (le nouveau journal de Suzhou), publié à la veille du lancement du *qingxiang*, place ainsi en première position des caractéristiques requises pour exercer ce métier le fait d'être originaire de la circonscription, ceci afin de choisir des personnalités bien connues de la

¹ Dont plusieurs accédaient à un poste de chef de bureau alors qu'ils occupaient, avant-guerre, des emplois auxiliaires de copistes par exemple.

² Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.*, chap. 5. Il s'agit ici du cas du Sud-Jiangsu où la construction des structures semi-bureaucratiques fut la plus efficace.

³ Pan Min fonde principalement son étude sur deux échantillons : un groupe de 242 individus ayant suivi la formation de chef d'arrondissement du Jiangsu de septembre à décembre 1940 ; un groupe de 71 individus exerçant leur charge dans sept districts formant une zone de pacification rurale évalués à la fin de l'année 1943. Dans le premier, 85,9% des individus sont diplômés d'un lycée (40,9%), d'une école normale (38,8%) ou d'une université (6,2%). Dans le second, ils sont 74,6% dans le même cas, mais avec une plus forte proportion de diplômés de l'université (22,5%) (*ibid.*, p. 188-189).

⁴ Le premier groupe comptait 19,4% d'anciens fonctionnaires et policiers, 24,8% d'anciens agents d'arrondissement et 42,1% d'anciens enseignants. Dans le groupe de 1943, la part des anciens fonctionnaires augmente pour atteindre 33,8% contre 15,3% d'agents d'arrondissement et 26,8% d'anciens enseignants (*ibid.*).

⁵ Preuve de la difficile pénétration du pouvoir central dans les campagnes, ces critères ne furent promulgués que le 24 octobre 1942, dans le cadre du « règlement provisoire organique des bureaux d'arrondissement dans chaque district » (*gexian qushu zuzhi zanxing guicheng* 各縣區署組織暫行規程) (ZG, n°401, p. 1-5).

population et donc éviter de nommer, selon la formule consacrée, des « tyranneaux de village et notables oppresseurs [*tuhao lieshen* 土豪劣紳] »¹. De fait, le cas de Wuxian en 1942 montre que la totalité des treize chefs d'arrondissement était originaire du district². La part importante des anciens fonctionnaires et policiers témoigne, selon Pan Min, de l'attraction de cette charge qui offrait plus d'occasions, explique-t-elle, de faire des profits aux dépens de la population que des postes subalternes dans le gouvernement de district³. On peut voir également dans l'évolution de cette catégorie, semblable à celle des *xianzhang* (niveau d'étude plus élevé et proportion plus grande de personnes ayant une expérience dans l'administration et la police), un signe de la professionnalisation qui accompagna le *qingxiang*.

Les chefs de canton et bourg

Les chefs de canton et bourg furent, eux aussi, soumis à une sélection plus rigoureuse sous le nouveau gouvernement central représenté par le Comité de pacification rural à partir de l'été 1941. Le principal critère discriminant fut celui de l'âge, censé garantir un certain niveau de compétence : il fut fixé à 35 ans minimum, ce qui explique que la tranche d'âge 35-49 ans soit surreprésentée⁴. Le niveau d'éducation requis à partir de cet échelon n'était pas très élevé puisqu'il suffisait de ne pas être illettré (*bushizizhe* 不識字者), d'où une nette différence avec l'échelon des *quzhang*⁵. En ce qui concerne leur ancienne profession, il existait une certaine continuité avec les structures semi-bureaucratiques d'avant-guerre puisque 56,7% d'entre eux avaient déjà exercé une charge en leur sein⁶. Plus encore que les chefs d'arrondissement, les chefs

¹ « Quxiangzhengzhang de linxuan 區鄉鎮長的遴選 (La sélection des chefs d'arrondissement, de bourg et de canton) », *Suzhou xinbao* 蘇州新報, 13 juin 1941, p. 2.

² Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, op. cit., p. 188. Selon l'art. 12 du règlement provisoire de 1942, la règle d'évitement ne s'appliquait que dans les limites de l'arrondissement dont ne pouvait être originaire le *quzhang* (ZG, n°401, p. 3).

³ *Ibid.*, p. 189. Elle précise toutefois que les cas de corruption à cet échelon étaient bien moins nombreux qu'à celui des *baojiazhang* (p. 192).

⁴ Elle représentait 61% des *xiangzhengzhang* de Jiangyin en octobre 1941 et 76,2% de ceux de Taicang en septembre 1943 (*ibid.*, p. 193 et 195). Ce critère fut assoupli un an après le lancement du *qingxiang* mais maintenu à 30 ans.

⁵ Les données sur la question sont très lacunaires mais montrent qu'une majorité de chefs de canton et bourg n'était diplômée que de l'école primaire ou primaire supérieure (deuxième cycle de trois ans). Un certain nombre était passé par l'école secondaire ou des cours privés, certains allant jusqu'à l'école normale. Seuls quelques uns étaient issus d'une école militaire et de police ou d'une école spécialisée (*ibid.*, p. 197, échantillon de 14 individus à Jiangyin en octobre 1941 et de 49 individus à Taicang en 1943).

⁶ 34,1% avaient été *xiangzhengzhang* par le passé contre 9,3% qui conservaient leur poste. À ceux-là s'ajoutaient 14,4% d'anciens chefs de *bao* (échantillon de Jianyin, oct. 1941, *ibid.*, p. 193). Ces chiffres montrent, d'une part, la réémergence d'un personnel plus ancien (bien qu'en l'absence de date il soit difficile d'opposer les différentes périodes) et, d'autre part, la promotion des échelons inférieurs à la faveur de l'occupation. L'absence de données plus tardives sur un même échantillon empêche d'analyser cette variable dans le temps avec certitude mais la comparaison avec d'autres échantillons laisse apparaître une augmentation de la part des *xiangzhengzhang* issus de ces structures (comparer avec le tableau 5.9., *ibid.*, p. 196). La « loi sur les cantons, bourgs, *bao* et *jia* » (*xiangzhen baojia fa* 鄉鎮保甲法), promulguée le 27 février 1945, « limitait » le recrutement des chefs de canton et bourg aux candidats reçus aux examens de la fonction publique, aux anciens fonctionnaires et membres

de canton et bourg étaient au contact direct et quotidien avec la population ce qui augmentait le risque de malversations mais également les pressions auxquelles ils étaient soumis. Celles-ci étaient exercées à la fois par les autorités japonaises locales qui craignaient qu'ils ne soutiennent la résistance communiste, par les troupes « fantoches » qui leur extorquaient de l'argent mais aussi par l'administration locale communiste et nationaliste. Il arrivait ainsi qu'un même chef de canton soit le représentant de trois administrations différentes à chacune desquelles il devait faire remonter l'impôt¹. Enfin, le chef de canton était confronté à une pression « par le bas » : celle de la population locale dont il était issu et devant laquelle il était le premier responsable des politiques décidées par ses supérieurs chinois et japonais². Bref, cette position située entre le marteau de l'État d'occupation et l'enclume populaire n'était pas une sinécure. Aussi, le renouvellement à ce poste résultait moins, comme dans le cas des magistrats de district, de la centralisation du pouvoir que du manque d'attrait pour une charge que les notables locaux cherchaient à éviter et, s'ils l'occupaient, ne tardaient pas à quitter à la première occasion³.

Les chefs de bao et de jia

À cet égard, leur situation était très proche de celle des chefs de *bao* avec lesquels ils étaient souvent assimilés (on parlait de *xiangbaozhang*). La véritable coupure du point de vue de l'étendue des pouvoirs se faisait en effet davantage entre les chefs de *bao* et ceux de *jia* qu'entre les premiers et les chefs de canton⁴. Dans le cas du Sud-Jiangsu, les chefs de *bao* et de *jia* furent majoritairement recrutés dans le secteur de l'industrie soyée⁵. Ce poste ne présentant aucun attrait pour les élites locales, il était en effet généralement occupé par cette classe intermédiaire située entre ces dernières et les paysans⁶. Plus généralement, le personnel des échelons semi-bureaucratiques connut pour cette raison un renouvellement de ses effectifs qui virent, au cours du

du GMD, aux enseignants du primaire et diplômés du secondaire, aux personnes ayant suivi une formation pour le gouvernement autonome ainsi qu'à tout individu capable de faire valoir des « activités d'intérêt public [*gongyi shiwu* 公益事務] ». L'âge minimum était de nouveau abaissé à 25 ans (ZG, n° 764, p. 2-3).

¹ Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.*, p. 200-201.

² Outre le mépris que ces responsables locaux pouvaient souvent lire sur le visage de leurs administrés, il y eut plusieurs cas de révoltes les visant (*ibid.*, p. 202).

³ Pan Min note à ce propos que, « en réalité, ces hommes étaient aussi des victimes de la guerre » (*ibid.*, p. 203). C'est là une nouvelle preuve que, tout en présentant les gages exigés par l'historiographie orthodoxe chinoise, le travail de Pan Min prend (discrètement) ses distances avec la vision manichéenne de la collaboration perpétuée par cette dernière.

⁴ *Ibid.*, p. 203.

⁵ Il s'agissait non pas de capitalistes locaux mais de simples fabricants de vêtements au niveau de vie très bas (*ibid.*, p. 206).

⁶ Nous avons déjà dit que ces catégories appelaient des précautions d'usage. Leurs définitions ont fait, depuis des décennies, l'objet d'intenses débats historiographiques sur lesquels il serait trop long de revenir ici. Outre qu'il reflète la terminologie assez rigide des sources dont nous sommes tributaires, l'usage schématisé qui en est fait ici vise moins à proposer une véritable sociologie de la collaboration – une tâche qui nécessiterait une analyse plus fine de ces catégories – qu'à dégager les grandes tendances dans le recrutement du personnel semi-bureaucratique.

qingxiang, se substituer aux agents issus de la période nationaliste, des individus trouvant un intérêt dans une charge rendue de plus en plus pénible par les pressions multiples qui s'exerçaient sur elle¹.

Si l'étude prosopographique de l'administration locale est riche d'enseignements car elle permet d'affiner notre compréhension de la formation de l'État d'occupation en même temps qu'elle précise le profil social des collaborateurs et ses évolutions, cette approche présente le risque d'uniformiser une multitude de parcours singuliers que seule l'étude de cas permet de mettre au jour.

5.2.3. Trois portraits de magistrats de district sous l'occupation

Les informations concernant le parcours et l'exercice du pouvoir des fonctionnaires locaux en zone occupée sont rares et proviennent pour l'essentiel des *wenshi ziliao*. Qu'ils soient le fait de leurs subalternes ou d'habitants du district, ces témoignages sont presque systématiquement à charge, soulignant la corruption, les mauvaises mœurs et la soumission à l'occupant de ces fonctionnaires. La courte galerie de portraits de magistrats de district que nous proposons ci-dessous n'a donc pas vocation à former un échantillon représentatif mais plutôt à distinguer quelques parcours singuliers, découverts au hasard de la collecte des sources, afin de donner un peu de chair aux statistiques présentées dans la partie précédente.

5.2.3.1. Guo Zengji ou la continuité de l'État à l'époque républicaine

Commençons par le cas de Guo Zengji 郭曾基 (1877-1940), magistrat du district de Wuxian dont le siège était à Suzhou². Le 31 juillet 1940 au matin, alors qu'il se rendait au bureau accompagné de ses deux gardes du corps, Guo fut abattu par trois agents du Juntong qui prirent la fuite. Bien que ce type d'attentat soit fréquent à l'époque³, il suscita une vive émotion en raison de l'importance du personnage, qui était à la tête de la circonscription la plus peuplée du Jiangsu⁴. La machine sécuritaire se mit en branle, entraînant de nombreuses arrestations et la promesse d'une récompense de 10 000 yuans pour l'arrestation des coupables. Les télégrammes de condoléances

¹ *Ibid.*, p. 207.

² Nous avons découvert le cas de Guo Zengji grâce à un blog dont l'auteur, un journaliste local féru d'histoire, du nom de Huang Yun 黃惲, a eu la gentillesse de partager ses sources avec nous. Qu'il en soit ici vivement remercié (Huang Yun, « Wuxian xianzhishi Guo Zengji 吳縣縣知事郭曾基 (Le magistrat du district de Wuxian, Guo Zengji) », (<http://blog.sina.com.cn/s/blog_5e8246090101997m.html>, consulté le 12 mars 2015).

³ Voir partie 3.1.1.1. Nous présenterons d'autres cas dans la partie 6.2.2.1.

⁴ Wuxian comptait alors 1 311 054 habitants selon les chiffres, sans doute exagérés, fournis par le Gouvernement réformé (*CIG*, p. 315). La presse de l'époque évoque 300 000 habitants à Suzhou et 290 000 dans le reste du district en juillet 1940, en soulignant que la bonne gouvernance de Guo Zengji avait favorisé le retour des réfugiés (« Guoshi shengqian zhengji 郭氏生前政績 (L'œuvre administrative de M. Guo) », *Suzhou xinbao* 蘇州新報, 1^{er} août 1940, p. 1).

affluèrent au siège du district, envoyés notamment par Wang Jingwei et le gouverneur du Jiangsu, Gao Guanwu. La presse souligna combien Guo Zengji était « diligent dans son administration et aimait le peuple [*qinzheng aimin* 勤政愛民] », ce qui, une fois n'est pas coutume, semblait ne pas relever uniquement de la propagande¹. Guo était représentatif de ces administrateurs locaux expérimentés ayant fait leurs classes sous le gouvernement Beiyang. Originaire de Minhou au Fujian, il avait effectué toute sa carrière dans le Jiangsu. Il avait débuté comme second du gouverneur de la province Cheng Dequan 程德全 (1860-1930) – le premier à avoir déclaré son indépendance vis-à-vis des Qing en novembre 1911 – avant d'occuper plusieurs postes de magistrat de district à Gaoyou, Danyang, Songjiang et, enfin, Wuxian où son mandat (1921-1925) fut le plus long que connut le district pendant toute la période républicaine². Ce fervent bouddhiste avait rapidement su se faire respecter des habitants de Suzhou grâce à sa probité. À la différence de nombreux fonctionnaires Beiyang qui durent se retirer en 1928 lors de l'arrivée au pouvoir des Nationalistes et reprirent du service sous l'occupation, Guo Zengji fut recommandé au nouveau gouverneur du Jiangsu, le puissant Chen Guofu – patron de la clique CC avec son frère Lifu –, qui le nomma à la tête du district de Danyang en 1932. Lorsque les Japonais prirent le contrôle de Suzhou le 19 novembre 1937, Guo était déjà à la retraite. On ne connaît pas les circonstances exactes dans lesquelles il fut recruté. Selon Huang Yun, son choix de collaborer pouvait s'expliquer tout d'abord par la gêne financière dans laquelle se trouvait Guo, preuve qu'il avait été un bon fonctionnaire avant-guerre. Une autre raison était son sens du devoir, nourri de bouddhisme, qui l'amena à répondre aux sollicitations de ses concitoyens³. C'est ainsi que, douze ans après les avoir quittées, Guo Zengji reprit ses fonctions de magistrat du district de Wuxian le 11 juin 1938. À en croire sa nécrologie dans le *Suzhou xinbao*, il accomplit beaucoup de choses durant les deux années de son mandat : rétablissement de l'ordre, mesures sanitaires, réouverture des écoles ou encore reconstruction des ponts et des digues⁴. Après sa mort, son poste fut occupé par intérim par le chef du bureau des Affaires civiles du gouvernement provincial du Jiangsu,

¹ « Deze zai min tongsheng beidao ; Guo zhishi yiti zuo dalian 德澤在民同聲悲悼 郭知事遺體昨大殮 (Concert de lamentations pour le bienfaiteur du peuple ; la dépouille mortelle du magistrat de district Guo mise en bière hier) », *Suzhou xinbao*, 1^{er} août 1940, p. 1. Une statue de la victime fut même, plus tard, érigée à Suzhou (Huang Yun, « Wuxian xianzhishi Guo Zengji », art. cit.).

² *Suzhou shizhi* (Monographie de la ville de Suzhou), vol. 3, p. 97.

³ Huang Yun, « Wuxian xianzhishi Guo Zengji », art. cit. Une autre raison possible est l'affinité régionale que partageait Guo avec le ministre de l'Intérieur du Gouvernement réformé, Chen Qun, lui aussi originaire de Minhou. Nous avons parlé à propos de Hangzhou sous le Gouvernement réformé d'une « *Minhou connection* » en raison des liens qui unissaient Chen Qun aux fonctionnaires de la ville (voir partie 2.1.2.3). Rien dans les sources ne permet d'établir un tel lien en ce qui concerne Guo Zengji, mais la chose n'est pas impossible.

⁴ « Guoshi shengqian zhengji », art. cit. Nous n'avons pas trouvé de *wenshi ziliao* consacré à Guo Zengji, signe peut-être qu'il ne correspondait pas à l'image du *hanjian* moyen.

Zhao Rengqi 趙初祺, avant que ne soit nommé Ma Zongyu 馬宗豫¹, le 18 octobre 1940, puis Lu Zhushuang 陸壽雙² en mai 1941. Sous l'influence du *qingxiang*, dont Suzhou était l'épicentre, Wuxian fut, par la suite, dirigé par le responsable provincial de la mise en place du *baojia*, Cai Zongxi 蔡宗熙 (nommé en janvier 1942) puis par un cadre du Comité de pacification rurale et ancien magistrat du district de Taicang, Shen Jinghua 沈靖華³ (mai 1943) et, enfin, par Chen Zhanru 陳展如 dont on ne sait rien sinon qu'il fut condamné à douze ans de prison en 1946⁴.

5.2.3.2. Ma Yunteng, le collaborateur chrétien

Autre cas de fonctionnaire local nommé à l'époque du Gouvernement provisoire et qui resta en place sous le nouveau gouvernement central, sans toutefois voir son mandat brutalement interrompu par les nervis de Chongqing : Ma Yunteng 馬雲騰 (1900-1951), magistrat de 1939 à 1943 du district de Huaining, à l'ouest de la ville d'Anqing 安慶 dans l'Anhui⁵. Originaire de Shouxian 壽縣, au nord de la province, Ma Yunteng effectua sa scolarité dans l'école catholique de Liu'an puis y travailla comme enseignant à partir de 1923. Par la suite, il intégra l'Académie militaire de Huangpu et participa à l'Expédition du Nord dans les troupes nationalistes, avant de trouver, en 1931, une place comme chef du bureau de Secours aux victimes de la municipalité de Nanjing. La même année, il se lia d'amitié avec un prêtre espagnol, responsable de la mission jésuite d'Anqing, qui lui confia l'administration de son église⁶. Au début de la guerre, celle-ci prit part à la mise en place de la zone de réfugiés locale en soutien de la Croix rouge et de la Société du svastika rouge. À l'approche des troupes nippones, Ma Yunteng et le Père espagnol s'embarquèrent pour rendre visite au quartier général japonais de Wuhu et s'entendre avec ses officiers. Après la prise d'Anqing, de nombreuses exactions furent commises sauf contre l'église espagnole, protégée par une affiche. Ma Yunteng aida l'occupant à mettre sur pied un comité de

¹ *Suzhou shizhi, op. cit.*, p. 103. Originaire de Guizhou, Ma Zongyu avait siégé à partir de 1932 au Comité disciplinaire des fonctionnaires centraux du Yuan judiciaire avant d'intégrer, en avril 1939, le Gouvernement réformé comme chef du bureau du Cadastre de la municipalité de Nanjing (*ZGBR*, p. 61).

² Voir sa biographie dans le tableau de l'Annexe 2.8.

³ Voir sa biographie dans le tableau de l'Annexe 2.9.

⁴ *Suzhou shizhi, op. cit.*, p. 104.

⁵ Ce paragraphe s'appuie principalement sur le témoignage d'un enseignant de l'école secondaire catholique Chongwen 崇文 d'Anqing : Bai Zhaosheng 白兆昇, « Huainingxian weixianzhang Ma Yunteng de zuixing 懷寧縣偽縣長馬雲騰的罪行 (Les crimes du magistrat fantoche du district de Huaining, Ma Yunteng) », *Anqing wenshi ziliao* 安慶文史資料, vol. 12, 1985, p. 128-133.

⁶ Il s'agissait, selon Bai Zhaosheng, du Père « Nan Gelu 南格祿 » en transcription chinoise. Nous n'avons pas réussi à retrouver son nom, mais on sait que Nan Gelu était le nom chinois de Claude Gotteland S.J. (1803-1856), qui dirigea le retour des Jésuites en Chine à partir de 1842 (Xiong Yuezhi 熊月之 (dir.), *Shanghai mingren mingshi mingwu daguan* 上海名人名事名物大觀 (Panorama des personnes, événements et produits célèbres de Shanghai), Shanghai, Shanghai renmin chubanshe, 2005, p. 186). Bai a peut-être confondu le nom du Père espagnol avec celui de la mission, dont on peut penser qu'il fut choisi en hommage à l'illustre missionnaire français.

maintien de la paix en juillet 1938 dont il fut désigné secrétaire tout en détenant la réalité du pouvoir en son sein. Grâce à l'appui des autorités japonaises locales, il fut désigné *xianzhishi* lors de la formation du gouvernement de district en janvier 1939, sous l'autorité nominale du Gouvernement réformé, puis conserva son poste, comme *xianzhang*, sous le gouvernement de Wang Jingwei, jusqu'en septembre 1943¹. Fidèle à ses patrons catholiques, Ma profita de sa position pour attribuer de nombreuses propriétés immobilières et foncières aux différentes églises d'Anqing tout en se montrant un serviteur efficace de l'occupant². Ses bons et loyaux services furent également reconnus par le gouvernement central dont le ministre de l'Intérieur, Chen Qun, lui décerna une récompense en 1942. Ma aurait, parallèlement, travaillé pour le Juntong³. À la fin de la guerre, Ma Yuntang se déguisa en prêtre et se cacha dans plusieurs églises avec l'aide du Père espagnol d'Anqing. Les Nationalistes finirent par lui mettre la main dessus, mais, grâce à ses appuis dans l'Église, il fut libéré et continua à travailler pour la mission locale. Craignant que les biens de l'église ne soient collectivisés après l'arrivée au pouvoir des Communistes, Ma passa six mois à les photographier et envoya son inventaire en Espagne. En 1951, l'assemblée locale exigea que Ma Yunteng soit puni. En conséquence, il fut arrêté la même année puis condamné à mort et exécuté en juillet tandis que son protecteur espagnol dut retourner dans son pays. Si nous avons vu, dans le chapitre 2, le rôle que jouèrent les étrangers, en particulier les missionnaires, dans la mise en place des structures initiales de l'État d'occupation, le cas de Ma Yunteng montre que le rôle de ces derniers ne s'arrêta parfois pas à celui de simples intermédiaires dans les premiers jours de l'occupation mais se prolongea en profitant de celle-ci.

5.2.3.3. Zhou Mingqin : itinéraire d'un opportuniste

Le destin de Ma Yunteng partageait certaines similarités avec celui de Zhou Mingqin 周明欽 (1902-1950), magistrat du district de Yingcheng dans le Hubei de 1939 à 1943⁴. Originaire du Jiangxi, Zhou était né dans une prévôté (*xunjiansi* 巡檢司) au nord de Yingcheng où son père tenait une échoppe de plantes médicinales. Destiné à travailler pour le commerce familial après quelques années de cours privés à bachoter les Quatre livres du canon confucéen, il avait préféré prendre en marche le train de la révolution amené par l'Expédition du Nord en adhérant au PCC en 1926. Dans le cadre du front uni, Zhou se retrouva ainsi membre du comité de district

¹ *Huaining xianzhi*, *op. cit.*, p. 203.

² En guise de récompense, il se vit offrir une voiture et un voyage « d'observation et de formation » au Japon en 1939 (sur ce voyage, voir la partie suivante).

³ C'est du moins ce qu'il affirma à Bai Zhaosheng. Son arrestation au lendemain de la guerre laisse plutôt penser le contraire.

⁴ Ce paragraphe s'appuie principalement sur Chen Yannian 陳延年, « Hanjian xianzhang Zhang Mingqin qiren qishi 漢奸縣長張明欽其人其事 (Biographie du magistrat de district et traître Zhou Mingqin) », *Yingcheng wenshiziliao* 應城文史資料, vol. 4, 1990, p. 77-89.

nationaliste de Yingcheng et quitta le PCC lors de la purge de l'année suivante, dans laquelle il perdit plusieurs camarades. Grâce à ses relations, il obtint en 1932 un poste au bureau des Travaux publics du gouvernement provincial du Hubei. Suite au départ de son protecteur, Zhou dut quitter ses fonctions en 1936 et s'en retourner à Yingcheng où il aida son père tout en dilapidant le capital familial en plaisirs nocturnes. À l'arrivée des Japonais à la fin de l'automne 1938, suivie de la création d'un comité de maintien de l'ordre à Yingcheng, Zhou organisa, en janvier 1939, son propre comité dont il se nomma président. Mais l'armée japonaise ayant décidé de faire place nette pour organiser ses opérations militaires (la principale ligne de front n'était pas loin) l'en chassa un an plus tard, tuant son père au passage. Zhou trouva refuge chez une prostituée qu'il fréquentait. Cette dernière entretenait à l'époque des relations avec les responsables locaux de l'équipe de pacification et de la police militaire japonaises qui acceptèrent d'autant plus volontiers de prendre Zhou sous leur aile que sa défection passée du PCC en faisait un collaborateur sûr. Il fut ainsi nommé à la tête du siège provisoire de l'administration de district organisé à Yingcheng en février 1940 et conserva son poste lorsque cette organisation fut rattachée au gouvernement de Wang Jingwei en octobre. Ce dernier lança un an plus tard une classe de formation pour les *xianzhang* déjà en poste¹. Zhou partit la suivre, se faisant accompagner en fanfare sur le chemin du départ à la manière d'un candidat aux concours mandarinaux. De retour un mois plus tard « comblé d'honneurs [*ronggui* 榮歸] », selon la formule ironique de Chen Yannian, il fut accueilli avec un faste plus grand encore². Outre l'objectif qu'il s'était donné d'enfanter un héritier mâle³, Zhou utilisa son pouvoir pour se réserver le monopole du trafic d'opium et de sel. Soucieux de s'assurer la loyauté de son administration, il arrosait ses subalternes en donnant chaque mois aux chefs de section quelques lots d'opium qu'ils revendaient pour doubler leur salaire de 60 yuans. Sous les auspices des autorités japonaises, Zhou créa et prit la tête, en octobre 1942, d'une entreprise publique de contrôle du sel qui possédait des usines et ouvrit des points de vente dans les bureaux d'arrondissement. Ce succès suscita les convoitises. En mai 1943, son monopole sur le sel lui fut arraché par le fils d'un industriel local, Chen Zhiyuan 陳志遠 (1906-1973), qui avait pour lui d'avoir étudié au Japon et d'être soutenu par le chef des services spéciaux japonais de Hankou. Ce dernier chercha à faire arrêter Zhou à travers le gouvernement provincial. Mais les autorités japonaises de Yingcheng le protégèrent en rappelant sa fidélité indéfectible à l'armée impériale. Ses supérieurs de Hankou se contentèrent donc de le muter à Zhongxiang en juin 1943 et de le remplacer par Geng Fojin 耿佛

¹ Il sera question de cette formation dans la partie suivante.

² On verra que tous les magistrats de district partis en formation n'avaient pas la chance de Zhou.

³ Nous passons sur les mariages, répudiations et autres adultères qui ponctuèrent cette quête.

塵. À la fin de la guerre, Zhou Mingqin fut dénoncé aux autorités nationalistes par un chef de *bao*. Emprisonné, il fut rejugé sous les Communistes et exécuté en 1950.

Ces trois parcours montrent bien qu'opposer trop systématiquement continuité et rupture entre l'État d'avant-guerre et l'État d'occupation en distinguant des agents de l'époque Beiyang revenus aux affaires dans les fourgons japonais à des fonctionnaires nationalistes retrouvant leurs postes d'avant-guerre n'a pas beaucoup de sens. De même, l'action de ces trois individus invite à s'affranchir d'une lecture manichéenne de l'occupation pour considérer plutôt la collaboration comme un nuancier¹. Le pouvoir dont étaient dépositaires ces agents ressortait en effet de relations nouées au niveau local avec la population, les forces d'occupation et des acteurs extérieurs comme les missionnaires, elles-mêmes partie prenante de réseaux plus larges. À cet égard, le contraste est flagrant entre, d'une part, un fonctionnaire expérimenté et apprécié retrouvant sa charge d'avant-guerre à la tête d'un district central par sa situation géographique et sa taille comme Guo Zengji et, d'autre part, un opportuniste profitant du soutien des forces japonaises locales pour se constituer un fief loin de la capitale tel que Zhou Mingqin. Ces trois magistrats de district avaient toutefois en commun d'être entrés en fonction au début de la guerre. La résistible centralisation de l'État d'occupation s'accompagna d'un effort croissant visant à intégrer ce personnel hétéroclite dans un moule unique devant assurer au nouveau gouvernement central l'appui d'un fonctionnariat loyal et compétent.

¹ Nous empruntons cette expression à Victor Louzon (« L'Incident du 28 février 1947... », *op. cit.*, p. 40-41). Il va sans dire que les trois cas étudiés ici sont loin d'épuiser la gamme de ce nuancier, dont on aura toutefois une idée plus précise à l'issue de cette thèse.

5.3. Formation, sélection et évaluation des fonctionnaires

5.3.1. Former des agents loyaux et compétents

5.3.1.1. *Xunlian* et construction de l'État

Le problème de la compétence des agents du régime de Nanjing et donc de leur formation au métier de fonctionnaire peut être illustré par cette anecdote savoureuse. Le 1^{er} septembre 1940, Yan Dongyuan 嚴東園 prit ses fonctions comme magistrat du district de Kunshan (Jiangsu). Sorti de la 3^e promotion de cavaliers de l'Académie militaire de Baoding, il avait auparavant travaillé comme conseiller dans le gouvernement provincial du Jiangsu mais n'avait pas été formé au métier bureaucratique¹. Il disposait toutefois d'un appui de taille au sein du nouveau régime en la personne du ministre de l'Intérieur, Chen Qun, qui était, comme lui, un membre de la Bande verte². Il est décrit par un témoin comme un « voyou [*baixiangren* 白相人] » passant ses journées à dormir au bureau et ses nuits à festoyer dans les cabarets de Shanghai. Le véritable chef du gouvernement de district était le responsable japonais du Corps de pacification local, rebaptisé « agent de liaison » (*renrakukan* 連絡官). Yan Dongyuan était aidé dans sa tâche par deux secrétaires qui rédigeaient à sa place les documents administratifs. Dès l'arrivée de Yan à son poste, un incident se produisit dont Zhang Qi fait le récit suivant :

La première fois que Yan posa l'œil sur un document administratif préparé par le secrétaire Wang, il découvrit avec colère qu'il était signé « le magistrat de district Yan XX [*xianzhang Yan OO* 縣長嚴OO] ». Il convoqua Wang sur le champ pour le réprimander : « Comment se fait-il qu'un homme censé être cultivé comme toi [*nong di ge ye suan dushu ren* 農迪個也算讀書人] soit incapable d'écrire les caractères de mon nom personnel Dongyuan [...] ?! Dégage [*gun na niang ge dan* 滾那娘個蛋] ! »³. Ne sachant trop s'il devait rire ou pleurer, le pauvre Wang se retira en silence (en ces temps [*jiu shehui* 舊社會]⁴, un subalterne préparant un document pour son supérieur, ne devait pas écrire le nom personnel de celui-ci sous peine de se montrer irrespectueux ; [...] le nom entier n'apparaissant que sur la version propre à envoyer). De retour dans son bureau, Wang rapporta l'incident à l'autre secrétaire, M. Jin, et lui demanda de lui venir en aide. Ce Jin était un vieux rond-de-cuir plein de ressources [*lao bili, po you jimin* 老筆吏, 頗有機敏]. Il conseilla à Wang de réécrire le document avec le nom personnel du magistrat. Le lendemain matin, [...] il fit mine de le découvrir sur le bureau de Yan Dongyuan et s'écria : « Quel imbécile, sans respect pour la hiérarchie, a rédigé ce document en osant signer du nom complet du magistrat ?! ». Réalisant alors seulement son impair, Yan Dongyuan répondit, l'air de rien : « Fais la leçon au secrétaire Wang.

¹ Voir Annexe 2.8.

² Ce paragraphe s'appuie sur Zhang Qi 章其, « Lunxian shiqi diwei qunmo chouxiang 淪陷時期敵偽群魔醜相 (Le visage hideux des démons ennemis et fantoches sous l'occupation) », *Kunshan wenshi* 崑山文史, vol. 8, 1989, p. 211-221. Sur les liens de Chen Qun avec la Bande verte, voir sa notice, Annexe 3.

³ La traduction française est moins vulgaire que l'original qui sied effectivement davantage à un voyou qu'à un magistrat de district (rappelons toutefois que ce sont des propos rapportés plusieurs années après les faits).

⁴ C'est-à-dire dans l'« ancienne société » de type « féodal », par opposition à la « nouvelle société » rendue possible par l'avènement du PCC en 1949.

C'est bon pour cette fois ». Mais le tour joué par le secrétaire Jin qui «montrant du doigt le moine, insultait le faux moine [*heshang ma zeitu* 和尚罵賊禿]» et l'incompétence de Yan Dongyuan ne tardèrent pas à faire les gorges chaudes de tout le district !¹

Quel que soit son degré de véracité, cette anecdote traduit bien l'hétérogénéité avérée du niveau de compétence des fonctionnaires sous l'occupation, en particulier dans l'administration locale où se côtoyaient des agents expérimentés, incarnant une certaine continuité dans les techniques de l'État, et des opportunistes sans expérience qui devaient leur poste à l'appui d'un puissant.

Ces derniers étant généralement les plus visibles dans les sources, on comprend que Timothy Brook caractérise les collaborateurs locaux comme représentant « the worst of the old elites or the least of the new »² et que Pan Min considère le manque de compétence des agents de l'État d'occupation comme le principal obstacle auquel celui-ci fut confronté³. Outre la question des compétences, se posait celle de la loyauté à un gouvernement central dont l'idéologie changea en l'espace de quelques mois : après avoir servi le Gouvernement réformé et son discours anti-GMD, ces fonctionnaires devinrent les représentants d'un parti-État nationaliste soit disant orthodoxe. À cette loyauté envers Nanjing s'ajoutait celle, plus constante, exigée vis-à-vis du « pays ami ». Cette combinaison idéale de compétence et de loyauté ne fut jamais atteinte, la seconde n'allant souvent pas de pair avec la première. Le Gouvernement nationaliste en avait fait l'expérience avant-guerre puis à Chongqing où la « partisation » (*danghua*) des institutions consista, dans de nombreux cas, à privilégier le critère de la loyauté au Parti plutôt que celui de la compétence. Le gouvernement de Wang Jingwei rencontra cette même difficulté, aggravée par l'échec de l'entreprise de recrutement qui ne permit pas l'afflux de talents espéré et compliquée par l'éclatement de l'autorité (loyauté aux autorités locales d'occupation, au groupe de Wang Jingwei et au discours panasiatique de Tokyo).

Une fois encore, les difficultés rencontrées par l'État d'occupation ne doivent pas occulter les efforts entrepris par les gouvernements de collaboration pour rendre leurs agents plus compétents et plus loyaux. À ce double objectif correspondirent deux grands types de formations : un enseignement pratique visant à inculquer les techniques de gouvernement et un enseignement idéologique destiné à diffuser dans la fonction publique à la fois un tridémisme classique et sa lecture panasiatique propre au GMD pro-japonais⁴. Ces enseignements pratique et idéologique furent délivrés simultanément sous des formes variées selon la catégorie des agents auxquels ils s'adressaient : fonctionnaires d'un ministère spécifique, magistrats de districts, employés, responsables de l'administration semi-bureaucratique, etc.

¹ *Ibid.*, p. 212-213.

² *Collaboration, op. cit.*, p. 238.

³ *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.*, p. 159.

⁴ La notion de « tridémisme » ou « triple démisme », c'est-à-dire les Trois principes du peuple de Sun Yat-sen, est empruntée à Marie-Claire Bergère.

Ces enseignements relevaient pour la plupart du *xunlian* 訓練 ; notion pouvant être traduite par « entraînement », « apprentissage » ou, comme nous le ferons, par « formation ». L'importance que prit le *xunlian* sous l'occupation découlait directement de l'expérience de la construction de l'État nationaliste durant la « décennie de Nankin ». Si la formation des fonctionnaires n'est en rien une spécificité de la Chine républicaine, la forme qu'elle prit dans les années 1930 et 1940 était concomitante à l'essor du parti-État nationaliste tel qu'il avait été défini au début des années 1920 sur le modèle soviétique ; essor lui-même étroitement lié à la reconquête militaire du pays. D'abord associée à l'Académie de Huangpu et à ses formations rapides visant à inculquer des techniques militaires et l'idéologie révolutionnaire en vue de l'Expédition du Nord, la notion de *xunlian* désigna plus largement, dans les années 1930, la diffusion d'une science pratique de l'État¹. Cette formation d'agents déjà en poste était rendue nécessaire, on l'a vu, par l'impossibilité dans laquelle se trouvait l'État nationaliste de recruter selon la « voie régulière » des examens. Le *xunlian* fut généralisé à l'ensemble de l'administration civile pendant la guerre, dans un contexte de « partisation » et de « militarisation » (*junshihua* 軍事化) accrues².

Une situation similaire se produisit en zone occupée. Si la formation des agents s'élargit et s'intensifia sous le gouvernement de Wang Jingwei, celui-ci poursuivit, en partie, les efforts engagés sous le Gouvernement réformé. C'est le cas en particulier de la formation des fonctionnaires de district qui constituait une priorité pour l'État d'occupation, comme elle l'avait été pour les autres régimes politiques chinois avant lui.

5.3.1.2. La formation des fonctionnaires de district

Fondement de l'État chinois car principale interface de la bureaucratie avec le reste de la société, l'échelon du district revêtait une importance d'autant plus capitale dans le cas de l'État d'occupation que les gouvernements de district étaient l'émanation des comités locaux construits par le bas³. Aussi, la centralisation initiée par le Gouvernement réformé et poursuivie par le

¹ Strauss, « The Evolution of Republican Government », art. cit., p. 344-346. « The term *xunlian* came to refer to training in the sense of “on-the-job acquisition of technical skills” in which a program of political indoctrination did not largely figure. During the 1930s, technically personnel were in short supply, and individual ministries [...] set up *ad hoc* programs to fill the gaps. The curricula of these training courses varied from organization to organization, and most were short term (from a few months to a year). Although they indirectly incorporated some amount of loyalty training by requiring one course on Party principles (*dangyi*), the bulk of these courses focused on practical or applied work (*yewu gongzuo*). » (*ibid.*, p. 345)

² Strauss, *Strong Institutions in Weak Polities: State Building in Republican China, 1927-1940*, Oxford, Clarendon Press, 1998, p. 53-56. On trouvera un exemple typique de cette volonté du GMD de militariser la formation des fonctionnaires dans un ouvrage publié par l'École politique centrale au début de la guerre : Cheng Fang 程方, *Zhongguo xianzheng gailun* 中國縣政概論 (Traité sur l'administration de district en Chine), Changsha, Zhongyang zhengzhi xuexiao, 1939, p. 130-132.

³ Si le caractère diffus du pouvoir était particulièrement marqué sous l'occupation, en raison de ces dynamiques contraires dans la construction de l'État, il ne lui était pas spécifique. La « décennie de Nankin » avait connu un

gouvernement de Wang Jingwei s'appuya-t-elle sur la formation des agents de district pour accélérer l'intégration de ces structures locales dans la verticalité du pouvoir. Cette continuité institutionnelle dans la formation des agents de district, par-delà le changement de régime en mars 1940, provenait d'abord du maintien en place, entre mars 1938 et septembre 1943, de Chen Qun à la tête du ministère de l'Intérieur, dont l'une des principales prérogatives était le contrôle de l'administration locale¹.

Centralisation et réseau de patronage : l'école de Chen Qun

Les statuts de l'École de formation à l'administration de district du ministère de l'Intérieur (*neizhengbu xianzheng xunliansuo* 內政部縣政訓練所) furent promulgués le 3 juin 1938² et révisés en janvier 1939³ :

- Art. 1 : Afin de mettre de l'ordre dans l'administration du personnel de chaque province [*zhengchi ge shenglizhi* 整飭各省吏治], le ministère de l'Intérieur du Gouvernement réformé établit une École de formation pour l'administration de district destinée à cultiver les talents de l'administration locale [*zaojiu difang xingzheng rencai* 造就地方行政人才]. [...]
- Art. 3 : Cette école comprend la section « magistrats de district [*xianzhishi zu* 縣知事組] » et la section « assistants de district [*xianzuozhi zu* 縣佐治組] ».
- Art. 4 : Toutes les personnes remplissant l'une des conditions suivantes et pouvant attester de la recommandation de deux fonctionnaires du gouvernement occupant actuellement un poste de rang *jianren* [簡任] et supérieur peuvent choisir la section « magistrat de district » : (1) Être diplômé d'une université chinoise ou étrangère, ou bien d'une école professionnelle ; (2) Avoir occupé la charge de magistrat de district [*xian zhishi*]⁴ et posséder une grande expérience ; (3) Avoir occupé un poste de rang *jianren* et posséder une très bonne connaissance de l'administration [*fu you zhengzhi xueshi* 富有政治學識] ; (4) Être actuellement un agent de section de niveau 2 ou 3 dans l'un des yuans et ministères du Gouvernement réformé.
- Art. 5 : Toutes les personnes remplissant l'une des conditions suivantes et pouvant attester de la recommandation de deux fonctionnaires du gouvernement occupant actuellement un poste de rang *jianren* et supérieur peuvent choisir la section « assistant de district » : (1) Être diplômé du lycée ; (2) Avoir occupé une charge de chef de bureau ou de chef de section dans un gouvernement de district ; (3) Avoir travaillé au moins trois ans⁵ comme fonctionnaire de rang *weiren* et être bien noté.

phénomène semblable, qui vit le centre (Nanjing) tenter d'étendre son pouvoir jusque dans les institutions locales construites par le bas, à la faveur d'un affaiblissement de l'État central durant la période précédente. Voir notamment le cas du gouvernement municipal de Shanghai (Henriot, *Shanghai 1927-1937, op. cit.*).

¹ On a vu dans la partie 2.1.2.3, comment Chen Qun amorça cette centralisation en convoquant, après l'inauguration du Gouvernement provisoire au printemps 1938, une quarantaine de présidents de comités locaux à qui il fut promis de l'argent et la possibilité de rester en place comme magistrats de district, à condition qu'ils reconnaissent l'autorité de Nanjing.

² *Zhengfu gongbao* 政府公報 (Journal officiel [du Gouvernement réformé]), n°10, p. 5-6, in *ZG*, vol. 13.

³ *Ibid.*, n°44, p.2-3. Nous traduisons à partir de la version révisée en indiquant, en notes, les quelques points modifiés. Seuls les passages intéressants sont cités.

⁴ Bien que la chose ne soit pas précisée, cette condition peut être comprise comme excluant les *xianzhang* du Gouvernement nationaliste. On a vu dans la partie 5.1.2.2 que le Gouvernement réformé interdisait en principe le recrutement de membres du GMD. L'extension de cette interdiction à tous les anciens fonctionnaires nationalistes n'est, en revanche, jamais explicitée. L'une comme l'autre ne furent de toute façon pas appliquées.

⁵ « Deux ans » dans la version initiale de juin 1938. On va voir que les amendements vont, pour la plupart, dans le sens d'une plus grande sévérité dans la sélection et la formation.

- Art. 6 : Toutes les personnes ayant réussi l'examen au bout d'un an¹ de formation dans la section « magistrat de district » seront envoyées auprès des gouvernements provinciaux et seront prioritaires pour l'obtention d'un poste de magistrat de district [*xian zhishi jinxian buyong* 縣知事儘先補用]².
- Art. 7 : Toutes les personnes ayant réussi l'examen au bout de sept mois³ de formation dans la section « assistant de district » seront envoyées auprès des gouvernements provinciaux et seront prioritaires pour l'obtention d'un poste de chef de bureau ou de chef de section dans un gouvernement de district.
- Art. 8 : Le poste de directeur de cette école est cumulé par le ministre de l'Intérieur. [...]
- Art. 10 : Les cours de cette école portent principalement sur l'esprit de reconstruction nationale [*jianguo jingshen* 建國精神] du Gouvernement réformé ainsi que sur les lois et décrets de l'administration [*xingzheng faling* 行政法令]. Ils évaluent la capacité à rédiger des documents officiels [*gongdu* 公牘] et à planifier les tâches administratives [*zhengwu* 政務]. [...]
- Art. 12 : Les gouvernements provinciaux et municipaux doivent⁴ sélectionner et envoyer les personnes aptes à suivre cette formation [...].
- Art. 13 : Durant la durée de sa formation, l'école verse à chaque étudiant une indemnité de 10 yuans par mois en plus de lui fournir la nourriture, le logement et le matériel d'écriture. [...]

En s'attribuant le poste de directeur, Chen Qun s'assurait que les agents sortis de l'École seraient non seulement fidèles au nouveau régime mais aussi à sa personne⁵. On comprend, à travers ce cas, que loyauté et compétence n'étaient pas deux objectifs distincts. La volonté qu'avait Chen Qun de placer ses hommes, en particulier ceux originaires comme lui de Minhou, à la tête des districts n'est plus à démontrer⁶. Son rôle dans la création de l'École de formation montre toutefois qu'il espérait s'appuyer sur une clientèle de fonctionnaires compétents ; patronage qu'il chercha à consolider, on va le voir, à travers une revue produite par ces derniers⁷. Les compétences qu'étaient censées acquérir les étudiants au cours de cette formation relevaient en effet essentiellement d'un savoir sinon toujours pratique, du moins plus technique qu'idéologique, comme le montre la liste des 21 matières enseignées :

- (1) Programme politique du Gouvernement réformé (y compris le manifeste, le programme politique et le plan d'organisation) ; (2) Lois et règlements du Gouvernement réformé ; (3)

¹ « Six mois » dans la version initiale.

² La version initiale comportait une coquille : *xianzhang* au lieu de *xianzhishi*. Le Gouvernement provisoire avait supprimé les dénominations administratives du Gouvernement nationaliste au profit de celles du gouvernement Beiyang, mais sans doute pas l'habitude qu'avaient ses fonctionnaires d'utiliser les premières.

³ « Trois mois » dans la version initiale.

⁴ Nous traduisons *dei* 得 par « devoir » mais ce caractère peut également signifier « pouvoir », ce qui donne un sens différents aux rapports entre le ministère de l'Intérieur et l'administration locale.

⁵ Les liens informels noués entre des étudiants et leur directeur d'école eurent une certaine importance à l'époque républicaine. Le cas le plus exemplaire est celui du *xiaozhang* 校長 Jiang Jieshi, qui appuya son ascension politique sur les cadets de l'Académie de Huangpu. On pense également à Chen Gongbo et au réseau des anciens élèves de son Université continentale (*dalu daxue*). Ces liens n'étaient pas sans rappeler ceux qu'entretenaient, à l'époque impériale, les grands hommes d'État servant comme examinateurs dans les concours mandarinaux avec les lauréats dont ils devenaient les patrons ; on pense par exemple au cas fameux d'Ouyang Xiu 歐陽修 (1007-1072). Du reste, Chen Qun n'était pas étranger au métier d'éducateur : il avait enseigné et dirigé une école secondaire à Shanghai avant-guerre. Il fut, par ailleurs, ministre de l'Éducation d'avril à juillet 1938 (voir Annexe 3).

⁶ Voir 2.2.2.3.

⁷ Outre les agents de district, Chen Qun mit en place une école destinée aux fonctionnaires de police dont il prit également la direction en confiant sa gestion à son chef du bureau de la Police et ancien camarade au sein de la faction de Hu Hanmin, *Deng Zuyu 鄧祖禹 (Li Wenbin, « Chen Qun qi ren », art. cit., p. 169).

Situation récente dans chaque pays ; (4) Politique japonaise ; (5) Notions fondamentales des lois et règlements administratifs ; (6) Principes du système de gouvernement autonome ; (7) Étude des finances publiques locales ; (8) Théorie de l'administration municipale [*Shizhenglun* 市政論] ; (9) Principes de l'administration policière ; (10) Notions fondamentales du droit civil et pénal ; (11) Essentiel du code de procédure (y compris le code de procédure civile, pénale, administrative et de réclamation contre l'administration [*suyuanfa* 訴願法]) ; (12) Lois concernant l'état civil ; (13) Droit administratif de l'éducation ; (14) ; Système du *baojia* ; (15) Droit foncier ; (16) Statistique pratique ; (17) Comptabilité bureaucratique ; (18) Droit privé international ; (19) Direction pratique [*shiwu zhidao* 實務指導] ; (20) Reproduction de documents administratifs ; (21) Conversation japonaise¹.

Outre une matière spécifique au Gouvernement réformé (1), le contexte de l'occupation était visible dans la place particulière accordée à la puissance occupante que ce soit dans l'enseignement de sa situation politique (4) ou dans l'apprentissage de sa langue (21), indispensables pour une bonne collaboration.

Le *Journal officiel* annonça la première rentrée pour le 15 septembre 1938². Preuve de la lente mise en place du Gouvernement réformé, Chen Qun et son ministère étaient encore installés à Shanghai à cette date³. L'évolution des statuts de l'établissement entre juin 1938 et janvier 1939 montre une ambition revue à la hausse pour cette école dont les critères de sélection à l'entrée et la durée des formations furent renforcés. Ces amendements ayant eu lieu en cours de route, la première promotion fut diplômée au bout de six mois comme le prévoyait la version initiale des statuts⁴. Cette première volée comptait 29 diplômés dans la classe des magistrats de district et 26 dans celle des assistants⁵. Les premiers, qui avaient entre 28 et 59 ans pour un âge moyen de 38 ans, étaient tous passés par l'université, dont deux par celles de Tokyo et de Paris. Les seconds, diplômés du collège, avaient entre 23 et 49 ans pour un âge moyen de 30 ans⁶. La liste des 133

¹ *Zhengfu gongbao* (Journal officiel [du Gouvernement réformé]), n°10, p. 3-4, in *ZG*, vol. 13.

² Les candidats devaient se présenter en personne à Nanjing avant le 10 septembre (*ibid.*, n°31).

³ Chen Qun envoya une déclaration à l'occasion de cette rentrée qui fut ensuite publiée dans la presse. Il y faisait l'éloge de Zeng Guofan qui s'était consacré à l'étude malgré ses obligations militaires, établissant ainsi un parallèle entre la situation de troubles provoqués par les Taiping qu'avait connue la région un siècle plus tôt et celle de l'occupation. Il critiquait ensuite le Gouvernement nationaliste dont les fonctionnaires avaient été formés à l'étranger et ne possédaient aucun savoir pratique de l'administration locale en Chine. Il opposait à cette administration hors-sol, la figure du *junzi* confucéen (Brook, *Collaboration, op. cit.*, p. 228).

⁴ La remise des diplômes se fit en présence du conseiller suprême du Gouvernement réformé, Harada Kumakichi (*ibid.*). La formation des assistants étant deux fois plus courte que celle des magistrats de district, la deuxième promotion de la classe des assistants fut diplômée en même temps que la première promotion de magistrats.

⁵ *Ibid.* Brook traduit *xianzuo zhi* par *vice-magistrates* ce qui peut prêter à confusion puisqu'on a vu que cette seconde classe préparait aux postes de chef de bureau (*juzhang* 局長) et de section (*kezhang* 科長). La deuxième promotion de la section « assistants » était beaucoup plus fournie puisqu'elle comptait 78 individus (« Neizhengbu xianzheng xunliansuo lijie biye xueyuan fuwubiao 內政部縣政訓練所歷屆畢業學員服務表 (Tableau de service des étudiants diplômés les fois précédentes de l'École de formation à l'administration de district du ministère de l'Intérieur) », *XY*, vol. 2, n°5 (mai 1940), p. 94-96).

⁶ *Ibid.*

diplômés de février 1939 montre, d'une part, que tous, à une exception près, étaient déjà fonctionnaires et, d'autre part, qu'ils étaient majoritairement issus du ministère de l'Intérieur¹.

Le 10 octobre 1938, les étudiants de l'école, dont la devise était « Notre responsabilité est de sauver le pays par l'administration des districts [*xianzheng qiuguo wei jiren* 縣政救國為己任] », s'étaient réunis pour créer un Comité de publication sur l'étude de l'administration de district (*xianzheng yanjiu chuban weiyuanhui* 縣政研究出版委員會)² qui fonda la revue *Xianzheng yanjiu* 縣政研究 (Études sur l'administration de district) le 15 décembre³. Cette revue était dirigée par le vice-président de l'école, Chen Xianglin 陳祥霖, qui n'était autre que le neveu de Chen Qun⁴.

Les étudiants de la première promotion retrouvèrent tous un poste dans l'administration mais pas forcément celui auquel les destinait leur diplôme. Si la plupart de ceux passés par la section « assistants » furent bien affectés dans l'administration de district, aucun étudiant de la section « magistrats » ne fut nommé à la tête d'un district⁵. L'annonce, quelques mois plus tard, de la formation d'un nouveau gouvernement central suscita des inquiétudes parmi les étudiants à qui Chen Qun s'adressa en ces termes :

Les camarades sortis diplômés de cette promotion, comme leurs prédécesseurs, ont tous la garantie d'être affectés à un poste et titularisés. Tranquillisez-vous ! Certains croient à tort que l'établissement prochain du gouvernement central posera des problèmes quant à la reconnaissance de vos qualifications. [...] Sachez que la gestion du personnel administratif repose sur des lois et ne relève pas de questions d'individus, à moins que le PCC ne l'emporte [...] ou que Jiang Jieshi ne l'emporte.⁶

¹ C'était surtout vrai des diplômés de la classe « assistants » : 53,8% de la première promotion et 52,6% de la deuxième travaillaient déjà sous les ordres de Chen Qun. En ce qui concerne la classe « magistrats de district », ils étaient 31%. Trois seulement étaient d'anciens magistrats de district (*ibid.*).

² La devise de ce comité était : « échanger les connaissances, unifier nos volontés, exalter l'esprit de notre école, apporter notre humble contribution à l'administration des districts ».

³ Ma Zhenlin 馬振麟, « Wo duiyu ben kan zhi zongjiantao 我對於本刊之總檢討 (Réflexion personnelle sur notre revue) », *XY*, vol. 2, n°5 (mai 1940), p. 24-25. Ma était issu de la première promotion de la section « assistants ». Nous reviendrons plus longuement sur cette revue à propos du rôle joué par la presse administrative dans la production d'une idéologie du service public (partie 6.1).

⁴ Li Wenbin, « Chen Qun qi ren », art. cit., p. 165. Chen Xianglin travaillait comme conseiller au ministère de l'Intérieur, poste qu'il quitta en octobre 1943, un mois après le remplacement de son oncle à la tête du ministère (*MZN*, p. 1025 et 1073-1074). C'est lui que Chen Qun envoya pour le représenter lors des cérémonies organisées par le Manzhouguo en 1942 pour le dixième anniversaire de sa fondation (*NG*, n°28, juill. 1942, p. 18-19).

⁵ Brook, *Collaboration*, *op. cit.*, p. 229. « A shortage of qualified personnel at higher levels, and perhaps Chen's interest in seeing his protégés strategically located at higher levels of his administration, trumped local administrative needs. » (*ibid.*). Une exception, semble-t-il : Wang Zhensheng 王振聲 qui retrouva son poste de magistrat du district de Jiangpu dans le Jiangsu (*CIG*, p. 119). Nous allons voir tout de suite qu'une autre raison probable était que les magistrats de district en place, souvent d'anciens présidents de comité local, et leurs protecteurs japonais n'entendaient pas laisser leur poste aux protégés de Chen Qun, qui était donc contraint de les recaser au gouvernement.

⁶ Chen Qun, « Chen jian suozhang xunci 陳兼所長訓詞 (Exhortations du chef d'établissement Chen) », *Xianzheng yanjiu*, vol. 1, n°10 (oct. 1939), p. 2. On verra plus bas comment Chen Qun s'assura que cette promesse serait bien tenue.

De fait, Chen Qun, son école d'administration et sa revue ne furent pas affectés par l'établissement du gouvernement de Wang Jingwei en mars 1940, sinon sur la forme : l'établissement changea de nom pour devenir l'École de formation des agents de l'administration de district du ministère de l'Intérieur (*neizhengbu xianzheng renyuan xunliansuo*)¹ et la revue modifia sa maquette. Si les sources sont moins détaillées après 1940², on parvient néanmoins à suivre l'historique de l'école à travers un certain nombre de traces laissées dans les documents officiels. On sait, par exemple, que le ministère de l'Intérieur organisa, du 18 au 25 novembre 1940, l'examen final de la classe des assistants de district. Sur les 60 étudiants inscrits, 54 se présentèrent et un seul fut recalé³. En janvier 1942, le ministère de l'Intérieur demanda que son budget soit augmenté afin de faire face aux frais liés à la formation des agents de district dont la quatrième promotion était appelée à passer l'examen de fin d'étude à Nanjing et Shanghai⁴. Le 30 août 1941, les statuts de l'école avaient été une nouvelle fois modifiés⁵. Le poste de directeur n'était plus automatiquement attribué au ministre de l'Intérieur⁶. Par ailleurs, la durée de la formation doubla pour atteindre un maximum de deux ans⁷. Autre différence : une fois diplômés, les étudiants devaient effectuer un stage dans un gouvernement provincial avant d'être affectés à un poste dans un district⁸. Les nouveaux statuts introduisaient, enfin, une formation rapide pour les *xianzhang* déjà en poste⁹.

La formation accélérée des xianzhang déjà en poste

Le nombre quasi nul de diplômés de la section « magistrats de district » ayant obtenu un poste correspondant à leur formation rendit nécessaire la création d'une nouvelle classe destinée

¹ Le changement de nom, qui consista donc à ajouter le terme « agents » (*renyuan*), entra en vigueur le 13 janvier 1941 (*NG*, n°12, mars 1941, p. 36). Il est cependant déjà utilisé dans des documents antérieurs (voir *NG*, n°9, p. 30-31).

² Pour la période du Gouvernement réformé, on dispose notamment d'un tableau général d'une centaine de pages publié en 1939 par l'école (*Zhonghuaminguo weixinzhengfu neizhengbu xianzheng xunliansuo yilan* 中華民國維新政府內政部縣政訓練所一覽) que nous n'avons malheureusement pas encore pu consulter.

³ *NG*, n°9, déc. 1940, p. 30-31.

⁴ *XH*, vol. 13, p. 28-31. La 4^e promotion de la classe des magistrats de district comptait 50 diplômés. Les caisses de l'École de formation, qui devait verser une aide à ses étudiants en plus de les nourrir et de les loger, étaient vides car leur nombre était supérieur à celui à partir duquel avait été calculé son budget annuel. À cela s'ajoutait l'inflation qui augmentait en conséquence le budget, notamment pour la nourriture. Sur les problèmes liés au financement de l'école, voir également *ibid.*, p. 120-121 ; *XH*, vol. 18, p. 187-196, 280.

⁵ *ZG*, n°228, p. 1-2.

⁶ *Ibid.* (art. 2). Faut-il voir dans cet amendement une volonté de limiter l'ascendant de Chen Qun sur les étudiants ? Les sources disponibles ne permettent pas de répondre à cette question. On sait juste qu'en juillet 1942, le directeur de l'école était un certain Huang Dazhong 黃大中 (*NG*, n°28, p. 25) dont on ne connaît pas les liens avec Chen. Une chose est sûre : ce dernier resta en place comme ministre jusqu'en septembre 1943 ce qui lui donnait, quoi qu'il en soit, un pouvoir certain sur l'école.

⁷ Il n'est pas précisé si cette durée est différente pour la classe des *xianzhang* et celle des assistants (*ZG*, n°228, p. 1, art. 6).

⁸ *Ibid.* (art. 12).

⁹ *Ibid.* (art. 15).

aux magistrats de district déjà en poste (*xianren xianzhang lunxian ban* 現任縣長訓練班), dont les statuts furent promulgués le 18 janvier 1941¹. Cette classe était obligatoire pour tous les *xianzhang* n'ayant pas passé l' « examen légal de magistrat de district [*fading xianzhang kaoshi*] » ou suivi une formation antérieure. Autrement dit, cette formation accélérée constituait un compromis nécessaire pour améliorer le niveau des fonctionnaires, faute d'être en mesure de recruter des individus compétents et intègres par la « voie régulière » des examens. Avant chaque nouvelle formation, dont la durée n'excéderait pas deux mois, les étudiants-fonctionnaires seraient convoqués « après un examen de la situation locale par le bureau des Affaires civiles [*minzhengting*] de chaque province » qui devait sélectionner un tiers des magistrats sous son autorité². Leurs instructeurs seraient des fonctionnaires choisis par le ministère de l'Intérieur³ et possédant « une compréhension profonde de la politique nationale en faveur de la paix, l'anticommunisme et la reconstruction nationale ainsi qu'une grande connaissance de l'administration »⁴. Les matières enseignées étaient au nombre de dix :

- (1) Programme politique du Gouvernement national ; (2) Discours spirituels [*jingshen jianghua* 精神講話] ; (3) Notions fondamentales des lois et règlements administratifs en vigueur ; (4) Principes du système de gouvernement autonome en vigueur ; (5) Principes du droit foncier ; (6) Organisations paysannes ; (7) Principe de l'administration policière ; (8) Principe de l'administration de l'éducation ; (9) Notions fondamentales de finances publiques locales ; (10) Essentiel de l'administration de l'hygiène publique⁵.

Comparées à celui de la formation d'un an conçue en janvier 1939, cet enseignement était moins conséquent. Outre l'absence de cours de japonais⁶, on note l'influence du nouveau régime visible dans la matière (1) et dans l'ajout de l'expression « en vigueur [*xianxing* 現行] » qui témoignait de l'adaptation des fonctionnaires au corpus législatif nationaliste apporté par le groupe de Wang Jingwei.

¹ *NG*, n°10, janv. 1941, p. 32-33. Ils s'inspiraient (à quelques différences près sur lesquelles nous reviendrons) des « statuts de la formation des magistrats de district et des chefs du bureau de la Sécurité publique en poste » (*xianren xianzhang gong'anjuzhang xunlian zhangcheng* 現任縣長公安局長訓練章程) promulgués en septembre 1928 par le ministère de l'Intérieur (*MFJ*, vol. 39, p. 126). Cette formation avait, par la suite, été étendue à tous les agents de district dans le cadre du « décret sur la formation des agents de district » (*xianxingzheng renyuan xunlian banfa* 縣行政人員訓練辦法) dont les principes fondamentaux entrèrent en application le 4 août 1934 (*ibid.*, p. 127).

² L'appel du ministère aux magistrats de district pour qu'ils se rendent à Nanjing était aussi diffusé dans la presse officielle avant chaque rentrée, comme dans le cas de la 7^e rentrée, le 1^{er} septembre 1943 (« *Xianren xianzhang choudiao shouxun* 現任縣長抽調受訓 (Les magistrats de district en poste, détachés pour recevoir une formation) », *JR*, 22 juin 1943).

³ Il y avait donc une plus grande centralisation que dans le cas de la formation lancée en 1928 dont il était prévu (art. 4) que ses instructeurs seraient choisis par les bureaux des Affaires civiles de chaque province (*ibid.*, p. 126).

⁴ *NG*, n°10, p. 32-33.

⁵ *Ibid.* Cet enseignement était assez semblable à celui de la formation des années 1930, hormis le cours d' « histoire sommaire de l'humiliation nationale » (*guochi lüeshi* 國恥略史) qui n'était naturellement plus de mise dans le contexte de la collaboration (*MFJ*, vol. 39, p. 126).

⁶ L'enseignement de la langue de l'occupant ne disparut pas pour autant mais se fit, on va le voir, dans le cadre des cours de soutien aux fonctionnaires.

Les articles 5 et 6 de ces statuts allaient s'avérer les plus problématiques. Le premier précisait que « pendant la durée de leur formation, les magistrats de district en poste verront leur charge attribuée provisoirement à un autre agent par le gouvernement provincial »¹. Selon le suivant, les étudiants-fonctionnaires ayant réussi l'examen retrouveraient leur poste et se verraient délivrer une attestation du ministère tandis que les recalés seraient révoqués sur ordre du gouvernement provincial « afin de montrer l'importance accordée à l'administration de district »².

La question du remplacement provisoire des *xianzhang* en formation ne tarda pas à poser problème. En effet, tous les magistrats de district n'étaient pas en mesure, comme Zhou Mingqin³, de préserver leur autorité durant la durée de la formation grâce au soutien des autorités locales d'occupation et aux liens de clientèle qu'ils entretenaient avec leurs subalternes et leurs administrés. Ainsi, le magistrat du district de Changxing 長興 (Zhejiang), Chen Daiyun 陳待雲, qui fut parmi les premiers à « bénéficier » du stage de formation du ministère de l'Intérieur, envoya à ce dernier la pétition suivante :

J'ai reçu hier un télégramme d'un ami de mon district. Pour me remplacer provisoirement, le bureau [des Affaires civiles du Zhejiang] a nommé Zhu Zheng 朱正⁴ qui doit venir prendre ses fonctions en mars [1941]. Il insiste sur la nécessité d'une alternance complète et fait pression sur ma famille pour qu'elle déménage sur le champ du siège du gouvernement de district. En apprenant la nouvelle, j'ai ressenti une anxiété indescriptible. J'ai la présomption de penser [*qie si* 竊思] que la formation des magistrats de district ne nécessite pas de les remplacer et que leur salaire devrait être maintenu, comme l'a ordonné votre ministère au bureau des Affaires civiles. Mon remplaçant ne se soucie aucunement du décret gouvernemental. Cela est tout à fait inexplicable, à moins qu'il ne s'agisse d'un malentendu. Je demande donc humblement le réexamen et le règlement de cette affaire⁵.

En réponse à cette demande, Chen Qun envoya, le 4 avril, une directive au bureau des Affaires civiles du gouvernement provincial du Zhejiang, dirigé par Shen Erqiao, expliquant que le remplacement des *xianzhang* envoyés en formation ne devant pas être considéré comme un véritable remplacement, Zhu Zheng était invité à obéir aux ordres et Chen pouvait continuer à percevoir son traitement⁶.

¹ Là encore, ces statuts différaient de ceux de 1928 qui prévoyaient que le magistrat en formation serait remplacé par un chef de section ou le chef du bureau de la Sûreté publique de son district (*ibid.*).

² *NG*, n°10, p. 32-33. La révocation des recalés n'est pas mentionnée dans les statuts de 1928 (*MFJ*, vol. 39, p. 126).

³ Voir partie précédente. Zhou Mingqin revint au bout d'un mois seulement, preuve que la durée maximale de deux mois n'était pas la règle. Dans les années 1930, la formation durait « un ou deux mois » (*MFJ*, vol. 39, p. 126).

⁴ Son nom est écrit avec le caractère 政 dans un autre document (*NG*, n°13, avril 1941, p. 32).

⁵ *Ibid.*, p. 18. Chen Daiyun faisait partie des cinq magistrats de district convoqués, alors, par le gouvernement provincial du Zhejiang pour suivre la formation. Parmi les autres, deux démissionnèrent pour raison de santé et un ne répondit pas à la convocation (*ibid.*, p. 32).

⁶ *Ibid.*, p. 18. Cette réponse s'appuyait sur un courrier envoyé par le Yuan exécutif, faisant lui-même suite à la transmission par Chen Qun d'une demande d'explication de Shen Erqiao, qui précisait les modalités du remplacement des *xianzhang* en formation (voir *ibid.*, p. 57).

Au-delà du cas de Chen Daiyun, ces échanges de courriers entre Shen Erqiao, Chen Qun et Wang Jingwei (ou plutôt leur administration respective, notamment dans le cas de ce dernier) portaient sur l'article 6 du texte du 18 janvier 1941 qui prévoyait une révocation des *xianzhang* recalés à l'examen organisé à la fin de la formation. Cette clause était capitale car elle témoignait de la volonté du gouvernement de ne pas transiger sur les questions de compétence. Or, d'une part, elle posait problème d'un point de vue juridique et, d'autre part, elle ne fut pas réellement mise en application. Si un *xianzhang* convoqué pour passer le stage de formation était susceptible d'être révoqué, alors sa situation pouvait relever du « règlement sur le remplacement des fonctionnaires » (*gongwuyuan jiaodai tiaoli* 公務員交代條例). Auquel cas, la procédure de révocation devait être préparée avant son départ¹. Cet argument fut donc rejeté, on vient de le voir pour Chen Daiyun, au profit d'un remplacement véritablement provisoire. En effet, la sévérité de l'article 6 s'émoussa au moment de son application, comme on le découvre dans un courrier du ministère de l'Intérieur au sujet de la troisième promotion de la formation des magistrats de district déjà en poste en octobre 1941. Sur les vingt *xianzhang* ayant reçu cette formation, seuls trois échouèrent à l'examen². Toutefois, en vertu d'une révision de la réglementation introduite entretemps, ils ne furent pas recalés mais durent simplement suivre la formation une nouvelle fois³.

Ces tâtonnements dans la formation des agents de district sont également visibles dans les discussions qui eurent lieu à la même époque au sein de l'administration dont on trouve le résumé dans un courrier envoyé par le ministère de l'Intérieur aux différents gouvernements de province le 20 mars 1941⁴. Le chef du bureau des Affaires civiles de la municipalité de Nanjing, Hu Zheng 胡政, proposa ainsi de rétablir l'École de politique agraire (*dizheng xueyuan* 地政學院)⁵. Celle-ci trouvait son origine dans la politique de réforme agraire du Gouvernement nationaliste. Afin de former des experts dans le domaine, un « séminaire sur la politique agraire » (*dizheng yanjiuban* 地政研究班) fut créé en 1932 au sein de l'École politique centrale (*zhongyang zhengzhi xuexiao* 中央政治學校)⁶ qui se transforma rapidement en une École de politique agraire⁷. Shen Erqiao

¹ *Ibid.*

² Leur répartition par province était la suivante : Jiangsu (8), Anhui (2), Zhejiang (5), Hubei (3), Guangdong (2).

³ *NG*, n°19, oct. 1941, p. 18.

⁴ *NG*, n°12, mars 1941, p. 44-45.

⁵ *Ibid.*, p. 44. L'abréviation *dizheng* peut être traduite soit par « administration locale » (*difang xingzheng*), soit par « administration agraire » (*tudi xingzheng*) ou « politique agraire » (*tudi zhengzhi*). Si, dans les deux cas, il est bien question de former les agents de l'administration territoriale, il semble que la première traduction – adoptée notamment par Julia C. Strauss (*Strong institutions...*, *op. cit.*, p. 175) – ne rende pas compte, dans ce cas précis, du lien qui existait, on va le voir tout de suite, entre cette école et la réforme agraire des années 1930.

⁶ Ancêtre de l'actuelle Université nationale chengchi (Taipei).

⁷ Department of Land Economics, National Chengchi University, « Ben xi jian shi 本系簡史 (Historique sommaire de notre département) », <<http://landeconomics.nccu.edu.tw/introduction/pages.php?ID=demo1>> (consulté le 17 nov. 2016). Sur cette politique agraire, qui participait de l'extension dans les campagnes de

conseilla, pour sa part, d'« établir dans chaque district une École spécialisée pour les agents de l'administration territoriale [*dizheng renyuan yangcheng suo* 地政人員養成所] »¹. À la suite de ces propositions, une résolution rappelait l'importance qu'il y avait pour les agents de l'administration locale à être formés aux techniques du cadastre (*tudi celiang* 土地測量) et aux principes de l'économie du foncier et de la législation relative à l'administration locale. Elle précisait, toutefois, qu'étant donné le « rôle de la plus haute importance [*guanxi you ju* 關係尤鉅] » joué par les fonctionnaires locaux de rang supérieur (*gaoji dizheng renyuan* 高級地政人員), leur cas devrait « nécessairement être avisé par le ministère de l'Intérieur [*neizhengbu shi shishi zhi xuyao* 內政部視事實之需要] ». La formation des agents locaux subalternes (*chujī* 初級), en revanche, pouvait être organisée à l'échelon provincial et municipal². Cette division des tâches montrait bien que, tout en acceptant de déléguer une partie de la formation des agents, Chen Qun n'entendait pas perdre le contrôle de la formation de ceux occupant les postes de commandement. Contrairement aux autres anciens dirigeants du Gouvernement réformé, Chen Qun était, de fait, le seul qui soit parvenu à conserver un réel pouvoir après 1940. Si cette particularité peut s'expliquer par son passé de membre du GMD³, elle provient surtout de son influence sur le personnel de l'administration locale qui passa en partie, avant comme après 1940, par la formation de ce dernier.

On a vu que Chen Qun avait cherché à rassurer ses protégés au moment de l'établissement du nouveau gouvernement central. Ainsi, la « loi sur la titularisation des magistrats de district » (*xianzhang renyongfa* 縣長任用法) du 3 juin 1933 fut adaptée, afin que les compétences acquises par ces fonctionnaires lors de leur passage à l'École de formation de l'administration de district soient bien reconnues dans le gouvernement de Wang Jingwei⁴. Cette adaptation fut justifiée par le fait que « les situations ancienne et actuelle n'étant pas entièrement similaires, il y a [des passages de la loi du 3 juin 1933] qui sont applicables et d'autres qui nécessitent d'être adaptés [*biantong* 變通] »⁵. Ces différences de situation, précise plus haut ce document, concernaient les fonctionnaires ayant obtenu le diplôme de la section « magistrats de district » de l'École de formation à l'administration de district du ministère de l'Intérieur avant la fondation du nouveau gouvernement. La loi sur la titularisation de 1933 stipulant que seuls les fonctionnaires ayant

l'appareil bureaucratique nationaliste, et dans laquelle Mei Siping (futur successeur de Chen Qun au ministère de l'Intérieur) avait joué un rôle important comme magistrat du district expérimental de Jiangning et comme professeur à l'École politique centrale, voir Kate Merkel-Hess, *The Rural Modern: Reconstructing the Self and State in Republican China*, Chicago, The University of Chicago Press, 2015, chap. 4.

¹ *NG*, n°12, mars 1941, p. 45.

² *Ibid.*

³ Voir Annexe 3.

⁴ Voir la loi originale in *MFJ*, vol. 39, p. 115.

⁵ *KG*, n°18, oct. 1941, p. 32.

réussi l'examen correspondant pouvaient être titularisés comme *xianzhang*, la principale adaptation consista à interpréter cette clause comme concernant non pas seulement l'examen mis en place par le Gouvernement national (de Wang Jingwei) mais n'importe quel examen similaire « depuis le début de la République »¹.

Cette interprétation participait donc de la « rustine légale » collée *a posteriori* sur la période du Gouvernement réformé, dont on a dit (partie 5.1.3.2) qu'elle permit d'intégrer les fonctionnaires de ce dernier dans le cadre juridique du GMD plaqué sur l'État d'occupation au moment du « retour à la capitale ». On comprend, à travers cet exemple, que la soudure institutionnelle et humaine qui se fit entre les organisations politiques successives au sein de l'État d'occupation était, bien souvent, le résultat d'une logique de formation de l'État par laquelle les revendications d'acteurs particuliers (Chen Qun, son ministère et ses clients au sein de l'administration) ainsi que les circonstances (manque de défections) déviaient de son cours prévu la construction de cet État. Notre démarche diffère de celle de Tsuchiya Mitsuyoshi² qui a, lui aussi, cherché à comprendre la transition entre Gouvernement réformé et gouvernement de Wang Jingwei à travers les cas de Chen Qun et de *Wu Chengyu 伍澄宇³. Tsuchiya explique l'« énigme » de cette transition « en douceur » au moyen d'une analyse comparée des parcours biographiques respectifs de Chen et Wu. Il dégage ainsi trois facteurs communs : (1) leur séjour au Japon au cours duquel ils avaient adhéré au mouvement de Sun Yat-sen et effectué des études de droit et d'administration qui leur avaient inculqué un savoir technique (*gijutsuchi* 技術知) et pratique (*jissenchi* 実践知) ; (2) leur anticommunisme ; (3) leur conception de l'État. À propos de ce dernier point, Tsuchiya écrit que, l'un comme l'autre, jouèrent un rôle important dans la transition entre les deux régimes qui prônaient deux modèles étatiques différents (rétablissement du système républicain du gouvernement Beiyang d'une part, et du système nationaliste d'autre part). Dans le cas de Chen, ce rôle est expliqué par son appartenance passée au GMD et par son pragmatisme qui lui faisait privilégier le pouvoir comme pratique (*jitsumu* 実務) plutôt que comme idéologie⁴. En ce qui concerne Wu, Tsuchiya rappelle qu'il publia, en février 1939, un ouvrage qui soulignait les points

¹ *Ibid.*

² Tsuchiya Mitsuyoshi 土屋光芳, « Chūkaminokoku ishinseifu wa naze heion ni Ō Seiei seiken ni kyūshū sareta ka ? Chin Gun to Go Chōu o chūshin ni 中華民國維新政府はなぜ平穩に汪精衛政權に吸収されたか？ 陳羣と伍澄宇を中心に (Pourquoi le Gouvernement réformé s'est-il laissé absorber calmement par le régime de Wang Jingwei ? Les cas de Chen Qun et Li Chengyu) », *Seikei ronsō* 政経論叢, vol. 83, n°3-4, 2015, p. 215-264.

³ Outre ses fonctions au sein du Yuan législatif du Gouvernement réformé et à la tête du Comité des affaires juridiques (*fazhi weiyuanhui* 法制委員會) du gouvernement de Wang Jingwei, Wu Chengyu fut invité par Chen Qun à enseigner dans son École de formation à l'administration de district (*ibid.*, p. 220).

⁴ *Ibid.*, p. 247.

communs entre le Gouvernement réformé et le futur gouvernement central dont Wang Jingwei était susceptible de prendre la tête¹.

Si nous aboutissons à une conclusion similaire (Chen Qun joua effectivement un rôle important dans la transition entre les deux régimes), c'est moins en analysant les idées des protagonistes (quand bien même celles-ci seraient « pratiques ») que leur action concrète dans l'appareil étatique, en l'occurrence l'utilisation par Chen Qun de sa position de ministre de l'Intérieur pour pérenniser sa position en formant un groupe de fonctionnaires loyaux². Cette stratégie personnelle fonctionna car elle répondait, par ailleurs, aux besoins des gouvernements qui l'abritaient : intégrer les comités locaux dans le Gouvernement réformé puis intégrer le personnel de ce dernier dans le gouvernement de Wang Jingwei³. La logique à l'œuvre dans cette transition ressortait donc moins d'une prédisposition ou d'une volonté des acteurs de faciliter celle-ci que de la convergence, par défaut, de finalités distinctes.

5.3.1.3. Les autres types de formations

À côté de ces classes de formation des agents de district supervisées par le ministère de l'Intérieur, il existait un certain nombre de formations destinées aux fonctionnaires sur lesquelles il n'est pas utile de revenir en détail⁴. On peut tout de même évoquer quelques unes d'entre elles. La plus importante, pour les fonctionnaires civils, était sans doute celle visant à former les agents de l'administration judiciaire. Elle trouvait son origine dans l'École spécialisée des agents de justice (*sifa ren yuan sifa yangchengsuo* 司法人員司法養成所), dont les statuts furent promulgués par le ministère de la Justice du Gouvernement réformé le 19 avril 1939 et qui s'établit à Nanjing deux jours plus tard⁵. Elle comprenait trois classes : pour les juges (*sifaguan* 司

¹ *Ibid.* Il s'agit de *Weixin zhenggang yuanlun* 維新政綱原論 (De l'origine du programme politique du Gouvernement réformé), Nanjing, Yangming xuehui, 1939.

² En ce sens, il y eut bien coïncidence entre formation de l'État et formation des agents.

³ De fait, Wang Jingwei avait accordé une grande importance à ses négociations avec Chen Qun au moment de la formation du nouveau gouvernement. Lors d'un entretien, le 7 juillet 1939, Chen demanda que les fonctionnaires du Gouvernement réformé soient laissés en place. Wang convint que ces derniers constitueraient l'essentiel du personnel administratif et invita Chen à l'aider dans ce domaine (*WGC*, p. 160-161).

⁴ On trouvera une courte synthèse sur la question dans Chen Hairu 陳海儒, « Wang weizhengquan dui xingzheng ren yuan de peixun 汪偽政權對行政人員的培訓 (La formation des agents administratifs sous le régime fantoche de Wang Jingwei) », *Jixu jiaoyu yanjiu* 繼續教育研究, n° 6, 2006, p. 84-86. Chen distingue quatre grands types d'écoles de fonctionnaires : celles destinées aux policiers, aux militaires, aux fonctionnaires de justices et aux fonctionnaires ordinaires (les formations d'agents de district appartenant à cette dernière catégorie). Nous ne traiterons pas les deux premiers, mais notons que, même le n°76 (la police secrète du régime), créa plusieurs écoles dont l'Académie Juchuan : « Its 80 students wore light-green uniform and were subject to military discipline for the duration of the four-month course, during which they studied military science, telecommunication, technical science and politics » (Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 106).

⁵ *CIG*, p. 297.

法官), les greffiers (*shujiguan* 書記官) et le personnel pénitentiaire (*jianyuguan* 監獄官)¹. Trente-deux agents sortirent diplômés en novembre 1939, de la première promotion des classes de greffiers et de geôliers, dont la deuxième rentrée attira soixante étudiants. La classe destinée aux juges, toujours en cours au moment de la dissolution du Gouvernement réformé, comptait, quant à elle, vingt élèves². À la différence de Chen Qun au ministère de l'Intérieur, un proche de Wang Jingwei (Li Shengwu) fut nommé à la tête du ministère de la Justice en mars 1940³. Les sources dont nous disposons ne nous permettent pas de suivre l'évolution de cette école après cette date, sinon au moment de la promulgation, le 2 mai 1942, des statuts provisoires de l'école rebaptisée École de formation des juges du ministère de la Justice (*sifaxingzhengbu faguan xunliansuo* 司法行政部法官訓練所)⁴.

D'autres ministères lancèrent leur propre formation afin d'inculquer à leurs agents les compétences techniques nécessaires à leur bon fonctionnement. Ce fut le cas notamment du ministère des Comptes, principale branche du Yuan de contrôle, qui créa, en décembre 1940, un « séminaire technique des employés du ministère des Comptes » (*shenjibu zhiyuan xueshu yanjiu ban* 審計部職員學術研究班)⁵. En 1944, le gouvernement créa l'École de formation des fonctionnaires ordinaires du Yuan exécutif (*xingzhengyuan putong xingzheng ren yuan xunliansuo* 行政院普通行政人員訓練所) qui devait former les personnes ayant été reçues au *gaokao* avant de les nommer à l'essai dans l'administration de district⁶.

Outre ces écoles contrôlées directement par le gouvernement central, certaines formations furent le fait d'initiatives locales. À la veille de l'inauguration du gouvernement de Wang Jingwei, par exemple, le bureau des Finances du gouvernement provincial du Hubei demanda que soit créée une école de cours accélérés pour les agents spécialisés en finances (*Hubei shengzhengfu caizhengting caizheng ren yuan jiangxisuo* 湖北省政府財政廳財政人員講習所) afin de pallier le manque d'agents compétents dans les districts⁷. De même, le gouvernement

¹ La durée de ces classes était d'un an pour les juges et de six mois pour les greffiers et les geôliers (*ibid.*).

² *Ibid.*, p. 298.

³ *MZN*, p. 1030, 1045.

⁴ *ZG*, n°325, p. 1. Selon Chen Hairu, qui reste très vague, l'école comptait, en 1940, 50 étudiants par classe (« Wang weizhengquan dui xingzheng ren yuan... », art. cit., p. 86). Nous revenons dans la partie suivante sur la place particulière des fonctionnaires de justice dans le système des examens dont étaient issus certains étudiants de l'École de formation des juges.

⁵ *JG*, n°7, p. 9.

⁶ Chen Hairu, « Wang weizhengquan dui xingzheng ren yuan... », art. cit., p. 86. Comme dans le cas déjà évoqué de l'école du ministère de l'Intérieur, cette école du Yuan exécutif dut régulièrement demander des rallonges budgétaires pour faire face à l'inflation galopante (*ibid.*). Nous revenons sur cet établissement dans la partie suivante.

⁷ *HG*, n°1, mars 1940, p. 75-80. On ne sait pas ce qu'il advint de cette école mais ce document montre bien le besoin qu'avait l'administration locale, alors en pleine transition, de recruter un personnel formé aux techniques indispensables à son rétablissement – la pétition qualifie les finances publiques de « mère des affaires d'État [*shuzheng zhi mu* 庶政之母] » (*ibid.*, p. 75). Une partie seulement de ces besoins purent être comblés par les formations dirigées par le ministère de l'Intérieur.

provincial du Zhejiang mit en place, au printemps 1945, une École de formation des agents administratifs du Zhejiang (*Zhejiangsheng xingzheng renyuan xunliansuo* 浙江省行政人員訓練所). Cette école devait compter quatre classes : finances publiques, éducation, chefs d'arrondissement et pacification rurale¹.

De fait, le développement des formations au sein de l'appareil administratif accompagna l'extension de celui-ci aux échelons semi-bureaucratiques, notamment sous l'impulsion de la Campagne de pacification rurale. Plus encore que pour les agents de l'administration centrale et locale (provinces et districts) qui, aussi incompetents soient-ils, avaient une certaine expérience du métier, les agents d'arrondissement, de canton et de *baojia* (surtout ces deux derniers échelons) étaient davantage susceptibles de n'être pas fiables, aussi bien du point de vue de leurs compétences, que de celui de leur loyauté au gouvernement central. La question de la loyauté revêtait une importance particulière dans leur cas, puisqu'ils étaient au contact direct de la population et présentaient donc un plus grand risque d'allégeance parallèle au PCC ou à Chongqing. Pour cette raison, leur formation sommaire laissa une part plus grande à l'endoctrinement. Ces formations courtes (*duanqi xunlian* 短期訓練) duraient trois mois pour les chefs d'arrondissement, un mois pour les chefs de canton et de bourg, et deux semaines pour les chefs de *baojia*². Dans le cas des chefs d'arrondissement, le ministère de l'Intérieur chercha à standardiser les différentes formations lancées au niveau local en promulguant un décret sur le sujet le 27 mars 1943³.

Cette massification de la formation des agents sous l'échelon du *xian* se fit en particulier à partir du lancement de la Campagne de pacification rurale en juillet 1941, qui vit s'organiser en quelques semaines la plus grosse administration du régime. Un journaliste notait alors :

Le gouvernement national n'a pas été en mesure de préparer à l'avance un aussi grand nombre de personnes et se voit donc forcé d'employer des agents recrutés dans l'urgence. Ce point suscite une profonde perplexité chez les responsables de la pacification rurale. Aussi, est-il nécessaire que chaque agent soit formé dans les plus brefs délais⁴.

¹ Chen Hairu, « Wang weizhengquan dui xingzheng renyuan... », art. cit., p. 86.

² Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, op. cit., p. 68. Pan Min reproduit l'emploi du temps de la formation suivie par les chefs de *bao* du 1^{er} arrondissement du district du Wujin (Jiangsu). Cette formation comportait des cours techniques sur le système du *baojia*, la police ou encore le *qingxiang*, mais également des cours sur la doctrine (tridémisme, « discours spirituels », etc.). En outre, il était exigé de tous les chefs d'arrondissement et de *bao* qu'ils adhèrent au GMD de Nanjing (*ibid.*, p. 68-69).

³ Son avant dernier article stipulait que « si des écoles de formation identiques ou portant un nom différent mais similaires en nature avaient été créées dans les différentes provinces avant la promulgation de ce décret, ces formations devront être poursuivies à leur terme et, seulement après, appliquer le présent décret. » (*ZG*, n°470, p. 16-17). Les cours prévus par ce décret étaient, à peu de choses près, semblables à ceux de la formation des magistrats de district en poste (*ibid.*, art. 16).

⁴ *RWQX*, p. 68 (art. trad. du jap. paru dans *Tōa*, vol. 14, n°8, août 1941, p. 2-9). L'article énumère ensuite plusieurs formations courtes lancées à cette occasion par le vice-ministre de l'Éducation Dai Yingfu ou encore par *Zhang Beisheng 張北生 (*ibid.*, p. 68-69). Par la suite, le bureau de la Propagande du gouvernement provincial du Jiangsu mit en place une formation destinée à « éduquer des personnes qualifiées pour la politique de blocus [*peiyang fengsuo rencai* 培養封鎖人才] » dont les trois premières promotions virent passer 669

Au-delà des compétences spécifiques liées à la politique de pacification rurale, la formation des agents du *qingxiang* fut également un enjeu de pouvoir dans l'ascension du principal dirigeant de cette administration, Li Shiqun. Après qu'il eut obtenu le poste de gouverneur du Jiangsu en décembre 1941, ce dernier lança l'École des cadres de la pacification rurale (*qingxiang ganbu xuexiao* 國立清鄉幹部學校) afin de centraliser, à son profit, les différentes formations existantes¹. Il espérait en tirer un groupe de fonctionnaires loyaux sur lesquels il pourrait s'appuyer pour consolider son pouvoir au sein du régime en les envoyant dans les gouvernements provinciaux et municipaux à mesure que le *qingxiang* serait étendu. Comme à son habitude, Li chercha à sécuriser ce projet en obtenant l'appui de Wang Jingwei à qui il offrit le poste de directeur de l'établissement, se contentant d'être vice-directeur². Afin de contourner le veto du ministre des Finances, Zhou Fohai, qui voyait d'un mauvais œil l'émancipation de son ancien protégé, Li finança son école sur les fonds propres du gouvernement provincial³. Tous les étudiants étaient des fonctionnaires détachés par le gouvernement du Jiangsu ou l'administration du *qingxiang*, de crainte que des « personnes inappropriées n'y entrent »⁴. La première promotion comptait entre cinq et six cents étudiants qui devaient suivre une formation de deux ans. Il n'en restait plus que la moitié au moment de l'examen final, qui eut lieu après l'assassinat de Li Shiqun et son remplacement par Chen Qun⁵. Li ne put donc profiter des fruits de son projet d'école, pas plus que les diplômés de cette dernière dont aucune administration ne voulut⁶.

étudiants. Cette formation s'adressa également aux agents déjà en poste, notamment les chefs de section des districts et le personnel des postes de contrôle (*jianwensuo* 檢問所), qui suivirent des stages de remise à niveau (*zai xunlian* 再訓練) (*WGQY*, p. 288).

¹ On trouve le récit de cette entreprise dans Wang Manyun, « Qianli aihong shuo “qingxiang” », art. cit., p. 261-264. Un centre de formation destiné aux cadres du *qingxiang* (*ganbu ren yuan xunlian suo* 幹部人員訓練所) ouvrit ses portes en juin 1941 (*RWQX*, p. 335).

² Bras droit de Li, qui le chargea dans un premier temps des préparatifs, Wang Manyun qualifie Wang Jingwei de « directeur fantoche [*kuilei xiaozhang* 傀儡校長] ». Wang Manyun fut rapidement remplacé par Fu Yewen 傅也文 que Li Shiqun voulait recaser après la suppression de son service de sécurité personnel. Fu devint le principal responsable de l'école à sa création (Wang Manyun, « Qianli aihong shuo “qingxiang” », art. cit., p. 262).

³ Une école de jeunes filles à Suzhou fut réquisitionnée et rénovée (*ibid.*).

⁴ Ce qui n'empêcha pas qu'un certain nombre d'agents du Juntong et du Zhongtong fassent partie du lot. La chose était, du reste, un secret de Polichinelle au sein de l'école (*ibid.*).

⁵ Au moment de l'intégration du Comité de pacification rurale dans l'administration régulière à l'été 1943, l'établissement avait été rebaptisé « École des cadres de la pacification rurale du Yuan exécutif » (*Guomin zhengfu xingzhengyuan qingxiang ganbu xuexiao*). Le personnel en resta inchangé jusqu'à la mort de Li en septembre 1943. Fu Yewen dut alors laisser sa place à un protégé du nouveau responsable des services spéciaux dans le Jiangsu, Kaneko Shunji. Après la mort de Wang Jingwei, Chen Gongbo s'attribua le poste de directeur de l'école (*ibid.*, p. 263).

⁶ L'école relevant désormais du Yuan exécutif, ils furent dans un premier temps envoyés dans l'administration centrale qui, ne leur trouvant aucun poste, s'en déchargea sur les administrations provinciales. Afin de donner un peu de face au Yuan exécutif, ces dernières les gardèrent quelques mois avant de les renvoyer. Ils vinrent alors réclamer leur dû au gouvernement du Jiangsu qui n'avait qu'un nombre restreint de postes subalternes à leur proposer. Ils finirent par trouver à se placer lorsque la campagne de pacification rurale fut étendue aux autres provinces (*ibid.*, p. 263-264).

Une tentative d'imposer un socle commun : les cours de soutien

Outre ces déclinaisons du *xunlian* aux différents échelons de l'administration, le gouvernement de Wang Jingwei chercha à renforcer les compétences de ses agents en généralisant les « cours de soutien » (*buxi jiaoyu* 補習教育). Le gouvernement ordonna qu'à compter du 1^{er} juillet 1941, l'ensemble des organes administratifs ajoutent dans leurs comptes la rubrique « cours de soutien » qui ne pourrait excéder 1% de leur budget total¹. Tous les agents en dessous du rang de *jianren* étaient concernés aussi bien dans l'administration centrale que locale². Ces cours de soutien comprenaient un enseignement commun à tous les fonctionnaires (*jibenke* 基本科) et un enseignement spécialisé (*zhuanmenke* 專門科) différent pour chaque administration³. Ces dernières étaient libres de décider du contenu et de la durée de ces cours mais devaient soumettre un rapport au ministère du Personnel⁴. L'aspect idéologique était pris en compte puisqu'il était précisé que :

dans la mesure du possible, il est demandé aux responsables des comités de cours de soutien de réunir tous les fonctionnaires dans la salle des cérémonies [*litang* 禮堂]⁵ où est installé un récepteur radiophonique afin qu'ils écoutent, pour leur instruction [*lingxun* 聆訓], la diffusion hebdomadaire des allocutions du Président [Wang Jingwei]⁶.

L'enseignement fondamental comprenait les matières suivantes :

(1) Trois principes du peuple ; (2) Fondements de la reconstruction nationale ; (3) Constitution (avant sa promulgation : Constitution provisoire [*yuefa* 約法]) ; (4) Discours du président Wang sur la paix et la reconstruction nationale ; (5) Explication du Mouvement de paix ; (6) Langue chinoise ; (7) Langue japonaise ; (8) Principes généraux du droit ; (9) ; Compendium des lois et règlements ; (10) Droit administratif ; (11) Gestion administrative ; (12) Introduction aux sciences politiques ; (13) Droit international ; (14) Commentaire de l'actualité ; (15) Histoire de la Chine ; (16) Géographie de la Chine ; (17) Autres⁷.

Ce tronc commun accordait donc une importance bien plus grande aux questions idéologiques que ne le faisaient les formations évoquées plus haut. La matière (14) est particulièrement intéressante

¹ *KG*, n°16, p. 14.

² « *Xiuzheng gongwuyuan buxi jiaoyu tongze* 修正公務員補習教育通則 (Règlement général révisé des cours de soutien pour fonctionnaires) », 6 août 1941 (*ibid.*, p. 25-26). Le public visé était toutefois restreint par le fait que les agents diplômés de l'enseignement supérieur ainsi que les personnes ayant un « parcours particulier » ou exerçant une charge ayant des « conditions particulières » étaient exemptées (art. 4).

³ *Ibid.*, art. 5.

⁴ *Ibid.*, art 6 et 18. Il était exigé que chaque agent suive au moins deux heures de cours par semaine, soit vingt-quatre heures sur une durée de trois mois (art. 8 ; *KG*, n°18, p. 8). Ces cours devaient donner lieu à un examen tous les six mois (art. 13).

⁵ Il s'agit, semble-t-il, de la salle commune qui existait dans chaque ministère (cf. *KG*, n°18, p. 43) et non pas du *Dalitang*, c'est-à-dire le bâtiment à Nanjing qui abritait, avant-guerre, le Yuan d'examen et, à partir de 1940, le siège du gouvernement de Wang Jingwei (*ZZSC* 6.3, p. 260).

⁶ *KG*, n°16, p. 26, art. 17.

⁷ *KG*, n°18, p. 8. Cette liste est suivie du « cours spécialisé » du Yuan d'examen qui porte, sans surprise, sur les systèmes d'examen et de gestion du personnel administratif en Chine et dans les autres pays ainsi que sur des savoirs techniques (rédaction de *gongwen*, calligraphie, dactylographie, polycopiage, sténographie, statistiques, etc.)

car elle montre que le régime ne se contentait pas d'inculquer le canon du GMD pro-japonais (traités de Sun Yat-sen et discours de Wang Jingwei), mais cherchait également à adapter son discours à un contexte dont les fluctuations (les nouvelles de la guerre en Chine et dans le monde) menaçaient d'influer sur le moral des fonctionnaires et donc d'avoir un impact à la fois sur leur efficacité et sur leur loyauté¹.

Ces cours de soutien furent relancés à l'initiative du Yuan d'examen qui, avant-guerre, avait déjà promulgué le règlement général dont le texte du 6 août 1941 n'était qu'une révision². La pétition du ministère du Personnel, le 27 juin 1941, à l'origine de cette révision justifie ainsi les cours de soutien :

Nos recherches montrent que chaque pays accorde une grande importance aux cours de soutien pour fonctionnaires. Nos amis japonais [*youbang* 友邦] ont ainsi adopté un système de « rééducation » [*zai jiaoyu* 再教育] de leurs agents. Notre pays possède, lui-même, une longue tradition en la matière de part la place prééminente de ses lettrés [*xueshi* 學士]. L'ancien ministère du Personnel s'était fait le promoteur des cours de soutien pour fonctionnaires. Depuis que le Président a guidé le retour à la capitale pour la paix en organisant le gouvernement et en mettant en œuvre la Constitution afin de construire une ère nouvelle avec le peuple [*yu min gengshi* 與民更始], il est nécessaire que les fonctionnaires acquièrent une meilleure connaissance de la théorie du Mouvement de paix et de la politique de reconstruction nationale, en plus de renforcer leur savoir technique ordinaire. La mise en place de cours de soutien pour les agents de l'administration centrale et locale ne souffre aucun délai. Ces cours bénéficieront non seulement au perfectionnement dans la vertu et les sciences [*xiuyang* 修養] des fonctionnaires et à l'augmentation de l'efficacité administrative [*xingzheng xiaoli* 行政效率], mais contribuera aussi grandement à la réalisation de la paix et de la reconstruction nationale. Il est dans les compétences de notre ministère [*benbu zhiquan suo zai* 本部職權所在] de promouvoir cette politique³.

Là encore, l'institutionnalisation initiée par le centre (ici le Yuan d'examen) visait à standardiser les différentes formations analogues déjà en place. Par exemple, l'Office central de gestion des domaines forestiers modèles (*zhongyang mofan linqi guanli ju* 中央模範林區管理局), qui dépendait du ministère de l'Industrie, envoya une pétition le 26 septembre 1941 pour signaler au ministère du Personnel qu'il avait déjà créé, le 25 mai, un cours visant à « inculquer [*guanshu* 灌輸] à [ses] agents le savoir sylvicole », et demander si cette formation était conforme au règlement sur les cours de soutien⁴. Bien que le succès de cette entreprise de standardisation soit difficile à

¹ Ces séances de « commentaire de l'actualité » n'ont malheureusement pas laissées de trace. On ne sait pas, par exemple, si un commentaire commun rédigé par le ministère de la Propagande, par exemple, était envoyé à toutes les administrations, ou bien si chaque instructeur était laissé libre de faire ses propres commentaires à partir de ce qu'il pensait être la ligne officielle. On ne sait pas non plus quelle était la réception de ces commentaires : les fonctionnaires baillaient-ils aux corneilles sans dire mot ou bien participaient-ils à la discussion ?

² *KG*, n°16, p. 27. La précédente version de ce texte avait été promulguée par le Yuan d'examen le 10 septembre 1935 (*ibid.*). Si l'initiative fut prise par le Yuan d'examen, l'impulsion initiale fut donnée dès juillet 1940, lorsque le gouvernement demanda à chaque organe de l'administration d'organiser, une fois par semaine, une réunion au cours de laquelle un responsable devait prendre la parole au sujet de la paix et de l'anticommunisme (*KG*, n°3, p. 16).

³ *KG*, n°15, p. 34.

⁴ *KG*, n°15, p. 43.

évaluer faute de sources suffisantes, il semble avoir été limité¹, notamment si on le compare aux formations du ministère de l'Intérieur destinées aux magistrats de district déjà en poste qui ont laissé plus de traces. Quoiqu'il en soit, on peut penser, à titre d'hypothèse, que le volontarisme du Yuan d'examen au sujet des cours de soutien participait de sa volonté de centraliser à son profit la gestion du fonctionnariat, notamment en encourageant les ministères à évaluer les agents au terme de ces formations. Son échec apparent, comparé au succès relatif du ministère de l'Intérieur, montre que ce dernier constituait un pôle important de l'administration des fonctionnaires, non seulement parce qu'il était l'un des principaux ministères du Yuan exécutif – seul véritable lieu de pouvoir du gouvernement à l'époque – mais aussi, on l'a dit, parce que son implantation dans l'administration locale avait profité du réseau personnel établi par Chen Qun dès 1938. À cet égard, l'institutionnalisation des cours de soutien était peut-être un moyen pour le Yuan d'examen de lutter contre sa marginalisation au sein du gouvernement². Cet effort s'avéra vain puisque, par la suite, la formation idéologique des fonctionnaires prit pour cadre le Mouvement des nouveaux citoyens.

Avant d'aborder ce point, il convient de revenir un instant sur la question de l'apprentissage du japonais par les fonctionnaires. On remarque que les cours de soutien visaient notamment à généraliser cet enseignement³. L'apprentissage de la langue de l'occupant se fit également dans le cadre des écoles d'administration. Ce fut le cas, par exemple, de l'École de formation des agents de justice qui soumit, en août 1943, une demande de rallonge budgétaire pour financer une classe d'interprètes (*tongyiguan* 通譯官). Le ministère de la Justice justifiait ce besoin de former des agents maîtrisant à la fois le droit et le japonais par la fin des droits extraterritoriaux qui nécessitait un important travail afin d'intégrer les concessions dans le système judiciaire chinois⁴.

Outre ces cours de japonais, certains fonctionnaires participèrent à des séjours d'observation et de formation dans l'archipel. Les principales traces laissées dans ce domaine portent sur les dirigeants chinois qui effectuèrent des voyages d'observation afin de s'inspirer de l'administration

¹ Outre le Yuan d'examen qui publia, on l'a vu, la liste de ses cours de soutien (*KG*, n°18, p. 8), on ne trouve qu'un rapport similaire envoyé par le ministère de la Justice en octobre 1941 (*KG*, n°18, p. 30) et quelques échanges de courriers relatifs à la question, notamment avec le ministère des Affaires étrangères (*KG*, n°18, p. 31). Au niveau de l'administration locale, la presse annonça le début des cours de soutien dans le district de Jiangdu (Jiangsu), le 4 novembre (« Yang gongwuyuan buxiban ye yi zhengshi kaike 揚公務員補習班業已正式開課 (Les cours de soutien pour les fonctionnaires de Yangzhou ont déjà débuté) », *JR*, 7 nov. 1941, p. 2).

² Le fait que ce système se réclame du modèle japonais et promeuve le canon nationaliste et les discours de Wang Jingwei était, à cet égard, une manière de se faire bien voir, alors même, on l'a dit, que les dirigeants du Yuan d'examen avaient fait disparaître ce même canon de leurs documents internes (cf. également la partie 6.1.1.2).

³ Voir par exemple la demande du ministère de l'Intérieur, en septembre 1941, pour ouvrir une classe de japonais (*KG*, n°18, p. 40-41).

⁴ *XH*, vol. 21, p. 57-63.

japonaise¹. Ces voyages concernèrent également des collaborateurs de moindre importance. On a évoqué, dans la partie précédente le cas du magistrat de district catholique Ma Yunteng qui se vit offrir un voyage de formation au Japon en 1939. Ce séjour se fit sous le patronage de Chen Qun qui, lui-même, se rendit régulièrement au Japon durant la guerre. Le ministère de l'Intérieur publia ainsi, dans le numéro de septembre 1939 de *Xianzheng yanjiu*, les statuts du groupe d'enquête envoyé au Japon, le programme du voyage et la liste des participants². Le groupe de 46 fonctionnaires, parmi lesquels Ma Yunteng, avait pour guide le conseiller japonais Itō Tarō 伊藤太郎³. L'un des participants, le chef de la police de Wuxi Wei Zhangzhen, publia un récit du voyage en juin 1940⁴. En fait d'« enquête », il s'agissait essentiellement d'un voyage d'agrément destiné à récompenser les collaborateurs qui purent visiter les grandes villes depuis Nagasaki jusqu'à Tokyo où ils se rendirent aux sanctuaires Yasukuni et Meiji en bénéficiant d'un accueil chaleureux « des dirigeants et de la population du pays ami ». Si l'on en croit Wei, ce séjour fut tout de même studieux par moments puisque ses participants visitèrent également des écoles et des usines⁵. On ne trouve pas de traces d'un tel voyage après 1940. Pour autant, l'envoi de fonctionnaires en formation se poursuivit⁶.

La formation des agents dans le cadre du Mouvement des nouveaux citoyens

À partir de la fin de l'année 1942, la formation des fonctionnaires passa notamment par le Mouvement des nouveaux citoyens qui, outre la mobilisation de la jeunesse, visait à régénérer la fonction publique⁷. Si les fonctionnaires étaient facilement mobilisables – ils constituaient en quelque sorte un public captif – les responsables chinois et japonais avaient quelques doutes quant à leur volonté de s'investir dans cette réforme car ils étaient jugés moins malléables que la

¹ Voir le cas du maire de Nanjing, Zhou Xuechag, évoqué dans la partie 4.1.3.1. Notons que ce type de voyages n'était pas spécifique à la période de l'occupation. En avril 1931, par exemple, le Gouvernement nationaliste avait envoyé un groupe d'enquête au Japon (JACAR A04018329000, vice-ministre des Affaires étrangères Nagai Matsuzō 永井松三, « Kokumin seifu haken honpō gyōsei shisatsudan no hyōsha ni kan suru ken 国民政府派遣本邦行政視察団ノ表謝ニ關スル件 (Document relatif aux remerciements du Gouvernement nationaliste suite à l'envoi d'un groupe d'enquête sur l'administration au Japon) », 1^{er} juill. 1931).

² « *Weixinzhengfu difang xingzhengguan fu Ri shichatuan zhangcheng* 維新政府地方行政官赴日視察團章程 (statuts des groupes d'enquête des fonctionnaires locaux du Gouvernement réformé envoyés au Japon) », *Xianzheng yanjiu*, vol. 1, n°9 (sept. 1939), p. 83.

³ *Ibid.*, p. 84.

⁴ Wei Zhangzhen 韋長鎮, « Fang Ri ganxiang 訪日感想 (Impressions de ma visite au Japon) », *Xianzheng yanjiu*, vol. 2, n°6, p. 43-44.

⁵ *Ibid.* Le groupe comptait treize policiers, dont l'auteur. Ce dernier s'arrête longuement sur le système policier japonais dont il put observer le fonctionnement.

⁶ Ces voyages d'études concernèrent notamment les fonctionnaires de justice (*XH*, vol. 13, p. 183, avril 1942) et de police (*ZG*, n°327, p. 3, mai 1942).

⁷ Nous évoquons ici rapidement le Mouvement des nouveaux citoyens car il fut l'un des cadres de la formation des fonctionnaires. Pour une analyse plus poussée, voir la partie 6.1.2.2.

jeunesse¹. Cette entreprise consista à la fois à mobiliser les fonctionnaires et à leur faire suivre des stages de formation. En septembre 1942, des groupes de fonctionnaires pour la promotion du Mouvement des nouveaux citoyens (*gongwuyuan xinguo min yundong cujin tuan* 公務員新國民運動促進團) furent organisés dans la zone de pacification rurale de Suzhou². Leurs membres reçurent une instruction concernant notamment les « règles de vie » (*shenghuo guiyue* 生活規約)³ et furent chargés d'encadrer la mobilisation de la population⁴. À partir de l'année suivante, tous les agents de l'administration centrale et provinciale à partir du rang de chef de section durent suivre une formation. Ce fut le cas de 600 fonctionnaires à Nanjing et Shanghai durant l'été 1943⁵. Lors de ces stages d'été, les participants écoutaient des discours sur la situation internationale prononcés par des militaires chinois et parfois japonais ou encore rédigeaient des articles afin d'améliorer leur écriture⁶.

Le Mouvement des nouveaux citoyens marqua donc un renforcement du volet idéologique de la formation des fonctionnaires alors que le volet technique était prépondérant au début de la période. Cette évolution témoignait de la crise globale traversée par le régime et les autorités japonaises qui privilégiaient désormais la loyauté dans le contexte d'embrigadement et de culte du chef qui accompagna l'intensification des campagnes de masse. Faut-il pour autant suivre l'historiographie chinoise orthodoxe selon laquelle la formation des fonctionnaires, au même titre que les autres formes d'éducation en zone occupée, s'apparentait à un « asservissement » (*nuhua* 奴化)⁷ ? Le cas particulier des fonctionnaires démontre une nouvelle fois que ce type d'étiquette appauvrit l'analyse : tout d'abord parce qu'elle préjuge de l'efficacité de cette formation ; ensuite parce qu'elle décrit un rapport de domination monolithique sans permettre de saisir les stratégies

¹ « Le Président [Wang Jingwei] considère qu'à la différence des mouvements de jeunes lancés avec succès car s'appuyant sur une jeunesse qui s'est enfin éveillée, les fonctionnaires y sont restés en partie hermétiques. Cela s'explique par leur âge avancé qui constitue un obstacle, par un manque d'efforts de leur part [...] ou encore parce que leur esprit s'est corrompu. Il est nécessaire de les rééduquer [*saikyōiku* 再教育] au plus vite » (Miyamoto Morio 宮本守雄, « Chūgoku seishōnen dan no dōkō 中国青少年団の動向 (Tendances des corps de jeunes chinois) », *Kōa* 興亜, vol. 4, n°2, 1943, p. 18, cité in Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 245).

² *Ibid.*, p. 244. En tout, 53 groupes comptant 3 988 personnes reçurent cette formation (*ibid.*). L'importance de ce chiffre laisse penser qu'il comprenait les agents jusqu'à l'échelon le plus bas et non pas les seuls fonctionnaires au sens restreint du terme.

³ Il s'agissait notamment de diffuser les pratiques hygiéniques.

⁴ *Ibid.* Il s'agissait d'organiser des commémorations en l'honneur de Sun Yat-sen tous les lundis, de mener trois fois par an des campagnes d'une semaine pour punir les mauvais comportements dans la fonction publique (jeu, opium, prostitution), de travailler bénévolement les jours fériés (balayage, taille des arbres) et de diffuser la propagande radiophonique (*ibid.*).

⁵ *Ibid.* On trouvera la répartition par ministère d'une partie des fonctionnaires, dont la formation se fit parallèlement à celle des jeunes, dans « Xinyun shuqi jixunying ; di yi qi liubaisi ren shouxun 新運暑期集訓營第一期六一四人受訓 (614 personnes ont suivi le premier stage d'été du Mouvement des nouveaux citoyens) », *Minguo ribao*, 27 juin 1943.

⁶ « Gongwurenyuan jixunying zuo kai xunlian huiyi 公務人員集訓營昨開訓練會議 (Le stage de formation des fonctionnaires a réuni hier son conseil de formation) », *Minguo ribao*, 9 juill. 1943.

⁷ Voir par exemple Chen Hairu, « Wang weizhengquan dui xingzheng renyuan... », art. cit., p. 84.

individuelles au sein de l'État d'occupation (celles de Chen Qun et de Li Shiqun par exemple) ; enfin parce qu'elle suggère que cette éducation se résumait à un lavage de cerveau, alors même, on l'a dit, qu'une large place fut consacrée à l'enseignement des techniques administratives.

Si la formation *a posteriori* des fonctionnaires déjà en poste fut donc rendue nécessaire par la situation dans laquelle se trouvait le gouvernement de Wang Jingwei à sa création, la « voie régulière » ne disparut toutefois pas entièrement durant l'occupation. Elle subsista notamment à travers les concours de la fonction publique.

5.3.2. Sélectionner une élite : les concours de la fonction publique

5.3.2.1. Renaissance et déclin du *gaokao*

La question des examens – en particulier le plus prestigieux d'entre eux (le *gaokao*) – est exemplaire à la fois des efforts réels engagés durant l'occupation pour reconstituer une élite administrative mais aussi de l'échec patent de cette entreprise. La difficile institutionnalisation de la voie royale des examens est visible dans le manque de débouchés offerts à ceux qui la suivirent ainsi que dans sa disparition progressive. Les raisons de cet échec ont déjà été évoquées à propos du défi que représentait la formation de l'État pour la réalisation de la « voie régulière » durant la phase de transition qui suivit l'établissement du gouvernement de Wang Jingwei (5.1.2). Reste à comprendre les circonstances concrètes de cet échec qui, à bien des égards, est révélateur de difficultés dépassant le seul cas de l'occupation, comme le montre le parallèle avec la situation connue par le Gouvernement nationaliste durant la décennie précédente.

Peu après la mise en place du Yuan d'examen, en avril 1940, le gouvernement décréta la reconduction de la « loi sur les examens » (*kaoshifa*), dont la version originale datait du 1^{er} août 1929 et qui distinguait, on l'a dit, trois grands types d'examens de la fonction publique :

1. Examens supérieurs (*gaodeng kaoshi* 高等考試 ou *gaokao*) ;
2. Examens ordinaires (*putongkaoshi* 普通考試 ou *putongkao*) ;
3. Examens spéciaux (*tezhongkaoshi* 特種考試 ou *tekao*)¹.

Durant la « décennie de Nankin », le Gouvernement nationaliste avait organisé quatre *gaokao*², deux *putongkao* centraux (c'est-à-dire se tenant à la capitale) et un certain nombre de *putongkao*³

¹ Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, op. cit., p. 83 sqq. La dernière révision de cette loi datait du 31 juillet 1935 (*ibid.*).

² En juillet 1931 (2177 candidats pour 101 admis, soit 4,6% de réussite), octobre 1933 (2639 ; 101 ; 3,8%), octobre 1935 (3593 ; 251 ; 6,4%) et en 1936 (1479 ; 121 ; 6,9%). Pour l'ensemble de la période, il y eut donc 9888 candidats, 574 admis pour un taux de réussite moyen de 5,4% (*ibid.*, p. 98-100, cf. les chiffres légèrement différents p. 132). La « loi sur les examens » prévoyait un *gaokao* par an ou tous les deux ans (*jian nian* 間年).

³ Des *putongkao* furent organisés une fois par an dans plusieurs provinces entre 1933 et 1937 (*ibid.*, p. 107).

et de *tekao*¹. En tout, plus de deux mille fonctionnaires réussirent ces examens². Julia C. Strauss montre que le profil et l'insertion des candidats reçus au *gaokao* évoluèrent parallèlement à l'institutionnalisation du Yuan d'examen. Ainsi, les fonctionnaires issus du *gaokao* de 1931 eurent-ils les plus grandes difficultés à obtenir un poste. Bien que brillants, ces jeunes technocrates étaient en effet dépourvus de connections dans l'administration. La situation s'améliora à mesure du renforcement de l'influence du Yuan d'examen. En 1934, les ministères commencèrent à déléguer à ce dernier l'organisation de *tekao* afin de sélectionner les agents aux compétences spécifiques dont ils avaient besoin, en échange de quoi ils acceptèrent plus volontiers de recruter des fonctionnaires issus du système des examens. Ceci d'autant plus facilement que ces derniers étaient désormais mieux insérés dans les réseaux administratifs : à la fin des années 1930, entre un tiers et la moitié des candidats étaient des agents déjà en poste qui passaient un examen afin d'accélérer leur carrière en contournant les lenteurs du système de promotion³.

Le *gaokao* et le *putongkao* comportaient trois épreuves⁴ :

1. Épreuve écrite évaluant la culture générale (par exemple une dissertation sur la vertu administrative ou sur l'histoire du Yuan exécutif) et la connaissance du canon nationaliste (*dangyi* 黨義).
2. Épreuve écrite évaluant le savoir administratif général (lois, droit civil et pénal, économie, finances, sciences politiques, etc.) et les compétences du candidat selon sa spécialité⁵.
3. Épreuve orale non sélective durant laquelle le jury examinait les notes du candidat⁶.

Institution la plus emblématique du Yuan d'examen, le *gaokao* ne disparut pas sous l'occupation, quand bien même la « voie régulière » qu'il était censé incarner était plus que jamais

¹ Le nombre de *tekao* organisés avant-guerre par le Yuan d'examen fut peu important. Il concernait notamment les magistrats de district, les postiers, les employés des chemins de fer ou encore les agents du cadastre (*ibid.*, p. 110-113).

² *Ibid.*, p. 83.

³ Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 223-224.

⁴ Ce découpage général variait selon chaque spécialité. Voir par exemple les différences entre le *gao* des agents en hygiène et celui des diplomates dans la législation révisée de 1935, qui fut appliquée par le gouvernement de Wang Jingwei (*KG*, n°14, p. 45-49).

⁵ Le nombre de spécialités différait selon les années : 5 en 1931, 7 en 1933, 9 en 1935 et 6 en 1936 (*ibid.*, p. 98-99). Il existait douze spécialités : administration générale (*putong*), finances (*caiwu*), diplomates et consuls (*waijiaoguan*, *lingshiguan*), éducation (*jiaoyu*), police (*jingcha*), comptabilité (*kuaiji*), statistiques (*tongji*), hygiène (*weisheng*), juges (*sifaguan*), géôliers (*jianyuguan*), travaux publics (*jianshe*) et cadastre (*tudi*) (*ibid.*, p. 85).

⁶ Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, op. cit., p. 86-88 ; Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 219-221. Strauss note que : « Aside from the newly added section on Party principles, the civil service exams under the Nationalists were similar in form to those of the Yuan Shikai and Beiyang government. [...] Everyone, including those who passed with the highest scores, agreed that the exams were very difficult. [...] To have even a chance of successfully passing the examinations, the examinee had to meet three conditions: be well grounded in the elite classical culture, have an extensive academic mastery of a specialized area, and demonstrate knowledge of the legitimating doctrines and inner workings of the Nationalist government » (*ibid.*, p. 219).

compromise¹. La volonté exprimée par les dirigeants du gouvernement de Wang Jingwei de reconstituer une élite administrative partait du constat non pas d'un manque de main d'œuvre bureaucratique mais d'un manque de talents spécialisés :

Bien que les effectifs de chaque administration soient actuellement pléthoriques [*huo yao*], les fonctionnaires possédant un haut niveau de spécialisation [*gaodeng zhuanmen xueshu* 高等專門學術] sont en réalité peu nombreux. Le nombre de fonctionnaires de justice, en particulier, est insuffisant au regard des besoins².

Cinq *gaokao* furent ainsi organisés entre 1940 et 1945 pour un total de 298 reçus :

Tableau 5.6. Bilan des *gaokao* organisés par le gouvernement de Wang Jingwei

Lieu et date Examinés	Beijing mai 1940	Nanjing oct. 1940	Beijing mai 1941	Nanjing oct. 1942	Nanjing sept. 1944
Candidats inscrits	?	283	411	?	?
Candidats présents	288	281	376	?	140
Admis	79	72	59	57	31
Taux de réussite	27,4 %	25,6 %	15,7 %	?	22,1 %

Sources : *KG*, n°2, 7, 10, 13, 27 ; *Zhonghua ribao*, 19/10/40 ; *Minguo ribao*, 05/09/44 ; Feng Min 1993.

Ce tableau révèle d'emblée des différences notables avec la « décennie de Nankin » : un décalage entre les épreuves à Beiping (Beijing) et à Nanjing³, un nombre bien moins important de candidats et une sélection moins drastique. Sur ce dernier point cependant, ces chiffres doivent plutôt être comparés avec ceux des *gaokao* organisés par Chongqing pendant la guerre qui connurent également une augmentation du taux de réussite ; signe des besoins grandissants de l'administration (le *numerus clausus* augmentant à mesure de l'inflation de celle-ci)⁴.

Autre point à noter : le fait que le Yuan d'examen du gouvernement de Wang Jingwei centralise la gestion des épreuves était le signe que l'autorité de Nanjing sur Beijing n'était pas entièrement fictive. Cette exception (on en présentera d'autres) n'était pourtant pas la règle. Elle s'expliquait notamment par le fait que le président du Yuan d'examen, Wang Yitang, dirigeait le Conseil des affaires politiques de Chine du Nord, ce qui rendait l'ingérence du premier dans les affaires du second bien moins problématique que dans d'autres domaines.

¹ Nous traiterons uniquement du *gaokao*. Le Yuan d'examen organisa deux *putongkao* probatoires (*putong jian ding kaoshi* 普通檢定考試) pour le compte des municipalités spéciales de Nanjing et de Shanghai (Feng Min, « Wangwei wenguan kaoshi... », art. cit., p. 113). Ce type d'examen était notamment destiné aux agents n'ayant pas pu faire d'études (Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, op. cit., p. 113).

² Pétition de Jiang Kanghu au sujet de l'organisation du *gaokao* de 1942, *ZZW*, vol. 12, p. 414.

³ Les épreuves du *gaokao* dans les années 1930 se tenaient simultanément dans plusieurs lieux. Par exemple, celui de 1935 fut organisé à Nanjing, Xi'an et Canton (Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, op. cit., p. 99).

⁴ Le taux de réussite (en %) des *gaokao* pendant la guerre fut respectivement de 15,4 (1939), 16,4 (1940), 19,5 (1941), 10,7 (1942), 14,3 (1943), 13,3 (1944), 6,7 (1945), soit un total de 2 060 admis pour un taux de réussite moyen de 13,8% (*ibid.*, p. 132).

C'est à Beijing que fut organisé le premier *gaokao*, seulement deux mois après l'inauguration du nouveau gouvernement central. Cette rapidité inhabituelle avait une raison très simple : Wang Yitang avait déjà débuté les préparatifs de cet examen du temps où il était ministre de l'Intérieur du Gouvernement provisoire¹. Alors que la « loi sur les examens » prévoyait un *gaokao* par an, le Comité politique central de Nanjing décida en juillet qu'il était possible d'en organiser un second en 1940, à la capitale cette fois-ci². L'intégration de l'examen planifié par le Gouvernement provisoire au cadre juridique nationaliste adopté à la veille de son organisation n'alla pas sans poser des problèmes comme le montre le cas de Song Zuyin 宋祖蔭. Âgé de 34 ans et originaire du Fujian, Song résidait au début de la guerre à Beijing où il avait fait des études de médecine traditionnelle avant de participer au *gakaio* de mai 1940 dans la spécialité « hygiène ». Reçu à la première épreuve mais collé à la deuxième, il était venu à Nanjing pour repasser l'examen en octobre. À la différence de celui de Beijing, le Comité d'organisation du *gaokao* de la capitale offrit aux candidats reçus à la première épreuve une attestation d'exemption d'examen (*mianshi zhengmingshu* 免試證明書) qui leur éviterait de la repasser lors de la session suivante. Or, Song s'était cette fois-ci « couvert de honte » en ratant la première épreuve. Arguant du fait que « le *gaokao* de Chine du Nord est organisé par le gouvernement central », il demanda à obtenir, lui aussi, une attestation ; demande que le Yuan d'examen adressa au Conseil des affaires politiques de Chine du Nord en janvier 1940 en exigeant une uniformisation de la procédure³.

Alors que celui de Beijing ne comptait que trois spécialités (administration générale, hygiène et travaux publics), le *gaokao* d'octobre 1940 en proposa dix au programme⁴. Pour être candidat, il fallait remplir l'un des critères suivants : être diplômé du supérieur, attester d'un niveau avancé dans une technique, avoir été reçu au *putongkao* depuis au moins quatre ans, occuper un poste de *weiren* depuis au moins trois ans ou être très bien noté⁵. En outre, seuls les individus en bonne santé étaient autorisés à concourir⁶. Le contenu des épreuves était similaire à celui du *gaokao* d'avant-guerre, à quelques exceptions notables près : le japonais fut ajouté parmi

¹ *KG*, n°3, p. 65. On constate une nouvelle fois la continuité qui exista par-delà la coupure symbolique du « retour à la capitale ».

² *KG*, n°3, p. 21. Sur la discussion au sein du gouvernement à propos de la légalité de cette décision au regard de la loi de 1935, voir également *KG*, n°9, p. 11-12.

³ *KG*, n°9, p. 38-39.

⁴ Nous indiquons le nombre de reçus entre parenthèses (total = 72) : Administration ordinaire (6) ; finances (6) ; statistiques (5) ; comptabilité (9) ; diplomatie (1) ; justice (16) ; police (11) ; éducation (11) ; hygiène (4) ; travaux publics (*jianshe*) qui comprenait plusieurs sous-catégories : agriculture et sylviculture (*nonglin*) (2), forêts (*senlin*), pisciculture (*shuichan*), génie civil (*tumu*), architecture (*jianzhu*), mécanique (*jixie*), électricité (*dianji*), chimie (*huaxue*) (1), mines (*kuangzhi*), textile (*fangzhi*) (*KG*, n°3, p. 79 ; *KG*, n°7, p. 49-56). Les reçus étaient classés selon trois mentions : moyen (*zhongdeng* 中等, 41 pers.), très bien (*you deng* 優等, 24), excellent (*zuiyoudeng* 最優等, 7) (*ibid.*).

⁵ *KG*, n°3, p. 80.

⁶ « Yingkaoren tige jianyanzheng shencha guize 應考人體格檢驗證審查規則 (Règlement sur le contrôle des attestations d'aptitude physique des candidats aux examens) » (*KG*, n°12, p. 25). Pour un exemple d'attestation de ce type, voir *KG*, n°30, p. 20.

les langues au programme et la première épreuve reflétait le contexte politique¹. La réglementation relative au choix des sujets et aux critères appliqués dans la correction des copies était celle de 1935². Il était, en particulier, demandé aux examinateurs de faire un rapport si les écrits d'un candidat laissaient penser qu'il était « réactionnaire [*fandong sixiang zhe* 反動思想者] »³. Les épreuves techniques proposaient un grand nombre de sujets différents car, en plus d'un tronc commun pour chaque spécialité, les candidats devaient choisir un sujet parmi la dizaine au programme pour chaque spécialité⁴.

Le *gaokao* d'octobre 1940 est le mieux documenté, sans doute parce qu'il fut le plus proche de son modèle d'avant-guerre et témoigne de l'ambition initiale du gouvernement de Wang Jingwei en matière de recrutement du personnel administratif. L'une des petites mains du Yuan d'examen – parmi la centaine de fonctionnaires qui fut mobilisée pour travailler d'arrache-pied à l'organisation des épreuves – a laissé un bref récit de ce *gaokao*⁵. Les épreuves eurent lieu dans les locaux du Yuan de contrôle, adjacents à ceux du Yuan d'examen. Dans la grande tradition des concours impériaux, la salle d'examen (*wei* 闈) fut scellée dans ses moindres recoins, jusqu'aux bouches d'aération qui se virent apposer deux bandes de papiers en croix marquées du sceau officiel (*fengtiao* 封條). Outre les gendarmes gardant l'enceinte, des inspecteurs du Yuan de contrôle veillaient sur toutes les personnes présentes, examinés comme examinateurs⁶. Le lauréat type du *gaokao* d'octobre 1940 était jeune (83,3 % avaient moins de 35 ans) et il était originaire du Jiangsu (40,3%)⁷. La remise des diplômes, le 20 novembre 1940, donna lieu à une grande

¹ Au *gaokao* de 1942, il fut ainsi demandé aux candidats de composer à partir de questions telles que « En quoi le Mouvement des nouveaux citoyens ne prône-t-il pas une nouvelle doctrine [*bu ling biao zhuyi* 不另標主義] mais continue à prendre les Trois principes du peuple comme fondement de la reconstruction nationale ? » ou encore « Au moment de la réorganisation du gouvernement qui accompagna le retour à la capitale, pourquoi le Yuan exécutif a-t-il établi les ministères de la Propagande et des Affaires sociales ? ». De même, l'épreuve d'anglais consistait en une traduction d'un texte de propagande sur la fondation « d'un système réunissant les différentes ethnies de la Grande Asie orientale en une seule famille [*da dongya ge minzu wei yi jia zhi tizhi* 大東亞各民族為一家之體制] » (cité in Feng Min, « Wangwei wenguan kaoshi... », art. cit., p. 116).

² *KG*, n°11, p. 22-24.

³ *Ibid.*, p. 24.

⁴ Voir notamment la profusion de sujets pour les postes de fonctionnaires de la catégorie travaux publics (*KG*, n°15, p. 21-23).

⁵ Li Yunbing 李蘊冰, « Dui yu ben jie gaokao de ganxiang 對於本屆高考的感想 (Impressions sur le *gaokao* de cette année) », *Cijian funü* 慈儉婦女, n°1, oct. 1941, p. 14-16.

⁶ *Ibid.*, p. 15.

⁷ *KG*, n°10, p. 61-66. Ces statistiques ne portent malheureusement pas sur le curriculum des reçus et ne permettent donc pas de savoir s'ils avaient déjà occupé un poste dans l'administration. Li Yunbing, qui était elle-même une femme, encourage ses lectrices à participer aux futures sessions du *gaokao* afin de défendre haut et fort les droits des femmes. Cet article nous offre ainsi quelques informations précieuses sur la présence de ces dernières parmi l'élite administrative. Selon Li, il y avait eu quatre lauréates au *gaokao* de mai 1940 (trois dans la spécialité « hygiène » et une dans la spécialité « travaux publics »), soit moins d'un vingtième des reçus. Lors du *gaokao* d'octobre 1940, il y avait six candidates, dont la moitié avait échoué à la première épreuve. Au final, une seule femme (spécialité « justice ») figurait parmi les lauréats. Il s'agissait d'une certaine Wu Foshi 吳佛是, reçue à la 14^e place. Âgée de 22 ans, elle était originaire de Wuxi 無錫 (Jiangsu) et diplômée du département de droit de l'Université Dongwu 東吳 (Li Yunbing, « Dui yu ben jie gaokao... », art. cit., p. 16).

cérémonie au cours de laquelle Wang Jingwei, Jiang Kanghu ainsi que le président du Yuan judiciaire, Wen Zongyao, et le ministre de la Justice, Li Shengwu, prononcèrent des discours¹. À cette époque déjà, le financement du *gaokao* fut gêné par l'inflation qui entraîna un surcoût par rapport au budget prévisionnel².

En 1941, seul un *gaokao* à Beijing fut organisé. Les neuf spécialités proposées au programme furent choisies après consultation des différents ministères (*zongshu* 總署) du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord afin de déterminer les besoins spécifiques de chacun d'entre eux³. La tenue des épreuves fut supervisée par le secrétaire général du Yuan d'examen, Xia Suchu, envoyé spécialement à Beijing pour l'occasion⁴.

Les sources concernant le *gaokao* organisé dans la capitale, en octobre 1942, sont très lacunaires⁵. Son organisation fut sollicitée officiellement par Jiang Kanghu afin d'accompagner l'extension de l'État d'occupation à la faveur du *qingxiang* :

Alors qu'elle était encore réduite lors de la précédente édition du *gaokao*, la zone pacifiée s'étend de jour en jour. Chaque parcelle gagnée compte nécessairement des hommes vertueux⁶. En s'appuyant sur eux pour progresser, il sera aisé de changer la mauvaise herbe en bonne herbe [*hua you wei liang* 化莠為良], afin de favoriser l'intégration [de ces régions dans la zone pacifiée]⁷.

¹ *KG*, n°7, p. 45-48. L'« exhortation » (*xunci* 訓詞) de Wang aux lauréats prit la forme d'un poème de cent-huit strophes de quatre caractères faisant l'éloge du système des examens. Les intervenants répétèrent qu'il s'agissait du premier *gaokao* depuis le « retour à la capitale » ; preuve que celui de Beijing avait un statut à part et n'avait reçu le titre de *gaokao* qu'au dernier moment afin de souligner l'unification de façade entre Nanjing et Beijing. Il n'avait d'ailleurs pas donné lieu à une telle cérémonie inspirée de celles d'avant-guerre dont Julia C. Strauss note les nombreux emprunts au cérémonial de l'époque impériale (« Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 222).

² *KG*, n°8, p. 48-49. Ce problème s'aggrava par la suite. Par exemple, le budget papier du *gaokao* de Beijing en 1941 étant basé sur celui de 1940, il prévoyait de dépenser 354 yuans pour imprimer les diplômes des 59 lauréats. Or, l'inflation fit, entretemps, passer l'addition à 1416 yuans, comme s'en plaignit le Yuan d'examen au Conseil des affaires politiques de Chine du Nord dans un courrier daté 17 septembre 1942, soit plus d'un an après la tenue de l'examen (*KG*, n°29, p. 26-27).

³ Dans son rapport envoyé à Nanjing pour approbation des spécialités retenues, le comité d'organisation du *gaokao* de 1941 explique qu'il s'est fondé sur les lois édictées par le gouvernement central mais que, en raison des « légères différences de la situation locale [*difang qingxing lue you bu tong* 地方情形略有不同] », la procédure a dû être quelque peu modifiée (*KG*, n°12, p. 13).

⁴ *KG*, n°13, p. 47-48. On a vu que Xia était proche de Wang Yitang et issu, comme ce dernier, des gouvernements de collaboration de Chine du Nord. Là encore, on ne peut donc pas voir dans cette supervision une ingérence de la capitale du Sud sur celle du Nord.

⁵ Notamment en ce qui concerne les statistiques des candidats. Le nombre d'admis (57) indiqué dans le Tableau 5.6 est calculé à partir du nombre total d'admis fourni par Feng Min (« Wangwei wenguan kaoshi... », art. cit., p. 113). Cette absence de sources s'explique par le fait que le *Journal officiel* du Yuan d'examen fusionna à la même époque avec celui du gouvernement. Ce point montre les limites du *Journal officiel* qu'il faudra compléter en consultant, si elles sont un jour à nouveau accessibles, les archives du Yuan d'examen (Archives historiques n°2, carton 2093).

⁶ [*shi bu zhi nei qi wu fangcao* 十步之內豈無芳草]. Littéralement : « faisant dix pas, comment ne tomberions-nous pas sur des herbes odoriférantes ? » (la vertu est réputée avoir une bonne odeur). Cette expression trouve son origine dans le *Shuo yuan* 說苑 (Jardin d'anecdotes) de Liu Xiang 劉向 (77-6 a.C.), prince de la dynastie Han et lettré confucéen.

⁷ *ZZW*, vol. 12, p. 414.

Dans cet esprit, il fut demandé aux gouvernements provinciaux de publier dans la presse locale l'annonce de la tenue prochaine du *gaokao* pour permettre ainsi aux candidats de s'inscrire entre le 15 août et le 15 septembre¹.

En 1943, il n'y eut pas de *gaokao* à proprement parlé, mais un « examen extraordinaire pour les fonctionnaires de justice issus du *gaokao* de la capitale » (*shoudu gaodeng kaoshi sifaguan linshi kaoshi* 首都高等考試司法官臨時考試) dont les épreuves se déroulèrent sur trois jours en août. Les neuf candidats qui y participèrent étaient tous sortis diplômés l'année précédente de l'École de formation des juges du ministère de la Justice². L'administration judiciaire, dont on a vu qu'elle était la plus demandeuse en talents³, occupait une place à part dans le système des examens. En effet, les épreuves du *gaokao* dans cette spécialité différaient des autres puisque les candidats passaient deux concours⁴. Les admis au premier concours (*gaokao*) effectuaient un stage de deux ans dans un tribunal local ; période durant laquelle ils pouvaient être envoyés à l'École de formation des juges si le ministère de la Justice le jugeait nécessaire⁵. À l'issue de cette formation, ils passaient un nouvel examen (*zaishi*) organisé par le ministère de la Justice et non pas le Yuan d'examen⁶. Bien qu'on manque de sources sur le sujet, ces neuf fonctionnaires de justice passant l'examen d'août 1943 comptaient, sans doute, parmi les seize qui avaient été admis au *gaokao* d'octobre 1940 dans la spécialité justice. Ce délai est significatif de la lenteur du système de formation des élites administratives, dès lors qu'on la compare avec la durée de vie du gouvernement de Wang Jingwei. En conséquence, si ce décalage fut en partie responsable de l'échec de cette entreprise, il ne saurait la disqualifier au prétexte de son échec final.

Le biais de l'analyse téléologique est encore plus tentant pour la fin de la période. Le 4 mai 1944, le Comité politique central adopta un « décret d'adaptation » (*biantong banfa* 變通辦法) en vue de l'organisation du « *gaokao* extraordinaire » de 1944 (*linshi gaokao* 臨時高考). Il prévoyait que les épreuves se tiendraient à la mi-juillet. Seule la spécialité « administration générale » était au programme et les candidats devaient être âgés de moins de 35 ans. De plus, le déroulement de l'examen était simplifié : un écrit avec seulement quatre matières (chinois

¹ *KG*, n°27, p. 16-17 et 26. Les spécialités proposées étaient les mêmes qu'en octobre 1940.

² « Sifaguan kaoshi zi zuori qi fen san ri juxing 司法官考試 自昨日起分三日舉行 (L'examen des fonctionnaires de justice organisé sur trois jours depuis hier) », *Minguo ribao*, 19 août 1943.

³ Voir *supra* la pétition de Jiang Kanghu ainsi que le nombre d'admis dans cette spécialité lors du *gaokao* d'octobre 1940.

⁴ La réglementation de 1935 sur le sujet distinguait une première session (*chushi* 初試), elle-même divisée, de manière classique, en trois épreuves, et une deuxième session (*zaishi* 再試) (*KG*, n°15, p. 18, art. 3).

⁵ *KG*, n°9, p. 7.

⁶ *KG*, n°15, p. 19 (art. 11). Cette cogestion n'alla pas sans heurt. En janvier 1941, le ministère de la Justice avait écrit au Yuan d'examen pour se plaindre de n'avoir toujours pas reçu la liste des lauréats du *gaokao* d'octobre 1940.

[*guowen*], géographie, lois, économie) et un oral. Autre changement important : les candidats admis intègreraient l'École de formation des fonctionnaires ordinaires du Yuan exécutif, créée la même année, afin d'y suivre une formation d'un an. À l'issue de celle-ci, les étudiants les mieux notés seraient nommés à l'essai (*shishu* 試署) comme magistrats de district, tandis que leurs camarades moins brillants devraient se contenter d'un poste d'assistant de district (*xian zuozhi*) avec la perspective, pour les mieux notés, d'être à leur tour nommés à l'essai comme *xianzhang*¹. Cette réduction d'échelle du *gaokao* traduisait non pas le déclin de cette institution mais la volonté chez ses organisateurs de la rendre plus efficace et de répondre aux besoins d'un gouvernement confronté à une crise profonde mais qui, à la même époque, étendait son emprise territoriale. En effet, la focalisation de la session de 1944 sur les fonctionnaires de district témoignait des besoins en la matière, alors qu'un certain nombre de nouveaux districts venaient d'être rattachés à l'administration de Nanjing et qu'un plan de renforcement des pouvoirs à cet échelon fut adopté le 20 juin². Le rajeunissement du groupe des *xianzhang*, observé par Pan Min dans le Jiangsu à partir de 1942, était donc destiné à se poursuivre comme l'indique l'ajout d'une limite d'âge au *gaokao* de 1944.

Si la dissolution du gouvernement un an plus tard ne permit pas à cette nouvelle impulsion donnée au *gaokao* de porter ses fruits, la politique volontariste en direction des agents de district qui l'accompagnait amène à réviser notre jugement sur cette institution et, plus largement, sur les deux dernières années du régime. Certes, le besoin ressenti par Jiang Kanghu de relancer le *gaokao* traduisait bien le déclin de celui-ci après la renaissance de 1940. Pour autant, le contexte de crise généralisée et croissante de l'État d'occupation et la connaissance que nous avons de sa fin imminente ne doivent pas nous conduire à décrire cette période uniquement comme celle d'une anomie irréversible des institutions en zone occupée. Nous avons vu, par ailleurs, que des tentatives de réformes administratives importantes furent menées jusque dans les derniers mois de la guerre.

Le volontarisme des promoteurs du *gaokao* ne reçut toutefois pas l'accueil espéré. Les épreuves, qui devaient à l'origine se tenir à partir du 17 juillet 1944, furent repoussées afin de laisser aux candidats habitant loin le temps de s'inscrire³. Il semble toutefois que la vraie raison de ce report

¹ *ZZW*, vol. 18, p. 39. Ce décret était l'aboutissement des travaux menés à partir d'avril par une commission au sein du Comité politique centrale réunissant Jiang Kanghu, Mei Siping, Lin Bosheng, Li Shengwu et le ministre du Personnel, Shen Erqiao. Elle s'était réunie suite à la demande de Jiang Kanghu pour que la politique des examens soit relancée et étendue (*ibid.*, p. 40).

² Voir la partie 4.2.1.

³ « Jiangli youxiu rencai linshi gaokao zhanqi 獎勵優秀人才 臨時高考展期 (Récompenser les talents remarquables ; le *gaokao* extraordinaire reporté) », *Minguo ribao*, 19 juillet 1944. Cité dans le même article, Jiang Kanghu expliqua que les préparatifs ayant été faits à la dernière minute, le délai légal de trois mois entre l'annonce et le début des épreuves n'avait pas pu être respecté. Le Yuan d'examen avait donc demandé à ce que

était le manque de candidats. La formation d'un an puis la période d'essai, ajoutées à l'examen lui-même, n'avaient en effet pas aidé à le rendre attractif. Afin de remédier à ce problème, un décret fut voté qui prévoyait des « prix d'encouragement » (*jiangli* 獎勵). Par ailleurs, Jiang Kanghu promit un « décret de maintien du salaire d'origine » (*baoliu yuanxin banfa* 保留原薪辦法)¹. De fait, le Yuan d'examen avait soumis, le 14 juillet, une pétition dans laquelle il demandait une révision du décret d'adaptation organisant le *gaokao*. Bien qu'il prévoit que les fonctionnaires suivant la formation d'un an à l'issue du concours seraient nourris, logés et toucheraient une « indemnité pour les menues dépenses [*jintie lingyong* 津貼零用] », ces agents ayant souvent une famille à charge, ils se trouveraient en difficulté si leur salaire d'origine était suspendu pendant la durée de la formation.

Au point que certains qui auraient les qualifications et la volonté d'être promus en grade, préfèrent renoncer à passer l'examen pour des raisons financières. Cette situation a des conséquences importantes pour le recrutement d'hommes de talent par le gouvernement à travers le *gaokao*².

Les épreuves débutèrent finalement le 4 septembre avec 140 candidats dont 31 furent admis³. Ce fut le dernier *gaokao* organisé par le gouvernement de Nanjing, même si, jusqu'à la dernière session ordinaire du Conseil suprême de défense, le 9 août 1945, il fut encore question d'en organiser un suivant⁴.

5.3.2.2. Débouchés du *gaokao* et identification à la « voie régulière »

Plus encore que la perspective d'une défaite japonaise, l'échec du système d'examen trouvait son origine dans un défaut systémique, déjà présent durant la « décennie de Nankin » : la difficulté qu'avait le Yuan d'examen à affecter les admis du *gaokao* dans les autres administrations. Au cours des années 1930, son président, Dai Jitao, avait prôné l'« unification de l'examen et de la titularisation » (*kao yong he yi* 考用合一), qui devait assurer au Yuan d'examen de présider non seulement à l'organisation de concours attestant de la qualification des agents (*zige kaoshi* 資格考試), mais aussi à la titularisation des personnes admises à ces concours dans l'administration centrale et locale (*renyong kaoshi* 任用考試)⁵. Cette volonté se heurta toutefois

la période d'inscription soit prolongée afin d'éviter que les retardataires ne soient « laissés sur le carreau [*xiangyu* 向隅] » (*ibid.*).

¹ *Ibid.*

² ZG, n°674, p. 10.

³ « Linshi gaodeng kaoshi zuori kaishi juxing 臨時高等考試昨日開始舉行 (Le *gaokao* extraordinaire a débuté hier) », *Minguo ribao*, 5 juill. 1944.

⁴ Le Yuan d'examen demanda si un *gaokao* devait être organisé comme le prévoyait la loi, tout en soulignant les difficultés qu'il y aurait à le faire en raison du contexte (ZZW, vol. 25, p. 509). Ce même jour, le Japon subissait son second bombardement nucléaire.

⁵ Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu, op. cit.*, p. 117. Les candidats admis au *gaokao* devaient présenter des vœux de poste au ministère du Personnel qui les affectaient ensuite (*fenfa* 分發). Leur statut au

aux réticences des administrations d'accueil qui considéraient l'imposition de ces candidats comme une ingérence. Ce décalage entre affectation et titularisation soulignait la position de faiblesse du Yuan d'examen au sein du gouvernement en même temps qu'il dévaluait le *gaokao* comme voie royale de la carrière administrative en maintenant ses lauréats dans un statut précaire¹.

Le Yuan d'examen du gouvernement de Wang Jingwei fut confronté à ce même problème. Les candidats reçus au premier *gaokao* de Beijing n'eurent, semble-t-il, pas de difficultés à trouver des postes, dans la mesure où cet examen avait été largement conçu en interne par le Gouvernement provisoire et son successeur². Il en fut tout autrement pour le *gaokao* de la capitale, dont les lauréats ne tardèrent pas à faire remonter leurs doléances au ministère du Personnel. En janvier 1941, l'Association de la promotion 1940 du *gaokao* de la capitale (*29 nian shoudu gaokao tongnianhui* 二十九年首都高考同年會) envoya une pétition pour exiger du gouvernement qu'il ordonne à ses différents organes de titulariser les lauréats du *gaokao* en priorité :

L'État [*guojia*] applique avec rigueur le système des examens afin de sélectionner avec soin les hommes de talent et d'assainir l'administration du personnel. Depuis l'établissement du Yuan d'examen [en 1931], les archives attestent du fait que plusieurs examens supérieurs, ordinaires et spéciaux ont été organisés et que des affectations pour titularisation ont été effectuées dans les différents organes. Cependant, lorsque les agents affectés pour être titularisés se mettent au rapport pour se voir attribuer une charge, il n'y a pas de poste vacant correspondant [*wu xiangdang yuanque* 無相當員缺]. [...] Malheureusement, lorsqu'un poste se libère, les responsables préfèrent donner de l'avancement à un agent déjà en place plutôt que de recommander une personne extérieure [*ling jian tarenzhe* 另薦他人者]. Ce faisant, ils ne peuvent que porter atteinte à la volonté de l'État qui accorde une grande importance à la politique des examens [*guojia zhongshi kaozheng zhi benyi* 國家重視考政之本意]³.

Ces revendications faisaient écho à celles du groupe de quinze lauréats du *gaokao* de 1931 qui pétitionnèrent en 1932 puis en 1935 pour les mêmes raisons⁴. Elles témoignaient de la mauvaise volonté des autres administrations qui n'accueillaient volontiers des titulaires du *gaokao* que

sein de leur administration d'accueil dépendait de leur rang de sortie. Les meilleurs (*zui youdeng*) étaient prioritaires pour être titulaires d'une charge (*shishou* 實授) de *jianren* ; les excellents (*youdeng*) étaient nommés à l'essai (*shishu*) au même rang ; les moyens (*zhongdeng*) l'étaient également, mais au bout d'une période d'un an ; les autres devaient passer par une période d'apprentissage (*xuexi* 學習) d'un an, à l'issue de laquelle les mieux notés étaient nommés à l'essai et pouvaient espérer, après une autre année, être enfin titulaires (*ibid.*, p. 118).

¹ Cette situation n'était pas propre à la période républicaine. La plupart des titulaires des concours mandarinaux devaient attendre des années avant d'obtenir un poste et beaucoup conservaient, durant une longue période, un statut de stagiaire (Will, « L'apprentissage du métier de fonctionnaire à la fin de la période impériale », in Ch. Nguyen-Tri, C. Despeux (dir.), *Éducation et instruction en Chine, II. Les formations spécialisées*, Peeters, 2003, p. 43 sqq.).

² Tous les admis du *gaokao* de mai 1940 furent affectés au Conseil des affaires politiques de Chine du Nord ou dans les gouvernements provinciaux contrôlés par ce dernier. Seul le major de la promotion, Tan Fengchi 談鳳池, fut titularisé au rang *jianren* comme secrétaire au Yuan exécutif de Nanjing (*KG*, n°5, p. 8-10). Il en alla de même pour le *gaokao* de mai 1941 (*KG*, n°16, p. 39-40).

³ *KG*, n°9, p. 8.

⁴ Strauss, « Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 223.

lorsqu'ils étaient issus de leurs rangs¹. Bien qu'ils viennent d'horizons divers, qu'ils n'entretiennent pas de liens de camaraderie à la suite d'une formation commune et qu'ils soient éparpillés au sein de l'administration centrale et locale, les lauréats du *gaokao* de la capitale partageaient donc un sentiment de solidarité suffisamment fort pour parvenir à se structurer rapidement afin de peser d'un plus grand poids dans la défense de leur cause². Cet esprit de corps provenait certes en partie de l'addition d'intérêts individuels, mais également d'un sentiment commun d'appartenance à une élite administrative qu'ils faisaient remonter à l'établissement du Yuan d'examen³. Aussi, ils identifiaient la défense de leur cause à celle de la « voie régulière » dont le Yuan d'examen était censé être le garant. En les reléguant à des postes subalternes et en privilégiant un système de promotion fondé sur les réseaux de patronage, leur administration d'accueil faisait « perdre la face » à l'élite qu'ils incarnaient et, à travers elle, au Yuan d'examen auquel les différents ministères étaient en principe subordonnés⁴.

Ce souci de *distinction*, au sens bourdieusien du terme, rappelait, *mutatis mutandis*, la situation du mandarinat sous les Qing qui, du fait de sa sociologie elle aussi particulièrement bigarrée (lettrés chinois passés par la voie des examens, Chinois des bannières, Mandchous plus ou moins éduqués et nouvelle élite issue de la vénalité des charges) fut propice au renforcement de telles distinctions⁵. Le caractère embryonnaire et extrêmement minoritaire de ce corporatisme en 1940, dans le cadre d'un État particulièrement dysfonctionnel et éphémère, ne permet toutefois pas de pousser beaucoup plus loin la comparaison. Il serait notamment excessif de faire de ces lauréats les « héros bureaucratiques » d'un détachement de la sphère administrative au sein de l'État, comme avaient pu l'être les élites administratives sous l'empire en contribuant à constituer cette

¹ Voir par exemple le courrier envoyé par le ministère de l'Intérieur au ministère du Personnel, le 20 février 1941, au sujet de l'affectation de huit lauréats du *gaokao*, dans lequel le premier expliquait que son quota de postes (*yuan'e* 員額) étaient déjà rempli. Hormis trois lauréats qui occupaient déjà un poste dans ses bureaux, il demandait à ce que les autres soient mutés ailleurs (*KG*, n°11, p. 32-33).

² L'association avait été formée le jour de la cérémonie de remise des diplômes, le 20 novembre 1940 (Li Yunbing, « Dui yu ben jie gaokao... », art. cit., p. 16). La pétition était signée par les « administrateurs permanents [*changwu lishi* 常務理事] » de l'association, Huang Xie 黃協, Zhao Yueru 趙月如 et Jin Xingqiu 金幸秋. À l'exception de ce dernier, qui pointait au 51^e rang, ils étaient issus de la « botte » (*KG*, n°9, p. 8 ; n°7, p. 53).

³ Julia C. Strauss ajoute, à propos de leurs prédécesseurs de 1932 : « having come through a set of such difficult examinations, they were quick to develop a sense of quasi-corporate solidarity » (« Symbol and Reflection of the Reconstituting State », art. cit., p. 223).

⁴ Assimiler les tracasseries infligées à leur personne à un manque de respect envers le Yuan d'examen était un procédé courant pour obtenir le soutien de celui-ci. Voir par exemple la demande de réaffectation de Chen Dapeng 陳大鵬, classé *youdeng* dans la spécialité administration générale lors du *gaokao* d'octobre 1940. Désespérant d'obtenir un jour un poste intéressant au ministère de la Justice où il avait été affecté, il écrit que ne pas demander sa mutation reviendrait à enfreindre le « sens profond du *gaokao* [*gaokao zhi zhiyi* 高考之至意] ». Malin, il demande, comme premier choix, à être affecté au ministère du Personnel (*KG*, n°25, mai 1942, p. 35).

⁵ Voir Will, « La distinction chez les mandarins », in J. Bouveresse et D. Roche (dir.), *La liberté par la connaissance : Pierre Bourdieu (1930-2002)*, Odile Jacob, 2004, p. 215-232.

sphère à l'écart, voire contre la sphère dynastique¹. Dans l'intention du moins, une logique semblable était peut-être à l'œuvre, qui vit se construire, en partie contre les ingérences politiques, une nouvelle élite s'identifiant à la « voie régulière » définie à la fois par l'héritage du système des examens et par les conceptions modernes de la bureaucratie rationnelle. Ce processus fut sans doute plus marqué en 1931 qu'en 1940, mais échoua dans un cas comme dans l'autre².

Son atrophie ne signifie pas pour autant que ce corporatisme n'eut aucun impact. Le lobbying de ces lauréats contribua notamment à accélérer le processus d'adaptation de la législation d'avant-guerre aux conditions des années 1940. Dans une autre pétition envoyée à la même époque, l'Association de la promotion 1940 du *gaokao* de la capitale se plaignit que le salaire de ses membres était défini selon l'indice des prix de 1933 et ne leur permettait donc pas de faire face à l'inflation qui avait « multiplié par vingt » cet indice³. Le mois suivant, les deux articles incriminés dans le règlement de 1933 furent effectivement amendés, assurant aux lauréats du *gaokao* de pouvoir toucher une partie du traitement du poste de *jianren* qu'ils étaient censés occuper, même dans le cas où leur administration d'accueil ne pouvait leur attribuer qu'un poste de *weiren*⁴. Bien que se montrant un relai efficace de ces revendications corporatistes, le Yuan d'examen n'en oublia pas pour autant l'intérêt général de l'administration du personnel. Ainsi, lorsqu'il transmet la pétition de l'Association au gouvernement, le Yuan d'examen ajouta un commentaire qui, tout en reconnaissant la légitimité de cette demande en raison de l'inflation, jugeait excessives les exigences de l'Association. Si elles devaient être appliquées, il reviendrait trop cher, à l'avenir, de nommer des agents expérimentés et qualifiés aux postes laissés vacants⁵. De fait, la révision promulguée le 26 février 1941 s'écartait sensiblement du projet d'amendement soumis par l'Association⁶.

¹ Sur cette contradiction, voir Will, « Science et sublimation de l'État en Chine pendant la période impériale tardive », *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 2000, n° 133, p. 13-25. Sur la notion de « héros bureaucratique » ou « héros de l'officiel », voir Will, « Bourdieu, l'État... », art. cit., p. 95.

² Dans le premier cas, le détachement de la sphère bureaucratique, d'abord gêné par la formation de l'État post-*beifa* fut empêché par la partisisation croissante qui lui succéda. Dans le second cas, l'obstacle que constituait la formation post-*huandu* ne fut jamais surmonté et se trouva renforcé par la partisisation, tentée notamment à travers le Mouvement des nouveaux citoyens.

³ En vertu du « règlement sur l'affectation des agents admis au *gaokao* » (*gaodeng kaoshi jige renyuan fenfa guicheng* 高等考試及格人員分發規程) du 17 octobre 1933 (*KG*, n°9, p. 9). La demande de l'Association ne portait pas sur une augmentation chiffrée du traitement des agents concernés mais sur la position qui leur revenait sur la grille de salaire, notamment s'ils se voyaient attribuer un poste de rang inférieur à celui qui leur revenait de droit. On comprend donc que le problème n'était pas seulement économique mais symbolique : il s'agissait de maintenir l'écart avec les fonctionnaires qui n'étaient pas passés par la voie royale du *gaokao* (sur la question des traitements, voir la partie 6.2 et la grille des salaires, Annexe 2.10).

⁴ *KG*, n°10, fév. 1941, p. 12.

⁵ *KG*, n°10, p. 40. Ce souci de disposer d'une main d'œuvre administrative à la fois qualifiée et bon marché pour combler les postes vacants n'est pas sans rappeler l'usage qui était fait des stagiaires dans l'administration impériale des Qing (Will, « L'apprentissage du métier de fonctionnaire... », art. cit., p. 44).

⁶ Ce projet prévoyait que les lauréats du *gaokao* titularisés comme *jianren* toucheraient un traitement supérieur au 4^e grade du rang *jianren* (qui en comptait huit). Dans le cas où l'administration d'accueil ne leur offrirait provisoirement qu'un poste de rang *weiren*, ils recevraient un salaire équivalent au 8^e grade de *jianren* ou

Pour dérisoire qu'il puisse paraître au regard des milliers de fonctionnaires que comptait le régime de Wang Jingwei, le cas de ces quelques dizaines de lauréats du *gaokao* est significatif du fonctionnement interne de la machine bureaucratique mais aussi du processus plus large de formation de l'État d'occupation. Il montre que les relations de pouvoir et de solidarité au sein de ce dernier ne relevaient pas seulement des querelles de factions d'avant-guerre apportées avec eux par les collaborateurs et reconfigurées au contact des relations de pouvoir spécifiques nouées avec l'occupant dans le cadre de la collaboration. L'esprit de corps des lauréats du *gaoako* de 1940 émanait du fonctionnement même des institutions nationalistes telles qu'elles existaient déjà pendant la « décennie de Nankin ». Produit de la faiblesse systémique du Yuan d'examen, ce « quasi-corporatisme » répétait (sans le savoir ?) celui qui avait vu le jour dix ans plus tôt dans un contexte similaire du point de vue de la formation de l'État. À cet égard, la revendication par les lauréats du *gaokao* d'un statut à part influa sur le rafistolage légal par lequel se fit progressivement la greffe du cadre juridique nationaliste après le « retour à la capitale ». La position intermédiaire du Yuan d'examen – à la fois relai et modérateur de ces revendications – est révélatrice de la manière dont celles-ci circulèrent et évoluèrent au sein de l'appareil étatique.

Maillon faible d'un gouvernement faible, le Yuan d'examen cristallisait les carences d'un État dysfonctionnel. Présenté ainsi, ce diagnostic ne contredit pas l'historiographie orthodoxe de la collaboration, si ce n'est que celle-ci tire cette conclusion en faisant l'économie de toute analyse des institutions en question, au prétexte qu'elles ne seraient que des coquilles vides utilisées pour maintenir l'illusion d'un pouvoir chinois en zone occupée. Ce parti pris conduit à décrire la machine étatique sans chercher à en comprendre les rouages, au risque de produire un discours circulaire qui veut que le régime de Wang Jingwei soit fantoche parce que ses institutions n'existaient que pour servir l'occupant. Aussi fastidieuse qu'elle puisse paraître au lecteur, une micro-histoire de l'administration en zone occupée est donc indispensable si l'on veut saisir, au-delà des discours, ce qu'implique concrètement la construction d'un État, fut-il défailant. À cet égard, le Yuan d'examen constitue l'un des meilleurs postes d'observation pour ce qui est de l'aspect humain de ce processus. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne l'évaluation des fonctionnaires ; tâche première du ministère du Personnel dont l'étude éclaire les défis auxquels se trouvait confronté un État à la fois jeune pour être né de la collaboration et déjà vieux car formé à partir d'un substrat antérieur au « retour à la capitale », mais aussi à l'occupation.

supérieur (KG, n°9, p. 10). L'amendement promulgué était moins généreux puisqu'il prévoyait que les titulaires du *gaokao* occupant provisoirement un poste de *weiren* ne toucheraient que les trois quart du grade le plus bas du rang *jianren* (KG, n°10, p. 12).

5.3.3. Évaluer pour mieux contrôler

L'évaluation des fonctionnaires a été rapidement évoquée, d'un point de vue théorique et juridique, à propos du mémoire de Shi Nai (partie 5.1.2.2). Précisons que, selon la législation en vigueur avant-guerre, le ministère du Personnel devait vérifier l'aptitude des agents titulaires au moyen d'un contrôle périodique (*kaohe chengji* 考核成績, abr. *kaoji* 考績) qui ne pouvait toutefois s'appliquer qu'une fois adoptée la loi sur la titularisation des fonctionnaires. Cette loi ne devait elle-même entrer en vigueur qu'à l'issue d'une procédure d'évaluation (*zhenbie shencha* 甄別審查, abr. *zhenshen* 甄審) destinée à séparer le bon grain (les agents pouvant être titularisés) de l'ivraie (les autres). L'évaluation des fonctionnaires se faisait en principe dans un délai de trois mois après l'entrée en vigueur de cette procédure. Consistant en un formulaire rempli par l'agent concerné et son supérieur qui devait être renvoyé au ministère du Personnel, cette évaluation vérifiait, d'une part, que l'agent avait les qualifications requises (*zige* 資格) pour son poste (diplômes universitaires, réussite à un concours administratif, services rendus à la révolution, etc.) et, d'autre part, ses résultats (*chengji* 成績)¹. Cette procédure se doublait d'un enregistrement (*dengji* 登記) qui suivait un principe similaire mais dans un délai plus long (un à deux ans) afin de prendre en compte certains cas particuliers, entre la fin de l'évaluation et l'entrée en vigueur de la loi sur les titularisations². Dans les années 1930 déjà, cette tâche immense d'évaluation avait pris un important retard (quatre années au lieu d'une), soulignant ainsi la difficulté du Yuan d'examen à centraliser la gestion du personnel. Comme l'a montré Julia C. Strauss, les nombreuses résistances opposées à cette centralisation par les autres organes de l'État nationaliste, mais aussi les progrès de celle-ci, constituent autant de marqueurs révélant la machine étatique dans toute son historicité. Il n'est donc pas inutile de se pencher, à notre tour, sur les circonstances concrètes de cette politique de standardisation en zone occupée.

5.3.3.1. Obstacles et retards dans le contexte de l'occupation

Le ministère du Personnel du gouvernement de Wang Jingwei rencontra des difficultés similaires, visibles dans l'abondante correspondance sur le sujet entre ce dernier et le reste de l'administration et dans les prorogations successives de la période d'évaluation. Le « règlement sur l'évaluation des fonctionnaires en poste » (*xianren gongwuyuan zhenbie shencha tiaoli*) fut promulgué le 2 juillet 1940. Son application se heurta immédiatement à des obstacles dont témoigne un long courrier en forme de premier bilan envoyé par le Yuan d'examen au

¹ Li Jinxiu, *Zhongguo jindai zhengzhi...*, op. cit., p. 378.

² *Ibid.*, p. 379. Nous simplifions volontairement les nombreuses subtilités du système.

gouvernement le 27 septembre¹. Le simple envoi des formulaires d'évaluation aux différents bureaux demandait une logistique complexe². Une fois les formulaires reçus, les administrations avaient un mois pour les remplir et les renvoyer. Le ministère du Personnel avait beau, se justifiait-il, travailler d'arrache pied « bien que ce soit l'été », il craignait de ne pouvoir tenir les délais prévus. Ce retard était justifié par les méandres de la réglementation, notamment en matière d'exemptions, qui suscitait de nombreuses demandes d'explications, mais aussi par le fait que certaines administrations ignoraient purement et simplement la procédure en principe obligatoire³. Dans ces conditions, le ministère disait douter de ses capacités à appliquer avec rigueur la réglementation d'avant-guerre en raison des « légères différences entre la situation ancienne et actuelle [*jinxī qíngxíng bù jīn xiàngtóng* 今昔情形不盡相同]⁴ ». Un autre obstacle dans le bon déroulement du processus d'évaluation découlait du fait que la mise aux normes de l'administration en vertu du *huandu* juridique ne fut pas homogène dans le temps et dans l'espace. La « réorganisation » (*gaizu* 改組) des différents organes de l'administration centrale et locale, attestée par la promulgation de leur loi organique, n'intervint parfois que très tard, notamment dans le cas d'organes créés à la suite de l'extension de la zone d'influence de Nanjing⁵. Outre ces problèmes juridiques, la difficile transition avec l'État d'avant-guerre se manifesta de manière très concrète par les nombreuses pétitions envoyées par d'anciens fonctionnaires se trouvant dans l'impossibilité de produire les pièces requises pour les formalités d'évaluation du fait de la guerre. Ce fut, par exemple, le cas de Shen Shanjian 沈善鑑 qui adressa, début 1941, un courrier au Yuan d'examen dans laquelle il explique que ses attestations d'admission au *putongkao* et au *gaokao* ont été « brûlées dans les ravages de la guerre [*hui yú bīngxiān* 燬於兵燹] »⁶. L'administration provinciale du Jiangsu pour laquelle il travaillait lui ayant demandé ces

¹ *KG*, n°5, p. 47-49.

² Il fallut, par exemple, déterminer combien de milliers de formulaires seraient imprimés, dans un contexte de grand flou quant aux effectifs de l'administration et de restrictions budgétaires. En outre, des formulaires durent être réimprimés après que des erreurs – inévitables en raison de l'emploi de modèles d'avant-guerre – eurent été découvertes. En raison de ces contretemps, les formulaires ne purent être expédiés que le 8 août (*ibid.*, p. 48).

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.* Le ministère demanda que soit appliquée la disposition prévoyant la création, en son sein, d'un Comité d'inspection de la gestion du personnel (*quanxu shencha weiyuanhui*) pour faire face aux nombreux dossiers à traiter (*ibid.*)

⁵ Fin 1942, par exemple, le ministère des Finances envoya une pétition expliquant que les bureaux généraux des impôts (*shuiwu zongju* 稅務總局) du Jiangsu, du Zhejiang et de l'Anhui étaient dans l'impossibilité de remplir les formulaires d'évaluation car leur loi organique n'avait pas encore été promulguée (*ZG*, n°409, p. 6-7). De même, à l'été 1942, l'administration de la Zone spéciale Su-Huai se justifia de ne pas pouvoir respecter le délai fixé à la fin du mois de juin par le fait qu'elle venait juste d'être réorganisée et qu'une évaluation de l'ensemble de son « personnel pléthorique nécessitait moult formalités [*renshu ji zhong shouxu yi fan* 人數既眾手續亦繁] » ; *a fortiori* pour les magistrats de district en raison de l'« irrégularité des routes » (*KG*, n°27, p. 10).

⁶ Shen avait réussi le *putongkao* de 1934 dans la spécialité « comptabilité » puis le *gaokao* de 1935 en « administration générale » (*KG*, n°12, p. 12). Bien qu'il ne dise rien des circonstances l'ayant conduit à travailler pour l'État d'occupation, son parcours atteste de la perméabilité entre la fonction publique d'avant-guerre et celle de la zone occupée.

attestations dans le cadre de l'évaluation, il pria le Yuan de bien vouloir lui en envoyer une copie. En guise de réponse, le Yuan d'examen déclara avoir « perdu ses archives à la suite des incidents [*shibian yi hou ben yuan dang'an sanyi wu cun* 事變以後本院檔案散佚無存] » et lui demanda de trouver un autre moyen¹. La situation était suffisamment fréquente pour que le gouvernement provincial du Jiangsu publiât un article de presse rappelant une directive du ministère du Personnel sur le sujet².

Cette question était d'autant plus sensible que le chaos provoqué par la guerre était propice aux fraudes en tous genres. Les sources mentionnent, en effet, un certain nombre de cas d'individus « se faisant passer » (*maochong* 冒充) pour des fonctionnaires. La presse rapporte, par exemple, qu'en septembre 1941, un certain Wu Yaozhang 吳瑤璋 s'était fait passer auprès du gouvernement de district de Qingpu pour un inspecteur du bureau des Affaires civiles du gouvernement provincial du Jiangsu. À ce titre, il avait extorqué le magistrat de district Yao Mingren 姚明仁 qui, tout en faisant mine de se plier au chantage, avait discrètement dépêché un agent à Suzhou pour vérifier l'identité de Wu. Confondu, ce dernier fut condamné à un an de prison et le complice qui l'accompagnait à huit mois³.

Un cas particulier mérite d'être mentionné, bien qu'il concerne la procédure parallèle d'enregistrement, similaire on l'a dit à celle de l'évaluation. Le 15 janvier 1941, le ministère de l'Intérieur du gouvernement reçut une pétition de Wu Zongxing 吳宗興 qui décrivait l'imbroglio dans lequel il se trouvait. Lorsqu'il avait commencé à travailler pour le ministère de l'Éducation du Gouvernement provisoire⁴, Wu avait utilisé le nom personnel d'emprunt (*biehao* 別號) Fusheng 復生 (litt. : « renaissance ») et avait menti sur son âge car, se justifiait-il :

ayant travaillé comme juge [*faguan*] à Shanghai pendant de nombreuses années [avant la guerre], beaucoup de gens me connaissaient [*zhiren po zhong* 知稔頗眾]. En raison de l'atmosphère de l'époque, j'ai donc été contraint de changer mon nom et mon âge afin de ne pas attirer l'attention

¹ *Ibid.* Quelques jours plus tard, le Comité des examens retrouva la liste des admis du *putongkao* de 1934 où figurait bien le nom de Shen Shanjian, mais ne put, en revanche, mettre la main sur celui du *gaokao* de 1935 (*ibid.*, p. 37).

² « Gongwuyuan zige songshen ; zhengjian yishi zixing chuju shengming buhe guiding bu neng renwei youxiao 公務員資格送審 證件遺失自行出具聲明 不合規定不能認為有效 (Vérification de la qualification des fonctionnaires ; les déclarations sur l'honneur suite à une perte des attestations ne sont pas conformes au règlement et donc considérées comme nulles) », *JR*, 6 avril 1943. On remarque au passage que le dysfonctionnement de la circulation des informations administratives provoqué par la disparition, fin 1942, des journaux officiels de chaque ministère au profit du seul *Guomin zhengfu gongbao* fut en partie compensé par la presse, elle aussi « officielle ».

³ « Maochong minzhengting shicha xiang Qingpu xianzhang suozha 冒充民政廳視察向青浦縣長索詐 (Un individu se faisant passer pour un inspecteur du bureau des Affaires civiles extorque le magistrat du district de Qingpu) », *JR*, 3 nov. 1941. Ces affaires remontaient parfois jusqu'à Wang Jingwei lui-même. Li Shiqun lui écrivit, le 2 octobre 1942, au sujet de l'arrestation de He Yongsheng 何永生, accusé de s'être fait passer pour un fonctionnaire militaire (*wuguan*) et d'avoir extorqué 3000 yuans au gouvernement du district de Shaoxing (Zhejiang). Wang demanda que le coupable soit « puni avec sévérité [*ying cong yan chufen* 應從嚴處分] » (AH 118-010100-0047-021).

⁴ Il devint conseiller le 2 septembre 1939 (*MZN*, p. 1029).

[*bi ermu* 避耳目]. Lorsque le Kōa.in a mené, en février 1940, une enquête sur les fonctionnaires en inspectant en détail leur curriculum et leurs pièces justificatives, j'ai demandé à reprendre mon nom d'origine afin de faciliter l'enquête. [...] Au moment du retour à la capitale du Gouvernement national en mars 1940, j'ai intégré le Comité disciplinaire des agents de l'administration centrale sous mon nom d'origine, Zongxing¹.

La « renaissance » de Wu Zongxing sous une autre identité au début de l'occupation visait à échapper aux accusations de trahison que n'aurait manqué de susciter la parution de son nom dans la presse, alors que des dizaines de *hanjian* étaient abattus chaque mois². Elle était devenue problématique lorsqu'il avait dû régulariser sa situation en renseignant et en justifiant son parcours. Ce courrier est intéressant pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il montre que l'engagement au service des gouvernements de collaboration évolua au fil du temps. Outre que la campagne de terreur des premières années contre les collaborateurs laissa place à une guerre plus feutrée entre services secrets, la caution que représentaient des dirigeants tels que Wang Jingwei, si elle ne suffisait pas à légitimer le régime aux yeux de la population, rassura sans doute les fonctionnaires³. Ensuite, il nous apprend que les autorités d'occupation, en l'occurrence le Kōa.in, participèrent activement au contrôle des fonctionnaires chinois en poste au début de l'occupation ; une pratique dont on ne trouve aucune trace après 1940, signe que les Japonais purent dès lors compter sur une administration plus efficace et donc plus autonome.

Toutes ces raisons expliquent que la phase d'évaluation, qui ne devait durer que trois mois, se soit prolongée jusqu'à la fin de la guerre. En octobre 1940, le Yuan d'examen demanda au Comité politique central que ce délai soit de six mois⁴. Cette prorogation ne dut pas être suffisante puisque, le 25 septembre 1941, le Yuan exécutif proposa que l'application du règlement sur les évaluations soit de nouveau prolongée de trois mois⁵. L'adoption, le 1er janvier 1942, de la loi sur la titularisation des fonctionnaires, censée n'intervenir qu'au terme de l'évaluation, ne mit pas fin à celle-ci⁶. À la veille du délai ultime, fixé en juin 1942, le ministère du Personnel

¹ *NG*, n°10, p. 49. Wu Zongxing apparaît bien parmi les membres du comité qu'il quitta le 19 mai 1942 (*MZN*, p. 1044).

² On a vu dans le chap. 2 qu'il n'était pas rare pour les petits collaborateurs de la première heure de changer de nom personnel. Le plus souvent, le simple usage du *ming* 名 (nom personnel intime) à la place du *zi* 字 (nom personnel publique) offrait un semblant d'anonymat. Voir, par exemple, le cas de Yang Shoumei, célèbre capitaine d'industrie plus connu sous son *zi* Hanxi 翰西, qui n'apparaît jamais sous ce dernier dans les archives des gouvernements de collaboration. Il arrivait que le passage d'un nom à l'autre crée des difficultés, comme dans le cas de Shao Zizhuang 邵子莊. Fonctionnaire à partir de 1917, il s'était fait appeler par son *ming* Shao Zhong 邵中 avant-guerre, avant d'utiliser son *zi* Zizhuang lorsqu'il avait commencé à travailler dans l'administration du Zhejiang, en août 1938. Après son décès, le 27 février 1941, sa veuve eut du mal à faire valoir son droit à une pension, car celle-ci était fondée sur l'ancienneté du défunt, dont une partie avait été perdue du fait de ce changement de nom (*NG*, n°16, p. 22-23).

Cette pratique était par ailleurs assez courante en Chine.

³ Cf. le cas de Dong Xiuji (voir sa notice dans l'Annexe 3).

⁴ *ZZW*, vol. 3, p. 164-165.

⁵ *ZZW*, vol. 8, p. manquante (session n°64).

⁶ Dans un courrier adressé le 12 février 1942 au gouvernement du Zhejiang, le ministère du Personnel explique ainsi que, malgré l'entrée en vigueur de la loi sur la titularisation, les fonctionnaires en postes devaient envoyer

demanda au Yuan d'examen de télégraphier à nouveau l'annonce de cette échéance à « tous les organes administratifs dans et hors la capitale [*jing neiwai ge jiguan* 京內外各機關] » et d'inviter le gouvernement à publier une ordonnance les « enjoignant avec sévérité à faire grand cas de l'administration du personnel [*zhong quanzheng* 重銓政] »¹. Sur un ton menaçant, le ministère soulignait que « le statut de fonctionnaire en poste [*xianren gongwuyuan zige* 現任公務員資格] doit être considéré comme précaire tant que l'agent n'a pas réussi l'évaluation [*zhenshen hege* 甄審合格] » et que, le cas échéant, lesdits agents devraient « obligatoirement être révoqués [*fei ling jie zhi bu ke* 非令解職不可] » avant de conclure :

Alors que l'État [*guojia*] manque d'hommes de talent et que les différents organes administratifs entravent l'exercice des fonctions publiques [*fang'ai gongwu* 妨礙公務], il est du devoir [*zhisi* 職司] de notre ministère de mener à bien l'évaluation. Il faudrait que ce soit la dernière sommation [*ducu* 督促] afin que nous soyons en mesure d'achever notre mission [*wan shiming* 完使命].²

Cette nouvelle impulsion donnée à l'entreprise d'évaluation marqua l'apogée de l'activité du ministère du Personnel qui envoya ses agents dans les différents ministères afin d'accélérer la procédure et lança son propre *Journal officiel* pour avoir la place de publier la liste des agents évalués qui paraissait jusqu'ici dans le *Journal officiel* du Yuan d'examen³. La mission du ministère ne s'acheva pas pour autant puisque ces listes continuèrent à paraître à un rythme mensuel jusqu'en janvier 1945⁴.

5.3.3.2. Une décentralisation partielle de l'administration du personnel

Conscient de ces obstructions au bon déroulement de l'évaluation mais aussi des obstacles liés à la guerre, le ministère du Personnel s'était résolu à déléguer une partie de cette tâche à l'administration « hors la capitale ». Ainsi, le 25 décembre 1940, il envoya aux gouvernements provinciaux (Jiangsu, Guangdong, Hubei, Anhui et Zhejiang) le courrier suivant :

Les agents de rang *weiren* dans les différentes provinces sont nombreux et celles-ci sont situées à des distances inégales de la capitale, de sorte que lorsque des doutes apparaissent au sujet de la gestion du personnel, il n'est pas aisé d'enquêter [...]. L'échange de documents administratifs

leur formulaire d'évaluation avant la fin mars, sauf pour les cas particuliers qui avaient jusqu'à fin juin pour le faire (*KG*, n°22, p. 31).

¹ *KG*, n°25, p. 3-4.

² *Ibid.*, p. 4.

³ « *Quanxubu gongbao* dandu faxing 銓敘部公報單獨發行 (Le journal officiel du ministère du Personnel va être publié à part) », *Minguo ribao*, 24 sept. 1942. Ce déploiement d'activité fut bref puisque le *Quanxubu gongbao*, comme tous les autres, disparut à la fin de l'année 1942.

⁴ *ZG*, n°766, p. 9-10. Après la disparition des journaux officiels du Yuan d'examen et du ministère du Personnel, ces listes continuèrent à paraître dans le *Journal officiel* du gouvernement. Nous n'avons pas encore pu consulter le *Quanxubu gongbao*. Par conséquent, notre collecte de ces listes comporte un trou pour la période allant de juillet à novembre 1942 d'autant plus dommageable que c'est la période où ces listes furent semble-t-il les plus longues. Nous revenons plus bas sur leur contenu.

prend inévitablement du temps, ce qui ne manque pas de provoquer retards et malentendus [*yanzhi gehe* 延滯隔闕] dans l'administration du personnel.¹

Ce passage montre bien à quel point, plus encore que la mauvaise volonté de ses différents organes, la dimension spatiale et donc temporelle de l'État d'occupation influait sur son fonctionnement. Si l'apparition du télégraphe à la fin du XIX^e siècle avait révolutionné la circulation de l'information en Chine, avec des conséquences politiques importantes, en particulier au moment de la Révolution de 1911, la plupart des *gongwen* circulaient encore par courrier classique². La prise en compte de la lenteur de la machine bureaucratique n'est pas anodine pour comprendre la mise en route de ses rouages dès lors qu'il est question d'étudier des organisations dont la durée de vie n'excéda pas quelques années, que ce soit durant la « décennie de Nankin » ou l'occupation.

En conséquence, le Yuan d'examen décida de réactiver, après révision, le « décret de délégation de l'évaluation des fonctionnaires de rang *weiren* dans les différentes provinces » (*ge sheng weiren gongwuyuan zhenbie shencha weituo banfa* 各省委任公務員甄別審查) de 1935. Outre que ce décret ne s'appliquait qu'au rang le plus bas de la fonction publique (*weiren*), il prévoyait que les formulaires d'évaluation seraient rédigés et imprimés par le ministère du Personnel avant d'être envoyés au comité d'évaluation de chaque province³. Nouvelle preuve de la lenteur invoquée par le ministère du Personnel, l'organisation de ces comités locaux ne fut entérinée que six mois plus tard⁴.

Ce processus de délégation concerna en particulier le Conseil des affaires politiques de Chine du Nord, non sans créer certaines tensions. Dans un courrier du 7 avril 1941, ce dernier expliqua au ministère du Personnel qu'il était en train de mettre en place les comités d'évaluation dans les provinces qui étaient de son ressort. Invoquant la situation identique dans laquelle se trouvaient les municipalités spéciales (Beijing, Tianjin et Qingdao) et les provinces, il demanda à pouvoir appliquer le décret de délégation aux premières. Par ailleurs, comme la loi prévoyait que le Conseil pouvait nommer et démettre les fonctionnaires de rang *jianren* « dans la région relevant

¹ *KG*, n°9, p. 44.

² C'est du moins ce qui semble ressortir des sources. Lorsque l'envoi d'un courrier administratif passait par une transmission télégraphique (*tongdian* 通電), la chose était précisée. C'était le cas pour les courriers urgents comme, par exemple, le rappel de l'échéance de l'évaluation dont il vient d'être question (*KG*, n°25, p. 4). Sur les origines et la spécificité de l'usage du télégraphe en Chine du fait de la langue, voir Thomas Mullaney, « Semiotic Sovereignty: The 1871 Chinese Telegraph Code in Historical Perspective », in Jing Tsu, B. Elman (dir.), *Science and Technology in Modern China, 1880s-1940s*, Leiden, Brill, 2014, p. 153-183. Sur les usages politiques de ce nouveau moyen de communication, voir Zhou Yongming, *Historicizing Online Politics: Telegraphy, the Internet, and Political Participation in China*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 2006.

³ *KG*, n°25, p. 4.

⁴ *KG*, n°14, p. 60-66.

de sa juridiction [*guanxia quyue nei* 管轄區域內] », il proposa de se charger lui-même de leur évaluation¹. La réponse du ministère fut très claire :

Le décret sur la délégation de l'évaluation se limite aux provinces. Les municipalités spéciales étant directement rattachées au centre [*zhili zhongyang* 直隸中央], elles ne sont aucunement concernées par cette délégation [*bing bu zai weituo zhi lie* 並不在委託之列]. En ce qui concerne les fonctionnaires de rang *jianren*, la loi prévoit qu'ils envoient leurs *curriculum vitae* à notre ministère pour inspection².

Faut-il voir dans cette réponse le signe que le ministère de Jiang Kanghu avait adopté une attitude dure à l'égard des velléités autonomistes de Beijing, alors même que son supérieur direct, le président du Yuan d'examen Wang Yitang, dirigeait le Conseil des affaires politiques de Chine du Nord ? La réalité était plus complexe et, à vrai dire, assez difficile à décrypter. En effet, la proposition faite par Beijing d'étendre ses compétences en matière d'évaluation des agents (y compris de rang *jianren*) à l'ensemble des organes relevant de son ressort (et non pas aux seuls gouvernements provinciaux) s'inspirait de celles formulées dans son rapport par l'adjoint de Jiang Kanghu, *Li Jingwu 李景武, que le ministère du Personnel avait envoyé, fin janvier 1941, pour superviser l'évaluation en Chine du Nord³. En mars, Li avait remis un rapport dans lequel il proposait : (1) de déléguer à un comité local l'évaluation de l'ensemble des agents de rang *jianren* et *weiren* ; (2) de créer à Beiping un bureau local du ministère du Personnel pour superviser ce travail (*ben bu zhenshen fenchu* 本部甄審分處) ; (3) de négocier avec les autorités du Conseil des affaires de Chine du Nord afin de régler le problème de l'intégration de son personnel dans le cadre juridique du gouvernement central. En effet, les règlements organiques (*zuzhi tiaoli*) des différents organes de l'administration centrale de Beijing n'ayant toujours pas été « ratifiés et promulgués [*heding gongbu* 核定公佈] » par Nanjing, les fonctionnaires de rang *jianren* (簡任), dont la titularisation était du ressort du gouvernement central contrairement à celle des agents de rangs inférieurs, n'avaient pas encore pu être « formellement nommés [*zhengshi renming* 正式任命] »⁴. Les sources dont nous disposons ne permettent pas de suivre en détail ces négociations mais ne laissent pas de doute sur leur absence de résultats. Ainsi, le Conseil des affaires politiques de Chine du Nord écrivit au Yuan d'examen en juin 1942, à la suite du télégramme envoyé par ce dernier à toutes les administrations afin de leur rappeler l'échéance finale de l'évaluation⁵. Beijing y avançait les arguments suivants pour justifier son impossibilité à respecter cette échéance :

Il appert que les règlements organiques des différentes administrations en Chine du Nord [...] n'ont toujours pas été promulgués et que, par conséquent, le nombre de postes pour chacune

¹ *KG*, n°13, p. 62.

² *Ibid.*, p. 63.

³ *KG*, n°15, p. 33.

⁴ *Ibid.*

⁵ Celui-là même que nous mentionnions à propos des prorogations successives de la période d'évaluation (*KG*, n°25, p. 3-4).

d'entre elles n'est pas fixé. Par ailleurs, étant donné le maintien temporaire [*zanwei* 暫維] des décrets de l'ancien Gouvernement provisoire réglementant les provinces, circuits [*dao* 道] et districts de Chine du Nord, dont les appellations diffèrent donc de celles des organisations centrales [*yu zhongyang zuzhi zhiming ge yi* 與中央組織職名各異], l'envoi des évaluations ne se justifie pas [*wu suo yiju* 無所依據]¹.

Le Yuan d'examen approuva sans tergiverser la demande de maintien du *statu quo* de Beijing ; renoncement qui contrastait avec le ton péremptoire de la réponse du 30 avril 1941 par laquelle le ministère du Personnel avait signifié à Beijing de s'en tenir à sa juridiction sans chercher à empiéter sur la sienne².

5.3.3.3. Évaluation des fonctionnaires et formation de l'État

Ces négociations au sujet des juridictions respectives en matière de gestion du personnel laissent apparaître plusieurs types de souverainetés qui ne se recouvraient qu'en partie : souveraineté formelle du gouvernement de Nanjing sur l'ensemble du territoire ; « souveraineté » bureaucratique du ministère du Personnel sur l'ensemble de l'administration du personnel ; mais aussi souveraineté de fait de la Chine du Nord en raison de sa « situation particulière »³. Le cadre juridique issu du « retour à la capitale » subordonnait clairement le gouvernement de Beiping (et non Beijing) à celui de Nanjing, mais introduisait, dans le même temps, la notion floue de « situation particulière ». Cette ambiguïté initiale laissait volontairement en suspens la détermination précise du statut de Beijing qui pouvait donc osciller dans un sens (maintien de l'autonomie) comme dans l'autre (intégration au gouvernement central) ; chaque camp espérant utiliser cette ambiguïté à son profit. Si on a vu que Wang Jingwei chercha effectivement (et sans succès) à appliquer cette hiérarchie formelle au détriment des dirigeants du Nord, la question de l'évaluation des fonctionnaires éclaire d'un jour nouveau cette oscillation. Elle montre, en effet,

¹ *KG*, n°27, p. 9.

² Cité *supra* (*KG*, n°13, p. 62).

³ Le document du 16 juin 1941, qui contient le rapport de Li Jingwu, évoque « la situation légèrement différente de l'environnement local en Chine du Nord [*Huabei difang huanjing qingxing shao shu* 華北地方環境情形稍殊] » (*ibid.*). Cette notion de « situation » (*qingxing*), dont on a vu qu'elle était également employée au sujet de la « décennie de Nankin », est le mot clé des adaptations successives de l'État d'occupation visant à faire fonctionner ensemble des cadres juridiques distincts : adaptation des structures de la « décennie de Nankin » déformées à des degrés divers dans le temps par la prise en compte des strates initiales de l'État d'occupation (Gouvernements provisoire et réformé notamment). Dans les documents produits par le gouvernement central, cette déformation était systématiquement minimisée par l'usage d'adverbes quantitatifs (*shao* 稍, *lüe* 略, *bujin* 不盡, etc.) ; euphémisation qui traduisait la nécessité pour Nanjing de faire coexister l'État idéal né du « retour à la capitale » avec l'État réel formé à partir de compromis quotidiens. Le courrier de juin 1942 du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord, cité ci-dessus, qui mentionne explicitement la persistance des structures du Gouvernement provisoire participe, à l'inverse, d'une vision « nordiste » de l'État d'occupation, opposée à cet État idéal conçu à Nanjing. Cette contradiction terminologique est d'ailleurs visible dans la réapparition régulière du terme « Beijing » (par opposition à la terminologie nationaliste de « Beiping » qui enlève à la ville son statut de capitale) dans les documents administratifs du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord (dans la liste des affectations des lauréats du *gaokao* de mai 1941 rédigée par le Conseil, par exemple, il est question de la « municipalité spéciale de Beijing », *KG*, n°16, p. 40).

que la négociation permanente sur le front de la scission Nord/Sud de l'État d'occupation ne suivit pas une double opposition binaire (autonomie vs. centralisation et dirigeants de Beijing vs. groupe de Wang Jingwei) mais plutôt un processus sinueux dans lequel se confondaient logique bureaucratique et pratiques informelles du pouvoir¹. L'accent mis sur ces dernières, jugées forcément prégnantes dans le cadre d'institutions « fantoches », a laissé dans l'ombre la part bureaucratique de la formation de l'État d'occupation. Pourtant, l'intégration contrariée de ce dernier après 1940 fut tout autant, sinon plus, le fait d'un bricolage juridique réalisé à tâtons par la machine bureaucratique que le résultat de stratégies politiques au sommet de l'État, surdéterminées par la tutelle japonaise. Le problème soulevé par la délégation de l'évaluation des fonctionnaires agit donc comme un révélateur de ce processus, au même titre que d'autres aspects de la gestion du personnel évoqués précédemment le sont de l'intégration du Gouvernement réformé dans le gouvernement de Wang Jingwei. À la différence tout de même que l'autonomie de fait du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord vint compliquer ce processus dont l'absence de progrès est visible dans l'acceptation, en juin 1942 par le ministère du Personnel, d'un maintien du *statu quo* hérité de la période 1938-1940. Toute la difficulté qu'il y a à décrypter cette oscillation et, plus largement, à comprendre la formation de l'État d'occupation à travers une micro-histoire de l'administration, réside dans l'absence de visibilité claire quant aux motivations des différentes institutions. On doit se garder d'en faire des acteurs homogènes agissant comme de simples véhicules des stratégies politiques de leurs dirigeants. Tout d'abord, parce que des pans entiers des relations informelles à l'œuvre nous échappent (quelles étaient par exemple les relations entre Jiang Kanghu et Li Jingwu ?). Ensuite, parce qu'il existe un risque de surinterpréter politiquement des décisions et des discours relevant d'abord de la routine bureaucratique. Le fonctionnaire du ministère du Personnel qui rédigeait un courrier exigeant d'un autre ministère qu'il se plie au règlement sur l'évaluation du personnel faisait d'abord son travail sans forcément chercher à accélérer la centralisation de l'État. Ce risque n'enlève rien à la pertinence de notre approche : c'est précisément parce que la routine bureaucratique de Nanjing butait régulièrement sur les irrégularités apparues du fait de la mauvaise intégration de l'État d'occupation, qu'il nous est donné de saisir, en creux, les signes épars d'une formation en cours.

Malgré toutes les difficultés rencontrées par le ministère du Personnel dans la collecte des formulaires d'évaluation, il ne faut pas trop noircir le tableau. En effet, plusieurs milliers d'agents

¹ Li Jingwu incarnait bien cette confusion puisqu'il était à la fois le principal responsable, au sein du gouvernement central, de la mise en œuvre des compétences de son ministère en matière de gestion du personnel, mais également un intermédiaire informel entre Beijing et Nanjing. Ancien membre du Gouvernement provisoire proche de Wang Yitang, Li était un ami d'enfance de Wang Jingwei qui lui demanda de surveiller les collaborateurs de Beijing pour lui (voir sa notice biographique, Annexe 3).

passèrent tout de même par cette procédure¹. Celle-ci était destinée en principe à exclure de la fonction publique les agents ne répondant pas aux critères d'aptitude et de qualification requis. On pourrait donc croire, à la lecture de ces listes, que le gouvernement de Wang Jingwei comptait des milliers de fonctionnaires compétents. Le premier bilan publié au début de l'évaluation, qui contrairement aux autres listes, contenait des informations sur les fonctionnaires n'ayant pas encore été admis, montre qu'il s'agissait en réalité d'une simple formalité. Publié en mai 1941, il portait sur les évaluations effectuées jusqu'au 15 mai 1941². Il s'ouvrait par la liste des ministères ayant renvoyé les formulaires d'évaluation « classés dans l'ordre de réception »³. En tout, le ministère du Personnel avait évalué 1924 agents dont 1127 avaient été admis. Ce taux de sélection était tout relatif puisqu'aucun des 797 fonctionnaires restants ne fut recalé⁴. Le second bilan⁵, qui portait sur la période allant de janvier à juin 1941, dénombrait 1246 admis⁶.

L'objet véritable de l'évaluation était donc avant tout de recenser le personnel administratif. Le formulaire d'évaluation, copié sur celui d'avant-guerre, fut publié dans le numéro d'août 1940 du *Journal officiel du Yuan d'examen*. La partie que devait remplir l'agent comportait 18 rubriques concernant son identité (nom, âge, lieu d'origine, adresse, appartenance ou non au GMD, etc.) et ses qualifications (formation et postes occupés)⁷. Suivaient une partie remplie par le supérieur de l'agent, qui devait notamment indiquer si celui-ci avait « déjà été récompensé ou puni », décrire

¹ Nous avons réuni 47 listes mais il nous manque celles de juillet-novembre 1942, c'est-à-dire la période durant laquelle elles furent publiées dans le *Journal officiel du ministère du Personnel*.

² *KG*, n°13, p. 75-77.

³ *Ibid.*, p. 75. Le Yuan d'examen, le ministère du Personnel et le Comité d'examen et de sélection arrivaient, sans surprise, en tête. Ils étaient suivis des différents organes de l'administration judiciaire (Tribunal de grande instance, Yuan judiciaire et ministère de la Justice) dont on a vu qu'ils accordèrent une grande importance à leurs ressources humaines en raison de leur besoin en personnel.

⁴ 30 ne purent être évalués (*bu yu zhenbie zhe* 不予甄別者) parce qu'ils étaient « déjà retournés à leur poste d'origine [*yi tuihuan yuan jiguan* 已退還原機關] » avant la période de trois mois ou alors qu'ils étaient « remplaçants » ; 3 n'entraient pas le cadre de la réglementation ; 261 devaient compléter leur dossier ; 133 avaient fourni des pièces justificatives manquant de lisibilité ; 370 venaient juste d'envoyer leur dossier qui n'avaient donc pas encore pu être traités (*ibid.*, p. 76-77). On peut comparer ces chiffres avec ceux de la « décennie de Nankin » : entre 1930 et 1934, 56 087 agents furent évalués dont 44 297 (78,9%) furent admis, 6 773 recalés (12%) et 4 996 (9%) ne reçurent pas d'évaluation (Xiao Ruping, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu*, *op. cit.*, p. 179).

⁵ Aucun autre bilan ne fut publié par la suite.

⁶ *KG*, n°15, p. 41. Contrairement au premier, il précisait les « frais d'attestation [*zhengshu fei* 證書費] » que devaient verser au ministère les fonctionnaires venus retirer leur certificat d'admission. Ces frais étaient de 4 yuans pour les agents de rang *weiren*, de 10 yuans pour les *jianren*, et de 20 yuans pour les *jianren* 簡任. En tout, 4536 yuans avaient déjà été collectés (contre 4716 restants), dont il était précisé qu'ils avaient déjà été reversés dans les caisses de la Banque centrale de réserve (*ibid.*). À la même époque, le salaire mensuel dans la fonction publique était de 130 yuans pour les *weiren*, 260 yuans pour les *jianren* (*ibid.*, p. 7, 32). Nous verrons dans la partie 6.2. qu'il est difficile de déterminer précisément la grille de salaire des fonctionnaires faute de sources suffisantes, des différents compléments et autres primes ainsi que des changements fréquents de cette grille. Les chiffres donnés ici sont calculés à partir de l'indemnité de cinq mois de salaires versés à la famille de deux fonctionnaires décédés peu avant.

⁷ Il devait également fournir plusieurs photographies d'identité.

ses « caractère et comportement¹ », son état physique (*tige* 體格) et inscrire ses notes (*pingshi chengji* 平時成績). La dernière partie était réservée au ministère du Personnel².

Ce formulaire était quasiment identique à celui du contrôle périodique (*kaoji*) attaché à la loi promulguée en juillet 1935 et qui fut reprise telle quelle en 1941³. On a vu que le *kaoji*, qui comprenait un contrôle annuel des notes de chaque agent en décembre (*niankao* 年考) et un contrôle général tous les trois ans (*zongkao* 總考), devait entrer en vigueur une fois la période préalable d'évaluation terminée. Dans le cas du gouvernement de Wang Jingwei, les choses se firent de manière très confuse. En vertu du « retour à la capitale », il ne devait pas y avoir de rupture dans l'application des lois promulguées avant-guerre. Autrement dit, le contrôle annuel des fonctionnaires en vigueur depuis 1935 était censé s'appliquer en décembre 1940. Or le Yuan d'examen s'inquiéta à cette date du fait que la chose apparaissait difficile alors que l'évaluation venait à peine de débiter et que l'enregistrement et la titularisation des agents étaient « encore loin d'être une réalité [*xian geng wu ci shishi* 現更無此事實] ». Il ajouta que seulement neuf mois s'étaient écoulés depuis le « retour à la capitale » ce qui gênait l'application d'un contrôle censé être annuel. Le Yuan d'examen proposa par conséquent de conduire un contrôle extraordinaire (*linshi kaoji* 臨時考績)⁴. Mené parallèlement à l'évaluation, le contrôle périodique se heurta aux mêmes difficultés⁵.

Nous n'avons pas trouvé d'exemplaire rempli de ces bulletins d'évaluation ou de contrôle périodique mais le taux d'admission des premiers laisse peu de doute sur le fait que l'appréciation des supérieurs était presque systématiquement positive⁶. Elle consistait en des formules toutes faites dont on peut se faire une idée grâce à des fiches d'évaluation du même type : l'agent était toujours « idéologiquement sûr [*sixiang qushi* 思想確實] », « plein d'énergie [*nengli fuyou* 能力富有] », en « parfaite santé [*tige qiangjian* 體格強健] » et n'avait « pas le moindre penchant néfaste [*bing wu bu liang shihao* 並無不良嗜好] »⁷.

Aussi creuse soit-elle, cette notation n'en était pas moins l'un des vecteurs d'une idéologie administrative, c'est-à-dire d'un système de représentations dont les agents étaient à la fois l'objet

¹ *xingxing* 性行 : ce composé signifie « comportement sexuel » mais il faut sans doute le comprendre comme deux mots distincts : « nature, caractère » et « actions ».

² *KG*, n°4, p. 72 bis. Ce formulaire-type était accompagné de plusieurs documents explicatifs dans lequel il était notamment précisé que la rubrique « curriculum vitae » ne concernait pas les postes occupés avant 1912 (*ibid.*, p. 73).

³ *JG*, n°10/11, p. 15-26.

⁴ *NG*, n°0, p. 24-25.

⁵ Le 7 octobre 1944, par exemple, le ministère du Personnel se plaignit du fait que les formulaires renvoyés au ministère « se comptaient sur les doigts d'une main [*shu liaoliao* 數寥寥] », alors même que la réglementation était « claire et détaillée » (*ZG*, n°717, p. 5).

⁶ Nous avons vu que c'était là leur principal défaut aux yeux de ceux qui prônaient la « voie régulière ».

⁷ *Jiangsusheng dang'anguan* (Archives provinciales du Jiangsu), 1028-甲-2, p. 116 *sqq.*

et le sujet¹. Comprendre le métier de fonctionnaire sous l'État d'occupation nécessite de distinguer, entre discours et pratiques administratives, ce qui fit ou non la spécificité du gouvernement collaborateur de Wang Jingwei.

¹ « L'acte de noter [...] constitue l'expression même d'un certain ordre de valeurs, que, de surcroît, il explicite. On peut même le considérer comme l'un des principaux moments où l'ordre en question à la fois se réalise et se manifeste. » (Le Bihan, *Au service de l'État*, *op. cit.*, chap. 6). Voir la définition que nous donnons ci-dessous du concept d'idéologie administrative.

Chap. 6. Vertu administrative et misères du métier de fonctionnaire

6.1. Discours : le fonctionnaire, à la fois bouc émissaire et modèle

6.1.1. Une idéologie administrative originale ?

Toute organisation bureaucratique produit un système de représentations que l'on peut qualifier, à la suite de Jacques Chevallier, d'« idéologie administrative » :

L'administration utilise pleinement les ressorts de l'idéologie pour imprégner dans les esprits la croyance dans la nécessité et le bien-fondé de son autorité. Cette idéologie est diffusée à la fois en direction des fonctionnaires, afin d'assurer l'autoreproduction de l'institution, et des administrés, afin d'améliorer son efficacité sociale. Néanmoins, l'effet est dans les deux cas très différent : alors que, pour les administrés, l'objectif est de créer une prédisposition à l'obéissance et d'éviter le recours à la contrainte, le discours administratif est un moyen pour les fonctionnaires de se représenter leurs propres pratiques en les insérant dans un cadre d'explication cohérent.¹

Cette idéologie, poursuit-il, s'appuie sur un « fonds commun de représentations » délimitant un « crédo administratif » (défense du bien collectif, service du public, compétence, etc.)². Sa diffusion s'effectue par différents vecteurs, notamment discursifs, selon un processus circulaire dans lequel on ne peut dissocier ce qui relève de l'idéologie, du discours et de la matérialité³.

Partant de cette définition idéal-typique, l'objet de cette partie est de mieux comprendre l'État d'occupation et, en son sein, le gouvernement de Wang Jingwei, à travers la *figure* du fonctionnaire telle qu'elle apparut et se construisit dans un *discours* hétérogène. Par « figure du fonctionnaire », nous entendons la représentation des agents de l'État dans l'idéologie administrative. Cette représentation fut largement négative, prenant la forme d'une rhétorique soulignant la corruption et l'incompétence des agents, qui reproduisait, en creux, un credo administratif positif (la figure idéale du fonctionnaire probe et compétent). Nous prenons la notion de « discours » dans son acception la plus large, qui comprend non seulement son sens restreint (déclarations, articles, etc.), mais aussi ses supports moins explicites que sont les rituels, le

¹ Chevallier, *Science administrative*, PUF, 2013 (5^e éd. mise à jour), p. 539-540 (également cité par Le Bihan, *Au service de l'État*, *op. cit.*, chap. 6). À la suite de Pierre Bourdieu, Pierre-Étienne Will parle d'« idéologie du service public et du bien public » (« Bourdieu, l'État... », art. cit., p. 94). Si cette notion est comprise dans le concept développé par Jacques Chevallier, elle ne couvre pas celui-ci dans son ensemble, renvoyant à l'un de ses aspects (le mythe du service public) (Chevallier, *Science administrative*, *op. cit.*, p. 546-547).

² *Ibid.*, p. 541.

³ « Le discours n'est pas un simple porte-voix de l'idéologie, une forme vide, dépourvue d'existence propre et seulement destinée à communiquer un contenu préétabli [...] ; par son fonctionnement même, le discours produit du sens, ajoute une signification supplémentaire au message qu'il véhicule. » (*ibid.*, p. 571) ; « Il y a [...] imbrication des formes matérielles et des formes idéologiques qui sont radicalement indissociables : de même que le réel n'apparaît que dans/par la figuration, la représentation, l'idéologie influe non seulement sur la perception des rapports sociaux, mais encore sur la consistance, la configuration de ces rapports. » (*ibid.*, p. 539).

langage bureaucratique ou encore l'uniforme imposé aux fonctionnaires¹. Une telle approche pourrait présenter le risque d'essentialiser l'« État » ou l'« administration » comme un acteur homogène produisant et inculquant une idéologie administrative clairement définie dans un but précis. Bien au contraire, elle servira ici à révéler le caractère hétérogène, incomplet et dysfonctionnel de l'État d'occupation, tout en nous permettant de replacer celui-ci dans une temporalité débordant la seule période de la guerre. En effet, si le ressort fondamental de l'idéologie administrative est la légitimité, la multiplicité des processus de légitimation à l'œuvre au sein de l'État d'occupation fait de cette idéologie un concept permettant d'affiner l'analyse des relations de pouvoir². Les acteurs qui produisirent cette idéologie étaient, eux-mêmes, multiples, sans qu'il soit toujours possible d'opposer clairement des acteurs internes (le groupe de Wang Jingwei, les différentes organisations bureaucratiques à Nanjing, etc.) et externes (les autorités d'occupation)³.

Considéré du point de vue de l'idéologie administrative, le gouvernement de Wang Jingwei s'insère dans un processus plus long en même temps qu'il constitue une expérience spécifique. Le processus en question est celui d'une recomposition des rapports entre l'État, ses agents et la société ou, pour le dire autrement, d'une évolution de la gouvernance dans la Chine post-impériale. Cette évolution est visible dans celle de l'idéologie administrative à partir des années 1920, qui modula le fonds commun confucéen, en y ajoutant des représentations nouvelles, favorisées par l'essor des partis-États léninistes (GMD et PCC). Celles-ci consistèrent en une redéfinition de la figure du fonctionnaire dans le sens d'une professionnalisation (l'expert comme rouage spécialisé d'une organisation rationnelle) mais aussi d'une politisation accrue (le fonctionnaire comme membre actif du Parti). L'emprise du GMD sur l'idéologie administrative d'avant-guerre fut contestée par des gouvernements locaux réactionnaires, souvent initiés par le Japon, qui mirent l'accent sur le fonds confucéen pour mieux rejeter le fonds nationaliste. Parallèlement, toutefois, ce crédo traditionaliste fut réactivé au sein même du GMD, notamment pour lutter contre le PCC dans les années 1930.

¹ Notre définition se rapproche donc plutôt du concept foucauldien de discours dont nous ferons ici un usage assez désinvolte, sans chercher à approfondir ses implications théoriques en termes de gouvernementalité, même si notre approche empirique pourra éventuellement suggérer ce type d'analyse. Sur ce concept, voir notamment Roselyne Ringoot, « Questionner le discours avec Michel Foucault : actualisations théoriques et actualité éditoriale », *Mots. Les langages du politique*, vol. 94, 2010, p. 199-207.

² Nous verrons qu'elle fut notamment mobilisée par le gouvernement de Wang Jingwei à des fins de légitimation distinctes : en direction de ses propres fonctionnaires, de la population, de sa tutelle japonaise ou encore des forces politiques extérieures comme Chongqing.

³ Un journal japonais patronné par des officiers de l'armée d'occupation comme le *Tairiku shinpō*, qui critiquait les fonctionnaires du gouvernement de Nanjing dans ses éditoriaux, n'était pas un acteur externe à l'État d'occupation, même s'il ne peut être confondu, par exemple, avec Shi Nai, l'auteur du mémoire étudié plus haut, faisant de la « voie régulière » le fondement de l'idéologie administrative telle qu'elle était définie par le Yuan d'examen. À cet égard, il apparaîtra que le Yuan d'examen mobilisa de manière spécifique cette idéologie afin de résister à sa redéfinition par le groupe de Wang Jingwei.

Le gouvernement de Wang Jingwei apparaît comme un bon poste d'observation pour comprendre cette évolution, dont les différentes tendances se croisèrent en son sein. En effet, il tenta de reproduire l'idéologie administrative telle qu'elle s'était développée sous le Gouvernement nationaliste, tout en faisant une large place à la tendance réactionnaire incarnée par les premiers gouvernements de collaboration qui lui servirent de matrice.

En raison de sa genèse, ce gouvernement fut à la fois plus dépendant de cette idéologie et moins à même de la mobiliser efficacement, que n'avait pu l'être le Gouvernement nationaliste d'avant-guerre. Plus dépendant, car il partait en 1940 avec un déficit de légitimité vis-à-vis d'une partie de ses agents déjà en poste et vis-à-vis de ses administrés. Il était, cependant, moins à même de mobiliser efficacement cette idéologie en raison du contexte de l'occupation qui fit cohabiter, à l'intérieur d'un même gouvernement, des acteurs particulièrement antagonistes (le front « uni » des collaborateurs). Le dénominateur commun de ces tendances contradictoires fut l'intégration de l'idéologie administrative, telle qu'elle prit forme à Nanjing, dans un système de représentation panasiatique né de la collaboration¹. Il est, pour cette raison, possible de parler d'une idéologie administrative (au singulier) spécifique au Mouvement de paix et à l'organisation bureaucratique à laquelle il aboutit.

Il s'agira d'analyser le discours que véhiculait cette idéologie tout en la produisant, afin de dégager plusieurs tendances en son sein dont nous retracerons la généalogie et les développements avant et, dans une moindre mesure, après l'occupation. Après avoir explicité les enjeux empiriques de cette approche théorique, en la replaçant dans le contexte chinois, nous nous pencherons sur la question qui vient immédiatement à l'esprit lorsqu'on aborde l'idéologie administrative du gouvernement de Wang Jingwei : son apparente nostalgie pour la période impériale. Enfin, nous préciserons notre analyse en nous arrêtant sur le cas particulier de la presse administrative comme vecteur de cette idéologie.

6.1.1.1. Mise en contexte

La figure du fonctionnaire telle qu'elle apparaît dans le discours contemporain au sujet du gouvernement de Wang Jingwei n'a, à première vue, rien de très original. Depuis des siècles déjà, le personnel administratif chinois était, tour à tour, objet et sujet d'un discours édificateur qui véhiculait des valeurs produisant une image à deux faces : celles du bon fonctionnaire et de son revers². Ce double discours portait à la fois sur l'action des agents de l'État et sur leur personne,

¹ Nous avons vu qu'aussi bien la « Voie royale » que les Trois principes du peuple servirent à justifier la collaboration.

² Ce discours était lui-même partie prenante de celui sur l'État en général, dont la Chine était loin d'avoir le monopole : « La critique de l'État est un genre universel. Plus précisément : la critique de tout ce qu'ont secrété les États modernes pour réussir à croître et à fonctionner. La prolifération des règlements, la centralisation, la

confondant compétence et honorabilité, technique et éthique. Les deux étaient étroitement liées puisque le bon fonctionnaire devait être tout à la fois efficace, bienveillant et dépourvu de vices. Ce substrat, qu'on pourra qualifier pour aller vite de confucéen, s'enrichit au XX^e siècle d'une coloration moderne : l'agent idéal était désormais le rouage d'une machine rationnelle, diffusait les idées nouvelles dans la population et veillait à son hygiène en préférant le sport à l'opium¹. Dans le même temps, cet idéal fut plus que jamais contredit par la crise des institutions, notamment celles-là même qui étaient censées administrer la fonction publique tel le Yuan d'examen. Face à cette crise, les fonctionnaires furent la cible privilégiée d'attaques provenant non seulement de la société mais aussi de l'autorité politique qui rejeta sur eux la responsabilité de ses échecs. On connaît par exemple l'habitude qu'avait Jiang Jieshi de sermonner les fonctionnaires dans des discours interminables, sans beaucoup de résultats concrets².

Les conditions particulières dans lesquelles le gouvernement de Wang Jingwei vit le jour ne fit que renforcer ce rôle de bouc émissaire : dépourvu d'emblée d'une grande part de sa légitimité en raison de son allégeance à l'occupant, le régime fit de ses agents la cause de tous ses maux, ajoutant ainsi au stigmate de la collaboration qui pesait sur eux, la critique classique de la bureaucratie. L'étude de ce discours n'aurait donc pas un grand intérêt si le contexte de la guerre ne le rendait original du fait de l'éclatement de l'autorité politique : les fonctionnaires étaient au service du gouvernement de Nanjing, lui-même au service du Japon mais fondant ses principes sur le modèle du parti-État nationaliste d'avant-guerre dont il contestait l'héritage au gouvernement de Chongqing que menaçait la montée en puissance du gouvernement de Yan'an, sans compter la résilience au sein de l'État d'occupation d'autorités apparues au début de la guerre. C'est au croisement ou contre ces différents cadres normatifs que se construisit la figure du fonctionnaire de l'État d'occupation. Pour le dire autrement, ce discours ne relevait pas seulement des enjeux habituels liés au difficile exercice du pouvoir (la critique des fonctionnaires comme exutoire dans la relation entre gouvernants et gouvernés), mais participait également de dynamiques propres au contexte de l'occupation japonaise ; en l'occurrence l'importance de ce discours pour la légitimation du gouvernement de Wang Jingwei vis-à-vis de sa tutelle japonaise

paperasserie, la personne même du fonctionnaire, son comportement, quand ce n'est pas la vision du monde qu'on lui attribue, tout cela suscite un peu partout, et depuis des lustres, l'hostilité et le sarcasme » (Will, « La paperasse au secours de l'homme », art. cit., p. 65).

¹ Si cette modernisation de l'idéologie administrative fut, effectivement, superficielle par certains aspects, nous verrons que le nouveau type de gouvernance introduit par cette modernisation, en particulier au cours du développement des partis-États, entraîna des bouleversements plus profonds.

² Voir notamment son discours du 29 mars 1938 à l'occasion de la commémoration des martyrs de la révolution, cité in Wang Qisheng, *Dangyuan, dangquan yu dangzheng*, op. cit., p. 277. Deux années plus tôt, le Généralissime s'était fait prophète en déclarant : « Si nous n'extirpons pas l'ensemble actuel formé par la corruption, les pots-de-vin, la négligence et l'ignorance et si nous ne mettons pas à la place une administration propre et efficace, le jour viendra bientôt où la révolution se déclenchera contre nous, comme nous l'avons déclenchée contre les Mandchous. » (*North China Herald*, 16 sept. 1936, cité in Alain Roux, *Chiang Kai-shek*, Payot, 2016, p. 225).

et, à des degrés divers, vis-à-vis de ses rivaux (Chongqing, Yan'an, gouvernement de Beijing). Ces dynamiques n'étaient pas à sens unique : la figure du fonctionnaire fit, notamment, l'objet d'un « dialogue » entre Nanjing et Tokyo. La première chercha à apparaître, en particulier avec le lancement du Mouvement des nouveaux citoyens, comme un partenaire solide (et donc autonome) en affichant sa volonté de réformer ses agents, tandis que la seconde contestait la capacité des collaborateurs chinois à se gouverner comme ils l'entendaient, en pointant l'incurie de leur administration¹. Le discours sur la bureaucratie était donc un instrument éminemment politique.

À cela s'ajoutait, paradoxalement, la nécessité pour le nouveau régime d'obtenir le soutien d'un personnel largement en place au moment de sa création et donc de coupler à ce registre de l'admonestation une rhétorique visant à produire un modèle commun et spécifique du bon fonctionnaire auquel puissent s'identifier ces agents. On a vu dans le chapitre précédent de quelles manières cette nécessité se traduisit dans des institutions destinées à former, sélectionner et contrôler ces derniers. Elle produisit, dans le même temps, une idéologie administrative diffusée de différentes façons (réglementation, propagande, contrôle des corps) dont l'étude devrait permettre de mieux comprendre notre objet et, plus largement, la place que tient le régime de Wang Jingwei dans la redéfinition au XX^e siècle du rapport entre l'État chinois et ses agents dans le contexte de politisation et de massification propre aux partis-États nationaliste et communiste tous deux fondés sur le modèle léniniste.

Enfin, il importe de prendre en compte le rôle que jouèrent les fonctionnaires eux-mêmes dans cette idéologie à laquelle ils contribuèrent activement puisqu'ils furent, comme à d'autres époques, ses premiers auteurs en publiant notamment de nombreux textes didactiques dans la presse administrative mais aussi en lui résistant, ne serait-ce qu'en rechignant à s'y plier. Ce dernier point conduit à poser la question de l'intériorisation de cette idéologie par le personnel administratif et de son identification au Mouvement de paix. Autant le dire tout de suite, notre étude n'apportera pas de réponse définitive à cette question. On peut toutefois déjà avancer quelques éléments pour défricher le terrain. En raison de son caractère éphémère et de la confusion de ses cadres normatifs, l'organisation bureaucratique sur laquelle s'appuya le gouvernement de Wang Jingwei ne fut pas en mesure de développer une idéologie cohérente dans laquelle auraient pu se reconnaître ses agents. Faut-il pour autant considérer que ces hommes qui choisirent de servir l'État d'occupation ne le firent que par intérêt sans s'identifier au programme

¹ Ce dialogue était par conséquent d'une nature différente de celui qui avait pu s'établir à l'époque impériale. Contrairement aux observateurs occidentaux, plus ou moins bien informés, qui se firent les admirateurs ou les contempteurs du système administratif chinois, le Japon s'ingérait dans le gouvernement de la zone occupée. Sa critique avait donc une portée toute autre. Sur la vision occidentale à l'époque impériale, voir Will, « Le mandarinat entre admiration et détestation : De Ricci à Magalhães à Du Halde », in Li Shenwen *et al.* (dir.), *Rencontres et médiations entre la Chine, l'Occident et les Amériques : Missionnaires, chamanes et intermédiaires culturels*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, p. 153-178.

de paix et de reconstruction nationale prôné par cet État ? Si adhésion à ce programme il y eut, dans quelle mesure doit-on l'assimiler à un soutien au Japon ?

Parmi les sources contemporaines offrant un regard extérieur sur cette question, un rapport du consul français à Nanjing propose l'analyse suivante, sans doute trop approximative mais qui a le mérite de reposer sur des discussions régulières avec le personnel administratif de la capitale et d'offrir l'un des rares contre-points à la propagande de l'époque :

On entend naturellement un autre son de cloche lorsque l'on peut s'entretenir avec ceux des fonctionnaires de Nankin dont un contact de moins de deux ans avec les Japonais a fait des adversaires résolus de la politique d'expansion nipponne. Sans parler des personnages politiques importants du régime, [...] on peut dire que le personnel – supérieur et moyen – du gouvernement de Nankin se divise en trois catégories principales. Il y a tout d'abord une minorité de fonctionnaires qui ont complété leurs études au Japon et en sont presque toujours revenus remplis sinon d'admiration du moins d'une crainte insurmontable pour tout ce qui est japonais. Ceux-ci obéissent aux Japonais civils et militaires sans murmurer, dans une sorte de terreur extasiée. La deuxième catégorie comprend tous les anciens fonctionnaires à qui le ralliement à M. Wang Tsing-wei a fourni une situation supérieure à celle qu'ils occupaient dans le Gouvernement National avant 1937. Ils ne s'embarrassent pas d'idéalisme ; le nouveau régime leur a apporté des avantages matériels et ils souhaitent [qu'il] dure. La troisième catégorie, qui est encore une minorité, se compose aussi d'anciens fonctionnaires. Ils occupent des postes sensiblement analogues à ceux qu'ils avaient du temps du Gouvernement Tchang Kai-shek et, bien que l'on doive avancer cette opinion avec certaines réserves, on peut dire qu'en général ils sont venus à Nankin poussés par des considérations un peu plus élevées que leurs collègues, soit qu'ils aient été convaincus par le programme du parti de la paix, soit qu'ils aient eu foi en la personne de M. Wang Tsing-wei. Leur amertume actuelle est causée en partie par la lenteur de leur promotion, en partie par les déceptions politiques que le nouveau régime leur a apportées¹.

À en croire Pierre Salade, c'était donc parmi les fonctionnaires qui s'identifiaient le plus sincèrement au Mouvement de paix porté par Wang Jingwei que l'on trouvait les plus farouches opposants au Japon.

Les sources chinoises ne permettent pas véritablement de sonder le cœur de ces collaborateurs ordinaires que furent les fonctionnaires, qu'elles reproduisent le langage de la collaboration ou, au contraire, celui de l'après-guerre. Cette couche discursive, aussi épaisse qu'elle est lisse, laisse néanmoins régulièrement apparaître des scories révélatrices d'une réalité plus complexe. Elles témoignent en particulier de la grande hétérogénéité du personnel administratif et donc de la variété des expériences du métier de fonctionnaire en situation d'occupation. La question du soutien apporté au Japon ne se pose ainsi pas de la même manière selon les agents pris individuellement ou en groupe. Il convient donc de ne pas limiter notre analyse à la seule grille de lecture de la collaboration. D'autres logiques étaient à l'œuvre comme dans le cas, par exemple, de la naissance d'un esprit de corps parmi les lauréats du *gaokao* qui participait d'un phénomène

¹ Salade à l'ambassadeur de France en Chine, « Situation politique à Nankin », 31 oct. 1941, ADF 327. Nous verrons plus bas que cette minorité animées par un véritable sens de l'État hérité de la « décennie de Nankin », certes altéré par les nombreux compromis propres à la collaboration, trouva dans Chen Gongbo son principal mentor. L'analyse de Salade n'est valable que pour l'administration centrale et ne rend pas compte de la masse des petits fonctionnaires de l'administration locale.

de distinction, certes renforcé par la formation de l'État du fait de l'occupation, mais relevant avant tout d'un processus d'identification déjà présent à des époques antérieures¹. De même, la (re)constitution de réseaux de patronage, qui ne s'inscrivait qu'en partie dans le cadre imposé par la collaboration avec l'occupant, entraîna une diffraction des processus d'adhésion.

Afin de comprendre cette diversité, il est nécessaire d'établir la généalogie des différentes strates discursives de l'idéologie administrative sous le gouvernement de Wang Jingwei. Loin de nous éloigner de notre objet premier qui est de comprendre le fonctionnement concret de la machine étatique, cette approche l'éclaire sous un jour nouveau.

6.1.1.2. Retour à un sens impérial de l'État ?

Tout discours édificateur tend à construire un modèle dans lequel sont puisés, de façon circulaire, les principes qui le fondent. Ce fut le cas de l'administration chinoise impériale qui produisit une « culture des manuels » fondée sur les principes cardinaux de la bonne gouvernance². Cet ensemble bibliographique considérable, qui portait à la fois sur l'éthique administrative et les compétences techniques nécessaires au métier de fonctionnaire, se déclina selon les époques en de nombreux genres dont l'une des constantes fut de présenter leur discours didactique comme formant un « miroir précieux » (*baojian* 寶鑑) du passé³. Alors même que ce modèle confucéen de l'éthique administrative fut battu en brèche à l'âge des révolutions chinoises, notamment à son apogée dans la seconde moitié des années 1960, il est réapparu dans les années 2000 à travers des rééditions de manuels de l'époque impériale, dans le cadre d'une « fièvre Qing » (*Qingchao re* 清朝熱) dont la société chinoise connaît, depuis le début de l'ère post-maoïste, des accès réguliers. Analysant cette réhabilitation paradoxale, Pierre-Étienne Will montre que cette mode participe d'un discours prétendant justifier la gouvernance actuelle au moyen d'un supposé « sens de l'État » confucéen dont les cadres communistes seraient les nouveaux parangons⁴.

¹ Voir partie 5.3.2.2.

² « Le terme traditionnel pour désigner les manuels pour fonctionnaires est *guan zhen* 官箴, où *zhen* 箴 a le sens original d'« admonestation » : il s'agit bien de dispenser aux administrateurs des conseils sur leur comportement éthique et social, sur leur aptitude publique et privée, sur les relations qu'ils entretiennent avec leurs supérieurs, leurs collègues, le personnel subalterne, les membres de leur cabinet et de leur « maison », les notables locaux, et l'ensemble de leurs administrés. Les trois notions cardinales d'« intégrité » (*qing* 清), de « prudence » (*shen* 慎), et d'« énergie » (*qin* 勤) résument en quelque sorte ce domaine, et elles sont développées à travers une vaste littérature depuis l'époque des Song et avant » (Will, « L'apprentissage du métier de fonctionnaire... », art. cit., p. 28).

³ *Ibid.*, p. 31.

⁴ Will, « China: Back to the Imperial Sense of the State? », *Books & Ideas*, fév. 2012, <<http://www.booksandideas.net/China-Back-to-the-Imperial-Sense.html>> (consulté le 8 déc. 2016). On a vu plus haut l'un des usages qui était fait de ce discours ahistorique sur le confucianisme à propos du système électoral (partie 5.1.2.2).

Ce « retour à un sens impérial de l'État », ou du moins au reflet que les contemporains cherchent à tirer d'un passé conçu comme atemporel, est loin d'être le premier que connaît la Chine post-impériale. Dès les premières années qui suivirent la fin de l'empire en 1912 – rupture étalée sur la décennie précédente, dont l'un des principaux tournants fut l'abolition des concours mandarinaux en 1905 – le pays connut en effet plusieurs épisodes de ce « nouveau Qing », en particulier lors de l'apparition d'entités politiques construites contre l'État central républicain ; lui-même n'existant qu'en tant qu'idéal né avec la Révolution et qui ne trouva jamais à s'incarner tout à fait dans les gouvernements qui s'en réclamèrent par la suite. Souvent suscités et contrôlés par le Japon à des fins impérialistes, ces gouvernements se dotèrent, au cours de leur développement, d'une idéologie traditionaliste. Ces réactions ne se limitèrent pas au seul mouvement de restauration mandchou, puisque la première des « monarchies résiduelles » (*vestigial monarchies*)¹ fut celle que fonda Yuan Shikai en 1915². Incidemment, Yuan chercha à substituer au terme *guan* 官, désormais majoritairement utilisé pour désigner les fonctionnaires, celui de *chen* 臣³. Si le premier existait déjà à l'époque impériale, il dénotait « the bureaucrat in his technical, functional, impersonal capacity. It had no connection with personal cultural dignity and individuality »⁴. Il n'est donc pas étonnant qu'il se soit imposé, dans un premier temps, pour rendre l'acception moderne du fonctionnaire comme rouage d'une machine rationnelle⁵. À

¹ Expression empruntée à Joseph R. Levenson, *Confucian China and its Modern Fate: vol. II, The Problem of Monarchical Decay*, [1964] Berkeley, University of California Press, 1968, p. 130. Nous citons dans cette partie les travaux, aujourd'hui datés, de Levenson car c'est notamment lui qui a développé l'idée d'un *Qing revival* encouragé par l'impérialisme nippon en Mandchourie ; concept repris par John H. Boyle au sujet du Gouvernement provisoire (*China and Japan at War, op. cit.*, p. 92). Nous allons voir que si l'opposition entre bureaucratie confucéenne et moderne que l'on trouve chez Levenson est par trop simpliste sur le fond, elle est utile sur la forme dans le cadre d'une sémiologie de l'administration dont il sera temps ensuite de montrer les implications historiques. Sur les limites des travaux de Levenson, voir Paul A. Cohen, « Moving beyond "Tradition and Modernity" », in Idem, *China Unbound: Evolving Perspectives on the Chinese Past*, Londres, RoutledgeCurzon, 2003, p. 48-84.

² Cette nouvelle dynastie mort-née procédait plus de la Révolution que de l'Ancien régime. Yuan choisit pour nom de règne Hongxian 洪憲 (abr. de *hongyang xianfa* 洪揚憲法, « promouvoir la constitution ») et prétendit répondre à l'appel du peuple (en réalité une claque mobilisée pour l'occasion). Aussi superficiels (voire cyniques) qu'ils soient, ces signes traduisaient un changement de paradigme. Il était devenu inconcevable d'invoquer le mandat céleste : le *geming* 革命 de 1911 était bien une révolution au sens moderne du terme – nouveau sens introduit *via* le japonais – et non pas une révocation du mandat céleste (Xavier Paulès, « Yuan Shikai », séminaire de l'EHESS, 6 déc. 2016 ; Levenson, *Confucian China and its Modern Fate: vol. II, op. cit.*, p. 119).

³ *Ibid.*, p. 125.

⁴ *Ibid.*, p. 126. Le caractère impersonnel, déshumanisé du terme *guan* transparaisait dans l'acception plus large qu'il avait également à l'époque impériale, par laquelle il qualifiait « tout ce qui relève de l'appareil d'État, lui appartient, est contrôlé par lui : le domaine public (par opposition à la propriété privée), l'argent public, les forces armées, l'autorité exercée par la bureaucratie, les lois et les règlements édictés par l'État, et bien d'autres choses encore » (Will, « Bourdieu, l'État... », art. cit., p. 94).

⁵ « The Republican emphasis on *kuan*, then, to the exclusion of *ch'en*, was the mark of a specifically modern commitment, to a professionalized, anti-literati world in which science, industry, and the idea of progress [...]

l'inverse, le terme *chen* renvoyait à la relation entre le ministre et son prince (*jun* 君) telle qu'elle avait été objectivée par la tradition confucéenne et touchait donc plus à l'éthique qu'à la technique. Le terme *guan* connut à son tour un certain déclin avec l'avènement des partis-États dans les années 1920 qui, on l'a dit à propos de la « décennie de Nankin », lui préférèrent le terme de *yuan* 員 (notamment dans le composé *gongwuyuan* 公務員)¹ qui témoignait d'une réification plus grande encore de l'agent, quoiqu'ambiguë².

L'exemple le plus abouti de ces monarchies résiduelles fut le Manzhouguo qui, après avoir été initialement construit selon un modèle républicain, remit Puyi sur le trône en 1934. Même si, dans ce cas précis il est pertinent de parler de *Qing revival*, les différentes organisations politiques mises sur pied par les armées japonaises dans les années 1930 furent réactionnaires plutôt que spécifiquement attachées à l'héritage mandchou. Réactionnaires non pas dans le sens d'un retour à l'Ancien régime mais dans celui d'une réaction face au tenant de cet État républicain idéal, en l'occurrence le GMD et ses Trois principes du peuple qui se considérait comme le dépositaire du *fatong*³. Cette opposition politique exprimée par des signes empruntés au passé se retrouve dans les gouvernements de collaboration de Chine du Nord, en particulier le Gouvernement provisoire fondé en décembre 1937, qui rétablit les appellations administratives en vigueur à la fin des Qing et au début de la République⁴. S'inspirant de l'idéologie hybride développée au Manzhouguo, mêlant discours confucéen et mobilisation de masse, le régime de Beijing mit en place la

claimed first attention » (*ibid.*). Nous épousons le schématisme de Levenson pour dégager de grandes tendances, mais il serait naturellement possible de trouver de nombreuses exceptions à ces catégories.

¹ Sur ce déclin, voir Julia Strauss, « *Wenguan...* », art. cit. À en croire He Jiawei, la première occurrence du composé *gongwuyuan* se trouve dans le « code pénal de la République de Chine » (*Zhonghuaminguo xingfa* 中華民國刑法) de mars 1928 (*Guomin zhengfu gongwuyuan fengji fuli zhidu*, op. cit., p. 298). Le nouveau gouvernement imposa progressivement cet usage comme le montre cet article paru dans le *Zhongyang ribao* 中央日報 (Quotidien central) du 25 juin 1931 intitulé « Guanli ying cheng gongwuyuan, xingzhengyuan tongling ge sheng shi zunzhao 官吏應稱公務員，行政院通令各省市遵照 (Les *guanli* doivent être appelés *gongwuyuan*, ordre du Yuan exécutif aux provinces et villes pour qu'elles se mettent en conformité) » (cité *ibid.*).

² La particularité des partis-États fut de faire coexister cette réification de l'agent comme rouage, assujéti à la machine étatique, avec une politisation du même agent comme membre du Parti (*dangyuan* 黨員) et donc comme sujet activiste, porteur d'un message politique. Cette tension est particulièrement visible durant les périodes de crise politique. Ce fut le cas durant la guerre sino-japonaise avec la partisation de l'appareil d'État nationaliste contre les efforts avant-guerre pour le rationaliser. Cette tension fut plus tard instrumentalisée par Mao qui critiqua l'institutionnalisation du PCC en l'assimilant à une bureaucratisation à laquelle il opposa l'activisme révolutionnaire. Étant donnée la finalité totalitaire des partis-États léninistes, ce double sens du mot sujet (passif/actif) devait s'appliquer à la population toute entière. Dans ce « peuple un », tout le monde devenait un agent de l'État. Il faut néanmoins distinguer la partisation du Gouvernement nationaliste dans les années 1930-1940, qui ne fut jamais une subversion de l'État, de l'usage que fit Mao de la contradiction entre État et Révolution, institutionnalisation et action (voir Yves Chevrier, « Subjectivation, activism, and their reshaping in contemporary China: a tentative historical Framework », communication au colloque « The Making of Chinese Subjects », CERI (Sciences Po), 18-19 décembre 2014).

³ Voir partie 3.1.2.1.

⁴ Cette restauration symbolique s'explique également par un effet de génération : les collaborateurs de la première heure étant plus âgés, beaucoup étaient non seulement des anciens membres du gouvernement Beiyang mais également d'anciens fonctionnaires de l'administration impériale.

Xinminhui, dont le nom renvoyait à l'idéal confucéen de gouvernance contenu dans la Grande étude (*daxue* 大學)¹. Cette organisation comprenait notamment une École centrale de formation (*xinminhui zhongyang xunlian suo* 新民會中央訓練所) d'abord destinée aux fonctionnaires². Si cette idéologie résista à la centralisation de l'État d'occupation sous le gouvernement nationaliste de Wang Jingwei, la situation en Chine centrale est plus complexe. Elle aussi foncièrement anti-GMD, l'idéologie des gouvernements formés en 1938 à Shanghai puis Nanjing, intégra en 1939 les Trois principes du peuple à l'instigation des conseillers japonais, en vue de la fondation du nouveau gouvernement central³. Pourtant, cette idéologie traditionaliste ne disparut pas après mars 1940. Sa persistance est-elle à mettre uniquement sur le compte du maintien en place du personnel politique et administratif issu des premiers gouvernements de collaboration ?

Le Yuan d'examen : une enclave traditionaliste à Nanjing ?

Une telle interprétation est tentante si l'on considère le cas du Yuan d'examen qui était l'un des principaux lieux de production de l'idéologie administrative au sein du gouvernement de Wang Jingwei. C'est ce Yuan, en effet, qui était chargé de codifier et de diffuser cette idéologie, notamment à travers les critères de notation des agents. L'une des particularités du Yuan d'examen était, on l'a dit, d'être dirigé par des responsables politiques extérieurs au noyau du Mouvement de paix issu du Gouvernement nationaliste que formait le groupe de Wang Jingwei. Aussi bien ses principaux dirigeants que ses hauts fonctionnaires avaient servi sous des gouvernements pro-japonais antérieurs (Manzhouguo, Gouvernement provisoire et Gouvernement réformé)⁴. Le président du Yuan, Wang Yitang, était l'incarnation par excellence de ce groupe et de la conception de l'idéologie administrative qui lui était attachée : il avait été reçu en 1904 au plus haut grade de l'examen impérial (*jinsi* 進士) à la veille de son abolition et officiait, en

¹ Plus exactement à l'interprétation néo-confucéenne de *qinmin* 親民 (traiter le peuple en parent) qui devient *xinmin* 新民 (renouveler le peuple) dans la glose de Cheng Yi 程頤 (1033-1107) reprise par Zhu Xi 朱熹 (1130-1200). L'apport néo-confucéen consistait à universaliser la Grande étude pour qu'elle ne soit plus seulement une méthode de perfectionnement du Prince mais de tous les hommes (Martine Hasse (trad.), *La Grande étude : avec le commentaire traditionnel de Tchou Hi*, Éd. du Cerf, 1984, p. 33). L'utilisation du caractère *xin*, qui renvoyait par ailleurs au *Xinminshuo* 新民說 (1906) de Liang Qichao, donnait un cachet moderne à cette organisation (Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 93). L'emploi du *xin* néo-confucéen par des organisations de masse nationalistes se retrouve, on va le voir, dans le Mouvement de la nouvelle vie des années 1930 et le Mouvement des nouveaux citoyens des années 1940 ; preuve que les gouvernements anti-GMD n'avaient pas le monopole de cet usage du passé.

² *Ibid.*

³ Une étude systématique du lexique serait nécessaire, mais il semble que les textes officiels produits par les organisations dirigées par les anciens du gouvernement Beiyang utilisent le terme *guanli* 官吏 pour désigner les fonctionnaires alors que ceux du gouvernement de Wang Jingwei emploient généralement *gongwuyuan* 公務員.

⁴ Voir notre prosopographie sommaire dans la partie 5.1.1.2.

1938-1940, à la tête du Gouvernement provisoire¹. Pour autant, en raison de son absentéisme à Nanjing, il ne semble pas avoir joué un rôle central, contrairement à Jiang Kanghu. Né dans un milieu de lettrés fonctionnaires de haute volée, ce dernier avait suivi une trajectoire assez classique pour l'époque : iconoclaste dans ses jeunes années, il avait fait un retour spectaculaire au confucianisme après que son crédit comme fondateur du Parti socialiste chinois se fût trouvé grandement entamé par la divulgation de ses liens avec Puyi en 1925².

L'empreinte de ce discours traditionaliste est clairement visible dans les publications du Yuan d'examen, à commencer par son *Journal officiel*. Vitrine de l'administration des examens et du personnel, celui-ci servait non seulement à promulguer les lois, mais également à édifier les fonctionnaires à qui sa lecture était d'abord destinée. Il le faisait notamment en publiant les discours truffés de références à la bonne gouvernance confucéenne que Jiang Kanghu prononçait régulièrement devant ses employés. En tant que garants de la « voie régulière », ces derniers devaient servir de modèles au reste de la fonction publique. Dans son « exhortation » (*xunhua*) du 7 août 1940, par exemple, Jiang explique que chercher à « monter en grade pour faire fortune [*shengguan facai* 升官發財] est la plus vile des pensées, mais le genre humain est ainsi fait qu'il est souhaitable de lui donner le désir de progresser »³. Pour résoudre ce paradoxe, il faut distinguer les bons fonctionnaires des mauvais. Suit une énumération interminable des principes à suivre que l'on peut résumer comme suit :

Ce qui est contraire à la voie régulière [*fei zhengdao zhe* 非正道者] :

1. Recourir au chantage [*yaoxie* 要挾]
2. Se faire pistonner [*yinyuan* 夤緣]
3. User de pots-de-vin [*baoju* 苞苴]
4. Solliciter des faveurs [*ganye* 干謁]

Ce qu'il ne faut pas négliger au moment du contrôle périodique :

¹ Voir sa notice dans l'Annexe 3. Dans ses Mémoires, le journaliste Gao Baishi 高拜石 (1901-1969), note d'un ton moqueur que Wang se distinguait de son rival Wang Kemin en affectant un style de lettré fonctionnaire. Alors que ce dernier « aimait porter des costumes occidentaux, Wang Yitang aimait au contraire s'habiller d'une robe longue et d'une jaquette à col montant [*changpao magua* 長跑馬褂]. Les manches exagérément longues et la robe trop large, il marchait à pas comptés [*duofangbu* 踱方步], regardant devant lui d'un air grave [*wang zhi daomao yanran* 望之道貌儼然]. » (*Xinbian gu chun feng lou suo ji*, op. cit., p. 232).

² Voir Annexe 3. Boorman note à son sujet : « In 1942 Chiang republished the lectures on the Confucian Analects which he had delivered at Shanghai in 1934. "As long as Confucian temples are preserved", he wrote, "the reconstruction of the Great East Asian civilization will soon come." Such statements expressed Chiang's exaltation of the traditional Chinese heritage and marked the distance he had traveled from his interest in socialism. » (*BDRC*, vol. 1, p. 343). Sa reconversion à la tradition confucéenne ne l'amena cependant pas à rejeter les apports de la modernité. Ainsi, dans son éloge au système des examens impériaux prononcé lors de la remise des diplômes du *gaokao* en novembre 1940, il précise que ce système n'était pas dénué de défauts, notamment parce qu'il sélectionnait ses lauréats en fonction de leur connaissance des Quatre livres sans prendre en compte les sciences historiques, politiques, humaines et naturelles (*KG*, n°7, p. 46). Comme d'autres conservateurs, Jiang ne prêchait pas un confucianisme dogmatique mais le recours à la tradition confucéenne en appui de la modernisation. Boorman souligne que cette idéologie était mobilisée au service de la collaboration à travers la référence au cadre panasiatique.

³ *KG*, n°4, p. 61.

1. Le cumul des salaires [*jianxin* 兼薪]¹
2. La consommation de drogue [*xidu* 吸毒]
3. La fréquentation des cercles de jeu [*judu* 聚賭]
4. La fréquentation des prostituées [*yeyou* 冶遊]²

Plus encore que dans ces principes assez généraux, la particularité du discours produit par le Yuan d'examen était visible, de manière implicite mais extrêmement efficace, dans la forme même des milliers de documents officiels (*gongwen* 公文) échangés en son sein et entre le Yuan d'examen et les autres administrations, mais aussi tels qu'ils étaient diffusés auprès d'un public (théoriquement) plus large à travers le *Journal officiel* (*gongbao*). La façon dont sont présentés ces documents (rubriques, recours ou non à la ponctuation, etc.) peut sembler anodine mais elle joue en réalité un rôle non négligeable dans la représentation qu'ont de cet État non seulement les citoyens ordinaires mais également ses propres agents³. Elle participe donc de l'idéologie administrative au même titre que les discours au sens propre du terme. L'uniformisation de l'écrit bureaucratique est par conséquent cruciale à la fois pour des raisons techniques (accroissement de l'efficacité administrative) mais aussi symboliques (renforcement de l'image de l'État comme tout homogène). Aussi, la science des *gongwen* occupait-elle une place importante dans la science administrative en général. Elle recouvrait un grand nombre d'aspects dont dépendait le bon fonctionnement de l'administration : types de document (*wenzhong* 文種), signature (*shuming* 署名), sceau (*gaiyin* 蓋印), numérotation (*bianhao* 編號), datation (*jishi* 記時), etc.⁴. À cela s'ajoutait une langue particulière faite de formules figées structurant le texte mais aussi le champ administratif dont elles reproduisaient (et produisaient) la hiérarchie⁵. La codification de la forme

¹ Ce crime « très sévèrement puni » concernait les salaires « touchés indûment sous un nom d'emprunt [*huaming maoling* 化名冒領] » et non pas, naturellement, le cumul des mandats et de leurs émoluments par les dirigeants du régime.

² *Ibid.*, p. 62-64.

³ Cf. l'usage par le gouvernement de Wang Jingwei des *gongbao* pour « faire État » analysé dans la partie 3.1.2.2. Le défaut des *gongbao* est de présenter les *gongwen* dans leur forme finale. Ils ne permettent donc pas d'appliquer l'approche préconisée par Vincent Gayon qui « consiste à saisir les écrits bureaucratiques, la "littérature grise", en cours de fabrication et en action : s'intéresser au *modus operandi* et prendre ainsi au sérieux la forme écrite comme produit et comme producteur d'un espace et d'une rationalité bureaucratiques. Loin de n'être qu'une *forme symbolique*, statique, à décrypter à froid, l'écrit bureaucratique peut constituer un analyseur des mondes qu'il contribue lui-même à façonner, c'est-à-dire être compris comme une *forme sociale* configurant par sa médiation des relations, bref comme un processus. » (Gayon, « Écrire, prescrire, proscrire : Notes pour une sociogénétique de l'écrit bureaucratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2016/3, n° 213, p. 86). Dans le cas qui nous intéresse ici, toutefois, l'utilisation des *gongbao* est pertinente dans la mesure où ceux-ci attestent de l'existence d'un discours spécifique au Yuan d'examen.

⁴ Voir Shen Lei 沈蕾, *Minguo shiqi gongwen chengshi yanjiu* 民國時期公文程式研究 (Étude sur la réglementation concernant la forme des documents officiels à l'époque républicaine), Shanghai, Shanghai shijie tushu, 2014.

⁵ On trouvera une excellente introduction à cette langue bureaucratique dans Zhang Wode 張我德, « Zhenyang yuedu minguo shiqi de gongwen 怎樣閱讀民國時期的公文 (Comment lire les documents officiels de la période républicaine) », *Beijing dang'an shiliao* 北京檔案館史料, 1987, n°5 (p. 69-74), n°6 (p. 63-74), n°7 (p. 67-75), n°8 (p. 64-70) ; 1988 n°9 (p. 65-75), n°10 (p. 72-76). Une synthèse de cet article est parue en anglais dans William C. Kirby *et al.* (dir.). *State and Economy in Republican China: A Handbook for Scholars*, Cambridge,

(*chengshi* 程式) des *gongwen* évolua au fil des changements de régime. Durant la seule période républicaine, une dizaine de réformes furent ainsi adoptées dans ce domaine¹. Épousant la rationalisation des pratiques administratives, elles étaient également comprises par les contemporains comme partie prenante de la Révolution. Un article sur la question, paru sous l'occupation dans la revue administrative de Chen Qun, explique ainsi que :

En 1927, lorsque le Gouvernement national a établi la capitale [*diandu* 奠都] à Nanjing, l'ancien style des documents officiels fut considéré comme suranné et verbeux [*chenfu rongzhui* 陳腐冗贅] et donc inadapté aux besoins de la période révolutionnaire [*geming shidai zhi xuyao* 革命時代之需要]. Aussi un règlement révisant la forme des documents officiels entra-t-elle en vigueur le 15 novembre 1928².

En tout, le Gouvernement nationaliste modifia à quatre reprises cette forme, notamment avec la publication, le 2 octobre 1933, d'une directive sur le « style de la ponctuation, des citations et de la composition des documents officiels » (*gongwen biaodian juli ji xingwen kuanshi* 公文標點舉例及行文款式) qui visait à rendre les *gongwen* plus lisibles en introduisant plusieurs types de ponctuation, en séparant les différentes strates textuelles au moyen de paragraphes et en substituant la langue parlée (*baihua* 白話) à la langue classique (*wenyanwen* 文言文). Ce nouveau style ne fut d'abord appliqué que par quelques ministères et seulement dans les documents communiqués à la population³.

Cette modernisation de l'écrit bureaucratique fut remise en cause, pour des raisons idéologiques, par les gouvernements pro-japonais. Ce fut le cas notamment du Gouvernement municipal de la

Mass., Harvard University Press, 2000, chap. 19. Abscons à première vue pour le néophyte occidental, ce type d'écrits s'organise selon une structure en poupées russes superposant, dans un même document, le contenu de tous les documents antérieurs dont il prend la suite : le bureau A écrit au bureau B à propos d'un courrier du bureau C portant sur une décision du bureau D, etc. L'utilisation systématique des mêmes chevilles grammaticales permet, en l'absence de ponctuation, de se repérer au milieu de ces différentes strates. La chose ne devait pourtant pas être si aisée pour les bureaucrates chinois puisque nous allons voir que les réformes visèrent notamment à rendre ces documents plus clairs ; une préoccupation ancienne au demeurant puisque Chen Hongmou 陳宏謀 (1696-1771) écrivait déjà que « [tout dépend] des pièces administratives (*gao'an* [稿案]). Il est constant qu'erreurs et ambiguïtés dans la rédaction [peuvent] provoquer des détresses sans fin, alors qu'une rédaction claire et sincère garantira la félicité aux dix mille familles » (cité in Will, « La paperasse au secours de l'homme », art. cit., p. 78).

¹ Shen Lei, *Minguo shiqi gongwen chengshi*, op. cit., p. 27.

² Ni Xiudong 倪修棟, « Xianxing gongwen chengshi yanjiu 現行公文程式研究 (Étude de la réglementation en vigueur sur la forme des documents officiels) », *Xianzheng yanjiu*, vol. 2, n°7, juill. 1940, p. 16. De même que l'uniforme, dont il sera question plus bas, la vulgarisation de la langue bureaucratique par le parti-État GMD participait d'une transformation fondamentale du langage administratif au sens large : celui-ci ne visait pas à renforcer le particularisme administratif mais au contraire à être un vecteur d'inclusion, effaçant la frontière entre administrateurs et administrés (cf. Chevallier, *Science administrative*, op. cit., p. 575). À cet égard la professionnalisation des fonctionnaires, qui s'accompagnait du développement d'une langue technique faisant figure de nouveau jargon, constituait un obstacle pour ce processus d'inclusion. On retrouve ici la tension entre institutionnalisation étatique et Révolution.

³ Shen Lei, *Minguo shiqi gongwen chengshi*, op. cit., p. 192.

Grande voie de Shanghai dirigé par Su Xiwen à partir de décembre 1937¹, ainsi que du Gouvernement réformé avec lequel il fusionna². En juillet 1940, le gouvernement de Wang Jingwei restaura le système d'avant-guerre en promulguant le « règlement sur la forme des documents officiels » (*gongwen chengshi tiaoli* 公程式條例) du 12 juillet 1930, ainsi qu'un « décret sur l'uniformisation de la gestion des documents officiels par les différents organes de l'administration centrale » (*huayi zhongyang ge jiguan chuli gongwen banfa* 劃一中央個機關處理公文辦法) dont l'article 1 rétablissait la directive du 2 octobre 1933 sur la ponctuation³. Par la suite, la principale évolution dans le domaine eut lieu avec la « réforme du décret sur la forme des documents officiels » (*gaige gongwen chengshi banfa* 改革公程式辦法), promulguée le 24 juin 1943, qui visait à accroître l'efficacité de l'administration et à réduire les dépenses en simplifiant les *gongwen* et en limitant leur nombre⁴.

Le Yuan d'examen alla clairement à contre-courant de cette entreprise d'uniformisation en maintenant l'ancien style (sans ponctuation ni paragraphes), bien qu'il ait publié la directive de 1933 dans le numéro d'octobre 1940 de son *Journal officiel*⁵. Ce faisant, il affirmait sa différence avec les autres organes de l'administration de Nanjing.

Toutefois, le Yuan d'examen n'affichait nulle part sa rupture avec la « décennie de Nankin » de manière plus explicite que dans le choix des citations de grands hommes qui ponctuaient chaque numéro de son *Journal officiel* ; supports par excellence de son « action pédagogique » en direction des fonctionnaires⁶. Ces citations étaient presque toutes le fait d'hommes d'État illustres de l'époque impériale tels que Zeng Guofan (cité à 7 reprises), Ouyang Xiu (4), Su Shi (2), Wang Anshi (1) ou encore Chen Hongmou (3). On trouve également un grand nombre de penseurs confucéens comme Zhu Xi (6) ainsi que deux étrangers : Socrates (c.470-399

¹ « Su's collaborationist conservatism was reflected in the choice of a particularly stilted form of documentary Chinese for its *gongwen* (official papers), which were dated according both to the old lunar calendar and to the Showa reign. » (Wakeman, *The Shanghai Badlands*, op. cit., p. 8).

² Un « règlement provisoire sur la forme des documents officiels du Gouvernement réformé » fut publié le 18 avril 1938 qui rompait avec la « décennie de Nankin » en ordonnant que cesse « l'usage des papiers à en-tête des anciennes administrations et de la ponctuation » (*Zhengfu gongbao* (Journal officiel [du Gouvernement réformé]), n°2, p. 3, in *ZG*, vol. 13).

³ *NG*, n°4, p. 27-29. Le ministère de l'Intérieur de Chen Qun, dans le *Journal officiel* duquel sont publiés ces textes, fut un bon élève puisqu'il rétablit l'usage de la ponctuation dès le mois suivant (*NG*, n°5) et contribua à diffuser cette réforme dans la revue de son École de formation des agents de district (Ni Xiudong, « Xianxing gongwen », art. cit). On peut voir là un signe de la meilleure compatibilité de Chen Qun avec la nouvelle équipe gouvernementale et du rôle qu'il joua dans la transition entre le Gouvernement réformé et le gouvernement de Wang Jingwei, à la différence d'autres collaborateurs de la première heure.

⁴ *ZG*, n°503, p. 2-14. Il prévoyait notamment de « supprimer les formules creuses [*xutao yuju* 虛套語句] » (*ibid.*, p. 3). Il semble que le gouvernement de Wang Jingwei soit donc allé plus loin que le Gouvernement nationaliste à Chongqing qui, le 10 juillet 1942, renonça à exiger de son administration qu'elle utilise la nouvelle forme des *gongwen*, jugeant que la ponctuation et les paragraphes compliquaient en réalité le travail bureaucratique (Shen Lei, *Minguo shiqi gongwen chengshi*, op. cit., p. 192).

⁵ *KG*, n°5, p. 29-31.

⁶ Action devant favoriser l'unité et l'homogénéité de la fonction publique (Chevallier, *Science administrative*, op. cit., p. 565).

a.C) et le philosophe des sciences et ministre anglais Francis Bacon (1561-1926)¹. Les longues citations portant spécifiquement sur la sélection des fonctionnaires que l'on trouve dans les premiers numéros laissèrent progressivement place à de courtes maximes (*geyan* 格言) philosophiques, voire même à des préceptes tirés d'ouvrages de médecine². On ne sait pas qui choisissait ces citations mais l'ordre dans lequel elles apparaissent (un même auteur est généralement cité plusieurs fois de suite) peut laisser croire qu'elles étaient sélectionnées par une seule personne au fil de ses lectures³.

Leur contenu importe finalement moins que le simple fait qu'elles témoignaient d'une volonté évidente de rompre avec le canon du GMD. En effet, elles contrastent fortement avec le *gongbao* du Yuan d'examen d'avant-guerre qui citait exclusivement Sun Yat-sen⁴. À l'inverse, et alors même que le gouvernement de Wang Jingwei faisait du culte au « père de la nation » la pièce maîtresse de sa propagande, les trente numéros que compte le *Journal officiel* du Yuan d'examen entre mai 1940 et octobre 1942 ne comportent, en tout et pour tout, que deux citations de Sun Yat-sen⁵. Par un heureux hasard, la première de ces citations apparaît juste avant le discours de Wang Jingwei prononcé à l'occasion de la remise des diplômes du *gaokao* de la capitale en novembre 1940. C'est d'ailleurs l'unique fois où Wang est cité, alors même qu'il était l'auteur d'innombrables écrits et discours.

Autrement dit, ce n'est pas tant le contenu de cette idéologie administrative qui est intéressant, que l'usage politique qui en était fait. Il y a fort à parier que les rares fonctionnaires qui prenaient véritablement la peine de lire de bout en bout le *Journal officiel* ne se délectaient guère de ces maximes rebattues, et que leur efficacité pédagogique étaient donc quasi nulle. Si leur compilateur poursuivit sa tâche pendant près de trois années c'est que ces citations avaient tout de même une utilité certaine : elles véhiculaient une idéologie administrative propre au Yuan

¹ *KG*, n°19, p. 40 ; n°18, p. 28.

² Par exemple le *Shen shi zhun sheng* 身世準繩 (Livre de maître Shen sur le respect de la vie) rédigé en 1840 par Li Diguang 李迪光 (*KG*, n°13, p. 32).

³ Un élément laisse penser que Wang Yitang n'était peut-être pas étranger à cette sélection, malgré ce que nous avons dit sur son désengagement des affaires du Yuan. Ainsi, la mise en page des citations changea dans le numéro de mars 1942 (*KG*, n°23), au moment où Jiang Kanghu remplaça officiellement Wang comme président. À compter de cette date, les citations, qui se firent de plus en plus rares, furent concentrées dans une rubrique intitulée « Gujin geyan lei hui 古今格言類彙 » (Recueil par types de maximes d'hier et d'aujourd'hui) signée du pseudonyme Zhicheng 摯誠 (sincérité) (*KG*, n°23-25 et 30).

⁴ Voir Kaoshiyuan mishuchu (éd.), *Kaoshiyuan gongbao* 考試院公報 (Journal officiel du Yuan d'examen), Beijing, Guojia tushuguan chubanshe, 2012, vol. 1-26. Il s'agissait de maximes tirées de documents divers laissés par Sun Yat-sen, par exemple sa pétition de 1894 à Li Hongzhang (*ibid.*, vol. 1, p. 226). Le président du Yuan durant toute la « décennie de Nankin », Dai Jitao était alors l'un des principaux exégètes de Sun Yat-sen dont il soulignait la continuité avec Confucius (Wells, *The Political Thought of Sun Yat-sen*, *op. cit.*, p. 135-138). C'est là un nouveau signe, nous y reviendrons, que les dirigeants extérieurs au GMD n'avaient pas le monopole du traditionalisme et que l'usage qu'ils firent de celui-ci traduisait moins une opposition idéologique que politique.

⁵ *KG*, n°7, p. 44 ; n°22, p. 32.

d'examen qui participait de sa distinction comme garant de la « voie régulière »¹. Cette recherche d'une légitimité propre était elle-même partie prenante des relations de pouvoir au sein du régime. Pour le dire en des termes bourdieusien, l'idéologie de la « voie régulière » constituait le capital du Yuan d'examen dans le champ administratif du gouvernement de Nanjing². En cela, le refus de citer Sun Yat-sen, plus encore peut-être que les citations de la période impériale qui étaient, par ailleurs, courantes chez les Nationalistes, témoignaient d'une forme de résistance au groupe de Wang Jingwei : résistance à l'idéologie nationaliste que les dirigeants du Yuan d'examen avaient toujours rejetée et résistance à la marginalisation politique dans laquelle leur charge les cantonnait. Cette opposition politique semble contredire la contribution réelle (quand bien même elle fut limitée) du Yuan d'examen à la centralisation de l'appareil bureaucratique en zone occupée, qui était le principal objectif du groupe de Wang. En réalité, ces deux finalités n'étaient pas forcément exclusives l'une de l'autre dans la mesure où la légitimité du Yuan d'examen au sein du régime reposait précisément sur sa capacité à centraliser l'administration de la fonction publique. À cet égard, la finalité institutionnelle du Yuan d'examen était distincte des objectifs politiques des dirigeants de celui-ci. Aussi, la constance de ces *organizational goals* (Julia Strauss) traduisait-elle une certaine continuité de l'État chinois. C'est donc paradoxalement dans la production même du « discours unanime et moralisant »³, formant l'idéologie administrative et devant camoufler la grande hétérogénéité de l'État d'occupation, que le Yuan d'examen soulignait le manque d'unité de cet État. De ce point de vue, le Yuan d'examen était bien une sorte d'enclave politique née de la cohabitation forcée entre le groupe de Wang Jingwei et les autres collaborateurs. Pour autant, il serait faux d'en faire une enclave traditionaliste en le présentant comme le dernier bastion à Nanjing de l'esprit des organisations pro-japonaises antérieures à l'introduction de l'idéologie nationaliste dans l'État d'occupation. En d'autres termes, le Yuan d'examen et, plus largement, les acteurs chinois extérieurs au groupe de Wang Jingwei mobilisèrent l'idéologie administrative contre la restauration nationaliste lancée par ce dernier avec le « retour à la capitale ». Toutefois, cette tension reposait moins sur une opposition idéologique entre traditionalisme Beiyang et modernisme GMD que sur une contradiction politique propre au front uni des collaborateurs. De fait, le groupe de Wang Jingwei fit lui aussi grand usage du crédo confucéen, mais à des fins différentes.

¹ Accessoirement elles témoignaient de la vaste culture classique de ce ou ces compilateur(s). On sait combien la pédanterie était répandue chez les dirigeants du gouvernement de Wang Jingwei, *a fortiori* lorsqu'ils prétendaient défendre les traditions.

² « L'État n'est pas un bloc, c'est un champ. Le champ administratif, comme secteur particulier du champ du pouvoir, est un champ, c'est-à-dire un espace structuré selon des oppositions liées à des formes de capital spécifiques, des intérêts différents. » (Bourdieu, *Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992*, Seuil, 2012, p. 40, cité in Will, « Bourdieu, l'État... », art. cit., p. 94). Dans le cas de l'État d'occupation, le caractère particulier du champ administratif est, on l'a dit, particulièrement difficile à établir, ce qui ne doit pas nous empêcher de le soumettre à l'analyse sociologique (de manière, certes, très rudimentaire).

³ Will, « Bourdieu, l'État... », art. cit., p. 94.

Propagandes confucéennes

Opposer le traditionalisme des collaborateurs extérieurs au groupe de Wang Jingwei à l'orthodoxie nationaliste de ces derniers n'a en effet pas vraiment de sens. Ce serait tout d'abord oublier l'importance du conservatisme culturel à l'époque républicaine, qui ne se limita pas, loin s'en faut, à l'usage politique qu'en firent les gouvernements établis par le Japon¹. Ce serait, ensuite, négliger l'influence de ce courant sur le GMD, dont les dirigeants, de Sun Yat-sen à Jiang Jieshi, multiplièrent les références à la tradition confucéenne². Enfin, une telle opposition conduirait à occulter le rôle que joua le groupe de Wang Jingwei, lui-même, dans la diffusion d'une idéologie administrative fondée sur l'héritage confucéen. Certes, la participation à l'État d'occupation des collaborateurs issus du gouvernement de Chongqing obligea ces derniers à s'adapter, en partie, au cadre normatif existant, mais ils n'allèrent pas contre leurs principes en plaçant le confucianisme au cœur de la propagande du nouveau régime. En effet, Wang Jingwei et ses proches avaient pris une part active avant-guerre dans la restauration du culte de Confucius qui avait accompagné le lancement du Mouvement de la nouvelle vie voulu par Jiang Jieshi. Ainsi, le 27 août 1934, Wang prononça un discours à l'occasion de la fête d'anniversaire de Confucius rétablie cette année-là, après avoir été abolie en 1928, tandis que Chu Minyi, alors secrétaire général du Yuan exécutif, représentait le gouvernement à la cérémonie de Qufu 曲阜, ville natale du Maître³. Wang continua à alimenter cette idéologie en publiant, par exemple, des

¹ Voir Edmund S. K. Fung, *The Intellectual Foundations of Chinese Modernity: Cultural and Political Thought in the Republican Era*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, chap. 2 et 3. Fung définit ce courant comme « a faith in traditional values that could be revitalized and harnessed to the purposes of modernization. [...] critiquing the West and Western modernity did not mean a total repudiation of Enlightenment modernism or opposition to Westernization. Modern Chinese conservatism represented what Wang Hui [汪暉 (1959-)] has termed 'a modernity of counter-modernity' » (*ibid.*, p. 62-63).

² Tout en admettant avec humour n'avoir compris les Quatre livres et les Cinq classiques qu'après en avoir lu la traduction anglaise, Sun Yat-sen disait qu'aucune philosophie politique au monde n'égalait, par son systématisme et sa clareté, la Grande étude (cité in James A. Gregor, « Confucianism and the Political Thought of Sun Yat-Sen », *Philosophy East and West*, vol. 31, n° 1, janv. 1981, p. 55 ; voir également Wells, *The Political Thought of Sun Yat-sen*, *op. cit.*, chap. 10). L'usage politique que fit Jiang Jieshi de l'éthique néoconfucéenne est bien connu (voir notamment Wakeman, « A Revisionist View of the Nanjing Decade: Confucian Fascism », *The China Quarterly*, n°150, juin 1997, p. 395-432). Ce tropisme néo-confucéen de Jiang, notamment associé à Zeng Guofan, était partagé par Zhou Fohai qui fut lui aussi grandement influencé par son illustre compatriote hunanais. Appliquant la stratégie de Zeng lors des campagnes d'encerclement au Jiangxi, Jiang se présentait ainsi comme son héritier dans la lutte contre les rebelles communistes (Brian G. Martin, correspondance privée ; sur la revendication de l'héritage de Zeng par Jiang et son confucianisme, voir également Mary C. Wright, *The Last Stand of Chinese Conservatism: the Tung-Chih Restoration, 1862-1874*, [1957] New York, Atheneum, 1967, p. 300-312). Cette célébration de Zeng Guofan constituait une rupture avec la dénonciation de ce dernier, comme bourreau réactionnaire des « révolutionnaires » Taiping, perpétuée par les Communistes. On la retrouvait par exemple chez l'historien marxiste Fan Wenlan 范文瀾 (1893-1969), qui publia en 1943 un pamphlet intitulé *Hanjian guizhishou Zeng Guofan* 漢奸劊子手曾國藩 (La vie du traître et bourreau Zeng Guofan) (Stephen J. Hurley, « Shame of a Nation: The Evolution of Hanjian since the Late Qing », BA diss., William & Mary, 2012, p. 35-36).

³ « Shōshi dokusai no junbi ni Kōshi kinensai o fukkatsu : ōdō, hadō no tsukai wake 蔣氏独裁の準備に、孔子記念祭を復活 王道、霸道の使ひ分け (Rétablissement de l'anniversaire de Confucius en préparation de la

articles sur le sujet dans la revue du Mouvement de la nouvelle vie jusqu'à la veille de sa défection¹. Lorsqu'il lança le Mouvement de paix, la propagande traditionaliste battait déjà son plein en Chine centrale où le Gouvernement réformé avait institué des cérémonies confucéennes dans chaque administration et établissement scolaire. Ainsi, la commémoration hebdomadaire en l'honneur de Sun Yat-sen d'avant-guerre (*zongli jinianzhou* 總理紀念週)² fut-elle remplacée, à partir de l'été 1938, par son équivalent confucéen (*Kongzi jinianzhou* 孔子紀念週). De même, la cérémonie annuelle pour la naissance de Maître Kong en vigueur depuis 1934 fut reprise mais déplacée au 2 octobre afin de bien marquer la rupture avec le Gouvernement nationaliste³. Par ailleurs, des « rites de sacrifice du mi-printemps et de la mi-automne » (*chun qiu zhongding jidian* 春秋仲丁祭典) furent organisés dans diverses localités⁴.

Le régime de Wang Jingwei fit, à son tour, usage du confucianisme, mais dans la continuité de la « décennie de Nankin ». La cérémonie du 27 août fut restaurée par la promulgation d'un « décret sur l'anniversaire de l'ancien maître Confucius » (*xianshi Kongzi danchen jinian banfa* 先師孔子誕辰紀念辦法)⁵. Cette cérémonie était indissociable du culte rendu au « père de la nation ». En effet, le décret présentait Sun Yat-sen comme l'héritier de Confucius et rappelait les « liens entre la pensée révolutionnaire du père de la nation Sun Zhongshan et Confucius » parmi les « points principaux de propagande [*xuanchuan yaodian* 宣傳要點] » associés à l'événement⁶. Cette cérémonie était organisée par un protocole (*zhixudan* 秩序單) largement inspiré du rituel républicain puisque, entre deux pièces musicales (*zouyue* 奏樂), les participants devaient notamment s'incliner à trois reprises devant le portrait du Maître avant d'entonner, outre l'hymne national, un « chant commémoratif en l'honneur de Confucius »

dictature de Jiang Jieshi : la Voie royale au service de la voie du tyran) », *AS*, 27 août 1934, p. 2. Il était pour le moins ironique que la presse japonaise dénonce l'usage politique fait par Jiang de l'éthique confucéenne alors que l'Armée du Guandong fondait au même moment l'idéologie du Manzhouguo sur le concept de Voie royale. Quelques années plus tard, le *Asahi* soulignerait d'ailleurs l'importance de cette idéologie comme ciment de la collaboration sino-japonaise, au moment de la signature du Traité de base. Voir notamment Uda Hisashi 宇田尚, « Nisshi jōyaku naru 2 : shisō teki ketsugō e jukyō o chikarazuku jitsugen seyo 日支“条約”成る2 思想的結合へ 儒教を力強く実現せよ (Le traité sino-japonais 2 : pour une union idéologique, réalisons avec vigueur l'enseignement confucéen) », *AS*, 3 déc. 1940, p. 5.

¹ Voir par exemple « Yin jinian Kongzi shengdan xiangdao jieyue yundong 因紀念孔子聖誕想到節約運動 (Penser au mouvement pour l'austérité à l'occasion de l'anniversaire de Confucius) », *Xinyun daobao* 新運導報, n°19, 1938, p. 8-9.

² Voir Chen Yunqian, « Shijian, yishi weidu zhong de “zongli jinian zhou” 時間、儀式維度中的“總理紀念週” (Dimensions temporelle et rituelle de la “commémoration hebdomadaire en hommage à Sun Yat-sen”) », *Kaifeng shidai* 開放時代, 2005, n°4, p. 63-81.

³ Jing Shenghong *Nanjing lunxian banian shi*, op. cit., p. 765.

⁴ Le 20 août 1940, le ministère de l'Intérieur fit remonter une pétition du gouvernement provincial du Jiangsu plaidant en faveur de la poursuite de ces rituels au prétexte qu'ils étaient primordiaux pour « les croyances populaires et l'image renvoyée au pays ami [*youbang guanzhan* 友邦觀瞻] » (*NG*, n°5, p. 64).

⁵ *KG*, n°4, août 1940, p. 16-17.

⁶ *Ibid.*

(*Kongzi jiniange* 孔子紀念歌)¹. Le 27 août était rendu férié pour que toute la population puisse participer aux cérémonies. Si cette propagande ne visait donc pas uniquement les agents de l'État, elle les touchait tout particulièrement dans la mesure où le thème du bon gouvernement y tenait une place centrale et parce que, de même que les écoliers, les fonctionnaires étaient un public captif du rituel confucéen. Dans son allocution du 27 août 1940, Wang Jingwei commença par paraphraser son discours de 1934 dans lequel il insistait sur le fait que Confucius n'était pas le Jésus chinois². En guise de conclusion, il cita un passage du *Lunyu* 論語 dans lequel le Maître insiste sur la nécessité pour les gouvernants de gagner la confiance du peuple³. Wang intima « ceux qui travaillent pour le Mouvement de paix [*congshi heping yundong zhe* 從事和平運動者] », c'est-à-dire notamment les fonctionnaires, de « garder en tête » ces paroles en n'oubliant pas que ce mouvement visait à sauver la nation et non pas à assurer sa « survie momentanée [*tousheng gouhuo* 偷生苟活] »⁴.

Sur proposition de Lin Bosheng et Chen Chunpu, le Comité politique central décida, le 16 juillet 1942, que cette commémoration annuelle se tiendrait désormais le 28 septembre, qui est, de fait, la date de naissance supposée de Confucius⁵. Le 28 septembre 1942, Wang Jingwei officia lors du sacrifice en hommage au Maître, devant une foule comprenant six à sept mille étudiants⁶. Dans un discours prononcé le lendemain, Chen Gongbo se fit incisif⁷. Après avoir moqué la mode du « retour à l'ancien [*fugu* 復古] » qui revenait, selon lui, à « respecter faussement la forme de Confucius en méprisant sa substance »⁸, il s'en prit au concept de « Voie royale », dont on a dit

¹ Officialisé le 15 novembre 1934, ce chant reprenait, dans son premier couplet, la formule du *Livre des rites* « le monde est un bien commun » (*tianxia wei gong* 天下為公) dont Sun Yat-sen avait fait sa devise (*ibid.*, p. 18). Cf. cette photographie de l'époque montrant un groupe de fonctionnaires s'inclinant dans la cour du temple de Confucius à Nanjing (*WYW*, vol. 2, p. 133).

² Wang Jingwei 汪精衛, « Jinian Kongzi de yiyi 紀念孔子的意義 (Le sens de la commémoration en l'honneur de Confucius) », *WHJY*, p. 263-265. Cf. son discours de 1934 : <<https://kknews.cc/culture/vaq922.html>> (consulté le 4 janv. 2017).

³ « Zigong interrogea Confucius sur l'art de gouverner. Le Maître dit : “Des vivres en suffisance. Des armes en suffisance. Un peuple qui a la foi [*min xin* 民信].” Zigong dit : “S'il fallait renoncer à une des deux choses qui restent, laquelle sacrifieriez-vous ? – Les vivres. La mort est depuis toujours dans l'ordre des choses ; mais un peuple sans foi ne saurait se tenir debout” » (*Les Entretiens de Confucius*, § XII.7, trad. par Pierre Ryckmans, Gallimard, 1987, p. 66).

⁴ Wang Jingwei, « Jinian Kongzi... », *WHJY*, p. 264.

⁵ *ZG*, n°363, p. 8. Nous ne sommes pas encore parvenus à déterminer la raison pour laquelle les dates du 27 août et du 2 octobre avaient été choisies auparavant.

⁶ *ZR*, 28 sept. 1942, p. 653.^{ZR}

⁷ Chen Gongbo, « Jinian Kongzi de yiyi 紀念孔子的意義 (Le sens de la commémoration en l'honneur de Confucius) », in Idem, *Chen Gongbo xiansheng sanshi sayi nian wencun* 陳公博先生三十卅一年文存 (Recueil de textes de Chen Gongbo, 1941-42), Shanghai, Difang xingzheng chubanshe, 1944, p. 98-105.

⁸ *Ibid.*, p. 101-102. Cette critique du *fugu* visait peut-être les concepteurs japonais de l'État d'occupation dont on a vu (partie 2.2.1.3) qu'ils se réclamaient de modèles antiques. Chen Gongbo ne rechignait pas, en revanche, à participer à un autre type de *fugu*, plus littéraire celui-ci, en envoyant essais et poèmes à la revue *Gujin* 古今 (Ancien et moderne) publiée deux fois par mois entre 1942 et 1944 (facsimilé in Zhou Li'an 周黎庵 (éd.), *Gujin*, Yangzhou, Guangling shushe, 2009). Patronnée par Zhou Fohai, cette revue permettait aux dirigeants de cultiver

qu'il était le pilier idéologique de l'impérialisme nippon en Chine¹. Tout en se disant naturellement favorable au bon gouvernement que recouvrait cette notion, Chen cita Mencius pour attaquer ceux qui « se payent de mots en parlant de la Voie royale et qui, dans les faits, ne permettent pas au peuple de subsister [*minsheng bu neng yang* 民生不能養], conduisant celui-ci à mourir le cœur lourd [*si er you han* 死而有憾] »². Ces manquements au bon gouvernement lui inspiraient une « indignation pleine de remords [*tongxin jishou* 痛心疾首] ». L'idéologie administrative confucéenne était ici retournée contre ceux qui en faisaient mauvais usage, à commencer par l'occupant dont la pression sur la société chinoise augmentait au même moment, à mesure que son effort de guerre face aux Alliés s'amplifiait. On comprend donc que la propagande confucéenne, visant notamment les fonctionnaires, connut des usages multiples selon l'autorité politique y ayant recours : elle fournit des slogans indigènes à l'occupant, dans la continuité de sa présence en Mandchourie, et servit de substitut à l'idéologie du GMD dans les premiers gouvernements de collaboration, avant d'être reprise par le groupe de Wang Jingwei en 1940 qui la remit au service de l'idéologie nationaliste. Ces différents usages coexistèrent au sein de l'État d'occupation, non sans parfois se contredire, comme le montrent les critiques, certes voilées, de Chen Gongbo.

Si retour à un sens impérial de l'État il y eut, il n'était donc pas spécifique aux gouvernements de collaboration et influa l'idéologie administrative de ces derniers de manières différentes selon les périodes. Comme à d'autres époques (antérieures et postérieures), ce discours était d'abord révélateur d'une volonté de légitimation de l'autorité politique. À côté de cette propagande d'État, l'idéologie administrative sous le gouvernement de Wang Jingwei fut également diffusée par une presse destinée aux fonctionnaires.

l'idéal du lettré retiré du monde (*mingshi* 名士) et de l'homme d'État vivant en ermite à la cour (*chaoyin* 朝隱) pour mieux apaiser leurs remords et faire montre de leur talent dans les lettres. Sur la « littérature de l'anachronisme » comme refuge symbolique pour les collaborateurs, voir Fu Poshek, *Passivity, Resistance, and Collaboration, op. cit.*, chap. 3. Une soixantaine de revues littéraires plus ou moins affiliées au gouvernement collaborateur parurent à Shanghai pendant la guerre, notamment après la prise de contrôle des concessions en décembre 1941. Outre *Gujin*, les principaux titres de cette scène littéraire furent *Tiandi* 天地 (Ciel et Terre), *Fengyutan* 風雨談 (Propos de vent et de pluie), *Zazhi* 雜誌 (Magazine) ou encore *Wanxiang* 萬象 (Myriade de phénomènes) (voir Li Xiangyin 李相銀, « Shanghai lunxian shiqi wenxue qikan yanjiu 上海淪陷時期文學期刊研究 (Les revues littéraires de Shanghai sous l'occupation) », Thèse de doctorat, Université normale de la Chine de l'Est, 2006).

¹ Chen Gongbo, « Jinian Kongzi... », art. cit., p. 103-104.

² « C'est l'abondance de grains, de poisson, de bois qui permet au peuple de nourrir les vivants et d'enterrer les morts sans rancœur, c'est par là que commence la Voie royale » (*Mencius*, § 1.A.3, trad. par A. Lévy, Payot & Rivages, 2008, p. 36).

6.1.1.3. Le rôle de la presse administrative

Le développement général de la presse chinoise dans le premier XX^e siècle modifia la façon dont se diffusait le discours édificateur et la science de l'État au sein de l'administration. Si des manuels existaient toujours¹, notamment ceux que potassaient les candidats au *gaokao*, le discours des fonctionnaires sur leur métier passa désormais très souvent par des périodiques spécialisés. Présent dans d'autres organisations bureaucratiques modernes², ce phénomène contribua à cimenter les réseaux de patronage, ceci d'autant plus facilement que les titres de la presse administrative étaient généralement sous le contrôle direct d'un dirigeant politique. Déjà bien développé avant-guerre, cette pratique subsista sous l'occupation où la presse resta un instrument de premier plan dans les relations de pouvoir³. À cet égard, il est difficile de distinguer nettement la presse administrative du reste des publications périodiques. Une revue comme le *Zhengzhi yuekan* 政治月刊 (Mensuel politique)⁴, par exemple, était destinée à un large public bien que nombre de ses articles soient proches par leur contenu de ceux de revues internes comme *Xianzheng yanjiu* 縣政研究 (Études sur l'administration de district). Faute de connaître les tirages respectifs de ces titres, il est impossible de se montrer trop catégorique quant à leur impact. On peut néanmoins dégager quelques caractéristiques de cette presse administrative : la publication d'articles portant exclusivement sur l'administration⁵ et le fait que leurs auteurs étaient, pour la plupart, issus des rangs de celle-ci. Nous traiterons ici principalement de deux revues typiques de ce genre : le *Xianzheng yanjiu* déjà mentionné et le *Difang xingzheng* 地方行政 (Administration locale). Outre qu'ils étaient consacrés à un même thème – cher entre tous à la science

¹ Ces manuels différaient en partie de ceux de la période impériale, dans la mesure où ils ne traitaient pas de la science administrative au sens large, mais portaient souvent sur des sujets spécifiques. Ils accompagnaient en cela la professionnalisation du métier bureaucratique en Chine, dont témoignait la division des épreuves des examens en différentes spécialités. On trouve des publicités pour ces manuels dans les *gongbao*.

² Catherine Grémion souligne ainsi le rôle de ces « véhicules internes forts » dans la formation des corporatismes au sein de l'administration française (« L'identité dans l'administration », in J. Chevalier, *L'identité politique*, Presses universitaires de France, 1994, p. 272).

³ On trouvera une synthèse recensant les principaux titres de presse dans la zone contrôlée par le gouvernement de Wang Jingwei in *WZQS*, p. 891-906. À son apogée en 1942, la presse périodique (hors quotidiens) y comptait 222 titres (*ibid.*, p. 902).

⁴ Baptisé du même nom que la revue éditée par Chen Lifu entre avril 1934 et décembre 1935, le *Zhengzhi yuekan* prit la suite, en janvier 1941, du *Xianzheng yuekan* 憲政月刊 (Mensuel du gouvernement constitutionnel) publié à l'initiative du responsable des services secrets du Gaimushō à Shanghai, Iwai Eiichi, avec l'aide de l'espion communiste Yuan Shu (voir leurs notices respectives dans l'Annexe 3).

⁵ Par opposition à la presse quotidienne qui contenait, elle aussi, de nombreuses informations concernant le fonctionnement interne de la bureaucratie. Nous avons d'ailleurs vu qu'elle se substituait à l'occasion au *Journal officiel*. Ces différents supports étaient complémentaires dans la mesure où ils faisaient circuler l'information dont avaient besoin les fonctionnaires. Cf. ce qu'écrit Stéphanie Balme au sujet de l'après-guerre : « Dans son travail sur *Les Origines du Grand bond en avant*, Jean-Luc Domenach constate que, dès l'époque maoïste, "l'avantage décisif du cadre, celui qui en définitive explique tous les autres et lui donne les moyens d'assurer sa domination comme de la protéger, c'est son monopole de l'information utile dans un régime à la fois centralisé et politisé : l'information en provenance de Pékin". [...] Une [des] principales tâches [du cadre] consiste, jusque dans les années 80, à lire quotidiennement la presse officielle pour rester informé des nouvelles directives afin, le cas échéant, de mieux s'en protéger. » (*Entre soi, op. cit.*, p. 156).

administrative chinoise¹ – ces mensuels étaient chacun contrôlé par un dirigeant du gouvernement de Nanjing : Chen Qun et Chen Gongbo. Il est inutile de revenir sur la genèse de la première que nous avons évoquée à propos de l'École de formation des agents de l'administration de district du ministère de l'Intérieur, dont elle constituait une sorte de bulletin des anciens élèves (partie 5.3.1.2). La seconde était, elle aussi, directement liée au poste de son patron ; en l'occurrence celui de maire de Shanghai que Chen Gongbo occupa de novembre 1940 à décembre 1944. Rompu à l'usage de la presse comme moyen de se constituer un réseau au sein de l'État², Chen lança cette revue en octobre 1943. Elle ne vint donc pas concurrencer le *Xianzheng yanjiu* publié entre janvier 1939 et janvier 1943³. Chen en confia la direction non pas à son neveu, comme l'avait fait Chen Qun, mais à sa secrétaire et maîtresse Mo Guokang 莫國康, aidée de l'espion communiste *Li Shiyu 李時雨. Dans les deux cas, il s'agissait donc d'en faire un outil à usage personnel⁴. Cette entreprise reçut de nombreux soutiens financiers, sous la forme notamment d'achats d'encarts publicitaires, qui témoignaient de l'influence de Chen plutôt que du potentiel commercial de sa revue⁵. Dans son éditorial de présentation, sa création était expliquée de la manière suivante :

On entend fréquemment, dans la vie de tous les jours, des gens critiquer le fait que “la politique ne suit pas les règles [*zhengzhi bu shang guidao* 政治不上軌道]” ou encore que “l'efficacité administrative baisse”. [...] Très peu de personnes ont étudié ces problèmes. [...] L'amélioration du système administratif d'un pays est une entreprise complexe [*jingwei wanduan* 經緯萬端] dont l'intelligence de quelques personnes ne saurait venir à bout. Nous tenterons d'examiner⁶ la situation politique actuelle pour comprendre, par exemple, pourquoi l'autonomie locale n'a pas été menée à bien, les finances locales établies et, pour résoudre l'importante question du chaos dans lequel se trouve le système du personnel administratif. [...] Il s'agit de réfléchir à des mesures rationnelles et complètes concernant l'administration locale ici et maintenant, pour faire en sorte que chacun puisse vivre en paix et travailler dans la joie [*an ju le ye* 安居樂業]⁷.

Outre Chen Gongbo, Mo Guokang et Li Shiyu qui publièrent un article dans presque chaque numéro, les contributions étaient signées de proches de Chen issus du Yuan législatif (Zhou

¹ Du fait de leur origine, le premier portait spécifiquement sur l'échelon du district tandis que le second traitait plus souvent de l'administration municipale, notamment celle de Shanghai.

² On pense notamment à l'éphémère mais influente *Geming pinglun* 革命評論 (Critique révolutionnaire) dont Chen fit l'organe de la clique réorganisationniste en 1928 afin d'influer sur les jeunes cadres du GMD (voir sa notice, Annexe 3).

³ Nous n'avons pas trouvé de numéros plus tardifs. Le *Difang xingzheng* parut jusqu'en avril 1945, soit 19 numéros au total, c'est-à-dire bien moins que le *Xianzheng yanjiu* qui en compta une quarantaine.

⁴ Comme pour le *Xianzheng yanjiu*, la revue de Chen Gongbo se dota d'une maison d'édition qui publia par ailleurs des recueils de discours de Chen tels que *Chen Gongbo xiansheng sanshi sayi nian wencun*, op. cit.

⁵ Le premier numéro, par exemple, contenait des réclames pour plusieurs banques mais aussi pour des biscuits, du fil de cuivre ou encore des chaussures (*DX*, n°1, oct. 1943).

⁶ [*jiantao* 檢討] : contient l'idée d'une autocritique, d'un examen de conscience.

⁷ « Fakanci 發刊詞 (Éditorial de présentation) », *ibid.*, p. 3.

Kuang¹, Tan Shuqian², Zhang Xianzhi³), dont il assura la présidence jusqu'en novembre 1944, et du gouvernement municipal de Shanghai (Lu Ying⁴, Yuan Jufan⁵, Du Yiqian⁶). On trouvait également des experts reconnus tels que le spécialiste de l'administration urbaine *Dong Xiujia 董修甲⁷ ou encore l'économiste Zhu Sihuang 朱斯煌 (1907-1985)⁸. Par la qualité de certains de ses contributeurs et son ambition de peser sur la réforme de l'État, le *Difang xingzheng* se rapprochait donc plus du *Zhengzhi yuekan* que du *Xianzheng yanjiu*, dont les auteurs étaient de jeunes fonctionnaires locaux passés par l'École de formation du ministère de l'Intérieur⁹. Comme le suggère les quelques titres cités en note, le *Difang xingzheng* se voulait un forum de réflexion axé sur des problèmes concrets analysés de manière technique et non pas un recueil de considérations théoriques et moralisantes¹⁰. On était donc bien loin du b.a.-ba confucéen étudié plus haut ; preuve de la diversité de l'idéologie administrative dans le gouvernement de Wang Jingwei.

Certains des thèmes traités concernaient directement la carrière des fonctionnaires. C'était le cas, par exemple, de l'article de Zhou Kuang sur le système des retraites dans la fonction publique qui dressait un tableau comparatif des systèmes en vigueur dans les pays occidentaux et abordait des questions telles que l'infirmité causée par l'exercice d'une charge publique (*yin gong canfei* 因公殘廢), particulièrement difficile à déterminer dans le cas du personnel de bureau¹¹. La revue avançait également des propositions concrètes pour améliorer l'efficacité des agents de l'État, en

¹ Zhou Kuang 周匡, « Zai lun xingzheng renyuan de peiyang he xunlian 再論行政人員的培養和訓練 (Nouvel examen de la question de l'éducation et de la formation du personnel administratif) », *DX*, n°5, fév. 1944, p. 19-23.

² Tan Shuqian 譚庶潛, « Baojia zhidu lun (shang) 保甲制度論(上) (Le système du *baojia*, partie 1) », *ibid.*, p. 24-29.

³ Zhang Xianzhi 張顯之, « Shanghai de liangshi xingzheng yu liangshi wenti 上海的糧食行政與糧食問題 (L'administration des vivres à Shanghai et le problème des vivres) », *DX*, n°2, nov. 1943, p. 39-41.

⁴ Lu Ying 盧英, « Shanghai shi jingzheng fuxing gaikuang 上海市警政復興概況 (Situation générale de la reconstruction de l'administration policière à Shanghai) », *ibid.*, p. 17.

⁵ Yuan Jufan 袁矩範, « San nian lai Shanghai shizheng weisheng zhi huisu 三年來上海市政衛生之回溯 (Retour sur la politique d'hygiène à Shanghai ces trois dernières années) », *ibid.*, p. 35-37.

⁶ Du Yiqian 杜益謙, « San nian lai Shanghai tebieshi bao'andui zhi gaiguan 三年來上海特別市保安隊之概觀 (Aperçu des corps de maintien de l'ordre de la municipalité spéciale de Shanghai ces trois dernières années) », *ibid.*, p. 43.

⁷ Dong Xiujia, « Dushi jianshe de jizhong zhuyi yu fensan zhuyi 都市建設的集中主義與分散主義 (Centralisme et décentralisme dans l'aménagement urbain) », *DX*, n°1, oct. 1943, p. 12-20.

⁸ Zhu Sihuang, « Difang xingzheng yu difang sifa hezuo wenti 地方行政與地方司法合作問題 (Le problème de la coopération entre l'administration locale et la justice locale) », *DX*, n°12, sept. 1944, p. 6-10.

⁹ Cette volonté de former ce que nous appellerions aujourd'hui un *think tank* était visible notamment dans le colloque qu'organisa la rédaction le 20 juillet 1944, au cours duquel Mo Guokang et Li Shiyu débattirent avec Dong Xiujia ou encore Chen Binhe (« Ben she zhaodai shi zixun weiyuanhui changwei zuotanhui jilu 本社招待市諮詢委員會常委座談會紀錄 (Actes de la conférence réunissant notre rédaction et les membres permanents du comité consultatif de la municipalité de Shanghai) », *DX*, n°10-11, juill.-août 1944, p. 29-34).

¹⁰ Dans son premier éditorial, il précisait d'ailleurs vouloir éviter les « rengaines de vieux lettré [*laosheng changtan* 老生常談] » (« Fakanci », art. cit.).

¹¹ Zhou Kuang, « Tuixiu zhidu lun 退休制度論 (Le système de retraite) », *ibid.*, p. 29-34.

revenant notamment sur la modernisation de la langue bureaucratique¹. On trouvait enfin de rares textes relatifs à l'éthique administrative comme ce court essai, rangé dans la rubrique « notes au fil du pinceau » (*suibi* 隨筆) et signé du pseudonyme Vérité, dont l'auteur cherchait à comprendre la différence entre petits et hauts fonctionnaires². Fort de « six-sept années d'expérience comme petit fonctionnaire », Vérité énumérait les cinq traits distinguant les hauts fonctionnaires (à partir du poste de chef de section selon sa définition) des petits. Sur un ton sarcastique, il opposait par exemple l'« énergie débordante [*jingshen wangsheng* 精神旺盛] » des premiers à la « démotivation [*jingshen tuiwei* 精神頹萎] » des seconds ; contraste visible selon lui dans le fait que les hauts fonctionnaires, « se dépensant sans compter au service de la patrie [*weiguo xuanlao* 為國宣勞] », trouvaient la force après le travail de faire ripaille et de fréquenter les bordels³.

On peut ranger dans cette même catégorie la « lettre » adressée aux magistrats de district par Li Shiyu, l'adjoint de Chen Gongbo et agent communiste, dont il vient d'être question⁴. Il y dénonce les magistrats de district qui « tels le renard empruntant la puissance du tigre, prennent de grands airs en circulant dans leur automobile entourés de leurs gardes du corps et habitent plus de la moitié du mois en ville »⁵. Notant que « la situation dans les districts⁶ est extrêmement compliquée ces dernières années », Li déplore ainsi la « corruption ambiante [*wuyan zhangqi* 烏烟瘴氣] ». Pour le moins allusive, cette référence à l'occupation japonaise est l'une des rares présentes dans *Difang xingzheng*, qui, à l'image d'autres publications relatives à l'administration, semble décrire une Chine sans Japonais. Si ce déni visait à occulter la collaboration pour des raisons évidentes⁷, il témoignait également d'une volonté manifeste de rattacher ce discours à

¹ Li Shiyu plaide ainsi en faveur de la suppression du « langage pédantesque [*yaowen jiaozi* 咬文嚼字] » (litt. : « ronger les textes, mâcher les caractères ») dont on a dit qu'il subsistait dans une partie de l'administration de Nanjing (« Dui yu ruhe zengjin xingzheng xiaolü de ji dian yijian 對於如何增進行政效率的幾點意見 (Mon avis sur la manière d'accroître l'efficacité de l'administration) », *DX*, n°5, fév. 1944, p. 14-16.).

² Shi 實, « Xiaoguan he daguan 小官和大官 (Petits et hauts fonctionnaires) », *ibid.*, p. 52. Retournant la formule de Sun Yat-sen, qui avait déclaré qu'il fallait « avoir pour ambition de réaliser de grandes choses [*lizhi zuo dashi* 立志做大事] et non pas de devenir haut fonctionnaire [*lizhi zuo daguan* 立志做大官] », Vérité disait avoir tiré de ses mésaventures avec ses supérieurs la conclusion que « pour réaliser de grandes choses, il faut d'abord chercher à devenir haut fonctionnaire » (*ibid.*).

³ *Ibid.*

⁴ Li Shiyu, « Yi feng xin 一封信 (Une lettre) », *DX*, n°12, sept. 1944, p. 31-32. La date de parution et le contenu de l'article laissent penser qu'il s'adressait aux lauréats du *gaokao* extraordinaire de septembre 1944, tous destinés à travailler dans l'administration de district (voir partie 5.3.2.1).

⁵ *Ibid.*, p. 31. On retrouve ces mêmes expressions dans les *wenshi ziliao* dénonçant les traîtres qui préférèrent séjourner à Shanghai plutôt que dans le district qu'ils sont censés administrer.

⁶ Li Shiyu utilise, tout au long de l'article, la notion de *waixian* 外縣, sans que l'on sache très bien le sens qu'il lui donne. Ce terme sert généralement à désigner les districts autres que celui dans lequel on se trouve. Peut-être l'utilise-t-il dans ce sens pour distinguer les nouveaux *xianzhang*, auxquels il s'adresse, de leurs homologues déjà en poste. À moins qu'il ne s'agisse des « districts extérieurs » à Shanghai.

⁷ Nommer l'occupant, c'était reconnaître sa domination au risque de passer pour un traître. Lors des procès d'après-guerre, les collaborateurs cherchèrent souvent à justifier le choix de la collaboration en expliquant à

celui sur la modernisation de l'État chinois auquel des collaborateurs comme Chen Gongbo prétendaient contribuer, dans la continuité de leur action avant-guerre¹. Aussi limitée soit-elle, cette contribution s'accompagnait donc d'un discours des fonctionnaires sur eux-mêmes détaché de la collaboration ; à l'inverse d'autres formes de propagande soulignant la fraternité avec le pays ami. En ce sens, le *Difang xingzheng* reflétait et produisait l'un des courants de l'idéologie administrative de l'État d'occupation, hérité du courant rationaliste de la « décennie de Nankin » dont la clique réorganisationniste de Chen Gongbo avait été l'un des principaux promoteurs au sein du GMD. Une partie des fonctionnaires du régime se reconnaissait dans ce courant résolument hostile à l'occupant. Le représentant français à Nanjing notait ainsi à propos de l'attitude positive des dirigeants du gouvernement vis-à-vis du Japon à l'été 1941 :

Au milieu de ces expressions de satisfaction, M. Tch'en Kong-po est venu jeter une note discordante qui correspond à peu près à l'opinion de ce que l'on pourrait appeler le « parti des jeunes fonctionnaires désabusés ».²

Comparé au *Difang xingzheng*, le *Xianzheng yanjiu* de Chen Qun traitait le plus souvent de sujets plus modestes et de manière moins théorique. Pour prendre l'exemple de la politique d'hygiène, là où l'article de Yuan Jufan brossait un tableau général des mesures prises en la matière à Shanghai³, le *Xianzheng yanjiu* se penchait, lui, sur les aspects les plus concrets de la question⁴. On retrouvait cette volonté de diffuser une science administrative pratique dans les nombreux rapports sur la situation dans tel ou tel district publiés dans la revue. Ces rapports constituaient autant d'études de cas à la lecture desquelles les agents de district, à qui s'adressait la revue, pouvaient enrichir leurs connaissances⁵.

leurs juges qu'ils avaient travaillé au service de la Chine sans (presque) jamais être en contact avec des conseillers japonais.

¹ Le but de la revue, écrit Li Shiyu, est que « la théorie guide la pratique et que la pratique vérifie la théorie » (*ibid.*, p. 32).

² P. Salade à l'ambassadeur de France en Chine, « A.S. Gouvernement de Nankin », 13 juill. 1941, ADF 327. La « note discordante » en question est, semble-t-il, l'article « Wo dui yu Riben guomin de qiwang 我對於日本國民的期望 (Mes attentes envers le peuple japonais) », *Kaizō* 改造, juill. 1941 (reproduit in Chen Gongbo, *Chen Gongbo xiansheng sanshi sayi...*, *op. cit.*, p. 21-32). Nous revenons sur cet article dans la partie suivante.

³ Yuan Jufan, « San nian lai Shanghai shizheng weisheng... », art. cit.

⁴ Gao Rongxia 高榮銑, « Guanyu gonggong weisheng de jidian xiao wenti 關於公共衛生的幾點小問題 (Quelques petits problèmes relatifs à l'hygiène publique) », *XY*, vol. 2, n°7, juill. 1940, p. 13-14. Il n'était pas question de réformes institutionnelles mais des mauvaises habitudes de la population dont l'auteur écrit qu'elles sont une source de grande honte pour la nation chinoise et valent au pays d'être surnommé l'« homme malade d'Extrême-Orient [*Dongya bingfu* 東亞病夫] ». Il dresse ensuite la liste de ces mauvaises habitudes (cracher et uriner en tous lieux ou encore utiliser les serviettes communes dans les maisons de thé).

⁵ Ces rapports parurent dans plusieurs rubriques successives telles que « Ge xian shikuang 各縣實況 (situation réelle dans chaque district) » devenue ensuite « Zhengkuang 政況 (situation politique) ». Voir par exemple le rapport en plusieurs parties sur le district de Jiaying (Zhejiang) qui contient de nombreuses informations précises sur la situation économique, l'éducation, etc. (Huang Jianyou 黃建猷, Wang Bangxi 王邦熹, « Jiaying xian xingzheng zhuangkuang baogaoshu (xu) 嘉興縣行政狀況報告書(續) (Rapport sur la situation administrative du district de Jiaying, suite) », *XY*, vol. 2, n°9, sept. 1940, p. 35-41).

Autre différence notable : *Xianzheng yanjiu* abordait plus volontiers la question des relations avec le Japon¹. Outre des textes de propagande spécifiquement dédiés à la collaboration, la revue diffusait dans ses articles sur l'administration de district un discours modernisateur se rattachant moins au réformisme administratif de la « décennie de Nankin » qu'à celui d'un renouveau de la nation chinoise et de ses institutions politiques rendu possible par l'effet de table rase provoqué par la guerre². Aussi, l'administration japonaise était-elle souvent érigée en modèle par la revue³. *Xianzheng yanjiu* publiait, par ailleurs, un certain nombre de textes plus légers, qu'il s'agisse de dresser la liste des références à l'administration locale dans les écrits de Confucius⁴ ou de présenter l'administration locale sous la forme de vignettes humoristiques⁵. On y trouvait parfois des essais novateurs tels que cette réflexion sur l'accès des femmes à la charge de magistrat de district⁶. Dans une veine plus littéraire, des témoignages de fonctionnaires contribuaient également à la diffusion d'un savoir administratif fondé sur l'expérience des agents de district. C'est le cas, par exemple, de ce court journal de voyage tenu par *Feng Shuluan 馮叔鸞 dans lequel il fait le récit du trajet qu'il effectua entre Shanghai et Rugao 如皋 (Jiangsu), chef-lieu du district de Runie où il prit ses fonctions comme magistrat le 5 mai 1941⁷. Anecdotique en

¹ On peut y voir une différence d'attitude vis-à-vis de l'occupant de la part de Chen Qun. Collaborateur de la première heure, il n'avait pas les scrupules d'un Chen Gongbo qui cultiva toujours son image de « collaborateur malgré lui ». Autre explication possible, l'écart de date : publié à partir de la signature du Traité d'alliance, le *Difang xingzheng* se sentait sans doute moins tenu de diffuser la propagande japonaise.

² Voir notamment Zhao Minyi 趙民彝, « Xiandai difang renyuan ying you zhi renshi 現代地方人員應有之認識 (Ce que doivent savoir les agents de l'administration locale d'aujourd'hui) », *XY*, vol. 2, n°3, mars 1940, p. 59-63.

³ « Kaocha Riben difang zizhi zhidu baogaoshu 考察日本地方自治制度報告書 (Rapport d'enquête sur le système d'autonomie locale au Japon) », *XY*, vol. 2, n°7, juill. 1940, p. 7-22. On se souvient du rôle que joua le ministère de l'Intérieur dans l'organisation de « voyages d'observation » au Japon dont les comptes-rendus furent publiés dans *Xianzheng yanjiu* (voir partie 5.3.1.3).

⁴ « Kongzi yu xianzheng 孔子與縣政 (Confucius et l'administration de district) », *XY*, vol. 3, n°4, avril 1941, p. 49.

⁵ « Youmo bencao 幽默本草 (Pharmacopée humoristique) », *XY*, vol. 2, n°10, oct. 1940, p. 77 (et dans les n° suivants).

⁶ Signé sous le pseudonyme Lang Huan 嫵嫵 (« bibliothèque céleste »), cet essai déplore le très faible nombre de femmes à ce poste, depuis la pionnière Guo Fengming 郭鳳鳴, *xianzhang* de Shenyang 瀋陽 en 1930. Les arguments contre le recrutement des femmes sont réfutés, notamment celui qui voudrait que leurs capacités soient altérées par les grossesses. Cette évolution doit accompagner l'alphabétisation des « deux cent millions de femmes chinoises illettrées » ; politique jugée indispensable pour que se forme une véritable nation chinoise (« Lun nü xianzhang 論女縣長 (Les magistrats de district) », *XY*, vol. 3, n°4, avril 1941, p. 26-27). Sur la question de la place des femmes dans la fonction publique sous le gouvernement de Wang Jingwei, cf. la revue *Cijian funü 慈儉婦女* (Femmes maternelles et frugales) que nous avons déjà citée à propos du *gaokao* d'octobre 1940 (partie 5.3.2.1). Ce mensuel shanghaien publié à partir de janvier 1940 (le dernier numéro que l'on connaisse date de décembre 1942), traitait de toutes sortes de sujets : l'hygiène pendant la grossesse, la morale à inculquer aux enfants, l'insertion professionnelle des femmes, mais aussi le rôle de celles-ci dans le Mouvement de paix et autres thèmes liés au contexte de la collaboration (Deng Zhonghua 鄧仲華 *et al.* (dir.), *Zhongguo funü dabaike quanshu 中國婦女大百科全書* (Encyclopédie des femmes chinoises), Changchun, Beifang funü ertong chubanshe, 1995, p. 357). Sur la presse et la littérature féminines pendant l'occupation, voir Nicole Huang, « Fashioning Public Intellectuals: Women's Print Culture in Occupied Shanghai (1941-1945) », in Henriot, Yeh, *In the Shadow of the Rising Sun*, *op. cit.*, p. 325-345.

⁷ Feng Shuluan, « Tong Ru dao shang 通如道上 (En route pour Rugao) », *XY*, vol. 3, n°5, mai 1941, p. 19-20.

apparence, ce document est précieux, notamment pour ce qu'il nous dit de la tutelle japonaise qui transparaît comme rarement dans les sources administratives. Remontant le Yangzi en compagnie du secrétaire du gouvernement de Runie venu le chercher à Shanghai, Feng restitue de manière pittoresque les bruits et les odeurs à bord du bateau¹. Arrivé à Nantong, il est accueilli par le chef de la police de Runie et l'agent de liaison de l'« armée amie [*youjun* 友軍] », un certain Ōgawa 大川². Ils rendent visite au bureau de Nantong des services spéciaux japonais de Taixian (district à l'ouest de Runie) et rencontrent son responsable, le commandant Mori Kōichirō 森浩一郎. Feng décrit son visage « honnête » ainsi que la discussion qu'ils entament à propos de leurs parcours respectifs et du renforcement de la collaboration sino-japonaise pour le maintien de l'ordre local. Le trajet en automobile jusqu'à Rugao est ralenti par l'état des routes et par l'attaque avortée du convoi par des bandits locaux. Faisant son entrée dans le bourg, pavoisé pour l'occasion, le nouveau magistrat est accueilli par des policiers au garde-à-vous et l'inévitable agent de liaison japonais³.

Enfin, la revue diffusait son discours didactique sous la forme d'un « roman social allégorique » (*changpian shehui yuyan xiaoshuo* 長篇社會寓言小說). À partir du numéro d'octobre 1939, en effet, un chapitre de *Xianzheng qianche* 縣政前車 (Leçons du passé sur l'administration de district) parut à la fin de chaque numéro de *Xianzheng yanjiu*⁴. Signé par un certain Hu Mingtang 胡明堂, ce feuilleton suivait, entre autres, les péripéties de Wang Qilun 王奇倫, magistrat du district de Xianyang 咸陽 (Shaanxi), au nord-ouest de Xi'an, au moment de la Révolution de 1911. Empruntant au style du roman vernaculaire chinois, cette satire multipliant les rebondissements invite le lecteur, en conclusion de chaque chapitre, à tirer les leçons morales du récit à grand renfort de préceptes confucéens. Plus que d'une littérature édifiante à proprement parler, ce roman s'apparente davantage à une littérature de dénonciation, dans la lignée du *Guanchang xianxing ji* 官場現形記 (Le milieu administratif : une révélation) de Li Baojia 李寶

¹ La qualité du style, peu habituelle pour la presse administrative, s'explique sans doute par le parcours singulier de ce petit fonctionnaire pas comme les autres (voir sa notice dans l'Annexe 3). On se fera une idée de ce style en lisant notamment la traduction de sa nouvelle *Niehai hongchou* 孽海紅籌 parue en 1922 (Feng Shuluan, « The Red Chips », in Timothy C. Wong (trad.), *Stories for Saturday: Twentieth-Century Chinese Popular Fiction*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2003, p. 29-36).

² Feng se dit surpris de découvrir que son chef de la police a un « air de lettré [*rusheng qixiang* 儒生氣象] » et qu'il parle un « chinois extrêmement fluide et connaît le japonais » ; « une belle personne comme on en croise peu dans le monde de la police ! » conclut-il (*ibid.*, p. 19).

³ *Ibid.*, p. 20.

⁴ *XY*, vol. 1, n°10, p. 71-73, et numéros suivants. Nous avons collecté la plupart de ces chapitres jusqu'au 21^{ème} (vol. 3, n°7, juill. 1941, p. 54-56), qui n'est pas le dernier.

嘉 (1867-1906) ou encore du *Ershi nian mudu zhi guai xianzhuang* 二十年目睹之怪現狀 (Deux décennies d'événements étranges par un témoin direct) de Wu Woyao 吳沃堯 (1867-1910)¹.

L'idéologie administrative en zone occupée se formalisa dans bien d'autres revues spécialisées. En effet, la mise en place d'une nouvelle organisation administrative s'accompagnait généralement du lancement d'un périodique².

Cet aperçu des différents courants et supports de l'idéologie administrative sous le gouvernement de Wang Jinwei révèle le manque d'homogénéité du discours auquel étaient exposés les fonctionnaires. En tentant de dresser la généalogie de ces courants et leur diffusion pendant l'occupation, notamment à travers une littérature spécialisée (*gongbao*, presse administrative, etc.), il est apparu que cette hétérogénéité était liée à celle de l'État d'occupation lui-même. Les différents groupes politiques de sa composante chinoise cherchèrent à conserver leur ascendant sur la fonction publique en produisant des discours singuliers qui, tout en partageant un fonds communs (propagande confucéenne et réformisme administratif notamment), différaient dans leur finalité : culte de Confucius au service ou contre celui de Sun Yat-sen ; volonté affichée de moderniser la bureaucratie dans le cadre de l'ordre nouveau japonais ou, au contraire, dans la lignée du projet rationaliste d'avant-guerre. Bien que subtiles, ces nuances viennent confirmer l'analyse du chapitre précédent quant aux nombreuses contradictions qui traversaient l'État d'occupation après sa réorganisation en mars 1940.

Du fait de sa faible assise politique, symbolique et financière, le gouvernement collaborateur de Nanjing fut presque constamment en crise de sa naissance à sa disparition. Cette crise institutionnelle devint évidente après le tournant de décembre 1941 qui fut désastreux, entre autres, pour deux raisons. D'une part, l'entrée en guerre des Alliés aux côtés de Chongqing donna raison à Jiang Jieshi contre Wang Jingwei, ce qui ajouta au discrédit du régime de Nanjing, aux yeux notamment de ses propres agents³. D'autre part, le déclin de la puissance japonaise dans le Pacifique, enclenché mi-1942, accrut l'effort de guerre nécessaire au sein de l'Empire, soulignant

¹ Ce rapprochement nous a été suggéré par Pierre-Étienne Will, que nous remercions. Sur ces deux romans, d'abord parus en feuilletons, voir respectivement : Donald Holoch, « A Novel of Setting: *The Bureaucrats* », in Milena Doleželová-Velingerová (dir.), *The Chinese Novel at the Turn of the Century*, Toronto, University of Toronto Press, 1980, p. 76-115 ; Wu Wo-yao, *Vignettes from the Late Ch'ing: Bizarre Happenings Eyewitnessed over Two Decades* (trad. par Liu Shih Shun), Hong Kong, Chinese University of Hong Kong, 1975.

² Ainsi le ministère de la Police édita le *Jingzheng yuekan* 警政月刊 (Mensuel de l'administration policière), le Comité des affaires militaires le *Jianjun yuekan* 建軍月刊 (Mensuel de la construction de l'armée), le Comité de pacification rurale le *Qingxiang qianxian* 清鄉前線 (La ligne de front de la pacification rurale), etc. (*WZQS*, p. 904).

³ En particulier parmi ceux qui étaient déjà hostiles au Japon et déçus par leur gouvernement (la troisième catégorie décrite par Pierre Salade dans son analyse citée plus haut). Deux mois avant Pearl Harbor, ce dernier rapportait ainsi que « Les sentiments anti-japonais de ces fonctionnaires mécontents les rendent par contre-coup généralement "anti-axiaux". Ils sont peut-être exagérément optimistes en ce qui concerne la politique internationale mais ils n'ont jamais cessé de dire que le Japon ne faisait que bluffer et au dernier moment, reculerait devant une guerre contre les Etats-Unis » (P. Salade à l'ambassadeur de France en Chine, « Situation politique à Nankin », 31 oct. 1941, ADF 327).

ainsi les défaillances de la coopération entre Nanjing et Tokyo. Face à cette crise redoublée, la figure du fonctionnaire servit plus que jamais d'exutoire. Dans le même temps, les agents de l'État furent l'objet privilégié de la mobilisation de masse censée remédier à la crise.

6.1.2. La figure du fonctionnaire au cœur de la crise de l'État d'occupation

6.1.2.1. Usages rhétoriques de la corruption bureaucratique

La dénonciation de la corruption des fonctionnaires par les dirigeants politiques est, nous l'avons répété, une constante à l'époque républicaine. Dans le cas du gouvernement de Wang Jingwei, ce discours participait également du dialogue entre Nanjing et la puissance occupante. En effet, la question des fonctionnaires était partie prenante de celle, plus large, du « renforcement » de l'État d'occupation, dont nous avons vu qu'elle provoqua des tensions lorsque Tokyo chercha à imposer des réformes remettant en cause le système nationaliste ou visant à diminuer drastiquement le nombre des fonctionnaires¹. Cette pression japonaise traduisait une volonté réelle de rationaliser un appareil bureaucratique coûteux et manquant d'efficacité mais relevait aussi parfois de rivalités internes à l'État d'occupation. Ces tensions se manifestèrent notamment dans la parution d'articles en faveur d'une réforme de l'État dans le *Tairiku shinbō* 大陸新報 (le Continental), premier quotidien japonais en Chine, et le *Zhengzhi yuekan*, que nous venons d'évoquer. Ces deux périodiques étaient contrôlés par le puissant consul de Shanghai et opposant notoire au groupe de Wang, Iwai Eiichi. Ce dernier marqua les esprits en signant lui-même une longue analyse critique du régime de Nanjing en mars 1942 dans le *Zhengzhi yuekan*². Iwai y évoquait notamment l'« opportunisme égoïste » des fonctionnaires chinois, ainsi que la « coutume consistant à s'élever dans la fonction publique pour s'enrichir [*shōkan hassai* 昇官發財] » qui constituaient, selon lui, un obstacle empêchant le gouvernement de Wang Jingwei d'obtenir un plein soutien du Japon et de « gagner le cœur du peuple [*minshin haaku* 民心把握] »³. Certes, nous verrons que les dirigeants chinois exprimaient régulièrement des jugements similaires contre la corruption dans l'administration. Toutefois, l'analyse d'Iwai fut mal reçue car elle remettait plus spécifiquement en cause la gouvernance de Wang Jingwei. En effet, ses critiques visait moins les fonctionnaires eux-mêmes que le système dans lequel ils évoluaient : s'ils étaient corrompus, c'était par nécessité. Pour mettre fin à cette situation, il fallait supprimer les effectifs et les organes administratifs superflus afin d'être en mesure d'augmenter le salaire

¹ Voir partie 5.3.1.2.

² Sur ce personnage important et l'effet produit par cet article, voir sa notice dans l'Annexe 3.

³ JACAR B02030601400, Iwai Eiichi, « Kokuminseifu no kyōka... », p. 20.

des agents¹. Cette rationalisation de l'appareil bureaucratique devrait s'accompagner de réformes politiques allant dans le sens d'une démocratisation².

Si la figure du fonctionnaire corrompu fut donc utilisée par certains acteurs japonais contre Nanjing, elle le fut également en sens inverse. Dans un article publié en japonais dans une revue de Tokyo en juillet 1941, Chen Gongbo pointa la responsabilité du Japon :

Ce qui m'a le plus terrifié, après l'Incident, c'est le réveil d'entre les morts des éléments corrompus [*fuhua de fenzi yi you xumu fan qi shen lai* 腐化的份子已由虛墓翻起身來]. Les pires choses qu'aient connues la Chine et qui ont avili son peuple sont réapparues une à une. Cette résurrection n'est pas spontanée mais forcée [*chu yu mianqiang* 出於勉強]. En effet, certaines personnes ont profité de la puissance japonaise pour s'enrichir, sans chercher à comprendre la mentalité du Japon. Croyant à tort que ce dernier souhaitait le recul de la Chine et non son progrès, [...] ils ont fait renaître de leurs cendres les coutumes les plus corrompues. Croient-ils vraiment que ces comportements sauveront la Chine et profiteront à la paix sino-japonaise ? [...] Plus ils sont nombreux, plus le peuple se détourne [*lixinli* 離心力] de la paix [...], se mettant à soupçonner le Japon de les utiliser pour corrompre [*fulan* 腐爛] la Chine. [...] Le Japon est, je pense, clairvoyant [*you shi zhi shi* 有識之士] et partage donc, en tous points, mon sentiment³.

Recourant à un procédé rhétorique dont le groupe de Wang Jingwei usait régulièrement pour placer le Japon face à ses contradictions en feignant de croire en ses bons sentiments, Chen Gongbo ne laisse néanmoins guère de doute quant au sens de son propos. Le Japon, explique-t-il en substance, a recruté la lie de la société chinoise pour gouverner son État d'occupation avant la réorganisation de 1940. Il doit désormais donner au nouveau gouvernement les moyens – en matière d'autonomie notamment – pour gagner la confiance du peuple largement entamée par les pratiques en cours jusqu'ici.

Du reste, Chen Gongbo ne rejetait pas systématiquement la faute de la corruption sur la seule occupation japonaise. Dans un discours prononcé un mois plus tôt, en juin 1941, devant le Comité des affaires militaires, il cherchait ainsi à comprendre pourquoi la Chine ne parvenait pas à se doter d'un « gouvernement propre [*lianjie zhengzhi* 廉潔政治] »⁴. Tout en pointant l'importance de l'éducation pour « former des caractères honnêtes [*lianjie suyang* 廉潔素養] » et en déplorant le manque de « conception nationale [*guojia guannian* 國家觀念] » chez ses concitoyens, il soulignait la prépondérance des causes systémiques et historiques de la corruption dans la

¹ « Seiji taisei kyōka ni maishin 政治体制強化に邁進 (Pour un renforcement du système politique) », *Tairiku shinpō*, 5 mars 1944, cité in Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 276.

² *Ibid.*, p. 275. Dès 1940, la presse d'Iwai avait utilisé le programme constitutionnel pour tenter de contrer la volonté d'hégémonie du groupe de Wang sur l'État d'occupation (voir Annexe 3).

³ « Wo dui yu Riben guomin de qi wang », art. cit., in Chen Gongbo, *Chen Gongbo xiansheng sanshi sayi...*, *op. cit.*, p. 30. Fondée en 1919, la revue *Kaizō* 改造, dans laquelle parut cet article, est connue pour avoir publié quelques-uns des plus grands romanciers japonais de l'époque, mais aussi pour sa ligne éditoriale marxiste qui lui valut d'être censurée à partir de 1942, avant d'être fermée en 1944 (*Encyclopedia Nipponica*, Shōgakukan, consulté en ligne sur JapanKnowledge). Nous avons vu dans la partie précédente que cette « note discordante » dans l'harmonie sino-japonaise avait été relevée par le représentant français à Nanjing selon qui elle traduisait le sentiment des « jeunes fonctionnaires désabusés » (ADF 327).

⁴ Chen Gongbo, « Zhongguo tanwu zhengzhi de lai yuan 中國貪污政治的來源 (Les origines de la corruption politique en Chine) », in Idem, *Chen Gongbo xiansheng sanshi sayi...*, *op. cit.*, p. 48-56.

fonction publique, à savoir la trop faible rémunération des agents de l'État et les bouleversements sociaux provoqués par le choc des impérialismes depuis les Guerres de l'opium. Aussi, la corruption ne relevait-elle pas, à ses yeux, d'un atavisme chinois, comme devait l'écrire un an plus tard Iwai, mais était d'abord le symptôme d'un pays affaibli par la présence étrangère sur son sol¹.

Bien qu'il ne soit pas nouveau, ce débat sur la corruption des fonctionnaires et, partant, sur la capacité des Chinois à se doter d'un État-nation viable, prit un sens particulier dans le cadre de l'occupation japonaise. Ainsi, la figure du fonctionnaire corrompu servit à l'occasion d'arme rhétorique que ce soit pour exiger du Japon qu'il respecte ses engagements ou, au contraire, pour critiquer la mauvaise gouvernance du groupe de Wang Jingwei. Tout en apparaissant assez homogène dans son contenu, ce discours laissait donc affleurer certaines des contradictions apparues au sein de l'État d'occupation après sa réorganisation de 1940. La crise croissante dans laquelle s'enfonça ce dernier conduisit ses dirigeants chinois comme japonais à prôner un nouveau remède. De même qu'avec la Campagne de pacification rurale, ils piochèrent dans le répertoire existant pour lancer, en 1942, le Mouvement des nouveaux citoyens. Censée régénérer la société en zone occupée, cette campagne de masse visait en priorité les agents de l'État qui de symboles des travers de l'occupation devaient être transformés en modèles.

6.1.2.2. Campagnes de masse et transformation des agents de l'État

Ce rôle de modèle dévolu aux fonctionnaires n'avait en soi rien de moderne en Chine, puisqu'on le retrouve à l'époque impériale. Les modalités de leur mobilisation par l'État relevaient, en revanche, d'un répertoire commun aux partis-États léninistes apparus en Chine dans les années 1920². Ce répertoire, nous l'avons dit au début du chapitre, consistait notamment à faire du fonctionnaire le *sujet* idéal, au double sens du terme : sujet passif comme rouage de la machine étatique ; sujet actif comme porteur du message politique. À travers ces agents et les

¹ Pour Chen, la corruption n'est « pas un problème ethnique [*bu shi minzuxing wenti* 不是民族性問題] » (*ibid.*, p. 49). Dans son article de mars 1942, Iwai écrivait au contraire que l'« égoïsme [*jishi jiri* 自私自利] est l'un des grands défauts de la nation chinoise [*Shina minzokusei* 支那民族性] » dans son ensemble, reprenant ainsi le discours essentialiste soulignant l'absence de cohésion de la population chinoise par opposition au peuple japonais (JACAR B02030601400, « Kokuminseifu no kyōka... », p. 18). Un tel essentialisme n'était, du reste, pas absent de la propagande de Nanjing : « Dans un discours radiodiffusé [...] M. Lin Pai-sheng [Lin Bosheng] rapporta à ses auditeurs quelques unes des observations qu'il avait faites pendant son récent séjour au Japon. Il exalta le patriotisme, la discipline et l'esprit de sacrifice du peuple japonais et invita ses compatriotes à suivre cet exemple, à abandonner leurs mauvaises habitudes, leur égoïsme et leur individualisme exagéré. Les dirigeants nippons ont trouvé en M. Lin un de leurs plus dociles instruments » (Salade (Nanjing) à l'Amb., « Gouvernement de Nankin », 30 nov. 1942, lettre n°29, ADF 327).

² Nous simplifions à dessein. Cette matrice commune au GMD et au PCC ne doit pas conduire à sous-estimer les différences existant entre l'un et l'autre. La principale d'entre elles était le caractère plus élitiste du GMD dont témoignait la sociologie de ses membres (voir Wang Qisheng, *Dangyuan, dangquan yu dangzheng*, *op. cit.*, chap. 10).

structures bureaucratiques qu'ils représentaient, l'État devait repousser plus loin qu'il ne l'avait jamais fait son périmètre d'action dans la société. Cette extension était à la fois institutionnelle (intégration des structures de pouvoir locales dans la verticale administrative) et idéologique (transformation des individus selon la ligne du parti). Cette finalité totalitaire n'était pas étrangère à celle de l'État moderne en général, sinon qu'elle en poussait les caractéristiques à l'extrême. Dans le cas chinois, l'extension du périmètre étatique était ainsi déjà en marche lorsque Sun Yat-sen choisit en 1924 de renforcer le GMD en le réorganisant avec l'aide des conseillers soviétiques. Cette refonte du Parti nationaliste chinois sur le modèle du centralisme démocratique se fit parallèlement à la formation du PCC, qui profita du Front uni pour se développer en même temps qu'il influença la gouvernance nationaliste. La réorganisation de 1924 apporta avec elle des techniques de mobilisation, notamment militaires avec l'Académie de Huangpu, qui contribuèrent à la reconquête du pouvoir central par le GMD en 1928¹. Cette technologie politique fondée sur la mobilisation de masse n'était pas propre au modèle soviétique puisqu'elle s'était également développée, après la Première Guerre mondiale, dans des pays aussi différents que l'Italie ou le Japon². Elle fut d'ailleurs rapidement retournée contre les Communistes par Jiang Jieshi dans les années 1930 avec son Mouvement de la nouvelle vie (*xinshenghuo yundong*) qui fournit son cadre à la mobilisation de la société au moment des campagnes militaires contre les soviets au Jiangxi³. Destinée à régénérer la société chinoise dans son ensemble, y compris les membres du GMD dont Jiang déplorait la corruption, le Mouvement de la nouvelle vie diffusa une idéologie fondée notamment sur les vertus confucéennes. Leur mise en pratique devait conduire à une purification à la fois morale et physique du corps social chinois⁴. Bien que critique à l'égard de plusieurs aspects de cette mobilisation au profit de Jiang Jieshi dont il assurait ne pas vouloir répéter les erreurs,

¹ L'institutionnalisation de la propagande au sein du GMD joua un rôle central dans cette évolution. Voir Bastid-Bruguière, « Patterns of propaganda organization in the National-revolutionary Movement in China in the 1920s », in M. Leutner *et al.* (dir.), *The Chinese Revolution in the 1920s: between triumph and disaster*, Londres, Routledge Curzon, 2002, p. 3-29.

² Voir Gregory J. Kasza, *The Conscripted Society: Administered Mass Organizations*, New Haven, Yale University Press, 1995.

³ Voir Federica Ferlanti, « The New Life Movement in Jiangxi Province, 1934-1938 », *Modern Asian Studies*, vol. 44, n°5, 2010, p. 961-1000. Sur les liens entre les campagnes de masse du GMD et celles du PCC, voir notamment Strauss, « Morality, Coercion and State Building by Campaign in the Early PRC: Regime Consolidation and after, 1949-1956 », *The China Quarterly*, n°188, déc. 2006, p. 891-912.

⁴ Cette propreté (*qingjie* 清潔) passa en effet par des campagnes hygiénistes telles que le nettoyage des rues (Ferlanti, « The New Life Movement in Jiangxi... », art. cit.). Le 30 mars 1934, Wang Jingwei écrivit à Jiang Jieshi pour critiquer l'envoi de policiers chargés d'inspecter l'état de propreté chez les particuliers. Il opposa à ces méthodes coercitives une approche morale consistant à diffuser des normes sociales afin de discipliner la population. Dans sa réponse, qu'il publia le 5 avril dans un journal de Nanchang, Jiang accepta ces propositions en affirmant que ces mesures devraient d'abord être appliquées par les fonctionnaires, les soldats et les étudiants avant de s'étendre à la population toute entière. Dans les faits, l'approche coercitive privilégiée par Jiang l'emporta sur la méthode persuasive prônée par Wang (Liu Wennan, « Redefining the Moral and Legal Roles of the State in Everyday Life: The New Life Movement in China in the Mid-1930s », *Cross-Currents*, vol. 2, n° 2, nov. 2013, p. 335-365). Si le Mouvement des nouveaux citoyens employa également, nous allons le voir, des mesures coercitives, celles-ci visèrent d'abord les fonctionnaires afin d'en faire des modèles. Cette nuance trouve peut-être son origine dans le débat de 1934 entre Jiang et Wang.

Wang Jingwei lança en 1942 un mouvement similaire à celui de son rival. Le recours aux campagnes de masse et à un discours prônant le renforcement de la société par sa purification n'était, au demeurant, pas nouveau chez lui¹.

*Le Mouvement des nouveaux citoyens*²

Prenant la suite d'autres organisations de masse apparues sous l'État d'occupation³, le Mouvement des nouveaux citoyens fut conçu dans le prolongement de la Campagne de pacification rurale lancée en juillet 1941, dont il devait assurer le volet idéologique⁴. Selon la définition qu'en donna Wang Jingwei, il s'agissait d'insuffler un « nouvel esprit [*xin jingshen* 新精神] ». Celui-ci, poursuit-il, « n'est qu'en partie une création puisqu'il consiste notamment dans l'élimination des vices contractés par le passé [*jiu ran zhi wu* 舊染之污] et s'apparente donc à une rénovation [*zixin* 自新] [...] Le Mouvement des nouveaux citoyens ne prône pas une nouvelle doctrine [*bu ling biao zhuyi* 不另標主義] car nous avons déjà les Trois principes du peuple »⁵. Cette précaution visant à le distinguer du Mouvement de la nouvelle vie, que Wang accusait de détourner l'idéologie nationaliste pour servir la dictature militaire de Jiang Jieshi, n'empêcha par le Mouvement des nouveaux citoyens de susciter l'apparition d'une « doctrine Wang Jingwei »⁶.

¹ Wang avait réalisé l'importance de la mobilisation de masse au moment de son alliance avec le Komintern entre janvier 1925 et juillet 1927 (Li Zhiyu, *Jingxian, op. cit.*, p. 88). Un temps responsable de la propagande dans le gouvernement de Canton, il avait par la suite toujours accordé une grande attention à ce domaine. Par ailleurs, son discours sur la purification n'était pas un emprunt au « fascisme confucéen » de Jiang Jieshi, mais trouvait sa source dans la période anarchiste de Wang. Dans les années 1910, il avait fondé l'Association pour la promotion de la vertu (*jindehui* 進德會) dont il appliquait les préceptes en matière d'hygiène physique et morale, aux côtés de Chu Minyi, lui aussi un hygiéniste convaincu (voir leur notice, Annexe 3).

² Nous brossons ci-dessous un tableau très succinct de ce mouvement qui a fait l'objet de l'ouvrage relativement complet de Horii (*ibid.*) et que nous avons déjà évoqué à propos de la régénération du GMD (partie 3.3.2.3). Il s'agit ici de poser le contexte de la mobilisation, avant de voir son influence particulière sur l'idéologie administrative.

³ La Xinminhui dans le Nord notamment, dont a dit qu'elle visa d'abord les fonctionnaires (partie 6.1.1.2). Pour une présentation synthétique des différentes campagnes de masse en Chine centrale, voir le tableau 5 in Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō, op. cit.*, p. 206. Nous employons le terme « organisation de masse » pour désigner la structure institutionnelle formée pour encadrer une « campagne de masse ».

⁴ Cet aspect idéologique n'était pas absent de la Campagne de pacification rurale. Wang Jingwei ne manquait ainsi jamais de rappeler, dans ses discours sur le sujet, que pour « purifier les campagnes il faut d'abord purifier les esprits [*qingxiang xian yao qingxin* 清鄉先要清心] », notamment dans la fonction publique qu'il appelait déjà à « épurer de ses bureaucrates corrompus [*qingchu tan guan wu li* 清除貪官污吏] » (Pan Min, *Jiangsu Riwei jiceng zhengquan...*, *op. cit.*, p. 32).

⁵ « Xinguomin yundong gangyao 新國民運動綱要 (Programme du Mouvement des nouveaux citoyens) », 1^{er} janv. 1942, in *WGQY*, p. 371.

⁶ Concept forgé par Yuan Shu selon qui les quatre piliers du « wangjingweïsme » étaient : le tridémisme, le panasianisme de Sun Yat-sen, le pacifisme et le pragmatisme (*shijian* 實踐) (Ling Gong 凌恭, « Wang Jingwei zhuyi yu Xin guomin yundong 汪精衛主義與新國民運動 (Le wangjingweïsme et le Mouvement des nouveaux citoyens) », *Qingxiang xinbao* 清鄉新報, 9 avril 1942, *WGQY*, p. 381-383). Yuan Shu étant un agent infiltré de Yan'an, on peut se demander s'il ne fit pas volontairement un excès de zèle afin de décrédibiliser le régime de Nanjing (voir sa notice, Annexe 3). Hwang Dongyoun, qui manque d'informations sur Yuan Shu, se lance dans un long développement sur cette doctrine pensée, selon lui, pour remplacer l'idéologie GMD existante (Hwang, « Wang Jingwei, the Nanjing Government... », *op. cit.*, p. 296 sq.).

Il prit toute son importance à partir du milieu de l'année 1942 dans le contexte de la guerre du Pacifique. Si le Mouvement des nouveaux citoyens fut élaboré avant l'attaque de Pearl Harbor, qui prit les dirigeants chinois de court, il se développa en effet dans la perspective de l'entrée en guerre de Nanjing aux côtés du Japon ; participation symbolique d'un point de vue militaire mais dont on a vu qu'elle s'accompagna d'une redéfinition de la politique de collaboration et d'une refonte des institutions. Désireux de prouver à Tokyo sa capacité à mobiliser la population chinoise dans l'effort de guerre, le gouvernement de Wang Jingwei transforma alors le Mouvement des nouveaux citoyens en une véritable organisation de masse¹. Cette mobilisation prit la forme d'un embrigadement généralisé qui visa d'abord les jeunes et les fonctionnaires.

À la manière des Jeunesses hitlériennes, du scoutisme ou encore du Komsomol, les jeunes Chinois en zone occupée intégrèrent différents corps divisés selon l'âge : les *Zhongguo tongzi jun* 中國童子軍 pour les 11-15 ans et les *Zhongguo qingnian tuan* 中國青年團 pour les 15-25 ans².

L'autre priorité du Mouvement fut donc de rééduquer les agents de l'État, civils comme militaires. Dans son programme promulgué le 1^{er} janvier 1942, on pouvait ainsi lire :

il est nécessaire que, dans les plus brefs délais, les malversations soient supprimées et les mœurs administratives purifiées³. Chaque fonctionnaire et chaque soldat doit naturellement se voir assurer un certain niveau de vie, mais il ne doit en aucun cas prendre prétexte de ses difficultés pour se livrer à la corruption et à la prévarication [*tanwu duzhi* 貪污瀆職]. Nous devons nous montrer sans pitié, quitte à sacrifier un individu pour le bien de tous⁴. Les fonctionnaires corrompus et prévaricateurs doivent être traités comme des criquets [*huangchong* 蝗蟲] : il faut les exterminer [*miejue* 滅絕] sans la moindre indulgence.⁵

Le discours en direction des fonctionnaires ne fut cependant pas uniquement répressif puisque l'un des principaux axes du Mouvement consista à faire d'eux l'avant-garde de cette nouvelle

¹ Alors que celui-ci ne devait être, à l'origine, qu'un programme de rééducation, il se dota d'une bureaucratie importante (Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 189).

² *Ibid.*, p. 224-244. Les Corps des jeunesses formés par les gouvernements de collaboration sont traités dans les deux derniers chapitres de Kristin Mulready-Stone, *Mobilizing Shanghai Youth: CCP Internationalism, GMD Nationalism and Japanese Collaboration, 1920-1943*, New York, Routledge, 2015. Adoptant une approche comparative, l'auteur traite de la mobilisation des jeunes à Shanghai par le PCC, le GMD et les gouvernements pro-japonais successifs. Elle montre notamment le rôle central que ces organisations jouèrent dans la mise en place des structures locales de gouvernement telles que le *baojia*. Ces chapitres pèchent cependant par la méconnaissance dont semble faire preuve l'auteur quant au contexte politique après la fondation du gouvernement de Wang Jingwei. Elle ne fait ainsi à aucun moment référence au Mouvement des nouveaux citoyens. Il n'est donc pas étonnant qu'elle ait du mal, comme elle l'avoue elle-même (p. 181), à expliquer l'arrêt brutal du Corps des jeunesses de l'ancien Gouvernement réformé (*Zhonghua qingnian tuan* 中華青年團) au printemps 1942. La prise en compte des rivalités existant entre le groupe de Wang Jingwei et les anciens dirigeants du Gouvernement réformé restés en place – en l'occurrence, le ministre de l'Intérieur Chen Qun – lui aurait permis de mieux comprendre le processus par lequel les différentes organisations de masse se chevauchèrent et se succédèrent.

³ [*bijue fengqing* 弊絕風清] : citation du précurseur du néo-confucianisme Zhou Dunyi 周敦頤 (1017-1073).

⁴ [*yi jia ku he ru yi lu ku* 一家哭何如一路哭] : litt. « mieux vaut faire pleurer une famille que tout le monde ». Formule attribuée par Zhu Xi au ministre Fan Zhongyan 范仲淹 (989-1052).

⁵ *WGQY*, p. 373. Les métaphores entomologiques reviennent à toutes les époques dans le discours dénonçant la corruption des fonctionnaires (cf. les « mouches » de Xi Jinping). Du reste, il arriva que les masses chinoises soient mobilisées contre de véritables insectes, comme lors de la Campagne des quatre nuisibles (*chu si hai yundong* 除四害運動) durant le Grand bond en avant (1958-1962).

citoyenneté. La répression ne disparut pas pour autant, puisque cette exigence de pureté passa par une redéfinition des procédures de contrôle internes à l'administration. Au système hiérarchique traditionnel devait se substituer une surveillance panoptique, partie prenante de la mobilisation de masse.

Le fonctionnaire en parangon de vertu

Si vertu et répression étaient indissociables, l'accent mis sur le rôle de modèle que devaient assumer les agents de l'État traduisait une propagande à deux niveaux. Vis-à-vis de la population, ce discours démontrait la volonté du gouvernement de mettre un terme aux exactions commises en son nom. Vis-à-vis des fonctionnaires, elle atténuait l'impression que pouvaient avoir ces derniers d'être utilisés comme boucs émissaires en les valorisant. Dans un éditorial, le *Quotidien du Jiangsu* écrivit ainsi que :

Les fonctionnaires servent de modèles au peuple [*minzhong de mofan* 民眾的模範]. Ils sont les pionniers dans la réforme de la société [*gaizao shehui de xianfeng* 改造社會的先鋒]. Leurs paroles et leurs actions ont, sur le peuple tout entier, une influence profonde [*zhi shen qie ju* 至深且鉅]. Aussi les fonctionnaires doivent-ils, les premiers, être résolus à mettre en pratique le Mouvement des nouveaux citoyens.¹

Il était demandé aux agents de « se dominer et de se respecter »². En effet, leur rôle de modèle passait d'abord par un perfectionnement personnel étendu ensuite à l'ensemble de la population selon une logique toute confucéenne³ :

Outre une attention redoublée à leur conduite en privé, ils doivent faire encore plus attention en public à ne pas se montrer négligents [*bu ke mahu* 不可馬虎]. Corruption et travail bâclé [*fuyan seze* 敷衍塞責] sont à prohiber absolument.⁴

La mise en pratique de ce cercle vertueux n'était toutefois pas laissée au bon vouloir des agents. Elle prit la forme de « groupes de fonctionnaires pour la promotion du Mouvement des nouveaux citoyens » (*gongwuyuan xinyun cujintuan* 公務員新運促進團) dans les zones de pacification rurale du Jiangsu qui furent l'épicentre de la mobilisation⁵. Ces groupes étaient destinés à encadrer la rééducation des fonctionnaires et de la population, mais aussi à purger les rangs de

¹ « Cong gongwuyuan zuo qi 從公務員做起 (Commençons par les fonctionnaires) », *JR*, 15 avril 1942, p. 1.

² « Gongwuyuan ying shushen zihao 公務員應束身自好 (Les fonctionnaires doivent se dominer et se respecter) », *JR*, 15 sept. 1942, [s.p.].

³ Le discours prononcé le 11 février 1942 par Chen Qun sur « le Mouvement des nouveaux citoyens et la politique intérieure » s'ouvrait ainsi par une référence à la *Grande étude* faisant du « perfectionnement de soi [*shenxiu* 身修] » le germe devant produire un pays bien administré et pacifié (art. cit., *NG*, n°23, p. 29).

⁴ « Xinyun yu gongwuyuan 新雲與公務員 (Le Mouvement des nouveaux citoyens et les fonctionnaires) », *JR*, 2 sept. 1942, [s.p.]. Cf. le discours de Chen Gongbo soulignant la dimension individuelle du Mouvement mais aussi la conduite exemplaire attendue des agents vis-à-vis de la population (« Gongwuyuan ying wei renmin de biaoshuai 公務員應為人民的表率 (Les fonctionnaires doivent servir d'exemple au peuple) », nov. 42, in Chen Gongbo, *Chen Gongbo xiansheng sanshi sayi...*, op. cit., p. 155-157).

⁵ Voir partie 5.3.1.3.

l'administration de ses mauvais éléments. Cette campagne interne se basa en particulier sur un « décret pour la dénonciation des fonctionnaires corrompus et fainéants » (*jianju tanwu duzhi jifuyan seze gongwuyuan shishi banfa* 檢舉貪污瀆職及敷衍塞責公務員實施辦法) promulgué par le gouvernement provincial du Jiangsu. En vertu de ce décret,

chaque membre des groupes [de promotion du Mouvement des nouveaux citoyens] a pour responsabilité d'enquêter minutieusement sur les fonctionnaires du gouvernement provincial et des bureaux dépendant de lui afin de savoir si certains se livrent à la corruption ou se montrent négligents dans leur travail. [...] Si [de tels comportements] étaient découverts, il faudra agir de manière strictement confidentielle et avec rapidité, en faisant un rapport à son groupe qui sera ensuite transmis aux organes concernés¹.

Il était demandé à ces « inspecteurs » de se montrer « impartiaux et incorruptibles [*gongzheng lianjie* 公正廉潔] », et de ne pas « accuser faussement par esprit de rancune [*xiexian wukong* 挾嫌誣控] », sous peine de « recevoir le châtement dû au crime de la personne faussement accusée [*fanzuo* 反坐] »². Ces précautions disaient bien le risque de l'entreprise et l'idéologie particulière qu'elle recouvrait. Une initiative locale du bureau du GMD à Suzhou alla dans le même sens en instaurant une « ligue des fonctionnaires » (*gongwuyuan tongmeng* 公務員同盟)³. Le gouvernement du Jiangsu publia même des annonces appelant directement les fonctionnaires à se dénoncer entre eux :

En cas d'enfreinte au Mouvement des nouveaux citoyens par un fonctionnaire du gouvernement provincial : si l'avertissement confidentiel [*mimi jinggao* 秘密警告] n'est pas suivi, écrire au gouverneur Li [Shiqun] pour qu'il sévise⁴.

Le système de dénonciation des fonctionnaires corrompus n'était certes pas nouveau en Chine⁵. Néanmoins, la mobilisation de masse dans le cadre duquel devait s'effectuer la lutte anti-corruption lui conférait une nature différente. La purification totale du corps administratif passait par une surveillance de tous par tous et non plus, seulement, par un système de contrôle

¹ « Shengfu xinyuntuan ji jiang shishi jianju tanwu gongwu ren yuan 省府新運團即將實施檢舉貪污公務人員 (Les groupes de promotion du Mouvement des nouveaux citoyens vont dénoncer les fonctionnaires corrompus) », *JR*, 2 sept. 1942, [s.p.].

² *Ibid.*

³ « Dingding zixiu san yuance zuzhi gongwuyuan tongmeng 訂定自修三原則 組織公務員同盟 (Établissement des trois principes de perfectionnement de soi et formation d'une ligue des fonctionnaires) », *Minguo ribao*, 22 oct. 1940, [s.p.].

⁴ « Shengfu gongwuyuan ru weifan xinyun... 省府公務員如違反新運 (Si un fonctionnaire du gouvernement provincial enfreint le Mouvement des nouveaux citoyens...) », *JR*, 12 oct. 1942, [s.p.]. Le même encadré annonçait que des « équipes d'inspection du Mouvement des nouveaux citoyens » (*xinyun jianchadui* 新運檢查隊) seraient établies pour superviser ce contrôle, sans que l'on sache très bien en quoi elles se différencieraient des « groupes pour la promotion » du Mouvement (*ibid.*).

⁵ Les institutions disciplinaires seront présentées dans la partie 6.3. Nous cherchons ici à comprendre comment un nouveau discours sur les fonctionnaires se formalisa dans le cadre de cette campagne de masse. Les châtements réellement infligés aux fonctionnaires seront traités dans la partie 6.3. Si discours et pratiques ne peuvent pas toujours être clairement distingués, il convient de faire, par exemple, la part entre les lois (discours) et leur application effective (pratique).

traditionnel fondé sur le censorat et l'évaluation des agents par leurs supérieurs¹. Le décret du 2 septembre dressait la liste des méfaits à dénoncer :

1. Détourner des fonds publics [*qintun gongkuan* 侵吞公款].
2. Utiliser des fonds publics pour spéculer [*touji* 投機].
3. Toucher des pots-de-vin [*huilu* 賄賂].
4. Commettre des malversations [*wubi* 舞弊] dans la levée des impôts.
5. Profiter de sa position pour s'approprier les biens de la population [*zhaqu caiwu* 詐取財物].
6. Provoquer des souffrances dans la population en se montrant partial dans le règlement d'une affaire.
7. Laisser ses subordonnés extorquer la population [*fangzong buxia qiaozha* 放縱部下敲詐].
8. Lever un impôt local pour son propre intérêt sans autorisation du gouvernement [...].
9. Consommer de l'opium ou d'autres drogues.
10. Mal se comporter en privé [*si shenghuo bu jian* 私生活不檢].
11. Manquer d'efficacité dans son travail et faire preuve de négligence [*fuyan seze* 敷衍塞責].²

Nous ne revenons pas sur la question de l'efficacité administrative dont il a déjà été question à propos des réformes institutionnelles visant à résoudre ses causes systémiques. La différence ici est que cette question est posée à travers son facteur humain : dans ce discours, la crise de l'État ne découlait pas seulement de la disposition de ses rouages mais des rouages eux-mêmes. Sur ce point, le Mouvement des nouveaux citoyens cherchait à répondre à une critique très répandue dans les milieux japonais (et non dénuée d'un mépris confinant au racisme) sur la paresse ou du moins le manque d'efficacité des fonctionnaires chinois³. Il devait ainsi permettre à Nanjing de se débarrasser définitivement des mauvais fonctionnaires dont la multiplication avait été favorisée par l'occupation⁴.

Hormis les méfaits directement liés à l'exercice d'une charge publique (1-7 et 11), cette liste stigmatisait les fonctionnaires coupables de vices privés, à commencer par la consommation d'opium.

¹ Nous avons dit que les effectifs de ces groupes (3 988 personnes réparties en 53 groupes pour la seule zone de pacification de Suzhou) témoignaient d'une mobilisation très large au sein de la fonction publique (y compris à ses échelons semi-bureaucratiques) et non pas limitée à un corps d'élite vertueux au sein de chaque organe administratif. Ce système de contrôle introduisait l'idée d'une surveillance entre agents de même niveau. Cette volonté de contrôle par la surveillance mutuelle n'était pas totalement inédite comme le montre la promulgation, le 20 août 1941, d'un « décret provisoire de garantie mutuelle pour le personnel du ministère de l'Intérieur et des organes dépendant de lui » (*neizhengbu ji fushu jiguan zhiyuan lianbao zanxing banfa* 內政部及附屬機關職員聯保暫行辦法). Il s'appliquait aux agents de rangs *jianren-jianren-weiren* (hors *teren* donc) et visait à s'assurer qu'ils « observeraient scrupuleusement la politique gouvernementale [*guoce* 國策] et se dévoueraient corps et âme à leur charge [*jinzhong zhishou* 盡忠職守] ». Chaque fonctionnaire devait trouver au moins deux garants parmi ses collègues qui recevraient la même punition que lui en cas d'infraction (NG, n°17, p. 30). Ce système de responsabilité et de surveillance mutuelles n'était pas sans rappeler le *baojia*.

² « Shengfu xinyuntuan ji jiang shishi jianju... », art. cit.

³ Dans son éditorial du 1^{er} mai 1944, le *Tairiku shinpō* pointa ce travers résumé par l'adage chinois « se réunir sans décider, décider et ne pas appliquer [*yi er bu jue, jue er bu xing* 議而不決, 決而不行] » (Hori, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 40).

⁴ La mobilisation de masse palliait ainsi les manquements de la « voie régulière » analysée dans le chap. 5.

6.1.2.3. Opium, frugalité et uniforme : aspects de la mobilisation

Haro sur les fonctionnaires opiomanes

Avant de voir de quelles manières et à quelles fins la figure du fonctionnaire fut associée à la lutte contre l'opium, il est nécessaire de présenter très brièvement la place centrale qu'occupait cette drogue dans le fonctionnement de l'État d'occupation. Dès sa création, ce dernier fut financé, dans une large mesure, grâce aux revenus du trafic d'opium contrôlé par les autorités d'occupation, en l'occurrence le Kōa.in à partir de 1939¹. Sur ordre des Japonais, le Gouvernement réformé abrogea, le 31 décembre 1938, les lois de prohibition totale de 1936 et établit un Bureau général de suppression de l'opium (*jiieyan zongju* 戒煙總局) en mars 1939². Il suivait en cela un modèle déjà éprouvé en Chine consistant à contrôler les revenus de l'opium à travers des institutions destinées (en principe) à en limiter la consommation³. En mai 1939, le Kōa.in créa une structure spécifiquement dédiée à la gestion de ce monopole : la Société de bienfaisance Hongji (*hongji shantang* 宏濟善堂)⁴. Ce système se perpétua sous le gouvernement de Wang Jingwei qui, le 24 septembre 1940, abolit à son tour la loi de 1936 rétablie en vertu du « retour à la capitale ». Dans le même temps, le Comité politique central ordonna aux tribunaux de traiter la consommation de stupéfiants selon le code pénal ordinaire⁵. Cette politique volontairement laxiste visait à ne pas entraver la vente d'opium dont le régime tirait une partie de ses ressources fiscales⁶ mais dont l'essentiel des gigantesques bénéfices était consacré à l'achat du matériel nécessaire à l'effort de guerre nippon⁷. Le monopole de l'armée japonaise sur l'opium fut pourtant remis en cause par le gouvernement de Nanjing en 1943, sous la pression notamment des campagnes de masse lancées dans le cadre du Mouvement des nouveaux citoyens⁸.

L'un des aspects de cette mobilisation avait trait à la réforme des fonctionnaires. Le discours produit à ce sujet touchait entre autres, on l'a dit, aux vices privés de ces derniers, parmi

¹ Nous avons présenté cette organisation gouvernementale japonaise dans la partie 1.3.1.1.

² Kobayashi, « An Opium Tug-of-War », art. cit., p. 345 (sur le Gouvernement réformé, voir le chap. précédent par Brook). Ces lois de 1936 avaient été promulguées dans le cadre d'un « plan de six ans » (1935-1940). Sur ce plan, voir Xavier Paulès, *L'Opium : une passion chinoise (1750-1950)*, Payot, 2011, p. 162-172.

³ *Ibid.*

⁴ Celle-ci vendit de l'opium importé d'Iran puis du Mengjiang (Kobayashi, « An Opium Tug-of-War », art. cit., p. 345). On trouvera une excellente présentation du système Kōa.in-Hongjin dans Martin, « In my Heart I Opposed Opium : Opium and the Politics of the Wang Jingwei Government 1940-45 », *European Journal of East Asian Studies*, vol. 2, n°2, 2003, p. 367-386.

⁵ *Ibid.*, p. 349.

⁶ Sur les différentes taxes comprises dans cet impôt, voir Pan Jian, *Wang weizhengquan caizheng yanjiu*, op. cit., p. 96-98.

⁷ Kobayashi, « An Opium Tug-of-War », art. cit., p. 350-352.

⁸ Le lancement de ce dernier à l'hiver 1941-1942 fut contemporain de l'apparition d'un débat sur la suppression de l'opium lors du 4^e plénum du GMD de Nanjing, en décembre 1941 (Martin, « In my Heart I Opposed Opium », art. cit., p. 385). Si Martin a raison d'affirmer que ce débat ne déboucha pas sur une remise en cause du système Kōa.in-Hongjin avant 1943, on peut penser qu'il influa sur la place que prit, dès le milieu de l'année 1942, la lutte contre la consommation d'opium dans le Mouvement des nouveaux citoyens.

lesquels la consommation d'opium occupait une place particulière en raison de la portée symbolique qu'elle avait acquise dans le discours nationaliste chinois dont se réclamait Nanjing¹. Pourtant, la promulgation d'une loi par le gouvernement central spécifiquement dédiée à la consommation d'opium par les fonctionnaires n'intervint qu'en mars 1944, alors même que le Mouvement des nouveaux citoyens avait vu se renforcer, à partir de juin 1942, un discours critiquant cette consommation. C'était en particulier le cas à Suzhou, grand pôle administratif mais aussi – les deux étaient liés – capitale provinciale de l'industrie des loisirs qui connut un fort essor durant l'occupation². Si ce discours n'était pas absent avant cette date³, il prit une ampleur inédite avec le lancement effectif du Mouvement des nouveaux citoyens à Suzhou dans la seconde moitié de l'année 1942⁴. Le *Quotidien du Jiangsu* multiplia les éditoriaux exigeant que les lois d'avant-guerre soient appliquées, en particulier à l'encontre des fonctionnaires qui étaient tenus responsables du développement du secteur des fumeries d'opium à Suzhou⁵. Désireux de ne pas froisser les Japonais et d'afficher son soutien à leur cause, le gouvernement de Nanjing insistait dans cette propagande sur le lien entre le fléau de l'opium et l'impérialisme anglo-saxon dont la « guerre de la Grande Asie » devait libérer la Chine. Le 29 août 1942, la municipalité de la capitale organisa ainsi un grand rassemblement pour le centenaire du Traité de Nanjing, au cours duquel Wang Jingwei prononça un discours rappelant comment la Grande-Bretagne avait introduit l'opium de sa colonie indienne en Chine⁶. La population avait toutefois le sentiment

¹ Ce discours présentait l'opium comme une arme utilisée par les puissances impérialistes pour profiter économiquement de la Chine mais aussi pour affaiblir physiquement son peuple. À partir des années 1930, il visa particulièrement le Japon qui fut accusé de mener sciemment une « politique d'empoisonnement (*duhua zhengce* 毒化政策). Ce dernier aspect fut bien-sûr escamoté par la propagande anti-opium du gouvernement de Wang Jingwei. Sur la place de l'opium dans les relations de la Chine avec les puissances, voir Paulès, *L'Opium, op. cit.*, p. 59-93.

² Voir Wu Jen-shu, *Jiehou tiantang, op. cit.*

³ Voir par exemple cet entrefilet au sujet de Feng Shuluan, magistrat du district de Runie et célèbre critique de théâtre dont il a déjà été question. Alors qu'il suivait la cinquième session du stage de formation des *xianzhang* en poste du ministère de l'Intérieur, Feng avait été exclu pour avoir fumé de l'opium. Une procédure était en cours auprès du Yuan exécutif pour décider de son sort. La dépêche rappelait que « L'influence délétère de l'opium fait grincer des dents de colère la population. La consommation de l'opium par les fonctionnaires est une violation de la loi. Le gouvernement a réitéré des ordres en ce sens [*san ling wu shen* 三令五申] [...] sans quoi [les fonctionnaires] ne peuvent prétendre servir de modèle au peuple [*wei renmin biaoshuai* 為人民表率] » (« Rugao xianzhang xidu bei ge 如皋縣長吸毒被革 (Le magistrat de district de Rugao destitué pour avoir fumé de la drogue) », *JR*, 26 avril 1942, p. 1).

⁴ Wu Jen-shu, « Kangzhan shiqi lunxian hou Suzhou de xian yu yanguan 抗戰時期淪陷後蘇州的吸煙與煙館 (Consommation et fumeries d'opium à Suzhou sous l'occupation pendant la guerre de résistance) », papier présenté le 6 nov. 2015 à l'Institut d'histoire moderne, Academia sinica, p. 20 (repris dans Idem, *Jiehou tiantang, op. cit.*, chap. 6).

⁵ *Ibid.*, p. 20 et 22. Suzhou concentrait un grand nombre de fonctionnaires car la ville abritait le gouvernement provincial du Jiangsu, celui du district de Wuxian mais également les nombreux agents travaillant pour le Comité de pacification rurale. Cette particularité explique, selon Wu Jen-shu, que ce soit à Suzhou que les critiques contre l'opium aient été les plus fortes (*ibid.*).

⁶ *WZQS*, p. 1578. Voir « Ahen sensō hyaku shūnen han.ei kōa taikai 阿片戰爭百周年反英興亞大会 (Grande réunion pour le centenaire de la Guerre de l'opium et l'essor de l'Asie orientale contre la Grande-Bretagne) », Nichiei, 1942, <https://www.youtube.com/watch?v=oi3AVI_YYcs> (consulté le 15 décembre 2016).

qu'il existait deux poids deux mesures dans la répression des fumeurs, comme en témoignait l'adage « les fonctionnaires fument, le peuple trinque » (*guanxi minjin* 官吸民禁)¹. En effet, la confidentialité à laquelle étaient tenus les membres des groupes pour la promotion du Mouvement des nouveaux citoyens n'empêcha pas que la presse se fasse l'écho des descentes menées dans les établissements de la ville au cours desquelles de nombreux fonctionnaires furent pris la pipe aux lèvres. Dans sa rubrique « bref commentaire » (*xiaoping* 小評), le *Quotidien du Jiangsu* revient ainsi sur l'un de ces coups de filet durant une « semaine du Mouvement des nouveaux citoyens pour donner l'exemple » (*xinyun shifan zhou* 新運示範週) :

La population ne peut qu'être indignée [*tongxin* 痛心] en entendant le nombre extrêmement élevé des insignes et papiers d'identité appartenant à des fonctionnaires confisqués parmi les personnes détenues pour avoir enfreint la loi. [...] [On rapporte que] dans l'une des grandes fumeries d'opium de la ville, des fonctionnaires et des fumeurs sans permis [*wuzhao yanmin* 無照煙民] consomment ensemble. Certains fonctionnaires, entre deux bouffées [*tunyun tuwu* 吞雲吐霧], discutent à haute voix des affaires administratives quelle que soit leur importance [*shiwujuxi* 事無鉅細]. [...] Les fonctionnaires qui fument de l'opium sont déjà en infraction avec la loi. Mais ils vont ici jusqu'à parler des affaires de leur bureau en fumant, alors même que des agents ennemis² se sont peut-être mêlés à eux pour récolter des renseignements. Leur crime est donc tel qu'il menace le Mouvement de paix. Face à ces agissements, nous [*wuren* 吾人] sommes profondément indignés [*wanfen fenkai* 萬分憤慨].³

On note que le discours à propos des fonctionnaires fumeurs d'opium ne portait ici pas tant sur leur décadence physique que sur les risques qu'ils faisaient courir au gouvernement de Wang Jingwei en fréquentant les fumeries. Cet accent particulier participait de la paranoïa propre à l'esprit d'embrigadement encouragé par le Mouvement. Il témoignait également d'une façon spécifique de dénoncer la consommation d'opium. Cette dernière était présentée comme le symbole d'une dissolution des mœurs dans les lieux de plaisir contraire à l'idéal de frugalité dont il sera question plus bas. Ce discours différait, en cela, de la propagande anti-opium telle qu'elle s'était développée avec succès avant-guerre⁴.

Cette campagne vertueuse menée par des fonctionnaires contre d'autres fonctionnaires ne visait pas uniquement l'opium mais aussi le jeu et la prostitution⁵. Quelques jours plus tôt, le *Quotidien du Jiangsu* illustre ainsi l'importance du contrôle de soi chez les agents de l'État en rapportant

¹ *Ibid.*, p. 22. C'est du moins ce qu'affirmait la presse de Suzhou qui se voulait le relais de cette colère populaire.

² [*zeiwei fenzi* 賊偽份子]. Le premier caractère est illisible mais on peut supposer qu'il est question des agents communistes (les bandits) et de ceux de Chongqing (les fantoches).

³ « Yanjin gongwuyuan xian 嚴禁公務員吸煙 (Une interdiction rigoureuse de la consommation d'opium par les fonctionnaires) », *JR*, 18 sept. 1942, [s.p.].

⁴ Celle-ci, explique Xavier Paulès, était fondée sur un « système de péjoration » associant à l'opium des images de mort et de pauvreté, notamment à travers une iconographie de l'opiomane comme « homme-crâne » au corps squelettique alors même que la majorité des fumeurs ne subissait pas d'amaigrissement notable et s'astreignait à une consommation raisonnable, c'est-à-dire ne conduisant pas à la dépendance (Paulès, *Histoire d'une drogue en sursis : l'opium à Canton, 1906-1936*, éd. de l'EHESS, 2010, p. 222-238).

⁵ Ces trois vices étaient étroitement liés puisque l'on pouvait fumer de l'opium dans les hôtels et autres maisons closes (Wu Jen-shu, « Kangzhan shiqi lunxian hou Suzhou de xian... », art. cit., p. 23).

que plus de 56 fonctionnaires avaient été appréhendés par les groupes de promotion dans des salles de bal et des hôtels, « parmi lesquels figureraient, selon la rumeur [*fengwen* 風聞], plusieurs hauts fonctionnaires du gouvernement central arrivés la veille à Suzhou »¹.

Ce discours produit par la presse locale ne visait toutefois pas à prendre en défaut le gouvernement central mais bien à en diffuser la propagande². Le comité de rédaction du *Quotidien du Jiangsu* émanait en effet directement du ministère de la Propagande de Lin Bosheng qui était l'un des principaux dirigeants du Mouvement des nouveaux citoyens³. De manière attendue, ce discours avait pour objectif de renforcer la légitimité du gouvernement en démontrant qu'il était déterminé à assainir ses rangs et qu'il entendait le mécontentement populaire. Tout aussi classique était le dilemme auquel il était confronté. Comme pour d'autres régimes avant-guerre, le trafic d'opium était en effet une source de financement indispensable au fonctionnement du gouvernement de Nanjing mais il avait un « coût politique »⁴ rendant nécessaire sinon une répression effective, du moins son apparence. La situation d'occupation aggravait ce dilemme en même temps qu'il le compliquait : le revenu tiré de l'opium constituait la base même sur laquelle les gouvernements de collaboration s'étaient développés et le monopole japonais sur ce trafic limitait la marge de manœuvre de la composante chinoise dans la recherche d'un équilibre entre répression et optimisation des profits. Cette situation évolua en 1943 avec la « nouvelle politique chinoise ». Le 18 juin, le président de la Compagnie pour le développement de la Chine centrale, Takashima Kikujirō 高島菊次郎 (1875-1969), annonça à Zhou Fohai qu'il avait convaincu le premier ministre Tōjō Hideki de la nécessité de transférer le contrôle des revenus de l'opium à Nanjing⁵. Il est difficile de déterminer dans quelle mesure les différents acteurs japonais de l'État d'occupation étaient désireux de suivre cette nouvelle ligne ; notamment parmi les militaires sur place et les actionnaires de la Société Hongji, qui n'avaient pas forcément les mêmes priorités que

¹ « Gongwuyuan ying shushen zihao », art. cit. Depuis juillet, les fonctionnaires de Suzhou avaient interdiction de fréquenter les salles de bal. Les propriétaires de ces dernières encourraient une peine sévère s'ils ne dénonçaient pas leurs clients issus de la fonction publique (« Lixing xinyun ! Dangyuan ji gongwuyuan jin zhi shezu wuchang 厲行新運！黨員及公務員禁止涉足舞場 (Mettons en application le Mouvement des nouveaux citoyens ! Les membres du GMD et les fonctionnaires ont l'interdiction de mettre les pieds dans les salles de bal) », *JR*, 14 juill. 1942, [s.p.]). Pour une présentation des *wuchang* comme lieux de sociabilité et comme enjeu politique, voir Andrew David Field, *Shanghai's Dancing World: Cabaret Culture and Urban Politics, 1919-1954*, Hong Kong, Chinese University press, 2010, notamment chap. 6-7.

² Cette rhétorique avait été conçue dans le but de diffuser efficacement un message cohérent, comme en témoigne l'usage systématique des mêmes formules, par exemple « les paroles et les gestes des fonctionnaires ont une grande influence sur la population » ou « nous ne pouvons être que profondément indignés ».

³ Il était en effet secrétaire général du Comité pour la promotion du Mouvement des nouveaux citoyens (Hori, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 224). En octobre 1941, le ministère de la Propagande prit le contrôle des journaux de province en les rebaptisant. C'est ainsi que le *Suzhou xinbao* devint le *Jiangsu ribao* (*WZQS*, p. 892). Sa rédaction fut notamment dirigée par Feng Jie (*ZKD*, p. 289-290).

⁴ Paulès, *Histoire d'une drogue en sursis*, *op. cit.*, p. 129.

⁵ Kobayashi, « An Opium Tug-of-War », art. cit., p. 353. Cette évolution tenait en grande partie du contexte politique au Japon où l'implication de l'armée dans le trafic d'opium faisait de plus en plus scandale et fragilisait la position de Tōjō vis-à-vis de la Diète (Martin, « In my Heart I Opposed Opium », art. cit., p. 388).

Tokyo, et que les conseillers économiques du gouvernement de Wang Jingwei. Dans son journal personnel, Zhou Fohai fait, en tous cas, état des résistances que rencontrèrent les dirigeants chinois de Nanjing et leurs soutiens parmi les milieux diplomatiques et économiques japonais en Chine dans leur entreprise visant à soustraire le monopole de l'opium à la Société Hongji¹. Dans ce contexte, les campagnes de masse du Mouvement des nouveaux citoyens servirent à faire pression sur les Japonais afin d'accélérer ce transfert. C'est du moins l'une des explications possibles du Mouvement des trois interdits (*san jin yundong* 三禁運動, à savoir l'interdiction de l'opium, de la danse et du jeu)². Lors de cette campagne, les corps de jeunesse de Lin Bosheng saccagèrent les fumeries d'opium de Nanjing lors des grandes manifestations qui secouèrent les rues de la capitale en décembre 1943 avant de s'étendre à d'autres villes comme Shanghai et Hangzhou. Quoi qu'il en soit, le gouvernement de Nanjing parvint effectivement à rétablir une souveraineté chinoise sur l'opium. La Société Hongji cessa de fonctionner en décembre 1943 et fut dissoute fin février 1944. Au même moment, le Yuan exécutif lança un nouveau plan de prohibition courant de 1944 à 1946 censé poursuivre celui de 1935-1940 et attribua la régie du commerce d'opium à un Bureau général de répression³.

Ces développements expliquent donc le retard que prit la formalisation législative de la répression anti-opium en direction du personnel administratif. Il fallut en effet attendre le 11 mars 1944, près de deux ans après le lancement des campagnes anti-opium en juin 1942, pour qu'une loi spécifiquement dédiée à ce problème soit promulguée au niveau central : le « décret sur l'échéance à laquelle les fonctionnaires devront renoncer à l'opium » (*gongwuyuan xianqi jieyan banfa* 公務員限期戒煙辦法)⁴. Celui-ci stipulait que chaque fonctionnaire opiomane aurait deux semaines à compter du 29 mars 1944 pour remettre à son supérieur l'engagement écrit qu'il ne consommerait plus aucune drogue (opium, morphine, cocaïne, héroïne)⁵. Par ailleurs, trois collègues de rang *jianren* ou supérieur devaient se porter garants pour lui. S'il était repris à consommer de la drogue, il serait révoqué de même que ses garants. Seuls les fonctionnaires

¹ Kobayashi, « An Opium Tug-of-War », art. cit., p. 353.

² Mark S. Eykholt, « Resistance to Opium as a Social Evil in Wartime China », in Brook, Wakabayashi (dir.), *Opium Regimes*, op. cit., p. 359-379. Cette mobilisation a donné lieu à des interprétations contradictoires sur lesquelles Horii revient avant de prendre une position qui emprunte à chacune d'elles : les manifestations anti-opium furent à la fois un moyen de gagner le soutien de la population mais aussi de faire pression sur la composante japonaise de l'État d'occupation pour qu'elle rende au régime de Nanjing les revenus du trafic d'opium. Dans le même temps, cette mobilisation profita également au PCC qui cherchait à étendre son réseau dans les milieux étudiants (*ibid.*, p. 247-249).

³ Kobayashi, « An Opium Tug-of-War », art. cit., p.354. Sur la lutte de factions autour du contrôle de la régie de l'opium au sein du gouvernement de Nanjing à partir de 1944, voir la notice consacrée à Mei Siping dans l'Annexe 3. Sur les différentes institutions chargées d'appliquer cette politique, voir Martin, « In my Heart I Opposed Opium », art. cit., p. 395 sqq.

⁴ ZG, n°614, p. 2-3.

⁵ Elle s'inscrit dans une loi de réglementation générale de l'opium dont Pierre Salade nota qu'elle « entrerait en vigueur le 30 mars, jour anniversaire du retour à Nankin du gouvernement actuel. Cette loi présente donc un caractère de propagande » (« Note sur la situation politique en Chine, février 1944 », p. 6, ADF 77).

recevant un traitement médical à base d'opium en raison de leur âge ou de problèmes de santé étaient exemptés, à condition qu'ils fournissent un justificatif. Les agents dépendants à l'opium pouvaient cesser de travailler durant la période de sevrage tout en continuant à toucher leur salaire¹. La veille de la promulgation, le ministère de l'Intérieur organisa une conférence de presse afin de présenter ces mesures dont l'objectif était d' « éradiquer l'usage des stupéfiants [*suqing yandu* 肅清煙毒] »². Ces mesures s'inspiraient directement de celles du plan de prohibition lancé par le Gouvernement nationaliste à la veille de la guerre, mais aussi des mesures locales déjà prises par le gouvernement provincial du Jiangsu³. À la pointe de la lutte anti-opium, l'administration de Suzhou mit rapidement en œuvre ces mesures dans ses rangs et fit fermer toutes les fumeries d'opium de la ville et des environs, comme ne manqua pas de le rapporter la presse locale dans de nombreux articles⁴.

Le cas de l'opium montre que le discours stigmatisant les mauvais fonctionnaires pendant le Mouvement des nouveaux citoyens était partie prenante d'enjeux bien plus larges (politiques et économiques notamment). L'intense propagande autour de cette question précéda et accompagna des campagnes de répression recourant aux techniques de la mobilisation de masse. Cette politique visait d'abord à renforcer la légitimité du gouvernement de Nanjing aux yeux de la population mais participait également du rapport de force au sommet de l'État d'occupation.

Ce double enjeu apparaissait encore plus clairement dans le discours visant à promouvoir la frugalité chez les fonctionnaires.

La frugalité nourrit l'honnêteté (et soutient l'effort de guerre nippon)

Lors d'une session du Comité politique central, le 11 décembre 1941, Wang Jingwei fit approuver la résolution suivante :

¹ ZG, n°614, p. 2-3.

² « Yangcheng xianzhang rencai nuli banli jinyan gongzuo 養成縣長人才努力辦理禁烟工作 (Des efforts dans les opérations de prohibition de l'opium afin de cultiver les talents à la tête des districts) », JR, 11 mars 1944, [s.p.].

³ Zhang Jun 章駿, « Wangwei shiqi de suo wei jinyan gongzuo 汪偽時期的所謂禁煙工作 (Les opérations de suppression de l'opium à l'époque du régime fantoche de Wang Jingwei) », in *Shanghai wenshi ziliao cunqao huibian* 上海文史資料存稿彙編, Shanghai, Shanghai guji chubanshe, 2001, vol. 12, p. 273. Zhang Jun était le chef du Bureau général d'interdiction de l'opium (*jinyan zongju* 禁煙總局) recruté à ce moment-là par le ministre de l'Intérieur Mei Siping.

⁴ Wu Jen-shu, « Kangzhan shiqi lunxian hou Suzhou de xiyan... », art. cit., p. 23. Cette politique de prohibition ne se limita donc pas à de simples slogans. Les revenus tirés de l'opium baissèrent mais ne disparurent pas (Pan Jian, *Wang weizhengquan caizheng yanjiu*, op. cit., p. 97). Selon Kobayashi, « Whereas the Liang [Hongzhi] regime [...] was condemned more for its collaboration than for its opium policies, what damned Wang's regime was not so much having been a collaborator government as having relied on opium for its sustenance. This contrast discloses a historical development of some magnitude: the Chinese people's toleration of opium use had perhaps reached its breaking point » (« An Opium Tug-of-War », art. cit., p. 356). Si l'implication des collaborateurs dans le trafic d'opium fut effectivement l'une des charges importantes retenues contre eux (ils avaient contribué à empoisonner le peuple), on peut néanmoins penser qu'ils auraient été damnés avec ou sans opium.

Afin de mettre strictement à exécution la politique d'austérité [*lixing jieyue* 厲行節約], un décret en deux points restreignant les banquets [*yanhui* 宴會] a été élaboré. Il constituera l'un des règlements du Mouvement des nouveaux citoyens et devra, dans un premier temps, être scrupuleusement observé par les fonctionnaires. En cas d'infraction, les faits devront être tirés au clair et les coupables punis [*chaming chengchu* 查明懲處]. Il pourra ensuite être élargi à l'ensemble de la société [*tuiji yu yi ban shehui* 推及於一般社會]¹.

Lieux par excellence de la sociabilité chinoise, les banquets furent l'une des premières cibles du Mouvement des nouveaux citoyens. Située à la frontière entre sphère privée et publique, cette institution était, par définition, un cadre propice à la corruption. Le banquet était une forme ritualisée du don par lequel se construisait notamment le lien interpersonnel des *guanxi* 關係 et qui, lorsqu'il concernait des fonctionnaires, pouvait s'apparenter au versement de pots-de-vin². Cette volonté de mieux contrôler l'implication des agents de l'État dans ce type d'échanges avait déjà donné lieu à des lois. Ainsi, un « décret restreignant les banquets et les présents pour les fonctionnaires » (*gongwurenyuan yanhui ji songli xianzhi banfa* 公務人員宴會及送禮限制辦法) avait-il été promulgué par le gouvernement de Wang Jingwei le 1^{er} novembre 1940³. Directement inspiré de la législation en vigueur durant la « décennie de Nankin »⁴, ce décret réglementait de manière très précise les banquets. Ceux-ci ne devaient pas « nuire au travail quotidien » des agents de la fonction publique et les dépenses et cadeaux de ces derniers étaient plafonnés⁵. Cette ingérence de l'État dans la vie privée de ses agents fut renforcée à l'occasion du Mouvement des nouveaux citoyens. Le décret approuvé le 11 décembre 1941 poussa en effet cette ingérence jusque dans les assiettes :

Lors des banquets comprenant plus de dix convives, chacun d'entre eux ne peut consommer plus que les quantités indiquées ci-après. Les banquets comptant moins de dix convives devront, de même, se limiter à six mets [*yao* 餚] (peu importe qu'il s'agisse d'aliments [*hun* 葷] froids ou chauds, ou qu'il s'agisse de plats végétariens [*sucai* 素菜], peu importe la taille des bols et des plats, ils devront être limité à six sortes [*liu se wei xian* 六色為限]).⁶

¹ ZG, n°268, p. 8.

² Sur la culture du don en Chine, voir Yan Yunxiang, *The Flow of Gifts: Reciprocity and Social Networks in a Chinese Village*, Stanford, Stanford University Press, 1996. Lors des banquets organisés pour ou par eux, les fonctionnaires recevaient et donnaient des présents. Autrement dit, le banquet était sinon le lieu de la corruption, du moins le spectacle de celle-ci, puisque seul un fonctionnaire corrompu avait les moyens de financer des agapes fastueuses.

³ KG, n°7, p. 21-22.

⁴ Notamment le « règlement provisoire sur la suppression des dépenses excessives par les fonctionnaires lors des banquets de mariage, d'enterrement et d'anniversaire » (*gongwurenyuan gechu hun sang shou yan langfei zhanxing guicheng* 公務人員革除婚喪壽宴浪費暫行規程) de 1934 (MFJ, vol. 37, p. 182).

⁵ Cette réglementation concernait à la fois les cadeaux reçus et offerts par les fonctionnaires. Par exemple, lors de la naissance d'un enfant, ces derniers ne pouvaient recevoir de présents de personnes extérieures à leur famille (*qizu* 戚族). En sens inverse, les cadeaux offerts par des fonctionnaires à l'occasion d'un banquet de mariage ne devaient pas excéder une certaine valeur selon le rang de l'agent (4 yuans pour les très hauts fonctionnaires ; 3 yuans pour les hauts fonctionnaires de rang *jianren* 簡任 et *jianren* ; 1 yuan pour les *weiren*). D'autres articles du décret portaient sur l'âge (les agents de moins de 60 ans n'étaient pas autorisés à organiser un banquet d'anniversaire) ou encore l'interdiction d'envoyer un trop grand nombre de cartes d'invitations (KG, n°7, p. 21-22).

⁶ ZG, n°268, p. 9.

Et le décret d'énumérer le type de plats autorisés pour les repas chinois et à l'occidentale. Le second point concernait les pots d'arrivée et de départ. Ils devraient désormais être regroupés afin de « sauver de l'argent mais surtout du temps [*bu wei sheng fei you ke sheng shi* 不惟省費尤可省時] »¹. Le Mouvement des nouveaux citoyens mit ainsi davantage l'accent sur la frugalité de ces banquets que sur la question de l'échange de dons. Ce souci participait à la fois d'un discours sur la moralisation des fonctionnaires mais relevait aussi de considérations plus matérielles. L'autre particularité du décret de 1941 par rapport à celui de 1940 était, nous l'avons dit, qu'il ne s'adressait pas aux seuls fonctionnaires. Placés à l'avant-garde du mouvement de régénération de la société, ceux-ci seraient les premiers à se voir appliquer cette réglementation avant qu'elle ne soit étendue au reste de la population.

Prise dans sa dimension morale et hygiéniste, la frugalité n'était pas un concept nouveau en Chine². Si cet aspect n'échappait assurément pas aux concepteurs du Mouvement des nouveaux citoyens³, la frugalité exigée des fonctionnaires s'inscrivait avant tout dans un discours de mobilisation générale destiné à soutenir l'effort de guerre japonais selon le principe du « partage des joies et des peines » (*tonggan gongku*) entre les deux peuples amis⁴. Tout en affichant son intransigeance dans la lutte contre la corruption des fonctionnaires, le gouvernement de Nanjing diffusait ainsi une politique de rationnement qui associait privations et vertu.

L'autre versant de l'effort de guerre, que devait organiser le Mouvement des nouveaux citoyens, était l'augmentation de la production. Celle-ci n'était, elle-même, pas exempte d'une dimension morale comme le montre cette tentative de mettre en place un système d'envoi à la campagne des fonctionnaires commentée dans les pages du *Quotidien du Jiangsu* :

Selon le bureau de Xuzhou de l'agence de presse centrale : afin de stimuler le travail de défrichage dans les campagnes⁵ et d'augmenter la production dans les différents districts de la zone spéciale

¹ *Ibid.*

² Centrale dans le bouddhisme et le taoïsme, la frugalité est présente également dans la tradition confucéenne. D'abord rituelle – le « changement de régime » (*bianshi* 變食) périodique pratiqué par le Maître en personne – cette pratique se diffusa progressivement dans les us et coutumes (Françoise Sabban, « La diète parfaite d'un lettré retiré sous les Song du Sud », *Études chinoises*, vol. 16-1, 1997, p. 7-8).

³ Durant leurs années en France, Wang Jingwei et Chu Minyi prônaient un mode de vie ascétique dans le cadre de l'Association pour la promotion de la vertu (*jindehui*) (voir Annexe 3).

⁴ « La Chine doit partager les joies et les peines du Japon. [...] La Chine doit rapidement réaliser trois choses : rétablir l'ordre public ; accroître sa puissance militaire ; augmenter la production et réduire les dépenses [*zengjia shengchan, jieyue xiaofei* 增加生產, 節約消費] » (Wang Jingwei, « Xinguomin yundong yu jingshen zongdongyuan 新國民運動與精神總動員 (Le Mouvement des nouveaux citoyens et la mobilisation générale des esprits) », *Zhengzhi yuekan*, vol. 3, n°2, fév. 1942, p. 8 in *WGQY*, p. 376).

⁵ [*nongcun chuangye* 農村創業], litt. : « création de villages ruraux ». L'augmentation des surfaces cultivables fut l'un des principaux objectifs de la politique agraire du gouvernement de Wang Jingwei. Les fonctionnaires de district étaient notés en fonction de leurs résultats dans ce domaine, en vertu par exemple du « décret provisoire sur le contrôle du défrichage par les villes et districts » (*ge xian shi tuixing ken zhi kaocheng zanxing banfa* 各縣市推行墾植考成暫行辦法) d'avril 1941 (*KG*, n°12, p. 7-8). Début 1943, le gouvernement de Nanjing lança un « mouvement pour l'augmentation de la production agricole » (*nongye zengchan yundong* 農業增產運動) qui devait renforcer l'approvisionnement du Japon dans le cadre de l'« unification agricole de la Chine, du Japon et

du Nord-Jiangsu, des métiers à tisser sont en cours d'achat. Pendant leurs congés, les fonctionnaires de chaque administration locale seront affectés pour apprendre le tissage¹ et, ainsi, servir de modèles au peuple [*renmin zhi kaimo* 人民之楷模]. [...] Notre opinion : il est en réalité impossible et même inutile que chaque fonctionnaire se retrouve derrière un métier à tisser pendant ses congés [...]. Pour autant, il ne fait aucun doute que chaque agent doit avoir à cœur de respecter la frugalité². En effet, ce n'est qu'en se dévouant au bien public [*minmian congshi* 黽勉從事], que les fonctionnaires éviteront de laisser s'accumuler [les dossiers en souffrance] [*jiya* 積壓]. Ce n'est qu'en se montrant économes dans leurs dépenses [*jiyue xiaofei* 節約消費], qu'ils pourront diminuer le nombre des affaires de corruption. C'est là le sens de la formule "la frugalité nourrit l'honnêteté" [*jian yi yang lian* 儉以養廉]. "Diligence" et "frugalité" sont des vertus intrinsèquement chinoises. Nous devons les mettre en pratique sans répit. Chaque citoyen [*guoren* 國人] doit y consacrer toute son énergie. Mais, avant tout, chaque fonctionnaire doit donner l'exemple en commençant par appliquer ces principes lui-même [*yi shen zuo ze, xing zi wu qi* 以身作則, 行自吾起].³

Bonne synthèse de la propagande sur les fonctionnaires produite pendant le Mouvement des nouveaux citoyens, cet article souligne la dimension morale de ce double effort (économie et productivité) exigé des fonctionnaires et, à travers eux, du reste de la société. Outre ses finalités déjà mentionnées (renforcer la légitimité du régime aux yeux de la population et de l'occupant), ce discours était également partie prenante d'un dialogue, par propagande interposée, avec Chongqing. Exposant les difficiles conditions de vie des fonctionnaires en zone libre, la propagande de Nanjing rapporta ainsi que les « familles [*jiashu* 家屬] » des fonctionnaires avaient été réquisitionnées pour participer à la production mais que ces mesures avaient échoué en raison du « manque d'enthousiasme [*danmo* 淡漠] » des intéressés⁴. Il n'est pas certain que les fonctionnaires du Nord-Jiangsu obligés de consacrer leurs congés au tissage aient fait montre de plus d'ardeur.

Ce discours sur la frugalité des fonctionnaires trouva enfin à s'incarner dans un domaine sans lequel le Mouvement des nouveaux citoyens aurait failli à sa réputation d'organisation de masse : l'uniforme.

du Manzhouguo » (*Zhong-Ri-Man yitihua* 中日滿一體化) (Huang Meizhen, *Riwei dui Huazhong lunxianqu jingji...*, *op. cit.*, p. 543-547).

¹ [*lianxi zhizao* 練習織造]. Dans l'administration impériale des Ming et des Qing, *zhizao* était le titre du superintendant aux soies impériales qui en supervisait la production dans les manufactures impériales (*zhizaoju* 織造局) de Nanjing, Suzhou et Hangzhou (Charles O. Hucker, *A Dictionary of Official Titles in Imperial China*, Taipei, Southern Materials Center Inc., 1985, p. 164, §1081-1083). Il était ici question de « pratiquer » (*lianxi*) le tissage. Les fonctionnaires de districts devaient donc contribuer de leurs propres mains à l'effort de production.

² [*qinjian* 勤儉], litt. : « être diligent et économe ». Ces vertus étaient déjà au cœur du projet éducatif du Mouvement travail-étude (*qingong jianxue* 勤工儉學) dont Wang Jingwei avait été l'un des promoteurs en France.

³ « Gongwuyuan zhibu 公務員織布 (Les fonctionnaires se mettent au tissage) », *JR*, 12 sept. 1942, [s.p.].

⁴ « Yufang gongwuyuan shenghuo ji jiongkun 渝方公務員生活極窘困 (Les fonctionnaires de Chongqing réduits à une extrême misère) », *JR*, 21 juill. 1942, [s.p.]. Nous n'avons pas trouvé trace de cette politique de travaux forcés visant les familles de fonctionnaires (mais la chose n'est pas impossible). Sur la mobilisation pour l'effort de guerre en zone libre, notamment des femmes fonctionnaires, voir Ferlanti, « The New Life Movement at War: Wartime Mobilization and State Control in Chongqing and Chengdu, 1938-1942 », *European Journal of East Asian Studies*, vol. 11, 2012, p. 187-212.

Étoffe et ethos : l'uniforme des fonctionnaires

Si la volonté d'imposer une uniformisation visuelle des agents de l'État à travers leur habit n'est pas le propre des gouvernements dits « fantoches », le déficit inné en matière de souveraineté de ces derniers les amena à accorder une attention toute particulière à cet aspect. Ce fut notamment le cas en Mandchourie :

The next step in creating a Manchukuo style was found in the making of uniforms for government officials. The effort of the Manchukuo government was fulsome. After the coronation, the government formulated or revised numerous uniforms. In March 1934, the basic uniforms of government officials (including those of the police and Tax officials) were reformulated (uniforms, raincoats, and the flag of the police had once been formulated in may 1933). Those were systematic. The next year, the government became a full-fledged tailor. A sophisticated Full Court Dress premiered in February for higher civilian officials who were accustomed to attending several royal banquets a year. [...] The tailoring government continued to formulate or to revise uniforms, as it were killing time. [...] The government paid much attention to the uniforms of officials (appearances, colors, decorations, etc. of the police, fire police, tax officials, etc.). The sovereign effect of Manchukuo was perhaps more likely to be expressed through the civilian uniforms than the "national army", because the former stayed closer to people¹.

La projection de la souveraineté revendiquée par un État sur l'habit de ses agents revêt deux finalités en partie distinctes. La première, évoquée ici par Han Suk-jung à propos de l'habit de cérémonie des hauts fonctionnaires du Manzhouguo, participe d'un processus d'autolégitimation consistant pour l'État à gagner le soutien de ses agents à travers l'uniforme et les médailles allant souvent avec². Outre cet aspect cérémoniel destiné à augmenter la légitimité interne de l'État, l'insigne sert en retour de vitrine pour celui-ci, dans un processus de légitimité externe par lequel il s'incarne dans ses agents aux yeux de la population.

La seconde finalité touche plus largement à la modernisation des organisations bureaucratiques telle qu'elle évolua dans le cadre des partis-États. L'extension du périmètre étatique concerna en effet également l'habit des individus. Là encore, les fonctionnaires ne devaient être que les précurseurs d'une transformation étendue par la suite à l'ensemble de la population³. En Chine, cette évolution, dont le Mouvement des nouveaux citoyens fut l'un des épisodes, trouvait son origine dans l'assimilation du vestiaire occidental au moment de la Révolution de 1911. En 1912, le gouvernement républicain décréta ainsi que la tenue occidentale serait désormais l'habit national officiel. Cette mode déclina cependant rapidement et de nombreux fonctionnaires lui

¹ Han Suk-jung, « Puppet Sovereignty: The State Effect of Manchukuo, from 1932 to 1936 », Ph.D. diss., University of Chicago, 1995, p. 301-302 et 336.

² Han qualifie ainsi le Manzhouguo de « Medal state » : « Puyi started awarding various honors, another imperial business. It was a very appropriate job for a new "emperor". He awarded almost every government official and soldier » (*ibid.*, p. 305).

³ Aussi, l'uniforme n'était-il plus conçu comme un signe destiné « à traduire la singularité administrative et à la rendre sensible aux yeux du public », qui singularisait « le fonctionnaire en le détachant de la masse indistincte des administrés » (Chevallier, *Science administrative, op. cit.*, p. 574). Il s'agissait au contraire de faire des agents de l'État l'avant-garde d'une uniformisation de la société visant à produire un homme nouveau.

préférèrent une tenue en apparence traditionnelle mais qui était en réalité une combinaison moderne d'éléments hétéroclites : la robe longue chinoise, la veste mandchoue et le chapeau de feutre occidental¹. Typique de la période Beiyang, cette mode déclina à son tour au profit d'un habit hybride : le costume Sun Yat-sen (*Zhongshan zhuang* 中山裝), du nom de son concepteur². Inspiré de l'uniforme des officiers et des étudiants japonais, il se voulait une alternative à la robe longue chinoise, jugée efféminée, et à l'habit occidental inconfortable. Sa sobriété symbolisait la nation d'égaux que Sun appelait de ses vœux³. En se faisant tailleur, Sun assumait plus que jamais son rôle de « père de la nation », demiurge de l'homme chinois moderne. Cette biopolitique vestimentaire fut en effet sciemment élaborée pour accompagner le renforcement de la nation chinoise à tous les points de vue. Dans ses écrits, Sun affirme ainsi que son costume présente des avantages en matière d'hygiène, tout en favorisant le développement de l'industrie textile chinoise⁴.

La réorganisation du GMD sur le modèle léniniste en 1924 s'accompagna d'un effort systématique visant à diffuser (au sens large) le pouvoir du parti-État⁵. Signe de cette évolution, l'uniformisation de l'habit des fonctionnaires ne découla plus du seul effet de mode mais d'une politique coercitive qui prit la forme de lois imposant le port du costume Sun Yat-sen aux fonctionnaires⁶. Dans les faits, ces directives furent au départ mal respectées et durent être régulièrement réitérées⁷. Elles furent plus tard étendues aux cérémonies nuptiales, par exemple

¹ Henrietta Harrison, *China (Inventing the Nation)*, Londres, Arnold, 2001, p. 153-154.

² *Ibid.*, p. 155. Sun est plus connu en Chine sous le nom de Sun Zhongshan. Ce costume ayant été popularisé en Occident par Mao Zedong, il est également appelé « costume Mao ». De fait, ce n'est qu'après 1949 que le costume Sun Yat-sen s'imposa véritablement, signe que le parti-État communiste réussit là où les Nationalistes avaient échoué. Ce costume fut adapté pour l'uniforme militaire, qui devint vert en 1950. Ce dernier connut une grande vogue pendant la Révolution culturelle (Kong Xurong, « Military Uniform as a Fashion during the Cultural Revolution », *Intercultural Communication Studies*, vol. 17, n°2, 2008, p. 287-303). La disparition de la hiérarchie qu'était censée réaliser la suppression des insignes de grade sur l'habit militaire pendant la Révolution culturelle fut contournée par les officiers. Ceux-ci laissaient dépasser un stylo de la poche de leur veste ; la couleur de son bouchon servant à indiquer leur grade (Emmanuel Jourda, correspondance privée).

³ Chen Yunqian, « Shenti zhengzhi : guojia quanli yu minguo Zhongshan zhuang de liuxing 身體政治：國家權力與民國中山裝的流行 (Politique du corps : pouvoir étatique et mode du costume Sun Yat-sen en Chine républicaine) », *Xueshu yuekan* 學術月刊, vol. 39, n°9, sept. 2007, p. 140.

⁴ *Ibid.* La question de l'habillement et de son lien avec la relance de l'économie nationale fit l'objet de l'ultime conférence donnée par Sun, à l'été 1924, sur le dernier des Trois principes (le bien-être du peuple) (Wells, *The Political Thought of Sun Yat-sen, op. cit.*, p. 93-94).

⁵ Réalisée matériellement avec l'Expédition du Nord et, plus tard, avec la centralisation bureaucratique, cette diffusion fut dans le même temps visuelle. Voir Zhang Shaoqian, « Visualizing the Modern Chinese Party-State: From Political Education to Propaganda Agitation in the Early Republican Period », *Twentieth-Century China*, vol. 41, n°1, janv. 2016, p. 52-80.

⁶ Entre autres le « règlement sur l'uniforme et l'habit de cérémonie des fonctionnaires civils » (*wenguan zhifu lifu tiaoli* 文官制服禮服條例), adopté en avril 1929 (Chen Yunqian, « Shenti zhengzhi », art. cit., p. 140). Dans le même temps, il fut exigé que le costume soit fabriqué avec du tissu chinois (*ibid.*, p. 141).

⁷ Notamment en février 1936 lorsque Jiang Jieshi ordonna à tous les fonctionnaires d'adopter le costume Sun Yat-sen (*ibid.*, p. 141). Paradoxalement, Jiang aimait de plus en plus apparaître en robe de lettré pour se donner l'air d'en être un.

lors des mariages collectifs organisés dans le cadre du Mouvement de la nouvelle vie¹. Malgré certaines réticences, le costume Sun Yat-sen connut néanmoins un succès certain aux quatre coins du pays durant la « décennie de Nankin », notamment parce qu'il donnait une autorité naturelle à celui qui le portait du fait de son association initiale à la fonction publique².

Le retour au pouvoir, dans les premiers gouvernements de collaboration, des bureaucrates Beiyang, prônant une idéologie administrative résolument traditionnaliste et stigmatisant les fonctionnaires membres du GMD, ne favorisa pas la poursuite de cette mode au début de l'occupation³. Le lancement du Mouvement des nouveaux citoyens en 1942 constitua, à cet égard, une rupture. Premier mouvement de masse initié par le groupe de Wang Jingwei, il fit des Trois principes du peuple le socle de son idéologie. Il s'accompagna logiquement d'une relance de la politique d'uniformisation vestimentaire voulue par Sun Yat-sen. Un « règlement sur l'uniforme national » (*guomin zhifu tiaoli* 國民制服條例) fut ainsi promulgué le 17 septembre 1942⁴. Sur le modèle de la législation nationaliste d'avant-guerre, il distinguait deux types de costume national : l'habit ordinaire (*changfu* 常服) et l'habit de cérémonie (*lifu* 禮服). Dans le cas des hommes, le premier était le costume Sun Yat-sen tandis que le second était une adaptation de ce costume avec un col ouvert (voir figure 6.1).

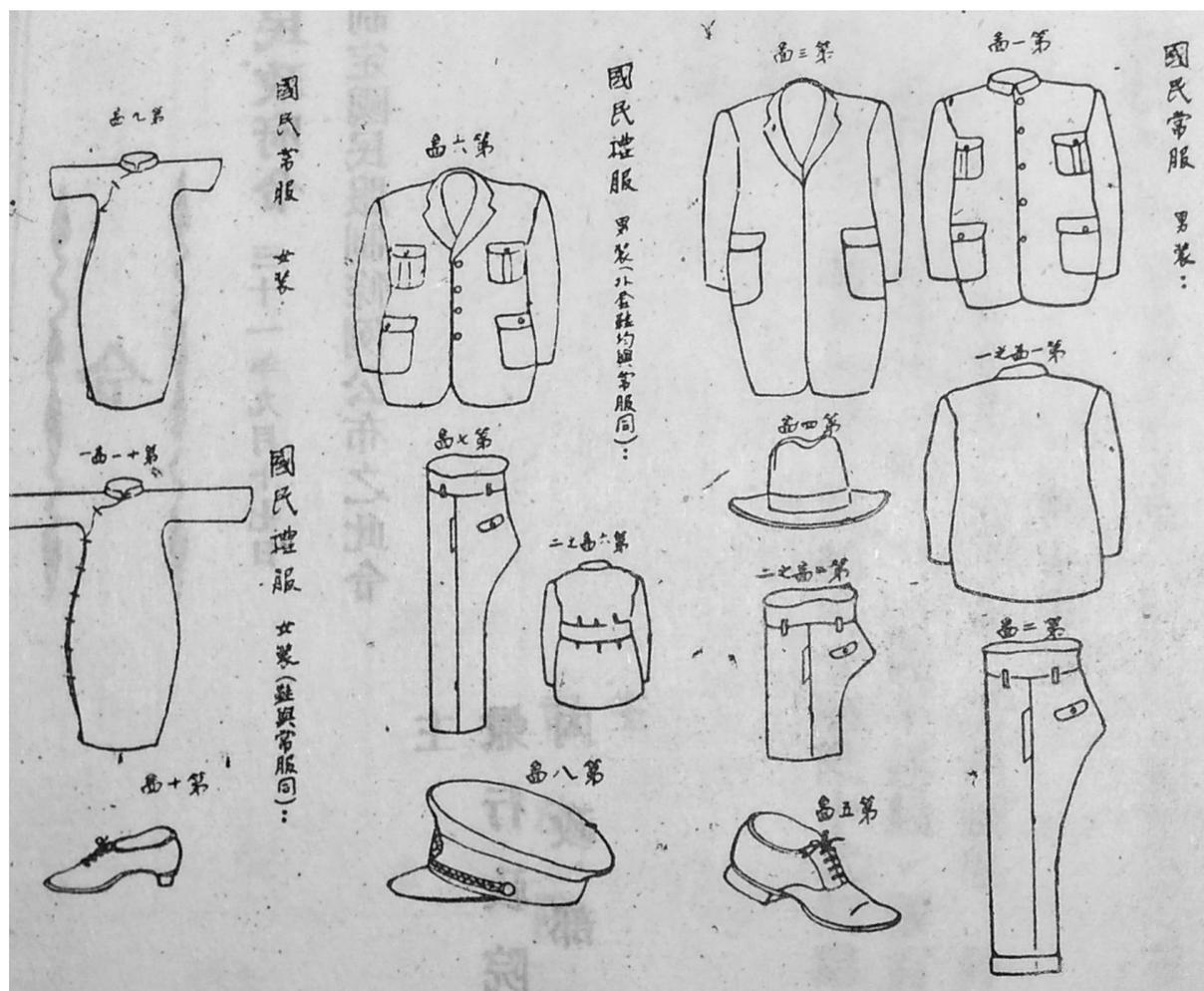
¹ *Ibid.*, p. 142. Notons que le gouvernement de Wang Jingwei organisa lui aussi des mariages collectifs (*jiti hunli* 集體婚禮) qui devaient symboliser la confiance retrouvée de la société chinoise (occupée) dans l'avenir (*WYW*, vol. 2, p. 141).

² Chen Yunqian, « Shenti zhengzhi », art. cit., p. 144.

³ Voir par exemple cette photographie des dirigeants du Gouvernement provisoire en 1938 qui aurait pu être prise à la fin du XIX^e siècle (Lary, *The Chinese People at War*, op. cit., p. 48). On notera cependant qu'il n'existe, à notre connaissance, aucune image de Wang Jingwei portant un costume Sun Yat-sen (faut-il y voir un goût personnel ou bien le souci de ne pas singer son mentor ?). Habituellement vêtu de costumes à l'occidentale souvent clairs, Wang se montrait plus rarement en robe de lettré. On a dit qu'il commença, en revanche, à faire grand usage de l'uniforme militaire à partir de 1940.

⁴ *ZG*, n°387, p. 1-3. Il semble que l'initiative soit venue de Wang Jingwei en personne qui aurait conseillé à Lin Bosheng de donner des uniformes et des récompenses aux fonctionnaires (Li Wenbin, « Chen Qun qi ren », art. cit., p. 175).

Figure 6.1. Croquis du costume national ordinaire et de cérémonie



Source : « Guomin zhifu tiaoli 國民制服條例 (règlement sur l'uniforme national) », 17 sept. 1942, ZG, n°387, p. 3.

Trad. (de droite à gauche et de haut en bas ; nous ne traduisons pas les numéros au-dessus de chaque objet) : habit national ordinaire homme ; habit national de cérémonie homme (manteau et chaussures identiques à ceux de l'habit ordinaire) ; habit national ordinaire femme ; habit national de cérémonie femme (chaussures identiques à celles de l'habit ordinaire).

Les citoyens lambda étaient invités à porter l'habit de cérémonie lorsqu'ils participaient à l'une d'elles. Les fonctionnaires¹, quant à eux, devaient, en principe, aller au travail en habit ordinaire et avaient l'obligation de revêtir l'habit de cérémonie le cas échéant². Ils avaient, de plus, l'obligation d'arborer l'insigne correspondant à leur rang³.

¹ Le texte précise que les uniformes des diplomates, fonctionnaires de justice, militaires, policiers et étudiants faisaient l'objet de règlements spécifiques (*ibid.*, p. 2).

² *Ibid.*, p. 2 (art. 4). Nous avons essayé de restituer la gradation subtile de l'obligation : aucun terme coercitif n'est employé pour les citoyens ordinaires tandis que les fonctionnaire doivent « en principe [yuanze 原則] » porter l'habit ordinaire au quotidien et, « obligatoirement [xu 須] » l'habit de cérémonie.

³ *Ibid.* Sept décorations différentes sont représentées sous le croquis (*ibid.*, p. 3). Celle du président (*zhuxi*) comportait sept lignes autour de l'emblème national (un soleil). Cet emblème était absent des autres décorations qui comportaient entre cinq lignes pour les très hauts fonctionnaires (*xuanren* 選任) et une ligne pour les *weiren* (*ibid.*).

La mise en application de ce règlement ne tarda pas à susciter des pétitions de mécontentement. Ainsi, le ministère de l'Intérieur répondit, le 16 novembre 1942, à un courrier du Conservatoire national de musique (*guoli yinyueyuan* 國立音樂院) se plaignant de l'article 4 en vertu duquel les fonctionnaires devaient porter le costume national durant le service. En retour, le ministère autorisa les agents n'ayant qu'un habit civil (*bianfu* 便服) à le porter de manière provisoire¹. Le 21 octobre, il avait également reçu de Suzhou une longue pétition signée par les présidents respectifs du syndicat des marchands de soie fine et satin (*shaduan zhuang ye tongye gonghui* 紗緞莊業同業公會) et de celui des industriels de la soie (*tieji sizhi ye* 鐵機絲織業) :

Le costume masculin tel qu'il vient d'être défini utilise un habit court à l'occidentale [*xishi duanzhuang* 西式短裝]. Il semble que cela ne convienne pas vraiment aux habitudes vestimentaires de la population [*minjian guyou yizhuo* 民間固有衣着]. En outre, l'habit court est pour l'essentiel fabriqué avec des tissus de coton et de laine, ce qui porte un rude coup au secteur de la soie. [...] Nous nous devons de prendre position pour implorer [*yuqing* 籲請] que la robe traditionnelle [*paogua* 袍褂] soit restaurée, tout en laissant les fonctionnaires [*dangzhou* 當軸] porter le costume national ordinaire et de cérémonie².

Les deux hommes se lancent alors dans un éloge de la robe traditionnelle en prenant toutefois quelques précautions :

Depuis l'abdication des Qing, la plupart des hommes portent une robe. Facile à réaliser et élégante, la robe est pratique à porter. C'est pourquoi elle est devenue une coutume depuis plusieurs siècles. Avant-guerre, le gouvernement central avait prescrit son port par les hommes afin de respecter les us et coutumes [*minsu* 民俗]. Le père de la nation a été enterré dans une robe bleue et noire lui donnant un air majestueux qui vous remplit d'admiration [*suran qijing* 肅然起敬]³.

Paradoxalement, ce costume national conçu comme le symbole par excellence d'un gouvernement appelant à la mobilisation générale pour relancer la production et rendant un culte à Sun Yat-sen, fut donc critiqué au nom de la survie de l'industrie soyère et de la dépouille du « père de la nation ». Dans une réponse laconique, le ministère de l'Intérieur expliqua qu'il n'y avait nul besoin de modifier le règlement étant donné qu'il n'interdisait pas le port de la robe et que celle-ci pouvait très bien coexister avec l'habit court sans porter préjudice à l'économie⁴.

Du côté des fonctionnaires eux-mêmes, se posa rapidement la question du coût de cet uniforme pourtant conçu pour symboliser la frugalité de la fonction publique tout en réduisant concrètement le budget consacré par ses agents à l'habillement. Ce dernier argument est notamment avancé dans un article rédigé par un fonctionnaire du nom de Chen Gumei 陳古楛⁵. Il explicite bien le

¹ NG, n°32, p. 14-15.

² *Ibid.*, p. 15.

³ *Ibid.*, p. 16.

⁴ *Ibid.*, p. 15.

⁵ Chen Gumei, « Gongwuyuan yu xinguo min fu : yi ge gongwuyuan zhi yijian 公務員與新國民服：一個公務員之意見 (Les fonctionnaires et le costume du nouveau citoyen : l'opinion d'un fonctionnaire) », *Minguo ribao*, 30 sept. 1942, [s.p.]. Les textes officiels parlent, on l'a dit, de « costume national » mais leur promulgation en plein

discours sur les fonctionnaires sous-jacent à cette mesure et propose des mesures concrètes pour qu'elle puisse être appliquée :

Dernièrement, le Comité politique central a adopté une résolution concernant le costume du nouveau citoyen. Cette décision montre à quel point les autorités sont sages et éclairées [*xianming dangju* 賢明當局] ainsi que leur résolution et leur volonté à promouvoir le Mouvement des nouveaux citoyens. Elle fait pleinement sens dans le contexte d'inflation et de misère [*baiwu gaozhang minsheng jianku* 百物高漲民生艱苦]. C'est une mesure particulièrement nécessaire en ce qui concerne les fonctionnaires. Du fait de leur maigre salaire actuel, ces derniers connaissent des difficultés telles qu'il est difficile de trouver les mots pour les décrire. L'habit du nouveau citoyen doit d'abord être porté par les agents de l'État. Cela permettra, d'une part, de promouvoir sa diffusion et, d'autre part, de régler le problème rencontré par les fonctionnaires pour se vêtir. Les maigres revenus avec lesquels ils doivent subvenir aux besoins de leur famille suffisent à peine à leur assurer les trois repas quotidiens. Aussi leur est-il difficile de se préoccuper du problème des vêtements. Or l'habit suffit à indiquer le rang d'une personne¹ et détermine l'apparence de quelqu'un [*youguan yibiao* 攸關儀表]. On ne peut donc manquer d'y accorder de l'importance. Aussi, ce problème se trouvera-t-il résolu dès lors que tous les fonctionnaires porteront l'habit du nouveau citoyen. Concernant la façon de promouvoir cette mesure, voici quelques suggestions !

1. Actuellement, les fonctionnaires travaillant dans l'administration de l'Armée portent pour la plupart un uniforme militaire ce qui leur donne un air grave [*zhuang su* 裝肅]. À l'inverse, les agents de l'administration civile sont chacun vêtus de manières différentes, donnant ainsi l'impression d'un manque de discipline [*sanman* 散漫]. Il faut donc suivre la résolution du Comité politique central et faire en sorte que tous les fonctionnaires portent le costume du nouveau citoyen au bureau.

2. Concernant les matériaux utilisés pour l'habit du nouveau citoyen, à l'exception des hauts fonctionnaires [*xuanren* 選任, *teren* 特任] qui, pour des raisons particulières, sont amenés à choisir un habit en laine et soie, il est préférable que les agents de rang *jianren*, *jianren* et *weiren* portent tous des habits en coton. Si certains devaient se vêtir de laine et de soie tandis que d'autres s'habillent de coton, alors la hiérarchie existant entre eux subsisterait². Certes, tout le monde accorde de l'importance à l'aspect esthétique et préfère un vêtement en laine et soie mais il en coûte au moins une centaine de yuans. Peut-être que les agents de rang *jianren* 簡任 peuvent se le permettre, mais le *weiren* ordinaire n'en a pas les moyens. Si, comme les fonctionnaires du Guangxi par le passé, nous ne tenons plus compte des rangs [*bufen jieji* 不分階級] en portant tous le même habit gris³, alors nous apparaîtrons en ordre et plein d'énergie [*jingshen yi dousou* 精神亦抖擻], donnant ainsi un excellent exemple (note de l'auteur : il ne s'agit pas du tout de dire que les habits de nouveau citoyen devraient tous être en toile grise).

3. Si les fonctionnaires doivent financer l'achat de l'habit du nouveau citoyen sur leurs propres deniers, cela posera problème. Le mieux serait donc que, dans la mesure du possible, le gouvernement subventionne cet achat [*zhuoyu jintie* 酌予津貼], quitte à ce que les agents complètent la somme nécessaire.

4. Même si les finances publiques sont en grande difficulté, il conviendrait que des fonds soient alloués pour la construction d'une ou plusieurs grandes manufactures spécialement dédiées à la fabrication des habits de nouveau citoyen pour les différentes administrations. De cette manière, on

Mouvement des nouveaux citoyens explique sans doute qu'il soit plus souvent question de « costume (ou uniforme) du nouveau citoyen ».

¹ [*yifu zu yi zhangshen* 衣服足以章身]. *Zhangshen* est un terme vieilli pour désigner le vêtement en référence à un passage du *Zuozhuan* dans lequel on peut lire que « la tunique est l'insigne du rang de la personne [衣身之章也] » (2^e année du Duc de Min, trad. par Couvreur, *La Chronique de la principauté de Lou : Tch'ouen Ts'iou et Tso Tchouan*, [1914], Les Belles lettres, 1951, vol. 1, p. 202). Cette formule n'aurait sans doute pas déplu à Michel Foucault puisqu'elle peut également se traduire par « le vêtement suffit à réguler le corps ».

² [*reng xian youlie* 仍顯優劣]. Il est question ici de la hiérarchie bureaucratique exprimée par les rangs. L'usage de l'expression « *youlie* [bons et mauvais] » souligne toutefois l'écart moral entre ces rangs qu'impose une telle hiérarchie. C'est contre cette conception élitiste de la bureaucratie que le Mouvement des nouveaux citoyens prône une uniformisation de la masse des fonctionnaires.

³ Les insignes de rang ne sont portés, on l'a vu, que sur l'habit de cérémonie.

évitera que les bénéfiques ne partent à l'extérieur¹ et que les marchands ne se servent au passage [*congzhong yuli* 從中漁利].

Si toutes ces suggestions ne furent pas retenues, la troisième, du moins, le fut en partie. En effet, à partir de la charge d'employé de section, les fonctionnaires reçurent une subvention couvrant la moitié du prix de l'uniforme, qui était fourni gratuitement pour les agents subalternes². À en croire le consul français à Nanjing, la question du coût de cet uniforme n'en suscita pas moins un certain mécontentement qui vint aggraver le manque d'enthousiasme général pour le Mouvement des nouveaux citoyens :

Malgré toute cette activité officielle, il faut dire que l'on ne recueille pas ici l'impression que le mouvement a atteint les masses, dont l'état d'esprit ne paraît pas avoir subi de modification. Chez les fonctionnaires eux-mêmes, une réaction assez courante a été plutôt de mauvaise humeur, en raison de l'obligation où ils se trouvent de se procurer à leurs frais un uniforme de "Nouveau Citoyen"³, dont le coût est d'environ 2,000 dollars.⁴

L'uniforme des fonctionnaires apparaît ainsi comme un parfait condensé du gouvernement de Wang Jingwei. Il symbolise tout d'abord la revendication de l'héritage nationaliste – le *huandu* – en imposant le costume Sun Yat-sen délaissé par les collaborateurs de la première heure que le groupe de Wang chercha à supplanter symboliquement et politiquement au sein de l'État d'occupation. L'uniforme est donc, tout à la fois, une projection de la souveraineté du gouvernement de Nanjing (le « faire État » évoqué dans la partie 3.2.2.2) et, à l'intérieur de ce dernier, le reflet de la souveraineté du groupe de Wang Jingwei.

Il témoigne ensuite d'un déficit de légitimité que Nanjing tenta de compenser en produisant un discours à la finalité plurielle dont cet uniforme est, en quelque sorte, l'aboutissement matériel. Discours sur l'exemplarité des fonctionnaires devant convaincre la population et la puissance occupante de la volonté du gouvernement à purger son administration, tout en offrant aux boucs émissaires de la crise étatique (les agents eux-mêmes) le statut de pionnier dans la réforme générale du pays. Ce second aspect (valorisation des agents) est renforcé par la fonction de l'uniforme comme insigne (*a fortiori* lorsqu'il comporte des marques d'appartenance et de récompense). Sa sobriété reflète l'idéal de frugalité en même temps qu'elle neutralise (sauf lors des cérémonies) la hiérarchie au sein de l'administration ; gage d'une plus grande efficacité

¹ [*liyi buzhi waiyi* 利益不致外溢]. On ne sait pas trop si Chen Gumei parle ici d'une fuite des bénéfiques au profit d'acteurs chinois privés ou bien étrangers. Cette nuance n'est évidemment pas anodine dans le contexte de l'occupation et s'apparente, dans le second cas, à une critique de l'emprise économique exercée par l'occupant.

² « Chuanzhuo xinguomin zhifu gongwuyuan shouxian shixing 穿着新國民制服公務員首先實行 (Les fonctionnaires portent en premier l'uniforme du nouveau citoyen) », *JR*, 28 déc. 1942, [s.p.].

³ Les textes officiels parlent, on l'a dit, d'« uniforme national » mais leur promulgation en plein Mouvement des nouveaux citoyens explique sans doute qu'il soit plus souvent question d'un « uniforme du nouveau citoyen » (*xinguomin zhifu* 新國民制服).

⁴ Salade à l'amb. de Pékin, « Gouvernement de Nankin », 31 déc. 1942, ADF 327. Les fonctionnaires en question sont très certainement de rang élevé, ce qui peut expliquer le coût évoqué (2000 dollars) correspondant peut-être à un uniforme en laine et soie, même si cette somme diffère de celle avancée par Chen Gumei (une centaine de yuans).

comme pouvait l'être la suppression des formules de politesses creuses des documents administratifs (voir *supra*).

L'uniforme traduit, plus profondément, une militarisation de la fonction publique civile dans le cadre de la mobilisation de masse destinée à discipliner les corps et les esprits. Comme son nom l'indique, la mobilisation est l'extension du militaire en dehors de son cadre naturel (l'armée) et produit donc une accélération de l'extension du périmètre étatique (l'État ne se construit jamais aussi bien qu'en temps de guerre). Dans le cas du gouvernement de Wang Jingwei, l'état de guerre invoqué pour justifier ces transformations relevait sinon de la fiction, du moins s'apparentait à une mobilisation de l'Arrière, en soutien aux troupes nippones, et ce même après l'entrée juridique de Nanjing dans le conflit en janvier 1943.

Par sa matière, enfin, l'uniforme est révélateur d'enjeux économiques : pénuries du fait de la mise à disposition des ressources chinoises au profit de l'effort de guerre japonais, pression de l'industrie soyeuse du Jiangnan ou encore baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Le discours développé par le gouvernement de Wang Jingwei sur ses fonctionnaires justifie donc d'inscrire ce dernier dans l'histoire de l'État chinois moderne. Comme pour d'autres régimes politiques avant et après lui, il reflétait en effet la redéfinition du rôle et de la place des agents de l'État au XX^e siècle, notamment sous l'influence de l'apparition des partis-États. Cette redéfinition participait, plus largement, de celle du périmètre d'intervention étatique dans la société chinoise. Ce discours se distinguait néanmoins par un certain nombre de particularités nées de la situation d'occupation, à commencer par le dialogue qui s'établit entre collaborateurs chinois et autorités japonaises à propos de la gouvernance de l'État d'occupation, dont les fonctionnaires furent l'un des principaux enjeux. Autre particularité, sinon de nature du moins de degré : l'efficacité de ce discours fut inversement proportionnelle à l'importance de celui-ci dans la propagande du gouvernement de Nanjing. Certes, le Mouvement des nouveaux citoyens entraîna une certaine uniformisation de l'idéologie administrative au profit du groupe de Wang Jingwei dont la restauration du discours d'avant-guerre fut contestée jusque dans le Yuan d'examen. Toutefois, cette uniformisation s'arrêta à la zone d'influence du régime de Nanjing et n'atteignit pas son principal objectif intérieur (renforcer la légitimité du gouvernement vis-à-vis des fonctionnaires et de la population en zone occupée). Si le mécontentement de ces deux « groupes » est difficile à évaluer, il ne fait pas de doute qu'il alla en s'accroissant à mesure que la situation économique et, avec elle, le niveau de vie se dégradèrent.

6.2. Réalité : le niveau de vie des fonctionnaires en zone occupée

6.2.1. Contexte économique

6.2.1.1. Une inflation galopante

On ne saurait surestimer l'impact sur le gouvernement de Wang Jingwei de la crise économique et financière croissante que traversa la Chine durant la guerre sino-japonaise. Bien que ce sujet soit bien trop vaste pour être traité ici, il est indispensable de présenter succinctement l'un de ses aspects les plus directement liés au niveau de vie des fonctionnaires : l'augmentation du coût de la vie. Cette augmentation peut être étudiée à partir du cas de Shanghai qui, en tant que centre économique de la zone placée sous l'autorité du gouvernement de Wang Jingwei¹, offre les données les plus précises pour la période (voir Tableau 6.1)². Corrélée à celle du coût de la vie, cette hausse des prix peut être grossièrement divisée en trois phases. Jusqu'au début de la Guerre du Pacifique en décembre 1941, l'inflation fut relativement maîtrisée, notamment si on la compare à celle que subissait Chongqing au même moment³. La situation se dégrada ensuite fortement à partir de 1942 avant de dérapier complètement après 1943, jusqu'à la spirale hyperinflationniste des derniers mois de la guerre.

Tableau 6.1. Indices des prix et du coût de la vie à Shanghai (1936-1945)

Année	Indice des prix à Shanghai	Indice du coût de la vie pour les ouvriers de Shanghai
1936	100	100
1937	119	119
1938	143	151
1939	232	198
1940	506	428
1941	1 099	827
1942	3 453	1 994
1943	14 362	7 226
1944	100 739	47 750
1945 (août)	9 740 248	6 648 285

Source : adapté de Huang Meizhen, *Riwei dui Huazhong lunxianqu jingji...*, op. cit., p. 567.

¹ La situation en Chine du Nord est distincte, en raison notamment d'une politique monétaire autonome dont nous verrons plus bas les conséquences pour les fonctionnaires en poste à Nanjing mais dont la famille demeurait dans le Nord.

² Il existait bien sûr des différences importantes entre la situation en ville et dans les campagnes. Les pénuries alimentaires, notamment, touchèrent plus durement les citadins.

³ Pour un indice de 100 à Shanghai en juin 1937, Chongqing connut l'inflation suivante : 104 (juin 1937) ; 103 (juin 1938) ; 104 (fin 1938) ; 177 (fin 1939) ; 1 094 (fin 1940) ; 2 848 (fin 1941) ; 5 741 (fin 1942) ; 20 033 (fin 1943) ; 54 860 (fin 1944) ; 155 300 (juin 1945) (Huang Meizhen, *Riwei dui Huazhong lunxianqu jingji...*, op. cit., p. 575).

Note : Pour l'indice des prix, cf. les chiffres biennuels fournis par Arthur Young et repris dans Park M. Coble, *Chinese Capitalists in Japan's New Order: The Occupied Lower Yangzi, 1937-1945*, Berkeley, University of California Press, 2003, p. 95. Les données détaillées par types de produits de la colonne « Indice du coût de la vie » sont reproduits dans Zhu Peixi, *Jisheng yu gongsheng, op. cit.*, p. 130.

Comme l'écrit Christian Henriot, cette hausse « was in fact the result of a complex mix of factors, including currency devaluation; scarcity of supplies; price manipulation and commodity hoarding; and clumsy, even if well intended, price control policies by the authorities »¹.

La première cause de l'hyperinflation fut la guerre monétaire que se livrèrent les différentes forces en présence au moyen de leurs devises respectives². Le Japon chercha à intégrer la Chine du Nord dans le bloc yen en s'appuyant sur une monnaie émise par la Banque fédérale de réserve (*lianhe zhunbei yinhang* 聯合準備銀行) du Gouvernement provisoire et indexée sur le yen qui parvint, non sans difficultés, à supplanter le *fabi* 法幣 nationaliste au printemps 1941³. En revanche, ce dernier subsista plus longtemps en Chine centrale et méridionale, notamment parce que le Japon l'utilisait pour acheter des devises occidentales⁴. Parallèlement, l'armée d'occupation recourut massivement à une monnaie de singe non convertible, le yen militaire (*gun.yō shuhyō* 軍用手票 ou *gunpiō* 軍票)⁵. La centralisation de l'État d'occupation depuis Nanjing par le Gouvernement réformé puis le gouvernement de Wang Jingwei s'accompagna d'une tentative de supplanter ces différentes monnaies par la création de banques centrales. Après l'échec de la Banque commerciale pour le développement de la Chine (*huaxing shangye yinhang* 華興商業銀行) ouverte en mai 1939, une Banque centrale de réserve (*zhongyang chubei yinhang* 中央儲備銀行) fut établie en janvier 1941⁶. Alors qu'elle avait combattu ce projet afin de protéger ses intérêts, l'armée japonaise finit par céder lorsque le maintien du cours du yen militaire devint un fardeau que pouvait venir alléger la nouvelle monnaie émise par la Banque centrale de réserve (connue sous le nom de *zhongchuan* 中儲券 ou dollar CBR)⁷. Pour imposer cette devise face au *fabi*, Zhou Fohai s'appuya sur les nervis du n°76 qui semèrent la terreur dans les banques

¹ Henriot, « Rice, Power and People », art. cit., p. 45.

² Cette guerre monétaire a fait l'objet de très nombreux travaux, notamment japonais. Pour une présentation concise, voir Coble, *Chinese Capitalists in Japan's New Order, op. cit.*, p. 91-96.

³ *Ibid.*, p. 91. Cette monnaie était connue sous le nom de *lianyinquan* 聯銀券. Pour une présentation plus détaillée, voir Arthur N. Young, *China's Wartime Finance and Inflation, 1937-1945*, Cambridge, Harvard University Press, 1965, p. 166-176.

⁴ Zhu Peixi, *Jisheng yu gongsheng, op. cit.*, p. 22.

⁵ Utilisée pour régler les factures des troupes d'occupation, le yen militaire fut en outre imposé à la population qui se trouva dans l'obligation de régler dans cette monnaie un certain nombre de dépenses telles que l'achat de billets de train, de bus et de bateau (Coble, *Chinese Capitalists in Japan's New Order, op. cit.*, p. 94).

⁶ Voulue par le groupe de Wang Jingwei pour imposer sa souveraineté contre Chongqing, Beijing et l'armée japonaise, cette banque put notamment voir le jour grâce au soutien du conseiller économique suprême Aoki Kazuo (voir sa notice, Annexe 3). Voir également Young, *China's Wartime Finance and Inflation, op. cit.*, p. 176-182.

⁷ Zhu Peixi, *Jisheng yu gongsheng, op. cit.*, p. 27-28.

shanghaiennes¹. La protection relative qu'offraient les concessions à ces banques disparut après le 8 décembre 1941. Nanjing décida alors d'interdire le *fabi* en décrétant, fin mars 1942, qu'il devrait être converti en monnaie de la Banque centrale de réserve avant le 1^{er} juin, à un taux de 2 *fabi* pour 1 dollar CBR. Cette annonce eut pour effet de diviser par deux la valeur du *fabi*. Comme les prix restèrent les mêmes d'une monnaie à l'autre, ils doublèrent. Par conséquent, le pouvoir d'achat de la population, dont les économies étaient en *fabi*, se trouva divisé par deux du jour au lendemain². L'intégration monétaire à l'échelle nationale que cherchait à réaliser Nanjing entraînait en contradiction avec l'intégration à l'échelle impériale dont avait besoin Tokyo pour financer la guerre. La Banque centrale de réserve qui aurait dû être l'instrument de cette intégration chinoise via la maîtrise d'une monnaie propre servit au contraire à financer l'effort de guerre japonais en faisant marcher la planche à billet, ce qui contribua à aggraver davantage l'inflation et favorisa les malversations³.

La hausse du coût de la vie fut également provoquée par les problèmes d'approvisionnement, en riz notamment, qui touchèrent les grandes villes comme Shanghai. La politique économique prédatrice des autorités d'occupation devint systématique à partir de 1939⁴. Elle consistait à contraindre les paysans à vendre leur surplus à prix bas au profit du Japon, ce qui entraîna un déclin de la production et obligea une ville comme Shanghai, par exemple, à dépendre entièrement des importations à l'époque de la création du gouvernement de Wang Jingwei⁵. Cette insécurité alimentaire, couplée à celle des cours monétaires, favorisa la hausse rapide des prix⁶.

¹ En représailles de l'attaque à la bombe commis par des agents nationalistes contre la Banque centrale de réserve, le 20 février 1941, qui avait fait un mort, Li Shiqun déclara la guerre aux établissements favorables à Chongqing. Le 21 mars au soir, des hommes du n°76 s'introduisirent dans les dortoirs des employés de la Banque agricole du Jiangsu et tirèrent dans le tas, tuant cinq personnes et blessant gravement six autres. Quelques heures plus tard, des policiers en civil accompagnés de gendarmes japonais arrêtèrent 128 employés. Ils servirent d'otages, alors que les attaques se poursuivaient (Wakeman, *The Shanghai Badlands, op. cit.*, p. 119-123).

² Coble, *Chinese Capitalists in Japan's New Order, op. cit.*, p. 93. Zhou Fohai reconnut plus tard que cette décision avait causé énormément de souffrances dans la population (*ibid.* ; Martin, « Patriotic Collaboration ? », art. cit., p. 162-164). « C'est là mon seul échec », écrivait-il déjà dans son Journal, le 4 mars 1943, en regrettant de n'avoir pu imposer la parité entre les deux monnaies (*JR*, p. 714). Voir également cette bande d'actualité japonaise expliquant le processus de remplacement du *fabi* : « Wahei chiku kara kyū hōhei massatsu 和平地区から旧法幣抹殺 (La suppression du vieux *fabi* dans la zone pacifiée) », Nichiei, 1942, <<https://www.youtube.com/watch?v=f0Gsux-Tacs>> (consulté le 22 mai 2017).

³ Zhu Peixi, *Jisheng yu gongsheng, op. cit.*, p. 168. On comprend dès lors la métaphore biologique du titre donné par Zhu Peixi à son livre : « parasite » financé par le Japon (le capital de la Banque centrale de réserve provenait de banques japonaises), le régime de Nanjing se trouva intégré à la « symbiose » impériale qui, loin de la « sphère de co-prospérité » promise, le ruina à mesure que le Japon s'enfonçait dans la guerre.

⁴ Henriot, « Rice, Power and People », art. cit., p. 43.

⁵ *Ibid.*, p. 44.

⁶ Cette insécurité était liée à la situation internationale. Ainsi, la défaite de la France à l'été 1940 entraîna un arrêt temporaire des importations de riz en provenance d'Indochine française qui se répercuta sur les prix à Shanghai (*ibid.*, p. 46).

Tableau 6.2. Prix des produits alimentaires de base à Shanghai (1937-1944)

Année	riz <i>yuan/shidan</i>	blé <i>yuan/shidan</i>	farine <i>yuan/sac de 49 lb.</i>	soja <i>yuan/dan</i>
1937	12,20	6,07	4,07	6,30
1938	13,75	6,06	4,48	7,39
1939	23,72	8,65	5,76	11,56
1940	63,27	23,24	15,39	29,01
1941	146,53	49,29	28,15	50,68
1942	426,40	115,30	118,30	180,80
1943	1 416,60	422,90	363,40	614,90
1944	11 155,50	1 989,80	2 294,20	2 807,10

Source : Henriot, « Rice, Power and People », art. cit., p. 46.

Note : 1 *shidan* 市擔/石 (picul du marché) = 50 kg.

Le régime de Wang Jingwei tenta d'enrayer l'inflation de trois manières : en organisant le ravitaillement, en régulant les prix et en luttant contre la spéculation. Cette politique passa par la mise en place de comités *ad hoc* au niveau central et local à travers lesquels Nanjing chercha à arracher aux autorités militaires japonaises le contrôle qu'elles exerçaient sur l'économie¹. Le 9 juillet 1940, le ministre du Commerce et de l'Industrie, Mei Siping, obtint l'autorisation des Japonais de créer un Comité de gestion des vivres (*liangshi guanli weiyuanhui* 糧食管理委員會)². Favorable à cette décision, le conseiller militaire suprême, Kagesa Sadaaki, se heurta à des résistances parmi ses supérieurs dans l'armée et à l'opposition secrète de ses subalternes³. Ce comité resta largement impuissant, malgré son implantation progressive au niveau local⁴. Outre l'approvisionnement, Nanjing voulut étendre son contrôle sur l'ensemble des marchandises que l'armée japonaise accaparait depuis le début de l'occupation. Wang Jingwei plaida en ce sens lors de son premier voyage officiel à Tokyo, en juin 1941, qui fut centré sur les questions

¹ Lin May-li montre que le gouvernement de Wang Jingwei profita de la panique provoquée par la hausse du prix des grains pour obtenir le contrôle de l'approvisionnement des civils. Au final, les Japonais profitèrent néanmoins de ce transfert de pouvoir puisqu'ils reçurent, par la suite, plus de grain que sous le système de contrôle direct (« RiWangzhengquan de miliang tongzhi... », art. cit.). Ces mouvements de panique se traduisirent notamment par des épisodes de pillage (*qiangmi fengchao* 搶米風潮) (Toby Lincoln, « From Riots to Relief: Rice, Local Government and Charities in Occupied Central China », in K. Cwiertka (dir.), *Food and War in Mid-Twentieth-Century East Asia*, Farnham, Ashgate, 2013, p. 11 *et passim*).

² Huang Meizhen, *Riwei dui Huazhong lunxianqu jingji...*, op. cit., p. 506-508.

³ Jiang Nanchun, « Wangwei shiqi "liangzheng" genggai », art. cit., p. 104. Responsable de la branche du Comité à Suzhou, Jiang Nanchun 江楠春 explique que les autorités japonaises locales l'empêchèrent d'ouvrir ses bureaux. Il n'en toucha pas moins les confortables émoluments attachés à sa charge de *jianren* 簡任, ce qui lui permit de « prendre du bon temps [*lede xiaoyao* 樂得逍遙] » dans cette ville où les loisirs, on l'a dit, ne manquaient pas (*ibid.*).

⁴ Une branche shanghaienne (*Shanghai qu banshichu* 上海區辦事處), par exemple, fut créée le 24 octobre 1940. Le maire de la ville, Chen Gongbo, déclara qu'elle fournirait chaque mois 14 000 *dan* de riz aux habitants démunis alors qu'une telle quantité n'était suffisante que pour un jour et demi (Henriot, « Rice, Power and People », art. cit., p. 53). Hors des grandes villes (Nanjing, Shanghai et Hangzhou), les régulations qui accompagnèrent la prise de contrôle du ravitaillement n'eut guère d'impact et des arrangements locaux durent être trouvés comme dans le cas de Wuxi (Lincoln, « From Riots to Relief », art. cit., p. 22 *sqq.*).

économiques¹. C'est ainsi que fut établi, le 25 septembre suivant, un Comité central de contrôle sur les ressources matérielles (*zhongyang wuzi tongzhi weiyuanhui* 中央物資統制委員會) dans lequel siégeaient des représentants japonais et chinois². Là encore, ce transfert de pouvoir fut largement théorique. Le lancement de la « nouvelle politique chinoise » fin 1942 déboucha sur la mise en place, le 15 mars 1943, de la Confédération nationale de contrôle du commerce (*quanguo shangye tongzhi zonghui* 全國商業統制總會) et, le 19 mars, du Comité délibératif de contrôle sur les ressources matérielles (*wuzi tongzhi shenyi weiyuanhui* 物資統制審議委員會), tous deux placés sous le Yuan exécutif³. Parallèlement à ces mesures destinées à résoudre le problème en amont, des lois furent adoptées pour réguler les prix en aval⁴. Dans les faits, cette législation se montra incapable de freiner l'explosion des prix et le développement du marché noir. Chen Gongbo écrivit à Wang Jingwei, le 27 avril 1943 qu'« à compter d'aujourd'hui, l'urgence est de contrôler et de baisser les prix. La capacité du Gouvernement national en la matière décidera de son sort [*guofu xingfei zhi guanjian* 國府興廢之關鍵] »⁵. La lutte contre la spéculation servit en partie à masquer l'impuissance des autorités. Dans un éditorial, le *Quotidien du Jiangsu* présenta ainsi les « profiteurs⁶ qui spéculent à la hausse [*tunji juqi* 囤積居奇] » comme l'une des principales causes de l'explosion des prix⁷. L'appellation même des organes censés contrôler l'économie reflétait cette stigmatisation des marchands⁸.

¹ ZR, 25 avril 1941, p. 455.

² Huang Meizhen, *Riwei dui Huazhong lunxianqu jingji...*, op. cit., p. 510.

³ Dirigé par des banquiers et capitaines d'industrie shanghaiens, la première supervisait des comités pour chaque secteur (riz, coton, blé, carburant, objets courants). Le second vint remplacer le Comité central de contrôle (*ibid.*, p. 514 sqq.). Sur les coulisses de ces réformes décrites par un conseiller japonais, voir Okada, *Nichū sensō urakataki*, op. cit., p. 261-266.

⁴ Notamment le « règlement provisoire de stabilisation des prix » (*pingding wujia zansheng tiaoli* 平定物價暫行條例), promulgué le 3 juillet 1942, qui vint compléter le « décret spécial sur la stabilisation des prix » (*anding wujia linshi banfa* 安定物價臨時辦法) (ZG, n°352, p. 3-7).

⁵ AH 118-010100-0046-002. Zhou Fohai constate l'impuissance de Nanjing tout en dénonçant ses causes lorsqu'il écrit : « les Japonais reprochent souvent à notre gouvernement le peu de zèle qu'il met à restreindre la hausse des prix. En réalité, comme toutes les ressources matérielles sont entre leurs mains, peu importe combien nous désirons baisser les prix, la chose est impossible » (ZR, 9 mars 1944).

⁶ [*jianshang* 奸商], litt. : « les marchands malhonnêtes ».

⁷ « Yiping wujia de bangyang 抑平物價的榜樣 (Modèle pour contrôler les prix) », JR, 22 nov. 1941, p. 1. L'instauration d'un prix maximum était le premier moyen pour lutter contre la spéculation mais s'avéra vain. Les procès retentissants contre les spéculateurs furent aussi utilisés pour mettre en scène l'action de l'État. Ils visèrent notamment des fonctionnaires comme nous le verrons dans la partie 6.3.

⁸ Un ancien secrétaire dans l'administration des vivres rapporte cette anecdote éclairante à propos de la réorganisation de mars 1943 : « La direction [du régime] mena des discussions au sujet du nom à donner aux organismes de contrôle [*tongzhi jigou* 統制機構]. L'appellation “contrôle des ressources matérielles [*wuzi tongzhi* 物資統制]” pouvait facilement faire croire aux gens qu'ils ne seraient pas libres dans l'usage des produits, ce qui laissait craindre des réactions négatives. [...] Il fut donc décidé de le nommer “Comité national de contrôle du commerce [*quanguo shangye tongzhi weiyuanhui* 全國商業統制委員會]”. Du point de vue du nom, ce contrôle s'exerçait ainsi sur les marchands et non pas sur la population » (Jin Zhanlu 金湛盧, « Wangwei “quanguo shangye tongzhi weiyuanhui” 汪偽 “全國商業統制委員會” (Le “Comité national de contrôle du commerce” du régime fantoche de Wang Jingwei) », *Zhejiang wenshi ziliao xuanji* 浙江文史資料選

Avant d'étudier l'impact qu'eut ce contexte économique sur le niveau de vie des fonctionnaires, il convient de montrer rapidement comment il affecta leurs conditions de travail.

6.2.1.2. Difficultés budgétaires des administrations

On s'est déjà fait une idée de ces difficultés en évoquant, entre autres, les conséquences très concrètes qu'eut la hausse du prix du papier sur le fonctionnement de l'administration, qu'il s'agisse de financer l'impression des diplômes du *gaokao*¹ ou encore de modifier la maquette des documents administratifs pour réduire la consommation de papier². Les effets de l'inflation furent d'autant plus ressentis que le *huandu* juridique entraîna, on l'a vu, l'application d'une législation obsolète car fondée sur les prix d'avant-guerre.

Outre les dépenses de personnel dont il sera question à propos de la hausse des traitements, les dépenses de fonctionnement (papier, charbon de chauffage, etc.) constituèrent de façon croissante une source de préoccupation pour chaque bureau et de tensions avec l'administration chargée de surveiller le budget de l'État. Ce contrôle s'effectuait, d'une part, à travers l'examen de la comptabilité de chaque organe bureaucratique par le ministère des Comptes (*shenjibu* 審計部)³ et, d'autre part, au niveau des rallonges budgétaires allouées ou non par le ministère des Finances. Si le second était incomparablement plus puissant que le premier, l'un comme l'autre tentèrent de mettre à profit les difficultés des autres administrations pour obtenir la mise en application de leurs prérogatives. Autrement dit, ils cherchèrent à accélérer la centralisation au sein de leur domaine de compétence, de la même manière que le ministère du Personnel, par exemple, avait

輯, vol. 6, 1963, p. 59-60). Voir ce que nous disions, dans la partie 3.1.2.2, de la valeur performative attribuées aux appellations administratives.

¹ *KG*, n°29, p. 26-27.

² L'utilisation du papier pour les *gongwen* était régie par l'art. 2 du « décret sur l'uniformisation de la gestion des documents officiels dans l'administration centrale » (*huayi zhongyang ge jiguan chuli gongwen banfa* 劃一中央各機關處理公文辦法) du 13 juillet 1940 qui s'appuyait lui-même sur une directive du 18 octobre 1929 (*NG*, n°4, p. 27). Le 24 juillet 1942, le ministère de l'Intérieur diffusa une circulaire modifiant la mise en page des *gongwen* afin de réduire le nombre de feuilles utilisées dans un contexte de « forte hausse du prix du papier [*zhijia guo'ang* 紙價過昂] » (*NG*, n°28, p. 28). La suppression de l'ensemble des journaux officiels en janvier 1943, à l'exception de celui du gouvernement, résultait également en partie de cette volonté de faire des économies. La situation alla en s'aggravant puisque, à compter de juillet 1944, seul le journal officiel publié le premier du mois comportait les portraits de Sun Yat-sen et Wang Jingwei « en raison de la hausse du prix du papier liée au problème d'approvisionnement » (*ZG*, n°693, [s.p.]). D'autres instruments bureaucratiques indispensables furent affectés par l'envolée du prix des matières premières. Ainsi, le Bureau des sceaux (*yinzhuju* 印鑄局) dut-il se rabattre sur le bois (*ZG*, n°593, janv. 1944, p. 11 ; n°742, janv. 1945, p. 8).

³ En vertu de la « loi sur la vérification des comptes » (*shenjifa* 審計法) promulguée le 6 septembre 1940 qui donnait au ministère des Comptes placé sous l'autorité du Yuan de contrôle le pouvoir d'inspecter directement les finances des différents ministères de l'administration centrale et, *via* des Bureaux des comptes (*shenjichu* 審計處), celles des administrations locales (*ZG*, n°70, p. 1-6). Voir aussi la « loi organique du ministère des Comptes » révisée le 26 novembre 1940 (*ZG*, n°105, p. 2-5).

fait pression sur les différents organes de l'État pour qu'ils lui envoient leurs formulaires d'évaluation¹.

À cet égard, le ministère des Finances possédait un argument de poids puisqu'il tenait les cordons de la bourse, ce qui lui permettait d'exercer un chantage efficace. Ainsi, le 10 août 1940, le gouvernement approuva sa demande concernant les prélèvements fiscaux par chaque service sur les salaires de ses agents. Une enquête du Trésor (*guoku* 國庫) sur la période avril-juin avait montré que beaucoup d'administrations avaient gardé pour elles la somme prélevée au lieu de la faire remonter au ministère des Finances. Dorénavant, ce dernier s'autorisait à retarder le versement mensuel des frais de fonctionnement ordinaires (*jingchangfei* 經常費) pour les services n'ayant pas acquitté ladite somme². Ces mesures visant à optimiser les revenus et les dépenses furent relativement efficaces. À l'image de la situation financière générale de la zone contrôlée par le gouvernement de Wang Jingwei, dont Pan Jian a montré qu'elle connut un redressement en 1940-1941 avant de s'effondrer sous l'effet de la Guerre du Pacifique³, le budget de l'État resta sous contrôle dans un premier temps. Une pétition du ministère des Finances approuvée par le Comité politique central du 27 novembre 1941 à propos du budget pour 1942 montre toutefois que la dégradation fut antérieure à l'entrée en guerre du Japon contre les Alliés. Elle résulta de l'effet combiné du financement de la politique visant à renforcer le nouveau régime – la Campagne de pacification rurale notamment – et du contexte économique⁴ :

Lors des exercices budgétaires successifs depuis le retour à la capitale du Gouvernement national, l'État a vécu en fonction de ses moyens [*liang ru wei chu* 量入為出] [...] À l'examen des recettes et des dépenses, il apparaît que, pour l'année 1940, les recettes réelles ont pu, à force d'efforts, être maintenues dans les estimations [*mian ru guji* 勉如估計] et, les dépenses réelles, être réduites [*zunjie* 撙節], ce qui a permis de dégager un léger surplus [*xianyu* 羨餘]. En 1941, la création de nouveaux organes administratifs et le lancement de nouvelles politiques ont entraîné une augmentation des dépenses administratives [*zhengfei* 政費] et militaires. De plus, sous l'effet des demandes répétées de rallonges pour les frais prévisionnels [*yubeifei* 預備費] de l'armée et les dépenses courantes [*jingfei* 經費] de la pacification rurale, les sorties augmentent de jour en jour, passant de 16 000 000 à 39 000 000 de yuans par mois. Les recettes fiscales des douanes, de la

¹ Voir partie 5.3.3.1.

² ZG, n°60, p. 5.

³ Pan Jian, *Wang weizhengquan caizheng yanjiu*, op. cit.

⁴ Une étude approfondie des finances publiques nécessiterait de prendre également en compte les prêts accordés par le Japon au gouvernement de Nanjing. À sa création, le régime de Wang Jingwei dut non seulement financer sa machine étatique mais aussi régler les salaires des fonctionnaires du Gouvernement provisoire, alors même que les ressources fiscales de la région étaient encore contrôlées par l'occupant. C'est dans ce contexte que Wang demanda, en septembre 1939, un prêt de 40 millions de yuans (*fabi*) qui fut signé le jour de l'inauguration du nouveau gouvernement. Il ne s'agissait pas d'argent japonais mais des recettes fiscales chinoises confisquées par le Japon. Un deuxième emprunt de 300 millions de yens fut contracté le 28 juin 1941, après la visite de Wang au Japon, à la veille du lancement de la Campagne de pacification rurale. Cet argent servit surtout à acheter du matériel militaire au Japon. Le 28 juillet 1942, Zhou Fohai signa au Japon un emprunt de 100 millions sur cinq ans conçu pour renforcer le système monétaire alors que le retrait du *fabi* venait de prendre effet. Le 25 août 1944, la Banque centrale de réserve effectua auprès de la Banque du Japon un second emprunt de 400 millions de yens. Dans un cas comme dans l'autre, ces prêts visaient seulement à soutenir le dollar CBR (*ibid.*, p. 107-112 ; Zhu Peixi, *Jisheng yu gongsheng*, op. cit., p. 157-159).

gabelle, des taxes sur les marchandises et les taxes spéciales permettent de compenser ces dépenses [jie chang bu duan 截長補短] [...] Mais, ces derniers mois, les marchés financiers connaissent des turbulences, l'indice du coût de la vie augmente quotidiennement, la vie des fonctionnaires devient difficile, ce qui suscite une profonde inquiétude [yinyou kanyu 隱憂堪虞]¹.

Pour faire face à cette évolution défavorable, le ministère des Finances exigea de ne pas dépasser 10% d'augmentation pour les frais de fonctionnement des administrations durant la première moitié de l'année 1942, de reporter la mise en place de nouveaux organes administratifs et le lancement de nouvelles politiques².

Dans cette même pétition, le ministère des Finances notait que, face aux conditions de vie de plus en plus dures des fonctionnaires, « une augmentation exceptionnelle des salaires du personnel est inévitable »³. De fait, le traitement de ses fonctionnaires devint l'une des préoccupations majeures du gouvernement.

6.2.2. Le salaire des fonctionnaires

6.2.2.1. Le maquis du système de traitement et de protection sociale

Avant d'analyser la situation financière des fonctionnaires du gouvernement collaborateur de Nanjing à travers leurs doléances sur le sujet et les mesures prises pour y répondre, il est nécessaire de présenter les principaux aspects du système de traitement et de protection sociale alors en vigueur⁴. Copié sur celui de la « décennie de Nankin », ce système évolua toutefois en raison du contexte particulier de l'occupation. Comme dans d'autres secteurs de l'État, la guerre fut une période de progrès importants dans ce domaine, à Nanjing comme à Chongqing.

Ce système comprenait, d'une part, le salaire de base (*zhengfeng* 正俸 ou *benfeng* 本俸) échelonné selon le rang de l'agent (*teren*, *jianren*, *jianren*, *weiren*) et son grade à l'intérieur de chaque rang. Il avait été mis en place dans les années 1930 à partir du modèle de la période Beiyang amélioré sous l'influence des bureaucraties étrangères⁵. Durant les premières années du Gouvernement nationaliste, de nombreuses disparités subsistèrent entre les différentes

¹ ZG, n°263, p. 9.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Nous n'abordons ici que le traitement des fonctionnaires *sticto sensu*. En ce qui concerne les agents de l'administration semi-bureaucratique tels que les chefs de *baojia*, ils ne touchaient pas de salaire mais étaient défrayés (*baojia jingfei* 保甲經費). En 1943, un règlement fixa à 50 yuans par mois la somme que pouvaient toucher les chefs de *baojia* (Pan Min, *Jiangsu Riwei jiceng zhengquan...*, *op. cit.*, p. 89).

⁵ Nanjing envoya des experts aux États-Unis, en France et au Japon pour y étudier la rémunération des fonctionnaires (He Jiawei, *Guomin zhengfu gongwuyuan fengji fuli zhidu*, *op. cit.*, p. 31-32).

administrations. La volonté de rationaliser ce système aboutit à l'adoption, le 23 septembre 1933 d'une grille de salaire unifiée¹.

Il incluait, d'autre part, un ensemble de dispositions visant à assurer la protection sociale des agents et de leur famille, en l'occurrence plusieurs sortes d'indemnités (*jintie* 津貼) ou encore de subsides (*butie* 補貼) devant permettre à chaque fonctionnaire de se loger, de se nourrir, de se vêtir et de se soigner². Il incluait, en outre, les pensions d'invalidité, de décès (*fluxujin* 撫卹金) ou de retraite (*tuixiujin* 退休金 ou *yanglaojin* 養老金)³.

À ces deux grands volets du système de traitement et de protection sociale nationaliste, repris par le régime de Wang Jingwei, venaient s'ajouter des aides annexes. La principale était l'« indemnité spéciale de frais généraux » (*tebie bangongfei* 特別辦公費 ou *gongfei*)⁴. Cette somme mensuelle non imposable était loin d'être anodine puisqu'elle pouvait atteindre jusqu'à 3000 yuans par mois au début de la « décennie de Nankin » pour le président du Yuan exécutif⁵.

Avant même que l'inflation galopante n'oblige le gouvernement de Wang Jingwei à revoir la rémunération de ses agents, l'épineuse question des pensions de décès fut au centre de la transition avec les premiers gouvernements collaborateurs. Un courrier du ministère de l'Intérieur daté du 15 mai 1940 transmet ainsi la directive du gouvernement prévoyant de poursuivre le

¹ « Tableau provisoire des salaires et rangs des fonctionnaires civils » (*zanxing wenguan guandeng guanfang biao* 暫行文官官等官俸表) (*ibid.*, p. 31, voir Annexe 2.12). La rationalisation de la bureaucratie nationaliste n'entraîna pas une simplification de sa grille de salaire. Ainsi, la mise en place du contrôle périodique (*kaoji*) en 1935 vint compliquer ce calcul. Chaque agent voyait son salaire augmenter ou baisser selon ses notes de l'année précédente (*ibid.*, chap. 4). Une présentation détaillée du système nécessiterait de prendre également en compte les nombreuses adaptations et exceptions dans chaque organe administratif qui ne disparurent pas malgré cette unification croissante. Autre point important : l'impôt sur le revenu (*suodeshui* 所得稅), évoqué dans la partie précédente, que les fonctionnaires acquittèrent à partir d'octobre 1936 (*ibid.*, chap. 5).

² Ces mesures s'étoffèrent à Chongqing durant la guerre à mesure que la situation empirait (voir *ibid.*, chap. 2 et 3). Il en alla de même, on va le voir, en zone occupée.

³ Le système nationaliste ne distinguait pas nettement les pensions d'invalidité ou de décès des pensions de retraite. Un « règlement sur les pensions de secours des fonctionnaires » (*gongwuyuan xujin tiaoli* 公務員卹金條例) entra en vigueur le 26 mars 1934. Il comprenait deux types d'aide : une pension annuelle (*nian xujin* 年卹金) et une indemnité versée en une fois (*yici xujin* 一次卹金). Le calcul de cette aide se fondait sur l'ancienneté de l'agent concerné et représentait, par exemple, huit mois de salaire dans le cas d'une indemnité en une fois d'un agent en poste depuis cinq ans. Le gouvernement de Chongqing abrogea ce règlement pour le remplacer, le 6 novembre 1943 par une « loi sur la retraite des fonctionnaires » (*gongwuyuan tuixiu fa* 公務員退休法) (*ibid.*, p. 129-131).

⁴ Celle-ci était directement versée à l'agent. Elle était distincte du *bangongfei* 辦公費 alloué à chaque organe administratif. L'une comme l'autre étaient inclus dans le budget (*ibid.*, p. 142).

⁵ Soit plus de dix ans du salaire annuel moyen (281 yuans) d'un paysan avant-guerre (*ibid.*, p. 18). Cette indemnité était calculée selon le poste et non pas le rang. Ainsi les autres présidents de Yuan touchaient 2000 yuans, les ministres 1600 (avec des différences selon le ministère). Pour les postes subalternes, elle pouvait descendre jusqu'à quelques dizaines de yuans par mois. Par la suite, un maximum de 1500 yuans fut appliqué mais l'inflation galopante durant la guerre entraîna une nouvelle hausse du plafond qui atteignit 10 000 yuans pour le président (*zhuxi*) et 5000 yuans pour les présidents de Yuan, pour un minimum de 200 yuans pour les employés de section (*ibid.*, p. 144-147).

versement des pensions accordées aux familles de fonctionnaires décédés¹. Si le nouveau gouvernement central n'était donc pas opposé à la prise en charge des pensions décidées par ses prédécesseurs – dans l'esprit de continuité déjà mentionné à propos des « rustines légales » –, la transition n'alla pas sans poser des difficultés que vint aggraver le contexte de terreur que connaissait alors la Chine occupée. À côté des décès liés à la vieillesse ou aux accidents divers², les dossiers concernant les pensions dans les premiers mois du régime confirment en effet l'importance des assassinats perpétrés contre les collaborateurs³. De fait, une législation adaptée à ce contexte vit le jour, qui s'appliqua parallèlement à la législation d'avant-guerre⁴. Le gouvernement de Wang Jingwei promulgua, en octobre 1940, un « règlement sur les pensions spéciales des fonctionnaires » (*gongwuyuan tezhong xujin tiaoli* 公務員特種卹金條例), lui-même inspiré du « règlement provisoire sur les pensions spéciales des fonctionnaires » (*guanli tezhong xujin tiaoli* 官吏特種卹金條例) entré en vigueur en juin 1938 sous le Gouvernement réformé⁵. Ce dernier prévoyait, pour les fonctionnaires civils « assassinés en service [*yingong yuhai zhisi* 因公遇害致死] », le versement d'une indemnité en une fois, différente selon le rang de la victime⁶. Dans le cas où l'agent réchapperait vivant de l'attentat, il devait toucher une

¹ *NG*, n°2, p. 51. Le courrier est suivi du tableau des pensions à verser avec le nom du défunt, celui de son parent touchant la pension avec le montant et la durée de celle-ci pour les pensions annuelles (par exemple, jusqu'à la majorité de son plus jeune enfant).

² Voir, par exemple, le cas d'un agent de la section des Affaires civiles du ministère de l'Intérieur du nom de Wang Xingzuo 汪興祚, renversé en juin 1940 par un chauffard japonais qui ne fut, semble-t-il, jamais inquiété. Dans un style caractéristique, la pétition pour l'obtention d'une pension décrit, sur un ton pathétique, la détresse de sa veuve et de sa fille réduites à la misère et précise que l'accident s'est produit alors que Wang venait de finir son service de nuit (*zhiye* 值夜), afin de le présenter comme étant survenu dans l'exercice de ses fonctions. Sa veuve se vit accorder une pension annuelle correspondant au dixième du dernier salaire de son mari, soit 156 yuans, ainsi qu'une indemnité versée en une fois équivalant à deux mois de salaire, soit 260 yuans (*NG*, n°5, p. 64-65).

³ On se souvient du cas de Guo Zengji, le magistrat chevronné du district de Wuxian, abattu le 31 juillet 1940 (partie 5.2.3.1). Sur le contexte sécuritaire, voir la partie 3.1.1.3.

⁴ Le « règlement sur les pensions de secours aux fonctionnaires » du 26 mars 1934 fut rétabli. Au Conseil des affaires politiques de Chine du Nord qui demandait s'il pouvait continuer à appliquer son « règlement sur les pensions de retraite des fonctionnaires » (*guanli tuizhi cijin guize* 官吏退職賜金規則), le Comité politique central répondit, le 18 mai 1940, que celui-ci était inutile puisque le règlement de 1934 couvrait les retraites (*ZG*, n°29, p. 11-12). Les choses ne sont pas très claires, mais il semble que Nanjing ait pris les devants sur la zone libre en remplaçant les pensions de secours par une pension de retraite (*tuizhijin* 退職金) en avril 1943, soit sept mois avant Chongqing (Ren Liping 任利平, « Riwei shiqi Tianjin zhong xia ceng gongwuyuan yanjiu 日偽時期天津中下層公務員研究 (Étude des fonctionnaires de rangs moyen et subalterne à Tianjin sous les régimes fantoches) », Mémoire de master, Nankai daxue, 2011, p. 9). Voir également le projet de loi proposé par le Yuan d'examen le 25 février 1943 (*ZZW*, vol. 16, p. 80-81).

⁵ *Zhengfu gongbao* 政府公報 (Journal officiel [du Gouvernement réformé]), n°9, 6 juin 1938, p. 3-5, in *ZG*, vol. 13. Nous n'avons pas trouvé de textes de loi similaires avant-guerre. Il semble donc que, dans ce cas précis, le gouvernement de Wang Jingwei ait adapté la législation de son prédécesseur direct en se contentant de modifier l'appellation donnée aux fonctionnaires (l'archaïque *guanli* étant remplacé par le moderne *gongwuyuan*).

⁶ 100 000 yuans (!) pour un *teren*, 50 000 (*jianren*), 20 000 (*jianren*), 10 000 (*weiren*). Pour les agents de rang inférieur, une demande pourrait être faite par le chef de leur service (*ibid.*).

pension représentant 50% de son salaire, en plus de l'aide pour les frais médicaux¹. Cette indemnisation très généreuse visait à convaincre les collaborateurs potentiels de surmonter leur peur des tueurs de Dai Li, dont l'objectif était précisément de gêner le recrutement du personnel des gouvernements pro-japonais.

La clause « tué en service » n'alla toutefois pas sans poser problème. Le Bureau de l'éducation du gouvernement provincial du Zhejiang fit, par exemple, remonter au ministère de l'Intérieur la pétition suivante signée par le magistrat du district de Haiyan :

Le 4 août [1940] à 23 heures, alors que Feng Jiemin 馮子民, agent du Centre d'éducation du peuple [*minjiaoguan* 民教館], dormait à poings fermés chez lui, quatre bandits² se sont introduits à son domicile et l'ont assassiné³.

Le ministère de l'Intérieur argua du fait que Feng Jiemin dormait chez lui pour renvoyer la pétition au prétexte qu'il manquait d'éléments attestant que la victime était morte « en service »⁴. La procédure allait, en revanche, beaucoup plus vite dans le cas d'un collaborateur important, clairement assassiné en raison de sa qualité de « traître », comme Yuan Yangong 袁硯公, haut fonctionnaire du Yuan de contrôle abattu en novembre 1941 par un tireur embusqué lors d'un déplacement officiel à Shanghai⁵.

L'importance du fonctionnaire tué n'empêchait cependant pas que des difficultés apparaissent, comme dans le cas particulier de Yang Shoutong 楊壽桐 (1877-1940), magistrat du district de Wuxi (Jiangsu), mort sous les balles d'un « groupe d'acier et de sang pour l'élimination des traîtres », le 9 janvier 1940. L'émoi suscité par cet attentat fut à la mesure du personnage et de sa charge. *Jinshi* des concours mandarinaux et membre de l'Académie Hanlin 翰林 à la toute fin des Qing, Yang était un notable éminent de Wuxi, principal centre économique de la région après Shanghai⁶. Membre des premiers comités locaux établis au début de l'occupation, il avait été nommé magistrat dans l'administration du Gouvernement réformé. Son assassinat fut suivi d'un blocage total de la ville pendant plusieurs jours puis de funérailles grandioses au cours desquelles

¹ Cette clause s'appliquait si la victime était « incapable [*busheng* 不勝] de reprendre son travail en raison de son invalidité » ou si elle pouvait « difficilement [*nansheng* 難勝] reprendre son travail en raison d'une dépression [*jingshen sangshi* 精神喪失] ou de séquelles incurables » (*ibid.*).

² [*baotu* 暴徒] : expression utilisée pour désigner les agents de Chongqing (*Yu baotu* 渝暴徒), cf. ZR, 21 avril 1941, p. 453.

³ NG, n°8, p. 50.

⁴ *Ibid.* Or, la frontière entre crime crapuleux et assassinat politique n'était pas toujours très claire (voir ci-dessous).

⁵ En plus de bénéficier du règlement sur les indemnités spéciales, feu Yuan Yangong se vit décerner 5 000 yuans de frais d'obsèques et des décorations (ZG, n°106, p. 7). Nous n'avons pas trouvé assez d'éléments le concernant pour lui consacrer une notice biographique. La seule mention à son sujet apparaît à la fin des mémoires de Jin Xiongbai qui rapportent que Yuan était responsable de la succursale shanghaienne de la Fudian yinhang 富滇銀行 (Banque du Yunnan prospère) lorsqu'il fut recruté par Zhou Fohai. Son assassinat par le Juntong pourrait s'expliquer par sa proximité avec les deux hommes forts du Yunnan, Long Yun et de Li Genyuan 李根源 (1879-1965), dont Chongqing craignait toujours qu'ils ne s'entendent avec le groupe de Wang (WKS, p. 958).

⁶ Lincoln, *Urbanizing China in War and Peace*, *op. cit.*, p. 164-168.

des officiers japonais et des fonctionnaires locaux firent l'éloge du défunt¹. Le dossier d'indemnisation traîna cependant en longueur, comme le montre un courrier du ministère de l'Intérieur adressé au Yuan exécutif le 24 octobre 1940². Dès février, la veuve de Yang Shoutong avait fait une demande d'indemnisation qui avait été rejetée au motif que « durant son mandat, le défunt magistrat de district avait été incriminé dans de nombreuses affaires [*beikong zhi an duo qi* 被控之案多起] ». Dans ces conditions, les raisons de son assassinat n'avaient pu être tirées au clair avant que ses meurtriers ne soient interrogés³. De plus, Yang n'« avait pas encore été nommé en suivant la procédure de recommandation »⁴. En mars, l'agence des services spéciaux japonais (*tokumubu kikan*) de Suzhou envoya un courrier attribuant la faute du retard pris dans la nomination officielle de Yang à sa hiérarchie et exprimant son espoir que ce dossier serait réglé rapidement. Le mois suivant, la gendarmerie japonaise (*kenpeitai*) de Suzhou réitéra cette demande en affirmant qu'il ne faisait aucun doute que Yang était « mort dans l'exercice de ses fonctions [*yinkong xunzhi* 因公殉職] »⁵. Intervenant en pleine réorganisation du gouvernement de Nanjing, ces pressions japonaises restèrent sans effet immédiat. Le gouvernement du Jiangsu réitéra alors sa demande en faveur de Yang en expliquant que, « bien que les événements se soient produits avant le retour à la capitale du Gouvernement national, le défunt magistrat s'est sacrifié pour la paix [...] et est donc digne de la plus grande compassion [*qi qing yi shu kemin* 其情亦殊可憫] »⁶. L'affaire se régla finalement à la faveur des aveux de l'un des meurtriers, un certain Zhang Guida 張桂大 aussi connu sous le nom de Xu Kunsheng 徐坤生, qui vinrent apporter la preuve que la mort de Yang n'était pas la conséquence d'une « vengeance privée [*sichou* 私仇] »⁷. Sa veuve put donc toucher la coquette somme de 28 800 yuans¹.

¹ À la différence des premiers qui insistèrent sur la contribution de Yang Shoutong à la bonne entente entre la Chine et le Japon, les seconds soulignèrent son rôle dans le développement de la ville. Selon Lincoln, ces réactions sont révélatrices de la légitimité dont bénéficièrent certains collaborateurs : « The sentiments of local officials went far beyond support for the Japanese and demonstrate a real pride in the city's identity » (*ibid.*, p. 167).

² *NG*, n°7, p. 39-41.

³ Du fait de ces affaires, le mobile du meurtre était susceptible de tomber sous le coup de l'article 4 du règlement sur les indemnités spéciales qui annulait le droit à une indemnisation si l'attentat « résultait d'une action malhonnête [*bu zhengdang xingdong* 不正當行動] » (*Zhengfu gongbao* 政府公報 (Journal officiel [du Gouvernement réformé]), n°9, p. 4, in *ZG*, vol. 13).

⁴ [*wei jing jian qing renming* 未經荐請任命] (*NG*, n°7, p. 39). Il semble que cette phrase fasse allusion au fait que Yang avait été nommé au début de l'occupation de Wuxi par les autorités japonaises locales et qu'il avait conservé son poste sous le Gouvernement réformé sans chercher à obtenir l'approbation du ministère de l'Intérieur, d'où peut-être le peu d'empressement de ce dernier à plaider en faveur de sa veuve. On a dit que Chen Qun veilla à renforcer son contrôle sur les magistrats de district dès son entrée en fonction. Les soutiens japonais de Yang Shoutong, qui lui permirent de se passer de l'appui de Nanjing, s'ingérèrent dans le dossier d'indemnisation, comme nous allons le voir.

⁵ *Ibid.*, p. 40.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

Le système de protection sociale dont bénéficiaient les fonctionnaires continua de s'étoffer tout au long de l'occupation, notamment avec l'introduction d'une caisse d'assurance spécialement destinée aux agents de l'administration centrale². Contrairement aux indemnités et retraites des fonctionnaires, qui relevaient de la compétence du ministère du Personnel, cette assurance était gérée par le ministère du Bien-être social (*shehui fuli bu* 社會福利部). Sa cotisation était partagée entre les agents et le Trésor³. Elle couvrait quatre domaines : maladie, handicap, décès et naissance⁴. Elle s'inscrivait dans les efforts du gouvernement de Wang Jingwei pour protéger ses agents face à l'inflation galopante. Dans la pétition de janvier 1944 à l'origine du texte de loi, le ministère Bien-être social expliqua ainsi que :

Par compassion [*tixu* 體恤] pour ses agents, le Gouvernement national a exceptionnellement augmenté leurs salaires à compter de cette année ce qui a constitué un complément important pour la vie quotidienne des fonctionnaires. Cependant, avec la hausse continue des prix, la situation difficile dans laquelle ils se trouvent n'a pas encore pu être résolue entièrement. Ceci notamment en cas d'imprévus auxquels ils sont souvent dans l'incapacité de faire face, ce qui a de fortes conséquences sur leur efficacité au travail⁵.

De fait, le gouvernement prit assez rapidement conscience de la dégradation du niveau de vie de ses agents, notamment à travers les nombreuses doléances envoyés par ces derniers.

6.2.2.2. Doléances des agents

Dans une tribune publiée à l'automne 1942 dans le *Quotidien du Jiangsu*, un fonctionnaire intermédiaire du nom d'Ouyang Desun 歐陽德孫 exprima la détresse de sa profession à la suite d'un évènement tragique :

J'ai été profondément bouleversé et n'ai pu retenir des larmes amères en apprenant le suicide de Xu Yinshou 徐銀壽. Je suis, moi aussi, un fonctionnaire au salaire moyen, l'un de ces petits employés affligés par la misère [*liaodao jiongpo* 潦倒窘迫]. C'est pourquoi je ressens une profonde compassion. Cela me fait penser au problème du salaire trop faible des fonctionnaires et aux projets pour augmenter leur traitement. Plus encore, cela me rappelle que leur situation précaire [*shenghuo de bu'an* 生活的不安] entraîne une baisse de l'efficacité des agents dans leur

¹ Cette indemnité représentait six années de salaire d'un *jianren* de rang 1, soit 400 yuans par mois (NG, n°9, déc. 1940, p. 37).

² « Règlement provisoire sur l'assurance spéciale pour les fonctionnaires de l'administration centrale » (*zhongyang gongwuyuan tezhong baoxian zanxing banfa* 中央公務員特種保險暫行辦法) (ZG, n°593, 26 janv. 1944, p. 2-3). Un système similaire avait commencé à être mis en place à Chongqing à partir d'août 1939, mais ce n'est qu'en 1948 que le Gouvernement nationaliste adopta un « projet de loi révisé sur l'assurance des fonctionnaires » (*gongwuyuan baoxianfa xiuzheng cao'an* 公務員保險法修正草案) (He Jiawei, *Guomin zhengfu gongwuyuan fengji fuli zhidu*, op. cit., p. 156-160).

³ Elle était, respectivement, de 20 yuans/mois (*jianren*), 10 yuans (*jianren*), 4 yuans (*weiren*) (ZG, n°593, 26 janv. 1944, p. 2). Nous verrons dans la partie suivante que les salaires avaient déjà été augmentés à cette date.

⁴ À la naissance d'un fils ou d'une fille, par exemple, l'agent recevait 1 000 yuans et 1 500 yuans si les conjoints étaient tous deux fonctionnaires (*ibid.*). Cette mesure s'inscrivait dans la politique nataliste du ministère de la Société dont le premier objectif était d'« augmenter la population [*renkou zenzhi* 人口增值] » dans le cadre de la participation de Nanjing à la guerre (ZZW, vol. 22, p. 431)

⁵ ZG, n°593, p. 10.

travail et constitue un terreau pour la corruption dans l'administration [*bu lianjie zhengzhi* 不廉潔政治]. [...] Le Mouvement des nouveaux citoyens exige des fonctionnaires qu'ils soient incorruptibles. Il est certes nécessaire de purifier les cœurs [*qingxin de xiuyang* 清心的修養], mais les facteurs systémiques de cette corruption ne sauraient être négligés. La question de l'augmentation des salaires ne peut être réglée par de simples paroles. Encore faut-il prendre en considération les revenus du pays pour voir si une telle mesure est possible. Bien que la situation actuelle ne permette pas une forte augmentation des salaires, je demande que les autorités chargées de la politique économique fassent davantage pour contenir la hausse des prix. Des mesures ont déjà été prises, mais elles sont insuffisantes. Nous espérons qu'elles seront développées avec résolution dans le cadre d'une politique économique concrète. Voici la revendication minimale de nous autres salariés [*women yibei xinshui jiejiqun* 我們一輩薪水階級群].¹

Cet article parut alors que la mobilisation des fonctionnaires contre la corruption par le Mouvement des nouveaux citoyens battait son plein (voir partie 6.1.2.2). Il exprimait le désarroi des agents pris pour cibles par le discours sur la crise de l'État. L'aggravation de la situation économique en 1942 s'accompagna ainsi de nombreuses pétitions semblables, envoyées par des individus, des groupes de fonctionnaires ou par l'organisme dans lequel ils travaillaient.

Avant de se généraliser à l'ensemble de la fonction publique, la détérioration du niveau de vie des agents en zone occupée avait été ressentie par des groupes spécifiques. Le cas le plus intéressant est sans doute celui des fonctionnaires originaires de Chine du Nord en poste à Nanjing. Le 25 avril 1941, le Yuan d'examen fit remonter la pétition suivante :

Depuis le retour à la capitale, nous nous démenons entre le Sud² et le Nord pour soutenir de toutes nos forces le Mouvement de paix [*nan bei benzou nuli heyun yongdai* 南北奔走努力和運擁戴]. Les dirigeants de part et d'autre se rendent à la capitale tels les rivières convergeant vers la vallée³. Le pouvoir politique est unifié et le Sud et le Nord forment une même famille [*zhengquan yi tong nan bei yi jia* 政權一統南北一家]. Les fonctionnaires venus dans le Sud depuis la Chine du Nord pour servir dans l'administration centrale sont très nombreux, alors que ceux venus du Sud et installés en Chine du Nord sont plus rares. En temps normal, les transferts d'argent [*huidui* 匯兌] entre le Sud et le Nord ne posent pas de problème et l'on n'a pas à s'inquiéter pour ses proches quel que soit l'endroit où on les a laissés. Depuis plusieurs mois cependant, les frais exigés par les bureaux de transfert [*shanghao* 商號] dans la capitale et à Beiping et Tianjin augmentent de jour en jour, à tel point que pour envoyer 100 yuans, il faut aujourd'hui payer pas moins de 90 yuans de frais. Plus de la moitié de notre modeste salaire est ainsi perdu, sans compter que le transfert n'arrive pas toujours à destination. Ceux qui ont une famille de huit personnes à Beiping ou Tianjin sont dans l'incapacité de contracter un prêt et ont du mal à survivre. Les fonctionnaires du Sud travaillant dans le Nord [...] sont, eux, en mesure de subvenir aux besoins de leur famille car le Conseil des affaires politiques de Chine du Nord échange leurs devises locales⁴. Il va de soi que les

¹ Ouyang Desun, « Tigao gongwuyuan daiyu 提高公務員待遇 (Augmentons le traitement des fonctionnaires) », *JR*, 14 sept. 1942, [s.p.].

² Le « Sud » dont il est question dans cette pétition correspond à la région de Nanjing (Chine centrale).

³ [*lingxiu ru Jianghan zhi chaozong wanliu zhi fu huo* 領袖如江漢之朝宗萬流之赴壑]. Il semble qu'il soit ici fait allusion au poème « Jingzhouting ru chao 荊州亭入朝 (Audience impériale au pavillon de Jingzhou) » de Zhang Yue 張說 (663-730) afin de faire l'éloge de l'unification nationale (entre Beijing et Nanjing) réalisée par le gouvernement de Wang Jingwei.

⁴ [*bodui lianyinquan* 撥兌聯銀券]. On a vu dans la partie 6.2.1.1. que l'autonomie de la Chine du Nord était notamment monétaire avec l'émission d'une devise spécifique (le *lianyinquan*). Coble explique ainsi que « the two regions became two different currency zones—north China in the yen bloc and central China using the yuan. Travelers between the two zones could exchange money at a rate set in 1943 as 100 yuan (Nanjing) to 18 yen (Beijing). Nanjing had difficulty maintaining this rate and eventually in March 1944 prohibited all exchange between the two currencies except at eleven official banks [...]. Travelers to north China could legally carry only

agents dont le domicile familial est dans le Nord mais qui sont en service dans l'administration centrale sont entièrement dévoués au Mouvement de paix [*yishen xiaozhong heyun* 一身效忠和運]. Pourtant leurs proches restés dans le Nord errent le ventre creux [*ji'e liuli* 饑餓流離]. Cette situation insupportable nous inspire une terrible anxiété [*jiaozhuo panghuang* 焦灼彷徨] et nous laisse désespérés¹.

En conclusion, les pétitionnaires implorèrent respectueusement Wang Jingwei de pouvoir recevoir une aide similaire à celle dont bénéficiaient les agents de Nanjing en poste à Beijing. L'intérêt de cette lettre provient de ce qu'elle nous dit des relations entre les deux capitales de l'État d'occupation après sa centralisation théorique en mars 1940. Elle montre les liens institutionnels et humains qui existaient entre elles malgré l'autonomie de fait du Conseil des affaires politiques. En effet, dans le cadre du front uni des collaborateurs, un certain nombre de dirigeants et de hauts fonctionnaires de Beijing obtinrent des postes dans l'administration centrale². La coupure entre les deux gouvernements était malgré tout bien visible, non seulement dans la coexistence de deux monnaies, mais aussi dans le fait que les fonctionnaires de Beijing installés à Nanjing maintinrent des liens de solidarité³. Ce n'est pas un hasard si cette pétition émanait du Yuan d'examen dont plusieurs dirigeants, on l'a dit, venaient du Gouvernement provisoire. C'était notamment le cas de son secrétaire général, Xia Suchu, qui était le principal signataire de ce courrier⁴. La demande d'une aide mensuelle en monnaie de la Banque fédérale de réserve (*lianyinquan*) aux familles de fonctionnaires restées dans le Nord fut rapidement transmise au ministère des Finances⁵. Ce dernier répondit toutefois qu'une telle aide n'était possible qu'à condition que le Trésor possède un surplus de *lianyinquan*⁶. Or, les maigres réserves dans cette devise avaient déjà été affectées⁷.

5,000 yuan in Nanjing notes, although this restriction was eventually lifted under Japanese pressure. » (*Chinese Capitalists in Japan's New Order, op. cit.*, p. 93-94). Ce n'est pas très clair, mais on peut penser qu'en changeant leurs devises de Beijing en monnaie de Nanjing avant de l'envoyer à leur famille dans le Sud, ces fonctionnaires évitaient de payer la commission de change en plus des frais de transfert. De telles mesures n'étaient pas nouvelles, puisque à l'époque du Conseil d'union en 1938, les fonctionnaires du Gouvernement réformé travaillant à Beijing recevaient une prime de 200 yuans pour se nourrir et se loger (*WZQS*, p. 150).

¹ *KG*, n°12, p. 32-33.

² Cette centralisation se fit plus à l'avantage de Beijing que de Nanjing comme le laisse penser la pétition selon laquelle les fonctionnaires venus à Nanjing étaient bien plus nombreux que ceux affectés à Beijing.

³ Il ne s'agissait pas tant de liens fondés sur une affinité régionale que d'un factionnalisme politique. Celui-ci persista d'autant plus facilement que les hauts fonctionnaires du Gouvernement provisoire nommés à Nanjing cumulaient souvent un poste au sein du Conseil des affaires politiques et passaient une grande partie de l'année à Beijing.

⁴ Seul son nom apparaît, accompagné de la mention « et autres [*deng* 等] ». Ce proche de Wang Yitang ne portait donc sans doute pas dans son cœur le groupe de Wang Jingwei, bien qu'il fasse assaut de loyauté envers le régime de Nanjing dans sa lettre. Voir sa notice biographique, Annexe 3.

⁵ *KG*, n°13, mai 1941, p. 17.

⁶ *KG*, n°14, juin 1941, p. 12-13 (la version imprimée du courrier indique, par erreur, *lianyinjuan* 聯銀卷 au lieu de *lianyinquan* 聯銀券).

⁷ *Ibid.* On ne trouve plus de traces de ce dossier par la suite. Faut-il voir dans ce refus une forme de discrimination à l'encontre des fonctionnaires de Beijing de la part du groupe de Wang Jingwei qui ne parvint jamais à imposer l'unification monétaire ?

Autre exemple de revendication sectorielle, cette « pétition secrète [*mi cheng* 密呈] » cosignée en 1942 par 79 fonctionnaires des Yuans législatif et de contrôle commençant ainsi :

Dernièrement, en raison de l'envolée des prix causée par la guerre [*zhanshi* 戰事], chaque fonctionnaire soupire de frustration¹. Parmi eux, les membres des Yuans législatif et de contrôle sont particulièrement à plaindre^{2,3}.

Les auteurs de la missive n'étaient pourtant pas, *a priori*, les plus mal lotis puisqu'ils précisent eux-mêmes être des *zhengwuguan* (hauts fonctionnaires) émargeant au « premier grade du rang *jianren* [*jian yi ji* 簡一級] ». Soulignant l'importance de leur mission⁴, ils se plaignirent pourtant du fait que leur indemnité spéciale de frais généraux (*gongfei*) n'était pas suffisante et, surtout, qu'elle était inférieure à celle des autres fonctionnaires de même rang, qui non seulement touchaient un *gongfei* de 600 yuans par mois mais également une « indemnité secrète [*jimifei* 機密費] »⁵. Ayant ouï-dire que le gouvernement, « compatissant [*tinian* 體念] pour la vie de misère des fonctionnaires », était sur le point de procéder à une augmentation des salaires, ils craignaient de ne pas profiter de ces mesures.

On trouve d'autres doléances diverses telles que la pétition d'un lauréat du *gaokao* de 1940 du nom de Xiao Suilai 蕭綏徠 à propos de son « salaire modeste de seulement 140 yuans par mois »⁶ ou encore un courrier du ministère de la Justice décrivant la situation intenable dans laquelle se trouvaient ses agents. Le seul moyen d'augmenter leur traitement ayant été de les promouvoir à un rang supérieur, ce qui n'était pas toujours possible, le ministère demandait s'il pouvait verser une « indemnité extraordinaire »⁷. Le gouvernement répondit à cet afflux croissant de doléances par des mesures successives consistant à augmenter le salaire fixe de ses agents et à leur accorder un certain nombre de privilèges.

¹ [*beimen zhi tan* 北門之歎], litt. : « les soupirs de la Porte du Nord ». Métaphore tirée du *Shishuoxinyu* 世說新語 (Nouveaux propos mondains) de Liu Yiqing 劉義慶 (403-444). *Beimen* 北門 est le titre de l'ode n°40 du chap. 1 du *Shijing* 詩經 (Livre des odes) et a pris le sens de « ne pas rencontrer l'occasion de déployer ses talents » (*GR*).

² [*qing ku* 清苦], abr. de « *qinghan pinku* 清寒貧苦 » utilisé pour décrire la misère des lettrés qui n'en restent pas moins dignes et intègres.

³ AH 118-010100-0045-045. La date précise de cette pétition transmise par Chen Gongbo (président du Yuan législatif) à Wang Jingwei n'est pas indiquée.

⁴ « Les membres du Yuan législatif recueillent les aspirations du peuple [*caifang minqing* 採訪民情] et les membres du Yuan de contrôle enquêtent sur l'administration du personnel » (*ibid.*). Dans le cas du gouvernement de Wang Jingwei, cette description est pour le moins exagérée tant l'un comme l'autre de ces Yuans comptèrent parmi les administrations les moins actives du régime.

⁵ Ils prennent notamment l'exemple des vices-ministres chargés des affaires politiques. Leur crainte venait du fait que leur statut de membre de comité (*weiyuan* 委員) au sein des Yuans législatif et de contrôle était légèrement différent de celui des fonctionnaires ordinaires et qu'ils ne pouvaient pas cumuler une autre charge (*ibid.*).

⁶ *KG*, n°23, mars 1942, p. 36.

⁷ *KG*, n°28, août 1942, p. 16-17.

6.2.2.3. Augmentation des traitements et privilèges

La baisse du niveau de vie des fonctionnaires, d'abord ressentie par les agents des rangs inférieurs, fut l'une des conséquences les plus concrètes du *huandu* juridique qui consista, on l'a dit, à rétablir la grille de salaires promulguée en septembre 1933¹. Ce rétablissement au nom de l'orthodoxie nationaliste entraîna parfois une baisse des traitements, comme dans le cas des agents de la municipalité de Hangzhou. En octobre 1938, l'ancien maire He Zan – assassiné entre-temps – avait obtenu de pouvoir augmenter ses employés d'un rang salarial². En juin 1940, le ministère du Personnel répondit par la négative à une pétition du gouvernement provincial du Zhejiang au sujet du maintien de cette mesure au prétexte que « l'administration [était] de nouveau conforme aux règles [*zhengzhi yi ru guida* 政治已入軌道] ». Depuis le « retour à la capitale », ajouta-t-il, la grille de 1933 s'appliquait à tous les fonctionnaires civils. Comme il était « inconvenable que Hangzhou constitue une exception », son système de salaires devrait être « rectifié pour se conformer à la règle unique [*jiuzheng yi gui yili* 糾正以歸一律] »³. Ce retour en arrière ne tarda cependant pas à se révéler intenable.

On peut dater du 4 septembre 1941 la première décision du gouvernement de Wang Jingwei allant dans le sens d'une augmentation générale des salaires de la fonction publique. Ce jour-là, le ministre des Finances, Zhou Fohai, fit adopter au Comité politique central un plan d'aide visant les fonctionnaires intermédiaires qui prit la forme d'un « décret de secours provisoire pour les employés de rang *jianren* ou inférieur de l'administration centrale » (*zhongyang ge jiguan jianren yi xia ge zhiyuan linshi jiuji banfa* 中央各機關薦任以下各職員臨時救濟辦法)⁴. Dans le texte accompagnant ce projet de loi conçu « par respect pour la sollicitude du gouvernement à l'égard ses agents [*aihu liaoshu* 愛護僚屬] », le ministère des Finances rappela les mesures déjà adoptées en la matière. En l'occurrence, « la distribution de riz à bas prix [*lianmi* 廉米] et l'augmentation des subsides alloués pour compenser l'augmentation du prix du riz [*mitie* 米貼] », en coopération avec le Comité de gestion des vivres⁵. Ces mesures ne concernaient toutefois, précisa-t-il, que les militaires et les policiers de Nanjing. Les employés de l'administration civile ne s'étant, quant à eux, pas encore vus alloués de « fonds assurés [*dikuan* 的款], se trouvaient laissés sur le carreau [*xiangyu* 向隅] »⁶.

¹ Décision prise lors de la première session du Comité politique central, le 30 mars 1940 (*JG*, n°4/5, p. 36). Les salaires par rang et grade définis par cette grille de 1933 sont reproduits dans la colonne « salaire » de l'Annexe 2.12.

² Un *jianren* touchait le salaire d'un *jianren* 簡任 et un *weiren*, celui d'un *jianren* (*KG*, n°3, p. 62).

³ *Ibid.*

⁴ *ZG*, n°226, p. 13.

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

Dans un premier temps, les fonctionnaires civils (hors *weiren*) avaient, au contraire, été mis à contribution pour financer la politique d’approvisionnement du nouveau gouvernement. Le Comité politique central avait ainsi voté, le 20 juin 1940, le lancement d’un « mouvement de baisse des salaires des fonctionnaires pour aider à la vente de riz afin de stabiliser les prix » (*sun xin zhuban pingtiao yundong* 損薪助辦平糶運動)¹. Il consista en un prélèvement, aux mois de juin et juillet 1940, d’un pourcentage du salaire fixe des agents de rangs *jianren* et supérieur². La situation s’était suffisamment dégradée pour qu’un an plus tard (le 6 mai 1941), le Yuan exécutif présente un « projet de décret provisoire sur les subsides versés aux fonctionnaires de l’administration centrale pour l’achat de riz » (*zhongyang ge jiguan gongwuyuan zhiji mitie zanxing banfa cao’an* 中央各機關公務員支給米貼暫行辦法草案)³. Le préambule de ce texte décrivait les difficultés rencontrées par les fonctionnaires, ajoutant que « même les agents de rangs *jianren* 簡任 et *jianren* sont menacés de se trouver dans une situation désespérée [*jiji bu ke zhongri* 岌岌不可終日] ». Pour autant, il était jugé « impossible de modifier la grille des salaires par rang [*guandeng guanfeng* 官等官俸] et d’augmenter les frais généraux [*jingchangfei* 經常費] » en raison de la hausse des dépenses administratives et militaires⁴. Le versement de subsides pour le riz était présenté comme ne devant avoir qu’un impact limité sur le budget de l’État tout en aidant grandement les agents. En effet, le décret prévoyait que cette aide serait financée sur le surplus des frais généraux de chaque administration⁵. Elle ne pouvait pas dépasser 50% du salaire et concernait en priorité les fonctionnaires « traitant d’affaires complexes [*shiwu jiao fan* 事務較繁] » par opposition à leurs collègues « oisifs [*shiwu xiansan* 事務閒散] »⁶.

Prenant rapidement conscience que cette mesure ne suffirait pas, le gouvernement mit au point le décret présenté le 4 septembre 1941. Ce dernier allait plus loin que celui du 6 mai en passant d’une aide limitée et financée sur les surplus à une augmentation généralisée des salaires, quoique théoriquement provisoire. Cette aide visait à équilibrer les disparités salariales au profit des petits fonctionnaires. Elle ne suivait pas le découpage hiérarchique des rangs mais le montant du salaire fixe : l’augmentation était de 30% pour les salaires inférieurs à 100 yuans/mois, 20%

¹ ZZW, vol. 2, p. 88. Voir aussi JG, n°6, p. 14-15.

² 10% du salaire des *xuanren* et *teren*, 5% de celui des *jianren* 簡任, 3% de celui des *jianren* (*ibid.*). Le texte original présenté par le Yuan exécutif lors du Comité politique central du 20 juin prévoyait que ces mesures seraient également appliquées aux officiers (*guan-zuo* 官佐) et au personnel enseignant de l’armée (ZZW, vol. 2, p. 89). Cet ajout disparaît de la version parue au *Journal officiel du Yuan de contrôle* (JG, n°6, p. 14-15). Les sources manquent pour être catégorique, mais c’est peut-être là une confirmation de la priorité donnée par le nouveau gouvernement au soutien des militaires et policiers.

³ XH, vol. 7, p. 77-82.

⁴ *Ibid.*, p. 77.

⁵ Art. 2. Le préambule précisait que, dans le cas où une administration n’aurait pas de surplus, ses employés devraient « se montrer compréhensif et son chef redoubler d’effort pour faire des économies [*zunjie* 撙節] et ainsi dégager un surplus [*yingyu* 盈餘] » (*ibid.*, p. 78).

⁶ Art. 4 et 5. On a ici la preuve que l’administration de Nanjing comptait de nombreuses sinécures.

pour ceux allant de 101 à 200 yuans et 10% pour ceux allant de 201 à 400 yuans¹. Il était prévu que cette augmentation serait annulée dès que les prix diminueraient. D'un coût d'au moins 360 000 yuans par mois, elle serait financée avec les recettes de l'impôt sur le revenu payé par les fonctionnaires².

Appliqué à partir d'octobre 1941, le décret du 4 septembre eut à peine le temps d'être annoncé dans la presse³ que le ministère des Finances proposa, le 24 novembre 1941, de le remplacer par un autre décret⁴. Ce nouveau plan en quatre points était plus généreux et concernait également les hauts fonctionnaires puisqu'il prévoyait une augmentation de 20% pour les *xuanren* et *teren*, 40% pour les *jianren* 簡任, 60% pour les *jianren* et 80% pour les *weiren* et rangs inférieurs⁵. Les gouvernements provinciaux et municipaux étaient invités à appliquer ce décret en fonction de l'état de leurs finances⁶.

Une nouvelle augmentation générale fut rapidement à l'ordre du jour et fit l'objet d'intenses négociations avec les conseillers japonais du régime qui demandèrent en échange une réduction du nombre d'organes administratifs et de fonctionnaires⁷. Craignant que la baisse du niveau de vie de ses agents ne les pousse à soutenir le camp adverse, Nanjing souligna dans sa propagande le sort peu enviable des fonctionnaires du Gouvernement nationaliste :

Selon plusieurs rapports, la population dans la zone contrôlée par Chongqing [yufang 渝方] a le plus grand mal à survivre en raison de l'envolée des prix. C'est particulièrement le cas pour les fonctionnaires qui sont encore plus touchés. La plupart d'entre eux ont déjà cessé le travail [xianru tingdun zhuangtai 陷入停頓狀態]⁸.

Le 8 octobre 1942, le Comité politique central décida de reconduire, de manière là encore provisoire, le décret de novembre 1941 afin d'« encourager les fonctionnaires à travailler sans inquiétude [anxin fuwu 安心服務] »⁹. Inquiet du poids supplémentaire pour le budget de l'État qu'entraînerait cette hausse des dépenses, le ministère des Finances demanda que plus aucun nouvel organe administratif ne soit créé¹⁰. Il exigea également que, dans chaque service, les

¹ ZG, n°226, p. 14.

² *Ibid.*

³ « Zhongyang tixu gongwuyuan an yuan xin linshi jiacheng 中央體恤公務員按原薪臨時加成 (Par compassion pour les fonctionnaires, le gouvernement central augmente provisoirement leur salaire) », *JR*, 9 nov. 1941, p. 1.

⁴ « Décret d'augmentation du salaire des employés de l'administration centrale » (*zhongyang jiguan zhiyuan fengji tigao jiacheng banfa* 中央機關職員俸給提高加成辦法) (*ZG*, n°260, p. 4).

⁵ *Ibid.*, p. 5. Les agents occupant le grade le plus bas des rangs *jianren* 簡任 et *jianren* se voyaient accorder une augmentation plus importante (voir Annexe 2.12. – Évolution du salaire fixe mensuel des fonctionnaires du gouvernement de Wang Jingwei, mars 1940-décembre 1943).

⁶ *Ibid.*

⁷ Lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 21 sept. 1942 (AH 118-010100-0034-026).

⁸ « Yufang gongwuyuan shenghuo ji jiongkun » art. cit., *JR*, 21 juill. 1942.

⁹ *ZG*, n°396, p. 113 (voir Annexe 2.12).

¹⁰ En cas de nécessité, une fusion avec un service était recommandée. Si la chose était impossible, alors la création du nouvel organe devrait être reportée (*ibid.*, p. 114). Cf. la demande des conseillers économiques japonais évoquée dans la lettre de Zhou Fohai à Wang Jingwei citée ci-dessus.

agents de rang *jianren* 簡任 et *jianren* occupant une sinécure ne bénéficient pas de cette seconde augmentation ou alors de manière limitée. En outre, les branches du gouvernement central à Canton, Wuhan, Xuhai et Kaifeng ne seraient pas concernées par ce décret¹. Comme l'année précédente, les gouvernements provinciaux étaient invités à légiférer en fonction de leurs ressources. Le gouvernement du Jiangsu, notamment, vota l'application du décret pour ses agents le 19 novembre².

Ces mesures revenaient à « verser de l'eau sur une pierre brûlante »³, tant l'hyperinflation les rendait immédiatement obsolètes. Tous les moyens furent envisagés pour freiner la baisse du niveau de vie des agents. En janvier 1943, le consul français de Nanjing rapporta ainsi que :

Il serait question de créer des billets spéciaux destinés uniquement au paiement des traitements des fonctionnaires. Ces billets, qui à la parité du yen militaire, pourraient être échangés dans les banques contre des dollars C.R.B. On compte réajuster ainsi les traitements des fonctionnaires qui sont actuellement tout à fait insuffisants.⁴

À la même époque, le gouvernement central chercha à réduire le coût de la vie de ses employés, par exemple dans le domaine des transports⁵. Le 9 mars 1943, le ministre du Ravitaillement proposa au Conseil suprême de défense, réuni en session extraordinaire, de mettre en place un « système de traitement en nature pour les fonctionnaires » (*gongwuyuan wuzi fengji zhi* 公務員物資俸給制)⁶. Il devait prendre la forme de distributions et de ventes à bas prix de produits de première nécessité, à commencer par le riz et le sel, dont la quantité serait inversement proportionnelle au salaire de chaque agent (plus le salaire était bas, plus la ration était importante). Le nombre de bouches à nourrir par foyer était également pris en compte⁷. Dans le cas du sel,

¹ *Ibid.*

² « Shengfu huiyi tongguo gongwuyuan fengji jiacheng 省府會議通過公務員俸給加成 (Le conseil du gouvernement provincial vote une augmentation du salaire des fonctionnaires) », *JR*, 20 nov. 1942, [s.p.].

³ Horiï, *Ô Chōmei seiken to shinkokumin undō*, *op. cit.*, p. 198 (à propos de l'augmentation des salaires du personnel du Mouvement des nouveaux citoyens dans les derniers mois de la guerre).

⁴ Salade à l'ambassadeur de France, « Traitement des fonctionnaires du Gouvernement de Nankin », télégramme n°8, 13 janv. 1943, ADF 327. Nous n'avons pas retrouvé la trace de ce projet dans les sources chinoises ou japonaises.

⁵ « Décret provisoire sur l'obtention par les employés de l'administration centrale de la carte de réduction pour les chemins de fer » (*guomin zhengfu zhongyang ge jiguan zhiyuan lingyong chengche jianjia zheng zanxing banfa* 國民政府中央各機關職員領用乘車減價證暫行辦法) (*ZG*, n°435, 20 janv. 1943).

⁶ *ZZW*, vol. 20, p. 516-517 ; « Gongwuyuan wuzi fengji zhi xianxing peigei mi yan liang xiang 公務員物資俸給制先行配給米鹽兩項 (Le système de traitement en nature pour les fonctionnaires débutera par la distribution de riz et de sel) », *JR*, 17 mai 1943, [s.p.].

⁷ *Ibid.* Sur les modalités du plan d'approvisionnement en riz des fonctionnaires, voir également *ZZW*, vol. 16, p. 497. Un « comité de gestion de la distribution des traitements en riz dans l'administration centrale de la capitale » (*shoudu zhongyang jiguan peigei fengmi guanli weiyuanhui* 首都中央機關配給俸米管理委員會) fut créé au sein du Yuan exécutif (*ZG*, n°670, 24 juill. 1944, p. 2). Ce système s'étendit à l'administration locale comme dans le cas Zhejiang où fut créé un Comité d'approvisionnement des employés de l'administration provinciale (*shenghui jiguan gongzuo renyuan shiliang peigei weiyuanhui* 省會機關工作人員食量配給委員會). Il était dirigé par Huang Qingzhong qui a laissé un témoignage à ce sujet (« Zhejiang hanjian shengzhang Ding Mocun », art. cit., p. 86).

chaque administration réalisa une liste de ses agents au mois de juin et l'adressa directement à la Yuhua gongsi 裕華公司 (Compagnie de la Chine prospère)¹.

La hausse des traitements, elle, se poursuivit. Le rythme annuel et le taux de l'augmentation du salaire fixe furent toutefois bouleversés puisque la troisième augmentation générale entra en vigueur dès juillet 1943 et fut bien plus importante que les deux précédentes, notamment pour les hauts fonctionnaires².

Le 9 décembre 1943, le ministère des Finances proposa d'annuler les trois augmentations successives (novembre 1941, décembre 1942, juillet 1943) et de les remplacer par une augmentation plus importante encore : le salaire des *teren* et *jianren* 簡任 devait être multiplié par trois, celui des *jianren* (jusqu'au grade 10) par quatre et celui des *weiren* et des employés non titulaires (*gongyi* 公役) par cinq³. Comme pour les augmentations précédentes, le calcul se fit sur le salaire d'origine tel qu'il était défini dans la grille du 23 septembre 1933, preuve que le gouvernement de Wang Jingwei n'entendait pas remplacer la législation héritée de la « décennie de Nankin ». L'évolution générale au fil de ces quatre augmentations se caractérisa par une légère réduction des écarts entre les hauts et bas salaires⁴.

Face à l'hyperinflation des derniers mois de la guerre, le gouvernement déclara qu'il « se désolait des difficultés à vivre des fonctionnaires [*zhennian gongwuyuan shenghuo jiannan* 軫念公務員生活艱難] » et ordonna, le 14 avril 1945, que les surplus éventuels de chaque administration servent désormais exclusivement à augmenter le salaire de leurs employés⁵.

Faute de données chiffrées permettant de comparer avec précision la situation économique des fonctionnaires et celle du reste de la population, il est aisé de souscrire à la thèse d'une

¹ « Gongwuyuan pei yan 公務員配鹽 (Distribution de sel pour les fonctionnaires) », *Minguo ribao*, 27 juin 1943, [s.p.]. La Yuhua gongsi était l'une des trois entreprises (avec la Zhong yanye gongsi 中鹽業公司 et la Zhonghua yanye gongsi 中華鹽業公司) à travers lesquelles le régime de Nanjing exploita les salines de la rivière Huai. Elle fut créée à partir de la Tongyuan gongsi qui, grâce à ses relations étroites avec l'occupant, avait la haute main sur le commerce du sel pour les provinces du Jiangsu, Zhejiang et Anhui. Afin d'en prendre le contrôle, Nanjing prétexta en décembre 1941 que la compagnie n'était pas en règle pour la faire passer dans son giron sous un nouveau nom (Chen Guangrui 陳廣銳, « Shilun Wang weizhengfu dui Lianghuai yanchang de jingying 試論汪偽政府對兩淮鹽場的經營 (L'exploitation des salines des deux rives de la Huai par le gouvernement fantoche de Wang Jingwei) », *Yanye shi yanjiu* 鹽業史研究, 2012, n°4, p. 40-46). Pour une présentation générale de l'administration du sel par Nanjing, voir Pan Jian, *Wang weizhengquan caizheng yanjiu*, *op. cit.*, p. 67-81.

² Augmentation de 70% du salaire d'origine contre 20% en 1941 et 1942 pour les *teren*, de 80% contre 40% pour les *jianren* 簡任 (voir Annexe 2.12).

³ *ZZW*, vol. 22, p. 306 (voir Annexe 2.13. – Augmentation du salaire fixe mensuel des fonctionnaires du gouvernement de Wang Jingwei en janvier 1944).

⁴ Par exemple, l'écart entre le plus haut salaire (*teren*) et le plus bas (*weiren*, grade 16) passa de 100 : 6,9 à 100 : 10,5. De même l'écart entre les *jianren* de grade 1 et les *weiren* de grade 1 passa de 100 : 50 à 100 : 60 (Annexes 2.12 et 2.13). Pour connaître le véritable écart de niveau de vie dans la fonction publique, il faudrait prendre en compte les mesures d'aide en nature mais aussi les différentes indemnités ; un travail pour lequel nous manquons de sources et de compétences. De même, il serait souhaitable de comparer cette évolution avec celle d'autres secteurs de la société, mais, là encore, les sources manquent.

⁵ *ZG*, n°785, p. 4.

« misère en habit noir »¹ des fonctionnaires de Nanjing. En effet, les sources bureaucratiques sont, on l'a vu, remplies de lamentations quant au sort des agents de l'État, qu'il s'agisse de textes produits par le gouvernement, dont le pathos exprime la compassion des dirigeants pour leurs subalternes, ou encore de pétitions envoyées par des fonctionnaires insatisfaits de leur position. Certains témoignages semblent néanmoins confirmer que le sort des fonctionnaires intermédiaires, notamment dans les grades inférieurs, n'était guère enviable :

Au printemps dernier, je me suis rendu à Nanjing [*zuo baixia zhi xing* 作白下之行] où j'ai logé chez mon ami Hu qui travaille pour un certain bureau de l'administration [*mou ju* 某局]. Quelle joie de nous retrouver après nous être perdus de vue pendant plusieurs années ! Situé au bout de l'allée Beiting [*beitingxiang* 碑亭巷], non loin du Pavillon de l'Étoile polaire [*beijige* 北極閣] et du Temple du coq chantant [*jimingsi* 鷄鳴寺], son bureau est entouré de verdure². [...] Habitué aux miasmes de Shanghai, je n'ai pu m'empêcher d'envier à Hu cet environnement idyllique. Mais, l'interrogeant sur son salaire, j'ai appris qu'il était extrêmement modeste [*shu feibo* 殊菲薄]. Les employés de section ordinaires ne touchent généralement qu'un traitement de cent et quelque yuans. Même en ajoutant l'indemnité [*jintie* 津貼] représentant cinq fois leur salaire, ils gagnent moins de 800 yuans [par mois]³. Se nourrir et subvenir à ses besoins avec une telle somme est particulièrement difficile, sans même parler de soutenir une famille. Il en va de même pour les secrétaires [*mishu* 秘書] qui ne reçoivent en tout qu'environ 3000 yuans. Comment font tant de fonctionnaires, ai-je demandé à Hu, pour survivre dans ces conditions ? Il m'a répondu que « certains ont un autre travail à côté [*jianying fuye* 兼營副業]⁴ ou cherchent un “revenu externe [*waikuai* 外快]” ». Je ne connaissais pas le sens de cette expression mais n'ai pas osé lui poser la question. Je pense que les traitements dans la fonction publique sont vraiment trop bas. Ne suffisant pas pour vivre à l'abri du besoin, comment permettrait-il de faire son travail sereinement. Pour y remédier, les fonctionnaires n'ont d'autre choix que d'emprunter les chemins du vice [*xielu* 邪路] et de recourir à des astuces [*chu huayang* 出花樣]. Ainsi n'hésitent-ils pas à braver la loi [*yi shen shi fa* 以身試法] ! En ces temps de suppression de la corruption [*suqing tanwu* 肅清貪污] et d'encouragement à la probité [*lixing liantie* 厲行廉潔], j'espère que les autorités se préoccuperont du sort des fonctionnaires pour faire en sorte qu'ils soient en mesure de faire vivre leur famille [*yang shi fu xu* 仰事俯畜]. Il faut savoir que “servir l'État le ventre creux [*xiao fu cong gong* 枵腹從公]” n'est pas possible !⁵

¹ Le Bihan, *Au service de l'État*, op. cit., p. 329-338.

² L'allée Beiting est la première parallèle à l'ouest de ce qui est aujourd'hui l'avenue Taiping qui correspond, en gros, à la rue Erlangmiao (voir Annexe 1.13). On a vu dans la partie 3.1.1.1 que les principaux organes de l'administration centrale s'installèrent dans le Jimingsi qui abritait, avant-guerre, le Yuan d'examen.

³ Le montant évoqué par l'auteur n'est pas très clair car le salaire fixe le plus bas au printemps 1944 était de 330 yuans (Annexe 2.13).

⁴ La chose était pourtant interdite. Le 27 juin 1940, le Comité politique central avait adopté un texte dans ce sens (*KG*, n°3, p. 6-7). Il visait en premier lieu les hauts fonctionnaires qui cumulaient un poste de direction dans le privé ou dans une entreprise publique. Cette décision entraîna plusieurs démissions (« Gongwuyuan bu de jingshang 公務員不得經商 (Les fonctionnaires ne sont pas autorisés à faire du commerce) », *Suzhou xinbao*, 3 juill. 1940, [s.p.]). Cette pratique ne disparut pas pour autant et fut notamment à l'origine de scandales de spéculation sur le riz par des fonctionnaires, ce qui obligea les autorités à réitérer son interdiction (« Shengfu feng yuan ling jinzhi gongwuyuan jianying shangye 省府奉院令禁止公務員兼營商業 (Suite aux ordres du Yuan exécutif, le gouvernement provincial interdit aux fonctionnaires de faire des affaires en parallèle) », *JR*, 14 oct. 1942, [s.p.]). Le cumul concernait également le métier d'avocat pour lequel les fonctionnaires disposaient souvent des compétences et des appuis nécessaires pour réussir (« Gongwuyuan jianying lüshi gonghui jiang yu yi jianju 公務員兼營律師公會將予以檢舉 (Le syndicat des avocats va dénoncer les fonctionnaires exerçant en parallèle) », *JR*, 11 déc. 1942, [s.p.]). Cf. le petit trafic auquel se livre Jiang Kanghu (Annexe 3).

⁵ « Qi bu ba cha : gongwuyuan zhi daiyu 七步八叉：公務員之待遇 (Éclair de génie : le traitement des fonctionnaires) », *Shehui ribao* 社會日報, 30 août 1944, [s.p.]. Le *Shehui ribao* (Quotidien de la société) faisait partie des titres de presse privés de Shanghai qui, sans être antijaponais, n'hésitaient pas à dépeindre la société en zone

De fait, nombre de fonctionnaires du gouvernement collaborateur de Nanjing empruntèrent ces « chemins du vice ». Si la lutte contre ce fléau suscita, on l'a vu, une intense propagande, les autorités de Nanjing cherchèrent à lutter concrètement contre la corruption à travers le système disciplinaire hérité de l'avant-guerre.

occupée sous un jour moins favorable que la presse officielle. Dans le cadre de la grande réorganisation qui suivit l'entrée en guerre aux côtés du Japon, le régime de Wang Jingwei tenta de mieux contrôler le contenu de ces journaux. En août 1943, le ministère de la Propagande demanda ainsi au Bureau de la propagande de Shanghai que les rédactions signent une charte en dix points les engageant de relayer les annonces gouvernementales ou encore interdisant de laisser visibles par un blanc les parties censurées (*WZQS*, p. 898-899).

6.3. Discipline : crimes et châtements dans la fonction publique

6.3.1. Le cadre institutionnel

6.3.1.1. Un système d'avant-guerre fragmenté et peu efficace

Principale institution chargée de veiller au respect de la discipline bureaucratique, le Yuan de contrôle constituait, avec le Yuan d'examen, l'autre branche « indigène » du système de gouvernement théorisé par Sun Yat-sen et rétabli par le régime de Wang Jingwei. Fondé en février 1931, il connut, tout au long de la « décennie de Nankin », des réorganisations régulières sur lesquelles il est inutile de revenir ici¹. Les larges compétences qui lui avaient initialement été attribuées au milieu des années 1920² furent revues à la baisse pour se limiter, dans les années 1930, à deux pôles principaux : la mise en accusation des fonctionnaires (*tanhe* 彈劾) et la vérification des comptes (*shenji* 審計)³. Le Yuan comprenait notamment le Comité de contrôle (*jiancha weiyuan* 檢查委員) pouvant compter jusqu'à cinquante membres, les bureaux des Commissaires contrôleurs (*jianchashishu* 監察使署)⁴ et le ministère des Comptes (*shenjibu* 審計部)⁵.

La procédure de mise en accusation des fonctionnaires suivait trois grandes étapes : (1) une motion était émise par un ou des membres du Comité de contrôle ou par un commissaire contrôleur ; (2) un groupe d'enquête de trois membres était formé pour mettre au clair l'affaire et déterminer la sanction ; (3) à l'issue de l'enquête, qui ne dépassait pas un mois en général, la sanction était appliquée⁶. L'organisation en charge n'était pas la même selon le rang de l'accusé. Les dirigeants politiques (présidents et vice-présidents de Yuan, ministres et présidents de comité) passaient devant le Comité central de contrôle du GMD (*guomindang zhongyang jiancha weiyuanhui* 國民黨中央監察委員會). Les hauts fonctionnaires (vice-ministres, etc.) relevaient du

¹ On en trouvera un exposé détaillé dans Liu Yunhong, *Guomin zhengfu jianchayuan yanjiu*, op. cit., p. 44-48.

² La loi organique de septembre 1925 énumérait sept types de prérogatives : (1) vérification de tout document administratif ; (2) révocation des agents coupables d'une infraction, quel que soit leur rang ; (3) droit de mettre en accusation et en état d'arrestation lesdits agents ; (4) pouvoir d'enquêter et de mener les interrogatoires préliminaires ; (5) examen de compétence des agents ; (6) vérification du budget de chaque administration, des dépenses et recettes du trésor public, des travaux publics, etc. ; (7) contrôle et formation des fonctionnaires (*ibid.*, p. 42).

³ *Ibid.*, p. 43. Les pouvoirs du Yuan de contrôle se diversifièrent à partir de 1938 (voir *ibid.*, p. 145-191).

⁴ Quatorze zones de contrôle (*jianchaju* 監察區) furent délimitées en février 1933, puis seize en janvier 1935. En avril de la même années sept commissaires furent nommés (parfois à la tête de plusieurs zones), souvent parmi les membres du Comité de contrôle (*ibid.*, p. 50).

⁵ *Ibid.*, p. 48-53. Nous ne revenons pas sur la vérification des comptes déjà évoquée dans la partie 6.2.1.2.

⁶ Li Jinxiu, *Zhongguo jindai zhengzhi...*, op. cit., p. 368.

Comité disciplinaire du gouvernement national pour les hauts fonctionnaires (*Guomin zhengfu zhengwuguan chengjie weiyuanhui* 國民政府政務官懲戒委員會), tandis que les autres fonctionnaires, à partir du rang *jianren*, et les agents de rang *weiren* de l'administration centrale étaient sanctionnés par le Comité disciplinaire central des fonctionnaires (*zhongyang gongwuyuan chengjie weiyuanhui* 中央公務員懲戒委員會). Enfin, les fonctionnaires de rang *weiren* de l'administration territoriale dépendaient des comités disciplinaires locaux des fonctionnaires (*difang gongwuyuan chengjie weiyuanhui* 地方公務員懲戒委員會) établis dans chaque province¹. La « loi disciplinaire pour les fonctionnaires » (*gongwuyuan chengjie fa* 公務員懲戒法), promulguée le 8 juin 1931, prévoyait cinq types de sanction (par ordre décroissant de sévérité) : révocation (*mianzhi* 免職), dégradation (*jiangji* 降級), baisse de salaire (*jianfeng* 減俸), note blâme (*jiguo* 記過) et avertissement (*shenjie* 申誡)².

Étant donné que les comités disciplinaires relevaient du Yuan judiciaire, le Yuan de contrôle ne détenait qu'un pouvoir de mise en accusation, sans être en mesure d'appliquer lui-même les sanctions, de sorte qu'il a pu être décrit comme un « tigre sans dents »³. En outre, la division des tâches entre Yuan de contrôle et Yuan d'examen – tous deux compétents dans l'administration de la fonction publique – conduisait à placer sous deux juridictions différentes (et donc potentiellement rivales) la mise en cause des agents et la gestion de leur carrière⁴.

Venant s'ajouter aux obstacles politiques, cette fragmentation institutionnelle explique le manque d'efficacité du système disciplinaire auquel étaient soumis les fonctionnaires, comme en attestent les statistiques de la lutte contre la corruption dans la bureaucratie nationaliste d'avant-guerre⁵.

¹ *Ibid.*

² *ZZW*, vol. 7, p. 268-275.

³ Ernest Caldwell, « Widening the Constitutional Gap in China and Taiwan: History, Reform, and the Transformation of the Control Yuan », *University of Illinois Law Review*, 2017, n°4, p. 113.

⁴ *Ibid.* On a vu que le Yuan d'examen n'était, de toute façon, pas en mesure d'exercer un contrôle complet sur les promotions et dégradations des fonctionnaires, qui restaient bien souvent à la discrétion de l'administration à laquelle appartenaient ces derniers. « Thus, while the strenuous state-building efforts of the Nationalists produced impressively elaborate bureaucratic and legal structures to monitor and discipline public servants, the fragmentation and reduplication of relevant administrative offices both complicated and slowed its routine operations and provided ample opportunity for a wide variety of agents to obstruct, subvert, or otherwise frustrate the process. » (Patricia M. Thornton, *Disciplining the State: Virtue, Violence, and State-Making in Modern China*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2007, p. 82-83).

⁵ Lloyd Eastman avance, pour la période 1931-1937, le chiffre de 69 500 fonctionnaires ayant fait l'objet d'une enquête par le Yuan de contrôle, dont 1 800 furent mis en accusation. Sur les 268 agents finalement déclarés coupables, seuls 54 furent effectivement sanctionnés, par une maigre retenue sur leur salaire pour la plupart (*The Abortive Revolution: China under Nationalist Rule, 1927-1937*, Cambridge, Harvard University Press, 1974, p. 18-19). Voir aussi l'analyse détaillée de ces chiffres in Liu Yunhong, *Guomin zhengfu jianchayuan yanjiu*, op. cit., p. 146-158.

6.3.1.2. Une lente reconstruction sous l'occupation

La mise en place d'institutions équivalentes sous l'occupation japonaise n'attendit pas le « retour à la capitale » du groupe de Wang Jingwei. Le discours sur l'épuration de l'administration développé par le Gouvernement provisoire aboutit, plus d'un an après sa formation, à la promulgation, le 26 août 1939, d'une « loi disciplinaire pour les fonctionnaires » (*guanli chengjie fa* 官吏懲戒法) et par l'organisation, au sein du Yuan exécutif, d'un Comité disciplinaire de la fonction publique (*guanli chengjie weiyuanhui* 官吏懲戒委員會) placé sous la direction du président du Yuan législatif, Wen Zongyao, dont les bureaux furent ouverts le 16 septembre 1939¹. Quelle qu'ait été son efficacité (dont on ne trouve nulle trace), cette institution, qui ne vit donc le jour que quelques mois avant l'inauguration du « nouveau gouvernement central », ne put avoir qu'un impact extrêmement limité.

À son tour, le régime de Wang Jingwei se dota d'institutions destinées à contrôler la discipline de ses fonctionnaires, à commencer par le Yuan de contrôle qui, des cinq branches du gouvernement, fut sans doute celle qui s'apparenta le plus à une coquille vide. Ses postes de direction semblent, en effet, avoir servi de sinécures à un groupe de vieux bureaucrates férus de poésie. Parmi eux, l'ancien numéro un du Gouvernement réformé, Liang Hongzhi, obtint la charge de président. De la même manière que Wang Yitang avec Jiang Kanghu au Yuan d'examen, Liang fut suppléé par son vice-président, l'ancien conseiller de Sun Yat-sen *Gu Zhongchen 顧忠琛, qui finit par lui succéder à la fin de la guerre, en laissant sa place à un autre lettré vieillissant, Xu Suzhong. Le secrétariat général échoua dans un premier temps à l'ancien secrétaire général de Liang au Yuan exécutif du Gouvernement réformé, Wu Yongwei 吳用威 (1873- ?)². Il fut remplacé en mars 1941 par Tan Zuren 譚祖任 (1880- ?), poète, calligraphe et collectionneur raffiné³. Quatre commissaires contrôleurs furent nommés ainsi que vingt-neuf membres du Comité de contrôle⁴.

Tableau 6.3. Direction du Yuan de contrôle sous le gouvernement de Wang Jingwei

Postes	Titulaires
Président 院長	Liang Hongzhi (30.03.40-18.11.44), Gu Zhongchen (18.11.44-16.08.45)
Vice-président 副院長	Gu Zhongchen (30.03.40-18.11.44), Xu Suzhong (18.11.44-16.08.45)
Secrétaire général 秘書長	Wu Yongwei (05.04.40-17.03.41), Tan Zuren (19.03.41-16.08.45)

Source : *MZN*, p. 1052-1054.

¹ *CIG*, p. 62. Le 23 septembre, vingt membres furent nommés pour composer ce comité qui faisait la distinction entre les hauts fonctionnaires civils (*gaodeng wenguan* 高等文官) et les fonctionnaires civils ordinaires (*putong wenguan* 普通文官). Voir les deux textes de loi dans *Zhengfu gongbao* 政府公報 (Journal officiel [du Gouvernement réformé]), n°70, 4 sept. 1939, p. 3, in *ZG*, vol. 14.

² *ZMSD*, p. 937-938.

³ <<http://baike.sogou.com/v6645075.htm>> (consulté le 11 mars 2017).

⁴ *MZN*, p. 1052.

Si l'on en croit la minceur de son *Journal officiel*, l'activité du Yuan de contrôle ne semble pas avoir été considérable et concerna essentiellement la vérification des comptes. Il transmet néanmoins des mises en accusation aux comités disciplinaires.

La mise en place de ces derniers fut plus lente. Le 30 septembre 1940, le gouvernement promulgua la « loi organique du Comité disciplinaire des fonctionnaires » (*gongwuyuan chengjie weiyuanhui zuzhifa* 公務員懲戒組織法) d'avant-guerre¹. Elle définissait les deux échelons de comités évoqués plus haut (central et local). Le Comité disciplinaire central des fonctionnaires devait être composé de 9 à 11 membres expérimentés (âgés de plus de 40 ans et de rang *jianren* et supérieur), tandis que les comités disciplinaires locaux, à l'échelon provincial, devaient comprendre 7 à 9 membres (en majorité des juges détachés par le Yuan judiciaires et des hauts fonctionnaires de l'administration provinciale concernée)². Le Comité disciplinaire central fut présidé de 1940 à 1945 par *Zhu Lühe 朱履齋, qui avait derrière lui une longue expérience dans l'administration judiciaire, depuis le premier gouvernement de Sun Yat-sen jusqu'au Gouvernement provisoire en passant par le Gouvernement nationaliste d'avant-guerre³.

La « loi disciplinaire pour les fonctionnaires » (*gongwuyuan chengjie fa* 公務員懲戒法), originellement promulguée le 8 juin 1931, fut restaurée⁴. Le 1^{er} novembre 1941, elle fut amendée afin de la rendre moins sévère. Par exemple, le délai durant lequel un agent dégradé ne pouvait être promu passa de deux ans à un an⁵. Le 9 octobre 1941, le rétablissement du comité disciplinaire destiné aux hauts fonctionnaires relevant de la sphère politique (*zhengwuguan*) fut voté⁶. Cette décision resta toutefois sans effets puisque, le 3 décembre 1942, une résolution fut adoptée selon laquelle « les affaires de mise en accusation des hauts fonctionnaires [*zhengwuguan*] ser[ai]ent traitées par le Comité politique central tant que le Comité disciplinaire des hauts fonctionnaires ne ser[ait] pas formé »⁷. On retrouve l'origine de cette décision dans une lettre envoyée le 28 novembre 1942 à Wang Jingwei, dans laquelle Zhou Fohai pointait le caractère « déficient [*bu jianquan* 不健全] » du « système de contrôle [*jiancha zhidu* 監察制度] », qui devrait être renforcé à l'occasion des réformes institutionnelles accompagnant l'entrée en guerre de Nanjing. Zhou ajoutait que, dans l'immédiat, il était urgent de punir les fonctionnaires

¹ ZG, n°81, p. 1-2.

² *Ibid.*

³ MZN, p. 1044.

⁴ Le gouvernement de Wang Jingwei se basa sur la version révisée du 1^{er} décembre 1934 (ZZW, vol. 7, p. 268-275).

⁵ ZG, n°249, p. 1-2. Voir le projet d'amendement présenté le 16 août 1941 au Comité politique central qui compare les deux versions de la loi (ZZW, vol. 7, p. 254-257).

⁶ « Zhongzhenghui tongguo huifu zhengwuguan chengjie weihui 中政會通過恢復政務官委會 (Le Comité politique central vote la restauration du Comité disciplinaire pour les hauts fonctionnaires) », *Minguo ribao*, 10 oct. 1941, [s.p.].

⁷ ZG, n°435, p. 3.

corrompus comme promis par Wang dans ses discours ; le mieux étant que le Comité politique central s'en charge¹.

Cette décision avait notamment pour arrière-fond la mise en cause de fonctionnaires travaillant dans l'administration des vivres au sein de laquelle éclatèrent les plus grands scandales de corruption que connut le régime de Wang Jingwei. Ces affaires mirent au jour le profond dysfonctionnement des institutions décrites ci-dessus. La façon dont elles furent gérées est, là encore, révélatrice d'enjeux de pouvoir et de légitimité vis-à-vis de l'occupant et de la population.

6.3.2. Petits et grands scandales de corruption

Il n'est guère surprenant que les principaux scandales de corruption qui touchèrent le régime de Wang Jingwei aient concerné la gestion des vivres. Les graves pénuries couplées à l'hyperinflation firent en effet des denrées alimentaires une source d'enrichissement potentielle pour qui contrôlait leur circulation. Comme l'écrit Jiang Nanchun, « l'administration du ravitaillement offrait de grasses prébendes [*feique* 肥缺] et chacun voulait sa part du gâteau [*chashou* 插手] »². Or, nous avons vu que, dès juillet 1940, Nanjing obtint des Japonais de pouvoir créer un Comité de gestion des vivres (*liangshi guanli weiyuanhui*)³. Sans mettre fin à l'ingérence et à la prédation des forces d'occupation dans le domaine, ce type d'organisme permit à la bureaucratie chinoise de contrôler une partie de ces flux et donc, potentiellement, de s'enrichir. Les affaires de spéculation sur le grain eurent, en outre, une résonance particulièrement grande du fait des privations ressenties par la population. Conscient du fait que le peu de légitimité dont il pouvait se prévaloir provenait de sa capacité à assurer la subsistance de ses administrés, le gouvernement de Wang Jingwei donna une grande publicité au châtement des agents impliqués. Si la dénonciation des « marchands malhonnêtes » (*jianshang* 奸商) n'était pas nouvelle, l'écho inédit que choisit de donner le régime à ces affaires, à partir de la fin de l'année 1942, constituait un tournant. De même que la propagande accompagnant la lutte contre la corruption et les mauvaises mœurs bureaucratiques dans le cadre du Mouvement des nouveaux citoyens (partie 6.1.2), cette publicité visait principalement deux publics. La population en zone occupée, d'abord, qui avait vu ses conditions de vie empirer après le déclenchement de la Guerre du Pacifique, dont les effets se firent sentir dans la seconde moitié de l'année 1942. La puissance occupante, ensuite, à laquelle Nanjing voulait démontrer qu'elle méritait l'autonomie accrue que s'appêtait à lui accorder Tokyo en adoptant une « nouvelle politique chinoise ». L'analyse de

¹ AH 118-010100-0034-066.

² Jiang Nanchun, « Wangwei shiqi “liangzheng” genggai », art. cit., p. 108. On se souvient que Jiang fut l'un des hauts fonctionnaires du Comité de gestion des vivres.

³ Voir partie 6.2.1.1.

l'affaire à l'origine de ce tournant montre néanmoins que le gouvernement de Wang Jingwei n'eut guère le choix. Il se trouva contraint de réagir face à un scandale qui révéla au grand jour les dysfonctionnements des institutions censées veiller au respect de la discipline bureaucratique. Sa première réaction fut d'ailleurs de condamner les lanceurs d'alerte.

6.3.2.1. L'affaire du Comité de gestion des vivres (hiver 1942-1943)

Le 6 décembre 1942, le *Zhonghua ribao* 中華日報 (*The Central China Daily News*), principal organe du ministère de la Propagande, titra en Une : « Tao Xisan et ses complices sabotent la politique de ravitaillement ; le Gouvernement national ordonne la révocation et la mise en examen des coupables ; renforcement de la discipline pour éviter que des malfaiteurs ne monopolisent la subsistance du peuple »¹. Suivait la transcription complète d'une directive gouvernementale émise la veille qui revenait sur les origines de l'affaire². *Tao Xisan 陶錫三 et d'autres membres du Yuan législatif, dont les noms n'apparaissent jamais, étaient accusés de s'être « entendus secrètement avec des marchands malhonnêtes [*goujie jianshang* 勾結奸商] » :

Comme les mesures sur le contrôle des vivres [*liangshi tongzhi zhengce* 糧食統治政策] gênaient leur dessein égoïste, ils ont fait remonter ce qu'ils prétendaient être une pétition des associations professionnelles locales [*difang gonghui* 地方公會]³ s'opposant au Comité de gestion des vivres. Or cette pétition [...] n'est rien d'autre qu'une attaque pure et simple contre les mesures sur le contrôle des vivres. En ces temps difficiles, le gouvernement n'a pas souhaité les inculper [*buyu jiazui* 不欲加罪] mais leur a, tout de même, donné un avertissement⁴, espérant qu'ils fassent acte de repentance [*huiwu* 悔悟].⁵

L'affaire se serait arrêtée là, si trois membres du Comité de contrôle (*jiancha weiyuan* 監察委員)⁶ n'avaient décidé de la rendre publique :

Ma Mengzhuang [馬孟莊, *Lü Yifeng 呂一峰 et Zhao Shiyu 趙世鈺] ont alors mis en accusation [*tanhe* 彈劾] le Comité de gestion des vivres en des termes absolument identiques [*ru chu yi zhe* 如出一轍] à ceux contenus dans la fausse pétition [*qici shanggao* 砌詞上告] de Tao Xisan, laissant apparaître les traces abjectes de la conspiration [*gouchuan lieji* 勾串劣跡]. La mise en accusation a été présentée le 16 novembre. En vertu de l'article 10 de la loi sur les mises en accusation, les agents du Yuan de contrôle ont l'interdiction de divulguer [*xuanxie* 宣洩] une affaire de mise en accusation, quelle qu'elle soit, avant que celle-ci ne soit passée par un comité disciplinaire [*chengjie jiguan* 懲戒機關]. Or, [...] au mépris de la loi [*hanran bu gu* 悍然不顧], Ma

¹ « Tao Xisan deng pohuai liangzheng ; Guofu mingling mianzhi chaban ; zhengchi gangji yi du jiangui longduan minshi 陶錫三等破壞糧政 國府明令免職查辦 整飭綱紀以杜奸宄壟斷民食 », *Zhonghua ribao*, 6 déc. 1942, p. 1.

² Cf. l'original qui ne parut que le 11 décembre au *Journal officiel*, preuve de l'urgence qu'il y avait à la diffuser sans attendre (*ZG*, n°418, p. 1-2).

³ Il s'agit, semble-t-il, des associations de marchands.

⁴ [*shen gaojie* 申誥誡]. On a vu que l'« avertissement » était la sanction la plus légère prévue par la « loi disciplinaire pour les fonctionnaires ».

⁵ *Ibid.*

⁶ La chose n'est pas précisée mais il s'agissait probablement des trois conseillers formant le groupe d'enquête censé intervenir au cours de la deuxième étape de la procédure de mise en accusation par le Yuan de contrôle (voir partie 6.3.1.1).

Mengzhuang et ses complices ont fait circuler, de toutes parts, des copies de l'acte d'accusation, avant de l'imprimer sous la forme d'une petite brochure qu'ils ont largement diffusée. À la fin de celle-ci, ils ont ajouté : "Citoyens de Nanjing, après avoir lu cet imprimé, veuillez ne pas le jeter. Si vous pouvez le réimprimer pour le diffuser, [...] vous serez remerciés pour vos bienfaits par une descendance nombreuse et beaucoup de bonheur". [...] S'ils avaient mené leur mise en accusation en respectant la loi, le Gouvernement national aurait naturellement traité l'affaire selon la loi [*yi fa shouli* 依法受理]. [...] Depuis vingt jours, le marché financier est agité [*shimian saoran* 市面騷然] et l'opinion publique est instable [*minxin fudong* 民心浮動], ce qui n'est pas sans conséquence pour l'achat en gros [*caiban* 採辦] et la distribution des vivres. [...] Ces gens-là ont justement choisi cette période, durant laquelle le peuple est facilement ébranlable [*yaodong* 搖動] et le gouvernement une proie facile au chantage [*xiezhi* 挾制]. Ils peuvent ainsi poursuivre sans scrupule leur noir dessein [*si wu jidan sui qi jianmou* 肆無忌憚遂其奸謀]. Ces actes odieux sont juridiquement illégaux et, politiquement, attisent les troubles [*shanluan* 煽亂]. Comment un gouvernement se voulant exemplaire [*jigang* 紀綱] pourrait-il faire preuve de laxisme [*gurong* 姑容] ?¹

En conséquence, tous les coupables furent démis de leurs fonctions le 9 décembre 1942². La simple lecture de cette directive, qui accorde plus d'importance au crime des conseillers du Yuan de contrôle qu'à ceux de Tao Xisan, montre clairement que la divulgation de l'acte d'accusation portée contre le Comité de gestion des vivres était plus grave, aux yeux du Comité politique central, que l'acte lui-même. Cette impression est confirmée par le journal personnel de Zhou Fohai qui note, à la date du 25 novembre :

J'ai discuté du problème des vivres avec [Chen] Gongbo et [Mei] Siping. Monsieur Wang [Jingwei (*Wang xiansheng* 汪先生)] est dans une rage folle [*shen chongdong* 甚衝動] [...] J'ai envoyé une longue lettre à Monsieur Wang et lu deux lettres de ce dernier qui m'ont été remises par Gongbo. Je le trouve vraiment trop amer [*taiku* 太苦]. Concernant la gestion par le Yuan législatif de l'affaire du Comité de gestion des vivres, Monsieur Wang a laissé entendre à Gongbo qu'il le tenait responsable [*weiyán* 微言]³. Pour ce qui est de la mise en accusation des autorités du Comité de gestion des vivres par le Yuan de contrôle, Monsieur Wang est encore plus en colère [*you wei fennu* 尤為憤怒] et compte faire arrêter les fauteurs de trouble [*gudongzhe* 鼓動者]⁴.

Le caractère explosif de l'affaire obligea le gouvernement à faire preuve de transparence. À la suite de la directive, le *Zhonghua ribao* du 6 décembre publia ainsi la réponse apportée par le Comité de gestion des vivres à l'acte d'accusation du Yuan de contrôle, dont les principaux points étaient reproduits⁵. Le Comité de gestion des vivres était accusé de : (1) « faire supporter aux marchands de riz le poids du déficit public [*gongkui* 公虧] » provoqué par l'explosion du prix du riz, (2) de « détourner les impôts prélevés en grain [*kekou gongliang* 剋扣公糧] et d'abuser de

¹ *Ibid.*

² ZG, n°419, p. 1-2.

³ En tant que président du Yuan législatif, Chen Gongbo était le supérieur direct de Tao Xisan.

⁴ ZR, p. 673.

⁵ « Ma Mengzhuang deng weifa tanhe Liangweihui dabian neirong yaodian 馬孟莊等違法彈劾糧委會答辯內容要點 (Principaux points de la réponse du Comité de gestion des vivres à la mise en accusation illégale de Ma Mengzhuang et autres) », *Zhonghua ribao*, 6 déc. 1942, p. 1. On pouvait lire en introduction : « ne pas diffuser la réponse des personnes mises en accusation reviendrait à ne pas réparer l'injustice dont ils sont victimes [*bu bai zhi yuan* 不白之冤] » (*ibid.*).

son pouvoir [*lanyong zhiquan* 濫用職權] », (3) de se faire le mandataire des profiteurs en « plaçant le riz sous embargo [*jieliu* 截留] » au point de provoquer des « disettes [*mihuang* 米荒] ». En outre, le texte de mise en accusation reprochait aux fonctionnaires du Comité d'utiliser le profit tiré de l'écart entre le prix à l'achat et à la vente pour se reverser de copieuses « indemnités [*jintie*] »¹. Résumant les démentis apportés à chaque accusation, l'article expliquait en conclusion que : « Les points qui précèdent relèvent tous d'un manque de recherche des faits [*bu cha shishi* 不查事實] et d'une incompréhension de la finalité de la politique gouvernementale de contrôle des vivres »².

Sans même anticiper sur les suites de l'affaire (voir partie suivante), on peut néanmoins penser que ces accusations n'étaient pas totalement infondées. Un premier indice est l'indulgence du gouvernement qui, malgré ses déclarations initiales, pardonna bien vite aux coupables, pourtant accusés de crimes de la plus grande gravité. En effet, dès le 12 décembre 1942, la présidence revint sur leur révocation³. Tao Xisan conserva son poste au Yuan législatif jusqu'au 24 avril 1944, tandis que Ma Mengzhuang, Lü Yifeng et Zhao Shiyu apparaissent encore dans l'organigramme du Yuan de contrôle en 1945⁴. Parmi eux, seuls deux ont laissé des traces. Figure importante des premiers mois de l'occupation de Nanjing, Tao Xisan est décrit par Timothy Brook comme un « white-beard philanthropist » doté d'une « benign grandfatherly appearance »⁵. Il s'était très tôt impliqué dans l'approvisionnement en riz de la capitale en tant que président du comité de gouvernement autonome local mais aussi comme chef de la branche nankinoise de la Société du svastika rouge, ce qui l'amena à gérer le grenier Guangfeng (*guangfang beicang* 廣豐備倉), aux abords de Nanjing⁶. À en croire Brook, sa carrière politique aurait pris fin en décembre 1940, après qu'il eut été impliqué dans une affaire de corruption⁷. Nous avons vu qu'il n'en fut rien puisque Tao resta en place jusqu'en 1944. Sans souscrire totalement au portrait idéalisé que font de lui ses soutiens actuels, il y a lieu de croire que Tao chercha sincèrement à améliorer le sort des habitants de Nanjing⁸.

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*

³ « Tao Xisan deng biao ming huiwu zhuxi pi chi congkuan mian ban 陶錫三等表明悔悟 主席批飭從寬免辦 (Tao Xisan et ses complices expriment leurs regrets ; le président ordonne de faire preuve d'indulgence dans l'examen de leur sanction) », *JR*, 13 déc. 1942, p. 1.

⁴ *MZN*, p. 1041 et 1054.

⁵ Brook, *Collaboration*, *op. cit.*, p. 14. Voir sa notice, Annexe 3.

⁶ À propos du rôle joué par cette société dans l'approvisionnement en riz, voir notamment le cas de Wuxi (Lincoln, « From Riots to Relief », art. cit., p. 22-26).

⁷ *Collaboration*, *op. cit.*, p. 155. Brook s'interroge plus loin : « Was managing the granary where the charge of corruption against him originated ? » (*ibid.*, p. 156). Nous n'avons trouvé aucune trace de cette inculpation (à moins que Brook n'ait confondu décembre 1940 et décembre 1942 ?).

⁸ L'Association de recherche d'outre-mer sur Tao Baojin (*Tao Baojin haiwai yanjiuhui* 陶保晉海外研究會) revient sur son rôle héroïque durant le Massacre de Nanjing et sous le gouvernement de Wang Jingwei, qu'il

Autre acteur impliqué dans cette affaire, Lü Yifeng était un agent communiste infiltré et un bon connaisseur de l'économie rurale¹. Si on ne peut exclure qu'en diffusant le pamphlet contenant l'acte d'accusation, il ait cherché à déstabiliser le régime de Wang Jingwei, il semble peu probable qu'il ait agi par intérêt personnel, en collusion avec des marchands corrompus.

Le principal dirigeant visé par la mise en accusation était le président du Comité de gestion des vivres, *Gu Baoheng 顧寶衡. La colère excessive de Wang Jingwei, décrite le 25 novembre par Zhou Fohai, s'explique par la proximité de Wang avec Gu². Le 17 décembre 1942, lors de sa 119^e session, le Comité politique central aborda la mise en accusation de Gu par les membres du Comité de contrôle comme Ma Mengzhuang³. On a vu dans la partie précédente qu'en attendant la mise en place du Comité disciplinaire des hauts fonctionnaires (*zhengwuguan chengjie weiyuanhui*), les mises en accusation du Yuan de contrôle devaient être traitées par le Comité politique central. Cette particularité n'allait pas sans poser problème. En effet, à la fin de la session, Wang Jingwei déclara : « l'accusé Gu Baoheng ne doit pas être puni [*ying bu shou chengjie* 應不受懲戒] » ; décision qui fut approuvée par le Comité⁴. Cette infraction flagrante sinon à la loi du moins à son principe démontrait les limites du système de mise en accusation des fonctionnaires, plus de deux ans après le « retour à la capitale ». Elle n'offrit cependant qu'un bref répit à Gu Baoheng.

6.3.2.2. Le scandale du ministère des Vivres (octobre 1943-mars 1944)

Quelques mois plus tard, en effet, éclata l'affaire de corruption la plus retentissante de l'occupation car, pour la première fois, elle aboutit à l'exécution de deux fonctionnaires, le 15 mars 1944. Son lien avec l'affaire précédente est difficile à établir mais elle relève bien du même phénomène décrit par les auteurs de la mise en accusation. Alors qu'elle devait permettre de ravitailler la population à des prix raisonnables, la réglementation de l'approvisionnement fut détournée à la base par les fonctionnaires chargés de l'appliquer, qui s'associèrent avec des marchands pour spéculer sur le riz. La chose n'était pas nouvelle mais prit des proportions

n'aurait pas hésité à défier en 1942 en dénonçant le scandale du Comité de gestion des vivres (<<http://taobaojin.info/index.html>>, consulté le 22 mars 2017).

¹ Voir sa notice, Annexe 3.

² Selon les soutiens de Tao Xisan, Gu était l'un des « fils adoptifs » (*gan'erzi* 乾兒子) de Chen Bijun (<http://www.taobaojin.info/nanjingtusha_10.html>, idem). Nous n'avons pas trouvé d'autres mentions de cette « adoption » dans les sources. On va voir que Gu était effectivement un protégé de l'épouse de Wang Jingwei. L'un de ses lieutenants écrit à propos de lui : « Bien qu'il soit encore jeune [*houjin* 後進], Gu Baoheng avait déjà réussi à s'élever haut dans l'administration [*yi de sanmei* 已得三昧]. Il ne manquait jamais une occasion de flatter Mme Wang Jingwei [*fengcheng wu wei bu zhi* 奉承無微不至] » (Jiang Nanchun, « Wangwei shiqi "liangzheng" genggai », art. cit., p. 109-110).

³ ZG, n°435, p. 3.

⁴ *Ibid.*

inédites du fait de la flambée des prix, du contrôle accru de la bureaucratie permis par la Campagne de pacification rurale et en raison des besoins grandissants de l'occupant, qui toléra de moins en moins ces pratiques.

Au cœur de cette affaire se trouvait deux hommes, *Hou Dachun 后大椿 et *Hu Zheng 胡政, qui usèrent de leurs relations pour prendre la tête de l'administration des grains dans le Jiangsu¹. Le premier se fit nommer, le 17 décembre 1942, dans le gouvernement provincial comme chef du bureau de gestion des Vivres (*liangshi guanliju* 糧食管理局)². Si ses liens avec le puissant Li Shiqun ne sont pas très clairs, ils étaient sans doute étroits. En effet, le rapide enrichissement de Hou prit place alors que le pouvoir de Li atteignait son apogée, tandis que sa chute brutale, en octobre 1943, suivit de près l'assassinat de ce dernier. Son beau-frère Hu Zheng avait, quant à lui, trouvé à se placer au ministère des Vivres (*liangshibu* 糧食部), grâce aux liens de son épouse avec le vice-ministre *Zhou Naiwen³. Créé au moment de la grande refonte institutionnelle de janvier 1943, ce ministère marquait la promotion du Comité de gestion des vivres et de son président devenu ministre, Gu Baoheng, qui avait donc survécu au scandale de décembre 1942. À la suite de Hou Dachun, Hu Zheng obtint un poste-clé comme responsable du Bureau d'achat de riz et céréales pour les zones de Suzhou, Changzhou, Songjiang et Taicang (*Su Chang Song Tai qu miliang caigou banshichu* 蘇常松太區米糧採購辦事處) qui représentait le ministère des Vivres à Suzhou⁴. Il n'est pas inutile de revenir sur quelques-uns des « coups » réussis par les deux hommes durant l'année 1943, afin de prendre la mesure des sommes d'argent en jeu et de comprendre quels acteurs furent impliqués dans ce réseau.

¹ La principale source existant sur cette affaire est un *wenshi ziliao* écrit par un proche de Xu Ruitang 許瑞棠, l'un des marchands impliqués (Ji Xilin 計錫林, Zhao Tianyi 趙天一, « 1943 nian liangshi tanwu an zhenxiang 1943年糧食貪污案真相 (La vérité sur l'affaire de corruption dans la vente de grains de 1943) », *Jiangsu wenshi ziliao* 江蘇文史資料, vol. 29, 1989 p. 289-295). Elle contient au moins une erreur : l'auteur affirme que Hou Dachun bénéficiait de l'appui du gouverneur Li Shiqun grâce au fait que son épouse, Wu Yunqing 鄔雲卿, était la sœur jurée de la femme de Li, She Aizhen 佘愛珍 (*ibid.*, p. 289). Or, cette dernière était en réalité la veuve du plus fameux agent du n°76, Wu Sibao 吳四寶 (1902-1942), empoisonné en octobre 1942 par les Japonais avec l'aide de Li Shiqun, et la future épouse de Hu Lancheng. Pour compliquer le tout, She Aizhen avait pour père adoptif Li Yunqing 李雲卿 (1868-1939), une grosse pointure de la Bande verte assassinée par le Juntong. Le prénom Yunqing semble assez courant à l'époque puisque l'un des marchands de mèche avec Hou Dachun s'appelait Shen Yunqing 沈雲卿. Le grand Frederic Wakeman, qui cite le même *wenshi ziliao*, reproduit cette erreur et en ajoute une autre : il semble confondre le gouvernement collaborateur de Nanjing avec les « Nationalist authorities » de Chongqing (« Shanghai Smuggling », in Henriot, Yeh, *In the Shadow of the Rising Sun*, *op. cit.*, p. 116-153).

² Ce bureau fut rebaptisé bureau des Vivres (*liangshiju*) le 29 mars 1943 (*MZN*, p. 1104).

³ Ji Xilin, « 1943 nian liangshi tanwu an... », art. cit., p. 289. Afin d'inciter le lecteur à se reporter à l'Annexe 3, précisons que, pour insignifiant qu'il fut, Zhou Naiwen est le père du mentor de Jiang Zemin et le grand-père de l'actuel chef de la banque centrale chinoise, Zhou Xiaochuan 周小川 (1948-).

⁴ *Ibid.* ; Yuan Yuquan 袁愈仨, « Ri Wang goujie lüedo Zhongguo ziyuan gaishu 日汪勾結掠奪中國資源概述 (Aperçu de la manière dont les Japonais et le régime de Wang Jingwei se sont entendus pour piller les ressources chinoises) », in Huang Meizhen, *Weiting youying lu*, *op. cit.*, 2010, p. 152.

Le réseau de Hou Dachun et Hu Zheng

En avril 1943, Hou Dachun fit un chèque pour 1000 piculs ou *dan* 石 (50 tonnes¹) de riz brun (*caomi* 糙米, c'est-à-dire grossièrement décortiqué) à un marchand de Qingpu du nom de Shi Kaitan 施開壇 à qui il laissa la marchandise pendant cinq mois, le temps que le prix du picul passe de 280 yuans à 900 yuans, ce qui lui permit de toucher un bénéfice personnel de 430 000 yuans, sans que Shi Kaitan n'ose se plaindre².

À la même époque, Hou Dachun ordonna au magistrat du district de Songjiang, Tang Keming 唐克明³ d'acheter 30 000 piculs de grains (*liangshi*). Lorsqu'il découvrit que Tang en avait profité pour se procurer 2000 piculs supplémentaires, il chargea son ancien camarade *Geng Jiaji 耿嘉基, qui était originaire de Songjiang, d'obtenir de Tang qu'il soustraie 9000 piculs de son rapport. Geng vendit ensuite cette marchandise sur le marché de Shanghai par l'intermédiaire du marchand Shen Yunqing 沈雲卿, offrant ainsi un profit de 800 000 yuans à Hou. Suite à une autre affaire juteuse réalisée avec Hu Zheng, à qui il avait été recommandé par Hou Dachun, Shen offrit à ce dernier une voiture en guise de remerciement⁴.

Hou était, par ailleurs, en relation avec l'armée d'occupation, dont on a vu qu'elle ravitaillait ses troupes par l'intermédiaire de l'administration chinoise. Le groupe Sakae (*sakae shūdan* 荣集团) passa ainsi commande, auprès du bureau de Hou Dachun, de 10 000 tonnes (*dun* 噸) de riz blanc achetées à Wuxian, Wujiang et Wuxi pour la somme de 32 390 000 yuans. À court de liquidités, l'armée japonaise versa 27 380 000 yuans à Hou et compléta la différence en lui donnant du savon, des allumettes, des cigarettes et du sucre. Hou distribua le tiers de ces produits aux paysans et vendit le reste au marché noir, pour un profit de 2 700 000 yuans⁵.

En juin 1943, le même groupe Sakae délégua au gouvernement du district de Wujin l'achat de 43 000 piculs. Comme le district manquait de riz, il demanda à Hou Dachun de lui prêter

¹ Les mesures chinoises sont, avec la monnaie, l'éternel casse-tête de l'historien. Nous partons du principe qu'il est ici question du *shidan*, dont nous avons vu dans le Tableau 6.2. qu'il représentait 50 kg. selon le système du marché (*shizhi* 市制) fixé en 1929 (*GR*). Wakeman, qui transcrit 石 par *shi*, semble, quant à lui, partir de la valeur en vigueur au début de la République, qui équivalait à environ 70 kg. Par ailleurs, il lit un peu vite la source puisqu'il explique que Hou Dachun prend livraison du riz « le mois suivant » (soit mai ; *wu yue*) alors que Ji Xilin écrit « cinq mois plus tard [*wu ge yue*] » (« Shanghai Smuggling », art. cit., p. 145 ; Ji Xilin, « 1943 nian liangshi tanwu an... », art. cit., p. 290).

² *Ibid.* Ji Xilin ne précise pas comment il calcule ce profit (qui aurait dû être de 620 000 yuans).

³ En août 1941, Tang avait été nommé à la tête du 2^e bureau chargé de renseignement au sein du ministère des Enquêtes et statistiques (*diao cha tong ji bu* 調查統計部) que dirigeait Li Shiqun (Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 120).

⁴ Ji Xilin, « 1943 nian liangshi tanwu an... », art. cit., p. 290.

⁵ *Ibid.*

3000 piculs avant de le rembourser le mois suivant. Grâce à l'inflation, Hou toucha ainsi sans effort 550 000 yuans de bénéfices¹.

Si les marchands du Jiangnan s'enrichirent grâce à Hou, ils pâtirent également de l'appétit grandissant de ce dernier. Durant l'été, Hou ordonna ainsi la réorganisation de l'Association professionnelle des spiritueux et des céréales (*jiuliang ye gonghui* 酒糧業公會) de Changshu. Les marchands furent désormais obligés d'obtenir un permis auprès du bureau des Vivres, en versant au passage un pot-de-vin à son chef².

Au même moment, le ministère des Vivres demanda à Hou et Hu de se procurer du riz brun et du riz glutineux (*nuomi* 糯米), en plafonnant le prix d'achat à seulement 300 yuans par picul. Wuxi connaissait alors une flambée des prix du riz du fait des pénuries provoquées par les achats massifs effectués précédemment. Incapable de trouver les quantités demandées par Nanjing, Hou Dachun ordonna la mise sous séquestre (*chafeng* 查封) d'environ 30 000 piculs. Il comptait en acheter de force à bas prix 80%, en rendant le reste aux marchands. Ces derniers envoyèrent alors une lettre de protestation au ministère des Vivres. Furieux, Gu Baoheng dépêcha Zhou Naiwen sur place, où il négocia le compromis suivant : un tiers du riz séquestré serait rendu aux marchands et le reste serait acheté au « prix ajusté » (*tiaozhengjia* 調整價), qui se situait entre le prix plafonné et le cours du riz au marché noir³.

Cependant, en octobre 1943, Hou Dachun ordonna secrètement au marchand Zheng Ziwen 鄭子文 de trouver un moyen de vendre une partie du riz séquestré. Zheng entra alors en contact avec Xu Ruitang⁴ avec lequel il décida d'un plan. Celui-ci prévoyait de vendre, au prix ajusté, 12 000 piculs de riz brun et glutineux à Xu qui demanderait alors un permis spécial de convoi (*teshu banyun zheng* 特殊搬運證) au ministère des Vivres pour l'envoyer à Beijing. En effet, la réglementation sur le contrôle des marchandises interdisait de faire sortir du riz des zones de pacification sans autorisation spéciale⁵. Désireux d'accroître ses profits, Hou Dachun dissimula une centaine de sacs de riz blanc dans le riz brun à destination du Nord. Bien mal lui en prit car, lors d'un contrôle de routine en gare de Xuzhou, le 13 octobre, des soldats japonais découvrirent

¹ *Ibid.*, p. 291.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*, p. 292.

⁴ Celui-là même grâce auquel l'auteur de notre *wenshi ziliao* eut connaissance des tenants et aboutissants de l'affaire. Marchand de Wuxi, Xu travaillait alors pour la Maison de commerce de grain Tongxing (*tongxing lianghang* 同興糧行) (*ibid.*).

⁵ En vertu du « décret provisoire sur le blocus du riz et des céréales dans les zones de pacification rurale » (*qingxiang diqu miliang fengsuo zanzheng banfa* 清鄉地區米糧封鎖暫行辦法) promulgué par le Conseil suprême de défense nationale (*ibid.*, p. 293).

le riz blanc¹. Le permis n'étant prévu que pour du riz brun, le convoi fut saisi et un rapport envoyé au quartier général de Nanjing.

Une enquête japonaise menée au mépris de la souveraineté chinoise

Celui-ci contacta le ministre Gu Baoheng qui fit prévenir Hou Dachun. Paniqué, Hou organisa une réunion de crise à Suzhou avec Hu Zheng, Zheng Ziwen et Xu Ruitang. Cependant, les autorités japonaises de Nanjing avaient demandé à la *kenpeitai* de Wuxi de se mettre sur l'affaire. La police militaire nippone envoya un agent chinois du nom de Kong 孔, qui se fit passer pour un marchand venu faire des affaires dans la ville. Après une soirée bien arrosée en compagnie du supérieur de Xu Ruitang à la maison de commerce Tongxing, Zhou Ming 周銘, ce dernier révéla le rôle joué par Xu. Il fut alors conduit dans les bureaux de la *kenpeitai* pour un interrogatoire plus poussé. De retour à Wuxi le 22 octobre, Xu Ruitang se rendit à la *kenpeitai*, obtenant ainsi la libération de Zhou Ming qui décéda peu après.

L'enquête prit néanmoins un certain temps puisque Hou Dachun ne fut arrêté que le 21 janvier 1944 à la gare de Suzhou, alors qu'il rentrait de Shanghai². C'est alors, seulement, que les dirigeants du gouvernement de Nanjing furent prévenus de l'affaire par les autorités d'occupation. Le 24 janvier, Wang Jingwei avertit Chen Gongbo et le gouverneur du Jiangsu, Chen Qun, que le conseiller suprême Shibayama Kaneshirō venait de lui faire un rapport accusant Hou Dachun et ses complices d'avoir « porté atteinte à l'approvisionnement de l'armée en riz [*fanghai junmi* 妨害軍米] »³. Les différents fonctionnaires et marchands impliqués furent arrêtés par la *kenpeitai* dans les jours qui suivirent⁴. Apprenant le 7 février que Geng Jiaji s'était donné la mort, Zhou Fohai se lamenta dans son journal sur ce drame dont les causes, écrit-il, « ne sont pas claires »⁵. Convoqué par la *kenpeitai* le premier jour de l'An lunaire (le 25 janvier), Geng s'était tiré une balle dans la tête peu après⁶. Comme le note Pierre Salade, sa mort provoqua un certain émoi dans un contexte politique alourdi par l'état de santé de Wang Jingwei :

[Geng Jiaji] a donné à son acte un caractère politique en léguant l'arme du suicide à M. Wang Ching Wei lui-même et en protestant de son innocence auprès de M. Cheng Kung Po, le maire de Changhai. Ce suicide, d'après les rumeurs qui courent à Changhai et à Nankin, aurait alimenté le

¹ Teng Xiaoyang 滕小陽, « Fasheng zai Wangwei shiqi de zui da tanwu an 發生在汪偽時期的最大貪污案 (Le plus grand scandale de corruption sous le régime fantoche de Wang Jingwei) », *Zhengfu fazhi* 政府法制, 1998, n°3, p. 49 (texte quasiment identique à celui de Ji Xilin mais qui contient plus de dates précises).

² Lettre de Chen Qun à Wang Jingwei, ? janv. 1944, AH 118-010100-0013-027.

³ Lettre de Wang Jingwei à Chen Gongbo, 24 janv. 1944, AH 118-010100-0013-032 ; Lettre de Wang Jingwei à Chen Qun, 24 janv. 1944, AH 118-010100-0013-026.

⁴ Ji Xilin, « 1943 nian liangshi tanwu an... », art. cit., p. 293-294. L'arrestation de Gu Baoheng semble plus tardive, puisqu'il est nommé à la tête du Comité de mise en œuvre des mesures pour l'augmentation de la production agricole, créé le 8 février, et que Zhou Fohai le rencontre à ce sujet le 1^{er} mars (ZR, p. 859).

⁵ ZR, p. 849.

⁶ Nous n'avons pas trouvé la date exacte. Le 26 janvier, Zhou Fohai s'était entretenu avec Geng à propos de leurs activités secrètes en soutien à Chongqing (ZR, p. 845 ; voir la notice de Geng, Annexe 3).

mécontentement latent qui existerait entre certains milieux chinois et japonais. Une agitation se serait manifestée parmi les fonctionnaires du gouvernement de Nankin ; ceux-ci prétendant qu'il n'appartenait pas à la gendarmerie japonaise de procéder à l'arrestation de M. Keng : jugement qui ne laisse pas d'emprunter une certaine saveur aux circonstances actuelles ; le gouvernement japonais s'appêtant, comme on le sait, à faire abandon au gouvernement national chinois de ses privilèges juridictionnels. On dit encore que l'entourage de M. Wang Ching Wei aurait pris soin de lui cacher ce drame. L'opération subie par le président vers le 10 décembre dernier aurait eu un effet défavorable sur son caractère ; sa famille et ses collaborateurs craignent en conséquence de l'irriter.¹

De fait, la *kenpeitai* avait mené l'enquête à l'insu des autorités chinoises sans se soucier, même en apparence, de respecter la souveraineté du gouvernement de Nanjing. En flagrante contradiction avec la « nouvelle politique chinoise » adoptée en décembre 1942, ces manières témoignaient de la colère des officiers nippons, voire d'une volonté chez eux d'exploiter l'affaire pour rogner les concessions faites par Tokyo à Nanjing². Le 5 mars 1944, Zhou Fohai reçut la visite de l'ancien conseiller militaire suprême, désormais à la tête de l'Armée expéditionnaire de Chine, *Matsui Takurō 松井太久郎, qui exigea la peine de mort pour les coupables³. Restait à savoir si la sentence serait prononcée par l'armée japonaise ou bien par les institutions judiciaires du gouvernement chinois. Matsui expliqua à Zhou que son intention première avait été de confier cette tâche à la partie chinoise mais que la chose était rendue difficile par l'hospitalisation récente de Wang Jingwei au Japon. En outre, l'implication de dirigeants tels que Gu Baoheng et Zhou Naiwen risquait de « créer des problèmes politiques ». Bien qu'elle fasse « un peu perdre la face au gouvernement [*yu zhengfu mianzi shang shao bu hao kan* 於政府面子上稍不好看] », une solution militaire présenterait l'avantage de régler rapidement l'affaire. Zhou temporisa en disant qu'il ne pouvait pas lui donner une réponse immédiate car il devait d'abord consulter Chen Gongbo. Il fut donc décidé que Matsui et Zhou se rendraient le lendemain à Shanghai pour régler les détails avec Chen⁴. Lors de cette réunion, Zhou proposa d'établir un tribunal spécial. Conscient de l'importance que revêtait cette affaire, Zhou nota le même jour qu'il en allait de « l'autorité du gouvernement [*zhengfu weixin* 政府威信] »⁵.

Selon Yuan Yuquan, la décision de procéder aux arrestations sans en référer au gouvernement et l'intransigeance dont fit preuve la partie japonaise étaient le fait du redouté Tsuji Masanobu, chef de la 3^e section de l'Armée expéditionnaire depuis août 1943, dont le poids politique excédait souvent celui de ses supérieurs. Il aurait précisément été envoyé par le premier ministre Tōjō pour

¹ « Note sur la situation politique en Chine, février 1944 », p. 8, ADF 77.

² « les services japonais locaux ne se dessaisissent pratiquement d'aucune de leurs prérogatives ; s'ils doivent le faire, ils s'emploient à les reprendre sous-main ; car ils considèrent que des abandons consentis aux Chinois en matière économique auraient pour seul résultat de favoriser les accapareurs et la spéculation. Les exécutions de fonctionnaires du mois précédent [...] donnent à cette thèse une forte apparence de véracité » (Salade, « Note sur la situation politique en Chine » 30 avril 1944, p. 5, ADF 77).

³ ZR, p. 861.

⁴ *Ibid.*

⁵ ZR, 6 mars 1944, p. 862.

mettre de l'ordre à Nanjing, en commençant par Li Shiqun, empoisonné à l'automne¹. Zhou Fohai, qui tissait pourtant les louanges de Tsuji à son arrivée², fut prévenu le 7 mars 1944 que celui-ci portait au même moment des « attaques extrêmement violentes à l'encontre du gouvernement national »³.

Une justice d'exception sous influences

Pris une nouvelle fois de court, le gouvernement de Wang Jingwei décida, là encore, de sauver la face en donnant un grand retentissement médiatique à l'affaire. Il s'agissait, d'une part, de rassurer Tokyo en faisant mentir les rapports que devaient envoyer Tsuji sur la corruption générale régnant à Nanjing et, d'autre part, de présenter l'affaire à la population de manière à nourrir la propagande sur les efforts du gouvernement pour purger son administration. Sans faire la moindre allusion à l'affaire elle-même, la presse officielle publia, le 11 mars, le compte rendu de la 43^e session du Conseil suprême de défense nationale qui avait adopté, la veille, la création d'un Tribunal spécial du Gouvernement national (*Guomin zhengfu tebie fating* 國民政府特別法庭)⁴. La présidence du tribunal fut confiée au procureur général de la Cour suprême de justice, Chen Enpu 陳恩普. Deux juges (*shenpanguan* 審判官) furent nommés à ses côtés : *Qiao Wanxuan 喬萬選 et Qian Sen 錢森. Promulguée en urgence, sa loi organique prévoyait que ce tribunal serait réuni dans les cas de crimes particulièrement graves définis par les différents codes pénaux déjà en vigueur⁵. Il est à noter qu'elle ne s'appuyait pas sur le texte législatif pourtant adopté spécifiquement pour traiter des affaires de ce type : le « règlement provisoire punissant l'accaparement de produits importants » (*tunji zhuyao shangpin zhizui zanzing tiaoli* 囤積主要商品治罪暫行條例) promulgué le 30 mai 1943⁶. S'il prévoyait des peines sévères pouvant aller jusqu'à la prison à vie⁷, celui-ci ne répondait pas aux demandes des autorités japonaises, qui exigèrent la peine capitale pour les coupables, avant même qu'ils ne passent en jugement. Le

¹ Yuan Yuquan, « Ri Wang goujie lüedo Zhongguo... », art. cit., p. 152-153. Yu affirme que Tsuji aurait obtenu que des membres du Yuan de contrôle envoient une pétition exigeant la mise en examen de Gu Baoheng. Nous n'avons pas trouvé trace de cette pétition qui rappelle étrangement celle de novembre 1942 (voir partie précédente). Il est peu probable qu'il s'agisse de la même, car Tsuji n'était pas encore en Chine à cette époque (*ibid.*, p. 153).

² ZR, 26 août 1943, p. 788.

³ ZR, p. 862.

⁴ « Zui gao guofang huiyi tongguo zuzhi guofu tebie fating 最高國防會議通過國府特別法庭 (Le Conseil suprême de défense nationale vote la formation d'un Tribunal spécial du gouvernement national) », *Zhonghua ribao*, 11 mars 1944, p. 1.

⁵ Art. 1 à 6 de la « loi d'urgence contre les crimes mettant en danger la République » (*weihai minguo jinji zhizui fa* 危害民國緊急治罪法) ; art. 1 à 7 du « règlement punissant les fonctionnaires corrompus » (*gongwuyuan fanzang zhizui tiaoli* 公務員犯贓治罪條例) ; art. 1 à 23 de la « loi spéciale sur les affaires pénales en temps de guerre » (*zhanshi xingshi tebie fa* 戰時刑事特別法) (*ibid.*).

⁶ ZG, n°481, p. 1-2.

⁷ *Ibid.*, art. 7.

Tribunal spécial fut donc conçu pour répondre à cette demande. Afin de souligner le caractère exceptionnel de cette institution formée dans la précipitation, le Tribunal spécial fut directement rattaché au gouvernement. Ses pouvoirs étaient néanmoins limités puisque les jugements qu'il rendait devaient être ratifiés (*heding* 核定) par le chef de l'État (*zhuxi*) ; un point qui allait s'avérer important car il offrait au pouvoir chinois un certain contrôle sur le sort de ses agents¹.

Le 11 mars toujours, Zhou demanda à la *kenpeitai* que les prisonniers soient remis aux autorités chinoises de Nanjing ; demande exaucée le lendemain². Le tribunal débuta ses travaux dès le 11 mars au matin³. Le 12 mars, les noms des fonctionnaires impliqués furent rendus publics pour la première fois. La presse annonça que Gu Baoheng était « relevé de ses fonctions [*mianzhi* 免職] » tandis que Hou Dachun et Hu Zheng étaient « révoqués et mis en examen [*chezhi* 撤職] »⁴. Dans son éditorial, le *Minguo ribao* déclara souhaiter que le tribunal rende une sentence impartiale et examine l'affaire minutieusement afin de « répondre aux attentes du peuple [*yi fu min wang* 以符民望] »⁵. Naturellement, il n'était fait aucune mention du rôle joué par le Japon dans la mise au jour du trafic, ni même d'ailleurs du fait que les « provisions militaires » en question étaient destinées à l'occupant. En coulisses, le gouvernement chercha à mettre fin à l'ingérence persistante des Japonais. Le 13 mars, Zhou Fohai dîna avec Matsui auprès duquel il obtint que les représentants japonais envoyés pour suivre l'interrogatoire de Gu Baoheng se retirent, faute de quoi ils pourraient « être soupçonnés d'enfreindre l'indépendance de la justice par leur intervention [*ganshe sifa duli zhi xian* 干涉司法獨立] »⁶.

Hou Dachun et Hu Zheng étaient trop compromis et dépourvus de soutiens haut-placés pour espérer échapper à la punition exemplaire qui les attendait⁷. Il en allait autrement pour Gu Baoheng et, dans une moindre mesure, pour Zhou Naiwen. Leur degré d'implication dans le trafic organisé par Hou Dachun, tout d'abord, n'était pas très clair. Proche collaborateur de Gu et Zhou, à qui il rendit par la suite plusieurs fois visite en prison, Jiang Nanchun affirme qu'ils n'avaient aucune idée de l'affaire jusqu'au jour de leur arrestation. Gu, écrit-il, « semblait souffrir le martyr

¹ « Zui gao guofang huiyi tongguo... », art. cit.

² ZR, p. 863-864.

³ « Tebie fating chengli ye yi kaishi bangong 特別法庭成立業已開始辦公 (Le tribunal spécial débute ses travaux aussitôt après sa formation) », *Zhonghua ribao*, 13 mars 1944, p. 1.

⁴ « Guofu yancheng tanguan wuli 國府嚴懲貪官污吏 (Le Gouvernement national punit sévèrement les fonctionnaires corrompus) », *Minguo ribao*, 12 mars 1944, p. 1. L'emploi de termes différents (*mianzhi* et *chizhi*) témoignait de la distinction faite quant à la gravité du crime et au traitement des fonctionnaires concernés.

⁵ « Wei junliang da wubi an jinyan 為軍糧大舞弊案進言 (Un mot sur la grande affaire de fraude sur les provisions militaires) », *Minguo ribao*, 12 mars 1944, p. 1.

⁶ ZR, p. 864.

⁷ L'un et l'autre furent présentés au public par la presse qui publia leur biographie (« Caiban junliang wubi an ge fangmian jun ji zhongshi 採辦軍糧舞弊案 各方面均極重視 (L'affaire de fraude sur l'achat de provisions militaires au centre de toutes les attentions) », *Minguo ribao*, 15 mars 1944, p. 1).

d'être victime d'une injustice [*hanyuan bushen, tongchu wanzhuang* 含冤不伸, 痛楚萬狀] »¹. Selon Jiang, Gu récolta en mars 1944 le fruit des jalousies qu'avait suscité sa promotion rapide à la faveur de son rapprochement avec l'entourage de Wang Jingwei². Cette ascension froissa en particulier l'ambitieux Mei Siping, semble-t-il³. Ce dernier vit le contrôle sur la gestion de l'approvisionnement lui échapper à mesure que Gu Baoheng s'émancipait de la faction de Zhou Fohai pour gagner les faveurs de la clique du Palais⁴. La chute de Gu ne profita cependant pas à Mei. Un membre du clan cantonais de Wang Jingwei, Chen Junhui, remplaça Gu le 11 mars à la tête du ministère des Vivres, qui fut dissous, le 14 avril, dans le ministère de l'Industrie où Chen Junhui avait succédé à Mei Siping le 10 septembre 1943⁵.

Mais plus encore que ces luttes d'appareil entre dirigeants chinois, la mise en cause de Gu Baoheng traduisait la volonté des Japonais de faire tomber des têtes pour l'exemple. Si cette sévérité s'appliqua jusqu'à Gu, elle aurait pu remonter encore plus haut. Selon Yuan Yuquan, Gu se prévalait de la protection du neveu de Chen Bijun, *Chen Chunpu 陳春圃. Ce dernier fut néanmoins épargné, soit parce que Tsuji Masanobu n'eut pas connaissance de ce lien, soit parce qu'il choisit de le passer sous silence pour ne pas discréditer Wang Jingwei lui-même⁶. Hospitalisé, ce dernier n'était plus en mesure de protéger Gu Baoheng comme il l'avait fait le 17 décembre 1942. Dans son rapport du mois de mars, Pierre Salade rapporta ainsi que

les autorités nippones ont profité de la maladie et de l'absence du Président pour imposer des sanctions dont la sévérité est assez étrangère à la mentalité chinoise et aux habitudes de l'administration. D'autre part, il semble bien néanmoins que les Japonais aient dû modérer leurs exigences à la suite de la pression du clan Wang Tsing-wei et se contenter, pour ce qui est de MM. Kou Pao-heng et Tcheou Nai-wen, d'un châtement relativement modéré.⁷

Le déroulement de ce procès expéditif n'est connu qu'indirectement⁸. Selon l'un des marchands inculpés, Xu Ruitang, le Tribunal spécial aurait, dans un premier temps, condamné Hou Dachun à la prison à perpétuité, Hu Zheng à quinze ans de prison, Gu Baoheng et Zhou Naiwen à une peine de dix ans d'emprisonnement. Furieux, les Japonais auraient alors exigé la peine capitale pour les quatre fonctionnaires. Le lendemain, seul les noms des deux premiers reparurent dans la presse qui publia le verdict condamnant à mort Hou et Hu et décrivit comment ils avaient été aussitôt

¹ Jiang Nanchun, « Wangwei shiqi “liangzheng” genggai », art. cit., p. 112.

² *Ibid.*, p. 110.

³ Wang Ke-wen, *Wang Jingwei ; Guomindang ; Nanjing zhengquan* 汪精衛, 國民黨, 南京政權 (Wang Jingwei ; le Guomindang ; le régime de Nanjing), Taipei, Guoshiguan yinhang, 2001, p. 312, 335.

⁴ Yuan Yuquan, « Ri Wang goujie lüedo Zhongguo... », art. cit., p. 152-153.

⁵ *MZN*, p. 1094-1095.

⁶ Yuan Yuquan, « Ri Wang goujie lüedo Zhongguo... », art. cit., p. 153.

⁷ « Relevé des principaux événements se rapportant au Gouvernement de Nankin depuis le début du mois de mars 1944 », 12 mai 1944, ADF 327.

⁸ Le journal de Zhou Fohai ne contient malheureusement plus aucune information sur les coulisses de l'affaire après le 13 mars, car Zhou était alors souffrant.

fusillés¹. Des photographies de l'exécution firent la Une trois jours plus tard, accompagnées d'articles affirmant que « la population du pays tout entier ne peut ressentir qu'un profond sentiment d'admiration et de respect [*qinjing* 欽敬] envers le gouvernement pour la sévérité avec laquelle il a châtié » les coupables².

Si l'« éclat »³ donné à l'exécution de Hou et Hu visa bien à restaurer l'autorité du gouvernement vis-à-vis de la population et sa souveraineté vis-à-vis des autorités d'occupation, le sort plus enviable de Gu Baoheng et de Zhou Naiwen laissa au contraire transparaître les pressions exercées par l'entourage de Wang Jingwei que mentionne le consul Salade⁴. Plus de trois semaines après le premier verdict, on apprit ainsi que la condamnation à mort des deux hommes avait été commuée, le 6 mai 1944, en une peine de dix ans de réclusion par le président à qui revenait le pouvoir de ratifier le verdict initial du Tribunal spécial. Cette « amnistie [*teshe* 特赦] » fut justifiée par le fait qu'« en janvier 1942, durant une période de disette marquée par des difficultés dans l'approvisionnement de la population et de l'armée, [Gu Baoheng et Zhou Naiwen avaient] assumé avec courage leurs responsabilités dans l'adversité »⁵. Autrement dit, ils avaient eu le courage d'accepter une promotion ! En comparaison, la justice fut relativement clémente envers les marchands impliqués dans le trafic de Hou Dachun – signe que la bureaucratie était particulièrement visée : sept ans de prison pour Tang Keming et Zheng Ziwen ; cinq ans pour Shen Yunqing et six mois pour Xu Ruitang⁶. Ces peines furent assorties de lourdes amendes correspondant aux sommes supposément détournées : 12 100 000 yuans pour Gu Baoheng et

¹ « Hou Dachun Hu Zheng panchu sixing 后大椿胡政判處死刑 (Hou Dachun et Hu Zheng sont condamnés à mort) », *Zhonghua ribao*, 16 mars 1944, p. 1.

² « Yanli chengchu tanwu duzhi wei zhengfu yiguan fangzhen 嚴厲懲處貪污瀆職為政府一貫方針 (Punir sévèrement la corruption et la prévarication est l'objectif constant du gouvernement) », *Zhonghua ribao*, 19 mars 1944, p. 1.

³ Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard, 1975, p. 58 *sqq.*

⁴ À moins de considérer que la miséricorde dont ils bénéficièrent participait d'un même rituel judiciaire. Foucault note, en effet, que « jamais justement [la puissance souveraine] n'apparaissait avec plus d'éclat que si elle interrompait le geste de l'exécuteur par une lettre de grâce » (*ibid.*, p. 64). Ce serait toutefois pousser l'analyse un peu loin tant le contexte politique et économique dans lequel se trouvait alors la Chine centrale ne laisse guère de doute sur l'efficacité d'un tel geste auprès de la population. On retrouve toutefois bien un usage du pardon comme rituel légitimant sous le régime de Wang Jingwei, à travers les « amnisties générales » (*dashe* 大赦). Celles-ci furent décrétées à l'occasion de la signature du Traité d'alliance, le 30 octobre 1943, et de l'anniversaire du « retour à la capitale », en mars 1945. Lors de la première amnistie générale, les condamnés purgeant jusqu'à trois ans de prison furent libérés et les autres bénéficièrent de réductions de peine, à l'exception de ceux condamnés pour les crimes les plus graves. La seconde fut plus généreuse encore puisque le plafond des libérations fut remonté à cinq ans et les réductions de peine augmentées. Les condamnés à la prison à vie virent ainsi leur peine commuée en dix ans de prison (*ZG*, n°567, p. 2-3 ; *ZG*, n°774, p. 2).

⁵ « Tebie fating pan sixing guofu gunian qianlao teshe jian ge chu youqi tuxing shi nian 特別法庭判死刑國府姑念前勞特赦減各處有期徒刑十年 (Le Tribunal spécial prononce la peine capitale ; le Gouvernement national commue cette peine en dix ans de prison par égard pour les services rendus) », *JR*, 7 mai 1944, p. 1.

⁶ Ji Xilin, « 1943 nian liangshi tanwu an... », art. cit., p. 295. Nous ne mentionnons que les peines prononcées contre les marchands précédemment cités.

800 000 yuans pour Zhou Naiwen notamment¹. Les 30 millions de yuans recouverts au total par le gouvernement à l'occasion du scandale du ministère des Vivres servit à financer un « projet d'amélioration de la justice » (*sifa gailiang jihua* 司法改良計劃) qui prévoyait notamment des allocations pour aider les anciens détenus dans leur réinsertion².

Avant de conclure le récit de cet épisode exemplaire, il nous faut mentionner l'interprétation singulière qu'en fit Xue Gengxin 薛耕莘 (Joseph Shieh, 1904-2008), commissaire de police dans la concession française, qui donne un tout autre sens à l'affaire :

Hélas, en 1943, M. Keng [Geng Jiaji, n.d.t.] tomba dans un nouveau piège, bien plus terrible. M. Hou Dachun, un ancien communiste, directeur du bureau des céréales du gouvernement provincial du Jiangsu, avait livré deux cent tonnes de riz à la IV^e armée de route tenue par les communistes. Les Japonais eurent connaissance de ce fait et demandèrent à C.C. Keng, qui en était aussi informé, de confirmer leurs soupçons en dénonçant Hou Dachun. M. Keng fut convoqué par les Japonais à Suzhou, mais refusa de s'y rendre. Il reçut un second courrier avec la mention *Dernière convocation*. Cette formulation n'augurait rien de bon. Le jour où il prit une décision fatale, il me téléphona vers 2 heures du matin en me demandant de régler pour lui ses affaires. [...] J'entendis la détonation de son revolver dans le combiné. [...] Après la mort de M. Keng, Hou Dachun fut fusillé [...] Personne ne sut le fin mot de l'histoire avant 1954, date à laquelle des témoins proches de M. Keng ébruèrent les véritables causes de sa mort, ce qui fait que, bien qu'étant le fils d'un membre du gouvernement nationaliste, son fils fut bien traité par les communistes. Il y aura au moins eu une conséquence heureuse à cet acte héroïque.³

Ces souvenirs recueillis près d'un demi-siècle après les faits ne sont, à notre connaissance, corroborés par aucune autre source. Xue Gengxin a peut-être cherché à réhabiliter la mémoire de son ami Geng Jiaji, quitte à faire de Hou Dachun un héros de la résistance communiste au passage.

Qu'elle soit véridique ou non, cette lecture de l'affaire rappelle des cas bien réels de coopération secrète entre des fonctionnaires du gouvernement de Wang Jingwei et la guérilla communiste, comme par exemple les contacts qui existèrent entre *Shao Shijun 邵式軍, l'un des bras droits de Zhou Fohai, et des dirigeants communistes de l'importance de Chen Yi et Liu Shaoqi 劉少奇 (1898-1969)⁴. Elle suggère, en tout cas, la complexité des allégeances et des motivations du personnel politique et bureaucratique de l'État d'occupation, dont une part nous échappe.

6.3.2.3. Ordinaire de la justice administrative

À côté de ces grandes affaires de corruption, l'administration du gouvernement de Wang Jingwei connut une multitude d'affaires mineures. Certaines d'entre elles nous sont connues grâce

¹ *Ibid.* Croyant qu'ils pourraient obtenir une réduction de peine en payant rapidement, Gu et Zhou mobilisèrent leurs proches, mais restèrent en prison jusqu'à la fin de la guerre (Jiang Nanchun, « Wangwei shiqi "liangzheng" gengai », art. cit., p. 112).

² Zeng Zhinong, « Ô seiken ni yoru... », *op. cit.*, p. 96-97.

³ Joseph Shieh, Marie Holzman, *Dans le jardin des aventuriers*, Seuil, 1995, p. 164.

⁴ Sur ces contacts que la Bande des Quatre utilisa contre Liu Shaoqi pendant la Révolution culturelle, voir la notice de Shao Shijun, Annexe 3.

aux informations succinctes consignées, en amont, dans les minutes des réunions du Yuan de contrôle et à celles, plus détaillées, fournies, en aval, par les verdicts (*jueshu* 決書) rendus par le Comité disciplinaire central des fonctionnaires. Vingt-et-un jugements parurent ainsi au *Journal officiel* du gouvernement entre novembre 1941 et février 1945¹. Pour autant que cet échantillon soit représentatif – il est difficile de le dire en l’absence d’autres sources –, on est frappé par trois aspects : le nombre extrêmement réduit d’affaires menées au terme du processus disciplinaire, la clémence des sanctions et la surreprésentation des agents de l’administration judiciaire². Le premier et le deuxième aspect ne sont pas surprenants au regard des chiffres fournis plus haut pour la période 1931-1937, au cours de laquelle seuls 54 fonctionnaires furent effectivement sanctionnés, qui plus est très légèrement³. Concernant le troisième aspect, nous ne pouvons avancer que des hypothèses qu’un travail ultérieur, étayé par un plus large corpus de sources judiciaires, viendra ou non confirmer⁴. La première hypothèse concerne l’importance proportionnelle des effectifs de l’administration judiciaire, dont nous avons dit qu’elle fut l’une des priorités du gouvernement de Wang Jingwei. La deuxième est l’exposition plus grande des fonctionnaires de justice aux tentations de la corruption, du fait de leur pouvoir sur les justiciables⁵. Cette surreprésentation pourrait, enfin, s’expliquer par le fait que le Comité disciplinaire central relevait du Yuan judiciaire. Les agents de ce dernier étaient donc peut-être moins susceptibles de passer entre les mailles du filet⁶.

Au final, le seul élément tangible que nous apporte ce survol de la justice ordinaire dans la fonction publique est le contraste qu’il offre avec le scandale du ministère des Vivres présenté ci-dessus, dont le caractère extraordinaire n’en apparaît que plus clairement. Si les sommes en jeu n’étaient pas les mêmes, il ne s’agissait là que d’une différence de degré et non de nature entre les petites affaires de corruption et ce scandale, qui se solda par l’exécution de deux agents. La principale différence fut donc bien l’implication des autorités japonaises. Leur ingérence dans le processus disciplinaire vint bouleverser celui-ci, jusque-là caractérisé par son manque d’efficacité et ses peines clémentes, aussi bien avant-guerre que sous l’occupation. En exigeant que les

¹ Voir l’Annexe 2.14. La répartition par année est la suivante : 2 (1941), 6 (1942), 0 (1943), 12 (1944), 1 (1945). Ces jugements comprennent le nom de l’accusé ou des accusés, la sanction, les faits et les motifs donnés au jugement.

² Sur les 25 accusés de l’Annexe 2.14, 21 étaient issus de l’administration judiciaire (7 procureurs, 7 juges ou présidents de tribunal, 7 gardiens de prison).

³ Voir la partie 6.3.1.1.

⁴ Il nous faudrait, notamment, connaître les jugements rendus par les comités disciplinaires locaux des fonctionnaires, qui concernaient les petits fonctionnaires de rang *weiren* dans l’administration territoriale.

⁵ Dans le cas des gardiens de prison condamnés pour l’évasion de prisonniers, il est difficile de savoir quelle était leur part de responsabilité. Dans l’une de ces affaires, au moins, l’évasion fut favorisée par les intempéries (ZG, n°664).

⁶ À l’inverse, cette particularité explique peut-être aussi le fait que les sanctions les plus lourdes prononcées par le Comité disciplinaire central (révocation et interdiction d’exercer une charge publique pendant deux ou trois ans) aient concerné des magistrats de district qui relevaient, eux, du ministère de l’Intérieur (Annexe 2.14 : ZG, n°394, 628).

coupables passent au peloton d'exécution, les militaires japonais introduisirent des pratiques étrangères à la discipline en vigueur dans l'administration civile, à laquelle se substitua une justice de cour martiale. Cette brutalité choqua les dirigeants chinois de Nanjing qui furent, à leur tour, victimes de la justice expéditive réservée par le Gouvernement nationaliste aux « traîtres ». Propre à la sortie de guerre, cette sévérité tranchait avec le règlement des différents politiques tel que l'avait pratiqué le GMD avant-guerre.

Conclusion

D'un Nankin l'autre : sortie d'occupation

朕ハ時運ノ趨ク所堪ヘ難キヲ堪ヘ忍ヒ難キヲ忍ヒ以テ
萬世ノ爲ニ太平ヲ開カムト欲ス¹

La rumeur commença à se répandre à Shanghai et Nanjing dans la soirée du 10 août 1945 : l'Empire du Grand Japon s'apprêtait à reconnaître sa défaite². Le lendemain à 14 heures, les ambassadeurs japonais au Manzhouguo, en Chine et en Thaïlande furent avertis par télégramme que Tokyo avait accepté la reddition sans condition exigée par les trois puissances (États-Unis, Grande-Bretagne, Chine) dans la Déclaration de Potsdam (26 juillet 1945). Il leur était demandé de transmettre cette déclaration aux gouvernements collaborateurs et d'exprimer la profonde reconnaissance du Japon pour la contribution de ces derniers dans la guerre menée pour « libérer la Grande Asie orientale ». Les diplomates reçurent également pour instruction d'avertir les dirigeants locaux qu'ils pourraient, s'ils le souhaitaient, trouver refuge au Japon³. Dans la touffeur de l'été nankinois, l'ambassadeur Tani Masayuki 谷正之 (1889-1962) se rendit chez Chen Gongbo, à qui était échue la charge de chef de l'État après le décès de Wang Jingwei neuf mois plus tôt. Le léger sourire qui ne quittait jamais les lèvres de Chen s'effaça lorsque *Zhou Longxiang 周隆庠 eut fini de traduire l'annonce de Tani. Ce dernier s'inclina profondément⁴.

¹ « Endurant ce qui ne saurait être enduré et supportant l'insupportable apportés par le destin, Nous, l'Empereur, désirons ouvrir la voie à une ère de paix pour toutes les générations à venir » (« Gyokuon hōsō 玉音放送 (Allocution radiodiffusée de Hirohito) », 15 août 1945, <<https://ja.wikisource.org/wiki/大東亞戦争終結ノ詔書>>).

² Okada, *Nitchū sensō urakataki*, *op. cit.*, p. 310.

³ Ogawa Tetsuo, *Nitchū shūsen shiwa*, *op. cit.*, p. 16-17.

⁴ *Ibid.*, p. 18-19. Sur la fuite de Chen Gongbo au Japon dans les jours qui suivirent, avec l'aide du conseiller Ogawa Tetsuo qui tira de cet épisode le récit cité ici, voir leurs notices respectives (Annexe 3). D'autres collaborateurs choisirent également le chemin de l'exil, tels que le dirigeant birman Ba Maw (1893-1977) qui resta caché dans un temple de Niigata avant d'être arrêté, six mois plus tard, par les autorités d'occupation américaines (Ba Maw, *Breakthrough in Burma: Memoirs of a Revolution, 1939-1946*, New Haven, Yale University Press, 1968, chap. 15).

Zhou Fohai était, au même moment, à Shanghai où il préparait depuis plusieurs mois le recouvrement de la zone occupée par les forces de Chongqing, en étroite collaboration avec les services secrets de Dai Li¹. Le 15 août à midi, il écouta avec Okada Yūji l'allocution radiodiffusée de l'empereur Hirohito, dont les sujets à travers l'Empire entendirent la voix pour la première fois. Zhou prit le train du soir pour rentrer à Nanjing, où une session extraordinaire du Comité politique central se réunit le 16 août à 15 heures². Celui-ci adopta la « Déclaration de dissolution du Gouvernement national » (*Guomin zhengfu jiesan xuanyan* 國民政府解散宣言) qui transformait les instances centrales de ce dernier en organismes provisoires devant assurer la transition avec le régime de Jiang Jieshi³.

Cinq années et quelques mois après son inauguration, le régime collaborateur de Nanjing disparaissait, bientôt suivi d'une grande partie de ses dirigeants, dont les principaux furent exécutés. Cet épilogue abrupt cache toutefois la persistance d'une expérience propre à la collaboration, dont les prolongements dans l'Asie d'après-guerre sont encore visibles aujourd'hui. L'un comme l'autre traduisent la nature duelle du gouvernement de Wang Jingwei, tel que nous l'envisagions en Introduction. Artefact géopolitique, il perdit sa raison d'être avec la défaite de ses créateurs. Point d'intersection d'une double trajectoire – celles de l'État chinois moderne et de l'Empire japonais – il laissa une empreinte dont l'importance reste à mesurer.

L'État d'occupation entre sortie de guerre et sortie d'empire

Dans la vision qu'en donna le Procès de Tokyo, lors duquel furent jugés les criminels de guerre nippons de classe A entre 1946 et 1948⁴, la capitulation japonaise marquait la fin d'une période, débutée en 1928, durant laquelle la montée d'un militarisme fascisant dans l'archipel

¹ Voir sa notice, Annexe 3. Ces préparatifs n'empêchèrent pas les autorités nationalistes d'être prises de court par la capitulation. En effet, si la défaite du Japon semblait inéluctable, beaucoup pensaient qu'elle n'interviendrait qu'en 1946, voire plus tard (Mitter, « Nationalism, Decolonization, Geopolitics and the Asian Postwar », in M. Geyer, A. Tooze (dir.), *The Cambridge History of the Second World War*, vol. III, Cambridge, Cambridge University Press, 2015, p. 610).

² Okada, *Nitchū sensō urakataki*, *op. cit.*, p. 310 ; *WZQS*, p. 1392. Nous ne disposons malheureusement pas du témoignage de Zhou Fohai sur les semaines cruciales qui encadrent la reddition japonaise. Diariste rigoureux, Zhou cessa d'écrire son journal après le 9 juin 1945 ; preuve, sans doute, de l'intensité de son activité d'alors.

³ Le Comité politique central fut transformé en un Comité provisoire des affaires politiques (*linshi zhengwu weiyuanhui* 臨時政務委員會) et le Comité des affaires militaires en un Comité provisoire de sûreté publique (*linshi zhan weiyuanhui* 臨時治安委員會) (*ibid.*, p. 1392-1394).

⁴ La classification des criminels de guerre japonais en trois groupes était inspirée de celle mise en place pour le Procès de Nuremberg. La classe A ne concerna que 28 prévenus jugés à Tokyo pour « crimes contre la paix », c'est-à-dire la planification, au sommet de l'État japonais, des guerres de conquête. La classe B concernait les « crimes de guerre conventionnels » (viols, meurtres, maltraitements des prisonniers de guerre, etc.) et la classe C, les « crimes contre l'humanité ». Cette dernière catégorie avait été créée en Europe pour juger la politique génocidaire des Nazis. En l'absence d'une politique similaire dans le cas du Japon, les classes BC furent souvent appliquées ensemble pour juger les crimes conventionnels, ou pour distinguer les donneurs d'ordres (B), des exécutants (C). En tout, 5 700 criminels de classes BC furent poursuivis (Kushner, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*, p. 7).

avait conduit le Japon dans sa folle et meurtrière entreprise d'expansion en Asie orientale et dans le Pacifique¹. De même qu'au Procès de Nuremberg pour le volet européen de la Seconde Guerre mondiale, 1945 apparaissait comme marquant la fin d'un monde, né de la Grande Guerre, et l'avènement d'un nouvel ordre dominé par les États-Unis et l'URSS. La brusque disparition de cet ordre d'après-guerre au tournant des années 1990, matérialisée par la chute du mur de Berlin, a conduit de nombreux chercheurs à s'interroger sur son historicité. Un renversement épistémologique s'est opéré : on s'intéresse désormais moins à la Seconde Guerre mondiale comme le point d'arrivée d'un processus dont il s'agit de comprendre les causes, et davantage à l'empreinte de ce conflit global et total par-delà la conclusion juridique qu'en donnèrent ses vainqueurs, notamment dans le contexte de la Guerre froide qui lui succéda presque immédiatement.

La tournant de 1945 est, lui-même, appréhendé non plus comme une borne statique délimitant deux périodes distinctes, mais comme un processus de sortie de guerre². Ce nouveau regard historiographique porte aujourd'hui ses fruits, comme en témoignent plusieurs entreprises collectives récentes³.

À l'étude des conséquences de la guerre dans la région s'ajoute celle des legs coloniaux. Contrairement au cas de figure des empires occidentaux, marqué par un décalage dans le temps entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la décolonisation, la défaite du Japon en août 1945 se superposa, en effet, à l'amputation soudaine de ses possessions coloniales modernes (Corée et Taiwan notamment) et des territoires conquis après 1931 (Mandchourie, Chine « propre », Asie du Sud-Est). La question coloniale fut volontairement écartée du Procès de Tokyo par les vainqueurs, dont certains – la France et la Grande-Bretagne en particulier – étaient encore des puissances coloniales dont la position dans la région (en Indochine, en Inde ou dans la péninsule malaise) était menacée par les mouvements nationalistes encouragés par l'impérialisme nippon pendant la guerre⁴. Les recherches les plus récentes sur le sujet cherchent à réintroduire cette

¹ Produit en partie par l'occupant américain, ce discours fut contesté par quatre des douze juges du procès, notamment le président du tribunal, l'Australien Sir William Webb (1887-1972), qui considérait le verdict faussé par la non comparution de Hirohito, et l'Indien Radhabinod Pal (1887-1967), qui vota pour l'acquittement de tous les accusés en raison de ses convictions anti-coloniales et panasiatistes (John W. Dower, *Embracing Defeat: Japan in the Wake of World War II*, New York, W.W. Norton & Co / The New Press, 1999, p. 459 *et passim*).

² « Élaboré à partir de l'étude de la Grande Guerre, ce concept succède à celui d'après-guerre, pensé quant à lui d'après la Seconde Guerre mondiale et qui s'intéressait aux conséquences des conflits : reconstruction des sociétés, réorganisation politique, restructuration économique. À une approche relativement statique des suites du conflit succède une approche plus dynamique, qui cherche à comprendre les processus de démobilisation des sociétés, des armées, des États et des économies » (Cosima Flateau, « Les sorties de guerre : une introduction », *Les Cahiers Sirice*, 2016/3, n° 17, p. 5).

³ De manière parlante, l'une des dernières grandes conférences internationales sur la guerre sino-japonaise fut largement consacrée aux suites du conflit (« The Sino-Japanese War and its Effects on Asia », Institut d'histoire moderne, Academia Sinica, Taipei, déc. 2015).

⁴ Nanta, « Pour réintégrer le Japon au sein de l'histoire mondiale », art. cit.

dimension trop longtemps négligée¹. Sortie de guerre et sortie d'empire sont indissociables, comme l'a encore récemment montré Victor Louzon à propos de l'Incident du 28 février 1947 à Taiwan. Suite à l'interpellation d'une vendeuse de cigarettes à la sauvette, un mouvement de protestation se forma qui fut violemment réprimé par les autorités nationalistes chinoises récemment installées dans l'île, appuyée par un corps expéditionnaire arrivé du continent. Ces semaines sanglantes virent notamment s'affronter des soldats chinois, marqués par leur expérience de la guerre contre les Japonais, et une jeunesse formosane en partie passée par les rangs de l'armée impériale, qui se remobilisa spontanément en usant de savoir-faire et de symboles acquis durant la « japonisation » tardive de Taiwan. Transformé en lieu de mémoire, l'Incident du 28 février reste omniprésent dans le débat politique qui fait rage actuellement au sujet de l'indépendance de Taiwan, lui-même partie prenante de constructions nationales conflictuelles des deux côtés du détroit de Formose². Or, ce débat est l'occasion, nous allons le voir, de références régulières au gouvernement collaborateur de Wang Jingwei, preuve que ce dernier participe d'un processus de sortie de guerre et d'empire loin d'être achevé.

De fait, l'expérience de l'occupation et de la collaboration en Chine durant la guerre s'est prolongée par-delà la capitulation japonaise. Cette empreinte fut visible dans le rôle que jouèrent les acteurs chinois et japonais de l'État d'occupation dans les mois qui suivirent la fin de la guerre. Elle apparaît également, quoique de façon plus subtile, dans les réminiscences contemporaines de ce chapitre éphémère de l'Histoire. Afin de prendre en compte cet aspect souvent absent des travaux sur la période, on peut distinguer, au sein de la sortie de guerre en Chine, une sortie d'occupation. Celle-ci peut être définie comme le processus par lequel l'État d'occupation fut démantelé avant de voir ses différents composants réintégrés, d'une manière ou d'une autre, dans le contexte d'après-guerre. Qu'il s'agisse des troupes « fantoches » remobilisées contre les Communistes, des collaborateurs jugés et exécutés pour affermir la légitimité du Gouvernement nationaliste dans le nouvel ordre mondial, ou encore des acteurs japonais mettant à profit leur expérience en Chine pour servir leur pays et ses alliés, l'État d'occupation constitua une part non négligeable de l'arrière-plan historique de la sortie de guerre et d'empire en Asie orientale.

Ce processus fut multiple en raison de la diversité des territoires concernés (Chine du Nord-Est, bassin du Yangzi, Chine méridionale) et de ses protagonistes (personnels politiques et administratifs des différents gouvernements collaborateurs, armées ayant servi sous ces derniers, autorités d'occupation et population civile japonaise, forces nationalistes et communistes déjà

¹ L'une d'elles se donne pour objectif de « reframing Japan as a decolonizing empire, not merely as a defeated country, in a transnational context » (Kushner, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*, p. 4). Voir aussi Kushner, Muminov (dir.), *The Dismantling of Japan's Empire in East Asia: Deimperialization, Postwar Legitimation and Imperial Afterlife*, Londres, Routledge, 2017.

² Louzon, « L'Incident du 28 février 1947... », *op. cit.*

présentes en zone occupée et, bien sûr, population civile chinoise). Sans chercher à la couvrir dans sa totalité – une seconde thèse n’y suffirait pas –, il est du moins possible d’analyser brièvement cette sortie d’occupation en se concentrant sur le gouvernement collaborateur de Nanjing. Pour ce faire, on peut distinguer trois aspects : la remobilisation de ses ressources humaines et institutionnelles, l’épuration des « traîtres » et l’empreinte mémorielle laissée par ce régime.

Remobilisations

Le concept de remobilisation est généralement utilisé à propos de la chose militaire¹. Tout en incluant cette dimension, nous l’employons ici de manière plus large pour montrer comment le gouvernement de Wang Jingwei, en tant qu’expérience étatique, contribua à façonner, de manière certes modeste, l’après-guerre. Certaines des techniques gouvernementales acquises ou perfectionnées par ses acteurs dans le contexte de la collaboration trouvèrent en effet à se réemployer dans les jours, les mois, voire les années qui suivirent sa dissolution.

Vers la guerre civile et la Guerre froide

Cette remobilisation concerna d’abord le maintien de l’ordre et la lutte anticommuniste ; l’un des seuls secteurs dans lequel le gouvernement de Nanjing avait démontré ses compétences. Parfaitement au fait de cette efficacité pour avoir vu sa résistance réduite à l’impuissance par le n°76 et ses alliés nippons, Chongqing avait très tôt cherché à établir des liens avec des collaborateurs tels que Zhou Fohai ou Ding Mocun, qui, contrairement aux membres de la faction de Wang Jingwei, étaient issus des mêmes cercles nationalistes que les bras droits de Jiang Jieshi, Dai Li et Chen Lifu². Leur mobilisation au profit du GMD en vue de l’immédiat après-guerre fut donc le prolongement direct de l’aide qu’ils apportèrent à Chongqing pendant l’occupation. Partageant un même anticommunisme, les dirigeants de Nanjing comme de Chongqing craignaient que le PCC ne profite de l’anomie générale pour s’emparer des points stratégiques de la Chine orientale. La menace était réelle. Dès le 15 août, des tracts firent leur apparition à Xinjiekou, principal carrefour de Nanjing, appelant la population à préparer l’arrivée imminente de la Nouvelle 4^e armée³. En cherchant à se rendre utiles aux vainqueurs, les collaborateurs espéraient aussi gagner leur clémence. Nommé par Chongqing commandant en chef des opérations de Shanghai (*xingdong zongzhui* 行動總指揮) le 20 août 1945, Zhou Fohai ne

¹ Voir *ibid.*, p. 214 *sqq.*

² Voir leurs notices respectives dans l’Annexe 3 et les travaux de Brian G. Martin cités en bibliographie.

³ Liu Xiaoning 劉小寧, « 1945 nian : Guo-Gong jieguan Nanjing zhi zheng 1945年：國共接管南京之爭 (La lutte entre le GMD et le PCC en 1945 pour le contrôle de Nanjing) », *Zhongshan fengyu* 鐘山風雨, 2012, n°4, p. 15.

ménagea pas ses efforts pour maintenir l'ordre¹. Il disposait pour cela d'institutions développées par le gouvernement de Wang Jingwei. C'était en particulier le cas des techniques de contrôle et d'organisation sociale attachées à la Campagne de pacification rurale (*qingxiang yundong*). En perfectionnant ces techniques avec l'appui de la puissance nipponne, le gouvernement collaborateur de Nanjing contribua à repousser le périmètre du pouvoir étatique ; expansion que poursuivirent ses successeurs nationalistes et communistes². Sur ce point, l'État d'occupation apporta sa pierre à l'édification de l'État chinois moderne.

Comme sous l'occupation, Zhou continua à jouer les intermédiaires avec le Japon. Préparant la reddition de l'Armée expéditionnaire de Chine qu'il commandait, le général Okamura Yasuji contacta Zhou, au lendemain de l'allocution de l'empereur, pour qu'il transmette à Dai Li le message suivant : les troupes japonaises ne déposeraient les armes que devant Jiang Jieshi et, en aucun cas, devant la Grande-Bretagne ou les États-Unis³. La composante japonaise de l'État d'occupation joua ainsi un rôle déterminant dans la transition entre guerre sino-japonaise et guerre civile en Chine. L'Armée impériale ne se contenta pas de favoriser le camp du Généralissime, mais fut remobilisée pour combattre les troupes communistes. Cette entente entre officiers nationalistes et japonais, dont les armées se livraient encore bataille quelques semaines plus tôt, se trouva facilitée par les liens personnels tissés sur les bancs des académies militaires nipponnes fréquentées par les uns et les autres⁴.

Pour « tenir » la zone occupée jusqu'à l'arrivée de ses troupes concentrées au Sud-Ouest, Jiang Jieshi fit également grand usage des armées « fantoches ». Le 11 août 1945, celles-ci reçurent officiellement l'ordre de rester en position et de lutter contre les Communistes⁵. La transition fut,

¹ Il n'en tira pas le pardon espéré. C'est en prison, en effet, que Zhou pu lire un article évoquant son rôle en août 1945, dont il s'enorgueillit en le citant dans son journal personnel : « He maintained order pending the taking over, which did not occur for some weeks. During that period the bloodiest riots and disorders easily might have occurred but for the firmness and determination displayed by Zhou in keeping the police at their post while high puppet officials scattered to the four winds. » (*Millard's Review - Mileshe pinglunbao* 密勒氏評論報), vol. 106, n°6, cité in ZR, 11 mai 1947, p. 1099)

² Impressionnée par l'efficacité du système du *baojia* étendu aux villes dans le cadre du *qingxiang* urbain, la police nationaliste d'après-guerre le garda en place à Shanghai (Wakeman, « 'Liberation' : The Shanghai Police, 1942-1952 », in Chevrier *et al.* (dir.), *Citadins et citoyens dans la Chine du XXe siècle*, Maison des Sciences de l'Homme, 2010, p. 509). Si le nouvel État communiste délaissa le *baojia* après 1949, il perfectionna son principe en organisant le contrôle et la mobilisation de la population urbaine au moyen des unités de travail (*danwei* 單位) et des comités de résidents (*juweihui* 居委會). Voir Judith Audin, « Vie quotidienne et pouvoir dans trois quartiers de Pékin », thèse de doctorat, IEP de Paris, 2013, vol. 1, p. 118 *sqq.* (not. n. 138).

³ Wu Sufeng, « The Nationalist Government's Attitude toward Postwar Japan », in Hans van de Ven *et al.* (dir.), *Negotiating China's Destiny in World War II*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 2015, p. 203. La guerre n'avait pas été perdue en Chine, mais dans le Pacifique. Aussi l'Armée expéditionnaire de Chine n'apparaissait pas et ne se considérait pas comme une armée défaite. Les premiers correspondants des journaux de Chongqing arrivés à Nanjing eurent la surprise de découvrir la ville quadrillée par des soldats japonais. Rien dans la capitale, écrivirent-ils, n'indiquait qu'elle avait été libérée (Suzanne Pepper, *Civil War in China: The Political Struggle 1945-1949*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1999, p. 11).

⁴ Voir la description que donne Okamura de la cérémonie de reddition, le 9 septembre 1945, en compagnie de son « ami » He Yingqin (Kushner, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*, p. 30).

⁵ Liu Shih-ming, *Wei Jun*, *op. cit.*, p. 372.

là encore, aidée par les liens qui existaient avant et pendant l'occupation entre chaque camp. Dans le Shanxi, par exemple, beaucoup des soldats ayant fait défection en faveur du Japon étaient issues des troupes du seigneur de la guerre Yan Xishan, allié à Chongqing. En août 1945, Yan reconstitua son armée en recrutant ses anciens soldats et coopéra avec les troupes japonaises stationnées dans la région pour combattre les Communistes¹. Quoique dans une moindre mesure, ces derniers profitèrent également de l'apport des armées pro-japonaises². Dans certains cas, les anciens généraux du gouvernement de Wang Jingwei remobilisèrent leurs troupes en faveur d'un camp, puis de l'autre³.

La contribution des acteurs chinois et japonais de l'État d'occupation et des institutions de celui-ci dans le maintien de l'ordre au sortir de la guerre fut donc bien réelle, quand bien même elle apparaît inutile en raison de la défaite des Nationalistes quatre ans plus tard.

L'exil formosan du GMD ne mit pas un terme à la remobilisation des talents formés sous l'occupation. Dans le contexte de la Guerre froide, les anciens officiers nippons mirent leur expertise au service du Généralissime, parmi lesquels certains conseillers du régime de Wang Jingwei. Ce fut par exemple le cas d'Ogasawara Kiyoshi, un spécialiste de la « pacification rurale »⁴ qui, avec Okamura Yasuji et deux autres officiers, organisa le « Groupe blanc » (*baituan* 白團) sur lequel Jiang Jieshi s'appuya dans sa campagne inaboutie pour reconquérir le continent⁵. De même, les méthodes contre-insurrectionnelles employées durant la Campagne de pacification rurale lancée en Chine centrale en 1941 inspirèrent des campagnes similaires à Taiwan en 1947⁶.

¹ *Ibid.*, p. 374.

² Lin Biao 林彪 (1907-1971), par exemple, intégra dans son armée 75 000 soldats « fantoches » (Roux, *Chiang Kai-shek, op. cit.*, p. 386). Le PCC remobilisa également des soldats japonais, dont beaucoup avaient été fait prisonniers pendant la guerre et rééduqués sous la houlette de Nosaka Sanzō 野坂參三 (1892-1993). Ce dernier avait participé à la fondation des partis communistes britannique et japonais au début des années 1920 et passa la guerre sino-japonaise à Yan'an. En 1945, la Nouvelle 4^e armée et la 8^e armée de route avaient, à elles deux, 6 959 prisonniers de guerre japonais (Donald G. Gillin, Charles Etter, « Staying On: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949 », *The Journal of Asian Studies*, vol. 42, n°3, mai 1983, p. 511 ; Kushner, *The Thought War, op. cit.*, p. 135).

³ Voir l'exemple de *Hao Pengju 郝鵬舉 présenté dans Liu Shih-ming (*Weijun, op. cit.*, p. 345-353) et dans l'Annexe 3.

⁴ Martin, « Shield of Collaboration », art. cit., p. 124 ; *WZQS*, p. 800 ; Shao Minghuang, « Wang weizhengquan zhi jianli ji fuwang », *op. cit.*, p. 195.

⁵ Kushner, *Men to Devils, Devils to Men, op. cit.*, p. 189-204. Notons que le réemploi de criminels de guerre n'est pas propre au GMD. Il fut également pratiqué en faveur de militaires et de scientifiques nazis. En Asie même, la Guerre froide favorisa la prolongation des circulations impériales à travers l'emploi comme conseillers d'officiers de l'armée japonaise par les régimes anticommunistes des anciennes colonies et territoires occupés, de la Corée du Sud à la péninsule indochinoise. Voir par exemple le cas fameux de Tsuji Masanobu (Annexe 3).

⁶ Victor Louzon note ainsi, qu'au-delà d'une terminologie identique, cette influence semble attestée par le fait que les troupes nationalistes qui l'appliquèrent (la 21^e armée notamment) étaient stationnées en Chine centrale durant la guerre. Aux circulations impériales, dont les conseillers japonais se firent les vecteurs, s'ajouta donc « un transfert d'expérience entre ennemis, opéré à la faveur de la guerre » (Louzon, « L'Incident du 28 février 1947... », *op. cit.*, p. 462).

Le maintien de l'ordre et la lutte anticommuniste ne furent cependant pas les seuls domaines dans lesquels l'expérience du gouvernement collaborateur de Nanjing se perpétua à travers la carrière de ses acteurs.

De l'État d'occupation à l'État japonais d'après-guerre

L'un des principaux champs d'expertise des conseillers japonais du régime de Wang Jingwei, après les affaires militaires, était les finances et la politique monétaire. Le savoir développé en Chine durant la guerre se révéla utile après celle-ci. Du point de vue japonais, la fin de l'occupation de la Chine coïncida avec le début de l'occupation du Japon par les Alliés, essentiellement américains, qui se prolongea jusqu'en juillet 1952 (et même 1972 pour les Ryūkyū). Autrement dit, après s'être ingérés dans les affaires du gouvernement de Nanjing, ces bureaucrates japonais furent confrontés, à leur tour, à la présence d'une puissance occupante pendant sept ans¹. En poste à Nanjing de 1941 à 1943, Fukuda Takeo rapporte ainsi dans ses mémoires que lui et ses collègues du ministère des Finances furent catastrophés d'apprendre que l'occupant américain s'apprêtait à mettre en circulation dans l'archipel une grande quantité de billets militaires (*gunpiō* 軍票)². Fukuda avait vu les effets dévastateurs de ce type de devise sur l'économie chinoise pendant la guerre et avait contribué, avec Zhou Fohai et Aoki Kazuo notamment, à mettre fin au yen militaire après de longs mois de lutte contre l'armée nippone³. Le général MacArthur se montra plus compréhensif face au ministre des Finances Tsushima Juichi 津島寿一 (1888-1967) que ne l'avait été son homologue japonais face à Zhou Fohai cinq ans plus tôt⁴.

Il serait certes exagéré d'affirmer que les quelques années passées par des bureaucrates japonais comme Fukuda à travailler pour le gouvernement de Nanjing furent déterminantes pour la suite de

¹ Une année de moins que l'occupation de la Chine, mais près de deux de plus que la durée de vie du régime de Wang Jingwei. S'ils perçurent sans doute cette ironie de l'histoire, les dirigeants japonais n'eurent jamais à subir du Commandant suprême des forces alliées une ingérence comparable à celle qu'ils avaient, pour certains, participé à mettre en œuvre en Chine. La différence d'état d'esprit entre les deux apparaît à la lecture de la présentation synthétique des enjeux administratifs de l'occupation américaine qu'en donna l'un de ses acteurs : Ralph J. D. Braibanti, « The Role of Administration in the Occupation of Japan », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 267, janv. 1950, p. 154-163.

² Fukuda, *Huigu jiu shi nian*, *op. cit.*, p. 41.

³ Voir leurs notices respectives dans l'Annexe 3 et la partie 6.2.1.1.

⁴ Takeo, *Huigu jiu shi nian*, *op. cit.*, p. 42. Le gouvernement japonais fut prévenu le 2 septembre 1945 que les forces d'occupation proclameraient, le lendemain, l'administration directe du Japon par les autorités militaires américaines, le jugement par des tribunaux américains des infractions aux lois de l'occupation et la mise en circulation de 300 millions de yens militaires américains. Suite aux protestations de l'ancien ambassadeur auprès du gouvernement de Wang Jingwei, Shigemitsu Mamoru, MacArthur annula la proclamation (Ray A. Moore, « The Occupation of Japan from British and Japanese Perspectives », *The Journal of Japanese Studies*, vol. 10, n°1, hiver 1984, p. 247-248). Shigemitsu fut, avec Kono Fumimaro, l'un des principaux artisans de la sortie de guerre du gouvernement nippon en septembre 1945. Leur position relativement mesurée avant 1945, dont le soutien apporté à Wang Jingwei fut l'un des aspects, explique ce rôle, mais n'empêcha pas qu'ils soient poursuivis comme criminels de guerre quelques mois plus tard, conduisant au suicide du second.

leur carrière et pour le Japon d'après-guerre (que Fukuda dirigea comme premier ministre de 1976 à 1978). En revanche, l'expérience étatique globale des Japonais en Chine pendant la guerre fut, elle, décisive à n'en pas douter. La génération des technocrates réformistes passés par la Mandchourie et la Chine propre dans les années 1930-1940 se trouva aux commandes de l'État entrepreneur japonais durant le miracle économique d'après-guerre. Les transformations institutionnelles qui avaient accompagné la construction du Manzhouguo puis de l'État d'occupation en Chine – la création du Kōa.in notamment –, se perpétuèrent dans les organes planificateurs de la « période de haute croissance économique » (1954-1973)¹.

Si l'expérience de Nanjing sous l'occupation se prolongea à travers certains de ses acteurs, beaucoup d'entre eux n'eurent pas cette chance. Les dirigeants civils des gouvernements collaborateurs, en particulier, furent arrêtés, jugés et condamnés à mort ou à de lourdes peines de prison pour la plupart. Leur sort fut, en cela, plus proche de celui de leurs homologues européens, tels que Pierre Laval en France, Anton Mussert (1894-1946) aux Pays-Bas ou Vidkun Quisling (1887-1945) en Norvège – tous trois condamnés à mort et exécutés –, que de celui des autres hommes politiques ayant collaboré avec l'occupant nippon. Sukarno en Indonésie, Phibun (Plaek Pibulsonggram, 1897-1964) en Thaïlande ou Manuel Roxas (1892-1948) aux Philippines devinrent chefs d'État après la guerre, tandis qu'Aung San (1915-1947) en Birmanie et Subhas Chandra Bose (1897-1945) en Inde moururent trop tôt pour connaître un pareil destin, mais accédèrent au rang de héros nationaux². De même que ces indépendantistes asiatiques après lui, Wang Jingwei justifia la collaboration avec le Japon par sa volonté de libérer la Chine des impérialismes occidentaux, et présenta la fin des concessions en 1943 comme la réalisation de cette promesse. La situation particulière de la Chine, qui, bien qu'elle ne soit pas entièrement souveraine n'était pas une colonie, et le maintien d'un gouvernement de résistance à Chongqing, qui obtint également l'abrogation des Traités inégaux en 1943, ne permirent pas au Mouvement de paix d'incarner ce nationalisme émancipateur. Le GMD et le PCC y veillèrent, en menant chacun une campagne d'épuration contre les collaborateurs. Celle-ci ne contribua pas seulement à fixer le sort des « *hanjian* », mais influa aussi sur la sortie de guerre des partis politiques qui les jugèrent.

¹ Voir Mimura, *Planning for Empire*, *op. cit.*, p. 195-200 ; Johnson, *MITI and the Japanese Miracle: the Growth of Industrial Policy, 1925-1975*, Stanford, Stanford University Press, 1982.

² Sato Shigeru, « Japanese Occupation, Resistance, and Collaboration in Asia », in Loyd E. Lee (dir.), *World War II in Asia and the Pacific and the War's Aftermath, with General Themes*, Westport, Greenwood Press, 1998, p. 121. À l'inverse, la Résistance occupe une place presque mythique en Europe comme en Chine, alors que les guérillas antijaponaises aux Philippines et en Malaisie, qui continuèrent leur lutte contre le pouvoir en place après l'indépendance, sont considérées comme des groupes rebelles (*ibid.*).

Épurations

Malgré sa brutalité, cette épuration fut bien plus qu'une simple vengeance contre les « traîtres ». Elle occupa une place centrale dans la tentative du Gouvernement nationaliste de reconstruire sa légitimité. Ce processus recouvrait des finalités souvent contradictoires. Le GMD chercha, d'une part, à répondre à la pression d'une population exposée à la propagande communiste appelant à punir sévèrement les collaborateurs. Il était soucieux, d'autre part, de conforter sa place récemment acquise à la table des grandes puissances, en démontrant sa capacité à mener une épuration « civilisée », fondée sur l'État de droit¹. Pour faire face à ce double défi, le Gouvernement nationaliste adopta une législation *ad hoc* qui donnait un sens juridique à la notion de *hanjian* (traître à la nation). Bien que participant d'enjeux en partie similaires à celui des criminels de guerre nippons, le traitement judiciaire des collaborateurs chinois, que ce soit par le GMD ou le PCC, releva plus d'un spectacle du châtement que du pardon. Le GMD adopta certes une attitude jugée ambiguë à leur égard, mais il ne fut jamais question, comme pour les sujets de l'empereur, de « rétribuer la malveillance par la bienveillance » (*yi de bao yuan* 以德報怨)². Les différentes façons dont s'appliqua ce châtement contribuèrent à forger l'ordre d'après-guerre.

Une justice nationaliste « civilisée »

À partir du 15 août 1945, la presse de Chongqing publia des listes de noms de *hanjian* qui visèrent d'abord les dirigeants et fonctionnaires du gouvernement de Nanjing, puis les collaborateurs issus du monde de la culture, de la presse, du cinéma ou encore de la finance et de l'industrie³. Tout en cherchant, nous l'avons dit, à recruter certains de ces collaborateurs pour éviter une prise de contrôle communiste en zone occupée, le GMD était en effet pressé par ces

¹ Ce spectacle judiciaire avait des spectateurs occidentaux, notamment parmi les quelque 8000 soldats américains arrivés au lendemain de la victoire.

² Jiang Jieshi employa cette maxime confucéenne dans un discours radiodiffusé, le 15 août 1945, appelant la population à ne pas s'en prendre aux Japonais présents en Chine (Kushner, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*, p. 188). Nous ne traitons pas ici du sort judiciaire des acteurs japonais du gouvernement de Wang Jingwei, qui fut généralement plus enviable que celui des acteurs chinois. Kagesa comparut lors du Procès de Tokyo, mais en qualité de simple témoin (sa déposition est reproduite dans Masui, *Kankan saibanshi*, *op. cit.*, p. 299-317). Shibayama Kaneshirō fut, lui, condamné, en novembre 1948, à sept ans de prison pour crime de guerre, avant d'être relâché en août 1951. Comme lui, de nombreuses personnes condamnées au lendemain de la guerre furent réhabilitées par les autorités américaines dans le but de renforcer la droite japonaise après le début de la Guerre de Corée. Celle-ci transforma l'archipel en poste avancé des États-Unis dans leur guerre contre le communisme (<<http://generals.dk/general/Shibayama/Kaneshirō/Japan.html>>, consulté le 5 août 2017). Certains militaires japonais furent également jugés en Chine et dans d'autres anciens territoires occupés (voir Kushner, *Men to Devils, Devils to Men*, *op. cit.*). Ce fut le cas du conseiller suprême du Gouvernement réformé, Harata Kumakichi, exécuté à Singapour en 1947. Son homologue du Gouvernement provisoire, Kita Seiichi, connut une fin non moins tragique puisqu'il décéda, la même année, dans un camp de prisonniers en Sibérie (Annexe 3). Sur le processus judiciaire de sortie de guerre et d'empire à l'échelle régionale, voir également Kerstin von Lingen (dir.), *War Crimes Trials in the Wake of Decolonization and Cold War in Asia, 1945-1956: Justice in Time of Turmoil*, New York, Palgrave Macmillan, 2016.

³ WZQS, p. 1413.

mêmes Communistes de prendre des mesures contre les « traîtres ». La presse de Yan'an s'était emparée de la question dès avril 1944, en publiant des articles tels que « Comment punir les traîtres après la guerre en s'inspirant du modèle des pays démocratiques »¹. Le 10 septembre 1945, l'éditorial du *Jiefang ribao* 解放日報 (Libération) exigea un châtement sévère contre les collaborateurs en accusant le GMD de les protéger. Laisser passer les *hanjian* entre les « mailles de la loi [*fawang* 法網] », expliquait l'organe du PCC, porterait un « grand coup aux principes juridiques fondant le pays [*liguo de jigang* 立國的紀綱], réduirait en miettes l'esprit de justice de la nation chinoise et ferait perdre à la Chine son rang [*guojia titong* 國家體統] parmi les cinq puissances »². À la fin du mois de septembre, Jiang Jieshi confia l'« épuration des traîtres » (*sujian* 肅奸) au Juntong de Dai Li, qui connaissait bien la situation en zone occupée pour y avoir étendu son réseau tout au long de la guerre. En outre, un Service d'administration des biens ennemis et fantoches (*diwei caichan guanliju* 敵偽財產管理局) fut établi pour gérer l'expropriation des collaborateurs³.

Au même moment, la rédaction d'une législation pour juger les collaborateurs fut lancée. Elle aboutit à l'hiver 1945 avec le « Règlement pour le traitement des affaires de trahison » (*chuli hanjian anjian tiaoli* 處理漢奸案件條例) du 23 novembre et le « Règlement pour le châtement des traîtres » (*chengzhi hanjian tiaoli* 懲治漢奸條例) du 6 décembre 1945⁴. Le premier définissait les personnes susceptibles d'être jugées comme *hanjian* en distinguant plusieurs types (fonctionnaires, enseignants, journalistes, etc.)⁵. Le texte du 6 décembre précisait les peines

¹ « Zhanhou ruhe chengzhi hanjian kan minzhu guojia de bangyang 戰後如何懲治漢奸看民主國家的榜樣 », *Xinhua ribao* 新華日報, cité in *WZQS*, p. 1412. Cette référence à l'épuration dans les « pays démocratiques » montre que le besoin qu'avait le GMD d'apparaître « civilisé » et juste dans son traitement des collaborateurs ne tenait pas seulement du contexte international mais aussi de la scène politique intérieure, dans la lignée de la rivalité entre Chongqing et Yan'an autour de la question constitutionnelle et du mouvement de démocratisation présentée dans la partie 3.3.3.1. En cela, les procès d'après-guerre relevèrent plus encore d'une justice compétitive que d'une justice transitionnelle (Barak Kushner).

² Cité *ibid.* Les cinq puissances étaient les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique, la Chine et la France.

³ *WZQS*, p. 1414-1415 ; Chen Zhanqi 陳湛綺 (éd.), *Guomin zhengfu zhanhou chuli riwei dichan wenxian huibian* 國民政府戰後處理日偽敵產文獻匯編 (Compilation de documents sur la gestion des biens japonais et fantoches saisis par le Gouvernement nationaliste après la guerre), Beijing, Quanguo tushuguan wenxian suowei fuzhi zhongxin, 2010, 2 vol.

⁴ Textes reproduits dans *SWHB*, p. 1441-1444.

⁵ Le personnel administratif du gouvernement de Wang Jingwei était notamment concerné par les alinéas 1 à 3 de l'Article 2 qui visaient : (1) les fonctionnaires de rangs *jianren* 簡任 et supérieurs, ainsi que ceux de rang *jianren* occupant un poste de direction ; (2) les agents des services spéciaux ; (3) les autres fonctionnaires militaires et civils ayant porté atteinte à des personnes grâce à l'appui de l'ennemi et des gouvernements fantoches. Pour ces derniers, toutefois, il était précisé que leur inculpation ne se ferait qu'à la suite d'une plainte (*ibid.*, p. 1141).

encourues par les accusés, de la prison à vie à la peine capitale pour les crimes les plus graves¹, à des peines de une à sept années de prison, éventuellement assorties d'amendes, pour les autres. Les anciens fonctionnaires des gouvernements collaborateurs qui n'étaient pas concernés par ces chefs d'accusation seraient automatiquement exclus de la fonction publique pour une durée d'un an². Une clause prévoyait que les collaborateurs ayant apporté une contribution à la résistance pourraient bénéficier de réductions de peine, à condition d'obtenir une attestation du Juntong³.

Le 26 septembre 1945 aux aurores, des agents en civil du Juntong firent irruption chez les principaux dirigeants du gouvernement de Wang Jingwei à Nanjing. Ce coup de filet se répéta le lendemain à Shanghai. L'arrestation des collaborateurs importants dans le Nord fut plus tardive, n'intervenant que dans les premiers jours de décembre⁴. Détenus ensemble dans des villas réquisitionnées à Nanjing et Shanghai, ils furent bien traités⁵. Dai Li vint leur assurer, au nom du Généralissime, que leur sort serait décidé par des voies politiques et non pas judiciaires⁶. Si elle visait sans doute en partie à maintenir le calme parmi les prisonniers, cette attitude magnanime n'était pas qu'un faux-semblant. Elle évolua toutefois au cours de l'année 1946, qui vit s'ouvrir les procès contre les *hanjian*. Plusieurs causes sont évoquées pour expliquer la sévérité sélective mais exemplaire, dont fit preuve la justice nationaliste. La première, nous l'avons dit, fut la pression de l'opinion instrumentalisée par le PCC pour délégitimer le GMD, à laquelle s'ajoutèrent des circonstances défavorables, en particulier la mort de Dai Li dans un accident d'avion, le 17 mars 1946, qui provoqua la consternation parmi les collaborateurs⁷. Emportant dans sa tombe un grand nombre des secrets de la coopération secrète entre Chongqing et Nanjing, Dai priva les dirigeants du gouvernement de Wang Jingwei d'un appui précieux. Selon l'ancien ministre de l'Éducation Li Shengwu, ce changement d'attitude fut également provoqué par l'épouse de Miao Bin. En publiant dans la presse des documents sur la visite de son mari à Tokyo au printemps 1945 pour jouer les intermédiaires avec Chongqing, elle embarrassa le

¹ Quatorze crimes différents réalisés « en intelligence avec l'ennemi [*tongmou diguo* 通謀敵國] », parmi lesquels le fait d'avoir complété contre son pays, d'avoir vendu du matériel militaire ou de la drogue (*ibid.*, p. 1143).

² *Ibid.*

³ *WZQS*, p. 1415 et 1421.

⁴ *Ibid.*, p. 1415-1416.

⁵ Voir le récit que donne Jin Xiongbai de cet épisode (*WKS*, p. 556 *sqq.*).

⁶ *Ibid.*, p. 1425. Les anciens collègues au sein de l'Armée de l'air du beau-frère de Wang Jingwei, Chen Changzu, lui avaient affirmé que le gouvernement de Chongqing n'éprouvait pas la moindre rancune contre les collaborateurs dont il connaissait le patriotisme. Avant d'être mis aux arrêts le 25 septembre, Chen eut, toutefois, le temps de voir un colonel de l'armée nationaliste s'installer chez lui avec sa concubine et des piles d'objets spoliés. Il décrit les représentants de Chongqing chargés de prendre le contrôle de l'administration à Nanjing de la manière suivante : « the attitude of the receivers was most astonishing, their greed bottomless, their insolence extreme, looking like a pack of hungry wolfs feasting on their prey » (Chan Cheong-choo, *Memoirs of a Citizen...*, *op. cit.*, p. 137-138).

⁷ *WZQS*, p. 1427 ; Wakeman, *Spymaster*, *op. cit.*, p. 355-358.

Gouvernement nationaliste au plus haut point¹. Miao Bin fut d'ailleurs le premier à être condamné à mort, le 8 avril 1946, puis à être fusillé le 21 mai. Cet empressement explique peut-être que les procès des principaux dirigeants du gouvernement de Wang Jingwei se soient tenus à la Haute cour du Jiangsu (*Jiangsu gaodeng fayuan* 江蘇高等法院) à Suzhou et non pas dans celles de Nanjing et Shanghai, qui furent établies quelques semaines plus tard.

Le tribunal de Suzhou prononça 13 condamnations à mort et 47 peines de prison à perpétuité². En tout, entre novembre 1945 et octobre 1947, les tribunaux de la zone contrôlée par le Gouvernement nationaliste traitèrent 45 679 dossiers relatifs aux *hanjian*. Les 25 155 affaires qui firent l'objet d'un procès débouchèrent sur 369 condamnations à mort, 979 à la prison à vie, 13570 à une peine de prison et 14 à une amende seule³. Par ailleurs, le ministère de la défense jugea en cour martiale plusieurs généraux du régime collaborateur de Nanjing qui n'avaient pas été réintégrés dans l'armée nationaliste⁴.

À défaut de pouvoir juger Wang Jingwei, le procès de son successeur, Chen Gongbo, fut particulièrement attendu⁵. Après avoir largement couvert celui du maréchal Pétain durant l'été 1945, la presse chinoise invoqua l'exemple français pour exiger la peine de mort, contribuant à faire de la notion de *hanjian* l'équivalent du terme *collabo* et à placer la Chine au même rang qu'un vieil État de droit comme la France⁶. À la différence de Pétain, toutefois, dont la condamnation s'appuyait sur une législation antérieure à la guerre et fut précédée par 24 jours de procès, le sort de Chen reposa sur des chefs d'accusation *ad hoc* et fut expédié en six heures, dans

¹ Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 332. Sur l'« Opération Miao Bin », voir la partie 1.2.3.2. Ces révélations n'étaient pas problématiques du seul point de vue de l'opinion publique chinoise. Selon Jin Xiongbai, la rumeur courait alors que les Américains avaient découvert dans les archives japonaises la preuve de ces négociations qui auraient pu constituer une violation de l'alliance passée entre les Alliés (*WKS*, p. 570).

² *WZQS*, p. 1422.

³ *The China yearbook*, 1948, cité *ibid.*, p. 1423. Bien qu'ils soient incomplets, ces chiffres semblent plus réalistes que ceux donnés par Boyle à partir des mémoires de Jin Xiongbai, selon qui 2 720 dirigeants civils et militaires du gouvernement de Wang Jingwei furent exécutés et 2 300 condamnés à la prison à perpétuité (Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 333).

⁴ Neuf d'entre eux, au moins, furent condamnés à mort à partir de juin 1948 (*WZQS*, p. 1423).

⁵ On peut se demander ce qu'il serait advenu de Wang s'il avait encore été en vie. Sa mort facilita sans doute la tâche de Jiang Jieshi. Cf. ce qu'écrivait quelques mois plus tôt Maurice Garçon (1889-1967) : « Tout le monde est d'accord – sauf quelques forcenés – pour déplorer le retour de Pétain. Tout le monde regrette qu'il se survive au lieu de mourir. Il a raté la dernière occasion de faire au pays don de sa personne. Déjà on se dispute. Ce sera pire que l'affaire Dreyfus » (25 avril 1945, *Journal, 1939-1945*, Les Belles Lettres, 2015, p. 674). Jiang aurait-il commué la peine de Wang par égard pour son rôle dans la Révolution nationaliste ? Ne pas condamner à mort le principal responsable de la collaboration et le faire pour ceux qui l'avaient suivi aurait été injuste. Exécuter la sentence serait apparu comme une vengeance politique. Le mieux eut donc été, comme pour Pétain, de prononcer une peine capitale puis de la commuer en réclusion à perpétuité.

⁶ Cette dernière cherchait, au demeurant, à faire de même, espérant effacer la tache vichyssoise de son histoire à travers des procès se voulant exemplaires, mais qui ne le furent pas. Le procès Pétain, notamment, fut marqué par les accusations portées par Léon Blum (1872-1950) contre les juges et le procureur général Mornet, qui avaient, pour les premiers, prêté serment de fidélité au maréchal et siégé à la cour de Riom, lors du procès organisé par Vichy, en 1942, pour juger les « responsables de la défaite » (articles de Joseph Kessel pour *France-Soir*, 29-30 juill. 1945, reproduits dans Idem, *Jugements derniers : les procès Pétain, de Nuremberg et Eichmann*, Édition Tallandier (Texto), 2007, p. 46-47, 53-56).

l'après-midi du 5 avril 1946¹. En l'absence de jury, ce « rituel politique » (Zanasi) ne visait qu'à mettre en scène la justice nationaliste. Le verdict fut rendu le 12 avril : condamné à mort, Chen ne vit pas sa peine commuée comme Pétain et fut exécuté le 3 juin 1946. Destinés à renforcer la légitimité du GMD, ces procès manquèrent parfois de se retourner contre lui. Ce fut le cas le 16 avril, lorsque la veuve de Wang Jingwei, Chen Bijun, fut invitée à présenter sa défense après que le procureur eut rendu la parole. Retournant l'accusation de trahison portée contre son mari à travers elle, Chen usa de toute sa verve pour démontrer que Wang avait cherché à servir une population que Jiang Jieshi avait trahie en l'abandonnant aux mains de l'ennemi. Elle ajouta qu'après s'être abrité à Chongqing pendant la guerre, le Gouvernement nationaliste se comportait en terrain conquis, pillant les biens de la population restée en zone occupée. Cet argument fit mouche dans le public venu assister à l'audience. Les murmures d'approbation ne tardèrent pas à se transformer en applaudissements, tandis que les juges tentaient en vain de faire taire l'accusée. Au bout de deux heures, le procès fut ajourné. Le 22 avril, Chen Bijun fut condamnée à la prison à vie².

Quelques dirigeants de Nanjing, tels que Zhou Fohai et Ding Mocun, qui étaient issus de la clique CC et avaient joué un rôle dans la transition de l'été 1945, furent transférés à Chongqing à la fin du mois de septembre pour y être placés en résidence surveillée. Le 28 août 1946, l'éditorial du *Da gongbao* interrogea le gouvernement sur leur sort. Peu après, Jiang Jieshi ordonna qu'ils soient déférés à la Haute cour de Nanjing³. Condamné à mort en première instance, puis en appel, Zhou Fohai bénéficia finalement d'une commutation de sa peine en prison à vie. L'exécution d'anciens cadres de la clique CC comme Ding Mocun et Mei Siping conduit à relativiser l'idée d'une différence de traitement fondée sur l'appartenance politique des collaborateurs avant la guerre. Les procès de 1946 constituèrent moins, comme certains l'ont écrit⁴, la phase finale de la guerre de factions que s'étaient livrés Jiang Jieshi et Wang Jingwei depuis la mort de Sun Yat-sen, qu'ils ne rompirent avec la pratique en cours jusque-là en Chine pour régler les différends politiques. Cette pratique était celle qu'avait laissé espérer Dai Li aux dirigeants emprisonnés en septembre 1945 et qui consistait à chercher un compromis ou à écarter les perdants des postes de pouvoir⁵. Les collaborateurs n'étaient plus seulement des opposants mais des « traîtres à la

¹ Zanasi, « Globalizing Hanjian », art. cit., p. 745-748.

² Musgrove, « Cheering the Traitor: The Post-war Trial of Chen Bijun, April 1946 », *Twentieth-Century China*, vol. 30, n°2, 2005, p. 3-27.

³ *WZQS*, p. 1451-1452.

⁴ Voir les travaux japonais cités par Hwang Dongyoun, « Wartime Collaboration in Question: An Examination of the Postwar Trials of the Chinese Collaborators », *Inter-Asia Cultural Studies*, vol. 6, n° 1, mars 2005, p. 77.

⁵ Ces arrangements s'appliquaient surtout aux luttes internes du GMD et ne concernaient pas leurs ennemis, comme l'avait montré la purge contre le PCC en 1927. Toutefois, par la forme qu'elle prit (assassinats perpétrés avec l'aide de la pègre), cette dernière s'apparentait à une violence politique différente de la mise en scène des procès et des exécutions au lendemain de la guerre.

nation » dont le châtement participait d'un processus de purification¹. Si cette dimension nouvelle exista bien et contribua à transformer la conception de la nation et de la justice en Chine, elle échappa en partie au pouvoir nationaliste. Ce dernier chercha avant tout à laver le soupçon né de la confusion entre les gouvernements de Chongqing et de Nanjing après 1940. Mal préparé à l'après-guerre mais soucieux de donner une forme légale à l'épuration², il mit de long mois à mettre en place des institutions pour punir les collaborateurs. Ce faisant, le GMD laissa s'installer dans la population le sentiment qu'il protégeait les dirigeants de Nanjing. La couverture médiatique donnée aux grands procès de Suzhou au printemps 1946 ne suffit pas à corriger cette impression. Ceci d'autant plus, que le PCC menait, au même moment, sa propre campagne d'épuration contre les *hanjian* dans les villages et les bourgs qu'il contrôlait.

Châtiment des traîtres et avènement de la Chine communiste

Au lendemain de la victoire, la direction du Parti communiste avait décrété que l'épuration des collaborateurs était le moyen le plus efficace, à court terme, de mobiliser la population dans les « zones libérées » (*jiefangqu* 解放區)³. Appelant à « liquider la dette des huit années sanglantes », les agents du PCC firent d'une pierre trois coups en canalisant le ressentiment populaire contre les représentants locaux des gouvernements collaborateurs, ceux du GMD et les propriétaires terriens, à travers des slogans du type « À bas les traîtres ! À bas les agents du Kuomintang ! À bas les despotes locaux ! »⁴. Par contraste avec ces derniers, souvent impliqués à des degrés divers dans l'administration pro-japonaise⁵, le PCC tirait sa légitimité du fait qu'il avait été à la fois la cible des Japonais, des gouvernements « fantoches » et de la composante

¹ Dans le cas de Wang Jingwei, la purification passa par la destruction de sa tombe et l'incinération de sa dépouille.

² On trouve toutefois des cas d'épuration sauvage, bien que l'ampleur de celle-ci soit difficile à estimer. Boyle donne l'exemple d'un certain « Ch'en Ch'un-yu », décrit dans la presse comme ayant travaillé pour la police secrète japonaise à Hangzhou. Après l'avoir fait parader dans les rues, la foule le lyncha en septembre 1945 (Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 333). Les autorités nationalistes cherchèrent à limiter les violences extra-judiciaires faites aux collaborateurs, comme le laisse penser une lettre de Jiang Jieshi, envoyée le 8 septembre 1946 au maire de Shanghai, Wu Guozhen 吳國楨 (1903-1984), dans laquelle il demande que l'arrestation des *hanjian* se fasse dans le respect de la loi (ZZSC 6.4, p. 1627).

³ Lo Jiu-jung, « Kangzhan shengli hou Zhonggong chengshen hanjian chutan 抗戰勝利後中共懲審漢奸初探 (Étude préliminaire du châtement des traîtres par le PCC après la victoire dans la guerre de résistance) », *Zhongyang yanjiuyuan jindaishi yanjiusuo jikan*, vol. 23, juin 1994, p. 270.

⁴ William H. Hinton, *Fanshen : La révolution communiste dans un village chinois*, [1966] trad. par J-R. Major, Plon, 1971, p. 140. *Hanjian* et « ennemis de classes [*jieji diren* 階級敵人] » constituaient des « obstacles au renversements des masses [*qunzhong fanshen de zhang'aiwu* 群眾翻身的障礙物] ». La notion de *fanshen*, qui donne son titre à l'ouvrage de Hinton, désignait le renversement de l'ordre social. Le PCC établit néanmoins une distinction entre *hanjian* et ennemis de classe : les premiers pouvaient recevoir des châtements corporels, alors que les seconds feraient l'objet de séances de « lutte par le raisonnement » (*shuoli douzheng* 說理鬥爭). Dans la pratique, les cadres locaux furent incapables d'appliquer cette distinction (Lo Jiu-jung, « Kangzhan shengli hou Zhonggong chengshen hanjian chutan », art. cit., p. 276).

⁵ « One of the most frequent charges leveled at the landlords was collaboration with the Japanese. And indeed, there was often substance to the charge » (Boyle, *China and Japan at War*, *op. cit.*, p. 333).

« obstinée » (*wan* 頑) du GMD¹. Avant 1949, le PCC organisa des procès contre les traîtres qui, faute d'un système judiciaire unifié, prirent pour cadre des cours martiales et des tribunaux spéciaux². Ils n'en constituèrent pas moins des rituels de rétablissement de l'ordre dont profita grandement l'image des Communistes, quand bien même les jugements furent rendus à partir des textes de lois adoptés par le GMD³.

Dans les mois qui précédèrent sa défaite de 1949, le Gouvernement nationaliste décréta plusieurs amnisties, afin de faire des économies sur le budget de l'administration pénitentiaire⁴. Elles permirent à des centaines de collaborateurs ayant écopé d'une peine légère d'être libérés⁵. Ceux condamnés à la prison à vie restèrent incarcérés et décédèrent derrière les barreaux pour la plupart. Au début des années 1950, ceux qui avaient échappé à l'épuration nationaliste⁶, qui avaient eu la mauvaise idée de rester en Chine après leur libération⁷ ou dont la condamnation à perpétuité apparaissait trop clémente⁸ furent déférés au tribunal populaire (*renmin fayuan* 人民法院) de la localité où ils avaient exercé une charge sous le gouvernement collaborateur de Nanjing et généralement exécutés. Poursuivant son implantation dans le pays durant la première moitié des années 1950, le PCC fit usage de l'étiquette de *hanjian* lors de la Campagne de suppression des contre-révolutionnaires (*zhenya fan'geming* 鎮壓反革命), entre 1950 et 1953, qui coïncida avec la mobilisation générale pour la Guerre de Corée (1950-1954)⁹. Avant comme après la « libération » de 1949¹⁰, l'épuration des anciens membres chinois de l'État d'occupation (ou considérés comme tels), fut donc un aspect important de la prise de pouvoir des Communistes en Chine. Plus largement, le discrédit général jeté par la collaboration sur les élites locales et les fonctionnaires – qu'ils soient ou non impliqués dans l'État d'occupation – priva le GMD de relais locaux efficaces après 1945, favorisant l'implantation communiste¹¹.

¹ Lo Jiu-jung, « Kangzhan shengli hou Zhonggong chengshen hanjian chutan », art. cit., p. 275.

² *Ibid.*, p. 285.

³ Masui, *Kankan saibanshi*, op. cit., p. 283.

⁴ Xu Jiajun 徐家俊, *Shanghai jianyu de qianshi jinsheng* 上海監獄的前世今生 (La prison de Shanghai hier et aujourd'hui), Shanghai, Shanghai shehui kexue yuan chubanshe, 2015, p. 338. Aux raisons budgétaires décrites par Xu Jiajun s'ajoutait peut-être la volonté de ne pas livrer les prisonniers aux « bandits rouges ».

⁵ À l'image de Jin Xiongbai ou de Li Shengwu, la majorité d'entre eux s'installa à Hongkong (voir l'Annexe 3).

⁶ Par exemple Ma Yunteng, le collaborateur chrétien présenté dans la partie 5.2.3.2.

⁷ Xu Liang notamment (Annexe 3).

⁸ Voir le cas de Zhang Beisheng (Annexe 3).

⁹ Strauss, « Paternalist Terror: The Campaign to Suppress Counterrevolutionaries and Regime Consolidation in the People's Republic of China, 1950-1953 », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 44, n°1, janv. 2002, p. 91.

¹⁰ En Chine communiste, la Libération n'intervint pas avec la fin de la Seconde Guerre mondiale mais avec celle de la troisième guerre civile, qui vit la défaite des oppresseurs nationalistes après celle des diables japonais.

¹¹ Voir l'analyse de Brook citée en introduction (*Collaboration*, op. cit., p. 239).

Hanjian : un chef d'accusation ambigu

De son côté, le GMD exporta à Taiwan la notion de *hanjian* prise dans le sens juridique que lui avaient donné les décrets de l'hiver 1945. Cet usage n'allait pas sans poser problème : si la collaboration avec l'occupant était définie comme une « trahison de la nation chinoise », alors ce chef d'accusation pouvait difficilement être appliqué à des individus n'étant pas chinois de par leur nationalité au moment des faits et/ou de par leur « race ».

En Chine déjà, des Occidentaux avaient été jugés comme *hanjian*. Ce fut le cas de six Européens présentés devant la Haute cour de Shanghai¹. Directeur-adjoint de la police dans l'ancienne concession française de Shanghai, Roland Sarly fut ainsi condamné, le 17 juin 1946, à trois ans de prison et à la confiscation de tous ses biens pour avoir délivré des permis de port d'arme aux agents du n°76 et pour avoir servi dans la police du régime de Wang Jingwei, après la rétrocession de la concession française en juillet 1943². Outre les règlements de comptes franco-français³, l'affaire Sarly participait d'un autre aspect de la sortie d'occupation : la fin de la présence imposée des puissances occidentales sur le sol chinois. À travers Sarly, c'était le système des traités inégaux, né un siècle plus tôt des Guerres de l'opium, qui était en accusation. La Chine souveraine pouvait enfin juger sur son sol les crimes jusque-là protégés par la justice extraterritoriale. Si Roland Sarly finit par être acquitté, les poursuites à son encontre contribuèrent à accélérer l'affaiblissement de la France en Chine⁴. La sortie d'empire fut donc aussi occidentale.

La question de la définition juridique de la collaboration se posa également dans deux cas de femmes *hanjian* restés célèbres⁵. Le premier était celui de Nakajima Shigeko 中島成子 (1903-?), une femme née japonaise ayant acquis la nationalité chinoise et pris un nom chinois à la veille de la guerre pour faciliter ses activités d'espionnage. Le second – celui de Kawashima Yoshiko 川島芳子 (1907-1948), surnommée la « Mata Hari orientale » – présentait une situation inverse : fille d'un prince mandchou, elle était née chinoise, mais avait été adoptée par un Japonais. Espionne également, elle participa à la mise en place de gouvernements collaborateurs. C'est elle,

¹ Un Lithuanien, un Hongrois, un Russe, un Français et deux Portugais (Lo Jiu-jung, « Trials of the Taiwanese as Hanjian or War Criminals and the Postwar Search for Taiwanese Identity », in Chow Kai-wing *et al.* (dir.), *Constructing Nationhood in Modern East Asia*, *op. cit.*, p. 289).

² Bergère, « L'épuration à Shanghai (1945-1946) : l'Affaire Sarly et la fin de la concession française », *Vingtième siècle*, n°53, jan.-mars 1997, p. 29.

³ L'instruction chinoise s'appuya essentiellement sur les dénonciations de compatriotes du policier français resté fidèle à Vichy (*ibid.*, p. 33, 40).

⁴ Alors que les autorités françaises espéraient retarder l'abandon effectif de leurs intérêts en tirant profit de l'ambiguïté juridique du traité de rétrocession signé en 1943 entre deux gouvernements « illégaux », disparus depuis (ceux de Vichy et de Nanjing), le Gouvernement nationaliste était bien décidé à affirmer sa souveraineté retrouvée (*ibid.*, p. 33).

⁵ Ils sont analysés dans Chang Shih-Yin 張世瑛, « Cong ji ge zhanhou shenjian de anli lai kan hanjian de shenfen rending wenti (1945-1949) 從幾個戰後審奸的案例來看漢奸的身份認定問題 (1945-1949) (Étude de la question du statut juridique des *hanjian* à travers quelques cas de procès pour trahison de l'après-guerre, 1945-1949) », *Guoshiguan xueshu jikan* 國史館學術集刊, n°1, décembre 2001, p. 161-185.

notamment, qui recruta son cousin Puyi pour qu'il prenne la tête du Manzhouguo. En les condamnant toutes deux en tant que *hanjian*, leurs juges donnèrent une définition floue de cette nouvelle catégorie : elle relevait de la nationalité juridique dans un cas, de la nationalité « raciale » dans l'autre¹. Ils légitimaient ainsi la qualification de *hanjian* en considérant l'appartenance à la nation chinoise à la fois sous la forme d'un lien juridique (la nationalité) et d'un lien racial².

Les affaires concernant les collaborateurs occidentaux et autres espionnes sino-japonaises ne constituèrent toutefois pas un défi comparable à celui des *hanjian* taïwanais. Ces derniers étaient bien plus nombreux et leur sort constitua un enjeu politique majeur dans le contexte de transition politique que connaissait l'île. Cet aspect peut sembler éloigné du gouvernement de Wang Jingwei, qui compta peu de membres taïwanais dans ses instances centrales. Pourtant, la sortie d'occupation en Chine continentale, notamment à travers l'épuration des collaborateurs de Nanjing, servit de référence à la sortie d'empire à Taiwan. Aussi ce détour est-il nécessaire pour comprendre les enjeux mémoriels attachés aujourd'hui à notre objet.

Sortie d' « occupation » à Taiwan

Favorable, dans un premier temps, à ce que les notables ayant profité de la colonisation japonaise, notamment pendant la guerre sino-japonaise, soient jugés comme *hanjian*, l'opinion publique formosane ne tarda toutefois pas à remettre en cause la politique des autorités nationalistes dans ce domaine. En janvier 1946, le commandant de la garnison de Taiwan, Chen Yi 陳儀 (1883-1950), lança une campagne de dénonciation des *hanjian* qui aboutit à 300

¹ Cette nationalité « raciale » était, elle-même problématique, dans la mesure où elle renvoyait à la définition floue d'une nation chinoise multi-ethnique mais fortement dominée par l'ethnie majoritaire han. Puyi eut plus de chance que sa cousine. Arrêté avec ses principaux ministres, dont Zhang Jinghui 張景惠 (1871-1959), par l'Armée rouge, il fut détenu en Sibérie. Craignant pour sa vie, il supplia Staline de ne pas le remettre aux autorités nationalistes alors que ses ministres demandaient à rentrer, car ils étaient persuadés que le GMD aurait besoin d'eux contre le PCC. Moscou envoya Puyi au Japon le 9 août afin qu'il participe comme témoin au Procès de Tokyo. Finalement, les dirigeants du Manzhouguo furent extradés vers la Chine communiste en 1950 et internés dans le Centre de traitement des criminels de guerre de Fushun (Liaoning) pour y être rééduqués (Sergei I. Kuznetsov, Sergei V. Karasov, « The Last Emperor of China: Internment in the Soviet Union », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 18, n°2, 2005, p. 217 *sqq.* ; Puyi, *Wo de qian ban sheng* 我的前半生 (La première moitié de ma vie), [1964] Beijing, Dongfang chubanshe, 1999, p. 393 *sqq.*). Il a déjà été question de cette prison à propos de Saitō Yoshio (partie 4.2.3.2).

² La justice nationaliste fut à géométrie variable, comme le montre le cas inverse de la célèbre actrice Li Xianglan 李香蘭 (jap. Ri Kōran), de son vrai nom Yamaguchi Yoshiko 山口淑子 (1920-2014). Née en Mandchourie d'un père japonais qui enseignait le chinois au sein de la Mantetsu, Yamaguchi était parfaitement bilingue, ce qui lui permit d'endosser des rôles de Chinoises dans des films pro-japonais, en gardant son identité japonaise secrète du public et de ses collègues. Elle fut poursuivie comme *hanjian* en raison notamment de sa participation au film *Shina no yoru* 支那の夜 (Les Nuits chinoises, 1940), dans lequel elle interprétait une orpheline de Shanghai tombant dans les bras d'un marin japonais après que ce dernier l'eut giflée. Elle parvint à convaincre ses juges chinois de l'épargner grâce à son acte de naissance (Michael Baskett, *The Attractive Empire: Transnational Film Culture in Imperial Japan*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2008, p. 77 *et passim*).

arrestations. Les suspects taïwanais récusèrent cet acte d'accusation et furent entendus. En mars 1946, un comité du ministère de la Justice du Gouvernement nationaliste s'étant penché sur cette question conclut de manière ambiguë que, d'une part, l'inculpation comme *hanjian* ne concernait pas uniquement les individus de nationalité chinoise, mais que, d'autre part, les accusés taïwanais n'étaient pas des étrangers comme les autres puisqu'ils avaient été des citoyens du pays ennemi (le Japon) jusqu'à la défaite de ce dernier. Par conséquent, ils devraient être jugés selon les lois internationales comme criminels de guerre étrangers et non pas au nom des décrets d'épuration. Cette décision entraîna la libération de la plupart des Taïwanais dénoncés comme *hanjian* sur l'île¹. Il en alla de même en Chine continentale, où de nombreux Taïwanais ayant participé à des régimes collaborateurs, du Manzhouguo aux gouvernements locaux comme celui de Xiamen, comparurent dans les procès d'après-guerre².

Si cette décision juridique donna en apparence raison à l'opinion de l'île, qui rejetait l'application de la charge de *hanjian* aux Taïwanais, elle consolida en réalité le maintien de cette inculpation dans l'esprit des continentaux, en définissant juridiquement les accusés comme relevant de la même catégorie que l'ennemi nippon. Aux yeux des Nationalistes, la population de l'île avait été asservie (*nuhua* 奴化) par la politique d'assimilation japonaise (*kōminka*) lancée en 1931³. Autrement dit, l'ancienne colonie était assimilée à la zone occupée en Chine continentale, à ceci près que les effets négatifs de la présence japonaise y apparaissaient encore plus profondément enracinés⁴. Toute opposition aux nouvelles autorités apparaissait dès lors comme relevant de la trahison, alors même que les habitants conçurent rapidement une image très

¹ Lo Jiu-jung, « Trials of the Taiwanese as Hanjian or War Criminals... », art. cit.

² Voir *ibid.* ainsi que les travaux de Hsu Hsueh-chi 許雪姬, notamment « Nihon tōchi ki ni okeru Taiwanjin no Chūgoku de no katsudō : Manshūkoku to Ō Seiei seiken ni ita hitobito wo rei to shite 日本統治期における台湾人の中国での活動：満洲国と汪精衛政権にいたる人々を例として (L'activité des Taïwanais en Chine pendant la période de colonisation japonaise : l'exemple des membres du Manzhouguo et du régime de Wang Jingwei) », trad. par Sugimoto Fumiko 杉本史子, *Chūgoku 21*, vol. 36, p. 197-122.

³ Nous reprenons tous les éléments qui suivent de la thèse de Victor Louzon, « L'Incident du 28 février 1947... », *op. cit.* Sur l'« asservissement » japonais et sa perception par les Nationalistes, voir Huang Ying-che, « Were Taiwanese “Enslaved” ? The Entanglement of Sinicization, Japanization, and Westernization », in Liao, Wang (dir.), *Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: History, Culture, Memory*, New York, Columbia University Press, 2006, p. 312-326.

⁴ Le parallèle établi entre occupation japonaise en Chine continentale et à Taiwan était visible dans l'emploi par le GMD de l'expression *riju* 日據 (abr. de *Riben zhanju* 日本佔據 : « occupation japonaise ») pour désigner la période coloniale (1895-1945), afin de souligner le caractère illégal de la présence nipponne, en dépit de la base juridique que lui donnaient les traités sino-japonais de 1895 et de 1945. La remise en cause de ce discours à Taiwan, notamment dans les manuels scolaires édités après 1997, s'est traduite par la diffusion de la notion de *rizhi* 日治 (abr. de *Riben zhimin tongzhi* 日本殖民統治 : « administration coloniale japonaise »). La tribune d'un historien pro-réunification, le 6 juin 2013, s'opposant à l'emploi de *rizhi* a provoqué de vives réactions dans l'île. Les historiens de Chine continentale continuent, eux, d'employer l'expression *riju* (Hsu Ho-chien 徐和謙, « “Riju” huo “rizhi”, lishi chengwei tiaopi Taiwan zhengzhi bolan 「日據」或「日治」, 歷史稱謂挑起台灣政治波瀾 (“Occupation japonaise” ou “administration japonaise” : des appellations historiques provoquent une crise politique à Taiwan) », *The New York Times*, 5 sept. 2013, <<https://cn.nytimes.com/culture/20130905/cc05 taiwan/zh-hant/>>, consulté le 7 août 2017).

négative de leurs « libérateurs » chinois. L'enthousiasme des premières semaines avait laissé place à un fort ressentiment contre les fonctionnaires corrompus et les soldats en haillons venus du continent, qui souffrirent de la comparaison avec les anciennes autorités coloniales. Ce sentiment éclata lors de l'Incident du 28 février 1947 marqué par une violence disproportionnée de la répression nationaliste, dont Victor Louzon a montré qu'elle découlait en partie de l'assimilation des insurgés à des sujets asservis de l'impérialisme nippon. Preuve que la question des *hanjian* n'était alors toujours par réglée, le Comité de résolution de l'Incident du 28 février (*er'erba shijian chuli weiyuanhui* 二二八事件處理委員會), composé de notables taïwanais, exigea la libération des personnes condamnées comme *hanjian* ou criminels de guerre, ce qui provoqua la colère des autorités nationalistes. Par ailleurs, le « Règlement pour le traitement des affaires de trahison » du 23 novembre 1945 fut ressorti pour juger les journalistes ayant soutenu l'insurrection¹.

On comprend donc le rôle que joua la notion de *hanjian* au sortir de la guerre. Alors même que les Taïwanais furent légalement exemptés de ce chef d'accusation, la vision manichéenne attachée à cette notion contribua à renforcer chez les autorités nationalistes leur défiance vis-à-vis de la population de l'île, et vice versa. Le GMD somma les Taïwanais de faire preuve de loyauté pour laver le soupçon qui pesait sur eux d'avoir été asservis par le Japon et donc d'être potentiellement des *hanjian*. En réaction à la défection de dirigeants comme Wang Jingwei, la guerre sino-japonaise avait, en effet, accéléré la construction d'un nationalisme chinois ne tolérant aucune ambiguïté dans l'appartenance ou non à la communauté nationale. Or l'imaginaire national taïwanais était, par définition, ambivalent en raison de la dualité qui existait alors entre un référentiel chinois – lui-même multiple – et son pendant japonais né d'un demi-siècle de colonisation. Le débat dans l'île à propos de la question des *hanjian* en 1945-1946 montre que l'opinion taïwanaise rejeta ce nationalisme chinois qui plaquait sur la société formosane des schémas politiques et psychologiques apparus en réaction à l'expansionnisme japonaise sur le continent. L'épuration des élites locales au nom de l'épuration des « traîtres »², et le renforcement de la mainmise autoritaire du GMD sur l'île après l'exil forcé de 1949 empêchèrent que cette prise de conscience initiale ne débouche sur une véritable construction nationale taïwanaise. La démocratisation progressive, à partir de la fin des années 1980, vit la relance de ce processus, caractérisé par un « tropisme formosan » (Samia Ferhat) exprimant l'affirmation croissante d'une identité insulaire s'écartant du référentiel « chinois » tel qu'il est défini par le PCC et le GMD. Cette construction nationale connaît actuellement une accélération spectaculaire sous l'effet conjugué d'un irrédentisme chinois jugé de plus en plus menaçant et de l'arrivée au pouvoir

¹ Victor Louzon, « L'Incident du 28 février 1947... », *op. cit.*, p. 459.

² La répression du GMD à Taiwan fut également justifiée par les sympathies supposées (mais souvent imaginaires) des contestataires avec le PCC.

(exécutif et législatif) du parti d'opposition taïwanais¹. Une telle évolution ne va pas sans provoquer de fortes résistances, en Chine comme à Taiwan, chez les opposants à l'indépendance de l'île. Elles alimentent un débat politique passionné au sein duquel le gouvernement collaborateur de Wang Jingwei s'est imposé comme un thème récurrent. C'est le signe de son empreinte contemporaine comme lieu de mémoire.

Mémoires

Notre panorama historiographique, en ouverture de cette thèse, a montré qu'en Chine, la mémoire de la collaboration sino-japonaise s'est construite à l'ombre de celle, écrasante, de la Guerre de résistance. La première sert de contre-point à la seconde, l'opprobre des traîtres magnifiant, par contraste, l'héroïsme des résistants. L'importance prise par la période 1937-1945 dans le roman national chinois, dont le PCC est désormais le principal gardien², explique que la trahison du *hanjian* Wang Jingwei ait supplanté, dans les esprits, celle de ses prédécesseurs comme Qin Hui. C'est donc tout naturellement que Wang en est venu à incarner la figure du traître par excellence, et son gouvernement collaborateur à être le plus fréquemment associé aux notions de « trahison » et de « fantoche ». Cette évolution est, du reste, peu surprenante au regard de la tradition chinoise consistant à évaluer le présent à l'aune des précédents historiques.

Si les causes de la transformation du gouvernement de Wang Jingwei en lieu de mémoire de la trahison apparaissent donc clairement, les usages de ce dernier restent à préciser. Le débat actuel autour de la question taïwanaise – principale ligne de faille du nationalisme chinois contemporain – s'avère, à cet égard, un terrain d'étude particulièrement fertile en exemples. Comme c'est le cas dans des contextes différents avec d'autres symboles comparables, ces usages visent essentiellement à délégitimer la partie adverse, en l'occurrence les opposants présumés de la

¹ Le Minjindang 民進黨 (Parti démocrate progressiste) avait accédé à la présidence en 2000 avec Chen Shui-bian 陳水扁 (1950-), sans toutefois jamais remporter les élections législatives. Après un retour au pouvoir du GMD sous le président Ma Ying-jeou 馬英九 (1950-), de 2008 à 2016, le parti d'opposition issu de la mouvance indépendantiste, mais officiellement favorable au maintien du *statu quo* (indépendance *de facto* mais non *de jure*), a remporté les élections présidentielles et législatives le 16 janvier 2016 sous la houlette de Tsai Ing-wen 蔡英文 (1956-).

² Le rôle moteur de la résistance contre le Japon dans la construction nationale en Chine est visible dans le choix de faire de « La Marche des volontaires » (*Yiyongjun jinxingqu* 義勇軍進行曲) l'hymne national de la République populaire. Ce chant fut composé par Ni Er 聶耳 (1912-1935) sur des paroles de Tian Han 田漢 (1898-1968) pour le film *Fengyun ernü* 風雲兒女 (*Children of Troubled Times*, 1935), dans lequel un poète se transforme en soldat partant combattre l'envahisseur nippon. Adopté comme hymne provisoire en 1949, il fut interdit pendant la Révolution culturelle, durant laquelle Tian Han mourut en prison, avant d'être réintroduit en 1978, avec de nouvelles paroles à la gloire de Mao. Il retrouva ses paroles originales en 1982 et finit, en 2004, par être gravé dans la Constitution comme hymne national. Signe du raidissement actuel du nationalisme chinois, une loi a été adoptée, le 1^{er} septembre 2017, qui punit de prison tout manque de respect à ce chant (Luo Liang, *The Avant-Garde and the Popular in Modern China: Tian Han and the Intersection of Performance and Politics*, Ann Arbor, University of Michigan, 2014, chap. 4 ; Brice Pedroletti, « La Chine exige un respect total pour son hymne national », *Le Monde*, 3 sept. 2017, p. 4).

réunification de Taiwan avec la Chine¹. Presque toujours négative et employée par les nationalistes chinois sur le continent ou à Taiwan, la référence à ce lieu de mémoire est, plus rarement, retournée par leurs adversaires pour affirmer que le GMD – et donc le PCC en qui les indépendantistes voient son allié objectif – est pire que les traîtres qu’il dénonce.

La multiplication des références à Wang Jingwei ces dernières années a profité de la diffusion de l’étiquette de *hanjian* dans le débat sino-taïwanais, notamment à l’encontre de Lee Teng-hui 李登輝 (1923-), successeur du fils de Jiang Jieshi à la présidence de la République de Chine (Taiwan) à partir de 1988. Bien qu’issu des rangs du GMD, il fut accusé, à partir de la fin des années 1990, de favoriser un discours pro-indépendance. Il a depuis donné raison à ses détracteurs en prenant position en ce sens. Bête noire des médias continentaux et de ses anciens collègues du GMD, il a récemment encore créé la polémique en réaffirmant que les îles Diaoyu (jap. Senkaku), revendiquées par la Chine et Taiwan, étaient japonaises et en déclarant que, durant la Seconde Guerre mondiale, il se considérait comme un Japonais se battant pour la mère patrie². Pour contrer l’usage de la notion de *hanjian*, les indépendantistes taïwanais ont forgé celle de *taijian* 台奸 (traître à Taiwan), qui envisage Taiwan comme une nation à part entière. Cette étiquette sert à stigmatiser les Taïwanais proches de la Chine, et notamment les hommes d’affaires ayant investi sur le continent – les *Taishang* 台商 – accusés de soutenir Beijing pour protéger leurs intérêts sur le continent³. L’étiquette *taijian* a également été utilisée par des partisans du

¹ Cf. l’utilisation en France des épithètes « vichyste » ou « pétainiste » pour discréditer un adversaire politique (Burrin, « Vichy », in P. Nora (dir.), *Les Lieux de mémoire, op. cit.*, p. 321). Contrairement au gouvernement de Wang Jingwei, qui symbolise avant tout la trahison de la nation, Vichy et Pétain semblent, aujourd’hui, d’abord associés au nationalisme rance d’une droite réactionnaire animée par l’idée d’une « France éternelle » menacée par des corps étrangers (les juifs et autres boucs émissaires). Cette différence s’explique, on l’a dit, par la continuité idéologique existant entre le GMD de Sun Yat-sen et celui de Wang Jingwei, qui ne permet pas d’isoler l’idéologie de Wang comme on le fait avec celle de Pétain, quand bien même, explique Burrin, ce dernier était pétri d’un nationalisme fin de siècle (celui de l’après-1870) dans lequel se reconnaissaient également ses adversaires comme de Gaulle. Elle s’explique aussi, sans doute, par la réticence des démocraties européennes vis-à-vis du nationalisme, qui les éloigne d’une vision manichéenne de la nation. On notera, enfin, qu’un ultra-nationaliste français aura tôt fait de se voir étiqueté comme pétainiste, là où son équivalent chinois sera, à l’inverse, le premier à comparer ses adversaires à Wang Jingwei. Considéré dans une perspective française, la symbolique péjorative attachée à Wang s’apparente donc plutôt à celle d’une figure de gauche accusée de menacer l’unité nationale. C’est la preuve, une nouvelle fois, des difficultés qu’il y a à comparer les régimes collaborateurs chinois et français.

² Shannon Tiezzi, « Taiwan's Former President Causes Controversy in Japan », *The Diplomat*, 30 juill. 2015, <<http://thediplomat.com/2015/07/taiwans-former-president-causes-controversy-in-japan/>>, consulté le 8 août 2017 ; Chiao Yuan-Ming, « I was fighting for Japanese motherland: Lee », *The China Post*, 21 août 2015, <<http://www.chinapost.com.tw/taiwan/national/national-news/2015/08/21/443830/i-was.htm>>, idem.

³ Lors d’une réunion pour le Nouvel an 2016, les principaux représentants des *Taishang* ont critiqué l’attitude du Minjindang vis-à-vis de la Chine et exigé que l’on cesse de les traiter de *taijian* (Peng Wei-lin 彭緯琳, « Taishang huizhang : pan Minjindang zhengfu bu yao ma women taijian 台商會長：盼民進黨政府不要罵我們台奸 (Le président de l’association des Taishang : nous espérons que le gouvernement Minjingdang ne nous traitera plus de *taijian*) », *CTS*, <<https://disp.cc/b/163-9fpB>>, consulté le 8 août 2017).

GMD contre des indépendantistes taïwanais pour signifier que leur « jusqu'aboutisme » risquait de provoquer la guerre avec la Chine et donc la perte du pays, faisant ainsi d'eux des « traîtres »¹.

Ces attaques réciproques s'intensifient généralement en période électorale. Ce fut le cas lors du scrutin local du 29 novembre 2014, qui vit Ko Wen-je 柯文哲 (1959-), candidat sans étiquette mais soutenu par le Minjindang, remporter la mairie de Taipei contre Lien Sheng-wen 連勝文 (1970-), représentant du GMD et fils de Lien Chan 連戰 (1936-), ancien président du GMD et représentant de celui-ci dans son rapprochement avec le PCC, acté en avril 2005. Le 17 novembre, espérant aider son fils en retard dans les sondages, Lien Chan traita Ko Wen-je de *hanjian* et accusa sa famille d'avoir été « japonisée » (*huangminhua* 皇民化) pendant la période coloniale². C'est dans le contexte de la violente polémique qui s'ensuivit qu'eut lieu, le 21 novembre, un débat évoquant Wang Jingwei dans l'émission télévisée *Guanjian shike* 關鍵時刻 (Moment crucial) sur la chaîne taïwanaise *Dongsen xinwen* 東森新聞³. L'animateur Liu Baojie 劉寶傑 (1963-) commence par contester le discours historique qui lui a été inculqué depuis son enfance, faisant de Wang Jingwei l'archétype du *hanjian*. À l'en croire, les conditions de vie de la population dans la zone contrôlée par le gouvernement collaborateur de Nanjing étaient meilleures qu'en zone libre. Elles se seraient fortement dégradées après le retour, fin 1945, du GMD, qui n'avait pas tardé à perdre le soutien du peuple pour cette raison⁴. Il laisse alors la parole à son invité, l'écrivain Kuan Jen-chien 管仁健 (1963-), qui abonde dans son sens⁵. Selon ce dernier, l'attaque portée contre Ko Wen-je⁶ n'a pas seulement blessé la majorité des Taïwanais de souche (*benshengren* 本省人), dont les familles ont fait l'expérience de la colonisation japonaise, mais également beaucoup de continentaux (*waishengren* 外省人), arrivés avec le GMD

¹ Chen Mao-Hsiung 陳茂雄, « Nandao Shi Kefa shi hanjian 難道史可法是漢奸? (Comment Shi Kefa pourrait-il être un traître?) », *Nanfang kuaibao* 南方快報, <http://www.southnews.com.tw/specil_coul/Chen/02/0676.htm>, consulté le 8 août 2017.

² « Lian Zhan wei zi zhu xuan chi He Wenzhe “hanjian” 連戰為子助選 斥柯文哲「漢奸」 (Pour aider son fils dans les élections, Lien Chan dénonce Ko Wen-je comme “hanjian”) », *Pinguo ribao* 蘋果日報, 17 nov. 2014, <<http://hk.apple.nextmedia.com/international/art/20141117/18937634>>, consulté le 8 août 2017.

³ « Guomindang jundui bu ru Wang Jingwei zhengquan ; Lao Jiang si nian kui bu cheng jun diudiao Zhongguo neimu 國民黨軍隊不如汪精衛政權 老蔣四年潰不成軍丟掉中國內幕 (L'armée du GMD ne valait pas le régime de Wang Jingwei ; comment l'armée en déroute du vieux Jiang Jieshi a perdu la Chine en quatre ans) », *Guanjian shike* 關鍵時刻, 21 nov. 2014, <<https://www.youtube.com/watch?v=MAj9CZ7uPzk>>, consultée le 8 août 2017.

⁴ *Ibid.*, jusqu'à 00'39''.

⁵ Son intervention est entrecoupée d'extraits de films d'actualité datant de la guerre montrant Wang Jingwei ainsi que des extraits du film *Cisha Wang Jingwei* 刺殺汪精衛 (Assassiner Wang Jingwei) réalisé en 1988 par Ying Qi 應旗, avec Sun Yanjun 孫嚴軍 dans le rôle-titre.

⁶ *Ibid.*, 00'43''. Il mentionne Hau Pei-tsun 郝柏村 (1919-) qui avait pris la parole avec Lien Chan contre Ko Wen-je le 17 novembre. Général dans l'armée nationaliste et ancien premier ministre (1990-1993), Hau fut un temps exclu du GMD pour avoir soutenu, en 1995, le Xindang 新黨 (Nouveau parti) formé par un groupe dissident du GMD favorable à la réunification et opposé à Lee Teng-hui.

après-guerre. Comme le reste de la population abandonnée en 1937 par le Gouvernement nationaliste, ces derniers avaient eu à souffrir du retour de celui-ci à Nanjing en 1945, marqué par les exactions commises dans les anciennes « zones fantoches » (*weiqu* 偽區)¹. Kuan retourne alors le parallèle établi par le GMD en 1945 entre l'asservissement (*nuhua*) des populations en zone occupée et celui de la population taïwanaise sous l'« occupation » japonaise, pour dénoncer l'attitude du GMD en Chine continentale et à Taiwan. Il va jusqu'à associer cette sortie d'occupation en Chine avec le principal lieu de mémoire du nationalisme taïwanais : l'Incident du 28 février. Souhaitant souligner la cruauté du GMD, il affirme que les habitants de l'île avaient été particulièrement choqués par la brutalité de la répression en 1947 car ils sortaient de cinquante ans d'administration japonaise sous laquelle « un tel massacre aurait été impensable »². Or, ajoute-t-il, la prise de contrôle de la zone occupée en Chine continentale avait donné lieu à des dizaines de « 28-février », à tel point que l'« on en parlait même pas aux nouvelles »³.

Cet exemple montre comment le régime de Wang Jingwei peut être instrumentalisé dans le débat politique. Sans trop se soucier des faits historiques, Liu Baojie et Kuan Jen-chien présentent les « traîtres » sous un jour positif uniquement dans le but d'accentuer leur critique du GMD de Jiang Jieshi et de son lointain successeur Lien Chan.

Un tel usage de ce lieu de mémoire est toutefois minoritaire. Il s'agit, le plus souvent, d'associer un dirigeant Taïwanais à Wang Jingwei pour le discréditer, comme dans le cas récent du député taïwanais Yang Wei-chung 楊偉中 (1971-). Ancien porte-parole du GMD, il a quitté son parti après la victoire de Tsai Ing-wen en janvier 2016 et déclaré, peu avant, qu'il se sentait un indépendantiste taïwanais au moment de l'affaire de la chanteuse Chou Tzu-yu 周子瑜⁴. En août 2016, il a été nommé membre du Comité de dédommagement pour les biens mal acquis par le GMD (*budang dang chan chuli weiyuanhui* 不當黨產處理委員會), créé par le nouveau gouvernement au sein du Yuan exécutif pour revenir sur les spoliations imposées par le

¹ Celles-ci, explique-t-il, avaient popularisé l'expression *wuzi dengke* 五子登科 désignant les cinq mauvaises actions des soldats nationalistes lors du « recouvrement » (*jieshou* 接收) – rebaptisé « pillage » (*jieshou* 劫收) – qui visa les logements (*fangzi* 房子), les voitures (*chezi* 車子), l'or (*jinzi* 金子), les femmes (*qizi* 妻子) et les positions (*weizi* 位子) (*ibid.*, 1'38'').

² En réalité de nombreuses exactions furent commises par les Japonais entre 1895 et 1945. Il y eut environ 32 000 Taïwanais tués lors de la phase de colonisation jusqu'en 1902, notamment lors du massacre de Yunlin en juin 1896 qui fit 6000 morts à lui seul. Par la suite, les armées coloniales menèrent des campagnes sanglantes, en particulier contre les Aborigènes, qui tuèrent 20 000 personnes en 1910-1914 (Louzon, « L'Incident du 28 février 1947... », *op. cit.*, p. 120 ; Hao Zhidong, *Whither Taiwan and Mainland China: National Identity, the State and Intellectuals*, Hongkong, Hong Kong University Press, 2010, p. 30)

³ « Guomindang jundui bu ru Wang Jingwei... », vidéo citée, 02'26''.

⁴ Chanteuse dans un groupe coréen, elle avait dû présenter ses excuses à la Chine pour avoir dansé avec un drapeau de la République de Chine à la main (« Zhou Ziyu xiang Zhong zhiqian ; Yang Weizhong : Wo shi Taidu fenzi 周子瑜向中致歉 ; 楊偉中: 我是台獨份子 (Chou Tzu-yu présente ses excuses à la Chine ; Yang Wei-chung déclare : je suis un indépendantiste taïwanais) », *Ziyou shibao* 自由時報, 16 janv. 2016, <<http://news.ltn.com.tw/news/politics/breakingnews/1574168>>, consulté le 8 août 2017).

Gouvernement nationaliste après son arrivée à Taiwan en 1945. Autrement dit, Yang n'a pas seulement quitté le GMD, mais travaille désormais dans un organisme chargé d'enquêter sur ses crimes, ce qui lui a valu de nombreuses critiques de ses anciens camarades. Adoptant un ton sarcastique, le député GMD Tsai Cheng-Yuan 蔡正元 (1953-) a publié un message de félicitation pour cette promotion. Rappelant que la famille de Yang s'était réfugiée à Taiwan en 1949 avec le GMD et que, lui-même, avait fait carrière au sein de ce dernier, Tsai dénonce sa trahison en ironisant sur le fait qu'il suit ainsi les traces d'un autre transfuge, Wang Jingwei, que Yang « dépasse même de loin »¹. Si les opposants taïwanais au Minjindang ont donc recours à la figure de Wang Jingwei comme arme rhétorique, cet usage est le plus souvent le fait des médias continentaux, qui suivent de près l'actualité dans l'île.

Au lendemain de la Fête nationale du 10 octobre 2016 – la première pour laquelle Tsai Ing-wen officiait en tant que présidente de la République de Chine –, de nombreux sites d'information chinois ont relayé un article établissant un parallèle entre le discours prononcé par Tsai la veille et celui qu'avait tenu Wang Jingwei le 10 octobre 1943². Ce parallèle consistait, d'une part, à pointer le caractère « fantoche » des symboles mobilisés et, d'autre part, à dénoncer le message d'union avec les États-Unis, assimilé à celui de Wang avec le Japon. Comme Wang Jingwei et son GMD « orthodoxe », il était reproché à Tsai Ing-wen de parler au nom de la République de Chine, alors même qu'elle était issue d'un parti faisant tout pour effacer dans l'île les traces de l'héritage de Sun Yat-sen et du GMD, qui avaient grandement contribué à combattre le féodalisme, à résister à l'invasion japonaise et à réunifier la Chine. Notant qu'une délégation de 273 représentants japonais était présente, le 10 octobre 2016, pour assister au discours de Tsai et dénonçant le ton conciliant employé par celle-ci au sujet des îles Diaoyu, l'article l'accuse d'être inféodée au Japon (dans le cadre de l'alliance militaire avec les États-Unis), comme Wang Jingwei avant elle. Et la journaliste de conclure :

¹ Tsai Cheng-yuan, « Gongxi Yang Weizhong... 恭喜楊偉中。。。 (Félicitations à Yang Wei-chun...) », *Facebook*, 18 août 2016, <<https://www.facebook.com/tsaichengyuan/posts/1291211820919741>>, consulté le 8 août 2017.

² Wang Siyu 王思羽, « Meiti cheng Taiwan “shuang shi” qingdian cuoluan bu kan ; Wang Jingwei ye zhe yang ban guo 媒體稱台灣“雙十”慶典錯亂不堪 汪精衛也這樣辦過 (Des médias affirment que la fête du “Double dix” à Taiwan s'est déroulée dans la plus grande confusion ; Wang Jingwei a déjà fait la même chose) », *Xinlang junshi 新浪軍事*, 11 oct. 2016, <<http://mil.news.sina.com.cn/china/2016-10-11/doc-ixwrhpm2904689.shtml>>, consulté le 8 août 2017. L'article prétend citer un média taïwanais, dont on ne trouve pourtant nulle trace. Peut-être s'agit-il simplement pour la propagande chinoise d'accréditer ainsi l'idée – pas entièrement fautive d'ailleurs – d'un fort clivage dans la société taïwanaise pour mieux démontrer les effets délétères de la démocratie libérale. Il est signé d'une journaliste de *Zhongguo Taiwan wang 中國台灣網* qui dépend du Centre d'information sur la Chine et Taiwan (*Zhongguo Taiwan zixun zhongxin 中國台灣諮詢中心*) dont la mission est de promouvoir la réunification (Patricia Batto, « Government Online and Cross-Straits Relations », in Françoise Mengin (dir.), *Cyber China: Reshaping National Identities in the Age of Information*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 108.

Le courant de l'Histoire est impétueux, tous doivent s'incliner devant lui¹. Autrefois le traître Wang Jingwei traitait son ennemi en parent [*ren zei zuo fu* 認賊作父], créant la confusion en se servant de la Fête nationale pour promouvoir la « sphère de co-prospérité d'Asie orientale ». Aujourd'hui, Tsai Ing-wen s'allie avec les États-Unis et le Japon contre le continent, volant les emblèmes de la « République de Chine » dans le but caché de diviser le pays. Il n'est pas besoin d'aller chercher bien loin les leçons du passé². Nous exhortons les dirigeants taïwanais à ne pas chercher à satisfaire leurs besoins politiques personnels. Plus ils s'entêtent dans leurs erreurs, plus ils s'enfoncent sur le chemin de la trahison à la patrie [*beiqi jiaguo* 背棄家國], au bout duquel les attend un sort semblable à celui de Wang Jingwei : celui d'être maudits à tout jamais [*xue Wang Jingwei liu ge qian gu ma ming* 學汪精衛留個千古罵名].³

Pris dans ce courant impétueux de l'Histoire – la téléologie du récit national – le gouvernement de Wang Jingwei semble condamné, en Chine, à un mépris éternel (*qiangu* 千古).

Notre thèse a tenté de démontrer que cette vision ne pouvait rendre compte de la complexité de ce que fut la collaboration durant la guerre sino-japonaise. Appréhendé dans le cadre d'une histoire de l'État, ce phénomène apparaît non plus comme une aberration appelant un jugement moral, mais comme une étape incontournable de la formation de l'État chinois moderne et de l'Empire japonais qui, en tant que telle, mérite une étude approfondie. Partant de ce principe, nous avons cherché à combler une partie des lacunes qui subsistent encore à propos du fonctionnement réel de la machine étatique en zone occupée. Au-delà d'une meilleure connaissance de cette période, l'ambition plus large de notre travail a été de relire ces deux trajectoires entrecroisées – celle de l'État-nation chinois et celle de l'Empire nippon – à l'aune de l'État d'occupation japonais en Chine. En mettant à nu l'historicité des formations étatiques, le cas du gouvernement de Wang Jingwei s'est révélé un objet historique pertinent, à travers l'étude duquel nous espérons avoir contribué à une meilleure compréhension de l'histoire de la Chine et du Japon au XX^e siècle, tout en ouvrant de nouvelles pistes pour de futures recherches.

¹ [*Lishi chaoliu haohao dangdang, shun zhi zhe chang, ni zhi zhe wang* 歷史潮流浩浩蕩蕩, 順之者昌, 逆之者亡]. Phrase prononcée par Sun Yat-sen le 15 septembre 1916, avec « *shijie* 世界 » (monde) à la place d'« Histoire », qui renvoie elle-même à un passage du *Shiji* 史記 (Mémoires historiques) de Sima Qian 司馬遷 (c.135-90 a.C.) (<<https://zh.wikiquote.org/zh-hant/孫文>>, consultée le 8 août 2017).

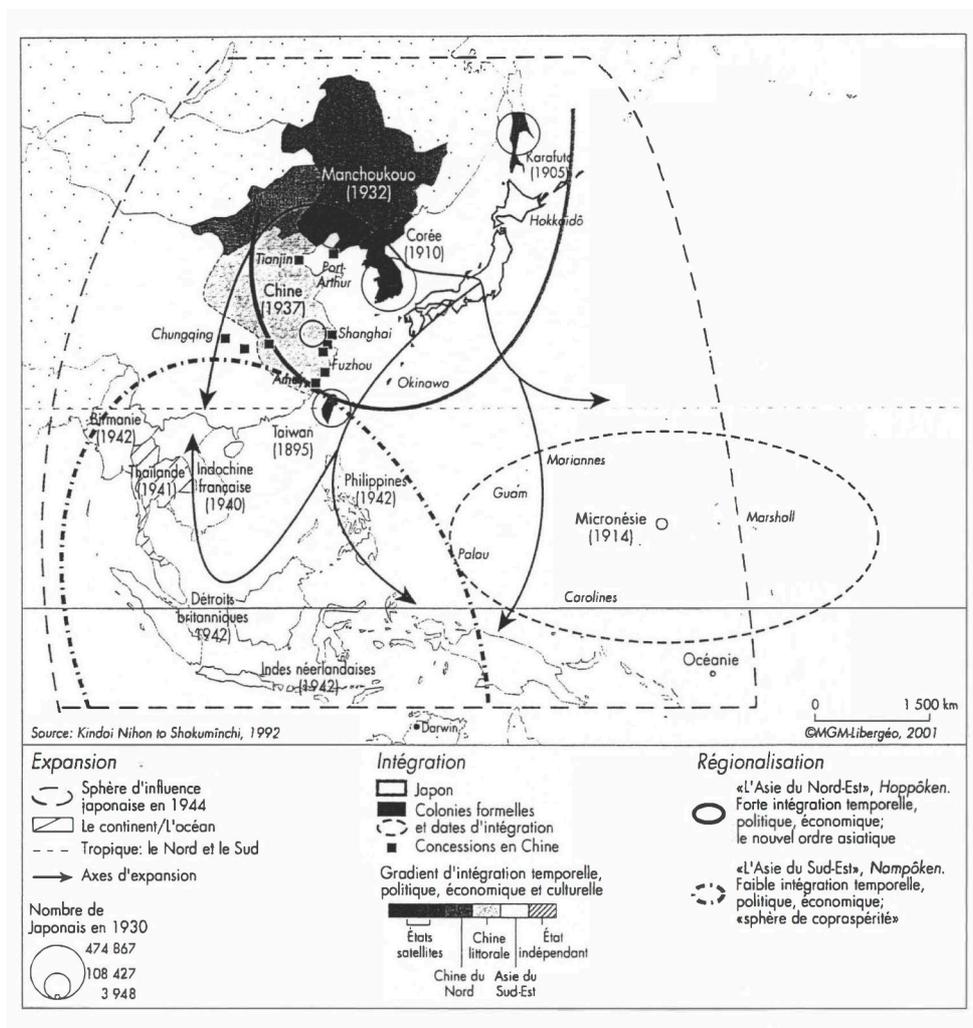
² [*Yin jian bu yuan, zai Xia hou zhi shi* 殷鑒不遠, 在夏后之世]. Citation du *Shijing* (Livre des odes, 大雅·蕩) selon laquelle les dynasties Yin 殷 (ou Shang 商, 1570-1045 a.C.) n'avaient pas besoin d'aller chercher bien loin les leçons du passé (littéralement le « miroir » de l'Histoire), car elles leur étaient fournies par l'exemple du dernier souverain des Xia 夏 (c.2070-c.1600), le tyran Xia Jie 夏桀.

³ Wang Siyu, « Meiti cheng Taiwan “shuang shi” qingdian cuoluan bu kan... », art. cit.

Annexe 1 – Cartes

Note : Toutes les cartes sont disposées selon un axe Nord-Sud. J'ai été amené à dessiner à la main celles relatives au gouvernement de Wang Jingwei car il n'existe aucune carte sur le sujet, à quelques rares exceptions près (Wu Yuexing 1995, p. 179). Les ouvrages chinois de référence sur l'occupation (Yu Zidao 2006, Pan Min 2006, etc.) ne contiennent, en effet, pas la moindre carte. Je n'ai pas non plus trouvé de cartes d'époque dessinées par les administrateurs chinois ou japonais de l'État d'occupation, sinon des cartes militaires locales. Cette absence s'explique peut-être par la difficulté qu'il y a à représenter graphiquement l'emprise territoriale d'un régime dans lequel l'écart entre souveraineté nominale et contrôle réel était si grand. Il faut, en effet, distinguer trois types de territoires : un territoire juridique lié à la fiction du « retour à la capitale », délimité par les frontières (elles-mêmes en partie théoriques) du Gouvernement nationaliste d'avant-guerre (moins le Manzhouguo) ; la zone administrative sur laquelle s'exerçait, en principe, l'autorité du gouvernement de Wang Jingwei, qui comprenait la zone en réalité contrôlée par le Conseil des affaires politiques de Chine du Nord, en vertu des « conditions spéciales » qui y régnaient ; enfin, la zone d'influence réelle de Nanjing, mesurée en fonction de la capacité du gouvernement central à intégrer verticalement dans son administration les organisations locales (les gouvernements de district notamment). Ce dernier type de territoire est le plus dur à représenter car ses limites évoluèrent tout au long de la guerre, en fonction des déplacements de la ligne de démarcation (au Hubei notamment), du renforcement de Nanjing aux dépens des autonomies locales et de l'intégration tardive dans l'administration formelle de zones restituées par l'armée japonaise (dans le Nord-Jiangsu par exemple). Autrement dit, la zone d'influence de Nanjing ne coïncidait pas toujours avec la zone d'occupation. Ces évolutions constantes sont un véritable casse-tête pour le cartographe amateur. La question territoriale étant centrale dans un travail consacré à l'État, il m'a semblé indispensable de fournir des cartes aux lecteurs, quitte à faire quelques entorses aux règles de la méthode historique. La principale d'entre elles est d'avoir utilisé les seules cartes disponibles : celles que certains internautes chinois férus d'histoire ont réalisées et mises en ligne gratuitement. C'est le cas en particulier d'un certain Liu Cheng qui a dessiné les cartes de toutes les provinces du gouvernement de Wang Jingwei (<http://pic.tiexue.net/bbs_5476422_1.html>, consulté le 21 novembre 2016). Le sérieux de son travail semble indiscutable, mais, comme Liu ne cite pas ses sources, j'utilise uniquement ses cartes en tant que fonds. Le contenu de mes cartes s'appuie sur les données trouvées dans les différentes sources (indiquées sous chaque carte). La limite mouvante des zones contrôlées dans chaque district par Nanjing étant difficile à représenter, j'ai choisi de n'indiquer que les noms des districts intégrés dans sa zone d'influence la plus large (en situant le chef-lieu par un point noir). À défaut de fournir une représentation diachronique des limites de cette zone, ces cartes ont donc vocation à offrir une vision claire de l'emplacement des districts mentionnés dans la thèse qui, elle, revient sur l'évolution de cette zone d'influence (dans le chap. 4 en particulier). Pour ne pas allonger inutilement le titre des cartes, je n'indique que le nom de la province concernée, sans préciser la période (1940-1945).

Annexe 1.1. Carte de l'Empire japonais avant 1945



Source : tiré d'Alain Delissen, « *Asia Nostra* : l'empire asiatique du Japon », in Ph. Pelletier (dir.), *Identités territoriales en Asie orientale*, [Nouvelles Organisations Régionales en Asie Orientale, vol. 1], Les Indes savantes, 2004, p. 186.

Annexe 1.2. Carte de la zone d'occupation japonaise en Chine (1939)



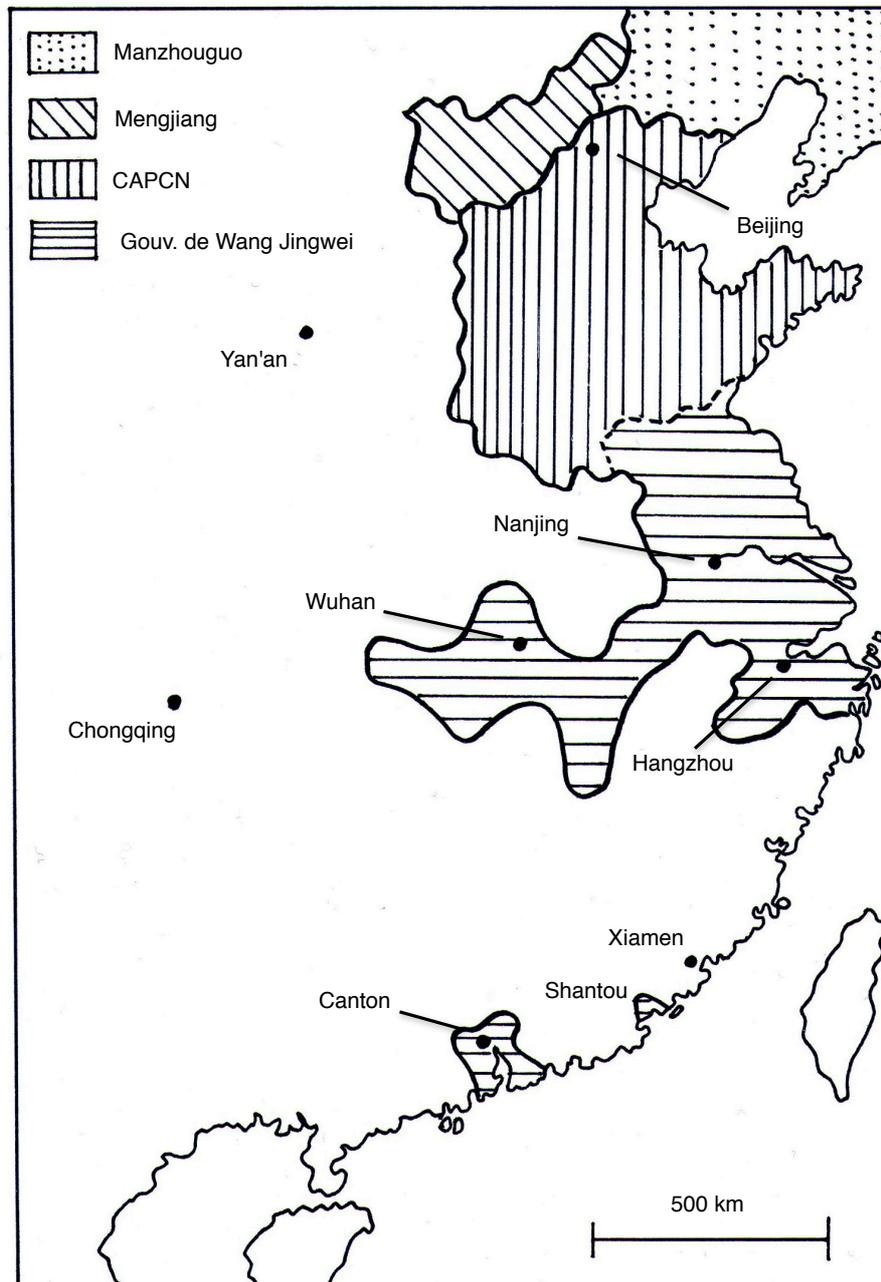
Source : tiré de Diana Lary, *The Chinese People at War: Human Suffering and Social Transformation, 1937-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 79.

Annexe 1.3. Carte de l'occupation japonaise et des bases communistes en Chine (1945)



Source : tiré de Diana Lary, *The Chinese People at War: Human Suffering and Social Transformation, 1937-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, p. 149.

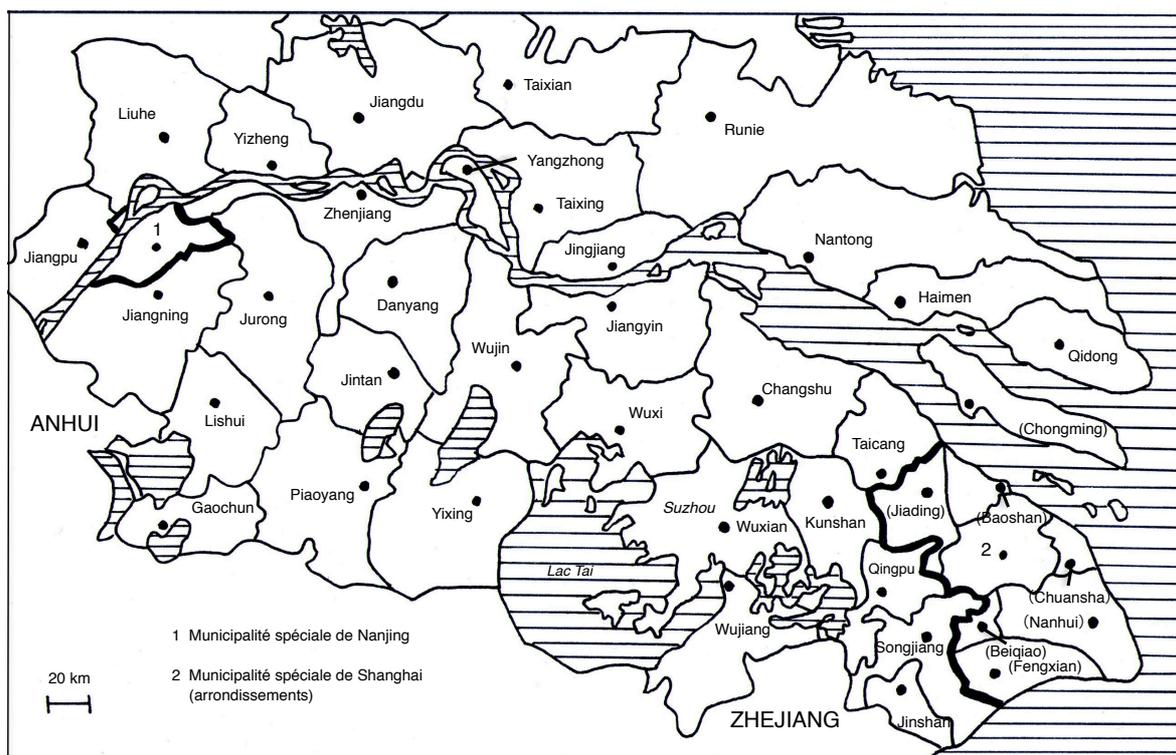
Annexe 1.4. Carte de la zone d'influence des principaux gouvernements pro-japonais en Chine



Sources : Wu Yuexing 1995, p. 179 ; Wu Yuexing 1997, p. 150 ; Delissen 2004, p. 186.

Note : CAPCN = Conseil des affaires politiques de Chine du Nord. Cette carte est une représentation volontairement schématique de la zone d'influence maximale de chacun des régimes établis en Chine par le Japon entre 1932 et 1945. Elle ne prend pas en compte les degrés divers de cette influence au sein de chaque zone.

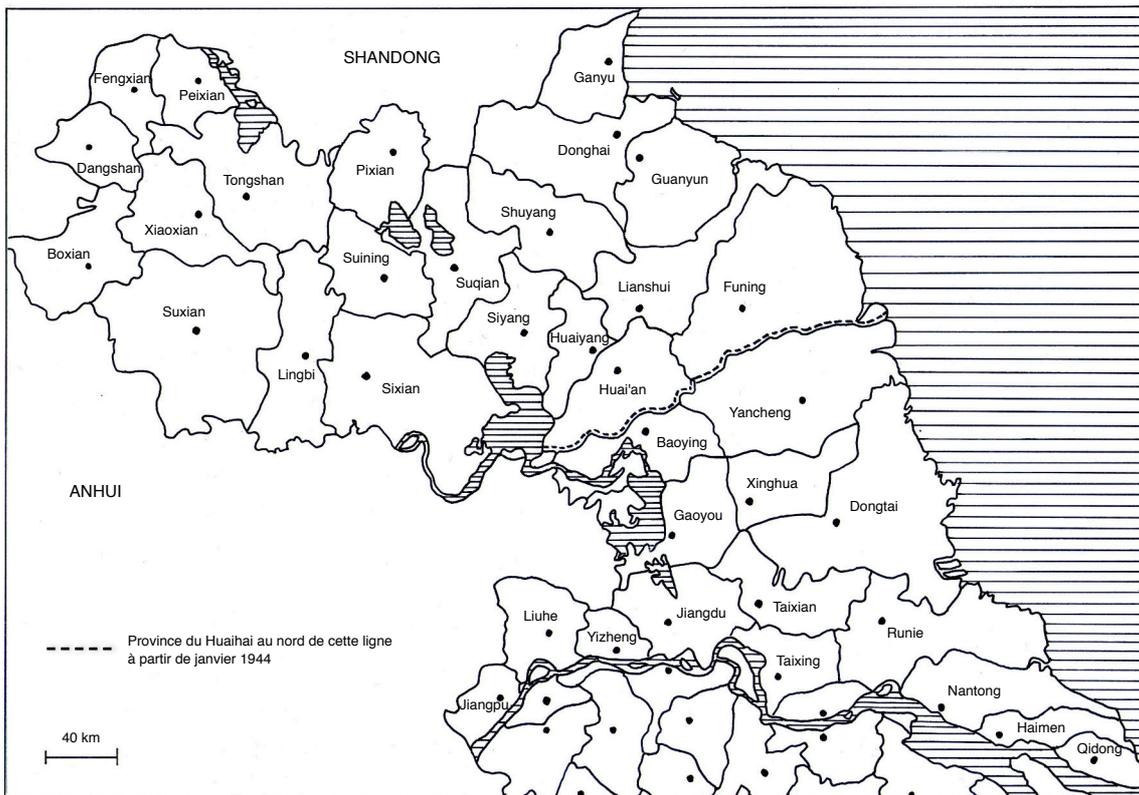
Annexe 1.5. Carte du Jiangsu et des municipalités spéciales de Nanjing et Shanghai



Sources : WZQS, p. 1498-1501.

Note : Une partie des districts du Nord-Jiangsu rattachés au gouvernement provincial du Jiangsu à la fin de la guerre n'apparaissent pas sur cette carte (voir l'Annexe 1.6).

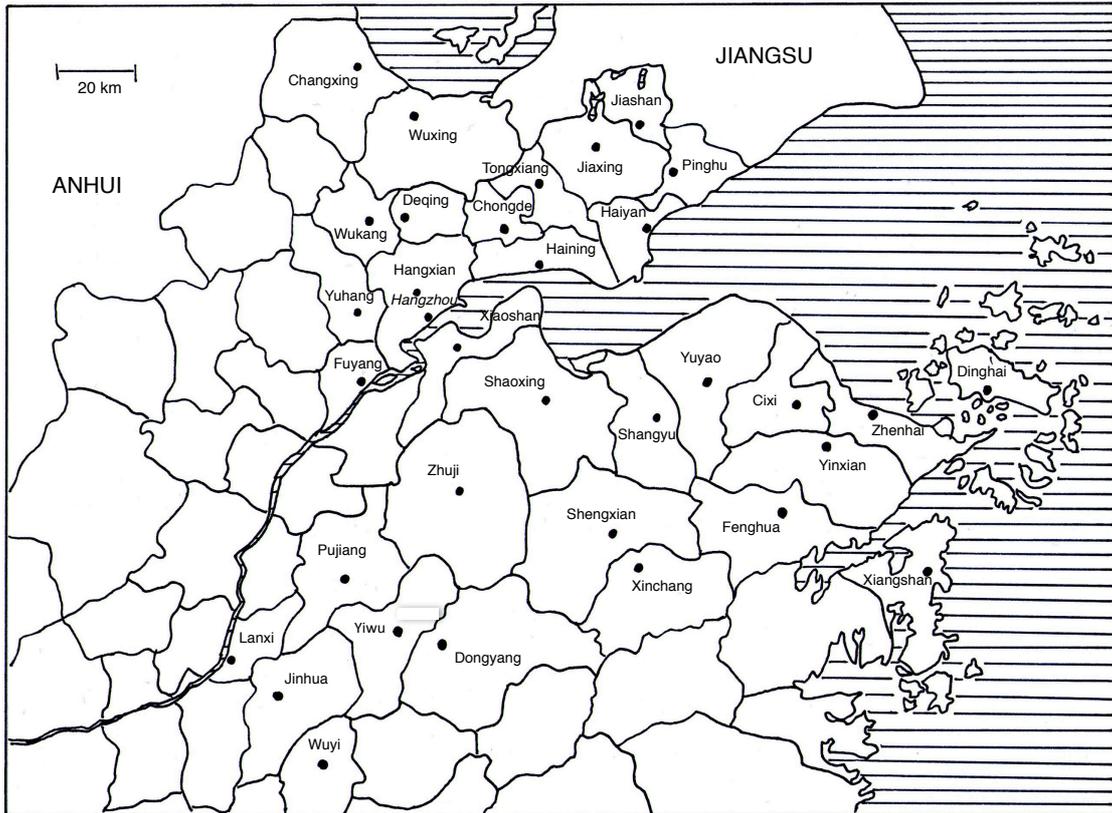
Annexe 1.6. Carte du Nord-Jiangsu et de la nouvelle province du Huaihai



Sources : Zhou Ji 1981, p. 186 ; WZQS, p. 1498-1501.

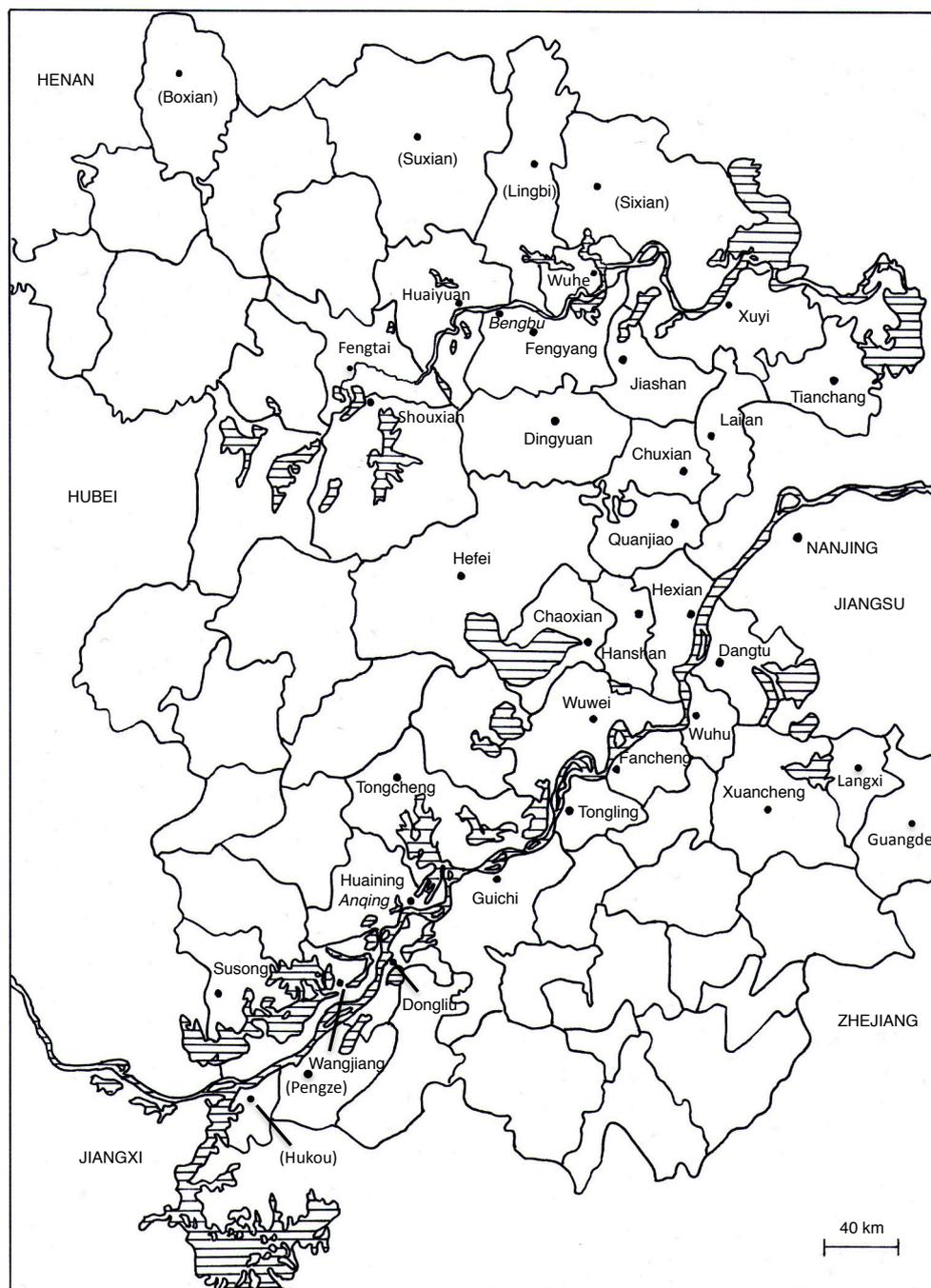
Note : Le découpage administratif de la région du Nord-Jiangsu (Subei) connu de nombreux changements durant l'occupation en raison de la persistance de la guérilla et du chevauchement des zones d'influence de Nanjing et de Beijing. En janvier 1944, le gouvernement de Nanjing créa une nouvelle province (le Huaihai) composée de districts du Subei et du nord de l'Anhui. Le district de Funing fut détaché du Huaihai en octobre 1944 pour être rattaché à la Zone administrative du Nord-Jiangsu (*Subei xingzheng qu* 蘇北行政區) formée alors à partir de quinze districts : Baoying, Dongtai, Funing, Gaoyou, Haimen, Jiangdu, Jingjiang, Nantong, Qidong, Rugao, Taixian, Taixing, Xinghuan, Yancheng et Yizheng.

Annexe 1.7. Carte du Zhejiang



Sources : Yuan Chengyi 2003 ; WZQS, p. 1501-1502.

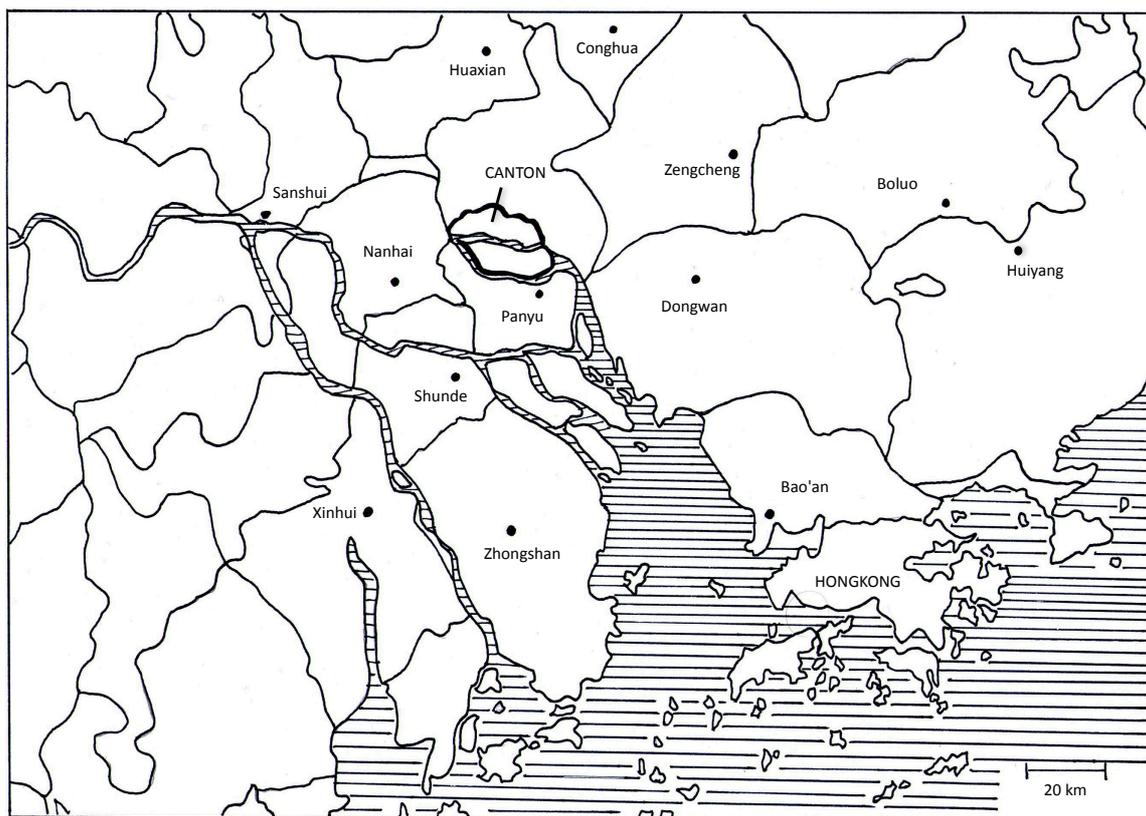
Annexe 1.8. Carte de l'Anhui



Source : WZQ, p. 528.

Note : Les trois districts au nord indiqués entre parenthèses furent détachés du gouvernement de l'Anhui et intégrés à la province du Huihai au moment de la création de celle-ci en janvier 1944. Les districts de Dangshan et de Xiaoxian le furent également, bien qu'ils n'apparaissent pas ici (Cf. Annexe 1.6). Hukou et Pengze, au sud, furent rattachés au Jiangxi en mai 1943.

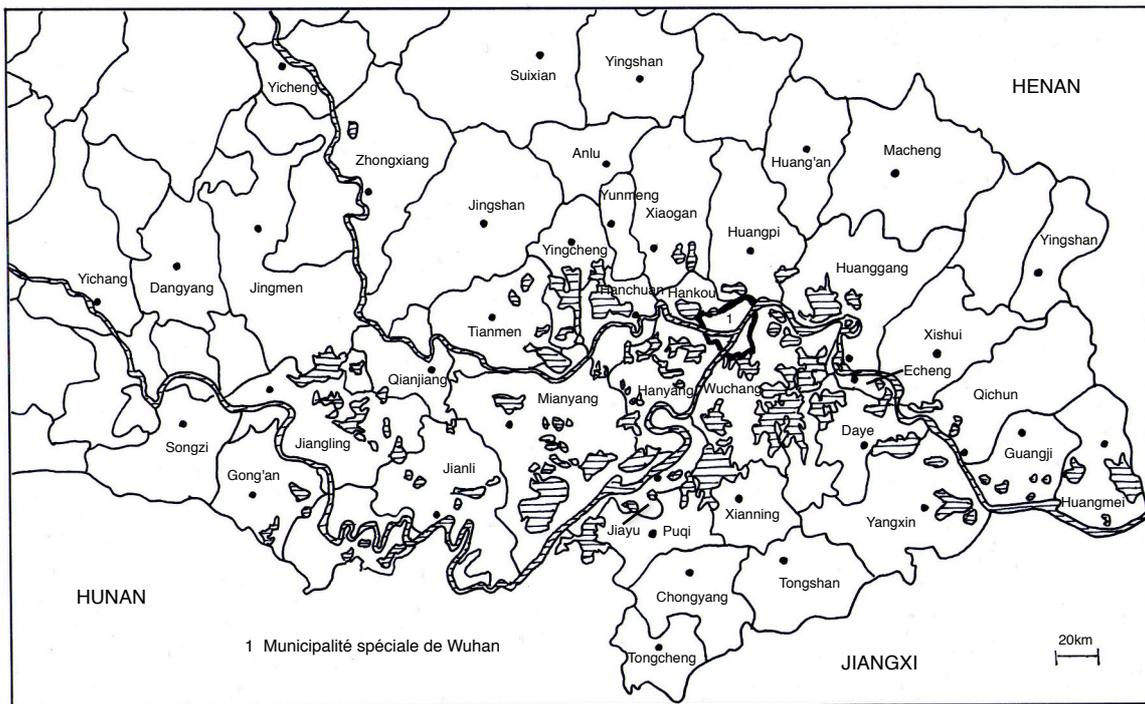
Annexe 1.9. Carte de la région de Canton



Sources : JACAR A06032515100, p. 471 ; WZQS, p. 1505.

Note : Cette carte ne prend en compte qu'une partie du Guangdong. L'influence du gouvernement de Wang Jingwei s'étendit également, à l'est de la province, autour de la ville de Shantou 汕頭, près de la frontière avec le Fujian (districts de Chao'an 潮安, Chaoyang 潮陽, Chenghai 澄海 et Nan'ao 南澳). Hongkong figure sur la carte à titre indicatif, mais la colonie britannique fut placée sous autorité japonaise après son occupation en décembre 1941.

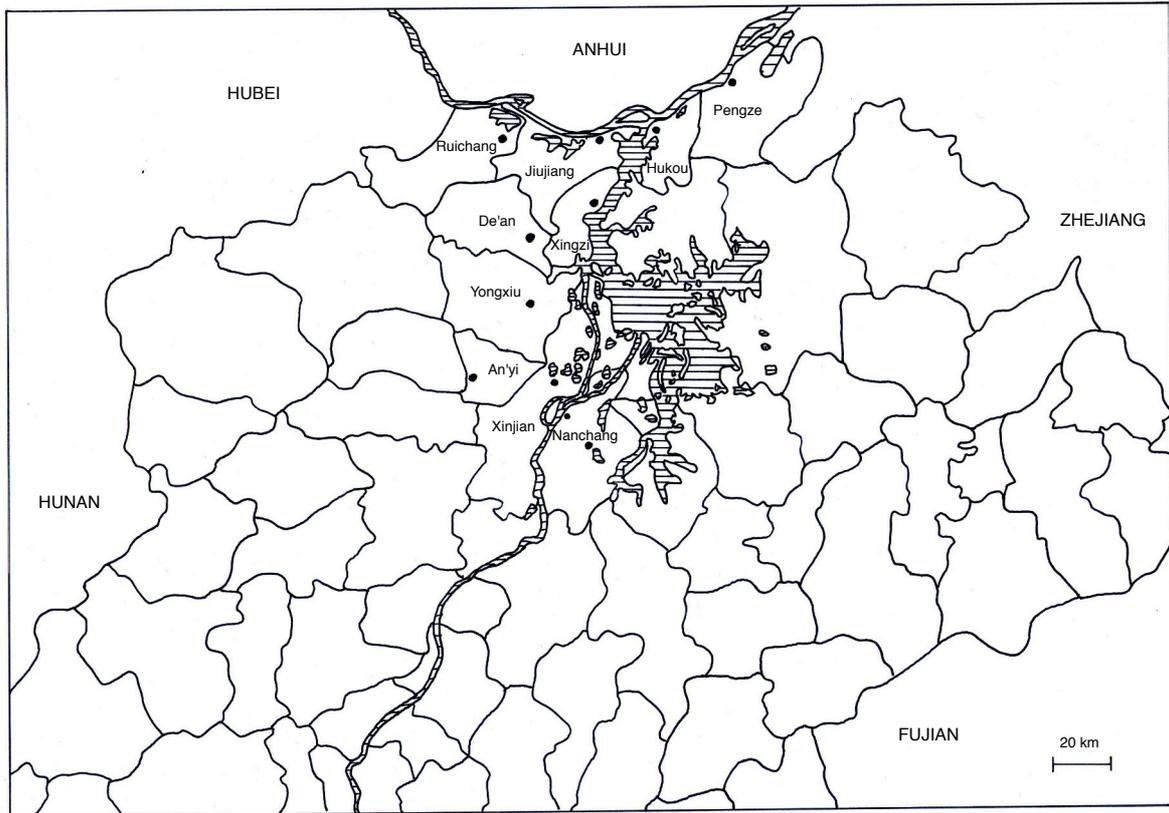
Annexe 1.10. Carte du Hubei et de la municipalité spéciale de Wuhan



Source : Annexe 2.3.

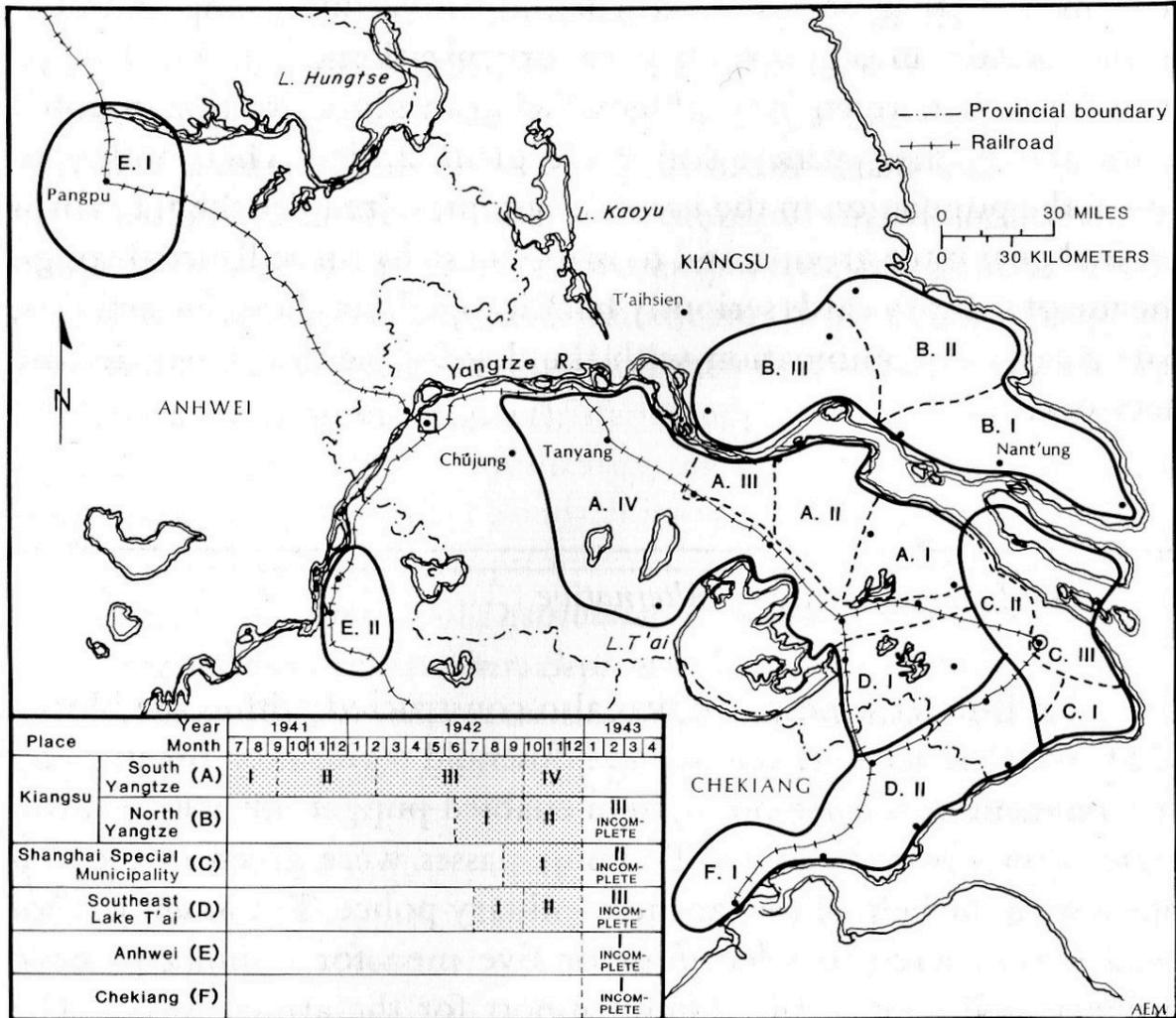
Note : Sur les statuts successifs de Wuhan, voir l'Annexe 2.6.

Annexe 1.11. Carte du Jiangxi



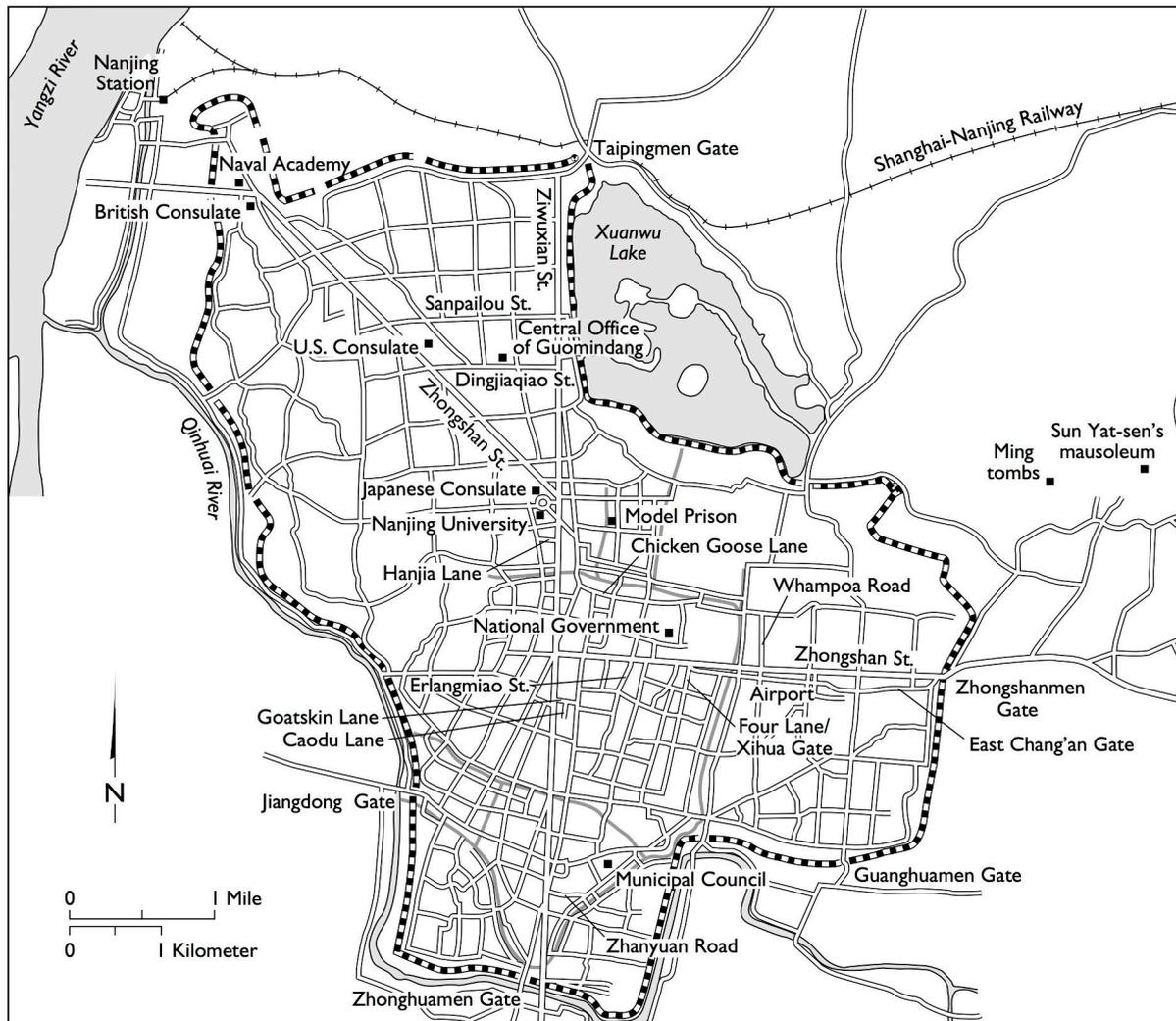
Source : ZG, n°539 (20 sept. 1943), p. 17

Annexe 1.12. Carte des zones de pacification rurale en Chine centrale (1941-1943)



Source : tiré de Chen Yung-fa, *Making Revolution: the Communist Movement in Eastern and Central China, 1937-1945*, Berkeley, University of California press, 1986, p. 87.

Annexe 1.13. Carte de Nanjing en 1943



Source : tiré de Frederic Wakeman Jr., *Spymaster: Dai Li and the Chinese Secret Service*, Berkeley, University of California Press, 2003, p. xix.

Note : La date du titre est celle indiquée par Wakeman, mais la logique voudrait que les consulats américain et britannique ne soient plus ouverts après la déclaration de guerre de Nanjing contre les Alliés, le 9 janvier 1943. À Canton, par exemple, les intérêts américains auprès du Gouvernement de Wang Jingwei, avaient été confiés au consul suisse (ADF 327, 23 août 1942).

Annexe 2 – Tableaux et organigrammes

Annexe 2.1. Mise en place locale de l'État d'occupation en Chine centrale (1937-1940)

Municipalité ou province	District / arrondissement	CMO / CGA	GR (maintien en poste?)
Shanghai 上海			28/04/38
	Baoshan 寶山	23/09/37	18/07/38 oui
	Chongming 崇明	27/03/38	07/06/38 oui
	Chuansha 川沙	13/01/38	30/06/38
	Hubei 滬北		28/06/38
	Huxi diyiqu 滬西第一區	07/03/38	
	Jiading 嘉定	02/02/38	25/06/38 non
	Nanhui 南匯	14/03/38	10/06/38
	Nanshi 南市	11/01/38	27/06/38 oui
	Huxi disanqu 滬西第三區	15/03/38	?
	Zhenru 真茹	20/02/38	?
Nanjing 南京			24/04/38
	Jiangning 江寧	19/02/38 (Hushu 湖熟)	01/07/38
	Nanjing 南京	01/01/38	24/04/38 non
Jiangsu 江蘇			09/04/38
	Changshu 常熟	23/01/38	01/07/38
	Dantu 丹徒	10/02/38 (Zhenjiang 鎮江)	01/08/38 oui
	Danyang 丹陽	01/02/38	01/09/38 non
	Haimen 海門	?	16/04/39
	Jiangdu 江都	27/03/38 (Yangzhou 揚州)	01/08/39 oui
	Jiangpu 江浦	02/38	08/09/38 oui
	Jiangyin 江陰	02/38	03/11/38 non
	Jinshan 金山		05/07/38
	Jintan 金壇	02/38	05/07/38 non
	Jingjiang 靖江		03/01/40
	Jurong 句容	03/38	17/08/38 oui
	Kunshan 崑山	15/12/37	05/07/38
	Lishui 溧水	04/38	10/09/39
	Liuhe 六合	01/38	?
	Nantong 南通	23/03/38	11/11/38
	Qingpu 青浦	15/02/38	01/07/38
	Runie 如臬	fin 03/38	28/12/38 oui
	Songjiang 松江	15/02/38	01/08/38
	Suzhou 蘇州	01/12/37	01/07/38 non
	Taicang 太倉	01/01/38	25/06/38 non
	Wujiang 吳江	11/02/38	01/07/38 oui
	Wujin 武進	29/12/37 (Changzhou 常州)	25/06/38
	Wuxi 無錫	14/11/37	07/38
	Wuxian 吳縣	01/12/37	02/06/38

	Yangzhong 楊中		21/07/38
	Yixing 宜興	12/37	19/10/38 non
Zhejiang 浙江			20/06/38
	Changxing 長興	c.11/37	31/10/38 non
	Chongde 崇德	25/02/38	27/11/38
	Deqing 德清	c.12/37	27/08/38 oui
	Fuyang 富陽	01/38	03/39
	Haining 海寧		27/08/38
	Haiyan 海鹽		09/03/39
	Hangxian 杭縣	c. 12/37	27/08/38
	Hangzhou 杭州	01/01/38	20/06/38 non
	Jiashan 嘉善		27/08/38 non
	Jiaxing 嘉興	01/01/38	27/08/38
	Pinghu 平湖	30/01/38	27/08/38 oui
	Tongxiang 桐鄉	02/38	31/10/38
	Wukang 武康	c.12/37	27/08/38 (Deqing)
	Wuxing 吳興	16/01/38	27/08/38
	Yuhang 餘杭	?	31/10/38
Anhui 安徽			28/10/38
	Boxian 亳縣	printemps 39	26/11/39
	Chaoxian 巢縣	après 04/38	28/12/38
	Chuxian 滁縣	08/01/38	20/12/38 oui
	Dangtu 當塗	12/37	01/01/39 oui
	Fengyang 鳳陽	02/38	08/12/38 oui
	Hefei 合肥	c.15/04/38	28/03/39
	Huaining 懷寧	07/38	06/01/39
	Huaiyuan 懷遠	04/38	11/12/38 oui
	Jiashan 嘉山	02/38	11/12/38
	Lingbi 靈璧	11/38	01/02/39 oui
	Sixian 泗縣	hiver 38	01/07/39 oui
	Suxian 宿縣	06/38	12/38 oui
	Tianzhang 天長	24/01/39	pas établi en 1940
	Wuhe 五河	11/38	10/12/39 non (tué)
	Wuhu 蕪湖	05/02/38	02/01/39 oui

Sources : Brook 2005, p. 227 ; CIG, p. 329 ; Jiangsu : Jiangpu xianzhi, p. 469 ; Jiangyin shizhi, p. 843 ; Jintan xianzhi, p. 490 ; Jurong xianzhi, p. 547 ; Lishui xianzhi, p. 405 ; Liuhe xianzhi, p. 15 ; Nantong xianzhi p. 22, 769 ; Runie xianzhi p. 24, 509 ; Yixing xianzhi p. 540 sq. ; Zhejiang : Changxing xianzhi, p. 518 ; Deqing xianzhi, p. 432 ; Fuyang xianzhi, p. 598 ; Pinghu xianzhi, p. 588 ; Tongxiang xianzhi, p. 919 ; He Zupei 1962, p. 173 ; AS 03/01/38 ; Anhui : Anhui shengzhi, p. 86 ; Bengbu shizhi ; Chaoxian shizhi ; Chuzhou shizhi ; Dangtu xianzhi ; Fengyang xianzhi ; Huaining xianzhi, p. 202 sq. ; Huaiyuan xianzhi ; Jiashan xianzhi ; Lingbi xianzhi ; Sixian xianzhi ; Suxian xianzhi, p. 103 ; Suzhou shizhi ; Tianzhang xianzhi ; Wuhe xianzhi ; Wuhu xianzhi ; Du Xuebo 1990, p. 107 ; Li Yongbin 1964, p. 168.

Note : Ce tableau s'inspire dans sa forme et complète celui de Brook 2005, p. 227.

CMO = Comité de maintien de l'ordre (date de fondation) ; CGA = Comité de gouvernement autonome (idem) ; GR = Gouvernement réformé (fondation du gouvernement provincial et de district rattachés au GR). Dans les cas où le CMO/CGA porte un nom différent du Bureau de district (généralement le nom d'un bourg au sein du district), celui-ci est indiqué entre parenthèses. Lorsque cela est possible, nous indiquons dans la dernière colonne si le président du CMO/CGA fut oui ou non maintenu en poste comme *zhishi* 知事 sous le GR.

Annexe 2.2. Mise en place locale de l'État d'occupation dans la région de Canton (1938-1941)

District / ville	CMO	Gouvernement de district	maintien du pdt du CMO ?
Baoan 寶安	?	?	
Boluo 博羅	?	1940	
Canton 廣州	20/12/38	10/05/40	oui
Conghua 從化	10/38	14/06/40	non
Dongwan 東莞	11/38	07/06/40	
Huaxian 花縣	début 39	04/08/40	non
Nanhai 南海	?	?	
Panyu 番禺	fin janv. 39	05/40	non
Sanshui 三水	aucun	40	
Shunde 順德	03/39	20/04/40	oui
Xinhui 新會	05/39	05/41	non
Zengcheng 增城	?	04/40	
Zhongshan 中山	?	06/41	

Sources : *RQGD*, p. 242 ; *Boluo xianzhi*, p. 484 ; *Guangzhou shizhi* vol. 13, p. 155 ; *Conghua xianzhi*, p. 43, 44, 694 ; *Dongwan xianzhi*, p. 19, 878 ; *Huaxianzhi*, p. 28 sq. ; *Panyu xianzhi*, p. 44, 587 ; *Sanshui xianzhi*, p. 63 ; *Shunde xianzhi*, p. 50, 883 ; *Xinhui xianzhi*, p. 732 ; *Zengcheng xianzhi*, p. 20 ; *Zhongshan xianzhi* vol. 1, p. 350 sq.

Note : CMO = Comité de maintien de l'ordre ; Gouv. de district = intégration à l'administration locale du gouvernement de Wang Jingwei ; pdt = président.

Annexe 2.3. Mise en place locale de l'État d'occupation dans le Hubei (1938-1945)

District	Comité de maintien de l'ordre	Siège provisoire de l'administration de district	Gouvernement de district
Anlu 安陸	01/12/38	printemps 39	automne 39
Chongyang 崇陽	12/38	12/40	04/41
Dawu 大悟	03/12/38	?	(Huang'an)
Daye 大冶	11/38	09/39	05/40
Dangyang 當陽	?	11/40	06/41
Echeng 鄂城	11/38	09/39	07/41
Gong'an 公安	aucun	05/43	aucun
Guanghua 光化	04/45	05/45	06/45
Guangji 廣濟	fin 38	05/07/40	04/41
Hanchuan 漢川	01/12/37	14/06/40	12/09/40
Hankou 漢口	26/11/38	aucun	20/04/39
Hanyang 漢陽	11/38	04/39	11/39
Huang'an 黃安	13/12/38	hiver 39	06/41
Huanggang 黃岡	04/39	06/39	02/40
Huangmei 黃梅	09/38	?	39
Huangpi 黃陂	11/38	09/01/39	05/39
Jiayu 嘉魚	06/11/39	23/01/40	29/07/42
Jianli 監利	02/1943	?	05/43
Jiangling 江陵	06/40	07/07/41	08/42
Jingmen 荊門	06/40	07/40	07/07/42
Jingshan 京山	01/39	?	printemps 41
Macheng 麻城	11/38	05/01/40	41

Mianyang 沔陽	12/39	11/41	10/43
Puqi 蒲圻	11/39	09/40	41
Qichun 蘄春	09/10/38	?	08/43
Qianjiang 潛江	06/39	?	printemps 41
Qichun 蘄春	09/10/38	?	07/43
Shishou 石首	04/43	05/45	05/45
Songzi 松滋	?	?	?
Suixian 隨縣	?	13/12/40	01/05/41
Tianmen 天門	02/39	05/01/40	04/41
Tongcheng 通城	11/38	03/39	aucun
Tongshan 通山	04/11/38	?	10/40
Wuchang 武昌	25/01/39	?	15/01/40
Xishui 浠水	05/08/40	12/40	01/43
Xianning 咸寧	02/39	03/39	09/40
Xiaogan 孝感	11/38	02/39	05/39
Yangxin 陽新	10/38	26/03/40	07/41
Yichang 宜昌	22/06/40	19/02/41	30/03/41
Yicheng 宜城	06/40	aucun	05/45
Yingcheng 應城	11/38	02/02/40	10/40
Yingshan 英山	printemps 39	01/08/39	19/01/40
Yingshan 應山	11/38	01/08/39	19/01/40
Yunmeng 雲夢	12/11/38	30/04/39	25/08/39
Zhongxiang 鐘祥	03/39	hiver 40	07/41

Sources : adapté de Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, op. cit., p. 348-350. Complété avec : *Chongyang xianzhi*, p. 440 ; *Dawu xianzhi*, p. 462 ; *Puqizhi*, p. 395 ; *Qichun xianzhi*, p. 499 ; *Qianjiang xianzhi*, p. 127 ; *Tianmen xianzhi*, p. 610 ; *Xianning shizhi*, p. 529 ; *Yingshan xianzhi*, p. 433.

Annexe 2.4. Membres du Comité politique central du régime de Wang Jingwei

Poste	24/03/40 – 05/04/41	05/04/41– 26/03/42	26/03/42 – 01/04/43	01/04/43 – 29/03/44	29/03/44 – 05/04/45	05/04/45 – 16/08/45
Membres de plein droit 當然委員	Wang Jingwei, Chen Gongbo, Wen Zongyao, Liang Hongzhi, Wang Yitang, Wang Kemin	Wang Jingwei, Chen Gongbo, Wen Zongyao, Liang Hongzhi, Wang Yitang	Wang Jingwei, Chen Gongbo, Wen Zongyao, Liang Hongzhi, Wang Yitang	Wang Jingwei, Chen Gongbo, Wen Zongyao, Liang Hongzhi, Jiang Kanghu	†Wang Jingwei, Chen Gongbo, Wen Zongyao, Liang Hongzhi, Chen Qun, Gu Zhongchen	Chen Gongbo, Wen Zongyao, Liang Hongzhi, Chen Qun, Gu Zhongchen
Membres suppléants 列席委員	Chu Minyi, Zhu Lühe, Jiang Kanghu, Gu Zhongchen	Xu Liang, Zhu Lühe, Jiang Kanghu, Gu Zhongchen				
Membres fixes 指定委員	Zhou Fohai, Chu Minyi, Chen Bijun, Mei Siping, Chen Qun, Lin Bosheng, Liu Yufen, Ren Yuandao, Jiao Ying, Chen Junhui, Chen Yaozu, Li Shengwu, Ye Peng, Ding Mocun, Fu Shishuo, Yang Kuiyi, Bao Wenyue, Xiao Shuxuan, Li Shiqun	Zhou Fohai, Chu Minyi, Chen Bijun, Mei Siping, Chen Qun, Lin Bosheng, Liu Yufen, Ren Yuandao, Jiao Ying, Chen Junhui, Chen Yaozu, Li Shengwu, Ye Peng, Chen Junhui, Li Shengwu, Ye Peng, Ding Mocun, Fu Shishuo, Yang Kuiyi, Bao Wenyue, Xiao Shuxuan, Li Shiqun	Zhou Fohai, Chu Minyi, Chen Bijun, Mei Siping, Chen Qun, Lin Bosheng, Liu Yufen, Ren Yuandao, Jiao Ying, Chen Junhui, Chen Yaozu, Li Shengwu, Ye Peng, Ding Mocun, Fu Shishuo, Yang Kuiyi, Bao Wenyue, Xiao Shuxuan, Li Shiqun	Zhou Fohai, Chu Minyi, Chen Bijun, Mei Siping, Chen Qun, Lin Bosheng, †Liu Yufen, Ren Yuandao, Jiao Ying, Chen Junhui, Chen Yaozu, Li Shengwu, Ye Peng, Ding Mocun, Fu Shishuo, Yang Kuiyi, Bao Wenyue, Xiao Shuxuan, †Li Shiqun, Gao Guanwu, Miao Bin, Chen Chunpu, Luo Junqiang	Zhou Fohai, Chu Minyi, Chen Bijun, Mei Siping, Chen Qun, Lin Bosheng, Ren Yuandao, Jiao Ying, Chen Junhui, †Chen Yaozu, Li Shengwu, Ye Peng, Ding Mocun, Fu Shishuo, Yang Kuiyi, Bao Wenyue, Xiao Shuxuan, Gao Guanwu, Miao Bin, Chen Chunpu, Luo Junqiang	Zhou Fohai, Chu Minyi, Chen Bijun, Mei Siping, Chen Qun, Lin Bosheng, Ren Yuandao, Jiao Ying, Chen Junhui, Li Shengwu, Ye Peng, Ding Mocun, Fu Shishuo, Yang Kuiyi, Bao Wenyue, Xiao Shuxuan, Gao Guanwu, Miao Bin, Chen Chunpu, Luo Junqiang
Membres invités 延聘委員	Qi Xieyuan, Zhu Shen, Yin Tong, Gao Guanwu, Zhuotebazhabu, Zhao Zhenping, Miao Bin, Zhao Yusong, Zhu Qinglai, Zhao Zunyue, Cen Deguang	Wang Kemin, Qi Xieyuan, Zhu Shen, Yin Tong, Gao Guanwu, Zhao Zhenping, Miao Bin, Zhao Yusong, Zhu Qinglai, Zhao Zunyue, Cen Deguang	Wang Kemin, Wang Yitang, Qi Xieyuan, Zhu Shen, †Yin Tong, Gao Guanwu, Zhao Zhenping, Miao Bin, Zhao Yusong, Zhu Qinglai, Zhao Zunyue, Cen Deguang	Wang Kemin, Wang Yitang, Qi Xieyuan, †Zhu Shen, Wang Shijing, Zhao Zhenping, Zhao Yusong, Zhu Qinglai, Cen Deguang, Wang Yintai	Wang Kemin, Wang Yitang, Qi Xieyuan, Wang Shijing, Zhao Zhenping, Zhao Yusong, Zhu Qinglai, Cen Deguang, Wang Yintai	Wang Kemin, Wang Yitang, Qi Xieyuan, Wang Shijing, Zhao Zhenping, Zhao Yusong, Zhu Qinglai, Cen Deguang, Wang Yintai
Total	40	39	36	38	35	34

Source : adapté de Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, Annexe, p. 3.

Note : † = personnes décédées en cours de mandat.

Annexe 2.5. Direction du gouvernement de Nanjing (mars 1940 - août 1945)

Poste / Date	1940	1941	1942	1943	1944	1945
Pdt. du Gouvernement national 國民政府主席	(Wang Jingwei) Wang Jingwei 29/11	Wang Jingwei	Wang Jingwei	Wang Jingwei	(Chen Gongbo) 22/3 Chen Gongbo 15/11	Chen Gongbo
Pdt. du Yuan exécutif 行政院院長	Wang Jingwei	Wang Jingwei	Wang Jingwei	Wang Jingwei	Chen Gongbo 12/11	Chen Gongbo
Vice-pdt. du Yuan exécutif 行政院副院長	Chu Minyi Zhou Fohai 12/12	Zhou Fohai	Zhou Fohai	Zhou Fohai	Zhou Fohai	Zhou Fohai
Pdt. du Yuan législatif 立法院院長	Chen Gongbo	Chen Gongbo	Chen Gongbo	Chen Gongbo	Liang Hongzhi 18/11	Liang Hongzhi
Vice-pdt. du Yuan législatif 立法院副院長	Zhu Lühe 12/09	Miao Bin 13/02	Zhu Qinglai 20/08	Zhu Qinglai	Zhu Qinglai	Zhu Qinglai
Pdt. du Yuan judiciaire 司法院院長	Wen Zongyao	Wen Zongyao	Wen Zongyao	Wen Zongyao	Wen Zongyao	Wen Zongyao
Vice-pdt. du Yuan judiciaire 司法院副院長	Zhu Lühe	Zhu Lühe	Zhu Lühe	Zhu Lühe	Zhu Lühe	Zhang Guoyuan 09/05
Pdt. du Yuan d'examen 考試院院長	Wang Yitang (Jiang Kanghu)	Wang Yitang (Jiang Kanghu)	Jiang Kanghu 11/03	Jiang Kanghu	Chen Qun 02/11	Chen Qun
Vice-pdt. du Yuan d'examen 考試院副院長	Jiang Kanghu	Jiang Kanghu	Miao Bin 20/08	Miao Bin	Miao Bin	Miao Bin
Pdt. du Yuan de contrôle 監察院院長	Liang Hongzhi	Liang Hongzhi	Liang Hongzhi	Liang Hongzhi	Gu Zhongchen 18/11	Gu Zhongchen
Vice-pdt. du Yuan de contrôle 監察院副院長	Gu Zhongchen	Gu Zhongchen	Gu Zhongchen	Gu Zhongchen	Xu Suzhong 18/11	Xu Suzhong
Pdt. du CAM 軍事委員會委員長	Wang Jingwei	Wang Jingwei	Wang Jingwei	Wang Jingwei	(Chen Gongbo) 22/03 Chen Gongbo 18/11	Chen Gongbo
Pdt. du CAPCN 華北政務委員會委員長	Wang Kemin Wang Yitang 5/6	Wang Yitang	Wang Yitang	Zhu Shen 08/02 Wang Kemin 02/07	Wang Kemin	Wang Yintai 08/02
Secrétaire général du CPR 清鄉委員會秘書長		Li Shiqun 24/03	Li Shiqun	Li Shiqun X 5/43		

Min. de l'Intérieur 內政部部長	Chen Qun	Chen Qun	Chen Qun	Mei Siping 10/09	Mei Siping	Mei Siping
Min. des Aff. étrangères 外交部部長	Chu Minyi Xu Liang 13/12	Chu Minyi 02/10	Chu Minyi	Chu Minyi	Chu Minyi	Li Shengwu 26/04
Min. des Finances 財政部部長	Zhou Fohai	Zhou Fohai	Zhou Fohai	Zhou Fohai	Zhou Fohai	Zhou Fohai
Min. de la Guerre 軍政部部長	Bao Wenyue	Bao Wenyue	Bao Wenyue	Ye Peng 07/04	Ye Peng	Ye Peng
Min. de la Marine 海軍部部長	Wang Jingwei (Ren Yuandao) 30/05	Wang Jingwei (Ren Yuandao)	Ren Yuandao 26/09	Ren Yuandao	Ren Yuandao (Ling Xiao) 02/11	Ling Xiao
Min. de l'Éducation 教育部部長	Zhao Zhengping	Li Shengwu 16/08	Li Shengwu	Li Shengwu	Li Shengwu	Li Shengwu
Min. de la Justice 司法行政部部長	Li Shengwu	Zhao Yusong 16/08	Luo Junqiang 11/03	Zhang Yipeng 30/12	Chen Enpu 21/07	Wu Songgao 11/01
Min. de l'Ind. et du Com. 工商部部長	Mei Siping	Mei Siping 實業部 16/08	Mei Siping	Chen Junhui 10/09	Chen Junhui	Chen Junhui
Min. de l'Agriculture et des Mines 農礦部部長	Zhao Yusong	Zhao Yusong → 實業部 16/08				
Min. des Communications 交通部部長	Zhu Qinglai	Ding Mocun 16/08	Ding Mocun	Ding Mocun → 建設部 13/01		
Min. des Chemins de fer 鐵道部部長	Fu Shishuo	Fu Shishuo → 交通部 16/08				
Min. des Travaux publics 建設部部長				Chen Junhui 13/01 Chen Chunpu 10/09	Chen Junhui 14/4 Fu Shishuo 14/9	Fu Shishuo
Min. des Affaires sociales 社會部部長	Ding Mocun	Ding Mocun X 16/08		Ding Mocun 社會福利部 13/01	Ding Mocun	Ding Mocun
Min. de la Propagande 宣傳部部長	Lin Bosheng	Lin Bosheng	Lin Bosheng	Lin Bosheng	Zhao Zunyue 27/12	Zhao Zunyue
Min. de la Police 警政部部長	Zhou Fohai Li Shiqun 19/12	Li Shiqun → 內政部 16/08				
Min. des Vivres 糧食部部長				Gu Baoheng 13/01	Chen Junhui 11/03 → 實業部 14/04	
Min. du Personnel 銓敘部	Jiang Kanghu	Jiang Kanghu	Jiang Kanghu Zhao Yusong 11/03	Shen Erqiao 26/08	Shen Erqiao	Shen Erqiao
Min. des Comptes 審計部	Xia Qifeng	Xia Qifeng	Xia Qifeng	Xia Qifeng	Xia Qifeng	Xia Qifeng

Secrétaire général du CEN 全國經濟委員會秘書長	Chen Junhui	Chen Junhui	Chen Junhui	Zou Jingfang 20/9	Zou Jingfang	Zou Jingfang
Pdt. du Comité d'hydraulique 水利委員會委員長	Yang Shoumei	Zhu Qinglai 16/08	Chen Junhui 22/08	Chen Junhui ➔ 建設部 13/01		
Pdt. du CACO 僑務委員會	Chen Jicheng	Chen Jicheng	Chen Junhui 02/01 Chu Minyi 22/08	Chu Minyi ➔ 外交部 13/01		
Pdt. du Com. des zones frontalières 邊疆委員會委員長	Luo Junqiang	Luo Junqiang	Chen Jicheng	Chen Jicheng ➔ 內政部 13/01		

Sources : MZN ; Zeng Zhinong 2000 ; Chen Hongmin 2009, p. 219.

Note : Cette liste ne contient que les principaux organes du gouvernement central. Voir l'Annexe 3 pour connaître la biographie des personnes citées.

Abréviations : Pdt. = président ; Min. = ministre ; () = par intérim ; 3/12 = jour et mois de l'entrée en fonction ; X = suppression du ministère ; ➔ = fusion du ministère ; 社會福利部 1/13 = changement de nom du ministère ; CACO = Comité des Affaires des Chinois d'outre-mer ; CAM = Comité des affaires militaires ; CAPCN = Conseil des affaires politiques de Chine du Nord ; CEN = Comité économique national ; CPR = Comité de pacification rurale

Annexe 2.6. Gouverneurs de province et maires de municipalité spéciale (mars 1940-août 1945)

Dates	1940	1941	1942	1943	1944	1945
Province/Ville						
Jiangsu 江蘇省	Chen Zemin Gao Guanwu 20/06	Li Shiqun 19/12	Li Shiqun	Chen Qun 06/09	Ren Yuandao 02/11	Ren Yuandao
Zhejiang 浙江省	Wang Ruikai	Mei Siping 13/2 (Shen Erqiao) 13/2 Fu Shishuo 22/8	Fu Shishuo	Fu Shishuo	Xiang Zhizhuang 14/09	Ding Mocun 03/05
Anhui 安徽省	Ni Daolang	Gao Guanwu 19/12	Gao Guanwu	Luo Junqiang 30/12	Lin Bosheng 27/12	Lin Bosheng
Jiangxi 江西省				Deng Zuyu 06/05 Gao Guanwu 30/12	Gao Guanwu	Huang Ziqiang 03/03
Hubei 湖北省	He Peirong	He Peirong	Yang Kuiyi 28/06	Yang Kuiyi	Yang Kuiyi	Ye Peng 3/3
Guangdong 廣東省	Chen Gongbo (Chen Yaozu) Chen Yaozu 08/11	Chen Yaozu	Chen Yaozu	Chen Yaozu	Chen Chunpu 14/04	Chu Minyi 26/04
Huaihai 淮海省					Hao Pengju 15/01	Hao Pengju
Nanjing 南京特別市	Gao Guanwu Cai Pei 20/06	Cai Pei	Zhou Xuechang 02/01	Zhou Xuechang	Zhou Xuechang	Zhou Xuechang
Shanghai 上海特別市	Fu Xiao'an Chen Gongbo 08/11	Chen Gongbo	Chen Gongbo	Chen Gongbo	Zhou Fohai 27/12	Zhou Fohai
Canton 廣州特別市	Peng Dongyuan	Guan Zhongxi 16/01 Zhou Huaren 21/10	Wang Qi 05/06	Zhang Chaokun 18/09	Zhang Chaokun	
Wuhan* 武漢特別市	Zhang Renli	Zhang Renli	Zhang Renli	Shi Xingchuan 29/10	Shi Xingchuan	Shi Xingchuan
Xiamen 廈門特別市				Li Sixian 26/03	Li Sixian	Li Sixian

Source : MZN ; Martin 2001. Abréviations : () = par intérim ; 3/12 = jour et mois de l'entrée en fonction.

Note : Seules les provinces et villes contrôlées par le gouvernement de Nanjing sont mentionnées. Les erreurs de dates de MZN ont été corrigées. Le terme « gouverneur » est utilisé pour toute la période, sans faire la distinction entre présidents des comités de gouvernement provincial (*sheng zhengfu weiyuanhui zhuxi*) avant 1943 et gouverneurs (*shengzhang*) après. * La municipalité spéciale de Wuhan fut rétrogradée au rang de municipalité de Hankou (漢口市) le 5 octobre 1940, puis retrouva son rang en mars 1941, sous le nom de municipalité spéciale de Hankou (漢口特別市), avant de le perdre à nouveau le 19 octobre 1943 (Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, op. cit., p. 433-434).

Annexe 2.7. Bureaux central et locaux du GMD de Wang Jingwei

Nom des principaux bureaux	Date de fondation	Principaux membres fondateurs	Nombre d'adhérents en décembre 1943
Bureau central 中央黨部	30/08/39	Chen Gongbo, Zhou Fohai, Ding Mocun, Wen Zongyao, Mei Siping, Lin Bosheng	2 640
Bureau du Jiangsu 江蘇省黨部	06/09/39	Xi Zewen 奚則文, Mao Ziming 茅子明, Li Zhiyun 李志雲	33 199
Bureau de Shanghai 上海特別市黨部	15/09/39	Cai Hongtian 蔡洪田, Zhang Ying 張瀛	14 198
Bureau du Guangdong 廣東省黨部	16/09/39	Chen Yaozu 陳耀祖, Feng Jie 馮節, Kuang Qidong 鄺啟東, Yang Xichuan 楊昔川	6 228
Bureau du Zhejiang 浙江省黨部	05/10/39	Shen Erqiao 沈爾喬, Wang Minzhong 王敏中, Ding Jimei 丁濟美	c. 5 507
Bureau des marins 海員特別黨部	05/10/39	Li Kaichen 李凱臣, Luo Guanglai 羅廣來, Wu Chuiying 吳垂滢	?
Bureau des cheminots 鐵路特別黨部 (1)	05/10/39	Chen Bohua 陳伯華, Zhang Quanlin 張泉林, Ma Xiaotian 馬嘯天	?
Bureau de Nanjing 南京特別市黨部	30/12/39	Liu Yun 劉雲, Jin Xiongbai 金雄白, Xu Gongmei 徐公美	5 957
Bureau de Hankou 漢口特別市黨部	30/12/39 (3)	Pan Minzao 潘敏藻, Fang Huanru 方煥如, Wang Jinxia 王錦霞	12 772
Bureau de Tianjin 天津特別市黨部	30/12/39	Li Shiyu 李時雨, Fang Qin 房勤, Xu Yangan 徐延幹	2 873
Bureau de Beiping 北平特別市黨部	30/12/39	Li Jingwu 李景武, Li Lingjing 李菱鏡, Gao Chongxin 高崇信	905
Bureau du Hebei 河北省黨部	30/12/39	Han Qingjian 韓清健, Zhao Shuangfeng 趙霜峰, Yang Chengdong 楊成棟	2 760
Bureau de l'Anhui 安徽省黨部	07/06/40	Zhang Gongchen 張拱辰, Tang Shaohou 唐少侯, Lin Yangxi 林仰溪	6 082
Bureau du Jiangxi 江西省黨部 (2)	06/40	Wang Daonan 王道南	?
Comité de l'outre-mer 海外黨務委員會	10/08/40	Chen Chunpu 陳春圃, Chen Jicheng 陳濟成, Zhou Longxiang 周隆庠	?
Bureau du Henan 河南省黨部	avant 05/41	?	6 519
Bureau du Hubei 湖北省黨部	avant 12/43	Xie Bojin 謝伯進, Li Fanchang 李藩昌	5 107
Bureau du Hunan 湖南省黨部	avant 12/43	?	1 159
Bureau du Sichuan 四川省黨部	avant 12/43	?	145
Bureau du Shandong 山東省黨部 (3)	après 1940	?	134
Bureau du Shanxi 山西省黨部 (3)	après 1940	?	1 424
Bureau du Huaihai 淮海省黨部	avril 1944	?	?

Sources : adapté de Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 99 ; complété avec *WZQ*, p. 577-578, 582 ; Cheng Hua 1986 ; Chen Ronghu 2005, p. 195.

Note : (1) Comprend les bureaux spéciaux des lignes de chemin de fer Shanghai-Nanjing et Shanghai-Hangzhou-Ningbo. Horii indique également le Bureau de la ligne Tianjin-Nanjing avec 2 304 adhérents ; (2) le Jiangxi ne fut doté d'un gouvernement provincial qu'en juin 1943 (3) Comité préparatoire (*dangbu choubei weiyuanhui* 黨部籌備委員會) ; (3) Une autre source date la fondation du Bureau provincial du Hubei avant celle du Bureau de Wuhan qui n'aurait eu lieu qu'en 1941 (Cheng Hua 1986, p. 57). Lorsque la date de fondation n'est pas connue, nous indiquons celle de son adoption par le Comité exécutif central. Les effectifs mentionnés sont ceux cités par Horii à partir d'un rapport de l'ambassade du Japon à Nanjing, daté de décembre 1943. En additionnant les chiffres trouvés dans d'autres sources, Horii aboutit à un total approximatif de 129 034 adhérents à cette date.

Annexe 2.8. Curriculum de vingt-sept magistrats de district du Jiangsu (novembre 1941)

District	Nom	Âge	Lieu d'origine	Date de la prise de fonctions	Curriculum vitae sommaire
Danyang 丹陽	Chen Yi 陳義	62	Zhenjiang	01/09/39	Ancien étudiant d'une école normale, conseiller du bureau consultatif du Jiangsu (Qing), secrétaire du bureau des Travaux publics du gouvernement provincial du Jiangsu.
Gaoyou 高郵	Wang Yizhong 王宜仲	55	Gaoyou	13/06/41	Diplômé de l'Académie militaire Jiangwu (Yunnan), officier de police au commissariat de Gaoyou, conseiller au bureau des travaux de la section nord du Grand canal.
Haimen 海門	Yang Tigan 楊體乾	52	Haimen	01/12/40	Diplômé de l'Académie de police de Tokyo, chef de section du bureau de Wuchang de la municipalité spéciale de Wuhan, inspecteur du bureau des Affaires civiles du gouvernement provincial du Jiangsu.
Jiangdu 江都	Pan Hongqi 潘宏器	56	Wuxian	17/05/1940	Diplômé de l'École des sciences juridiques et politiques de Nanjing, inspecteur au bureau des Affaires civiles du gouvernement provincial du Jiangsu.
Jiangpu 江浦	Qian Bowei 錢伯威	39	Wuxi	22/04/41	Diplômé de l'Université Fudan, secrétaire du Yuan législatif, <i>xianzhang</i> de Fuqing (Fuzhou).
Jiangyin 江陰	Xiao Guibao 蕭貴寶	42	Minhou (Fujian)	(remplaçant)	Diplômé de la faculté d'études politiques de l'Université de Hongkong, <i>xianzhang</i> de Pingdu (Shandong), secrétaire et chef de la section des Finances du gouvernement provincial de l'Anhui.
Jinshan 金山	Bi Jingqian 畢靜謙	58	Jinshan	01/09/40	Bachelier (Qing), diplômé de l'Université Fudan, <i>xianzhang</i> de Yangzhong, Lishui et Danyang.
Jintan 金壇	Ma Yintang 馬蔭堂	77	Jintan	05/07/38	Diplômé de l'École militaire du Hubei, chef de la police à Jintan et Wuxi.
Jingjiang 靖江	Xu Yao 徐堃	47	Gaoyou	16/09/41	Diplômé de l'École spéciale des sciences juridiques et politiques du Jiangsu, secrétaire du Comité du Jiangsu-Nord, secrétaire du bureau des Affaires civiles et chef de la 2 ^e section du gouvernement provincial du Jiangsu.
Jurong 句容	Chen Xizhou 陳希周	51	Jurong	17/08/38	Diplômé de l'École normale du Jiangsu-Zhejiang, conseiller et membre du Bureau des finances du gouvernement provincial du Jiangsu (Beiyang).
Kunshan 崑山	Yan Dongyuan 嚴東園	47	Shanghai	01/09/40	Diplômé de la 3 ^e promotion de cavaliers de l'Académie de Baoding, conseiller du gouvernement provincial du Jiangsu.
Lishui 溧水	Xu Yicha 許逸槎	39	Qingpu	13/09/40	Diplômé de l'Université Jiaotong (Shanghai), agent du ministère des Chemins de fer et du ministère de l'Industrie et du commerce.
Liuhe 六合	Nao Kui 饒奎	42	Jingxian (Anhui)	18/07/39	Diplômé de la faculté d'économie de l'Université de la culture (Nanjing), conseiller et chef du bureau de l'Impôt sur les timbres, le tabac et l'alcool du gouvernement provincial du Jiangsu (Beiyang).

Nantong 南通	Xue Yingsheng 薛穎生	67	Nantong	11/11/38	<i>Juren</i> , diplômé de l'École normale de Nantong, directeur des bureaux des Biens publics et des Fonds publics du gouvernement de district de Nantong, <i>xianzhishi</i> de Nantong.
Qingpu 青浦	Yao Mingren 姚明仁	51	Shanghai	01/02/39	Diplômé de l'Université normale de Beijing, <i>xianzhishi</i> de Fushan (Shandong).
Runie 如皋	Feng Shuluan 馮叔鸞	57	Zhuoxian (Hebei)	01/05/41	Diplômé de l'École supérieure du Jiangnan, chef du bureau du Cadastre du ministère de l'Intérieur [voir notre notice, Annexe 3].
Songjiang 松江	Qiu Yunming 裘允明	38	Shanghai	21/11/40	Diplômé de l'Institut public chinois (Shanghai), secrétaire au Bureau du cadastre de la municipalité spéciale de Shanghai, agent du ministère des Affaires sociales, secrétaire en chef du bureau des Affaires civiles du gouvernement provincial du Jiangsu.
Taixian 泰縣	Shen Daoshu 沈道叔	44	Jiaxing (Zhejiang)	28/03/41	Diplômé du Tōa dōbun sho.in (Shanghai), <i>xianzhang</i> de Dongguan (Guangdong), de Xinghua, membre de la commission des affaires intérieure du Comité politique central.
Taixing 泰興	Lu Dingyi 陸定一	46	Taixing	20/08/41	Diplômé de l'Université des sciences juridiques et politiques du Shandong, <i>xianzhang</i> par intérim de Xuyi.
Wujiang 吳江	Zhang Xinchang 張鑫長	36	Wujiang	15/10/40	Docteur en droit de l'Université Indiana (États-Unis), juge au Tribunal de grande instance du Jiangsu.
Wujin 武進	Sun Shichao 孫士超	41	Jiangyin	05/05/40	Diplômé de la faculté d'économie politique de l'Université nationale du Sud-Est (Nanjing), chef du bureau de l'Éducation du district de Dongtai, secrétaire du gouvernement du district de Wujin.
Wuxi 無錫	An Zhaobai 安照白	56	Wuxi	02/09/40	Étudiant au Japon, diplômé d'une école de police, secrétaire du bureau d'inspection administrative du Hubei, chef du bureau de la Police du gouvernement provincial du Jiangsu.
Wuxian 吳縣	Lu Zhushuang 陸壽雙	65	Wuxian	16/05/41	Diplômé de l'hôpital Fuyin de Suzhou, adjoint du bureau des Affaires générales du ministère de Affaires étrangères, chef de la section du protocole, consul à Kōbe, inspecteur en chef du gouvernement provincial du Jiangsu.
Yangzhong 楊中	Gu Xianchi 顧仙癡	41	Yangzhong	21/07/38	Diplômé de l'École normale n°4 du Jiangsu et de l'École professionnelle des agents de police du gouvernement provincial du Jiangsu, directeur de l'école supérieure provinciale de Yangzhong, chef du commissariat de police de Siyang, chef du bureau de prélèvement de la taxe sur l'abattage, chef du comité de gouvernement autonome et <i>xianzhishi</i> de Yangzhong.
Yixing 宜興	Yang Yanbin 楊彥斌	36	Wuxi	28/08/40	Diplômé de la faculté d'études politiques de l'Université Chaoyang (Beijing), secrétaire du bureau des Affaires civiles, conseiller du Comité de police et inspecteur du bureau des Affaires intérieures du gouvernement provincial du Jiangsu.
Yizheng 儀徵	Ge Ziyang 葛子英	58	Yizheng	01/01/39	Diplômé de la formation accélérée de l'Académie militaire du Jiangbei, <i>xianzhishi</i> de Guanxian (Shandong), Qiuxian (Hebei) et de Qingcheng (Shanxi).
Zhenjiang 鎮江	Guo Zhicheng 郭志誠	53	Boxian (Anhui)	01/08/38	Diplômé de l'École des sciences juridiques et politiques de Beijing, chef du bureau de Beijing du gouvernement provincial du Hunan (Beiyang).

Source : adapté de Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, op. cit., p. 177-179.

Note : Les lignes grisées correspondent aux magistrats de district nommés sous le Gouvernement provisoire (1938-40). Lorsque le lieu d'origine ou le poste occupé est dans le Jiangsu, la province n'est pas indiquée. Pour distinguer les postes de magistrat de district sous le gouvernement Beiyang (1913-28) et sous le Gouvernement nationaliste (1928-37), nous indiquons *xianzhishi* 縣知事 dans le premier cas et *xianzhang* 縣長 dans le second (en gras). Lorsque d'autres indices permettent de faire cette distinction, nous ajoutons (Beiyang) dans le premier cas, rien dans le second. Lorsque le poste est occupé avant la Révolution de 1911, nous indiquons (Qing).

Annexe 2.9. Curriculum de trente-deux magistrats de district du Jiangsu (1942-1945)

District	Nom	Âge	Lieu d'origine	Date de nomination	Curriculum vitae sommaire
Changshu 常熟	Wang Kunshan 王昆山	53	Wuqiao (Hebei)	février 1942	Diplômé du Centre d'instruction des policiers du Jiangsu, chef du bureau de la Police de Changshu, chef de l'arrondissement spécial de Changshu.
Danyang 丹陽	Yang Cheng 楊誠	31	Jiangsu	février 1943	Diplômé de l'Université Daxia (Shanghai), directeur d'une école à Wuxian, chef du 3 ^e arrondissement de Wuxian, chef du bureau de la Police, inspecteur du bureau de Contrôle de l'impôt de la zone de pacification rurale, membre du comité de formation du bureau du GMD de la zone de pacification rurale du gouvernement provincial du Jiangsu.
Gaoyou 高郵	Wang Yizhong				voir tableau précédent
	Zhang Sukang 張素康	35	Hangzhou (Zhejiang)	août 1943	Diplômé en économie de l'Université impériale de Kyōto, chef de section, secrétaire général de l'Université nationale de Shanghai et secrétaire du bureau des Travaux publics du ministère de l'Éducation.
	Shen Wuben 沈務本	38	Donghai	février 1944	Diplômé de la 1 ^{ère} promotion de l'École militaire de Luoyang, commandant de la suppression des bandits à Liyang, <i>xianzhang</i> de Jurong et Zhenjiang, vice-président du Comité de gouvernement autonome de Liyang, conseiller dans le gouvernement provincial du Jiangsu.
Jiangning 江寧	Liu Zhi 劉植	32	Baoding (Hebei)	août 1944	Diplômé de l'Université Chaoyang (Beijing), <i>xianzhang</i> de Pinghe et Yunxiao dans le Fujian.
Jiangpu 江浦	Qiu Songfu 邱崧甫	45	Jiangyin	juin 1943	Diplômé de l'Université Dongwu, <i>xianzhang</i> dans le Yunnan.
	Li Zifeng 李子峰	53	Beijing	déc. 1943	Diplômé de l'Académie militaire de Baoding, agent du Bureau de la police de Wuhu, diplômé de l'École des sciences juridiques et politiques, membre de la commission des affaires intérieures du Comité politique central, chef de section du Bureau de direction des corps de jeunesse, conseiller du gouvernement provincial du Jiangsu.
Jiangyin 江陰	Wu Tingyan 吳廷讞	36	Hangxian (Zhejiang)	nov. 1943	Diplômé de l'École supérieure de police du ministère de l'Intérieur, chef du bureau de la Police provinciale dans le Zhejiang et le Jiangsu.
	Wei Zhengshen 韋長慎	50	Zhenjiang	mai 1944	Diplômé d'une école professionnelle de droit, chef du bureau de Police de la douane du port de Nanjing, agent du ministère de la Pacification et du ministère de la Police du Gouvernement réformé, chef de la 3 ^e brigade de police du Comité de pacification rurale.
	Chen Yijiong 陳伊炯	54	Jiangyin	nov. 1944	Étudiant au Japon à la fin des Qing, juge au tribunal local de Wujin, juge du tribunal de grande instance sous le gouvernement de Wang Jingwei.
Jinshan 金山	Cao Shenxiu 曹慎修	42	Hunan	février 1943	Diplômé de l'Université des sciences juridiques et politiques de Shanghai, conseiller du Comité de pacification rurale.

Jintan 金壇	Wu Qiao 吳翹	42	Yixing	avril 1943	Diplômé de la faculté de droit de l'Université Shenzhou (Shanghai), secrétaire dans les gouvernements de district de Wujin, Huai'an et Yixing, <i>xianzhang</i> de Jinshan et de Haimen.
Jurong 句容	Wang Jie 王杰	49	Hefei (Anhui)	avril 1943	Diplômé de l'École des sciences juridiques et politiques de l'Anhui et de la formation accélérée de l'Académie militaire de l'Anhui, capitaine d'état-major du gouverneur militaire du Hunan, chef de la 3 ^e section du gouvernement provincial de l'Anhui sous le Gouvernement réformé.
	Tian Yuan 田瑗	37	Beijing	mai 1944	Diplômé en droit de l'Université Meiji (Tokyo) et de l'École d'infanterie de Chiba, secrétaire de l'attaché militaire au Japon, chef de section du bureau de formation militaire de Nanjing.
Kunshan 崑山	Yang Yuqing 楊玉清	39	Jiangsu	mars 1943	Diplômé de l'Institut public chinois, de l'Académie de police du Jiangsu, chef de section de l'état-major du gouvernement provincial du Jiangsu (GN), contrôleur en chef du gouvernement de district de Liyang, représentant à Kunshan du Bureau de contrôle des impôts de la zone de pacification rurale.
Liyang 溧陽	Zhang Zhigang 張志剛	59	Dongming (Hebei)	mars 1944	Diplômé de l'Académie militaire de Baoding, chef de la police de Liyang, vice-chef de la milice d'autodéfense de Liuhe.
Liuhe 六合	Cao Shaoji 曹少稷	31	Jiangning	juillet 1942	Diplômé de l'Université nationale centrale (Nanjing) et du stage de formation des <i>xianzhang</i> de l'École de formation des fonctionnaires de district du ministère de l'Intérieur, agent du ministère des Comptes, chef de section du gouvernement de district de Shucheng (Anhui), commissaire du district expérimental de gouvernement autonome de Jiangning.
Qingpu 青浦	Ji Qingren 季慶仁	38	Nanhui	juin 1942	Diplômé de l'Université des sciences juridiques et politiques de Shanghai, secrétaire du bureau général des services spéciaux, chef de l'arrondissement de Hangzhou, secrétaire du gouvernement provincial du Jiangsu.
	Yang Shouzhang 楊壽章	31	Wujin	juin 1943	Diplômé en français de l'Université impériale du Nord-Est (Japon), agent de section et secrétaire du Comité de pacification rurale dans le gouvernement provincial du Guangdong.
	Shi Xunqian 史訓遷	36	Wanping (Hebei)	nov. 1943	Diplômé du département d'agronomie de l'Université impériale de Tokyo, chef du bureau de direction des affaires du Parti dans la zone de pacification rurale du Bureau du GMD du Jiangsu.
Songjiang 松江	Gu Senqian 顧森千	36	Wuxi	déc. 1943	Diplômé en droit de l'Université Waseda (Tokyo), chef du bureau central de formation de la Police fiscale, secrétaire en chef du Conseil suprême de défense nationale.
	Yang Shijie 楊士杰	48	Songjiang	mars 1945	Diplômé de la formation accélérée de la police du Jiangsu, chef de la brigade de police de Songjiang.
Taicang 太倉	Shen Jinghua 沈靖華	47	Huaining (Anhui)	février 1942	Diplômé de l'Académie de la police militaire, inspecteur de police au bureau des Affaires civiles du gouvernement provincial du Jiangsu, chef du bureau de Sûreté publique de Runie, conseiller supérieur du Comité de pacification rurale, chef du bureau spécial du 1 ^{er} arr. de Taicang.
	Tang Jianxun 唐劍熏	41	Huaiyin	avril 1943	Diplômé de l'Académie de police du Jiangsu, chef du bureau de la Police du gouvernement provincial du Jiangsu, vice-chef du Bureau général de blocus du Comité de pacification rurale.
Taixian 泰縣	Zhu Han 朱漢	35	Xinghua	juillet 1943	Diplômé de l'École normale n°4 du Jiangsu, chef de section du bureau des Affaires civiles de Xinghua, secrétaire et chef de la 1 ^{ère} et 3 ^e sections du gouvernement de district de Taixian.
Wujiang 吳江	Feng Yixian 馮一先	45	Wujiang	juin 1944	Diplômé de l'École de droit de Shanghai, membre du bureau de la chambre de commerce centrale, agent du bureau des Biens ennemis du ministère des Finances.

Xinghua 興化	Li Gongjian 李恭簡	55	Xinghua	janvier 1944	Diplômé de l'École professionnelle des sciences juridiques et politiques du Huainan, président de la chambre de commerce de Xinghua, président du Comité de gouvernement autonome de Xinghua.
Yangzhong 楊中	Ding Yulin 丁雨林	38	Shanghai	février 1943	Diplômé d'une université privée, agent du ministère des Affaires sociales (GN), secrétaire en chef du bureau de l'Éducation, membre du Comité de contrôle des journalistes de Shanghai et administrateur des journalistes de la capitale du gouvernement provincial du Jiangsu.
	Zhang Mou 張謀	40	Jiangyin	déc. 1943	Diplômé de l'Université nationale de technologie de Beijing, éditeur dans la presse de Shanghai, enseignant à l'Université Fudan, secrétaire dans les gouvernements de district de Jiangpu, Runie, Fengxian, chef de section dans le Bureau de supervision de la 2 ^e zone de pacification rurale du Jiangsu.
Yixing 宜興	Liu Jingqing 劉靖清	36	Guangde (Anhui)	juin 1943	Diplômé de l'Université nationale de Shanghai, chef du bureau politique du 4 ^e bataillon de l'Armée nationale révolutionnaire dans le Nord, <i>xianzhang</i> de Jingxian (Anhui) et de Nanting (Anhui).
Zhenjiang 鎮江	Zhang Xiuming 張修明	39	Chuansha	février 1943	Diplômé de l'Université Qunzhi, rédacteur en chef du <i>Xin Zhongguobao</i> et du <i>Zhengzhi yuekan</i> , chef du bureau du GMD dans la zone de pacification rurale, chef de l'équipe de travail politique de la zone de pacification rurale du GMD.

Source : adapté de Pan Min, *Jiangsu Riwei...*, *op. cit.*, p. 180-182.

Note : L'âge est donné pour l'année de nomination. Lorsque le lieu d'origine (sauf si le district est inconnu) ou le poste occupé est dans le Jiangsu, la province n'est pas indiquée. Afin de distinguer les postes occupés durant la « décennie de Nankin » de ceux du gouvernement de Wang Jingwei, nous ajoutons (GN) à la suite des premiers, rien pour les seconds.

Annexe 2.10. Curriculum de trente-deux des premiers magistrats de district du Hubei

District	Nom	Curriculum vitae sommaire
Anlu 安陸	Wang Shunqing 王舜卿	Notable local au chômage, diplômé d'une académie militaire (Qing), ancien officier de l'armée.
Chongyang 崇陽	Hu Delong 胡德龍	Diplômé de l'École spéciale de commerce de Shanghai, marchand de thé, directeur du comité de maintien de l'ordre.
Daye 大冶	Zhang Yichen 張宜臣	Fonctionnaire du gouvernement nationaliste, gardien de prison dans le district de Qianjiang, directeur du comité de maintien de l'ordre.
Echeng 鄂城	Meng Danxi 孟丹溪	Originaire d'Echeng, envoyé par Zhang Zhidong étudier à l'Université Nihon (Tokyo), <i>xianzhishi</i> de Suning (Zhili) en 1926, président du tribunal de Yishui (Shandong) en 1928, <i>xianzhang</i> de Yishui (1931).
Guangji 廣濟	Liu Zhongxiu 劉仲修	Aîné de la Société pour la Restauration des Han (<i>liuhanhui</i>), chef local de la Bande rouge.
Hanchuan 漢川	Yan Henfu 晏衡夫	Diplômé de l'Université de la culture (Nanjing), ancien président d'une chambre de commerce.
Hanyang 漢陽	Chen Qiushi 陳秋實	Ancien étudiant au Japon, nommé <i>xianzhang</i> [sic] après avoir été reçu à l'examen au début de la République, agent de l'administration avant-guerre.
Huanggang 黃岡	Luo Ronggun 羅榮袞	Bachelier ayant acheté le droit de se représenter à l'examen provincial (Qing), formé dans une école militaire, ancien bureaucrate du GMD, <i>xianzhang</i> d'un autre district.
Huangpi 黃陂	Wu Zhenhan 吳振漢	Diplômé de l'École d'officiers de Tokyo.
Jiayu 嘉魚	Tu Tushan 涂塗山	Secrétaire et chef de la 3 ^e section du gouvernement de district sous le gouvernement nationaliste.
Jianli 監利	Peng Zhaoqi 彭兆麒	Ancien étudiant au Japon, septuagénaire.
Jingmen 荊門	Yu Zhiqin 喻執欽	Diplômé en économie de Beida, chef de la section des Finances et de l'Éducation du gouvernement de district de Jingmen.
Jingshan 京山	Yuan Zihe 袁子和	Diplômé de l'École normale de Zhijun,
Lishan 禮山	Han Zizhao 韓子釗	Ancien fonctionnaire du gouvernement de district.
Macheng 麻城	Wan Peng 萬鵬	Diplômé de l'Université Hōsei (Tokyo), fonctionnaire sous le gouvernement nationaliste.
Mianyang 沔陽	Lei Xiaofu 雷筱甫	Bachelier (Qing), maître de chicane, septuagénaire.

Qichun 蕪春	Huang Chunan 黃楚楠	Originaire de Huanggang, ancien militaire, nommé par le gouvernement provincial du Hubei.
Qianjiang 潛江	Zhang Shaobai 張少伯	Conseiller dans le gouvernement provincial du Hubei sous le gouvernement nationaliste.
Suixian 隨縣	Zou Jihou 鄒季厚	Ancien étudiant au Japon, président du comité de maintien de l'ordre.
Tianmen 天門	Hu Yaqiao 胡雁橋	Diplômé de l'école de Wuchang, policier, président de la chambre de commerce de Tianmen et du comité de maintien de l'ordre.
Tongcheng 通城	Wu Zhulin 吳竹林	Originaire de Tongcheng, tailleur, ancien soldat devenu un bandit local, ancien président du Comité de maintien de l'ordre et du siège provisoire de l'administration de district de Tongcheng.
Tongshan 通山	Xia Zhiri 夏之日	Bandit local, nommé magistrat de district grâce à sa proximité avec le gouverneur du Hubei, *He Peirong.
Wuchang 無常	Wang Shen 汪燦	Originaire de Huanggang, <i>xianzhishi</i> du district de Tongcheng (1913-14).
Xianning 咸寧	Xu Daqing 徐達卿	Diplômé de l'École normale du Hubei-Hunan, président de chambre de commerce, président du comité de maintien de l'ordre et du siège provisoire de l'administration de district.
Xishui 浠水	Zhang Zixin 張自新	Fonctionnaire au chômage, membre de l'élite locale.
Yangxin 陽新	Shi Xianxu 石先緒	Neveu de *Shi Xingchuan, diplômé de l'École de gendarmerie de Beijing, ancien policier.
Yicheng 宜城	Zeng Xiangyun 曾祥雲	Agent de section dans le gouvernement de district sous le gouvernement nationaliste, boiteux et sourd.
Yingcheng 應城	Zhou Mingqin 周明欽	Agent du bureau des Travaux publics du gouvernement provincial du Hubei sous le gouvernement nationaliste, directeur d'un comité de maintien de l'ordre (voir 5.2.3.3).
Yingshan 英山	Han Shangde 韓尚德	Diplômé de l'Université Waseda (Tokyo), <i>xianzhishi</i> , instructeur à l'École militaire centrale de Wuhan sous le gouvernement nationaliste, retiré à Yingshan au début de la guerre
Yunmeng 雲夢	Wu Xiqing 吳錫卿	Diplômé de l'École d'officiers de Tokyo, commandant des fortifications de Jiangyin (Jiangsu) au début de la période républicaine, promu général de division sous le gouvernement Beiyang, retiré à Yunmeng au début de la guerre.
Zhongxiang 鐘祥	Luo Runfu 羅潤甫	Diplômé du Zhengzhi falü guan (Qing), magistrat de district (<i>zhixian</i> , Qing), notable local au chômage

Source : adapté de Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, *op. cit.*, p. 361-362 et complété avec : *Minguo shiqi Tongcheng xian zhishi xianzhang zhi*, p. 6, 188 ; *Hubei shengzhi renwu zhigao*, p. 1673 ; <<http://baike.baidu.com/item/孟丹溪>> (4/11/16).

Note : Les lignes grisées correspondent aux magistrats de district ayant dirigé un comité local de maintien de l'ordre au début de l'occupation.

Annexe 2.11. Curriculum des agents du Siège de l'administration provisoire du district de Tianmen (Hubei) en 1940.

Poste	Nom	Âge	Lieu d'origine	Curriculum vitae sommaire
Président 處長	Hu Yaqiao 胡雁橋	61	Tianmen	Diplômé de l'école de Wuchang, policier, président de la chambre de commerce de Tianmen et du comité de maintien de l'ordre.
Conseiller 參議	Hu Xuanqing 胡選青	61	Tianmen	Étudiant non diplômé de l'école ordinaire de Wuchang, diplômé d'une école militaire japonaise, fonctionnaire du gouvernement Beiyang.
Conseiller et inspecteur 顧問兼監督	Li Shuquan 李漱泉	77	Tianmen	Membre de la chambre de commerce du district.
Secrétaire 秘書	Jin Renming 金人銘	61	Tianmen	Diplômé de l'école du Hunan-Hubei, professeur d'université, rédacteur en chef, enseignant dans une école primaire.
Vice-secrétaire 福秘書	Zhou Xianting 周獻廷	38	Tianmen	Diplômé de l'École secondaire n°2 de Wuchang, fonctionnaire, chef de protocole dans le comité de maintien de l'ordre.
Chef des Aff. générales 總務科長	Zhong Wenqing 鍾文卿	65	Tianmen	Candidat au poste de magistrat de district (Qing), fonctionnaire.
Chef des Aff. intérieures 內政科長	Yan Tianchi 鄢天池	63	Tianmen	Diplômé de la faculté de police de l'Université Meiji (Tokyo), chef de la police, membre du comité de pacification rurale (avant-guerre).
Chef des Finances 財政科長	Hu Jiaju 胡家駒	44	Anhui	Diplômé de l'Académie de l'éclat des lettres de Wuchang, chef comptable dans une entreprise puis dans un gouvernement de district, chef de la section des Finances du comité de maintien de l'ordre.
Chef de la Police 警察局長	Hu Yunsheng 胡韻聲	47	Tianmen	Diplômé de l'École des sciences juridiques et politiques de l'Anhui, fonctionnaire, chef de section dans les gouvernements de district de Tongshan et Echeng.
Section des affaires générales 總務科				
Chef du bureau de liaison 聯絡股長	Zhou Xianting	idem		
Agent de section 右科員	Lu Guanghan 盧光漢	31	Tianmen	Inconnu
Chef de bureau 總務股長	Yu Dingqing 余鼎卿	47	Tianmen	Diplômé d'une école privée de sciences juridiques et politiques, chef de section dans un gouvernement de district.
Agent de section 右科員	Zhou Songlin 周松林	59	Tianmen	Employé de bureau (<i>shuji</i>) dans un gouvernement de district.

Agent de section 右科員	Zhong Pingshan 鍾屏山	39	Tianmen	Diplômé d'une école secondaire, employé de bureau pendant de longues années au Tribunal de grande instance du Hubei.
Agent de section 右科員	Wen Bin 文斌	46	Tianmen	Diplômé d'une école modèle supérieure, employé de bureau dans un district, agent de la section générale dans le comité de maintien de l'ordre.
Secrétaire et correcteur 右書記長兼校對	Zhu Meiyan 朱梅奄	65	Tianmen	Diplômé de la formation accélérée de l'école normale de Tianmen.
Inspecteur 調查員	Xu Changyuan 徐昌源	66	Tianmen	Membre de la chambre de commerce.
Section des affaires intérieures 內政科				
Chef de bureau 右股長	Hu Yuji 胡禹丞	46	Tianmen	Diplômé en droit de l'Université chinoise (<i>Zhonghua daxue</i>), juge
Chef du bureau de l'Éducation 右教育股長	Huang Yujiu 黃禹九	60	Anhui	Diplômé de la faculté de médecine de l'Université Jinling (Nanjing), fonctionnaire.
Chef du bureau de Pacification 右宣撫股長	Tao Yun 陶雲	36	Tianmen	Diplômé de l'école primaire, fonctionnaire.
Chef du bureau des Travaux 右土木股長	Li Yanchen 李彥臣	46	Tianmen	Policier.
Agent de la section des Aff. int. 內政科員	Chen Chunfang 陳春舫	45	Tianmen	Diplômé de l'école secondaire, employé de bureau au tribunal, comptable à la chambre de commerce.
Agent de la section de l'Édu. 教育科員	Li Lüting 李履亭	38	Tianmen	Diplômé de l'École spéciale des sciences juridiques et politiques du Hubei, éducateur.
Agent des Travaux publics 土木事務員	Wan Haiqing 萬海卿	40	Tianmen	Employé du bureau local d'arpentage.
Chef du bureau des Finances 財政股長	Dong Futang 董福堂	33	Tianmen	Diplômé de l'école primaire, comptable de la chambre de commerce, copiste à la section des finances du comité de maintien de l'ordre.
Chef du bureau des Comptes 會計	Wang Zemin 王澤民	39	Tianmen	Diplômé d'une formation accélérée de policier, fonctionnaire.
Agent de la section des aff. pol. 參政科員	Zhang Susong 張素崧	39	Tianmen	Diplômé de l'école primaire, comptable pour une entreprise de textile, agent de la section des Finances du comité de maintien de l'ordre.
Agent 右事務員	Zheng Huiqing 鄭惠清	21	Tianmen	Diplômé de l'école primaire, agent du comité de maintien de l'ordre.
Agent 右事務員	Xie Chuxiang 謝楚湘	39	Tianmen	Employé de bureau dans le gouvernement de district sous le GMD.

Préposé aux sceaux 監印員	Hu Li'an 胡歷安	49	Anhui	Inconnu
Agent de la section spéciale 特別科員	Zhu Chongtie 朱崇鐵	21	Tianmen	Diplômé de l'École secondaire supérieure de Qingdao et de l'École Seijō (Tokyo)

Source : adapté de Xu Xuyang, *Hubei guotongqu...*, *op. cit.*, p. 363-365.

Annexe 2.12. Évolution du salaire fixe mensuel des fonctionnaires du gouvernement de Wang Jingwei (mars 1940-décembre 1943)

Rang	Grade	Salaire d'origine	Augmentations en %			Augmentations en yuans			Bonus en yuans			Total
			déc. 1941	nov. 1942	juill. 1943	déc. 1941	nov. 1942	juill. 1943	déc. 1941	nov. 1942	juill. 1943	
<i>teren</i> 特任		800	+20%	+20%	+70%	160	160	560		200		1880
<i>jianren</i> 簡任	1	680	+40%	+40%	+80%	272	272	544				1768
	2	640				256	256	512				1664
	3	600				240	240	480				1560
	4	560				224	224	448				1456
	5	520				208	208	416				1352
	6	490				196	196	392		10		1284
	7	460				184	184	368		60		1256
	8	430				172	172	344	40	70	20	1248
<i>jianren</i> 薦任	1	400	+60%	+60%	+90%	240	240	360				1240
	2	380				228	228	342				1178
	3	360				216	216	320				1116
	4	340				204	204	306				1054
	5	320				192	192	288				992
	6	300				180	180	270				930
	7	280				168	168	252				868
	8	260				156	156	234				806
	9	240				144	144	216				744
	10	220				132	132	198	10	30		722
	11	200	+80%	+80%	+100%	160	160	200				720
	12	180				144	144	180				648
<i>weiren</i> 委任	1	200				160	160	200				720
	2	180				144	144	180				648
	3	160				128	128	160				576
	4	140				112	112	140				504
	5	130				104	104	130				468
	6	120				96	96	120				432
	7	110				88	88	110				396
	8	100				80	80	100				360
	9	90				72	72	90				324
	10	85				68	68	85				306
	11	80				64	64	80				288

	12	75				60	60	75				270
	13	70				56	56	70				252
	14	65				52	52	65				234
	15	60				48	48	60				216
	16	55				44	44	55				198

Source : adapté de ZG, n°396, p. 115-117 ; ZZW, vol. 17, p. 18-19.

Note : La grille de salaire avant augmentation qui fut appliquée entre mars 1940 et décembre 1941 est celle définie par le « Tableau provisoire des salaires et rangs des fonctionnaires civils » (*zanxing wenguan guandeng guanfeng biao* 暫行文官官等官俸表) adopté le 23 septembre 1933 et rétabli par le gouvernement de Wang Jingwei. Les sources ne précisent pas quelle monnaie est utilisée mais il s'agit sans doute du *fabi* pour le salaire d'origine puis du dollar CBR à partir de 1941. Les dates indiquées correspondent à la mise en application des décrets d'augmentation. Chaque augmentation est calculée à partir du salaire d'origine et non pas à partir du salaire modifié par la précédente augmentation. La colonne « Total » indique le salaire fixe mensuel à l'issue de la troisième augmentation. Les bonus servent à éviter que le salaire augmenté d'un agent soit inférieur à celui d'un rang subalterne. Dans le cas des *jianren* de grade 12, cependant, le salaire augmenté n'est pas corrigé à la hausse et se trouve donc inférieur à celui des *weiren* de grade 1.

Annexe 2.13. Augmentation du salaire fixe mensuel des fonctionnaires du gouvernement de Wang Jingwei en janvier 1944

Rang	Grade	Salaire d'origine	Augmentation en %	Augmentation en yuans	Bonus en yuans	Total
<i>teren</i> 特任		800	+200%	2400		3200
<i>jianren</i> 簡任	1	680		2040		2720
	2	640		1920		2560
	3	600		1800	60	2460
	4	560		1680	120	2360
	5	520		1560	200	2280
	6	490		1470	250	2210
	7	460		1380	300	2140
	8	430	1290	350	2070	
<i>jianren</i> 薦任	1	400	+300%	1600		2000
	2	380		1520		1900
	3	360		1440		1800
	4	340		1360		1700
	5	320		1280		1600
	6	300		1200		1500
	7	280		1120		1400
	8	260		1040	50	1350
	9	240		960	100	1300
	10	220		880	150	1250
		11		200	1000	
		12	180	900		1080
<i>weiren</i> 委任	1	200	+400%	1000		1200
	2	180		900		1080
	3	160		800		960
	4	140		700		840
	5	130		650		780
	6	120		600		720
	7	110		550		660
	8	100		500		600
	9	90		450		540
	10	85		425		510
	11	80		400		480
	12	75		375		450
	13	70		350		420
	14	65		325		390
15	60	300		360		
	16	55	275		330	

Source : adapté de ZZW, vol. 22, p. 309-311.

Note : Le salaire d'origine n'est pas le salaire à la veille de l'augmentation mais celui à partir duquel est calculé l'augmentation (voir la note de l'Annexe 2.10).

Annexe 2.14. Verdicts rendus par le Comité disciplinaire central des fonctionnaires (1941-1945)

N°ZG et date	Nom de l'accusé	Poste occupé au moment des faits	Faits	Sanction
254, 17/11/41	Dong Lianfeng 董蓮芳	Procureur au Tribunal de Shanghai	Infraction à la procédure d'instruction	Dégradé de deux niveaux
259, 28/11/41	Guo Zhen 郭震	Juge adjoint au Tribunal de Jiangdu (Jiangsu)	Infraction dans la vente aux enchères de dettes	Deux blâmes
356, 17/07/42	Li Huanbo 李歡伯 Zhou Fengyi 周鳳彝	Secrétaire au ministère des Finances Juge au Tribunal de Nanjing	S'est fait passer pour un parent lors d'un procès N'a pas appliqué le règlement lors dudit procès	Relaxé Écrire une confession
Idem	Huang Yan 黃炎 Cao Yaoting 曹耀亭	Procureurs au Tribunal de la 2 ^e zone de Shanghai	Fabrication de faux documents et détournement d'argent public	Révoqués et interdits de charge publique pendant un an
357, 20/07/42	Dong Enpu 董恩普	Gardien de prison au tribunal de Zhongshan (Guangdong)	Évasion de deux prisonniers	Révoqué et interdit de charge publique pendant un an
374, 28/08/42	Mao Fengwu 毛鳳五	Président du Tribunal de Songjiang (Jiangsu)	Addiction [à l'opium]	Affaire classée car l'accusé est mort entretemps
394, 14/10/42	Lu Chao 陸超	Magistrat du district de Wuxing (Zhejiang)	Spéculation sur le grain et détournement de l'impôt provincial	Révoqué et interdit de charge publique pendant trois ans
406, 11/11/42	Zhu Xiufeng 朱繡封	Magistrat du district (<i>zhishi</i>) de Wuhu (Anhui)	Mise en place d'un impôt illégal	Écrire une confession
608, 01/03/44	Kong Jianfei 孔健飛	Agent du service des forêts du bureau des Travaux publics du Guangdong	Infraction au règlement	Relaxé
626, 12/04/44	Peng Shi 彭時 Wang Hao 王鎬	Procureur général au parquet de Wuxian Procureur du même parquet	Infraction à la procédure d'instruction	Dégradé d'un niveau Dégradé de deux niveaux
628, 17/04/44	Huang Enli 黃恩澧	Magistrat du district de Dongguan (Guangdong)	Prévarication diverses	Révoqué et interdit de charge publique pendant deux ans
651, 09/06/44	Zhou Yuhan 周裕涵	Gardien de prison au Tribunal de Chongming (Jiangsu)	Évasion de six prisonniers	Retenue de 10% sur le salaire pendant dix mois
652, 12/06/44	Feng Chunjian ?	Gardien de prison au Tribunal de Zhenjiang (Jiangsu)	?	Retenue de 10% sur le salaire pendant dix mois
664, 09/07/44	Li Peiqin 李佩琴	Gardien de prison au Tribunal de Gaoyou (Jiangsu)	Évasion de quatorze prisonniers	Deux blâmes
666, 14/07/44	Zhu Minzhi 朱敏之 Hao Zhaobao 郝昭寶	Juge adjoint au Tribunal de Wuxi (Jiangsu) Greffier dans le même tribunal	A reçu des pots-de-vin A organisé les transactions	Écrire une confession Écrire une confession
Idem	Ren Qian 任謙	Gardien de prison au parquet de Huaining (Anhui)	Évasion de seize prisonniers	Dégradé d'un niveau
Idem	Liu Aicang 劉靄蒼 Tang Yaozu 唐耀祖	Gardiens de prison au parquet suprême du Jiangsu	Évasion de neuf prisonniers	Dégradé de deux niveaux Relaxé

694, 18/09/44	Fang Yisun 方宜孫 Lin Rucan 林汝燦	Président du Tribunal de Wujin (Jiangsu) Président suppléant du même tribunal	Démissions irrégulières	Relaxé Un blâme
Idem	Liu Zhaofu 劉肇福	Procureur à la Haute Cour du Jiangsu	A reçu des pots-de-vin et rejeté un appel	Un blâme
726, 06/12/44	Wang Bingquan 王秉銓	Gardien de prison à Jingjiang (Jiangsu)	Évasion de onze prisonniers	Révoqué et interdit de charge publique pendant un an
760, 21/02/45	Chen Gongyi 陳公義	Procureur général au parquet de Yinxian (Zhejiang)	Prévarication diverses	Dégradé d'un niveau

Source : ZG (numéros et dates indiqués dans la première colonne)

Annexe 2.15. Factions au sein du gouvernement de Wang Jingwei (30 mars 1944)

1. GMD (*guomindang* 國民黨)

1.1. Factions de Wang Jingwei (*Wang Zhaoming pai* 汪兆銘派)

1.1.1. Clique du Palais (*gongguanpai* 公館派)

Chen Bijun 陳璧君 ; Chen Chunpu 陳春圃 ; Chen Junhui 陳君慧 ; Lin Bosheng 林柏生 ; Chen Yaozu 陳耀祖 ; Chen Changzu 陳昌祖 ; Chen Guofeng 陳國豐 ; Chen Guoqi 陳國琦 ; Hao Pengju 郝鵬舉 ; Tang Liangli 湯良禮 ; Xiang Zhizhuang 項致莊 ; Chen Yunwen 陳允文 ; Zhao Guizhang 招桂章 ; Wang Qi 汪杞 ; Jiang Zuoxuan 姜佐宣 ; Wang Jiajun 王家俊 ; Zhou Naiwen 周乃文 ; Chen Gao 陳皋 ; Guo Xiufeng 郭秀峰 ; Zhao Muru 趙慕儒 ; Feng Jie 馮節 ; Lin Ruheng 林汝珩 ; Zhou Huaren 周化人 ; Lu Runzhi 陸潤之 ; Li Fang 李芳 ; Zhong Renshou 鐘仁壽 ; Huang Pusheng 黃菩生 ; Xu Xiqing 許錫慶 ; Xu Tisheng 許惕生 ; Shen Liusheng 沈留聲 ; Cheng Zhongkuang 程中匡 ; Gao Han 高漢 ; Zhang Bingquan 張秉權 ; Chen Youfan 陳尤凡.

1.1.2. Nouvelle clique du Palais (*xin gongguanpai* 新公館派)

Su Chengde 蘇成德 ; Gu Baoheng 顧寶衡 ; Huang Ziqiang 黃自強 ; Yang Zhen 楊振 ; Gu Jiwu 顧繼武 ; Ma Xiaotian 馬嘯天 ; Tang Huimin 唐惠民 ; Yuan Shu 袁殊 ; Ming Gan 明淦 ; Shen Tong 沈同 ; Wang Manyun 汪曼雲 ; Yang Jie 楊傑 ; Hu Zhining 胡志寧 ; Xia Zhongming 夏仲明 ; Huang Jingqi 黃敬齊 ; Zhang Beisheng 張北生 ; Chen Xizhuo 陳錫祚 ; Li Gengsheng 李更生 ; Wan Lilang 萬里浪 ; Jiang Xianqi 蔣先啟 ; Jin Hui 晉輝 ; Fu Shenglan 傅勝藍 ; Li Guohua 李國華.

1.1.3. Faction personnelle de Wang Jingwei (*Wang xi* 汪系)

Chu Minyi 褚民誼 ; Ye Peng 葉蓬 ; Yang Kuiyi 楊揆一 ; Zou Jingfang 鄒敬芳 ; Li Shengwu 李聖五 ; Zhou Longxiang 周隆庠 ; Wu Kaisheng 吳凱聲 ; Dai Ce 戴策 ; Tang Mang 唐蟒 ; Xue Fengyuan 薛逢元 ; Long Muxun 龍沐勳 ; Ma Dianru 馬典如 ; Fan E 范鏗 ; Yang Honglie 楊鴻烈 ; Liang Xiuyu 梁秀予 ; Hua Junchao 華僑超 ; Gao Tianqi 高天棲 ; Qian Xiangsun 錢翔孫 ; Zuo Ruliang 左汝良 ; Peng Shengtian 彭勝天 ; Cui Yaozu 崔耀祖 ; Wei Nailun 韋乃綸 ; Liu Shike 劉石克 ; Zhao Runfeng 趙潤豐 ;

1.1.4. Clique réorganisationniste (*gaizupai* 改組派)

Chen Gongbo 陳公博 ; Li Ou'yi 李謳一 ; He Bingxian 何炳賢 ; Zhou Zhengji 周正己 ; Liu Yangshan 劉仰山 ; Wu Lanxi 巫蘭溪 ; Mo Guokang 莫國康 ; Li Shiyu 李時雨 ; He Tiejian 賀鐵肩 ; Lü Qi 呂琪 ; He Zhicai 賀之才 ; Xu Suzhong 徐蘇中 ; Yang Shengxun 楊昇勳 ; Tang Dengshen 湯澄沈 ; Xu Jinyuan 許金源 ; Mei Zhezhi 梅哲之 ; Zhou Kuang 周匡.

1.2. Factions de Zhou Fohai (*Zhou Fohai pai* 周佛海派)

1.2.1. Clique CC (*CC pai* CC派)

Zhou Fohai 周佛海 ; Chen Zhishuo 陳之碩 ; Luo Junqiang 羅君強 ; Zhou Xuechang 周學昌 ; Qian Dakui 錢大櫬 ; Miao Bin 繆斌 ; Hu Zewu 胡澤吾 ; Shen Erqiao 沈爾喬 ; Tang Yinghuang 湯應煌 ; Fan Zhongyun 樊仲雲 ; Chen Guangzhong 陳光中 ; Yang Xinghua 楊惺華 ; Shao Shijun 邵式軍 ; Qiu Fangmo 邱訪陌 ; Dong Xiujia 董修甲 ; Xu Jianping 許建屏 ; Yang Ruxiang 楊汝祥 ; Shen Juchen 沈巨塵 ; Jin Xiongbai 金雄白 ; Xu Guolu 許國祿 ; Huang Qingxiang 黃慶祥 ; Lao Suiyuan 勞綏遠 ; Nie Mingzhi 聶鳴智 ; Bao Junfu 鮑君甫.

1.2.2. Faction de Mei Siping (*Mei pai* 梅派)

Mei Siping 梅思平 ; Yuan Yuquan 袁愈佺 ; Zhu Pu 朱樸 ; Cai Pei 蔡培 ; Wang Minzhong 王敏中 ; Dai Yingfu

戴英夫 ; Yang Ye 楊曄.

1.2.3. Faction de Ding Mocun (*Ding pai* 丁派)

Ding Mocun 丁默邨 ; Xi Zewen 奚則文 ; Chen Jicheng 陳濟成 ; Peng Nian 彭年 ; Huang Xianggu 黃香谷 ; Ling Xianwen 凌憲文 ; Yan Keding 鄢克定 ; Cao Hanfen 曹翰芬 ; Sun Mingzheng 孫鳴政 ; Wang Deyan 王德言 ; Jian Jianwu 翦建午 ; Zhang Juansheng 張鵬聲 ; Zhang Kechang 張克昌 ; Mao Ziming 茅子明 ; Xiao Yicheng 蕭一誠 ; Wang Shuzhang 汪翰章 ; Liu Yun 劉雲 ; Shen Jing'an 沈靜安 ; Chen Dongbai 陳東白 ; Li Qinnan 李欽南 ; Sun Yucai 孫育才.

1.3. Faction des militaires (*junrenpai* 軍人派)

Guan Linshu 關麟書 ; Xiao Shuxuan 蕭叔萱 ; Ling Xiao 凌霄 ; Bao Wenyue 鮑文樾 ; Liu Peixu 劉培緒 ; Li Changjiang 李長江 ; Yang Zhonghua 楊中華 ; Sun Liangcheng 孫良誠 ; Zheng Dazhang 鄭大章 ; Yao Xijiu 姚錫九 ; Pang Bingxun 龐炳勛 ; Fu Shuangying 富雙英 ; Sun Dianying 孫殿英 ; Zhang Lanfeng 張嵐峯 ; Wu Huawen 吳化文 ; Rong Ziheng 榮子恆 ; Hu Yukun 胡毓坤.

2. Faction du Gouvernement réformé (*weixin pai* 維新派)

Liang Hongzhi 梁鴻志 ; Wen Zongyao 溫宗堯 ; Chen Qun 陳群 ; Li Wenbin 李文濱 ; Ren Yuandao 任援道 ; Gao Guanwu 高冠吾 ; Chen Zhu 陳柱 ; Yang Shoumei 楊壽楣 ; Gu Zhongchen 顧忠琛 ; Yan Jiachi 嚴家熾 ; Kong Xianjian 孔憲鑑 ; Zhu Lühe 朱履齋 ; Lin Biao 林彪 ; Xia Qifeng 夏奇峯 ; Wang Xiu 王修.

3. Parti national socialiste (*guojia shehui dang* 國家社會黨)

Zhu Qinglai 諸青來 ; Li Zuyu 李祖虞 ; Chai Dongsheng 柴東生 ; Xiao Jin 蕭錦.

4. Parti socialiste chinois (*Zhongguo shehui dang* 中國社會黨)

Jiang Kanghu 江亢虎 ; Qian Jinge 錢今葛 ; Ha Erkang 哈爾康.

5. Parti de la jeunesse chinoise (*Zhongguo qingnian dang* 中國青年黨)

Zhao Yusong 趙毓松 ; Hang Luguang 杭魯光 ; Li Shouhei 李守黑 ; Zhu Weicong 朱維琮 ; Tao Guoxian 陶國賢 ; He Tingliu 何庭流 ; Fan Boshan 樊伯山 ; Hu Jun 胡俊.

6. Personnalités n'étant affiliées à aucun parti ni à aucune faction (*wu dang wu pai* 無黨無派)

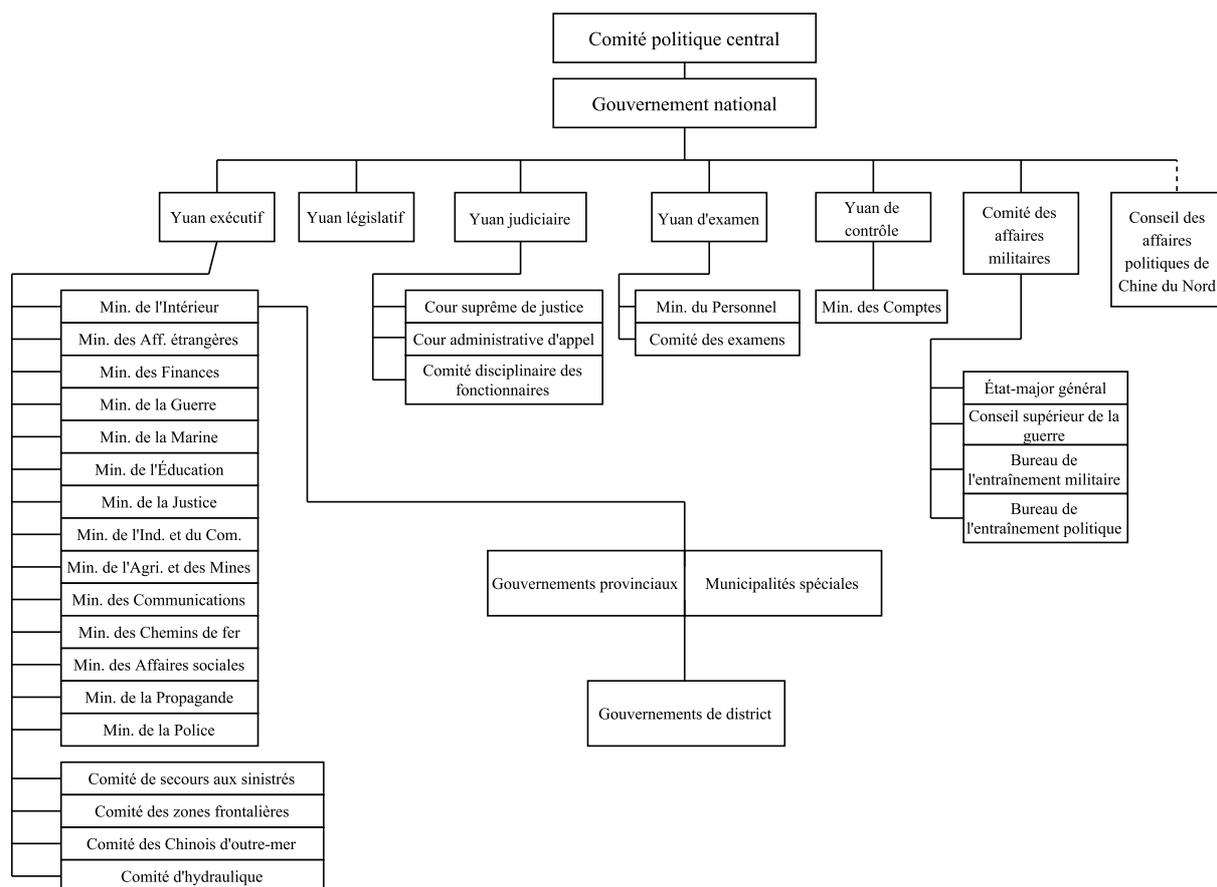
Zhao Zhengping 趙正平 ; Xia Suchu 夏肅初 ; Zhao Zunyue 趙尊嶽 ; Fu Shishuo 傅式說 ; Cen Deguang 岑德廣 ; Yang Weizhen 楊為楨 ; Fu Tong 傅侗 ; Zhang Yongfu 張永福 ; Xu Liang 徐良.

Source : « Kokumin seifu habatsu keitō hyō 国民政府派閥系統表 (Organigramme des factions du Gouvernement national) », 20 mars 1944, JACAR B02031689800, *Shina chūō seikyō kankei zassan* 支那中央政況關係雜誌 (Compilation de documents divers relatifs à la situation politique centrale en Chine), 17 janv. -16 juill. 1944, p. 728-729.

Note : L'organigramme que nous adaptions ici n'est pas signé, mais apparaît parmi des documents compilés par le Gaimushō. Daté du quatrième anniversaire de la fondation du gouvernement de Wang Jingwei, il permet de se faire une idée des différentes factions de Nanjing à cette époque. Il a le défaut de ne pas prendre en compte certaines évolutions antérieures telles que la formation d'une faction autour de Li Shiqun, jusqu'à son assassinat

en septembre 1943. Certains choix sont discutables (Shen Erqiao et Fu Shishuo pourraient être rangés derrière Mei Siping, par exemple). Nous reproduisons l'ordre dans lequel sont énumérés les membres de chaque groupe, qui semble fondé sur leur poids politique, du moins pour les premiers de chaque rubrique. On remarquera que le nom de Wang Jingwei n'apparaît pas parmi les membres des différentes factions qui lui sont attribuées, signe qu'il était considéré comme au-dessus des luttes d'appareil. En outre, seules les personnalités en poste à Nanjing sont mentionnées, laissant de côté les factions de Chine du Nord ou de Wuhan notamment.

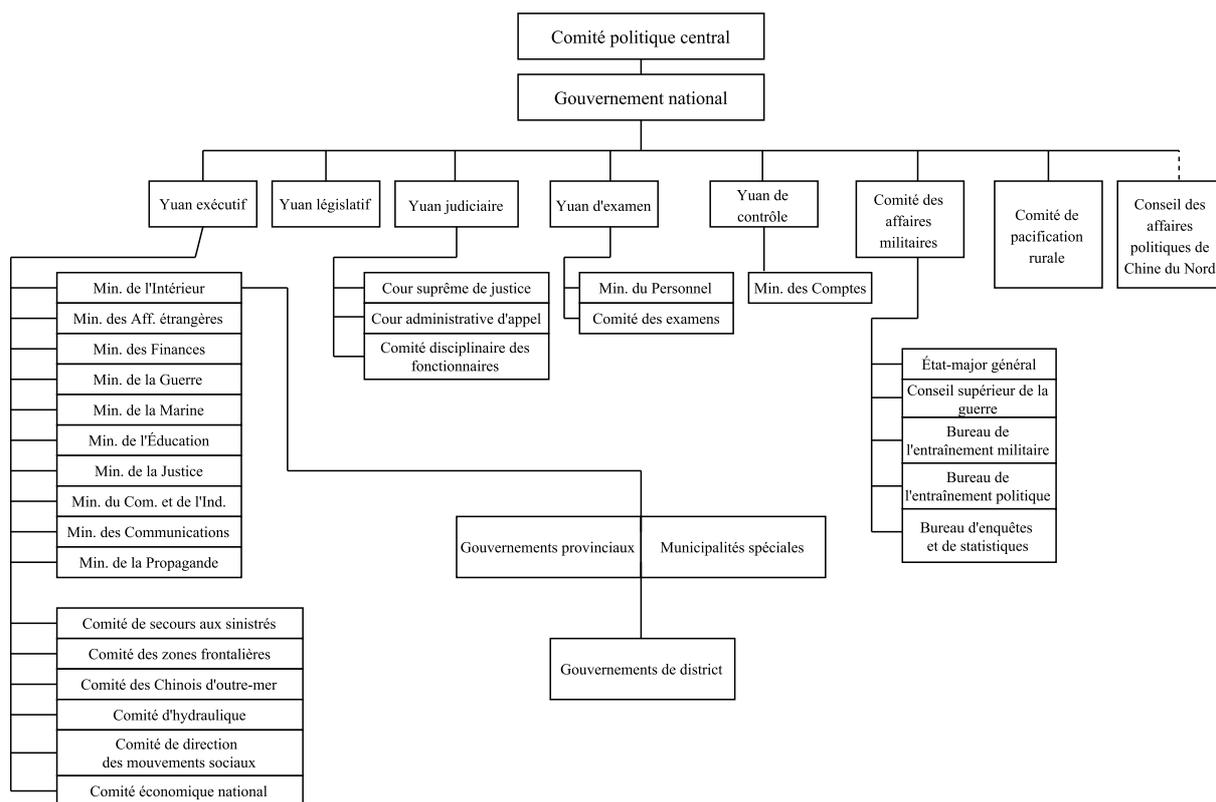
Annexe 2.16. Organigramme sommaire du gouvernement de Wang Jingwei à sa fondation



Source : adapté de Zeng Zhinong, « Ō seiken ni yoru... », *op. cit.*, Annexe, p. 4.

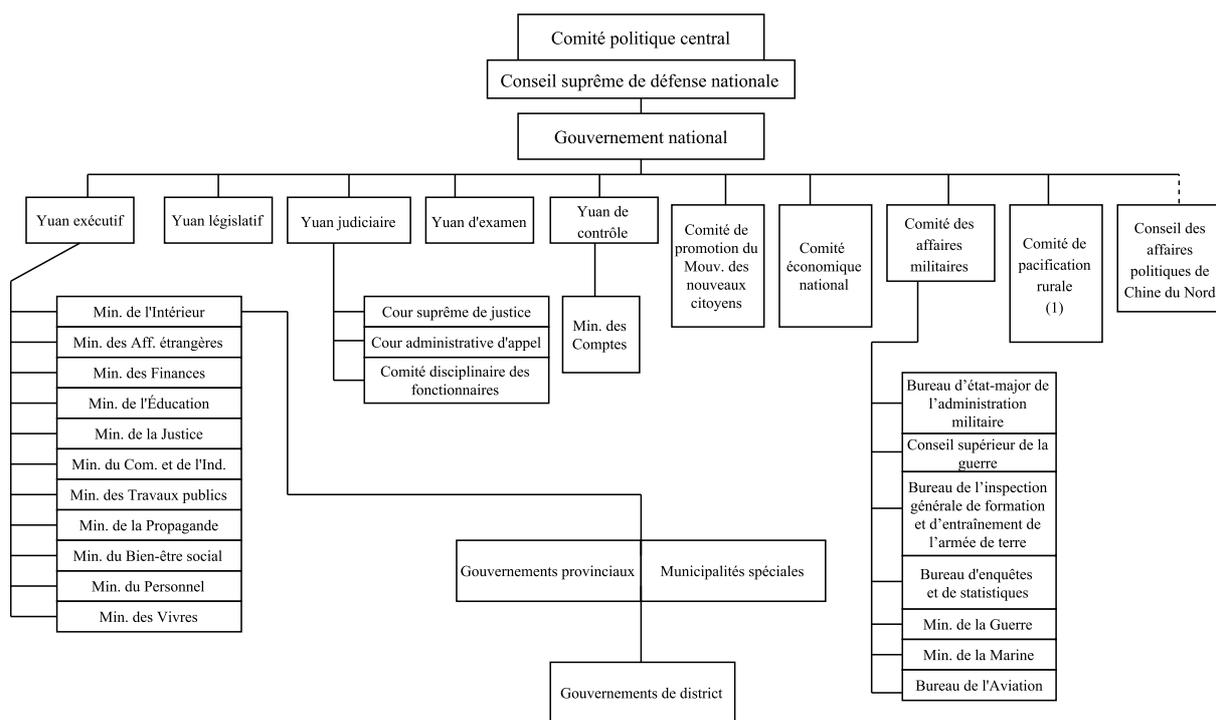
Note : Le trait en pointillé indique que le Conseil des affaires politiques de Chine du Nord était seulement sous l'autorité nominale du gouvernement « central » de Nanjing. Nous relierons l'administration locale au ministère de l'Intérieur, car c'est principalement par son intermédiaire que le gouvernement central communiquait avec les provinces et les districts. Pour autant, l'administration locale relevait du Yuan exécutif dans son ensemble. Nous avons ainsi vu, dans la partie 4.2.1, comment les ordres circulaient entre chaque ministère et les bureaux locaux correspondants.

Annexe 2.17. Organigramme sommaire du gouvernement de Wang Jingwei (août 1941)



Source : adapté de Horii, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō*, op. cit., p. 42.

Annexe 2.18. Organigramme sommaire du gouvernement de Wang Jingwei (janvier 1943)



Source : adapté de Shao Minghuang, « Wang weizhengquan zhi jianli ji fuwang », *op. cit.*, Annexe 2.

Note : (1) Le Comité de pacification rurale fut dissous le 20 mai 1943 et remplacé, le 1^{er} juin, par le Bureau des affaires de la pacification rurale (*qingxiang shiwu ju* 清鄉事務局) placé sous l'autorité du Yuan exécutif.

Annexe 2.19. Tableau comparatif du nombre de villes et districts avant-guerre et en février 1944

Provinces	Avant-guerre	Gouv. de WJW	CAPCN	Provinces	Avant-guerre	Gouv. de WJW	CAPCN
Jiangsu	1 / 61	36	–	Shaanxi	92	–	–
Huaihai	–	1 / 21	–	Qinghai	17	–	–
Zhejiang	77	1 / 33	–	Gansu	1 / 66	–	–
Anhui	62	23	–	Hainan *	–	(13)	–
Jiangxi	1 / 83	1 / 10 +1	–	Fujian	1 / 62	–	–
Hubei	2 / 72	1 / 28	–	Guangdong	2 / 97	1 / 17	–
Hunan	1 / 75	–	–	Guangxi	1 / 97	–	–
Sichuan	135	–	–	Yunnan	1 / 112	–	–
Xikang	46	–	–	Guizhou	1 / 84	–	–
Hebei	130	–	3 / 132	Chahar	16	–	–
Shandong	1 / 107	–	2 / 103 +2	Suiyuan	1 / 16	–	–
Shanxi	105	–	1 / 69	Ningxia	10	–	–
Henan	1 / 111	–	1 / 40	Xinjiang	60	–	–
Total				26	11 / 1793	5 / 168 +1	7 / 344 +2

Source : *Shenbao nianjian* 申報年鑑 (Annuaire du *Shenbao*), 1944, p. 361-364, adapté à partir de Pan Jian, *Wang weizhengquan caizheng yanjiu*, *op. cit.*, p. 28.

Abr. : Avant-guerre = villes et districts officiellement contrôlés par le Gouvernement nationaliste ; Gouv. de WJW = zone d'influence officielle du gouvernement de Wang Jingwei ; CAPCN = zone d'influence officielle du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord.

Note : 1 / 10 + 1 = 1 ville (市) / 10 districts (縣) + 1 zone spéciale (特別區). * Région militaire de Hainan (海南軍管區). Bien qu'elle apparaisse ici comme relevant de l'autorité du gouvernement de Wang Jingwei, l'île de Hainan était sous le contrôle direct des autorités japonaises. Par conséquent, nous ne comptabilisons pas ses 13 districts dans le total. Ce tableau ne prend pas en compte les municipalités spéciales (特別市). Il contient certaines lacunes, comme par exemple, en ce qui concerne le nombre de villes au Jiangsu.

Annexe 2.20. Districts contrôlés par le gouvernement provincial du Jiangsu

Districts (date de rattachement au gouvernement de Wang Jingwei)			
Suzhou 蘇州 (ville)	mars 1940	Liuhe 六合	mars 1940
Baoying 寶應	mai 1943	Nantong 南通	mars 1940 (sept. 1940)
Changshu 常熟	mars 1940	Qidong 啟東	mai 1943
Dantu 丹徒 *	mars 1940	Qingpu 青浦	mars 1940
Danyang 丹陽	mars 1940	Runie 如臬	mars 1940 (sept. 1940)
Dongtai 東台	mai 1943	Songjiang 松江	mars 1940
Gaoyou 高郵	mai 1943	Taicang 太倉	mars 1940
Haimen 海門	mars 1940 (sept. 1940)	Taixian 泰縣	mai 1943
Jiangdu 江都	mars 1940 (sept. 1940)	Taixing 泰興	mai 1943
Jiangpu 江浦	mars 1940	Wujiang 吳江	mars 1940
Jiangyin 江陰	mars 1940	Wujin 武進	mars 1940
Jiangning 江寧	mars 1940	Wuxi 無錫	mars 1940
Jinshan 金山	mars 1940	Wuxian 吳縣	mars 1940
Jintan 金壇	mars 1940	Xinghua 興化	mai 1943
Jingjiang 靖江	mars 1940 (sept. 1940)	Yancheng 鹽城	mai 1943
Jurong 句容	mars 1940	Yangzhong 楊中	mai 1943
Kunshan 崑山	mars 1940	Yixing 宜興	mars 1940
Lishui 溧水	mars 1940	Yizheng 儀徵	mars 1940 (sept. 1940)

Source : WZQS, p. 1498-1500.

Note : (sept. 1940) = détaché temporairement du Jiangsu pour être rattaché au Quartier général du Nord-Jiangsu (*Subei xingying* 蘇北行營) et réintégré en mai 1943. Les 14 districts suivants sont détachés du Jiangsu, en octobre 1944, pour former, avec le district de Funing (Huaihai), la Zone administrative du Nord-Jiangsu (*Subei xingzheng qu* 蘇北行政區) : Baoying, Dongtai, Gaoyou, Haimen, Jiangdu, Jingjiang, Nantong, Qidong, Rugao, Taixian, Taixing, Xinghua, Yancheng et Yizheng. * Selon les périodes, ce district apparaît sous le nom de Dantu ou de Zhenjiang 鎮江.

Annexe 2.21. Districts contrôlés par le gouvernement provincial du Zhejiang

Districts (date de rattachement au gouvernement de Wang Jingwei)			
Hangzhou 杭州 (ville)	mars 1940	Pujiang 浦江	août 1943
Changxing 長興	mars 1940	Shangyu 上虞	mars 1943
Chongde 崇德	mars 1940	Shaoxing 紹興	oct. 1942
Cixi 慈溪	mars 1943	Shengxian 嵊縣	août 1943
Deqing 德清	mars 1940	Tongxiang 桐鄉	mars 1940
Dinghai 定海	mars 1943	Wukang 武康	mars 1940
Dongyang 東陽	août 1943	Wuxing 吳興	mars 1940
Fenghua 奉化	mars 1943	Wuyi 武義	août 1943
Fuyang 富陽	oct. 1942	Xiangshan 象山	mars 1943
Haining 海寧	mars 1940	Xiaoshan 蕭山	oct. 1942
Haiyan 海鹽	mars 1940	Xinchang 新昌	août 1943
Hangxian 杭縣	mars 1940	Yiwu 義烏	août 1943
Jiashan 嘉善	mars 1940	Yinxian 鄞縣	mars 1943
Jiaxing 嘉興	mars 1940	Yuhang 餘杭	mars 1940
Jinhua 金華	août 1943	Yuyao 餘姚	mars 1943
Lanxi 蘭溪	août 1943	Zhenhai 鎮海	mars 1943
Pinghu 平湖	mars 1940	Zhuji 諸暨	août 1943

Source : WZQS, p. 1501-1502.

Annexe 2.22. Districts contrôlés par le gouvernement provincial de l'Anhui

Districts (date de rattachement au gouvernement de Wang Jingwei)			
Bengbu (ville) 蚌埠	mars 1940	Jiashan 嘉山	mars 1940
Wuhu (ville) 蕪湖	mars 1940	Lai'an 來安	mars 1940
Boxian 亳縣	mars 1940 X janv. 1942	Langxi 郎溪	1942
Chaoxian 巢縣	mars 1940	Lingbi 靈璧	mars 1940 X janv. 1942
Chuxian 滁縣	mars 1940	Pengze 彭澤	1942 X mai 1943
Dangshan 礪山	mars 1940 X janv. 1942	Quanjiao 全椒	mars 1940
Dangtu 當塗	mars 1940	Shouxian 壽縣	mars 1940
Dingyuan 定遠	mars 1940	Sixian 泗縣	mars 1940 X janv. 1942
Dongliu 東流	1942	Susong 宿松	1942
Fanchang 繁昌	1942	Suxian 宿縣	mars 1940 X janv. 1942
Fengtai 鳳台	mars 1940	Tianchang 天長	mars 1940
Fengyang 鳳陽	mars 1940	Tianjia'an 田家庵 *	1942
Guangde 廣德	mars 1940	Tongcheng 銅城	1942
Guichi 貴池	1942	Tongling 銅陵	1942
Hanshan 含山	mars 1940	Wangjiang 望江	1942
Hefei 合肥	mars 1940	Wuhe 五河	mars 1940
Hexian 和縣	mars 1940	Wuwei 無為	mars 1940
Hukou 湖口	1942 X mai 1943	Xiaoxian 蕭縣	mars 1940 X janv. 1942
Huaining 懷寧	mars 1940	Xuyi 盱眙	mars 1940
Huaiyuan 懷遠	mars 1940	Xuancheng 宣城	1942

Source : WZQS, p. 1502-1503.

Note : X janv. 1942 = détaché de l'Anhui pour former la Zone spéciale Su-Huai (*Su-Huai tebiequ* 蘇淮特別區) qui devint la province du Huaihai en janvier 1944 ; X mai 1943 = détaché de l'Anhui pour être rattaché au Jiangxi ; * Zone spéciale (*tebiequ*).

Annexe 2.23. Districts contrôlés par le gouvernement provincial du Jiangxi

Nom	Début de l'occupation	Transformation en SPAD	Transformation en district	Rang 等	Population (total = 3 556 400)
An'yi 安義	23/03/39	début 1940	août 1941	2	417 000
De'an 德安	28/10/38	début 1940	août 1941	3	90 000
Hukou 湖口	05/07/38	début 1940	?	3	289 600
Jiujiang 九江	26/07/38	sept. 1939	août 1941	1	586 300
Nanchang 南昌	27/03/39	oct. 1939	août 1941	1	459 000
Pengze 彭澤	07/01/38	début 1940	?	3	199 700
Ruichang 瑞昌	24/08/38	début 1940	août 1941	3	335 300
Xinjian 新建	26/03/39	nov. 1939	août 1941	1	597 500
Xingzi 星子	20/08/38	début 1940	août 1941	3	258 000
Yongxiu 永修	03/11/38	janv. 1940	août 1941	2	324 000

Sources : « Jiangxi sheng zhengfu xia xian dengci yilanbiao 江西省政府轄縣等次一覽表 (Tableau synoptique des districts sous l'autorité du gouvernement provincial du Jiangxi classés par rang) » (ZG, n°539, 20 sept. 1943, p. 17) ; Chen Ronghua 2005, p. 204, 207-209.

Abr. : SPAD = Siège provisoire de l'administration de district, qui remplace les comités de maintien de l'ordre établis dans les premiers jours de l'occupation.

Note : Jusqu'à la fondation du gouvernement du Jiangxi en 1943, tous ses districts (sauf Pengze et Hukou) étaient contrôlés par le gouvernement du Hubei. Signe de la fragilité de l'implantation du régime de Wang Jingwei dans la province, la division par rangs des quelques districts concernés (10 sur les 83 que comptait la province avant-guerre) se fonde sur le seul périmètre contrôlé au sein de chaque district : rang 1 = plus de 70% (3 sur 10) ; rang 2 = plus de 50% (2 sur 10) ; rang 3 = moins de 50% (5 sur 10). La source ne précise pas l'unité dans laquelle sont indiquées les statistiques. Au regard de la population totale de la province à cette époque (près de 16 millions d'habitants), elles sont vraisemblablement données en dizaine de millier.

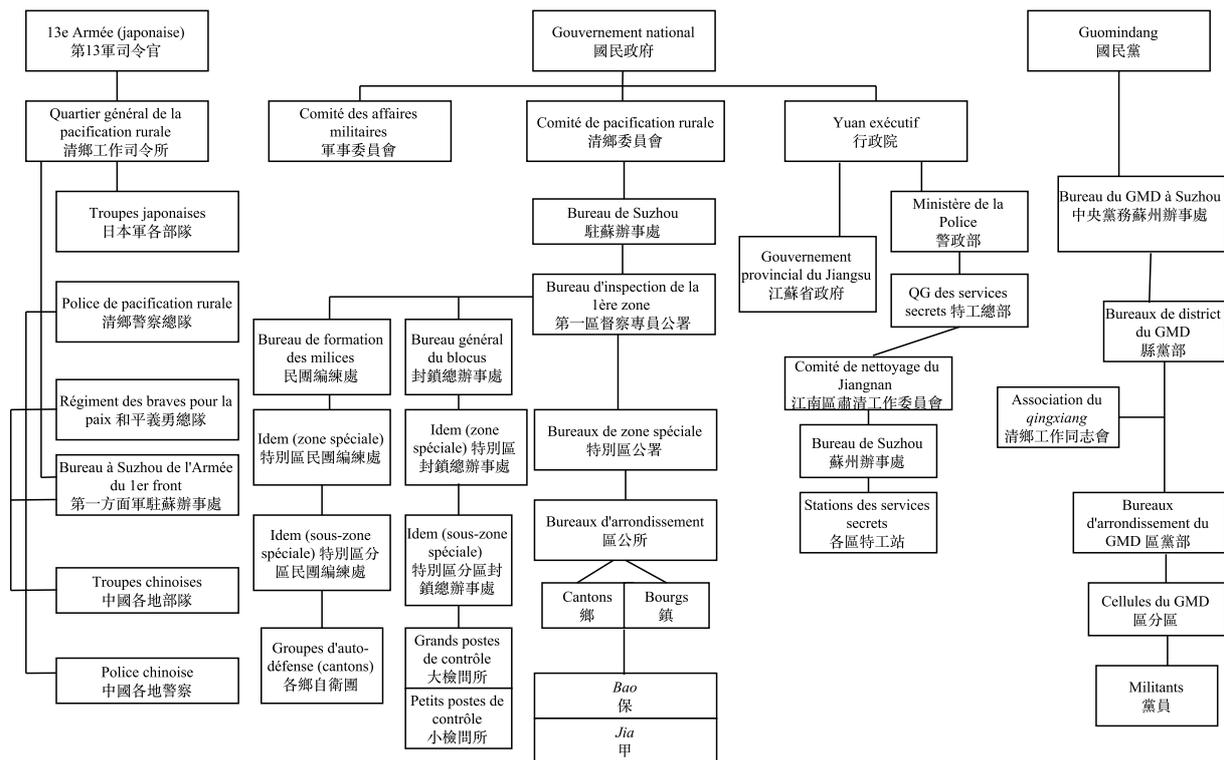
Annexe 2.24. Districts contrôlés par le gouvernement provincial du Huaihai

Districts	
Xuzhou 徐州 (ville)	Lingbi 靈璧
Boxian 亳縣	Peixian 沛縣
Dangshan 碭山	Pixian 邳縣
Donghai 東海	Shuyang 沭陽
Fengxian 豐縣	Sixian 泗縣
Funing 阜寧 (détaché du Huaihai en octobre 1944)	Siyang 泗陽
Ganyu 贛榆	Suqian 宿遷
Guanyun 灌雲	Suxian 宿縣
Huai'an 淮安	Suining 睢寧
Huaiyang 淮陽	Tongshan 銅山
Lianshui 漣水	Xiaoxian 蕭縣

Source : WZQS, p. 1499-1500.

Note : Au sujet du détachement de Funing, voir l'Annexe 1.6.

Annexe 2.25. Organigramme de la Campagne de pacification rurale (juillet 1941)



Source : adapté de Miyoshi, Seigō nippō kiji mokuroku, op. cit., p. 10.

Note : Après la suppression du ministère de la Police, le 16 août 1941, les services secrets passèrent sous l'autorité du Comité des affaires militaires.

Annexe 3

Dictionnaire biographique sommaire de l'État d'occupation

Note : L'historiographie occidentale de la collaboration sino-japonaise s'est tenue à l'écart du genre biographique, sinon durant sa « préhistoire » (avant Boyle), avec une thèse non publiée favorable à Wang Jingwei mais ne traitant pas de la période de la guerre (Shirley 1962) et le fameux portrait de Wang en *romantic radical* (Boorman 1964). L'approche biographique est, en revanche, largement utilisée par les historiens chinois, à commencer par le plus célèbre d'entre eux, dont la biographie de Wang Jingwei fit date (Cai Dejin 1988). La personnalité et le parcours de Wang ont, à cet égard, fournis les *topoi* d'un récit téléologique de la collaboration lisant la trajectoire de ses acteurs à l'aune de leur trahison finale : faiblesse de caractère, ambition frustrée, anticommunisme, nippophilie, etc. On compte aujourd'hui de nombreuses biographies de Wang (Li Zhiyu 2014 étant la plus récente), mais aussi de ses principaux lieutenants (Chen Gongbo, Zhou Fohai, Li Shiqun). Il n'existe cependant pas, à ma connaissance, de dictionnaire biographique spécifiquement dédié aux collaborateurs, alors même qu'il se publie en Chine des ouvrages de ce type sur absolument tous les sujets. On trouve néanmoins des notices consacrées aux dirigeants du gouvernement de Wang Jingwei dans les dictionnaires biographiques sur la période républicaine. Ces derniers m'ont été d'une certaine aide (notamment *MRDC*), bien qu'ils répètent souvent les mêmes erreurs. Celles-ci apparaissent notamment à propos des circonstances dans lesquelles les futurs collaborateurs firent défection, les auteurs ayant tendance à se rabattre sur un récit uniforme lorsqu'ils manquent de sources. Plus largement, j'ai cherché à étoffer ces notices biographiques chinoises, qui se résument à l'énumération des postes occupés, dans la tradition du *nianpu* 年譜. Pour ce faire, j'ai puisé dans les riches sources mémorielles (*wenshi ziliao* et *WKS* notamment), qui fourmillent d'anecdotes parfois invérifiables, mais qui permettent de cerner des personnalités et de mettre au jour le complexe réseau des *guanxi* (liens informels fondés sur des affinités politiques, familiales, régionales, etc.) sans la connaissance duquel on ne peut comprendre la formation de l'État d'occupation (voir l'Annexe 2.15). Celui-ci comportant également une composante japonaise, ce dictionnaire sommaire comprend des entrées consacrées aux principaux acteurs nippons. Comme son titre l'indique, ce dictionnaire ne prétend pas (et de loin) à l'exhaustivité. Le choix des personnalités incluses est arbitraire, mais prend pour base la direction du gouvernement de Nanjing (Annexes 2.4 et 2.5), augmentée des autres acteurs chinois et japonais notables mentionnés dans la thèse (précédés d'un * à la première occurrence, dans la thèse et dans le dictionnaire ci-dessous). Afin de ne pas surcharger les notices, je n'indique pas systématiquement les différents noms personnels (*ming*, *zi*, *hao*), ni la traduction chinoise ou japonaise des postes et institutions, sauf lorsque cela me semble nécessaire. De même, seuls les principaux postes occupés sont mentionnés, notamment pour les dirigeants du gouvernement de Wang Jingwei qui cumulaient souvent des dizaines de charges sans les remplir effectivement. À la fin de chaque notice sont précisées, entre parenthèses et de manière abrégée, les principales sources dans l'ordre approximatif de leur utilisation (se reporter à la liste des abréviations et à la bibliographie, notamment la section 1.5).

A

Abe Nobuyuki 阿部信行 (1875-1953)

Diplômé de l'École d'officiers de l'armée de terre en 1897 et de l'Académie militaire en 1907, il poursuit des études en Allemagne où il devient attaché militaire. Vice-ministre de la Guerre en 1928, il occupe par intérim le poste de ministre en 1930 à la place d'*Ugaki Kazushige. En 1932, il prend le commandement de l'armée à Taiwan. Son accession au poste de premier ministre, en août 1939, favorise le développement du Mouvement de paix de *Wang Jingwei, auquel Abe est favorable. Sa politique d'apaisement et de neutralité l'empêche de rester longtemps en poste. Après la chute de son cabinet, en janvier 1940, il est nommé envoyé spécial plénipotentiaire auprès du gouvernement de Nanjing entre avril et décembre 1930. À ce poste, il participe aux négociations qui précèdent la signature du Traité de base le 30 novembre 1940. Dernier gouverneur-général de Corée, à partir de 1944, Abe est arrêté fin 1945 comme criminel de guerre, mais il est libéré sans être inculpé. (KSDJ).

Aoki Kazuo 青木一男 (1889-1982)

Parfait exemple de ces « bureaucrates réformistes » (*kakushin kanryō*) qui devaient plus tard être décrits comme « anti-libéraux, anti-partis, nationalistes, pro-militaires, pro-fascistes et, par-dessus tout, favorables à un renforcement du contrôle de l'État », Aoki n'en devient pas moins un soutien de poids du gouvernement de Wang Jingwei. Diplômé de la faculté de droit de l'Université impériale de Tokyo, il intègre le ministère des Finances en 1916 et accède rapidement à des fonctions importantes. Comme d'autres technocrates spécialisés dans l'économie qui trouvent grâce aux yeux des « officiers d'état-major réformistes » (*kakushin bakuryō*), il se voit offrir une place au Bureau des affaires de Mandchourie créé en 1935 pour coordonner la politique de l'Armée du Guandong avec le gouvernement. En octobre 1937, il rejoint le Conseil de planification (*kikaku.in*), dont il prend la tête en janvier 1939 tout en cumulant le poste de ministre des Finances à partir d'août. Il est ainsi l'un des principaux concepteurs de la politique visant à créer une sphère économique

autosuffisante dont le Japon serait le centre en Asie orientale. La même année, il est nommé à la Chambre des pairs (*kizokuin*). Au moment de la formation du gouvernement de Wang Jingwei, il accepte à contrecœur de suivre *Abe Nobuyuki à Nanjing comme conseiller. Il est confronté à l'épineuse question monétaire qui divise les acteurs japonais de l'État d'occupation entre les tenants du *fabi* (la monnaie nationale chinoise mise en circulation en 1935) et l'Armée de Chine centrale qui défend le yen militaire. Favorable à l'usage du *fabi* au début de la guerre, Aoki considère par la suite que Nanjing doit frapper sa propre monnaie afin de ne plus dépendre d'une devise contrôlée par Chongqing. Pour réaliser l'unification monétaire de la Chine centrale, il lance le projet de la Banque centrale de réserve qu'il défend avec succès à Tokyo devant le Kōain et les différents ministères. De retour en Chine, il se heurte cependant aux officiers locaux qui refusent de retirer les bons militaires de la circulation. Aoki retourne donc à Tokyo pour se plaindre auprès du ministre de la Guerre Tōjō Hideki qui l'assure de son soutien et procède à plusieurs nominations dans l'Armée de Chine centrale pour appuyer Aoki. Ce dernier est très mal accueilli par *Tsuji Masanobu qui voit dans ce remaniement une ingérence inacceptable. L'affaire se conclut par la mutation de Tsuji. Au moment du départ de la mission Abe après la signature du Traité de base en novembre 1940, Aoki apparaît aux yeux de Wang Jingwei, des diplomates japonais et du premier ministre *Konoe comme un contrepoids face aux autorités militaires locales. Il reste donc à Nanjing comme conseiller économique suprême. Pour l'aider dans sa tâche, Tokyo lui envoie trois adjoints : *Fukuda Takeo, Hashii Makoto 橋井真 (1902-1977) et Nanba Rihei 難波理平. Aoki traite essentiellement avec *Zhou Fohai et *Mei Siping mais rencontre également Wang Jingwei deux fois par semaine. À ses côtés, explique-t-il dans ses mémoires, il continue à lutter contre les ingérences de l'armée afin de renforcer le régime de Nanjing. Zhou Fohai apprécie sa franchise. Ainsi, Aoki lui déclare, le 9 septembre 1942, que le discours japonais sur le « renforcement » du régime de Nanjing n'était, jusqu'ici, que de la propagande. Il espère que cette politique sera réellement appliquée. En septembre 1942, Aoki est rappelé à Tokyo pour prendre la direction, en novembre, du ministère de la Grande Asie

orientale qui vient d'être créé. À ce poste, il contribue à définir la « nouvelle politique », adoptée en décembre, qui donne une plus grande autonomie au gouvernement de Wang Jingwei tout en renforçant l'exploitation des ressources chinoises au profit de l'économie de guerre japonaise. Il quitte le gouvernement au moment de la chute du cabinet Tōjō en juillet 1944 et se rend au chevet de Wang Jingwei à Nagoya. Incarcéré par les autorités d'occupation américaines à la fin de la guerre, il est libéré sans être jugé. De 1953 à 1977, il siège comme député du Parti libéral-démocrate à la Chambre des représentants dont il est nommé président en 1965. Fidèle à son passé de technocrate de l'empire, il se fait le héraut de l'extension du réseau autoroutier dans l'archipel. Un an avant sa mort, il publie ses Mémoires intitulés *Waga kujūnen no shōgai o kaerimite* わが九十年の生涯を顧みて (Retour sur les neuf décennies de ma vie). (KSDJ ; Johnson 1982, p. 124 sq. ; Mimura 2011, p. 78 ; Crowley 1998, p. 194 ; ZR, p. 646 ; Aoki 1981).

B

Bao Wenyue 鮑文樾 (1892-1980)

Né à Fengcheng (Liaoning) dans une famille mandchoue, il sort de l'Académie militaire de Baoding en 1916. Chef d'état-major dans l'armée de Zhang Zuolin, il est promu lieutenant-général en 1927. Agent de liaison de Zhang Xueliang auprès de Jiang Jieshi durant la Bataille des plaines centrales, il intègre en 1931 la branche pékinoise du Comité des affaires militaires de Nanjing et participe aux négociations durant l'Incident de Xi'an. Au début de la guerre, il est en faveur de négociations avec les militaires japonais qu'il connaît bien pour avoir été régulièrement en contact avec eux en Chine du Nord. Il rallie le Mouvement de paix avec ses frères Bao Wenzhen 鮑文震 et Bao Wenpei 鮑文霈. À la fondation du gouvernement de Wang Jingwei, il devient membre du Comité politique central, du Comité des affaires militaires et ministre de la Guerre. En mars 1944, il est nommé gouverneur du Henan. En décembre de la même année, il établit des liens secrets avec le Juntong. Arrêté par les Nationalistes à Kaifeng à la fin de la guerre, il est transféré à Chongqing avant d'être condamné à mort par le Tribunal de grande instance de Suzhou en juillet 1946. Fu Zuoyi 傅作義 (1895-1974) plaide sa cause auprès de Jiang Jieshi qui commue sa peine en prison à vie l'année suivante. Transféré à Taiwan

en mars 1949, il est libéré en décembre 1975. Il finit ses jours à Taipei. (Chen Yuhuan 2006, p. 863).

C

Cai Pei 蔡培 (1884-1960)

Originaire de Wuxi (Jiangsu), il se forme au droit à l'Université Waseda (Tokyo). À son retour en 1911, il travaille dans l'administration de sa province natale. Durant la « décennie de Nankin », il exerce diverses responsabilités au ministère des Transports et de l'Intérieur. À la création du gouvernement de Wang Jingwei, Cai Pei est nommé vice-ministre de l'Industrie et du commerce et maire de Nanjing. Alors qu'il est recommandé par Mei Siping pour lui succéder à la tête du Comité de gestion des vivres en décembre 1941, Cai remplace tous les proches de ce dernier pour asseoir sa propre autorité, ce qui lui vaut d'être, à son tour, rapidement remplacé par *Gu Baoheng. En mars 1943, Cai est nommé ambassadeur au Japon, poste dont il démissionne en mai 1945 pour intégrer le Comité du gouvernement. Arrêté en septembre 1945, il est condamné mort en juillet 1946 par le Tribunal de grande instance de Shanghai, puis en appel, à une peine de réclusion à perpétuité. (MRDC, p. 1359 ; SWHB, p. 964-985 ; Jiang Nanchun 1981, p. 107).

Cen Deguang 岑德廣 (1897- ?)

[*zi* Xinshu 心叔]

Originaire de Xilin (Guangxi), il est le fils de Cen Chunxuan 岑春煊 (1861-1933), ancien vice-roi du Liangguang, qui continue à jouer un rôle important au début de la République. Cen effectue ses études au Japon puis en Angleterre. Il est membre de la délégation chinoise lors de la Conférence de Washington en 1922. Par la suite, il occupe les postes d'inspecteur général des douanes à Wuzhou, de représentant diplomatique spécial au Guangxi, ou encore de conseiller dans l'état-major de l'Armée alliée du Yunnan et Guangxi (*Dian-Gui lianjun*). Il épouse la fille de Tang Shaoyi 唐紹儀 (1862-1938). Au début de la guerre, il prend part aux tractations autour de son beau-père, que les Japonais espèrent recruter pour former un gouvernement collaborateur. Après l'assassinat de Tang par le Juntong en septembre 1938, Cen participe, semble-t-il, à la mise en place du Gouvernement réformé. Si son rôle au sein du Mouvement de paix a laissé peu de traces, il apparaît néanmoins comme un acteur particulièrement bien introduit. C'est chez lui

que se réunissent, autour de *Chen Gongbo, les quelques anciens de la clique réorganisationniste. Cela ne l'empêche pas d'être également l'un des visiteurs du soir les plus assidus de Zhou Fohai, comme en atteste le journal personnel de ce dernier, dans lequel le nom de Cen est l'un des plus cités. Après la formation du gouvernement de Nanjing en mars 1940, Cen siège dans de nombreux comités, parmi lesquels le Comité de secours aux sinistrés (*zhenwu weiyuanhui*), dont il prend la tête, ou encore le Comité de pacification rurale qui voit le jour au printemps 1941. En juin 1945, il est nommé secrétaire du Conseil suprême de défense nationale. On perd sa trace à la fin de la guerre. (ZKD, p. 352 ; ZR).

Chen Bijun 陳璧君 (1891-1959)

Elle est certainement l'une des personnalités les plus puissantes du gouvernement de son mari *Wang Jingwei et peut-être la seule à inspirer une certaine crainte aux dirigeants japonais de l'État d'occupation, en raison de son caractère bien trempé. Chen Bijun naît à Penang (Malaisie) dans une riche famille originaire de Xinhui (Guangdong). Son père, Chen Gengquan 陳耕全, est un ancien bachelier des examens impériaux sans le sou qui a fait fortune dans le caoutchouc et l'étain. Elle reçoit une éducation chinoise et occidentale solide. En 1908, elle fait la connaissance de Wang Jingwei alors que celui-ci accompagne Sun Yat-sen et Hu Hanmin 胡漢民 (1879-1936) à Singapour. Elle adhère à la Ligue jurée et part étudier au Japon après avoir rompu ses fiançailles avec un cousin. Couvée par les cercles nationalistes de Tokyo dont elle contribue au financement, elle participe aux côtés de Wang au complot visant à assassiner un dignitaire mandchou en 1910. La veille de l'attentat, Wang et Chen se promettent en mariage. Le complot est déjoué et Wang emprisonné pour être exécuté. Hu Hanmin les marie à la libération de Wang, devenu entretemps un héros national. En 1912, ils partent en France poursuivre leurs études. Durant ce séjour, marqué par la Grande guerre, Chen met au monde deux enfants et travaille comme infirmière pour la Croix rouge. Elle rentre en Chine cinq ans plus tard pour suivre son mari. À cette époque déjà, Wang Jingwei est accusé d'être contrôlé par son épouse. Dans le contexte de division que connaît le mouvement nationaliste après l'échec de la seconde révolution en 1913, des membres du Parti révolutionnaire font circuler un pamphlet sur le sujet. Sun Yat-sen, lui-même, regrette dans une lettre que Wang soit le jouet de sa femme. Cela ne l'empêche pas de reconnaître les talents de cette

dernière qu'il charge de lever des fonds. Au cours d'une tournée aux États-Unis en 1923, elle donne naissance à un cinquième enfant, qui décède peu après. Chen est l'une des trois représentantes du premier congrès du GMD en janvier 1924 et reste au chevet de Sun lors de son agonie l'année suivante. Wang Jingwei accède alors aux plus hautes fonctions du nouveau Gouvernement nationaliste établi en juillet 1925. Chen Bijun écrit peu après à son mari pour lui demander de démissionner par respect pour l'idéal anarchiste qu'ils prônaient après la Révolution de 1911 ; preuve qu'elle n'hésite pas à donner son avis, mais aussi que Wang ne l'écoute pas toujours. Chen se montre inquiète face à la montée des tensions à Canton entre les héritiers de Sun. Après l'assassinat de Liao Zhongkai 廖仲愷 (1877-1925), elle écrit ainsi à Wu Zhihui 吳稚暉 (1865-1953) pour lui confier ses enfants en cas de malheur. Elle suit Wang dans son nouvel exil en France après l'incident de la canonnière *Zhongshan* en mars 1926, puis lors de son retour un an plus tard, alors que le délitement du front uni s'accompagne d'un schisme du GMD dans lequel Wang s'oppose désormais frontalement à Jiang Jieshi. Chen Bijun siège au Comité des femmes du bureau central du GMD aux côtés de la veuve de Sun, Song Qingling 宋慶齡 (1893-1981) et de celle de Liao Zhongkai, He Xiangning 何香凝 (1878-1972). Chen repart ensuite en France durant les troubles qui prennent fin en 1931 avec la réconciliation entre Jiang et Wang dans laquelle elle joue un rôle important en représentant son époux dans ses négociations avec Jiang. Durant la « décennie de Nankin », Chen siège dans les instances du GMD où elle se bat pour les droits des femmes. Au titre d'« épouse Wang » (*Wang furen*), elle préfère d'ailleurs celui de « membre du comité Chen » (*Chen weiyuan*). Le jour de l'attentat dont est victime Wang en novembre 1935, elle fait irruption dans le bureau de Jiang Jieshi et l'accuse d'en être le commanditaire. Chen reste en Chine durant la convalescence de Wang en Europe pour défendre ses intérêts jusqu'à son retour en 1937. Le rôle que joue dans la défection de son mari celle que l'on dépeint souvent en Lady Macbeth a fait couler beaucoup d'encre. Dans ses Mémoires, *Tao Xisheng affirme qu'elle n'a cessé de pousser Wang à rompre avec Jiang Jieshi. Au milieu de l'année 1938, elle lui aurait envoyé une lettre depuis Hongkong pour qu'il la rejoigne et se déclare publiquement en faveur de la paix. Alors que Wang ne parvient pas à se décider en décembre, c'est elle, toujours selon Tao Xisheng, qui finit par le convaincre de franchir le Rubicon. Peu avant la défection du 18

décembre, elle se rend à Kunming pour rencontrer Long Yun et tenter de le rallier au futur Mouvement de paix. Les officiers japonais chargés de l' « opération Wang Jingwei » découvrent une femme à poigne, bien décidée à défendre l'honneur de son mari. À l'arrivée en bateau de Wang à Shanghai, alors que *Kagesa Sadaaki souhaite le placer sous protection japonaise, Chen Bijun menace de traverser la crique de Suzhou à la nage si les Japonais ne le laissent pas s'installer dans la concession française. Si l'image de la « grosse vieille dame » pataugeant dans l'eau boueuse fait sourire *Inukai Ken, ce caractère fier inspire un certain respect à *Imai Takeo qui écrira après-guerre un essai sur Chen Bijun. Elle conserve cette attitude à l'égard des Japonais tout au long de l'occupation. *Yazaki Kanjū, qui l'a souvent fréquentée, dira de Chen qu'elle a toujours mis un point d'honneur à être désagréable avec ses interlocuteurs japonais, quel que soit leur rang, de sorte qu'ils la craignent tous. Cette attitude agace jusqu'au général *Hata Shunroku. Le 7 octobre 1942, Zhou Fohai rapporte ainsi que ce dernier s'est plaint des interférences incessantes de Chen dans les affaires politiques, allant même jusqu'à affirmer que si cela devait continuer, le Gouvernement national s'effondrerait et qu'il en serait fini de la Chine. Et Zhou d'ajouter : « j'entends souvent des propos semblables chez les dirigeants japonais, mais il m'est difficile d'en faire part à M. Wang [...] Toutefois, si je ne fais rien, je crains que les Japonais ne finissent par lui en faire la remarque, ce qui serait une perte de face considérable. Comment faire ? ». Peu après l'installation de Wang à Shanghai, Chen Bijun repart à Hongkong pour s'occuper de sa mère en échappant aux agents de Dai Li qui ont ordre de la tuer. Tout en participant activement aux préparatifs du futur régime – *Hu Lancheng la compare alors à un premier ministre de l'ombre –, elle commence sa conquête du pouvoir dans la région de Canton. À travers elle, Wang réussit là où Jiang Jieshi avait longtemps échoué en contrôlant, depuis Nanjing, le berceau du régime nationaliste. Nommée « superviseur politique du Guangdong », Chen Bijun supprime les collaborateurs déjà en place en les remplaçant par des parents (*Chen Yaozu, *Chen Chunpu, *Chu Minyi) qui forment le noyau d'une faction connue sous différents noms : « clique du Palais » (*gongguan pai*), « clique de Madame » (*furen pai*) ou encore « bande du Guangdong » (*Guangdong bang*). À la tête de ce sérail au service de Wang que l'usage du cantonais contribue à couper des autres dirigeants, Chen Bijun exerce un pouvoir sans commune mesure avec les postes qu'elle occupe dans les différents

comités du gouvernement, notamment parce qu'elle contrôle l'accès à la personne de Wang. Le consul Pierre Salade écrit que ce dernier est « presque toujours guidé par sa femme qui a une fâcheuse tendance à désigner trop souvent pour des postes importants des protégés sans valeur qui lui doivent tout et sur lesquels elle exerce une influence tyrannique » (4 août 1941). Cet éternel procès en manipulation intenté à Chen découle en partie du contraste qu'elle offre avec son mari. Comparée aux manières douces et au physique avenant de ce dernier, elle apparaît comme une virago irascible que les membres du gouvernement surnomment « vieille bique » (*lao taipo*) dans son dos. Au moment de l'invasion de Hongkong en décembre 1941, elle organise l'accueil des réfugiés à Canton et, à la fin de la guerre, obtient une baisse du prix du riz pour éviter une famine. Si son arrogance la sert dans ses négociations avec les autorités d'occupation, elle apparaît comme une diva capricieuse aux yeux des responsables chinois. Chen ne se déplace jamais sans sa cour composée notamment de l'épouse de *Chu Minyi et de la veuve de *Zeng Zhongming. En tournée dans les zones de pacification, elle se déplace en train spécial et accapare des antiquités pour sa collection. Cette réputation la dessert à partir de 1944, après l'assassinat de son frère Chen Yaozu en avril et la marginalisation de la clique du Palais à la suite de la disparition de Wang Jingwei en novembre. Pierre Salade écrit alors que la « personnalité et le caractère de Mme Wang Tsing Wei créent un problème malaisé. Elle s'est attirée l'animosité de la plupart des membres du Gouvernement à commencer par M. Tcheng Kong Po [*Chen Gongbo], et a eu de nombreuses difficultés avec les autorités japonaises. La solution qui serait propre à satisfaire presque tout le monde consiste pour elle à établir sa résidence à Canton. Comme, toutefois, elle est membre du [...] [Comité politique central], il est à craindre [...] qu'elle continue à imposer aux milieux gouvernementaux de Nanking une présence indésirable que l'on subira en mémoire de son mari » (15 nov. 1944). Si elle passe désormais l'essentiel de son temps à Canton, elle garde un certain ascendant à Nanjing. Lorsqu'en mars 1945 on l'avertit qu'il manque des fonds pour financer l'armée et les fonctionnaires du Guangdong, Chen fait pression avec succès sur les Japonais et ne prévient *Zhou Fohai qu'après coup. De même, lorsque son choix de nommer Chu Minyi à la tête du Guangdong en avril est rejeté, elle prend l'avion pour Nanjing et fait plier Chen Gongbo. Elle est, avec Chu Minyi, la première dirigeante du régime à être arrêtée par Chongqing. Chen Bijun passe en procès à

Suzhou le 16 avril 1946. Sa défense éloquentة manque de transformer le procès de la collaboration en celui de l'abandon de la population par le régime de Jiang Jieshi. Soulignant les contradictions du GMD et le patriotisme de Wang Jingwei, elle s'attire les applaudissements de l'assistance. Condamnée à la prison à perpétuité, elle purge sa peine à Shanghai où elle décède dix ans après l'arrivée des Communistes au pouvoir. La légende veut que ses anciennes camarades de l'aile gauche, Song Qingling et He Xiangning, aient plaidé sa cause auprès de Mao Zedong, mais que fière jusqu'au bout, Chen Bijun ait refusé de reconnaître ses crimes en échange de la liberté. Il semble toutefois que cette histoire soit sortie de l'imagination d'un historien peu scrupuleux. Chen Gongbo aurait un jour déclaré : « Sans Chen Bijun, Wang Jingwei n'aurait pas réussi mais il n'aurait pas non plus échoué ».

(Zhang Yingfu 1993 ; <http://wangjingwei.org/en/chen-bijun-en/> ; MRDC, p. 1073 ; Li Zhiyu 2014, p. 40-41, 57, 69 ; WKS, p. 717-721 ; Tao Xisheng 2008, p. 157-161 ; Boyle 1972, p. 281 ; Imai Sadao, 2009 ; Wu Shu-feng 2015 ; Yick 2014ab ; ADF 327 ; Musgrove 2005 ; Zhang Jiajun 2014, p. 343-345 ; ZR, p. 656).

Chen Changzu 陳昌祖 (1904-1994)

[souvent transcrit **Chan Cheong-choo**]

Plus jeune frère de *Chen Bijun, il passe son enfance en Malaisie avant de suivre sa sœur et *Wang Jingwei en France au lendemain de la Révolution de 1911. Installé en Chine à partir de 1918, il étudie au Datong xueyuan (Utopia School) de Shanghai, puis, à partir de 1923, à la Technische Hochschule de Berlin, où il reçoit une formation d'ingénieur en aéronautique. Chen travaille ensuite pour le fabricant d'avions Heinkel avant de rentrer en Chine en 1931. Il est alors recruté comme ingénieur par les Forces aériennes de Nanjing et dirige la Compagnie aéronautique sino-allemande (*Zhong-De lianhe hangkong gongsi*). Chen Changsu épouse entretemps la fille aînée de Zhu Zhixin 朱執信 (1885-1920), un proche de Sun Yat-sen, mort lors d'une campagne militaire contre les seigneurs de la guerre du Guangxi. Membre de la suite de Wang Jingwei lors de sa défection en décembre 1938, la contribution de Chen dans le Mouvement de paix se réduit à servir d'intermédiaire occasionnel entre son beau-frère et les diplomates européens. Au moment de la formation du régime de Nanjing en 1940, il intègre le Comité des affaires militaires comme chef du bureau de l'Aviation. En juillet 1940, Wang Jingwei l'envoie en Indochine pour une

énième tentative de rallier Long Yun à la cause de la paix. Rêvant de doter son régime d'une force aérienne, Wang crée à Changzhou une École centrale d'aviation (*zhongyang hangkong xuexiao*) présidée par Chen. À l'été 1941, 32 cadets des trois académies militaires de Shanghai et de Wuhan sont sélectionnés pour constituer sa première promotion. Dans un témoignage laissé après-guerre, l'un d'entre eux affirme qu'en réalité, Chen n'occupe pas le poste de directeur, auquel se succèdent Gao Zhaxin 高乍新, Liu Zhongtan 劉中檀 et Zhang Tiqin 張惕勤. En 1943, Chen prend la tête de l'Université centrale qui accueille quelque deux milles étudiants. Suite à l'assassinat de *Chen Yaozu et à la démission de *Chen Chunpu, Chen Bijun pense à lui, au printemps 1944, pour occuper le poste de gouverneur du Guangdong. Malgré la crainte que lui inspire celle qu'il considère davantage comme une mère que comme une sœur, Chen Changzu refuse cette charge qu'il sait trop lourde pour lui. Arrêté à la fin de la guerre, il bénéficie de l'amnistie de 1948 pour les « traîtres » de second rang. Il se réfugie à Hong-kong, avant de vivre en Malaisie, en Thaïlande puis au Canada où il décède à l'âge de 90 ans. Il a publié en 1978 ses *Memoirs of a Citizen of Early XXth Century China*. Il y revient notamment sur son rôle auprès de ceux qu'il nomme « Fourth Brother » et « Fourth Sister ».

(wangjingwei.org ; Chan Cheong-choo 1992 ; Gu Qing 1989).

Chen Chunpu 陳春圃 (1900-1966)

Neveu de *Chen Bijun, il fait ses classes au Collège du Sacré-cœur de Canton. Grâce à l'influence de sa tante, il devient membre du GMD en 1924 et trouve une place dans le gouvernement du Guangdong puis comme secrétaire du bureau de la propagande du Bureau central du GMD. En 1925, il part étudier à l'Université Zhongshan de Moscou. À son retour en 1927, il retrouve un poste au GMD à Wuhan. Prenant exemple sur son oncle, il s'exile quelque temps à New York, où il travaille dans la presse. De retour à Nanjing en décembre 1931, il intègre le Comité des affaires des Chinois d'outre-mer. Chen réside chez Wang Jingwei à Chongqing au début de la guerre. Peu avant la défection du 18 décembre 1938, il reçoit pour instruction de conduire les enfants de Wang à Hongkong pour les mettre à l'abri puis d'attendre ce dernier à Kunming afin d'y préparer son escale. Membre de la clique du Palais, Chen Chunpu occupe divers postes de secrétaire général dans les instances centrales du gouvernement de Wang Jingwei. Éphémère ministre de la Construction

fin 1943, il est envoyé en avril 1944 par sa tante pour la représenter comme gouverneur du Guangdong après l'assassinat de *Chen Yaozu. C'est également un moyen de l'éloigner de Nanjing où il vient d'être impliqué dans le scandale du ministère des Vivres en raison de ses liens avec *Gu Baoheng. Son épouse souffrant d'un cancer, il rentre un an plus tard, laissant sa place à *Chu Minyi. Après la défaite japonaise, il se rend aux autorités nationalistes qui le condamnent à mort puis, en appel, à une peine d'emprisonnement à vie. Il décède en prison après avoir laissé un témoignage sur le Mouvement de paix.

(Chen Chunpu 2010 ; *SWHB*, p. 836-869 ; Chu Te-lan 2000 ; Yuan Yuquan 2010, p. 153).

Chen Enpu 陳恩普 (1892- ?)

On ne sait rien de lui avant et après la guerre. Originaire de Wuxian (Jiangsu), il a sans doute une formation de juriste car il exerce sous le régime de Wang Jingwei comme procureur général de la Cour suprême de justice. Le 10 mars 1944, il est nommé à la direction du Tribunal spécial mis en place pour juger le scandale du ministère des Vivres impliquant *Hou Dachun et *Gu Baoheng notamment. En juillet de la même année, il est nommé ministre de la Justice suite au décès soudain de *Zhang Yipeng.

(*MRDC*, p. 1042 ; *ZR*, p. 863).

Chen Fumu 陳孚木 (1897-1959)

Fils d'un pasteur chrétien de Dongwan (Guangdong), il est immergé, dès son plus jeune âge, dans les milieux révolutionnaires cantonnais par l'intermédiaire de ses grands frères. L'aîné, Chen Yichuan 陳逸川 (1880-1959) est un intime de Sun Yat-sen. Le cadet, Chen Qiulin 陳秋霖 (1893-1925) est journaliste et militant anarchiste. En 1921, Chen Jiongming envoie Chen Qiulin et Chen Fumu à Hongkong pour y éditer le *Xinwenbao* (Les Nouvelles). Le 19 juillet 1924, en plein conflit entre Chen Jiongming et Sun Yat-sen, les frères Chen annoncent le ralliement de leur journal au camp de Sun. *Wang Jingwei envoie un messenger pour les féliciter. Chen Qiulin est élu au Comité central de contrôle du GMD et nommé rédacteur en chef du *Minguo ribao* (Le Républicain), où il est assisté par Chen Fumu. Ils sont proches de Wang Jingwei qui dirige alors la propagande du GMD, dont le *Minguo ribao* est le principal organe de presse. Le 20 août 1925, Chen Qiulin est tué par une balle perdue dans l'attentat qui coûte la vie à Liao Zhongkai. Ce drame lie à jamais Chen Fumu à la famille de Liao ; un lien dont il

profitera à la fin de sa vie. En octobre 1925, il est nommé chef du département de la jeunesse du Bureau du GMD au Guangdong. L'année suivante il devient inspecteur au sein du Yuan de contrôle et responsable de l'agriculture et de l'industrie dans le gouvernement provincial. S'étant rapproché du PCC, Chen fait libérer dix personnes lors de la purge des Communistes par les autorités nationalistes de Canton, le 15 avril 1927. Une fois l'alliance nouée entre Jiang Jieshi et Wang Jingwei, à la fin de l'année 1931, Chen est élu membre suppléant du Comité exécutif central du GMD. Après la démission de Chen Mingshu 陳銘樞 (1889-1965) de son poste de ministre des Communications, en raison de son opposition à Jiang Jieshi, Chen Fumu le remplace. Il s'associe avec l'ancien secrétaire de Chen Jiongming, Huang Jusu 黃居素 (1897-1886), et le petit-fils de Li Hongzhang, Li Guojie 李國杰, pour détourner une forte somme d'argent des caisses du ministère. Chen et Huang s'enfuient à Hongkong, tandis que Li est arrêté. L'argent sert, semble-t-il, à financer les activités dissidentes de Chen Mingshu. À l'hiver 1933, ce dernier fonde le « gouvernement populaire du Fujian », auquel participe Chen Fumu. Suite à son écrasement par le GMD l'année suivante, Chen s'exile à Londres. Il rentre quelques années plus tard à Hongkong en compagnie d'une ancienne prostituée anglaise, dont il s'est entiché et qu'il surnomme son « dictionnaire de chambre » (*chuangshang zidian*). Après le lancement du Mouvement de paix au début de l'année 1939, Chen est invité par Wang Jingwei à le rejoindre, mais il ne donne pas suite. Il est alors approché par l'agent communiste Pan Hannian qui lui demande d'infiltrer le groupe de Wang. Chen accepte à condition que la veuve de Liao Zhongkai, He Xiangning, se porte garante pour le cas où il serait pris pour un véritable traître. À l'automne 1939, Chen part pour Shanghai en compagnie d'un ancien de la clique réorganisationniste, son vieil ami Tang Chengbo 湯澄波 (1902- ?). À leur arrivée, ils s'entretiennent avec Wang Jingwei, qui espère rallier Chen Mingshu par l'intermédiaire de Chen Fumu. Ce dernier commence alors à faire du renseignement pour le compte du PCC aux côtés de *Yuan Shu. Tous deux participent au Mouvement pour l'essor de l'Asie et la reconstruction nationale (*xingya jianguo yundong*) d'*Iwai Eiichi, qui sert de couverture à leurs activités. Après la dissolution de cette organisation en décembre 1940, Chen et Yuan sont élus au Comité exécutif central de Nanjing. Au début de l'année 1941, ils sont les principaux organisateurs de la branche chinoise du Mouvement de la Ligue d'Asie

orientale lancé par Wang Jingwei pour fusionner les organisations de masse rivales dans son GMD « orthodoxe ». Le PCC ne tarde pas à noyauter le bureau de Shanghai de la Ligue grâce à ses agents Yun Yiqun 恽逸群 (1905-1978) et Ye Wenjin 叶文津 (1916-1980). Vieille connaissance du maire de la ville, *Chen Gongbo, Chen Fumu devient son compagnon de beuverie. En mai 1941, il fonde la Nanyang shangye yinhang (Banque commerciale du Sud) avec deux Chinois de la diaspora, Chen Yancheng 陳衍成 et Wang Yisen 王益森. Grâce aux bonnes relations de Chen Fumu avec les autorités japonaises, Ye Wenjin parvient à faire libérer les agents communistes Dai Yinglang 戴英浪 (1906-1985), Yu Shouzhong 俞守中 et Tan Chong'an 譚崇安. En novembre 1944, Chen mène des discussions secrètes avec le général de brigade Kawamoto Yoshitarō 川本芳太郎 (1898-1975) en vue d'hypothétiques négociations avec Chongqing. Peu après la reddition japonaise, Chen quitte Shanghai pour Dalian. Après la victoire communiste, il devient directeur général de la Banque Guohua, mais il est révoqué en 1951 pour s'être rendu à Hongkong. Il retourne à Canton en 1957. Grâce à l'appui de He Xiangning et du fils de celle-ci, Liao Chengzhi 廖承志 (1908-1983), Chen obtient un poste dans le gouvernement provincial comme membre du Conseil des affaires des Chinois d'outre-mer. Il doit sans doute à la protection de la famille de Liao Zhongkai d'avoir réchappé à l'« Affaire Pan Hannian » qui envoie Pan et Yuan Shu en prison pendant plusieurs décennies. (Chen Xiaoping 2015).

Chen Gongbo 陳公博 (1892-1946)

Bras droit de *Wang Jingwei avant comme pendant la guerre, Chen remplace ce dernier à la tête du gouvernement de Nanjing durant les deux dernières années de l'occupation. Cette image d'éternel second, coincé entre la stature de Wang et le pouvoir envahissant de *Zhou Fohai, cache toutefois la trajectoire originale d'un homme d'État porteur d'une véritable vision pour la Chine, qui ne s'est jamais tout à fait départi de l'attitude hésitante avec laquelle il s'est engagé dans la collaboration. Issu d'une famille hakka installée à Ruyuan (Guangdong), Chen voit le jour dans le Guangxi où son père, Chen Zhimei 陳致美 (c.1830-1912), a été promu commandant en chef à la suite de sa participation à la campagne contre les Taiping. Retiré à Canton, il appartient à la plus importante société secrète de Chine méridionale, très active dans le mouvement anti-mandchou. En 1907, Chen prend part

avec son père au soulèvement de Ruyuan qui se conclut par la condamnation de Chen Zhimei à la prison à vie. Chen Gongbo s'enfuit à Hongkong avant de retourner à Canton un an plus tard afin de poursuivre ses études. En octobre 1911, Chen Zhimei est libéré et élu membre de l'assemblée provinciale. Chen Gongbo lui-même se voit offrir un poste d'officier à Ruyuan mais son père, jugeant qu'il manque d'expérience, lui ordonne d'y renoncer. Il reprend ses études et adhère à la Ligue jurée. En 1914, il intègre l'École des sciences juridiques et politiques du Guangdong dont il sort avec un diplôme de droit en 1917. Il réussit alors le concours d'entrée de la faculté de philosophie de Beida. Bien qu'il ne soit pas particulièrement actif durant le mouvement du 4 mai 1919, Chen fréquente les principaux leaders de la « nouvelle culture ». Diplômé en 1920, il rentre travailler comme enseignant à Canton où il fonde avec son coturne de Beida, Tan Pingshan 譚平山 (1886-1956), le journal *Guangdong qunbao* (Les Masses cantonaises) qui est subventionné par le seigneur de la guerre et allié de Sun Yat-sen, Chen Jiongming 陳炯明 (1878-1933). Invité par ce dernier comme commissaire provincial chargé des questions d'éducation, Chen Duxiu 陳獨秀 (1879-1942) nomme Chen Gongbo à la tête du bureau de la Propagande et l'envoie à Shanghai en juillet 1921 représenter Canton au congrès inaugural du PCC. Chen Gongbo fait partie des délégués opposés à toute action violente ; de même que le représentant des étudiants chinois au Japon, Zhou Fohai. Avant même la fin du congrès, Chen commence à douter du communisme. Il n'en continue pas moins d'être actif au sein de la section cantonaise du PCC dirigée par Tan Pingshan. Il joue un rôle important dans l'organisation de la grève des marins, début 1922, qui est l'une des premières tentatives de prise en main du mouvement ouvrier par le PCC. Au moment de la rupture entre Sun Yat-sen et Chen Jiongming au printemps, la section de Chen Gongbo reste fidèle à ce dernier contre la hiérarchie du Parti qui soutient Sun. Rompant avec le PCC, Chen Gongbo s'embarque pour l'Amérique en novembre. Lors d'une longue escale au Japon, il s'entretient avec le lieutenant de Sun, Liao Zhongkai, alors en pleines négociations avec l'Union soviétique en vue du Front uni. Inscrit en maîtrise d'économie à l'Université Columbia à New York, Chen soutient en 1924 un mémoire intitulé *The Communist Movement in China*. Durant sa période américaine, il approfondit ses connaissances en économie. Rejetant à la fois la lutte des classes de Karl Marx et le libéralisme d'Adam Smith, il finit par se ranger en faveur de

Sun Yat-sen. Invité par Liao Zhongkai à enseigner à l'Université de Canton, il quitte Columbia en février 1925 avant d'avoir achevé son doctorat. Sous la protection de Liao, nommé gouverneur de la province au moment de la réorganisation du GMD en juin 1925, Chen adhère au GMD et connaît une promotion rapide au sein de l'appareil local. Il dirige notamment le département de formation politique du Conseil politique que préside Wang Jingwei dont il devient proche après l'assassinat de Liao. En janvier 1926, Chen est élu au Comité exécutif central. Comme d'autres transfuges, il subit à la fois les attaques de ses anciens camarades communistes, qui lui reprochent d'avoir trahi la cause, et celles de l'aile droite du GMD qui doute de sa sincérité. Durant l'Expédition du Nord, il occupe des postes importants, notamment comme principal dirigeant du GMD au Jiangxi. Au moment de la scission du parti, il choisit le camp de l'aile gauche à Wuhan dont il devient une figure de premier plan. Au retour de Wang Jingwei en Chine au printemps 1927, Chen est désormais son bras droit. Il le représente à Canton en octobre dans ses négociations avec le seigneur de la guerre Zhang Fakui pour fonder un nouveau gouvernement opposé à Jiang Jieshi. Après le départ de Wang pour l'Europe, en décembre 1927, Chen fait office, avec Gu Mengyu, de principal animateur de l'Association pour la réorganisation du GMD (*GMD gaizu tongzhihui*) qui prône un retour au GMD réorganisé de 1924, contre la pente militariste et conservatrice que lui donne Jiang Jieshi. Il diffuse ces idées auprès des jeunes cadres du GMD à travers la revue *Geming pinglun* (*La Critique révolutionnaire*) lancée en mai 1928 et que le gouvernement finit par interdire en septembre. Dans le même temps, il fonde l'Université continentale (*dalu daxue*) afin de former les cadres du *gaizupai* parmi lesquels il recrute, par la suite, nombre de ses collaborateurs. Exclu du GMD lors du 3^e congrès en mars 1929, Chen assiste Wang Jingwei au sein de la coalition anti-Jiang. Suite à la défaite de celle-ci, en septembre 1930, il s'enfuit pour Hongkong avant de s'exiler en Europe. Il revient en Chine après l'Incident de Mandchourie, un an plus tard, qui pousse les dirigeants du GMD à la réconciliation. Chen est réintégré dans les instances du parti et nommé ministre de l'Industrie dans le gouvernement de coalition dirigé par Wang Jingwei. Occupant ce poste jusqu'à la tentative d'assassinat contre Wang en novembre 1935, il applique un programme fondé sur le concept d'« économie nationale » (*minzu jingji*) qui cherche à moderniser le pays au moyen d'une forte intégration économique s'appuyant sur des

capitalistes anti-impérialistes. L'objectif est d'aboutir à l'autosuffisance afin d'être en mesure de résister au Japon. Bénéficiant du soutien de personnalités puissantes telles que Song Ziwen 宋子文 (T.V. Soong, 1894-1971), cette politique s'inspire notamment de l'économie dirigée et corporatiste développée à la même époque par l'Italie mussolinienne. Chen entretient alors des liens étroits avec le consul de Shanghai et gendre du Duce, Galeazzo Ciano (1903-1944). Ce programme de reconstruction nationale se heurte cependant à celui de Jiang Jieshi qui prône l'assujettissement de l'économie aux intérêts militaires, selon un modèle prussien. Suite à la démission de Wang en novembre 1935, Chen part lui aussi pour l'Europe et réside en Allemagne et en Italie. De retour en Chine au début de l'année 1937, il retrouve des fonctions de second plan dans le GMD. Après le déclenchement de la guerre, Jiang Jieshi nomme Chen envoyé spécial en Europe dans l'espoir qu'il pourra obtenir une aide de Mussolini. Bien qu'il ne croie pas dans le succès de cette mission, Chen s'exécute et visite l'Italie, l'Angleterre ou encore la Belgique. Élu au comité permanent du GMD en avril 1938, il réside à partir de septembre à Chengdu où il dirige la section provinciale du parti. Il n'est pas impliqué dans les négociations secrètes que mènent au même moment des proches de Wang Jingwei et Zhou Fohai avec le Japon. Il semble que Chen ait été volontairement laissé dans l'ignorance du projet, par crainte de sa réaction. Après que *Mei Siping a rapporté à Chongqing, fin novembre, l'accord du Chongguantang, Wang tergiverse et décide, contre l'avis de son entourage, de faire venir Chen Gongbo et *Tao Xisheng. Selon le témoignage de ce dernier, Chen tombe des nues en apprenant l'accord passé avec des émissaires japonais. Chen retourne à Chengdu avant de revenir à Chongqing où Wang le convainc qu'il a besoin de lui. A la mi-décembre, il s'envole pour Kunming puis rejoint Hanoï où Wang Jingwei arrive peu après. C'est Chen qui porte à Hongkong le texte connu sous le nom de *Yandian*. Dans la concession britannique, où sa famille s'est installée dès le début de la guerre, Chen rencontre Gu Mengyu qui lui conseille de mettre immédiatement un terme aux négociations avec le Japon. Débutent alors de longs mois d'indécision pour Chen, alors que le Mouvement de paix prend forme sans lui à Shanghai. En février 1940, Wang cherche encore à le faire venir, mais Chen prend prétexte de l'état de santé de sa mère pour demeurer à Hongkong, sans pour autant cacher ses réticences à s'engager. Dans ses télégrammes à Wang, Chen juge inacceptables

les conditions de paix prévues par le projet de traité, considérant que le Japon n'a pas renoncé à contrôler la Chine. Il dit vouloir attendre que le nouveau gouvernement soit établi avant de se rendre à Nanjing. Présente à Canton, *Chen Bijun négocie avec Chen Gongbo en lui proposant d'occuper les postes les plus prestigieux du futur régime. Chen dit ne pas être y être opposé, mais semble encore hésiter. Il demande ainsi à ne pas être nommé au Comité politique central et à ce que son futur poste ne soit pas annoncé dans la presse avant son arrivée, par souci, dit-il, de sa sécurité. Chen Bijun lui répond qu'il doit impérativement être à Nanjing dix jours avant l'inauguration du gouvernement. Soucieuse de protéger son mari en constituant une équipe de fidèles capable de contrebalancer le pouvoir grandissant des anciens ennemis de la clique CC emmenés par Zhou Fohai, Chen Bijun cherche à faire nommer Chen Gongbo au Yuan exécutif. Il est finalement désigné président du Yuan législatif ; poste prestigieux mais sans réel pouvoir comparé à Zhou Fohai qui cumule la vice-présidence du Yuan exécutif et le ministère des Finances. Chen s'entoure de plusieurs anciens du *gaizupai* qui se réunissent régulièrement chez le gendre de Tang Shaoyi, *Cen Deguang. Chen Bijun souhaite placer son frère *Chen Yaozu à la tête du Guangdong mais ce dernier manquant d'expérience, les Japonais refusent. Chen Gongbo est alors désigné gouverneur pour la forme puisqu'il réside à Nanjing. En novembre 1940, Chen Yaozu obtient finalement le poste, tandis que Chen Gongbo se voit offrir à la place la mairie de Shanghai. Moins impliqué que Zhou Fohai dans la conduite du gouvernement, Chen tente de rester au-dessus des querelles de factions, notamment en gardant une certaine distance avec la clique du Palais, malgré ses affinités régionales et politiques avec l'entourage de Wang. Il s'oppose en revanche frontalement à *Li Shiqun en insistant auprès de Wang Jingwei pour que les services secrets ne s'ingèrent pas dans les affaires politiques. Fidèle à ses méthodes, Li montre à Wang des photographies volées de la vie dissolue de Chen, qui aime faire la noce dans les cabarets shanghaiens. Furieux, Chen se ligue avec Zhou Fohai contre Li. Le prestige attaché à son parcours avant-guerre fait néanmoins de lui un poids lourd de la collaboration comme en témoignent les très nombreuses charges qu'il cumule. En octobre 1943, il lance le *Difang xingzheng yuekan* (Mensuel de l'administration locale) ; revue destinée aux fonctionnaires, comme aiment à en publier les dirigeants pour influencer sur l'administration. Le poste de rédacteur en chef est confié à la secrétaire et maîtresse de

Chen, Mo Guokang 莫國康, qu'il a connue chez Liao Zhongkai à Canton en 1925. Les protégés de Chen y font paraître des articles, notamment l'espion communiste *Li Shiyu. Après le départ de Wang Jingwei, en mars 1944, pour se faire soigner au Japon, Chen Gongbo le remplace dans tous ses postes, notamment ceux de président du Yuan exécutif et de président du Conseil des affaires militaires, dont il hérite après son décès en novembre. Bien que Chen soit désormais le numéro un du régime, Zhou Fohai n'en demeure pas moins, et même plus que jamais, l'homme fort à Nanjing et à Shanghai où il succède à Chen comme maire en décembre. Chen insiste pour se faire appeler « président par intérim » (*dai zhuxi*) par respect pour Wang, mais aussi – affirment les mauvaises langues – pour ne pas aggraver son cas aux yeux de Jiang Jieshi. Il parle désormais des « camarades de Chongqing » dans ses discours et multiplie les appels en faveur d'une Chine unie et souveraine, tout en liant cette finalité à la victoire du Japon dans la guerre. Chen est, par ailleurs, régulièrement en contact avec les services secrets nationalistes depuis le début du Mouvement de paix. En 1940, il est approché par Dai Li qui exige de lui qu'il protège ses agents en zone occupée et leurs transmetteurs radio mais aussi qu'il communique à Chongqing le contenu des accords signés entre Nanjing et Tokyo. Un ancien proche de Chen, *Xu Tianshen est envoyé par le Juntong pour servir d'intermédiaire avec Chongqing. Ces contacts s'intensifient en 1945 dans le cadre des préparatifs en vue du retour du Gouvernement nationaliste. Chen y prend part au même titre que Zhou mais n'en tire pas les mêmes bénéfices faute d'être issu, comme ce dernier, de l'entourage de Jiang Jieshi. Le jour de la capitulation japonaise, l'ambassadeur japonais Tani Masayuki 谷正之 (1889-1962) annonce à Chen qu'il a reçu l'ordre de prendre les dispositions nécessaires pour faciliter son expatriation au Japon s'il le souhaite, mais Chen décline l'offre. À en croire Zhao Hao, qui coordonne avec Zhou Fohai la prise de contrôle du Jiangnan pour le compte du Juntong, Chen cherche alors à organiser un gouvernement séparatiste afin d'être en position de négocier avec le PCC. Il convoque dans ce but les généraux « fantoches » à Nanjing mais ces derniers ont déjà prêté allégeance à Chongqing. Chen revient alors sur sa décision de ne pas fuir, notamment après que *Ren Yuandao l'a averti que Chongqing ne voulait pas qu'il reste à Nanjing. Le 25 août au matin, Chen, son épouse Li Lizhuang 李勵莊, sa maîtresse Mo Guokang, *He Bingxian ainsi que *Lin Bosheng, *Chen Junhui et *Zhou Longxiang prennent l'avion

pour le Japon sous la houlette du conseiller militaire *Ogawa Tetsuo. Débarquant dans un pays dévasté par les bombardements, la petite troupe se trouve livrée à elle-même. Ogawa est finalement convoqué au Gaimushō où *Tajiri Aigi lui apprend que l'exil de Chen Gongbo doit suivre un plan déjà rédigé afin de protéger son anonymat. Comme les autres membres du groupe, Chen prend un nom japonais et s'appelle désormais Higashiyama Kōichi 東山公一. Le 30 août, le journal *Asahi* s'interroge en une : « Chen Gongbo s'est-il suicidé ? ». Deux jours plus tard, Chen et ses compagnons arrivent à Kyōto qui sera leur Sigmaringen. Les journées s'écoulent lentement dans le cadre magnifique du Pavillon d'or. Contrairement à beaucoup de dirigeants de sa génération, Chen n'a pas étudié au Japon. Chaque matin, il se fait donc traduire les titres de la presse par Zhou Longxiang, puis se plonge dans la lecture de l'un des trois livres en chinois à sa disposition. L'après-midi, il suit avec son épouse des cours de japonais. Durant cette période, Chen échange plusieurs lettres avec l'ancien premier ministre *Konoe. Le 9 septembre, lorsqu'il reçoit la capitulation du Japon, le chef des armées chinoises, He Yingqin, remet une demande d'extradition visant Chen. Dans un contexte de grand affaiblissement de l'armée, dont témoigne la reprise en main par les diplomates, Ogawa craint que le gouvernement ne cède aux pressions de l'occupant américain et ne livre ses hôtes bien encombrants. De fait, Chen est arrêté à Kyōto le 1^{er} octobre et renvoyé en Chine dès le lendemain. Son procès s'ouvre à Suzhou le 5 avril 1946 pour se conclure cinq heures plus tard. Le jugement est rendu au bout d'une semaine : Chen est condamné à mort. Bien qu'il ait déclaré accepter la sentence quelle qu'elle soit, son épouse dépose un appel et multiplie les entretiens avec la presse à qui elle décrit les liens de son mari avec le Juntong durant la guerre. Il est exécuté le 3 juin. Alors âgé de 18 ans, son fils Chen Gan 陳幹 vient de réussir le concours d'entrée de l'Université Qinghua. Il part l'année suivante pour les États-Unis qu'il ne quittera plus. Ces dernières années, il a entrepris une réhabilitation discrète de son père, notamment en publiant un recueil de ses poèmes qu'il a distribué gracieusement à des chercheurs aux quatre coins du monde. Son propre fils, Jeff Chen, dirige depuis 2014 à Hongkong le département finances du plus grand cabinet d'avocat au monde. Chen Gongbo a laissé plusieurs textes autobiographiques, notamment : *Kuxiaolu* 苦笑錄 (Rires amers) publié en 1939 dans lequel il revient sur la période 1925-1936 ; *Hanfengji* 寒風集 (Vent d'hiver) publié

en 1944 qui porte sur plusieurs périodes de sa vie depuis son enfance jusqu'à son poste de maire de Shanghai ; « Banian lai de huiyi 八年來的回憶 » (Souvenirs des huit dernières années), long texte rédigé en prison pour justifier sa participation au gouvernement de Wang Jingwei.

(*BDRC*, vol. 1, p. 196-201 ; Geng Liyuan 1993 ; *MAITRON*, p. 125-126 ; Zanas 2006, 2008 ; Wang Yiyi 2010 ; Tao Xisheng 2008, p. 158 ; *SWHB*, p. 1-90 ; AH 118-010100-0052-023, 118-010100-0052-024 ; Chen Hongmin 2009 ; Hu Zewu 1987 ; Yick 2014, p. 222 ; Liu Shih-ming 2002, p. 215 *sq.* ; Martin 2009, p. 84 ; Ogawa 1985 ; *AS* 11/9/45, 6/10/45 ; Chen Gongbo 1981, 2013ab).

Chen Jicheng 陳濟成 (1896- ?)

Shanghaien, diplômé de l'Université Qunzhi, il est spécialisé dans l'éducation des jeunes enfants qu'il contribue à développer en créant des établissements et en publiant plusieurs travaux sur le sujet. Selon son propre témoignage, publié sous forme de *wenshi ziliao*, il est approché par Chen Chunpu au moment de l'arrivée de Wang Jingwei à Shanghai en 1939. Ce dernier cherche un répétiteur en physique chimie pour sa fille. Il commence alors à fréquenter les membres du Mouvement de paix qui s'affairent à préparer le « retour à la capitale ». Après la formation du nouveau régime, Chen Jicheng occupe des fonctions dénuées de pouvoir. Président du Comité des affaires des Chinois d'outre-mer, il se rend à Taiwan où il s'entretient avec le gouverneur-général. Par la suite, il est nommé ambassadeur au Manzhouguo où il réside plus d'un an puis, en 1944, représentant de Nanjing lors de l'assemblée de la Ximinhui à Beijing. Condamné à la prison à vie après-guerre, il est libéré en 1976.

(*ZMSD*, p. 1098 ; Chen Jicheng 1987).

Chen Juemin 陳覺民 (1876-1945)

Natif du Guangdong, il adhère à la Ligue jurée alors qu'il est étudiant en droit à Tokyo avant de participer à la Révolution de 1911. Proche du principal rival de Sun Yat-sen à Canton, Chen Jiongming, il perd ses fonctions officielles à la chute de ce dernier en 1923. Réfugié à Hongkong au début de la guerre, il est recruté par *Peng Dongyuan pour participer au Comité de maintien de l'ordre de Canton.

(*MRDC*, p. 1075 *sq.* ; Chen Qiao 2008 ; Chen Gongbo 2013).

Chen Junhui 陳君慧 (1903- ?)

Originaire de Taishan (Guangdong), il part étudier à l'Université de New York où il obtient

un doctorat. En 1933, il devient directeur de recherche au Centre d'enquête sociale et intègre, l'année suivante, l'Academia Sinica. Sous l'occupation, il participe à la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei dans lequel il occupe des postes de conseiller, notamment en économie. Il siège ainsi au Comité de la Banque centrale de réserve et se voit nommé secrétaire général du Comité économique national. Membre de la clique du Palais, il cumule des postes dans de nombreuses organisations, en particulier à la tête du Comité d'hydraulique, à partir d'août 1942, puis du ministère des Travaux publics et du ministère de l'Industrie. Sa proximité avec le clan cantonais de Wang Jingwei est illustrée par Jin Xiongbai qui, dans ses Mémoires, raconte comment lors de l'hospitalisation de Wang à Nagoya, Chen Junhui lui fait don de son sang. Les médecins japonais, pourtant choisis pour leur compétence, oublient de vérifier le groupe sanguin des deux hommes qui se révèlent incompatibles. En août 1945, il fait partie du groupe de dirigeants qui suit Chen Gongbo dans son exil japonais avant d'être livré à Nanjing en octobre et emprisonné. (MRDC, p. 1027 ; WKS, p. 387).

Chen Qun 陳群 (1890-1945) [zi Renhe 人鶴]

Originaire de Minhou (Fujian), il est le fils d'un marchand de papier et d'une ancienne fille de joie devenue concubine. Il sort diplômé de l'Académie de police de Fuzhou avant de partir en 1913 étudier le droit et la littérature au Japon où il adhère au Parti révolutionnaire (*geming-dang*) de Sun Yat-sen. De retour en Chine, il travaille pour le Gouvernement militaire de Canton. Après avoir pris part à l'Expédition du Nord sous le commandement de Bai Chongxi, il est chargé par Jiang Jieshi d'organiser l'épuration du GMD aux côtés de Yang Hu 楊虎 (1889-1966). Chen est le principal stratège de la mobilisation des hommes de la Bande verte. Afin de peser au sein de celle-ci, Chen et Yang sont cooptés en son sein comme disciples de Zhang Renkui 張仁奎 (1865-1944), ce qui les place au même rang générationnel que Huang Jinrong 黃金榮 (1868-1953) et un rang au-dessus de Du Yuesheng 杜月笙 (1888-1951) ; tous deux de célèbres parrains de la pègre shanghaienne. Afin de parfaire leur position dans l'organisation, ils nouent des liens de frères jurés avec ces derniers. Exécutants particulièrement zélés de la Terreur blanche (on attribue plus de 400 assassinats à leur groupe), Yang Hu et Chen Qun inspirent le jeu de mots de sinistre mémoire « *yanghu chengqun* 養虎成群 » (nourrir les tigres devenus légion). À son arrivée à Shanghai, Jiang Jieshi le

nomme président de la cour martiale mais snobe Chen qui espérait voir ses services mieux récompensés. Quelques mois plus tard, il s'installe au Japon avant de rentrer sur le même navire que Jiang qui ne lui adresse pas la parole. De retour à Shanghai, il enseigne un temps et fonde une maison d'édition (la Huatong shuju) qui s'associera, pendant la guerre, avec le grand groupe Sanseidō pour éditer des ouvrages japonais. À la même époque, Chen ouvre également une école secondaire. Dans les deux cas, il peut compter sur le soutien de Du Yuesheng. Chen compte parmi les principaux cadres de la Société de la persévérance (*hengshe* 恆社) établie en novembre 1932 par Du, qui cherche à développer ses réseaux dans les milieux politiques et industriels de Shanghai. Après la réorganisation du Gouvernement nationaliste en décembre 1931, le nouveau président du Yuan exécutif, Sun Ke 孫科 (1891-1973), nomme Chen Qun vice-ministre de l'Intérieur et chef du Bureau de la police. Chen gravite alors dans l'entourage de Hu Hanmin, à la droite du GMD. Suite à la chute du gouvernement de Sun Ke, fin janvier 1932, Chen quitte ses fonctions et rentre à Shanghai où il participe au mouvement anti-Jiang en liaison avec Hu Hanmin. Après la mort de ce dernier en mai 1936, Chen demeure à Shanghai où il collectionne les femmes et les livres. C'est là qu'il est approché, fin 1937, pour participer au Gouvernement réformé au sein duquel il exerce ses talents reconnus d'administrateur comme ministre de l'Intérieur. En juin 1938, il crée l'École de formation à l'administration de district du ministère de l'Intérieur qu'il dirige. Il consolide ainsi durablement son pouvoir au sein de l'État d'occupation en formant et en nommant des magistrats de district loyaux qui éditent la revue *Xianzheng yanjiu* (Études sur l'administration de district) dont il confie la direction à son neveu Chen Xianglin 陳祥霖. C'est le cas en particulier à Hangzhou où il remplace les premiers collaborateurs par des hommes originaires comme lui de Minhou, dont certains, tels Xie Ke 謝恪, le suivent tout au long de la guerre à ses postes successifs. Il s'appuie également sur un ancien membre de la faction de Hu Hanmin, *Deng Zuyu. Au moment de la dissolution du Gouvernement réformé en 1940, Chen Qun découvre qu'il reste plus d'un million de yuans dans les caisses du ministère de l'Intérieur. *Harada Kumakichi l'invite à investir cette somme dans une œuvre caritative ou éducative. Chen achète des milliers de livres anciens et ouvre une bibliothèque à Nanjing. Il joue un rôle déterminant dans la transition de 1940. Le 8 janvier, après que Chen est venu lui expliquer

comment il voyait la formation du nouveau régime, *Zhou Fohai écrit à son sujet : « Il faudra tâcher d'amadouer cet homme à l'avenir, faute de quoi nous allons au devant de nombreux obstacles. Mais, il y a encore trop de choses qui ne vont pas dans ce qu'il a dit ce soir. Il convient de faire attention à lui ». De fait, Chen conserve sous le gouvernement de Wang Jingwei un pouvoir réel, contrairement aux autres collaborateurs de la première heure qui ne peuvent se prévaloir de son passé nationaliste et de ses réseaux dans l'administration locale. Cette longévité s'explique également par ses bonnes relations avec l'occupant. Chen qui a séjourné à plusieurs reprises au Japon avant-guerre, visite régulièrement l'archipel durant l'occupation. Ministre de l'Intérieur jusqu'en septembre 1943, il remplace son ennemi *Li Shiqun comme gouverneur du Jiangsu, après l'empoisonnement de ce dernier. Impliqué indirectement dans le scandale du ministère des Vivres début 1944, Chen Qun échappe à la prison mais il est démis de ses fonctions. En novembre 1944, il hérite du poste honorifique de président du Yuan d'examen. À un conseiller japonais qui lui propose, le jour de la capitulation, d'organiser son exil au Japon, Chen Qun aurait répondu qu'ayant sept femmes et vingt-quatre enfants, il risquait de conduire le Japon à la faillite. Trois jours plus tard, il se suicide après avoir rédigé un testament. Celui-ci s'ouvre sur une paraphrase d'un passage du *Zuozhuan* : « Si personne n'était resté dans le pays après le départ du prince, qui aurait gardé les autels des esprits protecteurs du territoire et des grains ? Si personne ne s'en était allé avec le prince, qui aurait défendu aux frontières et au-delà les gardiens des bœufs et des chevaux ? [不有居者誰守社稷不有行者誰杆牧團] ». Dans cette version chinoise du glaive et du bouclier, Chen Qun se range dans la catégorie de ceux qui sont restés pour protéger la population. Phrase après phrase, il répète : « je suis un membre du Parti nationaliste ». En 1946, les autorités nationalistes saisissent un stock d'opium détourné et caché par Chen Qun durant l'occupation.

(MRDC, p. 1002 sq. ; Wu Jiping 1997 ; Hu Lancheng 2009, p. 216 ; Martin 1996, p. 100, 180 ; Tsuchiya 2015 ; ZR, p. 226 ; Li Wenbin 1993 ; Ogawa 1985, p. 25-28 ; Li Lingling 1996, p. 69 sqq. ; Couvreur 1951, vol.1, p. 342-343 ; Martin 2003, p. 389).

Chen Yaozu 陳耀祖 (1892-1944)

Frère cadet de *Chen Bijun, diplômé de l'École spécialisée de droit et de politique de Canton, il séjourne au Japon et en France. En 1910, il

adhère à la Ligue jurée. Fonctionnaire dans l'administration du Guangdong à partir de 1926, il est nommé ministre par intérim des Chemins de fer dans le gouvernement de son beau-frère en 1932. En juin 1937, il rentre à Canton où il devient le principal représentant des intérêts de sa sœur. Gouverneur du Guangdong à partir d'août 1940, il est assassiné le 4 avril 1944. (*Guangzhoushi Liwan quzhi*, p. 678)

Chen Yunwen 陳允文 (? - ?)

Originaire du Guangdong, il étudie à l'Université de Berlin. Sa carrière dans l'administration nankinoise, avant et pendant la guerre, suit de près celle de Wang Jingwei. En juin 1932, il est nommé secrétaire au Yuan exécutif, alors présidé par ce dernier, puis au ministère des Affaires étrangères, toujours sous les ordres de Wang. Il suit son compatriote cantonnais dans la collaboration. En vue de la convocation d'un « 6^e congrès » en août 1939, Chen est envoyé par Wang Jingwei dans le Nord, en compagnie de *Zhou Huaren, afin de recruter des délégués. Il intègre le Comité exécutif central à l'issue du Congrès. Au moment de la formation du gouvernement de Nanjing, il est désigné chef du bureau des Affaires juridiques (*fazhiju*) du Yuan exécutif ; poste peu visible mais stratégique car il fait office d'interface entre Wang et l'administration. En novembre 1941, il devient vice-ministre des Affaires étrangères en charge des affaires courantes. En 1943, Chen est nommé inspecteur au sein de la nouvelle Confédération nationale de contrôle du commerce (*quanguo shangye tongzhi zonghui*) chargée de mettre en place le monopole du gouvernement de Nanjing sur l'économie. En octobre de la même année, il prend la tête de l'Académie centrale de police (*zhongyang jingcha xuexiao*). Chen n'a guère le temps de mettre en œuvre le programme qu'il prônait dans son ouvrage *Zhongguo de jingcha* (La police en Chine, 1935), auquel son nom reste attaché. Après-guerre, il est condamné à quinze ans de réclusion. On perd ensuite sa trace. (Liu Guoming 2005, p. 1327 ; Zeng Zhinong 2001, annexe p. 116).

Chen Zemin 陳則民 (1881-1951)

Originaire de Wuxian (Jiangsu), il effectue des études de droit au Japon avant de servir comme conseiller du bureau présidentiel de Yuan Shikai au début de la République. Après la mort de ce dernier, Chen exerce au barreau de Shanghai et préside le syndicat des avocats. Administrateur de l'Association des contribuables chinois, il est également directeur d'une compagnie d'électricité à Suzhou. Au début de l'occupation, il prend

la tête du comité de maintien de l'ordre de la ville avant d'être nommé ministre de l'Éducation et gouverneur du Jiangsu par le Gouvernement réformé. Il conserve son poste au début du gouvernement de Wang Jingwei mais doit le céder à *Gao Guanwu en juin 1940. Il occupe dès lors un poste d'inspecteur du Yuan de contrôle. Ses rapports sur la persistance de la guérilla dans les zones de pacification rurale lui valent l'hostilité de *Li Shiqun. À la fin de la guerre, il est condamné à la prison à perpétuité et meurt dans sa cellule de Suzhou.

(MRDC, p. 1037 ; AH 118-010100-0017-008).

Chu Minyi 褚民誼 (1884-1946)

Allié le plus fidèle de *Wang Jingwei, dont il est un parent par alliance (son épouse Chen Shunzhen 陳舜貞 est la fille adoptive de la mère de *Chen Bijun), Chu Minyi est le visage de la diplomatie de Nanjing durant la guerre. Son poids politique au sein du régime est à l'image de sa charge : prépondérant en théorie, secondaire en réalité. Il n'en reste pas moins une personnalité attachante dont les connaissances dans des domaines très variés est exemplaire de la grande curiosité dont fait preuve sa génération. Chu voit le jour à Wuxing (Zhejiang) dans une famille de lettrés fonctionnaires. Il reçoit une éducation classique et baigne dans un environnement bouddhiste. Comme beaucoup de jeunes de son milieu, confrontés aux bouleversements des dernières années de la dynastie Qing, il se forme également au savoir occidental, étudiant l'anglais, la littérature européenne et les sciences physiques. En 1903, il part au Japon où il suit un cursus universitaire en économie politique. Il fréquente alors les cercles anti-mandchous au côté de Wang Jingwei, sans pour autant adhérer à la Ligue jurée fondée deux ans plus tard. Attiré par les idées révolutionnaires, Chu change son nom Mingyi 明遺 en Minyi (ami du peuple) et se lie avec Zhang Renjie 張人傑 (1877-1950), un riche compatriote du Zhejiang influencé par le socialisme français. Il accompagne ce dernier à Paris où il s'associe au groupe des anarchistes chinois tels que Li Shizeng 李石曾 (1881-1973). Devenu membre de la Ligue jurée à l'occasion d'un passage à Singapour, Chu Minyi travaille pour l'organisation à Shanghai après le début de la Révolution de 1911. Il repart en Europe dès l'année suivante, avant de passer le début de la guerre en Asie, à la suite de Zhang Renjie qui collecte des fonds pour le GMD. En 1915, il reprend des études de médecine et de pharmacie à l'Université de Strasbourg dont il sort diplômé en 1921. La même année, il prend la tête de l'Institut franco-chinois de l'Université de Lyon.

De retour en Chine en 1925, il intègre le gouvernement nationaliste comme membre du Comité sur l'éducation, tout en dirigeant la faculté de médecine de l'Université de Canton. À l'été 1926, il abandonne ses fonctions pour participer à l'Expédition du Nord en tant que chef du corps médical de l'Armée nationale révolutionnaire. Partisan de Wang Jingwei au moment du schisme entre Wuhan et Nanjing, il est exclu du gouvernement mis en place par Jiang Jieshi. Chu devient alors président de l'Institut technique franco-chinois de Shanghai. À la faveur du retour en politique de Wang, il est élu membre du Comité exécutif central en février 1928. Missionné pour étudier les systèmes de santé publique en Europe, il dirige à son retour en Chine le Comité pour l'établissement de l'hygiène nationale. En 1932, il suit Wang Jingwei au Yuan exécutif dont il est désigné secrétaire général. À côté de ses fonctions dans le gouvernement, il poursuit son entreprise de sensibilisation aux questions d'hygiène et de promotion des nombreux sports qu'il pratique en expert, du cerf-volant au *taijiquan* (ses exploits filmés sont visibles sur Youtube). Son activisme en faveur de la culture physique (*tiyu*) s'accompagne d'un discours empruntant aux fascismes européens et au *bushidō* japonais qui prône le renforcement du corps national à travers celui de ses membres. Il se produit également sur les planches dans des troupes d'amateurs. Chu démissionne de ses fonctions après l'attentat dont a été victime Wang Jingwei en novembre 1935. Il fait défection aux côtés de ce dernier fin 1938 et devient secrétaire général du GMD pro-japonais. En mars 1940, il est nommé ministre des Affaires étrangères et, jusqu'en décembre, vice-président du Yuan exécutif. Dans le jeu des factions qui divise la cour nankinoise, Chu occupe une place de choix dans le sérail de Wang Jingwei qui, bien que souvent agacé par ses maladresses, aime à dire qu'il a deux frères cadets : Chu Minyi et *Zeng Zhongming, secrétaire privé assassiné à sa place à Hanoï, et lui aussi un ancien de l'Institut franco-chinois. C'est à Chu que Wang pense pour le représenter à Beijing lorsqu'il tente, en vain, d'obtenir des Japonais de pouvoir présider le Conseil des affaires politiques de Chine du Nord en 1941. Les fonctions de Chu Minyi à la tête de la diplomatie l'amènent à multiplier les tentatives pour obtenir la reconnaissance de son gouvernement, en particulier auprès de la représentation française dont il est l'un des meilleurs contacts. Cette bonne entente n'empêche pas les diplomates français de rapporter avec une ironie cruelle les déboires de Chu au gouvernement. Ainsi, lors de son envoi comme ambassadeur au Japon en

décembre 1940, Pierre Salade rapporte que la principale raison expliquant cette mutation est que « cumulant 17 postes, il touchait 17 traitements différents et, tout en coûtant trop cher au gouvernement, excitait trop de jalousies ». Celle de *Zhou Fohai notamment. En l'absence de véritable diplomatie possible dans le contexte de la collaboration, le représentant de fait de Nanjing dans la négociation permanente avec l'occupant est Zhou dont la seule faiblesse, outre sa difficulté à contenir l'ambition des membres de sa faction, est de ne pas appartenir au cercle intime de Wang. Dépourvu de véritable pouvoir politique malgré sa proximité avec ce dernier, Chu se rend utile en revenant à ses marottes à l'occasion du Mouvement des nouveaux citoyens lancé en 1942. Salade note ainsi en novembre que l'« infatigable Dr. Tsu Min-yee » a prononcé, devant le comité d'organisation du mouvement, un discours de « deux heures sur la méthode de gymnastique dont il est le promoteur et qu'il est parvenu à faire adopter comme système officiel d'éducation physique ». En mai 1943, Robert de Boisseson observe que « M. Tsu Min Yi, dont l'activité est très dispersée, qui préside un grand nombre de sociétés sportives, médicales, bouddhistes, etc... [sic] qui a peu de mémoire et qui désire contenter tout le monde, n'a donc qu'une influence réduite sur la conduite des affaires diplomatiques ». Après la mort de Wang Jingwei en novembre 1944, Chu démissionne de son poste de ministre des Affaires étrangères. L'ambassadeur de Margerie y voit le signe du discrédit dans lequel est tombé le clan de Wang. Fidèle à celui-ci, Chu remplace au pied levé *Chen Chunpu comme gouverneur du Guangdong en avril 1945. C'est à Canton qu'il est arrêté en septembre. À en croire certaines sources, un coup de théâtre se serait produit à la fin du procès de Chu Minyi. Après la confirmation de sa condamnation à mort par la Haute cour du Jiangsu, le 24 avril 1946, Chu déclare qu'il a un message à transmettre à Jiang Jieshi. Devant le refus du juge d'obtempérer, il affirme alors qu'il possède un trésor national qui sera perdu à jamais s'il devait être exécuté : les viscères de Sun Yat-sen. Chu avait supervisé leur transfert au mausolée de Nanjing en mars 1942, avant de les voler à la fin de la guerre pour assurer ses arrières. Les reliques du « père de la nation » sont finalement découvertes. Souillées par leur contact avec un *hanjian*, elles sont brûlées. Si elle est vraie, cette histoire ne dit pas comment Chu Minyi réussit à s'emparer des dites viscères à Nanjing en août 1945, alors qu'il se trouve à Canton. Une chose est sûre : il est fusillé à Suzhou le 23 août 1946.

(*BDRC*, vol. 1, p. 467-469 ; Tian Shoucheng 1981 ; *ADF* 327, 503 ; Morris 2004, p. 132 ; *SWHB*, p. 266 ; Cao Fengjun 2010 ; Wagner 2011, p. 265).

D

Dai Yingfu 戴英夫 (1897- 1969)

[*alias* Dai Pengtian 戴鵬天]

Originaire de Danyang (Jiangsu), il sort diplômé de la 3^e École normale du Jiangsu en 1917. Sous l'influence du Mouvement du 4 mai 1919, il s'associe avec des enseignants de Danyang pour diffuser la « nouvelle culture » à travers le journal *Mengyubao* 蒙語報 (Paroles immatures). Suite à une annonce parue au printemps 1924 dans le *Minguo ribao*, il adhère au GMD. Par l'intermédiaire de Hu Hanmin et de Mao Zedong, il intègre le Bureau de Shanghai. Dai participe au développement du parti dans le Jiangsu, notamment dans son district d'origine où il fonde un bureau local début 1925. Au cours de l'été et alors que le Front uni bat son plein, il devient membre du PCC, sur la recommandation de Yun Daiying 惲代英 (1895-1931) et de Hou Shaoqi 侯紹裘 (1896-1927). À la fondation du Bureau provincial du GMD au Jiangsu, en août 1925, Dai prend la tête du Département des paysans chargé de la mobilisation dans les campagnes. En 1926, le seigneur de la guerre Sun Chuanfang 孫傳芳 (1885-1935) lance un mandat d'arrêt contre lui. Peu après, il est arrêté par Li Baozhang 李寶璋 mais donne un faux nom (He Zhuxuan 何竹軒) et retrouve la liberté le 12 octobre 1926. Il part alors pour le Jiangsu-Nord afin d'y poursuivre l'implantation clandestine du GMD. Si l'on en croit ses souvenirs sur cette période, rédigés dans une prison communiste en 1957, Dai échappe à l'épuration d'avril 1927 en se cachant. On retrouve sa trace en 1931, lorsque *Ding Mocun le présente à Chen Lifu, qui cherche alors à étendre l'influence de ses services secrets dans les milieux universitaires. Dai reprend alors ses activités d'enseignant dans des universités prestigieuses comme le *Zhongguo gongxue* (China College) de Shanghai. Durant la « décennie de Nankin », il travaille également dans l'administration, en tant que secrétaire du Quartier général de la garnison de Shanghai (*jingbei siling bu*) et chef du bureau de l'Agriculture et des Mines dans le gouvernement provincial du Jiangsu. Lorsqu'il rejoint le Mouvement de paix en 1939, il commence à se faire appeler Dai Yingfu et non plus Dai Pengtian. Fort de son expérience d'avant-guerre,

il est l'une des principales chevilles ouvrières du GMD « orthodoxe », en tant qu'adjoint de *Mei Siping au Département central d'organisation. Il participe à l'absorption des autres organisations de Chine centrale dans le GMD à travers la branche chinoise du Mouvement pour la Ligue d'Asie orientale, dont il devient administrateur lors de sa fondation en février 1941. À la formation du gouvernement, il est nommé vice-ministre de l'Éducation, d'abord chargé des affaires politiques, puis, à partir d'août, des affaires courantes ; poste qu'il conserve jusqu'en août 1942. Selon Jin Xiongbai, Dai surveille les hommes de Ding Mocun pour le compte de Zhou Fohai. Il se voit également confier la présidence du Comité préparatoire de l'Université centrale. Par la suite, il siège au Comité des affaires politiques du Yuan exécutif et participe au Mouvement des nouveaux citoyens comme vice-président de son Comité de promotion. Après la guerre, Dai n'écope que de douze ans de prison, ce qui laisse penser qu'il a bénéficié de l'aide de ses anciens camarades de la clique CC. Comme les autres collaborateurs condamnés à des peines légères, il bénéficie de l'amnistie de 1948. Il reste à Shanghai, où il enseigne dans une école primaire. Arrêté par les autorités communistes en 1955, Dai est condamné à la prison à vie comme « contre-révolutionnaire historique » (*lishi fangeming*). Il rédige plusieurs *wenshi ziliao* durant sa détention. Celui consacré au Mouvement des nouveaux citoyens est signé Dai Yingfu, tandis que d'autres portant sur sa vie avant la collaboration sont écrits sous le nom de Dai Pengtian. Dai décède en prison quatorze ans plus tard. (Dai Pengtian 1987, 1995 ; ZKD, p. 724-725 ; WKS, p. 65 ; MZN, p. 1096 ; ZMSD, p. 1912 ; Dai Yingfu 1989).

Deng Zuyu 鄧祖禹 (1892- ?)

Originaire du Jiangxi, diplômé de l'École militaire du Hubei, il participe au Mouvement de protection de la Constitution et à l'Expédition du Nord. Vice-commandant en chef du VI^e corps de l'Armée nationale révolutionnaire, il dirige par la suite le bureau des Affaires générales des chemins de fer de Nanxun au Jiangxi, siège dans le Comité d'épuration du GMD au Jiangsu et sert comme chef du bureau de Sûreté publique de Wuxi. Durant la « décennie de Nankin », il participe aux côtés de *Chen Qun au mouvement anti-Jiang Jieshi de Hu Hanmin. En 1938, il est nommé chef du bureau des Affaires générales du ministère de l'Intérieur du Gouvernement réformé que dirige Chen Qun. Sous le gouvernement de Wang Jingwei, il est l'un des respon-

sables du ministère de la Police et comme directeur de l'École des officiers de police. Lors de la création du gouvernement provincial du Jiangxi en 1943, il occupe brièvement le poste de gouverneur de mai à décembre. Il siège également dans plusieurs comités comme celui des Affaires militaires. Arrêté à Nanjing en novembre 1945, il est condamné à une peine de 14 ans de prison en février 1948. Ses juges expliquent leur clémence par le fait que, d'après le témoignage du magistrat du district de Xingzi, Xia Wei 夏煒, Deng a obtenu la libération de plus de 120 résistants durant son mandat de gouverneur. Il s'est, de plus, rendu aux autorités nationalistes, ce qui joue en sa faveur. On ne connaît pas la date ni les circonstances de sa mort. (SWHB, p. 1059-1098 ; Li Wenbin 1993, p. 167 *sqq.*).

Ding Mocun 丁默邨 (1903-1947)

Avec son frère ennemi *Li Shiqun, Ding Mocun est le principal dirigeant des services de sécurité du régime de Wang Jingwei. Natif de Changde (Hunan), il débute sa carrière politique comme membre du PCC à Wuhan avant de rejoindre le GMD. Il connaît dans les années 1930 une ascension rapide au sein des services secrets nationalistes grâce à son appartenance à la clique CC. En 1932, il est nommé au Bureau des enquêtes du Comité des affaires militaires qui devient le Bureau d'enquêtes et de statistiques (connu sous le nom de Zhongtong) en 1935. Il sert alors sous les ordres de Chen Lifu aux côtés de Dai Li et de Xu Enceng 徐恩曾 (1896-1985). La scission des services en août 1938 entre Zhongtong et Juntong entraîne la suppression de son bureau. En outre, il est accusé par Dai Li de corruption. Il quitte alors Wuhan pour Shanghai où il s'allie avec Li Shiqun pour convaincre les autorités d'occupation de leur confier l'organisation d'un service de sécurité. Après avoir suscité un mélange de désintérêt et de méfiance chez leurs interlocuteurs japonais, ils finissent par rencontrer *Doihara en février 1939 qui cherche justement à développer une structure dédiée à la protection du Mouvement de paix. Mettant son expertise au service de la gendarmerie japonaise incapable de prévenir les nombreuses attaques perpétrées par les agents de Chongqing contre les collaborateurs, Ding leur offre l'organigramme de la résistance antijaponaise à Shanghai. Après que leur plan a été approuvé par Tokyo le 10 février 1939, Ding et Li reçoivent de l'argent et des armes. À la même époque, ils approchent le groupe de *Wang Jingwei par le biais de *Zhou Fohai, originaire de la même région du Hunan

que Ding et, lui aussi, membre de la clique CC dans les années 1930. Bien qu'opposé à cette alliance avec Ding auquel il n'a pas pardonné ses attaques contre la clique réorganisationniste, Wang Jingwei est contraint de l'approuver. Le poids considérable que prend rapidement cette police secrète trouve son origine dans cette relation initiale : c'est elle qui engendre le nouveau gouvernement central plutôt que l'inverse. L'organisation de Ding et Li débute ses activités en avril. Elle prend plusieurs noms mais c'est sous celui de « n°76 », comme le numéro de la Jessfield Road de Shanghai où est installé son siège, qu'elle est restée tristement célèbre à l'instar de la rue Lauriston. En créant le n°76 qui se montre très efficace contre les services de Chongqing dont il recrute plusieurs agents, Ding Mocun devient une cible privilégiée de ces derniers. En décembre 1939, il est victime d'une tentative d'assassinat dont les circonstances rocambolesques ont inspiré la nouvelle *Se, jie* (*Lust, Caution*) de Zhang Ailing 張愛玲 (1920-1995) – alors l'épouse de l'un des chefs de la police secrète, Wu Sibao 吳四寶 (1902-1942) –, adaptée à l'écran en 2007 par Ang Lee. Dès cette époque, Ding Mocun et Li Shiqun rivalisent pour contrôler la police secrète du régime. Plus séducteur que Ding, Li prend l'avantage dans cette lutte qui se cristallise, en février 1940, autour de la création du ministère de la Police dans lequel doivent être intégrés les services spéciaux. Alors que Ding est pressenti pour le diriger, Li intrigue contre lui auprès de ses patrons japonais. Cherchant à apaiser ce conflit qui menace l'existence du nouveau régime, Zhou Fohai fait nommer Li vice-ministre. En contrepartie, Ding se voit confier le ministère des Affaires sociales, qui a pour mission de mobiliser la société en faveur du Mouvement de paix. Usant de ces moyens pour développer sa propre faction au sein des organes locaux du régime, Ding suscite des dissensions avec les lieutenants de Zhou Fohai et la colère des conseillers japonais. Sa rivalité avec Li se poursuit jusqu'à l'assassinat de ce dernier en 1943. Devenu tout puissant à la tête du Comité de pacification rurale, Li empêche les activités du ministère des Affaires sociales dans le Jiangsu. Par la suite, Ding est également nommé ministre des Communications (1941-43) et gouverneur du Zhejiang en mai 1945. Dès 1943, Dai Li entre en contact avec Ding qui communique secrètement avec Chongqing grâce aux différents postes qu'il a installés à Nanjing, Shanghai et Hangzhou. À la veille de la capitulation japonaise, Chen Lifu envoie un courrier à Ding dans lequel il lui promet la vie sauve s'il aide le retour du GMD en

empêchant la Nouvelle 4^e armée de s'emparer de la région avant les troupes nationalistes et en contrôlant les armées fantoches. À son arrivée à Hangzhou, le général Gu Zhutong 顧祝同 (1893-1987) lui dit d'attendre ses ordres, mais Ding quitte la ville. Repéré par un journaliste, il suscite l'embarras du gouvernement de Jiang Jieshi accusé dans la presse de collusion avec les « traîtres ». Arrêté par le Juntong, Ding est condamné à mort en février 1947 et fusillé cinq mois plus tard.

(Martin 2001, p. 97 *sqq.* ; WKS, p. 66-68 ; JACAR B02030602600 ; Wakeman 2003, p. 526 ; SWHB, p. 647-835 ; Huang Qingzhong 1979).

Doihara Kenji 土肥原賢二 (1883-1948)

Shinatsū (spécialiste de la Chine) le plus célèbre et le plus honni de sa génération, Doihara est celui qui a systématisé la stratégie consistant à provoquer des incidents afin de mettre sur pied des organisations projaponaises, ce qui lui vaut le surnom de « Lawrence de Mandchourie ». En poste durant de nombreuses années en Chine à partir de 1913, il participe à l'assassinat de Zhang Zuolin en 1928, à l'Incident de Mukden en 1931 puis au recrutement de Puyi. Promu général en 1932, il orchestre le mouvement séparatiste en Chine du Nord. Au début de la guerre, il dirige une agence des services spéciaux (l'« Agence Doihara ») qui cherche à placer Wu Peifu à la tête de l'État d'occupation. L'avènement de Wang Jingwei, qui refuse de traiter avec Doihara, permet à l'agence de *Kagesa de prévaloir sur la sienne. À partir de 1939, il occupe des postes successifs au sommet de la hiérarchie militaire. Il est exécuté en 1948 comme criminel de guerre de classe A. (*KSDJ* ; Blakeney 1945, p. 108 *sq.*).

Dong Kang 董康 (1867-1947)

Né à Wujin (act. Changzhou) dans le Jiangsu, *jinshi* des examens mandarinaux, il débute sa carrière au Bureau des peines et assiste Shen Jiaben 沈家本 (1840-1913) dans la réforme du système judiciaire. En 1912, il part achever sa formation au Japon. De retour en Chine en 1914, il occupe les plus hautes fonctions judiciaires sous le gouvernement Beiyang. À la veille de l'arrivée au pouvoir du GMD, il se retire de la vie politique pour se consacrer à l'enseignement et au métier d'avocat à Shanghai. Le Gouvernement nationaliste fait appel à lui pour encadrer la formation des agents du ministère de la Justice. Responsable de la justice au sein des gouvernements de collaboration de Beijing, il intègre les instances dirigeantes du gouvernement de Wang

Jingwei. Arrêté après la guerre, il décède des suites d'une maladie. (SSY, p. 168 sq.).

Dong Xiujia 董修甲 (1891- ?)

Originaire de Liuhe (Jiangsu), il étudie à l'Université Qinghua avant de partir en 1918 aux États-Unis où il suit des cours d'administration urbaine à l'Université du Michigan puis à l'Université de Californie. De retour en Chine, il enseigne et dirige un bureau dans la municipalité provisoire de Wusong (Shanghai). En 1925, il devient conseiller au sein de la mairie de Shanghai. À partir de 1928, il travaille pour l'administration de Wuhan et dirige la planification urbaine de la ville. En 1931, il revient en Chine centrale comme membre du Yuan législatif et responsable des Travaux publics dans le gouvernement provincial du Jiangsu où il a *Zhou Fohai pour collègue. Dong publie avant-guerre des dizaines d'ouvrages sur l'administration urbaine dont certains sont traduits en japonais. Il contribue ainsi à diffuser en Chine un discours global sur la planification urbaine en prônant, par exemple, l'aménagement de cités-jardins afin de répondre aux besoins en matière de logement et d'hygiène. Contrairement à beaucoup de technocrates de son époque, il ne perd pour autant pas de vue la manière dont la population perçoit ces grands travaux en analysant comment ils la perturbent. Enthousiaste, il voit dans la ville un moyen de réformer la société chinoise en profondeur. Rejetant l'idéal agrarien traditionnel, il considère que la culture urbaine oblige les hommes à coopérer pour pouvoir coexister dans le même espace, à l'opposé du repli sur soi des campagnes. Au début de l'occupation, il change son nom en Dong Zhenxing 振興 pour travailler comme secrétaire général du bureau des impôts de la région Jiangsu-Zhejiang-Anhui présidé par *Shao Shijun. Il reprend son vrai nom quand il commence à travailler pour le gouvernement de Wang Jingwei. Dong dirige notamment le bureau des Finances du gouvernement municipal du Jiangsu de mai 1940 à octobre 1943. Il occupe le même poste dans le gouvernement de l'Anhui à la fin de l'année 1941. Outre de nombreuses aventures galantes qui auraient poussé sa femme à demander dans son testament à être enterrée avec ses bijoux pour que ses rivales n'en profitent pas, Dong est accusé dans les témoignages d'après-guerre de s'être enrichi avec l'aide de son gendre, Chen Wenyuan 陳文元. Responsable des impôts, il gagne au Jiangsu le surnom de « prévaricateur en chef » (*zong sougua*). Dong continue, par ailleurs, à écrire sur

son domaine de prédilection, notamment dans la revue *Difang xingzheng* (Administration locale) lancée en octobre 1943 par Chen Gongbo. Il disparaît à la fin de la guerre sans laisser de traces.

(MRDC, p. 1273 ; WKS, p. 142 ; Strand 2001, p. 233, 114 ; Stapleton 2000, p. 97 ; *Kuaihuolin* ; *Shidai Feng* ; *Jipu zhoukan* ; DX, n°1).

F

Feng Jie 馮節 (1903- ?)

Originaire de Shunde (Guangdong), il étudie à l'École normale supérieure du Guangdong puis à l'Université Meiji (Tokyo). À son retour en Chine, il enseigne à l'Université Zhongshan avant d'occuper successivement les postes de secrétaire du bureau provincial du GMD et de chef de section dans le Comité des affaires militaires du gouvernement de Canton puis de Wuhan au moment de l'Expédition du Nord. Pendant la « décennie de Nankin », il travaille pour le Gouvernement nationaliste à Tianjin et à Canton. Proche de *Wang Jingwei et *Lin Bosheng, il les suit dans la collaboration comme membre du bureau cantonais du GMD projaponais et chef du bureau shanghaien du ministère de la Propagande. En septembre 1941, Lin Bosheng envoie Feng Jie pour prendre le contrôle du *Suzhou Xinbao* (Nouvelles de Suzhou) qui avait été fondé le 1^{er} août 1938 par le Gouvernement provisoire à partir du *Subao* (Journal de Suzhou). Le 10 octobre 1941, il est rebaptisé *Jiangsu ribao* (Quotidien du Jiangsu). Directement contrôlé par le ministère de la Propagande de Lin Bosheng, ce journal joue un rôle important, à partir de 1942, dans la diffusion de la propagande du Mouvement des nouveaux citoyens. Celui-ci est particulièrement actif à Suzhou qui était déjà la capitale de la Campagne de pacification rurale. Feng Jie est membre du Comité pour la promotion du Mouvement des nouveaux citoyens dirigé par Lin Bosheng qui organise des campagnes de masse s'attaquant notamment aux fumeries d'opium. Condamné comme traître après la capitulation japonaise, Feng écope d'une peine légère de six années de prison. On perd ensuite sa trace, mais il est probable qu'il ait été libéré avant 1949. (ZMSD, p. 589 ; ZKD, p. 289-290, 312).

Feng Shuluan 馮叔鸞 (1884- c.1945)

Originaire de Zhuoxian (Hebei), il grandit à Beijing où il fréquente assidument les salles d'opéra de la ville à la suite de son aîné Feng Xiaoyin 馮小隱 qui a déjà acquis une certaine

réputation comme spécialiste du genre. Feng Shuluan s'installe à Shanghai en 1912. Les critiques de théâtre qu'il publie dans de nombreux journaux ont une grande influence dans le milieu. Il est également l'auteur de pièces et de romans signés de son nom de plume Monsieur Ma'er 馬兒先生 (jeu de mot à partir de son nom de famille). À une exception près, les notices biographiques à son sujet ne mentionnent jamais son parcours pendant la guerre. Pourtant, il fait peu de doute que le même Feng Shuluan ait servi dans les gouvernements de collaboration en Chine centrale. Les postes qu'il occupe laissent penser qu'il était lié à *Chen Qun. Feng débute sa carrière de collaborateur en mai 1938 comme chef de bureau au ministère de l'Intérieur du Gouvernement réformé puis comme chef du bureau du Cadastre dans le même ministère sous le gouvernement de Wang Jingwei. En mai 1941, il est nommé magistrat du district de Runie (Jiangsu) et publie dans le *Xianzheng yanjiu* un journal de voyage décrivant le trajet qu'il effectue pour prendre ses fonctions. Son nom apparaît une dernière fois en avril 1942 lorsqu'il est exclu de la formation accélérée des magistrats de district du ministère de l'Intérieur pour avoir fumé de l'opium. Il meurt au plus tôt en 1944 et, au plus tard, en 1946.

(Zhao Xingqin 2015 ; *Zhongguo xiqu zhi* 1996, p. 866 ; *MZN*, p. 1025, 1073 ; Pan Min 2006, p. 178 ; *XY* 3/5 ; *JR* 26/4/42).

Fu Shishuo 傅式說 (1891-1947)

Originaire de Leqing (Zhejiang), il part en 1905 pour le Japon où il effectue son cursus scolaire à partir du collège jusqu'à un diplôme de maîtrise à la faculté de technologie de l'Université impériale de Tokyo. De retour en Chine en 1918, il travaille comme ingénieur et épouse la nièce du célèbre penseur nationaliste Zhang Binglin 章炳麟 (1868-1936). Durant la « décennie de Nankin », il travaille pour le ministère des Communications et celui des Finances. Au début de la guerre, il se réfugie à Hongkong où il entre en discussion avec les Japonais au sujet de la paix avant même de rejoindre le mouvement de Wang Jingwei. Proche de *Mei Siping, originaire de la même région du Zhejiang que lui, Fu Shishuo occupe, dans un premier temps, des postes dénués de pouvoir au sein du gouvernement de Wang Jingwei. Il dirige ainsi le ministère des Chemins de fer, coquille vide rapidement supprimée, tout en siégeant dans les instances du régime comme le Comité politique central. Nommé gouverneur du Zhejiang en août 1941, il est chargé de diriger la pacification rurale dans la région l'année suivante. Remplacé

par *Xiang Zhizhuang en septembre 1944, Fu est recasé au ministère des Travaux publics. Son poids politique relatif au sein du régime provient de son appartenance au réseau des anciens élèves et professeurs de l'Université Daxia de Shanghai, dont une dizaine de membres intègre le gouvernement de Nanjing. Fu est condamné à mort et exécuté en 1947.

(*MRDC*, p. 1156 ; Yan Youwen 1993, p. 202).

Fu Xiao'an 傅筱庵 (1872-1940)

Originaire de Ningbo, il effectue une brillante carrière de banquier et d'armateur perturbée par l'arrivée au pouvoir des Nationalistes. Éphémère président de la chambre générale de commerce de Shanghai en 1918, il se rapproche de Wu Peifu dans les années 1920 et s'oppose à l'Expédition du Nord. À l'arrivée du GMD à Shanghai, un mandat d'arrêt est lancé contre lui. Comme d'autres futurs collaborateurs, il s'enfuit alors à Dalian pour se placer sous la protection du Japon. Après l'annulation du mandat, il rentre à Shanghai en octobre 1931 pour prendre la tête de la Banque commerciale de Chine mais se voit une nouvelle fois dépossédé de son pouvoir par Jiang Jieshi au moment de la brusque nationalisation de 1935. C'est donc avec un certain soulagement qu'il accueille la fuite du gouvernement nationaliste à la fin de l'année 1937. Désireux de trouver une personnalité pour remplacer le peu convaincant *Su Xiwen, les Japonais recrutent Fu qui devient, en octobre 1939, maire de Shanghai au sein du Gouvernement réformé. À l'arrivée de *Wang Jingwei à Shanghai, Fu est contacté par le Zhongtong qui lui demande d'organiser un banquet en l'honneur de ce dernier au cours duquel il est prévu de l'assassiner. Il fait mine d'accepter mais prévient Wang qui fait arrêter les agents de Chongqing. Craignant pour sa vie, Fu est protégé par 23 gardes du corps. Pourtant, dans la nuit du 10 octobre 1940, son cuisinier qu'il emploie depuis dix ans, se glisse dans sa chambre et lui fend le crâne à coups de hachoir. *Chen Gongbo lui succède à la mairie de Shanghai.

(*MRDC*, p. 1162 ; Roux 2016, p. 574 ; Coble 2003, p. 70 ; Hu Baoqi 2010).

Fukuda Takeo 福田赳夫 (1905-1995)

S'il n'est pas le conseiller japonais le plus important du gouvernement de Wang Jingwei, il est celui qui a eu la plus belle carrière après-guerre. Diplômé en droit de l'Université de Tokyo, Fukuda devient haut fonctionnaire au ministère des Finances. En poste au Budget lorsque débute la guerre sino-japonaise, il est souvent amené à traiter des affaires de l'armée et

à se rendre dans les différentes villes occupées par le Japon sur le continent. En 1938, notamment, il mène une enquête en Chine du Nord. En mai 1941, il est envoyé en Indochine française. C'est à cette époque qu'il est « invité » par le gouvernement de Wang Jingwei à servir comme conseiller économique. Placé sous les ordres d'*Aoki Kazuo, Fukuda est nommé à la tête des finances. Il est rattaché au bureau Asie orientale du Gaimushō, ce qui lui permet de figurer parmi les employés de l'ambassade du Japon en Chine ; un moyen pour Tokyo de sauver la face de Nanjing qui ne veut pas apparaître comme un régime fantoche. Fukuda trouve à se loger dans une grande résidence avec terrain de golf, qu'il partage avec d'autres fonctionnaires détachés du ministère des Finances. À l'en croire, sa mission comme conseiller ne consiste pas seulement à renforcer le régime de Nanjing, mais également à veiller à ce que l'armée ne s'ingère pas trop dans ses affaires. Après la fondation, fin 1942, du ministère de la Grande Asie, dont Aoki prend la direction, Fukuda est invité à rentrer au ministère des Finances. Le remplaçant d'Aoki comme conseiller économique suprême, Ishiwata Sōtarō 石渡莊太郎 (1891-1950), s'oppose à sa mutation au prétexte que Fukuda serait un élément indispensable au régime de Nanjing. Bien que son transfert à Tokyo soit déjà acté, Ishiwata parvient à retenir Fukuda jusqu'en juin 1943. *Wang Jingwei, lui-même, n'est pas favorable à cette mutation. Selon Fukuda, c'est en lui que Wang a le plus confiance parmi tous les conseillers nippons, à tel point qu'il le consulte pour toutes sortes de sujets. Peu avant son départ pour Tokyo, Wang organise un banquet en son honneur et lui dédicace un poème calligraphié par ses soins, ainsi qu'une carte de remerciement. Flatté par cette prévenance, dont il croit être le premier bénéficiaire, Fukuda déchanté lorsque *Inukai Ken lui apprend que tous les conseillers reçoivent une carte similaire sur laquelle est écrit « n°1 ». Dans ses mémoires, Fukuda affirme néanmoins qu'Aoki et d'autres conseillers de sa connaissance n'ont pas eu droit à de tels égards. En 1944, il rend visite à Wang alors hospitalisé à Nagoya. De retour dans son administration d'origine, Fukuda connaît une promotion rapide, favorisée par la nomination d'Ishiwata au poste de ministre en février 1944. En septembre 1945, il organise le déménagement des bureaux du ministère des Finances, réquisitionnés par l'occupant américain. Nommé chef du bureau du Budget en 1947, il démissionne l'année suivante en raison du scandale Shōwa Denkō ; numéro un des engrais impliqué dans une vaste affaire de

corruption. Fukuda n'en poursuit pas moins une riche carrière. Député à la Chambre des représentants à partir de 1952, il est nommé ministre de l'Agriculture en 1959, des Finances en 1965 et des Affaires étrangères en 1971. Après avoir pris la tête du Parti libéral-démocrate, il occupe le poste de premier ministre de décembre 1976 à décembre 1978. Outre Koizumi Jun.ichirō 小泉純一郎 (1942-), premier ministre de 2001 à 2006, dont Fukuda est le mentor, il est le père de Fukuda Yasuo 福田康夫 (1936-), qui occupe cette charge entre 2007 et 2008. Fukuda Takeo est l'auteur de mémoires publiés cinq ans après sa mort sous le titre *Kaiko kujūnen* 回顧九十年 (Retour sur les neuf décennies de ma vie), dont quelques pages portent sur son expérience de conseiller à Nanjing pendant la guerre.

(KSDJ ; Fukuda 2008, p. 21 sqq. ; Wikipedia).

Funatsu Tatsuichirō 船津辰一郎 (1873-1947)

Étudiant à demeure à la légation de Beijing à partir de 1889, il intègre le Gaimushō en 1894. Après une carrière de diplomate qui le conduit notamment en Chine, aux États-Unis et en Allemagne, il devient en 1926 directeur de l'Association de l'industrie des filatures de coton japonaises en Chine (*zaika nihon bōseki dōgyōkai*). Ancien diplomate n'étant plus lié au gouvernement, Funatsu a le profil parfait pour jouer les émissaires informels. En août 1937, *Ishii Itarō et *Ishiwara Kanji lui demandent de reprendre contact avec son ami *Gao Zongwu afin de sonder le Gouvernement nationaliste dans l'espoir d'un règlement rapide du conflit. Court-circuitée par une initiative similaire de l'ambassadeur en Chine Kawagoe Shigeru 川越茂 (1881-1969), cette opération échoue mais annonce l'implication de Gao dans les discussions secrètes qui aboutiront à la défection de *Wang Jingwei. En 1939, Funatsu devient conseiller économique auprès de la municipalité spéciale de Shanghai et du gouvernement de Nanjing. Par la suite, il participe à d'autres tentatives de négociations avec Chongqing, notamment pour le compte de *Matsuoka Yōsuke lors de l'opération visant Qian Yongming en octobre 1940. À la fin de la guerre, il organise le rapatriement des Japonais vivant en Chine.

(KSDJ).

G

Gao Guanwu 高冠吾 (1892-1957)

Né dans l'île de Chongming au nord de Shanghai, il reçoit une formation militaire à l'Académie de Baoding. Après avoir travaillé comme journaliste pour le *Minquanbao*, opposé à Yuan Shikai, il retourne à la carrière militaire à Canton. Vice-commandant du 10^e corps de l'Armée nationale révolutionnaire, il devient chef de la garnison de Xuzhou pendant l'Expédition du Nord, mais voit sa carrière bloquée en raison de sa proximité avec Hu Hanmin. À la fondation du Gouvernement réformé en mars 1938, il est nommé maire de Nanjing et vice-ministre de la Pacification. Il tient également son influence du fait qu'il dirige la branche nankinoise de la Ligue bouddhiste sino-japonaise, créée en avril 1939. Après avoir manqué de se faire assassiner, il intègre le gouvernement de Wang Jingwei avec les autres dirigeants déjà en place. Progressivement marginalisé, il joue les bouche-trous en passant d'un poste à l'autre au gré des mutations, à tel point qu'il se serait un jour demandé tout haut, lors d'un banquet trop arrosé, quel mal il avait bien pu faire à Wang Jingwei pour être dégradé à chaque mutation. Le déclin de son influence traduit celui de la faction des anciens dirigeants du Gouvernement réformé, que le groupe de Wang Jingwei écarte progressivement des lieux de pouvoir, en leur laissant des titres ronflants. Gouverneur du Jiangsu de juin 1940 à décembre 1941, Gao se heurte à *Li Shiqun lorsque celui-ci prend la tête du Comité de pacification rurale à Suzhou. Face à son refus de coopérer, Li utilise sa police secrète pour réunir des preuves contre Gao. Ce dernier doit finalement sa perte à l'un de ses subalternes. Cai Hongtian 蔡洪田 (1901- ?), chef du bureau des Affaires civiles du gouvernement du Jiangsu, tente d'extorquer de l'argent au magistrat du district de Jiangdu en menaçant de le faire remplacer, sans savoir que le petit fonctionnaire est lié par sa femme à *Chen Bijun. Li Shiqun et *Haruke Yoshitane utilisent l'affaire pour faire pression sur Gao qui accepte de céder sa place. En décembre 1941, Li Shiqun succède à Gao qui est nommé gouverneur de l'Anhui où il dirige la Campagne de pacification rurale. En décembre 1943, il prend la tête du Jiangxi où Nanjing ne contrôle que quelques districts. Après la dissolution du gouvernement, il prend la fuite et n'est jamais arrêté. Il serait mort au Shandong en 1957.

(MRDC, p. 742 ; Brook 2005, p. 155 ; Matsutani 2013, p. 63 ; Wang Manyun 2010, p. 260 sq. ; He Guotao 1963, p. 33).

Gao Lingwei 高凌霨 (1868-1943)

Originaire de Tianjin, haut fonctionnaire dans le Hubei à la fin des Qing, il devient l'un des dirigeants du Parti républicain (*gonghedang*) en 1912. À partir de 1921, il occupe plusieurs postes ministériels dans le gouvernement de Beijing. Actif dans la promotion des relations sino-japonaises dès la seconde moitié des années 1920, il participe au Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar en 1935. Principal collaborateur à Tianjin dont il est le maire au début de l'occupation, il est nommé gouverneur du Hebei sous le Gouvernement provisoire. Ses dates de naissance et de mort varient selon les sources.

(MRDC, p. 743 ; Zhang Daxiang 1982).

Gao Zongwu 高宗武 (1905-1994)

Après des études à Tokyo, ce natif de Leqing (Zhejiang) est repéré au début des années 1930 par *Wang Jingwei et Jiang Jieshi grâce à des articles sur le Japon. Propulsé vice-chef du service Asie au ministère des Affaires étrangères que dirige alors Wang Jingwei, le jeune Gao joue un rôle important, à la fin de l'année 1934, dans les négociations pour le rétablissement des échanges postaux entre la Chine et les territoires perdus de Mandchourie. En récompense, il est promu à l'âge de 29 ans au rang de chef du service Asie. Cette position explique que ce soit à travers lui que passent les premiers canaux de négociation au début de la guerre. Il joue un rôle capital dans la défection de Wang Jingwei. Pourtant, il trahit en janvier 1940 le Mouvement de paix en retournant à Chongqing. Comme pour son acolyte *Tao Xisheng, les raisons de cette décision sont sans doute multiples, entre désillusion face aux termes de la collaboration et difficulté à s'imposer dans les luttes de faction pour la distribution des postes. De retour de son voyage au Japon en février 1939, Gao confie ses sentiments à son compatriote du Zhejiang et mentor Huang Suchu 黃溯初 (1883-1945). Ce dernier fait passer l'information à Du Yuesheng qui, mesurant son importance, prévient Jiang Jieshi lors de son arrivée à Chongqing en novembre. Jiang rédige immédiatement une lettre manuscrite très amicale à l'attention de Gao tandis que Song Meiling 宋美齡 (1898-2003) dépêche quelqu'un pour faire pression sur son épouse. En gage de loyauté envers le camp de la résistance, Gao photographie en cachette un brouillon de l'accord en cours de négociation. Wang Jingwei et Zhou Fohai commencent à nourrir des soupçons à l'égard de Gao et Tao. Le 1^{er} janvier 1940, ces derniers apprennent que le n°76 est sur l'affaire. Aidés par les hommes de Du Yuesheng, ils quittent Shanghai le 3 janvier

et arrivent deux jours plus tard à Hongkong. Le 21 janvier, le projet de traité entre le futur gouvernement de collaboration et Tokyo est publié en Une du *Dagongbao* (L'Impartial) de Hongkong sous le titre « L'accord secret de Wang Jingwei pour vendre son pays ». Il est accompagné d'une lettre ouverte de Gao et Tao exhortant Wang de « retenir son cheval par la bride devant le précipice ». Ne bénéficiant pas des relations de Tao Xisheng dans l'entourage de Jiang Jieshi, Gao préfère s'exiler aux États-Unis en mars 1940 avec l'aide de Hu Shi. Il change alors son nom en Gao Qichang 高其昌. Après la guerre, il recroise des acteurs de la collaboration tels *Inukai Ken dont les Mémoires débutent sur sa rencontre fortuite en 1950 à New York avec Gao, qu'il nomme Kang Shaowu 康紹武. Il a lui-même laissé, dans les années 1940, un témoignage en anglais sur son rôle dans le Mouvement de paix intitulé *Into the Tiger's Den* et, à la fin des années 1960, lors d'entretiens avec les premiers historiens de la collaboration sino-japonaise, J.H. Boyle et G.E. Bunker. (Wang Ke-wen 2001, p. 263-303 ; *WZQS*, p. 392-401).

Geng Jiayi 耿嘉基 (1899-1944)

[*zi Jizhi* 績之]

Originaire de Songjiang (Jiangsu), il suit à l'âge de sept ans son père lorsque celui-ci est envoyé en Belgique pour y représenter les Qing. À son retour en Chine, il travaille d'abord au ministère des Affaires étrangères puis comme secrétaire francophone du gouvernement municipal de Shanghai. Il se rend ainsi indispensable dans les relations entre les autorités chinoises et françaises, ce qui lui permet de s'enrichir grâce au trafic d'opium qui transite par la concession. Les circonstances de son ralliement au Mouvement de paix diffèrent selon les sources. À en croire son ami Joseph Shieh (Xue Gengxin 薛耕莘, 1904-2008), ancien chef de la police dans la concession française, « C.C. Keng » reçoit l'ordre de rester à Shanghai après le départ des Nationalistes. Le dernier maire de Shanghai, Yu Hongjun 俞鴻鈞 (1898-1960) lui confie une forte somme d'argent destinée à salarier le personnel de la mairie, afin d'éviter qu'il ne collabore avec l'occupant. L'argent vient cependant à manquer et les banques se retournent contre Geng. Celui-ci est finalement sauvé par son ancien supérieur, *Wang Jingwei qui éponge la dette et recrute, malgré lui, le pauvre Geng Jiayi, « profondément hostile » au clan pro-japonais. Selon la version de *Jin Xiongbai, Geng se réfugie à Hongkong au début de la guerre, avant de retourner à Shanghai. *Zhou Fohai cherche alors à le

recruter afin de profiter de ses relations avec les Français, mais découvre que Geng a déjà été approché par son compatriote Sun Shilin 孫時霖 pour le compte de *Li Shiqun. Bien que Jin Xiongbai soit parvenu à le faire participer au « groupe des dix » (la faction de Zhou), Geng ne réussit à s'imposer ni aux côtés de Zhou ni auprès de Li, en raison des jalousies que suscite sa carrière d'avant-guerre. Il occupe des postes obscurs tels que membre du Comité central de contrôle des candidats du GMD ou encore du Comité des experts en affaires étrangères du Comité politique central. Les réceptions qu'il organise dans sa villa de la concession française sont réputées pour leur munificence et pour la protection offerte par la police française. Au moment de la rétrocession, en juillet 1943, il est naturellement pressenti pour prendre la tête de ce qui est désormais la 8^e zone de Shanghai. Les accusations de corruption à son encontre conduisent cependant le maire, *Chen Gongbo, à cumuler le poste lui-même, tandis que Geng doit se contenter de la direction du bureau des Affaires générales. Fin 1943, Zhou Fohai l'associe à ses projets en lien avec Chongqing. Geng est chargé d'entrer en contact avec un résistant français se faisant passer pour un agent de Vichy. Au cours de l'année 1943, cependant, il se compromet dans le trafic de riz organisé par *Hou Dachun. L'affaire le rattrape, fin janvier 1944, lorsque la *kenpeitai* de Suzhou le convoque. Après avoir pris ses dispositions, il se tire une balle dans la tête au début du mois suivant. Jin Xiongbai affirme que Geng avait placé un pistolet dans chacune des pièces de sa villa afin de pouvoir se suicider plutôt que de se voir déshonoré par l'occupant. Comme le note le consul français, Geng choisit de donner un caractère politique à son acte en léguant l'arme du suicide à Wang Jingwei et en protestant de son innocence auprès de son supérieur direct, Chen Gongbo.

(*MRDC*, p. 645 ; Zhou Jiazhen 2000, p. 204 ; *WKS*, p. 368-372 ; Shieh 1995, p. 163-164 ; Ji Xilin 1989 ; ADF 77).

Gu Baoheng 顧寶衡 (1903-1985)

Originaire de Nantong (Jiangsu), il étudie à l'Université Keiō de Tokyo. À son retour en Chine, il enseigne à l'École politique centrale et travaille dans l'administration nationaliste au ministère de l'Industrie et du commerce et au Yuan d'examen. Au moment de la formation du gouvernement de Wang Jingwei, il est nommé au Comité préparatoire de la Banque centrale de réserve et secrétaire général du Comité de gestion des vivres dont il prend la direction en

1942. Proche à l'origine de *Mei Siping et de la clique CC de Nanjing, il gagne les faveurs de l'entourage de Wang Jingwei, notamment de *Chen Chunpu. Lorsque le comité est promu au rang de ministère, il en garde la tête malgré sa mise en cause par *Tao Xisan et *Lü Yifeng en décembre 1942. Il réchappe de cette première affaire grâce à Wang Jingwei qui déclare, lors d'une session du Comité politique central, le 17 décembre 1942, que Gu ne doit pas être puni. Début 1944, il est rattrapé par le scandale de spéculation sur le riz impliquant *Hou Dachun et *Hu Zheng. Privé de la protection de Wang qui se meurt à Nagoya, Gu Baoheng est arrêté et condamné à mort. Grâce à Chen Bijun, il voit finalement sa condamnation commuée en une peine de 10 ans de prison pour « services rendus à la cause de la paix ». Ses subalternes impliqués dans l'affaire n'ont pas sa chance et sont rapidement exécutés pour l'exemple. Au moment de la reddition japonaise, son camarade de Keiō, *Yuan Yuquan, plaide en sa faveur auprès de *Chen Gongbo qui accepte de le libérer mais s'enfuit au Japon avant que la procédure ne soit achevée. Arrêté par les Nationalistes, Gu est à nouveau condamné, cette fois pour haute trahison, à la prison à vie. En 1949, les Communistes le transfèrent de la prison de Nanjing à celle de Shanghai. Libéré en 1976, il meurt vingt ans plus tard à Chengdu.
(ZMSD, p. 1478 ; Yuan Yuquan 2010, p. 152-153 ; ZG, n°435, p. 3 ; ADF 327).

Gu Zhongchen 顧忠琛 (1880-1945)

Né à Wuxi (Jiangsu), il participe à la Révolution de 1911 comme chef d'état-major de l'Armée unie du Jiangsu-Zhejiang. En juin 1921, il devient conseiller de Sun Yat-sen et siège, à partir de 1923, dans le Comité des affaires militaires du GMD. Apprécié de Sun, il prend, l'année suivante, le commandement du IV^e corps de l'Armée de l'Expédition du Nord. En 1931, il devient conseiller au Secrétariat général (*wenguanishi*) du gouvernement de Nanjing. On perd ensuite sa trace jusqu'à 1940, lorsqu'il est nommé vice-président du Yuan de contrôle dans le gouvernement de Wang Jingwei avant de succéder à *Liang Hongzhi comme président en novembre 1944. Il décède en juillet 1945. Les sources à son sujet sont contradictoires, certaines le faisant naître en 1860.
(ZGBR, p. 1925 ; ZMSD, p. 1478).

H

Hao Pengju 郝鵬舉 (1903-1947)

[ne pas confondre avec Hao Peng 郝鵬(1881- ?)]
Originaire du Henan, diplômé en 1920 de l'École normale n°4 du Henan, il suit une formation militaire et entre au service du « général chrétien » Feng Yuxiang 馮玉祥 (1882-1948). En 1925, ce dernier l'envoie poursuivre sa formation pendant deux ans en Union soviétique. À son retour, il prend part à la guerre contre Jiang Jieshi en 1929-30. Après la défaite de la coalition, son régiment est intégré dans l'armée de Nanjing. Sur recommandation de He Zhonghan 賀衷寒 (1900-1972), il devient en 1931 membre de la *Fuxingshe*, l'organisation fascisante de soutien à Jiang, et participe aux campagnes d'encerclement contre les Communistes. De 1935 à 1938, il complète sa formation à l'Université d'infanterie (*lujun daxue*). En juillet 1937, il se voit confier l'entraînement des étudiants de retour du Japon. Nommé chef d'état-major de la 27^e armée en juin 1939, il est mis aux arrêts par son supérieur, Hu Zongnan 胡宗南 (1896-1962), et libéré début 1940. En mars, il s'enfuit pour Nanjing où il négocie sa défection avec *Zhou Fohai. Il peut compter sur le soutien de *Lin Bosheng qu'il a connu à Moscou. À partir de 1941, il occupe diverses responsabilités dans l'armée de Nanjing et l'organisation du Mouvement des nouveaux citoyens, notamment dans le Nord-Jiangsu. Il devient gouverneur de la province du Huaihai à sa création en janvier 1944. À la fin de la guerre, il se rend avec ses troupes, qui sont intégrées à l'armée nationaliste et stationnées à Xuzhou pour combattre les Communistes avec l'appui des troupes japonaises. En janvier 1946, la Nouvelle 4^e armée le pousse à faire défection en sa faveur en attisant sa crainte d'être sacrifié par Jiang Jieshi en raison de sa trahison de 1940. Mais, un an plus tard, il renoue avec le GMD et attaque les troupes communistes. Son armée est écrasée et il est fait prisonnier. Lors d'une tentative d'évasion en avril 1947, il est abattu par son gardien.
(Yang Baosen 2015, p. 394-395 ; Liu Shih-ming 2002, p. 349-353).

Harada Kumakichi 原田熊吉 (1888-1947)

Shinatsū (spécialiste de la Chine) sorti de l'Académie de l'armée de terre en 1916, il est attaché militaire dans plusieurs villes de Chine. Chef du département des services spéciaux de l'Armée de Chine centrale au début de la guerre, il supervise la mise en place du Gouvernement réformé de Nanjing dont il devient le conseiller suprême. Il est également chargé de gérer le trafic d'opium servant à financer la politique de collaboration. Voyant dans l'avènement de *Wang Jingwei une menace, il est soupçonné

d'avoir cherché à le faire assassiner. Responsable de l'administration militaire de Java à partir de 1942, il est exécuté pour crime de guerre à Singapour en 1947.

(*NJDJ* ; Tobe 1999, p. 203 ; IMTFE {49,324} ; Boyle 1972, p. 84).

Haruke Yoshitane / Keiin 晴気慶胤 (1901-1959)

Principal *Shinatsū* à avoir servi comme conseiller du gouvernement de Wang Jingwei après *Kagesa Sadaaki, il est le concepteur de la Campagne de pacification rurale (*qingxiang*). Né dans une famille de militaires, Haruke sort de l'Académie de l'armée de terre en 1931. Il intègre la section Chine de l'état-major en 1934 avant d'être envoyé Jiujiang (Jiangxi) pour faire du renseignement. En juin 1938, il devient membre de l'Agence *Doihara chargée de centraliser l'État d'occupation. En février 1939, il aide *Ding Mocun et *Li Shiqun à organiser le service de sécurité du Mouvement de paix (le n°76). Haruke apprécie peu Ding mais s'entend très bien avec Li dont il devient le protecteur. Après avoir secondé Kagesa au sein de l'Agence de la prune, Haruke devient conseiller militaire du gouvernement de Wang Jingwei. Si plusieurs thèses existent sur la genèse exacte du *qingxiang*, il semble que Haruke ait joué un rôle central dans son organisation, à partir de la fin de l'année 1940, en s'inspirant de la stratégie de Zeng Guofan contre les Taiping au milieu du XIX^e siècle et de Jiang Jieshi contre le PCC dans les années 1930. La direction effective de l'administration du *qingxiang* est confiée à son protégé Li Shiqun. En avril 1942, Haruke est muté à Beijing avant de rentrer à Tokyo l'année suivante pour prendre la tête de la section Chine. Son sort au lendemain de la reddition japonaise n'est pas clair. Il a publié en 1951 un témoignage sur son rôle dans la mise en place du n°76 intitulé *Bōryaku no Shanhai 謀略の上海* (Intrigues à Shanghai) qui a été réédité en 1980 sous le titre *Shanhai tero kōsaku shichijūroku gō 上海テロ工作76号* (Le n°76 et la terreur à Shanghai).

(Haruke 1985 ; Ma Hongwu 1988, p. 579 ; Martin 2001 ; Chen Yung-fa 1986, p. 81 *sq.*).

Hata Shunroku 畑俊六 (1879-1962)

Élève brillant, il sort diplômé avec les honneurs de l'École d'officiers de l'armée de terre en 1900 puis de l'Académie militaire en 1910. Attaché à l'ambassade de Berlin à partir de 1912, il passe la Première Guerre mondiale en Europe. Il retourne ensuite à Tokyo où il occupe divers postes dans l'État-major central. En 1936, il est nommé à la tête de l'armée à Taiwan, avant de connaître une

ascension rapide au début de la guerre sino-japonaise. Après avoir commandé l'Armée expéditionnaire de Chine centrale à partir de février 1938, Hata devient aide de camp de l'Empereur l'année suivante, puis ministre de la Guerre d'août 1939 à juillet 1940 ; période durant laquelle se met en place le gouvernement de Wang Jingwei. Hata était très apprécié par Hirohito, qui pesa personnellement dans sa nomination. En mars 1941, il retrouve sa charge de commandant en chef de l'armée d'occupation à Nanjing. En juin 1944, il est élevé au grade suprême de maréchal (*gensui*) en récompense de son rôle dans l'Opération Ichigō ; un privilège qu'il est le dernier à obtenir et qu'il ne partage, durant la guerre, qu'avec deux autres personnes. En vue de l'invasion prévue de l'archipel par les Alliés, Hata est muté à Hiroshima la même année, afin de prendre la direction de la 2^e armée générale. Épargné par l'explosion de la bombe atomique le 6 août 1945, il gère la ville après le drame. Favorable à la capitulation, il demande à être dégradé pour expier la défaite. Hata est condamné à la prison à perpétuité lors du Procès de Tokyo, avant d'être libéré en 1954. Il est l'auteur d'un journal personnel qui n'aborde pas sa vie intime, mais dans lequel sont recopiés un grand nombre de rapports et de notes prises au sujet des entretiens quotidiens qu'il a avec les principaux dirigeants japonais de l'époque. Il contient, notamment, des informations précieuses sur la formation du gouvernement de Wang Jingwei.

(Wikipedia ; Shibata 1990, p. 41 ; *HSN*).

He Bingxian 何炳賢 (1901- 1999)

Natif de Panyu (Guangdong), élève brillant, il poursuit ses études à l'Université de Californie où il obtient une maîtrise d'économie politique en 1926. Proche de *Chen Gongbo, qui entretient au grand jour une liaison avec sa sœur aînée, He Bingxian fonde avec lui l'Université continentale où il enseigne l'anglais et l'administration. Il s'impose alors comme le meilleur spécialiste du pays en commerce international, dont il est le premier à faire une discipline scientifique en Chine. En mai 1932, il est nommé chef du bureau du Commerce international au sein du ministère de l'Industrie que dirige Chen Gongbo. Remarqué par *Wang Jingwei, originaire de la même région que lui, il rédige quotidiennement des notes à son attention, mais refuse le poste de vice-ministre des Finances. Preuve de l'attachement qu'éprouve à son endroit Wang Jingwei, il envoie *Chu Minyi à Shanghai pour lui porter des cadeaux lors de la naissance de son fils en 1936. Au début de la guerre, He suit le gouver-

nement à Chongqing et met sa famille à l'abri à Hongkong, avant de faire défection pour participer au Mouvement de paix. Wang lui confie son fils aîné Wang Mengjin 汪孟晉 pour qu'il se forme à ses côtés. En mars 1940, He est désigné vice-président du Comité d'expertise économique et chef du 3^e bureau du Comité des affaires militaires chargé de l'approvisionnement des troupes. Bien que dépourvu de la moindre expérience dans l'armée, il est promu général de brigade et porte l'uniforme. Il n'obtient en revanche aucun poste ministériel important. Chen Gongbo préfère donner le secrétariat général du Yuan législatif à son autre protégé *Hu Zewu car, dit-il, He est trop entêté. Contrôleur à la Banque centrale de réserve et membre du Comité de gestion des Vivres, He Bingxian joue néanmoins un rôle important dans la politique économique du régime – certes limitée par la forte ingérence japonaise. Il est témoin des assassinats perpétrés par les hommes de *Li Shiqun pour faire pression sur les banques et subit les critiques sévères de son frère aîné He Bingde 何炳德, dirigeant dans une maison de commerce française à Shanghai. En 1942, Wang lui propose de diriger Hongkong, désormais occupée, mais He décline l'offre. À partir de mars 1943, il siège au Comité national de contrôle des ressources, chargé notamment de ravitailler l'armée japonaise en matières premières. Constatant les conséquences désastreuses de cette politique sur la population lors de ses tournées d'inspection, He organise la distribution de vivres dans la région de Suzhou. Il s'implique également, début 1943, dans la création d'un hôpital avec le soutien des époux Wang. Après la dissolution du gouvernement en août 1945, He s'enfuit au Japon à la suite de Chen Gongbo avant d'être extradé et emprisonné. Sa femme et ses trois enfants sont chassés de leur domicile et doivent habiter dans un bidonville. Au moment de son procès, He reconnaît ses fautes et bénéficie du soutien de nombreuses personnes venues témoigner de ses bonnes actions, ce qui lui vaut d'écopier d'une peine clémente de huit ans de prison. Libéré en 1948, il s'installe à Hongkong où il fait difficilement vivre sa famille en travaillant comme traducteur. Dernier survivant du régime de Nanjing, il s'éteint à l'âge de 98 ans. Son fils Ho Tao 何弢 (1936-) est diplômé de Harvard et ancien assistant personnel du fondateur du Bauhaus, Walter Gropius (1883-1969). Architecte célèbre, c'est lui qui a dessiné le drapeau de la Région administrative spéciale de Hongkong. Il a publié en 1998 un portrait de son père dans la revue taïwanaise *Zhuanji wenxue* (vol. 78, n°1).

(Sun Jian 2008 ; Chen Hongmin 2009, p. 219 ; Wang Yiyi 2010, p. 175 ; Wikipedia).

He Peirong 何佩蓉 (1880-1942)

Né à Jianshi (Hubei), il sort diplômé de l'École d'officiers de l'armée de terre de Tokyo en 1906. De retour en Chine, il devient commandant de régiment dans l'Armée Beiyang. En 1915, il suit le seigneur de la guerre Wang Zhanyuan 王占元 (1861-1934) qui le nomme gouverneur du Hubei en 1919. À la chute de Wang, en 1921, He se réfugie dans les concessions japonaises de Tianjin puis de Wuhan. En 1939, l'armée d'occupation le charge d'organiser un gouvernement régional basé à Wuhan qui devient finalement le gouvernement provincial du Hubei dont il prend la tête en novembre. Au moment de la formation du gouvernement de Nanjing en 1940, He est nommé membre du Conseil politique central. Afin de renforcer sa position à Wuhan, il fonde en mai le Parti républicain (*gonghedang*). Considérant cette organisation comme une menace, Wang Jingwei obtient en décembre qu'elle fusionne avec son GMD. En juin 1942, il meurt empoisonné par les Japonais, ou de maladie, selon les sources.

(*HSRZ*, p. 97 sq. ; *MRDC*, p. 388).

He Zan/ He Zuan 何瓚/何纘 (c.1898-1939)

Originaire du Fujian, diplômé en agronomie de l'Université impériale de Tokyo, il commence sa carrière comme directeur de l'École d'agronomie n°1 du Fujian (*jiazhong nongxue xuexiao*) et conseiller de l'Armée de pacification du Fujian (*jingminjun*). Au milieu des années 1920, il change d'orientation pour devenir diplomate. De son expérience de consul, dans les Indes néerlandaises notamment, il tire la conviction que la Chine ne devrait pas privilégier l'Occident aux dépens du Japon. En désaccord avec la politique de Jiang Jieshi, il se retire sur le mont Mogan au nord-ouest de Hangzhou. Au moment de l'invasion japonaise, les réfugiés affluent sur le mont où He Zan organise les secours. Il prend alors la tête du comité de maintien de l'ordre local avant d'être nommé maire de Hangzhou en juin 1938 par son compatriote *Chen Qun. Six mois plus tard, il est assassiné par des agents de Chongqing.

(Shen Guoying 1996 ; *CIG*, p. 348 sq.).

Hidaka Shinrokurō 日高信六郎 (1893-1976)

Après avoir intégré le Gaimushō en 1919, il représente le Japon à la Société des Nations puis en Chine (Beijing puis Nanjing) en 1933-34. Conseiller d'ambassade en Chine en 1937, il est nommé l'année suivante consul à Shanghai puis

chef du bureau économique du Kōain. Redevenu conseiller d'ambassade en 1940, il assiste l'ambassadeur Abe dans les négociations qui aboutissent au Traité de base avec le gouvernement de Wang Jingwei en novembre 1940. En 1941, il devient envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Shanghai, avant d'être nommé ambassadeur à Rome en 1942. Il rentre au Japon en 1946. (KSDJ).

Hirota Kōki 廣田弘毅 (1878-1948)

Ministre des Affaires étrangères entre 1933 et 1936, il donne son nom aux « Trois principes d'Hirota » qui fixent en octobre 1935 la politique japonaise en Chine et annoncent les objectifs de guerre du Japon après 1937. Devenu premier ministre à la suite de l'Incident du 26 février 1936, il rétablit la pratique consistant à nommer des militaires actifs aux postes de ministres de l'Armée et de la Marine. De nouveau à la tête du Gaimushō au début de la guerre, il favorise la ligne dure, ce qui lui vaut, après la capitulation, d'être le seul civil à être exécuté comme criminel de guerre de classe A. (KSDJ).

Hou Dachun 后大椿 (1905-1944)

Originaire de Tianzhang (Anhui), il est une figure majeure du syndicalisme shanghaien durant la « décennie de Nankin », en tant que tête de file du personnel des messageries au sein du puissant Syndicat des travailleurs des Presses commerciales de Shanghai (*Shanghai shangwu zhigong hui*). Également membre du Bureau local du GMD, Hou participe à la réorganisation du syndicat au début de la Terre blanche. Le président du Bureau international du travail, Albert Thomas (1878-1932), qui le rencontre lors d'une tournée en Chine en 1928, écrit à propos de « C.D. Ou » : « des syndicalistes européens parleraient peut-être d'entente avec les patrons et de jaunisse ». À l'automne 1930, il est accusé d'avoir détourné à son profit des marchandises confisquées dans le cadre de la campagne de boycott antijaponais. Lors de son procès, début 1931, il est lâché par Pan Gongzhan 潘公展 (1895-1975), qui refuse de témoigner en sa faveur. Cette trahison conduit Hou, qui appartenait à la clique CC depuis 1928, à rallier le camp cantonais opposé à Jiang Jieshi. Il participe à l'unification des trois syndicats du livre, en janvier 1931, dans un Syndicat des travailleurs des entreprises d'édition de Shanghai (*Shanghai chubanye gonghui*) mais doit s'effacer en 1932 en raison de l'affaiblissement des « Sudistes ». Au début de l'occupation, il travaille à Beijing

pour le compte de Chongqing avant de rejoindre le Mouvement de paix. Hou bénéficie notamment de la recommandation du ministre de l'Éducation et ancien éditeur aux Presses Commerciales, *Li Shengwu. Après avoir servi au Comité de formation des masses, au sein du Comité de pacification rurale, Hou est nommé à la tête du bureau des Vivres du gouvernement provincial du Jiangsu. Il consolide sa position grâce à son épouse Wu Yunqing 鄔雲卿, qui serait la sœur jurée de Shi Aizhen 佘愛珍, femme de Wu Sibao et l'aînée de Wu Yiqing 鄔揖卿, elle-même la femme de *Hu Zheng. Au cours de l'année 1943, Hou organise, avec ce dernier, un vaste système frauduleux consistant à spéculer sur le riz acheté pour le compte du gouvernement et de l'armée japonaise. Suite à la découverte de ce trafic lors d'un contrôle de routine en octobre 1943, Hou est arrêté le 21 janvier 1944 par la police militaire japonaise, qui démantèle son réseau. Sommé par les autorités d'occupation de faire preuve de sévérité, le régime de Wang Jingwei condamne à mort Hou Dachun et Hu Zheng qui sont fusillés le 15 mars. Également condamnés à la peine capitale, leurs supérieurs au ministère des Vivres, *Gu Baoheng et *Zhou Naiwen, écopent finalement de dix ans de réclusion, grâce à leurs puissants soutiens. À en croire Xue Gengxin (Joseph Shieh), Hou aurait, en réalité, détourné le riz pour le compte du PCC, mais il s'agit vraisemblablement d'un moyen pour Xue de laver l'honneur de son ami *Geng Jiaji qui fut la première victime de ce scandale retentissant. (ZKD, p. 248 ; Ji Xilin 1989 ; Wakeman 2004, p. 144-145 ; Roux 1995, p. 245 *et passim* ; *Minguo ribao* 15/03/44 ; ZR, p. 462 ; AH 118-010100-0013-027 ; Shieh 1995, p. 164).

Hu Lancheng 胡蘭成 (1906-1981)

Écrire sa biographie n'est pas chose facile, tant Hu s'est ingénié à brouiller les pistes en réécrivant, dans ses mémoires, une partie de sa vie, qui ne manque pourtant pas de romanesque. L'intérêt qu'il suscite, aujourd'hui encore, tient largement à son bref mariage avec Eileen Chang (Zhang Ailing 張愛玲, 1920-1995), sans doute la plus célèbre romancière chinoise du siècle. Né dans un village des environs de Shaoxing (Zhejiang), Hu Lancheng est le sixième fils d'une famille pauvre vivant de l'agriculture et de la vente du thé. Complexé par son manque de diplômes, il affirmera être passé par la prestigieuse Université Yenching (Beijing). Quoi qu'il en soit, il fréquente effectivement les cercles cultivés de la jeunesse pékinoise dans les années 1920 et devient, semble-t-il, membre du PCC. Au début des années 1930, il enseigne au Guangxi

avant de rentrer en Chine centrale où, à l'en croire, il s'impose rapidement comme l'une des principales plumes de la presse shanghaienne. En réalité, s'il entre bien, au printemps 1937, à la rédaction du *Zhonghua ribao* de *Lin Bosheng, c'est à un poste d'éditeur subalterne. Après la fermeture du journal en novembre 1937, il s'installe avec d'autres employés à Hongkong, où la rédaction relance le *Nanhua ribao*, qui devient le premier organe de presse du Mouvement de paix. Début 1939, Hu Lancheng rédige un éditorial intitulé « Zhan nan, he yi bu yi 戰難, 和亦不易 (La guerre est difficile mais la paix n'est pas facile non plus) ». Il lui vaut d'être remarqué par *Chen Bijun, qui recommande Hu à *Wang Jingwei. À l'été 1939, il rentre à Shanghai et travaille pour le *Zhonghua ribao*, dans lequel il publie une dizaine d'articles par mois. À la formation du gouvernement de Wang Jingwei, il accède pour la première fois de sa vie à un poste dans l'administration, en tant que vice-ministre de la Propagande chargé des affaires générales. Hu fait figure d'intrus dans ce ministère surnommé l'« Association régionaliste du Guangdong », en raison de la surreprésentation d'agents originaires de la province du ministre Lin Bosheng. Ce dernier prend ombrage des faveurs dont jouit Hu auprès de *Chen Bijun et de Wang Jingwei, qui a fait de Hu son secrétaire privé. S'il a ses entrées au « Palais », Hu est impuissant face à Lin Bosheng dans ce sérail cantonnais. Il se rapproche alors de la faction rivale de *Zhou Fohai, qui cherche à développer sa présence dans la presse, jusqu'ici dominée par Lin Bosheng. En février 1941, Hu devient ainsi directeur adjoint et rédacteur en chef du *Guomin xinwen* (Nouvelles de la nation). Fondé en mars 1940, ce journal était, à l'origine, directement contrôlé par le ministère de la Propagande. Il avait été fermé quelques mois plus tard, suite à l'assassinat, par les tueurs de Chongqing, de ses rédacteurs en chef successifs, *Mu Shiyong (le 28 juin 1940) et le Taiwanais Liu Na'ou (le 3 septembre 1940). Il renaît en février 1941 à l'instigation de Zhou et de *Li Shiqun, qui en prend la direction. En août 1941, Lin Bosheng remplace Hu à son poste du ministère de la Propagande par le Cantonais *Zhou Huaren. Hu ne tarde pas à entrer en conflit avec Li Shiqun. En l'absence de ce dernier, qui réside à Suzhou, Hu s'arroge le titre de directeur du *Guomin xinwen*, à la fureur de Li. En octobre 1942, Hu succède à *Chen Yunwen à la tête du bureau des Affaires juridiques (*fazhiju*) du Yuan exécutif. Modeste en apparence, cette charge lui donne un pouvoir important car c'est par elle que passe les documents administratifs avant d'être

transmis au président du Yuan, Wang Jingwei. Supportant de moins en moins le mauvais caractère de Hu, Zhou Fohai affirme à Wang que celui-ci profite de sa position pour chercher à imposer sa volonté aux autres organes de l'État, empêchant ainsi le bon fonctionnement de l'administration. Éprouvant lui-même un certain agacement à l'endroit de Hu, Wang ordonne que le bureau des Affaires juridiques soit supprimé. En novembre 1943, alors que Nanjing vient de signer le Traité d'alliance avec Tokyo, Hu provoque l'éclat de trop. Lors d'un débat, il annonce : « le Japon perdra la Seconde guerre mondiale et le régime de Monsieur Wang est condamné à disparaître ». À la suite de quoi, il fait traduire sa déclaration par son ami, le secrétaire d'ambassade Ikeda Tokui 池田篤紀 (1909- ?), qui envoie le texte au Japon où il est largement diffusé. Sur ordre de Wang Jingwei, Hu est arrêté le 7 décembre 1943. Il reste détenu pendant 48 jours, malgré les efforts d'Ikeda, qui intervient auprès de son supérieur *Shimizu Tōzō pour obtenir la libération de Hu. Limogé de toutes ses fonctions au gouvernement, Hu retourne à Shanghai où il fait la connaissance de Zhang Ailing, de quatorze ans sa cadette, qu'il épouse fin juillet 1945. En octobre 1944, il fonde le mensuel *Kuzhu* (Bambou amer) avant de s'installer à Wuhan, un mois plus tard, avec le soutien des autorités d'occupation. En décembre, il prend la direction du *Dachubao* ; un quotidien fondé en mars 1940 par la branche locale du GMD « orthodoxe » qu'il relance avec l'aide d'intellectuels pékinois tels que Shen Qiwu 沈啟無 (1902-1969), un proche de *Zhou Zuoren. Le tirage du *Dachubao* triple pour atteindre jusqu'à 30 000 exemplaires. À rebours d'une presse officielle qui ne fait que reproduire la propagande de Nanjing, il n'hésite pas traiter de sujets passés sous silence en adoptant une ligne éditoriale nuancée. La rédaction édite également une collection littéraire dans laquelle paraît la nouvelle de Zhang Ailing, *Qingcheng zhi lian* 傾城之戀 (Love in a Fallen City). Dans ses mémoires, Hu affirmera que le jour de la reddition japonaise, il établit, pendant treize jours, un gouvernement militaire indépendant à Wuhan, au côté du général Zou Pingfan 鄒平凡. Si Zou est effectivement chargé par Chongqing d'organiser le retour des autorités nationalistes, Hu ne joue, là encore, qu'un rôle secondaire. Le dernier numéro du *Dachubao* paraît le 27 août. Le 31 août, Hu se rase la tête pour prendre l'apparence d'un soldat japonais blessé et fuit la ville. Après moult péripéties, il parvient à trouver refuge au Japon en 1950. Quatre ans plus tard, il

épouse Shi Aizhen 佘愛珍 (1900- ?) ; veuve de Wu Sibao, devenue tenancière de bar à Tokyo. Invité à enseigner à l'Université Wenhua de Taipei en 1974, Hu se lie d'amitié avec l'écrivain Chu Hsi-ning 朱西甯 (1927-1998) et joue les précepteurs auprès de ses filles. Celles-ci deviennent de célèbres romancières à leur tour, notamment Chu Tien-wen 朱天文 (1956-), mondialement connue pour sa collaboration avec le cinéaste Hou Hsiao-hsien 侯孝賢 (1947-). Hu a publié ses Mémoires en 1959, sous le titre *Jin sheng jin shi* 今生今世 (Une vie, une époque). Il y revient longuement sur son expérience au sein du gouvernement de Wang Jingwei. Incomparable d'un point de vue littéraire avec les *wenshi ziliao* laissés par les autres rescapés de la collaboration, ce récit mêlant le vrai et le faux donne à son héros un rôle plus grand que nature.

(Li Qianming 2012 ; Qin Xianci 2012 ; *MZN*, p. 1037 ; Tang Houmei 2014 ; Hu Lancheng 2009).

Hu Zewu 胡澤吾 (1906- ?)

Natif de Jurong (Jiangsu), il étudie à Beida puis à la faculté de droit de l'Université impériale de Tokyo. Il fait partie des quelques anciens membres de la clique réorganisationniste que *Zhou Huaren parvient à recruter lors de son voyage secret à Chongqing en 1939. Son choix de rallier Nanjing est facilité par ses liens familiaux avec *Luo Junqiang, dont il a épousé la sœur, et par sa grande proximité avec *Chen Gongbo. Sa carrière au sein du gouvernement de Wang Jingwei se fait dans l'ombre de ce dernier qu'il suit au Yuan législatif, dont il est secrétaire général jusqu'en mai 1941, et à la mairie de Shanghai, toujours comme secrétaire général. Il est également responsable à Shanghai du ministère de la Justice, dirigé un temps par son beau-frère, et siège au Conseil économique national à partir de 1943. Il suit Luo Junqiang au gouvernement provincial de l'Anhui en 1944 avant de devenir vice-secrétaire général du Yuan exécutif en 1945, lorsque Chen Gongbo devient son président. On ne connaît pas son sort à la fin de la guerre, mais il reste en vie suffisamment longtemps pour être l'auteur d'un *wenshi ziliao* dans lequel il revient sur les luttes de factions au sein du régime.

(*MRDC*, p. 582 ; Luo Junqiang 2010, p. 23 ; *WKS*, p. 265 ; Hu Zewu 1987).

Hu Zheng 胡政 (1904-1944)

Originaire de Wuxian (Jiangsu), il passe par l'Université du Sud-Est (Nanjing, future Université centrale) avant de partir étudier le droit à l'Université de Californie. Durant la « décennie de Nankin », il travaille d'abord dans sa province

d'origine comme secrétaire de l'envoyé spécial du ministère des Affaires étrangères, puis au bureau de l'Impôt sur le tabac. Hu obtient ensuite un poste de chef de section au ministère des Finances, avant de prendre la tête du bureau du Cadastre dans le gouvernement municipal de Tianjin. On le retrouve ensuite dans l'Anhui comme chef du bureau des Tabacs et des vins. À la veille de la guerre, il trouve à s'employer au Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar comme secrétaire. Il reste dans le Nord au début de l'occupation, et entre au Gouvernement provisoire comme chef de section du bureau des Renseignements du Comité exécutif. Peu après, il retourne en Chine centrale, pour travailler au ministère des Finances du Gouvernement réformé. Après l'établissement du régime de Wang Jingwei, il est nommé secrétaire au Yuan d'examen avant de rejoindre l'équipe de *Cai Pei à la mairie de Nanjing comme chef du bureau du Cadastre, poste qu'il occupe de juillet 1940 à avril 1943. En 1943, il travaille au sein du ministère des Vivres en tant que chef du bureau des Affaires générales et du bureau de gestion des produits aquatiques. Après que son beau-frère *Hou Dachun a pris la tête du bureau des Vivres du Jiangsu, Hu est désigné chef du Bureau d'achat de riz pour les zones de Suzhou, Changzhou, Songjiang et Taicang. Impliqué dans le réseau frauduleux de Hou Dachun, Hu est jugé et fusillé en mars 1944.

(*Minguo ribao* 15/03/44 ; Ji Xilin 1989 ; Wakeman 2004, p. 144-145 ; *Minguo ribao* 15/03/44 ; *MZN*, p. 1133-1134).

Huang Qingzhong 黃慶中 (1897- ?)

Originaire de Huangyan (Zhejiang), titulaire d'une maîtrise en économie de Beida, il enseigne dans le supérieur. En août 1939, Huang devient membre du GMD de Wang Jingwei. Sa carrière dans le régime de Nanjing suit celle de *Ding Mocun dont il est le bras droit. Il est ainsi nommé vice-ministre des Affaires sociales et, en 1945, chef du bureau des Affaires politiques du gouvernement provincial du Zhejiang dirigé par Ding. Il tire de cette dernière expérience un long *wenshi ziliao*.

(*MRDC*, p. 1131 ; Huang Qing zhong 1979).

Huang Ziqiang 黃自強 (?- 1947)

Taiwanais du nom de Huang Yushan 黃育山, il change d'identité et de lieu de naissance pour le Fujian en 1940. Diplômé de la quatrième promotion de l'Académie de Huangpu, il intègre en 1926 l'École d'officiers de l'armée de terre de Tokyo dont il sort major. De retour en Chine en 1929, il est chargé par Jiang Jieshi de mener une mission de renseignement durant la Guerre des plaines centrales. Instructeur à l'École d'artillerie

de Nanjing, il se blesse à la jambe lors d'une chute de cheval. Cet accident, dont il garde des séquelles, est vécu comme un échec pour Huang qui rêve d'une carrière à la mesure de son talent. Après l'Incident de juillet 1937, il reste dans le Nord-Jiangsu en raison de sa blessure et sert comme chef d'état-major dans la guérilla nationaliste. Proche de *Wang Jingwei et ancien étudiant d'*Imai Takeo, Huang rallie le Mouvement de paix en 1940. Wang le nomme au Comité des affaires militaires (CAM), mais Imai insiste pour qu'il reçoive des responsabilités plus importantes. Nommé vice-chef de la Direction générale du Comité des affaires militaires, Huang devient le principal intermédiaire entre le CAM et le bureau des conseillers militaires japonais. Il occupe divers postes importants dans l'armée de Nanjing. Après la mort de *Li Shiqun en 1943, les services spéciaux sont réorganisés en octobre et passent sous le contrôle du Bureau politique du CAM dont Huang prend la tête. La nouvelle organisation est cependant déchirée par une lutte de factions opposant Huang à son subordonné Wan Lilang 萬里浪 (1906-1946) et, à travers eux, l'Armée expéditionnaire de Chine à l'Agence de la prune, notamment pour le contrôle du trafic d'opium. Le décès de Wang Jingwei prive Huang Ziqiang de son principal appui côté chinois. Sous l'influence de Wan, Chen Gongbo supprime le Bureau politique en janvier 1945 et nomme Huang gouverneur du Jiangxi en guise de mise au placard. À la différence de Wan Lilang qui, après avoir aidé Dai Li à la fin de la guerre, est trahi par ce dernier, Huang s'enfuit pour Yangzhou dès l'annonce de la capitulation japonaise et change son nom en Li. Par la suite, il retourne à Taiwan. En 1947, le *Dagongbao* de Tianjin annonce que Huang est mort des suites d'un coup de feu parti par inadvertance de l'arme d'un militaire assis à côté de lui dans un café. Selon une autre source, il serait mort dans des circonstances similaires mais au début de l'année 1946 alors qu'il inspectait une mine. (MRDC, p. 1109 ; Martin 2001, p. 136-138 ; Fu Daxing 2010).

I

Imai Takeo 今井武夫 (1898-1982)

Principal représentant avec *Kagesa de la troisième génération des spécialistes de la Chine de l'armée, Imai suit un parcours classique de *Shinatsū* en alternant des missions en Chine, notamment comme attaché militaire, et au Japon à la Section Chine dont il prend la tête au début

de la guerre. Très impliqué dans les différents canaux de négociation, il joue un rôle important dans l'opération visant *Wang Jingwei. En septembre 1945, il fait partie des officiers chargés de signer la capitulation face à la Chine. Il est l'auteur de mémoires publiés en 1964, dans lesquels il revient sur son rôle pendant la guerre : *Shina jihen no kaisō* 支那事変の回想 (Souvenirs de l'Incident de Chine). (Imai Takeo 1987 ; Imai Sadao 2009).

Inukai Ken 犬養健 (1896-1960)

Fils cadet d'Inukai Tsuyoshi 犬養毅 (1855-1932), après des études interrompues de philosophie à l'Université impériale de Tokyo, il se lance dans une carrière de romancier sous l'influence de l'école du Boulot blanc (*Shirakabaha*). Il publie notamment, en 1929, *Nankin rokugatsusai* (Festival de juin à Nanjing), qui prend pour toile de fond les troubles en Chine durant la Grande guerre. La même année, il entre dans l'arène politique en se faisant élire député du Seiyūkai, dont son père prend alors la direction avant d'être choisi par le *genrō* Saionji Kinmochi 西園寺公望 (1849-1940) pour former un gouvernement en décembre 1931. Le 15 mai 1932, son père est assassiné lors d'un coup d'État fomenté par des cadets ultra-nationalistes de la Marine. Inukai Ken assiste, au même moment, à un combat de sumo en compagnie du prince Saionji et de la star britannique Charlie Chaplin, qui étaient également visés par le complot. Cet incident marque un tournant majeur dans la montée du militarisme au Japon. Au début de la guerre, Inukai Ken conseille le premier ministre *Konoe dans le cadre de la Société du petit-déjeuner (*asameshi kai*) ; un cercle informel réunissant plusieurs membres de la Société de recherche Shōwa, qui joue un rôle crucial dans la genèse du Mouvement de paix. Il est notamment chargé d'étudier le GMD, ce qui l'amène à publier, en 1939, une traduction de l'ouvrage de *Zhou Fohai sur les Trois principes du peuple. Lors de son voyage secret au Japon en juillet 1938, *Gao Zongwu est recommandé à Inukai par Matsumoto Shigeharu afin que celui-ci l'introduise auprès des milieux politiques libéraux. Dès lors, Inukai devient un acteur incontournable de la mission visant à organiser la défection de Wang Jingwei. Il assiste ainsi aux discussions du Chongguangtang de Shanghai en novembre 1938. Bien qu'il n'ait pas de fonctions importantes au sein du gouvernement japonais, Inukai occupe une place à part du fait de sa proximité avec Konoe et du respect qu'inspire son défunt père qui avait abrité Sun Yat-sen lors de ses exils japonais. Disciple d'*Ishiwara Kanji, il est également proche de

*Kagesa Sadaaki. En avril 1939, il est envoyé à Hanoï avec ce dernier pour exfiltrer Wang Jingwei qu'il côtoie durant les deux semaines que dure la traversée jusqu'à Shanghai via Taiwan. Débutent alors les longues négociations en vue de l'établissement du nouveau gouvernement central. Inukai est aux premières loges comme membre de l'Agence de la prune de Kagesa. Rattaché, pour des raisons administratives au Kōa.in, Inukai n'est pas rémunéré, ou très peu. Il finance ses activités à Shanghai en vendant une partie de la collection familiale de rouleaux datant de la dynastie Yuan (1279-1368), pour laquelle Konoe se charge de trouver un acheteur. Après mars 1940, Inukai sert en tant que principal conseiller civil du gouvernement de Wang Jingwei. Lors des élections générales d'avril 1942, Inukai est réélu sous l'étiquette de candidat indépendant, c'est-à-dire en dehors du parti unique de l'Association de soutien au Trône. Il perd à la même époque son poste à Nanjing en raison, notamment, de son implication indirecte dans le réseau de l'espion soviétique Richard Sorge (1895-1944) démantelé à partir d'octobre 1941. Début 1940, Inukai avait en effet divulgué le brouillon du futur Traité de base avec Nanjing à Saionji Kinkazu 西園寺公一 (1906-1993), petit fils de Kinmochi, qui l'avait communiqué à un autre conseiller de Konoe et informateur de Sorge, Ozaki Hotsumi 尾崎秀実 (1901-1944). Après la guerre, Inukai reste une figure politique importante. Il occupe notamment le poste de ministre de la Justice de 1952 à 1954. Il publie en 1962 l'un des principaux témoignages sur le Mouvement de paix : *Yōsukō wa ima mo nagarete iru* 揚子江は今も流れている (Le Yangzi coule encore). (KSDJ ; Inukai 1984 ; Boyle 1972, p. 239 *et passim* ; Johnson 1964, p. 153).

Ishii Itarō 石射猪太郎 (1887-1954)

Diplômé du Tōa Dōbun shoin (Shanghai) en 1908, il est d'abord employé par la Mantetsu. Après avoir intégré le Gaimushō par le « grand » concours en 1915 (il est le premier ancien du Tōa Dōbun shoin à accomplir ce tour de force), Ishii est envoyé en Chine avant de passer les années 1920 dans différents postes en Amérique, notamment à Washington au moment de la Conférence. Promu chef du bureau des Affaires asiatiques en 1936, il est le plus fameux opposant à la guerre au sein du Gaimushō. Après la démission d'Ugaki en septembre 1938, il occupe des postes d'ambassadeur en Hollande, au Brésil puis en Birmanie. Il est l'auteur d'un journal personnel et

de Mémoires : *Gaikōkan no isshō* 外交官の一生 (Une vie de diplomate) publiés en 1950. (Brooks 2000).

Ishiwara Kanji 石原莞爾 (1889-1949)

Diplômé de l'Académie de l'armée de terre en 1918, Ishiwara (parfois lu Ishihara) se distingue par son intelligence supérieure qui fera de lui le stratège japonais le plus original de son temps. Après un séjour en Allemagne, il développe le concept de « guerre mondiale finale » que devra livrer l'Asie, dirigée par le Japon, contre l'Occident et qu'il appuie, par la suite, sur l'eschatologie bouddhiste de Nichiren 日蓮 (1222-1282). Cette vision de l'avenir le conduit à se faire le promoteur de l'expansionnisme japonais en Mandchourie (il est l'un des cerveaux de l'Incident de Mukden) et, plus tard, à s'opposer à la guerre contre la Chine, dont il veut faire un allié. Alors qu'il préconisait en 1931 l'installation d'un gouvernement favorable au Japon à Nanjing, Ishiwara tente ainsi d'éviter, en 1937, que l'Incident du 7 juillet ne dégénère en conflit à grande échelle. Lors de son retour au Manzhouguo en octobre 1937, comme vice-chef d'état-major de l'Armée du Guandong, Ishiwara retrouve l'Association Concordia (*xiehehui*) phagocytée par l'appareil militaro-bureaucratique, qui en a fait un instrument de la politique de domination nippone incarnée par des hommes comme Tōjō Hideki. Ishiwara éprouve un profond mépris pour ce dernier, dont il devient l'adjoint. Il défend alors un abandon de cette politique de « guidage interne » (c'est-à-dire l'ingérence de l'armée japonaise), afin de faire du Manzhouguo un exemple d'égalité entre les peuples asiatiques censé convaincre la population chinoise des bonnes intentions du Japon. Ce discours provoque la consternation des officiers de l'Armée du Guandong et vaut à Ishiwara de rentrer prématurément au Japon à la fin de l'année 1938. Il développe alors l'idée d'une Ligue d'Asie orientale (*tōa renmei*) devant succéder à l'Association Concordia. D'abord conçue comme un moyen de diffuser le « Nouvel ordre » de *Konoe en novembre 1938, cette Ligue est, par la suite, conçue pour servir de matrice à l'union des peuples asiatiques en vue de la « guerre mondiale finale ». En octobre 1939, Ishiwara inspire la fondation à Tokyo de l'Association pour la Ligue d'Asie orientale (*tōa renmei kyōkai*). Au bout de quelques mois, celle-ci est déjà implantée dans une vingtaine de préfectures et revendique 100 000 membres à son apogée en 1941. Dans le même temps, elle se développe en Chine sous l'impulsion de son vieil ami *Itagaki Seishirō et de son disciple *Tsuji

Masanobu. En avril 1940, l'Association tente de renforcer la discipline morale dans les rangs de l'armée d'occupation, en invitant les soldats à favoriser la coopération sino-japonaise. Elle cherche également à impliquer les collaborateurs chinois en leur confiant la direction de branches locales de la Ligue. Une branche est ouverte à Beijing en mai 1940, puis à Canton en septembre. En février 1941, Wang Jingwei prend la direction de l'Association générale chinoise de la Ligue d'Asie orientale (*Dongya lianmeng Zhongguo zonghui*). S'il n'est pas dupe de l'utilisation que compte en faire les autorités japonaises, Wang entend profiter de cette organisation pour imposer son GMD « orthodoxe » comme la principale force politique de l'État d'occupation. Il y parvient en Chine centrale mais échoue en Chine du Nord. À Tokyo, cependant, Tōjō met tout en œuvre pour limiter le pouvoir de nuisance d'Ishiwara et de sa Ligue. D'abord favorable à cette dernière, le cabinet Konoe cède aux pressions du ministre de la Guerre. Il prend clairement position contre la Ligue, le 14 janvier 1941, en affirmant qu'elle représente une menace pour l'autorité impériale. Déclarée illégale, l'organisation d'Ishiwara voit toutes ses activités dans l'archipel être absorbées par l'Association de soutien au Trône. Sur le continent, ses branches locales fusionnent au sein de l'Alliance pour l'essor de l'Asie (*Kōa dōmei*) ; une organisation destinée à remplacer la Ligue. Cette décision constitue un camouflet pour les collaborateurs comme Wang Jingwei qui venaient juste de s'investir personnellement dans le lancement de la Ligue en Chine. Ishiwara répond à ces attaques par la surenchère. Dans un discours prononcé à l'Université de Kyōto la même année, il va jusqu'à déclarer que « l'ennemi n'est pas le peuple chinois mais certains Japonais. C'est en particulier Tōjō Hideki et Umezu Yoshijirō qui, armés et poursuivant leur propre ambition, sont les ennemis du Japon. En perturbant la paix, ils se font les ennemis du monde. Ils devraient être arrêtés et exécutés ». En raison du poids qu'il continue à avoir dans l'armée, et qui fait craindre une réaction de ses nombreux disciples, Ishiwara ne fait pas l'objet de mesures disciplinaires. Il est tout de même mis à la retraite de force, le 1^{er} mars 1941. Les craintes de Tōjō, qui fait placer Ishiwara sous la surveillance de la police militaire, ne se matérialisent pas. Ce dernier se fait discret jusqu'à la fin de la guerre. Son opposition à Tōjō lui vaut d'échapper à toute inculpation lors du Procès de Tokyo. Prônant désormais un pacifisme intégral, Ishiwara déclare que le Japon « doit prendre l'attitude du Christ portant la croix jusqu'au lieu de son exécution » et renoncer à combattre la

culture occidentale. Visionnaire jusqu'au bout, Ishiwara soumet, à la veille de sa mort, un vaste plan de réorganisation du Japon au général MacArthur.

(Peatie 1975 ; Esmein 1983, p. 105, 331 ; Birolli 2012, p. 233-234).

Itagaki Seishirō 板垣征四郎 (1885-1948)

Spécialiste de la Chine diplômé de l'Académie militaire en 1916, il est avec *Ishiwara Kanji le principal artisan de l'Incident de Mukden (1931). Après avoir dirigé la Cinquième division en Chine du Nord au début de la guerre, il est rappelé en 1938 pour intégrer le cabinet *Konoe comme ministre de la Guerre. En 1939, il devient chef d'état-major de l'Armée expéditionnaire de Chine. En 1941, il prend la tête de l'Armée de Corée puis sert à Singapour. Il est condamné à mort comme criminel de guerre de classe A lors du Procès de Tokyo puis exécuté.

(KSDJ).

Iwai Eiichi 岩井英一 (1899- ?)

Diplômé en 1921 du Tōa Dōbun shoin, il intègre le Gaimushō comme interprète et passe toute sa carrière en Chine. Il est en poste à Chongqing, Shantou ou encore Changsha. En 1936, Iwai se rend à Chengdu avec des agents de la police consulaire et des journalistes japonais pour rouvrir de force le consulat fermé suite à l'invasion de la Mandchourie. L'« Incident de Chengdu » donne lieu à des émeutes qui font deux morts et plusieurs blessés, obligeant Iwai à renoncer à sa mission. Alors qu'il est employé du consulat de Shanghai, il fréquente *Yuan Shu qu'il sait être un agent du GMD. Bien qu'il lui connaisse des liens avec les Communistes, il ignore que ce dernier est, avant tout, un agent du PCC. Adjoint du consul de Shanghai, Kawai Tatsuo 河相達夫 (1889-1965), Iwai devient le principal responsable en Chine centrale des services secrets du Gaimushō, lorsque Kawai en prend la tête en 1938. Il se voit confier des fonds importants pour collecter et analyser les renseignements sur la Chine libre dans le cadre d'une Unité d'enquête spéciale (*tokubetsu chōsa han*). Outre des agents double chinois tels que Yuan Shu et Pan Hannian 潘漢年 (1906-1977), le réseau d'Iwai recrute notamment parmi les anciens élèves du Tōa Dōbun shoin, dont beaucoup accompagnent l'avancée des troupes japonaises comme interprètes, et sert de base au « Mouvement pour l'essor de l'Asie et la reconstruction nationale » (*xingya jianguo yundong*). Cette organisation est lancée à l'initiative de *Kagesa Sadaaki qui connaît bien Iwai pour avoir travaillé à ses côtés quelques

années plus tôt comme attaché militaire à Shanghai. Kagesa cherche alors à faciliter la transition vers le nouveau gouvernement central en créant un front uni des collaborateurs et, plus largement, à gagner un large soutien dans la population. Son objectif est de former un véritable parti politique rassemblant l'ensemble des forces favorables à la paix (comprendre : pro-japonaises) au-delà du seul GMD de Wang Jingwei. Aussi, ce mouvement ne tarde-t-il pas à entrer en concurrence avec le « Mouvement de paix et de reconstruction nationale » dirigé par Wang. Craignant qu'il ne fasse de l'ombre au « GMD orthodoxe », ce dernier exige qu'il se limite à des activités culturelles. *Zhou Fohai, en particulier, fait courir le bruit qu'Iwai est un ancien membre du Parti communiste japonais. C'est finalement Kagesa qui, sous la pression du groupe de Wang, met fin aux ambitions du mouvement qu'il a lui-même lancé. Le Mouvement d'Iwai n'en reste pas moins une force politique de poids qui diffuse ses idées grâce à plusieurs périodiques en chinois tels que le *Xianzheng yuekan* (Mensuel du gouvernement constitutionnel) – rebaptisé *Zhengzhi yuekan* (Mensuel politique) en janvier 1941 –, mais également à travers des publications en japonais comme le *Tairiku shinpō* (le Continental). Celles-ci portent notamment sur la question de la Constitution qui est un moyen de critiquer la centralisation du pouvoir que tente d'opérer le groupe de Wang Jingwei au sein de l'État d'occupation. Iwai démissionne du Gaimushō en 1945. Ses Mémoires, intitulés *Kaisō no Shanghai* 回想の上海 (*Souvenirs de Shanghai*), paraissent en 1983.

(Liu Jie 1996, p. 145 *sqq.* ; Seki 2012 ; Brooks 2000, p. 99 ; Reynolds 1989, p. 267 ; JACAR B02030601400 ; Horii 2011, p. 265).

J

Ji Guozhen 計國楨 (1885- c. 1940)

Shanghaien, il aurait été membre, à la fin du XIX^e siècle, de la Bande rouge avant de rejoindre la Bande verte, participant à la lutte contre les Mandchous. Après la révolution, il devient capitaine d'industrie, notamment dans le secteur des lampes à pétrole. Il dirige également le Xinshichang (rebaptisé Minzhong leguan), un centre commercial et culturel d'un genre nouveau à Wuhan. Philanthrope, il est à l'origine de nombreuses œuvres caritatives, en particulier d'un « réseau d'ateliers pour pauvres » qui s'étend à Nanjing, Shanghai, Hankou, Changsha et Yichang. Au début de la guerre, il ouvre à

Hankou une branche de la Société Anqing (*anqing daoyou zonghui*) fondée – d'abord sous le nom de Société de la voie jaune (*huangdao hui*) – par Chang Yuqing 常玉清 (1888-1947) ; chef de la Bande verte dans le Nord-Jiangsu chargé par l'occupant d'organiser l'élimination des éléments antijaponais. Lors de la fondation du gouvernement municipal de Wuhan en avril 1939, Ji est nommé à la tête du Bureau des conseillers. Il est, par la suite, victime d'un attentat perpétré par les services spéciaux nationalistes.

(JACAR C04121148900 ; Rowe 1982, p. 494 et 497 ; Cheng Hua 1990, p. 324 *sq.* ; Bergère 2002, p. 325 ; Martin 2001, p. 94 *sq.*).

Jiang Chaozong 江朝宗 (1861-1943)

Originaire de l'Anhui, officier de l'armée, il commence sa carrière au service de l'administration Qing à Taiwan avant de devenir un proche de Yuan Shikai qu'il continue à servir sous la République. Après avoir soutenu la tentative de restauration de Yuan, il participe à celle avortée de Puyi en 1917. Membre du gouvernement provisoire de Duan Qirui 段祺瑞 (1865-1936) à Beijing en 1925, il est recruté à l'été 1937 par l'occupant comme chef du comité de maintien de l'ordre de l'ancienne capitale. Par la suite, il prend part au Gouvernement provisoire puis au Conseil des affaires politiques de Chine du Nord. (MRDC, p. 229).

Jiang Kanghu 江亢虎 (1883-1954)

Issu d'une famille de lettrés fonctionnaires du Jiangxi occupant des postes à Beijing, il est un enfant surdoué que son milieu destine à la carrière mandarinale. Ses trois séjours au Japon entre 1900 et 1907 lui font découvrir le socialisme dont il devient le plus important propagateur en Chine. Polyglotte (outre le japonais, il étudie l'anglais, le français et l'allemand), Jiang se rend en Europe où il fréquente les mêmes cercles anarchistes que *Wang Jingwei. En 1912, il fonde le Parti socialiste chinois mais doit fuir pour le Japon, l'année suivante, après la dissolution de son parti par Yuan Shikai. Jusqu'en 1920, il réside aux États-Unis où il apporte une contribution importante à la sinologie américaine en faisant don des 13 000 volumes de la bibliothèque paternelle à l'Université de Berkeley et en aidant à organiser la collection chinoise de la Librairie du Congrès. En 1921, il représente le socialisme chinois au III^e congrès du Komintern à l'occasion d'un séjour d'un an en Russie. Il rencontre alors les principaux dirigeants soviétiques dont il cherche à obtenir le soutien pour un projet de zone

socialiste expérimentale en Mongolie. Désormais convaincu que le modèle léniniste n'est pas adapté à la Chine, il forge en 1923 le concept de « nouvelle démocratie » qu'il diffuse dans les milieux étudiants à la tête de l'Université Nanfang. En 1924, il refonde le Parti socialiste bientôt rebaptisé Parti social-démocrate. Dans le même temps, il écrit à Puyi qu'il espère convertir au socialisme. La divulgation en 1925 de cette lettre présentée comme visant à restaurer la dynastie mandchoue provoque un scandale qui pousse Jiang à un nouvel exil. Ayant renoncé à une carrière politique, il enseigne au Canada où il cultive un traditionalisme qui s'exprime à Shanghai en 1934 lors de conférences sur la philosophie confucéenne. Après le déclenchement de la guerre, il s'installe à Hongkong où il achève sa reconversion à la tradition confucéenne dont il fait son fonds de commerce en engageant des disciples. Il est recruté en 1939 pour participer au gouvernement de Wang Jingwei dans lequel il dirige le ministère du Personnel et supplée *Wang Yitang à la présidence du Yuan d'examen avant de le remplacer en mars 1942. Ses copieux émoluments de haut fonctionnaire et sa position de garant de la discipline bureaucratique n'empêchent pas Jiang de se trouver mêlé à une affaire embarrassante. Un jour qu'il se trouve dans une gare quadrillée en raison de l'arrivée de Wang Jingwei, ses bagages sont fouillés par des soldats japonais qui y découvrent des brosses à cheveux ; fourniture de l'armée dont le transport est strictement interdit. Il s'avère que, profitant de ses privilèges de dirigeant pour voyager gratuitement sans être (en principe) importuné par la soldatesque, Jiang arrondissait ses fins de mois en se livrant à ce petit commerce. Son statut lui évite des poursuites judiciaires mais ne le sauve pas du ridicule. Après la guerre, il est arrêté comme traître par les Nationalistes qui le condamnent en 1946 à une peine d'emprisonnement à vie. Transféré à Shanghai après 1949, Jiang meurt dans sa cellule en décembre 1954. (BDRC, vol. 1, p. 338-344 ; MAITRON, p. 280-281 ; Wang Manyun 2010, p. 276 ; SWHB, p. 357).

Jiao Ying 焦瑩 (1883-1945)

Originaire de Mongolie intérieure, il part au Japon en 1906 après des études d'agronomie et adhère à la Ligue jurée. Passé par l'École normale supérieure et l'Université impériale de Tokyo, il occupe à son retour en Chine en 1913 plusieurs postes d'enseignant dans des écoles normales, notamment à Beijing. En 1926, il se rend dans le sud pour participer à l'Expédition du Nord. Membre de la clique réorganisationniste

proche de Wang Jingwei, il perd pour cette raison son emploi en 1929. Il devient professeur à Beida avant de trouver un poste à Nanjing au ministère des Chemins de fer grâce à ses relations dans le GMD. En 1936, il rentre une nouvelle fois à Beijing où il reprend son métier d'enseignant et participe à la résistance contre le Japon. Son état de santé l'empêche de prendre le chemin de l'exil. La seule biographie qu'on lui connaisse affirme qu'il refuse fermement en 1940 le poste de président du Comité d'examen et de sélection des fonctionnaires du gouvernement de Wang Jingwei. Son nom apparaît pourtant dans les sources du Yuan d'examen dont dépend ce comité. Il participe par ailleurs aux instances du GMD de Nanjing comme membre du « 6^e congrès » et comme expert pour l'éducation du Comité politique central. Il décède à Beijing des suites d'une maladie au printemps 1945.

(Zhang Guozhu, 1996 ; *KG*, n°1, p. 5 ; *KG*, n°27, p. 21-22 ; Luo Junqiang 2010, p. 24).

Jin Xiongbai 金雄白 (1904-1985)

Acteur secondaire du gouvernement de Wang Jingwei, il est resté célèbre comme l'auteur du premier et plus important témoignage sur le sujet. Natif de Shanghai, il arrête ses études après le collège. En 1921, il trouve une place à la chambre de commerce générale tout en publiant des articles dans le *Shangbao* (Journal du commerce). En 1923, il quitte ses fonctions à la suite de son supérieur Yang Zhuomao 楊卓茂 ; père de l'épouse de *Zhou Fohai, Yang Shuhui 楊淑慧. En 1925, Jin commence à travailler pour le *Shibao* (Le Temps) comme correcteur. Il monte rapidement en grade, devenant assistant de rédaction puis reporter. Après avoir quitté le *Shibao* en 1929, il entre au *Jingbao* (Journal de la capitale) dirigé par Chen Lifu. Alors qu'il est envoyé en août couvrir la rencontre de Jiang Jieshi avec Zhang Xueliang et Yan Xishan, il fait la connaissance de Zhou Fohai dans le train qui les conduit à Beiping (Beijing). Dès lors, il devient l'un des plus proches collaborateurs de Zhou qui le recrute comme secrétaire du bureau de formation politique qu'il dirige au sein du quartier général de Jiang. Jin travaille parallèlement pour de nombreux titres de presse. Ayant accepté de rallier le Mouvement de paix en 1939 suite à une visite de *Luo Junqiang, il fait partie de la faction de Zhou dont il contribue à consolider la position au sein de l'État d'occupation, notamment en dirigeant plusieurs journaux (le *Zhongbao* 中報, le *Pingbao* 平報 ou encore le *Haibao* 海報). Il siège, par ailleurs, dans plusieurs comités du gouvernement (Comité

des experts en affaires juridiques du Comité politique central, Comité d'application du gouvernement constitutionnel, etc.). Arrêté à la fin de la guerre, il est condamné à dix ans de prison avant de voir sa peine réduite à deux ans et demi. Libéré en 1948, il s'installe l'année suivante à Hongkong, où il reprend ses activités de journaliste. Il donne régulièrement des conférences au Japon pour dénoncer le PCC et publie plusieurs ouvrages sur la question. Il est surtout connu pour son récit de la collaboration qu'il publie, sous le pseudonyme de Zhu Zijia 朱子家, d'abord en feuilleton de 1951 à 1961, puis en 1964 dans un livre intitulé *Wangzhengquan de kaichang yu shouchang* 汪政權的開場與收場 (Essor et chute du régime de Wang Jingwei). Cet ouvrage composite, divisé en 313 chapitres, se veut une étude historique du Mouvement de paix mais s'apparente plutôt à des Mémoires au fil chronologique décousu. Il contient, en outre, plusieurs sources (poèmes de Wang Jingwei, Mémoires de Chen Gongbo). De par sa proximité avec Zhou Fohai, Jin a une bonne connaissance des arcanes du gouvernement de Nanjing et livre de nombreux portraits de dirigeants agrémentés d'anecdotes souvent truculentes. Le livre contient toutefois un certain nombre d'erreurs et décrit sous un jour très positif les activités de Zhou mais surtout de l'auteur lui-même, qui se présente comme un résistant courageux ayant obtenu la libération de nombreux agents de Chongqing. Plus largement, cet ouvrage est le premier à justifier la collaboration en relançant la théorie du « double jeu » (*shuanghuang*) selon laquelle Jiang Jieshi et Wang Jingwei auraient agi de concert, l'un à Chongqing l'autre à Nanjing. Jin évoque ainsi l'existence de trois lettres envoyées par Jiang prouvant cette alliance secrète mais dont il ne donne aucune preuve. Il cite, par ailleurs, une lettre qu'aurait laissée Wang à Jiang au moment de faire défection, dont les derniers mots, sans doute apocryphes, sont passés à la postérité : « À partir de maintenant vous avez le beau rôle tandis que je me charge de la tâche ingrate [*jinhou xiong wei qi yi, er di wei qi nan* 今後兄為其易, 而弟為其難] ». Ce faisant, Jin remet en cause l'un des seuls consensus alors partagés des deux côtés du détroit de Taiwan, ce qui explique que son livre soit longtemps resté interdit aussi bien en Chine populaire qu'en Chine nationaliste. À la fin de sa vie, Jin publie des souvenirs de sa carrière dans la presse réunis dans l'ouvrage *Jizhe shengya wushinian* 記者生涯五十年 (Un demi-siècle dans la carrière de journaliste) paru en 1988. Installé au Japon à partir de 1974, il décède dix ans plus tard. Son livre sur le régime de Wang Jingwei a servi de

base au roman historique fleuve de Gao Yang 高陽 (1926-1992), *Fenmo chungqiu* 粉墨春秋 (Chronique d'une mascarade) publié à Taiwan en 1981.

(Zhu Zijia 1986 ; Feng Juefei 1995 ; Liu Shaotang 2015, p. 104-109 ; Wang Ke-wen 2002, p. 60 ; Li Songlin 1993, p. 497 ; ZKD, p. 450).

K

Kagesa Sadaaki 影佐禎昭 (1893-1948)

Sans doute le Japonais qui joue le rôle le plus important dans la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei. Major de sa promotion à l'Académie de l'armée de terre, Kagesa est, si l'on peut dire, la version la plus poussée du *Shinatsū*. Après avoir été « chercheur sur la Chine » à Pékin de 1929 à 1931, il rentre à Tokyo où il travaille au sein de la Section Chine dont il devient chef de bureau en 1933. Il repart ensuite sur le continent comme attaché militaire à Shanghai avant de prendre la tête de la Section Chine en 1937. Nommé chef de la 7^e section du 2^e Bureau de l'État-major (Section Chine) en août 1937, Kagesa la quitte, en novembre, pour créer et prendre la tête de la 8^e section, dont la mission est d'atteindre des objectifs militaires en Chine par des moyens non-militaires. Admiré pour son intellect et redouté pour la manière brusque qu'il a d'exprimer ses idées, Kagesa incarne une nouvelle conception de la « stratégie » (*bōryaku*) japonaise en Chine. La 8^e section se veut porteuse d'une vision plus large que celle des *Shinatsū* de la Section Chine connus pour leurs complots visant les seigneurs de la guerre et leurs erreurs d'analyse. C'est dans cette perspective que Kagesa pilote les négociations avec Wang Jingwei avant d'orchestrer la formation de son gouvernement à la tête de l'Agence de la prune (*ume kikan*). Partisan à l'origine de la « ligne dure » de l'armée, il modifie sa conception de la politique chinoise sous l'influence d'Ishiwara Kanji, jusqu'à éprouver une réelle sympathie pour la cause de Wang, dont il devient le conseiller militaire suprême. Cette proximité est peut-être à l'origine de sa mutation, à l'été 1942, dans le Nord de la Mandchourie puis en Nouvelle-Guinée. Kagesa n'en reste pas moins en contact avec Zhou Fohai, qu'il rencontre secrètement à Harbin, les 13 et 14 avril 1943. En août 1944, Zhou tente, en vain, d'obtenir du Japon qu'il soit de nouveau nommé à Nanjing. Kagesa rédige à la fin de la guerre de courts mémoires sur sa participation au Mouvement de paix : *Sozorogaki* 曾走路我記 (Notes

sur le chemin parcouru). Témoin lors du Procès de Tokyo, il meurt peu après des suites d'une maladie chronique. Son petit-fils Tanigaki Sadakazu 谷垣禎一 (1945-) est un homme politique important. Il a dirigé le Parti libéral-démocrate durant sa courte période dans l'opposition (2009-2012) et occupé plusieurs postes ministériels, notamment à la Justice (2012-2014).

(Tobe 1999, p. 204 *sqq.* ; Mercado 2002, p. 2-3 ; ZR, p. 731, 919 ; Kagesa 1966).

Kimura Masutarō 木村増太郎 (1884-1948)

Acteur-clé de la politique monétaire du gouvernement de Wang Jingwei, Kimura occupe le poste de conseiller en chef de la Banque centrale de réserve, du 8 janvier 1941 à la fin de la guerre. Docteur en économie et professeur à la prestigieuse Université Hōsei, il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages sur la situation financière en Chine. Entre 1934 et 1938, il dirige la Chambre de commerce et d'industrie de Tokyo et collabore à plusieurs *think tanks* gouvernementaux. Il fait une très bonne impression à Zhou Fohai lorsqu'ils se rencontrent le 12 mars 1940. Zhou le décrit comme profondément respectueux de la Chine et prévoit d'emblée de l'engager comme conseiller dans le futur gouvernement. À l'époque déjà, Kimura préconise de remplacer la Huaxing yinhang (Banque pour l'essor de la Chine) du Gouvernement réformé, en une banque de réserve centrale, bien qu'il se montre plus prudent que Zhou sur les délais nécessaires pour réunir les capitaux. Malgré ce désaccord, Zhou admire son enthousiasme. Lors du lancement de la Banque centrale de réserve, au tournant de l'année 1941, Kimura est favorable à l'émission d'une nouvelle monnaie mais conseille de ne pas précipiter les choses, afin de gagner d'abord la confiance de la population. Les compétences et la prudence de Kimura n'empêchent pas la politique monétaire de Nanjing d'être un échec qui accentue les souffrances de la population.

(Zhu Peixi 2012, p. 161 ; ZR, p. 261, 407 ; AS 20/02/34, 30/07/38, 07/01/41, 09/04/48).

Kita Seiichi 喜多誠一 (1886-1947)

Chef de la section Chine de l'État-major central en 1934, Kita est nommé en 1937 à la tête du Bureau des services spéciaux de l'Armée régionale de Chine du Nord, puis du Bureau de liaison du Kōa.in à Beijing. Il joue, pour cette raison, un rôle important dans la création du Gouvernement provisoire, dont il devient le principal conseiller. Protecteur de *Wang Kemin, il fait obstruction à la formation du gouverne-

ment de Wang Jingwei durant l'année 1939. Si ce dernier ne parvient pas à remettre en cause l'autonomie de fait de la Chine du Nord, sa mise en place s'accompagne de la mutation de Kita, remplacé par Morioka Susumu 森岡臯. Posté en Mandchourie à la fin de la guerre, Kita meurt dans un camp sibérien deux ans après la capitulation.

(NJDJ ; ADF 503).

Kong Xiankeng 孔憲鏗 (1899- ?)

Originaire de Nanhai (Guangdong), il obtient une maîtrise de droit à la Sorbonne puis un doctorat d'économie à l'Université libre de Bruxelles. De retour en Chine, il poursuit une carrière universitaire, notamment comme doyen de la faculté de droit de l'Université du Guangdong. Au début de la « décennie de Nankin », il occupe plusieurs postes dans l'administration nationaliste : conseiller au ministère de l'Intérieur, secrétaire au Yuan d'examen, ou encore magistrat de districts importants du Jiangsu tels que Wuxi (1928) et Zhenjiang (1929). En 1930, il publie une traduction de la leçon au Collège de France de Charles Gide (1847-1932) sur le droit de grève. La même année, il dirige l'édition de *Wuyuan zhengfu yanjiu ji* 五院政府研究集 (Recueil d'essais sur le gouvernement des Cinq Yuans), dans lequel sa contribution porte sur « les défauts de la Loi organique du gouvernement et les solutions pour y remédier ». Le fait que l'ouvrage soit placé sous le patronage de Hu Hanmin et de Sun Ke, pourrait laisser penser que Kong a peut-être été écarté du pouvoir, après le retour de Jiang Jieshi à la tête du gouvernement en 1932. Toutefois, le manque d'informations à son sujet pour les années suivantes est vraisemblablement lié à sa fuite, après une mise en accusation pour corruption, alors qu'il travaillait au ministère de l'Intérieur. Il apparaît dans cette affaire sous le nom de Kong Lixing 孔力行. Ce scandale explique sans doute qu'on le retrouve, en 1938, dans le Gouvernement réformé, comme chef du bureau de la Propagande du Yuan exécutif. Ses discours font, en 1939, l'objet d'un recueil intitulé *Kong juzhang zuijin yanlun ji* 孔局長最近言論集. Au moment de la réorganisation de la Daminhui (Association du grand peuple) en septembre 1939, Kong devient l'un de ses principaux dirigeants. Il conserve un poste équivalent après la reprise en main de l'organisation par le groupe de Wang Jingwei en juin 1940, avant qu'elle soit dissoute dans le GMD « orthodoxe » en décembre. À cette occasion, Kong devient membre suppléant du Comité exécutif central. *Zhou Fohai, qui parle de lui comme d'un « vieil ami », le fait nommer

vice-ministre de la Propagande chargé des affaires courantes ; poste qu'il occupe jusqu'en août 1941. Cette même année, il commence à siéger au Comité économique national. En mars 1943, il se voit confier la direction de la Campagne de pacification rurale dans l'Anhui, où il devient, en août, superviseur administratif de la 4^e zone. Son sort à la fin de la guerre n'est pas connu.

(Liu Guoming 2002, p. 300 ; SKJ, p. 30 ; Chiang Yung-ching 1988, p. 14 ; WKS, p. 63 ; Liu Jie 2016, p. 101 ; ZR, p. 232 ; MZN, p. 1082 ; Kong Xiankeng 1930).

Konoe Fumimaro 近衛文麿 (1891-1945)

Issu de la plus prestigieuse famille de la noblesse japonaise (les Fujiwara 藤原), il est le fils de Konoe Atsumaro 近衛篤麿 (1863-1904), héraut du panasiatisme, dont il devient à son tour un fervent promoteur. Membre de la Chambre des pairs à partir de 1916, il participe à la Conférence de Paris dont il tire une conception raciale des relations internationales qui l'amène à soutenir l'impérialisme nippon et la réduction de l'influence occidentale. Dans le même temps, il est séduit par le modèle fasciste. Il cherche à mettre en œuvre ce double programme durant ses trois mandats comme premier ministre entre 1937 et 1941 en lançant un « Nouvel ordre en Asie orientale » qui se traduit en Chine par la croissance de l'État d'occupation et au Japon par la création, en octobre 1940, de l'Association de soutien au Trône (*taisei yokusankai*) dans lequel doivent fusionner tous les partis politiques. Favorable à des négociations avec les États-Unis, il échoue à imposer sa politique face à Tōjō qui lui succède. Après-guerre, il participe à l'élaboration de la nouvelle Constitution comme vice-premier ministre, mais se suicide à la suite de son inculpation comme criminel de guerre. (Yagami 2006).

L

Li Jingwu 李景武 (1896-1985)

Originaire du Sichuan mais né à Canton, il est le fils aîné de Li Zhun 李準 (1871-1936), lettré-militaire qui réprime les nationalistes anti-mandchous dans le Guangdong et manque d'être assassiné à la veille de la Révolution de 1911. Dernier vice-roi des Liangguang, Li Zhun soutient finalement les révolutionnaires. Ironie de l'histoire, il a engagé quelques années plus tôt, comme précepteur pour ses enfants, un jeune homme de 17 ans qui vient de se distinguer comme l'un des meilleurs élèves de la région et

tentera bientôt d'assassiner le prince régent : *Wang Jingwei. Les liens entre Li Jingwu et Wang remontent donc à son enfance. Étudiant brillant, Li séjourne en Allemagne et au Japon. En 1931, il devient recteur de l'École supérieure des officiers de police de Beiping dont il cherche à élargir le recrutement à la Chine méridionale et aux femmes. À la demande du ministère de l'Intérieur, il organise le déménagement de l'École de police à Nanjing en 1934, contre la volonté de Zhang Xueliang qui tente de le faire assassiner à Shanghai. Un an plus tard, Wang Jingwei, alors président du Yuan exécutif, le fait nommer au ministère des Chemins de fer. En 1938, il obtient un poste dans le ministère des Finances du Gouvernement provisoire sous la direction de Wang Shijing 汪時璟 (1887-1952). En 1939, Li Jingwu et *Jiao Ying aident l'émissaire de Wang Jingwei, *Zhou Wenhua, à recruter dans le Nord des députés pour le pseudo-6^e congrès. Li Jingwu est un intermédiaire précieux pour Wang Jingwei dans ses relations mouvementées avec les collaborateurs de Chine du Nord. Lorsque Wang décide, début 1940, de se débarrasser de *Wang Kemin, il demande à Li d'approcher *Wang Yitang pour lui proposer la présidence du Yuan d'examen et celle du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord. De son côté, Li est désigné vice-chef des affaires courantes du ministère du Personnel (c'est-à-dire vice-ministre). Il séjourne fréquemment à Beijing afin d'y superviser l'évaluation des fonctionnaires et pour surveiller Wang Yitang. L'absentéisme de ce dernier à Nanjing pousse Wang Jingwei à le remplacer par *Jiang Kanghu qui le supplée au Yuan d'examen en sus de sa charge de ministre du Personnel. Li est une nouvelle fois à la manœuvre pour obtenir que Wang Yitang démissionne en douceur. Il quitte ses fonctions au ministère du Personnel en mai 1942 et les postes qu'il occupait au sein du Conseil des affaires politiques de Beijing. Il s'installe alors à Shanghai et se fait appeler Li Zailu 李再廬. Après la guerre, cet athée convaincu trouve à se loger dans un monastère bouddhique. À l'arrivée des troupes communistes à Shanghai en 1949, il se fait passer pour un membre du Parti national-socialiste et convainc les nouveaux maîtres des lieux de transformer le monastère en cellule du parti afin de le protéger. Craignant toutefois que sa véritable identité ne soit découverte, il part pour Beijing avant de s'enfuir à Hongkong. De manière assez étrange, il réapparaît à Taiwan où les autorités nationalistes ne semblent pas lui tenir rigueur de son passé de « traître » puisqu'il occupe un poste de professeur à l'Université Wenhua (certes privée), tout comme *Hu

Lancheng ; autre collaborateur proche de Wang Jingwei. Comme son père avant lui, il consacre les dernières années de son existence à mener une vie de lettré raffiné, excellant dans la calligraphie. Il a laissé un témoignage oral publié en 2014 sous le titre *Qingmo Minchu guanchang suoji* 清末民初官場瑣記 (Notes éparses sur les milieux officiels à la fin des Qing et au début de la République).

(Li Jingwu 2014 ; <http://blog.sina.com.cn/s/blog_4fda9feb01018ylo.html>3/12/16 ; Gao Baishi 2002, p. 227-233 ; Su Tongbing 1996, p. 239 ; *MZN*, p. 1050 ; *KG*, n°15, p. 33).

Li Shengwu 李聖五 (1900-1989)

Originaire de Tai'an (Shandong), au pied du Mont Tai, il est le fils d'un homme de loi sorti de la pauvreté grâce à sa maîtrise des arts martiaux. Doté d'une grande intelligence et d'une ambition rapidement à l'étroit dans l'avenir que lui réserve sa famille, il abandonne pour toujours l'épouse que lui ont imposé ses parents et leurs deux filles pour tenter et réussir le concours d'entrée de Beida en 1918. Il rencontre sa nouvelle femme lors d'une réunion du GMD dont il devient membre en 1920. Sous l'influence du Mouvement du 4-mai, il décide de poursuivre ses études à l'étranger pour contribuer à la modernisation du pays. Après deux années passées à l'Université impériale de Tokyo, il part étudier le droit international à Oxford. Plaçant ses espoirs dans *Wang Jingwei face à la militarisation du GMD, Li Shengwu rentre précipitamment en Chine à la fin des années 1920 sans achever son doctorat, afin de participer à la lutte politique. Comptant parmi les hommes les plus brillants de sa génération, il se fait rapidement remarquer. Enseignant à l'Université Fudan, vice-éditeur en chef des Presses commerciales, il publie de nombreux livres et articles. Wang Jingwei le prend sous son aile et l'invite à participer au gouvernement. Il occupe ainsi plusieurs postes comme conseiller au Yuan exécutif et au ministère des Affaires étrangères dont il démissionne après l'attentat manqué contre Wang en décembre 1935. Selon son témoignage lors de son procès en 1946, il refuse dans un premier temps de suivre Wang Jingwei dans la collaboration et lui conseille, rapporte *Hu Lancheng, de s'exiler à l'étranger. Il accepte finalement le poste qu'on lui offrait avec insistance, de crainte, explique-t-il, d'être victime des agents de *Li Shiqun. Toujours est-il qu'il s'implique fortement dans la préparation du nouveau régime. Député lors du 6^e congrès en 1939, il enrôle femme, cousins et neveux pour remplir les sièges désespérément vides de

l'assemblée. Il occupe dans le nouveau régime des postes importants : ministre de la Justice (1940-1941), de l'Éducation (1941-1945) et des Affaires étrangères (1945). Il ne brille pas par son zèle, au point que Zhou Fohai écrit de lui, le 24 juin 1942, qu'il « ne fait absolument rien, mettant en danger le royaume [太不做事, 實誤國也] ». Arrêté par le Juntong en septembre 1945, il est jugé en juin 1946. Déployant ses talents de juristes, il tente de convaincre le tribunal qu'il n'est légalement pas un traître puisqu'il n'a jamais été en contact avec des conseillers japonais et justifie son refus de fuir pour la zone libre par son sens du devoir paternel alors que l'inflation impose des privations à sa famille (on verra plus bas ce qu'il en est réellement). Il reçoit également une lettre de soutien de *Tao Xisheng qui témoigne de ses réticences à rallier le Mouvement de paix. Li Shengwu est finalement condamné à 15 ans de prison et voit ses biens confisqués. Libéré peu avant la prise de pouvoir des Communistes, il s'installe à Hongkong où il végète en travaillant comme éditeur et enseignant. En 1989, il effectue un dernier voyage pour rendre visite aux deux filles de son premier mariage qui travaillent dans une ferme collective sur les rives du fleuve Amour. Pris de délires, il meurt dans un asile local. Linguiste réputé de l'Université de Berkeley, son fils Li Na (Charles N. Li) livre dans ses mémoires un récit passionnant de l'ambition frustrée de Li Shengwu. Né à Nanjing en 1940, Li Na grandit dans le faste des résidences luxueuses réservées aux collaborateurs avant de connaître, après l'arrestation de son père, la misère des bidonvilles des faubourgs de la capitale. Il découvrira plus tard que ce dernier avait caché une forte somme d'argent censée financer son retour en politique. Convaincu toute sa vie que la Chine a besoin de ses talents d'homme d'État, Li Shengwu ne se remet jamais de son choix de la collaboration. Dans les années 1950, il encourage son fils à poursuivre ses études en Chine communiste. Après des mois dans une école de « reformatage », Li Na se voit refuser l'entrée à l'université au prétexte qu'il est le fils d'un traître. Devant la réaction de son père, il comprend que ce dernier n'avait montré de l'intérêt pour ses études que dans le but de sonder l'attitude des autorités communistes à son égard. Réalisant que tout retour en Chine est impossible, Li Shengwu voit ses rêves de grandeur définitivement brisés. (*SWHB*, p. 565-646 ; Li 2008 ; Hu Lancheng 2009, p. 188 ; *ZR*, p. 619).

Li Shiqun 李士群 (1905-1943)

Figure par excellence des années noires de l'occupation, Li Shiqun est l'incarnation même du régime de Wang Jingwei : rejeton d'une révolution dispersée, il doit sa carrière météorique à son talent pour les intrigues et au soutien de ses maîtres japonais qui ne tardent cependant pas à le trahir. Originaire de Suichang (Zhejiang), il adhère au PCC en 1926, alors qu'il est étudiant à Shanghai avant d'être envoyé à l'Université communiste des travailleurs d'Orient de Moscou. Durant la Terreur blanche, Li se forme au travail clandestin en utilisant son emploi dans une agence de presse comme couverture pour transmettre les messages du parti. Prudent, il rejoint parallèlement la Bande verte. En 1932, il est arrêté par la police politique du GMD et fait défection pour devenir un agent de renseignement nationaliste. Il rencontre à cette époque *Ding Mocun pour lequel il travaille à la revue *Shehui xinwen* (Nouvelles de la société), vitrine de la clique CC. Suite à sa participation au complot visant Ma Shaowu 馬紹武 (1874-1937) l'année suivante, Li est arrêté, torturé et emprisonné pendant dix-huit mois par les autorités nationalistes, tandis que Ding Mocun, lui aussi impliqué, est rapidement libéré grâce à ses relations. Sa femme, Ye Jiqing 葉吉卿 (1907- ?), parvient finalement à convaincre Xu Enceng d'intercéder en sa faveur. Au début de la guerre, il est approché par l'espionne Nakamura Kaneko 中村金子 travaillant pour le compte de *Doihara Kenji. C'est à cette époque qu'il fait défection en faveur des Japonais. Alors qu'il occupe depuis l'automne 1938 un poste subalterne des services secrets du GMD, il profite d'un voyage à Hongkong pour entrer en contact avec le consul Nakamura Toyokazu 中村豊一, frère de Kaneko, qui est alors l'un des principaux émissaires de Tokyo dans ses tentatives de négociations secrètes avec Chongqing. De retour à Shanghai en janvier 1939, Li est rejoint par Ding Mocun avec qui il démarché les militaires japonais comme Doihara afin d'organiser des services de sécurité au profit de l'occupant. Bien qu'ils aient tous deux un parcours similaire, Ding et Li présentent un profil très différent. Doté d'un visage austère au regard perçant, le premier à tous les traits du maître espion. À l'inverse, Li est décrit par *Jin Xiongbai comme un « jeune homme en pantalons de soie » en raison de sa petite taille, de son visage encore juvénile et de ses manières frivoles. Il en tire un certain pouvoir de séduction qu'il met à profit pour prendre l'avantage sur Ding Mocun qui, avant-guerre, occupait pourtant une position bien plus élevée que son cadet de deux ans. Li se lie d'une amitié intéressée avec *Haruke Yoshitane, officier de

liaison pour l'Agence de la prune de *Kagesa, qui sera son ange gardien pour les années à venir. Afin de le convaincre de sa loyauté, il va jusqu'à proposer de lui donner son fils en otage. De la même façon, il gagne la sympathie de Wang Jingwei lorsqu'il le rencontre en mai 1939. Fort de ces deux appuis, Li Shiqun est en mesure d'assouvir son ambition dévorante en prenant, dans un premier temps, le contrôle de la police politique – le n°76 – aux dépens de Ding Mocun. Il cherche, dans un second temps, à s'émanciper de son patron *Zhou Fohai, également issu de la clique CC. L'occasion se présente en 1941, lorsque le régime de Nanjing lance la Campagne de pacification rurale à l'instigation de Haruke. Nommé secrétaire général du Comité chargé d'organiser depuis Suzhou la mise en place de zones de pacification dans le Jiangsu afin d'y renforcer le contrôle du gouvernement central, Li Shiqun se trouve du jour au lendemain à la tête de la plus grosse administration du régime d'où il occupe une position privilégiée dans les luttes de pouvoir. Son influence s'accroît encore lorsqu'il parvient, à la fin de l'année 1941, à remplacer *Gao Guanwu comme gouverneur du Jiangsu. Sa maîtrise du territoire, divisé en zones étanches, lui permet de s'enrichir en créant l'entreprise Yongxinglong 用興隆 par laquelle doivent passer les marchands qui souhaitent faire circuler des marchandises dans la région. Ce monopole se heurte cependant aux intérêts des hommes d'affaires japonais qui se faisaient jusque-là payer par les entreprises chinoises pour assurer ces transports de marchandises en leur nom. Suite aux pressions exercées par ces négociants japonais sur l'armée d'occupation, Haruke contraint Li à fermer boutique. Dès cette époque, Li rétablit des liens avec Chongqing en épargnant des agents du Juntong arrêtés par le n°76, mettant ainsi fin à la lutte meurtrière que se livraient les deux organisations. Soucieux de ne priver son jeu d'aucune carte et nostalgique, peut-être, de son engagement de jeunesse, Li Shiqun renoue également avec le PCC. Par l'intermédiaire de *Yuan Shu, il rencontre en 1942 le fameux espion communiste Pan Hannian, qui a placé une espionne dans son entourage dès 1939 et a reçu de ses supérieurs à Yan'an la mission d'obtenir sa défection. À travers son assistant Hu Junhe 胡均鶴 (1907-1993), Li livre à Pan des renseignements précieux sur la Pacification rurale dans le Nord-Jiangsu. En avril 1943, Li organise une rencontre entre Pan et *Wang Jingwei qui, cherchant à convaincre Yan'an de rompre avec Chongqing, évoque un projet de gouvernement fédéral dans lequel le PCC aurait sa place. Pan

gardera cet entretien secret jusqu'à ce qu'il en fasse l'aveu à Mao Zedong en 1955, qui le fait arrêter et interner dans un camp pendant 22 ans. Arrivé au faite de sa puissance, Li voit alors son étoile pâlir. Privé de la protection de Haruke et Kagesa, tous deux mutés, il se met à dos les militaires japonais ce que ne manquent pas de noter les nombreux ennemis qu'il s'est créés à Nanjing. C'est le cas en particulier de Zhou Fohai qui n'a jamais supporté la proximité de Li avec Wang Jingwei et les conseillers japonais. Zhou avait déjà tenté de limiter les pouvoirs de Li en août 1941 lors de la suppression du ministère de la Police dont Li était devenu ministre en décembre. Mais ce dernier avait alors pris la tête du Bureau des enquêtes et statistiques. Après avoir reçu de Dai Li l'instruction de se débarrasser de Li Shiqun, Zhou profite du départ de Kagesa pour fusionner, en juin 1943, l'administration du *qingxiang* dans le Yuan exécutif et placer *Wang Manyun à sa tête. Fou de rage, Li menace de tuer Zhou devant Haruke qui comprend qu'il représente désormais un danger pour la stabilité du régime. Bien qu'affaibli, Li Shiqun dirige toujours le n°76 et les nombreux mercenaires à sa solde. Cette puissance lui est fatale. Un rapport préparant son assassinat est présenté à l'Agence de la prune qui confie cette tâche au chef de la section de la police politique de la *Kenpeitai*, le lieutenant-colonel Okamura Tekizō 岡村適三. Ce dernier invite Li Shiqun chez lui le 6 septembre. Craignant, depuis quelque temps d'être empoisonné, Li s'administre systématiquement des injections prophylactiques avant chaque repas avec des responsables japonais et mange le moins possible. Au cours du dîner, Okamura parvient à lui faire ingurgiter un poison qui a la particularité de ne faire effet qu'au bout de 36 heures. Le 9 septembre, Li Shiqun succombe.

(Martin 2001 ; Yick 2001 ; WKS, p. 355 *sqq.* ; Liu Shih-ming 2002, p. 49-54 ; Xiao-Planes 2010, p. 130).

Li Shiyu 李時雨 (1908-1999)

Né à Xinglong (Heilongjiang) dans une famille de paysans riches, il étudie le droit à l'Université des sciences politiques et juridiques de Beiping à partir de 1927 et adhère au PCC après l'Incident de Mandchourie. Actif dans le mouvement étudiant antijaponais, il organise en décembre 1931 un voyage de manifestants pékinois à Nanjing pour réclamer l'envoi de troupes dans le Nord afin de résister à l'occupant. Agent clandestin du PCC, il travaille pour le GMD au sein du quartier général d'extermination des bandits dans le Nord-Ouest. Au début de la

guerre, il se trouve à Tianjin et reçoit l'ordre d'infiltrer le comité de maintien de l'ordre de la ville, ce qu'il fait en devenant procureur dans le tribunal de grande instance local. En août 1939, il participe au « 6^e congrès » à Shanghai. Nommé membre du bureau de Tianjin du GMD pro-japonais, il est reçu en décembre par *Wang Jingwei en tant que représentant du GMD en Chine du Nord. Dans le gouvernement de Nanjing, il passe pour un membre de la clique réorganisationniste en parvenant à gagner la confiance de *Chen Gongbo, dont il est l'un des plus proches collaborateurs, d'abord comme membre du comité du Yuan législatif puis dans l'administration municipale de Shanghai. Il contribue notamment à la revue *Difang xingzheng* aux côtés de la secrétaire et maîtresse de Chen, Mo Guokang. À la fin de la guerre, le PCC demande à Li de prendre part aux activités dirigées par *Zhou Fohai en liaison avec Chongqing pour éviter que les Communistes ne s'emparent de la Chine centrale. C'est ainsi qu'il se fait nommer chef de l'une des stations du Juntong à Shanghai. Soupçonné de travailler pour le PCC en septembre 1946, il est condamné à sept ans et demie de prison. À sa libération en février 1949, il retourne à Beijing. Après l'arrivée au pouvoir du PCC, Li travaille notamment comme secrétaire général du gouvernement provincial du Hunan et siège au bureau des Affaires religieuses du Conseil d'État. Il est également vice-président de l'Académie bouddhique (*foxueyuan*). Il a laissé de nombreux *wenshi ziliao* et des mémoires publiés sous le titre *Diyiing shiwunian* 敵營十五年 (Quinze années dans le camp ennemi).

(Li Shiyu 2007, 2012 ; Cai Dejin 1983).

Liang Hongzhi 梁鴻志 (1882-1946)

Natif de Changle (Fujian), il passe son enfance à Nagasaki où son grand-père est consul. Après avoir réussi les examens impériaux au grade de *juren* en 1903, il est envoyé dans le Shandong. En 1920, il fait partie des huit chefs de la clique de l'Anhui qui trouvent refuge dans la légation japonaise de Beijing. Il revient aux affaires en 1924 comme secrétaire général du gouvernement provisoire de Duan Qirui avant de prendre la fuite avec ce dernier à Tianjin en 1926. Il se retire alors à Shanghai où il cultive ses talents de poète. Comme beaucoup d'anciens membres de la clique de l'Anhui, il accepte de collaborer avec les Japonais dès le début de la guerre. Principal dirigeant du Gouvernement réformé de Nanjing établi en mars 1938, il conserve sous le gouvernement de Wang Jingwei des fonctions honorifiques, d'abord comme président du Yuan

de contrôle (1940) puis du Yuan législatif (1944). Arrêté à Suzhou en octobre 1945, il est condamné à mort et exécuté un an plus tard. (MRDC, p. 884 ; SKJ, p. 51 sq. ; Brook 2001, p. 89).

Lin Bosheng 林柏生 (1902-1946)

[souvent transcrit **Lin Baisheng**]

Principal dirigeant de l'appareil de propagande du régime de Nanjing et fidèle entre les fidèles de *Wang Jingwei. Originaire du district de Xinyi (Guangdong), il travaille comme enseignant après des études à l'Université Lingnan de Canton. Remarqué pour ses capacités précoces, il est recommandé en 1924 pour un poste de secrétaire au bureau de la Propagande du GMD que dirige Wang Jingwei. Lorsque ce dernier prend la tête du gouvernement l'année suivante, Lin le suit, toujours comme secrétaire. En octobre 1925, Wang l'envoie étudier à l'Université Sun Yat-sen de Moscou qui forme les élites chinoises du front uni alors à son apogée. De retour à Canton un an plus tard, Lin devient instructeur politique à l'Académie de Huangpu. Il suit Wang dans son exil français à la fin de l'année 1927. Cherchant à promouvoir l'opposition à Jiang Jieshi, Wang charge Lin de fonder trois journaux à Hongkong en 1929, parmi lesquels le *Nanhua ribao* (Journal de Chine du Sud). Au moment de sa réconciliation avec Jiang, Wang accepte de fermer le *Nanhua ribao*. Cette clause de l'accord est rejetée par les dirigeants cantonnais qui rompent avec Wang. Ce dernier confie à Lin le lancement en 1932 du *Zhonghua ribao* qui s'installe dans la concession internationale de Shanghai afin de rivaliser avec les titres de presse échappant à la censure du GMD comme le *Shenbao*. Durant la « décennie de Nankin », Lin siège également au Comité législatif et soutient Wang au sein de la clique réorganisationniste. Au moment de l'invasion japonaise, Lin Bosheng s'installe à Canton où il publie, en décembre 1938, le télégramme dans lequel Wang Jingwei explique son départ de Chongqing. Le *Nanhua ribao* devient l'organe de presse du Mouvement de paix ce qui vaut à Lin d'être roué de coups en pleine rue par des agents du Juntong, le 17 janvier 1939. Il rejoint Wang Jingwei à Shanghai au printemps et relance le *Zhonghua ribao* sans grand succès puisqu'il ne s'en écoule alors que cinq cent copies... par mois. Face au boycott dont est victime le quotidien de la part des agences de presse chinoises, Lin prend la tête, en novembre, de l'Agence de Chine centrale (*Zhonghua tongxun*) qui alimente dès lors la presse pro-japonaise de Nanjing. Cette dernière est en première ligne dans la lutte que se

livrent les deux capitales par propagande interposée. Cette lutte n'est pas faite que de mots : des agents de Chongqing empêchent la diffusion du *Zhonghua ribao*, ce à quoi les nervis de *Ding Mocun répondent en faisant sauter, en juillet 1939, les bureaux d'un journal rival. Mais le plus grave coup porté à l'appareil de propagande de Lin est la publication, le 22 janvier 1940 dans le *Dagongbao* de Hongkong, du projet d'accord organisant le nouveau gouvernement de Nanjing, que *Gao Zongwu et *Tao Xisheng ont emporté avec eux lors de leur fuite pour Chongqing. Le Mouvement de paix a beau prétendre qu'il ne s'agit que d'un projet, le mal est fait : avant même de voir le jour, le nouveau gouvernement apparaît soumis à la volonté du Japon. À la fondation du régime de Wang Jingwei, Lin Bosheng prend la direction du ministère de la Propagande, poste qu'il occupe de manière ininterrompue jusqu'en décembre 1944. Il joue, par ailleurs, un rôle central dans les campagnes de masse à travers le Mouvement des nouveaux citoyens qu'il utilise pour se créer une garde rapprochée. Il mobilise notamment les corps de jeunesse, fin 1943, lors du Mouvement des trois interdits (opium, danse et jeu). Membre influent de la clique du Palais, Lin ne doit son pouvoir qu'à l'appui de Wang Jingwei. Un mois après la mort de ce dernier, en novembre 1944, il perd le ministère de la Propagande et se trouve relégué par *Zhou Fohai et *Chen Gongbo au poste de gouverneur de l'Anhui. Durant son court mandat, il s'attèle à une *Histoire des combats de M. Wang*, poursuivant ainsi son travail de gardien de la mémoire de son mentor. Le 25 août 1945, il s'enfuit au Japon avec *Chen Gongbo avant d'être livré aux autorités nationalistes en octobre. Il est condamné à mort en mai 1946 et fusillé le 8 octobre.

(Cai Dejin 1993b ; Chiu 2008 ; Fu Poshek 1993, p. 114 ; Eykholt 2000 ; *SWHB*, p. 468-564).

Ling Xiao 凌霄 (1884-1946)

Natif de Chongde (Zhejiang), il passe par l'École militaire du Zhejiang avant de poursuivre sa formation au Japon où il sort diplômé de l'École de la marine marchande de Tokyo puis de l'Académie de marine. En 1912, il devient conseiller militaire dans le Gouvernement provisoire de Nanjing avant d'intégrer l'état-major du gouvernement de Beijing. Dans les années 1920, il occupe différents postes de commandement dans le Nord-est. Il est démis de ses fonctions en avril 1932 après avoir participé à l'Incident de Longshan au cours duquel des officiers de marine du Nord-Est, opposés au gouvernement nationaliste, tente de renverser l'amiral Shen

Honglie 沈鴻烈 (1882-1969) à Qingdao. Attaché naval à l'ambassade chinoise au Japon en 1937 puis aux États-Unis en 1939, il fait défection pour le gouvernement de Wang Jingwei. Il siège au Comité des affaires militaires et monte progressivement en grade au sein du ministère de la Marine : brièvement nommé chef du bureau des Affaires politiques d'avril à mai 1940, il remplace *Ren Yuandao au poste de ministre à la fin de l'année 1944. Au moment de sa formation, le régime de Nanjing ambitionne de se doter d'une marine et d'une flotte aérienne puissantes. En réalité, la première se résume aux quelques navires hérités du Gouvernement réformé et la seconde n'existe que sur le papier. Une Académie navale centrale voit bien le jour en avril 1940, mais le gouvernement semble être surtout préoccupé par les beaux uniformes de ses officiers de marine dont des croquis et les décorations allant avec sont régulièrement publiés dans le *Journal officiel*. Arrêté à la fin de la guerre, Ling Xiao est exécuté en juin 1946. (SKJ, p. 53 ; <http://baike.baidu.com> ; WZQS, p. 646-649 ; MZN, p. 1067 sq.).

Liu Yufen 劉郁芬 (1886-1943)

Natif de Baoding (Hebei), il est formé dans l'académie militaire de la ville et sert sous les ordres de Feng Yuxiang à partir de 1914. Liu est nommé à la tête de la province du Gansu en 1927, puis du Shaanxi en 1930. Il démissionne après la défaite de Feng Yuxiang face à Jiang Jieshi dans la Bataille des plaines centrales. À la faveur de l'alliance entre Feng et le GMD, Liu intègre les instances du Gouvernement nationaliste en devenant, notamment, conseiller au Comité des affaires militaires, en décembre 1931. À la fin de l'année 1935, il intègre le Conseil du Hebei-Chahar, avant de rallier, en 1939, le Mouvement de paix et de participer aux préparatifs du futur régime. Liu est élu au Comité des affaires politiques du gouvernement de Wang Jingwei en mars 1940. Il siège également comme membre permanent du Comité des affaires militaires. Il décède des suites d'une maladie, le 2 avril 1943.

(Yang Baosen 2015, p. 163-164).

Lü Chunrong 呂春榮 (1887-1945)

Militaire cantonais, il rejoint la Ligue jurée en 1910 et occupe des poste de commandement dans sa région natale, notamment sous les ordres de Chen Jiongming. Après la défaite de ce dernier contre les troupes loyales à Sun Yat-sen en 1925, Lü prend sa retraite. Au lendemain de la chute de Canton, à l'automne 1938, il est recruté par les Japonais pour organiser un comité de

maintien de l'ordre dont il devient le vice-président. La prise de contrôle de la faction de Wang Jingwei sur la province, un an plus tard, entraîne un déclin de son influence, malgré ses appuis dans l'armée japonaise locale. Ainsi sa nomination au poste de Haut-commissaire à la pacification du Guangdong est-elle contestée par Wang qui tente de le faire venir à Nanjing pour mieux le priver de pouvoir. Il occupe, par la suite, des postes honorifiques à la capitale, notamment comme membre du Conseil supérieur de la guerre (*junshi canyiyuan*) mais demeure essentiellement à Canton. Arrêté par les autorités nationalistes de la ville en septembre 1945, il est fusillé le 14 octobre.

(Chen Yuhuan 1994, p. 96 ; Chen Musha 1996, p. 60 sqq. ; MZN, p. 1069 sq.).

Lü Yifeng 呂一峰 (1895-1956)

Originaire de Yibin (Sichuan), il est lycéen lorsque, sous l'influence de son aîné Lü Chao 呂超 (1890-1951), il participe aux événements de 1911 au sein de la Ligue des camarades pour la protection du chemin de fer (*baolu tongzhi hui*). Devenu membre du Parti révolutionnaire de Sun Yat-sen en 1915, il anime la résistance contre Yuan Shikai à Yibin. En 1918, il échoue au concours d'entrée de Beida avant d'intégrer, l'année suivante, sa classe préparatoire. Entretemps, il prend une part active aux grandes manifestations du printemps 1919. À la tête d'une association d'étudiants sichuanais, il rencontre Sun Yat-sen à Shanghai en 1920. Sun lui enjoint de retourner dans sa province natale pour convaincre les militaristes locaux de rallier sa cause. L'aventure ayant tourné court, Lü part étudier à l'Université Columbus (Ohio), où il obtient un master en 1924. De retour à Beijing, Lü reprend son activisme en faveur de Sun mais ne tarde pas à s'attirer les foudres de Zhang Zuolin. Il s'installe à Yibin où il tente de soulever la population contre le seigneur de la guerre local, Liu Wencai 劉文彩 (1887-1949). Après l'échec du premier Front uni, il participe au Troisième parti (*disandang*) alors qu'il enseigne la sociologie à l'Université normale de Chengdu. Menacé par les autorités locales, il part pour Nanjing. Devenu membre du PCC en 1933, Lü participe à l'éphémère gouvernement populaire du Fujian. L'année suivante, le PCC l'envoie au Sichuan pour mener une enquête sur la situation économique dans les villages. À son retour à Nanjing en juin 1935, il est chargé par les Communistes de mobiliser la population locale en faveur de la résistance contre le Japon. Soutenu par le président du Gouvernement nationaliste, Lin Sen, Lü crée dans ce but le *Jinling*

ribao (Quotidien de Nanjing). En novembre 1937, il se réfugie à Hongkong avant de recevoir l'ordre, au printemps 1939, de retourner à Shanghai. Le 30 août, il est arrêté par la police secrète du n°76 et rallie le Mouvement de paix comme agent infiltré du PCC. Il obtient un poste de conseiller au Yuan de contrôle et de chef du Bureau des communications de la branche « sichuanaise » du GMD projaponais. En lien avec les autres agents communistes Pan Hannian, Yang Fan 揚帆 (1912-1998) ou encore Fan Changjiang 范長江 (1909-1970), Lü utilise sa couverture pour faire du renseignement. En décembre 1942, son nom apparaît dans le scandale du Comité de gestion des vivres. Accusé avec d'autres membres du Yuan de contrôle, dont Ma Mengzhuang, d'avoir rendu public un acte d'accusation à l'encontre des fonctionnaires spéculateurs, il est révoqué avant d'être finalement rétabli dans ses fonctions. Au lendemain de la défaite japonaise, le général Liu Bocheng 劉伯承 (1892-1986) l'envoie au Sichuan pour y propager la Révolution. Après la victoire communiste, il est nommé à Chongqing avant de décéder des suites d'une maladie à Shanghai.

(*Sichuan shengzhi*, p. 225-226).

Luo Junqiang 羅君強 (1902-1970)

Né à Xiangtan (Hunan) dans une famille de fonctionnaires, il étudie à Changsha avant d'intégrer, en 1918, l'Académie Datong (Shanghai) qu'il quitte prématurément en raison de sa santé fragile. L'année suivante, il part pour la France dans le cadre de l'Association travail-études, mais doit, là encore, rentrer se soigner. De retour à Changsha, il participe au Mouvement patriote et démocrate des étudiants du Hunan dirigé par Mao Zedong. Peu après avoir intégré les Jeunesses socialistes en 1922, il devient membre du PCC. Aux côtés de Li Lisan 李立三 (1899-1967), Luo est très actif dans l'opposition à Tan Yankai 譚延闓 (1880-1930) et Zhao Hengti 趙恆惕 (1880-1971). À l'été, il représente sa province au 2^e Congrès du PCC à Shanghai. Critiqué par le Parti au printemps 1923 pour son deuil jugé excessif lors des funérailles de son père, Luo annonce qu'il quitte le PCC, mais revient sur sa décision l'année suivante. Après avoir échoué au concours d'entrée de Beida, il travaille pour le PCC au Hunan. Contraint au repos par la maladie et ébranlé dans sa foi révolutionnaire, il quitte de nouveau le Parti. À l'automne 1925, il entre à l'Université Daxia et devient membre du GMD. Il interrompt une nouvelle fois ses études en décembre 1926 et part à Wuhan, en pleine Expédition du Nord, pour servir comme instructeur

politique sous les ordres de Zhang Zhizhong 張治中 (1895-1969). Peu après, il est muté dans la branche locale de l'Académie militaire centrale, où il se lie d'amitié avec son compatriote *Zhou Fohai. En septembre 1927, Luo quitte Wuhan pour Nanjing et obtient un poste auprès de Zhou. Durant la « décennie de Nankin », il assiste Jiang Jieshi dans sa lutte contre le PCC comme secrétaire de son quartier général, magistrat du district de Haining (Zhejiang) ou encore éditeur de publications anticommunistes. À la veille de la guerre, il est nommé secrétaire au Comité des affaires militaires et travaille au sein du bureau personnel de Jiang en compagnie de Zhou Fohai. En février 1938, il participe à l'Association de recherche en art et littérature lancée par ce dernier. À la fin de l'année 1938, Luo est démis de ses fonctions après que Dai Li a transmis à Jiang un dossier sur ses mœurs dissolues. En février 1939, il rallie le Mouvement de paix et participe aux préparatifs en vue de la formation du nouveau gouvernement en recrutant le personnel politique pour la tenue du 6^e congrès, puis comme responsable de l'installation de l'administration à Nanjing dans les bureaux occupés par les Japonais et par le Gouvernement réformé. Principal bras droit de Zhou Fohai, il organise pour lui une véritable faction en cherchant à contrôler l'accès à sa personne. C'est du moins ainsi que le décrit *Jin Xiongbai qui, comme beaucoup d'autres, pointe son goût pour les intrigues. Zhou Fohai, lui-même, note, le 9 janvier 1940, qu'il lui faudra prendre des mesures contre le « comportement puéril de Junqiang », alors qu'il s'inquiète des rumeurs au sujet de sa volonté de former une « nouvelle clique CC ». Après avoir favorisé l'ascension de *Li Shiqun, Luo s'en fait un ennemi farouche en obtenant de Zhou de diriger sa Brigade fiscale (*shuijing tuan*), alors même que l'idée venait de Li. Cette propension à se faire détester explique peut-être que, malgré sa proximité avec Zhou, Luo se voit offrir, en mars 1940, le poste le moins convoité du régime : celui de président du Comité des zones frontalières. Bien conscients que l'autorité du gouvernement s'étend à peine jusqu'aux murailles de la capitale, ses collègues se gaussent de cette sinécure censée traiter des affaires mongoles et tibétaines. Luo n'en reste pas moins occupé du matin au soir. Zhou Fohai lui confie la direction de plusieurs journaux comme le *Zhongbao* (Journal du centre). Mettant toute son énergie dans l'organisation de la Brigade fiscale à Shanghai, il est rarement à Nanjing. Fort de l'expérience acquise au cours des « campagnes d'encercllement » contre les soviets dans les années 1930, Luo contribue à

l'adoption d'une stratégie similaire par le gouvernement de Wang Jingwei en 1941. C'est lui qui conseille d'employer le terme « pacification rurale » (*qingxiang*) plutôt qu'« épuration » (*suqing*). Pressenti à la tête du comité chargé de mettre en œuvre cette politique, Luo est coiffé au poteau par Li Shiqun qui, grâce à ses appuis japonais, tient ainsi sa revanche. Ministre de la Justice entre novembre 1942 et décembre 1943, Luo lutte contre la corruption du système judiciaire qu'il réorganise à son profit en nommant des fonctionnaires loyaux. À cette époque, il aide Zhou dans son travail secret pour le compte de Chongqing, aux côtés de *Xiong Jiandong. Ses relations avec ce dernier s'enveniment toutefois. En novembre 1943, des troupes sous sa responsabilité sont responsables de la mort de neuf policiers dans l'ancienne concession française de Shanghai. Les Japonais font alors pression pour que Xiong remplace Luo à la tête de la Brigade fiscale. En guise de compromis, le poste est donné à Zhou Fohai avec Xiong comme second. Luo est, quant à lui, nommé gouverneur de l'Anhui. À ce poste, il sert d'intermédiaire entre Zhou et les généraux nationalistes postés dans la région qui préparent la reconquête de la zone occupée. En janvier 1945, Luo suit Zhou à Shanghai comme secrétaire général du gouvernement municipal. Cette position, en apparence modeste, lui confère en réalité plus de pouvoir qu'il n'en a jamais eu comme ministre ou gouverneur. Lors de sa prise de fonction, il se compare à un chien féroce prêt à s'attaquer aux mauvais fonctionnaires. De fait, il fait fusiller deux policiers véreux et gagne même le surnom de « Luo l'intègre » (Luo Qingtian 羅青天). Impliqué aux côtés de Zhou dans l'aide secrète à Chongqing à travers ses contacts avec le Juntong, Luo n'est pas récompensé à la libération. Il est arrêté le 30 novembre 1945 et jugé en mars 1947. S'il échappe à la peine capitale pour services rendus à la résistance, dont atteste une lettre envoyée par Dai Li, il est condamné à la prison à vie. Après avoir passé plus de deux décennies derrière les barreaux, il bénéficie d'une libération conditionnelle pour raisons médicales et décède peu après. Entretemps, il laisse un témoignage important sur le gouvernement de Wang Jingwei connu sous le titre « Weiting youying lu 偽廷幽影錄 (La face cachée de la cour fantoche) ».

(*MRDC*, p. 1629 ; Huang Meizhen 1982 ; Lin Kezhan 1983 ; Luo Junqiang 2010 ; Xia Bei 1993 ; *WKS*, p. 147 *sqq.* ; *ZR*, p. 227 ; *SWHB*, p. 870-925).

M

Ma Liang 馬良 (1875-1947)

Militaire d'ethnie Hui originaire du Hebei, formé à l'Académie de Tianjin, il intègre l'Armée Beiyang avant de servir au sein de la clique de l'Anhui. Dans les années 1920 et 1930, il occupe des postes de conseiller militaire pour le gouvernement de Beijing puis de Nanjing. Placé à la tête de l'administration pro-japonaise dans le Shandong au début de la guerre, il devient membre du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord en 1940. Il contribue par ailleurs à institutionnaliser le *wushu*, dont il est un maître renommé, comme discipline nationale sur le modèle des arts martiaux japonais. Arrêté pour trahison après-guerre, il décède en détention. (*MRDC*, p. 669 ; *SSY*, p. 176 ; Ma 1993 ; Martin 2009).

Matsui Takurō 松井太一郎 (1887-1969)

Diplômé de l'Académie de l'armée de terre en 1917, il participe à l'Expédition de Sibérie l'année suivante avant d'être nommé en 1920 à la Section Chine de l'État-major central. Il sert ensuite sur le continent, notamment dans l'Armée du Guandong. À la veille de la guerre, il prend la tête de l'agence des services spéciaux de Beiping. Dans les jours qui suivent l'Incident du 7 juillet 1937, Matsui est le principal représentant japonais lors de la signature des différents accords passés avec les autorités chinoises locales, dont le rejet par Nanjing débouche sur un conflit à l'échelle du pays. Il dirige ensuite les services spéciaux à Zhangjiakou (Hebei), avant d'être nommé conseiller militaire suprême au Manzhouguo en 1939. Promu général de division l'année suivante, Matsui exerce la charge de conseiller militaire suprême auprès du gouvernement de Wang Jingwei du 8 avril 1942 au 18 mars 1943. Par la suite, il est maintenu en poste à Nanjing comme chef d'état-major de l'Armée expéditionnaire de Chine.

(*NJDJ* ; *Zhonggong zhongyang dangxiao...* 1986, p. 26 *sqq.*).

Matsuoka Yōsuke 松岡洋右 (1880-1946)

Sans doute le diplomate japonais le plus fameux de son époque. Après des études aux États-Unis, il intègre le Gaimushō avant d'abandonner la carrière diplomatique en 1921 pour diriger la Mantetsu. Devenu le chantre de la politique impérialiste en Mandchourie, il préside en 1933 à la sortie du Japon de la SDN. De nouveau à la tête de la Mantetsu dans les années 1930, il devient en 1940 le chef de la diplomatie japonaise. Favorable à la recherche d'un compro-

mis avec Chongqing et les États-Unis, il lance plusieurs canaux de négociation qui sapent l'autorité de Nanjing. Son rôle dans la guerre lui vaut d'être inculpé en 1946 comme criminel de guerre de classe A. (KSDJ).

Mei Siping 梅思平 (1898-1946)

Natif de Yongjia (Zhejiang), fils d'un avocat réputé, Mei Siping est un étudiant brillant. Diplômé en sciences politiques de Beida, il travaille comme éditeur aux Presses commerciales de Shanghai avant d'entrer au gouvernement où il devient un jeune cadre de la clique CC, tout en enseignant dans plusieurs universités. Bien qu'il occupe des postes subalternes, il est remarqué par Jiang Jieshi. Magistrat du district de Jiangning (Jiangsu), il y dirige la mise en place d'une zone expérimentale de gouvernement autonome censée servir de modèle à la politique de modernisation des campagnes du GMD. Au début de la guerre, alors qu'il loge chez son ami *Zhou Fohai, il fait partie de ce que Hu Shi appelle le « club du ton bas » ; un salon de dirigeants nationalistes inquiets des conséquences de la guerre de résistance qui devient la matrice du futur Mouvement de paix. Envoyé par le Comité des affaires militaires à Hongkong, il dirige avec *Lin Bosheng l'Association de recherche en art et littérature (*yiwen yanjiuhui*) qui sert de couverture à la propagande anticommuniste dirigée depuis Hankou par Zhou Fohai et *Tao Xisheng, eux-mêmes chapeautés par *Wang Jingwei. C'est dans le cadre de ces activités qu'il participe en 1938 aux premiers contacts avec des émissaires japonais au côté de *Gao Zongwu. Contraint de soigner sa tuberculose au retour de son voyage secret au Japon en juillet, ce dernier est remplacé par Mei dans les discussions avec les Japonais, qui rechignent à traiter avec un homme qu'ils ne connaissent pas et qui ne parle pas leur langue. Rapidement, toutefois, *Imai Takeo et *Kagesa Sadaaki développent une véritable admiration pour Mei, alors même que leur méfiance à l'égard de Gao va croissant. Fin octobre, Mei rapporte à Chongqing le projet d'accord avec le Japon. Après avoir reçu le feu vert de Zhou Fohai et, semble-t-il, de Wang Jingwei, Mei prend part avec Gao, en novembre, aux négociations du Chongguangtang à Shanghai, à l'issue desquelles un accord organisant la défection de Wang est signé. Il repart pour faire son rapport à Zhou et Wang le 26 novembre. Après la défection de ce dernier, Mei assiste Lin Bosheng à Hongkong avant de participer aux préparatifs du futur régime à Shanghai au cours de l'année 1939. Au

sein du groupe de Wang Jingwei, il compte parmi les anciens de la clique CC, réunis autour de Zhou Fohai, qui ne tardent pas à s'émanciper et à rivaliser entre eux. S'appuyant sur sa propre faction composée de *Shen Erqiao, Wang Minzhong 王敏中 et *Cai Pei, Mei bâtit son pouvoir personnel depuis son poste de ministre de l'Industrie et du commerce. Il occupe également brièvement, en 1941, le poste de gouverneur du Zhejiang qu'il perd au moment du remaniement d'août 1941 lancé par la clique du Palais. Dans une longue lettre envoyée à Wang Jingwei en novembre 1941, Mei se plaint des attaques menées contre lui par *Ding Mocun et menace de démissionner. Ses rapports avec Wang sont distants même si ce dernier apprécie ses talents de bureaucrate-né et son sens de la répartie. Un jour qu'il l'interroge après que *Li Shiqun l'a calomnié, Mei répond à Wang en citant l'une de ses propres formules ce qui lui permet de l'emporter. Une autre affaire plus embarrassante vient cependant entamer le crédit de Mei. Une certaine Mlle Yang, traductrice du japonais au ministère de l'Intérieur et future épouse de *Zhou Longxiang, avec qui Mei entretient alors une liaison, écrit une lettre à Wang Jingwei dans laquelle elle menace de porter plainte pour viol. Très pointilleux sur les mœurs, Wang est pris d'une grande colère mais décide d'étouffer le scandale en demandant à Zhou Fohai de lui verser 40 000 yuans tirés des fonds publics. Dès lors, Mei se voit affubler du sobriquet de *Xiangsheng gongsi* du nom d'une société de taxis bien connue dont le numéro de téléphone est 40000. L'opposition entre l'entourage de Wang et Mei Siping se cristallise autour du contrôle des revenus du trafic d'opium. Le monopole de ce trafic est contrôlé par la Société Hongji créée par le Kōain en 1939. Celle-ci verse notamment plusieurs millions de yuans chaque mois à Mei Siping. Ce monopole est remis en cause fin 1943 par *Chen Gongbo et Lin Bosheng qui font pression sur les Japonais en mobilisant la jeunesse. En février 1944, la Société Hongji est supprimée et son activité transférée à un Bureau général d'interdiction de l'opium rattaché au ministère de l'Intérieur que dirige Mei Siping depuis septembre 1943. Une bataille rangée débute alors au sein du ministère entre Mei et son vice-ministre *Yuan Yuquan pour le contrôle du Bureau. Proche de Chen Gongbo, désormais numéro un du régime, Yuan dénonce les agissements de Mei. Chen finit par trancher en transférant les compétences du Bureau sous le Comité des affaires militaires en novembre 1944, privant ainsi Mei Siping de tout pouvoir en la matière. Arrêté par le Juntong en septembre 1945, Mei est

condamné à mort en mai 1946 et fusillé à Nanjing le 14 septembre.

(Zhou Hong 1993 ; Merkel-Hess 2015, p. 120 ; Shao Minghuang 1993 ; Boyle 1972, p. 381 ; Hu Lancheng 2009, p. 216 ; *WKS*, p. 149, 313 ; AH 118-010100-0025-084 ; Brook 2000 ; *SWHB*, p. 388-467).

Men Zhizhong 門致中 (1888-1951)

Originaire du Jilin, diplômé de l'académie militaire de Baoding en 1918, il sert sous les ordres de Feng Yuxiang avant de travailler pour le gouvernement de Nanjing à partir de 1928, notamment comme gouverneur du Ningxia. En 1935, il est nommé au Comité des travaux publics du Conseil du Hebei-Chahar. En 1940, il intègre le Comité des affaires militaires du gouvernement de Wang Jingwei et devient, en 1944, l'un des principaux dirigeants militaires en Chine du Nord. Après la capitulation japonaise, Jiang Jieshi le charge de maintenir l'ordre dans la région. En 1949, il s'installe à Hongkong où il décède en 1951.

(*MRDC*, p. 543 ; Park, p. 16).

Miao Bin 繆斌 (1899-1946)

Né à Wuxi (Jiangsu), fils d'un prêtre taoïste. Diplômé en 1922 du département d'ingénierie électrique de l'Université Nanyang, il débute sa carrière dans l'administration ferroviaire. En 1924, il rejoint Canton et adhère au GMD. Il devient instructeur à l'Académie militaire de Huangpu, puis occupe de hautes fonctions dans le Jiangsu à l'issue de l'Expédition du Nord, avant d'être révoqué en 1931 pour corruption. À la même époque, son épouse meurt à la suite d'une chute. Il se remarie et retourne dans sa ville natale où il dirige les minoteries de l'oncle de sa nouvelle femme, le célèbre industriel Rong Zongjing 榮宗敬 (1873-1938). Il fait son retour en politique en 1937 au sein du Gouvernement provisoire de Beijing, dans le cadre duquel il organise la Xinhui ; une organisation de masse anti-GMD qui lui assure un certain poids au sein de l'État d'occupation. À la création du gouvernement de Nanjing en 1940, il intègre la direction du GMD « orthodoxe ». Désireux de prendre le contrôle de la Chine du Nord, le groupe de Wang Jingwei décide, le 27 juillet 1940, de lui verser secrètement de fortes sommes d'argent tous les mois afin qu'il favorise l'absorption de la Xinhui par le GMD. L'échec de ce plan, qui suscite la colère des militaires japonais à Beijing, conduit Miao à démissionner de son poste de vice-président de la Xinhui, le 13 décembre 1940. À la même époque, Miao représente *Zhou Fohai lors de

négociations avec des généraux nationalistes à Xuzhou. En février 1941, elles aboutissent à la défection de Li Changjiang 李長江 (1890-1956), accompagné de 20 000 hommes. En guise de récompense, Miao obtient la vice-présidence du Yuan législatif. Dans les mois qui suivent, il établit des contacts avec les agents de Dai Li. La méfiance qu'il inspire à Wang Jingwei explique peut-être que, le 23 juillet 1942, il soit révoqué de son poste au Yuan législatif. La décision est tenue secrète, par crainte que la propagande de Chongqing ne s'empare de l'affaire. La mise au placard de Miao prend la forme d'une nomination au poste de vice-président du Yuan d'examen. Le 16 novembre 1944, il rend visite à Zhou Fohai pour lui dire que Jiang Jieshi veut éviter que les armées japonaises et américaines ne livrent bataille sur le sol chinois. Miao prétend être en mesure de représenter Chongqing dans des négociations avec le Japon. Zhou note dans son Journal : « Quel imbécile présomptueux ! Je ne veux plus discuter avec lui ». Début 1945, Miao a plus de succès à Tokyo, où le premier ministre japonais Koiso Kuniaki croit pouvoir mettre un terme à la guerre par son intermédiaire. Mais, ce projet se transforme presque aussitôt en un fiasco qui coûte son poste à Koiso. Ses liens avec Dai Li permettent, dans un premier temps, à Miao Bin d'être épargné par l'épuration. Après la mort de Dai Li, en avril 1946, il est arrêté puis condamné à mort.

(Wakeman 2003, p. 409 ; Wu Wenliang 1989 ; *BDRC*, p. 36-37 ; AH 118-010100-0039-042 ; AH 118-010100-0035-061 ; *ZR*, p. 328, 432, 950 ; *ADF* 503).

Mu Shiyong 穆時英 (1912-1940)

Originaire de Cixi, près de Ningbo (Zhejiang), né à Shanghai, Mu est le fils d'un banquier mort de dépression après avoir connu la ruine. Il étudie la littérature occidentale à l'Université Guanghua (Shanghai). Après s'être essayé au conte chevaleresque marxiste, Mu écrit sur son milieu de dandy shanghaien. Sa nouvelle la plus célèbre, « Shanghai de hubuwu 上海的狐步舞 (Le fox-trot de Shanghai) », est une déambulation entêtante dans les night-clubs et les allées obscures d'un Shanghai décrit comme un « paradis construit sur l'enfer ». Immédiatement reconnu pour son style novateur, Mu s'impose comme le représentant le plus talentueux de l'« école néo-sensationniste » (*xin ganjue pai*), importée du Japon par son ami Liu Na'ou 劉訥鷗 (1905-1940). À la suite de Liu, Mu est influencé par Paul Morand (1888-1976) et Yokomitsu Riichi 橫光利一 (1898-1947). Il entretient une amitié avec ce dernier, que son modernisme littéraire conduira à se faire le

héraut de l'impérialisme nippon. La prédilection de Mu Shiyong pour la bourgeoisie hédoniste lui vaut le mépris des membres de la Ligue des écrivains de gauche comme Lu Xun ou Qu Qiubai 瞿秋白 (1899-1935), et les critiques d'écrivains conservateurs comme Shen Congwen 沈從文 (1902-1988). Son cas s'aggrave aux yeux des premiers lorsqu'il devient, en 1934, éditeur du supplément littéraire du *Chenbao* (Le Matin), dirigé par Pan Gongzhan, chef du bureau de l'Éducation de Shanghai et cadre de la clique CC. Passionné de cinéma, Mu défend, aux côtés de Liu Na'ou, les films de divertissement (*ruanxing dianying*) contre les intellectuels de gauche. En avril 1936, il part pour Hongkong à la suite de son épouse. Surpris par la guerre, il reste dans la colonie britannique et commence à travailler pour la revue *Shijie zhanwang* (Perspective mondiale), début 1938. Celle-ci est contrôlée par la Société de rédaction et de traduction internationale (*guoji bianyi she*) dirigée par *Lin Bosheng, dans le cadre de l'Association de recherche en art et littérature, qui sert de matrice au Mouvement de paix. Ainsi, Mu devient proche de Lin et de *Hu Lancheng et suit le groupe de Wang Jingwei à Shanghai, où il devient une figure importante de la scène culturelle pro-japonaise. Il accompagne notamment une délégation de l'industrie cinématographique au Japon. Il écrit également pour les organes de la propagande, tels que le *Zhonghua ribao*, dans lequel il signe ses articles sous le pseudonyme Longqi 龍七. À la fondation du régime de Wang Jingwei, Mu est nommé à la tête du bureau des Nouvelles (*xinwen xuanchuan chu*) du ministère de la Propagande. Il dirige également la revue *Guomin xinwen* (Nouvelles de la nation). Le 28 juin 1940, il est abattu dans les rues de Shanghai et décède à l'âge de 28 ans. Son ami Liu Na'ou est, à son tour, assassiné le 3 septembre 1940. En 1972, une revue de Hongkong publie le témoignage d'un certain Ji Kangyi 嵇康裔. Celui-ci affirme avoir chargé Mu Shiyong, en novembre 1939, d'infiltrer le Mouvement de paix pour le compte du *Zhongtong*. L'assassinat de Mu par le Juntong l'année suivante serait une bavure causée par le manque de communication entre les deux services secrets de Chongqing. Dans une enquête récente, Jie Zhixi avance que le vrai nom de cet agent est sans doute Ji Xizong 嵇希宗/Ji Xicong 嵇希琮 ; lui-même un membre du *Zhongtong* apparenté au chef de celui-ci, Chen Lifu. En réalité, Ji était alors prisonnier du n°76, pour lequel il travaille ensuite. La réhabilitation de Mu Shiyong comme héros méconnu de la résistance serait donc infondée. À défaut d'être débarrassé de son

étiquette de *hanjian*, Mu a bénéficié, au même titre que Zhang Ailing, de la redécouverte du « style shanghaien » (*haipai*) dans les années 1980. Il a, depuis, fait l'objet de nombreuses études et traductions.

(Shih 2001, p. 29, 302-338 ; Field 2014 ; Chen Sihe 2004 ; Rabut 1996, p. 189-213 ; Jie Zhixi 2016).

N

Ni Daolang 倪道烺 (1879-1952)

Originaire de l'Anhui, il est élevé par son oncle, le seigneur de la guerre Ni Sichong 倪嗣冲 (1868-1924). En 1918, il est nommé inspecteur de la barrière de Fengyang (Anhui). Sa répression sanglante d'une manifestation étudiante, le 2 juin 1921, l'oblige à fuir pour Tianjin. En novembre 1924, Duan Qirui le nomme envoyé spécial dans l'Anhui. Suite à la victoire du GMD en 1928, il se réfugie à nouveau à Tianjin. Dans les années 1930, il y noue des contacts avec *Yin Rugeng et *Wang Yitang. Au début de la guerre, il est recommandé à l'occupant par ce dernier. En juillet 1938, il est chargé de diriger le gouvernement provincial de l'Anhui, poste qu'il conserve sous le gouvernement de Wang Jingwei jusqu'à son remplacement par *Gao Guanwu en décembre 1941. Il obtient en échange un poste honorifique de membre du Comité gouvernemental. Ni Daolang occupe les dernières années de la guerre à financer des œuvres de charité et à assouvir son penchant pour l'opium. Outre l'argent que lui versent les Japonais et son salaire de dirigeant, il dispose en effet de l'immense fortune que lui a laissé son oncle. Opposant de toujours au GMD, il supporte difficilement les cérémonies durant lesquelles la lecture du testament de Sun Yat-sen, écrit par Wang Jingwei, est obligatoire. À la fin de la guerre, il se cache avant d'être arrêté à Shanghai. Transféré à Bangbu en 1952, il est condamné à mort et exécuté.

(MRDC, p. 697 ; Zhang Peiyao 1993 ; *Anhui shengzhi : renwuzhi*, p. 94-96).

Nishi Yoshiaki 西義顯 (1901- ?)

Responsable du bureau de la Mantetsu à Nanjing à partir de 1935, Nishi mène, sous couvert d'activités commerciales, des missions de renseignement. Il est le principal artisan, en 1938, de l'ouverture d'un canal de négociation avec *Gao Zongwu puis représente son mentor Matsuoka dans l'« opération Sen ». Il est l'auteur en 1962 de Mémoires intitulés *Higeki no shōnin: nikka*

wahei kōsaku hishi 悲劇の証人：日華和平工作秘史 (Témoin d'une tragédie : histoire secrète des opérations de paix sino-japonaises). (Nishi 1992).

O

Ogawa Heikichi 小川平吉 (1869-1942)

Député à la Diète pendant de longues années, Ogawa est, au tournant du XX^e siècle, un proche de Kono Atsumaro (père de Fumimaro) avec qui il contribue à diffuser un discours panasiatique fondé sur l'alliance entre le Japon et la Chine exprimée par le slogan « *dōbun, dōshu* 同文同種 » (une même culture, une même race). Il s'engage activement en faveur de négociations de paix avec la Chine dès le début du conflit. (KSDJ).

Ogawa Tetsuo 小川哲雄 (1914-2000)

Diplômé de l'Université Takushoku fondée à Tokyo pour former les futurs cadres de la colonie taïwanaise, il intègre l'armée de terre comme spécialiste en comptabilité. En 1942, il est nommé conseiller militaire et économique du gouvernement de Wang Jingwei. Ogawa est surtout connu pour avoir organisé la fuite de *Chen Gongbo et d'un groupe de dirigeants chinois vers le Japon, peu après la capitulation japonaise. Dans le récit qu'il a publié en 1985 de cet épisode, il décrit comment il cherche à protéger ces hommes dont il a la charge contre le gouvernement japonais et l'occupant américain dont il craint, avec raison, qu'ils ne cèdent aux demandes chinoises pour que les « traîtres » soient extradés. (Ogawa 1985).

Okada Yūji 岡田酉次 (1897-1994)

Issu d'une famille pauvre vivant dans une campagne reculée, Okada échoue une première fois au concours d'entrée de l'Académie de l'armée de terre. Soldat en Mandchourie, il retente sa chance et sort major de sa promotion en 1930. Il suit en parallèle une formation en économie à l'Université de Tokyo. Il accomplit avant-guerre une carrière sans faute de *Shinatsū*, enchaînant les postes d'attaché militaire en Chine et à la Section Chine de l'état-major. Il arrive à Nanjing en décembre 1937 afin de superviser les aspects économiques de l'occupation, notamment dans le cadre du Kōa.in. Okada travaille ensuite pour l'Agence de la prune sous les ordres de *Kagesa Sadaaki avec qui il développe des liens fraternels. Conseiller militaire et financier du

gouvernement de Wang Jingwei, il joue un rôle important dans la Campagne de pacification rurale. Proche de *Zhou Fohai dont il connaît les liens secrets avec Chongqing, Okada gère à ses côtés la sortie de la guerre. Ayant reçu l'ordre de se constituer prisonnier auprès du Commandement suprême des forces alliées à Tokyo, il quitte la Chine en mars 1946. Une fois libéré, il crée une entreprise de tricot grâce à ses relations haut placées. À partir des années 1960, il reprend contact avec ses vieux amis chinois qui le poussent à écrire ses mémoires publiés en 1974 sous le titre *Nit-Chū sensō urakataki* 日中戦争裏方記 (Les coulisses de la guerre sino-japonaise). (Okada 1974 ; Brook 2005, p. 45 ; *WGQY*, p. 141 ; *WKS*, p. 268 ; *AS* 05/07/94).

P

Pan Yugui 潘毓桂 (1884-1961)

Originaire du Hebei, diplômé de l'Université Waseda (Tokyo), il se spécialise à son retour en Chine dans l'administration policière d'abord sous les Qing, puis dans la clique du Zhili. Conseiller au ministère de la Guerre du gouvernement de Nanjing après 1927, il devient, dans les années 1930, conseiller de Song Zheyuan qu'il suit au Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar. Au début de la guerre, il décide néanmoins de demeurer à Beijing où il participe au comité local de maintien de l'ordre. Représentant du Gouvernement provisoire à Tianjin à partir de 1938, il quitte ce poste au moment de la réorganisation qui accompagne l'inauguration du gouvernement de Wang Jingwei. Membre du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord, il est arrêté pour trahison au lendemain de la guerre. Il demeure en prison à Shanghai jusqu'à sa mort quinze ans plus tard. (*SSY*, p. 179 ; *MZN*, p. 1140 ; Wang Shiren 1982).

Peng Dongyuan 彭東原 (1882-1954)

Né à Wuchuan (Guangdong), passé par l'Académie des officiers de marine de Huangpu, il sert dans le Jiangnan. Après avoir pris part à la Révolution de 1911 à Shanghai au côté de Jiang Jieshi, Peng travaille comme conseiller dans le cabinet présidentiel de Li Yuanhong 黎元洪 (1864-1928) avant de suivre Sun Yat-sen à Canton en 1917. Nommé général et conseiller de Sun en 1923, il occupe diverses fonctions administratives durant la « décennie de Nankin », notamment au ministère des Transports. Au

début de la guerre, il s'installe à Hongkong où des agents japonais le recrutent pour diriger le Comité de maintien de l'ordre de Canton créé en décembre 1938. L'arrivée du groupe de Wang Jingwei l'année suivante menace sa position qu'il tente de conserver en refusant le poste de consul à Kobe qui lui est offert. Il doit finalement céder son poste de maire en janvier 1941. Prenant prétexte de son état de santé, il rompt discrètement avec le nouveau régime, au point d'être tenu pour mort en 1944. Il réapparaît en 1948 à Hongkong où il se retire dans le monastère de Tsing Shan (*qingshan chanyuan*) jusqu'à sa mort.

(MRDC, p. 1090 ; SSY, p. 189 ; <http://baike.baidu.com/view/3754065.htm> ; ADF 327).

Q

Qi Xieyuan 齊燮元 (1885-1946)

Militaire né à Tianjin, formé en Chine, au Japon et en Allemagne, il est membre de la clique du Zhili. Après la seconde guerre contre la clique du Fengtian en 1924, il trouve refuge au Japon. De retour en Chine, il prend part en 1926 puis en 1930 au mouvement anti-Jiang Jieshi aux côtés des seigneurs de la guerre. Défait, il se réfugie à Tianjin avant de participer au Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar. Ministre de l'Ordre public dans le Gouvernement provisoire, il dirige les campagnes de « pacification » dans le Nord et intègre le Comité des affaires militaires du gouvernement de Wang Jingwei. La défection d'un millier de ses hommes en 1942 lui vaut de tomber en disgrâce auprès des Japonais. En 1946, il est fusillé pour trahison par le GMD. (SSY, p. 97 ; ADF 327).

Qiao Wanxuan 喬萬選 (1896- ?)

Originaire de Xugou (Shanxi), il étudie à l'Université Qinghua (Beijing) puis à l'Université Columbia (New York) où il obtient, en 1926, un doctorat en droit. Durant la « décennie de Nankin », il travaille comme juge au Tribunal provisoire de la concession internationale de Shanghai, tout en enseignant le droit à l'Université Dongwu puis à l'Université centrale. En juin 1930, Yan Xishan, alors allié à *Wang Jingwei contre Jiang Jieshi, nomme son compatriote Qiao recteur de l'Université Qinghua. Dans un contexte de guerre civile et de luttes internes au sein de l'établissement, Qiao vient prendre ses fonctions entouré de gardes. Il est accueilli par un groupe de professeurs et d'étudiants fidèles à Nanjing qui, sous la menace, lui font promettre, par écrit, de renoncer à tout jamais au poste de

recteur. Cette humiliation est restée dans les annales du prestigieux établissement sous le nom de « l'affaire de l'expulsion de Qiao » (*qu Qiao shijian*). Après cet épisode, Qiao travaille un temps dans sa province d'origine, avant de retrouver des fonctions à Nanjing, comme chef du bureau des Statistiques au ministère de l'Intérieur. En 1935, il est nommé au tribunal local de la 2^e zone spéciale de Shanghai puis, l'année suivante, au tribunal de grande instance du Jiangsu. Durant l'occupation, Qiao prend la présidence de ce même tribunal en novembre 1940. Il occupe également brièvement des postes au ministère de la Justice comme vice-ministre en charge des affaires générales (mars-juin 1942) puis des affaires politiques (juin 1942-février 1943). En mars 1940, il est désigné juge du Tribunal spécial créé pour traiter l'affaire de corruption impliquant *Hou Dachun et ses complices. Son sort après-guerre n'est pas très clair. Certaines sources affirment qu'il serait parti enseigner à Chongqing ce qui semble étrange pour un *hanjian*.

(ZKD, p. 244 ; Wikipedia ; MZN, p. 1045 sq.).

R

Ren Yuandao 任援道 (1890-1980)

Natif de Yixing (Jiangsu), diplômé de l'Académie militaire de Baoding et de l'École d'officiers de l'armée de terre de Tokyo. Dans les années 1910-1920, Ren occupe des fonctions administratives et militaires à Tianjin où il noue des relations dans la concession japonaise. En 1935, il devient responsable de la diplomatie au sein du Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar. En avril 1938, il est nommé maire de Nanjing. Après l'assassinat de Zhou Fengqi en juillet, Ren lui succède comme ministre de la pacification au sein du Gouvernement réformé. Peu après, il manque d'être tué à son tour. Il recrute une armée de 4000 hommes – l'Armée de pacification (*suijingjun*) – et crée une académie militaire. Lors de la formation du gouvernement de Wang Jingwei, il obtient des postes importants, notamment celui de vice-président du Comité des affaires militaires. Wang le nomme ministre de la Marine afin de le priver du pouvoir que lui confère son armée. Wen conserve néanmoins un certain contrôle sur celle-ci, rebaptisée Armée du 1^{er} front. À la même époque, il coopère secrètement avec Dai Li pour gêner l'implantation du PCC dans le Jiangnan et transmet des renseignements sur la marine japonaise utiles à l'*US Navy*. À la mort de Wang Jingwei en novembre 1944, *Zhou Fohai, lui aussi en contact avec Dai Li

pour préparer la fin de la guerre, le nomme gouverneur du Jiangsu. Le 12 août 1945, Chongqing le charge du maintien de l'ordre à Nanjing et dans le Jiangsu. Après-guerre, un mandat d'arrêt pour trahison est lancé à son encontre mais il est rapidement annulé. Par la suite, Ren vit plusieurs années à Hongkong avant de s'installer au Canada où il décède à l'âge de 91 ans. (Cheng Zixiao 1993 ; *SKJ*, p. 32 ; Liu Shih-ming 2002, p. 361 *sqq.*).

S

Shao Shijun 邵式軍 (1909-1964)

Né à Shanghai dans une famille de hauts fonctionnaires – son grand-père avait été intendant du circuit de Shanghai –, il est le frère cadet de Shao Xunmei 邵洵美 (1906-1968), le « Verlaine chinois ». Shao Shijun sort sans diplôme de l'Université Fudan où il rencontre sa femme, Jiang Dongrong 蔣冬榮. Celle-ci est la fille de Jiang Zungui 蔣尊簋 (1882-1931), ancien chef d'état-major de Sun Yat-sen, mort en prison pour avoir refusé de travailler sous les ordres de Jiang Jieshi. Au début de la guerre, Shao Shijun remplace l'oncle maternel de son épouse à la tête du bureau des Taxes de Shanghai. En février 1939, il devient chef du bureau général des Taxes des provinces du Jiangsu, Zhejiang et Anhui au sein du Gouvernement réformé. Cette position stratégique lui vaut le surnom de « Dieu des finances » (*caishenye*) de Shanghai et d'être victime de plusieurs tentatives d'assassinat. Shao bénéficie de puissants soutiens dans l'armée japonaise, qui lui assurent une place de choix dans la nouvelle administration, après la formation du gouvernement de Wang Jingwei. Il obtient ainsi la direction du convoité bureau des Impôts (*shuiwujū*) du ministère des Finances ; poste qu'il occupe sans interruption jusqu'à la fin de la guerre. À partir de décembre 1940, il travaille également comme contrôleur à la Banque centrale de réserve, également sous les ordres de *Zhou Fohai, dont il devient proche. Derrière cette image de *hanjian* en puissance, qui plus est opiomane, se cache toutefois l'un des principaux soutiens financiers de la guérilla communiste. Ce choix, original parmi les collaborateurs, d'aider les Communistes plutôt que le Juntong s'explique en partie par l'influence de son épouse qui abhorre Jiang Jieshi, responsable à ses yeux de la mort de son père. Le neveu de cette dernière, Feng Shaobai 馮少白 (alias Feng Long 馮龍), est un officier de la Nouvelle 4^e

armée, en poste dans le Nord-Jiangsu. En décembre 1941, Chen Yi 陳毅 (1901-1972) et Liu Shaoqi 劉少奇 (1898-1969) l'envoient en mission à Nanjing afin qu'il mette à profit ses relations pour récolter des fonds. Feng est porteur d'une lettre de Chen Yi destinée à Shao Shijun, dans laquelle Chen le remercie pour les 30 000 yuans *fabi* qu'il a déjà offerts au PCC. Feng demande à son oncle par alliance de l'aider à faciliter une coopération secrète entre la Nouvelle 4^e armée et les troupes de Nanjing stationnées dans le Nord-Jiangsu. Shao communique avec Feng par l'intermédiaire de Jiang Dawei 蔣大燾, frère adoptif de ce dernier et chef adjoint du bureau des Impôts. Il se dit dépourvu de contacts dans l'armée mais lui remet 10 000 yuans supplémentaires. Il parvient également à débloquer une partie de la cargaison médicale envoyée par Song Qingling depuis Hongkong, qui avait été mis sous séquestre par les Japonais. La deuxième mission de Feng auprès de Shao intervient en 1943 et vise à sonder l'attitude de Zhou Fohai et *Chen Gongbo vis-à-vis du PCC. À la date du 2 mars, Zhou note dans son Journal que Xiaoyue 筱月 (Shao Shijun) est venu lui dire que Yan'an n'était pas satisfaite de sa relation avec Chongqing et cherchait à s'entendre avec le régime de Wang Jingwei. Shao ajoute que Pan Hannian a déjà été chargé de contacter *Li Shiqun à ce sujet, mais que ce dernier n'étant pas assez haut placé, il a été décidé de dépêcher Feng Shaobai. Le 8 mars, Shao revient chez Zhou accompagné de Feng. La discussion porte sur la situation internationale : les Anglo-saxons finiront par se retourner contre l'URSS, qui doit donc préparer une alliance avec le Japon. Feng affirme qu'il est à Shanghai sur ordre de Mao Zedong et que seuls trois à quatre dirigeants communistes, sont au courant de sa mission. Il rencontre également Chen Gongbo. *Jin Xiongbai, qui ne porte pas Shao Shijun dans son cœur, rapporte qu'à l'été 1945, ce dernier est soupçonné par Zhou Fohai d'être impliqué, au moins indirectement, dans un plan visant à l'assassiner. Au lendemain de la reddition japonaise, Shao et Feng tentent d'aider la Nouvelle 4^e armée à prendre pied dans le Jiangnan, mais échouent en raison des liens étroits tissés par Chongqing avec les dirigeants de Nanjing. Le rôle de Shao finit par être découvert par le GMD qui lance un mandat d'arrêt contre lui. Il s'enfuit alors pour le Nord-Jiangsu, emportant avec lui de l'or et des armes pour le PCC. En 1948, Shao prend le nom de Shao Chaojun 邵超軍 et devient fonctionnaire dans le gouvernement municipal de Jinan (Shandong), désormais aux mains des Communistes. Feng Shaobai, qui dirige le bureau des Affaires

civiles de la mairie de Hangzhou sous le nom de Feng Mengdong 馮萌東, est emprisonné au moment de la Campagne des trois-anti, en 1951. Pendant la Révolution culturelle, Lin Biao 林彪 (1907-1971) et Jiang Qing 江青 (1914-1991) ressortent le Journal de Zhou Fohai pour accuser Liu Shaoqi d'avoir collaboré avec les « traîtres » en envoyant Feng Shaobai auprès de Shao Shijun. Arrêté en 1967, Liu meurt en détention deux ans plus tard. Les passages en question du Journal sont censurés par Cai Dejin dans l'édition de 1986 avant d'être rétablis dans l'édition complète de 2003.

(Ma Chenglie 1995 ; Shao Li 1996 ; Rottmann 2004, p. 106-107 ; *MZN*, p. 1027, 1078-1081 ; Feng Zhengwu 2001 ; *ZR*, p. 713, 716 ; *WKS*, p. 304-307 ; Hu Baoqi 1987).

Shen Erqiao 沈爾喬 (1896- ?)

Originaire de Xiaoshan, au sud de Hangzhou, il effectue ses études à l'École professionnelle d'administration du Zhejiang. Fonctionnaire au bureau du GMD de la province où il dirige le Bureau des femmes, Shen travaille également comme conseiller à la mairie de Hangzhou et comme rédacteur en chef du *Hangzhou minguo ribao* et du *Minshengbao*. À la création du gouvernement de Wang Jingwei, il occupe brièvement le poste de vice-chef des Affaires politiques au ministère des Comptes. Shen fait partie du « groupe des dix » qui constitue alors la faction de *Zhou Fohai. Proche de *Mei Siping, il occupe par intérim son poste de gouverneur du Zhejiang en 1941. Durant la Campagne de pacification rurale, il prend la tête de la 1^{ère} zone d'inspection administrative du Zhejiang d'avril à septembre 1943. En août, Shen est nommé ministre du Personnel, poste qu'il occupe jusqu'à la fin de la guerre. On ne sait pas ce qu'il advient de lui après la dissolution du gouvernement. (*Minguo ribao* 27/08/43 ; *WKS*, p. 149).

Shi Nai 史鼐 (1882- ?)

Originaire du Jiangsu, il obtient le grade de licencié des examens mandarins avant de sortir diplômé en 1909 de l'université qui allait devenir Beida trois ans plus tard. Après avoir enseigné à l'Université normale des filles de Beijing, il travaille pour le ministère de l'Éducation entre 1917 et 1927 puis pour le gouvernement provincial du Heilongjiang en 1930. Il reprend brièvement une carrière d'enseignant à l'Université de droit et de politique de Shanghai mais ne tarde pas à rentrer dans le Nord où il obtient un poste de secrétaire dans l'administration provinciale du Liaoning en 1931. Après l'invasion japonaise, il se met au service du Manzhouguo,

notamment comme secrétaire du ministère des Affaires civiles. À l'invitation, semble-t-il, de *Jiang Kanghu, il est recruté en 1940 par le Yuan d'examen du gouvernement de Wang Jingwei dans lequel il occupe les postes de conseiller et de chef du Bureau des enregistrements. Il est notamment l'auteur, en juin 1941, d'un programme de réforme de la politique des examens et de gestion du personnel administratif. (*ZMSD*, p. 561 ; *KG*, n°15, p. 49-52)

Shi Xingchuan 石星川 (1880-1948)

Originaire du Hubei, diplômé en 1906 de l'École d'officiers de l'armée de terre de Tokyo. Officier dans l'Armée du Hubei à partir de 1911, il proclame en décembre 1917 l'indépendance du Hubei occidental à l'appel du Mouvement de protection de la Constitution de Sun Yat-sen. Après avoir été défait par Wang Zhanyuan 王占元 (1861-1934), Shi se lance dans les affaires avec d'autres généraux sans armée du Hubei. À l'issue de l'Expédition du Nord, il se réfugie dans la concession japonaise de Wuhan où il obtient un poste de fonctionnaire. À partir de 1939, il suit un parcours de collaborateur parallèle à celui de son camarade de promotion *He Peirong dont le fils a épousé sa fille et avec qui il prend la direction du Parti républicain pro-japonais. Lorsque Wuhan est rétrogradée au rang de ville ordinaire en octobre 1943, Shi est nommé maire de Hankou. Peu après la capitulation du Japon, il est condamné à mort mais, grâce à ses relations dans l'armée nationaliste, sa peine est commuée en prison à vie. Il décède peu après de maladie.

(*HSRZ*, p. 99 sq. ; *MRDC*, p. 148 ; Cheng Hua 1988).

Shibayama Kaneshirō 柴山兼四郎

(1889-1956) [parfois transcrit Kenshirō]

Considéré par *Ishii Itarō comme le meilleur spécialiste de la Chine au sein de l'armée, Shibayama suit la voie classique des *Shinatsū* avec la particularité d'être un officier de logistique, corps le plus méprisé de l'armée impériale, ce qui ne l'empêche pas de faire une belle carrière. Il la débute comme conseiller de Zhang Xueliang. En 1937, il prend la tête de la section des Affaires militaires du ministère de la Guerre. Opposé à la poursuite des combats en Chine, il envoie *Funatsu Tatsuchirō pour qu'il rencontre *Gao Zongwu en août 1937. Par la suite, il est nommé à la tête des services spéciaux (*tokumubu*) à Tianjin et à Hankou avant de devenir conseiller militaire suprême du gouvernement de Wang Jingwei en 1943. En août 1944, Shibayama est nommé vice-ministre de la

Guerre. Il participe aux tentatives de négociation avec Chongqing à la toute fin de l'occupation. Condamné en 1948 à sept ans de prison pour crime de guerre, il est remis en liberté dès 1951. Shibatama a laissé des mémoires publiés en 2010 sous le titre *Kyōdo no senkakusha* 郷土の先覚者 (Prophète en son village). (Brooks 2000, p. 255 ; *KSDJ*).

Shigemitsu Mamoru 重光葵 (1887-1957)

Figure majeure du Gaimushō, qu'il intègre en 1911, Shigemitsu débute sa carrière de diplomate en Europe (Berlin, Londres) et aux États-Unis (Portland). Membre de la délégation japonaise à la Conférence de Versailles en 1919, il partage sa chambre avec Arita Hachirō 有田八郎 (1884-1965), qui officiera comme ministre des Affaires étrangères au moment de la formation du gouvernement de Wang Jingwei. Les deux hommes lancent alors l'Association de réforme (*kakushin dōshikai*), qui modernise le Gaimushō. En poste à la légation de Beijing à partir de 1925, il est nommé consul général de Shanghai en 1928 et ministre de la légation en 1931. Il joue un rôle important dans la résolution de l'Incident de Shanghai, l'année suivante, en mobilisant les puissances occidentales pour négocier un cessez le feu. Peu après, il perd une jambe dans l'attentat commis à Shanghai par un terroriste coréen, lors de la célébration de l'anniversaire de l'empereur Hirohito. En 1933, il devient vice-ministre des Affaires étrangères, puis ambassadeur auprès de l'URSS en 1936. Il passe les premières années de la guerre à Londres où il sert comme ambassadeur, d'octobre 1938 à juin 1941. De retour à Tokyo, Shigemitsu s'oppose à l'entrée en guerre du Japon contre les Alliés. Peu après l'attaque de Pearl Harbor, il est muté à Nanjing comme ambassadeur auprès du gouvernement de Wang Jingwei ; poste qu'il occupe de janvier 1942 à avril 1943. En bons termes avec Wang Jingwei, qu'il connaît depuis le début des années 1930, Shigemitsu apporte son soutien aux demandes de Nanjing en faveur d'une plus grande autonomie. Il est l'un des principaux promoteurs de l'adoption d'une « nouvelle politique chinoise », qui entre en vigueur en janvier 1943. Son accession, trois mois plus tard, au poste de ministre des Affaires étrangères, dans le cabinet Tōjō, est perçue comme venant confirmer cette redéfinition de la politique de collaboration. Durant son mandat à la tête du Gaimushō, Shigemitsu tente de trouver une issue à la guerre et prône l'émancipation des peuples asiatiques. Dans le même temps, il sert également à deux reprises comme ministre de la Grande Asie orientale, entre juillet 1944 et août

1945. Le 2 septembre 1945, c'est lui qui signe, au côté d'Umezū Yoshijirō 梅津美治郎 (1882-1949), les actes de capitulation, à bord du USS *Missouri*. En dépit de cette politique et de son tropisme anglo-saxon, Shigemitsu est jugé comme criminel de classe A, lors du Procès de Tokyo, et condamné à sept ans de prison en 1946. Il est libéré parmi 39 autres criminels de guerre japonais, le 11 novembre 1950, sur décision du général Douglas MacArthur (1880-1964). Il fait alors son retour en politique dans les rangs du Kaishintō (Parti réformiste). En 1954, ce dernier fusionne avec le Minshutō (Parti démocrate), dont Shigemitsu devient vice-président. La même année, il entre au Cabinet Hatoyama comme ministre des Affaires étrangères ; poste qu'il conserve jusqu'en 1956. Il a laissé des Mémoires (*Gaikō kaisō roku*, 1953) ainsi qu'une étude de la diplomatie japonaise intitulé *Shōwa no dōran* (Les troubles de l'ère Shōwa), traduit en anglais sous le titre *Japan and Her Destiny: My Struggle for Peace* (1958). Il y revient brièvement sur son rôle vis-à-vis du gouvernement de Wang Jingwei. (*KSDJ* ; Brook 2000, p. 36 *et passim* ; ADF 77 ; Kushner 2015, p. 258 ; Shigemitsu 1958).

Shimizu Tōzō 清水董三 (1893-1970)

Spécialiste de la Chine au Gaimushō, Shimizu est considéré comme le plus fin connaisseur de la culture chinoise parmi ses collègues diplomates, qui admirent sa maîtrise de la langue et ses talents de calligraphe. Diplômé du Tōa Dōbun shoin en 1915, il demeure à Shanghai où il travaille pour une entreprise japonaise, sert brièvement dans l'armée avant d'enseigner dans son *alma mater* en 1918. Shimizu fréquente alors le salon littéraire de la librairie Uchiyama de Shanghai, aux côtés d'intellectuels chinois issus du Mouvement du 4-Mai. Il publie plusieurs essais sur la Chine, critiquant la répression par Jiang Jieshi des factions réformistes au sein du GMD, tout en invitant son pays à revoir sa diplomatie à l'égard de son voisin. Il prône le respect des aspirations nationalistes chinoises en montrant le rôle unificateur du GMD. En 1929, il rentre au Japon pour intégrer le Gaimushō en qualité de conseiller (*shokutaku*) au bureau des Affaires commerciales. Il retourne en Chine en 1932 comme secrétaire-interprète de 1^{ère} classe (*ittō tsūyakukan*). Durant la guerre, il compte parmi les membres de l'Agence de la prune de *Kagesa Sadaaki. Par la suite, il officie systématiquement comme interprète lors des entretiens entre des personnalités japonaises et Wang Jingwei. Son expertise en matière d'art chinois lui vaut de siéger au Comité pour la préservation

du patrimoine culturel du gouvernement de Nanjing. Proche de *Shigemitsu Mamoru, il est l'une de ses principales antennes en Chine. Après la guerre, Shimizu enseigne dans un institut de recherche, avant de poursuivre une carrière diplomatique qui le conduit jusqu'au poste de ministre de la légation japonaise à Taiwan. Son frère aîné, Shimizu Toshi 清水登之 (1887-1945), s'est fait connaître comme « peintre de guerre » (*jūgun gaka*) à partir de 1932. Il est notamment l'auteur d'une toile intitulée « le Président Wang et la participation de la Chine à la guerre » (1944) qui dépeint un Wang Jingwei martial inspectant les troupes en compagnie d'officiers nippons.

(*NJDJ* ; Brooks 2000, p. 59, 151 ; Kato 2013, p. 89-90 ; *WKS*, p. 96, 308 ; *ZKD*, p. 629 ; Wikipedia).

Su Tiren 蘇體仁 (1888-1979)

Natif de Shuozhou (Shanxi), étudiant au Japon, il rentre en Chine en 1916 où il travaille dans l'administration de sa province natale. Proche conseiller de Yan Xishan, il participe à la conception des réformes économiques entreprises par celui-ci pour moderniser la province. Nommé par le Gouvernement nationaliste dans l'administration du Hebei en 1928, il démissionne de ses fonctions après la défaite de Yan en 1930. Gouverneur du Shanxi dans le Gouvernement provisoire en 1938, il quitte ce poste en janvier 1943 pour devenir maire de Beijing. Il occupe parallèlement des fonctions importantes au sein du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord. Après la défaite japonaise, il travaille pour l'armée formée par Yan Xishan à partir des troupes collaborationnistes et japonaises pour lutter contre le PCC. En 1949, il se réfugie à Taiwan (ou au Japon selon les sources) où il décède trente ans plus tard.

(*SSY*, p. 101 ; *MZN*, p. 1132 ; *ADF 327* ; *MRDC*, p. 1660 *sq.*).

Su Xiwen 蘇錫文 (1894-1945)

Natif de Xiamen, il étudie à l'université Waseda. De retour en Chine vers 1916, il occupe des postes intermédiaires dans l'administration du Guangdong et du Fujian. Membre du GMD proche de Hu Hanmin, Su est pris dans les luttes de factions et doit finalement quitter ses fonctions officielles pour devenir enseignant à Shanghai. On le retrouve au début des années 1930 dans le Shandong où il collabore avec Nishimura Tenzō dans l'organisation d'un mouvement autonomiste paysan. La proximité entre les deux hommes permet à Su de diriger le gouvernement municipal de Shanghai de décembre 1937 à octobre 1938. Après l'assas-

sinat de son successeur, *Fu Xiao'an, deux ans plus tard, il récupère ce poste avant de le perdre à nouveau au profit de *Chen Gongbo. Par la suite, il gère des entreprises publiques dépendant du gouvernement de Wang Jingwei.

(Brook 2005, p. 165 *sq.* ; *MRDC*, p. 1660 ; *MZN*, p. 1135).

T

Tajiri Aigi/Akiyoshi 田尻愛義 (1896-1975)

Secrétaire d'ambassade en Chine à partir de 1936, Tajiri lie connaissance avec *Gao Zongwu. Devenu consul à Hongkong, il joue un rôle central au moment de la défection de *Wang Jingwei bien qu'il considère que le Japon ait tort de miser sur lui plutôt que sur Jiang. Il devient par la suite conseiller économique du gouvernement de Nanjing, ministre plénipotentiaire de Shanghai puis vice-ministre de la Grande Asie orientale. Connu pour être un fin lettré, il rédige le brouillon du rescrit impérial de capitulation.

(Lu 2003, p. 178 ; Tobe 2005, p. 127).

Tang Erhe 湯爾和 (1878-1940)

Natif de Hangzhou, médecin formé au Japon et en Allemagne, Tang est surnommé le « Gotō Shinpei chinois ». Il s'engage en politique au lendemain de la Révolution de 1911 tout en occupant des postes importants dans le milieu médical. Après le grand tremblement de terre du Kantō en 1923, il organise l'aide chinoise. De retour en Chine, il occupe plusieurs postes ministériels jusqu'à la chute du gouvernement Beiyang. Après l'Incident de Mandchourie, il négocie avec le Japon pour le compte de Zhang Xueliang puis devient membre du Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar en 1936. Responsable de l'éducation dans le Gouvernement provisoire puis au sein du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord, il est pressenti pour succéder à *Wang Kemin mais décède en novembre 1940.

(*SKJ*, p. 66 *sq.* ; *SSY*, p. 166 ; *MRDC*, p. 1188).

Tang Liangli 湯良禮 (1901-1970)

Né à Java dans une famille originaire du Fujian (son nom indonésien est Tubagus Pranata Tirtawidjaya), il étudie à Vienne et Londres où il obtient, en 1925, une licence d'économie. En 1928, il rencontre à Paris *Wang Jingwei, qui lui fait une profonde impression. L'année suivante, Tang est nommé correspondant du Comité exécutif central du GMD en Europe. Après plusieurs années passées à Londres, où il publie des ouvrages anti-impérialistes tels que *China in*

Revolt: How a Civilization Became a Nation (1927), Tang s'installe en Chine en 1930. Secrétaire privé de Wang Jingwei, il travaille comme correspondant pour des journaux comme *The New York Times*, tout en poursuivant une œuvre prolifique d'essayiste comprenant une biographie de Wang (1931), une étude sur la suppression des « bandits communistes » (1934) ou encore sur la nouvelle monnaie chinoise (1936). Tang lance également le bimensuel *The People's Tribune*, dans lequel il diffuse ses idées sur la place de la Chine dans l'ordre international. Très critique à l'égard de la Société des Nations, Tang prône une diplomatie chinoise indépendante ; un sentiment renforcé par l'impuissance occidentale après l'invasion japonaise en Mandchourie. Ces attaques, qui visent en Chine des diplomates comme Wellington Koo (Gu Weijun 顧維鈞, 1887-1985), s'inscrivent, plus largement, dans une réflexion sur l'impérialisme et la notion de civilisation. L'universalisme prôné par la Société des Nations cache, à ses yeux, la perpétuation d'une hiérarchie raciale reléguant la Chine, mais aussi le Japon, au rang d'inférieurs. En 1933, il est nommé conseiller au ministère de Affaires étrangères par Wang Jingwei qui vient d'en prendre la tête. Son rejet des démocraties occidentales conduit Tang à saluer la rapidité avec laquelle les régimes fascistes ont transformé la société, tout en regrettant la cruauté et la sottise de certaines de leurs mesures. Il laisse ainsi s'exprimer dans sa revue des commentaires favorables au nazisme, qui suggèrent des similitudes entre le socialisme du III^e Reich et le « bien-être du peuple » de Sun Yat-sen. Resté à Shanghai au début de la guerre, Tang participe au Mouvement de paix en tant que membre du Comité de propagande établi début mai 1939 sous la direction de *Lin Bosheng. Au moment de la formation du nouveau gouvernement, il est désigné chef du bureau international au sein du ministère de la Propagande. Si sa proximité avec Wang lui donne un certain pouvoir, Tang est peu apprécié en raison d'un caractère difficile, mais aussi parce qu'il parle mal le chinois et ne l'écrit pas. Le consul Pierre Salade rapporte ainsi, en janvier 1941, que Tang « semble avoir fait contre sa personne une quasi-unanimité au sein du gouvernement de Nankin » et devrait, pour cette raison, être éloigné sous le prétexte d'une mission de propagande en Europe. Après l'abandon de ce projet, il est nommé au ministère des Affaires étrangères comme vice-ministre chargé des affaires politiques entre mai et octobre 1941. Salade explique également cette mission par le fait que « les milieux diplomatiques japonais l'auraient choisi comme bouc

émissaire et lui reprocheraient d'avoir largement contribué à envenimer localement les rapports nippo-américains ». Fondateur de la Ligue anti-américaine, celui que le *Times* surnomme en 1940 le « Goebbels chinois » est, de fait, très actif à Shanghai où il tente de recruter dans les milieux étudiants et syndicaux. Il organise de nombreux meetings dénonçant les visées impérialistes des États-Unis en Chine. Ce discours cible plus particulièrement ce que Tang nomme le « judéo-américanisme ». Avant-guerre déjà, il avait fait des missionnaires protestants les principaux agents de l'impérialisme occidental en liant ceux-ci à la présence juive en Chine. Il développe l'idée que le monde anglo-saxon mène une croisade contre les nations orientales jugées païennes (Chine, Japon, Inde). Ce panasiatisme justifiant la collaboration s'exprime également dans la réédition de textes de Sun Yat-sen sur la fraternité sino-japonaise. Antisémitisme virulent, Tang fait remonter « l'invasion juive en Chine » à l'installation en 1832 de la famille Sassoon enrichie grâce au trafic de l'opium. Les juifs sont accusés de nourrir le différend sino-japonais en soutenant les « activités terroristes de Chongqing » contre l'harmonie de la « nouvelle sphère de la Grande Asie ». C'est dans cet esprit que, le 8 août 1940, un décret est soumis à Nanjing qui vise à contrôler les ressortissants des « pays tiers ». Les réfugiés juifs de Shanghai y sont stigmatisés comme « ennemis du Nouvel ordre », espionnant pour le compte de Jiang Jieshi. Entre 1940 et 1943, des opérations sont menées par les autorités japonaises, notamment la spoliation et l'expulsion des juifs de Honkou, en octobre 1940, et l'internement de l'ensemble des juifs de Shanghai dans des camps de concentration début 1943. En mars, Tang est chargé de mettre en place la censure des agences de presse et autres stations radiophoniques des pays neutres, afin de défendre les intérêts du gouvernement collaborateur. Les chancelleries doutent de la capacité de ce dernier à appliquer cette nouvelle réglementation mais s'inquiètent que Tang, « connu pour sa xénophobie », ne fasse du zèle. Arrêté au lendemain de la guerre, Tang est libéré avant 1949. Il retourne alors en Indonésie où il participe, aux côtés de Liem Koen Hian 林群賢 (1896-1952), à la fondation en mars 1950 du Persatuan Tenaga Indonesia (Union des forces indonésiennes). Ce parti politique défend l'assimilation des Sino-indonésiens et s'oppose au Persatuan Tionghoa (Union chinoise), organisation communautariste favorable aux colons hollandais. Par la suite, Tang travaille au ministère de la Propagande de la jeune République. Après le « mouvement du

30 septembre 1965 », qui voit le massacre de milliers de Communistes, il organise avec plusieurs universitaires l'Association d'étude indonésienne sur les affaires internationales et lance, en 1969, une revue sur le sujet. Quelques mois avant sa mort, Tang livre un témoignage, abordant notamment le rôle de Wang Jingwei, à l'historien Tatsuo Yamada 山田辰雄 qui le publie en 1972.

(Tsuchiya 2012 ; Clinton 2014 ; Scott 2008, p. 255 *et passim* ; Kirby 1984, p. 166 ; Chiu 2008, p. 107 ; Zhou Xun 2001, p. 147 *sqq.* ; *The People's Tribune*, vol. 29, fév. 1940 ; ADF 327 ; *MZN*, p. 1076 ; Yang Baoyun 2001, p. 485 ; Suryadinata 1977).

Tang Mang 唐蟒 (1887-1954)

Originaire de Liuyang près de Changsha (Hunan), il est le fils aîné de Tang Caichang 唐才常 (1867-1900), célèbre réformateur de la fin des Qing, exécuté pour avoir organisé un soulèvement à Hankou à l'instigation de Kang Youwei. Après ces événements, sa famille s'installe à Shanghai. Il prend un alias et part étudier jusqu'en 1908 à l'École d'officiers de l'armée de terre de Tokyo, à la même époque que Jiang Jieshi. En juin 1913, Tang participe, aux côtés de Hu Hanmin notamment, à la création, de l'Armée anti-Yuan Shikai qui proclame l'indépendance du Hunan. Après l'échec de ce soulèvement, il s'exile au Japon avant de le relancer deux ans plus tard. Nommé conseiller à l'état-major de l'Expédition du Nord en 1921, il prend le commandement de la VI^e armée en 1926. Suite à un différend avec Jiang Jieshi, il rejoint Wuhan et prend part au mouvement anti-Jiang. De même que *Wang Jingwei, il se réconcilie avec Jiang en 1932 et obtient un siège au Comité des affaires militaires. En mai 1933, il devient conseiller au Comité de rectification des affaires politiques de Beiping mis en place par le gouvernement de Nanjing. Il quitte ses fonctions deux ans plus tard et réapparaît en août 1939 comme délégué du « 6^e congrès » réuni en vue de l'établissement du gouvernement de Wang Jingwei. Au sein de ce dernier, il est responsable des questions militaires auprès de la présidence (*canjunzhang*) et siège au Comité des affaires militaires ainsi qu'au comité du Yuan de contrôle. Commandant de la III^e armée, il reste en contact avec le Juntong, communiquant avec Chongqing au moyen d'un transmetteur radio. Arrêté à la fin de la guerre, il est libéré pour services rendus à la résistance. En novembre 1948, il retourne au Hunan où il entre en contact avec le PCC et, en août 1949, fait partie des signataires de l'appel à la paix des personnalités

de différentes classes de Changsha. Il s'installe ensuite à Hongkong où il meurt en 1954 ou 1968, selon les sources.

(*Changsha shizhi*, p. 185-186).

Tang Shengming 唐生明 (1906-1987)

Originaire de Dong'an (Hunan), il est le frère cadet de Tang Shengzhi 唐生智 (1889-1970), seigneur de la guerre nommé par Jiang Jieshi à la tête de la garnison chargée de défendre Nanjing à l'hiver 1937. Suivant les pas de son aîné, passé par l'Académie militaire de Baoding, Tang Shengming sort diplômé en 1926 de la quatrième promotion de l'Académie de Huangpu, juste à temps pour participer comme officier à l'Expédition du Nord. L'année suivante, il s'oppose à la purge anticommuniste de Jiang Jieshi et rallie, en 1930, Zhang Fakui et *Wang Jingwei dans l'opposition au Généralissime. En 1932, il entre à l'Académie centrale de l'armée de terre, dont il sort diplômé en 1935. Tang est alors nommé dans l'état-major du Comité des affaires militaires. Personnalité connue du Shanghai interlope, il accompagne régulièrement son ami Dai Li dans les bordels et les casinos de la ville. Au début de la guerre, il sert à Changsha avant d'être chargé par le Juntong d'infiltrer le régime de Wang Jingwei en 1940. Il est nommé au Comité des affaires militaires de Nanjing et devient l'un des cadres de la Campagne de pacification rurale dans le Jiangsu. Au lendemain de la guerre, il est récompensé par Jiang Jieshi pour ses services à la résistance et intègre le ministère de la Défense. En avril 1949, il participe avec d'autres officiers nationalistes au « soulèvement pour la paix » du Hunan, qui accélère la prise de contrôle de la province par le PCC. Il s'installe ensuite à Hongkong, avant de retourner à Beijing en 1956. Par la suite, il siège dans divers comités militaires. Tang est l'auteur de plusieurs textes mémoriels, notamment d'un témoignage sur son expérience au sein du gouvernement collaborateur de Nanjing intitulé *Feng Jiang Jieshi zhi ming "qianfu" 奉蒋介石之命 "潜伏"* (Infiltré sur ordre de Jiang Jieshi), rédigé en 1963.

(*ZGBR*, p. 1860 ; Wakeman 2003, p. 9 ; Tang Shengming 2012).

Tang Yangdu 唐仰杜 (1888-1951)

Hui originaire du Shandong mais né au Sichuan où son père exerce comme préfet, il se forme au russe pour devenir diplomate. Nommé au ministère de l'Éducation, il démissionne au moment de la révolution de 1911. À l'époque des seigneurs de la guerre, il travaille dans l'administration provinciale du Shandong. Tenu en partie

responsable de l'Incident de Jinan en 1928, il est contraint de démissionner. Agent du fisc à Qingdao au début de la guerre, il participe au comité local de maintien de l'ordre puis au gouvernement provincial dont il prend la direction en février 1939 ; poste qu'il conserve sous le gouvernement de Wang Jingwei jusqu'en février 1945. Il doit cette longévité à l'efficacité de son administration, notamment pour l'impôt, qui lui vaut une lettre de remerciement du premier ministre Tōjō Hideki en juillet 1941. Membre du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord et du Comité économique national du gouvernement de Nanjing, il est détenu après-guerre par le GMD sans être jugé. Le PCC le transfère à Jinan où un tribunal populaire le condamne à mort. (SSY, p. 162 ; MZN, p. 1126 ; Zhu Chengshan 1993).

Tao Xisan 陶錫三 (1875-1948)

[*zi* Baojin 保晉]

Natif de Nanjing, il fait des études de droit à l'Université Hōsei (Tokyo), avant de travailler dans l'administration Qing à l'époque des *xinzheng*, puis sous le gouvernement Beiyang. En 1927, il se retire de la politique et se lance dans les affaires. Parallèlement, ce fervent bouddhiste prend la tête de la branche nankinoise de la Société du svastika rouge. Au début de l'occupation, cette dernière sert de matrice au Comité de gouvernement autonome de Nanjing, dont Tao est nommé président à sa création, le 1^{er} janvier 1938. Le 24 janvier, sa demande de démission est rejetée. Cinq jours plus tard, sa maison est mise à sac par des soldats japonais. Après la formation du Gouvernement réformé, le 30 mars, Tao obtient une sinécure d'abord comme vice-président de la Daminhui (Association du grand peuple) puis, en septembre 1939, comme membre du Yuan législatif. Il conserve ce dernier poste sous le gouvernement de Wang Jingwei, tout en continuant à diriger la Société du svastika rouge. En novembre 1942, il est sanctionné pour avoir remis en cause la probité du Comité de gestion des vivres. Des conseillers du Yuan de contrôle font alors circuler l'accusation portée contre le Comité. Début décembre, Tao Xisan et ces derniers sont publiquement accusés de comploter avec des spéculateurs afin de saper la politique de ravitaillement. D'abord révoqué, Tao est rétabli dans ses fonctions après avoir fait acte de repentance. Il quitte finalement son poste le 24 avril 1944. En avril 1946, il est condamné à trois ans de prison. Libéré deux ans plus tard, il décède peu après.

(Brook 2005, p. 136, 149, 156 ; MZN, p. 1031, 1041 ; ZG, n°418, p. 1-2).

Tao Xisheng 陶希聖 (1899-1988)

Judas du Mouvement de paix aux côtés de *Gao Zongwu, Tao Xisheng joue un rôle crucial dans la genèse du gouvernement collaborateur de Nanjing. Né à Wuhan, il est le fils d'un magistrat de district sans poste. Doué pour les études, il suit des cours d'anglais avant d'intégrer la faculté de droit de Beida en 1918. Son diplôme en poche, il enseigne d'abord dans l'Anhui, puis travaille pour les Presses commerciales de Shanghai, tout en donnant des cours de sciences politiques dans plusieurs universités de la région. Au moment du Mouvement du 30 mai 1925, il devient conseiller juridique de l'Association des étudiants de Shanghai. En janvier 1927, il est engagé comme instructeur politique par la branche wuhanaise de l'Académie militaire centrale. Il forge son anticommunisme dans le conflit qui l'oppose à des cadres du PCC dans le district du Hubei où il est nommé en mai 1927 pour y organiser un gouvernement local. En août, il rejoint *Chen Gongbo et Gu Mengyu au département de la propagande du GMD. En février 1928, il retrouve un poste dans les instances centrales du parti grâce à son ami *Zhou Fohai, mais doit quitter ses fonctions à la fin de l'année en raison de ses liens avec la faction réorganisationniste de Wang Jingwei. Les deux années suivantes, il enseigne l'histoire dans plusieurs établissements et rédige l'essentiel de ses travaux sur l'histoire sociale de la Chine. Il contribue notamment à la revue *Xin shengming* (*La Nouvelle vie*) éditée par Zhou Fohai. Prenant la défense de l'aile gauche du GMD, il développe une théorie de la Révolution critiquant à la fois la lutte des classes communiste et la pente réactionnaire de l'aile droite du GMD. À partir d'une analyse imprégnée de matérialisme historique, il réfute la nécessité d'une révolution sociale en Chine, à laquelle il oppose les Trois Principes du peuple. À ses yeux, la Révolution chinoise doit viser à éliminer les militaristes et les bureaucrates, assurer l'indépendance économique du pays et unifier la Chine sous un parti représentant l'ensemble du peuple. En 1931, Tao quitte Shanghai pour enseigner à Beida. Il participe à un « corps spécial » créé par la clique CC pour surveiller l'orientation politique des universitaires pékinois. En décembre 1934, il lance la revue bimensuelle *Shihuo* 食貨 qui tire son nom de la rubrique des classiques historiques consacrée aux « biens économiques », en référence à l'approche matérialiste défendue par Tao. Ce journal devient l'organe d'un groupe

d'intellectuels impliqués dans le débat sur l'histoire sociale, tels que He Ziquan 何兹全 (1911-2011) ou encore Lian Shisheng 連士升 (1907-1973). Fin juillet 1937, Tao participe avec une centaine d'intellectuels à la conférence de Lushan convoquée par Jiang Jieshi pour définir la position de la Chine dans la guerre et mettre en scène l'union sacrée derrière sa personne. Entre les réunions, il s'entretient avec Zhou Fohai, Wang Jingwei, Chen Gongbo et *Mei Siping. Le 22 juillet, Tao remet à Chen Bulei une lettre à l'attention de Jiang co-écrite avec Hu Shi. Il connaît bien ce dernier pour avoir travaillé à la revue *Duli pinglun* (La critique indépendante). Comme d'autres intellectuels pékinois, directement concernés par la menace japonaise tout au long des années 1930, les deux hommes cherchent à laisser ouverte la voie diplomatique. En août, Tao s'installe chez son ami Zhou Fohai à Nanjing et participe au « club du ton bas ». C'est par son intermédiaire que s'effectue le rapprochement entre Zhou et Wang Jingwei. Tout au long de l'été, Tao continue à rédiger des notes pour Jiang, sans parvenir à le convaincre de se montrer plus conciliant avec le Japon. L'activisme de Tao en faveur des négociations se structure dans le cadre de l'Association de recherche en art et littérature qu'il dirige à Wuhan avec Zhou Fohai. Financée par Jiang Jieshi à hauteur de 40 000 yuans par mois, cette organisation est supervisée par Wang Jingwei. Tao s'installe à Chongqing en octobre 1938, alors que les discussions secrètes entre les conjurés du futur Mouvement de paix et les émissaires japonais sont déjà bien entamées. À l'en croire, Zhou Fohai, Mei Siping et *Chen Bijun déconseillent à Wang de mettre Tao au courant. Wang s'entretient pourtant en privé avec lui. Après le départ pour Hanoï, Tao fait partie du noyau dur du Mouvement de paix. Révolté par l'intransigeance des Japonais, déçu par la faiblesse de Wang et marginalisé par les luttes de factions qui s'exacerbent à mesure qu'approche la formation du nouveau gouvernement, Tao s'entend avec Gao Zongwu pour tourner casaque en faveur de Chongqing le 3 janvier 1940. Afin de ne pas renforcer les soupçons qui pèsent déjà sur lui, Tao laisse sa femme et ses cinq enfants à Shanghai. Dès que la nouvelle de son départ est confirmée, sa maison est placée sous surveillance par le n°76. Tao écrit à Wang pour lui demander de ne pas s'en prendre à sa famille. Finalement, sa femme et deux enfants sont autorisés à se rendre à Hongkong pour convaincre Tao de rentrer à Shanghai, tandis que trois enfants restent en otages. Dès son arrivée, l'épouse de Tao envoie un télégramme à Chen Bijun

prétendant que les deux transfuges sont revenus sur leur décision. Le groupe de Wang Jingwei est alors occupé par la Conférence de Qingdao. Profitant d'un relâchement de la surveillance, les hommes de Du Yuesheng exfiltrèrent les trois enfants de Tao, qui arrivent le 20 janvier à Hongkong. Le lendemain, le projet de traité entre Nanjing et Tokyo, subtilisé par Gao, est publié dans la presse de Hongkong, portant à la légitimité du Mouvement de paix un coup dont il ne se remettra jamais. Profondément affecté par cette trahison, Wang Jingwei écrit à Chen Bijun, le 2 février, que la famille de Tao n'est qu'un ramassis de voleurs et de prostituées. Zhou Fohai quant à lui, traite Gao et Tao d'« animaux », dans son journal, et jure de les tuer. Si le départ de Gao ne surprend guère *Kagesa Sadaaki, il est en revanche choqué par celui de Tao, quand bien même les deux hommes s'étaient affrontés violemment, en novembre 1939, durant les négociations entre l'Agence de la prune et le groupe de Wang. Contrairement à Tao, plusieurs de ses disciples du groupe *Shihuo*, qui l'avaient suivi dans la collaboration, participent au nouveau gouvernement. C'est notamment le cas de Tao Qingyuan 鞠清遠, Shen Juchen 沈巨塵 et Wu Xianqing 武仙卿. Après le déclenchement de la Guerre du Pacifique, en décembre 1941, Tao s'installe à Chongqing où, avec l'appui de Chen Bulei, il devient l'un des secrétaires privés de Jiang Jieshi. C'est lui qui rédige l'ouvrage majeur de ce dernier *Le Destin de la Chine* tout en travaillant comme rédacteur en chef du principal quotidien du GMD, le *Zhongyang ribao*. Il conserve ces postes à Taiwan où il publie ses Mémoires en 1964 sous le titre *Chaoliu yu diandi* 潮流與點滴 (La Marée et les gouttes). Tao est également l'auteur d'un journal personnel dont les carnets antérieurs à 1947 ont disparu pendant la guerre. Seule la période 1947-1956 a été publiée par son fils en 2014. (MRDC, p. 1081 ; Roux 2016, p. 354 ; Dirlik 1976 ; Chen Yuanyuan 2011 ; He Yuan 2014 ; SWHB, p. 117 ; Wakeman 2003, p. 108 ; AH 118-010100-0008-066 ; ZR, p. 235 ; Kagesa 1966, p. 379).

Tōyama Mitsuru 頭山滿 (1855-1944)

Sans être lui-même un « aventurier du continent », Tōyama coordonne à travers la Genyōsha 玄洋社 (Société de l'Océan noir) le soutien à la Ligue jurée et accueille chez lui Sun Yat-sen lors de son exil en 1913. Pendant la Guerre du Pacifique, la propagande américaine fait de lui un empereur de l'ombre dont Hirohito ne serait que la marionnette. Preuve du prestige que lui confèrent ses liens avec le « père de la

nation » chinoise, Wang Jingwei lui rend visite à deux reprises durant la guerre. (KSDJ ; Saaler 2014, p. 126 sq.).

Tsuji Masanobu 辻政信 (1902-c.1968)

Peu de destins épousent si parfaitement la trajectoire du Japon en Asie orientale, depuis la Chine des années 1930 jusqu'à la jungle laotienne de la Guerre froide. Sans commune mesure avec son rang dans la hiérarchie militaire (il ne dépasse jamais le grade de colonel, atteint en 1943), l'influence de Tsuji sur le cours de la guerre est symptomatique du *gekokujo* (domination des subalternes sur leurs supérieurs). Sorti deuxième de l'Académie de l'armée de terre en 1931, Tsuji combat à Shanghai en 1932. Il y reçoit la première de ses vingt-sept blessures sur le champ de bataille qui lui valent la réputation d'être immortel. Durant son séjour en Chine, il visite le Xinjiang en compagnie de *Zhou Xuechang. De retour à Tokyo, il sert notamment comme instructeur à l'École d'officiers de l'armée de terre. En novembre 1934, ce pilier de la faction de contrôle déjoue un projet de coup d'État de la faction de la Voie impériale, impliquant plusieurs de ses étudiants. Nommé dans l'Armée du Guandong en 1936, il devient un disciple d'*Ishiwara Kanji et participe à la conception de l'Association Concordia. Au lendemain de l'incident du 7 juillet 1937, il prône pourtant la guerre contre la Chine aux côtés de Tōjō Hideki, dont il devient proche. Désireux d'être au plus près de l'action, Tsuji se fait nommer dans l'Armée régionale de Chine du Nord, lors de sa création le mois suivant. Insolent envers ses supérieurs et autoritaire avec ses soldats, il est rapidement renvoyé dans l'Armée du Guandong. Il ne tarde pas à se faire de nouveau remarquer en jouant un rôle déterminant dans l'escalade qui conduit à la cinglante défaite japonaise contre les Russes à Nomonhan en 1939. Il est alors muté à Taiwan, avant de rentrer au bureau des opérations du Quartier général impérial à Tokyo. Il s'y impose comme l'un des principaux concepteurs de la réorientation méridionale de l'expansion japonaise. On lui prête même un projet d'assassinat de *Konoe, afin de prévenir tout accord avec les États-Unis. Tsuji s'implique également dans la mise en place du gouvernement de Wang Jingwei et séjourne à Nanjing. Il participe notamment au développement du Mouvement de la Ligue d'Asie orientale voulu par Ishiwara. Si Wang Jingwei y voit un moyen de se débarrasser des organisations de masses rivales, *Zhou Fohai se montre réticent, considérant que Tsuji ne cherche qu'à renforcer l'emprise japonaise sur la Chine centrale. Tsuji s'oppose également au conseiller

économique *Aoki Kazuo. Lorsque la Guerre du Pacifique éclate en décembre 1941, il participe à l'invasion de la Malaisie. Son plan pour la prise réussie de Singapour lui vaut le surnom de « dieu de la stratégie ». Mais le passage de Tsuji dans l'ancienne colonie britannique est surtout marqué par son rôle dans le massacre des Chinois d'outre-mer (*sook ching* 肅清), entre février et mars 1942. Sa légende noire veut qu'il se soit même livré à des actes d'anthropophagie sur un pilote américain exécuté à Singapour. Muté aux Philippines en avril, il s'illustre dans un autre crime de guerre : la « marche de la mort de Bataan », entre avril et mai 1942, au cours de laquelle plusieurs milliers de prisonniers philippins et des centaines de soldats américains périssent. À cette occasion, il s'oppose à *Imai Takeo, qui exige une preuve écrite après que Tsuji a prétendu avoir reçu de Tokyo l'ordre de tuer les prisonniers. Tsuji est ensuite nommé en Nouvelle Guinée puis à Guadalcanal, où son plan de contre-attaque en octobre est un fiasco. En août 1943, il est muté à Nanjing comme chef de la 3^e section de l'Armée expéditionnaire de Chine. Selon *Yu Yuquan, cette venue traduit la volonté chez Tōjō de renforcer la discipline en Chine centrale. Tsuji aurait insisté pour faire exécuter les protagonistes de l'affaire *Hou Dachun, en mars 1944. Ses relations avec Zhou Fohai, se dégradent durant ce second séjour à Nanjing. Le 26 août 1943, Zhou le décrit encore comme « profondément respectueux de l'indépendance et de la liberté de la Chine » et considère que sa venue lui sera très profitable. Le 7 mars 1944, le conseiller en chef de la Banque centrale de réserve, Kimura Masutarō 木村増太郎 (1884-1948), lui révèle que l'action de Tsuji est extrêmement néfaste pour le régime de Nanjing. De fait, *Jin Xiongbai rapporte que Tsuji cherche à éliminer physiquement Zhou. Lorsqu'il rencontre le colonel Matsui 松谷, qui succède à Tsuji en juillet 1944, Zhou se félicite de son caractère « posé », bien différent du comportement « extravagant et brutal » de son prédécesseur. Muté en Birmanie, Tsuji brille une nouvelle fois pour son sens tactique et son courage. Sa vie après la défaite japonaise est encore plus rocambolesque, à en croire le long rapport que lui consacrent les services secrets américains en mars 1958. Au lendemain de la capitulation, Tsuji s'enfuit en Thaïlande, avant de retourner en Chine déguisé en moine bouddhiste. Arrêté par les Nationalistes, il est libéré sans procès avec d'autres officiers japonais, formant le « groupe blanc » (*baituan*), qui se met au service de Jiang Jieshi pour lutter contre les Communistes. Il rentre incognito au Japon en

1948 et, deux ans plus tard, bénéficie d'un abandon des poursuites pour crime de guerre à son encontre. Tsuji fait alors un retour en fanfare sur la scène publique, publiant de nombreux textes à propos de son expérience pendant la guerre. Héros des cercles d'extrême-droite réhabilités à la faveur de la Guerre de Corée, Tsuji cherche à relancer la Ligue d'Asie orientale de son ancien mentor Ishiwara. Reprenant les thèses de ce dernier sur la « guerre mondiale finale », Tsuji multiplie les conférences dans lesquelles il prophétise une Troisième Guerre mondiale qui verra l'Union soviétique l'emporter contre les États-Unis. Dans cette perspective, il prône un réarmement du Japon. En 1952, Tsuji est élu député à la Chambre des représentants dans le camp conservateur. Les circonstances de sa mort, après sa disparition au Laos en 1961, n'ont jamais été élucidées. Selon des renseignements contradictoires, il aurait conseillé Võ Nguyên Giáp (1911-2013) dans le Nord-Vietnam jusqu'en 1968 ou, plus probablement, aurait été fait prisonnier par le PCC en janvier 1963 au Yunnan avant d'être exécuté. Il est officiellement déclaré mort en 1968.

(*KSDJ*; CIA « Tsuji Masanobu, vol. 1 »; Horii 2011, p. 128-132; Hayashi 2008; Drea *et al.* 2006, p. 211-215; Yuan Yuquan 2010, p. 152-153; *ZR*, p. 788, 862, 899; Okada 1974, p. 221 *sqq.*; Kushner 2015, p. 188).

U

Ugaki Kazushige 宇垣一成 (1868-1956)

Personnage paradoxal, il est à la fois le principal dirigeant militaire de la période et une figure honnie par une grande partie de l'armée. Promu général en 1915, il occupe dans les années 1920 le poste de ministre de la Guerre dans plusieurs cabinets à une époque où le budget de l'armée est réduit drastiquement. Son étoile pâlit suite à sa mauvaise gestion du coup d'État manqué de mars 1931 qui vise à le placer, à son corps défendant, à la tête d'un gouvernement militaire : il trahit l'espoir placé en lui tout en épargnant les coupables. Contraint de quitter l'armée, il devient gouverneur-général en Corée où il mène une politique économique ambitieuse. Nommé premier ministre en janvier 1937, il échoue à former un gouvernement en raison de l'opposition de l'armée. Après un bref passage à la tête du Gaimushō en 1938, il continue à œuvrer en faveur de négociations avec Chongqing. Il

démissionne le 29 septembre 1938 pour protester contre la création du Taishi.in qui devient, en décembre, le Kōa.in. Après-guerre, il est écarté par l'épuration avant d'être réhabilité. (*KSDJ*).

W

Wachi Takaji 和知鷹二 (1893-1978)

Camarade de promotion de *Kagesa Sadaaki à l'Académie de l'armée de terre, il est en poste à la section Chine de 1924 à 1927, puis attaché militaire à Jinan (1928-29). Promu commandant en 1929, il sert comme officier d'état-major en Mandchourie où il convoie des fonds destinés au complot du 18 septembre 1931. Wachi retrouve ensuite un poste d'attaché militaire à Canton (1932-34) où il devient proche des seigneurs de la guerre Li Zongren 李宗仁 (1890-1969) et Bai Chongxi 白崇禧 (1893-1966) qu'il tente déjà d'utiliser contre Jiang Jieshi. En 1936, il est muté à Tianjin. Il se rend à Tokyo à la veille de la guerre pour plaider en faveur de la manière forte qui devrait, selon lui, permettre d'obtenir une reddition rapide de Nanjing. En 1938, il est nommé à la tête de l'« Agence de l'orchidée » (*ran kikan*) avec pour mission de déstabiliser Chongqing en recrutant les anciens chefs de la clique du Guangxi. Il cherche, parallèlement, à négocier directement avec Chongqing au travers de l'émissaire de Jiang à Hongkong, Xiao Zhenying. Toutes ces entreprises sont des échecs. Son caractère et ses capacités sont unanimement jugés impropres au renseignement. Un rapport des services secrets américains après-guerre note ainsi que « the few successes achieved on a working level by the Ran kikan were primarily due to subordinates and in spite of Wachi. Nevertheless, Wachi was highly thought of by Imperial GHQ. He operated far and wide with very little assistance, but if he had achieved any successes, all of Shanghai and Nanjing would have heard about it from him, so it is very doubtful if he did not get very far in his political objectives ». Sa rivalité avec *Imai Takeo l'amène, par ailleurs, à révéler à la presse shanghaienne l'existence de négociations secrètes avec Chongqing à la veille de l'inauguration du gouvernement de Wang Jingwei. Élevé au rang de général de brigade en 1940, il retrouve des postes de commandement, notamment aux Philippines en 1942. Après la guerre, il est condamné à six ans de travaux forcés pour son rôle dans l'Affaire du Tachibana, navire médical utilisé en 1945 pour convoyer des armes et des

soldats en violation du droit international. Il est libéré en 1950.

(CIA, « Wachi Takaji » ; *NJDJ* ; Weland 1994, p. 456 ; Boyle 1972, p. 291 ; Tobe 1999).

Wang Jingwei 汪精衛 (1883-1944)

[*ming*, **Zhaoming** 兆銘]

Natif de Sanshui (Guangdong), il est originaire du district de Shaoxing (Zhejiang), réputé pour avoir donné à la Chine quelques-uns de ses talents les plus fameux. Comme plusieurs de ses ancêtres, son père, Wang Chu 汪琬 (1824-1897), occupe un emploi de secrétaire privé (*muliao*) auprès d'un fonctionnaire, ce qui l'amène à quitter Shaoxing pour s'installer à Canton. Élevé dans un milieu très cultivé, Wang Jingwei reçoit une éducation classique poussée dès son plus jeune âge. Orphelin de mère à douze ans puis de père deux ans plus tard, il gagne sa vie en donnant des leçons privées. Élève brillant, il est reçu premier à l'examen de son district avant de réussir, en 1904, l'examen provincial du Guangdong et d'obtenir du gouvernement une bourse pour le Japon. Il se forme au droit constitutionnel et aux sciences politiques à l'Université Hōsei (Tokyo) dont il sort diplômé en 1906. Entretemps, il a fait la connaissance de compatriotes de sa province, tels Hu Hanmin, qui partagent sa révolte contre l'impérialisme et la dynastie Mandchoue. Ce groupe de Cantonais devient le principal appui de Sun Yat-sen au sein de la Ligue jurée fondée en 1905. Wang se fait rapidement remarquer grâce à ses articles dans le *Minbao* 民報 (Journal du peuple) qu'il signe du nom de plume Jingwei, en référence à la légende de la princesse Nüwa, symbole de persévérance. Engloutie par les flots, la fille de Yandi se serait réincarnée en un oiseau surnommé Jingwei qui, chaque jour, rapportait de la montagne brindilles et cailloux afin de combler l'océan. Dans ses analyses, Wang définit les fondements théoriques du mouvement anti-mandchous en contribuant à adapter les concepts d'État et de nation à la Chine. Il se fait le héraut d'un renversement des Qing contre Liang Qichao qui défend la mise en place d'une monarchie constitutionnelle. Wang accompagne Sun Yat-sen en Asie du Sud-Est où ses talents de tribun gagnent de nombreux soutiens à la Ligue jurée. Face aux divisions du mouvement révolutionnaire et sous l'influence des anarchistes russes, Wang opte cependant pour une action d'éclat contre l'avis de Sun Yat-sen. En compagnie d'un groupe de conjurés, parmi lesquels sa future épouse *Chen Bijun, Wang projette d'assassiner, en avril 1910, le prince régent et père de Puyi, Zaifeng 載灃 (1883-1951). Le complot est déjoué et Wang

Jingwei condamné à mort. En cellule, il compose plusieurs textes et poèmes, dont ces vers qui resteront parmi les plus célèbres du siècle : « le couperet fait ma joie/Ô jeunesse, je ne t'ai point trahie [引刀成一快, 不負少年頭] ». Son martyre n'a toutefois pas lieu : les révolutionnaires victorieux à l'hiver 1911 le libèrent. À 28 ans, Wang est une célébrité dans tout le pays autant pour son courage que pour sa beauté déjà légendaire. Désireux, explique-t-il alors à Sun Yat-sen, de poursuivre ses études, il part pour la France en août 1912. À la suite de Li Shizeng 李石曾 (1881-1973), il s'installe avec sa femme et des amis à Montargis où il cultive un libéralisme anarchisant. Wang hésite à l'époque entre l'éducation et la politique comme meilleur moyen de réaliser pleinement la révolution. Avec Li et Cai Yuanpei, il crée l'Association travail-études qui organise la venue de jeunes Chinois censés travailler dans des usines françaises afin de financer leur séjour tout en étudiant. Si elle ne tient pas toutes ses promesses, cette entreprise voit passer près de deux mille étudiants, parmi lesquels Zhou Enlai 周恩來 (1898-1976) et Deng Xiaoping 鄧小平 (1904-1997). Le même groupe fonde l'Association pour la promotion de la vertu (*jindehui*) destinée à lutter contre les vices jugés responsables de l'affaiblissement de la Chine. Avec son parent *Chu Minyi, également présent en France, Wang s'impose de ne pas boire ni fumer, en sus des autres interdictions prônées par l'Association (accepter un poste politique, se livrer à la débauche, au jeu, etc.). Si Wang garde toute sa vie un amour des vins français, il est en revanche connu pour être l'un des seuls hauts dirigeants de l'époque à ne pas être volage (du moins en amour). Ses années en France sont aussi l'occasion pour lui d'approfondir sa connaissance des classiques chinois. Critiquant ses compatriotes qui en viennent à mépriser leur propre culture, il voit dans les études nationales (*guoxue*) une clé pour moderniser le pays. Il est membre de la Société méridionale (*nanshe*) qui défend une littérature classique au service du nationalisme. Jusque dans les années 1930, il publie régulièrement des poèmes dans le cadre de cette société sous le nom de plume de Manzhao 曼昭. Le goût de Wang pour la poésie n'est pas seulement esthétique. Arme de propagande pour gagner le cœur et les esprits, elle est également un instrument de sociabilité politique auquel Wang a recours jusque dans son gouvernement collaborateur des années 1940 pour lequel il recrute certains de ses « amis de poésie » (*shiyou*). Après la crise provoquée par l'assassinat de Song Jiaoren en 1913, Wang retourne quatre fois en Chine. Il hésite cependant à

répondre aux appels répétés de Sun Yat-sen, et répugne à prêter un serment de fidélité personnel à Sun, comme le prévoient les statuts du Parti révolutionnaire fondé en 1914. Après avoir pris part à la délégation chinoise lors de la Conférence de Versailles en 1919, Wang rentre pour de bon en Chine afin d'assister Sun dans la mise en place d'un gouvernement nationaliste à Canton. Renonçant à l'anarchisme, Wang considère désormais que le salut de la Chine passe par l'engagement politique et la construction étatique. Lors du 1^{er} congrès du GMD après sa réorganisation sur le modèle léniniste, en 1924, Wang est élu au Comité exécutif central. À la fin de l'année, il accompagne Sun à Beijing pour négocier la réunification du pays. Au chevet du « père de la nation » mourrant, Wang rédige son testament, qui devient le crédo du culte rendu par la suite à Sun. Parmi les dirigeants pouvant prétendre à son héritage, Wang Jingwei a pour lui le charisme qui manque à Hu Hanmin et la légitimité politique qui fait défaut à Jiang Jieshi. Il prend le pas sur le premier lors du 2^e congrès, en janvier 1926, mais perd rapidement du terrain face au second malgré le soutien du conseiller soviétique Mikhaïl Borodine (1884-1951), qui favorise l'émergence d'une aile gauche menée par Wang. Ce dernier entretient des relations complexes avec l'allié communiste. D'abord opposé au Front uni, il se rapproche du Komintern durant la période allant de sa nomination à la tête du Gouvernement nationaliste en juillet 1925 à sa rupture définitive avec le PCC, en juillet 1927. Le 20 mars 1926, Jiang Jieshi utilise l'incident de la canonnière *Zhongshan* pour s'imposer face à l'aile gauche du GMD. Prétextant son état de santé fragile (il souffre, il est vrai, de diabète), Wang se retire en France. Suite à la rupture, début 1927, entre l'aile gauche installée à Wuhan et Jiang Jieshi à Nanjing, Wang est rappelé. Il arrive en Chine le 1^{er} avril, après une escale à Moscou, qui compte sur lui pour imposer la ligne soviétique en Chine, notamment après la purge sanglante des Communistes entamée le même mois par Jiang à Shanghai. La maladresse du représentant de l'Internationale communiste, Manabendra Roy (1887-1954), conduit pourtant Wang à se retourner contre celle-ci. Le 5 juin 1927, Roy fait lire à Wang un télégramme de Staline appelant le PCC à former sa propre armée. Se sentant trahi, Wang réprime à son tour les Communistes. En octobre, il s'installe à Canton où il espère poursuivre la lutte contre Jiang avec l'appui du général Zhang Fakui 張發奎 (1896-1980). Affaibli au sein du GMD, Wang repart pour la France en décembre. L'année suivante, ses principaux

lieutenants sont exclus du Parti. Entre 1928 et 1931, Wang s'allie avec les militaristes régionaux Li Zongren et Feng Yuxiang dans une coalition anti-Jiang. Ils sont rejoints en 1930 par le puissant Yan Xishan avec qui Wang prévoit de former un gouvernement rival de celui de Nanjing. Une conférence est organisée à Taiyuan en juillet 1930 où la coalition appelle au renversement de la dictature militaire de Jiang. Grâce au soutien du seigneur de la guerre de Mandchourie, Zhang Xueliang, ce dernier parvient néanmoins à battre la coalition en octobre 1930 lors de la Bataille des plaines centrales. En mai 1931, Wang rejoint le mouvement d'opposition qui se forme alors à Canton à la suite de l'arrestation de Hu Hanmin par Jiang le 28 février. Ce rapprochement ne va pas de soi car Hu incarne l'aile conservatrice du GMD que l'aile gauche dirigée par Wang tient pour responsable de la pente dictatoriale prise par Jiang. Si les Nationalistes de Canton comptent mettre à profit le prestige de Wang pour faire avancer leur cause, ils refusent que ses soutiens l'accompagnent, notamment l'ancien Communiste *Chen Gongbo. Le camp de Canton est lui-même divisé entre ceux qui reconnaissent ou non la légitimité du 3^e congrès du GMD organisé à Nanjing. Bien que très attaché à la question de la légitimité du parti (*dangtong*), Wang décide d'adopter une attitude conciliante afin de ne pas accroître les luttes intestines. Dans cet esprit, il dissout sa propre faction, l'Association pour la réorganisation du GMD, contre l'avis de ses membres. Le face-à-face entre Nanjing et Canton prend fin avec l'Incident de Mandchourie, le 18 septembre 1931, qui oblige les différentes factions du GMD à s'entendre. Isolé à Canton où les conservateurs multiplient les vexations à son encontre, Wang décide début octobre de s'allier avec Jiang Jieshi, alors même qu'il l'attaquait dans un discours quelques jours plus tôt. Le refus commun de Wang et Jiang de participer au gouvernement de Sun Ke (Sun Fo), inauguré le 1^{er} janvier 1932, affaiblit ce dernier qui présente sa démission dès le 28 janvier. Wang prend ce même jour la tête du gouvernement comme président du Yuan exécutif. S'ouvre alors une période de coopération entre Wang et Jiang qui prend définitivement fin en décembre 1938. Cette alliance de raison ne se fait pas sur un pied d'égalité. Président de la Commission des affaires militaires, Jiang est, de fait, le numéro un du régime. Il consacre l'essentiel de son temps aux opérations militaires contre le PCC tandis que Wang Jingwei préside à la politique gouvernementale à Nanjing. Il doit composer avec les deux beaux-frères de Jiang, Kong Xiangxi (H.H. Kung) et Song Ziwen (T.V. Soong), qui ont la

haute main sur la politique économique et les finances. Soucieux de capter l'héritage de Sun Yat-sen, Jiang se rapproche de Sun Ke à qui il commande un projet de Constitution en octobre 1932. Prenant une nouvelle fois prétexte de son état de santé, Wang part alors en Europe pour six mois en se faisant remplacer par Song Ziwen. À son retour, il passe par Hongkong où il tente, en vain, de convaincre Hu Hanmin de relancer la coalition contre Jiang. À Nanjing, il retrouve son poste de chef de gouvernement et hérite du portefeuille des Affaires étrangères. Ces fonctions font de lui le visage de la politique de conciliation vis-à-vis du Japon. Complétant la stratégie de Jiang qui consiste à « pacifier l'intérieur avant de résister à l'extérieur » (*xian annei, hou rangwai*), cette politique visant à gagner du temps quitte à faire des concessions est résumée par la formule « résistance d'un côté, négociations de l'autre » (*yimian dikang, yimian jiaoshe*). Cet attentisme se traduit par la signature de plusieurs accords entérinant le grignotage de la souveraineté chinoise depuis le Nord. Bien qu'il soit sur la même ligne que Jiang, Wang est tenu responsable de ces humiliations par l'opinion. Lors d'une réunion du Conseil exécutif, le 1^{er} novembre 1935, un homme du nom de Sun Fengming 孫風鳴 se faisant passer pour un photographe tire trois balles sur Wang avant d'être roué de coups par Zhang Xueliang. Soupçonné par l'entourage de Wang d'être derrière cet attentat, Jiang ordonne immédiatement à Dai Li de mener l'enquête. Après avoir remonté une piste conduisant à la *Lixingshe* puis au PCC, Dai Li obtient finalement la réponse qu'il cherchait en torturant personnellement l'épouse de Sun Fengming. L'implication d'opposants à Jiang convainc Chen Bijun de l'innocence de ce dernier. Il s'avère même que Jiang était la cible prioritaire du complot. L'enquête remonte jusqu'au « roi des assassins », Wang Yaqiao 王亞樵 (1887-1936) qui est tué l'année suivante par le Juntong. Grièvement blessé, Wang abandonne tous ses postes et part en convalescence en Europe. Ce voyage vise, en outre, à négocier avec l'Allemagne une participation de la Chine au Pacte anti-Komintern devant mettre un terme à la menace japonaise. Des discussions en ce sens avaient été entamées au printemps 1935 et Wang s'était enthousiasmé de l'avis positif émis par Hitler à ce sujet. L'attentat de novembre et la nouvelle crispation des relations sino-japonaises autour de la réforme monétaire et du mouvement autonomiste en Chine du Nord avaient toutefois douché ses espoirs. Si Wang se rend effectivement en Allemagne, il reçoit en chemin un télégramme de

Jiang lui demandant de ne plus négocier avec Berlin. Cette décision, qui bride une nouvelle fois Wang, est semble-t-il liée à la mission secrète que Chen Lifu doit mener au même moment en URSS mais que Jiang annule finalement. Wang décide de rentrer en Chine en juillet 1936 mais Chen Bijun lui demande de retarder son voyage, craignant qu'il ne s'implique dans les nouvelles négociations en cours avec le Japon. Prévenu le 12 décembre que Jiang vient d'être arrêté par Zhang Xueliang, Wang précipite son retour. L'Incident de Xi'an lui offre une opportunité inespérée. Le sort de Jiang semble alors d'autant plus compromis que beaucoup de dirigeants de Nanjing sont favorables à l'envoi de l'armée contre les mutins, mettant ainsi en danger la vie du Généralissime. Soucieux d'apparaître comme un recours pour diriger le pays, Wang convoque les trois principaux ambassadeurs chinois en Europe (Guo Taiqi 郭泰祺 à Londres, Gu Weijun 顧維鈞 à Paris et Cheng Tianfang 程天放 à Berlin). Lors d'une réunion à Gênes du 19 au 22 décembre 1936, il peaufine avec eux une déclaration envoyée aux chancelleries occidentales. Les trois hommes obtiennent qu'il supprime les passages dénonçant toute alliance avec le PCC afin de ne pas fermer la porte à un soutien de l'Union soviétique. Wang réfléchit, par ailleurs, à la manière d'obtenir le soutien des proches de Jiang dans le cas où celui-ci serait hors-jeu. Tous ces plans deviennent caducs après la libération de Jiang, le 25 décembre. Lorsque Wang arrive à Nanjing le 17 janvier 1937, il est doublement marginalisé. D'une part, la politique qu'il a prônée ces cinq dernières années est abandonnée au profit d'un front uni contre le Japon. D'autre part, Jiang a définitivement pris le pas sur lui grâce à l'immense popularité acquise à l'issue de l'Incident de Xi'an. S'il récupère son siège de président du Comité politique central, Wang ne retrouve pas les autres postes qu'il occupait avant son départ. Après l'éclatement du conflit, il prononce, le 29 juillet 1937, un discours intitulé « un moment critique » (*zuihou guantou*) dans lequel il revient, pour la justifier, sur la politique de son gouvernement après l'Incident de Mandchourie. Tout en appelant ses compatriotes à lutter jusqu'au sacrifice contre l'envahisseur, ce discours refuse d'éluder l'infériorité de la Chine par rapport au Japon. Dans une autre déclaration radiophonique, le 3 août, Wang explique que « tout le monde doit dire la vérité et prendre ses responsabilités » plutôt que de lancer des appels inconsidérés à la guerre. Il va jusqu'à qualifier de *hanjian* les dirigeants chinois prônant la rupture définitive des relations diplomatiques avec le

Japon. Convaincu que la « guerre de résistance jusqu'au bout » conduira la nation chinoise à la destruction, il tente de faire aboutir la médiation de l'ambassadeur Oskar Trautmann à l'hiver 1937. Bien qu'il ne participe pas au salon des tenants du « ton bas » qui se tient chez *Zhou Fohai, Wang partage leur pessimisme. Mêlé d'anticommunisme, ce sentiment cimenter les liens qui s'établissent entre Wang et un groupe chargé de répondre à la propagande du PCC tout en produisant un discours n'écartant pas la possibilité d'un compromis avec le Japon. Cette organisation, qui se développe entre Chongqing et Hongkong, et à laquelle participent les futurs membres du Mouvement de paix, est chapeauté par Wang. Ce dernier trouve là un moyen de s'impliquer dans les affaires gouvernementales sur lesquelles il a de moins en moins prise. En effet, la réorganisation du parti-État nationaliste pour faire face à l'invasion japonaise formalise le statut de leader de Jiang Jieshi en institutionnalisant la centralisation des pouvoirs entre ses mains. Le poste de *zongcai* (président) est créé pour lui, lors d'un Congrès extraordinaire du GMD, début avril 1938. Wang obtient le titre honorifique de *vice-zongcai* ainsi que la présidence du Conseil politique du peuple (*guomin canzhenghui*). Cette instance dans laquelle sont représentés les différents partis politiques du front uni n'est pas une assemblée législative mais seulement consultative. Au milieu de l'année 1938, les discussions secrètes entre *Gao Zongwu et le Japon se précisent. Face au refus de Jiang de les poursuivre, Wang s'impose comme une alternative possible. Ce n'est cependant qu'à la fin de l'automne, semble-t-il, que Wang commence à envisager de rompre avec Jiang. La situation sur le front conforte son pessimisme. Il s'inquiète en particulier des conséquences de la politique de la terre brûlée. Il écrit régulièrement à Jiang pour lui faire part de son mécontentement à ce sujet. Le 21 octobre 1938, alors que les troupes japonaises font leur entrée dans Canton, Wang déclare à l'Agence Reuters qu'il n'est pas opposé à un accord de paix pour autant que ses termes ne menacent pas l'existence de la Chine. Quelques jours plus tard, le projet de défection de Wang fait l'objet de négociations au Chongguangtang de Shanghai. Après de longs jours d'hésitation et une dernière tentative de convaincre Jiang de négocier la paix, Wang quitte Chongqing le 18 décembre. Peu après son arrivée à Hanoï, il fait publier son « télégramme du 29 » décembre (*yandian*) adressé au Conseil suprême de défense du GMD. Exclu du parti qu'il avait contribué à fonder, incapable d'obtenir le soutien espéré de seigneurs de la guerre comme Long Yun et trahi par Konoe

qui ne mentionne pas le retrait des troupes japonaises dans son discours du 22 décembre, Wang Jingwei tourne en rond dans sa résidence indochinoise et pense à reprendre le chemin de l'exil. Cette option est encouragée par Jiang Jieshi qui envoie des émissaires à Hanoï avec des papiers et de l'argent afin de faciliter le départ de Wang vers l'Europe. Une solution plus radicale est finalement adoptée. À 2 heures du matin, le 21 mars 1939, trois agents du Juntong pénètrent dans la villa où résident Wang et vingt-cinq autres personnes et tuent par erreur *Zeng Zhongming. Profondément affecté par la mort de son fidèle secrétaire, Wang exprime sa rancœur à l'égard de Chongqing en publiant, le 28 mars, l'article « Ju yige li » (Un exemple) qui vise à démontrer l'hypocrisie des dirigeants nationalistes en dévoilant les minutes confidentielles d'une réunion tenue en plein milieu de la médiation Trautmann. Cet article n'a toutefois pas l'effet escompté par Wang : loin de retourner la situation en sa faveur, il est dénoncé comme étant une violation du secret défense et constitue une nouvelle pièce à charge contre le « traître » Wang Jingwei. Le 24 avril, *Kagesa Sadaaki et *Inukai Ken organisent l'exfiltration de Wang avec l'aide des autorités françaises. À bord du *Hokkōmaru*, le petit groupe rejoint Shanghai via Taiwan le 7 mai. Durant la période qui sépare son installation à Shanghai et l'inauguration du gouvernement de Nanjing le 30 mars 1940, Wang se rend à deux reprises au Japon. Une première fois en mai puis en octobre 1939. Après la fondation de son gouvernement, en mars 1940, il y retourne pour des visites officielles en juin 1941, décembre 1942 et pour participer, en novembre 1943, à la Conférence de la grande Asie orientale, aux côtés des autres alliés asiatiques du Japon. Avant comme après l'inauguration de son gouvernement, il multiplie les discours et les lettres ouvertes afin de justifier son choix de traiter avec le Japon et tenter, sans grand succès, de susciter des soutiens en Chine comme à l'étranger. Les témoignages sur l'exercice du pouvoir par Wang Jingwei durant la guerre convergent sur plusieurs points que l'on retrouve dans le portrait que livre de lui le baron de Boissesson, chargé de négocier la rétrocessions des concessions française en 1943 : « Par son passé révolutionnaire, ses relations avec le Dr Sun Yat-sen dont il se considère comme le seul héritier politique et spirituel, il exerce un incontestable ascendant sur les Chinois qui l'entourent. Ayant la passion du pouvoir il se comporte en véritable dictateur dans la sphère de compétence qui lui est accordé par le Protecteur japonais. [...] Très autoritaire, doué d'une intelligence, d'une mémoire et d'une force de

travail paraît-il fort supérieure à celles de ses collaborateurs, il terrifie souvent ceux-ci pas ses colères et il entend faire prévaloir son action directe dans toutes les affaires de l'Etat. On m'a souvent dit, que lorsque un haut fonctionnaire devait lui faire un rapport il se bornait souvent à laisser le Président monologuer en vue d'éviter de présenter une opinion qui risquerait de ne pas être la sienne. Ses collaborateurs s'efforcent d'ailleurs de lui voiler, dans la mesure du possible, ce qui pourrait porter atteinte à son prestige et au sentiment de son indépendance de Chef d'Etat. [...] Il y a lieu enfin de noter que M. Wang Ching Wei n'échappe pas aux influences de sa famille et de son clan». Ce prestige personnel sans équivalent au sein de l'État d'occupation fait de Wang le seul homme indispensable du régime. Il joue de cette position en menaçant à plusieurs reprises de démissionner. Devant ses proches, il évoque la possibilité de se suicider en cas d'échec du Mouvement de paix. La légende court même qu'il aurait ordonné à l'un de ses gardes du corps de l'abattre si le Japon l'obligeait à signer un traité déshonorant pour la Chine. Dans les faits, Wang se montre souvent conciliant avec sa tutelle japonaise, à tel point que Zhou Fohai l'exhorte à plusieurs reprises de ne pas se montrer trop poli lors de ses rencontres avec les autorités d'occupation. S'il ne fait pas de doute que Wang est un nationaliste sincère et désintéressé, il n'est en revanche pas certain qu'il n'ait pas quelque peu cédé à l'illusion d'avoir enfin obtenu son dû. Après une décennie à jouer les seconds rôles derrière Jiang, Wang s'arroge (théoriquement) les quasi-pleins pouvoirs et se plaît à parader en uniforme militaire. Outre les nombreux discours qu'il prononce en toute occasion, il se plie de bonne grâce aux obligations de sa charge en multipliant les banquets en compagnie de dignitaires étrangers. Son entourage cantonnais, mené d'une main de fer par Chen Bijun, filtre une partie des informations qui remontent jusqu'à lui. Cet isolement s'aggrave avec la détérioration de son état de santé, fin 1943 ; lointaine séquelle de l'attentat de 1935 dont il a gardé une balle logée dans sa colonne vertébrale. Après une première opération en décembre, il est transféré à l'hôpital de l'Université impériale de Nagoya en mars 1944 où il s'éteint le 10 novembre à 16 heures 20. Au soir de ses funérailles, le 23 novembre, Zhou Fohai note : « En ce qui concerne Monsieur Wang, bien que son cercueil ait été aujourd'hui refermé, on ne peut encore porter un jugement définitif sur ses mérites et ses torts ». Comme toujours, le dernier mot revient aux vainqueurs. Les Nationalistes de Jiang Jieshi, tout d'abord, qui détruisent ledit cercueil à l'explosif. Les

Communistes, ensuite, qui désignent Wang Jingwei pour la postérité comme le plus grand traître à la patrie (*hanjian*) de l'Histoire. (Boorman 1964 ; <http://wangjingwei.org> ; Li Zhiyu 2014 ; Cai Dejin 1988 ; Bergère 1994, p. 165 *et passim* ; MAITRON, p. 623 ; Yang Lihui 2005, p. 154-155 ; Roux 2016, p. 208, 614 ; So Wai-Chor 1991, 2002 ; Hsu Yu-ming 1999 ; Wakeman 2003, p. 182-186 ; Wang Ke-wen 2001 ; Huang Meizhen 1984a, p. 172-181 ; Martin 2014, p. 161 ; Hwang 1998, p. 56 ; Chen Choong-cho ; ADF 327, 77 ; AH 118-010100-0038-023 ; Hu Lancheng, p. 187 *et passim* ; ZR, p. 948, 953).

Wang Kemin 王克敏 (1873-1945)

Né à Hangzhou, il est reçu à l'examen provincial en 1903, avant d'être envoyé au Japon où il est conseiller d'ambassade. Après un passage en France en 1913, il devient directeur de la Banque industrielle sino-française puis de la Banque de Chine et se voit confier le portefeuille des Finances dans plusieurs cabinets du gouvernement Beiyang. Au moment de l'Expédition du Nord, il se réfugie à Dalian pour échapper au mandat d'arrêt émis par le GMD contre lui. Il revient en 1931 à Beiping comme membre du Comité des finances. En 1935, Nanjing le nomme président du Conseil des affaires politiques de Beiping puis, l'année suivante, membre du Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar. À partir de l'automne 1937, il s'impose comme le principal dirigeant chinois de l'État d'occupation en Chine du Nord, devenant président du Gouvernement provisoire à sa fondation en décembre 1937. Connu pour son arrogance, Wang Kemin mène la vie dure aussi bien à sa tutelle japonaise qu'aux autres collaborateurs. Il est impliqué dans plusieurs tentatives manquées de négocier la paix avec Chongqing. C'est notamment le cas lorsque Wang propose à son vieil ami, le missionnaire John Leighton Stuart 司徒雷登 (1876-1962), de le mettre en contact avec les haut gradés japonais afin qu'il joue les intermédiaires entre eux et Jiang Jieshi. Soucieux d'afficher son soutien à la cause chinoise, Stuart se rend en effet chaque année à Chongqing pour remettre son rapport au ministère de l'Éducation en sa qualité de directeur de l'Université Yanjing. Il ne manque jamais, à cette occasion, de s'entretenir avec le Généralissime et son épouse. Lors de la tournée annuelle qu'il effectue en février 1940, Stuart transmet les termes de paix japonais à Jiang. Le 18 mars, il télégraphie à *Zhou Fohai qu'il souhaite venir à Shanghai pour le rencontrer. Le message n'arrive à destination que le 28 mars, ce

qui fait craindre à Zhou que les intentions de Chongqing n'aient changées depuis la tenue du Conseil politique central, dernière étape avant l'inauguration du nouveau régime. Wang Kemin prend alors la présidence du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord. Il en est chassé, dès le mois de mai 1940, par son rival *Wang Yitang, dont Wang Jingwei espère qu'il se montrera plus coopératif avec Nanjing. Wang Kemin reprend finalement sa place en juillet 1943, après le décès de *Zhu Shen. Jugé comme traître à l'issue de la guerre, il se suicide en prison.

(MRDC, p. 55 ; Park, p. 12 ; Stuart 1954, p. 130-132 ; ZR, 244, 271).

Wang Manyun 汪曼雲 (1904-1972)

Natif de Hangzhou, il est, avant-guerre, directeur d'une école à Pudong et membre du bureau du GMD à Shanghai. Comme plusieurs agents de ce bureau, restés en zone occupée pour mener des activités de renseignement, il fait défection fin 1938. Proche de la clique CC, il est envoyé à Hongkong en 1939 par *Ding Mocun pour proposer ses services à *Zhou Fohai. Grâce à ses liens de frère juré avec *Li Shiqun, il occupe une place importante dans l'organisation des services spéciaux pro-japonais, qui se met alors en place. C'est par l'intermédiaire de Wang, qui est un disciple de Du Yuesheng au sein de son organisation personnelle, la Société de la persévérance (*hengshe*), que Li gagne les bonnes grâces du parrain de la Bande verte en lui envoyant le dossier que possèdent les Japonais à son sujet. Au moment de la formation du gouvernement de Wang Jingwei, il occupe des postes alimentaires au ministère de l'Agriculture et des mines et, plus tard, au ministère de la Justice. Mais c'est des services secrets et de leur extension dans l'organisation du *qingxiang* qu'il tire son influence. Nommé second de Li Shiqun à la tête du Comité de pacification rurale, il remplace ce dernier en juin 1943, lorsque le comité devient un bureau du Yuan exécutif. À la veille de la défaite japonaise, il organise aux côtés de Zhou Fohai les préparatifs en prévision du retour de l'armée nationaliste, notamment dans le cadre de l'entreprise Minhua 民華 qui, sous le nez des Japonais, constitue des stocks de matières premières. Cette contribution à la résistance lui vaut d'échapper à la peine capitale au sortir de la guerre. Comme d'autres *hanjian* condamnés à la prison à vie, il poursuit sa peine sous le régime communiste après 1949. Il est l'auteur du *wenshi ziliao* le plus complet sur le *qingxiang*.

(ZKD, p. 366 ; Martin 2001 ; Cai Dejin 1986, p. 7 *sqq.* ; WKS, p. 139, 144 ; Wang Manyun 2010).

Wang Qi 汪杞 (?- ?)

Originaire du Guangdong, fils du frère aîné de Wang Jingwei, Wang Zhaoquan 汪兆銓 (1859-1929), sa carrière suit celle de son oncle. Après des études en France, il travaille à partir de 1932 comme secrétaire au Yuan exécutif. Pendant la guerre, Wang Qi est l'un des responsables de la zone sud de la police politique. Dans le cadre de la prise de contrôle de l'administration cantonnaise par le clan de Wang Jingwei, il remplace Li Daoxuan 李道軒 comme directeur de la police avant d'être nommé maire de Canton en juin 1942 et chef du bureau du GMD au Guangdong en novembre. Suite à l'implication du général Guo Weimin 郭衛民 (1910-1953) dans un scandale de fraude, Wang succède à ce dernier comme chef du Bureau de la police provinciale en novembre 1943 et laisse sa place de maire à *Zhang Chaokun. Après l'assassinat du gouverneur du Guangdong, Chen Yaozu, le 4 avril 1944, Wang occupe le poste par intérim, mais, submergé par la tâche, demande à être remplacé. Durant toute la guerre, il est l'une des principales antennes de son oncle dans le Guangdong, informant régulièrement Wang Jingwei de la situation sans passer par l'intermédiaire de *Chen Bijun qui a la haute main sur la politique cantonnaise du régime et place ses propres parents aux postes stratégiques. On ne sait pas quel sort lui réserve la fin de la guerre.

(ZGBR, p. 727 ; ADF 327 ; Cai Dejin 1993a, p. 65-68).

Wang Shijing 汪時璟 (1892-1952)

Originaire de Jingde (Anhui), il étudie à l'École d'intendance de l'armée de terre de Beijing, puis à l'École de comptabilité de l'armée de terre japonaise. À son retour, il est engagé par le gouvernement Beiyang comme secrétaire du ministre des Finances *Wang Kemin. Après l'avènement du Gouvernement nationaliste en 1928, Wang travaille pour la Banque de Chine dans les succursales de Hankou et de Shenyang. L'invasion japonaise de la Mandchourie entraîne l'arrêt des activités de la Banque de Chine à Shenyang. Wang met alors ses talents au service du Manzhouguo, sans toutefois obtenir la direction de la nouvelle Banque centrale qu'il convoitait. Outre son expertise dans le domaine bancaire, Wang profite des relations de son beau-frère *Yin Tong avec les Japonais pour nouer des liens avec Koyama Sadamoto 小山貞知 (1888-1968) ; un conseiller de la Mantetsu et de l'Armée du Guangdong proche de *Doihara Kenji.

Suite à l'occupation de la Chine du Nord à partir de l'été 1937, Wang reprend du service aux côtés de son ancien chef, Wang Kemin. Ce dernier est placé par l'occupant à la tête du Gouvernement provisoire, dont Wang Shijing devient le ministre des Finances. Avec l'aide de Koyama, Wang met en place de la Banque fédérale de réserve (*lianhe zhunbei yinhang*) au moyen de laquelle le Japon cherche à intégrer la Chine du Nord dans le bloc yen. Souhaitant se réserver le poste de directeur de la nouvelle banque, Wang Kemin retarde le décret de nomination de Wang Shijing jusqu'à la veille de l'inauguration, le 10 mars 1938. Après la formation du gouvernement de Wang Jingwei en mars 1940, Wang Shijing conserve la direction des Finances au sein du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord jusqu'à la fin de la guerre. Il siège également dans plusieurs comités du gouvernement central de Nanjing à partir de 1943. Il est arrêté par le Juntong à Beijing, le 15 octobre 1945 et condamné à la prison à vie. Il meurt en cellule en août 1952. (Wang Tongli 1996 ; *SWHB*, p. 1346-1376).

Wang Xiakai 王廈材 (1896- ?)

Né à Suzhou, diplômé de Beida, il enseigne à Suzhou avant de diriger la bibliothèque provinciale. En 1935, *Yin Rugeng le nomme chef du bureau de l'Éducation ce qui vaut à sa famille, restée à Suzhou, d'être placée en résidence surveillée. Il retourne dans sa province d'origine en 1940 pour devenir chef du bureau des Travaux publics du gouvernement provincial du Zhejiang placé sous l'autorité du gouvernement de Nanjing. (<http://blog.sina.com.cn/s/blog_5e8246090100ym1u.html>30.06.2016 ; He Zhiping 1996, p. 499).

Wang Yitang 王揖唐 (1877-1948)

Natif de Hefei (Anhui), *jinshi* de l'examen impérial, étudiant au Japon, il hésite entre une carrière militaire et civile. Proche collaborateur de Yuan Shikai au début de la République, il est membre de plusieurs partis politiques dont le Parti républicain. Après la mort de Yuan, il rejoint la clique de l'Anhui et occupe des postes importants, notamment ministre de l'Intérieur en 1916. Suite à la victoire de la clique du Zhili en 1920, il s'enfuit au Japon. En 1925, il revient comme gouverneur de l'Anhui mais doit de nouveau trouver refuge après la victoire des Nationalistes. Membre du Conseil des affaires politiques du Hebei-Chahar en 1935, il est le principal collaborateur de Chine du Nord sous l'occupation avec *Wang Kemin. Bien que parents (son épouse Gu Hongzhu 顧紅珠 est la mère adoptive de la femme de Wang Kemin), les

deux hommes rivalisent pour la place de numéro un à Beijing. Wang Jingwei cherche à tirer profit de cette rivalité pour marginaliser l'arrogant Wang Kemin. Au moment de la formation du gouvernement de Nanjing en 1940, Wang Yitang est nommé président du Yuan d'examen, mais passe l'essentiel de son temps à Beijing où il préside le Conseil des affaires politiques de juin 1940 à février 1943. Jugé pour trahison après la guerre, il tente de reporter son procès pour raison de santé. Il est finalement exécuté en septembre 1948.

(*MRDC*, p. 86 ; *SSY*, p. 8-9 ; Huai Ran 1993).

Wang Yintai 王蔭泰 (1886-1961)

Originaire de Linfen (Shanxi), il est diplômé en 1906 du Premier Lycée de Tokyo, école préparatoire de Tōdai, avant de suivre des études de droit à Berlin. À son retour en Chine en 1913, il travaille comme traducteur et conseiller au bureau des Affaires juridiques du gouvernement de Beijing, en enseignant parallèlement le droit à Beida. Après avoir été nommé juge au Parquet supérieur en 1917, il est désigné conseiller de l'Office de séquestre des biens ennemis à la suite de la déclaration de guerre de la Chine aux Empires centraux et attaché en 1919 à la mission extraordinaire envoyée en Mongolie extérieure pour prévenir l'occupation de cette région par l'URSS. Conseiller de Zhang Zuolin de 1922 à 1925, président de la Commission des affaires sino-russes, l'année suivante, il est nommé vice-ministre des Affaires étrangères en juin 1926, ministre un an plus tard, puis ministre de la Justice en février 1928. Après la victoire des Nationalistes, il devient directeur d'une banque sino-japonaise, l'Exchange Bank of China, avant de se retirer à Shanghai où il exerce comme avocat. Au début de la guerre, il participe au Gouvernement provisoire de Beijing comme ministre de l'Industrie ; poste qu'il conserve au sein du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord jusqu'en novembre 1943, tout en siégeant au comité permanent du Conseil. Il s'y distingue par l'efficacité de son administration et par sa résistance à certaines demandes japonaises, n'hésitant pas à critiquer la Compagnie pour le développement de la Chine du Nord à travers laquelle le Japon exerce sa domination. Il supervise notamment le recouvrement des usines réquisitionnées. Il est, à l'origine, allié à *Wang Kemin contre le groupe de Wang Jingwei, dont il remet en cause le patriotisme devant David Rhein de l'ambassade française. Son rapprochement avec Nanjing provoque une rupture avec Wang Kemin qu'il remplace à la tête du Conseil en février 1945. Il est très apprécié de la

communauté française de Beijing dont il veille au ravitaillement. Arrêté et jugé à la fin de la guerre, il est fusillé à Nanjing en 1947. (*MRDC*, p. 96 ; *MZN* ; Park ; ADF 327, 503 ; Coble 2003, p. 70 ; Zeng Zhinong 2001, p. 124).

Wen Zongyao 溫宗堯 (1876-1947)

Né à Xinning (act. Taishan) au Guangdong, Wen rencontre Sun Yat-sen sur les bancs de la Government Central School (devenue Queen's College) de Hongkong et participe, en 1895, à son Association pour la renaissance chinoise (*xing-zhonghui*), avant de partir étudier la chimie à l'Université de Cambridge. En 1900, il prend part à Shanghai au coup d'État manqué de l'Armée d'indépendance (*zilijun*) contre l'impératrice douairière. Il s'engage par la suite dans une carrière diplomatique qui l'amène à négociateur, en 1904, le traité commercial sino-britannique pour le Tibet au côté de Tang Shaoyi. En 1908, il est nommé représentant des Qing au Tibet. À partir d'octobre 1911, il met ses talents de diplomate au service de la République. Son soutien à Cen Chunxuan 岑春煊 (1861-1933) dans sa lutte contre Sun Yat-sen au sein du Gouvernement militaire de Canton oblige toutefois Wen à prendre une retraite anticipée lorsque Sun revient au pouvoir en 1920. Retiré à Shanghai, il est nommé en 1932 membre de la Conférence de l'urgence nationale (*guonan huiyi*), convoquée par *Wang Jingwei qui est alors chef du gouvernement. À l'automne 1937, il participe à l'aide aux victimes de la guerre avant d'être nommé président du Yuan législatif du Gouvernement réformé de Nanjing. Sous le gouvernement de Wang Jingwei, il occupe des fonctions éminentes mais sans réel pouvoir, notamment comme président du Yuan judiciaire ; poste qu'il conserve sans discontinuité jusqu'à la fin de la guerre. Son grand âge lui vaut d'échapper à la peine de mort. Condamné à la prison à perpétuité en 1946, il décède l'année suivante. (*MRDC*, p. 1299 ; *SWHB*, p. 325 et 341 ; *SSY*, p. 26-27 ; Brook 2001, p. 90).

Wu Chengyu 伍澄宇 (1888-1962)

Originaire de Taishan (Guangdong), il étudie le droit au Japon et adhère à la Ligue jurée à sa création. En 1907, il part pour Philadelphie où il diffuse le mouvement révolutionnaire dans la communauté chinoise en créant la branche américaine de la Ligue jurée. Proche de Sun Ting 孫廷, la fille aînée de Sun Yat-sen, il devient secrétaire de ce dernier en 1911. En 1914, il rejoint au Japon Sun qui fait de lui son émissaire aux Philippines. De retour en Chine en 1917, il occupe plusieurs postes : président de la

Fédération nationale des syndicats (*quanguo zonggonghui*), secrétaire de la présidence à Beijing, juge du tribunal de grande instance ou encore conseiller de l'Armée de reconstruction nationale. Après la mort de Sun Yat-sen en 1925, il se retire de la vie politique et s'installe à Shanghai où il travaille comme avocat et enseignant. En août 1938, Wu accepte de siéger dans le comité du Yuan législatif du Gouvernement réformé. Il donne également des cours dans l'École de formation à l'administration de district de *Chen Qun. Après la fondation du gouvernement de Wang Jingwei, il dirige notamment le Comité des affaires juridiques et celui des affaires étrangères. En mai 1947, il est condamné à huit ans de prison. Ses juges expliquent la clémence de cette peine par ses « actions en faveur du peuple » sous l'occupation. Il est libéré avant la prise de pouvoir des Communistes et s'installe à Taiwan. En 1950, alors qu'il tente de retourner à Beijing via Hongkong, Wu est arrêté par les autorités nationalistes puis condamné à quinze ans de prison. Durant sa détention, il rédige de nombreux ouvrages sur le confucianisme, le tridémisme et l'anticommunisme ainsi que sur le droit. Remis en liberté en 1960, il décède deux ans plus tard à Taipei.

(Tsuchiya 2015 ; Zhang Lei 1994, p. 294 ; *SWHB*, p. 1099-1146).

Wu Kaisheng 吳凱聲 (1900-1997)

Natif de Yixing (Jiangsu), il part en France après des études de lettres à Shanghai. Diplômé en droit des facultés de Paris et de Lyon, il consacre sa thèse de doctorat, soutenue en 1925, à la Constitution du 10 octobre 1923. À son retour en Chine l'année suivante, il ouvre un cabinet d'avocat dans la concession française, avec trois associés. Il fait rapidement fortune et se constitue un important carnet d'adresses, comme en témoigne son mariage, en 1927, auquel plus de 500 convives participent. Il met à profit ce capital pour intégrer le gouvernement à partir de 1928, comme secrétaire au ministère des Affaires étrangères. En 1929, il est envoyé en poste à la SDN et à l'ambassade de Suisse. De retour en Chine en 1930, il poursuit sa carrière diplomatique comme membre du Comité des affaires étrangères du GMD, tout en enseignant le droit à Shanghai. Proche de Wang Chonghui 王寵惠 (1881-1958), il sonde l'ambassade de France en Chine en décembre 1937 dans l'espoir d'une médiation avec le Japon. En 1939, il rallie le Mouvement de paix de Wang Jingwei avant d'être nommé vice-président du Comité d'examen et de sélection et membre du Comité

d'application du gouvernement constitutionnel en 1940. Fort de son expérience de diplomate, celui que les chancelleries occidentales connaissent sous le nom de James Wu se voit attribuer les postes fictifs d'ambassadeur en Italie (1941) et en Croatie (1942). Membre du Comité de recouvrement de la concession française (1943), il devient vice-ministre des Affaires étrangères en 1944 puis secrétaire général du Comité pour l'abolition des droits extraterritoriaux en Chine (1945). Son sort au sortir de la guerre n'est pas clair. On retrouve sa trace en 1951, lorsqu'il est envoyé dans une ferme des environs de Shanghai. À partir des années 1960, il travaille comme enseignant de français et chercheur. En 1982, Wu intègre le Bureau culturel municipal de Shanghai. Il est l'auteur de plusieurs *wenshi ziliao*, notamment sur son expérience comme avocat, mais n'a, semble-t-il, pas laissé de témoignage sur son expérience pendant la guerre. (MRDC, p. 366 ; ADF 327, 503bis ; ZGBR, p. 1045 ; Xu Xiaogun 2004, p. 52).

Wu Lanxi 巫蘭溪 (1901-1982)

Originaire de Jurong (Jiangsu), il commence très tôt une carrière d'enseignant avant de reprendre des études à l'université qu'il doit écourter faute d'argent. À l'hiver 1926, il devient membre du GMD. L'année suivante, après l'arrivée des troupes nationalistes de l'Expédition du Nord, Wu participe à la mise en place du bureau du Parti à Jurong. Opposé à Jiang Jieshi, il rejoint secrètement les rangs de la faction réorganisationniste de *Wang Jingwei et *Chen Gongbo et organise, fin 1929, le mouvement anti-Jiang à Jurong. Exclu à vie du GMD après l'échec de celui-ci, il change son nom en Wu Fusheng 吳伏生 et fonde une École pour l'éducation des masses (*minzhong jiaoyuguan*) à Changshu, tout en signant des ouvrages sur Sun Yat-sen du nom de plume Wu Chunsheng 巫春生. À la faveur de l'alliance passée entre Jiang Jieshi et Wang Jingwei, Wu trouve un poste au ministère des Chemins de fer en août 1932. Il rencontre Chen Gongbo, alors à la tête du Comité des campagnes de masse du GMD, dont Wu devient chef de la section des ouvriers. En janvier 1936, le comité est transformé en un Département de formation des masses, dont *Zhou Fohai prend la direction après la retraite forcée de Wang Jingwei et de sa faction. Lors du 5^e Congrès de novembre 1935, Wu est officiellement réintégré dans les rangs du GMD. Au début de la guerre, il est employé par le Département des affaires sociales du Parti. En octobre 1938, il est recommandé par Wang Jingwei pour siéger au Comité exécutif du GMD au Jiangsu, où il participe à l'organisation de la

résistance contre le Japon. Wu sert comme agent de liaison avec la Nouvelle 4^e armée, ce qui l'amène à travailler avec Chen Yi, dont il devient proche. À l'hiver 1941, Wu est exclu du Comité exécutif du Jiangsu, suite à ses différends avec les représentants locaux de la clique CC. Au printemps 1942, il part se faire soigner à Shanghai, sous le nom d'emprunt Wu Tailai 吳泰來. Ayant retrouvé ses forces en septembre, il sort de l'hôpital dont les frais sont pris en charge par le maire de la ville, Chen Gongbo. C'est à cette époque que Wu fait défection en faveur du gouvernement de Wang Jingwei, ce qui lui vaut d'être exclu à vie du GMD une seconde fois. Il débute comme chef du bureau des Vivres à la mairie de Shanghai, avant d'être désigné vice-secrétaire général du Yuan exécutif en février 1943. Durant l'été, Wu joue un rôle central dans le recrutement de Bao Jianhua 包建華 (1912- ?) par Nanjing. Commandant de la Nouvelle 4^e armée à Danyang, ce dernier est alors hospitalisé à Shanghai. Le responsable de la Campagne de pacification rurale à Danyang, Zhang Xiuming 張修明, cherche à le faire arrêter. En accord avec la *kenpeitai*, il est finalement décidé d'envoyer Wu Lanxi, originaire comme Bao de Jurong, pour convaincre celui-ci de faire défection avec ses troupes. Après avoir hésité, Bao accepte de former un commando qui lutte avec succès contre la guérilla communiste. Devenu numéro un du régime de Nanjing après la mort de Wang Jingwei en novembre 1944, Chen Gongbo confie à Wu la mission de mettre de l'ordre dans le GMD « orthodoxe ». Pour ce faire, il lui demande de démissionner de toutes ses fonctions, à l'exception de celle de vice-chef du Département d'organisation du GMD. Après la dissolution du régime, Wu se cache à Yangzhou puis à Shanghai, avant de s'installer à Tianjin. Au début de l'année 1948, il trouve un poste d'enseignant au sein de l'Association régionaliste du Jiangsu à Beijing. En juillet 1949, il retourne à Shanghai et envoie une lettre de repentir au maire de la ville, son ancien ami Chen Yi. L'année suivante, le bureau de l'Éducation de Shanghai le nomme directeur de l'École secondaire Derun puis, en 1953, de l'École Xuhui. Wu est arrêté durant le Mouvement anti-contrerévolutionnaire de 1955. On ne sait pas ce qu'il advient de lui pendant le reste de la période maoïste. Il décède à Jurong en septembre 1982. Wu est l'auteur d'un *wenshi ziliao* dans lequel il revient sur son rôle aux côtés de Chen Gongbo durant la dernière année du gouvernement collaborateur de Nanjing. (Bei Nu 1987 ; Wang Manyun 2010, p. 257 ; Wu Lanxi 2010).

Wu Songgao 吳頌皋 (1898-1953)

Né à Suzhou, il fait ses études à l'Université Fudan, à la faculté de droit de la Sorbonne et à l'Université de Londres. De retour en Chine, il dirige le département de droit de Fudan et enseigne les relations internationales à l'École politique centrale qui forme les cadres du GMD. En 1932, il devient conseiller au Yuan exécutif puis au ministère des Affaires étrangères (MAE), tous deux dirigés par *Wang Jingwei. En juillet 1935, il est nommé chef du bureau international du MAE avant de succéder à *Li Shengwu comme directeur des Affaires générales. Transféré à Wuhan au début de la guerre, Song désespère à l'idée de devoir s'installer à Chongqing. Il est donc heureux d'être envoyé à Genève comme expert à la SDN. À l'été 1942, la presse de Nanjing se félicite qu'il soit spécialement revenu du Canada pour servir le régime de Wang Jingwei. *Chu Minyi apprend au consul français qu'en réalité, Wu fait partie des dirigeants nationalistes coincés à Hongkong au moment de l'invasion japonaise en décembre 1941, qui ont été fortement invités à collaborer. En juillet, il est nommé à la tête du comité d'experts du MAE et vice-ministre de la Justice. Il siège à partir de 1943 dans les commissions chargées d'organiser le recouvrement des concessions. En 1944, il devient secrétaire général de la mairie de Shanghai puis ministre de la Justice l'année suivante. Condamné à la prison à perpétuité, il meurt en détention.

(MRDC, p. 368 sq. ; Ling Qihan 1993, p. 34 ; ADF 327).

X

Xia Qifeng 夏奇峯 (1888-1961)

Natif de Yangzhou (Jiangsu), il part pour la France en 1916 dans le cadre de l'Association travail-études. Il y reste jusqu'en 1919, travaillant comme traducteur. Reporter pour le *Shibao* de Shanghai, Xia retourne en Europe, occupant notamment des postes de correspondant en France et en Suisse. En 1923, il devient secrétaire à la SDN et représente la Chine en France. De retour en Chine en 1928, il est journaliste au *Geming ribao*, et, de 1932 à 1934, membre du Comité des traités du ministère des Affaires étrangères alors dirigé par *Wang Jingwei. En 1938, il fait la connaissance de *Chen Qun et devient son second au ministère de l'Intérieur du Gouvernement réformé. En septembre, il est désigné chef adjoint des Affaires politiques du Conseil d'union censé réunir les gouvernements

de Beijing et de Nanjing. En octobre 1939, il est nommé ministre des Affaires étrangères de ce dernier. À la fondation du nouveau gouvernement central, Xia obtient le poste de ministre des Comptes au sein du Yuan de contrôle dirigé par son ancien supérieur au Gouvernement réformé, *Liang Hongzhi. En 1943, il siège au Comité de recouvrement de la concession française, puis, en 1945, au Comité d'abrogation des droits extraterritoriaux. Condamné à la prison à perpétuité à la fin de la guerre, il meurt en détention à Shanghai quinze ans plus tard.

(MRDC, p. 659).

Xia Suchu 夏肅初 (1889- ?)

Originaire du Guizhou, étudiant à Kyoto puis à Berlin, il sert dans l'administration pékinoise puis dans les gouvernements autonomes successifs de Chine du Nord. Proche de *Wang Yitang, il suit ce dernier au Yuan d'examen du gouvernement de Wang Jingwei en 1940 tout en occupant des fonctions importantes dans le Conseil des affaires politiques de Chine du Nord. Avec d'autres fonctionnaires de Beijing nommés à Nanjing en 1940, il signe en avril 1941 une pétition réclamant une aide afin de compenser les frais de change avec le Nord. Il quitte ses fonctions à Beijing au moment de la démission de Wang Yitang en février 1943. On perd ensuite sa trace.

(SSY, p. 33 ; MZN, p. 1058 ; KG, n°12, p. 32-33).

Xiang Zhizhuang 項致莊 (1894-1946)

Natif de Hangzhou, cadet de l'Académie militaire de Baoding, il rallie Canton et participe à l'Expédition du Nord au sein de la garde du gouvernement nationaliste. Proche de Chen Guofu, patron avec son frère Chen Lifu de la clique CC, il occupe dans les années 1930 des postes militaires dans le Jiangsu dont Chen Guofu est le gouverneur. Il est promu au grade de général de brigade en 1936. Au début de la guerre, Xiang suit le gouvernement nationaliste. Directeur de l'École politique centrale, il veille au ravitaillement et à la santé de ses étudiants. Selon le témoignage de ces derniers, Xia se rend à Shanghai pour visiter un parent. C'est alors qu'il aurait été arrêté et contraint de participer au gouvernement de Wang Jingwei. Il siège à partir de février 1943 au Comité des affaires militaires et devient, en décembre, commandant en chef de la V^e armée puis de la XII^e l'année suivante. Comme plusieurs généraux du régime, il est proche de *Zhou Fohai. En septembre 1944, il est nommé gouverneur du Zhejiang. Son attitude face aux Japonais et sa probité lui valent d'être

relativement populaire. Il est néanmoins exécuté en 1946.

(*MRDC*, p. 1086 ; Yu Songhua 1991 ; Luo Junqiang 2010, p. 37).

Xu Buwu 許卜五 (1904-1983)

Originaire de Shenze (Hebei), il devient membre du PCC en 1924 puis du GMD en 1926, dans le cadre du Front uni. Cette même année, il suit une formation à l'Institut du mouvement ouvrier du Guangdong. Il retourne ensuite au Hebei, où, sous couvert de son travail d'enseignant, il met sur pied une organisation communiste dans son district natal. En raison de la répression qui s'abat sur les activités du PCC à partir de 1928, Xu se réfugie au Jilin et cesse d'être en contact avec le Parti communiste. Il participe au mouvement contre Jiang Jieshi mené au sein du GMD par *Wang Jingwei notamment. En 1931, Xu aide Wang Baozhen 王葆真 (1880-1977) à organiser un Conseil extraordinaire du GMD, en préparation du 4^e Congrès, dans lequel Xu est élu comme représentant du Hebei. À la suite de l'invasion japonaise en Mandchourie, il participe à la Fédération des associations de salut national de Shanghai, qui s'oppose à l'attentisme de Jiang Jieshi. Ces activités lui valent d'être arrêté. Après sa libération, il retourne au Hebei. Lorsque la guerre éclate, il travaille à Tianjin comme vice-directeur d'une entreprise pharmaceutique. En août 1939, Xu prend part au 6^e Congrès du GMD réuni par le Mouvement de paix de Wang Jingwei. Il est nommé chef de bureau au sein du Département d'organisation du Bureau central du GMD « orthodoxe », travaillant sous la direction de *Mei Siping et de *Dai Yingfu. En 1944, il devient magistrat du district de Baoshan, dans l'agglomération de Shanghai. Il ne semble pas affecté par l'épuration, puisqu'on le retrouve vice-président de l'Agence des nouvelles photographiques de Chine (*Zhongguo sheying tongxun she*) en octobre 1945. Durant la guerre civile, il travaille clandestinement pour le PCC à Shanghai, notamment au sein du Comité révolutionnaire du GMD, fondé en 1948 par des dissidents du GMD et qui devient l'un des petits partis du Front uni organisé par le PCC après la guerre. En février 1949, Xu participe à l'« insurrection de Nanjing et Shanghai ». Suite à son échec, il est fait prisonnier par les autorités nationalistes. Après 1949, il travaille dans l'administration de Shanghai, tout en restant un membre actif du Comité révolutionnaire du GMD. Étiqueté « gauchiste » en mai 1958, il est réhabilité en 1960. Xu est l'auteur de plusieurs *wenshi ziliao*, dont l'un porte sur l'organisation du GMD « orthodoxe » de Wang Jingwei.

(Zhang Yilei 1994, p. 956-957 ; Horii 2011, p. 101).

Xu Liang 徐良 (1893-1951)

Originaire de Sanshui (Guangdong), il est le fils de Xu Qin 徐勤 (1873-1945) ancien disciple de Kang Youwei qui s'est rapproché de Sun Yat-sen après l'échec de la Réforme des Cent jours tout en participant à l'Association pour le maintien de l'Empereur, et plus tard, au Parti constitutionnel et au Parti national-socialiste chinois. Accompagnant son père autour du monde, Xu Liang étudie, de 8 à 12 ans, à l'École chinoise de Yokohama, créée en 1898 à l'initiative de Sun Yat-sen et dirigée par Xu Qin. Il poursuit ses études à Londres puis aux États-Unis à l'Université Columbia et à l'Université de Washington. De retour en Chine, il travaille pour le gouvernement de Beijing comme secrétaire au ministère de la Justice, des Affaires étrangères et de l'Intérieur, à l'ambassade chinoise des États-Unis et dans divers gouvernements provinciaux. Il se met par la suite au service du Gouvernement nationaliste, toujours dans la diplomatie. Invité par *Wang Jingwei à participer à son gouvernement de collaboration, il est numéro deux du ministère des Affaires étrangères tout en siégeant dans plusieurs comités. Il remplace *Chu Minyi comme ministre de décembre 1940 à octobre 1941, puis comme ambassadeur au Japon. De même que Chu avant lui, sa nomination à Tokyo est une manière de se débarrasser de Xu qui est peu apprécié. En effet, les conditions de la collaboration rendent superflue la voie diplomatique, privant ainsi ses agents de toute espèce de pouvoir. Le consul Pierre Salade livre, en août 1941, un portrait cruel de l'intéressé : « M. Siu Leang semble n'avoir donné satisfaction à personne. Je ne sais pas qu'il se soit attiré de graves inimitiés, mais il n'est pas pris au sérieux. Son manque d'expérience politique et de pratique diplomatique, son manque d'intérêt pour les affaires de l'État et, d'une façon générale, son incompetence, l'ont rendu indésirable dans son poste actuel. Son envoi à Tokyo ne présenterait pas trop de désavantages, le travail diplomatique sino-japonais pouvant aisément se faire en entier à Nankin ». Xu obtient par la suite des sinécures, notamment au Conseil des affaires de Chine du Nord à partir de novembre 1943. Il est emprisonné à Tianjin à la fin de la guerre puis libéré peu avant la prise de la ville par l'Armée de libération à Tianjin. De nouveau arrêté, il est condamné à mort et exécuté en juillet 1951.

(*MRDC*, p. 699 ; Nagamatsu 1942, p. 174-179 ; ADF 327).

Xu Suzhong 徐蘇中 (1886- ?)

Né à Qingjiang (Jiangxi), il fait ses études à l'université Hōsei de Tokyo, à la même époque que Wang Jingwei, et adhère à la Ligue jurée. Dans les années 1920, il travaille pour plusieurs périodiques tels que le *Chenzhongbao* et le *Zhongguo Guomindang zhoukan*, l'un des organes du parti. Il est l'auteur de plusieurs traductions d'ouvrages de droit ainsi que de l'essai de Kropotkine sur l'État, sans doute depuis le japonais. Xu représente le Jiangxi lors du 1^{er} congrès du GMD en 1924. Il occupe des postes dans l'administration de Canton, notamment au secrétariat de Sun Yat-sen, ainsi que comme secrétaire général du Conseil exécutif central. Par la suite, il siège au conseil des chemins de fer Canton-Wuhan et préside le Comité du fisc du Jiangxi. Au début de la guerre, Xu crée l'École professionnelle supérieure du Jiangxi. Il est approché par *Chen Gongbo, issu comme lui de la clique réorganisationniste. En signe de ralliement au Mouvement de paix, il publie une tribune intitulée « Adresse respectueuse à Jiang Jieshi » dans le *Zhonghua ribao* de *Lin Bosheng. À la formation du gouvernement, il est désigné, comme dans les années 1920, secrétaire de la présidence (*wenguanzhang*), ce qui l'amène à être systématiquement présent lors des nombreuses cérémonies organisées pour asseoir la légitimité du régime. Il n'est jamais très loin de *Tang Mang, son homologue pour les questions militaires. Lettré dépourvu d'ambitions politiques, il hérite en novembre 1944 du poste de vice-président du Yuan de contrôle et disparaît sans laisser de trace. (« Xu Suzhong »).

Xu Tianshen 徐天深 (1885-1966)

Originaire de Hainan, diplômé de l'Université impériale de Tokyo, il adhère à la Ligue jurée en 1911 à son retour en Chine. En 1922, il intègre l'état-major de Sun Yat-sen et occupe des postes de commandement dans l'armée jusqu'à la fin de l'Expédition du Nord. Durant le schisme du GMD en 1927, Xu se range du côté de Wuhan. Membre de la clique réorganisationniste, il occupe, à partir de 1931, des postes au Yuan exécutif dirigé par *Wang Jingwei et au ministère de l'Industrie sous les ordres de *Chen Gongbo. Au moment de l'organisation du pseudo-6^e congrès du GMD en août 1939, le Juntong lui ordonne de rallier le Mouvement de paix. Il se rend régulièrement chez Chen Gongbo à Shanghai pour collecter des renseignements. En novembre 1943, Chen le nomme chef du bureau de l'Économie de la municipalité spéciale de Shanghai et communique avec Chongqing au

moyen d'un transmetteur radio installé au domicile de Xu. Lorsque Chen devient chef du gouvernement à la mort de Wang Jingwei, Xu est nommé à la tête du secrétariat civil de la présidence. Après la guerre, il s'installe à Hongkong où il est actif dans le mouvement politique en faveur d'une troisième voie. Après la dissolution de ce dernier, il s'installe à Xiamen.

(Wu Yunqiu, 1993, p. 333-334 ; Fan Yunxi, 1999, p. 349 *sqq.* ; Geng Liyuan 1993, p. 37 ; *MZN*, p. 1136).

Y**Yang Kuiyi 楊揆一 (1895-1946)**

Originaire de Hefeng (Hubei), il part en 1912 se former à l'École d'officiers de l'armée de terre de Tokyo avant de prendre la tête de l'École militaire de Nanjing sous le gouvernement Beiyang. Après l'Expédition du Nord, il travaille à partir de 1932 sous les ordres de He Chengjun 何成濬 (1882-1961) pour le gouvernement nationaliste dans le Bureau spécial de pacification du Hubei. Promu général de division en 1936, il est nommé secrétaire général du gouvernement provincial du Hubei en novembre 1937. Après la chute de Wuhan un an plus tard, Yang se réfugie à Hongkong et fait défection en faveur du Mouvement de paix. Il intègre les principales instances dirigeantes du nouveau gouvernement central et dirige l'état-major général (*canmoubenbu*). À la mort du gouverneur du Hubei *He Peirong en juin 1942, le gouvernement de Nanjing ordonne par télégramme son remplacement provisoire par le secrétaire général He Xiachang 賀選昌. Le bureau local des services spéciaux de l'armée japonaise apprécie peu ce qu'il perçoit comme une ingérence. Afin de surmonter cette résistance, Nanjing choisit de nommer Yang Kuiyi qui présente l'avantage de plaire aux autorités d'occupation du Hubei (c'est un militaire local formé au Japon) tout en offrant des garanties de loyauté au groupe de Wang Jingwei (il appartient au noyau dur du Mouvement de paix). Peu après sa prise de fonctions, Yang propose à Nanjing de rétrograder Hankou au rang de ville ordinaire, placée sous l'autorité du gouvernement provincial, afin de faire des économies. En mars 1945, il est désigné président du Conseil supérieur de la guerre et remplacé par *Ye Peng à la tête du Hubei. Après la capitulation japonaise, Yang Kuiyi est arrêté puis exécuté. Son frère cadet Yang Weiyun 楊蔚雲, lui aussi un militaire occupant des postes de moindre importance dans

le gouvernement de Nanjing, a plus de chance. Il est connu notamment pour avoir participé en 1943 à une conjuration contre *Li Shiqun aux côtés de *Huang Ziqiang. Il est l'auteur de plusieurs témoignages sur l'armée et la police secrète du régime de Wang Jingwei. (MRDC, p. 1236 ; Cheng Hua, 1999 ; Martin 2001, p. 133).

Yang Shoumei 楊壽楣 (1877-1954)

[zi, Hanxi 翰西]

Né à Wuxi (Jiangsu), dans un milieu de lettrés fonctionnaires comptant parmi les plus anciennes familles industrielles de Chine. Proches de Li Hongzhang, son père et son oncle avaient créé en 1896 l'entreprise Yeqin 業勤 qui avait construit à Wuxi la première filature de coton du pays. Licencié de l'examen provincial en 1902, Yang Shoumei organise le secours aux réfugiés, après la terrible sécheresse qui frappe les provinces du Nord en 1901-1903, avant de travailler au Bureau des télégraphes de sa ville natale. En 1908, le vice-roi de Liangjiang, Duanfang 端方 (1861-1911) l'envoie au Japon pour étudier le système militaire, ce qui l'amène en 1909 à être nommé au ministère des Armées. Il occupe, par la suite, des postes au Guangdong avant de retourner à Wuxi après la chute des Qing. Yang Shoumei commence alors à travailler pour le groupe industriel familial qui s'étend désormais au secteur bancaire. Durant les deux premières décennies de la République, Yang contribue grandement au développement du groupe tout en siégeant dans les organisations locales telles que la chambre de commerce. Profitant de l'âge d'or industriel au moment de la Première guerre mondiale, il construit les filatures Guangqin 廣勤 qui forment une entité indépendante lui permettant de ne pas en partager les profits avec ses cousins. Lorsque Wuxi est encerclée en 1924 par les troupes en déroute de *Qi Xieyuan, Yang organise, pendant une semaine, la résistance au siège et protège la population. À l'arrivée des Nationalistes en 1927, il subventionne le comité local d'épuration du GMD. Au tournant des années 1930, Yang parvient à s'imposer comme le principal dirigeant du groupe Yeqin. Après avoir été très rentable au début des années 1920, celui-ci fait faillite et connaît plusieurs réorganisations après 1927. À la veille de la guerre, toutefois, il a repris sa production. Au moment de l'invasion japonaise, les deux principales filatures du groupe sont entièrement détruites mais la minoterie construite quelques mois plus tôt par Yang Shoumei est épargnée. Décidé à relancer sa production après le début de l'occupation, il accepte de collaborer en prenant

la direction du comité local de gouvernement autonome. Devenu fournisseur de l'armée japonaise, son entreprise connaît une résurrection spectaculaire. Yang occupe divers postes au sein du Gouvernement réformé. Il est notamment chargé de diriger les travaux visant à rétablir le cours du Huanghe, suite aux inondations catastrophiques provoquées par la destruction de ses digues par Jiang Jieshi en juin 1938. Yang poursuit cette tâche sous le gouvernement de Wang Jingwei dans lequel il devient président du Comité d'hydraulique jusqu'en août 1941. Son quatrième fils, Yang Yanbin 楊彥斌 est nommé magistrat du district de Wuxi en 1942. Arrêté par le GMD à la fin de la guerre, Yang Shoumei est libéré avant l'arrivée des Communistes. Après s'être, un temps, caché à Shanghai, il se réfugie en 1951 à Hongkong où il décède trois ans plus tard.

(ZMSD, p. 881 ; <http://baike.baidu.com/view/540148.htm> ; Coble 2003, p. 160-161 ; Ogasawara 2014, p. 56 *sqq.* ; Sun Yunnian 1987, p. 150-155).

Yang Xinghua 楊惺華 (1907-1973)

Frère cadet de l'épouse de *Zhou Fohai, originaire comme lui de Xiangtan (Hunan), il sort diplômé en génie civil de l'Université Jiaotong de Shanghai. Durant la « décennie de Nankin », Yang est engagé au bureau des Voies publiques du Comité économique national, puis comme ingénieur au ministère des Chemins de fer. Après deux années passées à superviser la construction de la voie Chengdu-Chongqing, Yang rentre à Chongqing à l'automne 1938, alors que s'accroissent les tractations préparant le Mouvement de paix. La carrière de Yang dans le gouvernement de Wang Jingwei se fait principalement aux côtés de son beau-frère, comme chef du bureau des Affaires générales du ministère des Finances. Au cours de ses virées nocturnes à Shanghai, il se lie d'amitié avec deux agents du Juntong, Cheng Kexiang 程克祥 (1907-1981) et Peng Shou 彭壽. Ces derniers servent, par la suite, d'intermédiaires dans les contacts entre Zhou et le Juntong qui s'établissent fin 1942. C'est chez Yang qu'est installé, au printemps 1943, le radio-transmetteur utilisé par Zhou pour envoyer des renseignements à Chongqing depuis Shanghai. Arrêté au lendemain de la guerre, il est condamné à la prison à vie en 1947 et décède dans sa cellule près d'un quart de siècle plus tard. Yang a notamment laissé un *wenshi ziliao* sur Zhou Fohai.

(SWHB, p. 1147-1161 ; WJT, p. 51-55 ; Martin 2009 ; ZKD, p. 321).

Yazaki Kanjū 矢崎勘十 (1893-1969)

[parfois écrit 矢崎堪什]

Diplômé de l'École d'officiers de l'armée de terre en 1914 et de l'Académie militaire en 1924, il sert notamment dans l'Armée du Guandong au moment de l'invasion de la Mandchourie. Pendant la guerre, il entretient d'excellentes relations avec l'entourage cantonais de *Wang Jingwei. Cherchant à prendre le contrôle du Guangdong aux dépens des collaborateurs locaux comme *Peng Dongyuan, *Chen Bijun obtient le départ de leur principal soutien, le colonel Nakano Hidemitsu 中野英光 (1890-1982). Yazaki remplace ce dernier à la tête de l'Agence des services spéciaux (*tokumukikan*) de Canton en mars 1940. Début 1942, il est nommé à la tête du département des affaires générales et des affaires civiles du Gouvernement militaire japonais de Hongkong. Disciple d'*Ishiwara Kanji, il rédige en février un mémorandum prônant une politique de conciliation afin de gagner le soutien de la population locale. Dans les faits, les personnalités chinoises restées coincées dans la colonie britannique sont contraintes de rallier le gouvernement de Nanjing. Yazaki est régulièrement en contact avec Chen Bijun et sait se faire apprécier de l'épouse de Wang Jingwei. En septembre 1942, elle écrit à Wang pour qu'il tente d'empêcher la mutation de Yazaki à Tokyo, soulignant qu'il s'est efforcé d'aider la Chine. Promu général de division en juin 1940, Yazaki est nommé conseiller militaire suprême à Nanjing le 30 août 1944 ; poste qu'il conserve jusqu'au 23 avril 1945.

(Wikipedia ; Yick 2014, p. 71 ; Snow 2003, p. 91 *sqq.* ; AH 118-010100-0024-050 ; ZR, p. 919).

Ye Peng 葉蓬 (1895-1946)

Fils d'un grand propriétaire foncier de Huangpi (Hubei), il sort diplômé de l'Académie militaire de Baoding en 1912. Commandant de régiment dans la XIII^e armée du GMD en 1929, il se distingue dans la lutte contre les Communistes. Devenu gouverneur du Hubei, son protecteur Xia Douyin 夏斗寅 (1885-1951) le recommande à Jiang Jieshi pour le poste de commandant de la garnison de Wuhan en 1931. Il bénéficie également du soutien de He Yingqin 何應欽 (1890-1987), dont l'épouse est très proche de la sienne. Plein d'ambitions, Ye Peng pâtit toutefois de n'appartenir à aucune faction. Il se lie avec le représentant de Dai Li à Wuhan, Qiu Kaiji 邱開基 (1905-1993), avant de se rapprocher de la clique des sciences politiques à l'invitation de Liu Zhenhua 劉鎮華 (1883-1955). Cependant, l'une des principales figures de cette clique, et

nouveau gouverneur du Hubei, Zhang Qun 張群 (1889-1990), ne l'apprécie guère. De même, Ye ne parvient pas à s'entendre avec un autre proche de Jiang, Chen Cheng 陳誠 (1897-1965). Par fierté, il refuse en effet de servir un homme diplômé deux ans après lui de l'Académie de Baoding. Cette double inimitié envers deux des hommes les plus puissants du régime nationaliste aura de grandes conséquences. Partageant le nationalisme populaire de l'époque, Ye Peng s'attire les foudres du consul japonais de Wuhan en raison d'une affiche sur des exercices de défense antiaérienne utilisant le drapeau au soleil rouge comme cible. Connu pour ses sympathies pro-japonaises, Zhang Qun profite de l'occasion pour se débarrasser de Ye Peng en obtenant de Jiang Jieshi qu'il soit remplacé. Ye s'installe à Nanjing où il rejoint la *Fuxingshe* et prend la tête du Bureau général de la police du ministère des Chemins de fer grâce à l'aide de He Yingqin. Incapable de pardonner son éviction de Wuhan à Zhang Qun, qui a succédé à Wang Jingwei fin 1935 comme ministre des Affaires étrangères, Ye Peng complotte avec deux acolytes qui tentent d'assassiner Zhang. Arrêtés en flagrant délit, ils dénoncent Ye. Sur les conseils de He Yingqin, celui-ci se constitue prisonnier auprès de Jiang Jieshi qui le tance en le comparant au mutin Zhang Xueliang et le révoque, sans pour autant lui retirer entièrement sa confiance. En 1938, Jiang décide de lui confier la direction de la police militaire mais renonce en raison de l'obstruction de Chen Cheng. Suite à ce nouveau revers, Ye Peng rejoint le Mouvement de paix à Shanghai en septembre 1939 par l'intermédiaire de Zhou Fohai dont il était devenu proche durant le repli du gouvernement à Wuhan. En novembre, il est contacté par un agent de Dai Li exigeant qu'il assassine Wang Jingwei, ce qu'il refuse de faire. Wang lui confie la formation des officiers de l'armée du nouveau régime et le nomme membre du Comité des affaires militaires. Ye Peng obtient d'être nommé dans sa province d'origine en tant que Commissaire à la pacification de Wuhan. Il retrouve là-bas le chef du bureau local des services spéciaux militaires, *Shibayama Kaneshirō, avec lequel il avait eu maille à partir quatre ans plus tôt lors de l'affaire de l'affiche antijaponaise, alors que celui-ci était attaché militaire. Lors de leur première entrevue, Shibayama se sent insulté par l'insolence de Ye et le gifle. Peu après, Nanjing remplace Ye Peng par *Yang Kuiyi à la demande des Japonais et lui confie des postes sans réel pouvoir. Il est ainsi désigné inspecteur général de l'entraînement militaire au printemps 1942 puis ministre de la Guerre en juillet 1943. N'exerçant aucun

contrôle sur les troupes, le ministère n'est compétent que dans la gestion de quelques hôpitaux et écoles militaires. À ce poste, Ye Peng organise notamment l'envoi de plus de 300 élèves officiers au Japon ce qui lui vaut les félicitations de l'occupant. Aux côtés d'une dizaine de responsables militaires, il participe fin 1942 à un voyage d'observation au Japon au cours duquel il s'entretient avec l'empereur. Ye Peng retourne une dernière fois au Hubei dont il est nommé gouverneur en mars 1945. Cherchant à asseoir son autorité sur la province, Ye remplace plusieurs magistrats de district. Dès son arrivée, il se heurte aux officiers chinois locaux et notamment au plus puissant d'entre eux, Zou Pingfan 鄒平凡. Ce dernier s'allie contre Ye avec l'ancien secrétaire privé de Wang Jingwei, désormais à la tête du principal journal de Wuhan, *Hu Lancheng. À la veille de la capitulation japonaise, Ye Peng s'entend avec le Juntong pour organiser la sortie de la guerre. À la différence des officiers comme Zou Pingfan qui livrent leurs troupes au GMD et obtiennent le pardon de Chongqing, Ye Peng est arrêté, sans doute à la demande de Chen Cheng qui a la haute main sur le recouvrement de la région. Malgré les soutiens qu'il dispose au Juntong et de sa contribution au « salut national par des voies détournées », Ye Peng ne peut être sauvé. Chen Cheng porte lui-même son ordre de condamnation à Jiang Jieshi qui le signe. Ye Peng est immédiatement exécuté.

(MRDC, p. 1251 ; Lan Shuxuan 1992 ; Wu Ming 1993 ; Bao Zhihong 1982).

Yin Rugeng 殷汝耕 (1883-1945)

Né dans la préfecture de Wenzhou (Zhejiang), diplômé de l'Université Waseda, marié à une japonaise, il est membre de la Ligue Jurée puis du GMD. Après l'échec de la seconde révolution, il travaille pour le gouvernement Beiyang et la clique du Fengtian. En 1926, il rallie Jiang Jieshi qui le charge des relations avec les Japonais, puis travaille comme secrétaire japonophone à la mairie de Shanghai. Suite à la Trêve de Tangu en 1933, il devient superviseur administratif dans la zone démilitarisée que Nanjing doit concéder aux Japonais. Collaborant secrètement avec l'Armée du Guandong, Yin fait fortune en organisant la contrebande de produits japonais en Chine du Nord. En novembre 1935, il prend la tête du Gouvernement autonome du Hebei oriental. Tenu responsable de la Mutinerie de Tongzhou (*Tsūshū jiken*), le 29 juillet 1937, au cours de laquelle des troupes « fantoches » tuent des civils japonais, il est épargné grâce à l'aide de *Tōyama Mitsuru mais doit verser une

indemnité de 1,2 million de yens aux victimes et s'exiler au Japon jusqu'en 1943. À son retour en Chine, il occupe des postes de second plan dans le Shanxi. Jugé avec les autres dirigeants du gouvernement de Nanjing, il est condamné à mort et exécuté.

(SSY, p. 1-2 ; Kahn 1978, p. 186 sq. ; SWHB, p. 1162 ; AS 23/12/37).

Yin Tong 殷同 (1889-1942)

Originaire de Jianyin (Jiangsu), il est diplômé de l'École de comptabilité de l'armée de terre japonaise. Après avoir travaillé comme comptable dans l'armée, il est nommé inspecteur de la gabelle au Hebei en 1928. Après la Trêve de Tangu en 1933, à laquelle il participe comme négociateur, Yin Tong prend la tête de la ligne de chemin de fer Beijing-Nanjing. À la fondation du Gouvernement provisoire en décembre 1938, il devient chef du Bureau général de la construction (*jianshe zongshu*) et conserve des fonctions équivalentes dans le Comité des affaires politiques de Chine du Nord. Il décède en décembre 1942, en raison de problèmes cardiaques.

(ZKD, p. 561).

Yuan Shu 袁殊 (1911-1987)

Sans doute l'une des figures les plus fascinantes de la période. Yuan Shu compte parmi les rares « agents quintuples » (*wufang tewu* 五方特務) qui collaborent avec le GMD, le PCC, le Komintern, le groupe de Wang Jingwei et les Japonais. Originaire de Qichun (Hubei), il est le fils d'un notable local, membre de la Ligue jurée et magistrat de district sous le gouvernement nationaliste. Yuan Shu grandit à Shanghai où sa famille s'installe en 1919. Anarchiste dès l'adolescence, il représente son collège lors du Mouvement du 30 mai 1925. À l'invitation de l'ancien garde du corps de Sun Yat-sen, Hu Baoyi 胡抱一 (1890-1943), il quitte l'école, l'année suivante, pour participer à l'Expédition du Nord comme petite main de la propagande au sein de l'armée. Après 1928, il travaille pour le GMD, notamment comme enquêteur au Shandong pour le Comité national d'aide aux sinistrés. Tout en continuant à fréquenter les cercles anarchistes, il publie des articles dans les journaux de l'aile droite du GMD comme le *Minguo ribao*. En 1929, il part étudier à Tokyo avant de revenir en Chine pour travailler comme journaliste au *Wenyi xinwen* (Nouvelles des arts et des lettres). Remarqué pour ses écrits, il est recruté en octobre 1931 par l'agent double communiste Pan Hannian comme « membre spécial du Parti » qui le charge d'infiltrer le cœur du pouvoir nationaliste. Entre 1932 et 1934,

Yuan Shu parvient ainsi à devenir un cadre de la clique CC en intégrant le Zhongtong. On lui demande également de se lier d'amitié avec *Iwai Eiichi, employé du consulat de Shanghai, lui-même chargé de recruter des intellectuels chinois projaponais. À l'été 1935, Yuan Shu est arrêté dans le cadre du démantèlement d'un réseau communiste menant au représentant des services secrets du Komintern à Shanghai. Il est libéré en avril 1936 et séjourne à nouveau au Japon. Un an plus tard, il revient en Chine et reprend contact avec Pan Hannian. À la même époque, il est accepté dans la Bande verte et, sur recommandation de Du Yuesheng à Dai Li, devient un officier du Juntong en 1937. Tout en étant toujours un agent de Pan Hannian, Yuan est désigné à la tête d'un « groupe d'action » dont les cibles sont les Japonais et les collaborateurs. À l'été 1939, Dai Li ordonne à Yuan Shu de faire sauter le « n°76 », mais le chef du bureau shanghaien du Juntong, Wang Tianmu 王天木 (1891-1995), ayant déjà fait défection en faveur des services secrets projaponais, transmet les plans de l'opération à *Li Shiqun qui fait arrêter Yuan Shu. Ce dernier à la vie sauve grâce à son ami Iwai qui informe Li Shiqun, en octobre 1939, que Yuan est en réalité l'un de ses agents. Li s'en remet à l'Agence de la prune de *Kagesa Sadaaki qui accepte de relâcher Yuan Shu. Après avoir obtenu l'accord de Pan Hannian et de Dai Li, Yuan rejoint le réseau d'espionnage d'Iwai qui espère, à travers lui, établir un contact avec le Juntong. Mais c'est en fait Pan Hannian qui, par l'intermédiaire de Yuan, s'infiltré sous un faux nom dans le réseau d'Iwai et se voit confier des fonds pour monter un journal projaponais à Hongkong. Tout en faisant du renseignement pour Iwai, Pan utilise son argent pour financer les activités du PCC dans la colonie britannique et à Shanghai où il emploie jusqu'à 40 agents. Yuan Shu devient le principal organisateur chinois du « Mouvement pour l'essor de l'Asie et la reconstruction nationale » (*xingya jianguo yundong*) lancé par Iwai à la demande de Kagesa. Il met ses talents de journaliste au service des différentes publications du mouvement, telles que le *Zhengzhi yuekan* (Mensuel politique), qui n'hésitent pas à critiquer le gouvernement de Wang Jingwei et diffusent un discours en faveur d'un gouvernement constitutionnel. Yuan utilise à l'époque plusieurs pseudonymes tels que Yan Junguang 嚴軍光 ou Zeng Dazhai 曾達齋. Les journalistes dont il s'entoure sont pour certains des agents communistes. Yuan occupe par ailleurs des fonctions au sein du régime de Nanjing. Grâce à ses liens avec *Li Shiqun, il est nommé à la tête des équipes de travail du GMD

dans les zones de pacification rurale et comme chef du bureau de l'Éducation du gouvernement provincial du Jiangsu. C'est par son intermédiaire que Li Shiqun organise une entrevue entre Pan Hannian et Wang Jingwei en avril 1943. À la fin de la guerre, il rejoint une zone communiste dans le Nord-Jiangsu ce qui conduit les services nationalistes à découvrir qu'il est un agent double. À partir de 1949, il travaille pour les services de renseignement à Beijing. En 1955, il est l'une des victimes collatérales de l'« Affaire Pan Hannian » qui voit Mao Zedong accuser Pan d'être un félon (*neijian*), après que ce dernier lui a avoué sa rencontre avec Wang Jingwei en 1943. Cette affaire est, en réalité, montée de toutes pièces par Mao, dans le cadre d'une purge interne débutée l'année précédente par l'élimination de Gao Gang 高崗 (1905-1954) et de Rao Shushi 饒漱石 (1903-1975). Yuan Shu est arrêté à son tour et condamné à douze ans de prison. Sa peine prenant fin en pleine Révolution culturelle, il est de nouveau emprisonné jusqu'en 1975, avant d'être envoyé dans un *laogai*. Il apprend à sa libération, en 1980, que sa femme s'est suicidée en 1968. Comme Pan, il est finalement réhabilité en 1982.

(Seki 2012 ; Yick 2001, p. 68 *sqq.* ; Yuan Shu 1984 ; Zeng Long 2016 ; Xiao-Planes 2010).

Yuan Yuquan 袁愈全 (1905- ?)

Originaire de Puding (Guizhou), il fait des études d'économie à l'Université Keiō de Tokyo. À partir de 1931, il dirige un bureau de la Banque des communications de Shanghai. Resté à Shanghai au début de l'invasion, il est contacté à l'été 1938 par son vieil ami Ogawa Aijirō 小川愛次郎. Directeur du bureau de Shanghai de la Mantetsu, ce dernier est emprisonné en janvier 1938 par la *kenpeitai* en raison de ses prises de position contre la guerre. Il reçoit à cette occasion le soutien d'*Ishii Itarō. Par l'intermédiaire d'Ogawa, Yuan fréquente les concepteurs japonais du Mouvement de paix tels que *Kagesa Sadaaki. Au moment de la formation du gouvernement de Wang Jingwei, il est présenté à *Mei Siping par son ancien camarade *Gu Baoheng. D'abord nommé conseiller au ministère de l'Industrie et du Commerce dirigé par Mei, Yuan succède en août 1940 à Gu au poste de chef du bureau du Commerce. À partir d'octobre, il cumule la charge de secrétaire général du Comité de gestion des vivres. Il est notamment chargé de négocier avec l'occupant la rétrocession des usines chinoises spoliées. Après la réorganisation du ministère, il est promu vice-ministre chargé des affaires générales en avril 1942. En octobre 1943, il suit Mei Siping au

ministère de l'Intérieur, toujours comme vice-ministre. Bien qu'il effectue donc toute sa carrière de collaborateur sous l'aile de Mei Siping, Yuan devient son rival en 1944. Suite à un conflit entre les deux hommes au sujet d'une nomination, Yuan remet à *Chen Gongbo des renseignements compromettants au sujet de Mei. Yuan est condamné à quinze ans de prison en novembre 1947. Sa trace se perd ensuite. Il est l'auteur de plusieurs *wenshi ziliao* sur la politique économique du régime de Wang Jingwei, ce qui laisse penser qu'il est resté en Chine. Dans l'un d'eux, il dit être retourné au Japon en 1950 ; signe qu'il était alors libre de ses mouvements.

(*SWHB*, p. 986-1058 ; Brooks 2000, p. 187, 256 ; *MZN*, p. 1093 ; Coble 2003, p. 82 ; Kobayashi 2000, p. 354 ; Martin 2003, p. 407).

Z

Zeng Zhongming 曾仲鳴 (1896-1939)

Bien qu'il soit mort trop tôt pour prendre part à l'État d'occupation, Zeng joua, par sa disparition même, un rôle important dans la genèse du gouvernement collaborateur de *Wang Jingwei. Natif de Minhou (Fujian), il est présenté à ce dernier, le 29 mars 1912 à Canton, par sa sœur aînée Zeng Xing 曾醒 (1882-1954). En 1907, celle-ci était partie étudier à Tokyo, où elle était devenue très proche de Wang et *Chen Bijun. En 1910, elle avait pris part à la conjuration visant à tuer le prince régent. En 1913, Zeng Zhongming suit Wang Jingwei en France. Wang le forme personnellement à la poésie et à la calligraphie. Après avoir obtenu une licence de chimie à Bordeaux, Zeng se tourne vers la littérature et obtient un doctorat de l'Université de Lyon. Entretemps, il prend la direction de l'Institut franco-chinois de Lyon en 1921 et épouse son ami d'enfance Fang Junbi 方君璧 (1898-1986) l'année suivante. Durant son séjour dans la capitale des Gaules, Zeng publie notamment *La Chine pacifique* (1924), préfacée par le maire de la ville, Édouard Herriot (1872-1957). De retour en Chine en 1925, il enseigne la littérature française à l'Université Zhongshan de Canton. Après l'élection de Wang Jingwei à la tête du Gouvernement nationaliste, en juillet, Zeng devient son principal secrétaire privé. Ce poste fait de lui le plus proche collaborateur de Wang jusqu'à la fin de sa vie. Durant la « décennie de Nankin », il occupe des fonctions officielles dans l'administration, qu'il quitte en novembre 1935 pour suivre Wang en Europe. En décembre 1938, il fait défection à la suite de Wang. Le 21 mars

1939, vers deux heures du matin, un commando du Juntong pénètre dans la villa de Wang, sise au 25-27 rue Gialong à Hanoï. Ce soir-là, 26 personnes sont présentes dans le bâtiment. En raison de la protection offerte par les autorités françaises et de l'interdiction du port d'arme en Indochine, les mesures de sécurité sont quelque peu relâchées. Après avoir escaladé la façade, les trois tueurs pénètrent dans ce qu'ils croient être la chambre de Wang Jingwei et ouvrent le feu, blessant Zeng et son épouse. Transporté en urgence à l'hôpital, Zeng décède peu après, sous les yeux de Wang. Bouleversé et furieux contre Jiang Jieshi, Wang décide, peu après, de rejoindre Shanghai pour y entamer les préparatifs du nouveau gouvernement. Premier martyr du Mouvement de paix, Zeng est l'objet de nombreux hommages tout au long de l'occupation. L'un de ses tueurs est arrêté par les autorités françaises. Le 7 février 1940, Wang Jingwei écrit, en français, au gouverneur général d'Indochine, Georges Catroux (1877-1969), pour l'avertir qu'il suivra attentivement le procès aux assises du principal coupable de son ami et qu'il est confiant dans la sévérité de la justice française. Le 19 mars 1940, quelques jours avant l'inauguration du gouvernement de Nanjing, le consulat de Shanghai reçoit la nouvelle que « Huang Jou Kiao, 4^e auteur de l'assassinat de Zeng Zhongming », a été condamné aux travaux forcés à perpétuité par la cour criminelle de Hanoï. Le 31 mai 1940, une nièce de Zeng est tuée par des agents de Chongqing dans la concession française de Shanghai. Pendant ce temps, Chen Gongshu 陳恭澍 (1907-1969), le chef du commando envoyé par Dai Li pour assassiner Wang Jingwei, poursuit ses activités clandestines à Shanghai. Le 29 octobre 1941, il est arrêté par le n°76. Comme beaucoup d'autres agents de Chongqing, il fait alors défection au profit des services secrets de Nanjing. Bien qu'il se soit repenti, Chen Bijun, dont Fang Junbi est la plus fidèle suivante, prend très mal la chose. Le n°76 fait donc en sorte que Chen Gongshu ne croise jamais le chemin des deux femmes.

(wangjingwei.org ; Chan Cheong-choo 1992, p. 108-113 ; AH 118-010100-0008-061 ; ADF 503 ; *Tairiku shinpō* 01/06/40 ; Wang Manyun 2010, p. 280).

Zhang Beisheng 張北生 (c.1900-1954)

Né à Haimen (Jiangsu) dans une famille de petits propriétaires fonciers, il sort diplômé en génie minier de l'Université Beiyang (Tianjin) en 1926. Par l'intermédiaire d'un camarade, il fait la connaissance de Chen Lifu, lui aussi un spécialiste des mines et bras droit de Jiang Jieshi.

Grâce à son appui, Zhang obtient des postes dans l'appareil central du GMD, notamment comme responsable de la censure. Il est, en particulier, chargé de contrôler le contenu de la revue *Geming pinglun* éditée par *Chen Gongbo en 1928. Ne donnant pas satisfaction au Bureau central du parti, il est contraint de quitter son travail au bout de trois ans. Se tournant à nouveau vers Chen Lifu, il trouve une place comme fonctionnaire subalterne au ministère de l'Intérieur. En 1932, il suit pendant six mois une formation politique à l'Académie de Huangpu avant d'être envoyé dans le Jiangxi où les troupes nationalistes luttent contre les soviets. Par la suite, il est recommandé par Chen Guofu, alors gouverneur du Jiangsu, à un poste d'instructeur politique dans l'école de formation des cadres militaires et de police de Zhenjiang, puis comme chef de section au bureau de Sécurité publique du gouvernement provincial. Peu après le déclenchement de la guerre en août 1937, il est nommé magistrat du district de Jiading, au nord de Shanghai. Début 1938, Zhang est désigné magistrat de Nantong, mais il est démis de ses fonctions un an plus tard en raison de son manque d'énergie dans la résistance au Japon. Désœuvré, il retourne à Shanghai fin 1939 où il croise son compatriote Wu Sibao, membre de la Bande verte et principal lieutenant de *Li Shiqun au sein de la police secrète du n°76. Zhang cherche à gagner la confiance de ce dernier en l'aidant à piéger, lors d'une partie de mahjong en mai 1940, plusieurs dirigeants locaux du GMD (Ma Yuanfang 馬元放, Zhang Mumin 掌牧民, Shi Shunyuan 石順淵, Cui Buwu 崔步武 et Zhou Xiaobo 周孝伯). À l'exception du premier, tous acceptent rapidement de faire défection. Méfiant, Li Shiqun nomme Zhang Beisheng conseiller au n°76 tout en le plaçant en résidence surveillée. Il est ensuite désigné chef du bureau des Affaires générales de l'École centrale de la brigade fiscale, le bras armé de *Zhou Fohai. Mais c'est à partir du lancement de la Campagne de pacification rurale (*qingxiang*) à l'été 1941 que, fort de son expérience dans le Jiangxi, Zhang sait se rendre indispensable aussi bien auprès de Li Shiqun que des Japonais qui voient en lui un « expert de la pacification rurale ». Il occupe des postes importants, notamment comme chef du bureau de la Police du Jiangsu ou responsable de la zone de pacification du Sud-Jiangsu. Début 1943, il est choisi pour superviser l'extension du *qingxiang* au Nord-Jiangsu. Dans cette région stratégique, car abritant de nombreuses unités de guérilla, Zhang traite directement avec les militaires japonais. Il obtient de pouvoir commander son propre régiment aux dépens de

Li Shiqun qui espérait s'appuyer sur lui pour se constituer une armée personnelle. Aussi sa carrière n'est-elle pas affectée par l'assassinat de ce dernier, fin 1943. Il est arrêté par les autorités nationalistes en octobre 1945 qui le condamnent à mort l'année suivante. Cette peine est commuée en prison à vie en appel. En 1951, il est transféré de Shanghai à Nantong où il est condamné à mort puis exécuté en 1954.

(Yu Huanhuang 1993 ; Cai Dejin 1986, p. 41-43 ; Martin 2001, p. 130 ; Xu Jiajun 2014, p. 337-338).

Zhang Chaokun 張焯堃 (1889- ?)

Originaire du district de Zhongshan (Guangdong), il étudie aux États-Unis où il obtient une licence d'agronomie à l'Université Cornell. Il travaille ensuite au bureau de l'Agriculture du gouvernement provincial du Guangdong et enseigne l'agronomie à l'Université de Canton. En septembre 1943, il succède à *Wang Qi comme maire de la ville.

(ZMSD, p. 1060).

Zhang Renli 張仁蠡 (1900-1951)

Né à Wuchang, fils cadet de Zhang Zhidong 張之洞 (1837-1909) – l'un des « quatre ministres fameux » (*si da mingchen*) de la fin des Qing –, il est resté connu comme l'un des « quatre grands traîtres du Hubei » (*Hubei si da hanjian*). Poète et calligraphe raffiné, Zhang est aussi un fumeur d'opium invétéré. Diplômé de l'Université de Beijing, il travaille comme magistrat de district dans le Hebei à partir de 1926. Son frère, Zhang Yanqing 張燕卿 (1898-1952), collabore avec le Japon d'abord comme ministre de l'Industrie et des Affaires étrangères du Manzhouguo, puis comme vice-président de la Xinminhui. Zhang Renli est, quant à lui, nommé chef du bureau des affaires civiles du Conseil autonome anticommuniste du Hebei oriental en 1935 avant d'être recruté, début 1939, pour être maire de Wuhan. En 1940, il intègre le Comité central du GMD de Wang Jingwei. Lorsque Wuhan est rétrogradé au rang de ville ordinaire en 1943, Zhang utilise l'appui de ses patrons japonais pour obtenir la mairie de Tianjin. Il est arrêté et exécuté après la guerre.

(MRDC, p. 906 ; Cheng Hua 1985).

Zhang Yipeng 張一鵬 (1873-1944)

Né à Suzhou dans une famille de lettrés fonctionnaires descendant de l'homme politique et penseur des Song, Zhang Zai 張載 (1020-1078), il est reçu à l'examen provincial en 1893. Il part ensuite étudier à l'Université Hōsei (Tokyo) où il côtoie *Wang Jingwei. De retour

en Chine, il est fonctionnaire au ministère de la Justice ainsi que dans le Yunnan. Après la Révolution de 1911, il travaille pour le ministère de la Justice du gouvernement Beiyang, dont il devient vice-ministre en 1917, ainsi que dans l'administration provinciale du Jiangsu. Par la suite, Zhang exerce comme avocat et préside le barreau de Shanghai pendant de nombreuses années. L'arrivée au pouvoir du Gouvernement nationaliste entraîne, en juin 1927, une réorganisation du barreau, dont profitent certains de ses membres pour se débarrasser de Zhang. Au début de l'occupation, il dirige officieusement une organisation caritative. Il fréquente à l'époque un Taïwanais se faisant appeler Su Sen 蘇森, qui travaille comme interprète pour l'armée japonaise de Shanghai tout en faisant du renseignement pour Chongqing. Il recommande Zhang aux autorités d'occupation qui mentionnent son nom à Wang Jingwei. Comme il n'est pas resté en contact avec Zhang depuis leurs années au Japon, Wang passe par l'intermédiaire du journaliste Chen Binhe 陳彬龢 (1897-1970). À en croire *Jin Xiongbai, Chen tente de convaincre Zhang en lui expliquant qu'en devenant ministre de la Justice, il pourrait aider à la libération de 600 agents de Chongqing. Zhang lui demande un temps de réflexion et contacte Chongqing qui lui dit de refuser l'offre. Zhang finit toutefois par accepter mais seulement pour six mois, le temps de faire libérer les résistants. C'est ainsi qu'il est désigné ministre de la Justice du gouvernement de Nanjing en décembre 1943. Au cours de son mandat, il négocie effectivement avec les Japonais pour obtenir la libération de prisonniers chinois. Suite à une des nombreuses inspections qu'il effectue dans les prisons du régime, il contracte le typhus et décède exactement six mois après son entrée en fonction. (MRDC, p. 899 ; WKS, p. 454-459 ; Xu Xiaoqun 2004, p. 122-124).

Zhao Yusong 趙毓松 (1897-1971)

Originaire de Liping (Guizhou), il est, avec Zhang Yinghua 張英華 (1886- ?), le principal transfuge du Parti de la jeunesse chinoise (*Zhongguo qingnian dang*) au sein du gouvernement de Wang Jingwei. Il débute sa carrière sous le patronage de Yuan Zuming 袁祖銘 (1889-1927), avant de s'installer dans le Nord-Est pour travailler comme conseiller pour la clique de l'Anhui. En 1926, il adhère au Parti de la jeunesse chinoise, fondé à Paris en 1923, et rallie, aux côtés de Yuan Zuming, l'Armée nationale révolutionnaire au cours de l'Expédition du Nord. Suite à l'assassinat de Yuan en 1927, Zhao se réfugie au Sichuan et

poursuit ses activités anticommunistes. Durant la « décennie de Nankin », il est l'un des dirigeants du Parti de la jeunesse et le rédacteur en chef du *Xin Zhongguo ribao* (La Nouvelle Chine). En mai 1933, il noue des relations avec les Japonais à Tianjin. Après la défection de Wang Jingwei en décembre 1938, il décide de rallier le Mouvement de paix au printemps 1939 avec plusieurs membres de son parti, mais échoue à obtenir la défection de son chef, Zeng Qi 曾琦 (1892-1951). Le Parti de la jeunesse chinoise est alors divisé entre les partisans de la résistance, qui participent à la Ligue démocratique, d'une part, et ses branches en zone occupée à Beijing et Nanjing, d'autre part. En novembre 1939, Zhao organise à Shanghai le Comité d'action politique central du Parti de la jeunesse chinoise, dont il prend la tête. Il prône l'adoption rapide d'une Constitution face à *Zhou Fohai qui souhaite la reporter. Tout en siégeant au Comité politique central, Zhao dirige le ministère de l'Agriculture et des Mines jusqu'à la fusion de celui-ci avec le ministère de l'Industrie en août 1941. Dénué de tout poids politique, sinon celui que lui confère son rôle de représentant d'un petit parti, Zhao joue les utilités comme ministre de la Justice jusqu'en novembre 1942, puis ministre du Personnel jusqu'en août 1943, avant de finir la guerre comme ministre sans portefeuille. Après la défaite japonaise, il se cache à Jinan (Shandong) puis s'enfuit à Hongkong, avant l'arrivée des Communistes. Il s'installe, fin 1950, au Japon où il se lie d'amitié avec l'ancien ministre de l'Économie du Manzhouguo, Han Yunxie 韓雲階 (1894-1982), et rédige des textes de propagande anticommuniste à la demande de l'ancien seigneur de la guerre Yan Xishan. Suite à l'annonce de la visite du président Richard Nixon (1913-1994) à Beijing au milieu de l'année 1971, Zhao tente de se suicider en prenant du poison. Affaibli, il meurt quelques mois plus tard. En 1978, son ami Matsumoto Masuo 松本益雄, ancien haut fonctionnaire du Manzhouguo, traduit et publie ses Mémoires sous le titre *Geishunka : Chō Ikushō no Chūgoku kakumei kaikoroku* 迎春花: 趙毓松の中國革命回顧錄 (Floraisons printanières : les Mémoires de la révolution chinoise de Zhao Yusong). (MRDC, p. 1326 ; Huang Meizhen 1987, p. 700 ; ADF 503 ; Horii 2011, p. 85 ; Wikipedia).

Zhao Zhengping 趙正平 (1877-1945)

Natif de Shanghai, il suit une formation à l'Académie militaire du Zhejiang avant de poursuivre, en 1905, ses études au Japon, où il intègre le département de sciences politiques de l'Université Waseda et adhère à la Ligue jurée.

Après avoir servi comme chef d'état-major de la préfecture de police de Nanjing en 1912, il part diriger l'école chinoise de Jakarta. En 1917, il participe à la réouverture de l'Université Jinan à Shanghai dont il prend la direction jusqu'en 1925. Fort de son expérience indonésienne, il y favorise le retour de la jeunesse issue de la diaspora chinoise à qui est destiné cet établissement. En 1928, il devient chef du bureau des Affaires sociales de Beiping. Au début de la guerre, son neveu Zhao Ruheng 趙如珩 est nommé inspecteur dans le ministère de l'Éducation du Gouvernement réformé. C'est par son intermédiaire qu'il est amené à collaborer. Son capital politique au sein de l'État d'occupation repose sur son imposant carnet d'adresse dans le milieu éducatif chinois, qui est l'une des principales cibles de l'entreprise de recrutement du gouvernement de Wang Jingwei. Zhao est désigné ministre de l'Éducation en mars 1940 mais se trouve rapidement l'otage des querelles de factions dont son ministère est l'un des théâtres. L'objet du conflit est la répartition des postes de seconds que se disputent la clique CC de *Zhou Fohai et la clique du Palais de Wang Jingwei. Membre de la première et responsable du recrutement des intellectuels, *Ding Mocun recourt aux menaces physiques pour imposer ses candidats tels *Dai Yingfu. Zhao est remplacé en août 1941 par un proche de Wang Jingwei, *Li Shengwu. Il doit notamment sa disgrâce à l'antipathie que développe *Chen Bijun à son égard. Il prend alors la tête de l'Université nationale de Shanghai créée en septembre 1942 à partir d'une école d'agronomie établie à la demande des Japonais sur le terrain de l'Université Fudan. Établissement public, l'Université de Shanghai est en réalité à moitié gérée par les Japonais. L'ambassade japonaise lui fait don des ouvrages confisqués par les troupes d'occupation dans le Jiangnan. Les circonstances dans lesquelles Zheng meurt varient selon les sources. Il se serait suicidé peu après la défaite du Japon ou serait mort de maladie dans une cachette à Ningbo. (Yan Youwen 1993 ; Zhou Chuan 2012, p. 455 ; Guoli Shanghai daxue 1943, p. 1).

Zhao Zunyue 趙尊嶽 (1897-1965)

[hao, Shuyong 叔雍]

Originaire de Wujin (Jiangsu), il est le fils du puissant secrétaire privé de Zhang Zhidong, Zhao Fengchang 趙鳳昌 (1856-1938). Disciple de Kuang Zhouyi 況周頤 (1859-1926), considéré comme l'un des « quatre grands poètes de la fin des Qing », Zhao se fait lui-même un nom dans la poésie, parallèlement à sa carrière de

journaliste et de fonctionnaire. Secrétaire de direction au *Shenbao*, il travaille pour la branche pékinoise du Yuan exécutif avant d'être brièvement nommé conseiller au ministère des Chemins de fer en 1932. Zhao occupe par la suite des postes de direction dans la banque et l'industrie. Après la défection de Wang Jingwei, fin 1938, ce proche de *Zhou Fohai est envoyé à Beijing pour discuter avec Wu Peifu, alors pressenti comme l'un des dirigeants du futur gouvernement central de collaboration. Zhao rejoint ensuite *Lin Bosheng à Shanghai pour participer à la mise en place de l'appareil de propagande du Mouvement de paix. En mars 1940, il est récompensé par une sinécure comme numéro deux du ministère des Chemins de fer ainsi que par un siège au Comité politique central, dont il devient vice-secrétaire général en mars 1944. En février 1942, Zhao est nommé secrétaire général de la municipalité de Shanghai ; une charge importante dans la mesure où le maire, *Chen Gongbo, s'investit peu dans la gestion quotidienne de la métropole. Après la mort de Wang Jingwei et l'affaiblissement de la clique du Palais qui s'ensuit, il remplace Lin Bosheng au ministère de la Propagande en décembre 1944. Zhao publie régulièrement dans la revue littéraire *Gujin*. Emprisonné après la capitulation japonaise, il est libéré en 1948. Il s'exile à Singapour où il enseigne à l'Université Nanyang, tout en continuant à fréquenter d'anciens collaborateurs tels que *Jin Xiongbai. (MRDC, p. 1324 ; WKS, p. 98, 265 ; Fu Poshek 1993, p. 114, 131 ; Chiu 2008, p. 216).

Zhou Fohai 周佛海 (1897-1948)

Il naît à Yuanling (Hunan) dans une famille de fonctionnaires sur le déclin. Bureaucrate de district au Fujian, après avoir s'être distingué dans l'armée du Hunan pendant la rébellion Taiping, son père est poussé au suicide par une campagne de dénigrement. Zhou rentre alors au Hunan et brille par ses résultats scolaires. Marié très jeune, il est déjà père de deux enfants à l'âge de vingt ans. En 1918, il réussit le concours d'entrée de l'École supérieure n°1 de Tokyo, ce qui lui vaut de recevoir une bourse du gouvernement chinois. Il intègre ensuite l'Université impériale de Kyōto où il suit notamment les cours de l'économiste marxiste Kawakami Hajime 河上肇 (1879-1946), futur traducteur de *Das Kapital*. Après avoir fait la connaissance de Chen Duxiu durant l'été 1920, Zhou représente les étudiants chinois au Japon lors du 1^{er} congrès du PCC à Shanghai, à l'issue duquel il est élu vice-président du parti. Durant son séjour à Shanghai, il s'éprend de Yang

Shuhui 楊淑慧, fille d'un riche marchand. Il s'enfuit avec elle au Japon et l'épouse. Placé sous surveillance par la police nippone, Zhou renonce à ses activités politiques et se concentre sur ses études. Peu après l'entrée en vigueur du Front uni, il rejoint Canton, en mai 1924, à l'invitation de Dai Jitao 戴季陶 (1891-1949), qui obtient pour lui un poste de secrétaire dans le département de la propagande du GMD. Parallèlement, Zhou enseigne à l'Université de Canton et à l'Académie militaire de Huangpu. C'est à cette époque qu'il quitte le PCC. À la mort de Sun Yat-sen en mars 1925, Dai Jitao et d'autres membres de l'aile droite du GMD, qui forment le groupe des Collines de l'Ouest, s'opposent ouvertement aux Communistes. Zhou met sa plume au service de cette cause, ce qui lui vaut des attaques de la part de ses anciens camarades, alors même que beaucoup de Nationalistes conservateurs lui tiennent toujours rigueur de son passé rouge. Au moment de l'arrivée de l'Expédition du Nord à Wuhan, durant l'automne 1926, Zhou est recommandé par Dai à Jiang Jieshi, qui le nomme secrétaire général et chef du département politique de la branche locale de l'Académie militaire centrale. Suite au schisme entre Wuhan et Nanjing, Zhou fuit en mai 1927, mais il est dénoncé comme Communiste et arrêté à Shanghai. À sa libération, trois semaines plus tard, Jiang le désigne instructeur politique en chef de l'Académie militaire centrale. La démission du Généralissime, en août 1927, oblige Zhou à quitter un temps le gouvernement pour enseigner à l'Université Zhongshan de Canton à l'invitation, une nouvelle fois, de Dai Jitao. Afin de soutenir le retour de Jiang au pouvoir, les deux hommes lancent le mensuel *Xinshengming* (*Nouvelle vie*) à Shanghai, en janvier 1928. Une maison d'édition du même nom est également créée. En avril, Zhou y publie son ouvrage *Sanminzhuyi zhi lilun de tixi* 三民主義之理論的體系 (Le système théorique des Trois principes du peuple) qui l'impose comme le principal exégète de la pensée du « père de la nation ». Il y critique le communisme dont il prédit l'échec inévitable pour s'être affranchi du cadre national. Nommé « député des Philippines » au 3^e congrès du GMD (mars 1929), Zhou est élu au Comité exécutif central lors du congrès suivant (novembre 1931). Peu après, il intègre le gouvernement provincial du Jiangsu, dont il dirige le bureau de l'Éducation. Si les liens entre Zhou et les « Chemises bleues » ont été contestés par Lloyd Eastman, des recherches plus poussées de Brian G. Martin ont montré qu'ils existaient bien. Tout en étant membre de la clique CC,

Zhou a, en effet, gardé des liens avec les cadets de la Fuxingshe (Société de la renaissance), depuis son passage par l'Académie de Huangpu. Cette position singulière l'amène à jouer les intermédiaires entre ces factions rivales, bien que toutes deux affiliées à Jiang Jieshi. La position de Zhou sort renforcée du 5^e congrès (novembre 1935), au cours duquel il est réélu au Comité exécutif central et promu à la tête du Département de la formation des masses du GMD. Le groupe politique rival, dirigé par *Wang Jingwei, est au contraire grandement affaibli à la suite de l'attentat dont est victime ce dernier. En janvier 1937, Zhou est l'un des trois dirigeants envoyés à Hongkong pour accueillir Wang à son retour d'Europe. Bien qu'opposé au remaniement des instances du GMD pour y réintégrer ce dernier, Zhou n'a d'autre choix que d'obtempérer. Il perd son poste de chef du bureau de la formation des masses au profit de son ancien camarade communiste *Chen Gongbo. Un mois après le début de la guerre, Zhou retrouve des fonctions de premier plan au sein du bureau personnel de la direction du Comité des affaires militaires, à la tête duquel Jiang Jieshi dirige l'ensemble du parti-État nationaliste. Début septembre 1937, il est également nommé, sous Chen Gongbo, directeur adjoint du 2^e bureau du quartier général suprême chargé de la stratégie politique. Il y collabore notamment avec *Ding Mocun. En novembre 1937, Zhou est l'un des principaux concepteurs du Corps de la jeunesse des Trois principes du peuple ; l'organisation de masse censée régénérer le GMD au service de Jiang et mettre fin aux querelles entre clique CC et Fuxingshe. Zhou joue également les intermédiaires pour favoriser la coopération des petits partis dans le Front uni. De même, il négocie avec les Communistes, aux côtés de *Tao Xisheng et Chen Gongbo. Cet effort aboutit à la formation du Conseil consultatif de défense nationale (*guofang canyi hui*), le 9 septembre 1937, puis à celle du Conseil politique du peuple (*guomin canzhenghui*), le 6 juillet 1938 ; tous deux dirigés par Wang Jingwei. Alors même qu'il s'implique dans la mise en place des institutions du Front uni, Zhou s'inquiète de la montée en puissance du PCC à la faveur de la guerre. Son pessimisme concerne également les capacités de résistance de la Chine face au Japon. La cave de Zhou à Nanjing, où ses amis viennent discuter chaque soir à l'abri des raids aériens, devient le lieu de ralliement des dirigeants nationalistes favorables à la recherche d'une solution diplomatique. Cette attitude mesurée, par opposition à la ligne de la guerre à outrance, leur vaut d'être surnommés les « camarades du ton bas » par Hu Shi. Parmi eux,

Tao Xisheng et *Gao Zongwu s'activent, avec Zhou, pour rendre possibles des négociations avec le Japon. C'est par leur intermédiaire que Zhou se rapproche alors de Wang Jingwei en qui il trouve un interlocuteur plus ouvert que Jiang Jieshi. Alors même qu'il doute toujours plus de la politique menée par son gouvernement, la réorganisation faisant suite au Congrès extraordinaire de mars-avril 1938 permet à Zhou de gagner encore en influence. Il cumule dès lors les charges de chef adjoint du bureau personnel de Jiang, dirigé par Chen Bulei, et de membre du Comité suprême de défense nationale. En outre, il prend, par intérim, la tête du département de la propagande, au sein du bureau central du GMD. Cette dernière position est particulièrement délicate en raison des rivalités politiques dont elle fait l'objet, mais aussi parce qu'elle place Zhou en porte-à-faux avec sa vision pessimiste de la guerre. Cette ambivalence est remarquée par le Généralissime qui convoque Zhou, mi-août et fin septembre, pour le lui en faire le reproche, au grand effroi de ce dernier. Elle oblige par ailleurs Zhou à côtoyer ses homologues communistes, Zhou Enlai et Guo Moruo 郭沫若 (1892-1978). Il désapprouve leurs méthodes consistant à nourrir la ferveur populaire pour la résistance jusqu'au bout, quitte à fabriquer des faits. Il cherche à limiter l'influence de cette propagande communiste en censurant des publications appelant à la mobilisation armée du peuple. Décidés à mener une offensive culturelle contre l'accaparement de l'« esprit de Wuhan » par le PCC, Zhou et Tao Xisheng fondent, le 14 janvier 1938, l'Association de recherche en art et littérature (*yiwen yanjiu hui*), qui ouvre plusieurs antennes. Dans le cadre de cette organisation, et sous prétexte de collecter des renseignements sur le Japon, Zhou envoie *Gao Zongwu à Hongkong puis à Shanghai, où s'établissent, fin mars 1938, les premiers contacts qui conduiront à la défection de Wang Jingwei. Plaçant ses espoirs dans ce canal, Zhou encourage Gao à se rendre au Japon, ce qu'il fait en juin. En dépit de l'opposition de Jiang Jieshi, qui arrête de financer Gao, Zhou décide de poursuivre ces activités ; jouant, là encore, un rôle moteur. Comme les autres dirigeants nationalistes, Zhou est profondément affecté par la prise, coup sur coup, de Canton et de Wuhan à l'automne 1938. Le 30 octobre, il s'interroge : « est-ce le héros qui forge son époque ou bien l'époque qui forge le héros ? Dans la situation actuelle, la possibilité d'inverser le cours des choses pour sauver la nation de la destruction repose entièrement sur les efforts que nous nous apprêtons à faire ». Dans les jours qui suivent, Mei Siping et Gao

Zongwu partent pour Shanghai, où ils mettent au point la défection de Wang Jingwei avec les émissaires japonais, lors de la conférence du Chongguangtang. Durant les derniers préparatifs, Zhou est irrité par l'indécision de Wang. Le 5 décembre, il prétexte une tournée d'inspection pour partir en éclaireur à Kunming où il tente, à la suite de *Chen Bijun, de rallier le seigneur de la guerre Long Yun à la cause de la paix. Après de longs jours passés à attendre Wang, qui reporte à plusieurs reprises son départ de Chongqing, Zhou est sur le point de renoncer lorsque Wang arrive enfin à Kunming, le 18 décembre. Après la déclaration du premier ministre *Konoe, le 22 décembre, Zhou prend part à la rédaction du *yandian*, dont il assure le transport, avec Chen Gongbo et Tao Xisheng, jusqu'à Hongkong. Craignant pour leur sécurité, ils s'installent dans la villa du banquier Tang Shoumin 唐壽民 (1892-1974), dont Zhou est proche. Malgré l'opposition de Gu Mengyu, Zhou et Chen décident de faire publier par *Lin Bosheng la déclaration de Wang qui provoque un tonnerre de réactions dans la presse chinoise. Inquiet, Zhou écrit à Chen Bulei pour l'avertir que ces attaques ne pourront qu'amener Wang à durcir sa position. Dans les semaines d'incertitude qui suivent le départ de Chongqing, Zhou contribue grandement à transformer le Mouvement de paix en un projet gouvernemental en zone occupée. Ce faisant, il supplante Gao Zongwu pour devenir le principal interlocuteur des Japonais. Alors que Chen Gongbo demeure à Hongkong, refusant de prendre directement part aux préparatifs, Zhou est celui qui conçoit la forme que prendra le futur régime en discutant avec les collaborateurs de la première heure et les dirigeants des petits partis ralliés au Mouvement de paix. Ce rôle central le conduit à affirmer dans son journal, le 26 avril 1940 : « En réalité, j'ai créé ce gouvernement à moi tout seul. Dans mon for intérieur, j'en tire une immense fierté ». Zhou insiste pour que le nouveau régime soit juridiquement et idéologiquement identique au Gouvernement nationaliste d'avant-guerre, afin de faciliter sa fusion avec Chongqing, dans la perspective d'une « paix complète » avec le Japon. À cette fin, il tente de reprendre contact avec Jiang Jieshi au printemps 1940, mais échoue à lui faire parvenir une lettre en raison du refus de Dai Li. Cette tentative est également motivée par la grande inquiétude que suscite chez Zhou l'internement de sa mère et d'autres membres de sa famille par le Juntong. Le Généralissime laisse néanmoins entendre indirectement à Zhou qu'il souhaite le voir abandonner Wang Jingwei. Le 15 septembre 1940, Zhou explique ainsi son refus de

quitter le Mouvement de paix : « M. Wang et moi sommes liés à la vie à la mort et affrontons ensemble l'adversité. Je ne peux pas le trahir, aussi bien pour des raisons de morale politique que par devoir personnel. La situation n'a rien à voir avec les circonstances dans lesquelles j'ai quitté Chongqing. Jiang ne m'a jamais traité à ma juste valeur [國士相待] et ses vues concernant le choix de la guerre ou de la paix diffèrent des miennes. Aussi ais-je dû quitter Chongqing à contrecœur. Aujourd'hui, M. Wang partage la même politique que moi et me considère en égal. Comment pourrais-je rompre avec lui ? ». Outre sa relation privilégiée, quoique non dénuée de tensions, avec les Japonais, Zhou tire son pouvoir du poids de ses alliés politiques au sein du Mouvement de paix. Organisant une nouvelle « clique CC », sa faction se taille la part du lion dans l'administration qui se forme alors. Le pouvoir de Zhou s'exerce notamment dans deux domaines cruciaux pour le futur gouvernement. Son service de sécurité, tout d'abord, dont il confie la direction à *Ding Mocun et *Li Shiqun, avant que ce dernier ne cherche à voler de ses propres ailes. Son financement, ensuite, dont Wang Jingwei délègue la gestion à Zhou. Prenant la tête d'un Comité des finances en septembre 1939, ce dernier gère l'aide de deux à trois millions de yens versée chaque mois par la Yokohama Specie Bank et négocie, par la suite, les emprunts contractés par Nanjing auprès du Japon. Il conserve sa place de grand argentier du régime comme ministre des Finances (mars 1940-1945) et comme directeur-général de la Banque centrale de réserve (janvier 1941-1945). S'ils traduisent l'importance de Zhou dans le dispositif politique de l'époque, ces nominations ne vont pas de soi. Le 21 juillet 1940, dans un de ces autosatisfecit dont il est coutumier, Zhou note que la décision prise par Wang, un an plus tôt, de lui confier les finances avaient été critiquées. Beaucoup ne voyaient en lui qu'un « rigolo », juste bon pour la propagande. Qu'un ancien ministre des Finances japonais comme *Aoki Kazuo approuve désormais ses idées en la matière lui apparaît donc comme une belle revanche. Également nommé vice-président du Yuan exécutif (décembre 1940-1945), Zhou est le véritable homme fort du gouvernement. Pour autant, il n'est pas tout puissant. D'une part, il doit composer avec l'entourage de Wang Jingwei qui lui est souvent hostile. D'autre part, plusieurs de ses lieutenants, notamment Li Shiqun, affaiblissent sa position en créant leur propre réseau d'obligés. Spécialiste de propagande, Zhou Fohai cherche à consolider son influence en s'appuyant sur la presse, dont la faction de

Wang Jingwei contrôle les principaux organes à travers Lin Bosheng. En mars 1940, il lance le *Zhongbao* (Journal du centre), dont il confie la rédaction à son bras droit *Luo Junqiang. En septembre, il fonde à Shanghai le *Pingbao* (Journal de la paix), dont un autre de ses lieutenants, *Jin Xiongbai, prend la tête. Suivent d'autres titres, tels que le *Shidai wanbao* (L'Époque), le *Haibao* (Journal de Shanghai) ou encore le *Jingbao* (Journal de la capitale). S'il est sans doute l'homme le plus occupé du Jiangnan, Zhou n'en trouve pas moins le temps d'assouvir son goût pour les femmes et l'alcool. Comme Jiang Jieshi, il se repent régulièrement dans son journal intime de ces penchants. Ils lui valent quelques drames conjugaux, rapportés par Jin Xiongbai, et des ennuis de santé qui le poursuivent jusqu'à son décès prématuré. À l'opposé de son épouse qui ne jure que par la médecine chinoise, Zhou n'a foi qu'en la médecine occidentale et consulte régulièrement des médecins japonais. Tarauté par la pensée qu'il a fait le mauvais choix en collaborant, Zhou écrit le 20 décembre 1940, à la suite d'une réception offerte par Tōjō Hideki : « je pense que mon opinion concernant le Japon, du temps où j'étais à Wuhan et Chongqing, était totalement erronée. La situation actuelle suffit à démontrer que les partisans de la guerre de résistance avaient raison ». L'attaque de Pearl Harbor, un an plus tard, vient confirmer chez Zhou la conviction de s'être trompé de camp. À ses yeux, la Chine ne pourra que pâtir de l'internationalisation du conflit sino-japonais, que le Japon soit ou non victorieux. Son pessimisme est renforcé par la déception croissante que lui inspire Wang Jingwei. Le 6 janvier 1943, en pleine période de réforme institutionnelle, Zhou note ainsi : « J'ai vraiment l'impression que M. Wang est sous l'emprise de son épouse [...]. Il perd progressivement son statut de leader pour devenir un chef de faction ». C'est dans ce contexte géopolitique et psychologique que Zhou devient un atout pour la résistance antijaponaise. En février 1942, Dai Li envoie à Zhou des nouvelles de sa mère, ajoutant qu'elle attend son retour à Chongqing. Zhou ne répond pas mais décide, vers cette époque, de proposer ses services au Juntong par l'intermédiaire de Cheng Kexiang ; un agent de Dai Li infiltré dans le gouvernement de Nanjing, qui vient d'être arrêté en janvier 1942. Envoyé à Chongqing par Zhou à l'automne, Cheng revient en février 1943 avec l'ordre de fusionner les bureaux du Juntong à Shanghai et Nanjing. La nouvelle organisation est chargée de coordonner les échanges entre Chongqing et Zhou, qui dispose désormais d'un radio-transmetteur le reliant directement au Juntong. Ce dernier réalise

rapidement que Zhou n'entend pas lui obéir au doigt et à l'œil. Il ne donne ainsi pas suite aux demandes répétées visant à renforcer l'infiltration du Juntong dans l'administration de Nanjing et à recruter d'autres dirigeants. Comme l'a bien montré Brian Martin, Zhou cherche à se rendre indispensable en monopolisant les contacts avec la zone libre. Aidé par Luo Junqiang, Xiong Jiandong 熊劍東 et son beau-frère *Yang Xinghua, il transmet à Chongqing des renseignements portant sur les ressources et le budget du gouvernement de Nanjing, sur l'armée japonaise et sur la situation au Japon et au Manzhouguo. Le 8 août 1943, Zhou note dans son journal : « Je me souviens de mes discussions avec [Mei] Siping à l'été 1938 au sujet du Mouvement de paix, alors que nous n'étions que deux. Bien que la paix complète ne soit pas encore réalisée, le drapeau au soleil blanc sur ciel bleu, le GMD et le Gouvernement national ont fait leur retour dans la capitale. Qui aurait rêvé d'une telle chose à l'époque ? Bien qu'aujourd'hui, nous ne soyons que deux, trois personnes à œuvrer pour la paix complète, l'avenir montrera peut-être que la grande entreprise pour la paix trouve son origine dans ces deux, trois personnes ! ». Les activités secrètes de Zhou, menées sous des alias successifs, dont celui de Jiang Xin 蔣信 (Loyauté à Jiang), ne tardent pas à attirer l'attention de la *kenpeitai*, qui détecte les transmissions. Zhou décide d'avertir l'ancien conseiller militaire Kawamoto Yoshitarō de ses contacts avec Dai Li. Responsable à Shanghai de l'espionnage en direction de Chongqing, ce dernier voit le bénéfice qu'il peut tirer de la situation. Il offre sa protection à Zhou, qui installe le transmetteur chez lui. Ce « patriotisme dans la collaboration » (Martin) prend également la forme d'une aide financière apportée par Zhou au bureau local du Juntong, ainsi que dans la libération de plusieurs dizaines d'agents nationalistes. La mission la plus pressante confiée à Zhou est d'organiser l'assassinat de Li Shiqun, qui constitue un ennemi redoutable pour le Juntong, tout autant qu'il est un rival pour Zhou. Ce sont finalement les Japonais qui se chargent de les débarrasser de Li. Désireux de diversifier ses contacts avec Chongqing à l'été 1944, Zhou écrit à Chen Lifu, qui n'avait pas donné suite à ses courriers envoyés en 1940 et 1942, par l'intermédiaire de du cousin de ce dernier, Chen Baohua 陳寶華 (1907-1975). En octobre 1944, Chen Lifu dépêche à Shanghai un agent du Zhongtong, Lin Yin 林尹 (1910-1983), qui était passé par les geôles du n°76 en 1941. Zhou, Lin et Ding Mocun mettent sur pied, en mars 1945, la Société de rectification (*zhengfengshe* 整風社) visant à couvrir les activités d'espionnage du

Zhongtong et à empêcher l'implantation du PCC au Jiangnan. Il semble que Zhou n'ait pas averti Chen Lifu de sa coopération simultanée avec Dai Li. Brian Martin suggère que Zhou cherchait peut-être à faire jouer à son avantage la rivalité entre Juntong et Zhongtong. Sa stratégie de diversification l'amène, dans le même temps, à s'entendre avec le haut commandement militaire nationaliste, notamment He Yingqin. Celui-ci envoie deux agents de liaison auprès de Zhou, qui organise, dans la seconde moitié de 1944, un Groupe de travail pour le Sud-Est au sein de la Commission des affaires militaires. Ce groupe est partie prenante de la stratégie plus large de reconquête de la Chine occupée par l'armée nationaliste et les Alliés. Dans cette perspective, Chongqing compte sur l'influence de Zhou pour gagner l'appui des troupes de Nanjing. Zhou Hao 周鎬 (1910-1949), un représentant de Dai Li, est chargé de coordonner ces préparatifs militaires. Shanghai constituant le principal enjeu stratégique de la région, Zhou se fait nommer maire à la place de Chen Gongbo en décembre 1944. Il prend ainsi le contrôle de la gendarmerie (*bao'an dui*) et de la police locales, en plus de la Brigade fiscale. Malgré son engagement en faveur de Chongqing, Zhou se fait peu d'illusions sur le sort qui l'attend. Ce sentiment est renforcé par les nouvelles venues d'Europe. Apprenant, le 26 avril 1945, que Pétain a été remis aux autorités françaises, Zhou s'identifie au collaborateur déchu : « son acharnement à sauver son pays ne lui gagnera pas le pardon des Français. Un jugement définitif ne saurait pourtant être porté sur ses bonnes et ses mauvaises actions ! Je ne peux m'empêcher de ressentir une profonde compassion pour ce vieux héros, qui s'est sacrifié pour son pays et son peuple. Étant donné le sentiment général qui prévaut chez les Européens, il ne fait aucun doute qu'il sera condamné à mort ». De même, le 26 mai, il se lamente que des « héros d'envergure mondiale », tels que Heinrich Himmler (1900-1945) et Karl Dönitz (1891-1980), en ait été réduit à se suicider (ce qui n'était pas le cas pour le second). Son pessimisme est accru par ses ennuis de santé. Le 8 juin, Zhou écrit : « Les horoscopes prédisent tous que l'année prochaine ne me sera pas favorable. Considérée objectivement, la situation ne me laisse, elle non plus, aucune planche de salut. J'avais mauvaise mine à mon anniversaire cette année. Je crains que ce ne soit le dernier que je passe ». Une bonne partie des préparatifs en vue d'une reconquête nationaliste du Jiangnan se révèle toutefois inutile, en raison de la reddition japonaise, dès août 1945. Zhou a néanmoins un rôle important à jouer dans le maintien de

l'ordre. Le 14 août, il apprend de Dai Li que Jiang Jieshi l'a nommé commandant du régiment des opérations de Shanghai (*xingdong zongdui*). Zhou se plaint que ce poste n'est pas assez élevé pour lui donner une autorité suffisante. Le 20 août, il se voit conférer le titre de commandant en chef des opérations de Shanghai (*xingdong zongzhihui*), placé directement sous l'autorité du Comité des affaires militaires. Dans les jours qui suivent, Zhou s'efforce, d'une part, de stabiliser la situation financière et parvient, d'autre part, à empêcher le PCC de prendre le contrôle de la région. Ses attributions s'amenuisent pourtant rapidement, à mesure que les différentes agences gouvernementales sont transférées de Chongqing à Nanjing. Au cours du mois de septembre, sa présence à Shanghai devient gênante pour le régime nationaliste, qui l'envoie à Chongqing le 30 septembre et le place en résidence surveillée. Il est très bien traité et reçoit chaque jour la visite de Dai Li. La mort brutale de ce dernier dans un accident d'avion, le 17 mars 1946, est une mauvaise nouvelle pour Zhou et, plus largement, pour tous les collaborateurs en lien avec le maître espion durant l'occupation. Espérant le pardon de Jiang pour services rendus à la résistance, Zhou craint que ce dernier n'ait pas été averti par Dai Li du rôle exact qu'il a joué. Sous la pression croissante des Communistes, dont la propagande alimente le ressentiment populaire contre les *hanjian*, le Généralissime ne peut de toute façon pas se permettre d'épargner un collaborateur de son importance. Lors de son procès en octobre 1946, Zhou présente une défense cohérente centrée sur l'idée que la politique de collaboration, telle qu'il l'a menée, était une forme de sacrifice patriotique. Il prend même l'exemple du pardon dont vient de bénéficier le président du gouvernement pro-japonais aux Philippines, Jose P. Laurel (1891-1959), pour tenter de convaincre ses juges. Rien n'y fait : il est condamné à mort en première instance, le 7 novembre 1946, puis par la cour suprême, le 20 janvier 1947. Suite aux démarches de son épouse, appuyées par les frères Chen, Zhou voit sa peine commuée par Jiang en prison à vie, le 26 mars 1947. Il meurt d'un arrêt cardiaque le 28 février 1948. Son second fils, Zhou Youhai 周幼海 (1922-1985), devient membre du PCC en 1946, par l'intermédiaire de Yang Fan, et se fait dès lors appeler Zhou Zhiyou 周之友. Durant la guerre civile, il s'illustre dans les opérations clandestines menées par les Communistes à Shanghai pour y fomenter une rébellion. Connaissant un destin tragique, semblable à celui de *Yuan Shu, Zhou Youhai est arrêté en 1955, au moment de l'affaire visant Yang Fan et Pan Hannian. Après avoir purgé dix

ans de prison, il est de nouveau arrêté en 1967 et passe huit années supplémentaires derrière les barreaux. Il est finalement réhabilité par la Cour populaire suprême chinoise, le 29 avril 1980. Il rédige plusieurs *wenshi ziliao* consacrés à son père, ainsi que la préface du journal personnel de ce dernier, dans l'édition que publie Cai Dejin en 1986. Paradoxalement, c'est grâce à la Révolution culturelle que ce journal est arrivé presque complet jusqu'à nous. Débuté en 1937 et tenu, sans interruption, jusqu'en juillet 1945, ce document constitue l'une des sources les plus précieuses sur le Mouvement de paix. Conscient de la valeur de son contenu, qui atteste de ses liens avec Chongqing, Zhou l'avait déposé dans une banque de Shanghai. Au lendemain de la victoire, il est confisqué, avec des centaines de milliers d'autres archives, par le Bureau des biens des traîtres (*nichanchu*). Lors d'un voyage à Hongkong, son directeur, Deng Baoguang 鄧葆光 (1908-2003), emporte deux des sept volumes du journal (années 1939 et 1940). Il prête le second au journaliste Chen Binhe, ancien directeur du *Shenbao* après sa prise de contrôle par les Japonais. Chen le vend à un éditeur qui le publie en 1955. L'année 1939, quant à elle, disparaît pour toujours ; une perte inestimable tant cette période est déterminante pour la formation du gouvernement collaborateur de Nanjing. Les autres volumes sont éparpillés entre Shanghai, Nanjing et Beijing. Durant la Révolution culturelle, ils sont réunis pour servir de pièce à conviction contre Liu Shaoqi, accusé d'avoir été en contact avec le gouvernement de Wang Jingwei pendant l'occupation (voir *Shao Shijun). En 1980, l'historien Cai Dejin apprend l'existence du journal lors d'un entretien avec Zhou Youhai. Après de longues recherches, il découvre qu'il est conservé par le Groupe central d'enquêtes de cas (*zhongyang dang'an zu*), conçu par Mao Zedong pour réunir des informations compromettantes sur les hauts cadres du Parti. Entretemps, toutefois, le journal est reparti dans le Sud. Cai finit par mettre la main dessus aux archives du Bureau de sûreté publique de Shanghai et au Archives historiques n°2 de Nanjing. En 1986, il en édite une version incomplète ; expurgée notamment de plusieurs entrées de mars 1943, impliquant la direction du PCC, dont Cai reconnaîtra plus tard qu'il avait choisi de les censurer « après réflexion ». En 2003, une nouvelle édition paraît, augmentée des six premiers mois de l'année 1937 et du journal de prison de 1947. Zhou est, par ailleurs, l'auteur de plusieurs articles autobiographiques, parus dans la revue *Gujin* et réunis, en janvier 1943, dans un recueil intitulé *Wang yi ji* 往矣集 (Le

passé n'est plus). Celui-ci rencontre un franc succès à sa sortie et fait rapidement l'objet d'une traduction en japonais.

(*MRDC*, p. 517 ; *BDRC*, vol. 1, p. 405-409 ; *MAITRON*, p. 778-780 ; Zheng Dongmin 1993 ; Marsh 1980 ; Eastman 1972, p. 17 ; Martin 2008, 2009, 2014ab, 2015, 2016 ; *WZQS*, p. 894-897 ; *WKS*, p. 318 *et passim* ; *ZR* ; *SWHB*, p. 91-265 ; Zhang Xianyi 1994, p. 53-54 ; Zhou Zhiyou 2010 ; Zhou Fohai 1934, p. 7 ; Zhou Fohai 2013).

Zhou Huaren 周化人 (1903 - 1976)

Fils d'un propriétaire foncier de Huaxian (Guangdong), il est admis en 1925 à l'Université chinoise de Beijing où il se passionne pour le Mouvement du 4 Mai. L'été suivant, il retourne à Huaxian avec un camarade communiste pour y diffuser la « nouvelle culture ». Professeur de collège, il fait lire Chen Duxiu et Lu Xun à ses élèves. Après la purge anticommuniste d'avril 1927, le bureau local du GMD lance un mandat d'arrêt contre lui. Il s'enfuit pour Beijing où il réussit le concours d'entrée de Beida en 1928. Excellent étudiant, Zhou est remarqué par son professeur Gu Mengyu 顧孟餘 (1888-1972), alors l'un des principaux lieutenants de Wang Jingwei. En 1933, ce dernier le recommande à un poste dans l'administration de la ligne de chemin de fer Tianjin-Pukou puis l'envoie étudier à l'Université de Londres en 1935. De retour à Hongkong au moment du lancement du Mouvement de paix, Zhou représente Wang à Chongqing pour tenter de rallier les membres de la clique réorganisationniste. Il parvient à convaincre Liu Yangshan 劉仰山, Jin Jiafeng 金家鳳 et *Hu Zewu, mais échoue à obtenir la défection du principal d'entre eux, Gu Mengyu. Cet échec n'est pas sans conséquence pour l'équilibre politique au sein du groupe de Wang Jingwei qui peine à faire contrepoids à la clique CC de Zhou Fohai. En mars 1940, Zhou Huaren est nommé vice-ministre des Chemins de fer et siège dans plusieurs comités. En août 1941, il remplace *Hu Lancheng comme adjoint de *Lin Bosheng au ministère de la Propagande. Preuve de la confiance que lui accorde Wang, il devient maire de Canton en d'octobre 1941, avant de céder sa place huit mois plus tard à *Wang Qi, qui a l'avantage d'être lié à Wang par le sang. En novembre 1942, il représente Nanjing lors de la première des trois Conférences des écrivains de la Grande Asie orientale, à Tokyo. Très impliqué dans la propagande panasiatiste du régime, il dirige notamment la branche chinoise de la Ligue d'Asie orientale fondée en 1941. Il publie également de nombreux textes sur le sujet, tel qu'un

ouvrage intitulé *Da yazhouzhuyi gangyao* 大亞洲主義綱要 (Précis de panasiatisme), en 1940, dans lequel il s'appuie sur l'héritage théorique de Sun Yat-sen pour justifier la politique de collaboration. Par la suite, Zhou participe à l'organisation du Mouvement des nouveaux citoyens et siège au Comité économique national à partir de 1943. En juillet 1944, il est désigné superviseur administratif de la zone n°1 de Shanghai. Après la reddition japonaise, il se réfugie à Jilin avant d'être finalement arrêté par les Nationalistes. Libéré à la fin de la guerre civile, il s'installe à Hongkong où il meurt trente ans plus tard.

(*MRDC*, p. 511 ; Chen Shifu 1990 ; *MZN*, p. 1082 ; Luo Junqiang 2010, p. 23 ; Weber 2011).

Zhou Longxiang 周隆庠 (1905-1969)

Natif de Wuxi (Jiangsu), il sort diplômé de l'Université impériale de Kyūshū en 1932. À son retour en Chine, il intègre le ministère des Affaires étrangères, alors dirigé par *Wang Jingwei, comme chef de la section Japon du bureau du Renseignement. Au début de la guerre, il travaille sous les ordres de *Gao Zongwu comme chef de la section URSS-Japon du service Asie. Début 1938, il suit Gao à Hongkong pour le seconder à l'Institut de recherche sur les questions japonaises dans le cadre duquel débutent des discussions secrètes avec les émissaires japonais. Début juillet 1938, Gao le charge de porter à Chongqing le rapport de son voyage secret au Japon. En novembre, il participe à la conférence du Chongguangtang au cours de laquelle se dessine le futur Mouvement de paix. Les talents linguistiques de Zhou, qui font dire de lui qu'il parle mieux japonais que les Japonais eux-mêmes, lui confèrent, tout au long de la guerre, un rôle effacé mais crucial de premier interprète de Wang Jingwei, qu'il assiste dans toutes ses négociations avec l'occupant. En mars 1940, il est nommé chef de la section Asie du ministère des Affaires étrangères puis vice-ministre. En septembre 1943, il devient secrétaire général du Yuan exécutif, poste qu'il conserve jusqu'à la fin de la guerre. Après la mort de Wang Jingwei fin 1944, il sert d'interprète pour *Chen Gongbo, qu'il accompagne dans sa fuite au Japon après la dissolution du régime. Extradé vers la Chine, il est condamné à la prison à vie et meurt vingt-quatre ans plus tard.

(Shi Yuanhua 1996, p. 418 ; Shao Minghuang 2000, p. 185 ; *MZN* ; Ogawa 1985).

Zhou Naiwen 周乃文 (1887- ?)

Originaire de Yixing (Jiangsu). On ne sait pas grand-chose de sa carrière avant-guerre, sinon

qu'il travaille comme fonctionnaire à Nanjing et Shanghai. Au début de l'occupation, il rejoint le Mouvement de paix au sein duquel il peut compter sur le puissant soutien de son parent *Ren Yuandao. Après avoir occupé différents postes notamment comme conseiller au ministère de l'Industrie et du commerce, il devient vice-ministre des Vivres en janvier 1943. Un an plus tard, il est emporté par l'affaire de spéculation sur le riz par *Hou Dachun et *Hu Zheng. Comme son supérieur, *Gu Baoheng, il est d'abord condamné à mort avant de voir sa peine commuée en dix ans de prison. Il est le père de Zhou Jiannan 周建南 (1917-1995), qui rejoint Yan'an pendant la guerre et devient, dans les 1980, le mentor de Jiang Zemin 江澤民 (1926-), lui-même le fils de Jiang Shidun 江世俊 (1895-1973), vice-ministre de la Propagande dans le gouvernement de Wang Jingwei. Le petit-fils de Zhou Naiwen, Zhou Xiaochuan 周小川 (1948-), est l'actuel directeur de la banque centrale et l'un des responsables chinois les plus puissants et respectés. (MRDC, p. 509 ; MZN, p. 1093 ; Jiang Nanchun 1989 ; Yuan Yuquan 2010, p. 153 ; [Auteur anonyme] 2011).

Zhou Xuechang 周學昌 (1898-1952)

Originaire d'Anxin (Hebei). Son père fait périliciter le commerce prospère établi à Beijing par son grand-père qui fournissait en soieries la cour mandchoue. Orphelin de père et de mère dès son enfance, il est élevé par son oncle. Sans le sous, il intègre l'École normale de Beijing dont il sort diplômé en 1918. La même année, il réussit le concours d'entrée du département d'éducation de Beida dont il suit les cours tout en enseignant. À sa sortie de l'université en 1924, il adhère au GMD et s'engage dans l'Armée nationale révolutionnaire comme expert en propagande. Il participe à l'Expédition du Nord sous les ordres de Zhang Fakui. Au moment de la scission du GMD, il rejoint Wuhan avant de s'installer à Nanjing où il adhère à nouveau au GMD. À la faveur de la seconde phase de l'Expédition du Nord, Zhou retourne à Beijing (devenue Beiping) en avril 1928 et travaille comme instructeur dans la section locale du parti puis comme chef du bureau de l'Éducation de la mairie de Beiping. Suite aux grandes manifestations étudiantes contre l'invasion de la Mandchourie et contre la politique attentiste du gouvernement central, son bureau est supprimé par Nanjing et il est rétrogradé comme simple conseiller du gouvernement municipal en juillet 1932. À l'automne, il retrouve un poste de chef du bureau de l'Éducation dans le gouvernement municipal du

Shaanxi. En 1934, il participe au lancement de l'organisation locale du Mouvement de la nouvelle vie et se rapproche de Chen Lifu. Après l'Incident de Xi'an, le gouvernement du Shaanxi est remanié, Zhou se voit retirer sa charge. Face à ce nouveau revers, il rebondit comme à la suite du premier, en trouvant, en janvier 1938, à s'employer au loin dans la province du Xikang que s'appête à créer le Gouvernement nationaliste dans l'ancienne région tibétaine du Kham. Il fréquente alors le seigneur de la guerre Liu Wenhui 劉文輝 (1895-1976), qui dirige le comité préparatoire du bureau local du GMD. De retour à Nanjing en octobre, il est chargé, au sein du 6^e bureau du Grand quartier général, des opérations visant les *hanjian*. Quelques semaines plus tard, il quitte la capitale assiégée pour Chongqing avant d'être de nouveau nommé au Xikang en janvier 1938. Au lendemain de sa défection en décembre 1938, Wang Jingwei cherche à gagner le soutien des seigneurs de la guerre du Sud-Ouest parmi lesquels Liu Wenhui. Or, sous couvert de ses fonctions au Xikang, Zhou Xuechang est chargé par le Zhongtong de surveiller Liu. Il est accompagné par un disciple de Chen Lifu, Ye Xiufeng 葉秀峯 (1900-1990). Ce dernier dénonce à Chongqing la position ambiguë de Liu vis-à-vis du Mouvement de paix et le soutien tacite de Zhou. Son télégramme est découvert par Liu qui l'oblige à démissionner. De retour à Chongqing Ye Xiufeng porte l'affaire à Jiang Jieshi. Ce dernier ordonne l'arrestation de Zhou qui est emprisonné pendant trois mois. À sa libération, il demande au secrétaire privé de Jiang, Chen Bulei, l'autorisation de se rendre dans son village natal. Comme Wang Jingwei deux ans plus tôt, Zhou s'envole au début du mois de juin 1940 pour Hanoi, fait une seconde escale à Hongkong avant d'atterrir à Shanghai. Le 8 juin, il rencontre à Nanjing *Zhou Fohai, comme lui ancien chef d'un bureau de l'Éducation et agent du Zhongtong, qui l'intègre dans sa faction. Leurs liens remontent même plus loin puisqu'ils avaient tous deux été instructeurs politiques à l'Académie de Huangpu. Ils décident ainsi de créer une Association d'anciens de l'Académie Huangpu. Bien que tous les postes du gouvernement aient déjà été attribués, Zhou Fohai obtient de Wang Jingwei qu'il soit désigné, dès le 14 juin, vice-secrétaire général du bureau central du GMD de Nanjing. En octobre, il est nommé instructeur en chef des groupes de formation du parti. En avril 1941, Zhou Fohai s'entend avec *Chen Gongbo pour nommer Zhou Xuechang à la place de Li Shiheng 黎世衡 (1897-1977), proche de Wang Jingwei, comme

secrétaire général du Yuan législatif dont il devient vice-président en mai. Toutefois, le poste pour lequel il est resté connu est celui de maire de Nanjing auquel il accède début 1942 et qu'il conserve jusqu'à la fin de la guerre. Parallèlement, Zhou Xuechang est très actif dans la Ligue d'Asie orientale qu'il utilise pour renforcer ses liens avec les Japonais. Il cherche à s'attirer les bonnes grâces du fondateur de la Ligue, *Ishiwara Kanji, lors d'un « voyage d'enquête » au Japon en septembre 1942 mais découvre que ce dernier est tombé en disgrâce après l'arrivée au pouvoir de Tōjō. Il peut néanmoins compter sur le soutien du colonel *Tsuji Masanobu avec qui il avait sympathisé avant-guerre, lorsque Chen Lifu l'avait chargé d'accompagner Tsuji dans un voyage au Xinjiang. Ce lien explique que Zhou soit parvenu à se maintenir si longtemps à la mairie de Nanjing dont la faction de Wang Jingwei n'a de cesse de vouloir le déloger pour nommer *Zhou Longxiang à sa place. À la fin de la guerre, il participe aux côtés de Zhou Fohai aux préparatifs du retour à la capitale des autorités de Chongqing. Zhou Xuechang est toutefois arrêté le lendemain de la capitulation japonaise par les troupes de Zhou Hao, chef de la Brigade fiscale de Zhou Fohai et représentant de Dai Li à Nanjing. Zhou Fohai le fait rapidement libérer et, lorsque Ma Chaojun 馬超俊 (1886-1977), arrive le 12 septembre pour prendre ses fonctions de maire de Nanjing, il coopère avec lui pour faciliter la transition. Zhou est arrêté une nouvelle fois le 26 septembre avant d'être condamné à mort le 19 octobre 1946. Il échappe à l'exécution mais reste incarcéré après l'arrivée des Communistes et décède dans sa cellule.

(Cai Dejin 1993c ; Luo Junqiang 2010, p. 48 ; ADF 327).

Zhou Zuoren 周作人 (1884-1968)

Frère cadet de Lu Xun 魯迅 (1881-1936) et lui-même un écrivain célèbre, il étudie à l'Académie navale du Jiangnan puis au Japon. Avec son aîné, il suit parallèlement l'enseignement de Zhang Binglin, qui le forme en politique et en philologie. Il rentre en Chine au lendemain de la Révolution de 1911, en compagnie de son épouse japonaise. Il occupe dans un premier temps des postes dans le système éducatif du Zhejiang. En 1917, il devient enseignant à la faculté de lettres de Beida. Il participe à plusieurs revues telles que *Xin qingnian* (La Jeunesse). Partisan d'une réforme de la littérature qu'il met en pratique dans son œuvre, Zhou est également un traducteur prolifique, notamment de classiques grecs et japonais. Au début des années 1920, il

acquiert une stature intellectuelle considérable et participe activement à l'organisation de l'Association de recherche en littérature (*wenxue yanjiu hui*). Suite aux manifestations étudiantes et ouvrières de mars 1926, Zhou est pourchassé par le gouvernement de Duan Qirui. Il délaisse progressivement l'activisme politique au sein du Mouvement du 4 mai. La publication d'un poème composé à l'occasion de son cinquantième anniversaire, en 1934, crée la polémique. Zhou s'y décrit comme un lettré retiré du monde, alors même que l'expansionnisme nippon révolte la jeunesse. Tout en considérant le Japon fautif, il se déclare pessimiste face à sa supériorité. Lorsque la guerre éclate, à l'été 1937, Zhou décide de rester à Beijing, malgré de nombreux appels pour qu'il quitte la zone occupée. Le 14 mai 1938, notamment, dix-huit intellectuels de premiers plan, parmi lesquels les écrivains Mao Dun 茅盾 (1896-1981), Yu Dafu 郁達夫 (1896-1945) ou encore Hu Feng 胡風 (1902-1985), signent une lettre ouverte à Zhou Zuoren. Décrivant le choc qu'ils ont ressenti en lisant son nom parmi les participants d'une manifestation culturelle organisée par le Japon, ils dénoncent sa trahison et lui demandent de rejoindre la zone libre s'il veut sauver son honneur. Zhou continue à enseigner à Beida et à l'Université Yenching. Le jour du nouvel an 1939, il est victime d'une tentative d'assassinat. Il entre au Conseil des affaires politiques de Chine du Nord en décembre 1940 comme « ministre » de l'Éducation. Lui qui, en 1926, mettait en garde ses concitoyens contre l'utilisation par les Japonais du slogan « même écriture, même race », prend part aux organisations diffusant ce même discours panasiatiste, telles que la Xinminhui. Zhou refusera toujours de justifier son choix de la collaboration, sinon en affirmant qu'il ne voulait pas abandonner ses étudiants. S'il est vilipendé par les écrivains appelant à la résistance, il conserve une aura sans pareil parmi les cercles littéraires et politiques collaborateurs. Fu Poshek le qualifie ainsi de « saint patron de *Gujin* » ; la revue de Shanghai dans laquelle les dirigeants de Nanjing publient essais et poèmes empreints de nostalgie. Dénonçant les intellectuels qui se murent dans le silence plutôt que de collaborer, Zhou voit dans *Gujin* un moyen de « sauver la culture chinoise de la destruction ». Arrêté après la guerre, il est condamné à quatorze ans de prison. Suite à des témoignages attestant de son rôle dans la protection des biens de Beida et d'agents de Chongqing, sa peine est commuée en dix ans de réclusion. Libéré par les Nationalistes en janvier 1949, Zhou rentre à Beijing. En février 1951, le secrétaire de Mao Zedong, Hu Qiaomu

胡喬木 (1912-1992), transmet à Mao la note suivante : « Zhou Zuoren vous a écrit une longue lettre pour se justifier. Il demande que sa maison ne lui soit pas confisquée et de n'être plus considéré comme un traître. Mon avis : il devrait avouer tous ses torts [...] La question de sa maison pourra être réglée par ailleurs (en réalité le Tribunal local de Beijing ne s'apprête pas du tout à l'expulser). Il traduit des classiques de la littérature européenne et gagne sa vie grâce à ses droits d'auteur. Il pourrait nous être utile à l'avenir dans ce domaine. Zhou Yang [周揚 (1907-1989), responsable de la propagande, ndt] est aussi de cet avis. J'attends vos instructions ». Mao acquiesce.

(MRDC, p. 516-517 ; BDRC, vol. 1, p. 424-427 ; p. 104-112 ; Lary 2010, p. 75-76 ; Guex 2003, p. 109 ; Fu Poshek 1993, p. 141-142, 146 ; SWHB, p. 1377-1440 ; Gong Yuzhi 2006).

Zhu Lühe 朱履齋 (1877-1945)

Originaire de Jiaying (Zhejiang), il étudie en Angleterre avant de travailler comme secrétaire au ministère de la Justice du gouvernement militaire de protection de la Constitution établi par Sun Yat-sen à Canton en 1917. En 1927, il est nommé chef du bureau des Affaires courantes du ministère des Affaires étrangères du Gouvernement nationaliste, puis secrétaire général du Yuan législatif l'année suivante. En avril 1930, il devient ministre de la Justice par intérim. Par la suite, il siège notamment au Yuan législatif. En 1938, il participe au Gouvernement provisoire comme vice-ministre de la Justice et président de la Cour suprême. Sous le gouvernement de Wang Jingwei, Zhu dirige le Comité disciplinaire central des fonctionnaires jusqu'en 1945. Il est également vice-président du Yuan législatif de septembre 1940 à février 1941. Il décède des suites d'une maladie en avril 1945.

(MRDC, p. 206 ; Liu Guoming 2005, vol. 1, p. 644).

Zhu Qinglai 諸青來 (1878- ?)

Principal transfuge du Parti national-socialiste (PNS) à intégrer le gouvernement de Wang Jingwei. Originaire de Shaoxing (Zhejiang), il fait des études d'économie au Japon avant de travailler pour le ministère de l'Agriculture et du commerce et pour celui des Finances sous les Qing. Aux côtés de Zhang Junmai 張君勱 (Carson Chang, 1886-1969), Zhu fonde en 1911 l'Université Shenzhou à Shanghai. Il enseigne dans plusieurs établissements tout en éditant le *Yinhang zhoubao* (l'Hebdomadaire de la banque). Il publie des articles dans le journal *Xinlu* (Nouvelle voie) de Zhang Junmai en faveur

d'une troisième voie. Il devient membre du PNS fondé par Zhang en 1932 et occupe des postes importants au sein de l'organisation dont il dirige notamment la branche shanghaienne. D'inspiration sociale-démocrate, ce parti est donc très différent de son équivalent allemand. Zhu défend dans de nombreux textes l'autonomie locale et le gouvernement constitutionnel. Actif dans le mouvement antijaponais, il dirige l'Association de Shanghai des professeurs d'université pour le salut national et se bat, aux côtés de Song Qingling notamment, pour la libération des « sept gentilshommes » arrêtés en novembre 1936 par le GMD. En juillet 1937, Zhu publie un article dans la revue *Xinxueshi* (Nouveau savoir) dans lequel il reproche au PCC de faire cavalier seul au sein du front uni en prétendant adopter les Trois principes du peuple tout en refusant de renoncer à son indépendance. Mao Zedong lui répond en septembre dans son texte sur les « Tâches urgentes après la formation du front uni GMD/PCC ». En février 1940, Zhu participe avec un autre membre du PNS, Lu Dingkui 陸鼎揆, à la réunion organisée à Shanghai par Wang Jingwei pour rallier les dirigeants des différents petits partis. Suite à la « déclaration de paix » de Wang, le 12 mars, Zhu et Lu répondent en apportant leur soutien au Mouvement de paix qu'ils justifient par les promesses faites par *Konoe et par la situation en Europe. Ils insistent notamment sur la nécessité de mettre en place rapidement le gouvernement constitutionnel promis par Wang. Dans le cadre du front uni des collaborateurs, Zhu devient membre du Conseil politique central et, le 28 mars 1940, lance un appel radiodiffusé en faveur de la paix. La défection de l'un de ses principaux associés est une source d'embarras pour Zhang Junmai qui fait déjà l'objet d'attaques du GMD et du PCC en raison de ses sympathies supposées pour l'occupant. Dans une déclaration, Zhang dénonce l'imposture du PNS projaponais et promet une fin rapide au gouvernement de Wang Jingwei qu'il compare à la Rhénanie. En mars 1940, Zhu Qinglai est nommé ministre des Communications ; poste qu'il occupe jusqu'à son remplacement par *Ding Mocun en août 1941. Par la suite, il enchaîne les sinécures comme président du Comité d'hydraulique jusqu'en août 1942, puis comme vice-président du Yuan législatif jusqu'à la fin de la guerre. On perd sa trace après la dissolution du gouvernement de Nanjing.

(MRDC, p. 1536 ; Jeans 2001 ; Fung 2000, p. 97 ; Chen Zhengqing 2006).

Zhu Shen 朱深 (1897-1943)

Originaire du Hebei, diplômé de la faculté de droit de l'Université impériale de Tokyo, il travaille comme procureur à partir de 1913. Partisan de la clique de l'Anhui, il est nommé ministre de la Justice en 1918 mais doit fuir en 1920 après la victoire de la clique du Zhili. De retour à Beijing avec Duan Qirui en 1925, il quitte la politique pour travailler dans l'industrie. Bien qu'il soit un dirigeant dans les gouvernements de collaboration de Beijing, *Wang Jingwei voit en lui un allié et obtient des Japonais qu'il soit nommé président du Conseil des affaires politiques de Chine du Nord en février 1943. Alors que Wang espère qu'il ne jouera qu'un rôle passager en attendant une éventuelle suppression du CAPCN, Zhu cherche à affirmer son autorité en remplaçant certains de ses dirigeants. Son décès en juillet entraîne le retour de *Wang Kemin à ce poste. (*MRDC*, p. 183 ; *ADF 327* ; *MZN*, p. 1058).

Zou Jingfang 鄒敬芳 (1895- ?)

Originaire de Linli (Hunan), après un diplôme de l'École supérieure d'industrie du Hunan, il étudie l'économie et les sciences politiques à l'Université Waseda (Tokyo). De retour en Chine, il travaille comme secrétaire dans le quartier général de l'armée de pacification du Hunan occidental puis au ministère de la Guerre du gouvernement militaire de Canton. Il enseigne à l'Université Sun Yat-sen et siège dans le Comité des affaires juridiques du Gouvernement nationaliste. Par la suite, il enseigne dans une université à Shanghai. Il rallie le Mouvement de paix en 1939. Sous le gouvernement de Wang Jingwei, il sert notamment comme chef du 2^e bureau du Comité des affaires militaires (1941-42) et comme chef du bureau des conseillers du Yuan exécutif (1942). En septembre 1943, il devient secrétaire général du Comité économique national ainsi que vice-secrétaire général du Conseil suprême de défense nationale. On perd sa trace à la fin de la guerre. (Liu Guoming 2005, vol. 1, p. 1136).

Sources et bibliographie

1. Sources primaires

1.1. Archives

1.1.1. Archives consultées sur place

ADF/ Archives diplomatiques françaises, Nantes

Ambassade de Pékin, série A, cartons 77, 284, 311, 327, 503, 503 bis

AH/ Academia Historica (*Guoshiguan* 國史館), Taipei

- **Wang Zhaoming shiliao** 汪兆銘史料 (fonds Wang Jingwei)

Note : composé de 3 459 documents manuscrits numérisés (des lettres de Wang et de son entourage pour la plupart) ainsi que de 987 photographies couvrant la période 1923-1944, le fonds Wang Jingwei est organisé de manière thématique et chronologique en dossiers (89 au total). Nous indiquons ci-dessous les dossiers consultés avec leur cote. Chaque document contenu dans ces dossiers possède une cote spécifique. C'est cette dernière qui est précisée dans les notes de bas de page. Comme il s'agit de documents manuscrits, il est souvent difficile de différencier les lettres des télégrammes (dont seul le brouillon est conservé). Pour cette raison, j'indique seulement « Lettre ». Jusqu'ici consultable uniquement sur place, ce fonds est accessible en ligne depuis le 30 juin 2017. L'accès est cependant réservé aux citoyens de République de Chine. Seuls les étrangers capables de fournir un « échange de bons procédés basé sur l'égalité [*pingdeng huhui* 平等互惠] » peuvent obtenir un accès temporaire (<<http://ahonline.drnh.gov.tw/index.php?act=Archive>>).

11800000007A *Minguo 29 nian ge fang zhi Wang Jingwei handian* 民國29年各方致汪精衛函電 (1) (Lettres et télégrammes divers envoyés à Wang Jingwei en 1940, 1).

11800000008A *Minguo 29 nian ge fang zhi Wang Jingwei handian* 民國29年各方致汪精衛函電 (2) (Lettres et télégrammes divers envoyés à Wang Jingwei en 1940, 2).

11800000013A *Minguo 31 nian ge fang wei "qingxiang gongzuo" zhi Wang Jingwei zhi handian* 民國31年各方為「清鄉工作」致汪精衛之函電 1 (Lettres et télégrammes envoyés à Wang Jingwei en 1942 au sujet de la pacification rurale, 1).

11800000015A *Minguo 31 nian Wang Jingwei yu ge weishengshizhang wangfan handian* 民國31年汪精衛與各偽省市長往返函電 (Lettres et télégrammes entre Wang Jingwei et les gouverneurs et maires fantoches en 1942).

11800000016A *Minguo 31 nian Wang Jingwei yu Guangzhou ge wei jiguan wangfan handian* 民國31年汪精衛與廣州各偽機關往返函電 (Lettres et télégrammes entre Wang Jingwei et les administrations fantoches de Canton en 1942).

- 11800000018A *Minguo 31 nian Wang Jingwei yu Guangzhou ge deng di wangfan handian* 民國31年汪精衛與廣州等地往返函電1 (Lettres et télégrammes entre Wang Jingwei et des localités comme Canton en 1942, 1).
- 11800000019A *Minguo 31 nian Wang Jingwei yu Guangzhou deng di wangfan handian* 民國31年汪精衛與廣州等地往返函電 2 (Lettres et télégrammes entre Wang Jingwei et des localités comme Canton en 1942, 2).
- 11800000020A *Minguo 31 nian Wang Jingwei yu weizhengfu ge weishengshizhang wangfan handian* 民國31年汪精衛與偽政府各省市長往返函電 (Lettres et télégrammes entre Wang Jingwei et les gouverneurs et maires du gouvernement national fantoche en 1942).
- 11800000023A *Minguo 31 nian Wang Jingwei yu Yang wei zhuxi (Hubei sheng zhengfu zhuxi Yang Kuiyi) handian* 民國31年汪精衛與楊偽主席(湖北省政府主席楊揆一)函電 (Lettres et télégrammes entre Wang Jingwei et le gouverneur du Hubei Yang Kuiyi en 1942).
- 11800000025A *Minguo 32 nian Wang Jingwei zhi Zhou Fohai handian* 民國32年汪精衛致周佛海函電 (Lettres et télégrammes envoyés par Wang Jingwei à Zhou Fohai en 1943).
- 11800000027A *Minguo 32 nian Wang Jingwei yu Guangzhou ge fang wangfan handian* 卷名民國32年汪精衛與廣州各方往返函電之 2 (Lettres et télégrammes échangés entre Wang Jingwei et différentes personnes à Canton en 1943, 2).
- 11800000031A *Minguo 33 nian Wang Jingwei yu ge di wangfan handian* 民國33年汪精衛與各地往返函電 (Lettres et télégrammes entre Wang Jingwei et divers lieux).
- 11800000037A *Wang Jingwei yu Li Shiqun wangfan handian* 汪精衛與李士群往返函電 (Lettres et télégrammes entre Wang Jingwei et Li Shiqun).
- 11800000042A *Wang Jingwei yu wei zhengfu shi ge fang zhi handian* 汪精衛與偽政府時各方之函電 (Lettres et télégrammes entre Wang Jingwei et différentes personnes du gouvernement fantoche).
- 11800000044A *Chen Gongbo zhi Wang Jingwei handian* 陳公博致汪精衛函電 1 (Lettres et télégrammes de Chen Gongbo à Wang Jingwei, 1).
- 11800000045A *Chen Gongbo zhi Wang Jingwei handian* 陳公博致汪精衛函電 2 (Lettres et télégrammes de Chen Gongbo à Wang Jingwei, 2).
- 11800000048A *Zhou Fohai zhi Wang Jingwei handian* 周佛海致汪精衛函電 3 (Lettres et télégrammes de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 3).
- 11800000049A *Zhou Fohai zhi Wang Jingwei handian* 周佛海致汪精衛函電 4 (Lettres et télégrammes de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 4).
- 11800000050A *Zhou Fohai zhi Wang Jingwei handian* 周佛海致汪精衛函電 5 (Lettres et télégrammes de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 5).
- 11800000051A *Zhou Fohai zhi Wang Jingwei handian* 周佛海致汪精衛函電 6 (Lettres et télégrammes de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 6).
- 11800000052A *Zhou Fohai zhi Wang Jingwei handian* 周佛海致汪精衛函電 7 (Lettres et télégrammes de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 7).
- 11800000053A *Zhou Fohai zhi Wang Jingwei handian* 周佛海致汪精衛函電 8 (Lettres et télégrammes de Zhou Fohai à Wang Jingwei, 8).

Jiangsusheng dang'anguan 江蘇檔案館 (archives du gouvernement provincial du Jiangsu), Nanjing

Note : Les documents relatifs au gouvernement de Wang Jingwei se répartissent en deux lots inégaux : les archives du Secrétariat du gouvernement provincial (ci-dessous) composées de 88 rouleaux de microfilms comprenant essentiellement des fiches individuelles de fonctionnaires (source déjà bien exploitée par Pan Min) ; celles, plus réduites, des groupes de travail politique (*zhengzhi gongzuo tuan* 政治工作團) auquel je n'ai pas eu accès sous prétexte qu'elles n'avaient pas été copiées sur microfilm, alors même que les autres chercheurs chinois présents travaillaient sur des documents originaux.

- **Wangwei Jiangsusheng zhengfu mishuchu 汪偽江蘇省政府秘書處 (Secrétariat du gouvernement provincial du Jiangsu sous le régime fantoche de Wang Jingwei)**

1028-甲-2 Wei Jiangsu shengzhengfu ting qingxiang diqu ge xian difang zizhi renyuan xunliansuo quzhang xunlianban di yi qi diao xun quzhang zili diaochabiao ji qi lai wang wenjian 偽江蘇省政府廳清鄉地區各縣地方自治人員訓練所區長訓練班第一期調訓區長調查表及其來往文件 (Formulaires d'évaluation et courriers de la première promotion de la classe de formation des chefs d'arrondissement de l'école de formation des agents des gouvernements d'autonomie locale dans chaque district des zones de pacification rurale du bureau du gouvernement provincial fantoche du Jiangsu), 1943.

Nanjingshi dang'anguan 南京市檔案館 (archives de la municipalité de Nanjing), Nanjing

1007-1-47 Nanjing tebieshi ge qu gaibian lianbao baojia shu tuisong lianbao mingdan huiyi jilu ji di san qu ge lian bao zhuren ji ge baozhang xingming zhuzhi qingdan 南京特別市各區改編聯保保甲數推送聯保名單會議記錄及第三區各聯保主任暨各保長姓名住址清單 (Minutes des réunions et listes de nom des *lianbao* et *baojia* réorganisé dans chaque arrondissement de la municipalité spéciale de Nanjing ; liste détaillée des responsables de *lianbao* du 3^e arrondissement ainsi que des noms et adresses des chefs de *bao*), 29 déc. 1943-7 juin 1944.

1.1.2. Archives en ligne

CIA / Central Intelligence Agency (Freedom of Information Act Electronic Reading Room) : Nazi War Crimes Disclosure Act <<http://www.foia.cia.gov>>

Note : Les archives classées dans le fonds « Nazi War Crimes Disclosure Act » ont été déclassifiées entre les années 1960 et 1990 en vertu du « Nazi War Crimes Disclosure Act » et du « Japanese Imperial Government Disclosure Act ». Elles comprennent notamment plusieurs millions de documents d'opération de l'Office of Strategic Services (OSS) au sujet des crimes de guerre (pour une présentation de ces sources, voir Drea *et al.* 2006). Le principal document utilisé parmi ces archives est un rapport de plus de 200 pages de la Strategic Services Unit à propos des agences japonaises de renseignement en Chine. Ce rapport est divisé en trois sections (Section I, agences de la Marine ; Section II, agences de l'Armée de terre ; Section III, agences civiles). La pagination recommence à chaque section et il arrive souvent qu'elle ne soit pas visible (le cas échéant, nous n'indiquons que le numéro de section).

Strategic Services Unit, « Japanese Intelligence Organizations in China », 4 juin 1946.
<<http://www.foia.cia.gov/document/519cd81f993294098d5168df>>

« Tsuji Masanobu, vol. 1 » <<https://www.cia.gov/library/readingroom/document/519cd81a993294098d515fab>>

« Wachi Takaji » <<http://www.foia.cia.gov/document/519cd81f993294098d5168f4>>

FO / Foreign Office Files for China <http://www.archivesdirect.amdigital.co.uk/FO_China>

FO 371/24660 British and foreign policy in China (Folder 2), 1940.

FO 371/27668 Nanking Government - recognition of (Folder 1), 1941.

FO 371/27705 Nanking Government publications.

FO 676/410 Wang Ching Wei, 1939.

JACAR / Japan Center for Asian Historical Records (*Ajia rekishi shiryō sentā* アジア歴史資料センター)
<<http://www.jacar.go.jp>>

Note : Ces archives sont regroupées par volumes reliés (*bosatsu* 簿冊). Si les documents (télégrammes, mémorandums, etc.) compilés dans ces volumes sont généralement datés, les volumes eux-mêmes le sont rarement. La cote indiquée ici à la fin de chaque référence est celle du volume entier. Chaque sous-section d'un volume possède sa propre cote. C'est cette dernière qui est indiquée dans les notes de bas de page pour rendre l'accès au document cité plus aisé. Afin de distinguer, dans les notes, le titre des volumes de celui des sous-sections, le premier est indiqué en italique, tandis que le second apparaît entre parenthèses précédé de la cote. Il arrive que le titre d'un document particulier à l'intérieur d'une sous-section soit inclus en note. Le cas échéant, il précède la cote qui est toujours attachée à la sous-section correspondante. La pagination indiquée en note est l'une de celles indiquées sur le document original, qui possède souvent une double pagination.

- **Kokuritsu kōbun shokan** 国立公文書館 (Archives nationales du Japon)

Jōhōbu jōmubukai shorui (*kokumin seishin sōdōin*) 情報部常務部会書類 (国民精神総動員) (Documents des réunions des affaires courantes du Bureau de l'information ; mobilisation générale de l'esprit national), 1937-40, A15060361100

Kakujū jōhō shiryō/jōhō 各種情報資料・情報 (Matériaux divers sur l'actualité ; Nouvelles), fév. 1940, A03024566600

Kōbun zassan Shōwa 15 nen Dai 8 ken Naikaku Kakuchō kōtōkan shōyo ichi 公文雜纂・昭和十五年・第八卷・内閣・各庁高等官賞与一 (Documents divers, 1940, vol. 8, Cabinet, récompenses pour les hauts fonctionnaires de chaque bureau), 1940, A04018538200

Noboru shūdan seigyō kōsaku shirei sho 登集団清郷工作司令所 (Quartier général du groupe Noboru pour les opérations de pacification rurale), *Seigyō kōsaku kakushu tōkei narabini sankō shiryō* 清郷工作各種統計並ニ参考資料 (Statistiques diverses et documentation sur les opérations de pacification rurale), 17 sept. 1941, A03032017000

Shashin shūhō 写真週報 (Nouvelles hebdomadaires en photographies), n°1 (16 fév. 1938) – n°352 (20 déc. 1944), A06031059500

Taiwan sōtokufu gaijibu 台湾総督府外事部 (Bureau des affaires étrangères du gouvernement général de Taiwan), *Minami Shina sōran* 南支那綜覽 (Panorama de la Chine méridionale), Taiwan sōtoku gaijibu chōsa, n°97, 1943, A06032515100

- **Gaimushō gaikō shiryōkan** 外務省外交史料館 (Archives du ministère des Affaires étrangères)

Dai tōa sensō kankei ikken ; honpō no tai Jūkei kōsaku kankei 大東亜戦争関係一件／本邦ノ対重慶工作関係 (Documents relatifs à la guerre de la Grande Asie orientale ; Opérations du Japon vis-à-vis de Chongqing), [s.d.], B02032985500

Gaimushō chōsabu dai ni ka 外務省調査部第二課, « Saikin no Chūka minkoku kenpō mondai taisaku an 最近ノ中華民國憲法対策案 (Mesures à prendre vis-à-vis de la récente question constitutionnelle en République de Chine) », n°71, oct. 1940, B10070433100

La Guerre des ondes courtes, 1943, 2 vol., B10070366900 ; B10070367100

Kakkoku musen denwa kankei zakken ; Shina no bu ; Tai Kokumin seifu hōsō shakkan kankei 各国無線電話關係雜件／支那ノ部／對國民政府放送借款關係 (Documents divers sur la radiophonie dans chaque pays ; Chine ; Prêts au gouvernement chinois relatifs à la radiodiffusion), 1941-1942, B10074985100

Nikka kihon jōyaku oyobi Nitchi-Man-Ka kyōdō sengen kankei ikken (Abe tokuha taishi haken wo fukumu) 日華基本條約及日滿華共同宣言關係一件 (阿部特派大使派遣關係ヲ含ム) (Documents relatifs au Traité de base sino-japonais et à la Déclaration commune entre le Japon, le Manzhouguo et la Chine ; y compris au sujet de la mission de l'ambassadeur spécial Abe), [s.d.].
Volumes utilisés : vol. 1, B04013460900 ; vol. 6, B04013464000

Shina chūō seikyō kankei zassan 支那中央政況關係雜纂 (Compilation de documents divers relatifs à la situation politique centrale en Chine), 2 janv. 1939-15 nov. 1944, B02031688900

Shina chūō seikyō kankei zassan ; kanri ninmen kankei ; nikkei kanri shokuin chōsahyō 支那中央政況關係雜纂／官吏任免關係／日系官吏職員調查表 (Compilation de documents divers relatifs à la situation politique centrale en Chine ; nominations et révocations des fonctionnaires ; tableau des fonctionnaires et du personnel japonais), 1943-1944, 2 vol.
Volume utilisé : vol. 1, B02031705600

Shina chūō seikyō kankei zassan ; Kokumin seifu kankei 支那中央政況關係雜纂／國民政府關係 (Compilation de documents divers relatifs à la situation politique centrale en Chine ; gouvernement national), [s.d.], B02031690100

Shina jihen kankei ikken 支那事變關係一件 (Documents relatifs à l'Incident de Chine), [s.d.], 33 vol.
Volumes utilisés : vol. 1, B02030509400 ; vol. 2, B02030512300 ; vol. 3, B02030517900 ; vol. 4, B02030522300 ; vol. 6, B02030528400 ; vol. 12, B02030534500 ; vol. 14, B02030537200 ; vol. 16, B02030545000 ; vol. 18, B02030547400 ; vol. 30, B02030572400 ; vol. 32, B02030574200 ; vol. 33, B02030578300

Shina jihen kankei ikken ; Matsumoto kiroku 支那事變關係一件 松本記錄 (Documents relatifs à l'Incident de Chine ; archives de Matsumoto Tadao), 4 vol.
Volume utilisé : vol. 1, B02030579100

Shina jihen kankei ikken ; Shina jihen ni tomonau jōkyō hōkoku ; Shina kakuchi hōkoku 支那事變關係一件／支那事變ニ伴フ狀況報告／支那各地報告 (Documents relatifs à l'Incident de Chine ; Rapports sur la situation liée à l'Incident de Chine ; Rapports sur chaque région de la Chine), [s.d.], B02030601100

Shina jihen kankei ikken / Shina jihen ni tomonau jōkyō hōkoku / Shina kakuji hōkoku / Shanghai jōhō 支那事變關係一件／支那事變ニ伴フ狀況報告／支那各地報告／上海情報 (Documents relatifs à l'Incident de Chine ; Rapports sur la situation en Chine ; Rapport sur chaque région de la Chine ; Renseignements sur Shanghai), 1940, vol. 2, B02030604400

Shina jihen kankei ikken ; yoron nami shinbun ronchō ; honbō no bu 支那事變關係一件／輿論並新聞論調／本邦ノ部 (Documents relatifs à l'Incident de Chine ; Opinion publique et presse ; Japon), [s.d.], B02030589800

Shina jihen kankei ikken ; yoron nami shinbun ronchō ; Shina gawa senden kankei 支那事變關係一件／輿論並新聞論調／支那側宣傳關係 (Documents relatifs à l'Incident de Chine ; Opinion publique et presse ; Propagande chinoise), [s.d.], vol. 1, B02030590500

Shina jihen kankei ikken ; zengō sochi (wahei kōshō o fukumu) 支那事變關係一件／善後措置 (和平交渉ヲ含ム) (Documents relatifs à l'Incident de Chine ; mesures pour régler l'Incident – y compris négociations de paix), [s.d.], B02030666000

Shina jihen ni saishi shin Shina chūō seifu seiritsu ikken ; kakkoku no taido oyobi shōnin mondai 支那事變ニ際シ新支那中央政府成立一件／各国ノ態度及承認問題 (Fondation du nouveau gouvernement central chinois

pendant l'Incident de Chine ; Attitudes des différents pays et question de la reconnaissance), 1939-41, B02031748100

Shina jihen ni saishi Shina shin seifu juritsu kankei ikken ; Shina chūō seiken juritsu mondai (Rinji Ishin seifu gōryū mondai rengō iinkai kankei, Go Haifu undō oyobi han-Kyō, han-Shō kyūoku minshū undō 支那事変ニ際シ支那新政府樹立關係一件／支那中央政權樹立問題(臨時維新政府合流問題聯合委員會關係、吳佩孚運動及反共、反蔣救国民衆運動)(Documents relatifs à la fondation du nouveau gouvernement chinois durant l'Incident de Chine ; la question de la fondation du régime central chinois ; Conseil de liaison réunissant les gouvernements provisoire et réformé ; Mouvement de Wu Peifu et Mouvement des masses anti-PCC et anti-Jiang Jieshi pour le salut national), 1938-1939, 11 vol.
Volume utilisé : vol. 9, B02031735400

Shina jihen ni saishi shin Shina chūō seifu seiritsu ikken ; Ume kikan to Ō Seiei gawa to sesshō chū no kaku dankai ni okeru jōbun kankei 支那事変ニ際シ新支那中央政府成立一件／梅機關ト汪精衛側トノ折衝中ノ各段階ニ於ケル条文關係 (Documents sur la formation du nouveau gouvernement central chinois pendant l'Incident de Chine ; Documents de chaque étape des négociations entre l'Agence de la prune et le groupe de Wang Jingwei), nov. 1939-janv. 1940, B02031753000

Shina jihen ni saishi Shina shin seifu juritsu kankei ikken ; Chūka minkoku rinji seifu 支那事変ニ際シ支那新政府樹立關係一件／中華民國臨時政府 (Documents relatifs à la fondation du nouveau gouvernement chinois durant l'Incident de Chine ; Gouvernement provisoire de la République de Chine), déc. 1937-mars 1938, B02031725100

Shina jihen ni saishi Shina shin seifu juritsu kankei ikken ; Ō Seiei kankei dai ni kan 支那事変ニ際シ支那新政府樹立關係一件／汪精衛關係 第二卷 (Documents relatifs à la fondation du nouveau gouvernement chinois durant l'Incident de Chine ; Wang Jingwei, vol. 2), déc. 1938-mars 1939, B02031742400

Shina jihen sensō shidō kankei tsuzuri sono 2 支那事変戦争指導關係綴 其の2 (Compilation sur la direction de la guerre en Chine, 2), janv. 1938- nov. 1942, C12120057500

Shina yōjin shōsoku zassan 支那要人消息雜纂 (Nouvelles diverses des personnalités en Chine), vol. 3, juill. 1936-août 1938, B02031669100

Taishi chūō kikan setchi mondai ikken (Kōa.in) ; zaishi renrakubu chōsa hōkoku 对支中央機關設置問題一件(興亜院)／在支連絡部調査報告 (Documents relatifs à la question de l'établissement des institutions centrales en Chine centrale (Kōa.in) ; Rapports d'enquête du Bureau de liaison en Chine), déc. 1940, vol. 3, B02030691500

Zai Shi teikoku kōkan kankei zakken / saikai kankei 在支帝国公館關係雜件／再開關係 (Documents divers relatifs aux résidences officielles de l'empire en Chine / Au sujet des réouvertures), [s.d.], B14090350300

- **Bōeishō bōei kenkyūjo senshi kenkyū sentā** 防衛省防衛研究所戦史研究センター (Archives du ministère de la Défense)

Hōgun sakumei tsuzuri 方軍作命綴 (Compilation des ordres d'opérations de l'Armée régionale de Chine du Nord), n°3, 1939, C11111691600

IMAI Takeo 今井武夫, *Watanabe kōsaku no genkyō* 渡辺工作の現況 (Situation actuelle de l'Opération Gao Zongwu), nov. 1938-fév. 1939, C11110698500

Kitō bōkyō jichi seifu ni tsuite 冀東防共自治政府に就て (À propos du Gouvernement autonome anticommuniste du Hebei oriental), [s.d.], C12120147700

Rikushi fu dai nikki 陸支普大日記 (Grand journal ordinaire du ministère de la Guerre sur les opérations en Chine), 1928-1942, 17 numéros (en 143 dossiers reliés).
Numéros utilisés : 1-26 août 1938, C07090851800

Shina hakengun tokumu kyōiku chōkōroku 支那派遣軍特務教育聽講錄 (Notes de cours de l'Unité d'instruction des services spéciaux de l'Armée expéditionnaire de Chine), sept. 1941, C11110502400

Shina jihen sensō shidō kankei shiryōtsuzuri (Shina hakengun no bu) 支那事變戰爭指導關係資料綴 (支那派遣軍の部) (Compilation d'instructions pour la guerre sino-japonaise ; Armée expéditionnaire de Chine), 27 juill. 1937-1^{er} juin 1941, C12120063800

Shina jihen shori yokō Gozenkaigi gijiroku 支那事變處理要綱 御前會議議事錄 (Plan général pour gérer l'Incident de Chine, minutes de la Conférence impériale), 13 nov. 1940, C12120181800

Shōwa jūgonen Rikushi mitsu dai nikki 昭和15年「陸支密大日記」 (Grand journal secret du ministère de la Guerre sur les opérations en Chine, 1940), 49 numéros.
Numéros utilisés : n°1.3, C04121734800 ; n°3, C04121761800 ; n°4.1, C04121829500 ; n°9.1, C04121804400 ; n°14.2, C04121939700 ; n°24.1, C04122204300 ; n°24.3, C04122121200

Shōwa jūrokunen Rikushi mitsu dai nikki 昭和16年「陸支密大日記」 (Grand journal secret du ministère de la Guerre sur les opérations en Chine, 1942), 65 numéros.
Numéros utilisés : n°5.3, C04122791800 ; n°14.3, C04122957100

Shōwa jūsanen Rikushi mitsu dai nikki 昭和13年「陸支密大日記」 (Grand journal secret du ministère de la Guerre sur les opérations en Chine, 1938), 73 numéros (incomplet).
Numéro utilisé : n°65, C04120661800

Shōwa jūyonnen Rikushi uke dai nikki 昭和14年「陸支受大日記」 (Grand journal du ministère de la Guerre sur les opérations en Chine, 1939), 76 numéros (incomplet).
Numéros utilisés : n°2.1, C04120707900 ; n°5.2, C04120729400 ; n°12.3, C04120760300 ; n°16.2, C04120808000 ; n°24.2, C04120902200 ; n°41.2, C04121147100 ; n°42, C04121155300 ; n°58, C04121320900 ; n°61, C04121379400 ; n°68, C04121505200

Sugiyama butai hōdōka 杉山部隊報道課 (Département de l'information de l'unité Sugiyama) (éd.), *Senden senbu sankō techō* 宣伝宣撫参考手帳 (Matériaux pour la propagande et la pacification), fév. 1940, C13032541100

Autres archives en ligne

« Cairo Conference 1943 ». <<http://avalon.law.yale.edu/wwii/cairo.asp>>

« Declaration by United Nations », 1^{er} janv. 1942,
<<http://www.loc.gov/law/help/us-treaties/bevans/m-ust000003-0697.pdf>>

HIROHITO, « Gyokuon hōsō 玉音放送 (Allocution radiodiffusée de l'Empereur) », 15 août 1945.
<<https://ja.wikisource.org/wiki/大東亞戰爭終結ノ詔書>>

IMTFE/ International Military Tribunal for the Far East, « Judgment of 12 November 1948 », Humboldt-Universität zu Berlin (Juristische Fakultät). <<http://werle.rewi.hu-berlin.de/tokio.pdf>>

« Japanese Note to the United States United States, December 7, 1941 », *Department of State Bulletin*, Vol. V, n°129, 13 déc. 1941. <<http://avalon.law.yale.edu/wwii/p3.asp>>

« Pact of Neutrality between Union of Soviet Socialist Republics and Japan », 13 avril 1941.
<<http://avalon.law.yale.edu/wwii/s1.asp>>

SUN Yat-sen 孫逸仙, « Guomin zhengfu jianguo dagang 國民政府建國大綱 (Fondements de la reconstruction nationale du Gouvernement national) », 12 avril 1924. <<https://zh.wikisource.org/zh-hant/國民政府建國大綱>>

« Three-Power Pact Between Germany, Italy, and Japan, Signed at Berlin, September 27, 1940 ». <<http://avalon.law.yale.edu/wwii/triparti.asp>>

« Wuwu xiancao 五五憲草 (projet de Constitution du 5 mai 1936) ». <<https://zh.wikisource.org/wiki/五五憲草>>

Zhongguo Guomindang zhongyang zhixing weiyuanhui Yue-Min qu xuanchuan zhuan yuan banshichu 中國國民黨中央執行委員會粵閩區宣傳專員辦事處 (Bureau du commissaire de la propagande de la zone Guangdong-Fujian du Comité exécutif central du GMD), *Chaoshan lunxianqu baogao* 潮汕淪陷區報告 (Rapport sur la zone occupée de Chaoshan), *Diaocha ziliao*, vol. 2, mars 1940. <<http://tieba.baidu.com/p/1090389841>>

1.1.3. Archives publiées

Beijing shi dang'an guan (Bureau des archives de la ville de Beijing), *Riwei Beijing Xinminhui* 日偽北京新民會 (La Xinminhui des autorités fantoches pro-japonaises de Beijing), Beijing : Guangming ribao, 1989.

CAI Hongyuan 蔡鴻源 (éd.), *Minguo fagui jicheng* 民國法規集成 (Compilation des lois et règlements de l'époque républicaine), Hefei : Huangshan shushe, 1999, 100 vol. (vol. 91-100 : Gouv. de Wang Jingwei).

CHEN Peng-jen 陳鵬仁 (trad.), *Wang Jingwei xiangri midang* 汪精衛降日秘檔 (Archives secrètes de la capitulation de Wang Jingwei face au Japon), Taipei : Lianjing, 1999.

CHEN Zhanqi 陳湛綺 (éd.), *Guomin zhengfu zhanhou chuli riwei dichan wenxian huibian* 國民政府戰後處理日偽敵產文獻匯編 (Compilation de documents sur la gestion des biens japonais et fantoches saisis par le Gouvernement nationaliste après la guerre), Beijing : Quanguo tushuguan wenxian suowei fuzhi zhongxin, 2010, 2 vol.

Fushun zhanfan guanlisuo 撫順戰犯管理所 (éd.), *Riben zhanfan de zaisheng zhi di : Zhongguo Fushun zhanfan guanlisuo* 日本戰犯的再生之地 : 中國撫順戰犯管理所 (Un lieu de renaissance pour les criminels de guerre nippons : le Centre de traitement des criminels de guerre de Fushun), Beijing : Wuzhou chuanbo chubanshe, 2005.

HUANG Meizhen 黃美真, ZHANG Yun 張雲 (éd.), *Wang Jingwei jituan toudi* 汪精衛集團投敵 (La passage à l'ennemi du groupe de Wang Jingwei), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 1984 (*Wang weizhengquan ziliao xuanbian* 汪偽政權資料選編 [Anthologie de sources sur le régime fantoche de Wang Jingwei]).

_____, *Wang Jingwei Guomin zhengfu chengli* 汪精衛國民政府成立 (La fondation du gouvernement nationaliste de Wang Jingwei), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 1984 (*Wang weizhengquan ziliao xuanbian* 汪偽政權資料選編 [Anthologie de sources sur le régime fantoche de Wang Jingwei]).

LEBRA, Joyce C. (dir.), *Japan's Greater East Asia Co-Prosperity Sphere in World War II: Selected Readings and Documents*, Kuala Lumpur : Oxford University Press, 1975.

LEUTNER, Mechthild ; ADOLPHI, Wolfram ; MERKER, Peter (éd.), *Deutschland und China 1937-1949 : Politik, Militär, Wirtschaft, Kultur : eine Quellensammlung* (L'Allemagne et la Chine 1937-49 : Politique, affaires militaires, économie, culture : un recueil de sources), Berlin : Akademie Verlag, 1998.

MIYOSHI Akira 三好章, *Seigō nippō kiji mokuroku* 『清鄉日報』記事目錄 (Sommaire des articles du *Qingxiang ribao*), Fukuoka : Chūgokushoten, 2005.

Nanjingshi dang'anguan 南京市檔案館 (Bureau des archives de la ville de Nanjing), *Shenxun Wangwei hanjian bilu* 審訊汪偽漢奸筆錄 (Les procès-verbaux des procès des traîtres du régime fantoche de Wang Jingwei), [1992] Nanjing : Fenghuang chubanshe, 2004, 2 vol.

QIN Xiaoyi 秦孝儀 (éd.), *Zhonghuaminguo zhongyao shiliao chuban : duiRikangzhan shiqi* 中華民國史料初版 : 對日抗戰時期 (Première édition des documents historiques importants de la République de Chine : la période de la Guerre de résistance contre le Japon), Taipei : Guomindang dangshihui, 1981, 7 t., 26 vol.

SATŌ Motoei 佐藤元英, *Gozen kaigi to taigai seiryaku 1 : Shina jihen shori kara daitōa sensō shūketsu made, 1, Shōwa Tennō gozen kaigi kiroku bunsho* 御前會議と對外政略 : 「支那事變」處理から「大東亞戰爭」終結まで, 1, 昭和天皇御前會議記錄文書 (Conférences impériales et politique étrangère 1 : De la gestion de l' « Incident de Chine » au dénouement de la « Guerre de la grande Asie orientale ; Archives des Conférences impériales sous l'empereur Shōwa, 1^{ère} partie), Hara Shobō, 2011.

TU Wenxue 涂文學 (éd.), *Lunxian shiqi Wuhan de zhengzhi yu junshi* 淪陷時期武漢的政治與軍事 (Affaires politiques et militaires à Wuhan sous l'occupation), Wuhan, Wuhan chubanshe, 2007 (*Wuhan lunxian shiqi shiliao congbian 2* 武漢淪陷時期史料叢編 2 [Sources historiques de Wuhan sous l'occupation, vol. 2]).

USUI Katsumi 臼井勝美 (éd.), *Gendaishi shiryō* 現代史資料 (Matériaux sur l'histoire contemporaine), vol. 13, *Nitchu Sensō* 日中戦争 (La guerre sino-japonaise), vol. 5, Misuzu Shobō, 1966.

WAN Renyuan 萬仁元 (éd.), *Wang Jingwei yu Wang weizhengfu* 汪精衛與汪偽政府 (Wang Jingwei et son gouvernement fantoche), Hongkong : Shangwu yinshuguan, 1994, 2 vol. (*Zhongguo jindai zhenzang tupian ku* 中國近代珍藏圖片庫 [Archives photographiques sur la Chine moderne]).

YU Zidao 余子道, LIU Qikui 劉其奎, CAO Zhenwei 曹振威 (éd.), *Wang Jingwei Guomin zhengfu "qingxiang" yundong* 汪精衛國民政府 “清鄉” 運動 (La Campagne de “pacification rurale” du gouvernement de Wang Jingwei), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 1985 (*Wang weizhengquan ziliao xuanbian* 汪偽政權資料選編 [Anthologie de sources sur le régime fantoche de Wang Jingwei]).

ZHANG Zhonghua 張中華 (éd.), *Rijun qinlüe Guangdong dang'an shiliao xuanbian* 日軍侵略廣東檔案史料選編 (Anthologie de sources historiques sur l'invasion du Guangdong par l'armée japonaise), Beijing : Zhongguo dang'an, 2005.

ZHAO Yuming 趙玉明 (éd.), *Riben qinhua guangbo shiliao xuanbian* 日本侵華廣播史料選編 (Sélection de sources sur l'histoire de la radio durant l'invasion de la Chine par le Japon), Beijing : Zhongguo guangbo yingshi chubanshe, 2015.

Zhonggong zhongyang dangxiao zhonggong dangshi ziliaooshi 中共中央黨校中共黨史資料室 (Service des sources sur l'histoire du PCC de l'École centrale du PCC) (éd.), *Lugouqiao shibian he Ping-Jin kangzhan ziliao xuanbian* 盧溝橋事變和平津抗戰 資料選編 (Sélection de sources relatives à l'Incident du pont Marco-Polo et à la guerre de résistance à Beiping et Tianjin), Beijing : Zhonggong zhongyang dangxiao keyan bangongshi, 1986.

Zhongguo di'er lishi dang'an guan 中國第二歷史檔案館 (éd.), *Zhongguo qingniandang* 中國青年黨 (Le Parti de la jeunesse chinoise), Beijing : Dang'an chubanshe, 1988.

_____, *Wang weizhengfu xingzhengyuan huiyilu* 汪偽政府行政院會議錄, (Comptes rendus du Conseil du Yuan exécutif du gouvernement fantoche de Wang Jingwei), Nanjing : Dang'an chubanshe, 1992, 31 vol.

_____, *Wang wei zhongyang zhengzhi weiyuanhui ji zuigao guofang huiyi huiyilu* 汪偽中央政治委員會暨最高國防會議會議錄 (Comptes rendus du Comité politique central et du Conseil suprême de défense nationale du gouvernement fantoche de Wang Jingwei), Guilin : Guangxi shifan daxue chubanshe, 2002, 25 vol.

Zhongyang dang'anguan 中央檔案館 *et al.* (éd.), *Ri-Wang de qingxiang* 日汪的清鄉 (La pacification rurale du Japon et du régime de Wang Jingwei), Beijing : Zhonghua shuju, 1995.

_____, *Wang weizhengquan* 汪偽政權 (Le régime fantoche de Wang Jingwei), Beijing : Zhonghua shuju, 2004.

1.2. Journaux officiels (*gongbao*)

Note : La législation du Gouvernement nationaliste, en vigueur sous le régime de Wang Jingwei, prévoyait que les *gongwen* 公文 (documents officiels) de chaque administration devaient être systématiquement publiés dans un *gongbao* 公報 (journal officiel), à l'exception des documents confidentiels. Le terme *gongwen* désigne tout document ayant trait aux affaires publiques et rédigé selon des règles le rendant apte à être traité par l'administration étatique. Ces documents sont le plus souvent produits par cette dernière et servent à la communication interne entre ses différents organes. Ils sont également l'outil privilégié des interactions entre administration et administrés, dans un sens (ordre, proclamation) comme dans l'autre (pétition). Héritier d'une tradition impériale multiséculaire, l'écrit bureaucratique connu, durant la période républicaine (1912-1949), une évolution importante, au fil des réglementations (*gongwen chengshi* 公文程式) adoptées par les gouvernements successifs. Cette source est précieuse à la fois par son contenu, qui permet de suivre l'action administrative, mais aussi par sa forme, qui constitue un marqueur de l'évolution des pratiques bureaucratiques en Chine. Le manque d'homogénéité, d'un ministère à l'autre, dans la forme des *gongwen* et des *gongbao*, révèle ainsi la résistible rationalisation de l'appareil étatique. Dans le cas du gouvernement de Wang Jingwei, ces disparités découlent notamment de la résistance de certaines administrations, le Yuan d'examen par exemple, dirigées par des hommes hostiles à la modernisation des *gongwen* lancée par le GMD et rétablie par le groupe de Wang Jingwei. La plupart des organes du gouvernement collaborateur de Nanjing publiaient leur propre *gongbao* à un rythme mensuel. En raison des pénuries de papier provoquées par la Guerre du Pacifique, il fut toutefois décidé, à la fin de l'année 1942, d'arrêter la publication de tous les *gongbao*, à l'exception de celui du Gouvernement national (*guomin zhengfu gongbao*). Celui-ci paraissait plusieurs fois par mois.

Hubei shengzhengfu mishuting 湖北省政府秘書廳 (Secrétariat du gouvernement provincial du Hubei), *Hubei shengzhengfu gongbao* 湖北省政府公報, (Journal officiel du gouvernement provincial du Hubei), Hubei : Hubei shengzhengfu mishuting, 1940.

Kaoshiyuan mishuchu 考試院秘書處 (Secrétariat du Yuan d'examen) (éd.), *Kaoshiyuan gongbao* 考試院公報 (Journal officiel du Yuan d'examen), Beijing : Guojia tushuguan chubanshe, 2012, 30 vol. (vol. 27-30 : gouvernement de Wang Jingwei).

Minguo shiqi neizheng gongbao sanzong 民國時期內政公報三種 (Trois journaux officiels du ministère de l'Intérieur à l'époque républicaine), Beijing : Guojia tushuguan chubanshe, 2012, 48 vol. (vol. 43-45 : Gouvernement réformé ; vol. 46-48 : Gouvernement de Wang Jingwei).

TIAN Qi 天奇, HUANG Ping 黃萍 (éd.), *Minguo shiqi jiancha shiliao huibian* 民國時期監察史料彙編 (Compilation de documents historiques du Yuan de contrôle à l'époque républicaine), Beijing : Guojia tushuguan chubanshe, 2013, 8 vol. (vol. 6-8 : Journal officiel du Yuan de contrôle du gouvernement de Wang Jingwei).

Zhongguo di'er lishi dang'an guan 中國第二歷史檔案館 (éd.), *Wangwei guomin zhengfu gongbao* 汪偽國民政府公報, (Journal officiel du gouvernement fantoche de Wang Jingwei) Nanjing : Jiangsu guji chubanshe, 1991, 14 vol. (vol. 13-14 : Gouvernement réformé).

1.3. Publications contemporaines et recueils de discours

Note : Un grand nombre d'ouvrages portant sur la situation en Chine et, plus particulièrement, sur la formation du gouvernement de Wang Jingwei, furent publiés au Japon pendant la guerre. Beaucoup d'entre eux sont consultables en ligne sur le site des collections numériques de la bibliothèque du Parlement japonais (*Kokuritsu kokkai toshokan dijitaru korekushon* 国立国会図書館デジタルコレクション) <<http://dl.ndl.go.jp>>. Le cas échéant, j'indique le lien.

Asahi shinbun tōa mondai chōsakai 朝日新聞東亞問題調査会 (Association de recherche sur la question de l'Asie orientale) (éd.), « Chūgoku kokumintō to Ō Chōmei kōsu 中国国民党と汪兆銘コース (Le GMD et la trajectoire de Wang Jingwei) », *Asahi tōa ripōto* 朝日東亞レポート, n°7, 1939. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1217844>>

AUDEN, W.H. ; ISHERWOOD, Christopher, *Journal de guerre en Chine*, [1939] trad. par B. Vierne, Monaco : Éd. du Rocher, 2003.

CHANG Eileen (ZHANG Ailing), *Love in a Fallen City*, [1943] trad. par Emmanuel Péchenart, Zulma, 2014.

CHEN Gongbo 陳公博, *Chen Gongbo xiansheng sanshi sayi nian wencun* 陳公博先生三十卅一年文存 (Recueil de textes de Chen Gongbo, 1941-42), Shanghai : Difang xingzheng chubanshe, 1944.

_____, *Chen Gongbo shiji* 陳公博詩集 (Recueil de poèmes de Chen Gongbo), Chen Kan (éd. à compte d'auteur), 2013b.

CHENG Fang 程方, *Zhongguo xianzheng gailun* 中國縣政概論 (Traité sur l'administration de district en Chine), Changsha : Zhongyang zhengzhi xuexiao, 1939.

CHIANG Kai-shek, *China's Destiny and Chinese Economic Theory*, notes et commentaires de Philip Jaffe, New York : Roy Publishers, 1947.

Dai Nippon sekiseikai 大日本赤誠会 (Association de la sincérité du grand Japon), *Dai tōa kōka ken kensetsu taikō* 大東亜皇化圏建設大綱 (Programme de construction de la sphère japonisée de la grande Asie orientale), Dai Nippon sekiseikai honbu, 1941. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1091854>>

Gaimushō Tōakyoku (Bureau Asie orientale du Gaimushō) 外務省東亜局, *Shin kokumin seifu jinmeikan* 新国民政府人名鑑 (Biographies des membres du nouveau gouvernement nationaliste), Gaimushō Tōakyoku, 1940. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1123789>>

GOTŌ Sōyō 後藤蒼洋, *Gisō no shinnichi o abaku* 偽装の親日を曝く (Les faux pro-Japon dévoilés), Shina jijō kenkyūkai, 1935. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1274222>>

Guoli Shanghai daxue, *Guoli Shanghai daxue yaoguan* 國立上海大學要覽 (Guide de l'Université nationale de Shanghai), Shanghai : Guoli Shanghai daxue, 1943.

HONDA Kumatarō 本多熊太郎, *Nisshijihen gaikōkan* 日支事變外交觀 (Point de vue diplomatique sur l'Incident sino-japonais), Chikurashobō, 1938.

HOZUMI Shigetoo 穂積重遠, *Gonin-gumi to daitōa kyōeiken* 五人組と大東亜共栄圏 (Le *gonin-gumi* et la sphère de co-prospérité de la grande Asie orientale), Keimeikai, 1943. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1267416>>

IINO Kichisaburō 飯野吉三郎, *Son Bun no seiyaku ni yori Onden no kamisama Shina yon oku minshū ni tsugu* 孫文との誓約により穩田の神様支那四億民衆に告ぐ (Appel aux 400 millions de Chinois du dieu d'Onden à partir du serment de Sun Yat-sen), Tōkyō chōya shinbun shuppanbu, 1937. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1092042>>

JŌHOKU Sanshi 城北散史, *Ō seiken no seiritsu : Shō Kaiseki wa itsumade tatakau* 汪權政の成立 : 蒋介石はいつ迄戦ふ? (Formation du régime de Wang Jingwei : jusqu'à quand Jiang Jieshi va-t-il combattre ?), Tōkyō jōhōsha, 1940. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1090872>>

KONDŌ Tatsuji 近藤達児, *Shin Shina ryokō ki - Fu Son Bun iraisai no ki* 新支那旅行の記 附-孫文移靈際の記 (Journal de voyage dans la nouvelle Chine ; Récit de la cérémonie de transfert de Sun Yat-sen dans son Mausolée), Taguchi shoten, 1929. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1189790>>

KONG Xiankeng 孔憲鏗 (dir.), *Wuyuan zhengfu yanjiu ji* 五院政府研究集 (Recueil d'essais sur le gouvernement des cinq Yuans), Shanghai : Shanghai : Shanghai huatong shuju, 1930.

MAO Zedong 毛澤東, *Œuvres choisies de Mao Tse-toung*, Beijing : Éditions en langues étrangères, t. 2, 1967. Version originale consultée sur <<http://www.dudj.net/hongsejingdian/27/>>

MATSUMOTO Sōkichi 松本鎗吉, *Shina mondai no kaibō* 支那問題の解剖 (Autopsie de la question chinoise), Kōashoin, 1942.

MISHIMA Sukeharu 三島助治, *Gunbu no mokuhyō* 軍部の目標 (Les objectifs de l'armée), Kokumin seiji keizai kenkyūjo, 1941 (1^{er} éd), 1942 (2nde éd.). <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1460184>>

MIZUNO Masatsugu 水野正次, *Seishin kagaku kenkyūjo no kyōgyakusei : Tadakoro Hiroyasu ippa no inbō o utsu* 精神科学研究所の凶逆性 : 田所広泰一派の陰謀を撃つ (La sclérotésse de l'Institut d'études en sciences de l'esprit : Attaque contre le complot de la clique de Tadakoro Hiroyasu), Kokumin hyōronsha, 1943. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1439413>>

NAGAMATSU Asazō 永松浅造, *Shin Chūkaminokoku* 新中華民国 (La nouvelle République de Chine), Tōka shobō, 1942.

Naikaku jōhō bu 内閣情報部 (Service d'information du Cabinet), *Shina shin chuō seifu seiritsu no keii* 支那新中央政府成立の経緯 (Historique de la formation du nouveau gouvernement central chinois), Naikaku jōhōbu, 1940. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1438927>>

ŌGAMI Suehiro 大上末広, « Sonraku soshiki 村落組織 (les organisations villageoises) », *Shina mondai jiten* 支那問題辞典 (Dictionnaire de la question chinoise), 1942, reproduit in NOZAWA Yutaka 野沢豊 (éd.), *Ajia no henkaku* アジアの変革 (La transformation de l'Asie), Azekura shobō, 1978, vol.1, p. 29-52.

SAITŌ Takao 斎藤隆夫, « Saitō Takao daigishi shitsumon enzetsu sokki 斎藤隆夫代議士質問演説速記 (Verbatim du discours du député Saitō Takao) », in USUI Katsumi (éd.), *Gendaishi shiryō, op. cit.*, vol. 13, 1966, p.336-348.

Seishin kagaku kenkyūjo 精神科学研究所 (Institut d'études en sciences de l'esprit), *Shina jihen no kaiketsu o sogai suru mono : Tōa renmei ron to wa nani ka* 支那事變の解決を阻害するもの: 東亜聯盟論とは何か (Un obstacle à la résolution de l'Incident de Chine : Qu'est-ce que la doctrine de la Ligue d'Asie orientale ?), Seishin kagaku kenkyūjo, 1941. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1439781>>

Shanghai-Nihon sōryōjikan tokubetsu chōsahan 上海・日本総領事館特別調査班 (Bureau spécial d'enquête du consulat japonais de Shanghai), *Kōa kenkoku undō no riron to shuchō* 興亜建国運動の理論と主張 (Théories et opinions du Mouvement pour l'essor de l'Asie et la reconstruction nationale), [Shanghai], Nihon sōryōjikan tokubetsu chōsahan, 1942. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1270056>>

Shūgiin chōsabu 衆議院調査部 (Bureau de recherche de la Chambre des représentants) (éd.), *Shin Shina chūō seiken ni kansuru ronchō* 新支那中央政權に関する論調 (Revue de presse à propos du nouveau gouvernement central chinois), *Chōsa shiryō* 調査資料, n°40, juillet 1940.

Tōa kenkyūjo 東亜研究所 (Centre de recherche sur l'Asie orientale), *Sanmin shugi minzoku riron ni kansuru kenkyū* 三民主義民族理論に関する研究 (Étude de la théorie nationaliste dans les Trois principes du peuple), Tōa kenkyūjo, 1941. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1445054>>

Tōa mondai chōsakai 東亜問題調査会 (Association de recherche sur la question de l'Asie orientale), *Saishin Shina yōjinden* 最新支那要人伝 (Biographies les plus récentes de personnalités chinoises importantes), Asahi shinbunsha, 1941. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1123795>>

Tōyō kyōkai chōsabu 東洋協会調査部 (Bureau d'enquête de l'Association orientale), *Shina kensei mondai* 支那憲政問題 (La question du gouvernement constitutionnel en Chine), Tōyō kyōkai, 1940. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1445235>>

TSUDA Motonori 津田元徳, *Shina jihen hishi* 支那事變秘史 (Histoire secrète de l'Incident de Chine), Dalian : Ōsaka yagō shoten, 1941. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1041951>>

WANG Jingwei 汪精衛, *Wang zhuxi heping jianguo yanlunji* 汪主席和平建國言論集 (Recueil de discours du président Wang sur la reconstruction nationale par la paix), [Nanjing] : Xuanchuanbu, 1940.

WEN Juntian 聞鈞天, *Zhongguo baojia zhidu* 中國保甲制度 (Le système du *baojia* en Chine), [1935] Shanghai : Shanghai shudian, 1991.

Xingzhengyuan xuanchuanju 行政院宣傳局 (Bureau de la propagande, Yuan exécutif), *Chūkaminokoku ishinseifu gaishi* 中華民國維新政府概史 (Histoire générale du Gouvernement réformé de République de Chine), Nanjing : Weixin zhengfu, 1940. <<https://archive.org/details/chkaminkokuishin00ishi>>

YOSHIOKA Bunroku 吉岡文六, *Shō Kaiseki to gendai Shina* 蔣介石と現代支那 (Jiang Jieshi et la Chine contemporaine), Tōhakudō, 1936. <<http://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/1268113>>

ZHOU Fohai 周佛海, *Sanminzhuyi zhi lilun de tixi* 三民主義之理論的體系 (Le système théorique des Trois principes du peuple), [1928] Shanghai : Xinshengming shuju, 1934.

ZHOU Li'an 周黎庵 (éd.), *Gujin* 古今, Yangzhou : Guangling shushe, 2009 (*Minguo qikan huibian* 民國期刊彙編, vol. 2).

1.4. Presse

Asahi shinbun 朝日新聞 (consulté sur <database.asahi.com>)

Note : Sauf indication contraire, tous les articles sont tirés de l'édition matinale de Tokyo. La page 2 correspond généralement à la première page du journal (la page 1 étant occupée par des publicités). Certains de ces articles sont de simples dépêches, mais la juxtaposition chronologique de leurs titres offre une éphéméride de l'État d'occupation en construction du point de vue japonais.

« Tōshō kōnin riji, Kimura Masutarō shi 東商後任理事、木村増太郎氏 (Kimura Masutarō prend la direction de la Chambre de commerce et d'industrie de Tokyo) », 20 fév. 1934, p. 4.

« Shōshi dokusai no junbi ni Kōshi kinensai o fukkatsu : ōdō, hadō no tsukai wake 蔣氏独裁の準備に、孔子記念祭を復活 王道、霸道の使ひ分け (Rétablissement de l'anniversaire de Confucius en préparation de la dictature de Jiang Jieshi : la Voie royale au service de la Voie du tyran) », 27 août 1934, p. 2.

« Sanmin shugi massatsu o kaku gakkō ni genmei 三民主義抹殺を 各学校嚴命 (Ordre strict à toutes les écoles de supprimer les Trois principes du peuple) », 11 août 1937, p. 2.

« Shanhai ni hatsu no jikai Hōsan ni heiwa kyō 上海に初の治維会 宝山に平和郷 (Premier comité de maintien de l'ordre à Shanghai ; la paix rétablie à Baoshan) », 19 sept. 1937, p. 3.

« Soshū ni chian ijikai 蘇州に治安維持会 (Un comité de maintien de l'ordre à Suzhou) », 25 nov. 1937, p. 3.

« Shō no geya zetsu taitō 蔣の下野説擡頭 (La théorie d'une démission de Jiang se développe) », 8 déc. 1937, p. 2.

« Chūzanryō o hōgo 中山陵を保護 (Protection du Mausolée de Sun Yat-sen) », 14 déc. 1937, p. 2.

« Gentaru sanken bunritsu ; Shinseifu soshiki taikō 嚴たる三権分立 ; 新政府組織大綱 (Une séparation stricte des trois pouvoirs ; Organisation générale du nouveau gouvernement) », 14 déc. 1937, p. 3.

« Chihō jichi seiken mo subete gōryū ; shin Shina no kensetsu taigyō he 地方自治政權もすべて合流 ; 新支那の建設大業へ (Fusion de l'ensemble des régimes autonomes locaux ; La grande entreprise de construction de la nouvelle Chine) », 14 déc. 1937, p. 3.

- « Shinseifu “dō” o fukkatsu 新政府「道」を復活 (Le nouveau gouvernement restaure le “circuit”) », 19 déc. 1937, p. 2.
- « Hokushi ni umareta “Rinji seifu” no kokki 北支に生れた「臨時政府」の国旗 (Le drapeau du “Gouvernement provisoire” né en Chine du Nord) », 19 déc. 1937, p. 6.
- « Tsūshū jiken kaiketsu 通州事件解決 (Résolution de la Mutinerie de Tongzhou) », 23 déc. 1937, p. 2.
- « Kōgun·Kōshūjō o senryō 皇軍・杭州城を占領 (L’armée impériale occupe Hangzhou) », 25 déc. 1937, p. 2.
- « Nisshōki·ryōjikan ni senzen Kōshū shinsoku no chian kōsaku 日章旗・領事館に燦然 杭州・神速の治安工作 (L’étendard au soleil levant illumine le consulat ; Rapide sécurisation de Hangzhou) », 26 déc. 1937, p. 2.
- « Ichidaku hyaku yonjū nichi no rōjō “kankan hissatsu” mo Kōshū ryōjikan no Tō tsūyaku 一諾百四十日の籠城 “漢奸必殺”も覚悟 杭州領事館の董通訳 (Cent quarante jour de siège aux cris de “mort aux traîtres” ; Dong, l’interprète du consulat de Hangzhou) », 26 déc. 1937, p. 11.
- « Kōshū jiikai hakkai 杭州治維会発会 (Inauguration du Comité de maintien de l’ordre de Hangzhou) », 3 janv. 1938, p. 2.
- « Kōshū ni jichikai seiritsu 杭州に自治会成立 (Formation du Comité de gouvernement autonome de Hangzhou) », 2 mars 1938, p. 2.
- « Kimura Tōshō riji jinin seishiki kettei 木村東商理事辞任正式決定 (Kimura Masutarō décide officiellement de démissionner de la présidence de la Chambre de commerce et d’industrie de Tokyo) », 30 juil. 1938, p. 4.
- « Shuseki ni Ō Kokubin shi ; Inkai no kikō 首席に王克敏氏 委員会の機構 (Wang Kemin président ; Composition du Conseil) », 21 sept. 1938, p. 2.
- « Mōkyō no kamei wa okuren 蒙疆の加盟は遅れん (La participation du Mengjiang repoussée) », 21 sept. 1938, p. 2.
- « Shin Shina tōitsu no dai ichi po 新支那統一の第一歩 (Un premier pas vers l’unification de la nouvelle Chine) », 21 sept. 1938, p. 3.
- « Aki soratakaki koto Pekin shinsei Chūgoku no seiten 秋空高き古都北京新生中国の盛典 (Cérémonie solennelle pour la nouvelle Chine sous le ciel automnal de l’ancienne capitale Beijing) », 23 sept. 1938 (soir), p. 1.
- « Chūō seiken kiso naru ; Ō, Ryō ryōshi yorokobi o kataru 中央政權基礎成る 王、梁両氏喜びを語る (Le fondement du gouvernement central ; Wang et Liang expriment leur joie) », 23 sept. 1938, p. 3.
- « Sanmin shugi o tsūgeki 三民主義を痛撃 (Sévères attaques contre les Trois principes du peuple) », 22 oct. 1938 (soir), p. 1.
- « Seiten hakujitsu ki o shōkyaku 青天白日旗を焼却 (Incinération de drapeaux nationalistes) », 31 octobre 1938, p. 2.
- « Bukan no fukkō chakuchaku susumi ; hayaku mo shin seiken no taidō 武漢の復興着々進み 早くも新政權の胎動 (La renaissance de Wuhan est en marche ; le nouveau régime est déjà en gestation) », 2 nov. 1938, p. 1.
- « “Shō Kaiseki jisatsu subeshi” “蒋介石自殺すべし” (Jiang Jieshi doit se suicider) », 2 nov. 1938 (soir), p. 1.

« Butaichō no kaitō Kanton fukkō mondai gaijin kisha to kaiken 部隊長の快答 広東復興問題、外人記者と会見 (Réponses rapides d'un commandant à un journaliste étranger à propos de la renaissance de Canton) », 5 nov. 1938, p. 2.

« Nanshi ni jikai Butsuzan ni seiritsusu 南支に治維会 仏山に成立し (Un comité de maintien de l'ordre en Chine du Sud formé à Foshan) », 6 nov. 1938, p. 2.

« Chūshi kakuen minshū daihyō, "hōren seifu" o kensaku 中支各県民衆代表、「邦聯政府」を建策 (Les représentants du peuple de chaque district de Chine centrale pour un "gouvernement fédéral") », 7 nov. 1938, p. 2.

« Shin chūō seiken e no kyoho 新中央政權への巨歩 (Un pas de géant vers le nouveau régime central) », 8 nov. 1938, p. 2.

« Kanton jian iji asu jieii rengōkai 広東治維持 あす自衛連合会 (Maintien de l'ordre à Canton ; une fédération des groupes d'autodéfense réunie demain) », 9 nov. 1938, p. 1.

« Kanton fukin ni jikai 広東附近に治維会 (Comités de maintien de l'ordre dans les environs de Canton) », 12 nov. 1938, p. 2.

« Shina tōitsu no seiji undō ; Go Haifu shi tsuini kekkisu 支那統一の政治運動 呉佩孚氏遂に蹶起す (Un mouvement politique pour unifier la Chine ; Wu Peifu va enfin prendre ses responsabilités) », 15 nov. 1938, p. 2.

« Yūshoku shimai ni tsugu kōnichī wa kakū teki seden Kōshū fujo ijikai 有職姉妹に告ぐ 抗日は架空的宣伝 広州婦女維持会 (Appel aux sœurs actives ; la résistance contre le Japon est une propagande trompeuse ; un Comité de sauvegarde des femmes de Canton) », 17 nov. 1938, p. 11.

« Kanton jieidan rengōkai 広東自衛団連合会 (la Fédération des groupes d'autodéfense du Guangdong) », 18 nov. 1938, p. 2.

« Hōrensei ga hitsuyō On Sōgyō inchō wa kataru 邦聯制が必要 温宗堯院長は語る (Le système confédéral est nécessaire déclare Wen Zongyao) », 24 nov. 1938, p. 2.

« Shin Bukan seitan no yorokobi ; kyō jikai hakkaishiki 新武漢の歓び けふ治維会発会式 (Naissance dans la joie de la nouvelle Wuhan ; Cérémonie d'inauguration du comité de maintien de l'ordre aujourd'hui) », 26 nov. 1938, p. 3.

« Kanton ni jikai chūbi iinkai seiritsusu 広東に治維会籌備委員会成立す (Formation d'un Comité préparatoire au comité de maintien de l'ordre à Canton) », 28 nov. 1938, p. 2.

« Min.i koko ni han.ei ; Chūshi taikai no seikyō 民意ここに反映 中支大会の盛況 (Reflet de la volonté du peuple ; une assemblée de Chine centrale grandiose) », 29 nov. 1938 (soir), p. 1.

« Hōren seifu soshiki e ; Shin Chūgoku kensetsu o sengen 邦聯政府組織へ 新中国建設を宣言 (Vers l'organisation d'un gouvernement fédéral ; la construction de la nouvelle Chine proclamée) », 1^{er} déc. 1938 (soir), p. 1.

« Hōrensei no jitsugen, sudeni ketteiteki Ishinseifu, On Sōgyō shi dan 邦聯制の実現、既に決定的 維新政府、温宗堯氏談 (La réalisation du système confédéral est décidée ; discussion avec Wen Zongyao du Gouvernement réformé) », 3 déc. 1938, p. 2.

« Kanton ni dentō kagayaku 広東に電燈輝く (La lumière est rétablie à Canton) », 11 déc. 1938, p. 2.

« Iyoyiyo dai Kanton kensetsu e jikai hanabanashiku tanjō 愈々大広東建設へ 治維会華々しく誕生 (La construction d'un grand Canton s'engage enfin ; inauguration somptueuse du Comité de maintien de l'ordre) », 21 déc. 1938, p. 1.

- « Shinseiken to teikei junbi ari Hō Kanton jiikaichō kataru 新政権と提携準備あり 彭広東治維会長語る (« Nous sommes prêts à collaborer avec le nouveau régime » déclare le président du Comité de maintien de l'ordre Peng) », 21 déc. 1938, p. 2.
- « Kanton seifu no yūrei soshiki 広東政府の幽霊組織 (L'organisation fantôme du gouvernement du Guangdong) », 22 déc. 1938, p. 1.
- « Konoe naikaku sōri daijin dan 近衛内閣総理大臣 (Propos du premier ministre Konoe) », 23 déc. 1938, p. 2.
- « Ō no dasshutsu keiro 汪の脱出経路 (Itinéraire de l'évasion de Wang) », 24 déc. 1938, p. 2.
- « Shō Kaiseki tō ippa ni taishi Ō Chōmei jūdai seimei happyō : hayaka ni kōsen o yameyo 蒋介石等一派に対し汪兆銘重大声明発表——速かに抗戦を止めよ (Publication du grand discours de Wang Jingwei à la clique de Jiang Jieshi : Il faut mettre fin rapidement à la guerre de résistance) », 31 déc. 1938, p. 2.
- « Kanton giseifu samayou 広東偽政府さまよふ (Le gouvernement fantoche de Canton contraint à l'errance) », 10 janv. 1939, p. 2.
- « Sanmin shugi jissen rikisetsu 三民主義実践力説 (Accent mis sur la mise en pratique des Trois principes du peuple) », 14 janv. 1939 (soir), p. 1.
- « Munin shō mondai 無任相問題 (Le problème des ministres sans portefeuille) », 21 janv. 1939, p. 2.
- « Sanmin shugi ni shin kaisetsu 三民主義に新解釈 (Une nouvelle interprétation des Trois principes du peuple) », 21 janv. 1939, p. 2.
- « Sanmin shugi shūsei Rikushō no tōben 三民主義修正 陸相の答弁 (Réponses du ministre de la Guerre sur la correction des Trois principes du peuple) », 23 janv. 1939, p. 2.
- « Go Haifu shōgun asu shutsuba sengen 吳佩孚將軍あす出馬宣言 (Le général Wu Peifu annoncera demain son engagement) », 30 janv. 1939, p. 2.
- « Wahei kyūkokuai•Sengen o happyō ; Go shi undō no dōkō kettei 和平救国会・宣言を発表 吳氏運動の動向決定 (L'Association pour la paix et le salut national publie une déclaration ; Décision sur l'orientation du mouvement de Wu) », 31 janv. 1939, p. 2.
- « Kyūkokukai no seishitsu ; Chūō seiken no botai ni arazu 救国会の性質 中央政權の母体にあらず (La nature de l'Association de salut national n'est pas d'être la matrice du régime central), 31 janv. 1939, p. 2.
- « Go shōgun kekki•Chūgai ni senmeisu 吳將軍蹶起・中外に宣明す (Le général Wu s'engage dans une déclaration claire adressée à la Chine et à l'étranger) », 1^{er} fév. 1939 (soir), p. 1.
- « Chūō seifu no kihon keishiki, hōren kyōwa sei ni kiitsu su 中央政府の基本形式、邦聯共和制に帰一す (Le gouvernement central prendra la forme d'une république fédérale) », 16 fév. 1939, p. 2.
- « Seiten hakujitsu ki no tekkyo o keikoku 青天白日旗の撤去を警告 (Avertissement sur la suppression du drapeau nationaliste) », 13 mars 1939, p. 2.
- « Ō Chōmei osowaru Sō Chūmei fusai wa jūshō 汪兆銘襲わる 曾仲鳴夫妻は重傷 (Wang Jingwei victime d'une attaque ; Les époux Zeng Zhongming dans un état grave) », 22 mars 1939, p. 2.
- « Sentō jikai seiritsu 汕頭治維会成立 (Formation du Comité de maintien de l'ordre de Shantou) », 3 juill. 1939, p. 2.

« Ō seimei hankyō ; Kanton jikakai seimei 汪声明反響 ; 広東治維会声明 (Réactions au discours de Wang ; le discours du Comité de maintien de l'ordre de Canton) », 11 août 1939, p. 1.

« Bukan seimu iinkai junbikai seiritsu shi 武漢政務委員会準備会成立し (Formation du Comité préparatoire du Conseil des affaires politiques de Wuhan) », 23 sept. 1939, p. 3.

« Zenkoku minshū taibō Kanton jikakai Hō inchō seimei 全国民衆待望 彭員長声明 (La population dans tout le pays attend ; discours du président du Comité de maintien de l'ordre de Canton Peng) », 23 sept. 1939, p. 3.

« Bukan seimu iinkai raigetsu shojun Kankō ni tanjō 武漢政務委員会来月初旬漢口に誕生 (Le Conseil des affaires politiques de Wuhan verra le jour au début du mois prochain à Hankou) », 21 oct. 1939, p. 3.

« Junsei sanmin shugi 純正三民主義 (Les Trois principes du peuples purs) », 7 nov. 1939, p. 2.

« Kenseiki e no ikō sokushin 憲政期への移行促進 (Passage accéléré vers la phase de gouvernement constitutionnel) », 21 nov. 1939 (soir), p. 1.

« Andō Masazumi shi Shina shisatsu 安藤正純氏支那視察 (Voyage d'observation d'Andō Masazumi en Chine) », 26 nov. 1939, p. 2.

« Andō Masazumi shi kikyō 安藤正純氏帰京 (Andō Masazumi de retour à Tokyo) », 23 déc. 1939, p. 2.

« Ō ha tōshi ni kiku 汪派闘士に聴く (Entretiens avec les champions du groupe de Wang Jingwei) », 20 janv. 1940, p. 2.

« Saitō shi shitsumon chū ni shitsugen ; jomei mondai ni made hatten ka ; Rikugun, kaku kaiha to mo gekikō 齋藤氏質問中に失言 除名問題に迄発展か 陸軍・各会派とも激昂 (Paroles malheureuses de M. Saitō lors de ses questions ; l'affaire ira-t-elle jusqu'à son expulsion ? ; Indignation dans l'armée comme dans les différents partis de la Diète) », 3 fév. 1940, p. 2.

« Kakki teki zeikaku daizō zei an 画期的税革・大增税案 (Plan historique de réforme fiscale et d'augmentation des impôts) », 9 fév. 1940 (soir), p. 1.

« Junsei sanmin shugi kenji ; shin seifu no dōkō kanshi 純正三民主義堅持 新政府の動向監視 (Maintien des Trois principes du peuple ; vigilance sur l'attitude future du nouveau gouvernement) », 9 fév. 1940 (soir), p. 1.

« Shin seifu no shidō genri jūdai gigi ari ; Andō Masazumi, surudoī tsuikyū 新政府の指導原理重大疑義あり 安藤正純、鋭い追究 (D'importants doutes sur les principes directeurs du nouveau gouvernement ; Les questions incisives d'Andō Masazumi) », 9 fév. 1940 (soir), p. 1.

« Shin seifu shori jikō no shitsumon 新政府処理事項の質問 (Questions sur la gestion du nouveau gouvernement) », 16 fév. 1940, p. 2.

« Jihen shūryō jiki no nintei ; Yanagawa chōkan kijun o hyōmei 事変終了時期の認定 柳川長官基準を表明 (Assurances apportées sur une date pour la fin de l'Incident ; le directeur général Yanagawa indique des critères clairs) », 18 fév. 1940 (soir), p. 1.

« Nankin no Son Bun kinenbi 南京の孫文記念日 (Journée de commémoration à Nanjing en hommage à Sun Yat-sen) », 13 mars 1940 (soir), p. 2.

« Shin Tōa no reimei Son Bun ni hōkoku 新東亜の黎明 孫文に報告 (L'aube se lève pour la nouvelle Asie ; Rapport présenté à Sun Yat-sen) », 14 mars 1940, p. 2.

« Kensei chūbi iinkai to shin seifu no kikō 憲政籌備委員会と新政府の機構 (Le comité préparatoire au gouvernement constitutionnel et l'organisation du nouveau gouvernement) », 19 mars 1940, p. 2.

« Fuhen teki wahei jitsugen e : Tsuda renrakubu chōkan dan 普遍的和平実現へ 津田連絡部長官談 (Vers la réalisation de la paix universelle : entretien avec le chef du bureau de liaison Tsuda) », 30 mars 1940, p. 2.

« Mazu kensei jisshi e 先づ憲政実施へ (Priorité à la mise en œuvre du gouvernement constitutionnel) », 31 mars 1940, p. 2.

« Seigyō kansui kongo ni ari ; kokumin ni ichidan to doryoku yōbō ; Hata rikushō dan 聖業完遂今後にあり 国民に一段と努力要望 畑陸相談 (La réussite de l'entreprise sacrée dépend de l'avenir ; un effort supplémentaire est demandé au peuple ; entretien avec le ministre de la guerre Hata) », 1^{er} avril 1940, p. 2.

« Kensei jisshi junbi ni chakushu 憲政実施準備に着手 (Mise en route des préparatifs pour la mise en application du gouvernement constitutionnel) », 6 avril 1940 (soir), p. 1.

« Nankin kanto shukuten nijūroku nichi ni kettei 南京還都祝典廿六日に決定 (Les célébrations pour le retour à la capitale Nanjing fixées au 26) », 7 avril 1940, p. 2.

« Inchō ni Ō Seiei shi kensei jisshi iin kimaru 委員長に汪精衛氏憲政実施委員決る (Désignation des membres du Comité d'application du gouvernement constitutionnel présidé par Wang Jingwei) », 28 juin 1940, p. 3.

« Kensei jisshi iinkai seiritsu shikiten 憲政実施委員会成立式典 (Cérémonie inaugurale du Comité d'application du gouvernement constitutionnel) », 30 juill. 1940, p. 2.

« Kensei jisshi no kokumin taikai myōnen ganjitsu shōshū 憲政実施の国民大会明年元日招集 (L'Assemblée nationale constituante convoquée le 1^{er} janvier prochain) », 11 sept. 1940 (soir), p. 1.

« Shō seiken kokumin taikai kaisai funō 蔣政權国民大会開催不能 (Le régime de Jiang Jieshi est incapable de tenir une Assemblée nationale) », 27 sept. 1940 (soir), p. 1.

« Shin jōyaku to kokumin seifu no zento 新条約と国民政府の前途 (Le nouvel accord et l'avenir du Gouvernement national) », 9 nov. 1940, p. 1.

UDA Hisashi 宇田尚, « Nisshi jōyaku naru 2 : shisō teki ketsugō e jukyō o chikarazuku jitsugen seyo 日支“条約”成る2 思想的結合へ 儒教を力強く実現せよ (Le traité sino-japonais 2 : pour une union idéologique, réalisons avec vigueur l'enseignement confucéen) », 3 déc. 1940, p. 5.

« Son Bun no rei yo nemure ; shinsei no hōkoku ni namida suru Ō shuseki 孫文の霊よ眠れ 新生の報告に涙する汪主席 (L'âme de Sun Yat-sen peut désormais reposer en paix ; En pleurs, le président Wang présente son rapport sur la renaissance de la Chine) », 4 déc. 1940, p. 7.

« Chūō chobi ginkō komon ni Kimura shi 中央儲備銀行顧問に木村氏 (Kimura Masutarō nommé conseiller de la Banque centrale de réserve) », 7 janv. 1941 (soir), p. 1.

« Kōa sho dantai no tōsei shin tō ittai keissei e 興亜諸団体の統制新統一体結成へ (Vers une unification de la direction des différents groupes pour l'essor de l'Asie) », 15 janv. 1941, p. 1.

« Chūka Manshūkoku taishikan jinji 駐華滿州国大使館人事 (Le personnel de l'ambassade du Manzhouguo en Chine) », 17 janv. 1941, p. 2.

« Kōa shijō no isshin kiroku 興亜史上の一新記録 (Un grand pas dans l'histoire de l'essor asiatique) », 21 juin 1941, p. 2.

« Kokufu kyōka no gutai hōsaku, teikoku seifu chikaku kōhyō sen 国府強化の具体方策、帝国政府近く公表せん (Le gouvernement impérial sur le point d'annoncer des mesures concrètes pour le renforcement du gouvernement national) », 22 juin 1941, p. 1.

« Chū Ka taishi no kōtetsu 駐華大使の更迭 (Remplacement de l'ambassadeur en Chine) », 20 déc. 1941, p. 2.

Kokumin seifu e tōhō shisetsu 国民政府へ答訪使節 (Envoi d'une délégation auprès du gouvernement chinois) », 29 août 1942, p. 1.

« Nankin no kangei junbi ; Jūkei e no eikyō shinkoku 南京の歓迎準備 重慶への影響深刻 (Préparatifs pour accueillir la délégation à Nanjing ; un sérieux coup porté à Chongqing) », 29 août 1942, p. 1.

« Gaikō komon ni Ishiwata shi 外交顧問に石渡氏 (Ishiwata nommé conseiller diplomatique) », 29 oct. 1942 (soir), p. 1.

« Ishiwata Sōtarō shi Kokufu komon ni shūnin 渡莊太郎氏 国府顧問に就任 (Ishiwata Sōtarō prend ses fonctions comme conseiller du gouvernement chinois) », 30 oct. 1942, p. 2.

« Shina no sensō ishiki kōyō 支那の戦争意識昂揚 (Exalter l'esprit combatif en Chine) », 8 janv. 1943, p. 2.

« Tōwaki kachō toshi 堂脇課長渡支 (Le chef de section Tōwaki se rend en Chine) », 13 mars 1943, p. 2.

« Kokufu keizai saikō komon, Ogura Masatsune shi Kokufu senryoku kyōka wo suishin 国府経済最高顧問、小倉正恒氏 国府戦力強化を推進 (Ogura Masatsune, conseiller économique suprême du gouvernement chinois ; une impulsion donnée à la puissance de combat du gouvernement chinois) », 3 mars 1944, p. 1.

« Shanhai chūzai kōshi ni Usami shi 上海駐在公使に宇佐美氏 (Usami Huzuhiko nommé ministre plénipotentiaire à Shanghai) », 16 mars 1944, p. 1.

« Shanhai chūzai kōshi Tsuchida shi wo kiyō 上海駐在公使土田氏を起用 (Tsuchida Yutaka nommé ministre plénipotentiaire à Shanghai) », 12 nov. 1944, p. 2.

« Yazaki chūjō ra kokufu zōkun 矢崎中将ら国府贈勳 (Le général de division Yazaki Kanjū et d'autres récompensés par le Gouvernement nationaliste) », 31 mars 1945, p. 1.

« Rikkensei no kakuritsu roku zen taikai no ketsugi 立憲制の確立 六全大会の決議 (Résolution du 6^e plénum sur l'établissement d'un système constitutionnel) », 22 mai 1945, p. 2.

« Chīn Kōhaku shi no hikiwatashi yōkyū 陳公博氏の引渡要求 (Demande d'extradition visant Chen Gongbo) », 11 sept. 1945, p. 1.

« Chīn Kōhaku shi ra Kyōto de taiho 陳公博氏ら京都で逮捕 (Chen Gongbo et ses compagnons arrêtés à Kyōto) », 6 oct. 1945, p. 2.

« Kimura Masutarō shi 木村増太郎氏 (Avis de décès de Kimura Masutarō) », 9 avril 1948, p. 2.

The Canton Daily Sun (consulté dans ADF 327)

« Canton Celebrates “Return Of Government to Nanking” », 31 mars 1941, [s.p.].

Cijian funü 慈儉婦女 (consulté en version numérisée à l'Academia sinica)

LI Yunbing 李蘊冰, « Dui yu ben jie gaokao de ganxiang 對於本屆高考的感想 (Impressions sur le *gaokao* de cette année) », n°1, oct. 1941, p. 14-16.

La Croix (consulté sur <<http://gallica.bnf.fr>>)

« La Chine et le nouvel ordre nippon », 7 déc. 1940, p. 2

Dagongbao (Chongqing ban) 大公報 (重慶版) (consulté sur <<http://cdm.lib.nccu.edu.tw/>>)

LI Chunqing 李純青, « Riben ren lun Wang Zhaoming 日本人論汪兆銘 (Le discours tenu par les Japonais au sujet de Wang Jingwei) », 1^{er} sept. 1939.

Difang xingzheng 地方行政 (version numérisée achetée par l'auteur)

« Fakanci 發刊詞 (Éditorial de présentation) », n°1, oct. 1943, p. 3.

DONG Xiujia 董修甲, « Dushi jianshe de jizhong zhuyi yu fensan zhuyi 都市建設的集中主義與分散主義 (Centralisme et décentralisme dans l'aménagement urbain) », n°1, oct. 1943, p. 12-20.

ZHOU Kuang 周匡, « Tuixiu zhidu lun 退休制度論 (Le système de retraite) », n°1, oct. 1943, p. 29-34.

LU Ying 盧英, « Shanghai shi jingzheng fuxing gaikuang 上海市警政復興概況 (Situation générale de la reconstruction de l'administration policière à Shanghai) », n°2, nov. 1943, p. 17.

YUAN Jufan 袁矩範, « San nian lai Shanghai shizheng weisheng zhi huisu 三年來上海市政衛生之回溯 (Retour sur la politique d'hygiène à Shanghai ces trois dernières années) », n°2, nov. 1943, p. 35-37.

ZHANG Xianzhi 張顯之, « Shanghai de liangshi xingzheng yu liangshi wenti 上海的糧食行政與糧食問題 (L'administration des vivres à Shanghai et le problème des vivres) », n°2, nov. 1943, p. 39-41.

DU Yiqian 杜益謙, « San nian lai Shanghai tebieshi bao'andui zhi gaiguan 三年來上海特別市保安隊之概觀 (Aperçu des corps de maintien de l'ordre de la municipalité spéciale de Shanghai ces trois dernières années) », n°2, nov. 1943, p. 43.

LI Shiyu 李時雨, « Dui yu ruhe zengjin xingzheng xiaolu de ji dian yijian 對於如何增進行政效率的幾點意見 (Mon avis sur la manière d'accroître l'efficacité de l'administration) », n°5, fév. 1944, p. 14-16.

ZHOU Kuang 周匡, « Zai lun xingzheng renyuan de peiyang he xunlian 再論行政人員的培養和訓練 (Nouvel examen de la question de l'éducation et de la formation du personnel administratif) », n°5, fév. 1944, p. 19-23.

TAN Shuqian 譚庶潛, « Baojia zhidu lun (shang) 保甲制度論 (上) (Le système du *baojia*) », n°5, fév. 1944, p. 24-29.

SHI 實, « Xiaoguan he daguan 小官和大官 (Petits et hauts fonctionnaires) », n°5, fév. 1944, p. 52.

« Ben she zhaodai shi zixun weiyuanhui changwei zuotanhui jilu 本社招待市諮詢委員會常委座談會紀錄 (Actes de la conférence réunissant notre rédaction et les membres permanents du comité consultatif de la municipalité de Shanghai) », n°10-11, juill.-août 1944, p. 29-34.

ZHU Sihuang 朱斯煌, « Difang xingzheng yu difang sifa hezuo wenti 地方行政與地方司法合作問題 (Le problème de la coopération entre l'administration locale et la justice locale) », n°12, sept. 1944, p. 6-10.

LI Shiyu 李時雨, « Yi feng xin 一封信 (Une lettre) », n°12, sept. 1944, p. 31-32.

L'Écho d'Alger (consulté sur <<http://gallica.bnf.fr>>)

« Un différend américano-japonais ; Tokio s'émeut de la décision des États-Unis de ne pas reconnaître le nouveau gouvernement chinois », 2 avril 1940, p. 2.

« Le chef du gouvernement de Nankin serait retenu comme otage à Tokio », 20 avril 1944, p. 1.

Jipu zhouban 吉普週刊 (consulté en version numérisée à l'Université nationale de Taiwan)

« Shao ni de zhuaya Dong Xiujia 邵逆的爪牙董修甲 (L'affidé de Shao Shijun, Dong Xiujia) », 1945, n°6, p. 5.

Jiangsu ribao 江蘇日報 (consulté en version numérisée à l'Academia sinica)

« Maochong minzhengting shicha xiang Qingpu xianzhang suozha 冒充民政廳視察向青浦縣長索詐 (Un individu se faisant passer pour un inspecteur du bureau des Affaires civiles extorque le magistrat du district de Qingpu) », 3 nov. 1941, p. 1.

« Yang gongwuyuan buxiban ye yi zhengshi kaike 揚公務員補習班業已正式開課 (Les cours de soutien pour les fonctionnaires de Yangzhou ont déjà débuté) », 7 nov. 1941, p. 2.

« Zhongyang tixu gongwuyuan an yuan xin linshi jiacheng 中央體恤公務員按原薪臨時加成 (Par compassion pour les fonctionnaires, le gouvernement central augmente provisoirement leur salaire) », 9 nov. 1941, p. 1.

« Yiping wujia de bangyang 抑平物價的榜樣 (Modèle pour contrôler les prix) », 22 nov. 1941, p. 1.

« Xingzhengyuan huifu zushe Xingzheng xiaolü yanjiuhui 行政院恢復組設行政效率研究會 (Le Yuan exécutif restaure l'Association de recherche sur l'efficacité administrative) », 23 mars 1942, p. 1.

« Cong gongwuyuan zuo qi 從公務員做起 (Commençons par les fonctionnaires) », 15 avril 1942, p. 1.

« Rugao xianzhang xidu bei ge 如皋縣長吸毒被革 (Le magistrat de district de Rugao destitué pour avoir fumé de la drogue) », 26 avril 1942, p. 1.

« Lixing xinyun ! Dangyuan ji gongwuyuan jinzhi shezu wuchang 厲行新運！黨員及公務員禁止涉足舞場 (Mettons en application le Mouvement des nouveaux citoyens ! Les membres du GMD et les fonctionnaires ont l'interdiction de mettre les pieds dans les salles de bal) », 14 juill. 1942, [s.p.].

« Yufang gongwuyuan shenghuo ji jiongkun 渝方公務員生活極窘困 (Les fonctionnaires de Chongqing réduits à une extrême misère) », 21 juill. 1942, [s.p.].

« Shengfu xinyuntuan ji jiang shishi jianju tanwu gongwu renyuan 省府新運團即將實施檢舉貪污公務人員 (Les groupes de promotion du Mouvement des nouveaux citoyens vont dénoncer les fonctionnaires corrompus) », 2 sept. 1942, [s.p.].

« Xinyun yu gongwuyuan 新雲與公務員 (Le Mouvement des nouveaux citoyens et les fonctionnaires) », 2 sept. 1942, [s.p.].

« Gongwuyuan zhibu 公務員織布 (Les fonctionnaires se mettent au tissage) », 12 sept. 1942, [s.p.].

OUYANG Desun 歐陽德孫, « Tigao gongwuyuan daiyu 提高公務員待遇 (Augmentons le traitement des fonctionnaires) », 14 sept. 1942, [s.p.].

« Gongwuyuan ying shushen zihao 公務員應束身自好 (Les fonctionnaires doivent se dominer et se respecter) », 15 sept. 1942, [s.p.].

« Yanjin gongwuyuan xiyan 嚴禁公務員吸煙 (Une interdiction rigoureuse de la consommation d'opium par les fonctionnaires) », 18 sept. 1942, [s.p.].

« Shengfu gongwuyuan ru weifan xinyun... 省府公務員如違反新運 (Si un fonctionnaire du gouvernement provincial enfreint le Mouvement des nouveaux citoyens...) », 12 oct. 1942, [s.p.].

« Shengfu feng yuan ling jinzhi gongwuyuan jianying shangye 省府奉院令禁止公務員兼營商業 (Suite aux ordres du Yuan exécutif, le gouvernement provincial interdit aux fonctionnaires de faire des affaires en parallèle) », 14 oct. 1942, [s.p.].

« Shengfu huiyi tongguo gongwuyuan fengji jiacheng 省府會議通過公務員俸給加成 (Le conseil du gouvernement provincial vote une augmentation du salaire des fonctionnaires) », 20 nov. 1942, [s.p.].

« Gongwuyuan jianying lüshi gonghui jiang yu yi jianju 公務員兼營律師公會將予以檢舉 (Le syndicat des avocats va dénoncer les fonctionnaires exerçant en parallèle) », 11 déc. 1942, [s.p.].

« Tao Xisan deng biao ming huiwu zhuxi pi chi congkuan mian ban 陶錫三等表明悔悟 主席批飭從寬免辦 (Tao Xisan et ses complices expriment leurs regrets ; le président ordonne de faire preuve d'indulgence dans l'examen de leur sanction) », 13 déc. 1942, p. 1.

« Chuazhuo xingumin zhifu gongwuyuan shouxian shixing 穿着新國民制服公務員首先實行 (Les fonctionnaires portent en premier l'uniforme du nouveau citoyen) », 28 déc. 1942, [s.p.].

« Gongwuyuan zige songshen ; zhengjian yishi zixing chuju shengming buhe guiding bu neng renwei youxiao 公務員資格送審 證件遺失自行出具聲明 不合規定不能認為有效 (Vérification de la qualification des fonctionnaires ; les déclarations sur l'honneur suite à une perte des attestations ne sont pas conformes au règlement et donc considérées comme nulles) », 6 avril 1943, [s.p.].

« Xianren xianzhang choudiao shouxun 現任縣長抽調受訓 (Les magistrats de district en poste, détachés pour recevoir une formation) », 22 juin 1943, [s.p.].

« Gongwuyuan wuzi fengji zhi xianxing peigei mi yan liang xiang 公務員物資俸給制先行配給米鹽兩項 (Le système de traitement en nature pour les fonctionnaires débutera par la distribution de riz et de sel) », 17 mai 1943, [s.p.].

« Yangcheng xianzhang rencai nuli banli jinyan gongzuo 養成縣長人才努力辦理禁烟工作 (Des efforts dans les opérations de prohibition de l'opium afin de cultiver les talents à la tête des districts) », 11 mars 1944, [s.p.].

« Tebie fating pan sixing guofu gunian qianlao teshe jian ge chu youqi tuxing shi nian 特別法庭判死刑 國府姑念前勞特赦減各處有期徒刑十年 (Le Tribunal spécial prononce la peine capitale ; le Gouvernement national commue cette peine en dix ans de prison par égard pour les services rendus) », 7 mai 1944, p. 1.

Kuaihuolin 快活林 (consulté en version numérisée à l'Université nationale de Taiwan)

« Dong ni Xiujia yu nü tanci jia Shen Zhujun de jiehe 董逆修甲與女彈詞家沈竹君的結合 (L'union du traître Dong Xiujia et de la récitante Shen Zhujun) », 1946, n°3, p. 11.

Minguo ribao 民國日報 (consulté sur microfilm à l'Academia Sinica)

« Zhongzhenghui tongguo huiyu zhengwuguan chengjie weihui 中政會通過恢復政務官委會 (Le Comité politique central vote la restauration du Comité disciplinaire pour les hauts fonctionnaires) », 10 oct. 1941, [s.p.]

« Dingding zixiu san yuance zuzhi gongwuyuan tongmeng 訂定自修三原則 組織公務員同盟 (Établissement des trois principes de perfectionnement de soi et formation d'une ligue des fonctionnaires) », 22 oct. 1940, [s.p.].

« Xingzheng jiansuhua, caijian guanyuan, gaishan daiyu ; Rigeyi zhengshi jue ding 行政簡素化, 裁減官員, 改善待遇 日閣議正式決定 (Le gouvernement japonais adopte formellement un plan portant sur la simplification administrative, la réduction des effectifs et l'amélioration des traitements) », 12 août 1942, [s.p.].

« Zhou shizhang yuemiao dongdu kaocha Riben shizheng 周市長月杪東渡考察日本市政 (Le maire Zhou Xuechang se rend au Japon à la fin du mois pour y examiner l'administration municipale) », 12 août 1942, [s.p.].

« Quanxubu gongbao dandu faxing 銓敘部公報單獨發行 (Le journal officiel du ministère du Personnel va être publié à part) », 24 sept. 1942, [s.p.].

« Fu Ri kaocha renwu wanbi Zhou shizhang zuo fanjing 赴日考察任務完畢周市長昨返京 (Le maire Zhou Xuechang est rentré hier à Nanjing après la fin de sa mission d'observation au Japon) », 24 sept. 1942 [s.p.].

Chen Gumei 陳古樸, « Gongwuyuan yu xinguomin fu : yi ge gongwuyuan zhi yijian 公務員與新國民服:一個公務員之意見 (Les fonctionnaires et le costume du nouveau citoyen : l'opinion d'un fonctionnaire) », 30 sept. 1942, [s.p.].

« Zhuxi chuxun Huabei yiyi zhongda Zhongyang yu difang guanxi jiang yizhen miqie 主席出巡華北意義重大 中央與地方關係將益臻密切 (La tournée du président en Chine du Nord revêt une importance considérable ; Vers un resserrement des liens entre le gouvernement central et Beijing) », 23 oct. 1942, [s.p.].

« Xinyun shuqi jixunying ; di yi qi liubaisi ren shouxun 新運暑期集訓營 第一期六一四人受訓 (614 personnes ont suivi le premier stage d'été du Mouvement des nouveaux citoyens) », 27 juin 1943, [s.p.].

« Gongwuyuan pei yan 公務員配鹽 (Distribution de sel pour les fonctionnaires) », 27 juin 1943, [s.p.].

WANG Manyun 王曼雲, « Qingxiang gongzuo de huigu yu qianzhan 清鄉工作的回頭與前瞻 (Bilan et perspectives des opérations de pacification rurale) », 4 juill. 1943 [s.p.].

« Gongwurenyuan jixunying zuo kai xunlian huiyi 公務人員集訓營昨開訓練會議 (Le stage de formation des fonctionnaires a réuni hier son conseil de formation) », 9 juill. 1943, [s.p.].

« Lin Sen shishi gefang bu sheng daoxi 林森逝世 各方均不勝悼惜 (Décès de Lin Sen ; on déplore sa mort de toutes parts) », 5 août 1943, [s.p.].

« Sifaguan kaoshi zi zuori qi fen san ri juxing 司法官考試 自昨日起分三日舉行 (L'examen des fonctionnaires de justice organisé sur trois jours depuis hier) », 19 août 1943, [s.p.].

« Shen Erqiao jizhang quanxubu 沈爾喬繼長銓敘部 (Shen Erqiao prend la tête du ministère du Personnel) », 27 août 1943, [s.p.].

« Jinian heyun xunnan de zhu xianlie 紀念和運殉難的諸先烈 (Commémoration pour les martyrs du Mouvement de paix tombés au champ d'honneur) », 3 sept. 1943, [s.d.].

« Yu fang jitu chongzhen minxin gaochang shishi xianzheng 渝方冀圖重振民心高唱實施憲政 (Chongqing cherche à regagner le soutien de la population en claironnant que le gouvernement constitutionnel va entrer en vigueur) », 14 sept. 1943, [s.p.].

« Yu fang "shishi xianzheng" wuyi yuanmu qiuyu ; Riben Gudi shaojiang tanhua 渝方「實施憲政」無異緣木求魚 日本谷萩少將談話 (La promesse de Chongqing d'appliquer le gouvernement constitutionnel revient à grimper à l'arbre pour pêcher le poisson ; Entretien avec le général japonais Yahagi) », 25 sept. 1943, [s.p.].

« Guofu yancheng tanguan wuli 國府嚴懲貪官污吏 (Le Gouvernement national punit sévèrement les fonctionnaires corrompus) », 12 mars 1944, p. 1.

« Wei junliang da wubi an jinyan 為軍糧大舞弊案進言 (Un mot sur la grande affaire de fraude sur les provisions militaires) », 12 mars 1944, p. 1.

« Caiban junliang wubi an ge fangmian jun ji zhongshi 採辦軍糧舞弊案 各方面均極重視 (L'affaire de fraude sur l'achat de provisions militaires au centre de toutes les attentions) », 15 mars 1944, p. 1.

« Jiangli youxiu rencai linshi gaokao zhanqi 獎勵優秀人才 臨時高考展期 (Récompenser les talents remarquables ; le *gaokao* extraordinaire reporté) », 19 juill. 1944, [s.p.].

« Lun jinri de xiangzhen baojia zhang 論今日的鄉鎮保甲長 (Les chefs de canton, de bourg et de *baojia* aujourd'hui) », 7 août 1944, [s.p.].

« Linshi gaodeng kaoshi zuori kaishi juxing 臨時高等考試昨日開始舉行 (Le *gaokao* extraordinaire a débuté ses épreuves hier) », 5 sept. 1944, [s.p.].

North China Daily News (consulté dans JACAR B02030605100)

« Little Enthusiasm in North: Beiping People Seem Hardly Aware of Institution Of Mr. Wang Ching-wei's Government », 7 avril 1940, [s.p.].

Paris-soir (consulté sur <<http://gallica.bnf.fr>>)

« Tchang Kai Chek et non Wang Ching Wei dit l'Amérique ; Washington refuse de reconnaître le gouvernement chinois de Nankin », 1^{er} avril 1940, p. 4.

« Six agents secrets chargés d'assassiner le président de la Chine nationale ont été fusillés », 22 janv. 1944, p. 1.

The People's Tribune (consulté dans FO 371/27705)

[TANG Liangli], « In Memory of Comrade Mo Shih-ying », vol. 29, fév. 1940, p. 1-2.

[TANG Liangli], « Anglo-American Crusade against "Pagan" Nations », vol. 29, fév. 1940, p. 92-96.

CHOW Fu-Hai [Zhou Fohai], « The Kuo-Min Tang—Its Past and Future », vol. 29, fév. 1940, p. 102-113.

Shashin shūhō 写真週報 (consulté dans JACAR A06031059500)

« Shō Kaiseki yo saraba ! 蔣介石よさらば ! (Adieu Jiang Jieshi !) », n°35, 12 oct. 1938, [s.p.].

Shehui ribao 社會日報 (consulté en version numérisée à l'Academia sinica)

« Qi bu ba cha : gongwuyuan zhi daiyu 七步八叉 : 公務員之待遇 (Éclair de génie : le traitement des fonctionnaires) », 30 août 1944, [s.p.].

Shidaifeng 時代風 (consulté en version numérisée à l'Université nationale de Taiwan)

« Dong Xiujia shouxia de yi dui baohuo 董修甲手下的一對寶貨 (Le trésor de Dong Xiujia) », 1946, n°3, p. 10.

Shoudu xunkan 首都旬刊 (consulté en facsimilé dans *Guomin zhenxi qikan, Jiangsu juan* 民國珍稀期刊 江蘇卷 (Périodiques rares de la période républicaine, Jiangsu), Beijing : Quanguo tushuguan wenxian suwei fuzhi zhongxin, 2006, vol. 13, p. 5841-5969)

ZHANG Lushan 張魯山, « Zhongyang zhengzhi huiyi de xingzhi 中央政治會議的性質 (La nature du Conseil politique central) », n°1, mars 1940, p. 1-2.

TIE Wu 鐵吾, « Zeng Zhongming xiansheng zhuidaohui de huaxu 曾仲鳴先生追悼會的花絮 (Aperçu du service commémoratif en l'honneur de Zeng Zhongming) », n°1, mars 1940, p. 28.

WANG Hanwei 王漢威, « Shishi xianzheng yu baozhang xianfa 實施憲政與保障憲法 (Mettre en pratique le gouvernement constitutionnel et sauvegarder la Constitution) », n°3/4, mai 1940, p. 3-4.

Suzhou xinbao 蘇州新報 (consulté en version numérisée à l'Academia sinica)

« Gongwuyuan bu de jingshang 公務員不得經商 (Les fonctionnaires ne sont pas autorisés à faire du commerce) », 3 juill. 1940, [s.p.].

« Deze zai min tongsheng beidao ; Guo zhishi yiti zuo dalian 德澤在民同聲悲悼 郭知事遺體昨大殮 (Concert de lamentations pour le bienfaiteur du peuple ; la dépouille mortelle du magistrat de district Guo mise en bière hier) », 1^{er} août 1940, p. 1.

« Guoshi shengqian zhengji 郭氏生前政績 (L'œuvre administrative de M. Guo) », 1^{er} août 1940, p. 1.

« Quxiangzhenzhang de linxuan 區鄉鎮長的遴選 (La sélection des chefs d'arrondissement, de bourg et de canton) », 13 juin 1941, p. 2.

Tairiku shinpō 大陸新報 (consulté sur microfilm à l'Academia Sinica)

« Sō Chūmei no reitetsu tero no kyōdan ni taoreru 曾仲鳴氏の令姪 テロの兇弾に斃る (La nièce de Zeng Zhongming meurt sous les balles d'assassins terroristes) », 1^{er} janv. 1940, p. 2.

« Sukuwarete tōkame Ō Chōga san Kankō e 救はれて十日目 汪兆娥さん漢口へ (Dix jours après son sauvetage, Mme Wang Zhao'e en route pour Hankou) », 2 avril 1940, p. 2.

« Kūzen no ichidai seigi Kokufu kanto no keishuku tenrei 空前の一大盛儀 国府還都の慶祝典礼 (Une cérémonie d'une grandeur inédite ; Célébration pour le retour à la capitale du Gouvernement national) », 27 avril 1940, p. 1.

« Gyōsei no kansoka wo sokushin 行政の簡素化を促進 (Accélérons la simplification de l'administration) », 2 mars 1944, p. 2.

TANG Zhen 唐震, « Seigō suishin wa kenkoku no moto : kōsaku no gijutsu teki kekkan o tadase 清鄉推進は建国の基 : 工作の技術的缺陷を匡せ (L'application de la pacification rurale est la base de la reconstruction nationale : les défauts techniques de la campagne doivent être rectifiés) », 3 mars 1944, p. 2.

Le Temps (consulté sur <<http://gallica.bnf.fr>>)

« Échange de messages entre le comte Ciano et Wang Ching Wei », 22 janv. 1940, p. 4.

« L'Italie et l'Extrême-Orient ; Développement de l'antibolchevisme », 25 janv. 1940, p. 4.

« Décisions de la conférence centrale politique », 31 mars 1940, p. 2.

« Un discours du président Lin Sen », 31 mars 1940, p. 2.

Xianzheng yanjiu 縣政研究 (consulté en version numérisée à l'Academia sinica)

WANG Zhensheng 王振聲, « Xianzheng zhi toushi he zhanwang 縣政之透視和展望 (Examen et perspectives de l'administration de district) », vol. 1, n°2, fév. 1939, p. 5-13.

« *Weixinzhengfu difang xingzhengguan fu Ri shichatuan zhangcheng* 維新政府地方行政官赴日視察團章程 (Statuts des groupes d'enquête des fonctionnaires locaux du Gouvernement réformé envoyés au Japon) », vol. 1, n°9, sept. 1939, p. 83.

CHEN Qun 陳群, « *Chen jian suozhang xunci* 陳兼所長訓詞 (Exhortations du directeur de l'école Chen) », vol. 1, n°10, oct. 1939, p. 2.

HU Mingtang 胡明堂, « *Xianzheng qianche* 縣政前車 (Leçons du passé sur l'administration de district) », *XY*, vol. 1, n°10, oct. 1939, p. 71-73, et numéros suivants.

LIN Lan 林蘭, « *Dangqian zhi jiaofei qingxiang wenti* 當前之剿匪清鄉問題 (La question actuelle de l'extermination des bandits et de la pacification rurale) », vol. 2, n°1, janv. 1940, p. 83-88.

ZHAO Minyi 趙民彝, « *Xiandai difang renyuan ying you zhi renshi* 現代地方人員應有之認識 (Ce que doivent savoir les agents de l'administration locale d'aujourd'hui) », vol. 2, n°3, mars 1940, p. 59-63.

MA Zhenlin 馬振麟, « *Wo duiyu ben kan zhi zongjiantao* 我對於本刊之總檢討 (Réflexion personnelle sur notre revue) », vol. 2, n°5, mai 1940, p. 24-25.

« *Neizhengbu xianzheng xunliansuo lijie biye xueyuan fuwubiao* 內政部縣政訓練所歷屆畢業學員服務表 (Tableau de service des anciens étudiants diplômés de l'École de formation à l'administration de district du ministère de l'Intérieur) », vol. 2, n°5, mai 1940, p. 94-96.

WEI Zhangzhen 韋長鎮, « *Fang Ri ganxiang* 訪日感想 (Impressions de ma visite au Japon) », vol. 2, n°6, juin 1940, p. 43-44.

GAO Rongxia 高榮銑, « *Guanyu gonggong weisheng de jidian xiao wenti* 關於公共衛生的幾點小問題 (Quelques petits problèmes relatifs à l'hygiène publique) », vol. 2, n°7, juill. 1940, p. 13-14.

NI Xiudong 倪修棟, « *Xianxing gongwen chengshi yanjiu* 現行公文程式研究 (Étude de la réglementation en vigueur sur la forme des documents officiels) », vol. 2, n°7, juill. 1940, p. 16-22.

WU Kaisheng 吳凱聲, « *Xianfa cao'an zhi pingshu* 憲法草案之評述 (Commentaire sur le projet de Constitution) », vol. 2, n°9, sept. 1940, p. 7-18.

HUANG Jianyou 黃建猷, Wang Bangxi 王邦熹, « *Jiaying xian xingzheng zhuangkuang baogaoshu (xu)* 嘉興縣行政狀況報告書(續) (Rapport sur la situation administrative du district de Jiaying, suite) », vol. 2, n°9, sept. 1940, p. 35-41.

« *Youmo bencao* 幽默本草 (Pharmacopée humoristique) », vol. 2, n°10, oct. 1940, p. 77.

TANG Yifang 湯義方, « *Tuijin difang zizhi wei shishi xianzheng zhi jichu* 推行地方自治為實施憲政之基礎 (Promouvoir l'autonomie locale pour poser les bases du gouvernement constitutionnel) », vol. 2, n°10, oct. 1940, p. 78-79.

SHI Boheng 施伯珩, « *Hezuo jiangzuo (xu)* 合作講座(繼續) (Conférence sur la coopération, suite) », vol. 3, n°4, avril 1941, p. 17-21.

LANG Huan 娘嫻, « *Lun nü xianzhang* 論女縣長 (Les magistrates de district) », vol. 3, n°4, avril 1941, p. 26-27.

« *Kongzi yu xianzheng* 孔子與縣政 (Confucius et l'administration de district) », vol. 3, n°4, avril 1941, p. 49.

FENG Shuluan 馮叔鸞, « *Tong Ru dao shang* 通如道上 (En route pour Rugao) », vol. 3, n°5, mai 1941, p. 19-20.

Xinhua ribao (Chongqing ban) 新華日報 (重慶版) (consulté sur <<http://cdm.lib.nccu.edu.tw/>>)

« Chi Wang ni wei Guomindang quandaiahui 斥汪逆偽國民黨全代大會 (Rejetons le Congrès du GMD fantoche réuni par le traître Wang Jingwei) », 5 sept. 1939, [s.p.].

Xinmin congbao 新民叢報 (consulté en version numérisée à l'Université nationale de Taiwan)

LIANG Qichao 梁啟超, « Guwen zhengzhi 顧問政治 (La politique des conseillers) », vol. 3, n°15, janv. 1905, p. 89-90.

Xinyun daobao 新運導報 (version numérisée fournie par <<http://www.yuntushuguan.com>>)

WANG Jingwei 汪精衛, « Yin jinian Kongzi shengdan xiangdao jieyue yundong 因紀念孔子聖誕想到節約運動 (Penser au mouvement pour l'austérité à l'occasion de l'anniversaire de Confucius) », n°19, 1938, p. 8-9.

Zhengzhi yuekan 政治月刊 (consulté sur <<http://www.cadal.zju.edu.cn>>)

DIAN Yuan 點元, « Zeng Guofan yu qingxiang 曾國藩與清鄉 (Zeng Guofan et la pacification rurale) », vol. 2, n°2, août 1941, p. 66-71.

HE Zhongying 何仲英, « Xianzhang wenti 縣長問題 (La question des magistrats de district) », vol. 7, n°4, avril 1944, p. 6-11.

HE Zhongying 何仲英, « Xian zuozhi renyuan wenti 縣佐治人員問題 (La question des assistants de district) », vol. 7, n°5, mai 1944, p. 49-53.

Zhonghua ribao 中華日報 (consulté en version numérisée à l'Academia sinica)

« Guomin zhengfu huandu da dian 國民政府還都大典 (Grande cérémonie pour le retour à la capitale du Gouvernement national) », 31 mars 1940, p.1.

« Zhongyang zhengzhi weiyuanhui juxing di yi ci huiyi 中央政治委員會舉行第一次會議 (Le Comité politique centrale se réunit pour la première fois) », 31 mars 1940, p.2.

« Quan shi relie qingzhu 全市熱烈慶祝 (Célébrations enthousiastes dans toute la ville) », 31 mars 1940, p. 4.

« Gaokao hege renyuan mingdan zhengshi gongbu 高致合格人員名單正式公佈 (Publication officielle de la liste des reçus au *gaokao*) », 19 oct. 1940, p. 2.

« Tao Xisan deng pohuai liangzheng ; Guofu mingling mianzhi chaban ; zhengchi gangji yi du jiangui longduan minshi 陶錫三等破壞糧政 國府明令免職查辦 整飭綱紀以杜奸宄壟斷民食 (Tao Xisan et ses complices sabotent la politique de ravitaillement ; le Gouvernement national ordonne la révocation et la mise en examen des coupables ; renforcement de la discipline pour éviter que des malfaiteurs ne monopolisent la subsistance du peuple) », 6 déc. 1942, p. 1.

« Ma Mengzhuang deng weifa tanhe Liangweihui dabian neirong yaodian 馬孟莊等違法彈劾糧委會答辯內容要點 (Principaux points de la réponse du Comité de gestion des vivres à la mise en accusation illégale de Ma Mengzhuang et autres) », 6 déc. 1942, p. 1.

XU Xiqing 許錫慶, « Ye Mingchen yu Jiang Jieshi 葉名琛與蔣介石 (Ye Mingchen et Jiang Jieshi) », 14 déc. 1942, p. 1.

« Fahui dang de lilian 發揮黨的力量 (Déployons la force du Parti) », 15 janv. 1943, p. 1.

« Zui gao guofang huiyi tongguo zuzhi guofu tebie fating 最高國防會議通過國府特別法庭 (Le Conseil suprême de défense nationale vote la formation d'un Tribunal spécial du gouvernement national) », 11 mars 1944, p. 1.

« Tebie fating chengli ye yi kaishi bangong 特別法庭成立業已開始辦公 (Le tribunal spécial débute ses travaux aussitôt après sa formation) », 13 mars 1944, p. 1.

« Hou Dachun Hu Zheng panchu sixing 后大椿胡政判處死刑 (Hou Dachun et Hu Zheng sont condamnés à mort) », 16 mars 1944, p. 1.

« Yanli chengchu tanwu duzhi wei zhengfu yiguan fangzhen 嚴厲懲處貪污瀆職為政府一貫方針 (Punir sévèrement la corruption et la prévarication est l'objectif constant du gouvernement) », 19 mars 1944, p. 1.

« Shengping jilue 生平記略 (Biographie sommaire) », 13 nov. 1944, p. 1.

« Guofu ji zhongyang dangbu zuzhi aidian weiyuanhui 國府及中央黨部組織哀典委員會 (Le Gouvernement national et le Bureau central du Parti forment un Comité funéraire) », 13 nov. 1944, p. 1.

« Wang zhuxi anzang da dian zuo zai jing sumu juxing 汪主席安葬大典昨在京肅穆舉行 (Grande cérémonie d'enterrement du président Wang organisée hier à la capitale dans une profonde solennité) », 24 nov. 1944, p. 1.

« Xiuzheng sheng zhengfu zuzhifa 修正省政府組織法 (Loi organique révisée des gouvernements provinciaux) », 1^{er} août 1945, p. 1.

« Dang yu minzhong 黨與民眾 (Le Parti et le peuple) », 10 août 1945, p. 1.

1.5. Journaux personnels, mémoires, correspondance, *wenshi ziliao*

Note : Si un grand nombre d'acteurs japonais de l'État d'occupation ont publié leurs mémoires après-guerre, les acteurs chinois ayant survécu à l'épuration ont essentiellement laissé des témoignages sous forme de *wenshi ziliao* 文史資料 (matériaux pour la culture et l'histoire) édités au niveau provincial et au niveau local (ville, district). Ces sources sont à la fois indispensables car elles contiennent des détails introuvables ailleurs et sujettes à caution en raison des nombreuses erreurs qu'elles contiennent et du discours stéréotypé qu'elles reproduisent. Lorsque je le juge utile, le rôle de leur auteur pendant la guerre est précisé en note. Certains de ces *wenshi ziliao* ont été réédités sous forme de *best of* (notamment sous le titre *wenshi jicui* 文史集粹) mais aussi dans des recueils thématiques dont certains sont consacrés à la collaboration (par ex. : *Huadong qishengshi*...1993).

AOKI Kazuo 青木一男, *Waga kujūnen no shōgai o kaerimite* わが九十年の生涯を顧みて (Retour sur les neuf décennies de ma vie), Kōdansha, 1981.

BA Maw, *Breakthrough in Burma: Memoirs of a Revolution, 1939-1946*, New Haven, Conn. : Yale University Press, 1968.

BAI Zhaosheng 白兆昇, « Huainingxian weixianzhang Ma Yunteng de zuixing 懷寧縣偽縣長馬雲騰的罪行 (Les crimes du magistrat fantoche du district de Huaining, Ma Yunteng) », *Anqing wenshiziliao* 安慶文史資料, vol. 12, 1985, p. 128-133.

BAO Zhihong 鮑志鴻, « Ye Peng hanjian an de chuli 葉蓬漢奸案的處理 (Le traitement de l'affaire de trahison de Ye Peng) », *Wuhan wenshiziliao* 武漢文史資料, vol. 6, 1982, p. 63-65.

BEI Nu 悲怒, « Wu Lanxi qi ren 巫蘭溪其人 (La vie de Wu Lanxi) », *Zhenjiang wenshi ziliao* 鎮江文史資料, vol. 12, 1987, p. 60-64.

CAO Guangrong 曹光榮, « Yichang lunxian jienanlu 宜昌淪陷劫難錄 (Récit des calamités de l'occupation de Yichang) », *Yichangshi wenshiziliao* 宜昌市文史資料, vol. 4, 1985, p. 136-163.

CHAN Cheong-choo (Chen Changzu 陳昌祖), *Memoirs of a Citizen of Early XXth Century China*, [1978] publication à compte d'auteur, 1992.
<<http://wangjingwei.org/wp-content/uploads/2014/09/wjw-ccc-memoirs.pdf>> (consulté le 8 janv. 2017).

CHEN Boheng 陳伯衡, « Jianguan zhong zhong 奸官種種 (Portraits de traîtres dans la bureaucratie) », in LI Qinian 李齊念 (éd.), *Guangzhou wenshi ziliao cuncao xuanbian* 廣州文史資料存稿選編 (Anthologie des matériaux pour la culture et l'histoire de Canton), Beijing : Zhongguo wenshi chubanshe, 2008, vol. 4, p. 231-248. <http://www.gzzxws.gov.cn/gzws/cg/cgml/cg4/200808/t20080827_5168_1.htm> (consulté le 29 avril 2017).

CHEN Cheng, Ho Chih-lin 何智霖 (éd.), *Chen Cheng xiansheng huilu liushi zishu* 陳誠先生回憶錄 六十自述 (Mémoires de Chen Cheng), Taipei : Guoshiguan, 2012.

CHEN Chunpu 陳春圃, « Wang Jingwei jituan toudi neimu 汪精衛集團投敵內幕 (Les coulisses de la défection du groupe de Wang Jingwei en faveur de l'ennemi) », in HUANG Meizhen, *Weiting youying lu, op. cit.*, 2010, p. 67-114.

CHEN Da 陳達, « Wo suo zhidao de hanjian Xiao Shuyu an de neimu 我所知道的漢奸肖淑宇案的內幕 (Ce que je sais des dessous de l'affaire du traître Xiao Shuyu) », *Jiangxi wenshi ziliao xuanji* 江西文史資料選輯, vol. 1, 1983, p. 162-169.

CHEN Dingwen 陳鼎文, « Hangzhou lunxian shiqi qunchou lu 杭州淪陷時期群醜錄 (Chronique des démons de Hangzhou sous l'occupation) », *Zhejiang wenshiziliao xuanji* 浙江文史資料選輯, vol. 21, 1982, p. 199-218.

CHEN Gongbo 陳公博, *Kuxiaolu* 苦笑錄 (Rires amers), [1939], [s.l.] : Xiandai shiliao biankan she, 1981.

_____, *Hanfengji* 寒風集 (Vent d'hiver), [1944] Taipei : Xiuwei zixun keji, 2013.

CHEN Gongshu 陳恭澍, *Henei Wang'an shimo* 河內汪案始末 (La tentative d'assassinat visant Wang Jingwei à Hanoi), Taipei : Zhuanji wenxue, 1983.

CHEN Jicheng 陳濟成, « Wo canjia wang weizhengfu de jingguo 我參加汪偽政府的經過 (Récit de ma participation au gouvernement fantoche de Wang Jingwei) », *Shanghai wenshiziliao xuanji* 上海文史資料選輯, vol. 57, 1987, p. 137-140.

CH'EN Li-fu, *The Storm Clouds Clear over China: The Memoir of Ch'en Li-fu, 1900-1993*, éd. par Sidney H. Chang et Ramon H. Myers, Stanford : Hoover Press, 1994.

CHEN Qiao 陳樵, « Jiu guanliao Chen Juemin 舊官僚陳覺民 (Le vieux bureaucrate Chen Juemin) », in LI Qinian 李齊念 (éd.), *Guangzhou wenshiziliao cuncao xuanbian* 廣州文史資料存稿選編 (Anthologie des matériaux pour la culture et l'histoire de Canton), Beijing : Zhongguo wenshi chubanshe, 2008, vol. 4, <http://www.gzzxws.gov.cn/qxws/lgws/200808/t20080827_5154.htm> (consulté le 29 avril 2017).

CHEN Shifu 陳士富, « Zhou Huaren 周化人 (Zhou Huaren) », *Huazhou wenshi* 化州文史, vol. 3, 1990, p. 75-76.

CHEN Tsun-kung 陳存恭, YIN Wenquan 尹文泉 (dir.), *Tao Xisheng xiansheng fangwen jilu* 陶希聖先生訪問記錄 (Entretiens avec Tao Xisheng), Taipei : Guofangbu shizhengbianyiju, 1994.

CHEN Yannian 陳延年, « Hanjian xianzhang Zhang Mingqin qiren qishi 漢奸縣長張明欽其人其事 (Biographie du magistrat de district et traître Zhou Mingqin) », *Yingcheng wenshiziliao* 應城文史資料, vol. 4, 1990, p. 77-89.

CHENG Hua 程華, « Zhang Renli shi zenyang qieju hanjian shizhang de 張仁蠡是怎樣竊據漢奸市長的 (Comment le traître Zhang Renli a-t-il usurpé le poste de maire de Wuhan) », *Wuhan wenshiziliao* 武漢文史資料, vol. 1, 1985, p. 85-87.

_____, « Lunxian shiqi Hubei wei zhengquan de qianqian houhou 淪陷時期湖北偽政權的前前後後 (Tenants et aboutissants du régime fantoche du Hubei) », *Hubei wenshiziliao* 湖北文史資料, vol. 16, 1986, p. 23-31.

_____, « Lunxian shiqi Hubei de Wang wei Guomindang zuzhi 淪陷時期華北的汪偽國民黨組織 (L'organisation du GMD du régime fantoche de Wang Jingwei au Hubei sous l'occupation) », *Hubei wenshiziliao* 湖北文史資料, vol. 16, 1986, p. 57-60.

_____, « Riwei Hankou shizhang Shi Xingchuan 日偽漢口市長石星川 (Le maire fantoche de Hankou Shi Xingchuan) », *Wuhan wenshiziliao* 武漢文史資料, vol. 32, 1988, p. 53-56.

_____, « Lunxian shiqi Wuhan diwei zhengquan de yanbian 淪陷時期武漢敵偽政權的演變 (Évolution du régime fantoche pro-japonais de Wuhan durant l'occupation) », *Wuhan dashi xuanlu* 武漢大事選錄 (1898-1949) (Grands événements à Wuhan, 1898-1949), Wuhan : Wuhanshi zhengxie wenshiziliao weiyuanhui, 1990, p. 323-329.

_____, « Wangwei Hubei shengzhang Yang Kuiyi 汪偽湖北省長楊揆一 (Le gouverneur du Hubei sous le gouvernement fantoche de Wang Jingwei, Yang Kuiyi) », *Wuhan wenshiziliao wenku* 武漢文史資料文庫, vol. 7, 1999, p. 527-528.

CHENG Zixiao 程子瀟, « Wangwei shilipai renwu Ren Yuandao 汪偽實力派人物任援道 (Ren Yuandao, personnage puissant au sein du régime fantoche de Wang Jingwei) », in *Huadong...*, *Wangwei qunjian...*, *op. cit.*, 1993, p. 286-293.

CIANO, Galeazzo, *Journal (1939-1943)*, La Baconnière/Payot, 2013.

DAI Pengtian 戴鵬天 (DAI Yingfu), « CC de wenhua tewu huodong CC的文化特務活動 (Les activités spéciales de la Clique CC dans le domaine culturel) », *Wenshi ziliao xuanji* 文史資料選輯, vol. 11, 1987, p. 166-173.

_____, « Da geming shiqi zai Jiangsu sheng dangbu gongzuo de huiyi 大革命時期在江蘇省黨部工作的回憶 (Souvenirs des opérations du Parti dans la province du Jiangsu à l'époque de la Grande Révolution) », in *Di yi ci Guo-Gong hezuo zai Jiangsu* 第一次國共合作在江蘇 1923-1927 (La première coopération du GMD et du PCC au Jiangsu, 1923-1927), [s.l.] : [Zhonggong Jiangsu sheng wei dang shi gongzuo weiyuanhui], 1995, p. 291-294.

DAI Yingfu 戴英夫, « Wang Jingwei xinguomin yundong neimu 汪精衛新國民運動內幕 (Les dessous du Mouvement des nouveaux citoyens de Wang Jingwei) », *Jiangsu wenshi ziliao* 江蘇文史資料, vol. 29, 1989, p. 264-275.

DENG Shizhi 鄧實之, « Lan Zhenbai ren weichihuizhang qianhou 藍禎白任維持會長前後 (Comment Lan Zhenbai a été nommé président du comité de maintien de l'ordre) », *Yichangshi wenshiziliao* 宜昌市文史資料, vol. 4, 1985, p. 208-212.

DU Xuebo 杜雪波, « Riwei tongzhi shiqi Bozhou de huidui hangye 日偽統治時期亳州的匯兌行業 (Le métier du change à Bozhou sous le gouvernement fantoche et les Japonais) », *Bozhou wenshiziliao* 亳州文史資料, vol. 4, 1990.

FENG Zhengwu 馮正武, « Cefan Shao Shijun 策反邵式軍 (L'aide apportée à la résistance par Shao Shijun) », in *Shanghai wenshi ziliao cunqiao huibian* 上海文史資料存稿彙編, Shanghai : Shanghai guji chubanshe, 2001, vol. 3, p. 177-187.

FU Daxing 傅大興, « Wangwei tewu touzi Huang Ziqiang 汪偽特務頭子黃自強 (Le chef des services secrets du régime fantoche de Wang Jingwei, Huang Ziqiang) », in SHEN Zui *et al.*, *Hanjian neimu*, *op. cit.*, 2010, p. 271-279.

FUKUDA Takeo 福田赳夫, *Huigu jiu shi nian : Futian Jiufu huiyilu* 回顧九十年：福田赳夫回憶錄 (Retour sur les neuf décennies de ma vie : les Mémoires de Fukuda Takeo), [1995] trad. par Xie Qin 謝秦, Beijing : Dongfang chubanshe, 2008.

GAO Baishi 高拜石, *Xinbian gu chun feng lou suo ji* 新編古春風樓瑣記 (Nouvelle version des notes éparses du pavillon de l'ancien vent printanier), Xindian : Zhengzhong, 2002.

GARÇON, Maurice, *Journal, 1939-1945*, Les Belles Lettres, 2015.

GENG Liyuan 耿力元, « Weiting houren shounao Chen Gongbo 偽廷後任首腦陳公博 (Le successeur de Wang Jinwei à la tête de la cour fantoche, Chen Gongbo) », in Huadong..., *Wangwei qunjian...*, *op. cit.*, 1993, p. 18-42.

GU Qing 顧青, « Wo liaojie de Wang wei zhongyang hangxiao 我瞭解的汪偽中央航校 (Ce que je sais sur l'École centrale d'aviation du régime fantoche de Wang Jingwei) », *Jiangsu wenshi ziliao* 江蘇文史資料, vol. 29, 1989, p. 115-131.

HARUKE Yoshitane 晴氣慶胤, *Huxi "76 hao" tegong neimu* 滬西“76號”特工內幕 (Les coulisses des services spéciaux du “n°76” dans l'ouest shanghaien), [1951] trad. Zhu Agen 朱阿根, Sun Zhimin 孫志民, Mao Lianghong 毛良鴻, Shanghai : Shanghai yiwen chubanshe, 1985.

HATA Shunroku 畑俊六, *Hata Shunroku nisshi* 畑俊六日誌 (Journal personnel de Hata Shunroku), in ITŌ Takashi 伊藤隆, TERUYAMA Yasutaki 照沼康 (dir.), *Soku-Gendai shi shiryō* 続・現代史資料. 4 (Sources de l'histoire contemporaine), Mizuzu shohō, 1983.

HE Guanghai 何廣海, « Hanjian wei xianzhang Zheng Rihua qiren 漢奸偽縣長鄭日華其人 (Le préfet traître Zheng Rihua) », *Sanshui wenshi* 三水文史, vol. 11, 1985, p. 41-42.

HE Guotao 何國濤, « Wangwei jujian neihong jianwen 汪偽巨奸內鬩見聞 (Récit des luttes de factions des grands traîtres du régime de Wang Jingwei) », *Zhejiang wenshiziliao xuanji* 浙江文史資料選輯, vol. 6, 1963, p. 23-56.

HE Zhiping 何治平, « Zhejiang he Hangzhou diwei zuzhi de xingxingsese 浙江和杭州敵偽組織的形形色色 (Les différents aspects des organisations fantoches du Zhejiang et de Hangzhou) », *Zhejiang wenshi jicui : Zhengzhi junshi juan* 浙江文史集粹：政治軍事卷 (Recueil du meilleur des matériaux pour la culture et l'histoire du Zhejiang : affaires politiques et militaires), Hangzhou : Zhejiang renmin chubanshe, 1996, vol. 1, p. 492-511.

HE Zupei 何祖培, « Banian lunxian hua Hangxian 八年淪陷話杭縣 (Récit de huit années d'occupation à Hangxian) », *Zhejiang wenshiziliao xuanji* 浙江文史資料選輯, vol. 2, 1962, p. 172-185.

HU Baoqi 胡鮑淇, « Qi'an touming de Shao Shijun 棄暗投明的邵式軍 (Comment Shao Shijun est revenu sur le droit chemin) », in *Geming Shiliao* 革命史料 (Matériaux historiques sur la Révolution), Beijing : Zhongguo wenshi chubanshe, 1987, vol. 18, p. 19-40.

_____, « Toudi funi de Fi Xiao'an 投敵附逆的傅筱庵 (Le traître Fu Xiao'an) », in SHEN Zui *et al.*, *Hanjian neimu*, *op. cit.*, 2010, p. 345-361.

HU Lancheng 胡蘭成, *Jin sheng jin shi* 今生今世 (Une vie, une époque), [1959] Taipei : Yuanjing, 2009.

HU Shi 胡適, *Hu Shi mizang shuxin xuan* 胡適秘藏書信選 (Sélection de lettres secrètes de Hu Shi), éd. par Liang Xihua 梁錫華, Taipei : Yuanjing chubanshe, 1982.

HU Zewu 胡澤吾, « Wangwei neimu 汪偽內幕 (Les coulisses du régime fantoche de Wang Jingwei) », *Shanghai wenshiziliao xuanji* 上海文史資料選輯, vol. 57, 1987, p. 129-136.

HU Zuozhi 胡作之, « Lunxian hou de Yichang riwei zuzhi 淪陷後的宜昌日偽組織 (Les organisations japonaises et fantoches de Yichang sous l'occupation) », *Yichangshi wenshiziliao* 宜昌市文史資料, vol. 4, 1985, p. 179-192.

Huadong qishengshi zhengxie wenshi gongzuo xiezuohuiyi 華東七省市政協文史工作協作會議 (éd), *Wangwei qunjian huoguo jishi* 汪偽群奸禍國紀實 (Chronique véridique des malheurs causés à la nation par les traîtres du régime fantoche de Wang Jingwei), Beijing : Zhongguo wenshi chubanshe, 1993.

HUAI Ran 懷然, « Huabei da hanjian Wang Yitang 華北大漢奸王揖唐 (Le grand traître de Chine du Nord Wang Yitang) », in Huadong..., *Wangwei qunjian...*, *op. cit.*, 1993, p. 152-162.

HUANG Liexian 黃烈顯, « Huji diqu de Riwei weichihui 胡集地區的日偽維持會 (Le Comité de maintien de l'ordre des fantoches pro-japonais dans la zone de Huji) », *Zhongxiang kangri fenghuo lu* 鐘祥抗日烽火錄 (Souvenirs sur le district de Zhongxiang pendant la Guerre de résistance), vol. 12, 1992, p. 25-32.

HUANG Meizhen 黃美真 (éd.), *Weiting youying lu : dui Wang weizhengquan de huiyi* 偽廷幽影錄 : 對汪偽政權的回憶 (La face cachée de la cour fantoche : Mémoires sur le régime fantoche de Wang Jingwei), [1991] Beijing : Dongfang chubanshe, 2010.

HUANG Qingzhong 黃慶中, « Zhejiang hanjian shengzhang Ding Mocun 浙江漢奸省長丁默邨 (Le gouverneur fantoche du Zhejiang, Ding Mocun) », *Zhejiang wenshiziliao xuanji* 浙江文史資料選輯, vol. 12, 1979, p. 80-92.

IMAI Takeo 今井武夫, *Jinjing Wufu huiyilu* 今井武夫回憶錄 (Mémoires d'Imai Takeo), Beijing : Zhongguo wenshi chubanshe, 1987.

INUKAI Ken 犬養健, *Yōsukō wa ima mo nagarete iru* 揚子江は今も流れている (Le Yangzi coule encore), [1960] Chūō kōronsha, 1984.

ITŌ Takeo, *Life along the South Manchurian Railway: the Memoirs of Itō Takeo*, trad. par Joshua A. Fogel, Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe, 1988.

JI Xilin 計錫林, ZHAO Tianyi 趙天一, « 1943 nian liangshi tanwu an zhenxiang 1943年糧食貪污案真相 (La vérité sur l'affaire de corruption dans la vente de grains de 1943) », *Jiangsu wenshi ziliao* 江蘇文史資料, vol. 29, 1989, p. 289-295.

JIA Cunde 賈存德, « Kong Xiangxi yu Rikou goujie huodong de pianduan 孔祥熙與日寇勾結活動的片斷 (Esquisse des tractations entre Kong Xiangxi et les bandits japonais) », *Wenshiziliao xuanji* 文史資料選輯, vol. 29, 1980, p. 67-78.

JIANG Nanchun 江楠春, « Wangwei shiqi "liangzheng" genggai 汪偽時期“糧政”梗概 (Synthèse de la "politique de ravitaillement" sous le gouvernement fantoche de Wang Jingwei) », [1964] *Jiangsu wenshiziliao xuanji* 江蘇文史資料選輯, vol. 3, 1981, p. 103-112.

JIN Zhanlu 金湛盧, « Wangwei "quanguo shangye tongzhi weiyuanhui" 汪偽“全國商業統委員會” (Le "Comité national de contrôle du commerce" du régime fantoche de Wang Jingwei) », *Zhejiang wenshi ziliao xuanji* 浙江文史資料選輯, vol. 6, 1963, p. 75-62.

KAGESA Sadaaki 影佐禎昭, « Sozorogaki 曾走路我記 (Notes sur le chemin parcouru) », [1943] in USUI Katsumi (éd.), *Gendaishi shiryō*, *op. cit.*, vol. 13, 1966, p. 349-398.

KANG Yingfu 康英夫, « Weiting "Ci Xi" Chen Bijun 偽廷“慈禧”陳璧君 (La "Ci Xi" de la cour fantoche, Chen Bijun) », Huadong..., *Wangwei qunjian...*, *op. cit.*, 1993, p. 64-75.

KIYOSAWA Kiyoshi, *A Diary of Darkness: the Wartime Diary of Kiyosawa Kiyoshi*, trad. par Eugene Soviak, Kamiyama Tamie, Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1999.

LAN Shuxuan 藍恕軒, « Ye Peng qiren qishi 葉蓬其人其事 (Biographie de Ye Peng) », *Hubei wenshiziliao* 湖北文史資料, vol. 40, 1992, p. 143-165.

LAN Zhenbai 藍禎白, « Wo zenme churen weichihuizhang 我怎麼出任維持會長的 (Comment je me suis retrouvé président du comité de maintien de l'ordre) », *Yichangshi wenshiziliao* 宜昌市文史資料, vol. 4, 1985, p. 205-207.

LI, Charles N., *The Bitter Sea: Coming of Age in a China before Mao*, New York : Harpers-Collins, 2008.

LI Jingwu 李景武, *Qingmo Minchu guanchang suoji : Li Jingwu huiyilu* 清末民初官場瑣記: 李景武回憶錄 (Notes éparses sur les milieux officiels à la fin des Qing et au début de la République : les Mémoires de Li Jingwu), Xinbeishi : Shantongwen jijinhui, 2014.

LI Lingling 李伶俐 (éd.), *Mingren yizhu* 名人遺囑 (Testaments d'hommes célèbres), Suzhou : Suzhou daxuechubanshe, 1996, vol. 1.

LI Shiyu 李時雨, *Diyong shiwunian : Li Shiyu huiyilu* 敵營十五年: 李時雨會議錄 (Quinze années dans le camp ennemi : les Mémoires de Li Shiyu), Haikou : Nanhai chuban, 2012.

_____, ZHANG Dewang 張德旺, « Wangwei jujian yinxiang 汪偽巨奸印象 (Impressions sur les grands traîtres du régime fantoche de Wang Jingwei) », in WEN Huan 文歡 (dir.), *Lishi buren xikan* 歷史不忍細看 (L'Histoire ne souffre pas d'être examinée avec minutie), Zhengzhou : Henan wenyi chubanshe, 2007, p. 65-72.

LI Wenbin 李文濱, « Chen Qun qi ren 陳群其人 (Portrait de Chen Qun) », in Huadong..., *Wangwei qunjian...*, *op. cit.*, 1993, p. 163-177.

LI Yongbin 李用賓, « Anhui lunxian diqu riwei zuzhi shikuang 安徽淪陷地區日偽組織實況 (Situation réelle des organisations fantoches pro-japonaises de la zone occupée de l'Anhui) », *Anhui wenshiziliao xuanji* 安徽文史資料選輯, vol. 1, 1964, p. 167-179.

LI Zhecheng 李著成, « Rijun Yichang tewu jiguan 日軍宜昌特務機關 (L'agence des services spéciaux de l'armée japonaise à Yichang) », *Yichangshi wenshiziliao* 宜昌市文史資料, vol. 11, 1990, p. 23-29.

_____, « Ji wei Yichangxian baoan dadui 記偽宜昌縣保安大隊 (La grande brigade de maintien de l'ordre fantoche de Yichang) », *Yichangshi wenshiziliao* 宜昌市文史資料, vol. 11, 1990, p. 30-36.

_____, « Ji riwei Yichangxian jingchaju 記日偽宜昌縣警察局 (Le bureau de la police fantoche du district de Yichang) », *Yichangshi wenshiziliao* 宜昌市文史資料, vol. 13, 1992, p. 39-43.

LIN Kezhan 林克展, « Wo suo zhidao de Luo Junqiang 我所知道的羅君強 (Luo Junqiang tel que je le connais) », *Anhui wenshiziliao xuanji* 安徽文史資料選輯, vol. 21, 1983, p. 208-212.

LING Qihan 凌其翰, *Wo de waijiaoguan shenya : Ling Qihan huiyilu* 我的外交官生涯: 凌其翰回憶錄 (Ma carrière au ministère des Affaires étrangères : les Mémoires de Ling Qihan), Beijing : Zhongguo wenshi chubanshe, 1993.

LUO Junqiang 羅君強, « Weiting youying lu : dui Wang weizhengquan de huiyi jishi 偽廷幽影錄 : 對汪偽政權的回憶紀實 (La face cachée de la cour fantoche : Mémoires véridiques sur le régime fantoche de Wang Jingwei) », in HUANG Meizhen, *Weiting youying lu*, *op. cit.*, 2010, p. 1-66.

MA Chenglie 馬承烈, « Shao Shijun 邵式軍 », *Yuyao wenshi ziliao* 餘姚文史資料, vol. 13, 1995, p. 77-80.

MA Zuozhang 馬作章, « Wei Shandong shengzhang Ma Liang 偽山東省長馬良 (Le gouvernateur fantoche du Shandong Ma Liang) », in Huadong..., *Wangwei qunjian...*, *op. cit.*, 1993, p. 250-253.

MATSUMOTO Shigeharu 松本重治, *Shanghai jidai : jānarisuto no kaisō* 上海時代 : ジャーナリストの回想 (Mes années à Shanghai : Mémoires d'un journaliste), Chūo kōron sha, 1975, 3 vol.

NISHI Yoshiaki 西義顯, *Rihua "heping gongzuo" mishi* 日華"和平工作"秘史 (Histoire secrète des « opérations de paix » sino-japonaises), [1962] trad. par Ren Changyi 任常毅, Nanjing : Jiangsu guji chubanshe, 1992.

OGAWA Tetsuo 小川哲雄, *Nitchū shūsen shiwa : Nankin kokumin seifu shuseki Shin Kōhaku no Nihon bōmei* 日中終戰史話 : 南京国民政府主席陳公博の日本亡命 (Histoire de la fin de la guerre sino-japonaise : l'exil au Japon du président du Gouvernement nationaliste de Nanjing Chen Gongbo), Hara Shobō, 1985.

OKADA Yūji 岡田酉次, *Nitchū sensō urakataki* 日中戰爭裏方記 (Les coulisses de la guerre sino-japonaise), Tōyō keizai shinpōsha, 1974.

PUYI 溥儀, *Wo de qian ban sheng* 我的前半生 (La première moitié de ma vie), [1964] Beijing : Dongfang chubanshe, 1999.

QU Nengshen 屈能伸, ZHU Zhixing 竺致行, « Rikou yingquan hanjian lu 日寇鷹犬漢奸錄 (Les traîtres au service des bandits japonais) », *Yichangshi wenshiziliao* 宜昌市文史資料, vol. 11, 1990, p. 37-48.

RONG Hu 榮祐, « Rikou dui Yichang pohuai yu hanjian lieji 日寇對宜昌破壞與漢奸劣蹟 (Destructions des bandits japonais à Yichang et méfaits des traîtres) », *Yichangshi wenshiziliao* 宜昌市文史資料, vol. 4, 1985, p. 164-170.

SHAO Li 邵立, « Yi xianfu Shao Shijun 憶先父邵式軍 (Souvenirs sur mon défunt père, Shao Shijun) », *Shanghai wenshiziliao xuanji* 上海文史資料選輯, vol. 83, 1996, p. 52-55.

SHEN Bole 沈伯樂, « Wo zai Anhui canjia diwei de wunian 我在安徽參加敵偽的五年 (Mes cinq années passées comme fonctionnaire de l'administration fantoche pro-japonaise dans l'Anhui) », *Langxi wenshi ziliao* 郎溪文史資料, vol. 1, 1986, p. 90-100.

SHEN Guoying 沈國英, « Hanjian shizhang He Zan bei zhu ji 漢奸市長何瓚被誅記 (Chronique de l'exécution du traître He Zan, maire [de Hangzhou]) », *Zhejiang wenshi jicui : Zhengzhi junshi juan* 浙江文史集粹: 政治軍事卷 (Recueil du meilleur des matériaux pour la culture et l'histoire du Zhejiang : affaires politiques et militaires), Hangzhou : Zhejiang renmin chubanshe, 1996, vol. 1, p. 540-544.

SHEN Zui 沈醉, XU Zhaoming 徐肇明 *et al.* (éd.), *Hanjian neimu* 漢奸內幕 (Les secrets des traîtres), Beijing : Zhongguo wenshi chubanshe, 2010.

SHIEH, Joseph (Xue Gengxin 薛耕莘) ; HOLZMAN, Marie, *Dans le jardin des aventuriers*, Seuil, 1995.

SHIGEMITSU Mamoru, *Japan and Her Destiny: My Struggle for Peace*, trad. par Oswald White, New York : Dutton, 1958.

STUART, John Leighton, *Fifty Years in China: The Memoirs of John Leighton Stuart, Missionary and Ambassador*, New York : Random House, 1954.

SUN Yunnian 孫雲年, *Jiangnan ganjiu lu* 江南感舊錄 (Souvenirs du Sud-Jiangsu), Nanjing : Jiangsu guji chubanshe, 1987.

TANG Shengming 唐生明, *Feng Jiang Jieshi zhi ming "qianfu" 奉蔣介石之命 "潛伏"* (Infiltré sur ordre de Jiang Jieshi), [1963] Beijing : Zhongguo wenshi, 2012.

TAO Xisheng 陶希聖, *Chaoliu yu diandi* 潮流與點滴 (Le courant et les gouttes), [1964] Beijing : Zhongguo dabaike quanshu chubanshe, 2008.

TIAN Shoucheng 田守成, « Chu Minyi he Wang weizuzhi 褚民誼和汪偽組織 (Chu Minyi et l'organisation fantoche de Wang Jingwei) », [1964] *Jiangsu wenshiziliao xuanji* 江蘇文史資料選輯, vol. 3, 1981, p. 83-92.

TSUKAMOTO Makoto 塚本誠, *Aru jōhō shōkō no kiroku* 或る情報将校の記録 (Souvenirs d'un officier du renseignement), Chūō kōron jigyō shuppan, 1971.

WANG Manyun 汪曼雲, « Qianli aihong shuo “qingxiang” 千里哀鴻說“清鄉”(Récit affligé de la “pacification rurale”) », in HUANG Meizhen, *Weiting youying lu*, op. cit., 2010, p. 239-285.

WANG Shiren 王仕任, « Pan Yugui churen wei shizhang de qianqian houhou 潘毓桂出任偽市長的前前後後 (Comment Pan Yugui est devenu le maire fantoche de Tianjin) », *Tianjin wenshi ziliao xuanji* 天津文史資料選輯, vol. 20, 1982, p. 225-230.

WANG Shuqiao 王述樵, « Wang Yaqiao shengping huodong jilüe 王亞樵生平活動記略 (Biographie courte de Wang Yaqiao) », in *Junfa huo Wan* 軍閥禍皖 (Les malheurs causés à l'Anhui par les seigneurs de la guerre), Hefei : Anhui renmin chubanshe, 1987, p. 213-223.

WANG Tinglian 王廷連 (éd.) *Fenghuo kangzhan : Bengbu kangri zhanzheng shiliao xuan* 烽火抗戰 : 蚌埠抗日戰爭史料選 (Sélection de matériaux historiques sur la Guerre de résistance à Bengbu), Hefei : Anhui daxue chubanshe, 1995.

WANG Yiyi 王以義, « Wo suo zhidao de Chen Gongbo 我所知道的陳公博 (Chen Gongbo tel que je l'ai connu) », SHEN Zui et al., *Hanjian neimu*, op. cit., 2010, p. 156-168.

WU Jiping 吳寄萍, « Wo suo zhidao de wei Jiangsu shengzhang Chen Qun er san shi 我所知道的偽江蘇省長陳群二三事 (Deux trois choses que je sais sur le gouverneur fantoche du Jiangsu Chen Qun) », *Pingjiang wenshi* 平江文史, vol. 1, 1997, p. 159-161.

WU Lanxi 巫蘭溪, « Wang weizhengfu mori ji 汪偽政府末日記 (Les derniers jours du gouvernement fantoche de Wang Jingwei) », in HUANG Meizhen, *Weiting youying lu*, op. cit., 2010, p. 286-294.

WU Ming 吳名, « Gualian xianchi de da hanjian Ye Peng 寡廉鮮恥的大漢奸葉蓬 (Le grand traître sans honte ni pudeur, Ye Peng) », in *Huadong...*, *Wangwei qunjian...*, op. cit., 1993, p. 271-285.

WU Wenliang 吳文良, « Miao Bin hanjian an 繆斌漢奸案 (La procès du traître Miao Bin) », *Jiangsu wenshiziliao di 33 ji, Jindai yaoan shenpan neimu* 江蘇文史資料第33輯, 近代要案審判內幕 (Recueil des matériaux pour la culture et l'histoire du Jiangsu, vol. 33, les coulisses des grands procès de l'époque moderne), Nanjing : Jiangsu wenshiziliao bianjibu, 1989, p. 70-84.

XIA Bei 夏蓓, « Guaxin shanbian, tanlan yinxian de Luo Junqiang 寡信善變、貪婪陰險的羅君強 (Luo Junqiang, un homme sans foi et lunatique, cupide et surnois) », in *Huadong...*, *Wangwei qunjian...*, op. cit., 1993, p. 183-195.

XU Shucen 徐曙岑, « Guanyu Hangzhou lunxian shiqi de ji dian huiyi 關於杭州淪陷時期的幾點回憶 (Quelques souvenirs de Hangzhou sous l'occupation) », *Zhejiang wenshiziliao xuanji* 浙江文史資料選輯, vol. 6, 1963, p. 118-120.

« Xu Suzhong 徐蘇中 », in CHE Jixin 車吉心 (éd.), *Minguo yishi* 民國軼事 (Anecdotes sur la période républicaine), Jinan : Taishan chubanshe, 2004, vol. 7, p. 3044-3045 [extraits de *Hanjian chouwen* 漢奸醜史 (L'histoire honteuse des traîtres à la patrie), Datong tushu gongsi, 1945].

YAN Bin 顏濱, *1942-1945 : Wo de Shanghai lunxian shenghuo* 1942-1945:我的上海淪陷生活 (1942-1945 : ma vie dans Shanghai occupé), Beijing : Renmin chubanshe, 2015.

YAN Youwen 嚴幼文, « Wei jiaoyu buzhang Zhao Zhengping 偽教育部長趙正平 (Le ministre de l'Éducation fantoche, Zhao Zhenping) », in *Huadong...*, *Wangwei qunjian...*, op. cit., 1993, p. 200-209.

Yichangshi wenshiziliao 宜昌市文史資料, vol. 15, 1994.

YU Huanhuang 俞煥煌, LIU Caisheng 劉才盛, « “Qingxiang” zhuanjia Zhang Beisheng “清鄉”專家張北生 (L’expert de la “pacification rurale” Zhang Beisheng) », in *Huadong..., Wangwei qunjian..., op. cit.*, 1993, p. 316-326.

YU Renling 余仁齡, « Kangzhan qijian liuwang zai Zhangzhu de “beibao” xianzhang 抗戰期間流亡在張渚的“背包”縣長 (Les magistrats de district “au balluchon” réfugiés à Zhangzhu pendant la guerre) », *Yixing wenshiziliao* 宜興文史資料, vol. 13, 1987, p. 107-108.

YU Songhua 俞頌華, « Xiang Zhizhuang ji 項致莊記 (En souvenir de Xiang Zhizhuang) », in *Idem, Yu Songhua wenji* 俞頌華文集 (Recueil d’articles de Yu Songhua), Beijing : Shangwu yinshuguan, 1991, p. 326-328.

YUAN Fanyu 袁範宇, « Wuhan lunxian shiqi Rijun tewubu de yixie qingkuang 武漢淪陷時期日軍特務部的一些情況 (Quelques informations sur le Bureau des services spéciaux de l’armée japonaise à Wuhan sous l’occupation) », *Hubei wenshiziliao* 湖北文史資料, vol. 40, 1990, p. 67-74.

YUAN Shu 袁殊, « Fangyanting pan hua wangshi : yi daru Wangwei de si nian 放眼亭畔話往事：憶打入汪偽四年 (Parler du passé au coin du Pavillon au regard lointain : souvenirs de quatre années d’infiltration dans le régime fantoche de Wang Jingwei) », *Suzhou diqing* 蘇州地情 [Site sur les monographies locales de Suzhou], 1984 <http://www.dfzb.suzhou.gov.cn/database_books_detail.aspx?bid=3658>

YUAN Yuquan 袁愈佳, « Ri Wang goujie lüedo Zhongguo ziyuan gaishu 日汪勾結掠奪中國資源概述 (Aperçu de la manière dont les Japonais et le régime de Wang Jingwei se sont entendus pour piller les ressources chinoises) », in HUANG Meizhen, *Weiting youying lu, op. cit.*, 2010, p. 134-154.

ZANG Zhuo 臧卓, *Wo zai Jiang Jieshi yu Wang Jingwei shen bian de rizi* 我在蔣介石與汪精衛身邊的日子 (Mes jours aux côtés de Jiang Jieshi et Wang Jingwei), Taipei : Duli zuojia chuban, 2013.

ZENG Long 曾龍, *Wo de fuqin Yuan Shu : Huanyuan wu mian jiandie de zhenshi yangmao* 我的父親袁殊：還原五面間諜的真實樣貌 (Mon père Yuan Shu : Le vrai visage de l’agent quintuple), [1994] Taipei : Duli zuojia, 2016.

ZHANG Daxiang 張達驥, « Gao Lingwei churen wei weichihuizhang de jingguo 高凌霨出任偽維持會長的經過 (Comment Gao Lingwei est devenu président du comité fantoche de maintien de l’ordre de Tianjin) », *Tianjin wenshi ziliao xuanji* 天津文史資料選輯, vol. 20, Tianjin : Tianjin renmin chubanshe, 1982, p. 222-224.

ZHANG Guozhu 張國柱, « Jiao Ying zhuanlüe 焦瑩傳略 (Brève biographie de Jiao Ying) », *Huai’anxian wenshiziliao* 懷安縣文史資料, vol. 6, 1996, p. 140-141.

ZHANG Jun 章駿, « Wangwei shiqi de suo wei jinyan gongzuo 汪偽時期的所謂禁煙工作 (Les opérations de suppression de l’opium à l’époque du régime fantoche de Wang Jingwei) », in *Shanghai wenshi ziliao cungao huibian* 上海文史資料存稿彙編, Shanghai : Shanghai guji chubanshe, 2001, vol. 12, p. 266-283.

ZHANG Peiyao 張培堯, « Hanjian shengzhang Ni Daolang 漢奸省長倪道烺 (Le gouverneur-traître Ni Daolang) », in *Huadong..., Wangwei qunjian..., op. cit.*, 1993, p. 254-258.

ZHANG Qi 章其, « Lunxian shiqi diwei qunmo chouxian 淪陷時期敵偽群魔醜相 (Le visage hideux des démons ennemis et fantoches sous l’occupation) », *Kunshan wenshi* 崑山文史, vol. 8, 1989, p. 211-221.

ZHANG Tongli 張同禮, « Wang Shijing yu wei Lianhe zhunbei yinhang 王時璟與偽聯合準備銀行 (Wang Shijing et la Banque fédérale de réserve fantoche) », in *Zhongguo wenshi ziliao wenku : zhengzhi junshi bian* 中國文史資料文庫：政治軍事編 (Collection de matériaux pour l’histoire et la culture chinoises : Affaires politiques et militaires), Beijing : Zhongguo wenshi chubanshe, 1996, vol. 20-5, p. 34-38.

ZHENG Dongmin 鄭冬敏, « Wangwei “zongjunshi” Zhou Fohai 汪偽“總軍師”周佛海 (Zhou Fohai, le stratège en chef du régime fantoche de Wang Jingwei) », in *Huadong...*, *Wangwei qunjian...*, *op. cit.*, 1993, p. 43-63.

ZHI Jiu 志久, « Wangwei zhongyang chubei yinhang Hankou fenheng shimo 汪偽中央儲備銀行漢口分行始末 (Histoire de la succursale à Hankou de la Banque centrale de réserve du régime fantoche de Wang Jingwei) », *Wuhan wenshi ziliao* 武漢文史資料, vol. 6, 1982, p. 84-93.

ZHOU Fohai 周佛海, *Zhou Fohai riji quanbian* 周佛海日記全編 (Édition complète du journal personnel de Zhou Fohai), éd. par CAI Dejin 蔡德金, Beijing : Zhongguo wenlian chubanshe, 2003, 2 vol.

_____, *Wang yi ji* 往矣集 (Le passé n'est plus), [1943] Taipei : Xiuwei zixun keji, 2013.

ZHOU Hong 周紅, « Wangwei zhongchen Mei Siping 汪偽重臣梅思平 (Le grand ministre du régime fantoche de Wang Jingwei, Mei Siping) », in *Huadong...*, *Wangwei qunjian...*, *op. cit.*, 1993, p. 86-104.

ZHOU Ji 周濟, REN Xuehan 任雪漢, « Riwei “Huaihai sheng zhengfu” de xingmie 日偽“淮海省政府”的興滅 (Vie et mort du “gouvernement provincial du Huaihai”) », *Xuzhou wenshiziliao* 徐州文史資料, vol. 1, 1981, p. 184-188.

ZHOU Zhiyou 周之友 (ZHOU Youhai 周幼海), « Wo suo zhidao de hanjian Zhou Fohai 我所知道的漢奸周佛海 (Ce que je sais du traître Zhou Fohai) », in SHEN Zui *et al.*, *Hanjian neimu*, *op. cit.*, 2010, p. 173-204.

ZHU Chengshan 朱承山, « Wei hu zuo chang de wei shengzhang Tang Yangdu 為虎作倂的偽省長唐仰杜 (Valet du diable : le gouverneur de province fantoche Tang Yangdu) », in *Huadong...*, *Wangwei qunjian...*, *op. cit.*, 1993, p. 267-270.

ZHU Zijia 朱子家 (JIN Xiongbai 金雄白), *Wangzhengquan de kaichang yu shouchang* 汪政權的開場與收場 (Essor et chute du régime de Wang Jingwei), [1964] Zhonghe : Gufeng chubanshe, 1986, 3 vol.

1.6. Monographies locales

Note : Les monographies locales (*difangzhi* 地方志) portant sur la période contemporaine (après 1911) ont, pour la plupart, été publiées dans les années 1980-1990. Certaines ont depuis été mises en ligne sur le site du gouvernement provincial correspondant. Pour celles consultées en ligne, seul le lien est indiqué (étant donné l'irrégularité du web chinois, il arrive fréquemment que ces liens soient obsolètes). Dans l'édition papier, comme dans l'édition en ligne, les quelques informations relatives aux gouvernements de collaboration se trouvent principalement dans la chronologie introductive (*dashiji* 大事記) et dans le chapitre consacré aux organisations administratives successives de la circonscription en question (généralement intitulé « zhengquan 政權 [régimes politiques] »). Il existe des monographies à l'échelle de la province (*shengzhi* 省志), des districts (*xianzhi* 縣志) et des villes (*shizhi* 市志, certaines villes étant rattachées à la province, d'autres ayant rang de district). Elles sont ici classées par province. L'auteur étant généralement un comité d'édition *ad hoc* au nom interminable, je ne l'indique pas.

• Anhui

Anhui shengzhi 安徽省志 (Monographie de la province de l'Anhui), Beijing : Fangzhi chubanshe, 1999, vol. 1.

Anhui shengzhi : renwuzhi 安徽省志：人物志 (Monographie de la province de l'Anhui : biographies), Beijing : Fangzhi chubanshe, 1999.

Bengbu shizhi 蚌埠市志 (Monographie de la ville de Bengbu).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=12957&channelid=40210>

Chaoxian shizhi 巢縣市志 (Monographie de la ville de Chaoxian).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=26374&channelid=7521>

Chuzhou shizhi 滁州市志 (Monographie de la ville de Chuzhou).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=49836&channelid=28700>

Dangtu xianzhi 當塗縣志 (Monographie du district de Dangtu).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=49076&channelid=16035>

Fengyang xianzhi 鳳陽縣志 (Monographie du district de Fengyang).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=39419&channelid=35543>

Huaining xianzhi 懷寧縣志 (Monographie du district de Huaining). Hefei : Huangshan shushe, 1996.

Huaiyuan xianzhi 懷遠縣志 (Monographie du district de Huaiyuan).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=37723&channelid=52734>

Jiashan xianzhi 嘉善縣志 (Monographie du district de Jiashan).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=59554&channelid=39113>

Lingbi xianzhi 靈璧縣志 (Monographie du district de Lingbi).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=27840&channelid=42180>

Sixian xianzhi 泗縣縣志 (Monographie du district de Sixian).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=36400&channelid=23278>

Suxian xianzhi 宿縣縣志 (Monographie du district de Suxian), Hefei : Huangshan shushe, 1988.

Suzhou shizhi 宿州市志 (Monographie de la ville de Suzhou).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=17278&channelid=14448>

Tianzhang xianzhi 天長縣志 (Monographie du district de Tianzhang).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=58843&channelid=21873>

Wuhe xianzhi 五河縣志 (Monographie du district de Wuhe).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=7373&channelid=17684>

Wuhu xianzhi 蕪湖縣志 (Monographie du district de Wuhu).

<http://60.166.6.242:8080/was40/index_sz.jsp?rootid=28446&channelid=17884>

- **Guangdong**

Boluo xianzhi 博羅縣志 (Monographie du district de Boluo), Beijing : Zhonghua shuju, 2001.

Conghua xianzhi 從化縣志 (Monographie du district de Conghua), Canton : Guangdong renmin chubanshe, 1994.

Dongwan xianzhi 東莞市志 (Monographie du district de Dongwan), Canton : Guangdong renmin chubanshe, 1995.

Guangzhou shizhi 廣州市志 (Monographie de la ville de Canton), Canton : Guangzhou chubanshe, 1999-, vol. 1, 13, 19 (1996).

Guangzhoushi Liwan quzhi 廣州市荔灣區志 (Monographie du district de Liwan à Canton), Canton : Guangdong renmin chubanshe, 1995.

Huaxianzhi 花縣志 (Monographie du district de Huaxian), Canton : Guangdong renmin chubanshe, 1995.

Panyu xianzhi 番禺縣志 (Monographie du district de Panyu), Canton : Guangdong renmin chubanshe, 1995.

Sanshui xianzhi 三水縣志 (Monographie du district de Sanshui), Canton : Guangdong renmin chubanshe, 1995.

Shunde xianzhi 順德縣志 (Monographie du district de Shunde), Beijing : Zhonghua shuju, 1996.

Xinhui xianzhi 新會縣志 (Monographie du district de Xinhui), Canton : Guangdong renmin chubanshe, 1995.

Zengcheng xianzhi 增城縣志 (Monographie du district de Zengcheng), Canton : Guangdong renmin chubanshe, 1995.

Zhongshan xianzhi 增城縣志 (Monographie du district de Zhongshan), Canton : Guangdong renmin chubanshe, 1997, vol. 1.

- **Hubei**

Chongyang xianzhi 崇陽縣志 (Monographie du district de Chongyang), Wuhan : Wuhan daxue chubanshe, 1991.

Dawu xianzhi 大悟縣志 (Monographie du district de Dawu), Wuhan : Hubei kexuejishu chubanshe, 1996.

Hubei shengzhi renwu zhigao 湖北省志人物志稿 (Monographie de la province du Hubei : biographies), Beijing : Guangming ribao chubanshe, 1989, 4 vol.

Minguo shiqi Tongcheng xian zhishi xianzhang zhi 民國時期通城縣知事縣長志 (Monographie des magistrats de district de Tongcheng à l'époque républicaine), [s.l.] : Hubei sheng Tongcheng xian fangzhi ju, 1989.

Puqizhi 蒲圻志 (Monographie de Puqi), Shenzhen : Haitian chubanshe, 1995.

Qichun xianzhi 蘄春縣志 (Monographie du district de Qichun), Wuhan : Hubei kexuejishu chubanshe, 1997.

Qianjiang xianzhi 潛江縣志 (Monographie du district de Qianjiang), Beijing : Zhongguo wenhua chubanshe, 1990.

Tianmen xianzhi 天門縣志 (Monographie du district de Tianmen), Wuhan : Hubei renmin chubanshe, 1989.

Xianning shizhi 咸寧市志 (Monographie de la ville de Xianning), Beijing : Zhongguo chengshi chubanshe, 1992.

Yingshan xianzhi 英山縣志 (Monographie du district de Yingshan), Beijing : Zhonghua shuju, 1998.

- **Hunan**

Changsha shizhi 長沙市志 (Monographie de la ville de Changsha), Changsha : Hunan renmin chubanshe, 2002, vol. 16.

ZHANG Xianyi 張先一 (dir.), *Yuanling xian dangdai renwu zhi* 沅陵縣當代人物志 (Biographies des personnalités du district de Yuanling à l'époque contemporaine), Zhengzhou : Zhongzhou guji chubanshe, 1995.

- **Jiangsu**

Jiangpu xianzhi 江浦縣志 (Monographie du district de Jiangpu), Nanjing : Hehai daxue chubanshe, 1995.

Jiangyin shizhi 江陰市志 (Monographie de la ville de Jiangyin), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 1992.

Jintan xianzhi 金壇縣志 (Monographie du district de Jintan), Nanjing : Jiangsu renmin chubanshe, 1993.

Jurong xianzhi 句容縣志 (Monographie du district de Jurong), Nanjing : Jiangsu renmin chubanshe, 1994.

Lishui xianzhi 溧水縣志 (Monographie du district de Lishui), Nanjing : Jiangsu renmin chubanshe, 1990.

Liuhe xianzhi 六合縣志 (Monographie du district de Liuhe), Beijing : Zhonghua shuju, 1991.

Nantong xianzhi 南通縣志 (Monographie du district de Nantong), Nanjing : Jiangsu renmin chubanshe, 1996.

Runie xianzhi 如臬縣志 (Monographie du district de Runie), Hongkong : Xianggang xinyazhou chubanshe, 1995.

Suzhou shizhi 蘇州市志 (Monographie de la ville de Suzhou), Nanjing : Jiangsu renmin chubanshe, 1995, 3 vol.

Yixing xianzhi 宜興縣志 (Monographie du district de Yixing), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 1990.

- **Shanghai**

ZHANG Yilei 張一雷 (dir.), *Putuo quzhi* 普陀區志 (Monographie du quartier de Putuo), Shanghai : Shanghai kexueyuan chubanshe, 1994.

- **Sichuan**

Sichuan shengzhi renwuzhi 四川省志人物志 (Monographie de la province du Sichuan, biographies), Chengdu : Sichuan renmin chubanshe, 2001, 2 vol.

- **Zhejiang**

Changxing xianzhi 長興縣志 (Monographie du district de Changxing), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 1992.

Deqing xianzhi 德清縣志 (Monographie du district de Deqing), Hangzhou : Zhejiang renmin chubanshe, 1992.

Fuyang xianzhi 富陽縣志 (Monographie du district de Fuyang), Hangzhou : Zhejiang renmin chubanshe, 1993.

Pinghu xianzhi 平湖縣志 (Monographie du district de Pinghu), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 1993.

Tongxiang xianzhi 桐鄉縣志 (Monographie du district de Tongxiang), Shanghai : Shanghai shudian chubanshe, 1996.

1.7. Films d'actualité

Note : Les quelques archives filmées citées dans cette thèse sont de courtes bandes d'actualité japonaises visibles sur Youtube. Elles ont, pour la plupart, été produites par la Nippon eigasha 日本映画社 (Société cinématographique du Japon), également connue sous son abréviation Nichiei 日映. Née de la fusion de plusieurs maisons de production par le gouvernement japonais en 1940, cette société devint la plus importante du pays et produisit un grand nombre de documentaires sur la guerre en Chine et dans le reste de l'Asie. Ces nouvelles filmées étaient mis au service de la propagande gouvernementale, en vertu des « lois sur les films » (*eigahō* 映画法) de 1939 (Normes 2003, p. 61 *sqq.*). Ces documents, dont je fais un usage essentiellement illustratif, offrent un aperçu sonore et en mouvement inestimable du gouvernement collaborateur de Nanjing. Ils viennent, en particulier, enrichir l'étude des cérémonies (défilés de masse, visites d'États, etc.). Ils donnent également à voir et à entendre Wang Jingwei dans plusieurs discours, qui permettent de mieux saisir le charisme de celui qui était considéré comme l'un des meilleurs orateurs de son temps. Décrite par ses contemporains comme capable d'émouvoir son auditoire instantanément, la voix de Wang fut gravée sur des disques qui se vendaient 2 yuans pièce (Ge Tao 2006). Si les nombreuses photographies à son sujet donnent déjà une idée de la gestuelle passionnée qu'il employait, le son permet, en outre, de mesurer à quel point Wang était d'abord Cantonais. Comme ses contemporains Jiang Jieshi (Zhejiang) et Mao Zedong (Hunan), il s'exprime avec un fort accent, rendant son chinois (mandarin) difficile à déchiffrer pour quiconque est habitué à la prononciation standardisée

qui s'est progressivement imposée en Chine, sous l'effet notamment de la télévision publique. On comprend ainsi mieux l'importance que purent jouer les dialectes dans la structuration du champ politique à l'époque républicaine. Ce fut notamment le cas dans le régime de Nanjing, où l'usage du cantonais renforça la cohésion du clan de Wang Jingwei.

« Ahen sensō hyaku shūnen han.ei kōa taikai 阿片戦争百周年反英興亜大会 (Grande réunion pour le centenaire de la Guerre de l'opium et l'essor de l'Asie orientale contre la Grande-Bretagne) », Nichiei, 1942.
<https://www.youtube.com/watch?v=oi3AVI_YYcs> (consulté le 15 décembre 2016).

« Ko Ō Seiei shi ansō 故汪精衛氏安葬 (Les funérailles de feu M. Wang Jingwei) », 1944.
<https://www.youtube.com/watch?v=yxsXo_06_S0> (consulté le 18 mai 2017).

« Nikka teikei kyōka e Ō shuseki raihō 日華提携強化へ汪主席来訪 (Visite du président Wang pour le renforcement de la coopération sino-japonaise) », Nichiei, 1942.
<<https://www.youtube.com/watch?v=C5ITIX692CU>> (consulté le 15 décembre 2016).

« Wahei chiku kara kyū hōhei massatsu 和平地区から旧法幣抹殺 (La suppression du vieux *fabi* dans la zone pacifiée) », Nichiei, 1942.
<<https://www.youtube.com/watch?v=f0Gsux-Tacs>> (consulté le 22 mai 2017).

2. Sources secondaires

2.1. Travaux en langues occidentales

ABÉLÈS, Marc, *Anthropologie de l'État*, [1990] Petite bibliothèque Payot, 2005.

ABRAMS, Philip, « Notes on the Difficulty of Studying the State (1977) », *Journal of Historical Sociology*, vol. 1, n° 1, 1988, p. 58-89.

AKASHI Yoji, « A Botched Peace Effort: The Miao Pin *Kōsaku*, 1944-1945 », in COOX, Alvin D. ; CONROY, Hillary (dir.), *China and Japan, op.cit.*, 1978, p. 267-288.

_____, YOSHIMURA Mako (dir.), *New Perspectives on the Japanese Occupation in Malaya and Singapore, 1941-1945*, Singapour : National University of Singapore Press, 2008.

_____, « Colonel Watanabe Wataru: The Architect of the Malayan Military Administration, December 1941-March 1943 », in Idem, YOSHIMURA (dir.), *New Perspectives on the Japanese Occupation in Malaya and Singapore, 1941-1945, op. cit.*, 2008, p. 33-64.

_____, « Japanese Research Activities in Occupied Malaya/Syonan, 1943-45 », in Idem, YOSHIMURA (dir.), *New Perspectives on the Japanese Occupation in Malaya and Singapore, 1941-1945, op. cit.*, 2008, p. 158-177.

ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, [1983] trad. par Pierre-Emmanuel Dauzat, La Découverte, 2002.

AUDIN, Judith, « Vie quotidienne et pouvoir dans trois quartiers de Pékin : Une microsociologie politique comparée des modes de gouvernement urbain au début du 21^e siècle », Thèse de doctorat : IEP de Paris, 2013.

BARNHART, Michael A., « Japanese Intelligence Before the Second World War: 'Best Case' Analysis », in MAY, Ernest R. (dir.), *Knowing One's Enemies: Intelligence Assessment Before the Two World Wars*, Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1984, p. 424-455.

BARRETT, David P., SHYU, Lawrence N. (dir.), *Chinese Collaboration with Japan, 1932-1945: The Limits of Accommodation*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 2001.

_____, *China in the Anti-Japanese War, 1937-1945: Politics, Culture, and Society*, New York : Peter Lang, 2001.

BARUCH, Marc Olivier, « Le rétablissement de la légalité républicaine », *Vingtième siècle : Revue d'histoire*, n°47, juill.-sept. 1995, p. 198-200.

_____, *Servir l'État français : l'administration en France de 1940 à 1944*, Fayard, 1997.

_____, « À propos de Vichy et de l'État de droit », *Bulletin du Centre de recherche français à Jérusalem*, n°6, printemps 2000, p. 53-68.

BASKETT, Michael, *The Attractive Empire: Transnational Film Culture in Imperial Japan*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2008.

BASTID-BRUGUIÈRE, Marianne, « Patterns of propaganda organization in the National-revolutionary Movement in China in the 1920s », in LEUTNER, Mechthild ; FELBER, Roland ; TITARENKO, Mikhail L. ; GRIGORIEV, Alexander M. (dir.), *The Chinese Revolution in the 1920s: Between Triumph and Disaster*, Londres : Routledge Curzon, 2002, p. 3-29.

_____, « Les relations entre l'Indochine de Decoux et le gouvernement de Wang Jingwei pendant la deuxième guerre mondiale », in CESARI, Laurent ; VARASCHIN, Denis (dir.), *Les relations franco-chinoises au vingtième siècle et leurs antécédents*, Arras : Artois Presses Université, 2003, p. 217-247.

_____, « France's Deluded Quest for Allies: Safeguarding Territorial Sovereignty and the Balance of Power in East Asia, 1931-1945 », in van de VEN *et al.* (dir.), *Negotiating China's Destiny in World War II*, *op. cit.*, 2015, p. 11-34.

BATTO, Patricia, « Government Online and Cross-Straits Relations », in MENGIN, Françoise (dir.), *Cyber China: Reshaping National Identities in the Age of Information*, New York : Palgrave Macmillan, 2004, p. 91-124.

BAYART, Jean-François, « L'historicité de l'État importé », *Les Cahiers du CERI*, n°15, 1996, p. 1-44.

BEASLEY, William G., *Japanese Imperialism, 1894-1945*, [1987] Oxford : Clarendon Press, 1991.

BENESCH, Oleg, *Inventing the Way of the Samurai: Nationalism, Internationalism, and Bushidō in Modern Japan*, Oxford : Oxford University Press, 2014.

BENSACQ-TIXIER, Nicole, *Dictionnaire biographique des diplomates et consuls en Chine, 1918-1953*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013.

_____, *La France en Chine de Sun Yat-sen à Mao Zedong 1918-1953*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014.

BERGÈRE, Marie-Claire, « L'Effet Sun Yat-sen : Quand Orient et Occident se tournent le dos », *Études chinoises*, vol. 11, n°1, 1992, p. 88-107.

_____, *Sun Yat-sen*, Fayard, 1994.

_____, « L'épuration à Shanghai (1945-1946) : l'Affaire Sarly et la fin de la concession française », *Vingtième siècle : Revue d'histoire*, n°53, jan.-mars 1997, p. 25-41.

_____, *Histoire de Shanghai*, Fayard, 2002.

BERMAN, Bruce ; LONSDALE, John, *Unhappy Valley: Conflict in Kenya and Africa*, Londres : James Currey, 1992, 2 vol.

BERSTEIN, Serge, « L'arrivée de De Gaulle à Paris », in Fondation Charles de Gaulle, *Le rétablissement de la légalité républicaine, 1944 - Actes du colloque, 6, 7, 8 octobre 1994*, Bruxelles : Éditions Complexe, 1996, p. 357-371.

BERTRAND, Romain, « Politiques du moment colonial : Historicités indigènes et rapports vernaculaires au politique en "situation coloniale" », CERI, *Questions de recherche*, n°26, oct. 2008.

BIAN, Morris L., « Building State Structure: Guomindang Institutional Rationalization during the Sino-Japanese War, 1937-1945 », *Modern China*, vol. 31, n° 1, janv. 2005, p. 35-71.

BIANCO, Lucien, *Les Origines de la révolution chinoise, 1915-1947*, [1967] Gallimard, 2007.

_____; CHEVRIER, Yves (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international : la Chine*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985. Désormais accessible en ligne : <<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>> (la pagination n'est pas indiquée pour les entrées consultées en ligne).

BILLINGSLEY, Phil, *Bandits in Republican China*, Stanford : Stanford University Press, 1988.

BIROLI, Bruno, *Ishiwara : l'homme qui déclancha la guerre*, Armand Colin, 2012.

BLAKENEY, Ben Bruce, « The Japanese High Command », *Military Affairs*, vol. 9, n°2, été 1945, p. 95-113.

BOORMAN, Howard L., HOWARD, Richard C. et CHENG, Joseph K. H., *Biographical Dictionary of Republican China*, New York : Columbia University Press, 1967.

BOURGON, Jérôme. « “Sauver la vie” : De la fraude judiciaire en Chine à la fin de l’empire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 133, juin 2000, p. 32-39.

BOYD, James, *Japanese-Mongolian Relations, 1873-1945: Faith, Race and Strategy*, Folkestone : Global Oriental, 2011.

BOYLE, John Hunter, « The Road to Sino-Japanese Collaboration: The Background to the Defection of Wang Ching-Wei », *Monumenta Nipponica*, vol. 25, n° 3/4, 1970, p. 267-301.

_____, *China and Japan at War, 1937-1945: The Politics of Collaboration*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1972.

BRAIBANTI, Ralph J. D., « The Role of Administration in the Occupation of Japan », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 267, janv. 1950, p. 154-163.

BROOK, Timothy, « Opium and Collaboration in Central China, 1938–1940 », Idem ; WAKABAYASHI, Bob T. (dir.), *Opium Regimes, op. cit.*, 2000, p. 323-343.

_____, « Collaborationist Nationalism in Occupied Wartime China » in Idem ; SCHMID, Andre (dir.), *Nation Work: Nationalism in Asia since 1850*, Ann Arbor : University of Michigan Press, 2000, p. 159-190.

_____, « The Creation of the Reformed Government in Central China, 1938 », in BARRETT, David P., SHYU, Lawrence N. (dir.), *Chinese Collaboration with Japan, op. cit.*, 2001, p. 79-101.

_____, *Collaboration: Japanese Agents and Local Elites in Wartime China*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2005.

_____, « Occupation State Building », in MACKINNON, Stephen *et al.* (dir.), *China at War, op. cit.*, 2007, p. 22-43.

_____, « Great States », *The Journal of Asian Studies*, vol. 75, n°4, nov. 2016, p. 957-972.

_____, WAKABAYASHI, Bob T. (dir.), *Opium Regimes: China, Britain, and Japan, 1839-1952*, Berkeley : University of California Press, 2000.

BROOKS, Barbara J., *Japan's Imperial Diplomacy: Consuls, Treaty Ports, and War in China, 1895-1938*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2000.

BUNKER, Gerald E., *The Peace Conspiracy: Wang Ching-wei and the China War, 1937-1941*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1972.

BURRIN, Philippe, « Vichy », in NORA, Pierre (dir.), *Les Lieux de mémoire, III. Les France, 1. Conflits et partages*, Gallimard, 1992, p. 320-345.

_____, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Seuil, 1995.

CAI Dejin, « Relations Between Chiang Kai-shek and Wang Ching-wei During the War Against Japan: An Examination of Some Problems », trad. par Lloyd Eastman, *Republican China*, vol. 14, n° 2, avril 1989, p. 3-20.

CALDWELL, Ernest, « Widening the Constitutional Gap in China and Taiwan: History, Reform, and the Transformation of the Control Yuan », *University of Illinois Law Review*, 2017, n°4, p. 101-128.

CATTON, Philip E., « Counter-Insurgency and Nation Building: The Strategic Hamlet Programme in South Vietnam, 1961-1963 », *The International History Review*, vol. 21, n°4, déc. 1999, p. 918-940.

CEUSTER, Koen de, « The Nation Exorcised: The Historiography of Collaboration in South Korea », *Korean Studies*, vol. 25, n°2, 2002, p. 207-242.

CHAN Yang, « Ruthless Manipulation of Benevolent Amnesia? The Role of the History of the Fifteen-year War in China's Diplomacy Towards Japan before the 1982 Textbook Incident », *Modern Asian Studies*, vol. 50, n°5, 2016, p. 1705-1747.

CHARON, Paul, « Le vote contre la démocratie : Construction de l'État et processus de politisation dans la Chine rurale post-maoïste », Thèse de doctorat : EHESS, 2012.

CHEN Ching-chih, « The Japanese Adaptation of the *Pao-Chia* system in Taiwan, 1895-1945 », *The Journal of Asian Studies*, vol. 34, n°2, février 1975, p. 391-416.

CHEN, Edward I-te, « Japanese Colonialism in Korea and Formosa: A Comparison of the Systems of Political Control », *Harvard Journal of Asiatic Studies*, vol. 30, 1970, p. 126-158.

CHEN, Janet Y., « Will the Real Refugee Please Stand Up?: War, Revolution, and the Politics of the Subei Refugee Crisis, 1940-1948 », *Twentieth-Century China*, vol. 38, n°2, mai 2013, p. 99-118.

CHEN Jian-Yue, « Chen Gongbo (1892-1946) and Chinese National Salvation », Ph.D. dissertation : University of Toledo, 1999.

_____, « American Studies of Wang Jingwei: Defining Nationalism », *World History Review*, vol. 2, n°1, 2004, p. 2-34.

CHEN Sihe, « Deux courants de la littérature du *haipai* », in CURRIEN, Annie (dir.), *Écrire au présent : Débats littéraires franco-chinois*, Fondation Maison des sciences de l'homme, 2004, p. 103-117.

CHEN Xiao, « Debating Constitutionalism and Democracy: The Constitutional Movement during Late Wartime China, 1943-1944 », in ESHERICK, Joseph W. ; COMBS, Matthew T. (dir.), *1943: China at the Crossroads*, Ithaca, NYC : Cornell University Press, 2015, p. 242-281.

CHEN Yung-fa, *Making Revolution: the Communist Movement in Eastern and Central China, 1937-1945*, Berkeley : University of California press, 1986.

CHENG, Anne, *Histoire de la pensée chinoise*, Points Seuil, 1997.

CHESNEAUX, Jean, « Le mouvement fédéraliste en Chine, 1920-1923 », *Revue Historique*, oct.-déc. 1966, p. 347-384.

CHEUNG, Andrew, « Slogans, Symbols, and Legitimacy: The Case of Wang Jingwei's Nanjing Regime », *Indiana East Asian Paper Series*, n°6, juillet 1995, p. 1-22.

CHEVALLIER, Jacques, *Science administrative*, Presses universitaires de France, 2013 (5^e éd. mise à jour).

CHEVRIER, Yves, « Le génie du confucianisme », *Le Monde.fr*, 14 mai 2010.

_____, « Subjectivation, activism, and their reshaping in contemporary China: a tentative historical framework », Papier préparé pour le colloque « The Making of Chinese Subjects », CERI (Sciences Po), 18-19 déc. 2014.

CH'I Hsi-sheng, *Nationalist China at War: Military Defeats and Political Collapse, 1937-45*, Ann Arbor : The University of Michigan Press, 1982.

CHIAO Yuan-Ming, « I was fighting for Japanese motherland: Lee », *The China Post*, 21 août 2015, <<http://www.chinapost.com.tw/taiwan/national/national-news/2015/08/21/443830/i-was.htm>> (consulté le 8 août 2017).

CHIU Ming Wah, « Resistance, Peace and War: The "Central China Daily News", the "South China Daily News" and the Wang Jingwei Clique during the Sino-Japanese War, 1937-1945 », M.A. thesis, University of

Hong Kong, 2008, <<http://hub.hku.hk/bitstream/10722/41341/6/FullText.pdf?accept=1>> (consulté le 6 juin 2012).

CHONG, Ja Ian, *External Intervention and the Politics of State Formation: China, Indonesia, and Thailand, 1893-1952*, Cambridge : Cambridge University Press, 2012.

CHOU Wan-yao, « The *Kōminka* Movement in Taiwan and Korea: Comparisons and Interpretations », in DUUS, Peter *et al.* (dir.), *The Japanese Wartime Empire, op. cit.*, 1996, p. 40-68.

CHOW Kai-wing ; DOAK, Kevin ; FU Poshek (dir.), *Constructing Nationhood in Modern East Asia*, Ann Harbor : University of Michigan Press, 2001.

CLINTON, Maggie, « Ends of the Universal: The League of Nations and Chinese Fascism on the Eve of World War II », *Modern Asian Studies*, vol. 48, n°6, nov. 2014, p. 1740-1768.

COBLE, Parks M., *Chinese Capitalists in Japan's New Order: The Occupied Lower Yangzi, 1937-1945*, Berkeley : University of California Press, 2003.

_____, « China's "New Remembering" of the Anti-Japanese War of Resistance, 1937-1945 », *The China Quarterly*, n° 190, juin 2007, p. 394-410.

COHEN, Paul A., « Remembering and Forgetting National Humiliation in Twentieth-Century China », *Twentieth-Century China*, vol. 27, n°2, avril 2002, p. 1-39.

_____, *China Unbound: Evolving Perspectives on the Chinese Past*, Londres : RoutledgeCurzon, 2003.

COLE, J. Michael, « The Chinese Civil War Continues », 11 sept. 2014, <<http://thinking-taiwan.com/the-chinese-civil-war-continues/>> (consulté le 25 juin 2015).

COOX, Alvin D., *Nomonhan: Japan Against Russia, 1939*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1985, 2 vol.

_____, « The Kwantung Army Dimension », in DUUS, Peter *et al.* (dir.), *The Japanese Informal Empire in China, op. cit.*, 1989, p. 395-428.

_____; CONROY, Hilary (dir.), *China and Japan: A Search for Balance Since World War I*, Santa Barbara, Calif. : ABC-Clio Books, 1978.

COUVREUR, Séraphin (trad.), *La Chronique de la principauté de Lou : Tch'ouen Ts'iou et Tso Tchouan*, [1914], Les Belles lettres, 1951, 3 vol.

CRAWFORD, James, « The Criteria of Statehood in International Law », *British Yearbook of International Law*, vol. 48, n°1, 1976, p. 93-182.

CROWLEY, James B., « A New Asian Order: Some Notes on Prewar Japanese Nationalism », in LARGE, Stephen S. (dir.), *Shōwa Japan: Political, Economic and Social History, 1926-1989, vol. 1 1926-1941*, Londres : Routledge, 1998, p. 186-207.

DARUVALA, Susan, *Zhou Zuoren and an Alternative Chinese Response to Modernity*, Cambridge, Mass. : Harvard University Asia Center, 2000.

DELISSEN, Alain, « *Asia Nostra* : l'empire asiatique du Japon », in PELLETIER, Philippe (dir.), *Identités territoriales en Asie orientale*, [Nouvelles Organisations Régionales en Asie Orientale, vol. 1], Les Indes savantes, 2004, p. 185-204.

DIRLIK, Arif, « T'ao Hsi-sheng: The Social Limits of Change », in FURTH, Charlotte (dir.), *The Limits of Change: Essays on Conservative Alternatives in Republican China*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1976, p. 305-331.

DOAK, Kevin, « Narrating China, Ordering East Asia: The Discourse of Nation and Ethnicity in Imperial Japan », in CHOW Kai-wing *et al.*, *Constructing Nationhood in Modern East Asia*, *op. cit.*, 2001, p. 85-113.

DOWER, John W., *Embracing Defeat: Japan in the Wake of World War II*, New York : W.W. Norton & Co / The New Press, 1999.

DREA, Edward J., *The 1942 Japanese General Election: Political Mobilization in Wartime Japan*, Lawrence : Center for East Asian Studies, University of Kansas, 1979.

_____, *In the Service of the Emperor: Essays on the Imperial Japanese Army*, Lincoln : University of Nebraska Press, 1998.

_____; BRADSHER, Greg ; HANYOK, Robert ; LIDE, James ; PETERSEN, Michael ; YANG Daqing, *Researching Japanese War Crimes Records : Introductory Essays*, Washington D.C. : National Archives and Records Administration for the Nazi War Crimes and Japanese Imperial Government Records Interagency Working Group, 2006.

_____; van de VEN, Hans, « An Overview of Major Military Campaigns during the Sino-Japanese War, 1937-1945 », in PEATTIE *et al.* (dir.), *The Battle for China*, *op. cit.*, 2010, p. 27-47.

DRYBURGH, Marjorie E., « Song Zheyuan, the Nanjing Government and the North China Question in Sino-Japanese Relations, 1935-1937 », Ph.D. dissertation : Durham University, 1993. <<http://etheses.dur.ac.uk/5777/>>

DUAN Ruicong, « Japanese Scholarship on the Sino-Japanese War: Principle Trends and Achievements, 2007–2012 », *Cross-Currents: East Asian History and Culture Review*, E-Journal n°10, mars 2014, p. 120-140, <<https://cross-currents.berkeley.edu/e-journal/issue-10/sino-japanese-war>>

DUARA, Prasenjit, *Culture, Power and the State: Rural North China, 1900-1942*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1988.

_____, *Rescuing History from the Nation: Questioning Narratives of Modern China*, Chicago : The University of Chicago Press, 1995.

_____, *Sovereignty and Authenticity: Manchukuo and the East Asian Modern*, Lanham : Rowman & Littlefield, 2003.

DUFOURMONT Eddy, « Des chemises vertes confucéennes ? Autour de l'agrarisme de Yasuoka Masahiro », in BERLINGUEZ-KŌNO, Noriko ; THOMANN, Bernard (dir.), *Japon pluriel 8 : La modernité japonaise en perspective*, Arles : Éd. Philippe Picquier, 2011, p. 377-385.

DUUS, Peter, *The Abacus and the Sword: The Japanese Penetration of Korea, 1895-1910*, Berkeley : University of California Press, 1995.

_____; MYERS, Ramon H. ; PEATTIE, Mark R. (dir.), *The Japanese Informal Empire in China, 1895-1937*, Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1989.

EARHART, David C., *Certain Victory: Images of World War II in the Japanese Media*, Armonk, New York : M.E. Sharpe, 2008.

EASTMAN, Lloyd, « Fascism in Kuomintang China: The Blue Shirts », *The China Quarterly*, n°49, janv.- mars 1972, p. 1-31.

_____, *The Abortive Revolution: China under Nationalist Rule, 1927-1937*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1974.

_____, *Seeds of Destruction: Nationalist China in War and Revolution, 1937-1949*, Stanford : Stanford University Press, 1984.

ESHERICK, Joseph W., « Prologue: China and the World in 1943 », in Idem ; COMBS, Matthew (dir.), *1943: China at the Crossroads*, Ithaca, NYC : Cornell University Press, 2015, p. 1-40.

_____ ; RANKIN, Mary B. (dir.), *Chinese Local Elites and Patterns of Dominance*, Berkeley : University of California Press, 1990.

ESMEIN, Jean, *1/2+ Un demi plus*, Fondation pour les études de la défense nationale, 1983.

ETŌ Shinkichi, « Japanese Maneuvers for Peace with China, 1937-1940 », in BARRETT, SHYU (dir.), *China in the Anti-Japanese War*, op. cit., 2001, p. 45-61.

EYKHOLT, Mark S., « Living the Limits of Occupation in Nanjing, China. 1937-1945 », Ph.D. dissertation : University of California, San Diego, 1998.

_____, « Resistance to Opium as a Social Evil in Wartime China », in BROOK, Timothy, WAKABAYASHI, Bob T. (dir.), *Opium Regimes*, op. cit., 2000, p. 359-379.

FERHAT, Samia, « Guerre de résistance en Chine et à Taïwan : diffluence et incarnations de la mémoire », in Idem ; MARCHAND, Sandrine (dir.), *Taïwan, île de mémoires*, Lyon : Tigre de papier, 2011, p. 147-188.

FERLANTI, Federica, « The New Life Movement in Jiangxi Province, 1934-1938 », *Modern Asian Studies*, vol. 44, n°5, 2010, p. 961-1000.

_____, « The New Life Movement at War: Wartime Mobilization and State Control in Chongqing and Chengdu, 1938-1942 », *European Journal of East Asian Studies*, vol. 11, 2012, p. 187-212.

FIELD, Andrew David, *Shanghai's Dancing World: Cabaret Culture and Urban Politics, 1919-1954*, Hong Kong : Chinese University press, 2010.

_____, « Mu Shiyong: An Appreciation of His Life, Times, and Works », in Idem (trad.), *Mu Shiyong: China's Lost Modernist*, Hongkong : Hongkong University Press, 2014.

FINNANE, Antonia, « The Origins of Prejudice: The Malintegration of Subei in Late Imperial China », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 35, n°2, avril 1993, p. 211-238.

FISHES, Wesley R., « A Japanese Peace Maneuver in 1944 », *The Far Eastern Quarterly*, vol. 8, n°4, août 1949, p. 386-397.

FITZGERALD, John, « The Province in History », in Idem (dir.), *Rethinking China's Provinces*, Londres : Routledge, 2002, p. 11-39.

FLATEAU, Cosima, « Les sorties de guerre : une introduction », *Les Cahiers Sirice*, 2016/3, n° 17, p. 5-14.

FOGEL, Joshua A., *The Literature of Travel in the Japanese Rediscovery of China, 1862-1945*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 1996.

FOUCAULT, Michel, *Surveiller et punir : naissance de la prison*, Gallimard, 1975.

FOURAKER, Laurence, « Saitō Takao and Parliamentary Politics in 1930s Japan », *Sino-Japanese Studies*, vol. 12, n°2, 2000, p. 3-28.

FU Poshek, *Passivity, Resistance, and Collaboration: Intellectual Choices in Occupied Shanghai, 1937-1945*, Stanford : Stanford University Press, 1993.

FUNG, Edmund S. K., « The Alternative of Loyal Opposition: The Chinese Youth Party and Chinese Democracy, 1937-1949 », *Modern China*, vol. 17, n°2, avril 1991, p. 260-289.

_____, *In Search of Chinese Democracy: Civil Opposition in Nationalist China, 1929-1949*, Cambridge : Cambridge University Press, 2000.

_____, *The Intellectual Foundations of Chinese Modernity: Cultural and Political Thought in the Republican Era*, Cambridge : Cambridge University Press, 2010.

GABBIANI, Luca, « 'The Redemption of the Rascals': The Xinzheng Reforms and the Transformation of the Status of Lower-Level Central Administration Personnel », *Modern Asian Studies*, vol. 37, n° 4, oct. 2003, p. 799-829.

GAYON, Vincent, « Écrire, prescrire, proscrire : Notes pour une sociogénétique de l'écrit bureaucratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2016/3, n° 213, p. 84-103.

Generals.dk [Biographical encyclopedia of the generals of World War Two], <<http://www.generals.dk/>>

GILLIN, Donald G. ; ETTER, Charles, « Staying On: Japanese Soldiers and Civilians in China, 1945-1949 », *The Journal of Asian Studies*, vol. 42, n°3, mai 1983, p. 497-518.

GLUCK, Carol ; MITTER, Rana ; ARMSTRONG, Charles K., « The Seventieth Anniversary of World War II's End in Asia: Three Perspectives », *The Journal of Asian Studies*, juin 2015, p. 1-7.

Grand dictionnaire Ricci de la langue chinoise, Desclée de Brouwer, 2001, 7 vol. Consulté en ligne sur *BrillOnline Chinese Reference Library*.

GREGOR, James A., « Confucianism and the Political Thought of Sun Yat-Sen », *Philosophy East and West*, vol. 31, n° 1, janv. 1981, p. 55-70.

GRELET, Stany ; MANGEOT, Philippe, « Le siècle mineur : entretien avec Arlette Farge », *Vacarme*, n°15, 2 avril 2001, <<http://www.vacarme.org/article156.html>> (consulté le 14 nov. 2014).

GUEx, Samuel, *Entre nonchalance et désespoir : les intellectuels japonais sinologues face à la guerre (1930-1950)*, Berne : Peter Lang, 2003.

_____, « Les "Spécialistes de la Chine" et l'armée impériale : le cas de Sasaki Tōichi », *Ebisu*, n°35, printemps-été 2006, p. 139-155.

GUO Qinghua, « Changchun: Unfinished Capital Planning of Manzhouguo, 1932-42 », *Urban History*, vol. 31, n°1 01, mai 2004, p 100-117.

HAN, Eric, « A True Sino-Japanese Amity? Collaborationism and the Yokohama Chinese (1937-1945) », *The Journal of Asian Studies*, vol. 72, n°3, août 2013, p. 587-609

HAN Suk-Jung, « Puppet Sovereignty: The State Effect of Manchukuo, from 1932 to 1936 », Ph.D. dissertation : University of Chicago, 1995.

_____, « The Problem of Sovereignty: Manchukuo, 1932-1937 », *Positions: East Asia Cultures Critique*, vol. 12, n° 2, automne 2004, p. 457-478.

HARA Takeshi, « The Ichigō Offensive », in PEATTIE *et al.* (dir.), *The Battle for China*, *op. cit.*, p. 392-402

HARRIS, Lane J., « Defining the Nationalist Party Center: The Text and Context of Gan Naiguang's *Outline of Sun Wenism* », *Southeast Review of Asian Studies*, vol. 34, 2012, p. 87-113.

HARRISON, Henrietta, *The Making of the Republican Citizen: Political Ceremonies and Symbols in China, 1911-1929*, Oxford : Oxford University Press, 2000.

_____, *China (Inventing the Nation)*, Londres : Arnold, 2001.

HASSE, Martine (trad.), *La Grande étude : avec le commentaire traditionnel de Tchou Hi*, Éd. du Cerf, 1984.

HAYASHI Hirofumi, « Massacre of Chinese in Singapore and Its Coverage in Postwar Japan », in AKASHI, YOSHIMURA (dir.), *New Perspectives on the Japanese Occupation in Malaya and Singapore, 1941-1945*, *op. cit.*, 2008, p. 234-249.

HENRIOT, Christian, *Shanghai 1927-1937 : élites locales et modernisation dans la Chine nationaliste*, Éd. de l'EHESS, 1991.

_____, « Rice, Power and People: The Politics of Food Supply in Wartime Shanghai (1937-1945) », *Twentieth-Century China*, vol. 26, n° 1, 2000, p. 41-84.

_____, « Scythe and Sojourning in Wartime Shanghai », *Karunungan - A Journal of Philosophy*, vol. 27, sept. 2007, p. 117-148.

_____; YEH Wen-hsin (dir.), *In the Shadow of the Rising Sun: Shanghai under Japanese Occupation*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004.

HINTON, William H., *Fanshen : La révolution communiste dans un village chinois*, [1966] trad. par J-R. Major, Plon, 1971.

HOLOCH, Donald, « A Novel of Setting: *The Bureaucrats* », in DOLEŽELOVÀ-VELINGEROVÁ, Milena (dir.), *The Chinese Novel at the Turn of the Century*, Toronto : University of Toronto Press, 1980, p. 76-115.

HOTTA Eri, *Pan-Asianism and Japan's War 1931-1945*, New York : Palgrave Macmillan, 2007.

HUANG Meizhen, YANG Hanqing, « Nationalist China's Negotiating Position during the Stalemate, 1938-1945 », in BARRETT, David P., SHYU, Lawrence N. (dir.), *Chinese Collaboration with Japan, op. cit.*, 2001, p. 56-76.

HUANG, Nicole, « Fashioning Public Intellectuals: Women's Print Culture in Occupied Shanghai (1941-1945) », in HENRIOT, YEH, *In the Shadow of the Rising Sun, op. cit.*, 2004, p. 325-345.

HUCKER, Charles O., *A Dictionary of Official Titles in Imperial China*, Taipei : Southern Materials Center Inc., 1985.

HURLEY, Stephen J., « Shame of a Nation: The Evolution of Hanjian since the Late Qing », BA dissertation : William & Mary, 2012, <<http://publish.wm.edu/honorstheses/504/>> (consulté le 15 mai 2017).

HWANG Dongyoun, *Some Reflections on Wartime Collaboration in China: Wang Jingwei and his Group in Hanoi*, Durham, N.C. : Asian/Pacific Studies Institute, Duke University, 1998.

_____, « Wang Jingwei, the Nanjing Government and the Problem of Collaboration », Ph.D. dissertation : Duke University, 1999.

_____, « Wartime Collaboration in Question: An Examination of the Postwar Trials of the Chinese Collaborators », *Inter-Asia Cultural Studies*, vol. 6, n° 1, mars 2005, p. 75-97.

IRIYE Akira (dir.), *The Chinese and the Japanese: Essays in Political and Cultural Interactions*, Princeton, NJ. : Princeton University Press, 1980.

_____, « Toward a New Cultural Order: the Hsin-min Hui », in Idem (dir.), *The Chinese and the Japanese, op. cit.*, 1980, p. 254-274.

JANSEN, Marius, *The Japanese and Sun Yat-sen*, [1954] Stanford, Cal. : Stanford University Press, 1970.

JEANS, Roger B., « Third-Party Collaborators in Wartime China: The Case of the Chinese National Socialist Party », in BARRETT, SHYU (dir.), *China in the Anti-Japanese War, op. cit.*, 2001, p. 113-133.

JESSOP, Bob, « Bringing the State Back In (Yet Again): Reviews, Revisions, Rejections, and Redirections », *International Review of Sociology*, vol. 11, n° 2, 2001, p. 149-173.

JIANG Jie, « La criminalité à Shanghai pendant la guerre sino-japonaise, 1937-1942 », Thèse de doctorat : ENS Lyon, 2014.

JOHNSON, Chalmers, *An Instance of Treason: Ozaki Hotsumi and the Sorge Spy Ring*, Stanford, Cal. : Stanford University Press, 1964.

_____, *MITI and the Japanese Miracle: the Growth of Industrial Policy, 1925-1975*, Stanford, Cal. : Stanford University Press, 1982.

JOHNSTONE, William C., « Japan's "New" China Policy », *Far Eastern Survey*, vol. 12, n°19, 22 sept. 1943, p. 185-191.

JONES, Francis Clifford, *Japan's New Order in East Asia: Its Rise and Fall, 1937-45*, Londres : Oxford University Press, 1954.

JOURDA, Emmanuel, « Les usages postrévolutionnaires d'un canon orthodoxe : le Front Uni et l'invention politique de l'après-révolution en Chine (1978-2008) », Thèse de doctorat : EHESS, 2012.

KAHN, Winston B., « Doihara Kenji and the North China Autonomy Movement 1935-1936 », in COOX, Alvin D. ; CONROY, Hillary (dir.), *China and Japan, op.cit.*, 1978, p. 177-207.

KALYVAS, Stathis N., « Collaboration in Comparative Perspective », *European Review of History*, vol. 15, n° 2, 2008, p. 109-111.

KASZA, Gregory J., *The State and the Mass Media in Japan, 1918-1945*, Berkeley : University of California Press, 1988.

_____, *The Conscripted Society: Administered Mass Organizations*, New Haven, Conn. : Yale University Press, 1995.

KATO Naoko, « Through the Kaleidoscope: Uchiyama Bookstore and Sino-Japanese Visionaries in War and Peace », Ph.D. dissertation : The University of Texas at Austin, 2013.

KAWASHIMA Shin, « Reassessing the Wang Jingwei Puppet Regime's Value to Japan: The Case of Overseas Chinese Remittance to Occupied South China », papier présenté à la conférence annuelle de l'Association for Asian Studies, Toronto, 19 mars 2017.

KERLAN, Anne, « Filmer pour la Nation : le cinéma d'actualité et la constitution d'une mémoire visuelle en Chine, 1911-1941 », *Études chinoises*, vol. 31-2, 2012, p. 115-151.

KINMONTH, Earl H., « The Mouse That Roared: Saitō Takao, Conservative Critic of Japan's "Holy War" in China », *Journal of Japanese Studies*, vol. 25, n° 2, été 1999, p. 331-360.

KIRBY, William C., *Germany and Republican China*, Stanford, Cal. : Stanford University Press, 1984.

_____, « Engineering China: Birth of the Developmental State, 1928-1937 », in YE Wen-hsin (dir.), *Becoming Chinese, op. cit.*, 2000, p. 137-160

KITAOKA Shin'ichi, « Army's China Specialists », in DUUS, Peter *et al.* (dir.), *The Japanese Informal Empire in China, op. cit.*, 1989, p. 330-368.

KOBAYASHI Motohiro, « An Opium Tug-of-War: Japan versus the Wang Jingwei Regime » in Brook, Wakabayashi (dir.), in BROOK, Timothy, WAKABAYASHI, Bob T. (dir.), *Opium Regimes, op. cit.*, 2000, p. 344-359.

KONG Xurong, « Military Uniform as a Fashion during the Cultural Revolution », *Intercultural Communication Studies*, vol. 17, n°2, 2008, p. 287-303.

KOSHIRO Yukiko, *Imperial Eclipse: Japan's Strategic Thinking about Continental Asia before August 1945*, Ithaca : Cornell University Press, 2013.

KUBO Toru, « The Koa-in », in MACKINNON, Stephen R. *et al.* (dir.), *China at War, op. cit.*, 2007, p. 44-64.

KUHN, Philip, *Rebellion and its Enemies in Late Imperial China: Militarization and Social Structure, 1796-1864*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1970.

_____, « Local Self-Government under the Republic: Problems of Control, Autonomy, and Mobilization », in WAKEMAN, Frederic Jr. ; GRANT, Carolyn (dir.), *Conflict and Control in Late Imperial China*, Berkeley : University of California press, 1975, p. 257-298.

KURTULUS, Ersun N., *State Sovereignty: Concept, Phenomenon and Ramifications*, New York : Palgrave Macmillan, 2005.

KUSHNER, Barak, *The Thought War: Japanese Imperial Propaganda*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2006.

_____, *Men to Devils, Devils to Men: Japanese War Crimes and Chinese Justice*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2015.

_____; MUMINOV, Sherzod (dir.), *The Dismantling of Japan's Empire in East Asia: Deimperialization, Postwar Legitimation and Imperial Afterlife*, Londres : Routledge, 2017.

KUZNETSOV, Sergei I. ; KARASOV, Sergei V., « The Last Emperor of China: Internment in the Soviet Union », *The Journal of Slavic Military Studies*, vol. 18, n°2, 2005, p. 207-226.

LABORIE, Pierre, « De l'opinion publique à l'imaginaire social », *Vingtième siècle : Revue d'histoire*, n°18, avril-juin 1988, p. 101-117.

LARY, Diana, « Drowned Earth: The Strategic Breaching of the Yellow River Dyke, 1938 », *War in History*, vol. 8, n° 2, 2001, p. 191-207.

_____, *The Chinese People at War: Human Suffering and Social Transformation, 1937-1945*, Cambridge : Cambridge University Press, 2010.

LE BIHAN, Jean, *Au service de l'État : Les fonctionnaires intermédiaires au XXe siècle*, Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2008, <<http://books.openedition.org/pur/4155>>

LENOIR, Rémi, « L'État selon Pierre Bourdieu », *Sociétés contemporaines*, 2012/3, n° 87, p. 123-154.

LEVENSON, Joseph R., *Confucian China and its Modern Fate: vol. II, The Problem of Monarchical Decay*, [1964] Berkeley : University of California Press, 1968.

LÉVY, André (trad.), *Mencius*, Payot & Rivages, 2008.

LI, Lincoln, *The Japanese Army in North-China 1937-1941: Problems of Political and Economic Control*, Tokyo : Oxford University Press, 1975.

_____, *The China Factor in Modern Japanese Thought: The Case of Tachibana Shiraki, 1881-1945*, New York : State University of New York Press, 1996.

LI Shian, « The Extraterritoriality Negotiations of 1943 and the New Territories », *Modern Asian Studies*, vol. 30, n°3, juill. 1996, p. 617-650.

LI Tingjiang, « The Role of the Japanese Advisor in Early Republican China: A Consideration of Ariga Nagao », *Twentieth-Century China*, vol. 23, n°2, avril 1998, p. 71-106.

LI Yaqin, « "Bandit Suppression" in Manchukuo (1932-45) », Ph.D. dissertation : Princeton University, 2012.

LI Zaiquan, « The development of party rule in the judiciary: personnel changes and political transformation of the Nanjing government's judicial center, 1927-1937 », *Journal of Modern Chinese History*, vol. 8, n°1, 2014, p. 105-122.

LIN Han-sheng, « Wang Ching-wei and the Japanese Peace Efforts », Ph.D. dissertation : University of Pennsylvania, 1967.

_____, « Chou Fo-hai: The Diplomacy of Survival », in BURNS, Richard D. ; BENETT, Edward M. (dir.), *Diplomats in Crisis: U.S.-Chinese-Japanese Relations, 1919-1941*, Santa Barbara : ABC-Clio, 1974, p. 171-193.

LINCOLN, Toby, « From Riots to Relief: Rice, Local Government and Charities in Occupied Central China », in CWIERTKA, Katarzyna J. (dir.), *Food and War in Mid-Twentieth-Century East Asia*, Farnham : Ashgate, 2013, p. 11-28.

_____, *Urbanizing China in War and Peace: The Case of Wuxi County*, Honolulu : University of Hawaii Press, 2015.

LINGEN, Kerstin von (dir.), *War Crimes Trials in the Wake of Decolonization and Cold War in Asia, 1945-1956: Justice in Time of Turmoil*, New York : Palgrave Macmillan, 2016.

LINHARDT, Dominique, « Avant-propos : épreuves d'État », *Quaderni*, vol. 78, printemps 2012, p. 5-22.

LIU Wennan, « Redefining the Moral and Legal Roles of the State in Everyday Life: The New Life Movement in China in the Mid-1930s », *Cross-Currents: East Asian History and Culture Review*, vol. 2, n° 2, nov. 2013, p. 335-365.

LO Jiu-jung, « Trials of the Taiwanese as Hanjian or War Criminals and the Postwar Search for Taiwanese Identity », in CHOW Kai-wing *et al.*, *Constructing Nationhood in Modern East Asia*, *op. cit.*, 2001, p. 279-315.

LOUZON, Victor, « L'Incident du 28 février 1947, dernière bataille de la guerre sino-japonaise ? Legs colonial, sortie de guerre et violence politique à Taiwan », Thèse de doctorat : Institut d'études politiques de Paris, 2016.

LU, David, *Agony of Choice: Matsuoka Yōsuke and the Rise and Fall of the Japanese Empire*, Lanham : Lexington Books, 2003.

LU Minghui, « The Inner Mongolian "United Autonomous Government" », in MACKINNON, Stephen *et al.* (dir.), *China at War*, *op. cit.*, 2007, p. 148-171.

LUCKEN, Michael, « Histoire et prophétie : l'après-guerre vu depuis les années 1930 », in TSCHUDIN, Jean-Jacques ; HAMON, Claude (éd.), *La Société japonaise devant la montée du militarisme : Culture populaire et contrôle social dans les années 1930*, Arles : Éd. Philippe Picquier, 2007, p. 211-231.

_____, *Les Japonais et la guerre, 1937-1952*, Fayard, 2013.

LUDDEN, David (dir.), *Reading Subaltern Studies: Critical History, Contested Meaning, and the Globalisation of South Asia*, Londres : Wimbledon Publishing Company, 2002.

LUO Liang, *The Avant-Garde and the Popular in Modern China: Tian Han and the Intersection of Performance and Politics*, Ann Harbor : University of Michigan, 2014.

MA Jun, « Liang Qichao et la trajectoire politique moderne de la Chine : les aléas de l'institutionnalisation républicaine, 1912-1917 », Thèse de doctorat : EHESS, 2013.

MACKINNON, Stephen R., *Wuhan 1938: War, Refugees, and the Making of Modern China*, Berkeley : University of California Press, 2008.

_____; LARY, Diana ; VOGEL, Ezra F. (dir.), *China at War: Regions of China, 1937-1945*, Stanford : Stanford University Press, 2007.

MADAJCZYK, Czesław, « Die Besatzungssysteme der Achsenmächte : Versuch einer komparatistischen Analyse (Les systèmes d'occupation des puissances de l'Axe : Essai d'analyse comparée) », *Studia Historiae Oeconomicae*, vol. 14, 1979, p. 105-122.

MANUEL, Ryan, « Using Party Rules to Analyse China's Political System », Conférence à l'EHESS, 29 mai 2017.

MARSH, Susan H., « Chou Fo-hai: The Making of a Collaborator », in IRIYE Akira (dir.), *The Chinese and the Japanese, op. cit.*, 1980, p. 304-327.

MARTIN, Brian G., *The Shanghai Green Gang: Politics and Organized Crime, 1919-1937*, Berkeley : University of California Press, 1996.

_____, « Shield of Collaboration: The Wang Jingwei Regime's Security Service, 1939-1945 », *Intelligence and National Security*, vol. 16, n°4, hiver 2001, p. 89-148.

_____, « In my Heart I Opposed Opium : Opium and the Politics of the Wang Jingwei Government 1940-45 », *European Journal of East Asian Studies*, vol. 2, n°2, 2003, p. 365-410.

_____, « Collaboration within Collaboration: Zhou Fohai's Relations with the Chongqing Government, 1942-1945 », *Twentieth-Century China*, vol. 34, n°2, avril 2008, p. 55-88.

_____, « The Dilemmas of a Civilian Politician in Time of War: Zhou Fohai and the First Stage of the Sino-Japanese War, July-December 1937 », *Twentieth-Century China*, vol. 39, n° 2, mai 2014a, p. 144-165.

_____, « Leaving Chongqing: Zhou Fohai and the Origins of the "Peace Movement" 1938 », Papier présenté à la conférence « Modern China in Global Contexts », Institut d'histoire moderne, Academia sinica, Taipei, 11-13 août 2014b.

_____, « Patriotic Collaboration?: Zhou Fohai and the Wang Jingwei Government during the Second Sino-Japanese War », in CAPRIO, Mark E. ; DE MATOS, Christine (dir.), *Japan as the Occupier and the Occupied*, New York : Palgrave Macmillan, 2015, p. 152-171.

_____, « "My Life has been Worthwhile!" Zhou Fohai and the Creation of the "Peace Government", 1939-1940 », Papier présenté à la Historians of Twentieth Century China and the Chinese Academy of Social Sciences Joint Conference: « Modern China in World Affairs: Interaction and Mutual Influence », Beijing, 20-21 août 2016.

MATSUNUMA Miho, « Historiographie japonaise de la guerre de 1931 à 1945 : état des recherches jusqu'à nos jours », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2013/1, n° 249, p. 33-48.

MEIERTÖNS, Heiko, *The Doctrines of US Security Policy: An Evaluation under International Law*, Cambridge : Cambridge University Press, 2010.

MERCADO, Stephen C., *The Shadow Warriors of Nakano: A History of the Imperial Japanese Army's Elite Intelligence School*, Washington D.C. : Potomac Books, 2002.

MERKEL-HESS, Kate, *The Rural Modern: Reconstructing the Self and State in Republican China*, Chicago : The University of Chicago Press, 2015.

MICHAEL, Franz, « The Significance of Puppet Governments », *Pacific Affairs*, vol. 12, n° 4, déc. 1939, p. 400-412.

MICHELIN, Franck, « L'Indochine française et l'expansion vers le sud du Japon à l'orée de la Guerre du Pacifique : Politique étrangère et processus de décision, 29 juin 1940 - 8 décembre 1941 », Thèse de doctorat : Université Paris-Sorbonne, 2014.

MIMURA, Janis, *Planning for Empire: Reform Bureaucrats and the Japanese Wartime State*, Ithaca, N.Y. : Cornell University Press, 2011.

MITTER, Rana, *The Manchurian Myth: Nationalism, Resistance, and Collaboration in Modern China*, Berkeley : University of California Press, 2000.

_____, « Old Ghosts, New Memories: China's Changing War History in the Era of Post-Mao Politics », *Journal of Contemporary History*, vol. 38, n° 1, janv. 2003, p. 117-131.

_____, *China's War with Japan, 1937-1945: The Struggle for Survival*, Londres : Allen Lane, 2013.

_____, « Imperialism, Transnationalism and the Reconstruction of Postwar China: UNRRA in China, 1944-7 », *Past and Present*, 2013, supplément 8, p. 51-69.

_____, « Nationalism, Decolonization, Geopolitics and the Asian Postwar », in GEYER, Michael ; TOOZE, Adam (dir.), *The Cambridge History of the Second World War, Vol. III*, Cambridge : Cambridge University Press, 2015, p. 599-621.

MIWA Kimitada, « Japanese Policies and Concepts for a Regional Order in Asia, 1938-1940 », in WHITE, James W., UMEGAKI Michio, HAVENS, Thomas R. H. (dir.), *The Ambivalence of Nationalism: Modern Japan between East and West*, Lanham : University Press of America, 1990, p. 133-156.

MOORE, Ray A., « The Occupation of Japan from British and Japanese Perspectives », *The Journal of Japanese Studies*, vol. 10, n°1, hiver 1984, p. 240-255.

MORRIS, Andrew D., *Marrow of the Nation: A History of Sport and Physical Culture in Republican China*, Berkeley : University of California Press, 2004.

MULLANEY, Thomas, « Semiotic Sovereignty: The 1871 Chinese Telegraph Code in Historical Perspective », in TSU Jing ; ELMAN, Benjamin A. (dir.), *Science and Technology in Modern China, 1880s-1940s*, Leiden : Brill, 2014, p. 153-183.

MUSGROVE, Charles D., « Cheering the Traitor: The Post-war Trial of Chen Bijun, April 1946 », *Twentieth-Century China*, vol. 30, n°2, 2005, p. 3-27.

_____, *China's Contested Capital: Architecture, Ritual, and Response in Nanjing*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2013.

NANTA, Arnaud, « Pour réintégrer le Japon au sein de l'histoire mondiale », *Cipango*, n°15, 2008, p. 35-64.

NG, Michael H.K., *Legal Transplantation in Early Twentieth-Century China: Practicing Law in Republican Beijing (1910s-1930s)*, Londres : Routledge, 2014.

NORNES, Abé Mark, *Japanese Documentary Film: the Meiji Era through Hiroshima*, Minneapolis : University of Minnesota Press, 2003.

PAULÈS, Xavier, *Histoire d'une drogue en sursis : l'opium à Canton, 1906-1936*, éd. de l'EHESS, 2010.

_____, *L'Opium : une passion chinoise (1750-1950)*, Payot, 2011.

_____, « Yuan Shikai », communication dans le séminaire « La Chine républicaine (1912-1949) : nouvelles approches historiques », EHESS, 6 déc. 2016.

_____, « The Afterlife of Sun Yat-sen during the Republic (1925-1949) », in BAUMLER, Alan (dir.), *Routledge Handbook of Revolutionary Chinese History*, Londres : Routledge, à paraître.

PAXTON, Robert O., *La France de Vichy, 1940-1944*, trad. par Claude Bertrand, Seuil, 1973.

PEATTIE, Mark R. *Ishiwara Kanji and Japan's Confrontation with the West*, Princeton N.J. : Princeton University Press, 1975.

_____, DREA, Edward ; VAN DE VEN, Hans (dir.), *The Battle for China: Essays on the Military History of the Sino-Japanese War of 1937-1945*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 2010.

PEDROLETTI, Brice, « La Chine exige un respect total pour son hymne national », *Le Monde*, 3 sept. 2017, p. 4.

- PELLETIER, Philippe, *L'Extrême-Orient : l'invention d'une histoire et d'une géographie*, Gallimard, 2011.
- PEPPER, Suzanne, *Civil War in China: The Political Struggle 1945-1949*, Lanham : Rowman & Littlefield, 1999.
- PIERSON, John D., *Tokutomi Sohō 1863-1957: A Journalist for Modern Japan*, Princeton, N.J. : Princeton University Press, 1980.
- PRELOT, Marcel, « La révision et les actes constitutionnels : la figure politique et juridique du chef de l'État français », in Fondation nationale des sciences politiques, *Le gouvernement de Vichy 1940-1942 : institutions et politiques*, Armand Colin, 1972, p. 23-36.
- QIU Peipei, avec SU Zhiliang et CHEN Lifei, *Chinese Comfort Women: Testimonies from Imperial Japan's Sex Slaves*, Hongkong : Hong Kong University Press, 2013.
- RABUT, Isabelle ; PINO, Angel (trad.), *Le fox-trot de Shanghai et autres nouvelles chinoises*, Albin Michel, 1996.
- REYNOLDS, Douglas R., « Training Young China Hands: Tōa Dōbun Shoin and Its Precursors, 1886-1945 », in DUUS, Peter et al. (dir.), *The Japanese Informal Empire in China, op. cit.*, 1989, p. 210-271.
- RICKETT, W. Allyn, « Voluntary Surrender and Confession in Chinese Law: The Problem of Continuity », *The Journal of Asian Studies*, vol. 30, n°4, août 1971, p. 797-814.
- RINGOOT, Roselyne, « Questionner le discours avec Michel Foucault : actualisations théoriques et actualité éditoriale », *Mots. Les langages du politique*, vol. 94, 2010, p. 199-207.
- RISTAINO, Marcia R., *The Jacquinet Safe Zone: Wartime Refugees in Shanghai*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 2008.
- ROBERTS, Adam, « What Is a Military Occupation? », *British Yearbook of International Law*, vol. 55, n°1, 1984, p. 249-305.
- ROBINSON, Ronald, « Non-European Foundations of European Imperialism: Sketch for a Theory of Collaboration », in OWEN, Roger ; SUTCLIFFE, Robert (dir.), *Studies in the Theory of Imperialism*, Londres : Longman, 1972, p. 117-142.
- RODAO, Florentino, « España y el gobierno chino de Wang Jingwei (L'Espagne et le gouvernement chinois de Wang Jingwei) », *Encuentros en Cathay*, vol. 11, 1997, p. 117-145.
- ROSANVALLON, Pierre, *L'État en France de 1789 à nos jours*, Seuil, 1990.
- ROTTMANN, Allison, « Crossing Enemy Lines: Shanghai and the Central China Base », in HENRIOT, YEH, *In the Shadow of the Rising Sun, op. cit.*, 2004, p. 90-115.
- ROUSSO, Henry, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, [1987] Seuil, 1990.
- ROUX, Alain, *Grèves et politique à Shanghai : les désillusions, 1927-1932*, éd. de l'EHESS, 1995.
- _____, « From Revenge to Treason: Political Ambivalence among Wang Jingwei's Labor Union Supporters », in HENRIOT, YEH, *In the Shadow of the Rising Sun, op. cit.*, 2004, p. 209-228.
- _____, *Le Singe et le Tigre : Mao, un destin chinois*, Larousse, 2009.
- _____, *Chiang Kai-shek : le grand rival de Mao*, Payot, 2016.
- ROWE, William T., « The Qingbang and Collaboration under the Japanese, 1939-1945: Materials in the Wuhan Municipal Archives », *Modern China*, vol. 8, n° 4, oct. 1982, p. 491-499.

RUIZ, Émilien, « Trop de fonctionnaires ? Contribution à une histoire de l'État par ses effectifs (France, 1850-1950) », Thèse de doctorat : EHESS, 2013. <<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00863780>>

RUOFF, Kenneth J., *Imperial Japan at Its Zenith: The Wartime Celebration of the Empire's 2,600th Anniversary*, Ithaca : Cornell University Press, 2010.

RYCKMANS, Pierre (trad.), *Les Entretiens de Confucius*, Gallimard, 1987.

SAALER, Sven, « The Kokuryūkai (Black Dragon Society) and the Rise of Nationalism, Pan-Asianism, and Militarism in Japan, 1901–1925 », *International Journal of Asian Studies*, vol. 11, n°2, juill. 2014, p. 125-160.

SABATTINI, Elisa, « “People as Root” (*min ben*) Rhetoric in the New Writings by Jia Yi (200-168) », *Extrême-Orient Extrême-Occident*, vol. 34, 2012, p. 167-193.

SABBAN, Françoise, « La diète parfaite d'un lettré retiré sous les Song du Sud », *Études chinoises*, vol. 16-1, 1997, p.7-57.

SAMARINI, Guido, « The Evolution of Fascist Italian Diplomacy During the Sino-Japanese War, 1937-1943 », in BARRETT, SHYU (dir.), *China in the Anti-Japanese War, op. cit.*, 2001, p. 65-87.

SATO Shigeru, « Japanese Occupation, Resistance, and Collaboration in Asia », in LEE, Loyd E. (dir.), *World War II in Asia and the Pacific and the War's Aftermath, with General Themes: A Handbook of Literature and Research*, Wesport, Conn. : Greenwood Press, 1998, p. 121-137.

SCHOPPA, R. Keith, *In a Sea of Bitterness: Refugees during the Sino-Japanese War*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2011.

SCOTT, David, *China and the International System, 1840-1949: Power, Presence, and Perceptions in a Century of Humiliation*, Albany : State University of New York Press, 2008.

SCOTT, James C., *Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts*, New Haven, Conn. : Yale University Press, 1990.

SERFASS, David, « Le Guomindang en 1938 : retour sur la crise d'un parti politique », Mémoire de master : EHESS, 2009.

_____, « *Hanjian* 漢奸 : définir la Chine à travers ses traîtres », *SinoPolis*, juillet 2010. <<https://www.academia.edu/10887878>>

_____, « Résister ou négocier face au Japon : La genèse du gouvernement de collaboration de Nankin (janvier 1938-avril 1939) », *Vingtième siècle : Revue d'histoire*, 2015, n°1, p. 121-132.

_____, « Occupation japonaise et collaboration chinoise : tendances historiographiques récentes », *Revue historique*, vol. n° 680, oct. 2016, p. 941-966.

_____, « L'occupation japonaise comme objet pour l'histoire de l'État chinois : l'exemple de la campagne de pacification rurale du gouvernement de Wang Jingwei, 1941-45 », *Études chinoises*, vol. 35-2, 2016, p. 123-137.

_____, « Le dilemme de Nankin : tergiversations autour de la reconnaissance du gouvernement de collaboration chinois (1940-1945) », *Vingtième siècle : Revue d'histoire*, n°133, janv.-mars 2017, p. 99-111.

SEYBOLT, Peter J. « The War Within a War: A Case Study of a County on the North China Plain », in BARRETT, David P. ; SHYU, Lawrence N (dir.), *Chinese Collaboration with Japan, op. cit.*, 2001, p. 201-225.

SHIH Shu-mei, *The Lure of the Modern: Writing Modernism in Semicolonial China, 1917-1937*, Berkeley : University of California Press, 2001.

SHIRANE Seiji, « Taiwanese Colonial Subjects as Imperial Intermediaries in Occupied Xiamen, 1938-1945 », papier présenté à la conférence annuelle de l'Association for Asian Studies, Toronto, 19 mars 2017.

SHIRLEY, Robert R., « Political Conflict in the Kuomintang: The Career of Wang Ching-Wei to 1932 », Ph.D. dissertation : University of California (Berkeley), 1962.

SHOJI, Jun'ichiro, « What Should the “Pacific War” be Named? A Study of the Debate in Japan », *NIDS Journal of Defense and Security*, n°12, 2011, p. 45-81.

SHYU, Lawrence N., « China's “Wartime Parliament”: The People's Political Council, 1938-1945 », in SIH, Paul Kwang Tsien (dir.), *Nationalist China During the Sino-Japanese War, 1937-1945*, Hicksville, N.Y. : Exposition Press, 1977, p. 273-328.

SIMON, Karla W., *Civil Society in China: The Legal Framework from Ancient Times to the New Reform Era*, Oxford : Oxford University Press, 2013.

SIMS, Richard, *Japanese Political History since the Meiji Renovation, 1868-2000*, New York : Palgrave, 2001.

SINGARAVÉLOU, Pierre (dir.), *Les empires coloniaux (XIXe-XXe siècle)*, Seuil (Points), 2013.

_____, « Des empires en mouvements ? Impacts et limites des migrations coloniales », in Idem, *Les empires coloniaux, op. cit.*, p. 125-167.

SNOW, Philip, *The Fall of Hong Kong: Britain, China and the Japanese Occupation*, New Haven, Conn. : Yale University Press, 2003.

SO Wai Chor, « The Origins of the “Wang-Chiang Cooperation” in 1932 », *Modern Asian Studies*, vol. 25, n° 1, fév. 1991, p. 175-208.

_____, « The Making of the Guomindang's Japan Policy, 1932-1937: The Roles of Chiang Kai-Shek and Wang Jingwei », *Modern China*, vol. 28, n° 2, avril 2002, p. 213-252.

SPAULDING, Robert M. Jr., « The Bureaucracy as a Political Force, 1920–1945 », in MORLEY, James (dir.), *Dilemmas of Growth in Pre-war Japan*, Princeton : Princeton University Press, 1971, p. 33-80.

STAPLETON, Kristin, *Civilizing Chengdu: Chinese Urban Reform, 1895-1937*, Cambridge, Mass. : Harvard University Asia Center, 2000.

STEINMETZ, George, « Le champ de l'État colonial : le cas des colonies allemandes (Afrique du Sud-Ouest, Qingdao, Samoa) », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 171-172, 2008/1, p. 122-143.

STEPHAN, John J., « The Tanaka Memorial (1927): Authentic or Spurious? », *Modern Asian Studies*, vol. 7, n° 4, 1973, p. 733-745.

STIRK, Peter M., *The Politics of Military Occupation*, Édimbourg : Edinburgh University Press, 2009.

STRAND, David, « “A High Place Is No Better Than a Low Place”: The City in the Making of Modern China », YE Wen-hsin (dir.), *Becoming Chinese, op. cit.*, 2000, p. 98-136.

_____, *An Unfinished Republic: Leading by Word and Deed in Modern China*, Berkeley : University of California Press, 2011.

STRAUSS, Julia C., « Symbol and Reflection of the Reconstituting State: The Examination Yuan in the 1930s », *Modern China*, vol. 20, n°2, mars 1994, p. 211-238.

_____, « *Wenguan* (“Lettered Official”), *Gongwuyuan* (“Public Servant”), and *Ganbu* (“Cadre”): The Politics of Labelling State Administrator in Republican China », *Indiana East Asian Paper Series*, n°6, juillet 1995, p. 25-56.

_____, « The Evolution of Republican Government », *The China Quarterly*, n°150, « Special Issue: Reappraising Republic China », juin 1997, p. 329-351.

_____, *Strong Institutions in Weak Polities: State Building in Republican China, 1927-1940*, Oxford : Clarendon Press, 1998.

_____, « Paternalist Terror: The Campaign to Suppress Counterrevolutionaries and Regime Consolidation in the People's Republic of China, 1950-1953 », *Comparative Studies in Society and History*, vol. 44, n°1, janv. 2002, p. 80-105.

_____, « Morality, Coercion and State Building by Campaign in the Early PRC: Regime Consolidation and after, 1949-1956 », *The China Quarterly*, n°188, déc. 2006, p. 891-912.

SURYADINATA, Leo, « The Search for National Identity of an Indonesian Chinese: a Political Biography of Liem Koen Hian », *Archipel*, vol. 14, 1977, p. 43-70.

TANAKA, Stefan, *Japan's Orient: Rendering Pasts Into History*, Berkeley : University of California Press, 1993.

TAO Chia-lin pao, « The Role of Wang Ching-wei during the Sino-Japanese War », Ph.D. dissertation : Indiana University, 1971.

TAYLOR, Jeremy E., « The Production of the Chiang Kai-Shek Personality Cult, 1929-1975 », *The China Quarterly*, n°185, mars 2006, p. 96-110.

THÉNAULT, Sylvie, « L'État colonial : une question de domination » in SINGARAVÉLOU (dir.), *Les empires coloniaux*, op. cit., 2013, p. 215-256.

TIEZZI, Shannon, « Taiwan's Former President Causes Controversy in Japan », *The Diplomat*, 30 juill. 2015, <<http://thediplomat.com/2015/07/taiwans-former-president-causes-controversy-in-japan/>> (consulté le 8 août 2017).

TOBE Ryōichi, « The Japanese Eleventh Army in Central China, 1938-1941 », in PEATTIE *et al.* (dir.), *The Battle for China*, op. cit., 2010, p. 207-229.

TS'AI Hui-yu Caroline, *Taiwan in Japan's Empire Building: An Institutional Approach to Colonial Engineering*, Londres : Routledge, 2009.

TSUCHIDA Akio, « Declaring War as an Issue in Chinese Wartime Diplomacy », in van de VEN *et al.* (dir.), *Negotiating China's Destiny in World War II*, op. cit., 2015, p. 111-126.

TUCKER, David, « Colonial Sovereignty in Manchuria and Manchukuo », in HOWLAND, Douglas ; WHITE, Luise (dir.), *The State of Sovereignty: Territories, Laws, Populations*, Bloomington : Indiana University Press, p. 75-93.

TUNG, William L., *The Political Institutions of Modern China*, [1964] La Hague : Martinus Nihhoff, 1968

van de VEN, Hans ; LARY, Diana ; MACKINNON, Stephen R. (dir.), *Negotiating China's Destiny in World War II*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 2015.

VIDAL, Christine, « D'un régime à l'autre : les intellectuels ralliés au pouvoir communiste, 1948-1952 », *Études chinoises*, vol. 27, 2008, p. 41-85.

VIÉ, Michel, *Le Japon et le monde au XXe siècle*, Masson, 1995.

_____, « Le Japon pendant la Première Guerre mondiale : fonctionnement de l'État et politique extérieure », *Ebisu*, n°53, 2016, p. 53-76.

VU Tuong, « Studying the State through State Formation », *World Politics*, vol. 62, n°1, janv. 2010, p. 148-175.

WAGNER, Rudolf G., « Ritual, Architecture, Politics and Publicity during the Republic: Enshrining Sun Yat-sen », in CODY, Jeffrey W. ; STEINHARDT, Nancy S., ATKIN, Tony (dir.), *Chinese Architecture and the Beaux-Arts*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2011, p. 223-278.

WAKEMAN, Frederic Jr., *The Shanghai Badlands: Wartime Terrorism and Urban Crime, 1937-1941*, Cambridge : Cambridge University Press, 1996.

_____, « A Revisionist View of the Nanjing Decade: Confucian Fascism », *The China Quarterly*, n°150, juin 1997, p. 395-432.

_____, « *Hanjian* (Traitor)! Collaboration and Retribution in Wartime Shanghai », in YE Wen-hsin (dir.), *Becoming Chinese, op. cit.*, 2000, p. 298-341.

_____, *Spymaster: Dai Li and the Chinese Secret Service*, Berkeley : University of California Press, 2003.

_____, « Shanghai Smuggling », in HENRIOT, YEH, *In the Shadow of the Rising Sun, op. cit.*, 2004, p. 116-153.

_____, « 'Liberation' : The Shanghai Police, 1942-1952 », in CHEVRIER, Yves ; ROUX, Alain ; XIAO-PLANES, Xiaohong (dir.), *Citadins et citoyens dans la Chine du XXe siècle*, Maison des Sciences de l'Homme, 2010, p. 497-540.

WALDRON, Arthur, *From War to Nationalism: China's Turning Point, 1924-1925*, Cambridge : Cambridge University Press, 1995.

_____, « China's New Remembering of World War II: The Case of Zhang Zizhong », *Modern Asian Studies*, vol. 30, n° 4, oct. 1996, p. 945-978.

The Wang Jingwei Irrevocable Trust, *The Wang Jingwei Website*. <<http://wangjingwei.org>>

WANG Ke-wen, « Irreversible Verdict ? Historical Assessments of Wang Jingwei in the People's Republic and Taiwan », *Twentieth-Century China*, vol. 28, n°1, nov. 2002, p. 57-81.

WANG Wensheng, *White Lotus Rebels and South China Pirates: Crisis and Reform in the Qing Empire*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2014.

WASSERSTEIN, Bernard, « Ambiguities of Occupation: Foreign Resisters and Collaborators in Wartime Shanghai », in YEH Wen-hsin (dir.), *Wartime Shanghai*, Londres : Routledge, 1998, p. 23-38.

WEBER, Max, *Economie et société, tome 1 : Les Catégories de la sociologie*, [1921] trad. dir. par J. Chavy et E. de Dampierre [1971], Pocket, 2003.

_____, *La domination*, trad. par Isabelle Kalinowski, La Découverte/Poche, 2015.

WEBER, Torsten, « Nanjing's Greater Asianism: Wang Jingwei and Zhou Huaren, 1940 », in SAALER, Sven ; SZPILMAN, Christopher W.A. (dir.), *Pan-Asianism: A Documentary History, Volume 2: 1920-Present*, Lanham : Rowman & Littlefield, 2011, p. 209-219.

WEI, William, *Counterrevolution in China: The Nationalists in Jiangxi during the Soviet Period*, Ann Arbor : University of Michigan Press, 1985.

WELAND, James, « Misguided Intelligence: Japanese Military Intelligence Officers in the Manchurian Incident, September 1931 », *The Journal of Military History*, vol. 58, n° 3, juill. 1994, p. 445-460.

WELLS, Audrey, *The Political Thought of Sun Yat-sen: Development and Impact*, New York : Palgrave Macmillan, 2001.

WILL, Pierre-Étienne, « Appareil d'État et infrastructure économique dans la Chine prémoderne », in LEW, Roland (dir.), *Bureaucraties chinoises*, l'Harmattan, 1986, p. 11-41.

_____, « Bureaucratie officielle et bureaucratie réelle : Sur quelques dilemmes de l'administration impériale à l'époque des Qing », *Études chinoises*, vol. 8, n°1, 1989, p. 69-142.

_____, « La paperasse au secours de l'homme : Communication et militantisme, 1600-1850 », *Études chinoises*, vol. 13, n°1-2, 1994, p. 65-108.

_____, « Science et sublimation de l'État en Chine pendant la période impériale tardive », *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 2000, n° 133, p. 13-25.

_____, « La réglementation administrative et le code pénal mis en tableaux », *Études Chinoises*, vol. 22, 2003, p.97-157.

_____, « L'apprentissage du métier de fonctionnaire à la fin de la période impériale », in NGUYEN-TRI, Christine ; DESPEUX, Catherine (dir.), *Éducation et instruction en Chine, II. Les formations spécialisées*, Peeters, 2003, p. 7-47.

_____, « La distinction chez les mandarins », in BOUVERESSE, Jacques ; ROCHE, Daniel (dir.), *La liberté par la connaissance : Pierre Bourdieu (1930-2002)*, Odile Jacob, 2004, p. 215-232.

_____, « China: Back to the Imperial Sense of the State? », *Books & Ideas*, fév. 2012, <<http://www.booksandideas.net/China-Back-to-the-Imperial-Sense.html>> (consulté le 8 déc. 2016).

_____, « Bourdieu, l'État et l'expérience chinoise », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°201-202, 2014/1, p. 89-97.

_____, « Le mandarinat entre admiration et détestation : De Ricci à Magalhães à Du Halde », in LI Shenwen et al. (dir.), *Rencontres et médiations entre la Chine, l'Occident et les Amériques : Missionnaires, chamanes et intermédiaires culturels*, Québec : Presses de l'Université Laval, 2015, p. 153-178.

WILSON, Sandra, *The Manchurian Crisis and Japanese Society, 1931–33*, Londres : Routledge, 2002.

WONG, Timothy C. (trad.), *Stories for Saturday: Twentieth-Century Chinese Popular Fiction*, Honolulu : University of Hawai'i Press, 2003.

WOU, Odoric Y. K., *Militarism in Modern China: The Career of Wu P'ei-Fu, 1916-39*, Canberra : Australian National University Press, 1978.

WRIGHT, Mary C., *The Last Stand of Chinese Conservatism: the T'ung-Chih Restoration, 1862-1874*, [1957] New York : Atheneum, 1967.

WU Sufeng, « The Nationalist Government's Attitude toward Postwar Japan », in van de VEN et al. (dir.), *Negotiating China's Destiny in World War II, op. cit.*, 2015, p. 193-204.

WU Wo-yao, *Vignettes from the Late Ch'ing: Bizarre Happenings Eyewitnessed over Two Decades*, trad. par Liu Shih Shun, Hong Kong : Chinese University of Hong Kong, 1975.

XIAO-PLANES, Xiaohong, « Constitutions et constitutionnalisme : les efforts pour bâtir un nouvel ordre politique (1908-1949) » in DELMAS-MARTY, Mireille ; WILL, Pierre-Étienne (dir.), *La Chine et la démocratie*, Fayard, 2007, p. 259-295.

_____, « L'affaire Pan Hannian et les luttes politiques au sommet du PCC (1953-1955) », *Perspectives chinoises*, n°113, 2010, p. 124-136.

XIE Xueshi, « The Organization and Grassroots Structure of the Manzhouguo Regime », in MACKINNON et al. (dir.), *China at War, op. cit.*, 2007, p. 134-147.

XU Xiaoqun, *Chinese Professionals and the Republican State: The Rise of Professional Associations in Shanghai, 1912–1937*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004.

YAGAMI Kazuo, *Konoe Fumimaro and the Failure of Peace in Japan, 1937-1941: A Critical Appraisal Of The Three-time Prime Minister*, Jefferson: McFarland & Company, 2006.

YAMAGUCHI Noboru, « An Unexpected Encounter with Hybrid Warfare: the Japanese Experience in North China, 1937–45 », in MURRAY, Williamson ; MANSOOR, Peter R. (dir.), *Hybrid Warfare: Fighting Complex Opponents from the Ancient World to the Present*, Cambridge : Cambridge University Press, 2012, p. 225-253.

YAMAMURO Shin'ichi, *Manchuria under Japanese Dominion*, trad. par Joshua A. Fogel, Philadelphie : University of Pennsylvania Press, 2006.

YAN Yunxiang, *The Flow of Gifts: Reciprocity and Social Networks in a Chinese Village*, Stanford, Cal. : Stanford University Press, 1996.

YANG Lihui, AN Deming, *Handbook of Chinese Mythology*, Santa Barbara : ABC Clío, 2005.

YE Wen-hsin, *The Alienated Academy: Culture and Politics in Republican China, 1919-1937*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1990.

_____, (dir.), *Becoming Chinese: Passages to Modernity and Beyond*, Berkeley : University of California Press, 2000.

YICK, Joseph K.S., « Communist-Puppet Collaboration in Japanese-Occupied China: Pan Hannian and Li Shiqun, 1939-43 », *Intelligence and National Security*, vol. 16, n°4, hiver 2001, p. 61-88.

_____, « “Pre-Collaboration”: The Political Activity and Influence of Chen Bijun in Wartime China, January 1938–May 1940 », *Southeast Review of Asian Studies*, vol. 36, 2014a, p.58-74.

_____, « “Self-serving Collaboration”: the Political Legacy of “Madame Wang” in Guangdong Province, 1940-1945 », *American Journal of Chinese Studies*, vol. 21, n°2, oct. 2014b, p. 217-234.

YOSHIMI Yoshiaki, *Grassroots Fascism: the War Experience of the Japanese People*, trad. par Ethan Mark, New York : Columbia University Press, 2015.

YOUNG, Arthur N., *China's Wartime Finance and Inflation, 1937-1945*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 1965.

YOUNG, Louise, *Japan's Total Empire: Manchuria and the Culture of Wartime Imperialism*, Berkeley : University of California Press, 1998.

ZANASI, Margherita, *Saving the Nation: Economic Modernity in Republican China*, Chicago : The University of Chicago Press, 2006.

_____, « Globalizing Hanjian: The Suzhou Trials and the Post–World War II Discourse on Collaboration », *The American Historical Review*, vol. 113, n°3, juin 2008, p. 731-751.

_____, « Collaboration, Resistance and Accommodation in Northeast Asia », in BOSWORTH, Richard ; MAIOLO, Joseph (dir.), *The Cambridge History of the Second World War, Volume II*, Cambridge : Cambridge University Press, 2015, p. 509-532.

ZHANG Qiang ; WEATHERLEY, Robert, « Owning up to the Past: the KMT's Role in the War against Japan and the Impact on CCP Legitimacy », *The Pacific Review*, vol. 26, n°3, 2013, p. 221-242.

ZHANG Shaoqian, « Combat and Collaboration: The Clash of Propaganda Prints between the Chinese Guomindang and the Japanese Empire in the 1930s-1940s », *Transcultural Studies*, 2014, n°1, p. 95-133.

_____, « Visualizing the Modern Chinese Party-State: From Political Education to Propaganda Agitation in the Early Republican Period », *Twentieth-Century China*, vol. 41, n°1, janv. 2016, p. 52-80.

ZHOU Xun, *Chinese Perceptions of the ‘Jews’ and Judaism: a History of the Youtai*, Richmond : Curzon, 2001.

ZHOU Yongming, *Historicizing Online Politics: Telegraphy, the Internet, and Political Participation in China*, Stanford, Calif. : Stanford University Press, 2006.

2.2. Travaux en chinois

Note : La transcription des noms d'auteurs taïwanais suit celle donnée par l'auteur lui-même. En cas de doute, la transcription *pinyin* est utilisée, comme c'est le cas pour les auteurs de Chine continentale.

BAE Kyoungan 裴京漢, « Zhongri zhanzheng shiqi Zhongguo de dongya lianmeng yundong yu “zhengzhi duli” 中日戰爭時期中國的東亞聯盟運動與“政治獨立” (Le Mouvement de la Ligue d'Asie orientale en Chine pendant la guerre sino-japonaise et l'“indépendance politique”) », in Zhongguo shehuikexueyuan Zhongri lishi yanjiu zhongxin 中國社會科學院中日歷史研究中心 (dir.), *Jiuyiba shibian yu jindai zhongri guanxi : Jiuyiba shibian qishi zhounian guoji xuzshu taolunhui wenji* 九一八事變與近代中日關係 : 九一八事變70周年國際學術討論會論文集 (L'Incident de Mandchourie et les rapports sino-japonais à l'époque moderne : Actes du colloque international pour le 70^e anniversaire de l'Incident de Manchourie), Beijing : Sheke wenxian chubanshe, 2004, p. 632-646.

BASTID-BRUGUIÈRE, Marianne, « You Faguo waijiao dang'an kan 1942-1945 nianjian de Zhong Ri hezuo 由法國外交檔案看1942-1945年間的中日合作 (La collaboration chinoise vue par les Français en Chine occupée en 1942-1945) », in ETŌ Shinkichi 衛藤瀋吉 (dir.), *Kyōsei kara tekitai e : dai yonkai nitchū kankeishi kokusai shinpojiumu ronbunshū* 共生から敵対へ : 第4回日中関係史国際シンポジウム論文集 (De la coexistence à l'antagonisme : actes du 4^e colloque international sur l'histoire des relations sino-japonaises), Tōhō shoten, 2000, p. 427-444.

CAI Dejin 蔡德金, « Guanyu Li Shiyu lishi qingkuang de shuoming yu dingzheng 關於李時雨歷史情況的說明與訂正 (Explications et révision des circonstances historiques de Li Shiyu) », *Wenshi ziliao xuanji* 文史資料選輯, vol. 85, 1983, p. 216-218.

_____, *Moku : Wangwei tegong zongbu 76 hao* 魔窟：汪偽特工總部76號 (L'antre du démon : le n°76, quartier général de la police secrète du régime fantoche de Wang Jingwei), Beijing : Zhongguo wenshi chubanshe, 1986.

_____, *Wang Jingwei pinglun* 汪精衛評傳 (Biographie commentée de Wang Jingwei), Chengdu : Sichuan renmin chubanshe, 1988.

_____, *Lishi de guaitai : Wang Jingwei guomin zhengfu* 歷史的怪胎：汪精衛國民政府 (Une aberration de l'histoire : le gouvernement national de Wang Jingwei), Guilin : Guangxi shifan daxue chubanshe, 1993a.

_____, « Weizhengquan chuigushou Lin Bosheng 偽政權吹鼓手林柏生 (L'apologiste du régime fantoche, Lin Bosheng) », in Huadong..., *Wangwei qunjian...*, *op. cit.*, 1993b, p. 105-134.

_____, « Nanjing tebieshizhang Zhou Xuechang 南京特別市長周學昌 (Le maire de la ville spéciale de Shanghai, Zhou Xuechang) », Huadong..., *Wangwei qunjian...*, *op. cit.*, 1993c, p. 221-237.

_____, « Guanyu kangzhan shiqi Wang Jingwei yu Wang weizhengquan de ji ge wenti zhi wo jian 關於抗戰時期汪精衛與汪偽政權的幾個問題之我見 (Mon opinion sur quelques questions concernant Wang Jingwei et son régime fantoche) », *Kangrizhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 1999, n° 1, p. 1-9.

_____; Li Huixian 李惠賢, « Guanyu Wang weizhengquan wenti xueshu taolunhui zongshu 關於汪偽政權問題學術討論會綜述 (Synthèse du colloque *La question du régime fantoche de Wang Jingwei*) », *Lishi yanjiu* 歷史研究, n° 5, 1986, p. 185-190.

CAO Fengjun 曹峰峻, « Chu Minyi ming xuan “guofu ganzang an” 褚民誼命懸“國父肝臟案”(L’“Affaire des viscères du père de la nation” sur laquelle Chu Minyi joua sa vie) », *Renmin gong’an* 人民公安, 2010, n°7, p. 56-59.

CHANG Shih-Yin 張世瑛, « Cong ji ge zhanhou shenjian de anli lai kan hanjian de shenfen rending wenti (1945-1949) 從幾個戰後審奸的案例來看漢奸的身份認定問題 (1945-1949) (Étude de la question du statut juridique des *hanjian* à travers quelques cas de procès pour trahison de l’après-guerre, 1945-1949) », *Guoshiguan xueshu jikan* 國史館學術集刊, n°1, décembre 2001, p. 161-185.

CHEN Guangrui 陳廣銳, « Shilun Wang weizhengfu dui Lianghuai yanchang de jingying 試論汪偽政府對兩淮鹽場的經營 (L’exploitation des salines des deux rives de la Huai par le gouvernement fantoche de Wang Jingwei) », *Yanye shi yanjiu* 鹽業史研究, 2012, n°4, p. 40-46.

CHEN Hairu 陳海儒, « Wang weizhengquan dui xingzheng renyuan de peixun 汪偽政權對行政人員的培訓 (La formation des agents administratifs sous le régime fantoche de Wang Jingwei) », *Jixu jiaoyu yanjiu* 繼續教育研究, n° 6, 2006, p. 84-86.

CHEN Jimin 陳濟民, ZHUANG Shuyu 莊淑玉, LU Haiming 盧海鳴 (dir.), *Minguo guanfu* 民國官府 (Les bâtiments officiels de l’époque républicaine), Nanjing : Jinling shushe, 1992

CHEN Lan 陳蘭, « Riwei shiqi Henan shenggongshu zhiyuan jiegou ji yingxiang 日偽時期河南省公署職員結構及影響 (Structure et impact des fonctionnaires du Bureau provincial fantoche du Henan) », *Shenzhen zhiye jishu xueyuan xuebao* 深圳職業技術學院學報, 2014, n°4, p. 56-60.

CHEN Mao-Hsiung 陳茂雄, « Nandao Shi Kefa shi hanjian 難道史可法是漢奸? (Comment Shi Kefa pourrait-il être un traître?) », *Nanfang kuaibao* 南方快報, <http://www.southnews.com.tw/specil_coul/Chen/02/0676.htm> (consulté le 8 août 2017).

CHEN Musha 陳木杉, *Cong handian shiliao guan kangri shiqi de Jiang Wang guanxi* 從函電史料觀抗日時期的蔣汪關係 (Étude des relations entre Jiang Jieshi et Wang Jingwei pendant la période de résistance contre le Japon à partir de leur correspondance), Taipei : Taiwan xuesheng shuju, 1995.

_____, *Cong handian shiliao guan kangzhan shiqi Wang Jingwei jituan zhi Yue gengai* 從函電史料觀抗戰時期汪精衛集團治粵梗概 (L’administration du Guangdong par le groupe de Wang Jingwei à travers les sources épistolaires), Taipei : Taiwan xuesheng shuju, 1996.

Chen Ronghua 陳榮華 (dir.), *Jiangxi kangri zhanzheng shi* 江西抗日戰爭史 (Histoire de la Guerre de résistance contre le Japon au Jiangxi), Nanchang : Jiangxi renmin chubanshe, 2005.

CHEN Xiaoping 陳曉平, « Chen Fumu : qianfu zai Wang wei xinzang de Zhonggong tegong 陳孚木：潛伏在汪偽心臟的中共特工 (Chen Fumu : l’agent secret du PCC infiltré au cœur du régime fantoche de Wang Jingwei) », *Nanfang zhoumo* 南方週末, 11 juin 2015, <<http://view.qq.com/a/20150617/011235.htm>> (consulté le 6 juin 2017).

CHEN Yan 陳雁, *Kangri zhanzheng shiqi Zhongguo waijiao zhidu yanjiu* 抗日戰爭時期中國外交制度研究 (Étude des institutions diplomatiques chinoises durant la Guerre de résistance contre le Japon), Shanghai : Fudan daxue chubanshe, 2002.

CHEN Yuhuan 陳予歡 (dir.), *Minguo Guangdong jiangling zhi* 民國廣東將領志 (Dictionnaire biographique des généraux du Guangdong à l’époque républicaine), Canton : Guangdong chubanshe, 1994.

_____, (dir.), *Baoding junxiao jiangshuai lu* 保定軍校將帥錄 (Annale des officiers de l’Académie militaire de Baoding), Canton : Guangzhou chubanshe, 2006.

CHEN Yuanyuan 陳園園, « Tao Xisheng yu “shihuo” xuepai yanjiu 陶希聖與“食貨”學派研究 (Tao Xisheng et l’école *Shihuo*) », Thèse de doctorat : Université normale de Nanjing, 2011.

CHEN Yunqian 陳蘊茜, « Shijian, yishi weidu zhong de “zongli jinian zhou” 時間、儀式維度中的“總理紀念週”(Dimensions temporelle et rituelle de la “commémoration hebdomadaire en hommage à Sun Yat-sen”) », *Kaifeng shidai* 開放時代, 2005, n°4, p. 63-81.

_____, « Zhishujie yu Sun Zhongshan chongbai 植樹節與孫中山崇拜 (La Fête de la plantation des arbres et le culte de Sun Yat-sen) », *Nanjing daxue xuebao (zhexue renwen kexue shehui kexue)* 南京大學學報(哲學人文科學社會科學), 2006, n°5, p. 76-90.

_____, « Shenti zhengzhi : guojia quanli yu minguo Zhongshan zhuang de liuxing 身體政治: 國家權力與民國中山裝的流行 (Politique du corps : pouvoir étatique et mode du costume Sun Yat-sen en Chine républicaine) », *Xueshu yuekan* 學術月刊, vol. 39, n°9, sept. 2007, p. 139-147.

CHEN Zhengqing 陳正卿, « Mao Zedong pibo Zhu Qinglai de guailun 毛澤東批駁諸青來的怪論 (La réfutation par Mao Zedong des propos absurdes de Zhu Qinglai) », in WU Mengqing 吳孟慶 (dir.), *Zhenghai shiling* 政海拾零 (Recueil d'anecdotes de la mer politique), Shanghai : Shanghai cishu chubanshe, 2005, p. 9-10.

CHIANG Yung-ching 蔣永敬, « Wang Jingwei “Ju yi ge li” suo she kangzhan “mimi” zhi zhenxiang 汪精衛“舉一個例”所涉抗戰“秘密”之真象 (Dans quelle mesure l'article “Un exemple” de Wang Jingwei contient les “secrets” de la Guerre de résistance), *Zhuhai xuebao* 珠海學報, vol. 16, oct. 1988, p. 595-612.

_____, « Wang Jingwei cong “heping” yundong dao touri : Wang Shijie riji zhong de renwu yu shishi (si) 汪精衛從“和平”運動到投日：王世杰日記中的人物與史事(四) (Wang Jingwei depuis le Mouvement de “paix” jusqu'à la collaboration avec le Japon : les personnalités et les faits historiques dans le journal personnel de Wang Shijie – quatrième partie) », *Zhuanji wenxue* 傳記文學, vol. 62, fév. 1993, p. 70-76.

_____, LI Yunhan 李雲漢, XU Shishen 許師慎, *Yang Lianggong xiansheng nianpu* 楊亮功先生年譜 (Chronologie biographique de M. Yang Lianggong), Taipei : Lianjing, 1988.

CHOU Whei-ming 周惠民, « Deguo dui “Manzhouguo” ji “Wang zhengquan” de wajiao taidu 德國對「滿洲國」及「汪政權」的外交態度 (La diplomatie allemande vis-à-vis du “Manzhouguo” et du “Gouvernement de Wang Jingwei”) », *Guoli zhengzhi daxue lishi xuebao* 國立政治大學歷史學報, n°23, mai 2005, p. 147-170

CHU Te-lan 朱德蘭, « Ri-Wang hezuo yu Guangdong shengzhengfu guanxi : yi ge cemian de kaocha 日汪合作與廣東省政府關係：一個側面的考察 (Étude de la collaboration entre le Japon et le régime de Wang Jingwei à travers le cas du gouvernement provincial du Guangdong) », *Renwen ji shehuikexue jikan* 人文及社會科學集刊, vol. 12, n°4, déc. 2000, p. 631-655.

DENG Zhonghua 鄧仲華, LIU Suping 劉素萍, WANG Deyi 王德意 (dir.), *Zhongguo funü dabaike quanshu* 中國婦女大百科全書 (Encyclopédie des femmes chinoises), Changchun : Beifang funü ertong chubanshe, 1995.

DONG Xiao 董嘯, « Huabei lunxian shiqi de wei Zhongguo lianhe zhunbei yinhang yu lianyinqian 華北淪陷時期的偽中國聯合準備銀行與聯銀券 (La Banque fédérale de réserve et sa monnaie sous l'occupation en Chine du Nord) », *Shandong xingzheng xueyuan xuebao* 山東行政學院學報, vol. 144, oct. 2015, p. 80-83.

DONG Yingying 董穎穎, « Qianxi xunzheng shiqi Guomin zhengfu zhuxi de diwei yu quanxian 淺析訓政時期國民政府主席的地位與權限 (Brève analyse du statut et des attributions du président du Gouvernement nationaliste pendant la période de tutelle politique) », *Fazhi yu shehui* 法制與社會, 2016, n°7, p. 140-142.

FAN Hong 范泓, *Minzhu de tongxiang : Lei Zhen xiansheng zhuan* 民主的銅像：雷震先生傳 (La statue de bronze de la démocratie : biographie de Lei Zhen), Taipei : Xiuwei zixun keji chubanshe, 2008.

FAN Yunxi 範運晰, *Qionggi minguo renwu zhuan* 瓊籍民國人物傳 (Biographies de personnalités de Qionggi), Haikou : Hainan chuban gongsi, 1999.

FANG Xinde 方新德, *Guomin zhengfu shiqi Zhejiang xianzheng yanjiu* 國民政府時期浙江縣政研究 (Étude des gouvernements de district au Zhejiang sous le Gouvernement nationaliste), Hangzhou : Zhejiang daxue chubanshe, 2012.

FANG Yanhua 方艷華, LIU Zhipeng 劉志鵬, « Kangzhan shiqi Wang weizhengquan suzao “zhengtong” xingxiang lunlüe 抗戰時期汪偽政權塑造“正統”形象論略 (La fabrication d’une image “légitime” par le régime fantoche de Wang Jingwei pendant la guerre de résistance) », *Chongqing jiaoyu xueyuan xuebao* 重慶教育學院學報, vol. 21, n°5, sept. 2008, p. 83-85.

FENG Juefei 馮覺非, « Ta wei Wang Jingwei zhengquan liuxia zhengui jilu : baotan guaijie Jin Xiongbai de zhenghai fuchen 他為汪精衛政權留下珍貴記錄 : 報壇怪傑金雄白的政海浮沉 (Il a laissé un témoignage précieux sur le régime de Wang Jingwei : les tribulations politiques de Jin Xiongbai, un journaliste pas comme les autres) », *Mingbao yuekan* 明報月刊, vol. 31, mai 1995, p. 33-36.

FENG Min 馮敏, « Wangwei wenguan kaoshi zhidu shulüe 汪偽文官考試制度述略 (Présentation sommaire du système d’examen des fonctionnaires civils du gouvernement fantoche de Wang Jingwei) », *Minguo dang’an* 民國檔案, 1993, n°2, p. 112-116.

GE Tao 葛濤, « “Dangyi” yu “fenghua” zhi jian : con shencha zhidu kan minguo shiqi zhengzhi dui changpian de yingxiang “黨義”與“風化” : 從審查制度看民國時期政治對唱片的影響 (“Doctrine du Parti” et “morale” : étude de l’influence de la politique sur les disques à l’époque républicaine à travers le système de censure) », *Shilin* 史林, 2006, n°6, p. 104-115.

GONG Yuzhi 龔育之, « Maoxuan zhushi shang de Zhou Zuoren 毛選註釋上的周作人 (Zhou Zuoren dans les notes des *Œuvres choisies* de Mao Zedong) », in XIANG Jidong 向繼東 (dir.), *Zhongguo wenshi jinghua nianxuan* 中國文史精華年選 2005 (Sélection 2005 des meilleurs documents pour la culture et l’histoire de la Chine), Canton : Huacheng chubanshe, 2006, p. 238-244.

GUO Guiru 郭貴儒, ZHANG Tongle 張同樂, FENG Hanzhang 封漢章, *Huabei weizhengquan shigao : cong “Linshi zhengfu” dao “Huabei zhengwu weiyuanhui”* 華北偽政權史稿 : 從“臨時政府”到“華北政務委員會” (Histoire des régimes fantoches en Chine du Nord : du “Gouvernement provisoire” au “Conseil des affaires politiques de Chine du Nord”), Beijing : Shehuikexue wenxian chubanshe, 2007.

« Guomindang jundui bu ru Wang Jingwei zhengquan ; Lao Jiang si nian kui bu cheng jun diudiao Zhongguo neimu 國民黨軍隊不如汪精衛政權 老蔣四年潰不成軍丟掉中國內幕 (L’armée du GMD ne valait pas le régime de Wang Jingwei ; comment l’armée en déroute du vieux Jiang Jieshi a perdu la Chine en quatre ans) », *Guanjian shike* 關鍵時刻, 21 nov. 2014, <<https://www.youtube.com/watch?v=MAj9CZ7uPzk>> (consultée le 8 août 2017).

GUO Qingsheng 郭慶生, « Zhongguo biaoqun shizhi kao 中國標準時制考 (Réflexions sur le système horaire standard en Chine) », *Zhongguo keji shiliao* 中國科技史料, vol. 22, n°3, 2001, p. 269-280.

GUO Shidong 郭世東, « Xianzheng cujinhui cuqi de di yi ci xianzheng yundong 憲政促進會促起的第一次憲政運動 (Le 1^{er} mouvement constitutionnel impulsé par le Comité pour la promotion du gouvernement constitutionnel) », *Jianghuai fazhi* 江淮法制, 2008, n°13, p. 58-59.

HAO Zhidong, *Whither Taiwan and Mainland China: National Identity, the State and Intellectuals*, Hongkong : Hong Kong University Press, 2010.

HE Jiawei 何家偉, *Guomin zhengfu gongwuyuan fengji fuli zhidu yanjiu* 國民政府公務員俸給福利制度研究 1928-1929 (Étude du système de traitement et de protection sociale des fonctionnaires du Gouvernement nationaliste, 1928-29), Fuzhou : Fujian renmin chubanshe, 2010.

HE Yuan 賀淵, « “Heping yundong” zhong de Tao Xisheng “和平運動”中的陶希聖 (Tao Xisheng et le “Mouvement de paix”) », *Kangrizhazheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 2014, n° 3, p. 116-132.

HE Zhiming 何志明, « Guomindang zhongyang jiancha weiyuanhui de lailong qumai 國民黨中央監察委員會的來龍去脈 (Histoire du Comité central de contrôle du GMD) », *Wenshi tiandi* 文史天地, avril 2014, p. 4-10.

HSIAO Li-chu 蕭李居, « Riben de zhanzheng tizhi : yi Xingyayuan wei li de taotan 日本的戰爭體制：以興亞院為例的討論 (1938-1942) (Étude du régime de guerre japonais à travers le cas du Kōa.in) », Mémoire de master : NCCU, 2001.

_____, « Zhongri zhanzheng chuqi Riben de zhengzhi biange yu quanli zhi zheng 中日戰爭初期日本的政治變革與權力之爭 (1937-1938) (Réformes politiques et luttes de pouvoir au Japon au début de la guerre sino-japonaise, 1937-1938) », *Guoshiguan xueshu jikan* 國史館學術集刊, n°9, sept. 2006, p. 103-143.

_____, « Biandiao de Guomin zhengfu : Wang, Ri dui zhengquan zhengtongxing de zhechong 變調的國民政府：汪、日對新政權正統性的折衝 (Negotiation over the Legitimate Symbols of the Nanjing Nationalist Government between the Wang Regime and the Japanese Government) », *Guoli zhengzhi daxue lishi xuebao* 國立政治大學歷史學報, vol. 32, nov. 2009, p. 125-168.

HSU Ho-chien 徐和謙, « “Riju” huo “rizhi”, lishi chengwei tiaopi Taiwan zhengzhi bolan 「日據」或「日治」, 歷史稱謂挑起台灣政治波瀾 (“Occupation japonaise” ou “administration japonaise” : des appellations historiques provoquent une crise politique à Taiwan) », *The New York Times*, 5 sept. 2013, <<https://cn.nytimes.com/culture/20130905/cc05taiwan/zh-hant/>> (consulté le 7 août 2017).

HSU Yu-ming 許育銘, *Wang Zhaoming yu Guomin zhengfu : 1931 zhi 1936 nian dui ri wenti xia zhengzhi biandong* 汪兆銘與國民政府：1931至1936年對日問題下政治變動 (Wang Jingwei et le Gouvernement nationaliste : évolution politique entre 1931 et 1936 dans le contexte de la menace japonaise), Xindian : Guoshiguan, 1999.

HU Xian 胡獻, « Jianping Tao Deman “tiaoting” qijian Jiang Jieshi de dui ri lichang 簡評陶德曼“調停”期間蔣介石的對日立場 (Quelques commentaires sur la position de Jiang Jieshi vis-à-vis du Japon pendant la “médiation” Trautmann) », *Kangzhi zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 1994, n°3, p. 121-135.

HUA Linfu 華林甫, CHENG Chongde 成崇德, « Zhongguo lidai fensheng moshi tantao 中國歷代分省模式探討 (La division des provinces en Chine aux différentes époques) », *Zhongguo renmin daxue xuebao* 中國人民大學學報, 2006, n°4, p. 146-152.

HUANG Meizhen 黃美真 (dir.), *Riwei dui Huazhong lunxianqu jingji de lueduo yu tongzhi* 日偽對華中淪陷區經濟的掠奪與統治 (Pillage et contrôle de l'économie dans la zone occupée de Chine centrale par le Japon et ses fantoches), Beijing : Shehuikexue wenxian chubanshe, 2005.

_____, HAO Shengchao 郝盛潮 (dir.), *Zhonghuaminguo shi shijian renwu lu* 中華民國史事件人物錄 (Événements et personnalités historiques de la République de Chine), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 1987.

_____, ZHANG Yun 張雲, « Luo Junqiang 羅君強 », in *Zhonghua minguo shi ziliao congkao renwu zhuanji* 中華民國史資料叢稿 人物傳記 (Sources sur l'histoire de la République de Chine : biographies de personnalités), Beijing : Zhonghua shuju, 1982, vol. 15, p. 43-47.

_____, _____, *Wang Jingwei jituan panguo toudi ji* 汪精衛集團叛國投敵記 (Chronique de la trahison et de la collaboration avec l'ennemi de la clique de Wang Jingwei), [1987], Henan : Henan renmin chubanshe, 1992.

HUANG Ying-che, « Were Taiwanese “Enslaved” ? The Entanglement of Sinization, Japanization, and Westernization », in LIAO Ping-hui ; WANG, David Der-Wei (dir.), *Taiwan under Japanese Colonial Rule, 1895-1945: History, Culture, Memory*, New York : Columbia University Press, 2006, p. 312-326.

HUANG Yun 黃暉, « Wuxian xianzhishi Guo Zengji 吳縣縣知事郭曾基 (Le magistrat du district de Wuxian, Guo Zengji) », <http://blog.sina.com.cn/s/blog_5e8246090101997m.html> (09/11/2016).

Ji Haopeng 紀浩鵬, « Ning shu haishi Su shu : Ningren zhi ji Jiangsu shenghui zhi zheng 寧屬還是蘇屬: 辛壬之際江蘇省會之爭 (Nanjing ou Suzhou ? : La querelle au sujet de l'emplacement de la capitale provinciale du Jiangsu au moment de la Révolution de 1911) », *Jiangsu shehui kexue* 江蘇社會科學, 2017, n°2, p. 239-246.

JIANG Pei 江沛, *Riwei "zhi'an qianghua yundong" yanjiu* 日偽“治安強化運動”研究1941-1942 (Étude de la “Campagne de renforcement de la sûreté publique”, 1941-42), Tianjin : Nankai daxue chubanshe, 2006.

JIANG Xiaowei 蔣曉偉, « Lun Zhongguo de “fatong” 論中國的“法統” (On China's “legally Constituted Authority”) », *Harbin gongye daxue xuebao (shehui kexue ban)* 哈爾濱工業大學學報 (社會科學版), vol. 15, n°1, janv. 2013, p. 80-84.

JIE Zhixi 解志熙, « Mu Shiying de zui hou : guanyu ta de funi huo xisheng wenti zhi kaobian 穆時英的最後: 關於他的附逆或犧牲問題之考辯 (La fin de Mu Shiying : fut-il un traître ou un martyr?) », *Wenxue pinglun* 文學評論, 2016, n°3, p. 172-180.

JING Shenghong 經盛鴻, *Nanjing lunxian banian shi* 南京淪陷八年史(1937年12月13日至1945年9月9日) (Histoire des huit années d'occupation de Nanjing, 13 déc. 1937-9 sept. 1945), [2005] Beijing : Shehui kexue wenxian chubanshe, 2013, 2 vol.

KONG Qingtai 孔慶泰, *Guomindang zhengfu zhengzhi zhidu shi* 國民黨政府政治制度史 (Histoire du système politique sous le gouvernement du GMD), Hefei : Anhui jiaoyu chubanshe, 1998.

LI Jinxiu 李進修, *Zhongguo jindai zhengzhi zhidu shigang* 中國近代政治制度史綱 (Compendium historique du système politique chinois moderne), Beijing : Qiushi chubanshe, 1988, p. 377-385.

LI Qianming 鄺千明, « Hu Lancheng yu Wang Jingwei : juejie zhenxiang 胡蘭成與汪精衛: 決裂真相 (Hu Lancheng et Wang Jingwei : la vérité derrière leur rupture) », *Wenshi tiandi* 文史天地, 2012, n°1, p. 31-36.

LI Songlin 李松林 (dir.), *Zhongguo Guomindang shi dacidian* 中國國民黨史大辭典 (Encyclopédie historique du GMD), Hefei : Anhui renmin chubanshe, 1993.

LI Xizhu 李細珠, *Zhang Zhidong yu Qingmo xinzheng yanjiu* 張之洞與清末新政研究 (Zhang Zhidong et les nouvelles politiques de la fin des Qing), Shanghai : Shanghai shudian chubanshe, 2003.

LI Xiangyin 李相銀, « Shanghai lunxian shiqi wenxue qikan yanjiu 上海淪陷時期文學期刊研究 (Les revues littéraires de Shanghai sous l'occupation) », Thèse de doctorat : Université normale de la Chine de l'Est, 2006.

LI Yunhan 李雲漢, *Zhongguo Guomindang shishu* 中國國民黨史述 (Histoire du Parti nationaliste chinois), Taipei : Guomindang dangshihui, 1994, 5 vol.

_____, « Guoshihui qishinian 國史會七十年 (Les Soixante-dix années du Comité d'histoire du GMD) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, n° 140, 2000, p. 109-142.

LI Zhiyu 李志毓, *Jingxian : Wang Jingwei de zhengzhi shengya* 驚弦: 汪精衛的政治生涯 (Oiseau craintif : la carrière politique de Wang Jingwei), Hongkong : Oxford University Press, 2014.

« Lian Zhan wei zi zhu xuan chi He Wenzhe “hanjian” 連戰為子助選 斥柯文哲「漢奸」 (Pour aider son fils dans les élections, Lien Chan dénonce Ko Wen-je comme “hanjian”) », *Pinguo ribao* 蘋果日報, 17 nov. 2014, <<http://hk.apple.nextmedia.com/international/art/20141117/18937634>> (consulté le 8 août 2017).

LIN May-li 林美莉, « RiWangzhengquan de miliang tongzhi yu liangzheng jiguan de bianqian 日汪政權的米糧統制與糧政機關的變遷 (La politique de contrôle du riz et les changements apportés aux organes chargés de gérer le riz sous le régime pro-japonais de Wang Jingwei) », *Zhongyangyanjiuyuan jindaishiyanjusuo jikan* 中央研究院近代史研究所集刊, vol. 37, juin 2002, p. 145-184.

LIN Neng-shih 林能士, « Qiantan yunyong xinli shixue (Psychohistory) yanjiu Wang Jingwei 淺談運用心裡史學(Psychohistory)研究汪精衛 (Quelques mots à propos de l'usage de la psychohistoire dans l'étude de Wang Jingwei) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, vol. 128, déc. 1998, p. 60-62.

LIU Bing 劉兵, « Kangri zhanzheng shiqi de Wang Jingwei yu Wang weizhengquan yanjiu xueshu zuotanhui zongshu 抗日戰爭時期的汪精衛與汪偽政權研究學術座談會綜述 (Résumé de la conférence Wang Jingwei pendant la Guerre de résistance contre le Japon et les études sur son régime fantoche) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 1998, n°4, p. 200-206.

LIU Dayu 劉大禹, *Guomin zhengfu xingzhengyuan de zhidu bianqian yanjiu* 國民政府行政院的制度變遷研究, (1928-1937) (Étude de l'évolution du Yuan exécutif du Gouvernement nationaliste, 1928-1937), Beijing : Shehui kexue wenxian chubanshe, 2012.

LIU Guoming 劉國銘 (dir.), *Zhongguo guomindang bainian renwu quanshu* 中國國民黨百年人物全書 (Dictionnaire biographique des personnalités du GMD durant un siècle), Beijing : Tuanjie chubanshe, 2005, 2 vol.

LIU Jie 劉潔, « Kangzhan chuqi Huadong lunxianqu wei zuzhi Daminhui kaolun 抗戰初期華東淪陷區偽組織大民會考論 (L'organisation fantoche de l'Association du grand peuple dans la zone occupée de Chine orientale au début de la Guerre de résistance) », *Minguo dang'an* 民國檔案, 2016, n°4, p. 98-108

LIU Shaotang 劉紹唐 (dir.), *Minguo renwu xiaozhuan* 民國人物小傳 (Courtes biographies de personnalités de l'époque républicaine), Shanghai : Shanghai sanlian shudian, 2015, vol. 9.

LIU Shih-ming 劉熙明, *Weijun : Qiangquan jinzhu xia de zuzi (1937-1949)* 偽軍：強權競逐下的卒子 (1937-1949) (The "Puppet" Forces: Pawns Vacillating Among Hegemonic Powers, 1937-1949), Taipei, Daoxiang chubanshe, 2002.

LIU Shoulin 劉壽林 *et al.*, *Minguo zhiguan nianbiao* 民國職官年表 (Tableau chronologique des postes administratifs à l'époque républicaine), Beijing : Zhonghua shuju, 1995.

LIU Weikai 劉維開, « "Di hu ? You hu ? Zhong-Ri guanxi zhi jiantao" xintan "敵乎？友乎？中日關係之檢討" 新探 (Nouveau regard sur "Ennemi ou ami ? Examen des relations sino-japonaises") », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 2012, n°1, p. 142-151.

LIU Xiaoning 劉小寧, « 1945 nian : Guo-Gong jieguan Nanjing zhi zheng 1945年：國共接管南京之爭 (La lutte entre le GMD et le PCC en 1945 pour le contrôle de Nanjing) », *Zhongshan fengyu* 鐘山風雨, 2012, n°4, p. 14-16.

LIU Yunhong 劉雲虹, *Guomin zhengfu jianchayuan yanjiu 1931-1949* 國民政府監察院研究 1931-1949 (Étude du Yuan de contrôle sous le gouvernement nationaliste, 1931-49), Shanghai : Shanghai sanlian shudian, 2012.

LO Jiu-jung 羅久蓉, « Kangzhan shengli hou Zhonggong chengshen hanjian chutan 抗戰勝利後中共懲審漢奸初探 (Étude préliminaire du châtement des traîtres par le PCC après la victoire dans la guerre de résistance) », *Zhongyang yanjiuyuan jindaishi yanjiusuo jikan* 中央研究院近代史研究所集刊, vol. 23, juin 1994, p. 269-293.

_____, « Zhongjian zhi bian yu hanjian de misi 忠奸之辯與漢奸的迷思 (La distinction entre les patriotes et les traîtres et le mythe du traître à la patrie) », *Mingbao yuekan* 明報月刊, vol. 31, mai 1996, p. 25-28.

_____, « Zhongri zhanzheng shiqi Jiang Wang shuanghuang lunshu 中日戰爭時期蔣汪雙簧論述 (La théorie du double jeu de Jiang Jieshi et Wang Jingwei pendant la guerre sino-japonaise) », *Xinshixue* 新史學, vol. 15, n° 3, septembre 2004, p. 147-201.

LÜ Zhiwei 呂志偉, « Guomindang de Zhongtong yu Juntong 國民黨的“中統”與“軍統” (Le Zhongtong et le Juntong du GMD) », *Baike zhishi* 百科知識, sept. 2007, n°17, p. 54-55.

MA Hongwu 馬洪武 (dir.), *Kangri zhanzheng shijian renwu lu* 抗日戰爭事件人物錄 (Évènements et personnalités de la Guerre de résistance contre le Japon), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 1988.

NIE Xin 聶鑫, « Minguo sifayuan : jindai zui gao sifa jiguan de xin fanshi 民國司法院:近代最高司法機關的新範式 (Le Yuan judiciaire à l'époque républicaine : un nouveau paradigme pour l'organisation judiciaire suprême moderne) », *Zhongguo shehui kexue* 中國社會科學, 2007, n°6, p. 143-157.

_____, « Guomin zhengfu shiqi lifayuan de diwei yu quanxian 國民政府時期立法院的地位與權限 (Statuts et pouvoirs du Yuan législatif sous le Gouvernement nationaliste) », *Lishi yanjiu* 歷史研究, 2014, n°6, p. 147-192.

PAN Jian 潘健, *Wang weizhengquan caizheng yanjiu* 汪偽政權財政研究 (Étude des finances du régime fantoche de Wang Jingwei), Beijing : Zhongguo shehuikexue chubanshe, 2009.

PAN Min 潘敏, « Huadong diqu Riwei guanxi shizheng yanjiu zhi yi : yi "qingxiang" wei li 華東地區日偽關係實證研究之一 : 以“清鄉”為例 (Une étude concrète des relations entre Japonais et fantoches en Chine centrale : le cas de la “pacification rurale”) », in ZHANG Sheng *et al.*, *Riwei guanxi yanjiu...*, *op. cit.*, 2003, p. 66-102.

_____, *Jiangsu Riwei jiceng zhengquan yanjiu* 江蘇日偽基層政權研究 (1937-1945) (Étude de l'échelon local de l'administration fantoche pro-japonaise du Jiangsu, 1937-1945), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 2006.

PENG Wei-lin 彭緯琳, « Taishang huizhang : pan Minjindang zhengfu bu yao ma women taijian 台商會長: 盼民進黨政府不要罵我們台奸 (Le président de l'association des Taishang : nous espérons que le gouvernement Minjindang ne nous traitera plus de *taijian*) », *CTS*, <<https://disp.cc/b/163-9fpB>> (consulté le 8 août 2017).

QIN Xianci 秦賢次, « Huangyan yu zhenxiang : Hu Lancheng shengping kaoshi 謊言與真相:胡蘭成生平考釋 (Mensonges et vérité : Examen critique de la vie de Hu Lancheng) », *Xin wenxue shiliao* 新文學史料, 2012, n°2, p. 28-41.

QIU Zhixiu 邱之岫, *Minguo chuqi xingzheng fayuan fazhanshi yanjiu* 民國初期行政法院發展史研究 (Étude du développement de la Cour administrative d'appel à l'époque républicaine), Beijing : Zhishi chanquan chubanshe, 2014.

REN Liping 任利平, « Riwei shiqi Tianjin zhong xia ceng gongwuyuan yanjiu 日偽時期天津中下層公務員研究 (Étude des fonctionnaires de rangs moyen et subalterne à Tianjin sous les régimes fantoches) », Mémoire de master : Nankai daxue, 2011.

SHAO Minghuang 邵銘皇, « Wang weizhengquan zhi jianli ji fuwang 汪偽政權之建立及覆亡 (Fondation et chute du régime fantoche de Wang Jingwei) », Thèse de doctorat : Zhongguo wenhua daxue 中國文化大學 (Université de la culture chinoise), 1989.

_____, « Gao Zongwu dui Ri mouhe huodong 高宗武對日謀和活動 (Les négociations de paix avec le Japon menées par Gao Zongwu) », in Zhongyang yanjiuyuan jindaishi yanjiusuo 中央研究院近代史研究所 (Institut de recherche en histoire moderne de l'Academia Sinica), *Jindai Zhongguo lishi renwu lunwenji* 近代中國歷史人物論文集 (Recueil d'articles sur les personnalités historiques de la Chine moderne), Taipei : Zhongyang yanjiuyuan jindaishi yanjiusuo, 1993, p. 399-428.

_____, « Kong Xiangxi yu kangzhan chuqi de mouhe shitan 孔祥熙與抗戰初期的謀和試探 (Kong Xiangxi et les négociations de paix au début de la Guerre de résistance) », in Zhongguo jindaishi xuehui 中國近代史學會 *et al.*, *Qingzhu kangzhan shengli wushi zhounian : liang'an xueshu yantaohui lunwenji* 慶祝抗戰勝利五十週年: 兩岸學術研討會論文集 (Célébration du cinquantième anniversaire de la victoire de la Guerre de résistance : actes du colloque sino-taiwanais), Taipei : Jindaishi xuehui chuban, 1996, p. 103-133.

_____, « Wang Jingwei zhengquan zhong Riben guwen de pinyong 汪精衛政權中日本顧問之聘用 (L'emploi de conseillers japonais dans le régime de Wang Jingwei) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, n° 119, juin 1997, p. 73-90.

_____, « Cong Zhou Fohai riji kan kangzhan shi de Wang Jingwei 從周佛海日記看抗戰時的汪精衛 (Étude de Wang Jingwei pendant la Guerre de résistance à partir du journal de Zhou Fohai) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, n° 125, juin 1998, p. 62-82.

_____, « Gao Zongwu zhanshi sifang Riben tanhe midang : Dongdu riji, huiyi jilu, geren guangan 高宗武戰時私訪日本探和秘檔：東渡日記、會議記錄、個人觀感 (Les archives secrètes du voyage privé effectué par Gao Zongwu au Japon pour négocier la paix : le journal de la traversée vers l'Est, le procès-verbal des entretiens et ses impressions personnelles) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, n° 129, 1999, p. 113-133.

_____, « Zhuiji yu Cai Dejin jiaoshou de yi duan xueshu yinyuan 追記與蔡德金教授的一段學術因緣 (En souvenir du professeur Cai Dejin) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, n° 131, 1999, p. 224-230.

_____, « Zhidao huxue midang : jiedu Dong Daoning zhanshi qianfang Riben citan baogao 直蹈虎穴秘檔：解讀董道寧戰時潛訪日本刺探報告 (Analyse du rapport de Dong Daoning sur sa visite secrète au Japon pendant la guerre pour recueillir des renseignements) », *Jindai Zhongguo* 近代中國, n° 137, 2000, p. 183-195.

SHEN Hsin-hung 沈信宏, « Dongya liudong zhong Taiwan wenhuaren de wenhua shenfen yu weizhi : yi Hong Yanqiu wei li 東亞流動中臺灣文化人的文化身分與位置：以洪炎秋為例 (Identité et statut culturels des intellectuels taïwanais dans l'Asie orientale en mouvement : le cas de Hung Yen-Chiu) », Mémoire de master : Université Tsing Hua (Taiwan), 2013.

SHEN Huai-yu 沈懷玉, « Xingzheng ducha zhuan yuan zhidu zhi chuangshe, yanbian ji gongneng 行政督察專員制度之創設、演變及功能 (Création, évolution et fonctions du système des inspecteurs administratifs) », *Zhongyang yanjiuyuan jindaishi yanjiusuo jikan* 中央研究員近代史研究所集刊, vol. 22, juin 1993, p. 423-459.

SHEN Lei 沈蕾, *Minguo shiqi gongwen chengshi yanjiu* 民國時期公文程式研究 (Étude sur la réglementation concernant la forme des documents officiels à l'époque républicaine), Shanghai : Shanghai shijie tushu, 2014.

SHI Yuanhua 石源華 (dir.), *Zhonghua minguo waijiaoshi cidian* 中華民國外交史辭典, (Dictionnaire historique de la diplomatie chinoise à l'époque républicaine), Shanghai : Shanghai guji chubanshe, 1996.

SU Tongbing 蘇同炳, *Lishi guang jiaojing* 歷史廣角鏡 (Grand angle historique), Taipei : Taiwan shangwu, 1996.

SUN Jian 孫健, WANG Lei 王磊, « Deyi shanzhong de Wang wei da hanjian He Bingxian 得以善終的汪偽大漢奸何炳賢 (La fin heureuse de He Bingxian, grand traître du régime fantoche de Wang Jingwei) », *Zhongshan fengyu* 鐘山風雨, n° 3, 2008, p. 47-50.

TANG Houmei 唐厚梅, « Wang Jingwei yuanhe zhuo fang Hu Lancheng 汪精衛緣何捉放胡蘭成 (Pourquoi Wang Jingwei a-t-il fait arrêter et libérer Hu Lancheng ?) », *Hubei dang'an* 湖北檔案, 2014, n°10, p. 44-46.

TENG Xiaoyang 滕小陽, « Fasheng zai Wangwei shiqi de zui da tanwu an 發生在汪偽時期的最大貪污案 (Le plus grand scandale de corruption sous le régime fantoche de Wang Jingwei) », *Zhengfu fazhi* 政府法制, 1998, n°3, p. 49-51.

Tianjin shi difangzhi bianxiu weiyuanhui 天津市地方志編修委員會 (Comité d'édition des monographies locales de Tianjin), *Zhongguo Tianjin tongjian* 中國天津通鑒 (Annales complètes de Tianjin), Beijing : Zhongguo qingnian chubanshe, 2005, 2 vol.

TIAN Tiemin 田鐵民, « Minguo Jiangsu shenghui Zhenjiang guihua jianshe yanjiu 民國江蘇省會鎮江規劃建設研究 (Étude de l'aménagement de la ville de Zhenjiang lorsqu'elle était le chef-lieu du Jiangsu à l'époque républicaine) », *Zhongguo mingcheng* 中國名城, déc. 2014, p. 47-53.

TSAI Cheng-yuan 蔡正元, « Gongxi Yang Weizhong... 恭喜楊偉中。。。 (Félicitations à Yang Weichun...) », *Facebook*, 18 août 2016, <<https://www.facebook.com/tsaichengyuan/posts/1291211820919741>> (consulté le 8 août 2017).

WANG Chaoguang 汪朝光, « Kangzhan shiqi wei zhengquan gaoji guanyuan qingkuang de tongji yu fenxi 抗戰時期偽政權高級官員情況的統計與分析 (Analyse statistique des dirigeants des régimes fantoches pendant la guerre de résistance) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 1999, n°1, p. 68-88.

WANG Cheng-hua 王正華, « Guanshan wanliqing : Jiashu zhong de zhanshi shenghuo 關山萬里情: 家書中的戰時生活 (1937-1945) (Loin des yeux, près du cœur : La vie pendant la guerre sino-japonaise dans la correspondance d'une famille, 1937-45) », *Guoshiguan xueshu jikan* 國史館學術季刊, n°17, sept. 2008, p. 85-128.

WANG Erh-min 王爾敏, « Guoshi suotan 國史瑣談 (一) (Discussion à bâtons rompus sur l'histoire nationale, 1) », *Guoshi yanjiu tongxun* 國史研究通訊, n°2, juin 2012, p. 129-135.

WANG Jianlang 王建朗, « Chenfeng xia de zhenxiang : jiedu Jiang Jieshi qinzi xiugai de yizu dui ri yihe wenjian 塵封下的真相 : 解讀蔣介石親自修改的一組對日議和文件 (Une vérité restée enfouie : lecture commentée d'un ensemble de documents préparés par Jiang Jieshi lui-même en vue de négociations de paix avec le Japon) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, n° 2, 2004, p. 1-19.

WANG Ke-wen 王克文, « Bagu "hanjian" lun jixu chongxin jiantao : shixuejie zhujian dapo guogong zhengzhi jinji 八股“漢奸”論亟須重新檢討: 史學界逐漸打破國共政治禁忌 (Le discours stéréotypé sur les “traîtres” doit être révisé d'urgence : les chercheurs brisent progressivement les tabous politiques imposés par le GMD et le PCC) », *Mingbao yuekan* 明報月刊, vol. 31, mai 1996, p. 29-32.

_____, *Wang Jingwei ; Guomindang ; Nanjing zhengquan* 汪精衛, 國民黨, 南京政權 (Wang Jingwei ; le Guomindang ; le régime de Nanjing), Taipei : Guoshiguan yinhang, 2001.

WANG Qisheng 王奇生, « Minguo shiqi xianzhang de qunti goucheng yu renshi shandi : yi 1927 nian zhi 1949 nian Changjiang liuyu shengfen wei zhongxin 民國時期縣長的群體構成與人事嬗遞: 以1927年至1949年長江流域省份為中心 (Constitution et évolutions du corps des magistrats de district à l'époque républicaine : le cas des provinces du bassin du Yangzi de 1927 à 1949) », *Lishi yanjiu* 歷史研究, 1999, n°2, p. 97-115.

_____, *Dangyuan, dangquan yu dangzheng : 1924-1949 nian Zhongguo Guomindang de zuzhi xingtai* 黨員, 黨權與黨爭:1924-1949年中國國民黨的組織形態 (Militants, pouvoir et luttes au sein du parti : l'organisation du Guomindang entre 1924 et 1949), Shanghai : Shanghai shudian chubanshe, 2003.

_____, « Zhanqian Zhongguo de quxiang xingzheng : yi Jiangsu sheng wei zhongxin 戰前中國的區鄉行政: 以江蘇省為中心 (L'administration à l'échelon de l'arrondissement et du canton dans la Chine d'avant-guerre à partir du cas de la province du Jiangsu) », *Minguo dang'an* 民國檔案, 2006, n°1, p. 66-77.

WANG Shihua 王士花, « Ye tan Wang Jingwei weihe cong Chongqing chuzou : yu Ye Gang tongzhi shangque 也談汪精衛為何從重慶出走: 與葉崗同志商榷 (Retour sur les motifs du départ de Wang Jingwei de Chongqing : débat avec le camarade Ye Gang) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 1996, n° 2, p. 235-242.

WANG Siyu 王思羽, « Meiti cheng Taiwan "shuang shi" qingdian cuoluan bu kan ; Wang Jingwei ye zhe yang ban guo 媒體稱台灣“雙十”慶典錯亂不堪 汪精衛也這樣辦過 (Des médias affirment que la fête du “Double dix” à Taiwan s'est déroulée dans la plus grande confusion ; Wang Jingwei a déjà fait la même chose) », *Xinlang junshi* 新浪軍事, 11 oct. 2016, <<http://mil.news.sina.com.cn/china/2016-10-11/doc-ixwrrhpm2904689.shtml>> (consulté le 8 août 2017).

WANG Weixing 王衛星, « Qinhua zhanzheng zhong de Rijun “Jiangning budui” 侵華戰爭中的日軍 “江寧部隊” (L’“Unité de Nanjing” de l’armée japonaise durant la guerre d’invasion de la Chine) », *Shihai tanji* 史海探迹, 2008, n°8, p. 45-44.

WANG Xiang 王翔, « Wang weizhengfu suo pin Riben guwen wenti pingxi 汪偽政府所聘日本顧問問題評析 (Analyse critique de la question du recrutement de conseillers japonais par le gouvernement fantoche de Wang Jingwei) », *Lishi jiaoxue* 歷史教學, 2009, n°16, p. 31-36.

WEN Shaohua 聞少華, « Wang Jingwei shi Ribenren haisi de ma? 汪精衛是日本人害死的嗎? (Est-ce les Japonais qui ont tué Wang Jingwei ?) », *Jiangnan luntan* 江漢論壇, 1990, n°10, p. 54-55.

_____, « Wang Jingwei si yu Shanghai? Yu Wu xiansheng shangque 汪精衛是死於上海嗎? 與吳越先生商榷 (Wang Jingwei est-il mort à Shanghai? Discussion avec M. Wu Yue) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 2010, n°2, p. 145-148.

WU Jen-shu 巫仁恕, « Kangzhan shiqi lunxianqu de chengshi shenghuo : yi Suzhou caiguanye de xingshuai wei li 抗戰時期淪陷區的城市生活：以蘇州菜館業的興衰為例 (City Life in the Occupied Areas during the Period of the Anti-Japanese War: The Restaurant Business in Suzhou) », *Xinshixue* 新史學, vol. 25, n°4, déc. 2014, p. 165-217.

_____, « Kangzhan shiqi lunxian hou Suzhou de xiyan yu yanguan 抗戰時期淪陷後蘇州的吸煙與煙館 (Consommation et fumeries d’opium à Suzhou sous l’occupation pendant la guerre de résistance) », papier présenté le 6 nov. 2015 à l’Institut d’histoire moderne, Academia sinica, Taipei.

_____, *Jiehou tiantang : kangzhan lunxian hou de Suzhou chengshi shenghuo* 劫後天堂：抗戰淪陷後的蘇州城市生活 (Un paradis après la catastrophe : vie urbaine à Suzhou sous l’occupation durant la guerre de résistance), Taipei : Institut d’histoire moderne, Academia sinica (ouvrage à paraître en juillet 2017).

WU Shu-fang 吳淑鳳, « Juntongju zai Xianggang lunxian qian de qingbao gongzuo 軍統局在香港淪陷前的情報工作 (Les opérations de renseignement du Juntong à Hongkong avant l’occupation) », Papier présenté lors de la conférence « The Sino-Japanese War and Its Impact on Asia », Academia sinica, Taipei, déc. 2015.

WU Xueqing 吳雪晴, « Kangzhan shengli hou Guomin zhengfu huandu jishi 抗戰勝利後國民政府還都紀實 (Le retour à la capitale du Gouvernement nationaliste après la victoire de la Guerre de résistance) », *Shiji* 世紀, p. 32-34.

WU Yuexing 吳月星 (dir.), *Zhongguo kangri zhanzheng shi dituji* 中國抗日戰爭史地圖集1931-1945 (Recueil de cartes historiques sur la guerre de résistance de la Chine contre le Japon, 1931-1945), Beijing : Zhongguo ditu chubanshe, 1995.

_____, *Zhongguo xiandai shi dituji* 中國現代史地圖集1919-1949 (Recueil de cartes historiques sur la Chine contemporaine, 1919-1949), Beijing : Zhongguo ditu chubanshe, 1997.

WU Yunqiu 吳運秋 (dir.), *Wenchang xiangqing renwu lu* 文昌鄉情人物錄 (Dictionnaire biographique de Wenchang), Haikou : Hainan chubanshe, 1993.

XIAO Ruping 肖如平, *Guomin zhengfu kaoshiyuan yanjiu* 國民政府考試院研究 (Étude du Yuan d’examen sous le Gouvernement nationaliste), Beijing : Shehui kexue wenxian chubanshe, 2008.

XIE Zhenmin 謝振民 (dir.), *Zhonghua minguo lifa shi* 中華民國立法史 (Histoire de la législation de la République de Chine), Beijing, Zhongguo zhengfa daxue chubanshe, 1999, 2 vol.

XIN Ping 忻平, « Lun xin xian zhi 論新縣制 (Le système des nouveaux districts) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 1991, n°2, p. 182-211.

XIONG Yuezhi 熊月之 (dir.), *Shanghai mingren mingshi mingwu daguan* 上海名人名事名物大觀 (Panorama des personnes, événements et produits célèbres de Shanghai), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 2005.

XU Jiajun 徐家俊, *Shanghai jianyu de qianshi jinsheng* 上海監獄的前世今生 (La prison de Shanghai hier et aujourd'hui), Shanghai : Shanghai shehuikexueyuan chubanshe, 2014.

XU Xuyang 徐旭陽, *Hubei guotongqu he lunxianqu shehui yanjiu* 湖北國統區和淪陷區社會研究 (Étude de la société du Hubei dans la zone contrôlée par le GMD et en zone occupée), Beijing : Shehui kexue wenxian chubanshe, 2007.

XU Youchun 徐友春 (dir.), *Minguo renwu dacidian* 民國人物大辭典 (Grand dictionnaire biographique de l'époque républicaine), Shijiazhuang : Hebei renmin chubanshe, 1991.

XU Yuming 許育銘, « Riben youguan Wang Zhaoming ji Wang weizhengquan zhi yanjiu zhuangkuang 日本有關汪精衛及汪偽政權之研究狀況 (L'état de la recherche sur Wang Jingwei et son régime fantoche au Japon) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 1999, n° 1, p. 172-180.

XU Zehao 徐則浩 (dir.), *Anhui kangri zhanzheng shi* 安徽抗日戰爭史 (Histoire de l'Anhui durant la Guerre de résistance contre le Japon), Hefei : Anhui renmin chubanshe, 2005.

YANG Baosen 楊保森, *Xibeijun renwu zhi* 西北軍人物志 (Biographie des militaires du Nord-ouest), Beijing : Zhongguo wenshi chubanshe, 2015.

YANG Baoyun 楊保筠, *Huaqiao huaren baikequanshu : renwu juan* 華僑華人百科全書 人物卷 (Encyclopédie des Chinois d'outre-mer : biographies), Beijing : Zhongguo huaqiao chubanshe, 2001.

YANG Fei 楊飛, LU Shanzhi 廬山之, « Sun Zhongshan zhi hou, Guomindang weihe quxiao zongli 孫中山之後, 國民黨為何取消總理 (Pourquoi le GMD a-t-il supprimé le titre de *zongli* après la mort de Sun Yat-sen ?) », *Wenshi bolan* 文史博覽, 2011, n°7, p. 26-27.

YANG Hongyun 楊紅運, *Fu er bu xing : Zhanqian Jiangsusheng baojia zhidu yanjiu (1927-1937)* 復而不興：戰前江蘇省保甲制度研究 (1927-1937) (Étude du système du *baojia* dans la province du Jiangsu avant-guerre), Taiyuan : Shanxi renmin chubanshe, 2013.

YANG Kuisong 楊奎松, « Jiang Jieshi kangri taidu zhi yanjiu : yi kangzhan qianqi zhongri mimi jiaoshe wei li 蔣介石抗日態度之研究：以抗戰前期中日秘密交涉為例 (Étude de l'attitude de Jiang Jieshi dans la résistance contre le Japon : le cas des négociations secrètes sino-japonaises au début de la Guerre de résistance) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 2000, n° 4, p. 54-95.

YANG Tianshi 楊天石, « Kong Xiangxi yu kangzhan qianqi de zhongri mimi jiaoshe 孔祥熙與抗戰前期中日秘密交涉 (Kong Xiangxi et les négociations secrètes sino-japonaises au début de la Guerre de résistance), in [s. a.]. *Kangzhan shengli wushizhounian guoji yantaohui lunwenji* 抗戰勝利五十周年國際研討會論文集 (Actes du colloque international pour le cinquantième anniversaire de la victoire de la Guerre de résistance), Xindian : Guoshiguan, 1997, p. 31-47.

_____, *Zhaoxun zhenshi de Jiang Jieshi : Jiang Jieshi riji jiedu* 找尋真實的蔣介石：蔣介石日記解讀 (À la recherche du vrai Jiang Jieshi : lecture commentée du journal personnel de Jiang Jieshi), Hongkong : Sanlian shudian, 2008.

YE Gang 葉崗, « Wang jingwei daodi weihe cong Chongqing chuzou 汪精衛到底為何從重慶出走 (Une bonne fois pour toute : pourquoi Wang Jingwei est-il parti de Chongqing ?) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 1994, n° 3, p. 166-179.

YU Zidao, « Huimou yu zhanwang : Jianguo yilai de lunxianqu he wei zhengquan yanjiu 回眸與展望：建國以來的淪陷區和偽政權研究 (Rétrospective et perspective : les études sur la zone occupée et les régimes fantoches depuis 1949) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 1999, n°3, p. 102-128.

_____, *et al.* 余子道, *Wang weizhengquan quanshi* 汪偽政權全史 (Histoire complète du régime fantoche de Wang Jingwei), Shanghai : Shanghai renmin chubanshe, 2006, 2 vol.

YUAN Chengyi 袁成毅, *Zhejiang kangzhan sunshi chubu yanjiu* 浙江損失初步研究 (Étude préliminaire des dommages provoqués par la guerre de résistance dans le Zhejiang), Xi'an : Shaanxi renmin chubanshe, 2003.

ZENG Shaodong 曾紹東, *Nanjing Guomin zhengfu difang zizhi yanjiu : yi hou suqu shidai de Gan nan wei zhongxin* 南京國民政府地方自治研究:以後蘇區時代的贛南為中心1939-1949 (Étude de l'autonomie locale sous le Gouvernement nationaliste de Nanjing : le cas du Jiangxi méridional durant la période tardive des soviets, 1939-1949), Beijing : Zhongguo shehui kexue chubanshe, 2012.

ZENG Zhigong 曾志鞏, *Zhao Xingnong zhuan* 趙醒儂傳 (Biographie de Zhao Xingnong), Nanchang : Jiangxi renmin chubanshe, 2014.

ZHANG Jialong 張加龍, « “Qingtian bairi qi” yu “qingtian bairi mandihong qi” zhi bian “青天白日起” 與 “青天白日滿地紅旗” 之辯 (Les différences entre le “drapeau au soleil blanc sur ciel bleu” et celui “au soleil blanc sur ciel bleu et sol rouge”) », *Wenshi yuekan* 文史月刊, oct. 2012, p. 59-61.

ZHANG Lei 張磊 (dir.), *Sun Zhongshan cidian* 孫中山詞典 (Dictionnaire de Sun Yat-sen), Canton : Guangdong renmin chubanshe, 1994.

ZHANG Li 張力, « Wangwei qianqi haijun renshi de fenxi 汪偽前期海軍人事的分析 (Analyse du personnel de la Marine du régime fantoche de Wang Jingwei à ses débuts) », *Jindai zhongguo* 近代中國, déc. 1998, p. 77-80.

ZHANG Liang 張亮, « Anhui shenghui xuanzhi de bianqian 安徽省會選址的變遷 (L'évolution de l'emplacement de la capitale provinciale de l'Anhui) », *Jianghuai wenshi* 江淮文史, mars 2008, p. 140-149.

ZHANG Rongsheng 張容生, « Mi zha Wang Jingwei mu shimo 秘炸汪精衛墓始末 (La destruction secrète à l'explosif de la tombe de Wang Jingwei) », *Zhongshan fengyu* 鍾山風雨, 2002, n°4, p. 55.

ZHANG Sheng 張生, « Lun Wangwei dui Guomindang zhengzhi fuhao de zhengduo 論汪偽對國民黨政治符號的爭奪 (Le combat du régime fantoche de Wang Jingwei pour s'approprier les symboles politiques du GMD) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 2005, n°2, p. 1-33.

_____, CHAI Lin 柴林, « Jiang Jieshi dui Wang Jingwei toudi chiwei gongkai dingxing yu biaotai yuanyin tanxi 蔣介石對汪精衛投敵遲未公開定性與表態原因探析 (Analyse des raisons pour lesquelles Jiang Jieshi a tardé à s'exprimer publiquement et de manière claire à propos de la défection de Wang Jingwei en faveur de l'ennemi) », *Kangri zhanzheng yanjiu* 抗日戰爭研究, 2003, n°2, p. 190-207.

_____ et al., *Riwei guanxi yanjiu : yi huadong diqu wei zhongxin* 日偽關係研究：以華東地區為中心 (Étude des relations entre Japonais et fantoches en Chine centrale), Nanjing : Nanjing chubanshe, 2003.

ZHANG Wode 張我德, « Zenyang yuedu minguo shiqi de gongwen 怎樣閱讀民國時期的公文 (Comment lire les documents officiels de la période républicaine) », *Beijing dang'an shiliao* 北京檔案館史料, 1987, n°5 (p. 69-74), n°6 (p. 63-74), n°7 (p. 67-75), n°8 (p. 64-70) ; 1988 n°9 (p. 65-75), n°10 (p. 72-76).

ZHANG Xipo 張希坡, « Feichu wei “fatong” jiu shi feichu yi Guomindang liufa quanshu wei daibiao de yiqie fandong falü 廢除偽“法統”就是廢除以國民黨“六法全書”為代表的一切反動法律 (To Abolish the “Puppet Legally Constituted Authority” is to Annul all Reactionary Laws Represented by Kuomintang's Six Laws Pandect) », *Faxue zazhi* 法學雜誌, 2005, n°1, p. 123-126.

ZHANG Xianwen 張憲文, FANG Qingqiu 方慶秋, HUANG Meizhen 黃美真 (dir.), *Zhonghua minguo shi dacidian* 中華民國史大辭典 (Encyclopédie historique de la République de Chine), Nanjing : Jiangsu guji chubanshe, 2001.

ZHAO Xingqin 趙興勤, ZHAO Wei 趙韡, « Feng Shuluan shengping kaoshu ji qi xiqu yanjiu de xueshu jiazhi 馮叔鸞生平考述及其戲曲研究的學術價值 (Étude de la biographie de Feng Shuluan et de la valeur de ses travaux de recherche sur le théâtre) », *Shehui kexue luntan* 社會科學論壇, mars 2015, p. 178-196.

ZHAO Zengyue 趙曾越 (dir.), *Zhongguo di'er lishi dang'anguan zhinan* 中國第二歷史檔案館指南 (Guide des archives historiques n°2), Beijing : Zhongguo dang'an chubanshe, 1994.

ZHENG Jianfeng 鄭建鋒, « Kangzhan shiqi Zhejiang wei zhengquan zuzhi kaocha 抗戰時期浙江偽政權組織考察 (Étude des organisations fantoches du Zhejiang durant la guerre de résistance) », *Shaoxing wenli xueyuan xuebao* 紹興文理學院學報, vol. 24, n°3, juin 2004, p. 15-19.

Zhongguo di'er lishi dang'an guan 中國第二歷史檔案館 (éd.), *Zhongguo kangri zhanzheng dacidian* 中國抗日戰爭大辭典 (Encyclopédie de la guerre de résistance de la Chine contre le Japon), Wuhan : Hubei jiaoyu chubanshe, 1995.

Zhongguo xiqu zhi : Shanghai juan 中國戲曲志：上海卷 (Histoire de l'opéra chinois : Shanghai), Beijing : Zhongguo ISBN zhongxin, 1996.

Zhonghua quanguo zonggonghui 中華全國總工會 (éd.), *Zhongguo gonghui baike quanshu* 中國工會百科全書 (Encyclopédie des syndicats chinois), Beijing : Jingji guanli chubanshe, 1998, 2 vol.

ZHOU Chuan 周川 (dir.), *Zhongguo jinxindai gaodeng jiaoyu renwu cidian* 中國近現代高等教育人物辭典 (Dictionnaire biographique de l'enseignement supérieur dans la Chine moderne et contemporaine), Fuzhou : Fuzhou jiaoyu chubanshe, 2012.

ZHOU Jiazhen 周家珍, *20 shiji Zhonghua renwu mingzihao cidian* 20世紀中華人物名字號辭典 (Dictionnaire des noms des personnalités chinoises au XX^e siècle), Beijing : Falu chubanshe, 2000.

« Zhou Ziyu xiang Zhong zhiqian ; Yang Weizhong : Wo shi Taidu fenzi 周子瑜向中致歉 ; 楊偉中: 我是台獨份子 (Chou Tzu-yu présente ses excuses à la Chine ; Yang Wei-chung déclare : je suis un indépendantiste taïwanais) », *Ziyou shibao* 自由時報, 16 janv. 2016, <<http://news.ltn.com.tw/news/politics/breakingnews/1574168>> (consulté le 8 août 2017).

ZHU Peixi 朱佩禧, *Jisheng yu gongsheng : Wangwei Zhongyang chubei yinhang yanjiu* 寄生與共生 : 汪偽中央儲備銀行研究 (Parasitisme et symbiose : Étude de la Banque centrale de réserve du régime fantoche de Wang Jingwei), Shanghai : Tongji daxue chubanshe, 2012.

[Auteur anonyme], « Zhou Xiaochun zufu wei Wangwei hanjian buzhang 周小川祖父為汪偽漢奸部長 (Le grand-père de Zhou Xiaochuan est un ministre traître du régime fantoche de Wang Jingwei) », *Xinwei yuekan* 新維月刊, republié sur <<http://www.boxun.com/news/gb/china/2011/12/201112031306.shtml>>, 3 déc. 2011 [consulté le 31 oct. 2016].

2.3. Travaux en japonais

BABA Akira 馬場明, *Nitchū kankei to gaisei kikō no kenkyū : Taishō Shōwa ki* 日中關係と外政機構の研究 : 大正・昭和期 (Étude des relations sino-japonaises et des organes de la politique extérieure, 1912-1945), Harashobō, 1983.

CHEN Hongmin 陳紅民, CHEN Shumei 陳書梅, « Ō gi seiken rippō.in no shoho teki bunseki 汪偽政權立法院の初步的分析 (Analyse préliminaire du Yuan législatif sous le régime fantoche de Wang Jingwei) », *Chūgoku 21* 中国21, vol. 31, mai 2009, p. 217-230.

FENG Qing 馮青, « Shō Kaiseki no Nitchū sensōki heiwa kōshō e no ninshiki to taiō : *Shō Kaiseki nikki ni motozuku ichi kōsaku* 蒋介石の日中戦争期平和交渉への認識と対応 : 『蒋介石日記』に基づく一考察 (L'attitude de Jiang Jieshi vis-à-vis des négociations de paix pendant la guerre sino-japonaise : réflexion à partir du *Journal de Jiang Jieshi*) », *Gunji shigaku* 軍事史学, vol. 45, n°4, mars 2010, p. 65-85.

FURUMAYA Tadao 古厩忠夫, « Ō Seiei seiken mondai gakujutsu tōronkai ni omou 汪精衛政権問題学術討論会に想う (Réflexions sur le colloque *La question du régime fantoche de Wang Jingwei*) », *Rekishi hyōron* 歴史評論, n°458, juin 1988, p. 85-92.

HAKADA Takashi 旗田巍, « Nihon ni okeru Tōyōshigaku no dentō 日本における東洋史学の伝統 (La tradition des Études historiques orientales au Japon) », *Rekishigaku kenkyū* 歴史学研究, n°270, 1962, reproduit dans NOZAWA Yutaka 野沢豊 (éd.), *Ajia no henkaku* アジアの変革 (La transformation de l'Asie), Azekura shobō, 1980, vol. 2, p. 39-58.

HORI Yukio 堀幸雄 (dir.), *Saishin uyoku jiten* 最新右翼辞典 (Nouveau dictionnaire de la droite), Kashiwa Shobō, 2006.

HORII Kōichirō 堀井弘一郎, « Shinminkai to Kahoku senryō seisaku 新民会と華北占領政策 (La Xinminhui et la politique d'occupation en Chine du Nord) », *Chūgoku kenkyū geppō* 中国研究月報, n°539-541, janv.-mars 1993, p. 1-20, 1-20, 1-13.

_____, *Ō Chōmei seiken to shinkokumin undō : dōin sareru minshū* 汪兆銘政権と新国民運動 : 動員される民衆 (Le gouvernement de Wang Jingwei et le Mouvement des nouveaux citoyens : le peuple mobilisé), Sōdōsha, 2011.

IECHIKA Ryōko 家近亮子, *Shō Kaiseki no gaikō senryaku to Nitchū sensō* 蒋介石の外交戦略と日中戦争 (La stratégie diplomatique de Jiang Jieshi et la guerre sino-japonaise), Iwanami, 2012.

IMAI Sadao 今井貞夫, MIYOSHI Akira 三好章, HIRONAKA Issei 広中一成, « *Maboroshi no Nittchū wahei kōsaku o shippitsu* 『幻の日中和平工作』を執筆して (Écrire *Les Opérations de paix sino-japonaises, cette illusion*) », *Chūgoku 21* 中国21, vol. 31, 2009, p. 3-18.

IMAI Seiichi 今井清一, « Senjika Nihon no Chūgokuron 戦時下日本の中国論 (Le débat japonais au sujet de la Chine durant la guerre) », *Chikaki ni arite* 近きに在りて, n°16, nov. 1989, p. 26-32.

KOBAYASHI Hideo 小林英夫, *Nitchū sensō to Ō Chōmei* 日中戦争と汪兆銘 (La guerre sino-japonaise et Wang Jingwei), Yoshikawakōbunkan, 2003.

Kokushi dai jiten 国史大辞典 (Encyclopédie historique du Japon), Yoshikawa kokubunkan, 1979-1997, 17 vol. Consulté en ligne sur *JapanKnowledge*.

KOTANI Ken 小谷賢, *Nihon gun interijensu : naze jōhō ga ikasarenai no ka* 日本軍インテリジェンス:なぜ情報が活かされないのか (Le renseignement militaire japonais et pourquoi il a échoué), Kōdansha, 2007.

LEE Jen-je 李仁哲, « Senjiki Nitchū kankei no henyō : Nikka kihon jōyaku kara Nikka dōmei jōyaku e 戦時期日中関係の変容 : 日華基本条約から日華同盟条約へ (L'évolution formelle des relations sino-japonaises pendant la guerre : du Traité de base au Traité d'alliance) », Thèse de doctorat : Université de Tsukuba, 2013. <<http://hdl.handle.net/2241/00123222>>

LIU Jie 劉傑, *Nitchū sensō ka no gaikō* 日中戦争下の外交 (La diplomatie pendant la guerre sino-japonaise), Yoshikawakōbunkan, 1995.

_____, « Ō Chōmei seiken no juritsu to Nihon no tai Chū seisaku kōsō 汪兆銘政権の樹立と日本の対中政策構想 (La fondation du régime de Wang Jingwei et la planification de la politique japonaise en Chine) », *Waseda jinbun shizen kagaku kenkyū* 早稲田人文自然科学研究, n°50, 1996, p. 113-158.

MASUI Yasuichi 益井康一, *Kankan saibanshi* 漢奸裁判史1946-1948 (Histoire des procès contre les traîtres, 1946-1948), [1977] Misuzushobō, 2009.

MATSUTANI Yōsuke 松谷暉介, « Nitchū sensō ki ni okeru Chūgoku senryō chiiki ni taisuru Nihon no shūkyō seisaku : Chūshi shūkyō daidō renmei o meguru sho mondai 日中戦争期における中国占領地域に対する日本の宗教政策 — 中支宗教大同連盟をめぐる諸問題 — (La politique religieuse du Japon en zone occupée durant la guerre sino-japonaise : quelques questions relatives à la Ligue religieuse de Chine centrale) », *Shakai shisutemu kenkyū* 社会システム研究, n°26, mars 2013, p. 49-81.

MIYOSHI Akira 三好章, « Ō Chōmei no “seigō” shisatsu : 1941 nen 9 gatsu 汪兆銘の“清郷”視察 : 一九四一年九月 (La tournée d’inspection de la “pacification rurale” par Wang Jingwei en septembre 1941) », *Chūgoku 21* 中国21, vol. 31, mai 2009, p. 231-254.

Nihon jinmei daijiten 日本人名大辞典 (Dictionnaire biographique du Japon), Kōdansha, 2001. Consulté en ligne sur *JapanKnowledge*.

Nihon kindai shiryō kenkyūkai 日本近代史料研究会 (Société de recherche sur les sources historiques modernes du Japon), *Nihon riku kaigun no seido soshiki jinji* 日本陸海軍の制度・組織・人事 (Institutions, organisation et personnel de l’Armée de terre et de la Marine japonaises), Tōkyō daigaku shuppankai, 1971.

OGASAWARA Tsuyoshi 小笠原強, « Ō Seiei seiken gyōseiin kara mita seiken no jittai ni tsuite : kikō jinji men kara 汪精衛政権行政院からみた政権の実態について—機構・人事面から (Étude de la réalité du gouvernement à travers le cas de l’organisation et du personnel du Yuan exécutif du régime de Wang Jingwei) », *Senshū shigaku* 専修史学, n°38, mars 2005, p. 106-136.

_____, *Nitchū sensōki ni okeru Ō Seiei seiken no seisaku tenkai to jittai : suiri seisaku no tenkai o chūshin ni* 日中戦争期における汪精衛政権の政策展開と実態 : 水利政策の展開を中心に (Policy Deployment and Actual Conditions of the Wang Jing-Wei Regime in the Sino-Japanese War Centering on Flood Control and Irrigation Policy), *Senshū daigaku shuppankyoku*, 2014.

PARK Sang-soo 朴尚洙, « Nitchū sensō ki no Pekin ni okeru “kyōryōku” seiken no keisei to sono kyōryōku no riron 日中戦争期の北京における「協力」政権の形成とその協力の論理 (Formation du régime de “collaboration” de Beijing et son discours sur la collaboration pendant la guerre sino-japonaise) », article non publié aimablement fourni par l’auteur.

SEKI Tomohide 關智英, « En Shu to Kōa kenkoku undō : Ō Seiei seiken seiritsu zengo no tainichi wahei jin.ei no ugoki 袁殊と興亜建国運動 : 汪精衛政権成立前後の対日和平陣営の動き (Yuan Shu and the Movement for Asiatic Regeneration and National Reconstruction: The Activities of Pro-Peace Advocates Before and After the Formation of the Wang Jingwei regime) », *Tōyō gakuho* 東洋学報, vol. 94, n°1, Juin 2012, p. 89-119.

SHIBATA Shin.ichi 柴田紳一, « “Taishi shin seisaku” ne kettei : Wakasugi sanbō (Mikasa no miya) no Chūgoku haken 「対支新政策」の決定 : 若杉参謀 (三笠宮) の中国派遣 (L’adoption de la Nouvelle politique chinoise et l’envoi en Chine du prince de Mikasa (alias officier Wakasugi) en Chine) », *Meiji seitoku kinen gakkai kiyō* 明治聖徳記念學會紀要, n°3 (fukkan 復刊), oct. 1990, p. 32-59.

SHIBATA Tetsuo 柴田哲雄, *Kyōryoku, teikō, chinmoku : Ō Seiei Nankin seifu no ideorogī ni taisuru hikakushiteki apurōchi* 協力・抵抗・沈黙 : 汪精衛南京政府のイデオロギーに対する比較史的アプローチ (Collaboration, résistance, passivité : approche comparatiste de l’idéologie du gouvernement de Wang Jingwei à Nanjing), Seibundō, 2009.

TAKEYAMA Morio 竹山護夫, *Senji naikaku to gunbu* 戦時内閣と軍部 (Le gouvernement et l’armée pendant la guerre), Meicho Kankōkai, 2007.

TOBE Ryōichi 戸部良一, *Nihon rikugun to Chūgoku : “Shinatsū” ni miru yume to satetsu* 日本陸軍と中国 : 「支那通」にみる夢と蹉跌 (L’armée de terre japonaise et la Chine : rêve et échec des “spécialistes de la Chine”), Kōdansha, 1999.

_____, « Ō Chōmei no Hanoi dasshutsu o megutte : kankeisha no kaisō to gaimushō kiroku 汪兆銘のハノイ脱出をめぐる一関係者の回想と外務省記録—(L'évasion de Wang Jingwei pour Hanoi dans les Mémoires des participants et dans les archives du ministère des Affaires étrangères), *Gaikō shiryōkanbō* 外交史料館報, n°19, 2005, p. 117-132.

_____, « Nihonjin wa Nitchū sensō o donoyōni mite.ita no ka 日本人は日中戦争をどのように見ていたのか (Comment les Japonais voyaient-ils la guerre sino-japonaise ?) », *Gaikō shiryōkanbō* 外交史料館報, n° 29, mars 2016, p. 1-39.

TSUCHIYA Mitsuyoshi 土屋光芳, *Ō Seiei to minshuka no kuwagate* 汪精衛と民主化の企て (Wang Jingwei et le projet de démocratisation), Ningen no kagakusha, 2000.

_____, « Tō Ryōrei wa naze Ō Seiei seiken gawa ni tsuita no ka 湯良禮はなぜ汪精衛政権側に付いたのか (Pourquoi Tang Liangli s'est-il rangé du côté du régime de Wang Jingwei ?) », *Seikei ronsō* 政経論叢, vol. 80, n°3-4, 2012, p. 87-125.

_____, « Chūkaminokoku ishinseifu wa naze heion ni Ō Seiei seiken ni kyūshū saretaka? Chin Gun to Go Chōu o chūshin ni 中華民国維新政府はなぜ平穩に汪精衛政権に吸収されたか? 陳羣と伍澄宇を中心に (Pourquoi le Gouvernement réformé s'est-il laissé absorber calmement par le régime de Wang Jingwei ? Les cas de Chen Qun et Li Chengyu) », *Seikei ronsō* 政経論叢, vol. 83, n°3-4, 2015, p. 215-264.

URABE Kenshi 占部賢志, « Tōkyō teikoku daigaku ni okeru gakusei shisō mondai to gakunai kanri ni kan suru kenkyū : gakusei dantai “Seishin kagaku kenkyūkai” o chūshin ni 東京帝国大学における学生思想問題と学内管理に関する研究—学生団体「精神科学研究会」を中心に— (Étude de la pensée étudiante et de l'administration interne de l'Université impériale de Tokyo : le Groupe d'étude en sciences de l'esprit) », *Kyūshū daigaku daigakuin kyōikugaku kōsu insei ronbunshū* 九州大学大学院教育学コース院生論文集, 2004, vol. 4, p. 67-93.

USUKI Eiichi 白杵英一, « Ō Chōmei “Nankin kokumin seifu” no hō teki chii to nitchū sensō : Eikoku ni yori fu shōnin to kokusaihō, Eikoku gaimushō bunsho no kentō 汪兆銘「南京国民政府」の法的地位と日中戦争:英国による不承認と国際法—英国外務省の検討 (La situation juridique du “Gouvernement nationaliste de Nanjing” de Wang Jingwei et la guerre sino-japonaise : la non reconnaissance par la Grande-Bretagne et le droit international ; étude du *Foreign Office*) », *Gunji shigaku* 軍事史学, vol. 43, n°3-4, mars 2008, p. 197-222.

YAMAMOTO Taketoshi 山本武利, *Asahi shinbun no Chūgoku shinryaku* 朝日新聞の中国侵略 (L'invasion de la Chine du journal *Asahi*), Bungeishunjū, 2011.

YAMAMURO Shin.ichi, « Shokumin teikoku Nihon no kōsei to Manshukoku : Tōchi yōshiki no sen'i to tōchi jinsai no shūryū 植民帝国・日本の構成と満洲国: 統治様式の遷移と統治人材の周流 (Empire colonial, organisation du Japon et Manzhouguo : évolution des modes de gouvernance et circulation du personnel dirigeant) », in DUUS, Peter ; KOBAYASHI Hideo 小林英夫 (dir.), *Teikoku to iu gensō : Daitōa kyōeiken no shisō to genjitsu* 帝国という幻想 「大東亜共栄圏」の思想と現実 (The Illusion of Empire : Ideology and Practice in the Greater East Asia), Aoki Shoten, 1998, p. 155-202.

Zaika nihon bōseki dōgyōkai 在華日本紡績同業会 (éd.), *Funatsu Tatsuichirō* 船津辰一郎, Tōhō kenkyūkai, 1958.

ZENG Zhinong 曾支農, « Ō seiken ni yoru “rinkanku” shakai chitsujo no saiken katei ni kan suru kenkyū : Ōgiseifu gyōseiin kaigiroku no bunseki o chūshin to shite 汪政権による「淪陷区」社会秩序の再建過程に関する研究 : 『汪偽政府行政院會議録』の分析を中心として (Étude du processus de reconstruction de l'ordre social en zone occupée sous le régime de Wang Jingwei à partir des *Comptes rendus du Conseil du yuan exécutif du gouvernement fantoche de Wang Jingwei*) », Thèse de doctorat : Université de Tokyo, 2001.

_____, « Ō Chōmei Nankin seifu no chihō seiken ni kan suru ichi kōsatsu : Kachū chiiki gyōsei shisutemu no saiken katei wo megutte 汪兆銘南京政府の地方政権に関する一考察: 華中地域行政システムの再建過程をめぐる (Une étude de l'administration locale du gouvernement de Wang Jingwei : le processus de reconstruction du système administratif en Chine centrale) », *Chikaki ni arite* 近きに在りて, n°40, déc. 2001, p. 26-45.

Index des noms de personnes

Note : Les historiens dont le nom apparaît dans le corps de la thèse ne sont pas inclus, de même que Wang Jingwei dans l'expression « gouvernement de Wang Jingwei » et ses équivalents. Le nom des personnes faisant l'objet d'une notice biographique dans l'Annexe 3 est marqué en gras.

A

Abe Nobuyuki, 122, 133-134, 144, 150, 152, 155, 283-284, 286-287, 306, 428, 437, 838, 862
Allen, 429
An Zhaobai, 810
Anami Korechika, 88, 133, 281
Andō Masazumi, 152, 157-158, 349, 941
Andō Rikichi, 216, 217
Aoki Kazuo, 62, 71, 143-144, 430, 433-434, 437, 439, 479-480, 716, 766, 838, 856, 893, 917
Arita Hachirō, 93-97, 100-103, 133, 276, 479, 887
Ariyoshi Satoru, 543
Arsène-Henry, Charles, 105, 123-126, 176-178
Asami, 220, 221
Asami Kikuo, 434-435
Auden, Wystan Hugh, 226
Aung San, 767

B

Ba Maw, 759
Bacon, Francis, 675
Bai Chongxi, 84, 233, 848, 894
Bai Zhaosheng, 610
Banzai Rihachirō, 119, 233, 243, 254, 422
Bao Jianhua, 541, 903
Bao Junfu, 825
Bao Wenpei, 839
Bao Wenyue, 482, 538, 803, 805, 825, 839
Bao Wenzhen, 839
Baudez, Marcel, 305, 428-429
Baudoin, Paul, 105
Berrier, Hilaire du, 429
Bi Jingqian, 809
Bismarck, Otto von, 320
Blondeau, Raoul-Gustave, 306-307, 358
Blum, Léon, 771
Boisseson, Robert de, 307, 403, 851
Borodin, Mikhail, 896
Bose, Subhas Chandra, 767
Bridgman, Elijah Coleman, 359
Bu Yu, 512

Buck, Pearl, 437

C

Cai Hongtian, 372, 379, 808, 857
Cai Pei, 483, 807, 825, 839, 864, 880
Cai Yuanpei, 895
Cao Hanfen, 825
Cao Pu'an, 509
Cao Shaoji, 813
Cao Shenxiu, 812
Cao Yaoting, 823
Catroux, Georges, 911
Cen Chunxuan, 839, 902
Cen Deguang, 538, 825, 839, 846
Chai Dongsheng, 825
Chan Cheong-choo (Chen Changzu), 842
Chang Yuqing, 868
Chao Lanjie, 207
Chaplin, Charlie, 865
Chen Baohua, 337, 918
Chen Bijun, 216-217, 307, 309, 316, 319, 321, 323, 340, 342, 366, 368, 372, 435, 447, 450, 458-460, 502-505, 516-517, 746, 754, 772, 803, 825, 840, 842, 846, 849-850, 857, 859, 863, 892, 895, 900, 908, 911, 914, 916, 956, 979, 986
Chen Binhe, 413, 683, 913, 919
Chen Bohua, 808
Chen Bulei, 892, 916, 921
Chen Changzu, 269, 372, 429, 770, 825, 842, 953
Chen Cheng, 538, 908
Chen Chunfang, 818
Chen Chunpu, 311, 372, 481, 538, 679, 754, 803-808, 825, 841, 842, 843, 847, 851, 859
Chen Chupu, 514
Chen Daiyun, 623, 624
Chen Dapeng, 646
Chen Dingwen, 199, 200, 201, 205, 207, 512
Chen Dongbai, 825
Chen Duxiu, 844, 914, 920
Chen Enpu, 752, 805, 843
Chen Fumu, 400, 408, 843, 988
Chen Gan, 847
Chen Gao, 825

Chen Gengquan, 840
Chen Gongbo, 34, 50-51, 121, 256, 264-267, 286, 294, 316, 318, 324, 336, 338, 340, 342, 365, 368, 377, 382, 397, 406, 410, 416-417, 436, 446, 458-459, 464, 470, 476, 478, 482, 492, 503, 505, 511, 513, 520-521, 538, 618, 630, 666, 679-680, 682, 685-686, 690, 695, 718-719, 730, 744, 750-751, 759, 771, 803-804, 807-808, 825, 837, 840-841, 844, 847-848, 854-855, 858-860, 864-865, 870, 875-876, 880, 883, 885, 888, 891, 896, 903, 906, 911, 912, 914-915, 920-921, 926, 935, 943, 955, 958-959, 969
 Chen Gongshu, 268, 321, 911
 Chen Gongyi, 824
 Chen Guangzhong, 538-539, 825
 Chen Gumei, 711, 713
 Chen Guofeng, 372, 825
 Chen Guofu, 267, 337, 372, 453, 513, 609, 904, 912
 Chen Guoqi, 372, 825
 Chen Guoqiang, 372
 Chen Hongmou, 673, 674
 Chen Hua, 214
 Chen Jiageng (Tan Kah Kee), 263
Chen Jicheng, 483, 806, 808, 825, 847
 Chen Jie, 101
 Chen Jingzhou, 337
 Chen Jiongmeng, 843-844, 847, 877
Chen Juemin, 214, 847, 953
Chen Junhui, 482-483, 539, 754, 803, 805-806, 825, 846, 847-848
 Chen Lifu, 19, 337, 372, 389, 453, 609, 681, 763, 851, 852-853, 869, 882, 897, 904, 911, 918, 921
 Chen Lu, 320
 Chen Mingshu, 215, 843
 Chen Qiulin, 843
 Chen Qiushi, 815
Chen Qun, 203, 206-207, 285, 311, 407, 445, 457-458, 469, 482, 506, 512-513, 538, 557, 566-568, 581, 597, 609, 611, 614, 617-628, 630, 633-634, 636, 673-674, 682, 685-686, 694-695, 709, 726, 750, 803-807, 825, 848, 852, 855, 861, 902, 904, 957, 959, 1003
 Chen Renhe (Chen Qun), 848
 Chen Ronghua, 227
 Chen Shunzhen, 850
 Chen Wenyuan, 854
 Chen Xianglin, 620, 848
 Chen Xiaoci, 337
 Chen Xizhou, 597-598, 809
 Chen Xizhuo, 825
 Chen Yancheng, 844
 Chen Yannian, 611
Chen Yaozu, 372, 405, 447, 459, 503-505, 543, 803, 807-808, 825, 841-843, 846, 849, 900
 Chen Yi (Beiyang), 221
 Chen Yi (GMD), 776
 Chen Yi (PCC), 546, 549, 756, 885, 903
 Chen Yichuan, 843
 Chen Yijiong, 812
 Chen Youfan, 825
Chen Yunwen, 373, 825, 849, 863
Chen Zemin, 506, 807, 849
 Chen Zhanru, 610
 Chen Zhenru, 597
 Chen Zhimei, 844
 Chen Zhishuo, 825
 Chen Zhiyuan, 612
 Chen Zhu, 825
 Cheng Dequan, 609
 Cheng Hua, 219, 221-223, 515, 868, 886, 912
 Cheng Kexiang, 907, 917
 Cheng Tianfang, 897
 Cheng Yi, 670
 Cheng Zhongkuang, 825
 Chou Tzu-yu, 782
 Chu Hsi-ning, 864
Chu Minyi, 142, 311, 314, 316, 319, 322, 357, 360, 362, 368, 457, 462, 474, 477, 480, 482, 504, 506, 511, 583, 677, 693, 705, 803-807, 825, 841, 843, 850, 860, 895, 904-905, 959, 988
 Chu Tien-wen, 864
 Ciano, Galeazzo, 102-103, 357, 476, 845, 949
 Confucius, 361, 579, 675, 677-679, 686, 937, 951
 Cosme, Henry, 100, 104-105, 123, 126, 319-320, 337, 358, 403-405, 411, 476, 480, 592
 Craigie, Robert, 93-94, 97-98
 Cui Buwu, 912
 Cui Yaozu, 825

D

Dai Ce, 825
 Dai Jitao, 644, 675, 915
 Dai Li, 19, 120, 129, 239, 318, 320, 321, 337, 367, 453, 505, 541, 553, 725, 760, 763, 764, 769, 770, 772, 798, 841, 846, 852, 865, 875, 878, 881, 884, 890, 897, 908, 910-911, 916, 922, 984
 Dai Pengtian (Dai Yingfu), 851
 Dai Xingbing, 321
Dai Yingfu, 376-378, 381, 483, 539, 629, 825, 851, 852, 905, 914
 Dai Yinglang, 844
 Daladier, Édouard, 105
 Darlan, François, 105, 106
 de Gaulle, Charles, 67, 303, 332, 780, 967
 Deng Baoguang, 919
 Deng Xiaoping, 33, 895
Deng Zuyu, 523, 524, 618, 807, 848, 852
 Ding Jimei, 808
Ding Mocun, 27, 272, 283, 311, 324, 372, 379, 380, 390, 406-407, 448, 453, 461, 467, 468, 482, 513, 522, 538-539, 583, 592, 734, 763, 772, 803, 805, 807-808, 825, 851-852, 860, 864, 874, 876, 880, 900, 914, 915, 917, 923, 956
 Ding Shijun, 468
 Ding Yulin, 814
Doihara Kenji, 130, 183-185, 195, 221, 233, 237, 239-240, 242-243, 253, 255-256, 272-275, 279, 280-281, 283, 435, 852-853, 860, 874, 900, 975

Dong Daoning, 111, 114, 130, 146, 262, 995
Dong Enpu, 823
Dong Futang, 818
Dong Kang, 190, 457, 853
Dong Lianfeng, 823
Dong Xiling, 199
Dong Xiujia, 652, 683, 825, 854, 944-946, 948
Dong Zhenxing, 854
Dönitz, Karl, 918
Dorget, Guy, 358
Du Shishan, 120, 123
Du Yiqian, 683
Du Yuesheng, 848, 857, 892, 900, 910
Duan Qirui, 868, 875, 882, 922, 924
Duanfang, 907

F

Fan Boshan, 825
Fan Changjiang, 878
Fan E, 825
Fan Guang, 119
Fan Wenlan, 677
Fan Zhongyan, 694
Fan Zhongyun, 582, 825
Fang Huanru, 808
Fang Ji, 535
Fang Junbi, 911
Fang Junying, 368
Fang Qin, 808
Fang Yisun, 824
Fei Gongxia, 512
Feng Chunjian, 823
Feng Jie, 539, 701, 808, 825, 854
Feng Jiemin, 725
Feng Long, 885
Feng Mengdong, 886
Feng Shaobai, 885
Feng Shuluan, 686, 699, 810, 854
Feng Xiaoyin, 854
Feng Yixian, 813
Feng Yuxiang, 117, 385, 859, 877, 881, 896
Franco, Francisco, 102, 275
Fu Shenglan, 825
Fu Shishuo, 408, 483, 512, 513, 803, 805, 807, 825, 827, 855
Fu Shuangying, 825
Fu Sinian, 32
Fu Tong, 825
Fu Xiao'an, 324, 355, 390, 511, 807, 855, 888, 955
Fu Yewen, 630
Fu Zuoyi, 839
Fukuda Takeo, 71, 428, 429, 433-434, 438-439, 766, 838, 855-856, 955
Fukuda Yasuo, 856
Funatsu Tatsuichirō, 110-112, 119, 122-123, 130, 856, 886, 1003

G

Gambetta, Léon, 385
Gan Naiguang, 470, 577, 591, 973
Gandon, Armand, 99
Gao Baishi, 373, 671
Gao Chongxin, 808
Gao Gang, 910
Gao Guanwu, 311, 315, 506, 523, 552, 609, 803, 807, 825, 850, 856, 874, 882
Gao Han, 825
Gao Lingwei, 187, 191, 194, 857, 960
Gao Qichang, 858
Gao Rongxia, 685
Gao Shuo, 318
Gao Tianqi, 825
Gao Yang, 870
Gao Yincheng, 200
Gao Zhaxin, 842
Gao Zongwu, 50, 110-112, 116-117, 119, 130, 147-148, 171, 233, 261-266, 269-276, 286, 295, 297, 318, 332, 351, 356, 371, 458, 856, 857, 865, 876, 880, 882, 886, 888, 891, 898, 916, 920, 930, 994, 995
Garçon, Maurice, 771
Ge Ziyang, 810
Geng Fojin, 612
Geng Jiaji, 748, 750, 756, 858, 862
Geng Jizhi (Geng Jiaji), 858, 859
Georges-Picot, Guillaume, 95, 98
Germain, Robert, 518
Goebbels, Joseph, 429, 889
Gotō Shinpei, 247, 888
Gotteland, Claude S.J., 610
Gropius, Walter, 861
Gu Baoheng, 317, 746-747, 749-755, 805, 825, 839, 843, 858, 862, 910, 921
Gu Hongzhu, 901
Gu Jiwu, 483, 825
Gu Mengyu, 845, 891, 916, 920
Gu Senqian, 813
Gu Weijun (Wellington Koo), 889, 897
Gu Xianchi, 810
Gu Zhengding, 268
Gu Zhongchen, 740, 804, 825, 859
Gu Zhutong, 853
Guan Linshu, 825
Guan Yu, 361
Guan Zhongxi, 503, 807
Guan Zuobin, 568
Gui Lianxuan, 319
Gui Yongqing, 103
Guibaut, André, 67
Guillermaz, Jacques, 462
Guo Moruo, 916
Guo Taiqi, 97, 98, 897
Guo Weimin, 900
Guo Xiufeng, 825
Guo Zefan, 105, 106
Guo Zengji, 608-609, 724, 991

Guo Zhen, 823
Guo Zhenhua, 365
Guo Zhicheng, 810

H

Ha Erkang, 825
Hamada Hiroshi, 311, 549
Hamada Tokukai, 311, 436
Han Qingjian, 808
Han Shangde, 816
Han Yunxie, 913
Han Zizhao, 815
Hang Jinshou, 464
Hang Luguang, 825
Hanzawa Gyokujō, 172
Hao Peng, 527
Hao Pengju, 528, 531, 765, 807, 825, 859
Hao Zhaobao, 823
Harada Kumakichi, 161, 204, 236, 286, 350, 423-425, 427, 435, 619, 848, 859
Haruke Yoshitane, 71, 272, 281, 283, 373, 431, 461-462, 536, 537, 550-551, 857, 860, 874-875
Hashii Makoto, 838
Hashimoto Kingorō, 174
Hata Hiroshi, 281
Hata Shunroku, 19, 71, 98, 114, 133, 154, 158, 167, 233, 273-274, 278, 294, 349, 358, 423-424, 433, 472-473, 860, 942, 955
Hatoyama Ichirō, 157-158
Hau Pei-tsun, 781
Hayashi Senjūrō, 150
He Bingde, 861
He Bingxian, 825, 846, 860
He Chengjun, 906
He Kezhi, 509
He Peirong, 223, 404, 407-408, 514, 517-519, 521-522, 524, 807, 816, 861, 886, 906
He Tiejian, 825
He Tingliu, 518, 825
He Xiachang, 906
He Xiangning, 840, 842-843
He Yingqin, 23, 117, 275, 764, 847, 908, 918
He Zan, 205-207, 731, 861, 958
He Zhicai, 825
He Zhiping, 199-200, 206-207, 512, 901
He Zhuguo, 129-130
He Zhuxuan, 851
He Ziquan, 892
Herriot, Édouard, 911
Hidaka Shinrokurō, 111, 337-338, 397, 413, 439, 474, 861
Higashiyama Kōichi, 847
Himmler, Heinrich, 918
Hiranuma Kiichirō, 120, 133-134, 149, 277, 284, 479, 480
Hirohito, 109, 447-448, 759-761, 860, 887, 892
Hirota Kōki, 130, 133, 145, 147, 161, 862
Hitler, Adolph, 50, 897
Ho Tao, 861
Honda Kumatarō, 123, 144, 250, 465
Hong Yanqiu (Hung Yen-chiu), 244
Hong Zhu, 567-568
Horiba Kazuo, 149, 154, 265
Horikawa Yoshio, 228
Horinouchi Kensuke, 112
Horiuchi Tateki, 380
Hoshi Hajime, 575
Hou Dachun, 747-750, 753-756, 843, 858-859, 862, 864, 884, 893, 921, 952
Hou Hsiao-hsien, 864
Hou Shaoqiu, 851
Hu Baoyi, 909
Hu Delong, 815
Hu Egong, 118-119
Hu Feng, 922
Hu Hanmin, 335, 359, 385, 506, 618, 840, 848, 851-852, 857, 871, 888, 890, 895
Hu Jiaju, 817
Hu Jiefu, 509
Hu Jun, 825
Hu Junhe, 874
Hu Lancheng, 315-317, 323, 372, 443-444, 460, 747, 841, 849, 862, 864, 873, 881-882, 899, 909, 920, 992, 994-995
Hu Li'an, 819
Hu Mingtang, 687
Hu Qiaomu, 922
Hu Rong, 589
Hu Shi, 32, 110, 260-261, 267, 323, 858, 880, 892, 915, 955
Hu Xuanqing, 817
Hu Yaqiao, 816, 817
Hu Yuji, 818
Hu Yukun, 482, 825
Hu Yunsheng, 817
Hu Zewu, 804, 825, 847, 861, 864, 920
Hu Zheng, 624, 747-750, 753, 754-755, 859, 862, 864, 921, 952
Hu Zhining, 825
Hu Zongnan, 859
Hu Zuozhi, 225-226, 228
Hua Junchao, 825
Huang Chunan, 816
Huang Dawei, 281
Huang Dazhong, 621
Huang di, 361
Huang Enli, 823
Huang Jianyou, 685
Huang Jingqi, 825
Huang Jinrong, 848
Huang Pusheng, 825
Huang Qingxiang, 825
Huang Qingzhong, 448, 592, 734, 853, 864
Huang Renfan, 545
Huang Shiguang, 518
Huang Suchu, 857
Huang Xianggu, 568, 825
Huang Xie, 646
Huang Yan, 823

Huang Yujiu, 818
Huang Ziqiang, 523, 807, 825, 864-865, 907, 955
Hull, Cordell, 96, 97

I

Ichida Jirō, 281
Ichikawa Sūzō, 379
Iino Kichisaburō, 364
Ikeda Tokui, 863
Imai Takeo, 37, 71, 119-120, 129-130, 187, 264-265, 270-271, 281, 841-842, 865, 893-894, 956
Inukai Ken, 37, 71, 121, 130, 168, 264, 274, 281, 282-283, 347, 356-357, 363-364, 373, 410, 439, 440, 458, 515, 841, 856, 858, 865, 898
Inukai Tsuyoshi, 363, 865
Isherwood, Christopher, 226
Ishihama Tomoyuki, 413, 547
Ishii Itarō, 111, 130, 137, 146-147, 149, 153, 161, 190, 856, 866, 886, 910
Ishiwara Kanji, 111, 118-119, 145, 146-147, 173-175, 255, 405, 408, 856, 865-867, 870, 893, 908, 922, 979
Ishiwata Sōtarō, 434, 437, 856, 943
Isogai Rensuke, 364
Itagaki Seishirō, 118-121, 130, 133, 147, 149, 172, 262, 275, 284, 287, 295, 297, 346, 347, 349, 356, 866, 867
Itō Takeo, 19, 119, 130, 956
Itō Tarō, 634
Itō Yoshio, 264
Iwai Eiichi, 399, 407, 409, 412-413, 478, 681, 689, 843, 867, 910

J

Jacquinet de Besange, Robert S.J., 226
Jankélévitch, Léon, 403-404
Jésus Christ, 369, 679, 867
Ji Guozhen, 219-220, 868
Ji Qingren, 813
Ji Xicong, 882
Ji Xilin, 747-748, 750, 755
Ji Xizong, 882
Jia Cunde, 116-117, 119, 130
Jia Yi, 252, 981
Jian Fanglin, 227
Jian Jianwu, 825
Jiang Chaozong, 187, 191, 868
Jiang Dawei, 885
Jiang Dongrong, 885
Jiang Hanshan, 568
Jiang Jieshi, 16, 23-24, 28, 31-32, 34-35, 49-50, 52, 55, 84-88, 99, 101-102, 104, 108, 110-118, 120-123, 126-130, 136, 140, 145, 147-148, 155-156, 160-164, 168-169, 176, 203, 209, 213, 215-216, 219, 225, 229, 231-234, 253, 255-257, 260-262, 264, 266-270, 275-276, 293-294, 298-299, 302-304, 315-316, 320, 323-325, 328-331, 333-335, 337-340, 344-346, 357, 359-360, 366-368, 370,

372, 374-375, 381-382, 384-389, 391-392, 396, 401-402, 413-415, 419, 432, 453, 455, 476, 488, 489, 494, 502, 534, 538, 541, 548, 553, 564-565, 580, 618, 620, 664, 677-678, 688, 692-693, 708, 760, 763-765, 768-773, 780-782, 839-840, 843, 845, 848, 850, 852-853, 855, 857, 859-862, 864, 869, 871, 876-878, 880-881, 883-885, 887, 889-890, 892-894, 896, 899, 903, 905-909, 911, 915, 921, 930, 935, 937-938, 940, 942, 948, 951, 958, 960, 964, 988, 990-991, 993, 996, 998-999, 1001
Jiang Kanghu, 408, 524, 566-568, 572-573, 579, 638, 641-644, 655, 657, 671, 675, 736, 740, 803, 804-805, 825, 868, 872, 886
Jiang Nanchun, 718, 742, 746, 753-754, 756
Jiang Qing, 886
Jiang Shidun, 29, 921
Jiang Tingfu, 385
Jiang Xianqi, 825
Jiang Xin, 918
Jiang Zemin, 29-30, 747, 921
Jiang Zungui, 885
Jiang Zuoxuan, 825
Jiao Ying, 567, 568-869, 872, 960
Jiaqing, 535
Jin Hui, 825
Jin Jiafeng, 920
Jin Moyun, 582
Jin Renming, 817
Jin Xingqiu, 646
Jin Xiongbai, 21, 73, 316, 317-319, 373, 725, 771, 774, 808, 825, 848, 852, 858, 869, 874, 878, 885, 893, 913, 914, 917, 990
Jin Zhanlu, 719
Jinmu tennō, 167
Jouan, René, 88, 95, 98, 99, 101, 460

K

Kagesa Sadaaki, 37, 71, 121-122, 130, 146-147, 165-166, 172-173, 223, 255, 257, 262, 265, 269, 270, 272, 274-276, 279-286, 290-295, 315, 341, 349, 351, 355-357, 364, 371, 399, 404, 407, 410, 427-428, 430-435, 437, 445, 459, 461, 466-467, 472, 474, 503, 537, 551, 718, 768, 841, 853, 860, 865-868, 870-871, 874-875, 880, 883, 887, 892, 894, 898, 910
Kameoka Toyoji, 364
Kamio Shigeru, 281
Kaneko Shunji, 284, 543, 630
Kang Shaowu, 858
Kang Youwei, 890, 905
Kangyi, 882
Katō Sōmatsu, 105, 106
Katsura Tarō, 396
Kawagoe Shigeru, 111-112, 856
Kawai Tatsuo, 867
Kawakami Hajime, 914
Kawamoto Yoshitarō, 130, 280-281, 338, 515, 844, 918
Kawashima Yoshiko, 775

Kaya Okinori, 438
 Kayano Nagatomo, 115-117, 120, 130
 Kerr, Archibald Clark, 101
 Kessel, Joseph, 771
Kimura Masutarō, 439, 871, 893
 Kimura Takeo, 405
 Kita Ikki, 153
Kita Seiichi, 119, 138, 186, 188-190, 192, 204,
 239, 286-287, 427, 871
 Kitayama Fukujirō, 281
 Kiyosawa Kiyoshi, 150, 367
 Ko Wen-je, 781, 992
 Kobayashi Shinji, 164
 Koiso Koniaki, 126, 128-130, 133, 135
 Koiso Kuniaki, 881
 Koizumi Jun.ichirō, 856
 Kojima Yasuhiko, 165
 Kondō Tatsuji, 363
 Kong Jianfei, 823
 Kong Lingkan, 116
 Kong Lixing, 871
 Kong Xiangxi, 114-119, 130, 147, 161, 270, 275,
 896, 956, 994, 998
 Kong Xianjian, 825
Kong Xiankeng, 407-408, 871, 872
 Konoe Atsumaro, 872, 883
Konoe Fumimaro, 94, 98, 111, 113-116, 121, 127,
 133-134, 137, 141-142, 145-149, 151, 154, 156-
 157, 165, 168-171, 173-177, 190, 194, 201, 239,
 262-263, 266-268, 273, 282, 286, 290-291, 298,
 347, 356, 367, 389, 406, 437, 566, 600, 766, 838,
 847, 865-867, 872, 883, 893, 898, 916, 923, 940,
 985
 Koyama Sadamoto, 900
 Koyama Shōju, 156
 Kropotkine, Pierre, 906
 Kuan Jen-chien, 781-782
 Kuang Qidong, 808
 Kuang Zhouyi, 914
 Kubota Kan.ichirō, 103
 Kuhara Fusanosuke, 157, 365
 Kusumoto Sanetaka, 144
 Kusuru Saburō, 101
 Kuusinen, Otto Wille, 97

L

Lagarde, Ernest, 106
 Lan Xizhou, 219
 Lan Zhenbai, 226-228, 954
 Lao Suiyuan, 825
 Laozi, 250
 Laurel, Jose P., 919
 Laval, Pierre, 476, 592, 767
 Lee Ang (Li An), 27, 853
 Lee Teng-hui, 780-781
 Lei Xiaofu, 815
 Lei Zhen, 575
 Li Baojia, 687
 Li Baozhang, 851

Li Changjiang, 825, 881
 Li Daoxuan, 503, 900
 Li Diguang, 675
 Li Fanchang, 808
 Li Fang, 825
 Li Fuqun, 505
 Li Gengsheng, 825
 Li Genyuan, 725
 Li Gongjian, 814
 Li Guohua, 825
 Li Hanhun, 215
 Li Hongzhang, 146, 200, 323, 675, 843, 907
 Li Huaajue, 589
 Li Huanbo, 823
 Li Huang, 402
 Li Jingbang, 518
Li Jingwu, 568, 655-657, 808, 872-873
 Li Jishen, 215
 Li Kaichen, 808
 Li Lingjing, 808
 Li Lisan, 878
 Li Lizhuang, 846
 Li Lüting, 818
 Li Na (Charles N. Li), 873
 Li Ou'yi, 825
 Li Peiqin, 823
 Li Qinnan, 825
 Li Ruheng, 408
Li Shengwu, 317-318, 372, 482, 538, 628, 641,
 643, 770, 774, 803, 805, 825, 862, 873, 904, 914
 Li Shiheng, 921
Li Shiqun, 272, 283-284, 321, 324, 337, 373, 380,
 390, 407, 461, 467-468, 483, 511, 515, 523, 535,
 537-540, 542-543, 548, 550-553, 597-598, 630,
 636, 651, 717, 747-748, 752, 803-805, 807, 826,
 837, 846, 849-850, 852, 857-858, 860-861, 863,
 865, 873-874, 878, 880, 885, 900, 907, 910, 912,
 917, 926, 986
Li Shiyu, 682-684, 808, 825, 846, 875, 957, 987
 Li Shizeng, 252, 850, 895
 Li Shouhei, 568, 825
 Li Shouxin, 297
 Li Shuquan, 817
 Li Wenbin, 206, 469, 618, 825, 849, 852
 Li Xianglan (Ri Kōran), 776
 Li Yanchen, 818
 Li Yuanhong, 404, 883
 Li Yunbing, 640
 Li Zailu, 872
 Li Zhiyun, 808
 Li Zhun, 872
 Li Zifeng, 812
 Li Zongren, 84, 233, 894, 896
 Li Zuyu, 825
 Lian Shisheng, 892
Liang Hongzhi, 158, 203-204, 237-238, 270, 278,
 285-286, 296-297, 312, 333, 406, 408, 423, 424,
 425, 426, 458-459, 507, 565-566, 740, 803-804,
 825, 859, 875, 904
 Liang Qichao, 327, 421, 670, 895, 977

Liang Shuming, 499
 Liang Xiuyu, 825
 Liao Chengzhi, 844
 Liao Zhongkai, 840, 843-844, 846
 Liem Koen Hian, 889
 Lien Chan, 781, 782, 992
 Lien Sheng-wen, 781
 Lin Baisheng (Lin Bosheng), 876
 Lin Biao, 825
 Lin Biao (PCC), 765, 886
Lin Bosheng, 267, 291, 311, 369, 393, 408, 442, 443, 445, 460, 466, 468, 482, 538, 548, 643, 679, 691, 701, 709, 803, 805, 807-808, 825, 846, 854, 859, 863, 876, 880, 882, 889, 906, 914, 916, 920, 987
 Lin Chunhui, 538
 Lin Lan, 536
 Lin Rucan, 824
 Lin Ruheng, 405, 503, 825
 Lin Sen, 279, 335-338, 341, 395, 414, 581, 877, 947, 949
 Lin Yangxi, 507, 808
 Lin Yin, 918
 Lin Zhongsheng, 507
 Lincoln, Abraham, 351
 Ling Gong, 693
 Ling Xianwen, 825
Ling Xiao, 482, 805, 825, 876, 877
 Liu Aicang, 823
 Liu Baojie, 781-782
 Liu Bingdeng, 521
 Liu Bocheng, 878
 Liu Enfu, 582
 Liu Hsiao-Kun, 403
 Liu Jingqing, 814
 Liu Na'ou, 863, 881
 Liu Peixu, 825
 Liu Shaoqi, 756, 885, 919
 Liu Shike, 825
 Liu Tiehai, 227
 Liu Wencai, 877
 Liu Wenhui, 921
 Liu Xiang, 641
 Liu Xingbo, 208
 Liu Yangshan, 825, 920
 Liu Yiqing, 730
Liu Yufen, 803, 877
 Liu Yun, 808, 825
 Liu Zhaofu, 824
 Liu Zhenhua, 908
 Liu Zhi, 812
 Liu Zhongtan, 842
 Liu Zhongxiu, 815
 Liu Zichi, 522, 524
 Long Muxun, 825
 Long Yun, 215, 266-267, 270, 412, 725, 841, 842, 898, 916
 Lu Boying, 509
 Lu Chao, 823
 Lü Chao, 877

Lü Chunrong, 213, 877
 Lu Dingkui, 923
 Lu Dingyi, 810
 Lu Guanghan, 817
 Lu Haodong, 353
 Lü Qi, 825
 Lu Runzhi, 825
 Lu Xiangsheng, 535
 Lu Xun, 882, 920, 922
Lü Yifeng, 743, 745-746, 859, 877
 Lu Ying, 683
 Lu Zhushuang, 610, 810
 Luo Desan, 227
 Luo Guanglai, 808
Luo Junqiang, 222, 280, 311-313, 319, 321, 357, 372-373, 438, 468, 477, 481, 483, 536-539, 548, 552, 803, 805-807, 825, 864, 869, 878-879, 905, 917, 920, 922, 957, 959, 991
 Luo Ronggun, 815
 Luo Runfu, 816

M

Ma Boyuan, 117
 Ma Chaojun, 922
 Ma Dianru, 825
Ma Liang, 195, 879, 957
 Ma Mengzhuang, 743-746, 878, 951
 Ma Shaowu, 874
 Ma Xiaotian, 462, 538-539, 808, 825
 Ma Ying-jeou, 779
 Ma Yintang, 809
 Ma Yuanfang, 912
 Ma Yunteng, 200, 610-611, 634, 774, 952
 Ma Zhenlin, 620
 Ma Zongyu, 610
 MacArthur, Douglas, 766, 867, 887
 Manzhao, 895
 Mao Dun, 922
 Mao Fengwu, 823
 Mao Zedong, 35, 67, 295, 330, 344, 392, 400, 669, 708, 779, 842, 851, 875, 878, 885, 910, 919, 922-923, 964, 967, 989-990
 Mao Ziming, 379, 808, 825
 Margerie, Roland de, 103, 127, 150, 178, 432, 473, 474, 583, 851
 Marx, Karl, 844
 Matsui Iwane, 203
Matsui Takurō, 434-435, 478, 751, 879
 Matsumoto Masuo, 913
 Matsumoto Shigeharu, 130, 162, 164, 177, 255, 262, 283
 Matsumoto Sōkichi, 162, 164, 177
 Matsumuro Atsuyoshi, 407
Matsuoka Yōsuke, 103, 105-106, 120-124, 129-130, 133, 140, 150, 264, 394, 397, 856, 879, 882, 977
Mei Siping, 130, 264-266, 286, 291, 304, 311, 372, 373, 377-378, 410, 433, 474, 482, 497, 499, 511, 513, 520, 524, 538, 567, 625, 643, 702-703, 718,

744, 754, 772, 803, 805, 807-808, 825, 827, 838-839, 845, 852, 855, 859, 880, 886, 892, 905, 910, 916, 961
 Mei Zhezhi, 825
Men Zhizhong, 184, 881
 Mencius, 252, 479, 680, 976
 Meng Danxi, 815
Miao Bin, 128-130, 397-398, 405, 409-410, 566, 568, 770-771, 803-804, 825, 881, 959, 966
 Mikasa no miya Takahito, 447
 Ming Gan, 825
 Mitchell, Margaret, 437
 Miura Yoshiaki, 97, 100, 306
 Miyagawa Tadamaro, 127
 Miyamoto Morio, 443, 635
 Miyazaki Ryūsuke, 111
 Miyazaki Shigesaburō, 364
 Miyazaki Tōten, 111, 115
 Mizuno Masatsugu, 175
 Mo Guokang, 682-683, 686, 825, 846, 875
 Montesquieu, Charles-Louis de, 451
 Morand, Paul, 881
 Mori Kōichirō, 687
 Morioka Susumu, 138, 871
 Mornet, André, 67, 771
 Motoori Norinaga, 174
Mu Shiyang, 322, 863, 881
 Murayama Tomiichi, 30, 70
 Murofuse Kōshin, 165
 Mussert, Anton, 767
 Mussolini, Benito, 102, 845

N

Nagai Matsuzō, 634
 Nagai Ryūtarō, 480
 Nagai Yatsuji, 276, 449
 Nagano Shushin, 15, 126
 Nakajima Chikuhei, 157
 Nakajima Nobuichi, 284
 Nakajima Shigeko, 775
 Nakajima Yadanji, 159
 Nakamura Kaneko, 874
 Nakamura Toyochi, 116
 Nakamura Toyokazu, 116, 130, 874
 Nakane Naosuke, 282
 Nakano Hidemitsu, 908
 Nakayama Masaru, 445
 Nakazawa, 227
 Nanba Rihei, 838
 Nankai Kizō, 536
 Nao Kui, 809
 Naomi Zenzō, 170-172
Ni Daolang, 457, 506-508, 511, 807, 882, 960
 Ni Er, 779
 Ni Sichong, 506-507, 882
 Ni Xiudong, 673
 Nichiren, 866
 Nie Mingzhi, 825
Nishi Yoshiaki, 71, 122, 130, 264, 271, 882-883

Nishimoto Yūhei, 165
 Nishimura Takae, 212
 Nishimura Tenzō, 202, 212, 429, 888
 Nixon, Richard, 913
 Noda Kengo, 444, 446
 Nosaka Sanzō, 765

O

Ōgami Suehiro, 250-251
 Ogasawara Kiyoshi, 540, 765
 Ogata Taketora, 165, 281
 Ogawa Aijirō, 910
 Ogawa Genshichi, 138
Ogawa Heikichi, 120, 883
Ogawa Tetsuo, 71, 436, 759, 847, 883
 Ogden, Alwyne George Neville, 101
 Ōgi Kazuto, 281
 Ogura Masatsune, 434, 438, 943
 Okada Yoshimasa, 281
Okada Yūji, 71, 255-257, 281, 719, 759-760, 883
 Okamura Tekizō, 875
 Okamura Yasuji, 218, 225, 764, 765
 Ōsako Michisada, 280
 Oseki Michisada, 130
 Ōta Ichirō, 282
 Ōta Taiji, 138
 Ouyang Desun, 727
 Ouyang Xiu, 618, 674
 Ozaki Hotsumi, 168, 866

P

Pal, Radhabinod, 761
 Pan Gongzhan, 862, 882
 Pan Hannian, 35, 843, 867, 874, 878, 885, 909, 919
 Pan Hongqi, 809
 Pan Minzao, 808
Pan Yugui, 194, 883, 959
 Pang Bingxun, 825
Peng Dongyuan, 213, 215, 217, 307, 405, 502, 514, 807, 847, 883, 908
 Peng Nian, 539, 825
 Peng Shengtian, 825
 Peng Shi, 823
 Peng Shou, 907
 Peng Ximing, 399
 Peng Zhaoqi, 815
 Pétain, Philippe, 50-52, 67, 323, 326-327, 341, 363, 366, 771, 780
 Phibun (Plaek Pibulsonggram), 767
 Puyi, 24, 310, 669, 671, 707, 776, 853, 868-869, 895

Q

Qi Xieyuan, 191, 196, 884, 907
 Qian Bowei, 809
 Qian Dakui, 825
 Qian Jingge, 825
 Qian Sen, 752

Qian Weizong, 583
Qian Xiangsun, 825
Qian Yongming, 122, 130
Qian Zongchao, 411
Qiao Fusan, 116, 130
Qiao Wanxuan, 752, 884
Qin Hui, 323, 779
Qin Jing, 522
Qiu Fangmo, 825
Qiu Fengyi, 509
Qiu Kaiji, 908
Qiu Songfu, 812
Qiu Yunming, 810
Qu Qiubai, 882
Quisling, Vidkun, 367, 767

R

Rabe, John, 226
Ranke, Leopold von, 248
Rao Shushi, 910
Ren Qian, 823
Ren Yuandao, 236, 311, 467, 482, 538, 803, 805, 807, 825, 846, 877, 884, 921, 954
Ribbentrop, Joachim von, 102-103, 357
Riess, Ludwig, 248
Rolland, Romain, 437
Rong Ziheng, 825
Rong Zongjing, 881
Roosevelt, Franklin Delano, 97
Roxas, Manuel, 767
Roy, Fernand, 305, 357, 514
Roy, Manabendra, 896

S

Saint-Just, Louis Antoine de, 593
Saionji Kinkazu, 866
Saionji Kinmochi, 146, 865
Saitō Takao, 81, 152-157, 159, 167, 170-172, 936, 941, 972, 975
Saitō Yoshio, 543, 776
Salade, Pierre, 74, 103, 105, 126, 142, 305, 313, 340, 363, 367-368, 449, 451, 466, 474, 478-481, 505, 593-594, 666, 685, 688, 691, 702, 713, 734, 750-751, 754-755, 841, 851, 889, 905
Sarkozy, Nicolas, 593
Sarly, Roland, 775, 967
Sasaki Tōichi, 119, 254, 973
Satō Kenryō, 459
Sawada Ken, 166
Sawada Renzō, 105
Selby-Walker, Kenneth, 319, 336
Shao Chaojun, 885
Shao Shijun, 756, 825, 854, 885, 919
Shao Xunmei, 885
Shao Zizhuang, 652
She Aizhen, 747
Shen Bole, 507
Shen Congwen, 882

Shen Daoshu, 600, 810
Shen Erqiao, 431, 511, 513, 568, 623, 624, 643, 805, 807-808, 825, 827, 880, 886, 947
Shen Honglie, 877
Shen Jiaben, 853
Shen Jing'an, 825
Shen Jinghua, 610, 813
Shen Juchen, 825, 892
Shen Liusheng, 825
Shen Qiwu, 863
Shen Shanjian, 650, 651
Shen Song, 321
Shen Tong, 468, 825
Shen Wuben, 599, 812
Shen Yunqing, 747-748, 755
Shen Zhuhen, 515-516
Shi Aizhen, 862, 864
Shi Kaitan, 748
Shi Kefa, 781
Shi Nai, 567, 573, 575-579, 593, 649, 662, 886
Shi Shunyuan, 912
Shi Xianxu, 816
Shi Xingchuan, 223, 404, 807, 816, 886, 954
Shi Xunqian, 813
Shi Yousan, 233
Shibayama Kaneshirō, 119, 127-128, 130, 233, 256, 321, 432, 434-435, 450, 515, 523, 750, 768, 886, 908
Shidehara Kijūrō, 93
Shieh, Joseph, 858
Shigemitsu Mamoru, 98, 128, 133, 142-144, 367, 432-433, 443, 445, 450, 477, 478, 480, 766, 887, 888
Shigemitsu Osamu, 445
Shimizu Toshi, 888
Shimizu Tōzō, 281, 863, 887
Shiozawa Kiyonobu, 138
Shiozawa Kiyosada, 144
Shiratori Kurakichi, 247, 396
Shun, 398
Sima Qian, 784
Simon, Philippe, 307, 320, 366, 405, 429, 503, 504, 505
Smith, Adam, 844
Socrates, 674
Song Jiaoren, 328, 895
Song Meiling, 120, 857
Song Qingling, 840, 842, 885, 923
Song Zheyuan, 184-185, 187, 233, 883, 971
Song Zhongjia, 228
Song Ziliang, 120-121, 130
Song Ziwen, 845, 896
Song Zuyin, 639
Sorge, Richard, 168, 866
Staline, Joseph, 776, 896
Starr, Cornelius V., 390
Stuart, John Leighton, 124, 899, 900
Su Chengde, 311, 468, 483, 825
Su Sen, 913
Su Shi, 674

Su Tiren, 195, 888
Su Xiwen, 202, 674, 888
 Suehiro Kōjirō, 281
 Suga Hikojirō, 274, 281, 294
 Sugihara Arata, 144, 282
 Sugiyama Hajime, 110, 123, 133, 147, 279
 Sukarno, 26, 767
 Sun Chuanfang, 851
 Sun Dianying, 825
 Sun Fengming, 897
 Sun Ke, 315, 335, 386, 455, 848, 871, 896
 Sun Liangcheng, 825
 Sun Mingzheng, 825
 Sun Shichao, 810
 Sun Shilin, 858
 Sun Ting, 902
 Sun Yanjun, 781
 Sun Yat-sen, 15, 23, 31, 50, 52, 66, 67, 111, 115-117, 155, 162, 203, 212, 247, 251, 254, 285, 301, 304-305, 307-309, 322, 325-326, 328, 335, 338, 343-346, 348-355, 358-369, 374, 382, 385, 386-387, 391, 397, 409, 413-414, 418, 451, 455, 464, 478, 488, 492, 494, 510, 534, 537, 549, 561, 569, 571, 578, 615, 626, 632, 635, 675-679, 684, 688, 692-693, 708-709, 711, 713, 720, 738, 740-741, 772, 780, 783-784, 840, 842-844, 847-848, 851, 859, 865, 876-877, 882-883, 885-886, 889, 892, 895, 902-903, 905-906, 909, 915, 920, 923-924, 935, 937, 941-942, 967, 974, 979, 983, 984, 989, 998-999
 Sun Yucai, 825
 Suzuki Kantarō, 133, 143, 144
 Suzuki Teiichi, 138, 286

T

Tachibana Shiraki, 250
 Tada Shun, 50, 145, 146
 Tadakoro Hiroyasu, 175, 936
Tajiri Aigi, 122, 129-130, 144, 269-271, 847, 888
 Takashima Kikujirō, 701
 Takeuchi Shinpei, 144
 Taliani, Francesco, 103
 Tamura Shinsaku, 129
 Tan Chong'an, 844
 Tan Pingshan, 844
 Tan Shuqian, 683
 Tan Yankai, 878
 Tan Zuren, 740
 Tanaka Giichi, 141, 183
 Tang Caichang, 890
 Tang Chengbo, 843
 Tang Dengshen, 825
Tang Erhe, 190, 888
 Tang Huimin, 407, 825
 Tang Jianxun, 813
 Tang Keming, 748, 755
Tang Liangli, 322-323, 388, 825, 888, 948, 1003
Tang Mang, 825, 890, 906
 Tang Shaohou, 808

Tang Shaoyi, 116, 119, 147, 203, 233, 237, 238, 239, 839, 846, 902
Tang Shengming, 366, 432, 539, 541, 548, 890
 Tang Shengzhi, 890
 Tang Shoumin, 916
Tang Yangdu, 195, 890, 961
 Tang Yaozu, 823
 Tang Yifang, 415
 Tang Yinghuang, 512, 825
 Tang Zhen, 553
 Tani Masayuki, 133, 144, 430, 759, 846
 Tanigaki Sadakazu, 871
 Tao Baojin (Tao Xisan), 891
 Tao Guoxian, 825
 Tao Jianhua, 523, 524
 Tao Qingyuan, 892
Tao Xisan, 743-746, 859, 891, 946, 951
Tao Xisheng, 171, 261, 264, 267, 286, 291-292, 295, 297, 356, 370, 458, 840, 842, 845, 847, 857, 873, 876, 880, 891, 915-916, 953, 988, 990
 Tao Yun, 818
 Terauchi Hisaichi, 423
 Thomas, Albert, 862
 Tian Ai, 597
 Tian Han, 779
 Tian Yuan, 813
 Tōgō Shigenori, 133, 141-144, 569
 Tōjō Hideki, 126, 128, 133-135, 141-142, 145, 147, 150-151, 175, 178, 188, 367, 431, 434, 474-475, 480, 701, 751, 838-839, 866, 867, 872, 887, 891, 893, 917, 922
 Tokutomi Sohō, 176, 980
 Tominaga Kyōji, 294
 Torikai Tsuneo, 444, 446
 Tōwaki Mitsuo, 244-246, 249-253, 257-258
Tōyama Mitsuru, 115, 363, 892, 909
 Toyoda Teijirō, 106, 133
 Trautmann, Oskar, 110, 112-114, 130, 145, 161, 262, 269, 898, 991
 Tsai Cheng-Yuan, 783
 Tsai Ing-wen, 779, 783, 784
 Tsuchida Yutaka, 144, 566, 569, 943
 Tsuchihashi Yūitsu, 444
 Tsuda Shizue, 119, 138-139, 162, 167, 233, 425, 942
Tsuji Masanobu, 549, 751, 754, 765, 838, 867, 893, 894, 922, 927
 Tsukamoto Makoto, 281, 283, 959
 Tsushima Juichi, 766
 Tu Tushan, 815

U

Uchida Ryōhei, 247
 Ueda Kenkichi, 284
Ugaki Kazushige, 115-116, 118, 127-128, 130, 133, 137, 146-147, 161, 262, 866, 894
 Umekita Suhehatsu, 144
 Umeya Shōkichi, 367
 Umezu Yoshijirō, 867, 887

Usami Huzuhiko, 144, 943
Usui Shigeki, 121

V

Verlaine, Paul, 885
Võ Nguyên Giáp, 894

W

Wachi Takaji, 117, 215, 280-281, 894, 895, 927
Wakatsuki Reijirō, 141
Wan Haiqing, 818
Wan Lilang, 825
Wan Peng, 815
Wan Xi, 520
Wang Anshi, 532, 674
Wang Bangxi, 685
Wang Baozhen, 905
Wang Bingquan, 824
Wang Chonghui, 902
Wang Chu, 895
Wang Daonan, 519, 520, 523, 808
Wang Deyan, 825
Wang Guangxie, 509
Wang Hanwei, 393
Wang Hui, 677
Wang Jiajun, 825
Wang Jie, 597, 813
Wang Jing, 368
Wang Jingwei, 23-24, 26-27, 29, 32, 37, 48, 50, 88, 99, 102, 114, 118, 120-121, 124, 127, 130, 140, 142, 149, 154, 158, 161, 163-166, 168, 170-171, 175, 177, 197, 213, 216-217, 222, 229-230, 252, 256-257, 260, 262, 266, 269-270, 273-274, 276, 286-287, 290, 294-295, 299, 305, 316-317, 319, 322-323, 329, 335-339, 344, 346, 349, 352-353, 359-360, 367-368, 371-373, 375, 377, 381, 385-386, 393, 399-402, 405, 408, 411, 414, 426, 428, 430, 433, 438, 443, 451, 455, 458-460, 465, 467, 469-470, 472-473, 477-478, 480, 482-483, 490, 502-504, 511, 514, 520, 528, 534, 538, 541, 543, 547-548, 550-551, 558, 609, 624, 628, 633, 635, 641, 651-652, 656, 675, 677, 679, 688-689, 693, 709, 718, 721, 729, 741, 744, 746, 750, 754, 766-767, 771-772, 779-783, 825, 838, 840, 842-845, 849-850, 853-854, 856-858, 863, 866, 868-870, 872-875, 884, 887-888, 890-892, 895, 898, 900, 902-905, 908, 911-913, 915-916, 920-921, 924
Wang Jinxia, 808
Wang Kemin, 124, 158, 184, 189-190, 192, 195, 204, 213, 222, 236, 237-238, 270-271, 278, 285, 286, 296-297, 307, 423, 457, 482, 566, 671, 803-804, 871-872, 888-901, 924, 938
Wang Kunshan, 812
Wang Manyun, 315, 321, 372, 379, 483, 537, 538, 539, 540, 543-545, 548, 552, 592, 630, 825, 857, 869, 875, 900, 903, 911
Wang Mengjin, 861

Wang Minzhong, 808, 825, 880
Wang Qi, 503, 807, 825, 900, 912, 920
Wang Qilun, 687
Wang Ruikai, 205, 807
Wang Ruikuai, 511, 512
Wang Shen, 816
Wang Shijie, 268
Wang Shijing, 872, 900
Wang Shunqing, 815
Wang Shuqiao, 507
Wang Shuzhang, 825
Wang Tianmu, 910
Wang Wuquan, 199-201, 207
Wang Xiandai, 184, 512, 901
Wang Xingzuo, 724
Wang Xiu, 825
Wang Xuyuan, 228, 366
Wang Yaqiao, 507, 897, 959
Wang Yingru, 503
Wang Yintai, 482, 803, 804, 901
Wang Yisen, 844
Wang Yitang, 184, 190, 192, 358, 408, 410, 411, 457, 459, 482, 565-566, 568-569, 638-639, 641, 655, 657, 670, 671, 675, 729, 740, 803-804, 869, 872, 882, 900-901, 904, 956
Wang Yizhong, 809, 812
Wang Zemin, 818
Wang Zhanyuan, 861, 886
Wang Zhaoming (Wang Jingwei), 895
Wang Zhaoquan, 900
Wang Zhensheng, 536, 620
Wang Zhigang, 512
Wang Zihui, 119, 130
Wang Zongzhun, 503
Washington, George, 359
Watanabe Wataru, 549
Webb, William, 761
Wei Nailun, 825
Wei Zhangzhen, 634
Wei Zhengshen, 812
Weizsäcker, Ernst von, 104
Wen Bin, 818
Wen Juntian, 532, 937
Wen Zongyao, 203, 257, 258, 406, 408, 458-459, 480, 641, 740, 803, 804, 808, 825, 902, 939
White, Leonard D., 470
Wu Chengyu, 626, 902
Wu Chuiying, 808
Wu Chunsheng, 903
Wu Foshi, 640
Wu Fusheng, 903
Wu Guozhen, 773
Wu Huawen, 825
Wu Jinping, 206
Wu Kaisheng, 395, 397-398, 567, 568, 825, 902
Wu Lanxi, 382, 541, 825, 903
Wu Nianzhong, 207
Wu Peifu, 119, 130, 147, 189, 221, 231, 233, 238-243, 253, 256, 258, 270, 272-273, 274-276, 278,

279-280, 285, 299, 355, 371, 853, 855, 914, 939, 940

Wu Qiao, 813

Wu Sibao, 747, 853, 862, 864, 912

Wu Songgao, 805, 904

Wu Tailai, 903

Wu Tingya, 508

Wu Tingyan, 812

Wu Woyao, 688

Wu Xianqing, 892

Wu Xiqing, 816

Wu Yaozhang, 651

Wu Yongwei, 740

Wu Yunqing, 747, 862

Wu Zhenhan, 815

Wu Zhihui, 345, 840

Wu Zhulin, 816

Wu Zongxing, 651, 652

Wu, James, 903

X

Xi Jinping, 31, 694

Xi Zewen, 808, 825

Xia Douyin, 908

Xia Jie, 784

Xia Qifeng, 805, 825, 904

Xia Suchu, 184, 566, 568, 641, 729, 825, 904

Xia Wei, 852

Xia Zhiri, 816

Xia Zhongming, 825

Xiang Zhizhuang, 513, 807, 825, 855, 904, 960

Xiao Guibao, 809

Xiao Jiancheng, 201

Xiao Jin, 825

Xiao Shuxuan, 482, 803, 825

Xiao Shuyu, 521, 522, 953

Xiao Suilai, 730

Xiao Yicheng, 825

Xiao Zhenying, 117, 894

Xie Bojin, 808

Xie Chuxiang, 818

Xie Hucheng, 199, 200, 206

Xie Ke, 206, 568, 848

Xie Xuesun, 539

Xiong Bin, 522

Xiong Jiandong, 879, 918

Xiong Shihui, 522

Xu Buwu, 381, 905

Xu Changyuan, 818

Xu Daqing, 816

Xu Enceng, 453, 852, 874

Xu Gongmei, 808

Xu Guolu, 825

Xu Jianping, 825

Xu Jidun, 512

Xu Jinyuan, 825

Xu Kunsheng, 726

Xu Liang, 774, 805, 825, 905

Xu Qin, 905

Xu Ruitang, 747, 749-750, 754, 755

Xu Shucen, 200-201

Xu Suzhong, 520, 522-524, 740, 804, 825, 906, 959

Xu Tianshen, 846, 906

Xu Tisheng, 825

Xu Xiqing, 324, 825

Xu Yangan, 808

Xu Yao, 809

Xu Yicha, 809

Xu Yinshou, 727

Xu Yuanquan, 233

Xue Fengyuan, 825

Xue Gengxin, 756, 858, 862, 958

Xue Yingsheng, 810

Y

Yahagi Nakao, 281, 414

Yamaguchi Yoshiko (Li Xianglan), 776

Yamamoto Kuma.ichi, 144

Yamamoto Tsunoru, 281

Yamashita Tomoyuki, 549

Yamawaki Masataka, 365

Yan Bin, 368

Yan Degui, 567

Yan Dongyuan, 614, 809

Yan Henfu, 815

Yan Jiachi, 825

Yan Janguang, 910

Yan Keding, 825

Yan Tianchi, 817

Yan Xishan, 184, 385, 765, 869, 884, 888, 896, 913

Yan Yangchu (Y. C. James Yen), 499

Yanagawa Heisuke, 138, 159, 297, 349

Yang Cheng, 812

Yang Chengdong, 808

Yang Congren, 403

Yang Fan, 878, 919

Yang Fantong, 35

Yang Hanxi (Yang Shoumei), 907

Yang Honglie, 825

Yang Hu, 848

Yang Jie, 825

Yang Kuiyi, 311, 517-518, 522, 538, 803, 807, 825, 906, 908, 926, 954

Yang Ruxiang, 825

Yang Shengxun, 825

Yang Shijie, 813

Yang Shoumei, 457, 652, 806, 825, 907

Yang Shoutong, 725, 726

Yang Shouzhang, 813

Yang Shuhui, 869, 915

Yang Tigan, 809

Yang Wei-chung, 782, 1000

Yang Weiyun, 906

Yang Weizhen, 825

Yang Xichuan, 808

Yang Xinghua, 516, 825, 907, 918

Yang Yanbin, 810, 907

Yang Ye, 825
Yang Yuqing, 813
Yang Zhen, 825
Yang Zhonghua, 825
Yang Zhuomao, 869
Yano Seiki, 274, 281
Yao, 398
Yao Mingren, 651, 810
Yao Xijiu, 825
Yasuoka Masahiro, 250
Yazaki Kanjū, 405, 430, 434-435, 447, 450, 503, 841, 908, 943
Ye Jiqing, 874
Ye Mingchen, 323-324, 951
Ye Peng, 482, 517-518, 803, 805, 807, 825, 906, 908, 952, 957, 959
Ye Wenjin, 844
Ye Xiufeng, 921
Ygual, Pedro de, 102
Yi Zhonghan, 516
Yin Maozhang, 581
Yin Rugeng, 184, 185, 882, 901, 909
Yin Tong, 900, 909
Ying Qi, 781
Yokomitsu Riichi, 881
Yonai Mitsumasa, 133-134, 153, 156, 158, 349
Yu Bailu, 539
Yu Cai, 516
Yu Dafu, 922
Yu Dingqing, 817
Yu Hanmou, 215
Yu Hongjun, 858
Yu Shouzhong, 844
Yu Yuquan, 893
Yu Zhiqin, 815
Yuan Fanyu, 220
Yuan Jufan, 683, 685
Yuan Shikai, 119, 190, 203, 243, 308, 328, 422, 488, 507, 562, 577, 637, 668, 849, 857, 868, 877, 890, 901, 979
Yuan Shu, 36, 397, 399, 407, 408, 414, 539, 542, 681, 693, 825, 843, 867, 874, 909-910, 919, 960, 1002
Yuan Yangong, 725
Yuan Yubing, 522
Yuan Yuquan, 747, 751, 752, 754, 825, 843, 859, 880, 894, 910, 921
Yuan Zhuozhai, 200
Yuan Zihe, 815
Yuan Zuming, 913
Yue Fei, 323, 361
Yun Daiying, 851
Yun Yiqun, 844

Z

Zaifeng, 895
Zang Zhuo, 315, 528
Zeng Dazhai, 910
Zeng Guofan, 535, 619, 674, 677, 860, 951

Zeng Qi, 278, 412, 913
Zeng Xiangyun, 816
Zeng Xing, 911
Zeng Zhongming, 163-164, 268-269, 271, 274, 321-322, 368, 841, 850, 898, 911, 940, 949
Zhang Ailing (Eileen Chang), 27, 310, 853, 862, 863, 882
Zhang Beisheng, 539, 542, 544-545, 629, 774, 825, 911, 912, 960
Zhang Binglin, 855, 922
Zhang Bingquan, 825
Zhang Chaokun, 807, 900, 912
Zhang Fakui, 215, 845, 890, 896, 921
Zhang Gongchen, 507, 808
Zhang Guida, 726
Zhang Houwan, 221
Zhang Jiluan, 282
Zhang Jinghui, 776
Zhang Juansheng, 825
Zhang Jun, 468, 703
Zhang Junmai, 278, 403, 923
Zhang Kechang, 461, 825
Zhang Lanfeng, 825
Zhang Mou, 814
Zhang Mumin, 912
Zhang Qi, 614
Zhang Quanlin, 808
Zhang Qun, 115, 267, 275, 908
Zhang Renjie, 850
Zhang Renkui, 848
Zhang Renli, 184, 221, 223, 807, 912, 954
Zhang Shaobai, 816
Zhang Shenqie (Chang Shen-Chieh), 244
Zhang Sukang, 812
Zhang Susong, 818
Zhang Xianzhi, 683
Zhang Xinchang, 810
Zhang Xiuming, 814, 903
Zhang Xueliang, 839, 869, 872, 886, 888, 896-897, 908
Zhang Yanqing, 221, 242, 912
Zhang Yichen, 815
Zhang Ying, 808
Zhang Yinghua, 457, 913
Zhang Yipeng, 805, 843, 912
Zhang Yongfu, 825
Zhang Yue, 728
Zhang Zai, 912
Zhang Zhidong, 221, 912, 914, 992
Zhang Zhigang, 813
Zhang Zhizhong, 878
Zhang Zhonghuan, 539
Zhang Zixin, 816
Zhang Zuolin, 422, 839, 853, 877, 901
Zhao Fengchang, 914
Zhao Gao, 846
Zhao Guizhang, 825
Zhao Hengti, 878
Zhao Minyi, 686
Zhao Muru, 825

Zhao Rengqi, 610
 Zhao Ruheng, 914
 Zhao Runfeng, 825
 Zhao Shiyu, 743, 745
 Zhao Shuangfeng, 808
 Zhao Shuyong (Zhao Zunyue), 914
 Zhao Xingnong, 522
 Zhao Yueru, 646
Zhao Yusong, 278, 397, 402-403, 408-409, 412, 457, 538, 567-568, 803, 805, 825, 913
Zhao Zhengping, 538, 805, 825, 913
 Zhao Zhihe, 468
Zhao Zunyue, 482-483, 803, 805, 825, 914
 Zheng Dazhang, 825
 Zheng Huiqing, 818
 Zheng Rihua, 214, 955
 Zheng Ziwen, 749-750, 755
 Zhong Pingshan, 818
 Zhong Renshou, 825
 Zhong Wenqing, 817
 Zhou Enlai, 346, 367, 895, 916
 Zhou Fengqi, 205, 884
 Zhou Fengyi, 823
Zhou Fohai, 22, 35, 52, 65, 72-73, 110, 112, 121-123, 142-143, 172-173, 256, 260-262, 264, 267, 269, 271-272, 283, 286-287, 291-296, 304, 311, 314-317, 321, 323, 325, 329-330, 336-342, 345-347, 350, 355-358, 360-361, 368, 371-373, 379-381, 387-389, 397, 402-404, 407-410, 412, 415-416, 419, 427, 431-440, 449-450, 458, 462, 466-468, 473-484, 502, 505-506, 511, 513, 515-517, 523-524, 531, 535-536, 538, 550, 552-553, 567, 571, 594, 630, 677, 679, 701, 716-717, 719, 721, 725, 731, 733, 741, 744, 746, 750-754, 756, 760, 763, 766, 772, 803-805, 807-808, 825, 837-838, 840-841, 844, 849, 851-852, 854, 857-859, 863, 865, 868-871, 873-876, 878, 880-881, 883-886, 891, 893, 898-900, 903-904, 907-908, 912-914, 917, 920-921, 926, 948, 961, 978, 995
 Zhou Hao, 918, 922
Zhou Huaren, 352, 373, 503, 807, 825, 849, 863, 864, 920, 953, 984
 Zhou Jiannan, 921
 Zhou Kuang, 683, 825
Zhou Longxiang, 264, 291, 759, 808, 825, 846, 880, 920, 922
 Zhou Ming, 750
 Zhou Mingqin, 611, 623, 816, 953
Zhou Naiwen, 29, 747, 749, 751, 753-755, 825, 862, 920
 Zhou Songlin, 817
 Zhou Wei, 464
 Zhou Wenhua, 872
 Zhou Xianting, 817
 Zhou Xiaobo, 912
 Zhou Xiaochuan, 747, 921
Zhou Xuechang, 471, 807, 825, 893, 921, 947, 987
 Zhou Yang, 923
 Zhou Yingxiang, 503
 Zhou Youhai, 919
 Zhou Yuhan, 823
 Zhou Zhengji, 825
 Zhou Zhiyou, 919, 920
 Zhou Zhizhen, 214
Zhou Zuoren, 244, 411, 457, 863, 922, 970, 990
 Zhu Chongtie, 819
 Zhu Han, 813
 Zhu Jiahua, 375
Zhu Lühe, 741, 804, 825, 923
 Zhu Meiyuan, 818
 Zhu Minzhi, 823
 Zhu Pu, 825
Zhu Qinglai, 404, 803, 804-806, 825, 923, 989
Zhu Shen, 190, 358, 411, 803-804, 900, 923
 Zhu Sihuang, 683
 Zhu Weicong, 825
 Zhu Xi, 670, 674, 694
 Zhu Xinggong, 390
 Zhu Xiufeng, 823
 Zhu Youtang, 520, 521
 Zhu Yuanzhang, 23, 368
 Zhu Zheng, 623
 Zhu Zhixin, 842
 Zhu Zijia, 870
 Zhuge Qiao, 509
 Zong Zhiqiang, 539
 Zou Jihou, 816
Zou Jingfang, 806, 825, 924
 Zou Pingfan, 863, 909
 Zou Shaowu, 227
 Zuo Ruliang, 825
 Zuo Shunsheng, 402

